

Ce Journal paraît du 15 au 25 de chaque mois.—Prix d'abonnement pour Paris : par an, 3 fr. ; pour six mois, 1 fr. 50 c. ; pour les départements, par an, 4 fr. ; pour six mois, 2 fr., envoyés franc de port au bureau du Journal, 15, rue Férou. Les annonces reçues seront insérées au prix de 50 c. la ligne.

L'ATELIER

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Egalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme et exige le sacrifice de l'individu à la Société.

S'adresser, pour tout ce qui concerne l'administration et la rédaction, à M. LENEVEUX, directeur-gérant, 15, rue Férou, par lettres affranchies. — Les communications verbales, réclamations, avis, etc., sont reçus au bureau du Journal les dimanches, lundis, mercredis et vendredis, de 8 heures du matin à midi.

ORGANISATION DU JOURNAL. — L'ATELIER est fondé par des ouvriers, en nombre illimité, qui en font les frais. — Pour être reçu fondateur, il faut vivre de son travail PERSONNEL, être présenté par deux des premiers fondateurs, qui se portent garants de la moralité de l'ouvrier convié à notre œuvre. (Les hommes de lettres ne sont admis que comme correspondants.) Les fondateurs choisissent, chaque trimestre, ceux qui doivent faire partie du comité de rédaction. Ont été nommés, pour le premier trimestre, MM. André MARTIN, charpentier, Anthime CORBON, typographe, LAMBERT, commis-négociant, DEVAUX, typographe, LAMBERT, cordonnier, GARIN, copiste, PETIT-GÉRARD, dessinateur en industrie, DELORME, tailleur, GARNOT, bijoutier, VÉRY, menuisier, LEHÉRICHER, teneur de livres, GAILLARD, fondeur, CHAVENT, typographe, BELIN, tailleur, VARIN, ouvrier en produits chimiques, membres du comité de rédaction.

INTRODUCTION.

Le journal dont nous livrons aujourd'hui le premier numéro au public est adressé aux ouvriers par des ouvriers. En prenant la plume, nous ne quitterons point l'atelier ; nous resterons ce que nous avons été jusqu'à ce moment : partageant les sentiments et les labeurs de ceux auxquels et pour lesquels nous allons parler, imbus des mêmes espérances, stimulés par les mêmes misères ; en un mot, toujours placés de telle sorte que nous ne puissions rien oublier de ce que nous avons appris, ni laisser aucun doute sur nos intentions et sur notre but.

Jusqu'à ce jour, les classes ouvrières ont été défendues par des gens qui leur étaient étrangers. En conséquence, on a pu dire aux uns qu'ils ne soutenaient notre cause qu'afin de faire de nous un instrument politique destiné à être brisé aussitôt qu'il cesserait d'être utile à leur fortune ; à d'autres on a dit qu'ils traitaient une question qu'ils ne connaissaient pas. En un mot, aux uns on objectait l'ambition, aux autres l'ignorance. Rien de pareil ne pourra être opposé à un journal tel que le nôtre. Nul de nous, certes, n'a et ne peut avoir la pensée de sortir de l'humble et honorable position qu'il occupe ; personne n'oserait nous en accuser ! Personne non plus n'oserait avancer que nous ne connaissons pas le peuple, dont nous faisons partie et dont nous partageons toutes les chances. Quoi qu'il arrive donc, quoi que nous ayons à dire, on sera obligé de nous entendre, de nous écouter et de tenir compte de nos paroles.

Nous sommes les premiers dans les classes ouvrières qui venions user d'un droit acquis à tous les Français, celui de parler et de délibérer sur les choses qui intéressent la grande famille, et celui de l'entretenir quelquefois des choses qui nous regardent et qu'il peut être utile de lui révéler.

Nous ne nous dissimulons pas qu'en prenant le parti de la publicité nous entreprenons une tâche grande et difficile ; nous avons d'abord à prouver à la France que nous sommes dignes d'elle, que nous n'ignorons pas la valeur des questions politiques, que nous ne sommes étrangers à rien de ce

qui l'occupe ; en un mot que nous sommes de son sang et que nous vivons de son esprit. Autrement elle considérerait nos efforts comme ceux d'une minorité égoïste qui ne demande qu'une place plus large au festin qu'elle distribue à ses enfants, et elle mépriserait ceux qui, recourant pour la première fois à cette arme de la presse qu'elle a conquise au prix de tant de sacrifices et pour un noble usage, ne sauraient l'employer que dans un intérêt de métier et de salaire.

Il nous faudra donc prouver, lorsque nous parlerons de nous-mêmes, que nous sommes l'avant-garde des travailleurs, et que nous réclamons, non pour nous seuls, mais pour le travail, mais pour l'industrie, pour tous ceux qui, comme nous, vivent chaque jour du pain qu'ils ont gagné la veille ; il faudra prouver que la réorganisation du travail est plus qu'une question industrielle, mais un problème politique, et alors nous aurons à montrer toutes les misères qui tourmentent la plus grande partie du peuple, tous ces maux qui débilitent son corps et tuent son âme, toutes ces fatalités qui le laissent dépourvu d'éducation, livré aux mauvais conseils de la faim et aux mauvais exemples des riches ; nous aurons à demander comment on peut vouloir que le calme et la quiétude règnent parmi une masse d'hommes dont la jeunesse est sans avenir, l'âge mûr sans sécurité et la vieillesse sans espérance.

Nous aurons à dévoiler les odieux calculs de ces écrivains corrupteurs qui, en prétendant nous instruire, nous dépravent ; nous aurons à flétrir ces spéculateurs ignobles qui sèment parmi nous les mauvais livres écrits pour les marquis débauchés des cours du Régent et de Louis XV ; nous aurons enfin à attaquer tous ces gens qui ont oublié que la morale est en même temps le meilleur conseiller et la meilleure hygiène pour le pauvre. Il semblerait, en effet, à voir les écrits qu'on met sous nos yeux et les exemples qu'on nous prodigue au théâtre, il semblerait qu'il y a un parti pris de nous corrompre. On dirait qu'on veut nous ramener à l'état qui fut celui de l'esclave chez les Romains et qui est celui de l'esclave chez tous les peuples : c'est-à-dire, en nous laissant comme lui instruits et habiles dans les arts industriels, de

nous rendre, aussi comme lui, ignorants de la morale qui fait les hommes, sans courage contre les sollicitations de l'égoïsme et capables seulement de comprendre nos passions et nos appétits.

Grâce à Dieu ! ces détestables enseignements ont eu peu de prise sur nous, ils n'ont pas achevé de nous corrompre ; car si les hommes qui écrivent ce journal croyaient quelque chose de semblable, ils courberaient la tête, ils briseraient leur plume et n'oseraient ouvrir la bouche devant cette France, toujours noble, toujours jeune et pure, qui va les entendre.

Peut-être quelqu'un en nous lisant pensera que nous parlons bien hardiment de sujets qui sont au-dessus de notre portée ; mais c'est que nous savons par expérience aussi bien ce que valent les choses morales que les choses politiques. Nous éprouvons les conséquences de tout ce qui se fait de mal comme de tout le mal qui se dit ; nous subissons une pratique qui ne peut nous tromper. Peut-être pensera-t-on encore que nous entreprenons beaucoup. A cela nous répondrons que telle est au moins notre ferme volonté. Nous l'accomplirons selon la mesure de nos forces ; le but que nous nous proposons nous servira d'appui. Si nous échouons, au moins nous pourrions espérer avoir donné un exemple qui ne restera pas à tout jamais stérile.

Mais si le succès couronne nos bonnes intentions, il arrivera alors que nous aurons rendu aux classes ouvrières le plus grand service possible. Nous aurons éclairé l'opinion publique sur notre compte ; nous aurons prouvé que les ouvriers ne sont pas capables seulement de pratiquer la fraternité et le dévouement, mais qu'ils sont dignes aussi de la liberté et de l'égalité, dignes des droits politiques, dignes d'être affranchis de la servitude industrielle où ils vivent. Et si alors nous faisons voir que l'affranchissement est possible, si nous en montrons le moyen, qui pourra nous en refuser l'usage ? Peut-être le législateur lui-même consentira-t-il à régler sous notre dictée ce qu'il eût refusé aux instances d'hommes qui nous sont étrangers, auxquels on pourrait toujours reprocher de nous prêter des sentiments et une capacité que nous ne possédons pas.

Nous n'avons pas besoin, en terminant cette introduction, de dire aux ouvriers que nous comptons uniquement sur leur sympathie et leur concours. Leur appui doit nous être assuré, car leur cause serait désespérée s'ils ne venaient en aide à ceux qui, les premiers parmi eux, sans autre force que leurs bonnes intentions, ont pris la seule voie qui aujourd'hui soit permise et qui soit fructueuse, soit pour se défendre, soit pour réclamer, soit pour obtenir.

Il n'y a réellement que deux partis en France, le parti radical et le parti conservateur.

Ce dernier se compose de ceux dont la position sociale est attachée au maintien de ce qui est. On comprend aisément que ceux-là ne veulent rien changer à la situation actuelle.

Le premier est formé de tout ce qui a en France un peu d'espérance dans l'avenir, de ceux qui s'émeuvent à la vue

des infortunes de leurs frères et qui cherchent par tous les moyens à leur en alléger le poids.

Ne croyons cependant pas que ces deux partis embrassent toute la nation, car si cela était la question serait bientôt vidée : les mangeurs du budget se comptent à peine quelques mille, tandis que les exploités forment des millions. La lutte, comme on le voit, ne serait pas longue et son issue ne serait pas douteuse.

Il n'en est malheureusement point ainsi. La majorité, il faut l'avouer, n'est d'aucun parti ; pour le moment elle est indifférente et passive, comme si tout ce qui se passe ne la regardait pas, comme si ce n'était pas son avenir qui est mis en jeu.

Loin de là, elle a horreur de tout ce qui peut ressembler à de la *politique* ; le mot l'effraie, sinon la chose. Elle a vu s'accomplir bien des révolutions sans y avoir presque rien gagné, qu'une recrudescence d'impôts ; elle a constamment versé son sang pour la patrie sans en rien récolter. A elle toutes les charges, à quelques-uns les profits. Elle a fini par se figurer que tel était son lot ; l'éducation précaire qu'elle a reçue le lui a prouvé, et elle reste, ainsi résignée, dans une inaction qu'elle n'interrompt de temps à autre que lorsqu'on la tond de trop près.

Le mot *révolution* signifie pour elle duperie, tromperie, mensonge, exploitation nouvelle à l'aide de grands mots, substitution d'hommes et nullement de principes. On conviendra que nous ne sommes pas bien loin d'un passé qui semble justifier pleinement cette opinion. Ainsi donc, dit la foule, *point de révolution !*

Ils étaient donc complètement dans l'erreur ceux qui, désespérant de venir légalement à bout des résistances du pouvoir contre tout ce qui est progrès, avaient entrepris de le renverser.

Ils ont donc raison ceux qui ont abandonné la carabine de l'insurgé pour prendre la plume du pétitionnaire. Nous n'hésitons pas à le déclarer, c'est pour le moment la seule voie raisonnable ouverte au progrès. La *réforme*, sans secousses violentes, sans guerres civiles, opérera une révolution bien autrement féconde que celles que l'on bâcle en trois jours et que l'on abandonne ensuite à ceux qui veulent s'en emparer.

Le parti radical, celui qui veut une révolution opérée pacifiquement, le parti réformiste enfin, n'a cependant pas trop de toutes ses forces pour soutenir la lutte contre les privilégiés, car ceux-ci disposent de tout : du budget, et par conséquent de la plupart des journaux ; de la police, et l'on sait quelles funestes dissensions elle crée ; de l'administration politique du royaume ; enfin ils disposent des trois pouvoirs de l'état, moins quelques honorables exceptions.

Mais ce qui rend la tâche des radicaux encore plus dure, c'est l'indifférence des masses, indifférence qui provient de ce qu'on ne s'est pas encore entendu sur la signification du mot *politique*. Citons-en un exemple.

Que, sous un prétexte quelconque, on arrête un citoyen, qu'on l'implique dans un de ces complots comme nous en avons tant vu, vite le citoyen se récrie : « Je suis un ouvrier honnête et laborieux, je ne me mêle pas de *politique*. » Tout comme si ceux qui font de la politique devaient nécessairement être des fainéants et des voleurs. Ce qui n'empêchera pas le citoyen, une fois sorti des griffes de la justice, de maugréer à son aise contre le prix du pain et des denrées de première nécessité, de se coaliser contre ses exploités quand il en trouvera l'occasion, de défendre avec toute l'énergie dont il est susceptible, le peu de droits que notre constitution lui a laissés, le tout bien innocemment et sans croire le moins du monde *se mêler de politique*.

L'erreur est donc dans le mot et non dans la chose. La masse veut bien s'occuper de son avenir, à condition que cela ne l'exposera ni à l'amende, ni à la prison, ni à l'échafaud. C'est pour cela que chez ceux qui ont le sentiment de l'avenir la réforme électorale a été un drapeau, un point de ralliement qui effraie cependant encore les retardataires, car ils y voient de la *politique*.

Vaincre cette répugnance dans la classe ouvrière, lui faire comprendre peu à peu que ses droits politiques ne sont pas

un vain mot, que par eux seuls il pourra arriver à se constituer le bien-être qu'il désire, telle est une des pensées de cette publication.

Nous laisserons donc aux journaux quotidiens, inabornables et incompréhensibles d'ailleurs pour la majorité des prolétaires, à discuter et à examiner les questions politiques proprement dites.

Mais nous nous réservons d'abord d'exposer les vices de notre organisation sociale dans tous ses détails, de dire comment il se fait que les travailleurs meurent de faim à côté de fortunes immenses; comment il se fait que la masse s'abâtardit, et de corps et d'intelligence, par suite de travaux excessifs et à peine rétribués; pourquoi les salaires diminuent lorsque les objets nécessaires à la vie augmentent; nous amènerons enfin chacun à voir la nécessité de mettre une digue à ce torrent.

Comme ce n'est pas tout que de constater le mal, nous indiquerons d'abord les palliatifs, ensuite les remèdes appropriés à la circonstance, non de ces remèdes violents qui font périr le malade, mais de ceux qui, calculés sur la faiblesse de son organisation, le raniment peu à peu; enfin une médication sagement raisonnée.

Comme palliatifs provisoires, nous provoquerons chez les ouvriers les sociétés de secours mutuels, en cas de maladie ou de manque d'ouvrage; nous les ferons ensuite transformer en associations de prévoyance; puis enfin, dans l'avenir, ces associations assureront à l'ouvrier une pension de retraite, aussi justement due au travailleur qu'au soldat, car tous les deux ont également servi la patrie.

Peu à peu nous verrons s'amoindrir l'exploitation de l'homme par l'homme; insensiblement les possesseurs de capitaux n'auront plus le privilège de vivre du travail de ceux qui n'ont que leurs bras. Ce résultat, nous l'obtiendrons en provoquant l'établissement des associations industrielles d'ouvriers, principe déjà posé, mais qui n'a pas encore été développé sous une forme populaire.

Comprenons bien que puisque le pouvoir ne veut pas s'occuper des ouvriers, et qu'ils ne doivent pas de sitôt compter sur son assistance, il est du devoir des plus éclairés d'entre eux de les mettre sur la voie de tout faire par eux-mêmes.

Nous poursuivrons sans relâche la propagande des idées réformistes, en même temps que nous nous occuperons de l'organisation des ouvriers. Sans nous enfoncer dans les théories sociales à perte de vue, nous prendrons à ces théories tout ce qu'elles offriront de bon et de praticable, ayant toujours soin d'être de notre siècle.

Nos théories auront cela de particulier, qu'elles pourront passer immédiatement à l'état pratique, car nous descendrons jusqu'aux rouages les plus simples, jusqu'aux détails les plus vulgaires.

Notre tâche ne se bornera pas là. Nous supposons pour un moment la réforme électorale admise par le pouvoir et le suffrage universel établi. Sans doute, même au point de vue actuel, il produira une meilleure organisation politique que celle que nous possédons, nous n'en doutons pas; mais cette organisation rencontrerait encore bien des préjugés à vaincre, bien des oppositions amenées par l'ignorance forcée où crouissent les masses. Nous savons bien que le pouvoir issu de la réforme s'occuperait immédiatement de l'instruction populaire; mais il ne faut pas attendre jusque-là pour le faire. Encore une fois, puisque nous ne trouvons chez nos gouvernants que dédain pour nos prétentions, refus pour nos réclamations, exécutons par nous-mêmes ce qu'ils ne veulent pas nous accorder. Instruisons et moralisons; car sans science et sans morale, la souveraineté du peuple serait une déception, et nos adversaires futurs ne manqueraient pas de s'emparer de cette circonstance pour refuser à nos descendants ce que nous demandons aujourd'hui, sous prétexte que nous n'aurions rien fait de bon du pouvoir que nous avions en main.

Résumons-nous :

Pour arriver au but que rêvent tous les hommes de cœur, c'est-à-dire la plus grande somme de bonheur possible pour tous sans exception, il y a une route toute tracée.

Cette route, c'est de rendre le peuple souverain, car lui

seul a le génie des grandes choses et lui seul peut les exécuter. Par *peuple*, nous entendons *tout le monde*.

Le moyen de rendre le peuple souverain, c'est de faire en sorte qu'il participe à la confection des lois, qui seront d'autant mieux faites qu'elles le seront par lui et pour lui, et d'autant mieux observées qu'il se manquerait à lui-même en n'y obéissant pas.

Le moyen est donc la réforme électorale, demandée par la voie légale de la pétition.

Comme il est probable que notre demande souffrira encore quelques retards, qu'en attendant nos misères seront toujours les mêmes, et que d'ailleurs nous sommes loin de croire que le suffrage universel les tarira tout d'un coup, il nous faut donc aviser à nous créer un présent meilleur; nous y parviendrons en pratiquant l'Association, d'abord restreinte, puis élargie successivement.

De la confiance, du dévouement, et notre cause est gagnée !

A NOS FRÈRES DES DÉPARTEMENTS.

Guidés par un sentiment de justice et de fraternité, nous essayons de secouer le joug du privilège qui nous écrase, nous tentons de sortir de l'ilotisme et de l'esclavage auquel nous semblons condamnés à tout jamais. Si c'est Paris qui fait le premier entendre le cri de réforme, il est en cela l'expression et le porte-voix de la France entière. Unissez-vous donc à nous de cœur, vous dont les souffrances sont encore plus intolérables que les nôtres : ouvriers de toutes les professions qui habitez le sol de notre belle patrie, le journal *L'Atelier* fera entendre aux oreilles des grands et des puissants le cri de détresse que nous arrachent nos communes souffrances. Si nos mains ne peuvent se rencontrer et se serrer, le génie de l'immortel Gutenberg comblera les distances et rapprochera nos cœurs. Vos frères de Paris prennent l'initiative, continuez et propagez leur œuvre, qui devient aussi la vôtre. Apportez votre part au centre commun : que nul n'ignore que tous les travailleurs se considèrent comme solidaires; que les puissants sachent bien surtout qu'il n'y a plus parmi nous de distinctions de profession, d'aristocraties de métier, mais que nous sommes tous ouvriers, enfants de la France, et par conséquent frères.

Que chaque localité, que chaque profession charge donc un des siens de correspondre avec nous; que tous soient représentés également dans cette œuvre, où nous avons pour nous ce qui fait le succès : la vérité, le bon droit et la justice.

DES COALITIONS D'OUVRIERS.

L'histoire des coalitions ouvrières de ces derniers jours révèle un fait profondément affligeant : c'est l'appel fait à la force par les ouvriers et par le gouvernement, les premiers pour servir leurs intérêts, et le second dans l'intérêt de sa conservation.

Nous ne sommes pas de ceux qui reprochent à un pouvoir quel qu'il soit de chercher à se garantir de toute atteinte; mais nous pouvons affirmer que la violence n'aboutit à rien dans ce but et que le malaise des ouvriers n'a pas cessé avec les arrestations et les sévères condamnations dont viennent d'être frappés quelques-uns d'entre nous.

Prenons les faits de loin et examinons si le gouvernement a fait son devoir de conciliateur, s'il a cherché à prévenir, au lieu d'avoir à réprimer, et si toute la responsabilité de ce qui est arrivé ne lui appartient pas.

Nous rappellerons sommairement qu'en 1831 les ouvriers de Lyon s'insurgèrent pour la question des salaires, qu'ils se rendirent maîtres de la ville et que l'autorité entra en pourparlers avec eux; qu'à la même époque, des coalitions nombreuses d'ouvriers de toutes les professions s'organisèrent à Paris; que les délégués des ouvriers furent emprisonnés et condamnés, sans que les promesses du pouvoir aient eu aucune suite, sans qu'il ait même encouragé les travaux préli-

minaires qui avaient été commencés dans le but de donner aux travailleurs une organisation forte et durable.

Depuis ce temps des hommes qui n'étaient d'abord que des ouvriers animés de bonnes intentions sont devenus, par la force des choses, des ennemis acharnés du gouvernement, et c'est le manque d'esprit conciliant de la part du pouvoir qui a enrégimenté un grand nombre d'ouvriers dans les sociétés secrètes.

Nous aimons à croire passé le temps des conspirations ; mais ce n'est ni à la fermeté du gouvernement, ni à sa paternelle sollicitude qu'on le devra : c'est au bon esprit des masses, à leur raisonnement qui leur ont révélé l'inutilité et le danger de pareilles tentatives.

On a beaucoup discoursu et on discoursa encore long-temps pour savoir si la dernière levée de boucliers des ouvriers parisiens est le résultat des intrigues des partis. Nous prouverons, pièces en mains, que cela ne peut être.

Premièrement, les soupçons d'embauchage se portent principalement sur les agents de l'étranger et sur les napoléoniens. Or, les agents de ces partis n'ont pu commencer à s'agiter qu'après la signature du traité des quatre puissances, qui avait eu lieu le 15 juillet. Eh bien ! un mois avant, deux professions importantes avaient déjà commencé le mouvement. Les tailleurs entre autres, au moment où le traité Brunow était connu, avaient nommé leurs délégués et quitté leurs ateliers à cause du livret, question que notre sujet ne nous permet pas d'examiner ici. Les cordonniers suivirent de près les tailleurs, et ce qui prouve encore bien plus qu'ils n'avaient agi sous aucune autre influence que celle de leur misère, c'est que lorsque la coalition dégénéra en émeute, aucun représentant de ces deux professions n'y figura. On a accusé, il est vrai, les tailleurs d'avoir reçu de l'argent de Londres ; mais les lettres d'envoi constatent qu'il provenait de leurs confrères de cette ville, et depuis l'arrestation de Louis Bonaparte ils en ont encore reçu ; mais cet argent leur est honorablement acquis : c'est l'offrande du travailleur au travailleur, et non le prix d'un ignoble soudoiment, à l'idée duquel nous nous révoltons tous. Mais il était nécessaire au pouvoir de calomnier ! Libre à lui de le faire ; notre devoir, c'est de repousser la calomnie, et nous n'y faillirons pas.

Maintenant nous ne voulons pas nier que des agents de désordre n'aient cherché à profiter des circonstances pour faire dégénérer la coalition en émeute armée ; mais, encore une fois, ils n'avaient pas préparé la coalition : elle était née chez les premiers par un besoin senti et mal exprimé, et chez les autres par la contagion de l'exemple. Ceci bien établi, passons à l'appréciation des faits.

D'abord les ouvriers souffrent-ils ? Qui pourrait en douter, en présence des dépositions de la plupart des maîtres dans les procès de coalition qui viennent de se juger ? Nous croyons inutile d'insister pour aujourd'hui sur cette vérité acquise, que les ouvriers se plaignent avec raison.

Ceci une fois admis, les ouvriers devaient chercher à se rendre compte de ce qui causait leurs souffrances ; il fallait pour cela se voir, s'entendre ; dans l'impossibilité de s'entendre en grand nombre, il fallait charger les plus capables de diriger une espèce d'enquête sur les moyens à employer. Une première réunion était donc nécessaire. La loi accordait au préfet de police la faculté d'autoriser et de surveiller cette réunion : il la refusa, et ce fut là sa première tentative de conciliation ; les ouvriers passèrent outre, et ce fut leur premier tort. De ce premier pas dans l'illégalité naquirent tous les autres. Ils employèrent la violence pour arracher à leurs travaux les timides, qui se seraient rendus aux assemblées si on les avait autorisées ; ils nommèrent des délégués que la police arrêta pour seconde tentative de conciliation ; ils firent des rassemblements tumultueux qu'on chargea et qu'on assomma ; et en définitive des condamnations très sévères sont venues terminer la série des tentatives de conciliation.

Croit-on parce qu'on a assommé, emprisonné et condamné, qu'on a tout d'un coup, par une espèce de terreur, tari la source de nos réclamations ? On les a envenimées et voilà tout. On a dit aux ouvriers : « Nous ne sommes pas juges en cette matière ; elle ne nous regarde pas ; c'est une affaire à régler

entre vous et vos maîtres. » Puis, quand ils ont voulu régler cette affaire, on leur a dit : « La loi s'y oppose ; » et nos pauvres frères, dans l'ignorance où vous les laissez croupir, ont enjambé par dessus la loi, sans comprendre la fausse position dans laquelle on les mettait. Alors on les a traités de séditeux, de débauchés, d'agents de trouble, et, en fin de compte, force, sinon raison, est restée à la loi.

Mais si force est restée à la loi, cette loi, si elle est injuste, doit disparaître de nos Codes. Ceci est une question de légalité. Les ouvriers ont reçu ici une grande leçon : ils ont appris qu'il y a des moyens légaux d'attaquer la loi qui blesse, et ces moyens légaux, ils sont bien disposés à les employer aujourd'hui. Hier peut-être ils eussent pu se contenter de quelques concessions ; aujourd'hui, grâce à votre système de répression, ils s'en prendront à la base de votre législation, et, la Charte à la main, ils demanderont que désormais la loi soit faite par tous, afin qu'elle soit profitable à tous.

Voici donc la route que nous avons à suivre :

Réclamer le droit d'association, sous la surveillance de l'autorité, afin de pouvoir charger quelques-uns d'entre nous de faire une enquête sur notre situation et d'indiquer les moyens de parvenir à l'améliorer de nous-mêmes d'abord, si le gouvernement ne veut pas nous seconder, ce que nous sommes fondés à croire d'après ses précédents de dix années ;

Nous rallier tous sous un même drapeau, qui ne soit pas celui d'un homme, mais d'un principe : celui de la révolution française, le seul sous lequel nous puissions faire de grandes choses. Que les sacrifices ne nous arrêtent point : si nous demandons quelque chose, gagnons-le par notre dévouement à la cause commune, par notre union intime dans un même but, par notre fraternité. Ne cherchons point à renverser, nous serions pris pour dupes ; modifions, modifions ce qui nous nuit, surmontons les obstacles, non par la violence, qui n'est jamais un droit, mais par la patience, la prudence, la fermeté et l'énergie qui indiquent toujours que de ce côté se trouvent le bon droit et la justice.

Tâchons de l'emporter sur nos adversaires en modération : soyons calmes, mais marchons droit au but, sans dévier d'une ligne.

Notre cause à nous, ouvriers, se résume dans ces mots :

Tout homme doit travailler pour la société.

La société lui doit en échange assistance et protection.

Elle lui doit une éducation qui le mette à même de se placer où ses sentiments et son intelligence le portent.

Elle lui doit la satisfaction pleine et entière de tous ses besoins matériels et moraux : par conséquent un salaire suffisant pour se nourrir, se vêtir et se loger, lui et sa famille ; du travail quand il en manque ; des remèdes et des soins quand il est malade ; un asile et du pain quand les années ont épuisé son courage et ses forces.

En revanche, nous l'avons dit, nous devons à la société :

Le sacrifice de notre vie, dans les cas qu'elle détermine ;

Un travail proportionné aux forces de l'individu ;

Le renoncement à nos intérêts personnels quand ils blessent les intérêts généraux.

Ceci est notre théorie d'avenir ; il faudra bien du temps, de la constance et des efforts pour y arriver. Dans un prochain article nous planterons des jalons sur cette route, en indiquant les moyens légaux et exécutoires d'y arriver progressivement.

TOUS LES FRANÇAIS SONT ÉGAUX DEVANT LA LOI.

Il existe à Paris une association de maîtres imprimeurs, s'intitulant *Chambre des imprimeurs*, qui s'assemble jusqu'à quatre fois par mois, qui s'occupe de la question des salaires, comme nous pouvons le prouver. M. le préfet de police ne l'autorise pas, mais annonce l'intention de la tolérer.

Il existe une association de maîtres tailleurs, qui discute les mesures à prendre pour forcer les ouvriers à prendre des livrets et agit aussi des questions de salaire. M. le préfet de police en a connaissance.

Une association de maîtres tailleurs de pierre a aussi fait

acte de présence en publiant une pièce, curieux monument d'égoïsme et de cupidité.

Les maîtres serruriers de Paris se sont assemblés publiquement, lors de la coalition, pour *délibérer* sur les moyens à employer dans cette circonstance.

Enfin le jour où le préfet de police dissipait à Châtillon un rassemblement d'ouvriers menuisiers, les maîtres de cette profession, au nombre de *cinq cent quinze*, décidaient « qu'ils n'avaient ni droit ni autorité pour détruire le marchandage, » et cela fort paisiblement et sans être inquiétés le moins du monde.

Au revers de la médaille, nous n'avons point encore vu de maîtres traduits devant les tribunaux. Ce n'est pas que nous appelions les rigueurs de la loi sur personne, mais en vérité l'égalité devant la loi est une étrange chose !

En outre, nous avons vu, ces jours derniers, au milieu de plusieurs ouvriers tailleurs de pierre, un avocat du barreau de Paris traduit en police correctionnelle pour avoir rédigé le manifeste dans lequel ces ouvriers exposaient leurs griefs et leurs réclamations. Cet avocat a été acquitté, il est vrai ; mais pourquoi donc le ministère public n'a-t-il point aussi poursuivi les rédacteurs des manifestes des *maîtres* de toutes professions, qui n'ont point manqué, Dieu merci ? Y a-t-il donc deux poids et deux mesures ?

D'UN MOYEN FACILE

DE FAIRE TOURNER LE MARCHANDAGE ET LA TACHE AU PROFIT DE TOUS.

AUX OUVRIERS MENUISIERS, MAÇONS ET TAILLEURS DE PIERRE.

Il existe entre vous et l'entrepreneur un intermédiaire sorti de vos rangs, qu'on appelle *marchandeur* chez les uns, *tâcheron* chez les autres, lequel prélève sur vous un nouveau bénéfice, soit en diminuant votre salaire, soit en abusant de vos forces. Vous avez vu dans cet ouvrier-maître un exploiteur plus avide et plus dur que l'entrepreneur lui-même, et vous vous êtes soulevés en masse pour en obtenir la suppression. Eh bien ! camarades, si vous nous en croyez, vous ne ferez plus de vains efforts pour abolir une institution qui, si elle est aujourd'hui le moyen d'une intolérable exploitation, peut devenir demain, si vous voulez, le moyen d'un mieux-être immédiat et le commencement de l'œuvre que nous nous proposons tous, c'est à dire *l'association industrielle*.

L'association, voilà notre but à tous ! mais quel est l'obstacle le plus difficile à surmonter pour des ouvriers qui voudraient commencer dès aujourd'hui, sinon le manque de capitaux ? Or, s'il existe des professions organisées de telle sorte qu'il soit possible à ceux qui y sont attachés de s'associer pour entreprendre en sous-œuvre, comme fait le marchandeur ou le tâcheron, sans avoir de capitaux à avancer, n'est-ce pas une occasion précieuse dont il faut savoir profiter ?

Quoi de plus facile pour vous, en effet ? Vous pouvez former de petites sociétés composées de six, huit ou dix membres, selon le cas ; chacune de ces sociétés choisira celui de ses membres en qui elle aura plus de confiance : elle en fera son gérant, son intermédiaire auprès de l'entrepreneur. Il prendra la place de l'ancien marchandeur ou du tâcheron ; mais alors ce sera au profit de tous les associés. On partagera ensuite le gain entre tous, *selon la part de travail de chacun*, en réservant toutefois une certaine somme pour former un fonds qui permette à la société d'agrandir plus tard le cercle de ses opérations.

Vous le voyez, amis, la chose est facile et l'occasion favorable ; sachez en profiter : par ce moyen vous pouvez tout à la fois améliorer votre condition et servir d'exemple à tous les ouvriers.

Dans le prochain numéro, nous reviendrons sur ce sujet et passerons en revue les divers métiers dans lesquels l'association peut être commencée de suite.

TRIBUNAL DE POLICE CORRECTIONNELLE.

Il était autrefois en usage, et les plus vives réclamations s'élevaient à cet égard, de garder préventivement les accusés de coalition, d'émeute, etc., le plus long-temps possible en prison avant de les juger : quelquefois sept ou huit mois. En présence des derniers événements, et lorsque l'émeute grondait encore, des individus arrêtés depuis cinq ou six jours ont été traduits devant les tribunaux. Ce changement dans les habitudes du parquet s'explique naturellement : on désirait probablement que les maîtres appelés comme témoins fussent encore sous l'impression des scènes de violence qui avaient eu lieu. Le tribunal de police correctionnelle nous a rappelé les tribunaux exceptionnels jugeant et condamnant sous l'influence du moment des hommes qui, quinze jours plus tard, eussent trouvé de l'indulgence dans leurs juges. Malgré la modération et l'impartialité des témoignages de patrons, malgré des dépositions qui ont établi que le fond, sinon la forme des réclamations des ouvriers était juste, puisque les ouvriers fileurs par exemple ont constaté qu'ils gagnaient à peine deux francs par jour : nonobstant, les condamnations ont été très-sévères. Nous savons que la loi est là, qu'on ne peut pas attaquer la chose jugée ; mais ce que nous pouvons dire, c'est que des patrons se sont retirés profondément peignés des condamnations prononcées contre des ouvriers qu'ils ont signalé eux-mêmes comme les plus actifs et les plus laborieux, et dont l'unique crime, après tout, consistait à n'avoir pas lu ou pas compris la terrible loi qui se trouve imprimée en tête de leur livret.

Espérons qu'on n'a voulu qu'effrayer ceux qui pourraient les imiter, et que la chambre des appels de police correctionnelle comprendra que mieux vaut douceur que violence, en adoucissant autant que possible les sévères prescriptions des art. 415 et 416 du Code pénal.

Nous demanderons seulement pourquoi les tailleurs, qui n'ont en aucune façon participé aux rassemblements, ont été expédiés dans la même fournée que les autres corps d'état. A-t-on voulu les rendre ainsi responsables de ce qu'ils avaient donné l'exemple ? Mais après quelques scènes de violence dont ils avaient compris le danger, ils se sont organisés paisiblement, et depuis long-temps on n'en entendait plus parler que par les arrestations que faisait de temps à autre la police et les calomnies que les journaux bien pensants débitaient sur leur compte ; mais les accusations de soudolement sont tombées une à une.

Le 18 septembre, le Tribunal avait à juger Suireau et Troncin, tailleurs, prévenus de coalition. Il a été prouvé au procès que les ouvriers avaient le droit de s'opposer à la mesure du livret, et les prévenus, défendus par M^e Ch. Ledru, ont été acquittés.

A mesure que l'influence de l'émeute s'éloigne, les condamnations s'adoucissent. Nous n'entreprendons point ici d'en donner la liste ; elles sont malheureusement trop nombreuses et trop sévères : nous voulons éviter avant tout d'entretenir aucun sentiment de haine ou de vengeance. Nous nous bornons à plaindre les victimes et à regretter que leur énergie et leur capacité, dirigées dans une voie fautive, aient attiré sur eux des peines qui priveront pendant quelque temps les ouvriers de leurs plus fermes et plus solides appuis.

DE LA GARDE NATIONALE.

Il est une chose fort importante, et qui, par la suite, doit nous donner dans l'État la place qu'on nous a refusée jusqu'ici. Nous voulons parler de l'incorporation d'un grand nombre d'entre nous dans la garde nationale.

Les ouvriers sont restés en dehors de la garde nationale pour plusieurs raisons : la première, sans contredit, c'est qu'à l'état de paix, ce service leur semblait une parade inutile et dispendieuse de temps et d'argent. Avaient-ils raison ? L'événement n'a que trop prouvé qu'ils s'étaient complètement trompés. A cause de leur éloignement volontaire, la garde nationale est peu à peu devenue une aristocratie bourgeoise ; la ligne de démarcation s'est faite, et aux jours de lutte elle s'est trouvée en face d'intérêts opposés, ou du moins qu'elle croyait tels. Il s'en est suivi une ré-

pulsion de notre part contre la plus belle de nos institutions ; car la garde nationale, c'est, nous devrions dire ce doit être, le pays entier, le pays armé pour la défense de ses droits.

Ainsi donc, la défiance d'une part, l'indifférence politique de l'autre, l'impossibilité pécuniaire de se procurer un uniforme coûteux, le temps si précieux perdu à monter une insignifiante garde à la mairie de son arrondissement, toutes ces raisons, bonnes ou mauvaises, nous ont fait de gaieté de cœur renoncer à un de nos droits, à une de nos prérogatives les plus essentielles.

Mais ces raisons étaient-elles toutes également fondées ? Nous ne le croyons pas. La garde nationale, bornée comme elle l'est en ce moment, à la bourgeoisie et au commerce, n'assujétit ses membres qu'à trois ou quatre gardes par an ; si tous les ouvriers en avaient fait partie, son effectif, triplé ou quadruplé, n'eût donc obligé qu'à une garde par année à peu près, et quel est celui de nous qui ne consentirait pas à perdre un jour par an pour un service d'utilité publique ?

Le fait est que, par notre faute, la garde nationale parisienne est composée en majeure partie de la bourgeoisie ; nos maîtres, nos patrons, sont tous gardes nationaux, et nous, c'est-à-dire cent mille ouvriers Parisiens nous ne le sommes pas.

Pourquoi cela ? Nous croyons-nous donc d'une pâte inférieure ou supérieure à la leur ? Ont-ils plus d'intelligence que nous ? plus de patriotisme, plus de dévouement ? Assurément non, ce sont des hommes comme nous. Pourquoi donc alors laisser représenter le pays par une seule classe d'individus ? Nous nous plaignons souvent et avec raison d'être les parias de la société ; mais quelquefois aussi on s'aperçoit assez que nous ne faisons rien pour sortir de notre vile condition.

Et puis, est-ce que rien ne nous dit au cœur en présence des insultes de l'étranger ? Attendrons-nous que, comme en 1815, un gouvernement défilant nous arme avec des piques ? Et lorsque Paris va devenir place de guerre, ne savons-nous pas bien qu'on ne nous dira pas deux fois de le défendre ? et que les premières balles de l'ennemi commun atteindront prolétaires aussi bien que propriétaires, quoiqu'on nous dise de temps à autre que nous n'avons rien à perdre.

Notre place à tous est donc dans les rangs de la garde nationale. D'autres raisons encore nous en font un devoir. Une pétition va être présentée à la prochaine session des chambres : elle demande que tout citoyen ayant droit de faire partie de la garde nationale soit électeur et éligible. Ceux qui ont proposé cette formule savaient bien, comme nous, qu'ils n'entendaient pas faire participer au pouvoir une seule classe privilégiée ; ils savaient qu'un droit doit être mérité et conquis ; qu'un homme assez peu soucieux de l'honneur et de l'avenir de son pays pour refuser de le défendre dans les rangs de la garde nationale, qu'un homme assez indifférent pour vouloir rester en dehors de la nation ne méritait pas d'appartenir à la nation, et que d'ailleurs ce n'était pas ceux-là qui réclameraient des droits politiques. Ils n'ignoraient pas que nous, qui demandons à être pour quelque chose dans la loi qu'on nous fait subir, nous ne reculerions devant l'accomplissement d'aucun devoir, et le premier c'est celui que doit remplir la garde nationale, la défense du pays et de ses institutions politiques.

Si depuis dix ans nous étions restés gardes nationaux (car nous l'étions tous en 1830, alors qu'on croyait le danger sérieux), nos affaires seraient en meilleur état. Nous aurions épargné du sang versé inutilement ; nous n'aurions pas vu la guerre civile dans nos murs : on aurait écouté nos réclamations, car nous aurions eu une position morale que nous ne possédons pas encore.

Mais le devoir le plus impérieux nous commande aujourd'hui de ne pas rester plus long-temps indifférents au maniement de nos affaires. Beaucoup d'entre nous l'ont déjà senti, et dans quelques mois la garde nationale de Paris peut être doublée : en face des circonstances, nous le répétons, c'est un devoir.

Là encore se révèle notre misère. L'achat d'un uniforme arêtera encore long-temps la plupart d'entre nous. C'est donc un sacrifice, mais ce n'est qu'à force de sacrifices que l'on parvient à faire quelque chose.

Et puis, peut-être le gouvernement voudra-t-il bien songer à rendre la tenue plus simple et par conséquent moins coûteuse ; déjà il a été question de la borner à la petite capote des tirailleurs

d'Afrique, et ce serait un progrès dont nous féliciterions franchement le commandant supérieur de la garde nationale.

Nous sommes parfois peu logiciens, il faut l'avouer. Nous avons écrit sur notre drapeau et dans notre constitution le mot *égalité*, et nous restons volontairement en dehors de la seule institution basée sur ce principe.

Et l'influence morale que nous exercerions sur la bourgeoisie, n'est-ce donc rien ? S'il nous est donné de nous faire connaître, et mieux juger qu'on ne l'a fait, n'est-ce pas par ce frottement continu, par cette étude mutuelle les uns des autres que nous pourrions y parvenir ? Et qui vaut mieux pour cela que les veilles du corps-de-garde et les feux du bivouac ? Ils apprendront là, nos maîtres, que nous ne le leur céderons en rien pour le patriotisme et le courage, et quand ils nous verront de près, coude à coude, en face de l'étranger, ils ne nous considéreront plus comme des agents de l'Angleterre et des ennemis du repos public !

FAITS DIVERS.

On lit dans *l'Audience* du 17 septembre :

Vers une heure après midi nous avons été témoins d'une scène bien triste et occasionnée par les coalitions. Un malheureux ouvrier, nommé A...nd, qui, dans ces derniers temps, avait été forcé de quitter son travail, ayant été entraîné par d'autres, et étant réduit au dernier sou, s'était présenté hier dans une maison pour y être occupé, mais il se vit repoussé. Il s'adressa alors à un de ses camarades, qui lui donna à manger et lui fit partager son lit. Ce matin il se mit à chercher de l'ouvrage et n'en trouva pas. Ce malheureux n'ayant plus d'asile, car il avait été expulsé de son garni, faute de pouvoir payer, craignant d'être arrêté comme vagabond, s'est présenté à la préfecture de police aujourd'hui, les yeux baignés de larmes, afin de solliciter comme faveur d'être envoyé dans une maison de travail ; c'est alors qu'il a été dirigé sur la maison de St-Denis, où il pourra, comme il le désirait, économiser quelques sous par jour pour acheter une pelle et une pioche et pouvoir travailler aux chemins de fer. Quelle position pour un bon ouvrier âgé seulement de trente-deux ans !

Il suffit de rapporter de tels faits pour faire ressortir tout l'odieux d'une pareille mesure. Comment, un ouvrier tranquille, car vous avouez qu'il n'a quitté son travail qu'entraîné par les autres, un ouvrier tranquille, disons-nous, sans pain, sans asile, sans travail, se présente à vous pour que vous lui en procuriez, et vous n'avez rien autre chose à lui donner que le dépôt de St-Denis, où il pourra « gagner une pelle et une pioche pour travailler aux chemins de fer ! » Il n'exerce donc point de métier spécial cet ouvrier, et quand même, n'aviez-vous point les entrepreneurs des travaux de la ville ou de l'état, qui, sur votre recommandation, l'auraient certainement occupé ? Mais non, vous préférez l'envoyer dans un *dépôt de mendicité* ! Est-ce encore là un moyen de conciliation, et est-ce ainsi que vous voulez nous faire croire à la paternelle sollicitude pour les ouvriers, dont vous avez fait parade dans toutes vos proclamations ?

— La caisse d'épargne a reçu, dimanche 13 et lundi 14 septembre, 442,297 fr. ; les remboursements se sont élevés à 1,775,000 fr. La somme redemandée excède de 1,333,297 fr. celle déposée ; ce fait n'est-il pas le démenti le plus formel donné à ceux qui ont osé dire que les ouvriers avaient été soudoyés pour suspendre leurs travaux et troubler la tranquillité publique ?

— Au milieu des erreurs légales qu'ont commises ces jours derniers les ouvriers, on découvre de fort bonnes choses. Le règlement des ouvriers carrossiers en est un exemple. Dicté par un sentiment d'humanité qu'on ne retrouve guère maintenant que dans les masses, cette pièce peut être proposée comme un modèle de modération et de sagesse. Et ce sont ces hommes qu'on appelle des hommes de désordre ! C'est au contraire pour sortir du désordre, de l'anarchie et de la misère où se trouvent plongés les travailleurs que tous les ouvriers coalitionnistes avaient, comme s'ils s'étaient concertés à l'avance, fixé la durée du travail à dix heures, afin de procu-

rer de la besogne aux inoccupés. Dans un prochain article, nous nous occuperons de cette question, jugée si importante par tous.

Une souscription pour soulager les familles des malheureux ouvriers condamnés si rigoureusement par le tribunal de police correctionnelle est ouverte dans les bureaux de l'Atelier.

En l'absence de notre collaborateur et ami Agricole Perdiguer, compagnon menuisier du faubourg Saint-Antoine, nous offrons à nos lecteurs l'extrait suivant de son *Livre du Compagnonnage* (1); on y verra que les griefs des ouvriers datent de plus loin qu'on ne voudrait le faire croire, car il y a plus d'un an que ce livre a été publié :

Les maîtres qui veulent diminuer les salaires des ouvriers n'entendent pas leurs véritables intérêts. Je vois que si les ouvriers en travaillant beaucoup ne gagnent plus leur misérable vie, les maîtres eux-mêmes (excepté ceux qui sont riches et qui spéculent sur la misère des autres) ne font plus leurs affaires, et le temps des banqueroutes est arrivé. On se fait concurrence d'ouvrier à ouvrier, de maître à maître, de peuple à peuple; on travaille le jour, on travaille la nuit, et plus on travaille, plus les gains diminuent. J'examine si ceux qui estiment, qui proclament la concurrence acharnée de nos jours comme un signe de prospérité publique, se font concurrence entre eux; je vois que non (je veux dire au moins que leur concurrence est plus fine, plus adroite que la nôtre); car les employés, les fonctionnaires qui touchaient, il y a huit ou neuf ans, des traitements de vingt, trente, quarante, cinquante mille francs et plus, touchent aujourd'hui les mêmes traitements: aucun rabais. Au contraire. Si cependant nous donnons en ce temps notre travail la moitié moins cher, ils dépensent la moitié moins pour se le procurer, et entassent par conséquent la moitié plus d'or. N'est-ce pas vrai? Je ferai d'autres remarques: les productions de la main des hommes perdent du prix; les productions de la nature gardent le leur. Oui, les bois, les fers, etc., se vendent ce qu'ils se vendaient autrefois, et ces mêmes objets façonnés se vendent moins qu'ils ne se sont jamais vendus. Pourquoi cela? C'est facile à deviner. La façon est la propriété d'une classe. Les matières premières sont la propriété d'une autre classe; l'une *subit la loi sans la connaître*, l'autre *la fait* et l'applique en connaissance de cause. Il arrive de là que les intérêts des uns sont méconnus, et que les intérêts des autres sont défendus de toute manière outre mesure. Aussi, chacun peut le voir, l'un des deux côtés se dégarnit, il n'y reste plus rien; l'autre côté attire tout à lui, il absorbe tout. Il ne faut pas s'en étonner. Il ne peut en être autrement. Qu'est-ce qui protège les ouvriers? Rien. La loi même, en bien des circonstances, n'est-elle pas plus rigoureuse (2) pour eux que pour les maîtres? A qui profite cette inégalité? aux maîtres? Non, car moins gagnent les ouvriers, moins gagnent les maîtres. A qui profitent donc toutes les injustices tendant à abaisser et abaissant réellement les salaires des ouvriers, à qui? Je l'ai déjà fait comprendre; à ceux qui consomment sans produire, à ceux-là seulement. Je

dirai donc qu'à cause d'une organisation singulière, les choses descendent d'elles-mêmes, et l'on ne peut pas les faire remonter. Il n'est pas permis aux ouvriers de s'entendre pour soulever le fardeau qui les écrase. Les maîtres (4) pèsent immédiatement sur eux. les marchands sur les maîtres, les bourgeois sur les marchands. On s'empile, on s'entasse les uns sur les autres, et tout le monde enfin, dans cette position forcée, manque d'air et se sent oppressé. Si les ouvriers pouvaient résister aux maîtres, les maîtres, à leur tour, pourraient résister aux marchands, les marchands aux bourgeois, ce qui donnerait plus d'aise, plus de mouvement dans les rangs de la société, et principalement dans les rangs inférieurs, qui sont les plus forts, mais dont les charges aussi deviennent par trop lourdes. Si les choses étaient mieux organisées, si le travail des hommes qui fatiguent le plus était mieux rétribué, l'argent enfoui, l'argent que l'on ne voit plus, descendrait forcément un peu plus bas; le commerce en serait alimenté, et tous y trouveraient leur compte. Depuis quelques années les travailleurs gagnent à peine leur nourriture, et naturellement ils ont besoin de vêtement, ils ont besoin de linge, ils ont besoin de meubles, ils ont enfin besoin de tout; car leurs ménages sont nus et délabrés. Que l'on fasse en sorte que la main-d'œuvre soit payée à sa juste valeur, et chaque travailleur avec ses économies fera travailler d'autres travailleurs. Les besoins pouvant être satisfaits, la consommation deviendra plus grande et plus générale; les marchandises accumulées qui moisissent et dépérissent dans les magasins seront agitées; elles prendront un cours par toutes les voies pour se répandre dans toutes les localités, chez tous les individus. Ce marasme sans fin, qu'on s'obstine à nommer *une crise commerciale*, disparaîtra, et le peuple, après bien des souffrances, aura retrouvé ce temps meilleur, objet de ses désirs. Mais peut-on résoudre avec bonheur ce qu'on étudie sans intérêt et sans aptitude? Cherche-t-on sérieusement à porter un remède efficace à un mal déjà bien grand, et qui s'accroît et s'aggrave toujours? Non, on fait des discours où les paroles sont artistement arrangées; on parle, voilà tout. Ce n'est pas avec des paroles que l'on peut guérir de graves maladies; il faut plus que cela. O vous qui gouvernez les peuples, pensez aux travailleurs, ne les réduisez pas à l'alternative ou de mourir de faim ou de se soulever. S'ils mouraient de faim, qui vous nourrirait? S'ils se soulevaient, si leur courroux venait à éclater, qu'en résulterait-il? Dans les deux cas vous ne pouvez que perdre. Donc pensez aux travailleurs; ils souffrent beaucoup, et dans leurs douleurs ils se disent: « Il n'y a pas de guerres ruineuses, il n'y a pas d'épidémies destructives; les productions et la terre n'ont pas été ravagées par les orages et les tempêtes; les récoltes en blés, en vins, ont été abondantes depuis nombre d'années; nous sommes laborieux, nous sommes économes, et nous manquons de tout! Pourquoi cela? d'où provient tant de misère? où est la cause du malaise qui nous tue? » Ainsi se plaignent les travailleurs. Oh! pensez à eux, ils souffrent beaucoup.

CORRESPONDANCE.

Nous recevons d'un de nos camarades la lettre suivante, en réponse à un écrit publié lors des derniers événements.

Monsieur,

Nous avons en vérité assez lu de proclamations depuis une dizaine de jours pour que vous puissiez vous dispenser de nous en faire une aussi, vous. Peut-être avez-vous pensé qu'étourdis de tout ce fracas nous n'y répondrions rien. Détrompez-vous. Notre respect pour la loi et pour les agens connus ou inconnus, grands ou petits de la police et du pouvoir nous a empêchés de rien reprendre dans les affiches dont tous les murs de Paris sont encore couverts. Nous n'avons rien répondu aux avis des chambres d'entrepreneurs de tout genre; car si nous, ouvriers, n'avons pas le droit de nous faire entendre en commun, nous ne croyons pas que les maîtres puissent s'arroger ce privilège et nous refusons tout ce qui pourrait contribuer à le leur confirmer.

Mais puisque vous, en votre propre et privé nom, vous voulez

(1) J'appelle maîtres ceux qui occupent les ouvriers en faisant fabriquer; marchands, ceux qui achètent aux maîtres et tiennent magasin pour revendre; bourgeois, les rentiers ou autres qui achètent pour leur usage et pour leur consommation.

(1) Un vol. in-18, prix: 1 fr. 25 c., au bureau du journal.

(2) Art. 414 du Code pénal. — Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de deux cents francs à trois mille francs.

Art. 415 du Code pénal. — Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus.

Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et ils pourront, après l'expiration de leur peine, être mis sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

aussi nous donner des avis, ou plutôt nous dicter des ordres, souffrez que moi, ouvrier, fils d'ouvrier, je vous dise ce que je pense de votre libelle : *Un mot aux ouvriers en bâtiment sur la crise actuelle.*

Nous savons comme vous que le droit s'acquiert par la pratique du devoir, et nous le pratiquons plus que vous. Notre temps tout entier, à nous autres, est occupé par des travaux plus ou moins pénibles et toujours mal rétribués ; c'est le sang des ouvriers qui coulera peut-être bientôt à la frontière, et probablement alors les entrepreneurs de bâtiments se feront entrepreneurs de remplacement : en agissant ainsi leurs travaux et leurs bénéfices resteront à peu près ce qu'ils sont maintenant. Vous voyez que nous vous comprenons bien : au proverbe que vous nous citez : *Qui travaille prie*, et que nous vous engageons à méditer, joignez celui-ci : *Celui qui ne travaille point ne doit pas manger.*

Vous accusez, dans votre hypocrite réclame, de ce qui se passe maintenant « les pernicious exemples donnés par les ateliers britanniques, » et vous dites : « Filatures, mécaniques, wagons, paquebots, chemins de fer, rien n'a été sacré pour ces émeutes froides et calculées où les ouvriers anglais ont employé le mar-teau du Vandale, la torche de l'incendiaire, le poignard de l'assassin. » Vous êtes pathétique, M. Lenoble, mais les grands mots ne sont plus des preuves et il est difficile de nous prendre dans des pièges aussi usés. Les ouvriers anglais, mourant de faim, ont eu le grand tort de briser des instruments dont l'emploi mal dirigé par le privilège leur enlevait leur pain, de brûler des ateliers qui ne leur laissaient pour toute ressource que la taxe des pauvres en échange de leurs rudes travaux ; ils ont sans doute commis un crime épouvantable en ne se laissant pas traquer et égorger sans défense. Certes nous n'approuvons pas tout ce qu'ils ont fait, mais c'est précisément parce que nous ne voulons pas être réduits à pareille extrémité que chacun de nous est las d'une injuste misère. Vous traitez d'anarchiques les principes qui repoussent l'exploitation de l'homme par l'homme ; certes le dernier des policiers de la restauration n'aurait pas mieux dit : on voit bien, M. Lenoble, que vous êtes de ce qu'on nomme les honnêtes gens, car vous radoyez vilainement ceux qui défendent le peuple. Vous lisez la Bible et vous la citez ; mais vous appliquez mal vos citations. Ce sont ceux qui parlent comme vous dont on peut dire : *Ils ont semé le vent pour récolter la tempête.* L'avenir ne le prouvera que trop.

Je ne puis résister au désir de copier vos propres paroles. Elles sont vraiment trop curieuses de pitoyable hypocrisie et de folie pour qu'on ne les redise pas.

« Et du maître qui se sacrifie pour soutenir la concurrence, pour donner du pain à ses ouvriers ; du maître qui doit diriger quelquefois vingt corps d'état différents, qui n'a pas un instant de repos, dont les nuits sans sommeil ne sont remplies que par une pensée, la prospérité de ses ateliers ; du maître pas un mot : toute la pitié est pour le prolétaire. »

En vérité que répondre à de telles paroles ? Le maître se sacrifie pour soutenir la concurrence ; que nous importe à nous ? Si chaque maître veut s'enrichir aux dépens de ses concurrents, n'est-il pas juste que cette lutte impie abatte l'un après l'autre tous ceux qui la soutiennent ? En bonne foi, M. Lenoble, si vous vous ruinez pour cela, nous trouverons chez un autre quelques sous pour prix de nos travaux et nous ne penserons guère à vous. Que fait à l'ouvrier qui soit son maître puisqu'il lui faut pour l'un comme pour l'autre porter le bât ? Le maître se sacrifie pour donner du pain à ses ouvriers ; vous répétez là une vieille et mauvaise plaisanterie. Sur le morceau de pain que vous voulez bien donner à vos ouvriers pour prix de leurs rudes travaux, vous gagnez de l'or, et nous autres nous le savons et nous vous le répéterons sans cesse : c'est l'ouvrier qui, par son travail, fait vivre et enrichit son maître. Vous dirigez vingt corps d'état différents, c'est-à-dire que vous dévorez le produit de leur travail. Vous n'avez pas de repos, vos nuits sans sommeil ne rêvent que la prospérité de vos ateliers ; notre repos, à nous, c'est le travail de quinze heures par jour ; pendant la nuit nous dormons paisiblement, nous que berce la crainte de manquer le lendemain de travail et de pain, et dont le réveil peut être occasionné par les cris de nos enfants demandant du pain. Vous vous plaignez que la pitié de tous les hommes probes soit pour le prolétaire et non pour le maître ; qu'en avez-

vous besoin, vous autres ? vous avez pour vous la police et les gendarmes.

Prêchez, M. Lenoble, prêchez la résignation aveugle aux moutons que l'on écorche ! grâce à Dieu, personne ne vous écouterait. Faites des idylles sur l'architecture, vantez les hôtels de la Chaussée d'Antin, les ouvriers qui les bâtissent vont s'entasser la nuit dans les taudis sales et malsains de la Cité, jusqu'à ce que l'âge et la maladie les entassent dans les hospices.

Ceux qui parmi nous marchent en avant dans la lutte pacifique du travail contre le privilège sont nos frères, nous les avouons hautement, que leurs mains soient calleuses ou non, que leurs journées se passent dans les chantiers en plein vent ou sur les établis et les bureaux des fabriques. Oui, vous l'avez dit, l'exemple de l'association a été donné, et nous le suivrons avec force comme avec calme. Les mains souillées de l'or des étrangers ne se trouvent pas parmi nous, mais bien plutôt parmi nos calomniateurs ; nous savons où descend l'or de l'étranger, où s'entasse celui de la France, ce n'est certes pas dans nos poches trouées.

Tenez-vous pour averti : nous autres ouvriers, nous ne cherchons un adoucissement à nos misères que dans le travail, et la loi nous laisse encore quelques moyens d'en demander l'organisation équitable ; nous les emploierons et nous obtiendrons justice, car nous ne voulons pas que nos travaux soient une mise à la loterie ; ils ne doivent pas fructifier pour ceux que choisit le hasard, mais profiter à tous.

Adieu, monsieur ; soyez sûr que notre envie n'est point de changer nos outils en armes ; mais nous demanderons légalement à la société ce qu'elle nous doit, et quand un maître voudra, comme vous l'avez voulu, ravalier les ouvriers, il en trouvera toujours un qui se chargera de la défense commune.

LAMBERT,
Commis négociant.

P. S. Cette lettre écrite, je cherche en vain dans l'*Almanach du Commerce* votre adresse, M. Lenoble ; ne la trouvant pas, je prie mes amis de l'*Atelier* d'insérer ma réponse.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Indépendamment des commotions intérieures, la France se trouve, à l'extérieur, dans une situation très-grave. Les puissances étrangères, après avoir à peu près accepté la révolution de juillet, et en cela elles ont fait contre fortune bon cœur, se ravissent et s'interposent sans notre avis dans la querelle entre l'Egypte et la Turquie. Un traité dont toutes les dispositions sont contre les intérêts de l'Egypte, notre alliée, a été signé le 15 juillet dernier par l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche. Notre gouvernement paraît disposé à digérer cet affront comme il a abandonné la Pologne, l'Italie et la Belgique. Cependant s'il veut soutenir son allié et prouver au monde qu'on ne fait rien malgré la France, une guerre européenne s'en suivra peut-être, et alors la France n'aura pas trop du sang de tous ses enfants. Quant à nous, ouvriers, nous ressentons vivement l'injure faite au drapeau national, et nous déclarons ici que le jour où la nationalité française sera mise en jeu, nous considérerons comme traîtres ceux qui n'abjureront pas pour un moment les querelles du foyer domestique ; ce jour-là, notre place sera à la frontière et nous remettrons au lendemain la question de l'organisation du travail, parce qu'avant tout nous considérons la France comme le représentant de la civilisation la plus avancée, et que de son existence dépend l'avenir de l'humanité. Nous saisissons avec empressement cette occasion de donner le démenti le plus éclatant à ceux qui nous accusent de servir les projets de l'étranger et de recevoir son argent. Comme on l'a fort bien dit, ce ne sont pas les ouvriers qui reçoivent l'argent de l'étranger pour trahir leur patrie ; l'histoire de nos dernières années est là pour le prouver.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

Imprim. de M^{me} V^e DONDEY-DUPRÉ, 46, rue St-Louis au Marais.

Ce Journal paraît du 15 au 25 de chaque mois. — Prix d'abonnement pour Paris : par an, 3 fr.; pour six mois, 1 fr. 50 c. P. ur les départemens : par an, 4 fr.; pour six mois, 2 fr., envoyés franc de port au bureau du Journal, 15, rue Férou. — On s'abonne aussi chez ROUANET, rue Verdelet.

L'ATELIER

S'adresser, pour tout ce qui concerne l'administration et la rédaction, à M. LENEVEUX, directeur-gérant, 15, rue Férou, par lettres affranchies. — Les communications verbales, réclamations, avis, etc., sont reçus au bureau du Journal les dimanches, lundis, mercredis et vendredis, de 8 heures du matin à midi.

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme et exige le sacrifice de l'individu à la Société.

ORGANISATION DU JOURNAL. — L'ATELIER est fondé par des ouvriers, en nombre illimité, qui en font les frais. — Pour être reçu fondateur, il faut vivre de son travail PERSONNEL, être présenté par deux des premiers fondateurs, qui se portent garants de la moralité de l'ouvrier convié à notre œuvre. (Les hommes de lettres ne sont admis que comme correspondants.) Les fondateurs choisissent, chaque trimestre, ceux qui doivent faire partie du comité de rédaction. Ont été nommés, pour le premier trimestre : MM. André MARTIN, charpentier; Anthime CORBON, typographe; LAMBERT, commis-négociant; DEVAUX, typographe; LAMBERT, cordonnier; GARNIER, copiste; PETIT-GÉRARD, dessinateur en industrie; DELORME, tailleur; GARNOT, bijoutier; VÉRY, menuisier; LEHÉRICHER, teigneur de livres; GAILLARD, fondeur; CHAVENT, typographe; BELIN, tailleur; VARIN, ouvrier en produits chimiques, membres du comité de rédaction.

Depuis l'apparition de notre première feuille, les événemens se sont succédé avec une grande rapidité, et ils offrent un caractère de gravité telle que nous ne saurions nous dispenser de consacrer à leur examen la première place de notre journal.

C'est, d'une part, la rupture de la paix européenne, de cette paix que nos hommes d'état avaient achetée au prix de tant de concessions funestes, et qui aboutit à la guerre, comme cela devait nécessairement arriver, parce que, s'il est un terme aux concessions qu'il est permis de faire, il n'en est point aux exigences de l'esprit contre-révolutionnaire qui a poussé les puissances étrangères à former une nouvelle sainte-alliance contre nous. On s'était donc vainement bercé de l'espoir que les alliés se contenteraient de menaces : ils en sont au fait. Et pendant qu'ils détruisent les villes de Syrie et d'Égypte, s'essayant ainsi à nous combattre par des voies détournées, on perd ici un temps précieux en intrigues et en discussions de portefeuilles; ou bien on prend des mesures si craintives, que l'on dirait, à voir la contenance du pouvoir, qu'il ne craint pas moins la population armée que les armées ennemies.

Et puis voilà, d'autre part, comme pour aggraver la situation actuelle, qu'un malheureux insensé vient de renouveler l'un de ces attentats qui ont été si fréquens depuis 1830, et qui ont toujours eu pour résultat de fournir à nos gouvernans un prétexte à leurs mesures arbitraires au dedans, et à leurs faiblesses au dehors.

En présence de ces faits, les hommes qui mettent le salut de la patrie avant tout, sont pénétrés de douleur en voyant la nation, menacée par une formidable coalition, user ses forces à se débattre ainsi dans les étroites limites où l'on a voulu enfermer son activité; ils sont profondément affligés de voir qu'en faisant toujours violence au sentiment national, on s'expose non seulement à développer les passions et les haines individuelles jusqu'à les pousser aux tentatives les plus criminelles, mais qu'on expose encore la France, pendant ces temps de crise intérieure, à perdre pour long-temps le rang qu'elle a acquis dans le monde au prix de tant de travaux et de si nobles sacrifices!

Nous qui, depuis dix ans, sommes témoins et souffrons de ces crises; nous qui voudrions au prix de notre sang en empêcher à jamais le retour, nous avons droit de tenir aux hommes qui gouvernent un langage sévère, et de leur demander ce qu'ils ont fait pour les prévenir.

Dites-nous, vous qui jouissez du pouvoir, votre attitude à l'égard de l'étranger a-t-elle été, depuis dix ans, digne de la nation que vous avez la prétention de diriger? Que sont devenus ces peuples qui nous tendaient la main et que vous avez abandonnés à ceux-là mêmes qui aujourd'hui sont alliance contre nous?

Et si, laissant de côté cette grave question de l'extérieur, nous vous demandons quels sont les grands travaux à l'intérieur qui aient pu vous mériter la confiance des masses,

qu'aurez-vous à dire? Dans l'ordre industriel, vous avez adopté pour principe qu'il fallait *laisser faire*, et le laisser-faire a produit une crise qui va toujours croissant. Dans l'ordre moral, n'avez-vous pas accepté le même principe? Quelle sollicitude vous a-t-on vu montrer pour cette classe ouvrière sur laquelle vous n'osez vous appuyer aux jours du danger? Ne l'avez-vous pas abandonnée à la merci des exploiters de l'ordre industriel comme aux exploiters de l'ordre moral; en un mot, à la merci de ceux qui abusent du corps et de ceux qui tuent l'esprit?

Et, quand vivant misérablement au milieu de tous les élémens de jouissance, le peuple a demandé parfois un adoucissement à ses peines; vous êtes-vous occupés de ses réclamations? avez-vous été indulgens pour lui quand, dans son ignorance, il a franchi les limites légales? Non, vous avez été imprévoyans avant le désordre, et, comme des enfans qui se vengent, vous avez frappé à tort et à travers quand tout était rentré dans l'ordre.

Et vous vous étonnez de rencontrer sur votre chemin des haines violentes!

Maintenant, nous nous adressons à vous, hommes du peuple. A quelque opinion que vous apparteniez, quel que soit d'ailleurs le fardeau qui pèse sur vos épaules, ne vous laissez jamais aller à la haine ni au désespoir. Plus les excitations sont grandes, plus il faut s'armer de courage pour y résister. Laissons à ceux qui nous tiennent sous le joug la pratique de cette maxime odieuse *que la fin justifie les moyens*, et n'employons jamais, pour arriver à notre but, que des moyens que nous puissions avouer en toute occasion. Sachez donner l'exemple du patriotisme, de la dignité et de la moralité à ces hommes qui nous outragent à tout propos; à ces hommes qui n'ont horreur du crime que lorsqu'il vient des *rangs infimes* de la société, et qui sont pleins d'indulgence pour le criminel des classes élevées; à ces hommes qui voudraient nous pervertir en nous enseignant la mauvaise foi sous toutes ses nuances, l'égoïsme sous tous ses aspects; à ces hommes qui gémissent hypocritement sur la fréquence des attentats, et qui ont usé toutes les formes de leur admiration pour l'assassin de César (1), et qui ont glorifié cette femme qui a poignardé, dans le bain, un Représentant du Peuple (2)!

Quant à nous, de la classe inférieure, qui n'avons pour

(1) On a tant enseigné que Brutus était le plus vertueux des Romains, qu'on ne doit pas être étonné de lui voir des imitateurs. Il faut pourtant que l'on sache parmi nous que ce personnage n'était autre chose qu'un infâme usurier, un digne représentant de cette corrompue et vile aristocratie romaine, que César avait tant abaissée. Brutus et ses complices n'ont assassiné César que pour s'emparer du pouvoir au profit de la caste patricienne et au préjudice du peuple, dont ils étaient les ennemis-nés.

(2) On peut voir, au musée du Luxembourg, dans le palais même où l'on va juger Darmès, la glorification de l'assassinat politique!... celui de Marat par Charlotte Corday! celui de César par Brutus!

règle en toutes choses que la morale et l'intérêt social, qui voulons veiller sans relâche au salut de la patrie, qu'elle soit menacée de près ou de loin; nous déclarons ici que nous condamnons, dans le passé comme dans le présent, comme dans l'avenir, tous ceux qui, à quelque rang qu'ils appartiennent, et quel que soit d'ailleurs le but qu'ils se proposent, ont tenté ou tenteraient de se mettre en dehors ou au dessus de la loi morale; aussi bien ceux qui, de leur autorité individuelle, viennent trancher par l'assassinat une question sociale, et substituer les mœurs des sauvages aux mœurs que nos pères nous ont léguées, que ceux qui usurpent par force ou par ruse la souveraineté qui n'appartient qu'au peuple.

Nous engageons vivement tous les citoyens à signer et à faire signer la pétition suivante, adressée à la chambre des députés. Il ne doit plus y avoir ici qu'une seule opinion, qu'un seul vœu, celui de voir la nationalité française redevenir ce qu'elle a été, la propagatrice des principes de la révolution française.

Des exemplaires de cette pétition sont déposés rue Lepelletier, 3, au bureau du *National*.

Messieurs les députés,

Un traité signé par toutes les grandes puissances de l'Europe a placé la France dans l'isolement.

Ce traité règle sans nous, et malgré nous, une question qui touche à l'équilibre du continent; c'est une insulte à notre honneur.

Il place une partie de l'empire ottoman sous le protectorat de l'Angleterre et de la Russie; il change les conditions relatives des états européens dans l'Égypte, la Syrie et l'Asie-Mineure; il fortifie des puissances rivales dans la Méditerranée, et par là même, il ruine notre influence, paralyse notre commerce du Levant, et menace nos possessions d'Afrique: c'est donc une grave atteinte à nos intérêts.

Souffrirez-vous que ce traité s'introduise dans le droit public de l'Europe? Alors, vous aurez proclamé vous-mêmes la déchéance de notre pays, et le pays ne vous le pardonnera pas.

Rappelez-vous, messieurs, que ce traité est d'origine *cosaque*; rappelez-vous qu'il porte la signature de ces *alliés* qui, après vingt-cinq ans de guerre, sont venus nous apporter la honte de l'invasion; rappelez-vous qu'aux yeux de tous les amis de notre nationalité, c'est une coalition nouvelle qui se forme contre la révolution française.

Le traité de juillet, c'est le complément des traités de 1815.

Et si vous aviez pu douter de l'intention des *alliés*, ils vous en auraient avertis eux-mêmes en déchirant le drapeau tricolore avec leurs bombes.

La France, insultée par la diplomatie, l'a donc été plus outrageusement encore par le canon!

Messieurs les députés, resterez-vous froids devant toutes ces injures? Quand le sentiment national s'est ému si profondément dans toute la France, suivrez-vous encore cette politique grossièrement égoïste qui abaisse notre honneur, diminue notre force, compromet les nobles intérêts qui s'abritent sous l'orgueil de la patrie?

N'exigerez-vous pas que toutes les gardes civiques, sédentaires et mobiles, soient immédiatement organisées?

Que toutes les forces du pays soient mises en mouvement, que derrière nos braves soldats de terre et de mer, se place la réserve formidable de la garde nationale; que la révolution enfin se trouve debout et armée en face d'une coalition insolente.

Souffrirez-vous que l'on paralyse l'élan de la population, et qu'au lieu de fortifier nos frontières du Rhin et des Alpes, on se contente d'élever ces fortifications qui alarment la capitale, car elle les considère comme un moyen de tromper l'opinion, d'endormir sa vigilance et de couvrir par ces précautions dangereuses pour la liberté au dedans, toutes les lâchetés de la politique au dehors.

Messieurs les députés, en vous faisant entendre le cri du sentiment national; en offrant nos bras pour la défense de notre pays insulté et menacé par l'étranger, nous avons l'espoir que vous aurez présente à l'esprit la haute responsabilité qui vous engage devant le peuple et devant l'histoire.

RÉFORME ÉLECTORALE.

Deux compagnons, le *Parisien* et le *Marseillais*, travaillent dans un chantier. L'heure du dîner arrivée, et le repas terminé, une demi-heure leur reste avant de reprendre leur travail; le *Parisien* va chercher dans sa veste un rouleau de papier couvert de petits carrés numérotés, et dit au *Marseillais*:

—Veux-tu signer la pétition de la réforme électorale?

—Qu'est-ce que c'est donc que cette pétition-là? j'en entends parler tous les jours, et quand j'en demande l'explication, on me dit que c'est de la politique, et comme tu sais que je ne m'en mêle pas...

—Qu'est-ce que tu entends donc par *politique*?

—Dam! les changements de gouvernement, où on fait marcher le pauvre peuple pour monsieur un tel qu'on veut mettre à la place de monsieur un tel. Comme au bout du compte il ne nous en revient que des coups de fusil, tu conçois mon indifférence de ce côté-là.

—Et tu as parfaitement raison. Mais ces changements dont tu parles, on nomme bien cela de la politique, mais c'est un nom usurpé, on appelle cela de l'intrigue en bon français, et rien de plus. Mais la véritable politique, vois-tu, c'est la science qui veut arranger les choses de manière à ce que tout soit, je ne dis pas parfait, c'est absurde, mais de mieux en mieux, petit à petit, et qui va doucement va loin... Tu ne crois pas que les ouvriers soient maintenant comme le poisson dans l'eau, n'est-ce pas? et je te connais, si tu savais faire quelque chose de bien dans notre intérêt à tous, tu le ferais.

—Oui, c'est bien ça qu'ils m'ont dit, les amis, la veille de la coalition, et regarde ce que j'y ai gagné. (Ici le *Marseillais* ouvre sa chemise et fait voir au *Parisien* la cicatrice d'un coup d'épée.) J'en ai suffisamment, je ne veux plus aller faire la bataille du pot de terre contre le pot de fer.

—Pourquoi ne m'as-tu pas cru, lorsque je te prédisais ce qui t'est arrivé? Tu dois te rappeler que je te disais dans le rassemblement: Nous avons pourtant raison, eh bien! on va néanmoins nous assommer, et cela, parce que la loi est contre nous.

—C'est vrai; à preuve ce pauvre menuisier qu'ils avaient nommé délégué, et qu'ils ont condamné à deux ans avec la surveillance.

—Eh! bien, tu dois te rappeler que cet individu m'a repoussé vigoureusement quand j'ai porté la pétition dans son atelier. Il m'a répondu, comme toi tout à l'heure, qu'il ne se mêlait pas de politique... Il n'a pas voulu comprendre que la pétition est un moyen pacifique de changer la loi qui nous a fait assommer, et bien d'autres encore qui ne sont pas meilleures.

—On peut donc changer la loi?

—Certainement, il y a deux moyens: le premier, c'est une révolution à coups de fusil; ça n'est pas toujours bon, à preuve; le second, c'est la pétition.

—La pétition! toujours la pétition! Qu'est-ce qu'elle dit donc cette pétition?

—Elle demande que tous ceux qui paient les impôts, qui servent la patrie comme soldats et comme gardes nationaux, puissent nommer leurs députés et même le devenir un jour, si leurs camarades les en trouvent capables.

—Ah! mais d'abord je loge en garni, moi; je ne paie pas d'impôts, et je ne suis pas garde national; ainsi ça ne me regarde pas!

—Tu ne paies pas d'impôts! mais le vin que nous venons de boire à notre dîner, mais le tabac que tu fumes en ce moment, mais le charbon que ta femme use pour repasser le linge de ses pratiques, mais ta viande, mais ton huile... mais tu paies l'impôt partout et sous toutes les formes.

—C'est pourtant vrai!

—Tu n'es pas garde national: on ne t'a pas forcé à l'être lorsqu'il ne s'agit que de parader au Carrousel; mais maintenant que l'Europe nous insulte, et qu'on va lui déclarer la guerre, crois-tu qu'on te laissera tranquille chez toi; et d'ailleurs toi-même souffriras-tu qu'on t'aille chercher pour défendre la patrie?

—Oh! pour ça je n'ai jamais reculé.

—Tu vois donc bien que tu paies l'impôt et que tu es garde national; maintenant à quoi attribues-tu notre misère?

—Dam! c'est le commerce, c'est...

—Halte-là, ce n'est pas le commerce qui nous touche, nous c'est la bâtisse, et elle va bien, tu le sais. Pourquoi donc ne sommes-nous pas plus heureux?

—Pourquoi! pourquoi! parce que nous ne pouvons pas nous entendre sur nos intérêts, puisque la loi le défend.

—T'y voilà enfin, c'est la loi qui est mauvaise. Qui est-ce qui la fait, la loi?

— Nos députés, il me semble.

— Nos députés ! Est-ce que tu les a nommés, par hasard ?

— Ah ! ça n'est pas notre affaire. Nous ne sommes pas assez instruits ni assez riches pour ça.

— Comment, assez instruits ! Mais notre *singe*, qui est électeur, est plus bête à lui seul que nous deux ensemble. Assez riches ! est-ce que tu croirais que l'argent donne de l'esprit, par hasard ? L'argent donne de l'aplomb et il ôte du cœur. La richesse, vois-tu, c'est un brevet de lâcheté. Pour ne pas perdre leurs fortunes, il y en a qui vendraient la France. Qu'est-ce que je dis, *qui vendraient*, en 1814 et 1815, il y en a qui l'ont vendu. Tiens, dans ce moment encore, il y en a qui signent une pétition pour demander que le gouvernement ne fasse pas la guerre. Que dis-tu de cela ?

— Ce sont des infâmes !

— Eh ! bien, crois-tu encore qu'il faille de l'argent pour pouvoir nommer un député ? Il ne faut, crois-moi, que du bon sens, du raisonnement et du patriotisme. Il faut aimer tous les hommes comme des frères ; *tous*, entends-tu bien ! choisir parmi eux, non les plus bavards, mais ceux qui aiment la patrie ; les plus charitables, ceux qui rendent le bien pour le mal, et en faire nos députés. Je ne conteste pas qu'un peu d'instruction ne nous soit indispensable pour faire de bons choix. Tu es trop vieux pour aller à l'école ; viens le soir avec moi chez la mère, et là je te mettrai au courant de tout ce que j'ai appris à droite et à gauche sur les hommes et sur les sciences. Je ne ferai pas de toi un académicien, mais, le diable m'emporte ! si je n'arrive pas à faire de toi quelque chose de mieux que la majorité de nos députés du centre.

— Ce ne sont donc pas des savans, nos députés ?

— Il s'en faut de tout ; ce sont des marchands de bœufs, des fermiers, des rentiers : on n'y trouve pas un ouvrier.

— Ça se conçoit.

— Et c'est pour cela qu'ils font, non pas des lois, mais leurs affaires ; ils arrangent tout cela pour que les bœufs et le blé se vendent bien ; pour que les maisons se bâtissent à bon marché et se louent cher ; et tu comprends pourquoi ?

— Je commence à voir que si nous nommions tous nos députés, il y aurait des ouvriers à la chambre, et en grand nombre même ; qu'alors, sortis de nos rangs, ils soutiendraient nos intérêts, et que s'ils ne le faisaient pas, nous en nommerions d'autres jusqu'à ce que nous en eussions trouvé de bons. Mais, cependant..., si nous nommions nos députés, on ne s'entendrait pas aux élections ; on se battrait.

— Tu ne te rappelles donc pas qu'il y a en France 180,000 électeurs, qui, sois-en persuadé, ne sont ni plus instruits ni plus éduqués que nous. Eh ! bien, les élections n'ont jamais amené une seule dispute grave. D'un autre côté, 4 millions de gardes nationaux nomment paisiblement leurs officiers, et dans chaque village, les habitants réunis nomment leur maire et son adjoint. Enfin, faut-il te rappeler qu'à la dernière coalition, en plein champ, et sous les chevaux des municipaux, nous avons nommé des délégués. Tu vois donc bien que nous pouvons nommer des députés sans nous battre.

— C'est égal, je crains qu'ils ne vaillent pas beaucoup mieux que ceux que nous avons.

— Ne vaudraient-ils qu'un peu mieux, ce serait déjà beaucoup. Il ne faut pas croire que la Réforme nous amènera les alouettes toutes roties. Je t'expliquerai une autre fois ce que nous aurons tous à faire dans l'intérêt commun. Il y a de la besogne, va !

— En attendant, donne-moi la pétition que je la signe. J'ai bien peur que nous n'attendions long-temps après ce qu'elle demande.

— Quand tous les signataires auront bien compris comme toi ce qu'elle renferme, la réalisation ne sera pas loin.

— Il n'y a pas de danger, au moins, à signer cette pétition ? A présent, j'ai toujours peur de commettre un délit.

— Sois tranquille. Voici l'art. 45 de la Charte : « Toute pétition à l'une ou à l'autre des Chambres ne peut être faite et présentée que par écrit : la loi interdit d'en apporter en personne et à la barre. » Tu vois donc que tu es dans la loi en signant la pétition.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

DE L'ASSOCIATION OUVRIÈRE.

Depuis long-temps déjà les hommes qui ont su prévoir l'abîme où nous conduiraient infailliblement nos institutions industrielles, ont proclamé la nécessité d'organiser promptement le travail sur un plan plus large, sur des bases plus équitables et plus conformes aux progrès accomplis. Mais le pouvoir, préoccupé avant tout de sa conservation personnelle, n'a point voulu écouter les conseils de ces hommes clairvoyants, ni s'assurer par lui-même de toute la gravité du mal dont souffrent les classes ouvrières ; et lorsque ce mal, devenu insoutenable, a poussé sur la place publique ceux d'entre nous qui souffraient davantage, nos gouvernants n'ont eu recours qu'à la persécution, agrandissant ainsi, de leurs propres mains, une plaie que, par de sages mesures, ils pouvaient au moins amoindrir.

Mais enfin, puisque rien ne sert de leçon aux hommes qui ont la prétention de nous gouverner ; puisque leur mauvais vouloir en toutes choses est égal à leur incapacité ; puisque dans les classes qui nous dominent, il n'y a pour nous qu'indifférence ou mépris, soyons donc résolus une fois pour toutes à ne rien attendre d'en haut, et sachons ne compter que sur nous-mêmes pour commencer la réforme industrielle.

On a dit, et tout le monde a reconnu que le meilleur moyen d'opérer cette réforme et d'améliorer notre condition, c'était l'*association ouvrière*. Mais il y a plusieurs espèces d'associations, et toutes ne sont pas fécondes, toutes ne nous conduiraient pas au but. Il importe donc de chercher quelle est la meilleure forme sociale, et la plus conforme à notre principe général.

Toutes les associations d'ouvriers peuvent être divisées en deux principales, bien distinctes par le but qu'elles se proposent : l'une est instituée en vue de l'intérêt personnel de quelques individus, l'autre a pour but un intérêt général.

La première a pour effet l'augmentation du nombre des maîtres ; la seconde, au contraire, a pour conséquence dernière l'affranchissement des salariés et la suppression des maîtres.

Examinons, en effet, l'esprit constitutif de chacune de ces formes sociales.

Dans le premier genre d'association, un certain nombre d'ouvriers se réunissent pour exercer en commun leur industrie et jouir des bénéfices de leur travail. En conséquence, chacun apporte à la société ses outils et son argent, s'il en a.

Le capital social se compose de l'apport de chaque membre.

La société est formée pour un temps déterminé d'avance ;

Le nombre des associés est également fixé.

Si l'un des associés se sépare, il a droit à sa part du fonds social ; s'il meurt, ce droit appartient à ses héritiers.

Enfin, lorsque le terme de la durée sociale est arrivé, la société est dissoute, le fonds vendu, et le prix en est partagé entre les membres, selon les conditions prévues dans le contrat.

Puis, il ne reste plus rien de cette communauté industrielle.

Une telle association peut sans doute être une voie ouverte à ces ouvriers qui, désespérant de parvenir jamais à la maîtrise par leurs seules ressources, se résigneraient volontiers à partager le commandement et les bénéfices, en attendant mieux. Mais si ces sociétés sont un moyen d'élévation pour quelques individus, elles peuvent être aussi, pour le plus grand nombre des ouvriers, une calamité nouvelle ; car étant nécessairement restreintes, elles sont obligées d'employer des salariés, et ceux-ci ne peuvent voir dans les membres de l'association que des exploiters réunis, et des exploiters d'autant plus cupides qu'ils sont plus nombreux au partage des bénéfices, d'autant plus habiles dans l'art d'exploiter qu'ils connaissent mieux le travail que les maîtres ordinaires, et qu'ils peuvent exercer sur leurs ouvriers une surveillance incessante.

Si nous considérons maintenant les rapports des associés entre eux, nous les trouvons très peu fraternels. La défiance de chacun à l'égard de tous les autres, et surtout à l'égard de ceux qui sont chargés de l'administration, est le sentiment qui les domine exclusivement. Or, la défiance est un mauvais sentiment qui ne peut engendrer que les soupçons, les querelles, et qui finit toujours par amener la séparation.

Si nous examinons enfin les diverses associations dans leurs rapports entre elles, nous les verrons, divisées de but et d'intérêt aussi bien que les maîtres, se faire, par la concurrence, une guerre acharnée, dans laquelle elles périront successivement après avoir causé des maux incalculables.

En résumé donc, le résultat de leur établissement serait :

Augmentation du nombre des maîtres, c'est-à-dire augmentation de la concurrence, qui est la plaie de notre époque.

Augmentation de la concurrence, c'est-à-dire perturbation dans l'industrie, perte du crédit, accroissement de l'intérêt de l'argent ; guerre sans fin du capital contre le travail ; lutte immorale qui tourne toujours au profit des riches oisifs, dont elle augmente les revenus, et au détriment des ouvriers dont elle réduit de plus en plus le salaire.

Voilà quelles seraient rigoureusement les conséquences dernières de la multiplication de ces petites sociétés temporaires, fondées au point de vue de l'intérêt de quelques individus.

Maintenant que nous avons dit les dangers qui résulteraient de ce premier genre de société, nous allons donner le plan de l'association instituée en vue de l'intérêt général.

Voici quelles en sont les conditions générales :

1° *La durée de la société n'a point de limites* ; elle se perpétue, comme certaines sociétés philanthropiques, par l'admission constante de nouveaux membres.

2° *Le capital social est inaliénable*, c'est-à-dire qu'il ne peut jamais être partagé entre les membres. De même encore que dans les sociétés philanthropiques, ce capital appartient à l'association dans le présent comme dans l'avenir, et non aux associés en particulier.

3° *Le capital social inaliénable est fondé et s'accroît continuellement par l'abandon, de la part des associés, d'un cinquième des bénéfices annuels.*

4° *Le nombre des associés est illimité* ; c'est-à-dire que l'association a pour devoir d'admettre dans son sein tous les ouvriers dont elle aura besoin.

Nous pensons qu'il suffit d'avoir rapporté ces quatre conditions fondamentales, pour que nos lecteurs comprennent l'importance d'une telle institution, et la différence immense qui la sépare de la première.

En effet, les petites sociétés temporaires, vivant isolées, doivent nécessairement se faire concurrence et se ruiner les unes par les autres ; mais celle-ci, par sa constitution même, ne peut avoir de rivale, son but étant d'absorber tout le travail et d'appeler à elle tous les travailleurs du même métier dans la localité où elle se trouve placée, et même de s'associer à celles des autres métiers et des autres localités. Les conséquences de ces deux genres de société sont donc radicalement opposées : si les unes concluent, ainsi que nous l'avons déjà dit, à une perturbation industrielle, à une plus grande misère pour les salariés, et à une augmentation de l'intérêt de l'argent, qui est un signe de la perte du crédit, — les autres, au contraire, concluent non seulement à de grandes améliorations dans l'industrie et dans la condition des travailleurs, mais encore elles auront pour résultat, par la création de banques mutuelles de crédit, d'amener l'abaissement graduel de l'intérêt de l'argent, jusqu'à réduire le capitaliste à manger son capital, ne pouvant plus vivre de la rente.

Tous les ouvriers comprendront, nous n'en doutons pas, qu'une telle association est, de la part de ceux qui la commenceront, une œuvre de dévouement et de haute prévoyance ; mais que ceux-là sachent bien aussi que leurs efforts ne seront point stériles, et que, outre la gloire d'avoir posé les premières pierres de ce grand édifice, l'association elle-même, si petite qu'elle soit dans ses premiers jours, peut donner de suite la récompense due aux bonnes volontés ; elle leur garantira certainement le bien-être du présent et la sécurité de l'avenir.

Nous avons donné les bases des deux espèces d'associations ; nous avons montré quels résultats chacune d'elles devait rigoureusement produire ; et nous avons conclu à l'adoption de la seconde. Il nous faut maintenant indiquer les obstacles qui s'opposent à sa mise en œuvre.

Nous devons déclarer tout d'abord que la loi n'a prévu et ne reconnaît que les associations au point de vue de l'intérêt individuel. Donc, si nous voulons agrandir l'anarchie industrielle, permis à nous, la loi nous protège ; mais si nous voulons, par une institution comme celle que nous proposons, apporter un remède pacifique à un mal que les moins clairvoyants ne considèrent qu'avec effroi ; si nous voulons faire régner l'ordre et la justice là où régne l'injustice et le désordre, alors, la loi viendra nous dire qu'elle ne nous reconnaît pas ; elle fermera les portes de notre atelier, et confisquera notre pauvre capital inaliénable : car la loi ne reconnaît que la propriété individuelle.

Voilà le premier obstacle. La loi nous empêche de faire le bien ; mais nos législateurs trouvent que la loi est bonne, et qu'il ne faut point la changer ; en sorte que si nous voulons en avoir une qui nous soit favorable, il nous faut préalablement réformer le personnel législatif lui-même. Nous devons donc considérer la réforme électorale comme un moyen de la réforme industrielle, et ne négliger rien de ce qui peut la faire triompher.

Si nous supposons ce premier obstacle levé, et que nous puissions fonder une association perpétuelle avec un capital inaliénable, qui nous donnera les moyens matériels pour commencer les opérations de la société, c'est-à-dire le capital ou les instruments de travail ? Ici encore, nous dirons que nous ne pouvons espérer qu'en un gouvernement qui aura quelque souci des misères populaires, et qui nous viendra en aide par l'institution de banques spéciales de crédit.

Mais, parce que nous trouvons dans ce mauvais vouloir de nos gouvernants et dans l'imprévoyance de la loi de grandes difficultés, est-ce à dire qu'il faille se croiser les bras et attendre de meilleurs jours ? Non, certes, il faut prendre au temps présent tout ce qu'il

peut nous donner, et à nos institutions tout ce qu'elles contiennent, afin que lorsque sera venu le temps favorable, nous ne soyons point au dessous de ce qui sera exigé de nous.

Or, comme on ne nous conteste point le droit de pétition, exerçons-le, ce droit, à demander les réformes politiques et les réformes industrielles ; et en même temps préparons-nous dignement à l'œuvre de l'avenir en faisant notre propre éducation. Car, il faut l'avouer, nous n'avons pas encore toutes les qualités nécessaires pour vivre en association : nous avons tant de mauvais exemples sous les yeux, que nous en subissons quelquefois l'influence. Ainsi, de ce que quelques-uns d'entre nous ont voulu s'élever et nous exploiter à leur tour, nous nous sommes abandonnés à une défiance excessive à l'égard des hommes et des choses. C'est là un grand défaut dont il faut que nous nous débarrassions. Tant que nous n'aurons point une confiance entière les uns dans les autres, nous serons sans unité, conséquemment sans force, soit pour réclamer, soit pour organiser.

Nous engageons donc tous les ouvriers à faire des associations que nous appellerons *préparatoires*. Nous avons dit, dans notre premier numéro, comment les tailleurs de pierre, les maçons et les menuisiers pouvaient réaliser immédiatement ce projet, en transformant au profit du plus grand nombre la tâche et le marchandage. Nous conseillons aussi ce moyen aux tailleurs, cordonniers, tisserands, chapeliers ; aux ouvriers en bronze, tels que ciseleurs, monteurs et tourneurs, etc. ; enfin à tous ceux de nos camarades qui travaillent dans les ateliers de la petite industrie, ou dans leur chambre, et auxquels il faudrait peu de capitaux pour commencer l'association. Nous ne pensons pas que ces petites sociétés puissent durer long-temps, ni devenir bien considérables, mais nous les considérons uniquement comme un moyen de préparation à l'association définitive, comme une école d'éducation sociale, ouverte à ceux qui veulent sincèrement travailler à l'émancipation des classes ouvrières. Aussi nous ne saurions trop recommander aux ouvriers qui suivront notre conseil de bien se garder de tomber dans les vices de la *Société égoïste* ; car le pas sera glissant et les tentations grandes... Pour éviter ce grave inconvénient nous insisterons auprès des diverses petites sociétés pour qu'elles s'associent moralement entre elles, et qu'elles s'engagent les unes vis-à-vis des autres à ne jamais abuser des moyens qu'elles auront pour exploiter ou nuire en quoi que ce soit aux ouvriers qui resteront en dehors d'elles ; nous voudrions qu'elles agissent enfin de telle sorte qu'elles devinssent un exemple et un espoir pour tous.

Nous terminerons cet article en donnant encore un conseil aux ouvriers qui n'ont point la possibilité de s'associer industriellement. Qu'ils s'unissent pour créer un fonds commun d'épargne ; qu'ils choisissent l'un d'entre eux pour être le gérant, comme s'ils étaient en société de travail, et que chacun lui confie ce qu'il pourra mettre de côté sur son gain journalier ; ne fût-ce que un franc par mois. Le gérant déposera l'argent de tous les membres, en son nom seul, dans une caisse publique, sauf à rendre compte de sa gestion. Il arrivera certainement un jour où cet argent pourra être utilement employé ; mais il y a dans ce fait une considération plus haute ; c'est le résultat moral que nous en attendons, c'est la bonne habitude que nous aurons contractée d'avoir confiance dans les autres, et de ne plus agir uniquement en vue de notre intérêt particulier.

Nous reviendrons souvent sur cette grave question de l'association ouvrière.

PRUD'HOMMES.

Les protestations arrivent déjà contre les demi-mesures que provoquent les patrons, en apparence pour servir nos intérêts, en réalité pour amoindrir l'effet de nos réclamations. La prochaine session législative aura probablement à s'occuper de la question du livret et de celle des prud'hommes. Nous nous occupons de préparer les matériaux pour éclairer l'opinion publique sur ces importantes questions : les ouvriers de Nantes nous ont devancé par la pétition suivante, adressée au ministre du commerce. Non seulement nous l'approuvons, mais notre intention est d'en signer une semblable, et de ne pas donner, par notre silence, occasion à nos législateurs de juger par avance une question sur laquelle nous n'aurions pas été consultés. Il y a des prud'hommes à Lyon ; où en sont les ouvriers de cette cité ?

A Monsieur le ministre du commerce.

Monsieur le ministre,

Les ouvriers de Nantes viennent protester devant vous contre l'établissement d'un conseil de prud'hommes, ou du moins contre l'organisation vicieuse qu'on veut lui donner.

Le conseil de prud'hommes, chargé de prononcer sur les différends des maîtres et des ouvriers, et tel qu'il être projeté, doit être uniquement composé de patentés, c'est-à-dire de maîtres; or, comme les ouvriers n'y seraient nullement représentés, tandis qu'ils devraient fournir au moins la moitié des membres, il est facile de concevoir quelles sont leurs craintes sur les jugemens qui seront prononcés.

Aujourd'hui, les maîtres demandent que le conseil de prud'hommes s'étende à toutes les industries.

Pour apprécier convenablement la demande des maîtres et leur amour du conseil de prud'hommes, il faudrait aussi consulter les ouvriers. Nous réclamons donc une enquête.

Les ouvriers n'ont aucun droit politique; voudrait-on leur ravir le droit de faire entendre de justes observations sur une institution qu'ils ne considèrent que comme uniquement favorable aux maîtres, et que ceux-ci ne désireraient pas aussi ardemment s'il en était autrement? Les ouvriers forment la très grande majorité des justiciables du conseil de prud'hommes? est-ce donc la seule minorité qu'on doit entendre et satisfaire dans tous ses desirs? Agir ainsi, c'est méconnaître l'esprit du gouvernement constitutionnel.

Nous soumettons ces observations à votre justice, et nous osons espérer que vous voudrez bien y avoir égard.

Nous sommes avec respect, etc.

TRÈS SINCÈRES REMERCIEMENTS

A M. LE BARON CH. DUPIN,

Économiste, membre de l'Institut, de la Chambre des Pairs, etc.,
sur ses *Conseils adressés aux ouvriers parisiens*.

Notre cher conseiller, en vérité, il est fâcheux que vos bons avis nous arrivent si tard, nous regrettons bien sincèrement que vous ayez été retenu loin de Paris, par un impérieux devoir, pendant que l'on nous sommait et assommait, pendant que l'on nous empoignait et emprisonnait tant sur les boulevards que dans nos lits, puisque vos paroles devaient être assez puissantes pour arrêter toute cette violence. Mais, enfin, si vous arrivez trop tard pour que nous puissions essayer de tirer profit de vos sages avis, il est encore temps de les réfuter, et l'un est plus facile et plus raisonnable que l'autre.

D'abord nous vous remercions bien des grands et importants services que déjà vous avez pu nous rendre, vous seriez bien de les rappeler à notre mémoire, car, vraiment, nous ne nous en souvenons pas, et nous croyons qu'en cet oubli il n'y a point d'ingratitude.

Pour mieux nous combattre, vous avez soin de paraître, en commençant, vous entendre avec nous, vous auriez pu franchement vous en dispenser.

Vous redoutez qu'on ne fasse de nous des trompettes de guerre; ne seriez-vous point, par hasard, le rédacteur, l'inspirateur de la fameuse pétition de la Bourse, pour le maintien de la paix à tout prix? M. Bonfil et ses honorables co-signataires parlent entièrement vos patriotiques pensées.

Vous vous vantez d'avoir prédit à nos frères de Lyon, il y a six ans, le résultat de leur agitation, vous eussiez bien mieux fait de leur enseigner le moyen de n'être point excités par les criminelles suggestions de la misère. Vous auriez épargné leur sang; et ceux qui, survivant aux massacres, ont été contraints de s'expatrier, seraient encore les soutiens de notre industrie en souffrance, les défenseurs de notre patrie, dont vos amis compromettent si aveuglément les destinées.

Vous qui connaissez tout, notre très cher ami, ne pourriez-vous pas nous désigner ces agitateurs inconnus qui vont nous soulever d'atelier en atelier, nous vous en saurons bon gré: que la crainte d'empiéter sur les fonctions de la police ne vous arrête pas, car vraiment les conseils que vous nous donnez, peuvent être justement comparés au *Bon sens d'un Ouvrier*, que les crieurs du *Sens commun* et du *Moniteur parisien* viennent nous offrir à toutes les bornes, et aux mille autres pamphlets de la rue de Jérusalem.

Vous vantez la prospérité de l'industrie, allez donc au greffe du tribunal de commerce prendre le nombre et le passif des faillites que chaque jour y entasse depuis deux ans passés. *Par un bienfait de la providence, le pain, qui coûtait dix-sept sous et demi les quatre livres, il y a six semaines, n'en coûte plus que quatorze*, c'est-à-dire que l'agiotage, il y a six semaines, spéculait sur les farines; aujourd'hui, c'est sur la poudre, les canons, les remotes, etc. Il y a six semaines, on prenait directement sur notre pain; aujourd'hui on prend indirectement. Je crains bien, même, que nous n'ayons encore perdu à ce changement. Permis à la préfecture de police, dans ses proclamations, de déclarer que les ouvriers accusés de coalition étaient, comme vous le dites, les mauvais excités contre les bons; les paresseux ameutés contre les vigilans, les imbécilles révoltés contre les intelligens. Mais vous, en écrivant le 18 septembre, vous n'avez qu'à jeter un coup d'œil sur les dispositions des maîtres dans les affaires de coalition, pour voir que vous êtes dans le faux. Vous nous accusez d'avoir voulu faire payer le travail à tant par tête, et

vous dites que nous n'en ferons pas autant pour des bêtes; c'est possible, les chevaux, les bœufs et les ânes sont nourris par qui les emploie, et l'ouvrier, moins habile ou moins intelligent que ses camarades, n'a-t-il donc pas le droit d'exiger un minimum qui lui assure le pain de chaque jour!

Vous dites encore que si le travail se faisait à la journée et non à la tâche, il serait plus mal fait, qu'il y aurait ruine pour notre industrie. Cela prouve, Monsieur le membre d'une foule de conseils industriels, que vous ne vous instruisez guère auprès des fabricans, car ils vous auraient tous appris que l'ouvrier à la tâche fait plus vite et par conséquent moins bien que celui qui travaille à la journée, et qui, sûr de son salaire, peut donner à chaque partie de son ouvrage le temps nécessaire.

Si cette question n'était pas si sérieuse pour nous, si elle ne nous coûtait pas l'absence de nos frères, de nos amis plongés dans les prisons, nous ririons en vérité de votre ébouriffante dissertation sur la durée de la journée. Oui, c'est bien deux heures, deux grandes heures de travail que bon nombre d'entre nous voulaient retrancher de leur interminable journée; faites des calculs sur le bénéfice ou la perte que doit produire cette différence de travail unie au maintien des prix actuels de la journée; nous ne nous amuserons point à examiner si vos calculs sont justes ou non, nous voulons bien les adopter, mais alors, au lieu de diminuer la journée de deux heures, pourquoi ne pas l'augmenter de deux autres en ne changeant rien au salaire, la société, telle que vous l'entendez, y gagnerait d'autant; si vous êtes conséquens avec vous-mêmes, c'est là ce que vous nous réservez pour l'avenir; en attendant que vous osiez nous le proposer, nous savons le comprendre, et nous vous répondons: augmenter toujours le travail en diminuant le salaire ou même en le conservant tel qu'il est c'est tuer le corps et l'intelligence des ouvriers; allez plutôt vous en informer aux canuts de Lyon, aux tisserands de Cholle, aux ouvriers des fabriques de Rouen! Dites-nous où s'arrêtera cette tendance; consultez vos statistiques sur le recrutement; elles vous apprendront combien d'années il faut suivre un pareil système pour tuer deux ou trois générations d'ouvriers. Vous aimeriez mieux nous voir morts du choléra, que vivans diminuer notre production. Monsieur le philanthrope, si l'un de nous faisait un pareil souhait contre ceux qui ont toujours consommé sans rien produire, que ne lui répondriez-vous pas? Vous remplissez à vous seul une douzaine de places qui vous rapportent bien; bon an mal an, une quarantaine de mille francs; si l'un de nous voulait toucher le salaire de deux ouvriers d'états d'inférens, pensez-vous qu'on accédât à sa demande?

Allez dans la société telle que vous l'avez organisée, vous ne pouvez détruire un vice sans risquer de voir tout croître sur vous.

Vous voulez nous piquer d'amour-propre contre les ouvriers étrangers, en nous faisant craindre la déchéance de notre industrie; à cela nous répondons que la France, qui n'a jamais été en arrière de l'étranger par notre faute, ne se courbera pas aujourd'hui par notre volonté; ce n'est pas nous, ouvriers, qui avons baïllonné la France en 1815 sous le morcellement de ses frontières; ce n'est pas nous non plus qui, en 1840, nous écriions que la France maintient tous les traités, qu'elle n'en veut déchirer aucun. Si vous, qui êtes un savant, vous ignorez que les traités enfantent ou étouffent le développement de l'industrie, que la politique est inséparable du commerce, nous ne l'oublierons jamais.

Vous voulez nous accuser de rendre la patrie pauvre et faible, nous qui travaillons pour elle sans relâche et dont tous les travaux fructifient; et vous, quand vous avez employé six mois de l'année à faire des lois telles quelles, à juger ou condamner, à pérorer à l'aise au Conservatoire, ou bien à jeter sur le papier quelques idées plus ou moins mauvaises, quel avantage en résulte-t-il pour la France.

Vantez la paix honteuse, nous qui supportons toujours les frais de la guerre, nous ne ferons pas une lâcheté pour l'éviter; car toutes les bassesses entre l'avilissement amènent toujours la ruine du pays qui les fait ou qui les supporte. Nous vous renvoyons vos conseils, si la fatalité veut qu'à tort ou à droit la France soit précipitée dans la guerre. L'Europe entière sait ce que nous avons fait en pareille occurrence, il y a cinquante ans: que faisaient alors les économistes comme vous?

Ne nous parlez plus de nos femmes, de nos filles et de nos sœurs assemblées aux abords des goëles, car nous savons ce qu'elles se disaient alors que, les larmes aux yeux, on les repoussait des verroux qui les séparaient de nous. Laissez-nous panser nos plaies en silence sans venir irriter nos douleurs.

En finissant, nous n'avons plus qu'un mot à vous dire: ceux qui nous raillent sous le vain prétexte de nous plaindre et de nous conseiller; ceux qui, vrais *lazzaroni*, nous imposent le travail sans mesure et sans juste salaire, pensent-ils que nous les écouterons?

Il nous est impossible de réfuter en un seul article toutes les fausses allégations que vous venez d'entasser contre nous: la seule réponse que nous y veuillons faire désormais, c'est l'enquête ouverte dans notre journal; nos chiffres vaudront bien, certes, vos raisonnemens.

Persuadez-vous, Monsieur Ch. Dupin, que nous ne sommes, ni ne voulons être ni vos élèves ni vos amis.

ENQUÊTE SUR LA MISÈRE DES OUVRIERS,

ET SUR LES MOYENS D'Y REMÉDIER.

Si nous voulons entreprendre de répondre à toutes les attaques auxquelles nous sommes en butte, à toutes les sottises et stupidités qu'on écrit en notre nom, à tous les conseils plus ou moins officieux qu'on nous donne; si enfin le nombre des brochures et articles de journaux publiés en ces derniers jours sur la situation de la classe ouvrière pouvait prouver quelque chose contre nous, il nous serait impossible de ne pas rester enterrés sous cette énorme masse de papier. L'avant-veille a commencé par M. Lenoble de la Seauve, suivi du *Don Sens d'un ouvrier de la préfecture de police*; M. Charles Dupin, le *père des ouvriers*, est venu ensuite renouveler à notre égard la fable du pédagogue de La Fontaine faisant un sermon à des enfans qui se noient. Puis les journaux de tous les formats (à l'exception de trois, le *National*, le *Journal du Peuple* et le *Commerce*) ont rabâché et traité les questions ouvrières avec toute la capacité de gens fort instruits d'ailleurs, mais complètement ignorans en cette matière. Enfin, et pour combler la mesure, un prétendu *Journal des ouvriers*, rédigé par des mentors de la Bourse et de Tortoni, est venu nous prêcher la paix et la concorde en nous dénigrant et nous insultant. Cette publication, conçue dans un apparent esprit de modération et de conciliation, offre la meilleure preuve de ce que nous avons avancé, à savoir que l'ouvrier seul peut expliquer sa position, et que le journalisme, pour avoir du poids dans l'opinion publique, devra être désormais, non plus une spéculation, mais l'œuvre d'hommes réellement intéressés et compétens dans la question qu'ils devront traiter. Nous le répétons, les ouvriers n'ont pu jusqu'à présent se faire entendre que parce qu'ils ont accepté les intermédiaires que le hasard, ou des spéculations pécuniaires ou politiques leur faisaient rencontrer sur leur route : dorénavant ils parleront eux-mêmes; ce sera moins bien dit, mais ce sera vrai, et on devra croire des ouvriers parlant au nom de tous les ouvriers.

Les questions les plus difficiles de l'organisation sociale ont été abordées, par tous les écrivains dont nous parlons, avec une légèreté et une facilité déplorables. En quelques colonnes tout a été tranché cavalièrement, et à l'unanimité on a déclaré : que le gouvernement devait s'occuper des moyens de prévenir le retour de ces coalitions en recherchant activement les causes. Mais, indépendamment de ce que le pouvoir a bien autre chose à faire en ce moment, nous savons par expérience que, même en état de paix, il ne se serait pas occupé davantage de notre situation : les faits sont là qui parlent plus haut que les promesses.

Qu'est devenue la fameuse phrase de Casimir Périer, à la suite de l'insurrection lyonnaise en 1831, et qui semblait contenir une promesse de réforme industrielle : « Désormais la base de l'économie politique est changée ? » Il en a été, nous le pensons, de celle-là comme de bien d'autres.

Nous restons donc avec nos propres forces pour soutenir la lutte contre les partisans du privilège industriel, contre la plus grande partie des écrivains qui, sous le nom d'économistes, se font les soutiens d'une intolérable exploitation, qu'ils ont érigée en principe inamovible, oubliant qu'avant 1789, la noblesse et ses avantages matériels étaient aussi érigés en principe, et que la nuit du 4 août a suffi pour la faire rentrer à tout jamais dans le néant.

Nous avons mis de côté, dans notre œuvre, toute question d'amour-propre et de vanité. Nous pourrions cependant, sans trop nous tromper, nous croire plus à portée que MM. les économistes, si ce n'est de juger les faits qui nous concernent, du moins de les exposer. C'est donc avec un sentiment de pitié que nous avons lu toutes ces déclamations furibondes et passionnées, qui toutes tendent à établir la prétendue injustice de nos réclamations, et à faire considérer nos tentatives au point de vue où les envisage M. le préfet de police : « La coalition des mauvais ouvriers contre les bons. »

Notre cadre ne nous permet pas de relever toutes les contradictions, les erreurs, les chiffres dictés par une insigne mauvaise foi, dont abondent les écrits de nos adversaires : dans l'impossibilité où nous sommes de répondre à chacun, nous établirons victorieusement la fausseté de toutes ces allé-

gations, en ouvrant une enquête où, après avoir passé en revue toutes les inégalités choquantes qui résultent pour nous de notre position d'ouvriers en général, nous exposerons tour à tour les vices particuliers de chacune des branches de l'industrie. Et on ne nous démentira pas, car nous allons nous entourer de tous les documens propres à former et à prouver notre conviction; nous aurons, avant de parler, consulté nos camarades, et chacun de ces articles particuliers acquerra le poids et l'autorité d'un manifeste de corporation.

C'est ce que les économistes auraient dû faire il y a longtemps, au lieu de demander des renseignemens aux maîtres et aux chefs d'ateliers, ce qui fait ressembler ces savans à certains inspecteurs d'hôpitaux et de casernes, qui, loin de tomber à l'improviste dans ces établissemens, préviennent quinze jours à l'avance, afin que tout soit propre et rangé pour ce jour-là seulement.

Si nous arguons de faits faux, nous serons prêts à accueillir les rectifications des intéressés; ce que nous aurons dit subsistera donc dans toute sa force, et nul ne pourra nous empêcher d'en tirer les conséquences.

Pour ce travail, nous faisons appel à tous les ouvriers; convaincus que nous sommes qu'en ce cas on ne saurait se procurer trop de documens, car parmi les innombrables misères qui nous assiègent, quelques unes seraient certainement oubliées par nous; cela n'arrivera pas en confiant cette tâche à un grand nombre.

Pour la seconde partie de l'enquête, nous invitons les ouvriers de chaque profession à nous envoyer : 1° Une note comparative du salaire de la dernière période de dix années avec les dix années qui l'ont précédée; 2° le détail de leurs salaires actuels, soit à la journée, soit à la tâche; 3° les plus ou moins nombreuses chances de chômage; 4° la moyenne du gain journalier de l'ouvrier de leur profession; 5° les détails d'administration intérieure, tels que la hiérarchie des ouvriers, avec l'indication des différences de salaire qui y sont attachées; le plus ou moins de rigueur des réglemens de police intérieure des ateliers; 6° une note détaillée sur la durée ordinaire du travail; les chances qu'ont les ouvriers de cette profession de travailler souvent la nuit; 7° les inconvéniens hygiéniques attachés à l'exercice de cette profession : l'indication des ateliers malsains; 8° le plus ou moins d'emploi des femmes et des enfans, avec un aperçu de leur salaire et de la durée de leur travail; 9° Enfin, quelques indices sur les mœurs ou les habitudes plus particulières à cette profession qu'à telle autre.

Nous adjurons tous les ouvriers qui ont à cœur de repousser l'injustice qui s'acharne après nous, de prendre une plume et de tracer fidèlement ce qu'ils savent pour leur part, ce qu'ils éprouvent ou voient éprouver par leurs frères de nos misères communes : que la crainte de se rencontrer dans ce détail avec d'autres ne les arrête pas; car deux témoignages valent toujours mieux qu'un. Encore quelque temps, et l'on verra si la coalition était celle des mauvais ouvriers contre les bons.

Nous ne pouvons décrire l'effet produit dans les ateliers par la condamnation de Suireau et Troncin, ouvriers tailleurs, le premier à trois ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillance, le second à cinq ans d'emprisonnement et dix ans de surveillance! pour délit de coalition.

Nous avions annoncé leur acquittement par le tribunal de police correctionnelle : ce jugement nous avait semblé constater la fin de ce système de terreur par lequel on avait cru effrayer les ouvriers, mais la chambre des appels (cour royale) nous a cruellement désillusionnés! C'est avec la plus profonde douleur que nous avons entendu cet arrêt, ainsi que les paroles empreintes de désespoir et de découragement qu'a fait entendre Troncin au sortir de l'audience : « Peuple, c'est ainsi qu'on récompense ceux qui s'occupent de toi! »

C'est à se perdre dans le dédale qu'on appelle la justice! Comment, il y a quelques mois à peine, les époux Grangé sont condamnés à un mois de prison pour des faits révoltans et inhumains, et deux pauvres ouvriers, pleins de dévouement et de cœur, après avoir essayé de la conciliation, luttent pacifiquement contre une mesure illégale, par des voies que vous déclarez illégales aussi, il est vrai, mais vous ne trouvez pas pour eux un peu de commisération : le maximum leur est appliqué dans toute sa rigueur, lorsqu'ils viennent d'être acquittés par un tribunal qu'on n'accusera certes pas d'indulgence. C'est la continuation du système conciliant que nous

avons signalé. C'est de la justice politique ! Mais au dessus de cette justice, enfantée par les nécessités ou les peurs du moment, il y a la morale, qui est éternelle, qui juge avec indulgence, qui tient compte des intentions et de la position des accusés, et celle-là n'aurait pas été aussi sévère que vous.

Vous avez agi suivant des traditions que vous repoussez de toutes vos forces : vous avez suivi l'exemple des tribunaux révolutionnaires ; en trois heures, Lamennais vous l'a dit, vous avez expédié une fournée de cinquante-six accusés, et si, comme autrefois, ce n'est pas à l'échafaud que vous les avez envoyés, c'est que l'Europe n'était pas conjurée contre nous, que l'ennemi n'était ni à nos portes, ni à l'intérieur, c'est que cela se passait en pleine paix, et que d'ailleurs nos mœurs se sont adoucies ; mais le principe est le même, vous avez voulu faire de la terreur !

Vous envoyez d'honnêtes, de bons ouvriers (quoi qu'en dise M. le préfet de police, les procès-verbaux l'ont prouvé) expier parmi des voleurs une inobservation de vos 80,000 lois que nous devons tous, dites-vous, savoir par cœur. Il faut une vie d'homme pour savoir ses Codes ; nous n'avons d'autre règle que celle-ci, plus facile à retenir que les vôtres et surtout plus claire : « Faites à autrui comme vous voulez qu'il vous soit fait. » Or, des ouvriers lésés dans leurs intérêts se retirent spontanément de leurs ateliers ; ceux qui travaillent encore se cotisent pour nourrir leurs frères : quelques hommes de cœur dirigent ce versement et cet emploi de fonds ; des rapprochements conciliants sont tentés, les maîtres reconnaissent la justice des réclamations faites : à l'heure qu'il est, presque tous les tailleurs travaillent sans livret (car il ne s'agissait pas de salaires), et ceux qui ont obtenu ce résultat sont jetés en prison et condamnés, de par la loi, appliquée seulement à ceux-ci, et nullement aux maîtres coalisés contre eux.

Qu'entend-on décidément par coalition ? Nos légistes devraient bien nous faire un dictionnaire où seraient expliqués clairement le sens de ces mots dont on se fait contre nous une arme si terrible. Un ouvrier quittant son atelier parce que le salaire ne lui convient pas, ne devra alors le faire que seul, car si un autre sort pour la même raison en même temps que lui, il y aura coalition.

L'antique institution du compagnonnage, respectée jusqu'ici, ne serait-elle pas aussi une coalition permanente ? Veuillez donc rétablir notre *sens moral*, comme dit le *Journal des Débats*, car nous ne savons plus maintenant où est la limite qui sépare le juste de l'injuste, et nous finirons par préférer, à cause des pénalités qui y sont attachées, battre des petits enfants pour nous approprier le fruit de leur travail, que de chercher à gagner loyalement et honnêtement notre vie.

Notre conclusion est toujours la même : chercher légalement les moyens de réformer les lois qui n'ont pas la morale pour principe et pour base.

Nous apprenons que les deux condamnés se sont pourvus en cassation.

La souscription ouverte au bureau de l'*Atelier* pour les familles des ouvriers détenus, a produit jusqu'à ce jour 40 fr. 20 cent., qui ont été déposés au bureau du *Journal du Peuple*. Nous engageons les ouvriers à continuer cette souscription ; c'est une dette sacrée pour tous ; nous devons prouver à nos pauvres amis condamnés que si la justice est inexorable, elle ne pourra supprimer du moins l'amitié et la fraternité qui nous rendent solidaires.

FAITS DIVERS.

Nous avons lu avec étonnement, dans la *Presse* du 28 septembre :

« On sait maintenant à quoi s'en tenir à propos des sommes en or, des bons de vivres, etc., trouvés sur quelques-uns des inculpés. Les uns, logés en chambrées, ont coutume de porter toujours sur eux leurs petites économies, les autres étaient trésoriers de diverses sociétés ; les bons étaient ceux ordinairement distribués aux malades, ou aux compagnons sans ouvrage. Les partis politiques, l'Angleterre et la Russie n'y avaient pas plus contribué que le pacha d'Egypte ou le Grand Turc. »

Il est bien temps !!!

— Voici le mouvement de la caisse d'épargne de Paris, depuis la publication de notre dernier numéro.

27 et 28 sept.	versé 413,019 fr.	remboursé 1,052,000 fr.
4 et 5 oct.	» 496,887	» 1,927,500
11 et 12 oct.	» 450,462	» 1,550,000
18 et 19 oct.	» 442,029	» 941,000

Totaux 1,802,379 5,470,500

Différence du remboursement au versement, 3,668,103.

Ce chiffre est gros de bien des misères ignorées ; quand ceux qui peuvent mettre de côté en sont réduits à retirer leurs fonds, que deviennent ceux qui vivent au jour le jour ! On ne meurt pas littéralement de faim, mais on meurt de misère, et cette mort-là, le peuple

la classe parmi les épidémies. C'est une maladie mortelle de plus. voilà tout !

— Vendredi 16 octobre, à huit heures du soir, un jeune homme de 25 ans, ouvrier, vêtu d'une redingote propre, mais bien usée, est tombé d'inanition rue du Paon, près l'établissement de bains qui se trouve dans cette rue. Un ouvrier menuisier, qui venait de terminer sa pénible journée, passant près de cet infortuné, s'empresse de lui prodiguer les secours que réclamait son état, et partagea même avec lui le peu d'argent qu'il avait dans sa poche. Jusque là rien ne nous étonne ; mais ce qui nous a péniblement surpris, c'est le langage de deux porteurs d'eau, présents à cette scène, qui n'ont pas craint de dire tout haut qu'il n'y avait que la fainéantise qui pût conduire à cet état, certains *juste-milieu* n'auraient pas mieux dit ; — nous n'avons qu'une chose à répondre : — la fainéantise peut conduire au vol, mais elle ne conduit jamais à mourir de faim.

— On se ferait difficilement une idée de l'exiguité du salaire des tisserands de Cholet : c'est au point que dans un des derniers hivers, une portion gagnait *douze sous* par jour, et le pain y était plus cher qu'à Paris. Une correspondance que nous établissons avec les ouvriers des départemens nous mettra à même de donner bientôt des renseignements positifs sur ces faits. Voici ce qu'on écrit de Cholet, 9 octobre :

« Depuis plusieurs jours les ouvriers tisserands de la ville de Cholet avaient cessé de travailler, sans aucune démonstration hostile, on les voyait dans les rues et sur les places publiques par groupes. Ils étaient convenus qu'aucun d'eux ne prononcerait un seul mot de politique, ne porterait de bâton, défense même était faite de prendre un verre de vin.

« Cependant on voyait avec peine ces malheureux ouvriers qui gagnent si peu, rester oisifs et aggraver ainsi leur position. Que demandaient-ils ? un tarif qui rendit égaux le prix des façons, prétendant que tous les fabricans ne payaient pas également le travail des ouvriers.

« Hier, après midi, les groupes devenant plus nombreux et plus agités, le bataillon du 14^e, par ordre, a pris les armes, des compagnies ont été placées dans divers quartiers, MM. les adjoints et le commissaire de police revêtus de leur écharpe, accompagnés de la brigade de gendarmerie et 200 hommes, de la ligne, se sont dirigés sur le lieu où ils étaient rassemblés ; mais aussitôt qu'ils ont été prévenus que MM. les négocians et fabricans consentaient à leur accorder ce qu'ils désiraient, ils sont rentrés chez eux et aujourd'hui ils ont repris leurs travaux. »

— On écrit de Reims :

« La publication du journal l'*Atelier* a causé une grande joie à nos fileurs, qui sauront désormais où adresser leurs plaintes pour qu'elles arrivent aux oreilles du pouvoir. Nous pratiquons déjà ici l'association de secours mutuels, préluant ainsi, par avance, à l'établissement des associations industrielles. C'est une école que nous formons : soulager nos plus graves misères et préparer l'avenir, tel est le but constant de nos efforts. Reims compte déjà treize associations autorisées. »

— Le conseil municipal de Beaumont-le-Roger, douloureusement impressionné par la misère de la classe ouvrière, s'est réuni et a décidé à l'unanimité, que les citoyens les plus imposés seront légalement convoqués pour aviser aux moyens de secourir les pauvres, de faire travailler les valides, de nourrir ceux qui sont incapables de travailler.

L'assemblée composée des élus de la commune et des propriétaires les plus intéressés à repousser tout nouvel impôt a voté à l'unanimité cependant pour trois années, une imposition de 10 centimes par franc.

L'administration supérieure ne refusera pas de sanctionner une telle mesure et l'ordonnance royale ne se fera pas attendre. S'il est vrai que l'égoïsme soit la lèpre de notre époque, tout n'est pas encore perdu, quand un pays pauvre donne un pareil exemple de désintéressement et d'humanité.

Le canton de Beaumont est celui de Dupont (de l'Eure).

— Les saisies opérées sur la brochure de M. de Lamennais, le *Pays et le Gouvernement*, et sur celle de l'*Organisation du travail*, par M. Louis Blanc, nous interdisent pour le moment d'en rendre compte. Nous espérons que le jury nous rendra prochainement cette faculté.

— Des ouvriers, gardes nationaux de la 8^e légion, 3^e bataillon, 3^e compagnie ont fait entre eux une collecte qui a produit 6 fr., qu'ils offrent au journal l'*Atelier* à titre d'encouragement.

— Nous aurons d'ici à quelque temps deux gardes nationales ; l'une bonne, l'autre mauvaise. La police a déjà commencé ses brutalités contre cette dernière. Ainsi un garde national qui demandait la *Marseillaise* à l'Opéra, le 6 octobre, a été violemment maltraité par les sergens-de-ville, et un autre, de garde à l'Hôtel-de-Ville, a été arrêté par un poste voisin de garde municipale, à la suite d'une altercation provoquée par une insulte grossière du chef de ce poste, il a fallu un ordre du maréchal Gérard pour le faire mettre en liberté.

— Une conversation eut lieu en 1830, entre un général, depuis tristement fameux, et un combattant de juillet : — Ah ! messieurs

les révolutionnaires, dit ce général, si vous prétendez recommencer vos trois jours, nous ne vous ferons pas une guerre de rues; nous prendrons des positions hors de Paris, et nous laisserons la révolution se dévorer elle-même. — Général, lui répondit-on, je crois bien qu'on trouvera en France des généraux pour un pareil service, mais on n'y trouvera pas des soldats.

VARIÉTÉS.

FORTIFICATIONS DE PARIS.

En comparant la longanimité de notre gouvernement avec la nouvelle foucade qui a pris à M. Thiers de fortifier nos murs, et dont l'exécution se poursuit en toute hâte, les Berlinoises, tout en voyant de mauvais œil ces préparatifs, se demandent si tout ceci n'est pas une comédie jouée par les tondeurs de laine, laquelle comédie devra se terminer à l'édification du bon peuple badaud. Ces honnêtes Allemands ne s'imaginant pas qu'il y ait ainsi tant à craindre pour nos foyers, ou, mieux, pour les foyers de nos propriétaires, sont dans la ferme persuasion que ces bataillons d'ouvriers qui promènent les moëllons dans le département de la Seine, travaillent tout à fait pour le roi de Prusse; et qu'enfin l'on profite de la circonstance pour embastiller Paris, ce qu'ils appellent nous corriger. Nous sommes quelque peu Berlinoises quant à cette manière d'envisager la chose; c'est une pensée qui n'est pas trop berlinoise. Car la seule relation qui existe entre le pouvoir et le peuple, est une relation de peur et de défiance. Le malheur, résultant de cette peur du pouvoir et de cette défiance du peuple, c'est que nous donnons ainsi aux rois qui devraient nous craindre, et aux peuples qui doivent espérer en nous, le spectacle d'une anarchie qui nous réduirait à l'impuissance.

Il est bien que l'on construise une enceinte continue avec remparts et canons pour s'abriter d'un coup de main venant de l'extérieur; mais ces forts détachés, desquels on peut nous bombarder, moyennant le rapprochement des distances obtenu par le nouveau système de bombes, en pleine réussite dans les expériences faites à Strasbourg, ces forts détachés sont menaçans pour la liberté et la sûreté des citoyens, et nous disons plus, totalement inutiles pour protéger la capitale. C'est un fait qu'on ne saurait trop répéter; et l'opposition à de telles mesures doit se manifester énergiquement. Que ferait un million d'habitans privés de tout arrivage de provisions, si une armée ennemie, assurée de ses derrières, pouvait se maintenir quinze jours campée à distance et coupant les issues? Les paysans apporteraient-ils des vivres, eux qu'avaient éloignés déjà les 7 et 8 septembre derniers, le déploiement de force militaire et les bruits d'émeute. Il est vrai que cet appareil était si formidable que quelques uns de nous ont pu croire en ce moment à l'accomplissement de la prophétie de Barthélemy qui, le 16 de ce même mois de septembre, après avoir lu dans le *Moniteur* l'assassinat de la Pologne, finissait la vingt-quatrième livraison de sa *NÉMÉSIS* par ce terrible *post-scriptum*: « Vous voulez voir venir les Russes... ils viendront!! » Ah! vous clamez contre la turbulence plébéienne, estimables propriétaires! Il s'agit bien d'autre chose maintenant, ma foi! Estimables propriétaires, dans quel guépier vous fourrez-vous, en laissant embastiller Paris! Les invectives les plus envenimées sont du miel en comparaison des bonnes bombes qui feront danser vos maisons. Propriétaires, vous n'avez donc pas d'entrailles!... Dites, si au lieu d'inquiéter la tranquillité publique, avec son ordre public, le gouvernement, dont l'inertie de dix années nous vaut aujourd'hui les crachats au visage et la nouvelle coalition de la Sainte-Alliance, eût commencé par se relever dans l'esprit des cabinets européens, en employant quelque moyen prompt, ou même en protestant d'un ton péremptoire; et non par se mettre sur la défensive en tenant l'oreille basse, comme si la panique le talonnait, on lui tiendrait compte alors de sa conduite et l'on oublierait peut-être son honteux passé. Mais une lionne peut seule enfanter des lionceaux.

C'est cependant le moment de s'écrier: « Il faut des actions et non pas des paroles! » Qu'a-t-on fait jusqu'à présent, sinon d'avocasser? Oui, s'écrient les organes stipendiés, vous calomniez le gouvernement, vous l'entravez et le mettez en suspension; tandis qu'il faut lui prêter le concours et l'appui néces-

sités par la situation actuelle. Eh non! mille fois non! Personne n'est contre un gouvernement national. Allez! nous avons plus de dévouement que vous, et souhaitons de tout notre cœur que le vôtre rivalise avec notre amour du bonheur général! Mais n'est-il pas permis, à la veille peut-être d'être victimes d'une nouvelle *ragusade*, d'exprimer des doutes sur une autorité qui a tout fait en tout temps pour mériter d'être suspecte? Nous en appelons à la conscience des patriotes réfléchis: si le gouvernement se sentait fort, craindrait-il de réorganiser la garde nationale de certaines villes, telles que Lyon, etc. Ne vient-il pas de commettre une illégalité ajoutée à tant d'autres en mobilisant des citoyens sans avoir songé seulement à reformer les cadres de la garde civique, et en prenant la partie d'un tout qui n'existe point?

Peu soucieux d'examiner, avec les prôneurs de forts, si un gouvernement serait assez hardi de s'en servir contre nous et de tenter même un pareil crime, nous nous contentons de constater que dans toutes circonstances et surtout dans celles présentes, se séparer de la nation c'est la trahir. Est-ce notre faute si tous ces ministères qui se sont succédé depuis et y compris celui de Casimir Périer, se sont conduits de telle sorte que quelques mesures qu'ils prennent, quelque chose qu'ils veuillent tenter, ils n'excitent que la réprobation ou la méfiance? Qu'ils y prennent garde! L'enthousiasme respecté aujourd'hui momentanément, pour faire peur aux étrangers et se conserver dans de douces sinécures, cet enthousiasme, qui l'arrêtera? Couvrez donc le sol de prisons! Bientôt il vous faudra *pélagier* la France entière!

La *Marseillaise* est toujours vivante, parce que la musique de ce chant immortel nous souffle au cœur ces mots: Enfans, ne dégénérez pas de vos pères!!! Ah! c'est un étroit calcul, messieurs les ministres, c'est un étroit calcul que le vôtre, si vous ne vous hâtez d'en dévoiler le but. On aurait intimidé l'étranger (nous nous trompons, les royautés étrangères), pour acheter la paix à meilleur compte et ne pas dégarnir autant ses chers coffres; on aurait profité de l'occasion pour embastiller la VILLE-PROPAGANDE! Et l'on transmettrait à une hérédité légitime la béate jouissance de couper, tailler, ronger, sans récriminations possibles!!! C'est un charmant rêve que vous avez fait là. Mais il n'en sera point ainsi: ces bastilles, ces forts, bastions, citadelles, comme vous voudrez les nommer, ne seraient pas soufferts, même aux Etats-Unis! Ces forteresses nous offusquent, parce que si on les érigeait dans un but honorable, on se serait du moins empressé d'établir une loi, soumise aux chambres, par laquelle les forts ne pourraient jamais, sous aucun prétexte, être desservis que par la seule artillerie de la garde nationale parisienne.

Puisque les bastilles surgissent, et qu'il n'est déjà quasi plus temps de les empêcher, qu'au moins l'on évite nos protestations en nous donnant des garanties, et nous reconnaitrons tout de suite avec franchise que nos craintes n'étaient pas fondées. Vous ne voulez pas nous compter; nous avons pourtant pour nous le nombre, et vous avez pu quelquefois vous en convaincre; que sera-ce quand nous aurons aussi l'intelligence?

M. Thiers fait des ultimatums, comme ils appellent cela dans leur argot de diplomates; voici le nôtre.

OCCUPATION PERMANENTE DES FORTS, puisque forts il y a, PAR L'ARTILLERIE DE LA GARDE NATIONALE PARISIENNE.

Que si, dans les graves circonstances où nous nous trouvons, le fardeau des affaires publiques est trop lourd pour les épaules des petits hommes qui nous gouvernent, s'ils se sentent impuissans pour une si grande œuvre, si enfin la terrible responsabilité qui pèse sur eux pouvait les effrayer, qu'ils remettent volontairement à la nation, en prenant eux-mêmes l'initiative de la RÉFORME ELECTORALE, un pouvoir qu'elle saura bien confier à de plus dignes. Et c'est alors qu'on verra ce que peut la France!

L'espace nous manque pour remercier convenablement les journaux de Paris et de la province qui nous ont encouragé et aidé dans notre tâche. Nous nous acquitterons de ce devoir, dans le prochain numéro, en répondant au *National*.

Le Directeur-Gérant: LENEVEUX.

Imprimerie Lange Lévy et comp., rue du Croissant, 16.

Ce Journal paraît du 15 au 25 de chaque mois. — Prix d'abonnement pour Paris : par an, 3 fr.; pour six mois, 1 fr. 50 c. Pour les départements : par an, 4 fr.; pour six mois, 2 fr., envoyés franc de port au bureau du Journal, 15, rue Férou. — On s'abonne aussi chez ROUANET rue Verdelet.

L'ATELIER

S'adresser, pour tout ce qui concerne l'administration, et la rédaction, à M. J. RENEVY, directeur-gérant, 15 rue Férou, par lettres affranchies. — Les communications verbales, réclamations, avis, etc., sont recus au bureau du Journal les dimanches, lundis, mercredis et vendredis, de 8 heures du matin à midi.

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme et exige le sacrifice de l'individu à la Société.

ORGANISATION DU JOURNAL. — L'ATELIER est fondé par des ouvriers, en nombre illimité, qui en font les frais. — Pour être reçu fondateur, il faut vivre de son travail PERSONNEL, être présenté par deux des premiers fondateurs, qui se portent garants de la moralité de l'ouvrier convié à notre œuvre. (Les hommes de lettres ne sont admis que comme correspondants.) Les fondateurs choisissent, chaque trimestre, ceux qui doivent faire partie du comité de rédaction. Ont été nommés, pour le premier trimestre : MM. André MARTIN, charpentier; Anthime CORBON, typographe; LAMBERT, commis-négociant; DEVAUX, typographe; LAMBERT, cordonnier; GARNIER, copiste; PETIT-GÉRARD, dessinateur en industrie; DELORME, tailleur; GARNOT, bijoutier; VÉRY, menuisier; LEHÉRICHER, teneur de livres; GAILLARD, fondeur; CHAVENT, typographe; BELIN, tailleur; VARIN, ouvrier en produits chimiques, membres du comité de rédaction.

AVIS.

Le tirage du premier numéro étant épuisé, nous prions ceux de nos fondateurs qui auraient encore quelques exemplaires de les porter au bureau, où ils leur seront achetés au prix de 25 cent. chaque.

REVUE DU MOIS.

Bien des événements se sont passés, depuis le 25 octobre dernier. Le ministère Thiers a été trouvé trop guerrier, et, à la suite d'un interrègne qui a duré huit jours, nous avons vu apparaître un monstrueux assemblage de noms impopulaires, qu'on a salué immédiatement du nom de *ministère de l'étranger*. Et ce qu'il a déjà fait a bien justifié son titre. Le ministre de la guerre, maréchal Sault, a ouvert la lutte par une proclamation à l'armée, dans laquelle il semble lui donner à entendre qu'elle va être appelée d'un moment à l'autre à courir aux armes... contre qui? Contre la révolution. Le dos à l'ennemi, la baïonnette vers le peuple, voilà le rôle que notre pouvoir veut réserver à cette dévouée partie de la nation, composée exclusivement de prolétaires, et forcée, par l'obéissance passive, à servir d'appui à des mesures d'oppression. Le second acte du ministère est un appel fait par le garde des sceaux, Martin (du Nord), aux procureurs généraux, auxquels il recommande la surveillance la plus vigilante sur la presse opposante. Cette circulaire a eu plus de succès que l'ordre du jour à l'armée, car elle a provoqué immédiatement la saisie du *National*, des deux numéros de la *Revue démocratique* et de l'*Évangile du peuple*. Ajoutez à cela la saisie antérieure de la brochure de M. Lamennais, le *Pays et le gouvernement*; de celles de M. Thoré, la *Vérité sur le parti démocratique*, et de M. Louis Blanc, l'*Organisation du travail*, ainsi que les poursuites ordonnées contre le *Censeur de Lyon*, et quelques autres journaux des départements, et vous aurez une juste idée du respect de ces messieurs pour la liberté de la presse. Rien de digne au dehors, toutes les lâchetés au dedans, voilà la politique suivie par le nouveau ministère; cela n'a rien qui doive étonner pour qui connaît ses antécédents.

Le mois de novembre s'annonçait sous de fâcheux auspices. L'agitation était grande à l'intérieur; chez les ouvriers surtout, le calme patient et une prudente persévérance avaient fait place à une indignation qui prenait sa source dans de bons sentiments, mais dont l'explosion eût fait le plus grand plaisir à nos gouvernants, qui attendaient ce moment pour en finir avec la démocratie, « bien décidés, cette fois, à se passer, après l'affaire, du concours de la chambre des pairs. » Grâce aux avertissements et aux exhortations de la presse, les plus exaltés ont vu le piège, et n'y sont pas tombés. Nous devons nous en féliciter; quand un parti se discipline et obéit à la

raison, il est tout près d'obtenir presque sans efforts ce qu'il lui aurait fallu conquérir après bien des années de violences infructueuses. Désormais, nous l'espérons, les patriotes resteront dans les voies légales; ils attendront que l'attaque vienne d'ailleurs, ce qui pourra bien arriver plutôt qu'on ne le pense. La discussion calme et sévère, la propagande impartiale, dans les limites de la vérité surtout, des appels au dévouement au lieu d'excitations aux passions haineuses, voilà ce qu'il faut désormais pour faire triompher la cause du plus grand nombre. C'est ainsi que nous entendons notre mission révolutionnaire.

L'ouverture des Chambres a eu lieu le 5 novembre. Elles avaient été convoquées extraordinairement à cause de l'imminence de la guerre; on les a invitées à prêter leur concours au maintien de la paix. Et, (nous n'en avons pas douté un seul instant) elles ont accepté ce rôle humiliant.

Tant mieux; elles ont prouvé aux plus aveugles la nécessité d'une réforme radicale. Beaucoup de conversions politiques se sont opérées depuis l'ouverture de la session, et la plupart dans l'aristocratie bourgeoise, chez laquelle l'honneur français finira par l'emporter sur l'amour de l'or.

Le discours de la couronne a cependant habilement qualifié d'*anarchistes* les manifestations légales des réformistes; il a annoncé l'intention de les réprimer vigoureusement. Et, en effet, un banquet réformiste a été interdit à Belleville, et les officiers, porteurs de la protestation contre l'ordre du jour du maréchal Gérard, ont été suspendus indéfiniment de leurs fonctions.

Tout ceci ressemble singulièrement à 1829.

Quant à la question extérieure, il n'en est plus parlé. Nous avons en Orient une flotte d'observation; elle est rentrée au port. La ruine de l'Égypte se consomme; bientôt on simulera quelques regrets, on fera obtenir quelques dédommements à Méhémet-Ali: il est même probable que nous lui offrirons un appartement au Palais-Bourbon, et la question d'Orient sera vidée.

Mais la coalition se dissoudra-t-elle? Non, enhardie par un premier succès, elle deviendra plus exigeante; nos possessions d'Afrique inquiètent l'Angleterre: nous trouverons dans le sang qu'elles nous coûtent un prétexte pour les abandonner.

Mais l'esprit révolutionnaire, pensez-vous aussi l'offrir en holocauste à vos amis nos ennemis, messieurs nos ministres. Persécutez, emprisonnez, tuez même, vous ne nous vaincrez jamais. Nous marchons à la conquête d'une idée, d'un principe; vous ne vous appuyez que sur les hommes. Les dynasties passent; la souveraineté du peuple reste. Le despotisme ne peut plus être que passager. Proscrivez la presse; soyez vainqueurs de la résistance qu'occasionnerait cette mesure, et vous n'auriez réussi que pour un temps très court. La propagande des idées se ferait jour, quand même il n'y aurait plus de presse. La lutte serait concentrée, violente et secrète, voilà tout ce que vous y auriez gagné.

Faites de la violence, nous ne la craignons pas. Nous avons fait chacun notre sacrifice individuel ; d'autres nous suivent et nous remplaceront ; vous le savez, les persécutions font des prosélytes, même pour une mauvaise cause ; mais vous devrez persécuter, car il vous est impossible de nous réduire au néant par la discussion ; vous n'avez pas osé l'entreprendre, et vous nous rendez secrètement cette justice qu'on pourra nous comprimer temporairement par la force, mais nous réduire, jamais !

Ainsi donc, voilà votre odieuse mission dévoilée dès vos premiers pas ; nous savons qui vous êtes et ce que vous voulez.

Le système de répression a continué ce mois par la condamnation de douze ouvriers mécaniciens et serruriers, à quelques années de prison. C'est la loi ! Une députation d'ouvriers s'est rendue chez M. Lamennais, pour le remercier de s'être intéressé à nos douleurs. Il leur a recommandé le calme et la modération, lui qu'on accuse de les avoir excités. Disciple d'une religion de paix dont il a été l'un des plus dignes interprètes, il n'a pu leur prêcher que des doctrines approuvées par la morale et la charité. S'il leur a peint la cause de leur misère, ce n'était point pour les mener à une barbare jacquerie, mais pour leur faire comprendre que la résignation était souvent une lâcheté, en ce sens que l'homme a bien le droit de souffrir s'il le veut, mais que, lorsque la cause qui le fait souffrir pèse aussi sur les autres, il est coupable envers ses frères de l'indifférence dans laquelle il se confie. Il leur a aussi détaillé par quels moyens nous pouvions espérer d'arriver à un sort plus digne de nos efforts ; nous avons à le remercier d'avoir signalé notre publication comme un des meilleurs, et d'avoir engagé les ouvriers de la députation à concourir à nos travaux. Une telle approbation de nos tentatives est la meilleure récompense que nous eussions pu ambitionner.

Ce n'était point assez de la honte que nous avons à subir ; aux perturbations morales sont venues se joindre d'épouvantables catastrophes. Des inondations comme on n'en avait pas vues depuis près de cent ans, sont venues assaillir nos départements méridionaux. La malheureuse ville de Lyon a vu le Rhône achever de démolir ce que les boulets du général Aymar avaient respecté. Les pertes sont incalculables : des milliers de familles sont sans asile et sans pain (ceci est à la lettre) ; partout la charité des concitoyens est stimulée, et des souscriptions s'ouvrent sur tous les points de la France.

Si un gouvernement était ce qu'il doit être, nous éviterions ce mode de secours, presque humiliant pour celui qui le reçoit et accablant pour celui qui le donne. Comment concevoir, en effet, qu'on ouvre des souscriptions particulières, sans ordre, sans contrôle, lorsque nous avons à la tête du pays une administration dont le devoir doit être de parer à toutes les infortunes. Qui empêchait le Gouvernement d'ouvrir un crédit assez large pour faire face à la situation, au lieu de laisser à la bienfaisance de chacun le soin de réunir une somme toujours insuffisante, et qui, en résumé, pèsera sur une minorité ! Comment voulez-vous que les Français se considèrent comme solidaires des infortunes d'autres Français, avec la doctrine que vous prêchez, du *Chacun pour soi* ! Et il y avait un moyen de leur refaire l'éducation sur ce point, mais vous vous êtes bien gardé d'en essayer : c'était de faire contribuer chacun dans la proportion de sa fortune, par le moyen de l'impôt, au soulagement de ses frères malheureux.

Vous aviez encore une autre raison : votre budget, grâce à vos allures guerrières, va être énorme cette année : les fortifications de Paris, auxquelles vous tenez tant, excellents géoliers de l'honneur français, en feront singulièrement augmenter le chiffre. Eh ! bien, vous avez eu peur que votre si complaisante Chambre ne vienne à vous demander, si vous aviez réclamé un surcroît d'impôt pour secourir les inondés, pourquoi vous n'y consacriez pas les fonds destinés au futur bombardement de la capitale, puisque votre intention avouée est de maintenir la paix.

Soyez bien tranquilles, elle est trop sage et trop obéissante pour cela. Après tout, ce n'est pas précisément de son argent qu'elle dispose, c'est de celui du pays, et le pays est riche !

En définitive, nous devons à nos amis quelques conseils sur la conduite qu'il doivent tenir. Nous marchons à grands pas vers le despotisme, il ne faut ni se le dissimuler, ni s'en ef-

frayer. Si c'est un coup d'état qui nous y conduit, nous savons comment on y répond. Si, restant dans la légalité des lois de septembre, on nous poursuit, on nous traque, persévérons dans notre lutte légale ; ne donnons aucune prise aux brutalités des agents subalternes : abstenons-nous de tout ce qui pourrait ressembler à du désordre, mais travaillons partout avec activité à propager nos principes et nos idées.

Il est important de nous entendre sur le genre de propagande que nous devons faire. La plus influente, sans contredit, c'est celle des ateliers. Un ouvrier vraiment patriote peut réformer, dans un atelier, tout ce qu'il peut y avoir de vicieux dans son personnel. Nous parlons ici d'après de nombreux exemples. Il faut toujours que celui qui veut convertir et corriger les autres, prêche encore plus d'exemple que de parole. Il faut qu'aucun de ses actes ne puisse être en contradiction avec ses paroles, qui acquerront alors un poids immense. Il faut que les persécutions du pouvoir, s'il persiste dans son système, ne tombent que sur des hommes qu'un parti puisse avouer et réclamer hautement. On ne peut faire une bonne propagande qu'à ces conditions-là.

Une chose qu'on oublie trop souvent, c'est de ne faire appel, chez les masses, qu'aux sentiments d'honneur, de dévouement, de fraternité, aux sentiments du cœur enfin. Trop souvent on intéresse la vanité, l'ambition ; on se préoccupe trop de faire des prosélytes par des moyens détournés. Il faut prêcher le mépris des richesses plutôt que de débâter contre la propriété, et plutôt préconiser l'indulgence et la tolérance que de chercher à exciter l'envie, la haine et la vengeance. Est-ce que le Christ à l'agonie ne pardonnait pas à ses ignorans bourreaux ?

Il est encore un excès dans lequel on doit éviter de tomber. C'est de courtiser le peuple, car, malgré son défaut d'éducation, la masse voit, dans son bon sens, de futurs exploiters dans ceux qui la flattent ; et d'un autre côté, aux yeux des hommes en dehors de nos débats, nos accusations contre nos exploiters n'ont que plus de poids quand on voit que nous blâmons tout ce qui est mal, soit en eux, soit en nous.

Différentes théories sociales divisent aussi les partisans du progrès. Faisons comprendre aux dissidens que la première condition d'avenir d'une théorie sociale, quelle qu'elle soit, c'est d'avoir une représentation nationale qui puisse et veuille s'en occuper. Que la réforme rallie donc tous ceux qui, sous quelque dénomination que ce soit, veulent avec nous l'amélioration progressive du sort du plus grand nombre ; qu'ils comprennent qu'avant de discuter les moyens d'y arriver, il faut d'abord se créer une chaire où tous les avis puissent se faire entendre, qu'en dehors de cela il ne peut exister que des idées de dictature et d'oppression.

Ainsi donc résistance à l'oppression intérieure par les voies légales.

Et bientôt, il faut l'espérer, nous nous réhabiliterons aux yeux des peuples européens !

Il y a quelques mois, quand nous jetions ensemble les bases de *l'Atelier*, une seule crainte nous arrêtait : il se passera peut-être long-temps, disions-nous alors, avant que l'on ait senti l'importance et la nécessité de l'œuvre que nous entreprenons : un grand nombre parmi les ouvriers se refuse à tout ce qui peut ressembler à *de la politique* ; triste résultat des enseignements du 7 août ; et parmi les écrivains démocrates, parmi les bons citoyens, presque toutes les forces sont employées à résister constamment et prudemment à la haine des contre-révolutionnaires, à la lutte politique. Nos craintes à cet égard ont bientôt été dissipées. La folle conduite du pouvoir lors des contestations de septembre, ses provocations contre les ouvriers faisant grève, tout cet appareil de forces déployé contre des hommes paisibles, les attaques brutales des policiers, et le système de terreur de la police correctionnelle ont ouvert les yeux à tous les gens sensés. Il est rare qu'on entende dire aujourd'hui à un ouvrier : A quoi sert de se mêler de politique ? A celui qui ferait une telle question ses amis répondraient : cela sert à empêcher que pour l'avenir on ne nous assomme quand nous demanderons du travail et du pain. Ces motifs ont fait bien vite comprendre notre but, et aujourd'hui *l'Atelier* compte, parmi ses lecteurs et ses fon-

dateurs, des ouvriers de toutes les professions.

Ce que nous avons obtenu si facilement des prolétaires nous a été offert simultanément par bien des écrivains politiques qui cependant diffèrent entre eux d'opinion et de principes. Toutefois l'appui le plus entier et le plus bienveillant nous a été donné par les démocrates.

Notre prospectus circulait depuis deux jours, et le 6 septembre il était en entier reproduit par le *Peuple*, longuement cité par le *National*, qui nous accordait dès lors toutes ses sympathies; plusieurs journaux des départemens, entre autres le *Précurseur de l'Ouest*, nous donnaient leur adhésion.

La publication de notre premier numéro fut suivie d'un article que nous consacra le *Commerce*, il appuyait largement nos efforts. « Des questions du genre de celles que doit traiter » *l'Atelier*, disait-il, sont trop graves pour être débattues dans » l'ombre, quelle que soit l'opinion de ses rédacteurs, nous » leur promettons toute notre attention, soit que nous devions » combattre leurs doctrines, soit que nous vœuillions les dé- » fendre. »

Non, nous ne voulons point propager dans l'ombre nos principes, car ils sont de ceux que par droit et par devoir il faut prêcher ouvertement; dans nos articles il pourra bien, sans doute, nous arriver quelques méprises, mais elles seront faites de bonne foi et la rectification en sera toujours loyale.

Quelques jours après, le *National* nous consacrait plusieurs colonnes d'une rare bienveillance. Notre meilleur remerciement sera d'en citer quelques extraits. Après avoir signalé toute l'incapacité des publicistes et des économistes quand il s'agit du sort des ouvriers, il ajoute : « Les fondateurs de » *l'Atelier* ont compris que, dans ces débats, les travailleurs » devaient enfin intervenir. Eux seuls, en effet, peuvent por- » ter la lumière dans ce dédale qui paraît inextricable, et pré- » parer les voies aux réformes qui s'appellent. » Certes, tout ce que l'ouvrier souffre nous le souffrons chaque jour, tout ce qu'il désire nous le voulons, tout ce qu'il fera un jour nous le préparons. Oui, nous connaissons par une dure expérience les changemens que la société doit nécessairement apporter dans notre condition; ce que nous cherchons maintenant, c'est le moyen de mettre en application ces transformations que tout le monde prescrit; et chaque année, quel que soit à cet égard l'incurie et le mauvais vouloir de nos législateurs, notre voix grandira pour crier RÉFORME, RÉFORME. Plus loin le *National* ajoute : « L'action de *l'Atelier* sera grande, on le » comprend, sur la marche politique du pays, parce qu'il » parle au nom d'une classe nombreuse, parce qu'il cherche » à l'instruire aussi bien de ses devoirs que de ses droits, et » qu'il discute avec elle les élémens de son émancipation. » Plus tard le même journal disait encore : « Nous avons sous » les yeux le second numéro de *l'Atelier*, qui répond parfai- » tement à toutes les espérances que nous avait fait concevoir » la création de cette feuille adressée aux ouvriers, dirigée et » rédigée par des ouvriers. »

A ces encouragemens donnés par deux des journaux les plus puissans de Paris, il faut joindre ceux des journaux de départemens. Le *Courrier de la Côte-d'Or* reconnaît que « la » modération de notre langage n'exclut ni la fermeté que » donne la conscience du droit, ni les enseignemens sévères » qui en sont la conséquence. Nous n'hésitons pas, ajoute-t-il, » à promettre tout notre concours à *l'Atelier*. »

L'Echo des ouvriers, journal de Lyon, après avoir exposé notre position et notre but, nous adresse ces mots : « Courage » donc, nos frères de Paris! Notre drapeau est le même que » le vôtre, notre but n'est pas différent, et quoique l'espace » nous sépare, nos sympathies nous lient mutuellement; nous » sommes glorieux de la tâche que nous nous sommes impo- » sée, espérons que vos efforts et les nôtres atteindront le no- » ble but objet de nos travaux, et qui peut ainsi se résumer : » *Organisation et respect au travail*. »

Si nous avons reproduit ces encouragemens, ce n'est pas pour tirer vanité de ce qu'ils contiennent de bienveillant pour nous, car ils s'adressent à tous les ouvriers qui concourent à notre journal; mais, par le temps présent, où l'amour de l'argent est le seul mobile; nous devons toute notre reconnaissance aux journaux qui nous ont si obligeamment fait connaître, ainsi qu'à ceux qui n'ont pas regretté de nous annoncer gratuitement. D'autres encore nous ont témoigné leurs sympathies en échangeant avec nous : *le Capitole*, *le Courrier*

de la Côte-d'Or, *le Pays*, *le National de l'Ouest*, *le Journal du Loiret*, *le Français de l'Ouest*, *l'Echo des Ouvriers*, *l'Ami des Ouvriers*; *la Revue de l'Est*, *l'Espoir des Ardennes*, *le Patriote de l'Ain*, *le Journal de la Réforme*, *la Ruche populaire*. D'autres annonces nous ont encore été faites par M. Degouve Denuncques, dans *l'Almanach populaire*, et par M. Cabet, dans ses *Lettres politiques* et dans l'annonce de son nouveau journal *le Populaire*.

Réponse à quelques objections.

Il nous a été fait quelques objections auxquelles nous allons répondre avec d'autant plus d'empressement qu'elles nous seront une occasion nouvelle de préciser nettement notre ligne de conduite.

Ces objections portent sur trois points principaux :

1^o Nous aurions dû, dit-on, nous borner à faire de la réforme industrielle purement et simplement, et laisser à la grande presse le soin des affaires politiques;

2^o On pense que nous avons cédé à un sentiment étroit et exclusif dans notre définition du mot *ouvrier*. Nous aurions dû, ajoute-t-on, nous placer à un point de vue plus élevé, et considérer les hommes de lettres, les chefs d'industrie, les capitalistes, etc., comme étant aussi des ouvriers, et, à ce titre, les admettre à la fondation et à la rédaction du journal *l'Atelier*;

3^o Enfin, on nous demande pourquoi, dans notre projet de l'Association ouvrière, nous n'acceptons pas le capitaliste à titre d'associé, au lieu de le considérer seulement comme simple prêteur ?

I.

Quant à la première objection : Nous le demandons à notre tour, est-il possible de croire sérieusement que la réforme industrielle puisse être séparée de la réforme politique ? A-t-on oublié que l'association des ouvriers, telle que nous espérons la réaliser un jour, est à elle seule une transformation radicale de l'ordre social actuel ? Ne se souvient-on plus que la loi qui régit aujourd'hui l'industrie est contraire à l'institution projetée par nous, et que les hommes qui ont le privilège de refaire la loi ne sont pas disposés à la modifier en notre faveur ? Comment donc faire alors, si nous devons nous abstenir de mêler notre voix à la voix des réformistes politiques ? Baisserons-nous la tête et subirons-nous à tout jamais les conséquences d'un désordre immense ? Non ! Il faut que nous poursuivions notre œuvre de l'organisation du travail ; et s'il y a dans l'ordre politique un obstacle quelconque, nous devons chercher à le surmonter, non par la violence, mais par les voies légales.

Après tout, nous ne voulons faire la guerre ni aux personnes ni aux propriétés ; nous ne menaçons absolument aucune existence, ni aucun droit bien ou mal acquis : nous demandons seulement la jouissance de quelques droits aussi ; nous demandons qu'on nous permette d'exister, nous qui sommes de la société à un titre plus incontestable qu'à toute autre classe ; nous demandons un article de loi qui reconnaisse ce titre en nous accordant le droit d'élection. Nous réclamons un autre article de loi qui nous assure la suffisante vie, en garantissant notre médiocre salaire contre les chances de la concurrence. Nous demandons encore, et surtout, qu'il soit permis aux associations de posséder un capital social inaliénable, afin qu'il soit possible d'ouvrir des ateliers qui, s'agrandissant indéfiniment, puissent recevoir un aussi grand nombre d'ouvriers que la fortune sociale le permettra.

Voilà ce que nous voulons ! Et nous aurons, s'il le faut, autant de persévérance et d'énergie pour arriver à notre but, que les bourgeois, nos seigneurs d'aujourd'hui, ont eu d'énergie et de persévérance, lorsque, aidés de nos pères, ils ont fondé la grande institution des Communes, malgré la mauvaise volonté des seigneurs d'autrefois !

II.

Quant à la seconde objection : Nous déclarons une fois pour toutes qu'en termes généraux nous reconnaissons comme travailleurs tous les hommes qui, par un travail quelconque,

participent à l'œuvre sociale, et nous regardons comme indignes de cette qualité ceux-là seuls qui ne donnent pas à la société au moins ce qu'ils reçoivent d'elle.

Ceci bien entendu, nous descendons de ces vagues généralités et revenons à la langue commune.

Nous appelons du nom d'*ouvriers* cette classe de travailleurs qui sont obligés, pour vivre, de louer leurs bras à qui veut les employer. Notre définition ne donne point lieu à confusion. Personne ne sera tenté d'appeler de ce nom les savans, les banquiers, les chefs d'industrie, etc. Par ouvrier donc, on entend un homme soumis à un travail manuel.

La classe ouvrière est bien distincte sous tous les rapports des autres classes : distincte par son grand nombre et son extrême pauvreté, distincte surtout par la puissance d'action qu'elle recèle en son sein. C'est pourquoi elle est si fort redoutée; c'est pourquoi l'on voudrait la diviser, pour la réduire à n'être qu'un pur instrument de production. Aussi n'y a-t-il point d'éducation publique pour elle; aussi n'est-elle admise qu'aux fonctions où il ne faut point délibérer, mais obéir. A elle la fonction militaire, moins le commandement; à elle la fonction de la production, moins la direction, moins la propriété des produits; à elle enfin les devoirs, à d'autres les droits. La classe ouvrière est donc bien distincte; c'est d'elle que l'on dit, comme pour justifier les exclusions et les interdictions dont elle est l'objet (1), qu'elle est une classe inférieure, qu'elle n'a ni *capacité*, ni *moralité*?

Eh! bien, c'est de cette classe que nous entendons parler, c'est pour elle seule que nous avons fondé ce journal. Nous avons voulu, nous qui sommes de ses rangs et voulons y demeurer, élever une tribune d'où elle pût enfin faire entendre sa propre voix, et en appeler à l'opinion publique du jugement qui la condamne à une infériorité sociale contraire à la justice.... — Nous avons voulu élever la voix aussi pour rappeler à l'ordre, au devoir, à l'union, ceux d'entre nous qui n'auraient point eu la force de résister aux enseignemens corrupteurs dont on nous poursuit avec la plus abominable persévérance. — C'est pourquoi nous avons décidé que notre feuille ne serait écrite que par des ouvriers proprement dits. Elle perdrait le caractère et l'autorité que nous avons voulu lui donner du jour où l'on pourrait dire qu'elle est rédigée par des personnes qui ne sont pas de notre condition.

III

La troisième objection est très grave, et soulève une grande question d'économie sociale, dont nous ne pouvons donner en quelques lignes la solution complète. Il s'agit en effet de dire quelles seraient les attributions du banquier sous le régime des associations ouvrières. C'est une question que nous essaierons de traiter dans un article spécial.

En attendant, nous allons répondre brièvement à l'objection qui nous est posée en ces termes : *Pourquoi, dans l'association, n'admettez-vous pas le capitaliste à titre d'associé?* Et nous demandons à notre tour pour quelles raisons nous l'admettrions? Est-ce parce qu'il avance des capitaux? Mais quand un banquier prête de l'argent à un fabricant, entretient-il nécessairement en société avec lui? Non. Il prête à intérêts plus ou moins élevés, selon la garantie qu'on lui donne. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi de l'Association ou-

(1) Qu'il nous suffise de citer une seule interdiction pour montrer combien on redoute la classe ouvrière : nous voulons parler du droit de coalition qu'on lui refuse. Nous ferons remarquer que la coalition actuelle des rois qui menacent la France, n'a point tant ému nos hommes d'Etat que celle de ces quelques milliers d'ouvriers qui demandaient à travailler une heure de moins par jour. Nous ferons remarquer aussi, en passant, que les autres classes, qui ont sollicité des châtimens sévères contre les ouvriers, nous donnent elles-mêmes l'exemple : les Députés ont formé une coalition pour résister aux envahissemens de ce qu'ils appellent le gouvernement personnel. Les gens de lettres sont coalisés pour défendre la propriété littéraire et en augmenter la valeur. Les banquiers, les chefs d'industrie, etc., se coalisent impunément. Mais que les ouvriers profitent de l'exemple qui leur est donné par les députés, les gens de lettres, les industriels, etc., ce sont des anarchistes, des vandales! Ce n'est pas trop de les punir de trois et même cinq ans de prison et dix ans de surveillance!....

Ah! grands hommes d'Etat! Vous avez voulu être au faite d'un édifice dont nous formons la base, et vous nous traitez ainsi?..... Votre imprévoyance est grande!

vière? Pourquoi n'emprunterait-elle pas simplement aux conditions ordinaires, plutôt que de partager avec un banquier-actionnaire? Rien n'est plus simple en effet : elle prélèvera sur ses bénéfices annuels un cinquième qui sera consacré à rembourser les fonds empruntés et ensuite à agrandir ses opérations. Une fois le remboursement effectué, elle ne devra rien à personne, que le partage des bénéfices à tous ses membres, moins toutefois ce cinquième dont chacun a fait abandon en faveur de la Société elle-même. Elle marchera avec ses propres forces, et ne nourrira point d'oisifs.

Il en serait tout autrement, si l'on admettait le capitaliste à titre d'associé. Ce ne serait pas lui-même qui produirait, mais son argent, qui serait considéré comme une personne. Pour qu'on nous comprenne bien, nous allons donner un exemple :

Supposons que dix ouvriers s'associent pour travailler en commun, et reçoivent d'un banquier, à titre d'actions, une somme de 10,000 fr.; supposons, d'autre part, qu'en se donnant à chacun 3 fr. par jour, le total du gain journalier de chaque ouvrier s'élève à la somme ronde de 1,000 fr. à la fin de l'année; cela fera pour les dix travailleurs une somme égale à celle du capitaliste, c'est-à-dire 10,000 fr. Or, s'il y a 5,000 fr. de bénéfices, le banquier en prendra la moitié et les ouvriers l'autre moitié, ce qui fera pour chacun des associés 250 fr. Car ici, on ne compte pas par tête, mais bien par écus. Ainsi, le gain des ouvriers et l'action du banquier s'élevant ensemble à 20,000 fr. et cette somme ayant produit, par la main-d'œuvre de dix hommes, un bénéfice de 5,000 fr., cela fait juste 25 0/0. Et comme on veut bien considérer que le travail de l'ouvrier peut valoir une action en argent, il a droit à 25 fr. par 100 fr. qu'il a gagné dans son année.

Selon nous, l'argent n'est qu'un instrument de travail, et l'homme est l'être intelligent qui produit et transforme toutes choses à l'aide des instrumens en sa possession. D'après l'exemple que nous venons de donner en dernier lieu, il n'en est point ainsi : au contraire, l'ouvrier n'est lui-même qu'un *pur instrument*, n'ayant pas plus de valeur qu'une somme égale à celle de son salaire d'une année! Quoi! le travailleur userait sa vie, ses forces et son intelligence, trésors qui ne se renouvellent pas, pour donner à des rentiers le moyen de vivre paisiblement d'un capital qu'ils pourront dépenser trois fois dans leur vie, et laisser encore intact à leurs héritiers!

Non, non, messieurs! Nous avons quelque sentiment de notre dignité, et nous ne faisons point tant d'efforts pour continuer d'être des instrumens assimilés à la matière brute. Vous comptez sans nous; prenez garde de vous exposer à des mécomptes. Les temps actuels sont encore bons pour vous; profitez-en pour faire des associations par actions. Il y a encore des mines à ouvrir, des chemins de fer à entreprendre, des canaux à creuser; de long-temps l'association ouvrière n'aura assez de puissance pour faire ces grands travaux; c'est donc à vous qu'ils reviennent. N'y a-t-il plus de ces honnêtes industriels aux appétits de prince et à la bourse vide pour entreprendre quelque bonne affaire? Eh! bien, faites avec ces gens-là des sociétés par actions pour l'exploitation de quoi que ce soit, car c'est bien moins l'intérêt public qui détermine vos entreprises que l'intérêt particulier des agioteurs. Demandez des millions aux détenteurs de capitaux; puis, lorsque vous aurez réuni une somme convenable, vous mettrez les *ouvriers-instrumens* à l'œuvre. Et vous aurez soin de bien calculer, de façon que les capitaux que vous aurez en main puissent produire, par le travail des manœuvres, un bénéfice assez grand pour fournir de gros appointemens aux directeurs en chef, lesquels ne dirigent rien; puis aux directeurs subalternes; puis enfin un intérêt raisonnable aux écus associés. Si vous aviez mal calculé, si vous n'aviez pas assez pour fournir de gros traitemens aux directeurs et les dividendes aux écus, vous pourriez alors diminuer le salaire des manœuvres, ou augmenter le temps du travail. Profitez donc, messieurs, des beaux jours qui vous restent.

Si maintenant le banquier nous demandait comment il pourrait fournir une rente convenable aux personnes qui placent leur argent chez lui, si nous l'excluons des entreprises et ne lui payons que l'intérêt légal, nous lui répondrions que, s'il veut avoir un gain honnête pour son entremise et les chances qu'il court, il n'a qu'à baisser lui-même l'intérêt de l'argent qui lui est confié, — et nous serons bien près alors de

la solution du problème de la *réduction de la rente* ; nous n'aurons ainsi attenté en rien au droit sacré de la propriété, quoiqu'un des pouvoirs de l'Etat nous en ait donné l'exemple ; seulement, nous aurons fait en sorte qu'on n'acquière plus le droit de vivre sans travailler.

En résumé, nous croyons avoir répondu aux objections qui nous ont été adressées, et nous continuerons la ligne que nous avons suivie jusqu'à présent. Nous ne resterons pas étrangers aux grandes questions sociales que l'on agite de toutes parts aujourd'hui. Nous avons, comme membres actifs de la nation, une existence politique. Il ne se fait rien dans la société qui ne doive nous toucher ; nous savons d'ailleurs que nous lui devons tout et que nous ne serions rien sans elle. C'est pourquoi nous ne saurions nous dispenser de parler de ce tout ce qui l'intéresse, sans renoncer à la fois à nous-mêmes, au salut de la France et à l'amélioration des classes ouvrières.

D'un autre côté, nous n'excluons pas absolument de la rédaction les personnes qui n'appartiennent point à notre condition ; nous les admettrons dans la correspondance, si elles veulent bien éclaircir quelque question que nous aurions mal comprise. Toutefois, nous indiquerons un moyen de nous servir que nous recommandons particulièrement : si les hommes de lettres, les chefs d'industrie, les capitalistes, etc., éprouvent pour les misères des travailleurs autre chose qu'une stérile sympathie, qu'ils se mettent à l'œuvre, l'occasion est belle : que les écrivains de la grande presse entretiennent le public de nos efforts ; — que les chefs d'industrie associent des ouvriers à leurs entreprises ; — que les capitalistes fournissent aux travailleurs les moyens de commencer l'association restreinte, quant à présent, aux limites légales, — et tous mériteront de la part de la classe ouvrière une reconnaissance qui n'a jamais fait défaut à ceux qui lui ont donné des preuves d'un dévouement véritable.

Nous donnons à nos lecteurs l'extrait suivant d'une remarquable brochure adressée aux ouvriers, par M. Ch. Noiret, ouvrier de Rouen. (1)

« Travaillez, nous dit-on, restez dans vos ateliers, la politique ne vous regarde pas, vous n'avez pas le temps de vous en occuper ; laissez à ceux qui ont des loisirs le soin de faire les affaires ; d'ailleurs, vous n'y connaissez rien ; la discussion, la confection des lois sont bien au dessus de votre intelligence bornée ; et puis vous ne sauriez pas faire les choix convenables pour les élections ; il faudrait vous réunir en trop grand nombre, et il y aurait de la confusion, du trouble.

« Puissans du jour ! vous qui nous tenez ce langage dicté par votre intérêt, nous travaillons seize heures par jour et six jours et demi sur sept, et nous mourons de faim ; nous sommes dans le plus affreux dénûment, notre misère s'accroît sans cesse, notre position n'est plus tenable. Nous voulons chercher le remède à nos maux. Nous savons qu'en restant perpétuellement dans les ateliers où vous nous tenez emprisonnés, vous êtes plus à l'aise pour faire tout ce qui ne profite qu'à vous ; mais nous voulons aussi respirer le grand air, voir le grand jour, ouvrir les yeux à la lumière. La politique ne vous regarde pas, dites-vous ? Quoi ! ces lois, ces conditions, ces charges plus ou moins lourdes, plus ou moins onéreuses que vous nous imposez, ne nous regardent pas ! Quoi ! ce qui dispose arbitrairement de nos intérêts les plus chers, de notre sûreté, de notre liberté, de notre personne, de notre vie, ne nous regarde pas !... Autant vaudrait nous dire que la vie ne nous regarde pas ! Si nous avons le droit de vivre, et celui-là vous nous le laisserez, car nous sommes la source inépuisable de vos richesses, de vos jouissances, nous avons aussi celui de pourvoir à notre existence ; ce droit nous autorise à savoir comment se font nos affaires, et si nous en avons le droit, c'est un devoir pour nous.

« Il est vrai que, dans notre position actuelle, une heure d'enlèvement à notre travail ajoute à nos privations, déjà si grandes et si nombreuses. Mais c'est justement parce que nous n'avons pas le temps de nous occuper des affaires, que nous voulons nous en occuper : quand nous le ferons, elles iront mieux, en raison qu'elles serviront nos besoins et nos intérêts ; la misère ne nous accablera plus, et nous aurons du temps de reste.

« Les gens de loisir se chargent de la chose publique, mais ce n'est pas avec désintéressement, puisqu'ils se font payer largement à nos dépens : c'est là un double malheur, attendu que tout leur temps est employé à dépenser notre argent, et il ne leur en reste pas pour faire quelque chose qui nous profite. Ceux qui ne sont

pas payés ont au moins part aux privilèges dont nous faisons les frais. Si un homme s'installait chez vous, en vous disant : « *Ne vous occupez pas de vos intérêts, je m'en charge* » ; qu'en effet il se mit en peine de toucher vos revenus et de faire la dépense de votre maison, et qu'il vécût grassement sans rien faire, ou à peu près, pendant que vous n'auriez qu'une nourriture mauvaise et insuffisante en travaillant beaucoup, vous diriez : « *Cet homme se gorge à nos dépens, et c'est injuste.* » Voilà pourtant comme vous nous faites !...

« Nous avouons franchement que nous ne comprenons rien aux affaires comme vous les entendez ; nous ne pourrions pas vous suivre dans les mille détours sinueux où votre esprit s'égare ; nous n'entendons rien non plus à votre législation bâtarde, à vos cinquante mille lois qui nous régissent. Mais nous avons l'instinct du vrai, du bon, nous sentons ce qui est bien pour tous. Quand l'instinct du peuple domine, les affaires sont conduites sans artifices, et n'ont rien de difficile ; on fait peu de lois, et elles sont simples, claires, précises ; tout le monde s'y entend, tout le monde les comprend, il n'y a que les fripons qui s'y perdent.

« Tout en méprisant vos injures gratuites, gages de votre reconnaissance pour tout le bien que vous nous devez, nous vous rappellerons que quand même notre intelligence serait aussi bornée que vous voulez nous le faire croire, ce serait votre ouvrage : ne mettez-vous pas tous vos soins à nous dérober les connaissances pour nous tenir toujours en tutelle ? S'il est commode et profitable de tenir les gens dans l'ignorance, pour ensuite les outrager et les dépouiller, ce n'est pas généreux !

« Quand une affaire privée nous force d'entrer dans l'enceinte appelée *sanctuaire*, où la justice, un œil fermé, fait pencher la balance en faveur de l'or, nous sommes contraints de nous adresser aux hommes d'affaires, aux huissiers, aux avoués, aux avocats, aux greffiers, enfin à une infinité de chicaniers, de paperassiers, de parleurs à tant de la ligne ou de la phrase, sans compter les expédients que la plupart emploient et n'oseraient avouer ; nous tâchons de découvrir ceux qui nous serviront le moins mal. Quand nous sommes obligés de nous faire représenter, nous ne donnons notre procuration qu'à celui que nous croyons le plus loyal et le plus capable. Le choix d'un défenseur, d'un représentant, est aussi difficile que celui d'un député, d'un préfet, etc. Il n'est pas que nous nous entendions aussi bien que tant d'électeurs, vraies machines à scrutin, qu'on colporte dans des voitures aux frais de l'administration, pour les croisades électorales, ou qui demandent à leur curé comment il faudra voter.

« Lorsque les assemblées populaires sont livrées à elles-mêmes, quelque nombreuses qu'elles soient, les troubles n'y sont pas à craindre, chacun ayant l'instinct de l'ordre. Ce qui les agite, ce sont les intrigues de ceux qui veulent les exploiter en sens divers, et les rigueurs maladroites ou calculées de la police et de la force armée, qui irritent, qui exaspèrent les esprits et provoquent la violence. Les Anglais se réunissent à cinquante mille, cent mille et il n'y a pas de troubles ; à Rome, autrefois, il s'est tenu des assemblées de quatre cent mille citoyens, votant à haute voix, et il n'y avait pas de troubles. »

Voilà, mes chers compagnons d'infortune, ce que nous pouvons répondre raisonnablement.

ENQUÊTE.

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro, la division de ce travail en deux parties : la première, destinée à l'exposé des griefs communs à tous les ouvriers ; la seconde, consacrée à l'examen des particularités de chaque profession. Nous aborderons ensemble les deux parties, mais nous ne le pouvons faire aujourd'hui, à cause du développement qu'exige le sujet qui va nous occuper.

Le livret, qui consacre pour ainsi dire à notre égard l'inégalité des conditions, devait nécessairement obtenir la première place dans cette partie de notre travail. Dans les numéros suivants, nous examinerons les *Prud'hommes*, le *Compagnonnage*, l'*Education des ouvriers*, le *Travail des Enfants dans les manufactures*, la *Concurrence*, etc., etc.

DU LIVRET.

Les droits et les devoirs légaux des individus doivent être coordonnés pour assurer le maintien de l'ordre social ; chaque devoir doit créer un droit, chaque droit doit être le fruit d'un devoir. Quand il en est autrement, il y a bientôt oppression et conséquemment désordre. La loi doit s'appliquer à régler cet accord ; faute par elle de le faire, elle devient responsable des infractions qui lui sont faites et qu'elle a provoquées ; elle signale alors la nécessité de modifications ou de réformes.

Substituer à ces modifications ou à ces réformes nécessaires l'emploi de la force, pour l'exécution des imperfections légales, c'est remplir les lacunes de la loi par la force ; c'est faire de la force une

(1) Se vend au bureau du *Journal du Peuple*. — Prix : 50 cent.

loi : dès lors le droit est nul, le devoir devient servitude et la société est compromise. Il doit appartenir à chacun d'étudier pour sa pratique les devoirs que la loi lui prescrit et les droits bien déterminés qu'elle lui concède ; mais si l'examen de ces deux premières conditions sociales révèle qu'il n'y a pas d'équilibre entre elles, le dissimuler c'est être complice des perturbations qui en sont les conséquences inévitables.

C'est sous l'influence de ces considérations générales que nous avons dû nous placer pour examiner à fond la pratique du livret, imposée aux ouvriers par une loi qui nous a paru très imparfaitement étudiée jusqu'à ce jour, et qui vient de créer, de la part des ouvriers tailleurs (1) une résistance dont la prolongation n'a peut-être pas d'exemple, et dont nous nous proposons d'examiner les motifs généraux et particuliers.

Quoique l'ordre de choses que le livret tend à établir soit en majeure partie tombé en désuétude par la non-pratique, nous ne l'examinerons pas moins sous toutes ses faces pour démontrer sa partialité et son intelligence des rapports industriels et sociaux des ouvriers avec les maîtres.

Le livret a pour but apparent : 1° de garantir l'exécution des engagements de travail pris entre ouvriers et patrons ; 2° de garantir le paiement des dettes contractées par l'ouvrier ; 3° enfin de constater l'identité de l'ouvrier.

Nous allons premièrement examiner comment le livret ne garantit aucunement les engagements de travail.

Ces engagements sont de trois espèces : ils sont faits, soit pour un temps convenu, soit pour un travail déterminé, soit pour un salaire fixé de gré à gré.

Pour un temps convenu. — L'engagement peut être provoqué également par le maître et par l'ouvrier : par le maître, quand il y a chômage, parce qu'alors il trouve des ouvriers qu'il embauche à bas prix pour le temps où ils deviendront rares, ce qui ne tarde pas à arriver. Le maître agit en vue de l'avenir, et fait alors un bon marché ; l'ouvrier, pressé par la faim, accepte des conditions onéreuses.

D'autres fois, mais plus rarement, c'est l'ouvrier qui agit en prévision de l'avenir, en profitant d'un moment où la besogne abonde et où les bras sont rares pour imposer au maître des conditions désavantageuses ; le maître, pressé par le besoin d'ouvriers, accepte alors un marché qu'il considère comme onéreux.

On pourrait croire qu'il y a ici balance et compensation, on se tromperait fort.

Dans les cas que nous venons d'énumérer, les engagements onéreux pris par l'ouvrier ne proviennent pas de son inexpérience industrielle, mais plutôt de la pénurie dans laquelle il était placé lors du contrat, pénurie que ce contrat perpétue en restreignant ses moyens de subsistance. Aucun dédommagement n'est possible pour lui, puisqu'il a livré par ce contrat sa personne et son temps, afin d'obéir à l'inexorable nécessité contre laquelle les institutions sociales ne le protègent pas assez.

Les engagements onéreux pris par le patron proviennent au contraire, soit d'un surcroît inconsideré d'entreprises, soit de l'inappréhension industrielle qu'il y a apportée, faits devant lesquels il était moralement libre et dont il doit par conséquent supporter uniquement les conséquences fâcheuses.

D'ailleurs, contrairement à l'ouvrier, il trouve toujours, dans la multiplicité de ses entreprises, un dédommagement plus que suffisant ; par ces motifs, ce n'était donc pas lui qui devait trouver dans la loi une protection spéciale.

Si l'ouvrier veut rompre son engagement onéreux, la loi autorise le patron à refuser l'inscription de son acquit dans le livret, et par ce refus cet ouvrier est signalé à la défiance des autres patrons et à l'interdiction de leurs ateliers ; il est ainsi obligé de rester à la merci d'un engagement que la faim lui a fait accepter, et qui, ne finissant le plus souvent qu'au temps où le travail sera devenu rare, l'obligera peut-être de nouveau à un engagement semblable qui aura les mêmes conséquences. Ainsi se perpétuera la misère du véritable producteur.

Si, au contraire, le patron veut rompre son engagement, il trouvera facilement le moyen de rendre la position de l'ouvrier insoutenable, il l'obligera ainsi à la rupture, puis l'en rendra responsable ; rien légalement ne signalera ce patron à la défiance des autres ouvriers, et s'il surgit un avis officieux pour les préserver des abus de ce patron, l'article 415 du Code pénal s'appesantira sur ce fait, illégitime de la part des ouvriers, et légal de la part des patrons.

Dans l'examen ci-dessus, nous voyons : pour l'ouvrier, contrainte non méritée d'engagements onéreux et absolus, sans dédommagement possible, et dont l'infraction rencontre le stigmate de la loi du livret ; pour le patron, engagements onéreux provoqués par son incapacité ou son imprévoyance, et cependant trouvant un ample dédommagement dans la position de l'ouvrier contractant, de qui l'engagement est toujours facile à éluder et ne rencontre aucune loi qui en puisse punir l'infraction.

Si les engagements ne sont onéreux ni pour les uns ni pour les au-

(1) Nous exposerons, dans la partie de notre enquête consacrée à cette profession, les inconvénients, particuliers pour elle, de la loi du livret.

tres, l'ouvrier n'aura pas à se séparer du patron, s'il le fait, ce sera pour des causes majeures que le livret ne doit pas avoir le privilège d'entraver, ou alors il n'y a plus pour les ouvriers de liberté individuelle. Et d'ailleurs le patron n'aura pas de peine à remplacer l'ouvrier dans un emploi avantageux ; dès lors, engagements et livrets deviennent mesures illusoires.

Pour un travail déterminé. — Lorsque l'engagement tend à l'exécution d'un travail déterminé, il peut avoir pour objet la quantité, la qualité et la terminaison de ce travail à une époque fixée.

Quand un patron s'est engagé à fournir à un ouvrier une certaine quantité de travail, il peut arriver, après la mise en main-d'œuvre, et lorsque ce travail sera en activité, que l'avis de le suspendre indéfiniment survienne, et que par suite l'ouvrier soit obligé de prendre son congé ; l'engagement qu'il avait pris et qui sera prématurément rompu, lui aura quelquefois fait manquer une autre entreprise, et rien ne l'indemnifiera du chômage auquel il pourra être réduit ; car, comme on ne peut pas forcer un propriétaire qui a loué une chambre à en faire jouir si la maison est brûlée, on ne peut pas obliger celui qui n'a pas assez d'ouvrage à en fournir ; le patron, donc, à l'aide d'un motif qui pourrait n'être qu'un prétexte, restera affranchi, après sa rupture d'engagement, sous la sauve-garde de l'axiome : *à l'impossible nul n'est tenu*, tandis que le cas de mort seulement pourra garantir l'ouvrier de l'exécution de cet engagement, car s'il le rompt, il ne pourra échapper à l'interdit auquel le signale le refus d'acquit, dont le patron est l'arbitre absolu de par le livret.

Les engagements sur la qualité du travail ont cela de propre, qu'ils servent à tort ou à raison de prétexte aux patrons pour rompre leurs autres engagements quand il leur plaît.

Pour un salaire fixé de gré à gré. — Les engagements sur la quotité du salaire peuvent être éludés, ainsi que les autres, par le patron, au détriment de l'ouvrier, et toujours à l'aide du livret.

Dans le cas où un ouvrier s'engagerait à terminer un travail à une époque fixée ; s'il avait trop présumé de ses forces, de son activité, ou même de son zèle, et qu'il fût en défaut, serait-il passible d'un refus d'acquit ? car le vague de la loi qui autorise le patron à mentionner dans le livret la non-exécution des engagements peut s'appliquer à ce cas comme aux autres.

En général les engagements, quels qu'ils soient, seront, toujours à l'avantage du patron, à l'aide du livret, qui ne servira pas, ainsi qu'on le prétend insidieusement, à garantir également les droits des uns et des autres, mais seulement à mettre l'ouvrier à la disposition absolue du patron, unique objet pour lequel le livret semble avoir été institué. Au moyen de cette mesure, l'ouvrier ressent continuellement le poids d'une puissance souvent inintelligente ou rivale qui s'exerce à limiter, taxer, comprimer son industrie et son existence.

Au moyen du livret, les ouvriers ont des devoirs sans droits, et les patrons des droits sans devoirs.

Le recours en justice pour vider les différends entre eux ne sera même pas favorable à l'ouvrier, car en l'absence de preuve, la fixité de résidence du patron ou sa patente équivaudront, par un étrange préjugé, à un brevet de moralité, et il sera cru sans conteste, la loi le veut.

Cependant, dira-t-on, si un ouvrier peut s'affranchir impunément des engagements de travail qu'il a contractés, les établissements seront continuellement compromis dans leur existence ? A cela nous répondrons : — S'il vous faut des garanties, il ne nous en faut pas moins ; donnons-nous en réciproquement, la confiance et la sympathie renaîtront entre nous avec l'égalité de droits ; l'industrie et les industriels ne pourront qu'y gagner.

Dans les travaux ordinaires, les ouvriers sont faciles à remplacer ; les engagements sont inutiles et par conséquent le livret aussi ; chacun doit rester libre. En cas de séparation, le plus grand dommage est le plus souvent du côté de l'ouvrier qui ne vit qu'au jour le jour, mais tel a été jusqu'ici le lot de sa condition ; il sait mieux s'y résigner quand il est assuré que sa pénurie n'est pas le fait d'une volonté individuelle, usant ou abusant de ses moyens.

Dans les travaux plus importants, les engagements sont quelquefois nécessaires, mais alors le livret est insuffisant, car ces engagements comportent des clauses, des conditions, des dédits qui doivent être stipulés dans des écrits ou actes spéciaux, qui sont régis par les lois communes devant lesquelles s'efface le livret, loi d'exception, faite pour comprimer les petites ressources et asservir les petites conditions.

Ces actes comportant des dédits ne peuvent avoir leur effet que pour un surcroît de salaire accordé à l'ouvrier, surcroît mérité soit par l'importance des bénéfices de ces travaux, soit par leur nécessité, soit par l'importance même de l'ouvrier. Ce surcroît, retenu à l'ouvrier jusqu'à entière exécution de l'entreprise, forme le fond de cautionnement stipulé dans l'acte, et les garanties s'accroissent ainsi chaque jour pour le concessionnaire de travaux. Il y a dans les engagements de cette nature avantages et garanties pour tous, et nullité absolue pour l'esprit exigé du livret.

Au sujet de ce que nous venons d'établir, nous citerons un exemple qui, quoique d'un ordre inférieur, n'en est pas moins concluant. Brest, Lorient et plusieurs autres villes qui ne sont pas placées sur le parcours ordinaire des ouvriers voyageurs, sont quelquefois exposées à être dépourvues d'ouvriers capables ; les principaux maîtres tailleurs de ces villes, pour s'en conserver, fixent avec eux un prix

équitable pour l'ouvrage et s'engagent en sus à leur payer une prime de tant par semaine ou par pièce s'ils consentent à un engagement déterminé; si l'ouvrier rompt son engagement, il perd sa prime et voilà tout; on a pas d'exemple que le commérage du livret soit jamais intervenu dans ces circonstances.

La véritable garantie d'engagement pour un ouvrier est l'assurance que son salaire est digne de son travail et suffisant pour ses besoins; s'il n'en est pas ainsi, l'ouvrier est comme le vaincu qui subit la loi du vainqueur, jusqu'à ce qu'il puisse s'en affranchir.

La deuxième considération que l'on fait valoir pour légitimer la pratique du livret est de le faire servir de garantie pour les avances d'argent faites aux ouvriers.

Ces avances sont donc bien fréquentes, et la moralité des ouvriers bien douteuse, qu'il faille créer pour eux une institution exceptionnelle?

Dans les établissements un peu importants, on ne s'occupe des ouvriers absolument que comme d'un instrument de production, et l'on a pas le temps de se livrer avec eux à ces communications particulières qui font apprécier si l'on doit ou si l'on peut leur faire des avances; les petits établissements n'ont pas les moyens d'en faire, ayant assez de peine à payer leurs ouvriers, à cause du crédit qu'ils accordent à leur clientèle et qu'ils n'ont pas encore acquis pour eux, et les établissements moyens sont toujours, à différents degrés, la copie de l'un des deux autres, si ce n'est même des deux à la fois. Ces causes, jointes au désir qu'ont les ouvriers d'être indépendants et au crédit qu'ils trouvent plutôt auprès de leurs fournisseurs, rendent presque nuls les emprunts aux patrons; s'il en existe quelques cas très rares, ils ont le plus souvent pour but, de la part du patron, de lier l'ouvrier par des dettes pour disposer plus sûrement de lui par le moyen du livret.

Pour mettre ainsi les ouvriers en suspicion, si l'on veut entacher leur moralité, ou la supposer inférieure à celle de leurs patrons, nous répondrons d'abord, qu'une préoccupation active, non interrompue, d'intérêts mercantiles exclusivement individuels, telle que l'exerce ceux qui occupent des ouvriers, n'a jamais logiquement constitué un fait supérieur de moralité, puis ensuite que les ouvriers, dont le travail absorbe tout le temps, n'ont pas celui de se préoccuper vicieusement comme l'oisif livré à toutes les fâcheuses tentations, et s'il se rencontre par hasard un ouvrier qui s'oublie jusqu'à vouloir l'imiter, c'est contre l'exemple qu'il faudrait d'abord sévir, c'est alors à l'oisif que, par mesure de garantie, l'on aurait dû imposer le livret et non au travailleur.

S'il est vrai que, à l'égard des emprunts supposés des ouvriers, la loi ait voulu protéger les intérêts des prétendus chefs de l'industrie même malgré eux, pourquoi n'a-t-elle pas institué un livret pour les protéger contre les acquéreurs à crédit. Il serait bien plus nécessaire de dire à ceux-ci: « Prouvez-moi par votre livret que vous ne devez rien à vos précédents fournisseurs, » que de demander compte de ses antécédents à un ouvrier qui offre en vente le fruit de son industrie, marchandise libre et indépendante s'il en est, et pour laquelle il serait lui-même en droit de réclamer des garanties de salaire; par l'innovation de cette mesure, loin de gêner le commerce, on eût prévenu beaucoup de banqueroutes et de ruines, et tous les membres de la société subissant dès-lors cette règle générale dans toute transaction, nous n'aurions peut-être pas le droit de nous en plaindre.

Le livret ne réglant que les rapports établis entre patrons et ouvriers, ne doit servir de garantie qu'au créancier patron, et puisque par son usage on pourrait faire croire que la bonne foi des ouvriers est équivoque, pourquoi n'a-t-on pas obligé ces derniers à être porteurs de livrets qui prouveraient aux logeurs, aubergistes, tailleurs, cordonniers, blanchisseurs, etc., qu'ils ont payé partout? Pourquoi? C'est que dans ces dernières relations l'ouvrier devient membre du public sans distinction personnelle, et qu'à ce titre, la loi, pour l'obliger, eût dû tout atteindre, jusqu'aux faiseurs de lois, ce qui n'entraîne pas dans les vues de ceux-ci ni des leurs, tandis que dans ses relations de travail on le saisit à coup sûr comme ouvrier, c'est-à-dire partie exploitable de la nation; c'est donc là que, sans en atteindre d'autres, on veut, à l'aide du livret et sous le prétexte d'engagements ou d'emprunts dont on a peine à trouver trace, l'habituer à la dépendance et à la subordination, le façonner au joug, pour ensuite en faire profit sans s'occuper en quelles mains on le livre.

Eufin le troisième cas pour lequel on réclame le livret est le moyen qu'il offre de constater l'identité de l'ouvrier, dans la prévision sans doute de soustraction frauduleuse. Ce prétendu motif n'est encore qu'un prétexte outrageant pour voiler par une apparence d'ordre un but équivoque; car à quoi servent le passeport, le permis de séjour et autres pièces légales dont, suivant le cas, chaque individu est muni. Si un homme, sans moyen d'existence fixe, prétextant variablement quelques professions vagues, est suffisamment pourvu au moyen d'une de ces diverses pièces et sans livret, à plus forte raison il doit en être ainsi pour l'ouvrier, de qui la pratique industrielle avérée et continue ne laisse aucun doute sur la qualité; nous ne comprenons pas qu'au besoin la présentation d'un permis de séjour soit insuffisante pour constater l'identité.

D'ailleurs, sauf le cas d'intervention d'agents de l'autorité en personne, l'exigence de l'exhibition et l'exhibition elle-même des pièces ci-dessus doivent, dans la vie privée, rester à la libre volonté des

uns et des autres; établir le contraire par une loi, c'est faire une loi qui d'abord ridicule devient odieuse pour ceux qui en sont l'objet, en les classant, pour ainsi dire, dans une catégorie de suspects.

Eh! Messieurs les ordonnateurs de la hiérarchie civile, vous voulez nous connaître et nous trouver à toute réquisition. Faites alors que tous, sans distinction de condition, portent comme les saint-simoniens leur nom en gros caractères sur leur poitrine; nous, nous y joindrons avec orgueil notre qualité d'ouvriers, tandis que beaucoup, qui nous traitent insolemment et que nous connaissons bien, n'oseront y mettre ni leur qualité ni leur nom, et l'on verra bien alors de quel côté sont les suspects.

En reportant notre esprit à l'époque de la création du livret, si nous recherchons dans son but apparent les causes qui l'ont provoqué, nous dirons: — Si les engagements étaient plus fréquents qu'aujourd'hui, il fallait les régulariser après une enquête préalable et avec impartialité, et non pas faire une loi vague, indéfinie, qui laisse les uns à la discrétion absolue des autres.

Si les misères des ouvriers étaient telles qu'ils dussent faire des emprunts fréquents aux patrons, sans doute ceux-ci avaient les moyens de faire des prêts, autrement la loi eût été nulle, ce qui équivalait à dire que le commerce était mieux rétribué que le travail, il fallait donc faire en sorte que travail et commerce participassent en frères; car, comment ceux qui n'avaient pas pu faire des économies, pouvaient-ils payer des dettes.

Si les ouvriers n'offraient pas assez de garanties morales.

... Mais quoi!... on les livrait en surveillance à ceux pour qui il a fallu régulariser et légaliser la banqueroute....

La véritable cause du livret, la voici, ainsi que son but: quinze années venaient de s'écouler pendant lesquelles le peuple, pour s'affranchir, avait tout ébranlé et presque tout renversé autour de lui; il aspirait à une réforme sociale qui assurât à chaque membre de la société une juste répartition de ses produits; il appela des réorganiseurs, ce furent des dominateurs et des exploités qui vinrent; ceux-ci savaient ce que pouvait un peuple d'ouvriers poussés à bout, ils voulurent le garder à vue, tellement que chacun de ses mouvements, chacune de ses paroles fussent comptés, limités, comprimés au besoin; l'entreprise était difficile: pour la faciliter, on s'associa la bourgeoisie, qui regrettait ses maîtrises et ses jurandes, on chercha le moyen de lui donner la surveillance des ouvriers de manière à ce qu'elle pût se payer de ses mains le prix de sa coopération oppressive, et le livret fut institué; les ouvriers le reçurent d'abord comme un brevet d'industriel, mais bientôt ils purent reconnaître qu'ils n'avaient reçu qu'un brevet de vasselage.

On a dit que c'était la patente de l'ouvrier; oui, c'est sa patente de misère et de mépris, patente de servitude et d'impuissance légale, patente négative dont le privilège gratuit est de payer celle des patrons.

Le *Journal des Débats* a dit que les ouvriers n'étaient ni des savans ni des artistes, pour être affranchis du livret; cette assertion fut-elle absolue, aux yeux de la morale nous sommes les égaux des savans et des artistes, nous devons être leurs égaux en droits civils, et si le livret devait faire acquérir le *sens moral*, nous demanderions à nos lecteurs à qui, de nous ou des rédacteurs de la feuille versatile, on devrait l'imposer.

Cette institution est si peu en harmonie avec notre époque qu'elle répugne aux patrons qui communiquent plus particulièrement à leurs ouvriers, son exécution n'est réclamée que par ceux qui en font un objet de spéculation, elle est inapplicable à certaines professions et inusitée dans une foule d'autres, ainsi que nous le démontrerons dans la deuxième partie de l'enquête industrielle, elle cesse d'être humiliante que pour être ridicule: il est au moins étrange d'entendre un patron dire à un ouvrier, en lui offrant quelquefois de l'ouvrage que celui-ci ne lui demande pas: « Veudriez-vous, s'il vous plaît, avoir la complaisance de me faire telle chose que je ne sais pas faire, vous m'obligerez beaucoup, » puis si l'ouvrier consent à l'entreprise, le patron ajoute: « la loi me force à vous demander votre livret pour garantie de vos antécédents, qui m'importent fort peu, puisque avant tout j'ai absolument besoin de vous »; tandis que l'ouvrier ne pourra pas exiger, de par la loi, une garantie que son salaire lui sera intégralement payé.

En résumé, le tort de la loi du livret est d'être l'œuvre d'une minorité qui s'exemptait d'en subir les conséquences.

Lorsque la loi est la volonté de la minorité et qu'elle s'exerce également sur tous, la majorité peut la présumer inintelligente en supputant la somme restreinte des intelligences qui y ont contribué; une telle loi ne doit jamais être qu'une nécessité temporaire, mais étant également supportée par tous, elle est néanmoins obligatoire tant que dure la cause qui l'a nécessitée. Telle n'est pas la loi du livret.

Lorsque la loi est la volonté de la minorité et qu'elle s'exerce sur une fraction plus ou moins considérable, si elle consacre un privilège, la fraction exclue a le droit d'en juger, et, s'il y a lieu, d'exprimer son blâme jusqu'à ce que sa voix soit entendue, car tout privilège ne favorise les uns qu'au détriment des autres; si cette loi constitue une charge ou une dépendance exclusivement pour une partie du tout, telle que la majorité non consultée, le droit de cette majorité ne réside plus dans la loi; mais alors, que devient le devoir, compagnon inséparable du droit.

C'est dans cette dernière catégorie qu'est placée la loi du livret. Elle est, ainsi que nous l'avons démontré, une obligation exceptionnelle, en dehors du droit commun, imposée par une minorité et dans l'intérêt d'une minorité qui en est affranchie, à une majorité qui doit s'y soumettre sous peine de châtement. C'est donc ici la loi qui est coupable des infractions qui lui sont faites, car offrant aux uns un ample refuge au détriment des autres, elle contraint ceux-ci à chercher asile ailleurs.

FAITS DIVERS.

Dans un passage des *Mémoires* de M. Gisquet, un de nos amis, Stévenot, typographe, était désigné comme ayant arrêté et dévalisé les passans sur la route de Paris à Saint-Denis. C'était, dit M. Gisquet, une des notabilités de la *Société des Droits de l'Homme*. Justement indigné de cette absurde calomnie, Stévenot a écrit à l'auteur, qui s'est excusé sur la concordance du nom de Thévenot avec celui de Stévenot, rendant d'ailleurs justice au témoignage de tous les amis de ce dernier, qui, le connaissant depuis 1830, le tiennent pour un bon et loyal patriote.

Cette rétraction n'est cependant pas suffisante, à notre avis. M. Gisquet autorise Stévenot à faire publier sa lettre dans les journaux. Si Stévenot n'était pas un ouvrier, il aurait plaidé contre M. Gisquet, qui aurait, au moins alors, payé les frais d'insertion. En attendant, l'erreur se propage parmi les vingt ou trente mille lecteurs qui savourent les véridiques récits de l'ex-préfet de police.

— L'ordonnance de police concernant la vente du pain n'obtient pas le suffrage de la population nécessaire. C'est une nouvelle route ouverte aux abus; les boulangers, comme l'a dit le *Capitol*, à l'avis duquel nous nous rangeons à cet égard, ne veulent ni ne peuvent peser 5 à 600 pains dans l'espace d'une heure ou deux. Le pain pesé, limité à 70 centimètres de longueur, n'est pas cuit, il pèse souvent plus que le poids, mais il est plein d'eau et malsain. Le pain dit de *fantaïste*, le seul mangeable, n'est plus pesé du tout. Enfin les ouvriers que la misère force à demander à crédit n'osent pas faire peser leur pain. L'ordonnance, heureusement, n'est que provisoire, nous demandons que les agens de police soient dorénavant chargés d'inspecter la qualité du pain, car les boulangers ne se gênent pas pour dire, quand on demande à faire peser son pain: « Vous n'y gagnerez rien, s'il pèse juste il est moins bon. »

— A la suite d'un souper un peu bruyant, fait par une quinzaine de jeunes gens, le propriétaire de la maison où ils se trouvaient envoya chercher la garde; les jeunes gens cherchèrent à s'esquiver; la garde courut après les fuyards. Le nommé Marty, fusilier, tua de trois coups de baïonnette un malheureux convive, très doux et très paisible. Traduit devant un conseil de guerre pour ce fait, Marty a été acquitté; — nous respectons l'arrêt du conseil, et lui en laissons la responsabilité; mais le lendemain le meurtrier a été nommé caporal.

Nous voyons dans ce fait la continuation de ce déplorable système de démarcation et d'excitation, qu'on veut établir entre le peuple et l'armée: c'est à nous tenir sur nos gardes, et à tâcher de paralyser de ce côté les efforts du pouvoir.

— Boivin, tourneur, est incarcéré comme moteur de la coalition des boulangers. Le moment de terreur contre les coalitionistes étant passé, on ne les expédie plus par fournées; mais on fait payer, par une prévention de trois mois, à ceux qui restent encore, l'inévitable acquittement qui les attend. Nous pourrions citer cinquante individus dans ce cas.

— Dans un atelier de tailleurs, on a renvoyé les ouvriers, parce qu'ils avaient demandé de l'argent pour manger. Cet argent leur était dû depuis quinze jours.

— Les ouvriers de Lyon préparent une pétition pour réclamer l'abolition de la concurrence impie qui leur est faite par les communautés religieuses, lesquelles font travailler leurs femmes et filles à un rabais énorme, qu'elles peuvent supporter, ayant le logement gratuit et la vie en commun.

— *L'Ami des Ouvriers* de Saint-Étienne, annonce que quelques commandes pour les rubaniers, sont arrivées d'Amérique. Il invite les fabricans à se préoccuper davantage du salaire actuel des ouvriers, insuffisant pour les faire vivre. On le croira aisément lorsque nous aurons cité le passage suivant:

« N'est-il pas honteux d'entendre dire à des malheureux chefs d'ateliers, que pour ne pas mourir de faim, ils ont été obligés de prendre à fabriquer des numéros 7 façonnés franges tirées battus à 120 coups au pouce et à 350 cordes, pour le prix de 40 centimes la douzaine d'aunes? Ces fabricans que nous pourrions nommer au besoin, sont-ils dignes de l'estime publique? Cependant le même ouvrage est encore payé 75 à 90 cent. dans les maisons qui se respectent. »

Nous ne voulons pas anticiper sur l'enquête pour ce qui concerne les rubaniers; nous citerons seulement ce passage d'un autre numéro de *L'Ami des Ouvriers*:

« Tel ouvrier qui gagnait 5 fr. par jour, ne gagne plus actuellement que 75 c. » Il faut le lire pour y croire.

— Une commande de 75,000 fusils à percussion vient d'être faite par le ministère de la guerre à la manufacture d'armes de Saint-Étienne.

C'est la commande la plus considérable qu'on ait reçue depuis les guerres de la République. Elle a comblé de joie les nombreux inoccupés de cette partie de l'industrie. Espérons qu'ils pourront y trouver au moins un salaire suffisant.

— Tous les jours quelque accident arrive dans les mines des environs de Rive-de-Gier. Le 26 octobre dernier, trente ouvriers ont été surpris par le feu grison dans le puits de l'île-d'Elbe, concession de Collenon. Et pour un travail aussi dangereux, les ouvriers reçoivent de 1 fr. 25 c. à 3 fr. par jour, ou plutôt par nuit!

— On écrit de Dijon: « Nos patrons cordonniers viennent d'organiser en petit la loi du *maximum*. Se fondant sur l'augmentation du prix des cuirs, ils viennent de s'entendre pour hausser le prix de leurs produits. S'il s'était agi du sort des ouvriers, je crains bien qu'ils n'eussent pas montré tant d'empressement. »

— On écrit de Louviers: « La guerre, ou plutôt le semblant de guerre, nous vaudra probablement une forte commande de draps. On parle d'un fabricant qui a traité pour 50,000 mètres, et un autre pour 200,000. »

— Un de nos correspondans nous écrit d'Angers que les carreyeurs d'ardoises, forcés par une nouvelle mesure d'allonger leurs journées de deux heures, sans augmentation de salaire, et forcés ainsi de descendre dans les carrières avant le jour, au risque de se rompre le cou, se sont rendus chez le préfet pour exposer leurs plaintes. Celui-ci était absent, et les conseillers leur ont répondu qu'ils étaient incompétens. A leur retour, les maîtres leur ont fait payer une indemnité pour un prétendu dommage que leur avait causé l'interruption des travaux. La suite de cette lettre révèle des faits déplorables, qui trouveront leur place dans l'enquête que nous faisons.

— A l'exemple des ouvriers de Paris, il s'est formé à Rome, parmi ceux qui sont chargés des travaux d'ornemens dans les églises, une coalition dans le but de demander une augmentation de salaire sans laquelle ils refuseraient de travailler. Dans une pétition adressée au gouvernement, que celui-ci n'a pas pu prendre en considération, ces ouvriers donnent pour motif principal que leur travail compromettrait leur existence. Quelques églises ont déjà fait droit à leur pétition. On croit que les autres suivront cet exemple.

(Gazette d'Augsbourg.)

— On écrit de Hanovre, le 1^{er} novembre:

« Les associations d'ouvriers, dans plusieurs villes de l'Allemagne, ont trouvé ici des imitateurs. Ceux de notre ville ont mis en interdit la ville de Brême et enjoint à tout ouvrier de cette ville de la quitter, mais la police de Brême a empêché l'exécution de cette mesure. »

(Gazette des postes de Francfort.)

— On mande de Bâle: « Nous avons eu aussi une petite émeute d'ouvriers. Un certain nombre de maçons et de charpentiers ont interrompu leurs travaux. Les autorités ont ordonné aux récalcitrans de quitter la ville dans les vingt-quatre heures. »

— Les ouvriers d'Iserlohn (Prusse Rhénane) se sont révoltés à l'occasion de l'introduction du travail au rabais des femmes et des filles dans leurs manufactures. Ils ont obtenu le congé de ces dernières, et sont rentrés dans l'ordre.

— Ce que les journaux ont publié dans ces derniers temps, relativement à des associations d'ouvriers en Allemagne, n'a pas fait grande sensation dans le public. On sait depuis long-temps qu'il existe toujours une sorte de lien d'union entre les divers ouvriers exerçant un métier. De là résulte entre eux un esprit qui fait qu'ils se soutiennent lorsqu'ils ont des difficultés avec les maîtres, si des maîtres ont été abandonnés par leurs ouvriers, parce que ces derniers avaient des griefs contre eux. Un pareil fait n'a rien qui doive étonner. Comment forcer des ouvriers à fixer leur séjour dans une ville où certains corps de métiers se mettent en hostilité contre eux? C'est donc singulièrement exagérer les choses que de considérer ces manifestations des ouvriers comme un indice d'associations et de tribunaux secrets, de menées démagogiques, et les personnes qui y voient des symptômes de conspirations comme celles des ouvriers de Paris, seraient bien de commencer par se former une idée juste de ce que signifie le mot ouvrier en Allemagne, et de la différence qui existe entre l'organisation des ouvriers de ce pays et celle des ouvriers de France. Il est vrai que des ouvriers maçons ont été arrêtés pour avoir formé une coalition contre leurs maîtres: mais rien n'a encore été révélé en ce qui concerne la marche de l'instruction. Ainsi, on ne peut se livrer à ce sujet qu'à des conjectures.

Nos lecteurs voient, qu'en dépit de ce que dit la *Gazette d'Augsbourg*, à laquelle nous empruntons ce fait, en-deçà et au-delà du Rhin la situation est la même.

Le Directeur-Gérant: LENEVY.

Imprimerie Lange Lévy et comp., rue du Croissant, 16.

Ce Journal paraît du 15 au 25 de chaque mois. — Prix d'abonnement pour Paris : par an, 3 fr.; pour six mois, 1 fr. 50 c. Pour les départements : par an, 4 fr.; pour six mois, 2 fr., envoyés (sans de port au bureau du Journal, 15, rue Férou. — On s'abonne aussi chez ROUANET, rue Verdelet.

L'ATELIER

S'adresser, pour tout ce qui concerne l'administration et la rédaction, à M. LENEVEUX, directeur-gérant, 15, rue Férou, par lettres affranchies. — Les communications verbales, réclamations, avis, etc., sont reçus au bureau du Journal les dimanches, lundis, mercredis et vendredis, de 8 heures du matin à midi.

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Egalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme et exige le sacrifice de l'individu à la Société.

DEVOIR.

Avant de commencer, nous avons besoin de dire aux lecteurs de *l'Atelier* que la question que nous allons essayer de traiter ici est fort grave en elle-même, et fort difficile pour notre peu de science ; aussi leur rappelons-nous, à cette occasion, que nos efforts demeureront tout-à-fait infructueux s'ils ne s'efforcent, de leur côté, de suppléer, par une attention soutenue, à l'imperfection de la rédaction.

Il y a quelques mois à peine, les ouvriers qui ont coopéré à la fondation de ce journal vivaient isolés, presque inconnus les uns aux autres. Chacun d'eux, réduit à son action particulière, s'agitait vainement au milieu du désordre, lorsqu'un jour il vint à la pensée de quelques-uns de faire sortir de cet état d'isolement et d'unir dans une œuvre commune le plus grand nombre possible de volontés individuelles. — Or, pour relier et diriger ces volontés diverses vers un but unique, et pour produire l'œuvre présente, il ne fut fait appel qu'à un seul sentiment, celui du *devoir*. Beaucoup répondirent à cet appel ; beaucoup comprirent qu'ils *devaient* leur part de dévouement à cette entreprise essentiellement réformatrice, parce qu'elle est essentiellement morale ; — et la classe ouvrière conquit ainsi, par le *devoir*, le droit de parler haut, soit pour flétrir le mal qui se fait, soit pour réclamer le bien qui se devrait faire.

Si nous faisons mention d'une chose qui nous touche de si près, c'est parce que nous y trouvons le sujet d'un enseignement précieux ; nous nous servons de cet exemple pour rendre plus sensible aux yeux de tous ce que nous avons un si grand désir de prouver ; savoir, que la pratique du *devoir* est la vertu sociale par excellence, que cette pratique est seule capable d'unir les hommes dans un but commun, et qu'elle est le moyen suprême de toute réalisation et de tout progrès. En effet, le sentiment qui a créé notre œuvre spéciale, qui peut seul la conserver et lui donner puissance, est aussi le sentiment générateur de toutes les sociétés humaines : c'est par lui que notre nationalité a pu être fondée, c'est par lui qu'elle a grandi, et c'est par lui que seront réalisées les conséquences dernières de son principe fondamental de liberté, d'égalité, de fraternité et d'unité ; c'est par le sentiment et la pratique du *devoir* enfin que s'accompliront les destinées de la France, si les générations présentes et à venir sont dignes des générations passées.

Car, que serions-nous, Français d'aujourd'hui, sans les travaux immenses et l'admirable persévérance de ces générations qui nous ont précédés ? Que serions-nous, si elles ne s'étaient dévouées en tout temps à réaliser des améliorations sociales dont elles ne profitaient pas elles-mêmes ? Que serions-nous, si nos pères n'avaient compris que la nationalité est un devoir commun, et que la morale ne permet à nul de se soustraire aux obligations sociales que ce devoir impose ? Voyez les peuples qui vivent en dehors de la civilisation qui est particulièrement l'œuvre de la France, considérez l'état d'abjection dans lequel ils sont plongés, et dites combien il faudra de temps et d'efforts pour les amener à notre niveau ! — Sans doute, de grandes misères pèsent encore sur nous, sans doute, au point de vue du bien-être du peuple, de grandes réformes sont encore à faire ; il y a encore de nombreux obstacles à surmonter et de grandes difficultés à vaincre ; mais, sachons-le bien, les obstacles disparaîtront et les difficultés

seront vaincues, lorsque nous aurons, comme nos pères, une foi profonde en l'avenir de la France, et que nous saurons comme eux, dévouer notre vie au triomphe du principe pour lequel ils ont si long-temps combattu.

Nous insistons donc sur ce point que rien de grand, rien de juste, rien de social, ne peut-être fait que par le *devoir*, ou le sacrifice volontaire de chaque individu à la société, et de chaque génération aux générations suivantes. Les progrès, dans les nations, ne s'accomplissent qu'à cette condition absolue. Tout travail transformateur ou révolutionnaire suppose nécessairement une lutte plus ou moins longue, plus ou moins opiniâtre entre deux principes contraires l'un représentant le *bien*, c'est-à-dire préparant l'avènement successif des classes subjuguées à la participation des devoirs et des droits sociaux, et l'autre, représentant le *mal*, c'est-à-dire la résistance aux progrès. L'histoire de notre nation n'est autre chose que l'histoire de la lutte entre ces deux principes, et la révolution française nous offre une preuve assez éclatante de ce que nous avançons ici. Or, à quelle condition la révolution triompha-t-elle de tant d'ennemis acharnés, sinon au prix des sacrifices les plus grands et du plus pur dévouement ? Et à quelle condition la France triomphera-t-elle des ennemis qui la menacent encore aujourd'hui, sinon à la condition d'imiter les hommes qui firent la révolution ?

Mais s'il arrivait que la génération actuelle s'endormît dans l'indifférence des choses sociales, ou qu'elle divisât ses forces en poursuivant des buts divers ; s'il arrivait que, cédant à un enseignement perfide et corrompeur, elle perdît le sentiment de ses devoirs et de son but véritable, alors les symptômes de la dissolution sociale ne tarderaient pas à se manifester, alors tout serait perdu, et les conquêtes du passé et les améliorations de l'avenir, et la France, abandonnée par une génération indigne à la direction des contre-révolutionnaires, tomberait bientôt, déchue de sa grandeur et de sa puissance, sous le knout du Russe ou l'exploitation de l'Anglais.

Nous devons le dire avec douleur, la France est bien près d'entrer dans cette voie dangereuse. Le parti de la résistance s'est emparé du pouvoir ; il gouverne la nation, ou plutôt il la comprime, il la violente, il la démoralise, au risque de l'exposer ainsi, sans défense, aux coups de ses ennemis extérieurs.

Nous le répétons, les hommes qui gouvernent aujourd'hui, sont par science et par sentiment les ennemis du principe fondamental de la France. Pour ces hommes, la nationalité est un mot sans valeur. Selon eux, la société n'est qu'un assemblage ou une collection d'individus, ayant des intérêts divers ; selon nos gouvernants, la science politique consiste à protéger les uns contre les autres tous les intérêts individuels, et à établir entre eux un certain équilibre. Tous les actes de ces hommes d'état, toutes leurs lois sont empreintes de cet esprit faux et individualiste. La morale, ils l'ont formulée ainsi : *chacun pour soi, chacun chez soi*. Tout ce que nous appelons principe national, et devoirs communs, ils l'appellent *utopie*, et toute tentative de réalisation est considérée comme une atteinte portée à leurs droits, et comme un crime qu'on ne saurait punir avec trop de rigueur.

On le voit donc, malgré tant de travaux passés, malgré tant d'obstacles vaincus, les deux principes sont encore aujourd'hui en présence. Du triomphe de l'un ou de l'autre résultera le malheur ou la gloire de la France.

Hâtons-nous donc, si nous sommes véritablement hommes de *devoir*, si nous avons le désir sincère de sauver la nation

des malheurs dont elle est menacée par les ennemis qui sont en son sein et par ceux qui sont à ses frontières ; hâtons-nous, si nous voulons que le peuple ne soit plus abandonné à la misère et au servage industriel, hâtons-nous d'opposer un obstacle insurmontable aux projets de ceux qui voudraient nous retenir à jamais sous le joug de leur égoïsme. Que le *devoir*, non ce devoir étroit à la pratique duquel on voudrait nous restreindre, c'est-à-dire l'obéissance passive à la volonté de nos maîtres, mais bien le devoir social, rallie autour du même drapeau tous les hommes de bonne volonté, tous les hommes qui aiment la patrie plus qu'eux-mêmes, tous ceux qui comprennent qu'ils doivent toute leur existence à la nation, afin que celle-ci soit forte et puissante pour opérer les améliorations dont le peuple français a si grand besoin, et pour qu'elle devienne l'exemple et l'espoir des autres peuples.

Hâtons-nous ! car les temps sont difficiles et les dangers sont grands. Rejetons nos préventions de parti ou de secte, rejetons de même nos prétentions individuelles, tous sentiments mauvais, qui, en nous isolant, nous condamnent à l'impuissance. Réunissons-nous dans une même pensée réformatrice, formons une imposante unité pour marcher avec succès à la conquête des droits que nous réclamons vainement dans notre état d'isolement. Faisons en sorte qu'il n'y ait plus en France que deux camps, celui des bons et celui des méchants ; encourageons les hommes qui sont faibles, pratiquons toutes les vertus que nous exigeons des autres, repoussons comme des gens de mauvaise foi ceux qui ne veulent point pratiquer ce qu'il enseignent, c'est-à-dire le travail et la moralité ; serrons nos rangs, et bientôt la victoire appartiendra aux hommes du *devoir*.

Méhémét-Ali, trompé par les promesses du gouvernement français, vient de succomber devant la nouvelle coalition, qui non seulement veut anéantir la puissance politique du dernier allié de la France, mais encore triompher des principes révolutionnaires qui jettent l'épouvante dans l'âme de tous les souverains. L'influence que la France exerça si long-temps sur la politique de Constantinople vient de disparaître au profit de la Russie. En même temps, les débouchés si nécessaires à notre propriété commerciale et à notre influence maritime dans la Méditerranée nous échappent, et tombent la proie des Anglais. Nos relations avec l'Egypte, qui promettaient de si heureux développements à nos intérêts généraux, perdent désormais toute leur importance. Nos productions vont se trouver encore plus refoulées vers leur source, et l'encombrement va s'accroître davantage. Ainsi vient s'ajouter une cause de plus aux causes déjà si terribles de la misère qui s'étend sur les travailleurs.

Cet immense événement, dont la portée ne saurait être calculée, il dépendait de la France de l'empêcher : mais *la France n'était pas prête !...*

La France n'était pas prête ! c'est un ministre qui l'a dit. Quelle révélation ! quel enseignement !

Les idées de liberté se plaisent à fleurir en France. Malgré tous les obstacles suscités sur leur passage, ces idées se développent et fructifient dans l'âme du peuple. Les rois, qui redoutent l'indépendance des peuples, et qui trois fois déjà se sont ligués contre nous, veulent, par une nouvelle coalition et un dernier effort, anéantir la nationalité française.

Mais l'exécution d'une telle conception ne peut être l'œuvre d'un moment ; une funeste expérience parle aux souvenirs des coalisés, et cette fois ils marchent pas à pas pour arriver sûrement à leur but : depuis dix ans ils font usage de tout ce que le machiavélisme politique le plus insidieux est à même de suggérer. Depuis dix ans, la souplesse, la corruption, l'intimidation, la trahison, la destruction ont été tour à tour, et même souvent ensemble employées pour détacher de la France chacun des états qui étaient ses alliés, ou qui avaient une tendance quelconque à le devenir. La Pologne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Belgique et les Etats allemands disparaissent successivement de notre sphère politique. Restaient encore la Turquie et l'Egypte, dont l'attitude portait en soi la paix ou la guerre universelle ; pendant huit ans, la diplomatie et la presse européennes se sont débattues pour fixer la destinée de ces pays, et lorsque la solution s'opère

dans le sens de leur éloignement de la politique française, dans le sens d'une guerre de coalition générale dirigée contre notre nationalité, on vient nous dire que l'événement s'est accompli, parce que *nous n'étions pas prêts !...*

Si la France, avec ses immenses ressources, n'était pas prête au jour où se décidait publiquement sa déchéance ; qu'étes-vous venus faire depuis dix ans au timon de l'Etat, vous tous ministres qui vous êtes succédés ? Quelle mission avez-vous accomplie ? Quels intérêts avez-vous servis ? Il est temps pour le peuple de vous le demander.

En raison de la diminution du salaire des travailleurs, nos travaux deviennent de plus en plus accablants ; et nos privations se multiplient sans cesse par l'accroissement du prix des objets de première nécessité ; et cela, pourquoi ? pour alimenter un budget normal de douze cent millions. Car on ne contestera pas, nous l'espérons, que c'est la production des ouvriers qui, en mettant les capitaux en mouvement, nourrit seule le budget, et que ceux qu'on désigne sous le nom de *contribuables*, ceux qui occupent les ouvriers, laissent le moins qu'ils peuvent au salaire.

Une partie considérable est réservée dans cet énorme budget pour assurer à la France sa dignité et son honneur au dehors et son bien-être au dedans. Nous le demandons, que signifient ces sacrifices si pénibles imposés à la nation pour réaliser cette garantie ; si, au moment du plus grand péril qui se puisse présenter pour elle, un pouvoir dispensateur de ces sacrifices vient dire à ceux qui ont compté sur leurs fruits : *Nous ne sommes pas prêts ?*

On vous a trompés, dites-vous ? Mais si cela est vrai, nous venons vous dire qu'il ne vous était pas permis de vous laisser tromper. Vous avez été assez avertis, et vous disposiez d'assez puissants moyens pour ne pas vous laisser tromper.

Aujourd'hui, la France est isolée, vous l'avouez, vous ne pouvez faire autrement ; elle est déçue du rang des grandes nations ; et non seulement elle se trouve réduite à cet état d'abaissement aussi contraire à son honneur que funeste à ses intérêts, mais son territoire est ouvertement menacé d'une nouvelle invasion, non pas d'une invasion du même caractère que celles si désastreuses de 1814 et de 1815, alors qu'il ne s'agissait encore que de lui imposer une dynastie vendue aux principes de l'étranger, mais d'une invasion de partage, après laquelle son nom serait rayé de la carte du monde comme le nom de la Pologne, sa fidèle alliée, l'a été de la carte du Nord dernièrement dressée par l'autocrate russe. Et quand ce moment terrible sera plus près, quand les mêmes canons qui ont détruit Beyrouth et Saint-Jean-d'Acre seront braqués contre nos ports, quand la même ceinture de baïonnettes que celle de 1815 étendra nos frontières continentales pour ne plus laisser subsister de notre pays que *l'Ile-de-France* (1) *héréditaire*, viendrez-vous dire que vous n'êtes pas prêts ?...

Si votre politique conduit la France à une si terrible lutte, si encore nous ne pouvons opposer autre chose que des paroles à l'insolence et aux dispositions militaires de l'étranger, nous vous demandons ce qu'il vous faut pour être prêts à faire triompher notre nationalité. Est-ce de l'argent ? On vous en livre tant que vous en demandez, et les trésors du pays sont immenses. Est-ce des hommes ? Une génération pleine d'ardeur, d'intelligence et de dévouement est là prête à se lever. Est-ce des soldats tout faits ? Une armée et une flotte, l'une et l'autre aussi imposantes par leur force que par leur courage, sont là aussi qui brûlent d'en venir aux mains avec ces étrangers qui, dans l'enivrement de leurs triomphes, ajoutent chaque jour une insolence et une menace à l'insolence et à la menace de la veille. Est-ce l'esprit national ? Vous avouez être obligés de le comprimer. Des alliances ? Il est vrai que vous n'en avez plus avec les souverains, et que sous peine d'être encore dupés, vous ne pouvez espérer en renouer avec aucun d'eux ; — tant mieux ! nous pourrions plus sûrement nous adresser aux peuples, et nous aurons à leur porter la propagande de la liberté, véhicule qui, dans un seul instant, deviendra notre auxiliaire le plus formidable. Si avec de tels éléments de défense et de triomphe contre les coalisés, nous ne sommes pas prêts à les repousser quand ils fondront sur notre sol pour se le partager, c'est que vous ne l'aurez pas voulu... c'est que vous êtes ce que tous les jours on vous reproche d'être, le *cabinet de l'étranger* !

(1) Ancienne province dont Paris était la capitale.

Pour notre part, tout nous porte à présager que voulant rassurer ces coalisés sur les craintes que leur inspirent nos principes de liberté, vous continuerez à marcher de concessions en concessions ; la suspension des armemens projetés, la recrudescence de rigueurs exercées contre la presse, les attaques articulées contre la liberté de la tribune par les soutiens de votre système, enfin, la promesse de l'exécution des traités de 1815, tout se réunit pour confirmer nos cruelles prévisions. Les traités de 1815 ! Mais à eux seuls ils résument toutes nos humiliations et nos souffrances. C'est le déshonneur national ; ce sont nos frontières sans fortifications, ouvertes à l'ennemi, en présence des siennes hérissées de bastions. Les traités de 1815 ! C'est notre armée amoindrie, notre marine de haut bord, réduite à quatre vaisseaux de ligne. Les traités de 1815, c'est l'évacuation de l'Algérie au même titre que la soumission de Méhémet-Ali. C'est le blocus politique et commercial de la France, l'encombrement de ses productions, et par suite l'insuffisance du travail et la misère perpétuelle des ouvriers.

Mais non, tout n'est pas désespéré ; comme nos pères, nous pouvons triompher de nos ennemis ; comme eux, nous portons dans nos âmes l'amour de la liberté, et comme eux nous saurons combattre l'étranger insolent qui ose menacer notre territoire. Non, tout n'est pas désespéré ; nous marchons vers la réalisation de la réforme électorale, réforme qui, élevant tous les hommes à la dignité de citoyens, donnera au peuple le moyen de toutes les améliorations sociales, et ramènera la prospérité et la grandeur nationale.

TRANSLATION DES RESTES MORTELS DE NAPOLEON.

Cette imposante cérémonie, si impatiemment attendue par toutes les classes de la population parisienne, était un sujet de crainte et d'inquiétude pour nos gouvernants. Napoléon mort les effrayait encore. Aussi l'illustre captif est-il revenu parmi nous, escorté comme un prisonnier de guerre ; car on ne peut qualifier autrement la réception officielle que lui avaient ménagée nos hommes d'état.

La population a reçu l'empereur avec une dignité et une convenance parfaite ; le pouvoir, lui, semblait avoir hâte d'en finir avec le respect et l'enthousiasme grimacières que lui commandaient les circonstances ; il craignait le réveil des vieux souvenirs ; tous les instruments de répression étaient là ; on eût dit la veille d'une bataille.

C'est qu'il y avait, dans cette position que le Gouvernement s'était faite étourdiment, et à laquelle il ne pouvait se soustraire, de graves enseignements et de tristes comparaisons. Le peuple qui saisit si bien les situations quand elles se présentent à lui sous une forme matérielle, voyait le système de la paix honteuse obligé de rendre d'hypocrites hommages au représentant par excellence de l'honneur français, au pointilleux plénipotentiaire de la République française, à celui qui enfin préféra abdiquer et renoncer au trône qu'accéder à une paix que de notre temps on eût qualifiée de *très-glorieuse*. Les réflexions les plus amères sur le passé et le présent se faisaient jour dans cette foule immense accourue pour fêter encore une fois la France de la République et de l'Empire dans la personne de son plus énergique représentant.

Ce n'était pas le restaurateur de la noblesse, le résurrecteur des catégories de l'ancien régime, le conquérant ambitieux que venait saluer cette foule, c'était le lieutenant d'artillerie de 93, le vainqueur d'Arcole et des Pyramides, le général en chef qui commandait dans la campagne de France en 1814, et qui voulait périr sur le champ de bataille de Waterloo. C'était aussi le prisonnier de Sainte-Hélène, l'héroïque victime de l'Angleterre, expiant sur un rocher les victoires de la France. C'était aussi et surtout la France révolutionnaire, représentée à cette cérémonie par les débris des armées de la République et de l'Empire, que venait saluer la population parisienne, émue par tous ces souvenirs de notre gloire passée.

Et quand cette immense population eut ainsi fait un retour sur le passé et qu'elle eut ensuite envisagé le présent, — un passé tout de gloire, de dévouement, de grands sacrifices, — un présent tout de boue et de honte ; — oh ! alors, elle se serait crue tout-à-fait déshonorée à ses propres yeux, si elle n'eût protesté énergiquement contre les hommes qui semblent avoir pour mission de l'enchaîner et de l'abrutir, de lui faire oublier, en lui parlant d'intérêts matériels, le grand œuvre que la France est destinée à accomplir.

La journée du 15 décembre restera à jamais gravée dans les fastes de la grande nation. Population, garde nationale, armée, ont protesté par une attitude éloquente contre les insolences encore chaudes de la coalition de 92, toujours vivante, toujours menaçante en face de la révolution. Napoléon, pour l'étranger et pour nous, c'est la révolution incarnée ; c'est le sentiment de la dignité natio-

nale dans sa plus haute expression. C'est de là que vient la haine qu'il leur inspire, et d'où naissent nos sympathies.

Vive l'empereur ! ont crié les vieux soldats qu'il avait conduits dans toutes les capitales de l'Europe ; *Vive la nation ! Vive la France !* ont répondu la garde nationale et la population. L'armée aurait répété ce cri, si une rigoureuse consigne ne lui avait interdit toute manifestation. L'armée baillonnée ! Ces phalanges dévouées à la patrie, rien qu'à la patrie, obligées de retenir sur leurs lèvres l'expression la plus vraie de leurs sentiments et de leurs convictions !

Mais ce cri, que nos soldats ne pouvaient proférer, on le lisait sur leur visage. Malgré les défenses expresses, il était impossible de les empêcher de communiquer avec les gardes nationaux, qui ont pu se convaincre que notre brave armée était restée peuple ; qu'elle aussi se souvenait, tressaillait aux récits de notre histoire, et soupirait bien bas, bien bas à la vue de notre situation actuelle.

Où ! c'était une belle fête que le 15 décembre ! ce n'était ni un convoi, ni une commémoration funéraire, comme voulait la baptiser le programme ; c'était la glorification de la France grande et honorée, l'apothéose de la France révolutionnaire ! et en même temps le plus sanglant démenti donné à la lâche politique qui a abandonné l'Italie, la Belgique, la Pologne et l'Egypte !

Messieurs les ministres, vous ne vous attendiez pas à cette fête : votre programme menteur oubliait de mentionner que votre conduite y serait hautement et sévèrement qualifiée ; vous n'avez pas osé paraître devant votre souverain juge ; vous avez reculé devant la double épreuve de suivre le cercueil de celui que vous avez si indignement trahi, si ignoblement insulté, et de braver les anathèmes de ce peuple qui vous connaît, qui vous juge d'après vos actes passés et vos doctrines présentes !

Si vous aviez fait partie du cortège, vous auriez entendu ce formidable cri : *A bas les traîtres !* Mais vos rapports de police ont dû vous instruire de la réprobation universelle que vous excitez, car tout Paris s'est associé à cette manifestation.

Vous avez voulu jouer une comédie : vos faux semblants d'humeur belliqueuse n'ont trompé personne : le peuple seul a compris sa mission dans cette occasion solennelle, et il n'y a pas manqué.

Nos cris étaient indécens, dites-vous, en face d'une tombe ! Mais pourquoi, logiciens malhabiles, nous faire traverser, en ces temps de honte et de bassesse, l'esplanade des Invalides à travers les statues de ces hommes illustres de tous les âges, qui ont porté si haut la gloire et la renommée de notre patrie ? Jusqu'à quand nous prêcherez-vous le contraire de ce que vous faites ? A quelle époque cesserez-vous de nous pervertir le *sens moral*, comme vous dites ! A quoi bon exhumer Napoléon et la gloire de la France, sinon pour réveiller chez nous le sentiment engourdi de la nationalité ! Est-ce donc pour nous faire mourir de honte que vous avez achevé l'Arc-de-Triomphe de l'Etoile, dont chaque pierre porte la condamnation de votre système ? Et si vous vouliez faire de nous des partisans de la paix partout et toujours, de la paix déshonorante et ruineuse, de cette paix presque aussi terrible que l'invasion, il fallait laisser dormir tranquillement l'empereur à Sainte-Hélène, et ne pas l'insulter une dernière fois en faisant servir ses restes à inaugurer le régime de la peur ?

Vous comptiez satisfaire aux exigences de l'esprit public par une vaine parade ; on ne peut qualifier autrement votre cérémonie tronquée, cérémonie de bois et de carton, de tentures inachevées, de trophées déchirés ; cérémonie où manquait tout ce qui devait la rendre noble et majestueuse, où les emblèmes vivans du dernier siècle n'eussent pas manqué, si vous aviez voulu agir sérieusement sur les masses ; si vous aviez été d'autres hommes, enfin ! Mais non ; vous aviez hâte d'en finir, et l'entrée du cercueil aux Invalides a été pour vous un moment d'indécible satisfaction. Il était redevenu votre prisonnier, celui dont l'ombre vous empêchait de respirer à l'aise.

Vous vous êtes bien trompés, si vous avez cru amuser la nation au moyens de fêtes guerrières, lorsque l'Autriche vous enjoint de désarmer. Votre espérance a été cruellement déçue, si vous avez voulu faire sanctionner ou même oublier vos actes par la population assemblée autour de ce cercueil. Ils retentissent encore à vos oreilles, ces cris d'une juste défiance que vous avez provoqués, et bien justement, il est vrai !

Merci ! gouvernants, pour un dernier service que vous venez de rendre, malgré vous, à la nation. Depuis dix ans, vous tous, ministres passés et présents, vous avez entretenu la division dans le pays, séparant l'armée du peuple, éloignant les gardes nationaux des ouvriers, et voici que tous, au milieu du danger, se donnent la main et s'unissent pour crier haro ! sur vous et vos amis, aux cris mille fois répétés de : *A bas les lâches ! à bas les traîtres !*

Cette garde nationale, dont vous faisiez un épouvantail, que vous aviez réussi à égarer, dont vous aviez flatté les instincts secrets, après de laquelle vous nous aviez tant calomniés, elle commence enfin, vous devez l'avouer, à reconnaître que nous sommes aussi enfans de la patrie, comme elle ; citoyens, comme elle ; dévoués, autant qu'elle. Et c'est pourquoi nous avons crié ensemble : *Vive la France ! à bas les traîtres !* Et si l'armée ne nous a répondu que par un geste, c'est que vous l'aviez baillonnée !

Merci, encore une fois, merci, agens de l'étranger, d'avoir constitué enfin l'unité qui nous manquait. Oui, maintenant, il n'y a plus qu'un cri, qu'un vœu, celui de voir vos funestes doctrines rentrer dans le néant d'où, pour l'honneur de la France, elles n'auraient jamais dû sortir.

Faites du libéralisme dans vos journaux : attaquez le despotisme impérial, peu nous importe ; nous n'avons pas envie de le défendre. Mais ce que nous défendrons partout et toujours, c'est l'honneur de notre pays, c'est sa place, son rang, sa considération, que vous avez compromis si gravement, et que les armées de la République et de l'Empire défendaient, non avec des *factum* et des *memorandum*, mais avec le plus pur de leur sang.

Vous avez relevé l'esprit public tant abattu, grâces vous en soient rendues ! La garde nationale, le peuple et l'armée ont secoué l'apathie dans laquelle ils semblaient enveloppés ; l'élan est donné : vous aurez beau faire, le torrent emportera votre système, et, soyez tranquilles, l'histoire ne vous oubliera pas non plus, et elle accolera à vos noms les qualifications que vous ont données les citoyens de Paris, *tâches et traîtres* !

RÉFORME INDUSTRIELLE.

DES INSTRUMENS DU TRAVAIL.

Nous avons exposé (n° 2, p. 11-12) les conditions principales de l'Association industrielle, telle que nous espérons la voir instituée un jour. Nous avons dit que nous ne nous en tiendrions point à ces généralités et que nous étudierions successivement toutes les questions de détail, afin qu'il ne reste aucun doute sur la possibilité de son institution et sur les améliorations qu'elle produira dans la condition physique et morale des ouvriers. Nous tiendrons notre promesse ; nous ferons en sorte que chaque numéro de notre journal contienne un article sur ce sujet si important. Nous allons nous occuper aujourd'hui de la question spéciale du capital social ou des *instrumens du travail*.

Par instrumens du travail, il ne faut pas entendre seulement les *outils* dont nous nous servons pour transformer la matière première ; ce n'est pas seulement le marteau du serrurier, la scie du menuisier ou la charrue du cultivateur, mais encore et surtout le fer, le bois, la terre, etc., en un mot, toutes les choses sur lesquelles la main du travailleur s'exerce, tout ce qui sert au travail et tout ce qui donne la possibilité d'entreprendre. L'argent et le crédit doivent être considérés comme étant aussi des instrumens du travail, puisqu'ils sont le moyen principal de toutes les opérations industrielles et commerciales.

Une association d'ouvriers ne peut exister qu'à la condition d'avoir les instrumens nécessaires au travail de ses membres ; c'est-à-dire du bois, s'ils sont menuisiers ; de la pierre, s'ils sont maçons ; de la terre, si l'association est agricole, etc. ; de plus, les outils propres à chaque profession, et enfin, cet autre instrument qu'on appelle argent, qui est, surtout maintenant, le moyen de tout, sans lequel on ne peut rien faire. Nous donnerons à toutes ces valeurs le nom général de capitaux.

Or, les ouvriers ne possèdent ni argent ni aucun des autres instrumens dont nous venons de parler. Cependant, c'est par leur travail que la terre est fécondée, que les canaux et les mines sont creusés, que les richesses industrielles sont produites ; cependant c'est à la sueur de leur front que la société doit sa conservation matérielle. Malgré tous ces services, sans lesquels cette société ne vivrait pas, la classe ouvrière, nous le répétons, ne possède rien. Tous les instrumens du travail sont la propriété exclusive d'une certaine classe, qui acquiert par là le moyen de vivre dans l'oisiveté, ou au moins de bien vivre en travaillant très-peu, tandis que la classe ouvrière, en louant ses bras aux possesseurs, vit très mal en travaillant beaucoup et toujours.

Nous n'insisterons pas sur cet état de choses : assez d'autres en ont fait une peinture fidèle ; assez d'autres ont fait ressortir ce qu'il y a d'étrange dans cette organisation, où la richesse, cette puissance nationale, est le droit de quelques uns, sans contrôle, sans responsabilité, c'est-à-dire un droit individuel absolu, qui, loin d'imposer aucun devoir, donne au contraire le moyen de se soustraire à toutes les obligations sociales. Autrefois, il n'en était pas ainsi, notamment au moyen âge, où les possesseurs de fiefs avaient pour devoir essentiel de défendre la patrie. Nous ne voulons pas dire qu'en ce temps la classe ouvrière était plus heureuse ; nous voulons seulement dire que le principe était posé alors, que l'on n'avait des droits que pour remplir des devoirs. Malgré les progrès accomplis, on semble avoir oublié ce grand principe ; ceux qui s'en souviennent sont même exposés à avoir des démêlés avec la justice.

Malgré ce qu'en disent ou pensent ceux qui jouissent des bénéfices de cette organisation sociale, derniers restes des institutions romaines, nous n'hésitons pas à dire qu'elle est complètement contraire à la morale, d'où découle le droit et la justice. En effet, aux yeux de la morale, chacun est fils de ses œuvres, et celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. Or, comme c'est précisément le

travailleur qui jeûne et l'oisif qui mange, et comme c'est le hasard et non les œuvres qui donne les droits, nous sommes fondés à dire qu'une telle institution est mauvaise, puisqu'elle est contraire à une loi plus haute que celle du Code civil, une loi sans laquelle il n'y aurait point de société possible, devant laquelle tous les hommes sont égaux et doivent tous courber la tête, gouvernans et gouvernés.

On peut dire en principe que tout ce qui est contraire à la morale est mauvais et anti-social. Nous avons la preuve de ceci si nous considérons cette question au point de vue économique. N'est-il pas évident, en effet, que plus la propriété est divisée, moins elle est productive ? N'est-il pas reconnu que les frais de production augmentent en raison de la division et diminuent en raison de la centralisation des moyens productifs ?

Et d'un autre côté, n'est-il pas reconnu qu'outre la perte causée par la division infinie de la propriété, il y a un inconvénient immense à laisser le possesseur complètement libre d'user à sa guise des instrumens du travail à sa disposition ? Certes, on trouverait étrange aujourd'hui que le fils d'un colonel héritât du grade de son père, uniquement par droit de naissance. On a compris qu'un régiment était une force qu'il serait très dangereux de laisser à la direction d'une main inintelligente. Or, nous le demandons, la direction de la force productive qui nourrit la société est-elle de moindre importance que la force militaire, pour être ainsi abandonnée à la libre exploitation du premier venu ?

Ainsi donc, au point de vue moral, comme au point de vue économique, il y a urgence de modifier l'état de choses actuel.

Cette modification peut être plus ou moins lente, selon les obstacles que les pouvoirs actuels susciteront aux essais qui seront tentés ; plus ou moins rapides, selon la bonne volonté des pouvoirs à venir.

Nous ne pouvons toucher à aucune question sans songer au pouvoir en qui est la toute-puissance ; mais aussi, nous ne pensons jamais à ceux qui gouvernent aujourd'hui sans éprouver un amer dégoût. C'est qu'en effet on ne sait comment caractériser leur gestion ; on ne sait ce qui domine le plus en eux de l'incapacité ou de la mauvaise volonté. Ils sont indifférens à tous les maux qui rongent la société ; ils ne s'occupent qu'à une seule chose : la conservation entre leurs mains des prérogatives gouvernementales. Qu'il y ait désordre dans les relations sociales, dans l'industrie, le commerce ; qu'il y ait des souffrances infinies dans les classes populaires, qu'importe au pouvoir ; cela ne le regarde pas ; que chacun fasse en sorte d'échapper au mal, et qu'on le laisse en paix jouir des bénéfices de sa lucrative fonction.

Cependant, que de bien ne pourrait-il pas faire ! L'Association ouvrière, ce grand remède qui guérirait le mal qui mine l'industrie ; il lui serait très facile de l'instituer, et par là d'ouvrir une voie à toutes les améliorations dans l'avenir ; il puiserait ainsi, en commençant cette bonne et grande œuvre, l'autorité et la sécurité qui lui manquent. Mais il est aveuglé par l'égoïsme, par l'ignorance et par la peur. Les économistes officiels n'ont pu, il est vrai, dissimuler la plaie profonde qui résulte de l'organisation actuelle ; mais ils ont déclaré que le mal était incurable, et que le pouvoir ne pouvait faire autre chose que contenir, par la force au besoin, les classes pauvres dans leur condition misérable, et protéger les possesseurs des instrumens du travail contre les prétentions des dépossédés.

Malgré les sophismes des hommes qui veulent à tout prix immobiliser la société dans le désordre, et éterniser la misère du peuple, le principe de JUSTICE se fait jour de toutes parts, et la question aura tôt ou tard sa solution. La nécessité, qui s'appuie sur la morale et la logique, sera plus forte que l'argumentation des sophistes et le mauvais vouloir des gouvernans. Il était, avons-nous déjà dit plus haut, il était facile à ces derniers de préparer la transition, en fournissant, par les moyens dont ils disposent, un instrument de travail aux ouvriers qui auraient voulu s'associer. Il n'en feront rien ; au contraire, ils poursuivront peut-être les hommes qui commenceront l'établissement de l'association industrielle.

Mais que cela n'arrête pas les travailleurs qui sont disposés à s'associer. Qu'ils cherchent les moyens de se procurer les capitaux nécessaires pour commencer, ou qu'ils louent les instrumens de leur travail ; bientôt ils trouveront du crédit, et pourront agrandir successivement leurs opérations. Car telle sera la puissance de cet *instrument de travail*, commun à tous, et n'appartenant à personne en particulier, qu'il deviendra, par une augmentation annuelle (voir l'article cité au commencement), le moyen de centraliser le travail, et permettra à la société d'admettre, au fur et à mesure de son développement et de sa richesse, un plus grand nombre de travailleurs.

On le voit, le problème dont la solution paraissait impossible aux économistes officiels, devient possible par l'institution que nous proposons. Le premier instrument du travail possédé par une association instituée à notre point de vue sera comme la boule de neige qui va toujours grossissant. Ce sera, d'ailleurs, un exemple pour ceux qui ne comprennent que ce qu'ils touchent. Et peut-être viendra-t-il un jour un gouvernement qui comprendra l'importance de l'association ouvrière et lui sera en aide. Nous l'appelons de tous nos vœux ; alors la propriété individuelle, cette cause de perte et de désordre, subira une transformation, qui, loin de porter préjudice à qui que ce soit, sera, au contraire, une source de bien-être et de sécurité pour tout le monde.

Dans le numéro prochain, nous donnerons un modèle de contrat entre ouvriers associés pour servir à ceux de nos camarades qui nous ont compris et qui peuvent commencer dès maintenant.

ENQUÊTE.

La Chambre des députés s'occupe en ce moment de la loi sur le travail des enfans dans les manufactures. Les échos du Palais-Bourbon ont été tout étonnés d'entendre un mot étrange pour eux : *l'organisation du travail*. Mais ce n'est qu'un mot, complètement vide de sens, pour les représentans de 180,000 hommes qui se trouvent très à l'aise de ce que le travail n'est organisé en aucune façon.

Nos lecteurs comprendront que nous n'espérons en rien modifier les vues *organisatrices* de nos représentans : nous nous bornons donc à écouter la discussion, pour en faire notre profit, et constater plus sûrement l'exploitation, non seulement des enfans, mais encore des hommes, d'après l'aveu de nos députés. Nous donnerons plus tard notre avis sur la question, certains que nous sommes de n'être consultés et écoutés sur les choses graves qui nous concernent que lorsque nous serons véritablement *représentés*, c'est-à-dire, en un mot, lorsque la réforme électorale aura constitué un pouvoir fondé sur l'égalité.

SITUATION PRÉSENTE DES OUVRIERS ÉBÉNISTES.

Il n'y a pas encore bien long-temps, un de nos amis, ouvrier ébéniste, se trouvait par hasard dans un salon avec des gens d'une condition plus relevée que la sienne, qui parlaient des ouvriers et des affaires du jour en toute liberté. « Quoi ! disait un monsieur gros, gras et d'un assez bon ton dans la mise ; que veulent donc ces canailles d'ouvriers ; ils n'avaient jamais gagné tant d'argent, ils n'avaient jamais été si bien payés et si heureux..... et ils se plaignent encore..... mais que veulent-ils donc ? » — Et les autres messieurs, d'un bon ton comme le premier, répondirent en chœur que les ouvriers ne pouvaient rien vouloir de légitime, qu'ils étaient tout simplement les agens secrets des ennemis de la France, qu'ainsi leurs demandes cachaient de mauvais desseins, et que le meilleur était de leur répondre à coups de fusil et à coups de canon.

Voilà comment parlaient ces personnes, et voilà comment parlent ou pensent tant d'autres que nous connaissons ou que nous ne connaissons pas. Nous voulons cependant leur répondre à tous d'une manière fort claire, et cela sans faire de grands efforts d'éloquence. A tous ceux donc qui ont mal parlé ou mal pensé, nous offrons un petit tableau des salaires des ouvriers ébénistes, il y a seulement dix ou douze ans, comparés avec ceux actuels. C'est la meilleure réponse que nous puissions faire.

Il y a dix ans, on payait :	On la paie actuellement :
La façon d'une armoire à cadre, 120 fr.	55 fr.
Id. d'une paire de meubles (commode et secrétaire), 140	50
Id. d'une commode à bureau, 120	55
Id. d'un lit assez compliqué, 140	90
Id. d'un lit à crosse ordinaire, 40	26
Id. d'une toilette-commode pour dames, 70	35
Id. d'une toilette anglaise ordinaire, 18	9
Id. d'une étagère ordinaire à deux tablettes, 28	15

Nous pourrions allonger de beaucoup cette note comparative, mais ce seraient toujours les mêmes monstruosité. Notez que plus les prix baissent, plus les maîtres compliquent l'ouvrage et deviennent exigeants sur son fini. De plus, ils mettent entre les mains de l'ouvrier du bois si mauvais, si ingrat, qu'ils se seraient bien gardés autrefois de le lui présenter, car l'ouvrier l'eût refusé fièrement, et ce bois eût été jeté au feu. Ce n'est pas tout : quand l'ouvrier a gagné si péniblement une si petite somme d'argent, est-il toujours assuré de la toucher ? Non ; car beaucoup de maîtres sont misérables et à plaindre comme nous : l'argent va tout en haut, et ceux qui le possèdent sont généralement d'une grande avarice ; beaucoup sont mauvais payeurs et semblent un trouver plaisir inconcevable à faire souffrir ceux à qui ils doivent.

Les ouvriers ébénistes travaillent rarement à la journée : ils travaillent aux pièces et à façon ; il suit de là que la longueur de la journée, qui devrait aller de six heures du matin à huit du soir, n'a plus rien de fixe, et pourtant les ouvriers commencent à travailler de bon matin, ne perdent pas un moment durant le jour, et travaillent encore bien avant dans la nuit. Passez, au temps des veillées, à dix ou onze heures du soir, devant un atelier d'ébénisterie, vous entendrez frapper, et, à défaut de bruit, vous pourrez voir au travers des vitrages ou des fentes des fermétures quelques rayons de lumière, indices certains que les ouvriers sont encore là. Leur journée est donc des plus longues, elle dure quatorze, quinze, seize, dix-sept heures et plus, selon les ateliers, et la plus ou moins grande

habileté des ouvriers ; tous veulent manger, tous veulent vivre.

On voyait, il y a une dizaine d'années, les ouvriers ébénistes, quoique moins assidus à leur travail qu'au temps où nous sommes, gagner d'assez fortes journées ; aujourd'hui, on en voit parmi eux qui ne gagnent presque rien ; d'autres, plus agiles, plus forts, plus vigoureux, gagnent un peu plus ; mais la vanité se glisse partout ; ils veulent faire ressortir leur mérite et se font gloire de gagner beaucoup plus qu'ils ne gagnent réellement. Nous avons rapproché les journées supérieures des journées inférieures, et la moyenne ne va pas à 2 fr. 50 c. Ajoutons que l'ouvrier supporte quelquefois la responsabilité des accidens arrivés à son ouvrage ; il peut prendre une fausse mesure, casser un joint, percer une feuille de placage en racleant ou en ponçant, voilà de la perte de temps et de la perte d'argent, car il faut payer ce qu'on a gâté : tout cela rogne la journée.

Les ouvriers à façon travaillent chez eux : ils paient un loyer, ils se fournissent les établis et tous les outils dont ils se servent, et de plus la chandelle, la colle, le vernis, l'huile, le papier de verre, les clous, etc., etc. Il y a des maîtres assez raisonnables pour donner une petite somme à l'ouvrier pour l'indemniser de toutes ses fournitures, d'autres ne donnent plus rien du tout. Les ouvriers à façon n'ont donc point d'avantage ; s'ils préfèrent travailler ainsi, c'est parce qu'ils arrivent à un âge mûr, et qu'ils fuyent pour cette raison toute occasion de dérangement et de dépense. On comprendra que ceux qui sont mariés aiment à se trouver auprès de leurs femmes et de leurs enfans ; beaucoup de *façonniers* travaillent jour et nuit.

Dans les bons temps, les ébénistes n'avaient point de morte saison ; ils travaillaient l'hiver aussi bien que l'été, et dès que leurs ouvrages étaient finis, les maîtres s'empressaient de leur donner du bois pour en commencer d'autres. C'est que, si l'on entrerait alors dans l'une de ces auberges nommées *gargotes*, on voyait sur les comptoirs ou autour de la glace quantité d'adresses de maîtres qui demandaient des ouvriers : on ne voit plus cela à présent ; les maîtres ne sont plus pressés : d'autre part, ils ont des ouvriers plus qu'ils n'en désirent, car tous les jours on va s'offrir à eux chapeau bas et suppliant. Aussi sont-ils devenus sans gêne ; ils sont doux pour le marchand, durs pour l'ouvrier ; et cela se conçoit : ils ont besoin, de captiver l'un, et l'autre les fatigue par son humilité importune. L'ouvrier livre rarement un meuble sans perdre un temps précieux à attendre le bois pour en commencer un autre ; et ensuite il travaille, le mercenaire, il sue sang et eau, il se tue ; l'ouvrage est peu payé, il veut le faire vite ; ce n'est qu'à cette condition que l'ébéniste peut se procurer un morceau de pain.

Si, du temps des corporations et maîtrises, qu'on a détruites au nom de la liberté, sans s'intéresser davantage pour cela du présent et de l'avenir des ouvriers, des ouvriers qui devraient être quelque chose et qui pourtant ne sont rien dans notre injuste société ; si dans ce temps, dis-je, un ouvrier avait fait autant de travail qu'il en fait de nos jours, sa fortune eût été promptement faite ; l'ouvrier, travaillait alors lentement, et pourtant il avait du pain et peu de souci ; il travaille aujourd'hui avec la rapidité et la continuité d'une machine, et il ne peut plus se suffire, et son avenir l'inquiète toujours plus. On n'a pas proportionné son gain à son travail ; il a trop peu gagné et trop produit, et les magasins sont encombrés. Les riches ont de l'argent, beaucoup d'argent, mais leurs maisons sont très bien meublées, et s'ils n'achètent plus, ce n'est pas par méchanceté, comme on semble le croire, c'est tout simplement parce qu'ils n'ont plus besoin de rien. Les travailleurs ont besoin de tout, leurs habitations sont absolument nues, et, s'ils pouvaient satisfaire leurs besoins, les magasins seraient bientôt vides ; mais comme je l'ai déjà dit, les travailleurs gagnent trop peu, ils n'ont point d'argent, aussi les magasins sont pleins et restent pleins. Et les maîtres, ne sachant à quoi s'en prendre, diminuent davantage les salaires des ouvriers et en cela ils agissent contre leurs propres intérêts, ils se ferment de nombreux débouchés, ils se tuent eux-mêmes en tuant les autres. Demandez à l'aubergiste, au marchand de vin, au cordonnier, au tailleur et à bien d'autres s'ils gagnent avec l'ouvrier ce qu'ils gagnaient jadis, demandez-leur s'ils ne sont pas forcés par cette seule raison de se passer de plusieurs meubles qu'ils auraient bonne envie de vous acheter, et vous comprendrez par là, maîtres, qu'en diminuant les salaires des ouvriers, vous diminuez votre vente et tous vos bénéfices ; à chaque réduction que vous faites à l'ouvrier, vous réduisez la valeur de votre magasin et de votre fortune, car tout ce qu'il renferme de meubles a perdu alors de son prix. Voyant que tout ce que vous avez fait ne vous a point servi, vous vous en prenez à l'hôtel Bullion, que vous regardez comme une cause de dépérissement pour votre industrie, et là vous vous trompez encore. L'hôtel Bullion, ce palais des commissaires-priseurs, où l'on vend tout à la criée, est un effet du mal, il n'en est pas la cause ; si on le fermait, les choses n'en iraient pas mieux pour cela. Pourquoi, lorsque les fabricans pauvres vont vous offrir leurs meubles, à vous fabricans plus riches, pourquoi, quoique vous sachiez fort bien ce que vaut la marchandise, voulez-vous l'avoir pour presque rien ? Le fabricant dans la gêne, pris ainsi au collet, s'irrite contre vous et prend la route de l'hôtel Bullion, qu'il va ensuite revoir souvent, autant aime-t-il donner sa marchandise à perte au propriétaire qu'au marchand injuste, rapace et sans pitié ; voilà comment il vous enveloppe dans sa propre ruine ; car celui qui achète à bas prix dans l'hôtel, ne veut plus acheter à haut prix dans vos grands et

riches magasins. Vous conclurez peut-être de ceci qu'il faut persister plus que jamais à le fermer, cet hôtel Bullion. Cela ne remédiera cependant à rien du tout; fermez-le, et les ébénistes, pressés de vendre, au lieu d'écouler leur meubles par là, les écoulent d'un autre côté; les rues deviendront leurs bazars perpétuels, voilà tout. Si on allait plus loin, si on leur fermait et l'hôtel et les rues, ce serait alors les forcer à mourir de faim, ce serait leur passer impitoyablement le couteau à travers la gorge, et ce crime même ne profiterait pas long-temps à ceux qui l'auraient consommé. Ainsi, dites et faites ce que vous voudrez, l'ébénisterie est abattue parce que toute l'industrie est en souffrance; tous vos petits remèdes seront insuffisants ou contraires, son mal tient au mal général; tout dépérit à la fois, il faudra que tout se relève de même.

Malgré tant d'expédients, malgré tant d'agitations, la vente ne se faisant pas, les maîtres ralentissent la fabrication: les uns se bornent à un plus petit nombre d'ouvriers, d'autres les taxent à ne travailler qu'une petite quantité de jours par semaine, ce qui rend leurs gains tout-à-fait insuffisants. S'ils se plaignent, on les renvoie de l'atelier; ce qui est encore pire, car ils ne trouvent pas facilement à se placer ailleurs; si les ouvriers ébénistes n'avaient point autrefois de mortes saisons, il n'en est pas de même aujourd'hui, et on voit tous les jours de ces pauvres diables chercher de l'ouvrage avec persévérance et n'en point trouver. Considérez maintenant que l'ébéniste ne connaît vraiment bien son état et l'économie qu'à l'âge de vingt-cinq ans, et qu'à cinquante étant trop vieux et trop faible, on n'en veut plus dans les ateliers, vous comprendrez alors que si son présent est triste, son avenir est bien sombre et bien menaçant.

Nous avons parlé de la réduction des prix de façon; disons un mot de l'augmentation du prix des choses dont on ne peut pas se passer.

Ce détail du prix des choses nécessaires à la vie, concernant tous les ouvriers en général, rentre dans la première partie de notre enquête: constatons néanmoins que pendant long-temps le pain a coûté en moyenne 85 cent. les deux kil.; que la viande vaut au moins 60 cent. le demi kil.; que les loyers sont bien plus chers qu'autrefois; que les combustibles enchérissent tous les jours; qu'enfin il n'est presque aucun objet, excepté ceux que nous ne pouvons nous procurer, qui n'ait subi d'augmentation.

Tout est donc plus cher, excepté le travail de l'ouvrier, qui l'est beaucoup moins.

On a diminué son salaire et renchérit sa nourriture, et puis on ose dire qu'il n'avait jamais gagné tant d'argent, qu'il n'avait jamais été si heureux... Quelle dérision! quelle cruauté! Il faut être, pour parler ainsi, bien méchant, ou d'une ignorance excessive sur cette matière; on ne peut sortir de cette conclusion.

Quoi qu'il en soit du motif qui fait ainsi agir nos détracteurs, nous savons depuis long-temps que nous ne devons compter que sur nous pour arriver à réformer ce que cette situation a d'affreux. Disons aussi, et répétons-le bien haut, que notre égoïsme et notre coupable indifférence sont les principales causes de notre misérable position. Rallions-nous donc tous, sans distinction d'état, aux principes des réformes politiques et industrielles, sans lesquelles nous resterons dans la société ce que nous y sommes depuis trop long-temps, des parias.

MM. Anthime Corbon, imprimeur, Lambert, teneur de livres, Delorme, tailleur, Petit-Gérard, dessinateur, Garnier, expéditionnaire, Devaux, Guillaume et Stévenot, imprimeurs, Gaillard, fondeur, Mignan, peintre en bâtimens, Bœuf, bijoutier, Belin, tailleur, Fortin, toiseur, Varin, commis, Lallemant, imprimeur, Bréard, charpentier, sont chargés pour le trimestre, de la discussion et de l'examen des articles à insérer dans le journal *L'Atelier*.

FAITS DIVERS.

De tous côtés s'élèvent des plaintes sur la stagnation du commerce et de l'industrie, que l'approche du premier jour de l'an aurait dû raviver un peu. On se douterait à peine dans les ateliers, sans la rigueur inaccoutumée de la saison, que l'on est en décembre, c'est-à-dire dans le temps le plus actif de la fabrication parisienne, pour ce qui concerne les objets de luxe offerts en étrennes.

— Nous lisons dans la *Presse* du 18 novembre, que c'est le *luxe du riche qui fait vivre le pauvre*! Pendant combien de temps encore nous crierait-on cette absurde sottise aux oreilles, à tel point que nous y croyons encore de temps à autre. Nous nous réservons de combattre cette vieille hérésie des économistes modernes, dans un article sur le luxe des riches considéré comme moyen de bien-être pour les pauvres. Nous espérons y prouver facilement que le luxe des riches rend l'ouvrier un peu plus pauvre, et voilà tout.

— Nous devons appeler l'attention publique sur le traitement que fait subir le pouvoir aux ouvriers condamnés pour coalition.

Suireau et Troncin, condamnés par la cour royale, se sont pourvus en cassation; avant que la justice ait prononcé en dernier ressort, on les a assujétis au régime cellulaire; puis on a voulu les faire travailler; ils s'y sont refusés et ils ont été mis au cachot, où ils sont probablement encore.

Et vous vantez l'humanité du dernier siècle, qui a aboli la torture! Mais votre système cellulaire, appliqué à des hommes de cœur et de dévouement, à des hommes dont toute la vie est une continuelle preuve du sentiment de fraternité et de sociabilité; votre système, disons-nous, est mille fois plus raffiné de cruauté et de barbarie que la roue et les tenailles des justiciers vos ancêtres! Vous avez fait de la justice une ignoble et lâche vengeance! Et vous vous étonnez de récolter de la haine!

Beaucoup d'autres ouvriers restent encore à juger. Ils ignorent pour la plupart de quoi on les accuse; ils supposent cependant qu'on veut punir en eux une conviction qui depuis dix ans ne s'est pas affaiblie malgré les menaces et les persécutions. La loi des suspects est réorganisée sur une petite échelle: a-t-elle au moins pour excuse l'invasion étrangère et la guerre intérieure? Nullement, c'est au nom de la paix à tout prix qu'on emprisonne et torture des ouvriers prévenus de coalition avec plus de rigueur qu'on n'en mettait autrefois contre ceux qui conspiraient la ruine de la France!

— Le libraire Desessarts, administrateur responsable de la *Revue démocratique*, vient d'être condamné par la cour d'assises de la Seine, à trois ans de prison et 6,000 fr. d'amende.

— M. de Lamennais comparaitra probablement dans deux ou trois jours devant la Cour d'assises, pour y défendre son énergique brochure intitulée: *le Pays et le Gouvernement*.

— *L'Almanach démocratique* a été mis hors de cause, ainsi que *l'Organisation du Travail*, de M. Louis Blanc. Nous recommandons vivement à nos lecteurs cette dernière brochure, dont la partie théorique est complètement en harmonie avec les différents articles que nous avons publiés sur l'association industrielle.

— Nous allons raconter un fait qui se renouvelle tous les jours, et qui peut donner une idée de la vérité de cet axiôme que la justice est accessible à tous:

« Une malheureuse giletière, à la suite d'une altercation avec un maître tailleur sur le fini de son ouvrage, s'est vue mettre à la porte sans être payée de son travail, et battue lâchement par dessus le marché. Elle a porté plainte, mais pour obtenir quelques dédommagemens, il lui faut se porter partie civile et déposer, en conséquence, une somme bien au dessus de ses moyens. Il lui reste donc la plainte au procureur du roi. Mais ici encore elle doit craindre, car les témoins de la brutalité de son maître sont ouvriers chez lui, et quoique cette malheureuse femme ait la conviction qu'ils préféreront perdre leur emploi que de la démentir; elle ne veut pas qu'à cause d'elle cinq ou six ouvriers s'exposent à mourir de faim pour la mince satisfaction de voir condamner un maître à quelques heures de prison. Il faut donc, comme on le voit, qu'elle se résigne. »

Ces faits-là, nous le répétons, se renouvellent tous les jours; les ouvriers sont comme des chevaux bâtés par la faim; aucune réclamation ne leur est permise, sans les exposer à chercher vainement de l'occupation, car les patrons, moins nombreux que les ouvriers, ont plus de facilité à s'entendre, et se recommandent mutuellement ce qu'ils appellent les *mauvaises têtes*.

— Dans un autre atelier, un patron a trouvé un numéro de notre journal: il a déclaré hautement que s'il avait su à qui il appartenait, il aurait *débauché* sur le champ son propriétaire.

Et cependant, avons-nous accusé les patrons de la fausse position dans laquelle les place notre état social: n'avons-nous pas toujours dit que les hommes étaient meilleurs que les institutions? Nous attaquerons toujours, par exemple, les individualités qui sortiront des bornes permises à l'exploitation, et en cela nous userons d'un droit bien légitime.

Que les maîtres cessent donc d'imiter ridiculement le gouvernement, qui voit d'un mauvais œil ses employés lire autre chose que les *Débats* ou la *Presse*; qu'ils laissent la peur à ceux qui, toujours inquiets de leur conscience, voient partout des ennemis. Nous ne sommes pas les ennemis des maîtres, tant s'en faut, nous sommes simplement les adversaires du principe injuste de l'exploitation des individus par d'autres. Nous demandons la transformation de la maîtrise en association, sans avoir au fond du cœur autre chose qu'un sentiment d'estime pour les hommes qui la méritent, quelle que soit leur situation dans notre société!

— On nous annonce que les ouvriers, comprenant enfin la nécessité d'être représentés quelque part dans notre incomplète organisation, s'enrôlent en grand nombre dans la garde nationale parisienne. Ils le font avec d'autant plus de plaisir que la garde nationale commence à prouver, d'une façon non équivoque, qu'elle n'est pas le soutien exclusif d'une caste, mais qu'elle comprend le sentiment national tout aussi bien que les ouvriers, dont on n'aurait jamais dû la séparer. Les ouvriers qui s'y font incorporer remplissent un devoir: nous les en félicitons.

— Les ouvriers parisiens ne sont pas restés indifférens aux récits des malheurs causés par les inondations. Dans tous les ateliers, de

souscriptions se sont ouvertes pour venir aux secours des malheureuses victimes. Si nous avions, comme le gouvernement, les moyens de dresser des statistiques, nous prouverions que les plus généreuses offrandes proviennent de ceux que la misère accable le plus. Au milieu de ces impôts divers, nos amis les condamnés pour coalition n'ont pas été oubliés; une première liste avait produit 40 fr. 20 c.; la seconde, déposée également au *Journal du Peuple*, se montait à 23 fr. 40 c.; la dernière a encore produit 21 fr. 75 c. — Total: 85 fr. 35 c. C'est peu pour le chiffre, mais c'est beaucoup par le nombre, au milieu surtout des privations qu'amène une saison aussi rigoureuse.

Nous engageons toujours nos amis à persévérer dans leur charité pour des infortunés qui ne sont pas près de finir, et dont nous devons supporter notre part.

LYON. — *L'Echo des Ouvriers* annonce que de tous côtés les souscriptions se sont organisées dans les ateliers; que les ouvriers se sont empressés de recueillir chez eux leurs malheureux frères naufragés sans penser à leur position personnelle, presque aussi terrible. Il fait ensuite un rapprochement de cette belle conduite avec celle de ces hommes qui n'ont pas eu honte de spéculer, en ce moment de calamité, sur les denrées de première nécessité. « Que penser, dit-il, d'une société dont les membres et les principes sont si divergens? — A tous ces maux, à toutes ces basses spéculations, le seul remède à appliquer est la RÉFORME SOCIALE combinée sur un vaste et large plan. »

SAINT-ETIENNE. — Les commissions de la capitale pour les rubaniers sont arrivées en assez grand nombre. *L'Ami des Ouvriers* ajoute que les chefs d'atelier sont à la recherche d'ouvriers, un grand nombre ayant quitté la fabrique, où ils mouraient de faim, pour les travaux des mines de houille, ou pour l'état militaire.

« Cet ordre de choses aurait dû faire augmenter le salaire; il reste toujours le même, le travailleur reçoit encore comme une grâce spéciale l'ouvrage qu'on lui donne, sans oser réclamer cette augmentation tant désirée. »

Dans un autre numéro, *L'Ami des Ouvriers*, comparant le produit de travail des années 1833 et 1840, prouve qu'on a fait autant d'ouvrage cette année qu'en 1833, avec moitié moins d'ouvriers, et en les payant moitié moins. « On conviendra, dit-il, que le fabricant seul a profité de l'ignorance et de la désunion des travailleurs. »

REIMS. — « Je dois vous informer des nombreux traits d'humanité et de désintéressement qui se sont produits parmi les ouvriers de notre ville en faveur des inondés. Aussitôt qu'il y eut une commission d'organisée, ils s'empressèrent tous à l'envi d'y aller déposer leur offrande. Les ouvriers fileurs de l'atelier des Longaux donnèrent l'exemple : 18 fr. 50 c. furent déposés en leur nom au bureau de *l'Industriel*; les sociétés de secours mutuels versèrent, celle-ci 25 fr. celle-là 12 fr., cette autre 10 fr., etc.; et bientôt tous les autres ateliers qui n'avaient pas souscrits se mirent en devoir de le faire. Il est inutile de vous faire observer que ces dons acquièrent une grande valeur, en égard à la saison, à l'état de misère où se trouvent réduits les fileurs et les tisseurs, qui sont dans l'impossibilité de se procurer convenablement les vêtements et le chauffage si nécessaires dans une saison si rigoureuse. Mais ils ont compris qu'il y avait encore de plus grands maux que les leurs, et ils n'ont pas hésité. C'est au point que si les membres de la commission se sont adressés à eux, c'était plutôt pour les engager à modérer leurs transports de générosité. »

Quant à nous, nous n'ajouterons rien au récit de l'ouvrier qui nous transmet ces détails. Nous craignons d'affaiblir, en le vantant, le mérite de ces obscurs et fraternels dévoûments.

VARIÉTÉS.

DES CONSÉQUENCES DE L'ATTENTAT DU 9 THERMIDOR.

Les gouvernements qui suivirent la Révolution française, ou plutôt qui s'élevèrent sur ses débris, entrèrent dans une voie trop contraire aux principes qu'elle avait proclamés, pour n'avoir pas le plus grand intérêt à en étouffer l'esprit. Ils cherchèrent donc par tous les moyens possibles à obscurcir l'histoire de cette grande époque en dénaturant tous les événements. Ils furent, du reste, merveilleusement secondés par cette foule d'égoïstes qui n'avaient cessé de trembler pendant ces jours de luttes, où l'indifférence même était un cas de suspicion, où la patrie ne devait compter que des défenseurs dévoûés ou d'ardens ennemis. La contre-révolution ne réussit donc que trop bien dans son œuvre subversive; car les mensonges les plus absurdes, les calomnies les plus atroces ont été accrédités, à ce point que ceux-là mêmes qui ont vécu pendant la Révolution, en ont la mémoire troublée, et que tout est devenu confusion dans leurs souvenirs. A plus forte

raison, les générations nouvelles doivent-elles être dans l'ignorance la plus complète à l'égard des grands événements, et surtout à l'égard du caractère véritable de certains chefs révolutionnaires.

Ainsi, par exemple, n'est-il pas convenu généralement que les jacobins étaient des hommes de sang, et que Robespierre était un monstre; qu'il n'a usé de son immense pouvoir que pour persécuter à tort et à travers? N'est-il pas de croyance générale que c'est par ses ordres exprès que les prisons se remplissaient « de victimes condamnées d'avance à l'échafaud? » Et n'est-ce pas à sa mort « que tant de malheureux doivent d'avoir échappé au supplice? » Ne l'accuse-t-on pas enfin, tant les idées sont confuses, d'avoir fait guillotiner une foule d'individus qui étaient encore parfaitement libres à sa mort!

S'il est peu d'hommes qui aient été autant flattés durant leur vie que Robespierre; à coup sûr, il n'en est point qui aient été calomniés avec une rage plus persévérante après leur mort. La raison de cette haine violente n'est pas dans l'homme tout seul, elle est surtout dans les idées qu'il représentait: c'est la Révolution que l'on poursuit en Robespierre. Eh! bien, à notre tour, nous allons défendre la Révolution dans la personne d'un de ses soutiens.

On a toujours considéré Robespierre comme jouissant d'un pouvoir absolu et dictant ses ordres au Comité de salut public aussi bien qu'à la Convention. On s'est trompé: Robespierre, par son austérité, par son patriotisme, son éloquence et ses vues élevées, avait acquis, il est vrai, une très grande influence à la société des Jacobins, et comme celle-ci avait, de son côté, une influence non moins grande sur les pouvoirs constitués, et qu'elle imprimait à la marche révolutionnaire cette prodigieuse activité qui a sauvé la France, il s'en est suivi que la gloire de la Révolution a rejailli sur la Société et sur celui qui en avait la direction morale.

Cette toute puissante influence des Jacobins date surtout du commencement de juin 1793. On était alors au temps le plus difficile de la Révolution: les Girondins, venaient d'être renversés du pouvoir, et laissaient la France dans la situation la plus périlleuse. Les frontières étaient envahies de tous côtés par les armées ennemies; les armées nationales étaient désorganisées; les chefs trahissaient par l'inaction ou par la désertion; et, enfin, pour compléter leur œuvre, et montrer qu'on ne les accusait pas injustement, les Girondins s'enfuirent dans les départemens, et en soulevèrent les deux tiers contre l'autorité de la Convention. Les Jacobins, dont beaucoup étaient en même temps membres de la Convention, ne désespérèrent pas du salut de la France; ils proposèrent des mesures si énergiques, et ces mesures furent exécutées avec tant de promptitude et de dévoûment de la part de tous les véritables Français, qu'une armée de treize cent mille soldats, divisée en quatorze corps, fit en quelques mois rentrer dans l'ordre, au pas de course, les départemens insoumis, et reconquit, non seulement nos frontières, mais encore en recula au loin les limites.

La puissance d'initiative des Jacobins dura jusqu'à la chute de Robespierre. Celui-ci prit donc à leur œuvre la participation la plus active; mais on ne serait pas dans la vérité, en disant qu'il jouissait d'un pouvoir véritable, quoiqu'il fût en même temps membre du Comité de salut public. Ce Comité le mettait en avant lorsqu'il fallait faire quelque grand rapport sur la politique générale, lorsqu'il s'agissait de répondre aux calomnies de l'Europe coalisée contre la Révolution; hors de là, sa part de la dictature n'était rien de plus que celle de Collot, de Billaut-Varennes ou de Carnot, etc.

Quant aux excès inséparables d'une aussi grande commotion, peut-on raisonnablement en accuser les Jacobins et en particulier Robespierre? A moins de renoncer au bon sens, peut-on le rendre responsable des crimes de Carrier, de Tallien, de Fouché, de Collot; des saturnales des Hébert, Chaumette et consorts? A qui s'adressaient les plaintes des malheureux opprimés, sinon à Robespierre? Qui a poursuivi avec plus de persévérance et ceux qui voulaient désunir la France, et ceux qui salissaient la Révolution par leurs excès? Qui donc a proclamé que la morale devait être la règle en toutes choses, pour la république comme pour les individus, si ce n'est encore Robespierre? Et où ces idées avaient-elles le plus de puissance, sinon aux Jacobins?

Aurons-nous besoin de relever l'accusation d'hypocrisie

dont il a été l'objet. Nous demanderons que l'on nous montre en quelle occasion ses actes ont été en contradiction avec ses paroles.

Il est encore une accusation, la plus importante, peut-être, dont nous voulons le justifier, et il nous sera facile de le faire. Nous voulons parler de la part qu'on l'accuse d'avoir prise aux exécutions si nombreuses des derniers temps de sa vie. Que ces exécutions aient été exigées ou non par la difficulté des temps, nous pouvons affirmer qu'il n'y a pris aucune part, et nous allons le prouver.

Depuis long-temps avant le 9 thermidor, il existait entre lui et ses collègues du Comité de salut public un dissentiment profond. Son opinion n'avait pas la majorité, car on avait envoyé en mission précisément ceux qui auraient pu le soutenir. Robespierre voyait dans les membres qui lui étaient opposés les continuateurs d'Hébert; il les considérait comme des ambitieux sans convictions, qui n'aspiraient à concentrer le pouvoir entre leurs mains qu'au profit de leur personnalité. De leur côté, Billaut-Varennés, Collot-d'Herbois et autres, étaient jaloux de la renommée de Robespierre et de son influence aux Jacobins; ils souffraient impatiemment son rigorisme moral; aussi, l'abreuvèrent-ils de tant de dégoûts, qu'il résolut d'abandonner le Comité. Son ami Couthon le détourna de ce projet et l'engagea, au contraire, à forcer ses adversaires, par une mesure quelconque, à renoncer au pouvoir. Il fit plus, il élaborait un projet de loi, par l'adoption duquel Robespierre aurait pu anéantir tous ces misérables qui faisaient de la Révolution un instrument à l'usage de leur fortune personnelle. Ce projet fut transformé en loi adoptée, malgré une vive opposition. Son adoption fut sollicitée par ceux-là même contre qui elle était faite: ils avaient compris l'intention de Robespierre, et en votant pour qu'elle passât, ils se réservaient de s'en servir au besoin contre son auteur. C'est la loi du 22 prairial, qui réorganisait le tribunal révolutionnaire et donnait au Comité une puissance sans bornes.

Robespierre sentit qu'il avait donné des armes à ses ennemis, et ne voulant plus prendre part à des actes qu'il n'approuvait pas, il se retira. Ceci se passait six semaines environ avant le 9 thermidor.

Or, c'est pendant le temps de cette absence que la loi du 22 prairial devint entre les mains du Comité le moyen d'une dictature qui paraissait devoir perdre la Révolution par l'exagération de la terreur. Le Comité usa et abusa tant du pouvoir extraordinaire que la loi de prairial lui conférait que Robespierre, à la prière de ses amis et de son frère, sortit de sa retraite, et vint, le 8 thermidor, protester contre cette direction mauvaise. Son discours fut couvert d'applaudissemens par l'immense majorité des conventionnels. Cependant en dépeignant le mal, Robespierre n'osa point désigner directement les auteurs. Ceux donc qui se sentaient menacés, profitèrent de sa faiblesse et conspirèrent immédiatement sa mort. En conséquence, dès le soir même, Tallien, Fouché, Billaut, Collot, etc., tous ceux enfin qui n'avaient point la conscience nette, s'abouchèrent avec les membres influens du parti opposé à la Révolution, avec les royalistes, et proposèrent une alliance pour décréter la mise hors la loi de Robespierre et de ses adhérens. Les royalistes n'avaient point une si vive répugnance pour le chef jacobin que pour ceux qui proposaient l'alliance; mais ils calculèrent qu'en demandant la mort de Robespierre et de quelques autres membres de la Montagne, celle-ci se trouverait affaiblie, et qu'alors ils auraient la majorité et pourraient faire tourner la Révolution à leur profit. Tel a été le calcul des royalistes. On voit qu'ils n'étaient pas inspirés de sentimens moins mauvais que Tallien et ses complices. On fit donc courir des listes de proscriptions attribuées à Robespierre; on s'arrangea de manière que tout le monde pût se croire menacé, afin que tout le monde fût intéressé à sa mort. Ainsi les conjurés de la Montagne, placés entre l'alternative de satisfaire leur orgueil et leur vengeance ou d'exposer la France à tomber entre les mains de ses ennemis, préférèrent la satisfaction de leurs passions jalouses et haineuses!

Le 9 thermidor, Robespierre fut mis hors la loi, sans qu'il lui fût permis de prononcer un seul mot de défense ou d'explication. Toutes les haines, toutes les peurs se ligèrent pour l'accabler d'un effroyable concert d'accusations les plus contradictoires: on lui reprocha tout à la fois d'avoir demandé la mort de Danton et de n'avoir pas voulu sa mort; d'avoir été

modéré et sanguinaire; d'avoir protégé les prêtres et de les avoir persécutés; d'avoir été royaliste et exagéré républicain; car chaque parti voulait avoir un crime quelconque à lui reprocher. La veille, l'assemblée en masse avait décrété l'impression de son discours, pour lequel elle n'avait point d'expressions trop louangeuses; — le lendemain, on résumait tous ses crimes par une seule expression: c'était un monstre!

Saint-Just et Couthon, unis de principes avec Robespierre, furent condamnés avec lui. Son jeune frère s'élança de sa place, et vint l'embrasser en demandant de subir le même sort. Lebas, l'ami commun des pros crits, fit entendre sa voix dans l'assemblée pour la première fois, et ce fut pour dire qu'il ne voulait point partager l'opprobre d'un pareil décret, et qu'il préférerait plutôt mourir avec eux.

On les envoya en prison. Les géoliers ne purent concevoir que de tels hommes fussent pros crits, et ils refusèrent de les recevoir. Ils se rendirent alors librement à la Commune qui leur était dévouée. Les sections de Paris leur offrirent de les défendre et de marcher en armes contre la Convention. Ils refusèrent, disant qu'ils ne devaient point justifier l'accusation d'aspirer à la tyrannie. Pendant ce temps les conjurés ne demeuraient pas inactifs; ils répandirent partout le bruit que Robespierre n'était autre qu'un traître, un royaliste déguisé, qu'on en avait trouvé la preuve dans ses papiers. Si bien que les sections qui, malgré le refus des pros crits, marchaient déjà contre la Convention, ne comprirent plus rien de tout ce qui se passait, et elles laissèrent aux conjurés et à la Convention égarée la liberté de consommer un crime dont nous supportons encore aujourd'hui les conséquences.

Le 10 thermidor (28 juillet 1794) ils furent exécutés sans avoir été jugés. On arrêta bientôt après tous les membres de la Commune, et ils furent guillotins immédiatement; le même sort fut réservé aux Jacobins influens.

La Contre-Révolution triomphait; la Montagne, affaiblie par ses propres fautes, n'eut plus la majorité. Les pouvoirs furent modifiés dans un sens contraire au but révolutionnaire; on fit successivement le procès à tous ceux qui avaient pris une part active au gouvernement de la Terreur. Les Girondins pros crits furent rappelés: et bientôt ces hommes qui avaient une si grande horreur du sang, ces hommes si doux, si modérés, organisèrent une réaction armée cent fois plus cruelle, plus atroce que tout ce qu'ils pouvaient reprocher à la Terreur. On enrôla des compagnies d'assassins dans l'est et dans le midi de la France. Ces bandes célèbres prirent le nom de Compagnies de *Jésus* ou du *Soleil*, et massacrèrent non seulement dans les rues et sur les routes, mais surtout dans les prisons de Lyon, de Marseille, de Toulon, de Tarascon, etc., un nombre immense de patriotes, qu'on y avait enfermés dans cette intention abominable.

En même temps, par la suppression du *maximum*, l'agio tage recommença; les choses de première nécessité devinrent très chères et très rares; la disette augmenta d'une manière effrayante, et le peuple affamé accusa la Convention de tous ces maux, mais n'en put obtenir aucun remède. Enfin, cette célèbre Assemblée termina son existence pour faire place à une nouvelle forme de gouvernement, le Directoire et les Conseils des Anciens et des Cinq-Cents. Ce n'était plus la Convention, mais c'étaient toujours ses meneurs des derniers temps qui étaient à la tête des affaires; hommes corrompus et mal habiles, ils laissaient périr la France entre leurs mains, et perdaient toutes les conquêtes de 93 et 94, lorsque parut un général célèbre, qui s'empara violemment du pouvoir, et établit un gouvernement militaire absolu sur les débris de la Révolution française.

Tel a été le résultat des gigantesques travaux de la France révolutionnaire. Après tant d'années de luttes et de sacrifices immenses de la part du peuple pour instituer un ordre nouveau à l'abri duquel on pouvait organiser la société sur des bases plus conformes à la justice, il a suffi que le pouvoir tombât entre les mains de quelques égoïstes, de quelques ambitieux vulgaires, comme les conjurés de thermidor, pour reculer de plus d'un demi-siècle les réalisations possibles alors.

Etudions donc avec soin l'histoire de ces temps, et sachons profiter du moins d'une si cruelle expérience.

Le Directeur-Gérant: LENEVEUX.

Imprimerie Lange Lévy et comp., rue du Croissant, 16.

Ce Journal paraît du 15 au 25 de chaque mois. — Prix d'abonnement pour Paris : par an, 3 fr.; pour six mois, 1 fr. 50 c. Pour les départements : par an, 4 fr.; pour six mois, 2 fr., envoyés par la poste au bureau du Journal, 15, rue Férou. — On s'abonne aussi chez ROUANET, rue Verdelet.

L'ATELIER

S'adresser, pour tout ce qui concerne l'administration et la rédaction, à M. LENEVUX, directeur-gérant, 15, rue Férou, par lettres affranchies. — Les communications verbales, réclamations, avis, etc., sont reçus au bureau du Journal les dimanches, lundis, mercredis et vendredis, de 8 heures du matin à midi.

ORGANE DES INTERÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui. L'Egalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme et exige le sacrifice de l'individu à la Société.

DROIT.

Nous avons défini le *devoir* (1) une obligation permanente de l'individu envers la Société. Nous avons démontré que c'est par la pratique du devoir que l'unité nationale peut exister, que l'ordre véritable peut régner, que les classes pauvres peuvent être affranchies, que le bien-être peut se généraliser; en un mot, que c'est par cette pratique seule que les progrès peuvent être accomplis.

Mais il ne suffit pas d'avoir le sentiment du devoir et d'être disposé à le pratiquer, il faut encore que chacun ait en sa puissance la faculté ou le droit d'accomplir, dans toute leur étendue, les obligations que la morale et l'intérêt social imposent à tous les membres de la nation. Or, peut-on dire aujourd'hui que tous les Français ont la faculté de concourir de toute leur force au maintien de l'ordre et de l'unité? Peut-on dire qu'ils ont tous la liberté de travailler, comme ils le devraient, au bien-être et au progrès social? Ont-ils tous enfin le *droit* d'accomplir leur devoir envers la Société?

Non, ils n'ont pas ce droit!

Pour le prouver, rappelons rapidement quelques-unes des interdictions dont le peuple est frappé.

Et d'abord, qu'il nous soit permis de prendre encore notre entreprise comme exemple. Les ouvriers qui ont participé à sa création gémissaient depuis long-temps de l'absence de tout enseignement moral, de toute éducation commune et nationale; ils gémissaient de voir les classes ouvrières sollicitées au désordre et à l'immoralité par les mauvais exemples et les mauvais enseignements qui se font jour de toutes parts. Ces ouvriers ont résolu d'opposer eux-mêmes une barrière au débordement que le pouvoir ne voyait peut-être pas sans plaisir; ils ont donc fondé ce journal pour exalter les vieux sentiments français, pour conserver la force du peuple, pour prêcher l'unité, la moralité, le travail et le dévouement à la patrie. Eh bien, la loi leur interdit de faire cet enseignement aussi souvent qu'ils le voudraient. Quelle que soit leur bonne volonté, ils n'ont pas le droit de remplir ce devoir (2)!

Les classes ouvrières languissent sous le joug d'une exploitation immorale. Elles sont, malgré elles, les instruments d'une lutte industrielle désastreuse pour la nation tout entière, et dont elles supportent les conséquences les plus fâcheuses. C'est donc un devoir de chercher sans relâche un remède à ce mal qui empire de jour en jour. Depuis plusieurs années déjà il en a été proposé un : c'est l'Association ouvrière, *perpétuée par un fonds commun et inaliénable*; mais la loi ne reconnaît pas cette condition de grandeur et de durée; on ne veut pas de l'Association ainsi entendue, on s'opposera à son institution. En industrie comme en morale, on n'a pas le droit de faire son devoir!

N'est-ce pas un devoir pour tous que de veiller avec sollicitude au développement de la puissance nationale, et de rechercher avec soin, pour leur confier les fonctions sociales, les hommes qui ont au plus haut degré le sentiment du bien? Cependant on refuse au peuple la faculté d'élire ceux qui font les lois et disposent de tout. Ici encore : le peuple n'a pas le droit de remplir son devoir!

Est-il, nous le demandons, est-il un devoir plus rigoureux que de garantir la sécurité de la patrie quand elle est me-

nacée ou de la venger quand elle est injuriée? Est-il une obligation plus impérieuse que de maintenir la France, qui est la tête de la civilisation, au rang qu'elle a si glorieusement conquis? Eh bien! aujourd'hui la France est menacée, injuriée, et lorsque le peuple, indigné, demande à marcher à l'ennemi, on refuse de l'armer : on lui refuse le droit de remplir son devoir.

Ainsi donc, que l'on veuille enseigner le bien, remédier au mal industriel, veiller au choix des représentants, ou défendre la patrie, on est empêché, on est condamné à assister à l'action désorganisatrice d'une direction mauvaise, qui, à toute demande de réforme, oppose toujours des institutions usées, sous le joug desquelles la nation se débat et languit.

C'est qu'il y a en tête de la Société une classe d'hommes qui s'est emparé des pouvoirs, et qui ne veut pas que le peuple soit en puissance, ni par une éducation forte et nationale, ni par l'organisation du travail, ni par le droit électoral, ni par la guerre. Car ces hommes sentent qu'alors le pouvoir ne serait plus un moyen de fortune, de repos et de jouissance, mais bien un devoir de tous les jours, de tous les instans.

Ils ont une peur instinctive du peuple, et ils ne se croiraient point en sûreté s'il était armé. — Ils ne veulent pas que le peuple soit électeur, dans la crainte qu'il ne choisisse de plus dignes représentants ou qu'il ne leur demande de compte de leurs actes. — Ils ne veulent pas que les travailleurs aient à leur disposition les instruments du travail, de peur qu'un jour il ne vienne dans l'esprit de ceux-ci d'appliquer le précepte de l'apôtre : celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. — S'ils redoutent le peuple armé, et le peuple électeur, et le peuple possesseur de l'instrument du travail, ils ne redoutent pas moins de le voir uni par l'éducation dans une grande pensée nationale; ils savent que c'est de l'éducation que découlent l'unité, la moralité et la force populaire; aussi cherchent-ils à diviser cette force et à comprimer les sentiments généreux, en répandant ou laissant répandre un enseignement subversif, qui a pour effet de détacher successivement tous les individus de l'intérêt national, en les attachant toujours davantage à leurs intérêts individuels.

Ainsi donc, tout enseignement officiel qui parvient aux pauvres conclut à ceci : « Vous voulez avoir des *droits*? Faites en sorte de devenir riches. Imités les hommes qui ont fait fortune; économisez, et vous échapperez par-là au devoir. On vous a ouvert des caisses d'épargne, profitez-en... » Voilà l'enseignement qui nous est donné partout. On nous montre l'égoïste enrichi, et l'on nous dit : faites comme lui! Sait-on bien à quelles conséquences on arriverait si les pauvres se laissaient aller à ces excitations monstrueuses? Ne savons-nous pas comment s'édifient les grandes fortunes?... Non, il n'est point d'enseignement plus perfide, plus immoral, plus corrupteur, plus anti-social que celui dont on nous poursuit. L'égoïsme que l'on cherche à exciter en nous avec une persévérance odieuse, est le sentiment le plus détestable auquel l'homme puisse se laisser aller; c'est le sentiment de dissociation le plus puissant. Or, la dissociation, c'est l'anarchie. Nous renvoyons donc à ceux qui nous gouvernent cette qualification d'anarchistes qu'ils jettent au peuple à tout propos, et qu'eux seuls ont méritée.

Oui, vous qui excitez en nous les passions mauvaises, le peuple vous donnera des leçons d'ordre et de moralité. S'il réclame avec énergie des droits légitimes, c'est pour remplir ses devoirs d'une manière plus large et plus favorable à notre

(1) Numéro 4, p. 25.

(2) S'ils étaient riches et déposaient un cautionnement de 50,000 fr., les pourraient faire paraître le journal une fois par semaine.

nationalité, et non pas, comme vous croyez ou feignez de croire, par amour du repos et des jouissances. Il a su résister à la corruption; il restera fidèle au sentiment de ses devoirs et de sa dignité; il saura préserver la France de l'anarchie et de la décomposition dont vous la menacez. Vous rencontrerez tôt ou tard dans l'unanimité de ce peuple, dans sa puissante volonté, un insurmontable obstacle à vos tendances contraires. Au nom de la justice et de l'intérêt national, il vous mettra en demeure de faire ce qui est juste et possible, afin qu'il n'y ait plus d'excuses pour vous, et que vous soyez jugés selon ce que vous aurez fait!

M. LAMENNAIS EN PRISON.

C'est là un de ces faits si douloureux et si extraordinaires qu'on ne sait comment les expliquer, tant ils bouleversent toutes les idées de justice naturelle, tant ils causent de douleur. Qu'avait donc fait ce grand et courageux écrivain pour attirer ainsi sur lui toute la sévérité d'un pouvoir ordinairement si indulgent quand il s'agit de délits et même de crimes contre la morale, contre l'honneur, contre la nation elle-même. Hélas! chacun sait que les criminels sont, trop souvent, d'autant plus considérés qu'ils sont plus coupables: la loi frappe toujours de haut en bas et son bras n'est pas assez haut pour atteindre bien des crimes. Mais non, le délit de M. Lamennais, puisque nos codes appellent cela un délit, n'est point une de ces fautes que réproouve la conscience publique et qu'absolvent trop souvent les tribunaux: on l'a condamné à un an de prison et deux mille francs d'amende parce que l'on était las dans les hautes régions d'entendre son éloge: il est condamné parce que nous, ouvriers, nous l'aimons et le respectons; il s'est chargé de nous défendre, c'est nous qu'on a voulu blesser en le frappant. En voici la preuve: il a été accusé d'avoir excité les coalitions, d'avoir suscité les ouvriers contre ceux qui les exploitent. Le jury a écarté cette accusation, mais il a admis celle d'excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Disons donc toute notre pensée sur cette douloureuse condamnation. M. Lamennais n'a jamais ameuté les basses classes (puisque c'est ainsi qu'on nous nomme) contre les aristocraties sociales; miroir fidèle de nos souffrances, il les a montrées à la société dans les *Paroles d'un Croyant*, et la société en a frémi de douleur et d'effroi. Non content de nous défendre, il a voulu nous instruire; il n'était encore que notre avocat; pour devenir notre père, il a écrit *le Livre du Peuple*, où il montre à chaque page que les droits ne sont que des moyens donnés par la société pour remplir dignement les devoirs qu'elle nous impose. Il y a loin de là, n'est-ce pas à un ami du désordre, à un factieux?

Il y a quelques mois, c'était à l'époque où tant d'ouvriers poussés par l'exigence du travail et de leurs exploiters abandonnaient leurs ateliers pour venir dans les rues se faire écraser sous les pieds des gendarmes et trainer à la Force comme des malfaiteurs; c'était à l'époque où l'Europe coalisée contre nous, nous lançait à la fois la douleur de l'outrage et la honte du ministère Soult-Guizot: la vue de tant de bassesses et d'iniquités, de tant de misères et de souffrances arracha un éloquent cri de douleur à M. Lamennais, et son courageux pamphlet *Le Pays et le Gouvernement* parut. Dans ce livre il dépeignait la société actuelle vermoulue et la société future qui la travaille intérieurement. La Peur vint et elle ordonna à ses agens de poursuivre le livre et l'auteur. Dans ce livre, il n'y avait que des faits connus de tout le monde, répétés depuis dix ans par tout le monde; mais la pensée en était si grande et si puissante, mais sa lecture et le nom de M. Lamennais occasionaient de telles réflexions qu'il y a eu un avocat général pour injurier l'auteur, un jury pour le déclarer coupables, des juges pour le condamner!

Nous respectons la chose jugée, car la loi ordonne et impose ce respect quand même. Pourquoi n'y a-t-il pas eu dans ce jugement un vice de forme qui pût le faire casser; nous doutons qu'alors un second arrêt eût amené une nouvelle condamnation. Mais, quand même notre désir eût pu être accompli, M. Lamennais n'aurait pas voulu en profiter, désireux de souffrir pour sa foi politique; ses paroles à ses amis lors de sa condamnation en sont la preuve. « J'aurais,

peut-être mieux aimé être acquitté, mais c'est une faiblesse; pour la cause que nous servons tous, il vaut mieux que je sois condamné. »

Ce que nous blâmons ici, ce n'est point le jury, pouvoir réellement national, et qui n'a besoin que d'être étendu à tous les citoyens, par suite de la réforme électorale, pour devenir la plus ferme garantie des droits sociaux, et des devoirs individuels; mais ce que nous ne pouvons comprendre, c'est la conduite du tribunal qui, libre encore, malgré la déclaration du jury, d'appliquer une peine légère, n'a cherché qu'à accabler l'adversaire du pouvoir.

Au moment où nous écrivons ces lignes, M. Lamennais est en prison. Mais depuis le jour de l'arrêt jusqu'à l'heure où nous sommes, tout ce qui, dans Paris, a à cœur l'honneur de la patrie, l'amour de l'humanité, a voulu en féliciter le martyr. Défenseur du peuple, gloire vous soit rendue, car votre vie s'est épuisée à travailler courageusement pour rendre aux pauvres leur part de l'héritage commun! gloire vous soit rendue, car si vous avez défendu le peuple, vous avez surtout cherché à développer son intelligence et sa moralité, pour qu'il puisse bientôt profiter des réformes que l'avenir lui prépare! gloire vous soit rendue, car tout en travaillant pour l'avenir, vous n'avez point négligé les souffrances de ceux qui gémissaient autour de vous! gloire vous soit rendue, car dans cette prison où vous renferment les hommes de la société actuelle, vous trouverez quelques-uns de ceux de la société future qui connaissent votre nom et votre cœur, vous qui tant de fois avez soulagé l'accablement de leur âme et la misère de leur corps!

M. le baron Charles Dupin vient de publier, sous le titre de *Bien-être et concorde des classes du peuple français*, son dernier discours d'ouverture du cours de Statistique, suivi d'une seconde édition des *Conseils adressés aux ouvriers parisiens*.

M. Dupin nous taille là une rude besogne. Si le fond, si le sujet de son argumentation n'était pas si sérieux pour nous, il y aurait plus d'une de ses pages qui pourrait défrayer le *Charivari* et le *Corsaire*, seuls juges en ces matières. Mais malheureusement, les absurdités que M. Dupin persiste à répandre (il est payé pour cela), en compagnie de la *Presse* et du futur *Patriote* de 1840, peuvent, non pas précisément égarer les ouvriers sur leurs véritables intérêts, mais leur faire croire qu'il n'y a pas de vérité en ce monde qui ne puisse être si ingénieusement travestie par les *avocats* qu'il ne soit plus possible de la distinguer du sophisme.

Le discours de M. Dupin a été prononcé le 22 novembre dernier. Nous n'en avions rien dit alors; le peu de publicité qui lui avait été donnée ne nous inquiétait guère; mais la publication populaire qui en est faite actuellement nous impose le devoir d'y répondre.

M. Dupin a fait, par anticipation, le procès à la théorie du communisme, théorie qui est dans l'enfance, et qui n'a pas encore acquis un organe sérieux dans la presse. M. le baron, ne sachant donc pas ce que c'est au juste que le communisme, s'en est pris tout simplement à la loi agraire, ce croquemitaine des vaillants amis de la paix à tout prix. Il a prouvé le plus sérieusement du monde une chose qui n'est pas neuve (Voltaire l'avait fait avant lui), à savoir que la fortune de la France, divisée entre ses habitants, assurerait à chacun 80 cent. par jour, ce qui n'est pas brillant, surtout quand on jouit de cinq ou six traitements, comme l'illustre orateur. Il a tonné pendant une demi-heure contre l'injustice qu'il y aurait à faire faire le fronton du Panthéon à M. David à raison de 80 cent. par jour! Ne vous semble-t-il pas lecteur, voir Don Quichotte s'escrimant contre des moulins à vent? Ce serait éminemment ridicule et méprisable si ce n'était odieux, car M. Charles Dupin qualifie ainsi de niveleurs tous ceux, en général, qui ont l'audace de prétendre que tout n'est pas pour le mieux dans l'organisation actuelle de l'industrie; il s'est armé de l'épouvantail de l'égalité absolue pour fulminer un réquisitoire contre tous ceux qui s'occupent, sous quelque dénomination que ce soit, de l'organisation du travail, ou seulement de la critique de l'état actuel de l'industrie. Nous prenons notre part de ses attaques, et nous l'en remercions même, car c'est un titre de confiance auprès d'une immense majorité qui n'a jamais considéré M. Ch. Dupin comme un oracle.

Nous croyons donc inutile de protester contre ces absurdes accusations de nivellement qu'on nous prête: il faut être tout-à-fait à bout d'arguments pour essayer de dégainer cette accusation si requilée: nous allons continuer d'analyser le discours du *père des ouvriers*.

Nous avons fait à M. Dupin l'envoi du numéro de notre journal, qui contenait une réponse à son premier pamphlet. Ne pouvant

attaquer ouvertement nos doctrines, il s'est contenté de parodier ainsi notre devise : *Egalité, liberté, fraternité*.

« L'égalité dans l'industrie, a-t-il dit, c'est l'égale faculté de travailler et d'être récompensé proportionnellement à son travail, à son talent, à sa probité. »

Comme on le voit, M. le baron met la moralité en dernier lieu : nous sommes étonnés qu'il ait placé le travail en premier, ce doit être une erreur de sa part, car le *talent* a toujours tenu la première place dans son discours (nous ne parlons pas du style).

Voici sa définition de la liberté : nous la livrons tout entière aux verges du *Charivari* :

« La liberté dans l'industrie, c'est l'entière faculté de se livrer, en tous lieux, à tous les travaux qui ne sont nuisibles, ni pour nos concitoyens, en particulier, ni pour l'Etat en général. »

Oui, camarades, cela est écrit dans la brochure, pages 83 et 84. M. le baron aurait dû ajouter qu'il y avait des lois pour réprimer les abus de cette liberté ; ce sont celles qui soumettent à une enquête préalable l'établissement des ateliers insalubres et incommodes.

Mais ce n'est pas tout : le superlatif du comique, c'est le développement de la fraternité, par M. le baron, dans un véritable style de bonne compagnie.

« La fraternité, ce n'est pas une vaine égalité de grossièreté, une absence d'égards, de déférence, de gratitude et de respect, entre les subordonnés et leurs supérieurs, entre les ouvriers et leurs chefs. Ce n'est pas la permission de fumer dans les ateliers ou de chiquer dans les boutiques, au risque d'empoisonner, de tacher la marchandise et d'éloigner l'acheteur délicat. »

Qui vous a jamais dit, M. le baron, que cette saleté que vous nous décrivez s'appelât la fraternité ?

Voilà donc trois mots que vous avez voulu ternir ; nous ne vous représentons pas l'impuissance de vos efforts : ces trois mots feront leur chemin sans que nous nous mettions en peine de les défendre de vos mauvaises plaisanteries.

Passons outre.

Nous remarquons qu'indépendamment de la loi agraire et de l'anarchie, M. Dupin abuse étrangement du bon marché du pain. Il y revient souvent et avec complaisance : ceci est très maladroit, car ses auditeurs pourraient en conclure qu'il y a lieu à insurrection lorsque le pain est cher, et nous ne savons trop ce que M. Dupin leur répondrait alors.

M. le baron est charmé de ce que la révolution, par la vente des biens nationaux, ait divisé à l'infini la propriété foncière en France, à ce point que le nombre des cotes d'imposition soit porté à onze millions, possédées par six millions de propriétaires. Il trouve donc juste l'expropriation forcée des nobles au profit de la masse : nous en prenons acte, mais qu'il y prenne garde, c'est un fâcheux précédent pour ses doctrines.

Plus loin, nous voyons qu'il y a actuellement en France « 1,416,000 chefs d'industrie. » Sont compris dans ce nombre, bien entendu, une foule d'hommes qui, comme les chefs d'atelier de Lyon, sont réduits à une position voisine de celle de l'ouvrier proprement dit ; ce sont les patentés enfin, et nous savons qu'il y en a beaucoup qui sont loin d'être dans une situation supportable.

Mais, admirez le talent de M. le baron. En évaluant, dit-il, à quatre personnes la famille des propriétaires, lesquelles jouissent du bénéfice de la propriété, et au même nombre celle des chefs d'industrie, lesquelles jouissent aussi du bénéfice de la maîtrise, nous trouvons en France vingt-quatre millions de propriétaires et près de six millions de chefs d'industrie, — conclusion : reste en France deux millions d'impotens, de mendiants, de vagabonds, d'ouvriers vivant au jour le jour, de mauvaises têtes et de braillards ; et ce sont ces hommes qui veulent dicter des lois à l'industrie, hausser les prix de la main-d'œuvre, « demander, sans travail, une large part dans les propriétés d'autrui ? » Comme vous voyez, lecteur, voilà le croquemitaine revenu.

En vérité, faut-il rire ou s'indigner ? Ni l'un ni l'autre ; il est facile de voir que tout cela n'a pas le sens commun.

Vers la fin de son discours, M. le baron feint toujours de croire que la coalition dernière voulait une égalité absolue de salaires : la plupart des pièces publiées par les journaux donnent à ces assertions le démenti le plus formel.

La coalition est jugée, quoi qu'en pense M. Dupin, qui redit toujours son éternel refrain : « Coalition des incapables contre les capables, des fainéants contre les travailleurs. » Personne ne croit cela, et nous persistons dans notre appréciation de ce qui s'est passé, en disant que nous avions raison au fond, et tort dans la forme. La création de notre journal a prouvé, qu'instruits par une funeste expérience, nous connaissions désormais la route à tenir.

Si vous continuez à vouloir tromper les ouvriers, M. Dupin, nous vous répondrons par ces paroles de votre discours : « Par quel miracle de bonté soudaine vous apitoyez-vous sur notre misère ?... Votre nom figure-t-il entre les noms des modernes Vincent-de-Paul ou des Larocheffoucault ?... Allez conseiller les gens de votre métier, si vous en avez un, et laissez chacun de nous travailler en paix dans le sien. »

On conçoit que nous n'avons voulu attaquer ici que le côté ridicule de l'argumentation de M. Charles Dupin ; nous aurons toujours

occasion de revenir sérieusement sur ce qu'il y a d'odieux et de pernicieux au fond de ses doctrines, qui ne sont pas toujours risibles. Voici en résumé le discours du père des ouvriers :

Ouvriers,

Vous vous plaignez, et de quoi, grand Dieu ! jamais la France a-t-elle été dans un état plus prospère ? Dans le moyen-âge vous étiez serfs, aujourd'hui vous êtes presque tous propriétaires, ou du moins vous pouvez le devenir. Soyez tranquilles et paisibles, travaillez bien ; plus la concurrence baissera vos salaires, plus vous restreindrez vos besoins pour faire des économies ; laissez aller la société, elle va bien, soyez en sûrs. Vous croyez souffrir, mais non ; ce sont les anarchistes qui le disent, et vous avez grand tort de les croire. Je vous dis, moi, que vous ne souffrez pas. On vous parle de guerre : fi donc ! Dans les temps de guerre, mes amis, la Caisse d'épargne se vide ! Cependant, si notre honneur outragé !... si notre territoire menacé !... oh ! alors... Mais ne craignez rien, nous possédons un gouvernement modèle dont je fais partie, et qui saura bien vous dire si on nous insulte. Oui, mes enfans, la France est divisée en deux partis ; d'un côté, les amis de la paix, de la tranquillité, de l'ordre et du bien-être ; de l'autre, des écervelés, des fainéants, des factieux, des ambitieux, qui veulent la guerre pour devenir généraux ou se faire tuer ! Mais ces hommes, voyez-vous, ce ne sont pas des ouvriers, comme vous et moi, ces hommes ne sont utiles à rien ; ils enragent de ne pouvoir, comme moi, vous donner des conseils pacifiques en échange de plusieurs gros appointemens. Il est de ces hommes, surtout, qui veulent une égalité absurde et barbare ; que tous les hommes se nourrissent de même, s'habillent de même, et gagnent le même salaire en ne faisant rien. Vous ne souffrirez pas cela, vous autres, non, vous ne le souffrirez pas. Ainsi donc, laissez faire, laissez passer ; l'avenir est magnifique ; vous avez tous l'espérance de devenir maîtres à votre tour, d'avoir des ouvriers, de gagner de bonnes journées avec les leurs ; c'est un bon sentiment, mes enfans. Il est vrai qu'il y aura beaucoup d'appelés, et peu d'élus, mais l'espérance nourrit l'homme ; et si vous vous gardez de lire *l'Atelier* et les publications anarchiques, elle ne vous fera jamais défaut. — Amen.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

Enquête.

DE LA CONDITION MISÉRABLE DES HOMMES, FEMMES ET ENFANS DANS LES MANUFACTURES ;

DES CAUSES DE CETTE MISÈRE ET DES MOYENS D'Y REMÉDIER.

La Chambre des députés a terminé la discussion et le vote de la loi sur le travail des enfans dans les manufactures. Comme nous l'avions prévu, cette loi n'apporte aucun adoucissement à la situation matérielle des travailleurs ; nous prouverons même plus tard qu'elle agit en sens inverse.

Mais à côté de ce résultat négatif, il y a dans cette loi quelque chose de fort important, à notre avis, c'est l'adoption de ce principe que le pouvoir peut et doit intervenir dans les transactions sociales, régler et organiser les conditions du travail ; que c'est non seulement son droit, mais un devoir impérieux pour lui de protéger le faible contre le fort, le travail contre le capital.

Comme on l'a fort bien dit dans la discussion, c'est le premier pas fait vers l'organisation du travail ; c'est un démenti que la Chambre se donne, cette même Chambre qui, par l'organe de son président, déclarait, il n'y avait pas bien long-temps, que ce n'était pas à elle à s'occuper des ouvriers.

Cette discussion prouvera aussi aux plus incrédules et aux plus indifférens en matière politique, que la politique est inséparable de toute réforme, de tout redressement d'abus ; elle convaincra les plus obstinés qu'il est absurde d'espérer une amélioration quelconque autrement que par un changement dans le système gouvernemental suivi jusqu'à présent.

Examinons, sans préjugés et sans passion, ce qu'aurait fait, en pareille circonstance, une véritable représentation nationale, c'est-à-dire une chambre où il y aurait eu des ouvriers et des agriculteurs, représentant ces classes opprimées par l'exploitation, et voulant consciencieusement améliorer le sort de ses commettans, de la majorité de la nation, enfin.

Cette représentation ne se serait pas arrêtée à constater que l'organisation actuelle de l'industrie, c'est-à-dire la concurrence illimitée, produisant la baisse des salaires, forçait les pères à faire travailler leurs enfans dès l'âge le plus tendre, sous peine de les voir périr de misère ou acquérir des vices précoces dans le vagabondage ; cette chambre, disons-nous, ne se fût pas bornée à atténuer l'effet sans remonter à la cause afin de la détruire.

Elle aurait certainement apporté autre chose que d'insignifiantes restrictions à l'abus que sont forcés de faire du travail de leurs enfans les parens misérables qui n'ont pas d'autre moyen de les élever et de les nourrir. Cette cause reconnue, elle l'eût attaquée de front au lieu de la tourner.

Mais cette cause, qui prend sa source dans un trop grand développement de l'industrie manufacturière aux dépens de l'a-

gricuture, et dans l'exploitation au profit de quelques uns de ce qui devrait être exercé au profit de tous, pouvait-elle être détruite par ceux-là même qui profitent de cette fausse organisation? Devions-nous raisonnablement, en ces temps d'égoïsme, attendre un généreux abandon de leurs prérogatives de la part des manufacturiers, commerçans et industriels qui représentent actuellement la nation? Ce n'est pas dans l'éducation qu'on leur a donnée, ainsi qu'à nous, qu'ils pourront puiser ces sentimens généraux qui font sacrifier l'intérêt personnel à l'intérêt général. Nos députés allaient-ils supprimer la prédominance du capital sur le travail, abolir la concurrence et établir l'association industrielle et agricole? Il eût fallu être fou pour demander à des gens qui vivent d'un état de choses, qui ont intérêt à le perpétuer, de préparer sa destruction.

Nous avons dit que l'immense développement qu'avait acquis l'industrie en France, depuis la Restauration, était une des principales causes de la misère qui mine la plus grande partie de la population. Tout le monde sait que l'agriculture n'a pas suivi ce mouvement ascensionnel, que si les machines sont venues donner à l'industrie un développement désordonné, nos procédés agricoles se sont peu ou point perfectionnés. Tout l'effort d'activité s'est concentré sur les produits de nécessité secondaire, d'agrément et de luxe. Ceux de premier ordre ont été négligés. Les campagnes fournissent continuellement aux villes un grand nombre d'hommes séduits par une perspective de gain qui se réduit de beaucoup quand on la voit de près. Les manufactures s'élèvent par milliers; les champs restent incultes ou cultivés par la routine et l'ignorance. On encombre les magasins, on donne à bas prix les objets dont on pourrait à la rigueur se passer, tandis que ce qui est nécessaire à la vie est inabordable. Que fait à l'ouvrier que les étoffes de soie soient à bon marché, lorsque le pain et la viande sont chers? lui qui a besoin de manger, et qui est habitué à se vêtir de drap grossier et de coton. Ayons d'abord l'indispensable, le *confortable* viendra ensuite. Mais nous n'avons ni l'un ni l'autre; la discussion de la loi sur le travail des enfans l'a bien prouvé.

Nous conseillons à ceux qui nous accusent d'exagération dans la peinture de nos maux de lire bien attentivement toute la discussion des deux chambres à ce sujet. Avions-nous dit plus qu'on n'est venu avouer à la tribune? Et lorsque nous nous plaignions, on nous demandait sur quoi nous nous fondions? On nous accusait d'exagération, de mauvaise foi; on condamnait et on condamne encore des écrivains pour avoir dit moins sur cette horrible situation que nos députés eux-mêmes.

Il a été prouvé que de malheureux enfans de cinq à six ans travaillent douze à quinze heures par jour dans des usines malsaines, d'un travail rendu plus terrible encore par la presque immobilité où il tient l'enfance, qui a tant besoin d'exercice pour son développement: il a été constaté que cette besogne était rétribuée en moyenne 30 à 40 c. par jour; que ce n'était point l'appât du gain qui forçait les parens à abuser ainsi de l'autorité que leur confère la loi, mais le *besoin*, le besoin, entendez-vous, qui les forçait à se faire bourreaux!

Et ce qu'il y a d'infâme, c'est qu'il y a des années que cela se perpétue dans une effrayante progression; c'est que le pouvoir ne s'est ému, lui qui doit veiller à la conservation et au bonheur de tous, que lorsque les statistiques et les opérations du recrutement lui ont prouvé qu'avec un demi-siècle d'un régime pareil, la nation française deviendrait une nation de crétiens et de phthisiques, et qu'elle ne pourrait plus alors fournir d'agriculteurs pour la nourrir, de soldats pour la défendre.

Non, ce ne sont pas la philanthropie, ni tous ces beaux dehors de générosité dont il se pare qui ont fait ouvrir les yeux au pouvoir, c'est, ô honte! le compte-rendu des opérations des conseils de révision! c'est un intérêt purement matériel de conservation qui l'a porté à vouloir mettre un terme, non à la misère du prolétaire, mais à sa dégradation physique, symptôme menaçant de décadence pour la nation.

Et qu'a-t-il fait, en définitive, pour arrêter ce désordre? Hélas! les mesures qu'il a pu prendre devaient rester dans le cercle étroit où il est renfermé. Il a restreint le nombre des heures de travail; il a élevé l'âge auquel les enfans pourront être admis dans les manufactures. Qu'arrivera-t-il? les fabricans n'y perdront rien, car ils prendront deux enfans au lieu d'un, pour le même prix, comme de juste. Ils adopteront, comme en Angleterre, le système des *relais*; et les enfans, se relayant, donneront en définitive plus de travail, mieux exécuté et conséquemment moins rétribué. Mais les parens dont les enfans gagnaient 40 c. et n'en gagneront plus que 20, quelles mesures a-t-on prises pour leur compenser cette diminution de salaire? Aucune. Et cependant lorsqu'il s'est agi des intérêts des manufacturiers (question des sucres), on a bien su indemniser les intéressés. Il est vrai qu'il s'agissait alors de ceux qui sont représentés dans notre parlement, et que c'était leurs véritables mandataires qui étaient juges dans la question.

En définitive, le nombre d'enfans actuellement employés dans l'industrie sera doublé avant peu, c'est-à-dire qu'au lieu de vivre de la vie dure, mais saine des champs, la génération ouvrière qui s'élève deviendra encore plus misérable physiquement et moralement. — Physiquement, car le séjour des ateliers, qui incommode et mine sou-

vent les hommes faits, est mortel pour les enfans. — Moralement, car les ateliers sont de fort mauvaises écoles, et les impressions que l'enfant y reçoit l'accompagnent toute la vie. Mal nourri, mal vêtu, accoutumé de bonne heure à l'emploi des liqueurs fortes, qui l'abrutissent et le dégradent, voilà l'enfant de l'ouvrier, arrivé à grand'peine à sa vingtième année, incapable de remplir aucun de ses devoirs sociaux. Servir la patrie, il est trop faible; perpétuer la race, il ne la perpétue que trop semblable à lui; que peut-il donc faire? mourir silencieusement, à trente ans, sans avoir eu même la force ni la volonté de protester une seule fois contre l'organisation qui l'a ainsi parqué en dehors de l'humanité et de la justice.

La législation a dû s'occuper du sort des enfans, mais ce n'était là qu'une des innombrables faces de la question. Les femmes aussi, croyez-vous qu'elles n'aient pas, à l'égal des enfans, droit, sinon à votre justice, du moins à votre commisération et à votre pitié? Et quand vous vous occuperez de quelque palliatif pour leur misère, nous serons encore là pour vous dire: Et les ouvriers? quelle garantie leur assurez-vous qu'en échange d'un travail incessant, vous leur ferez donner de quoi satisfaire au moins à leurs besoins les plus impérieux, pour eux et leurs familles.

Car c'est là qu'est toute la question. C'est l'homme qui est chargé de nourrir sa femme et ses enfans. La femme n'est pas faite pour manufacturer vos produits, pour habiter vos usines, elle se doit à l'éducation première de ses enfans, aux soins de son ménage; c'est donc le salaire de l'homme *seul*, réfléchissez-y bien, qui doit, dans la raison et la justice, satisfaire aux besoins de la famille. *Tant qu'un ouvrier ne gagnera pas un salaire suffisant pour parer à ses besoins et à ceux de sa famille*, a dit quelque part un de vos économistes, *le volcan des révolutions sera toujours ouvert*. Nous avons lu ces paroles dans le *Journal des Débats*, il n'y a pas bien long-temps. Si elles ne sont pas textuelles, c'en est du moins le sens. Méditez-le bien: cela en vaut la peine.

Il est donc de la dernière nécessité de porter remède à ces maux: nous le disons avec douleur, mais avec conviction: la législation actuelle est impuissante. Elle est impuissante, parce que, comme nous l'avons dit, on ne peut raisonnablement exiger des gens plus qu'ils ne peuvent accorder, et que ce n'est pas à des industriels obligés de lutter contre la concurrence qu'on peut demander des sacrifices qu'ils ne peuvent faire, tels par exemple qu'une augmentation de salaire, qui les ruinerait si un seul d'entre eux ne s'y conformait pas, et si nos lois de douane ne venaient contrebalancer la concurrence des produits étrangers.

Ce n'est donc que lorsque la réforme politique aura amené au pouvoir ceux desquels on peut espérer du dévouement pour les intérêts populaires qu'on pourra commencer le grand œuvre de l'organisation de l'industrie agricole et manufacturière sur une base toute contraire à celle qui existe, l'association à la place du morcellement, la fraternité et la solidarité opposée à l'égoïsme.

Mais nous n'avons pas encore conquis ce terrain. Le pouvoir pourrait donc, en attendant, il serait même dans son intérêt d'ajouter à sa loi des mesures qui pussent mettre les enfans à l'abri de l'exploitation de la famille, et celle-ci en mesure de résister à la concurrence industrielle:

1° En établissant, dans chaque ville, des salles d'asile où les enfans pussent recevoir, pendant le temps qu'ils passeraient hors de la fabrique, au moins un repas par jour, quelques vêtemens, et surtout l'éducation et l'instruction;

2° En fixant un *minimum* de salaires suffisant pour assurer l'existence de l'ouvrier et de sa famille. Ce minimum serait basé sur le prix des denrées, et rendu public dans chaque localité. Cette mesure est grave et compliquée, mais on fixe bien le prix du pain, parce qu'il est un objet de première nécessité; il nous semble que le salaire est au moins sur le même rang, puisqu'il est le moyen de se procurer ces objets indispensables. Nous reviendrons sur cette grave mesure dans un article spécial.

3° Enfin, en palliant, autant que possible, et sans blesser la liberté individuelle, les désastreux effets de la concurrence entre ouvriers. Le moyen d'empêcher la trop grande accumulation des travailleurs dans les grandes villes, cause première de la concurrence dont nous parlons, serait d'appeler des familles ouvrières, en les garantissant contre les mauvaises chances, à coloniser partout où on le pourrait faire.

Protéger, encourager l'agriculture qu'on néglige, voilà ce que devrait faire un pouvoir qui prendrait quelque souci du bien général et de sa propre conservation. Rehausser surtout le travail agricole dans l'opinion publique serait très important. Si le sentiment de l'égalité était bien compris, bien des hommes ne se laisseraient pas attirer par le séjour des villes et les séductions d'un luxe qui, en définitive, pèse de tout son poids sur ceux qui l'entretiennent.

Nous reviendrons aussi prochainement sur cette grave question de la colonisation agricole des familles ouvrières. Nous avons seulement indiqué ces moyens, non que nous comptons sur leur adoption ou leur prise en considération, mais pour n'avoir pas à nous reprocher d'avoir négligé d'indiquer les moyens de transition qui doivent conduire nos enfans à un meilleur avenir.

En terminant cet article, nous devons déclarer que, toute faible et impuissante qu'elle est, la loi sur le travail des enfans dans les manufactures a manifesté une tendance marquée au progrès, en

légalisant le droit absolu que doit avoir le pouvoir d'intervenir dans le contrat entre les exploitants et les exploités. Ce point posé et résolu, il faudra bien aller jusqu'au bout, et cette fin, c'est l'organisation du travail, qu'il y a peu de temps encore, on traitait de théorie et de chimère.

Nous voyons ainsi que les idées font leur chemin : poursuivons donc notre tâche avec persévérance, et n'oublions pas que la réforme politique, que nous appelons de nos vœux, sera pour nous un moyen de faire entendre nos réclamations à une tribune plus vaste et plus populaire.

DE L'ASSOCIATION OUVRIÈRE (1).

Le mot Association a fait son chemin ; il est dans la bouche de tous les ouvriers ; mais ce n'est point assez que le mot soit répandu, il faut surtout que la chose soit réalisée, et c'est en cela que nous sommes fort peu avancés. Nous ne devons pas nous dissimuler que ce ne soit notre faute, car ce ne sont pas seulement les obstacles matériels qui nous ont fait défaut, c'est la bonne volonté. Combien n'avons-nous pas entendu de nos camarades vanter l'excellence de l'Association qui n'ont pas encore fait un pas pour en chercher l'application ? Cette nullité d'efforts est de notre part à tous un tort très réel. Il faut absolument que nous sortions de cette apathie ; il faut que nous fassions violence à certaines dispositions fâcheuses de notre esprit qui nous retiennent dans l'inaction et nous laissent croupir dans l'exploitation et la misère.

Parmi ces dispositions d'esprit que nous regardons comme fâcheuses, il en est une à laquelle on se laisse aller avec d'autant plus de facilité que les exemples que nous recevons sont plus mauvais. Nous voulons parler de l'esprit de critique, qui nous donne la détestable habitude de ne considérer toutes choses que pour le vain plaisir d'y trouver le côté faible ; habitude qui, à la longue, rend défiant, incrédule et dessèche le cœur. Sans doute, il est bon de signaler le mal et de lui faire la guerre à outrance ; mais il est à remarquer que le meilleur moyen de le vaincre n'est pas seulement de le nommer, mais bien d'indiquer et d'appliquer immédiatement le remède. Ceux qui se laissent aller à l'esprit de critique, par cela même qu'ils ne sont préoccupés que de la recherche du mal, et qu'ils ont une disposition à le voir en tout et partout ; ceux-là, disons-nous, deviennent non seulement incapables de le guérir, mais encore ils n'ont pas la moindre confiance dans les hommes qui font des tentatives dans ce but. Ils n'ont de plaisir à lire les journaux qu'autant que la critique en est bien acerbe, et ne donnent pas la moindre attention aux projets d'organisation. Nous le répétons, c'est là une habitude très fâcheuse, car la critique exclusive, toujours impuissante à réformer, n'est propre qu'à décourager. Nous croyons qu'il est temps de sortir de cette voie stérile, et de fonder enfin quelque chose. Or, pour fonder, il faut des hommes de foi et d'action : si donc nous voulons être tels, si nous voulons opérer une réforme quelconque, il faut, de toute nécessité, que nous commencions par la réforme de nos mauvaises habitudes.

Il est un autre excès dans lequel sont tombés un certain nombre de nos camarades, et qui a aussi pour résultat de les retenir dans l'inaction. Nous entendons parler de ceux qui se sont laissés séduire par ces théories sociales qui promettent aux hommes un bonheur parfait et dont la réalisation ne peut être qu'à la condition du changement le plus complet et le plus radical de l'ordre de choses actuel. Ceux qui croient en ces théories sont comme ces gens qui se complaisent dans l'agréable rêverie d'un château en Espagne, et qui seraient désolés qu'on vint les arracher à leur illusion en les rappelant à la vie positive et aux œuvres qu'elle commande. Les misères de la vie réelle sont si grandes, et l'on promet tant de joies dans ce nouveau paradis terrestre, que l'on dédaigne de prendre part aux petites réformes, dans l'espérance que tout sera réformé du même coup dès le lendemain du grand jour de la délivrance. — Mais, pour Dieu ! bâtissons un peu moins de châteaux en Espagne, et tâchons d'édifier quelque chose en France ! Les rêveries de l'imagination ne remédieront pas plus au malaise social que l'esprit de critique. Le bonheur parfait est une chimère, et les transformations radicales ne se font qu'à la longue. Nous ne ferons jamais rien si nous voulons faire tout en un jour, car ce jour de tout faire ne viendra jamais. Faisons donc aujourd'hui ce qui est possible aujourd'hui, afin que demain ne nous trouve pas au dépourvu, afin que nous soyons toujours prêts pour l'œuvre de chaque jour. Vouloir faire autrement serait contraire à l'expérience universelle, contraire au bon sens et au progrès. — Vous donc, qui errez dans le champ de l'imagination, revenez à la vie positive, et, en vous associant à nos humbles travaux, aidez-nous à rendre cette vie moins misérable.

Instituons L'ASSOCIATION OUVRIÈRE, et nous aurons fait plus que tous ces politiques aux phrases plus ou moins sonores, mais toujours dépourvues d'idées organiques. Instituons l'Association, et nous aurons répondu dignement aux calomnies de ceux qui disent que le peuple n'a ni intelligence ni pensée d'ordre. Instituons-la telle qu'il est possible de le faire aujourd'hui, en attendant que nous

ayons obtenu par les réformes politiques, la faculté de l'établir sur un plan plus large.

Si peu nombreuses que puissent être aujourd'hui les associations d'ouvriers, si faibles que soient leurs moyens, elles ne seront pas moins une preuve que l'organisation du travail est possible, elles seront surtout, comme nous l'avons dit déjà, un exemple et un espoir pour tous les exploités.

Il faut donc, sans plus tarder, que nous tous ouvriers, nous fassions autre chose que maudire notre condition ou en désirer une meilleure ; il faut nous mettre à l'œuvre de suite, sans quoi nous aurons mérité notre sort. Sortons donc de notre apathie ; recherchons-nous, et enseignons-nous mutuellement les conditions de l'association, et certainement nous réussirons à fonder quelque chose de durable qui, en se développant toujours, sera une source de bien-être pour les classes ouvrières et le moyen de leur affranchissement.

Ayons d'abord la volonté bien arrêtée de fonder l'Association industrielle, et les obstacles matériels qui s'y opposent disparaîtront successivement. Nous avons, d'ailleurs, l'espoir de voir s'établir bientôt une petite banque de crédit pour aider les associations naissantes. Les fonds de cette banque seront formés par souscription. Nous allons faire un appel à tout le monde, aux riches comme aux pauvres, à ceux qui ont dit avoir des sympathies pour les misères des salariés, aussi bien qu'aux salariés eux-mêmes. Les fonds de la souscription seront remis entre les mains d'un comité choisi parmi les personnes les plus recommandables, et seront prêtés aux ouvriers qui seront prêts à s'associer et qui donneront de suffisantes garanties de moralité. Nous espérons annoncer dans notre prochain numéro le commencement de la souscription et l'organisation du comité. Il ne faut pas, du reste, que l'on s'attende à voir se réaliser de grosses sommes, mais quel que soit le total de ces dons volontaires, il ne sera pas moins très utile dans certaines professions où l'Association peut être établie avec un faible capital. D'un autre côté, la souscription sera permanente, et les ressources pourront toujours augmenter. Nous nous bornerons aujourd'hui à ce simple exposé de notre projet, nous réservant d'y consacrer un article spécial dans le numéro prochain.

Nous arrivons maintenant à la partie principale de notre travail. Nous allons donner un modèle de contrat entre ouvriers associés. Ce contrat a pour lui l'autorité d'une expérience heureuse. Nous invitons nos lecteurs à en peser bien sérieusement toutes les conditions, afin que le but de l'association, telle que nous l'entendons, soit bien clair et bien défini.

Nous avons dû combiner les dispositions de ce contrat de telle façon que tout en nous conformant aux lois actuelles, l'association fût néanmoins organisée au point de vue de notre principe général.

Expliquons notre pensée :

Nous avons dit dans notre premier article sur l'Association, qu'elle ne pouvait être un bienfait pour la classe ouvrière qu'autant qu'elle serait perpétuelle et organisée de telle sorte qu'elle dût toujours augmenter, jusqu'à absorber tout le travail et détruire la concurrence. Le seul moyen d'arriver à ce grand résultat était que chaque société nouvelle devait se considérer comme éternellement indissoluble, et faire annuellement l'abandon d'un cinquième (plus ou moins) des bénéfices pour accroître le fonds social. On trouvait par là le moyen d'appeler successivement un plus grand nombre d'ouvriers au sein de l'Association. Le capital social ne serait véritablement ainsi la propriété d'aucune personne ; il serait ce qu'on appelle un fonds *inaliénable*, toujours au service des ouvriers associés, sans qu'aucun d'eux pût jamais prétendre à un partage.

Eh bien ! précisément, la loi actuelle ne reconnaît pas de société perpétuelle ni de fonds inaliénable. Elle veut que toute société ait un terme fixe et que toute propriété ait un maître réel, afin qu'en cas de mort ou de vente, on puisse frapper d'un impôt la propriété transmise, tandis que dans le cas de l'Association perpétuelle, il n'y a ni transmission légale de la propriété, ni maître véritable.

Nous avons trouvé un moyen terme qui remplit tout à la fois les conditions de la loi dans le présent et du but de l'Association dans l'avenir. Car, ce que nous voulons surtout, c'est de détacher les associés de la pensée de partager un jour le fonds social ; c'est de les habituer à ne pas travailler uniquement en vue de leur intérêt particulier, mais bien de leur faire entreprendre une grande œuvre de prévoyance en faveur de la classe ouvrière tout entière. Le moyen que nous avons trouvé remplit complètement cette condition essentiellement morale. En effet, il est bien reconnu que les ouvriers ne pourront s'associer qu'autant qu'on leur fera quelques avances d'argent pour commencer leur travail en commun. La banque que nous voulons établir par souscription remplira parfaitement ce but. Les ouvriers qui auront profité de ses fonds pour s'associer, devront donc stipuler dans le contrat de société, qu'en compensation des avantages qu'ils ont eux-mêmes reçus, ils abandonnent le cinquième de leurs bénéfices annuels pour accroître le fonds social. Et comme les avantages seront dans la suite de plus en plus réels, la même condition sera imposée à tous les nouveaux membres. Voilà donc la propriété sociale constituée ; mais elle n'appartient pas aux associés réunis ni à aucun d'eux en particulier : il faut donc, pour nous conformer à la loi, assigner un emploi à ce fonds social. Eh bien ! pour légaliser complètement cette disposition, il sera déclaré : 1° que la

† (1) N° 2, p. 11, 12.

société est constituée pour trente ans ; 2° qu'à l'expiration du terme fixé, le fonds social sera vendu et que le prix en sera remis à l'autorité municipale afin de fonder une salle d'asile pour les enfans d'ouvriers. Par ce moyen, nous sommes tout-à-fait dans la loi, et tout en sauvant du partage le capital de l'Association, nous donnons à celle-ci la certitude d'une durée infinie ; car d'ici à trente ans, les lois sur l'industrie seront certainement changées. Aussi, sera-t-il stipulé au contrat, que dans le cas où la loi reconnaîtrait aux sociétés la faculté de se perpétuer, les deux dispositions ci-dessus seront annulées, et l'Association continuée à toujours.

Ainsi donc, tout en fondant des associations à terme, nous agissons comme si elles devaient être perpétuelles. C'est à nous, d'ailleurs, à ne jamais perdre de vue, dans quelque condition que nous soyons, la nécessité des réformes politiques, afin que l'Association soit un jour, non pas seulement reconnue, mais secondée par les pouvoirs de l'Etat.

CONTRAT.

Les soussignés, ouvriers (ici la profession), ont résolu de fonder une association de travail dans le but de mettre les travailleurs de bonne volonté dans la voie d'un affranchissement progressif, et de concourir par ce moyen à l'œuvre de l'égalité des devoirs et de la fraternité.

En conséquence, les soussignés ont dressé le présent Contrat pour y déposer les conditions principales de leur Association, et pour être l'expression de leur volonté commune et de leur engagement.

Tous les soussignés s'engagent de la manière la plus solennelle et la plus sacrée à exécuter scrupuleusement les conditions ci-après stipulées, et à ne profiter d'aucun moyen, quel qu'il soit, pour s'y soustraire.

Des bases de l'Association.

Art. 1^{er}. — La durée de la Société est fixée à trente ans.

Art. 2. — Après l'expiration du terme ci-dessus fixé, le fonds social sera vendu, et le prix en sera remis à l'autorité municipale pour servir à la fondation d'une salle d'asile pour les enfans d'ouvriers.

Art. 3. Dans le cas où les lois qui régissent actuellement les sociétés de commerce seraient modifiées, et reconnaîtraient à ces sociétés la faculté d'exister perpétuellement, les dispositions des art. 1^{er} et 2 seront regardées comme non-avenues ; l'Association sera de fait indissoluble et son capital inaliénable.

Art. 4. — Le capital se compose de tous les instrumens du travail, tels que les outils, les matières premières, les produits du travail de ces matières, et l'argent qui sert aux opérations de la Société.

Art. 5. — Le capital social est formé : 1° de la donation faite à l'Association pour commencer ses opérations ; 2° du prélèvement annuel du cinquième du bénéfice net.

Art. 6. — Le capital est indivisible. Chaque associé s'étant engagé, en entrant, à laisser au fonds social un cinquième de son bénéfice net, en compensation des avantages que lui offrait l'Association, aucun ne peut être admis à réclamer une part de ce fonds.

De l'administration et de la répartition des bénéfices.

Art. 7. — Au moment de la mise en activité de la Société, les membres réunis éliront un gérant qui sera responsable devant la loi. Il dirigera les travaux, et aura la signature sociale.

Art. 8. — Il sera nommé un comité pour assister le gérant.

Art. 9. — Les membres du comité seront renouvelés tous les ans. Le gérant n'est pas compris dans cette mesure : l'associé chargé de cette fonction l'exercera tant qu'il en remplira les devoirs avec dévouement et intelligence ; dans le cas contraire, il sera révoqué.

Art. 10. — Il sera rendu compte de la situation de la Société, à tous les membres réunis tous les trois mois.

Art. 11. — Chacun des associés sera rétribué suivant l'usage adopté dans la profession.

Art. 12. — Tous les ans, avant le renouvellement du comité, il sera dressé un état exact de la position de la Société ; on fera un inventaire général de l'actif et du passif. La balance établie, la somme qui excédera le capital de l'année précédente formera le bénéfice net.

Art. 13. — Ce bénéfice sera employé ainsi qu'il suit : les quatre cinquièmes seront partagés entre les associés, et le cinquième restant sera consacré à l'accroissement du capital.

Des admissions, renonciations et exclusions.

Art. 14. — L'association a pour devoir d'admettre dans son sein, et selon la nécessité de ses travaux, tous les ouvriers dévoués qui viendront à elle.

Art. 15. — L'association ne pourra garder aucun ouvrier plus de trois mois (temps d'épreuve nécessaire), sans se l'adjoindre, s'il en est digne, ou le renvoyer s'il est indigne.

Art. 16. — Il ne pourra jamais être exigé des ouvriers admis dans l'association une mise de fonds qui dépasserait le travail de trois mois, et, dans tous les cas, on ne pourra jamais exiger cette somme en entrant ; elle sera perçue pendant la première année, et il en sera tenu compte comme d'un prêt remboursable.

Art. 17. — Pour être admis, il suffira de prouver que l'on est honnête homme et bon ouvrier.

Art. 18. — Les motifs d'exclusion sont les suivans : la paresse, la

débauche, peu de zèle pour les intérêts de l'association, un acte contraire à ces mêmes intérêts, l'infidélité dans les opérations dont on aura été chargé ; en un mot tout acte ou toute opinion contraire à la morale, à la nationalité, à l'égalité et à la fraternité.

Art. 19. — La révocation ou l'exclusion du gérant, ou l'exclusion d'un membre de l'association, pourra être demandée par un seul associé. Cette demande sera faite au gérant, s'il s'agit d'un des associés ; à l'un des membres du comité, s'il s'agit du gérant.

Art. 20. — Le fonctionnaire qui aura reçu la plainte d'un associé assemblera tous les membres de l'association ; il prendra la parole d'abord pour rappeler le but de la Société et les devoirs qu'elle impose à tous. Ensuite il exposera les motifs de la réunion, et après les explications de l'inculpé, la peine à appliquer sera décidée à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 21. — Les peines à appliquer sont la réprimande, la révocation, l'amende, et l'exclusion.

Art. 22. — Le membre exclu n'a, comme le renonçant, aucun droit au capital social. L'Association ne lui doit que ses journées de travail et sa part du bénéfice pour la portion de l'année qui court, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au jour de son exclusion.

Disposition générale.

Art. 23. — Ce Contrat règle les principales conditions de l'Association et les devoirs généraux des associés envers elle. Il y sera joint un règlement supplémentaire et détaillé, également obligatoire.

Nous ne sommes pas des hommes de lois s'adressant à des hommes de lois, mais simplement des ouvriers s'adressant à leurs pareils. Aussi avons-nous évité, dans ce contrat, de nous appuyer, par citation, sur le Code civil ou de commerce. Mais nous avons consulté des hommes spéciaux, et lorsqu'il s'agira de faire un contrat réel, nous nous appuierons sur les diverses dispositions de la loi pour prouver qu'il lui est en tout conforme.

Nous reviendrons prochainement sur ce Contrat, et nous en examinerons un à un les divers articles, car nous voudrions qu'il ne restât aucun doute sur sa valeur. Nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour que tout le monde comprenne bien la marche à suivre pour instituer l'Association.

Avant de terminer ce travail, il nous reste encore un mot à dire :

On sera peut-être étonné de ne point voir dans notre Contrat de disposition relative à des secours à donner aux malades, enfans et vieillards. Nous avons omis à dessein cette disposition. En effet, il ne faut pas oublier que, de nos jours, l'Association sera difficile, qu'elle sera obligée de lutter contre la concurrence, et peut-être d'autres obstacles. Or, si elle s'engageait à secourir les malades, les enfans et les vieillards, il suffirait d'une seule maladie pour la ruiner. C'est une charge qui doit, dans les mauvais temps que nous avons à passer, peser sur la bonne volonté des associés. Dans une entreprise aussi grave, il ne faut pas trop se préoccuper des douleurs actuelles, mais il faut travailler sans relâche à fonder un ordre de choses à l'abri duquel toutes les douleurs soient soulagées dans l'avenir.

FAITS DIVERS.

Nos malheureux camarades, condamnés pour coalition, viennent d'être dirigés, pour la plupart, sur les maisons centrales de détention, là où l'on renferme les voleurs et les escrocs. Le pouvoir persiste à ne pas vouloir assimiler nos camarades à des détenus politiques. Espère-t-il par là faire prendre le change à l'opinion sur la nature et la portée des délits qu'ils ont commis ? Mais personne, aujourd'hui ne peut nier que l'organisation de l'industrie ne soit essentiellement liée à la politique, et que toutes les tentatives faites illégalement pour arriver à cette organisation, ne constituent que des délits politiques, rien de plus, rien de moins.

Le pouvoir le sait bien aussi, mais ce qu'il veut, c'est se venger. Comme si la haine, qui peut se concevoir jusqu'à un certain point chez l'individu, n'était pas mille fois plus blâmable de la part de ceux qui ont accepté la difficile mission de diriger la société.

C'est non seulement de la haine que fait le pouvoir, c'est encore de l'illégalité. Aux termes de la loi, l'emprisonnement cellulaire, auquel on soumet les condamnés pour coalition, ne peut être appliqué à un prisonnier que pour un temps limité, et comme moyen de punition pour infraction aux réglemens de la prison ordinaire. On nous transmet d'affreux détails sur les tortures auxquelles sont soumis les condamnés dans les maisons centrales. Nous ne pouvons malheureusement flétrir que par des protestations cet inique abus de la force.

Plusieurs de nos amis avaient demandé au ministre la permission de rester en prison à Paris. Comme la faculté en est laissée à des voleurs, des assassins, des incendiaires, des escrocs et des banqueroutiers (que nous nommerons quand on voudra) moyennant 54 fr. pour trois mois, on conçoit que nos camarades ne pouvaient pouvoir obtenir cette faveur.

La réponse du ministre a été l'ordre donné par lui de transporter les réclamans dans une maison centrale qu'on ne leur a pas désignée. Saireau, Troncin, Chardenot et plusieurs autres sont ainsi partis. Les autres attendent un semblable traitement.

Que le pouvoir vienne donc vanter son humanité, sa générosité envers les vaincus.

— L'ouverture du cours gratuit d'astronomie pour les ouvriers a lieu aujourd'hui, 24 janvier, à midi, grande salle de la mairie, aux Petits-Pères, et se continuera les dimanches suivans, à la même heure.

— On écrit de Saint-Etienne qu'une légère augmentation s'est manifestée dans le salaire des ouvriers de la fabrique de rubans.

— A toutes les publications démocratiques qui se succèdent sans relâche, et qui sapent incessamment le vieil édifice vermoulu du système électoral actuel, le gouvernement veut opposer une concurrence gigantesque, dont M. E. de Girardin s'est fait le complaisant créateur. Sous le titre de *Librairie à un sou*, on nous menace d'une avalanche de brochures corruptrices ou stupides; une souscription est ouverte parmi les intéressés soutiens de l'ordre de choses, pour couvrir les frais immenses de cette publication, destinée à amoindrir chez les masses l'effet produit par les *Almanachs populaire et démocratique*.

Une autre publication, créée pour contrebalancer les journaux patriotes, a été tentée infructueusement par M. Olinde Rodrigues, sous le nom du *Patriote de 1840*. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que pour cette dernière entreprise, le concours des ouvriers a été réclamé. Qui avait donc donné au père Olinde Rodrigues une si mauvaise opinion de nous, qu'il voulait nous appeler à prêcher la paix à tout prix, en compagnie des négocians en fonds publics? Quel rapport, quel point de sympathie pouvait donc exister entre nous et ces hommes qui, pour conserver leur fortune, enterreront vivante la nationalité française.

M. Rodrigues a pu voir qu'il ne suffisait pas de belles paroles pour tirer l'argent de la poche des ouvriers, toujours tout prêts cependant à le donner pour une bonne action. Il a récolté bien des déboires; puisse la leçon lui être profitable, et nous préserver à tout jamais du *Patriote de 1840*, ou de tout autre élucubration semblable.

Souscription pour les familles des ouvriers démunis.

Une réunion de bijoutiers.	10 fr.	75 c.
Rédaction de <i>L'Atelier</i>	7	25
Les ouvriers typographes	19	"
Total.	37	00
Listes précédentes.	85	35
Total général.	122	35

— Au moment de mettre sous presse, la deuxième lettre adressée aux Travailleurs, et traitant de l'Organisation du Travail, nous arrive. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro. — Elle se vend au bureau du *Journal du Peuple*. — Prix : 10 centimes.

VARIÉTÉS.

LE 21 JANVIER 1793.

Si le parti légitimiste ne prenait, chaque année, le prétexte de l'anniversaire de la mort de Louis XVI pour présenter sous un faux jour tous les événemens de l'époque révolutionnaire; si, d'un autre côté, nous ne savions parfaitement que c'est bien moins la mort du roi que pleurent les légitimistes que les prérogatives dont ils jouissaient autrefois, nous nous serions abstenus de parler de l'événement du 21 janvier. Mais il n'est pas convenable que ces plaintes hypocrites et ces exaltations à la haine contre tout ce qui a produit la Révolution puissent se renouveler annuellement, sans qu'il en soit fait justice parmi nous. C'est pourquoi nous allons essayer aujourd'hui de réduire à leur juste valeur les prétentions des légitimistes et leurs récriminations intéressées.

Nous ne nous dissimulons pas, toutefois, que la question est très délicate; mais nous pouvons dire aussi que nous en avons dans notre sujet l'esprit complètement dégagé de passions et de préjugés, ne prenant pour règle et pour guide, ici comme partout, que la morale et l'intérêt national.

La question qui nous occupe peut être posée en ces termes : la Convention avait-elle le droit de juger Louis XVI? Les légitimistes disent non; les révolutionnaires disent oui.

Les hommes qui appartiennent à la première opinion (le nombre n'en est pas considérable, fort heureusement) posent en principe que le roi tient ses droits de sa naissance et non de la nation; qu'en conséquence, il n'est pas responsable envers elle, mais envers Dieu seulement, de qui vient tout pouvoir.

Les hommes qui appartiennent à la seconde opinion (et le nombre en est immense) reconnaissent en principe que le roi ne peut être considéré que comme le premier magistrat de la nation; que, vis-à-vis du principe de la nationalité, la royauté est un devoir, et que celui qui est investi de cette dignité est responsable envers la société qui l'a élu ou accepté.

Nous n'aurions pas besoin de faire de grands efforts de raisonnement pour montrer que cette dernière opinion est la seule conforme au bon sens et à la justice; mais nous croyons mieux faire en nous appuyant sur l'histoire de la monarchie française, pour prouver que l'opinion que nous défendons ici a aussi pour elle l'autorité des faits accomplis. Ce mode de démonstration par l'histoire nous convient d'autant mieux qu'il sera tout à la fois pour nous le moyen de combattre une opinion fautive, et l'occasion de nous initier davantage à notre tradition nationale. Nous pourrions ainsi recueillir d'utiles enseignemens et puiser dans l'étude du passé la foi et l'intelligence de l'avenir.

Si nous remontons à l'origine réelle de la nationalité française, nous voyons que le chef de la première dynastie, Clovis, ne fut reconnu comme roi (roi signifiait chef militaire) qu'à la condition de se soumettre lui-même à l'autorité morale des évêques, qui, alors, étaient en même temps des magistrats civils et les seuls représentans du peuple. Le pouvoir fut confié à Clovis et à ses héritiers, à la condition expresse de vouer toute leur vie à la défense et à la grandeur nationale. Et parce que les descendants de Clovis furent infidèles à leur mission, ils furent exclus du trône, et le pouvoir royal fut transmis à une nouvelle famille, dont l'énergie, le dévouement et l'intelligence avaient délivré la France de l'anarchie des hauts barons et de la formidable invasion des Arabes.

Mais les descendants de Charles Martel et de Charlemagne imitèrent les descendants de Clovis; ils tombèrent comme eux dans l'oubli de leurs devoirs, et usèrent leur vie dans la débauche. La France fut encore livrée à toutes les calamités d'une guerre civile, et exposée aux dangers d'une nouvelle invasion de barbares venus du Nord, et elle eût péri infailliblement, si on n'eût de nouveau enlevé le pouvoir à la race avilie des Carolingiens, pour le remettre aux mains d'une troisième dynastie, qui en était digne par les services qu'elle avait rendus à la cause nationale.

Ainsi, l'avènement des Capets marque pour la troisième fois le choix ou la sanction de la nation, et prouve que les prétendus droits absolus des dynasties n'ont point de fondement, puisque nous voyons que deux races royales ont été exclues comme étant indignes de gouverner; aussi peut-on dire que la légitimité des rois n'est fondée que sur le dévouement, et que l'égoïsme fait leur illégitimité. Il a été tellement reconnu, en tous temps, que le pouvoir n'était donné que pour remplir des devoirs, pour diriger la nation dans la voie de son développement progressif, que la tradition populaire a flétri du surnom de *sainéans* (qui ont fait néant), les descendants dégénérés des chefs de la première et de la deuxième dynasties.

Cette flétrissure, infligée par le souvenir des peuples à la mémoire des rois qui n'ont rien fait, est le meilleur argument dont nous puissions nous servir pour combattre nos adversaires, comme elle est aussi la plus grande leçon que l'histoire puisse fournir aux chefs qui seraient tentés de sacrifier l'intérêt général à leur intérêt particulier.

Nous avons dit que nous étudierions la question présente sans passion ni préjugés. Nous devons donc reconnaître que si le dévouement est le fondement de la légitimité, le pouvoir des Capétiens fut, à certaines époques, tout-à-fait légitime; car c'est sous leur influence que la France fut délivrée de ces hordes de Normands qui ravageaient les côtes du Nord, et qui menacèrent long-temps la capitale; c'est sous leur influence que ces mêmes Normands, devenus Français, conquièrent l'Angleterre; c'est sous la direction des rois Capétiens que les Croisades furent entreprises (1), que tous les royaumes de l'Europe moderne furent fondés; que fut instituée l'Université de Paris, que les Communes furent affranchies et orga-

(1) Ceux qui ont blâmé les Croisades n'en ont jamais, certes, compris le but social et politique. La conséquence immédiate de ces guerres saintes a été d'abord d'éteindre la guerre civile en France, en tournant l'ardeur belliqueuse des seigneurs vers des conquêtes éloignées. Une autre conséquence non moins heureuse a été de relâcher l'Occident à l'Orient, et d'étendre au loin la civilisation naissante. Enfin, les Croisades ont encore été entreprises dans le but d'arrêter les progrès du mahométisme qui menaçait incessamment l'Europe. Il était devenu nécessaire qu'on allât l'attaquer au centre de sa puissance, afin qu'étant occupé à se défendre, il ne songât plus désormais à envahir. Les Croisades sont la suite des travaux militaires de Charles Martel et de Charlemagne, comme la campagne d'Egypte, sous la République, et la campagne d'Alger sont les suites des Croisades.

nisées démocratiquement; que le servage fut aboli et la féodalité vaincue. C'est sous leur direction enfin que la France devint, par ses institutions, par les sciences, les arts et la guerre, la première nation du monde.

Mais tout en rendant justice à la bonne volonté et aux efforts des rois Capétiens, pendant les onzième, douzième et treizième siècles, il ne faut pas oublier que c'est sur le peuple qu'ils s'appuyèrent, et que c'est par lui qu'ils abaissèrent les seigneurs féodaux, et purent imposer leur volonté à toute la France. Le peuple ne fit jamais défaut aux chefs qui surent le diriger; il ne manqua jamais de dévouement ni de persévérance; le sentiment du devoir fut toujours si puissant en lui, qu'en aucun temps rien ne put le détourner du but national. Aussi, lorsque cette monarchie, qu'il avait eu tant de peine à élever, tomba, sous Charles VI, au dernier degré d'abjection, le peuple ne désespéra point de la sauver, car il la croyait encore utile à ses destinées, et il la sauva en effet des mains des Anglais, par Jeanne d'Arc, et il la sauva encore, sous Louis XI, au moment où elle semblait devoir périr sous les efforts de la ligue des grands seigneurs.

Ainsi donc, la nation, quelle que soit d'ailleurs le mode de manifester sa volonté, qu'elle agisse par le peuple en masse, ou qu'elle agisse par les représentants en qui elle a mis sa confiance, la nation élit, sanctionne, chasse ou relève tour-à-tour les dynasties royales, selon qu'elles méritent ou qu'elles sont indignes de diriger l'activité sociale. L'histoire de France est remplie d'événements qui prouvent la dépendance des rois à l'égard de la nation. On s'appuierait en vain sur l'héritage et la naissance pour légitimer le droit des rois. La succession, par droit de naissance, ne fut considérée que comme une condition d'ordre, comme un moyen d'enlever tout espoir à l'ambition des seigneurs, qui furent si souvent hostiles à la royauté.

Nous avons montré comment le peuple savait faire justice des dynasties dégénérées. Il exerça encore ce droit de souveraineté en chassant de Paris l'infâme Henri III, le roi le plus corrompu qui ait jamais souillé un trône. Non seulement il fut chassé par le peuple parisien, mais encore on ne reconnut point le successeur que ce roi désigna en mourant. Et si le chef de la ligue n'eût été assassiné, et si les successeurs de Guise n'eussent indignement trahi la cause populaire en se vendant à Henri IV, jamais un Bourbon n'eût porté sur sa tête la couronne de France.

Les Bourbons régnèrent, mais ce ne fut pas sans conditions. Les Parisiens, assiégés par Henri IV, ne consentirent, après un long siège, à lui ouvrir la ville, qu'après lui avoir fait jurer solennellement d'entrer dans la foi commune du peuple français, et de défendre l'unité contre les prétentions des seigneurs, qui ne l'avaient aidé dans ses entreprises qu'à condition d'obtenir, après la victoire, des duchés indépendants. Henri se soumit bon gré mal gré; et en entrant dans la capitale qui lui avait si long-temps résisté, il put voir avec quelle énergie le peuple avait défendu ses droits.

Ce n'était pas, nous ne saurions trop le dire, pour donner à la royauté le moyen d'opprimer la nation et de la retenir dans un état de servitude, que nos pères aidèrent à fonder le pouvoir royal. Ils savaient qu'il avait été dit: « Malheur aux princes qui oppriment les peuples, et qui leur font porter des fardeaux qu'ils ne voudraient pas toucher eux-mêmes du bout du doigt! » Ils savaient, nos pères, que la nation française s'était donnée pour mission, dès son origine, de réaliser l'affranchissement du peuple, et de constituer la société d'après le grand principe de liberté, d'égalité et de fraternité, et que désormais les chefs sociaux ne pouvaient avoir de valeur et de légitimité qu'en se conformant à ce précepte fondamental de notre morale: « Celui qui veut être le premier parmi les hommes, doit en être le serviteur le plus dévoué. » Si quelques rois se souvinrent de la loi et en pratiquèrent les devoirs, beaucoup d'autres les oublièrent. Lorsque, par les œuvres de Richelieu, la monarchie fut débarrassée des obstacles qui pouvaient gêner son action, et qu'elle fut toute-puissante, elle ne se souvint ni de son origine, ni de sa fonction; elle devint oppressive, orgueilleuse et fainéante. Elle se déclara maîtresse absolue de toutes choses, propriétaire des hommes et du sol. La noblesse, déchue de son ancienne splendeur, se résigna à la domesticité des cours; elle appuya les odieuses prétentions des rois pour avoir au moins sa part des festins royaux. Le clergé lui-même, oubliant qu'il devait être, avant tout, le soutien du peuple et son défenseur, imita la noblesse, et se fit le complaisant des oppresseurs. Telle fut la royauté au temps de Louis XIV. Dès lors, il n'y eut plus de devoirs pour le roi; il n'y eut plus que des droits; il ne dirigea plus la nation, il en comprima l'élan; il l'immobilisa, parce qu'il lui plaisait de passer sa vie dans les loisirs d'une vie somptueuse. En un mot, le roi ne gouverna plus, il régna, et se fit adorer comme un élu de Dieu.

De ce jour aussi la royauté avait fait son œuvre; elle jetait son dernier éclat sous Louis XIV, pour se traîner languissante sous le long règne du plus égoïste et du plus débauché des rois; et lorsqu'elle passa aux mains de Louis XVI, il n'était plus possible de lui redonner de la vie, à moins d'avoir les vertus de Louis IX et l'énergie de Louis XI et Richelieu. Louis XVI n'eut aucune des qualités nécessaires pour une si grande tâche; mais il eut toutes les prétentions de ses aïeux, et, poussé par les perfides conseils d'une noblesse dégradée, autant que par ses propres penchans, il voulut résister à

la Révolution, et la Révolution le brisa.

Nous croyons qu'il ressort suffisamment, de cette rapide revue historique, que jamais l'opinion publique ne s'est méprise sur la véritable légitimité. Elle a toujours considéré le roi comme le premier fonctionnaire de l'Etat, mais jamais elle n'a pu admettre que ce fonctionnaire fût au dessus de la nation elle-même, puisqu'en fait autant qu'en principe, la nation a toujours été souveraine, et n'a jamais considéré le roi que comme son principal agent.

D'un autre côté, nous concevons parfaitement la disposition légale quidécide inviolable la personne du chef de l'Etat; mais, il ne faut pas s'y tromper, cette inviolabilité est relative et non absolue. On a voulu mettre ce grand fonctionnaire en dehors de la critique des partis, afin de lui laisser une plus grande liberté de veiller aux intérêts généraux, et pour faire respecter en lui la nation dont il est le premier représentant. Rien de plus juste que de le mettre à l'abri des atteintes individuelles, par toutes les dispositions légales que l'on trouvera convenables. Mais on ne peut vouloir le rendre irresponsable, même envers la nation ou la représentation nationale. Nous avons prouvé, par les faits, que cette prétention serait une véritable dérision, aujourd'hui surtout, quand nous voyons que la plupart des législateurs qui ont fait la Charte de 1830 et formulé l'inviolabilité nouvelle, avaient déjà violé, au nom de la nation, trois ou quatre personnes déclarées par eux-mêmes inviolables et sacrées.

Quant à la mort de Louis XVI, nous n'en dirons qu'un mot: nous avons prouvé que la Convention nationale avait le droit de le juger, et conséquemment le droit de le punir. La question est donc de savoir si Louis XVI était coupable(1). Or, nous le demandons, pouvait-on absoudre cet homme qui avait commis le plus grand crime qu'il soit donné à un homme de commettre, celui d'avoir abusé de la magistrature suprême pour résister au vœu de la nation, et d'avoir appelé, au sein de la France, une invasion des puissances ennemies, pour l'aider à enchaîner le peuple au profit de son égoïsme?

Le peuple a, dans tous les temps, rendu à César ce qui est à César, en lui obéissant quand il faisait selon la morale et l'intérêt national, en le punissant quand il était contraire aux lois suprêmes de la nationalité.

(1) Voici, à ce propos, le résultat du vote sur cette question: *Louis est-il coupable?* La Convention était composée de 749 membres; 8 étaient absents pour cause de maladie; 20 étaient en commission; 37 refusèrent de voter, tout en reconnaissant Louis coupable, ou votèrent seulement comme législateurs; enfin 684 membres déclarèrent purement et simplement Louis coupable de conspiration contre la liberté de la nation, et d'atteinte contre la sûreté générale de l'Etat. Il suit de là que l'on pourrait presque dire que sa culpabilité a été reconnue par l'unanimité de la Convention.

A nos abonnés.

Nous avons plusieurs recommandations à faire nos lecteurs :

Il est fort peu d'administrations de journaux dans lesquelles il ne se commette quelques erreurs pour la distribution des numéros. Notre journal, adressé aux ouvriers, y est plus spécialement exposé qu'aucun autre. Nous prions donc ceux de nos abonnés qui habitent des maisons sans portier, de vouloir bien indiquer l'étage qu'ils occupent; — ceux qui ne sont pas dans ce cas, d'avertir leur portier et de réclamer le journal chez lui, où il est toujours remis exactement, — ceux enfin qui ne sont pas le jour à leur domicile, d'indiquer un endroit où l'on puisse remettre leur journal.

Ceux qui ne le reçoivent pas, sont priés de faire rectifier leurs adresses au bureau, ou de s'enquérir de la cause de cet oubli.

Les personnes qui s'abonnent par des tiers sont priées d'exiger une quittance imprimée et signée du gérant.

Nos abonnés de province sont invités à faire passer leurs mandats à l'ordre du directeur-gérant de l'Atelier.

La réimpression du premier numéro étant terminée, on pourra le prendre au bureau au prix de 25 c.

Le Directeur-Gérant: LEMREVUX.

Imprimerie Lange Lévy et comp., rue du Croissant, 10.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORALX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVÔT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIER, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraais, 47 ; chez GÉRUZZER, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

AVIS.

Ceux de nos souscripteurs de Paris dont l'abonnement expire avec ce numéro sont prévenus qu'on se présentera chez eux dans le courant du mois pour le leur faire renouveler.

L'administration les invite de nouveau à donner leurs adresses bien exactes, et à exiger une quittance imprimée signée du gérant.

Le tirage des numéros 2 et 3 étant épuisé, on les reprendra au Bureau pour 25 c.

DÉVOUEMENT.

Dans nos deux derniers numéros, nous nous sommes successivement occupés du Devoir et du Droit ; nous avons défini le devoir, une obligation permanente de l'individu envers la société, et le droit, le moyen donné par la société à l'individu pour que celui-ci puisse remplir son devoir. Mais, pour remplir dignement son devoir, pour ne point abuser de son droit, il faut du dévouement.

L'association industrielle, telle que nous la proposons, a reçu l'assentiment de tous ceux à qui nous l'avons exposée, quelle que fût d'ailleurs leur opinion politique ; on ne nous a opposé qu'un seul obstacle : l'égoïsme. « La société actuelle, nous a-t-on dit, est parfaitement égoïste ; chacun y vit pour soi, comme il l'entend, comme il le peut ; aux dépens des autres s'il est assez habile ou assez fort ; par conséquent, l'association, bonne en elle-même, est un rêve brillant, puisqu'elle ne peut exister que par le dévouement, que nous ne possédons pas ; elle est impossible pour le présent, pour un avenir rapproché, elle est peut-être même impossible à jamais. »

Pour ce double motif nous avons dû étudier le dévouement, sans lequel il n'y a point de société durable.

Nous l'avons dit déjà plusieurs fois, et nous le répétons encore ici, nous voulons maintenant tout ce qui est immédiatement possible, bien sûrs que, si nous remplissons notre tâche comme firent nos pères, nos enfants ne manqueront pas à la leur, et qu'ainsi le progrès s'accomplira.

Nous exigeons du dévouement de tous, tant pour la grande unité nationale que pour l'association ouvrière. humble moyen de fonder l'avenir, parce que nous savons que l'homme est, par sa nature, également capable de dévouement et d'égoïsme. En effet, chaque jour, ont lieu des actes assez beaux, assez nombreux pour qu'on ne puisse les nier ; des temps les

plus anciens jusqu'à nous il y a une suite non interrompue de dévouements célèbres ou restés inconnus. Sans cette longue chaîne qui relie toutes les époques, non-seulement le progrès n'aurait pu s'accomplir, mais l'humanité n'aurait même pas vécu. Et pour l'existence de l'égoïsme, si chacun ne la proclamait pas, il n'y aurait qu'à jeter les yeux autour de nous pour voir partout la défiance, l'isolement, la haine et la lutte. Ces douloureuses preuves de la puissance de l'égoïsme ne manquent pas dans le monde politique ; c'est notre nation qui subit l'isolement proposé par des lâches et des traîtres, accepté par des privilégiés impuissants, la politique d'isolement, c'est-à-dire le suicide par la peur, plutôt que de recommencer ces glorieuses luttes où chacune de nos souffrances redoublait notre vie. N'est-ce pas d'ailleurs la conséquence inévitable de nos fautes passées ? En divisant violemment le pouvoir, nous l'avons réduit à l'impuissance. La défiance qui a institué chacune de ses parties pour contrebalancer les autres a pénétré au cœur même des *pouvoirs souverains* ; il n'est pas besoin de raconter ici les luttes douloureuses de la couronne et de ses ministères, des divers bancs des chambres, où il n'y a de fort et de stable que la désunion, les coalitions, et les lâches abandons.

Si nous quittons maintenant la politique pour l'industrie, là encore nous trouvons les mêmes ruines et la même honte, toujours produites par la même cause : l'égoïsme. Les industriels du nord et ceux du midi, les fabricants du continent et ceux de nos colonies, se font la guerre par des tarifs de douanes qui les écrasent tour à tour ; les fabricants, les marchands du même produit, en vertu de la concurrence, ne cherchent plus leur prospérité que dans la perte de leurs confrères. Et nous, ouvriers, à force d'avoir, à l'envi les uns des autres, offert nos bras au rabais, il nous faut maintenant supplier pour obtenir un travail souvent accablant et un salaire toujours insuffisant.

Quel remède opposer à ces maux qui grandissent tous les jours ? Un seul : il faut fonder l'unité par le dévouement, briser violemment tout intérêt privé hostile à l'intérêt public ; il faut que chacun de nous soit bien pénétré de son impuissance individuelle ; il faut que nous soyons toujours unis, toujours dévoués les uns pour les autres, n'ayant plus d'autre ennemi que l'égoïsme.

Ces dernières années on nous a assez rabaissés, dans l'espoir, sans doute, que les humiliations nous ôteraient toute dignité ; on nous a traités de barbares ; si c'est de la barbarie que demander la liberté, l'égalité, la fraternité, l'unité, alors nous sommes des barbares. Nous ne cesserons donc pas de lutter contre l'égoïsme, de travailler à développer parmi nous

le dévouement, ce sera bien là user de notre droit et remplir notre devoir, car c'est toujours le peuple qui se dévoue; c'était le peuple qui tombait à Waterloo sous les balles anglaises, victime des honteuses trahisons des grands seigneurs de l'époque; les cadavres qui recouvraient les barricades de Juillet étaient bien ceux d'hommes du peuple chassant un roi parjure. Dans les incendies, qui brave les flammes pour arracher des victimes à la mort? Qui s'élance dans les fleuves pour sauver un homme? Le peuple, toujours le peuple. A nous donc, ouvriers, de prêcher le dévouement, car nous ne craignons pas que nos paroles puissent nous faire rougir de nos actions.

Nos pères, dont nous devons suivre le glorieux enseignement, nous ont appris comment il faut être dévoués; à ce cri : *La Patrie est en danger*, la France entière se leva comme un seul homme, sans compter ses blessures, sans essuyer le sang qui coulait de toutes ses plaies, et elle rejeta loin d'elle jusqu'aux cadavres de ses ennemis. Alors on savait vivre et mourir avec dévouement; dans les armées, dans les villes, dans les hameaux les plus inconnus, chaque homme se dévouait pour la Patrie, et la Patrie pour l'Humanité.

Qu'on ne nous dise pas : ces temps-là sont loin de nous et ne peuvent plus renaître, car, aujourd'hui comme alors, l'Europe entière nous outrage et nous menace. Dans cette foule d'ouvriers, souvent sans ouvrage, sans ressources, que l'on repousse maintenant avec dédain, il y a plus d'un Barra, plus d'un Viala; il y a des cœurs qui ne failliraient point à reprendre l'œuvre interrompue des martyrs de thermidor.

Ce qui donnait tant d'énergie au dévouement, pendant les luttes de la république, c'était l'éducation forte et uniforme que la nation se faisait alors; en l'absence d'un pouvoir qui veuille créer cette éducation nationale, travaillons donc nous-mêmes à nous en donner une qui développe en nous le dévouement; que notre humble journal y contribue de tous ses efforts et nous n'aurons point fait une œuvre inutile.

Qu'il nous soit permis de citer un seul exemple pour montrer ce qu'une éducation nationale peut produire. En Hollande, pays que le travail de l'homme a tout entier conquis sur la mer, un enfant, se promenant seul le long d'une digue, aperçut une fente par où l'eau commençait à couler; après avoir vainement essayé de la boucher avec du sable, de la terre, tout ce qu'il trouva, il la ferma de son propre corps jusqu'au moment où ses cris eurent amené du secours!

Ce dévouement qui nous fait agir ainsi pour défendre la patrie contre ses ennemis, contre la nature elle-même, n'a pas moins de puissance pour nous porter à sauver un compagnon. Tout le monde se souvient encore du trait suivant. Il y a un an environ, deux ouvriers maçons travaillaient sur un échafaudage, rue Montmartre; les planches qui les soutenaient s'écroulèrent tout-à-coup; une seule demeura, assez forte pour supporter un homme, trop faible pour en soutenir deux quelques instants; l'un des deux ouvriers, s'élançant aussitôt, se brisa sur le pavé en s'écriant : « Je n'ai pas d'enfants! » Et son camarade, père de famille, fut sauvé!

Sans même qu'il soit besoin de racheter la vie d'un homme par un dévouement sublime, les occasions de pratiquer cette vertu ne manquent pas. Les ouvriers mécaniciens des ateliers Pauwells, lorsque, par manque d'ouvrage, on vint congédier leurs camarades nouveau-venus, demandèrent spontanément à partager entre tous le travail, et pour donner du pain à leurs camarades, ils réduisirent ainsi de moitié leurs travaux, c'est-à-dire leurs salaires. Et lors des dernières coalitions de septembre, combien d'ouvriers agirent ainsi, diminuant leurs travaux, et de leur gain nourrissant ceux qui ne travaillaient pas, partageant avec eux le produit de leurs emprunts au Mont-de-Piété. Alors commencèrent des dévouements dont les suites sont encore si douloureuses pour quelques-uns. Oh! que ne pouvons-nous tout dire?...

Dans les classes supérieures, chacun sait, car maintenant presque tout le monde en convient, à quel point augmente chaque jour la misère des ouvriers, mais si l'on connaissait tout ce que dans les ateliers il se fait de collectes, de dons volontaires pour adoucir des misères plus grandes encore, on ne pourrait comprendre tous ces sacrifices. Si nous ne sommes pas encore tels que nous devrions être, nous le sentons et nous nous efforçons franchement de devenir meilleurs, en nous secourant les uns les autres.

De ce qui précède nous concluons donc, que nous n'avons point agi en rêveurs, en appelant à l'exercice du droit et du devoir, par le dévouement; en prenant le dévouement pour base de l'Association, puisque nous pratiquons déjà cette vertu, qui peut seule régénérer le monde.

Si maintenant, non contents de la profession de foi mise en tête de notre journal, on vient nous demander qui nous admettons et qui nous rejetons, nous répondrons hardiment : Celui qui dit : *mon bien d'abord, ensuite celui des autres*, est contre nous; quiconque, au contraire, veut que chacun se dévoue pour tous est avec nous. Nous n'avons point créé ce journal pour diviser, mais bien pour réunir tous les ouvriers dévoués : il est toujours facile de s'entendre sur les questions de forme et de temps, quand on a pour but commun le bien de tous, et pour moyen le dévouement de chacun.

Reconnaissons-le donc franchement : dire à chaque individu : — Plus tu seras heureux, plus tu auras de jouissances et plus tu contribueras au bien-être universel, qui se compose de la réunion des bonheurs individuels, c'est semer la discorde dans l'Etat; il est évident qu'un pareil principe porte les hommes à s'entre-nuire réciproquement; c'est ainsi que l'on bouleverse la société, puisque, d'après ce système, chaque homme a non-seulement pour droit, mais encore pour devoir, de se rendre lui-même le plus heureux qu'il peut, toujours aux dépens des autres, puisque chacune de ses jouissances impose de nouvelles privations à ses concitoyens. Parler et agir dans ce sens c'est organiser la désorganisation.

Si, au contraire, nous nous pénétrons tous bien de cette pensée, que le bonheur de l'Etat ne peut exister que par le dévouement des citoyens, chacun de nous fera tout ce qui peut être utile aux autres, sans craindre d'en trop faire; il n'y aura plus de lutte entre les citoyens, plus de classes différentes, puisque les classes n'existent que par leur intérêt particulier, opposé à celui de la société. Et, de ce dévouement continu, viendra le bonheur de la société, et partant, celui même des individus.

Une objection nous a été faite, et plus elle est sérieuse, plus nous devons mettre de soin à la détruire. Si, poussé par l'égoïsme, un homme refuse de se dévouer pour les autres, en ses biens, en sa vie même, que faut-il faire? C'est pour bien des gens une terrible alternative que le dévouement absolu et le sacrifice imposé par la société au nom de la morale; mais nous n'hésiterons pas à répondre : la société a toujours le droit de nous ôter ce que notre devoir nous ordonne de lui sacrifier, ce qu'elle nous a donné. On a tant de fois comparé l'Etat au corps d'un homme que nous pouvons dire : Si chacun de nous a le droit de sacrifier un de ses membres pour conserver sa vie, la société, dont nous sommes les membres, a bien le même droit sur chacun de nous. Et d'ailleurs, nos constitutions sociales et politiques actuelles, toutes vicieuses qu'elles soient, laissent au pouvoir ce droit sans lequel il ne saurait vivre. Quand l'impôt est voté, on ne demande pas à chacun de nous s'il veut l'acquitter; on exige impérieusement l'accomplissement de ce devoir. De même, quand il faut subir la loi du recrutement, on ne s'adresse pas à ceux qui veulent, mais bien à ceux qui peuvent servir l'Etat, c'est-à-dire, lui sacrifier leur jeunesse, leurs espérances, leur vie même. Puisque ce pouvoir naturel, juste et nécessaire de la

société sur les individus est déjà consacré par l'usage, réglé par les lois, sa force ne fera que grandir : car chaque jour, dans l'avenir, comme par le passé, détruira l'une de ces nombreuses exceptions, l'un de ces dangereux privilèges, qui maintenant empêchent toute égalité entre les citoyens divisés en classes hostiles les unes aux autres.

Résumons en deux mots : le dévouement est l'unique moyen d'accomplir le devoir et de ne pas abuser du droit ; chacun de nous doit se dévouer partout et toujours, comme notre patrie s'est toujours dévouée pour l'humanité ; celui qui, par égoïsme, refuse d'accomplir son devoir en se dévouant, doit y être contraint.

LE CARNAVAL.

S'il est des fêtes qui réveillent dans l'âme de l'homme des sentiments généreux, il en est aussi qui n'excitent en lui que des passions honteuses. Nous ne connaissons rien de plus beau et de plus propre à développer le sentiment social que les fêtes patriotiques ; mais nous ne connaissons rien non plus de si laid et de si abrutissant que les fêtes, ou plutôt les orgies du carnaval. Pendant la période révolutionnaire où le peuple porta si haut la gloire de la France, pendant ce temps où nos quatorze armées balayaient les armées de toute l'Europe, il n'y eut point de carnaval : il y avait trop de dignité dans ce peuple pour qu'il s'abandonnât à d'ignobles plaisirs ; mais il y eut de grandes et nobles fêtes, où l'on savait exalter les vertus qui font la force des nations. C'est à la suite de ces fêtes que la jeunesse se levait en masse et courait à la frontière ; c'est à la suite de ces fêtes que l'admirable population de Paris s'imposait un carême civique pour nourrir l'armée, quand elle-même avait à peine le strict nécessaire. Si donc aujourd'hui la jeune démocratie veut être forte et digne comme le peuple de la révolution, elle doit s'abstenir de se mêler aux orgies du carnaval. Le pouvoir serait bien aise que toute la jeunesse usât son énergie dans ces débauches publiques ; il sait qu'elles sont un puissant moyen de corruption ; aussi voyons-nous que le temps de ces fêtes est illimité, et dure une grande partie de l'année. Ce pouvoir, si ombrageux lorsqu'il s'agit de réunions où l'on s'occupe de choses sérieuses, réserve toute sa protection et sa bienveillance pour celles où l'on se déprave ; il permet que l'on s'assemble en aussi grand nombre que possible, pourvu que l'on n'ait d'autre but que de se livrer aux plus crapuleux plaisirs ; car il est facile d'avoir raison d'un peuple corrompu.... Nous espérons que les jeunes hommes auxquels nous nous adressons ne céderont point aux séductions qui les environnent ; dans ce temps de honte et de misère, il faut se garder pur et digne pour veiller sans cesse au salut de la nation : nous ferons des fêtes quand la France sera glorieuse.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

DE L'ASSOCIATION OUVRIÈRE (1).

Depuis plusieurs années que nous nous occupons de réforme industrielle, il a été offert à notre choix un grand nombre de projets d'association. Nous avons dû choisir entre tous celui qui nous paraissait le mieux remplir les trois conditions suivantes, auxquelles nous tenons particulièrement, parce que nous sommes convaincu qu'en dehors de l'une d'elles seulement on espérerait en vain remédier au mal dont nous souffrons.

1°. Il faut qu'il soit reconnu en principe que le capitaliste ne pourra jamais être admis dans l'association à titre de co-partageant des bénéfices (2). En d'autres termes, il faut que le travail seul ait droit au partage.

2°. Il faut que les associations soient organisées de telle sorte qu'elles ne se fassent jamais concurrence ; mais, au contraire, qu'elles tendent à centraliser de plus en plus le travail en s'unissant et s'aidant mutuellement.

3°. Il faut enfin que le projet soit, à un certain degré, applicable immédiatement.

Malgré la grande variété de projets que nous connaissons, on peut les rattacher tous à l'une des trois théories économiques suivantes :

1° Celle que prêche le journal *la Phalange*, fondé par Fourier ;

2° Celle que les Communistes espèrent réaliser un jour ;

3° Enfin celle que nous avons adoptée et dont nous poursuivons le développement dans *l'Atelier*.

Le projet d'association de *la Phalange* ne nous offrait point la première et la plus importante des conditions. La théorie fouriériste, en effet, admet le capitaliste au partage des bénéfices ; elle dit : Chacun apporte sa part de puissance à l'association : celui-là les écus, celui-ci ses bras, cet autre son savoir-faire ; il faut donc attribuer à chaque élément social une part des bénéfices proportionnée à sa valeur : tant aux écus, tant au travail, tant au talent. Ainsi, d'après *la Phalange*, et dans l'ordre de sa formule sociétaire, le travailleur, comme élément social, est inférieur aux écus. Du reste, nous n'ignorons pas qu'avec ces trois éléments une association bien entendue, bien dirigée, pourrait apporter une plus grande somme de jouissances aux riches, et en même temps amoindrir quelque peu la misère des travailleurs. Mais, avec la meilleure volonté du monde, nous ne pouvons accorder plus au projet des phalanstériens : nous ne sommes pas assez dépourvu de sens commun pour croire avec ces messieurs, qui n'ont jamais rien produit, que, sous leur direction, la production sera multipliée au point de fournir surabondamment à tous les besoins des travailleurs aussi bien qu'à ceux des capitalistes. D'ailleurs, quel que soit le bien-être qui pourrait résulter pour nous d'une semblable association, nous ne devons pas moins la repousser, comme étant complètement contraire à notre principe général, puisqu'elle consacre l'inégalité entre celui qui possède l'argent et celui qui produit. Au capitaliste, on promet le repos et la bonne chère ; au travailleur, quoi qu'on en dise, la fatigue du corps et la moindre part au festin du phalanstère. — Que cette doctrine flatte certaines gens qui ne sont pas de notre classe, nous le comprenons ; mais les ouvriers ne seront pas assez mal-avisés pour donner les mains à une institution qui ne serait qu'un moyen nouveau de perpétuer leur infériorité.

Pour cette raison suffisante nous avons repoussé l'association selon *la Phalange* (1).

Quant à la seconde théorie, celle des Communistes, comme elle n'a pas encore été formulée d'une manière précise, nous nous abstiendrons, jusqu'à nouvel ordre, de dire notre pensée sur son ensemble. Nous dirons seulement ici qu'elle ne contient pas la troisième de nos conditions principales, c'est-à-dire qu'elle n'est pas applicable immédiatement. Nous avons sous les yeux une petite brochure (2) qui semble appartenir à cette école, dans laquelle l'auteur fait la critique de tous les projets d'associations partielles, et conclut à l'association par commune, par arrondissement et par département, et à la fédération de toutes ces sociétés, représentées, à un centre unique, par des délégués, dont l'ensemble formerait le gouvernement. Nous ne discutons pas ici sur le mérite de ce projet, dont l'auteur lui-même voudrait l'application tout d'une pièce, en reconnaissant toutefois que de long-temps la chose ne sera possible. Nous ne voyons dans cet écrit rien de plus qu'un désir, et nous ne pouvons pas nous y arrêter. Nous nous bornerons à redire à ceux qui font des projets d'organisation que, s'ils doivent éviter avec soin d'y conserver les éléments actuels d'exploitation, ils doivent éviter aussi de placer un abîme entre ce qui existe aujourd'hui et ce qu'ils désirent instituer dans l'avenir. Tomber dans l'un ou l'autre de ces deux défauts, c'est travailler à prolonger nos misères.

Nous nous sommes arrêté à la troisième théorie parce qu'elle seule remplit parfaitement toutes les conditions que nous recherchons, savoir : l'affranchissement du travailleur, la cessation de la concurrence et l'application immédiate.

Il ne faut pourtant pas se faire illusion et croire que, dès demain, tous les travailleurs vont être affranchis, la concurrence éteinte et

(1) Nous n'avons considéré ici, de la théorie fouriériste, que le côté le plus raisonnable et le plus pratique ; en temps et lieu, nous reviendrons sur la généralité de cette théorie.

(2) DEUXIÈME LETTRE AUX TRAVAILLEURS, par Noiret, ouvrier de Rouen. — Nous venons d'apprendre que cette petite brochure a été saisie. Nous croyons qu'en cela l'administration a fait une grande maladresse. Nous ne partageons pas les idées de l'auteur, mais, en comparant cet écrit à tant d'autres qui ont été publiés librement, nous sommes étonné du peu de discernement des hiérarques du parquet. Qu'exprimait après tout cette lettre aux travailleurs ? Un sentiment profond des misères des ouvriers, et un grand désir de réforme radicale. Si le procureur du roi était soumis lui-même, pendant huit jours seulement, à la condition de M. Noiret et des autres tisserands et fileurs de Rouen, nous doutons qu'il fit preuve d'autant de patience que ceux qu'il attaque. Il n'est pas de pouvoir plus imprévoyant et plus tracassier que celui que nous subissons ; aussi par ses actes de répression, ne fait-il qu'attirer la sympathie du peuple sur ceux qu'il frappe et l'antipathie sur lui-même.

(1) Voir n° 2, p. 11, 12, — et n° 5, p. 37, 38.

(2) Voir n° 3, p. 20. Réponse à la troisième objection.

l'association un fait général. Notre projet contient tout cela en principe, mais tout cela ne pourra être réalisé que successivement. Il dépend de nous d'abréger le temps, en nous efforçant tous de prendre la part la plus active à ce commencement d'organisation du travail. Qu'attendons-nous pour nous mettre à l'œuvre? Que les classes privilégiées fassent pour nous plus que nous ne voulons faire nous-mêmes? Qu'elles se sacrifient et se dévouent pour nous sauver, quand nous n'avons pas le courage de sortir de notre léthargie? Encore une fois, la classe ouvrière ne doit compter que sur elle-même. C'est bien ici le cas de lui appliquer cette maxime : *Aide-toi, le ciel t'aidera*. Aidons-nous donc! Que les difficultés ni le temps ne nous effrayent. Ne remettons pas à demain ce qui peut être fait aujourd'hui; car savons-nous si demain l'occasion sera meilleure? Le temps passe rapidement, et nos misères augmentent chaque jour. C'est pourquoi, dussions-nous fatiguer nos lecteurs, nous ne cesserons de dire : Mettons-nous à l'œuvre! — D'ailleurs, nous nous exposerions à de nombreux mécomptes si nous attendions la complète organisation du travail du pouvoir qui sortira de la réforme. N'espérons pas trop, afin de n'être pas déçus, et sachons mener de front et la réforme industrielle et la réforme politique. Supposons, en effet, la venue d'un pouvoir qui serait l'expression pure de la volonté nationale : pensez-vous que ce pouvoir voudra organiser immédiatement le travail selon nos vues? Et, s'il le voulait, pensez-vous qu'il en aurait la puissance? Assurément non. Le pouvoir, en tant qu'expression pure de la volonté générale, ne voudrait ni ne pourrait opérer une si grande transformation. Et, d'un autre côté, on ne doit pas supposer qu'un gouvernement quelconque puisse violenter la masse de la nation au point de la soumettre tout d'un coup au régime socialiste, régime auquel elle a besoin d'être préparée par un long temps d'expérience et par une éducation nouvelle. Tout ce que pourrait faire le pouvoir le plus fort et le plus favorable aux besoins de la classe ouvrière serait d'organiser des associations-modèles, dans certaines localités, pour l'agriculture, l'industrie et le commerce. Il les protégerait, leur fournirait les instruments de travail nécessaires, et ferait en sorte qu'elles offrissent à tous ceux qui seraient en dehors l'exemple d'une plus grande prospérité et d'un bien-être véritable. Mais la chose ne peut se faire que progressivement, commençant peu à peu, puis grandissant toujours, au fur et à mesure que la population connaîtra mieux les fruits de l'institution. Espérer qu'il peut en être autrement, c'est folie.

En commençant dès à présent à jeter les bases de cette organisation, nous savons toutes les peines que nous aurons et tous les obstacles qui nous seront suscités par l'aveugle administration dont nous supportons le joug; mais cette administration n'est pas éternelle; la réforme en amènera une, il faut l'espérer, qui sera clairvoyante et animée de bonnes intentions; alors on sentira tout le prix de ce que nous aurons fait. Nous aurons préparé les voies à ce pouvoir nouveau; et voyant que nous ne nous appuyons pas uniquement sur de vaines théories, mais sur des faits, mais sur l'expérience, ce pouvoir aura une confiance qu'il n'aurait point eue sans cela. Il ne lui sera pas permis, devant les faits, de crier à l'utopie, et il expérimentera en grand; il tentera avec hardiesse ce qu'il n'oserait point essayer peut-être s'il n'avait un exemple sous les yeux, et s'il ne pouvait le montrer à son tour à ceux qui résisteraient par incrédulité.

Que n'avons-nous l'habileté des écrivains pour faire passer notre conviction dans l'esprit de nos lecteurs! pour leur prouver l'impérieuse nécessité de commencer promptement l'œuvre de notre émancipation, et pour démontrer tout ce que notre principe d'association contient de conséquences favorables à la liberté et au bien-être du peuple! Jamais nous n'avons regretté autant qu'en ce jour de n'avoir pas l'art de communiquer notre pensée à nos pareils; car, malgré nos efforts pour être clair, malgré que nous ayons retourné notre idée sous bien des formes diverses, il est arrivé, cependant, que nous n'avons pas été compris complètement. Nous dirons donc encore une fois à nos lecteurs, qu'ils doivent lire nos projets avec beaucoup plus d'attention que s'ils étaient rédigés par des écrivains de profession, et nous les invitons, dans le cas où quelque doute resterait dans leur esprit, à s'adresser directement à nous, ainsi que l'ont fait déjà plusieurs de nos camarades.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro l'examen détaillé du Contrat d'Association.

DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Avant d'étudier cette question, nous ayons une déclaration importante à faire; nous avons déjà montré, par divers articles sur l'association industrielle, comment nous entendons l'organisation du travail : nous voulons qu'il n'y ait plus, dans l'avenir, des maîtres et des ouvriers, mais seulement des associés travaillant tous en vue de la prospérité commune, sans rivalité les uns contre les autres; cela une fois bien compris, nous allons examiner la question des prud'hommes, qui n'est pas pour nous une tentative d'organisation, mais bien une mesure toute de transition, un temps d'arrêt dans la lutte entre les travailleurs et les capitaux.

Il est encore une observation à faire ici : bon nombre de nos ca-

marades n'ont vu dans l'établissement des prud'hommes qu'un moyen de plus pour nous courber sous le joug du maître, et par conséquent ils se sont prononcés d'une manière absolue contre toute tentative de ce genre, nous les prions de réfléchir sérieusement avant de prendre un parti définitif; en effet, il s'écoulera peut-être encore bien du temps avant que les lois et les événements permettent d'organiser le travail, et d'ici là nous aurons, nous autres ouvriers, bien des injustices à subir, bien des luttes à soutenir; comment en sortir? par des coalitions, hélas! nous en avons vu il y a quelques mois de bien nombreuses, de bien motivées, et elles se sont terminées par des déploiements de troupes suffisants pour envahir peut-être l'Angleterre, par des jugements de terreur; et ceux de nos amis qui ont été choisis pour expier nos tentatives, sont aujourd'hui pour plusieurs années plongés dans les prisons, et assimilés en tout point avec les voleurs, malgré leurs justes réclamations. N'aurait-il pas mieux valu avoir alors des tribunaux consciencieux et compétents qui par de prudentes décisions, nous auraient évité ces malheurs. Les cas sont rares où il n'y ait que la force pour juge; il vaut d'ordinaire mieux agir par d'autres moyens.

Mais il ne faut pas conclure de nos paroles que nous demandons à voir appliquer à toute la France les ordonnances et décrets qui régissent les prud'hommes de Lyon; non pas, car ce tribunal ne fait rien pour les ouvriers, car il est trop souvent l'instrument docile des maîtres. Nous ne ferons pas ici l'examen de toute cette législation, nous nous bornerons seulement à rappeler son but et ses bases.

Nous lisons dans la loi du 18 mars 1806, « le conseil des prud'hommes est institué pour terminer, par voie de conciliation, les petits différends qui s'élèvent journellement soit entre des fabricans et des ouvriers, soit entre des chefs d'ateliers et des compagnons ou apprentis. »

Aux yeux du législateur, ce sont de bien petits différends que ces contestations journalières entre nous et nos maîtres; nous, nous les trouvons de haute importance, car, bien qu'il s'y agisse de quelques francs seulement, ces quelques francs sont notre unique ressource, notre seul moyen d'avoir du pain pour nous et pour nos familles. Et maintenant que le but est posé, voyez comme la loi cherche bien à l'atteindre; il s'agit de terminer, à l'amiable, des contestations entre des maîtres et des salariés, et elle confie ce soin aux maîtres seuls, c'est-à-dire précisément à ceux à qui il importe de faire de la justice un instrument de domination. En effet, les prud'hommes ne peuvent être choisis que parmi les maîtres, les contre-maîtres et les ouvriers patentés. Les maîtres, il est clair que dans toute contestation leur intérêt est directement opposé à celui des ouvriers; les contre-maîtres, chacun sait qu'ils sont presque tous des instruments d'oppression : soumis d'une manière absolue à la volonté des maîtres, ils n'oseraient leur résister en rien, sous peine de perdre leur emploi; et d'ailleurs, poussés par ce misérable orgueil du pouvoir, ils sont souvent plus hostiles aux ouvriers, que les maîtres eux-mêmes, ces commandeurs des négres-blancs.

Les ouvriers patentés, mais c'est là un mensonge ou une absurdité : l'ouvrier est formellement exempté de patente; il est soumis au livret, et le livret et la patente ne sont jamais imposés à la fois au même individu. Si cette dernière catégorie d'éligibles a été sérieusement définie, c'est un refus de justice, un acte de mauvaise foi, si au contraire elle s'est glissée par mégarde dans la loi, c'est une absurdité; car c'est dire, pour que l'ouvrier devienne prud'homme il faut qu'il soit maître.

En voilà certainement assez pour nous décider tous à nous opposer, par tous les moyens permis par la loi, à l'installation des prud'hommes avec la législation actuelle. Aussi, nous, nous protesterons de toutes nos forces contre tout ce qui pourrait nous mener là. Car, c'est poussés par une telle situation, qu'un jour nos frères de Lyon se levèrent en inscrivant sur leur bannière : *Vivre en travaillant ou mourir en combattant*.

Maintenant, examinons sur quelles bases il faudrait établir la loi nouvelle sur les prud'hommes pour qu'elle fût juste et utile. Voici les principales questions qui se présentent d'elles-mêmes : 1° but des conseils de prud'hommes; 2° leur formation; 3° leur juridiction :

BUT DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Ici il faut étendre l'esprit de la loi; car, après trente-quatre ans d'expérience, il n'est plus permis de recommencer les erreurs de 1806. Ce n'est plus de petits différends qu'il faut régler, mais des contestations dont chacune compromet souvent l'existence d'une famille, et dont la continuité et l'ensemble sont menaçants pour tous les intérêts. Il faut que les prud'hommes aient non seulement le droit de jugement, mais encore celui d'enquête, d'investigation; il faut que tous les débats entre maîtres et ouvriers, ou contre-maîtres et ouvriers leurs soient soumis, tous, sans aucune limite d'importance, qu'il s'agisse de trente sous, ou de dix mille francs, c'est tout un aux yeux de la justice, ce doit être aussi la même chose à ceux de la loi. En outre, les prudhommes doivent aller visiter tous les ateliers, toutes les fabriques, avoir la surveillance continuelle des enfans, des apprentis, etc., ils doivent pouvoir poursuivre d'office tous les abus, toutes les infractions aux lois, et avoir assez de puissance pour provoquer toutes les améliorations nécessaires.

FORMATION DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Dans toute querelle industrielle, il y a deux intérêts en jeu, celui du maître et celui de l'ouvrier : il faut donc que dans l'arbitrage ces deux intérêts soient également représentés, sous peine d'injustice. Il faut donc que les conseils de prud'hommes soient ainsi composés, moitié maîtres et moitié ouvriers. La loi doit exiger des uns et des autres les mêmes garanties de moralité et de capacité. Il faut que les uns et les autres soient exempts de toute peine infamante, de toute incapacité légale; il faut aussi qu'ils exercent leur profession depuis un nombre d'années assez grand pour qu'ils puissent connaître parfaitement toutes les difficultés qui peuvent en surgir. Nous ne pensons pas que les contre-maîtres soient aptes à devenir prud'hommes, car ils sont, ainsi que nous l'avons déjà dit, sous la domination absolue et immédiate des maîtres, et par conséquent privés de toute indépendance. Il nous reste à examiner par qui et comment doivent être choisis les prud'hommes. Faudra-t-il faire des listes comme pour le jury et tirer ensuite les prud'hommes au sort? non, car le sort pourrait désigner les plus incapables et les plus indignes; faudra-t-il, les listes dressées, laisser le choix à faire à un magistrat? Non, car, quel qu'il fût, il serait exposé à se laisser entraîner par des préoccupations entièrement étrangères à l'industrie, car il pourrait peut-être choisir exprès des hommes destinés à être les agents dociles des maîtres ou d'un parti, et ce qui est plus difficile à éviter, il serait exposé à choisir des hommes incapables, par cela même qu'il serait étranger à l'industrie. Reste donc l'élection, c'est le seul moyen d'avoir des prud'hommes capables et dignes. Les élections devraient se faire en commun, c'est-à-dire que les maîtres et les ouvriers, réunis en une seule assemblée, éliraient deux ou trois ouvriers et deux ou trois maîtres, plus ou moins, selon l'importance des localités, et plutôt plus que moins. Chaque état devrait avoir ses prud'hommes, s'il y avait trop peu d'ouvriers et de maîtres dans un état, ils se réuniraient à ceux dont les travaux auraient le plus de conformité avec les leurs, les menuisiers avec les ébénistes, les serruriers avec les mécaniciens, etc.

JURIDICTION DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Les fonctions des conseils de prud'hommes doivent être à la fois de juger et de surveiller; la présidence devrait être différente, selon qu'il s'agirait de l'un ou l'autre cas. Pour les jugements, la présidence serait dévolue au maire ou à ses adjoints. Dans le cas où leurs occupations trop nombreuses s'y opposeraient, un conseiller municipal, choisi par les prud'hommes eux-mêmes, en devrait être chargé. Chaque tribunal serait formé de quatre prud'hommes, deux maîtres et deux ouvriers, présidés, comme nous venons de le dire, par un magistrat, lui-même électif, et étranger à toutes les chicanes légales. Quand il s'agirait d'enquêtes à exercer dans les fabriques et ateliers, de surveiller les travaux des apprentis et des ouvriers, un médecin serait plus apte à diriger ces examens que toute autre personne. Un devoir des plus graves devrait encore être donné aux prud'hommes, la fixation du *minimum* des salaires dans chaque localité, suivant le prix des objets absolument nécessaires à la vie.

Les jugements devraient être faits sans qu'il fût besoin d'actes de procédure, par conséquent sans frais, les audiences fréquentes, régulières et toujours publiques.

Nous ne pensons pas devoir nous étendre longuement sur la nécessité de salarier les prud'hommes, car chacun comprendra que, sans cela, les ouvriers ne pourraient se charger de cette fonction; il est donc bien entendu que les prud'hommes doivent être rétribués, que la rétribution à leur allouer doit être égale au prix ordinaire des journées dans leurs professions, que cette rétribution doit être égale pour tous les prud'hommes du même métier, qu'ils soient maîtres ou ouvriers; afin de ne point mettre ces derniers dans un état d'infériorité envers les autres : si les prud'hommes-maîtres veulent renoncer à leur salaire il leur sera toujours loisible, après l'avoir perçu, d'en faire un digne emploi.

Dans la loi actuelle, la conciliation est le but à atteindre; dans la loi à faire, il faudrait prévoir le cas où les plaignants ne pourraient être mis d'accord, et renvoyer les débats que n'auraient pu terminer à l'amiable les prud'hommes du métier, par devant un conseil central, formé à tour de rôle par les prud'hommes de tous les états; ce tribunal jugerait suivant les mêmes formes, mais ses sentences seraient sans appel, quelle que fût l'importance du débat.

Nous avons traité brièvement cette question, notre seul but étant pour le moment de la désigner à l'attention publique et à l'examen de nos camarades. Nous croyons en avoir assez dit pour bien faire comprendre toute notre pensée, et d'ailleurs nous aurons plus tard, sans doute, l'occasion d'y revenir d'une manière plus approfondie, car nous sommes prêt à examiner toutes les observations qui nous seront transmises sur ce sujet : observations que nous sollicitons même.

FAITS DIVERS.

— La *Gazette des Tribunaux* a annoncé que des tentatives de coalition avaient eu lieu dans une imprimerie pour obtenir une augmen-

tation de salaire. Ce fait est complètement inexact. Un maître imprimeur ayant voulu diminuer le salaire de ses ouvriers, ceux-ci se sont retirés. Ils étaient dans leur droit.

— Les ouvriers menuisiers qui ont établi les baraques du camp de la Villette sont en procès avec l'entrepreneur pour être payés de leurs travaux d'une manière équitable. L'entrepreneur allègue le marché qu'il a fait par adjudication au rabais, et s'appuie sur ce fait pour payer le travail des ouvriers un prix bien au-dessous de sa valeur.

N'est-il pas déplorable de voir le gouvernement provoquer la baisse des salaires, en faisant faire tous les travaux publics au plus grand rabais possible? Croit-il que l'entrepreneur rogne ses bénéfices pour cela? Pas le moins du monde. C'est l'ouvrier qui supporte le poids de cette lutte engagée entre les entrepreneurs. Nous reviendrons sur ce sujet, qui provoque chez les ouvriers des réclamations nombreuses et fondées.

— Les tribunaux correctionnels des départements se sont montrés bien moins sévères que ceux de Paris envers les accusés de coalition. A Chartres, quatorze tisserands ont été condamnés à un mois de prison, et quatre à quinze jours. — A Rouen, sept tisserands ont été condamnés à trois jours de prison. Les dispositions des maîtres étaient presque toutes en faveur des ouvriers coalisés.

— La souscription pour les familles des ouvriers détenus a produit ce mois 25 fr. 50 cent., ainsi répartis : moitié de la collecte faite dans une réunion commémorative du 21 janvier, 8 fr. 75 cent. — Une société d'amis, 10 fr. — Thuane, fondeur, 1 fr. — Capron, 1 fr. — Humbert, 1 fr. — Rédaction de l'*Atelier*, 3 fr. 53 c.

VARIÉTÉS.

DU PAIN ET LA CONSTITUTION DE 93!

(Journées de germinal et de prairial an III. — Avril-mai 1795.)

Peu de temps après son intronisation, le pouvoir né de la victoire du peuple de 1830 commandait, pour orner la Chambre des Députés, un grand tableau qui devait représenter la scène de l'insurrection du 1^{er} prairial, au moment où la tête du représentant Féraud est présentée à Boissy-d'Anglas, président de la Convention. La pensée du programme donné à l'artiste était de montrer la fermeté des représentants et l'héroïsme du président au milieu des dangers dont les menaçait une *populace ivre de vin et de sang*.

Après juillet, le choix d'un tel sujet était très-significatif; il devait faire naître dans l'esprit de tout bon député des réflexions que l'on pourrait traduire par ces paroles : « Que le peuple se dévoue et fasse » des révolutions pour assurer la toute-puissance de la bourgeoisie, » rien de mieux : c'est son devoir; mais s'il vient, après sa victoire, » nous demander des droits et du pain, alors nous ne devons plus » voir en lui qu'une foule égarée, une vile populace, à laquelle il faut » savoir résister par tous les moyens possibles. »

Le pouvoir trouva plus d'artistes qu'il n'en voulait pour rendre sur la toile sa pensée odieusement ingrate; il put choisir entre toutes les esquisses celle qui flattait le plus sa haine contre-révolutionnaire, et le tableau de M. Vinchon, exposé en 1835, produisit sur la bourgeoisie l'effet qu'on en attendait. Nous nous souvenons de l'impression qu'il fit sur cette masse de gens comme il faut qui encombrèrent, pendant deux mois, le grand salon carré du Musée. Chacun faisait de l'histoire. Les vieux disaient se rappeler parfaitement que c'était bien là la populace de 93 et 94, déguenillée, ivre, dégoûtante de sang, et toujours prête à tuer au profit de quiconque voulait la payer. On lisait tout haut, dans les groupes, la notice *historique* insérée dans le livret du Musée. Et comme, dans cette notice, il n'est fait nulle mention des motifs de l'insurrection, ni des réclamations du peuple, le public, ignorant et prévenu, ne pouvait voir qu'une bande d'assassins soudoyés par l'or de l'étranger, dans cette foule d'hommes et de femmes armés, portant au bout d'une pique la tête d'un conventionnel (1). Voici d'ailleurs comment la scène est racontée dans le livret, 1835, p. 207 :

(1) On voyait, en effet, dans ce tableau, un homme du peuple recevant de l'or des mains d'un personnage que tout le monde reconnut pour un royaliste, c'est-à-dire pour un agent de l'étranger. Il y avait réellement des royalistes dans la Convention, mais ils ne firent donner au peuple que des coups de fusil.

« Le 1^{er} prairial an III (20 mai 1795), une troupe d'hommes et de femmes armées portèrent vers les Tuileries, où siégeait la Convention nationale. Après en avoir enfoncé les portes, ils se rendirent maîtres de la salle des séances. Boissy-d'Anglas prit alors le fauteuil du président, qu'André Dumont venait de quitter pour donner l'ordre de faire évacuer les tribunes. Le jeune Féraud, à la tête de plusieurs députés et de quelques gardes de la Convention, repousse deux fois les assaillants; mais, à la troisième attaque, la Convention est envahie; la plus grande partie des députés, protégés par quelques gardes, se réfugient sur les bancs supérieurs. Féraud est frappé d'un coup de pistolet, au moment où il s'élançait à la tribune pour défendre le président. Transporté dans la salle de la Liberté, sa tête est coupée par une jeune fille nommée Aspasia Migelli, qui, bientôt après, rentre dans la salle des séances, revêtue de l'écharpe du jeune représentant, marchant devant sa tête, portée au bout d'une pique, et tenant encore le couteau dont elle s'était servie. Le désordre était au comble. Les agents de l'étranger soudoyaient les assassins. On déchirait les procès-verbaux. Un jeune officier, fils du député Mailly, percé de trois blessures, tombe au pied de la tribune. C'en était fait de la représentation nationale... Mais c'est en vain qu'on menace Boissy-d'Anglas, qu'on lui présente la tête sanglante de son collègue; il refuse de rouvrir la séance, et, ferme à son poste, dévoué à la mort, son courage en impose encore à ces hommes égarés. »

Le tableau disait plus que la notice, il excitait dans l'esprit du public une horreur profonde pour le peuple de la Révolution. C'est d'ailleurs, pour le dire en passant, une chose convenue parmi beaucoup d'artistes, que toutes les fois qu'ils représenteront des scènes révolutionnaires, le peuple devra toujours avoir un aspect repoussant, afin de faire mieux ressortir les nobles figures de l'aristocratie. Ces artistes imitent en cela cette foule d'écrivains intéressés, qui veulent jeter un voile de boue sur les œuvres populaires pour plaire aux classes élevées. Un jour viendra, il faut l'espérer, où le peuple aura ses artistes aussi pour raconter ses hauts faits pendant la Révolution. On pourra bien le représenter dans sa glorieuse pauvreté, on pourra bien donner à ses traits le signe des souffrances causées par les veilles et les privations; mais on saura leur conserver la belle expression d'énergie, de patience et de dévouement dont ce peuple a donné des preuves si nombreuses, qu'on ne saurait étudier la grande époque révolutionnaire sans être rempli d'admiration pour lui, et plein de mépris pour ceux qui l'outragent.

Nous allons rappeler brièvement les causes qui ont amené les événements de prairial, et nous prouverons que le tableau de M. Vinchon est une mauvaise action, et la notice du livret un mensonge grossier.

Il n'est sorte de moyens infâmes que les ennemis de la Révolution n'aient mis en œuvre en tous temps pour la faire échouer; mais celui qu'ils employèrent avec la plus abominable persévérance fut d'affamer le peuple, et surtout le peuple de Paris. On voulait, à force d'inquiétudes et de privations, le dégoûter de la Révolution, et le forcer à redemander les maîtres qu'il avait vaincus. Aussi, pendant ces temps de luttres et de sacrifices, le peuple n'eut-il presque pas un instant de sécurité complète pour ses subsistances. Après que le parti girondin fut proscrit (juin 1793) pour avoir gaspillé la fortune publique et compromis l'avenir de la France, le Comité de salut public s'occupa activement des moyens d'empêcher les accaparements et l'agiotage; en conséquence, sur la proposition du Comité, la Convention décréta la peine de mort contre quiconque ne déclarerait pas, dans les huit jours, les marchandises de première nécessité qu'il posséderait en magasin. Cette mesure était d'autant plus nécessaire, que la récolte paraissait devoir être et fut en effet très-mauvaise en 93. La Convention, quelque temps après, pour compléter son nouveau système, fixa par une loi le maximum du prix des denrées de première nécessité, et, par ces mesures énergiques, empêcha l'agiotage. Si, pendant le temps où cette loi fut appliquée, le peuple n'eut pas une nourriture abondante, au moins put-il se procurer le nécessaire.

Mais aussitôt après la chute des Jacobins (9 thermidor, juillet 1794), les lois de prévoyance qu'ils avaient fait décréter furent rapportées, et l'agiotage recommença avec plus de fureur encore qu'avant la terreur. Le parti royaliste, et, girondins releva la tête; on poursuivit les patriotes avec rage; et comme dès lors on pouvait craindre une restauration des assignats, dont la valeur reposait sur les biens des émigrés, tombèrent dans le plus grand discrédit.

La disette augmenta d'une manière effrayante, bien qu'en 94 la récolte eût été des plus abondantes. La Convention ne sut prendre aucune mesure pour remédier à ces maux. Elle avait perdu son énergie révolutionnaire depuis que, dans son aveuglement, elle avait frappé ses membres les plus purs et les plus capables de gouverner, et qu'elle avait rappelé dans son sein les proscrits girondins, ces agents de tous les malheurs de la Révolution.

Quand ce parti girondin-royaliste, qui dominait la Convention depuis les événements de thermidor, vit, au commencement de 1795, que la disette allait toujours croissant, il ne songea qu'à se garantir contre ses conséquences, et peu soucieux des misères du peuple de Paris, qu'il détestait, il fit décréter, à la face de ce peuple qui lui demandait du pain, que, vu les circonstances, chaque député recevrait dorénavant 56 fr. par jour au lieu de 18 fr.; or, dans ce temps, et malgré la cherté des vivres, on pouvait encore mener joyeuse vie avec 18 fr. en numéraire.

La disette n'était pas la seule cause du mécontentement du peuple. Depuis thermidor, il s'était formé, sous la direction de Fréron, un parti qu'on appelait *la jeunesse dorée*, composé de tous les muscadins, commis, déserteurs, domestiques de ci-devants, etc.; cette foule d'égoïstes ne pouvaient pardonner à la Révolution les dangers qu'ils avaient courus: ils profitaient donc de la tendance contre-révolutionnaire de la Convention pour se venger. Ils s'attroupaient en masse, et, certains de plaire au gouvernement, assurés de l'impunité, ils poursuivaient partout, entassaient dans les prisons, assommaient et assassinaient même tous les citoyens suspects de jacobinisme. Le peuple comparait l'état actuel de la république avec ce qu'elle était l'année précédente, et la comparaison était tout en faveur des hommes tombés en thermidor, et l'on regrettait amèrement de ne les avoir point sauvés. Des idées d'insurrection fermentaient dans la population parisienne, et particulièrement dans les sections des arrondissements pauvres, parce que non-seulement c'étaient celles-là qui souffraient davantage de la disette, mais encore parce qu'à toutes les époques difficiles, elles avaient montré l'attachement le plus pur et le plus désintéressé à la cause de la Révolution. Il ne fallait donc qu'une circonstance pour faire éclater le mécontentement populaire, et elle se présenta le 12 germinal (1^{er} avril 1795). Plusieurs griefs excitèrent ce jour-là la colère du peuple. On avait répandu le bruit que la Convention allait quitter Paris et se rendre à Châlons-sur-Marne. Les Girondins nourrissaient depuis si long-temps le projet de transporter la représentation en province que ce bruit parut très-fondé. En outre, la distribution du pain avait été réduite de moitié et faite plus tard qu'à l'ordinaire, de sorte que la plupart de ceux qui ce jour-là se portèrent à la Convention étaient à jeun, et n'avaient littéralement rien à manger ni pour eux ni pour leurs enfants.

« Les femmes se firent remarquer, dans cette journée, par leur nombre, leur énergie et leur invincible opiniâtreté. Ce furent elles qui tinrent si long-temps la Convention en échec. On les vit harceler les gardes nationaux sous les armes, et les provoquer de toutes sortes d'injures et de clameurs. Et comment donc s'en étonner! C'étaient elles qui souffraient le plus de la disette; c'étaient elles qui, par un hiver très-rigoureux, étaient obligées d'être sur pied pendant tout le jour et pendant presque toute la nuit, allant de la distribution du pain à celle du charbon, de celle du charbon à celle du bois, et ne remportant, après ces longues attentes, qu'une faible partie de ce qui était nécessaire à leur famille. En présence d'une nécessité si cruelle et dont les femmes portaient une si lourde part, il fallait que les thermidoriens (1) eussent bien peu de cœur pour oser les flétrir du nom de furies de la guillotine. Ceux qui, sur la foi des journalistes et des historiens de ce parti, croiraient qu'il y eut alors des femmes furieuses parce que la guillotine chômait, montreraient bien peu de jugement, pour ne pas dire plus (2). »

Les sections se portèrent donc en masse à la Convention pour lui exposer leurs griefs; hommes et femmes envahirent les tribunes, la barre, et jusqu'aux bancs des députés; et là d'énergiques réclamations se firent entendre: « Représentants, leur dit un des orateurs du peuple, vous voyez devant vous les hommes du 14 juillet, du 10 août et encore du 31 mai. Ils ont juré de vivre libres ou de mourir... Il est temps que la classe indigente ne soit plus victime de l'égoïsme

(1) On donne le nom de thermidoriens aux conjurés qui firent tomber Robespierre et les Jacobins.

(2) Histoire parlementaire de la Révolution, tome XXXVI.

des riches et de la cupidité des marchands. Mettez un terme à vos divisions; elles déchirent la patrie, et la patrie ne doit pas souffrir de vos haines... Où sont passés tous les grains qu'a produits la récolte abondante de l'année dernière? La cupidité est à son comble, on méprise les assignats, parce que vous avez rendu des décrets qui leur ont fait perdre la confiance. N'espérez pas ramener le calme et l'abondance sans punir les égoïstes.. Les citoyens pour lesquels je parle veulent la Constitution de 93. Ils sont las de passer les nuits à la porte des boulangers: il est temps que celui qui fait venir les subsistances, qui a fait la Révolution, puisse subsister. Nous demandons la liberté de plusieurs milliers de pères de famille qui sont incarcérés depuis le 9 thermidor. Si vous avez changé l'ordre de choses qui existait avant cette époque, ce n'est pas sur eux que doit retomber votre colère; c'est vous seuls qui avez eu tort. La section de la Cité n'est point accoutumée à vous faire perdre un temps précieux en flagorneries; aussi vous ai-je parlé étergiquement en son nom. »

Les membres purs de la Convention pensèrent que cette manifestation populaire suffirait pour ramener l'assemblée dans une meilleure voie, et ils usèrent de leur influence pour déterminer les sections à se retirer, leur promettant qu'on allait faire droit à leurs demandes.

Mais aussitôt que le peuple fut rentré dans ses sections, et que la majorité de la Convention fut libre d'agir selon ses sentiments, elle oublia ses promesses; elle ne prit aucune mesure efficace pour faire arriver les subsistances, et ne s'occupa qu'à satisfaire sa vengeance: la plupart des députés qui avaient appuyé les réclamations des pétitionnaires furent décrétés d'accusation, et dès le lendemain on prit des précautions militaires pour rendre impossible un mouvement semblable à celui de la veille.

Telle fut la fin du mouvement insurrectionnel des 12 et 13 germinal. Les sections rentrèrent dans le silence et attendirent. Mais les causes de leur mécontentement demeurèrent dans toute leur force, et furent même augmentées à ce point par les persécutions et par la misère toujours croissante, que la pensée d'une insurrection fermenta de nouveau dans toutes les têtes. Ce fut une occasion semblable à celle de germinal, c'est-à-dire la réduction des subsistances, qui détermina, six semaines après, le soulèvement du 1^{er} prairial.

On lit dans un journal de la veille (1): « Il serait difficile de trouver aujourd'hui sur le globe un peuple aussi malheureux que l'est celui qui habite la ville de Paris. Nous avons reçu hier deux onces de pain par personne; cette ration a été diminuée aujourd'hui. Cette mesure-là a jeté de nouvelles alarmes dans l'esprit du peuple, qui murmure aujourd'hui plus haut qu'à l'ordinaire. Toutes nos rues retentissent des plaintes de ceux qui sont tirillés par la faim. »

Après avoir lu ces lignes d'un journaliste qui n'était point opposé au gouvernement, et dont la modération est connue, on se demande comment il s'est trouvé des gens assez infâmes, comme l'historien Dulaure et autres, pour dire que le peuple qui se porta à la Convention était ivre, et avait du pain plein ses poches! Le *Moniteur* dit en effet qu'on en a trouvé dans la poche d'un homme. Cela prouve que la Convention a commis une infamie de plus en mettant un de ses agents au milieu de la foule.

Cette fois encore, ce furent les femmes qui donnèrent le signal de l'insurrection. Elles étaient dans une si grande exaspération, qu'elles résolurent de marcher les premières sur la Convention, et de la forcer à mettre un terme à de si grandes misères. Et qui oserait dire que les plaintes de ces malheureuses n'étaient pas fondées, quand on pense à tout ce qu'elles avaient à souffrir pour se procurer le chétif morceau de mauvais pain qu'on leur distribuait chez les boulangers, dont les boutiques étaient presque toujours vides, tandis que celles des pâtisseries regorgeaient d'excellents gâteaux, que les riches seuls pouvaient acheter, et dont ils se nourrissaient abondamment en guise de pain? L'exaspération des femmes fut partagée par les hommes, et toutes les sections qui avaient agi en germinal furent bientôt sur pied et en armes; elles décrétèrent un plan d'insurrection, dont nous allons rapporter quelques passages, afin qu'on puisse juger du sentiment qui animait la population:

« Le peuple, considérant que le gouvernement le fait mourir inhumainement de faim; que les promesses qu'il ne cesse de répéter sont trompeuses et mensongères;

» Considérant que chaque citoyen se trouve réduit à envier le sort

infortuné de ceux que la famine entasse journellement dans les tombeaux;

» Considérant que le peuple se rend coupable envers lui-même, envers la génération future, s'il ne se hâte d'assurer sa subsistance, et de ressaisir ses droits;

» Considérant que le gouvernement est usurpateur, injuste et tyrannique, quand il fait arrêter arbitrairement, transférer de cachots en cachots, de communes en communes, et massacrer dans les prisons ceux qui ont eu assez de courage et de vertu pour réclamer du pain et des droits communs (1);

» Considérant qu'un gouvernement aussi atroce ne peut subsister qu'autant qu'on a la faiblesse de le craindre et de lui obéir;.....

» Considérant que les républicains des départements et des armées ont les yeux fixés sur Paris, qui deviendrait devant eux responsable de tout retard;

» Considérant que l'insurrection est pour tout le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré, le plus indispensable des devoirs;

» Considérant qu'il appartient à la portion du peuple la plus voisine des oppresseurs, de les rappeler à leurs devoirs, en ce que, par sa position, elle connaît mieux la source du mal;

» Le peuple arrête ce qui suit:

» Art. 1^{er}. Aujourd'hui, sans plus tarder, les citoyens et les citoyennes se porteront en masse à la Convention nationale, pour lui demander:

» 1^o. Du pain;

» 2^o. L'abolition du gouvernement révolutionnaire, dont chaque faction abuse tour à tour pour ruiner, affamer, et pour asservir le peuple;

» 3^o. Pour demander à la Convention nationale la proclamation, et l'établissement sur-le-champ de la Constitution démocratique de 1793;

» Les personnes et les propriétés sont mises sous la sauvegarde du peuple.

» Le mot de ralliement du peuple est: *Du pain, et la Constitution démocratique de 1793*.....

» Tout autre signe ou point de ralliement est absolument défendu et pros crit.

Nous regrettons de ne pouvoir rapporter au long ce remarquable arrêté des sections; mais ce qu'on a lu peut donner une idée suffisante du but qu'elles se proposaient. Elles étaient parfaitement dans leur droit, et elles l'exerçaient en ce jour, avec autant de justice qu'à la prise de la Bastille (14 juillet 1789), ou à la prise des Tuileries (10 août 1792), ou encore au jour où la faction des Girondins fut renversée (31 mai 1793). Bien plus, à ces trois mémorables époques, le droit du peuple n'était pas écrit dans la loi; mais la Constitution de 93, faite par la Convention, pose en principe que toutes les fois qu'il y a oppression, les opprimés ont le devoir de s'insurger. En sorte que, si jamais insurrection populaire fut légitime en droit, et fondée sur de justes motifs, ce fut certainement celle de prairial; d'ailleurs, la Convention, qui avait proclamé le droit de l'insurrection, devait faire en sorte qu'on n'eût jamais à exercer ce droit contre elle.

Que voulait donc, après tout, ce peuple des sections, qu'on appelle une foule d'assassins? Il voulait du pain, et une Constitution qui le mit à l'abri des persécutions d'une faction impuissante et haineuse, qui s'était emparée du pouvoir pour se venger sur ce peuple des inquiétudes qu'il lui avait fait éprouver pendant la terreur.

Or, pendant l'insurrection, le peuple fit-il autre chose que ce qu'il avait arrêté? Non. Suivons-le à la Convention, et si nous le voyons briser les obstacles qui s'opposent à son entrée dans le lieu des séances, nous le verrons, aussitôt qu'il sera maître, reprendre sa confiance habituelle, ce pur sentiment qui tant de fois le fit se livrer pieds et poings liés aux mains de ses ennemis, pour s'occuper des intérêts généraux de la révolution.

La Convention était prévenue de tout ce qui se préparait, car dès la veille on lui avait donné connaissance du plan d'insurrection; mais elle savait aussi qu'il serait exécuté sans unité, sans direction; car, d'après ce plan, il était dit que: « les citoyens et citoyennes

(1) *Annales Patriotiques*, journal de Lemerrier; *Hist. Parlement.* tome XXXVI, page 314.

(1) Allusion aux massacres des prisons de Lyon, Toulon, Tarascon, etc. Dans un prochain numéro nous raconterons ces massacres ordonnés par les Girondins.

partiront dans un désordre fraternel, afin que le gouvernement astucieux ne puisse plus conduire le peuple comme un troupeau, par des chefs qui lui sont vendus et qui nous trompent (1). » La Convention put donc espérer qu'elle aurait bon marché d'une multitude sans chef, et elle s'appréta à l'endormir par de belles promesses, comme en germinal. Toutefois, elle prit des mesures pour que la salle des séances ne fût pas envahie. D'ailleurs, elle comptait sur l'appui de la jeunesse dorée, et de quelques autres sections presque entièrement composées de gens riches, et qui, en tous temps, furent dévouées au parti royaliste ou girondin.

Mais bientôt les tribunes publiques s'emplissent de femmes qui crient avec force : *Du pain ! du pain !* Vainement essaye-t-on de les apaiser, les cris : *du pain ! du pain !* sont répétés avec la plus grande énergie. Alors la Convention ordonne à la force armée de faire évacuer les tribunes. Des muscadins, armés de fouets de poste, demandent et obtiennent de se joindre aux soldats, et frappent sans pitié ces malheureuses femmes, en excitant les soldats à les frapper aussi. Les sections qui stationnaient au dehors et qui se disposaient à envoyer leurs orateurs à la barre, ayant appris ce qui se passait dans l'intérieur, ne continrent plus leur indignation, et se précipitèrent en masse vers le lieu des séances. Les troupes que la Convention avait réunies autour d'elle voulurent s'opposer à l'entrée des sections. Alors un combat s'engagea dans les couloirs et dans les salles qui avoisinent celle des délibérations. A la fin, les hommes du peuple se rendirent maîtres de l'assemblée, et bien qu'une juste colère les animât, bien que plus d'un conventionnel pût craindre pour sa vie, cependant aucun ne fut frappé d'abord ; et aucune goutte de sang n'eût été versée de plus, sans l'imprudence d'un muscadin, qui se permit d'enlever à un homme du peuple le chapeau sur lequel était écrit le mot de ralliement : *Du pain et la Constitution*, imprudence qui lui valut quelques coups, qui ne l'empêchèrent pas de venir le lendemain parader dans la Convention (2). Quant à la mort du député Féraud, ce n'est point au peuple qu'il faut s'en prendre, mais bien à un officier, qui asséna un énorme coup de poing à un insurgé, parce que celui-ci voulait empêcher Féraud de se mettre devant le président. L'homme frappé avait un pistolet, il voulut le décharger sur l'officier ; mais le coup fut mal visé, et la balle, épargnant l'agresseur, alla frapper le jeune député, qui fut transporté, mort, dans la salle de la Liberté. Quelque temps après, on rapporta, il est vrai, sa tête au bout d'une pique ; mais ce que ce fait a d'horrible disparaîtra lorsqu'on saura que le peuple crut que c'était, non pas le corps de Féraud, mais bien celui de Fréron, le chef des assommeurs ; enfin, dans aucune pièce authentique, il n'est fait mention de la jeune Aspasia Migelli. C'est une pure invention, pour jeter de l'horreur sur le caractère des femmes de la Révolution. Boissy-d'Anglas fut menacé plusieurs fois ; mais chaque fois aussi, de l'aveu même du *Moniteur*, des hommes du peuple empêchèrent qu'il lui fût fait le moindre mal, et cependant il était connu comme le meneur le plus actif et le plus contre-révolutionnaire de la Convention ; et cependant il était accusé par la voix publique, et la suite a prouvé que l'accusation était fondée, d'être traître à la république, et vendu aux royalistes. L'héroïsme de Boissy consista à rester au fauteuil, parce qu'il n'y avait pas possibilité pour lui de se retirer ailleurs ; il essaya plusieurs fois de parler ; mais des huées couvrirent sa voix ; alors il attendit que le calme fût un peu rétabli, et, profitant d'un moment où quelques députés patriotes affaiblissaient, par leurs paroles, la bienveillance et l'attention des insurgés, il s'esquiva, et Vernier le remplaça au fauteuil pendant tout le temps où le peuple entraînait sérieusement en délibération, et formulait les justes motifs de son soulèvement. Si la Convention n'eût opposé aucune résistance dès le commencement, elle eût épargné bien des malheurs. Mais elle ne se contenta pas d'avoir causé tous les maux qui affligeaient la France entière et décimaient le peuple de Paris ; elle ne se contenta pas de la bataille qu'elle avait imprudemment livrée à la porte du lieu de ses séances, elle se disposait encore à terminer cette scène d'une manière sanglante.

Le peuple, avons-nous dit, par l'intermédiaire de quelques députés

(1) Allusion aux événements de thermidor. Les sections marchaient pour délivrer Robespierre et ses amis, lorsque les conjurés les détournèrent de leur but, en les trompant sur le caractère des événements de la journée.

(2) Ce muscadin est le jeune Mailly, dont il est question dans la notice empruntée au livret du Musée.

fidèles, était en voie de conciliation. Il demandait quelques décrets qu'on ne pouvait lui refuser sans injustice, tels que la mise en liberté des patriotes ; la mise en vente, chez les boulangers, des sacs de farine qui étaient en très-grand nombre chez les pâtisseries, et enfin la suppression de la dictature des Comités, et la proclamation de la Constitution. Le peuple allait se retirer content et tranquille du résultat de sa journée, lorsque les meneurs de la Convention, qui étaient allés chercher du renfort, arrivèrent précipitamment, firent exécuter une charge sur cette multitude confiante, et la dispersèrent après une lutte de peu de durée, mais qui coûta cher aux insurgés, car les assaillants avaient pris toutes leurs mesures pour qu'il en échappât le moins possible.

Tels furent les premiers exploits de la Convention pendant cette journée ; aussitôt qu'elle fut débarrassée du peuple, elle reprit courage ; elle sentit qu'elle ne pouvait sortir en vainqueur du pas où elle était qu'en faisant de la terreur ; elle en fit donc. Elle décréta d'accusation, comme en germinal, le reste des députés soupçonnés d'avoir quelque sympathie pour le peuple, et les livra à des commissions militaires.

Le lendemain les nombreuses sections du faubourg Saint-Antoine préparèrent une nouvelle insurrection. Elles vinrent se mettre en ligne de bataille devant la Convention avec plusieurs autres sections. Mais là encore il n'y avait aucun chef qui sût diriger le mouvement. Les canonnières de la Convention, soit qu'ils abandonnassent réellement sa cause, soit qu'ils voulussent paralyser le mouvement insurrectionnel, vinrent fraterniser avec les sections, et y portèrent en réalité le trouble dans leurs rangs. La Convention envoya des parlementaires, qui achevèrent leur indécision, et enfin elles se retirèrent dans leurs arrondissements sans avoir obtenu aucun résultat. Les jours suivants, le gouvernement faisait cerner le faubourg Saint-Antoine, d'où partaient toujours ces formidables sections, et les fit désarmer.

Ainsi fut terminée cette triste insurrection. Tout ce qui restait dans la Convention d'hommes purs et dévoués à la patrie fut immolé. Tout ce qui avait un peu d'âme et résistait avec énergie aux adversaires de la réforme sociale tomba sous leur coups.

La Montagne perdit pendant ces journées soixante-deux de ses membres. Six ont été condamnés à mort militairement, les autres ont été déportés, incarcérés ou réduits à fuir. Cinq jours sont à peine écoulés depuis la victoire des réacteurs, que dix mille citoyens de Paris ont été entassés dans les prisons.

La France va être, pour quelque temps, livrée aux mains de ce parti dont tant d'historiens ont vanté la science, la modération et les vertus. Il avait déjà donné, avant la terreur, en 92 et 93, de suffisantes preuves de ce dont il était capable ; le voilà de nouveau à l'œuvre, et il ne dira plus que les Jacobins paralysent ses efforts : il n'y a plus de Jacobins. Or, sa vertu s'est exercée à réduire, au milieu de l'abondance, le peuple et l'armée à la plus affreuse misère ; sa modération, il l'a prouvée en organisant les massacres du Midi, et sa capacité politique a produit le gouvernement le plus faible, le plus lâche et le plus corrompu qui ait jamais affligé une nation.

Si l'on demandait maintenant pourquoi la plupart des hommes qui nous gouvernent aujourd'hui glorifient à tout propos cette faction désorganisatrice, nous répondrions que ces hommes sont les héritiers des Girondins, et qu'il est de leur intérêt de leur attribuer tous les hauts faits de la Révolution, en rejetant tous les malheurs de ce temps sur les Jacobins. Mais nous, qui n'avons d'autre intérêt que celui de la vérité, nous flétrissons à notre tour ceux que l'on glorifie, et nous glorifions justement ceux que l'on a voulu flétrir. Le temps des mensonges est passé ; l'histoire de cette époque commence à être connue, et beaucoup savent déjà que tout ce qui a été fait de grand, pendant la Révolution, est l'œuvre des Jacobins.

Une petite brochure du prix de cinq centimes, ayant pour titre *Dialogue sur l'Association Ouvrière*, vient d'être mise en vente au bureau du Journal. Nous la recommandons à nos lecteurs.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVÔT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIER, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraais, 47 ; chez GÉRUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

NATIONALITÉ FRANÇAISE.

Les débats qui ont lieu depuis quelque temps dans le monde politique, à l'occasion de la situation de la France vis-à-vis de l'étranger, ne servent qu'à prouver au peuple que les hommes qui jouissent du privilège de commander ou de parler avec autorité sur les choses sociales ont perdu complètement le sentiment de la nationalité. Au milieu de la crise que nous venons de traverser, c'est à peine si quelques accents de pur patriotisme ont été entendus ; au contraire, toutes les passions que l'égoïsme peut manifester, toutes les divisions qui naissent de l'absence d'un principe commun, viennent de se montrer au grand jour parmi cette classe d'hommes qui participent à la direction de la société comme ministres, législateurs ou publicistes. Les déclamations anti-nationales de ces hommes ne doivent point nous surprendre ; nous connaissons d'avance leur pensée intime, nous savions qu'ils ne reculeraient devant aucune considération pour tenter de corrompre l'esprit public, dans le cas où des bruits de guerre menaceraient de troubler leur quiétude. Il ne suffit pas, en effet, de méconnaître un principe social pour se soustraire aux obligations qu'il impose : pour être à l'aise et vivre sans honte devant le peuple, il faut que le peuple lui-même renonce à sa croyance, à son devoir. Nos hommes du pouvoir, de la tribune et de la presse ont parfaitement compris cela ; aussi cherchent-ils, par tous les moyens possibles, à comprimer par la force ou à éteindre par l'enseignement le plus précieux des sentiments populaires. Désormais, à croire ces gens-là, le patriotisme devra être relégué au rang des préjugés ; l'amour de la patrie sera une faiblesse digne tout au plus de la populace. Oui, ceux-là qui s'arrogent le droit de diriger la nation conspirent contre elle-même, contre le seul sentiment qui fait sa force et puisse la conserver. Ne se souvient-on pas que du haut de la tribune nationale, un député, parlant au nom de plusieurs autres, put dire, sans être rappelé à l'ordre, qu'il fallait se garder des idées exclusivement françaises !... Et si de la chambre nous allons où l'on instruit les jeunes hommes des écoles, nous trouverons un professeur d'histoire nationale, M. Lenormant, suppléant et ami de M. Guizot, enseignant du haut de sa chaire que c'est à tort que l'on considère l'invasion de 1815 comme un malheur ; qu'elle a été, au contraire, un bienfait, car, sans elle, la France en serait peut-être encore à connaître les travaux littéraires de l'Allemagne ! Et l'auditoire resta muet ! et il y a des journaux, non pas seulement pour justifier ces infamies, mais encore pour les vanter et les propager.

En vérité, si l'on jugeait la société française par les sentiments et les actes de cette tourbe d'intrigants qui forment en partie ce qu'on appelle le monde politique, on pourrait croire qu'elle est en proie à la plus complète anarchie. Mais, heureusement, la surface seule est ainsi livrée au désordre, et la masse du peuple a échappé jusqu'à ce jour à l'influence de cette caste qui ne semble vivre que pour le malheur de la France. Cependant, ce qui se fait en haut est un mauvais exemple pour nous, et les mauvais enseignements pourraient, à la longue, rendre notre classe égoïste à la classe élevée. L'histoire des sociétés passées doit nous servir de leçon : toujours, en effet, la démoralisation commence par les chefs, et descend successivement des dignitaires jusqu'à dans les rangs du peuple, et alors ces sociétés deviennent la proie de quelque conquérant. Il est donc de la plus grande nécessité de signaler et de poursuivre sans relâche les odieuses manœuvres de ces hommes qui renient leur patrie, sous le prétexte qu'elle est un obstacle à leur ardent amour de l'humanité, et qui, en définitive, n'ont d'amour que pour eux-mêmes. Nous croyons qu'il est urgent, aujourd'hui plus que jamais, d'opposer aux sophismes de ces misérables la fermeté d'une conviction inébranlable ; il faut, pour résister aux méchants, comme pour raffermir notre esprit, que notre croyance soit raisonnée, et s'appuie sur la base solide du véritable principe de notre nationalité. Il faut enfin que nous soyons pleinement convaincus et que nous sachions prouver aux autres que les hommes qui aiment l'humanité avec plus d'ardeur sont précisément ceux qui persistent dans les idées exclusivement françaises, et que telle en est la fécondité, que de leur application dépend l'affranchissement et l'union de tous les peuples, comme de l'abandon de ces idées dépendrait la continuité des misères inouïes qui dévorent la plus grande partie du genre humain.

Une véritable nation n'est point, comme disent certaines gens, une collection d'hommes réunis pour se protéger les uns les autres. Il existe, en effet, de semblables sociétés formées par l'intérêt et que l'intérêt peut dissoudre. Ce n'est là qu'une agglomération de familles, sans but humain, sans morale, et conséquemment hostile à tout ce qui est dehors d'elle ; en un mot, c'est, en grand, une association en participation tout-à-fait semblable, quant au résultat, à ces associations industrielles où les associés ne se proposent d'autre but que leur bien particulier, et où chacun donne un peu pour recevoir davantage (1). Appartenir à une telle société,

(1) Les sociétés formées par les marchands anglais ont partout ce caractère, en Europe, comme dans leurs colonies.

tenir, ce n'est pas faire acte de dévouement, mais de pur égoïsme.

La véritable nation est tout autre chose. Et, puisque tout-à-l'heure nous avons comparé la société sans but humain à une association industrielle, instituée au point de vue de l'intérêt individuel, nous nous servirons encore de ce mode de comparaison pour que notre pensée soit plus facilement saisie, et nous dirons qu'à part la grandeur du but, l'association ouvrière telle que nous la proposons est, en petit, l'image parfaite de notre nationalité.

Qu'est-ce, en effet, que l'association ? Ce n'est ni les membres, ni les instruments, ni le lieu du travail, c'est plus que tout cela : c'est un principe, c'est une idée transformatrice qu'un certain nombre d'hommes dévoués ont résolu de réaliser dans l'intérêt de tous ceux qui sont tenus sous le joug de l'exploitation ; c'est un devoir de toute leur vie qu'ils s'imposent, laissant à leurs continuateurs, et le droit au bien-être que leur dévouement aura créé, et le devoir de continuer leur œuvre. Et ce droit et ce devoir seront transmis de génération en génération jusqu'à ce que le but soit accompli.

Telle est l'image de la formation et du développement de notre nationalité. Au temps où la France fut fondée, les sociétés humaines périssaient dans un effroyable désordre ; la civilisation antique était arrivée à ses dernières et épouvantables conséquences. Il n'y avait plus dans le monde que des esclaves, et un petit nombre de maîtres qui s'en disputaient la possession. Mais en même temps une idée nouvelle était répandue parmi les peuples, idée qui contenait en principe tous les remèdes et tous les progrès qu'il est permis aux hommes d'espérer et de concevoir : liberté, égalité, fraternité, unité. C'est pour réaliser socialement l'idée nouvelle, que fut fondée vers la fin du cinquième siècle la Nation française. Pendant quatorze cents ans la France combattit pour son idée ; elle la réalisa successivement en son sein, selon la difficulté des temps ; elle n'en profita pas seule, elle appela tous les peuples du monde à participer aux bienfaits de ses institutions ; et s'il en est qui gémissent encore sous le joug de la civilisation de l'esclavage, c'est pour avoir repoussé leur salut de la main des Français.

Les deux principes sont encore aujourd'hui en présence, le principe antique de la division des hommes en races supérieures et en races inférieures, et le principe nouveau de l'égalité et de la fraternité universelles. La France est, entre toutes les nations, la première qui ait été fondée pour réaliser le nouveau principe, et la seule qui ait persévéré dans son œuvre de transformation ; depuis quatorze siècles elle se dévoue et répand à flots le plus pur sang de ses enfants pour porter au monde entier ses bienfaisantes idées, et aujourd'hui, quand les malheureux de tout l'univers l'implorent et attendent d'elle leur délivrance ; quand les oppresseurs du monde nous défient ; quand les Français éprouvent l'irrésistible besoin de remplir les devoirs de la nationalité et de poursuivre l'œuvre sublime de leurs pères, on vient nous dire de nous garder de nos idées exclusivement françaises !...

Nous définissons la *nationalité* française un principe commun d'activité, ayant pour base la morale et pour but la réalisation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité de tous les hommes ; en d'autres termes, la France est une grande association dont le but est d'embrasser l'universalité des peuples, et c'est devant son principe que tous les Français sont obligés, et récompensés ou punis, selon qu'ils remplissent ou refusent le devoir social que la morale leur impose.

DU LUXE DES RICHES,

CONSIDÉRÉ COMME MOYEN DE BIEN-ÊTRE POUR LES PAUVRES.

De tous les sophismes accrédités par l'impudence de nos grands exploiters, il n'en est pas de plus ridiculement grossier que celui-ci :

Le luxe des riches est une source de bien-être pour les pauvres. Ce singulier principe d'économie sociale ne vaudrait pas la peine d'être réfuté sérieusement, si quelques-uns d'entre nous n'y croyaient comme à une vérité fondamentale. S'agit-il, en effet, de quelque grand gaspillage d'argent, de quelque grande débauche, ou du faste insolent de nos richards, il y a toujours quelque voix qui s'élève dans nos ateliers pour défendre les dispendieuses fantaisies des opulents, en s'appuyant sur cette unique considération que « ça fait travailler ». Ceux qui pensent ainsi sont en parfait accord avec *la Presse* et les *Débats*, ces défenseurs du luxe, qui ne craignent pas de dire que si les riches donnent des fêtes splendides et se vêtissent des étoffes les plus précieuses, c'est moins leurs plaisirs qu'ils cherchent, qu'un sacrifice qu'ils s'imposent pour donner de l'occupation à la classe ouvrière... Après cela, nous ne serions point étonnés que les riches prétendissent avoir encore des droits à notre reconnaissance en retour de la résignation avec laquelle ils supportent les ennuis d'une vie désœuvrée, et les inconvénients de l'embonpoint auquel les expose une nourriture aussi délicate qu'abondante, pour nous laisser généreusement les vêtements grossiers, les fatigues du travail et la malgre chère. Vraiment nous sommes de grands ingrats, quand nous nous plaignons de l'égoïsme des riches.

Mais, au risque de déplaire aux patrons de *la Presse* et des *Débats*, nous allons leur montrer que nous ne sommes point dupes de leur impertinent sophisme, et, en même temps, nous espérons faire ouvrir les yeux à ceux de notre condition qui, par irréflexion sans doute, ont pu croire un instant à une si grande erreur.

Il est certain que, dans la situation actuelle, lorsque l'on voit tant de bras inoccupés dans les centres industriels, il semble d'abord qu'une commande quelconque est toujours une bonne chose, quel que soit d'ailleurs l'usage qui sera fait du produit. « Cela fait travailler » ; c'est-à-dire, cela fait vivre pour quelque temps un certain nombre d'ouvriers, qui auraient souffert de la faim, si les besoins du luxe n'eussent amené ces commandes. Tel est le raisonnement que l'on fait quand on ne prévoit pas au-delà des nécessités du moment ; mais si cette imprévoyance est pardonnable à ceux qui sont attachés par la misère à l'industrie de luxe, elle ne peut être pardonnée à ces docteurs en économie qu'aucune fatalité n'empêche de comprendre, et qui, cependant, s'en vont propageant partout les idées les plus funestes et les plus ruineuses. L'égoïsme de ces gens-là ne les a pas seulement fait devenir méchants, il les a fait devenir absurdes.

Dans le sujet qui nous occupe, si l'on veut juger sainement, il faut se garder de se mettre exclusivement au point de vue du travail ; mais il faut surtout considérer le produit : là est toute la question. Un travail quelconque n'a de valeur que par la somme de produits utiles qu'il rapporte. Si le produit est nul ou inutile, le travail qui aura été fait est mauvais, ruineux pour la société tout entière ; au contraire, il y a profit lorsque le travail produit des choses utiles à l'existence matérielle et morale des individus. Prenons des exemples qui feront mieux comprendre notre pensée : Deux ouvriers ont également travaillé toute l'année ; l'un a occupé tout son temps à cultiver la terre, l'autre à ciseler des ornements de fantaisie. Comme travailleurs, tous deux ont fait leur devoir ; mais voyons la différence du résultat : le travail du premier a produit la nourriture de tous les deux, tandis que le travail du second n'a rien produit du tout.

Un autre exemple : Il est à notre connaissance que l'héritier d'une grande fortune provenant de la vente d'une drogue célèbre, voulant se donner des airs de seigneur féodal, fit construire un beau château sur sa terre, et le fit entourer, ainsi que les jardins qui l'environnent, d'un vaste fossé. A peine le château était-il achevé que, ne le trouvant pas situé selon sa fantaisie, il le fit démolir, et reconstruire à dix mètres plus loin. Or, si nous regardons le résultat du travail du grand nombre d'ouvriers employés à satisfaire le caprice de cet héritier d'un empirique, nous trouvons : 1° que ce travail improductif a coûté à la société, pendant trois ans, la nourriture, les vêtements, etc., d'environ deux cents ouvriers ; 2° que le terrain sur lequel on a construit, puis démoli, et celui sur lequel on a déposé les matériaux, ont été, pendant le même espace de temps, enlevés à la culture ; 3° enfin, que tout le terrain occupé par le fossé qui entoure la propriété est désormais stérile. En résumé, nous trouvons en perte réelle la consommation de deux cents personnes pendant trois ans, et une grande et excellente portion de terre rendue inculte.

Mais, nous dira-t-on, que seraient devenus tous ces ouvriers, si cet homme, au lieu de les occuper, eût gardé son argent ? Cette ob-

jection est de nulle valeur, attendu que les riches n'encaissent pas ; ils placent leurs capitaux dans les caisses publiques, chez les banquiers ou dans le commerce, et ne le retirent qu'au fur et à mesure de leurs besoins, autrement ils se ruineraient. Or, cet argent a un cours bien autrement rapide entre les mains des banquiers et des commerçants qu'entre celles des rentiers ; car, il faut alors que les capitaux rapportent, non-seulement un gros intérêt à ceux qui en ont la propriété, mais encore un bon bénéfice à ceux qui les font valoir. Il est donc certain qu'au point de vue du travail, l'argent exploité par les commerçants ou banquiers est plus profitable aux ouvriers que lorsqu'il est employé à de ruineuses fantaisies, comme celle qui nous occupe ici.

Ce n'est pas à dire que nous trouvions mauvais que les possesseurs de capitaux veuillent les employer eux-mêmes, sans intermédiaire intéressé : loin de là ; seulement nous déplorons le mauvais usage. Ainsi, pour faire comprendre tout le mal qui résulte du travail improductif, nous allons montrer tout le bien qu'on aurait obtenu, si le vaniteux bourgeois dont nous venons de citer les hauts faits avait voulu consacrer à des travaux utiles l'énorme somme de 250 à 300 mille francs que lui ont coûtée ses sottises. Avec cette somme, il pouvait acheter, dans l'un de nos départements où l'agriculture a fait le moins de progrès, de très-grandes terres, et y établir une colonie agricole, une ferme-modèle. Sans doute il aurait fallu un moindre nombre d'ouvriers, mais aussi le travail n'aurait point eu de fin ; le perfectionnement de la terre aurait nécessité l'augmentation du nombre des travailleurs ; et ceux-ci, loin d'être des consommateurs à charge à la société, auraient produit bien au-delà de leur consommation. Le fondateur n'aurait point perdu ses capitaux, et son nom serait en honneur.

Mais il n'en est point ainsi : la vanité et le besoin de jouir détournent la plus grande partie des capitaux des travaux auxquels l'intérêt général voudrait qu'ils fussent appliqués. Nous pourrions multiplier les exemples de gaspillage, et alors on ne pourrait voir sans en être effrayé pour l'avenir, à quel désordre est livrée la richesse sociale. Qui pourra jamais estimer les trésors que le luxe devore chaque année, c'est-à-dire les bras qu'il enlève au travail productif, et les capitaux et les matières premières ? Cette immense part que l'on fait au superflu des riches est autant d'enlevé au nécessaire des pauvres ; aussi voyons-nous que la misère de ceux-ci croît précisément en proportion du développement du luxe. Qu'on dise, si l'on veut, que nous sommes des gens de mauvais goût, des ennemis de la civilisation ; à cela nous répondrons que le luxe ne fait ni la force, ni les bonnes mœurs d'une nation, au contraire. Nous nous soucions d'ailleurs fort peu des besoins factices, quand nous voyons que tant de besoins naturels et légitimes ne peuvent être satisfaits. Nous ne pouvons nous empêcher de maudire un état de choses où le grand nombre passe sa vie dans les privations pour procurer des jouissances raffinées à une certaine classe d'égoïstes ; un état de choses où les millions se dépensent par centaines pour fabriquer des superfluités, et entretenir dans le plus misérable état une grande portion de la classe ouvrière, tandis qu'avec tous ces millions on fertiliserait de nombreuses terres incultes, on occuperait quatre fois plus de bras, et l'on jetterait l'abondance dans la société !

D'autres ont dit tout cela avant nous et mieux que nous ; cependant, les choses continuent d'aller dans la voie mauvaise. L'industrie, et particulièrement l'industrie de luxe (ce n'est qu'à celle-ci que nous faisons la guerre) absorbe une grande partie de l'argent en circulation, et attire continuellement dans les villes un plus grand nombre d'ouvriers ; pendant ce temps, l'agriculture, négligée faute de bras et de capitaux, ne peut produire assez pour les besoins de tous, et le prix des substances alimentaires augmente en raison même de l'accroissement du travail industriel ; en sorte que, si on n'y met obstacle bientôt, on verra le peuple de France réduit à un état si misérable, que notre voisin le peuple d'Angleterre n'aura rien à nous envier.

Ne disons donc jamais en parlant du gaspillage : « Qu'importe ! ça fait travailler ; » car pour quelques jours d'existence que ce travail nous donne, il nous prépare un long temps de privations. Formons bien plutôt notre esprit à des idées de prévoyance, et travaillons de concert à conquérir par la réforme un pouvoir qui sache diriger l'activité des travailleurs vers la production des choses utiles, et présider à leur équitable distribution.

Nous reviendrons sur ce sujet. En attendant, nous croyons qu'il ressort suffisamment de ce que nous avons dit que *le luxe des riches est le moyen le plus puissant pour augmenter la misère des pauvres*.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

DE L'ASSOCIATION OUVRIÈRE.

Notre intention était de ne donner aujourd'hui que l'examen pur et simple des divers articles du Contrat de Société que nous avons publié dans le cinquième numéro de l'*Atelier* ; mais nous croyons convenable de faire précéder cet examen d'une réponse à un article du journal le *Nouveau-Monde*. Nos lecteurs se souviennent sans doute que nous les avons invités à ne point se laisser séduire par la théorie fouriériste, qui n'est qu'une forme nouvelle de l'exploitation du travailleur par le capitaliste. Le *Nouveau-Monde* reconnaît que le reproche fait à la théorie de Fourier est très-logique de la part d'un journal qui a pris pour épigraphe : *Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger*. Comme une politesse en vaut une autre, nous dirons à ces messieurs du fouriérisme qu'ils ne sont pas moins logiques, en déclarant que *celui qui ne travaille pas a droit de manger..... s'il a des écus*. On le voit, la logique ne conduit pas toujours au même résultat ; cela dépend du principe d'où l'on part. Or, nous partons d'un principe complètement contraire à celui de ces messieurs ; il n'est donc pas étonnant que nos conclusions soient contradictoires.

En effet, nous autres ouvriers, nous sommes fatigués des exploitations de toutes sortes ; de l'exploitation du capital, et même, il faut le dire, de celle du talent. En un mot, pour représenter notre doctrine économique sous une autre face, nous pensons qu'il faut instituer un état de choses où chacun soit rétribué selon sa bonne volonté ; et, pour nous, faire preuve de bon vouloir, c'est s'appliquer volontairement aux travaux les plus durs et les moins recherchés. Nous n'excluons pas le talent, tant s'en faut, mais il doit céder le pas à la bonne volonté ; et, enfin, nous ajouterons que celui qui ne produit rien n'a droit à rien.

Mais la position de messieurs du fouriérisme est tout autre que la nôtre : s'ils ne sont point capitalistes, ils ne sont pas non plus, comme nous, attachés au travail ; ces messieurs représentent l'élément social auquel ils donnent le nom de *talent* ; en d'autres termes, ils sont les organisateurs. Or, pour organiser l'industrie à leur point de vue, il leur faut de toute nécessité attirer à eux les deux autres éléments de la production, l'élément *passif*, c'est-à-dire l'argent, et l'élément *actif*, c'est-à-dire le travailleur. On conçoit bien qu'une association d'ouvriers puisse jusqu'à un certain point se passer de capitalistes ; mais pour expérimenter en grand, comme dans le Phalanstère, il faut beaucoup, beaucoup d'argent. Que faire alors ? La chose est bien simple : on fait appel aux capitalistes ; on leur promet des bénéfices énormes, des jouissances infinies, afin d'obtenir de leur égoïsme cet *élément passif*, à qui l'on fait une si belle part. Quant à l'élément *actif*, l'ouvrier, ils savent, ces messieurs, qu'il ne leur manquera pas quand ils auront des écus ; aussi, tout en lui promettant les joies du paradis terrestre, néanmoins ils ne lui donnent rang au partage qu'après l'homme qui n'a pas travaillé.

Pour pallier ce mépris du travailleur, les fouriéristes disent qu' aussitôt que le travail sera organisé, les riches envieront notre sort, et s'associeront, avec passion, à nos travaux devenus des plaisirs. Sans vouloir nous faire une arme de la triste expérience que le fouriérisme a déjà subie, nous leur répondrons que nous n'avons aucun intérêt à nous aveugler, et que nous sommes certains que toutes les charges du Phalanstère retomberaient sur les ouvriers, car les hommes d'écus et les hommes de talent n'éprouveraient que de la répulsion pour le travail, et, ne leur en déplaise, le repos, la bonne chère et le bavardage auraient exclusivement le pouvoir d'exercer sur eux l'attraction passionnelle.

Dans un autre article du *Nouveau-Monde*, intitulé *les Organiseurs du travail*, nous avons cru reconnaître une objection à notre adresse ; nous répondrons d'autant plus volontiers, que cette objection nous a été faite en même temps par quelques-uns de nos camarades. — On nous reproche de vouloir instituer une féodalité industrielle.

A cette objection nous répondons : Si par féodalité vous entendez une aristocratie industrielle, veuillez nous dire dans quel passage de nos articles vous avez pu voir cette pensée. Pour qu'il y ait une caste supérieure, il faut en supposer une inférieure. Or, où donc sera la caste inférieure, quand, selon notre principe, tous les ouvriers participeront à titre égal à l'association ?

Si par féodalité vous avez voulu dire *fédéralisme*, nous vous demanderons encore où vous avez vu que nous ayons voulu fédéraliser l'industrie. Nous avons posé en principe que jusqu'à ce que le pouvoir prenne en main la haute direction de l'association, toutes les associations partielles devraient se considérer comme solidaires. Nous n'instituons pas, nous, au point de vue de l'intérêt individuel, qui constituerait le véritable fédéralisme, mais au point de vue du dévouement, qui est le principe essentiel de l'unité. Car il faut que ces messieurs sachent que l'unité a pour base la communauté de but et d'efforts, et qu'il importe peu que le travail soit divisé, si l'esprit des travailleurs est uni dans la même pensée sociale.

Nous nous bornons, pour aujourd'hui, à ces quelques lignes de réponse aux fouriéristes. Nous ajouterons un mot pour ceux de nos camarades qui nous ont écrit dans le sens de l'objection que nous venons de combattre : — Toute institution humaine, si grande, si féconde qu'elle ait pu être, a toujours commencé, comme toutes les choses commencent en ce monde, par de timides essais. Avec le temps, et surtout la persévérance et l'énergie des hommes, les institutions grandissent successivement, et transforment ainsi les sociétés humaines. L'Association fera son chemin; elle produira une transformation plus radicale que toutes celles dont l'histoire nous offre l'exemple : l'avènement des travailleurs à l'égalité réelle. — Mais il faut songer aussi que l'Association est à son premier jour, et qu'elle rencontrera nécessairement sur sa route toutes les résistances que la prévention, l'ignorance et l'égoïsme sont capables de lui susciter. On peut donc dire avec raison que, dans ce temps-ci, privée de tout appui, l'Association sera une lutte, un combat pacifique, il est vrai, mais qui demande autant d'énergie, de dévouement que tout autre combat, et qui exige en outre une plus longue persévérance. La génération actuelle a pour devoir de poser les premières assises de cet édifice que termineront les générations suivantes. Et c'est précisément pour que les premiers essais d'association ouvrière aient un heureux résultat, que nous avons stipulé dans notre contrat des conditions de probité, de moralité et de patriotisme.

Pour toutes les autres objections, nous renvoyons à la lecture attentive du contrat ci-dessous.

EXAMEN DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ.

ART. 1^{er}. — La durée de la Société est fixée à trente ans.

Nous avons dit que la loi s'opposait à la perpétuité des sociétés industrielles; il fallait donc fixer un temps; nous avons mis trente ans, mais ce chiffre peut être diminué, ou augmenté jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf ans. Celui que nous avons pris nous paraît néanmoins le plus convenable.

ART. 2. — Après l'expiration du terme ci-dessus fixé, le fonds social sera vendu, et le prix en sera remis à l'autorité municipale pour servir à la fondation d'une salle d'asile pour les enfants d'ouvriers.

S'il arrivait, ce qui n'est guère probable, que d'ici à trente ans la constitution de l'industrie ne fût pas changée, et que la Société dût se dissoudre, ne vaudrait-il pas mieux que le fonds social fût consacré à une œuvre de bienfaisance, que d'être partagé entre les associés, dont la plupart ne seraient plus les fondateurs? Et ne serait-ce pas encore une belle chose que d'avoir concouru à élever une salle d'asile pour les enfants des ouvriers? L'Association aurait ainsi fourni pendant toute sa durée, du bien-être à ses membres, et, à la fin, elle serait encore le moyen d'agrandir l'asile de l'enfance, ce commencement d'une institution plus importante qu'on ne pense.

ART. 3. — Dans le cas où les lois qui régissent actuellement les sociétés de commerce seraient modifiées, et reconnaîtraient à ces sociétés la faculté d'exister perpétuellement, les dispositions des art. 1^{er} et 2 seront regardées comme non-avenues; l'Association sera de fait indissoluble et son capital inaliénable.

Nous avons vu qu'avec les chances les moins favorables, l'Association pouvait avoir de beaux résultats; que serait-ce donc s'il lui était possible de durer indéfiniment, c'est-à-dire s'il lui était donné de s'étendre continuellement, jusqu'à n'avoir plus de rivaux dans les entrepreneurs isolés!

ART. 4. — Le capital se compose de tous les instruments du travail, tels que les outils, les matières premières, les produits du travail de ces matières, et l'argent qui sert aux opérations de la Société.

Prenons pour exemple un atelier de menuiserie. Le capital du maître se compose de tous les outils : scies, rabots, établis, etc.; puis des matières premières, c'est-à-dire les différents bois; de l'argent qui est dû pour les travaux faits, et l'argent qui lui sert à faire des achats, à payer les ouvriers, etc.

ART. 5. — Le capital social est formé : 1^o de la donation faite à l'Association pour commencer ses opérations; 2^o du prélèvement annuel du cinquième du bénéfice net.

Nous supposons ici, et nous espérons que cela aura lieu, nous supposons qu'au moyen d'une souscription, on pourra recueillir assez de fonds pour faire une petite donation aux sociétés qui se formeront prochainement. Cette donation, si faible qu'elle soit, sera néanmoins d'un grand secours, et formera le noyau du capital mis à la disposition de tous, mais au partage duquel nul n'aura droit. Le capital s'augmentera de l'abandon, par les associés, d'un cinquième du bénéfice net. Prenons encore le maître menuisier pour exemple : à la fin de l'année, il relève ses comptes et voit qu'après avoir payé tout son monde, il lui reste un bénéfice net de 10,000 fr. Eh bien, l'Association, ayant fait un bénéfice semblable, fera l'abandon d'un cinquième, c'est-à-dire de 2,000 fr., pour fonder et accroître le capital social, et il lui restera encore 8,000 fr. à partager.

ART. 6. — Le capital est indivisible. Chaque associé s'étant engagé, en entrant, à laisser au fonds social un cinquième du bénéfice net, en compensation des avantages que lui offrait l'Association, aucun ne peut être admis à réclamer une part de ce fonds.

C'est-à-dire que, dans aucun cas, il ne peut être divisé ou partagé entre les membres de la Société; il ne leur appartient pas plus que le fonds de nos maîtres ne nous appartient. Les associés sont chargés de le conserver, de l'agrandir; voilà leur devoir; leur droit, c'est la compensation qu'ils trouvent dans la société qui leur assure encore de beaux bénéfices, et les garantit contre l'exploitation du maître. Nous disons que nul ne peut être admis à demander le partage; cependant c'est encore là une condition que la loi n'a pas prévue, et si la majorité des associés voulait partager et en appelait devant le tribunal de commerce, celui-ci lui donnerait gain de cause. Mais nous avons confiance en la moralité des ouvriers qui s'associeront, et c'est sur leur honneur que reposera l'avenir de la Société. — Ils n'imiteront point certaines sociétés philanthropiques, dans lesquelles une majorité égoïste a demandé et obtenu le partage d'un fonds laborieusement amassé et déclaré inaliénable par les fondateurs.

ART. 7. — Au moment de la mise en activité de la Société, les membres réunis éliront un gérant, qui sera responsable devant la loi. Il dirigera les travaux, et aura la signature sociale.

Le gérant ne peut être pris que parmi les ouvriers associés. Si la capacité est une condition essentielle, le dévouement en est une plus essentielle encore.

ART. 8. — Il sera nommé un comité pour assister le gérant.

Ce comité aidera de ses conseils le gérant, qui ne pourra faire une affaire de quelque importance sans la lui soumettre préalablement.

ART. 9. — Les membres du comité seront renouvelés tous les ans. Le gérant n'est pas compris dans cette mesure : l'associé chargé de cette fonction l'exercera tant qu'il en remplira les devoirs avec dévouement et intelligence; dans le cas contraire, il sera révoqué.

Il est nécessaire que tous les associés s'habituent aux affaires, et passent à leur tour au comité. Cependant, l'élection déterminera les membres qui en feront partie, et l'Association jugera s'ils doivent être réélus : c'est une affaire de règlement intérieur. Quant au gérant, il serait très-préjudiciable à l'Association que le temps de la gestion fût limité. 1^o Son nom étant la raison sociale, la maison paraîtrait nouvelle à chaque nouveau gérant, et cela lui ferait tort; 2^o lors même que le gérant remplirait convenablement sa fonction, cela n'empêcherait pas un autre associé d'aspirer à le remplacer, et il y aurait peut-être des intrigues qui, pour n'être pas très-coupables, pourraient toujours être nuisibles au bon accord; 3^o enfin, si ces menées réussissaient, on se priverait d'un gérant qui aurait déjà l'expérience des affaires, pour en prendre un qui serait inexpérimenté. — Il ne faut pas que la défiance nous pousse à compromettre l'avenir de la Société, en élisant les chefs pour un temps limité. Il suffit que l'on se réserve de les révoquer.

ART. 10. — Il sera rendu compte de la situation de la Société, à tous les membres réunis tous les trois mois.

C'est encore ici une affaire de règlement intérieur. Chaque Société jugera des époques où les comptes seront rendus.

ART. 11. — Chacun des associés sera rétribué suivant l'usage adopté dans la profession.

Chaque métier a ses usages, là on paye à la journée, ici aux pièces. Il faut se conformer à ces habitudes. Le gérant ne devra pas avoir plus qu'une journée ordinaire d'associé. Il ne faut pas que cette place soit enviée pour l'argent qu'elle rapporte. D'un autre côté, il sera juste d'élever le salaire des hommes qui font les plus durs travaux, et qui, d'ordinaire, sont les moins rétribués.

ART. 12. — Tous les ans, avant le renouvellement du comité, il sera dressé un état exact de la position de la Société; on fera un inventaire général de l'actif et du passif. La balance établie, la somme qui excèdera le capital de l'année précédente formera le bénéfice net.

ART. 13. — Ce bénéfice sera employé ainsi qu'il suit : les quatre cinquièmes seront partagés entre les associés, et le cinquième restant sera consacré à l'accroissement du capital.

Ce que nous avons dit du maître menuisier qui relève ses comptes, peut s'appliquer à ces deux articles. On estime, par exemple, qu'en 1840 le fonds valait 50,000 fr., en 1841 il vaut 40,000 fr.; il y a donc 10,000 fr. de bénéfices. — Les quatre cinquièmes sont partagés entre les associés, soit en proportion du travail de chacun, soit également, et le cinquième est laissé pour accroître le fonds. Nous avons fixé au cinquième l'abandon à faire par les Associations pour fonder le capital social. Nous ne croyons pas qu'on puisse laisser moins; mais les Sociétés qui voudront faire plus n'en seront que plus méritantes.

ART. 14. — L'Association a pour devoir d'admettre dans son sein, et selon la nécessité de ses travaux, tous les ouvriers dévoués qui viendront à elle.

ART. 15. — L'Association ne pourra garder aucun ouvrier plus de trois mois (temps d'épreuve nécessaire) sans se l'adjoindre, s'il en est digne, ou le renvoyer s'il est indigne.

Nous avons peu de chose à ajouter à ces deux articles. La nécessité des travaux et la richesse de l'Association détermineront l'agrandissement des opérations, et par suite, l'augmentation du nombre des associés. Le règlement intérieur déterminera définitivement le temps d'épreuve auquel il sera convenable de soumettre les candidats. Nous pensons, du reste, que trois mois suffisent.

ART. 16. — Il ne pourra jamais être exigé des ouvriers admis dans l'Association une mise de fonds qui dépasserait le prix du travail de trois mois, et, dans tous les cas, on ne pourra jamais exiger cette somme en entrant; elle sera perçue pendant la première année, et il en sera tenu compte comme d'un prêt remboursable.

Le principe de notre Association veut qu'il ne soit exigé aucun apport de la part des ouvriers admis; mais, d'un autre côté, nous croyons qu'il est bon de leur imposer un petit sacrifice, en les obligeant à prêter une petite somme, qui leur serait retenue pendant la première année, et qui serait remboursée lorsque l'Association aurait acquitté les emprunts contractés dès son origine.

ART. 17. — Pour être admis, il suffira de prouver que l'on est honnête homme et bon ouvrier.

Nous avons vu que c'est sur l'honneur des associés que repose l'avenir de l'institution; qu'il suffirait d'un seul qui fût mal intentionné pour y jeter le trouble, et que la majorité pourrait forcer la minorité à rompre l'Association et à partager le fonds. Il est donc indispensable que les membres admis soient d'honnêtes gens dans toute la rigueur du mot. On ne sera, sous ce rapport, jamais trop sévère. Il n'est pas moins nécessaire d'appeler des ouvriers laborieux, car il faudra que la Société fasse mieux et plus vite que les maîtres ordinaires.

ART. 18. — Les motifs d'exclusion sont les suivants : la paresse, la débauche, peu de zèle pour les intérêts de l'Association, un acte contraire à ces mêmes intérêts, l'infidélité dans les opérations dont on aura été chargé; en un mot, tout acte ou toute opinion contraire à la morale, à la nationalité, à l'égalité et à la fraternité.

Ce que nous avons dit à propos de l'art. 17 explique suffisamment les motifs d'exclusion. Nous ajouterons que la plus rigoureuse prohibition ne suffit pas, et qu'il faut encore que tous les associés soient aussi parfaitement unis que possible d'idées et de principes : sans cela, il y aurait discorde, et la dissolution ne tarderait pas à venir. Lorsque l'Association sera un fait social, et qu'elle sera reconnue et protégée par la loi, on pourra être moins sévère, car les tribunaux

feront justice de ceux qui ne se soumettront pas à la règle. Mais, jusque là, la moralité et la bonne volonté des candidats étant les seules garanties que l'Association peut exiger, elle doit les exiger pleines et entières, sous peine d'être exposée à périr.

ART. 19. — La révocation ou l'exclusion du gérant, ou l'exclusion d'un membre de l'Association, pourra être demandée par un seul associé. Cette demande sera faite au gérant, s'il s'agit d'un des associés; à l'un des membres du comité, s'il s'agit du gérant.

Nous n'avons rien à ajouter.

ART. 20. — Le fonctionnaire qui aura reçu la plainte d'un associé assemblera tous les membres de l'Association; il prendra la parole d'abord pour rappeler le but de la Société et les devoirs qu'elle impose à tous. Ensuite, il exposera les motifs de la réclamation, et après les explications de l'inculpé, la peine à appliquer sera décidée à la majorité des deux tiers des voix.

Les formalités d'une plainte portée contre un associé ou le gérant sont très-importantes. Aussi mettons-nous toutes les conditions désirables pour qu'il n'y ait pas scandale; aussi disons-nous qu'avant chaque jugement ou délibération, on devra rappeler à tous les membres l'engagement moral qu'ils ont contracté envers l'Association, afin que les mal intentionnés eux-mêmes soient retenus dans les limites du devoir.

ART. 21. — Les peines à appliquer sont : la réprimande, la révocation, l'amende et l'exclusion.

C'est une affaire de règlement intérieur.

ART. 22. — Le membre exclu n'a, comme le renonçant, aucun droit au capital social. L'Association ne lui doit que ses journées de travail et sa part du bénéfice pour la portion de l'année qui court, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au jour de son exclusion.

Rien à ajouter.

ART. 23. — Ce Contrat règle les principales conditions de l'Association et les devoirs généraux des associés envers elle. Il y sera joint un règlement supplémentaire et détaillé, également obligatoire.

Ce règlement devra être conforme aux généralités de ce contrat, et contenir, dans les moindres détails, toute l'organisation intérieure et administrative de l'Association.

Nous terminerons cet examen par une dernière observation : les ouvriers qui ont la pensée de fonder des associations doivent se garder des grands projets et des grandes entreprises. Il vaut mieux qu'ils commencent par un petit nombre d'associés et par des entreprises de peu d'importance. Lors même que l'argent ne leur manquerait pas, l'esprit des affaires pourrait leur manquer. Mais la plus grande difficulté est certainement de réunir beaucoup d'hommes bien unis par un même sentiment, et déterminés à poursuivre un but unique. Les premiers ouvriers associés serviront d'exemple et d'enseignement : en les voyant à l'œuvre, tous les autres ouvriers voudront se former aux habitudes morales que l'Association impose, et la réforme industrielle aura fait un grand pas.

Dans une des dernières séances de la conférence des Avocats du barreau de Paris, M^e Jules Forfeller, parlant sur l'utilité de la loi du 5 septembre 1807, qui règle le taux de l'intérêt, après avoir démontré que l'abolition de cette loi, en donnant la liberté à l'usure, élargirait la voie des exactions et des violences qui a pour fin inévitable l'oppression des peuples et l'anéantissement des libertés, s'est exprimé en ces termes :

« Me permettez-vous, Messieurs, de dire mon opinion tout entière. Je condamne l'usure, parce qu'elle entretient les prêteurs dans la paresse et l'oisiveté, en permettant l'exaction et la violence sur le malheureux emprunteur. *Et j'appelle usure tout prêt à intérêt.* — C'est, direz-vous, un préjugé, effacé des mœurs d'un grand peuple. — Effacé! soit; mais il est si digne, et je le partage avec des hommes dont l'autorité, à cause de leurs grandes vertus, est si considérable, que je ne rougirai pas de la soutenir. Ce préjugé, Messieurs, est antipathique à la mère de tous les vices; et il justifie bien cet axiome, placé comme symbole en tête d'un journal populaire (L'ATELIER) : « *Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger.* » Ce qui fait ressouvenir d'une belle loi par laquelle un ancien législateur avait prononcé la peine de mort contre tous ceux qui seraient convaincus de passer leur vie dans l'oisiveté et la mollesse. Loi admirable, en effet, dit un historien de la jurisprudence romaine (Terrasson), et qui devrait être gravée dans l'esprit de tous ceux qui prési-

dent au gouvernement des empires et républiques ! — S'ils pouvaient se persuader que la fainéantise est la principale cause de tous les désordres, les peines qu'ils décerneraient contre ce vice leur épargneraient le soin de faire bien d'autres lois, dont l'effet ne peut jamais être assuré, tant que la fainéantise et la mollesse y seront un obstacle. » (*Conférence des Avocats, séance du 6 février 1841.*)

Le comité de rédaction, pour le trimestre qui commence, est composé ainsi : MM. Delorme et Belin, tailleurs ; Wisenfeld, mécanicien ; Anthime Corbon, Guillaume, Devaux et Stévenot, compositeurs d'imprimerie ; Lambert, teneur de livres ; Petit-Gérard, dessinateur ; Garnier, expéditionnaire ; Gaillard, fondeur ; Mignan, peintre en bâtiments ; Fortin, toiseur ; Deschamps, chapelier ; Berton, charpentier, et Coster, ébéniste.

Nous répétons que tous les ouvriers sont admis à participer à la rédaction de *l'Atelier*, sauf l'approbation de leurs articles par le comité de rédaction.

Le bureau du journal est ouvert tous les jours pour les abonnements, et le directeur-gérant est à la disposition des fondateurs et du public les mardis et vendredis, de 9 à 4 heures.

La souscription ouverte au bureau du journal pour les familles des ouvriers détenus a produit 22 fr. 90 c., qui ont été versés au *Journal du Peuple*.

FAITS DIVERS.

Nous ne cesserons de réclamer contre les iniques violations de la liberté individuelle qui frappent les ouvriers principalement. Nous avons remarqué, le mois dernier, l'ardeur avec laquelle tous les journaux ont défendu ce droit, alors qu'il s'agissait de deux journalistes. Force a été au pouvoir de les relâcher : c'était justice. Mais ne serait-il pas aussi juste de réclamer la mise en jugement ou en liberté de malheureux ouvriers qui, arrêtés depuis six mois, ne savent encore quand on les jugera, et, à grand-peine, ce dont on les accuse. Nous n'exagérons pas : un tailleur nommé P. Wahry est arrêté depuis cinq mois ; un ouvrier de la même profession, nommé Weymans, est depuis six mois en prévention, inculpé de coalition. Quelles raisons d'État ont donc empêché de les juger en même temps que les autres ? est-ce parce qu'on craint un acquittement, et que néanmoins on désire leur donner une leçon ! Une leçon ! Et leurs femmes et leurs enfants, veut-on aussi leur donner une leçon ! Dans tous les cas, elle est horrible et inhumaine ! Ces hommes sont coupables ou non ; vous a-t-il fallu six mois pour le savoir ? Et vous, messieurs les journalistes, souvenez-vous bien que la loi qu'on foule aux pieds d'abord en nos personnes, parce que nous ne sommes que des ouvriers, on la violera aussi plus tard dans les vôtres, comme on l'a déjà tenté, et vous essayerez de réclamer alors, mais il ne sera plus temps ! Vous encouragez, par votre silence, toutes les tortures morales qu'on nous fait subir. Il faisait beau vous entendre dire avec indignation que M. Lubis avait été mis en contact avec des voleurs ! Eh bien ! c'est pendant ce qui arrive tous les jours à des ouvriers égarés par un sentiment honorable, qui ont fait de la coalition sans le savoir, qui ont commis comme vous, messieurs, un *délit politique*, dont la réputation de probité et d'honneur est égale à la vôtre, et qui sont en ce moment dans les maisons centrales, revêtus de l'uniforme du crime et de l'infamie.

— *L'Ami des Ouvriers*, de Saint-Étienne, annonce que les maîtres et les ouvriers passementiers de cette ville viennent d'arrêter les bases d'une société commerciale, dont le but est de créer une maison pour l'exploitation de l'industrie des rubans.

« Rétribuer le travail de chacun dans des proportions égales, arrêter les écarts de la concurrence, assurer la bonté des produits fabriqués, répartir également entre tous les ouvriers les commissions reçues, régler les heures de travail, respecter les dimanches et les fêtes, fixer les salaires avec une invariable équité, procurer un moyen sûr de faire fructifier les économies, garantir des secours aux infirmes, aux veuves, aux orphelins et aux vieillards, assurer une éducation gratuite aux enfants, telles sont les conséquences de cette association. »

Nous ne pouvons que former les vœux les plus ardents pour la réussite d'un pareil plan. Quoique se proposant de résoudre d'immenses difficultés, cette association nous laisse encore dans le vague sur les détails de son organisation ; quelle qu'elle soit, néanmoins, elle sera toujours un moyen puissant d'éducation. La création même du projet indique la tendance générale des ouvriers vers l'association, et, à ce titre, nous devons soutenir de tous nos efforts la courageuse tentative des rubaniers de Saint-Étienne.

— M. Cabét a publié, le 14 mars, le premier numéro d'un journal (mensuel pour le moment) intitulé *le Populaire de 1841*, destiné à l'exposé de la doctrine du *communisme*. Nous pourrions désormais savoir ce qu'est cette doctrine, et la discuter, s'il y a lieu. Ce journal est d'abord, dit-il, démocrate et réformiste ; c'est-à-dire que nous entendons parfaitement sur ces deux points. Quant à la communauté, c'est une doctrine, une théorie philosophique, et elle a droit à un examen impartial, au même titre que le saint-simonisme et le fouriérisme.

— Nous croyons devoir faire un appel aux lumières de nos lecteurs et amis, pour nous aider à chercher le meilleur et le plus court moyen de réaliser, par une souscription, une somme qui puisse, d'ici à quelque temps, faciliter l'établissement des associations dans les professions qui n'exigent qu'une minime mise de fonds. La difficulté gît dans la régularisation du versement et la sûreté des fonds versés. Quelques personnes nous ont déjà fait des offres ; nous attendons, pour les accepter, tous les avis qui pourront nous parvenir, et que nous provoquons ici. Nous espérons, le mois prochain, avoir pris une décision à cet égard ; car il ne suffit pas de prêcher, il faut agir.

— On lit dans *l'Écho des Ouvriers*, journal des chefs d'atelier de la fabrique de Lyon :

« La pétition qui devait, depuis si long-temps, être présentée à M. de Bonald pour obtenir de ce prélat l'abolition du travail des étoffes de soie dans les communautés religieuses, lui a été adressée jeudi 4 mars dernier, par une commission composée de douze chefs d'atelier.

» L'archevêque les a assurés qu'à l'avenir nulle permission émanant de son pouvoir spirituel ne serait donnée pour l'établissement de nouvelles communautés-ateliers. Il a donné promesse, en outre, de faire cesser le dévidage, qui s'exploite également au détriment d'une multitude de femmes n'ayant que cela pour soutenir leur existence. »

Il a déjà tenu parole. Une nouvelle communauté, qui vient de s'établir, n'a été autorisée par lui qu'à la condition expresse de n'employer aucun *métier à tisser*, pas même une *mécanique à dévider*.

— Nous avons lu il y a quelque temps dans le *Moniteur*, que la *Chambre syndicale des Imprimeurs* avait renouvelé son bureau et élu son président. La Société des Architectes a aussi nommé ses fonctionnaires, et l'a annoncé par la voie des journaux. Nous trouvons juste que l'autorité tolère ces réunions ; nous trouvons absurde et inique que le même droit soit refusé aux ouvriers. Vers le temps dont nous parlons, les cordonniers, qui voulaient se réunir, en ont reçu la défense formelle du préfet de police, qui avait entre ses mains le règlement de leur Société. Les ouvriers de Lyon demandent à former des Sociétés de secours mutuels : nous sommes certains que l'autorisation leur en sera refusée. On se demande quelquefois si les Français sont égaux, au moins civilement : la preuve du contraire est trop évidente. Chez nous, on n'a pas le moindre doute à cet égard. Nous ne sommes pas en dehors des lois, mais il y a des exceptions pour certaines classes. Souvent c'est la loi elle-même qui consacre l'inégalité. Qu'à faire ? Changer la loi par les moyens qu'elle-même indique. Si l'association de secours mutuels nous est refusée, parce qu'un préfet de police a toujours le droit de dire que le règlement ne lui plaît pas, il nous reste l'association industrielle, qui n'est soumise à aucun contrôle policier, étant purement commerciale.

— Les journaux ont annoncé qu'une coalition d'ouvriers avait fait suspendre sur quelques points les travaux des fortifications. Quelques arrestations ont, dit-on, été faites. C'est toujours le grand remède.

— Nous recommandons à nos lecteurs :

Les Prisons de Paris, par un ancien détenu, in-8 ; 10 livraisons à 50 centimes, chez mademoiselle Fortin, rue Quincampoix, n. 57.

Du Sort des Travailleurs, en Réponse à M. le baron Charles Dupin, par Louis Cottu, typographe. Brochure in-18 ; prix : 25 c.

Dialogue populaire sur l'Association ouvrière. Brochure in-16 ; prix : 5 centimes. Au bureau du Journal.

Nous invitons ceux de nos amis qui n'auraient point encore signé la pétition de la réforme électorale, à se présenter au bureau du journal, où un exemplaire est déposé.

Elle se signe également, dans le onzième arrondissement, chez M. David, rue d'Assas, n° 14.

VARIÉTÉS.

SALON DE 1841.

Quelques gens trouveront peut-être singulier que nous parlions à nos lecteurs du Salon de l'exposition de cette année, parce qu'il est une opinion qui veut que les œuvres d'art ne soient jugées que par ce que l'on appelle les connaisseurs, et l'on nous dit : Vous autres, vous ne vous y connaissez pas. Comme nous croyons cela tout-à-fait faux, nous allons dire, avant tout, comment le peuple est appelé à juger des beaux-arts, de l'influence que nous leur croyons et de leur importance sociale et nationale.

Nous avons entendu dire quelquefois à des artistes, que les beaux-arts n'étaient destinés qu'aux jouissances des individus de la classe éclairée; que leur plus ou moins de perfection constatait le degré de civilisation des peuples. Cette dernière assertion est sans doute vraie; mais si la première l'était aussi, il s'ensuivrait que pour apprécier un tableau, une statue, une poésie ou un morceau de musique, il faudrait avoir fait certaines études spéciales, qui seules pourraient rendre capables de sentir; or, combien peu d'individus dans une société ont fait ces études, et les œuvres d'art seraient-elles faites pour eux seuls? ne pourraient-elles être qu'à leur seule portée? N'est-il pas plus vrai, au contraire, qu'elles ont précisément une influence générale énorme, et que c'est toujours sur les masses qu'elles agissent avec le plus de puissance et de vigueur? Si donc une foule est émue profondément par un chant, par exemple, ceux qui auront senti le plus vivement seront-ils les plus instruits des règles de l'harmonie? n'a-t-on pas constaté que c'est le plus souvent le contraire?

C'est en vertu de cette idée, que les beaux-arts ne sont faits que pour ceux qui les cultivent, que l'on a imaginé une doctrine qui s'appelle celle de l'art pour l'art, et par là on a encore voulu en restreindre la jouissance exclusive à quelques gens du métier. Mais fait-on donc de la médecine pour la médecine, ou les médecins? les drogues que préparent les pharmaciens sont-elles faites pour les pharmaciens? les sciences mathématiques sont-elles faites pour les seuls savants? et encore les ouvrages d'un métier quelconque, pour les seules jouissances des gens de la partie? N'est-il pas plutôt évidemment prouvé que toutes ces choses ont un but qui est en dehors d'elles, comme l'ont, du reste, tous les moyens d'action que possèdent les hommes? Pourquoi donc voudrait-on que les beaux-arts soient en dehors de la règle commune? Il est vrai que le plus souvent on juge mal un ouvrage d'art précisément parce que l'on croit devoir l'envisager par son côté technique, par la manière dont il a été exécuté. Nous dirons donc de suite, et nous concéderons volontiers n'entendre là-dessus généralement pas grand chose, pas plus qu'un peintre ou un musicien n'est juge de la façon dont il faut frapper du marteau sur le fer rouge ou pousser la varlope : à chacun sa spécialité. Mais au lieu de s'arrêter sur les moyens, si on peut juger par le but ou les résultats produits, c'est-à-dire, pour les arts, par les sentiments qu'ils réveillent en nous, alors chacun peut devenir juge, et on se trompera rarement chaque fois que l'on prendra pour guide, pour moyen de certitude, la morale; or, c'est sous son inflexible jugement que doivent avant tout tomber les œuvres des artistes. Si donc nous ne comprenons rien au bien ou mal dessiné, au bien ou mal peint d'un tableau, cela pourrait cependant aussi avoir ses limites, car nous avons tous le sentiment de l'harmonie d'un ensemble; le disparate, le disproportionné choquent tout le monde; chacun voit ce que c'est qu'un homme tordu ou bossu, un vilain cheval, des couleurs criardes, etc., etc. Et n'est-ce pas aux artistes à perfectionner le goût public sous ce rapport? les plus beaux sentiments ne doivent-ils pas être produits par la plus belle forme, par celle qui sera le plus capable d'entrer dans nos sympathies? Mais restons juges de nos sentiments, et, sans trop nous appesantir sur cette forme, nous pourrions dire, chaque fois qu'un artiste nous aura montré une abnégation à imiter, un dévouement à suivre,

ou que son œuvre aura excité en nous les sentiments bons et honnêtes, que son œuvre est bonne; mais aussi quand elle aura excité notre égoïsme ou flatté nos passions brutales et sensuelles, oh, alors, nous dirons hardiment que son œuvre est mauvaise, et nous la flétrirons de toute notre énergie; alors nous aurons porté un jugement au nom de la règle, qui doit partout et toujours nous guider: qui donc oserait nous dénier ce droit? qui donc oserait dire qu'ici nous ne sommes pas connaisseurs?

Nous allons maintenant essayer d'exposer quel doit être le but des beaux-arts, et quelle sorte d'influence ils doivent exercer.

On entend par art l'ensemble des moyens que possèdent les hommes pour agir directement sur le sentiment, et remuer les passions humaines; le beau dans les arts sera donc ce qui nous aura le plus passionnés, soit en amour, soit en haine; or, dans une société tout doit être soumis au but national, et comme dans notre société française tout doit nous pousser vers la réalisation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, l'œuvre d'art la plus belle, la plus complète, sera celle qui nous aura émus le plus énergiquement, pour nous faire aimer ces sentiments. Les beaux-arts ont aussi le but de nous rendre meilleurs individuellement; ils doivent nous inspirer l'amour de nos pères, la charité, la douceur, la paix de la famille, l'amour chaste et pur; ils doivent exciter en nous l'horreur de l'égoïsme et de tous les vices qui perdent les sociétés et les familles; en un mot, ils doivent nous faciliter l'accomplissement de tous nos devoirs.

Voilà aussi pourquoi les artistes doivent être révolutionnaires, c'est-à-dire qu'ils doivent nous entretenir dans la ligne des dévouements à accomplir pour le progrès vers le but national, rappeler à la nation le souvenir des grandes choses qu'elle a déjà faites, et celui des grands hommes qui ont servi la cause des peuples et de l'humanité. Ils ont, selon nous, une des fonctions les plus élevées de la société, et ce n'est pas, nous le croyons fermement, sans une foi profonde, entière, inébranlable, qu'ils peuvent la remplir dignement. S'il est vrai que l'artiste doit être l'homme du peuple et de Dieu, ne fait-il pas une chose abominable quand il emploie son génie à flatter les mauvaises passions, à se faire le serviteur des égoïsmes les plus sales et les plus honteux, quand il prostitue sa noble mission pour un vil salaire?

L'influence de l'art a toujours été énorme; son excitation salutaire a bien souvent aidé et rendu plus faciles les grandes choses accomplies par les peuples. Quel devait être sur nos pères l'effet produit par ces cathédrales, alors qu'elles étaient dans toute leur splendeur, avec toutes leurs statues, leur vitraux et leurs peintures aux vives couleurs! Ne nous frappent-elles pas encore tous les jours de leur imposante grandeur et de leur sublime majesté. Les grands architectes d'alors s'occupaient peu que l'on sache ou non leurs noms, contents qu'ils étaient d'avoir fait une œuvre utile à leurs frères; ils s'appelaient simplement maîtres maçons; aussi ne croyaient-ils pas que le peuple ne pouvait être connaisseur en choses d'art, car ils disaient : La peinture et la sculpture sont les livres des simples de cœur qui n'en savent lire d'autres.

L'art a eu une grande part dans notre révolution. Choisissons-y des exemples de préférence aux autres; nous les comprendrons mieux, car ses passions sont les nôtres. Robespierre disait alors à la tribune ces éloquentes paroles : « Nous voulons que la France devienne le modèle des nations, l'effroi des oppresseurs, la consolation des affligés ». Le peuple français cherchait à les réaliser en prodigant son sang et son dévouement. Alors on faisait des fêtes populaires pour exalter partout le sentiment national et les vertus républicaines; et malgré le mélange de paganisme romain qui était à l'extérieur, nous sommes encore frappés de leur grandeur et de leur entraînante ordonnance.

En 92, des officiers municipaux parcoururent la ville, tous les carrefours retentissent de ces terribles paroles : « Citoyens, aux armes, la patrie est en danger! » On déploie le drapeau noir sur Notre-Dame, le tocsin sonne, le canon d'alarme retentit tous les quarts d'heure. La convention décrète une levée en masse contre l'étranger, des registres d'inscription sont ouverts sur toutes les places publiques. Tout ce qui peut exalter une nation est mis en jeu par la grande et sublime commune de Paris, qui sut tellement remuer le dévouement et les passions révolutionnaires de nos pères, que la grande cité seule fournit 35,000 volontaires pour la défense du sol sacré de la patrie. Qui de nous ne sait l'effet de la Marseillaise. Ah! les étrangers ne l'ont pas oubliée, et ils savent qu'en retentissant

elle nous a valu des victoires, du Nil à la Bérézina; et un officier autrichien à qui l'on disait que les Français n'étaient que médiocrement braves, répondit: C'est possible; mais réunissez-en cinquante, faites-leur croiser la baïonnette et chanter leur *Marseillaise*, rien ne leur résistera. Qui de nous l'a entendue froidement! qui de nous n'a dit le dernier couplet comme on dit une prière! Est-il nécessaire de rappeler le *Spartacus*, l'émotion que produisent même certains tableaux de Versailles, et l'influence qu'ils ont sur nos sympathies? Maintenant, entrons au Salon, et jugeons d'après ce que nous venons de dire:

M. Garraud, n° 2077, nous représente une *Bacchante faisant l'éducation d'un jeune Satyre*. Ne serait-il pas temps que l'on nous débarrasse enfin de ces monstruosités moitié hommes moitié boues? Qu'est ce que cela prouve? Est-ce peut-être un exemple que l'on veut donner à nos femmes pour élever leurs enfants? singulière éducation! Cette dame aurait au moins dû garder son jupon et sa chemise. Les artistes ne devraient-ils pas se conformer davantage à nos mœurs et à nos habitudes? Mais il paraît que les sculpteurs ne peuvent sortir de ce qu'ils appellent le nu; n'ont-ils pas à l'Arc-de-l'Etoile mis le peuple français tout nu, ou mis simplement des chaussettes pour tout costume! l'empereur même semble avoir un peignoir. A Versailles, ne voit-on pas de même des généraux de la république déguisés en Romains. D'autres sculpteurs, cependant, ont su tirer un beau parti des vêtements modernes, et même excité un grand enthousiasme: allez plutôt voir le fronton du Panthéon. M. Pradier aussi, membre de l'Institut et de la Légion-d'Honneur, nous fait une *Odalisque*. Eh! que nous font à nous les odalisques, et même les femmes nues renouvelées des Grecs et des Romains? montrez-nous dans la société antique, puisque vous l'affectionnez plus que la nôtre, le dévouement à imiter; mais n'allez y chercher la débauche qui les a perdues, que pour nous la faire haïr. L'Odalisque de M. Pradier pourra chatouiller quelques vieux libertins, sans doute; quant à nous, nous cherchons nos inspirations ailleurs: passons.

Le *Christ aux enfants*, de M. Rochet, nous semble remarquable, bien qu'il n'ait pas tout-à-fait l'expression d'amour et de douceur de celui qui appelle à lui surtout les pauvres, et ceux dont le cœur est pur comme celui des petits enfants. Ici le nu n'est pas choquant, parce qu'il n'a pas été fait dans une intention sale et charnelle, et que le sujet peut, jusqu'à un certain point, le comporter.

Le tableau le plus grand de l'exposition représente la fin héroïque du *Vengeur*. Le vaisseau est prêt à couler, la dernière bordée est tirée, l'équipage est rassemblé sur le pont, les trois vaisseaux anglais l'accablent encore de leurs boulets; mais nos braves ne songent plus qu'à mourir comme des hommes libres: ils clouent leur pavillon pour l'emporter au fond des eaux, et dans ce dernier moment il flotte encore au-dessus d'eux comme pour les envelopper tout-à-l'heure d'un sublime linceul. Ils ont juré de vaincre ou de mourir, et ils tiennent parole.

Ces trois tableaux des assemblées nationales, nos 10, 11, 12, nous semblent pleins de vérité; nous n'en disons pas autant de celui n° 1798, représentant les *Croisés de Jérusalem*; lesquels manquent tous d'enthousiasme et de chaleur et ont l'air de sortir de chez le costumier de l'Opéra, sans ils sont propres et bien peignés.

Les tableaux religieux, bien qu'en assez grand nombre cette année, nous ont semblé généralement peu remarquables. La faute n'en serait-elle pas aux artistes eux-mêmes, qui souvent n'ont pas la foi nécessaire pour les traiter dignement? Nous leur dirons, comme à certains de ceux qui peignent des sujets patriotiques et nationaux: Faites autre chose, si vous voulez, mais faites-le avec conviction; car nous croyons qu'il est impossible d'inspirer le saint amour de la patrie et des vertus civiques, si soi-même on n'en est embrasé, si soi-même on n'a le violent besoin d'en embraser les autres. Nous avons remarqué cependant, entre autres, le *Christ mort* de M. Piedra, n. 187, qui respire un grand sentiment de tristesse et de résignation, le *Jugement dernier*, et le *Martyre de saint Etienne*, dans le grand Salon.

Les paysages nous semblent dominer, jusqu'à un certain point, au Salon, par leurs qualités: beaucoup sont fort beaux, et rendent admirablement les grands effets de la création et de la nature. Nous avons remarqué surtout, dans un coin du grand salon, n. 142, un drame bien triste: de pauvres matelots, des Français peut-être, vont périr dans cet affreux désert de neige et de glaces, si loin, hélas! du sol sacré de la patrie.

Le grand paysage de M. Rémond, n. 1673, représente une de ces exécutions comme la Bible en raconte, en disant simplement: « *Et alors 40,000 périrent.* » La justice de l'immortel comité de salut public a-t-elle jamais procédé aussi brutalement? Moïse n'a-t-il pas été mille fois plus terroriste que lui? S'il a agi ainsi pour sauver la nation juive, pourquoi donc ceux qui l'admirent jettent-ils tant de réprobation sur des actes et des faits analogues!

Nous nous sommes demandé si le n. 1529, *l'Amour des Fleurs*, représente une bergère déguisée en marquise, ou une marquise déguisée en bergère. Ce tableau semble avoir été fait par un grand seigneur de la cour de madame de Pompadour; nous croyions ces gens-là tous morts et enterrés depuis long-temps. Voici, n. 458, *Silène enchaîné par des Bergers*: ceci est la peinture de l'âge d'or; est-ce assez ridicule! Mais c'est de la mythologie et du nu; certaines gens prétendent que cela doit être le beau; merci! N. 189, *la Nuit chassée par l'Aurore*, et 1539, *Roger et Angélique*; ce sont les restes de l'école des peintres de l'empire; les siècles futurs, en voyant les grandes choses accomplies par la nation, pourront-ils jamais s'imaginer ce à quoi s'amusaient les artistes dans cette grande époque! 1499 et 1500 représentent un sergent séduisant une jeune fille, laquelle trompe son amant pour lui. Le peintre a voulu que cela soit bien expliqué dans les deux tableaux. Pourquoi nous montrer de pareilles choses? n'est-il pas déjà trop malheureux que cela arrive quelquefois? Craignez-vous donc que l'habitude ne s'en perde? Nous aimons mieux M. Wachsmut, n. 2002; il a peint aussi une jeune fille du peuple, mais par le côté où elles sont inimitables: elle soutient un soldat blessé, et s'est chargée de son fusil et de son sac; c'est son mari, peut-être, à en juger par la tendre sollicitude qu'elle lui témoigne. Ceci aussi est de l'amour, mais de l'amour dont on n'a pas à rougir. Faites-nous haïr les vices qui nous affligent, mais ne les étalez pas complaisamment dans vos œuvres. M. Riesener, n. 1695, a fait une *Léda*, et M. Boissard, n. 181, peint un *Comte de La Fontaine*. Qu'est-ce que cela prouve? c'est que des hommes ont fouillé dans des saletés pour se salir l'imagination. Nous qui croyons à la morale, nous les repoussons et les abandonnons aux jouissances exclusives des individus de la classe éclairée qui les payent; nous constaterons cependant qu'elles deviennent toujours de plus en plus rares et finiront sans doute par disparaître tout-à-fait; l'exposition doit être un lieu décent où l'on puisse mener sa femme et ses enfants sans les exposer à rougir. Et les artistes, nous le croyons, n'auront plus le droit de se plaindre quand le jury les repoussera ou les admettra au Salon, au seul point de vue moral.

M. Langlois, n. 1175, a peint le *Combat de Krasnoë*, un de ces immortels combats de Russie. L'armée est désorganisée et sans vivres sous ce terrible climat; mais l'énergie française triomphe encore: pas une affaire n'est perdue par nos soldats. Et on nous reproche de ne pas savoir battre en retraite! Montrez-nous donc une nation au monde qui aurait fait plus ou mieux dans ces circonstances!

Arrêtons-nous devant le tableau de M. Bellangé, il nous dédommagera: les tirailleurs et les zouaves enlevant le *Téniah de Mouzaia*. C'est le tableau, nous devons le dire, qui nous a fait le plus de plaisir: c'est vraiment une charge à la baïonnette, comme on sait si bien l'enlever en France. Officiers en tête, tout le monde se précipite en avant sur la redoute arabe; et, malgré son feu si bien nourri, qui doute, en voyant courir nos soldats, qu'elle ne soit immédiatement emportée? Venez voir, étrangers, et dites-nous si les enfants de la France ont dégénéré; il ne manque ici que le *vive la nation* de 1792, ce sont toujours les mêmes hommes, il n'y a qu'en France où les peintres sachent faire de pareils tableaux, et les soldats fournir de pareils sujets.

C'est sous son influence que nous elorons cette rapide course dans le Salon. Nous aurons sans doute froissé quelque amour-propre; mais personne, nous le croyons, ne pourra nous accuser d'avoir prononcé en mauvais patriotes ou en malhonnêtes gens. Si nos camarades peuvent en trouver le temps, nous les engageons à aller aussi à l'exposition, et à juger hardiment au nom de la morale; ils pourront y puiser quelques enseignements utiles, et en rapporter quelques bons sentiments.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVÔT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIER, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraais, 47 ; chez GÉRUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

MOYEN DE COMMENCER IMMÉDIATEMENT L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Nous n'avons pas fondé ce journal pour nous donner la vaine satisfaction de jouer à l'homme de lettres ; nous n'oublions pas que l'outil vaut mieux à notre main que la plume ; cependant nous seuls pouvions dire ce que *L'Atelier* a dit, et mener à bien l'entreprise commencée. La grande presse fait son œuvre comme elle l'entend : elle s'est bornée jusqu'à ce jour, pour ce qui regarde la classe ouvrière, à proclamer la nécessité d'organiser le travail ; il nous restait à en indiquer le moyen, c'est-à-dire à choisir parmi les théories connues, la plus convenable, et ensuite à la répandre parmi les travailleurs, en les invitant à la mettre en pratique aussitôt que la chose serait possible.

Le projet que nous avons publié dans notre journal (1) ne nous appartient point en propre ; nous l'avons choisi, parce qu'il nous a semblé réunir toutes les conditions désirables dans notre position actuelle. D'ailleurs, son application ayant été reconnue possible par des faits, et la preuve de sa fécondité nous étant acquise par l'expérience, nous lui avons donné la plus grande publicité possible, en recommandant vivement à nos lecteurs de le méditer avec le plus grand soin.

Mais nous n'avons en cela rempli que la partie la plus facile de notre tâche. L'idée étant posée, nous avons hâte de laisser la théorie pour la pratique. Depuis assez long-temps on fait des projets ; le moment est venu de faire enfin des actes. En nous faisant journalistes, nous n'avons eu d'autre but que de solliciter sans relâche l'organisation positive du travail, et d'y contribuer de tout notre pouvoir. Nous annonçons donc qu'il est un moyen de commencer dès aujourd'hui l'application de nos projets. Cela ne pourra se faire que sur une petite échelle, il est vrai, mais qu'importe ! ce sera toujours un exemple, et, si l'exemple est bon, l'imitation viendra bien vite.

Il s'agit de fonder de suite de petites sociétés commerciales ou associations industrielles entre ouvriers, d'après le plan publié dans *L'Atelier* ; ou plutôt, il s'agit tout simplement de fournir quelques instruments de travail aux ouvriers qui sont disposés à s'associer.

L'association que nous voulons instituer est bien facile à comprendre : elle ne peut se faire qu'entre ouvriers d'une même profession, et qu'entre gens qui s'estiment et se connaissent parfaitement.

La condition essentielle de ces sociétés, c'est qu'elles doivent consacrer une certaine partie des bénéfices qu'elles feront, le cinquième, par exemple, à fonder et accroître un fonds social qui n'appartienne à personne qu'à la société elle-même, et qui donne ainsi à celle-ci le moyen et l'obligation de s'adjoindre de nouveaux membres, sans qu'il soit exigé d'eux aucune mise de fonds.

Si l'on comprend bien la portée de cette condition, on comprendra aussi que pour qu'elle portât des fruits, il faudrait que la durée de la société fût illimitée, et son capital inaliénable. C'est aussi ce que nous voudrions. Nous réclamerons donc avec instance une disposition légale qui permette aux associations de posséder un fonds inaliénable, comme cela est permis actuellement, par simple ordonnance, aux académies, hôpitaux, sociétés de secours mutuels, etc. Chaque association pourrait ainsi accroître indéfiniment sa puissance, et absorber en elle, dans un temps plus ou moins éloigné, tous les ouvriers d'une même profession. Si le pouvoir prenait ensuite la haute direction de ces associations, la réforme ainsi que l'unité industrielle seraient opérées du même coup.

Mais nous sommes bien loin de là. Cependant, comme il faut prévoir, on stipulera au Contrat social qu'il sera fait une réserve prélevée sur les bénéfices annuels, et que, si la loi n'est pas modifiée à l'expiration du temps fixé pour la durée de la Société, cette réserve sera consacrée à la fondation d'une salle d'asile pour l'enfance. Nous voulons, avant tout, faire œuvre de prévoyance, et, si la loi nous ferme la voie d'une large organisation, il nous est bien permis de renoncer à une partie du fruit de notre travail en faveur de l'asile où l'on garde les enfants des ouvriers. Dans tous les cas donc nos Sociétés doivent avoir un fonds non divisible entre les associés, et destiné au soulagement de la classe ouvrière en général.

Tel est, en quelques mots, notre projet ; mais, pour que des ouvriers puissent fonder des Sociétés industrielles, il faut de l'argent ou du crédit ; pour qu'on leur impose le devoir de renoncer à une partie des bénéfices, si petite qu'elle soit, il faut qu'ils trouvent une compensation quelconque en entrant dans l'association. Là est la difficulté ; cependant il n'est pas impossible de la vaincre, et nous espérons bien y parvenir. C'est de l'argent qu'il faut à ces Sociétés ; de l'argent à leur prêter pour commencer leurs opérations, et de l'argent à leur donner pour commencer le capital de prévoyance. D'une manière ou d'une autre, il faut leur venir en aide ; car, dans ce temps-ci, où le crédit n'existe plus, où l'on ne prête que sur gages, quelles garanties de pauvres ouvriers pourraient-ils offrir aux capitalistes ? Aucune, assurément. Il faut donc

(1) Numéro 5, 6, 7.

chercher un moyen de créer le commencement des garanties matérielles que les Sociétés pourraient offrir pour obtenir du crédit.

Ce moyen, nous l'avons trouvé, le voici : Nous faisons appel à tout le monde, sans distinction, aux riches comme aux pauvres ; à ceux qui déplorent aussi bien qu'à ceux qui partagent les souffrances de la classe ouvrière. Nous dirons aux uns de s'abstenir de quelques plaisirs, aux autres de prendre un peu sur leur nécessaire pour concourir avec nous à fonder l'institution que nous projetons, et la difficulté sera levée. C'est une souscription que nous proposons ; elle est déjà commencée parmi les fondateurs de *l'Atelier*, et nous espérons qu'elle se généralisera parmi les ouvriers ; car c'est à eux surtout qu'il appartient de montrer de la bonne volonté pour réaliser l'Association ; leurs enfants en profiteront. Quant aux riches, il n'est pas nécessaire de dire tout ce qu'ils doivent à la classe ouvrière ; c'est ici l'occasion de prouver leur gratitude.

Le produit de la souscription sera déposé entre les mains d'un banquier, et sera donné par portions aux ouvriers qui seront prêts à s'associer industriellement. Les ouvriers rédacteurs de *l'Atelier* se réservent le droit de fixer la somme à accorder et le droit de refus, dans le cas où les associés ne réuniraient pas les qualités morales qui sont exigées ; car, sur ce point, on ne saurait être trop sévère.

Maintenant, on demandera peut-être qui nous sommes pour prendre une telle initiative. Notre réponse sera simple : Plus que personne, nous connaissons la misère des ouvriers par notre expérience personnelle, par nos relations ; plus que personne aussi nous pouvions répandre le moyen de les guérir ; et, enfin, plus qu'à personne, il nous appartient de chercher à appliquer le remède au mal qui mine la classe ouvrière, et qui est tel, qu'il trouble la quiétude des égoïstes, comme il remplit d'affliction les hommes honnêtes et clairvoyants. On demandera peut-être aussi à quelle doctrine nous nous rattachons ; car il y a tant et de si singuliers systèmes sociaux, que nul ne peut publier une pensée d'amélioration sans être exposé immédiatement à se voir rangé dans quelque une des sectes dont les projets sont plus ou moins goûtés du public. En devançant cette question, nous dirons que nous n'avons d'autre ambition que de rester Français, et d'autre doctrine morale que la doctrine qui fit en tout temps la force et la grandeur de la France. Si quelque chose pouvait nous distinguer, ce serait de vouloir une application plus rigoureuse de cette morale qui est notre loi absolue ; et si, personnellement, nous sommes au-dessous de ce qu'elle commande, au moins devra-t-on reconnaître, en lisant *l'Atelier*, que nous nous efforçons de nous y conformer.

Nous avons la conviction de remplir un devoir ; mais nous prévoyons que la méfiance se fera une arme de notre condition obscure. Quelques-uns penseront certainement que nous agissons en vue de notre intérêt particulier ; car, manque-t-on jamais de prétexte pour s'exempter de remplir un devoir ? Que ces personnes donc se rassurent : d'abord, aucun de ceux qui organisent la souscription ne fera partie des Associations. Ensuite, nous invitons les personnes qui n'auraient point confiance en nous à se charger elles-mêmes de recueillir les dons, et, en y ajoutant le leur, de fonder la Société sur le modèle que nous avons indiqué ; nous en serons très-reconnaissants. Notre reconnaissance ne fera pas défaut non plus aux personnes qui ne se borneraient pas à souscrire, et qui voudraient bien encore nous aider de leurs conseils.

Nous répétons que nous voulons faire une œuvre de nécessité, de prévoyance et de haute moralité. Si nous regrettons quelque chose, c'est de n'avoir point l'autorité nécessaire pour une tâche si délicate et si difficile. Mais nous sommes bien déterminés à faire

tous les efforts pour réussir à créer en industrie des exemples à imiter.

L'œuvre que nous entreprenons devrait être commencée depuis long-temps par ceux qui ont le pouvoir en main ; mais il n'en est rien, et nous nous estimerons fort heureux si l'on nous laisse la faculté de remplir ce devoir. Quoi qu'il advienne, nous déclarons que nous ne voulons rien faire qui soit contraire à la loi ; et, s'il arrivait qu'une volonté plus forte que la nôtre nous forçât à renoncer à notre projet, l'argent de la souscription serait confié à l'administration municipale, pour être employé, comme le fonds de réserve des Sociétés, à la fondation d'une nouvelle salle d'asile dans un quartier pauvre de Paris.

Nous terminerons par une dernière réflexion : La question que nous touchons ici est certainement la plus grave de toutes celles que l'on agite depuis 1830 : tous les hommes que l'égoïsme n'a point aveuglés doivent reconnaître l'absolue nécessité de réglementer l'industrie, d'organiser le travail ; car la misère des ouvriers va toujours en croissant, et l'inquiétude de l'avenir ajoute encore aux douleurs présentes. Il faut vivre parmi nous pour entendre les malédictions qui s'échappent journellement de la bouche des travailleurs contre le déplorable système industriel qui les livre à la merci des entrepreneurs, lesquels leur font supporter les plus fâcheuses conséquences de la concurrence illimitée. La voie que nous ouvrons peut modifier pacifiquement cet état de choses. Que ceux donc qui ont le pouvoir en main y réfléchissent longuement ; s'ils doutent de nos intentions, qu'ils fassent eux-mêmes notre œuvre ; mais qu'ils ne viennent point nous ôter imprudemment le seul moyen que nous connaissions d'opérer pacifiquement l'organisation du travail, car vouloir nous enfermer fatalement dans un cercle où nous ne pouvons vivre, c'est nous pousser au désespoir, et à toutes les extrémités qui en sont la conséquence.....

La liste des souscripteurs sera publiée tous les mois dans le journal *l'Atelier*, ainsi que l'emploi des fonds.

On souscrit au bureau de *l'Atelier* ; nous indiquerons plus tard les journaux qui voudront bien s'associer à notre entreprise, et recevoir les souscriptions.

Les souscripteurs sont invités à donner leur nom ou leur qualité, afin qu'ils puissent se reconnaître sur la liste publiée. La souscription est permanente. La première liste paraîtra avec le numéro de mai.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE.

Toutes les fois que les hommes de réaction qui nous gouvernent ont besoin d'une mesure nouvelle pour étayer l'équilibre de leur politique contre-révolutionnaire, ils ne connaissent aucun obstacle. De nouvelles lois paraissent-elles nécessaires au système qu'ils nous imposent ? donnant immédiatement à la Charte l'interprétation qui leur convient, les projets sortent soudainement de leurs cerveaux.

Pendant combien de temps sommes-nous encore destinés à subir la comédie de ces apostats, qui, après s'être fait, pour arriver au pouvoir, un marche-pied de la politique révolutionnaire et nationale, portent désormais sur leur bannière ce funeste programme : Obéissance aux injonctions de l'étranger, satisfaction exclusive aux intérêts d'une nouvelle aristocratie, leurre et déception pour le peuple ? La Charte de 1830, si chèrement conquise, mais déloyalement interprétée par ceux qui disposent aujourd'hui de la force, doit-elle donc être entre leurs mains un instrument de privilège pour eux et de servitude pour le peuple ?

Depuis dix ans, cette Charte porte que la liberté individuelle est garantie (1), et, depuis dix ans, nos codes attendent la loi qui réalise cette garantie en l'expliquant. La chose est-elle donc de si mince importance, pour qu'il faille lui préférer des intérêts secondaires ou de scandaleuses disputes de portefeuilles ?

(1) L'article 4 de la Charte dit, en parlant des citoyens : « Leur liberté indivi-

En détruisant la Bastille, et, par suite de cette victoire, en décrétant la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, d'où sortit la constitution tout entière; en usant une seconde fois, quarante ans plus tard, du droit de résistance à l'oppression, par l'insurrection qui a renversé Charles X; en luttant enfin pendant un demi-siècle pour le règne des principes de justice et de liberté, les citoyens doivent avoir d'autres garanties pour leur liberté individuelle que de n'être plus entièrement oubliés dans les cachots.

La Charte actuelle, fruit de l'insurrection populaire et légitime de 1830, promet textuellement et, sans réserve aucune, la garantie de cette liberté, de même que la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, fruit de l'insurrection populaire et légitime de 1789, promet une constitution. Le peuple de 1789 a voulu que la *Déclaration des droits* s'accomplît, et une constitution fut proclamée, malgré l'ardente conspiration de la cour, des ministres et de l'aristocratie de cette époque. Le peuple de 1830, malgré le despotisme des dix dernières années, n'a pas perdu le souvenir des assurances qui lui ont été données au moment de sa victoire, alors qu'il avait encore les armes à la main; lui aussi veut l'exécution des promesses qu'il a reçues, et heureusement il lui reste encore les moyens de l'obtenir par la faculté que la loi accorde à tous les citoyens d'user du droit de pétition. Il faut user de ce droit, et il faut le faire avec d'autant plus d'empressement, que les secrètes influences du pouvoir, et ses hostilités flagrantes contre les réunions de réformistes, ne sont pas encore parvenues à paralyser les moyens de recueillir les signatures. C'est seulement après la prise en considération de la pétition réformiste, qui, pour être féconde en résultats, exige d'être couverte de noms par millions, que le peuple pourra voir s'arrêter la marche rapide de ses maux, et toucher bientôt aux améliorations premières. L'expérience nous le démontre : c'est seulement après l'accomplissement de la réforme électorale que cessera d'être faussée l'application de ces principes fondamentaux : *Tous les Français sont égaux devant la loi* (1), *leur liberté individuelle est garantie* (2).

Les travailleurs doivent bien se pénétrer que, sans la réalité de la liberté individuelle, leur position précaire ne fera qu'empirer, parce que, dans le cas de résistance légale qu'ils pourront opposer aux coups dirigés contre leurs intérêts, si cette résistance inquiète le pouvoir, les gouvernants ont à leur disposition la détention préventive, cause de terreur, de ruine et de misère pour les hommes qui ne peuvent sacrifier ni temps ni argent; nouveau genre d'inquisition dont ce pouvoir, dans l'effroi que lui inspirent les masses qui souffrent de plus en plus, se fait un moyen de gouvernement en rendant fallacieuse l'une des plus importantes promesses de la Charte. Sans la réalité de la liberté individuelle, il faudrait désespérer de l'organisation du travail, dont le besoin se fait tous les jours sentir d'une manière si pressante; parce que la grande mission de recueillir et d'exposer officiellement les éléments de cette immense amélioration sociale resterait toujours confiée à ces quelques économistes incompetents ou de mauvaise foi que le pouvoir tient à ses gages, plutôt qu'à l'arbitrage contradictoire d'hommes spéciaux et indépendants, dont l'enquête sûre et loyale est la seule qui puisse conduire à une solution équitable. Sans la réalité de la liberté individuelle, il faudrait aussi désespérer de voir se développer l'esprit de patriotisme, dont l'existence est si essentiellement liée à toutes les autres conditions qui doivent assurer la prospérité générale de notre pays; parce que les manifestations inspirées par cet esprit déplaisent à l'étranger; parce que les ministres placés à la tête de nos affaires sont les hommes de l'étranger, et qu'ils savent rendre impossibles ou infructueuses ces manifestations légales chaque fois que l'étranger porte un nouveau coup à nos intérêts matériels et à notre dignité nationale. Sans la réalité de la liberté individuelle, il faut s'attendre à voir bientôt disparaître le peu qui reste de la liberté de la presse, parce que la presse signale tous les jours au pays les abus, les trahisons et les lâchetés qui

compromettent sa prospérité et son avenir; parce que la presse est le seul organe des hommes que le régime du privilège et de l'exploitation a rendus les parias de la société. En face des déceptions essuyées depuis dix ans, nous ne saurions donc trop le réitérer, ce n'est plus qu'au moyen de la réforme électorale, qui renferme toutes les autres réformes, que les citoyens peuvent obtenir la garantie promise à leur liberté individuelle (1). Et, combien cette liberté, si chère à tous, ne doit-elle pas être plus précieuse encore pour les travailleurs, dont l'unique moyen d'existence se fonde sur un travail incertain, sur un salaire presque toujours insuffisant, et que l'hostilité d'un maître, le plus facile abus de pouvoir, la moindre erreur de police, peuvent tout-à-coup leur ravir sans dédommagement aucun. Les travailleurs, et les autres citoyens les plus lésés par les atteintes auxquelles est exposée la liberté individuelle, forment l'immense majorité de la nation. Pendant qu'il en est encore temps; pendant que des coups d'État, auxquels on ne peut répondre que par des coups de révolution, ne peuvent être portés, c'est à cette majorité de ne plus différer à signer la réforme. C'est seulement par l'expression si imposante d'un pareil vœu, que le gouvernement de la France sera délivré des intrigants et des réacteurs de tous les régimes. C'est seulement alors que les principes de souveraineté populaire et nationale, consacrés par la Charte de 1830, recevront leur entière application, et verront se développer leurs libres conséquences.

DU PROJET DE LOI SUR LE RECRUTEMENT.

Quand nos gouvernants, poussés dans leurs derniers retranchements par l'opinion publique, se voient obligés de prendre des mesures quelconques ou de détruire un abus, on est toujours sûr de les voir exploiter cette situation au profit de leurs doctrines rétrogrades et despotiques. Chaque pas qu'on semble ainsi faire dans le progrès est en réalité un retour vers un passé, qui n'est certes pas celui de la révolution, mais qui tend de plus en plus aux doctrines gouvernementales de l'époque de Louis XV et de madame de Pompadour.

Il est utile de rappeler en peu de mots comment se formaient en France les armées destinées à la défendre, et à porter au loin les doctrines dont elle s'est faite le représentant. Dans les premiers temps de la monarchie, aux nobles seuls appartenait le devoir de porter les armes. C'était l'antique droit de la caste patricienne. Lors de l'organisation des communes, un des premiers droits réclamés par les serfs nouvellement affranchis, fut de porter aussi ces armes dont les nobles avaient eu jusqu'alors le privilège exclusif, et de concourir désormais à la défense de la patrie et des institutions. L'armée se trouva donc composée de nobles et de bourgeois. Plus tard, pour servir le despotisme, des troupes étrangères firent, moyennant un ignoble salaire, les affaires de celui qui les employait : elles constituèrent souvent une bonne partie de l'armée active, appartenant tantôt aux rois, tantôt aux nobles rebelles.

Vers les derniers temps de la monarchie, le métier des armes ne fut plus un honneur, mais un devoir coûteux, gênant et dangereux, dont on voulut se dispenser; l'armée fut composée de pauvres paysans et ouvriers enrôlés pour une certaine somme, par des *racoleurs*. Ces malheureux étaient soldats toute leur vie : sans espoir de rentrer un jour dans la vie civile, ils se pliaient, avec le temps, sous une rigoureuse discipline, au point d'être devenus de véritables machines, prêts à servir celui qui les payait, quoi qu'on pût exiger d'eux.

La révolution française se trouva heureusement en face d'une armée peu nombreuse et mal organisée. Paris, prenant l'initiative, n'eut pour adversaires que les Suisses; car les gardes-françaises, habitant toujours Paris et Versailles ou leurs environs, s'identifièrent peu à peu, par le contact, avec les idées révolutionnaires, et servirent courageusement la cause du peuple. On sait que le 10 août vit la défaite et le renvoi des troupes étrangères, que, plus tard, la Restauration devait rappeler pour leur faire subir le même sort.

Lorsque la révolution appela aux armes, pour la défense nationale, tous les citoyens français sans distinction, on ne pouvait alors

« duelle est également garantie, personne ne pouvant être poursuivi ni arrêté » que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit. — Rien ici ni ailleurs n'étant spécifié concernant la captivité préventive, il est donc indispensable qu'une loi réglant ces formalités protectrices vienne remplacer l'arbitraire dont nous nous plaignons. Tant que durera son absence, le pouvoir exécutif pourra violer l'esprit de cet article, comme nous le voyons si fréquemment par la manière dont il abuse de l'application de la détention préventive.

(1) Charte de 1830, art. 1^{er}.

(2) *Id.*, art. 4.

(4) La police n'emprisonne-t-elle pas périodiquement un certain nombre de citoyens, qu'elle relâche au bout d'un certain temps, sans autre raison ni forme de procès. Les *Mémoires* de M. Giquet n'ont-ils pas convaincu le public à cet égard? M. Giquet ne se contente pas de cet aveu, il le justifie! Est-ce là la garantie promise par la Charte? N'est-ce pas, au contraire, le rétablissement des lettres de cachet?

envoyer un prolétaire, à prix d'argent, se faire tuer à sa place. Chacun sentait, à cette époque, qu'il remplissait un de ces devoirs pour lesquels il n'est pas de substitution possible, et que la vie d'un homme ne peut ni s'estimer ni se vendre. Quand, plus tard, lorsque la révolution fut enchaînée, on organisa la conscription, il fut permis de se faire remplacer à prix d'argent : à partir de ce moment, l'état militaire redevint une charge, un devoir pénible dont on se délivra autant que possible ; la classe moyenne en masse *acheta* des remplaçants, qu'aux époques de guerre elle payait fort cher. La Restauration abolit le mot de *conscription* ; elle conserva la chose, qu'elle appela *recrutement*.

La Restauration avait, comme ceux qui nous gouvernent, des projets de compression et de despotisme qu'elle tenta, comme on sait, de mettre à exécution. Pour servir ses vues, elle sentait bien qu'il ne lui fallait pas une armée composée de citoyens sortis des rangs du peuple, et y retournant après un certain temps de service ; elle prévoyait bien que, puisque tous les ans un septième de l'armée, composé de nouveaux citoyens enrôlés, venait retremper ses sympathies populaires, et y introduire de nouveaux éléments démocratiques, il lui serait fort difficile de l'employer contre le peuple ; elle imagina de ne former l'armée que d'enrôlés volontaires, qu'elle espérait trouver dans l'écume des populations, parmi les gens débauchés, perdus de dettes, ou compromis dans des affaires d'improbité ; de ces gens-là elle aurait fait ce qu'elle aurait voulu. Heureusement, le nombre des enrôlés fut si petit, qu'elle fut obligée de recourir à l'ancien mode. Mais, pour se dédommager, elle enrôla des troupes suisses, avec lesquelles elle augmenta sa garde royale, et forma ainsi un corps d'élite, composé de militaires choisis, qui n'avaient plus d'autre avenir que la carrière militaire. Cette armée céda cependant devant une escarmouche populaire, car la véritable armée, la troupe de ligne, était toujours peuple, et se l'était rappelé.

Voici maintenant que nos gouvernants veulent faire exactement ce que voulait faire la Restauration.

Ils ne peuvent, on le conçoit, appeler des troupes étrangères ; la charte le défend. Mais ils ont ressuscité la garde royale sous le nom de *garde municipale*, qu'ils ont composée de militaires consommés dans le service, et disposés à y rester. Ils leur ont accordé une haute paye ; ils ont rendu leur position aussi séduisante que possible, afin de cacher ce qu'elle a de *désagréable* et de pénible. D'un autre côté, on a rendu ces soldats les auxiliaires de la police et de ses brutalités, afin de les faire prendre en haine aux citoyens, et d'exciter entre eux et nous une animosité dont on espère profiter. Voilà où en sont les choses. Mais l'expérience du passé est là, et elle inquiète les faiseurs de coups-d'État. L'armée et la garde nationale sont deux garanties pour la cause populaire. La garde nationale, on la divise, on la fractionne ; on suspend les chefs patriotes. On ne la dissoudra pas, parce qu'on ne veut pas faire comme la Restauration ; si l'on hérite de ses projets, on ne veut pas imiter ses bêtises.

Reste l'armée. — Depuis long-temps l'opinion publique s'élève contre cet ignoble trafic qu'on nomme le remplacement ; où des citoyens français sont achetés, nourris et engraisés par des compagnies pour être ensuite revendus à notre aristocratie de comptoir, qui se dispensera ainsi d'aller verser son sang en Afrique pour la cause nationale. La rumeur est grande : ce hideux commerce s'ébranle sur ses bases : nos ministres saisissent habilement le prétexte, et ils proposent qu'à l'avenir les compagnies de remplacement soient abolies ; ils laissent pressentir que le gouvernement se chargerait d'y suppléer, en engageant tous les militaires qui voudraient se consacrer *exclusivement* au service, à remplacer, moyennant un prix débattu, ces messieurs de la bourgeoisie. Ce projet paraît magnifique ; tout le monde en est content, c'est-à-dire ceux qui ont à se faire remplacer ; mais voici cependant ce qui arrivera.

Le gouvernement, voulant devenir lui-même agent de remplacement, offre d'abord, par le projet de loi, de grands avantages au militaire qui veut rester sous les drapeaux toute sa vie. On fait en sa faveur exception à la règle qui veut que tout remplaçant sache lire et écrire. On lui permet de contracter un engagement comme remplaçant pendant sa dernière année de service ; on lui conserve son grade. Tous ces avantages tendent à faire de la carrière militaire un métier, comme du temps des *racoleurs* ; le gouvernement, ayant ainsi engagé beaucoup de militaires à remplacer, ils le pourront faire à meilleur marché que par le passé, et ainsi s'augmentera le nombre des remplaçants ; puis enfin, tous ces hommes qui se vendent actuellement, et qui sont

fournis en grande partie par nos provinces de l'Alsace et de la Lorraine, ne pouvant plus le faire, s'engageront volontairement, comptant bien qu'après leur temps de service, le projet de loi leur fournira enfin l'occasion qu'ils cherchaient de pouvoir remplacer à prix d'argent.

Conclusion : Si ce projet de loi passe, l'armée sera composée, à une certaine époque, de vieux soldats très-disciplinés, et pourra par cela même devenir, entre les mains du pouvoir, un docile instrument de despotisme. Mais le danger le plus réel, c'est que la loi nouvelle peut avoir pour résultat de démoraliser l'armée : celle-ci, en effet, a toujours méprisé les remplaçants ; les sous-officiers qui se vendaient perdaient leur grade pour prendre le rang du remplacé. Mais maintenant, nous dit-on, les grades seront conservés aux sous-officiers qui se vendront ; en sorte que, tout doucement, le mépris qui s'attachait aux *vendus* disparaîtra, et tous les soldats se feront à cette idée, que ce n'est pas pour la patrie qu'on est sous les drapeaux, mais pour de l'argent : on ne donnera plus son sang, on le vendra. Il eût été bien plus moral, si l'on ne voulait abolir tout-à-fait la faculté de se faire remplacer, de prélever un fort impôt sur les riches qui ne veulent point servir, et d'améliorer, avec ce produit, la condition des soldats en général. L'armée ne serait pas moins riche parce qu'il n'y aurait pas d'hommes vendus ; car alors on aurait plus de volontaires qu'il ne serait besoin, et la dignité militaire y gagnerait.

Mais cette dernière disposition, nous ne l'acceptons encore que comme pis-aller ; la fonction militaire est un devoir rigoureux dont on ne devrait jamais pouvoir s'exempter, et nous ne cesserons de réclamer avec la plus grande énergie, tant que la loi n'obligera pas les riches aussi bien que les pauvres à remplir leur devoir, ainsi que le veut la morale, et nous sommes les ennemis de tout ce qui lui est contraire.

NOURRITURE DU PEUPLE.

DROITS D'IMPORTATION ET D'OCTROI SUR LES BESTIAUX FRANÇAIS ET ÉTRANGERS.

Les forces de l'homme s'épuisent vite quand il est soumis à un travail pénible et continu ; aussi a-t-il alors besoin d'une nourriture abondante et fortifiante, en France et dans les contrées du nord surtout. Les Napolitains et les autres peuples méridionaux, travaillant peu, sous un ciel toujours ardent, se nourrissent de fruits et de légumes en petite quantité ; cela leur suffit. Mais, dans nos climats plus froids et dans d'autres conditions de travail, une telle nourriture ne peut nous convenir ; l'usage de la viande devient indispensable.

Et puisque le travail est devenu une espèce d'esclavage, ceux qui en reçoivent tout le bénéfice devraient bien au moins nous laisser des aliments sains et abondants, assez seulement pour nous permettre d'accomplir la tâche que nous impose la nécessité ; mais il n'en est point ainsi. Pour parler de Paris seulement, où les statistiques sont exactes depuis 1789, il faut remarquer que la consommation de la viande de boucherie faite par chaque individu a diminué de 20 kilogrammes depuis cette époque jusqu'en 1836. Cependant, comme le travail de chaque homme a considérablement augmenté, cette diminution dans la consommation est à la fois la preuve, le résultat et la source de grandes misères causées par les mauvaises administrations qui ont pesé sur nous. Voici un extrait des documents officiels de la préfecture de la Seine :

En 1789, la consommation annuelle de chaque Parisien était, en viande, de	77 kilogrammes.
En 1823, de	63
En 1836, de	57

et, depuis cette dernière année, elle a certainement encore diminué, et l'élévation continuelle du prix de la viande dont chacun se plaint actuellement, ne fera qu'aggraver un désordre si grand.

Et cette diminution par individu retombe tout entière sur les ouvriers ; car les riches s'inquiètent peu du prix de leur nourriture, qui d'ailleurs s'est considérablement améliorée depuis 1789, tant par l'extension de notre commerce à l'étranger, que par l'abolition des vieilles lois féodales sur la chasse et la pêche. Seuls, en effet, les riches mangent le gibier, la venaison, les poissons et les produits nour-

rissants des pays étrangers; le peuple, au contraire, voit chaque jour ses forces s'épuiser davantage par l'accroissement de son travail, et l'élévation du prix des denrées nécessaires à la vie. Et cependant, si notre nourriture devenait meilleure, nous ne serions pas les seuls à y gagner, nous travaillerions plus et mieux; car, ainsi que l'a dit un de ces infâmes économistes anglais, l'ouvrier qui se nourrit de viande produit plus que celui qui en est privé. L'État gagnerait aussi à un tel changement, puisqu'il est menacé de ne plus trouver de soldats parmi les ouvriers des villes manufacturières, trop mal nourris, et, partant, trop faibles.

Il n'y a pas un fabricant assez stupide pour négliger les dépenses d'entretien de ses machines, et pas un assez humain pour s'inquiéter de la nourriture de ses ouvriers, qui sont pourtant les plus puissants instruments de travail; il faut donc que le pouvoir s'en occupe bon gré mal gré.

En Angleterre, en Allemagne, le peuple se nourrit mieux qu'en France: de ce côté-ci du Rhin, la viande vaut de 50 à 70 centimes le demi-kilogramme, et de l'autre côté du Rhin, 15 à 25 centimes. Pourquoi, dira-t-on, ne pas amener en France des bestiaux de ces pays? Parce que nos hommes d'État, qui craignent plus une introduction de bœufs étrangers qu'une invasion de Cosaques (1), font seuls les lois!

C'est ici le lieu d'examiner en peu de mots notre système de douanes.

Lorsque la révolution commença, la France eut besoin d'appeler dans ses armées une foule de cultivateurs, un grand nombre encore vint dans les villes fabriquer tout ce qui était nécessaire à une nation en lutte avec toutes les autres, et cela, au détriment de l'agriculture. Cet état de choses ne fit que s'accroître sous l'empire. Quand vint la Restauration, on maintint la prohibition sur un grand nombre de produits des pays étrangers; ceux qui ne furent pas prohibés ne purent entrer qu'en acquittant des droits onéreux. Ce système fut établi pour mettre une foule d'industries inutiles ou sans force à même de lutter contre la concurrence étrangère. Ce qu'on accordait à l'industrie le fut à l'agriculture: sous le prétexte d'encourager les éleveurs et les nourrisseurs de bestiaux, on ne permit d'introduire ceux venant de l'étranger qu'en payant un droit élevé et fixé par tête; ce qui força à payer aussi cher pour un bœuf de 500 kil. que pour un de 600! Et, comme si cette loi n'était pas assez désastreuse pour les ouvriers des villes et des campagnes, on remit en vigueur les droits d'octroi établis au profit des villes, fortifiant ainsi l'un des crimes du gouvernement impérial, qui avait créé cette espèce de douane intérieure, dont, quelques années auparavant, la Révolution avait purgé la France, en même temps qu'elle la délivrait du monopole du sel.

Nous savons bien que des impôts sont nécessaires à tout gouvernement; mais ces impôts doivent toujours être modérés, et ne jamais frapper les objets de première nécessité. Un autre jour nous reviendrons sur cette question.

Si la France pouvait se suffire pour sa consommation de viande, nous n'irions point demander qu'on en fit venir du dehors; mais, puisqu'il est malheureusement prouvé que notre agriculture ne peut, dans l'état présent, nous approvisionner suffisamment, faisons donc venir d'ailleurs ce qui nous est réellement indispensable.

Mais, dira-t-on, les marchands, achetant à l'étranger à meilleur marché qu'en France, ne demanderaient plus à nos campagnes les bestiaux qu'elles élèvent, et elles seraient alors forcées de n'en plus nourrir; ce qui causerait un dommage infini à notre agriculture, et mettrait à jamais la France sous la dépendance de ses voisins pour sa nourriture. Nous allons montrer combien est faux ce raisonnement.

D'abord, l'État ne serait pas obligé de laisser introduire en France tous les bestiaux que la spéculation et l'agiotage pourraient présenter à nos frontières. Ne serait-il pas facile de savoir combien de viande serait nécessaire aux besoins de la population? La consommation du soldat pourrait servir de règle à cet égard; le soldat, fatiguant moins que l'ouvrier, et ayant besoin, par conséquent, d'une moindre quantité d'aliments, représenterait bien la moyenne réelle d'une population composée d'hommes, d'enfants, de femmes et de vieillards. Connaissant ainsi la quantité de viande nécessaire à la population, sachant en outre ce que nos éleveurs pourraient fournir de bestiaux, on ne demanderait à l'étranger que la différence entre notre consommation et notre production.

L'on examinerait alors s'il vaudrait mieux que l'État se chargeât

des achats à l'étranger, ou qu'il en laissât le soin à des compagnies spéciales ou bien encore à la libre concurrence. Le premier mode nous semble le meilleur; mais, dans tous les cas, le gouvernement devrait toujours exercer la plus grande surveillance sur la qualité, la quantité et l'opportunité de l'introduction en France, de même que sur les prix d'achat et de vente.

Il resterait à voir si cette introduction devrait avoir lieu par tous les points de nos frontières, ou bien seulement par quelques-uns désignés par l'administration. La taxe à imposer, si taxe on maintenait, devrait alors avoir pour but de soulager directement et d'une manière efficace nos agriculteurs, en ayant soin toutefois de fixer cette taxe pour un temps limité et décroissant successivement à mesure que nos nourrisseurs pourraient augmenter leurs livraisons. En tout cas, les droits d'importation devraient toujours être faibles: il est bien entendu que les animaux destinés à améliorer les races françaises, loin de payer aucun droit d'importation, devraient recevoir une prime, et que ceux destinés à être engraisés en France devraient entrer en franchise, puisque leur introduction serait un bénéfice réel pour notre agriculture.

Voilà ce que fera un gouvernement populaire, quand la France en aura un; car, pour le nôtre, ses actes nous forcent à croire qu'il n'y a rien de bon pour nous à en attendre, en quoi que ce soit.

Un gouvernement démocratique ne se contenterait pas de modifier ainsi les lois sur l'importation des bestiaux étrangers, il abolirait complètement les droits d'octroi à l'intérieur, droits onéreux au consommateur et à l'agriculture, et dont le produit, pour l'État, ne vaut certainement pas les améliorations qu'il empêche, et surtout les privations nuisibles qu'il impose à la grande majorité des citoyens.

Après avoir vu ce qu'on devrait faire, examinons ce qu'on fait.

Ainsi que nous l'avons dit, un droit onéreux est imposé par tête; de sorte que, pour faire entrer un bœuf, on paye toujours un prix élevé, qu'il pèse peu ou beaucoup. Il en résulte que les marchands préfèrent acheter des bêtes de haute taille, quoique leur chair soit moins nourrissante que celle des bestiaux plus petits.

Cet abus, si grave pour l'importation étrangère, n'est pas moins nuisible, appliqué à la circulation à l'intérieur des bestiaux indigènes. Le prix d'octroi, fixé par tête, empêche beaucoup de nos départements de vendre à Paris et dans les grandes villes leurs bœufs qui sont de petite taille, quoique donnant une viande de bonne qualité.

Dans la dernière session, une pétition, rédigée par les bouchers de la ville de Paris, demandait que le droit, au lieu de se prélever par tête, le fût au poids; cette pétition fut rejetée par la Chambre. C'est dans cette séance qu'un député bien connu, chargé aujourd'hui de préparer l'évacuation de l'Algérie, s'écria que le peuple allait aux barrières se repaître d'une viande qui n'avait pas payé d'entrée. Paroles pleines d'une haine et d'un mépris dont il aura un jour à rendre compte, ne fût-ce que devant Dieu.

Le 12 février dernier, la députation du département du Var a demandé que les droits d'entrée sur les bœufs, vaches, taureaux, veaux, etc., fussent de 10 centimes par kilogramme du poids brut de ces animaux sur pied; sans toutefois que le droit à prélever par tête pût jamais excéder celui fixé par les lois actuelles. Quelque modérée que fût cette demande, la Chambre ne l'en a pas moins rejetée.

En ce moment encore, les syndicats des bouchers de la ville de Paris demandent l'entrée en franchise des bœufs maigres, afin que l'agriculteur qui engraisse, s'approvisionnant à meilleur marché, les bouchers puissent acheter et vendre à des prix plus modérés. Quoique cette pétition demande moins encore que les précédentes, nous avons tout lieu de croire qu'elle sera rejetée; car, sous le régime actuel, on ne sait soutenir en France que les abus, les exactions et l'injustice.

Avant de terminer cet article, que le cadre de notre journal nous force de restreindre, nous voulons appeler l'attention publique sur une imprévoyance bien grande, dont les résultats deviennent chaque jour plus désastreux. En même temps que l'agriculture est favorisée par le fisc, afin qu'elle puisse élever plus de bestiaux, on laisse vendre chaque jour une immense quantité de veaux et d'agneaux que consomment les riches au détriment du peuple, mangeant ainsi en herbe le blé de tous. L'État, qui défend chaque année, à de certaines époques, la chasse et la pêche, dans la crainte de diminuer le gibier et le poisson, nourriture des riches, ne devrait-il pas, avec bien plus de raison et de justice, empêcher que l'on ne détruise ainsi

(1) M. Bugeaud, député d'Excideuil, grand propriétaire de bestiaux, etc.

les ressources de la nourriture du peuple? C'est une observation qu chacun comprendra, et que, par conséquent, nous n'avons pas besoin de développer longuement.

NOTA. Nous reviendrons le plus souvent que nous pourrons sur l'examen des questions alimentaires, qui sont de la plus haute importance pour chacun et pour tous.

Nous avons dit, dans un de nos précédents numéros, que nous invitions nos camarades à ne pas se laisser séduire par les prédications des fouriéristes ou phalanstériens. Nous disions que, selon nous, la théorie de Fourier n'était qu'une forme nouvelle de l'exploitation du travailleur par le capitaliste. Un journal de cette école, le *Nouveau-Monde*, nous accuse de juger sans connaître, et met à notre disposition les œuvres du maître, afin que nous puissions nous convaincre, dit-il, que Fourier est le seul novateur qui, après avoir exposé les misères des ouvriers, a su trouver le remède.

Nous n'avons pas attendu jusqu'ici pour examiner cette doctrine dans tous ses détails : nous avons suivi avec attention et intérêt son développement dans le journal *la Phalange* ; actuellement nous nous appuyerons sur le livre du maître pour prouver à nos amis que ce que nous avons avancé l'a été avec connaissance de cause.

Nous publierons incessamment une petite brochure dans laquelle nous examinerons la théorie fouriériste, sinon avec talent, du moins avec conscience et impartialité.

Ce qui vient à l'appui de notre opinion sur cette doctrine, c'est qu'une partie de ceux qui vivent des nombreux abus de notre organisation sociale commencent à favoriser la propagation de ces idées ; et que les vulgarisateurs de ces mêmes idées sont restés en dehors des luttes politiques, parce qu'ils espèrent amener un jour, par l'intérêt, le pouvoir à leurs vues ; ce qui ne nous paraît pas invraisemblable.

Nous sommes des premiers, au reste, à désirer que le pouvoir encourage les essais que veulent tenter les phalanstériens, afin que tout le monde puisse juger si ces messieurs ont, comme ils le prétendent, le don de combler l'abîme des révolutions, et de réaliser à la fois l'ordre, la justice et la liberté.

L'INTÉRÊT DE L'ARGENT EST UN IMPÔT PRÉLEVÉ PAR L'OISIVETÉ SUR LE TRAVAIL.

Qu'on nous permette de citer deux chiffres exacts, et d'en tirer les conséquences qui nous semblent s'élever, de la manière la plus grave et la plus évidente, contre l'ordre industriel que nous subissons.

Le 29 octobre 1840, la Banque de France, sur la présentation d'une somme de 894,804,060 fr. d'effets, a prélevé un intérêt, ou escompte, de 99,422 fr. 67 c.

Voici donc un capital qui, par le seul fait de sa présence en une seule main, produit en un jour, sans travail, le même gain que 100 travailleurs durant une année. Ce gain n'est-il pas prélevé sur la production et sur les bénéfices des producteurs?

Et qu'on ne vienne pas dire que la faculté d'escompter s'étend à toute l'industrie, et facilite les opérations des petits fabricants ; car nous répondrions que ceux-ci se trouvent livrés à toutes les exigences de l'usure particulière, la Banque n'escomptant que les effets de personnes parfaitement connues.

Si ensuite on daigne considérer que ces opérations se répètent, sur une échelle plus ou moins grande, à peu près 300 fois durant l'année, on sera contraint d'avouer que le capital, par son omnipotence absolue, prélève sur l'industrie un impôt énorme, et qui tend de jour en jour à s'augmenter.

Un de nos amis nous communique un article fort intéressant sur ces agents de placement qui exploitent si indignement les ouvriers à gages, et dont les garçons boulangers sont principalement victimes. On ne saurait trop flétrir et signaler les infâmes manœuvres dont cet article donne le récit ; on ne saurait trop aussi avertir les ouvriers de se mettre en garde contre cette espèce d'industriels de bas étage, qui augmentent encore, comme on va le voir, par leurs manœuvres, la désunion et la concurrence entre ouvriers, et conséquemment leur misère.

On sait comment s'effectuent la plupart de ces placements d'ouvriers. Une affiche superbe indique au malheureux travailleur qu'on

demande des ouvriers pour toutes les industries, des employés pour toutes sortes de places, moyennant une rétribution payée d'avance, et une seconde rétribution lorsqu'on est placé, en retenue sur les gages. D'autres placeurs parcourent les gargotes et embauchent des ouvriers de toute espèce, toujours moyennant rétribution, dont le minimum est d'environ 10 francs. Tant que l'ouvrier n'a pas payé ces 10 francs, le placeur veille sur lui avec toute l'attention d'un père, empêchant ses camarades de le distraire de sa besogne ; lorsqu'il a payé, la manœuvre change complètement : il donne de lui-même l'adresse de l'ouvrier à ceux qu'il connaît capables de lui faire manquer sa besogne ; il en résulte que le malheureux ouvrier perd sa place, au grand contentement du placeur, qui aime beaucoup, on le conçoit, les mutations fréquentes.

Le placeur est aussi en relation avec les maîtres, dont il exploite habilement la cupidité. — Vous avez là, dit-il, de triste ouvrage ! — Oh ! oui, répond le patron, toujours disposé au mécontentement, les ouvriers font bien peu d'attention ; pourtant on les paye bien. — Combien leur donnez-vous donc ? — 51 fr. 50 c. et 50 fr. — C'est trop, mon cher monsieur, c'est trop. Tenez, j'en ai chez moi, et de bons ouvriers, que je pourrais vous donner pour 28 fr. et 26 fr. 75 c. Je vous les garantis, et des hommes tranquilles ; essayez-en. » Le lendemain, les habitués de la boutique reçoivent un ordre de diminution auquel ils ne veulent pas consentir, et ils partent, trop heureux si on ne les accuse pas de coalition. Et l'infâme spéculateur livre au rabais des malheureux que le besoin obsède. Dès qu'il en a retiré son indigne fruit, il recommence, et perpétue à l'infini le nombre des victimes de son agiotage.

Quand il a bien flâté celui qui lui a rempli les poches, à quelque temps de là il court chez le patron où il l'avait placé, et, le métamorphosant tout-à-coup de capable en propre à rien, de sobre en ivrogne, de sage en débauché, il ne réussit que trop souvent à lui faire donner son compte.

Tout ceci est infâme, et cependant s'explique et se conçoit : les ouvriers, isolés et persistant dans cet isolement, deviennent la proie du premier qui veut les exploiter en leur servant d'intermédiaire auprès des bourgeois. Cet intermédiaire, vivant de placements, a intérêt à les multiplier, et à faire tout ce que nous venons de raconter. De toutes les spéculations, celles qui se font sur la misère et le besoin sont, sans contredit, les plus atroces et les plus révoltantes.

Conçoit-on qu'il est des professions entières qui gémissent sous le joug de cette exploitation, où le placeur est un tyran qui dispose à son gré de l'existence des individus. A quel degré d'isolement sont donc parvenus les ouvriers de ces métiers ? Ils portent bien durement la peine de leur égoïsme stupide.

A ces abus il y a un remède certain, c'est l'association, c'est le compagnonage, comme il est pratiqué dans diverses professions. Nous devons citer le bureau de placement des cordonniers, qui est établi par tous et pour tous, qui n'est ni une spéculation, ni l'œuvre d'une coterie, mais un établissement de sage prévoyance, dont la création doit être imitée par tous les corps d'état. Les ouvriers sont placés chez les patrons suivant l'ordre de leur inscription sur la liste des inoccupés ; de façon que chacun prend également et peut supporter plus facilement sa part des charges qu'on ne peut malheureusement empêcher sous notre détestable régime industriel.

Des démarches ont été faites par différents personnages auprès du ministre du commerce pour l'engager à établir enfin des prud'hommes dans les villes industrielles qui en sont privées.

Nous avons parlé dans le temps de la pétition des ouvriers de Nantes, qui repoussaient l'organisation actuelle de cette institution comme vicieuse, et en demandaient la révision. Nous nous y sommes joints dans l'article que nous avons publié sur ce sujet, et, si ce projet prend une tournure sérieuse, nous nous occuperons aussi de pétitionner activement. Nous mettons, en attendant, sous les yeux de nos lecteurs un travail consciencieux extrait du *Code des Ouvriers*, que vient de publier M. Henri Celliez ; ce petit article les éclairera sur cette question si importante. C'est un résumé de l'organisation actuelle des prud'hommes, dans les villes où ils sont établis.

DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Les prud'hommes sont des juges spéciaux, élus par les fabricants et les ouvriers *patentés*, pour juger les différends entre les maîtres et ouvriers, et maintenir la police des ateliers.

Il peut être établi un conseil de prud'hommes dans les villes de fabrique où le gouvernement le juge convenable. Il faut une ordonnance du roi délibérée en conseil-d'état. Il y en a aujourd'hui environ cinquante dans toute la France.

Le premier conseil de prud'hommes a été institué à Lyon, par un décret impérial du 18 mars 1806. Deux autres décrets, du 11 juin 1809 et du 5 août 1810, ont ensuite réglé le mode de nomination et la compétence des prud'hommes.

Bien que les prud'hommes soient les juges de tous les ouvriers, ils ne sont élus que par les maîtres, et par les ouvriers que leur position rapproche le plus des maîtres.

L'élection des prud'hommes a lieu tous les ans à la majorité absolue des suffrages, par une assemblée générale convoquée et présidée par le préfet, et composée des marchands-fabricants, des chefs d'atelier, des contre-maîtres, et des ouvriers de la circonscription. On n'est admis sur la liste des électeurs, qu'en présentant sa *patente*. Tous les électeurs âgés de trente ans sont éligibles.

Le conseil, composé de cinq à quinze membres, est renouvelé par tiers chaque année. Les membres sortants peuvent être réélus.

On nomme deux suppléants pour remplacer ceux qui décèderaient ou donneraient leur démission dans l'année.

En aucun cas les chefs d'atelier, les contre-maîtres ou les ouvriers, ne peuvent être, dans le conseil, égaux en nombre aux marchands-fabricants. Les marchands-fabricants doivent toujours avoir un membre de plus que les autres électeurs.

Les conseils de prud'hommes sont les seuls tribunaux, en France, qui ne tiennent leur pouvoir que de l'élection. Les prud'hommes n'ont pas besoin d'être *institué* par le roi, comme les autres juges.

Le conseil des prud'hommes nomme son président, son vice-président, son secrétaire, et désigne un huissier pour le service du tribunal. — Les fonctions des prud'hommes sont gratuites, mais le secrétaire peut être payé, et il peut être choisi hors du tribunal. — Les prud'hommes prêtent serment entre les mains du préfet.

Le conseil des prud'hommes se divise en deux bureaux.

Le bureau particulier, composé de deux membres, l'un marchand-fabricant, l'autre chef d'atelier, contre-maître ou ouvrier patenté, s'occupe de concilier les parties. S'il ne le peut, il renvoie devant le bureau général, qui se réunit au moins une fois par semaine, pour juger les différends.

Les formes de la procédure devant les conseils de prud'hommes sont extrêmement simples et peu coûteuses.

On n'admet pas le ministère des hommes de loi. Quand une partie ne peut comparaître en personne, elle peut se faire remplacer par un parent ou un ami, négociant ou marchand exclusivement.

Les actes écrits autres que les citations sont interdits. Toute la procédure est verbale. Elle est par conséquent rapide. Les visites des lieux, les enquêtes (1) ne se font ni par experts ni par des juges commis, mais par les prud'hommes eux-mêmes.

La citation se donne par simple lettre du secrétaire du conseil. On n'emploie l'huissier que si la partie ne comparait pas à la réception de la lettre.

Le tarif des frais de la procédure est fixé à un taux très-peu élevé, par le décret du 11 juin 1809.

Un ou plusieurs prud'hommes peuvent être récusés par l'une des parties :

- 1° Quand ils ont un intérêt personnel à la contestation ;
- 2° Quand ils sont parents ou alliés de l'une des parties, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement ;
- 3° Si, dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entre eux et l'une des parties, ou son conjoint, ou ses parents et alliés en ligne directe ;
- 4° S'il y a procès civil existant entre eux et l'une des parties, ou son conjoint ;
- 5° S'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire.

La récusation doit nécessairement être signifiée par huissier au secrétariat du conseil. Si le prud'homme récusé refuse de s'abstenir le président du conseil envoie la récusation au tribunal de commerce, qui juge en l'absence des parties.

En matière civile, les prud'hommes sont autorisés à juger toutes les contestations qui naissent entre les marchands-fabricants, chefs d'atelier, contre-maîtres, *ouvriers*, *compagnons* et *apprentis*, quelle que soit la quotité de la somme, pourvu que ces contestations portent sur la branche d'industrie qu'ils cultivent et sur des conventions dont cette industrie aura été l'objet.

Les jugements des prud'hommes sont définitifs et sans appel, si la condamnation n'excède pas cent francs en capital et accessoires. — Au-delà, on peut appeler (pendant un délai de trois mois, à compter de la signification) devant le tribunal de commerce.

Les jugements des prud'hommes sont exécutoires, vingt-quatre heures après la signification, par provision et nonobstant appel, dans tous les cas. Si la partie qui obtient gain de cause fait exécuter avant l'appel, elle n'est obligée de fournir caution que si la condamnation dépasse 100 francs.

(1) Quand les parties sont contraires sur les faits, les faits peuvent être prouvés par témoins ; l'opération d'entendre les témoins s'appelle *enquête*.

En matière de simple police, les prud'hommes jugent en première instance les apprentis, ouvriers, contre-maîtres, chefs d'atelier, marchands-fabricants, les disputes, insubordination, manque de respect, désobéissance, paroles ou réponses grossières et injurieuses, etc., en un mot, tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, tout manquement grave envers leurs maîtres. Ils peuvent prononcer un emprisonnement qui n'excède pas trois jours. Le tout concurremment avec le tribunal ordinaire de simple police.

Les prud'hommes sont en outre chargés d'inspecter les ateliers, mais dans le seul but d'obtenir des informations exactes sur le nombre des métiers et des ouvriers. C'est une inspection de statistique, et non de police.

De tous côtés les prolétaires élèvent enfin la voix pour accuser hautement l'indifférence du pouvoir à leur égard. On a cru long-temps dans la bourgeoisie, que les quelques plaintes qui s'élevaient de temps, à autre étaient plutôt l'expression d'opinions politiques, exclusives, que celle de la vérité. En effet, ceux d'entre nous qui sentaient plus vivement les misères des autres et se décidaient à s'en faire l'écho, étaient naturellement portés à combattre le pouvoir, qu'ils accusaient de perpétuer cet état de choses par son inertie et son mauvais vouloir, et c'était toujours dans les rangs des partis extrêmes qu'on les rencontrait.

Voici un de nos amis, ouvrier comme nous, qui publie un petit livre intitulé *De l'État des Ouvriers et de son amélioration par l'Organisation du Travail* (1). Son but est « d'arriver à une réforme facile, de réaliser, par le concours simultané des parties intéressées, le pouvoir, les maîtres et les ouvriers, l'organisation du travail, et d'obtenir ce résultat sans perturbation dans l'état des personnes et des choses. »

On n'accusera donc pas celui-là d'être l'écho d'un parti, de récriminer au profit de passions politiques. Il est partisan, comme nous, du principe de l'association ; mais, voyant que nous ne pouvons l'établir que progressivement, et en demandant au temps et à nos persévérants efforts l'appui que nous refuse le pouvoir ; comme il voit, disons-nous, que nous nous occupons plus spécialement d'implanter le principe que de chercher à secourir immédiatement toutes les misères, il a cherché un moyen, une formule d'organisation transitoire, qui, tout en permettant à l'association de faire des prosélytes, devra adoucir efficacement, selon lui, la situation précaire de cette masse de travailleurs qui, loin de pouvoir pratiquer l'association, n'a pas même la force de se plaindre, et souffre, néanmoins à n'en pas douter. C'est donc une noble entreprise, et elle doit obtenir toutes nos sympathies.

Deux livraisons ont déjà paru. Nous extrayons de la seconde le passage suivant :

« Aujourd'hui le travail vient vous demander son droit de cité, comme le commerce vous demandait le sien avant 1789. — Pouvez-vous ou voulez-vous le lui refuser ? Tous les sophismes du monde sont impuissants ici, voilà la question. Écoutez la voix de la raison, faites des concessions justes et équitables au travail, et n'employez pas des moyens que le droit et l'humanité réprouvent, et qui ne serviront qu'à hâter et rendre violent un mouvement qui pourrait s'organiser et s'harmoniser si vous le voulez bien.

Que peuvent donc faire les ouvriers ? S'ils s'entendent entre eux, ils sont atteints par la loi sur les associations, dans les rues et places publiques, par celle sur les attroupements, et s'ils se concertent sur le prix de leurs salaires, il y a *coalition*. Et on leur crie de toutes parts et à tue-tête : respectez la *liberté individuelle*, respectez la *liberté du commerce*, enfin toutes les libertés imaginables, excepté celles du travail et de l'ouvrier.

En d'autres termes, ce que l'on veut, c'est l'isolement du travailleur.

Espère-t-on réellement atteindre ce but ?

Croit-on que le cœur du travailleur restera inaccessible et froid aux douleurs de ses camarades ? Ne voit-on pas qu'entre eux il y a solidarité et conformité de sentiment, et que leurs misères étant communes, leurs besoins et leurs pensées le sont aussi.

Quoi ! ils sont attachés à la même chaîne, ils portent le même fardeau ; chaque jour, chaque instant les réunit, et vous voulez qu'ils ne vivent pas de la même vie, et vous voulez que, lorsqu'il s'agit de la défense de l'intérêt commun, il n'y ait plus que de l'égoïsme ; y pensez-vous ? Mais il y a, au contraire, et il y aura de plus en plus union, sympathie et concorde entre eux, et chaque jour ces liens fraternels se resserreront davantage. Songez-y bien, en voulant briser ces liens qui les unissent, vous condamnez la

(1) Au Bureau du Journal, 5 livraisons à 20 c.

morale et la vérité, vous condamnez tous les sentiments humains, depuis l'amour de la patrie jusqu'à celui de la famille, vous condamnez enfin toutes les affections les plus pures et les plus sincères. »

Voici ce que nous lisons en tête d'une petite brochure que vient de publier notre correspondant Moreau, serrurier à Auxerre (1).

« Quelques écrivains courageux et dévoués à l'instruction et à l'éducation du peuple, ont essayé plusieurs fois, par des livres et dans les journaux, de détruire les abus qui existent dans le compagnonnage, divisent les ouvriers en plusieurs camps irréconciliablement ennemis, les rendent méchants, intolérants et fanatiques, et les déshonorent quelquefois par des actes de barbarie qui font honte à notre siècle de lumière et de civilisation.

« Malheureusement leurs efforts ont presque toujours été infructueux; c'est que vivant loin de nous, ignorant nos habitudes et même le fond de l'organisation de ces sociétés, ils n'ont pu attaquer le mal à sa source.

« C'est donc dans l'intention de combler une partie de cette lacune, que je me suis hasardé à prendre la plume, bien persuadé que pour lutter avec quelque avantage contre les préjugés des uns et les prétentions des autres, il faut connaître parfaitement notre position, nos mœurs, nos habitudes et l'organisation de toutes ces sociétés rivales sur plusieurs points assez futiles, ayant cependant toutes à peu près le même but.

Moreau attribue les luttes et les rivalités du compagnonnage à son organisation fédérative, à sa division en sectes ennemies: il conclut à l'unité qu'il trouve établie dans la société dite de l'Union, sur laquelle il entre dans de grands détails. Cette société diffère des autres en ce qu'elle admet dans son sein des ouvriers de toutes les professions, tous égaux en droits et en devoirs, tandis que les autres compagnonnages se restreignent à une ou peu de professions, et que les ouvriers y sont souvent classés aristocratiquement, en catégories.

Nous réservons pour un article spécial l'examen attentif de l'institution du compagnonnage. Nous applaudissons de tout cœur aux nobles efforts de ceux qui, comme Perdiguier et Moreau, tentent d'unir ces sociétés entre elles, et de les débarrasser des coutumes antiques et barbares qu'elles avaient contractées. Nous aimons à constater, au reste, le résultat de leurs efforts. Les collisions deviennent plus rares, et tout nous fait espérer qu'elles disparaîtront dans un avenir prochain.

La difficulté de rassembler promptement les matériaux nécessaires nous a fait suspendre quelque temps l'enquête que nous avons entreprise. Mais nous nous proposons de la continuer sans interruption dans nos prochains numéros. Nous invitons donc nos amis de Paris et des départements à hâter l'envoi de tous les documents qui doivent servir à ce travail.

La souscription pour les familles des ouvriers détenus a produit ce mois 40 fr. 20 c., ainsi répartis: — Des typographes, 16 fr. 75 c. — Rédaction de l'Atelier, 4 fr. 55 c. — Nonpont, 1 fr. — Jean, chapelier au Havre, 5 fr. — Nos amis de Nantes, 12 fr. 90 c. Cette somme a été remise au Journal du Peuple.

FAITS DIVERS.

L'association fait son chemin, dans les départements comme à Paris. Nous avions annoncé, d'après l'Ami des Ouvriers, un projet d'association entre les rubaniers de Saint-Etienne. Voici quelles sont les bases du contrat qui a été passé chez un notaire de la ville.

Les ouvriers et chefs d'atelier passementiers se réunissent en société dans le but suivant:

Se créer un capital inaliénable dont les revenus seraient, en partie, distribués aux co-associés, et en partie serviraient à augmenter ce même capital.

(1) Un mot sur le Compagnonnage, ou Guide de l'Ouvrier sur le Tour de France. Prix 25 c. au Bureau du Journal.

La Société élèverait, gratuitement et uniformément, tous les enfants des associés, et pourvoirait aux besoins des veuves, vieillards, infirmes, etc.

Si la Société venait à se dissoudre, le capital serait employé à la création d'établissements-modèles utiles à tout le monde.

Les mises de fonds consistent, pour les simples ouvriers, dans leur travail, plus un apport de 2 fr. 50 c.; pour les chefs d'atelier, dans leurs métiers, dont l'intérêt leur est servi par la Société, plus un apport de 5 fr.

Les négociants peuvent être admis avec leur matériel et une mise de fonds proportionnelle.

C'est ce contrat qui avait été saisi chez l'imprimeur. Le notaire qui l'a dressé a été, dit-on, admonesté par le sous-préfet d'une manière assez déplacée. La souscription est en voie d'exécution, mais les adhésions sont encore peu nombreuses, surtout parmi les chefs d'atelier.

L'industrie rubanière est assez prospère en ce moment, eu égard à la gravité de la situation.

— M. Tamisier, capitaine d'artillerie, en garnison à Saint-Etienne, vient d'être envoyé à Douai, pour avoir écrit, dans le Journal de Saint-Etienne, des Lettres sur l'organisation du travail.

— Le Populaire annonce qu'il examinera dans son prochain numéro le système d'association propagé par l'Atelier. Si une polémique s'engage à ce sujet, nous la soutiendrons dans des brochures, afin de laisser notre publication à sa spécialité, qui est d'exposer et de défendre les intérêts des ouvriers.

— Un second journal communiste paraîtra le 2 mai, sous le titre de la Fraternité. Il a pour rédacteur en chef M. Richard-Lahautière.

— Il n'y a rien encore de décidé relativement à la brochure de Noiret, si ce n'est que le Journal du Peuple et le libraire Prevôt sont mis hors de cause.

— L'Echo des Ouvriers, de Lyon, annonce l'ouverture, à la Croix-Rousse, d'un cercle littéraire destiné à faciliter aux ouvriers la lecture des journaux politiques et industriels. Cette idée devra se populariser, et, pour y contribuer autant qu'il est en nous, nous ferons don de deux exemplaires de notre journal à tous les établissements formés ou à établir dans ces vues. Nous prions donc les directeurs de ces établissements de nous les indiquer, afin que nous puissions leur faire cet envoi.

— Nous lisons dans le journal que nous venons de citer:

« M. Favier, ancien gérant de l'Indicateur, vient d'être condamné à un an de prison pour délit d'association. Ce chef d'atelier avait fait neuf mois de prévention avant de voir s'ouvrir pour lui le jour des débats. Neuf mois de souffrance et d'horribles tortures, loin de sa femme et de ses enfants! comprenez-vous tout ce qu'il y a de poignant dans ces deux mots: neuf mois! Oh! réforme, réforme, quand luiiras-tu pour le prolétaire? »

On voit que le système suit la même marche dans toutes les localités!

— L'Ami des Ouvriers du 18 avril contient un projet de caisse centrale en faveur des ouvriers mineurs des bassins houilliers de Rived-Gier, Saint-Chamond, Sorbier, Roche-la-Molière, la Ricamarie, Firminy, Saint-Etienne et sa banlieue. Cette caisse serait formée par une cotisation volontaire des ouvriers, et augmentée par les dons des entrepreneurs et directeurs des mines. Les fonds serviraient à indemniser les victimes si nombreuses de ces dangereux travaux, et à assurer une pension de retraite aux vieux mineurs.

Le journal fait appel à l'humanité des extracteurs des houilles du département, qu'il engage à prendre l'initiative de cette utile pensée.

— On parle dans le public d'une amnistie qui serait accordée à l'occasion de la fête du roi, soit aux condamnés pour délits politiques, ce qui n'est guère probable, soit aux condamnés pour délits de presse, soit enfin à nos malheureux amis qui expient en prison leurs tentatives de septembre.

Nous n'avons pas mission pour rien demander au nom de ces derniers. Mais il nous semble que l'occasion qui se présente est favorable, et que ce serait un acte d'humanité que de mettre un terme à tant de souffrances, en leur faisant remise de peines si infiniment disproportionnées à la nature du délit.

Le Directeur-Gérant: LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVÔT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIER, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraîs, 47 ; chez GÉAUZER, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

PRINCIPE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE.

Dans un précédent article (1), nous avons essayé de démontrer que la France avait été instituée pour réaliser en son sein d'abord, puis dans le reste du monde, la liberté, l'égalité, la fraternité et l'unité ; que ces quatre termes sont le fondement de la morale et le principe même de la nationalité. Nous revenons aujourd'hui sur ce sujet pour le compléter autant qu'il est en nous, en examinant séparément chacun de ces termes de l'admirable formule par laquelle la nation française affirme son devoir et son but (2).

I. LIBERTÉ.

Ce premier terme est, sans contredit, celui dont il importe le plus de bien connaître le sens véritable, et nous insisterons d'autant plus ici pour lui restituer sa signification morale, que des gens de mauvaise foi ont fait de ce mot, comme de tous ceux qui expriment un sentiment louable, un abus très-pernicieux. La liberté a souvent, en effet, servi à déguiser des passions antisociales, des désirs d'indépendance absolue à l'égard de toute règle et de tout devoir ; aussi arrive-t-il souvent, lorsqu'on l'entend réclamer, qu'on ne sait au juste, tant on a donné de sens divers à ce mot, si ce n'est pas la faculté de faire le mal que l'on veut, plutôt que le droit de faire le bien. Il suffit de jeter un regard sur le passé pour avoir la preuve que si la liberté fut justement invoquée en tout temps par les opprimés, elle fut aussi souvent le cri de ralliement des oppresseurs. Ainsi, pendant qu'au moyen-âge, les serfs combattaient contre les seigneurs féodaux, pour être libres et instituer leurs communes, ces mêmes seigneurs s'armaient, au nom de la liberté, contre la royauté, quand celle-ci intervenait en faveur des serfs. On peut dire que les désordres et les guerres civiles que la noblesse française suscita à toutes les époques, au temps des communes comme sous Louis XI, au temps de la réformation comme sous Richelieu, n'eurent d'autre mobile que la liberté, c'est-à-dire l'indépendance à l'égard du pouvoir central et la faculté d'opprimer les faibles. En-

fin, pendant notre grande révolution, la liberté n'était-elle pas particulièrement le cri de cette faction désorganisatrice qui voulut aussi fédéraliser la France, et qui faillit la perdre deux fois ? De nos jours encore, comment la liberté est-elle comprise par cette haute bourgeoisie qui l'a tant réclamée, sinon comme la faculté de gaspiller la fortune nationale, et de maintenir à toujours le peuple dans le servage industriel ?

Est-il donc étonnant, après cela, que des esprits honnêtes, mais timides, préoccupés avant tout du mal qui se fait au nom de la liberté, se fassent les défenseurs de l'ordre de choses que la révolution a détruit, et cela, dans la crainte du débordement qui naîtrait de l'indépendance absolue ? Bien qu'une telle opinion paraisse ridicule, on ne saurait se dissimuler qu'elle ne soit un peu justifiée ; car, outre ceux qui jouissent du privilège légal de méuser de la liberté, il y a malheureusement encore bon nombre de gens, même des partis prétendus socialistes, qui sont impatients de tout frein, et ne veulent être libres que pour se livrer sans contrainte à leurs passions. Or, quand on voit les choses par leur mauvais côté, et qu'on a le malheur de méconnaître la vraie liberté, il est tout naturel de se rattacher à la forme politique qui la nie le plus complètement.

Il s'est formé, sous l'influence de cette appréhension, un autre parti, qui est tombé dans une exagération contraire. Détestant également les dangers de la royauté absolue et les dangers d'une indépendance sans limites, ce parti a imaginé de diviser l'autorité entre tous les membres de la société, dans le but unique de faire surveiller les uns par les autres tous les citoyens. On a fait une théorie basée sur la défiance, selon laquelle les individus seraient classés dans un ordre méthodique, de manière que tout soit rigoureusement réglé par la loi, le temps du travail et celui du repos, la portion de peine et la portion de jouissance de chacun ; et, tel est le sentiment de haine contre l'inégalité dont cette théorie est empreinte, qu'il ne serait permis à personne de faire plus ni moins. En un mot, c'est le despotisme de tous substitué au despotisme d'un seul.

Hâtons-nous de dire que les deux opinions dont nous venons de parler reposent également sur une erreur ; elles ont repoussé la liberté, parce qu'elles ont pris l'abus pour l'usage, le prétexte pour la raison, le faux pour le vrai ; elles ont proscrit, faute de le comprendre, un des termes essentiels de notre grand principe national, sans lequel les autres demeurent sans signification aucune ; et, en enlevant à l'homme son attribut moral le plus élevé, elles ont conclu à ravalier une société humaine au rang d'un troupeau de bêtes.

(1) Voir *L'Atelier* de mars 1841, page 49.

(2) Cette formule est, sous forme d'épigraphe, en tête de *L'Atelier* ; mais la définition de chaque mot est trop brève pour être bien comprise, et ne point donner prise à la critique. Ce travail a pour but d'exposer notre principe avec plus d'étendue, afin qu'il ne reste rien de vague dans la pensée de nos lecteurs. Tout ce que nous dirons sera d'ailleurs parfaitement conforme à l'esprit de l'épigraphe. En un mot, nous chercherons des définitions assez rigoureuses pour qu'il ne soit pas possible d'en torturer le sens.

Revenez de votre erreur, vous tous qui rejetez la liberté par sentiment d'ordre, car c'est improprement qu'on a donné ce beau nom à l'esprit de révolte contre les obligations morales; il conviendrait mieux de l'appeler sauvagerie. Mais la véritable liberté, invoquée à si juste titre par ceux qui sont tenus sous le joug des oppresseurs, et au nom de laquelle tant de progrès ont été accomplis, ne saurait être considérée comme dangereuse; elle ne désarme point la société au profit des passions individuelles; au contraire, elle donne à tous les hommes une puissance qui ne peut jamais être employée que pour le bien général. Elle est, s'il nous est permis de faire la comparaison suivante; elle est pour chaque membre de la société, ce qu'est pour le travailleur un instrument précieux qui lui permet de travailler mieux et plus vite.

La liberté découle de ce précepte de la morale: « Chacun doit être jugé selon ses œuvres. » Or, pour qu'il y ait justice, il faut que chacun soit mis en demeure de faire son œuvre; il faut que nul obstacle indépendant de sa volonté n'empêche l'homme de faire son devoir aussi largement qu'il le pourrait. Eh bien! c'est précisément ce que nous demandons aujourd'hui pour nous tous, qui formons le peuple; car il y a deux obstacles qui s'opposent à ce que nous soyons en puissance d'accomplir l'œuvre de la nationalité; l'un est de l'ordre moral, l'autre de l'ordre politique.

L'obstacle de l'ordre moral, c'est pour nous le défaut d'une éducation commune, forte et nationale, qui apprenne à tous les individus leurs devoirs envers la société, et les excite à la pratique de ces devoirs. Tant que nous serons privés de cet enseignement, nous ne serons pas libres, car nous ne saurons pas distinguer entre ce qui est bien et ce qui est mal, c'est-à-dire entre ce qui est dans l'intérêt ou contre l'intérêt de la Société. Nous serions donc encore esclaves par notre esprit, quand même nous ne le serions plus par notre corps.

L'obstacle de l'ordre politique vient des institutions, qui, faites par une minorité d'hommes privilégiés et à leur profit particulier, sont combinées de manière à tenir le peuple dans l'infériorité et la dépendance. Or, un peuple tenu en tutelle ne saurait donner à la Société toute la force qui est en sa puissance. Il faut donc que le peuple surmonte ce second obstacle en réclamant avec énergie son droit légitime à la liberté et à la souveraineté politiques.

La liberté, ce premier et inséparable terme de la grande formule révolutionnaire de la France, doit être définie rigoureusement, la faculté de faire tout ce qui est dans l'intérêt de la morale et de la nationalité, faculté qui ne peut avoir d'autres limites que ce qui est contraire à cet intérêt suprême.

II. ÉGALITÉ.

Si l'on admet la liberté comme nous l'entendons, comme on l'a toujours entendue en France, quand les sophistes ne troublaient pas la raison publique, notre tâche sera bien avancée, et l'on comprendra facilement les autres termes du principe général. Cependant, avant de définir l'égalité, nous croyons utile de prémunir nos lecteurs contre quelques idées que nous croyons dangereuses.

Il est arrivé pour l'égalité, au moins en théorie, les mêmes excès que pour la liberté. Les uns ont nié qu'elle pût exister; d'autres ont dit que l'égalité absolue était chose juste et possible. C'est encore là une double erreur. Nous ne nous arrêterons pas à discuter la première opinion: elle n'a pas cours parmi nous; et, d'un autre côté, notre feuille n'a pas la prétention d'entrer dans les salons aristocratiques; mais nous nous attacherons à la seconde, parce qu'elle commence à se répandre dans la classe ouvrière, et qu'il est important de la débarrasser de ce qu'elle a de faux et d'exagéré.

Selon cette théorie égalitaire, tous les hommes sont et demeurent

égaux, par cela seulement qu'ils sont hommes. On a supposé, sans se soucier le moins du monde de l'expérience, que chaque individu apportait à la Société une part de bonne volonté égale à toutes les autres, et l'on a conclu de là à l'égalité des jouissances.

Cette doctrine est fausse en principe et immorale dans ses conséquences. Elle est fausse, car en tout temps il y eut des hommes dévoués qui firent plus qu'il n'était humainement possible d'exiger d'eux; des hommes dont les travaux et les sacrifices furent d'immenses bienfaits pour le monde; et toujours aussi il y eut des paresseux, des égoïstes qui surent s'abstenir ou tromper; et il y en aura toujours, si sévère que puisse être l'organisation de l'avenir. Nous le demandons, peut-il y avoir égalité entre les uns et les autres? Et, qu'on ne vienne pas nous objecter qu'il arrivera un jour où le travail sera si peu considérable pour chacun, que le plus paresseux même fera sa part intégrale; cette objection est bien puérile, quand on considère l'état actuel du monde, et les travaux immenses qui sont à faire, et les sacrifices sans fin qui seront exigés des hommes pour opérer les transformations sociales qui sont dans notre but général. — Cette doctrine est immorale, car elle est contraire à ce principe de justice qui veut que chacun soit jugé selon ses œuvres, puisque là toute œuvre a une égale valeur; puisqu'il n'y a qu'un poids et qu'une mesure, la paresse étant mise au niveau de l'activité, l'égoïsme élevé au rang du dévouement, etc. Vainement on nous opposera l'éducation comme devant effacer tous les vices. Certes, personne ne donne plus de valeur que nous à l'éducation; mais celle-ci ne détruit point la liberté de l'homme; il peut toujours faire plus ou moins mal, plus ou moins bien; il serait donc tout-à-fait injuste de le soumettre à l'égalité du travail et de la rétribution. Contraindez le fainéant, à la bonne heure; faites qu'il ne puisse manger qu'à la condition de travailler; mais honorez, encouragez l'homme actif. Ne craignez point d'instituer l'aristocratie du dévouement: l'humanité en profitera plus que de ce niveau fatal que vous passez sur toutes les têtes.

L'égalité réelle ne consiste point à faire une part égale de travail, et à recevoir une part égale de produit; l'égalité, c'est le droit, *égal pour tous*, à la liberté morale par l'enseignement; à la liberté politique par une participation active à la chose publique, afin que, par ces deux libertés, tout homme puisse, s'il en a les mérites, parvenir à tous les degrés de la hiérarchie sociale. De sorte que l'infériorité, qui existera toujours pour quelques-uns, ne puisse être attribuée qu'à leur mauvais vouloir; car les hauts degrés de la hiérarchie ne doivent être occupés ni par droit de noblesse, ni par droit de richesse, ni même par droit d'intelligence; mais *surtout* par droit de dévouement.

Et, pour prévenir toute objection, l'égalité serait réalisée, alors même qu'il y aurait encore des inférieurs, si toutes les voies étaient ouvertes à tous, pour que chacun parvienne à la place marquée par ses œuvres.

III. FRATERNITÉ.

On peut instituer la liberté par des lois; l'égalité peut, jusqu'à un certain point, être réalisée dans une nation; mais la fraternité est un sentiment qu'on ne décrète point, et qu'on ne saurait commander; elle est le fruit d'une bonne éducation et des bons exemples; ce sentiment si précieux, qui fait que chacun oublie ses propres intérêts pour penser au bien d'autrui, résume en lui, complète et féconde, la liberté et l'égalité. Que pourrions-nous dire sur la fraternité, qui n'ait été dit cent fois, et cent fois mieux dit? Bornons-nous donc à répéter les sublimes paroles du Christ à ses disciples: « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. » Or, le Christ donnait sa vie pour ceux qu'il appelait ses frères.

IV. UNITÉ.

L'unité peut être entendue de deux manières ; il y a l'unité nationale et l'unité humaine, et l'on a fait abus de ce mot comme de tous les autres. Ainsi, toutes les fois qu'il s'agit de guerre, il y a des âmes sensibles qui n'ont de sympathie que pour les étrangers, qui déclament contre cet esprit étroit de nationalité qui pousse un peuple à en égorger un autre, uniquement parce qu'il est séparé de lui par le Rhin, la Manche ou les Pyrénées. On crie à la fraternité des peuples ; on répète le mot du baron prussien Cloodt : « Je suis citoyen de l'univers ! » Or, il est bon de dire que ces gens-là n'éprouvent ce sentiment de fraternité universelle que lorsqu'ils sont exposés personnellement à subir quelque-une des chances de la guerre : ils sont citoyens de l'univers pour se dispenser des obligations nationales.

Nous aussi nous voulons l'unité humaine et la fraternité universelle, et nous avons foi qu'elle sera réalisée un jour. Mais on a oublié que la condition essentielle de l'unité et de la fraternité, c'est la communauté de principe et de but. Jamais on ne fera que le Chinois et l'Arabe nous regardent comme des frères ; nous serons pour eux des barbares, des ennemis, tant que nous ne leur aurons point fait accepter, de gré ou de force, nos idées civilisatrices. Et combien ne faudra-t-il pas de siècles pour unifier dans une pensée commune tous ces peuples divers qui sont répandus sur la surface du globe ? Combien ne faudra-t-il pas de guerres encore pour faire comprendre à ces peuples la nécessité de renoncer à leurs croyances antiques et de prendre part à l'œuvre transformatrice dont la France est l'ouvrière la plus ancienne et la plus avancée ?

Or, s'il est prouvé que le principe de la France est le principe générateur qui délivrera le monde ; s'il est utile qu'elle accomplisse son œuvre, il importe donc bien plus de consolider son unité propre, que de se préoccuper des peuples qui nous sont étrangers pour le moment, et qui ne seront nos frères que lorsqu'ils combattront avec nous pour la cause commune.

Ceux donc qui veulent sincèrement le règne de la fraternité des hommes et des peuples, doivent avant tout se dévouer à la nation qui s'est donnée pour mission de la réaliser, et contribuer de toute leur puissance à augmenter la force dont elle a besoin pour combattre les ennemis de son principe.

En résumé :

La liberté, c'est l'émancipation, ou la mise en puissance, pour le bien seulement, de toutes les classes et de tous les hommes ; — *l'égalité*, c'est la voie du devoir ouverte à tous, et le droit proportionné à la bonne volonté de chacun ; — *la fraternité*, c'est le sentiment de solidarité et de dévouement qui relie en une même famille tous les hommes animés d'une pensée commune ; — *l'unité*, c'est, au point de vue national, la concentration de toutes les forces individuelles en une force unique et toute-puissante pour soumettre successivement les volontés rebelles, et absorber en elle tous les peuples du monde.

Telle est la signification des quatre termes du principe de la nationalité française.

UN MOT SUR LES LETTRES ATTRIBUÉES AU ROI.

Notre intention n'était pas de nous mêler à ce débat scandaleux ; nous attendions que l'affaire fût éclaircie juridiquement, mais puisqu'à l'affirmation des légitimistes, les défenseurs de la dynastie régnante sont réduits à la seule ressource de crier à la calomnie, nous croyons devoir dire, pour notre part, qu'en face d'une accusation si précise, une telle défense est insuffisante. Le peuple a quelque mémoire ; il connaît ceux qui gouvernent ; il sait leur passé, et les actes du passé ne sont pas tellement contraires aux sentiments exprimés dans les lettres, qu'il suffise de dire : « C'est une calom-

nie, » pour convaincre. Ce n'est pas de notre faute, si nous ne croyons plus sur parole : on nous a trompés tant de fois, que nous sommes d'une incrédulité complète à l'égard de tous ces beaux sentiments dont on affecte trop tard de se parer. Nous exprimons ici la pensée la plus générale et la plus populaire ; il est d'ailleurs facile de s'assurer de ce que nous disons en interrogeant le premier venu.

Ce n'est pas que nous ne sachions très-bien que tout le monde est exposé aux coups de la calomnie, les hommes haut placés surtout ; et nous savons qu'il est quelquefois impossible de saisir les calomniateurs, et de les forcer à se rétracter ; mais il faut dire aussi que la calomnie tombe d'elle-même quand elle porte à faux, surtout lorsque ceux qui en sont l'objet occupent un rang assez élevé pour que leurs actes soient toujours connus du public.

Dans le cas présent, puisque la calomnie va son train, malgré les dénégations et les protestations des défenseurs officiels, nous ne voyons, pour le gouvernement, qu'un moyen de l'arrêter tout court ; c'est de répondre par des actes positifs, au lieu de ces vaines récriminations qui ne prouvent rien à personne.

La besogne ne manque pas : il faut prouver à la population ouvrière qu'on ne la déteste ni ne la craint, en la protégeant avec efficacité, en organisant le travail, en réclamant pour elle les droits politiques. Il faut prouver à la nation que l'on veut sincèrement la conservation d'Alger, en colonisant largement, et surtout en y envoyant des gouverneurs qui ne fassent point leurs propres affaires en compromettant celles de la France. Enfin, on pourrait, par une attitude digne et par des réclamations énergiques, soutenues au besoin par l'épée, faire pour la Pologne autre chose que des vœux stériles.

A ces conditions seulement, le peuple croirait, et ceux qu'on appelle aujourd'hui des calomniateurs ne trouveraient plus la moindre créance en nous.

Mais l'épreuve que nous proposons est trop dure pour nos gouvernants ; mieux vaut, pensent-ils, souffrir ce qu'on ne peut empêcher, que d'acheter à ce prix la confiance de la nation.

Qu'ils fassent donc comme ils pourront ; mais qu'ils n'oublient pas que le peuple a de la mémoire.

LA CHARTE DE 1830.

Notre intention, en publiant cet article, a été d'examiner la constitution de notre pays sous le point de vue des éléments démocratiques qu'elle renferme, ainsi que sous celui des moyens révolutionnaires qu'elle consacre pour la défense de ses principes.

Qu'on ne croie pas que nous professons pour elle le naïf engouement des constitutionnels ; nous savons fort bien qu'elle a de nombreux défauts, parmi lesquels le premier est, sans contredit, de ne pouvoir subir aucune modification ; ce qui causera sa perte, attendu que le plus petit changement à y introduire nécessitant une révolution, cette révolution, amenée nécessairement par le progrès des idées, pourrait fort bien la faire disparaître tout-à-fait.

Il est bien d'autres vices que nous passons sous silence, pour ne parler que de ce que le parti démocratique peut invoquer, dans cette Charte, à l'appui de ses idées et de ses principes, et ce que l'on y trouve est bien de nature, suivant nous, à provoquer l'attention des hommes sérieux.

En effet, nous nous demandons par quelle fatalité, par quel entraînement irréfléchi le parti auquel nous appartenons a répudié, dès les premiers moments de sa scission avec la monarchie de juillet, l'immense arsenal de moyens légaux qui se trouvaient à son service dans la Charte de 1830, pour recourir aux moyens en dehors de la légalité, forçant ainsi le pouvoir à faire de la force, et l'encourageant, par l'exemple, à violer la Constitution.

Ne récriminons pas sur le passé, mais qu'il nous serve au moins de leçon. Ne restons pas plus long-temps assez ignorants des lois fondamentales de notre pays pour ne pas savoir qu'elles contiennent, en germe il est vrai, une grande partie des moyens d'obtenir les améliorations politiques et sociales que nous réclamons.

Que demandaient les républicains en 1831, 32 et 34 ?

La souveraineté du peuple, qu'ils considéraient comme le moyen d'abolir tout ce qu'il y a de vicieux dans notre organisation sociale. Cette forme de gouvernement renfermait tout : équitable répartition de l'impôt, organisation du travail, instruction gratuite et éducation

nationale, tout ce qui tend, enfin, à réaliser notre devise révolutionnaire.

Eh bien ! tout cela, on pouvait rigoureusement l'exiger, la Charte à la main.

La Charte de 1830 est, à quelque chose près, la Charte de 1814 ; mais les rares changements qui y ont été introduits sont d'une importance majeure. Sous la Charte de 1814, la souveraineté populaire n'était pas admise en principe ; son préambule portait : « L'autorité tout entière réside en France dans la personne du roi. »

Celle de 1830 supprima ce préambule, « comme blessant la dignité nationale, en paraissant octroyer aux Français des droits qui leur appartiennent essentiellement ».

Les députés qui firent la Charte déclarèrent le trône vacant en fait et en droit, et firent un roi *au nom de la nation*, en invoquant, pour atténuer leur précipitation, l'impérieuse nécessité.

Que le choix ait été bon ou mauvais, c'est ce que nous n'avons pas à examiner ici. Il s'agit du principe seulement.

Voici déjà un acte qui consacre le droit qu'a le peuple de faire et de défaire les dynasties, c'est-à-dire d'intervenir directement, en invoquant la force à l'appui de son droit, lorsque le pacte fondamental est violé par le chef de l'Etat.

Mais ceci ne constituait pas encore un état démocratique. Le peuple ne pouvait pas, sous l'empire de la Charte de 1814, prétendre à élire ses députés, à les choisir dans son sein : l'article 38 fixait à 1,000 francs de contributions le cens exigé pour être nommé député, et les électeurs devaient payer 500 francs.

La Charte actuelle dit que les députés devront réunir les conditions déterminées par la loi. Ce n'est plus la Charte qui fixe le cens, c'est la loi : or, la loi peut être changée en une demi-heure, le plus légalement du monde. Cette loi porte actuellement que les députés payent 500 fr. de contributions et les électeurs 200 fr. ; mais demain elle peut déclarer que tout citoyen français majeur, jouissant des droits civils, est électeur et éligible. Il faut seulement, pour cela, qu'une imposante majorité le demande à l'une des chambres par une pétition. En vain l'on dira que la Chambre actuelle ne voudra pas se suicider ainsi en faisant droit à cette demande ; nous répondrons qu'une pétition qui porte seulement un million de signatures, quand on sait surtout que les signataires comprennent toute la portée de leurs demandes, doit être écoutée respectueusement, et qu'on doit y faire droit, à moins d'être fou. C'est donc une question de temps seulement. Or, les améliorations ne s'obtiennent qu'à force de persévérance.

La réforme électorale renfermant, suivant nous, toutes les autres réformes, nous pourrions nous en tenir à demander rigoureusement le suffrage universel. Mais nous devons, pour l'édification de nos lecteurs, continuer notre recherche des principes démocratiques de notre Constitution, principes que nous pouvons être appelés à défendre un jour.

Disons d'abord que, dans notre pays, une grande partie des citoyens ignore jusqu'aux conditions fondamentales du contrat qui les réunit. La plupart obéissent machinalement aux lois, sans les connaître, sans les raisonner, sans les examiner, sans même penser à réclamer quand elles les blessent. Cette ignorance va même jusqu'à les empêcher de distinguer ce qui est légal d'avec ce qui ne l'est point. La faute en est premièrement au pouvoir, qui néglige, et pour cause, l'éducation politique des citoyens ; secondement à ces derniers, dont l'indifférence en cette matière ne saurait être trop blâmée.

Nous avons dit plus haut que de grandes modifications pouvaient être apportées, en vertu de la Charte elle-même, à la répartition actuelle de l'impôt. Nous avons sous les yeux une brochure de M. Danré, qui commente l'article 2 de cette loi constitutionnelle, ainsi conçu : « Les Français contribuent indistinctement, dans la proportion de leur fortune, aux charges de l'Etat. » M. Danré prouve évidemment que cet article est violé par les impôts actuellement établis, et notamment par l'impôt indirect : d'abord, en ce que l'impôt indirect frappe les charges de la vie, ou le contraire de la fortune ; et ensuite, en ce qu'il est nécessairement rétrograde, c'est-à-dire très-lourd pour les pauvres et très-léger pour les riches. Son injustice et son inconstitutionnalité sont, au surplus, mathématiquement démontrées dans la brochure dont nous parlons. L'établissement de l'impôt progressif et la suppression de l'impôt rétrograde peuvent et doivent donc, de par la Charte, être demandés par voie de pétition. Le projet de M. Danré mérite la plus sérieuse attention.

L'art. 17 met entre les mains de la Chambre des députés un pouvoir immense. La loi d'impôt, la plus importante de toutes les lois, et qui se renouvelle chaque année, doit être votée d'abord par la Chambre des Députés.

Si on veut bien réfléchir que sans impôts un gouvernement ne peut vivre une semaine, on se demandera aisément si une chambre nommée par le pays tout entier souffrirait certaines choses de la part du pouvoir, ayant entre ses mains une pareille arme, et, si elle en usait, ce que deviendraient les deux autres pouvoirs ?

L'art. 53 sanctionne le droit de pétition. Il en interdit seulement la présentation en personne et à la barre.

L'art. 55 donne à la Chambre le droit d'accuser les ministres. Il est vrai qu'elle n'en use guère ; mais patience, un temps viendra, nous l'espérons, où leur responsabilité ne sera plus illusoire.

L'art. 75 est enfin le couronnement de la partie révolutionnaire de la Charte.

« La présente Charte et tous les droits qu'elle consacre demeurent confiés au patriotisme et au courage des gardes nationales et de tous les citoyens français. »

Est-ce que ceci est autre chose que la paraphrase de cet article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui dit que « Quand un gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple et pour chaque portion du peuple le plus sacré et le plus indispensable des devoirs ! » N'est-ce pas le même principe, amoéli dans la forme, mais tout aussi énergique au fond ? Que le pouvoir soit donc bien persuadé que nous connaissons la valeur révolutionnaire de notre Constitution, que nous défendrons ces articles au péril de notre vie, s'il les attaque ; que nous aurons avec nous toute la France, comme en 1830, et nous pensons qu'il y regardera à deux fois avant d'imiter Charles X.

Mais, si le peuple et l'armée ignorent ces droits, comment pourront-ils les défendre, si on les attaque ? Il faut donc que le peuple et l'armée reçoivent une éducation politique, qu'ils apprennent, le citoyen, ce que le pouvoir peut faire légalement ; le soldat, à où doit s'arrêter son obéissance passive aux ordres de ses chefs. Et puisque le pouvoir ne veut pas faire cet enseignement, faisons-le nous-mêmes.

Deux choses encouragent les pouvoirs à violer les constitutions : l'indifférence des citoyens d'abord, ensuite les attaques des partis contre ces constitutions, qui sont cependant leur unique sauve-garde. L'insurrection de juin 1832 n'a-t-elle pas amené, le lendemain de la victoire remportée par le pouvoir, une violation tellement manifeste de la Charte, que la magistrature a dû résister. Cette fois, le pouvoir a cédé ; mais cédera-t-il toujours ? N'avons-nous pas des ministres dont l'intention avouée est de contenir l'intérieur, de s'opposer à toute réforme, de rendre nul, en un mot, le droit de pétition garanti par la Charte, et au moyen duquel ils savent que nous obtiendrons, si nous le voulons, l'avènement pacifique de la démocratie. Ne peut-on pas supposer qu'ils chercheront à nous ravir ce droit, comme ils ont déjà fait de tant d'autres, de celui d'association par exemple ? C'est alors, mais alors seulement, qu'il faudra nous souvenir de l'article 75 ! et aussi ne pas oublier le préambule de la Charte. Car tout semble nous pronostiquer de violentes tentatives des pouvoirs contre le peu de libertés que nous possédons encore ; les hommes de réaction qui composent le ministère ne nous font rien augurer de bon dans l'avenir ; il est donc important de nous tenir prêts à résister à tout envahissement illégal. Assez d'infractions sont faites journellement à la loi, pour que nous ne devions pas craindre d'en voir tenter de notables dans nos institutions ; assez de hontes se sont accumulées sur nous depuis quelque temps, pour que nous puissions appréhender d'en subir de nouvelles ; on nous démoralise, on nous dégrade aux yeux des nations, à nos propres yeux, et l'on espère peut-être nous faire perdre les derniers sentiments généreux qui dorment dans nos cœurs, pour nous enchaîner par un coup-d'état.

C'est donc le devoir de ceux qui aiment leur patrie et leurs frères, de les prévenir de ce qui se passe, de les éclairer sur la situation, de les conjurer d'apprendre quels sont leurs droits et les devoirs qu'ils doivent pratiquer : de les bien persuader que si les démocrates ne veulent rien que de juste et de légal, le pouvoir sera forcé d'accorder ou de résister ; que, dans ce dernier cas, ils doivent savoir ce qu'ils ont à faire et s'y préparer.

L'espèce de dénonciation qu'a faite de notre publication M. Girod (de l'Ain), dans la seconde partie du rapport de l'affaire de Darmès, exigeait de notre part une réclamation énergique. Il importait que le public ne confondît pas une publication légale avec des actes extra-légaux, les doctrines que nous enseignons, avec des doctrines que nous ne pouvons accepter.

Notre situation était cependant fort difficile. — Une foule d'ouvrages, qui n'ont entre eux aucune ressemblance, sont signalés dans ce rapport comme propageant des idées qui auraient eu pour résultat définitif la tentative de Darmès. Ces ouvrages appartiennent à diverses écoles; il en est, et c'est le grand nombre, qui peuvent être avoués hautement, et d'autres qu'on ne peut chercher à justifier.

Les différents articles que nous avons publiés indiquent suffisamment avec qui nous sommes et qui nous repoussons, pour que nos lecteurs ne nous accusent point d'avoir voulu, en réclamant, élever une barrière entre nous et tous les ouvrages cités.

Si nous témoignons hautement notre aversion pour certaines publications contraires à la morale et aux principes de souveraineté populaire; si nous repoussons toute solidarité dans des actes également contraires aux lois de l'humanité, nous devons ajouter qu'il est des spéculations théoriques dont nous estimons les auteurs, sans pour cela partager leurs idées, sur lesquelles nous avons l'intention d'exposer un jour notre avis.

Les doctrines communistes ont maintenant leurs organes; c'est à la presse à faire son devoir, et à en discuter la valeur. Nous pensons que *le Populaire* et *la Fraternité*, qui propagent le communisme, sentiront qu'il est des enseignements dont nul, dans le parti démocratique, ne peut se rendre solidaire ou responsable. Le silence est même trop souvent nuisible, comme on le voit, pour qu'on puisse toujours le garder dans ces occasions.

Dans le n. 3 du *Populaire*, M. Cabet termine ainsi sa réponse aux calomnies de M. Girod (de l'Ain) :

« Les réformistes me permettront de leur dire : vous voyez que le pouvoir vous confond avec les communistes, qu'il vous redoute autant qu'eux, qu'il voit la réforme politique avec autant d'horreur que la réforme sociale, parce que l'une conduit nécessairement à l'autre, et qu'il s'apprête à vous proscrire tous indistinctement : unissez-vous donc ! démocrates de toutes les nuances, soyez frères !

» Et j'oserai dire aux communistes : Méditez, étudiez le rapport de M. Girod (de l'Ain) ! Apprenez-y à apprécier les hommes, les paroles et les écrits ! Voyez combien la discrétion, la prudence, la modération sont nécessaires ; combien la violence du langage écrit ou parlé d'un seul individu est préjudiciable à tout un parti, et quelle responsabilité chacun contracte par ses discours et ses actions ! Considérez aussi combien la violence est facile dans les toasts, dans de la prose ou en vers, combien elle est différente de la vraie fermeté, et combien l'une est peu l'indice de l'autre !

» Forcez vos adversaires à vous estimer, à vous écouter, à devenir vos frères, et forcez-les, par votre conduite, par votre moralité, par votre modération, par votre justice, en donnant vous-même l'exemple de la fraternité ! Trop de gens s'imaginent, et souvent de bonne foi, qu'un ouvrier n'est capable ni de raisonnement, ni de vertu : prouvez-leur qu'ils se trompent !

» Tenez à l'écart celui qui a le malheur d'être ivrogne, ou débauché, ou paresseux ; car c'est une espèce d'esclave, qui ne peut que compromettre la liberté.

Étudiez-vous à prendre l'habitude du courage civil, plus difficile, plus rare, et souvent plus utile que le courage militant !

» Les tempêtes arriveront d'elles-mêmes ; nous aurons à nous défendre... Mais, pour n'être pas vaincus, écrasés, l'union est la première de nos nécessités. Réformistes, communistes, démocrates, patriotes, n'ayons pas la folie de nous perdre par de vaines discussions ! Serrons nos rangs ! Union ! union ! »

Que M. Cabet parle toujours ainsi ? l'union qu'il désire tant et que nous ne désirons pas moins que lui, serait bientôt réalisée parmi les démocrates, en dépit de ceux qui font leur profit de nos divisions.

C'est en vain que nous avons espéré que le pouvoir apporterait quelque adoucissement à la situation de nos camarades détenus pour coa-

lition. Nous prions donc instamment nos amis de continuer la souscription que nous avons ouverte au profit de leurs familles.

TRIBUNAUX.

D'UNE NOUVELLE CONDAMNATION POUR DÉLIT DE COALITION.

On vient de juger encore et de condamner deux ouvriers tailleurs soupçonnés, l'un d'avoir été le chef, l'autre un des agents de la grande coalition de l'été dernier. Ce jugement mérite d'être examiné, d'abord à cause de l'intérêt que nous portons à ces deux ouvriers, ensuite, pour plusieurs incidents relatifs à l'organisation du travail.

Wahry et Weimans, tailleurs, comparaissaient le 8 de ce mois devant la 7^e chambre de police correctionnelle, prévenus d'être les chefs ou moteurs de la coalition des ouvriers tailleurs. L'accusation ne s'appuyait sur aucun de ces faits matériels qui seuls constituent un délit aux yeux de la loi, et cependant nos deux camarades furent condamnés, Weimans à trois mois, et Wahry à deux ans d'emprisonnement ! Cette rigueur à l'égard de Wahry paraîtra d'autant plus excessive, que la prévention à son égard n'était fondée que sur deux lettres confidentielles, dans lesquelles il exprimait le désir de voir la coalition des tailleurs se transformer en association commerciale entre ouvriers, et en demandait les moyens. Ces lettres furent saisies, par suite d'une perquisition faite chez un médecin inculpé dans cette affaire. Or, en droit, nous le répétons, jamais une lettre confidentielle ne peut constituer un délit ; car, s'il en était autrement, il n'y aurait personne, pas un seul juge, peut-être, qui ne fût exposé à passer en police correctionnelle.

S'il se fût agi de toute autre chose que de coalition d'ouvriers et d'association, les preuves intentionnelles eussent été déclarées insuffisantes ; mais Wahry devait expier le tort, impardonnable aux yeux de certaines gens, de chercher la solution pratique du problème de l'organisation du travail : on condamna en lui, non pas seulement son projet particulier, mais tous les projets qui ont pour but l'association ouvrière ; au moins sommes-nous fondés à le croire ; car les juges ne dissimulèrent nullement leur antipathie contre toute espèce de réforme industrielle. Dans son réquisitoire, l'avocat du roi se plaignit du trop peu de sévérité des maîtres en général, à l'égard des ouvriers, et le président lui-même, oubliant sa fonction, insista sur des choses qui devaient rester en dehors de la cause, et s'égarait fâcheusement pour les prévenus autant que pour la saine raison, dans les plus singulières considérations critiques sur l'Association.

Nous rappellerons, à ce propos, à M. le président que son devoir de juge lui commandait de mettre moins de passion dans son interrogatoire, et plus de réserve dans ses appréciations d'une théorie économique que la loi autorise, qu'il n'était point appelé à juger, et que cependant il s'est permis de réprover avec des termes et un accent qui ne sont convenables dans aucun cas, et particulièrement dans la bouche d'un juge. Cela est d'autant plus singulier de la part de M. le président, qu'il nous a paru ignorer complètement cette question si grave de l'association ouvrière, qu'il appelle dédaigneusement une *utopie*. Ce dédain nous afflige peu ; mais, ce qui est véritablement déplorable, c'est que cette prévention du juge contre la théorie n'était pas de nature à amoindrir la prévention à l'égard du prévenu. Que les magistrats ne l'oublient pas, on ne peut rendre la justice avec autorité qu'à la condition absolue d'être libre de tout intérêt, et de tout préjugé de parti ou de classe. Le juge est l'homme de la société tout entière ; il doit une égale justice à tous, et ses arrêts, soit qu'il absolve, soit qu'il condamne, doivent être fondés sur la morale seule, d'où découle toute justice. Hors de ce principe, tout est mal, tout est arbitraire.

Peut-être pensera-t-on au palais que ceci est encore une *utopie*.

Quoi qu'il en soit et quoi qu'on fasse, nous répéterons ce que nous avons dit plus d'une fois déjà : Vous voulez faire de l'intimidation, et vous ne faites que des ennemis à l'ordre de choses dont vous vous faites les défenseurs. Sachez-le bien, vos rigueurs produisent précisément l'effet contraire de ce que vous en attendiez : elles forcent les plus indifférents même d'entre les ouvriers à sortir de leur apathie pour chercher avec nous le moyen de sortir d'une condition que vous vous efforcez de rendre insupportable.

A vous, maintenant, nos camarades, qui souffrez la prison pour

avoir cherché un amoindrissement aux peines des travailleurs; prenez patience, le jour de la justice viendra. Et vous aussi, qui êtes libres, et qui voulez commencer l'Association, gardez-vous d'y mêler des conditions illégales. Vous voyez qu'il suffit de l'intention pour être condamné; que serait-ce si l'on nous prenait sur le fait! Faisons l'Association pure et simple; restons dans la loi jusqu'à ce que nous en ayons obtenu la modification, et, le temps aidant, la transformation s'opérera malgré la mauvaise volonté et à la honte de nos adversaires.

Ayons donc courage. Si nous ne sortons jamais de nos principes de moralité; si nous sommes toujours unis et persévérants, tous les honnêtes gens seront pour nous, et nous n'aurons pour ennemis que les ennemis de l'ordre et de la justice.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

ENQUÊTE.

IMPRIMERIE, OU TYPOGRAPHIE, ET FONDERIE EN CARACTÈRES.

Jusqu'à la restauration, et malgré la suppression du privilège proclamée en 91, l'imprimerie avait été soumise, sous la république et l'empire, à la condition des autres industries, excepté celles qui étaient indispensables aux besoins du temps : elle eut peu d'essor. Mais, à partir de 1815, la typographie prit un développement excessivement rapide, bien que, depuis 1811, elle fût remise sous le joug du privilège. Les études, depuis long-temps négligées, furent reprises avec vigueur. D'un autre côté, les partis contraires avaient remplacé l'épée par la plume; on se combattait à coups de pamphlets. On ressuscita toutes les œuvres du dix-huitième siècle, pour les opposer au droit divin. Les presses n'arrêtaient plus. Le nombre des imprimeurs avait été fixé à quatre-vingts sous l'empire. Cette disposition fut maintenue; de sorte que, pour satisfaire aux besoins, les imprimeries, au lieu d'augmenter en nombre, augmentèrent en matériel. Il fallut y appeler des ouvriers dans la même proportion. Bientôt on inventa des mécaniques, qui abrégèrent le travail de l'impression; dans le commencement, elles causèrent peu de mal aux ouvriers, car ceux-ci pouvaient encore assez facilement trouver de l'occupation. Mais cette prodigieuse activité qu'on avait donnée à l'imprimerie ne pouvait durer. Il arriva enfin un jour qu'à force d'avoir imprimé à tort et à travers, le public, fatigué, dupé souvent, n'acheta plus tant. Mais l'immense matériel des imprimeries ne pouvait rester inoccupé, sans causer de grandes pertes à leurs propriétaires. Les maîtres imprimeurs devinrent alors d'humbles solliciteurs auprès des libraires; ceux-ci firent de dures conditions, auxquelles il fallut se soumettre bon gré mal gré. Or, voici ce qui arriva, par suite de la baisse des prix occasionnée par la concurrence que se firent les maîtres : quelques-uns, les plus riches, préférèrent laisser dormir leur matériel, et renvoyèrent leurs ouvriers; les autres acceptèrent toutes les conditions des libraires, comptant faire supporter le rabais par les salariés. Et ils n'y réussirent que trop. Il y avait un si grand nombre d'ouvriers sans ouvrage (et qui dit sans ouvrage dit sans pain), que la concurrence eut lieu entre ceux-ci comme entre les maîtres, et les salaires furent diminués; et chaque jour on entend dire que dans telle imprimerie le travail est suspendu pour cause d'abaissement du salaire, ou bien encore, parce que ce malheureux salaire, déjà si réduit, ne peut être obtenu.

Si le présent est misérable, l'avenir se présente, pour les ouvriers de cette profession, sous des couleurs plus sombres encore. Il s'est établi tout autour de Paris des imprimeries qui, ayant de moindres frais, entreprennent à plus bas prix, et font le plus grand tort aux imprimeries de Paris, et surtout aux ouvriers, sur lesquels tout retombe en définitive.

Que le pouvoir y songe bien : il ne peut pas rester spectateur indifférent de ce désastre d'une grande industrie, et des misères qu'il entraîne à sa suite. Ce n'est pas en s'armant de la loi contre les coalitions qu'il remédiera au mal. Ces mesures qu'il prend ordinairement, sont aussi niaises que révoltantes, et il empirera la plaie jusqu'à en être effrayé lui-même, s'il ne change de méthode.

Voici le tableau de la situation actuelle des ouvriers employés dans l'imprimerie :

Imprimeurs, Compositeurs et Fondeurs.

Nous avons apporté tous nos soins à la statistique suivante; elle est aussi exacte que possible.

Sur les 80 imprimeries autorisées à Paris, 71 seulement sont, nous ne dirons pas en activité, mais ouvertes. Il faut y ajouter 29 succursales ou dépendances de quelques-unes de ces imprimeries. Le matériel réuni peut occuper 4,500 ouvriers; c'est à peu près le nombre qui habite Paris. 2,118 compositeurs sur 3,000 ont une place, c'est-à-dire sont attachés à une maison. Mais cela ne veut pas dire qu'ils travaillent continuellement; c'est même une nécessité, dans cette industrie, d'avoir un certain nombre d'ouvriers disponibles pour faire immédiatement les ouvrages pressés, tels que brochures, mémoires, etc.; après quoi les ouvriers se reposent en attendant une nouvelle besogne de ce genre, laquelle n'est jamais régulière. Par conséquent un tiers au moins de ces ouvriers est inoccupé.

Les apprentis sont à Paris au nombre de 280. — Les protes, ou chefs d'atelier, au nombre de 67. Il y a également 100 correcteurs attachés aux ateliers, et le même nombre environ travaillant chez eux.

Les presses à bras sont au nombre de 678 : 222 ne fonctionnent plus, par suite de l'emploi des presses mécaniques, qui sont au nombre de 107, et font la besogne de 400 presses à bras. Les presses à bras emploient 2 hommes, les presses mécaniques 3 personnes.

Il est difficile de donner un chiffre positif du salaire des ouvriers typographes, à cause de la rétribution aux pièces. Les rares ouvriers employés à la journée gagnent de 4 à 5 francs; les compositeurs de journaux, qui travaillent une partie du jour et la moitié au moins de la nuit, reçoivent de 5 à 6 fr.; les correcteurs à la journée, de 5 à 5 fr. — Les conducteurs de mécanique, de 4 à 7 fr.; les ouvriers tourneurs, de 2 fr. à 2 fr. 50 c., pour un travail des plus rudes et des plus longs.

Reste donc les ouvriers aux pièces, compositeurs et imprimeurs. Ces ouvriers passent généralement dans le public pour gagner, les premiers, 5 fr. par jour, les seconds, 6 fr. Tout compte fait, et notre calculé tabli sur diverses maisons plus ou moins actives, nous trouvons en moyenne 2 fr. pour les compositeurs et 3 fr. pour les imprimeurs. Nous le répétons, c'est une moyenne, et un grand nombre ne gagne guère que 1 fr. 50 c. à 2 fr., non-valeurs déduites. Nous devons ajouter que si le travail était régulier, si les prix ne tendaient pas de jour en jour à baisser, l'imprimeur pourrait gagner 5 fr. et le compositeur 4 fr.

Comme quelques autres industries, l'imprimerie renferme, surtout dans la composition, une catégorie d'ouvriers à part, qui ressemblent un peu aux *marchands*; on les nomme *metteurs en pages*; leur gain est plus élevé que celui des autres ouvriers, et c'est probablement de ceux-là qu'aura voulu parler M. Charles Dupin. Le public tombe aussi dans la même erreur, sans doute par une cause analogue.

Nous devons donc dire que cette industrie, toute libérale qu'elle est, n'offre aucun avantage matériel à ses ouvriers; il est probable même que la misère y est plus grande, puisque, en raison du degré d'instruction des ouvriers qui la composent, elle y est mieux sentie.

Les fondeurs en caractères, qui se rattachent à la même industrie, sont payés aux pièces; et gagnent en moyenne 2 fr. 50 c. par jour. Ils sont au nombre de 500 environ à Paris. Cette industrie occupe en outre 500 femmes, qui gagnent aux pièces de 1 fr. 25 c. à 1 fr. 50 c.

La situation des typographes, en province, est fort malheureuse, à l'exception des imprimeries de journaux, où la régularité du travail compense l'exiguïté du salaire.

Il est venu se joindre, depuis quelque temps, à tous les maux qui accablaient déjà cette industrie, une concurrence effroyable dans l'avenir. Nous voulons parler de l'établissement de quelques imprimeries employant des femmes comme compositeurs (1), et d'une autre qui fait travailler des détenus. Comme ce fait se présente dans plusieurs industries, nous en ferons le sujet d'un article spécial (2).

(1) MM. Firmin Didot frères, dont la réputation est européenne, et qui passent dans le public pour avoir porté au plus haut point le perfectionnement de leur industrie, ont été des premiers à établir une imprimerie de femmes.

(2) Nous prévenons les lecteurs qui désireraient se procurer sur l'enquête de plus amples renseignements, que nous nous chargeons de les adresser à l'ouvrier de chaque profession qui rédige une portion de ce travail. Cette offre ne doit laisser aucun doute sur l'authenticité de nos chiffres. S'il en reste, l'ouvrier dont nous parlons se chargera de les dissiper.

SOUSCRIPTION POUR FACILITER L'ÉTABLISSEMENT DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

PREMIÈRE LISTE.

Jacquin, 1 fr. — Lambert, 1 fr. — Coster, 1 fr. — Fretaux, 2 fr. — Jean, chapelier au Havre, 10 fr. — Guillaume, 1 fr. — Gilland, 1 fr. — Boissenade, 2 fr. — Favelier, 1 fr. — Faucheux, 2 fr. 10 c. — Bizet, 2 fr. — Mignan, 1 fr. 50 c. — Chambry, 1 fr. — Baudry, 1 fr. — Mallet, 1 fr. — Nathan, 1 fr. — Mourice, 25 c. — Balédent, 25 c. — Dupuy, 1 fr. — Redon, 1 fr. — Marchais, 1 fr. — Quenot, 1 fr. — Fritson, 1 fr. — Deschamps, 1 fr. — Thibaut, 50 c. — Ebruit, 1 fr. — Blandin, 1 fr. — Vallery, 1 fr. — Derret, 1 fr. — Meunier, 1 fr. — Courceaux, 1 fr. — Lesage, 1 fr. — Devaux, 1 fr. — Alix, 50 c. — Leneveux, 1 fr. — Stévenot, 50 c. — Boyer, 1 fr. — Gauthier, 1 fr. — A. Pelletier, 1 fr. — Berton, 1 fr. — Corbon, 1 fr. — A. Martin, 1 fr. 50 c. — Lecomte, 1 fr. — Chaumette, 1 fr. — Resch, 1 fr. — Imblond, 1 fr. — Bréard, 2 fr. — Garnier, 1 fr. — Ott, 10 fr. — Petit-Gérard, 10 fr. — Fortin, 3 fr. — Vanheyen, 3 fr. — Des étudiants abonnés à *l'Atelier*, 10 fr. — Régis, 5 fr. — Désirée Brand, 1 fr. — Favelier père, 1 fr. — Des modistes, 1 fr. — Masquin fils, 50 c. — Krantz, 1 fr. — Total, 105 fr. 60 c.

Nous prévenons de nouveau tous nos amis que la souscription est permanente; que c'est un des moyens les plus actifs de hâter la réalisation du projet que nous développons depuis neuf mois; nous espérons qu'ils comprendront avec nous que les ouvriers ne doivent compter que sur eux-mêmes, et qu'ils feront tous leurs efforts pour que la souscription atteigne largement le but que nous lui avons assigné.

Tout nous fait espérer que d'ici à quelque temps le comité de *l'Atelier* trouvera, chez les ouvriers appartenant aux professions les plus indispensables, un emploi fructueux et moral des fonds qui lui auront été confiés.

Nous pouvons annoncer que dès à présent un assez grand nombre d'ouvriers se préparent à aider ceux de leurs camarades qui voudront entrer sérieusement dans la voie de l'Association, par la fondation de caisses professionnelles destinées à prêter des fonds aux Associations qui s'établiront dans ces professions.

Les Associations pourront donc se fonder à l'aide d'argent prêté sans intérêt par les ouvriers qu'elles appelleront un jour à elles, et elles trouveront en outre, dans les sommes qui leur seront données par la souscription que nous ouvrons ici, le moyen d'abandonner, sans trop de sacrifices, une part de leurs bénéfices pour accroître ce qui, un jour, constituera des instruments de travail pour tous, et soustraire tous les ouvriers à l'exploitation du maître et du capitaliste.

Des artistes nous ont offert, pour être vendus au profit de la souscription, des objets d'art. Quelques ouvriers de luxe nous ont aussi promis des produits de leurs travaux. Nous pensons que cet exemple sera suivi, et nous adressons nos remerciements à ceux qui les premiers en ont eu la pensée.

Nous donnerons plus tard l'indication de ces objets et le nom des donateurs.

Nous avons reçu la lettre suivante, que nous nous empressons de publier, en remerciant celui qui nous l'adresse de ses bonnes dispositions à notre égard.

A M. le Gérant de *l'Atelier*.

Paris, le 6 mai 1841.

Monsieur,

Comme tout ce qui peut contribuer au soulagement de la Société, au développement de l'industrie et au bien-être des ouvriers, entre parfaitement dans mes vues, je viens, en qualité de chef d'établissement, comme ami des progrès et comme frère, vous soumettre quelques observations que je vous prie d'examiner avec intérêt.

J'ai réfléchi mûrement et médité avec calme le projet d'organisation pour le travail et d'Associations industrielles entre ouvriers, d'après le plan et les bases publiés par votre journal.

Je comprends la portée d'une Association qui ne peut avoir de résultats avantageux qu'entre gens qui s'estiment et se connaissent bien. Je désire participer à sa fondation, puisque je vis de mon travail, et que j'offre des garanties de moralité. Comme vous, au lieu de la théorie, je veux la pratique et des actes certains, dans l'espoir sur-

tout que nous trouverons des imitateurs qui apprécieront, malgré certains obstacles qu'on peut vaincre, combien il est beau et généreux de se consacrer au soulagement de l'humanité.

L'union et la fraternité, telle est ma devise.

Si l'Association prend du développement, fondée sur des bases équitables, qui ne pourront qu'assurer sa prospérité, je viens vous offrir mes ressources et mes moyens en vous priant d'agréer mes efforts pour propager ses principes.

A ce titre, je déclare, pour assurer le bonheur de l'Association, renoncer en sa faveur à tout ce que je pourrai posséder après ma mort, si je viens à décéder sans enfants, ce qui sera reconnu par acte authentique. Il faut un exemple d'encouragement; je cède sans efforts aux besoins de mon cœur d'artisan et à la philanthropie qui m'inspire.

Je déclare, en outre, que tous les ouvriers de ma profession, qui comprennent et veulent l'Association, seront reçus chez moi, logés, chauffés, éclairés de préférence à tous autres; que le travail ne leur manquera pas, mais toujours en se conformant aux statuts de l'organisation pour notre garantie personnelle; si même dès ce moment vous en connaissez de disponibles, vous pouvez me les adresser de suite, ils trouveront chez moi toute la bienveillance et les égards qu'ils auront le droit d'attendre de leur intelligence et de leur moralité.

Je ne m'étendrai pas davantage sur l'utilité d'une Association que vous avez si bien développée, mes moyens d'instruction ne me le permettent pas. Cependant je sais, comme frère et ami de mes semblables, en apprécier toute l'importance.

Agréez, etc.

HÉBERT, neveu,
Cordonnier,

Rue Saint-Louis, n° 9.

Un autre patron, M. Jéru, Coutelier-mécanicien, rue des Aman-diers, 19, près le Panthéon, nous prie d'annoncer que, désireux de prouver par des actes ses sympathies pour les ouvriers, il offre à ceux de sa profession les avantages suivants :

M. Jéru possède deux ateliers, dont l'emplacement permettrait d'occuper 20 à 50 ouvriers en métaux. Il fournirait à ceux qui se présenteraient de notre part : 1° des matières premières au prix coûtant; 2° des avances journalières d'argent pour la nourriture. Il avancerait en outre, à la fin de la semaine, aux pièces et au taux actuel du salaire, le prix des pièces confectionnées, qui seraient mises en vente dans la boutique de M. Jéru; le produit de cette vente serait remis intégralement à l'ouvrier, après en avoir déduit les avances faites, et prélevé un intérêt de 5 pour 100, destiné à payer les courtiers chargés de la vente. Tous les frais de direction, de loyer, etc., seraient à la charge de M. Jéru, moyennant une rétribution de 50 c. par jour que payerait chaque ouvrier.

Nous engageons donc nos amis, cordonniers et couteliers-mécaniciens, à se présenter aux adresses indiquées; ils y trouveront sans doute une amélioration, si mince qu'elle soit, à leur position actuelle chez les autres patrons; ils se prépareront ainsi petit à petit aux difficultés pratiques de l'Association.

Nous préférons, sans nul doute, l'Association pure et simple; mais enfin c'est une transition que la bonne volonté de quelques hommes veut nous ménager, nous croyons qu'il faut les en remercier et accepter leurs offres, si elles sont réalisables.

FAITS DIVERS.

L'industrie vient de s'enrichir d'une découverte importante, fort utile sans contredit sous une organisation rationnelle, mais véritablement effrayante en ce moment pour l'avenir des travailleurs. M. Depouilly, manufacturier à Suresne, près Paris, est possesseur d'une machine à faire du drap sans le secours du tissage. Il a réuni plusieurs manufacturiers, et leur a demandé combien il faudrait d'ouvriers pour confectionner une certaine quantité de draps en un jour. — Deux cents, lui fut-il répondu. — Eh bien, moi, je n'ai besoin pour cela que de huit personnes à 2 francs!

Avons-nous maintenant une organisation qui permette aux ouvriers de cette industrie de se diriger vers une autre? Qui les indemniserait du temps qu'ils passeront à embrasser une autre profession? Et s'ils ne sont pas indemnisés, qui les nourrira?

Bénie soit l'invention qui permet aux prolétaires de se vêtir de drap au lieu de toile, mais mille fois maudite la découverte qui va ôter à des milliers d'hommes le moyen de se nourrir et de vivre.

Le moyen d'ôter à cette invention ce qu'elle porte avec elle d'homocide? Nous vous le répétons tous les jours, c'est de faire en sorte que l'industrie soit organisée. Peut-être pourrait-on frapper les produits de ces inventions d'un impôt qui servirait à diriger les ouvriers lésés dans une autre voie de production. Mais on a bien autre chose à faire que d'organiser le travail.

— Les corps savants s'occupent à faire faire au progrès des pas de

tortue; voici un échantillon de questions posées par l'Académie des Sciences morales et politiques. Elle laisse *trois ou quatre ans* pour les résoudre. Pendant ce temps nous mourons de misère.

« Quelles sont les applications pratiques les plus utiles que l'on pourrait faire du principe de l'Association volontaire et privée au soulagement de la misère ? »

(Pour cette question, un prix de 5,000 fr. doit être décerné en 1845.)

« Rechercher par quels moyens, *sans gêner la liberté de l'industrie*, on pourrait donner à l'organisation du travail en commun dans les manufactures, et à la discipline intérieure de ces établissements, une influence favorable aux mœurs des classes ouvrières. »

« A ce propos, dit le *Journal du Peuple*, nous prendrons la liberté de demander à l'Académie des Sciences morales et politiques, qu'elle s'occupe aussi des moyens propres à créer une influence nécessaire (favorable, cela va sans dire) sur les mœurs des classes qui ne sont pas ouvrières, notamment de ces classes politiques et généralement fort peu morales, qui s'entendent aussi bien à corrompre les autres qu'à les exploiter. »

— Piron, dit Vendôme-la-Clé-des-Cœurs, blancher-chamoiseur, compagnon du devoir, vient de mourir à l'Hôtel-Dieu de Paris. C'était un de ces hommes de cœur qui ont consacré leur existence à instruire leurs frères, à leur prêcher la religion de l'égalité et de la fraternité. Ses œuvres de poésie, inconnues du public, sont populaires parmi les compagnons de tous les états. Sa dernière chanson, invitant à la concorde et à l'union des travailleurs, a été imprimée par les soins de ses amis et distribuée à son convoi, auquel assistaient un grand nombre de compagnons, qui, jaloux de témoigner combien ils estimaient ces principes de fraternité, se sont cotisés pour élever une modeste tombe à celui qui les leur a enseignés toute sa vie.

— L'éditeur Legallois publie en ce moment, sous le titre de *Richesse ou pauvreté*, un ouvrage important de M. Cherbuliez, professeur d'économie politique à Genève. Le temps nous manque pour en donner l'analyse.

VARIÉTÉS.

Un président de tribunal correctionnel, à un ouvrier accusé de coalition :

— Accusé, vous prétendez, dans vos moyens de défense, que vous cherchiez à établir une association d'ouvriers, qui n'était point une coalition. Je vous avoue alors que je ne comprends pas bien. Expliquez au Tribunal ce qu'était votre projet d'Association ?

— Le voici, M. le président. Ne voulant plus laisser nos salaires à l'arbitraire d'un maître, ni lui en laisser entre les mains, sous le nom de *benefices*, une portion qui nous est indispensable, nous avons résolu de nous associer quelques-uns ensemble, de réunir une petite clientèle, de travailler en commun, de payer chacun de nous suivant ce qu'il aurait fait, comme s'il était chez un maître, puis de consacrer la somme résultant de la différence entre le prix de façon et de fourniture, et le prix de vente, à l'agrandissement de l'entreprise.

— Ah ! fort bien, je comprends. Vous ne vouliez plus de maîtres, alors vous vouliez tous le devenir. Il n'y aurait plus eu d'ouvriers, il n'y aurait eu que des maîtres. Cela aurait fait un joli gâchis.

— Mais, M. le président, permettez que je prolonge mon explication. Il faut toujours quelqu'un qui dirige; ce quelqu'un, ce ne serait plus un maître comme autrefois, c'est-à-dire un individu qui prend un magasin et des ouvriers uniquement parce qu'il a des fonds à sa disposition; nous aurions *choisi* notre chef, c'est-à-dire le plus probe, le plus capable, et non pas le plus fortuné.

— Vous l'auriez choisi parmi vous ?

— Oui.

— Mais vous rêvez, sans doute. Est-ce que des ouvriers (je veux bien admettre qu'ils soient des plus laborieux et des plus capables) ont la capacité nécessaire pour gérer une entreprise, pour conduire des travaux, pour faire enfin tout ce qu'exige la fonction de commerçant ?

— Mais pourquoi non, M. le président ? Est-ce que nous ne voyons pas tous les jours des ouvriers devenir maîtres ? Et pourquoi, au lieu de chercher à devenir maîtres, c'est-à-dire à exploiter leurs anciens camarades, ne deviendraient-ils pas, s'ils en sont réellement capables, les gérants d'associations d'ouvriers ?

— Cela ne peut s'admettre. L'ouvrier *capable*, qui se sent du *talent*, veut acquérir plus de bien-être que les autres. C'est le fainéant et l'ignare seuls qui ne veulent pas de maîtres, parce qu'ils n'ont ja-

mais l'espérance de le devenir. Qu'ils se résignent donc, ceux-là ; s'ils sont malheureux, c'est leur faute.

— Ecoutez-moi, M. le président. Admettez pour un instant (ce qui est vrai) que la moitié au moins des ouvriers soient capables de devenir maîtres. Or, vous savez bien comme moi qu'il n'y a guère qu'un maître sur 40 ou 50 ouvriers. Vous voyez donc bien que tous ne peuvent pas devenir maîtres, tandis que tous peuvent devenir associés.

— Cela ne se peut pas ! Les ouvriers ont besoin d'être conduits. Eh bien ! cela ferait une jolie république d'ouvriers que vos associations ! Vous vous bercez d'une utopie, ou plutôt vous en imposez à la justice, en voulant lui faire croire que vous ne faisiez pas partie d'une coalition. Car enfin, vous demandiez de l'argent. Que vouliez-vous faire de cet argent ?

— Nous établir.

— Vous établir ? c'est-à-dire employer tous les ouvriers de votre profession, qui sont au nombre de dix mille ? Il vous aurait fallu des millions.

— Non, M. le président. Il suffisait de commencer une dizaine ensemble, et l'Association n'aurait admis de nouveaux ouvriers dans son sein qu'au fur et à mesure de ses besoins. Par ce moyen, les maîtres n'auraient pas souffert de cet ordre de choses, parce que leur clientèle ne les aurait quittés que progressivement, et ils auraient eu le temps de chercher d'autres moyens de faire fortune.

— Vous espériez donc faire concurrence aux maîtres, et leur enlever leurs pratiques. Il vous aurait fallu par conséquent baisser le salaire, afin de donner à meilleur marché qu'eux.

— Vous savez, M. le président, que la liberté dont nous jouissons permet cette monstruosité. Ainsi donc, légalement, quand nous voudrions, nous pourrions ruiner les maîtres, car, en nous privant des bénéfices, et vendant seulement au prix de confection, il nous sera facile de donner nos produits à bien meilleur marché. Mais rassurez-vous ; c'est un moyen dont nous n'userons qu'à la dernière extrémité. Nous pourrions leur faire une concurrence plus loyale ; celle-là, du moins, ne ferait plus souffrir nos frères.

— Laquelle ?

— Celle qui résulterait de la plus parfaite confection de nos produits.

— Comment, vous prétendez mieux faire que les maîtres, qui sont, quoi que vous disiez, les hommes les plus intelligents et les plus capables de chaque métier ?

— Détrompez-vous. Les maîtres surveillent, ou font semblant de surveiller la confection. Mais remarquez que dans l'état actuel, l'ouvrier n'a aucun intérêt à perfectionner son travail, puisque son salaire est fixe, ou du moins ne peut que diminuer. Il arrive qu'il fait la besogne assez bien pour ne pas perdre sa place, assez mal pour pouvoir en faire un peu plus. Et puis, il n'a pas de goût à l'ouvrage. Je voudrais vous voir, M. le président, confectionnant une paire de bottes pour 6 fr., quand vous savez que le cuir employé vaut 9 fr., et qu'elles seront vendues de 20 à 24 fr. Si le maître était assez honnête pour raisonner son bénéfice, et le baser avec justice sur son temps et ses dépenses, cela nous donnerait du cœur à l'ouvrage ; mais loin de là, la plupart du temps, on vient nous dire : Je suis obligé de vous diminuer, parce que M. un tel vend à 25 pour 0/0 au-dessous de mes prix, et qu'il faut que je soutienne la concurrence. Quelquefois cela est vrai ; et nous nous courbons en maudissant la concurrence ; mais souvent aussi c'est une friponnerie, un vol abominable qui nous est fait. Et vous voulez que nous ne cherchions pas un remède à cet état de choses !

— Accusé, vous êtes exalté. On vous monte la tête, c'est certain. Il y a de la politique sous jeu. Vous direz tout ce que vous voudrez, je vous laisse extravaguer avec vos plans de réforme, mais vous ne me persuaderez pas de la vérité de ce que vous avancez. Vous parlez de morte saison, de misère, tout cela n'a pas le sens commun. Je le dis hautement, pour les ouvriers *tranquilles*, laborieux et honnêtes, il n'y a pas de misère, il n'y a pas de morte saison ; il n'y en a que pour les paresseux.

— Ah ! M. le président, si vous saviez.

— Asseyez-vous.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVÔT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIER, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraîs, 47 ; chez GÉRUZZI, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

AUX OUVRIERS COMMUNISTES.

Il y a long-temps que nous avons le désir de nous adresser directement à vous ; mais nous nous sommes abstenus jusqu'à ce que vous pussiez répondre *vous-mêmes*. Aussi, avons-nous appris avec une vive satisfaction la création de plusieurs petits journaux communistes, rédigés, comme le nôtre, par de simples ouvriers librement choisis par leurs pairs⁽¹⁾. Nous sommes convaincus qu'il résultera de ces publications, véritablement populaires, de grands avantages pour la classe ouvrière en général. Par ce moyen, nous pourrions nous enseigner mutuellement, nous pourrions nous reprendre de part et d'autre avec sévérité et convenance sur nos défauts et sur nos erreurs théoriques et pratiques ; et, soit que le conseil vienne de vous ou de nous, ce sera une obligation pour tous, songez-y bien ! de le prendre en considération et de le méditer ; car, ici, ce ne sont pas tels ou tels individus qui parlent en leur nom ; c'est plus que cela, c'est une portion active du peuple s'adressant à une autre portion non moins active ; ou plutôt, c'est le peuple faisant un retour sur lui-même pour examiner la valeur des pensées diverses qui l'animent, afin de conserver celles qui sont bonnes, et de rejeter celles qui sont mauvaises. Il est d'autant plus important que ce travail soit fait entre nous, ouvriers, que nous seuls pouvons nous dire nos vérités. Le peuple, dans son ensemble, est, comme toute personne humaine ; s'il méprise ses calomniateurs, s'il est sensible aux sympathies qu'on lui témoigne, s'il écoute parfois avec quelque complaisance les louanges de ses courtisans (car le peuple a des courtisans), nous devons avouer, qu'en dehors de nos rangs, nul ne pourrait nous reprendre avec autorité sur nos écarts : c'est un droit qui n'appartient qu'à nous-mêmes.

C'est donc à vous et de vous, ouvriers communistes, que nous allons parler aujourd'hui en toute franchise, et vous nous répondrez avec une franchise égale.

Et d'abord, en disant *vous* et *nous*, c'est affirmer par cela même que la division est dans nos rangs. Or, est-il vrai qu'il y ait entre vous et nous une séparation réelle, profonde ? Nos principes sont-ils la contradiction radicale des vôtres, ou bien la désunion ne serait-elle que le résultat de préventions ou de malentendus ?

Si nous comparons entre elles les diverses théories que l'on a répandues parmi nous, nous les trouvons, il est vrai, contradictoires ; mais, en laissant de côté les formules diverses par les-

quelles chaque fraction exprime avec plus ou moins de justesse son idée particulière, si nous allons au fond même de la pensée des hommes, nous trouvons, et nous sommes heureux de le dire, que jusqu'alors la séparation est plus apparente que réelle. Cependant on ne saurait nier que le germe séparateur ne soit au milieu de nous ; c'est pourquoi nous devons nous hâter de le détruire ; car, ce qui n'est qu'une apparence aujourd'hui, pourrait être demain une déplorable réalité.

Nous nous sommes engagés à parler avec franchise ; disons donc sans hésiter que la cause de nos divisions est tout entière dans la vanité de quelques personnes, qui, n'ayant point voulu rester dans la foule et suivre les voies ordinaires, ont élevé de nouveaux drapeaux sur lesquels elles ont mis des signes particuliers, appelant à elles, chacune de son côté, des hommes qui les reconnaissent pour chefs. C'est, comme toujours, dans nos rangs que l'on vient chercher des soldats ; et nous seuls savons ce qu'il faut de ténacité pour résister aux séduisants appels, aux sollicitations de toutes sortes auxquelles notre position misérable nous expose.

C'est par ces menées que l'ensemble se fractionne en une infinité de petits groupes ; et c'est vainement que chacun de ces groupes crie aux autres : « Unité, unité ! » On sait que ce cri ne veut pas dire autre chose que ceci : « Réunissez-vous autour de moi, car je suis le plus avancé. » Or, comme de toutes parts on élève la même prétention, on continue de rester à l'état de fractions ; heureux encore quand chaque fraction ne se divise pas elle-même par l'ambition des disciples *plus avancés* que leurs maîtres.

Tout cela ne serait que ridicule, si la société était dirigée avec dévouement, intelligence et vigueur ; mais malheureusement il n'y a point aujourd'hui de direction sociale ; il n'y a que compression d'une classe par une autre ; aussi doit-on se réjouir en haut lieu de voir que la division germe au milieu de nous !

Quel malheur, en effet, si des hommes soumis aux mêmes conditions sociales, exposés aux mêmes misères, qui ne peuvent espérer des améliorations que par une persévérante union, consentaient à demeurer sciemment les fauteurs de divisions insensées, qui réduiraient à néant l'énergie et la force populaires !

Faisons donc un effort ; laissons de côté pour un temps les grands mots et les vagues formules, et voyons sérieusement ce que nous voulons les uns et les autres. Qui sait ? peut-être, bien que nous ne jugions pas nécessaire de nous dire tels, sommes-nous communistes autant que vous ?

Si, par communauté, vous entendez que le sentiment national doit être commun, et que tous doivent vouloir ce que veut la nation véritable, — nous sommes communistes comme vous.

(1) *Le Travail*, à Lyon, *l'Humanitaire*, à Paris.

Si, par communauté, vous entendez l'organisation sociale au point de vue de l'égalité, non point de cette égalité qui compte par tête, et qui dit *l'homme vaut l'homme*, parce que cela n'est pas juste; mais de cette égalité bien plus large, qui veut qu'on ouvre le chemin à tous, qui veut que tous soient protégés et soutenus, et qui mesure la récompense à la bonne volonté de chacun; — si vous voulez que le travail soit fait en commun; — si vous voulez que l'enfant, le vieillard et l'infirme soient nourris aux frais de l'État; — si vous voulez que nul ne supporte seul des pertes qu'il ne dépendait pas de lui d'éviter, et que la fortune publique répare les malheurs individuels, — il n'y a rien dans tout cela que nous ne désirions nous-mêmes: nous sommes donc communistes comme vous.

Si, par communauté, vous entendez encore cette vie plus intime, où, tout en respectant le mariage et la famille, on s'associerait volontairement, par besoin d'économie autant que par sentiment de fraternité, et où tous les moyens d'existence seraient communs; — si vous entendez, en outre, que sous le régime des associations agricoles et industrielles, le système d'échange pourra remplacer avec avantage, en bien des cas, le système de vente, — sur ces points encore, nous sommes communistes avec vous.

Tous ces désirs de réforme sociale sont parfaitement raisonnables et légitimes; et la génération actuelle devra être considérée comme ayant beaucoup fait *si elle peut en réaliser une partie*.

Mais, si vos idées de communauté allaient plus loin que ces généralités; si vous vous laissiez séduire par des promesses chimériques; si vous rêviez, en un mot, cet âge d'or, où le travail ne sera qu'une agréable distraction, où les fruits de la terre seront si nombreux qu'on ne pourra refuser, même aux paresseux, de s'asseoir au banquet, où l'homme sera uniquement occupé de son bonheur, et ne pensera qu'à se créer des jouissances nouvelles; si vous pouviez jamais croire en de pareilles choses, nous n'aurions plus qu'à vous plaindre pour les déceptions que vous vous préparez, et à gémir de voir une si précieuse activité perdue à la recherche de l'impossible.

Non, vous ne vous égarerez pas ainsi, nous en avons la conviction; car vous êtes, comme nous, des hommes pratiques avant tout; car les théories n'ont de valeur à nos yeux qu'autant qu'elles sont réalisables. Si donc, vous n'aviez point encore aperçu l'utopie, réfléchissez sérieusement, et vous ne tarderez pas à la rejeter de votre esprit.

Dépouillons, en effet, cette doctrine du voile séducteur dont elle s'enveloppe, et voyons quelle est sa conclusion dernière: « L'homme a droit au bonheur, dit-on; tout ce qui peut y contribuer s'appelle *bien*; tout ce qui lui est opposé s'appelle *mal*. » Voilà le raisonnement dans toute sa rigueur. Faut-il de longues réflexions pour voir où cela conduit? Quand on aura mis dans l'esprit de tous les hommes qu'ils sont faits pour le bonheur, personne ne voudra plus remplir les devoirs sociaux, parce que tout devoir est une peine; personne ne voudra se soumettre aux interdictions morales, parce que ces interdictions sont des obstacles à nos plaisirs. Et que quelques-uns ne viennent pas nous dire que par *bonheur* ils entendent le plaisir de se dévouer les uns pour les autres... Le dévouement est un acte de sacrifice; et, dans aucune langue, *sacrifice* et *bonheur* n'ont signifié la même chose. C'est donc un pur sophisme pour déguiser le côté matériel de la théorie. Nous maintenons que, par le mot *bonheur*, on a clairement voulu dire *jouissance positive*, si bien que l'on a énuméré dans les moindres détails les plaisirs variés et incessants de la communauté absolue.

Et puis, avec une pareille doctrine, comment pourrait-on arriver à l'unité? Ne voyez-vous pas qu'elle a déjà produit ses con-

séquences séparatrices? Pourrait-il en être autrement, en effet? Chacun a défini le bonheur à sa manière, selon son tempérament, son âge, selon les habitudes morales que la société lui a fait prendre, selon son audace ou sa timidité. Et pourquoi n'en aurait-il pas été ainsi? Qui peut être juge du bonheur d'autrui? Les instincts individuels ne sont-ils pas la meilleure règle?

On nous dira encore: « L'éducation modifiera les instincts ». Mais quels seront les éducateurs, et quels instincts modifiera-t-on? et pourquoi les modifier, puisque, selon les propagateurs, l'instinct est la source de toute certitude?

Voyez où cela conduit! On serait forcé, par la logique la plus simple, à arriver au *fourierisme*, qui excite et promet satisfaction à tous les appétits, même les plus honteux. Ne reculerez-vous point, nos camarades, si vous étiez sur la pente qui conduit à ces pratiques infâmes?

Nous croyons bien que la plupart des propagateurs de cette théorie n'en ont point vu les conséquences dernières; nous savons aussi, qu'à part un très-petit nombre, les ouvriers qui s'en occupent n'y ont vu que des aspirations légitimes vers un ordre de choses où tout serait pour le mieux. Mais l'égoïsme de l'homme est si subtil! il sait si bien se mêler à tout, même sous des apparences honnêtes, qu'il faut, amis, nous en défier comme de notre plus dangereux ennemi. Descendons en nous-mêmes; demandons-nous bien sincèrement ce qui nous flatte dans ces appels que l'on nous fait journellement, et si nous reconnaissons que c'est par l'égoïsme que l'on veut nous prendre, repoussons ces dangereux éducateurs qui jettent le désordre et la division dans nos rangs. Soyons bien convaincus qu'on n'a jamais rien fait de bien pour l'humanité quand on n'était mu que par l'amour de soi-même.

Non, l'homme, cette grande puissance, n'a point été fait pour lui-même et pour jouir en repos; c'est là une pensée grossière. L'homme est un ouvrier dans le monde; il faut qu'il fasse l'œuvre que la morale enseigne à son activité, voilà son devoir. Il faut aussi qu'il soit à même d'accomplir sa fonction; il lui faut la nourriture du corps et de l'esprit, voilà son droit. Ne perdons jamais de vue cette pensée que nous avons une haute fonction à remplir, fonction commencée depuis le premier jour de l'homme, et qui ne finira qu'avec l'humanité. N'oublions pas que la France n'est autre chose qu'une grande *communauté* d'idées, de travail et de but; gardons-nous d'oublier ces idées, ce travail et ce but; mettons-nous bien plutôt à l'œuvre pour faire avancer la civilisation d'un pas. Gardons-nous aussi d'imiter ceux qui nient l'expérience humaine; ceux-là sont des aveugles qui nient le passé, parce que tout y est obscur pour leur esprit prévenu; orgueilleux ignorants, ils ne tiennent compte ni des progrès, ni des nécessités des temps, ni des travaux immenses, inouis, de tant de générations qui ont passé sur la terre, et qui toutes y ont marqué, par quelque bienfait, la trace de leur passage! Ne croyez point que l'humanité ait erré jusqu'à ce jour, et que c'est nous, génération actuelle, qui la sauverons; soyons plus modestes, et ne méprisons point les œuvres de nos pères; nos pères nous valaient bien, et peut-être valaient-ils mieux que nous: ils ont fait leurs preuves, et nous n'avons point encore fait les nôtres.

Communistes, aucune des idées qu'on vous a enseignées comme nouvelles n'est en progrès sur les vieilles idées françaises; avez-vous trouvé quelque formule plus parfaite que la formule nationale, liberté-égalité-fraternité-unité? non. Eh bien! que sert de faire des communautés particulières dans la grande communauté? Que sert de perdre notre temps à discuter des théories dont la moindre défaut est d'être déraisonnables? Ouvriers! disciplinons-nous! rentrons dans les rangs! Nous ne vous appelons pas autour de nous, parce que nous ne sommes ni une personne, ni un parti:

nous sommes la foule ; soyez la foule comme nous. La masse du peuple, croyez-vous, n'est point sortie de la voie du progrès ; si elle n'y marche pas plus vite, la faute en est à nous tous, ou plutôt à ceux qui, sous prétexte de nous faire avancer, nous ont divisés et égarés. Ne nous laissons plus détourner des réformes possibles aujourd'hui : le temps perdu ne se regagne point ; on ne franchit pas non plus tous les degrés du progrès en un jour. Si nous négligeons ce qu'on peut faire maintenant, en attendant une expérimentation en grand, nous serions tout aussi insensés que cet homme qui attendait, assis, au bord du fleuve, que le lit fût à sec pour le traverser. Si les générations précédentes avaient fait ainsi, où en serions-nous ? Or, quoi qu'on dise, il y a beaucoup à faire aujourd'hui dans l'ordre politique et dans l'ordre industriel. Demandons d'une seule voix, travaillons au même but, faisons des essais ; mais, surtout, quittons ces dénominations diverses, qui sont des signes de désunion. Communistes ! nous voudrions vous appeler de ce nom pour la dernière fois ; n'avons-nous pas un nom qui nous est commun ? Aurions-nous honte de nous appeler de ce nom si glorieux et qui a une signification si haute ? Contentons-nous, amis, d'être de véritables Français ; car la France a toujours voulu et voudra toujours ce qu'il peut y avoir de grand et de légitime au fond de votre pensée. Que tous les hommes du peuple se donnent la main ; qu'ils réclament d'un commun accord ce qui est juste, possible, raisonnable actuellement, et ils obtiendront justice, car il n'est point de volonté au monde qui puisse résister à l'unanimité et à la légitimité de la volonté populaire.

Le Journal *la Fraternité*, dans son deuxième numéro, se récrie vivement contre notre définition de l'*Égalité* (voir *l'Atelier*, n° 9, p. 66) et contre l'épigraphe : *Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger*. Ce journal prétend qu'il faut nourrir même ceux qui ne veulent rien faire pour la société, et nous cite ces paroles du Christ, parlant de la femme adultère : *Que celui d'entre vous qui est sans péché lui jette la première pierre*. Nous répondrons à la *Fraternité* que nous ne jetterons jamais la pierre à ceux qui, ayant mal fait, témoigneront un repentir aussi sincère que celui de la femme adultère. Cela n'empêche pas de dire que celui qui *peut* et *ne veut* pas travailler ne doit pas manger.

DE LA PÉTITION POUR LA RÉFORME ELECTORALE.

A qui devons-nous nous plaindre ? A ceux qui occasionnent nos plaintes. A qui demander la fin de notre exploitation politique et sociale ? A ceux-là qui nous exploitent. Quelque triste que cela puisse être à penser, nous devons y songer, car c'est là le seul moyen légal, le seul chemin pacifique pour sortir de l'esclavage réel où le privilège renferme la nation française depuis les journées criminelles de Thermidor. Oui, c'est aux hommes du monopole électoral qu'il faut nous adresser pour obtenir la chute de ce honteux système ; eux seuls peuvent lier sans secousse le présent à l'avenir, par l'adoption de la réforme ; sans eux, cette fusion de deux époques si différentes coûtera peut-être bien des convulsions à la France, et nous, ouvriers, nous sommes trop dévoués aux intérêts de la nation pour ne pas ménager le sang dont elle vit.

Mais, il est à croire, nous dira-t-on, que les privilégiés ne veulent point donner leur adhésion, et que, par conséquent, la réforme sans déchirements intérieurs, ne devienne impossible. — Nous ne croyons point à cet aveugle entêtement ; nous savons que, de tout temps, les privilégiés ont tenu à leurs privilèges tant qu'ils ont eu l'espoir de les conserver, mais que du jour où cet espoir les a abandonnés, ils ont, sans grande résistance, consenti à ce que voulait le peuple, comprenant bien que toute autre conduite leur serait devenue funeste.

Nous sommes trop près encore de 89 pour avoir oublié ce qui s'est alors passé. La noblesse et le clergé, qui avaient si long-temps et si

durement opprimé la bourgeoisie, ne se sont-ils pas décidés à abdiquer leurs privilèges ? A-t-on oublié la nuit du 4 août, alors que chacun venait offrir à la patrie le sacrifice de tout ce qui lui était particulier, pour fonder la grande œuvre de l'égalité nationale. Qu'on ne vienne pas, pour affaiblir l'exemple que nous citons, parler des basses manœuvres que les aristocrates de l'Assemblée Nationale employèrent dans la suite pour conserver les droits féodaux et les biens du clergé, car alors que le principe était conquis, l'application devait bientôt s'en faire ; le tiers-état l'a glorieusement prouvé.

Le jour où le principe du monopole électoral sera aboli, en vain les aristocrates feront leurs efforts pour empêcher le triomphe du peuple : qu'ils soient amenés à nous reconnaître le droit, et nous aurons la fermeté de les faire consentir au libre accord du droit et des faits. Conçoit-on que l'égalité électorale proclamée, on vienne par des faux-fuyants en refuser l'application ? Qui donc osera, lorsque le livre de la loi portera : Tous les citoyens français sont électeurs et éligibles, dénier l'élection des hommes du peuple. Pour raisonner encore d'après ce qui s'est fait au commencement de notre grande révolution, nous citerons les vaines tentatives des Malouet et des Maury, qui prouvèrent que les hommes du passé avaient été vaincus sans retour, et la mort abandonnée de Mirabeau est d'un haut enseignement pour ceux qui s'imagineraient encore faire du peuple un instrument de leur étroite ambition ; ils se souviendront avec Mirabeau, reniant sa foi politique, combien il y a peu loin du Capitole à la roche Tarpéienne.

Oh ! ne craignons pas que le droit conquis, on ne vienne le rendre inutile, nous sommes sûrs d'en tirer tout ce qui doit logiquement en sortir. Occupons-nous donc seulement de conquérir ce droit sacré dont l'exercice est pour tout bon citoyen le plus saint des devoirs. Par nos sollicitations continuelles, par nos demandes toujours et partout reproduites, amenons les privilégiés à abdiquer tout privilège.

Puisque cette année l'instinct du propriétaire a arraché de leur banc tous nos députés avant que nos remontrances leur aient été soumises, préparons-nous à les leur présenter dès le commencement de la session prochaine ; qu'une des premières questions à leur poser soit celle de la réforme électorale. D'ici là, que les comités redoublent de zèle, que de toutes parts on s'associe pour exercer fructueusement le droit de pétition, qui vaudra bien, quand on saura s'en servir, celui de mettre les lois en délibération. Que pas un homme ne soit oublié dans la présentation des listes à signer ; que celui-là qui ne sait pas écrire appose sa croix au bas de son nom mis par un frère ; les nobles, nos maîtres d'autrefois, sanctionneront ainsi leur vote, et nul maintenant, pas plus qu'alors, n'osera douter de ce sceau de bonne foi dont nous répondrons tous d'ailleurs les uns pour les autres.

Ce serait peut-être ici le lieu de demander pourquoi les pétitions parvenues à temps au comité central n'ont pas été portées à la tribune de la chambre des représentants ; nous ne voulons point savoir s'il y a eu hésitation ou insouciance chez ceux qui devaient remplir cette sainte tâche ; dans l'un ou l'autre cas, il leur suffira d'y songer pour réparer leur faute, car le peuple, qui laisse si facilement tomber ses amis ingrats, n'abandonne jamais les défenseurs de la souveraineté démocratique. Que ce qui aurait dû être fait cette année le soit l'année prochaine, et il n'y aura rien de perdu, car la nation qui souffre l'esclavage politique depuis des siècles, peut faire bon marché de quelques mois.

Le moment sera opportun ; les querelles qui divisent les souverains de l'Europe ne se calment point ; si on ne les entend plus autant, c'est que la peur les fait parler bas. Dans quelques mois la dissolution de l'empire ottoman aura encore fait des progrès ; les rois, plus près de saisir chacun un lambeau de leur proie, en seront d'autant plus envieux l'un de l'autre, et nos hommes d'état, plus enclins à se renverser les uns les autres. Ce sera une belle occasion de faire triompher la réforme, et n'en pas profiter serait aussi lâche que criminel.

Agitons, agitons donc sans cesse cette question d'où dépend l'avenir de notre patrie, que le drapeau de la réforme soit l'étendard commun de tous ceux qui veulent le progrès ; que son cri soit celui de ralliement dans l'agitation politique.

Le comité de rédaction du journal *l'Atelier* est ainsi composé pour le prochain trimestre.

MM. Deforme, tailleur; Quenot et Marchais, chapeliers; Chevé, teneur de livres; Guillaume et Devaux, compositeurs d'imprimerie; Gaillard, fondeur; Coster, ébéniste; Anthime Corbon, sculpteur sur bois; Ledoux, cordonnier, Fortin, toiseur; Henri, sculpteur; Berton, charpentier; Stévenot et Pascal, compositeurs d'imprimerie; Garnier, expéditionnaire; Belin, tailleur; Lambert, teneur de livres; Robreau, tailleur.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

ENQUÊTE.

Le *Journal du Peuple* a publié, dans son numéro du 10 de ce mois, un article fort important sur un projet d'enquête commerciale, agricole et manufacturière. On sait qu'il y a déjà fort long-temps que l'opinion publique réclame un travail sur cette matière. On n'ignore pas non plus qu'il n'a presque rien été tenté dans cette voie par nos ministres de toutes les époques (1). Au milieu de cet abandon des chefs, les intéressés ne doivent-ils pas agir? C'est ce qu'a pensé le *Journal du Peuple*, en demandant que les comités réformistes s'occupassent, chacun dans sa localité, de recueillir les documents les plus exacts et les plus complets sur la situation du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, suppléant ainsi au mauvais-vouloir ou à l'inertie de ceux qui ont cependant pour devoir de remplir cette tâche, et qui la remplissent d'une façon dérisoire.

Ce sera, ce nous semble, une bonne leçon donnée à nos administrateurs par des citoyens qui, ne consultant que leur zèle, consacreront une partie de leur temps à faire l'inventaire du présent, afin de pouvoir asseoir l'avenir d'une manière juste et équitable, tandis que ceux dont la fonction est la recherche de ces documents, passent leur vie dans des intrigues, font et défont des ministères, ou travaillent au profit de leurs intérêts particuliers.

Nous applaudissons de toutes nos forces à ce projet; nous consacrons depuis long-temps nos efforts à en réaliser une partie. L'enquête sera faite par nous pour ce qui concerne les ouvriers. Mais nous ne sommes pas les seuls qui ayons des intérêts à défendre; les maîtres ont aussi leurs intérêts, les agriculteurs n'ont pas moins de sujets de plaintes, et il faut que toutes les réclamations soient entendues.

On nous dira peut-être qu'une enquête n'est, après tout, que la critique de l'état actuel, et que la critique ne remédie à rien. Soit. Mais il faut voir le mal, en connaître la nature, pour bien apprécier les causes. Si on nous objecte que les saint-simoniens, entre autres, ont fait la critique de l'organisation actuelle de manière à ne laisser aucun doute sur son impuissance, nous répondrons que l'enquête ne peut que donner une nouvelle force à leurs arguments; qu'il est malheureusement vrai qu'un grand nombre de personnes ignorent encore l'intensité du mal qui nous ronge, et que l'œuvre entreprise par les réformistes aura un caractère plus officiel en quelque sorte que celle des saint-simoniens et des fouriéristes. A coup sûr, il eût mieux valu sous tous les rapports que le pouvoir fit lui-même cette besogne; mais, s'il ne s'en charge pas, sachant bien qu'elle concluerait contre lui, il est indispensable que ceux auxquels l'avenir appartient s'occupent de le préparer. Et c'est moins pour accuser le pouvoir que pour sonder la plaie, que les réformistes entreprendront ce travail: c'est pour reconstruire et non pour démolir que le tableau fidèle de la situation passera, par la voie de la presse, sous les yeux du pays.

Car la presse, c'est maintenant le véritable souverain. Elle éclaire l'opinion, et l'opinion force la main aux gouvernants. C'est une puissance contre laquelle nul ne peut plus lutter, et devant elle doivent disparaître tous les abus. Qu'elle les signale, là se borne sa lutte contre eux; ils seront vaincus. Qu'elle indique ce qui doit cicatriser la

(1) De renseignements qui nous sont parvenus, il résulte que la police fait en ce moment dans les ateliers de Paris une enquête presque clandestine; elle compte les ouvriers, et chiffre le prix des journées de travail sur des renseignements qui, ne subissant aucune contradiction des intéressés, sont presque toujours, on le conçoit, entachés d'erreur. Si ce fait est vrai, nous devons néanmoins nous réjouir d'avoir provoqué cette mesure; nous verrons ensuite à discuter les documents, si on se résout à les publier.

plaie, et le remède est appliqué, s'il est bon, malgré les empiriques.

Les comités réformistes s'empresseront d'accepter la noble tâche que leur crée le *Journal du Peuple*. Trop long-temps on a cru que les patriotes n'étaient que des démolisseurs: que leurs actes prouvent donc qu'ils sont avant tout organisateurs. En effet, il est facile de prévoir le résultat de l'enquête faite par eux avec exactitude et conscience. Cette enquête ne sera pas une statistique pure et simple, un assemblage de chiffres plus ou moins éloquentes; il y sera ajouté un aperçu raisonné de la situation de l'industrie, de l'agriculture et du commerce de chaque localité. Les relations nombreuses des comités, la diversité des classes qui les composent, rendront ce travail très-facile, et on réunira ainsi, au moyen d'un centre, tous les matériaux épars de ce grand travail. Le mal sera exposé dans son ensemble, dans sa généralité. Qui empêchera ensuite chacun de formuler des plans de réorganisation, de guérison, d'autant plus complets que le mal aura été mieux décrit? Parmi ces plans, chacun pourra choisir; la discussion à cet égard ne sera pas infructueuse, en attendant la réforme politique qui donnera une sanction aux meilleurs plans en les faisant examiner par tous, et adopter par la majorité.

Nous sommes d'avis qu'il ne faut pas rester inactifs en présence de la situation, ou nous borner seulement à réclamer l'exercice de la souveraineté du peuple. Nous croyons qu'il est du devoir de chacun de préparer l'avenir en examinant les théories sociales, en les étudiant, en combattant même ce qu'il faut combattre. Il faut qu'un pouvoir démocratique puisse déjà, à son avènement, juger par des résultats, et non par des écrits, à quel plan d'organisation il doit donner la préférence. La discussion à cet égard est très-active en ce moment; mais l'enquête projetée jettera, sans nul doute, un jour plus grand, et fera peut-être surgir des moyens nouveaux de porter un remède au mal.

Nous avons donc maintenant un double motif pour continuer l'enquête que nous avons commencée. Nous avons créé ce journal pour la défense des intérêts ouvriers; il fallait prouver, par des faits et des chiffres, qu'ils étaient compromis. Ce travail, que nous faisons pour l'industrie seulement et du point de vue des ouvriers, trouvera maintenant sa place dans l'enquête générale annoncée par le *Journal du Peuple*. C'est une raison de plus pour nous d'y mettre toute l'activité et toute la justice nécessaires; nous trouverons, par nos relations dans toutes les professions, des hommes dévoués qui nous seconderont dans cette tâche.

Et nous répéterons, en terminant: puisque l'on ne veut rien faire pour nous, faisons nous-mêmes ce que nous croyons bien, juste et vrai.

La sincérité de notre dernier article d'enquête (typographie) ayant été révoquée en doute par un patron de cette profession, nous croyons devoir publier le fait suivant, qui vient à l'appui de nos assertions sur le salaire, assertions que nous persistons à certifier véritables.

Un ouvrier typographe de Paris demandait dernièrement à son patron une mince augmentation de salaire, attendu, disait-il, qu'il ne pouvait gagner, au prix ordinaire, en travaillant bien, que 12 francs par semaine. Le patron offrit de lui montrer ses livres de paye, afin qu'il pût juger par lui-même que la majorité de ses ouvriers s'estimait fort heureuse quand elle gagnait 12 francs par semaine. — 48 fr. par mois. — 1 fr. 60 c. par jour.

Si, malgré tous les soins que nous mettons dans cette partie de notre travail, il nous arrivait de commettre quelques erreurs, nous supplions ceux qui sont en mesure de les rectifier, de vouloir bien le faire. Nous voulons dire la vérité, rien que la vérité; elle est déjà, ce nous semble, assez désastreuse, et nous ne sommes pas de ceux qui spéculent sur les calamités publiques. Nous répétons, en outre, qu'un ouvrier au moins de chaque profession est responsable de la partie d'enquête qui le concerne. Pour l'article sur la typographie, nous pouvons offrir vingt répondants pour un. Les noms de ceux qui ont fait et feront les recherches sur l'enquête seront communiqués au bureau du journal.

DU TRAVAIL DES FEMMES.

Tant que l'ouvrier ne pourra, par le prix de son travail personnel, faire vivre sa famille, vous n'aurez point fermé le gouffre des révolutions, disait-il y a quelques mois, dans les *Débats*, un ci-devant

saint-simonien, aujourd'hui professeur à la Sorbonne. Or, cette vérité, que nous sommes loin de contester, est aussi menaçante aujourd'hui qu'alors, et si quelqu'un y pense encore, nul ne s'en occupe sérieusement.

Nous voulons aussi, nous, venir en aide à cette argumentation, et montrer une des faces les plus douloureuses de la misère des ouvriers; le travail des femmes.

Jeunes, leur salaire, quelles que soient leurs fatigues, est toujours insuffisant pour leurs besoins que tend sans cesse à exagérer une société en décadence. Et parmi celles que le crime entraîne, il en est plus d'une qui a perdu ses forces avant sa vertu.

Femmes, il leur faut délaissier les soins du ménage pour ajouter quelques sous à la semaine de leur mari; mères, elles ne peuvent pas songer à remplir leurs plus saints devoirs, car il faut travailler sans relâche.

C'est une douloureuse existence que celle que mènent les femmes dans nos grandes villes industrielles, et nul n'y regarde; si les riches s'en réjouissent, c'est pour en pouvoir plus aisément corrompre quelques-unes. C'est donc un devoir pour nous d'appeler l'attention de nos camarades sur tout ce qui se rattache aux travaux des femmes; nous les prions instamment de s'en enquérir à leurs sœurs et à leurs filles, à leurs femmes et à leurs mères, afin qu'une enquête consciencieuse vienne, en dévoilant les maux, indiquer les remèdes à y porter. Nous engageons donc nos camarades à nous transmettre le résultat de leurs informations pour servir au travail que nous préparons.

Au moment où nos camarades, cordonniers et tailleurs, comment les premiers noyaux d'association ouvrière, nous croyons à propos de parler des essais semblables tentés dans le passé. Ces exemples, outre qu'ils encourageront nos efforts, auront encore le double mérite d'établir la tradition du grand fait social que nous poursuivons, et d'arracher en même temps à l'oubli le nom de ces généreux apôtres qui nous ont devancés dans la carrière.

Avant que nous entreprenions en détail et avec méthode cette longue et difficile étude des initiateurs d'association ouvrière, qu'on nous permette de citer en passant un des exemples les moins connus et les plus analogues, non-seulement à nos principes, mais encore à notre propre situation.

Dans la première moitié du dix-septième siècle, un pauvre cordonnier trouva, par son infatigable et sublime dévouement, le moyen de fonder, sur les mêmes principes que nous propageons aujourd'hui, des *communautés de métiers*, comme on les nommait alors. C'était Henri-Michel Buche, né à Erlon, dans le duché de Luxembourg, d'une famille d'ouvriers. Il apprit le métier de cordonnier, et, à peine sorti d'apprentissage, il allait de ville en ville, cherchant les ouvriers de son état dans les boutiques, dans les cabarets et dans leurs chambres, les nourrissant, les soignant, leur prêtant son argent, ses outils, et les amenant par sa douceur à la pratique des vertus dont lui-même était un type vraiment accompli. Il poussait le sacrifice de soi-même à ce point de se réduire au pain et à l'eau, et de travailler une partie des nuits pour trouver plus de ressources à consacrer au soulagement des ouvriers, ses frères. Venu à Paris, il y fut connu de M. de Renti, homme éminent de cette époque, qui constitua aux associations ouvrières leur premier capital social. Tels étaient leur fraternité et leur dévouement, que parmi ces travailleurs tout était commun, et qu'ils ne prélevaient sur leur travail que le nécessaire, pour consacrer le reste à l'amélioration du sort des ouvriers malheureux. Malgré les difficultés inouïes des temps, on trouve ces associations égalitaires encore existantes plus d'un siècle après. Vers la fin du dix-huitième siècle, il y en avait encore à Paris deux principales : l'une de cordonniers, l'autre de tailleurs. Ces associations se propagèrent jusqu'à Rome, où on les voit constituées en 1701, et à Toulouse, où, un demi-siècle après, on trouve encore l'association des cordonniers. Tout était commun entre eux, et leurs règlements, que nous ferons connaître plus tard, avaient été dressés par M. de Renti et M. Coquerel, docteur en Sorbonne. M. de Renti mourut à trente-sept ans, le 24 avril 1648, et Henri-Michel Buche, à dix-huit ans de distance, le 6 avril 1666, après avoir supporté avec un courage prodigieux les souffrances les plus cruelles.

On voit ce que put, il y a deux cents ans déjà, le dévouement d'un seul homme, et quelle puissance d'abnégation et de fraternité eurent ces ouvriers cordonniers et tailleurs, premiers apôtres de l'as-

sociation ouvrière, ou communauté de métiers. Que ce souvenir nous serve et d'enseignement et d'exemple!

Quelques journaux ont annoncé que M. le préfet de police avait fait défense aux ouvriers typographes de se réunir pour se concerter sur un projet d'association commerciale.

Cette défense a été faite, attendu que la profession d'imprimeur est soumise au brevet, et que les ouvriers qui voulaient se réunir n'avaient pas justifié qu'ils fussent possesseurs d'un brevet d'exploitation pour cette industrie.

La réunion avait pour but de constituer une association d'épargne, seul moyen de parvenir à acheter le brevet exigé, puisque c'est une marchandise. Si vous empêchez les ouvriers de réunir leurs fonds pour l'achat du brevet, jamais ils ne pourront ni se réunir, ni s'associer en aucun temps, puisque vous le leur refusez, attendu qu'ils ne sont pas munis d'un brevet.

M. le préfet de police a senti jusqu'à un certain point l'injustice de sa défense : dans le but d'amoindrir l'effet qu'elle a produit sur tous les ouvriers en général, il a laissé entrevoir que s'il ne pouvait prendre sur lui d'accorder l'autorisation, il appuyerait du moins la demande des ouvriers auprès du ministre de l'intérieur, juge souverain dans ce cas. Il va sans dire que cela équivaut à un refus formel. On a trop peur en haut lieu que ces réunions d'ouvriers ne cachent quelque but politique.

Sur la question de savoir si les réunions, une fois autorisées, ne se rattacheront pas d'une manière plus ou moins directe à la politique, nous allons renseigner de notre mieux M. le préfet. Nous lui devons, à cet égard, notre pensée tout entière.

Nous parlons ici au nom des ouvriers de toutes les professions qui, comme les typographes, s'occupent eux-mêmes de l'organisation du travail, puisqu'il paraît qu'ils doivent renoncer à toute protection de la part du pouvoir.

Nous dirons d'abord à M. le préfet que, s'il entend par *politique* les intrigues qui ont pour but, soit le remplacement de M. Guizot par M. Thiers ou par M. Barrot; soit la substitution de M. Louis Bonaparte, du duc de Bordeaux, ou de toute autre personne à Louis-Philippe, nous pouvons lui affirmer en toute sûreté que les réunions d'ouvriers ont trop de bon sens pour s'occuper de ces choses.

Mais si, à notre exemple, M. le préfet entend par *politique* l'ensemble des lois qui règlent les relations des citoyens, qui assurent la subsistance des travailleurs, qui consacrent les droits de liberté et d'égalité pour tous sans exception, nous devons lui déclarer alors que les réunions d'ouvriers ont pour but de s'occuper de politique, nous dirons même qu'elles ne pourraient s'occuper d'autre chose.

N'est-ce pas de la politique, cette loi sur les associations, au moyen de laquelle on empêche toutes les tentatives d'amélioration industrielle?

N'est-elle pas un résultat politique, cette affreuse concurrence qui nous fait nous dévorer entre nous?

N'est-ce pas par la politique que nous espérons voir diminuer le prix de la viande et des denrées de première nécessité?

N'est-ce pas par elle que nous espérons voir établir des banques de crédit pour venir en aide aux associations de travailleurs?

N'est-ce pas non plus par elle que nous pensons fonder un capital inaliénable destiné à fournir gratuitement des instruments de travail à tous les ouvriers?

Et, n'est-ce pas par de bonnes lois que nous obtiendrons tout cela?

Et, s'occuper de l'examen des lois, demander l'abrogation de celles qui nous sont nuisibles, et l'adoption de celles qui nous paraîtront bonnes, n'est-ce pas s'occuper de politique?

Oui, M. le préfet, notre intention est de faire de la politique comme nous venons de vous l'expliquer; nous allons plus loin, nous tenons pour mauvais citoyen celui qui ne s'en occupe pas à ce point de vue.

Maintenant, nous allons vous expliquer pourquoi nous sommes toujours hostiles au pouvoir. Vous jugerez, de notre part, s'il y a opposition systématique, et si nous consentirions à devenir des instruments de parti, comme vous et les vôtres l'insinuez charitablement.

Lorsque la révolution de juillet éclata, les ouvriers y prirent une part active; après le succès, grandes furent les promesses, très-grandes furent aussi les espérances. Les ouvriers crurent à des amé-

liorations dans leur position, qui n'est rien moins que brillante. Eh bien ! cette situation a encore empiré, vous ne pouvez pas le nier : la concurrence n'a fait que croître ; les crises commerciales ont marché grand train. — A qui la faute ? nous sommes-nous dit. — N'est-ce pas au pouvoir qui devait, en raison des grands moyens dont il dispose, mettre au moins la question de l'industrie à l'étude et tenter des essais d'amélioration, qui devaient prouver, au moins en quelque chose, sa bonne volonté pour les intérêts ouvriers ? Mais en vain lui avons-nous crié de s'occuper de notre sort ; en vain les ouvriers lyonnais ont-ils résolu de se faire tuer pour attirer son attention sur leur situation. De nos réclamations de toute nature, nous n'avons recueilli que des coups de canon et de fusil, de la prison et des amendes. Nous avons donc résolu, l'expérience aidant, de suivre les voies légales, d'organiser nous-mêmes le travail suivant nos besoins et d'après les indications que quelques-uns ont fournies, et que nous avons jugé bonnes.

Ainsi donc, non-seulement le pouvoir n'a rien su faire pour nous, mais il nous empêche encore de tenter nous-mêmes des améliorations. Il faut que nous soumettions nos projets au contrôle d'un agent de police, qui voit partout des *menaces* à l'ordre et à la sûreté publique. Quand nous essayons parfois de soumettre nos idées à ce singulier arbitre, elles nous sont rendues tellement méconnaissables, qu'il est impossible de rien faire avec ce qu'on en laisse subsister. C'est un fait reconnu par tous les ouvriers, qu'il est impossible d'obtenir de la police une autorisation pour une institution qui témoigne quelques sentiments de fraternité, et qui possède quelques vues d'organisation. Si nous n'étions pas courbés sous le joug du plus peureux pouvoir qui se puisse imaginer ; si ceux qui nous mènent au hasard étaient d'autres hommes, on verrait aisément que, bien loin d'être des agents d'anarchie et de désordre, les ouvriers ne respirent au contraire que l'amour de l'ordre et de l'organisation. Que demandons-nous, enfin ? La *tolérance* de la police pour nous assembler par professions, et discuter les différents plans d'organisation du travail qui ont été proposés dans ces derniers temps ; si on nous craint, n'est-il pas toujours au pouvoir de l'autorité de réprimer tout désordre ? En vain dira-t-on que les partis s'emparement de ces réunions et en dirigeront l'esprit ; nous demanderons si les légitimistes et les napoléoniens ont jamais pu faire servir les ouvriers d'instruments à leurs vieilleseries ?

Non, M. le préfet, les ouvriers ne sont les instruments d'aucun parti : ils se glorifient d'appartenir librement à celui qui résume le plus complètement, à leurs yeux, les idées de morale, de justice et de vérité. La démocratie, dont ils sont les amis, est plus qu'un parti, sachez-le bien ; la démocratie, c'est la France. Rien dans les lois actuelles ne les empêche d'être démocrates : forts de la justice de leur cause, ils ne cesseront de réclamer publiquement le droit qu'on leur refuse, d'intervenir eux-mêmes dans leur cause, de faire pour eux ce que leurs maîtres ne veulent ou ne peuvent faire, et, pour cela, ils chercheront et trouveront dans le Code de Commerce des moyens légaux qui n'auront pas besoin de votre sanction.

Le plan d'association que nous avons proposé n'exige pas de réunions ; il suffit, pour cela, que quelques ouvriers, se connaissant parfaitement, adoptent mutuellement les bases du contrat, mettent en commun leur clientèle et leurs instruments de travail ; qu'ils nomment un gérant et un comité de surveillance. Pour tout cela, il n'est pas plus besoin de permission que pour aller dîner chez un ami. On nous a tellement habitués aux persécutions, que nous pensons bien que toutes les petites tracasseries qu'on pourra susciter aux associations seront mises en avant, mais elles échoueront devant la légalité.

En résumé, la défiance de la police vient de sa peur continuelle ; conséquemment, pour la rassurer, il suffit de marcher au grand jour, de façon à ce que tout soit connu, et qu'elle n'ait pas de prétexte pour faire de l'arbitraire. Il importe aussi que les ouvriers sachent bien quels sont leurs droits, et qu'ils les défendent au besoin, sans se laisser intimider par des menaces.

L'ouvrage de M. Boyer, *De l'État des Ouvriers et de son amélioration par l'organisation du Travail* (1) est complètement terminé.

(1) Un vol in-18. Prix : 4 fr. ; chez Charpentier, Palais-Royal, galerie d'Orléans, 7 ; chez l'auteur, rue de la Harpe, 32, et au bureau du journal.

Nous pouvons donc dire actuellement notre pensée sur son ensemble.

Cet ouvrage est divisé en deux parties, la première est consacrée à la critique de l'organisation, ou plutôt de la désorganisation actuelle de l'industrie. L'auteur ne s'est pas contenté de dire tout ce que sa position d'ouvrier lui avait permis de voir et de juger ; il a réuni avec une grande intelligence les passages les plus concluants des économistes et philanthropes modernes ; il s'est étayé des travaux de MM. Blanqui, Villermé, Michel Chevalier, etc., pour dresser l'acte d'accusation de l'organisation sociale. Ses autorités sont choisies dans toutes les opinions, et la conclusion est cependant la même. Sous ce rapport seulement, l'ouvrage de M. Boyer serait déjà un bon service rendu à la cause prolétaire. Nul ne peut plus nier le mal ; il a maintenant trop de témoins : la publicité lui est désormais acquise. Non-seulement quelques hommes généreux ont daigné exposer les vices d'une condition qui n'était pas la leur, mais ceux mêmes qui sont les victimes de cette organisation sont venus apporter leur témoignage et faire entendre leurs plaintes.

Et ce n'est pas sans peine que les ouvriers sont parvenus à se créer une voix dans la presse. Déshérités de la culture morale et intellectuelle comme du bien-être physique, quels travaux ne leur a-t-il pas fallu accomplir pour arriver à parler et à écrire la langue de tous ; que de sacrifices n'ont-ils pas dû s'imposer pour propager leurs écrits et leurs pensées ? On se figurerait difficilement à quel prix les ouvriers peuvent réclamer pour ceux des leurs qui ne le peuvent faire. Tout moyen de publicité leur est interdit. Ils ont à lutter, d'un côté, contre l'indifférence des masses, de l'autre, contre les préjugés des hautes classes, se révoltant presque à l'idée de voir un ouvrier qui fait un livre, et ne réfléchissant pas qu'il faut bien que l'ouvrier s'y décide, s'il ne veut voir la cause de ses frères tomber dans l'oubli.

La fin du livre de M. Boyer est consacrée à l'exposé de plans d'organisation progressive, dont l'adoption n'entraîne, suivant lui, aucune perturbation, et ne fait qu'assurer le droit de chacun sans nuire à personne. Nous devons signaler, sans cependant entrer dans les détails, les différents remèdes qu'enseigne M. Boyer. Ces mesures se rattachent toutes à un plan unique, mais elles peuvent être prises séparément et s'enchaîner progressivement les unes aux autres.

La première mesure, celle qui doit être prise immédiatement, c'est la création de conseils de prud'hommes pour tous les corps d'état, mais avec une loi qui leur donne une forme différente de celles qu'ils possèdent maintenant. Pour ne citer que quelques-unes des modifications, nous dirons qu'ils doivent se composer d'autant d'ouvriers que de maîtres ou d'ouvriers patentés ; qu'ensuite un conseil central doit être établi pour toute l'industrie, avec mission de régulariser l'établissement de tarifs de salaire dans chaque profession, tarifs adoptés par les maîtres et les ouvriers ; ce conseil aurait en outre pour devoir de faire augmenter, par des moyens qu'indique M. Boyer, le salaire des professions jusqu'ici mal rétribuées.

Le compagnonnage, appliqué à toutes les professions, serait le moyen d'éviter les chômages, ou du moins de garantir les ouvriers contre leurs suites désastreuses. Sa direction suprême serait confiée au conseil central de l'industrie, qui dirigerait alors intelligemment les ouvriers sur les points où leur présence serait nécessaire, qui décréterait toutes les mesures propres à assurer leur avoir et celui de leurs enfants. C'est, comme on le voit, une organisation complète, au point de vue actuel de la division des travailleurs en deux classes, maîtres et ouvriers, et réalisable par progression.

M. Boyer a senti que cet état n'était encore que transitoire, et il a exposé en terminant le principe de l'association, tel que nous le comprenons. Il invite les ouvriers dévoués à s'y consacrer dès à présent.

Nous croyons devoir publier l'état suivant de la situation matérielle de notre publication, afin que chacun puisse juger par cela même de son degré d'importance.

Les souscriptions des ouvriers de Paris ont produit depuis septembre jusqu'en avril, 1727 fr. Les abonnements de Paris et des départements et la vente de numéros ont rapporté au journal 1,618 fr. 23 c. — Total des recettes : 5,545 fr. 23 c. Les neuf numéros publiés ont coûté 2,922 fr. 50 c. — L'excédant des recettes est conséquemment de 422 fr. 73 c.

Notre publication a payé au fisc une somme de 616 fr. pour droit de timbre sur 15,400 exemplaires.

Nous avons versé au *Journal du Peuple* 25 fr. 45 c. pour les familles des ouvriers détenus, provenant de souscriptions dont voici le détail : Des typographes, 5 fr. — Agricole Perdiguier, 1 fr. — T. L. 2 fr. — Des fondateurs de *l'Atelier*, 19 fr. 45 c. — Le montant des souscriptions recueillies jusqu'à ce jour pour cet objet s'élève à 236 fr. 20 cent.

SOUSCRIPTION POUR FACILITER L'ÉTABLISSEMENT DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

DEUXIÈME LISTE.

Coponat, 2 fr. — Saint-Gresse, 3 fr. — Dorcy, 50 c. — Lorient, 50 c. — Deléang, 50 c. — Leroy, 1 fr. — Gouillet, 1. — Ravaux, 50 c. — Legrand, 1 fr. — Pascal, 5 fr. — Scott, 1 fr. — Renou, 1 fr. — Bondefoi, 1 fr. — Thibaut, 1 fr. — Maurice, 25 c. — Quenot, 1 fr. — Caluyer, 50 c. — Frison, 1 fr. — Balédent, 1 fr. — Varin, 1 fr. 50 c. — Lambert, 1 fr. — Godet, 1 fr. — Gaillard, 1 fr. — A. Thomas, 1 fr. — Lorain, 1 fr. — L. Fornet, 50 c. — Auguste, 1 fr. — Garnier, 1 f. — Anthime, 1 fr. — Chevâ, 5 fr. — Leneveux, 2 fr. — Antoine, 2 fr. — Guillaumé, 2 fr. — Lintilhac, 1 fr. — Gauthier, 1 fr. — Guillaume, 1 fr. — Henri, 2 fr. — Une liste qui ne nous est pas parvenue à temps pour nous permettre de publier les noms, ce que nous ferons, au reste, dans le prochain numéro, 13 fr. 50 c. — Total, 60 fr. 50 c.

Un artiste de nos amis nous a offert, pour être vendu au profit de la souscription, la propriété d'une lithographie représentant une des scènes les plus palpitantes du drame de M. Félix Pyat, *les Deux Serriers*.

Ce dessin représente Georges Davis (M. Clarence), ouvrier anglais, au moment où, mourant de faim, il adresse d'amers reproches à une organisation sociale qui ne peut le nourrir, malgré ses bonnes dispositions au travail, et qui le met dans l'affreuse nécessité d'opter entre le crime et sa propre destruction.

L'artiste a fait plus qu'un beau dessin ; il a fait une bonne œuvre.

Cette lithographie se vend 25 c. au bureau du journal, et dans tous les dépôts de librairie où se vend *l'Atelier*.

M. Théotiste Lefèvre, typographe, nous a également offert, pour le même objet, dix exemplaires de son *Traité des Impositions typographiques*, dont le prix est de 2 francs. Nous n'insistons pas sur le mérite de ce livre : il est assez connu dans l'imprimerie. Nous nous contenterons de remercier vivement son auteur du don qu'il nous a adressé.

FAITS DIVERS.

La Cour royale (chambre des appels de police correctionnelle) avait à s'occuper, le 19 juin dernier, du pourvoi formé par Wahry, contre le jugement qui le condamne à deux ans de prison, comme chef ou moteur de la coalition des tailleurs. En vain, Me Henri Celliez, son défenseur, a-t-il prouvé jusqu'à l'évidence que son client ne s'occupait, en septembre dernier, que d'association ouvrière, ainsi qu'il résulte de sa lettre à M. Goudchaux, la cour a confirmé purement et simplement le jugement. Nous livrons ce fait sans commentaires à ceux de nos amis qui nous demandent si quelques-uns des condamnés pour coalition n'ont pas été amnistiés dernièrement, à l'occasion de la fête du roi.

Ce que les journaux ont annoncé sur la stagnation des travaux n'est que trop vrai : les tailleurs et les bijoutiers surtout sont les plus maltraités. Et cependant, pour les tailleurs, l'époque ordinaire, le renouvellement inévitable de la morte-saison n'est pas encore arrivé, car cette morte-saison ne finit ordinairement qu'au commencement de novembre. Et elle commence en juin !

On indique comme ressource les travaux des fortifications. Que peuvent faire là des hommes habitués à manier l'aiguille et la lime ? Et puis ne sait-on pas qu'il est arrivé des provinces et même de l'étranger plus d'ouvriers qu'il n'en fallait. Quels autres moyens emploiera-t-on donc ? car il faudra du pain pour ces ouvriers et leurs familles. Qu'on y pense sérieusement, c'est M. Guizot qui l'a dit : « Il y a tort grave et grave péril à l'oublier ! »

VARIÉTÉS.

INSURRECTIONS AU MOYEN-ÂGE.

I. — MARCEL.

Le fait qui domine dans le quatorzième siècle et les siècles suivants, c'est la lutte qui est engagée entre la féodalité et le peuple ; celui-ci s'attache à saper les bases de l'organisation féodale, en dé-

truisant les privilèges de la noblesse, et, par ses efforts multipliés, cherche à faire disparaître de la société cette mauvaise organisation, cause de l'anarchie qui divisait et ruinait la France.

Il s'accomplissait alors deux œuvres qui devaient amener ces modifications si importantes ; l'une était l'affranchissement des serfs par les Communes ; l'autre était l'unification de la France, par la centralisation du pouvoir entre les mains de la royauté. Mais, pour atteindre ce double but, il fallait surmonter un obstacle bien grand, il fallait vaincre la noblesse. En effet, les seigneurs, maîtres de la plus grande partie de la population de la France, avaient dans leurs possessions une autorité pour ainsi dire absolue, tyrannisant leurs serfs et jouissant en paix, plongés dans le repos que recherche toujours l'égoïsme ; aussi n'étaient-ils pas disposés à abandonner à la première demande des privilèges qui leur procuraient de si grands avantages, et toutes les fois qu'on voulait les réduire, toutes les fois qu'on tentait de conquérir la liberté en s'affranchissant du servage, on rencontrait une vive opposition de leur part ; en sorte qu'ils étaient un obstacle continu au progrès et à toute réforme tendant à améliorer l'état de la société. Ces choses n'étaient pas les seuls motifs qui rendaient le peuple ennemi de la noblesse.

Depuis plus de vingt années une guerre désastreuse ruinait la France, et les nobles, qui trouvaient toujours du courage lorsqu'il s'agissait de défendre leurs intérêts, n'en avaient pas assez lorsqu'il fallait défendre la patrie, et rejeter loin des frontières les bandes d'ennemis anglais qui portaient partout le ravage et la désolation. Loin de là, ils continuaient entre eux leurs petites querelles, qui étaient pour le peuple une source continuelle de malheurs, et ils profitaient indignement de la division qui existait en France pour étendre de plus en plus leur despotisme, et chercher à s'emparer du pouvoir. Il n'y avait donc aucun lien qui rattachât le peuple à la noblesse, il ne pouvait y en avoir, et, depuis cette époque jusqu'à celle qui fut si fatale aux nobles, la haine ne devait que grandir. Telle était la disposition des esprits, lorsque la colère du peuple fut poussée à son comble par la lâcheté dont les nobles souillèrent leur nom à la bataille de Poitiers. Dans cette bataille, une nombreuse armée composée de la partie la plus brillante de la noblesse française, s'était enfuie devant quelques troupes anglaises presque sans combattre, abandonnant ainsi la France à ses ennemis ; et le roi Jean, le seul peut-être qui y montra du courage, y fut fait prisonnier.

La France, par suite de cette captivité, se trouva sans pouvoir : le dauphin était bien venu prendre aussitôt le commandement du royaume ; mais quelle confiance pouvait-il inspirer, lui qui avait été un des premiers à prendre la fuite à Poitiers, et qui, jeune encore, se laissait dominer par les seigneurs. Le peuple n'avait pas l'envie de voir le pouvoir tomber entre les mains de ses tyrans, et de ceux qui montraient si peu de courage pour défendre la patrie ; aussi résolut-il de s'en emparer.

Ce fut alors qu'éclatèrent presque simultanément deux insurrections : celle conduite par Marcel, prévôt des marchands de Paris, et celle connue sous le nom de *Jacquerie*. Ceux qui furent les auteurs de ces insurrections furent animés de sentiments réformateurs ; inquiets pour l'avenir de la France, ils tentèrent de changer, ou du moins de modifier sa forme sociale, et firent tous leurs efforts pour détruire les représentants du mal qui la minait peu à peu, et qui menaçait alors plus que jamais son existence. Le but des révolutionnaires dont Marcel était le chef fut d'obtenir le droit de s'immiscer dans les affaires publiques, afin de trouver dans cette position une garantie pour les droits déjà obtenus, et un moyen sûr d'en acquérir d'autres. Il ne faut pas s'y tromper, les tentatives de réforme furent loin d'être aussi nettement formulées, à cette époque, qu'elles le sont de nos jours ; mais évidemment on y reconnaît cet esprit démocratique qui se perfectionne sans cesse, et qui devient de plus en plus radical dans ses demandes de réforme.

Avant de raconter les faits de ces insurrections, disons un mot de la constitution de la France. Il y avait déjà à cette époque deux classes dans le peuple, toutes deux cependant ennemies de la noblesse ; c'étaient les bourgeois et les paysans. Ceux-là, soit qu'ils fussent plus riches ou qu'ils eussent plus d'intelligence, soit qu'ils fussent protégés par la royauté, avaient déjà obtenu leurs chartes d'affranchissement, que ceux-ci en avaient à peine entendu parler ; la liberté avait donc fait peu de progrès chez ces derniers, ce qui établissait une séparation sensible entre les habitants des villes et ceux des campagnes. En outre, chaque ville avait sa constitution et ses lois particulières, et les communications entre ces villes mêmes étaient très-difficiles, ce qui contribuait beaucoup à en augmenter la séparation. Quand on considère cela, on s'explique parfaitement pourquoi les tentatives de révolutions du moyen-âge ne furent pas générales. Paris et ses environs furent pour ainsi dire les seuls endroits où se passèrent les faits que nous allons raconter.

Les premiers symptômes de révolte éclatèrent dans l'assemblée des états-généraux, qui, aussitôt qu'ils furent réunis, débutèrent par demander de grandes réformes dans le gouvernement. On agita d'abord la question de savoir quelle forme gouvernementale on adopterait, quelle serait celle qui serait la plus avantageuse pour la France. C'était porter atteinte aux droits du dauphin, qui prétendait qu'il ne devait y avoir aucun changement à son égard, et que, tenant la place

de son père, c'était à lui à gouverner l'État sans que l'on exerçât aucun contrôle sur ses actes. On ne tint pas compte de ces observations et l'on créa un comité de quatre-vingts membres, qui fut chargé de rechercher quelles étaient les causes des maux qui accablaient la France, et quels remèdes l'on devait y apporter. Marcel, orateur du tiers-état et principal meneur du peuple, aidé de Robert-le-Coq, membre du clergé, et de Jean de Pecquigny, membre de la noblesse, exerçait une pleine influence sur ce comité, où toutes les questions devaient être résolues, pour être ensuite soumises à l'assemblée des états : ce fut là qu'il fit ses premières tentatives de réforme. Les membres de ce comité firent un rapport où étaient exposés leurs principaux griefs, et ils le présentèrent au dauphin, à qui on avait donné le titre de lieutenant-général du royaume. Indignés des vols nombreux que commettaient ceux qui étaient chargés des impôts, et des troubles qu'occasionnaient les luttes des seigneurs entre eux, ils demandaient, entre autres choses, la destitution, l'arrestation et la confiscation des biens des principaux officiers du roi ; que l'on avisât au moyen de faire cesser les guerres féodales ; que l'on organisât un comité composé de vingt-huit membres élus par les états, sans l'avis duquel le dauphin ne pourrait rien faire, etc., et ils tentèrent de se rendre indépendants en expulsant de leur sein quelques membres du conseil du dauphin qu'on leur avait imposés. Mais celui-ci, effrayé de la disposition des états, recourut à l'adresse pour s'en débarrasser ; il y réussit, et ils furent dissous quelque temps après leur formation (1536).

Le moment n'était pas favorable pour tenir une pareille conduite : le peuple était irrité contre le dauphin et contre la noblesse ; contre le dauphin, car il l'accusait de ne pas écouter les remontrances de ses délégués, et de mettre de la mauvaise foi et de la négligence dans ses négociations avec le roi de Navarre, dont les troupes, commandées par le frère de celui-ci, commettaient toutes sortes de brigandages, prolongeant ainsi le mal ; contre les nobles, car il leur reprochait de n'avoir pas su défendre la France et d'avoir fui à Poitiers, d'entretenir les troubles dans toutes les provinces et de protéger les brigands. Marcel, à la tête du peuple, était plus fort que le dauphin ; il manifesta surtout sa puissance à l'occasion d'une nouvelle monnaie que ce dernier voulait émettre. Un jour Marcel ordonne de fermer les boutiques, le peuple se rassemble en armes, et le prince est forcé de céder ; l'émission de la nouvelle monnaie n'eut pas lieu.

Les états, à l'instigation pressante du prévôt des marchands, furent de nouveau réunis. L'on revint aussitôt sur les questions dont on s'était occupé pendant la session précédente, et l'on insista fortement pour que les résolutions prises par les états fussent exécutées par le dauphin. L'on forma un comité de trente-six réformateurs généraux, auquel tous les prélats, seigneurs et communautés des cités et bonnes villes devaient obéir. Ce fut alors que fut publiée en parlement, et avec l'approbation du dauphin, la fameuse ordonnance de réforme, par laquelle le peuple serait inévitablement arrivé au pouvoir si elle eût été exécutée. Le dauphin, effrayé de ce qu'il avait fait, ou plutôt de ce qu'il avait été forcé de faire, voulut de nouveau renvoyer les états ; mais cette fois il en fut empêché par le peuple, qui menaça de se soulever, si le dauphin tentait de réaliser son projet (1537). Cependant, au bout de quelque temps, les états, ainsi que le conseil, furent dispersés par les intrigues du prince et de sa cour.

Les habitants de Paris s'étaient organisés comme dans une république ; le peuple délibérait en masse sur les affaires de l'État, et le signe de ralliement était sur toutes les têtes (1). L'on tenait aux halles et à Saint-Méry de nombreuses assemblées, où les orateurs populaires faisaient entendre d'énergiques discours contre les seigneurs et surtout contre le dauphin, que l'on accusait d'être l'auteur de tous les malheurs, et d'empêcher les mesures que l'on voulait prendre pour y remédier. Celui-ci s'y rendit pour se justifier ; mais ce fut en vain, ses paroles n'étaient écoutées qu'avec méfiance et froideur, et le peuple n'applaudissait que ceux qu'il avait reconnus pour chefs.

Marcel était alors le véritable roi de Paris ; c'était lui qui dirigeait le pouvoir, et tout ne se faisait que par ses ordres : il fit refuser au dauphin le titre de régent, et employa tous les moyens pour lui ôter toute espèce d'influence ; il avait fait, en outre, suspendre de leurs fonctions tous ceux qui pouvaient l'entraver, et avait ordonné aux Parisiens de s'armer. Le peuple triomphait ; aussi chercha-t-il à se débarrasser de ses ennemis. Il y en avait un entre autres, nommé Jean Baillet, trésorier, qui, depuis long-temps était en butte à la haine publique ; c'était lui qui, disait-on, poussait le dauphin à lever des impôts, et qui lui en donnait les moyens ; tous les deniers extorqués au pauvre peuple passaient entre ses mains, et l'on ne savait ce qu'ils devenaient. Il fut tué dans une émeute. Le dauphin, à l'instigation de plusieurs seigneurs, fit pendre le meurtrier ; mais cette exécution ne fit qu'irriter davantage le peuple contre la cour, et Marcel en profita pour frapper un coup décisif sur ses ennemis. Un matin, il rassembla tous les corps de métiers en armes, prit avec lui quelques hommes des plus déterminés et entra dans le palais. Il pénétra dans la chambre du prince, où s'étaient réfugiés les deux maréchaux de Normandie et de Champagne, qui avaient surtout déterminé le dau-

phin à faire exécuter le meurtrier de Baillet, et qui, chaque jour, l'engageaient à résister aux demandes du peuple, à l'accabler d'impôts, et à faire justice de tous ceux qui ne voudraient pas lui obéir. Marcel s'empara de ces deux nobles, et les fit immédiatement massacrer aux pieds du dauphin. Celui-ci, saisi de terreur, craignit que l'on n'en voulût aussi à sa vie ; mais Marcel, pour le rassurer, lui mit sur la tête le chaperon révolutionnaire, en lui disant de tout approuver, et que tout avait été fait par la volonté du peuple.

C'était un avertissement énergique ; il montrait que les insurgés étaient disposés à tout entreprendre, et le dauphin ne pouvait plus balancer ; il fallait qu'il se déclarât franchement pour le peuple ou pour l'aristocratie. Alors ce prince, las de subir ainsi la volonté du peuple et ne se croyant pas en sûreté au milieu de ceux qu'il voulait gouverner, prit le titre de régent du royaume, et s'échappa de Paris. Aussitôt toute la noblesse, qui était irritée de la mort des deux maréchaux et qui craignait que le même sort ne lui fût réservé, se rallia à lui. Il offrit le pardon aux Parisiens s'ils voulaient abandonner leurs chefs, et vint, avec ses troupes, prendre position à Meaux et à Melun.

De son côté, Marcel se préparait à une lutte prochaine ; il avait essayé de confédérer un certain nombre de villes, et avait fait augmenter les fortifications de Paris. On avait bouché quelques portes de la ville, afin de n'avoir pas à les défendre ; tous les soirs l'on tendait des chaînes dans les rues, et le peuple, organisé militairement, montait la garde sur tous les points menacés. Mais le prévôt avait commis une faute très-grave qui lui aliéna le peuple, il s'était allié au roi de Navarre, Charles-le-Mauvais, espèce de mauvais génie, qui semblait n'aspirer qu'à la ruine de la France. Le crédit de Marcel fut ruiné par le rôle de conciliateur qu'il essaya entre les Parisiens et le roi de Navarre, et on l'accusa même de s'être vendu à ce dernier (1).

Le dauphin, qui bloquait Paris avec trente mille hommes, s'était emparé de Charenton, et empêchait l'arrivée des vivres par eau, en même temps que des troupes, qui battaient la campagne, interceptaient toutes les communications sur les grandes routes. Il tâchait d'apaiser cette insurrection par de belles paroles, promettant d'observer l'ordonnance de réforme et de remédier immédiatement au mal. D'un autre côté, une certaine réaction commençait à s'opérer parmi un grand nombre de bourgeois, qui se laissèrent influencer par les partisans du dauphin ; fatigués de cette lutte, et voyant, du reste, la force du dauphin et la séparation qui s'établissait entre le peuple et Marcel, ils demandaient que l'on traitât aux meilleures conditions possibles. Ce fut alors que Marcel, ne pouvant prendre ce dernier parti, oublia son devoir, et trahit au dernier moment la cause populaire. Il avait perdu la confiance du peuple, et, en outre, avait tout à craindre du dauphin et de la noblesse : pour éviter le danger qui devenait de plus en plus menaçant pour lui, il saisit la seule voie de salut qui lui restât, il se jeta dans les bras du roi de Navarre, qui campait avec son armée autour des murs de Paris, et lui promit de l'introduire dans la ville, où il espérait bien pouvoir l'installer sur le trône. En conséquence il se rendit, dans la nuit du 31 juillet 1538, à la porte Saint-Autoine, et allait mettre son projet à exécution, lorsqu'il fut tué par un nommé Maillard, qui avait découvert sa trahison. Celui-ci rassembla immédiatement le peuple aux halles, et raconta ce qui s'était passé. Aussitôt une indignation générale s'éleva contre Marcel, et la foule maudit celui qui avait voulu livrer la ville à l'étranger, à un homme que l'on regardait comme l'ennemi commun, et qui ne ralliait plus à lui aucune sympathie populaire. Peu après on traita avec le dauphin, et ce prince rentra dans Paris.

Ainsi finit cette insurrection ; ses bons résultats ne furent pas immédiats ; mais ils se firent sentir quelques années plus tard, lorsque le dauphin gouverna sous le nom de Charles V. En effet, celui-ci profita des leçons que lui avait données le peuple dans sa jeunesse ; il se souvint des journées orageuses de 1538 et de la misère du peuple ; il se souvint aussi du reproche qu'on lui avait fait de sa lâcheté devant les Anglais. S'il répara ses torts passés, on le dut incontestablement à ces manifestations populaires. Par une administration sage, il sut emplir les trésors et soulager le peuple, et il montra surtout une grande intelligence dans la guerre avec les Anglais : aidé du brave Du Guesclin, il parvint à les chasser du royaume de France, où ils ne reparurent pas pendant toute la durée de son règne.

Nous raconterons prochainement l'insurrection des Jacques, qui eut lieu en même temps que celle des bourgeois de Paris.

(1) Ce prince fut d'abord l'allié des Parisiens, qui lui donnèrent le titre de capitaine-général. Mais on reconnut bientôt qu'il n'était qu'un ambitieux et un intrigant : deux fois son armée était sortie de Paris sans combattre, et en même temps il traitait avec le dauphin pour lui livrer Marcel et Paris. Des rixes sanglantes s'engagèrent entre les bourgeois et les soldats navarrais : un corps de Parisiens fut surpris et battu, et dès lors, d'allié qu'il était, Charles-le-Mauvais devint ennemi.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

(1) C'était un chaperon bleu et rouge ; ces deux couleurs étaient celles de la ville.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVOT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIER, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraais, 47 ; chez GÉNUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

DE LA MORALE.

Dans une époque d'agitation et de travail intellectuel comme la nôtre, où la vérité et l'erreur se manifestent sous mille formes diverses et se disputent la souveraineté, où le premier venu peut se poser comme révélateur, où il n'y a conséquemment point d'absurdité qui n'ait chance d'un succès momentané, il faut, si l'on veut prendre une part quelconque à la lutte entre les théories, être toujours prêt à répondre à toute question, si singulière qu'elle soit, sous peine de paraître impuissant.

Les personnes qui lisent notre feuille ont pu voir que nous rejetions, à propos des questions politiques ou sociales, toute solution qui ne nous semblait pas rigoureusement conforme à la loi morale. Nous n'avions point cru qu'il fût nécessaire de définir au long cette loi, reconnue et pratiquée depuis si long-temps ; nous nous étions bornés à affirmer purement et simplement qu'elle était notre règle de conduite et notre unique moyen de connaître et d'apprécier la valeur de toutes choses, et nous espérions, malgré le désordre de certains esprits, qu'on n'oserait pas nous demander compte de notre résolution, et remettre en question le principe générateur des progrès accomplis dans les temps modernes. Nous avons trop bien préjugé : on nie hardiment ce que nous avons affirmé ; on nous demande ce que c'est que notre morale, et quelle est notre certitude à cet égard ?

Bien qu'elle soit étrange, cette demande ne nous déplaît pas : elle nous fournit l'occasion de redire encore une fois ce que nous avons dit dès le commencement, et à chaque page de notre journal, à savoir, que notre morale est celle de la France entière. Nous allons montrer aujourd'hui que notre certitude à son égard est bien fondée, et que la morale n'est, en définitive, une chose vague que pour ceux qui se soucient peu de se soumettre à ses prescriptions.

Avant d'aller plus loin dans la discussion, nous déclarons refuser absolument d'aborder le terrain des grands raisonnements philosophiques et métaphysiques, par la raison toute simple que nous y serions fort mal à l'aise ; car nous sommes surtout des hommes pratiques, et c'est sur le terrain pratique que nous ramènerons toutes les questions, parce que c'est là seulement qu'il nous est possible de les juger sans nous exposer à tomber dans l'erreur.

La question qui nous a été faite peut être formulée ainsi :

1° Y a-t-il une morale unique, reconnue et pratiquée en France ?

2° Cette morale a-t-elle servi au développement progressif de la société ?

3° Contient-elle, enfin, et commande-t-elle les progrès futurs que les peuples peuvent concevoir et espérer ?

A ces trois interrogations, nous répondrons hardiment : oui !

Oui, il y a une morale unique, reconnue par tout le monde en France, et pratiquée par le plus grand nombre. Nous en appelons à ceux-là même qui nient ce fait, car ils savent parfaitement signaler et réprimer dans autrui les moindres infractions à cette morale, surtout lorsqu'ils en souffrent personnellement. Que ceux-là interrogent le peuple, n'importe où, qu'ils lui demandent si l'adultère, l'inceste, l'orgueil, la haine, l'envie, la lâcheté, l'hy-pocrisie, ne sont pas des fautes et des vices condamnables ; qu'ils demandent à qui bon leur semblera s'il n'est pas injuste que des hommes soient exploités par d'autres hommes ; qu'ils demandent s'il est bien d'être dévoué à la patrie, d'être chaste, sobre, bienveillant envers tout le monde, surtout avec les faibles, — et partout (en n'exceptant qu'un très-petit nombre d'insensés) il n'y aura qu'une voix, soit pour flétrir le mal, soit pour glorifier le bien. — Il y a donc unité de morale en France.

Oui, la morale a servi, ou, pour dire plus justement, elle a été la cause de tous les progrès accomplis dans la société européenne, dont notre nation est la tête. Il n'est point nécessaire de dire l'abîme qui nous sépare de la civilisation qui précéda la nôtre, ou seulement des sociétés qui ont échappé à l'influence du christianisme ; tout le monde sait que chez ces dernières, qui occupent l'Asie, l'Afrique et une partie de l'Europe, l'esclavage de droit est encore le fait le plus général. Tous les vices de la société antique y règnent souverainement ; aussi croupissent-elles dans l'immobilité et la misère physique et intellectuelle : on sent qu'il faut que l'Europe les prenne sous sa tutelle pour les rappeler à une vie moins misérable. Regardez maintenant, vous qui niez l'influence salutaire de la morale, regardez la France, où la liberté et l'égalité existent de droit, et sont à la veille d'exister complètement de fait ; voyez sa prodigieuse activité et son immense supériorité sur les nations dont nous parlions tout-à-l'heure ; considérez sa puissance intellectuelle et matérielle, les immenses ressources qu'elle tient en réserve pour le jour où le peuple usera de sa souveraineté ; voyez tout cela, puis étudiez comment tout cela a été produit ; et quand vous aurez vu qu'à travers des résistances sans nombre, la nation a toujours persévéré dans la même croyance, affirmé le même but, pratiqué sans cesse la morale qui commandait positivement toutes ces œuvres,

vous serez convaincus comme nous-mêmes que le principe qui a tiré la France de la barbarie antique, et qui l'a faite ce qu'elle est, a bien droit, à cause de sa fécondité, au respect des hommes qui veulent sincèrement le bien de l'humanité. — Quant à nous, ces magnifiques résultats nous suffiraient pour asseoir notre certitude, à défaut de tout autre motif.

Oui, enfin, la morale contient et commande tous les progrès qu'il est humainement possible d'espérer et de concevoir. Ces progrès sont résumés dans ces deux mots : fraternité universelle. Or, tout ce qui peut conduire à ce but définitif y est parfaitement enseigné : le dévouement, la persévérance, le travail, la sobriété, en un mot, tout ce qui fait la bonté, la force et la capacité, la morale l'excite sous toutes les formes imaginables.

Le principe que nous proclamons a d'autant plus d'autorité pour nous qu'il a été un excellent guide pour les générations passées, et que lui seul peut nous guider sûrement dans les voies de l'avenir ; et, ce qui augmenterait encore notre croyance à cet égard, c'est que tout ce qui lui a été opposé a été jugé par l'expérience radicalement mauvais et anti-social ; c'est qu'aucune théorie ne lui a été supérieure ni égale, tandis que tout ce qui a eu quelque valeur sociale était inspiré par elle.

Mais, n'eussions-nous aucune de ces raisons déterminantes, nous maintiendrions encore notre principe par nécessité sociale. En effet, comment l'unité peut-elle exister entre les membres d'une même nation, s'ils ne reconnaissent pas tous également une loi qui règle leurs rapports, qui les oblige à un devoir commun, qui définisse le bien et le mal en vue de la fonction spéciale de la société ? une loi qui réprime les appétits de l'homme, et qui ait autorité pour cela ; une loi dont les préceptes soient enseignés uniformément, et prennent l'enfant à la mamelle pour lui inculquer ces notions du juste et de l'injuste qui sont en nous ce qu'on appelle la conscience ? Évidemment, s'il n'en était point ainsi, si chacun pouvait se faire une morale à son gré, il n'y aurait jamais unité de but parmi les hommes ; chacun d'eux définirait le bien, ce qui lui fait plaisir ; le mal, ce qui le blesse ; et il ne serait jamais possible d'instituer un gouvernement, à moins qu'il ne fût despotique ; car, avec le suffrage universel, il serait impossible de s'entendre, ni de rien édifier ; ce serait le règne de l'anarchie, c'est-à-dire une lutte permanente entre des volontés individuelles et des intérêts contraires. Nous avons tous sous les yeux des exemples pour nous édifier. Que l'on considère les hommes pris en corps de nation, ou par petits groupes : partout où il y a une idée morale qui les domine et les dirige, il y a unité parfaite, activité, fécondité d'œuvres ; partout, au contraire, où il y a absence d'autorité morale, où les individus ne relèvent que d'eux-mêmes, il y a désaccord, immobilité, stérilité. L'intérêt pourra bien réunir quelques hommes pour un instant ; mais l'intérêt les séparera l'instant d'après.

Il ne faut pas oublier que, lorsque nous parlons d'unité sociale, nous n'entendons pas que les personnes sont unies pour leur bien particulier ; dans notre pensée, c'est avant tout pour travailler au bien général, dussent-elles n'en jamais profiter elles-mêmes. Ainsi, quand nous prêchons la nationalité, c'est ainsi que nous l'entendons ; nous voulons que la France soit parfaitement une, afin qu'elle ait plus de puissance pour réaliser dans le monde, et au profit de tous les peuples, les institutions de justice que la morale commande. Si vous niez cette morale, vous travaillez, en définitive, à tuer l'unité, et, partant, la société qui conserve et doit appliquer le remède aux maux de l'humanité.

Réfléchissez, vous qui rejetez imprudemment l'autorité absolue de la morale, et regardez autour de vous : il y a, sous vos yeux, nous le savons, tous les germes de l'anarchie ; reconnaissez que

c'est précisément parce qu'il n'y a point là d'autre règle que le caprice individuel. Voyez les conséquences de votre négation, et jugez vous-mêmes.

Nous défions d'ailleurs ceux qui trouvent la morale insuffisante, de nous citer un seul point qu'elle n'ait pas prévu, ni un seul précepte à y ajouter. Quand donc on vient dire qu'elle est insuffisante, nous sommes tentés de croire que l'on fait un sophisme ; c'est trop sévère que l'on veut dire. Voilà, très-probablement, la pensée qui est au fond de l'objection. On voudrait qu'elle fît une plus belle part à nos appétits matériels ; c'est aux préceptes sur l'abstinence qu'on en veut. Mais, songez-y bien, si vous supprimez les interdictions, ce sera au profit de la débauche, qui est une des formes de l'égoïsme. Or, ce n'est point par l'égoïsme qu'on fera avancer la société, et qu'on instituera la fraternité ; c'est, au contraire et seulement, par les vertus que la morale exige des hommes ; aussi peut-on dire que quiconque ne l'admet pas dans toute sa plénitude, n'est pas révolutionnaire en vue de la fraternité : ce n'est qu'un égoïste révolté.

LES JOURNAUX COMMUNISTES.

Les deux petits journaux communistes dont nous avons annoncé la prochaine publication, ont enfin paru, le premier à Lyon, sous le titre de : *le Travail* ; le second à Paris, sous celui de : *l'Humanitaire*.

Il y a donc maintenant quatre journaux communistes, paraissant chacun de mois en mois : *le Populaire*, *la Fraternité*, *le Travail* et *l'Humanitaire*. Les trois qui sont publiés à Paris sont rédigés par des hommes de lettres ; car *l'Humanitaire*, que nous croyions devoir être fait exclusivement par des ouvriers, prend soin lui-même de nous apprendre qu'il recevra des articles de quelque part qu'ils viennent, pourvu qu'ils soient de sa doctrine ; on sera du journal *quoique* ouvrier ou écrivain de profession. Quant au *Travail*, de Lyon, il a procédé comme nous, par voie d'exclusion ; au moins lisons-nous en tête de cette feuille qu'elle sera exclusivement fondée et rédigée par des travailleurs. Nous regrettons seulement que *le Travail* n'ait pas publié, comme garantie, les noms des ouvriers élus par les fondateurs pour rédiger ou discuter la rédaction, si toutefois il y a eu élection. Car il y a, pour nous, une très-grande différence entre un journal fait par quelques hommes, en leur nom particulier, et celui qui est fait par des ouvriers élus par leurs pairs. Le premier n'est que l'expression de deux ou trois personnes, tandis que le second acquiert, par sa constitution même, l'importance d'une opinion populaire.

Nous ne savons donc pas au juste ce qu'il en est de l'organisation de la feuille de Lyon ; mais nous avons appris avec peine que nous avions été mal renseignés à l'égard de *l'Humanitaire* ; nous disons avec peine, car nous maintenons toujours que, dans la situation actuelle, les ouvriers seraient presque tous d'accord, s'ils pouvaient s'entendre sans avoir recours à des intermédiaires qui, le plus souvent, ne font que les désunir. Ce n'est pas à dire, comme on nous le reproche, que nous prétendions posséder toute science. Nous laissons ce ridicule à d'autres ; nous avouons très-volontiers que notre peu de savoir est un savoir d'emprunt. Nous avons exclu les hommes de lettres, parce que nous avons voulu que le peuple élevât sa propre voix, pour enlever aux gens de mauvaise foi le prétexte de répéter que l'on fait dire au peuple des choses qu'il ne pense pas. Cela n'empêche en aucune manière les rédacteurs de *l'Atelier* de demander individuellement des conseils aux hommes qui peuvent en donner de bons ; mais la rédaction doit être exclusivement l'œuvre des ouvriers, et celle de *l'Atelier* est sincèrement telle ; il est même passablement naïf de notre part d'insister sur ce fait.

En définitive, les quatre journaux communistes sont contre *l'Atelier* ; cela n'a rien qui doive étonner, puisqu'ils ne sont même pas d'accord entre eux, tant s'en faut. Nous n'entamerons point aujourd'hui une polémique avec ces organes des diverses nuances du communisme ; il nous convient mieux de rester spectateurs de la lutte à laquelle ils vont se livrer ; cette lutte, nous l'espérons, sera fructueuse en enseignements pour les hommes sincères qui n'ont point embrassé par égoïsme le système de la communauté.

Constatons seulement, en passant, que toutes les grossièretés qu'on

nous reprochait d'attribuer au communisme, le communisme lui-même vient de s'en vanter. *L'Humanitaire*, par son langage, a donné à nos arguments une valeur qu'ils n'auraient jamais eue sans lui. Aussi pouvons-nous répéter le proverbe : *A quelque chose malheur est bon*. Si *L'Humanitaire* est un mal, il porte avec lui le remède contre sa propre doctrine. Ce journal fera ouvrir les yeux à ceux qui ne voyaient point où on les conduisait ; ils éprouveront, il faut l'espérer, quelque dégoût pour une théorie qui appelle *préjugés* tous les devoirs dont l'accomplissement ne procure pas des jouissances positives à ceux qui les ont remplis. En un mot, il proclame en principe fondamental le bonheur de l'homme, et nie hardiment, au nom de ce principe, tout ce qui peut être un obstacle à ce bonheur. Nous avons dit notre pensée sur ce genre de communisme dans notre dernier numéro ; nous n'entrerons pas aujourd'hui en discussion avec *L'Humanitaire* ; il faudrait le citer au long ; il est bien plus simple d'inviter nos lecteurs à le lire (1).

Du reste, les autres communistes le reconnaîtront tôt ou tard, *L'Humanitaire* est l'organe le plus conséquent et le plus avancé de la doctrine ; il n'a rien dit qui ne soit contenu en principe dans les écrits des autres théoriciens ; et, si ces derniers n'ont point encore sapé tous les *préjugés*, c'est, et nous les en félicitons, que le sentiment moral a dominé en eux la rigueur logique. Mais c'est là un état sentimental qui ne peut durer : ou bien ils reculeront devant les conséquences de leur principe, ou, s'ils persistent, ils arriveront nécessairement à parler comme *L'Humanitaire*. En attendant, nous avons à cœur de déclarer à ce nouvel organe du communisme que nous n'éprouvons pour lui d'autre sentiment que celui de la réprobation la plus prononcée.

M. Ch. de Montchavert a publié, dans *L'Indicateur de Bordeaux* des 26 juin et 10 juillet, deux longues lettres dans lesquelles il a exposé très-clairement le but et les tendances de notre journal. Nous regrettons que l'espace nous manque pour la reproduction de la première de ces lettres, car nos plans d'association y sont expliqués avec une clarté que notre faiblesse littéraire ne nous permet pas d'égaler. La seconde lettre est destinée à l'examen de nos doctrines morales et sociales.

« C'est un engagement téméraire, dit l'auteur ; nulle part, en effet, les rédacteurs de *L'Atelier* n'ont, à ma connaissance du moins, exposé un corps complet de doctrine, et moins encore un plan d'organisation sociale. »

Que M. de Montchavert veuille bien se rappeler que nous sommes des ouvriers ; que nous avons fondé ce journal, non pour exposer une doctrine, mais pour réclamer, au nom des travailleurs de l'industrie, toutes les améliorations praticables. Nous nous sommes appuyés sur une doctrine qui n'est pas notre œuvre personnelle ; nous n'avons pas apporté un plan d'organisation sociale, nous nous sommes bornés à accepter, ainsi qu'il est dit plus haut, la loi morale qui régit la France entière, et c'est au nom de cette loi, qui n'est pas de convention, que nous avons jugé tout ce qui s'est présenté à nous.

Si l'auteur des *Lettres sociales et politiques* veut examiner et discuter sérieusement ce qu'il appelle nos *théories morales et sociales*, ce n'est pas à nous qu'il doit s'attaquer, c'est à la masse de la nation, par laquelle elles sont mises en pratique depuis long-temps. Rien de ce que nous avons avancé dans les formules qui sont en tête de notre journal n'implique contradiction avec les principes pour lesquels nos pères ont combattu, et les conséquences que nous voulons en tirer sont absolument les mêmes que celles que notre immortelle révolution a tenté de réaliser. M. de Montchavert approuve sans réserve la première de nos formules : *Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger*. Il ne croit pas devoir critiquer notre définition de la liberté et de l'égalité, mais il attaque celle de la fraternité, qui, suivant lui, effacerait totalement l'individualité.

Qu'il nous dise que la perfection humaine serait atteinte par la réalisation de ces principes dans leur rigoureuse acception, et que tout ce que nous pouvons faire, c'est d'en approcher de plus en plus, nous lui accorderons volontiers que nous sommes loin de la réalisation complète ; cependant nous devons toujours y tendre. Mais nous ne pouvons laisser dire « qu'aimer soi et les autres, ne point immoler

autrui à soi-même, ne point s'immoler soi-même à autrui, chercher toujours la conciliation, la paix ; l'union heureuse de ces deux termes, *soi et autrui*, voilà la vraie fraternité. » On ne peut prendre de milieu entre le juste et l'injuste, pour en faire ce que l'auteur appelle une *morale humaine et possible*. C'est là, suivant nous, de la fraternité comme la monarchie constitutionnelle est de la république ; c'est du bâtard, du juste-milieu, en un mot.

Il n'est pas vrai non plus, dit l'auteur, que la fraternité doive exiger le sacrifice de l'individu à la société.

Cependant, quand la patrie est menacée, ne faut-il pas courir aux armes et exposer sa vie pour la défendre ? La société n'a-t-elle pas aussi le droit d'obliger les citoyens à remplir cet impérieux devoir ? Nous sommes certains que M. de Montchavert pense comme nous sur ce point ; autrement nous ne discuterions plus avec lui. Or, ici n'y a-t-il pas évidemment sacrifice complet et entier de l'individu à la société ? Où est donc la satisfaction du *moi* dans ce sacrifice patriotique ? Sera-ce le désir de faire parler de soi après la mort ? Mais des millions de soldats sont morts obscurément, sans que jamais l'histoire ait buriné leurs noms. Sera-ce, comme d'autres le prétendent, la douce satisfaction, le bonheur résultant de l'accomplissement d'un devoir ? Mais c'est là une récompense qui n'est plus de l'ordre matériel, et nous pensons bien que c'est du *moi* humain et matériel que M. de Montchavert a voulu parler.

Il est vrai que M. de Montchavert paraît avoir des tendances *humanitaires* ; qu'il proscrie par conséquent la guerre et toutes ses horreurs. Cette doctrine prend quelquefois sa source dans un véritable sentiment de fraternité, et c'est, nous n'en doutons pas, le cas dont nous parlons ; mais, trop souvent aussi, elle n'est qu'un calcul d'égoïsme, une coloration sentimentale de la peur.

Nous croyons comprendre aussi bien que d'autres la fraternité ; nous croyons même que sera réalisé un jour le beau rêve de la paix perpétuelle ; mais nous savons que ce ne sera qu'au prix de bien du sang et après de longues luttes que nous aurons vaincu tous les obstacles qui s'y opposent.

Mais, pour en revenir au sacrifice, est-ce que, quand bien même la guerre aurait disparu, il ne resterait plus de circonstances où l'homme serait obligé de faire acte de dévouement complet et absolu envers ses semblables ? Et, qu'advierait-il si, au moment où un homme se noie, les spectateurs de cette scène *cherchaient l'union heureuse de ces deux termes, soi et autrui* ? C'est qu'en définitive personne ne s'exposerait pour sauver l'homme en danger. Les faits démentent cette doctrine ; M. de Montchavert lui-même, nous en sommes persuadés, mentirait dans l'occasion à ce qu'il a écrit. Nous croyons qu'il n'a pas bien envisagé la portée de ses allégations ; nous le prions d'y bien réfléchir, il se convaincra que la fraternité qu'il prêche n'engendre, en définitive, que le *chacun pour soi, chacun chez soi*.

Nous terminerons par une dernière explication. M. de Montchavert nous garde rancune, et d'autres personnes aussi, pour une phrase de notre journal qui n'a pas été bien comprise.

Nous avons dit que nous repoussions toute exploitation injuste, même celle du talent. On paraît supposer que nous voulons tarifier le talent, et lui imposer un niveau de salaire absolument égal à celui du travail. Telle n'a point été notre pensée. Nous avons entendu parler seulement de ces hommes qui, sous prétexte de capacité, réclament toujours la meilleure part dans les bénéfices des entreprises industrielles, quand la plupart du temps, ils n'ont rien fait pour leur succès. Nous ne voulons plus entendre parler de ces hommes à talent qui ne savent qu'exploiter ; mais nous saurons toujours honorer et encourager le mérite, et surtout la bonne volonté.

TRIBUNAUX.

7^{me} CHAMBRE (POLICE CORRECTIONNELLE).

Les coalitions de septembre 1840 n'ont pas encore frappé toutes leur victimes. Le 6 de ce mois, le tribunal de police correctionnelle avait à juger Alexandre Colin, mécanicien, condamné par contumace à trois ans de prison, comme chef de coalition des serruriers-mécaniciens. Le prévenu n'avait nullement cherché à se soustraire à la justice ; il était, lors de son accusation, dans un de nos ports de mer, où il expérimentait une machine de son invention. Il est venu se constituer prisonnier ; il espérait faire comprendre à ses juges qu'il

(1) On le trouve rue de la Verrerie, 52.

n'avait ni préparé ni secondé les coalitions; qu'il avait voulu seulement profiter du rassemblement des ouvriers pour leur faire signer une pétition contre l'introduction des machines anglaises. Une lettre par lui écrite au ministre de l'intérieur a paru au tribunal constater le délit de coalition, et l'a fait condamner, comme chef et moteur, à deux ans de prison.

Quand donc verrons-nous la fin de ces procès de coalition? ou plutôt, quand verrons-nous un pouvoir assez fort pour ne pas se préoccuper exclusivement de la forme illégale de ces manifestations, et assez intelligent pour remonter à la cause des souffrances qu'elles révèlent!

La souscription pour les familles des ouvriers détenus a produit ce mois 11 fr. 75 c., ainsi répartis: Théotiste Lefèvre, 4 fr. — E. P. A., 2 fr. — Rédaction de *l'Atelier*, 3 fr. 25 c. — Collecte faite dans une réunion commémorative du 14 juillet, 2 fr. 50 c.

COUR ROYALE (APPELS DE POLICE CORRECTIONNELLE).

Nos lecteurs doivent se rappeler les contes absurdes qui furent accrédités pour un temps, dans le public, sur les causes premières des coalitions d'ouvriers. C'était d'abord l'étranger qui soudoyait les prolétaires, pour créer des embarras au gouvernement français. De l'argent avait été saisi sur quelques-uns; mais les procédures, en signalant les collectes et les cuisines communes, expliquèrent suffisamment et la source des fonds et leur emploi. Battus sur ce point, les adversaires des ouvriers rejetèrent la pensée première des coalitions sur les partis politiques, et principalement sur les démocrates. Rien, jusqu'ici, n'a donné la moindre créance à ces présomptions, et le dernier procès qui vient d'être jugé, celui duquel on avait attendu de si graves révélations à cet égard, n'a pas apporté le plus petit fait à l'appui de cette accusation portée contre les ouvriers coalisés. Elle se trouve donc ainsi réduite à néant; nous espérons qu'on ne la renouvellera plus.

En dehors de ces considérations, qui nous sont particulières, à nous ouvriers, nous devons examiner ce procès, qui touche par tous les points à ce qui nous reste encore de libertés.

L'amalgame introduit par M. Girod (de l'Ain) dans son fameux rapport sur l'affaire Darmès, a été imité en tous points dans ce procès par la chambre des mises en accusation. Sur les mêmes bancs figuraient des partisans zélés et avoués de la réforme électorale, et des socialistes qui nient la souveraineté du peuple; des hommes pratiques voulant le progrès légal, et des hommes de théorie pure. Tous ces citoyens réunis étaient d'abord accusés de faire partie d'une association illicite, dite des *communistes*. Vaincu par l'évidence de la séparation des principes des accusés, le tribunal a cru reconnaître l'existence de deux associations, l'une communiste, l'autre réformiste. C'est fâcheux pour le pouvoir, car le plan primitif était fort habile: on avait fait du communisme une espèce d'épouvantail, et on s'était dit que si l'on pouvait faire considérer les partisans du suffrage universel comme des communistes, on épouvanterait le pays, auquel on a signalé d'avance ces derniers comme des hommes capables de tous les excès.

Malheureusement pour la réussite de ce beau plan, il aurait fallu que le pays prit le change, et ce n'est pas ce qui arrive. Ceux qui signent la pétition savent fort bien qu'avec le principe de la souveraineté du peuple, nulle théorie ne sera applicable, si elle n'est essentiellement morale par sa base. Par conséquent, on peut être communiste en théorie, à ses risques et périls; mais, comme le sens-commun exige qu'on soumette ses vues au jugement et à l'appréciation de tous, il faut être démocrate d'abord. La démocratie, dont le principe est consacré dans la Charte, sera un jour appelée à choisir entre les divers systèmes d'économie sociale qui se révèlent maintenant: elle seule peut les sanctionner et leur donner force et vigueur.

Jusque là, les actes des partisans de la démocratie sont respectables dès qu'ils sont légaux; et les doctrines sociales des communistes sont justiciables de l'opinion publique, qui se passe au besoin des tribunaux pour prononcer ses arrêts.

En résumé, les Français ont le droit de publier des théories, vraies ou fausses, applicables ou utopiques, pourvu qu'il n'y ait pas d'acte illégal commis pour les mettre en pratique: c'est ce droit qu'invoquent les communistes. Les Français ont également le droit de faire des actes ayant pour but l'exécution plus parfaite d'un principe re-

connu et admis par la constitution, pourvu qu'ils restent dans les voies légales. C'est sur le droit de pétition que s'appuient ceux qui s'occupent plus ardemment que d'autres de la pétition sur la réforme électorale; ils sont complètement dans leur droit.

Il fallait donc prouver que ces hommes, soit réformistes, soit communistes, avaient fait autre chose, les uns, que de s'occuper de recueillir les signatures pour la réforme; les autres, que d'écrire des livres de pure théorie. Hors de là, il n'y avait pas de jugement possible.

Or, on a prouvé à l'un qu'il faisait partie d'une association dite communiste, en lisant quelques passages d'une de ses brochures (laquelle, nous le répétons, est justiciable de l'opinion publique, et nullement d'un tribunal correctionnel), et en lui rappelant qu'il avait présidé un banquet; à l'autre, qu'il faisait évidemment partie d'une association dite de la réforme électorale, attendu qu'il expliquait, dans une lettre confidentielle, que la réforme électorale devait avoir des résultats, et qu'elle serait le moyen d'une organisation meilleure.

Les réformistes ont été condamnés à deux mois de prison, les communistes, à six, cinq et trois mois de prison; tous à une amende de 50 francs et aux frais.

Le jugement a prononcé, en outre, la dissolution des deux associations, celle des réformistes et celle des communistes.

Ainsi donc, les citoyens qui font partie de ces associations, si elles existent, doivent obéir aux injonctions de la loi. Quant à ceux qui, dans chaque arrondissement de Paris et de la banlieue, dans toutes les communes de France, s'occupent de recueillir des signatures pour la réforme électorale, nous les engageons de toutes nos forces, et par notre exemple, à continuer de remplir cette mission; c'est un devoir sacré qu'ils se sont imposé, ils doivent l'accomplir.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

ORGANISATION DU TRAVAIL.

« La réparation toujours croissante du capital
et du travail est le fleau de l'industrie. »
(Eugène Buar.)

PRODUCTION ET RÉPARTITION.

S'il est une question à l'ordre du jour, c'est évidemment celle de l'organisation du travail.

Toutes les théories sur ce sujet important se résument en deux grands systèmes fondamentaux. L'un, partant de l'unité sociale exclusive et niant l'individu, veut que tout soit commun, production et répartition. L'autre, partant de la personnalité seule et niant l'unité sociale, veut que tout soit individuel. Le premier est la propriété collective, ou communauté des biens, qui, sous des formes innombrables, n'a jamais cessé de se reproduire, depuis les communautés religieuses du moyen-âge jusqu'à Babeuf et Owen. Le second est cette libre concurrence de la propriété exclusivement individuelle, qui n'a pris tout son développement que depuis vingt-cinq ans à peine, et dont nous subissons déjà les terribles résultats. Or, à quelque point de l'espace et du temps que l'on se place, on voit toujours ces systèmes exister simultanément, parce que chacun a sa nécessité, sa raison d'être. D'où il s'ensuit qu'au lieu d'accepter l'un et de rejeter l'autre, comme toutes les sectes l'ont fait, il faut au contraire les admettre tous les deux concurremment et les unir, les coordonner en fixant leur nature et leurs limites réciproques.

Là est précisément la base de notre théorie d'association ouvrière, qui se résume dans l'union de ces deux principes: 1° Pour la production: *Un capital social, fonds commun, impersonnel et inaliénable, se composant de tous les instruments de travail.* — 2° Pour la répartition: *A chaque travailleur la propriété individuelle d'une valeur de richesses consommables égale à celle qu'il a produite.* Nous n'avons pas besoin de dire que le pouvoir a le droit de prélever sur cette propriété individuelle une part quelconque pour subvenir aux besoins généraux de la société.

Abordons le premier point. Toute l'antiquité établit en principe qu'un homme qui remplit une fonction sociale ne doit pas être maître de stériliser, céder ou détruire l'instrument de cette fonction, puisque c'est se mettre ainsi dans l'impossibilité de l'accomplir désormais. Aussi rendait-elle inaliénable, dans le plus grand nombre de

cas, cet instrument de sa fonction : tel fut, par exemple, le fonds social des corporations commerçantes et industrielles chez les Romains. Le moyen-âge ne fit qu'adopter et généraliser, dans certaines formes, ce principe, par la constitution féodale et l'inaliénabilité des biens de l'Eglise. C'est de nos jours seulement qu'on a détruit les lois sur les communautés religieuses et sur les majorats, qui instituaient au profit des castes privilégiées, à peu près ce que nous réclamons aujourd'hui pour l'universalité des travailleurs, c'est-à-dire un capital impersonnel, incessible et inaliénable.

Et d'abord, est-il vraiment possible d'organiser le travail sans organiser les instruments de travail eux-mêmes, et, par conséquent, les soustraire aux passions et aux caprices individuels? — Ce champ est à moi, il me plaît de le laisser inculte. Que m'importe qu'il y ait disette, et que les pauvres de la contrée périssent, ne suis-je pas maître absolu de ma propriété? je possède vingt machines qui occuperaient 500 ouvriers; je juge de mon intérêt de les laisser inactives ou de les détruire : je dispose de mon bien. En vain direz-vous que les 500 ouvriers mourront de faim. En suis-je responsable? Demander l'organisation du travail et soutenir en même temps le droit de chacun à la libre disposition des instruments de travail, c'est ressembler à un architecte qui, voulant élever un monument, commencerait par permettre à tous ses maçons d'en enlever les matériaux, et d'en disposer comme bon leur semblerait.

« Ce que la loi doit favoriser surtout, dit M. Eugène Buret (1), c'est la réunion des deux éléments de production, le capital et le travail. » Cette incontestable vérité est reconnue par un grand nombre d'économistes modernes, et il n'est pas jusqu'à M. Charles Dupin qui n'approuve à la rapide multiplication des propriétaires en France depuis la vente des biens du clergé. Mais en même temps tous se sont épouvantés de cette divisibilité indéfinie de la propriété, qui anéantit la production en la rendant de plus en plus parcellaire. La conclusion de l'économie sociale de notre époque, quant à la production, se résume donc en ces deux tendances : 1° trouver les moyens légaux et pacifiques de faire passer les instruments de travail en la possession des travailleurs; 2° constituer cette propriété des instruments de production de telle sorte qu'elle soit unitaire et indivisible.

Or, il est constant que ce double résultat ne peut être atteint que par le fonds commun de notre association ouvrière qui, n'étant point limité, doit indéfiniment s'accroître, et étant inaliénable, ne peut jamais diminuer. En droit : « Il est, dit le Code Civil, des choses qui qui n'appartiennent à personne, et dont l'usage est commun à tous. » « Au fond, dit M. Eugène Buret, ce qu'on appelle la propriété n'est qu'un *usufruit*. » Il ajoute : « Au-dessus du droit des héritiers, il y a le droit de la communauté. Or, que demande ce droit? Il demande que l'exercice du droit d'héritage n'aille pas jusqu'à donner à ceux qui en jouissent le monopole du fonds de production sur lequel doit vivre la nation tout entière... Encore une fois, le but de la loi n'est pas de rendre la richesse héréditaire, mais de fournir au travail les instruments nécessaires à la production. » En fait, « déjà la grande propriété individuelle est entamée, et il ne faudrait pas beaucoup d'érudition pour démontrer que les propriétés industrielles les plus vastes, les plus productives sont les propriétés collectives. » Qu'est-ce donc que le domaine public pour l'Etat, les biens communaux pour les communes, le capital social pour les associations industrielles et commerciales, sinon l'application même de cette propriété commune, mais sans aucun des grands résultats qu'amènerait l'unité et l'inaliénabilité.

M. Eugène Buret, juge aussi compétent que modéré, conclut à ce que le droit de tester soit en grande partie aboli, à ce que l'Etat hérite intégralement de toutes les successions collatérales, et pour une tête, dans les successions directes, etc., etc. Sans aborder ces vastes questions qu'un gouvernement national saura bien résoudre tôt ou tard, consacrons dès à présent le principe, et travaillons sans relâche à commencer sa réalisation par l'association ouvrière. Servons-nous de tous les moyens légaux. Demandons sans cesse que l'on applique à l'organisation du travail l'article 9 de la Charte, où il est dit : « L'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété pour cause d'intérêt public. » Que le pays déclare s'il est un intérêt public plus urgent, plus grave, plus universel, que de mettre un terme à toutes nos mi-

sères sociales en organisant le travail, et, par lui, la société tout entière. Sachons enfin si l'avenir et le salut de la France, qui y sont attachés, ont autant d'importance que le percement d'une route ou l'établissement d'un canal, pour lequel on ne craint nullement d'appliquer ce principe d'expropriation forcée.

Après avoir bien fixé le principe régulateur de la production, venons à celui qui doit servir de base à la répartition. Pour plus de méthode, reprenons la discussion au point où le catholicisme l'a laissée. Les Franciscains et les Dominicains s'apercevant que les communautés partielles étaient précisément ce qui empêcherait à jamais la communauté universelle, déclarèrent que leurs biens n'appartenaient pas même à leurs ordres, mais à l'Eglise, c'est-à-dire à la société d'alors, personnifiée dans le pape. Ce principe fut souverainement confirmé et décrété par les papes. Martin III déclara que la propriété de tous les biens meubles et immeubles des Frères-Mineurs (Franciscains) appartient à l'Eglise universelle, ne leur en réservant que le simple usage. Mais ce dernier mot de simple usage était précisément le nœud gordien de cette fameuse question que toute la chrétienté agita avec tant de mouvement durant près d'un siècle. Guillaume de Saint-Amour et les docteurs de l'Université triomphèrent facilement sur ce point des ordres mendiants, qui soutenaient n'avoir pas même la propriété des choses qu'ils consommaient. Gérard d'Abbeville répondait à saint Bonaventure : « Vous prétendez n'avoir la propriété de rien, quoique vous en ayez l'usage; mais tout le monde voit le ridicule de cette prétention dans les choses qui se consomment par l'usage, où, par conséquent, on ne peut séparer l'usage de la propriété. » N'est ce pas, en effet, la plus incroyable des absurdités de dire qu'on n'a pas la propriété du pain qu'on mange et du vin qu'on boit (et telle était la prétention des Frères-Mineurs spirituels, comme si même il pouvait y avoir une forme plus absolue de propriété que de s'en assimiler, s'en incorporer la substance).

On le voit, de même que les sectaires absolus de la propriété individuelle repoussent toute propriété collective, inaliénable, ainsi les partisans de la communauté combattent toute propriété individuelle. Aux premiers qui nient le principe de la production, nous avons montré qu'il ne pouvait y avoir d'ordre social réel possible sans organisation du travail, et point d'organisation de travail sans la communauté et l'inaliénabilité des instruments de production. Aux seconds qui nient la base de la répartition, nous rappellerons, avec l'histoire et la raison, que tous les objets qui se consomment et disparaissent par l'usage ne peuvent, par ce seul fait, appartenir à plusieurs, être possédés collectivement, et qu'ainsi ils constituent une propriété forcément et inévitablement individuelle.

Les communautés religieuses et une partie des communistes modernes, leurs continuateurs, au point de vue seulement de la propriété, dans l'impossibilité absolue d'anéantir réellement la propriété personnelle, puisqu'ils ne pouvaient rendre commun à l'un ce que l'autre consommait, imaginèrent de substituer au moins à cette communauté impossible une sorte d'égalité absolue de divisibilité. Ils voulurent que, dans la répartition, chacun ait une part égale, ou plutôt semblable. Outre qu'en faisant ainsi de l'état un couvent ou une caserne, ils tuaient la société en ruinant tout mobile de travail, leur théorie est évidemment injuste et irrationnelle, puisque les besoins ne sont ni égaux ni semblables. Pour arriver réellement à cette égalité, il faudrait inégalité de rétribution : à celui-ci plus, à celui-là moins; au premier ceci, au second cela. Car pour satisfaire également deux hommes, il faut quelquefois à l'un ce qui déplaît à l'autre; souvent à celui-ci le double qu'à celui-là; puis, les besoins changent et se modifient incessamment. Aussi les communistes intelligents ont-ils généralement admis que l'unique règle de répartition étaient la nature, la quotité et l'intensité des besoins. Or, comme il est constant que nul ne peut être vraiment juge des besoins de chacun que lui-même, voici la propriété individuelle pleinement justifiée, et reconnue essentiellement indispensable et sainte.

D'un autre côté, les partisans exclusifs de la propriété individuelle érigent en droit un attentat non moins grave à toute équitable répartition. Ne veulent-ils pas, en effet, que les détenteurs des instruments de production prélèvent, sous les noms de louage, ferme et intérêt, une dime éternelle et écrasante sur le travail? De la sorte, les travailleurs, au lieu de recevoir, comme la justice la plus vulgaire l'exige, une valeur égale à celle qu'ils ont produite, n'obtiennent que ce qui reste, les louages, fermes et intérêt acquittés.

(1) De la Misère des classes laborieuses en Angleterre et en France, t. II, p. 362.

Le problème de la répartition peut donc se formuler ainsi : Trouver une combinaison qui concilie, unisse et coordonne ces deux principes en apparence contradictoires : 1° Egalité dans la satisfaction de tous les besoins, selon leur nature, leur quotité et leur intensité ; 2° Egalité pour chaque membre du corps social en la valeur productive et la valeur reçue. Or, nous le demandons, notre organisation de travail n'est-elle pas la seule qui satisfasse à cette double nécessité ? Les instruments de production étant une propriété commune, impersonnelle et inaliénable, le travail ne peut plus subir la dîme que prélèvent aujourd'hui sur lui les détenteurs industriels sous le nom de louage, fermage, intérêt, etc. En outre, la répartition se fait, dans l'association ouvrière, toujours également pour chaque travailleur, au degré et dans la proportion de ce qu'il a produit. Alors chacun, juge absolu de ses désirs et de ses besoins, est maître de les satisfaire autant qu'il le veut, en donnant à la société une valeur égale à celle des richesses qu'il désire. De la sorte aussi se trouve conservé le mobile incessant du travail et du progrès, qui consiste surtout dans la liberté, les désirs et les besoins de la personnalité humaine.

L'association dont chaque travailleur fera partie sera naturellement seule juge de l'égalité entre les produits, et la valeur dont il sera rétribué. On comprend dès lors que l'application de ce fait suivra nécessairement les progrès de l'éducation nationale, et le développement des idées d'égalité et de fraternité. Néanmoins nous posons dès aujourd'hui en principe que tout homme doit à la société dans la mesure et la proportion de la puissance de ses facultés, et qu'ainsi on ne doit estimer chaque œuvre, dans la répartition, que par la somme des efforts et du dévouement qu'elle a coûté, et non sur sa valeur intrinsèque.

En résumé, nous avons reconnu qu'à cette double face de l'organisation du travail, production et répartition, répondaient précisément deux natures d'objets possédables, les instruments de production et les richesses consommables, d'où deux manières de posséder, la possession collective, impersonnelle, inaliénable, et la propriété individuelle et transmissible. Ces deux formes de la propriété, loin d'être inconciliables et contradictoires, ne sont que les parties d'un même tout, les faces diverses d'un seul principe. La nécessité de l'ordre social et de l'organisation des travailleurs exigent que les instruments de travail forment avec le temps un domaine public, fonds commun, impersonnel et inaliénable, qui, sous une direction unitaire et centrale, soit exploité coopérativement par des associations ouvrières librement constituées par élection et sur le principe d'égalité. D'un autre côté, tous les objets qui ne sont point instruments de production, et qui, se consommant par l'usage, ne peuvent en cela même jamais être possédés en commun, et rentrent ainsi forcément dans le domaine de la propriété personnelle. D'où cette double formule déjà émise en commençant : 1° Pour la production : *Possession commune, impersonnelle et inaliénable des instruments de travail.* — 2° Pour la répartition : *Propriété individuelle et transmissible des richesses consommables.*

Nous demandera-t-on maintenant quand viendra l'âge d'or de cette belle utopie ; nous répondrons naïvement qu'il existe déjà depuis plusieurs années, et qu'il a commencé du jour où s'est fondée la première association ouvrière selon nos principes, c'est-à-dire avec un capital social commun, incessible et inaliénable, et une rétribution donnant à chaque travailleur une valeur égale à ses produits. Or, pourquoi nos enfants ne sauraient-ils achever ce que nous avons commencé, et pourquoi n'arriveraient-ils pas enfin à racheter successivement les instruments de production. Osera-t-on dire que nous en voulons à la propriété : nous rappellerons à cette génération qui s'en va qu'elle-même a déclaré les biens du clergé propriété nationale, et que nous ne serons pas même réduits à cette dure nécessité ; les lois existantes nous suffisent. Est-ce à dire ensuite que nous n'ayons pas le droit d'espérer qu'il surgira d'une réforme politique un gouvernement national qui saura accomplir la réforme sociale ? Tant s'en faut, et nous avouerons même que, sans cette attente, nous ne nous occuperions guère de politique. Alors, que tout le monde se soumette aux lois nouvelles, comme nous en aurons donné l'exemple en nous soumettant aux anciennes. On a tué la justice à force de légalité ; eh bien ! c'est à force de légalité que nous amènerons la justice. Aujourd'hui, la propriété et le travail se livrent un duel à mort ; eh bien ! nous les sauverons tous deux en rendant le travail proprié-

taire, et faisant la propriété à la fois indivise et personnelle, unitaire et individuelle.

Qu'on nous laisse le temps et les moyens de développer notre théorie et de la pratiquer, et nous verrons si elle ne triomphe pas enfin de toutes les préventions.

DE LA COLONISATION DE L'ALGÉRIE.

LES FERMES DU PETIT ATLAS.

Par l'abb Landmann, curé de Constantine.

L'Algérie est désormais une terre française ; on ne saurait plus admettre la pensée de l'abandon, ni même de l'occupation restreinte. Les événements d'Orient donnent d'ailleurs à cette conquête une si grande importance, qu'il faut se hâter d'y consolider notre puissance. La colonisation est donc aujourd'hui l'affaire principale ; les tribus ennemies sont refoulées au loin ; nous possédons un territoire immense, des terres fertiles, en un mot, tous les éléments naturels de richesse et de prospérité ; il faut en tirer parti le plus promptement possible. Négliger ce point capital, serait de la part du gouvernement, justifier tous les soupçons, toutes les accusations de concession à l'étranger.

Il y a divers systèmes de colonisation ; celui qui a été mis en pratique depuis la conquête a été reconnu souverainement mauvais sous tous les rapports. Mauvais en ce sens que la colonisation, étant abandonnée à la spéculation individuelle, était organisée sans prévoyance ni méthode, et que les malheureux paysans qu'on envoyait là périssaient de misère quand ils ne mouraient pas des fièvres. Ce système était encore mauvais, parce qu'il n'offrait aux travailleurs aucune espèce de sécurité contre les Arabes ; enfin, il n'était d'aucun profit pour la France, et n'ajoutait aucune force à l'Algérie. D'un autre côté, les spéculations individuelles ayant presque toujours été entachées d'immoralité, on a dû renoncer définitivement à ce système, et partout où les derniers gouverneurs ont pu le faire, ils ont empêché les colons isolés de s'établir.

Ces essais infructueux ont eu en France un retentissement assez fâcheux : on a pensé, sans remonter à la cause, que l'on ne pourrait acclimater que très-difficilement la population française sur le sol d'Afrique ; on a donné pour raison les fièvres qui ont décimé l'armée et les colons, et on a proposé d'entreprendre la colonisation par le moyen des Arabes eux-mêmes, maintenus par l'armée d'occupation. — Il est inutile de dire que ce système n'est point praticable.

L'objection principale contre la colonisation par les Français, c'est la fièvre. Eh bien ! voici un homme, un prêtre, qui a habité l'Algérie, qui a été curé de Constantine, qui a parcouru toutes les possessions, et qui s'est enquis, en vue de la colonisation, de toutes les conditions de salubrité, de sécurité et de fertilité, dont cette contrée est susceptible ; et qui, après avoir consulté tous les hommes spéciaux, recherché les causes réelles de la mortalité, fait la part au sol et à l'imprévoyance, est venu en France annoncer que l'on pouvait en toute sécurité envoyer, soit dans la vallée de Philippeville à Constantine, soit dans les montagnes du Petit Atlas, une population prise de n'importe quelle partie de la France, et que, pourvu qu'elle se conformât à quelques pratiques hygiéniques très-simples, elle serait complètement à l'abri des fièvres. Quant aux Arabes, ils n'ont jamais été un obstacle bien réel à la colonisation.

Mais ce n'était pas assez de démontrer la possibilité d'acclimater des Français en Algérie. Il fallait donner un large plan de colonisation, un plan qui satisfît sous tous les rapports, soit qu'on l'envisageât au point de vue de la politique la plus prévoyante, soit au point de vue moral, militaire ou industriel.

Or, toutes ces conditions, le projet de M. Landmann y satisfait complètement. Nous avons dit qu'il avait étudié scrupuleusement les lieux qu'il faut coloniser. Lorsque la possibilité lui fut bien connue, il revint en France, et s'y occupa avec autant de zèle et d'activité à rechercher un mode d'organisation qui répondit à son idée générale, qu'il en avait mis à étudier les conditions sanitaires.

Ce projet vient d'être publié. L'espace nous manque pour en donner l'analyse complète. Nous y reviendrons prochainement ; mais nous annoncerons aujourd'hui à nos lecteurs, que ce plan consiste à créer des Associations agricoles et militaires, fondées exactement sur

le même principe que nos associations industrielles. Ainsi, on établirait des fermes fortifiées, au milieu d'un vaste terrain concédé par le gouvernement. Cent familles associées habiteraient chacune de ces fermes, et fourniraient environ une centaine d'hommes pour la garde militaire, en cas d'attaque. La ferme contiendrait autant d'habitations particulières qu'il y aurait de ménages. Tout serait construit d'avance; tous les instruments de travail seraient fournis, à certaines conditions de remboursement. Mais le fonds social serait *inaliénable*, et chaque associé aurait, outre son salaire, une part des bénéfices annuels, lesquels seraient, comme pour nos Associations, divisés en deux parts, l'une consacrée à l'accroissement du capital inaliénable, l'autre partageable entre les associés.

On dit que ce projet est admis ou près d'être admis par le gouvernement; cela serait fort à souhaiter, car outre le bien que cela ferait en Algérie, l'institution d'une telle Association serait un bon exemple, dont tout le monde pourrait profiter, et la classe ouvrière particulièrement.

Nous reviendrons sur ce sujet.

Dans un discours prononcé dernièrement par M. de Rambuteau, préfet de la Seine, à l'occasion des élections du tribunal de commerce, on trouve le paragraphe suivant : « Le conseil municipal est également saisi de la question des prud'hommes; des études sérieuses étaient nécessaires à cet égard; tout nous fait espérer que cette question si importante recevra bientôt une solution qui conciliera tous les intérêts. »

Il est évident que, pour concilier tous les intérêts, on devait consulter les ouvriers, car on nous accordera volontiers que cela les regarde. Comme on n'a rien fait jusqu'à présent qui indique le désir d'avoir leur avis, il est urgent qu'ils le donnent sans attendre davantage qu'on le leur demande. Nous annonçons qu'une commission d'ouvriers s'occupe en ce moment de la rédaction d'une pétition en ce sens, adressée au ministre du commerce et des travaux publics. Tous les renseignements, avis et conseils à ce sujet seront reçus au bureau du journal.

SOUSCRIPTION POUR FACILITER L'ÉTABLISSEMENT DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

SUITE DE LA DEUXIÈME LISTE.

Cholloux, 1 fr. — Mallet, 50 c. — Devaux, 1 fr. — R., 5 fr. — Barthélemy, 50 c. — Boeuf, 1 fr. 50 c. — Stévenot, 1 fr. — Gaillot, 2 fr. — Asseline, 2 fr. — A. Pelletier, 1 fr. Total, 15 fr. 50 c., compris dans le total de la deuxième liste.

TROISIÈME LISTE.

Vente de chansons, 60 c. — Caroni, 1 fr. — E. A. P., 5 fr. — Garnier, 1 fr. — Lambert, 1 fr. — Th. Lefèvre, 4 fr. — Pinot, 1 fr. — Chevillon, 25 c. — Arnal, 1 fr. — Gaillard et Denizot, 4 fr. — Lambert, 2 fr. — Corbon, 1 fr. — Leneveux, 1 fr. — Pascal, 1 fr. — A. Pelletier, 1 fr. — Guillaume, 1 fr. — Devaux, 1 fr. — Fortin, 1 fr. — Krantz, 50 c. — Favelier père et fils, 1 fr. — Désirée Brand, 50 c. — Sophie et Héloïse, 75 c. — C. U. Guller, 1 fr. — Dupuis, 1 fr. — Célestin, 1 fr. — Dunant, 50 c. — Clément et Peyrelle, fileurs de coton, 1 fr. — André Martin, 1 fr. 25 c. — Henri, 50 c. — Gautier, 1 fr.

Quelques typographes belges et français, résidant à Bruxelles, dont les noms suivent : Simon, 2 fr. — Dirickx, 1 fr. — Snell, 2 fr. — Frédéric, 1 fr. — Louis, 5 fr. — Jules, 4 fr. — Total, 50 fr. 85 c.

M. Coster, ébéniste, nous prie d'annoncer qu'il a cessé de participer à la rédaction de l'Atelier.

FAITS DIVERS.

Les ouvriers de l'atelier de M. Pauwels, mécanicien à la Chapelle-Saint-Denis, au nombre de 200, ont quitté leurs travaux le 8 juillet, à cause d'un règlement de police intérieure dont ils n'ont pas voulu accepter les dispositions, entre autres, l'article 6, ainsi conçu : « Les absences de tout ou partie de la journée, qui ne seront point autorisées ou justifiées par une cause légitime, donneront lieu à une retenue égale au prix d'une journée de travail, ou, au choix de l'ouvrier, à sa radiation des rôles de l'établissement (1). » Du 8 au 13 juillet, des pourparlers ont eu lieu par l'intermédiaire de quelques ouvriers. On

(1) On nous assure que M. Pauwels, pour donner un certain air d'autorité à son règlement, y a fait apposer le cachet de la commune de la Chapelle-Saint-Denis, dont il est maire.

est convenu de part et d'autre qu'une amende de 75 c. serait infligée, au profit de la caisse des blessés, à tout ouvrier qui s'absenterait une journée. A ces conditions, tous les ouvriers sont rentrés, même ceux qui avaient trouvé ailleurs de l'occupation. Et cependant les modifications apportées au règlement n'ont point été religieusement observées par M. Pauwels, ce qui a été cause d'une nouvelle sortie de la majorité des ouvriers.

Si nous signalons cette discussion entre maître et ouvriers, c'est pour que le public sache au juste quelle en est la cause et de quel côté se trouve le droit : c'est aussi afin de flétrir cette tendance à transformer des ateliers en casernes et en prisons, par l'introduction de règlements sévères, dont le moindre inconvénient est de blesser la dignité des travailleurs, qui les considèrent comme une menace pour leur bien-être, car il est à remarquer que dans les grandes manufactures, (les filatures de Rouen principalement), où les ouvriers sont très-malheureux, les règlements pullulent et rivalisent d'arbitraire et d'odieux. Nous nous proposons d'en faire connaître prochainement quelques-uns.

Les ouvriers de l'atelier Pauwels, moins encore que les autres, ne devaient être atteints par des mesures aussi rigoureuses. On n'a pas oublié leur belle conduite il y a deux ans, lors d'une pénurie d'ouvrage qui privait de pain la moitié d'entre eux. Ils se partageaient la besogne, et personne ne souffrit au moins de la faim.

Les réclamations qu'ils font sont très-justes; le maître a toujours la faculté de renvoyer les ouvriers pour cause d'absence ou d'inconduite, ou même sans cause, si tel est son bon plaisir; mais il est au moins singulier de le voir imposer des amendes; ce serait un nouveau genre de diminution des salaires, auquel les ouvriers doivent résister par toutes les voies légales. La seule voie, il est vrai, qui leur soit ouverte, c'est la liberté de changer d'atelier, et la faim parle souvent plus haut que le devoir; or, on sait que c'est par là qu'on nous amène à toutes les conditions onéreuses qu'on impose à notre travail. Néanmoins, tous les ouvriers qui peuvent ne pas travailler à ces conditions-là et qui ne le font pas, sont coupables aux yeux de tous les travailleurs; ils deviennent les complices de leur propre ruine.

Il va sans dire que les ouvriers doivent s'abstenir de toute manifestation, de tout acte qui pourrait être considéré comme tentative de coalition; ils doivent savoir ce qu'il en a coûté à nos camarades l'année dernière, et combien il faut de prudence pour faire son devoir dans ce cas sans violer les lois.

On nous écrit de Saint-Etienne, que l'autorité continue son système de tracasseries contre le plan d'association des ouvriers rubaniers. Le contrat devait être imprimé à 2,000 exemplaires. Le dépôt était fait, et l'imprimeur allait livrer le premier tirage, lorsque le sous-préfet fit défense de continuer l'impression. L'auteur du projet se rendit chez ce fonctionnaire, avec lequel il eut une longue explication. Il lui fut témoigné beaucoup d'étonnement de l'espèce d'acharnement qu'il mettait à poursuivre son projet; on lui représenta, en faisant jouer tous les ressorts de l'égoïsme, qu'il ne récolterait que de l'ingratitude de la part des ouvriers qu'il prétendait servir; qu'il était déjà suspecté par eux de mauvaises intentions, etc., etc.

Le généreux citoyen persista dans sa réclamation; il força le fonctionnaire à reconnaître que ce projet était éminemment moral, qu'il offrait des chances de succès, qu'enfin il ne pouvait en rien inquiéter l'autorité. Ces points accordés, il ne put néanmoins obtenir la mainlevée de l'interdiction mise par le sous-préfet sur les exemplaires imprimés.

L'auteur du projet saura, nous n'en doutons pas, surmonter, la loi à la main, tous ces mauvais vouloirs. L'association rubanière, quoique marchant avec lenteur, compte déjà plus de 1,400 souscripteurs : toutes les tracasseries de l'autorité devront échouer devant l'union et la persévérance des ouvriers qui veulent sérieusement son établissement.

La troisième édition des *Fables populaires*, par M. Lachambeaudie, vient de paraître chez Jaillet, 27, place du Marché Saint-Honoré. C'est l'œuvre d'un prolétaire; et à ce titre, toutes nos sympathies lui sont acquises. Un second motif pour lequel nous recommandons cet ouvrage à nos lecteurs, c'est la tendance démocratique des poésies qu'il renferme. Nous regrettons que l'abondance des matières ne nous permette pas d'en donner un extrait. Ce petit volume in-12 coûte 1 franc.

VARIÉTÉS.

INSURRECTIONS AU MOYEN-AGE.

II. — JACQUERIE (1338).

Pendant que les habitants des villes s'insurgeaient contre le fils du roi Jean et ses ministres, les habitants des campagnes, moins éclairés, mais non moins énergiques dans leurs sentiments, faisaient aussi leur tentative d'affranchissement, et protestaient enfin contre les représentants de l'ordre social qui les condamnaient à rester éternellement sous le joug du despotisme et de la misère.

Ainsi que nous l'avons dit dans le numéro précédent, la noblesse ne pensait plus qu'à elle; elle avait oublié qu'il y avait une œuvre à

accomplir en France, et que la partie essentielle de cette œuvre était la réalisation de la liberté : loin d'affranchir peu à peu les paysans de l'état de servage où ils se trouvaient, elle serrait davantage les liens qui les rendaient les instruments passifs de sa volonté, et les réduisait à un état effrayant de misère ; cette injustice et cette cruauté poussèrent les habitants des campagnes à une révolte qui fut d'autant plus terrible, qu'ils avaient supporté plus long-temps la dure oppression des seigneurs. D'un autre côté, la lâcheté que la noblesse montra dans les guerres contre les Anglais, les transporta de colère ; ils s'émurent des malheurs qui pesaient depuis si long-temps sur le royaume, et sentirent bouillonner dans leurs veines un sang généreux qui ne demandait qu'à s'épancher pour la liberté du pays ; ils se levèrent donc tout d'un coup avec l'énergie que donne l'aimour de la liberté et de la patrie, bien résolus d'en finir avec la noblesse et le système qui opprimait et divisait la France.

L'état des paysans était affreux : les campagnes, parcourues tour à tour par les pillards anglais et des bandes de brigands, étaient sans cesse ravagées, ce qui les rendait inhabitables, et les malheureux cultivateurs abandonnaient leurs champs à la dévastation. Exposés à des insultes continuelles, opprimés indistinctement par les nobles des différents partis, rançonnés malgré leur extrême pauvreté, en un mot, dépouillés de tout, ils voyaient toujours croître leurs maux, sans en prévoir le terme (1). Ils étaient obligés de chercher un refuge dans des souterrains et dans des bateaux sur la Loire, où ils vivaient dans la misère la plus grande, et où, dit Froissart, « nombre de petites gens mouraient de faim. » Enfin, poussés à bout, leur désespoir se convertit en rage, et l'insurrection commença.

La jacquerie, c'est le nom qu'on lui donna, prit naissance dans le Beauvaisis, et s'étendit rapidement le long des bords de la Marne, de l'Oise et de l'Aisne ; Meaux et Senlis reçurent les jacques, et Paris leur envoya sept cents hommes. Les paysans parcoururent tout le pays, brûlant les châteaux et tuant tous les nobles qu'ils pouvaient atteindre ; ces derniers leur avaient donné l'exemple de toutes sortes d'excès, les jacques firent subir aux nobles les traitements dont ceux-ci avaient usé envers eux : aussi les grands se déclarèrent-ils tous contre eux sans distinction de partis. Les nobles, épouvantés d'abord de ce déchaînement furieux des paysans, se réfugièrent dans les lieux fortifiés ; mais ils se remirent bientôt de leur frayeur ; ils appelèrent à leur aide la noblesse des provinces voisines ; celle du Brabant, du Hainaut, de la Flandre et de la Bohême se réunirent aux seigneurs français, et tous ensemble ils se mirent en campagne. Charles-le-Mauvais flatta les révoltés, entra en pourparlers avec eux, et, ayant attiré les principaux d'entre eux dans un piège, il les tua, et couronna le roi que les jacques avaient élu, d'un trépid en fer rouge. Il les surprit ensuite près de Montdidier, et en fit passer 5.000 au fil de l'épée. Les jacques, armés seulement de bâtons, de fourches ou de piques, combattaient sans ordre, quoique courageusement ; mais, que pouvaient-ils faire, avec de pareilles armes, contre ces hommes bardés de fer et habiles à manier l'épée et la lance ? Ils succombèrent, et les nobles en firent un horrible carnage. Ils exterminèrent partout les paysans, sans s'informer de la part qu'ils avaient prise à la jacquerie ; « et ils firent, dit un contemporain, tant de mal au pays, qu'il n'y avait pas besoin que les Anglais vinssent pour la destruction du royaume. Ils n'auraient jamais pu faire ce que les nobles firent en France (2). »

Ce fut à Amiens et à Meaux qu'eurent lieu les plus grands massacres. La duchesse d'Orléans, la duchesse de Normandie, et quantité de nobles dames, de demoiselles et d'enfants s'étaient jetés dans le Marché de Meaux, environné de la Marne. De là elles entendaient les jacques qui remplissaient la ville, et, en proie à des trances mortelles, elles les voyaient se disposer à forcer leur dernier asile. Mais il leur vint un secours inespéré : le comte de Foix et le capitaine de Buch (ce dernier au service des Anglais) revenaient de la Prusse avec quelques cavaliers ; ils apprirent à Châlons le danger que couraient ces dames, et se dirigèrent rapidement sur Meaux. Arrivés dans le Marché, « ils firent ouvrir tout arriéré, et puis se mirent au devant de ces vilains, noirs et petits et très-mal armés, et lancèrent à eux de leurs lances et de leurs épées. Ceux qui étoient devant et qui sentaient les horions, reculèrent de hreur, et tomboient les uns sur les autres. Alors issirent les gens d'armes hors des barrières, et les abattoient à grands hachons et les tuaient ainsi que des bêtes, et les reboutèrent hors la ville. Ils en mirent à fin plus de sept mille, et boutèrent le feu en la désordonnée ville de Meaux (9 juin 1548) (3). »

(1) Il nous est resté plusieurs plaintes, dans lesquelles on déplore le sort de Jacques-Bonhomme (terme de dérision que les grands employaient pour désigner les paysans), et l'on supplie les seigneurs d'avoir pitié des vilains. Tel est, par exemple, ce couplet :

Jacques-Bonhomme,
Cessez, cessez, gens d'armes et piétons,
De piller et manger le Bonhomme
Qui de long-temps Jacques-Bonhomme
Se nomme.

(2) Contin G. de Nangis.

(3) Froissart.

Les nobles voulurent traiter la ville de Senlis comme Meaux, pour la punir d'avoir reçu les jacques. Ils s'en firent ouvrir les portes, disant venir de la part du régent, puis ils se mirent à crier : *Ville prise ! ville gagnée !* Mais ils trouvèrent tous les bourgeois en armes ; on lança sur eux, par la pente rapide de la grande rue, des charrettes qui les renversèrent ; l'eau bouillante pleuvait des fenêtres. « Les uns s'enfuirent à Meaux, conter leur déconfiture et se faire moquer ; les autres qui restèrent sur la place, ne furent plus de mal aux gens de Senlis (4). » Dix mille jacques furent tués à Amiens.

Telle fut la fin de cette insurrection, qui dura à peine une saison. Le résultat de cette révolte fut le même que celui de l'insurrection des villes : il n'y eut aucune réforme dans le sort des paysans, aucune loi ne fut faite ni même modifiée ; mais on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il y eut un résultat moral immense dès lors acquis par ce soulèvement général des paysans contre l'aristocratie. Le but du peuple fut désormais bien tracé, c'était l'anéantissement de la noblesse, « de cette race maudite, » comme les jacques le disaient si bien, qu'il fallait atteindre, et la jacquerie était le commencement des hostilités. Par ce fait, la séparation du peuple d'avec la noblesse était définitivement établie.

La jacquerie fut donc étouffée, par la force des armes, dans le sang des paysans, et, comme dans la tentative révolutionnaire des Parisiens, la victoire resta à la noblesse. Mais celle-ci n'aurait pas vaincu aussi facilement, et peut-être aurait-on atteint immédiatement le but que l'on se proposait, si le peuple des villes eût agi de concert avec les insurgés des campagnes. La partie la plus démocratique de la bourgeoisie, sentant sa force accrue par la réunion des paysans, aurait pu parler plus haut, et engager avantageusement la lutte avec la noblesse ; elle aurait, en outre, organisé et dirigé ces masses confuses qui furent vaincues principalement parce qu'elles manquaient de direction. Mais il n'en fut pas ainsi, et c'est à peine si Paris et Amiens envoyèrent quelques secours aux jacques. Les chefs de l'insurrection parisienne durent plus tard se repentir amèrement d'avoir commis cette faute.

Les historiens de l'époque nous présentent les paysans révoltés comme étant des hommes féroces. Remarquons que ces historiens, nobles eux-mêmes, ou dépendants des nobles, avaient intérêt à présenter ces événements sous un faux jour : nous ne devons donc lire leurs livres qu'avec une certaine défiance, et seulement pour y recueillir des documents. Sans doute les jacques étaient poussés par un sentiment de colère, et ils avaient mis peut-être dans l'exécution de leurs projets trop de violence ; mais cela n'est-il pas excusable, lorsqu'on envisage tous les maux que les nobles occasionnaient à la France, lorsqu'on voit la lâcheté et l'égoïsme dont ils donnèrent tant de preuves ! Sans prétendre justifier tous les excès qu'ils commirent, nous comprenons que les paysans du quatorzième siècle se soient laissés emporter à leur ressentiment, après avoir supporté si long-temps la cruelle oppression des seigneurs ; il était impossible que des hommes qui avaient tant souffert pussent regarder leurs tyrans de sang-froid au premier moment du triomphe, et qu'ils ne fissent pas périr ces hommes qu'ils regardaient, à juste titre, comme étant la cause de tous les maux.

Ainsi que nous venons de le voir, ces tentatives toutes démocratiques, eurent pour but la destruction de cette noblesse avilie, qui ne savait plus défendre la France contre l'étranger, et qui mettait tous ses soins et employait toutes ses forces à réprimer les sentiments généreux et à enchaîner le peuple. A toutes les demandes d'amélioration, les nobles ne savaient répondre que par la répression, et ils éteignaient dans le sang les voix qui s'élevaient contre les vices de l'organisation sociale. Mais ces hommes ne pouvaient rester dans une telle position ; ils s'étaient mis en travers du progrès, le peuple devait en faire justice.... Non-seulement on voulut détruire, mais on tenta aussi l'œuvre de reconstruction. D'un côté, ce sont les habitants des villes qui poursuivent avec ardeur la destruction des privilèges de la noblesse au profit du peuple, et qui cherchent à se faire une place dans le gouvernement de l'Etat ; d'un autre côté, ce sont les habitants des campagnes, ces malheureux jacques, qui poussent le cri sublime de liberté, et qui combattent jusqu'à la mort pour ce principe. Mais ces tentatives ne furent que partielles ; on était loin encore de cette époque où le peuple devait se lever en masse pour réclamer ses droits ; la lumière n'avait pas encore pénétré dans toutes les provinces, où les seigneurs savaient entretenir assez d'ignorance pour être maîtres de ces populations éloignées du centre, et pouvoir, au besoin, les armer les uns contre les autres. Quoi qu'il en soit, le temps n'était pas encore venu où le peuple devait briser les chaînes qui le retenaient dans une odieuse dépendance ; la noblesse n'avait pas encore accumulé sur sa tête assez de crimes pour tomber sous le poids de la haine universelle.

(4) Contin G. de Nangis.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO rue Maquenne, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVÔT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIER, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraais, 47 ; chez GÉRUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

AVIS.

Ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire avec ce numéro sont priés de le renouveler dans le courant du mois, s'ils ne veulent s'exposer à ne pouvoir compléter la collection.

Nos abonnés des villes où nous n'avons pas de correspondants sont priés d'adresser le montant de leur abonnement, en un mandat sur la poste, à l'ordre du gérant de *l'Atelier*.

LES PARTIS DEVANT LE SENTIMENT PUBLIC.

Il y a, en France, un sentiment public tout puissant, qui est le résultat et des vieilles habitudes morales de la nation et d'un travail révolutionnaire et civilisateur d'une durée de quatorze siècles. C'est en ce sentiment précieux que résident l'unité et la force nationales, la tradition d'un passé glorieux autant que difficile, et la garantie des progrès à venir. Non moins énergique qu'autrefois, il est, grâce à une immense publicité, beaucoup plus distinct, et se manifeste avec plus d'unanimité que jamais. C'est, en réalité, de nos jours, la puissance devant laquelle doivent s'humilier toutes les autres puissances, sous peine d'une déchéance plus ou moins rapide, mais certaine. Aussi, tout parti qui aspire à la direction sociale doit-il s'inspirer de ce sentiment, et s'appliquer, avant tout, à n'en être que l'expression la plus sincère et la plus intelligente ; il ne devra vouloir d'autres modifications que celles qui découlent raisonnablement du principe moral de la société ; autrement, ce parti serait sans appui dans l'opinion générale, et descendrait au rang d'une faction dangereuse.

C'est en nous inspirant nous-mêmes de ce sentiment public que nous allons examiner les théories et les chances relatives des trois grands partis politiques qui s'agitent au sein de la société. Nous chercherons (nous n'osons pas dire sans passion, mais du moins avec franchise) la valeur morale de chacun d'eux, et nous conclurons pour ou contre, selon que nous leur trouverons plus ou moins de conformité avec le sentiment et les besoins généraux de la nation.

L'existence de ces trois partis est un fait très-remarquable aujourd'hui, en ce sens qu'on y trouve tout ensemble un exemple de l'ancienne division sociale en castes supérieure, intermédiaire et inférieure, et la preuve d'un grand progrès accompli, puisque l'ordre hiérarchique n'est plus le même aujourd'hui : en effet, la classe intermédiaire a soumis à son niveau la classe supérieure, et, enfin, plus d'une fois la dernière classe a mis les pieds

sur les marches du trône, et plus d'un chef suprême s'est incliné devant elle.

Chacun de ces partis prétend répondre aux besoins de la société, et être la meilleure garantie de l'ordre présent et des biens à réaliser dans l'avenir. Cependant voyons quelle est la préoccupation la plus générale de chacun d'eux :

Le premier, préoccupé de sa puissance passée, ne dissimule point qu'il voudrait reconstituer l'ordre de choses que la révolution a détruit, c'est-à-dire la prépondérance de la noblesse. C'est le *parti légitimiste*.

Le second, préoccupé de sa puissance présente, veut immobiliser la société dans les institutions actuelles. C'est le parti qui gouverne aujourd'hui, et que l'on appelle *conservateur* ou *juste-milieu*.

Le troisième, préoccupé des misères du peuple, demande pour tout le monde l'extension des droits que le peuple a conquis, et que le parti bourgeois partage exclusivement avec la noblesse : c'est le *parti démocratique*.

On pourrait peut-être formuler d'une manière plus précise les tendances de chacun d'eux ; ainsi :

Le premier veut l'inégalité en principe, c'est-à-dire le *droit par la naissance*, pour perpétuer le commandement dans sa caste ;

Le second veut le *droit par la richesse*, pour perpétuer le pouvoir aux mains de sa classe ;

Le troisième veut l'égalité pour tous, c'est-à-dire le *droit par le devoir*.

Il ne faut pas oublier qu'en parlant des partis, nous n'entendons pas que la France entière est partagée entre eux ; loin de là : ils ne sont qu'une minorité ; mais, il faut l'avouer, une minorité active et passionnée, qui fait plus de bruit à elle seule que le reste de la nation. Celle-ci les considère, les maintient et les juge. En définitive, elle remettra ses destinées à celui qui parlera le mieux à son sentiment, et lui offrira les plus grandes garanties de moralité et d'intelligence.

Voyons donc quel est celui qui a plus d'appui dans l'opinion publique.

I. — LES LÉGITIMISTES.

Les points par lesquels le parti légitimiste prétend répondre au sentiment public sont, d'une part, des garanties d'ordre social par le système d'hérédité et par la compression des tendances révolutionnaires ; d'autre part, par le respect pour la tradition, et par les croyances religieuses.

En politique, la théorie de la légitimité a pour fondement, chez les uns, le droit absolu de propriété, chez les autres, le droit divin.

Les uns disent : « La France est la propriété de la branche aînée des Bourbons, comme au temps de la féodalité, les provinces étaient la propriété des seigneurs qui ne devaient l'hom-

mage-lige à personne. La royauté, ayant absorbé en elle toute la puissance féodale, la France est donc tout entière la propriété du roi; et, comme l'ordre héréditaire est le seul admis, c'est au petit fils de Charles X qu'appartient la couronne, le commandement, la propriété nationale, comme au temps de Louis XIV, Louis XV, etc.

Les personnes qui soutiennent cette théorie laissent complètement de côté l'idée de *devoir* et de *fonction*, et n'aperçoivent que le droit, l'unique droit de propriété. Or, cette théorie n'est pas discutable. En deux mots le roi n'avait rien en propre que son domaine privé. Quant au commandement, il faut être bien absurde pour le considérer comme étant une propriété. Dans tous les cas, ce serait une propriété que le peuple aurait enlevée à la royauté avec autant de justice que la royauté elle-même l'avait enlevée aux seigneurs féodaux. Que les légitimistes se résignent donc : ce n'est point par ce côté qu'ils toucheront l'opinion publique.

Est-ce par la théorie du droit divin? Mais qu'importe au peuple les sophismes de quelques prêtres plus dévoués aux puissances qu'à la religion! Ne sait-on pas l'origine des dynasties? N'en avons-nous pas vu élever un bon nombre depuis un demi-siècle? Or, la dynastie des Capets fut élevée à la magistrature suprême comme toutes les autres. Il est vrai de dire que son chef et plusieurs de ses descendants rendirent d'importants services à la France; mais celle-ci les a chèrement payés en subissant le règne des derniers Valois et de la famille qui leur succéda. En somme, nous ne voyons pas dans tout cela d'intervention divine.

Enfin, si c'est la sanction de l'Eglise qui fait la légitimité des rois, l'Eglise n'a pas, que nous sachions, reconnu le duc de Bordeaux; il nous semble qu'elle a, au contraire, formellement reconnu, par son chef, le roi actuel. Le droit divin donc, pas plus que le droit de propriété, ne touchera le peuple. Son bon sens lui suffit pour être à l'abri de tous les sophismes des légitimistes.

Restent la tradition et la croyance religieuse. Sur le premier point, il est incontestablement vrai que la noblesse peut revendiquer quelques souvenirs glorieux (tous les partis ont aujourd'hui de glorieux souvenirs); mais il y a aussi des souvenirs terribles qui pèsent sur sa mémoire : souvenirs de vols, de débauches, de guerres civiles et de trahisons. Si quelque parti avait à jeter un voile sur son passé, ce serait le parti légitimiste; car pour un peu de bien, il fit énormément de mal à la France.

Quant à la croyance religieuse, il faut reconnaître que les légitimistes exercent une certaine influence par elle. Le clergé en partie leur est acquis; et, par cette partie du clergé, la portion étroitement dévote de la population, à laquelle on a eu soin d'inspirer une haine profonde contre l'esprit révolutionnaire, que l'on présente toujours comme empreint d'athéisme. C'est là leur grand argument; mais il nous paraît aussi peu solide que les précédents, et, si l'on voulait discuter, on pourrait leur prouver qu'ils ne sont, à la rigueur, ni catholiques ni chrétiens. Et, pour le dire en deux mots : 1° ils ne sont point catholiques, puisqu'ils ne reconnaissent pas le roi que le chef du catholicisme a reconnu, et qu'ils persistent à vouloir, au nom de la religion, un roi que l'Eglise ne peut ou ne veut pas reconnaître. Or, quiconque ne se soumet pas à l'Eglise n'est pas catholique. 2° Ils ne sont pas chrétiens, car c'est le principal caractère de la loi chrétienne de nier le droit des races, et d'affirmer l'égalité entre les hommes de toutes les classes. Vouloir perpétuer le droit par la naissance, c'est-à-dire l'inégalité native, c'est soumettre le monde au hasard, à la fatalité; c'est nier le mérite des œuvres; c'est déchirer le plus important précepte de la morale; en un mot, prendre fait et cause pour un parti qui s'appuie sur ce principe du monde païen, que le christianisme avait pour mission de détruire, c'est être hérétique au plus haut degré, au point de vue religieux comme au point de vue du progrès.

Nous concevons que les institutions que la France a rejetées en ces derniers temps ont eu leur raison d'être autrefois. Mais toute institution humaine est essentiellement temporaire : nécessaire aujourd'hui, demain elle peut être mauvaise. La société a changé ses institutions selon ses besoins, et conformément à sa morale. Dans ces changements, plus d'un intérêt sans doute a eu à souffrir; il ne pouvait en être autrement. Mais entre un intérêt de caste et un intérêt national, moral, humain, il n'y a pas à hésiter.

Les prétentions des légitimistes n'ont donc d'autre fondement

que l'orgueil et l'égoïsme : elles sont d'ailleurs hors de saison depuis 1789.

Cependant ils se démènent activement; il n'est sorte d'intrigues qu'ils n'ourdissent pour arriver à leurs fins; aussi, bien qu'ils s'emportent si comiquement quand on leur reproche leurs sympathies pour certaines puissances étrangères, nous ne les croyons ni meilleurs ni plus nationaux qu'au temps de l'émigration; et, quoiqu'ils montrent tant d'horreur pour les révolutions, ils y pousseraient très-volontiers, ainsi qu'à la guerre civile (ils l'ont tenté déjà depuis 1830), s'ils devaient en profiter.

En définitive, ce parti ne répond en aucune manière au sentiment national; il ne peut être considéré que comme une faction ennemie du progrès, et conséquemment du bien public.

II. — LES CONSERVATEURS.

Le parti conservateur représente la classe intermédiaire entre la noblesse et le peuple. Soumise autrefois, comme le peuple, au servage, c'est par son aide qu'elle s'émancipa pendant le moyen-âge, et devint la bourgeoisie des communes. Depuis ces temps, elle n'a cessé de lutter pour conquérir la place qu'elle occupe aujourd'hui. Elle goûta du pouvoir dès 89; mais les orages de la révolution, le despotisme de l'empire et les réactions de la restauration, troublaient sa quiétude et son ambition : juillet 1830 fut son jour de triomphe. Depuis onze ans la bourgeoisie est souveraine : voyons quel est son principe, et comment elle a usé du pouvoir.

La théorie de ce parti devait être la conséquence de sa position intermédiaire; aussi lui donna-t-il un nom parfaitement significatif : il l'appela *juste-milieu*. C'est bien exactement un système de transition, un système bâtard, qui n'est ni aristocratique ni démocratique, et qui, néanmoins, procède de l'un et de l'autre. C'est une espèce de compromis entre la bourgeoisie, la noblesse et la royauté; un partage des bénéfices et des droits sociaux, duquel le peuple a été exclu, bien que ce soit à son dévouement que la bourgeoisie doive son avènement. Mais ce n'est pas ici le lieu de parler de l'ingratitude des conservateurs. Ce parti a proclamé en principe la liberté et l'égalité devant la loi; mais il a mis tant de restrictions dans les institutions de détail, qu'en réalité cette liberté et cette égalité sont faites uniquement pour les riches, puisque le droit se mesure aux écus.

Il a proclamé aussi qu'il donnerait satisfaction aux intérêts matériels. C'était se proposer une œuvre tout à la fois immorale et téméraire : — immorale, car il excitait par là l'égoïsme des individus; téméraire, car, pour satisfaire des intérêts insatiables de leur nature, il aurait fallu une puissance et une prévoyance productives prodigieuses : encore n'y serait-il jamais parvenu. Mais il a prétendu les satisfaire en leur ouvrant encore davantage la carrière de la concurrence : il a si bien fait, enfin, qu'aujourd'hui tous les intérêts sont en souffrance et se révoltent presque contre son autorité. Au lieu de la fermer, il a agrandi la plaie commerciale et industrielle, à ce point qu'il sera de longtemps difficile de la guérir.

Si le pouvoir sorti de ce parti n'a pas su protéger les seuls intérêts pour lesquels il montrait de la sollicitude, on doit pressentir la situation de ceux qu'il négligea, c'est-à-dire les intérêts généraux de la France et ceux des classes pauvres. Or, les faits parlent ici avec plus d'autorité que toutes les critiques : tout le monde sait la conduite du pouvoir à l'égard des puissances étrangères, et combien il a compromis la dignité et l'intérêt national; tout le monde sait aussi, par les rapports et les statistiques, que la misère des populations ouvrières n'a fait que grandir depuis onze ans, et qu'elle est telle, enfin, qu'à Paris, en pleine paix, au milieu de l'abondance, on a été obligé de faire garder par la troupe les lieux où les équarrisseurs jettent la charogne, parce que des malheureux l'emportaient pour la manger!

Pour se justifier, le pouvoir oppose la guerre que lui font les partis, guerre qui ne lui laisse, dit-il, ni trêve ni repos. C'est là une misérable raison. Et d'abord, les partis auraient été réduits à l'impuissance absolue, si, en arrivant au pouvoir, il eût été animé de sentiments élevés, et, s'il eût eu la ferme volonté de gouverner en vue du bien de tous. Mais il n'en fut rien; il ne sut point se dépouiller lui-même, dans l'exercice du pouvoir, de son caractère et de ses passions de parti; aussi ne gouverna-t-il

qu'en vue et dans la crainte de ses adversaires directs ; c'est là le secret de sa politique étroite, haineuse et tracassière, souvent cruelle avec les petits, toujours empreinte de faiblesse avec les puissants ; mais, par-dessus tout, imprévoyante. S'il n'a pas cédé plus qu'il n'a fait aux injonctions de l'étranger, qui connaît son esprit, c'est que le sentiment public y a mis obstacle : car, bien qu'il lui prenne de temps à autre des fantaisies dictatoriales, il est bientôt forcé de reculer devant la manifestation de ce sentiment.

En somme, ce parti n'a aucune valeur sociale ; il n'a qu'une seule signification ; il est un terme du progrès de l'égalisation des classes. Politiquement parlant, il n'y a plus rien au-dessus de lui ; mais il y a, au-dessous, le peuple en masse. C'est cette position, relativement supérieure, qu'il voudrait conserver pour les privilèges exclusifs qui y sont attachés : sa doctrine n'a donc d'autre fondement que l'égoïsme.

Le parti du juste-milieu a plus de racines dans la nation que les légitimistes ; toutefois son influence ne vient que de sa richesse. Or, en France, l'influence de la richesse n'est pas si grande qu'on ne puisse s'y soustraire. Quant au sentiment moral et fondamental de la nation, ce parti n'y touche par aucun point. Il n'inspire aucune espèce de confiance ; au contraire, il n'y a qu'une voix en France pour flétrir sa conduite en toute occasion ; et si, par hasard, il lui prenait fantaisie de faire quelque chose utile, il échouerait, tant la défiance est grande à son égard ! Enfin, si l'opinion publique ne manifeste pas contre lui son hostilité avec plus d'énergie, si elle le supporte encore, c'est uniquement parce qu'elle ne sait à qui confier la direction nationale : elle attend, et ne conserve ce qui est que comme un pis-aller.

III. — LES DÉMOCRATES.

D'après l'allure ordinaire de notre journal, on pouvait connaître d'avance nos conclusions à l'égard des deux *factions* dont nous venons de parler. Nous les avons peut-être jugées avec dureté et passion ; peut-être trouvera-t-on que nous avons été trop absolus. Mais on peut en appeler de notre jugement. Nous dirons seulement aux personnes qui ne seraient pas de notre avis, de ne prendre, comme nous l'avons fait, d'autre règle pour les juger, que la morale même, et certainement elles ne seront pas plus indulgentes que nous : il y a tant de faits accusateurs !

Maintenant, aurons-nous le courage de nous tourner vers le parti qui a nos sympathies, pour lui dire aussi ses vérités ? Nous n'osons pas affirmer que nous aurons toute la fermeté et l'indépendance d'esprit nécessaires pour une tâche si difficile ; cependant nous reconnaissons que c'est un devoir de l'en reprendre ; car, pour avoir le droit d'être sévère à l'égard d'autrui, il faut être sévère aussi envers les siens ; il est bon, d'ailleurs, que les partis fassent de temps à autre, comme de simples individus, un retour sur eux-mêmes, pour se rendre compte de leur propre valeur, et, s'il y a lieu, pour arracher la poutre ou la paille qui est dans leur œil. Nous allons commencer cet examen en toute sincérité.

Nous avons dit que le parti démocratique représentait les intérêts généraux du peuple, et particulièrement de la classe immense des travailleurs ; voyons quel est son esprit, quels sont ses moyens et sa situation actuelle.

Nous tiendrons compte ici des dissidences plus que nous ne l'avons fait pour les deux autres partis, par la raison toute simple que nous n'avons point reconnu d'avenir à leur théorie générale ; il n'en est point ainsi des diverses nuances démocratiques : elles ont toutes une valeur quelconque, dont nous devons tenir compte pour trouver le moyen de faire cesser les divisions ; car il y en a, sinon de bien fondées, du moins de bien prononcées. Le peu d'étendue d'un article de journal ne nous permet pas d'examiner en particulier l'esprit de chacune des nuances de la démocratie ; nous nous bornerons à les séparer en deux grandes masses, dont l'une tient plus particulièrement à la bourgeoisie, l'autre plus particulièrement au peuple.

La première veut et ne s'occupe que de la réforme politique ; le principe qu'elle proclame est la souveraineté du peuple par le libre choix des hommes qui participent au pouvoir représentatif. Elle s'en tient généralement à ce simple programme, et continue, pour tout le reste, la tradition libérale du temps de la restaura-

tion. Hors la réforme électorale, son œuvre est purement critique. En deux mots, la révolution politique est son but, le journalisme son moyen, la grande presse radicale son expression.

Rendons à cette nuance la justice qui lui est due. D'abord, c'est déjà une chose très-louable, quand on peut partager avec les privilégiés, de quitter leurs rangs pour défendre la classe exclue ou préparer son avènement. On doit reconnaître aussi qu'elle a souvent montré une grande énergie et une remarquable intelligence dans la critique des actes du pouvoir.

Mais, ce qu'on peut lui reprocher avec quelque apparence de raison, c'est, en donnant trop de place à la partie critique, de n'avoir presque rien réservé à la partie dogmatique ; en d'autres termes, on lui reproche de vouloir la ruine de l'édifice, avant que d'avoir étudié tous les moyens de le reconstruire.

On voudrait voir cette nuance secouer ces vieux restes d'un libéralisme étroit et impuissant, qui ne sait que changer les formes de gouvernement, sans amoindrir les maux de la société ; on voudrait la voir entrer sérieusement dans une voie d'étude et d'examen des moyens positifs par lesquels on pourrait instituer pour l'avenir, et donner satisfaction aux demandes légitimes du peuple.

C'est à la ligne suivie, il n'en faut pas douter, par la presse radicale, qu'il faut attribuer, malgré tout le dévouement dont elle a fait preuve, son défaut d'autorité sur les dissidents et sur la masse de la nation. Nous n'entendons pas dire qu'elle n'a pas d'autorité en France, mais seulement qu'elle n'en a pas assez.

En disant ceci, nous constatons un résultat : la masse de la nation n'est pas encore convaincue de la bonté d'une théorie incomplètement formulée et discutée ; d'autre part, pour tous les motifs que nous venons de rapporter, et pour un autre encore que nous ne dissimulerons pas non plus, la partie ouvrière la plus active et la plus énergique de la démocratie se détache de plus en plus de ce centre politique pour en former un autre plus particulièrement économique. Cet autre motif, le voici : les dissidents ont souvenir que, pendant les dernières révolutions, les bourgeois qui se firent chefs populaires, soit qu'ils aient manqué d'énergie ou de dévouement, ne purent jamais obtenir aucun bien, si ce n'est pour eux personnellement ; et l'on craint qu'il n'en soit de même de ceux qui sont aujourd'hui en tête du mouvement. — Il est vrai qu'il en fut ainsi par le passé ; mais, en général, nous ne croyons pas que la crainte soit fondée pour le présent. Il y aura toujours des ambitieux, sans doute ; mais nous affirmons, pour notre part, que les personnes auxquelles on fait surtout allusion ont donné, en plus d'une occasion périlleuse, des preuves d'un dévouement qui devrait les mettre à l'abri d'une défiance qui dégénère en une calomnie odieuse, non moins funeste au parti qu'aux personnes qui en sont l'objet.

Les dissidents dont nous venons de dire les craintes, et d'autres encore qui ne les partagent pas toutes, forment la seconde nuance du parti démocratique.

Fatiguée, avons-nous dit, des déceptions politiques, celle-ci a reporté son activité vers les questions de réforme économique ; et de cette détermination sont nées toutes ces théories plus ou moins fécondes, plus ou moins extravagantes, dont se nourrissent aujourd'hui les révolutionnaires de la classe ouvrière. Nous avons dit plus d'une fois notre pensée sur ces théories, et nous reviendrons à l'occasion les examiner de nouveau ; mais nous ne pouvons qu'indiquer ici la tendance la plus générale.

Cette tendance consiste à vouloir et à chercher les moyens de réalisation d'une organisation purement économique, celle du travail. Cette organisation est présentée de diverses manières ; mais presque toujours cette question domine et exclut les autres. Par opposition aux tendances exclusivement politiques, on est tombé dans l'excès contraire, et quelques-uns de la nuance économique ont été si loin, qu'ils ont ramené toutes les questions, même celles de l'ordre le plus élevé, à une question de boire et de manger.

Or, la nation est là, attentive et inquiète. Elle se résigne douloureusement à subir des directeurs qu'elle n'estime point, parce qu'elle n'ose et ne peut se donner à un parti qui ne sait pas se gouverner lui-même, et semble si profondément désuni.

Nous serions tous d'indignes Français, si nous ne nous hâtions de faire cesser un état de choses qui perpétue et aggrave le mal

du peuple, qui compromet l'avenir de la nationalité et de la civilisation. Que chacun de ceux qui sont en toute sincérité de l'avant-garde du peuple sache donc faire taire ou son ambition, ou sa vanité, ou toute autre passion mauvaise; qu'il ne s'égare point en des voies sans issue, et ne perde jamais de vue le corps et l'esprit de la nation; qu'il ne lui fasse point violence en méprisant ce qui lui est cher, et en lui imposant ce qu'elle méprise.

La nation a un but à atteindre, et les moyens ainsi que le but lui-même sont clairement enseignés par la morale qu'elle pratique depuis tant de siècles. Que tous les Français qui veulent le règne de la démocratie s'inspirent de cette morale; et que, tout en en réclamant une application plus rigoureuse, ils s'imposent l'obligation de s'y soumettre premièrement; et, non-seulement l'unité renaîtra, mais encore le parti aura conquis l'estime et la confiance de la nation.

Mais, pour obtenir ce désirable résultat, les efforts individuels ne suffisent pas; il faut trouver un moyen de les relier à un centre commun par un enseignement unitaire et actif, un enseignement de tous les jours. C'est à la grande presse à le faire. Sans abandonner sa voie politique, il faut qu'elle consacre une large place au travail dont nous parlons. Il faut qu'elle enseigne d'autorité; il faut qu'elle prouve qu'elle *sait* et qu'elle *veut*; il faut qu'en *s'inspirant au plus haut degré du sentiment public, et de toute la science acquise aujourd'hui à la société*, elle marque la route à suivre; et que, se gardant par-dessus tout de chercher la popularité, elle ait le courage de dire la vérité aux siens comme à ses adversaires, afin qu'on ne puisse l'accuser de haine ni de faiblesse. C'est là qu'est le secret de la puissance: que la presse sache donc la conquérir par ses œuvres.

En résumé, le parti démocratique, par son principe d'élection et d'égalité, est celui qui répond le mieux au sentiment public. Mais son triomphe définitif est à la condition des réformes dont nous venons de signaler l'absolue nécessité.

LE RECENSEMENT.

Une grande fermentation règne en ce moment parmi les populations du midi de la France, à l'occasion du recensement ordonné par le ministre des finances, et d'après lequel on doit baser de nouveau la répartition de l'impôt. Une illégalité dans la manière de procéder à ce recensement a été le motif de ces soulèvements partiels qui ont agité Toulouse, Bordeaux et autres villes, ainsi que des protestations énergiques d'un grand nombre de conseils municipaux, y compris celui de Paris.

Le gouvernement a agi en cette occasion comme presque toujours; il a été poussé dans une voie funeste, nous ne savons trop par quel motif, et il s'est armé, devant les résistances légitimes, d'un appareil d'intimidation, qui n'a jusqu'ici rien produit. Ses journaux, qui tremblent au seul souvenir de la Convention, n'ont pas craint de parler du danger du fédéralisme, de la nécessité de maintenir vigoureusement l'unité centrale: un moment on a pu se croire à une autre époque. La ville de Toulouse a été une des premières à entrer dans la résistance: le préfet a été obligé de fuir devant un charivari transformé en émeute, et le gouvernement, blessé ridiculement par la retraite de ce fonctionnaire, a cru devoir sortir encore bien davantage de la légalité; en envoyant à Toulouse un *commissaire extraordinaire*, avec pleins pouvoirs, seul moyen, suivant lui, de donner gain de cause, nous ne dirons pas à la loi, mais à son projet. Depuis lors, la garde nationale, qui s'était faite médiatrice dans les troubles, qui avait peut-être empêché une collision sanglante, et épargné ainsi bien des embarras au pouvoir, a été dissoute et désarmée. Toulouse a été transformée en place de guerre; les gérants des journaux patriotes ont été arrêtés au mépris de toutes les lois; le dictateur Maurice Duval a entrepris de nouveau le recensement, et, cette fois, la population a conservé une attitude plus calme; elle a fermé ses portes, et, pour preuve de la terreur que lui inspire le commissaire extraordinaire, des agents du fisc ont été couverts de fumier et d'immondices. Voilà où en sont les choses; les journaux ministériels annoncent que le recensement continue sans obstacle; les correspondances nous apprennent que les agents du pouvoir prennent leurs notes dans la rue, attendu qu'un grand nombre de portes se ferment à leur approche.

Nous pensons que le gouvernement reculera, et qu'il pourra s'ensuivre un changement de ministère. Il y a peut-être quelques changements à introduire dans la manière de faire l'évaluation des valeurs locatives, et dans la recherche des documents nécessaires pour arriver à une plus juste répartition de l'impôt; mais cela est du domaine des Chambres, qui peuvent seules abolir ce qu'on aura trouvé de vicieux dans la loi actuelle.

Ainsi donc les populations qui résistent font bien; elles remplissent un devoir, et un devoir dangereux; nous les en remercions, et tout bon citoyen doit les imiter; seulement, nous ne pouvons nous empêcher de faire une remarque, c'est que, cette fois, la bourgeoisie s'est montrée très-chatouilleuse à l'endroit de la légalité; nous désirerions qu'il en ait été dans le passé et qu'il en soit ainsi de même à l'avenir pour toutes les violations de la loi que commet le pouvoir, quand bien même il ne s'agirait pas d'écus.

Profession de foi de M. Ledru-Rollin.

Nous avons perdu dernièrement, dans la personne de M. Garnier-Pagès, un des défenseurs les plus actifs de la cause populaire, et nous nous sommes vivement préoccupés de l'élection de son successeur. Néanmoins, confiants dans le patriotisme bien connu des électeurs du Mans, nous avons été sans inquiétude sur le résultat du scrutin. Les regrets que nous a causés la perte de M. Garnier-Pagès ont été adoucis en quelque sorte par la conviction où nous étions que son successeur serait au moins l'héritier de son patriotisme, s'il ne l'était de son rare talent.

M. Ledru-Rollin, avocat, connu par un vigoureux mémoire qu'il publia en 1833 sur les massacres de la rue Transnonain, s'est présenté aux électeurs, et, dans une profession de foi tellement énergique qu'elle est traduite en ce moment devant les tribunaux, il a promis solennellement d'employer toutes ses forces à hâter l'avènement prochain de la démocratie.

Nos lecteurs ont entre les mains cette profession de foi; nous nous dispenserons donc de la reproduire ici. Toutes les grandes questions y sont énumérées; la réforme électorale y est considérée comme le premier pas des améliorations sociales, du véritable règne de l'égalité. La révision de l'impôt, son égalisation réelle, l'abolition du remplacement militaire, l'organisation du travail, voilà les points principaux dont M. Ledru-Rollin a promis de s'occuper. Aucun député n'a encore été aussi explicite; nul n'a exposé le mal et le remède aussi vigoureusement. Aussi le premier acte du pouvoir a-t-il été de lui intenter un procès dont il sortira sain et sauf, nous n'en doutons pas.

Mais ces engagements solennels seront-ils tenus? nous dit-on. Hélas! nous avons vu bien des serments violés, bien des promesses oubliées, surtout quand elles avaient pour but le soulagement des masses! Notre cause, à nous peuple, est bien faiblement défendue par les élus du monopole. Serait-ce parce que, comme le disent quelques hommes, le peuple est ingrat envers ses amis? Mais la popularité dont jouit en ce moment M. Ledru-Rollin prouve qu'au contraire le peuple peut être enthousiaste et confiant jusqu'à l'excès. S'il revient ensuite de son erreur, à qui la faute? D'un autre côté, serait-il bon d'affecter une défiance extrême pour tout ce qui promet un progrès? Soyons justes; tenons d'une promesse le compte qui doit en être tenu. c'est-à-dire demandons-en énergiquement l'accomplissement: tel est notre droit; remercions le représentant de la Sarthe de la bonne volonté qu'il nous a témoignée, tel est aussi notre devoir.

Le peuple n'est point ingrat, mais il demande beaucoup à ses amis; M. Ledru-Rollin est de ce nombre si restreint. Il nous pardonnera nos importunités, mais nous le sommerons de tenir ses engagements, si (ce que nous ne pouvons pas penser) il laissait passer, sans en profiter, les occasions de réclamer le redressement d'un abus, la réparation d'une injustice.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

ORGANISATION DU TRAVAIL.

ASSOCIATION ET CONCURRENCE.

Nous avons, dans le précédent article, posé le double principe qui doit, suivant nous, régler la production et la répartition quant à leur

rapport avec les choses. Nous l'avons résumé en ces termes : « Communauté et inaliénabilité des instruments de production. — Propriété individuelle et transmissible des richesses consommables ou objets de répartition. » Descendant progressivement à l'application pratique, nous venons rechercher, dans celui-ci, sur quelles bases doivent être assis le travail et sa rétribution, quant à leur rapport avec les hommes, producteurs et consommateurs.

Ce problème, n'étant qu'une suite du précédent, nous offre précisément les mêmes caractères. Ceux qui, exclusivement placés au point de vue de l'unité sociale, veulent que tous les produits soient communs, ne reconnaissent aussi qu'un seul mode de relation entre les producteurs, c'est la communauté dans le travail. Ceux qui, au contraire, partant uniquement de l'unité individuelle, n'admettent d'autre propriété que la propriété personnelle, ne conçoivent à leur tour d'autre rapport entre les travailleurs que l'individualisme ou la concurrence. De là deux écoles rivales, conséquence logique des deux premières, écoles qui prétendent réciproquement s'exclure, et qui pourtant ont existé simultanément à tous les âges de l'humanité; ce qui prouve assez qu'elles ont chacune leur raison d'être et leur vérité. Nous ferons ici ce que nous avons fait déjà. Reliant deux principes qui, au lieu de se contredire, s'expliquent et se complètent l'un par l'autre, nous étudierons en quelles formes, sous quelles limites et quelles conditions l'un et l'autre est admissible.

Le travail en commun est aujourd'hui réclamé à grands cris par tous les hommes d'avenir. L'expérience a tellement mis à nu les plaies hideuses de la concurrence absolue, son laisser-faire illimité a produit de si profondes misères et de si grandes catastrophes, qu'il n'y a plus qu'une voix contre elle. Qui est-ce qui peut discipliner et régulariser le travail dans toutes ses parties, en un mot, organiser l'industrie, sinon l'association? Qui est-ce qui opérera une classification intelligente des travailleurs suivant leur aptitude et d'après les besoins variables de chaque époque et de chaque localité, sinon l'association? Qui est-ce qui assurera aux ouvriers les mêmes conditions de bien-être pour eux et leur famille, la prévoyance de l'avenir et le repos de la vieillesse, sinon l'association? Qui les arrachera aux humiliations, aux dégoûts, aux fatigues et aux misères de la domination actuelle des maîtres? L'association, toujours l'association. Sans elle, rien; avec elle et par elle, tout.

Ce premier point est trop incontestable et trop incontesté pour que nous nous y arrêtons : passons donc au second. L'association exclut-elle le principe de la concurrence (1)? Non, car elle suppose au contraire la liberté des associés. Autrement c'est le couvent, l'annihilation des individus, ce n'est plus l'association. Dans leur réaction contre l'état actuel, les novateurs n'ont point su éviter cet écueil. Presque tous, comme M. Louis Blanc, font du gouvernement le directeur souverain de l'industrie nationale. Examinons les conséquences d'un tel monopole. D'abord la production et la richesse entières du pays se trouvent, de la sorte, soumises à toutes les vicissitudes gouvernementales; la moindre discussion politique devient une question de vie ou de mort pour l'industrie : bien dirigée sous un bon gouvernement, mal sous un mauvais, elle perd tout ce qui forme son ressort, son mobile et sa vie. Les gouvernants, disposant ensuite de toutes choses, ont entre les mains l'instrument du despotisme le plus inévitable et le plus monstrueux. Dans cette situation, de deux choses l'une : ou l'industrie absorbera tout le mouvement gouvernemental, ou toute la nationalité s'absorbera dans le mouvement industriel. Double abîme, double fléau ! Pour établir seulement ce régime, que d'insurmontables difficultés ! Toute concurrence étant anéantie, comment s'établira le prix des objets ? Évidemment chaque spécialité n'ayant plus aucune rivalité à craindre, voudra porter ses produits au prix le plus exagéré. Il faudra donc nécessairement armer le gouvernement du redoutable pouvoir de fixer un *maximum* pour tout ce qui est susceptible d'achat et de vente. Et comment parvenir, je ne dis pas à le faire exécuter, mais seulement à l'émettre ? Voyez-vous l'innombrable quantité des objets à taxer, la diversité infinie de leur nature, le changement continu de leur état ? Eh bien ! ce n'est pas tout encore, car pour le produit ouvré où la valeur du travail surpasse celle de la matière, il faudra une estimation individuelle de chaque œuvre. D'ailleurs ces évaluations ne peuvent rigoureusement être faites que

par les hommes de la spécialité, c'est-à-dire ceux contre lesquels ce *maximum* est précisément institué. Nous arrêtons ce torrent d'objections que nous pourrions grossir à notre aise. Évidemment il n'y a qu'une issue à ces difficultés inextricables, c'est d'admettre dans l'association le principe même de la concurrence, dans les limites et sous les conditions où elle le comporte. Jusqu'ici on avait toujours posé le problème d'organisation industrielle de la sorte : « Remplacer la concurrence par le travail coopératif. » Changeant de terrain, nous posons la question sous cette face nouvelle : « Organiser l'industrie par un système d'association qui combine les avantages du travail coopératif avec ceux de la concurrence. »

Il reste à fixer maintenant le domaine respectif, la sphère propre de l'un et de l'autre de ces deux principes, association et concurrence, à déterminer d'une manière précise les limites réciproques et l'objet spécial auquel chacun d'eux s'applique. Rien de plus facile et de plus simple, d'après nos idées précédemment émises. En effet, nous avons vu que la communauté du travail, ou l'association, n'est qu'une conséquence, une application de la communauté des instruments de travail. Il en résulte nécessairement que le domaine de l'association s'étend à tout ce qui est relatif aux agents de production, à tout ce qui règle leurs rapports avec chacun des associés qui les emploie. Mais là se borne son empire. Le principe de la concurrence découle au contraire de celui de la propriété individuelle des richesses consommables; il s'ensuit que tout ce qui est relatif à la rétribution de chaque travailleur, aux conditions d'échange, de salaire et de bénéfice rentre dans le domaine de la concurrence. Ainsi, la direction, la classification et l'emploi des agents de production appartiennent exclusivement à la communauté, ou à l'association; et, par opposé, les conditions de répartition et d'échange, soit pour le prix du travail de chaque producteur, soit pour les opérations commerciales des associations entre elles sont du domaine exclusif de la concurrence, et ne peuvent être fixées que du libre accord des parties intéressées. Voilà la démarcation bien distincte et parfaitement tranchée.

Dès lors l'intervention gouvernementale dans l'organisation industrielle consiste à mettre les producteurs en possession des instruments de travail, du fonds commun, qui forme leur capital social; mais l'ouvrier reste seul maître de débattre et de fixer librement avec l'association la valeur accordée en échange de son travail, et l'État ne peut lui imposer son *maximum*. Les avantages de cette liberté du travailleur dans la communauté sont immenses. Par suite de cette concurrence, le prix de revient se maintient toujours au niveau le plus avantageux au consommateur, et les besoins de la consommation augmentent sans cesse. L'émulation, toujours plus puissante, sans jamais devenir hostile, perfectionne la division du travail, les procédés industriels, excite toutes les découvertes et les innovations utiles, favorise une classification toujours plus intelligente, toujours mieux en harmonie avec les spécialités d'aptitude des travailleurs, les ressources et les besoins des localités. Ces avantages sont communs aux associations partielles elles-mêmes, qui, bien que reliées toutes entre elles et réciproquement solidaires, n'en jouissent pas moins, dans les limites plus haut déterminées, de la même liberté de concurrence que les individus eux-mêmes.

Établisons ici bien clairement notre pensée, afin qu'il ne soit pas possible d'en fausser le sens. Nous croyons que le principe de vie de l'association, ce qui lui donne son impulsion et son ressort, c'est la liberté des associés et leur mutuelle émulation. Nous désignons ce fait par le mot concurrence, parce que c'est le terme propre, puisque, d'après son étymologie, il signifie courir ensemble. Tendre et courir à un but commun par l'émulation et la liberté réciproque des forces qui y concourent, telle est donc notre pensée. De nos jours, malheureusement, on s'est servi du mot concurrence dans un sens diamétralement opposé; on lui a fait désigner la rivalité, l'antagonisme, la lutte. Ce n'est plus l'action de forces libres qui s'exercent mutuellement à courir ensemble vers un but commun; c'est l'action de forces ennemies qui se détruisent l'une par l'autre, et empêchent ainsi tout but commun d'activité. Cette théorie du duel incessant a formé cet état social que nous combattons sans relâche.

Ainsi, la concurrence, n'étant pour nous que le ressort, le principe de mouvement et de vie de l'association, s'arrête forcément là où elle peut compromettre l'existence ou le développement d'une association, ou d'un individu seulement. C'est à l'association commune ou à l'État à en régler le jeu, l'action et les limites, à en prévenir les abus, et à savoir maintenir, par le seul effet des rouages de l'association,

(1) Nous nous servons du mot concurrence en l'absence de tout autre; on verra plus bas la signification précise de ce mot.

un *minimum* de rétribution qui satisfasse largement à tous les besoins du producteur et un *maximum* du prix des objets de première nécessité qui maintienne les intérêts vitaux du consommateur.

Au reste, nous nous en référons sur ce point à tout ce que le journal a dit sur cette question, notamment aux numéros 2 et 5. Par la nature même de cet article, nous ne pouvions présenter ici que l'exposition des principes; mais, passant à leur application dans nos articles subséquents, nous entrerons dans les détails pratiques qui préciseront notre pensée de la manière la plus positive.

Résumant les principes que nous venons d'établir, et les reliant à ceux de notre précédent article, nous disons : — Les agents de production ne peuvent devenir communs, impersonnels et inaliénables *qu'étant exploités en commun et par indivis au moyen d'associations solidaires, dont la direction, une et souveraine, règle les rapports de chaque producteur avec l'instrument de travail qu'il emploie.* — La propriété individuelle et transmissible des richesses consommables, n'existe qu'à la condition de la *liberté pour chaque travailleur et pour chaque association de débattre et de fixer concurremment avec les parties co-intéressées, le prix de la rétribution des travaux, ou celui d'achat et de vente. Les conditions, le jeu et les limites de cette concurrence sont réglés par l'association elle-même.*

Des conséquences de l'établissement des Conseils de Prud'hommes.

Chacun s'occupe de l'installation à Paris des conseils de prud'hommes; nous, que cette question intéresse plus que qui que ce soit, nous dont elle peut aggraver l'esclavage, si grand déjà, ou préparer en quelque sorte l'affranchissement progressif, nous avons dû l'examiner avec la plus grande attention, et, par cet examen, nous avons surtout compris les conséquences que l'établissement des prud'hommes devait avoir pour nous, pour l'industrie, pour l'État, suivant que ces magistrats seront complètement la continuation de ceux de Lyon, de Rouen, ou bien dériveraient d'une loi nouvelle.

A voir par qui les prud'hommes actuels sont pronés, il est facile de comprendre à qui leur établissement doit porter bénéfice, et à qui il sera préjudiciable. Il y a, et chacun le sait, dans l'industrie, outre l'intérêt de l'État et celui du consommateur, deux autres intérêts distincts de tout point et de tout point contraires, l'intérêt du maître ou fabricant, et celui de l'ouvrier ou producteur réel. Nous insistons sur ce mot producteur réel; car dans beaucoup d'industries, et presque sans exception, dans toutes les entreprises qui demandent de grands capitaux, le maître, l'entrepreneur ou l'industriel, comme on voudra, ne connaît rien, ou à peu près, à la profession qu'il exploite, ses ouvriers et ses contre-maîtres ou employés fonctionnent pour lui. A eux l'art, l'oubli, la fatigue et la misère; à lui l'ignorance, le repos, la gloire et la fortune. Dans cette position, que nous ne nous sommes pas faite, que nous subissons avec force et patience, tout en résistant légalement aux injustes préventions dont nous sommes victimes, jusqu'à ce que la sagesse de la loi nous vienne en aide, la lutte, l'antagonisme ne cessent pas un moment entre le maître et l'ouvrier. C'est cette lutte, toujours sourde quoique douloureuse, qui se révèle parfois au monde sous les noms d'interdiction, de mise bas, de coalition et de rassemblement, comme en septembre, et qui se fait continuellement sentir dans chaque atelier; c'est de ce double intérêt que proviennent les demandes continuelles et injustes de baisse dans les prix, la morgue et l'insolence du maître, qui, la plupart du temps, traite ses ouvriers plus outrageusement que les colons leurs nègres. Aussi, quelle que soit la patience et la résignation que nous ayons, il y a toujours quelques contestations entre nous et nos maîtres : c'est un apprentissage dont le temps est consciencieusement fini, et que le maître veut, sous un prétexte ou sous un autre, prolonger; c'est un travail déclaré mal fait, dont la façon est refusée, et pour lequel il faut souvent même payer la matière employée; c'est un ouvrier congédié, dont le livret est retenu, parce que le maître, qui se déclare lésé, le trouve bon; c'est une diminution de prix inattendue et sans motif plausible, que le maître effectue à l'aide de cette étrange loi sur les coalitions.

Dans toutes ces contestations, qu'arrive-t-il? Par crainte de manquer d'ouvrage, nous subissons ce qu'on nous impose, le plus souvent sans rien dire; s'il nous arrive de risquer une observation, alors nous sommes renvoyés de nos ateliers, et c'est presque seulement dans ce dernier cas que nous appelons l'intervention d'un magistrat pour terminer le différend. Dans la situation actuelle, à Paris, nos juges sont les juges de paix ou les commissaires de police, quand, toutefois, le maître consent à subir un juge. Il y a même alors bien des chances contre nous : les commissaires de police ne voient dans un ouvrier en blouse qu'une espèce de vagabond mis hors la loi; le juge de paix est, le plus souvent, connu de tous les gros industriels de son arrondissement; et puis, quand toutes ces préventions peuvent être oubliées, le juge entend parler de choses qu'il ne connaît pas, et pro-

nonce souvent en aveugle; c'est là ce qui peut nous arrêter de plus heureux. Nous devons cependant avouer que dans les contestations où le métier n'est presque pour rien, où le bon sens suffit, il nous advient d'avoir quelquefois raison; mais le fait est rare, et cela encore doit être dit. A cette juridiction incertaine et arbitraire des commissaires de police et des juges de paix, qui s'en trouvaient surchargés, Napoléon substitua un conseil de prud'hommes pour la ville de Lyon. Dans l'état de choses actuel, il suffit d'une simple ordonnance ministérielle pour installer ces juges dans toutes les villes de fabrique; c'est ainsi qu'on en a successivement institué à Louviers, à Rouen, etc. A l'aide de cette législation, les fabricants de Paris, membres du tribunal de commerce, ont demandé au préfet de la Seine son appui et sa médiation pour que les prud'hommes fussent établis à Paris. Quelques journaux ont annoncé à tort que le conseil municipal en avait déjà délibéré; il n'en est rien, mais cette question doit, en effet, lui être soumise bientôt (1).

Après avoir montré en quelques lignes l'état où se trouve actuellement ce projet, occupons-nous des conséquences qui en découleront nécessairement, si, par malheur, il est adopté tel quel.

Ces conséquences seront nuisibles : 1° aux ouvriers parisiens; 2° à l'industrie; 3° à l'État.

Nuisibles aux ouvriers, parce qu'étant exclus des conseils de prud'hommes, qui seront entièrement formés de patentés, c'est-à-dire de maîtres, les ouvriers auront pour juges précisément leurs adversaires. D'ailleurs, dans presque tous les cas, les prud'hommes actuels, outre qu'ils ont, par leur position même, encore moins d'impartialité que les juges de paix et les commissaires de police, sont aussi inhabiles que ces derniers à juger des contestations qui reposent sur la nature d'un travail particulier à un métier qui leur est étranger, sur une spécialité qu'ils ne connaissent nullement. Voyez, en effet : une contestation s'élève entre un maître et l'un de ses ouvriers, sur une certaine partie de travail que le maître déclare mal fait, et que l'ouvrier prétend être exécuté d'une manière satisfaisante et conforme aux usages de l'état. Le débat est porté par-devant les prud'hommes, qui sont des maîtres, c'est-à-dire disposés à croire que le fabricant a raison; néanmoins l'un d'eux, plus ami de la justice, demande qu'on lui fasse voir l'ouvrage cause du débat. L'ouvrier, c'est un bijoutier, le présente, et les prud'hommes, maîtres filateurs de coton ou imprimeurs, sont tout aussi inhabiles à porter une décision que le pourrait être un simple commissaire de police. De tels juges, devant, dans 199 contestations sur 200, se trouver incompétents, sont donc nuisibles à l'ouvrier, parce qu'à défaut de connaissances spéciales, ils sont forcés de recourir à l'usage du simple bon sens, qui ne suffit pas toujours, et parce que le leur n'est plus libre quand il s'agit de prononcer entre des maîtres, c'est-à-dire leurs pairs, leurs amis, et des ouvriers, c'est-à-dire, leurs adversaires forcés, leurs serfs. Oui, une telle magistrature serait nuisible aux ouvriers, car presque tous ses actes seraient conformes à l'intérêt des maîtres.

Bien plus, les prud'hommes nuiraient à l'industrie elle-même; peu de mots le prouveront : qui perfectionne? qui invente? est-ce le maître? est-ce l'ouvrier? Jacquard n'était qu'un ouvrier. Et cela est facile à comprendre : quand un homme passe ses journées entières à faire un travail pénible et peu lucratif, il cherche sans relâche des moyens propres à diminuer ses fatigues, à accélérer son travail; il invente donc de nouveaux outils, de nouvelles machines; il ajoute ici une roue, là il ôte quelques dents; ailleurs il augmente la pesanteur d'un poids, etc. Quand toutes ces tentatives ont amené un perfectionnement nouveau, le maître s'en empare, et donne son nom à la découverte de son ouvrier. Eh bien! quand une justice continuellement mal rendue, quand des jugements entachés de prévention, de partialité viendront chaque jour accabler les ouvriers, le dégoût s'emparera d'eux, le découragement les abattra, et peut-être iront-ils porter à des peuples voisins, nos rivaux en industrie, nos ennemis en politique, le fruit de leurs travaux et de leurs réflexions. C'est depuis l'établissement, à Lyon, des conseils de prud'hommes, que les ouvriers en soierie ont commencé à émigrer vers la Suisse, qui maintenant prépare une concurrence dont l'avenir de notre industrie souffrira gravement. Les statistiques qui nous donnent chaque année le chiffre des jugements rendus par les prud'hommes, devraient bien nous dire combien l'ont été en faveur des maîtres, combien en faveur des ouvriers, et l'on pourrait par là juger de leur influence sur l'émigration des canuts.

Les prud'hommes actuels, installés à Paris, nuiront à l'État, car précisément leurs jugements, qui seront presque toujours rendus en faveur des maîtres par les maîtres, envenimeront encore davantage cette division fatale qui règne entre nous et nos patrons; et, pour le croire, il ne faut que s'examiner soi-même, car le propre d'une série de jugements injustes, ou soupçonnés de l'être, est de faire haïr encore davantage ceux en faveur de qui ils sont rendus. Et cette division, si funeste pour nous, chacun voit qu'elle le sera encore plus pour la France; car, à nos partis politiques, déjà si violents et si acharnés les uns contre les autres, il s'en ajoutera un nouveau, si l'on n'y prend garde, et la réflexion, le dévouement propres à notre caractère national, rendraient bien plus dangereux en France qu'il

(1) Nous nous occupons de rédiger un mémoire adressé au conseil municipal. M. Arago nous a promis son appui dans cette circonstance.

ne l'a été en Angleterre pour la tranquillité publique, l'établissement d'une sorte de chartisme qui lèverait en masse les ouvriers contre ceux qui les dominent. Voilà ce que nous voulons éviter, ce que nous repoussons de toutes nos forces : notre patrie est déjà assez malheureuse pour que nous nous efforcions de signaler tout ce qui pourrait la déchirer encore. Et, si nous parlons ici du terme fatal où peut nous conduire l'inorganisation du travail, c'est que des hommes qui, par leur position officielle, par leur adhésion bien prouvée au gouvernement, ne peuvent être accusés d'exciter à l'anarchie, annoncent eux-mêmes la triste fin que nos souffrances peuvent avoir.

Maintenant donc, que nous avons établi que l'installation à Paris des conseils de prud'hommes actuels serait nuisible aux ouvriers, à l'industrie et à l'Etat, examinons ce qu'une nouvelle organisation de cette magistrature pourrait apporter d'améliorations.

Si l'on établissait, à l'aide d'une loi nouvelle, des prud'hommes dans chaque ville, dans chaque métier, élus, une moitié parmi les maîtres et l'autre parmi les ouvriers, et l'élection faite en commun parmi les maîtres et les ouvriers, leur présidence étant attribuée, pour tous les actes judiciaires, à un magistrat électif et étranger à l'industrie, il en résulterait des avantages immenses pour nous, pour l'industrie et pour l'Etat.

Cette loi nouvelle serait avantageuse pour les ouvriers, en ce que, d'abord, une moitié des prud'hommes étant composée d'ouvriers, ils n'auraient plus à craindre d'être victimes d'une sorte de prévention continuelle : ils n'auraient plus, quand un jugement les aurait condamnés, cette douloureuse et irritante pensée : « Je n'ai pas été jugé avec justice ; j'ai eu affaire à des ennemis, et non à des juges ; je ne suis donc pas condamné, mais vaincu. » Et d'ailleurs, par leur composition même, par leurs formes paternelles et conciliantes, les conseils de prud'hommes n'effrayeraient plus ; et quand un ouvrier ne pourrait s'accorder sur quoi que ce fût avec son patron, il lui proposerait de s'en rapporter à la décision des prud'hommes ; le maître, sous peine d'être hautement noté d'injustice, ne pourrait plus commencer par congédier son ouvrier, il verrait d'abord à s'arranger à l'amiable avec lui, et, quelle que fût la décision, et, le jour même, l'ouvrier et le maître pourraient continuer leurs travaux ensemble comme par le passé. Il y aurait, dans cette institution, cet immense avantage pour nous, ouvriers, que placés par la loi même en une magistrature honorable, nous serions à la fois rehaussés à nos yeux et à ceux du pays entier ; et, plus un homme moral est entouré de considération, plus il s'efforce d'en mériter chaque jour davantage.

Les prud'hommes deviendraient précieux pour l'industrie, car, apaisant les querelles, ils contribueraient à son développement progressif. Protégés par des magistrats que leur composition même ferait d'être impartiaux et bienveillants pour tous, maîtres et ouvriers s'efforceraient de se rendre mutuellement justice. Rien donc ne pousserait plus nos camarades à s'expatrier, et leurs vœux et leurs actions tendraient à augmenter le développement de l'industrie nationale. Bien plus, donnant aux prud'hommes, outre le droit de justice, celui d'enquête, ils signaleraient au pouvoir toutes les réformes immédiatement praticables : descendant chaque jour de leurs mansardes et de leurs hôtels dans nos ateliers, ils seraient les défenseurs nés de tous les intérêts en souffrance. A eux appartiendrait de conseiller avec prudence et justice la législation sur le travail des femmes, des enfants, des adultes, sur la salubrité de certaines professions et de certains ateliers, sur la protection à accorder à telle industrie. Réunis aux chambres de commerce, ils pourraient mieux que personne indiquer les traités de commerce, les associations ou divisions de douanes entre la France et ses voisins.

Outre ces avantages pour les ouvriers et pour l'industrie, qui tourneraient indirectement au profit de l'Etat, combien d'autres encore découleraient de cette source en faveur de la France. A l'aide de ce puissant moyen de conciliation, les divisions qui nous séparent des maîtres s'effaceraient chaque jour ; l'organisation réelle du travail, l'association se préparerait de toutes parts, et trouverait appui dans toutes nos institutions que la prudence et la sagesse modifieraient graduellement en vue de l'utilité commune.

Qu'on y songe sérieusement, il y a dans la loi sur les prud'hommes un moyen puissant de maintenir l'ordre et d'amener le progrès ; et, si malheureusement, le pouvoir s'obstinait à toute modification, il en viendrait accroissement de danger et de périls pour tous. Ici donc, comme en politique, il faut répéter : Puissants et riches, vous qui pouvez assurer votre tranquillité par des concessions justes et peu coûteuses, souvenez-vous que le peuple a besoin de réformes, et que, si elles n'ont pas lieu, vous aurez toujours à redouter des révolutions enfantées pour amener les réformes que vous seuls pouviez accorder, et que vous aurez repoussées par égoïsme.

En terminant cet article, nous répétons ce que nous avons déjà dit (page 44), et ce que renferment d'ailleurs toutes les pages de notre journal, la réforme des prud'hommes n'est point, à nos yeux, l'organisation du travail ; nous n'y voyons que l'intervention d'un pouvoir modérateur destiné à diminuer les inconvénients de la division des travailleurs en maîtres et en ouvriers. Il n'y a qu'un seul moyen d'organiser le travail, c'est l'Association.

La cour d'assises de Rouen a condamné Noiret, pour sa brochure aux travailleurs, à un an de prison.

La souscription pour les familles des ouvriers détenus a produit ce mois 14 fr., recueillis dans une réunion commémorative du 29 juillet 1830.

VARIÉTÉS.

LES FERMES DU PETIT-ATLAS.

COLONISATION AGRICOLE, RELIGIEUSE ET MILITAIRE
DU NORD DE L'AFRIQUE,

par l'abbé Landmann. (2^e article.)

Dans notre précédent numéro, nous avons dit quelques mots de ce projet de colonisation, en annonçant notre désir de l'examiner avec soin dans toutes ses parties ; nous venons aujourd'hui remplir notre promesse. Pour faire cet examen avec plus de fruit, nous verrons comment le projet de M. Landmann satisfait à chacune des trois conditions qu'il a posées en tête de son livre.

Mais, avant d'aller plus loin, nous devons dire en peu de mots quel est le moyen proposé par l'auteur pour fonder la colonie. Une association serait formée pour réaliser un capital au *minimum* de 400,000 francs, et au *maximum* de 20 millions ; ce capital serait affecté à pourvoir chaque ferme de tout ce qui lui serait nécessaire (à 400,000 francs par ferme) ; l'association financière pourrait être dissoute, sans que pour cela la colonisation le fût ; le capital de chaque ferme devenant inaliénable, ne pourrait plus être mis à la disposition de l'association financière. Chaque action ne pourrait rapporter plus de dix pour cent à son propriétaire (c'est le taux légal de l'intérêt en Afrique). Le capital serait remboursé sur une partie des bénéfices. Le terrain nécessaire pour l'établissement de chaque ferme (2,500 hectares) serait gratuitement concédé par l'Etat, avec exemption de tout impôt pendant dix années. Tous les bâtiments nécessaires seraient construits avant l'arrivée des colons à qui l'on fournirait également tout les outils et bestiaux pour exploiter ; leur subsistance et besoins premiers seraient également assurés pour une année, c'est-à-dire plus que le temps voulu pour qu'ils pussent se subvenir à eux-mêmes. Chaque colon serait gratuitement transporté sur le domaine de la ferme, où il trouverait asile, sécurité, travail ; en un mot, tout ce qui est nécessaire à l'homme.

Ces considérations premières établies, examinons la colonisation sous chacun des trois rapports indiqués plus haut.

COLONISATION AGRICOLE.

Chaque ferme, ainsi que nous l'avons dit, serait composée de cent familles, chacune munie dans la ferme, aux dépens de l'association, d'un logement et d'un mobilier suffisant ; la terre, les outils, les bestiaux, appartiendraient à l'association et non à ses membres, c'est dire assez qu'ils ne pourraient jamais être partagés, individualisés. La moitié des colons, avant son engagement, devrait prouver son habileté et son habitude dans les travaux agricoles. Les travailleurs et travailleuses seraient répartis en brigades, par le directeur des travaux, suivant les aptitudes de chacun ; le travail se faisant ainsi en commun, sous la direction d'un fermier en chef ou directeur des travaux. Chaque journée de travail serait évaluée en proportion des fatigues et du produit ; une journée de moisson compterait pour deux journées, une journée de femme pour une demi-journée, etc. La cuisine, le blanchissage, se feraient en commun, les repas même s'il convenait aux colons.

A chaque ferme serait attaché un médecin chargé de veiller à la salubrité des travaux, de l'alimentation, de l'habitation, etc., en outre, de soigner tous les malades de l'établissement, et même les Arabes qui auraient recours à lui. Une petite pharmacie serait mise à sa disposition.

Dans chaque ferme encore, un économe serait chargé du soin de tenir les comptes des achats, des ventes, des travaux, des produits, des répartitions de bénéfices par chaque colon, suivant le nombre de ses journées. Prélèvement fait des frais de culture, c'est-à-dire de tout ce qui serait nécessaire à l'entretien de la ferme et des colons ; les bénéfices restant formeraient deux parts, l'une devant être partagée entre les colons, l'autre répartie : 1^o en dividende pour les actionnaires, comme nous avons dit ci-dessus ; 2^o en rachat d'actions ; 3^o enfin, à la formation d'un fonds de réserve destiné à établir de nouvelles fermes sur les mêmes bases.

En outre, comme dans le principe, les colons ne seraient pas peut-être assez pénétrés de l'excellence de l'association pour s'y dévouer entièrement, il serait assuré à chacun des 100 premiers colons sous la seule condition de faire partie de la ferme pendant trois années consécutives : 1^o six hectares de terre à titre de propriété individuelle, mais rachetable par l'association ; 2^o un *minimum* de bénéfices de 1,200 francs.

Comme on le voit, sous le point de vue agricole, la colonisation

de M. Landmann est entièrement conforme à notre contrat d'association.

COLONISATION RELIGIEUSE.

Pour mieux étudier cette partie de la colonisation, divisons-la en trois points distincts, mais cependant étroitement liés l'un à l'autre dans le projet de M. Landmann : *Culte, Morale et Nationalité.*

Culte. Le certificat nécessaire pour être admis dans l'association devrait être signé par le curé et l'évêque de l'émigrant. Dans chaque ferme, il y aurait un curé, chargé de diriger non-seulement ce qui concerne le culte catholique, la discipline morale, l'éducation des enfants, mais encore de surveiller la bonne exécution du système d'association. Une petite communauté religieuse serait appelée dans chaque ferme, pour présider aux salles d'asile, à l'éducation des filles, aux travaux intérieurs des femmes, à l'infirmerie, etc.

Quelques réflexions seulement sur cette partie : faire au colon une obligation du certificat délivré par le curé et l'évêque, serait dangereux, car il arriverait peut-être bien souvent que les ecclésiastiques chargés de délivrer ces certificats se laisseraient influencer par leurs idées exclusivement religieuses, et refuseraient leur concours au protestant et au catholique qui ne suivraient pas les pratiques du culte. Et dans les fermes même, ce serait un tort grave que de vouloir étouffer toute liberté de conscience; il y a plus, ce serait une atteinte portée à la liberté religieuse, inhérente à notre nation, et sanctionnée par nos lois; et cela serait surtout funeste à notre colonie; en effet, si les catholiques seuls, les catholiques romains, devaient être admis dans les fermes de M. Landmann, il s'ensuivrait tout naturellement que son projet économique, étant reconnu le seul bon, les dissidents seraient contraints de former entre eux des fermes semblables. Il y aurait donc en Afrique, à côté l'une de l'autre, des populations séparées par leurs idées religieuses, et parquées pour ainsi dire par ces mêmes idées : il en résulterait des dissensions profondes; en France, de semblables divisions ont jadis été bien funestes, et nous devons nous efforcer maintenant de ne pas les faire germer dans la France africaine.

L'introduction dans chaque ferme, d'une petite communauté de religieuses, n'est pas sans inconvénients; voici les principaux : il serait dangereux pour chaque ferme d'introduire dans son sein une association distincte et séparée d'elle, et qui n'aurait, par conséquent, pas toujours les mêmes intérêts; en outre, subordonner les femmes de la ferme aux religieuses, pour les travaux intérieurs, nous semble encore une source de divisions. Nous savons bien que les principales fonctions imposées à ces religieuses, par M. Landmann, demandent à la fois une habileté spéciale, et un dévouement réel; mais nous croyons que sur cent familles, on trouvera bien une dizaine de femmes satisfaisant à toutes ces conditions, et de plus attachées de corps et de cœur à la ferme pour toute leur vie.

De tout le projet de M. Landmann, c'est là le point le plus difficile à traiter, car nos souvenirs de luttes contre les actes du clergé, en France, depuis 1789, ont excité contre lui de grandes défiances; si tous les prêtres parlaient comme M. Landmann et agissaient comme lui, l'opinion publique n'entraverait pas leurs desseins quand ils peuvent en avoir d'utiles.

Le gouvernement, s'il adopte ce projet de colonisation, ce dont nous doutons malheureusement, devra en examiner avec soin la partie purement religieuse, pour calmer les défiances d'abord, et pour assurer à chacun des colons la liberté de conscience.

Morale. Les familles de colons seront choisies parmi celles des pauvres qui s'expatrient chaque année; leurs membres devront être laborieux et moraux. Le certificat, signé par le maire et le curé, légalisé par l'évêque et le préfet, nécessaire à chaque colon, sera un certificat de moralité. Dans chaque ferme il y aura des salles d'asile pour les enfants, des écoles séparées pour chaque sexe; deux fois par semaine un cours spécial apprendra aux colons les avantages de l'association, et les suites funestes de l'isolement; les colons se pénétreront sans cesse, et de plus en plus, de la grandeur de leur mission; ils apprendront, chaque jour, à semer pour laisser leurs petits-enfants moissonner; ils se souviendront toujours que se dévouer pour l'association, c'est encore, en quelque sorte, jouir soi-même des fruits de son dévouement. Les colons devront obéir strictement à leurs chefs et à leurs règlements; leurs fautes seront passibles de peines disciplinaires, de corvées, d'amendes, d'expulsion même pour les fautes graves, pour les vices de toutes sortes : fautes contre les mœurs, indiscipline habituelle, paresse, ivrognerie, etc. Les veuves et les orphelins des colons seront les enfants de l'association, qui les conservera comme étant les plus précieux de ses membres. Toutes ces dispositions méritent notre approbation tout entière.

Nationalité. Les deux tiers des colons au moins devront être Français; les étrangers, en entrant dans la colonie acquerront le titre de Français. Les colons ne devront jamais perdre de vue qu'ils poursuivent une œuvre nationale avant tout; que leur sort est lié à la possession de l'Afrique par la France; que, partant, l'intérêt de la patrie est leur propre. Dans toute cette partie du contrat d'association, comme, du reste, dans tout le cours de son livre, M. Landmann a fait acte de bon patriote. Nous regrettons que les bornes de cet article ne nous permettent pas de nous étendre plus longuement sur cette partie si importante de son projet.

COLONISATION MILITAIRE.

Chaque famille de colons devra fournir au moins un homme dans le cas de porter les armes. Un mur, précédé d'un fossé, garni de meurtrières, construit en pierres, renfermera dans son enceinte toutes les constructions, tous les magasins de chaque ferme. Chaque colon en état de porter les armes recevra, par les soins de l'autorité militaire, sabre, fusil, baïonnette et cartouches; chaque ferme sera en outre munie des armes de toutes sortes nécessaires à sa défense. Toutes ces armes, numérotées, demeureront la propriété de l'Etat.

Dans chaque ferme il y aura un officier-commandant délégué par l'autorité militaire, chargé de veiller constamment à la défense et à la sécurité des colons, à la protection des travailleurs, aux moyens de défense des cultures sur pied, etc. Les colons de chaque ferme formeront une compagnie militaire commandée par l'officier, l'économe et le chef des travaux; les colons seront exercés au maniement des armes. Dès l'enfance, les fils des colons apprendront à monter à cheval, et recevront une éducation militaire; à dix-huit ans ils feront partie de la garde nationale. Sous ce rapport encore, nous croyons que le projet de M. Landmann satisfait pleinement à tout ce que demande la prudence et l'intérêt de la France.

Terminons cet article par quelques considérations générales. Dans chaque ferme le pouvoir appartient : 1° au directeur des travaux; 2° à l'économe; 3° au médecin; 4° à l'officier; 5° au curé. Chacun de ces fonctionnaires est souverain en tout ce qui regarde ses attributions. L'administration centrale de la colonie, établie en Afrique, nomme les trois premiers; les deux autres sont désignés par leurs supérieurs respectifs. Pour fonder la colonie, cela doit être ainsi : en effet, les colons ne connaissant pas, pour la plupart, ce que peut et ce que demande le principe fécond de l'association, ont besoin d'être dirigés; ne se connaissant pas les uns les autres, leurs chefs leur doivent être désignés par un pouvoir central; mais cette sorte d'apprentissage terminé, et, pour cela, deux ou trois ans seront plus que suffisants, nous croyons que, dans chaque ferme, les colons devront choisir eux-mêmes le directeur, l'économe et le médecin, et intervenir dans la nomination du curé et du capitaine. C'est en effet le principe français que toute municipalité est gouvernée par la loi unitaire, dirigée par le pouvoir central, et s'administre elle-même : or, les fermes de M. Landmann seront réellement la commune véritable. Nous insistons sur cette observation. Il faudra, en Afrique, établir l'autorité, cela est incontestable; mais, ce qui est incontestable aussi, c'est qu'il y faudra instituer la liberté : or, la liberté consiste à obéir aux lois faites par les délégués de tous, et appliquées par les administrateurs municipaux librement élus.

Ce que nous demandons ici n'est d'ailleurs que le développement de la pensée qui a porté M. Landmann à laisser les colons élire eux-mêmes : 1° les sous-officiers de la garde nationale, 2° les membres du conseil de discipline, 3° le conseil de surveillance qui devra chaque année approuver les comptes de l'économe et la gestion de l'administration.

Nous regrettons de ne pouvoir plus longuement développer l'examen du projet de M. Landmann; nous serons heureux de contribuer à le faire étudier par tous les hommes de bien, et notre désir le plus ardent est de le voir approuver par le gouvernement, qui peut bien et qui doit même entraver les vices de la colonisation individuelle instituée au profit de l'égoïsme, et, par cela même, funeste à l'état, mais qui ne saurait rejeter le projet de M. Landmann sans donner gain de cause à tous ceux qui l'ont accusé de vouloir et de préparer l'abandon de l'Algérie. Au reste, ce projet est à l'étude dans les bureaux du ministère de la guerre; des hommes compétents et influents lui ont donné leur approbation. Nous attendons beaucoup de leur patriotisme et de leur intelligence, et nous espérons tout de la ferme volonté de la France.

On nous apprend que M. Landmann, au lieu d'une société industrielle pour fournir le capital nécessaire, espère former des associations de donataires par souscriptions renonçant à tout intérêt et à tout remboursement; nous souhaitons ardemment la réalisation de cette bonne pensée.

Le gouvernement vient de rejeter le projet de colonisation formé par M. Stockmar, qui devait établir en Algérie une colonie de Suisses; nous croyons que le gouvernement n'a pas le droit de livrer à des étrangers le territoire national, à quelque titre que ce soit; si tel est le motif de cette détermination, nous ne pouvons qu'y applaudir; si, au contraire, le projet de M. Stockmar a été rejeté, parce qu'on ne veut pas coloniser l'Afrique, avant de s'engager plus avant dans cette voie, le gouvernement fera bien de songer que l'Afrique était conquise avant qu'on ne pensât à la dynastie, et que la France laisserait plutôt tomber toutes les familles princières du monde, que de renoncer à l'Algérie, qu'il faudra bien coloniser, parce que la nation entière le veut.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE FÉROU, 15 —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVÔT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIEU, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraais, 47 ; chez GÉNUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

INTRODUCTION à la deuxième année. — Aux ouvriers communistes. — Revue du mois. — Réponse à la *Phalange*. — Entretien sur l'association industrielle. — Enquête. Situation des ouvriers chapeliers. — Le Livre du Compagnonnage. — Faits divers. — Variétés. Histoire de France.

DEUXIÈME ANNÉE.

INTRODUCTION.

Les ouvriers qui fondèrent *L'Atelier* n'avaient pas de désir plus ambitieux que celui de pouvoir en poursuivre la publication au moins pendant une année. Or, l'année est écoulée, et *L'Atelier* est plus que jamais en mesure de continuer son œuvre. Ce succès est un fait plus significatif qu'on ne pense, et dont les fondateurs du journal peuvent à bon droit se réjouir, car les personnes qui le lisent doivent lui rendre la justice de reconnaître qu'il n'a jamais cherché à exploiter, en les exagérant, les douleurs populaires, ni excité les passions, ni flatté les appétits sensuels des travailleurs, en leur présentant la séduisante perspective d'un avenir de repos et de bonheur. *L'Atelier* a conseillé, par-dessus toutes choses, la modération dans les désirs, et la pratique des devoirs comme étant l'unique moyen d'obtenir des droits ; il a prêché et déterminé même l'application d'une théorie d'association industrielle qui pourra devenir le moyen d'un bien-être relatif pour le peuple, mais il n'a jamais promis d'existence sans douleur, ni de travail sans fatigue ; en un mot, s'il a constamment insisté sur les efforts à faire pour sortir de la condition actuelle, il s'est bien gardé d'exagérer la récompense. Cependant beaucoup d'ouvriers ont répondu à l'appel d'une publication sortie de leurs rangs, et ont contribué avec ardeur à sa propagation. Ce résultat est la meilleure réponse à faire à ceux qui ne parlent qu'avec mépris de la classe ouvrière.

L'Atelier est organisé, il ne faut pas l'oublier, pour servir d'école mutuelle ; tous les ouvriers y sont, en effet, enseignés par leurs égaux, et chacun peut y enseigner à son tour, sous la seule condition de se conformer au principe moral et politique auquel les premiers fondateurs ont voulu positivement se rattacher dès le premier jour ; car ce principe est celui de la nation ; une longue expérience en a prouvé la valeur immense, et l'expérience prouve de même chaque jour qu'on ne saurait s'en écarter sans danger de tomber dans les plus funestes égarements.

L'Atelier a pour but spécial de préparer, selon le degré de son influence, l'émancipation complète des classes ouvrières. La mutualité de son enseignement sera le moyen d'approcher de ce but ; moyen d'autant meilleur, qu'il obligera naturellement les ouvriers à réagir sur eux-mêmes, et à se rendre capables d'exercer dignement les droits qu'ils réclament à si juste titre ; car ils doivent bien se pénétrer de cette idée que, lors même qu'ils obtiendraient ces droits, ils demeureraient encore à l'état de mineurs dans la société, s'ils ne s'efforçaient de briser les liens qui les retiennent dans la servitude des mauvaises habitudes et de l'ignorance. Pour que la classe populaire occupe sans conteste la place qui lui est due dans l'État, il faut qu'elle soit au moins égale aux autres classes en intelligence, et supérieure en moralité.

En résumé, donc, on peut dire que l'œuvre à faire, dans ce but, consiste :

A préparer l'affranchissement moral du peuple par l'éducation ;

Son affranchissement intellectuel par l'instruction ;

Son affranchissement industriel par l'association,

Et son affranchissement politique par le droit d'élection.

Ce travail doit être mené de front ; il faut attaquer avec ensemble ces quatre faces d'une même servitude ; autrement, ne vouloir qu'un seul côté de cette grande réforme, serait prouver qu'on n'a pas l'intelligence des nécessités sociales, ou bien qu'on a une arrière-pensée en négligeant de faire ce qui ne paraît impossible, après tout, qu'à ceux qui ont mauvaise volonté.

Pour ce qui regarde les ouvriers de *L'Atelier*, ils n'ont pas la prétention d'être moins soumis à la servitude de l'ignorance et des mauvaises habitudes que le reste de leur classe. Quoi qu'il en soit d'eux personnellement, ils ne croient pas moins que c'est un devoir impérieux, le premier des devoirs, de prendre une part aussi grande que possible à ce travail réformateur ; et c'est, en définitive, sur ce terrain que se rencontreront les hommes, à quelque rang qu'ils appartiennent, qui veulent sincèrement le bien du peuple.

AUX OUVRIERS COMMUNISTES.

DEUXIÈME ARTICLE.

Communistes, vous êtes aujourd'hui, plus que jamais, l'objet de l'animadversion des hautes classes et de la presse en général ;

on vous dénonce à l'opinion publique; on vous accuse de tendre à la destruction de la famille et de la propriété; on vous représente comme de sombres fanatiques, comme des fauteurs d'anarchie qui ne reculeraient devant aucun moyen, si terrible qu'il fût, pour arriver à leurs fins. La presse radicale elle-même s'est vue contrainte de vous désavouer hautement, pour ôter aux ennemis du progrès tout prétexte de confondre dans la même réprobation les idées démocratiques avec vos idées de communauté. De votre côté, aigris par tout ce qu'on vous impute, vous méprisez ceux qui vous méprisent; et persistez dans votre système.

Cette situation est fâcheuse pour le peuple en général, aussi bien que pour vous-mêmes. Permettez-nous donc de vous donner encore un conseil d'amis. Écoutez-nous sans impatience, car nous voulons vous parler au nom de l'intérêt général.

Et d'abord, nous vous dirons que votre persistance dans vos doctrines n'a rien qui nous étonne, et nous reconnaissons très-volontiers que les critiques de la presse ne sont, en général, guère propres à ébranler vos convictions, et qu'elles ne font qu'exciter le public contre vous, sans vous donner raison de rien. Ce n'est point, en effet, avec des lieux-communs et par des accusations banales qu'on démontre les erreurs de doctrines, et qu'on change des croyances. Mais, parce que vous ne vous êtes point rendus aux raisons d'une critique impuissante, il ne s'ensuit pas que vous deviez ne tenir aucun compte des préventions publiques contre vous; il ne convient peut-être pas que vous vous raidissiez contre la société, parce qu'elle repousse instinctivement vos théories. Ne vous abusez pas : la société en masse n'est pas si dépourvue de sens qu'elle ne sache très-bien, mieux peut-être que ne le disaient les journaux, où l'application de vos théories la conduirait. Gardez-vous de comparer votre position actuelle à celle de ces hommes qui, en d'autres temps, furent méconnus ou persécutés pour avoir apporté au monde une vérité féconde. La société ne vous accordera point ce caractère d'apôtres de la vérité, car l'idée fondamentale, le principe essentiel de votre théorie est bien ancien, et déjà à diverses époques, il a donné des fruits tels, qu'il est permis de craindre de le voir triompher de nouveau.

Que cette conclusion anticipée ne vous empêche pas de lire ce qui va suivre : nous lisons attentivement tout ce qui vient de vous, et nous en tenons compte; faites donc de même, et écoutez-nous sans cette préoccupation et cette impatience qui, trop souvent, empêchent de comprendre.

Si nous n'avions pas eu de longs et fréquents entretiens avec bon nombre d'entre vous; si nous n'avions pas lu à peu près tous les écrits communistes, nous aurions encore pour ressource de puiser dans nos propres souvenirs, dans nos impressions particulières d'un autre temps, pour savoir ce qui est au fond de votre doctrine, pour savoir par quelle filière d'idées et d'excitations on y arrive, et jusqu'où elle peut conduire. Nous connaissons bien le communisme, soyez-en persuadés; nous avons tous été plus ou moins travaillés par les idées qui vous travaillent; nous avons été amenés à des conclusions sociales conformes aux vôtres; nous tenions exactement le même langage que vous, et nous pensions aussi être des plus avancés. Aujourd'hui, nous sommes revenus à d'autres sentiments; nous suivons la route ordinaire, dans la foule, pas à pas. Il ne tiendra pas à nous que vous abandonniez aussi les théories qui, en vous détournant des œuvres à faire présentement, vous rendent l'effroi de la société.

Nous sommes aujourd'hui placés, par le fait de la position que nous avons choisie, entre vous et vos adversaires directs; et, si nous désirons que vous entendiez notre voix, nous n'avons pas moins à cœur d'être entendus de ceux qui ne savent et ne veulent que vous accuser, pour entretenir l'hostilité publique contre vous. Nous espérons que vous ne vous méprendrez point sur nos intentions; croyez bien que nous sommes pleins de sollicitude pour vous, et que nous ne faisons ici la guerre qu'à des erreurs qui vous séparent du reste du peuple : mais, pour vos accusateurs d'en haut, nous pourrions avoir de dures vérités à leur dire; nous pourrions facilement retourner l'accusation contre eux, et leur prouver qu'ils sont les auteurs ou les instigateurs directs ou indirects de toutes les idées subversives qui nous assaillent, et que c'est de leurs rangs que nous viennent les sollicitations à l'égoïsme et à l'imporalité, par les exemples qu'ils donnent, et par l'enseignement qu'ils répandent dans le peuple.

Dieu merci ! nous ne sommes point dupes des criaileries de

ces gens-là. A qui, d'ailleurs, feraient-ils croire que c'est par intérêt pour la société et la morale publique qu'ils poursuivent les communistes de leurs malédictions ? Mais ils seraient les premiers à nier les principes de la famille et de la propriété, si la communauté pouvait leur garantir une somme de jouissance égale à celle qu'ils désirent aujourd'hui ! Et s'ils avaient été soumis pour un temps aux privations et à l'insécurité de notre condition, auraient-ils eu, nous le demandons, la modération et la patience de ceux qu'ils appellent d'odieuses fanatiques ? Nous ne le croyons point, et nous nous abstenons de dire où ils seraient à cette heure.

Pour comprendre comment le communisme s'est propagé dans une certaine portion du peuple, il faudrait connaître parfaitement quels sont le caractère, les habitudes et la condition matérielle des hommes qui en font partie. Il y a dans le peuple, comme dans les autres classes, un certain nombre d'hommes plus actifs et plus énergiques que la masse. Ces hommes se font surtout remarquer dans les grands centres et particulièrement à Paris. On peut dire que, dans les révolutions, ce sont ceux-là qui agissent; le reste consent; aussi la politique absorbe-t-elle toutes leurs pensées, toute leur existence.

Maintenant, que l'on se mette pour un moment à la place de cette portion du peuple, en qui se résume toute l'énergie révolutionnaire de notre temps, et en qui le souvenir de la grande victoire de juillet entretient une activité brûlante; que l'on considère cette masse d'hommes trompés dans leurs espérances politiques, violents dans leurs sentiments nationaux, humiliés dans leur condition de salariés, et manquant souvent du nécessaire; qu'on imagine ensuite ces hommes naturellement irrités, exposés aux sollicitations les plus pressantes et les plus diverses, excités par tout ce qui peut flatter les sens, par tout ce qui peut troubler l'esprit, en un mot par tout ce qui se fait et se dit à côté ou au-dessus d'eux, — et puis qu'on vienne nous dire après combien il faut de courage pour ne pas faillir; combien de volonté pour vaincre la haine et l'envie qui tendent à déborder; combien de raison pour ne point se détourner du droit chemin, et s'aventurer dans une voie sans issue, à la recherche de ces biens chimériques qu'une imagination exaltée par les privations peut seule enfanter ?

Quand on énumère toutes les causes de révolte et d'égarement qui agissent incessamment sur le peuple révolutionnaire, on est étonné que les liens sociaux ne soient pas relâchés davantage; on est surpris de voir que la corruption venue d'en haut ait eu si peu de prise en bas. Cependant nous ne devons pas dissimuler qu'il existe un certain désordre dans les esprits; nous en connaissons tout le danger; et, sans nous emporter en déclamations furibondes contre les adeptes des théories signalées comme dangereuses, nous les invitons, en amis, à faire un retour sur eux-mêmes, à examiner soigneusement la valeur morale des systèmes qu'on leur enseigne, et à tenir compte surtout des objections qui leur sont faites, et ils ouvriront les yeux comme on les a fait ouvrir à nous-mêmes.

Car, nous pouvons le dire, nous avons eu aussi nos instants de doute et de défaillance; presque tous, nous avons voulu quitter la voie battue. Nous avons eu nos moments de révolte contre toutes les obligations qu'on nous imposait, et dont nous ne comprenions pas la raison. En un mot, nous avons subi, comme tout le monde, les conséquences de notre situation et de l'enseignement que nous avions reçu. Combien de fois, sous l'influence des lectures soi-disant philosophiques dont nous nourrissions notre activité, nous avons pris en pitié cette pauvre espèce humaine, qui se déchirait continuellement de ses propres mains pour obéir à des préjugés, tandis qu'elle aurait pu vivre si tranquille ! Que le passé du genre humain nous semblait triste et misérable ! Le monde ne nous paraissait être, comme on dit, qu'un immense troupeau de dupes, exploité par une poignée d'intrigants. Nous trouvions qu'on était bien fou de subir le joug des habitudes et des institutions contraires au bonheur. Lorsqu'il nous arrivait de nous demander la raison de tous ces devoirs qu'on impose, nous ne la trouvions nulle part. L'homme, disions-nous, d'après nos livres, est fait pour être le plus heureux possible; or, il est bien absurde de se quereler comme on fait, et de tant s'agiter, quand on a si peu de temps à vivre; le mieux qu'on puisse faire, c'est d'éviter le mal avec soin, et de profiter de tout le bien qu'on peut se procurer.

Dites-nous, communistes, si ces pensées-là ne sont pas les vôtres ? S'il n'est pas vrai que vous aussi regardez la société avec mépris, en considérant un à un les obstacles qu'elle met à son bonheur, et qu'elle s'obstine à conserver ? S'il n'est pas vrai que l'esprit de nationalité vous semble être un préjugé, et les batailles de peuple contre peuple, une atroce barbarie ? S'il n'est pas vrai enfin que tout ce qui est contraire au bonheur de l'homme soit mauvais pour vous ?

Oui, tel est le point de départ de vos théories. D'une part, vous avez dit : « Le bonheur est le but de l'homme », et, d'autre part, considérant que toutes les sociétés humaines avaient semblé ignorer ce but, vous avez pensé qu'elles avaient erré jusqu'à ce jour, et vous avez repoussé toute objection qui s'appuyerait sur l'expérience humaine, cette expérience étant jugée mauvaise. Vous avez nié toute autorité ; la suprême certitude pour vous, c'est le bonheur ; et, partant de là, vous avez imaginé ou vous avez accepté la théorie de la communauté, comme étant la plus convenable à vos sentiments, et la plus propre à réaliser le bonheur général.

Vous avez tous la même idée fondamentale, mais vous êtes divisés sur quelques détails d'organisation. Les uns gardent plus ou moins de restrictions empruntées à la morale de la société actuelle, et veulent les imposer ; d'autres, plus hardis, et certainement plus logiques (à leur point de vue), voudraient qu'on n'imposât aucune condition morale. Et voici le raisonnement qu'ils font : la science sociale ne peut être autre chose que la science du bonheur ; or, toute contrainte, toute interdiction au plaisir est déclarée contraire au bien de l'homme, et l'homme ne doit pas s'y soumettre.

Voilà par quelle suite d'idées on arrive à la négation de toute autorité, au mépris de tout le passé de l'humanité et de la nationalité, à l'oubli de tous les devoirs dont l'accomplissement n'amène pas de jouissances positives.

Ne vous récriez pas, comme vous en avez l'habitude, que cela n'est point ainsi : nous rendons justice au sentiment qui fait que vous vous récriez ; mais nous voulons ici montrer où peuvent conduire les idées de bonheur, et nous poursuivrons jusqu'au bout notre démonstration. Nous nous embarrassons fort peu de l'organisation plus ou moins ingénieuse de la communauté ; chacun peut en imaginer une à sa manière, et l'on ne s'en fait pas faute. Nous recherchons surtout à faire ressortir ici les conséquences rigoureuses, inévitables du principe fondamental de la théorie.

Or, de même qu'aujourd'hui il y a des communistes qui veulent conserver la famille, et d'autres qui n'en veulent point, etc., de même il y aura toujours division dans la communauté (en supposant son établissement). Mais l'éducation, dit-on, prévient ces divisions. Hé, qui fera l'éducation ? ceux qui veulent le mariage, ou ceux qui n'en veulent pas ? Si la communauté entière est appelée à se prononcer, quel que soit son arrêt, il y aura des mécontents, qui se sépareront, et qui iront fonder une communauté rivale. Qui pourrait, avec justice, les empêcher de le faire ? Ils cherchent leur bonheur ; et s'ils le trouvent, permettez-nous cette pensée grossière, dans la sodomie ou dans la bestialité, on n'a rien à leur dire. Prouvez-nous, en effet, qu'on n'aurait pas ce droit ? Les Romains étaient des raffinés en fait de plaisirs, ils recevaient l'éducation du bonheur, et se livraient aux infâmes pratiques que nous venons de dire. En principe, d'après votre théorie, tout individu pourrait faire tout ce qui lui plairait, sauf nuire d'une manière positive aux autres membres de la communauté.

Débattez-vous tant qu'il vous plaira, il faudra bien, bon gré mal gré, que vous arriviez à cette conséquence dernière. Nous tenons d'ailleurs à vous y amener, afin que vous recuiliiez devant l'abîme. Nous vous répétons que nous savons parfaitement faire la distinction entre votre sentiment et le fond de la théorie. — Vous ne voyez pas que vous êtes encore sous l'influence des idées avec lesquelles vous avez été élevés ; vous ne voyez pas que toutes ces pensées de fraternité, vous les avez empruntées à la société que vous méprisez, et que c'est par ces pensées que vous amoindrissez le mal de votre théorie.

Mettez-vous bien dans l'esprit que nous ne sommes pas ennemis de toute communauté ; loin de là ; ce n'est pas elle que nous attaquons, c'est le principe essentiel de votre théorie, qui est, au

contraire, un principe de séparation et d'individualisme, puisque le premier venu peut faire autorité, ou nier l'autorité de tous les autres. Ne voyez-vous pas qu'il en est déjà ainsi parmi vous, et que, malgré que vous vous disiez communistes, vous n'avez de commun que le nom ?

Plusieurs d'entre vous se croient fort avancés, parce qu'ils ont adopté la théorie du bonheur. Il n'y a pourtant pas en cela un motif d'être bien fier ; car il y a long-temps que les hommes désirent le repos et les jouissances : la doctrine du bonheur est aussi vieille que le monde. Et si l'homme n'avait pas eu un but plus élevé que celui de ne vivre que pour jouir, s'il avait été créé pour le bonheur, enfin, comme vous dites, nulle force au monde, nulle volonté n'aurait pu l'empêcher d'être heureux, de même que nulle volonté et nulle force ne peuvent l'empêcher d'avoir faim et d'avoir soif.

Quoi ! l'homme aurait été obligé d'attendre des milliers de siècles pour apprendre de vous qu'il était fait pour lui-même, et qu'il n'avait d'autre but que de vivre le mieux possible ! et c'est cela que vous appelez une doctrine de progrès ! et c'est pour cela que vous vous dites les plus avancés ! Mais le dernier des insectes en sait autant que vous. Voyez jusqu'où cette doctrine peut ravalier l'espèce humaine, puisqu'elle conclut à en faire une collection d'êtres parasites uniquement créés pour s'attribuer toutes les jouissances possibles. — Nous comprenons qu'on ait des désirs de bien-être d'autant plus vifs qu'on subit plus de privations. Mais cependant il ne faut pas s'égarer ainsi, et oublier que nous sommes faits pour travailler, pour travailler toujours, et que la seule chose que nous puissions exiger, c'est la suffisante vie, c'est-à-dire un bien-être suffisant pour que nous puissions remplir convenablement notre fonction. Hors de là tout est absurde et dangereux.

Certes, les termes sous lesquels on vous a présenté cette doctrine vous ont trompé ; vous y avez vu autre chose que ce qui y est réellement, et c'est pourquoi nous comptons que vous la rejetterez lorsque vous aurez réfléchi. Voulez-vous d'ailleurs qu'on dise (on l'a dit déjà) qu'on ne peut obtenir quelque chose de vous qu'en faisant appel à vos appétits, et en leur promettant une ample satisfaction ? C'est à vous de prouver qu'on vous calomnie.

Nous nous arrêtons, quoiqu'il nous en reste encore beaucoup à dire. En finissant, nous vous prions de n'être point blessés de ce que nous avons dit : il faut attaquer de front les erreurs, quelque part qu'elles se trouvent ; cela n'empêche pas de faire des réserves pour les personnes ; nous les avons faites.

Croyez-nous, il y a une communauté instituée depuis longtemps, et dont vous êtes aussi les membres ; cette communauté a pour devoir et pour fonction de faire tout le bien possible au monde ; mais pour cela, il faut que tous ses membres soient d'accord et bien disposés au dévouement et à la discipline : rentrez donc dans les rangs ; soyez tout bonnement de bons et braves patriotes, comme autrefois, et non-seulement on débarrassera la patrie de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, mais encore on pourra réaliser un bien-être raisonnable que vous attendriez vainement avec votre singulière doctrine.

REVUE DU MOIS.

Le cadre de notre publication ne nous permet point d'entrer dans les détails de la politique quotidienne ; il nous serait beaucoup trop difficile d'indiquer, même sommairement, les événements qui se passent dans l'intervalle de l'apparition de notre journal. Nous ne ferions d'ailleurs que répéter les grands journaux, et cela n'offrirait rien d'intéressant. Néanmoins il est de ces faits journaliers qui commandent la plus sérieuse attention, et à l'examen desquels nous croyons chaque mois devoir consacrer quelques lignes.

Depuis notre dernier numéro, par exemple, les troubles de Mâcon, ceux de Clermont et les agitations de la capitale ont eu trop d'importance pour que nous ne disions pas notre pensée à leur égard. Quant à la tentative d'assassinat sur les officiers du 17^e léger, nous laissons les commentaires aux journaux de tribunaux ; ceci est de leur ressort. Nous ne savons pourquoi on a grossi l'importance de ce crime en lui donnant pour juge la cour des pairs : peut-être est-ce un moyen habile pour lui donner une couleur politique et en rejeter l'odieux sur un parti qui n'a jamais accepté la solidarité de pareils actes.

A Mâcon, le sang a coulé, le sang des ouvriers, et pour une question de salaire. En face de l'issue effroyable qu'a eue cette discussion, nous ne nous sentons pas la force de blâmer les ouvriers (assez d'autres l'ont fait), et quels que soient leurs torts, ils les ont expiés assez rudement pour qu'ils leur soient pardonnés. Mais que dire d'un pouvoir qui possède la force, l'intelligence, qui a mille moyens de conciliation, qui doit les épuiser et ne recourir aux armes qu'à la dernière extrémité, que dire d'une autorité qui se joue ainsi de la vie de citoyens égarés et si excusables de vouloir soutenir un monopole auquel est attaché leur existence, lorsque de tous côtés ils ne voient que monopoles légaux, comme l'a très-bien observé le *Courrier français*? De jour en jour nous acquérons la preuve évidente que le pouvoir veut faire de la violence, partout et toujours. Et comment peut-il en être autrement, lorsque nous avons entendu M. Mahul dire, à propos des affaires de Toulouse, qu'il était de son droit et de son devoir de verser le sang des factieux; que, s'il ne l'avait pas fait, c'est que les circonstances l'en avaient empêché! et que nous savons qu'il a été destitué à cause de ces circonstances!

L'affaire de Clermont est plus grave que celle de Mâcon. Elle indique un relâchement général, un affaiblissement du principe d'autorité, une réaction du pays contre le gouvernement. La désaffection est la cause des troubles: le recensement n'est qu'un prétexte légal. Nous avons vu commettre des illégalités bien plus graves sans qu'il en soit résulté aucune lutte, aucune réclamation, excepté de la minorité qui forme les partis. Mais ici ce ne sont plus les partis, c'est la masse qui commence à se fatiguer, et qui s'en prend à tout pour témoigner son mécontentement; nos gouvernants semblent prendre à tâche de l'augmenter encore: le recensement se continue, malgré les protestations des conseils municipaux et les manifestations armées des citoyens. Le ministère qui a pris pour devise: la paix partout et toujours, n'a jusqu'ici provoqué que la guerre dans l'intérieur; la fatalité semble pousser aux dernières extrémités. L'ordre matériel se rétablit à coups de canon; mais l'esprit d'hostilité augmente, et plus tard on en verra les suites. S'il n'en devait résulter que la chute du système bâtarde qui nous régit, nous ne nous en plaindriions pas, mais on amasse dans le pays des haines qui ne s'éteindront pas de longtemps; on fausse les sentiments, et l'ordre de choses prépare à ses successeurs des difficultés sans nombre, en semant partout l'anarchie et le désordre.

Nous avons peu de chose à dire sur l'agitation qui a régné à Paris. Nous sommes de ceux qui pensent que le ministère avait besoin d'une émeute, et nous nous réjouissons que le bon sens des citoyens ait évité le piège. Qu'est-il résulté de ces désordres, après tout? Fort peu de chose, si ce n'est que des citoyens attachés au gouvernement ont été bâtonnés comme des Turcs par les soutiens de ce même gouvernement; que les gens les plus modérés ont été révoltés de la brutalité de la police, et frappés de l'espèce de *lenteur* qu'elle a apportée à la répression. En résumé, la partie est trop belle maintenant pour que les patriotes songent à en compromettre le succès par des luttes intempestives.

La Phalange du 12 septembre donne place dans ses colonnes à un article qu'elle déclare être l'œuvre d'un ouvrier, et qui a pour titre: *la Question sociale posée et résolue par les Ouvriers*.

L'auteur de cet article, après avoir signalé aux hommes du pouvoir la gravité de la situation, cite à l'appui de ce qu'il avance la manière dont, à son avis, la question sociale est posée et résolue par « la partie la plus intelligente et la plus généreuse de la population ouvrière, partie la moins nombreuse encore, sans doute, mais » déjà fort remarquable et fort importante par l'influence qu'elle » exerce dans les ateliers sur les autres ouvriers, dont elle dirige » les tendances; de cette minorité qui, depuis quelque temps, fonde » des journaux dans lesquels, il est vrai, les questions ne sont pas » traitées d'une manière bien satisfaisante au point de vue de la » science, mais où elles sont du moins placées sur leur véritable terrain, l'Association. »

Nous pensions que l'auteur allait, d'après ce début, diviser en deux catégories les ouvriers qu'il venait de désigner; les premiers entrés dans la carrière, ceux qui ont fondé *l'Atelier*, et les ouvriers qui ont fondé à Lyon le journal *le Travail*. Ces deux organes populaires, nés, nous aimons à le croire, d'un même sentiment, ont cependant pris des routes contraires; et alors la question sociale pu a être résolue de plusieurs manières par les ouvriers; nous allons donc examiner comment l'auteur de l'article inséré dans *la Phalange* a fait dans son travail la véritable part de chacun.

Nous le disons avec regret: il n'est aucune des allégations imputées

aux ouvriers dans cet article que nous ne soyons en mesure de démentir pour ce qui concerne notre journal, exclusivement rédigé par des ouvriers et adressé à eux particulièrement: nous sommes donc forcés de reprocher à l'article dont nous nous occupons son ignorance ou sa mauvaise foi.

Trois journaux seulement ont le droit de prétendre représenter librement les opinions politiques et sociales des ouvriers, *la Ruche populaire*, *le Travail* et *l'Atelier*. Les autres journaux, auxquels a voulu faire allusion M. P. L. (l'auteur de l'article en question), traitent, il est vrai, les questions sociales et d'organisation du travail, mais ce qu'ils prêchent ne peut raisonnablement s'appeler *la Question sociale posée et résolue par les ouvriers*, ces journaux étant faits par des écrivains de profession. *La Ruche* et *le Travail* accepteront ou repousseront, pour leur compte particulier, les dires de M. P. L.: quant à nous, il nous permettra de lui demander où il a pris dans nos écrits la preuve de ce qu'il impute aux ouvriers.

D'après lui, les ouvriers, reconnaissant que la plupart des maux de la société « découlent du privilège de la propriété individuelle, et sont » générés par l'usage de la monnaie, concluent à l'abolition de la » propriété individuelle et de la monnaie, à la mise en communauté » du fonds social, ainsi que des produits de l'agriculture et des fabriques, et à l'égalité dans la participation aux richesses sans aucune distinction fondée sur le mérite des travailleurs, mais seulement suivant leurs besoins respectifs. Ils confondent ainsi l'influence de la propriété individuelle et de la monnaie (choses » bonnes pourtant en elles-mêmes), avec l'usage pernicieux que l'on » fait de ces éléments de sociabilité dans un monde faux comme celui dans lequel nous vivons. »

Nous le répétons, nous avons pu penser que l'article voulait parler de nous aussi bien que des autres journaux ouvriers; eh bien! nous lui déclarons que pour ce qui nous regarde, il y a dans ce qu'il avance autant de mensonges que de mots.

Qu'avait dit de plus M. Girod de l'Ain, dans son rapport sur l'affaire Darmès?

Il est bien facile ensuite à l'auteur de l'article d'entreprendre la réfutation de ces idées, qu'il met dans notre bouche, mais à coup sûr, ce n'est pas là de la loyauté!

Faut-il répondre encore à ces passages de l'article dont nous parlons; où il est dit que les ouvriers qui s'occupent de l'avenir veulent avant tout faire *table rase*, et imposer légalement et d'autorité leur forme sociale, sans vouloir préalablement prouver par l'expérience locale, la bonté de leur système.

Nous ne nions pas que ces projets n'aient germé dans le cerveau de plusieurs de nos camarades, mais on doit se souvenir aussi que nous avons fait et que nous faisons tous les jours les efforts les plus grands pour les ramener dans une voie plus pratique et plus saine.

Ainsi donc, ou *la Phalange* n'a voulu parler que d'une fraction des ouvriers intelligents qui s'occupent des questions sociales, et alors elle aurait dû en prévenir et les désigner par le nom qui les distingue, et elle a toujours commis dans ce cas un oubli important; ou bien en nous confondant avec les adversaires de la propriété, elle a fait ce qu'elle reproche aux hommes du pouvoir, elle a fermé les yeux et s'est bouché les oreilles.

Faut-il lui répéter que nous pensons que les instruments du travail doivent devenir accessibles à tous, mais que les produits doivent être partagés en raison du travail de chacun?

A-t-elle oublié que l'association industrielle que nous prêchons peut s'expérimenter, et est établie en ce moment à Paris dans plusieurs professions?

Que ce système d'association peut également s'appliquer à l'agriculture;

Qu'il peut enfin s'établir solidement sans perturbation; qu'il exige seulement protection et assistance du pouvoir, et que c'est pour cela que nous appelons de tous nos vœux la réforme politique, laquelle redonnera la force morale et l'autorité aux chefs de la nation.

Faut-il ajouter, enfin, que *la Phalange* a apprécié, presque dans les mêmes termes que *l'Atelier*, le projet de colonisation du curé de Constantine.

Nous renvoyons donc M. P. L. à nos numéros publiés depuis un an, et nous espérons qu'à l'avenir il s'abstiendra de porter un jugement aussi précipité.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

ENTRETIENS SUR L'ASSOCIATION.

Deux ouvriers, l'un mécanicien et l'autre cordonnier, se rencontrent après deux ans pendant lesquels ils ont été éloignés l'un de l'autre. Après les premiers moments donnés à l'amitié, la conversation s'engage sur la situation des ouvriers, et sur les moyens à mettre en pratique pour la rendre meilleure.

Le Mécanicien. — Je crois, mon cher ami, qu'avant toute chose, on doit s'occuper avec ardeur de bien constater la cause du mal qui

mine l'industrie. J'ai vu, dans le voyage que je viens de faire, beaucoup d'ouvriers, et ils sont loin d'être d'accord sur ces causes; ils sont unanimes néanmoins sur la nécessité de mettre un temps d'arrêt aux effets terribles qui se manifestent. Comment donc faire, cependant, pour guérir un mal imparfaitement connu? Les commerçants disent que si l'industrie n'est pas prospère, c'est que le pays n'est pas tranquille, et aussi que la population ouvrière devient trop nombreuse, etc., et ils n'indiquent d'autre moyen que l'espérance d'une bonne guerre qui les débarrassera des *turbulents*, car c'est ainsi qu'ils nomment les malheureux ouvriers qui cherchent à obtenir la suffisante vie. Des ouvriers disent aussi que nous sommes trop nombreux, et que c'est pour cela que nous nous faisons concurrence; ceux-là voudraient revenir au temps des corporations, où le nombre des ouvriers d'une profession était pour ainsi dire limité, suivant les besoins de l'industrie. J'ai tâché de leur faire comprendre le côté injuste de cette institution, qui empêchait par le fait les jeunes gens d'embrasser un métier vers lequel ils se sentaient attirés, et je leur ai aussi montré combien l'essor de l'industrie était comprimé dans une corporation égoïste et étroite, qui, par intérêt, s'opposait à toutes les innovations qui pouvaient lui nuire pour le moment. A cela ils m'ont demandé quels moyens on avait choisis pour empêcher l'excès contraire résultant de la concurrence illimitée, soit des ouvriers, soit des maîtres, et je t'avoue que j'ai été fort embarrassé de leur répondre, car je ne sais vraiment si, en ne consultant que notre intérêt d'ouvriers, nous n'avons pas lieu de regretter les corporations.

Le Cordonnier. — Il n'est malheureusement que trop vrai que la révolution française n'a remplacé par rien une organisation vicieuse, il est vrai, mais qui était néanmoins une organisation. Il est hors de doute qu'actuellement nous en sommes réduits à envier le sort les uns des autres, et à nous offrir à l'envi au rabais pour pouvoir satisfaire à nos plus impérieux besoins. Il s'agit donc de savoir si nous ne pouvons pas nous-mêmes constituer une organisation qui ait les avantages de l'ancienne, moins les inconvénients. Examinons d'abord bien les causes qui nous rendent misérables, puis, pour terminer, je te dirai quels moyens nous avons proposés et mis en pratique pour nous organiser avec justice et liberté.

La première cause de la misère des ouvriers n'est-elle pas dans le manque de travail? Évidemment oui. La seconde n'est-elle pas aussi dans l'insuffisance des salaires? Nul ne peut dire le contraire. Ces deux causes en engendrent une foule d'autres: la misère une fois produite, l'ignorance et l'abrutissement suivent de près, et nous ne pouvons plus même trouver l'énergie nécessaire pour tenter d'en sortir.

D'où provient le manque de travail? est-ce de la quantité énorme de bras accumulés dans une profession qui en demanderait peu? Est-ce de l'apparition des *crises commerciales*, du resserrement des capitaux, des inquiétudes des riches? Est-ce de la misère elle-même des travailleurs, lesquels, gagnant à peine de quoi manger, se refusent des choses indispensables et utiles, et privent la *vente* d'autant? Ce sont toutes ces raisons-là réunies; mais la dernière est sans contredit la plus importante.

En effet, il y a en France des millions d'hommes du peuple qui travaillent comme des chevaux et qui ont à peine de quoi se vêtir: ils n'ont pas les meubles indispensables, aucune des aisances de la vie, et cependant, si l'argent venait un peu chez ces gens-là, il serait employé à activer immensément la production de ces objets utiles qu'ils n'ont pu jusqu'à présent se procurer, et comme disent les bourgeois, *le commerce irait!*

La conclusion de ce que je viens de dire, est que la première condition pour procurer du travail aux ouvriers est de faire en sorte qu'ils gagnent un bon salaire.

Le Mécanicien. — C'est ici qu'est le difficile. Tous les jours le salaire tend à diminuer, et même, quand il se maintient, les objets nécessaires à l'existence augmentent, surtout dans les grandes villes, à cause de l'accumulation des ouvriers, ce qui équivaut à une diminution. Tu sais, comme moi, qu'il est presque impossible de faire augmenter les salaires, à cause de la concurrence que se font entre eux les maîtres: il faudrait, pour cela, que tous les ouvriers s'entendissent, ce qui n'est pas possible avec les lois si sévères sur les coalitions, et ce qui même, sans cela, pourrait engendrer des abus, tels qu'une augmentation indéfinie de salaire. Il serait bien possible, si les ouvriers s'entendaient parfaitement, qu'ils exagérassent leurs prétentions, en exigeant un prix hors de raison pour leur travail. Dis-

moi donc quels moyens on peut employer pour faire augmenter le salaire et détruire la concurrence.

Le Cordonnier. — Tu viens de dire toi-même que la diminution du salaire provenait de la concurrence. Eh bien! comme la concurrence a pour cause l'intérêt égoïste des maîtres, cessons de laisser aux maîtres la direction de l'industrie, et associons les ouvriers des diverses professions entre eux, créons-leur un intérêt commun, et il n'y aura plus alors de concurrence à redouter.

Le Mécanicien. — Cela paraît fort simple au premier abord, mais très-difficile ensuite. Je comprends bien qu'il doit venir un temps où on n'aura plus la faculté d'exploiter le travail des hommes par cela seul qu'on aura de la fortune; je sais bien qu'il est juste que la direction de l'industrie, d'une de ses branches ou de ses subdivisions appartienne au plus capable, mais je ne vois pas le moyen d'y arriver.

Le Cordonnier. — Écoute. J'ai réfléchi comme toi à nos misères, et j'en ai ardemment recherché les causes. J'ai cru les trouver, comme je te l'ai donné à entendre, dans le manque de travail et l'insuffisance des salaires, qui ne sont eux-mêmes que les effets de la mauvaise direction de l'industrie, confiée aux mains inhabiles ou plutôt égoïstes des maîtres, qui sacrifient trop souvent les intérêts les plus sacrés de l'ouvrier à leur fortune privée. J'ai donc reconnu que ce qui nous manquait pour arriver à une répartition équitable, c'était la possession des outils, des matières premières, des capitaux nécessaires pour fonder un établissement; car le maître, qui possède seul ces objets, profite de cette situation pour tirer de nous le meilleur parti possible. En effet, à peine sommes-nous sortis d'apprentissage, que, faute de fonds suffisants pour acheter des outils et faire des avances de marchandises aux pratiques, au lieu de nous *établir*, enfin, nous sommes obligés d'aller chez un bourgeois qui possède ce qui nous manque, et là nous suons sang et eau pour contribuer à l'enrichir de *quelques* francs. J'ai remarqué, et il ne faut pas être très-fin pour cela, que si j'avais eu quelques fonds à ma disposition, j'aurais gagné 1,200 fr. l'année dernière, tandis que je n'en ai gagné que 750. J'ai un de mes camarades, qui est menuisier, s'il avait eu ses outils, qui coûtent environ 80 fr., il aurait pu gagner 5 fr. par jour; faute de ces outils, que le maître lui prête, il n'obtient que 2 fr. 25 c. Tu vois que c'est un peu comme cela partout. Je maudissais donc le sort qui m'avait refusé la petite somme nécessaire à mon établissement, non que je sois ambitieux et envieux du bonheur d'autrui, mais parce que notre misère est réellement trop grande, et c'est à peine si l'ouvrier ose se marier; il tremble toujours à l'aspect de la misère qui pourrait atteindre sa femme et ses enfants. J'ai donc résolu, si je ne puis en rien améliorer notre sort pour le moment, de préparer au moins les voies pour ceux qui viendront après nous. Sacrifice pour sacrifice, me suis-je dit, je travaillais chez un bourgeois pour 3 francs par jour: plusieurs camarades m'ont proposé de m'associer avec eux, j'ai consenti, et voici ce que nous avons fait.

Quelques-uns d'entre nous possédaient une petite clientèle; ils l'ont apportée à l'association. Chacun a transporté ses outils dans un local qui nous réunit tous, et nous nous sommes occupés de l'élection d'un gérant, qui remplit, à notre égard et vis-à-vis du public, la même fonction qu'un maître; la seule différence, c'est qu'il est salarié comme nous. Nous avons choisi à la majorité celui qui nous a paru le plus capable et le plus dévoué à l'association; nous avons, en outre, fait dresser un contrat pardevant notaire, qui garantit nos droits mutuels. La durée de la Société est fixée à trente ans. A l'expiration de ce terme, les ouvriers qui seront dans l'association pourront la renouveler ou la dissoudre; s'ils la liquident, ils ne pourront rien toucher du fonds en caisse, qui sera donné à l'autorité municipale pour un acte de bienfaisance. Tu vois donc que nous ne travaillons pas pour nous seuls. Maintenant, voici nos arrangements particuliers: nous avons fixé le prix de journée pour chacun; au bout de l'an, nous ferons l'inventaire; les fournisseurs payés, nos journées soldées, on fera deux parts de ce qui reste en caisse: la première sera partagée entre nous; l'autre formera le fonds social, qui s'augmentera ainsi tous les ans. On achètera de nouveaux outils, de nouvelles marchandises, et l'on créera petit à petit un magasin. Nous avons trouvé du crédit, parce que nous avions besoin de peu de fonds; mais si les mécaniciens, par exemple, voulaient s'associer comme nous, ils ne le pourraient pas immédiatement, ils doivent compter, pour nous imiter, sur un gouvernement véritablement populaire, qui pourra fonder ou encourager des banques destinées à seconder les associations. Il résulte de ce que je te dis, que nous devons tous désirer ardemment.

ment la réforme politique, qui nous est plus indispensable que jamais.

Je dois te dire, pour te mettre au courant, que nos affaires marchent très-bien; qu'une partie des ouvriers démocrates a compris qu'il était de son devoir de nous aider dans cette œuvre, et qu'ils nous ont déjà constitué une clientèle qui, en s'augmentant, nous permettra d'admettre de nouveaux ouvriers. Voici comment nous procédons pour ces admissions : l'Association les prend comme ouvriers pendant environ trois mois, après lequel temps elle décide à l'unanimité si l'ouvrier est apte ou non à entrer de suite dans l'Association. Ne t'effraye pas de ces conditions; elles sont indispensables au début d'une association comme la nôtre, dans laquelle il suffit d'un malintentionné pour mettre le désordre. Tous les ouvriers de l'Association doivent se bien connaître; sa réussite est fondée sur la moralité de ceux qui la composent : elle n'aura d'autre lien que lorsque le pouvoir aura mis la dernière main à notre organisation, en faisant des lois pour la régler, si elle lui semble équitable : on pourra alors être moins sévère sur le choix des ouvriers.

S'il y a chez nous pénurie d'ouvrage, nous nous partageons ce qu'il y a à faire. Nous avons l'intention, quand nous serons plus nombreux, d'établir entre nous une caisse de secours pour les malades, et d'invalides pour les vieillards. Si une association de cordonniers, comme la nôtre, se fonde, nous établirons de suite avec elle des relations; si elle a le même but que nous, elle nous tendra la main, et il sera de notre devoir de l'aider à se fonder; si, au contraire, elle est instituée en vue de l'égoïsme, c'est-à-dire qu'elle veuille partager entièrement les bénéfices, elle ne sera, vis-à-vis de nous, que comme un maître ordinaire, et un jour viendra où elle disparaîtra avec eux. Quant à la concurrence, voici comment nous la faisons : nous donnons nos produits à un prix moyen, mais nous avons la prétention de les donner meilleurs que dans la plupart des maisons. En effet, nous travaillons avec plus de cœur que chez les bourgeois, car nous savons que nous faisons une œuvre morale et fraternelle. Nous sommes quelquefois encore bien malheureux, mais patience! nous accomplissons un devoir qui porte en lui-même sa récompense. Nous ne prétendons point avoir la puissance d'organiser ainsi l'industrie tout entière; loin de nous cet orgueil; nous voulons seulement faire voir aux ouvriers que ce principe est bon, et qu'avec l'aide de tous on pourra en faire la base de l'organisation du travail, que nous désirons si ardemment.

Le Mécanicien. — N'est-il pas à craindre que vous ne substituez l'intérêt collectif à l'intérêt individuel, et qu'au lieu de la concurrence entre individus, vous n'engendriez la concurrence de corporations à corporations?

Le Cordonnier. — C'est ici que se révèle l'action gouvernementale. Le principe est bon en lui-même; il tend à classer un jour tous les ouvriers d'une profession sous la même organisation, à les enrégimenter, pour ainsi dire, dans la même association : puisque les associations nombreuses d'une profession doivent être solidaires les unes des autres. Quant aux rapports des diverses professions entre elles, ce sera au pouvoir à les régler : il n'y aura qu'à faire des lois pour cela; on a coordonné des choses bien plus difficiles. La concurrence, pour nous, a des résultats désastreux qui pourront très-bien s'éviter dès qu'elle ne sera plus soutenue par des gens qui y ont intérêt. Dès le moment que les associations seront unies entre elles, d'où viendrait la concurrence! Si les maîtres pouvaient s'entendre en ce moment, ils n'auraient plus que la concurrence de l'étranger à soutenir, et il suffirait d'une loi de douanes pour faire en sorte qu'elle ne fût pas désastreuse à notre pays. Il en sera ainsi pour les associations.

Le Mécanicien. — Tout cela est juste et beau, et je le comprends. Mais j'ai deux observations à te faire. Premièrement, j'aperçois bien des difficultés dans la réalisation de ces associations commençantes, à cause de l'égoïsme de beaucoup d'entre nous, et un peu aussi à cause de notre ignorance. Secondement, que deviendra la masse des ouvriers pendant tout le temps qu'elle sera en dehors, forcément, des associations?

Le Cordonnier. — Pour répondre à ta première question, je te dirai qu'elle est malheureusement fondée, et que nous n'avons d'espérance que dans la moralité de ceux qui commenceront les premiers, car ils devront donner l'exemple à tous. Quant à l'intelligence, il est en notre pouvoir de développer celle que la nature nous a départie tout comme aux bourgeois; seulement, il nous faudra

beaucoup plus de travail : souviens-toi que le jour où nous serons instruits, il n'y aura plus de bourgeoisie : elle sera confondue dans la démocratie.

Ta seconde observation mérite aussi une réponse catégorique. Les améliorations ne se produisent jamais de telle sorte qu'elles puissent profiter à une classe tout entière dès les premiers temps; ce n'est donc que progressivement que les bienfaits de l'association s'étendront à tous les ouvriers; mais il existe quelques institutions qui pourront rendre leur sort au moins supportable, et qui ont toujours leur principe dans l'association; tels sont le compagnonnage, les sociétés de secours mutuel, les tontines, etc. Sois seulement bien persuadé que si nous en avons la ferme volonté, avant un demi-siècle l'association industrielle aura fait de tels progrès que le règne véritable de la démocratie sera bien proche. Souviens-toi aussi du temps qu'ont mis nos pères à préparer la révolution française; ils n'ont point perdu patience, eux!

ENQUÊTE.

Situation des Ouvriers chapeliers.

La chapellerie occupe à Paris 2,000 ouvriers, divisés en trois corps bien distincts : les fumeurs, les approprieurs et les metteurs en tournures; tous travaillent en fabrique, et sont rétribués aux pièces.

Bien que les ouvriers composant cette partie de l'industrie parisienne ne soient pas aussi malheureux que ceux employés dans bien d'autres parties, ils ne sont pourtant pas (les fumeurs surtout) aussi heureux qu'on le croit généralement dans le public.

Nous allons donc exposer, aussi exactement que possible, la position de chacun de ces corps.

Les Fumeurs. — Ils sont au nombre de 700 environ, dont quelques-uns forment, par une cotisation annuelle, une société dite *Bourse auxiliaire des Fumeurs-Chapeliers de Paris*.

Cette société, fondée en 1817, avec la permission de l'autorité et l'assentiment des maîtres, a constamment secouru ses membres contre les chômages, si fréquents dans cette partie depuis la fabrication des chapeaux de soie, et contre les maîtres, qui, ne pouvant faire agréer aux sociétaires une diminution dans les prix fixés par eux et les sociétaires, créèrent des ateliers hors barrière, et là, spéculant sur la misère de pauvres pères de famille, qui ne pouvaient supporter de longs chômages, et sur l'isolement de ceux restés en dehors de la société, les firent travailler à des prix bien plus bas que ceux fixés par le tarif.

Cette société qui, en 1827, comptait 1,200 membres, n'en compte plus maintenant que 250, encore ne sont-ils pas tous occupés, car il y a toujours un huitième de la totalité des ouvriers fumeurs qui chôment, faute d'ouvrage.

Le prix des façons permettait à l'ouvrier fumeur, il y a une dizaine d'années, de gagner un salaire raisonnable; mais cette partie déclinant chaque jour depuis la fabrication des chapeaux de soie, les maîtres, par un faux calcul, et dans le dessein cependant d'empêcher cette partie de se perdre, se firent deux concurrences terribles : d'abord celle du *mieux-faire*, qui augmente le travail de l'ouvrier sans augmenter son salaire, ensuite celle du meilleur marché, qui força les ouvriers fumeurs, il n'y a pas encore un mois, à réduire ce salaire, déjà insuffisant. De sorte que maintenant l'ouvrier fumeur ne gagne en moyenne, et s'il est occupé toute l'année, que 2 fr. 25 c. à 2 fr. 50 c. par jour, encore ne sont-ce que les sociétaires; car les dissidents (1) ne peuvent gagner cela, les façons leur étant payées moitié moins. Par exemple, la façon d'un chapeau qui se paye 3 fr. à Paris, se paye 1 fr. 50 c. hors barrière.

Enfin la position des ouvriers fumeurs, ceux surtout qui travaillent en dehors de la société, et qui, par conséquent, n'ont aucune garantie contre les chômages, est tellement misérable, qu'ils ne peuvent souvent pas sortir, faute de chaussure ou des vêtements les plus nécessaires. Beaucoup sont occupés par des ouvriers patentés qui travaillent eux-mêmes pour les autres maîtres, et on sait combien est malheureux l'ouvrier qui a recours à ceux qui font travailler ainsi dans toutes les parties.

Les Approprieurs. — Les approprieurs sont, à Paris, au nombre de 1,200 environ; 350 d'entre eux forment, comme les fumeurs, par une cotisation de toutes les semaines, une association de secours mutuels sous le nom de *Bourse auxiliaire des Approprieurs-Chapeliers de Paris*.

Fondée en 1820, elle a pour mission, comme celle des fumeurs, de garantir l'ouvrier contre les chômages, et contre les maladies qu'engendre un travail pénible, malsain et irrégulier; car il y a dans cette partie, comme dans toute la chapellerie, sept mois de l'année, au moins, où l'on ne travaille que trois ou quatre jours par semaine,

(1) Ouvriers en dehors des associations.

et cinq mois, à peu près, où l'on travaille seize heures par jour.

L'approprieur, celui qui travaille toute l'année, gagne en moyenne de 5 fr. 25 c. à 4 fr. 25 c., notre calcul établi sur différentes maisons et différents ouvriers, plus ou moins actifs. La société dont nous parlons n'est pas seulement utile aux membres qui la composent; elle garantit aussi, par le fait, aux ouvriers en dehors, un salaire presque aussi élevé que celui de ses membres; ce qui fait que la moyenne établie par nous sur les sociétaires peut servir à toute la chapellerie, en prenant pour les dissidents, le *minimum* du gain des sociétaires. Nous pouvons aussi établir la moyenne des chômages de toute la chapellerie en dehors de la société, par les chômages de celle-ci.

Ainsi nous trouvons que, dans l'année 1840, alors qu'il n'y avait que 500 sociétaires, il y en avait 50 sans ouvrage au mois de janvier, qui est à la fin de la mauvaise saison, et qu'au mois de mai de la même année, il n'y en avait que 5.

Il ressort de ce que nous venons de dire, qu'un sixième de la chapellerie, dans une saison, se trouve sans ouvrage, quand le reste gagne à peine sa nourriture, et que, dans une autre, tous étant occupés, c'est à peine si l'ouvrier peut contenter, par un travail de seize heures, le maître qui l'occupe.

Nous avons établi le nombre de journées actives que représentent les 500 sociétaires, nous en trouvons 95,008, et il y a eu 7,588 journées de chômage payées (1); ce qui semblerait indiquer un douzième de chômage sur l'année; mais il n'en est pas ainsi, car il n'y a souvent pas un ouvrier à rien faire dans une saison, et, dans une autre, comme nous l'avons dit plus haut, c'est au moins un sixième qui chôme.

Nous faisons remarquer les chômages de cette partie de l'industrie, parce que l'ouvrier chapelier passe généralement, dans le public, pour gagner *régulièrement* 7 ou 8 francs par jour; erreur, du reste, que les maîtres ont propagée et exploitée à leur profit: en voici un exemple:

En avril 1853, les approprieurs appartenant à la société auxiliaire dite *Grande-Bourse* (il y en avait deux à cette époque), demandaient une augmentation pour une façon qui n'était pas suffisamment rétribuée, et qui avait déjà été payée le prix que l'on demandait, mais que les ouvriers avaient diminuée à une époque antérieure, parce que cela pouvait se faire, et, si les maîtres n'avaient pas exigé plus de travail, la demande d'augmentation n'aurait pas eu lieu.

Les maîtres refusant, les ouvriers cessèrent leurs travaux. La police vint d'abord en aide aux maîtres; les ouvriers, alors, eurent recours à la presse pour éclairer l'opinion publique sur ce différend, et le *Bon Sens* défendit les ouvriers dans ses colonnes.

Les maîtres écrivirent alors qu'ils *aimaient mieux faire le sacrifice de leurs intérêts que de se soumettre à une prétention déraisonnable* (2), et que, d'ailleurs, la façon pour laquelle on réclamait de l'augmentation offrait à l'ouvrier 8 fr. à gagner par jour.

C'était vrai, mais seulement pour quelques-uns; car il n'y avait pas, et il n'y a pas encore, malgré l'augmentation, 2 ouvriers sur 50 qui puissent le faire, et ces messieurs ne disaient pas que cela ne se pouvait, pour cet ouvrier, qu'un jour ou deux par semaine, et dans cette saison où l'ouvrier chapelier se tue, car il sait que s'il ne met pas en usage tout ce que la nature lui a donné de force et d'habileté, il sera malheureux le reste de l'année; mais ils ne disaient pas que le jour où il faisait cela, il entrait à l'atelier à six heures du matin, et qu'il n'en sortait qu'à onze heures du soir. Quant à nous, nous pouvons affirmer que l'ouvrier chapelier ne gagne pas plus que ne le porte cette enquête.

Les Metteurs en tournures. — Il y en a beaucoup dans les maisons de détail, leur spécialité étant de mettre le bord du chapeau en tournure. Ils trouvent de l'ouvrage chez le détaillant comme chez le fabricant; cependant, comme la rétribution n'est pas la même, et qu'il serait difficile de donner le chiffre de ceux employés au détail, nous parlerons seulement de ceux employés en fabrique.

Ils sont au nombre de 100 à 150 environ; le chiffre varie selon les saisons. Ceux qui travaillent toute l'année gagnent en moyenne 4 fr. à 4 fr. 50 c. par jour.

Les Ouvrières. — La chapellerie occupe, en outre, 500 ouvrières environ, travaillant presque toutes chez elles. Elles sont divisées en quatre corps bien distincts, qui sont: les coupeuses de poil et équarreuseuses, qui ne travaillent qu'aux chapeaux de feutre; les couseuses, qui ne travaillent qu'aux chapeaux de soie, et les garnisseuses, qui travaillent aux feutres et aux soies. Elles sont toutes rétribuées aux pièces.

Les coupeuses et les équarreuseuses gagnent, en moyenne, 1 fr. 25 c. à 1 fr. 50 c.; les couseuses, de 1 fr. à 1 fr. 25 c., et les garnisseuses, de 1 fr. 25 c. à 1 fr. 50 c.

Les ouvrières travaillant à la chapellerie sont assujetties aux mêmes chômages que les hommes, et elles ont, de plus, que dans la saison où elles pourraient bien travailler, il faut qu'elles perdent un temps pré-

cieux que nécessite le report de leur ouvrage, et cela trois et quatre fois par jour.

Du travail des prisons. — Le travail des prisons n'est pas pour peu de chose dans la durée des chômages qui accablent les ouvriers chapeliers; car on voit rarement les maîtres fabricants de Paris pouvoir soutenir la concurrence, si ce n'est celle du mieux faire, avec quatre maisons occupant les détenus dans les prisons de Poissy, Saint Germain, Melun et Limoges.

Les ouvriers détenus, travaillant à la chapellerie, sont au nombre de 200 dans les quatre prisons que nous venons de nommer.

On comprendra facilement que la concurrence n'est pas soutenable, quand on saura qu'à Poissy, pour ne citer qu'un seul fait, la façon que l'on y paye 10 cent. se paye 70 cent. à Paris. Aussi, lorsqu'il y a commission, soit pour les îles, soit pour les foires, il est rare que l'ouvrier de Paris y soit occupé.

Dans cette enquête, comme dans toutes celles données précédemment, nous n'avons considéré que la position des ouvriers qui sont occupés à Paris; nous reviendrons sur ce sujet, et nous parlerons de toute la chapellerie en France.

Notre camarade Agricole Perdiguier vient de publier, en deux volumes, une seconde édition de son *Livre du Compagnonage* (1). Le second volume contient la correspondance engagée entre des compagnons de toutes les sociétés et l'auteur, à l'occasion de la publication de son livre. L'espace nous manque pour en parler, mais nous y reviendrons à l'occasion. Nous nous bornons à citer aujourd'hui la fin d'un chapitre où l'auteur, fidèle à la noble mission qu'il s'est donnée, réfute victorieusement les absurdes motifs des querelles qui éclatent trop souvent entre les ouvriers de différents compagnonnages, et engage les compagnons à abjurer toutes ces vieilles divisions, pour ne plus former par la suite qu'une seule association de travailleurs.

« Que le titre de *compagnon*, dit-il, ne nous divise plus; si, dans le vocabulaire de quelques Associations on voit dériver ce mot de *compas*, cette étymologie, quoique assez ingénieuse, n'est point admise par d'autres Associations, qui s'en rapportent là-dessus au Dictionnaire de l'Académie; ainsi, pour elles, le mot *Compagnon* vient de *Compain*, et veut dire manger, partager son pain avec un autre, veut dire Camarade, et, à ce point de vue, personne au monde ne peut leur contester le droit de s'appeler Compagnon.

« Loin d'être les ennemis des Sociétés de Compagnons qui se sont formées et de celles qui se forment, aidons-les plutôt de nos conseils.

« Que les mécaniciens, que les typographes, que les tailleurs, que tous les hommes qui travaillent pour satisfaire aux besoins de la grande société s'associent, si cela leur convient, et s'ils aiment à se parer du nom de la Liberté, qu'ils s'en parent; ce nom est beau et appartient à tout le monde. S'ils aiment à se parer du nom du Devoir, qu'ils s'en parent encore; il n'y a que ceux qui comprennent bien leur devoir qui soient vraiment dignes d'exercer leur droit. Ainsi, que l'on se pare du nom de Liberté ou de celui du Devoir, accueillons ceux qui se présentent sous de si beaux noms, s'ils sont surtout dignes de les porter. Que le compagnonnage se grossisse, s'étende et se rende puissant; qu'il soit l'école de la jeunesse et l'espoir des travailleurs, cela se peut, si nous le voulons bien.

« Cessons, sans retard, d'appeler cliques ou race infernale, les membres de tel ou tel corps d'état; cette antipathie avait-elle pénétré en nous avant que nous eussions quitté le sol natal? Est-ce que dans nos villes, est-ce que dans nos campagnes nous n'avons pas une égale estime pour notre cordonnier, pour notre maréchal, pour notre boulanger, pour notre tisserand, etc.? N'aimons-nous pas tous nos voisins, quels que soient d'ailleurs leurs états? Comme nous serions absurdes, si nous les traitions de cliques, de race infernale à cause de la profession qu'ils exercent honnêtement. Ce n'est que sur le tour de France que cette triste manie nous prend; il faut nous en dépouiller, car elle nous nuit à tous, et nous rend méprisables au plus haut point.

« Avant réuni les hommes d'un même état en un seul faisceau, il faut, je le répète, faire alliance entre tous les corps d'états; on pourrait, à des époques fixes, et au moins trois ou quatre fois par an, avoir dans chaque ville une assemblée générale, une espèce de congrès, dans lequel chaque Société d'état différent se ferait représenter par un ou deux députés pris dans son sein. Ces représentants de l'industrie et du travail, réunis de la sorte, connaîtraient parfaitement les crises de tous les états et les misères de tous les individus qui les exercent, et porteraient à bien des maux des remèdes efficaces. Si un corps de métier souffre plus qu'aucun autre, le congrès s'en occupera, et saura, sans violence aucune, équilibrer son gain avec sa peine.

« Dans un temps comme celui où nous sommes, temps où les ouvriers de la France, de l'Angleterre et de bien d'autres pays, sont également au bord d'un précipice, l'association que je demande est nécessaire, indispensable ici comme plus loin; les gouvernements eux-mêmes doivent la désirer, elle mettra un terme à la concurrence impitoyable qui détruit tant d'existences; elle sera la digue contre laquelle viendront se briser tant d'exploiteurs sans entrailles

(1) Il ne s'agit ici que des journées de chômage payées, mais il y en a beaucoup plus, la Société ne payant que lorsque le chômage a duré la semaine.

(2) Pour justifier ce que ces messieurs appelaient des prétentions déraisonnables, il suffit de citer les résultats de cette mise-bas des ouvriers: la police saisit la caisse et le règlement de la société. Maîtres et ouvriers expliquèrent leurs différends devant le préfet de police, qui donna gain de cause aux ouvriers.

(1) Chez Pagnerre, rue de Seine, 14 bis; 2 vol. in-18; prix, 2 fr. 50 c.

et sans cœur, qui, pour un peu d'or, sacrifient la vie de tant de leurs semblables. L'urgence d'une pareille association n'atteste pas, je le sais, la perfection des institutions prônées outre mesure qui régissent la société. Mais qu'importe! elle peut empêcher beaucoup de mal, et être d'un puissant secours, en attendant qu'on nous donne mieux.

Les ouvriers ainsi associés, ayant remplacé le désordre par l'ordre, la guerre par la paix, la haine par l'amour, pourront cultiver leur intelligence, et donner un libre essor à leurs plus hautes facultés; ils comprendront alors combien l'union est douce et puissante, et influe sur le bien-être de chacun. »

Rédaction du Journal.

Jaquin, mécanicien; — Gaillard, fondeur; — Henri, sculpteur; — Fortin, toiseur; — Berton, charpentier; — Anthime Corbon, menuisier; — Stévenot, Pascal, Danguy et Devaux, typographes; — Lambert et Chevé, teneurs de livres; — Delorme et Robreau, tailleurs; — Quénot et Marchais, chapeliers; — Ledoux, cordonnier.

La souscription pour les familles des ouvriers détenus a produit ce mois 15 fr. 45 c. ainsi répartis: Richebourg, 1 fr. — Bianchi, 1 fr. — Des fondeurs, 55 c. — Les fondateurs de *L'Atelier*, 12 fr. 90 c.

— Notre camarade Boyer vient de publier une petite notice sur les conseils de prud'hommes, nous la recommandons à nos lecteurs; elle résume parfaitement, nous le pensons, l'avis des ouvriers parisiens sur cette question. Le mémoire que nous préparons de notre côté sera adressé au conseil municipal à sa rentrée des vacances, et nous sommes dans l'intention de le faire imprimer.

— L'espace nous manque pour publier la quatrième liste de souscription en faveur des Associations.

VARIÉTÉS.

HISTOIRE DE FRANCE.

Il n'est point d'enseignement plus utile, plus nécessaire, plus capable de faire aimer la patrie que l'enseignement de l'histoire nationale. Nous avons dit ailleurs que notre nation avait un travail civilisateur à faire, une mission à remplir dans le monde, et que les générations successives étaient moralement solidaires et devaient travailler chacune à son tour à l'œuvre nationale. Or, comment participerait-on avec dévouement à ce travail, si on n'a pas l'intelligence de la haute mission de la nation, si on ne connaît pas ses efforts passés et le but vers lequel elle tend? Comment saura-t-on ce qu'il faut faire, si on ignore d'où l'on vient et où l'on va? Que signifierait le devoir de se sacrifier à la patrie, si on ne savait pas pour quelle raison la patrie a besoin du dévouement de tous ses membres? Sans doute, le patriotisme en France est encore tout puissant, bien que cette connaissance complète de la fonction nationale ne soit pas donnée à tout le monde; mais aussi, nous savons par expérience que si l'on est ignorant à cet égard, il arrive souvent qu'on est exposé à subir l'influence funeste de ces hommes qui n'ont point de patrie, et qui, semblables à l'un des poètes indignes de notre temps, vont répétant partout *qu'ils sont concitoyens de tout homme qui pense*, et que *nation* n'est qu'un *mot pompeux pour dire barbarie*. Le patriotisme doit être fort ébranlé, quand il n'a aucun point d'appui sérieux, et qu'on l'entend traiter de préjugé barbare par des hommes qui exercent à tort, sans doute, une grande autorité dans le monde intellectuel.

Au contraire, aussitôt que l'on est parvenu à comprendre seulement le principe générateur de la nation et les principaux actes de son passé, on sent bien mieux la nécessité de prendre part à son œuvre; on connaît sa raison d'être; on sait qu'en se passionnant pour elle, ce n'est pas pour le sol sur lequel on est né, car le sol n'est pas la patrie, mais pour l'humanité elle-même, dont la nation française est l'avant-garde et l'éducatrice: « Gloire à la France! disait un jour d'anniversaire de juillet une feuille américaine, gloire à cette nation grande et dévouée qui ne fait jamais un pas, sans qu'il n'en résulte une douleur pour elle et un grand bienfait pour le reste du monde! » Voilà le sentiment que les Français doivent s'appliquer d'inspirer à tous les peuples, en continuant, comme ont fait leurs pères, à se dévouer avec intelligence à la haute mission de la nation.

Il faut donc étudier l'histoire de notre passé pour y puiser une nouvelle ardeur et une certitude qui nous mette à l'abri de tout enseignement corrupteur. Mais ici la difficulté devient très-grande. Dans laquelle des nombreuses histoires de France puiserons-nous l'intelligence de la fonction nationale? Dans laquelle trouverons-nous la raison de ces transformations, de ces luttes, de ces révolutions, dont nous voyons les dates sur les tables chronologiques? Laquelle enfin nous apprendra la relation entre tous ces faits?

Qui le croirait? aucune des histoires prétendues populaires n'est propre à nous donner satisfaction sur ces points importants. Prenez Anquetil, et quand vous l'aurez lu, vous saurez des noms de princes et de princesses, et quelques intrigues de palais, voilà tout. Catholique étroit, et royaliste avant tout, Anquetil a écrit surtout au

profit de la royauté, à laquelle il a subordonné même les intérêts de sa religion. Pour Anquetil, la nation, c'est le sol et ses habitants. De principe de nationalité, de but d'activité sociale, il n'en est pas question; non-seulement les faits généraux n'y ont aucune espèce de liaison, et sont racontés comme étant produits par le hasard, mais encore, la plupart de ces faits même, et les plus importants, sont oubliés. En somme, l'histoire d'Anquetil est mauvaise; nous en appelons aux personnes qui l'ont lue; elles avoueront qu'elles n'y ont rien appris que des dates et des noms. Les ouvriers doivent se garder de se laisser prendre aux louanges intéressées des annonces de journaux, et aux sollicitations des colporteurs qui parcourent les ateliers.

Il est une autre histoire, qui, pour être écrite dans une opinion radicalement contraire à celle d'Anquetil, n'en est pas moins tout aussi mauvaise; nous voulons parler de *l'Histoire de Paris*, de Dulaure. En disant ceci, beaucoup de personnes vont se récrier, et nous appeler présomptueux. Des ouvriers se permettent de juger ainsi des historiens du mérite de Dulaure! cela est d'une grande témérité, nous n'en disons pas, et nous aurions préféré que le travail que nous faisons ici eût été entrepris par des hommes dont on n'aurait pu nier la compétence. Mais puisque, bien loin de nous guider, la presse livre ses colonnes à des spéculateurs éhontés, nous sommes bien forcés de faire le travail nous-mêmes; non que nous prétendions donner ici notre propre jugement, nous ne dirons aux nôtres que ce qui nous aura été enseigné. Qu'importe, d'ailleurs, que nous soyons ouvriers, si ce que nous annonçons est vrai. Or, qui-conque a lu Dulaure n'a pu voir, dans tout le cours de *l'Histoire de Paris*, que désordres, barbarie, cruautés et débauches crapuleuses. Haineux, sceptique et fédéraliste, Dulaure n'a vu que le mauvais côté en toutes choses, et le grand côté national, unitaire et civilisateur, échappait toujours à son intelligence étroite et prévenue. En résumé, ce n'est point cette histoire qui serait capable d'exercer une influence patriotique sur l'esprit des lecteurs; au contraire.

Il en est à peu près de même des autres histoires en vogue. Leur moindre défaut est de ne rien apprendre à ceux qui les lisent.

Que faire donc? Il y a certainement des moyens de savoir exactement, car nos bibliothèques sont riches en documents; mais des ouvriers comme nous ont-ils le temps de courir les bibliothèques, et sauraient-ils d'ailleurs trouver ces documents et les lire? Non sans doute.

L'Atelier se propose donc, non de suppléer à ce défaut d'histoire populaire de la nation, mais de mettre à contribution la bonne volonté de quelques-uns de ses membres qui ont pu suivre avec assez d'assiduité des cours ou conférences où l'on s'occupait d'histoire, et qui, s'appuyant du reste sur des travaux modernes très-importants, essayeront de donner dans une suite d'articles un court résumé de l'histoire de la nation française. On ne s'occupera, dans ce résumé, qu'à restituer aux grands faits généraux leur caractère et leur enchaînement logique. Ainsi, on commencera par dire dans quelles circonstances la nation française a été fondée; quel était son principe et son but, et sa situation vis-à-vis de l'Europe envahie et déchirée par les barbares. On montrera comment elle a dû d'abord employer toutes ses ressources à se créer une grande force, et à agir militairement, et comment elle a soumis tous ces peuples barbares établis en Gaule, et est devenue le centre de la civilisation nouvelle. On verra plus tard cette civilisation, menacée au cœur par une nouvelle invasion, celle des Arabes musulmans, être sauvée une seconde fois par la victoire de l'armée française commandée par Charles-Martel. Puis successivement on racontera, avec les grands travaux militaires de la France, le travail de transformation intérieure; on montrera sous quelle influence les esclaves montèrent d'un degré et devinrent serfs, sous quelle influence ils s'élevèrent à la liberté par cette révolution dite des *Communes*, qui dura près de trois siècles. On dira comment fut instituée la féodalité, quelle fut sa signification, quelles raisons amenèrent sa chute. On montrera la royauté, son origine en France, son caractère, les conditions de sa légitimité, sa nécessité; puis enfin, comment étant devenue inutile par suite des progrès accomplis, la royauté fut réduite à l'état passif, afin de lui prouver qu'elle n'avait plus de signification, et que l'on pouvait se passer d'elle.

L'histoire de France est, en somme, l'histoire de la civilisation moderne. Or, la civilisation moderne a pour caractère *l'égalité*, comme la civilisation antique avait pour caractère *l'inégalité*. Ce qu'on doit donc rechercher dans l'histoire, ce qui nous doit intéresser surtout, c'est le point de départ d'abord, la connaissance du but proposé; et ensuite par quel moyen le travail a été opéré dans le cours des siècles. Quand on connaît tout ce qui s'est fait pendant ces temps, on se sent rempli d'admiration, et l'on prend en pitié ces gens qui disent que la France a passé une nuit de quatorze siècles: il y a des aveugles dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre physique.

Dans le prochain numéro, on racontera l'institution de la France et ses actes pendant la première dynastie.

Le Directeur-Gérant: LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE FÉROU, 15 —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Des dépôts du journal sont établis chez ROUANET, libraire, rue Verdelet ; chez PRÉVÔT, libraire, rue Bourbon-Villeneuve, 61 ; chez ASTIER, libraire, rue Saint-Louis-au-Maraais, 47 ; chez GÉRUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

Qu'est-ce que la démocratie ? — M. Cabet. — Les amis du peuple. — Revue du mois. — Mort d'Adolphe Boyer. — Un mot à l'*Écho des Halles et Marchés*. — Question des prud'hommes. — Opinion des journaux sur les prud'hommes. — Pétition des ouvriers parisiens. — Faits divers.

QU'EST-CE QUE LA DÉMOCRATIE ?

Le mot *démocratie* signifie puissance du peuple. Un état démocratique est celui où le peuple exerce la souveraineté par le droit d'élire ses magistrats ou de les révoquer. Il y eut, dans l'antiquité, des sociétés instituées d'après ce principe ; mais, outre que la puissance populaire n'y fut jamais entière, ni de longue durée, on n'aurait pas une idée nette de ce qu'étaient ces États démocratiques, si l'on n'était prévenu que le mot *peuple* n'avait pas alors une acception aussi large que de nos jours. Le peuple, en effet, était assez peu nombreux, n'était composé que d'hommes libres, et formait une classe intermédiaire, ayant les nobles ou patriciens au-dessus d'elle, et, au-dessous, la multitude des esclaves. Cette dernière classe était à elle seule beaucoup plus nombreuse que les deux autres ensemble, et ne comptait pour rien dans la constitution de la société : les esclaves étaient considérés comme des hommes de race inférieure, méprisés par le peuple même, autant que sont méprisés les noirs-esclaves par les démocrates des États-Unis d'Amérique.

La démocratie, telle que nous l'entendons et voulons l'instituer aujourd'hui, n'a rien de commun, on le voit, avec les démocraties de l'antiquité. Grâce à des idées morales plus élevées, grâce aux progrès accomplis par l'énergie révolutionnaire de nos devanciers depuis l'origine de la nationalité française, il n'y a plus légalement en France ni classe patricienne ni classe esclave : tout le monde est du peuple ; le principe de l'égalité est nettement formulé dans ce premier article de la constitution : Tous les Français sont égaux devant la loi.

Cependant, quoique le droit à l'égalité soit solennellement reconnu, quoique tout le monde soit peuple, il y a encore aujourd'hui des différences assez considérables pour qu'on reconnaisse parfaitement les traces de classification des anciennes démocraties. Ainsi, il y a une certaine classe qui fait encore parade de ses titres de noblesse, comme s'ils pouvaient signifier quelque chose. Puis il y a la bourgeoisie, qui tient la place du peuple de la cité antique, et qui appelle les ouvriers, gens de la classe inférieure.

Mais ces différences vont s'effaçant chaque jour. C'est d'ailleurs là le but ; la morale le commande, et le peuple *inférieur* l'exige.

Il y a encore deux conditions essentielles pour que le principe démocratique puisse être appliqué dans toute sa rigueur. La première de ces conditions, c'est l'abrogation des dispositions contradictoires à l'article 1^{er} de la Charte ; c'est-à-dire, il faut que tous les Français soient rigoureusement égaux devant la loi, devant celle qui confère le droit d'élection des députés, aussi bien que devant celle qui oblige au service militaire, etc. La seconde condition est peut-être plus importante, et ne regarde que les exclus. Ce n'est pas tout, en effet, que d'obtenir l'égalité pleine et entière devant la loi, il faut surtout s'appliquer à détruire les préventions et les préjugés de ce que l'on appelle les hautes classes. Il faut, enfin, que l'égalité soit tout à la fois dans la loi, dans l'esprit et les habitudes.

C'est l'affaire des exclus, disons-nous, de faire justice de ces préventions et de ces préjugés : ainsi donc, en même temps qu'ils réclament la jouissance de leurs droits, ils doivent réduire l'opinion qui leur est contraire, en prouvant de toutes les manières, et par leur moralité et par leur intelligence, qu'ils sont dignes et capables d'exercer la souveraineté.

D'ailleurs, la question est prête à recevoir sa solution dernière. Les partisans des privilèges sont à bout de sophismes : ils commencent à faire de la violence.

Or, c'est là l'histoire de toutes les époques révolutionnaires : jamais les classes privilégiées ne se montrent si jalouses de leur puissance qu'au moment où elles sentent qu'elle va leur échapper.

Mais, qu'importe les colères d'un parti, qu'importe même les persécutions qu'il peut faire subir à ceux qui réclament les droits de tous ! il faut que les progrès s'accomplissent, et ils s'accompliront, quoi que fassent les hommes qui ont la prétention d'immobiliser la société dans l'état actuel. Non, la société ne doit point s'arrêter là où il convient à un parti qu'elle s'arrête ; elle ne fera point une halte d'une durée indéfinie pour assurer à une classe particulière une existence pleine de repos ! La nation française n'a pas été instituée et des milliers de générations n'ont pas travaillé à son développement, pour qu'elle fût un jour exploitée par une minorité aussi sottise qu'égoïste !

Ce parti a pourtant la prétention de comprimer à jamais l'activité révolutionnaire de la France ! Il ne manque jamais, aux époques solennelles, comme à l'ouverture des Chambres, par exemple, d'insister sur la nécessité de *maintenir à toujours les institu-*

tions actuelles, comme si elles étaient le dernier terme de la perfection.

Or, voici ce que les institutions auxquelles on fait allusion et leurs auteurs ont produit depuis juillet, pour ne pas remonter plus haut : à l'extérieur, déconsidération de la nation ; intérieurement, déconsidération des pouvoirs, et accroissement de misère pour les classes ouvrières.

Le gouvernement actuel, avec tous les éléments dont il se compose, tenterait vainement de remédier à ces maux ; par sa constitution même, par l'esprit de la portion de la nation sur laquelle il s'appuie particulièrement, il est fatalement condamné à l'impuissance, soit qu'il veuille relever la France aux yeux de l'étranger, soit qu'il ait le désir d'améliorer la condition du peuple. Les faits le prouvent surabondamment.

Il y a donc urgence, nécessité absolue de réformer les institutions, d'étendre le droit d'élection à tous les Français dignes de ce nom, de régénérer la société, en un mot, en commençant par la régénération des pouvoirs. De cette réforme dépendent et la grandeur de la France et les améliorations intérieures ; et seulement lorsque cette réforme sera opérée, la démocratie sera une vérité.

M. Cabet.

M. Cabet est l'adversaire le plus ardent de *l'Atelier*. M. Cabet a deux raisons pour cela : la première, parce que *l'Atelier* n'est pas communiste ; la seconde, parce qu'il est exclusivement rédigé par de simples ouvriers. Et, remarquez ! *l'Atelier* serait communiste, communiste *icarien*, et rédigé par des écrivains de profession, qu'il ne trouverait point encore grâce devant M. Cabet ; car le rédacteur du *Populaire* déteste toute espèce de concurrence, et veut avoir, à toute force, le monopole de l'éducation du peuple ; ce droit lui appartient, comme au plus intelligent, au plus instruit et au plus dévoué de tous les hommes.

Les ouvriers de *l'Atelier* ont trop de courtoisie pour dénier à M. Cabet les qualités qu'il s'attribue avec une si touchante modestie ; M. Cabet a le droit incontestable de se prodiguer les plus grands éloges : on n'est, dit le proverbe, jamais si bien servi que par soi-même ; — cependant ils prendront la liberté de faire remarquer au rédacteur du *Populaire* qu'un sincère ami du peuple devrait peut-être se réjouir en voyant les efforts que font les ouvriers pour ne point rester trop en arrière du mouvement intellectuel, pour s'instruire mutuellement, pour prouver qu'ils comprennent un peu les questions qu'on agite au-dessus d'eux ; enfin, pour réclamer, de leur propre voix, la justice qui leur est due. M. Cabet n'est pas de cet avis : il faut que les ouvriers se contentent d'écouter ce qu'il veut bien se donner la peine de leur enseigner, et n'élèvent jamais la prétention d'user, même pour un instant, même pour défendre un intérêt qu'eux seuls peuvent comprendre, du droit de publier leur pensée.

Les ouvriers de *l'Atelier* croyaient franchement avoir droit aux encouragements de tout homme qui veut le bien du peuple, pour les efforts qu'ils font à préparer la réforme industrielle, et à tenter tout ce qui peut être essayé dans ce temps-ci, estimant qu'il vaut mieux avancer d'un degré, si faible qu'il soit, que de rester en place : loin de les encourager, M. Cabet, sur ce point encore, leur fait la guerre. Selon lui, tout essai est inutile, jusqu'au jour où il espère que l'on expérimentera sur toute la nation le système de la communauté. M. Cabet excite les travailleurs à se défier de la politique de *diversion* de *l'Atelier*, et les engage vivement à ne point donner leur adhésion à ses projets, notamment à celui de l'institution des prud'hommes, composé d'un nombre d'ouvriers égal à celui des maîtres. Les hommes du gouvernement ne feraient pas mieux pour empêcher l'application d'une mesure qu'ils trouvent extrêmement radicale ; mais M. Cabet n'y voit qu'un leurre ; d'ailleurs il craindrait, tant est profonde son estime pour les ouvriers en général, il craindrait que ceux qui seraient élus membres du conseil des prud'hommes ne se laissassent corrompre par les maîtres.

En laissant de côté les compliments du rédacteur du *Populaire*, les ouvriers dont il veut paralyser les efforts lui feront remarquer enfin qu'en agissant ainsi, il encourt une bien grande responsabi-

lité. L'avenir décidera, après tout, laquelle des deux tendances aura été la plus utile, et lequel des deux journaux aura détourné les ouvriers du bon chemin.

En attendant, M. Cabet fera sagement de s'abstenir, s'il en est temps encore, de la réfutation annoncée depuis si long-temps, des idées morales, nationales, industrielles, etc., de *l'Atelier*.

LES PAMPHLETS MYSTÉRIEUX

DES PRÉTENDUS AMIS DU PEUPLE.

Décidément *l'Atelier* a du malheur ! Voici encore des *amis du peuple* qui lui font la guerre, parce qu'il n'admet à sa rédaction que des ouvriers, et ensuite parce qu'il n'est pas communiste. Ces messieurs procèdent exactement de la même manière que l'auteur du *Voyage en Icarie*, cette seconde édition appauvrie du voyage en *Eldorado* ; c'est-à-dire qu'ils font la guerre à tout ce qui n'est pas eux. Or, ce qu'ils sont, il faut le deviner : ils parlent avec complaisance du communisme, mais ils critiquent toutes les théories communistes ; ce qui ressort le plus clairement de leurs écrits, c'est qu'ils sont matérialistes *rationnels*. Nous ne savons pas trop ce que c'est que le rationalisme matérialiste, c'est un mot à toute sauce, car chacun croit avoir des idées rationnelles. Mais nous n'avons pas le moins du monde l'envie de critiquer ces petits pamphlets mystérieux des *amis du peuple*. Nous disons seulement que la presse n'est pas si contenue, que ces écrits ne puissent être publiés légalement et signés du nom de leurs auteurs. Tels qu'ils nous parviennent, ils peuvent faire supposer qu'ils émanent d'une source impure. Si la police, en effet, voulait jeter la division parmi les ouvriers réformateurs, et semer dans leur esprit des idées absurdes qui les détournassent de leurs devoirs, elle ne ferait pas mieux. Si donc nos soupçons paraissent injurieux aux *amis du peuple*, qu'ils impriment et signent dorénavant leurs œuvres ; on saura alors à qui s'en prendre. En tous cas, mieux vaudrait pour le peuple des ennemis déclarés que de pareils amis.

REVUE DU MOIS.

Nous l'avons déjà dit à nos lecteurs, nous nous abstiendrions de raconter chaque mois des faits connus de tout le monde, si nous n'avions des conséquences à en tirer, et s'ils ne devaient souvent servir de règle à notre conduite et à nos actes.

Il n'est bruit ce mois que de procès de presse et d'arrestations de citoyens. *Le National* a été condamné rigoureusement pour avoir dit la vérité sur les troubles de Mâcon. *Le Populaire* a été saisi pour avoir reproduit l'article condamné, et, au moment où paraîtra notre journal, *le National* aura comparu de nouveau devant le jury. Plusieurs journaux de province sont aussi sous le coup de procès ; le *Journal du Peuple* en a plusieurs à vider, et son rédacteur en chef, M. Dupoty, est arrêté par une commission de la Chambre des pairs, sous l'accusation incroyable de complicité avec Quénisset. Un ministre déclare à M. Michel Chevalier, qui lui demandait la remise d'une amende à laquelle un éditeur avait été condamné, que l'on ne fait encore que commencer à sévir contre la presse, et que cette remise ne peut lui être accordée, car ce serait un fâcheux précédent ; des écrivains ne peuvent pas trouver d'imprimeurs pour leurs ouvrages. Enfin, des arrestations nombreuses sont faites dans les arrondissements de Paris ; sous prétexte d'association illicite, on va faire le procès à plusieurs citoyens. On saisit partout les pétitions légales qui demandent la réforme électorale, entre autres, deux cents exemplaires au *Journal du Peuple*. Des coalitions ont éclaté à Cholet, mais la conciliante intervention de l'autorité locale a évité des collisions fâcheuses : les ouvriers sont rentrés dans leurs ateliers, non moins misérables qu'auparavant, et la question n'est nullement vidée, quoique plusieurs arrestations aient été faites. Nous ferons observer, en passant, que Cholet jouit cependant de la *bienfaisante* et *paternelle* institution des maîtres organisés sous le nom de prud'hommes.

Comme on le voit, ce qui domine tous les faits accomplis ce mois dans l'ordre politique, c'est l'engagement de plus en plus visible d'une lutte acharnée entre la presse et le pouvoir, lutte qui se révèle par de nombreuses saisies de journaux, par l'arrestation et la détention des gérants, et par des indiscrétions touchant un nouveau projet de loi sur la presse, qui serait présenté aux Chambres à la session prochaine.

La situation est fort grave, et nous devons, en présence des tendances qui se manifestent, rappeler à tous combien sont importantes les deux libertés qui sont mises en question, celle de la presse et celle de pétition. La presse ne se laissera pas entamer sans se défendre vigoureusement; nous nous rappelons son attitude en juillet, et nous avons confiance en elle. L'appui des citoyens ne lui manquerait jamais dans une circonstance analogue. Le droit de pétition, lui aussi, est noblement défendu. Voici la note qu'a fait publier le comité réformiste de Saint-Etienne: elle trace fermement la route à suivre.

« Le comité réformiste radical de Saint-Etienne voulant faire, le 13 novembre, son dernier envoi des pétitions de cette année, prie les citoyens qui en ont encore entre les mains, de les lui faire parvenir avant cette époque.

» Si la pensée légale qui anime le comité réformiste de Saint-Etienne avait besoin de garantie, elle serait tout entière dans le texte même de l'art. 7 de nos statuts; cet article porte :

« Toute personne qui ferait partie d'une société secrète sera immédiatement rayée de la liste des membres du comité. »

Il y a quelques jours à peine, un de nos camarades, alors plein de cœur et de foi dans l'avenir, publiait un livre dont le retentissement a été grand, et l'apparition, opportune et fort utile.

Préoccupé vivement de la réalisation de ses projets, il n'a pas trouvé, parmi les hommes de la bourgeoisie auxquels il les a exposés, l'appui qu'eux seuls pouvaient donner à leur mise en pratique: les sympathies et tous les encouragements qui lui ont été donnés par les ouvriers et par la presse indépendante, ne suffisaient point. Profondément peiné des obstacles accumulés devant l'organisation qu'il considérait comme le plus puissant moyen des améliorations sociales, blessé du sentiment de défiance qui perce dans tous les actes du pouvoir à notre égard, tourmenté par une misère qu'avaient augmentée les sacrifices faits par lui pour l'impression de son livre, il a perdu la tête et s'est tué, en désespérant de l'avenir.

Il nous est bien pénible de penser qu'une vie de dévouement s'est terminée par un acte de faiblesse. Ni les liens d'amitié qui nous unissaient à Boyer, ni sa tombe à peine refermée ne nous empêcheront de formuler le blâme le plus énergique contre l'acte fatal qui a terminé son existence.

Boyer était un de nos amis; aussi avons-nous le droit d'être sévères pour lui: l'ouvrier qui se dévoue à notre cause ne doit jamais désespérer; il n'est pas de douleurs si vives, de misères si grandes qu'il ne doive supporter.

La vie de Boyer a été utile, mais l'exemple de sa mort pourrait être funeste.

C'est mardi dernier, 19 octobre, que nous avons rendu à Boyer les derniers devoirs. Cinq cents ouvriers se sont rendus silencieusement au cimetière du Mont-Parnasse, où le corps de notre ami a été déposé dans la fosse commune. M. Vanostal, secrétaire de la *Ruche Populaire*, a prononcé un discours dans lequel il a retracé la vie intelligemment laborieuse de Boyer, et exprimé, au nom de tous, les regrets les plus sincères et les plus profonds de sa perte. Il a flétri, comme nous l'espérons, cette manie épidémique du suicide, et il en a rejeté une partie de la responsabilité sur cette société égoïste dont les enseignements corrupteurs tendent à nous abrutir de plus en plus, et dont les directeurs sont si imprudemment indifférents aux misères des classes ouvrières (1).

Le dernier vœu de Boyer a été pour l'établissement d'un *Hôtel des Invalides industriels*.

Une souscription est ouverte au bureau de l'*Atelier*. Elle a pour but de faire honneur à la signature de Boyer, et d'adoucir la situation de sa malheureuse famille. La rédaction de l'*Atelier* s'inscrit pour 20 fr.

(1) Quelques personnes ont mis au nombre des causes du suicide de Boyer, la prétendue indifférence dans laquelle il aurait trouvé les ouvriers, relativement à la question des prud'hommes, et principalement à propos de la pétition, dont il était l'un des rédacteurs. Nous répondrons à cette accusation par un fait, c'est que, dans la typographie, à laquelle appartenait Boyer, la pétition a obtenu en deux jours 1,067 adhésions.

Un comité de souscription a été organisé parmi les typographes. Voici la lettre qu'il vient d'adresser à tous les ateliers d'imprimerie.

« Messieurs,

Un triste événement nous a ravi notre excellent camarade Adolphe Boyer, auteur de l'*Etat des Ouvriers et de son amélioration par l'organisation du travail*.

Simple artisan comme nous, son dévouement pour les classes laborieuses lui fit entreprendre à ses frais la publication de ce livre, qu'il crut utile à leur affranchissement, et malgré le succès qu'il obtint, le placement ne s'en fit pas assez activement pour couvrir les frais qu'il avait pris à sa charge.

Il en résulta pour lui une gêne qui fut certainement une des causes de son découragement.

Nous espérons que vous voudrez bien vous joindre à nous pour désintéresser ses créanciers, et ne pas laisser peser sur sa mémoire des obligations qu'il n'a contractées que par intérêt pour nous tous.

Nous avons l'honneur de vous saluer,

Les membres du comité spécial pour la souscription. — MM. Alix, rue de Vaugirard, 56; Lebègue, rue Mouffetard, 69; Maugeret, imprimerie René, rue de Seine, 32; Jondé, imprimerie Boulé, rue Coquilleron, 3; Dubois, rue Neuve Saint-François, 6, au Marais.

» Parmi les grandes questions sociales, dit l'*Echo des Halles et Marchés* du 13 juillet dernier, il faut mettre au premier rang celle qui concerne la distribution des profits du travail.

» Cette distribution se fait-elle, dans nos sociétés, de la manière la plus équitable? Est-il vrai que, dans l'ordre industriel établi, certaines classes soient impitoyablement et nécessairement sacrifiées à d'autres, comme, dans le règne animal, plusieurs espèces faibles sont prédestinées à satisfaire la voracité des plus fortes? Ou bien notre organisation industrielle n'est-elle mêlée que d'imperfections susceptibles de se modifier, comme toutes les institutions humaines, avec l'aide de Dieu et le progrès des sociétés?

L'*Echo*, qui convient et s'afflige comme nous de « la disproportion qui existe entre les travaux les plus rudes et les salaires qui leur sont attribués » ne trouve cependant à répondre à ceux qui cherchent dans l'organisation du travail un remède contre cette disproportion, qu'une calomnie à la place de l'encouragement que méritent leurs généreux efforts.

Il y a là de l'ignorance ou de la mauvaise foi. Le langage qu'il attribue aux chartistes anglais, et dont il nous rend solidaires, a-t-il jamais percé dans les pages de notre journal! Avons-nous jamais, dans quelque occasion que ce soit, jeté un regard de convoitise sur « ces voitures dont nous voudrions, dit-il, voir s'abaisser le marche-pied pour y pouvoir promener, à notre tour, notre oisiveté! »

Jamais de telles pensées n'ont travaillé notre esprit; ce que nous voulons, dans notre modeste ambition, c'est une amélioration dans l'ordre industriel, c'est un ordre de choses qui nous fasse vivre en travaillant. L'*Echo* sait bien que nous avons toujours professé la doctrine du sacrifice envers la société; car, avant le droit, nous comprenons notre devoir, et il y a loin de là, ce nous semble, aux paroles qu'il nous fait tenir.

« La société, dit l'article que nous examinons, doit favoriser le travail de tous, et assurer au citoyen qui travaille le salaire indispensable à sa subsistance. » Nous prenons acte de cette déclaration.

Examinant ensuite le véritable état des choses en France, sous le rapport de l'insuffisance du travail, l'auteur prétend que cette insuffisance n'existe que pour certaines classes d'industries, telles que la filature et le tissage. C'est là une allégation dont chacun reconnaîtra la fausseté! Tout le monde sait, et l'*Echo* aussi, que toutes les industries sont en souffrance; que les chefs d'atelier sont assaillis d'offres de bras, qui déprécient infiniment le salaire.

Nous dirons à l'*Echo* que cette misère des travailleurs a une cause encore plus grave que celle qu'il lui assigne (les tarifs de douane); qu'elle prend sa source dans une mauvaise administration gouvernementale, et qu'elle ira toujours en augmentant, et jusqu'au point de menacer sérieusement tous les intérêts de la société, si un pouvoir honnête ne vient, d'une main ferme, organiser le chaos dans lequel nous nous débattons.

Un des remèdes que préconise l'auteur de l'article, c'est l'éducation des classes pauvres; nous serions parfaitement d'accord avec lui, si nous ne nous étions aperçus qu'il confondait l'éducation et l'instruction, qui sont cependant bien distinctes.

L'éducation, si l'on veut appeler ainsi les préceptes et les conseils

que nous donnent la bourgeoisie haute et basse, ne nous manque pas; mais cette éducation est évidemment mauvaise. On nous répète sur tous les tons, à notre entrée dans la vie positive : « Laissez-là vos chimères d'égalité, faites votre affaire, et ne vous inquiétez pas des autres : tout ouvrier a dans sa poche le brevet de sa fortune future. » *L'Écho* lui-même imprime que « personne ne peut se dire aujourd'hui, en France, arrêté par un obstacle invincible ! » Arrêté dans quoi ? Nous comprenons qu'il veut dire dans ses désirs de fortune et de jouissances.

Mais c'est toujours cette doctrine infâme du *chacun pour soi* que nous retrouvons sous toutes ses formes ! C'est avec de pareils principes qu'on prépare la lutte de tous les intérêts, qu'on fomenté tous les fléaux, qu'on soulève toutes les haines ; c'est la dissociation, c'est l'égoïsme organisé.

Oui, il nous faut une éducation ; il nous faut de bons préceptes et des exemples autres que ceux que vous donnez ; il nous faut aussi du pain et des vêtements ; il nous faut également de l'instruction, et nous tâcherons d'obtenir tout cela par notre persévérance et notre patiente activité, par l'opposé de ce que vous enseignez, par l'association !

Nous reviendrons souvent sur ces grossières doctrines qu'on n'ose pas toujours écrire, mais qu'on ne se fait pas faute de nous infiltrer par tous les moyens. On verra qui de nous ou de nos détracteurs professe des doctrines *anti-sociales*.

QUESTION DES PRUD'HOMMES.

On nous pardonnera, en raison des intérêts que nous avons à défendre dans cette question, d'y revenir de nouveau, et d'entrer encore dans quelques détails sur la façon dont l'établissement des prud'hommes à Paris s'est retrouvé à l'ordre du jour.

Les grands journaux, d'ordinaire bien informés, ont presque tous commis des erreurs en parlant des faits qui ont motivé ou précédé la nouvelle mise à l'étude de l'institution des prud'hommes. Les démarches que nous avons faites nous mettent à même de publier à cet égard des renseignements pris aux sources les plus certaines.

C'est en 1831 que le tribunal de commerce, surchargé de besogne, témoigna le désir de voir installer dans la capitale une juridiction de prud'hommes, qu'il pensait propre à le remplacer dans la conciliation et le jugement des petits différends industriels, fort nombreux d'ailleurs, entre maîtres et ouvriers. Le tribunal de commerce alléguait deux raisons fort plausibles ; la première était l'encombrement qui résultait dans sa sphère de ce grand nombre de contestations, qui allait toujours en augmentant, la seconde se basait sur la plus grande aptitude des prud'hommes à juger ces affaires, d'une nature plus industrielle que commerciale.

On s'occupa donc dans les bureaux d'un travail préparatoire sur cet objet, mais les difficultés de réalisation se présentèrent alors comme aujourd'hui ; et, par une loi, le jugement des contestations industrielles étant devenu une des attributions de la justice de paix, le tribunal de commerce en fut ainsi déchargé, et l'organisation des prud'hommes laissée de côté pour un temps.

La misère toujours croissante des ouvriers, leurs vives réclamations, forcèrent de temps en temps les différents ministres qui se succédèrent à accorder au moins un semblant d'attention à cette situation. L'organisation des prud'hommes devint leur ressource : ils la réservèrent pour les temps mauvais, comme une satisfaction à donner aux exigences des ouvriers. Il y a environ deux ans que le préfet de la Seine la mit à l'ordre du jour du conseil municipal de Paris, qui nomma une commission pour examiner les conclusions du rapport fait par une commission antérieure. Ce travail ne satisfaisait personne : les mêmes difficultés se présentaient dans la pratique ; néanmoins la commission municipale allait mettre le sujet à l'étude, lorsqu'une décision du préfet retira le projet avant même qu'il y ait eu examen et discussion.

Les coalitions de septembre 1840 sont survenues : une nouvelle commission, composée de membres du conseil municipal et de juges au tribunal de commerce, a été appelée à formuler un nouveau projet. Ce projet est terminé ; il n'a pas encore été porté au conseil municipal : on assure même qu'il a été renvoyé à l'Académie des Sciences morales et politiques, section d'économie politique. Il paraît qu'il est tout aussi mauvais, sinon pis, que le précédent.

Comment, en effet, pourrait-il en être autrement ? C'est dans un cercle vicieux que tournent toujours ceux qui veulent appliquer à Paris la loi qui régit Lyon, Rouen, Louviers et 61 autres villes. C'est toujours la vieille et absurde législation impériale que l'on veut ressusciter ; c'est encore le même système d'oppression de castes qu'on est à la veille de renouveler !

Mais cette fois, la masse des ouvriers s'est émue ; des publications sorties de nos rangs ont démontré l'injustice et l'oppression de l'organisation actuelle ; la presse a fait *chorus* : les maîtres eux-mêmes ont manifesté leur répulsion ; encore une fois, nous l'espérons, le projet de la commission retournera dans les cartons du ministère, où s'élaborera un projet de loi plus en harmonie avec notre époque avec nos besoins, avec nos sentiments ; car, la main sur la conscience, si on nous demande ce que nous attendons du conseil des prud'hommes, inventé par les législateurs de l'empire, nous répondrons avec une conviction pleine et entière : — rien !

Nous allons plus loin ; nous prétendons que ce tribunal sera notre *cour prévôtale* industrielle, et qu'indépendamment de cet inconvénient, il deviendra le prétexte de l'ajournement indéfini que subiront les améliorations réelles qui auraient pu être apportées par la législation à notre condition si misérable. Nous avons prouvé la première assertion en rappelant que les prud'hommes ne sont que des maîtres, juges et partie dans leur propre cause ; la seconde ne se prévoit malheureusement que trop. A nos réclamations on répondra : De quoi vous plaignez-vous, n'avez-vous pas les prud'hommes ?

Il faudra ajouter néanmoins que nous nous sommes opposés par tous les moyens légaux à leur établissement, et que nous avons demandé nous-mêmes leur modification dans un sens conforme à la justice dans notre *Mémoire au Conseil Municipal*.

Les hommes impartiaux pourront dire que, placés en face d'un pouvoir qui n'a montré jusqu'ici aucune espèce de bonne volonté à notre égard, qui a qualifié d'anarchiques nos réclamations les plus modérées, nous n'avons cependant pas voulu nous laisser accuser de repousser *quand même*, et par pur esprit d'opposition, toute mesure émanant de ce pouvoir que nous n'estimons pas ; et que nous avons fait tous nos efforts, avec l'esprit le plus conciliant, pour conquérir notre droit à la formation de ces conseils.

C'était donc notre droit et notre devoir de demander la réforme de l'organisation actuelle des prud'hommes : si quelques personnes peu réfléchies pensaient qu'il peut être mauvais de s'arrêter à la critique d'aussi minces détails, et qu'on détourne ainsi l'attention du peuple d'objets plus graves et plus pressants, nous leur répondrions que l'intérêt des ouvriers exigeait au moins une protestation de leur part dans cette occurrence, et qu'une protestation seule ne suffisait pas ; qu'il fallait en outre indiquer ce qu'on voulait pour remplacer la loi actuelle, sous peine d'être accusé d'une opposition systématiquement hostile.

Nous disons ici toute notre pensée : nous considérons la loi actuelle sur les prud'hommes comme fort mauvaise : nous la repoussons de toutes nos forces, mais nous espérons *quelque chose* de sa réforme dans un sens plus démocratique.

Nous serons loin encore de l'organisation complète du travail avec cette réforme, ce n'est pas elle qui remédiera efficacement au mal que nous signalons tous les jours ; mais elle sera un *moyen*, un *acheminement* vers le bien, une mesure de transition d'une importance extrêmement grave.

Expliquons-nous. Nous demandons que les maîtres et les ouvriers soient représentés dans les conseils de prud'hommes par un nombre *égal* de part et d'autre. Ceci est important d'abord pour la garantie de bonne justice ; car les intérêts souvent opposés des deux classes doivent être équilibrés. Mais ces intérêts, pécuniaires, souvent mesquins, ne sont rien auprès de ce que nous gagnerions à nos propres yeux et aux yeux de tous en considération, en dignité, en valeur morale par la faculté d'élection qui nous serait accordée. C'est là qu'est le fonds de notre demande, et la raison de l'opiniâtreté que nous y mettons ; nous qui demandons le suffrage universel en matière politique, il est fort naturel que nous l'exigions d'abord dans l'industrie, et c'est notre droit d'un côté comme de l'autre. Ce sera pour nous l'apprentissage de la vie de citoyens ; c'est le premier pas vers la réforme électorale, et cela explique aussi la vivacité de certaines résistances.

Faut-il rappeler, à la honte du dix-neuvième siècle, que le moyen-âge était plus équitable dans l'organisation industrielle : là, du moins,

dans la corporation, l'ouvrier avait le droit de voter; il obtenait alors ce qu'on nous refuse aujourd'hui, aujourd'hui jour d'égalité civile!

Qu'on se le rappelle bien; ce droit électoral, dans l'ordre industriel comme dans l'ordre politique, nous le demandons avec la persévérance qu'ont montrée nos pères dans la conquête du droit de cité, et si les résistances se montraient aussi vives, nous savons par l'histoire comment ils firent pour les briser.

Opinion des journaux sur la question des Prud'hommes.

Jamais projet n'avait été préparé avec plus de mystère que l'établissement à Paris des conseils de prud'hommes: les quelques lignes officieuses et officielles du *Moniteur Parisien* et des autres organes du ministère avaient été répétées sans aucun commentaire par la plupart des journaux. Déjà le pouvoir s'applaudissait de ce silence, il comptait sur l'adoption pure et simple de son projet, et songeait d'avance à toutes les ressources qu'il en tirerait pour dominer plus sûrement la classe ouvrière. Mais les protestations sorties de nos rangs sont venues détruire son espoir, en appelant la discussion sur cette question; la presse presque entière s'en est occupée, et maintenant, grâce à l'examen sérieux qu'elle en a fait, nous avons lieu d'espérer que justice nous sera enfin rendue, et que la loi consacra bientôt l'égalité de droits entre les maîtres et les ouvriers.

La place nous manquant pour étudier les diverses idées émises par les journaux sur les conseils de prud'hommes, nous nous contenterons de donner seulement ici les motifs de l'approbation qu'ils accordent à nos demandes, nous réservant de revenir, dans notre prochain numéro, sur cette grave et utile discussion.

La Presse (10 octobre):

« Nous pensons, comme beaucoup de ceux qui se sont occupés de cette question, que l'organisation projetée est fort incomplète. Les décrets de 1806 et de 1809 sont évidemment insuffisants pour notre époque, et, dans l'application qui va en être faite aux industries de la capitale, on n'a pas même su profiter du peu de latitude que laissaient ces décrets..... »

Ce journal prétend que dans le projet primitif du ministre du commerce, « les ouvriers auraient obtenu toutes les garanties désirables. » Et, plus loin il dit :

« Nous avons entendu dire que M. Cunin-Gridaine préparait un projet de loi sur les livrets des ouvriers. Ce projet se lie étroitement à l'organisation des conseils de prud'hommes, et il serait bien à désirer qu'il ne fût pas présenté isolément. L'industrie attend depuis long-temps son Code particulier : la loi sur les prud'hommes et la loi sur les livrets figureraient dignement dans ce Code (1). »

Le Constitutionnel (8 octobre):

« Les travailleurs ont naturellement dû prendre part à un débat qui les intéresse à un si haut degré. Ils sont entrés en lice, et, nous devons le dire, avec succès. Nous avons sous les yeux une brochure publiée par les ouvriers rédacteurs de *L'Atelier*, qui contient sur le second point, c'est-à-dire, sur la forme à donner aux élections et sur la position des chefs d'atelier et des ouvriers patentés, des vues très-saines. La brochure établit qu'il n'y a que des ouvriers et des maîtres, et que les classifications intermédiaires sont tout-à-fait illusoires. Cette observation est parfaitement exacte. Dès qu'un ouvrier fait travailler d'autres ouvriers, il devient maître et entre dans la catégorie des fabricants. Il peut avoir plus ou moins d'importance, selon la qualité et la valeur des objets qu'il fabrique; mais, dans tous les cas, il est fabricant, et peut être assimilé, dans la question qui nous occupe, aux chefs des plus grandes manufactures. Ce point une fois admis, et en écartant tout ce qu'on appelle tâcheron, marchandeur, il s'agit de savoir dans quelle classe d'ouvriers on prendra les électeurs. Voici ce que dit la brochure à ce sujet : « Pour être électeur et éligible dans les assemblées, il faudrait être fabricant, » c'est-à-dire patenté; ou ouvrier, c'est-à-dire, exerçant une industrie pour le compte d'un maître. Les maîtres devraient être paten-

» tés dans leur profession depuis trois ans. Les ouvriers devraient » être domiciliés, et exercer leur profession depuis un égal nombre » d'années. » Ces propositions sont équitables.

» Les rédacteurs de *L'Atelier* ont fait un travail consciencieux, clair, et qui peut donner d'utiles lumières aux hommes qui s'occupent spécialement de cette création. Nous recommandons encore à ceux-ci le paragraphe suivant, qui nous paraît mériter une sérieuse attention : « Dans les grandes villes, il y aurait autant que » possible un conseil de prud'hommes spécial pour chaque industrie, ou au moins pour chaque branche des industries liées entre » elles par des rapports bien marqués. »

Le Temps (6 octobre):

« L'établissement d'un conseil de prud'hommes dans la capitale fixe l'attention des différents journaux. D'accord, en général, sur les vices de l'institution actuelle, ils ne le sont pas autant sur les réformes qu'il y faudrait introduire.

. Les ouvriers, généralement, réclament une influence égale dans les conseils de prud'hommes, et, pour cela, ils veulent y avoir un nombre de représentants égal à celui de leurs maîtres.

. » Assurément, la justice réprouverait un système de représentation qui permettrait à l'une des parties d'opprimer l'autre. Et plus loin :

« Nous ne terminerons pas cette revue de l'opinion de nos confrères sur la question des prud'hommes, sans faire mention d'un mémoire que les ouvriers rédacteurs du journal *L'Atelier* viennent de présenter au conseil municipal de Paris. C'est aux ouvriers surtout qu'il appartient d'exprimer leurs vœux touchant une institution établie spécialement pour eux. Ce mémoire, rédigé avec clarté, gravité et convenance, mérite toute l'attention de l'autorité. »

Le Courrier Français (1^{er} octobre):

« Il nous sera cependant permis de demander comment il se fait que M. le ministre du commerce, qui élabore cette question depuis six mois, ne soit pas parvenu à préparer un système définitif. Au lieu d'aboutir, en fin de compte, à établir dans la capitale une organisation dont les lacunes et les défauts se sont déjà révélés à Lyon, ne pouvait-on pas mettre l'occasion à profit pour réformer l'institution des prud'hommes dans la France entière? *Il n'y a que les gouvernements faibles et peu éclairés qui puissent vivre dans le provisoire.* »

. L'organisation que l'on veut donner au conseil des prud'hommes pèche par deux côtés : d'une part, elle n'admet pas les ouvriers proprement dits dans la composition du corps électoral; de l'autre, elle les exclut absolument du tribunal appelé à prononcer sur les différends qui s'élèvent entre eux et les fabricants ou les chefs d'atelier.

» Nous n'examinons pas si la base électorale sur laquelle on fait reposer l'institution des prud'hommes à Paris est trop large ou trop étroite. La question, pour nous, est moins de savoir combien d'électeurs seront appelés à désigner ces arbitres de l'industrie, que de déterminer dans quelle proportion les ouvriers proprement dits concourront à cette nomination. Qu'il y ait dix mille électeurs ou cinquante mille, peu importe, à notre sens; mais, ce qui est équitable et nécessaire, c'est que l'intérêt des ouvriers se trouve suffisamment représenté dans le corps électoral, ainsi que dans le conseil.

» Le conseil des prud'hommes étant un tribunal de conciliation et d'arbitrage, ne peut pas se composer uniquement de fabricants; car alors les maîtres prononceraient dans leur propre cause : ils seraient à la fois juges et partie. Le conseil des prud'hommes, pour inspirer quelque confiance, pour terminer les contestations et pour prévenir les désordres, doit parler aux justiciables au nom de leurs intérêts; et ce langage qui persuade, des ouvriers seuls peuvent le tenir aux ouvriers.

» Est-il possible, d'ailleurs, de tout refuser à une classe de citoyens? On ne veut pas que les ouvriers possèdent les droits politiques, qu'ils prennent part aux élections des membres des conseils généraux et de la Chambre des Députés; on leur doit au moins, par compensation, de reconnaître le droit qui leur appartient naturellement de déléguer les magistrats chargés de débattre, avec les délégués des fabricants, les intérêts du travail et de l'industrie. Ce droit était consacré, bien qu'avec de grandes restrictions, dans l'organisation des métiers, sous l'ancienne monarchie. Après une révolution qui est venue émanci-

(1) Nous nous sommes déjà occupés l'année dernière, lors de l'affaire des tailleurs, de la question du livret; nous y reviendrons prochainement. Quant à la création d'un Code de l'industrie, ou plutôt du travail, nous l'examinerons dans notre prochain numéro.

per tous les citoyens, et qui leur attribue des droits égaux, le gouvernement ne peut pas faire moins pour la classe intéressante des travailleurs.

» En limitant le nombre des électeurs à 10,500, le projet du ministère comprend 8,000 fabricants et 2,500 ouvriers patentés. Les ouvriers patentés sont de véritables fabricants travaillant sur un capital peu considérable, et qui emploient un petit nombre d'ouvriers; mais ils ont le même intérêt que les manufacturiers qui dirigent des ateliers nombreux, et qui donnent un immense développement à leur production. Ainsi, le projet du ministère admet de grands et de petits fabricants, mais il n'admet pas d'ouvriers. Il exclut les ouvriers du corps électoral et du conseil; il les livre à la discrétion des fabricants.

» Au reste, la difficulté ne réside pas ici dans le mode d'élection ni dans l'étendue du corps électoral. La loi est tout entière dans un principe. Il s'agit de donner des représentants aux ouvriers dans le conseil des prud'hommes. Nous souscrivons par avance à tout mode d'élection qui aura ce résultat. »

Le même journal du 12 octobre, dit encore :

« Nous attachons, du reste, assez peu d'importance au nombre des électeurs qui doivent nommer les prud'hommes. L'essentiel est que les diverses classes justiciables soient également représentées dans le corps électoral. Cette égalité ne se trouve point garantie par le projet d'organisation sur lequel délibère en ce moment la chambre de commerce, et nous devons ajouter qu'on ne peut pas la garantir, aussi long-temps que l'on se renfermera dans les limites tracées par la loi.

» Des trois classes de travailleurs qui constituent l'atelier industriel, les maîtres ou fabricants, les contre-maîtres ou chefs d'atelier, ou même les ouvriers patentés, et les ouvriers proprement dits, les deux premières seulement concourent à la nomination des prud'hommes et sont représentées dans ce conseil. En droit, il en résulte que l'intérêt des ouvriers, l'intérêt du plus grand nombre, n'est compté pour rien.

» Il paraît que M. le ministre du commerce doit présenter aux chambres un projet de loi sur les livrets. Ce sera l'occasion de régulariser et de fixer la position de l'ouvrier. Il faut que le livret devienne le titre de l'ouvrier, comme la patente est celui du maître. Mais, cela fait, il n'y aura plus de raison ni même de prétexte pour ajourner la réforme de la juridiction qui est destinée à faire régner l'ordre et la paix au sein du travail. »

Le Siècle (5 octobre) :

« On assure que le gouvernement a résolu d'instituer à Paris une juridiction de prud'hommes. Un journal qui passe pour recevoir du ministère des communications officieuses, a fait connaître les bases sur lesquelles le préfet de la Seine, d'accord avec le ministre du commerce, veut organiser cette juridiction. Quatre conseils embrassant seize catégories d'états, seront établis à Paris. Aucune catégorie ne pourra comprendre plus de cinq cents individus inscrits. Le nombre des électeurs de ces conseils est limité à 10,500, dont 8,000 maîtres et 2,500 ouvriers patentés. On avait d'abord pensé, dit-on, à porter le chiffre des électeurs à 25,346, mais on a reconnu que les décrets de 1806 et 1810, qui régissent la matière, s'opposaient à une pareille extension, et l'on est revenu aux nombres que nous avons indiqués. Or, nous n'hésitons pas à le déclarer, le projet de l'autorité est inacceptable, même comme essai. On eût pu s'y prêter, il y a quelques années, la question n'était pas mûre; elle l'est aujourd'hui, et les moyens dilatoires ne sont plus de saison.

» La législation qui règle l'élection et la composition des conseils de prud'hommes date d'une époque où la France ne faisait que de naître à l'industrie; cette législation porte d'ailleurs l'empreinte du génie militaire qui dominait alors l'Europe; elle s'occupe du cadre, sans trop se soucier des soldats qu'elle comprend. Voici, en effet, comment est composé un conseil de prud'hommes : quatre fabricants, un contre-maître, deux ouvriers patentés. Un conseil ainsi formé est juge et partie dans les causes qu'il est appelé à décider. Non-seulement les maîtres y possèdent la majorité, on peut dire qu'il n'est composé que de maîtres; car, est-ce bien sérieusement qu'on vou-

drait compter la voix du contre-maître comme bien indépendante en face du fabricant, qui n'a qu'un geste à faire pour lui enlever sa position et le replacer, momentanément au moins, dans la classe des simples ouvriers? Le contre-maître est libre devant le fabricant, dans le conseil, comme le fermier anglais est libre dans les élections devant son seigneur. Quant aux ouvriers patentés, qui ont deux représentants dans le conseil, ce ne sont pas, à proprement parler, des ouvriers.

» On ne peut avoir oublié déjà les conflits qui ont éclaté l'année dernière entre les ouvriers patentés, sous le nom de *tâcherons* et de *marbriers*, et les ouvriers de Paris. Comment donc se flatterait-on de faire croire à tous que les intérêts de ces deux classes industrielles se confondent? Le temps est passé des représentations fictives, et jamais les ouvriers n'accorderont leur confiance à des conseils formés sans leur participation, et dont l'intérêt permanent est en opposition avec le leur. »

» Nous demandons, n'étant plus séparés que par trois mois du moment où une loi conforme à l'esprit et aux besoins de l'époque pourra être présentée aux Chambres, qu'on n'évoque point pour les appliquer à Paris deux décrets surannés, nous le demandons avec d'autant plus d'instance que l'essai qu'on veut faire servira de prétexte à l'ajournement d'un progrès véritable, et ne ramènera point parmi les ouvriers le calme et la soumission si nécessaires au développement régulier du travail. »

Plus loin, en parlant des maîtres, ce journal dit : « Dans cette catégorie, nous comprenons les contre-maîtres et les ouvriers patentés. »

Le même journal du 19 octobre.

« L'établissement projeté d'un conseil de prud'hommes à Paris a ramené l'attention publique sur la composition et les attributions de ces conseils.

» Sans méconnaître les services signalés qu'ils ont rendus, on est généralement tombé d'accord quant aux vices de l'organisation actuelle; on a demandé que la représentation des divers intérêts mis en présence devant ce tribunal de paix de l'industrie, fût plus sérieuse et plus complète.

» Aujourd'hui, des ouvriers signent une pétition au conseil municipal de Paris pour le prier de rejeter toute conclusion qui ne leur ferait pas une part légitime dans l'organisation des conseils de prud'hommes.

» Nous regardons comme juste le principe qu'ils invoquent; une représentation réelle des ouvriers ajoutera encore à la confiance qu'inspire une magistrature populaire dans son origine et ses moyens d'action. Les difficultés d'exécution sont grandes sans doute, et le nombre même des propositions qui ont surgi de tout côté, en est la preuve irrécusable; raison de plus pour que l'on s'occupe activement de la solution d'un des problèmes les plus délicats de notre organisation industrielle.

» Quand le projet de loi sur les prud'hommes fut présenté au corps législatif, M. Regnault de Saint Jean-d'Angely dit que les fabricants et les chefs d'atelier devaient seuls être appelés à composer les conseils des prud'hommes, parce que seuls ils possédaient les connaissances et les lumières nécessaires. Ce qui pouvait être vrai en 1806 ne l'est plus aujourd'hui; l'instruction a fait des progrès remarquables au sein des classes laborieuses; si la masse des ouvriers n'a pas encore participé à ce développement, le nombre d'hommes éclairés qu'elle renferme s'accroît chaque jour. Il suffit de lire un journal rédigé exclusivement par des ouvriers, *l'Atelier*, et des écrits tels que celui de M. Adolphe Boyer, compositeur typographe : *De l'État des Ouvriers*, pour se convaincre que ceux qui réclament leur entrée au tribunal de paix de l'industrie sont en position de fournir leur contingent de magistrats capables. »

Le Commerce (1^{er} octobre).

« On sait que, dans l'organisation actuelle, ces conseils sont composés de sept membres, comprenant quatre maîtres fabricants, un contre-maître ou chef d'atelier, et deux ouvriers patentés.

» On devrait croire que les contre-maîtres et les ouvriers patentés sont les intermédiaires entre les maîtres et les ouvriers : il n'en est rien. Les contre-maîtres dépendent entièrement des maîtres et leur vote leur appartient. Quant aux ouvriers patentés, ils forment une classe à part, et leurs intérêts sont opposés à ceux des autres classes.

« C'est maintenant au gouvernement et au législateur à se mettre à l'œuvre ; ils ne peuvent plus différer sans manquer à tous leurs devoirs. »

Le même journal du 4 octobre.

« Nous venons de lire une brochure qui traite du même sujet sous ce titre : *Mémoire adressé au conseil municipal de Paris sur l'établissement du conseil des prud'hommes, par les ouvriers rédacteurs du journal l'Atelier*. Ce mémoire critique particulièrement la composition prescrite par le décret de 1806, avec une liberté d'autant plus légitime, qu'aux termes du décret même, cette composition peut être changée immédiatement, en partie du moins, par une mesure ministérielle, sur l'avis du conseil municipal. Dans l'état actuel, le conseil des prud'hommes est composé de neuf membres, cinq négociants fabricants, et quatre chefs d'atelier ou ouvriers patentés. Il suit de là que les ouvriers proprement dits ne sont nullement représentés. »

« Pour que les conseils de prud'hommes représentent sincèrement tous les intérêts, il est donc nécessaire que l'on y admette des ouvriers proprement dits, c'est-à-dire, des ouvriers à livret. »

« Le *Mémoire* contient un projet d'organisation dont les dispositions affectent plus ou moins soit les articles organiques, soit les articles purement réglementaires du décret de 1806. Les dernières appellent immédiatement l'attention du conseil municipal de Paris ; les autres devront être prises en considération par les Chambres. »

L'Écho de la Fabrique (organe des chefs d'atelier de Lyon) du 15 octobre.

« Toute la presse s'occupe de cette question, nous ne pouvons donc la laisser passer sous silence, car elle est de notre spécialité ; d'ailleurs, tous les travailleurs sont frères, tous doivent être solidaires. Mieux placés que nos confrères des journaux politiques pour dissenter sur cette matière, nous venons apporter aussi le faible tribut des lumières qu'une étude approfondie et constante a pu nous procurer. »

« Les prud'hommes se meuvent dans un cercle triple, ils sont à la fois arbitres, conciliateurs et juges. »

« Comme arbitres, ils doivent connaître par pratique les litiges qui leur sont soumis ; comme conciliateurs, ils doivent présenter à la société et à leurs justiciables des garanties de sagesse et d'impartialité ; comme juges, il leur faut des connaissances analogues à celles qu'on trouve dans les juges consulaires, et un Code de lois à appliquer. »

« Eh bien ! voilà tout ce qui manque, en général, aux prud'hommes, et cela, moins par la faute des individus que par celle de l'institution. Voilà ce qui manquera aux prud'hommes de Paris. »

« Le journal demande que ce conseil se divise en autant de sections qu'il y a d'industrie, et que ces sections siègent séparément. « Quoi de plus ridicule que de faire juger à Lyon, notamment, une question de fabrique, par des prud'hommes chapeliers, et vice versa ? »

« Maintenant, passons à la dernière fonction des prud'hommes, celle de juges ; mais comment pourraient-ils la remplir en l'absence de toute loi écrite ? Conçoit-on des juges qui ne peuvent motiver leur jugement sur aucun texte précis ; dont aucune jurisprudence ne vient éclairer les décisions, et réduits à invoquer des usages souvent antipathiques aux mœurs, comme au temps où l'ancien du village, assis sous l'arbre séculaire, jugeait ses voisins. Ces mœurs patriarcales sont loin de nous. Aux hommes de nos jours il faut des lois écrites et que la raison avoue. »

« La première chose à faire est donc de créer le code de l'industrie, c'est-à-dire de faire pour cette dernière ce qui a été fait pour les intérêts civils de ceux du commerce. La tâche est grande, immense si l'on veut, mais non pas impossible. Elle est peut-être au-dessus de ceux qui auraient, en ce moment, mission pour la remplir ; mais ce n'est pas une raison pour y remédier. »

Le Journal du Peuple (5 octobre).

« Les ouvriers rédacteurs du journal *l'Atelier* ont publié un mé-

moire qui vient s'ajouter aux réclamations de la presse indépendante sur l'établissement des conseils de prud'hommes. Nous avons déjà expliqué combien étaient iniques les bases de cette institution, régie seulement par des décrets impériaux, qui portent au suprême degré le cachet de leur origine despotique. Or, on peut juger de l'importance de ces conseils de prud'hommes par la nature de leurs attributions, qui sont définies dans la loi de 1806. »

« L'art. 1^{er} du décret de 1810 semble, d'ailleurs, avoir été rédigé tout exprès pour montrer aux plus aveugles quels sont les intérêts que le législateur a prétendu protéger et favoriser exclusivement. Voici en quels termes on a codifié cette déplorable iniquité. »

« Ces conseils de prud'hommes ne seront composés que de fabricants, de chefs d'atelier, de contre-maitres, de teinturiers, ou d'ouvriers patentés (1). Le nombre de ceux qui en feront partie pourra être plus ou moins considérable, mais en aucun cas les chefs d'atelier, contre-maitres, teinturiers ou ouvriers ne seront égaux en nombre aux marchands fabricants ; ceux-ci auront toujours dans le conseil un membre de plus que les chefs d'atelier, les contre-maitres, les teinturiers ou les ouvriers. »

« Or, ce qu'il ne faut pas oublier surtout, car c'est là toute la question, c'est ce que nous avons déjà dit sur ces *ouvriers patentés*, dont le nom, assurément, n'a été inséré dans la loi que pour donner le change à l'opinion publique, et pour faire croire que les intérêts des travailleurs étaient représentés (au moins pour un peu) dans la composition des conseils. Les rédacteurs du mémoire dont nous parlons, plus compétents qu'aucun publiciste sur de pareilles questions, confirment pleinement nos observations sur ces ouvriers patentés, qu'on fait si étrangement figurer parmi les prud'hommes : »

« L'ouvrier, disent-ils, travaille, pour le compte d'autrui, dans les ateliers de celui qui l'occupe, ou dans son domicile à lui, et dans les deux cas il doit être muni d'un livret, et par conséquent exempt de patente. Par ouvrier patenté, on ne peut donc entendre que l'homme qui, travaillant chez lui pour le compte d'un fabricant ou pour son propre compte, emploie souvent des ouvriers avec lui ; il est impossible de ranger cet individu dans une catégorie autre que celle des maîtres. »

« Personne, dans la presse ni ailleurs, que nous sachions, n'a pris la défense de la législation impériale qui régit jusqu'à présent l'organisation des prud'hommes. Plusieurs journaux ont pensé qu'il était indispensable de soumettre un projet de loi nouvelle à la Chambre. Ainsi, deux faits en ceci paraissent incontestables : la condamnation des décrets actuels qui régissent cette matière, et la nécessité d'une nouvelle organisation. »

« Nous l'avons dit et nous le répétons, parce que c'est l'expression sincère de notre pensée, nous ne voyons dans une meilleure institution des prud'hommes qu'une mesure de transition, qui peut certainement avoir une utilité présente, mais qui disparaît dans les prévisions de l'avenir. Ce ne sont pas des tribunaux qu'il faut établir pour pacifier les luttes inévitables entre les intérêts opposés des maîtres et des ouvriers, c'est l'association de ces intérêts qu'il faut réaliser. »

Nous terminerons ici ces citations, déjà trop longues, si elles ne témoignaient de toute la gravité et de toute l'injustice du projet officiel, en même temps que de l'équité de nos demandes, et s'il n'était si important pour nous de constater le jugement de l'opinion publique dans la grave question des conseils de prud'hommes.

Les journaux de Paris, comme on le voit, n'ont pas été seuls à s'occuper des conseils de prud'hommes, la presse des départements leur est venue en aide ; le *Conseur de Lyon*, bien placé aussi pour juger des questions de prud'hommes, a fait à ce sujet quatre articles fort remarquables, dont nous parlerons dans notre prochain numéro. Nous répondrons aussi à un article très-hostile de la *Gazette des Tribunaux*.

PÉTITION DES OUVRIERS DE PARIS AU CONSEIL MUNICIPAL.

Messieurs,

« Les soussignés, ouvriers de Paris, ayant appris que vous étiez appelés à vous prononcer sur l'établissement des Conseils de Prud'hommes dans la capitale, s'adressent à vous avec confiance pour vous

(1) D'après l'ordonnance royale de 1832, on a admis à Lyon, sans exiger la représentation de leur patente, les chefs d'atelier propriétaires de quatre métiers ; cette dérogation comme on le voit n'a favorisé que des maîtres.

soumettre leurs appréhensions, et vous prier de rejeter toute conclusion qui ne ferait pas aux ouvriers une part légitime dans l'organisation de ces Conseils.

Car, dans leur pensée, l'application de la loi actuelle est contraire aux intérêts et à la dignité de la classe ouvrière, et ne résoudrait d'ailleurs en aucune manière la question si grave et tant agitée de l'organisation du travail.

Pour se résumer, les soussignés croient que l'état actuel des choses serait encore moins fâcheux pour eux que celui dont on les menace.

Les soussignés espèrent donc que vous voudrez bien, Messieurs, être l'organe de leurs vœux auprès du Pouvoir législatif pour en obtenir une loi nouvelle, qui garantisse, conformément à la justice et à l'équité, la représentation réelle des ouvriers dans les Conseils de Prud'hommes.

Cette pétition a réuni en quelques jours 2,850 signatures. M. Arago s'est chargé de la faire valoir quand le projet de la commission se présentera au conseil municipal. Nous prions nos amis de continuer à faire signer cette pétition, et de nous faire parvenir toutes celles qui sont en retard.

Nous devons expliquer ici à quel titre le conseil municipal doit être nécessairement appelé à donner son avis. Un article de la loi dit que les fonds nécessaires à l'établissement et à l'entretien des prud'hommes seront votés par le conseil municipal sur le budget communal, d'où la nécessité de le consulter, puisqu'il peut refuser l'allocation et empêcher ainsi l'établissement projeté.

Souscription pour faciliter l'établissement des Associations Ouvrières.

QUATRIÈME LISTE.

Deschamps, 5 fr. — Deulin, 1 fr. — Mallard, 50 c. — Guillaume 1 fr. — Devaux, 1 fr. — Gauthier 1 fr. — Richebourg, 1 fr. — Lambert, 1 fr. — Pascal, 1 fr. — Charles, 50 c. — Raveaux, 50 c. — Leneveux, 2 fr. — Leroy, 1 fr. — A. Pelletier, 2 fr. — Delétang, 2 fr. — Vassal, 1 fr. — Laborie, 75 c. — Brémont, 1 fr. — Dogon, 1 fr. — Arribat, 1 fr. — Berton, 1 fr. — A. Martin, 2 fr. 65 c. — Bianchi, 1 fr. — Vente de lithographies, 4 fr. 25 c. — Théotiste Lefèvre, 2 fr. — Kesner, 1 fr. — Murat, 1 fr. — Chevillon, 50 c. — B..., 2 fr. — Gouillet, 1 fr. — Bréard, 1 fr. — Fretaux, 1 fr. — Total, 44 fr. 65 c.

FAITS DIVERS.

Dans notre numéro d'avril, nous avons annoncé la formation à Saint-Étienne d'une association d'ouvriers et de chefs d'atelier de la fabrique de rubans; laquelle association, suivant le contrat qui fut passé pardevant notaire, avait pour but l'exploitation de l'industrie rubanière sur des bases analogues aux principes que nous émettons dans l'Atelier. C'était donc une affaire purement industrielle, et tout-à-fait légale: néanmoins des tracasseries de tout genre avaient été suscitées aux fondateurs du projet; ce qui n'empêcha pas quatre cents chefs d'atelier et trois cents cinquante ouvriers de donner leur adhésion au contrat social.

Nous apprenons aujourd'hui que l'autorité a voulu faire échouer le projet, en arrêtant huit personnes chez lesquelles on a trouvé, dit-on, des brochures séditieuses et des pétitions pour la réforme électorale. Ces ouvriers faisant, dit-on, partie de la société rubanière, on en a habilement conclu que l'organisation industrielle cachait un but politique, et voilà une association de travail de sept cent cinquante personnes, prête à fonctionner au grand jour, dont l'acte d'établissement a été légalement enregistré et publié dans les journaux, transformée tout d'un coup en association secrète réformatrice, communiste, peut-être régicide (pourquoi s'arrêter dans les suppositions?), parce qu'on a emprisonné huit de ses adhérents.

Les ouvriers partisans de la réforme électorale ne pourront-ils plus désormais former une entreprise, faire partie d'un compagnonnage ou d'une société de secours mutuels sans encourir les risques d'une arrestation ou d'un emprisonnement, et sans faire planer sur l'association dont ils font partie les accusations les plus absurdes. S'ils ont réellement commis un délit, l'association rubanière devra-t-elle en être solidaire, quand même ce délit n'aurait pas été commis dans son sein? Nous engageons fort les rubaniers associés à persévérer dans leur entreprise, et à ne pas se laisser intimider par les stupides récits des journaux ministériels. D'ici à quelques jours, tout s'éclaircira; on apprendra que la police s'est trompée, ou qu'elle s'est vengée, par quelques jours de prison, de l'activité de propagande légale de quelques ouvriers de Saint-Étienne. Elle sait fort bien, la fine police, que dans toutes les entreprises qui indiquent des tendances au progrès et à l'émancipation, on trouve à la tête et partout des hommes énergiques, qui ne professent pas toujours pour le pouvoir actuel le respect le plus profond, qui le méprisent hautement dans les limites de la loi, et elle les persécute afin d'intimider la masse. Il importe donc que ces

persécutions n'arrêtent en rien ce qui se fait de bon; il faut faire bon marché de quelques jours de prison, et laisser nos adversaires à force de persévérance, en se gardant néanmoins de la surexcitation que pourraient engendrer chez nous les mauvais traitements.

Il nous reste quelque chose à dire aux journaux du pouvoir qui ont complaisamment enregistré, d'après le Rhône, journal ministériel de Lyon, un tissu d'absurdités sur l'association des rubaniers de Saint-Étienne. Le Rhône a dit, et les autres journaux l'ont répété après lui, qu'on avait saisi chez quelques ouvriers un grand nombre de brochures et des journaux qui propagent le mouvement anti-social des communistes, tels que le Journal du Peuple, le Travail et l'Atelier. C'est là une suite du système de calomnie employé contre tout ce qui appartient à l'opinion radicale.

L'article du Rhône est une note de la police de Paris ou de Saint-Étienne; elle émane de gens qui n'ont jamais lu un numéro de l'Atelier, et qui n'en parlent que d'après l'avis de M. Girod (de l'Ain), mis de nouveau au défi de nous en citer une seule ligne qui puisse être qualifiée d'anti-sociale et de communiste.

Il était dans l'intérêt du Messager, de la Presse, de l'Univers Religieux et des Débats d'insérer textuellement ladite note de police; mais nous leur dirons que s'il y a quelque chose d'anti-social dans tout ceci, c'est à coup sûr d'employer ses colonnes à propager une accusation qu'on sait être essentiellement calomnieuse.

D'autres journaux, par la négligence de leurs rédacteurs, répètent ces notes avec légèreté, sans y attacher d'importance; le National a compris la portée de ces calomnies et notre impuissance à y répondre fructueusement; il l'a fait pour nous, et nous le remercions des sympathies qu'il nous témoigne.

— Voici la liste des 64 conseils de prud'hommes existant en France au 1^{er} janvier 1841, avec la date de leur institution :

Abbeville, 19 mai 1819.	Marseille, 15 septembre 1810.
Alais, 12 août 1811.	Mayenne, 20 mai 1840.
Alençon, 28 avril 1815.	Metz, 22 novembre 1826.
Amiens, 26 octobre 1814.	Mulhouse, 7 mai 1808.
Amplepuis, 6 janvier 1811.	Nancy, 5 avril 1825.
Armentières, 23 mai 1823.	Nantes, 31 juillet 1840.
Aubusson, 11 mars 1834.	Nîmes, 27 septembre 1807.
Avignon, 2 février 1808.	Niort, 6 mai 1818.
Bapaume, 8 avril 1832.	Orange, 14 mai 1826.
Bar-le-Duc, 29 novembre 1814.	Orléans, 12 avril 1811.
Bédarrioux, 13 avril 1818.	Péronne, 15 juin 1829.
Bolbec, 8 octobre 1813.	Privas, 11 avril 1839.
Caen, 21 août 1822.	Reims, 22 novembre 1809.
Calais, 19 janvier 1823.	Rethel, 2 février 1823.
Cambrai, 21 septembre 1823.	Roubaix, août 1810.
Carcassonne, 22 octobre 1808.	Rouen, 20 juin 1807.
Castres, 16 avril 1825.	St-Chamond, juillet 1811.
Châlons-sur-Marne, 9 mars 1826.	St-Etienne, 22 juin 1810.
Cholet, 4 septembre 1822.	St-Quentin, 21 décembre 1808.
Clermont-Lodève, 6 juillet 1806.	Ste-Marie-aux-Mines, 18 août 1823.
Condé-sur-Noireau, 6 janv. 1832.	Sédan, 23 août 1808.
Douai, 13 avril 1825.	Strasbourg, 17 mai 1813.
Elbeuf, 21 avril 1819.	Tarare, 22 décembre 1809.
Evreux, 2 février 1836.	Thann, 9 janvier 1821.
Laval, 7 juin 1826.	Thiers, 19 août 1808.
Lille, 29 mai 1810.	Tours, 31 juin 1818.
Limoges, 3 mars 1825.	Troyes, 7 mai 1808.
Limoux, 15 octobre 1809.	Turcoing, 4 juillet 1821.
Lodève, 22 juin 1810.	Valenciennes, 30 mai 1833.
Louviers, 7 août 1810.	Vienne, 26 mai 1824.
Lyon, 18 mars 1806.	Villefranche, 1 ^{er} mars 1822.
Mamers, 4 mai 1819.	Vire, 26 août 1814.

Conseils de prud'hommes établis sous l'empire.	29
— — — — — sous la restauration.	26
— — — — — depuis juillet 1830.	9

Total. 64

— Nous prions ceux de nos amis qui font partie de sociétés de secours mutuels autorisées par la police, de vouloir bien nous communiquer les règlements de leurs sociétés, afin de faciliter un travail que nous préparons sur ce sujet.

— Des rixes déplorables ont eu lieu le dernier mois et celui-ci à Angers et à Nantes entre des compagnons de différentes sociétés.

Que les compagnons se tiennent pour avertis que tous ces faits sont commentés et grossis par certains journaux ennemis du peuple, et qu'ils évitent à l'avenir les motifs de blâme que la conduite de quelques-uns fait rejeter sur un corps tout entier, par des écrivains de mauvaise foi.

— L'espace nous manque pour rendre compte ce mois de plusieurs ouvrages importants. Nous nous bornons à annoncer la mise en vente de l'Almanach Populaire, que nous recommandons à nos lecteurs.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE FÉROU, 15 —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Le journal se vend chez ROUANET, rue Verdelet ; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve ; LAVIGNE, passage de l'Ancré ; NOUTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon ; on s'abonne chez GÉRUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

A Messieurs les pairs. — Revue du mois. — Réponse à M. B. D. des Débats. — Question des prud'hommes. — Souscription Boyer. — Cours gratuits pour les ouvriers. — Faits industriels.

A Messieurs les Membres de la Cour des Pairs.

Messieurs les Pairs,

Depuis quelques années, de trop nombreux attentats ont été soumis à votre haute et exceptionnelle juridiction, pour que vous n'éprouviez pas, à la fin, une lassitude profonde, et ne partagiez pas ce désir de tous les honnêtes gens de voir promptement mettre un terme à des actes de la nature de celui que vous allez juger encore dans quelques jours.

La fréquence de ces attentats témoigne assez, Messieurs, qu'il existe dans les *bas-fonds* de la société, pour parler le langage de vos rapporteurs, un grand malaise moral ou physique. Or, si vous êtes appelés, comme cour de justice, à juger les effets de ce malaise, vous avez aussi pour devoir, comme chambre législative, et d'accord avec les autres pouvoirs, d'en rechercher activement les causes et de les faire disparaître.

Ces causes, Messieurs, vous sont-elles bien connues ? Franchement, nous ne le croyons pas. Nous ne croyons pas que vos commissaires-instructeurs soient descendus assez profondément dans le peuple pour s'enquérir de ses sentiments et de ses misères de toutes sortes ; il ne nous semble pas non plus qu'ils aient dégagé leur esprit de toute préoccupation de parti, et se soient placés à un point de vue assez élevé pour apercevoir et vous montrer la réalité des choses. Les causes qu'ils ont cru découvrir ne sont que superficielles, croyez-le bien, et les moyens politiques qu'ils ont indiqués pour arrêter le mal devaient nécessairement porter à faux. L'expérience juge ces moyens mieux que ne le pourraient faire tous les arguments possibles. C'est vainement qu'on a fait des lois contre la presse et contre les sociétés secrètes ; le renouvellement si fréquent des attentats doit vous indiquer suffisamment qu'il serait au moins imprudent de persévérer dans la même voie, et de n'avoir recours qu'à l'intimidation envers un parti que les plus grandes rigueurs ne sauraient intimider.

Permettez, Messieurs les Pairs, permettez à des hommes qui vivent dans ces *bas-fonds* où se recrutent maintenant les conspirateurs et où s'élaborent les complots, de venir en aide à vos commissaires-instructeurs. Peut-être pourrons-nous, en vous disant avec sincérité ce que nous pensons et ce que nous avons vu, jeter quelque lumière sur cette question qui occupe tous les esprits aujourd'hui, question si compliquée et si grave, qu'il ne vous est point permis de dédaigner ce que nous allons dire ; car,

par notre position, nous pouvons, mieux que vos rapporteurs, vous faire *toucher du bout du doigt* la cause véritable de cette espèce de perturbation qui, depuis un certain temps, se manifeste en nos rangs, et peut-être aussi pourrons-nous vous indiquer de plus les moyens d'y remédier efficacement.

Il n'est pas besoin d'emplir un gros volume pour vous faire comprendre notre pensée ; nous irons droit au but, et nous vous dirons la vérité sans détour ni ménagement : l'occasion, d'ailleurs, ne fut jamais plus propice et plus solennelle.

Nous allons vous dire d'abord quelle est l'opinion ou le sentiment le plus général de la classe ouvrière sur les choses du gouvernement, puis nous dirons la raison de cette opinion et de ce sentiment, et nous examinerons ensuite d'où nous sont venues les idées subversives qui se propagent parmi nous, afin que vous connaissiez bien quels ont été ou quels sont les agents de la démoralisation qui se révèle d'une manière si déplorable.

La classe ouvrière, considérée sous le rapport des opinions politiques, peut être divisée en deux grandes masses, dont l'une est active, ardente, révolutionnaire, — et l'autre indifférente, au moins à toutes les questions de formes gouvernementales. Le sentiment de la première portion est, on ne peut le dissimuler, celui de la haine ou du mépris, soit à l'égard des institutions, soit à l'égard des hommes qui les défendent. Quant à la portion indifférente, elle n'a conséquemment ni haine ni amour ; mais, ce qui est très-remarquable, elle ne croit pas le moins du monde à la probité des gouvernants. Il est de proverbe, parmi les indifférents, que tout fonctionnaire fait avant tout sa propre fortune. En sorte que ce qui distingue, en définitive, la seconde portion de la première, c'est que celle-ci méprise avec passion, tandis que celle-là méprise froidement. Tel est, à très-peu d'exceptions près, le sentiment de la classe ouvrière à l'égard des hommes et des choses actuels.

Cette hostilité générale, plus ou moins passionnée, est un très-grand mal sans doute ; mais, disons-le de suite, elle a son fondement dans l'absence d'institutions protectrices des intérêts populaires ou dans les dispositions exclusives des institutions présentes, et dans la mauvaise volonté des hommes du pouvoir.

N'est-il pas évident que toutes les lois principales sont faites en vue de maintenir les classes ouvrières dans un état de perpétuelle dépendance ? N'est-il pas évident encore que l'esprit qui est dans la loi se retrouve partout dans la pensée des hommes de gouvernement, si bien qu'on ne nous désigne jamais que sous le nom de *classe inférieure* ?

Or, quel sophiste oserait justifier aujourd'hui cette classification fatale ? qui oserait, dans une société chrétienne, après tant de révolutions passées, condamner dans le peuple ce sentiment d'impatience contre un joug humiliant ? Si les institutions sont contraires aux désirs légitimes du peuple, comment peut-on vouloir

qu'il les aime ? Et si les hommes de gouvernement persistent à maintenir ces institutions, qui ne sont profitables qu'à un petit nombre, et contraires au principe moral de la société, comment peut-on s'étonner que ces hommes soient détestés du peuple ?

Il est écrit dans l'Evangile : Malheur aux chefs des nations qui font porter au peuple des fardeaux qu'eux-mêmes ne voudraient pas toucher du bout du doigt ! — Eh bien ! messieurs les Pairs ! c'est parce qu'on nous surcharge de trop lourds fardeaux, et c'est parce que nos chefs n'y veulent pas toucher du bout du doigt, que les idées d'insurrection ont germé dans nos esprits ! N'allez donc plus chercher les instigateurs là où ils ne sont pas. Le temps est venu où il faut que chacun de ceux qui ont pris part au pouvoir se frappe la poitrine en disant : c'est ma faute ! — Quand il y a désordre dans la famille, c'est le père qu'on accuse avec raison ; dans l'armée, c'est le général ; dans la société, c'est le gouvernement.

Vous vous plaignez amèrement de l'affaiblissement du principe de l'autorité : nous n'en sommes pas moins affligés que vous, messieurs les Pairs. Il n'est que trop vrai qu'il ne reste au gouvernement que le pouvoir matériel ; et ce pouvoir moral, qui est l'autorité réelle, il n'a point su le conserver. Le peuple ne saurait avoir confiance en ceux qui gouvernent quand il est témoin de toutes les intrigues ministérielles, et quand il voit le pouvoir aux mains d'hommes qui tour à tour s'accusent, à la face de la nation, d'incapacité et de corruption. Donnez d'abord de la dignité, de l'intelligence et du dévouement à ces hommes, si vous voulez que le gouvernement jouisse d'une autorité réelle sur le peuple.

Vous voyez de près ce qui se passe en haut, Messieurs ; vous reconnaîtrez donc que nous disons la vérité, et que les sentiments hostiles des classes inférieures ne manquent pas de fondement.

Mais, après tout, l'hostilité du peuple à l'égard du gouvernement ne conclut pas rigoureusement à la négation de tous les liens sociaux ; permettez-nous de vous dire que le parti que vous voudriez flétrir du nom d'anarchiste a généralement plus d'amour de l'ordre que vous ne croyez : s'il en était autrement, s'il était tel que vous le supposez, Messieurs, depuis long-temps la société n'existerait plus. — Cependant, nous reconnaissons que des doctrines désorganisatrices ont obtenu une certaine créance dans quelques fractions du peuple, nous reconnaissons que la démoralisation menace de s'étendre, et qu'elle a fait déjà des ravages assez considérables. C'est précisément pour combattre ces tendances funestes que nous avons fondé *l'Atelier*, et nous avons la conviction de n'avoir point fait une œuvre vaine. Si la presse qui défend le pouvoir avait fait comme nous, si elle avait discuté sérieusement avec les adeptes des théories mauvaises, si elle leur avait montré clairement et avec bienveillance l'abîme vers lequel l'application de ces théories entraînerait infailliblement la société, nul doute qu'elle n'eût contribué à faire ouvrir les yeux aux hommes égarés. Au lieu de cela, qu'a fait cette partie de la presse ? Elle a injurié, calomnié ; elle a voulu faire croire (et vos rapporteurs aussi ont eu ce tort immense) que les idées de quelques-uns étaient les idées de tout un parti, et puis elle a dénoncé ce parti à l'animadversion publique, exaspérant ainsi les uns en même temps qu'elle effrayait les autres. En un mot, au lieu de faire œuvre d'enseignement et de conciliation, elle a fait œuvre de mensonge et de séparation !

Oui, il y a parmi nous des théories stupides autant que dangereuses pour l'ordre social, des théories qui nient Dieu, le libre arbitre, la morale, la patrie, la famille, la propriété, toutes les croyances, en un mot, qui sont la sauve-garde et la force des sociétés. Sans nul doute, ce dévergondage intellectuel peut se traduire en désordre matériel ; mais est-ce bien à de pauvres ouvriers qu'il faut demander compte de ces théories dont ils ne comprennent pas le danger ? Non, ce n'est pas sur eux qu'il doit tomber toute la rigueur des lois, mais sur leurs éducateurs. Or, ces éducateurs, quels sont-ils ?

Il n'est pas besoin de reporter vos souvenirs sur les faits des gentilhommes-philosophes du dernier siècle, ni sur ceux des hébertistes, leurs dignes élèves. Les négations de ces hommes du passé n'ont pas cessé depuis d'être renouvelées, défendues et propagées activement par des savants de grande renommée. Les professeurs du matérialisme, Messieurs, se sont assis à vos côtés ; ils ont siégé et siègent encore dans les Cham-

bres et les Académies ; ils ont été revêtus de ces hautes dignités qui pouvaient donner à leurs opinions philosophiques une incontestable autorité. Ces hommes nous ont enseigné que nous ne sommes que le produit du hasard ou d'une force fatale, et que nous ne pouvons avoir, en conséquence, ni liberté, ni responsabilité ; ils ont cherché à dégager notre esprit de toute croyance et de toute pensée de devoir, en essayant de prouver que nos seuls instincts doivent être notre loi suprême. Les prédicateurs du mal, Messieurs, nous les apercevons sur tous les hauts degrés de la hiérarchie sociale : au Collège de France, au Conseil-d'Etat, dans les commissions scientifiques, etc. ; il y a présentement des hommes qui ont pris à tâche de vulgariser les théories désorganisatrices, et qui ont long-temps scandalisé les honnêtes gens par le cynisme de leurs prédications ; des hommes qui annonçaient que toutes les actions humaines étaient saintes au même titre ; qu'il était temps de réhabiliter la chair, d'abolir la famille ; qui enseignaient tant d'infamies, enfin, que pour satisfaire l'opinion publique, il fallut condamner judiciairement ces apôtres de corruption. Mais les idées ne peuvent être emprisonnées comme leurs propagateurs : bonnes ou mauvaises, quand elles sont répandues dans le monde, elles doivent faire leur chemin et porter leurs fruits. Or, l'enseignement que nous venons de vous dénoncer a porté les siens ; il a poussé à la déraison la plus extrême et la plus dangereuse un certain nombre d'hommes passionnés, assurément plus ignorants que pervers, et qui ne se dévouent au mal avec tant d'énergie que parce qu'ils croient sincèrement se dévouer au bien général. La disposition de ces esprits est dangereuse, nous le répétons ; il faut arrêter la contagion ; mais encore une fois, est-il bien moral de sévir avec rigueur contre d'ignorants disciples, en même temps qu'on honore les maîtres ou qu'on les élève aux plus hautes fonctions sociales ?

Nous ne saurions trop le redire : aucune des idées contre lesquelles certains hypocrites déclament si fort, ne sont nées dans le peuple ; elles descendent toutes des classes supérieures ; aussi quand on considère sérieusement tout ce qui se passe, on est surpris de voir que les basses classes soient si peu atteintes par les mauvais exemples et les mauvais enseignements qui viennent d'en haut. Il faut, en effet, que le sentiment du devoir soit encore bien puissant dans le peuple pour que sa vertu ne succombe point contre tant d'excitations au désordre moral et matériel. Ce que nous disons ici ne saurait être mis en doute : il n'est pas une des accusations adressées à notre classe, que nous ne puissions renvoyer à ceux-là mêmes qui nous accusent ; pas même la manie des conspirations, ni celle de s'ériger individuellement en juge et exécuteur des chefs sociaux. Il y a parmi vous, messieurs les Pairs, des hommes qui nous ont appris l'art de conspirer, et de forcer les initiés, par la terreur et les violences morales, à devenir les instruments passifs de quelque secret ambitieux. Et vous, qui condamnez si hautement l'assassinat politique, vous laissez croire que votre réprobation n'est pas absolue, et qu'il est des cas où il est bon d'assassiner. Nous avons déjà fait remarquer, à propos de Darmès, que vous aviez dans votre propre palais, exposé aux regards de la foule, un tableau sur le sens duquel on ne peut se méprendre ; c'est la glorification de l'assassinat politique.

Messieurs, ne cherchez plus dans la presse radicale des excitateurs aux attentats : le langage forcément contenu de ses journaux n'influe en rien sur les déterminations de ces insensés que des théories subversives poussent à l'assassinat ; en principe, les feuilles radicales sont opposées à ces attentats, et en fait, elles y perdent toujours quelque chose. Les hommes que l'on peut accuser de complicité morale, Messieurs, nous vous les avons désignés : ce sont les savants qui font les théories, qui concluent rigoureusement au droit individuel absolu, et qui montrent que le succès fait la légitimité. Quant aux instigateurs du fait matériel, Messieurs, nous allons vous les désigner aussi positivement. — Il y a, dans nos *bas-fonds*, un certain nombre d'individus sans foi ni loi, comme sans ressources, et toujours disposés à se jeter à corps perdu dans les partis les plus extrêmes pour en obtenir quelque chose. Ils font une propagande active, audacieuse ; flattent, soulèvent les passions, les poussent aux plus grands excès. En effet, ces hommes sont pressés d'arriver à une conclusion qui soit favorable à leur égoïsme ; ils excitent de toutes leurs forces à l'insurrection, ils l'organisent même, fournissent au besoin des armes et des munitions ; puis au moment d'agir, quand ils ont

poussé sur la place publique de malheureux ouvriers, ils se tiennent à l'écart, attendant l'issue, et se promettant au fond de l'âme de profiter de la défaite aussi bien que de la victoire des insurgés. Ceux-ci sont-ils vaincus et mis en fuite, que fait le provocateur ? Il court à la police, avec laquelle il a noué antérieurement quelques relations, et lui dénonce les auteurs du complot. Nous devons dire de suite que nous ne croyons pas que les agents supérieurs de la police aient jamais pris part à ce manège odieux ; mais il n'en est pas moins vrai qu'un certain nombre d'agents officieux font ce commerce et jouent ce double jeu. Rien d'ailleurs de plus facile que de s'assurer de la vérité de ce que nous avançons. Faites arrêter immédiatement tous les dénonciateurs, soumettez-les à une instruction sévère, et la question sera bientôt éclaircie.

En résumé, Messieurs, malgré la brièveté de notre exposition, nous croyons vous avoir montré que l'indifférence ou le mépris du gouvernement et des hautes classes à l'égard des classes ouvrières était la cause de ces opinions hostiles, haineuses même, que nous avons avouées avec franchise. Vous avez dû comprendre aussi que cette situation des esprits devait disposer assez naturellement un certain nombre d'entre nous, plus ignorants ou plus passionnés, à céder aux séductions du mauvais enseignement. D'un autre côté, on est positif parmi nous ; en bien comme en mal, on passe vite de la théorie à la pratique ; et, si l'on rencontre des obstacles, on cherche à les renverser par tous les moyens possibles ; d'autant plus qu'on est poussé aux moyens extrêmes par les provocateurs dont nous avons parlé, lesquels, par une inconcevable raison, restent toujours impunis, et sont conséquemment toujours prêts à recommencer !...

Maintenant, Messieurs, vous connaissez toute l'étendue du mal ; il faut y apporter un prompt remède. Remontez à la cause, et faites en sorte de la détruire. Nul doute que l'ignorance et la misère n'exposent les hommes qui y sont soumis aux plus mauvaises suggestions. Eh bien ! vous tous qui prenez part à l'administration de la société, administrez enfin avec la justice que la prudence et la morale vous commandent ; montrez un peu plus de sollicitude pour le peuple ; élevez-le en dignité par une bonne éducation et par de bons exemples ; développez son intelligence en lui donnant une suffisante instruction ; ne l'humiliez plus par vos épithètes et vos dédains injurieux ; ayez aussi quelque souci de ses besoins matériels ; protégez-le contre l'égoïsme ou la faiblesse des chefs de l'industrie ; encouragez les essais d'organisation du travail en tant qu'ils ne portent atteinte à aucun intérêt légitime ; en un mot, vous tous, gouvernants, prouvez au peuple, autrement que par de vaines paroles, que vous l'aimez, et le peuple vous aimera ; et, par suite, nul ne pouvant spéculer sur la haine populaire, n'osera plus pousser au crime ni le commettre.

Messieurs, en vous parlant ainsi, nous vous témoignons de notre désir sincère de voir des progrès nécessaires s'accomplir avec ordre, et nous croyons que s'opposer obstinément aux réformes de toutes parts demandées, c'est se montrer imprudent au plus haut degré ; c'est hâter la destruction de l'édifice en refusant de l'asseoir sur une base plus solide.

REVUE DU MOIS.

Les tracasseries du pouvoir contre la presse continuent, malgré le peu de succès qu'elles obtiennent devant les tribunaux. *Le National* a été acquitté trois fois par le jury, malgré ou plutôt à cause de la loyauté de sa défense. *L'Almanach populaire*, dont nous annonçons l'apparition dans notre dernier numéro, a été saisi aussitôt : cette fois ce sont les vignettes qui ont servi de prétexte à la saisie, et principalement celle qui représente un gendarme montant la garde devant une presse, symbole touchant de la liberté d'écrire dont nous jouissons ! Cette saisie vient, du reste, d'être annulée par jugement.

La haine du pouvoir contre tout ce qui se permet de ne pas l'estimer s'est manifestée encore plus vivement dans le transport des détenus politiques de Toulouse à Pau, où ils doivent être jugés : c'est à pied, et enchaînés, qu'on leur a fait faire la route ; il est vrai que ces ignobles traitements sont retombés sur ceux qui les avaient ordonnés, car ces détenus ont reçu sur leur passage des témoignages de sympathie que chercheraient en vain à obtenir nos ministres, s'ils étaient en tournée. Il n'est pas jusqu'à l'honnête *Journal des*

Débats qui n'ait fait semblant d'être, en cette occasion, de l'avis général. Voici ce qu'on lit dans cette feuille :

« Serait-il vrai que les gérants de trois journaux, accusés d'avoir pris part aux troubles qui ont agité cette ville dans le mois de juillet dernier, aient été conduits, à pied et le cou enchaîné, au lieu où ils doivent être jugés ? Un simple démenti suffisait de la part du ministère, et ce démenti n'a pas été donné. Il ne s'agit pas de condamnés ; il s'agit de prévenus.

» D'une autre part, il paraît certain qu'une femme, condamnée aux travaux forcés à perpétuité pour crime d'empoisonnement et de vol, que la trop fameuse M^{me} Lafarge aurait été conduite en chaise de poste à la prison où elle va subir sa peine et cacher à jamais son infamie. »

Voici pour la presse : voyons pour les citoyens. La sœur d'un des condamnés de mai 1839 a révélé et confirmé par son témoignage les traitements atroces qu'on fait endurer aux prisonniers du Mont-Saint-Michel. Cette fois la presse s'est émue, car M^{me} Carle, la sœur de Barbès, est décidée à poursuivre devant les tribunaux les agents qui raffinent les prescriptions déjà si sévères de la loi, les geôliers qui se font bourreaux.

Quand le pouvoir est forcé, par l'opinion publique à faire un acte d'humanité, il se hâte bien vite de trouver un moyen de retirer d'une main ce que l'autre a donné. Il a fait grâce de la vie à Barbès, mais ç'a été pour essayer de le tuer en détail ; il a amnistié les détenus pour délits politiques antérieurs au 12 mai, mais il s'est encore arrangé de façon à les éloigner de tous les points où ils pouvaient vivre honorablement. C'est ainsi que Lagrange vient de se voir condamné trois fois pour *rupture de ban*, comme un voleur, et que le capitaine Kersausie est accusé du même délit.

Les prolétaires qui sont condamnés pour délits contre l'ordre de choses sont exposés maintenant à encourir une condamnation souvent double de celle que le tribunal a prononcée. Autrefois on faisait la remise des amendes à ceux qui ne pouvaient pas les payer ; actuellement le condamné reste un ou deux ans de plus en prison, en qualité de débiteur du fisc. C'est un ornement ajouté à la législation si douce des lois de septembre.

On sait maintenant à quoi s'en tenir sur les motifs de l'arrestation de M. Dupoty, rédacteur en chef du *Journal du Peuple*. Dans l'impossibilité d'attaquer le journal dans sa rédaction, on a voulu, sans jugement, appliquer une peine à son représentant, et celui-ci payera, par une détention préventive des plus sévères, une opposition inattaquable devant la justice. On a profité de l'occasion pour saisir des pétitions réformistes, pour fouiller dans les papiers et la correspondance du journal, pour donner des notes à la police, enfin.

La 7^{me} chambre de police correctionnelle a condamné à des peines plus ou moins fortes (de trois mois à deux ans de prison) les rédacteurs du journal *l'Humanitaire*, prévenus d'association illicite et de provocation à des crimes et délits. Les prévenus étaient presque tous des ouvriers ; un seul a été acquitté. Les doctrines les plus absurdes ont été professées à l'audience par quelques-uns des accusés ; et, chose étrange, les témoignages ont prouvé que la pratique de ces doctrines était fort loin de leurs habitudes. Ainsi on a vu un père de famille, remplissant tous les devoirs que lui impose ce titre, se déclarer partisan de l'abolition de la famille. Nous sommes persuadés que les hommes dont nous parlons n'ont pas compris la portée de leurs théories. Nous dirons aussi qu'ils ne devaient être jugés par la police correctionnelle que sur les actes matériels, tels que la part qu'on leur reprochait d'avoir prise dans les rassemblements de la place du Châtelet, et que leurs doctrines, si l'on veut nommer ainsi leurs singulières productions, n'étaient justiciables que du mépris public ; le jury seul aurait pu, en cas de gravité, être appelé à les condamner juridiquement.

Sur les Réflexions du GLOBE et des DÉBATS, à propos du suicide de Boyer.

Plusieurs journaux ont publié, à l'occasion de la fin malheureuse de notre camarade Adolphe Boyer, des réflexions injurieuses pour celui qui n'est plus et pour ceux qui sont appelés à continuer l'œuvre à laquelle il s'était voué. Ces feuilles ont représenté Boyer comme un ouvrier impatient de s'éloigner du rang de ses frères, comme un homme enfin que l'ambition, que l'orgueil et la vanité ont rongé et tué. Le *Globe* proclame que Boyer voulait être auteur, que c'était là son seul désir et son unique but, et puis il le blâme de ce travers qu'il

n'avait vraiment pas. Il ajoute ensuite que si les ouvriers se faisaient publicistes, il faudrait bien qu'eux, les rédacteurs du *Globe*, se fissent ouvriers. Nous répondrons que les rédacteurs de cette feuille n'auraient rien à perdre à un tel changement, qu'il y a plus de dignité, plus d'honneur à être des ouvriers laborieux et consciencieux, qu'à être les satellites gagés des planteurs d'Amérique et les fustigateurs impitoyables des malheureux nègres, leurs esclaves. Nous aurions bien quelques mots à dire à l'*Office de Publicité*; mais nous avons hâte d'arriver au *Journal des Débats*, pour attaquer son singulier article signé des initiales B. D. Mais par où le prendre, par où l'entamer? Là tout est contradictions, mensonges, niaiseries. En voici cependant un premier lambeau : « Le suicide est une maladie spéciale qui attaque les riches plus souvent que les pauvres; elle est causée principalement par le dégoût de la vie, ou l'ennui. » Monsieur B. D. a trouvé qu'on se débarrasse de la vie parce qu'on est dégoûté de vivre! Eussiez-vous pensé qu'il fût en France un philosophe si profond! Nous citons encore, et nous recommandons de lire attentivement; car le publiciste des *Débats* n'est pas très-clair : « Si Boyer n'avait pas voulu sortir de son état et manier la plume au lieu d'exercer l'honorable et lucrative profession de compositeur d'imprimerie, ou s'il s'était borné à prêcher à ses camarades que l'ordre, le travail, la tempérance et l'économie conduisent infailliblement au bonheur, il n'aurait pas conçu et exécuté la coupable pensée d'abandonner et de livrer à la misère sa femme et ses enfants. » On dit que si Boyer n'avait pas écrit, il n'aurait pas conçu la pensée de se détruire; on dit aussi que s'il s'était borné à prêcher à ses camarades que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, il n'aurait pas non plus conçu cette mauvaise pensée. Cependant, dans le second comme dans le premier cas, Boyer devait écrire; car il n'était pas un missionnaire. Que veut donc dire le publiciste des *Débats*? sa pensée aurait-elle un sens qu'on ne peut avouer? Peut-être. Mais continuons les citations : « Plaignons un tel égarement, mais combattons-le avec énergie; proclamons les malheurs de ceux qui veulent sortir de leur état. » Cela veut dire : Proclamons les malheurs des ouvriers qui sentent en eux le besoin d'exprimer leurs pensées, afin de les effrayer et de les faire renoncer à ce besoin, qui n'est qu'un leurre. Si dans les colonies les esclaves se mettaient à faire des livres, les colons seraient bientôt perdus, et l'esclavage aboli sans retour. Nobles colons, redoutez la plume des esclaves; et nous, nobles conservateurs de France, redoutons la plume des prolétaires : rien n'est plus dangereux, plus effrayable que la plume aux mains de ceux dont l'intérêt est opposé à notre intérêt. » Quelles que soient les craintes qu'on laisse percer, quels que soient les avis plus ou moins charitables qu'on nous adresse, continuons, apôtres de la démocratie, à nous dévouer à nos frères, et dussions-nous, pour prix de nos efforts, n'obtenir que des tortures, ne nous laissons point abattre et faisons toujours tout le bien que nous pourrons faire.

« Il est faux, dit monsieur B. D., que dans l'état actuel de la société, un ouvrier ne puisse pas s'entretenir lui et sa famille. Un ouvrier un peu intelligent peut gagner à Paris 3 à 4 fr. par jour, et sa femme 1 fr. 50 c. à 2 fr., et s'il est rangé, s'il ne va pas au cabaret ou à l'estaminet, s'il travaille le lundi, il peut vivre heureux, élever sa famille, mettre à la Caisse d'Épargne, etc. » Ouvriers, est-il bien vrai que vous gagniez tous, et chaque jour de l'année, de 3 à 4 fr., et vos femmes, malgré le temps qu'elles passent aux soins du ménage et de vos enfants, de 1 fr. 50 c. à 2 fr.? Est-il vrai que vous soyez exempts de maladies et de chômage, et que vous puissiez tous, sans exception, déposer de l'argent à la Caisse d'Épargne? Non, cela n'est pas vrai; et vous saurez apprécier à leur juste valeur ces docteurs de tous les âges qui préfèrent entretenir le mal de leurs clients que chercher à le guérir. Les malades, pensent-ils, nourrissent les médecins.

M. B. D. se préoccupe excessivement des caisses d'épargne; il s'applaudit des progrès que font, selon lui, les bons principes dans la classe ouvrière : « Car dans ce moment, dit-il, sur 300,000 ouvriers et domestiques des deux sexes, à Paris, on en compte 90,000, ou près du tiers, qui ont des livrets à la Caisse d'Épargne; et il est à remarquer qu'aucun d'eux n'a été arrêté dans les émeutes et n'a été tenté de se suicider, quoique le plus grand nombre aime sincèrement la société et ses semblables. En suivant l'exemple de ces 300,000 ouvriers (notre savant se trompe; il veut parler des 90,000 cités ci-dessus), on n'aura pas besoin d'établir des hospices d'invalides pour eux, comme le proposait M. Boyer, et on ne sera pas tenté

» comme lui d'abandonner d'une manière aussi affreuse sa femme et ses enfants. »

Comme M. B. D. plaisante agréablement! Comme la vue d'un cadavre et des larmes qui se répandent autour lui inspirent des épigrammes de bon goût? M. B. D. est un digne homme, et son cœur ne le cède en rien à son esprit : heureux sont ceux qui méritent son amour! heureux sont les 90,000 de la Caisse d'Épargne parisienne! ils possèdent à eux seuls tout le courage et toute la vertu. Si jamais la France, dans un moment de crise, fait appel à ses enfants, ils accourent sans balancer et lui offriront, avec des transports d'enthousiasme, leurs bourses et leurs bras.

Mais ne plaisantons plus. Quels sont les familiers de la Caisse d'Épargne? Des domestiques en grand nombre, des gardes municipaux, des employés subalternes et quelques ouvriers; et encore parmi ces derniers la plupart jouissent-ils d'une rente quelconque, ont-ils vendu un coin de terre, ont-ils reçu un minime héritage. C'est le fruit de la rente, ou du coin de terre, ou de l'héritage qu'ils déposent à la Caisse d'Épargne, en attendant que l'industrie, que le commerce se relèvent, se moralisent et ne soient plus le gouffre du petit capital. Ainsi la Caisse d'Épargnes, qui est un signe de confiance et de prospérité pour les uns, n'est qu'un signe de peur ou de détresse pour les autres.

Admettons cependant tout ce qu'on dit de bien de la Caisse d'Épargne; reconnaissons que le nombre de ceux qui se font inscrire à ces caisses augmente d'une manière rapide; mais le nombre de ceux qui se font inscrire aux bureaux de bienfaisance n'augmente-t-il pas avec la même rapidité? mais les membres dévoués de ces bureaux n'appellent-ils pas toujours plus haut, toujours plus fréquemment au secours des pauvres gens auxquels ils s'intéressent? Que pense M. B. D. de tant d'indigents, et de tant d'autres personnes qui, pour n'être jamais secourues, n'en sont pas moins malheureuses? Il doit assurément penser que tous ceux qui souffrent, ne souffrent que par leur faute, et qu'alors ils ne méritent nulle pitié. Mais renversez donc les hôpitaux, les dépôts de mendicité, les hospices pour les enfants trouvés et les bureaux de bienfaisance. A quoi sert la charité, dans un pays où on n'a qu'à vouloir être heureux pour l'être réellement?

M. B. D. dit que « pas un ouvrier porteur d'un livret n'a été arrêté dans les émeutes; » nous le croyons. Le livret est une sorte de talisman; il a une puissance surnaturelle : autrefois le laurier préservait de la foudre, aujourd'hui le livret préserve des mains de la police, préserve de la prison et de toutes ses conséquences mauvaises. Gloire éternelle au livret! et sachons en ceindre le front des héros de l'économie et de nos philosophes de cour.

Notre savant proclame que « c'est rarement la misère qui cause le suicide; » il assure ensuite que ceux qui ont de l'argent à la Caisse d'Épargne ne se suicident pas. Mettez donc M. B. D. d'accord avec lui-même. Nous pourrions lui reprocher encore bien d'autres contradictions; mais nous n'en finirions plus.

Quant à l'idée de Boyer sur la formation d'un hôtel des invalides industriels, elle est fort blâmée par l'homme qui n'a que des épigrammes pour oraison funèbre. Cependant nous y reviendrons, et nous prouverons qu'elle était digne de l'ami que nous avons perdu. Oui, il faudra qu'un jour la société abrite et nourrisse tous les vieillards, tous les infirmes, qui auront épuisé leurs forces et fatigué leur intelligence à son service; autrement elle ne serait pas une mère, mais une détestable marâtre.

Que le publiciste des *Débats* soit l'apôtre de la cupidité et de l'égoïsme, qu'il fasse comprendre à tous ceux qui l'écoutent qu'ils ne doivent adorer que l'argent, et ne connaître pour toute religion que le *chacun pour soi*, qu'il dessèche les cœurs, qu'il rende les frères insensibles aux douleurs de leurs frères; telle est sa tâche, à lui : mais la nôtre est tout autre, et nous n'y manquerons pas.

QUESTION DES PRUD'HOMMES.

Réponse à la Gazette des Tribunaux, aux Débats, suivie de quelques extraits du Censeur de Lyon.

Parmi nos lecteurs, il n'en est pas un peut-être que la curiosité de connaître les débats d'un procès ou le hasard n'ait porté à lire au moins une fois la *Gazette des Tribunaux*, et cette lecture d'un seul jour a dû convaincre l'ouvrier qui la faisait que la *Gazette des Tribunaux* est, de sa nature, l'ennemie de notre classe. En effet, quand

ce journal parle de nous, c'est pour nous rendre ridicules, et quelquefois odieux; pour lui nous sommes, ou des gens ivres, grossiers et bêtes, ou des voleurs et des anarchistes. Les lois de septembre défendent d'exciter à la haine et au mépris d'une classe de citoyens; ces lois sont rigoureusement observées quand le délit a été commis par quelques-uns de nous; mais quand nous en sommes victimes, nul n'y regarde. La conduite ordinaire de la *Gazette des Tribunaux*, qui, mieux que tout autre journal, doit savoir observer habilement les lois, est là pour en faire preuve. Quoique ce journal ait renoncé, dans l'affaire des prud'hommes, à ses formes habituelles de discussion à notre égard (19 octobre), il ne s'en est pas moins pour cela déclaré notre adversaire. Voici quelques-uns de ses arguments; nos lecteurs seront à même, par là, de juger de l'opinion qu'il a de nous :

« . . . Nous conviendrons, dit la *Gazette des Tribunaux*, que si l'on veut que l'élément ouvrier soit exactement représenté dans les conseils de prud'hommes, il n'est pas juste de n'appeler que des ouvriers patentés, contre-maitres et chefs d'atelier. »

C'était un aveu que la justice arrachait au rédacteur; mais il l'a bientôt oublié; car il écrit quelques lignes plus bas :

« Mais d'abord, nous le dirons franchement, nous ne pensons pas que les ouvriers seulement, autres que ceux dont parlent les décrets, doivent avoir accès dans les conseils de prud'hommes; et cela, non pas par éloignement pour une classe de citoyens à laquelle nous sommes d'ailleurs disposés à accorder toute sympathie et à rendre toute justice, mais parce qu'ils ne sont pas, suivant nous, dans les conditions voulues pour remplir convenablement ces fonctions. Les prud'hommes, en effet, sont de véritables juges, dont les décisions sont d'autant plus graves que, la plupart du temps, elles sont rendues sans appel. Or, sans parler des connaissances et de l'instruction que nécessite l'exercice des fonctions de juge, et en accordant qu'elles peuvent se rencontrer à un degré suffisant chez certains ouvriers, ne faut-il pas convenir qu'ils manqueraient essentiellement des principales qualités qui doivent distinguer les magistrats, l'indépendance et l'impartialité ? On aura beau se livrer à tous les raisonnements du monde et professer sur ce point de fort belles théories, on ne fera jamais que l'ouvrier siégeant au conseil des prud'hommes soit dans un état complet d'indépendance et d'impartialité à l'égard du maître qui comparaitra devant lui (le sien peut-être — d'aujourd'hui — d'hier ou de demain); que son jugement ne soit, en dépit même de sa volonté, influencé par des sentiments autres que ceux de la justice; que l'animosité personnelle ou la reconnaissance, le souvenir de la veille ou la pensée du lendemain ne viennent mettre leur poids dans la balance. L'ouvrier a besoin du maître; il est nécessairement sous sa dépendance : cela suffit pour qu'il ne puisse être à son égard qu'un mauvais juge, ou tout au moins le danger est tel qu'il faut se garder d'établir entre sa conscience et son intérêt une lutte qui pourrait être fâcheuse pour l'administration de la justice. Dira-t-on que les maîtres, et ceux que nous appellerons les sous-maitres, se trouvent à peu près dans des conditions analogues, et que, tour à tour juges et parties, l'intérêt pourra bien être parfois la mesure des jugements qu'ils auront à rendre. Nous répondrons d'abord que, libres de choisir leurs ouvriers, les maîtres sont nécessairement vis-à-vis d'eux dans un état complet d'indépendance. »

Quelque longue que soit cette citation, nous n'hésitons pas à la faire entière, pour que chacun de nos lecteurs connaisse la valeur des arguments de la *Gazette des Tribunaux*, et pour que celle-ci ne puisse pas nous accuser d'avoir déguisé son opinion en tronquant des phrases.

La contradiction entre les premières lignes de cette citation et les quelques mots copiés plus haut, pour être violente, n'en est pas moins extraordinaire; quand, dans le même article, on passe ainsi d'une opinion à une autre, il faut s'attendre à être taxé au moins d'étourderie. Mais cette accusation, toute grave qu'elle est, n'est pas la seule à porter; bien qu'elle s'en défende, la *Gazette des Tribunaux* nous est réellement hostile, car les raisons qu'elle apporte pour nous repousser des conseils de prud'hommes n'ont pas dû convaincre ses rédacteurs eux-mêmes; la passion, la haine contre les ouvriers a pu seule la déterminer.

La *Gazette des Tribunaux* croit-elle donc que les maîtres possèdent en corps, et à l'exclusion des ouvriers, les connaissances et l'instruction que nécessitent les fonctions de juge ? Les prud'hommes ont besoin des connaissances du métier et de l'instruction professionnelle; cette instruction, ces connaissances s'acquièrent par l'exercice de la profession : eh bien donc, ne les possédons-nous pas, nous qui travaillons, à un plus haut degré que la plupart des maîtres, presque tous étrangers à l'industrie qu'ils exploitent; si quelques maîtres sont habiles dans leur métier, ils le sont devenus avant d'être maîtres, alors qu'ils étaient ouvriers comme nous. Il est donc bien clair que les connaissances et l'instruction nécessaires aux prud'hommes

sont celles du métier. Il ne s'agit point ici d'études littéraires, historiques ou philosophiques : et combien de maîtres encore, même des plus renommés, en savent moins sur ce point que la masse de leurs ouvriers ! Nous le répétons, les prud'hommes ne jugent que d'après leurs connaissances professionnelles et leur bon sens; quand ils auront un code spécial à suivre, il sera tout aussi facile aux ouvriers qu'aux maîtres de l'étudier, et nous pouvons affirmer d'avance que nous le ferons avec plus de soin que ceux-ci.

Nous manquerons, en jugeant nos maîtres, d'indépendance et d'impartialité ? Parce que nous aurons travaillé pour un homme la veille, ou que le lendemain nous pourrions le faire, nous ne serons pas indépendants et impartiaux à son égard ?... L'ouvrier choisi pour être prud'homme sera toujours, nous n'hésitons pas à l'affirmer, aussi indépendant que le maître; car il sera choisi entre tous à condition d'être à la fois ferme, impartial, et assez habile dans la connaissance de son métier pour n'avoir point à craindre de manquer de travail : l'avoir pour ouvrier sera pour un maître tout à la fois un honneur et un avantage. Les garanties d'indépendance et d'impartialité sont tout aussi assurées en faveur de l'ouvrier que du maître; car, par la même raison, qui vous assure que, chargé de juger son ancien ouvrier dont il aura eu à se plaindre à tort ou à raison, le maître sera toujours impartial ? Pour l'indépendance et l'impartialité des contre-maitres, la *Gazette des Tribunaux* ne s'y arrête pas, et elle fait bien; car elle sait parfaitement que le contre-maitre ne peut guère avoir ni l'une ni l'autre en face du maître, qui peut toujours lui retirer son emploi sans en rendre compte à personne. Nous en avons assez dit pour prouver que dans cette discussion la *Gazette des Tribunaux* s'est laissé entraîner par son hostilité continuelle envers les ouvriers.

Le *Journal des Débats* du 26 octobre, après avoir raillé les hommes qui ont découvert que l'institution actuelle des prud'hommes n'est pas pour nous le plus grand des bienfaits, s'indigne contre les radicaux, qui veulent établir le suffrage universel dans l'industrie :

« Mais le public, qui a ce qu'ils ont perdu, la mémoire des désordres de la Révolution, sait de son côté qu'en penser. »

Un mot en passant, messieurs des *Débats* : souvenez-vous une bonne fois pour toutes que les désordres de la Révolution ont été amenés par vos maîtres, et que les injures que vous lancez aux hommes de cette glorieuse époque, pour frapper juste, doivent frapper haut.

Plus loin ce journal dit :

« Dans les conseils de prud'hommes et dans les assemblées qui les élisent, car là tout électeur est éligible, il n'y a et il ne doit y avoir de place que pour les ouvriers qui possèdent un petit capital, ou à qui une habileté bien et dûment constatée par leur rang industriel en tient lieu suffisamment. Les autres ouvriers ne sont pas pour cela traités en parias; ils sont comme le soldat qui a devant lui le galon et l'épaulette en perspective, et qui, avec de la bonne conduite, de la discipline et de la bravoure, arrive à les saisir. »

Nous ne reconnaissons point la nécessité de la possession d'un capital pour avoir droit à nommer les prud'hommes ou à le devenir; ce n'est là qu'une question de bonne justice; nul ne peut accepter le jugement de ses adversaires naturels; chacun a droit d'être jugé par ses pairs : ce sont là deux principes de notre législation, et c'est en vertu de ces principes que nous réclamons notre place dans les conseils de prud'hommes. Nous croyons inutile de répéter ici ce qui a déjà été dit ailleurs par Boyer et par nous sur la nécessité de posséder un capital; chacun sait bien que rarement, pour une cause ou pour une autre, l'ouvrier le plus habile, le plus moral, le plus dévoué se trouve être le plus riche.

Pour l'espoir laissé à l'ouvrier de devenir à son tour contre-maitre et maître, c'est presque une dérision qu'une telle compensation : nous reviendrons là-dessus en temps et lieu; et d'ailleurs, si l'ouvrier doit devenir maître, faut-il donc pour cet espoir qu'il renonce à obtenir justice étant ouvrier ? Oui, puisque devenu maître il pourra s'en dédommager en jugeant à son tour en vue de son intérêt. Voilà la morale des *Débats* ! Un tel argument est bien digne de ce journal.

« Quant à l'idée de composer les conseils de maîtres et d'ouvriers en nombre égal, elle serait funeste; ce serait presque toujours la discorde organisée. Dans l'hypothèse la plus favorable, si la parité était exacte, on aboutirait à une négation perpétuelle, à un empêchement de tout instant, à une paralysie complète du mécanisme.

Des deux forces en présence dans les conseils de prud'hommes, l'une doit être prépondérante. C'est indispensable, l'égal partage étant im-

Possible. Une fois ce point établi, il est évident que l'élément le plus fort doit être celui des fabricants; car si les maîtres ne sont pas parfaits, les ouvriers le sont beaucoup moins. Nous ne prétendons pas que tout fabricant soit un Solon. Il y a certainement parmi les fabricants des gens intéressés et égoïstes, nous n'éprouvons aucun embarras à en convenir; mais, en somme, il y a plus de justice chez le maître que chez l'ouvrier, par la simple raison qu'à aptitude égale, le bien-être et l'éducation sont de fortes garanties de moralité. »

Nous demandons que dans les conseils de prud'hommes il y ait un égal nombre de maîtres et d'ouvriers, et que le partage des voix soit donné à un magistrat délégué du pouvoir : le *Journal des Débats* nous répond que, s'il y a égalité de voix, on ne pourra pas s'entendre : voilà une singulière objection à notre demande ! Puis, partant de là, l'organe de la cour nous prouve que les ouvriers sont infiniment moins vertueux que leurs maîtres, parce qu'ils sont moins instruits et moins intelligents; que par conséquent ceux-ci doivent dominer. Et d'abord, les maîtres ne sont en général ni plus instruits, ni plus intelligents que leurs ouvriers; les *Débats* savent cela aussi bien que nous; les maîtres qui ont été ouvriers sont bien certainement au niveau de leurs anciens camarades, et ce n'est pas par leur vertu, leur dévouement, qu'ils ont pu devenir maîtres; et quand bien même nous serions les moins instruits, en serions-nous pour cela moins justes? Le *Journal des Débats* a-t-il donc oublié que l'instruction n'est qu'un moyen donné aux individus pour arriver plus facilement à leur but, que ce soit le crime ou la vertu. Les Peytel, les Lafarge et tant d'autres, étaient instruits. Sans vouloir faire de l'épilogue, nous soutiendrons ici que les classes inférieures de la société valent bien celles qui les dominent. Plus on s'élève, plus on se trouve sous le joug de la cupidité et de l'ambition : les *Débats* doivent en savoir quelque chose.

Ce journal a découvert que les apprentis sont plus opprimés par les ouvriers que par les maîtres, et que par conséquent c'est un bien pour ces premiers que les maîtres seuls soient prud'hommes. Les ouvriers en général n'ont point de contestations avec les apprentis qui sont engagés seulement avec leurs maîtres. Les ouvriers, en petit nombre, qui prennent des apprentis pour leur compte, sont, à cet égard, des marchandeurs, des chefs d'ateliers, de véritables maîtres, et, nous l'avons prouvé ailleurs, dans ce cas leur intérêt se confond avec celui du maître.

« Il y a trente-cinq ans seulement que la France jouit de l'institution des prud'hommes, et sur toute l'étendue du royaume soixante conseils seulement, répartis entre trente-quatre départements, sont en activité. Dans quel but les soumettre à une refonte, puisque, quant à présent, ils fonctionnent avec une régularité, une équité profonde, et à la satisfaction des justiciables. »

Vous n'avez que trente-cinq ans d'essai pour les prud'hommes actuels. Vous n'avez pas encore pu en expérimenter suffisamment le mérite; car pendant ce temps vous avez été occupés à flatter servilement, puis à trahir quatre ou cinq gouvernements; mais il est plus difficile de juger les vices des prud'hommes que ceux des rois, n'est-ce pas ?

Personne ne se plaint des prud'hommes actuels, pas même à Lyon, où l'on s'est battu pour des questions industrielles; pas à Nantes, où les ouvriers se sont adressés aux Chambres pour empêcher leur installation; et à Paris, toute la presse qui nous a appuyés, dont nous avons cité textuellement les avis, et nous-mêmes, nous désirons en avoir; tout ce que nous avons fait jusqu'à ce jour a été de notre part pure animosité contre les *Débats* et leurs patrons ! En vérité, après cela, nous aurions bien tort de nous plaindre !

Ne nous écrasez pas de vos chiffres; les ouvriers qui cèdent aux prud'hommes sont battus, mais non convaincus; s'ils ne plaident pas devant une autre juridiction, c'est qu'ils ne le peuvent pas. Des chiffres ne sont pas toujours des preuves; mais si vous en voulez, laissez-nous en faire aussi, et bientôt nous vous en apporterons d'irréfutables.

Avant de clore ces réfutations, il nous reste à répondre à quelques nouvelles objections présentées par d'autres journaux : celle de la nécessité d'un essai préalable est la première. Eh bien, cet essai a été fait, comme tout essai doit se faire : sur différents points de la France, et c'est après trente-cinq années de pratique que nous demandons une réforme. Ceux qui veulent encore recommencer ces expérimentations ont quelque chose de ces médecins qui passent leur vie à fracturer des membres pour apprendre à les remettre, et à empoisonner leurs malades pour s'instruire à les guérir.

Le *Courrier Français* a demandé que, pour élire les prud'hommes,

l'ouvrier justifiât de la possession d'une certaine somme placée à la Caisse d'Épargne; ce serait exclure des conseils tous les pères de famille à qui il est matériellement impossible de faire des économies. La réflexion lui fera abandonner cette idée, nous l'espérons. Nous sommes prêts à accéder à toutes les garanties de moralité que l'on voudra nous demander; âge, exercice de la profession, domicile, etc.; mais pas de conditions pécuniaires, car l'ouvrier ne possède pas; il ne peut économiser que dans des cas tout-à-fait exceptionnels.

Le *Siècle*, ainsi qu'on l'a pu voir par nos citations du mois dernier, nous a soutenus avec intelligence et indépendance. Pourquoi faut-il qu'il n'ait pas persisté dans cette ligne ! Voici une preuve de son instabilité :

Le *Siècle* du 3 octobre.

« Or, nous n'hésitons pas à le déclarer, le projet de l'autorité est inacceptable, même comme essai. On eût pu s'y prêter il y a quelques années, la question n'était pas mûre; elle l'est aujourd'hui, et les moyens dilatoires ne sont plus de saison. »

« Le temps est passé des représentations fictives, et jamais les ouvriers n'accorderont leur confiance à des conseils formés sans leur participation, et dont l'intérêt permanent est en opposition avec le leur. »

« Nous demandons, n'étant plus séparés que par trois mois du moment où une loi conforme à l'esprit et aux besoins de l'époque pourra être présentée aux Chambres, qu'on n'évoque point, pour les appliquer à Paris, deux décrets surannés; nous le demandons avec d'autant plus d'instance, que l'essai qu'on veut faire servira de prétexte à l'ajournement d'un progrès véritable et que ramènera point parmi les ouvriers le calme et la soumission, si nécessaires au développement régulier du travail. »

Le *Siècle* du 19 octobre.

« Les lenteurs accoutumées des débats législatifs sont à craindre, surtout dans une matière où les changements qui touchent aux questions les plus difficiles ne peuvent s'improviser. Peut-être vaudrait-il mieux faire marcher de front deux mesures également nécessaires : l'installation des prud'hommes à Paris, et la rédaction du code de cette juridiction. »

« Nous le pensons, et il nous semble que du moment où ce tribunal viendra fonctionner à Paris, on se hâtera d'en combler les lacunes, d'en améliorer l'organisation. Un essai pratique calmera de vaines appréhensions, il dissipera toute cette fantasmagorie craintive qui semble obséder en ce moment certains esprits. »

« Il y a mieux à faire, sans contredit; mais le désir d'une amélioration légitime ne doit pas nous rendre injustes pour un passé honnête et utile. »

« Il y a donc exagération à dire que l'état actuel des choses est moins fâcheux pour les ouvriers de la capitale que ne le serait un conseil de prud'hommes constitué même selon les errements habituels. »

« Si, comme on l'a demandé à plusieurs reprises depuis 1819, la capitale avait possédé un conseil des prud'hommes, la législation en cette matière serait déjà réformée. Que le gouvernement procède donc sans retard à cette création. »

Cette contradiction est choquante; nous savons qu'elle provient de ce que les deux articles ont été écrits par deux rédacteurs différents; mais il est indigne d'un journal sérieux, qui tient à passer pour un défenseur des intérêts populaires, de dire ainsi, à quatorze jours de distance, le pour et le contre dans une même question. Nous interpellons donc formellement la rédaction du *Siècle* : qu'elle nous dise laquelle de ces deux opinions elle adopte, afin que nous puissions savoir si elle est avec nous ou avec nos adversaires.

Nous avions annoncé, dans notre dernier numéro, que le *Censeur de Lyon* avait traité la question des prud'hommes avec un rare talent et une habileté que sa position dans la première ville où les prud'hommes furent institués pouvait seule lui donner. Nous empruntons au long travail qu'il a fait les fragments suivants :

Du 5 octobre.

« Ce qui frappe à la première vue dans le projet soumis au conseil municipal de Paris, projet que le gouvernement présente comme un essai devant être, après son application, soumis aux Chambres sur un plan plus vaste et plus complet; c'est l'absence totale, absolue, de l'élément ouvrier. »

« Dépouillé de l'exercice des droits politiques du citoyen dans l'état actuel de la société, l'ouvrier est encore écarté de toute participation à la réglementation des choses du travail. Pour lui refuser les droits politiques, on a invoqué, comme l'une des principales raisons de cette radicale exclusion, son ignorance, et partant son inaptitude à traiter les questions supérieures et complexes de la science politi-

que. Quel motif invoquera-t-on pour expliquer l'exclusion non moins radicale dont on veut le frapper dans l'ordre des choses du travail ? Ici, on ne peut pas, que nous sachions, arguer de son incompétence.

Ce n'est pas sans une tristesse profonde que nous voyons, après quarante ans d'expériences, le gouvernement se préparer une aussi étroite et illusoire solution au redoutable et important problème soulevé l'an dernier par la coalition des ouvriers de Paris.

« Si l'on veut la paix, il faut savoir et vouloir la préparer. Sous l'influence du principe qui a succédé aux maîtrises et aux corporations ouvrières ; la liberté des transactions n'est pas autre chose pour les classes laborieuses que la liberté de marcher à la famine sous l'escorte des baïonnettes et du canon. De nos jours l'ouvrier, disons-le, est l'égal du chef d'industrie à peu près comme l'esclave est l'égal du maître, comme le serf était l'égal du baron féodal ; rien dans les choses n'est encore changé que la forme et le nom, et il ne faut pas s'étonner de l'agitation et des luttes qui surgissent à tout instant dans la société.

« Vous créez une justice industrielle : si vous voulez qu'elle soit respectable et respectée, que son action soit efficace, que ses décisions soient marquées au coin d'une rigoureuse équité, composez-la avec les éléments que nous venons d'indiquer ; autrement elle ne sera qu'un vain simulacre, une nouvelle source de discords ajoutées aux causes multiples qui, pour ainsi dire, font des ouvriers et des maîtres deux classes séparées par position et par intérêt.

« Ce n'est pas une vaine et arbitraire théorie que nous venons de poser. Les sanglantes collisions qui ont eu lieu en 1831 et 1834 sont là pour prouver que l'institution des prud'hommes a été impuissante à les prévenir. Si la cause immédiate de ces collisions est résultée avant tout des vices de notre organisation industrielle, il est peut-être juste de dire que le tort en doit être aussi imputé aux conditions organiques de ce conseil, lesquelles sont identiques aux conditions qui constituent le plan soumis au conseil municipal de Paris et le rendent à peu près impuissant. »

Du 7 octobre.

« Les ouvriers sont-ils coupables en se tenant à l'état permanent de suspicion et de défiance envers les conseils de prud'hommes tels qu'ils ont été institués par les décrets de 1806, 1809, 1810 et la loi de 1811 ? Non sans doute. C'est la loi qui les a tout à la fois exclus de l'électorat et de l'éligibilité, qui leur enlève ainsi tout contrôle, qui leur refuse radicalement toute participation morale et active dans les affaires du travail et les maintient dans l'ordre industriel comme dans l'ordre politique, malgré le principe d'égalité consacré par nos lois, dans un état de servitude qui, pour être indirect et atténué par certaines illusions de liberté, n'en est pas moins réel.

« Le gouvernement sait très-bien que la composition des conseils de prud'hommes blesse les lois les plus vulgaires de la justice et de l'équité ; il sait qu'en excluant les ouvriers du tribunal appelé à régler les contestations qui surgissent entre eux et les fabricants, ou encore les chefs d'atelier, c'est porter d'avance une funeste atteinte à leurs décisions ; il sait enfin que le plan qu'il propose est vicieux, puisqu'il le présente comme un *essai*.

« Il ne suffit donc pas que cet *essai* ait été fait à Lyon pendant quarante ans ? Pour être à même de porter un jugement définitif sur la valeur actuelle de l'institution, le ministre a encore besoin de la voir fonctionner dans la capitale. Ce n'est pas assez d'avoir vérifié à Lyon, et partout où elle est appliquée, les vices et les lacunes qu'elle renferme ; pour s'occuper de la réformer et de la rendre véritablement utile, on attend qu'elle ait prouvé à Paris, comme à Lyon et partout, sa faiblesse et son impuissance à arrêter, à prévenir les désordres et les misères de plus en plus redoutables que traînent à leur suite les lacunes et les vices de nos systèmes industriels, comme si l'on ne savait pas qu'à Paris comme ailleurs les mêmes causes produiront les mêmes effets.

« Or, que fait le gouvernement, organe de l'intérêt et du vœu de la société ? Il continue le passé ; il livre comme auparavant l'ouvrier à la discrétion du fabricant et de l'ouvrier *patenté*, ce qui est tout un.

Du 9 octobre.

« Si le ministre eût eu réellement pour but d'apporter un tempérament immédiat, certain, aux plaies et aux désordres de l'organisation actuelle du travail, il pouvait, il devait faire mieux que de présenter un projet si radicalement illusoire.

« Si nos gouvernants veulent réellement améliorer le sort des masses industrielles, il leur faut donc sortir des étroites et ombrageuses limites tracées par les décrets de 1806, 1809, 1810, la loi de 1811, et retirer la fiction présentée à l'acceptation du conseil municipal de Paris ; ils doivent se présenter devant la législature et devant le pays avec un projet conforme aux droits de l'ouvrier, embrassant sans exception ni privilège tous les agents producteurs de l'industrie, et capable de les emporter, par un mouvement supé-

rieur intelligent, vers l'état de choses destiné à réaliser la liberté, l'ordre et la prospérité publique.

« Que le gouvernement prenne donc franchement un parti, et le pays jugera. »

Le même journal termine ainsi, le 2 novembre, un long article dans lequel il démontre la vicieuse et injuste organisation des conseils de prud'hommes à Lyon.

« C'est donc étrangement s'abuser, — si toutefois la méprise est sincère, que de croire et proclamer que les conseils de prud'hommes fonctionnent, au milieu des désordres et de l'anarchie systématique de nos procédés industriels, avec une *équité profonde et à la satisfaction universelle des justiciables*.

« Ce n'est pas en France que les populations subissent avec joie et satisfaction le joug du despotisme et de l'oppression ; nos cinquante ans de labeurs révolutionnaires sont là pour avertir les pouvoirs sociaux qu'il ne faut pas jouer avec ces niaiseries subtilités, et ce n'est pas alors que ces pouvoirs emploient tous leurs moyens à fermer toute issue aux plaintes des ouvriers, à étouffer la libre émission de la pensée, à opposer d'éternelles fins de non recevoir aux améliorations et aux réformes nécessitées par l'état du développement de notre civilisation et des besoins nouveaux qu'elle a créés dans l'humanité, qu'il faut ajouter à l'iniquité des actes le mensonge et l'ironie. »

Nous terminerons là cet article déjà si long ; nous attendons la décision du Conseil Municipal, qu'on nous assure être enfin sérieusement saisi de la question. C'est vendredi dernier, dit-on, que le mémoire du préfet lui a été présenté.

Souscription ouverte pour faire honneur à la signature d'ADOLPHE BOYER.

La rédaction de l'Atelier.	20 fr.	Report.	115 05
MM. Arago, député.	15	— Dubois.	1 25
Charles.	5	— Brenot.	1 50
Monduit.	5	— Chenard.	1 30
Cottu.	2	— Sirdey.	1 75
Une anonyme.	1	— Bernaud.	8 25
Van-Cléempatte.	1	— Bastide.	5 50
Th. Lefèvre.	1	— Leclerc.	2 25
Leguiller, ex sous-officier d'infanterie.	2	— Asselin.	7 50
Chevillon.	50	— Marchal.	70
Godefroy.	1	— Larochette.	1
Timmermans.	50	— Radou.	3 55
Roinville.	1	— Renaud.	1 20
Cabrouly.	50	— Lallier et Monnier.	7 75
Colombet.	20	— Gantier.	5
Ladiré.	50	— Ray.	1 90
Bonnet.	25	— Kamph.	1
Mme M., couturière.	1	— Allié.	5
Vanheyen.	1	— Laver et Robin.	1 20
Chevalier.	1	— Duchêne aîné.	2 25
Berchaux.	75	— Chauvel.	70
E. Baume, avocat.	5	— Baudouin.	5
L. Fornet.	1	— Boie.	70
Decressac.	1	— Lardière.	2
Armand.	2	— Danvers.	1 50
Peyrelle.	1	— Boye et Pagès.	1 50
Saury.	50	— Laville.	4 50
Bœuf.	1	— Adolphe Jean.	5 50
Murat.	1	— Rivet.	1
Kesner.	1	Les ouvriers des imprimeries ci-dessous nommées (reçu par le comité) :	
Capron.	1	— Béthune et Plon.	28
Kientzler.	1	— Bourgogne.	25
A. Noisette, employé.	2 50	— Fourrier.	17 50
M., mécanicien.	2	— Gratiot.	12 35
Un prolétaire.	2	— René.	4 70
L'atelier de bijouterie de M. Moyon, 55, S.-Martin.	5	— Chassaignon.	4 25
L'atelier de M. Didat, barrière de l'Étoile.	4 25	— Moessard.	2
Les fondeurs de l'atelier Tarbé-Biesta.	10 25	— Bailly.	6 65
Les ateliers de chapellerie ci-dessous nommés :		— Smith.	6 05
— Beaubrun.	80	— Bachelier.	11 50
— Nadal.	3	— Tilliard.	4 50
— Janicot.	2 80	— Appert.	9 25
— Roussel.	8 75	— Pihan-Delaforêt.	2
		— Juteau.	6
		Les ouvriers du Temps.	13 50
		Ceux de la Quotidienne.	5
A reporter.	115 05	Total.	351 35

La souscription ouverte au profit de la veuve et des enfants de Boyer a rempli le but qu'on s'était proposé ; elle suffira à faire hon-

neur aux engagements de notre malheureux camarade, elle pourra même adoucir pour quelque temps la misère de sa famille. Nous remercions donc sincèrement toutes les personnes qui y ont pris part. Toutefois, nous devons demander, au nom de notre classe, aux journalistes et aux hommes amis du pouvoir, pour quel motif ils ont contribué à cette bonne œuvre, eux dont le concours venu quelques jours plus tôt, aurait peut-être prévenu cette mort fatale.

Est-ce parce que Boyer laisse une veuve et trois enfants? Non, car il y a bien des veuves, mères de trois enfants, exposées à la misère, et auxquelles personne ne songe; on ne pense à ces malheureux que pour les envoyer au *dépôt de mendicité*, quand le besoin les a contraints de solliciter la charité publique.

Est-ce parce que Boyer s'est suicidé? Non, assurément, car ce serait dire à l'ouvrier pauvre: Si tu veux que nous ayons pitié de ta famille, abandonne la vie par un crime! Ce serait là une pensée dont nous ne voudrions flétrir personne; et, d'ailleurs, combien d'hommes se suicident sans que vous songiez à leurs femmes et à leurs enfants!

C'est donc parce que Boyer a exposé la misère des ouvriers, et qu'il a cherché à y mettre fin en appelant sur cette grave question l'attention publique: si c'est là, comme nous le désirons, le motif de votre souscription, à l'œuvre, capitalistes, électeurs, journalistes et députés, usez de toute votre influence sur votre gouvernement, pour qu'il nous garantisse la sécurité, la valeur morale qui nous sont dues, et que réclamait avec nous Boyer; car, si vous ne le faites pas, nous vous dirons que votre offrande est l'obole de la vanité, et que vous avez voulu, pour quelques francs, vous donner un certificat public de charité et d'amour du peuple.

COURS GRATUITS POUR LES OUVRIERS.

ASSOCIATION POLYTECHNIQUE (Halle aux Draps).

Les cours ont commencé le 22 novembre.

Dessin (figure et ornement). — M. Charles, professeur. — Lundi, 8 h. 1/2 du soir; — (linéaire). — M. Dupuis. — Mardi et samedi, même heure.

Géométrie (descriptive, coupe de pierre et charpente). — M. Ancelin. — Lundi, 8 h. 1/2 du soir; — (appliquée aux arts). — M. Leroyer. — Mardi, même heure.

Arithmétique. — M. Martelet. — Vendredi, 8 h. 1/2 du soir.

Comptabilité. — M. Berthelin. — Samedi, 8 h. 1/2 du soir.

Physique appliquée. — M. Dumonchel. — Jeudi, 8 h. 1/2 du soir.

Grammaire française. — M. Lefebvre. — Mercredi, 8 h. 1/2 du soir.

Chant. — M. Hubert. — Mercredi et samedi, 9 h. du soir.

CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS.

Les cours ont commencé le 21 novembre, à l'exception de celui de M. Wolowski, qui n'a commencé que le 25.

Agriculture. — M. Leclerc-Thouin, professeur. — Mercredi et samedi, 7 h. du soir. — M. Moll fait un second cours, le lundi et le jeudi, à 8 h. du soir.

Chimie. — M. Payen. — Dimanche, 11 h. du matin; mercredi, 8 h. du soir. Le cours de M. Désormes n'est pas encore commencé.

Physique. — M. Pouillet. — Dimanche et jeudi, 5 heures.

Mécanique. — M. Morin. — Lundi et jeudi, 8 h. du soir.

Géométrie. — M. Olivier. — Mardi et samedi, 7 h. 1/2 du soir.

Statistique. — M. Charles Dupin. — Dimanche, 11 h. du matin.

Économie industrielle. — M. Blanqui aîné. — Mardi et vendredi, 7 h. 1/2 du soir.

Législation industrielle. — M. Wolowski. — Lundi et jeudi, 7 h. du soir.

FAITS INDUSTRIELS.

PARIS. — Les conseils-généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce sont convoqués pour le 10 décembre.

Il y a lieu de croire que ces conseils seront appelés à donner leur avis sur la question des prud'hommes et sur celle de l'introduction des bestiaux étrangers.

— Nous lisons ce qui suit dans une circulaire du ministre de l'intérieur sur les prisons départementales:

« Il est vivement à désirer qu'il soit pris partout des mesures pour donner du travail aux détenus. Si les difficultés sont grandes, je veux espérer cependant qu'elles ne seront pas au-dessus de vos efforts et du dévouement des commissions de surveillance. . . . Il faut donc que l'administration se mette en mesure d'offrir, au besoin, du travail aux prévenus, et d'en fournir constamment aux condamnés, ne

dût-elle y parvenir qu'en faisant des sacrifices. Si, pour trouver des fournisseurs, il était besoin de leur faire abandon du tiers des salaires attribués à l'État, vous me trouveriez disposé à cette concession. »

Nous avons fait connaître, en diverses occasions, la fâcheuse influence qu'avait sur le salaire de l'ouvrier honnête la concurrence produite par le travail au rabais des prisonniers. Nous y revenons de nouveau, et nous insisterons encore pour que le travail des prisonniers ne puisse nuire en rien à celui des ouvriers. Pourquoi n'emploie-t-on pas les prisonniers aux travaux insalubres, que tant d'ouvriers probes et laborieux sont obligés de faire? Pourquoi au moins ne s'arrange-t-on pas pour que le prix de revient des objets par eux fabriqués soit en équilibre avec celui des autres maisons?

Quand l'administration fera-t-elle enfin quelque chose pour les ouvriers?

— Les imprimeurs sur papier peint, au nombre de huit à neuf cents, ont quitté leurs ateliers vers la fin d'octobre. Le motif de cette suspension de travail a été exposé et justifié dans le *National* et le *Journal du Peuple*. Néanmoins des plaintes en coalition ont été portées contre les ouvriers par différents fabricants, et ont amené l'arrestation de plusieurs, qu'on a ensuite relaxés, rien n'ayant justifié le fait de coalition. Les ouvriers, à leur tour, ayant porté la même plainte contre les maîtres, la police a refusé de poursuivre. Depuis, des tentatives de conciliation ont eu lieu, de part et d'autre, mais sans résultat sensible.

Un journal annonce que les ouvriers fondeurs en cuivre et ciseleurs ont également quitté leurs ateliers. Nous constatons l'attitude calme des imprimeurs en papier peint, et nous l'attribuons à l'absence de toute intervention violente. Nous nous permettons de faire remarquer que s'il y avait dans cette profession un conseil composé également de maîtres et d'ouvriers, la conciliation qu'on invoque eût été obtenue dès le premier jour par ce conseil, élu de tous, et ayant par conséquent autorité. Voilà un mois ou cinq semaines que les ouvriers en papier peint font des sacrifices énormes pour soutenir leur droit: tout ce temps est perdu pour la production. Quelqu'un cependant a raison dans ce conflit! Laissera-t-on à la faim le soin de terminer le différend, comme cela arrive presque toujours?

LYON. — On lit dans le *Censeur*:

« Nous apprenons que la pétition présentée à l'autorité municipale par MM. les ouvriers tailleurs, aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté du 17 juillet dernier qui autorisait le rétablissement d'un bureau de placement des garçons tailleurs et en réglait les attributions, a été prise en considération par M. le maire de Lyon, et qu'il a été déclaré par ce magistrat aux représentants des ouvriers tailleurs que toutes les dispositions de cet arrêté, contraires au droit commun, aux usages de leur profession et à leurs intérêts respectifs, étaient nulles et non avenues. »

SAINT-ÉTIENNE. On écrit de cette ville:

« Les nombreux citoyens arrêtés et mis en prison à l'occasion de la *Société Rubannière*, sont tous relaxés, moins un, depuis plus de huit jours. Aujourd'hui il ne s'agit plus d'association secrète et illégitime, il s'agit tout simplement de coalition. Demain, probablement, il ne s'agira de rien du tout.

Nous apprenons qu'au moment où les prévenus de l'association rubannière étaient mis en liberté, M. Laurent, un des sociétaires, a été arrêté à son domicile par des agents qui se sont conduits à son égard avec la dernière brutalité.

— Nous rendrons compte, dans notre prochain numéro, de la 2^e édition du livre de M. Louis Blanc sur l'*Organisation du Travail*.

— On écrit de Genève qu'il règne une grande effervescence parmi les ouvriers. Pendant plusieurs jours, la *Marseillaise* a été chantée dans les rues, et le dimanche 14 elle a été accompagnée, au grand théâtre, du cri de: *A bas le gouvernement!* Les ouvriers genevois réclament les droits politiques dont jouissent leurs confrères des autres cantons, notamment de celui de Vaud.

— M. Ledru-Rollin vient d'être condamné par le jury, non pour avoir prononcé son discours aux électeurs, mais pour en avoir autorisé la publication. M. Ledru-Rollin reste député.

AVIS. — Nous avons annoncé, dans le n^o 1^{er} de la deuxième année, que nous publierions chaque fois un petit travail pour faciliter à nos camarades l'étude de l'HISTOIRE DE FRANCE. Des circonstances imprévues nous ont fait renoncer à ce mode de publication. Ce sont d'abord les questions politiques et industrielles qui, par leur importance, prennent une si grande partie de notre feuille, qu'il ne reste plus de place pour les études historiques; d'un autre côté, ces études, exposées ainsi à de fréquentes interruptions, offriraient peu d'intérêt, et la publication en serait d'ailleurs interminable. Nous croyons que le travail promis serait plus profitable s'il était publié dans son ensemble, sous une forme particulière, et nous espérons pouvoir l'annoncer à nos lecteurs dans quelques mois.

Le Directeur-Gérant: LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE FÉROU, 15 —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 20 au 25. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Le journal se vend chez ROUANET, rue Verdelet ; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve ; LAVIGNY, passage de l'Ancre ; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon ; on s'abonne chez GÉBUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

Un mot sur les sociétés secrètes. — De l'indifférence en politique. — A la Ruche populaire. — Revue du mois. — Revirement de la presse à l'occasion des Prud'hommes. — Conseils généraux. — Cours du Conservatoire. — Un jugement du tribunal de commerce. — Aux Sociétés de secours mutuels. — Enquête. Mécaniciens. — Variétés. Organisation du travail, par M. Louis Blanc.

UN MOT SUR LES SOCIÉTÉS SECRÈTES

ET SUR LE DROIT D'INSURRECTION.

Les ouvriers de *L'Atelier* se sont imposé l'obligation de défendre la classe ouvrière aussi bien contre ses adversaires que contre les égarements de quelques-uns des leurs. Ils comprennent maintenant l'immense difficulté de ce double devoir ; car, s'il y a danger pour eux de s'attaquer aux gouvernants, c'est aussi une témérité grande que de vouloir faire des remontrances à leurs égaux. Cependant, les circonstances sont telles, qu'il y aurait faiblesse à ne pas dire une vérité utile, même lorsqu'elle s'adresse à des hommes du peuple et qu'elle peut les froisser, comme il y aurait faiblesse de la part de ceux-ci à ne pas la reconnaître.

Or, il faut avouer franchement que parmi les ouvriers révolutionnaires, il en est un certain nombre qui semblent avoir pris à tâche d'offrir incessamment des prétextes à la calomnie, d'alimenter la haine des ennemis de la démocratie, et de créer eux-mêmes les plus grands obstacles à la réalisation des progrès qu'ils désirent. On peut dire qu'ils ont usé, au détriment du parti qu'ils ont voulu servir, une énergie qui, mieux dirigée, aurait peut-être pu le faire triompher. Se laisseront-ils enfin de peupler les prisons de leurs personnes et de fournir des têtes à l'échafaud, sans gloire pour les victimes, sans profit pour les idées ?

Il est maintenant permis de l'espérer ; car les tristes débats du procès qui vient d'être instruit en Cour des pairs ont dû faire une impression profonde sur les esprits, même les plus impatients. C'est qu'en effet nul procès politique n'avait encore eu jusqu'à ce jour un caractère aussi misérable. Si l'attentat que l'on jugeait n'était qu'un acte de haute folie, les débats ont montré jusqu'à quel degré d'infamie la peur a pu conduire quelques-uns des accusés. Ce procès doit être pour tous une leçon terrible. Puisse-t-elle être la dernière ! puissent les enfants du peuple ne plus se laisser entraîner à de funestes tentatives, et n'être plus exposés aux vengeances des lâches, ni à subir la honte de ces jugements

où l'on ne peut être défendu qu'en consentant à être avili !...

Il ne faut plus attendre désormais d'être sous les verrous pour réfléchir, et se promettre de ne plus conspirer. Il doit être évident pour tout homme qui tient compte de nos mœurs et de notre constitution sociale, que la conspiration est un moyen révolutionnaire sans valeur aujourd'hui ; il est d'ailleurs jugé tel par une expérience féconde en déceptions et en malheurs.

Certes, il serait difficile d'organiser une conspiration avec des hommes plus résolus, plus importants et plus discrets que n'étaient, sous la Restauration, les membres de la *Charbonnerie*. Cependant, malgré tant de conditions de succès, tous les projets de cette société secrète avortèrent, non sans laisser de nombreuses victimes au bourreau, et tout le monde sait qu'elle n'eut pas les honneurs de la révolution de juillet. Depuis 1830, les sociétés furent-elles plus heureuses ? Non ; elles eurent pour résultat la captivité, l'exil, la mort même de leurs plus vigoureux adeptes ; elles furent le prétexte des lois contre les associations et contre la presse, et, enfin, leurs manifestations armées n'aboutirent qu'à consolider l'ordre de choses auquel elles s'attaquaient.

Les révolutionnaires doivent se garder d'oublier que, quelle que soit l'imperfection des institutions, il n'en est pas moins vrai que la puissance réelle, absolue, n'est pas aux mains des gouvernants ; c'est l'opinion publique qui est reine. Or, si l'on peut vaincre les gouvernants par surprise, on ne saurait prendre l'opinion publique par la violence : il faut être accepté et poussé par elle. Plus d'une fois, il est vrai, elle a été prise au piège de l'hypocrisie ; mais c'est une raison de plus pour qu'elle se montre désormais très-rigoureuse dans ses exigences envers les partis qui aspirent au pouvoir. Eh bien ! raisonnablement, la France devait-elle se donner aux fractions de la démocratie qui tentaient de s'insurger ? Non, certainement ; car il ne suffit pas d'avoir raison au fond, ni de mettre de grands courages au service d'une bonne idée, il faut par-dessus tout avoir, comme les révolutionnaires de juillet, l'appui moral et matériel de la masse de la nation. Les conspirateurs ne doivent donc jamais compter sur cet appui, puisqu'ils agissent dans l'ombre, et qu'au jour de leur manifestation, nul ne sait au juste si c'est pour le bien général qu'ils s'arment, ou seulement au profit de quelques ambitieux.

Nous avons dit que les tentatives d'insurrection et les attentats à la vie du chef de l'État n'avaient eu que de funestes conséquences pour le parti démocratique ; nous ajouterons que les sociétés secrètes, surtout les dernières, ont exercé une très-pernicieuse

influence sur l'esprit de leurs membres. Et cela se conçoit, en effet : la hardiesse et l'importance extraordinaire du but qu'ils se proposent, les dangers auxquels ils sont continuellement exposés, entretiennent chez les initiés une espèce d'humeur sombre, une sorte de surexcitation permanente. Les grands intérêts de leur association les absorbent complètement. Discrets et silencieux au dehors, ce n'est plus qu'au sein de leurs réunions qu'ils parlent en toute liberté. Or, il est impossible que, dans la disposition d'esprit où ils se trouvent, ces hommes ne se laissent pas aller à l'exagération, n'acceptent pas d'étranges théories, et ne conçoivent pas de sinistres projets. Ces projets, ces théories, ces exagérations de toutes sortes seraient sans danger s'ils se produisaient au grand jour, ou du moins ailleurs que dans le secret de la conspiration, parce qu'on rencontrerait la contradiction, et qu'on finirait par ouvrir les yeux. Il y aurait ce double avantage que l'on serait retenu dans de justes bornes, et que, pouvant parler tout haut et à tout le monde, on ferait une propagande beaucoup plus active et surtout beaucoup plus fructueuse. Mais point ; on brise toute relation extérieure, et l'on s'égare chaque jour davantage par le défaut naturel de discussions modérées et contradictoires.

Ainsi, non-seulement les sociétés secrètes altèrent le caractère des initiés, et absorbent en pure perte une activité qui pourrait être cent fois mieux employée ; non-seulement elles sont un objet de crainte pour la société, mais encore elles mettent la vie et l'honneur de leurs membres entre les mains du premier venu d'entre eux dont le courage faillira devant les menaces de la justice, ou bien entre les mains de l'un de ces traîtres qui n'ont jamais manqué aux conspirations.

Donc, *en fait*, il est prouvé par l'expérience que la conspiration est un mal et un danger pour tout le monde. *En droit*, elle est condamnée ; le plus simple raisonnement le prouvera :

Les révolutionnaires qui conspirent agissent au nom d'un principe posé, mais non appliqué, pendant la révolution française, lequel principe dit que, lorsqu'il y a oppression, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, un droit et un devoir. Ceux qui le proclamèrent n'en comprenaient certes pas tout le danger ; aussi leur conduite politique lui fut-elle complètement contraire ; et cela est fort heureux, autrement la révolution eût avorté dès ses premiers pas, et la France ne se fût peut-être jamais relevée de l'anarchie qui serait résultée de la pratique de ce droit.

Quand on se mêle de politique et de grands intérêts sociaux, il faut savoir la valeur des principes que l'on professe, et voir à quelles conséquences ils doivent logiquement conclure. Celui que nous venons de citer ne confère-t-il pas aux minorités, aux individus même, le droit de renverser la société s'ils se croient opprimés ? C'est-à-dire, ne leur donne-t-il pas le droit de s'insurger contre toute espèce de devoir ? Car enfin, pour les égoïstes, un devoir imposé, c'est de l'oppression.

Il ne s'agit pas ici de faire distinction, et de justifier ce principe en alléguant que le pouvoir actuel est mauvais, et, qu'après tout, c'est pour le bien de la société que l'on s'insurge. Qu'est-ce qui prouve à la société que ceci soit vrai ? Ce que vous dites, vous minorité d'aujourd'hui, si vous réussissiez, la minorité de demain le dirait aussi, et se révolterait contre vous sous ce même prétexte, et alors le gouvernement n'appartiendrait plus qu'à la ruse et à la force.

Pour tout homme honnête, pour tout révolutionnaire intelligent, l'intérêt de la société et de son avenir ne doit jamais être sacrifié à l'intérêt des individus et du moment. Et ceux qui persistent à croire que l'insurrection peut être un droit individuel, professent la doctrine la plus dangereuse et la plus anti-sociale qui se puisse imaginer.

Ce n'est pas à dire qu'il faille se croiser les bras et laisser faire ;

loin, bien loin de là ! S'il est défendu aux minorités, au nom de la morale, de trancher par la force, et de leur autorité privée, les questions sociales ; s'il leur est interdit d'attenter à la souveraineté, il est commandé, au contraire, — entendons-nous bien sur ce point, — il est commandé à chacun de résister de toute son énergie à l'oppression, de lui résister en dénonçant le mal à la foule, en prêchant le bien et le pratiquant jusqu'à la mort. Il est possible, dans ce cas, que l'individu se trompe, mais il ne compromet que lui, et les coups qu'il porte ne sont pas irréparables ; tandis que s'il renverse ou tue, il n'y a plus de remède. Dans les limites que la morale lui donne, l'action individuelle a encore beaucoup de puissance, et un homme qui expose sa vie à défendre la justice attire sur lui la sympathie publique, tandis que celui qui tue n'inspire que la haine et l'effroi.

Ainsi, à la majorité nationale seule appartient la souveraineté absolue, le droit de changer la forme de son gouvernement, comme en 92, comme en 1830 : à elle le droit d'insurrection dans toute son étendue. C'est elle qui décide entre l'oppressé et l'opprimé, et tôt ou tard elle sait rendre justice à l'un et à l'autre : pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler les révolutions passées....

Soyons donc patients : éclairons-nous et éclairons l'opinion publique sur notre compte et sur nos idées ; il faut nous identifier en elle, et qu'elle s'identifie en nous, afin d'avoir la force et le droit d'agir souverainement.

Dans un prochain article sur la *Souveraineté du Peuple*, nous ferons en sorte de fixer les limites du droit des minorités et des majorités.

DE L'INDIFFÉRENCE EN POLITIQUE.

Notre indifférence en matière politique serait une chose déplorable : ce serait un obstacle de plus au triomphe de la démocratie. Nous allons essayer de combattre les préjugés de ceux qui pensent que les ouvriers ne doivent pas s'occuper de politique, et qu'il faut se défier des journaux ; mais auparavant nous croyons utile de donner quelques considérations générales, qui, du reste, se lient à notre sujet.

Les hommes du pouvoir ont reproché souvent aux patriotes d'exciter le pauvre contre le riche, et de flatter les passions des classes ouvrières. *L'Atelier*, qui plus d'une fois a été signalé comme publication anarchique à l'indignation des honnêtes gens ; — *L'Atelier*, qui, grâce à M. Girod (de l'Ain), a figuré dans le procès Darmès, et qui, grâce à M. le comte de Bastard, n'a pas figuré dans l'affaire Quémisset ; — *L'Atelier*, disons-nous, ne pouvait laisser ces reproches sans réponse. Les ouvriers rédacteurs de *L'Atelier* ne cherchent à exciter ni à flatter les passions d'aucun parti ; ils ne se laisseront pas de répéter qu'ils veulent s'éclairer mutuellement par une discussion calme et modérée, ouvrir les yeux des indifférents, en employant les seules armes du bon sens et de la persuasion. Qui donc oserait nous en faire un crime ? Notre cause est trop belle et trop juste pour que nous allions tout gâter par un langage violent et désordonné. Voilà précisément ce qui fait le désespoir de nos adversaires, c'est de voir une cause aussi juste défendue avec modération, c'est de voir que nous répudions également les théories des communistes et les doctrines du *Journal des Débats*.

La nécessité de s'occuper de politique a été discutée et démontrée dans le premier numéro de *L'Atelier*. Nous y revenons aujourd'hui, et nous ferons remarquer combien il est fâcheux d'entendre quelques ouvriers répéter naïvement l'argument favori de nos adversaires : *Les ouvriers, disent-ils, ne doivent pas s'occuper de politique*. Et cependant il est érigé en principe de droit que nul n'est censé ignorer la loi..... Est-il contradiction plus manifeste ? Comment ! nul n'est censé ignorer la loi, et nous ne nous occuperons pas de politique ! Combien n'a-t-on pas vu de procès perdus, de droits méconnus, par suite de cette ignorance même de la loi ! On n'a pas oublié les coalitions de septembre 1840, on n'a pas oublié que beaucoup de nos amis, pères de famille, ont expié et expient encore dans les prisons leur zèle irréfléchi. S'ils s'étaient occupés de politique, s'ils s'étaient éclairés sur leurs droits et sur leurs devoirs, peut-être ne seraient-ils pas en prison.

Lorsqu'au nom de la loi on nous somme d'acquiescer les impôts dont nous sommes écrasés, dirons-nous que nous ne devons pas nous occuper de politique? En demandant une plus juste répartition de l'impôt, n'est-ce pas faire de la politique?

Lorsque nous, ou nos enfants, allons verser notre sang sur les champs de bataille, tandis que notre voisin se fait remplacer moyennant une rétribution légalement permise, dirons-nous encore que nous ne devons pas nous occuper de politique? Et si nous formons des vœux pour que le remplacement militaire soit légalement aboli, ne faisons-nous pas de la politique?

Lorsque, tous les jours, des coalitions de maîtres demeurent impunies, tandis que les procureurs du roi transforment hypocritement nos associations légales en criminelles coalitions, oserons-nous dire que nous ne devons pas nous occuper de politique?

Lorsqu'enfin nous sommes forcés de reconnaître que beaucoup de lois sont imparfaites, parce qu'elles sont toutes dans l'intérêt du riche, le riche seul étant représenté dans les Chambres, dirons-nous encore que nous ne devons pas nous occuper de politique? Et si nous demandons que le prolétaire soit représenté dans les Chambres, si nous demandons une réforme électorale, ne nous occupons-nous pas de politique?

Le mot *politique* veut dire *l'art de gouverner*. Or, il serait par trop injuste et par trop absurde de nous contester le droit d'examiner si nous sommes bien ou mal gouvernés. Mais, en vérité, soutenir qu'on ne doit pas s'occuper de politique, c'est outrager la raison et le sens commun.

C'est donc un devoir pour nous de lire les journaux; il y aurait déraison et ingratitude à nous faire l'écho des calomnies lancées contre les journaux patriotes. À entendre nos adversaires, les journaux du pouvoir sont les seuls qui pensent et qui disent juste; si nous les en croyons, tout est admirablement organisé et administré; et il faut être un brouillon, ni plus ni moins, pour songer à la plus petite réforme.

Les journaux du pouvoir disent aussi aux ouvriers : « Ne voyez-vous pas que ces prétendus amis du peuple, ces prétendus patriotes trompent votre bonne foi et vous égarent dans une fausse route? » — Mais, en vérité, pour qui nous prend-on? Parce que nous sommes ouvriers, nous suppose-t-on si peu de sens que nous ne sachions distinguer le juste de l'injuste, le vrai du faux? On aura beau nous appeler anarchistes ou perturbateurs, tout cela ne prouve rien. Peu nous importent les calomnies; nous répondrons :

Depuis long-temps on signalait l'exploitation des enfants dans les manufactures : eh bien, les Chambres ont voté une loi qui réglemente le travail des enfants dans les manufactures. — Et pourtant nous étions des anarchistes !

Depuis long-temps on réclame des institutions nouvelles pour protéger les travailleurs : on s'occupe, dit-on, d'un projet de loi sur les prud'hommes. — Nous étions des anarchistes !

Depuis long-temps l'institution des livrets est signalée comme vicieuse : il est aussi, dit-on, question d'un projet de loi sur les livrets. Enfin dans beaucoup de circonstances, nous trouvons que tout n'est pas pour le mieux; mais nous n'en sommes et n'en serons pas moins toujours des anarchistes : c'est le mot consacré, il faut s'y résigner.

Et quels sont ceux qui tiennent un pareil langage, qui nous accusent de vouloir bouleverser la société? Ce sont les journaux rédigés par des transfuges, des hommes sans pudeur, sans conscience, qui soutiennent les opinions les plus opposées dans l'espace même d'une semaine. On se souvient du fameux cri de guerre entonné, l'année dernière, par le *Journal des Débats*, lequel cri de guerre s'est tout-à-coup changé en un cri lâche et plat de *paix partout et toujours*.

Quelle confiance peuvent nous inspirer de tels journaux? que peut-il y avoir de commun entre la *Quotidienne*, la *Presse*, le *Journal des Débats* et nous? Les journaux du pouvoir actuel soutiennent les privilèges et les abus, comme la *Quotidienne* les soutenait sous la Restauration. La *Presse* et le *Journal des Débats* ne veulent du libéralisme et du progrès qu'autant que cela profite aux classes privilégiées qu'ils représentent.

Les journaux patriotes, au contraire, demandent l'abolition de tous les privilèges, la liberté et l'égalité pour tous, des lois qui nous protègent, même ceux qui, par leurs calomnies, veulent arrêter la marche du progrès. Ainsi, lorsque, d'un côté, les journaux du pouvoir nous disent que les réformes politiques et sociales sont impossibles; et que, d'un autre côté, les journaux patriotes nous démontrent d'une

manière nette et claire la possibilité de beaucoup d'améliorations par les moyens légaux et pacifiques, nous n'hésiterons pas dans le choix des journaux que nous devons lire. Que ceux qui ont le temps d'étudier lisent les journaux de toutes les opinions; qu'ils méditent et comparent; ils verront de quel côté est la bonne foi, et quels sont nos véritables défenseurs. Mais ceux qui ont peu le temps devront se défier des journaux du pouvoir, qui exagèrent et dénaturent nos réclamations et nos plans de réforme; nous confondant à dessein avec les communistes, ils nous prêtent des doctrines que nous avons toujours combattues.

Lisons donc, lisons les journaux patriotes; et, lorsque nous en avons le temps, étudions, méditons et instruisons-nous. Ne laissons pas croire que nous sommes un troupeau bon à exploiter; ne nous laissons pas prendre au piège qui nous est si grossièrement tendu. La politique intéresse autant les ouvriers que les négociants et les banquiers; et si nous négligeons de nous en occuper, nous comblerions les vœux d'un pouvoir qui compte beaucoup sur notre indifférence.

Avant de terminer, nous devons à la *Revue des Deux Mondes* une réponse qui trouve ici naturellement sa place.

Dans un article intitulé de *la Littérature des Ouvriers*, M. Lermnier passe en revue les *Poésies sociales*; puis le livre de Boyer, que nous trouvons jugé très-sévèrement. Nous nous sommes prononcés plus d'une fois sur Boyer et sur son livre; il serait superflu d'y revenir. Mais ce que nous ne pouvons nous dispenser de relever, ce sont les passages où M. Lermnier examine le *Livre du Compagnonage*, d'Agricol Perdiguier, ainsi que *l'Atelier*. Libre à vous, rédacteur de la *Revue*, de critiquer les ouvrages et leurs auteurs; mais, pour M. Lermnier, est-ce que critique est synonyme de dénonciation? On est tenté de le croire en lisant cette phrase à propos de l'association du compagnonage :

« Que si maintenant cette prétendue régénération CACHAIT UNE AUTRE PENSÉE, si elle devait SERVIR DE PRÉTEXTE et de moyen pour former une espèce de ligue, d'association politique de la classe ouvrière, dont on voudrait pervertir les instincts et enflammer les passions, CETTE ENTREPRISE, si peu sensée et si peu praticable qu'elle soit, NE DEVRAIT PAS RESTER INAPERÇUE des gens de bien et du gouvernement. » Voilà qui est clair : un procureur général ne formulerait pas plus nettement une accusation. Mais ce n'est pas tout; voici qui est concluant : « L'idée de donner à tous les travailleurs une organisation distincte qui les isolerait des autres citoyens est fautive et subversive de l'unité sociale.... La guerre civile est au fond de cette théorie. » Cette honteuse et incroyable accusation n'aura d'autre réponse que celle-ci, pour aujourd'hui du moins : le *Livre du Compagnonage* a eu l'approbation de tous les hommes recommandables par leurs lumières et leur modération; il est fâcheux qu'Agricol Perdiguier n'ait pu obtenir le suffrage de M. Lermnier; mais nous croyons qu'il s'en consolera facilement. M. Lermnier regrette infiniment que les lettres bienveillantes adressées à l'auteur par MM. de Châteaubriand, Béranger, de Lamartine et Lamennais ne contiennent qu'une approbation pure et simple. Pourquoi ce regret? Est-ce parce que, sous le nouveau système de complicité morale mis à l'ordre du jour, il y aurait là matière à un bel et beau procès politique? Nous vous le disons à regret, monsieur Lermnier, vous ne jouez pas un beau rôle !

Voyons ce qui concerne *l'Atelier*. Après quelques mots d'éloge accordés à notre publication, le rédacteur ajoute :

« C'était déjà beaucoup que la prétention littéraire ne vint pas gâter cet utile et modeste projet, et si on eût su également se prêter de la passion politique, la publication eût été irréprochable. Quand nous regrettons les invasions de *l'Atelier* dans la politique, notre pensée n'est pas de dérober aux regards des ouvriers le spectacle de la chose publique; mais quel intérêt ont les travailleurs à ce qu'à la discussion de leurs affaires on associe des déclamations outrées sur les événements du jour, et des réminiscences révolutionnaires où les jacobins sont exaltés aux dépens des girondins? » Si M. Lermnier nous reconnaît le droit de nous occuper de la chose publique, il doit aussi nous accorder le libre choix d'une opinion; et, puisqu'il regrette que nous ayons exalté les jacobins aux dépens des girondins, il faut en conclure qu'il préfère, lui, les girondins aux jacobins; mais pourquoi donc, dans les 20 pages dont se compose l'article de la *Revue des deux Mondes*, M. Lermnier n'explique-t-il pas les motifs de sa préférence; nous ne l'imitons

rons pas, et lui dirons la raison de la nôtre : nous aimons mieux les jacobins, parce que, à notre avis, et d'après des faits immenses et des pièces authentiques, ils étaient infiniment supérieurs en moralité et en intelligence politique que les girondins. Si nous sommes dans l'erreur, que M. Lerminier veuille bien nous instruire.

« Dans *l'Atelier*, dit M. Lerminier, il y a deux tendances, la tendance industrielle et la tendance politique : nous serions fâché que la seconde finit par absorber la première. Ce n'est pas sous les inspirations d'un sombre fanatisme que les ouvriers parviendront à éclairer les questions et à convaincre les esprits. L'homme qui se sent libre et digne de le devenir de plus en plus, ne parle pas à ses semblables la menace et l'injure à la bouche ; il a de la modération dans son langage, parce qu'il a de la fermeté dans le cœur. D'ailleurs, la discussion des problèmes industriels ne comporte pas les allures d'une polémique farouche. Dans les questions encore si obscures pour tous de l'organisation du travail, la passion n'est pas la lumière. » On voit que M. Lerminier n'a voulu commencer son article par des éloges que pour mieux glisser des reproches que nous repoussons de toutes nos forces. Nous nous sommes efforcés, dans tout ce qui précède, de démontrer combien l'industrie et la politique se touchent de près, et qu'il est presque impossible de s'occuper de l'une sans parler de l'autre. On nous invite à la modération ; mais est-on bien venu à parler de modération, lorsque soi-même on garde si peu de mesure dans son langage ? car, nous en appelons à tous les lecteurs de *l'Atelier*, ont-ils trouvé dans nos colonnes un seul mot qui pût justifier les reproches de *déclamations outrées*, de *sombre fanatisme*, et de *polémique farouche* ? Et ne sommes-nous pas en droit de renvoyer à leurs auteurs des reproches adressés d'une manière si déloyale, si *farouche* et si peu *modérée* ?

M. Lerminier termine en disant que les meilleurs ouvriers ne sont pas ceux qui écrivent et se mêlent de politique, mais bien ceux qui ne s'occupent que de leur travail. M. Lerminier se traîne à la suite de cent autres qui ont dit cela avant lui, et qui, certes, ne furent pas plus heureux. Nous concevons très-bien la pensée de ces gens-là : ne serait-il pas fort commode, en effet, que le peuple laissât, sans mot dire, la classe privilégiée tripoter tout à son aise, user et mésuser à son profit de la force et de la richesse nationales ? Cela serait très-commode, et la classe ouvrière ne serait pas plus dangereuse que nos animaux domestiques. — M. Lerminier, ce sophisme est par trop grossier. Il faut laisser cela au *Globe* et aux *Débats*. Dites que vous ne le ferez plus.

La grande colère de M. Cabet contre *l'Atelier* a décidément pris un caractère alarmant. M. Cabet ne vient-il pas de dénoncer à son cher Eugène, — son cher Eugène, c'est le premier venu qui prend la peine de lire ses pamphlets ; dans le cas présent, c'est au procureur général ou à la cour des pairs qu'il s'adresse. — Ne vient-il pas, disons-nous de dénoncer *l'Atelier* à son cher Eugène, comme étant le véritable instigateur de l'attentat de Quénisset, Dufour et autres, comme les ayant directement poussés au crime par ses théories ? Les lecteurs de *l'Atelier* comprendront qu'il n'y a rien à répondre à cela, et qu'à la science médicale appartient seule désormais le soin de calmer le voyageur illustre qui a découvert la terre d'*Icarie*, terre où, par parenthèse, les passions mauvaises sont inconnues, ce qui l'empêcha de s'y acclimater.

La Ruche populaire est le journal des ouvriers poètes et philosophes à tendances saint-simoniennes : la *Ruche* s'est donc montrée fort irritée de nos accusations contre le saint-simonisme (voir *l'Adresse aux Pairs*, page 18, deuxième année), et nous fait savoir que Bazard « la plus belle âme de la démocratie », est mort en cherchant la solution du problème posé par l'école ; puis, pour justifier tous les autres chefs, elle cite les passages de leurs livres ou discours, dans lesquels ils demandent des améliorations pour la classe ouvrière.

Voici, en deux mots, ce que nous avons à répondre à la *Ruche* :

Nous lui ferons observer d'abord que nous n'avons jamais nommé Saint-Simon, et que nous le séparons complètement des saint-simoniens, qu'il eût certainement couverts de sa réprobation s'il avait été témoin de leurs saturnales. — En second lieu, nous maintenons qu'Enfantin et les siens n'étaient que des apôtres de corruption ; et, sur ce point, nous sommes parfaitement de l'avis de l'honnête et digne Bazard, lequel ne voulut point accepter la solidarité de leur enseignement immoral, et les dénonça à l'opinion publique dans une brochure publiée en 1832, et qui a pour titre : *Discussions morales, politiques et religieuses qui ont amené la séparation, etc.*, par M. Bazard.

La Ruche voudra bien nous permettre de lui dire que nous avons agi en connaissance de cause.

REVUE DU MOIS.

POLITIQUE. — La Cour des Pairs, par son arrêt du 25 de ce mois, a acquitté Considère, Fougeray, Prioul et Martin, et condamné Quénisset, Colombier et Brabier à la peine de mort. Les autres accusés ont été condamnés à la déportation et à la détention temporaire : cinq ans d'emprisonnement et la surveillance perpétuelle ont été prononcés contre Dupoty.

De quel titre qualifierons-nous la condamnation de M. Dupoty ? Nous ne pouvons imprimer ce qui se dit chez nous, comme partout, à de sujet. Nous avons fouillé les plus pénibles journées de notre histoire révolutionnaire, et nous y avons trouvé la loi des suspects ! La condamnation de Ney, a dit-on, été imposée à la Cour des Pairs par l'étranger ; serait-il vrai, comme l'ont dit quelques journaux, que le ministère qui le représente actuellement en France ait exigé, celle de M. Dupoty ?

M. Dupoty pouvait, depuis long-temps, compter sur nos sympathies : elles sont, maintenant, plus vives que jamais.

Les rédacteurs des journaux indépendants se sont réunis hier soir.

INDUSTRIE. — Ordinairement à cette époque, la fabrique de Paris est très-active : cette année on a cru long-temps que les travaux ne prendraient aucun essor pour le nouvel an ; ce n'est que depuis quelques jours seulement que les commandes ordinaires, en travaux de luxe principalement, sont arrivées. Il en résulte une chose fâcheuse, très-facile à prévoir et difficile à empêcher, c'est que tous les ouvriers employés à ces ouvrages travaillent jour et nuit, et ne touchent le salaire qui devra les faire vivre pendant les chômages qu'aux dépens de leur santé. Le remède à cet état de choses, surtout pour ce qui concerne les objets sujets aux variations de la mode, est presque impossible à trouver. Néanmoins il serait juste que les salaires missent les ouvriers à même de supporter les longs intervalles qui séparent les moments du travail, et aussi à réparer autant que possible les brèches faites à leur existence. Cela nous semblerait d'autant plus facile qu'il s'agit ici d'objets de luxe, et de la satisfaction de besoins purement factices.

Les travaux de bâtiment ont profité de la douceur de la saison pour se continuer plus tard que dans les années ordinaires : le chômage aurait été moins dur dans ces professions sans l'arrêt amené dans la bâtisse en général par la stagnation des affaires.

Nous sommes dans la bonne saison des ouvriers tailleurs, et un bon nombre est inoccupé, ce qui ne se voit que dans les plus mauvaises années.

Les tailleurs de Marseille ont quitté leurs ateliers à cause de l'*essayage*, qu'on voulait leur faire faire, sans le leur payer, contrairement aux usages reçus. On parle de quelques arrestations ; nous pensons qu'elles sont illégales, attendu que les ouvriers sont parfaitement dans leur droit de refuser le travail à ces conditions onéreuses ; pourvu que la modération ne les abandonne pas, et qu'ils évitent le délit de coalition.

Les imprimeurs sur indiennes de la ville d'Aix sont également sortis des ateliers, à cause de la concurrence ruineuse qui leur est faite par le travail des femmes. Des scènes de désordre ont eu lieu, dit le *Journal des Débats* ; nous manquons de renseignements plus précis. Nous déplorons ce débat élevé entre les travailleurs des deux sexes, cette lutte de la faim contre le sentiment fraternel, et nous nous demandons si nous sommes destinés à nous dévorer mutuellement, pour la satisfaction des intérêts de quelques chefs d'industrie.

La machine typographique, connue sous le nom de *compositeur mécanique*, qui permet à l'ouvrier compositeur de faire sa besogne quatre ou cinq fois plus vite, et qui par conséquent doit incessamment amener une perturbation dans cette profession, vient d'être mise en usage à Londres ; elle sert en ce moment à la composition d'un journal phalanstérien ; son existence et son emploi ne peuvent plus faire l'objet d'un doute. C'est par le moyen d'un clavier assez semblable à celui d'un piano que s'exécute le travail. Nous reparlerons des inquiétudes légitimes que provoque toujours l'établissement des nouvelles machines, et nous chercherons dans l'état actuel des choses quel serait le meilleur moyen de les calmer.

Les journaux ont publié un petit article sur la situation de la chapeillerie. Le tableau qui en a été fait est vrai, au moins pour ce qui concerne les fondeurs, dont la misère est affreuse ; mais il ne faut pas croire que cette situation ne date que de quelques jours. C'est de quelques années qu'il faudrait dire. Depuis plus de quinze ans la fabrication des chapeaux de soie a presque tué celle des chapeaux de

feutre; c'est encore une de ces variations de la mode qui ôtent le pain des ouvriers sans leur offrir aucune compensation.

Il nous reste à parler des difficultés survenues le mois dernier entre les ouvriers imprimeurs en papier peint et leurs maîtres. Malgré la légalité et la justice de leurs réclamations, après une résistance pacifique de 63 jours, pendant lesquels ces 900 ouvriers n'ont mis le pied dans aucun atelier, le besoin, c'est-à-dire la faim; a terminé le conflit. Tous les ouvriers sont rentrés dans leurs ateliers respectifs, aux mêmes conditions qu'avant la sortie. Il n'y a eu de part et d'autre aucune récrimination : maîtres et ouvriers ont senti qu'ils étaient également victimes d'une mauvaise organisation industrielle. En évaluant à 1 franc par jour la dépense de chaque ouvrier pendant la *mise-bas*, on trouve qu'ils ont dû sacrifier plus de 50,000 francs de leurs épargnes pour soutenir la lutte. Cela semblerait insensé à celui qui ne réfléchirait pas qu'il s'agit d'une contestation s'élevant en définitive à près de 500 fr. par jour. D'un autre côté, les pertes des maîtres sont considérables. Puisse cet exemple faire sentir aux uns et aux autres la nécessité de s'entendre d'une façon qui ne soit ruineuse pour personne. Avec une bonne juridiction de prud'hommes, ce résultat serait atteint : le refus de travail serait condamnable, tandis qu'aujourd'hui il est du devoir de l'ouvrier et de son intérêt de quitter l'atelier où son salaire est menacé.

La cause des ouvriers fondeurs est tout aussi juste. C'est une mesure d'hygiène publique qui fait le fond de leur réclamation. Le pouvoir devrait porter son attention sur cette question des ateliers malsains; il nous semble en outre que le salaire doit être élevé en raison du danger des travaux. Si, comme on l'a dit, les ouvriers fondeurs avaient cherché à faire vider de force les ateliers de leur profession, nous serions les premiers à leur rappeler les suites fatales des coalitions de septembre; mais nous pensons qu'on a exagéré quelques faits individuels, et dont la majorité ne peut être responsable.

En résumé, il faut que nous tâchions tous de vider ces questions par d'autres moyens que la *mise-bas* générale; outre la perturbation produite dans la profession, cela cause des inquiétudes au pouvoir, qui s'interpose, et nous savons malheureusement par expérience comment il tranche le nœud de la querelle.

Un double procès en coalition va probablement s'engager pour les imprimeurs en papier peint; nous sommes certains d'avance que les ouvriers soutiendront leur cause avec la modération qui doit accompagner les défenseurs de la justice. Ils s'abstiendront, nous en sommes sûrs, de toute plainte amère contre les maîtres, et si ceux-ci sont animés du même esprit, ce procès aura changé de face; ce sera le procès fait au pouvoir, dont la mission est d'organiser le travail, et qu'il ne se hâte guère de le régler.

Revirement de la presse à l'occasion des Prud'hommes.

Nous avons constaté, dans nos précédents numéros, que la question des prud'hommes avait été dès l'abord jugée sainement par la plupart des journaux. Nos réclamations, justes et modérées, avaient été accueillies avec empressement, et, à en juger par le langage des feuilles de l'opposition *dynastique*, nous devions croire notre cause bien près d'être gagnée. Quelle erreur était la nôtre! Déjà, dans le dernier numéro de *l'Atelier*, nous avons eu à signaler l'étrange palinodie du *Siècle* : nous espérions, pour l'honneur de la presse, n'en avoir pas d'autre à enregistrer; mais le *Courrier Français*, le *Constitutionnel*, le *Temps*, enfin presque tous les journaux qui avaient soutenu notre cause, ont développé presque en même temps, et comme sous l'inspiration d'un mot d'ordre, l'opinion qu'on devait d'abord établir à Paris les conseils de prud'hommes sur la base du décret de 1806, sauf à corriger, dans quelques années, ce que cette législation pouvait offrir de vicieux. Et cela après avoir reconnu, de leur propre mouvement, l'injustice flagrante résultant de la composition de ces tribunaux d'après la loi actuelle.

Il faudrait désespérer de la cause des travailleurs si l'opinion publique, elle aussi, se laissait aller à ces fluctuations, à ces ballottements, à ces influences *souterraines*. Rassurons-nous; les lecteurs des journaux dont nous parlons auront pensé, comme nous, que M. Thiers, voyant une porte ouverte pour arriver de nouveau à la tête des affaires, ne se soucie pas d'avoir à organiser une mesure de cette importance, et que les futurs journaux ministériels ont galamment pris les devants pour lui aplanir les voies. On pouvait bien jeter cet embarras dans les jambes de M. Guizot : tout est bon pour ren-

verser un adversaire; mais encore faut-il que les embarras qu'on lui prépare ne retournent pas contre soi. Nous voudrions nous tromper; mais telle est cependant notre opinion, telle est aussi celle de tous les ouvriers qui s'occupent un peu des affaires publiques. Comme on le voit, cela n'indique pas que nous ayons grande confiance dans la moralité des hommes de la presse dynastique, et elle ne doit au reste s'en prendre qu'à elle-même.

Nous avons prié le *Siècle* de nous dire nettement s'il était avec ou contre nous, lui le défenseur des intérêts populaires; il a essayé, dans son numéro du 2 décembre, une justification ambiguë qui, en apparence, a la prétention de tout concilier, mais qui n'est au fond que la continuation du système de réaction que nous lui avons vu adopter. Nous allons essayer de l'analyser et de répondre à ses arguments.

L'article dont nous parlons expose d'abord les deux opinions ayant cours sur cette question, et il ajoute qu'une des deux (la nôtre) est réduite au silence par la force des choses, c'est-à-dire que le projet de loi que nous demandons ne peut être présenté aux Chambres à cette session; il insinue que les Chambres elles-mêmes sont sous l'empire de préventions et de craintes qui lui font penser que, loin de rendre le projet plus libéral, il serait à craindre qu'elles ne le rendissent plus injuste, si cela est possible.

Nous croyons fermement que le pouvoir législatif, quelque timide qu'il puisse être, surpasse beaucoup en idées progressives le pouvoir exécutif, qui a pour éditeur responsable M. Guizot. C'est peut-être encore une erreur, mais beaucoup la partagent avec nous.

Le *Siècle* affirme ensuite que de toutes les institutions, celle des prud'hommes actuels est la plus large et la plus démocratique. Il cite la loi électorale actuelle, et le mode de formation du tribunal de commerce, comme laissant une part bien plus restreinte à la démocratie dans les élections. Il oublie que dans le tribunal de commerce, les justiciables ont le même intérêt, qu'ils soient ou non électeurs, qu'ils soient plus ou moins élevés dans la hiérarchie commerciale. Quant à la loi électorale, il oublie encore que 400,000 citoyens demandent en ce moment sa réforme, et que les députés, s'il faut en croire le *Siècle* lui-même, semblent assez disposés à y faire droit dans une certaine limite.

Si, comme le dit le *Siècle* en terminant, il était réellement possible de remplacer la condition de la patente pour les ouvriers par des conditions de moralité, d'instruction, d'exercice du métier, d'âge et de domicile, nous aurions obtenu la moitié de ce que nous demandons; il ne nous resterait à réclamer que l'extension des attributions du conseil; il a donc tort de nous accuser d'avoir voulu faire pénétrer dans les conseils des *éléments extrêmes*, puisque nous n'avons pas demandé autre chose que ce qu'il a indiqué lui-même.

Mais cette importante modification, nous ne la croyons pas possible. En effet, nous avons signalé l'ambiguïté, la double contradiction qui existe à ce sujet entre deux articles de la loi, dont l'un dit que les conseils ne seront formés que de fabricants et d'ouvriers patentés, et l'autre qui dit que la composition du conseil pourra être modifiée par le pouvoir exécutif. Nous avons bien vu en effet dans différentes créations de prud'hommes, que la composition des conseils a été changée quelquefois. A Rouen, par exemple, les ouvriers patentés ne sont pas admis à l'élection. C'est là la seule modification qui rentre dans le sens de la loi. Le *Siècle* prétend qu'on n'a pas exigé la patente pour certains ouvriers de Lyon, c'est une tolérance qui n'a rien de légal, et qui ne s'est exercée d'ailleurs qu'à l'égard de chefs d'atelier possédant un certain nombre de métiers. Cela ne constitue en rien un droit pour les ouvriers; c'est une faveur accordée à des chefs d'atelier pauvres, desquels on pourrait toutefois exiger la patente puisqu'ils possèdent des métiers.

Arrivons maintenant au *Moniteur des Prud'hommes*. Ce journal a été publié dernièrement dans l'hypothèse de la création des conseils à Paris, et l'on conçoit, par cette raison, l'espèce d'acharnement qu'il met à réclamer leur établissement. Dans le premier article du second numéro, nous trouvons l'étrange nouvelle que voici :

« Le bruit a couru, ces jours derniers, que des ouvriers renouelaient la pétition qu'ils ont présentée au Conseil général pour faire repousser le projet, et que le Conseil municipal hésitait en présence de cette manifestation. Nous ne ferons pas au Conseil municipal, composé d'hommes aussi distingués par leurs lumières que par leur dévouement aux intérêts qui leur sont confiés, l'injure d'ajouter la moindre créance à un tel bruit, répandu sans doute pour jeter quel-

que inquiétude dans les esprits timorés. La première pétition des ouvriers et le mémoire qu'ils ont publié à l'appui, malgré des expressions un peu amères, sont loin de justifier les ridicules appréhensions dont on parle, et le Conseil municipal a montré trop de fermeté, dans plusieurs circonstances, pour qu'on le puisse présumer capable de céder ainsi aux *exigences* d'une *très-faible minorité* des ouvriers parisiens. »

Ce bruit, qui ne nous paraît avoir couru que dans les bureaux du journal, qui, comme M. Josse, est orfèvre, nous paraît bien plus injurieux pour nous que pour le Conseil municipal. Pourquoi ne pas dire de suite que ses membres sont menacés de la vengeance populaire, s'ils ne cèdent aux *exigences* d'une *très-faible minorité* d'ouvriers !

On nous rendra cette justice de dire que nos *exigences* ont été revêtues de la forme la plus polie que notre peu d'éducation nous ait permis de trouver ; qu'il nous soit aussi accordé qu'une pétition qui réunit en quatre jours 3,000 signatures, offre, pour qui connaît les difficultés d'une semblable démarche, autre chose que l'expression d'une *très-faible minorité*, et nous aurons suffisamment répondu à cette singulière nouvelle.

Le *Moniteur des Prud'hommes* annonce plus loin que le ministre, fatigué des lenteurs du Conseil municipal, a porté le projet d'ordonnance au Conseil-d'État, se réservant d'affecter tout simplement la défense au budget municipal, qui pourrait toujours la voter ou la refuser.

Quelle que soit l'issue de cette affaire, nous ne reculerons devant aucun sacrifice pour arriver à obtenir justice. L'affaire des prud'hommes est jugée : elle pourra être tranchée cavalièrement, et nos réclamations non avenues, mais on se sera créé de véritables embarras, et, en fin de compte, il faudra toujours en revenir à la justice, qui est éternelle, et pour laquelle nous ne cesserons de lutter pacifiquement, ainsi que nous l'avons fait jusqu'ici.

Convocation des Conseils Généraux de l'Agriculture, des Manufactures et du Commerce.

Ces conseils, que le gouvernement a la faculté et le devoir de convoquer tous les ans, afin d'en obtenir des renseignements et des avis, n'ont pas été réunis depuis 1837. Enfin, cette année, la gravité des questions à l'ordre du jour a forcé la main au ministre du commerce, et il a ouvert le 16 décembre la session de ces conseils, qui se terminera le 16 janvier. Un mois de session ! c'est-à-dire quatre ou cinq réunions de commissions, pendant lesquelles on causera de beaucoup de choses très-intéressantes, mais étrangères à la discussion dont on devrait s'occuper. Comment pourrait-il en être autrement ? Qui répond de l'aptitude et des capacités des hommes composant ces conseils ? Le ministre, qui les a choisis presque tous, car un seul de ces conseils est en partie le produit de l'élection (celui du commerce) et les autres sont composés d'hommes politiques, plus ou moins honorables, plus ou moins accablés d'affaires, mais moins agriculteurs qu'un jardinier-fleuriste, à coup sûr ; moins commerçants qu'un épicier en détail, et surtout moins ouvriers que qui que ce soit.

Quoi qu'il en soit, nous aurons à adresser au conseil-général des manufactures nos réclamations touchant les modifications à apporter au livret ; nous renouvellerons également auprès d'eux nos éternelles demandes au sujet de l'organisation des prud'hommes ; nous tâcherons de faire en sorte, en un mot, d'éclairer nos législateurs sur le côté populaire de ces questions. Nous l'avons dit et nous le répétons : nous élèverons partout la voix jusqu'à ce que justice nous ait été accordée.

Cours du Conservatoire des Arts et Métiers.

LÉGISLATION INDUSTRIELLE.—MÉCANIQUE.—DESSIN DES MACHINES.

Nous avons assisté avec assiduité au cours de Législation industrielle professé au Conservatoire des Arts et Métiers.

Quelque faibles que soient nos connaissances en cette matière, nous ne pouvons nous dispenser de donner un exposé rapide des leçons que nous avons écoutées, et du fruit que doivent en retirer les travailleurs, que cette portion de la législation touche si profondément.

Et, puisque nous sommes appelés à parler des cours du Conserva-

toire, disons de suite que, malgré le talent avec lequel ils sont professés, ces cours sont presque complètement inutiles.

L'espèce d'aridité, de sécheresse inhérente au cours de législation industrielle, en rendent les leçons très-difficiles à suivre, si on n'y assiste pas avec une scrupuleuse exactitude, et c'est justement là le difficile pour des ouvriers, qui sont rarement maîtres de leur temps. Notons que ce cours commence à 7 heures ; ce qui entraînerait les ouvriers à quitter leurs ateliers à 6 heures et même à 5 heures du soir pour ceux dont le quartier est éloigné du Conservatoire.

Le cours de mécanique, pour être plus attrayant, n'en est guère plus profitable. Le grand nombre de personnes qui se groupent autour du professeur voient s'accomplir les plus grands phénomènes de la mécanique, sans en sentir l'importance ; c'est un spectacle intéressant qui file devant leurs yeux, et dont leur mémoire garde à peine le souvenir.

Nous ne terminerons pas ces considérations sans parler du cours de dessin des machines, professé au Conservatoire de Arts et Métiers par M. Armangaud aîné. Dans toutes les écoles primaires, mutuelles, etc., qui sont instituées pour l'instruction des classes pauvres, on enseigne le *dessin linéaire*. Nous demanderons pourquoi on resserre dans des limites si étroites une partie si essentielle de l'instruction manufacturière. — Le dessin des machines, qu'on n'enseigne nulle part, est démontré trop superficiellement au Conservatoire ; et puis la pratique manque. Ce n'est pas de cette manière qu'on peut apprendre cette partie du dessin aux ouvriers.

Nous ajouterons même que tous ces cours gagneraient à paraître sous une autre forme. Une publication populaire, sur laquelle pourraient étudier les ouvriers, serait bien plus profitable que ces longues séances pendant lesquelles le professeur parle seul, sans s'inquiéter s'il est compris, si ses leçons sont profitables.

Mais revenons à l'objet spécial de cet article.

L'espèce de bienveillance avec laquelle le professeur de législation industrielle traite parfois les ouvriers, rend notre tâche assez délicate ; aussi nous continuerons d'apporter dans notre discussion toute l'urbanité et la bonne foi qui n'ont jamais quitté les colonnes de notre journal.

Ce n'est pas assez d'avoir à écouter deux ou trois fois par semaine les longs rapports de chiffres dont M. Ch. Dupin tire de si bizarres conséquences. La statistique, avec ses chiffres obligés, est passée en maladie chez nos économistes modernes ; c'est à l'aide de ces rapports qu'ils viennent nous prouver que nous devons être très-satisfaits de notre position, et que nous, ouvriers, nous sommes parfaitement heureux, *relativement* à une époque antérieure. Eh ! mon Dieu, oui, ces chiffres peuvent être exacts ; mais, est-ce que cela prouve que nous ayons seulement notre existence assurée ? Et, par la même raison que vous nous faites plus heureux *relativement* à une autre époque, ne sommes-nous pas plus malheureux maintenant, puisque, comme vous en convenez : Le bien-être physique n'a pas suivi la progression morale.

On nous dit : Il y avait 118,790 habitants qui réclamaient l'assistance publique en 1790 ; en 1841, il n'y en a que 62,539 ; donc le bien-être a augmenté, donc vous êtes heureux. Ces moyens de prouver le bien-être des classes laborieuses ne sont-ils pas une amère dérision, en présence des faits qui se passent chaque jour dans le sein des classes ouvrières. Vous avez bien parlé du prix du blé, mais vous avez eu soin d'omettre celui de la viande, des loyers, etc. Vous qui aimez tant les chiffres, lisez donc une petite brochure de M. Longchamps sur l'alimentation du peuple. — Si vous ne pouvez rien de plus pour nous, que ne répétez-vous ces froides et cruelles paroles d'un économiste d'une autre époque, que ne dites-vous avec Malthus : « Que ceux d'entre vous qui n'ont pas leur couvert mis au banquet de la vie, se hâtent de s'en aller. »

Cette fatale sentence est loin de votre pensée, nous le savons ; mais est-il bien vrai que les améliorations que vous formulez serviront au moins à adoucir le sort des classes ouvrières.

Vous demandez la formation de sociétés de patronage entre les maîtres pour l'éducation et le placement des ouvriers. Ces sociétés, formées comme vous le dites, ne seraient-elles pas plutôt des sociétés d'exploitation organisées, dont les ouvriers seraient les premières victimes ? Selon nous, ce serait reculer l'organisation du travail par delà les corporations, et ces sociétés ne serviraient qu'à compliquer la question, déjà si épineuse.

M. Wolowski a employé trois leçons à donner les preuves du bonheur réel des ouvriers.

Ces démonstrations ne lui ayant pas paru assez concluantes, il a entamé un plan d'organisation du travail dont nous aurons à nous occuper lorsqu'il aura été complètement et clairement présenté.

Le professeur a déjà reçu de nombreuses réclamations relatives au système qu'il a adopté jusqu'à présent. Son impartialité, qui ne peut s'arranger, ni d'un mode d'intervention centrale, ni d'une organisation telle que l'entend *l'Atelier*, n'est que la rêverie d'un homme de talent ; c'est, comme nous le disions tout-à-l'heure, l'exploitation du travail organisée en faveur des maîtres.

Nous ne pouvons passer sous silence une lettre d'un ouvrier mécanicien adressée à M. Wolowski, au sujet de ses deux premières leçons. Cette lettre, que le professeur a essayé de réfuter, portait sur plusieurs points, un cachet de vérité, que son talent n'a pu effacer complètement.

N'est-il pas vrai, malgré les raisons de M. Wolowski, que les grands centres d'industrie manufacturière soient livrés à une immoralité malheureusement trop visible ? Et, pour nous servir du chiffre posé dans la lettre, a-t-il eu une raison solide à opposer quand on lui a cité 47 infanticides dans les 14 départements les plus industriels de la France ; tandis que dans le reste, ce chiffre était au-dessous de 150.

Les désordres dont cette partie de l'industrie est affectée sont les suites d'une mauvaise organisation, nous le savons ; mais ce n'est pas avec celle proposée par M. Wolowski que nous arriverons à un bon résultat. — Dans un prochain article, nous reviendrons sur le plan proposé par M. Wolowski.

D'un Procès entre Ouvriers Associés.

Il existe à Paris, depuis près de huit années, une Association d'ouvriers bijoutiers, dont la constitution peut servir de modèle à toutes celles qui doivent être fondées à l'avenir ; et c'est surtout à celle-là que nous faisons allusion toutes les fois que nous avons avancé que l'association proposée par *l'Atelier* était déjà mise en pratique. Cette société, qui avait commencé avec quelques centaines de francs empruntés, prospéra rapidement, et se trouva bientôt maîtresse de plusieurs petites maisons de commerce, dirigées par des associés, en leur nom particulier. Par malheur, il arriva que l'Association confia la direction d'une de ces maisons à deux de ses membres qui se laissèrent tenter par l'appât du gain, qui, pensèrent-ils, serait plus considérable, s'il était moins partagé. Ils résolurent donc de s'emparer du fonds placé sous leur nom, et de se séparer de la société. — Ces hommes indignes pensaient n'être liés que moralement à leurs co-associés, bien qu'ils eussent signé un contrat, car ils croyaient que l'association n'était pas légalement constituée. Ils agirent donc dans la certitude que leurs camarades ne pourraient s'opposer à leur volonté, et n'oseraient les poursuivre devant les tribunaux. Ils se sont trompés : le tribunal de commerce, saisi de cette cause, reconnut que l'Association était légale, que tous les membres étaient engagés par leur signature, et condamna énergiquement la mauvaise foi et l'improbité de ces deux hommes, qui avaient médité de profiter eux seuls du produit des efforts de tous les associés.

Nous sommes bien aises d'avoir à rapporter ce fait, pour plusieurs raisons : d'abord, pour rassurer les ouvriers en général de la légalité de l'association industrielle que nous avons exposée dans *l'Atelier* ; en second lieu, pour leur faire comprendre la nécessité de ne contracter un engagement social qu'avec des ouvriers dont on connaisse parfaitement les bonnes intentions ; en troisième lieu, pour les engager à s'occuper sérieusement de cette institution.

Aux Sociétés de secours mutuels.

D'après le dernier rapport de la Société Philantropique (24 avril 1840), il y a dans Paris, 164 Sociétés de secours mutuels autorisées par la police ; le total de leur capital est de 2,220,543 fr. 43 c. ; le nombre de leurs sociétaires est de 14,082.

Ces sociétés sont presque entièrement composées d'ouvriers ; elles possèdent comme on le voit, une somme considérable déjà, et qui doit s'accroître encore chaque année. Etablies d'après une décision du Conseil-d'État, elles sont loin de jouir de la sécurité qui leur est due, puisqu'elles sont entièrement soumises au caprice de la préfec-

ture, qui peut, à son gré, les former ou les dissoudre ; il est donc nécessaire qu'une loi garantisse leur existence, et leur assure franchement toutes les modifications indispensables que depuis long-temps elles réclament. Jusqu'à présent, leur unique appui a été la Société philanthropique, qui les a patronnées auprès du pouvoir ; mais ce patronage a été insuffisant, les faits le prouvent malheureusement ; et d'ailleurs, ce que ces sociétés réclament, ce n'est pas une tolérance tracassière comme celle qu'on leur fait subir, mais bien la juste protection que toute association licite et morale de citoyens a le droit d'espérer de l'État.

Jusqu'à ce jour, les Sociétés de secours mutuels ont eu à lutter contre les mauvais vouloirs évidents de la police, et, trop souvent aussi contre la cupidité et l'égoïsme de quelques-uns de leurs membres ; la publicité seule, donnée aux faits de ce genre, aurait pu apporter un remède efficace à cette situation. Mais les journaux, occupés les uns exclusivement des questions politiques toujours si graves et si nombreuses, les autres, empêchés par leur ignorance volontaire, et leur insouciance de la position des ouvriers, n'ont ni pu ni voulu prendre la défense d'une institution qui peut produire les plus heureux résultats ; aujourd'hui, que parvenu sa à seconde année, notre journal a conquis son droit d'existence, nous ouvrons ses colonnes à tout ce qui intéresse les Sociétés de secours mutuels, nous débattons loyalement et scrupuleusement toutes les réformes qu'elles sollicitent, et nous espérons pour cette question, comme pour celle des prud'hommes, avoir le concours de toute la presse intelligente et amie du peuple.

En conséquence, nous prévenons les délégués de ces Sociétés, qu'à partir du présent numéro, nous adresserons à chacun de ceux d'entre eux qui nous en feront la demande, un exemplaire de notre journal, et que nos colonnes seront ouvertes à toutes les communications qu'ils voudront rendre publiques.

En outre, nous prions messieurs les délégués des Sociétés, de vouloir bien nous faire remettre un exemplaire de leur règlement, et de joindre à cet envoi tous les documents qu'ils croiront utiles au travail que nous préparons ; nous comptons sur leur expérience et sur leurs lumières, comme ils ont le droit de compter sur notre dévouement, puisque, comme eux, nous sommes tous des ouvriers, cherchant tous les moyens d'adoucir les misères qui rongent notre classe.

ENQUÊTE.

MÉCANIQUE. — GROSSE MÉCANIQUE.

Jusqu'à ces dernières années, cette partie de l'industrie avait été négligée de manière à nous laisser complètement en arrière de nos voisins rivaux les Anglais ; il n'a fallu rien moins que des bruits de guerre pour éveiller la sympathie du gouvernement pour les grandes constructions.

A part quelques rares ateliers épars dans l'Est et dans le Nord de la France, aucune des autres maisons de construction ne pouvait se charger de fortes entreprises, faute du matériel si important en mécanique ; nous étions obligés de prendre une grande partie de nos machines en Angleterre, et cela, quoi qu'en disent nos profonds économistes, au détriment des nombreux ouvriers que cette branche industrielle voyait chaque jour augmenter.

Mais, nous dira-t-on, les machines françaises coûtent plus cher que les machines anglaises ! Sans parler ici du sentiment national, qui lutte rarement avec les intérêts de nos industriels, nous ne pensons pas que cette objection conserve long-temps le caractère de gravité qu'elle paraît avoir. Nous possédons de riches mines de fer (1), de nombreuses et excellentes mines de charbon (2), il ne manque, suivant nous, aux constructeurs qu'un matériel assez puissant pour lutter avec succès contre cette terrible concurrence anglaise.

(1) Les fers de Longuyon, dans la Lorraine, ceux de Comté et du Berri sont aussi bons que les fers de Suède.

Pour les pièces peu délicates, les fers de la Haute-Marne et de l'Yonne sont bien suffisants.

Il y a encore une qualité de fer intermédiaire, c'est le fer de roche qui est d'un très-grand emploi dans les machines.

(2) Les houilles ordinaires et l'antracite, qui est infiniment supérieure à toutes les espèces de charbons de terre connues.

Hâtons-nous de dire que les bruits de guerre, dont nous parlions tout-à-l'heure, ont donné l'éveil au gouvernement; que sa sollicitude, forcée sans doute, a été au-devant des vœux des constructeurs, et qu'en faisant de nombreuses commandes de travaux, il n'a pas négligé l'outillage et le matériel qu'exigent les machines qu'il fait construire.

Ce matériel se compose ordinairement, pour les travaux que nous désignons plus bas, d'une machine à vapeur, de grues, de tous ces engrenages à vitesses variables, d'une machine à raboter les métaux, d'une machine à aléser les corps de pompe, de balanciers pour percer la tôle, de machines à fendre et à forer, de tours ordinaires et de beaucoup d'autres petites machines et outils, dont l'acquisition doit absorber, d'après ce qu'on voit, de très-grands capitaux. Nous ne parlons pas des forges, dont nous ferons un article à part, ni des transformations de mouvement qu'exige le jeu de toutes ces machines.

Les grandes constructions de machines comprennent principalement : les chemins de fer, les machines à vapeur locomotives et fixes, les appareils de paquebots, l'établissement des usines, tels que papeteries, moulins, filatures, et tous les instruments de travail semblables à ceux que nous avons cités plus haut; enfin, les machines de moindre importance, comme les pompes à incendie et ordinaires, les hache-paille, etc.

Ces travaux s'exécutent tous à Paris, la plus grande partie en est faite à la journée. Cette journée se compose ordinairement de onze heures de travail. Elle est rétribuée à raison de 3 fr. 50 c., à 4 fr. Peu de prix dépassent ce dernier chiffre; d'après les renseignements que nous avons lieu de croire exacts, et ce que nous en savons nous-mêmes, la moyenne des journées ne dépasserait pas 3 fr. 75 cent.

Cette rétribution paraît suffisante au premier coup-d'œil, mais de toutes les parties de l'industrie manufacturière, la grosse mécanique est sans contredit la plus fatigante; une lime de près de deux livres dans les mains, occupé onze heures entières à limer du fer et de l'acier, ou à *burner* des pièces de fonte avec un lourd marteau, on conçoit le besoin qu'éprouve l'ouvrier de se soutenir par des aliments substantiels et de boire un peu de vin.

Nous comprenons notre mission de travailleurs; mais c'est surtout dans ces grands travaux qu'à la santé physique il faut ajouter la force morale. Rien n'est effrayant comme ces machines puissantes, toujours prêtes à vous broyer dans les mille tours de leurs engrenages; tout en rampant comme un serpent dans un *bouilleur de chaudière à vapeur* ou en grimpant sur les colonnes d'une *machine à vapeur de Watt*; que de soins à prendre pour éviter l'attouchement de ces terribles machines, et cependant, que de malheurs il est impossible d'éviter!

Croît-on maintenant que 3 fr. 50 c. ou 4 fr., soit une trop forte rétribution! Cette journée, qui paraît quelque chose, se réduit à presque rien, comme celle de tous nos camarades.

On fait des travaux *aux pièces*, dans quelques ateliers de Paris et aux chemins de fer pour la construction des wagons. Quoique dans ces derniers ateliers, ce genre de travail appartienne principalement aux forgerons, nous ferons une remarque qui peut s'appliquer à tous ceux de nos confrères qui font ce qu'on appelle des *marchandises*.

Nous leur dirons que le bénéfice qu'ils semblent retirer de ces travaux n'est qu'apparent; que ce bénéfice retourne à l'industriel qui les occupe. Qu'arrive-t-il en effet, lorsqu'après bien du travail, ils ont ajouté dix ou quinze sous à leur journée? Souvent, le résultat est une maladie; les travaux de mécaniques, déjà si rudes quand on les conduit consciencieusement, vous énervent et vous tuent; voilà pour l'ouvrier. Pour le maître, à lui tout le bénéfice, car aussitôt que vous vous êtes rendus habiles dans un genre de travail aux pièces, il diminue le prix de la façon primitive, et, par ce fait que nous savons très-exact, retire tout le bénéfice que votre habileté devait vous attirer.

Le nombre des ouvriers travaillant dans la grosse mécanique s'élève au moins à 2,000 dans ce moment; ce nombre pourra être employé encore quelques années: les ateliers de Paris, joints à ceux des chemins de fer qui s'établissent, sont assez approvisionnés de travaux pour cela.

Depuis les commandes de paquebots transatlantiques, le nombre des ouvriers s'est accru de 800 au moins; ces ouvriers ont été dispersés chez MM. Pauwels, Cavé, et chez d'autres constructeurs moins marquants, qui ont reçu des commandes d'outils.

PETITE MÉCANIQUE.

INSTRUMENTS DE PHYSIQUE, D'OPTIQUE, D'HORLOGERIE.

Cette partie de la mécanique est cultivée avec beaucoup de fruit; elle est au moins égale à celle des Anglais. Nos constructeurs d'horloges, de phares, d'instruments de physique ont apporté de grands et utiles perfectionnements dans les nombreux instruments qui ont rapport à cette branche industrielle. Malheureusement nous n'avons pas autant à nous louer du prix de la journée. Dans beaucoup d'ateliers cette journée se compose de 12 heures de travail, la moyenne des divers prix ne s'élève pas au-delà de 3 fr.; nous connaissons des ateliers où ce prix s'élève à peine à 2 fr. 75 c. Il y a cependant une petite compensation, relativement aux ouvriers de la grosse mécanique; c'est que, fatiguant moins, on consomme en raison des travaux que l'on fait. Cette raison n'est pas toujours juste, cependant, car les ouvrages de cuivre sont malsains et demandent, par cette raison, que la santé soit entretenue aux dépens du salaire journalier. Quelque difficile que soit à se procurer le chiffre des ouvriers travaillant dans cette partie de la mécanique, nous sommes portés à l'élever au moins à 4,000.

La grande quantité d'ateliers composant la petite mécanique a compliqué la difficulté des renseignements que nous avons pu avoir aussi nous ne donnons pas le chiffre cité plus haut comme parfaitement exact.

Il nous a été remis, pour la souscription en faveur de Boyer, par vingt Polonais, 6 fr. 20 c.; par M. Reboux, 5 fr. et par M^{me} L..., 3 f.

VARIÉTÉS.

ORGANISATION DU TRAVAIL,

par M. Louis Blanc.

Nous avons pris dans notre dernier numéro l'engagement de rendre compte de cet ouvrage, nous nous bornons aujourd'hui à en donner l'analyse, nous réservant de l'examiner à l'occasion.

Exposons donc en peu de mots la théorie de M. Louis Blanc :

L'Etat, déclaré *régulateur suprême de la production*, lèverait un emprunt dont le produit serait affecté à la création d'*ateliers sociaux* dans les principales branches de l'industrie nationale; les capitalistes, soumissionnaires de cet emprunt, recevraient un intérêt fixé par une loi et garanti sur le budget, mais ils n'auraient droit, en leur qualité de capitalistes, à aucun dividende; l'Etat appellerait dans ses *ateliers sociaux* tous les ouvriers offrant des garanties de moralité, jusqu'à concurrence de l'emploi du capital primitivement rassemblé pour l'achat des instruments de travail; il rédigerait, sous forme de lois, les statuts de ces *ateliers*, et nommerait, la première année, à tous les emplois nécessaires; la hiérarchie, à partir de la deuxième année, serait le produit de l'élection; les salaires, toujours suffisants, seraient gradués suivant la nature des travaux; mais cette graduation disparaîtrait peu à peu pour faire place à l'*égalité*, « le génie devant constater son légitime empire, non par l'importance du tribut qu'il lève sur la société, mais par la grandeur des services qu'il lui rend. Car ce n'est pas à l'*égalité des droits* que doit aboutir l'*égalité des aptitudes*, c'est à l'*égalité des devoirs*! » A chaque industrie s'adjoindraient les travailleurs que la nature même de leurs fonctions empêche de pouvoir se réunir par profession; « on ferait tous les ans le compte du bénéfice net, dont il serait fait trois parts : l'une serait répartie par portions égales entre les membres de l'association; l'autre serait destinée : 1° à l'entretien des vieillards, des malades, des infirmes; 2° à l'allègement des crises qui pèseraient sur d'autres industries, toutes les industries se devant aide et secours; la troisième enfin serait consacrée à fournir des instruments de travail à ceux qui voudraient faire partie de l'association, de telle sorte qu'elle pût s'étendre indéfiniment. » Chaque membre des *ateliers sociaux* pourrait disposer de son salaire comme il l'entendrait, chacun d'ailleurs restant libre de profiter des avantages de la vie en commun; les *ateliers sociaux* feraient, sous la surveillance de l'Etat, concurrence à l'industrie individuelle jusqu'à l'extinction lente et graduée de celle-ci, mais ils ne pourraient, en aucun cas, se faire concurrence les uns aux autres; en faisant retourner à l'Etat les successions collatérales, il serait établi des domaines communaux qui permettraient d'organiser l'agriculture sur les mêmes bases que l'industrie.

Les principaux articles de ce projet sont, on le voit, conformes à notre contrat d'Association. Nous ferons, du reste, en temps et lieu quelques observations.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE FÉROU, 15 —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 25 au 30. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Le journal se vend chez ROUANET, rue Verdelet; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve; LAVIGNE, passage de l'Ancre; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon; on s'abonne chez GÉRUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

Au rédacteur de *la Presse*. — De l'opposition aux réformes. — A M. Hébert, — Des coalitions d'ouvriers. — Affaire des rubaniers de Saint-Étienne. — Pétition des chefs d'atelier de Lyon. — Faits divers. — Variétés. Jeanne d'Arc.

AU RÉDACTEUR DU JOURNAL LA PRESSE.

Monsieur,

Vous vous êtes servi, dans un intérêt qui n'est pas le nôtre, assurément, de l'influence que *L'Atelier* pouvait avoir sur une partie de la classe ouvrière, en reproduisant et en sommant en quelque sorte les journaux opposants de reproduire également un article de nous contre les sociétés secrètes et le droit individuel d'insurrection. Toutefois, nous ne vous en savons pas mauvais gré; car, si vous avez de bonnes raisons pour désirer la fin des complots et des attentats, nous aussi, nous en avons d'excellentes, que nous avons fait valoir ailleurs, et sur lesquelles nous n'insisterons pas ici.

Nous devons vous annoncer, cependant, que notre pensée générale demeurerait incomplètement exprimée, si, après avoir conseillé aux nôtres d'abandonner les secrets moyens révolutionnaires, nous n'adressions aux vôtres, c'est-à-dire à tous ceux qui soutiennent le gouvernement tel qu'il est, quelques observations sur la situation actuelle. Et, de même que vous avez cru devoir vous servir de notre feuille pour détourner les ouvriers des conspirations, de même nous croyons utile, à notre tour, de nous servir de la vôtre, qui est en faveur dans les hautes régions politiques, pour y faire parvenir nos réclamations. Nous vous y invitons, d'ailleurs, de la même manière que vous invitâtes dernièrement la presse indépendante à répandre dans le peuple nos conseils modérateurs.

DE L'OPPOSITION AUX RÉFORMES,

ET DE SES CONSÉQUENCES.

Les classes privilégiées, c'est-à-dire celles qui possèdent la richesse, et qui, à cause de cela, jouissent exclusivement des droits politiques, vivent dans la crainte continuelle des idées de réforme et des tentatives d'insurrection des classes pauvres. Cette

crainte est entretenue, d'ailleurs, par certains hommes politiques qui trouvent par là le moyen de se rendre nécessaires; aussi, toute pensée de modification, si modérée qu'elle soit au fond, semble-t-elle toujours, dans le monde dont nous parlons, une menace plus ou moins directe contre la propriété. Dans toutes les théories sociales qui se font jour dans ce temps-ci, on ne voit qu'une chose, le partage des biens; entre toutes les négations plus ou moins hardies des doctrines nouvelles, on n'a pris l'alarme que pour une seule négation, celle du droit qui n'est point acquis par le devoir. Indifférentes pour tout ce qui ne les touche pas dans leur intérêt matériel, ces classes poursuivent avec une ardeur sans égale tout ce qui leur semble menacer de près ou de loin cet intérêt, qui domine et fait taire tous les autres.

D'autre part, les classes qui ne possèdent point, et qui, à cause de cela, sont exclues des droits politiques et réduites à une condition inférieure, vivent aussi dans une insécurité perpétuelle, car si leur présent est triste, leur avenir est désolant. De là ces désirs légitimes d'améliorations, que la misère et les excitations ont transformés, chez un certain nombre, en passions ardentes; de là le succès de ces théories sensualistes, et l'emploi de ces moyens extravagants autant que funestes pour en amener la réalisation.

L'exagération de l'esprit conservateur et l'exagération de l'esprit transformateur ont donc produit deux partis extrêmes en dehors de la masse de la société. Cependant, au fond, la passion qui les anime a une source unique : c'est le désir de posséder. Ceux-là disent : « nous voulons tout garder ! » et ceux-ci : « nous voulons avoir aussi ! » Égoïsme des deux côtés ! Cette lutte a un misérable caractère; il nous semble (qu'on nous pardonne cette comparaison grossière), il nous semble voir de ces animaux qui, maîtres d'une riche proie, sentent instinctivement que d'autres doivent la leur envier, et, l'œil enflammé, rugissent sourdement contre les affamés qui les environnent.

Nous ne sommes pas de ceux qui justifient les vices de notre classe, même lorsque ces vices ont une cause fatale; mais, certes, si l'on doit flétrir l'égoïsme quelque part, c'est bien plus dans ceux qui jouissent de tout, que dans ceux qui, souvent, sont privés du strict nécessaire.

Nous avons combattu les erreurs et les passions mauvaises que nous avons reconnues en nous et autour de nous; ne nous sera-t-il pas permis de combattre aussi les mauvaises passions et les erreurs des gens qui nous dominent et nous donnent un exemple dangereux? Sans doute il le faut : c'est un devoir de chercher à détruire les luttes intestines qui immobilisent la société dans ce profond malaise dont nous souffrons tous, dans ce désordre moral, avant-coureur du désordre matériel. Si le parti qui résiste ne veut pas s'amender et faire des concessions nécessaires, il attirera inévitablement sur lui les maux terribles que la noblesse d'autrefois attira sur elle, et, comme sur celle-ci encore,

la responsabilité non moins terrible des réactions dont une aveugle obstination aura été la cause...

Les concessions réclamées aujourd'hui sont cependant fondées sur la justice, et ne menacent en rien les possesseurs de la richesse. Il ne s'agit, en industrie, que de créer des institutions qui garantissent aux classes ouvrières un travail assuré et suffisamment rétribué; — en politique, d'étendre le droit électoral à tous les hommes qui remplissent convenablement leurs devoirs de citoyens, afin que les grands intérêts sociaux ne soient plus sacrifiés à des intérêts de parti.

Il y a déjà long temps que l'on réclame ces deux espèces de réformes, sans qu'on ait obtenu des pouvoirs autre chose qu'un refus net; et la presse dévouée à la résistance a eu pour mission de faire prendre le change à l'opinion publique sur la légitimité de ces demandes. Mais, telle a été sa manière d'argumenter, qu'elle n'a eu d'autre effet que d'irriter le peuple davantage, et de produire une désaffection de plus en plus radicale à l'égard du gouvernement actuel.

Ainsi, pour donner un exemple, on agitait de toutes parts, il y a peu de temps, la question de l'établissement des conseils de prud'hommes à Paris. Avant qu'on s'en occupât dans le monde officiel, beaucoup d'ouvriers y avaient déjà songé, et nous-mêmes avions réclamé vivement cette institution, demandant toutefois, comme mesure de justice à notre égard et même comme une mesure de haute prévoyance, qu'on admît les ouvriers dans ces conseils. Cette concession eût été extrêmement utile sous tous les rapports. Le gouvernement ne comprit pas cela, et préféra ajourner l'établissement projeté, plutôt que de faire droit à nos réclamations; ses organes officiels ou officieux se chargèrent de nous démontrer, à ce propos, et le plus clairement du monde, que nous avions été des niais de croire un instant qu'on ferait quelque chose pour nous. On a tenu à nous prouver que nous n'avions rien, absolument rien à attendre en fait d'améliorations. On a répondu à nos demandes si modérées par des injures dans le genre de celles-ci : « Les ouvriers qui demandent des réformes sont des paresseux » qui désirent un bouleversement de la société pour essayer » de sortir de leur condition obscure, etc. » Une autre fois on nous a dit : « Les ouvriers honnêtes ne sont pas ceux qui font de » la politique, mais seulement ceux qui, ne songeant qu'à gagner » une bonne journée, sont soumis envers leurs maîtres, et ne se » mêlent point de choses qui sont au-dessus de leur portée. » Ou bien encore, si nous nous plaignons du défaut d'ouvrage ou de l'insuffisance de notre salaire, on nous répond que les bons ouvriers sont toujours occupés. — Cependant, cet hiver, il s'est trouvé qu'il n'y avait guère de travail que pour une moitié des ouvriers tailleurs; dans beaucoup d'autres professions, c'est à peine si le travail est suffisant pour occuper les deux tiers des ouvriers qui y sont attachés; toute cette foule forcément inactive n'est donc composée que de paresseux, selon vous? Et si, dans leur détresse, ces ouvriers accusent le pouvoir d'imprévoyance, vous ne manquerez pas de les appeler anarchistes. Tout cela est profondément odieux et bête à la fois, il faut en convenir, et nous sommes honteux d'avoir à réfuter d'aussi misérables raisons.

Il est donc bien entendu qu'on ne veut point toucher à l'édifice industriel; on préfère abandonner les ouvriers aux conséquences du régime actuel, si menaçant pour eux, et s'exposer à des dangers sans nombre, plutôt que de céder quelque chose. On n'est pas plus aveugle.

Dans l'ordre politique, la raison de la résistance à la réforme est contenue entière dans le raisonnement suivant :

« Notre but, s'est dit le parti privilégié, c'est l'ordre et la paix, » et notre bien-être comme conséquence. Or, qui peut être plus » intéressé à l'ordre et à la paix que celui qui possède? Qui sera » plus opposé aux changements et aux expérimentations aventureuses que celui qui a tout ce dont il peut avoir besoin? Il faut » donc attribuer exclusivement le droit électoral et celui d'éligibilité à ceux qui possèdent; autrement, appeler tout le monde, » c'est nous exposer à recevoir la loi de cette classe, plus nombreuse que la nôtre, que nous avons tenue jusqu'alors dans » une condition inférieure; et comme elle n'a pas le même intérêt » que nous à la paix, comme elle se passionne plus volontiers que » nous à l'idée de patrie, qu'elle a l'esprit actif, turbulent, elle » pourrait nous entraîner dans une voie où nous n'aurions plus

» de sécurité; il ne faut donc jamais céder sur le terrain de l'élection. »

Tel est le raisonnement dans toute sa brutalité; l'égoïsme le plus épais en est l'unique fondement.

Mais cet égoïsme, on cherche à le déguiser; et, sur cette question encore la presse conservatrice a fait ses tours de force habituels pour prouver l'illégitimité des réclamations populaires. « Pour être électeur, dit-elle, il faut des connaissances que tout » le monde ne saurait avoir. Il est donc bien plus raisonnable de » ne conférer ce droit qu'à ceux qui, par leur position de fortune, » sont présumés avoir reçu de l'instruction, et capables, conséquemment, de remplir convenablement leur devoir. »

Cet argument aurait quelque valeur, s'il s'agissait, dans les assemblées électorales, de se prononcer sur une question scientifique; mais point : il s'agit tout simplement de choisir le plus honnête, le plus patriote d'entre les candidats. Le choix d'un bon député exige certainement moins de capacité qu'il n'en faut pour se conduire honnêtement dans toutes les circonstances de la vie. Est-ce donc si difficile de choisir un homme dévoué? Mais si le peuple en général n'avait pas cette capacité, il faudrait l'assimiler immédiatement aux bêtes de somme! Ce raisonnement est donc absurde.

On a dit souvent aussi qu'en ne donnant le droit électoral qu'aux possesseurs, c'était montrer la route aux hommes de travail; que c'était en quelque sorte la récompense d'une vie laborieuse, et que l'ouvrier qui savait s'élever au rang de maître donnait ainsi une preuve incontestable de capacité.

C'est encore là un de ces sophismes que nous sommes singulièrement fatigués d'entendre répéter, et dont il est bien temps de faire justice. — Certes, nous ne nions pas que les richards qui sont venus à la ville en sabots et le sac sur le dos, n'aient fait preuve d'une aptitude spéciale, propre aux raffinés égoïstes; mais nous déclarons, pour notre compte, que nous leur contestons, d'une manière absolue, la capacité morale, la première et la plus importante de celles que nous avons droit d'exiger de l'électeur aussi bien que de l'éligible. Pour qui nous prend-on, après tout? ne savons-nous pas à quelles conditions s'édifient la plupart des fortunes?

. (1)
En thèse générale donc, et en nous plaçant au point de vue de l'intérêt moral de la société, si nous avions à choisir entre deux candidats dont l'un serait resté pauvre et l'autre aurait trouvé le moyen de s'enrichir, la présomption de probité et de dévouement, à nos yeux, serait en faveur du pauvre.

Nous n'avons pas le loisir de réduire ici toutes les mauvaises raisons qui ont été données par les organes du privilège pour justifier la résistance aux modifications que nous venons d'indiquer; qu'il nous suffise de redire qu'elles n'ont d'autre fondement que l'esprit de parti le plus étroit et le plus imprévoyant.

En résumé, il est évident que si des désirs immodérés se sont manifestés dans une certaine partie de notre classe, par contre-coup, la classe privilégiée a montré une opposition non moins immodérée à toute espèce de réforme. Il est évident encore que la haine entre les pauvres et les riches est bien moins alimentée par les prédications que l'on appelle incendiaires, que par les actes de ces hommes d'Etat qui ne connaissent d'autres moyens de gouvernement que l'intimidation à l'égard du peuple, et la flatterie à l'égard du parti conservateur, dont ils partagent les passions et les préjugés. La société n'a pas d'ennemis plus dangereux que ces hommes; car ils la poussent dans une voie pleine de périls, d'où elle ne pourra sortir sans d'affreux déchirements, à moins que l'on ne s'efforce de la ramener au plus tôt dans la voie plus sûre, plus logique, et surtout plus morale, des réformes progressives tant et si justement réclamées par l'opinion populaire. Mais, malheureusement, tel est l'orgueil et l'aveuglement du parti qui a la toute-puissance, qu'il ne tient aucun compte des avertissements qui lui sont donnés de tous côtés. Pour nous, qui n'avons nul espoir d'être écoutés, nous croyons néanmoins devoir persister à mettre en demeure les hommes qui prennent part à l'administration de la France, afin qu'il soit avéré pour tout le

(1) Censure de l'imprimeur.

monde qu'ils n'ont point ignoré les vœux et les besoins du peuple, et qu'ils n'ont point osé ou point voulu lui rendre justice.

Les avocats qui défendaient devant la cour des pairs les ouvriers compromis dans l'attentat du 15 septembre, basèrent presque tous leur défense sur l'excitation que recevaient de la misère des hommes que l'incurie du gouvernement abandonnait à la merci des maîtres du travail. A cela M. le procureur général Hébert répondait :

« On vous a parlé des moyens que le gouvernement aurait pu employer pour conjurer le mal ; mais, je vous le demande, quels essais n'ont pas été tentés dans ce but ? Citez-nous un gouvernement qui ait plus fait, plus accompli pour l'amélioration des classes ouvrières ? Voulez-vous parler de la culture des intelligences ? rappelez-vous les lois sur l'instruction publique promulguées depuis 1850. Voulez-vous parler de ces soins qui sont dus aux enfants du peuple ? rappelez-vous la création des salles d'asile. Voulez-vous parler des moyens d'augmenter le bien-être des ouvriers ? rappelez-vous les caisses d'épargne. Voulez-vous parler du travail que vous voulez sans cesse organiser, rappelez-vous cette loi récente qui est venue protéger l'enfance dans les manufactures. Mettez à côté de cela les bienfaits inépuisables de cette charité qui va dans la grande ville constamment trouver le malheur pour le secourir et le consoler, et demandez-vous si, au lieu de reproches, on ne devrait pas adresser au gouvernement des actions de grâces. »

Nous dirons à notre tour : Non, monsieur le procureur général, nous ne pouvons pas adresser des actions de grâces au pouvoir, nous souffrons trop pour cela ; nous ne pouvons que réclamer jusqu'à la mort cette réforme politique qui permettra à une véritable représentation nationale d'améliorer notre position par l'organisation du travail. Alors, monsieur, nous pourrions jouir des lois sur l'instruction publique, parce que, n'étant pas forcés par le besoin de travailler 14 et 16 heures par jour, nous pourrions consacrer quelques-unes à la culture de notre intelligence.

Quant au moyen d'augmenter le bien-être des ouvriers par l'établissement des caisses d'épargne, nous vous répondrons qu'il est impuissant et immoral.

Pour vous convaincre de son impuissance, vous n'avez qu'à interroger les statistiques, et vous verrez que la plus grande partie des personnes qui déposent de l'argent à la caisse d'épargne sont des domestiques, et que le peu d'ouvriers qui y portent sont célibataires. En effet, comment voulez-vous que l'ouvrier marié fasse des économies, quand son salaire est souvent insuffisant pour le faire vivre, lui et sa famille ?

Nous disons qu'il est immoral, votre moyen d'améliorer, parce que ce n'est qu'en s'imposant les plus grandes privations que l'ouvrier peut porter à la caisse d'épargne, et encore ne le fait-il que parce que vous ne lui donnez pas de sécurité pour l'avenir. Oui, il est immoral, votre moyen, car il substitue l'égoïsme au dévouement ; en effet, l'homme qui amasse quelques francs au prix de tant de privations ferme son cœur à la pitié, et reste froid en présence de son camarade malheureux, qu'il pourrait pourtant soulager de sa bourse.

Oui, il est immoral votre moyen, car le salaire de l'ouvrier marié suffisant à peine pour les besoins de sa famille, s'il en retranche quelque chose pour la caisse d'épargne, il doit nécessairement priver son enfant du strict nécessaire.

En parlant des soins qui sont dus aux enfants du peuple, vous rappelez la création des salles d'asile. Tout en déplorant la nécessité où sont nos femmes de confier leurs enfants à des mains étrangères pour aller gagner un misérable salaire, nous serions pourtant reconnaissants si cette institution atteignait le but pour lequel elle a été créée. Mais non, ici encore cela ne se peut pas, car la cause du mal n'a pas cessé, car la misère causée par l'insuffisance du salaire de l'ouvrier ne lui permet pas de nourrir, de vêtir ses enfants, et vous ne les nourrissez ni ne les vêtissez. La terrible nécessité nous force donc à les retirer de la salle d'asile pour les envoyer à la fabrique gagner l'existence que la concurrence illimitée ne nous permet pas de leur assurer.

Comprenez-vous, monsieur le procureur général, c'est en sortant de la salle d'asile que nous sommes forcés par le besoin d'exploiter nos enfants et de les priver des bienfaits de l'instruction, en les envoyant dans vos manufactures.

Mais là nous trouvons un obstacle, cité par vous comme un bienfait, c'est la loi sur le travail des enfants. C'est-à-dire que nous ne pouvons nourrir nos enfants, et que la loi, juste du reste, mais inapplicable, nous interdit de les faire travailler !

Ah ! croyez-le bien ! monsieur le procureur général, les bienfaits que vous nous citez là font notre désespoir, et préparent à celui qui nous les ont procurés peut-être bien des angoisses, s'ils ne viennent, par une sage réforme, organiser cette concurrence qui tue ouvriers et fabricants.

Vous parlez aussi des bienfaits inépuisables de la charité. A cela nous répondrons d'abord qu'il est étrange que ceux qui produisent ne puissent consommer qu'en demandant l'aumône ; ensuite, vous croyez peut-être que cette aumône atteint toujours les plus nécessiteux. Détrompez-vous, monsieur, souvent, pendant que le paresseux va la demander, l'ouvrier nécessiteux cherche de l'occupation.

Oui, monsieur le procureur général, nous refusons l'admiration et les actions de grâces que vous demandez à des gouvernants qui projettent de construire un palais archiépiscopal, quand de pauvres ouvriers, malades, soit de l'insalubrité de leur logement, soit de l'excès du travail et toujours de la mauvaise nourriture, attendent sans soins, sans médicaments, une mort affreuse, que leur admission dans un hospice pourrait au moins adoucir. Le 15 de ce mois, un journal (*le National*) signalait un fait bien désolant : on avait vu la veille, dans l'espace de deux heures, refuser au bureau central quarante-trois malades, faute de place dans les hôpitaux ; plusieurs de ces malheureux ne savaient que devenir, car les maîtres de leurs garnis refusaient de les recevoir, leurs maladies offrant des craintes à leurs camarades de chambrée.

Depuis, on a bien établi dans les hôpitaux des lits supplémentaires, mais on est loin encore de pouvoir remédier au mal. car, ajoute le 17 le même journal, on refuse encore des malades considérablement, et on est dans une telle disette de linge à l'Hôtel-Dieu, que si la voiture du blanchisseur était retenue en route pour quelque cause que ce fût, les malades entrants seraient obligés de coucher avec leurs haillons de ville.

En présence de tels faits, croyez vous, monsieur, que l'ouvrier puisse éprouver de l'admiration pour des gens qui pourraient tant et font si peu pour améliorer sa position matérielle et morale ?

Ce n'est pas non plus avec des moyens comme ceux que l'on emploie envers les rubaniers de Saint-Etienne que vous obtiendrez, messieurs les gouvernants, les actions de grâces et les sympathies du peuple.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

(Articles 414, 415 et 416 du Code Pénal.)

La coalition est une des formes les plus fréquentes de la lutte permanente qui existe entre les intérêts opposés des maîtres et des ouvriers. La coalition étant un délit puni très-sévèrement par les lois, il importe d'en bien déterminer la nature, afin que chacun de nous sache bien quand et comment il s'expose parfois, sans le savoir, aux coups d'une législation ombrageuse.

Cette définition de la coalition est d'autant plus importante, qu'il arrive fort souvent que des ouvriers, lésés dans leurs intérêts, ne savent plus quelle voie ils peuvent employer pour les défendre, attendu qu'en plusieurs circonstances leurs démarches légales ont été confondues sous le nom vague de coalition, et, qu'effrayés des poursuites qui s'attachent à ce mot, ils n'ont pas tenté tout ce qu'ils pouvaient pour faire valoir leur droit.

On peut être sûr que, dès qu'une contestation s'élève dans un atelier relativement au salaire ou au mode de travail, les maîtres, la police et le public y voient immédiatement un germe de coalition. Toute réclamation, quelle qu'en soit la justice, est ainsi qualifiée, et les ouvriers y sont tellement habitués, qu'ils prennent les plus grandes précautions pour cacher leurs mesures de résistance, quand même ces mesures sont parfaitement légales.

Nous allons donc établir, aussi nettement que possible, la différence qui existe entre un refus de travail à des conditions onéreuses et une coalition. Et d'abord, nous allons donner la définition du mot d'après le Dictionnaire de l'Académie : « *Coalition* se dit, dans la législation pénale, d'un concert de mesures pratiquées par plusieurs personnes, dans la vue de nuire à d'autres ou à l'État. » Voilà une bien large explication, et qui peut s'appliquer à d'autres choses qu'à une coalition d'ouvriers. Si les tribunaux correctionnels ne sortaient pas de la définition du Dictionnaire, ils condamneraient rarement les ouvriers pour coalition, car on ne peut nier que le concert des mesures que prennent les ouvriers en ces occasions, n'ait pour

but d'être utiles à leurs camarades et à eux-mêmes, et ne se propose en aucune façon de nuire à personne. Mais, malgré l'intention qui dirige les coalitions, elles n'atteignent pas toujours leur but ; la loi les défend d'ailleurs, et nous devons obéir à la loi, quelque injuste qu'elle soit.

Avant de donner à nos amis des conseils sur la marche qu'ils doivent adopter dans leurs réclamations, il ne sera pas hors de propos de faire voir avec quelle révoltante inégalité la législation impériale punit le même délit lorsqu'il est commis par un maître, ou lorsque c'est un ouvrier qui s'en rend coupable. Ce n'est pas la première fois que nous faisons ce rapprochement, mais il consacre tellement notre infériorité, il constate si clairement le mauvais vouloir des gouvernants à l'égard des ouvriers, que nous ne saurions y revenir trop souvent. Nous mettons en regard les deux articles :

414. Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer *injustement* et *abusivement* l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 200 à 5,000 francs.

415. Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après certaines heures, et, en général, pour suspendre, empêcher ou enchevêtrer les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus.

Les chefs, ou moteurs, seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans (1).

L'existence des chefs ou moteurs n'est pas reconnue par la loi chez les maîtres. Ils échappent ainsi à une peine des plus graves, et cette peine atteint souvent les ouvriers accusés de coalition, lesquels sont presque toujours considérés comme moteurs. Ainsi donc, pour le même fait, bien plus excusable chez l'ouvrier que chez le maître, on condamne celui-ci à la peine de six jours de prison, tandis que l'autre peut la subir de deux à cinq ans, avec la surveillance !

Ce n'est pas tout encore : l'art. 414 est conçu de telle façon qu'il est presque impossible d'atteindre un maître convaincu de coalition. En effet, il faut, pour qu'il y ait lieu à application de la loi, que la coalition ait tendu à forcer *injustement* et *abusivement* l'abaissement des salaires. Or, qui ne sait que, devant un tribunal de police correctionnelle, composé d'hommes étrangers à l'industrie, le maître prouvera toujours, en invoquant la nécessité de soutenir la concurrence, que ce n'est ni *injustement* ni *abusivement* qu'il a tenté d'abaisser le salaire de ses ouvriers. Que l'ouvrier, à son tour, essaye de prouver que c'est avec justice, et pour résister à des diminutions insoutenables, qu'il s'est coalisé, le tribunal lui répondra qu'il n'a à juger que le fait et non les intentions, cette faveur étant exclusivement réservée aux maîtres.

Voyons maintenant l'art. 416 :

« Seront aussi punis de la même peine, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, défenses, interdictions, etc., soit contre les directeurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres. »

On voit qu'il ne s'agit ici que des ouvriers. Mais, est-ce que les maîtres ne peuvent pas tenter aussi d'interdire le travail à certains ouvriers, en se les signalant les uns aux autres ? Et alors, où est la peine qui les atteint ? où est l'article de loi qui les condamne ? Nous l'avons en vain cherché ! Il est si vrai que ce cas a été oublié (à dessein ou non) par le législateur, que dernièrement un fabricant traduit en police correctionnelle pour avoir *signalé* des ouvriers aux fabricants de sa profession, ce qui constituait évidemment un délit semblable à celui que punit l'art. 416, n'a pu être atteint par la loi que comme diffamateur ! On ne lui a appliqué qu'une amende et des dommages-intérêts ; et, si un fait analogue avait été commis par un ouvrier, on lui aurait certainement appliqué l'art. 416, c'est-à-dire de deux à cinq ans d'emprisonnement ! Nous ne demandons certes pas un surcroît de peine contre les maîtres qui se rendraient coupables de ces délits, mais nous réclamons ce qui est écrit dans la Charte, l'égalité devant la loi !

Et, puisque nous avons attaqué en différentes occasions la législation impériale, disons un mot en celle-ci, pour diminuer un peu

l'odieux de la loi sur les coalitions. A l'époque où furent faits les articles contre lesquels nous réclamons, les ouvriers étaient tellement rares, à cause de la guerre, que leurs prétentions devinrent pour ainsi dire exorbitantes. Des coalitions nombreuses se formaient, et il était difficile de ne pas céder aux exigences d'ouvriers dont on avait un pressant besoin. On nous a affirmé que des tailleurs de pierre et des charpentiers demandèrent et obtinrent, à cette époque (sous l'empire), jusqu'à 25 francs par jour. Le seul remède qu'on ait trouvé alors à cet état de choses a été la loi si sévère sur les coalitions. Sans vouloir examiner jusqu'à quel point elle a porté ses fruits à cette époque, nous nous bornerons à dire qu'elle n'est plus du tout en harmonie avec l'état actuel de l'industrie. Maintenant, loin d'élever leurs prétentions, les ouvriers sont forcés de se faire concurrence les uns aux autres : les coalitions n'ont plus généralement pour but que le maintien des salaires au misérable taux où ils sont réduits ; les peines ne sont donc plus proportionnées. Ainsi, avec l'inégalité flagrante qui existe dans les peines portées contre les ouvriers et les maîtres, on doit reprocher, en outre, à la loi une sévérité qui ne s'explique que par la peur et la défiance de nos gouvernants en face des ouvriers.

Nous demanderons toujours avec instance la modification de ces articles de lois, dont l'exécution a jeté, depuis septembre 1840 surtout, les germes d'une vive irritation parmi nous. Mais, en attendant, nous allons dire à nos camarades jusqu'à quelle limite leur résistance à des prétentions exorbitantes doit s'étendre, et quel est le point fatal où cette résistance, légitime jusqu'alors, constitue un délit si sévèrement puni.

Le devoir de l'ouvrier est de résister autant qu'il le peut à toute diminution de salaire, quel que soit le motif dont on le colore. Ce n'est pas l'intérêt individuel qui doit le guider dans ce cas, c'est l'intérêt de ses camarades, c'est leur existence souvent qu'il tient en ses mains. Tel qui est célibataire, croit pouvoir subir une diminution, sans réfléchir qu'elle va être appliquée demain à un père de famille dont le salaire est bien juste pour le faire vivre. Qu'il y prenne garde, il est moralement responsable des conséquences, celui qui, par faiblesse ou crainte, entraîne ses camarades dans la voie des diminutions, voie si rapide qu'on ne s'y arrête plus. Et l'on sait qu'il suffit souvent, dans les ateliers, qu'un ouvrier ayant quelque influence subisse la diminution, pour entraîner et forcer pour ainsi dire les autres à l'accepter. C'est surtout dans les travaux aux pièces que cela est important, parce que tous les ouvriers aux pièces en deviennent alors victimes, non-seulement dans un atelier, mais encore dans les autres. Il n'y a rien d'épidémique comme les réductions de salaire.

Nous le répétons : maintenir le salaire est le devoir de l'ouvrier. Voici donc la voie à suivre pour ce qui concerne la résistance à apporter aux diminutions qui le menacent.

Lorsque, dans un atelier, une proposition tendant à diminuer le salaire ou à augmenter le temps du travail sans indemnité, est faite par le maître, si cette proposition s'applique indistinctement à tout ou partie des ouvriers, tous ceux qu'elle concerne doivent faire des réclamations, si cela est possible, ou refuser le travail. Ce qui leur est défendu, et ce qui gâte toujours les meilleures causes, ce sont les violences exercées parfois sur les craintifs, ou sur ceux qui acceptent la diminution ; ce sont aussi des récriminations haineuses contre les patrons : tout cela doit être évité avec le plus grand soin. Pour avoir la liberté de refuser le travail, il faut laisser aux autres la liberté de l'accepter, sous leur responsabilité morale seulement. On verra, si nous nous sommes bien fait comprendre, que dans ce cas, les ouvriers ne font que *résister* ; ceux où ils peuvent demander de l'augmentation sont très-graves, et ne pourront se régler qu'avec une bonne organisation de prud'hommes. Jusque là, la sortie des ateliers doit être *individuelle*, sous peine du délit de coalition, quand ce sont les ouvriers qui élèvent des prétentions.

Le procès de coalition des ouvriers fondeurs en cuivre, jugés dernièrement par la police correctionnelle, nous en a donné un exemple. Ces ouvriers réclamèrent une diminution de deux heures dans le travail (nous avons dit le mois dernier les raisons de leur demande), et quittèrent les ateliers. Jusque là, on pouvait croire qu'ils l'avaient fait individuellement, et ils étaient dans leur droit ; mais le maître, plus fin qu'eux, demanda aux ouvriers de formuler leur demande. Quatre ouvriers, députés par les autres pour porter la parole, furent arrêtés, et ce sont ceux-là qui ont payé pour tous, par des condamna-

(1) Ils peuvent être soumis à une surveillance égale à la peine.

tions à quelques mois de prison, la faute d'ignorer qu'on peut résister collectivement à une *diminution* de salaire, mais que toute demande d'*augmentation* ne peut être qu'individuelle; attendu que, si cette demande subit un refus, et qu'il résulte de ce refus le plus petit désordre, ce désordre est à la charge de celui qui s'est fait le représentant de ses camarades, et qui a exposé leurs réclamations. Le tribunal le considère comme le plus intelligent, et le frappe souvent en qualité de chef ou moteur.

Nous allons citer encore un fait qui s'est passé dernièrement, et qui peut servir d'exemple pour tous les cas où l'ouvrier doit résister.

Un maître avait fait afficher dans son atelier un règlement dont quelques articles devaient beaucoup gêner les ouvriers, sans qu'il leur fût accordé de compensation. Les ouvriers se consultèrent, firent auprès du maître une démarche infructueuse, et sortirent tous enfin de l'atelier, après avoir averti par une lettre le commissaire de police du quartier de la nature de leur contestation. L'action de la police se borna à surveiller les alentours de l'atelier, afin d'empêcher des voies de fait sur ceux qui voudraient s'embaucher aux conditions du règlement. Cette surveillance fut inutile: la bonne conduite de ces ouvriers fut cause que leurs camarades les firent immédiatement embaucher dans diverses maisons; et après huit jours de cette lutte pacifique, le règlement fut modifié: les ouvriers qui s'étaient présentés dans l'intervalle n'ayant pas voulu l'accepter.

Un des écueils que nous devons signaler, ce sont ces coalitions de tous les ouvriers d'une profession, qui entraînent souvent ceux des autres métiers, et qui jettent dans les rues quelquefois 15 à 20,000 hommes. Ces sortes de tentatives ne produisent que de l'effroi dans le public, et attirent des persécutions sans nombre sur les ouvriers. Il s'agit presque toujours, dans ces cas, de demandes faites par les ouvriers, demandes justes, mais souvent inopportunes. Ces graves questions ne peuvent se vider de cette façon; c'est avec calme qu'elles doivent se discuter; c'est devant un tribunal représentant sincèrement les deux intérêts qu'elles doivent être portées et tranchées.

Nous indiquerons, dans un prochain article sur le *Compagnonage*, les moyens employés par les différents *Devoirs* pour maintenir leur salaire, et nous constaterons que leurs efforts ont constamment été couronnés de succès.

En résumé, l'ouvrier a le droit de refuser le travail quand le salaire ne lui convient pas; il peut demander pour son compte une augmentation; il doit se refuser aux rabais et diminutions de salaire; il doit aider, s'il le peut, de sa bourse, ceux de ses frères qui chôment par suite d'un acte semblable. Voilà ce qu'il doit faire sans rien craindre.

Mais voici ce qu'il doit éviter: les réclamations tumultueuses, désordonnées; les violences pour empêcher les embauchages dans l'atelier qu'il vient de quitter; en un mot, tout ce qui peut gêner la pleine et entière liberté du travail.

Nous venons de parler dans le sens de la loi; cela ne veut pas tout-à-fait dire de la justice. La loi sur les coalitions devra être modifiée, nous le répétons: elle n'est plus en harmonie ni avec nos institutions, ni avec l'état précaire de l'industrie; mais en attendant sa réforme, ce que nous avons dit suffira, nous l'espérons, pour indiquer à chacun la nature de ses devoirs et leur limite légale. Nous ne sommes pas encore au temps où la lutte des intérêts opposés aura disparu, mais ce sera lui faire faire un grand pas, que de ne plus exposer les plus actifs et les plus dévoués d'entre nos camarades à la rigoureuse pénalité des articles 415 et 416 du Code Pénal.

Affaire des Ouvriers rubaniers de Saint-Etienne.

C'est le 10 janvier, et après quatre jours de débats, que le tribunal de police correctionnelle a prononcé, contre les accusés de coalition et d'association illicite (établissement de la *Société Rubanière*), un jugement dont voici la substance:

« Le tribunal, écartant le fait de coalition, qui n'a pas été établi aux débats, a renvoyé sur ce chef les prévenus de la plainte.

« Mais, attendu que l'association des ouvriers se trouve être, dans ses statuts, en contravention avec les lois, et qu'elle ne s'est pas constituée avec l'autorisation prescrite; que, de son aveu même, le sieur Laurent a été le fondateur et le promoteur actif de cette société, le tribunal a condamné ce prévenu à deux mois de prison et 50 fr. d'amende, et les sieurs Vignat, Fuchiron et Doron, chacun à 50 fr. d'amende.

» Quant aux sieurs Fiasson, Durieu, Fuyel, Padel, Gontier, Cordier,

Peloux, Luminet, Fargère, Bory, Grangette et Fonnet, ils sont tous renvoyés de la plainte.

» Il en est de même pour M. Duché, avocat. »

Cet arrêt nous semble d'une importance extrêmement grave, et nous avons appris avec plaisir que M. Laurent a saisi la cour royale d'un appel, dont la solution nous apprendra si décidément on veut nous parquer dans notre situation précaire, en ne permettant qu'à un petit nombre d'entre nous d'arriver à une participation dans les bénéfices de l'industrie, car le but de la *Société rubanière* était de faire arriver peu à peu les ouvriers au titre d'*associés*, de *salariés* qu'ils étaient, d'ouvrir à leur activité une carrière industrielle qui ne serait plus soumise aux chances de la direction individuelle, d'assurer leur suffisante vie en les associant au gain commercial, de raviver l'industrie rubanière qui s'éteint, de remplacer l'épargne solitaire par l'épargne en commun, et enfin, par ces moyens, de remédier autant que possible aux misères et aux douleurs de la vie de l'ouvrier; voilà ce que voulaient les ouvriers rubaniers de Saint-Etienne. Et un tribunal correctionnel répond à ces nobles tentatives par une condamnation!

Et sous quel prétexte, grand Dieu! « Attendu que l'association des ouvriers se trouve, dans ses statuts, en contravention avec les lois. » Quelles sont donc ces lois qui défendent de s'associer pour exercer un commerce, une industrie et faire une bonne action? Oh! s'il est de semblables lois dans nos codes, qu'on les en arrache au plus vite! Ou bien qu'on déclare franchement que les ouvriers sont en dehors du droit commun, et qu'à leur servage politique on ajoute encore le servage industriel et civil! Notre position sera alors plus nettement posée!

Qu'on y prenne garde, si l'opinion publique veut et approuve la répression des associations violentes et désordonnées, elle sera, par cela même, disposée à couvrir de ses sympathies toutes les tentatives loyales et pacifiques qui ont été et seront faites par les ouvriers pour arriver au niveau de la bourgeoisie, c'est-à-dire, à l'émancipation physique, intellectuelle et morale. Elle les soutiendra contre les tracasseries d'un pouvoir que tout effraye, le bien plutôt que le mal. Et ce que nous avançons ici a sa preuve tous les jours. Les réunions bachiques, les sociétés de chant, les bals, les orgies du carnaval sont l'objet d'une tolérance indulgente de la part de l'autorité, et les sociétés de secours mutuel ne reçoivent pas d'autorisation quand elles réunissent assez de membres pour pouvoir faire quelque chose d'utile. Partout cette ombrageuse police voit des conspirations, des armées secrètes, des *noyaux révolutionnaires*, pour nous servir de l'expression appliquée par le procureur du roi de Saint-Etienne aux ouvriers de la *Société Rubanière*. Et elle ne s'aperçoit pas que c'est elle-même qui les crée, ces ennemis!

Peut-être serons-nous un jour appelés à défendre, comme les ouvriers de Saint-Etienne, non pas notre liberté, dont nous faisons bon marché, mais une cause juste et digne, la cause de l'association dans un but moral et fraternel, et des moyens en rapport avec le but. Ce jour-là, nous nous présenterons en toute confiance, comme nous le faisons en ce moment, devant l'opinion publique: un tribunal pourra nous condamner, mais non pas nous convaincre d'avoir mal fait.

On se rappelle les audacieuses assertions du *Journal des Débats*, qui niait si hardiment les réclamations des ouvriers contre la composition du tribunal des prud'hommes dans les villes régies par cette institution, et notamment à Lyon.

Nous mettons sous les yeux de nos lecteurs une grande partie de la pétition adressée à la Chambre des Députés par 4,700 chefs d'atelier de cette ville. Sa longueur seule nous empêche de l'insérer tout entière.

«.... Messieurs, le conseil des prud'hommes de Lyon, qui a été considéré comme le type par excellence, se compose de trente-un membres, dont dix-sept pour la fabrique de soieries, savoir: neuf négociants-fabricants et huit chefs d'atelier, et quatorze pour les trois autres industries représentées dans l'institution, et qui sont la *bonneterie*, la *passementerie* et la *chapellerie*. Les représentants de celle-ci appartiennent presque tous à la classe des négociants-fabricants.

Que si nous examinons, Messieurs, les termes dans lesquels fonctionne à Lyon l'institution des prud'hommes, nous voyons que, sur les douze membres qui siègent alternativement dans les *grandes audiences*, cinq appartiennent en moyenne à une ou plusieurs industries étrangères aux affaires hebdomadairement déférées à la juridiction du conseil, affaires qui sont presque unanimement du ressort de la fabrique de soieries.

Cette indication sommaire suffit pour attester que le double principe du jugement par ses pairs et de la compétence du juge n'existe pas dans l'institution des prud'hommes de Lyon.

Messieurs, la douloureuse histoire des faits accomplis, les crises et les luttes qui se développent à tout instant dans l'ordre industriel sous l'influence déplorable du principe de la liberté illimitée de la concurrence, attestent avec la plus grande évidence qu'il faut ramener toutes choses sur le véritable terrain de l'équité et du droit, et élever les conseils de prud'hommes à la hauteur de leur mission. Si on veut la conciliation et l'accord de tous les intérêts industriels, il faut les préparer.

Or, Messieurs, pour que les conseils de prud'hommes aient la puissance d'accomplir ce noble mandat, il faut que la représentation de toutes les classes qui interviennent dans le mouvement industriel y soit désormais une vérité; il faut que l'ouvrier cesse d'être frappé d'exclusion et que le principe de l'égalité devant la loi cesse d'être pour lui un injurieux non-sens.

Ce principe général et fondamental étant posé, les chefs d'atelier soussignés ont l'honneur de vous prier, Messieurs, de vouloir bien user de votre initiative pour demander la révision des lois qui régissent l'institution des prud'hommes et l'introduction des propositions suivantes dans la législation à intervenir :

1° La nomination des prud'hommes de leur classe par le concours de tous les chefs d'atelier âgés de vingt-cinq ans, domiciliés et possédant en propriété un ou plusieurs métiers;

2° L'attribution et l'éligibilité à tout chef d'atelier âgé de trente ans et réunissant les conditions sus-mentionnées;

3° La représentation selon le principe de l'égalité des diverses classes industrielles;

4° La disjonction des catégories composant ou appelées à composer l'ensemble du conseil et l'intervention exclusive de chacune dans l'examen et l'arrangement des affaires de son industrie respective;

5° La présidence par un magistrat de l'ordre judiciaire nommé par le gouvernement;

6° La vice-présidence par un membre du conseil librement élu dans chaque catégorie industrielle, sans distinction de classe;

7° La libre défense, c'est-à-dire la faculté pour tout justiciable du conseil de se faire assister par un conseil exerçant la même profession, etc., etc. »

Qu'on répète donc maintenant que cette institution telle qu'elle est aujourd'hui, n'a pas suscité la plus petite réclamation!

Notre correspondant de Rouen nous écrit à ce sujet : « Les ouvriers s'abstiennent autant qu'ils le peuvent de comparaître devant la juridiction des prud'hommes; ils ne le font guère que lorsque les maîtres retiennent leur livret : il y a alors force majeure. Les électeurs, tous commerçants et fabricants, sont très-négligents pour se rendre aux élections; et il faut constater que ceux qui s'y rendent sont, en général, les plus capables et les plus modérés d'entre eux. On pense ici que l'organisation actuelle des prud'hommes est fort mauvaise, mais l'on considérerait comme une importante conquête pour l'avenir le droit d'élection et de juridiction accordé à l'ouvrier, dans la même proportion qu'aux maîtres. Cela aiderait beaucoup les ouvriers à s'instruire et à se moraliser, car c'est un grave devoir que de rendre la justice, et l'on aime à s'en rendre digne. »

M. Lamennais est sorti de prison au commencement de ce mois, après un an de captivité. Des députations d'ouvriers et d'étudiants sont allées lui présenter leurs félicitations à cette occasion. Nous applaudissons vivement à ces marques de sympathie, et nous espérons, pour notre part, que M. Lamennais, malgré son grand âge et ses souffrances, continuera à faire servir son noble talent à la défense du peuple, qui lui a prouvé et lui prouvera toujours qu'il n'est ni oublieux ni ingrat.

Rédaction du Journal.

MM. André Martin, charpentier; Lambert, cordonnier; Anthime Corbon, menuisier; Gilland, serrurier; Cottu, typographe; Quenot, chapelier, Delorme et Robreau, tailleurs; Lambert, teneur de livres; Devaux, Pascal et Danguy, compositeurs d'imprimerie; Fortin, toiseur; Gaillard, fondeur, et Jaquin, mécanicien.

Nous avons reçu pour les familles des ouvriers détenus : 23 fr. 90 cent., ainsi répartis : Besnard, 1 fr. 50 cent.; Deschamps, 1 fr.; les fondateurs de l'Atelier, 20 fr. 40 cent.; Barbron, 1 fr.

FAITS DIVERS.

Un jugement rendu par M. le juge de paix du 5^e arrondissement, consacre en principe que les ouvriers employés à la construction d'une maison ont une action, pour le paiement de leurs salaires, tant contre l'entrepreneur ou les sous-entrepreneurs, pour tout ce qui peut leur être dû, que contre celui pour lequel la construction est faite, jusqu'à concurrence de ce qu'il peut devoir à l'entrepreneur; il en résulte aussi que les ouvriers connus sous le nom de *marchands* ou *tâcherons* ne peuvent, à moins de stipulations contraires formellement établies, être considérés que comme des mandataires de l'entrepreneur ou du sous-entrepreneur. Voir le *Droit* du 20 janvier.

— M. Boulay de la Meurthe a fait au conseil municipal un rapport sur l'organisation de la boucherie de Paris; son Mémoire contient des vues que nous croyons propres à apporter une amélioration dans le prix de la viande; malheureusement le conseil d'agriculture, consulté sur cette question, a émis un vœu contraire au plan proposé par M. Boulay, en demandant liberté entière pour le commerce de la boucherie de Paris.

VARIÉTÉS.

JEANNE D'ARC.

(FIN DE LA GUERRE DES ANGLAIS. — LEUR EXPULSION DE FRANCE.)

Nous ne commencerons pas cette petite esquisse de la vie de Jeanne d'Arc, sans dire quelques mots du poème de Voltaire sur la Pucelle; il choque trop vivement nos sentiments, et, d'un autre côté, il a eu une trop malheureuse influence sur beaucoup d'esprits, pour que nous nous taisions à son égard. Voltaire ne croyait pas au bien, et, par suite, il était incapable de comprendre les sublimes dévouements, les grands actes de notre histoire. Du haut de son orgueil, il regardait avec mépris le passé de la France, et tous ses écrits étaient une continuelle critique de ce passé; il appela fous ceux qui avaient travaillé si glorieusement à la chose nationale, et imbéciles, ceux qui croyaient à la vertu. C'est dans cette pensée qu'il conçut son livre sur la *Pucelle d'Orléans*. Il tenta de tourner en ridicule celle pour qui on n'avait jusqu'alors que l'admiration la plus grande, et il ne sut que se moquer de tous ces héros qui délivrèrent notre pays du joug des étrangers. Certaines personnes ont cherché à concilier l'honnêteté avec leur amour pour Voltaire; elles l'ont excusé en disant que l'on n'attachait point d'importance historique à cet ouvrage, et que l'on admirait plutôt la forme que le fond du sujet. Ces personnes n'ont examiné que la surface du livre; elles se sont laissées éblouir par la forme, et, comme elles y ont vu la manifestation d'une organisation intellectuelle supérieure, elles ont absous l'auteur. Mais, si on se place à un autre point de vue, si, au lieu de s'arrêter à la surface, on pénètre dans le fond du livre, on y trouve un enseignement détestable, démoralisateur; on y voit que pour Voltaire, la nationalité n'était qu'un vain mot, et que l'amour de soi était tout. Rien n'était sacré pour lui : la vertu, le dévouement, tout devait servir de jouet à son imagination sceptique! En vérité, il ne peut y avoir d'excuses pour de pareilles monstruosité. Quoi! un écrivain salirait une des plus belles époques de notre histoire, et, parce qu'il serait un homme d'esprit, la postérité ne pourrait en faire justice! Non, un homme, si haut placé qu'il soit, sera toujours atteint par la morale, et, en son nom, nous condamnons hautement l'auteur de la *Pucelle d'Orléans*; nous ne pouvons avoir que du mépris pour celui qui osa produire cette œuvre anti-nationale, et qui ne trouva que d'ignobles plaisanteries à faire sur celle qui sauva la France, et dont la vie fut remplie du plus admirable dévouement.

Maintenant, entrons dans le récit des événements.

Lorsque Jeanne d'Arc parut sur la scène politique, la France était dans la situation la plus déplorable : déchirée depuis plus d'un siècle par des guerres intérieures et extérieures, elle n'avait presque plus de défenseurs; l'esprit de parti manifestait seul sa puissance désorganisatrice, tandis que le sentiment national sommeillait dans toutes les âmes. Par suite des querelles entre les Bourguignons et les Armagnacs, Paris était tombé entre les mains de nos éternels ennemis, les Anglais, qui y avaient établi leur gouvernement : Rouen était pris, la Bretagne, la Flandre et le duc de Bourgogne avaient

fait alliance avec l'Angleterre, qui possédait, en outre, presque tout le midi de la France. Les ennemis étendaient donc leur pouvoir sur toutes les frontières françaises et très avant dans l'intérieur, resserrant peu à peu le point central où s'étaient réfugiés les derniers défenseurs de la patrie (1428). Il n'y avait alors qu'un homme qui pût s'opposer aux ennemis avec quelques chances de succès, et qui, par l'éclat qui environne le chef de l'État, même lorsqu'il se trouve dans une position fâcheuse, possédât encore quelques moyens d'agir avec efficacité; cet homme était le dauphin, qui venait de prendre le titre de roi sous le nom de Charles VII. Mais il n'était pas actif, il passait presque tout son temps au milieu de sa cour à Chinon, et il coulait doucement ses jours au milieu des bals et des festins; en essayant de relever son parti, il cherchait plutôt à reconquérir le trône de ses pères qu'à sauver la France: en un mot, sa conduite inspirait peu de confiance. Ceux qui le soutenaient furent battus en deux rencontres successives, à Crevant et à Verneuil.

Voici donc quel était l'état des choses: partout nos soldats étaient vaincus, il n'y avait plus d'armée, plus de généraux, plus de pouvoir; tout fuyait devant les Anglais, qui répandaient partout l'effroi. Profitant de leurs succès, ces derniers résolurent de s'emparer du petit nombre de villes situées au-delà de la Loire, qui n'avaient pas encore voulu se soumettre, et, pour cela, ils vinrent mettre le siège devant Orléans, qu'ils réduisirent bientôt à l'extrémité.

Quand donc tout était désespéré et que la ruine de la France paraissait inévitable, quand tous les maux réunis semblaient conspirer contre notre patrie, un secours inespéré vint ranimer tout-à-coup l'espérance presque éteinte: une jeune fille sortie du sein du peuple, Jeanne d'Arc, vint relever la cause nationale en faisant passer dans tous les cœurs l'enthousiasme qui l'animait. Il était beau de voir une faible femme prendre la défense de la patrie alors que tant d'hommes s'épuisaient dans les plaisirs près de Charles VII, faisant des fêtes au moment où la France descendait au tombeau.... Ah! c'était bien là cette noblesse dégénérée, qui ne s'occupait plus que de ses plaisirs et se plongeait dans la débauche, quand il fallait, au contraire, organiser toutes les forces nationales et préparer le pays à une grande résistance. Au peuple était réservé la gloire de sauver la France, il comprit son devoir et il n'y fit pas défaut.

Jeanne d'Arc, née à Domrémy en 1409, avait été élevée dès sa plus tendre enfance dans la haine des Anglais, et cette haine grandissait encore avec les maux de la patrie. Elle était très-religieuse, et, douée d'une imagination vive, elle fortifiait sa pensée par d'ardentes prières, dans lesquelles elle invoquait sans cesse la délivrance de la France et la mort de ses ennemis: rien ne pouvait la détourner de cette pensée, c'était son rêve, l'unique sujet de ses occupations. Quoi! disait-elle, en se rappelant les légendes qui transmettaient d'âge en âge les faits glorieux qui s'étaient passés en France, et que l'on racontait le soir dans les veillées de son village, le peuple chrétien n'aura-t-il donc maintenant que des souffrances éternelles et stériles, tandis qu'il pourrait user si noblement ses efforts contre les ennemis de la civilisation? O Dieu! protège la nation qui sut faire de si grandes choses; prête ton appui à cette France de Clovis, de Charlemagne, de saint Louis et des Communes! Ne permets pas qu'elle périsse entre les mains de ces mécréants anglais; ne souffre pas qu'un si grand malheur s'accomplisse! Telle était la disposition de son esprit, lorsqu'elle apprit que les Anglais allaient passer la Loire, et par là enlever les dernières chances de salut qui restaient à la France. Ces nouvelles produisirent sur son imagination une impression tellement forte, qu'elle conçut l'énergique résolution d'aller combattre les ennemis en entraînant les Français à sa suite.

Elle racontait partout ce qui se passait en elle, et, quoiqu'on ajoutât peu de foi à ce qu'elle disait, on était surpris du courage et de la fermeté extraordinaire qu'il y avait dans ses paroles. Il fallait, en effet, que Jeanne d'Arc fût bien courageuse pour tenter de convaincre sa nation qu'elle devait triompher des Anglais dans les batailles, elle, jeune fille et simple bergère, sans nom et sans connaissance du monde; mais elle avait pour la soutenir sa puissante foi religieuse et son ardent amour pour la patrie. N'écoutant plus que son sentiment, elle résolut d'aller trouver Charles VII, et de lui faire part de ses projets. En conséquence, elle alla près d'un capitaine royaliste à Vaucouleurs, et lui demanda qu'il lui donnât une escorte pour la conduire auprès du roi; mais ce chef ne voulut pas y consentir, et il la renvoya rudement. Elle fut réduite à entreprendre ce voyage avec sept personnes seulement, qui eurent foi en elle et qui consentirent

à l'accompagner jusqu'à Chinon, à travers 130 lieues de pays ennemi.

Mais là sa patience devait être soumise encore à de plus grandes épreuves; elle ne recevait de cette cour débauchée que des dégoûts et des moqueries: tous ceux devant qui elle se présentait pour obtenir la permission de parler au roi, la traitaient d'aventurière et lui faisaient des menaces; et cela est d'autant plus remarquable, que ses paroles produisaient un effet totalement contraire sur les habitants de Chinon et des environs, qui l'admiraient et la respectaient déjà comme une sainte. Tant de difficultés ne découragèrent cependant point Jeanne d'Arc, et elle triompha du mauvais vouloir de tous ceux qui élevaient des obstacles contre son entreprise avec une persévérance que sa conviction seule pouvait lui donner: les réponses qu'elle faisait à tous ceux qui voulaient l'embarrasser, se réduisaient à ces simples paroles: « Marchons sur les Anglais, Dieu le veut ». Que faire devant tant de tenacité? Elle obtint une audience. Le roi fut frappé d'un si grand courage et d'une conviction si profonde, et il lui donna le commandement d'un convoi, qu'elle promit de faire entrer dans Orléans. Aussitôt elle monta sur un cheval blanc, faisant porter devant elle un étendard sur lequel était l'image du Christ, et, le 29 avril 1429, les Français pénétrèrent dans la ville sans que les Anglais tentassent de les arrêter.

Ce secours imprévu releva le courage abattu des habitants, qui reçurent Jeanne d'Arc comme une envoyée de Dieu: ils écoutèrent les paroles de cette héroïne avec respect, et, en l'entendant parler, ils sentirent renaître leur ardeur guerrière. Jeanne se mit à leur tête, et elle entreprit une chose qui paraissait bien téméraire, elle voulut faire lever le siège d'Orléans. En réalité, c'était une tâche difficile, car les Anglais avaient élevé tout autour de la ville une ceinture de fortifications, et ils étaient en nombre suffisant pour faire une vigoureuse défense. Cependant ils ne purent résister à l'enthousiasme des Orléanais, et, chose inouïe, toutes ces fortifications qui avaient coûté tant de peines et de combats aux ennemis, furent enlevées en huit jours. Les Anglais se retirèrent à Jargeau et à Beaugency, abandonnant armes et bagages. Dans les nombreux assauts que l'on donna autour de la ville, Jeanne d'Arc était toujours à la tête, portant d'une main son étendard et de l'autre une épée, et, par son courage et son audace, elle entraînait les troupes à sa suite et effrayait les ennemis: ce fut pendant un de ces combats et étant sur la brèche, qu'elle reçut sa première blessure, qui lui valut le glorieux surnom de *Pucelle d'Orléans*.

Les Anglais avaient appris que les troupes françaises étaient commandées par Jeanne, et, voyant que rien ne pouvait lui résister, ils battaient en retraite de tous les côtés: Jargeau et Beaugency tombaient en notre pouvoir, et le général anglais, lord Talbot, rassemblait les garnisons et concentrait ses troupes sur Paris. Partout le sentiment national, qui, quelque temps auparavant, semblait avoir disparu de la France, se réveillait à la voix de la Pucelle; tous les Français prenaient les armes et se révoltaient contre leurs dominateurs. Les Anglais, poursuivis avec ardeur, étaient chassés successivement de toutes les villes dont ils s'étaient emparés, et le proverbe de ce temps-là, qui disait qu'un Anglais valait trois Français, avait tourné complètement à notre avantage. Enfin, à Patay, l'on remporta sur les Anglais une grande victoire, qu'on dut surtout à la sagacité de Jeanne, qui montra dans ce combat, dit la chronique, tout le talent d'un vieux général. Cette victoire était un avantage inappréciable si l'on considère que depuis si long-temps une sorte de fatalité semblait s'être attachée aux armes françaises, qui avaient été toujours vaincues dans les grandes batailles; elle décida complètement notre supériorité dans toutes les rencontres, et dès-lors on put prévoir, au mouvement patriotique qui s'était emparé de tous les esprits, que la cause des Anglais était perdue et la France sauvée. Toutes les villes situées entre la Seine et la Loire se soulevèrent, et les débris de l'armée anglaise durent se trouver très-heureux de pouvoir atteindre Corbeil.

Pour compléter son œuvre, Jeanne d'Arc résolut de faire sacrer le roi à Reims, cérémonie qui était indispensable dans ce temps-là à tous les rois, et qui sanctionnait en quelque sorte le pouvoir entre les mains de celui à qui il était confié: c'était une chose très importante, car, par cet acte, Jeanne rétablissait le pouvoir en France d'une manière légale et incontestable alors aux yeux du peuple, et préparait les voies à l'état qui devait succéder à l'anarchie. D'abord elle éprouva de grands obstacles de la part des cœurs craintifs; les

nobles surtout n'osaient pas pénétrer si avant en pays ennemi; mais le vœu de Jeanne était celui du peuple, le mouvement était donné, et l'on s'engagea dans cette entreprise qui semblait si périlleuse. On s'empara de Troyes; Châlons et Reims arborèrent la bannière nationale, et, le 17 juillet 1429, le roi fut sacré solennellement devant celle qui lui avait rendu la couronne.

Après le sacre, Jeanne voulut se retirer près de sa vieille mère, pour reprendre le cours ordinaire de ses travaux; elle croyait avoir rempli sa mission, c'était maintenant au roi à achever l'œuvre qu'elle avait si bien commencée. Mais on ne voulut pas la laisser partir; alors elle tenta de conduire le roi dans sa capitale. Elle s'avança donc sur Paris. Tout fuyait à son approche; elle s'emparait des villes sans combattre: Laon, Soissons, Crécy, Coulommiers, Provins, Château-Thierry, Compiègne, Beauvais, Saint-Denis, etc., etc., ouvraient leurs portes à ses soldats. Mais elle devait subir un premier échec sous les murs de Paris. Arrivée devant cette ville, elle tenta un assaut dans lequel elle fut très mal secondée: l'attaque fut dirigée du côté de la porte Saint-Honoré, et l'on était parvenu à emporter le boulevard, lorsque les fossés arrêtèrent les assaillants; le roi, qui devait soutenir l'attaque avec son armée, n'arriva point, et les troupes de Jeanne furent forcées de reculer. Dans ce combat, elle fut grièvement blessée, et pendant la retraite elle fut renversée dans un fossé, où elle manqua de tomber entre les mains des ennemis.

Aussitôt après cette affaire, le roi se retira derrière la Loire, tandis que Jeanne établissait son camp aux environs de Paris. Elle passait son temps à faire de nombreuses courses autour de la capitale, et faisait régner parmi ses soldats la plus grande discipline. La chronique raconte à ce sujet qu'un soir, en faisant la ronde, Jeanne rencontra une fille de joie dans le camp et lui brisa son épée sur les épaules, en lui disant: « Comment voulez-vous que Dieu nous soit favorable si nous l'offensons journellement par nos péchés. » Ce trait annonce quelle était la délicatesse des sentiments de Jeanne d'Arc, et quelle devait être la rigoureuse moralité de sa conduite. Enfin elle leva son camp, et, de concert avec les troupes du roi, elle prit aux Anglais Cône, la Charité, St-Pierre-le-Moutiers. Peu après, les bourgeois de Melun et de Louviers chassèrent eux-mêmes de leurs villes les garnisons ennemies.

Pendant ce temps-là, les Bourguignons ravageaient la France d'un autre côté, et ils étaient venus mettre le siège devant Compiègne. Aussitôt Jeanne d'Arc vint s'enfermer dans cette ville pour la défendre. Dès sa première sortie, elle fut vigoureusement repoussée: placée, selon son habitude, à l'arrière-garde pendant la retraite, ses soldats rentrèrent les premiers dans l'enceinte, et lorsqu'elle voulut rentrer à son tour, elle trouva la barrière fermée par l'ordre du gouverneur de la ville. Elle essaya de résister encore avec quelques combattants qui étaient restés à côté d'elle; mais, succombant sous le nombre, ils furent forcés de se rendre.

Jeanne d'Arc était donc prisonnière!... Les chefs bourguignons la vendirent aux Anglais, qui la renfermèrent dans la grosse tour de Rouen. Mais là ses ennemis ne la croyaient pas assez en sûreté; ils craignaient de la voir recouvrer sa liberté, et, soit la crainte qu'elle échappât de leurs mains, soit la haine qu'il lui portaient en souvenir de leurs nombreuses défaites, ils voulaient sa mort. Ils lui firent subir les plus durs traitements, ils l'enfermèrent dans une cage de fer; ensuite, afin d'avoir un prétexte plausible pour la faire mourir, ils l'accusèrent de sorcellerie. En conséquence, ils établirent une espèce de tribunal, composé de gens qui leur étaient complètement dévoués, et il fut présidé par un infâme évêque du nom de Cauchon. On fit comparaître Jeanne devant ce tribunal, et on l'accabla d'une foule de questions insidieuses, afin de donner prise à l'accusation: ainsi, on voulait lui faire dire que son étendard était le talisman à l'aide duquel elle avait vaincu les Anglais. Mais par ses réponses, aussi belles que naïves, elle fermait toujours la bouche à ses interrogateurs. Une fois, entre autres, dans l'espoir de tirer d'elle quelques paroles qui pussent la compromettre, ils lui demandèrent si Dieu haïssait les Anglais. Jeanne leur fit cette réponse: « De l'amour ou haine » que Dieu a aux Anglais ou que Dieu fait à leurs armes, je ne sais rien; mais je sais qu'ils seront tous hors du pays, excepté ceux qui y mourront. » Ils lui demandèrent encore si elle disait aux siens que son étendard était charmé: « Je leur disais, répondit-elle, » entrez hardiment parmi les Anglais, et j'y entrais la première. »

Les Anglais étaient irrités au plus haut point de ce que le procès prenait une tournure contraire à leurs désirs; ils menaçaient de

mort les membres du tribunal, s'ils ne condamnaient pas Jeanne d'Arc. Voyant qu'il était impossible de rendre un arrêt contre elle d'après ses simples réponses, ses lâches ennemis, qui avaient résolu de la perdre à tout prix, lui lurent un écrit dans lequel elle promettait des choses de peu d'importance, et le lui donnèrent à signer; elle, qui ne savait ni lire ni écrire, y apposa sa croix. Mais au lieu de promesses insignifiantes, cet écrit contenait les choses les plus infâmes; Jeanne s'y déclarait hérétique, sorcière et dissolue. Ses accusateurs, munis de cet acte, demandèrent alors sa condamnation; Jeanne déclara qu'elle était innocente de ce dont on l'accusait; aussitôt on se servit de cela pour rendre un arrêt de mort contre elle, comme étant *relapse*. Elle fut brûlée vive à Rouen, le 25 juin 1431, au milieu de la foule indignée, mais contenue par la force.

Ainsi finit la carrière de Jeanne d'Arc; elle fut abandonnée par l'ingrat et apathique Charles VII, qui la laissa mourir sans être seulement ému du supplice affreux auquel on l'avait condamnée. Les intrigues de la courtisane Agnès Sorel le détournèrent des mesures qu'il aurait pu prendre pour sauver Jeanne.

Bien que les Anglais ne fussent pas encore chassés de toutes les parties de la France, et qu'ils y eussent encore de nombreuses forces, ils n'en devaient pas moins être battus dans toutes les rencontres. La mort de Jeanne n'interrompit pas les succès de l'armée française, et ne refroidit pas son ardeur; maintenant, au contraire, on avait une raison de plus pour se battre avec acharnement, on avait à venger la mort de celle qui avait ramené la victoire dans nos rangs, et qui avait souffert le martyre pour avoir voulu le salut de la France. Jeanne avait accompli l'œuvre la plus difficile, elle avait ébranlé les masses en faisant un appel aux croyances et aux sentiments populaires, en parlant au nom de la religion et de la patrie, elle avait augmenté le courage des plus forts et en avait donné aux plus faibles; en un mot, l'enthousiasme patriotique avait fait place à l'apathie qui avait été un des résultats de la défiance que l'on avait eue jusqu'alors envers les chefs. Auparavant, la guerre avec les Anglais offrait tout le caractère d'une guerre civile, où l'on calculait sur les chances de l'un ou de l'autre parti; maintenant c'était une guerre nationale; les soldats se pressaient autour de la bannière commune; il n'y avait plus que deux drapeaux, celui des Anglais et celui de la France. Les campagnards s'étaient réunis par bandes et avaient organisé une espèce de chouannerie, qui avait pour cri de ralliement ces mots sublimes, que l'on n'entendait plus depuis si long-temps: « Vive France. »

Dès ce moment commença une série de victoires qui ne finit que lorsqu'il n'y eut plus à en gagner, et les Français, puisant de nouvelles forces dans les avantages qu'ils remportaient à chaque bataille, refoulèrent les Anglais de toutes parts. L'alliance que fit Charles VII avec le duc de Bourgogne quelques années après, porta le dernier coup à la puissance anglaise. En 1436, les bourgeois de Paris s'étant révoltés, chassèrent eux-mêmes la garnison étrangère, et ouvrirent les portes de la ville à Charles VII; en 1431, les Anglais ne possédaient plus en France que la ville de Calais.

Telle fut la fin de ces guerres qui désolaient depuis si long-temps la France: cette dernière époque, où les Français se couvrirent de tant de gloire, est remarquable par la renaissance de notre nationalité, pour ainsi dire, et par l'impulsion nouvelle qui fut donnée à la France. Désormais notre pays, dégagé par l'héroïsme de Jeanne d'Arc des entraves qu'apportaient les ennemis, va marcher dans la voie du progrès, et subir, sous la main puissante de Louis XI, une transformation presque totale.

Lorsque Charles VII fut établi sur le trône, il ordonna la révision du procès de Jeanne d'Arc. On n'eut pas de peine à reconnaître la fausseté de l'accusation qui avait été portée contre l'héroïne française; l'instruction fit connaître les cruels excès dont s'étaient rendus coupables ses cruels assassins, et son innocence fut publiquement reconnue. Ce nom que les Anglais avaient voulu ternir en commettant un crime, brillera à jamais dans notre histoire, à côté des dévouements les plus beaux et les plus purs, et les générations les plus reculées, saisies d'admiration en face d'un si beau caractère, se rappelleront toujours que la Pucelle d'Orléans fut la libératrice de la France.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE FÉROU, 15 —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 25 au 30. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Le journal se vend chez ROUANET, rue Verdelet ; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve ; LAVIGNE, passage de l'Ancre ; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon ; on s'abonne chez GÉBUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

Protestation. — De la souveraineté du peuple (premier article). — Du Livret. — Pourvoi des rubaniers de Saint-Étienne. — *L'Apostolato popolare*. — Grande colère du *Moniteur des Prud'hommes*. — Les endormeurs politiques. — Faits divers. — Variétés. Championnet.

Le temps nous a manqué, lors de la publication de notre dernier numéro, pour protester de toutes nos forces contre la situation que nous a faite la condamnation des imprimeurs du *Charivari* et de la *Mode*. *L'Atelier* devait être le premier atteint par cette censure de la peur, et cela se conçoit : notre petit journal ne paraissant qu'une fois par mois, ne peut compenser, par le bénéfice très-restreint qu'il offre à son imprimeur, les angoisses et l'inquiétude que causerait à celui-ci l'expectative d'un procès dans lequel il serait compromis. Et il a suffi que *L'Atelier* fût seulement nommé dans le rapport du procès Darmès, pour que notre imprimeur ait craint que M. Hébert ne lui jetât, à l'occasion, ces foudroyantes paroles : « Le titre seul de ce journal devait suffisamment vous avertir du danger que vous couriez. » Car c'est là que nous en sommes venus, douze ans après une révolution faite par la presse et pour la presse.

Il nous restait une voie légale pour obtenir justice de ce que nous considérons comme une grave atteinte à la plus chère de nos libertés, c'était d'actionner notre imprimeur devant les tribunaux, comme l'ont fait les journaux censurés après nous. Mais, est-ce qu'il est une justice pour de pauvres ouvriers comme nous ? Est-ce que nous possédons les fonds nécessaires pour obtenir réparation ? Qui payerait les frais de procédure, les assignations, les sommations et le papier timbré ?

Nous ne pouvions que protester !

Il y a bientôt douze années que le peuple soutint énergiquement une protestation semblable. « C'est à la France, disaient alors les journalistes, à voir jusqu'où doit s'étendre sa résistance ! Pour nous, nous allons essayer de nous soustraire à l'arbitraire. » La France a exilé la branche aînée ! et les leçons du passé semblent perdues pour les uns comme pour les autres !

DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE.

(PREMIER ARTICLE.)

L'exercice de la souveraineté, c'est-à-dire le droit de diriger la société, appartenait exclusivement autrefois, mais à des con-

ditions déterminées de devoir, à la royauté ; la royauté en ayant long-temps abusé dans un intérêt de famille, elle se vit contrainte, après deux révolutions récentes, de subir la loi à son tour, et dut partager son privilège avec les élus d'une certaine classe de la nation, celle qui possède la richesse. Mais ceux-ci, imitant la royauté absolue, et subalternisant aussi en toutes choses l'intérêt social à celui de leur classe, on a senti l'urgence d'une réforme politique nouvelle, et on demande aujourd'hui, au nom de la masse du peuple, l'extension du droit électoral à tous les membres actifs de la nation, c'est-à-dire à tous ceux qui remplissent une fonction utile, quelle que soit d'ailleurs leur fortune ou le degré de leur capacité. Cette réclamation est fondée, d'une part, sur le grand principe moral de l'égalité des hommes, inscrit en tête de la loi fondamentale de l'Etat ; d'autre part, sur l'impérieuse nécessité de redonner aux divers pouvoirs la volonté et l'autorité qui leur manquent absolument pour réaliser les améliorations dont la société a si grand besoin.

En attendant que le peuple ait définitivement obtenu ou conquis ce droit important, il est indispensable qu'il connaisse exactement pour quel usage et dans quel but il doit l'exercer, et qu'il s'y prépare dignement. Nous disons ceci, parce que la souveraineté du peuple peut être entendue de plusieurs manières ; parce qu'elle peut conclure à des systèmes sociaux essentiellement contradictoires dans leur point de départ et dans leurs conséquences pratiques ; et parce qu'enfin il se pourrait que tout en paraissant d'accord dans les termes d'une formule politique, on fût en désaccord complet sur le but. Nous voulons insister d'abord sur ce côté de la question, car la moindre confusion dans les idées générales pourrait amener plus tard des divisions extrêmement dangereuses.

En effet, la participation à la souveraineté peut être désirée par les uns uniquement pour le plus grand profit de chaque individu ; — par d'autres, elle peut être réclamée en vue d'un but plus élevé, et pour remplir un devoir social plus large.

Dans le premier cas, l'individu ne considère la société que comme le moyen de son bien-être particulier ; il croit qu'elle est faite pour lui, et non point lui pour elle ; et il serait fondé, à ce point de vue, à refuser, comme oppressive, toute obligation qui dépasserait le bien qu'il en aurait reçu. — Dans le second cas, au contraire, l'individu ne se regarde que comme un agent de la société, qui n'a de valeur que par elle et pour elle, et de qui elle peut tout exiger en droit, jusqu'à l'existence même.

Voilà donc deux interprétations bien différentes de la souveraineté du peuple ; elles reposent, l'une, sur le droit individuel absolu ; l'autre, sur le devoir commun. Si cette diversité d'interprétation ne paraissait pas à certains esprits renfermer de réels éléments de discorde, nous pourrions leur citer des exemples de luttes terribles qui n'avaient point d'autre cause. Il nous suffira

de rappeler qu'au temps de la révolution française, ces deux manières d'envisager l'exercice de la souveraineté donnèrent naissance à ces deux formidables partis, les Girondins et les Jacobins, qui dominèrent tour-à-tour les assemblées nationales, qui n'eurent jamais entre eux ni paix ni trêve, et tour-à-tour usèrent du pouvoir pour se persécuter ; car, tel était l'abîme qui les séparait, que, n'ayant pu se convaincre par la discussion, la guillotine fut des deux parts, en ces temps orageux, le dernier des arguments.

Il est remarquable, cependant, que les deux partis avaient cela de commun, qu'ils déduisaient la souveraineté du peuple d'un même principe général, celui du droit naturel et absolu de l'homme, tel qu'ils l'inscrivirent dans la constitution. Mais, tandis que les uns, parfaits logiciens, marchaient droit à l'application rigoureuse du principe, les autres reculaient devant ses conséquences désorganisatrices ; tandis que les Girondins, plus particulièrement nourris de la philosophie individualiste du temps, introduisaient le fédéralisme dans les institutions, les Jacobins, faisant une heureuse contradiction à la théorie générale qu'ils avaient avouée, suivaient une voie tout-à-fait contraire ; ils résistaient avec une incroyable énergie à toute tendance à la décentralisation, c'est-à-dire à tout essai organique qui aurait pour résultat de détourner du devoir commun ; ils subalternisaient complètement l'intérêt des individus à celui de la nation, et ils inscrivaient sur leur drapeau, à la suite de l'admirable formule par laquelle ils affirmaient le but d'activité nationale, *liberté-égalité-fraternité*, ils inscrivaient, disons-nous, ces mots significatifs : *unité, indivisibilité de la république, ou la mort !* Nous devons reconnaître, toutefois, que la lutte entre les Girondins et les Jacobins auraient eu un caractère moins sanglant, si ces derniers avaient eu l'appui d'un principe général clairement formulé, d'où leur théorie sur le devoir découlerait logiquement. Leur sentiment social était sans doute excellent, puisqu'il leur inspira l'énergique volonté de sauver la France ; mais leur raisonnement philosophique n'y répondait pas, et plus d'un homme paya de sa tête le tort de ne les avoir pas compris, ou d'avoir reçu de leurs adversaires un enseignement détestable.

Eh bien ! en dépit de cette expérience, l'idée fondamentale des Girondins, reproduite sous mille formes diverses, est peut-être aussi puissante aujourd'hui qu'au temps de la révolution. L'esprit fédéraliste ne domine pas seulement parmi les élus de la bourgeoisie, il est aussi, nous le prouverons, au fond de la plupart des théories de réorganisation sociale prêchées parmi le peuple. Nous croyons bien que, semblable à celui des Jacobins, le sentiment du parti démocratique, en général, vaut mieux que sa science, et, qu'au besoin, il la contredirait par ses actes ; mais ce n'est pas une raison pour s'endormir dans cette situation, et, pour notre part, nous allons essayer d'expliquer le point de départ et la conclusion rigoureuse des deux systèmes sur la souveraineté, afin de laisser à l'erreur une chance de moins, et de détruire un obstacle de plus aux progrès futurs.

§ I. DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE AU POINT DE VUE DU DROIT INDIVIDUEL.

A défaut de certitude d'un ordre plus élevé, les philosophes auxquels on fait communément l'honneur d'attribuer la révolution française, s'en tinrent, dans leur théorie sociale, à l'organisation du fait matériel qu'ils avaient sous les yeux, et pris dans ses moindres proportions. Ainsi, considérant l'homme individuellement, ils ne s'occupèrent de sa relation avec le monde que sous le rapport de la satisfaction de ses appétits. Le fait de l'existence étant tout pour eux, leur science roula conséquemment toujours dans le cercle étroit de la meilleure existence possible. D'après leur système, l'homme serait créé pour lui-même ; et l'admirable puissance dont il est doué ne lui aurait été donnée que pour se procurer de plus grandes jouissances ; en un mot, il vit pour manger, dormir, engendrer, et raisonner sur ces trois actes essentiels de sa vie. La société n'est pour lui qu'un moyen de sécurité et de satisfaction égoïste. Seul il ne pourrait vivre ; il s'associe à d'autres hommes dans l'espoir, bien entendu, de recevoir plus qu'il ne veut donner, et, dans aucun cas, il ne doit s'engager à donner plus qu'il ne reçoit. Il ne relève que de lui-même ; le droit à l'indépendance qu'il tient de la nature est imprescriptible, et il peut

s'insurger contre la société quand il se croit opprimé par elle. La morale de cette théorie philosophique, prise dans sa plus haute expression, est encore un calcul de pur égoïsme : elle ne commande aucune œuvre ; elle se borne à conseiller à l'homme de ne pas faire à autrui ce qu'il ne voudrait pas qu'il lui fût fait.

Il en est des générations, les unes à l'égard des autres, comme de l'individu à l'égard de la société. Sans passé comme sans avenir, la génération présente ne peut être tenue de garder la tradition qui lui a été transmise par celles qui l'ont précédée, ni être obligée envers celles qui la suivront. Cette négation de la solidarité des générations était tellement dans la philosophie matérialiste de ce temps, que Condorcet, le plus grand esprit d'entre les Girondins, écrivait dans son projet de constitution : « Il ne faut jamais sacrifier le bien-être certain de la génération présente au bien-être incertain de la génération à venir. » Tout cela était rigoureusement logique, parfaitement conforme à cette idée que l'homme était fait pour lui-même. Cela concluait, il est vrai, à abattre l'arbre pour en manger le fruit plus à l'aise ; mais qu'importe ! Ceux qui viendront après s'arrangeront de leur mieux ; chacun pour soi en ce monde !

Il est bien entendu, à ce point de vue, que la société n'étant qu'une fédération d'intérêts individuels, elle ne peut avoir avec le reste des hommes, avec l'humanité, qu'un rapport semblable à celui de l'individu envers elle-même ; c'est-à-dire qu'elle ne représente dans le monde qu'un intérêt matériel qui doit la guider en tout et partout.

Telles étaient les idées sociales répandues dans le monde savant du temps qui précéda immédiatement la révolution française, et qui, pendant la période révolutionnaire, furent propagées avec une persistance inouïe, tantôt dans toute leur brutalité, tantôt enveloppées sous des formes qui en dissimulaient le danger aux esprits non prévenus. C'est à ces idées qu'il faut attribuer une grande partie des maux de ce temps ; c'est aussi parce qu'elles sont aujourd'hui au fond de la pensée des puissants, que la société languit dans un grand malaise physique et moral. C'est précisément encore, il faut le reconnaître, parce que les diverses nuances du parti démocratique s'en nourrissent plus ou moins, qu'elles sont condamnées à la division, et à la plus déplorable stérilité d'efforts.

Quel est, en effet, dans la plupart des théories que l'on propage parmi nous, le but où doit conduire la souveraineté du peuple ? la satisfaction individuelle. C'est toujours la même chose sous des termes nouveaux. Or, quel que soit le mode d'organisation auquel on s'attache, qu'on veuille la liberté illimitée ou la liberté restreinte, la division ou la communauté des biens, ce sont des routes diverses qui conduisent à ce but unique que nous venons de signaler.

Il n'entre pas dans notre plan de nous occuper aujourd'hui des formes politiques auxquelles ces différentes théories concluent, mais puisque, dans tous les cas, les hommes ne seraient réunis que pour leur bonheur particulier, la société ne serait qu'une agglomération d'égoïsmes, en un mot, une pure et simple fédération de familles dont l'intérêt du moment serait l'unique lien,

Nous n'insisterons pas davantage. Il est facile de voir combien le point de départ philosophique de la théorie générale est bas et grossier ; qu'il ravale l'homme bien au-dessous des animaux, puisque, malgré sa supériorité apparente, il n'aurait encore pu s'organiser en société, conformément aux lois de sa nature, qu'il aurait erré jusqu'à ce jour, tandis que l'instinct des animaux ne les trompe jamais. On doit comprendre qu'un principe faux ne peut engendrer que des conséquences funestes. Ces idées nous conduiraient, si elles dominaient dans un temps de révolution, à l'anarchie la plus complète, et à la plus rapide décadence. Nous espérons donc que nos lecteurs les repousseront comme nous les avons repoussées nous-mêmes aussitôt que nous en avons pu connaître la portée. S'il en était autrement en cette circonstance, ce serait parce que nous les aurions mal exposées ; car nous ne supposons pas qu'on soit assez déraisonnable, assez aveuglé pour s'y arrêter encore, quand on est prévenu de leur degré de fausseté.

§ II. DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE AU POINT DE VUE DU DEVOIR COMMUN.

Ici nous nous plaçons sur un terrain plus digne des hautes fa-

cultés de l'homme, et nous leur trouvons un plus noble emploi que de se replier sur elles-mêmes.

Le principe sur lequel nous nous appuyons est vieux comme le monde, et c'est par lui, uniquement par lui, que les progrès ont été accomplis dans l'humanité.

La morale, d'accord en cela avec l'histoire et la raison, nous apprend que l'homme est créé pour faire une œuvre sur la terre. La science démontre aussi qu'à l'état d'isolement, l'individu ne vivrait pas; il n'a donc aucune valeur par lui-même; il doit tout à la société, c'est par son secours qu'il participe à l'existence matérielle comme à l'existence morale. Or, il faut conclure de là que s'il ne peut vivre sans elle, c'est qu'il est fait pour elle, qu'il est bien un des membres de son corps, et qu'il doit y remplir une fonction spéciale. Cette subalternisation des individus à la société doit démontrer que celle-ci a de même une fonction spéciale à remplir dans l'humanité; que telle est sa condition d'existence, et que si elle s'isolait, si elle ne voulait vivre que pour ses propres membres, elle serait dans la situation de l'individu, et la dissolution ne tarderait pas à se manifester dans son sein; l'expérience le prouve de la manière la plus authentique: la déchéance des sociétés humaines est due à cette cause.

Ici il y a donc solidarité partout; solidarité de l'individu envers la nation, solidarité de la nation envers l'humanité, solidarité, enfin, des générations présentes envers les générations passées, dont il faut continuer les œuvres, et envers les générations à venir, pour lesquelles il faut préparer un terrain meilleur.

Ici le bien-être individuel est une chose tout à fait secondaire; il ne doit être considéré que comme moyen de donner à l'homme la vigueur nécessaire pour remplir son devoir.

Ici encore l'unité est réelle; car, ce qui la constitue essentiellement, c'est une croyance et un but communs. Donc, pour maintenir l'unité, il faut que la croyance soit toujours vive, et que le but ne soit jamais perdu de vue. Plus une société est dans ces conditions, plus sa marche progressive est rapide, et plus son activité est féconde en bienfaits pour le monde entier.

En conséquence, c'est le but qui commande le devoir commun; c'est en lui qu'est réellement la souveraineté absolue; la souveraineté exercée par les pouvoirs, quels qu'ils soient, n'est que relative, et n'est légitime qu'en raison de sa conformité avec le principe d'activité nationale.

Après avoir posé cette idée générale sur la valeur relative des individus, sur leur fonction et sur le but moral des nations, nous devons aborder la question de souveraineté ou du suffrage du peuple entier dans le temps présent. — Nous ne nous préoccuperons ici que du principe en lui-même, pour démontrer la légitimité de la réclamation du parti démocratique.

Nous avons dit qu'une nation est une association de volontés humaines concourant à une œuvre commune commandée par la morale. Nous avons dit ailleurs, aussi, que l'association humaine, appelée Nation Française, s'était, dès l'origine, donnée pour fonction d'appliquer au monde le principe chrétien de l'égalité et de la fraternité des hommes; que tel était le but souverain de son activité. C'est un fait qui ne peut être nié que par les ignorants et les gens de mauvaise foi.

Or, s'il est vrai que tous les Français soient égaux devant la morale, s'il est vrai qu'ils soient tous associés à l'œuvre de la France, ils doivent logiquement, nécessairement, participer, non pour eux-mêmes, encore une fois, mais pour le rapide succès de l'œuvre, ils doivent participer aussi directement que possible à l'action générale de la société, comme ils participent à l'action particulière de la production, de la défense, etc. On ne doit exiger du peuple qu'une seule espèce de garantie pour exercer ce droit, ou plutôt ce *devoir*, c'est qu'il connaisse le but, et qu'il veuille l'atteindre. Or, nous le demandons, est-il une classe dans la société qui le connaisse mieux, malgré quelques erreurs répandues? Est-il une classe qui veuille davantage qu'il soit atteint? En est-il une, enfin, qui soit plus précieuse, qui remplisse des devoirs aussi pénibles, et qui soit aussi constamment disposée à toute espèce de sacrifices? Certes, il n'en est point, quoi qu'en disent les sophistes. Il est donc juste que cette classe, qualifiée avec tant de raison du titre de *laborieuse*, soit mise en puissance de maintenir la France dans la voie de son but, hors de laquelle les puissances actuelles voudraient la jeter.

En résumé, la participation du peuple à la souveraineté relative

est une nécessité qui ne peut être contestée que par la minorité factieuse qui s'arroge exclusivement ce droit, parce qu'il lui sert à protéger ses propres intérêts. — Mais il faudra bien que force demeure à ceux qui agissent au nom du but moral de la France; — et si les réclamations du peuple, à la fin, ne sont pas écoutées, si la classe privilégiée veut absolument imiter l'aveugle obstination de la royauté d'autrefois; s'il est dit, en un mot, que toute concession sera arrachée par la violence, tout progrès réalisé par la voie périlleuse des révolutions, qu'il en soit comme on aura voulu! Mais que ceux qui résistent n'oublient pas qu'il y a une sanction des actes humains, et que la responsabilité des maux qu'ils auront provoqués retombera sur leurs têtes!

La pétition pour la réforme électorale, qui a réuni environ 200,000 signatures, a été déposée sur le bureau de la Chambre par les députés faisant partie du comité central parisien. Le sort qui lui est réservé n'est pas douteux, après le rejet des deux propositions de petites réformes faites par MM. Ganneron et Ducos; mais nous aimons à croire que les députés radicaux feront néanmoins leur devoir en cette occasion.

Du Livret comme moyen de surveillance et de domination exercées par l'Etat et les maîtres sur les ouvriers.

Dans notre numéro de novembre 1840, pages 21 et suivantes, nous avons étudié avec soin la moralité de la loi sur le livret; nous venons aujourd'hui ajouter de nouvelles preuves à celles par nous apportées pour démontrer que le livret est pour les ouvriers une condamnation à la surveillance de la police et à l'arbitraire des maîtres.

Les preuves que nous donnons de la vérité de nos assertions sont irrécusables. Nous les empruntons en partie aux législateurs et aux administrateurs de l'Empire, qui, ainsi que nous l'avons prouvé dans la question des prud'hommes, prirent pour but permanent de leurs efforts d'asservir les ouvriers aux maîtres, en les plaçant toutefois sous la main de la police.

C'est de cette époque que date notre asservissement légal, plus dangereux que s'il était basé sur le bon plaisir et le brutal emploi de la force, car dans la lutte toute juste que nous soutenons contre le livret, nous avons à combattre même les préventions des esprits aveugles qui ne voient en nous que des démolisseurs de lois, quand nous nous efforçons de rendre les lois efficaces et vénérées en les basant sur la justice.

Au reste, faisons suivre cette accusation de quelques citations qui en prouveront la vérité.

Dans le rapport fait le 11 août 1810 par M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, nous trouvons d'abord cette double question :

« La police s'exerce-t-elle facilement et utilement sur les ouvriers? »

« Peut-elle empêcher les coalitions? »

Le rapporteur déplore que l'état de l'industrie ne permette pas d'enrégimenter, sous la surveillance de la police, tous les ouvriers; que ceux-ci puissent réclamer une augmentation de salaire, même individuellement, qu'ils puissent avec facilité prendre une patente et échapper ainsi à toute surveillance, etc.

Dans un projet ministériel du 25 juin de la même année, sur la réglementation des heures de travail des ouvriers en bâtiment dans Paris, nous lisons :

» Titre 1, art. 3. Chaque maître répondra de ses ouvriers ou compagnons, *les fera connaître*, et, à cet effet, se fera remettre le livret de ceux qu'il emploiera, etc. »

N'est-ce pas là la surveillance de la police, organisée par le gouvernement, au moyen des maîtres contre les ouvriers? Et cette honteuse position n'a point changé, nous subissons encore les fruits de tous ces décrets impériaux.

Le préfet de police présenta, le 14 juillet 1810, un projet de décret sur la réunion en corporations des maçons, charpentiers, menuisiers et serruriers, dans lequel nous trouvons entre autres choses, au Titre 6, *Police des Ouvriers*, l'obligation pour les maîtres de n'occuper que des ouvriers munis de livret, d'avoir, sur un registre, les noms, prénoms, *domiciles*, etc., de leurs ouvriers; les syndics de ces corporations devant être chargés de veiller à la bonne exécution de ces

dispositions. L'ouvrier, en outre, devait être contraint de travailler pour son maître, devenu son créancier, *jusqu'à entier paiement de sa dette.*

Voici les motifs de ces divers articles, nous les citons textuellement :

« Tous les ouvriers en bâtiments, sans exception, sont pourvus de livrets, au moins doivent l'être. »

« Mais telle est, en général, l'insouciance des maîtres à cet égard, qu'ils ne demandent que rarement la représentation des livrets. »

« *C'est là une des principales causes de l'insubordination des ouvriers. Les maîtres les emploient sans les connaître, sans savoir leurs demeures, souvent même sans savoir leurs noms ; et dans les cas de coalition ils sont hors d'état de SIGNALER LEURS OUVRIERS.* »

Ces paroles suffisent-elles à ceux qui prétendent que le livret n'est point une honteuse surveillance, un véritable fer rouge empreint au front des ouvriers.

Voilà ce que pensaient du livret, il y a trente-deux ans, les hommes d'état et les administrateurs ; il n'est pas sans intérêt pour nos lecteurs de faire voir quel est l'avis actuel des conseils de prud'hommes sur cette même question, cela d'ailleurs servira à prouver l'espèce de sympathie que nous avons droit d'attendre de cette magistrature avec sa vicieuse organisation présente.

Le *Moniteur des Conseils de prud'hommes* leur a adressé la question suivante :

« Quelle est l'opinion des ouvriers et des fabricants sur les livrets d'ouvriers ? »

Voici quelques-unes des réponses officielles qui ont été faites :

BOLBEC (M. Cottard, secrétaire du conseil des prud'hommes). « Il n'y a que les mauvais ouvriers, les ouvriers sans conduite, *ceux qui aiment à faire des dupes*, qui ne sont pas partisans des livrets. En général, les tisserands des campagnes tiennent à s'y soustraire. » Les tisserands de la campagne sont donc, en général, des faiseurs de dupes. Que M. Cottard y songe, il y a dans cette phrase excitation formelle à la haine et au mépris d'une classe de citoyens.

ROUEN (M. Baurin, secrétaire du conseil des prud'hommes). « L'opinion des ouvriers sur les livrets ne nous paraît pas utile à constater ; il est certain que, si on leur demandait ce qu'ils en pensent, ils refuseraient de se soumettre à cette formalité. Les manufacturiers, en général, fabricants de tissus, etc., envisagent cette institution comme *extrêmement utile et même indispensable.* »

« Le conseil de Rouen, dans un mémoire en date du 18 novembre 1857, a fait énergiquement sentir au ministre que le gouvernement, en négligeant ce moyen administratif, se privait d'une forme de surveillance continue et active sur la population travaillante.... »

CHALONS-SUR-MARNE (M. Liaugée, président). « Les ouvriers ne considèrent le livret que comme une mesure de police. Les fabricants ne sont pas assez scrupuleux sur les obligations qu'il impose, et négligent ce moyen de garantie morale et pécuniaire. »

AMIENS (M. Delahaye-Martin, président). « *Les ouvriers sont presque tous insolubles ; ils n'ont que leur travail pour répondre de leurs actes. Cette ressource serait insaisissable, s'ils pouvaient en disposer quand et envers qui bon leur semble.* Les livrets sont une mesure de haute prudence, au moyen de laquelle les ouvriers ne peuvent dissimuler leur position. *Les livrets ne peuvent donc leur plaire, mais ils sont précieux pour les maîtres.* »

Avons-nous tort de dire que le livret est un instrument d'oppression ? Voilà l'avis de maîtres, d'hommes à la fois juges et parties dans les contestations que fait naître la fatale loi du livret ? N'est-il pas vrai que nous sommes assurés de trouver auprès de semblables magistrats, — protection, nous n'en demandons pas, mais impartialité, comme c'est notre droit ?

Notre opinion sur les livrets n'est pas utile à constater, c'est vrai, on n'a pas encore officiellement demandé aux nègres leur avis sur l'esclavage ! Nous serions tous opposés à cette mesure, si on nous demandait notre avis, dit un conseil ; l'autre ajoute, il n'y a que les mauvais ouvriers qui aiment à faire des dupes, qui soient opposés au livret. Tous les ouvriers sont donc des fripons ? Alors nous comprenons bien que l'on ne s'inquiète guère de notre avis ; et d'ailleurs, si cet avis nous était demandé et était suivi, on supprimerait la loi actuelle sur les livrets ; on aurait tort, dit un troisième, car les livrets sont *précieux pour les maîtres.* Et d'ailleurs, Rouen l'a dit expressément au ministre, *c'est une forme de surveillance continue et active sur la population travaillante.* Tout cela est clair, et nous n'a-

vons pas encore tout cité, — le livret est une chaîne que nous portons au cou, et que les maîtres tiennent dans leurs mains.

Pourvoi des Rubaniers de Saint-Étienne.

Le tribunal de police correctionnelle de Montbrison a statué, le 16 février, sur l'appel interjeté par les ouvriers condamnés pour l'association rubanière. Le procureur du roi avait aussi formé appel à *minima*, tant contre les condamnés que contre MM. Bouthéon et Fuvet, acquittés. Ces deux derniers, ainsi que MM. Vignal, Fulchiron et Doron, qui n'avaient été condamnés qu'à 50 francs d'amende, ont été condamnés sur l'appel à quinze jours de prison et 50 francs d'amende. Quand à M. Laurent, sa peine a été portée de deux mois à six mois d'emprisonnement, et confirmée pour l'amende de 50 francs. Le premier jugement avait écarté le délit de coalition, le second l'a admis conjointement avec celui d'association illicite.

Voilà donc le second tribunal plus sévère encore que le premier. Et cependant la question d'association a été chaudement et éloquemment défendue par les avocats des prévenus. Nous avons vu avec peine que la presse ait laissé de côté cette question, si grave, puisqu'elle est une tentative d'organisation pacifique du travail, tandis qu'il était de son devoir de lui donner la plus grande publicité possible, et d'éclairer l'opinion publique comme l'esprit des juges. Ce reproche ne s'adresse pas seulement aux journaux de l'opposition dynastique. Nous reviendrons long-temps encore sur la poursuite qui a amené ce jugement ; il est un indice trop frappant de la mauvaise volonté de l'administration envers les ouvriers.

Les ouvriers italiens faisant partie de l'association nationale *la Jeune Italie* publient à Londres un journal ayant pour titre *l'Apostolato popolare*, sous la direction de M. Joseph Mazzini. Une souscription a été ouverte par ce journal pour répondre à celle que nous avons faite dans *l'Atelier* au profit des enfants de notre camarade Boyer, et les souscripteurs, désirant nous donner une marque de leur sympathie, nous ont choisis pour intermédiaires. Nous publions donc cette liste de souscription aussitôt qu'elle sera close, et nous donnons dès aujourd'hui à nos lecteurs quelques extraits d'un article publié dans le n° 4 de *l'Apostolato popolare*, sur la mort d'Adolphe Boyer.

Après avoir raconté dans les plus grands détails la vie de travail et la mort désastreuse de notre pauvre camarade, l'auteur ajoute :

« En se donnant la mort, Boyer a erré, gravement erré. Le désespoir et l'athéisme sont une même chose : personne n'a le droit de désertir le poste où Dieu l'a mis, et Boyer moins que les autres, parce que Dieu, en lui donnant plus de talent, l'avait placé dans un rang élevé parmi les combattants de la bonne cause.... Boyer devait souffrir courageusement, non-seulement pour lui, mais aussi pour que les autres apprissent par son exemple à tout supporter sans s'avilir. Dans la guerre que nous soutenons, le triomphe du principe que nous défendons est infaillible, mais c'est une guerre longue, difficile, et dans laquelle on ne doit calculer ni le nombre des combattants, ni des mois ou des années employées à combattre.

» Pendant tant de siècles le peuple a souffert en silence ! et nous, qui nous prétendons les apôtres de sa cause, nous qui entendons autour de nous les plaintes de millions d'hommes, nous qui, depuis dix ans, gagnons visiblement du terrain, nous laisserions-nous abattre par le désespoir, parce que nous rencontrons des obstacles sur notre route, ou parce que nous ne voyons pas promptement les fruits de notre parole ? Qu'importait à Boyer si beaucoup de ses compagnons n'appréciaient pas encore ses travaux à leur juste valeur !.... ne combattait-il pas pour la vérité ? Son cœur ne le lui disait-il pas ? Et dans une cause comme la nôtre, l'homme a-t-il d'autres juges que Dieu et sa propre conscience ?

» Pauvre Boyer ! peut-être sentait-il en mourant les choses que nous disons maintenant. Peut-être partait-il mécontent de lui comme de la société ; mais le présent l'opprimait de tous côtés, et ne lui laissait pas assez de force pour lire dans l'avenir. Condamnons le remède, mais plaignons le malade. Dieu pardonne aux fautes des faibles, et recueille la pensée des mourants ; qui sait si les dernières paroles de Boyer n'étaient pas celles-ci : « *Mourons, ma vie ne suffit pas pour donner du pain à ma femme et à mes enfants, ma mort appellera sur eux cette sympathie qu'il ne m'a pas été donné de trouver !* »

» Faire entendre sur la tombe de Boyer, comme l'a fait l'organe d'une partie des classes moyennes de la société française, le *Journal des Débats*, cette amère sentence, que Boyer mourait pour avoir voulu sortir de sa classe, c'est une provocation bien plus violente que les déclamations attribuées aux sociétés secrètes. »

» Ouvriers italiens, les angoisses et le désespoir de Boyer ne peuvent se reproduire parmi nous. Les causes qui le poussèrent à la mort

peuvent se rencontrer en France, en Angleterre, en Suisse, en Belgique, car partout où existe une certaine liberté d'imprimer, l'ouvrier peut être poussé à améliorer sa condition par les moyens lents et pacifiques de la persuasion; mais tel n'est pas le cas de l'Italie. En Italie, personne, ouvrier ou autre, ne peut imprimer librement sa pensée, ni même le tenter. L'imprimerie est le monopole, non d'une classe, mais du gouvernement. Et au-dessus des sept gouvernements italiens plus ou moins ennemis de la liberté de penser et d'écrire, est l'Autriche, ennemie des gouvernements, des peuples, des ouvriers, des classes moyennes, de la pensée, et de tout ce qui a nom et semblant de vie italienne. Avant que l'ouvrier puisse espérer que la liberté conquise par la nation lui soit profitable, il faut que la nation existe, il faut que les sept gouvernements et l'Autriche soient renversés..... »

Nous aurons occasion de citer de nouveau des extraits de *L'Apostolato popolare* : comme démocrates, les ouvriers italiens possédaient déjà nos sympathies; elles sont doublées par la ressemblance plus parfaite de notre situation sociale, qui nous crée les mêmes besoins et nous impose les mêmes devoirs.

Rien n'égale la mauvaise humeur du *Moniteur des Prud'hommes* contre le conseil municipal de Paris; et vous allez juger s'il n'a pas pour cela de sérieux motifs.

Il y a long-temps, bien long-temps, qu'un beau matin la presse quotidienne parla en cinq ou six lignes de la *bienfaisante et paternelle* institution des prud'hommes, dont on allait, disait-elle, doter la capitale. — Les prud'hommes établis éprouveront le besoin d'un organe public et quasi officiel, se dirent quelques industriels à l'affût des bonnes occasions. — Le *Moniteur* parut, mais les prud'hommes ne parurent point (c'est un peu la faute de *L'Atelier* s'ils sont en retard). Tous les matins donc, le *Moniteur des Prud'hommes* monte à sa tour pour voir venir ses bien-aimés prud'hommes, et il n'aperçoit.... que le conseil municipal, qui demande toujours de nouveaux renseignements, et *L'Atelier*, qui ne se lasse pas de lui en fournir. Le *Moniteur des Prud'hommes* est donc tour à tour furieux ou inquiet; nous avons déjà cité une de ses boutades qui s'adressait au conseil municipal, et indirectement à nous; en voici une autre pour quelques membres du conseil :

« A Dieu ne plaise que nous imputions à la Commission l'intention de chercher, par des mesures dilatoires, à ajourner une institution dont elle reconnaît les bienfaits; à Dieu ne plaise que nous supposions qu'elle cède, à son insu, aux inspirations de quelques hommes politiques (remarquez bien ce mot, il est très-méchant!) dont le mauvais vouloir, pour la création des prud'hommes, est assez connu. »

Un organe grave de la presse, le *Courrier Français*, s'est aussi donné la satisfaction de tancer vertement le conseil municipal sur sa négligence. Il est vrai que c'était dans une *réclame* à 1 franc 25 c. la ligne, faite pour le compte du susdit *Moniteur des Prud'hommes*. *La Patrie* a crié encore plus haut, dans le même sens, mais à ses frais. Nous lui répondrons sérieusement dans notre prochain numéro, si la question est encore en suspens.

Or, que demande la commission du conseil municipal? Elle demande un recensement *exact* des électeurs qui seraient appelés à faire partie des conseils, suivant les anciennes lois. Elle demande aussi quels sont à Paris les ouvriers auxquels on prétend donner les noms de *chefs d'atelier* et *ouvriers patentés*. Tout cela occasionne des retards, et force le *Moniteur* à nous faire lire les naïvetés que lui expédient les secrétaires des conseils de province, et dont nous venons de donner un échantillon dans notre article sur le *livret*.

AVERTISSEMENT AUX PROPRIÉTAIRES, ou Lettre à M. Considérant, rédacteur de la *PHALANGE*, sur une **DÉFENSE DE LA PROPRIÉTÉ**, par P. J. Proudhon (imprimeur breveté), de Besançon.

« Mais à qui la faute, encore une fois?... à tous ces endormeurs » de la presse politique, qui veulent enchaîner le géant aux cent bras, sous une toile à papillons? — Remue-toi donc, Briarée. » Nous ne croyons pouvoir mieux commencer cet article que par cette citation, prise au livre de M. Proudhon (page 8).

En effet, il semble qu'à la liste, déjà si longue, des partis politiques ou sociaux qui nous divisent, il faille en ajouter un nouveau, celui des *Endormeurs politiques*, et c'est dans les premiers rangs de ce parti que nous trouvons M. Proudhon. Deux mots en

passant, sur ce sujet : nous sommes à l'une des époques où les hommes ont le plus à travailler, pour la réalisation des idées de *Liberté*, d'*Egalité* et de *Fraternité*; le mal est senti par tout le monde, le Pouvoir seul le nie, officiellement du moins, et habituellement; mais il n'est pas fâché de trouver une aide plus ou moins indirecte, dans son œuvre de résistance, aveugle et opiniâtre au progrès. Parmi les auxiliaires les plus utiles de nos gouvernants, il faut compter, d'une part, tous ces généraux de prétendues réformes sociales, *renouvelées des Grecs*, Saints-Simoniens, Fourieristes, Communistes—autaires, etc.; d'autre part, les économistes-professeurs, écrivains ou légistes. Voyez, en effet, pour en finir sur ce sujet, une question est débattue : celle des prud'hommes. — Un économiste—législateur—professeur se trouve, qui vient avouer avec nous, que l'organisation actuelle est funeste, injuste en son principe; mais, pour mieux nous endormir, il se hâte de déclarer qu'il faut l'améliorer *très-lentement*, en commençant, pour ainsi dire, dès l'œuf.

La grave question du salaire est posée, débattue, parallèlement à celle du suffrage universel, et M. Proudhon s'écrie : *la propriété c'est le vol! les propriétaires sont des voleurs!* — Que faut-il faire? lui demandons-nous; — partagez et jouissez, chacun chez soi, chacun pour soi, je suis *anarchiste*.

C'est toujours le même système; avouer la lèpre, que tout le monde aperçoit; crier plus haut que personne, et pour tout remède, déplacer le mal; c'est là ce que nous voyons dans les différents livres de M. Proudhon : au lieu de *la propriété individuelle*, il veut *la possession individuelle*. Le *Pouvoir* est oppresseur aux mains des hommes de réaction, vive *l'anarchie*. Voilà du moins ce que logiquement on doit déduire des raisonnements du Franc-Comtois, jusqu'à ce qu'il ait fait paraître son système d'organisation, bel et bien promis et sur lequel nous comptons.

Cette accusation, toute grave qu'elle est, doit être suivie d'une autre encore mieux méritée; diviser ses adversaires par des syllogismes c'est bon, mais les battre par la calomnie c'est mieux encore; *calomnies, calomnies, il en restera toujours quelque chose*.

Nous avons établi, prouvons. Cette brochure, comme on le voit par son titre, est destinée à répondre à un écrit fouriériste; sur ce point, la tâche de l'auteur est remplie consciencieusement; mais une partie du livre, environ le cinquième, est employée à attaquer la démocratie, qui ne pensait guère être pour quelque chose en ce débat. En agissant ainsi, M. Proudhon, qui est imprimeur *breveté* et *patenté*, *spéculeur* et *propriétaire*,—quoiqu'il en dise,—a-t-il cherché à remplir sa feuille par habitude du métier, afin de la vendre plus cher, ou bien a-t-il été désireux de faire d'une pierre deux coups, de pourfendre à droite et à gauche? — Tous les deux.

Depuis le jour où, quittant la rue pour la presse et la réforme, les démocrates se préparent à devenir des adversaires redoutables par leur logique et leur union, les hommes du parti des *Endormeurs politiques* s'efforcent de les mettre aux prises, les uns contre les autres. Le succès des pamphlets sur *la trahison du National*, dans *l'affaire des Bastilles*, empêche M. Proudhon de dormir; aussi a-t-il consacré une bonne partie de sa lettre au Général des Fourieristes, à guerroyer le parti démocratique, et surtout le *National*. *L'Atelier*, lui-même, n'a point échappé à cette attaque; commençons par la citation du passage qui nous concerne, cela nous est nécessaire pour établir la position que nous prenons dans cette discussion :

« Il (le *National*) s'inféode les écrivains radicaux et les publications populaires : c'est ainsi qu'il *tient en laisse* la plupart des journaux *indépendants* de province, pour quelques méchantes citations » et quelques fournitures de pacotille; qu'il s'est assimilé le *Journal du Peuple*, aussi déclamatoire aujourd'hui, aussi dépourvu d'idées que son patron; qu'il a *infecté de son souffle* le petit journal *L'Atelier*, dont les rédacteurs en gants jaunes s'étaient d'abord prononcés pour *l'Egalité*, et depuis, sur les réprimandes du *National*, se sont déclarés franchement propriétaires. »

Calomnies, calomnies... Une semblable accusation, si elle n'avait frappé que nous, rédigée avec cette fine fleur de politesse qui distingue M. Proudhon, n'aurait point reçu de réponse; mais, nous devons à notre parti, à notre classe, de défendre les hommes qui se sont toujours montrés les défenseurs de nos droits, sans que cette aide ait jamais eu besoin d'être sollicitée.

La sympathie franche, loyale et désintéressée que nous avons, dès l'abord, rencontrée dans le *National*, le *Journal du Peuple*, la presse démocratique, enfin, est celle qui doit exister entre des hommes qui

ont les mêmes principes, qui consacrent leurs efforts au succès de la même cause; nous ne nous connaissons même pas comme individus, mais comme journaux, comme organes dévoués de l'opinion démocratique, nous sommes toujours au même rang. Pour nos gants jaunes, — et ce, sans aucune idée de provocation au duel, moyen qui répugne singulièrement à M. Proudhon, — nos gants jaunes, disons-nous, lui auraient déjà été envoyés par la poste, si nous n'avions craint de lui en faire payer le port, — afin qu'il pût en examiner, à son aise, et l'étoffe et la couleur. — Mais parlons sérieusement: notre attachement au principe de l'Égalité ne s'est point démenti; seulement nous entendons, et nous avons toujours entendu l'Égalité autrement que M. Proudhon; il est fâcheux qu'il ne nous ait point dit où, quand et comment, le *National* nous a réprimandés pour nous faire changer d'avis sur ce sujet. « Ah! Basile, Basile, calomnions, calomnions, mais que ce soit plus habilement; car jamais volée de bois vert n'aura mieux frotté les épaules d'un sot. »

M. Proudhon a consacré treize pages de sa brochure, qui en compte à peine 115, en tout, à l'acte d'accusation du *National*; examinons brièvement ce long réquisitoire :

« Le *National*, dans le délire de son impuissant orgueil, ose aspirer à la tyrannie; il rêve d'abandonner Alger et d'enchaîner la presse; c'est-à-dire que le *National* médite la triple trahison qu'il a lui-même reprochée à Louis-Philippe, auteur désigné des lettres publiées par la *Contemporaine*. »

Le *National* aspire à la tyrannie, car il s'est fait l'organe de la France démocratique et radicale, sans en avoir reçu mandat; il décerne, de son autorité privée, des médailles, des statues, des monuments, des souscriptions, des apothéoses, etc.; il répudie les communistes (qui l'attaquent), les socialistes (qui lui font la guerre); il demande que Paris soit mis à l'abri d'une invasion: donc il veut des bastilles, de belles et bonnes bastilles. Violation de la Charte, — complicité avec Thiers, etc., etc.

Ah! M. Proudhon, quand vous en voulez à quelqu'un, vous n'y allez pas de main-morte; le *National* a commis tous ces crimes? — Infâme journal! — Mais, voyons un peu!

Des écrivains radicaux soutiennent de leur plume et de leur bourse un journal dévoué aux intérêts du peuple, de la nation, et, comme tel, en butte aux attaques du ministère public. — Haro! sur les dictateurs. — Le *National* enregistre les souscriptions ouvertes pour le monument de Garnier-Pagès, la statue de Carrel, la médaille de Cormanin, les enfants de Boyer; le *National* a reproduit les adresses à Lamennais, — à bas le Cromwell! hors la loi le dictateur!

Le système politique du *National*, c'est d'enrégimenter toute la démocratie, d'envoyer les patriotes sur le Rhin (c'est-à-dire au diable), pendant que lui *National* se fera de Paris un lit de repos, et des fortifications un oreiller! — Qui diantre s'en serait jamais douté?

Le *National* se sert de la *Réforme électorale* comme d'un prétexte; car il a déclaré à la *Gazette* que si le peuple, réuni en assemblée primaire, élisait un roi, lui, *National*, reconnaîtrait ce roi; mais que le peuple, qui l'aurait élu, aurait toujours le droit de le réformer: — aveugles que nous étions! n'avoir pas vu que c'était là un attentat à la souveraineté du peuple. — Prêtez-nous donc votre lunette, M. Proudhon, pour bien juger les mots et les idées, elle est sans pareille.

Dans son animosité, M. Proudhon se constitue d'office le substitut du procureur du roi. Le *National*, de par les lois de septembre, a été condamné à la prison et à l'amende, comme convaincu d'avoir voulu faire des listes de souscription, pour payer une amende antérieure, sous prétexte de publications de demandes d'abonnements. Voici ce qu'en dit le *volontaire du parquet*: « Déjà le *National* lève des contributions et fait acte d'omnipotence; tandis que ses rédacteurs sont gorgés de richesses, il mendie, pour payer ses amendes, le sou du pauvre et de l'ouvrier... » — Si votre livre vous eût fait condamner, fier comme un Spartiate, vous auriez payé tout seul, de vos propres deniers, hein! vraiment? — Oui! — Pourquoi?... Hélas! parce que personne n'eût voulu accepter la solidarité morale de votre pamphlet. — Diogène, Diogène, jette de la boue aux passants, car ils ne veulent ni de ton bâton, ni de ton cynisme!

Le *National* fait des conditions à l'étranger, — c'est un crime; vous avez raison, libelliste Franc-Comtois, c'est un crime sous le gouvernement de M. Guizot, nous sommes en cela de votre avis. Le *National* enregistre les craintes que l'on éprouve pour la moisson, — excitation à la haine et au mépris du gouvernement!!!

Le *National* est le père des régicides; il prêche l'assassinat, il ne blâme les assassins que parce qu'ils manquent leur coup! — Allons, y a-t-il à Doullens un cabanon voisin de celui de Dupoty, pour y mettre les rédacteurs du *National*!

Le *National* est un boutiquier jaloux de ses concurrents, il veut étouffer la liberté de la presse en la monopolisant à son profit: il insulte les citoyens à tort et à travers; il répond aux contradicteurs en leur envoyant des spadassins: il expédie ses coupe-jarrets par les diligences Laffitte et Caillard, avec ordre d'aller un, deux, trois, quatre, s'il le faut, faire mettre les pouces à tout journaliste de province récalcitrant. — Ah! vertueux gendarmes, si vous rencontrez près de Besançon une bande de ces assassins-là, arrêtez-les. — Mais ne pourriez-vous pas nous donner la longue liste de ces pauvres journaux si méchamment occis par cet infâme *National*?

Toute cette longue déclamation contre le *National*, qui a pris la liberté grande de dire un jour, d'après M. Proudhon lui-même, que celui-ci était un niveleur et un anarchiste, tout ce réquisitoire, disons-nous, est assaisonné d'exclamations comme celles-ci :

« Admirez la moralité des ambitieux et des lâches, la moralité du *National*. »

« Laissez passer la justice des assassins, la justice du *National*. »

« Ah! monseigneur le *National* s'est fait mouchard! une agence de délation et de provocation est établie rue Lepelletier, n° 3. C'est là qu'on joue à la révolution avec le sang des malheureux dont le funeste égarement vient compromettre chaque année le triomphe de la réforme, et prolonger la vie du système. Essayons, disent les conspirateurs cachés dans l'ombre, essayons d'une émeute; il n'en coûtera que quelques prolétaires: *Faciamus experimentum in animâ vili*. » (Ce latin, traduit par un de nos camarades, signifie: *Faisons une expérience sur un être méprisable*.)

Que répondre à de tels raisonnements? Le *National* a dédaigné ces injures, mais pour nous, notre devoir, était de démontrer la calomnie. Le livre de M. Proudhon lui a occasionné une poursuite, mais le jury l'a acquitté; une condamnation, nous l'avouons, nous eût bien plus surpris, car M. Proudhon doit être mis à la tête des *Endormeurs politiques*, dont il est, qu'on nous passe l'expression, le plus enragé; son rôle, pour être violent, n'est pas neuf, il a pris l'héritage des Chaumette, des Anacharsis-Clootz et des Hébert, c'est un rôle que personne ne lui enviera; nous disons ceci à regret, car nous sommes affligés de le voir consacrer le talent d'un bon dialecticien au service des plus mauvaises passions.

FAITS DIVERS.

M. Arago a déposé, sur le bureau de la Chambre des Députés, la pétition de 4,700 chefs d'atelier de Lyon, qui demandent une nouvelle organisation des prud'hommes.

— La situation des ouvriers, en général, ne s'est pas améliorée. Travaux d'urgence, travaux de luxe, tout cela est au même niveau. On lit à ce sujet, dans le *Journal du Peuple*:

« La plus affreuse misère continue toujours de travailler les ouvriers menuisiers: plus de 10,000 se trouvent en ce moment sans travail à Paris seulement. Il est des ateliers qui, depuis hier lundi, ont refusé plus de 500 offres de service. Il paraît que la serrurerie et la charpente sont dans une situation non moins déplorable; et au reste, ce qui prouve l'état de gêne dans lequel est tombé le commerce parisien, c'est que les hôtels des commissaires-priseurs regorgent tous les jours de ventes par autorité de justice, et le tribunal de déclarations de faillites. Et les monts-de-piété, on y fait queue comme aux portes des théâtres. Ce matin nous avons remarqué des ouvriers menuisiers qui allaient y déposer leurs outils. »

— Les ouvriers de la fonderie générale de caractères sont sortis le 19 février de leurs ateliers par suite d'une diminution de salaire qu'on a voulu leur imposer. Cette diminution équivaldrait à environ 100 francs par an, pour ceux d'entre eux qui gagnent ordinairement 5 francs 50 cent. ou 4 francs. Ils ont dû se résigner à refuser de travailler à des conditions aussi onéreuses. Nous faisons des vœux pour que leur résolution obtienne le succès qu'elle mérite.

— Les hospices sont tellement encombrés, qu'on en fait sortir les malades incurables, sans s'inquiéter de ce que pourront devenir ces malheureux, abandonnés de la charité publique. Les journaux qui annonçaient ces faits douloureux ne les ont accompagnés d'aucune réflexion, et cependant combien un tel sujet ne devait-il pas en inspirer de sévères! Que dire d'un pays où de pareilles choses se passent? Que dire aussi d'un médecin de l'hospice de la Charité, qui, après avoir examiné un malheureux phthisique, lui observait brutalement que sa maladie était mortelle, ou que s'il en guérissait, il fau-

draît au moins un an de traitement, et que, par cette raison, l'hospice ne pouvait pas l'admettre ?

VARIÉTÉS.

ÉPISODE DES GUERRES D'ITALIE

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE (1798-99).

A la suite de la bataille navale d'Aboukir, l'amiral Nelson se rendit à Naples pour y radoubier sa flotte, et malgré nos traités avec ce royaume, il y fut reçu avec de grandes démonstrations d'amitié. Les ennemis de la France étaient enthousiasmés de la victoire que l'Angleterre venait de remporter sur nous ; ils disaient qu'elle devait être le signal d'une guerre générale contre la république, et ils déployaient la plus grande activité pour soulever contre elle l'Europe tout entière. A leur tête se signalait la cour de Naples, qui, poussée par les intrigues du cabinet anglais, forma le projet de détruire notre puissance en Italie, espérant engager ainsi la guerre générale. Elle excitait à la révolte, et cherchait à réveiller partout les vieilles haines ; elle dirigeait ses menées principalement dans la Toscane et dans le Piémont, et de tous les côtés elle rencontrait des dispositions hostiles à la France. L'aristocratie, cette lèpre que nous rencontrions à chaque instant, soit au dedans, soit au dehors, était toujours prête à relever la tête ; elle tremblait devant la propagande des principes révolutionnaires ; aussi elle accepta avec transport le projet que l'on formait de nous expulser de l'Italie, et conçut un instant l'espoir d'arracher cette terre à l'influence démocratique de la France.

On commença aussitôt les plus grands préparatifs de guerre ; à Naples, on fit un appel à toutes les forces du pays. On ordonna la levée du cinquième de la population, les impôts furent doublés, chaque couvent dut fournir un cavalier équipé, une partie des biens du clergé fut mise en vente, ensuite l'empereur d'Autriche choisit parmi ses hommes de guerre celui qu'il crut le plus habile, et il l'envoya au roi de Naples pour le mettre à la tête de ses armées : ce fut le général Mack. On avait tellement confiance dans l'habileté de ce chef, et l'on comptait si bien sur ses succès, qu'on lui décerna les honneurs du triomphe avant la victoire, en lui donnant le titre de libérateur de l'Italie.

Aucun moyen n'avait été négligé pour assurer la réussite de l'entreprise : l'insurrection du Piémont et de la Toscane avait été préparée, et pendant que les Napolitains attaqueraient de front, la révolte de ces deux pays et la coopération de l'Autriche devaient enfermer l'armée républicaine dans un réseau formidable, qui, en se resserrant, devait exterminer jusqu'au dernier Français. On se promettait aussi d'égorger tous les patriotes italiens, ainsi qu'on l'avait déjà fait en plusieurs endroits. Pendant ce temps, la flotte anglaise allait à Livourne pour se tenir en observation, et aider au mouvement qui se préparait. Le général autrichien, à la tête de soixante mille hommes, entra alors en campagne sans déclaration préalable de guerre, faisant seulement sommation aux Français d'évacuer l'Italie.

Championnet commandait alors dans les États romains : il n'avait à opposer à des forces aussi formidables qu'une armée de quinze mille hommes, qui, par surcroît de malheur, était divisée sur tous les points de la république romaine. Sa petite armée était pour ainsi dire désorganisée : elle manquait de pain, de vêtements, et telle était l'incurie du Directoire, qu'elle n'avait presque pas de munitions de guerre. Il répondit néanmoins à l'insolente sommation du général autrichien en se préparant à une défense vigoureuse. Se mettant aussitôt à la hauteur du danger qui le menaçait, il rassembla promptement toutes ses forces, abandonna Rome, courut lui-même à Ancône chercher quelques pièces de canon, et, sans s'effrayer des mouvements qui s'opéraient sur ses derrières, il laissa un faible corps en observation ; puis, toutes ses troupes étant réunies, il se retira près de Civita-Castellana et Civita-Ducale, sur les bords du Tibre, où il résolut d'attendre l'ennemi, et de lui livrer bataille.

De leur côté les Napolitains, divisés en six corps, opéraient sur une circonférence dont l'armée française était le centre ; ils s'avançaient en vainqueurs sur toutes les routes, et leur roi entraît triomphalement dans Rome. Quelques avantages remportés sur des corps avancés avaient excité leur enthousiasme ; ils jouissaient d'avance

de la victoire qu'ils se promettaient dans leurs fanfaronnades ; ils insultaient déjà ceux qu'ils croyaient incapables de leur résister, et ils espéraient reconquérir l'Italie sans coup férir, lorsqu'ils rencontrèrent enfin les Français.

On allait donc engager cette lutte terrible, où quinze mille hommes affaiblis par les fatigues et les privations de toutes sortes, et attaqués à l'improviste, devaient se défendre contre une armée quatre fois plus nombreuse, abondamment pourvue, bien organisée, et pouvant compter sur l'appui d'une grande partie de la population de l'Italie. Malgré une position aussi défavorable, les Français ne se découragèrent point ; ils retrouvèrent toute leur ardeur guerrière en face de ces colonnes immenses d'ennemis, et ces hommes héroïques, couverts pour la plupart des blessures qu'ils avaient reçues dans vingt batailles, jurèrent tous, à la vue de l'armée napolitaine, de vaincre ou de périr !

L'action commença sur divers points. Au premier choc, le général Lemoine enleva un colonel napolitain avec tout son corps, et une autre colonne qui s'avançait par Terni fut repoussée au loin par Casa-Bianca. Cependant Mack dirigea son attaque sur la plus forte position, celle de Civita-Castellana, défendue par Macdonald : il y porta des masses considérables de troupes. Nos intrépides soldats se défendirent avec un incroyable courage : ils pénétraient à la baïonnette dans les rangs ennemis, et quoiqu'ils eussent toujours affaire à des troupes fraîches, ils avaient sans cesse l'avantage. Bravant tous les dangers et méprisant la mort, ils la semaient partout sur leurs pas : à une colonne d'attaque ils enlevaient son artillerie, à une autre ils faisaient trois mille prisonniers ; nulle part les Napolitains ne pouvaient résister au choc des troupes françaises. Mack résolut aussitôt de porter son attaque sur un point plus faiblement défendu, à Terni. Pour cela il fallait lutter de vitesse avec les Français ; mais il n'avait pas encore franchi le Tibre, que la position menacée était déjà renforcée. Dès le commencement de l'action, les ennemis éprouvèrent sur ce point de grands désastres ; ils furent repoussés avec impétuosité, et un corps de 4,000 hommes fut obligé de mettre bas les armes devant 3,500 Français : on eût dit qu'ils tremblaient à l'aspect de ces vieilles moustaches républicaines. Mack fit promptement sa retraite. Le roi de Naples, qui, quelques jours auparavant, était entré triomphalement dans Rome abandonnée par Championnet, ne s'y crut plus en sûreté ; il s'enfuit en toute hâte avec ses Napolitains, et l'armée républicaine, qui les suivait de près, rentra dans cette ville dix-sept jours après en être sortie : elle seule avait mérité les honneurs du triomphe.

Championnet avait repris l'offensive, et, malgré la faiblesse numérique de son armée, il avait conçu le projet d'aller détrôner le roi de Naples, et de faire de son royaume une république. Cette entreprise, digne de l'armée française, était d'une hardiesse inouïe, car les habitants de ce pays étaient fort mal disposés en notre faveur, et ils pouvaient nous faire une guerre de partisans très-dangereuse. Mais, confiant dans la valeur de ses soldats et dans la terreur qu'ils inspiraient aux ennemis, il s'élança à la poursuite des Napolitains, qui avaient déjà quitté le territoire romain et qui se repliaient rapidement vers l'intérieur de leur royaume ; et, par une conduite habile, il attaqua séparément les ennemis sur tous les points où il put les atteindre, et les défit dans plusieurs petits combats. Il agissait avec tant de vigueur et de promptitude, que nulle part on n'osait lui faire résistance ; cependant, une ville, Viterbe, refusa de se rendre, et ses habitants se livrèrent même à des actes de cruauté contre quelques-uns de nos soldats blessés, qu'ils avaient en leur pouvoir. Championnet leur envoya cette énergique sommation :

« J'apprends avec indignation qu'une poignée de rebelles a osé refuser de capituler devant une armée victorieuse ; si je graduais ma vengeance sur l'insulte, Viterbe n'existerait plus. Voici mes dernières résolutions :

» Si Viterbe se soumet, j'userai de clémence ; si Viterbe résiste, et que, par un crime que l'on n'ose imaginer, elle insulte aux Français prisonniers dans ses murs, Viterbe sera emportée d'assaut, mise au pillage, brûlée jusque dans ses fondements, et je veux que le voyageur errant demande un jour : où est Viterbe ?

» Habitants égarés, revenez de votre erreur ; ouvrez vos portes, ou craignez l'impétuosité du soldat, qui n'attend que le signal de l'attaque. »

La ville se rendit immédiatement. Les Français repoussèrent ensuite les Napolitains jusque sur les bords du Volturne, à Capoue, et

leur taillèrent encore en pièces une forte colonne, dont il ne s'échappa que trois mille hommes.

La nouvelle de ces événements se répandant dans le royaume, y sema partout l'épouvante : Naples était dans un désordre effroyable ; le peuple criait à la trahison, et il demandait des armes. Il menaçait de mettre à mort tous ceux que l'on suspectait d'être favorables aux Français, et s'en prenait à la cour, des revers qu'on ne devait qu'au courage extraordinaire de nos soldats. On assassina un messager royal. Le séjour de la ville n'étant plus assez sûr, le roi, la reine et toute la cour s'embarquèrent, avec leurs trésors, sur la flotte de Nelson, qui, en bon Anglais, ne laissa pas échapper cette occasion de détruire la marine napolitaine : il fit incendier les chantiers du port en se retirant.

Ainsi abandonné par la cour, et d'un autre côté, vivement pressé par l'armée républicaine, Mack se vit contraint de conclure un armistice, par lequel il céda une grande partie du royaume de Naples, et devait acquitter une contribution de huit millions. Mais le peuple ne voulut pas y consentir : et, pendant que les lazzaroni se promenaient dans les rues de Naples en lançant des malédictions contre les Français et les prétendus traîtres, les soldats de Mack se révoltaient contre lui, et le forçaient de chercher un refuge dans le camp même de ceux qu'il était chargé de combattre. Il y fut reçu avec toute la grandeur d'âme qui distinguait les républicains.

Le peuple, au comble de l'exaltation, avait pris les armes, et il avait juré, devant l'image révéralée de saint Janvier, de défendre la ville. Les insurgés, au nombre de plus de trente mille, cherchaient à s'organiser ; ils avaient élu deux chefs pour les commander, Paggio et Michel-le-Fou, et ils se retranchaient sur tous les points, bien disposés à faire la plus vive résistance. Championnet comprit dès lors qu'il ne pouvait plus employer les moyens parlementaires ; il résolut de se porter avec vigueur sur Naples, et de l'enlever d'assaut. Il s'avança aussitôt, et débâta les environs de la ville ; cette opération fut assez difficile, car les lazzaroni se battaient avec un acharnement et une audace que nos soldats n'auraient jamais suspectée chez un Napolitain ; pendant trois jours les insurgés tinrent tête aux Français ; ils ne cédaient le terrain que pied à pied, et leur nombre était si grand, que des corps entiers étaient enveloppés à chaque instant par ces forcenés. Les Français furent obligés de faire dans ces journées des prodiges de valeur, et lorsque le combat fut porté sur un autre théâtre, le champ de bataille resta couvert de cadavres. Enfin, le fort Saint-Elme tomba en notre pouvoir ; on força plusieurs autres positions, et l'on refoula les assiégés dans l'intérieur de Naples. Malgré cela, le combat ne cessa point, il changea seulement de forme ; il fallut, pour ainsi dire, assiéger chaque maison. Les lazzaroni, repoussés de rue en rue, chassés des retranchements derrière lesquels ils s'abritaient, se rassemblèrent tous sur le port ; ils s'embusquaient encore aux fenêtres et derrière des barricades, et menaçaient même de mettre le feu à la ville, lorsqu'un des chefs les plus influents du parti populaire fut fait prisonnier. On obtint de lui qu'il fit mettre bas les armes à ses camarades, en lui disant qu'on s'engageait à respecter la religion, et que l'on n'était venu que pour les délivrer du joug des aristocrates, et non pour les opprimer.

Dès lors, Championnet fut maître de la ville et de tout le royaume. Aussitôt il prit des mesures de sûreté générale, régla l'administration, et il déclara que le royaume de Naples, désormais sous la protection de la France, était transformé en république. Il fit ensuite publier dans toute cette nouvelle république une proclamation empreinte de ce magnanime esprit de justice et de fraternité dont les Français ont donné tant de preuves dans leurs guerres de propagande. Nous en donnons ici quelques passages :

« Napolitains,

» Vous êtes enfin libres ; votre liberté est le seul prix que la France veut retirer de sa conquête, et la seule clause du traité de paix que l'armée de la république vient jurer solennellement avec vous dans les murs de votre capitale, et sur le trône renversé de votre dernier roi.

» Malheur à qui refusera de signer avec nous ce pacte honorable, où tout le fruit de la victoire est pour le vaincu, et qui ne laisse au vainqueur que la gloire d'avoir consolidé votre bonheur ; il sera traité comme un ennemi public, contre lequel nous restons armés.

» S'il y a donc encore parmi vous des cœurs assez ingrats pour refuser la liberté que nous avons conquise au prix de notre sang, ou des

hommes assez insensés pour regretter un roi déchu du droit de les commander, par la violation du serment qu'il avait fait de les défendre, qu'ils fument sous les drapeaux déshonorés du parjure ; la guerre contre eux est à mort, et ils seront exterminés.

» Napolitains, si l'armée française prend aujourd'hui le titre de l'armée de Naples, c'est par l'effet de l'engagement solennel qu'elle prend de mourir pour votre cause, et de ne faire usage de ses armes que pour le maintien de votre indépendance et la conservation d'un droit qu'elle vous a conquis.

» Que le peuple se rassure donc sur la liberté de son culte ; que le citoyen cesse de s'alarmer sur les droits de la propriété : un grand intérêt a soutenu les rois dans les efforts qu'ils ont faits pour calomnier aux yeux des nations les sentiments et la loyauté de la nation française ; mais il faut peu de jours à un peuple généreux pour désabuser les hommes crédules des préventions odieuses dont se sert la tyrannie pour les porter à des excès déplorables, etc. »

Malheureusement Championnet eut beaucoup de peine à faire respecter les promesses qu'il avait faites aux Napolitains. A la suite de l'armée française étaient venus une multitude de commissaires, de fournisseurs, de ces employés qui spéculent sur tout, qui volent partout ; élevant leur fortune les uns sur les privations du vainqueur, les autres en frappant les vaincus de contributions énormes, dont la meilleure partie demeure entre leurs mains. Ces agents maudits étaient d'autant plus audacieux dans leurs entreprises, que l'impunité leur était assurée, car ils comptaient sur la protection de plusieurs membres du Directoire, qui étaient de moitié dans tous leurs profits. Championnet fut indigné de toutes ces intrigues ; il donna l'ordre de fusiller tout individu qui se permettrait de lever des contributions sans son autorisation. Alors le Directoire envoya des commissaires spéciaux, chargés de faire des levées d'argent à Naples. Mais ils commirent tant d'exactions, leur conduite choqua tellement le général républicain, qu'il leur ordonna de sortir de Naples dans les vingt-quatre heures, et du territoire des États romains et napolitains dans dix jours. Cette juste sévérité lui valut la disgrâce du Directoire, qui eut la lâcheté de jeter dans les fers le héros de l'Italie. Cependant, il en sortit bientôt pour aller reprendre le commandement d'une armée : le sentiment public s'était soulevé contre l'indigne conduite de ce gouvernement, incapable et corrompu, qui recelait dans son sein quelques membres tellement méprisables, qu'on leur avait donné le surnom de *pourris*.

Mais, ce qui doit frapper ici, ce n'est point tant l'injustice commise à l'égard d'un héros, que l'énergie et la force de volonté de cette armée républicaine, qui, sans vêtements ni munitions, soutient en pays ennemi et sans en être effrayée, le choc d'une armée immense, la met en déroute, reconquiert l'Italie, et transforme un royaume en république ! Ce qu'il faut voir surtout, dans ces hauts faits de nos pères, c'est la trace profonde qu'ils ont laissée sous leurs pas ; car partout où la France a passé, elle a laissé quelque chose de bon pour l'avenir des peuples.

Que les incrédules qui nient l'utilité de nos invasions sous la république et l'empire, aillent voir en Italie les résultats de nos conquêtes ; ils reconnaîtront de notables améliorations dans les lois et dans les mœurs mêmes de ces peuples, chez qui nous implantâmes nos institutions, nos règles administratives et nos lois, lesquelles subsistent en grande partie de nos jours, malgré les vicissitudes qu'ont subies les gouvernements de ce pays ; ils comprendront enfin que c'est par nous que les Napolitains furent rappelés à la liberté et à ces idées de progrès qui les remuent encore. Oui, nos conquêtes ont semé dans toute l'Europe les idées françaises ; à notre contact seul les peuples de l'Italie se sont imbus des principes démocratiques qui font la crainte des hommes qui les dominent. Espérons qu'un jour les patriotes italiens se lèveront à l'appel de la France, et qu'ils renverseront l'odieuse puissance qui pèse sur eux, pour faire cause commune avec la nation qui fut de tout temps l'espoir des opprimés et l'effroi des oppresseurs.

Avis. — Les ouvriers qui nous envoient des articles ou des renseignements sont priés d'y joindre leur nom et leur adresse.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO, rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE FÉROU, 15 —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 25 au 30. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail, et offrir des garanties de moralité. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Tous les avis et réclamations doivent être adressés

francs de port à M. LENEVEUX, rue Férou, 15. Le journal se vend chez ROUANET, rue Verdelet; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve; LAVIGNE, passage de l'Ancre; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon; on s'abonne chez GÉRUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

De la souveraineté du peuple (2me article). — Les Rationalistes. — Réfutation de *L'Atelier*, par M. Cabet. — A la presse radicale. — Question des prud'hommes. — Du Compagnonage. — Faits divers.

DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE,

DEUXIÈME ARTICLE (1).

§ III. — DE LA SOUVERAINETÉ EXERCÉE PAR LES PRIVILÉGIÉS DE L'ORDRE ACTUEL.

Depuis l'avènement de la branche des Capets jusqu'à Richelieu, l'activité intérieure du pouvoir royal, appuyé sur la force populaire, eut sans cesse pour but l'anéantissement politique de la classe privilégiée. La révolution termina en quelques jours cette grande œuvre, interrompue depuis la mort du ministre de Louis XIII, et détruisit du même coup et la noblesse et la royauté. Mais la révolution fut détournée de ses voies avant d'avoir eu le temps d'instituer une forme gouvernementale conforme à son principe général ; et sur les débris de l'antique noblesse et de la royauté absolue d'autrefois s'élevèrent, en même temps, une noblesse bâtarde, qui s'empara de la toute-puissance au nom du peuple, et une royauté rigoureusement nominale, une royauté de parade, contre laquelle on a multiplié les garanties, et à laquelle on n'a guère laissé qu'une faculté, celle de disposer annuellement d'une immense rétribution. Il est vrai que de nos jours, et eu égard à la passion dominante de la classe souveraine, cela peut être regardé comme une grande compensation.

Or, la souveraineté, aux mains de la nouvelle classe privilégiée, a-t-elle été fructueuse pour la société en général ? Sans hésiter, non ! Et, s'il fallait considérer l'état actuel autrement que comme un état de transition, autrement que comme le terme d'une série transformatrice, on maudirait ces efforts inouïs, ces sacrifices immenses de tout un peuple, qui n'aboutissent qu'à déplacer les pouvoirs et à augmenter le nombre des maîtres au préjudice de la grandeur nationale.

Non, l'action souveraine de la classe actuellement privilégiée n'a point été et ne pouvait être fructueuse, à moins que ce ne soit pour elle seule. Car, par cela même qu'elle est privilégiée, elle représente un intérêt spécial ; par cela même qu'elle a le caractère et les attributions d'un corps aristocratique, elle doit en avoir l'esprit exclusif. Et encore si cette usurpation de la souveraineté pouvait être justifiée par des titres de gloire qui soient à cette seule classe, ou par une capacité qui lui soit particulière ! mais c'est bien la pire des aristocraties ! Car c'est vainement qu'on chercherait en elle cet amour de la nationalité, si puissant chez les vieux patri-

ciens de Rome, ou l'ardeur belliqueuse des vieux barons français, ou bien encore la suite de vues de l'aristocratie anglaise ; elle n'a rien de tout cela : elle est composée de telle sorte que chacun de ses membres n'a, en général, d'autre titre que sa richesse ; d'autre aptitude que celle des spéculations, d'autre but que son bien-être personnel. Aussi, voyez à l'œuvre les élus de cette classe ! Chacun prêche pour son saint. La majorité, toujours flottante, appartient au ministre le plus habile à la séduire par des promesses individuelles ; et on ne sait pas ce qu'il en coûte à la société pour qu'une volonté ministérielle passe à la Chambre ! Bon nombre de députés n'ont réellement pas conscience de leur mission ; ils s'imaginent n'être que les avocats de leurs commettants auprès de l'administration centrale ; ils sont uniquement préoccupés d'un intérêt local, quand ce n'est pas leur intérêt particulier qu'ils ont en vue de satisfaire. Et, ce qui est pis, c'est que cette Chambre est jalouse à l'excès de son droit d'initiative, si bien que le pouvoir exécutif n'a d'autre moyen, pour la dominer, que d'agiter devant elle le fantôme des révolutions. Faible à l'excès dans toute question internationale, divisée dans toute question d'intérêt public, elle n'a de vigueur et d'unité que contre les tendances réformistes. Généralement la classe privilégiée redoute l'intervention du peuple dans les décisions politiques, comme on redouterait une invasion de barbares ; elle tient à son droit comme l'avare à son trésor ; et, de même que l'avare ne rêve que voleurs, et ne regarde qu'avec une excessive défiance ceux qui l'approchent, de même la classe souveraine ne rêve que pillage, et considère comme anarchiste quiconque ose émettre le vœu d'une réforme.

Telle est d'ailleurs la nature des conditions imposées par la loi pour jouir du droit politique, que le patriciat moderne doit fatalement représenter le côté faible de la société, et par cela même exceptionnel, c'est-à-dire le côté fédéraliste, cupide, matériel, imprévoyant, anti-belliqueux et anti-progressif.

Certes, ce n'est pas une haine aveugle qui nous dicte ce jugement sévère ; il est plus que justifié par des faits qui sont acquis à l'histoire. D'ailleurs, puisqu'on a voulu refaire des classes alors qu'il n'y en avait plus, puisqu'on a voulu former sans nécessité une ligne de séparation entre diverses portions de la nation, et qu'on a osé dire une monstruosité comme celle-ci, « La minorité qui paye le cens forme à elle seule le pays légal ; » puisqu'on a fait mépris de l'immense majorité de la nation, en lui refusant la capacité politique, qu'on a déclarée être le privilège des riches ; puisqu'il en est ainsi, les pauvres usent d'un autre droit qu'on ne peut leur enlever, celui de demander à la classe supérieure un compte sévère de l'usage qu'elle a fait d'une souveraineté contre laquelle le peuple proteste et que la morale ne sanctionne pas.

Quoi qu'il en soit de la résistance des privilégiés, il n'y a pas lieu de désespérer de l'avenir. La France est en ce moment soumise à une expérimentation qui ne peut avoir encore une longue du-

(1) Voir *L'Atelier* de mars 1842.

rée. L'expérience est douloureuse, sans doute; mais c'est une condition pour les nations comme pour les individus de n'avancer dans la voie du progrès qu'à travers de nombreuses difficultés; et, pour les individus comme pour les nations, le mérite est de savoir les vaincre.

§ IV. — DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE COMME MOYEN DE CONSERVATION ET DE PROGRÈS.

Dire que la souveraineté du peuple est à la fois un moyen de conservation et de progrès, est une proposition qui, tout d'abord, peut paraître paradoxale. Il semble, en effet, que le progrès soit la négation de la conservation, et il semble aussi que le sentiment conservateur s'accorderait très-peu avec la prétendue mobilité qui résulterait de la mise en pratique de la souveraineté du peuple, souveraineté qui n'est autre, pour beaucoup de personnes, que la permanence de l'insurrection.

Cependant la justesse de notre proposition est facile à démontrer, quant à l'accord des deux idées de conservation et de progrès, et nous prouverons de plus qu'on se trompe étrangement quand on dit que le suffrage universel est une permanente menace d'insurrection.

Et d'abord, que faut-il conserver dans la société? Nous pensons que le parti soi-disant conservateur serait fort embarrassé si on lui adressait directement cette question, à moins qu'il n'osât dire tout crûment: « Je veux conserver à tout jamais la position sociale que j'ai usurpée. » C'est à un tout autre titre que nous sommes conservateurs, nous autres du peuple, et nous disons: Ce qu'il faut garder précieusement, ce sont d'abord les croyances et la morale vivifiantes de la société; c'est le principe générateur de la nationalité que nos pères nous ont enseigné et que nous devons transmettre à nos descendants, afin qu'ils fassent un pas de plus vers le but que ce principe assigne à notre activité. Ce qu'il faut conserver précieusement, et même développer davantage, c'est l'amour de la patrie, le sentiment de l'unité et l'esprit de justice fraternelle.

Il y a encore à conserver, dans la société, les institutions de prévoyance qui n'ont pas porté tous leurs fruits, et enfin toutes les positions garanties par la loi et légitimement acquises.

Mais tout ce qui est illégitime, c'est-à-dire contraire à la morale; tout ce qui tend, en un mot, à conférer des droits sans devoirs, ou à imposer des devoirs sans droits, tout cela doit subir la loi du progrès, et disparaître dans un temps plus ou moins prochain.

Ainsi donc, nous disons qu'il faut être *conservateur* à l'égard de tout ce qui est bon conformément à la loi morale, et *révolutionnaire* à l'égard de tout ce qui est contraire à cette loi suprême, sans laquelle la société n'aurait aucune raison d'être, sans laquelle il n'y aurait aucun lien spirituel entre les individus, puisqu'il n'y aurait point de but commun.

Nous croyons que ces quelques lignes suffisent pour démontrer qu'il n'y a pas contradiction dans les termes de notre proposition.

Il s'agit maintenant de prouver que la masse de la nation est à la fois conservatrice et progressive.

Il y a, pour s'assurer du fait, deux choses à examiner: d'abord les sentiments généraux du peuple, et ensuite sa pratique. Or, les sentiments du peuple sont toujours ceux de la vieille France, et c'est à peine s'il a été atteint par les théories matérialistes et désorganisatrices qui sont descendues de la gentilhommerie du dix-huitième siècle à la bourgeoisie du dix-neuvième, et que celle-ci avait tant à cœur de rendre populaires. A part un petit nombre de sectaires, momentanément détournés, le peuple, pris en masse, est plus raisonneur et plus exigeant, sans doute, qu'à aucune autre époque, mais il a toujours le même respect pour ce qui est socialement bon, et toujours aussi la même espérance de parvenir à l'égalité civile et politique, et, par suite, au redressement des nombreux abus dont il souffre. On n'exigera point de nous, assurément, que nous énumérions une à une les choses que le peuple voudra conserver; nous demanderons plutôt qu'on nous dise quelles sont, des choses dont l'existence est légitime, celles qu'il a manifesté vouloir détruire? Est-ce la propriété, par exemple? Eh bien! nous affirmons que non-seulement il n'y porterait pas atteinte, mais encore qu'il ne souffrirait pas qu'on y attentât. Ce qu'il est probable qu'il exigera, ce sont des institu-

tions de prévoyance à la faveur desquelles les délaissés puissent posséder aussi; ce sont des institutions de crédit telles qu'à la longue l'intérêt de l'argent sera si bas, que la rente d'un capital donné sera insuffisante pour nourrir son maître dans l'oisiveté, voilà tout. Quant à la politique extérieure, il est certain qu'il n'aurait pas la patience du *pays légal*; mais, parce que, sous l'inspiration du sentiment populaire, le gouvernement de la France prendrait une attitude digne d'elle, digne de son passé, il ne s'ensuivrait pas qu'il y aurait danger pour la prospérité matérielle (car c'est le grand argument des égoïstes). On peut dire, au contraire, que la prospérité de la nation est en raison de son autorité dans la conclusion des traités avec les autres puissances; on peut dire encore que la prospérité dépend de la paix générale, et que, de notre temps, la paix ne peut exister en Europe, et être durable, qu'autant que l'épée française sera le grand poids dans la balance; et, enfin, telle est la situation des divers états européens, qu'il suffirait que la France montrât hautement la volonté de ne faire aucune concession à l'ambition envahissante des autres puissances, pour que celles-ci recherchassent son alliance et lui offrissent de grands avantages commerciaux. Et c'est précisément parce qu'on a suivi en tous points un système contraire, qu'une excessive défiance est la seule relation de peuple à peuple, et que le grand commerce est soumis à des entraves fatales à la prospérité générale. — Telles sont les idées qui ont cours dans le peuple, et dont nous sommes les échos. Quant à la pratique journalière du peuple, on la caractérise avec beaucoup de justesse, puisqu'on dit qu'il est la classe laborieuse. C'est lui, en effet, qui nourrit la société, qui la défend, et il ne serait pas aussi digne de choisir les représentants que la classe non laborieuse!

Enfin, la souveraineté du peuple conclut-elle à la permanence de l'insurrection? Cette crainte nous paraît si peu fondée, si puérile, que nous ne savons en vérité comment la détruire. Il semble à certaines gens, qui ne se rendent pas compte des nécessités d'un autre temps, que la souveraineté, c'est l'organisation du peuple en sections armées, toujours prêtes à imposer leur volonté aux pouvoirs constitués, et toujours prêtes à les renverser. A ce point de vue, l'institution de la garde nationale devrait produire les mêmes résultats; les a-t-elle produits? Quel danger y aurait-il à ce que tous les membres de la garde nationale de France (à nous en tenir aux termes de la pétition) fussent convoqués d'une manière ou d'une autre pour procéder à l'élection des députés? On pourrait craindre du tumulte si cette opération devait se renouveler tous les mois; mais puisque l'élection n'a lieu qu'à des termes très-éloignés, les raisons d'ordre qu'on oppose ne sont d'aucune valeur.

Après tout, quoi qu'on dise et qu'on fasse, à côté de la souveraineté de *droit* des riches, il y a la souveraineté des pauvres, qui est depuis long-temps un *fait*; pour en douter, il faudrait n'avoir souvenir du passé ni intelligence du présent. Mais c'est un fait qui, n'étant point régularisé, ne se produit que d'une manière soudaine. Toujours déterminé par une nécessité critique, il est toujours aussi accompagné de grandes violences funestes surtout aux pouvoirs qui en ont provoqué la manifestation. Espère-t-on, par hasard, que ce fait ne se produira plus? En tout cas, c'est une espérance folle, et plutôt que d'exposer la société aux douleurs qui résultent toujours pour elle des explosions soudaines, il serait bien plus sage d'accorder tout simplement au peuple entier l'exercice paisible du droit électoral: car, à la fin, lassé d'attendre, il pourra peut-être prendre par la force et pour toujours ce qu'on aura *refusé* à ses justes réclamations.

Les Rationalistes.

Des individus fort suspects, et se disant communistes, publièrent clandestinement, pendant l'automne dernier, une série de pamphlets autographiés, et signés *Les Amis du Peuple*, dans lesquels ils attaquaient sans raison ni mesure non-seulement les réformistes, mais encore toutes les nuances du communisme. Nous avons dit quelques mots de cette publication dans *L'Atelier* d'octobre 1841, et nous plaignions alors le peuple d'avoir de pareils amis. Ces individus viennent de publier de la même manière un nouveau manifeste, ou plutôt une nouvelle diatribe, et s'ils n'ont pas changé d'esprit, du

moins ils ont changé de nom; ils déclarent qu'ils prendront désormais le titre de *Rationalistes*, puisé dans leur propre doctrine. Le mode de publication qu'ils emploient consiste à envoyer chaque écrit, sous forme de lettre, à l'adresse des personnes dont les opinions radicales sont connues, et notamment aux ouvriers qui s'occupent de politique. Pareil envoi est probablement fait aux journaux attaqués, ainsi qu'à ceux qui sont disposés à soutenir l'attaque contre toute idée démocratique. Du reste, un seul journal a parlé de cet écrit, l'a publié tout au long et loué sans réserve aucune, encore que le seul fait de cette publication secrète fût un délit, encore que le roi lui-même n'y fût pas plus ménagé que les révolutionnaires, encore enfin qu'on y trouvât l'exposition de la plus dangereuse théorie, et que la conclusion du pamphlet fût pour les ouvriers communistes un pressant conseil d'éviter la discussion publique et d'agir dans l'ombre ! C'est assez dire que *la Presse* seule était capable de se faire complice des Rationalistes. Que lui importe, en effet, de jeter de la boue sur les siens, s'il en rejaillit sur ses ennemis ! Après tout, pour des gens peu scrupuleux, c'est un moyen qui n'est pas si maladroit, et il a déjà produit des effets satisfaisants pour ceux qui ont pris à tâche de diviser le parti radical contre lui-même. Si ce moyen n'est pas très-moral, du moins il est *rationnel*, puisqu'il conduit au but désiré.

On comprendra que nous n'ayons aucune réclamation à adresser à *la Presse* ni à ses dignes amis les *Rationalistes*; ils ont fait leur métier de Bazile; ils sont dignes de M. Proudhon, l'anarchiste, et si nous les prenions au sérieux, ils se moqueraient avec raison de notre simplicité.

Mais malheureusement il y a un certain nombre d'ouvriers communistes tout disposés à prendre à la lettre le contenu de ces pamphlets anti-démocratiques, et ce seul motif nous détermine à nous occuper de celui des Rationalistes. Ces ouvriers ne voient pas qu'ils sont le jouet de quelque intrigue, et, tombant dans le piège qui leur est tendu, ils prennent pour adversaires les écrivains radicaux qu'on a perfidement désignés à leur défiance ou à leur haine.

On a su habilement détourner leur activité, et on l'a tournée contre leur propre parti : aussi peut-on dire que les communistes dont nous parlons se sont faits les serviteurs de leurs ennemis les plus implacables.

Le nouveau pamphlet des Rationalistes est évidemment écrit dans le but de diviser plus encore les révolutionnaires. Il a deux parties, l'une critique, l'autre dogmatique. La première partie est une répétition de tout ce qui a été dit par les communistes contre les réformistes, et de tout ce qui a été dit par les aristocrates contre la souveraineté du peuple. La seconde est consacrée à l'exposition d'une doctrine rationnelle. On va voir que l'impertinence de ces prétendus réformateurs est égale à la grossièreté de leurs doctrines.

1° Nous lisons, dans l'écrit qui nous occupe, qu'un *peuple sans mœurs, sans éducation, sans pain, livré au bon vouloir de toutes ses passions, de son ignorance et de sa misère, est incapable de nommer ses représentants... La souveraineté du peuple est une théorie mensongère, etc.* C'est ainsi que parlent les amis du peuple ! Ces lignes ne mériteraient pas d'être relevées, si nous n'avions entendu des ouvriers mêmes tenir un langage semblable, et dire : Le peuple ne sera appelé à jouir de ses droits que lorsqu'il sera instruit : il faut d'abord que nous développons son intelligence. Cela est fort ridicule sans doute pour qui ne sait pas le fond des choses, mais cela est triste pour nous, qui savons tout ce qu'on pouvait attendre des hommes dont nous parlons, et qui les voyons tomber aujourd'hui, par suite d'une influence détestable, dans les égarements du sentiment aristocratique le moins fondé et le plus orgueilleux qui soit au monde ! Les communistes qui parlent ainsi ont été amenés à crier contre la souveraineté du peuple, parce qu'ils sentent que si on posait au peuple souverain la question de la communauté, il la repousserait, et ils aiment mieux nier la capacité et la moralité de toute la nation que de s'en prendre à leur doctrine; ils espèrent instituer une dictature et faire subir à la nation la forme sociale qu'ils ont rêvée. C'est précisément ainsi que voudraient procéder les doctrinaires qui sont au pouvoir aujourd'hui. Ils croient, comme les communistes, posséder exclusivement la science sociale, et comme ils pensent aussi que le peuple ne sanctionnerait pas leur gestion, ils ne lui reconnaissent de même ni capacité ni moralité. Or, s'opposer aujourd'hui à la réforme électorale et au suffrage universel, c'est, en définitive, travailler pour les

privilegiés de l'ordre actuel. Disons toutefois que les communistes de cette nuance sont peu nombreux, et que si leur défection est regrettable, du moins elle n'est guère capable de retarder une institution jugée nécessaire par tous les hommes qui sont animés de l'esprit de justice et d'égalité.

2° Le communisme est divisé en une infinité de nuances; chacune d'elles prétend être la plus avancée, et voici que les rationalistes, enchérissant encore, prétendent avoir une doctrine supérieure en tous points à toutes les autres. Cette doctrine, ils l'ont formulée; ils veulent le *bonheur individuel, comme moyen de l'harmonie générale*, tandis que les autres communistes disent uniformément : *Nous voulons le bonheur commun*. Cela ressemble furieusement au compliment du maître de M. Jourdain : — Je meurs d'amour. — D'amour je meurs. Toutefois, nous préférons la rédaction des Rationalistes : *bonheur individuel* a un sens clair, tandis que *bonheur commun* est un non-sens. Le bonheur est une chose passagère et tout-à-fait individuelle; chacun est heureux à sa manière, selon ses goûts et sa constitution, et lors même que tout le monde serait heureux, le bonheur ne serait pas commun.

Ce qui ressort donc de toutes les théories communistes, c'est qu'elles veulent exactement la même chose, qu'elles proposent un but semblable et des moyens analogues : si leurs propagateurs sont divisés, ce n'est point parce qu'ils sont plus ou moins avancés; nous affirmons qu'ils sont tous au même niveau; la division qui s'est manifestée parmi eux a sa cause dans la théorie elle-même, qui est la négation de tout ordre, de toute croyance et de toute obéissance.

En effet, les diverses doctrines communautaires s'appuyent sur le même principe général de certitude, et nous le trouvons formulé nettement dans le manifeste dont nous nous occupons : « Au peuple nous prêcherons le *rationalisme*, c'est-à-dire les *croyances fondées uniquement sur le témoignage des sens et sur les lumières de la raison*. »

Ainsi, l'on ne doit croire qu'à ce qui tombe sous le sens du toucher, ou de la vue, ou de l'odorat, ou de l'ouïe, ou du goût, ce qui veut dire qu'on ne doit aimer que ce qui flatte les sens, et qu'on doit repousser tout ce qui les blesse, comme le travail, le bruit, une nourriture peu succulente, etc. L'obéissance et le dévouement ne tombent pas le moins du monde sous le témoignage de nos sens, et il est clair qu'un homme élevé dans ces idées n'exposerait jamais sa vie, même pour sauver son frère qui se noierait, ni ne *sentirait* la nécessité d'aller défendre au loin la patrie. Mais, dira-t-on, *sa raison l'éclairera*. Oui, sans doute, elle viendra au secours de ses appétits sensuels; son intelligence lui servira de moyen pour trouver des choses agréables à son palais, ou à sa vue, ou à ses oreilles. D'ailleurs, la raison ou l'intelligence est une faculté purement individuelle, de sorte que si chacun a ses sens propres à satisfaire, de même chacun a sa raison particulière pour chercher les moyens de satisfaction. Le paresseux, le gourmand, l'incestueux, le voleur, le traître, l'assassin, sont des rationalistes qui ont tous en vue la satisfaction des sens, et qui font usage des lumières de leur raison pour parvenir à leur fin. Il n'est pas de crime que cette idée ne puisse enfanter et justifier : Lacenaire, Éliçabide et tant d'autres monstres étaient des rationalistes.

Heureusement que la génération actuelle est neuve dans cette belle science, et qu'il n'y a que de rares esprits forts qui osent la pousser dans la pratique à ses dernières conséquences. Heureusement encore que la plupart de ceux qui se nourrissent d'écrits rationalistes y voient tout autre chose que ce qui y est réellement. Les idées dissolvantes se trouvent maintenant dans leur esprit pêle-mêle avec les bonnes idées; mais le jour pourra bien arriver où l'ivraie étouffera le bon grain, et alors on verra les fruits de la science rationnelle.

Cependant il vaudrait mieux que l'expérience ne fût point tentée; et certes, elle ne le serait pas, si les communistes voulaient se donner la peine de suivre le mouvement intellectuel qui se fait autour d'eux; alors, ouvrant les yeux à l'évidence, et rejetant tout ce qu'il y a d'exagéré et de faux dans leur théorie, ils pourraient redevenir les vigoureux champions d'une démocratie *épurée*, au lieu d'être la risée des uns, l'effroi des autres, et les instruments involontaires d'une réaction anti-progressive.

RÉFUTATION DE L'ATELIER, par M. CABET.

La manie de popularité est passée, chez M. Cabet, à l'état de maladie aiguë, et à moins que ses proches ne prennent sur eux de le soumettre à un régime sévère, à une abstinence absolue de polémique, on ne pourra répondre de son existence intellectuelle. Cette crainte, que nous avons manifestée depuis long-temps, est d'autant plus fondée aujourd'hui qu'il vient de tomber dans un nouvel accès, plus terrible que les autres, durant lequel il a élaboré et publié une foudroyante réfutation des doctrines de *L'Atelier*, qui serait certes de nature à compromettre gravement son auteur dans l'esprit des gens sérieux, s'ils n'étaient instruits de son état. Il faut reconnaître aussi que *L'Atelier* a le malheur d'être souvent la cause déterminante des accès du *Populaire*. C'est-à-dire que par suite de circonstances fatales, toutes les fois que M. Cabet dit oui, *L'Atelier* se croit obligé de dire non, et vice versa. Par exemple, pendant que l'ex-procureur veut à toute force hébéter le peuple, en le nourrissant de l'espoir d'un bonheur chimérique, et en provoquant en lui des désirs égoïstes, qui ne peuvent avoir d'autre effet que de rendre ses misères mille fois plus poignantes, *L'Atelier*, prenant la voie contraire, combat sans relâche les théories absurdes avec lesquelles on séduit et corrompt l'esprit des faibles et des pauvres, et élève par ce moyen un obstacle à la propagande anti-sociale. C'est contre cet obstacle que se dresse la colère de M. l'ex-procureur-général, c'est contre lui seul qu'il lance maintenant ses foudres! — Ah! messieurs de *L'Atelier*, vous qui ne prêchez que sacrifice et dévouement au peuple, toutes choses absurdes, puériles, naïves, monstrueuses, contraires à la nature humaine, alors qu'on ne peut rien obtenir des masses qu'en leur parlant de leur intérêt; allez, vous n'êtes que de faux ouvriers, des prête-noms, ou des aristocrates, et certainement des impertinents! et pour vous punir, pour vous couper l'herbe sous les pieds, je vais m'adresser aux ouvriers, je flatterai leurs passions, et je dénoncerai votre journal comme étant religieux, rétrograde, incompréhensible, et quoique je sache très-bien que vous êtes ouvriers, je dirai le contraire; je ferai accroire que tous les articles sont rédigés par le *National* et aussi par l'auteur de *L'Histoire parlementaire de la révolution* (dans laquelle histoire j'ai pris moi-même à pleines mains). Quand les ouvriers croiront tout cela, vous n'aurez plus un seul lecteur, et le champ étant libre, je dirai sans contrôle tout ce qui me passera par la tête, et tout ce que j'aurai écrit aura un lucratif écoulement.

Lecteurs, vous trouverez la *Réfutation* chez les libraires Prévôt et Rouanet, dont les adresses sont en tête du journal. Lisez-la, et si vous ne riez pas jusqu'aux larmes, c'est que vous aurez pitié des misères d'un esprit égaré.

A LA PRESSE RADICALE.

Chacun s'occupe maintenant, à bon droit, de l'organisation du travail; ce problème est, en effet, de toutes les questions matérielles, la plus importante à résoudre. Diverses solutions en ont été proposées: 1° le morcellement individuel et la concurrence absolue; 2° la communauté; 3° l'association du capital, du travail et du talent; 4° l'association temporaire, dans laquelle les associés se partagent tout le bénéfice, et qui ne laisse rien après elle; enfin l'association des travailleurs, à capital inaliénable, telle que nous l'exposons depuis deux ans, avec toutes ses garanties sociales, et toute la liberté dont doit jouir justement chaque homme pour que ses œuvres soient à la fois fructueuses et méritoires. Entre ces divers systèmes, il faut choisir aujourd'hui, et pour faire ce choix, pour améliorer après son adoption celui qui aura été trouvé le meilleur, il faut de longues et sérieuses discussions.

La presse radicale, qui, chacun le sait, est à la fois l'organe et l'alliée du peuple, ne peut plus long-temps, sans encourir le grave reproche de mauvais vouloir, sans exposer même son existence et en partie du moins les doctrines démocratiques qu'elle défend, rester étrangère à ce débat. Si tous nous avons été affligés de ces misérables querelles de personnes, de ces scissions qui depuis quelques années ont eu lieu dans les rangs de notre parti, c'est que les hommes vains et égoïstes qui les ont causées ont pu, par de faux semblants de sympathie pour nos misères, tromper un certain nombre d'ouvriers que jadis nous comptions parmi les plus fermes et les plus dévoués.

Pour étouffer ce mal, il faut d'abord faire disparaître les causes qui l'ont amené; il faut que les écrivains radicaux, bien pénétrés de l'importance de cette œuvre, se consacrent davantage à l'étude des questions économiques, et alors non-seulement nous ne craignons plus que des théories décevantes éblouissent nos amis, mais nous ne tarderons guère à voir revenir parmi nous ceux qu'elles ont jusqu'à présent isolés.

Nous nous adressons à vous, hommes de la presse démocratique, parce que vous êtes nos maîtres en toutes choses, parce que nous sommes habitués à votre voix, et que nous ne voulons pas, pour l'organisation du travail, être contraints de recourir à d'autres éducateurs; et d'ailleurs, vous nous avez encouragé dans tous nos efforts, vous ne pouvez donc aujourd'hui vous refuser à dire ce que vous pensez de nos doctrines économiques; c'est un devoir important que vous êtes appelés à remplir, et nous vous remercions assez pour ne pas craindre que vous reculez devant son accomplissement. Si vous trouvez que la communauté détruit, en industrie, tout espoir de progrès, que le morcellement individuel a pour dernière conséquence l'exploitation du plus grand nombre par l'aristocratie de l'argent, que d'ailleurs, poussé dans ses dernières limites, ce système aboutit à l'absurde, car il arrive à donner à chaque individu une part du sol ou des instruments de travail, et que ce morcellement infini rend le travail à la fois plus pénible, plus infructueux, et exclut toute idée d'ordre, de prévoyance sociale; si vous trouvez encore que l'association du capital, du travail et du talent d'après l'école fouriériste, est une formule vide qui aurait pour résultat de légitimer l'oppression dont nous souffrons, nous autres gens de labeur; si vous croyez que des associations temporaires auraient pour unique résultat d'augmenter la concurrence et le nombre des exploités; si enfin vous croyez avec nous que l'association ouvrière, perpétuée au moyen de l'abandon d'une partie des bénéfices, est le seul moyen d'organiser le travail, c'est-à-dire la production et la répartition, dites-le, prouvez-le.

Nous savons bien que nous vous demandons de vous acquitter d'une tâche pénible, mais c'est à cause des difficultés mêmes que vous éprouverez qu'il vous est impossible de vous y refuser. N'est-ce pas par vos travaux, par votre enseignement de tous les jours que s'est constitué le parti démocratique? Eh bien, vous qui l'avez organisé politiquement, vous devez aussi l'organiser industriellement; car, tout parti, toute nation qui n'a pas d'unité en morale, en politique et en économie industrielle, n'a point la force nécessaire pour accomplir de grandes choses; toute blessure portée à sa partie faible lui devient mortelle.

Nous savons ce que vous avez fait: ce sont les révolutionnaires qui toujours ont les premiers appelé l'attention sur les grandes questions économiques. Cette tâche n'a point été tout-à-fait répudiée par vous dans l'héritage de nos pères: c'est par vous que le mot d'organisation du travail s'est naturalisé dans la presse; c'est vous qui les premiers l'avez fait retentir dans les réunions des citoyens et à la tribune nationale, nous le savons et nous en sommes reconnaissants, mais cela ne suffit point. Après avoir été effrayés de ce mot, ne craignez-vous pas que vos adversaires ne vous demandent ce que vous entendez dire, ne vous accusent de mauvais vouloir, de tromper la nation, peut-être même d'ignorance.

Quand le pouvoir sera organisé démocratiquement, dit-on chaque jour, la nation procédera à l'organisation du travail. Mais, comment s'y prendra-t-elle? en vue de quel but? à l'aide de quels moyens se fera cette transformation? Avant de passer dans le domaine des faits, les idées ont besoin d'un long travail que doivent faire toutes les intelligences; une nation n'a jamais fait une œuvre qu'elle ne comprenait pas, qu'elle n'avait pas d'abord étudiée. Et, quand sera venue cette époque de la puissance démocratique, ce sera bien plutôt le temps d'agir que de discuter; la révolution sera jugée bien plus sur ses œuvres que sur les théories qu'elle pourra mettre en présence. Ce qui ne pourra pas se faire alors, peut s'accomplir aujourd'hui; au milieu du calme plat où nous nous trouvons, le temps ne manque pas pour l'étude des grandes questions économiques. Que la crainte de causer, par des discussions, quelques tiraillements dans le parti démocratique n'arrête pas les hommes qui doivent se consacrer à cette étude, qui doivent surtout préparer la nation aux transformations industrielles dont elle a besoin; car c'est précisément parce que ces questions ont été négligées par la presse radicale qu'il a été donné, ainsi que nous le disions tout-à-l'heure, aux apôtres de la folie et

de la vanité de tromper quelques patriotes. La crainte de l'opinion publique ne doit pas non plus arrêter les écrivains démocrates, car ce qui fait peur surtout, c'est l'inconnu. En industrie comme en matière gouvernementale, chacun sait bien que nous n'avons pas la meilleure des républiques; mais, tous ceux qui, mécontents du présent, ont déjà été trompés tant de fois dans le passé, ne se lassent pas de répéter que s'ils ne marchent plus en avant, c'est uniquement parce qu'ils ne savent pas où ils iraient. Eh bien! c'est cette peur de l'inconnu qu'il faut faire cesser; c'est en expliquant sincèrement toutes ses doctrines politiques, morales et économiques, que le parti démocratique recevra mission du pays de le guider, de le diriger dans les immenses travaux qu'il est donné à la France seule d'accomplir. Cette crainte profonde pour l'avenir a été largement exploitée comme moyen de résistance par tous les défenseurs de l'ordre de choses: il n'y a pas eu de théories si absurdes que l'on n'ait attribuées aux démocrates. Si les accusations de communisme, lancées dans tant de procès fameux contre la démocratie, ont trouvé accès chez les gens peureux ou crédules, c'est qu'en effet la démocratie a prouvé que notre système économique était mauvais, sans avoir dit ce qu'elle entendait mettre à la place. Ne cachant nullement son mépris et sa réprobation pour tout ce qu'il y a de funeste dans l'héritage du passé, sans avoir défini clairement ce qu'elle ferait, on a pu tour-à-tour lui attribuer tous les systèmes, l'accuser même tout à la fois de demander la communauté des biens et le partage des terres! Une aussi monstrueuse accusation, il est vrai, a fait ouvrir les yeux à bien des gens, mais elle a montré aussi combien il est facile de calomnier ceux qui ont le tort de ne pas développer toutes leurs doctrines.

Eh bien! c'est au nom de tout le mal que cette négligence a fait dans le passé, au nom de tout celui qu'elle peut faire encore dans l'avenir, en vue de détruire l'incertitude funeste qui existe dans l'opinion, en vue de faciliter les immenses travaux que doit un jour entreprendre la démocratie, que nous demandons instamment à la presse radicale de s'occuper des grandes questions industrielles, sans négliger, bien entendu, celles encore plus importantes de la politique et de la morale sociale.

QUESTION DES PRUD'HOMMES.

Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer le ton absolu d'insistance avec lequel certains journaux sollicitent l'installation des prud'hommes à Paris: il semblerait, à les croire, que sans cette institution, l'industrie et le commerce ne peuvent plus faire un pas sans danger: ils sont prêts à nous dire que la carrière parcourue jusqu'à ce jour par ces deux grands mobiles n'a été qu'un naufrage permanent: chacun d'eux arrange un petit tribunal à sa guise pour lequel quelques-uns proposent des semblants de garantie destinés à faire taire les appréhensions des ouvriers; d'autres, sans se préoccuper de l'influence morale que doit avoir ce tribunal, en font une affaire de préséance bourgeoise; ils prononcent l'interdiction des ouvriers, sinon ne prennent pas la peine d'en parler; ils répriment en quelque sorte le conseil municipal sur ses scrupules, comme si une volonté inconsiderée et brutale suffisait pour fonder une institution quelconque. Enfin, il faut le déclarer, l'impatience des uns et des autres à quelque chose de tyrannique qui provoque à la défiance.

Parmi ces journaux, *l'Univers*, pour nous offrir quelque sécurité sur le désintéressement du tribunal des prud'hommes, propose de n'y admettre comme juges que les maîtres retirés, en accordant néanmoins le droit d'élection aux ouvriers comme aux maîtres. *l'Univers* reconnaît donc qu'il y a du danger à admettre les intéressés jugeant directement ou relativement dans leur cause collective, sans contrepoids d'intérêts contradictoires. La garantie que nous offre *l'Univers* est mal choisie; les patrons retirés ne le sont pas tellement qu'ils puissent être considérés comme désintéressés: en quittant l'industrie, ils y conservent souvent un intérêt; ou ils placent leur argent dans l'industrie qu'ils cessent de pratiquer, pour ne pas livrer leurs revenus à l'incertitude d'une exploitation qu'ils ne connaîtraient pas; ils ont le plus souvent leurs enfants ou leurs proches pour successeurs, enfin leurs liaisons privées sont naturellement dans la profession qu'ils ont exercée: consciencieusement ils ne sont pas libres. Et s'ils sont appelés à prononcer sur un abus long-temps maintenu, abus dont ils auraient profité dans leur temps

et dont la suppression serait réclamée à leur juridiction, condamneront-ils leur passé au profit de l'avenir ou l'avenir au profit du passé? Dans le premier cas, ils prononceront industriellement leur incapacité morale, dans le second cas, les ouvriers la prononceront pour eux, et ce tribunal de conciliation aura interverti sa mission.

Il y a si peu de franchise dans l'objection où l'on argue de l'incapacité des ouvriers pour l'appréciation du travail, qu'il est révoltant d'avoir à y répondre. Quoi! un ouvrier qui a passé dix, quinze ou vingt ans de sa vie à exercer et étudier un métier, cet ouvrier, qu'une impuissance pécuniaire ou des relations trop restreintes ont seules enchaîné à sa condition, aurait moins l'intelligence industrielle qu'un capitaliste achetant un établissement pour faire valoir ses fonds? qu'un fils de patron, qui a fort peu travaillé? ou qu'un ex-ouvrier, qui depuis long-temps ne travaille plus? Si vous persistez à faire semblant de le croire, on vous dira que vous êtes payés pour cela.

On objecte encore que les ouvriers n'ont pas assez de temps disponible pour remplir les fonctions de juges-prud'hommes. Si la fonction de chaque juge avait une durée telle que le loisir agréable des maîtres retirés ou le temps des affaires des maîtres exerçants soient absorbés, nous comprendrions cette objection, mais à cette condition, nous doutons que vous puissiez trouver des patrons acceptant la candidature. Le personnel des prud'hommes doit être d'un nombre tel que le droit de récusation puisse aisément s'exercer, que le plus grand nombre puisse apporter ses lumières, et qu'enfin l'exercice des autres devoirs civils ou privés n'en soit pas interrompu. Si, pour de telles dispositions, vous dites que l'ouvrier, à cause de son travail, n'a pas encore assez de temps pour exercer la fonction de prud'homme, vous faites la critique la plus amère de l'organisation actuelle du travail, vous reconnaissez que la vie de l'ouvrier est tellement absorbée par la peine, qu'après le travail il ne lui reste plus d'existence sociale, et que l'ordre de choses tend constamment à le réduire à l'état de simple machine; conséquemment vous prononcez l'incompétence morale de ceux qui ont le plus poussé à cet état de choses pour en profiter, c'est-à-dire de ceux pour qui l'on réclame au contraire une compétence exclusive et absolue.

Quoi qu'il en soit, l'ouvrier a la conscience de ses actes et l'intelligence de ses œuvres. Lui dire: « Ton travail ne te laisse pas le temps de payer ton tribut à la justice que réclament tes semblables; laisse-moi ce soin », ce serait presque lui dire: « Ton travail ne te laisse pas le temps de dîner, je vais dîner pour toi. »

Le tribunal de prud'hommes, institué tel qu'on l'entend, semblerait destiné à protéger plutôt ceux qui emploient des ouvriers que les ouvriers eux-mêmes. Et ne serait-il pas dérisoire de prétendre que ces messieurs, les seigneurs féodaux de notre époque, ont besoin de protection contre les ouvriers, leurs serfs?

Si nous admettons dans ce conseil projeté l'intention de protéger les ouvriers, nous trouvons cette intention bien illusoire. Vous voulez confier ce protectorat à ceux qui ont un intérêt complètement opposé à l'intérêt qu'il faut protéger! En vain l'on nous vantera le sentiment d'équité de cette classe qui veut se juger elle-même à notre profit: si ce sentiment existe en elle, il est inutile d'ériger un tribunal pour qu'elle s'y oblige; si l'existence de ce sentiment est mise en doute, pourquoi constituer juges ceux qui sont appelés à être jugés et exclure tout autre compétent?

On dit: « c'est un tribunal où les intérêts des deux classes contestantes seront conciliés en toute justice. » Nous avouons que ce tribunal, établi sur des bases moins partiales, serait nécessaire. Mais vous élirez pour juges les maîtres les plus connus, qui ne sont pas les moins riches, et qui ne sont probablement tels que parce qu'ils aiment à gagner beaucoup; si nous, qui gagnons peu, nous admettons qu'un profit ne s'accroît qu'au détriment d'un autre, nous pourrions appréhender que vos élus ne nous soient hostiles par habitude; néanmoins, puisqu'on le veut, faisons semblant de croire qu'avant d'entrer au tribunal, ils déposeront à la porte l'esprit d'intérêt collectif de leur classe, il n'en est pas moins vrai qu'ils n'apporteront pas dans leurs jugements cette expérience de la main-d'œuvre que depuis long-temps plusieurs d'entre eux ne pratiquent plus, et que le reste n'a jamais pratiquée.

Examinez ce que d'ailleurs les conseils de prud'hommes, tels que la loi les crée actuellement, ont produit dans les villes manufacturières où ils ont fonctionné: les ouvriers y sont plus misérables qu'ailleurs par la longueur du temps de travail et l'insuffisance de

salaires. On se prévaut de prétendues enquêtes faites çà et là auprès des patrons qui régissent les conseils de prud'hommes, mais on ne s'est enquis de rien auprès des ouvriers qui les subissent. On a énuméré longuement les conciliations obtenues, mais on n'a tenu aucun compte des nécessités personnelles qui obligeaient les ouvriers à s'y soumettre à leur détriment.

Nous vous le prédisons, si ce tribunal est fondé suivant les règles existantes, eussiez-vous les meilleures intentions, vos arrêts seront plus subis que respectés, parce que l'institution aura repoussé, dans la personne des ouvriers, comme conseils, la connaissance exacte de leur situation et de leurs droits. Ils verront en vous plutôt des maîtres que des juges, et dans leur esprit, cette institution leur paraîtra plutôt un fléau qu'un bienfait, parce que vous aurez prononcé leur mise en suspicion avant de les juger !

Veut-on savoir les tripotages qui se préparent déjà au moyen des conseils de prud'hommes, au dire du journal *la Patrie* du 3 mars, qui prétend avoir reçu la confidence suivante sur l'ajournement de cette question.

« Il s'agit d'utiliser l'impatience du commerce pour dominer les élections. . . . Si messieurs les électeurs obéissent à la voix de M. Guizot ou de M. Duchâtel, ils auront l'espoir d'obtenir enfin cette institution ; sinon, ils seront menacés d'un ajournement indéfini. »

Que penser de telles dispositions ? Dans l'état des choses, si le ministère ne voyait pas dans cette institution, l'avantage spécial des électeurs commerçants, il ne se préoccuperait pas de le leur faire acheter par des votes en sa faveur. En disséquant le fait révélé par *la Patrie*, nous y trouvons un ignoble marché dans lequel le ministère dirait aux électeurs commerçants de Paris :

— Vous voulez que nous vous accordions l'honneur d'une autorité judiciaire sur les ouvriers ? or vous savez que nous ne donnons rien pour rien ; — vous voulez balancer dans vos mains votre intérêt et le leur sans leur participation ? c'est juste : nous comprenons comme vous qu'en affaire d'intérêts personnels, les opposants sont incommodes et inintelligents ; — vous voulez protéger la prospérité du commerce, qui est personnifié en vous, contre les exigences du travail, ce pauvre et stupide mercenaire ? Eh bien, soit ; mais avant de vous accorder cette extension de vos avantages, nous exigeons de vous la conservation des nôtres, par vos votes pour nous maintenir au pouvoir.

Qu'en dites-vous, messieurs les prétendants ou les appelés à la magistrature industrielle, l'acquisition d'un nouveau privilège pour un vote, cela ne paraît pas cher ! Voulez-vous être les vassaux du ministère de l'étranger ? en retour on vous donnera la puissance judiciaire sur vos serfs !

Et maintenant que les dispositions ministérielles sont connues, lorsque viendra l'installation d'un tribunal de prud'hommes tel que le veut la loi actuelle, qui est-ce qui pourra croire au désintéressement des arrêts de ce tribunal ? Né d'une sorte de spéculation intéressée, ses actes en conserveront le caractère, et chacun sera conduit à dire : Les trafiquants font profit de tout !

DU COMPAGNONAGE.

Nous ne nous dissimulons pas, en commençant cet article, combien est difficile la tâche que nous entreprenons. L'institution que nous avons mission de défendre n'était connue, il y a peu de temps encore, que par de déplorables luttes d'ouvrier à ouvrier : la presse, la bourgeoisie, et même un assez grand nombre d'entre nous, se refusaient à voir dans le compagnonage autre chose qu'un mysticisme barbare, une imitation grossière des cérémonies de la franc-maçonnerie, sans but et sans portée, nuisible au bien-être et à l'intelligence du peuple ; et ce qui frappait les yeux du public était bien de nature, en effet, à inspirer pour ses adeptes le plus grand éloignement. Mais le compagnonage ne montrait que ses vices, ses bienfaits étaient restés dans l'ombre, et connus seulement de ceux qui les recevaient, lorsqu'enfin l'un de ses membres résolut de consacrer ses efforts à en faire connaître les avantages cachés, en même temps qu'il s'efforceraient d'en combattre les mauvaises tendances. Cette double tâche a été accomplie avec persévérance par celui de nos camarades auquel nous faisons allusion, et il a été aidé dans la dernière partie de son œuvre, par un petit écrit d'un autre de nos amis, sur lequel nous avons appelé l'attention de nos lecteurs. C'est donc pour contribuer autant qu'il est en nous à la propagation de l'œuvre que se sont imposées Perdiguier et Moreau, que nous allons, avec le premier, mettre sous

les yeux du public la moralité des principes sur lesquels repose le compagnonage, et avec le second, indiquer aux compagnons les défauts qui doivent disparaître de l'organisation des *Devoirs* ; nous y joindrons des observations qui nous sont personnelles, et dictées par un vif désir de voir le compagnonage s'harmoniser davantage avec la situation actuelle, et servir la cause du peuple travailleur avec plus de fruit.

On a dit et répété que le compagnonage n'était établi que parmi quelques professions à travaux rudes et grossiers ; qu'il était par conséquent fort rare dans la plupart des industries, et qu'enfin les professions éclairées repoussaient cette espèce d'association. On a commis une grave erreur ; la conséquence qu'on en voulait tirer, et que nos lecteurs devinent bien, se trouve complètement renversée par les faits. En effet, les professions éclairées ne sont pas restées en dehors de cette institution ; elles ont pris du compagnonage le principe purement économique du maintien des salaires, et ont laissé de côté, du moins jusqu'à présent, les prescriptions morales qu'il impose. On voit, par conséquent, qu'au lieu de flatter ces professions en les félicitant d'avoir secoué les préjugés du compagnonage, on pourrait au contraire leur adresser des reproches.

Le compagnonage proprement dit est une association morale et fraternelle ; il embrasse une partie des ouvriers des professions suivantes : charpentiers, tailleurs de pierre, couvreurs, serruriers, menuisiers, vitriers, plâtriers, maréchaux, charrons, forgerons, tailleurs d'effers, tourneurs, fondeurs, doleurs, chaudronniers, cloutiers, couteliers, ferblantiers, tanneurs, chamoiseurs, corroyeurs, tondeurs de draps, tisserands, cordiers, selliers, bourreliers, cordonniers, sabotiers, boulangers, vanniers, teinturiers et chapeliers.

On voit que ces professions, qualifiées si complaisamment de *grossières*, sont en réalité des industries de première nécessité ; ajoutons que bon nombre d'autres professions constituent également des associations analogues au compagnonage, et qu'un jour elles y seront réunies.

Notre intention n'est point d'entrer ici dans des recherches, fort difficiles d'ailleurs, sur l'origine et l'antiquité du compagnonage et des sectes qui en découlent : disons seulement qu'on se tromperait fort si l'on rapportait les professions que nous venons de nommer à une association fortement et unitairement constituée, il n'en est malheureusement point ainsi : chacune de ces professions est plus ou moins d'accord ou en hostilité avec les autres : elle a sa caisse à part, ses chefs particuliers, mais elle appartient néanmoins, par le fond et la base de son organisation, au compagnonage. Les statuts généraux étant les mêmes à quelques détails près, nous allons les indiquer.

Les associations du compagnonage se nomment *Devoirs* : ce nom indique assez que dans la pensée de ses fondateurs, cette réunion d'ouvriers a une fonction à remplir plutôt qu'un droit à exercer ; c'est une solidarité mutuelle entre tous ceux qui en font partie, un contrôle moral, qui s'exerce par l'association sur ses membres, et qui ne leur permet pas de s'écarter du chemin de la probité la plus stricte.

Le compagnonage est donc avant tout une institution morale, car pour y entrer et y rester, il faut être honnête homme dans toute la rigueur du mot. Tous les ouvriers peuvent y être admis sous cette condition jointe à celle de capacité, comme nous le verrons plus loin. La société veille sur eux comme sur ses enfants ; elle ne souffre pas qu'ils fassent des dettes ; elle leur défend la lutte ; elle garantit leur salaire et leur assure du travail autant que cela se peut, elle les secourt dans les chômages. Telle est la base des travaux de l'association : si quelques uns des articles, principalement celui que nous avons souligné, sont bien négligés parfois dans l'exécution, c'est la faute des hommes, et non celle de l'institution.

Sous le rapport intellectuel, sous celui du perfectionnement de la production, le compagnonage, en favorisant les voyages est une excellente chose. Laissons parler Moreau :

« Ce voyage d'un pays à un autre, que nous appelons *le tour de France*, est également utile aux maîtres, aux ouvriers et à l'industrie en général, car les ouvriers, en parcourant ainsi les villes et les campagnes, propagent les idées et le talent qu'ils ont eux-mêmes puisés dans d'autres endroits ; la civilisation y gagne également, car l'ouvrier des campagnes les plus reculées a senti aussi la nécessité de voyager pour ne pas rester trop en arrière de celui des grandes villes, où l'on acquiert des connaissances et où l'on prend les manières, les habitudes et les mœurs d'une grande partie des Français ; l'esprit, et l'intelligence de l'homme se développent peu à peu sur le tour de France ; on devient plus hardi, plus assuré, on apprend également la géogra-

phie de la France, par la pratique ; dans chaque ville on remarque quelques chefs-d'œuvre, quelques monuments ou antiquités curieuses et instructives ; en se rapprochant, les hommes font disparaître les vieilles rancunes et jalousies provinciales, et l'ouvrier qui ne serait demeuré pourvu que d'un talent médiocre, peut devenir habile s'il sait profiter de son temps et de l'avantage que lui procurent la différence et la variété qui existent dans l'architecture, la qualité, l'abondance ou la rareté de différents matériaux ou produits, la manière de tracer et d'exécuter les travaux.

« Enfin, l'homme qui a fait son tour de France, et qui en a profité, peut raisonner juste sur plusieurs choses qui intéressent également l'artisan et le citoyen. »

Voici les villes assez généralement adoptées comme lieu de réunion par les compagnons : Saint-Etienne, Vienne, Valence, Marseille, Toulon, Avignon, Nîmes, Alais, Montpellier, Beziers, Carcassonne, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Angers, Agen, Saintes, Rochefort, La Rochelle, Saumur, Blois, Tours, Paris, Auxerre, Sens, Orléans, Dijon et Lyon.

On voit par cet itinéraire qu'une grande partie de la France est visitée par les ouvriers voyageurs : mais le nord se trouve complètement excepté, probablement à cause de l'exiguité du salaire, qui suffit à peine aux besoins de l'ouvrier sédentaire.

N'oublions pas les écoles de dessin fondées dans chaque ville, les bibliothèques qui se forment en ce moment, les concours solennels qui ont lieu chaque année, et à la suite desquels des récompenses sont données au talent et à la bonne conduite. N'oublions pas surtout que tout repose, dans le compagnonage, sur le principe de l'élection, et que les chefs sont révocables.

Donnons quelques détails sur tout cela. C'est au moyen d'une caisse entretenue par des cotisations fixes et périodiques que la société donne des secours aux malades, aux inoccupés, et aux détenus pour coalition, qu'elle soutient les procès intentés par les maîtres, et qu'elle nourrit les ouvriers qui ne veulent pas travailler au rabais. Les maîtres reconnaissent et subissent son existence, la majorité même s'en trouve bien ; les cupides seuls s'en plaignent. La société répond de la probité et de la capacité de l'homme qu'elle a embauché, car elle paye pour lui s'il ne tient pas ses engagements, et elle ne l'a reçu compagnon, comme dans les anciennes corporations, qu'après la confection d'un chef-d'œuvre, ou pièce difficile du métier. L'association nourrit celui qui n'a pas d'ouvrage, ou lui donne un secours de route pour gagner une autre ville : elle fait partir le plus ancien compagnon pour céder sa place au dernier arrivé. Sa sollicitude est de tous les instants : elle envoie au chevet de l'ouvrier malade des amis pour le consoler ; s'il succombe, elle l'accompagne à sa dernière demeure, et fait les frais de son inhumation. Elle a des récompenses honorifiques pour la bonne conduite ; quand celui qui l'a mérité sort de la ville, il est escorté de tous les sociétaires, jusqu'à la première étape. Mais si la société honore le travail et la bonne conduite, elle a aussi des punitions plus sévères que celles de la justice pour celui qui a forfait à l'honneur. On le chasse ignominieusement de l'assemblée convoquée exprès, après lui avoir fait subir mille affronts ; il est ensuite signalé sur le tour de France, et nulle part il ne trouve d'accueil.

Les avantages que nous venons d'énumérer n'appartiennent pas tous à une des fractions du compagnonage, mais ils sont réunis dans l'ensemble, et avec le temps, il pénétreront chez toutes. Ainsi les plus anciens compagnons, ceux du *Devoir*, ont conservé sévèrement les prescriptions morales, mais ils sont en arrière du mouvement intellectuel : la société de l'*Union*, de création toute moderne, a poussé fort loin le développement intellectuel et les garanties matérielles, mais elle a négligé peut-être les conditions de moralité. Le *Devoir de Liberté* tient le milieu, son œuvre semble être celle de concilier et de relier le compagnonage antique au compagnonage moderne.

Pourquoi faut-il que notre article ne puisse se terminer ici ? Après le bien, il faut dire le mal ; il faut le répéter jusqu'à ce que nous le voyions combattu et vaincu ; c'est une pénible tâche, mais nous ne devons pas y manquer. Abordons donc de front les nombreux vices d'une institution qui peut rendre encore bien des services.

Nous avons dit tout à l'heure qu'on divisait généralement le compagnonage en trois corps : le *Devoir*, le *Devoir de Liberté*, dont les membres se nomment *compagnons*, et l'*Union*, dont les adhérents se nomment *sociétaires*.

Cette division en trois corps est à coup sûr une des grandes fautes commises par les organisateurs de ces associations. On en verra les causes dans les reproches que se font mutuellement ces fractions ;

nous allons nous occuper d'abord de passer en revue les défauts capitaux de l'institution en général.

Le premier reproche à adresser au compagnonage, c'est de cesser sa protection sur l'ouvrier dès que celui-ci, ayant terminé ses voyages, se marie ou s'établit, en un mot, de n'avoir par le fait d'autre résultat que la facilité des voyages. C'est beaucoup déjà, sans doute, mais ce n'est pas assez. Les tailleurs de pierre seuls sont exceptés de ce reproche, car leur association dure toujours.

En second lieu, on doit blâmer le compagnonage de s'être opposé par tous les moyens à sa propagation dans les autres professions, en ne sympathisant pas avec celles qui désiraient l'adopter. Sous ce rapport, il a fait un grand pas depuis 1830 ; mais il a fallu que des divisions éclatassent sur tous les points, et ce, au grand détriment de l'unité, et par conséquent de la force. Les luttes qui en sont résultées, et que le public attribue à des causes frivoles, sont déplorables sous tous les rapports : on ne saurait trop les blâmer.

Si le compagnonage possède les avantages de l'organisation ancienne des corporations, il a conservé une partie des vices qui y étaient attachés. S'il est favorable aux mœurs et aux intérêts pécuniaires des ouvriers, il blesse leur liberté individuelle ; s'il excite l'émulation, il réveille aussi tous les abus de l'esprit de corps. L'égoïsme de la corporation vient trop souvent remplacer l'égoïsme individuel. Tout cela appelle des réformes, et la plupart de ces modifications ne seront obtenues que par l'union sincère des différents *Devoirs*.

C'est par le même moyen qu'on ferait cesser ces accusations mutuelles, ces récriminations que fait entendre chacune des fractions sur ses rivales. L'une reproche aux compagnons du *Devoir* de se comporter peu fraternellement envers leurs *aspirants* ou novices ; l'autre se plaint de ce que le *topage* et le port des rubans de telle ou telle couleur occasionnent des rixes dont en réalité ces choses ne sont que le prétexte, etc., etc. Comme tous ces faits sont contraires aux véritables vues et aux statuts du compagnonage, le temps et l'instruction en feront pleinement justice.

On peut rejeter l'introduction de sociétés rivales dans le compagnonage également sur le *Devoir*, qui s'est constamment refusé à toute réforme, et sur ceux qui ont préféré employer leur énergie à s'en séparer qu'à le modifier par la force de leur raisonnement et de leur nombre. Mais le mal est fait, il serait superflu de récriminer. Il s'agit de travailler à le réparer. Tous les compagnons doivent sentir que cet antagonisme seul est ce qui les empêche d'arriver à un résultat : le temps se perd en discussions ; des ouvriers de compagnonage différent en sont venus à se faire concurrence afin de faire prédominer leur société, même aux dépens du salaire des leurs ; cet état de choses ne peut durer : la lumière a pénétré dans cette antique organisation ; la discussion est ouverte sur ses vices et ses avantages ; les premiers seront extirpés et les seconds augmentés.

Nos deux camarades, Moreau et Perdiguier, ont proposé chacun leur plan. Le premier veut une réforme complète et radicale du compagnonage : c'est la Société de l'*Union* qu'il propose d'édifier plus largement : c'est à cette organisation qu'il tente de rattacher les deux *Devoirs*. Les statuts de l'*Union* nous paraissent excellents sous le rapport de l'organisation des intérêts matériels, mais nous répétons que les garanties morales y sont négligées. Ensuite, et ce n'est pas le moins important, peut-on raisonnablement espérer que les compagnons voudront jeter à bas et en un jour leurs vieilles coutumes, leurs traditionnels usages, et jusqu'au nom dont ils se parent avec orgueil ? Cela nous paraît de toute impossibilité.

L'avis de Perdiguier nous paraît bien plus réalisable, quoique son auteur ne s'en dissimule pas les immenses difficultés. L'union du compagnonage, suivant lui, devrait d'abord être tentée au moyen d'un rapprochement, d'une alliance entre les diverses fractions, conservant chacune ses usages, jusqu'au jour où une assemblée des chefs des différents corps en serait venue à s'entendre sur une refonte des statuts, pour laquelle on prendrait ce qu'offre de bon chaque société. Ce serait un beau jour que celui où ces vieilles haines, si peu raisonnées, se trouveraient éteintes, et ceux qui auraient facilité ce rapprochement fraternel auraient bien mérité de tous.

Quel est l'avenir du compagnonage ? quelle peut être son influence sur l'organisation du travail ? voilà les dernières questions qui se présentent, et nous allons tâcher de les résoudre.

Boyer pensait, et nous sommes de son avis, que cette force immense qui résulterait de l'extension et de l'unité du compagnonage

pourrait devenir, entre les mains d'un pouvoir intelligent, qui n'aurait qu'une direction morale à lui donner, une institution transitoire excellente entre le régime de la maîtrise et celui des associations ouvrières. Tant que les intérêts opposés de maîtres et d'ouvriers subsisteraient, les conseils de prud'hommes seraient les modérateurs de ces deux puissances rivales, et l'organisation de chaque profession offrirait en même temps beaucoup de facilités pour l'établissement des centres d'association destinés à embrasser un jour les ouvriers de chaque profession.

Dans un prochain article, nous dirons tout ce qu'on pourrait faire en ce sens si nous vivions sous un autre régime que celui de la peur.

FAITS DIVERS.

Le 5 de ce mois, la cour royale (chambre des appels de police correctionnelle) avait à statuer sur le pourvoi formé par huit ouvriers fondeurs en cuivre condamnés dans le courant de janvier, pour des faits de coalition remontant au mois de novembre. Les débats ont pleinement fait ressortir la justice des réclamations de ces ouvriers; mais l'illégalité de leur forme a fait maintenir l'accusation à l'égard de quatre d'entre eux, dont les peines ont néanmoins été diminuées. Les quatre autres ont été acquittés.

— Le procès des imprimeurs en papier peint a été jugé le même jour en police correctionnelle. Malgré les preuves évidentes de la coalition des maîtres, malgré l'attitude paisible qu'ont conservé, dans ce conflit, les ouvriers, trois ont été condamnés à un mois de prison, trois à quinze jours, cinq à dix jours, et un à cinq jours.

— Nous annonçons, dans notre dernier numéro, la résistance des ouvriers fondeurs en caractères de la fonderie générale à une diminution de salaire. Elle a eu un plein succès : après quinze jours de chômage, les ouvriers ont été rappelés et sont rentrés sans subir aucune diminution. On doit attribuer ce résultat à leur union et à l'excellence de leur cause. Trois d'entre eux avaient été, à l'aide de leurs livrets, signalés comme moteurs, et arrêtés comme tels; mais ils ont été remis en liberté sur la demande même de celui qui les avait signalés.

On voit à quoi servent les livrets; on voit aussi avec quelle légèreté les procureurs du roi et les juges d'instruction décernent des mandats de perquisition et d'arrestation, sur la simple plainte d'un maître. Sans s'enquérir si cette plainte est fondée, on jette des ouvriers honnêtes parmi les vagabonds et les voleurs, pour une coalition qui n'existe pas, pour un acte de résistance tout individuel et parfaitement légal. — *L'Audience*, qui a raconté à ses lecteurs qu'une coalition avait éclaté, que les moteurs avaient été arrêtés, etc., etc., devrait bien s'informer plus sûrement, avant de jeter ainsi de la défaveur sur les ouvriers d'une profession, et s'exposer à nuire à leur cause. — *Le Moniteur des Prud'hommes* s'est également trompé en annonçant que les ouvriers avaient accepté un nouveau tarif.

— Nous regrettons fort que l'exiguité de notre feuille ne nous permette pas de donner les motifs du jugement contre la *Société rubanière* de Saint-Etienne; nous allons seulement en rapporter l'esprit, afin qu'on puisse juger si une pareille jurisprudence ne nous ramène pas droit au servage.

On a condamné l'Association, parce qu'elle était établie dans des proportions inusitées, gigantesques; qu'elle devait durer 60 ans et même être perpétuelle; qu'elle pouvait comprendre de 2,000 à 5,000 ouvriers de Saint-Etienne; qu'on ne pouvait la proroger ni la dissoudre avant le terme fixé; que les associés ne pouvaient travailler que pour elle; qu'il était établi par l'Association une caisse de secours et une caisse d'épargne, dans lesquelles l'associé devait verser une partie de ses économies; on a prétendu, enfin, qu'un système aussi vaste, une organisation aussi puissante devait cacher un but hostile à l'ordre de choses, et on a profité de quelques illégalités de détail pour dissoudre la société naissante, et condamner plus ou moins rigoureusement ses fondateurs.

L'autorité, qui avait été consultée sur la rédaction du projet, ne pouvait-elle pas avertir les fondateurs, au lieu de leur faire un procès? Ne pouvait-elle encore tolérer jusqu'à un certain point les tentatives faites, puisqu'elles révélaient un but louable, quoi qu'on en dise? Disons plus : elle aurait dû encourager et applaudir, si elle avait compris sa mission.

Nous prions instamment nos amis de Saint-Etienne de recommencer leur tentative, en se renfermant dans la légalité la plus stricte : nous publierons incessamment un contrat d'association inattaquable par les tribunaux.

Remercions en terminant le *Censeur* de Lyon, qui a consacré de bons articles à la défense de l'association rubanière. Nous pensions que cette importante question aurait attiré l'attention de la presse parisienne; les journaux radicaux seuls en ont dit quelques mots : les autres se sont abstenus, la grippe de M. Guizot les ayant absorbés.

— Les tribunaux viennent de ranger dans la classe des fabricants bijoutiers, et d'assujétir comme tels à la formalité du contrôle pour les matières d'or et d'argent, les ouvriers qui travaillent en chambre

avec un établi et des outils à eux appartenant. Cette jurisprudence confirme ce que nous avons avancé dans notre Mémoire au conseil municipal, dans lequel nous plaçons ces ouvriers, sous le nom de *patentés*, dans la classe des fabricants. Nous ajouterons ici, puisque l'occasion s'en trouve, que ces ouvriers ont des intérêts bien distincts de ceux des ouvriers d'atelier, que c'est dans cette catégorie, et principalement dans la profession dont nous parlons, que s'exerce une abominable exploitation d'apprentis, au moyen desquels ces ouvriers se constituent un certain avoir, tout en travaillant au rabais. Conclusion : il serait inique de faire représenter les ouvriers dans les conseils de prud'hommes par ces ouvriers patentés, fort nuisibles en général à l'industrie qu'ils exploitent.

— Nous croyons devoir citer le passage suivant d'une pétition adressée au roi de Prusse par les ouvriers de Cologne :

« Notre plainte peut se résumer en peu de paroles.

« Le don trompeur d'une liberté illimitée en fait d'industrie, qui nous a été imposé dans un temps orageux par un zèle inexpérimenté, ce don funeste qui gaspille nos forces morales et industrielles jusqu'à la dissolution, nous a mis à la merci de l'égoïsme sans bornes des industriels, nous a exposés à l'isolement et à la misère. Cinquante années d'amère expérience nous ont ôté toute illusion. Nous prions Votre Majesté de nous donner une autre liberté, celle qui ne consiste pas dans un renversement de toutes les limites morales, mais qui se consolide par un ordre bienfaisant et sage, et qui, en même temps qu'elle met un frein à l'arbitraire de l'égoïsme, laisse un vaste champ à un développement raisonné et véritablement libre. Les ouvriers demandent à Votre Majesté d'être reconnus dignes et compétents pour se reconstituer en corps indépendant, afin de pouvoir se donner un secours mutuel, tant en fait d'industrie que sous le rapport de l'éducation. L'Autorité semble aujourd'hui ne pas concevoir de fonction plus élevée que celle de faire la police. Nous, au contraire, nous tendrons à rétablir les mœurs et le sentiment moral de l'industrie, et nous surveillerons nous-mêmes, conjointement avec l'autorité de l'État, nos intérêts, pour lesquels les hautes classes du gouvernement ne possèdent ni toutes les connaissances nécessaires, ni une sollicitude assez bienveillante. »

— On se rappelle l'établissement récent des prud'hommes dans la ville de Nantes. L'ordonnance de création embrasse vingt-trois industries importantes, il est vrai, et occupant 6,000 ouvriers; mais elle en a délaissé une quarantaine d'autres qui emploient de 10 à 12,000 ouvriers. C'est contre cet oubli que réclament les fabricants nantais, dans une lettre adressée par eux au préfet de la Loire-Inférieure. Cette lettre, que rapporte le *Moniteur des Prud'hommes*, contient le passage suivant :

« ... Permettez-nous d'exprimer franchement notre avis sur la formation des Conseils de Prud'hommes.

« La pensée du fondateur de ces Conseils était évidemment une pensée de conciliation, le juste et sage désir de l'accord amiable des maîtres et des ouvriers. Pour que cette pensée soit réalisée, il faut que cette institution soit entourée de la confiance publique, il faut donc que tous les intérêts qui s'y rattachent y trouvent les garanties d'équité désirable, il faut qu'on ne puisse rencontrer dans sa formation rien qui inspire le soupçon de partialité; autrement le but du fondateur ne serait jamais atteint, et nous serions exposés à voir se renouveler les conflits terribles qui deux fois ont ensanglanté Lyon! Eh bien! nous le disons hautement, nous qui ne pouvons passer pour des brouillons, nous qui voulons avant tout le maintien de la paix intérieure, nous le disons dans notre intérêt comme au nom de la justice, il importe que les ouvriers aient un plus grand nombre de représentants dans le sein du Conseil; un Conseil, composé de trois maîtres et de trois ouvriers, présidé par un autre maître, est celui qui répondrait le mieux à nos besoins et aux mœurs de l'époque où l'association ayant fait un grand progrès, mettra les ouvriers à même de réaliser les fonds nécessaires pour subvenir au salaire à accorder à ceux qui sont élus Prud'hommes (1). Appuyé par le suffrage de nos concitoyens, il commanderait l'estime et la vénération, et ses décisions, contre lesquelles nul n'aurait le droit de se révolter, seraient accueillies avec soumission par tous. »

(1) Dans l'exposé des motifs au corps législatif, M. Regnault de Saint-Jean-d'Angely admettait, en parlant de la gratuité des fonctions de Prud'hommes, que les chefs d'ateliers, et par conséquent les ouvriers membre des Conseils, fussent rétribués, le temps étant leur patrimoine et celui de leur famille. A Lyon, cet exemple a été donné; des Prud'hommes ouvriers reçoivent 800 fr. par an. (n. d. R.)

Pour paraître prochainement :

Examen critique du Communisme

tel qu'il a été formulé par Babœuf et par les sectaires modernes.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 27. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 25 au 30. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Le journal se vend

chez ROUANET, rue Verdelet; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve; LAVIGNE, passage de l'Ancre; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon; on s'abonne chez GÉRUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

AVIS IMPORTANT.

Le bureau d'abonnement du Journal est transféré rue Saint-Germain-l'Auxerrois, 27, près la place du Châtelet, chez MM. KRANTZ et compagnie, bottiers-cordonniers.

On y recevra les avis et réclamations, les dimanches, de 9 à 2 heures, et les lundis, de 10 à 4 heures.

L'administration fait toucher les abonnements à domicile, sur l'avis qui lui en est donné par une lettre affranchie.

SOMMAIRE.

De la souveraineté du peuple (3^{me} article). — A la presse radicale. — Quelques extraits du *Populaire*. — Du régime des corporations. — Cours de M. Blanqui. — Souscription Boyer. — Faits divers.

DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE,

TROISIÈME ARTICLE (1).

§ V. — DES LIMITES DE LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE.

Il est évident qu'au temps de la Révolution française, un certain nombre de démocrates exagérèrent dans le sens de la souveraineté populaire, comme les partisans de la royauté avaient exagéré dans le sens de la souveraineté royale. Par opposition aux prétentions inouïes d'une famille ou d'une caste privilégiée, on est tombé, en théorie du moins, dans l'excès contraire, en ce qui concernait la part du peuple dans les affaires de gouvernement. Au reste, on comprend parfaitement cette exagération quand on pense que l'ordre de choses que la révolution brisa n'accordait à la masse de la nation aucune espèce de droit politique, et que le roi disait : « mon peuple », comme on dit : « ma propriété » ; quand on pense que ce maître croyait que tous les membres de la société étaient faits pour le servir, encore que lui-même ne se reconnût obligé envers personne ; car, pour le redire en passant, la royauté avait perdu depuis long-temps l'intelligence de la fonction et de la direction sociales. On se révolta donc contre un pouvoir qui n'avait pas sa raison d'être, et l'on voulut étendre son droit, d'une manière absolue, à l'universalité des citoyens ; on voulut, en un mot, retournant les rôles, que le peuple fût roi, et que les gouvernants fussent ses sujets. D'ailleurs la souveraineté absolue du peuple avait été formulée depuis long-temps déjà par de célèbres philosophes (2) ; elle était fort préconisée dans la classe riche, et la résistance de la royauté ne contribua pas peu à l'accréditer. On proclama donc une nou-

velle théorie du pouvoir, fondée sur le droit égal, naturel et imprescriptible de chaque individu ; on déclara en principe qu'il n'y avait rien au-dessus de la majorité, que son bonheur était le but, et sa volonté la loi absolue. Dès-lors, on comprend que les gouvernants ne pouvaient plus être que des agents passifs, des exécuteurs de la volonté générale, exprimée directement ou par délégation, des *commis* du peuple, enfin, dans l'acception la plus restreinte du mot. Les abus du pouvoir absolu avaient été si énormes, qu'on parut n'être préoccupé, dans l'élaboration des projets de constitution démocratique, que du meilleur système de garantie contre le despotisme des chefs ; et de cette préoccupation peu élevée est née l'utopie dont nous parlons, et que nous avons combattue souvent.

Car nous avons à cœur de déclarer ici que cette théorie, impraticable dans sa rigueur et dangereuse à quelque degré qu'on veuille l'appliquer, n'a jamais séduit que la classe moyenne, dont elle flattait les espérances ambitieuses. En effet, du moment où le pouvoir est dépouillé de son attribution essentielle, le droit d'initiative, cette attribution doit être nécessairement usurpée par une minorité quelconque ; car il est de toute impossibilité que la majorité gouverne. Le peuple, en masse, n'a donc jamais pris au sérieux la théorie de sa souveraineté absolue ; il a trop de sens pour croire un instant que le corps peut commander à la tête, et que le *directeur* doit marcher à la suite des *dirigés*. Le peuple, plus qu'aucune autre classe, est attaché au principe du pouvoir (1), et certes, plus qu'aucune autre il a le sentiment de l'obéissance. Mais il ne faut pas s'y tromper, il n'accordera sa confiance et son obéissance qu'aux élus de son choix. Il réclame le suffrage universel, non pour gouverner lui-même, mais pour avoir un gouvernement fort, intelligent et dévoué à l'œuvre nationale.

Ceux qui prétendent que le peuple, et surtout le peuple révolutionnaire, est ennemi de tout pouvoir, ne savent ce qu'ils disent, ou sont des calomniateurs. Rien, dans sa conduite, n'autorise une pareille assertion ; c'est bien plutôt aux classes élevées qu'il faut adresser ce reproche. Ce n'est pas lui qui a trouvé la belle idée d'un roi qui *régne* et ne *gouverne pas* ; ce n'est pas lui qui a inventé ces *ministres-gouvernants*, qui doivent se traîner à la suite des majorités parlementaires. Le peuple n'est pas si subtil ; il veut tout simplement que le chef de l'État *régne* et *gouverne* ; mais il veut aussi qu'on puisse toujours dire, à l'avenir, et avec raison, que le chef *tient son pouvoir du vœu de la nation*. Quant à la responsabilité, le peuple voudrait, sans permettre qu'on manquât de respect à son élu, qu'on mît la loi d'accord avec les faits, et qu'on déterminât en quel cas le chef suprême peut être mis en accusation. Les ministres, dans ce cas,

(1) Voir *L'Atelier* de février et mars 1842.

(2) Voir surtout le *Contrat Social*, de J. J. Rousseau.

(1) Nous lisons dans un journal populaire, la *Fraternité* (n° d'avril), d'excellentes réflexions sur la nécessité d'un pouvoir vraiment directeur.

ne seraient plus que des agents choisis par le chef de l'État, et le gouvernement, n'étant plus condamné à se renouveler à chaque instant, comme cela a lieu aujourd'hui, n'étant plus divisé et tiraillé par des influences contraires, pourrait avoir de la suite dans les idées et prouver qu'il comprend son devoir.

Mais nous nous arrêtons, car nous touchons une question fort délicate, et bien que nous ayons la certitude que nulle de nos pensées n'est contraire à la morale et conséquemment au bien public, nous savons que le procureur du roi n'est pas le moins du monde à notre point de vue, et nous pourrions avoir maille à partir avec lui : ne sait-on pas qu'avec la législation de septembre, on ferait pendre le plus honnête homme ?

Venons-en donc aux limites qu'on peut assigner à la souveraineté du peuple, et plaçons-nous, pour bien juger, au point de vue le plus élevé possible.

Il est incontestable, abstraction faite du pouvoir directeur, que la majorité de la société est, aussi bien que l'individu, libre de faire bien ou mal ; elle peut renverser à tort des gouvernants dévoués, et opprimer la minorité, la réduire même à l'esclavage le plus abject, ainsi que cela a lieu dans certains états où la majorité gouverne. Il faut donc qu'il y ait, au dessus de la volonté du grand nombre, une souveraineté plus haute, incontestée, qui commande à tous, aussi bien au directeur suprême qu'au dernier des dirigés, aussi bien à la majorité la plus considérable qu'au simple individu, une souveraineté qui soit la garantie des minorités, et au nom de laquelle le premier venu puisse faire demeurer dans la bonne voie la majorité prête à s'égarer. Or, cette souveraineté, la seule qui soit absolue, c'est la morale. C'est de la morale, en effet, que découle tout pouvoir, c'est en s'y conformant que tout pouvoir devient légitime ; c'est elle qui proclame le but de la société, c'est elle encore qui enseigne le moyen de l'atteindre par le travail et par le dévouement de chacun à tous. En dehors d'elle, tout est faux, tout est dangereux, tout tend à la division, à la guerre et à la mort des sociétés ; avec elle, au contraire, tout tend à l'union, à la force et à la prospérité des peuples. Quiconque n'est pas convaincu de cette vérité doit être bien ignorant ou bien pervers.

Donc, cette loi suprême étant acceptée, nous disons que la majorité souveraine, en s'imposant des sacrifices à elle-même d'abord au profit des générations à venir, a sans nul doute le droit d'exiger aussi que la minorité se sacrifie ; mais dans aucun cas, la minorité ne peut être sacrifiée à l'intérêt positif de la majorité. Voilà la limite la plus générale imposée par la morale. Il en est d'autres qui doivent être dictées par la prudence seulement. Il faudrait, par exemple, déterminer si la souveraineté populaire ne doit être exercée que par l'élection des représentants, et jusqu'où peut aller pour le peuple le droit de surveillance et de vérification des actes du pouvoir. Ce sont là des questions pratiques fort graves, et qu'il ne nous est pas donné de résoudre.

Cependant, en thèse générale, tout membre de la nation, par son titre d'associé et par le fait même des obligations qui lui sont imposées, est investi du droit de veiller au maintien de l'ordre et de surveiller la direction sociale ; il peut réclamer et accuser à ses risques et périls, mais il ne peut avoir le droit d'attaquer à force ouverte. Nous nous sommes prononcés ailleurs sur ce point d'une manière assez étendue.

Mais nous voulons aller au-devant d'une objection qu'on ne manquerait pas de faire : on pourrait dire que jamais la majorité d'une nation ne se prononce instantanément, et que les révolutions ont toujours été commencées par quelques hommes, puis acceptées par le grand nombre, d'où il semblerait résulter qu'on ne doit pas refuser aux minorités le droit d'insurrection.

Il est vrai que la majorité de la nation n'a pas fait matériellement les grandes journées de la révolution française, non plus que celles de juillet. Mais le fait matériel seul ne constitue pas l'insurrection. Quand en 89 on prenait la Bastille ; quand en 1830, on chassait une dynastie imposée par l'étranger, les hommes qui se dévouaient les premiers savaient bien que la nation entière était avec eux, et qu'ils n'étaient que son avant-garde. Nous affirmons donc qu'on ne manque jamais de signes certains pour s'assurer des dispositions de la majorité nationale. Une nation entière, et cela est fort heureux, ne se passionne point pour des questions obscures ou pour des réformes prématurées ; son

opinion se forme lentement ; mais quand elle a compris la nécessité et la possibilité de changer le règlement social, elle manifeste d'une manière très-intelligible sa volonté ou au moins son adhésion aux modifications proposées par la minorité. C'est à ceux qui marchent en avant à agir avec unité, intelligence et modération, à s'inspirer du sentiment et des besoins généraux, et à faire que tout ce qu'ils réclament pour la nation soit réellement désiré par elle ; alors il arrivera un jour que le pouvoir cèdera au vœu national, et la révolution s'opérera pacifiquement ; ou bien il résistera, puis, poussé à bout par les instances des réclamants, il donnera lui-même le signal de la violence. Dès lors la sympathie populaire étant manifestement acquise aux persécutés, l'insurrection aura lieu, et le fait matériel sera justifié, bien que tout le monde n'ait pas pris une part directe à la lutte, s'il est, comme en 89 et en 1830, le produit incontestable de la volonté générale, fondée sur la justice.

Nous désirons qu'on ne se méprenne pas sur le sens de nos paroles. Nous savons avec quelle facilité un parti se laisse aller à l'illusion, et comment on est porté à croire que le bien que l'on veut est désiré par toute la nation. Jusqu'à un certain point le parti démocratique a pu s'autoriser de l'indifférence du public à l'égard du pouvoir pour tenter des insurrections. Nous disons, et l'expérience l'a bien démontré, que ce n'est pas là un signe suffisant pour qu'une minorité puisse tenter une levée de boucliers. L'indifférence de la nation pour les pouvoirs constitués ne prouve pas son amour pour le parti qui veut les renverser. L'indifférence d'ailleurs est un sentiment tout-à-fait passif ; il faut un signe plus certain. Or, nous répétons que ce signe sera infailliblement montré au parti qui, s'étant dégagé de toute exagération et de toute pensée hostile aux sentiments généraux, voudra n'être que l'expression des vœux et des besoins les plus élevés et les plus légitimes de la masse du peuple, et qui, sans jamais prendre l'initiative de la violence, saura, par sa persévérance et sa logique, poursuivre le pouvoir jusqu'à ses derniers retranchements, dût-il être exposé aux plus dures persécutions : le peuple alors ne demeurera pas indifférent, et lui viendra en aide comme dans les grandes journées d'autrefois.

Ce que nous venons de dire est particulièrement applicable au temps présent. Dans tous les cas, notre théorie ne peut être désavouée que par des gens qui ont de honteuses intentions ; car elle ne menace, en définitive, que les mauvais gouvernements, sans qu'il y ait une chance possible d'erreur.

Ainsi, la souveraineté du peuple a la morale pour règle générale, et la prudence pour règle spéciale. Or, la prudence commande qu'on refuse le droit de révolte aux minorités ; s'il n'en était ainsi, la société serait toujours en guerre, et il n'y aurait point de gouvernement possible.

§ VI. — DES DIFFÉRENTS MODES D'ÉLECTION.

Le droit d'insurrection ne se régularise pas ; que le peuple soit ou non en jouissance du droit électoral, cela ne l'empêche nullement, on le sait bien, de s'insurger, et il est d'autant plus disposé à cette mesure extrême que son action politique lui est plus contestée. Nous croyons fermement qu'en conférant le droit électoral à tous les hommes actifs de la société, on diminuerait considérablement les chances d'insurrection ; il faut donc, pour mille raisons, réclamer sans cesse, dans l'intérêt du progrès et de l'ordre, la prompte régularisation du suffrage universel.

Depuis qu'on s'occupe de la réforme politique, divers modes d'élection ont été proposés et discutés. Les légitimistes, réclamant aussi la réforme électorale, ont pris le mode d'élection à deux degrés. C'est une idée reprise aux ultra-royalistes de la Restauration, qui proposaient d'étendre le droit électoral du premier degré à peu près à tout le monde, puis d'exiger un cens pour les électeurs du second degré, enfin un cens extrêmement élevé pour les éligibles, en sorte qu'il n'y aurait eu à la Chambre que les plus grands propriétaires fonciers. Nous croyons que la Gazette doit encore vouloir quelque chose de semblable.

Le plus grand nombre des démocrates, soit par conviction, soit par pure opposition aux idées légitimistes, se sont attachés au mode à un seul degré. Cependant ils lui ont reconnu de grandes difficultés pratiques, qu'ils ont vainement cherché à tourner.

D'abord, c'est un pur enfantillage de repousser l'élection à

deux degrés uniquement parce que les légitimistes y tiennent ; la Convention était le résultat de ce mode d'élection, et il serait assez ridicule de dire que la Convention n'avait pas de valeur. La grande raison est qu'on craint les influences locales ; mais dans les deux cas elles peuvent être exercées. Par exemple, lorsqu'un village ira au chef-lieu voter pour un candidat qu'il connaît mal ou qu'il ne connaît pas du tout, ce village sera-t-il pour cela à l'abri de l'influence que l'on craint ? Est-il plus probable que les hommes choisis par les électeurs réunis au canton pour aller élire des députés au chef-lieu, seront soumis davantage à cette influence ? Notre pensée, à nous, c'est qu'il n'est pas convenable de chercher à se garantir par tant de moyens de la corruption. S'il était vrai que le peuple de France fût semblable au peuple anglais, et qu'il appartenât corps et âme à quiconque le gorgerait de boisson et de viande, il faudrait renoncer à la réforme, car on tomberait de mal en pis. Mais en quoi donc la masse du peuple a-t-elle justifié ces craintes ? Nous ne pouvons, en cette circonstance, cacher notre mécontentement à ceux qui les ont manifestées.

Dans l'élection à un seul degré, il nous semble impossible de réunir les électeurs, soit au chef-lieu de département, soit même à l'arrondissement. Mais lors même que cela serait praticable, il y aurait une autre difficulté, c'est que les candidats ne pourraient se faire connaître d'une si grande masse d'électeurs, en sorte qu'il faudrait voter pour des candidats proposés par les coteries, c'est-à-dire qu'on n'élirait que les hommes qui jouissent à tort ou à raison de quelque célébrité. Et qui ferait les listes, et proposerait les candidats ? les journaux ? Mais nous savons ce que valent en général les réputations de journaux. Lors même que la presse aurait cent fois plus de puissance, lors même que les relations entre les hommes seraient devenues cent fois plus étendues, il n'en est pas moins vrai que dans le mode à un degré, on pourrait craindre que ce ne soient toujours quelques individus qui disposassent des élections, et que l'électeur ne pût être mis en rapport direct avec le candidat. Or, c'est dans ce rapport que nous voyons, nous, la meilleure garantie. Qu'on s'arrange de quelque manière que l'on voudra, pourvu que le premier venu puisse se porter candidat et dire à l'assemblée réunie ce qu'il veut, et comment il entend exercer la mission qu'il sollicite, pourvu surtout que le premier venu des électeurs puisse lui poser une question quelconque ; voilà ce à quoi nous tenons le plus.

Nous ne nous attachons pas à des formes vaines ; nous tenons à avoir de dignes représentants avant tout. Eh bien, nous croyons que, si l'on ne trouve pas le moyen du rapport dont nous venons de parler, jamais l'humble mérite ne trouvera accès dans la représentation ; et la souveraineté appartiendrait, en définitive, aux gros propriétaires ou aux grands bavards ? Quel changement y aurait-il ?

Nous terminerons en priant les écrivains de la presse radicale de revenir sur cette question, et d'examiner de nouveau les avantages ou les dangers de l'un et l'autre mode ; afin qu'on s'attache définitivement à la forme la plus praticable.

RÉSUMÉ.

Nous avons, dans ce travail, imparfait sous tant de rapports, cherché à ramener les esprits à l'unité de doctrine touchant la souveraineté du peuple. Quelle que soit l'opinion de ceux qui nous ont lu, ils nous rendront ce témoignage que nous avons toujours eu en vue le bien général. Entre toutes les erreurs qui ont cours, nous avons signalé les plus graves, celles qui ont toujours pour résultat d'affaiblir le lien social en donnant à l'individu une valeur exagérée. Nous avons montré ensuite le funeste usage que la classe actuellement privilégiée avait fait de la puissance politique ; nous avons prouvé que le suffrage universel, loin d'être une menace de désordre, était au contraire le plus sûr moyen de conservation et de progrès. Enfin, nous avons insisté sur la nécessité de redonner au pouvoir une plus grande part d'initiative, et nous avons indiqué en termes généraux les limites de la souveraineté des directeurs et des dirigés. En dernier lieu, arrivant au mode d'élection, nous demandons pardessus tout le rapport direct et simultané entre les électeurs et les candidats.

Nous n'ajouterons qu'un mot pour finir : l'égalité politique du peuple est écrite en tête de la loi fondamentale, eh bien ! nous voulons que force demeure à la loi.

A LA PRESSE RADICALE.

Nous revenons aujourd'hui sur les quelques mots adressés à la presse démocratique, dans notre dernier numéro, parce que nous sommes fermement convaincus de la nécessité de l'œuvre que nous lui demandons. Oui, nous le répétons, si la presse radicale s'abstenait plus long-temps de prendre part à la discussion des principes de l'organisation du travail, il en résulterait le plus grand mal possible. Nous rappelons encore une fois que c'est le silence des journaux sur cette question qui a jeté en dehors du mouvement politique un certain nombre d'ouvriers patriotes et dévoués ; accablés de toutes les déceptions qui nous ont été causées depuis quelque temps, fatigués de la lutte légale ou illégale soutenue depuis douze années bientôt contre les actes contre-révolutionnaires, craignant d'ailleurs que, même après une victoire, le résultat de leurs efforts se bornât à changer quelques positions individuelles, les ouvriers dont nous parlons se sont laissé égarer : La politique, se sont-ils dit, n'est plus de notre temps ; que Pierre ou Paul gouverne, les ouvriers n'en seront pas moins malheureux, pas moins exploités ; tâchons donc de bien organiser le travail, et alors gouvernera qui voudra. Ce raisonnement a jeté les uns dans les rangs des fouriéristes (c'est le petit nombre) ; les autres sont devenus communistes. Pour être justes, nous devons dire qu'une partie de cette faute retombe sur la presse radicale, qui a craint de remuer les questions que chacun de nous se posait.

La division venue de là s'est agrandie ; elle a passé des questions économiques ou politiques aux lois de la morale, et nous avons vu des ouvriers honnêtes, dévoués, bons pères de famille, patriotes sincères, affirmer sérieusement que le dévouement, la probité, la patrie, la famille, étaient de vains mots vides de sens, que l'homme ici bas n'a qu'un seul mobile, son intérêt, qu'un seul but, la jouissance.

Nous dont l'existence ne peut être assurée que par la pratique du devoir et du dévouement, nous dont toutes les misères viennent de ce que les hommes des classes dites supérieures se rient de tous ces grands mots, nous aurions dû être les derniers à adopter de si étranges théories ; insensés, nous n'avons donc pas vu que déclarer que la jouissance est le but de l'homme, l'intérêt sa règle de conduite, c'est justifier les actes de nos oppresseurs, c'est engager ceux qui font le mal à en faire plus encore, puisque nous admettons ainsi qu'ils obéissent à des penchants légitimes.

Le *Journal du Peuple*, dans son numéro du 14 avril, confirme nos paroles ; il déplore comme nous le silence gardé sur nos misères et sur les moyens d'y remédier ; il appelle à cette discussion les organes de tous les partis. Nous savons gré au *Journal du Peuple* de cette tentative, mais nous croyons qu'il se trompe en pensant que tous les partis peuvent s'entendre sur les questions vitales du travail et du prolétariat. Des trois partis politiques qui existent aujourd'hui, un seul, nous le croyons, peut s'occuper fructueusement de la réforme sociale, et c'est le parti démocratique. Les légitimistes ne connaissent pas le peuple : ils n'ont jamais vu de près ni nos travaux ni nos souffrances ; le peuple, c'est pour eux un laquais galonné bien humble et bien timide, ou bien le combattant noirci de poudre de nos jours de révolution ; les légitimistes donc ne ressentent pour nous que du dédain ou de la peur.

Pour les hommes du juste-milieu, ils affectent bien parfois de beaux sentiments à notre égard ; ils parlent bien de nos misères entre la poire et le fromage, de temps en temps ils fondent même une caisse d'épargne, mais en réalité nous n'avons rien à attendre d'eux, parce que ces hommes sont entièrement soumis à la loi de leur jouissance personnelle, de leurs intérêts, parce que ces intérêts sont toujours opposés aux nôtres, parce que c'est parmi eux que se trouvent les hommes qui luttent sans cesse contre les ouvriers. Plus d'une fois leurs journaux ont déclaré que nous étions des Barbares menaçant le monde d'une nouvelle invasion.

À la démocratie donc de s'occuper de nous, car la démocratie c'est la puissance de tout le monde, et nous sommes, nous, tout le monde, puisque pour cent ouvriers il y a à peine quelques bourgeois et quelques nobles. Que les journaux démocratiques, en étudiant l'organisation du travail, ne craignent donc pas de s'aliéner l'opinion, car, ainsi que nous le disions dans notre dernier numéro, c'est l'inconnu qui fait peur. Et d'ailleurs, les hommes de la démocratie appelés au pouvoir par la nation devront faire quelque chose ; ce qu'ils feront sera

sans doute différent de ce qui se fait aujourd'hui ; avant donc de leur confier sa direction, la nation a besoin de savoir ce qu'ils feront d'elle et pour elle, comment ils entendent conduire son économie, à quelles réformes sociales il doivent la mener. Voilà ce que nous ne cesserons de représenter à la presse radicale, et nous croyons que de la connaissance complète de ses opinions économiques dépend non seulement la bonne union du parti démocratique, mais même l'heure de son avènement.

La presse radicale doit donc, suivant nous, ne pas perdre une occasion de défendre les ouvriers dans les luttes malheureusement si fréquentes que nous avons à subir aujourd'hui, et, surtout, étudier les moyens d'établir notre position conformément à la liberté, à l'égalité et à la fraternité, tout en ne négligeant jamais d'adoucir par de sages avis les maux du présent.

Il faudra, nous en sommes sûrs, peu de temps passé dans cette voie pour que la presse radicale puisse jouir elle-même de son triomphe ; quelque apathique que soit l'opinion populaire, quelque profond que soit le sommeil où Lazare endort ses misères, il se réveillera bientôt à la voix qui lui criera : Lève-toi et marche !

Quelques extraits du POPULAIRE.

La plupart des lecteurs de *L'Atelier* ne connaissent le *Populaire* que par la polémique qui s'est engagée entre ces deux journaux : nous devons donc, pour leur édification complète, porter plus intimement à leur connaissance les motifs qui nous ont déterminés en plusieurs occasions à combattre, et les doctrines propagées par le *Populaire*, et l'homme qui le rédige.

La discussion des doctrines trouvera sa place dans une brochure que nous avons annoncée. En apparence, notre tâche aurait pu se borner là, mais nous avons à cœur de prouver que nous, ouvriers, nous ne pouvons rester indifférents et muets devant les allégations injurieuses, les méprisants soupçons qui se sont manifestés contre la classe ouvrière en général dans plusieurs numéros du *Populaire*. Nous allons citer textuellement, en indiquant les circonstances dans lesquelles ces mauvaises tendances se sont fait jour.

Lors du procès Darmès, le rapporteur de la cour des pairs avait signalé *L'Atelier* et une foule de brochures et écrits réformistes comme propageant la théorie du communisme, et de quel communisme encore ! Celui de la brochure intitulée *Ni châteaux ni chaumières*, de *L'Égalitaire*, etc. Nous ne pouvions laisser passer une accusation aussi injurieuse sans réclamer, et c'est ce que nous fîmes dans une lettre adressée au *National*. C'est de là que date l'hostilité du *Populaire*.

« Nous examinerons plus tard, disait par forme d'insinuation le *Populaire* (n° 5), cette doctrine d'ouvriers qui déclarent l'égalité immorale et qui veulent des supérieurs et des inférieurs parmi les ouvriers et les citoyens. »

Nous engageons nos amis à relire attentivement le passage du premier article de notre n° 9 (première année), relatif à l'égalité, où il est dit que l'égalité absolue, c'est-à-dire l'égalité de jouissances, quelle que soit la bonne volonté de chacun, est une doctrine fautive en principe et immorale dans ses conséquences. Cet article se termine ainsi : « L'égalité réelle ne consiste point à faire une part égale de travail et à recevoir une part égale de produit : l'égalité, c'est le droit, égal pour tous, à la liberté morale par l'enseignement, à la liberté politique par une participation active à la chose publique, afin que par ces deux libertés tout homme puisse, s'il en a les mérites, parvenir à tous les degrés de la hiérarchie sociale. De sorte que l'infériorité qui existera toujours pour quelques-uns, ne puisse être attribuée qu'à leur mauvais-vouloir, car les hauts degrés de la hiérarchie ne doivent être occupés ni par droit de noblesse, ni par droit de richesse, ni même par droit d'intelligence, mais surtout par droit de dévouement. »

Que dire de la bonne foi qui résumait cet article dans les trois lignes citées plus haut !

Et cependant *L'Atelier* souffrit patiemment ce manque de loyauté ; il laissa passer également sans rien dire les lignes suivantes :

« Nous examinerons la composition de *L'Atelier*, sa marche, ses doctrines sur la nationalité, la liberté, etc., enfin ses principes d'exclusion et d'intolérance, ses prétentions, ses hostilités et ses illusions. »

Nous allons voir les insinuations malveillantes continuer contre *L'Atelier*, et les ouvriers en général traités avec un souverain mépris par le n° 7 du *Populaire* (supplément). Il s'agit du livre de Boyer, et de l'organisation des prud'hommes.

« Cette prétendue réforme ne remédierait à rien : 1° parce que le président, nommé par le gouvernement ou le conseil municipal, pactiserait presque toujours avec les maîtres, 2° parce qu'il ne serait pas raisonnable de penser que les prud'hommes prolétaires puissent tout à-coup devenir indépendants en entrant au conseil. Cette institution serait donc pour ainsi dire démoralisatrice en ce qu'elle placerait très-souvent l'ouvrier-juge entre son devoir et son intérêt. Pressés quelquefois par d'impérieux besoins, qui pourraient garantir que tous demeureraient constamment incorruptibles, et qu'aucun ne finirait par capituler avec sa conscience. »

Cette crainte n'est pas sérieuse si elle ne se fonde que sur des cas exceptionnels ; si au contraire elle s'applique à la généralité des ouvriers, elle est injurieuse au dernier point.

Le *Populaire* ajoute, en parlant du Mémoire adressé par nous au conseil municipal :

« Nous sommes convaincu que ces quasi-réformes ne peuvent produire qu'un effet, c'est de distraire les ouvriers de la véritable question de leur affranchissement. Nous croyons devoir les avertir de ne pas attacher à ces misérables palliatifs plus d'importance qu'ils ne méritent. Ne donnons pas dans le piège que nous tend la politique de diversion. »

Nous nous sommes promis, pour ne pas trop allonger cet article, de nous dispenser de toutes réflexions. Nous nous bornerons à dire que 4,000 signatures obtenues en huit jours, et l'examen de notre Mémoire par tous les journaux ont pu prouver au *Populaire* que sa lâche accusation n'avait excité que du mépris et de la pitié.

Aussi est-ce ce dernier sentiment qui a prédominé en nous lorsque nous avons pour la première fois répondu au rédacteur du *Populaire*. Nous avons préféré le croire insensé que de le supposer capable de nous attaquer aussi déloyalement dans le seul but de mieux vendre sa marchandise ; nous ne pouvions voir en lui une infortunée victime de la concurrence, cherchant à tuer son voisin dans l'opinion afin de lui ravir sa clientèle. L'avenir décidera lequel de ces deux mobiles nous a valu les gentillesques du *Populaire*.

A propos des articles adressés par nous aux ouvriers communistes, le *Populaire* en commence ainsi l'examen :

« *L'Atelier*, qui se prétend l'organe le plus spécial des ouvriers, se joint toujours davantage aux ennemis de la communauté pour flétrir et accabler, s'il est possible, les ouvriers communistes. »

« *L'Atelier* lui-même, tout en prenant quelquefois des formes diplomatiques et doucereuses, ne sait-il pas qu'il exaspère également la masse des ouvriers communistes par les insinuations, les injures et les calomnies qu'il prodigue au communisme, et par les outrages que se permettent oralement quelques-uns de ses rédacteurs. »

Puis, en vingt endroits : « l'auteur anonyme de l'article ; — les prétendus ouvriers de *L'Atelier* ; — les malheureux, etc., etc. »

« Pourquoi donc, est-il écrit dans le dernier numéro du journal en question, ne citent-ils jamais mes propres phrases, mes propres paroles, pour les combattre et rendre le public juge du combat ? »

... Nous avons voulu réfuter les doctrines catholiques, etc., de *L'Atelier*, comme il convient à notre âge, à notre caractère, à nos habitudes, à la confiance dont on nous honore, c'est-à-dire gravement, avec modération, sans employer aucune expression injurieuse. »

Nous avons déjà cité ; citons encore : et nous allons voir de nouveau avec quelle modération, quelle gravité notre adversaire réfute, sans employer d'expressions injurieuses, les doctrines de *L'Atelier*.

« Ce sont quelques ouvriers imprimeurs, guidés, encouragés, protégés par MM. Buchez et Roux, et par le *National*, qui ont entrepris de fonder *L'Atelier*, en appelant à leur aide les autres ouvriers, en leur cachant leurs doctrines buchésiennes, mais en réalité pour développer ces doctrines, qu'ils croyaient les meilleures... Il n'y a pas jusqu'aux fortifications-bastilles qui ne soient approuvées par *L'Atelier* presque autant que par le *National* et par M. Buchez (1). »...

« Les hommes de lettres sont exclus comme fondateurs, et ne peuvent être admis ni pour élire les rédacteurs, ni pour être élus, ce qui n'empêche pas les membres les plus influents du comité de rédaction de consulter clandestinement soit M. Buchez, soit les rédacteurs du *National*, soit tous autres hommes de lettres, et d'apporter comme rédigés par eux des articles rédigés par d'autres. »

Comme cette accusation est ingénieusement infâme ! Quelle con-

(1) Cette citation et les suivantes sont empruntées à la *Réfutation de L'Atelier*, dont nous recommandons de nouveau la lecture à nos amis.

fiance elle témoigne pour les hommes du peuple et pour le principe de l'élection ?

Qu'on nous permette, en terminant, quelques citations de la réfutation prétendue de nos idées sur le devoir.

« Suivant *L'Atelier*, la nationalité française repose sur le *devoir* ; nos pères étaient des hommes de *devoir* ; nous devons être hommes de *devoir*, nous devons nous sacrifier.

» Pour nous, nous sommes convaincu que *tout cela est inintelligible* pour la masse des ouvriers, et que la cause populaire serait désespérée si elle n'avait pas d'autre moyen de salut. . . .

» *L'Atelier* crie à tous les hommes : Dévouez-vous, dévouez-vous, ne pensez qu'à vous sacrifier !

» Mais n'est-ce pas méconnaître et fouler aux pieds la nature humaine ? n'est-ce pas demander l'impossible ? N'est-ce pas une monstrueuse exagération, une *idée fausse*, nous dirions presque une puerilité, une *niaiserie* ? Qu'a-t-on donc fait avec une pareille doctrine ? *Qui l'approuve ? Qui la prend pour règle de conduite ?* »

Et par une contradiction manifeste, l'auteur de ces lignes ne cesse de parler de son *dévouement* !

Il faudrait un volume pour répondre aux attaques dont nous avons été l'objet de la part du rédacteur du *Populaire*, qui ne publie pas une brochure ou un numéro sans y introduire des calomnies contre nous et y faire sa propre apologie.

Nous demandons pardon à nos lecteurs de cette ennuyeuse et fâcheuse polémique, mais nous tenions à leur prouver que nous avions fait preuve d'une grande modération en taxant seulement de folie l'auteur des citations que nous venons de faire.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

DU RÉGIME DES CORPORATIONS.

Nous entendions dernièrement M. Blanqui aîné, dans une de ses leçons d'économie générale, faire la plus vive critique de l'organisation des corporations industrielles avant la révolution. Le jugement, trop absolu, selon nous, qu'il en portait, avait pour but de combattre les idées de quelques novateurs qui dans ces derniers temps, suivant M. Blanqui, recherchent les moyens d'organiser le travail dans le retour aux anciennes formes de la corporation et de la maîtrise, quelque peu déguisées. Le professeur prenait texte de là pour démontrer tous les vices de ces institutions, et il le faisait avec chaleur ; pour ne pas paraître partial, il exposait bien quelque peu de leurs avantages, mais si faiblement que personne ne pouvait se méprendre sur ses intentions. Quant à nous, qui, comme nous l'avons dit quelque part, sommes à la fois conservateurs et progressistes, nous allons faire pour les corporations ce que nous avons fait pour le compagnonage, c'est-à-dire rechercher quels sont les éléments de cette institution qu'on aurait pu maintenir et améliorer, et indiquer même au besoin ce qu'on pourrait tenter dans cette voie.

Le cadre restreint de notre publication ne nous permet pas de nous appesantir sur les détails historiques de l'organisation des corporations. Nous dirons seulement qu'elles ne furent dans l'origine que des confréries de marchands, auxquels se joignirent ensuite les maîtres de diverses professions et leurs compagnons et apprentis. A l'époque la plus brillante du régime des corporations (treizième siècle), l'industrie presque tout entière était administrée par des règlements particuliers à chaque profession : ces règlements émanaient de l'autorité royale, et contenaient des dispositions que nous énumérerons plus loin.

Une hiérarchie rigoureuse était établie dans les corporations : on était d'abord apprenti, puis compagnon, puis maître. La durée de l'apprentissage était rigoureusement fixée : la condition du *chef-d'œuvre* était imposée pour passer de l'apprentissage à la condition de compagnon, et l'on devenait maître moyennant certaines conditions de capacité, de temps de travail, d'argent et de moralité. Ces bases fondamentales se retrouvent dans tous les changements apportés par le temps à l'organisation des corps d'état. On appelait professions *libres* celles qui n'étaient pas régies par des règlements : le nombre en fut fort restreint pendant long-temps.

On comprendra difficilement à notre époque qu'au temps des corporations la royauté s'arrogeait le privilège de vendre le droit de

travailler dans l'industrie. Il fallait payer une redevance, un impôt fort lourd pour avoir la liberté d'exercer une profession. L'iniquité de ce prétendu droit royal révolta la nation contre les corporations, et amena leur suppression totale.

D'autres causes plus ou moins légitimes contribuèrent en outre à la destruction de cette forme d'organisation du travail. Nous allons les exposer aussi franchement que pourraient le faire les plus ardents adversaires de ces institutions, nous réservant d'en exposer ensuite les bienfaits.

Les règlements qui régissaient les corporations étaient, comme nous l'avons dit, particuliers à chaque profession : aucun lien commun, aucune solidarité n'existaient entre les divers corps d'état. On conçoit que le pouvoir royal avait intérêt à ne pas laisser s'établir d'unité parmi les corporations, sous peine d'avoir en face un adversaire très-puissant ; il encourageait donc la division, puisqu'il y trouvait une garantie de sécurité. D'une autre part, ce droit au travail, qui dans l'origine était concédé moyennant une faible somme, fut augmenté de prix par la rapacité des gouvernants, et l'on vit, à une époque très-rapprochée de la révolution, le droit de maîtrise s'élever jusqu'à 12 et 1500 livres (1). Par conséquent ce grade de la hiérarchie industrielle était complètement inabordable pour les compagnons, quelles que fussent leur habileté et leur moralité, à moins que des conditions de fortune en dehors de leur travail ne leur permissent de satisfaire à cet immoral impôt. L'industrie devint ce qu'elle est de nos jours, le monopole des riches : les pauvres furent exclus de toute participation à sa direction ; ils restèrent parqués dans la condition d'ouvriers.

D'autres motifs fort graves firent encore détester davantage le régime des corporations ; le nombre des apprentis étant limité, et l'intérêt particulier de la corporation étant de n'en faire que le moins possible, il s'ensuivait que la liberté pour l'enfant du peuple de se choisir un état était devenue bien plus restrictive que de nos jours, et que cet état de choses ramenait par le fait le peuple à la condition des castes égyptiennes, où le fils était tenu d'embrasser l'état de son père. Il faut encore ajouter une raison de la dernière importance, c'est que rien ne stimulait la production : entre les mains de la corporation, elle était un monopole, rien ne la forçait à s'améliorer : les inventions restaient enfouies ; on ne sentait pas assez le besoin de perfectionner le travail, parce qu'il y avait peu de concurrence. C'est ce dernier défaut, qui, mal apprécié dans ses résultats, a engendré la concurrence illimitée, inventée pour y porter remède ; et l'on peut dire hardiment que le remède est pire que le mal.

Après le tableau que nous venons de tracer des vices organiques de l'industrie avant la révolution, on ne nous accusera pas de partialité quand nous aurons exposé ses avantages, et que nous demanderons ensuite si l'on devait démolir cette organisation sans en laisser vestige. Nous aurons aussi à examiner comment s'est opérée cette destruction, et à quelles influences on doit l'état de choses qui régit maintenant le travail industriel.

Où l'ouvrier peut-il, aujourd'hui, trouver tous les avantages que procurait, dans la corporation, la liberté d'association, si ce n'est dans le compagnonage, c'est-à-dire en dehors des lois, sans contrôle public, et sans autre garantie que l'austère probité des ouvriers élus ? Où peut-il, comme dit M. Blanqui, *se sentir les coudes à gauche* ? N'est-ce pas là seulement où il appartiendra à une grande famille de travailleurs, dont les intérêts seront les mêmes, et où le contact de chacun garantira la moralité de tous ? Vous vous plaignez de l'inconduite de certains ouvriers, de l'imprévoyance de la majeure partie, de l'abandon désolant où se trouvent ceux d'entre eux qui sont malheureux, et vous ne leur permettez l'association de secours mutuel qu'en restreignant d'une manière absurde le nombre de ses membres ; vous encouragez la division des efforts que l'on tente bien plus encore que dans l'ancien régime.

Et ces conditions de moralité et de capacité pour la maîtrise, où les trouve-t-on maintenant ? Et pour nous servir encore d'une ex-

(1) L'action royale, toute bienfaisante sous Louis IX, devint insoutenable particulièrement sous les règnes si vantés de François I^{er}, Henri IV et Louis XIV ; ces rois vendirent un si grand nombre de maîtrises que l'institution des corporations perdit son caractère originel d'association, et la séparation devint de plus en plus grande entre ceux qui pouvaient acheter le droit de travailler à leur compte, et ceux qui ne le pouvaient pas. Louis XVI, sur les instances de Turgot, renonça à ce droit.

pression de M. Blanqui, quel est le métier qui s'exerce avec cette probité, cette bonne foi de nos pères? Qui ne trompe pas sur la qualité, sur la quantité, sur le prix, dans le commerce actuel? Que reste-t-il de cette belle institution des *jurandes*, dont les commissaires, par l'application d'un cachet ou d'une marque, garantissaient au consommateur national ou étranger, la qualité des produits, tant pour la bonté du travail que pour l'excellence de la matière première? Et cette fixation de la durée de l'apprentissage, cette limitation du nombre des apprentis, ne pouvait-on chercher un moyen d'en conserver une partie des avantages en supprimant les inconvénients que nous avons signalés? Est-ce que l'industrie perdrait de sa valeur et de son importance alors qu'on ne pourrait devenir ouvrier qu'en prouvant qu'on sait travailler de son état? Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux à la rigueur blesser quelques vocations personnelles que de laisser à l'aventure et au hasard l'entrée d'une quantité d'apprentis dans une profession, sans mesure ni raison? Prenons un exemple: les parents choisissent généralement pour leurs enfants, non le métier qui leur convient le mieux, mais celui où ils présumement qu'on gagne plus d'argent. Si un métier a la réputation d'être lucratif, soyez sûr qu'avant cinq ou six ans, il sera encombré de telle sorte qu'il sera devenu le plus mauvais. Est-ce là de l'ordre, de l'organisation? Et qui déprécie à l'étranger la valeur de nos produits, sinon ces exploitations d'apprentis, ces ouvriers qu'on forme en quelques mois pour leur faire faire ce qu'on nomme de la *paco-tille*, dont on inonde les marchés étrangers, et particulièrement l'Amérique? Au temps des *jurandes*, tout ce qui venait de France était accepté sans contrôle: la marque suffisait; actuellement c'est tout l'opposé: les filouteries nombreuses qui se sont commises ont détruit notre vieille renommée de probité industrielle. Est-ce cela qu'on prend pour le résultat du stimulant de la concurrence?

Pourquoi, se demande-t-on, nos pères, en faisant la révolution, ont-ils détruit complètement l'ancienne organisation industrielle, et n'ont-ils intronisé que la doctrine désordonnée du *laisser-faire*? La réponse est bien simple: ce fut moins la classe ouvrière qui réclama la libre concurrence que la bourgeoisie. Celle-ci savait bien qu'elle s'enrichirait dans ce désordre industriel, et c'est elle qui a prêté les mains, en criant: *liberté, liberté*, à l'établissement de ce que nous voyons aujourd'hui. La république et l'empire ont ainsi vécu: les grandes guerres ont paralysé l'essor de l'industrie, mais après nos désastres et au milieu de la paix, le travail manufacturier étant devenu immense, c'est alors que le manque d'organisation s'est fait sentir: c'est alors que nous avons tous aperçu la chaîne de fer qui nous rive dans la législation impériale: c'est alors que nous nous sommes pris à regretter ce que les corporations avaient de bon, la liberté d'association, la réglementation du travail, et la hiérarchie même, que nous acceptons complètement, du moment où elle est accessible à tous.

Expliquons bien notre pensée, afin que nul ne puisse nous accuser d'inconséquence et d'opposition envers les révolutionnaires qui ont détruit les corporations. Nous avons exposé plusieurs fois dans l'*Atelier* nos plans d'organisation, nous avons dit comment nous pensions qu'on pouvait former des associations comprenant tous les ouvriers d'une profession; c'est déjà une tendance à la corporation, et elle se trouve en effet établie à la longue. Mais, dira-t-on, les corporations recommenceront leurs luttes; l'esprit de corps les dominera, et vous aurez ramené le passé et ses erreurs. Mais d'abord nous n'entendons pas que les associations jouiront, comme les corporations d'autrefois, de privilèges particuliers à chacune d'elles; elles seront régies par une loi commune. Les associations futures ne se feront pas plus la guerre entre elles que ne se la font les diverses armes de l'armée. L'unité n'est pas menacée parce que les travailleurs sont divisés par spécialité de métiers, mais elle serait menacée si les associations étaient fondées sur des principes contraires. Or, l'association que propose l'*Atelier* repose sur un principe unique, l'égalité dans la fraternité, et c'est par là que toutes les sociétés particulières sont solidaires, et se relient en une seule qui s'appelle la nation.

Tout à l'heure, nous avons parlé de la hiérarchie. Personne n'entendra que l'égalité veuille dire absence de pouvoir, et par conséquent de chefs à différents degrés. Nous avons, dans notre contrat, remplacé le maître ancien ou actuel par le gérant; le mot est plus convenable, mais la fonction directrice est la même, à l'exception

des avantages qui y sont attachés, et qui consistent en une rémunération arbitraire, confiée aux hasards et aux chances du commerce. Nous y avons joint la condition de l'élection par les intéressés; c'est la meilleure garantie de capacité et de moralité: nous avons, comme la révolution, supprimé toute condition pécuniaire, afin que cette fonction soit accessible à tous. Quant à la durée de l'apprentissage, nous pensons qu'elle doit être fixée par chaque profession, de manière à compléter autant que possible l'instruction professionnelle des apprentis. Nous croyons aussi que les associations devraient régler jusqu'à un certain point, conjointement avec le pouvoir, le nombre des apprentis à admettre dans chaque profession, de façon que chacun pût choisir l'état qui lui convient réellement, mais aussi que les ouvriers d'une profession ne fussent pas plus exposés que les autres à des invasions nombreuses d'apprentis arrivant au hasard dans celle-là plutôt que dans telle autre. Nous ne faisons que jeter ici une idée que nous développerons plus tard, quand la discussion y aura passé: c'est une affaire trop grave pour que nous adoptions un plan d'une façon absolue.

On nous objectera encore que nous monopolisons l'industrie, et que par conséquent nous lui ôtons tout stimulant; on dira que nous sommes des barbares, qui voulons ramener l'industrie française au niveau de l'industrie espagnole, et que notre pays deviendra sous un tel régime, la honte de l'Europe. On s'épargnera ces reproches, très-exagérés d'ailleurs, en lisant attentivement ce que nous avons écrit dans le n° 12 de l'*Atelier*, sous le titre *Association et concurrence*. On y verra que la concurrence du mieux-faire est encouragée entre les diverses associations, et même entre les associations partielles de la même profession (1), et que cette concurrence garantit complètement les droits du consommateur, sans nuire au producteur, auquel la possession des instruments du travail assure toujours un *minimum* suffisant pour son existence.

Nous croyons avoir suffisamment prouvé que la suppression des corporations, en détruisant des abus, avait laissé un vide qu'il était important de combler: nous avons expliqué ce que nous espérons en voir extraire, sous le régime des associations ouvrières; nous allons terminer par quelques mots sur ce qu'on pourrait faire immédiatement.

Comme nous l'avons dit plusieurs fois, le régime des associations ouvrières ne peut s'organiser qu'avec le temps et surtout à l'aide des réformes politiques; en attendant, la masse des ouvriers souffre, et sa situation appelle l'attention publique. Le pouvoir est toujours muet, mais on ne doit pas néanmoins cesser de lui indiquer les améliorations à tenter. Voici donc un ensemble de mesures transitoires qui nous semblent acceptables par les esprits même les plus inquiets: l'adoption de ces mesures pourrait tranquilliser les peureux jusqu'à un certain point. Nous les exposons sommairement cette fois, mais nous y reviendrons.

1° Étendre le compagnonnage à toutes les professions, c'est-à-dire réunir volontairement sous une règle morale tous les ouvriers de chaque profession; leur donner ainsi la force nécessaire pour résister aux réductions de salaire (il est bien entendu que les coalitions sont interdites) et pour se secourir dans les maladies, dans les chômages, dans la vieillesse;

2° Établir uniformément un tribunal de prud'hommes, dans chaque profession, moitié composé de maîtres et moitié d'ouvriers, présidé par un magistrat inamovible, qui puisse, par le seul fait de ses arrêts, arriver à la fixation d'un *minimum* de salaire suffisant pour assurer l'existence de l'ouvrier.

3° Autoriser l'épargne en commun, régulariser l'inaliénabilité du capital des associations ouvrières qui se fondent en ce moment dans la capitale; établir une banque de crédit pour ces associations.

Toutes ces mesures sont faciles; elles ne demandent qu'une volonté arrêtée d'améliorer la condition des ouvriers; à cet égard, nous laissons derrière nous une rude expérience, mais encore une fois, il est de notre devoir de réclamer jusqu'à ce que justice nous soit rendue.

(1) On comprend qu'une profession qui emploie par exemple 15 ou 20,000 ouvriers est par ce seul fait obligée de se diviser en associations partielles, mais solidaires autant que possible.

COURS DU CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIERS.

ÉCONOMIE INDUSTRIELLE. — M. Blanqui, professeur.

Nous sommes allés au cours que M. Blanqui fait au Conservatoire; nous espérions que ce professeur jetterait un nouveau jour sur le problème de l'organisation industrielle, dont la solution intéresse à un si haut point notre classe; mais nous avons été déçus dans notre attente. Cet économiste, qui se distingue par une grande érudition dans les faits de détail, ignore, ou du moins agit complètement comme s'il l'ignorait, le grand principe qui doit régénérer l'industrie. Est-ce un fait provenant de son ignorance ou bien un fait dépendant de sa position? C'est ce que nous ne saurions dire; toujours est-il qu'il a consacré de nombreuses soirées à dépeindre la misère des ouvriers et à en constater les causes, et que lorsqu'il a fallu en venir au remède, il a tourné la difficulté au lieu de la résoudre. Dans une de ses dernières séances, il a développé ce qu'il présentait comme un infaillible remède à tous les maux qui sont venus par la mauvaise direction qu'a prise l'industrie, mais on va voir qu'il laisse tout dans le même état, et qu'il n'a pas même avancé quelque chose que l'on puisse nommer un palliatif.

Il commence par poser cette question : — D'où vient que la misère des ouvriers grandit avec les développements que prend l'industrie? Il fait alors cette série de réponses : — C'est que la consommation des objets fabriqués n'égale pas la production de ces mêmes objets; — c'est qu'en Europe, et surtout en Angleterre, on a organisé l'industrie sur une trop vaste échelle, et que par suite il y a eu surabondance dans la production; — c'est que cette surabondance a engendré une concurrence de bon marché dont les ouvriers sont les premières victimes, car pour soutenir cette concurrence, les fabricants sont obligés de diminuer le salaire.

La question était donc bien établie; il s'agissait de la résoudre. Or, qu'a fait M. Blanqui? Loin de combattre le mal dans sa racine, il a exposé des idées qui, nous n'hésitons pas à le dire, ne serviraient qu'à l'étendre. Selon lui, il faudrait créer de nouveaux débouchés à l'industrie, et le moyen d'y parvenir serait de coloniser. Voici son système : déverser le trop-plein de nos villes manufacturières dans les colonies, et pousser cette population ouvrière à la production des choses qui font besoin à la métropole. De ceci, dit-il, découlerait un double résultat également avantageux pour cette dernière, en ce que 1^o elle serait débarrassée d'une population malheureuse et improductive, qui irait dans les colonies produire les choses de première nécessité, et 2^o que l'on aurait ainsi créé un débouché à l'excédant du produit de l'industrie, en mettant dans l'aisance toute une population qui était auparavant dans la misère, et qui devait se priver de tout ce qui ne lui était pas strictement nécessaire pour ne pas mourir de faim.

Évidemment ceci n'est pas un remède, et nous nous étonnons qu'un homme aussi distingué que M. Blanqui ait voulu nous le présenter comme tel. En effet, si le système actuellement suivi en industrie a produit des résultats désastreux dans la métropole, le même système appliqué dans les colonies ne produira-t-il pas des résultats exactement semblables? Cela est incontestable. Sans doute, dans les premiers temps, les colons, trouvant le champ libre, exerceraient leur action sans se nuire; mais lorsque la population se serait accrue, lorsque les hommes se serreraient et s'engageraient dans ces spéculations qui ont perdu l'industrie dans la métropole et mis sur le pavé une si grande quantité d'ouvriers, ne serait-on pas revenu au même état que celui dans lequel nous nous trouvons maintenant, et même n'aurait-on pas étendu davantage le mal qui nous ronge, et ne l'aurait-on pas rendu plus terrible encore par la concurrence que les colonies feraient à la métropole? M. Blanqui en conviendrait lui-même : il est fâcheux que son amour pour la vieille routine l'égare à ce point. Il nous faut donc chercher ailleurs un remède, puisque notre professeur d'économie industrielle ne peut ou ne veut pas nous le donner.

Cependant nous étions en droit d'attendre davantage de M. Blanqui, car c'est lui qui a écrit ces touchantes paroles : « Quand je parcours une ville manufacturière au lever du soleil, et que j'y vois accourir de tous les points de l'horizon des myriades de femmes et d'enfants, qui retournent le soir bien tard à leur gîte, je me sens une dette envers ces braves gens. L'amélioration de leur sort me semble le plus beau sujet d'étude pour un économiste et pour les

« chefs de l'industrie. » A-t-il tenu ce qu'il semblait promettre ici? Nous ne le croyons pas, et cela était impossible, car un homme qui regarde les autres avec méfiance ne songe jamais franchement à améliorer leur sort; il cherche plutôt à s'en délivrer; que l'on en juge par les paroles qui suivent : — Examinons, dit-il, la question, en philosophes, et contemplons de haut les résultats actuels produits par l'industrie. Que voit-on dans les rues de nos villes manufacturières? Des mendiants, des gens affamés qui vont presque nus, vivant avec quelques centimes au jour le jour, et n'ayant aucune sécurité pour eux et pour leur famille. Et que voit-on à côté de ces malheureux? Des magasins dans lesquels sont entassés des monceaux énormes d'étoffes de toutes les façons auxquelles on ne peut trouver de débouchés, et qui restent ainsi inutiles; une quantité colossale de produits manufacturés de toute espèce, dont la majorité de la population doit se priver à cause de sa pauvreté, et qui reste encore enfouie dans les magasins inutilement; et il en est ainsi des blés, des vins, etc. N'est-ce pas faire subir à ces hommes dénués de tout le supplice de Tantale? — Quand il dit cela, notre professeur, on pourrait croire qu'il va nous indiquer un remède, mais il n'en est rien, car il s'arrête tout court après cette longue tirade, et ne s'occupant pas des moyens que l'on pourrait employer pour faire participer aux choses produites cette masse d'hommes, il ne s'inquiète que d'une seule chose, c'est du danger qu'il y a de laisser des hommes nus et sans pain à côté des magasins de vêtements et de vivres. — Il y aurait prudence, dit-il, à délivrer la métropole de ce trop-plein d'hommes inactifs, car ils sont nécessairement dangereux pour le maintien de l'ordre. — En cela, M. Blanqui a rempli son devoir envers le gouvernement. Si M. Blanqui avait poursuivi les projets qui lui avaient été dictés d'abord par un bon mouvement de son cœur, n'aurait-il donc trouvé pour tout remède, et en s'aidant de toute sa science, que l'exportation des malheureux? Cela est impossible. S'il avait sincèrement persévéré dans ses bonnes intentions, loin de laisser l'ouvrier dans l'état où il se trouve, il aurait certainement cherché à le tirer de la position inférieure qu'il occupe dans l'industrie, en le mettant sur le pied d'égalité avec le maître.

Combien un homme si instruit et qui sent si bien la misère des ouvriers serait utile s'il voulait embrasser franchement la cause populaire, et se débarrasser des principes étroits où son intelligence est enserrée et où l'on sent qu'il se débat avec peine; son nom ne serait-il pas plus grand s'il ne se faisait pas ainsi le serviteur des hommes d'exploitation, s'il ne préconisait pas un système dont nous sentons de plus en plus l'injustice, et qui fait peser sur nos épaules un fardeau insupportable. Nous sommes certains que tôt ou tard les hommes honnêtes et qui ont en eux de véritables sentiments de fraternité, abandonneront le système immoral dans lequel on persiste à rester, et qu'ils travailleront comme nous à réaliser un système industriel où personne ne spéculera plus sur le travail de son voisin, et ne cherchera plus à le réduire à la misère; mais pourquoi faut-il que des hommes qui ont un certain mérite continuent à marcher dans cette voie dangereuse, et ferment les yeux à la lumière qui brille devant eux? Ne se sentent-ils donc pas le courage d'entreprendre la réforme? Qu'ils se taisent donc, et qu'ils ne se fassent pas les soutiens de l'erreur.

Il y a long-temps que nous l'avons dit, l'association est le seul remède qu'on puisse raisonnablement employer pour régulariser l'industrie, et assurer aux travailleurs un peu de sécurité dans leur vieillesse; c'est par l'association seulement qu'on pourra concilier ces deux intérêts opposés qu'il est important de fondre ensemble, celui du maître et celui de l'ouvrier. En face de tous les maux qui menacent de fondre sur nous dans un temps plus ou moins éloigné, n'y aurait-il pas plutôt prudence à ouvrir les voies à l'association des travailleurs, et à protéger et régulariser les tentatives qui sont faites par eux dans ce sens? Cela ne serait-il pas plus efficace que de constater sans cesse le malaise des ouvriers, que nous connaissons mieux que tous les professeurs d'économie, et que de nous bercer par des projets de réformes illusoires?

Si M. Blanqui avait lu et médité un livre sur la colonisation de l'Algérie, par M. l'abbé Landmann, nous ne doutons pas que cet important ouvrage n'eût produit sur son esprit une impression salutaire, et ne lui eût inspiré d'autres idées plus en rapport avec les sentiments qu'il prétend avoir pour la classe laborieuse. Ce projet de colonisation ne demande pas plus de dépenses pour son exécution

que n'en exigerait l'exportation des ouvriers demandée par M. Blanqui, et il offre toutes les conditions nécessaires pour faire disparaître les maux dont nous souffrons, et en prévenir à tout jamais le retour. — Détruire l'exploitation de l'homme par l'homme, voilà son but; et l'association fraternelle des travailleurs, dans laquelle personne ne peut exploiter en particulier, mais où l'on exploite en commun, voilà son moyen. — Ceci étant réalisé, il ne serait plus question d'excédant dans la production ou dans la consommation, car tout serait entre les mains de tous, et chacun aurait selon ce qu'il aurait produit; et s'il n'y aurait plus de fortune possible pour les paresseux, au moins n'y aurait-il plus de malheureux ouvriers ne pouvant vivre du fruit de leur travail. Il n'entre pas dans le plan de cet article d'exposer ce système, dont nous avons déjà rendu compte à nos lecteurs; on pourra en prendre connaissance dans les numéros de ce journal (juillet et août derniers).

M. Blanqui a dit encore que l'on pourrait amoindrir les charges que l'ouvrier supporte, en réduisant les contributions indirectes. A cela nous n'avons qu'un mot à répondre. L'État a besoin d'argent; or, si l'on supprimait les impôts sur les denrées, le gouvernement les reporterait sur les immeubles, en sorte qu'au lieu de payer les contributions sur la nourriture, le travailleur les payerait sur le logement. Ce sont de vaines paroles au moyen desquelles on espère nous détourner de la voie des véritables réformes.

En terminant une de ses leçons, M. Blanqui a adressé à nos voisins d'outre-Manche des louanges qui nous ont paru pour le moins bien déplacées; il aurait mieux fait, ce nous semble, d'entrer dans quelques considérations morales, qu'il a oublié complètement. — Malgré la dangereuse concurrence que suscite l'Angleterre, dit-il, elle ne peut faire un pas sans être utile à tout le monde; elle fouille tous les rivages, met en relation tous les peuples, et leur porte les lumières de son industrie et de sa civilisation. — Cela est faux! Quand nous n'aurions que l'exemple déplorable de l'exploitation indigne à laquelle les Anglais ont soumis l'Amérique, la Chine et bien d'autres pays dont ils furent ou sont encore les fléaux, cela ne serait-il pas suffisant pour les faire condamner? Non, non, l'Angleterre n'a pas une influence civilisatrice sur les peuples dont elle approche, elle ne poursuit dans tous ses actes qu'un but, un seul, c'est celui d'accroître ses richesses et d'étendre sa puissance matérielle, et pour cela, elle ne recule devant aucun moyen, même le plus odieux! Que l'on cesse donc de nous vanter l'Angleterre, ce modèle de déloyauté, car elle ne porte avec elle que l'exploitation et la mort.

Souscription ouverte pour faire honneur à la signature d'ADOLPHE BOYER.

La souscription a produit 365 fr. 35 c. Pour remplir le vœu des souscripteurs, cette somme a été employée en partie : 1° au paiement d'un billet de 275 fr., à échéance de fin février, souscrit par Boyer à M. Lévy, imprimeur, pour solde d'une partie de l'impression de son livre; 2° au paiement d'une somme de 48 fr. dûs par Boyer à M. Mathieu, pour le brochage de 1,200 exemplaires de l'*Etat des ouvriers*. En déduisant de la somme totale ces paiements et les frais d'impression et de distribution d'une circulaire envoyée dans les ateliers d'imprimerie, montant à 10 fr. 33 c., il reste à employer une somme de 32 fr., que l'*Atelier* tient à la disposition des personnes qui seraient encore créancières de Boyer pour l'impression et la publication de son livre.

Si cette somme n'est pas réclamée dans le délai d'un mois, elle sera envoyée au *Siècle*, ainsi que la souscription des ouvriers italiens réfugiés, qui doit nous être transmise bientôt.

RÉDACTION DU JOURNAL.

MM. Anthime Corbon, menuisier; Lambert, cordonnier; Lambert, teneur de livres; André Martin, charpentier; Devaux, imprimeur; Petit-Gérard, dessinateur; Delorme, tailleur; Quénot, chapelier; Gaillard, fondeur; Danguy et Pascal, imprimeurs; Fortin, toiseur; Gilland, serrurier, et Legrand, imprimeur.

Nous avons reçu, pour les familles des ouvriers détenus, 23 francs 95 centimes, qui ont été envoyés au *Journal du Peuple*.

FAITS DIVERS.

Nous nous occupons ordinairement fort peu des débats législatifs de la Chambre des députés, à moins qu'une question grave ne s'y agite, ou bien encore qu'il s'agisse de donner notre avis sur une question qui nous intéresse industriellement et politiquement. Or, nous avons à signaler de nouveau avec quel oubli de toute équité on traite la classe ouvrière dans les rares occasions où il est question d'elle. Une refonte de quelques articles du Code d'Instruction criminelle était devenue nécessaire : la brutalité et l'arbitraire des arrestations; la durée injuste des emprisonnements préventifs étaient des abus qu'il fallait faire disparaître. On vient de les amoindrir, et c'est encore une rareté dont il faut savoir gré à la chambre; les juges d'instruction pourront désormais ne décerner que des mandats de comparution, et ils pourront facilement accorder la liberté provisoire sous caution, excepté pour une série de délits parmi lesquels se trouve, entre l'escroquerie et la détention d'armes et de munition de guerres, les *coalitions d'ouvriers*. C'est assez indiquer que les ouvriers arrêtés préventivement, sous prétexte de coalition, sur la plainte d'un maître, ne verront pas un seul changement apporté à leur situation. Cette rigueur est significative : et à ce propos, nous devons des remerciements à M. Odilon Barrot qui a demandé quelle différence on entendait faire entre les coalitions de maîtres et celles d'ouvriers, et pourquoi ces derniers, contre lesquels l'emprisonnement préventif est une mesure des plus rigoureuses, y seraient astreints, tandis que les maîtres ne seraient pas atteints par cette disposition? M. Odilon Barrot parlait à des hommes trop intéressés dans la question, et l'article de la loi a été voté sans qu'on lui ait fait la moindre réponse à cet égard. C'est ainsi que chaque jour apporte aux ouvriers des motifs de plus pour demander une réforme électorale.

— Une pétition des portefaix de Tournus (Saône-et-Loire) a été adressée à la Chambre des députés dans le but d'obtenir de l'autorité locale qu'elle refuse l'autorisation de travailler dans cette ville aux portefaix qui n'y seraient pas domiciliés. C'est une cause à peu près semblable qui a amené l'année dernière une collision à Mâcon. La Chambre a passé à l'ordre du jour après quelques observations. Nous croyons qu'avec le principe de la liberté du travail, et contrairement à l'opinion de M. Chapuis-Montlaville, qui disait que l'autorité municipale avait entre les mains des pouvoirs suffisants pour régler cette concurrence entre ouvriers, nous croyons, disons-nous, qu'il était impossible à la Chambre d'agir autrement qu'elle ne l'a fait. Néanmoins, il est bon que des pétitions de ce genre se présentent aussi fréquemment que possible, car l'attention doit être attirée sur ces questions, dont la solution est de la dernière importance pour l'existence des ouvriers.

— Nous avons laissé passer mille fois sans nous plaindre, la manière grotesque et souvent ignoble dont les journaux judiciaires, et notamment la *Gazette des tribunaux*, présentent les causes relatives aux ouvriers, bien que notre cœur ait été maintes fois cruellement blessé de l'inhumanité des avocats rédacteurs qui avaient le triste courage de tourner en ridicule des malheurs et des misères souvent si respectables; mais aujourd'hui, nous croyons devoir protester contre une partie de la plaidoirie de M^e Berchaire, avocat de M. Granier (de Cassagnac), accusé de coups et blessures dans un duel contre M. Lacrosse, député, dans laquelle cet avocat repousse avec énergie tout parallèle entre son client et un maçon, disant que son Client était un homme de bonne compagnie, que sa querelle n'était pas une querelle de cabaret, etc., etc. Nous répondrons à cet avocat que sa protestation était inutile pour nous prouver qu'il n'y a rien de commun entre M. Granier (de Cassagnac), remplissant chaque jour les colonnes du *Globe* d'injures contre les hommes les plus honorables, dont la plume est acquise aux colons propriétaires d'esclaves, détracteur intéressé de la race noire, et un ouvrier honnête et laborieux, gagnant péniblement son salaire. Nous le savions d'ailleurs, car les maçons auxquels fait allusion M. Berchaire, avaient fait plusieurs jours de prison préventive avant de venir s'asseoir sur les bancs de la police correctionnelle, pour une cause exactement semblable à celle de M. Granier (de Cassagnac). La Charte dit cependant : « Tous les Français sont égaux devant la loi. » Nous ne nous étendrons pas davantage sur ce simple fait, qui sera, sans nul doute, apprécié de nos lecteurs.

— Une coalition, semblable à celle qui éclata en septembre 1840, à Paris, vient d'avoir lieu à Madrid. Elle a eu pour cause la rapacité d'un député espagnol, propriétaire de biens nationaux, qui, contrairement à sa promesse, a refusé d'accorder aux ouvriers maçons qu'il employait une légère augmentation de salaire. Elle s'est terminée, comme chez nous, par un grand déploiement de forces. Espérons que cet enseignement ne sera pas plus perdu pour les ouvriers espagnols qu'il ne l'a été pour nous.

Pour paraître le 20 Mai.

Examen critique du Communisme.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 27. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 25 au 30. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Le journal se vend

chez ROUANET, rue Verdelet; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve; LAVIGNE, passage de l'Ancre; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon; on s'abonne chez GÉRUZAT, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

De la propriété. — *Fédéralisme et Unité.* — Événement du chemin de fer. — Est-il bon que les ouvriers travaillent le dimanche? — Des caisses d'épargne. — *Esquisses.* Situation des ouvriers en soie, à Lyon. — Les chartistes anglais. — Faits divers. — *Variétés.* Poésies d'un ouvrier maçon.

DE LA PROPRIÉTÉ.

Nous ne nous enfonçons pas dans des raisonnements à perte de vue pour établir notre opinion sur la propriété. Dieu merci ! nous avons su nous garder de tomber dans les exagérations de ces partis extrêmes qui nient ou affirment la propriété d'une manière absolue. Nous ne sommes pas plus avec ceux qui veulent faire table rase des institutions et coutumes sociales qu'avec ceux qui veulent conserver le fait actuel, quand même.

Ainsi donc, nous ne croyons pas qu'on puisse dire raisonnablement que tout est à tous, et que tous ont un droit égal aux choses de la terre, pas plus qu'on ne peut dire qu'il est juste que les biens de la terre soient le propre de quelques-uns, au détriment du grand nombre.

Raisonner au point de vue du droit de nature au milieu d'une société aussi avancée que la nôtre, c'est commettre une absurdité au premier chef. Cela serait à peine permis au milieu des peuplades errantes de l'Océanie, car là même il y a aussi une hiérarchie et des droits consacrés qui ne sont pas le moins du monde d'origine naturelle, à prendre ce mot dans le sens qu'on lui donne habituellement. D'un autre côté, ce serait plus qu'une absurdité que de se placer au point de vue du fait présent, et de le défendre comme une chose sacrée. Les choses ne sont pas sacrées parce qu'il convient à l'intérêt de quelques individus de les déclarer telles; elles n'ont ce caractère qu'autant que la morale les sanctionne expressément. Or, nous verrons plus loin si la morale sanctionne l'état actuel des choses.

Aux uns donc nous devons dire : En niant absolument la propriété personnelle, et en demandant la communauté des biens, vous n'obtiendrez d'autre résultat que de soulever contre vous l'opinion publique, profondément et justement hostile à votre utopie; vous élevez vous-mêmes un obstacle aux réformes dont vous avez autant besoin que nous; car les riches qui ont la puissance, et dont vous menacez la quiétude, sont, à cause de vos idées, moins que jamais disposés à écouter les plaintes du peuple.

Aux autres nous dirons : Quand, en présence des misères nombreuses qui désolent la société, vous prétendez qu'il n'y a rien à faire, que la richesse d'un côté et la pauvreté de l'autre sont des choses nécessaires, fatales; quand, fermant les oreilles aux plaintes des classes ouvrières, vous dites que c'est un crime de songer même à modifier la propriété, alors qu'il est évident qu'elle est abusive en une foule de cas; quand, enfin, n'écoulant que votre égoïsme, et sous prétexte de résister aux niveleurs,

vous tombez dans un excès contraire, dans une exagération inqualifiable, vous ne servez, en définitive, que les intérêts les plus opposés aux vôtres, en prouvant par l'absurde le vice de votre système, et en excitant contre vous l'immense classe des délaissés.

L'exagération des niveleurs est née sans aucun doute de l'exagération des possesseurs : si ceux-ci n'avaient pas voulu faire de la propriété le signe de la capacité et le moyen du droit sans devoir, ceux-là n'auraient jamais pensé à demander restitution des biens individuels, qu'ils considèrent comme volés.

Pour nous, la propriété n'est chose volée ni sacrée, mais tout simplement chose conditionnelle. Si l'on pouvait faire abstraction de la société, et instituer seulement au point de vue de l'individu, on pourrait établir en principe que le fruit du travail appartient d'une manière absolue au travailleur. Mais c'est perdre le temps à raisonner sur des faits qui n'ont jamais existé et n'existeront jamais : nous sommes en société, et il faut que tout le monde vive, à condition de produire ou de servir d'une manière ou d'une autre. Il faut que le producteur nourrisse non-seulement le magistrat, l'éducateur, le soldat, mais encore l'enfant, le vieillard et l'infirme; c'est-à-dire que tout producteur doit nécessairement faire l'abandon d'une partie de la valeur de son produit pour subvenir aux besoins généraux de la société dont il est membre. Le fruit du travail n'est donc pas la propriété absolue du travailleur. A plus forte raison, ce fruit du travail ne saurait être (moralement parlant) propriété absolue de l'oisif.

Sans doute, au point de vue de la stricte justice, les droits à la propriété devraient être uniquement en raison du service personnel rendu à la société; mais nous n'en sommes pas là. Nous vivons sous l'empire d'un fait presque entièrement contraire à ce principe; fait immense, qu'il y aurait folie à vouloir détruire d'un coup, et cependant qu'on ne peut conserver sans danger et même sans crime. Aussi, acceptant le fait pour aujourd'hui, nous en préparons la réforme pour demain. Nous ne demandons pas mieux que de voir le propre de chacun garanti par la loi; mais nous n'admettons pas que la loi ne puisse y toucher : elle y touche bien quelquefois ! Le droit de propriété est complètement relatif aux nécessités des temps : rien ne serait si facile que d'en démontrer les variations et les transformations; mais nous avons dit que nous ne nous perdriions point en raisonnements inutiles : restons donc sur le terrain de l'application immédiate.

Si, humainement parlant, on pouvait dire avec une apparence de raison que quelque chose est sacré, ce serait certes l'existence des hommes. Or, la société, qui non-seulement a le pouvoir d'ôter l'existence aux criminels, mais encore celui d'imposer le sacrifice de la vie à ses membres les plus purs, n'aurait pas le droit de réglementer les moyens de l'existence matérielle, et de veiller à la meilleure production et distribution des produits ? Quoi ! s'il était vrai qu'il y eût dans la société une classe qui possédât tout et une autre classe qui ne possédât rien, et

qui fût soumise au joug de la première, cela serait juste ! Quoi ! s'il était vrai que la classe des riches fût sans charité, tout occupée de ses jouissances, et qu'elle usât des pauvres comme on userait d'êtres inférieurs ; qu'elle leur fit produire toutes choses à son profit, en ne leur laissant qu'une part insuffisante des produits, et qu'elle tendît à les maintenir à tout jamais dans cet état de misère et d'impuissance, il faudrait respecter ce privilège des riches ? Quoi ! si une intolérable condition avait fait fermenter parmi la classe immense des pauvres des pensées de révolte, si les excitations et les mauvais traitements la poussaient irrésistiblement à ce moyen désespéré, il ne serait pas permis de conjurer l'orage qui menace la société tout entière, en cherchant, pour l'avenir au moins, un moyen d'empêcher la transmission d'un droit immoral et dangereux ?

Mais telle est la dureté et l'aveuglement de la plupart de ceux qui possèdent, qu'ils ne peuvent être touchés de la pénurie de la masse du peuple ni entrevoir les douleurs qu'ils préparent à leurs descendants.

Quand nous disons qu'il faut empêcher la transmission d'un droit que nous appelons immoral et dangereux, cela ne s'applique pas à toute espèce de propriété, et nous n'entendons pas non plus nier le principe d'hérédité.

Expliquons notre pensée.

Nous voudrions qu'on réformât la propriété sans porter atteinte d'une manière grave aux droits acquis. Mais quels moyens employer pour étendre la propriété aux travailleurs, sans l'enlever aux possesseurs actuels ? Le problème n'est pas insoluble. Pour notre compte, nous connaissons quelques moyens dont nous avons déjà parlé ailleurs, et que nous allons exposer ici de nouveau. La première chose à faire est de grossir le trésor de l'Etat aux dépens de l'orgueil et aux dépens des biens non acquis par le travail ; ainsi donc on pourrait imposer le luxe et prélever davantage sur l'héritage. En second lieu, la réduction progressive de l'intérêt de l'argent serait un excellent moyen d'arrêter l'exploitation du salarié par le capitaliste ; en troisième lieu, il y aurait à utiliser les ressources du trésor et la bonne volonté des travailleurs par l'établissement successif d'associations ouvrières dans l'industrie et l'agriculture.

Sans doute ces moyens, et d'autres que nous dirons plus loin, ne conviendront ni aux fastueux, ni aux héritiers, ni aux rentiers surtout ; mais, après tout, vaut-il mieux perpétuer la misère des travailleurs qui nourrissent les rentiers, les héritiers, les fastueux et les oisifs de toute espèce, que de prélever un peu du superflu de ceux-ci pour assurer la suffisante vie de ceux-là ? Il est impossible d'ailleurs de proposer des moyens plus modérés ; et peu importe les criailleries des égoïstes !

De tous ces moyens, la réduction de l'intérêt de l'argent nous paraît le principal, car la rente est réellement le fléau de la plèbe moderne, comme elle fut le fléau de la plèbe romaine. Les patriciens romains étaient tous usuriers ; ils prêtaient au peuple, et le maintenaient par ce moyen dans la dépendance, et même le soumettaient à l'esclavage ; car la loi permettait au prêteur de prendre pour son esclave tout débiteur qui ne pouvait payer au temps fixé. Aujourd'hui la rente est encore le plus grand moyen d'oppression et la source des misères du peuple. Car, qu'est-ce, en réalité, qu'un rentier ? C'est une personne complètement inactive, c'est un être parasite, qui a en propre un certain capital qui pourrait être dépensé en douze, quinze ou vingt années, s'il était gardé en poche ; mais le rentier le place chez un banquier, le banquier le prête à l'Etat ou aux commerçants ; puis l'Etat lève un impôt sur la nation pour payer l'intérêt de l'argent qu'on lui prête ; ou bien c'est le commerçant qui prélève sur le travail l'intérêt dû au banquier, afin que celui-ci puisse payer la rente du capital à lui confié ; et alors la source devient intarissable : le rentier peut recevoir trois, quatre ou cinq fois en sa vie la valeur de son capital, et le léguer encore intact à ses enfants, et ainsi de suite. Nous disons *intact*, car la rente n'est soumise à aucune espèce d'impôt, ni à aucun droit de transmission. Le fils du pauvre paye un droit pour hériter du misérable lit de son père, mais le fils du rentier ne doit rien, n'est soumis à obligation d'aucune sorte.

Or, c'est effrayant de penser au nombre de ces sangsues du travail qu'on appelle rentiers ; on peut dire, sans exagérer, qu'un ouvrier passe moyennement trois heures par jour à travailler au

bénéfice de cette espèce oisive ; car ce n'est pas trop de dire qu'un quart de la production passe aux rentiers. Ceux-ci ne forment pas, il est vrai, le quart de la population, mais ils consomment au moins autant.

Mais comment, dira-t-on, arriver à l'abaissement de l'intérêt de l'argent ? Le gouvernement n'a-t-il pas de temps à autre besoin d'emprunter, et pour cela ne faut-il pas qu'il assure un bénéfice aux prêteurs ? peut-il en offrir un moindre que les banquiers ? Il faudrait donc que gouvernants, banquiers et commerçants s'entendissent pour faire tomber l'intérêt.

La chose nous paraît moins difficile, et nous croyons que le gouvernement tout seul peut y parvenir ; les banquiers et commerçants l'imiteront bientôt ; l'intérêt particulier leur en fera un devoir. Le gouvernement dispose de ressources immenses, qu'il peut rendre productives, d'improductives qu'elles sont actuellement ; l'impôt lui-même, entre les mains des receveurs, peut recevoir une grande quantité d'applications qui seraient utiles à beaucoup de monde et fructueuses même pour l'Etat ; le monopole des assurances qui prennent un si grand développement, et qui en prendraient beaucoup plus s'il en avait la direction, fourniraient annuellement des sommes très-considérables (1). Tout cela réuni aux moyens dont nous avons parlé plus haut (création d'impôts sur le luxe et augmentation de l'impôt sur l'héritage), donnerait au gouvernement une puissance immense pour créer des améliorations populaires.

Mais le plus sûr moyen de tuer l'usure est d'établir un vaste système de crédit. Pour cela il faut fonder des caisses publiques dans un grand nombre de localités, lesquelles seraient accessibles, sauf garantie morale, aux simples artisans aussi bien qu'aux gros entrepreneurs. Et en même temps qu'il établirait ces caisses, le gouvernement devrait intervenir plus directement dans l'œuvre industrielle, la limiter jusqu'à un certain point, établir une pénalité très-sévère en matière de faillites, protéger l'agriculture, etc. Ces mesures sont absolument nécessaires à la prospérité publique ; car plus l'industrie et le commerce seront surveillés et retenus dans de justes bornes, plus il y aura de crédit ; plus il y aura de crédit, plus l'intérêt de l'argent baissera, et par suite la rente et le nombre des rentiers.

Il y eut, au moyen-âge, des lois canoniques, rigoureusement appliquées, qui défendaient l'usure sous des peines très-sévères : il faudrait pour bien faire que ces excellentes lois fussent remises en vigueur dans notre société moderne. Toujours est-il qu'on peut y arriver progressivement, par une suite de mesures dans le genre de celles que nous avons indiquées, et en fixant légalement de temps à autre la diminution du maximum d'intérêt.

En cela donc nous n'attaquons nullement la propriété ; la propriété réelle du rentier, c'est son capital, nous n'y touchons pas ; mais le revenu est une propriété fictive, disons-plus, une propriété immorale, qui donne à certains individus le moyen de vivre des sueurs du pauvre ; c'est à celle-là seulement que nous voulons attenter, et encore n'est-ce pas au préjudice des rentiers d'aujourd'hui.

L'autre moyen d'étendre la propriété à tous les travailleurs par l'association n'est pas plus difficile. Autrefois, toutes les communes avaient des terrains communs à tous leurs habitants ; pourquoi les ouvriers n'auraient-ils pas de même dans l'avenir des instruments de travail communs ? Car enfin, si l'on veut sérieusement que la classe ouvrière soit affranchie du joug de l'exploitation, quel autre moyen peut être plus efficace que celui que nous proposons depuis si long-temps ? On sait bien que tout le monde ne peut pas être maître, faudra-t-il donc, à cause de cela, que le monde travailleur soit toujours partagé en exploitants et en exploités ? Ne serait-il pas bien plus moral, plus chrétien, plus politique même, que la voie de l'association fût ouverte à tous, et que tous pussent y entrer sans y apporter, bien entendu, autre chose que leur bonne volonté et savoir. C'est donc surtout ici que les banques de crédit trouveraient une grande et belle application !

Ainsi, l'un des remèdes au mal actuel des classes ouvrières, c'est le régime des associations substitué au régime des maîtrises pures et simples. Mais ces associations ne pourraient être fruc-

(1) Nous exposerons un jour d'une manière plus détaillée ces divers moyens d'accroître le revenu public, et un mode particulier de réduction de la rente due par l'Etat.

tueuses qu'autant qu'elles seraient protégées, surveillées même par les agents du gouvernement, et qu'elles ne pourraient être dissoutes par le fait de la volonté des associés ; en un mot, elles devraient être fondées à perpétuité.

Encore une fois, les ouvriers ne peuvent pas vivre de leurs ressources isolées ; il faut qu'ils associent leurs efforts ; ils auraient donc, si on réalisait les associations, deux sortes de propriétés, l'une qui se composerait, pour chaque association, des instruments de travail, et serait propriété conditionnelle : c'est-à-dire qu'ils en auraient l'usage plein et entier, mais qu'après eux elle retournerait à un autre associé ; — l'autre sorte de propriété serait le salaire de chaque jour et la part des bénéfices annuels à partager ; celle-là serait absolument aux associés, qui en disposeraient à leur guise.

Ainsi, création d'impôts sur le luxe, augmentation d'impôt sur la transmission par héritage, puis anéantissement graduel de la rente par l'établissement d'un large système de crédit public fondé en même temps sur la bonne foi et la pénalité, système qui aurait pour conséquence de forcer les descendants des rentiers, dans un temps plus ou moins éloigné, à travailler pour vivre ; — d'un autre côté, établissement de propriétés à la fois communes et individuelles par associations commerciales, industrielles et agricoles pour les salariés actuels ; telles sont les mesures que nous croyons les plus propres à améliorer la condition des classes ouvrières et à garantir la sécurité de tous et la prospérité nationale.

FÉDÉRALISME ET UNITÉ.

Il nous est arrivé souvent de parler de *fédéralisme* et d'*unité* sans avoir été compris ; nous n'en accusons que notre défaut de clarté. Nous allons essayer de définir ces deux mots, que l'insuffisance des dictionnaires autant que la confusion des doctrines rendent assez difficiles à comprendre.

Fédéralisme et *unité* sont deux termes qui expriment, le premier, une alliance imparfaite, temporaire, intéressée ; le second, une alliance parfaite, perpétuelle, dont le dévouement est le lien, et qui a pour base un grand principe social.

Ainsi, pendant la Révolution, il y eut des corps de patriotes qui prirent le nom de *fédérés*, et quoiqu'ils se fussent rassemblés par dévouement, le nom qu'ils avaient choisi confirme plutôt qu'il ne détruit notre définition, car leur union était temporaire.

Le mot *fédération* est compris en général comme terme entre la *division* et l'*unité*, qui sont les deux extrêmes. Ainsi, entre la France et les autres nations d'Europe, il n'y a guère que des rapports hostiles ; il y a division. Ceux donc qui voudraient établir entre notre nation et les nations voisines une vaste fédération, ceux-là font preuve d'un bon sentiment, parce que c'est déjà beaucoup que de passer de la séparation à une alliance, même imparfaite, comme celle des États-Unis du Nord de l'Amérique, par exemple. Mais ceux qui, d'un terme supérieur, veulent descendre à un terme inférieur, c'est-à-dire ceux qui, en France, où l'unité existe en principe et en fait politique et administratif, voudraient redescendre au fédéralisme, ceux-là commettraient un crime impardonnable, car ils feraient rétrograder la société d'un pas immense.

Il doit donc demeurer bien entendu qu'on fait un progrès quand de la *division* on passe à la *fédération*, et un autre progrès quand de la *fédération* on passe à l'*unité*.

Mais après avoir défini, il nous reste à nous défendre. Les communistes nous accusent de *fédéralisme*, ou du moins de vouloir fédéraliser le travail. Cette accusation, disons-le de suite, est un pur abus de mots. Nous aurions beau jeu si nous voulions leur renvoyer la pareille. A moins que tout le monde ne fasse le même geste et dans le même temps, ces messieurs crieront au fédéralisme. Qu'ils sachent donc que l'unité sociale est autre chose que l'unité automatique, et qu'elle ne détruit ni la liberté ni la diversité. Sans doute, au point de vue matériel, l'unité n'existe qu'à la condition de l'égalité absolue de travail et de rétribution *en nature ou monnaie*, n'importe ! Mais au point de vue spirituel, il suffit que le but social soit présent à la pensée de tous, et que tous veuillent en approcher pour que l'unité soit réelle. Le mot *fédération*, à proprement parler, n'est pas applicable à la question de l'organisation du travail ; mais, en supposant qu'il soit applicable aux associations que nous propo-

sons, le reproche des communistes ne peut nullement nous blesser, par la raison que nous avons dite plus haut, que c'est un progrès de passer de la division à la fédération ; s'il est possible après de passer en troisième terme, cela sera plus facile, ce nous semble, que de rester au premier. Mais les communistes veulent tout ou rien. Toutefois, nous déclarons que, pourvu que les associations diverses soient régies par une loi unique, pourvu qu'elles prospèrent, absorbent un jour tous les travailleurs, payent l'impôt, et fournissent de bons soldats à la France, on pourra se tenir pour satisfait de ce résultat ; car, encore une fois, il est ridicule de vouloir plus que l'unité de but social et d'administration politique.

Événement du chemin de fer.

Le terrible événement du 8 mai a répandu l'inquiétude et la douleur dans tout Paris ; chacun se demande avec effroi si la science est impuissante à prévenir de pareils désastres, ou bien si la faute est tout entière du fait de l'administration du chemin de fer de la rive gauche. Si de semblables malheurs pouvaient se renouveler, ce serait à renoncer à l'emploi des chemins de fer ; si au contraire, ce qui nous paraît plus probable, des catastrophes aussi terribles ont pour cause unique la cupidité des compagnies industrielles, il y a là un terrible enseignement pour notre gouvernement, qui, par faiblesse et par incurie, est toujours hors d'état de faire le bien et incapable d'empêcher le mal.

L'État abandonnant aux compagnies l'exploitation des chemins de fer les laisse par conséquent libres de retirer de cette spéculation le plus possible. Les malheurs amenés par imprudence peuvent toujours être regardés comme de légères contraventions aux lois de police, et l'on peut bien risquer une amende de quelques francs quand on a la presque certitude d'un bénéfice de plusieurs millions de francs. Il est vrai que les chances de gain augmentent les chances de danger pour les voyageurs. Qu'importe, les compagnies sont formées, non pour atteindre un but moral, mais pour exploiter les chemins de fer.

Sur les lignes qui appartiennent maintenant à l'industrie privée, comme sur celles qui lui seront encore à tort dévolues, il y a beaucoup plus de risque pour les voyageurs, que sur celles que l'État construirait et utiliserait lui-même. L'intérêt des compagnies est de construire leurs routes au meilleur marché possible, d'employer pour les rails des fers d'un prix peu élevé, etc. ; leurs moyens d'exploitation sont également de médiocre qualité ; les locomotives les moins chères sont toujours les meilleures ; les wagons les plus rapides et les plus légers sont préférés : il est vrai que les locomotives et les wagons font un service moins long ; mais nous savons que, commercialement parlant, il vaut mieux renouveler de temps en temps, au moins de frais possible, son matériel, que d'y consacrer tout d'abord une somme élevée afin de l'avoir excellent.

Puisque nous sommes sur ce sujet, sans vouloir, pour le moment, faire la critique de la loi des tronçons et des moyens absurdes préparés pour la création d'un grand réseau de chemins de fer, nous devons établir que, seul, le gouvernement peut créer de véritables chemins de fer, que seul il doit en conserver la propriété et l'usage. Les chemins de fer à établir doivent l'être en vue de l'utilité générale du pays ; le gouvernement seul peut connaître cette utilité, et, comme c'est son devoir, faire tout pour l'atteindre. Il s'agissait de connaître d'abord le chemin le plus utile au commerce intérieur, à celui de transit, à notre défense militaire et à notre influence sur l'Europe. Cette étude une fois remplie, le pouvoir devait immédiatement commencer ce chemin, y consacrer toutes ses ressources, le faire lui-même exécuter sous la direction du génie et des ponts et chaussées, tant par l'armée que par des ouvriers ordinaires. Ce chemin terminé, l'État en eût confié la mise en activité à une administration du genre de celle des Postes, chargée du service de l'État et de celui des citoyens. Cela fait, on eût établi un deuxième chemin, puis un troisième ; enfin, le système complet, toujours sur un plan uniforme, et avec une unité telle, que rails, wagons, locomotives, etc., pussent rendre partout le même service. Ce système aurait non-seulement été une grande source d'économie ; mais il eût permis, en cas de guerre par exemple, de mettre à la disposition du pouvoir tous les moyens de transport, et cela, sans aucune dépense spéciale, sans aucun soin préparatoire. Au lieu de ces résultats, nous aurons une bigarrure de chemins de fer de toute largeur, des locomotives et des

wagons ne pouvant servir que sur leurs lignes propres; il en résulterait l'impossibilité de transporter à la fois sur un point du territoire toutes les forces du pays. Voilà ce qui nous attend, si la loi actuelle s'exécute, car beaucoup de gens ne croient pas à son succès. Dans la création des chemins de fer, il y a encore, nous le ferons voir dans un prochain article, moyen pour le gouvernement d'intervenir facilement et utilement dans l'organisation du travail.

Est-il bon que les ouvriers travaillent le dimanche?

Commençons d'abord par reconnaître que tout ce qui a été dit sur cette question depuis le fameux discours de l'archevêque nous paraît parfaitement ridicule.

Au risque de produire le même effet sur ceux qui ont pris part à cette discussion, nous allons nous permettre de dire notre mot aussi : on nous accordera bien d'être compétents dans cette affaire autant que les abbés journalistes et que les journalistes architectes ou entrepreneurs.

Où, il est juste, il est absolument nécessaire que les travailleurs puissent se reposer au moins un jour sur sept. Ceux donc qui veulent parler au nom des intérêts de la classe ouvrière feraient bien mieux d'exiger pour elle un salaire suffisant, que d'indiquer comme remède un travail perpétuel réellement impossible.

Il est nécessaire que le jour du repos soit le même pour tous, parce que c'est en même temps un jour de fête, c'est-à-dire un jour de relations de famille, de relations d'amitié et pardessus tout de relations sociales, qui n'auraient point lieu si chacun choisissait son jour de chômage.

Il y a une troisième considération pour que le dimanche soit observé c'est, pendant ce jour de repos pour le corps, que l'esprit attentif doit recueillir l'enseignement de la morale et du devoir.

Il nous semble donc qu'au lieu de demander tout simplement au roi de faire respecter le jour de Dieu, le prélat aurait pu dire : « Sire, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel ont commis une bien grande faute, et dont ils seront comptables devant Dieu : c'est leur dédain ou leur indifférence pour la classe immense des travailleurs, qu'ils ont l'un et l'autre abandonnée à la merci des exploiters du corps et de l'esprit, sans se soucier de l'abus qu'ils en feraient. Il faut avouer, Sire, pour ce qui regarde le temporel, que votre gouvernement n'a jamais répondu aux plaintes de la classe laborieuse que par des refus semblables à celui du mauvais riche. Cependant, vous ne devez pas oublier que votre gouvernement a pour devoir absolu de veiller avec la sollicitude la plus entière au bien-être de tous, et particulièrement de ceux qui travaillent. Faites donc que le pain quotidien leur soit garanti en toute suffisance, afin qu'ils puissent se reposer le septième jour. Alors, nous, clergé, nous ferons en sorte de lui donner pendant ce jour la nourriture spirituelle dont il a tant besoin. Mais, de même que nous avons montré le tort du pouvoir temporel, de même nous devons en toute humilité reconnaître le nôtre : si le peuple est hostile à la religion et surtout à ses ministres, c'est que nous avons failli, c'est que nous avons manqué de charité, c'est que nous n'avons pas eu l'intelligence des progrès sociaux, et que, prédicateurs d'une religion de liberté, d'égalité et de fraternité; nous avons soutenu les principes de servitude, d'inégalité, et de divisions sociales. Sire, il est temps que les représentants de la puissance spirituelle et ceux de la puissance temporelle prononcent leur *med culpa* ! car les misères morales et physiques du peuple sont leur ouvrage. »

Mais le prélat, bien entendu, ne pensait à rien de tout cela. D'ailleurs, la misère du peuple touche peu le clergé, et les prérogatives qu'il demande sont moins pour faire fructifier la pensée chrétienne, que pour dominer la société. Or, que le clergé ne l'oublie non plus que les autres pouvoirs : l'autorité ne peut être réelle qu'à la condition absolue imposée par le fait aux puissances d'être dévouées et intelligentes : c'est assez dire l'immensité des réformes à opérer avant que le peuple rende sa confiance à ceux qui l'ont perdue. Il n'importe, nous maintenons que le dimanche doit être un jour de repos et d'enseignement. Toutefois, nous reconnaissons que l'observance de ce jour ne peut être que volontaire, et que, dans une foule de cas, il serait très-préjudiciable à certains artisans de les contraindre à ne pas travailler le dimanche. D'ailleurs il est dit dans l'Evangile qu'il

est permis de rompre des épis ou de guérir ou de faire toute autre chose le jour du sabbat.

DES CAISSES D'ÉPARGNE.

Il faut avoir une conviction bien raisonnée et bien entière pour venir attaquer une institution considérée jusqu'ici comme la plus belle et la plus utile de celles que les riches ont imaginées pour secourir les pauvres. Faire la critique des caisses d'épargne ! il semble que ce soit s'attaquer à l'arche sainte ; blâmer cet égoïste moyen d'amasser une misérable somme, insuffisante pour parer à l'avenir de l'ouvrier, voilà qui va sembler étrange !

Nous n'avons cependant pas été les premiers à reconnaître et à signaler le vice fondamental de l'institution des caisses d'épargne. Des ouvriers comme nous ont déjà élevé la voix ; des économistes même ont pensé comme eux ; d'autres, parmi lesquels un pair de France, se sont bornés à démontrer l'insuffisance notoire de ce palliatif et sa dérisoire influence sur la masse, chez laquelle il ne peut exciter que le regret ou l'envie. Nous venons enchaîner hautement sur tout ceci, et accuser l'idée du bonhomme Richard d'immoralité au premier degré.

En effet, quel sentiment a été éveillé chez les classes ouvrières par la création des caisses d'épargne ? n'est-ce pas la cupidité, et par suite toutes les basses passions, tous les vices qui se traînent à sa suite ? Sous le prétexte de donner à l'ouvrier la prévoyance qui lui manquait, on a remué très-fortement sa fibre individuelle. On lui a dit : « Pense à toi, à toi seul ; amasse sou par sou ton superflu ; prends même sur ton nécessaire, et tu trouveras à la fin de ta carrière une honnête aisance. Mais pour arriver à ce résultat, il ne faut pas que tu tombes malade, ni que tu chômes ; garde-toi bien surtout de toucher à ton précieux dépôt pour secourir un des tiens : ta somme s'amoincirait, et tu verrais ton avenir compromis. » Voilà les sentiments qu'on est parvenu à éveiller chez quelques ouvriers, et pour arriver à quels résultats ? à l'économie de quelques centaines de francs, amassés à force de privations, et qui serviront à prolonger de quelques mois l'agonie du pauvre ouvrier devenu incapable de travailler. Dans les conditions ordinaires du travail, il est impossible à un ouvrier laborieux et économe, économe jusqu'à la parcimonie et la rapacité, d'obtenir une somme suffisante pour le faire vivre ailleurs qu'à l'hôpital, car à l'hôpital il faut encore de l'argent pour vivre.

Est-ce à dire que nous proscrivons l'ordre, l'économie, la prévoyance ? que nous voudrions voir nos amis dépenser follement le petit pécule que dans leur jeunesse ils peuvent mettre de côté ? Bien loin de là ; si nous condamnons les caisses d'épargne, c'est que, loin d'atteindre au but qu'on leur supposait, elles sont non-seulement un remède impuissant, mais encore un fort mauvais exemple, c'est la mise en pratique régularisée de la maxime : *Chacun chez soi, chacun pour soi*.

Nous voudrions avoir de la reconnaissance pour les créateurs des caisses d'épargne, mais il nous est impossible de penser que ces hommes intelligents n'aient pas eu tout simplement l'idée, dans un but de prudence et de conservation, et tout en faisant une affaire de finances, d'isoler les efforts des ouvriers, de les diriger dans une voie qui fait taire tous les bons sentiments et de combattre enfin, par un des plus puissants moyens, les tendances à l'association qui se manifestaient de toutes parts.

Et cette conviction se confirme encore plus quand nous pensons au zèle qu'ils ont montré pour cet établissement, alors que des projets plus larges fermentaient dans les esprits, alors que l'épargne en commun pouvait si bien s'organiser sans qu'il en ait plus coûté aux fondateurs.

L'école des libéraux de la Restauration a adopté complètement les idées développées par Franklin : en cherchant un remède aux maux de la classe ouvrière, elle n'a point pensé à régler la production et la répartition : elle a tout simplement préconisé l'épargne isolée, sans s'inquiéter si les ouvriers pouvaient ou non épargner. Nous répétons que le sentiment qui les a guidés était sans aucun doute celui-ci ; exciter l'égoïsme dans le peuple, lui bien faire sentir que chacun dans ce monde doit penser à soi, et enfin étouffer chez lui toutes les nobles passions en stimulant l'envie d'acquiescer. On peut en juger par les phrases suivantes, empruntées à la *Science du bonhomme*

Richard, dont les libéraux ont si largement répandu les doctrines :

« Dans les affaires de ce monde, ce n'est pas par la foi qu'on se sauve, c'est en n'en ayant pas. »

« Depuis que j'ai un troupeau et une vache, chacun me donne le bonjour. »

« Les fous donnent les festins et les sages les mangent. »

« La pauvreté fait disparaître le courage et toutes les vertus de l'homme. »

Nous pourrions multiplier les citations de ce petit livre, qui renferme en quelques pages, au milieu de quelques bons conseils, les provocations les plus ardentes à acquérir des richesses. Nous l'avons dit mille fois, le bien-être n'est qu'une chose secondaire : le nécessaire seul est indispensable, et encore ne doit-il être pour l'homme qu'un moyen de remplir le mieux possible ses devoirs envers la société. Et les hommes qui ont répandu ces mauvaises prédications dans les masses, qui les ont appuyées de leur exemple, qui ont écrit que la vie était une course dont la richesse était le but, ces hommes ont préparé l'état de choses dans lequel nous nous débattons; ils recueillent maintenant les fruits de leur enseignement, et pensent, non sans quelque raison, avoir bon marché des réclamations des ouvriers, actuellement qu'ils les ont le plus possible divisés d'intérêt.

Nous devons faire connaître entièrement à cet égard l'opinion des ouvriers qui ont jusqu'à présent résisté à ce cupide entraînement, et pour cela, nous allons citer un article de *l'Écho de la Fabrique*, organe des ouvriers et chefs d'atelier de Lyon, qui confirme pleinement ce que nous avançons, à savoir que l'idée qui a présidé aux caisses d'épargne est une idée démoralisatrice.

Tous les journaux citent avec éloge une mesure prise par M. Laforgue, et qui paraît déjà ancienne. Cette mesure consiste à placer dans chaque école d'enseignement mutuel, au-dessus des casiers des élèves, un tronc destiné à recevoir leurs économies, lesquelles, comptées ensuite en leur présence tous les deux mois, sont versées à la caisse d'épargne. Il en résulte une leçon d'ordre et d'économie à laquelle les journaux applaudissent très-fort.

Oui, sans doute, l'économie produit le bien-être. Celui qui possède est d'autant plus ami de l'ordre. Ce sont là des vérités incontestables; mais cela ne suffit pas à la vie d'un peuple : il faut toujours répéter ces paroles sacrées : « L'homme ne vit pas seulement de pain. » Admettons que l'ordre et l'économie soient des vertus, tout au moins ne niera-t-on pas que ce ne sont que des vertus négatives. Courber un peuple sous le joug de telles vertus c'est l'abrutir en le rendant heureux, c'est sacrifier sa vie intellectuelle à une vie prosaïque et matérielle. C'est ériger une statue colossale à l'argent et dire aux citoyens : Agenouillez-vous devant ce nouveau Dieu, adorez-le. Quelle place restera-t-il dans les âmes pour les sentiments nobles et généreux, lorsqu'on aura tourné toutes les idées vers le culte du veau-d'or.

. L'économie, qualité privée, n'est en définitif, lorsqu'elle n'est pas le résultat de l'expérience et de la réflexion, que la sœur cadette de l'avarice, et cette dernière exclut tous les sentiments généreux sans lesquels les nations ne peuvent exister.

Que sera-ce donc d'une pareille théorie appliquée à l'enfance, à cet âge si impressionnable pour le bien comme pour le mal. Y ont-ils pensé, nos promoteurs des caisses d'épargne?

Vous voulez donc apprendre à ces jeunes enfants que l'argent est tout dans ce monde, qu'il faut soigneusement le garder, afin qu'il rapporte intérêt. Adieu ces plaisirs naïfs du jeune âge et ces jouets si aimés, si vite brisés, et ces petites gourmandises justiciables seulement du *pensum* et de la gronderie maternelle. Vous en faites des hommes. Triste apprentissage de la vie que vous leur faites faire! « Garde-toi bien, jeune enfant, de donner cinq sous à un pauvre, car tu n'en as que quinze, et cela te fera un franc que tu iras déposer à la caisse d'épargne. Vois-tu, dans dix ans ton argent aura doublé; et avec l'argent, tu comprends, on est heureux. Nous n'avons pas été créés pour faire de grandes choses, mais pour bien vivre. Béranger est un sot de regretter son grenier. » Quel langage!

Au nom de Dieu, grands réformateurs, ne défloriez pas ainsi l'enfance. Qu'elle sache bien tard, le plus tard possible, ce que vaut une pièce de cinq francs; ne matérialisez pas ainsi la vie, et croyez-le, « Dieu donne la pâture aux petits des oiseaux. »

Maintenant, venons-en aux moyens de sortir de cette voie funeste. L'épargne, l'économie, l'ordre, sont d'excellentes choses, mais elles ne produisent de bons résultats que par l'association des efforts. L'établissement des sociétés de secours mutuels a prouvé que les ouvriers comprenaient mieux leurs véritables intérêts que ceux qui se sont constitués leurs tuteurs. Mais que d'obstacles n'ont-elles pas rencontrés jusqu'ici? Quelles peurs absurdes n'a-t-on pas témoignées?

Aujourd'hui une réaction s'opère; fasse le ciel qu'elle dure! On s'occupe à Paris de l'institution d'une caisse destinée à assurer des pensions de retraite aux travailleurs, au moyen d'un versement hebdomadaire, *définitif*, assez minime pour que la majeure partie des ouvriers puisse parvenir à l'opérer. C'est l'épargne débarrassée de son caractère égoïste, et produisant de bons résultats avec moins d'efforts : c'est l'association, enfin, substituée à l'isolement.

Dans notre prochain numéro, nous donnerons les détails qui nous seront parvenus sur l'organisation de cette caisse, dont nous pouvons dès aujourd'hui approuver l'idée fondamentale.

ENQUÊTE.

Situation des ouvriers en soie, à Lyon.

Dans l'industrie séricole, les intermédiaires entre le producteur et le consommateur sont plus nombreux encore que dans les autres industries, et cela explique jusqu'à un certain point comment il se fait que le salaire des ouvriers de la fabrique de Lyon soit si bas, et qu'aux époques de crise commerciale, leur misère soit tellement grande qu'ils se révoltent et aiment mieux mourir les armes à la main que de misère dans un grenier.

Nous avons déjà, en plusieurs occasions, parlé de cette situation exceptionnelle; nous y revenons aujourd'hui avec plus de détail.

Les ouvriers proprement dits, qui tissent ou fabriquent l'étoffe, ne sont guère plus nombreux que les chefs d'atelier chez lesquels ils travaillent. On nomme *chef d'atelier* tout ouvrier domicilié, possesseur d'un ou de plusieurs métiers. Le chef d'atelier ne vit pas exclusivement de la possession de ces instruments de travail, il est lui-même ouvrier à façon, comme les compagnons qu'il a chez lui; il occupe un métier; quelquefois sa femme occupe le second, et les autres sont employés par des compagnons ou des apprentis. C'est le chef d'atelier qui fait les frais de montage, de changement au métier exigé par les variations de la mode; il fait également ceux de cannetage, de dévidage, pliage et tordage; il cherche de la besogne, et fait les courses. Moyennant ces conditions, il partage également avec l'ouvrier qu'il occupe le prix des façons payé par le fabricant; il loge cet ouvrier, et le nourrit de la manière suivante. Le compagnon achète son pain, son vin et son déjeuner, et paye au chef d'atelier 35 ou 40 centimes pour un repas à deux heures et une soupe le soir. On voit qu'il existe entre le chef d'atelier et l'ouvrier une association à peu près semblable à celle qui existait au moyen-âge entre le maître et le compagnon. Les livres du chef d'atelier sont toujours à la disposition de l'ouvrier.

On pourrait conclure de ce que nous venons de dire qu'à Lyon l'intérêt du chef d'atelier et de l'ouvrier est absolument le même, et que conséquemment l'organisation actuelle des prud'hommes y satisfait la justice. Cela serait vrai si les contestations du ressort des prud'hommes ne roulaient que sur le salaire; mais pour quiconque a pu lire le compte-rendu de ces affaires, il est évident que les trois quarts ont des motifs d'une autre nature : il s'agit presque toujours de conventions, d'engagements de travail pour un certain temps, etc., etc.; enfin il y a autant de procès entre chefs d'atelier et ouvriers qu'entre chefs d'atelier et fabricants. Mais revenons à notre exposé.

Le négociant fabricant fait teindre et ourdir la soie, fait faire les dessins qui lui sont demandés par les commissionnaires, et fait fabriquer l'étoffe par les chefs d'atelier et les ouvriers. Le commissionnaire est un simple spéculateur qui expédie en France et à l'étranger les assortiments d'étoffes de dessins et de couleurs variés qu'il a achetés à Lyon.

A ces deux intermédiaires, dont le dernier surtout est d'une utilité fort contestable, il faut joindre encore le détaillant, qui s'adresse directement au consommateur. Il faut que tous ces gens-là vivent, et assez grassement : c'est le travail des ouvriers qui doit y pourvoir.

Le salaire est si minime que sans l'économie de cette vie commune du chef d'atelier et du compagnon, il serait de toute impossibilité pour celui-ci de manger à la gargote et de loger en garni. Ce fait seul suffira pour donner une idée exacte de la situation des ouvriers en soie de Lyon.

Il faut qu'un atelier de 4 métiers (c'est le nombre exigé pour être électeur et éligible au tribunal des prud'hommes) soit bien conduit

pour rendre 1200 francs par an, frais déduits. Il faut, pour arriver à ce résultat, que le chef d'atelier travaille à un de ses métiers.

L'ouvrier, s'il est fort et robuste (car les métiers sont très-fatigants), peut gagner jusqu'à 600 francs : dépasser ce chiffre est une rare exception, et en moyenne le gain d'une année ne dépasse pas ordinairement 450 francs. On trouvera peut-être étonnant que nous comptions à l'année, mais aujourd'hui, dans cette industrie, les articles sont tellement variés, les changements si nombreux, et par suite les journées tellement brisées, si nous pouvons nous servir de ce mot, qu'il est impossible de compter par journée.

Mais, dira-t-on, si un ouvrier gagne 450 fr., le chef d'atelier qui possède 4 métiers doit gagner 1800 fr., puisqu'il partage également le prix des façons avec son ouvrier. C'est une erreur, car il faut déduire les frais, et une perte de trois semaines ou un mois pour le montage des métiers à chaque article nouveau. Pendant cette opération, l'ouvrier va travailler chez un autre chef d'atelier.

Malgré cet état de gêne et de misère, les ouvriers en soie s'occupent beaucoup moins de politique qu'on ne le pense d'après les événements qui se sont passés à Lyon ; ce n'est que dans les moments de crise commerciale que le petit nombre qui s'occupe des affaires publiques est écouté par la masse, et comme cette minorité se compose des plus actifs et des plus intelligents, elle parvient souvent à entraîner les ouvriers.

Les chefs d'atelier sont, comme les ouvriers, assujettis au livret. Seulement, les chefs d'atelier en ont deux, l'un qui reste entre les mains du négociant pour lequel ils travaillent, et le second qui reste chez eux. Les inconvénients du livret sont peu appréciés, parce que le gouvernement a créé, il y a une dizaine d'années, une caisse de prêt pour les chefs d'atelier, institution qui donne au livret, pour cette catégorie de travailleurs, une apparence d'utilité.

Voici l'organisation de cette caisse. Un fonds de 25,000 francs a été donné par le gouvernement, et le surplus des fonds a été fourni par souscription. La caisse est administrée par un conseil pris par élection dans le tribunal des prud'hommes, la chambre de commerce et les principaux souscripteurs.

La caisse ne prête qu'aux chefs d'atelier mariés et établis depuis un an. — L'emprunteur doit adresser sa demande par écrit aux bureaux de la caisse, le vendredi de chaque semaine. — Il doit y joindre l'indication du nombre de métiers qu'il possède, ses nom, prénoms, le nombre de ses enfants, le nom des négociants pour lesquels il travaille, et la destination de l'emprunt qu'il veut contracter. — Dans les quatre jours qui suivent la demande, un des employés de la caisse vient s'assurer de la réalité de la position de l'emprunteur, et réclamer la production des preuves de son mariage et de son établissement depuis un an. Quelques jours après, la demande est acceptée ou refusée ; et l'on donne à ceux qui la réclament la raison du refus. Le lendemain du jour où l'emprunt est consenti, la somme est versée et couchée sur le livret double. Cet emprunt se rembourse par une retenue du huitième des façons, faite par le négociant jusqu'à extinction de la dette.

La caisse prête à peu près 50 francs par métier à 5 pour cent d'intérêt. Mais ce qui prouve que le livret n'est pas regardé comme une garantie suffisante, c'est que l'on ne prête pas aux ouvriers, qui sont cependant tout aussi moraux que les chefs d'atelier, et comme eux possesseurs d'un livret.

L'association a été tentée plusieurs fois à Lyon ; en 1833, par exemple, il fut fondé une maison par actions qui faisait fabriquer des étoffes, et dans laquelle les chefs d'atelier actionnaires jouissaient de certains avantages qu'ils ne trouvaient pas ailleurs. Les actions étaient de 25 francs, et malgré deux ans d'existence, cette société, fondée dans le but unique d'un gain plus élevé, n'a jamais pu gagner les sympathies de la masse.

Il résulte de tout ce qui précède que la situation des ouvriers lyonnais est depuis long-temps intolérable, et que cette situation tient en grande partie à ce que les ouvriers ne peuvent avoir la libre disposition des instruments de travail, ainsi qu'au trop grand nombre des intermédiaires qui s'interposent entre eux et le public. Le compagnonage a été essayé comme palliatif ; il a rendu et pourrait rendre encore de grands services. En 1832, quatre mille chefs d'atelier ont formé une société pour le maintien du salaire, sous le nom de *Mutuellistes*, et ils ont été secondés dans cette voie par l'association des *Ferrandiers*, composée de trois mille ouvriers environ. Le pouvoir ayant voulu détruire ces associations, on se rappelle qu'elles résistè-

rent et prirent les armes, en avril 1834. Après les affaires de novembre 1831, le gouvernement avait parlé d'organiser le travail, et déclaré qu'il y avait quelque chose à faire. Après 1834, il prépara d'immenses moyens de défense pour le cas où une autre insurrection serait tentée : ce fut sa seule réponse, et l'unique satisfaction qu'il put donner aux légitimes réclamations des ouvriers lyonnais. A l'abri des forts, l'exploitation s'est perpétuée ; mais toutes les citadelles du monde n'empêcheront pas nos amis de Lyon, quand ils le voudront bien, d'organiser des associations dans le genre de celle qui a été tentée à Saint-Étienne. Si on les persécute, qu'importe ? Les obstacles les plus terribles ne sont pas au dehors, c'est en nous-mêmes qu'il faut les chercher et les vaincre.

De la situation des ouvriers anglais.

L'Angleterre a si étrangement abusé de la force qui lui a été départie, qu'il semble que cette nation soit placée sur la terre comme un cancer, qui, dévorant tout ce qui l'entoure, se détruit lui-même. Partout où aborde un navire anglais, s'élève un comptoir où l'on trafique de la sueur et du sang des hommes. Pour obtenir des autres nations, de la faiblesse du gouvernement français surtout, la police et la gendarmerie des mers, au moyen du traité sur le droit de visite, les Anglais, jadis fournisseurs de nègres esclaves, jettent maintenant les hauts cris contre ce commerce infâme ; mais, pour connaître la valeur de leurs hypocrites démonstrations, sans rappeler ni leurs précédents, ni la tyrannie que leurs missionnaires exercent sur les sauvages qu'ils prétendent avoir rendu chrétiens, ni leur oppression des ouvriers blancs en Europe, des ouvriers nègres à la Jamaïque et ailleurs, des millions d'Indous, des Irlandais, etc., il suffira d'appeler l'attention publique sur un fait d'une haute gravité et dont nous garantissons l'exactitude : la Russie refusait de laisser vendre des femmes esclaves prises dans la Géorgie et dans ses autres possessions pour les harems d'Orient, des négociants anglais, plus avides de gain que d'honneur, se sont emparés de cette hideuse spéculation ; ils sont devenus les pourvoyeurs de la débauche ottomane, sous la tolérance de leur gouvernement, sous pavillon anglais ! Ce peuple semble s'être donné pour tâche de travailler pour le monde entier, non pour rendre le monde plus heureux ou meilleur, mais pour l'opprimer et l'affamer lentement au profit de son aristocratie. Si les Anglais ne font pas la guerre à tous les peuples pour les empoisonner de leur opium, c'est que, en Europe, du moins, leurs produits industriels suffisent à tout perdre. Qu'en lisant ceci on ne nous croie point atteints d'une folle haine contre l'Angleterre ; si elle est odieuse à la France, c'est qu'en effet elle a, par toutes les voies possibles, conquis la répulsion qu'elle inspire. Laissons de côté ici les griefs purement politiques, faisons taire les souvenirs de la conduite de l'Angleterre sous la République et l'Empire, oublions même pour un instant que nous devons à son alliance et les Bourbons et les traités de 1815, nous avons encore dans l'industrie des motifs assez graves de mécontentement contre elle.

C'est à l'Angleterre que nous devons la fièvre des machines, dont la brusque introduction a bouleversé tant d'industries, a mis sur le pavé tant d'ouvriers, et a par conséquent fait baisser tous les salaires. C'est encore la concurrence anglaise qui, sur tous les marchés étrangers, vient, par tous les moyens, à l'aide de tous les ressorts de la politique, bouleverser les relations industrielles de la France. En France même, c'est encore l'Angleterre qui fait à nos travaux la plus rude guerre ; c'est elle qui nous fournit de temps en temps quelques invasions de ses ouvriers affamés ; c'est elle enfin qui sert d'argument à nos patrons quand nous réclamons des améliorations de salaire. — Voyez, disent-ils, supposez que, par un commun accord, entre maîtres et ouvriers d'une même profession, nous fassions dans toute la France hausser votre gain et par conséquent le prix de nos produits, nous serons à l'étranger hors d'état de pouvoir rien vendre, car les Anglais feront à meilleur marché que nous, et même ils inonderont la France de leurs marchandises ; nous ne pourrions alors plus rien vous faire faire. Choisissez donc, ou la pauvreté perpétuelle, ou le manque absolu de travaux ! Mais il vaut mieux faire petite vie qui dure ; imitez les ouvriers anglais, sachez vous contenter d'un faible salaire, et vivez de ce que vous gagnerez ; quand nous aurons, nous aussi, beaucoup de machines, nous serons généreux, nous établirons des dépôts de mendicité où

l'on renfermera les ouvriers sans ouvrage pour empêcher qu'ils ne meurent de faim sur la voix publique ou qu'ils ne deviennent dangereux. — Si ce ne sont pas là les propres paroles que l'on nous dit, c'est bien du moins le sens exact de ce que l'on nous répète chaque jour.

En France, quoique dans bien des industries la misère soit arrivée à un point que l'on ne pouvait guère prévoir il y a vingt ans, en général, cependant, la plupart des ouvriers sont moins malheureux, et, il faut le dire, car cela est vrai aussi, moins dépourvus d'énergie que les ouvriers anglais. Le pain n'est point encore, grâce à Dieu, devenu ici, comme en Angleterre, un aliment de luxe, et si, comme les ouvriers anglais, nous avions le droit de former des réunions de quelques milliers d'hommes, il faudrait plus d'une compagnie d'habitants rouges pour nous chasser comme un troupeau de moutons, et nous empêcher de travailler activement à l'extinction de nos misères.

Par suite, comme nous le disions tout à l'heure, de la concurrence anglaise, notre salaire a bien baissé, et cette concurrence, jointe à l'avidité des maîtres, le fera diminuer beaucoup encore si la loi n'y met obstacle, mais ce ne sera point encore de long-temps que nous serons amenés à rivaliser de misère avec les pauvres ouvriers anglais, victimes tout à la fois de la concurrence, des commotions politiques, de leur propre faiblesse et des basses passions des industriels qui tiennent en leurs mains leurs instruments de travail.

Il y a quelques jours, les journaux enregistraient le prix auquel, dans les villes manufacturières de l'Angleterre, était tombée la journée, prix si bas que des familles entières avaient à peine quelques francs pour vivre toute une semaine dans un pays où, par des lois impies, la vie est si chère. Les salaires déjà si insuffisants, vont encore baisser, de tous les côtés on l'annonce. Tous nous avons entendu parler de ces malheureuses familles entassées pêle-mêle à Londres, à Manchester, etc., sur de la paille, dans des chambres ouvertes à tous vents, au milieu de quartiers infects non pavés, remplis d'eaux bourbeuses et de fumier qu'on n'enlève jamais; la misère des Irlandais est trop grande pour que nous osions en parler, de crainte de n'en pas dire assez; eh bien! il faut ajouter à cela deux faits que nous apprennent les journaux anglais: le prix des salaires a subitement diminué d'un quart en Écosse par suite du manque de travaux, les maîtres spéculant là-dessus pour fabriquer à meilleur marché. Voici le second fait: dans certaines industries, les fabricants anglais, mécontents des projets de loi d'impôts proposés par les ministres, se sont entendus pour faire cesser tout travail dans leurs ateliers pendant un mois, afin de témoigner de leur opposition à des lois qui les blessent.

Ainsi donc voilà des ouvriers forcés, les uns de diminuer d'un quart leur ration de pommes de terre, tout en travaillant autant que par le passé; les autres obligés de n'avoir pas faim un mois durant, parce que leurs patrons sont mécontents de M. Peel et consorts, ministres de l'Angleterre.

Dernièrement encore, de nombreux ouvriers anglais, poussés par la faim, se sont emparés de leurs patrons, et quelques heures durant se sont trouvés maîtres de plusieurs villes; mais, comme cela a toujours lieu en Angleterre, une poignée de constables et d'aristocrates équipés en cavalerie volontaire mobile, ont suffi pour ramener l'ordre, c'est-à-dire, l'esclavage et la faim des ouvriers au profit de la puissance et de la fortune des maîtres.

Cette dure nécessité, qui nous menace si nous ne sommes pas unis et prévoyants, cette effroyable misère où se trouvent réduits les ouvriers anglais, sont peut-être tout à la fois un châtement de leur coupable faiblesse passée et de leur obéissance à se rendre les instruments de l'oppression que l'aristocratie industrielle anglaise fait peser sur le monde. Au point où les choses en sont venues, il s'agit de l'avenir des ouvriers anglais; s'ils ont perdu toute énergie, s'il ne leur reste pas même la force de se plaindre tous à la fois, ils seront victimes de leur propre faute, et le remède que Malthus invoquait diminuera leur nombre devenu trop grand.

Si nous pouvions avoir avec vous quelques communications, si nous pouvions vous faire entendre quelques conseils d'amis, nous vous dirions: Ouvriers anglais, il faut aujourd'hui que vous choisissiez, ou de devenir les adversaires déclarés et courageux des hommes qui vous épuisent et vous affament pour s'enrichir des dépouilles du monde, ou qu'abjurant toute dignité humaine, vous consentiez à vous laisser décimer par la guerre à l'étranger et par la faim en

Angleterre. Si vous voulez vous relever, il faut vous compter et vous unir, sinon soyez tour à tour les machines et les soldats de vos maîtres, et le monde partagera entre eux et vous le châtement réservé à leurs crimes. Si vous avez conscience de votre droit et de votre devoir, tous les peuples, nous les premiers, vous aideront; si au contraire vous descendez volontairement encore d'un degré dans la misère et la lâcheté, l'Europe démocratique tout entière se dira qu'en Angleterre il n'y a plus rien à conserver, qu'il n'y a là plus de peuple, plus de nation, mais seulement des trafiquants et des esclaves, formant ensemble une race destinée à périr.

N. Une pétition a été adressée le 2 mai dernier, à la chambre des communes, par 3,317,702 ouvriers anglais. Nous avons imprimé le texte de cette pétition, trop longue pour trouver place dans notre journal, en une brochure du prix de cinq centimes.

FAITS INDUSTRIELS.

Les ouvriers de la fonderie générale sont de nouveau sortis le 13 mai, et les ateliers sont déserts depuis ce temps. Une affiche apposée dans Paris demande des apprentis pour remplacer ces ouvriers, dont la position est de nature à exciter nos sympathies.

Les ouvriers de l'imprimerie Locquin avaient depuis quelque temps quitté cette maison à cause de réductions de salaire et d'un règlement qui ne leur convenait pas; ces difficultés viennent d'être aplanies par le retrait du règlement et le renoncement aux réductions: les travaux ont été repris.

Les imprimeurs arrêtés dernièrement sous prévention de coalition viennent d'être mis en liberté.

Tous ces symptômes, qui révèlent chaque jour le caractère de persistance sérieuse que prennent les refus de travail, n'indiquent-ils pas au pouvoir que le temps est venu d'instituer un tribunal capable d'intervenir, avec justice et autorité, dans cette sourde et meurtrière lutte du capital et des bras? Attendra-t-il que le mal s'aggrave, que les maîtres soient ruinés, et les ouvriers réduits à la dernière misère?

La publication de l'*Examen du Communisme* est retardée par la maladie de celui de nos camarades qui est chargé de ce travail.

VARIÉTÉS.

Marines, poésies, par M. Ch. Poncy, ouvrier maçon, de Toulon.

C'est la première fois qu'il nous arrive de porter un jugement sur une œuvre littéraire; nous nous en sommes abstenus jusqu'à présent, car c'est un métier auquel nous convenons n'être guère propres. Aujourd'hui néanmoins nous nous hasardons à faire de la critique en ce genre, parce qu'il s'agit d'un ouvrier poète, parce que cet ouvrier a de la valeur comme poète, et enfin parce que nous craignons pour lui des éloges exagérés qui peuvent jeter un homme utile dans une mauvaise voie.

M. Poncy est un très-jeune homme, qui fait de la maçonnerie et des vers. Nous laissons à d'autres le soin de ridiculiser ce contraste: nos adversaires ne manqueront pas à cette tâche. Nous ne sommes pas non plus de ceux qui s'extasient en voyant sortir d'une tête de manouvrier une œuvre intellectuelle, habitués qu'ils sont à ne lui voir faire que ce qu'ils appellent d'*obscur* et *grossiers* travaux. C'est là un sentiment éminemment aristocratique, que nous ne nous donnerons pas même la peine de combattre.

Nous devons d'abord entrer dans quelques considérations générales. Comme la peinture, la musique, l'architecture et la statuaire, la poésie a perdu, nous devons le dire, ce qui fait la force, la puissance et l'utilité de l'art sous toutes ses formes, le sentiment du vrai et du juste. Qui peint, qui raconte aujourd'hui les grandes choses des siècles passés, les luttes révolutionnaires, les belles actions dont fourmillent les pages de notre histoire? Qui songe à exciter l'admiration de ces hauts faits, pour provoquer à leur imitation? Hélas! combien peu d'artistes comprennent véritablement leur mission! Et à quoi servent, puisque nous parlons poésie, à quoi servent, disons-nous, ces poésies intimes, où l'auteur se chante lui-même à chaque page et sur tous les tons? D'où vient que l'art se prostitue, que le sculpteur fait des *charges* ou des *nus*, le peintre des odalisques et des caricatures, et le poète des *réveries*? Est-ce parce que le public

ne veut encourager l'art que lorsqu'il flatte ses passions ou sa vanité, ou bien n'est-ce pas plutôt parce que les artistes et les poètes modernes sont sans conviction et sans foi, en morale comme en politique ? En un mot, le public façonne-t-il à son gré les artistes, ou ceux-ci réagissent-ils au contraire sur les masses ? Nous sommes de ce dernier avis : aussi est-ce aux hommes d'élite que nous nous en prenons si le goût est corrompu dans un certain public ; c'était à eux à comprendre leur fonction, et ils sont responsables de ce qu'ils ont fait de mauvais, comme aussi de ce qu'ils ont manqué à faire de bien.

Revenons à M. Poncy, qui, lui aussi, a un peu donné dans ce travers. Nous mêlons ensemble les reproches et les éloges. Son œuvre porte le titre vague de *Marines*, indiquant assez que c'est de la poésie descriptive qu'elle renferme : ce sont de beaux vers, un peu entachés d'imitation de l'école romantique, mais au demeurant fort harmonieux. Ces jolies descriptions maritimes et champêtres reposent agréablement l'esprit : on y trouve çà et là de bonnes pensées, énergiquement exprimées, mais la personnalité de l'auteur s'y étale malheureusement aussi d'une manière peu modeste. Nous signalons comme le plus empreint de ce fâcheux esprit la pièce de vers intitulée : *La couronne d'épines du poète*, qui se termine ainsi :

Mourir inaperçu sur cette triste terre...
Ah ! cette horrible idée a soulevé mon cœur.
Je monterai ma croix au sommet du calvaire :
Pour parvenir, rien ne fait peur !!!

Nous pensons bien comprendre le sens attaché par le poète au mot *parvenir*, qui doit être pris dans sa meilleure acception ; mais il n'en est pas moins vrai que celui qui fait le bien en vue d'une récompense, soit pécuniaire, soit honorifique, se paye lui-même d'avance, et doit se voir refuser la considération qu'on accorde toujours au mérite vraiment modeste.

M. Poncy a été bien mieux inspiré dans les vers suivants :

Toi que je regrette, truelle,
Tu m'as fait savourer ce bonheur méconnu.
Toi seule m'éveillais, comme un ami fidèle,
Lorsque, le front pâle, abattu,
Je poursuivais en songe une chimère vaine,
Un mirage trompeur de l'espérance humaine,
Qu'on appelle la gloire, et qui, brûlant coursier,
Haletants, épuisés, dans son vol nous entraîne.
Quand mes cris appelaient pour le pauvre ouvrier
Une couronne de laurier,
Toi seule osais combattre une ardente pensée
Qui brûlait mon âme insensée :
.....

Compagne de mon plus bel âge,
Si ta fière rivale, égalant ta beauté,
Recevait désormais mon culte et mon hommage.
Tu sais que je ne peux vivre d'illusion :
Et bien qu'avec plaisir mon jeune esprit s'arrête
Dans les songes trompeurs d'un brillant horizon,
Le poète parfois peut charmer le maçon,
Mais toujours le maçon doit nourrir le poète.

Deux pièces de ce recueil ont une tendance politique. La première (*l'Hiver*) est adressée aux riches, qu'elle invite à l'aumône, ce qui nous semble un fort mauvais moyen de remédier au mal social. La seconde (*Méditation sur les toits*) est vide d'idées, mais d'une forme très-poétique ; la fraternité y est comparée au mélange des flots de fumée qui s'échappent de toutes les cheminées d'une grande ville : c'est une image qui nous paraît fort hasardée. La pièce adressée à M. Arago nous semble la meilleure et la plus jolie.

Notre critique a été sévère, parce que M. Poncy est un bon

poète, parce qu'il est notre co-religionnaire politique, et qu'il et aussi des nôtres en situation sociale. Dieu l'a doué d'un beau talent ; il doit l'employer à la défense de ceux parmi lesquels il a été placé, puisque ce sont les faibles et les opprimés. Voilà sa mission, et c'est à cela qu'il doit *parvenir* !

Nous citons, en terminant cet article, la pièce qui nous a fait le plus de plaisir dans son livre :

A UN VAISSEAU DE CENT-VINGT, EN DÉMOLITION.

Où sont donc tes beaux jours : quand l'haleine des brises
Caressait ton drapeau, gonflait tes voiles grises,
Et t'éloignait du port ;
Quand tu portais, au sein des batailles sanglantes,
Sur tes deux larges flancs, cent vingt gueules ardentes
Qui vomissaient la mort ?

Tes jours de grande gloire, où l'altière Angleterre
Voyait ses fils, battus, fuir devant ton tonnerre
En poussant de longs cris ;
Où tes bombes volaient, puis éclataient ; les unes
Sur les ponts mutilés, les autres sur les hunes
Des vaisseaux ennemis ?

Qu'as-tu fait de ces mâts, dont les flèches aiguës
Cent fois pendant la nuit déchirèrent les nues
Qui pesaient sur les mers ?
Qu'as-tu fait des couleurs si noblement rangées,
Qui dessinaient sur toi six terribles rangées,
Aux rapides éclairs ?

Des cordages sans nombre, et des vergues immenses,
Où tes fils, alignés, entonnaient les romances
De leurs pays lointains :
De ton drapeau criblé qui, sur la brigantine,
Serpentait et laissait, vers la voile latine,
Flotter ses plis mutins :

Des voiles, des haubans, des focs triangulaires,
Du sillage argenté qui, sur les eaux amères,
Écumait après toi :
De tes combats, toujours suivis de la victoire,
De toute ta splendeur, de tes hymnes de gloire,
Qu'as-tu fait ? réponds-moi.

Maintenant te voilà.... penché sur le rivage !
Échoué sur le sable ! et la vague sauvage
Sur ton corps délabré
Se venge de ces jours où, pendant la tempête,
Tu domptais, tu fendais, tu labourais sa crête :
Te voilà démembré !

De tous côtés le flot t'assiège sans relâche.
Je vois se détacher, sous les coups de la hache,
Tes pesants blocs de bois.
Ils brûleront peut-être aux chaumières prochains
Qui les virent jadis, grands et robustes chênes,
Ombrager leurs vieux toits.

Colosse ! à ton aspect j'ai vu pleurer mon père :
Dans ton sein s'écoula sa jeunesse prospère
Et ses plus riches ans.
Il aime à me conter que, souvent, pauvre mousse,
Sur un fragile pont il a gratté la mousse
Attachée à tes flancs.

Bientôt, de ce vaisseau qui fouilla les entrailles
Des plus lointaines mers, du géant des batailles,
Il ne restera rien.
Mais un nom est inscrit sur nos grandes annales,
Nom fameux, révérend dans nos gloires navales....
Et ce nom, c'est le tien.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 27. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 25 au 30. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Le journal se vend

chez ROUANET, rue Verdelet; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve; LAVIGNE, passage de l'Ancre; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon; on s'abonne chez GÉAUZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr.; en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

Des élections prochaines. — De la fixation d'un minimum de salaire. — Projets de caisse des Invalides de l'industrie. — Du régime des hôpitaux. — Vol par un marchand. — Affaire des ouvriers fondeurs. — Faits divers. — Variétés. Le travail attrayant.

Peut-on fonder quelque espoir sur les élections prochaines?

Il n'est pas possible, dit-on, de tirer de la farine d'un sac à charbon; il est tout aussi impossible de tirer une représentation en majorité désintéressée, patriotique et prévoyante, de la classe particulière où l'on va chercher les électeurs et les éligibles. La Chambre future ne sera certainement pas meilleure que la Chambre passée; il y a même tout lieu de croire qu'elle sera plus mauvaise, et, faut-il le dire? c'est sur ce résultat probable qu'il est permis de fonder quelque espoir; car telle est aujourd'hui la situation des choses que le mal ne peut être tué que par son excès même. Or, le ministère actuel est, plus qu'aucun autre, capable d'arriver à ce but, pour peu que son vaste système de corruption électorale lui assure pour la session prochaine une majorité non douteuse: il ne manque souvent aux mauvais pouvoirs que la liberté d'action pour se perdre.

Quel autre espoir pourrait-on fonder sur les élections prochaines, ou plutôt quel autre vœu pourrait-on raisonnablement former? Que la majorité soit acquise à l'opposition constitutionnelle, par exemple? Dieu merci! le temps des illusions est passé, et nous savons par expérience le cas que l'on doit faire de cette fraction parlementaire. On l'a vue, au pouvoir, suivre à peu près en toutes choses la tradition qu'y avait laissée ses adversaires, et pour une seule fois qu'elle a eu quelque velléité de patriotisme, elle a dû baisser la tête devant l'immuable pensée de résistance à toute bonne résolution. Prise en masse, l'opposition constitutionnelle est peut-être moins ennemie des réformes que cette tourbe qui fait le fonds de toute majorité ministérielle, et qu'on appelle le centre; mais, pour être moins mauvaise, cela ne veut pas dire qu'elle est bonne, qu'elle est capable de gouverner dignement; elle a prouvé, en mille circonstances, qu'elle n'a ni but arrêté, ni principe commun, et conséquemment ni unité de volonté ni énergie d'action. En un mot, l'opposition constitutionnelle renouvelle aujourd'hui des promesses de réforme auxquelles elle a manqué déjà, et qu'elle n'aurait certainement pas le courage de tenir si elle revenait au pouvoir.

Quant à l'extrême opposition de droite, dite légitimiste, nous

n'avons rien à craindre d'elle, rien à en espérer; elle n'a point de signification logique; elle est condamnée à l'impuissance, parce qu'elle est à contre-sens en toutes choses: les élections n'augmenteront pas son nombre.

Que dire maintenant de l'opposition radicale, de cette extrême gauche, qui devrait représenter dans la Chambre la mobilité progressive de la nation, qui devrait être l'obstacle contre lequel viendrait se briser toute tendance rétrograde? Ce qu'il faut en dire nous embarrasse fort. Nous voudrions pouvoir la louer sans réserve, et malheureusement c'est presque sans réserve qu'il nous faut la blâmer. L'opposition dite radicale n'excite que fort médiocrement la sympathie populaire en sa faveur. Nous n'en voulons pour preuve que l'indifférence profonde, inaccoutumée, de la partie active de la classe ouvrière au milieu de l'agitation causée par le tripotage électoral. Le peuple croit très-peu à la bonne volonté de l'extrême gauche; et il faut avouer que ce scepticisme est suffisamment justifié par les faits.

Nous ne voulons pas être injustes en étendant notre mécontentement sur tous les membres de l'opposition radicale; il en est, (le nombre, à la vérité, est petit, très-petit) qui, absorbés par des études scientifiques de la plus haute importance, sont tout naturellement dispensés d'avoir, dans les affaires politiques, l'assiduité, l'activité et la disposition d'esprit nécessaires pour remplir la fonction difficile et délicate de représentant des opinions les plus avancées. Eh bien, le croirait-on? ce sont les plus empêchés qui sont encore les plus actifs, et les mieux disposés à soutenir les réclamations populaires!

Cette réserve faite, nous pouvons dire toute notre pensée, qui est en même temps la pensée de cette partie du peuple à laquelle nous appartenons: il nous importe peu que dans les élections prochaines l'extrême gauche gagne ou perde quelques-uns des siens, par cette raison toute simple que quelques voix de plus la laisseraient toujours à l'état de faible minorité, et que quelques voix de moins donneraient au ministère réacteur une assurance qui hâterait la marche des choses vers le seul but qu'on puisse désirer quant à présent. D'ailleurs, le peuple ne compte point sur l'extrême gauche, parce qu'elle-même ne semble croire ni en sa force ni en la bonté de sa cause: la preuve, c'est qu'elle n'est ni assidue, ni active, ni unie, ni énergique dans ses protestations ou ses demandes: elle est *opposition*, et voilà tout; si bien que si elle avait la force de résistance, on n'irait ni en arrière ni en avant, on resterait immobile. Elle n'a point d'initia-

tive, parce qu'elle n'a pas d'idées d'organisation; elle est pleine de ce vieux et stérile libéralisme dont le peuple ne veut plus entendre parler. Elle se passionne pour des formes et prend toujours un moyen pour un but. Elle est en retard d'un demi-siècle, et Brissot pourrait être son patron, car sa plus haute pensée d'avenir ne va pas au-delà du suffrage universel, qu'elle ne considère pas comme moyen d'activité nationale, mais tout simplement comme droit de nature; et encore, à voir la tiédeur de ses attaques contre le privilège électoral, on serait tenté de croire que la réforme n'est pour l'Opposition qu'un moyen de se distinguer de la majorité ou de se rendre redoutable au pouvoir. En général, son action est presque nulle: son seul mérite est de n'avoir pas été complice du mal qui a été fait, mérite tout négatif, qui ne peut rien créer ni rien détruire. En un mot, l'Opposition a manqué, à notre avis, et de ce dévouement profond qui éclaire l'esprit et lui fait trouver la meilleure solution à toute question posée, et de cette mâle énergie qui brise les obstacles et assure le triomphe.

Il n'y a bien réellement, à la Chambre, que les centres qui représentent une idée saisissable; ils veulent le maintien des privilèges sociaux aux mains des classes riches, et le sacrifice de tout ce qui pourrait troubler les intérêts de ces classes. C'est là sans doute une idée bien grossière, grandement immorale; mais, du moins, elle est clairement posée et franchement défendue, ce qui ne prouve que trop combien ses défenseurs craignent peu l'Opposition. Celle-ci veut représenter le côté désintéressé et progressif de la France, mais elle est sous beaucoup de rapports en arrière des représentés, et les guides paraissent avoir besoin d'être guidés.

Les élections retremperont-elles l'Opposition? cela est fort douteux; l'élection n'illuminera pas soudain les anciens de ses membres, et les nouveaux, quels sont-ils? Nous l'ignorons (1). Cependant, quand on sait une bonne idée, on est pressé de la dire aux autres, et les moyens de publication sont faciles, rapides, surtout pour les riches; nous qui sommes pauvres, nous disons bien ce que nous voulons; comment donc les nouveaux candidats à la députation n'auraient-ils pas dit leur idée, s'ils en avaient une? car enfin, nous ne prenons pas pour des idées ces fades critiques et ces phrases banales dont sont remplies les professions de foi des candidats opposants; les termes vagues de réforme et de progrès qui y sont semés çà et là, ne signifient absolument rien, parce que le premier venu peut en dire autant. Ce sont des mots à effet, et voilà tout. Or, on ne se contente plus de phrases pompeuses parmi nous; on y est positif, on va au fond des choses; il ne s'agit plus seulement de crier devant quelques électeurs contre le ministère de l'étranger, contre la corruption, pour gagner la confiance du peuple; il ne s'agit plus seulement de constater le fait de la misère des ouvriers, de parler de l'organisation du travail; il faut, si l'on veut prouver qu'on est sincère, il faut indiquer le remède immédiatement applicable aux maux qu'on dénonce. Nous n'hésitons pas à dire que le ministère de l'étranger n'eût pas été possible si l'Opposition avait montré toute la fermeté exigée par les circonstances; — la misère du peuple serait moindre si les députés radicaux

avaient proposé des institutions de haute prévoyance; — l'organisation du travail serait en bonne voie, s'ils avaient voulu sérieusement s'occuper de la question. — En un mot, beaucoup de réformes seraient commencées si l'insouciance ou de misérables raisons de vanité, ou le défaut de convictions n'avaient réduit à peu près à néant le pouvoir de l'opposition radicale.

Cependant, si elle ne se bornait pas à une critique systématique, l'extrême gauche pourrait avoir une puissance dont elle ne semble pas se douter. Mais, pour le redire, elle n'est ni de taille ni d'humeur à s'imposer à la majorité. On voit donc que le peuple ne peut fonder aucun espoir sur elle, puisqu'elle subit la loi au lieu de la faire. C'est en vain qu'elle oppose à nos plaintes et son petit nombre et la profonde hostilité de la majorité contre les idées de réforme; nous n'admettons pas que le petit nombre soit la raison de son insuccès. Nous croyons fermement, et nous avons mille raisons de croire, que, dans toute assemblée, l'autorité appartient forcément aux plus dévoués, lorsqu'au dévouement ils joignent l'intelligence et la hardiesse, même quand l'immense majorité de l'assemblée est animée du plus mauvais esprit possible. C'est une loi providentielle que le dévouement soit plus fort que l'égoïsme, et que le juste puisse en imposer aux méchants. N'a-t-on pas vu très-souvent un seul homme, par l'unique force de sa volonté, soumettre à ses vues les volontés les plus rebelles? Et qu'a donc de si redoutable cette masse de bourgeois qui composent d'ordinaire la majorité dans la chambre élective? Rien assurément. C'est un troupeau que l'intérêt rassemble en un seul tas, qui n'a que des fureurs d'enfant et des craintes d'avare. L'égoïsme domine exclusivement cette tourbe servile, qui cache d'autant moins son vice que nul ne semble savoir comment on peut lui en faire honte. Mais qu'un homme de cœur vienne la rappeler à la pudeur, et il aura le pouvoir de la réduire au silence, car l'égoïsme est un signe de faiblesse, et quiconque a vaincu ce défaut en lui peut au moins en comprimer la manifestation chez les autres. L'excuse de l'opposition radicale n'est donc pas acceptable: si elle est sans influence à la Chambre comme au dehors, c'est à elle-même qu'elle doit s'en prendre. Ce n'est pas par le nombre que le parti avancé peut espérer de dominer la politique parlementaire, mais uniquement par l'autorité morale, l'unité et les hautes vues de ses membres: c'est assez dire qu'il faudrait un personnel presque tout autre que celui qui siège à la Chambre. Ce n'est pourtant pas qu'on exige l'impossible; on ne demande pas aux députés radicaux d'être les soutiens acharnés de folles théories; on ne les pousse pas à bouleverser la société, sous prétexte de la réformer; loin de là: l'énergie qu'on leur demande n'exclut ni la prudence ni la modération. Ce qu'on exige d'eux, c'est la reconnaissance d'un principe commun; ce qu'on veut qu'ils représentent, c'est une idée générale d'organisation qui soit applicable, complète, bien formulée, acceptable par l'opinion publique; une idée qui tire son autorité autant de la conduite particulière de ses propagateurs que d'elle-même. On demande que l'Opposition soit plus assidue et plus active; on veut que l'initiative lui appartienne par le fait de son dévouement et de son intelligence à empêcher le mal et à faire le bien; enfin, on désire qu'elle pose les questions de telle sorte qu'il ne soit pas possible de lui résister sans paraître mal intentionné; en un mot, on veut que le parti radical de la Chambre soit l'expression pure des plus nobles sentiments de la France. Or, sans vouloir faire injure à l'Opposition actuelle, nous sommes bien forcés de conclure qu'elle n'a pas les vertus qu'on exige d'elle, et que ce n'est pas trop que d'appeler à l'élection tous les membres actifs de la société pour trouver cette expression pure qui a jusqu'à ce jour fait défaut à la Chambre.

En attendant, nous faisons des vœux pour que l'assemblée à venir appartienne corps et âme au ministère actuel. Puisqu'il

(1) Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la candidature de quelques honorables citoyens dont les hautes vues politiques sont bien connues. Toutefois, si cette nouvelle peut modifier notre pensée, elle ne change point notre conclusion; nous rendons parfaitement justice aux mérites des nouveaux candidats; nous les verrions avec le plus grand plaisir siéger dans une véritable assemblée nationale; mais dans l'assemblée qui sortira des élections prochaines, ils s'épuiseront vainement; car, si nous sommes bien informés, leur force physique ne répond pas à leur bonne volonté. Dans la situation actuelle, il ne suffit pas d'être homme de bon conseil, il faut être homme de tribune, et toujours prêt à combattre.

faut que tout système porte ses fruits pour être jugé, que celui que nous subissons porte donc tous les siens, et ses plus amers ! Il suffira que les hommes de bien de toutes les conditions tiennent la France en éveil pour que l'impunité ne soit pas acquise à tout jamais aux corrupteurs.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

De la fixation d'un *minimum* de salaire.

Nous avons plusieurs fois, dans ce journal, exposé des moyens transitoires qui suivant nous devaient conduire pacifiquement à l'organisation du travail. Nous avons recommandé, comme but final de cette organisation, l'association avec un capital inaliénable et la communauté des instruments de travail, sous la direction d'un gérant élu, à ceux des ouvriers de tous états dont le dévouement était assez grand pour en pouvoir tenter la réalisation. Mais nous ne nous sommes pas dissimulé que l'éducation de la majeure partie des ouvriers n'était point assez complète à cet égard pour leur permettre de changer immédiatement leur condition d'*ouvriers* en celle d'*associés*, et c'est par suite de cette conviction que nous avons demandé avec chaleur l'organisation d'un tribunal de prud'hommes pris en nombre égal parmi les maîtres et les ouvriers, espérant arriver par là à la fixation d'un *minimum* de salaire, qui permettrait du moins à l'ouvrier de supporter plus patiemment le temps qui s'écoulera entre le régime industriel actuel et celui des associations d'ouvriers.

Quelques-unes de ces dernières sont déjà à l'œuvre, mais le temps seul permettra d'apprécier leurs résultats; en attendant, la masse des ouvriers souffre, et sa situation appelle au moins des palliatifs, pourvu que ceux-ci ne nuisent en rien ou profitent même au contraire à l'institution que nous voulons fonder.

Nous avons sous les yeux une petite brochure ayant pour titre : *Moyens de concilier les intérêts des maîtres et des ouvriers*. Ce travail clair et précis résume parfaitement les idées que nous avons émises plusieurs fois sur la fixation d'un *minimum* de salaire au moyen de l'adoption à l'amiable d'un tarif par les maîtres et les ouvriers. Le moyen indiqué dans cet écrit, dont nous allons reproduire une grande partie, combattra efficacement, nous l'espérons, la mauvaise volonté des agents de l'autorité à l'égard de l'institution des prud'hommes, et remplacera même au besoin cette institution, si on continue à nous la refuser.

« La concurrence illimitée, conséquence de la liberté absolue du commerce et de l'industrie, est en ce moment l'objet d'une vive discussion; source d'une grande activité, mais aussi de grands désastres, elle a ses adversaires et ses partisans; ceux-ci proclamant sa nécessité, ceux-là faisant ressortir la perturbation et les malheurs qu'elle a amenés.

Cette question est d'une haute gravité; il n'est permis à personne de la traiter avec indifférence, car elle renferme le problème le plus important de notre époque, l'organisation de l'industrie, problème dont la solution intéresse la société tout entière et serait un immense bienfait pour les travailleurs. Aussi, quoique nous n'ayons point l'intention de prendre part au débat qu'elle a soulevé, avons-nous regardé comme un devoir, en présence du désordre, de l'anarchie à laquelle est livrée l'industrie, de présenter quelques observations sur la nécessité de remédier au mal profond dont tant de symptômes révèlent l'existence.

Le moyen que nous indiquons est transitoire, sans doute, mais il calmerait bien des souffrances, en ralliant des forces éparses et des intérêts semblables, qu'une erreur funeste fait croire différents ou même opposés, il aurait l'avantage de préparer pour l'avenir de nouvelles et plus grandes améliorations.

Que la concurrence illimitée soit bonne ou mauvaise, utile ou dangereuse, c'est ce que nous n'examinerons point ici; mais, quelque opinion qu'on ait à cet égard, il est une vérité incontestable, un principe au-dessus de toute discussion, qui ne peut être nié par aucun homme sérieux et de bonne foi; c'est que, dans aucun cas, la concurrence ne peut et ne doit être faite aux dépens du salaire de l'ouvrier.

Il est inutile d'insister à cet égard : quoi de plus juste et de plus rationnel, en effet?

Celui qui veut élever ou soutenir une concurrence quelconque n'en doit-il pas chercher les moyens partout ailleurs que dans des réductions de salaire? Ne les doit-il pas trouver dans son aptitude, dans son habileté personnelle, dans ses connaissances techniques, dans l'emploi de procédés qu'il invente ou perfectionne, dans l'ordre et l'économie qu'il apporte dans la gestion de ses affaires, dans son activité, dans son exactitude, enfin dans tout ce qui lui appartient en propre, dont il peut, en conséquence, faire si bon marché qu'il lui plaira, puisque c'est sa propriété individuelle? N'est-il pas injuste, immoral, de baser ses chances de succès sur la diminution des prix de main-d'œuvre, et de spéculer sur la misère et la faim.

Malheureusement, il faut l'avouer, c'est ce dernier système qu'on a adopté. Sa mise en pratique est si facile et si commode!... — Et, bien que ce soit là l'unique cause du malaise dans lequel se débat le travail, nul ne veut ou n'ose l'attaquer de front.

Les salaires sont-ils donc trop élevés pour les réduire encore, et le gain de l'ouvrier vous paraît-il exagéré? Est-il seulement suffisant pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille?

Il serait facile, au surplus, de démontrer qu'il est absurde de faire supporter aux ouvriers les charges de la concurrence, lorsqu'on ne les fait point participer aux avantages qu'elle peut produire. Pour être conséquent, il faudrait les appeler au partage des bénéfices, puisqu'ils ont leur part, et leur lourde part, dans les sacrifices, et c'est à quoi on est si peu disposé que cette proposition, quoique rigoureusement vraie, semblera ridicule et extravagante.

La concurrence comme on la fait aujourd'hui amènera d'ailleurs la prompte décadence de l'industrie? Forcé par l'abaissement de tous les tarifs à faire vite et beaucoup, l'ouvrier, le véritable producteur, ne songera plus à la bonne exécution, mais seulement à la grande quantité des produits; le beau sera sacrifié au médiocre, et le médiocre au mauvais.

Nous ajouterons une dernière considération :

Il n'est pas seulement injuste, il est imprudent et dangereux de s'engager dans cette voie funeste. Une fois lancé sur cette pente rapide, qui peut prévoir où et comment on s'arrêtera? A Dieu ne plaise que nous veuillons prédire des malheurs qu'il est peut-être encore temps de prévenir; mais le mal augmente de jour en jour; bientôt, si l'on n'y prend garde, il deviendra intolérable, et le droit le plus imprescriptible de l'homme est celui de vivre.

Ces quelques lignes suffiraient pour prouver, s'il en était besoin, la vérité du principe que nous émettions tout-à-l'heure, et feront sentir la nécessité de revenir promptement à son application.

Le moyen en est simple et facile; il consisterait dans l'adoption, pour chaque branche d'industrie, d'un tarif fixant un *minimum* de salaire, tarif discuté contradictoirement et consenti par les maîtres et les ouvriers, et dont le maintien serait confié à une commission industrielle composée en nombre égal des uns et des autres.

En vain l'on opposera qu'il est des professions pour lesquelles un tarif est impossible, et que le prix payé à l'ouvrier dépend surtout de son talent et de son habileté.

Cette objection, qui ne saurait être sérieuse, tombe d'elle-même si l'on veut bien remarquer que nous demandons, pour l'industrie en général, la fixation d'un *minimum* de salaire, au-dessous duquel on ne pourrait jamais descendre, nécessaire pour garantir à l'homme des moyens suffisants d'existence. Assurément il n'y a là rien d'impossible, et rien qui empêche l'ouvrier capable et laborieux d'obtenir une rétribution en rapport avec son talent, car il est de l'intérêt bien entendu du fabricant de la lui accorder. Il y a toujours bénéfice pour lui à employer des ouvriers habiles, même en les payant plus cher.

Il y a plus : il est certaines professions où un tarif est indispensable pour régler les conditions du travail; et, en admettant, ce que nous ne croyons pas, qu'il fallût y renoncer pour quelques-unes, sa nécessité n'en existerait pas moins pour les autres.

.....
Comme on le voit, nous n'avons fait qu'indiquer notre projet : nous l'avons fait sommairement et sans entrer dans des détails d'exécution qui auraient été superflus. Il se réduit à ceci : la réunion de tous les intérêts au moyen de l'adoption d'un tarif uniforme, dont l'exécution serait surveillée par une commission mixte.

Cette idée est susceptible de grands développements, et sa réali-

sation présenterait à tous des avantages qu'il n'est pas besoin d'énumérer ici. Nous ne savons de quelle façon elle sera envisagée des uns et des autres ; mais nous nous estimerions heureux qu'elle parût digne de quelque attention, et peut-être deviendrait-elle l'occasion d'améliorations indispensables. Mais, nous le répétons, la première, la plus indispensable de ces améliorations, celle sans laquelle toutes les autres seraient nulles et illusoires, c'est l'adoption d'un tarif uniforme ; et pour avoir une valeur, ce tarif doit être contradictoirement discuté et adopté par les maîtres et les ouvriers. Il n'est possible qu'ainsi, car il serait injuste, inique que l'une des deux parties voulût l'imposer arbitrairement à l'autre ; ce serait violer ouvertement la loi, ce serait commettre le délit de coalition prévu et puni par elle. »

Nous ajouterons quelques réflexions à ce que l'on vient de lire. Ce projet offre certaines difficultés pour l'exécution, difficultés que chacun devra s'appliquer à vaincre, mais il ne blesse en rien l'intérêt du consommateur, puisque la concurrence ne sera pas détruite ; seulement, nous insistons sur ce point, elle ne se fera plus aux dépens de l'ouvrier.

Nous désirons de grand cœur, nous appelons de tous nos vœux la réussite de ce plan, et nous terminons en recommandant à nos amis de toutes les professions de ne pas perdre de vue cette proposition, faite par des ouvriers, et d'en préparer l'exécution par tous les moyens qui sont en leur pouvoir. Il ne faut pas néanmoins se détourner pour cela de la fondation des associations, car les améliorations dont nous nous occupons ici ne sont que provisoires ; l'association seule constitue une organisation définitive.

Caisse de pensions de retraite pour les Ouvriers invalides.

Depuis plusieurs années déjà l'on a émis le désir de voir créer une institution qui assurât, aux ouvriers vieillissants dans le travail, du pain et du repos dans leurs derniers jours, une institution du genre de celle des Invalides de la guerre et de la marine. Cette pensée non-seulement n'a point encore été réalisée, mais même n'a point jusqu'à ce jour été l'objet d'études sérieuses et satisfaisantes. — Boyer, le jour même de sa mort malheureuse, nous entretenait de l'envie qu'il avait d'écrire sur cette question une petite brochure. Quelques heures plus tard, il mettait fin à sa vie. Sans oublier entièrement sa promesse ; il léguait à d'autres le soin d'accomplir cette tâche. Nous voulons seulement aujourd'hui examiner trois projets présentés pour la réalisation de cette idée qu'un autre jour nous traiterons plus à fond.

Un ouvrier typographe, M. Jacobi, a proposé à ses confrères de former une caisse pour les assurer contre le manque de travail, la maladie et la vieillesse ; son projet a été accueilli, dit-il, avec bienveillance par l'autorité.

Nous devons dire qu'à part quelques modifications importantes que devrait subir le projet de M. Jacobi, il nous paraît le meilleur de ceux que nous examinons, parce que, n'imposant pas aux ouvriers la tutelle égoïste et intéressée des patrons, il leur laisse, par leur propre initiative, toute leur indépendance, toute leur dignité ; mais d'un autre côté, il nous semble pêcher en ce sens que, laissant les typographes sans lien fédératif avec les autres corps d'état, il s'adresse à un nombre d'hommes trop restreint, et que par cela même il est exposé à tomber dans l'embarras de toutes les sociétés philanthropiques de secours mutuels, qui, opérant sur un trop petit nombre de membres, ne peuvent presque jamais accorder la pension qu'elles promettent et finissent trop souvent par se dissoudre.

M. P. C., ancien ingénieur au service de l'État, a publié, au commencement de cette année, sous ce titre : *Caisse générale de retraite et de pensions pour les travailleurs invalides*, une brochure très-intéressante, dans laquelle il étudie l'organisation de la caisse des invalides de la marine, et demande que l'État se charge lui-même de la création d'une caisse semblable pour l'industrie ; qu'il désigne les ouvriers ayant droit à en faire partie parmi ceux ayant passé un certain nombre d'années dans des ateliers composés d'un nombre d'ouvriers assez considérable, dans les mines, les ponts-et-chaussées, etc., les autres ouvriers devant être admis, au fur et à mesure de l'extension de la caisse, à participer à ses avantages. Dans sa préoccupation d'assimiler les ouvriers aux marins, M. P. C. désire-

rait que dans chaque manufacture il y eût un rôle semblable aux rôles d'équipage de la marine, sur lequel on écrirait, au nom de chaque ouvrier, ses conditions de travail, sa paye, les principales circonstances de sa conduite et de son habileté, etc. Ce rôle de manufacture, appuyé du livret, serait présenté tous les ans à la municipalité, qui en extrairait, pour être consigné sur les matricules, ce qu'elle jugerait convenable pour fixer les droits de chacun à la retraite.

M. P. C. est, nous a-t-on dit, un homme indépendant ; son projet a été publié, il y a quelques années, dans la *Revue Encyclopédique* ; dernièrement encore il a été réimprimé dans la *Revue Indépendante*. — Nous avons besoin de savoir cela pour ne pas changer en graves reproches les observations que nous avons à lui faire. Si les ouvriers étaient, dans les manufactures, classés et annotés, bien ou mal, par leurs patrons, cela accroîtrait encore la domination de ceux-ci et la misère de ceux-là. Quel est en effet le chef de manufacture qui ne considère pas comme le meilleur sujet, comme le plus digne des avantages de la retraite, celui de ses ouvriers qui est le plus timide, le plus obéissant, nous avons presque dit le plus servile et le plus rampant ? C'est d'après ce principe que seront données les notes de conduite : le plus grand des crimes pour un ouvrier, le motif le plus sérieux de spoliation à son égard, seront l'insubordination, la coalition. Depuis quand sommes-nous tombés à ce degré de misère et d'abjection que non-seulement le présent, mais même l'avenir de l'ouvrier doive dépendre du caprice ou de la haine de qui le fait travailler ? Le travail n'est-il donc plus libre, ne donne-t-il donc plus aucune garantie d'indépendance ? M. P. C. ne connaît pas, on le voit, la situation déplorable qui a été faite aux ouvriers ; il ne sait pas que, sourde ou violente, il y a presque toujours lutte entre les maîtres et nous ; s'il savait cela, il ne songerait nullement à placer notre avenir et notre honneur aux mains d'hommes entièrement soumis à des intérêts égoïstes qui nous sont toujours hostiles.

Dans ce projet, d'ailleurs, il y a une impossibilité réelle, c'est que le gouvernement n'a ni la volonté ni la puissance de prendre l'initiative dans une mesure de cette importance, qui se lie intimement à toutes les questions sociales. De quel droit ensuite choisirait-on plutôt les ouvriers qui travaillent en grands ateliers que ceux qui sont en chambre ou par petits groupes ? Ce serait plus facile : c'est possible, mais serait-ce plus juste ? Non ; eh bien ! en pareil cas, nul n'a le droit de trancher ainsi. Tout projet d'organisation ou de réforme dans les choses qui intéressent les ouvriers doit être juste d'abord et par-dessus tout, ou ne pas être.

Un troisième projet est présenté : celui-là est plus sérieux, du moins sous le rapport de sa possibilité d'organisation. M. Macquet, ancien employé de la Caisse de la marine, a proposé d'établir une Caisse d'invalides industriels, dont les premiers fonds seraient faits par des souscripteurs-fondateurs, abandonnant à titre gratuit, sans pouvoir être contraints à verser davantage, la somme de 25 francs chacun. Un conseil d'administration dirigerait gratuitement cet établissement ; chaque personne qui voudrait avoir droit aux secours de la caisse dans les cas prévus verserait chaque semaine une cotisation peu élevée (de 5 à 20 c. par jour). Les pensions de retraite, exigibles à l'âge de 55 ans, seraient proportionnées aux versements effectués.

Une liste des premiers souscripteurs a déjà paru : des réunions ont eu lieu ; l'adhésion du ministère à ce projet est, dit-on, assurée ; enfin, une commission a été nommée pour préparer les statuts de la Caisse et leur mise en vigueur.

Quoi qu'on en puisse penser, nous n'hésitons pas à le dire : ce projet est mauvais, parce qu'il met la classe ouvrière tout entière dans la dépendance de la bourgeoisie, qui ne tardera guère à venir nous dire : « Ingrats, vous vous plaignez de nous ; n'avons-nous pas institué pour vous la Caisse des pensions de retraite ? N'avons-nous pas eu la générosité de donner chacun 25 francs pour sa fondation ? » Ce projet est mauvais, car, admettant toutes les personnes qui se présentent, sans aucune classification industrielle, il laisse les sociétaires inconnus les uns aux autres, sans aucun lien entre eux, partant il ne donne aucune garantie de moralité et de solidarité entre les ouvriers : c'est, à peu de chose près, le pendant des caisses d'épargne. La critique que nous faisons, dans notre dernier numéro, de cette institution vicieuse, peut s'appliquer en partie au projet de M. Macquet, qui, en définitive, ne stimule et ne donne carrière qu'à l'individualisme.

Et parce que nous sommes ouvriers, et surtout parce que cela est immoral et injuste, nous ne voulons point de cette tutelle officieuse des classes supérieures, de ce patronage mal déguisé que l'on veut nous imposer, et qui, si nous n'y prenons garde, ne tarderait guère à rendre plus oppressive encore la puissance des maîtres sur les ouvriers. De quel droit d'ailleurs prétendrait-on régler nos affaires sans nous? Nous avons consulté avec soin la liste des premiers fondateurs, et nous y avons trouvé les noms de plusieurs industriels qui sont loin d'être les amis des ouvriers. Parmi les membres de la commission, il en est même qui, il y a quelques mois, ont été des premiers à provoquer cette protestation adressée au conseil municipal par une trentaine de chefs d'industrie, qui trouvent souverainement injuste que nous veuillons être représentés dans les conseils de prud'hommes. Avec eux se trouve encore le *Patriote de 1840*!

Qu'on ne nous accuse point ici de faire sans motif une opposition systématique aux hommes de la bourgeoisie; nous nous plaçons à convenir que parmi eux il en est que nous croyons animés des meilleures intentions, mais nous devons faire remarquer que leurs plus belles créations sont, jusqu'à présent, la Caisse d'Épargne et le Mont-de-Piété. Certes il n'y a pas de quoi leur savoir bien gré. La *Société Philanthropique* elle-même n'a rien produit de durable; malgré sa fondation déjà ancienne, malgré ses versements annuels, elle a peine chaque année, en adoucissant seulement les maux du jour, à faire marcher ses dépenses d'accord avec ses recettes; elle a employé, dans des œuvres de charité, des sommes considérables qui auraient pu, mieux utilisées, aider au présent et préparer l'avenir. Il y a, nous le répétons, parmi les fondateurs de la *Caisse des pensions de retraite* des gens honorables, des hommes qui ont sérieusement envie d'être utiles aux ouvriers. Eh bien! nous nous adressons à eux, nous leur demandons de se réunir, et d'instituer une Banque de crédit qui ait pour but de prêter, aux associations d'ouvriers, les fonds qui leur seraient nécessaires. Cette institution rendra service dès le jour de sa fondation; elle préparera l'avenir du peuple. De cette façon, les hommes de bonne volonté dans les classes riches sont assurés d'être utiles, et les services qu'ils nous rendront ainsi ne leur occasionneront aucun préjudice, aucun dérangement. — Vous êtes riches, vous voulez nous être utiles, dites-vous; c'est bien, prouvez-le à l'instant même, et il ne vous en coûtera pas seulement l'abandon des intérêts de votre argent. Que ceux donc qui veulent sincèrement travailler à notre émancipation se mettent à l'œuvre; nous leur proposons une bonne action à faire. Ceux qui s'y refuseront ne pourront se plaindre d'être accusés par nous de parler d'une façon et d'agir d'une autre, et de nous offrir, comme l'a dit un écrivain illustre, sous le nom de *philanthropie*, la fausse monnaie de la charité.

DU RÉGIME DES HOPITAUX.

Les hôpitaux de Paris, fondés dès les premiers temps du moyen-âge par la charité de riches et puissants donateurs, possèdent maintenant des ressources immenses, qui s'accroissent chaque jour de donations nouvelles, si bien que l'augmentation de la population, et conséquemment du nombre des malades, n'est pas en disproportion avec l'augmentation des biens des hôpitaux, et si ces établissements publics ne contiennent pas un plus grand nombre de malades, si ceux-ci se plaignent avec raison d'avoir été mal soignés sous bien des rapports, la faute en est, nous n'hésitons pas à le dire, à l'administration centrale elle-même, et à l'autorité supérieure, qui ne surveille pas avec assez d'attention l'emploi des biens des pauvres.

Telle est l'inintelligence ou la négligence des administrateurs, que dans leurs mains tous les biens des hôpitaux sont improductifs; il est très-probable qu'il n'en serait point ainsi si ces biens étaient la propriété particulière de ces messieurs.

Ce n'est pourtant pas que la gérance de ces biens coûte peu: au contraire. Eh bien! cette inintelligence et cette indifférence se montrent partout: à l'Hôtel-Dieu, par exemple, l'on a réédifié à grands frais entre deux rues, dans un quartier malsain, et contre les règles les plus vulgaires de l'hygiène, un bâtiment qu'on doit nécessairement démolir, et cela quand les choses les plus nécessaires manquent à cet hôpital, au point que cet hiver, au moment où l'on renvoyait tant de malades faute de lits, on était obligé d'acheter cinquante couvertures pour les besoins les plus urgents du service.

Les fournitures des hôpitaux se font par adjudication; chacun des adjudicataires doit déposer un échantillon, et l'économe ne doit rien recevoir qui n'y soit conforme; cependant, dans ces établissements, tout est défectueux, insuffisant, mauvais. Le linge, les vêtements sont grossiers; les médicaments sont mal préparés et encore plus mal administrés: la tisane est souvent mauvaise à ce point que si dans les chaleurs on la garde trois à quatre heures, on ne peut plus la boire; les substances alimentaires, le pain et le vin exceptés, sont de dernière qualité; le lait n'est que de l'eau blanchie. Comment qualifier cette tolérance aveugle des économes pour les adjudicataires? Nous avons besoin de croire que ce n'est que de la négligence!

Dans les hôpitaux, on sacrifie tout à l'apparence, et c'est surtout manifeste lorsqu'un visiteur s'y présente officiellement. Ce jour-là, tout le monde est prévenu; aussi, lorsque ce personnage entre dans les salles, est-il frappé d'abord de les voir si propres et si bien cirées; puis il en sort content, car il a vu les infirmiers pleins d'empressement et de sollicitude pour les malades. Eh bien! tout cela n'est que mensonge; ces soins ne sont qu'hypocrisie, cette propreté apparente qu'illusion. Et combien d'ailleurs ne doivent pas être funestes aux convalescents ces salles cirées, où les personnes bien portantes peuvent à peine se soutenir. N'a-t-on pas vu des amputés ou des fracturés en voie de guérison tomber sur ce maudit parquet et s'attirer par là une rechute fatale. Ne connaît-on pas l'indignation de Dupuytren à la vue de ces salles cirées malgré ses prescriptions?

Tout ce luxe est-il nécessaire là où les objets indispensables manquent? Assurément non, et toutes les personnes qui fréquentent les hôpitaux savent bien que ce n'est que le masque qui couvre la nudité de cœur et l'indifférence de nos prétendus philanthropes administrateurs.

Nous avons dit que l'empressement avec lequel, devant les visiteurs, les infirmiers soignaient les malades, n'était que mensonger: en voici la raison. Ces hommes, qui entrent dans les hôpitaux pour aider à accomplir un acte de charité, ont presque tous les vices que la démoralisation entraîne avec elle. Le cœur se soulève aux récits que font les médecins des actes honteux auxquels se livrent les employés des hôpitaux. Comme ils sont très-peu rétribués, ils mettent généralement peu de zèle à remplir leur devoir, et quelques-uns d'entre eux cherchent souvent, au lit des mourants, à augmenter leur salaire par des moyens fort peu honorables. Nous croyons, et cela est de toute nécessité, que l'administration peut facilement trouver des gens honnêtes, en les rétribuant mieux.

Maintenant, en parlant des médecins, nous disons que les soins qu'ils donnent aux malades sont insuffisants, et voici pourquoi. On sait que dans les hôpitaux, il ne se fait généralement qu'une visite par jour, que cette visite ne dure qu'une heure et demie environ; que par conséquent le médecin, qui a toujours de trente à cinquante malades à voir, ne peut donner à tous, les soins qui leur sont nécessaires. Aussi quels innombrables malheurs n'a-t-on pas à déplorer par suite d'un pareil ordre de choses!

On nous dira peut-être que des internes sont attachés à chaque hôpital, et qu'ils peuvent donner ou faire donner tous les soins nécessaires: nous répondrons que ces internes ne sont pas toujours capables ou plutôt qu'ils hésitent dans une foule de cas; puisqu'on a vu quelquefois, lorsqu'il arrivait des accidents graves dans la journée, les malades trépasser en attendant la visite du lendemain. Il serait donc de toute urgence que le personnel des docteurs fût augmenté dans les hôpitaux, de façon qu'il y eût au moins un médecin interne par cinquante malades, et un médecin externe par vingt, qu'il y eût aussi au moins deux chirurgiens dans chaque hôpital.

Nous ne voulons pas nous faire l'écho de toutes les criaileries des malades contre les médecins; nous ne voulons pas non plus rendre le corps entier responsable des fautes impardonnables de quelques-uns, mais, nous le disons en toute franchise, ceux qui se livrent à des expérimentations scientifiques capables de mettre en danger la vie des malades comprennent bien mal, ce, nous semble, l'accord qui doit régner entre les exigences de la science et la mission d'humanité qu'ils ont à remplir.

Il serait à désirer que les professeurs qui soignent les différentes maladies des femmes dans les hôpitaux se tinssent à leur égard, surtout devant les élèves, dans les plus strictes limites des convenances. Nous leur rappelons qu'ils ne doivent jamais immoler la pudeur à la science sans le consentement de la malade; nous croyons

que les exigences de la science ne sont pas au-dessus des exigences de la charité.

En résumé, les hôpitaux ont besoin d'une grande et urgente réforme : 1° dans l'administration générale, afin que les biens des hôpitaux, qui sont en réalité les biens des pauvres, soient gérés d'une manière moins coûteuse et plus active; 2° dans l'administration particulière de chaque hôpital, afin que l'économe soit forcé de faire donner aux malades une nourriture saine, du linge en suffisance, et que la propreté ne soit plus une affaire d'apparat, mais tout simplement une mesure hygiénique; 3° dans le corps des infirmiers, qu'il faut changer complètement; 4° dans l'augmentation du personnel des médecins et chirurgiens, et dans l'obligation à eux imposée d'être plus réservés envers les malades, et surtout plus prudents.

Nous nous attendons bien à ce que nos réclamations ne soient point entendues de ceux qui devraient y faire droit. Il n'importe; nous poursuivrons la tâche que nous nous sommes imposée, et nous crierons tant et si haut qu'il faudra bien qu'on nous entende.

Vol de salaires par un marchandeur.

Le *Journal de Seine-et-Oise* rapportait dernièrement que les entrepreneurs du chemin de fer de Paris à Rouen ayant cédé, par une sorte de *marchandage*, les travaux de terrassement qu'ils avaient à exécuter, l'un de leurs marchandeurs, qui occupait à peu près 150 ouvriers, auxquels il devait environ 7,000 francs, a disparu, après avoir reçu des entrepreneurs les sommes qui lui étaient dues. Voici les réflexions dont ce journal accompagne le récit de ce fait :

« Tous ces pauvres ouvriers, exaspérés et *s'abusant sur leurs droits*, ont voulu exiger que les entrepreneurs, qui n'avaient pas traité avec eux, payassent une seconde fois ce qu'ils avaient déjà payé au sous-entrepreneur. Cette prétention n'ayant pu être accueillie, ils se sont répandus tumultueusement dans la ville, et étaient sur le point de se livrer à des voies de fait contre les agents de la compagnie, lorsque la gendarmerie, appuyée d'un fort détachement du 48^e régiment de ligne, est parvenue à dissiper l'attroupement.

« Les entrepreneurs ont fait remettre une somme de 5,200 francs aux ouvriers malheureux. »

Les faits de cette nature sont fréquents, et les ouvriers sont presque toujours victimes de la friponnerie des marchandeurs, de l'imprévoyance des entrepreneurs et de l'insouciance du pouvoir. Les journaux n'enregistrent guère cela, parce qu'ordinairement il s'agit de marchandeurs qui occupent un plus petit nombre d'ouvriers, et qui leur doivent de moins fortes sommes; cependant, ce n'est pas de l'élévation d'une dette que dépend sa légitimité.

Nous comprenons très-bien, n'en déplaise au journal ci-dessus cité, l'exaspération des ouvriers en face du vol qui leur était fait et de l'étrange prétention de la compagnie; notre avis est qu'ils ne se sont nullement mépris sur leurs droits en voulant exiger que les entrepreneurs les payassent. Quel est l'ouvrier qui consentirait volontairement à n'avoir à réclamer son salaire qu'au marchandeur, sans conserver son recours sur l'entrepreneur, et même sur le propriétaire? Nous savons tous que les marchandeurs sont des ouvriers actifs et habiles si l'on veut, mais bien certainement cupides et peu solvables, qui font ce métier dans l'unique but de gagner le plus d'argent possible, afin de pouvoir un jour *entreprendre* pour leur propre compte. Les entrepreneurs cèdent à forfait, à tel ou tel marchandeur, une ou plusieurs parties de leurs travaux; celui-ci se procure des ouvriers au rabais, et bénéficie le plus possible sur leur salaire : on se souvient que cette spéculation, que nous n'hésitons pas à taxer d'immoralité, a été, pour plusieurs corps de métiers, la cause des coalitions de septembre 1840. L'ouvrier qui subit l'intermédiaire désastreux d'un marchandeur pense toujours, à bon droit, que l'entrepreneur répond de son salaire; c'est donc à celui-ci de surveiller ses marchand, de s'assurer que l'argent qu'il leur remet est bien employé à payer les ouvriers. Les marchandeurs, à l'égard des ouvriers, ne peuvent être que les commis, les mandataires de l'entrepreneur, qui doit répondre d'eux suivant les règles ordinaires du mandat, sauf le recours de l'entrepreneur contre les marchandeurs par toutes les voies de droit. La justice de paix du 5^e arrondissement a dernièrement jugé dans ce sens une contestation de cette nature.

Revenant au fait qui a provoqué nos observations, nous avons à

blâmer la légèreté avec laquelle le *Journal de Seine-et-Oise* l'a raconté, et le bon marché qu'il a fait des droits légitimes des ouvriers. La presse, et surtout la presse ministérielle, a besoin de s'habituer à nous; quand elle daigne faire de nous le sujet de ses phrases, elle prend toujours le ton protecteur et supérieur d'un noble d'autrefois; cela est malséant et injuste.

Les ouvriers du chemin de fer de Rouen ont eu tort, cela est incontestable, de former des attroupements et de faire des menaces contre qui que ce soit, mais leur exaspération était bien naturelle, bien facile à comprendre. Se voir enlever par un voleur le mince salaire d'un pénible travail, le pain de sa femme et de ses enfants, et s'entendre refuser toute justice par ceux pour lesquels le travail a été fait! Admirons la bienveillance des autorités locales, qui n'ont rien trouvé de mieux pour ces pauvres ouvriers si odieusement volés, que de les faire cerner par des gendarmes et des soldats! Nous ne louerons pas la générosité des entrepreneurs du chemin de fer : les 5,200 francs qu'ils ont versés ne sont pas un don fait aux ouvriers malheureux, mais bien un à-compte sur les 7,000 francs qui leur étaient dus. Nous engageons vivement les ouvriers à s'entendre pour poursuivre cette affaire, et nous espérons que la justice leur donnera gain de cause.

Affaire des ouvriers fondeurs en caractères.

Nous nous sommes abstenus jusqu'ici d'entrer dans les détails de la lutte qui s'est engagée entre les directeurs de la fonderie générale de caractères d'imprimerie et leurs ouvriers, au nombre de près de cent, parce que nous espérions que le temps et la réflexion amèneraient, de la part des premiers, les concessions exigées par la justice des réclamations qui leur étaient faites. Mais aujourd'hui que cette lutte semble moins que jamais près de sa fin, aujourd'hui que des arrestations ont été faites, qu'une instruction judiciaire est commencée, et qu'un procès correctionnel est imminent, il est de notre devoir de publier les faits qui sont à notre connaissance.

Nous allons reproduire la version du *Moniteur des Prud'hommes*, en y faisant les rectifications nécessitées par les renseignements que nous avons reçus des ouvriers eux-mêmes. Nous intercalons ces rectifications dans l'article même.

« MM. Tarbé et C^e » (lisez MM. Biesta, Laboulaye et C^e) ayant voulu « diminuer les prix de main-d'œuvre, les ouvriers préférèrent cesser leur travail. Pour les reprendre, ils exigèrent le rétablissement de l'ancien tarif, ce qui était dans leur droit, et la suppression des ateliers que cette maison avait établis à Saint-Germain, prétention qu'il ne leur appartenait pas d'élever. »

Ce que le journaliste appelle une prétention n'est tout simplement que le résultat d'un arrangement à l'amiable dont la preuve écrite est entre les mains des ouvriers. Cet arrangement n'a eu lieu qu'après la rentrée dans les ateliers, et en compensation de certains avantages de travail dont les ouvriers étaient privés.

« La maison Tarbé adhéra à ces conditions : c'était une transaction; elle était tenue d'en exécuter les clauses. Cependant, au bout de quinze jours, les ateliers de Saint-Germain existant encore, les ouvriers se retirèrent de nouveau.

« M. Tarbé prétend qu'il ne pouvait, sans perte considérable, fermer si promptement ses ateliers; les ouvriers soutiennent qu'il le pouvait et le devait; qu'en les maintenant, son intention était de s'assurer plus tard le moyen de leur faire subir, avec plus de succès, la réduction onéreuse de salaire qu'il avait voulu leur imposer. Bientôt, les ateliers de Saint-Germain furent également abandonnés. »

Les ouvriers ne se sont retirés qu'à cause du refus des patrons de fixer une époque, *quelle qu'elle fût*, pour la fermeture.

« M. Tarbé fit alors venir de Belgique des ouvriers fondeurs; mais ceux-ci ne restèrent que quelques jours. »

Ces ouvriers avaient été appelés au moment même des négociations; on en fit venir également de Francfort; les ouvriers virent dans ces faits une violation manifeste des conventions arrêtées.

« Il fit appel par une affiche, placardée dans Paris, aux ouvriers sans emploi de toutes les professions, et il réunit 50 à 60 apprentis afin d'en former des ouvriers. »

C'est une jolie chose que la liberté illimitée! Voilà une profession qui occupe à peine à Paris 400 ouvriers, et dans laquelle on incorpore tout d'un coup 60 apprentis! Le résultat est bien facile à prévoir : c'est la diminution, dans le délai d'un an peut-être, d'un sixième du salaire?

« Les ouvriers, pour rentrer, ajoutent maintenant une condition nouvelle : c'est qu'il n'y aura jamais qu'un apprenti par deux fourneaux de six fondeurs chacun. »

Cette condition n'est pas nouvelle; c'est une de celles acceptées à l'amiable lors de l'arrangement.

« La prolongation de cet état de choses, encore plus funeste aux ouvriers qu'au maître fondeur, entretient et accroît chaque jour l'animosité. »

Les ouvriers se sont bornés à refuser le travail dont les conditions ne leur plaisaient pas, sans haine contre personne; il était à désirer qu'il en fût de même de leurs adversaires. Mais ceux-ci ont refusé de signer les livrets, ou bien ils voulaient y mettre des notes, ce que la loi leur interdit formellement. Enfin, ils ont déposé une plainte, et à l'heure qu'il est, six arrestations ont été faites.

Si le dénouement de cette affaire est un procès correctionnel, une question de la plus haute gravité pour nous y sera agitée, celle de la liberté du travail. Il s'agira de savoir si, sur la simple plainte d'un maître, la police peut emprisonner des ouvriers dont le seul crime est de ne pas vouloir travailler à de mauvaises conditions. Si un pareil état de choses était sanctionné, nous serions revenus au servage, moins l'obligation où étaient les seigneurs de nourrir leurs serfs.

L'un de nos anciens collaborateurs, M. Chevé, vient de publier, sous le titre de *Catholicisme et Démocratie* (1), un petit livre plein de nobles pensées. Nous le recommandons à nos amis; toutefois, nous croyons devoir déclarer que nous n'entendons ni approuver ni improuver le caractère particulièrement religieux de ce livre : c'est pour son côté démocratique que nous le louons ici, et le passage suivant prouvera si l'œuvre de notre ancien camarade mérite la faveur populaire.

« Allons, France, au vent ton drapeau; un casque à ton large front, une hache à ta ceinture, un mousquet à ta main; pousse le cri des batailles, et guerre soit au fils de Satan. »

« Peuples, dressez-vous sur vos sièges, vous allez voir passer le temps des grandes crises. Les forts ont revêtu l'armure, et le sol tremble sous le pas mesuré de leurs chevaux. L'ange du Dieu des armées les précède et la justice les suit. »

« Nos pères ont vu les révolutions géantes où l'on abattait dix-huit siècles d'un coup de hache, et les guerres épiques où l'on promenait quatorze armées par l'Europe, pour lui montrer comment la démocratie bat la charge. Mais nos pères n'ont rien vu. »

« Les ossements des soldats que nous avons semés de l'Égypte à Moscou ne sont que les jalons de nos marches futures. Le drapeau que nous avons laissé à la crête du Saint-Bernard, nous l'irons replanter au Kremlin, et la Pologne, notre sœur, viendra s'asseoir au foyer de ses pères. »

« D'un tranchant de notre épée nous rendrons la liberté à l'Irlande, cette seconde de nos sœurs; de l'autre à l'Italie, cette tête du catholicisme; notre avant-garde ira ressusciter l'Orient, le pays des prophètes; et nos jeunes recrues, se mettant en marche, reprendront en passant nos frontières du Nord. »

« Malheur alors, malheur à ces trafiquants infâmes qui se sont dit : Nous ferons de la France un bazar et du monde un marché ! Insensés ! qui ont cru qu'on déracine ainsi au cœur d'une nation douze siècles de gloire, qu'on joue les destinées du genre humain sur un tapis de bourse, et qu'on arrête les grandes révélations de l'avenir avec un avant-poste de soldats. »

« Où étaient-ils donc aux jours de nos grands drames ? N'ont-ils jamais vu comme on prend les bastilles dans le temps qu'un enfant met à jouer une partie de paume, et comme on fait, entre deux couchers de soleil, une révolution qui change la face de tout un peuple ! »

« Oui, nous sommes bien les fils de ces hommes de fer que le soleil des pyramides a bronzés, et qui, las de fouler de leurs pieds le sol de l'Europe conquise, s'en allèrent un jour jusqu'aux frontières de l'Asie, porter aux hordes du Nord le drapeau de la civilisation. »

« Nous savons comment on franchit le plus haut revers des Alpes par une matinée d'hiver, et comment, avec un chant de Marseillaise, on prend des citadelles et défait des armées. »

« Nous sommes toujours ce peuple aux larges mains, qui laisse à tout ce qu'il touche une empreinte ineffaçable. Partout où notre pied s'est posé, il y a une idée de liberté qui germe; partout où frappe notre glaive, la tête des oppresseurs se courbe et les chaînes de l'esclave se brisent. »

« Que les peuples n'oublient jamais que dans cette grande lutte du Christ contre Satan, la France reste toujours la fille aînée de l'Église et le bras du catholicisme. »

« Qu'ils se rappellent qu'elle ne combat les rois que pour rendre aux peuples la liberté; qu'apôtre et martyr de la fraternité universelle, elle l'achète au prix de tout le sang qui coule de ses cicatrices. C'est là un assez beau fleuron de gloire pour qu'elle n'en veuille point d'autre. »

Oui, la France porte dans son sein les destinées du monde. Elle sait quels larges flots de son sang il lui faudra verser pour accomplir son œuvre; mais elle le donnera, car son sang est inépuisable comme sa gloire.

« Allons, France, au vent ton drapeau; un casque à ton large front, une hache à ta ceinture, un mousquet à ta main; pousse le cri des batailles, et guerre soit au fils de Satan. »

FAITS DIVERS.

M. Louis Blache, ouvrier en soie, gérant du journal *le Travail*, fondé à Lyon par des ouvriers communistes, vient d'être condamné à 3 mois de prison et 100 fr. d'amende, pour un article intitulé : *Pourquoi nous sommes communistes*, dans lequel la cour d'assises du Rhône a trouvé les délits d'excitation à la haine, etc., et d'attaque contre la propriété. La publication de cet article remonte à près d'un an, et le journal avait cessé de paraître immédiatement après sa saisie.

M. Blache a été défendu par un de ses collaborateurs et amis, dont le plaidoyer a été interrompu par le président, à l'occasion de quelques réflexions sur la mauvaise distribution de la propriété.

Nous devons à ce propos prémunir nos lecteurs contre une ruse employée par un petit journal qui se publie à Paris, sans nom d'auteur, et qui ne s'est pas contenté de s'intituler *le Travail*, mais qui a adopté un format et un titre exactement semblables au *Travail* de Lyon, avec lequel il n'a du reste que ce point de ressemblance.

— Le tribunal de police correctionnelle (6^e chambre) avait à juger le 5 de ce mois des ouvriers imprimeurs accusés de coalition. Après les plaidoiries de MM^{es} E. Arago et Favre, le tribunal a acquitté Rollin et condamné Lachevardière, Lambert et Malpay à 15 jours de prison, Roman à 8 jours, Dubois et Poisson à 6 jours, Ancelle à 3 jours, et tous solidairement aux dépens.

Ce procès a été intenté sur la plainte d'ouvriers devenus maîtres, et qui semblent avoir oublié qu'autrefois ils n'étaient pas des moins ardents à résister aux réductions de salaire.

Nous avions annoncé par erreur le mois dernier la mise en liberté de ces ouvriers. Quelques-uns seulement avaient été relâchés sous caution.

VARIÉTÉS.

Le travail attrayant.

Par une des journées les plus brûlantes de ce mois, deux ouvriers s'étaient retirés, pour prendre un peu de repos, sous un hangar. Là, étendus sur la terre, ces deux hommes, au teint cuivré par l'ardeur du soleil, harassés de fatigue, respiraient avec délices un air plus frais que celui du chantier.

— Il faut convenir, disait l'un de ces deux hommes, que notre lot n'est pas brillant sur la terre, et que bien heureux sont ceux qui ont des rentes. Il nous faut travailler depuis cinq heures du matin jusqu'à la nuit, tous les jours, sans relâche, et nous priver de bien des choses dont nous aurions besoin. L'hiver nous sommes à demi gelés; nous sommes étouffés sous le poids de la chaleur maintenant, et dans quelque temps, où la saison rendra le travail plus facile, nous n'aurons probablement plus d'ouvrage. Quelle malheureuse situation ! Et quand je pense qu'elle pourrait changer comme du blanc au noir, et que toute la peine que nous nous donnons pourrait se transformer en plaisir. Je causais dimanche dernier avec un camarade, qui est fouriériste, et qui m'a dit de bien belles choses sur l'organisation du *travail attrayant*. C'est cela qu'il nous faudrait, vois-tu. Le travail attrayant, c'est la liberté pleine et entière de faire ce qui nous conviendra. Voici, sous ce régime, comment j'organiserais ma journée. Dans cette saison-ci, par exemple, le matin de très-bonne heure j'irais labourer au jardin, ou arroser la salade, après quoi j'irais aider à retirer le pain du four. Je conduirais ensuite une charrette, et après je ferais mon déjeuner, qui serait suivi d'un petit somme. Après déjeuner, j'irais travailler un peu dans

(1) Chez Capelle, rue des Grès-Sorbonne, 5.

l'atelier des tourneurs; c'est un travail qui me plaît assez. Mais dès qu'il commencerait à faire chaud, j'irais lire un journal ou deux, et je jouerais un air de guitare en fumant ma pipe. Je descendrais à la cave pour mettre du vin en bouteilles, au moment le plus chaud de la journée; puis, après le dîner, je me rendrais dans un atelier quelconque, où je m'occuperais tant que cela me ferait plaisir, pourvu que ce ne soit ni une forge, ni un chantier, ni une mine, ni dans un endroit renfermé, ni trop au soleil, ni...

Un rire étouffé qui l'accompagnait depuis le commencement de sa description éclata tout à-coup et l'interrompit. C'était son compagnon Pierre qui s'en donnait à cœur-joie, et qui lui dit, après avoir enfin donné carrière à sa gaieté :

— Ah ça ! Victor, parles-tu sérieusement ?

— Pourquoi non ? Qu'a donc de si étrange ce que je viens de te raconter ? Pourquoi prenons-nous si souvent nos travaux en dégoût ? N'est-ce pas leur difficulté, leur insalubrité, et principalement leur uniformité et leur monotonie, qui sont cause de cela ? Et si nos travaux étaient variés, et exécutés chacun à de courts intervalles, crois-tu que nous ne serions pas plus heureux, et même que nous n'en ferions pas davantage ? Est-ce que tu serais de ceux qui croient encore que Dieu a condamné l'homme au travail, à gagner son pain à la sueur de son front, à se nourrir du fruit de ses souffrances ! Va ! le fouriériste me le disait bien ; vous êtes des encroûtés, pleins de vieux préjugés....

— Écoute, Pierre, ton raisonnement est juste relativement à la peine que nous avons, et il est même bien, je pense, de rechercher les moyens d'assainir le travail, et d'en faire davantage, si c'est possible. Mais je me permets de douter que ce que tu appelles le travail attrayant nous mène à ce résultat.

— Et pourquoi cela ?

— Je te donnerais mille raisons pour une. D'abord, la production prend sa vitesse, sa force et sa bonté dans la division du travail : les communistes eux-mêmes en conviennent, et il est connu de tout le monde que l'on fait rarement bien deux métiers à la fois : à plus forte raison n'arrivera-t-on à rien de bon si l'on en veut exercer cinq ou six ! J'ai bien peur que sous ce régime tout le monde ne se sente attiré assez volontiers vers les travaux les plus commodes ; je crains même que la classe habituée à ne rien faire dès à présent ne continue à trouver de l'attrait dans ce genre de travail. Je veux en outre t'adresser une question. Quels sont ceux qui trouveront attrayant de travailler dans les forges ? Et dans les carrières, dans les mines ? Y descendra-t-on d'heure en heure, chacun à son tour ? mais alors la besogne ne se fera pas. Qui voudra ensuite faire le métier de marin, entreprendre les voyages de long cours, un des métiers les plus durs que je connaisse ? Qui voudra faire la guerre, dessécher les marais, coloniser sous des climats différents du nôtre ? Toutes ces choses-là compromettent gravement l'existence, et n'ont par conséquent rien d'attrayant. Réponds : qui voudra exercer ces fonctions ?

— Rien de plus simple : il y en a qui feront cela par dévouement ; moi le premier... si la chose me convient.

— Ah ! le dévouement ! Mais où trouveras-tu le dévouement, après en avoir détruit la source, après avoir dit que le travail devait être un plaisir ? Suivant moi, tout dévouement, exigeant des sacrifices, est une peine et non un plaisir ; suivant toi, c'est tout le contraire.

— Mais certainement, le dévouement est un plaisir pour certains individus.

— Admettons que cela soit vrai ; ce ne sera néanmoins que l'exception. Toi, par exemple, quand tu sacrifies tes intérêts à ceux du corps d'état, ou de la nation, ne sens-tu pas qu'il s'élève un combat pénible au-dedans de toi-même ?

— Cela est vrai.

— Eh bien ! il en sera de même de tous ceux que tu interrogeras. Le dévouement, qui est un combat de l'homme contre son instinct de conservation et ses désirs de jouissance, se développe facilement par l'éducation, par les bons exemples ; mais si le dévouement cessait d'être la règle pour devenir l'exception, sois assuré de voir alors régner en maître l'égoïsme le plus brutal.

— Mais quelle conclusion tires-tu de ce que tu viens de me dire ? Pourquoi alors nous plaignons-nous ? Si le travail est une peine obligatoire, nous sommes bien servis, nous avons notre lot.

— Oui, Victor, le travail est une lutte de l'homme contre la nature extérieure : c'est une loi à laquelle nous sommes tous soumis, et

tous deux nous l'acceptons pleinement sans aucune pensée de révolte ; mais une des causes principales de nos plaintes, c'est qu'il en est qui n'obéissent pas à cette loi, qui nous laissent tout le fardeau sur le dos, qui nous forcent enfin à les nourrir. Nous nous plaignons, parce que notre peine n'est pas rétribuée, et nous voulons arriver à forcer au travail ceux qui en méconnaissent l'obligation. Voilà ce que nous voulons. Nous désirons aussi, d'accord en cela avec les fouriéristes, rendre les travaux moins dangereux sous tous les rapports, mettre autant que possible chacun dans sa vocation, afin qu'en s'adonnant au travail qui lui plaît davantage, chacun souffre moins en l'accomplissant, et en fasse par conséquent beaucoup et bien. Nous sommes encore de ceux qui demandent que les travaux pénibles, insalubres et dangereux soient les mieux rétribués, parce que c'est justice ; mais cela est loin du travail attrayant comme tu l'entends, lequel, à mon avis, ne produirait rien du tout.

— Mais alors, nous restons toujours contraints au travail, et cela est tout-à-fait contraire aux vues de la nature, qui a créé l'homme pour qu'il soit heureux, et qui a mis à sa disposition tous les moyens d'arriver à ce but.

— Voilà justement ce qui te trompe. Cherches d'abord à te rendre compte de ce que c'est que le bonheur, et tu trouveras que c'est un mot extrêmement vague, sans aucune signification. Entends-tu par bonheur la satisfaction de tous les besoins, de tous les désirs, l'absence de toute souffrance ? mais alors vois combien ta pensée est chimérique. Les besoins sont insatiables : à mesure que tu les satisfais, il s'en crée de nouveaux, et tu restes toujours avec des désirs non assouvis : absence de souffrances ! mais il faudrait alors supprimer les maladies et la mort : il faudrait que tu ne sois plus exposé, dans le cours de ta vie, à perdre ta femme, tes enfants, tes amis les plus chers. Et si une chose semblable était possible, cela ne constituerait pas encore le bonheur !

— Alors résignons-nous à la souffrance ; c'est la loi suprême : ne tentons rien pour sortir de notre malheureuse position. Tu me fais presque l'effet de ce prédicateur, qui disait que nous étions bien heureux de tant souffrir, parce que plus nous aurions souffert ici-bas, plus nous serions heureux là-haut.

— Te voilà dans la même exagération qu'à propos du travail attrayant. Nous ne cherchons pas le bonheur, mais nous voulons acquérir du bien-être, parce que le bien-être est un instrument puissant à l'aide duquel on fait mieux ce qu'on doit. Nous voulons vivre honorablement de notre travail, et nous voulons sérieusement que tout le monde en fasse autant. Mais si nous demandons du bien-être, que ce ne soit pas pour nous, mais pour ceux qui nous entourent, pour les faibles, les femmes, les enfants, les vieillards, les infirmes, pour tous ceux enfin dont les besoins sont aussi grands que les nôtres, et qui comptent sur nous pour y pourvoir. Voilà un but un peu plus noble que celui du bonheur individuel.

— Tout cela ne me satisfait pas. Toujours cette maudite contrainte ! j'aime bien mieux le libre développement des instincts de l'homme, qui permettra à chacun d'exercer ses facultés au bénéfice de tous, en commençant par soi.

— Rien ne prouve qu'être utile à soi c'est être utile aux autres : le contraire est complètement visible. Vois les bourgeois du juste-milieu ; personne mieux qu'eux ne possède l'art de penser à soi, et personne non plus ne pense moins, n'est même plus hostile aux autres, même à ceux de leur classe.

— Ça, c'est bien vrai !

— Revenons au travail attrayant. Il n'est qu'un seul attrait dans le travail, c'est ce sentiment moral de satisfaction que l'homme éprouve à remplir son devoir, mais encore faut-il pour cela qu'il soit bien convaincu de la nécessité de l'obéissance à ce devoir. Et celui qui remplit sa tâche comme il le doit ne se préoccupe pas, comme tu le faisais tout-à-l'heure, d'avoir toutes ses aises : il ne travaille pas pour se procurer une jouissance ; il travaille pour être utile aux autres. Cela lui suffit.

— Eh bien ! retournons travailler. Aussi bien j'avais fait un beau rêve, et rien de plus !

— Un rêve d'égoïste, qui n'a jusqu'ici servi qu'à te rendre plus insupportable la chaleur que nous endurons, et voilà tout !

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 27. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 25 au 30. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Le journal se vend

chez ROUANET, rue Verdelet; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve; LAVIGNE, passage de l'Ancre; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon; on s'abonne chez GÉRIZET, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

Situation présente. — Des élections. — De la régence. — Misère en Angleterre. — Les vieillards pauvres sous le régime actuel. — Des apprentis. — Loi sur le travail des enfants. — Affaire des ouvriers fondeurs. — Faits divers. — Variétés. Refonte des monnaies.

SITUATION PRÉSENTE.

Nous sommes au commencement d'une de ces grandes crises politiques dont il est impossible de prévoir le terme, et dont les conséquences sont incalculables. On sait quel événement imprévu en est la cause. Tout le monde est, diversement mais sérieusement, préoccupé de l'avenir, parce qu'on paraît être convaincu que la mort du duc d'Orléans ne frappe pas seulement la famille royale dans ses affections privées, mais qu'elle la menace encore dans son avenir dynastique. Déjà les partis se dessinent plus nettement, et chacun d'eux va travailler sans relâche, soit à s'assurer les bénéfices de la situation présente, soit à se ménager ceux de l'avenir. Nous dirons tout-à-l'heure quel est le but particulier de chaque parti; mais auparavant, qu'il nous soit permis de nous arrêter un moment pour considérer l'état actuel de l'édifice monarchique

Aujourd'hui, douzième anniversaire d'une révolution dans laquelle le peuple a versé son sang pour assurer à tout jamais la liberté de la presse, nous sommes forcés de laisser mutiler notre pensée par l'imprimeur de ce journal, que la responsabilité indéfinie qui pèse illégalement sur lui force à nous censurer.

Quand on considère de haut les choses de gouvernement, on est frappé de cette pensée (pensée consolante), qu'il est infiniment plus difficile, qu'il en coûte infiniment plus pour faire le mal que pour faire le bien, et le pouvoir actuel en donne un exemple frappant. Il est certain qu'il a fait mille fois plus d'efforts pour s'opposer à de justes améliorations qu'il n'en fallait pour les réaliser; mille fois plus d'efforts pour comprimer l'élan

national qu'il n'en fallait pour le diriger; mille fois plus d'efforts en un mot, pour ruiner son avenir qu'il n'en fallait pour le solidifier. Et cela justifie bien ce précepte de l'Évangile : Ceux qui se cherchent se perdront.

Maintenant, les hommes qui ont poussé la royauté dans cette voie ont-ils le droit d'en être fiers? ont-ils le droit d'être fiers de la situation actuelle de la France et de la position particulière d'un roi réduit à n'oser plus se montrer au milieu du peuple. Il faudrait que l'orgueil les aveuglât bien fort, car les hommes les moins clairvoyants commencent à comprendre qu'on a édifié sur le sable mouvant un édifice qui menace ruine. On a donc beau faire et dire, la royauté n'a pas su ou n'a pas voulu, en s'appuyant sur le peuple, se donner une base solide :

. ; car s'il fallut l'habileté bien connue de Louis-Philippe pour surmonter les difficultés de ce temps-ci, est-il probable que ses jeunes fils pourront surmonter les difficultés plus grandes que l'avenir prépare à leur inexpérience?

La couronne compte peut-être pour l'avenir des siens sur le dévouement des hommes qu'elle a élevés aux honneurs. Mais c'est là une de ces illusions auxquelles les rois seuls se laissent aller. Non, la royauté n'a pas de serviteurs dévoués; elle n'a que des serviteurs gagés; elle est exploitée par toutes sortes d'ambitieux

. Nous ne sommes donc pas dupes de toutes ces manifestations monarchiques causées par la mort du prince d'Orléans; car, parmi les courtisans, ceux qui sont attristés sont plus préoccupés de leur quiétude menacée que des douleurs de la famille royale. Des serviteurs dévoués! que les rois réformateurs en aient eu, que la république, en ses jours difficiles, en ait eu, cela se conçoit, parce que ce n'est jamais par amour de soi-même qu'on travaille aux réformes sociales; mais que

. La royauté sera abandonnée par ses soutiens actuels du jour où ils la croiront impuissante à garantir leur sécurité; c'est la règle en pareil cas, et il n'y a pas d'exception.

Qu'on ne vienne pas dire que nos réflexions sont inconvenantes ou menaçantes, car nous ne nous réjouissons pas; nous ne menaçons pas non plus : nous constatons des faits, nous examinons

des résultats qui frappent l'esprit de tous les hommes désintéressés ; enfin nous prévoyons l'avenir.

Examinons donc comment les divers partis vont miner l'édifice ; voyons quel est leur nombre et quels sont leur but et leurs moyens.

Autrefois, on n'en comptait que trois ; les démocrates, les légitimistes, et les partisans de l'institution actuelle ; mais des rivalités entre les chefs de ce dernier parti, et quelques différences d'idées gouvernementales l'ont définitivement séparé en deux grandes fractions, et nous comptons chacune d'elles comme un parti. Il y a donc maintenant : les *conservateurs*, les *constitutionnels*, les *légitimistes* et les *radicaux* (1).

Les conservateurs ont pour but d'immobiliser, coûte que coûte, les privilèges sociaux et les droits politiques entre les mains des propriétaires, parce que ceux-ci sont attachés à la paix. — « Maintenant nous avons tout ce qu'il nous faut, disait dernièrement un député conservateur à ceux qui venaient de le nommer ; il n'y a donc plus rien à changer aux institutions ; il n'y a qu'à les bien conserver. » Ce langage est celui d'une grande partie de la chambre élective, mais ce n'est pas encore tout-à-fait celui du chef du parti, qui est en même temps le chef du cabinet actuel. L'homme dont nous parlons n'a pas seulement l'amour de la conservation, il a de plus une haine violente contre tout ce qui veut aller en avant, et par un effet tout naturel, cette haine le mène à rétrograder. Son but donc est de soumettre la France à un système moins libéral encore que celui dont nous nous plaignons, et, pour l'atteindre, ses moyens sont la corruption et l'intimidation. Cet homme et ce parti font bien du mal à la France, mais ils en font plus encore à la royauté ;

Les constitutionnels, par leurs faiblesses et leurs sentiments secrets, sont bien un peu complices des conservateurs. Leur but n'est pas fort avancé : ils veulent la réalité du gouvernement parlementaire et quelques très-minces réformes. Le moyen pour eux d'arriver à ce but serait d'effacer la volonté royale, et la régence de la duchesse d'Orléans serait leur affaire. Mais, pour que la chambre pût donner force à un ministère qui ne s'appuierait que sur elle, il faudrait qu'elle-même eût autorité sur la nation, c'est-à-dire il faudrait qu'elle sortît du suffrage universel. Les constitutionnels sont loin d'aller jusque là. Aussi leur Chambre sera-t-elle sans autorité sur la nation, sans énergie, sans discipline, et le pouvoir qui en sortira n'aura point de force, sera tirailé en tous sens, et débordé par les autres partis.

Donc, avec le parti Guizot, on arriverait à une nécessité révolutionnaire par excès de pouvoir, et on arriverait à la même nécessité avec le parti Thiers et Barrot par l'impuissance du pouvoir. Aucun de ces deux partis n'a de principe social arrêté : tout se réduit pour eux à une question de personnes et d'intérêts spéciaux, et c'est là précisément ce qui rendra la lutte plus ardente et plus funeste à la royauté, surtout lorsque l'ambition des chefs ne sera plus contenue.

Le parti légitimiste relève la tête. Mais il est évident qu'il n'a absolument aucune chance de succès. Si ses espérances n'étaient pas les plus insensées, il faudrait bien se mettre en garde contre ses projets. En effet, pour arriver à restaurer la monarchie dite légitime, il ne peut compter que sur deux choses, l'anarchie et l'intervention étrangère. Un parti qui n'a que de pareilles ressources n'a évidemment pas d'avenir, mais sa lutte contre l'institution actuelle tourne forcément au profit de la souveraineté nationale, car c'est une chose bien remarquable que les efforts de

tous les partis opposés à la démocratie ne puissent avoir d'autre résultat que de la servir !

Quand le peuple croira devoir intervenir dans la lutte entre les partis, ce sera, qu'on ne l'oublie pas, pour faire triompher une idée et non des personnes. C'est pourquoi le parti radical a tant d'avenir, car son but, c'est d'appliquer définitivement à la société le grand principe d'égalité qu'elle réclame depuis si longtemps.

Le parti radical n'est ni organisé ni organisable comme les autres ; il est trop nombreux et trop suspect au pouvoir pour qu'il lui soit possible de se réunir par grandes masses comme les chartistes anglais, et partant il est difficile qu'il y ait en lui une parfaite unité de doctrine sociale. Tout le parti a bien la même devise ; mais chacun des termes en est interprété d'une manière différente, et ces différences d'interprétation finiraient par diviser les radicaux en des partis contraires. Il y a donc une chose urgente à faire, c'est une prédication active d'idées organisatrices bien claires et qui ne puissent blesser en rien les idées fondamentales de la société. Cette prédication est le plus sûr moyen de discipline et d'unité qu'il soit possible de trouver ; mais pour qu'elle ait ce résultat, il faut qu'elle vienne d'hommes qui aient autorité par la science, le dévouement et la position. On comprend ce que nous voulons dire. Les hommes qui forment la tête du parti ont beaucoup à se reprocher d'avoir manqué d'activité dans ce sens, et nous leur avons dit plus d'une fois déjà qu'une foule d'idées absurdes n'auraient pas eu cours parmi le peuple s'ils avaient été prévoyants.

Nous ne faisons ici la leçon à personne ; nous demandons au contraire qu'on nous la fasse. Le peuple veut connaître : vous donc qui savez et qui avez tous les moyens de publier vos pensées, enseignez-nous, dirigez-nous, afin que le parti soit fort par l'esprit comme il l'est par le nombre, afin que nous soyons tous dignes d'exercer un jour ces droits politiques que nous réclamons avec tant d'insistance.

Comme peuple, nous avons souvent mis le pouvoir en demeure de nous rendre justice, et il s'y est constamment refusé ; aussi n'attendons-nous plus rien de lui. — Nous ne manquerons jamais non plus une occasion de mettre en demeure les chefs du radicalisme, pour leur donner l'occasion de prouver leur dévouement à la cause populaire, et certes ils ne manqueront pas à leur devoir. Il doit être bien entendu que nous n'exigeons pas d'eux qu'ils rendent des services individuels ; c'est plus que cela : il faut qu'ils rendent des services publics, en s'attachant successivement à toutes les réformes possibles, et en prouvant que s'ils savent dénoncer le mal, ils savent aussi le remède. C'est ainsi qu'on aura confiance en eux, et qu'on se disciplinera à leur parole. Nous comptons sur eux plus que jamais, et s'il s'en trouve qui refusent de nous éclairer, nous les considérerons comme des hommes qui ne veulent de la démocratie que pour satisfaire leur ambition.

Car nous n'ignorons pas qu'il y a des ambitieux dans le parti radical, et par ambitieux nous n'entendons pas ceux qui désirent le pouvoir pour opérer de grandes choses, mais ceux qui n'ont d'autre but que leur satisfaction personnelle. Or, jusqu'à un certain point il est facile de reconnaître ces hommes-là. C'est ordinairement par l'absence d'idées organiques qu'ils se distinguent, ou par des projets d'organisation extraordinaires, inapplicables. Il est rare, en effet, qu'un homme préoccupé de lui-même trouve des idées utiles aux autres : cela n'est donné qu'à ceux qui ont du dévouement. Nous avons fait plus d'une fois cette expérience, d'ailleurs. Il ne faut donc point compter sur les hommes qui ne savent que critiquer ou extravaguer.

Nous insistons sur tous ces points, parce qu'il est plus nécessaire que jamais que le parti démocratique inspire de la confiance

(1) Nous avons déjà examiné la doctrine de ces partis, dans le n° 42 de la première année.

à la nation par l'unité de son action et la sagesse de ses théories d'application. Quant à l'idée générale, on peut dire sans hésiter que, hormis quelques milliers de privilégiés, elle est celle de la France entière.

Ainsi donc, que l'avant-garde du peuple se prépare franchement à faire tête aux difficultés qui surgiront de la crise qui commence actuellement, et qu'ils aient confiance, car

DES ÉLECTIONS.

La classification des partis est restée à peu près la même dans la Chambre nouvelle qui siège aujourd'hui. Quelques hommes nouveaux, que chacun veut s'attribuer, et qui ne savent peut-être pas encore, pour la plupart, sur quels bancs ils iront s'asseoir : cela s'éloigne peu des prévisions que nous avons émises dans notre dernier numéro. Néanmoins il est à remarquer : 1° que les ministériels ont été obligés de déguiser leur qualité pour se faire nommer ; 2° que le cri de guerre contre l'Angleterre a été généralement à l'ordre du jour dans les élections ; 3° que la ville de Paris s'est signalée en nommant deux radicaux et dix opposants sur quatorze choix ; 4° n'oublions pas enfin la défaite du parti des *endormeurs*, représentés par MM. Blanqui et Michel Chevalier.

En résumé, la composition de la Chambre est telle que nous pensons pouvoir lui adresser, dans le cours de l'année qui va suivre, plusieurs pétitions sur l'organisation des prud'hommes, les subsistances, les associations d'ouvriers, etc.

Inutile de dire que tout ce que nous en attendons, c'est que les députés actuels sachent enfin qu'en dehors du pays légal on se pose aussi des questions, qu'on tâche de les résoudre, et qu'on ne se croit pas suffisamment représenté ni bien gouverné dans la sphère où nous vivons.

DE LA RÉGENCE.

Dans quelques jours la Chambre va se prononcer sur la question de la régence, c'est-à-dire qu'elle va faire un acte de souveraineté au premier chef, par l'élection d'une royauté qui, pour être temporaire, n'en est pas moins une royauté réelle, et qui, sauf accident, peut durer long-temps.

La presse radicale, qui a parfaitement senti toute l'importance de cet acte souverain, voudrait que la Chambre actuelle se déclarât incompétente, et que le gouvernement en appelât à toute la nation ; mais le vœu de la presse radicale sera méprisé par le ministère, et la Chambre actuelle élira un régent ou une régente.

Il est vrai, qu'en cette circonstance, si le pouvoir en appelait à toute la France, ce serait reconnaître la souveraineté du peuple dans toute sa réalité, et il ne serait plus possible de restreindre désormais le nombre des électeurs aux seuls censitaires ; mais, d'un autre côté, le pouvoir nouveau serait l'œuvre de la nation, et la nation respecterait son œuvre. Les conservateurs n'ont pas la vue si longue, et l'idée aristocratique exclut l'idée de prévoyance.

Voilà toujours où en est la question ; on a séparé la société en deux parties, *le pays légal*, et *le pays illégal*. Le gouvernement ne veut s'appuyer que sur la première partie, qui n'est cependant qu'une faible minorité, qui n'a qu'une force d'inertie ; il n'importe ! le gouvernement ne veut rien faire que par elle et pour elle. Eh bien ! que le *pays légal* fasse donc de la souveraineté à son aise ! Puisque la masse de la nation n'a rien à y voir ; puisqu'on persiste encore à l'exclure dans cette circonstance extraordinaire, elle considérera le pouvoir élu comme un obstacle à sa prospérité, et c'est là le plus grand malheur qui puisse arriver à une dynastie.

Misère en Angleterre.

La situation des ouvriers anglais devient de plus en plus épouvantable ; et l'alarme commence à se répandre parmi les hommes de la classe aisée. Des populations entières manquent de pain et de vêtements, et des bandes d'hommes affamés sont entrées de force dans les maisons des villes qu'ils habitent, pour y chercher des pommes de terre. En face d'une aussi effroyable misère, l'aristocratie anglaise n'a trouvé qu'un remède, c'est une quête générale dans les églises du royaume. En supposant cette quête très-productive, elle prolongerait à peine de quelques jours l'agonie des malheureux ouvriers anglais. Une catastrophe est donc imminente : une étincelle suffira pour mettre le feu à l'Angleterre et y causer un embrasement général. Aussi accueille-t-on sans étonnement les rumeurs les plus étranges, les plus sinistres nouvelles. Ces jours derniers on parlait d'une émeute sérieuse ; on allait jusqu'à dire que la reine d'Angleterre avait été enfermée dans son palais. Ces renseignements étaient faux, mais il était facile de voir qu'ils ne manquaient pas de probabilité, à en juger par la sensation qu'ils ont produite en France.

Ce que nous avons lu dans la *Revue Indépendante* et dans l'*Univers* sur le travail des enfants et des femmes dans les mines d'Angleterre surpasse ce que l'imagination la plus abominable pourrait inventer en fait de tortures et de supplices. Et ce sont ces hommes qui prennent un si grand intérêt aux nègres, dit-on ; c'est là cette grande nation qui veut marcher à la tête des émancipateurs de l'humanité ! Lâches hypocrites ! vils exploiters, ce peuple que vous avez réduit à l'état de bétail vous broyera sous ses pieds, et c'est en vain que vous demanderez grâce, il n'aura pas plus pitié de vos larmes que vous n'avez d'entrailles en ce moment pour sa misère.

Quel sera le résultat de cette lutte, si les chartistes ont l'énergie nécessaire pour la commencer ? Sera-ce, comme chez nous en 89, la chute de l'aristocratie nobiliaire et ecclésiastique, ou bien l'aristocratie financière disparaîtra-t-elle aussi ? Ce que nous savons de l'état des esprits nous porte à penser que le peuple anglais n'est pas encore mûr pour une révolution radicale, et cependant sa misère est arrivée à ce point où l'on préfère la mort à une existence semblable ! Ne verrons-nous pas peut-être les ouvriers anglais se borner à des actes de dévastation et de vengeance, comme les paysans français au moyen-âge, et la force matérielle ne vaincra-t-elle pas une insurrection produite seulement par la faim ? Nous le craignons. Et cependant, avec la puissance d'association qu'ils possèdent, les ouvriers anglais peuvent faire de grandes choses, purger le sol de leur patrie de cette infâme aristocratie qui les ronge, établir un ordre social plus équitable ; ils ont, en un mot, leur destinée entre leurs mains, il ne leur manque qu'un peu de cette énergie française, de cet enthousiasme révolutionnaire qui brise les plus grands obstacles ; oui, cela leur manque, car nous n'avons vu jusqu'ici dans leur conduite aucun de ces symptômes qui indiquent une forte volonté et un but bien défini.

L'association chartiste a épuisé les voies pacifiques ; elle a demandé une *enquête* ; l'enquête a été refusée. Une nouvelle association s'est formée, composée des chartistes les plus ardents et les plus influents, pour réclamer par toutes les voies l'abolition des droits sur les grains étrangers. Elle n'a rien pu obtenir, et elle prédit hautement que la résistance va commencer.

Courage donc ! ouvriers anglais ! que quelques-uns d'entre vous élèvent la voix, et appellent aux armes ces millions d'esclaves enchaînés dans les maisons de refuge, et ces malheureux mourant de faim dans les villes manufacturières ;

. Que l'excès de votre misère ait eu au moins pour résultat d'y apporter un remède énergique ; soyez dévoués jusqu'à sacrifier votre vie, et vous serez forts ; surtout ne laissez pas escamoter le fruit de la victoire, si Dieu vous la donne.

Et pour nous, ouvriers français, que la leçon ne soit pas perdue. Rappelons-nous que nos hommes d'État, nos économistes, nos grands industriels prônent et appliquent le système anglais à notre industrie nationale. C'est à nous à voir si nous voulons, dans quelques années, supporter les fruits de ce système, et *faire bouillir des orties* pour nous en nourrir, ou bien *nous coucher de deux jours l'un*, comme viennent de le faire des ouvriers anglais, pour apaiser leur faim ? Résistons donc aux réductions de salaires; opposons-nous par le moyen pacifique de la force d'inertie, à ces tendances exagérées à la production; délivrons-nous par l'association des griffes du capital, et nous aurons évité le sort qui nous serait impitoyablement réservé si nous ne nous opposons de toutes nos forces à ce que des gens qui sont Anglais par le cœur intronisent chez nous l'économie politique anglaise.

Les Vieillards pauvres sous le régime actuel.

Nous nous sommes occupés, dans notre dernier numéro, du régime des asiles où la charité publique reçoit les malades qui n'ont pas les moyens de se faire soigner chez eux, et la plus grande partie de la population ouvrière est dans cette catégorie. Nous avons dit la négligence et l'incurie de l'administration; nous avons stigmatisé l'indifférence, pour ne pas dire plus, des administrateurs du bien des pauvres, la sécheresse de cœur de ces philanthropes qui ne visent qu'à obtenir un bout de ruban et une considération usurpée. Il nous reste encore à parler de ces mêmes hommes et à leur adresser des reproches encore plus graves, dans l'examen rapide que nous allons faire de l'organisation et du régime des hospices pour la vieillesse.

Un écrivain, nous ne savons plus lequel, disait dernièrement qu'il croyait plus facile de devenir ministre que d'entrer aux Incurables, à Bicêtre ou à la Salpêtrière. Ces établissements, destinés à servir d'asile aux individus des deux sexes qui ont usé leur vie à faire la fortune des industriels leurs maîtres, ne sont accessibles qu'après de longues années d'attente, et encore n'est-ce qu'à l'aide de puissantes protections ou sur la recommandation des bureaux de charité que cette porte tant désirée s'ouvre enfin. C'est assez dire qu'il faut, pour y entrer, n'être pas parvenu au dernier degré de l'infortune. La plupart de ceux qui jouissent de ce bienfait ont heureusement encore dans le monde quelques parents dont l'assistance leur permet de prolonger de quelques années cette existence de misère. Et ce n'est pourtant pas par le manque de moyens matériels que l'existence du pauvre n'est point assurée dans ces asiles, car, avec les sommes allouées pour l'entretien et la nourriture des vieillards, on devrait parvenir à leur rendre au moins la vie supportable, et ce n'est pas ce qui arrive. Nous nous souvenons encore des accusations qui furent portées, il y a quelques années, par un médecin attaché à la Salpêtrière, sur le régime de cette maison, où les femmes mouraient pour ainsi dire de faim. Si nos souvenirs sont fidèles, le directeur fut révoqué, tant était grand le scandale donné. L'état de choses s'est-il amélioré ? Nous ne le croyons guère. On énumère toujours avec complaisance le nombre de grammes d'aliments variés qui sont donnés aux vieillards; on croit avoir tout dit quand on a chiffré le poids, et on ne dit rien de la qualité, qui est telle qu'un fort petit nombre peut surmonter sa répugnance et s'en nourrir. Mais il est à cela une compensation, nous a-t-on dit; auprès de certains hospices est établie une porcherie, et les baquets recevant les aliments jetés par les vieillards sont employés à la nourriture et à l'engrais de pores dont la vente, nous le craignons fort, ne figure guère aux recettes des hospices.

Sur un point cependant, rendons justice à l'administration; les vieillards sont assez bien couchés, et leur linge est renouvelé assez fréquemment, mais il faut ajouter que cette partie de l'entretien est négligée lorsque l'âge ayant affaibli les vieillards, les a rendus mal-

propres. C'est cependant alors que les soins deviennent plus urgents.

Comme nous l'avons dit à propos des hôpitaux, nous ne voulons pas répéter toutes les plaintes de ceux qui habitent ces maisons; nous savons que la misère aigrit, que l'âge rend difficile les estomacs les plus robustes; mais il n'en est pas moins vrai que le régime alimentaire des maisons de retraite pour les vieillards est détestable.

Ce régime n'est pas le même néanmoins dans toutes les maisons, car il y a une espèce de hiérarchie. Les vieillards y ont plus ou moins de jours de *sortie* par semaine, c'est-à-dire qu'ils sont astreints le reste du temps à être renfermés dans l'enceinte de l'hospice; les habits sont plus ou moins grossiers, etc.

Sans parler ici de ces établissements dont la charité publique fait une partie des frais et la personne admise l'autre, qui sont interdits à la masse, et dont le régime est très-supportable, nous dirons que les hospices pour la vieillesse, tout défectueux qu'ils sont, deviennent encore un séjour de délices quand on les compare à ce que notre civilisation réserve à une grande catégorie de travailleurs, hommes et femmes, qui n'ont plus de moyens d'existence, et qui n'ont conservé, hélas! ni parents ni amis. Ces infortunés, forcés de tendre la main aux passants, sont poursuivis, condamnés à vingt-quatre heures ou à trois jours de prison, puis envoyés dans les *dépôts de mendicité*. Là, ils sont *prisonniers*, astreints à un travail (des vieillards de 70 à 90 ans!) et nourris, Dieu sait comme! . . .

. . . Ces établissements inspirent une telle horreur qu'on ne les appelle guère chez nous que les . . . Et en effet, le vieillard qui n'a plus que cette ressource est bientôt mort de misère, sous l'influence de ce régime débilitant que des hommes dans la force de l'âge ne supporteraient pas.

Nous ne pouvons résister au désir de citer ici un article extrait de la *Gazette des Tribunaux*, dans un de ses numéros de ce mois. Cet article a été inséré dans tous les journaux, et accompagné de réflexions graves et très-sévères. Nous croyons devoir également le reproduire, car il contient un enseignement que l'on ne saurait trop mettre sous les yeux de tous.

« Sur l'appel de l'huissier, une pauvre vieille femme, misérablement vêtue, mais cependant avec propreté, vient s'asseoir sur le banc des prévenus. Sa figure honnête et son air de confusion inspirent un intérêt qui s'augmente lorsqu'aux questions de M. le président elle répond qu'elle a 81 ans, qu'elle est veuve, sans état et sans moyens d'existence.

M. le président : A votre âge on conçoit que vous ne puissiez trouver de ressource dans le travail; mais n'avez-vous pas d'enfants, de petits-enfants qui puissent venir à votre secours?

— Hélas! non, mon bon monsieur, dit la vieille; je n'avais qu'un fils, soldat comme son père, que j'ai gardé vingt ans malade, par suite des blessures reçues en Russie; le bon Dieu me les a retirés tous les deux. Tant que j'ai pu, j'ai travaillé: je soignais les femmes en couche, je gardais les enfants, j'ensevelissais les morts: mais maintenant je n'ai plus de force, je ne marche plus que difficilement. Le bon Dieu n'a donc pas pitié des pauvres gens, qu'il les laisse devenir si vieux dans Paris.

M. le président, avec émotion : Mais, ma pauvre femme, pourquoi ne vous adressez-vous pas au bureau de charité? on s'empresserait, nous n'en doutons pas, de vous inscrire.

— J'y ai été inscrite, mon cher monsieur, répond la vieille; on me donnait deux pains, une livre de viande et des cartes pour avoir du bouillon chaque semaine; mais alors, c'est que j'avais un ménage, un pauvre lit, une chaise, une armoire et un fourneau. Quand je n'ai pu plus travailler, et que j'ai laissé arriérer deux termes, le propriétaire a tout pris, tout vendu pour se payer. Depuis ce temps-là, on ne me donne plus rien, car il faut être dans ses meubles pour recevoir des secours. Le bureau de charité ne donne rien à ceux qui sont en garni.

M. le président : Pauvre femme! ainsi, à mesure qu'augmente la misère, les secours indispensables diminuent! Dites, ma brave femme, on vous a arrêtée sur les bords du canal, vous alliez là pour mendier.

La prévenue. Hélas! non, on m'a arrêtée parce que je l'ai demandé. Mon logeur m'avait dit le matin de ne pas rentrer le soir si je ne lui rapportais pas sept sous que je lui devais pour ma semaine. Il m'avait chassée! Alors j'avais été au bord du canal: je regardais les bâtiments de l'hôpital Saint-Louis, et je pensais à ceux qui étaient malades. — Ils sont bien heureux, que je me disais, ils mourront dans un lit! Alors une mauvaise pensée m'est venue: j'ai regardé le canal... mais j'ai eu peur du bon Dieu! Un sergent de ville a passé alors, et je l'ai prié de m'arrêter.

M. le président : Vous avez bien fait: il faut savoir supporter ses peines et espérer. Mais, dites-moi, d'autres fois n'aviez-vous pas mendié?

La prévenue : Oh ! jamais, monsieur, jamais !

M. le président : Dans votre intérêt vous devriez en convenir ; nous pourrions alors vous envoyer dans une maison où vous auriez un lit, des vêtements, du feu en hiver, une nourriture suffisante.

La prévenue : Faites, mon bon monsieur, mettez que j'ai dit ce qu'il vous plaira, et que le bon Dieu vous bénisse pour avoir eu pitié de moi !

Le tribunal, déclarant la pauvre vieille coupable du délit de mendicité, la condamne en vingt-quatre heures de prison, ordonne qu'à l'expiration de sa peine elle sera conduite au dépôt de mendicité. »

Et ces scènes se reproduisent presque chaque jour ! et c'est au dépôt de mendicité, à que les juges envoient, croyant en cela faire œuvre de charité, les malheureuses victimes de l'imprévoyance sociale.

« Comment, dit à ce propos le *Charivari*, voilà une honnête femme dont la vie tout entière s'est consumée dans les plus pénibles travaux ! Tant qu'elle a eu un peu de force dans les bras, elle a honorablement gagné le pain de tous les jours. Aujourd'hui la vieillesse est venue, elle a quatre-vingt-un ans, le travail lui fait défaut, et le pain avec le travail. Elle se trouve en face du suicide. Cette pauvre femme a toujours rempli ses devoirs envers la société ; la société ne remplit plus ses devoirs envers la pauvre femme.

« Elle en a pourtant, la société. Aux hommes qui ont travaillé de tout leur pouvoir, et qui, vieux et infirmes, n'ont plus rien pour vivre, il faut bien qu'elle donne le toit et le pain.

« Tout ce que la société leur a demandé pour prix de la protection qu'elle leur accorde, ils l'ont accompli. Maintenant qu'ils ne peuvent plus rien faire pour elle, leur retirera-t-elle cette protection ? Serions-nous chrétiens, serions-nous civilisés, si notre gouvernement traitait les pauvres vieillards qui n'ont plus la force de travailler comme on traite les chevaux fourbus, blessés ou hors d'âge ? On fait abattre les uns par les équarrisseurs, on laisserait la faim abattre les autres ?

Et pourtant ce n'est que trop vrai : notre administration est si imprévoyante, nous ne disons pas si inhumaine, que rien n'assure un abri à la vieillesse des pauvres gens. Il y a un hôpital pour un sur cent ; les autres quatre-vingt-dix-neuf vivent par hasard, à demi, comme ils peuvent, des secours de la charité privée. La société trouve plus commode de laisser acquitter sa dette par la bienfaisance des particuliers ; si la bienfaisance manque, le pauvre meurt de dénuement, et tout est dit. »

Nous n'avons rien à ajouter à ces réflexions.

Le Charivari, et avec lui la plupart des journaux, s'en prend de cet ordre de choses à l'organisation administrative. *La Phalange* et les communistes accusent l'organisation sociale. Le journal phalanstérien prétend que c'est à tort qu'on reproche au gouvernement sa négligence à étudier ces questions, si l'on n'a pas le remède à lui signaler.

Nous disons, nous, que l'on doit s'en prendre d'abord à l'organisation administrative, car, si elle ne guérit pas le mal, elle peut du moins l'adoucir considérablement. Nous sommes donc en cela de l'avis des journaux libéraux, mais nous croyons fermement aussi qu'il faut faire disparaître au plus tôt les causes de ces horribles misères, et c'est à cela que nous nous attachons en cherchant un gouvernement intelligent et dévoué, qui facilite l'association au lieu d'encourager la division, un gouvernement qui prenne enfin souci de la misère du peuple et qui seconde sans arrière-pensée les efforts qu'il fait pour en sortir. Ce gouvernement, nous l'aurons trouvé quand nous pourrons le choisir dans la nation entière, parce que le produit de l'élection universelle représentera véritablement la nation, au lieu de la . . . bourgeoise actuellement en possession du pouvoir. Et alors sera brisé le vieux cercle dans lequel nous sommes renfermés.

Là est toute la question : avoir un bon gouvernement, qui ait un autre but que d'avoir le pouvoir et de s'y maintenir.

En attendant, nous nous contenterons de démontrer l'insuffisance notoire des hospices pour le soulagement de la vieillesse ; nous signalons leur mauvaise administration ; nous nous élevons enfin de toutes nos forces contre ces qu'on nomme des *dépôts de mendicité*, et nous prions la grande presse de ne pas négliger ces questions. Si elle n'a que de la critique à faire, qu'elle n'hésite pas pour cela ; c'est toujours une partie du travail, et c'est un stimulant pour la recherche d'une meilleure organisation.

Nous lisons dans *le National* du 20 juillet l'article suivant, qui vient à l'appui de ce que nous avons écrit dans notre dernier nu-

méro sur le régime des hospices et sur la *philanthropie* de leurs administrateurs :

La fièvre typhoïde sévit en ce moment sur la population de Paris. Les hôpitaux regorgent de malades ; partout on manque de places. Un corridor, sous les toits, où pénètre une chaleur étouffante, tel est le dernier refuge qu'aient trouvé, à Cochin, les malheureux qui s'y sont présentés cette semaine. On parlait de créer un service supplémentaire à l'hospice de la Salpêtrière. Vaines paroles ; la maladie fait d'effrayants progrès et de nombreuses victimes. Le premier, le plus urgent de tous les secours serait de trouver à tout prix de la place ; on en trouve, mais on n'en dispose pas. Et cela s'appelle administrer.

Puisque nous parlons des hôpitaux, jetons un coup-d'œil rapide sur quelques services.

L'état de la lingerie, loin de s'améliorer, s'aggrave au contraire chaque jour. Les couvertures, les capotes, le mobilier, tout manque, jusqu'aux ustensiles de première nécessité. Les fauteuils manquent, partout les chaises sont ou cassées, ou dépouillées, et les malades des nouveaux pavillons ont à peine quelques cuillers et quelques fourchettes. Tout récemment, on ajouta six lits dans une salle de chirurgie : non-seulement les cuillers et les fourchettes, mais les pots à tisane, les gobelets, et jusqu'aux urinoires, tout fit défaut. On réclama, et l'on répondit que, pour n'avoir ni cuillers ni fourchettes, on ne mourait pas de faim. Trois ans auparavant, les mêmes plaintes furent adressées pour les pavillons Louis-Philippe et Marie-Amélie : un administrateur osa répondre que les malades n'étaient pas des grands seigneurs, et qu'ils pouvaient manger avec *leurs doigts*.

A Beaujon, l'eau est d'une impureté dégoûtante.

A la Pitié, à l'Hôtel-Dieu, à Necker, à Beaujon, les bains manquent le plus souvent, et l'on n'en donne jamais le dimanche.

Quant à l'eau de Seltz, tous les hôpitaux, excepté la Maison de Santé et l'Hôpital des Cliniques, en manquent régulièrement quinze jours par mois. Plusieurs médecins, MM. Serres et Marjolin entre autres, en ont fait acheter à leurs frais pour les malades de leur service. Voici deux ans que cet état de choses dure. Quoi de plus facile cependant que de fournir abondamment d'eau de Seltz les hôpitaux ? Deux garçons de service de plus à la pharmacie centrale des hôpitaux, et tous les services seraient pourvus en tout temps, et la bouteille, y compris le bouchon, ne reviendrait pas à plus de 7 centimes. Dans la plupart des hôpitaux, mais plus particulièrement à la Pitié, les latrines sont si mal disposées que les gaz qui s'en dégagent pénètrent dans les salles, et, s'ajoutant aux miasmes produits par une accumulation trop considérable de malades, surtout en ce moment, rendent l'air éminemment toxique. Par ce fait, qui paraît peu important, on peut juger de l'incurie avec laquelle l'ensemble des services est conduit.

A Necker, ce sont les sœurs qui exécutent les prescriptions des médecins. Pour cinq services et 550 malades, il n'y a qu'un interne en pharmacie.

Aux Enfants-Trouvés, les sœurs sont également chargées de la pharmacie.

A l'hôpital Cochin, ce sont encore des sœurs.

Un seul exemple suffira pour faire comprendre le danger de cette mesure. L'an dernier, un chef de service prescrivit un lavement avec 60 centigrammes de tabac ; la sœur en mit 60 grammes, et le malade mourut.

Ces faits ne sont que la millième partie des griefs des malheureux contre l'administration des hôpitaux.

DES APPRENTIS.

Savez-vous pourquoi il y a parmi nous tant de jeunes gens chétifs et abâtardis, et pour lesquels la vie est un état continu de langueur ? C'est parce que les ateliers sont infestés par une bande d'êtres immondes, qui ne se distinguent des animaux que par l'usage qu'ils font de leur raison pour s'abaisser à un degré au-dessous d'eux ; c'est parce que ces hommes avilis exercent sur les jeunes apprentis un mauvais ascendant, et que, semblables au poison infect, ils corrompent tous ceux qui subissent leur fatale influence.

Il faut être indulgent sans doute envers les hommes qui ne sont que faibles, et nous-mêmes, nous avons quelquefois besoin de cette indulgence ; mais il s'agit ici d'un intérêt si grave, que c'est un de-

voir pour tous les honnêtes ouvriers de s'élever avec la plus grande énergie contre l'action corruptrice de ces êtres inguérissables qui ont trop vécu dans le vice pour qu'on puisse espérer de les en retirer. Plût à Dieu que nous n'eussions jamais été obligés de prononcer des paroles de mépris contre quelques-uns de ceux qui travaillent à nos côtés, et avec lesquels nous serions heureux de vivre en frères. Mais peut-on retenir son indignation à la vue des maux incalculables dont ces individus sont les auteurs ?

Ne dirait-on pas, en effet, qu'ils se sont voués à la tâche de rendre les autres hommes aussi méprisables qu'eux, quand on est témoin de l'effronterie avec laquelle ils dévoilent aux yeux de tout le monde leurs vices les plus dégradants ou leurs pensées les plus repoussantes ? il semblerait qu'ils sont honteux de se vautrer seuls dans la fange, tant ils mettent d'ardeur à se faire des imitateurs. Ce sont eux qui prêchent leurs débauches aux jeunes apprentis et ouvriers, et qui, peu à peu, en entraînent toujours quelques-uns dans le débordement de tous les vices ; ce sont eux qui ne laissent échapper aucune occasion de critiquer tout ce qui est bien, et qui proclament que la vertu n'est plus de ce monde. Si le mal n'atteignait qu'eux-mêmes, on se contenterait de les mépriser ; mais quand, par leurs paroles, ils cherchent à détruire l'influence des bons principes, quand l'avenir d'un grand nombre d'ouvriers est menacé, il n'est plus permis de rester indifférents ; il faut rendre nulle l'influence de ces hommes, qui, quoiqu'en petit nombre, n'en sont pas moins très-dangereux, afin que les ateliers où nous travaillons ne soient pas des écoles de dépravation pour nos enfants.

Ainsi qu'on le voit, le danger qui menace la pureté des sentiments des jeunes apprentis est immense : affranchis de trop bonne heure d'une tutelle capable de les diriger par de bons enseignements ; jetés dès leur plus tendre jeunesse aux mains de nos exploiters, un certain nombre d'entre eux sont exposés à perdre au fond des ateliers l'éducation à peine ébauchée qu'ils ont déjà reçue. Nul n'ignore que nos maîtres, avides n'exigent de leurs apprentis qu'une seule chose, l'exécution des engagements qu'ils ont pris en entrant en apprentissage. Or, pourvu qu'ils travaillent vite et assiduellement, pourvu qu'ils rapportent un bon bénéfice, ils sont complètement dégagés, car c'est là tout ce qu'on a exigé d'eux. Cette situation, nous le disons avec un profond sentiment de douleur, est déplorable ; il est bien triste de voir ces enfants, livrés si jeunes à eux-mêmes, être libres de suivre les mauvaises suggestions que leur inspirent leurs passions naissantes.

Et comment pourrait-il en être autrement, à cet âge où l'on sait à peine discerner le bien d'avec le mal, et où il suffit qu'une chose quelconque émeuve de plaisir pour qu'elle paraisse bonne ? L'enfant écoute souvent les choses mauvaises d'autant plus attentivement qu'elles sont nouvelles pour lui ; elles se fixent dans sa mémoire, elles excitent au mal son imagination, et éveillent en lui des désirs qui le tourmentent sans cesse. Ainsi se forment dans nos ateliers les ivrognes, les joueurs, les coureurs de mauvais lieux, en un mot les libertins de toute espèce. Imitateurs par nature, les enfants prennent tout au sérieux, et ils croient devenir hommes en faisant ce qu'ils voient faire et en répétant ce qu'ils entendent dire.

C'est aux ouvriers sérieux et honnêtes, nous le répétons, qu'il convient d'empêcher l'abâtardissement d'une partie de la jeunesse des ateliers ; ils doivent veiller sur les enfants avec d'autant plus de sollicitude que les causes de corruption sont plus grandes ; nous croyons que c'est là le plus saint de leurs devoirs. Que l'on y réfléchisse bien, les apprentis ne reçoivent guère d'autre enseignement que celui de l'atelier : c'est là où ils grandissent et où leurs idées se développent ; c'est là où ils contractent les habitudes qu'ils possèdent quand ils atteignent l'âge de raison ; ils voient tout, entendent tout, et retiennent beaucoup de ce qu'ils ont vu et entendu. Faisons donc tous nos efforts pour que ce qui frappe leurs yeux ou leurs oreilles soit juste, raisonnable, moral, afin qu'en devenant hommes, ils aient conscience de leurs devoirs et de leurs droits, et qu'ils sachent que la vie ne doit pas être usée dans la débauche.

Malheur à nous et à la cause que nous défendons, si la dépravation continuait à faire ses ravages, et si elle venait saisir les hommes à leur entrée dans le monde, pour les plonger dans un honteux abrutissement ; tout serait perdu sans ressources. Car nous connaissons tous l'extrême faiblesse dans laquelle sont tombés ceux qui sont dominés par leurs instincts : craintifs auprès du maître, ils sont incapables de faire valoir nos droits ; mauvais ouvriers pour la

plupart, ils ne gagnent jamais assez d'argent pour satisfaire aux exigences de la vie ; aussi, leur probité est-elle généralement fort équivoque. Ces hommes sont réellement un des fléaux de notre classe ; et on ne saurait trop les circonvenir, quand on réfléchit aux désastreuses conséquences qui résulteraient pour tous si leur nombre au lieu de diminuer venait à s'accroître.

L'association industrielle dont nous désirons si ardemment la réalisation, serait seule capable d'amener de grands résultats favorables à l'éducation des apprentis ; là au moins, on ne les considérerait plus comme étant une matière bonne à exploiter, on penserait à l'avenir de l'enfant que l'on prendrait en apprentissage, et l'on ne chercherait pas à faire produire à cette jeune plante des fruits avant le temps. Oui, ce serait un bien puissant moyen d'éducation pour les enfants apprentis, qu'une association telle que nous la voulons, c'est-à-dire composée d'hommes moraux qui comprendraient tous l'œuvre de réforme à laquelle ils se dévoueraient, et qui prêcheraient en même temps et de parole et d'exemple ; son action éducatrice serait incessante, elle stimulerait autour d'elle tous les bons sentiments et les contraindrait nécessairement à se produire, au lieu de les étouffer par les mauvais exemples ou par les mauvais discours qui se reproduisent malheureusement trop souvent dans nos ateliers actuels ; aussi sommes-nous persuadés que les enfants élevés dans son sein feraient de bons ouvriers et de dignes citoyens.

Une des meilleures garanties de l'exécution des lois, et le refuge le plus sûr contre les actes arbitraires, c'est la presse. Nous avons fondé ce journal, afin que nos réclamations soient entendues ; quelques services ont été déjà rendus par lui, sous ce rapport, et le temps aidant, nous espérons continuer à le rendre de plus en plus utile.

C'est donc pour remplir ce devoir que nous venons rappeler à nos lecteurs et amis les principales dispositions de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, dont l'exécution est maintenant obligatoire. Nous les engageons, chacun dans leur sphère, à en bien surveiller l'accomplissement et à nous signaler les infractions qui y seraient commises. Cette loi, tout imparfaite qu'elle est, ne manquera cependant pas d'avoir une certaine influence sur la santé et sur l'éducation des enfants des ouvriers, et il importe beaucoup qu'elle soit exécutée dans toute sa rigueur. Nous ne nous reposons pas le moins du monde sur les inspections qui seront faites, en vertu de cette loi, dans les usines et manufactures, par des *philanthropes* choisis par l'autorité dans chaque localité : nous savons comment s'exerce cette surveillance, comment tout est disposé à l'avance, et comment MM. les inspecteurs vont dîner après leur promenade chez l'industriel qu'ils viennent de visiter. Mais nous comptons sur le bon vouloir des ouvriers honnêtes, qui gémissent de cette exploitation de l'enfance, et qui, nous en sommes sûrs, nous aideront à signaler à l'opinion publique les faits de contravention à une loi

qui garantit encore, quoique faiblement, l'enfant du pauvre contre la cupidité de nos maîtres.

Voici donc, en résumé, les dispositions de cette loi, qui s'applique aux manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique et à feu continu, et dans leurs dépendances, et dont l'exécution est également obligatoire pour toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers réunis en atelier.

Aux termes de l'article 2, les enfants, pour être admis, devront avoir au moins 8 ans. De 8 à 12 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de 8 heures sur 24, divisées par un repos. De 12 à 16, il ne pourront être employés au travail effectif plus de 12 heures sur 24, divisées également par des repos.

Ce travail ne pourra avoir lieu que de cinq heures du matin à neuf heures du soir. L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré sur papier non timbré et sans frais, par l'officier de l'état civil.

Les enfants ne pouvant être admis à travailler dans les manufactures avant l'âge de huit ans, aucun livret ne doit être délivré aux enfants qui n'ont pas atteint cet âge. Au-dessus de seize ans, les ouvriers sont régis par la loi du livret.

L'article 4 défend de faire travailler les dimanches et jours de fête reconnus par la loi; l'article 5, relatif à l'instruction des enfants, oblige les maires des communes à exiger des parents de tout enfant de moins de 12 ans, avant de remettre le livret prescrit par le dernier paragraphe de l'article 2, la production du certificat d'un instituteur primaire, constatant que l'enfant qu'ils veulent faire admettre dans une manufacture suit actuellement une école primaire, privée ou communale, et ils auront soin que tous les enfants admis fréquentent ladite école jusqu'à l'âge de douze ans accomplis. Si un enfant cessait de la fréquenter, son livret lui serait immédiatement retiré, et son emploi dans la manufacture devrait cesser aussitôt.

Quant aux enfants de plus de douze ans, il ne pourront être dispensés de suivre une école, qu'autant que le maire, après une investigation sérieuse, attestera qu'ils ont reçu l'instruction élémentaire.

Ces dispositions sont claires et précises; la publicité qui sera donnée aux infractions sera certainement plus profitable que les insignifiantes amendes infligées par la loi aux délinquants, par jugement du tribunal de paix. C'est là une sanction pénale illusoire, et nous devons y remédier.

Affaire des ouvriers fondeurs en caractères.

Comme nous l'avions craint, un procès en police correctionnelle vient compliquer la situation déjà si pénible des ouvriers fondeurs. Nous ne savons sur quelle règle on se fonde pour leur intenter un procès en coalition, et il faut en vérité que les juges d'instruction soient bien mal disposés en faveur des ouvriers pour trouver des éléments de culpabilité dans des affaires semblables. Il s'est passé au reste des faits très-graves, que les débats éclairciront et sur lesquels nous nous taisons pour le moment.

Tâchons encore une fois de bien définir la coalition, et espérons que l'arrêt du tribunal fixera définitivement nos idées sur point. Si les ouvriers accusés étaient condamnés, nous défierions le légiste le plus habile de nous dire qu'un ouvrier se retirant paisiblement d'un atelier, parce que le salaire qu'on lui offre ailleurs est plus élevé, ne serait pas passible d'une condamnation, si un autre, *un seul*, suivait son exemple. Voyons ce qui est arrivé pour la fonderie générale. Après le premier arrangement qui a eu lieu entre les maîtres et les ouvriers, quelques-uns d'entre eux, attirés par des propositions plus avantageuses, ont demandé leurs livrets. Les patrons ont craint que l'exemple ne fût contagieux, et ils ont entamé avec leurs ouvriers une négociation à l'amiable qui dura du 28 avril au 2 mai, et qui se termina par l'affichage dans l'atelier du règlement suivant :

« A partir du 2 mai 1842, les travaux de fonderie seront confectionnés à Paris, aux prix fixés par le tarif actuellement en vigueur, sauf les *espaces*, que MM. Biesta, Laboulaye et compagnie feront confectionner comme ils l'entendront.

MM. Biesta, Laboulaye et compagnie, voulant supprimer l'atelier de Saint-Germain, les ouvriers qui en font partie, aussitôt que les fontes commencées seront terminées, reviendront à Paris et travailleront aux prix de Paris.

» A l'avenir, il n'y aura qu'un apprenti par deux fourneaux, c'est-à-dire le treizième : cependant, si MM. Biesta, Laboulaye et compa-

gnie, n'ont pas la jouissance du moule Ledoux, le nombre d'apprentis sera porté à un par fourneau, c'est-à-dire à un septième.

Signé : Biesta et Laboulaye.

Paris, le 2 mai 1842.

Il est donc bien évident, par la lecture de ce règlement, que des arrangements à l'amiable ont été conclus entre les ouvriers et les maîtres, comme cela se pratique journellement, sans que la police intervienne en aucune façon. Mais les ouvriers avaient été joués; ils s'en aperçurent facilement. Ils demandèrent qu'on fixât une époque pour la fermeture de l'atelier de Saint-Germain, fermeture promise aussitôt que les fontes commencées seraient terminées, et dans lequel, au lieu de cesser progressivement le travail, on embarquait au contraire de nouveaux apprentis. C'était un manque de loyauté contre lequel les ouvriers protestèrent, et ces protestations n'ayant abouti à aucun résultat, chacun des ouvriers se retira; un petit nombre trouva de l'occupation ailleurs, le reste a vécu jusqu'ici de ses économies et d'emprunts. La conduite des ouvriers a été admirable d'ordre et de résignation : ils se sont soumis volontairement aux plus dures privations pour ne pas faire ce qu'on appelle *gâter le métier*, et il n'y a eu pour cela qu'un avis chez tous.

Une lutte s'établissait; mais elle était légale : c'était le jeu de la libre concurrence. — Je suis le maître de mon travail; voilà mon prix, c'est à prendre ou à laisser, disait le fondeur. — Je vous attends lorsque vous aurez faim, répliquait le maître. — J'essayerai de lutter, répondait l'ouvrier; mieux vaut quelques jours de souffrance qu'un avenir de misère, car si nous ne résistons pas, les diminutions ne s'arrêteront pas là.

Un mois, six semaines se passèrent dans cet état de choses. Un beau matin, les arrestations et les perquisitions plurent comme grêle.

En attendant, les ouvriers continuent de refuser le travail; mais le travail n'en devra pas souffrir, et petit à petit ils le retrouveront chez d'autres à de meilleures conditions, à moins que la fonderie générale ne se lasse de jouer si gros jeu.

Cette affaire est une des plus graves de celles qui se rattachent à l'organisation du travail : elle accuse énergiquement cet état d'antagonisme hostile où se trouve l'industrie; — ici des ouvriers surchargés de privations, pour en éviter de plus grandes; — là des maîtres se ruinant pour tenter d'atteindre de plus grands bénéfices. Et en définitive, la misère et la ruine pour tous; — plus la prison pour l'ouvrier.

Ce sont là de ces expériences qui coûtent cher à l'humanité : mais tant qu'on n'aura trouvé pour remède que la police correctionnelle et les gendarmes, on aura, loin de l'avoir calmée, irrité la plaie, et la lutte industrielle se sera transformée en lutte politique, en lutte sociale.

L'organisation des prud'hommes comme nous la demandons palierait certainement ce mal, mais l'association seule le fera disparaître. Tant qu'il y aura des maîtres et des ouvriers, on pourra régler la lutte, la circonscrire, la rendre légale et pacifique; mais enfin il y aura toujours lutte, au lieu que quand il n'y aura dans l'industrie que des associés commandés par des chefs de leur choix, et dont l'intérêt ne sera séparé de celui de personne, la police correctionnelle n'aura plus à s'occuper des funestes articles 414, 415 et 416 du Code Pénal.

Avant de terminer, nous avons à dire quelques mots sur une mesure administrative de la fonderie générale, qui prive deux de nos rédacteurs de l'emploi qu'ils y occupaient honorablement, à cause de la ligne de conduite suivie par notre journal dans cette affaire. Cette décision n'a rien qui doive nous étonner : nous avons été les premiers à la prévoir : nonobstant, nous ne devons nous arrêter devant aucune considération de ce genre. Nos deux amis n'ont pas eu un seul instant la pensée de cacher leurs sympathies pour la cause des ouvriers, quand même leurs moyens d'existence y étaient attachés; seulement, par un sentiment de convenance que tout le monde comprendra, ils s'étaient abstenus de prendre part à tout ce qui concernait cette affaire, et c'est des ouvriers seuls que nous en tenons les détails. Ceci soit dit pour l'acquit de notre conscience, et pour donner

un témoignage public d'estime et de gratitude à nos camarades qui n'ont pas hésité à sacrifier leur position à l'indépendance de leurs principes.

Nous avons supporté assez patiemment, ce nous semble, les gros mots du *Populaire*, mais nous avons eu assez peu de savoir-vivre pour ne pas nous laisser assommer sur place par le vigoureux *coup de massue* (c'est ainsi que M. Cabet appelle sa *Réfutation de l'Atelier*) qui nous a été lancé par MM. Cabet et Dézamy. Aujourd'hui ces deux messieurs rompent des lances l'un contre l'autre, et le public assiste à ce combat, qui n'est rien moins qu'édifiant pour le compte des deux champions. C'est un feu roulant de brochures : *La vérité au peuple* ! 25 c. !!! *La vérité sur M. Cabet* !! 60 c. !! *Réplique à la réplique* ! 1 fr., etc., etc. La presse gémit, et le papier se laisse écrire, comme dit Sancho Pança.

Il nous semble assister à ces querelles curieuses de portier à locataire, dans lesquelles chacun raconte ce qu'il sait de l'autre, devant un auditoire qui rit des adversaires, et qui finit par assister à une confession complète de l'un par l'autre.

Si notre papier n'était pas si court, nous raconterions comment M. Cabet s'envoie des *adresses* à lui-même ; comment il intercale dans des brochures faites à son intention, des mots comme ceux-ci : *Honneur à M. Cabet!!!* avec trois points d'admiration : nous dirions aussi les idées *charentoniennes* de M. Dézamy, sur la famille et les capitales ; ces pauvres capitales, que M. Dézamy veut *assommer*, et que M. Cabet défend comme un beau diable, ce que les capitales ont l'ingratitude d'ignorer.

Mais c'en est assez : ceux de nos amis qui veulent rire un peu, peuvent se procurer cette jouissance chez Prévôt et Rouanet ; seulement cela devient un peu coûteux, à cause de la loquacité bien connue des deux *augures* de l'écarrisme.

FAITS DIVERS.

Le tribunal correctionnel vient d'acquitter une association de marchands de bois, accusés de coalition et d'accaparement.

Ces dignes commerçants voulaient gagner de l'argent, beaucoup d'argent. Ils profitèrent d'une sottise de leurs confrères, qui s'étaient promis de ne pas acheter, afin de produire une baisse et de faire par suite d'excellents marchés, et pendant que ceux-ci attendaient le résultat de leur manœuvre *habile*, les autres achetaient tous les bois à vendre, et quand les premiers en voulurent, ils furent forcés d'en passer par des conditions très-dures. De là, grande indignation des honnêtes marchands ; plainte et procès. Cette affaire tient par quelques points au *vol à l'américaine*, où l'on sait que les deux parties sont quelque peu suspectes ; mais ce qu'il y a de fâcheux ici, c'est que c'est le public qui est *victime*, pour ne pas dire le mot tout cru.

On appelle cela du *commerce*, et quiconque dirait le contraire serait poursuivi comme diffamateur.

Un grand nombre d'ouvriers se rendent journellement à Hambourg, dans l'espoir d'y être employés à réparer les ravages du dernier incendie. Les ouvriers du pays suffisant à tous les besoins, le sénat vient de rendre une ordonnance qui oblige les capitaines de navires à ramener dans leurs foyers, les ouvriers qu'ils auraient pris à leur bord, pour les conduire à Hambourg, où ils ne seront point admis.

Nous avons reçu, pour les familles des détenus politiques, de plusieurs ouvriers italiens résidant à Paris, la somme de 41 fr. 10 c., que nous versons au *National*.

VARIÉTÉS.

D'un nouveau système monétaire spécialement destiné au peuple.

A propos de la refonte des monnaies de billon, on vient d'adresser aux chambres un mémoire dont la pensée première a vivement ex-

cité notre sympathie. L'auteur (1) voudrait profiter de cette circonstance, qui ne se présentera pas de long-temps, pour rendre facile à tous la connaissance de notre histoire nationale, en lui donnant la plus grande diffusion possible. Voici le résumé de son projet :

« L'émission de la nouvelle monnaie, dit-il, va jeter dans la circulation six cents millions de pièces de bronze. Au revers, ces pièces doivent recevoir une indication insignifiante qui pourrait être facilement reportée à la face ; le côté ainsi dégagé porterait, soit l'effigie de l'un des rois de France, soit quelques-uns des événements les plus remarquables de son règne. — 74 médailles formeraient une histoire de France complète. »

Il nous paraît certain, puisqu'à chaque instant l'on aura la monnaie nouvelle sous les yeux, que tous les Français sachant lire connaîtraient bientôt les principaux faits de notre histoire, histoire trop généralement ignorée aujourd'hui ; elle deviendrait même de bonne heure familière aux enfants.

Jusqu'ici nous ne pouvons qu'approuver la pensée qui a dicté ce projet ; mais pour qu'elle éclaire, pour qu'elle serve véritablement, il ne faut pas que l'histoire soit une œuvre de partialité ; il faut qu'elle ne contienne que des faits notoires, que la vérité. C'est précisément là l'écueil que l'auteur n'a pas su ou n'a pas voulu éviter.

Nous lui reprocherons d'abord de n'avoir pas songé à faire plus large la place que le peuple et les hommes sortis de ses rangs doivent occuper. Il nous semble que lorsqu'on propose de reproduire, à défaut de leurs actes sans doute, la face des rois que l'histoire a surnommés *fainéants*, on ne doit pas omettre les noms que la nation respecte et vénère ; et entre autres, ceux si célèbres, à différents titres, de Suger, de Jacques Cœur, de Jeanne Hachette et de saint Vincent-de-Paule, ne seraient certainement pas déplacés dans une histoire nationale. Mais c'est surtout contre la manière dont on a traité l'histoire de ces derniers temps que nous devons protester, et l'auteur semble trop viser au titre d'historiographe de la couronne, en écrivant à sa convenance. Ainsi, au milieu des événements si pressés et si glorieux de la révolution de 1789, il a trouvé le moyen d'indiquer, comme chose très-importante, la présence du duc de Chartres à la bataille de Jemmapes. De nos jours, sous le règne de Louis-Philippe, sur six faits qu'il mentionne, il y en a trois concernant les princes de la famille royale : la prise d'Anvers par le duc d'Orléans, la prise de Constantine par le duc de Nemours, et la remise des cendres de Napoléon par le prince de Joinville. Écrire ainsi, c'est peut-être le moyen d'acquiescer des faveurs, mais non celui de mériter la considération de ses contemporains et la confiance de la postérité. Quand on veut *buriner* l'histoire, il faut avant tout savoir la respecter.

Le temps est venu d'écrire pour la nation, et non pas seulement pour les riches et les puissants. Le peuple, aujourd'hui, lit, examine et juge. Tous ces ambitieux devraient bien le remarquer, et se dispensant de dénaturer avec audace les événements d'hier, mettre la postérité un peu plus à même de discerner la vérité du mensonge ; enfin ne pas chercher à nous ramener à l'époque où l'on imprimait des livres apprenant que le marquis de *Buonaparte* était général des armées de Louis XVIII, lequel avait régné vingt-sept ans.

Nous répéterons que l'idée fondamentale du mémoire nous paraît bonne, et que, mise à exécution par des hommes moraux et conscients, elle pourrait faire le plus grand bien, mais qu'elle ne produira rien que de mauvais si les protégés des gouvernants actuels écrivent l'histoire avec la bonne foi et le désintéressement que leurs patrons apportent dans les discussions politiques ou sociales aujourd'hui pendantes.

Pour nous résumer, nous dirons que si ce projet vient à être pris en considération, il est indispensable qu'une commission, formée d'hommes capables et indépendants avant tout, soit chargée de choisir dans nos annales les faits à consigner sur les nouvelles médailles. Alors, ayant pour garantie la responsabilité morale de gens honorables, on peut espérer que les résultats de leur travail ne seront ni flatteries ni mensonges, et que la monnaie nouvelle ne sera pas entachée de faux.

(1) Quoique ce mémoire soit signé de M. Anténor Joly, bien connu par des spéculations plus ou moins heureuses, nous n'en devons pas moins rendre justice à son ingénieuse idée.

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

PARIS. — Imprimerie de TERZUOLO rue Madame, 30.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 27. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Nous voulons : La Liberté, c'est-à-dire l'entier et libre exercice des facultés de l'homme, ayant pour limite le point où il gêne autrui ; l'Égalité, c'est-à-dire les mêmes moyens donnés à tous pour parvenir à la place marquée à chacun par sa moralité, son dévouement et son intelligence. Nous pratiquons la Fraternité, qui substitue le dévouement à l'égoïsme, et exige le sacrifice de l'individu à la Société. Nous arriverons ainsi à l'Unité.

L'Atelier paraît une fois par mois, du 25 au 30. Il est exclusivement fondé et rédigé par des Ouvriers, qui en font les frais, au moyen d'une souscription à un nombre déterminé d'exemplaires. Pour participer à sa fondation, il faut vivre de son travail. L'admission ou le rejet des articles sont confiés à des ouvriers choisis par les fondateurs. Le journal se vend

chez ROUANET, rue Verdelet; PRÉVÔT, rue Bourbon-Villeneuve; LAVIGNE, passage de l'Ancre; NOURTIER, libraire, rue de la Préfecture, à Lyon; on s'abonne chez GÉAUZAT, libraire, à Bruxelles. — Prix d'abonnement pour Paris : un an, 3 fr. — Six mois, 1 fr. 50 c. — Pour les départements : un an, 4 fr. — Six mois, 2 fr., en un mandat sur la poste.

SOMMAIRE.

Quelques considérations nouvelles sur la souveraineté nationale. — Troubles en Angleterre. — Des subsistances. — Association industrielle. — Les ouvriers fondeurs. — VARIÉTÉS. La première émeute de la révolution de 1789.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS NOUVELLES

SUR LA SOUVERAINETÉ NATIONALE.

Nous revenons aujourd'hui examiner sous une autre face l'importante question de la souveraineté nationale. Nous sommes naturellement ramenés sur ce sujet par les discussions de la presse et de la tribune sur la constitution de la régence. Dans ces discussions, en effet, nous avons bien entendu tour à tour invoquer ou nier les droits de la nation, nous avons bien entendu de longues digressions sur le pouvoir de la chambre, les uns soutenant qu'elle n'avait qu'une mission législative, les autres prétendant qu'elle avait le droit d'assemblée constituante; mais, tout en rendant justice aux bonnes intentions de quelques députés ou publicistes, nous devons avouer qu'il ne nous semble pas qu'on ait donné, dans ce débat, une définition assez nette de la souveraineté de la nation pour faire impression sur les esprits. Sans doute on s'est appuyé sur des précédents nombreux pour demander la sanction nationale; mais des précédents n'obligent pas d'une manière absolue. Les partisans de la souveraineté du peuple devaient donc poser la question de telle sorte qu'il ne fût possible à personne, sous peine de passer pour n'avoir pas le sens commun, de venir, comme le grand orateur des légitimistes, par exemple, déclarer qu'il ne comprenait pas cette souveraineté, qu'il ne voyait pas comment elle pourrait être exercée. Il est, du reste, évident pour nous que de part et d'autre on n'a point osé dire tout ce qu'on pensait sur cette question; aussi, le débat, resserré dans d'étroites limites, ne pouvait-il avoir d'autre résultat que de donner gain de cause au projet du ministère.

Ce n'est pas, après tout, que nous nous intéressions aux décisions de la chambre; nous savons ce qu'elle peut donner, ou plutôt ce qu'elle ne veut pas donner. Le peuple subit, mais n'accepte pas la position que le *pays légal* lui a faite. La question de régence, si importante qu'elle paraisse en haut lieu, n'a pas eu la puissance de le faire sortir de son indifférence; il est resté aussi parfaitement calme et froid que s'il s'était agi d'un choix pour l'Autriche ou la Prusse. Qu'importe, pense le peuple, que le régent soit Pierre ou Jacques, puisqu'il est certain que sous le nom de Jacques ou de Pierre les partis qui ont la puissance poli-

tique persisteront à suivre la tradition du gouvernement actuel! Qu'importe que le régent doive son titre au hasard de sa naissance ou à l'élection des représentants d'un petit nombre de privilégiés, puisque, dans aucun cas, il ne relèvera de la masse de la nation! Le peuple n'a donc rien à voir en tous ces arrangements de famille. Mais s'il lui est défendu de prendre part aux décisions du présent, on ne saurait l'empêcher de prévoir pour l'avenir. Or, il n'est pas besoin d'être prophète, il suffit d'être un peu clairvoyant pour savoir que l'anarchie parlementaire la plus complète succèdera immédiatement au règne de Louis-Philippe. De même que Louis XVI n'eut pas d'ennemis plus dangereux que ces quelques nobles réactionnaires qui le perdirent en le poussant à des actes de résistance aux vœux du peuple, de même la royauté actuelle n'a pas d'ennemis plus dangereux que ces ambitieux bien connus qui parlent si haut de leur dévouement à la couronne, et qui ne sont réellement dévoués qu'à eux-mêmes. Il est vrai qu'aujourd'hui ils sont humbles devant la volonté du roi; mais leurs sentiments d'orgueil et de profonde rivalité, refoulés par la nécessité du moment, ne manqueront pas de se manifester énergiquement aussitôt que Louis-Philippe ne sera plus là pour les contenir; car il est certain que nul autre n'aura la puissance de les discipliner comme ils le sont aujourd'hui. On aurait tort de croire que l'intérêt leur fera une loi de rester unis contre ce qu'ils appellent l'ennemi commun (c'est ainsi qu'ils désignent le parti populaire); l'intérêt est le plus sot conseiller qui soit au monde, et d'ailleurs il n'y a pas de lien possible entre des hommes égoïstes et ambitieux au delà de toute mesure: entre de tels hommes, quand ils ne sont point soumis à une volonté plus forte que la leur, il ne peut y avoir d'autre relation que la guerre. Il est donc facile de prévoir qu'une grande crise aura lieu, que le parlement sera divisé, non plus en des nuances plus ou moins disciplinables, mais en des fractions passionnées, dont les luttes compromettront à la fois l'avenir de la dynastie et la sécurité de la France. Alors il sera de toute nécessité que la nation intervienne pour rétablir l'ordre et rendre sa justice souveraine.

C'est pour ce temps-là qu'il faut prévoir et préparer les esprits. Le peuple ne doit point imiter ces partis qui fondent la principale garantie de leur durée sur la fragile existence de quelques personnes; la sagesse consiste à fonder avant tout sur le terrain solide des idées et des principes. Laissons donc les aveugles conduire leur barque à la dérive, et occupons-nous de répandre parmi nous les saines idées et les bons principes au nom desquels la démocratie doit être définitivement instituée un jour, et par lesquels elle pourra acquérir la plus grande puissance possible de fécondité.

Nous avons dessein d'exposer ici, dans sa généralité, le principe même de la souveraineté nationale, et pour cela nous croyons nécessaire de montrer auparavant la raison de la résistance des hommes qui considèrent cette souveraineté comme une impossibilité, sinon comme une folie.

Il est une doctrine aussi vieille que la première pensée de domination injuste, et qui a servi de prétexte à tous les despotes, une doctrine qui a été remise en honneur au XVII^e siècle par un célèbre philosophe matérialiste anglais, Hobbes, au profit de la royauté absolue; une doctrine qui est celle de tous les gouvernants de l'Europe, et qui est encore au fond de la pensée de la plupart des hommes politiques de la France, particulièrement de ce groupe de pédants qu'on désigne sous le nom de doctrinaires. Nous allons l'exposer brièvement.

Selon Hobbes et tant d'autres, la société est un fait dont on ne sait ni l'origine ni la fin, c'est-à-dire ni la cause ni le but. Une société humaine, c'est un assemblage plus ou moins considérable d'êtres plus ou moins méchants, plus ou moins forts. Une nation est un immense troupeau d'hommes poussés par leurs instincts à s'unir, mais aussi incessamment poussés par leurs appétits à s'entre-détruire. A ce point de vue, la science sociale par excellence consiste à maintenir la paix dans le troupeau et à faire en sorte que les forts ne puissent dévorer les faibles. On ne peut arriver à ce résultat qu'en organisant un pouvoir si haut placé qu'il soit hors d'atteinte de toutes les ambitions: c'est la royauté absolue. Ainsi, en suivant la comparaison, le roi serait au peuple ce que le berger est au troupeau, et ses ministres rempliraient une fonction exactement semblable à celle des chiens d'une bergerie. La comparaison, toute burlesque qu'on la trouve, nous semble parfaitement juste. Dans la pensée du matérialiste Hobbes, la fonction gouvernementale n'est autre que de comprimer par la force les passions jalouses et envieuses des hommes; ce philosophe n'était pas de ceux qui croient à la bonté native de notre espèce; l'homme n'est bien pour lui qu'un véritable animal, d'autant plus difficile à gouverner qu'il est plus intelligent que les autres animaux. Il savait que la crainte de la justice de Dieu pouvait être un frein aux passions humaines, mais il pensait que les *lumières de la raison* finiraient par montrer le néant de cette crainte, et qu'alors il n'y aurait plus que l'action de la puissance visible qui pût imposer aux hommes; c'est pourquoi lui-même il se fit le soutien du parti absolutiste contre les libéraux.

Eh bien, voyez maintenant ce mépris que les gouvernants affectent pour la *populace*, et reconnaissez que nous ne sommes pour eux que ce que Hobbes croyait, c'est-à-dire une multitude bruyante, toujours prête à déborder, comme le troupeau du berger, dans le champ du voisin, et contre les atteintes de laquelle on ne saurait prendre trop de garanties.

Bien certainement cette pensée est celle de tous ceux qui sont opposés à la souveraineté du peuple, et nous serions opposés nous-mêmes à ce principe, si nous avions le malheur de partir d'un point de vue aussi grossier. Ainsi donc, quand à l'exemple de tant d'autres le célèbre M. Berryer vient dire à la tribune: « Je ne comprends pas la souveraineté du peuple; je ne vois pas comment cette souveraineté pourrait être exercée, » nous croyons bien traduire sa pensée intime par ces mots: « Je ne comprends pas qu'on soit assez absurde pour vouloir que les moutons fassent la loi non-seulement aux chiens, mais encore au berger... Qui donc maintiendrait le troupeau dans le devoir? »

C'est bien là le caractère que les doctrinaires de France, en particulier, attribuent à la société; elle n'est rien autre pour eux qu'un assemblage, une agglomération d'intérêts divers et contraires qu'il faut classer et grouper de telle sorte qu'ils soient maintenus les uns par les autres. Les doctrinaires ne sont pas partisans du pouvoir absolu d'un seul, mais ils veulent que ce pouvoir ne soit

partagé que par les intelligents de la société; et par intelligents il faut entendre ici ceux qui par leur position sont le plus intéressés à l'ordre par l'immobilité; ceux qui sont présumés avoir au plus haut degré l'instinct du repos; ceux qui, étant assez riches, doivent avoir le plus grand intérêt à empêcher toute transformation ou révolution qui serait de nature à jeter la perturbation dans la position des personnes. Ceux-là doivent être et sont en effet associés au pouvoir; ils doivent former la digue qui contient la multitude dans le devoir et l'obéissance. La séduction et l'intimidation sont les moyens dont on peut user tour à tour pour assurer la conservation de l'ordre. Contrairement à Hobbes, les doctrinaires ne voudraient pas que l'athéisme fût des progrès dans ce qu'ils appellent les basses classes, la crainte de Dieu pouvant être un excellent moyen de gouvernement; et de là cette maxime aristocratique: il faut une religion *pour le peuple*.

Maintenant, allez parler à ces gens-là de souveraineté du peuple, de progrès, d'égalité, de fraternité, de fonction nationale, de but d'activité, ils vous regarderont sinon avec colère, du moins avec pitié: vous parlez un langage qu'ils ne comprennent pas; ils n'entendent que des mots dont le sens réel leur échappe, et sous lesquels ils ne voient qu'un désir de bouleversement.

Telle est la doctrine de la coterie qui fait la loi: pour elle, la souveraineté du peuple c'est le renversement de tout ordre, de toute hiérarchie, c'est la négation absolue du pouvoir; ils s'y opposeront donc de toute leur puissance. D'ailleurs rien ne peut donner l'idée de leur orgueil et de leur mépris pour la multitude. Il s'est par fois trouvé des chefs de nation qui se faisaient un titre de gloire d'avoir fait avancer leur peuple d'un pas dans la voie du progrès; ceux que la France subit aujourd'hui mettent toute leur gloire à faire demeurer la nation en place, quel que soit d'ailleurs son état de malaise. « Il y a douze ans, pensent-ils avec fierté, que nous maintenons dans l'inactivité le peuple le plus remuant du monde; grâce à notre intelligence gouvernementale, il y a douze ans que la France n'a pu faire un pas ni en avant ni en arrière, ni à droite ni à gauche! » et ils portent la tête aussi haute que s'ils avaient fait l'œuvre de Charlemagne!...

Comment donc voulait-on que ces hommes commissent l'énorme contradiction d'en appeler, pour la loi de régence, à la sanction du peuple! Ce qu'il fallait faire dans la discussion, c'était de pousser ces sophistes sur le terrain de la définition de la souveraineté, c'était de les forcer à avouer publiquement et formellement leur infâme doctrine, afin que la France connût dans toute sa plénitude l'opinion que ses chefs ont d'elle-même.

Il faut espérer qu'un jour on les couvrira de honte; en attendant, nous devons dire quelques mots de la doctrine selon la morale, la logique et les faits, en un mot de la doctrine vraie, de celle qui consacre la souveraineté du peuple. Nous serons obligés de répéter beaucoup de choses que nous avons déjà dites ailleurs; mais peu importe qu'on répète: l'important est de rendre l'idée saisissable.

Pour prouver la souveraineté du peuple, trois choses sont nécessaires. Il faut démontrer 1^o que toute nation est une association instituée pour un but donné, et que c'est là particulièrement le caractère de la France; 2^o que l'égalité est un droit dans la grande association française; 3^o que la participation de tous les associés à l'action générale de la société est pour elle une condition de durée et de progrès.

Sur le premier point, il est évident, pour quiconque ne s'est pas nourri de la philosophie de Hobbes, que le peuple français, par exemple, n'est pas une multitude sans passé ni avenir; il est évident que la France accomplit dans le monde, depuis quatorze siècles, une fonction civilisatrice; et il n'est pas moins clair que tous les Français se considèrent comme solidaires dans l'œuvre nationale, comme cela a lieu entre les associés d'une œuvre de détail.

Le mot de *société*, dont on se sert communément, suffit à lui seul pour prouver que toute nation est une association. Or, qu'est-ce qu'une association, sinon le libre concours d'un certain nombre de volontés individuelles pour faire une œuvre commune? Qui donc, la question étant nettement posée, oserait dire que la France n'est pas une association, et qu'elle n'a pas un but à atteindre? Qui donc oserait dire qu'une association n'est pas souveraine dans sa propre affaire, et que la souveraineté appartient plutôt à quelques-uns qu'à tous? Y a-t-il une règle plus haute que la société elle-même, qui établisse des privilèges pour le petit nombre et qui exclue tout le reste? Non, il n'y a de supérieur à la société que la morale, et la morale consacre positivement l'égalité, et condamne formellement l'usurpation et l'oppression. La nation est donc souveraine en toutes choses; tout acte constitutif qui n'est point soumis à sa sanction n'a pas le caractère d'un acte national, et il est par cela même frappé d'impuissance.

Sur le second point : l'égalité est-elle de droit pour tous les membres de la société? un seul mot est à répondre. Ce droit n'est plus discutable puisqu'il est écrit en tête de la foi fondamentale de l'Etat. Donc, quand on refuse au peuple le droit de participer à l'élection de ceux qui font la loi, on commet à son égard le plus insolent déni de justice qui se puisse concevoir.

Sur le troisième point, qui est de savoir si la participation de tous les associés à l'œuvre générale de la société est pour elle une condition de durée et de progrès, il est facile de répondre affirmativement.

Et d'abord, dans quel intérêt a-t-on exclu le peuple au profit d'une classe? Craignait-on que le peuple s'opposât au développement de la société? craignait-on qu'il apportât lui-même des obstacles aux améliorations à réaliser? Non, certes, c'est tout le contraire qu'on craignait, et voilà pourquoi, nous le répétons, on n'accorda le droit politique qu'au petit nombre d'intéressés à l'immobilité, à la conservation du présent; on leur donna ce droit, parce qu'on les supposait être un obstacle au progrès, et on le refusa au peuple par la raison inverse. La chose est claire; mais il est nécessaire que les privilégiés eux-mêmes soient forcés de l'avouer hautement, et c'est à cet aveu public que les députés radicaux devraient amener leurs adversaires.

Ainsi donc, politiquement, rien n'est au-dessus de la nation; elle seule est souveraine; à elle seule appartient la sanction des actes des gouvernants: nulle classe n'a le droit de se détacher de l'unité et de s'appeler le *pays légal*; tout le monde est du pays légal, hors ceux qui refusent d'accomplir leur devoir.—Ainsi donc l'égalité étant un principe de morale et de droit écrit, c'est nier la morale et la loi que de classer la société en capables et en incapables. — Ainsi donc, la prospérité de toute association étant à la condition du concours aussi actif que possible de tous ses membres, la prospérité de la France exige impérieusement le concours le plus actif possible de tous les Français. Ce n'est pas seulement un droit pour tout le monde de veiller sur la société, c'est un devoir, c'est une nécessité, et ceux qui s'y opposent sont les ennemis de la prospérité publique.

Une dernière démonstration nous reste à faire. Il s'agit de savoir comment la souveraineté peut être exercée et quelles sont les attributions des assemblées nationales.

Le peuple exerce la souveraineté par l'élection des représentants et par la sanction des grands actes constitutifs.

L'assemblée nationale exerce la souveraineté en faisant les lois que le pouvoir directeur lui propose, et par la surveillance et la vérification des actes de ce pouvoir, auquel doit appartenir la haute initiative.

Il peut arriver telle circonstance où l'assemblée élue seulement pour faire des lois spéciales soit forcée par nécessité à faire un acte constituant, car il est impossible qu'elle se tienne dans des

limites absolument tracées d'avance; dans ces cas extraordinaires, on en appelle à la sanction nationale.

Ce que nous venons d'exposer n'est que pour servir à ceux qui comme nous n'espèrent rien du présent. Nos paroles ne portent pas assez haut pour que nous puissions croire qu'on saura ce que nous voulons. Mais tant pis pour les gouvernants qui ne tiennent compte ni des droits du peuple, ni de l'état des esprits, ni de la valeur des idées qui ont cours dans les *basses régions*; ce qui peut leur arriver de plus malheureux, après avoir passé pour être contraires aux vœux du peuple, c'est de passer à ses yeux pour être inintelligents.

En résumé, toutes les coalitions de sophistes, toutes les résistances du monde n'empêcheront pas la réalisation pleine et entière de nos principes, et le temps approche où il faudra rendre au peuple ce qui est au peuple.

— 1818 — Troubles en Angleterre.

L'agitation des ouvriers d'Angleterre prend de jour en jour une tournure plus sérieuse; de grands événements se préparent dans ce pays, et l'on doit s'attendre à ce que l'aristocratie financière de la Grande-Bretagne, qui a tant fait de mal au peuple, reçoive bientôt le terrible châtiment que ses crimes lui ont si bien mérité.

Nous voulons ici rappeler les principaux événements de cette lutte douloureuse que la faim a fait entreprendre à des hommes qui si longtemps ont refusé de recourir à la violence. L'origine du mal date de loin; en Angleterre, la propriété du territoire est concentrée entre un petit nombre de familles; l'industrie est exercée en grand, c'est-à-dire par quelques individus possesseurs d'énormes capitaux: il résulte de là que la plus grande partie de la population est à la merci de l'aristocratie financière, qui, toute puissante dans le parlement, se sert de tous les moyens possibles pour augmenter continuellement sa puissance et sa richesse, ce qui accroît toujours l'esclavage et la misère du peuple. La terre possédée par les aristocrates ne paie pas d'impôt; c'est le peuple qui les acquitte: l'industrie, aux mains des aristocrates, remplace chaque jour le travail de l'homme par celui des machines. De lourds impôts à payer, la nourriture à un prix très-élevé, et pas d'ouvrage, voilà le sort des ouvriers anglais; il ne leur reste plus de ressources. Nous nous trompons, ils ont pour eux Dieu et la justice de leur cause, et l'Angleterre ne manque ni de poudre ni de fer; avec cela on peut, on doit se faire rendre justice. C'est ce que semble comprendre enfin la population ouvrière, qui jusqu'à ce jour a montré une patience que de plus sévères pourraient nommer lâcheté. Chacun sait comment le gouvernement anglais a récompensé cette apathique résignation; la reine en a fait l'éloge dans le parlement, mais là s'est bornée sa sensibilité pour les souffrances de son peuple; elle a continué comme par le passé à prélever, sur la misère des ouvriers, pour son traitement annuel, 25,000,000 fr., son mari ses 750,000 fr.; sa mère, une somme aussi considérable; puis nous ne savons plus combien pour son enfant au maillot, grand personnage déjà, car il est prince de Galles et héritier présomptif du trône. En outre, le clergé anglican enlève à lui seul plus d'argent que les prêtres de toutes les religions réunies; le roi de Hanovre, en sa qualité de prince anglais, reçoit aussi de quoi pourvoir aux besoins de sa royale et inutile existence. Est-il donc étonnant qu'avec tout cela les Anglais en soient venus à ne plus manger que des pommes de terre? encore n'en ont-ils pas assez pour assouvir la faim qui les torture. La pétition des chartistes, que nous avons reproduite, a été injurieusement dédaignée, mais en revanche la reine a bien voulu engager les prêtres et les aristocrates de ses trois royaumes à faire l'aumône au peuple. On lui dérobe des millions chaque année; on lui donne en récompense quelques centaines de livres sterling: de quoi se plaint-il? Mais ces aumônes n'ont servi à rien; la misère est plus active que jamais, et, ennuyés de dormir pour ne pas sentir la faim, les ouvriers anglais se sont déterminés à secouer leur joug, et ils ont adopté cette sanglante et douloureuse devise: *Mieux vaut mourir par le fer que par la famine!*

De toutes parts les ouvriers ont abandonné des travaux qui ne leur procuraient pas un salaire suffisant pour acheter de quoi manger; une immense multitude d'hommes, de femmes et d'enfants, s'est répandue partout, sur les routes et dans les villes, faisant vider les ateliers où l'on travaillait

encore, forçant la main à la charité des voyageurs, et s'emparant de tous les comestibles qu'elle rencontrait. De pareilles mesures sont terribles, nous en convenons bien volontiers, mais faut-il donc que le peuple meure de faim à la porte des magasins où sont entassés les vivres que son travail a produits, pour que les riches puissent s'engraisser à leur aise? Une nation qui se laisserait mourir de faim en pareil cas serait digne du mépris de toutes les autres : le peuple anglais l'a compris, et il a marché en avant. N'était-ce pas son devoir quand les ministres venaient déclarer qu'ils n'avaient aucune espérance de trouver quelque moyen de soulagement!

A Preston, on avait emprisonné des ouvriers; leurs camarades se sont réunis, et en moins de dix minutes la prison a été démolie et rasée au niveau du sol! Ce fait doit donner une idée de ce que peut la force du peuple. Quand les ouvriers anglais auront bien compris la nécessité de renverser la tyrannie politique et sociale qui les accable, cela sera presque aussi vite terminé que la démolition de la prison.

Tous les ouvriers sont organisés par corporations, et ceux d'entre eux qu'en France on appellerait chefs de coalition ont formé des comités, chargés de diriger le mouvement. Ces comités se sont joints aux chartistes, et la lutte, sans perdre de son caractère de révolution sociale, menace de déborder sur le terrain brûlant de la politique. On doit croire que par cette double voie aura lieu une révolution qui fera cesser les maux du peuple. L'influence des comités d'ouvriers est tellement ouverte que quelques fabricants ont obtenu d'eux la permission de faire terminer leurs travaux commencés, et la *mise-bas* ne devra avoir lieu chez eux qu'après leur achèvement.

Dans plusieurs villes, les bourgeois ont refusé de se charger des fonctions d'officiers de police, dont ils s'étaient acquittés avec empressement à diverses époques, dans des circonstances analogues, quoique moins graves. Du reste, on commence à n'avoir plus en Angleterre cet étrange respect de l'autorité constituée qui faisait reculer plusieurs milliers d'hommes devant le bâton blanc d'un constable; les magistrats des grandes villes industrielles réclament tous à l'envi des soldats et du canon. Le peuple hait la *yeomanry*, sorte de garde nationale à cheval composée de tous les aristocrates; aussi les shériffs, maires, etc., préfèrent-ils de beaucoup recevoir des dragons, parce qu'avec eux il y a moins de danger d'en venir aux coups de fusil.

Les journaux citent tous un fait remarquable, c'est que la classe moyenne ne s'éprend point d'un fol amour pour la défense de l'aristocratie; peut-être ne tardera-t-elle pas à se joindre au peuple pour renverser l'ennemi commun.

A la suite de nombreuses assemblées de 30 à 40,000 ouvriers, l'agitation gagne non-seulement les villes de fabrique du nord de l'Angleterre, mais même l'Écosse, jusqu'ici demeurée paisible; tout cela présage des événements plus terribles encore.

Les demandes des ouvriers peuvent se résumer ainsi : rétablissement des salaires de 1840, abolition des impôts établis sur les aliments, et proclamation de la Charte du peuple comme loi constitutionnelle de l'Angleterre.

De tous les côtés on dirige des troupes sur les points où il y a le plus d'insurgés; ces troupes sont, dès le lieu de leur départ, escortées par une foule innombrable de peuple qui crie aux soldats : *Ne tirez pas sur les ouvriers : nous sommes tous frères!* et qui poursuit de huées et de sifflets les officiers. L'opinion générale est que les soldats ne massacreront pas le peuple, et il pourrait bien se faire qu'ils finissent même par passer de son côté, car il y a entre eux et leurs chefs une grande division; les nobles sont tous officiers, ils trafiquent de leurs grades, et l'armée se recrute dans le peuple, comme c'était en France avant 89 : aux nobles les grades, aux enfants du peuple l'obéissance; la discipline se maintient à l'aide du bâton. Nous espérons que cette situation de l'armée ne contribuera pas peu à assurer au peuple la victoire qui lui est si bien due sur ses oppresseurs.

Du reste, la plus grande inquiétude règne dans les hautes classes et chez les hommes du pouvoir. La proclamation suivante, que vient de publier la reine, en fait foi.

« Victoria, reine,

« Attendu que, dans diverses parties de la Grande-Bretagne, des rassemblements de gens turbulents et séditieux ont eu lieu, lesquels sont entrés de force et par violence dans les ateliers, moulins, mines, etc., où ils ont, à l'aide de menaces, et en les intimidant, empêché les ouvriers qui y étaient occupés de poursuivre le cours de leurs travaux et de gagner leur vie.

« Nous, étant touchée, comme nous devons l'être, des conséquences désastreuses que de tels excès entraînent inévitablement pour la paix générale du royaume, aussi bien que pour la vie et les biens de nos sujets, et étant fermement déterminée à réprimer ces désordres et à faire exécuter les lois, nous avons, d'après l'avis de notre conseil privé, résolu de pu-

blier la présente proclamation, à l'effet d'enjoindre expressément à toutes les justices de paix du royaume, à tous shériffs, sous-shériffs et autres officiers civils, de ne rien négliger pour découvrir, arrêter et traduire devant les tribunaux quiconque sera impliqué dans les désordres dont il s'agit.

« Et afin d'amener plus vite l'arrestation des coupables, nous promettons ici et déclarons que ceux qui les appréhenderont au corps ou les signaleront à nos officiers recevront 50 livres sterling (1,250 fr.) pour chaque criminel qui sera reconnu tel, et de plus notre pardon royal, dans le cas où eux-mêmes auraient participé aux susdits désordres.

« Donné à notre cour de Windsor, le 13 août 1842, la sixième année de notre règne.

« Dieu sauve la reine! »

Cette proclamation est empreinte à la fois de la plus grande frayeur et d'une infâme barbarie. Voilà un peuple qui, à force de soumission et de résignation, en est venu à mourir de faim, et à ces hommes qui vous tendent les bras, vous n'avez pour tout secours à donner que du canon et des coups de fusil; vous mettez des têtes d'ouvriers à prix, comme celle des animaux dangereux! Si notre mépris n'était pas si profond contre les hommes qui sont la cause de tant de maux, nous serions maintenant pleins de haine pour eux, car jamais proclamation barbare du moyen-âge n'a été plus infâme. Jusqu'au moment de la publication de cette excitation gouvernementale à la cupidité, à la trahison et à l'assassinat, on a pu croire que la lutte demeurerait une querelle de salaire à vider entre les ouvriers et les industriels, mais après cette déclaration de guerre nous devons prévoir qu'une révolution plus ou moins prochaine sera la conséquence de tous ces malheurs.

Que faire pour mettre fin à tous ces maux? Si le gouvernement anglais avait, non pas de l'humanité, mais de la prévoyance, il imposerait les riches d'une taxe spéciale, destinée à nourrir les pauvres, et à transporter dans ses colonies tous ceux qui consentiraient à émigrer, tout en accédant aux justes demandes du peuple pour les salaires, les taxes sur les aliments, et les modifications à apporter à la Constitution. Mais il ne fera rien de cela, il descendra rapidement la route qui le conduit à l'abîme, laissant aux autres gouvernements et aux peuples un profond enseignement qu'ils devront sans cesse avoir devant les yeux.

SUBSISTANCE DU PEUPLE.

Des moyens d'accroître la production des substances alimentaires.

Il est un fait incontestable, c'est que plus l'on va, plus l'ouvrier est obligé de restreindre la quantité et la qualité de ses aliments. Les relevés que l'on a faits dans ces derniers temps ont prouvé que, depuis cinquante années seulement, le prix des blés, et principalement celui des viandes, avaient augmenté sans cesse, et que la consommation de la viande avait diminué considérablement, surtout dans les villes où l'octroi existe.

Quelle est cependant la conduite du gouvernement en face de ce danger qui menace le peuple dans sa nourriture même? Prend-il des mesures pour assurer aux travailleurs les substances alimentaires dont ils ont besoin? Recueille-t-il avec soin tous les moyens qu'on lui présente pour améliorer la condition du plus grand nombre? Loin de là, car l'importation des bestiaux étrangers est empêchée par de lourdes taxes, et une loi entrave l'introduction du blé dans notre pays. Oui, dans ces dernières années, il s'est trouvé une Chambre, composée presque entièrement de grands propriétaires, qui n'a pas craint de faire une loi de douane imposant l'entrée des blés en France, et cela par un calcul qui fût à l'avantage des seuls possesseurs de grains, car les étrangers n'apportant plus leurs blés, il s'ensuivit une hausse dans le prix de cette denrée.

Ces faits ne sont-ils pas concluants? Ne prouvent-ils pas que l'on spéculé sur la faim du peuple, et que, par un trafic que nous ne pouvons qualifier ici, on conspire impunément contre lui en lui ôtant les moyens de vivre même en travaillant? Jusques à quand les lois seront-elles impuissantes à réprimer un pareil désordre?

Les améliorations sont encore rendues impossibles par le peu de stabilité des ministères; véritables fantômes qui paraissent et disparaissent presque en même temps à nos yeux, ils passent sans avoir rien entrepris d'utile pour la nation, tout leur temps ayant été absorbé dans de misérables intrigues pour leur conservation personnelle.

Il est temps, si l'on veut que le mal ne devienne plus difficile à réparer, de sortir de cette voie fatale, car il est évident pour beaucoup de monde qu'il est impossible de prolonger sans danger les souffrances que

les ouvriers voient s'accroître chaque jour, et qu'ils supportent depuis si longtemps avec tant de patience. Nous ne retracerons pas le tableau des maux que les neuf dixièmes du peuple endurent; nul n'ignore que la nourriture des travailleurs est insuffisante et malsaine, et qu'une foule de causes provenant des privations auxquelles ils sont soumis déterminent chez eux les maladies qui déciment ces hommes voués au travail, à la misère et à la mort. Il est bien constaté par la statistique que sept à huit millions de Français ne mangent que peu ou point de pain; que l'orge, le seigle, la bouillie de sarrasin, les châtaignes, les légumes secs, une médiocre quantité de pommes de terre, et pour toute boisson de l'eau, sont les seuls moyens d'existence de cette partie de la population qui est réduite à se chauffer de chaume et de bruyère.

Et c'est la classe laborieuse qui supporte toutes ces misères, elle qui produit tout!

Nous demanderons ici pour elle des réformes qui sont devenues urgentes, que l'on ne pourrait repousser sans imprévoyance et sans se rendre coupable en même temps de la plus grande injustice; nous les réclamerons sans cesse par tous les moyens qui seront en notre pouvoir, jusqu'à ce que la conviction ou la force des événements ait contraint nos gouvernants à faire droit à nos justes demandes.

On doit se souvenir du projet de colonisation pour l'Algérie, proposé il y a quelques mois par l'abbé Landmann: l'idée en était grande; on accroissait d'une manière incalculable les richesses de la France, en même temps que l'on entreprenait l'affranchissement de notre classe par l'association des travailleurs. Nous demandons aujourd'hui l'application d'un système à peu près semblable pour défricher et rendre fertiles les terrains improductifs de notre pays, et accroître ainsi la quantité actuellement insuffisante des substances de première nécessité.

Croirait-on qu'il existe encore en France 4,649,000 hectares de terres vagues, de landes et bruyères, 196,000 hectares de marais, et 253,000 hectares d'étangs; en tout 5,098,000 hectares de terrains incultes (1)! Cela est cependant. Eh bien, ces 5 millions d'hectares, rendus à toute la puissance de production qu'on pourrait leur donner en quelques années, rapporteraient 25 millions d'hectolitres environ de denrées de toute espèce, c'est-à-dire un cinquième de plus qu'on ne récolte habituellement en France (2). Naturellement l'augmentation des troupeaux se ferait aussi dans la même proportion, et la viande et le blé abondant sur nos marchés, il s'ensuivrait une diminution considérable dans le prix de ces deux précieuses substances.

On s'étonne qu'en face de ces résultats possibles avec le temps, il ne se soit pas trouvé des hommes, parmi tous ceux qui se sont succédés au pouvoir, qui fussent assez intelligents ou qui comprissent assez leur mission pour entreprendre cette opération avantageuse; quelles richesses restent enfouies par leur imprévoyance! Cela doit nous faire sentir la nécessité de plus en plus grande d'être gouvernés par des hommes qui aient l'intelligence des besoins sociaux et des améliorations à produire dans toutes les directions.

Mais on mettra peut-être en doute la possibilité qu'il y aurait à rendre fertiles des terres couvertes aujourd'hui de bruyères et de landes: c'est une opération qui, pour être difficile, n'est pas impossible. Rappelons-nous, en effet, que le département le plus riche de la France, le département du Nord, était, il y a huit cents ans, en grande partie, un désert de ce genre, et que des portions les plus arides des landes de Bordeaux nourrissaient autrefois une population nombreuse. Nous pourrions citer encore

(1) Ces pays sont situés sur le littoral de la mer, principalement depuis le Calvados jusqu'aux départements des Hautes et Basses-Pyrénées. D'autres étendues de terrains plus ou moins cultivables se rencontrent encore dans l'intérieur de la France. Ce sont, dans l'Anjou et le Maine, des terres couvertes de ronces et de bruyères, qui, étant cultivées, deviendraient très-productives; l'immense plaine située près d'Orléans, et nommée la Sologne, remplie de pierres roulées, et entrecoupée aujourd'hui de marais et de maigres bouquets d'arbres, mais qui était couverte de forêts au temps de Jules César; des cantons considérables de la Touraine, surtout au midi de la Loire, qui sont en friche et sans culture; les landes du Lyonnais, les étendues arides de la vaste province du Languedoc, et enfin quelques cantons incultes de la Lorraine et de la Champagne.

Nous rappellerons aussi que l'île de Corse contient beaucoup de terrains susceptibles de culture, et que la plupart des terres de nos possessions en Afrique attendent, pour produire beaucoup, que l'on veuille bien prendre la peine de les ensemençer.

(2) Selon les évaluations les plus ordinaires, on compte 24 millions d'hectares employés en terres labourables: ils produisent environ 128 millions d'hectolitres de blé, d'orge et de pommes de terre.

quelques expériences heureuses qui ont été faites dans ces derniers temps, et invoquer aussi le témoignage de nombreux mémoires qui ont été publiés à différentes époques sur le parti à tirer des portions abandonnées du territoire français.

L'aspect général des pays dont nous parlons est celui d'un désert. Ce sont des plaines immenses, couvertes de bruyères ou de sables, au milieu desquelles on aperçoit souvent des massifs de pins ou de chênes, qui s'y élèvent à de grandes dimensions. Ces plaines sont entrecoupées par des étangs ou de funestes marécages, causés par des accumulations de sables qui empêchent l'écoulement des eaux vers la mer. Il faudrait donc faire simultanément deux opérations: la première serait d'immobiliser les dunes de sables mouvants que les ouragans soulèvent et promènent sur toutes les terres non abritées; la seconde opération consisterait en de vastes travaux d'endiguements, lesquels auraient pour but de dessécher les marais et d'en faire de petites rivières qui porteraient sur leur passage la fraîcheur nécessaire aux pays sablonneux.

La fixation du sol est une chose qui est entreprise déjà depuis 1787, et le persévérant Bremonet a prouvé qu'on pouvait se préserver de l'invasion des sables en faisant de nombreux semis de pins maritimes, qui poussent spontanément dans les terrains les plus ingrats des Landes. Sans la honteuse parcimonie du gouvernement, qui n'alloue que cinquante mille francs par an pour la plantation et la conservation des bois dans plusieurs départements, ce serait une opération déjà faite, et celle-là est la plus importante.

Ainsi qu'on le voit, les travaux à exécuter s'étendent sur une vaste échelle, et les difficultés qu'il faudrait surmonter sont grandes; mais nous croyons qu'avec une volonté ferme et intelligente, le gouvernement pourrait entreprendre sans crainte la culture de ces terres, et qu'il pourrait en faire plus tard l'objet d'excellentes spéculations. Il est impossible que la France, avec toutes les ressources dont elle peut disposer, ne puisse mener à bonne fin des travaux moins grands que ceux qui ont été exécutés en Hollande, et moins difficiles que ceux qui ont été entrepris par de simples particuliers.

Pour accomplir ces grandes entreprises, trois conditions nous semblent indispensables: 1° il faudrait créer des associations d'ouvriers agriculteurs; 2° établir un crédit courant pour ces associations; 3° supprimer ou au moins diminuer l'impôt du sel.

Quant à la première condition, il est évident que tôt ou tard il faudra en venir à remplacer le système actuel d'exploitation auquel le maître soumet l'ouvrier, par cet autre système où il n'y aura plus que des travailleurs associés: ce n'est pas seulement la justice qui le réclame, cela devient de plus en plus une nécessité de notre époque. Or, l'on ne pourrait trouver une meilleure occasion pour commencer la réalisation de cette importante institution. Et puis les associations présenteraient plus de sûreté au gouvernement que de simples particuliers qui, faibles, isolés, et n'ayant que leur seule intelligence, ne pourraient offrir autant d'avantages qu'un grand nombre d'hommes travaillant ensemble dans le seul but de faire prospérer l'association.

La seconde condition serait très-facile à résoudre. C'est un simple prêt que le gouvernement devrait faire, par l'entremise des banques de crédit, aux hommes qui voudraient entreprendre des associations agricoles. Il est vrai que l'on engagerait ainsi des capitaux qui resteraient improductifs un certain nombre d'années. Mais que l'on y réfléchisse bien, il en arrive de même pour toutes les grandes entreprises qui sont faites en vue de l'avenir, et si l'on n'avait écouté jusqu'ici que les conseils étroits de cet intérêt qui ne donne rien sans être certain de recueillir immédiatement des bénéfices, nous ne jouirions pas de ces grandes améliorations sociales qui ont été accomplies par nos pères. Faisons donc pour les générations futures ce que nos aïeux ont fait pour nous; semons pour qu'elles puissent à leur tour récolter quand la moisson sera venue.

Enfin, notre troisième demande aurait pour but de faciliter les rudes travaux que nécessiteraient les défrichements et le changement du sol sablonneux en terre cultivable. En effet, pendant les premières années il faudrait jeter sur les terres une énorme quantité d'engrais, et c'est précisément une chose rare en France. Le sel pouvant être employé à cet usage avec beaucoup d'avantages, on devrait supprimer immédiatement, ou du moins abaisser considérablement l'impôt qui pèse sur cet élément de prospérité pour l'agriculture. Le voisinage de la mer, près de laquelle la plupart de ces terrains se trouvent placés, ne devrait pas peu contribuer à faire prendre cette mesure. On se sert aussi du sel pour l'élevage des bestiaux.

Mais le point sur lequel nous insistons le plus, c'est que le gouvernement

fasse entreprendre la colonisation des landes par des associations d'ouvriers agriculteurs (1); ce serait là le moyen le plus prompt et le plus économique, et préférable à l'emploi de tout autre. On doit comprendre quelle serait la puissance de ces associations; chaque ouvrier serait intéressé dans la réussite de l'entreprise, et lui donnerait nécessairement toutes ses forces et son intelligence; si l'on ajoute à cela le dévouement dont les hommes probes et actifs ne manquent jamais de faire preuve quand il s'agit d'avancer d'un pas dans le progrès, il n'y aurait plus d'obstacle insurmontable.

Nous croyons avoir montré qu'il y avait en France de grandes ressources, dont un gouvernement habile pourrait tirer parti. A cela il ne nous reste plus à ajouter qu'une dernière observation: ce n'est que par des institutions utiles qu'un pouvoir pourra désormais acquérir des titres à l'estime publique; que ceux donc qui veulent avoir une véritable autorité entrent dans la voie des réformes, et, qu'ils sachent bien que le meilleur moyen de repousser victorieusement toute agression, c'est de prouver par des actes que l'on ne veut rien autre chose que l'intérêt de la chose publique.

ASSOCIATION INDUSTRIELLE.

Au *Moniteur des Prud'hommes*.

Le *Moniteur des Prud'hommes* annonce, dans un de ses derniers numéros, la formation d'une association industrielle d'ouvriers imprimeurs; il applaudit à cette tendance des ouvriers à s'associer pour conquérir ainsi le plus précieux des biens, l'indépendance. Il rappelle à ce sujet que déjà il a défendu les succursalistes, qu'il considère comme des ouvriers, et il termine son article par ces mots:

« Nous applaudissons d'autant plus vivement à ces tentatives que nous voyons dans les associations d'ouvriers les éléments de l'organisation du travail, et les premiers rudiments d'un régime entièrement nouveau pour l'industrie. »

Nous devons adresser quelques observations au *Moniteur des Prud'hommes*; nous le prions de les écouter, de combattre loyalement et franchement nos idées s'il les croit fausses; si au contraire il les trouve raisonnables, nous lui déclarons que nous le verrons avec plaisir y donner son adhésion.

Avant de commencer, nous devons ici déclarer qu'il est à notre connaissance que l'association des huit ouvriers imprimeurs dont il est parlé plus haut n'est en aucune façon dans les conditions qui pourraient en faire une institution utile aux ouvriers; que néanmoins, ce que nous dirons plus loin ne leur est pas particulièrement applicable, et devra s'entendre de toutes les sociétés d'ouvriers fondées pour faciliter à quelques-uns les moyens de s'enrichir.

Nous dirons aussi en passant que les succursalistes sont des maîtres, de véritables maîtres; ils sont associés entre eux, au lieu de diriger isolément, mais c'est toujours pour leur avantage personnel et exclusif. Nous devons ajouter qu'ils sont plus rapaces, plus exigeants et plus durs pour les ouvriers que les maîtres imprimeurs brevetés, et que tous les ouvriers les considèrent, à bon droit, comme la lèpre de l'imprimerie. Si le *Moniteur des Prud'hommes* s'est fait leur défenseur, tant pis pour lui, car il s'est chargé là du rôle de l'avocat du diable.

Cela dit, passons aux observations sérieuses sur lesquelles nous appelons toute l'attention du *Moniteur des Prud'hommes*.

Comme lui et plus que lui nous croyons que l'association est le seul moyen d'apporter remède aux misères des ouvriers et aux désordres de l'industrie; depuis deux ans nous ne cessons d'étudier ce moyen, et de préparer par tous nos efforts son application, mais il ne résulte nullement de ce que nous venons de dire que l'on doive battre des mains au seul mot d'association, car ce mot exprime seulement la réunion des efforts, sans indiquer le but, qui peut être utile ou malfaisant. L'association étant un moyen, un instrument, c'est l'emploi qu'on en fait, le but que l'on poursuit, qui en détermine toute la valeur. L'armée est une association instituée pour la défense nationale; une bande de brigands organisée est une association instituée pour le pillage et le meurtre.

Prononcer le mot d'association sans l'expliquer ne signifie donc rien; il faut déclarer ce que l'on entend par là. Quand l'Atelier prononce ce mot,

chacun comprend sa pensée, parce que l'Atelier a adopté une forme d'association industrielle dont depuis deux ans il fait connaître les principes et les règles; mais quand le *Moniteur des Prud'hommes* parle d'une nouvelle association, il doit dire aussitôt en quoi elle consiste, quel est son but, quels sont ses moyens et sa règle, sous peine d'être accusé de propager une institution qu'il ne comprend pas, ou qu'il s'obstine à ne pas faire clairement connaître à ses lecteurs.

Mais désirant poser cette question d'une manière claire, nous répéterons ici en quelques mots ce que nous avons déjà dit tant de fois sur les différentes sortes d'association, de manière à rendre notre pensée bien complète.

Quand on s'associe, c'est pour faire quelque chose, c'est pour atteindre un but fixé d'avance: si donc des ouvriers, désireux d'échapper personnellement à la dépendance des maîtres, de gagner davantage, de ne plus obéir, mais de commander, de devenir maîtres en un mot, comprennent que chacun d'eux isolément ne pourra faire tout cela, que leur crédit et leur fortune individuels ne pourraient les soutenir; ces ouvriers-là, disons-nous, pourront s'entendre entre eux; ils se détermineront à réunir leur travail, leurs économies, leur crédit. S'ils agissent avec prudence, s'ils sont laborieux et habiles, ils pourront bien atteindre leur but, c'est-à-dire devenir tous ensemble maîtres, indépendants et riches. Toutefois il y aura entre eux, dès le premier jour de leur association, de profonds germes de discorde: n'ayant en vue que leur avantage personnel, ils seront l'un pour l'autre jaloux et envieux; ils chercheront à gagner l'un sur l'autre; en un mot, ils ne s'estimeront pas longtemps, ils se feront une guerre sourde, qui éclatera un beau matin, et les plus habiles, les plus remuants, tous d'ailleurs étant au même degré de probité, trouveront moyen d'écarter leurs adversaires, et de s'attribuer le fruit du travail commun. Déjà plus d'une fois nous avons fait l'expérience de ce que nous écrivons, et nous aurons sans doute encore à enregistrer de nombreuses histoires de ce genre.

Et quand bien même la discorde ne se mettrait pas parmi les associés, quand bien même ils resteraient tous en équilibre sur cette pointe d'aiguille qu'on appelle l'intérêt ou l'égoïsme bien entendu, quel avantage leur association procurerait-elle aux ouvriers de leur profession? Devenus de véritables maîtres, ils se conduiraient en maîtres avec leurs ouvriers; connaissant mieux qu'un patron ordinaire les ressources du métier, pouvant apporter à leurs travaux une surveillance plus grande, ils opprimeront davantage; et les baisses de salaire, les exigences injustes seraient chez eux plus fréquentes que dans les autres maisons. Il y a peu de temps encore, nous avions le regret d'apprendre à nos lecteurs que des ouvriers imprimeurs étaient condamnés pour une accusation de coalition; eh bien, la maison sur la plainte de laquelle ce jugement a été rendu est une association d'ouvriers-maîtres.

Non-seulement de pareilles associations exploiteraient les ouvriers qui leur seraient étrangers, mais elles ne chercheraient même pas à s'adjoindre de nouveaux membres; trop heureux si elles n'en restreignaient pas continuellement le nombre. Et quand même il leur arriverait par hasard de faire une recrue, celui qu'elles appelleraient ne serait admis qu'à la condition d'apporter une somme d'argent au moins égale à la part du capital de chaque associé, ce qui serait l'exclusion formelle des ouvriers pauvres.

Et quand une pareille association réussirait, malgré mille obstacles, à l'époque de sa dissolution, chacun des associés ayant atteint son but, indépendance et richesse, on se partagerait le capital, et il ne resterait plus de traces de cette société.

Nous ne pensons pas que ce soit là ce que veut vanter, sous le nom d'associations d'ouvriers, le *Moniteur des Prud'hommes*. Nous aimons à croire qu'il comprendra comme nous que des associations de ce genre sont plus nuisibles qu'utiles à la cause des ouvriers, et qu'elles n'amèneront aucun changement dans la situation fâcheuse où se trouve actuellement l'industrie.

Pour que l'association soit utile, pour qu'elle régénère l'industrie, il faut qu'elle tende avant tout à débarrasser les ouvriers de la domination du capital et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour atteindre ce but, il faut que les ouvriers qui fondent une association industrielle n'aient pas en vue leur intérêt particulier; il faut qu'ils se résignent à se dévouer sans arrière-pensée, car toutes les privations, toutes les souffrances seront pour eux, et leurs successeurs seuls profiteront des avantages. Il faut que ces associations soient perpétuelles, que leur capital soit inaliénable et indivisible, qu'une partie des bénéfices, au moins un cinquième, soit abandonnée par chacun des associés, afin d'accroître indéfiniment et perpétuellement le capital social, de telle sorte qu'un jour la société soit assez riche pour se charger à elle seule de fournir du travail à tous les ouvriers de la profession; il faut que tout ouvrier honnête homme et de bonne volonté

(1) On ferait retourner ainsi aux travaux agricoles ce trop grand nombre d'ouvriers qui quittent les champs pour augmenter la population des villes, et, par suite, cette concurrence si fâcheuse à laquelle est livrée la population industrielle.

soit admis à en faire partie, après un certain temps d'épreuve, sans autre mise de fonds que son travail.

Depuis deux ans nous enseignons à nos lecteurs les règles de l'association que des hommes éclairés et dévoués nous ont apprises; depuis deux ans nous encourageons nos camarades à faire de semblables associations; quelques-unes même ont été organisées sur le plan du contrat que nous avons publié deux fois dans notre journal, et nos efforts, grâce à Dieu, n'ont point été complètement inutiles.

Nous engageons le *Moniteur des Prud'hommes* à s'occuper de cette question; elle en vaut la peine, lui-même l'a reconnu. Nous espérons que dans son prochain numéro il voudra bien nous faire part de ses réflexions sur les observations qui précèdent, et nous verrions avec plaisir qu'il partageât nos opinions sur la puissance de l'association organisée comme nous l'avons dit, et qu'il pensât avec nous que c'est le meilleur moyen de détruire la misère des ouvriers, et de préparer la réforme dont le monde industriel a tant besoin.

Les ouvriers fondeurs.

Nous avions espéré apprendre aujourd'hui à nos lecteurs l'issue du procès intenté aux ouvriers fondeurs. Rien n'est encore terminé: les jours s'écoulent, et le jour de la justice semble s'éloigner indéfiniment. On témoigne en vérité le plus profond mépris de la liberté individuelle quand il s'agit des ouvriers; voilà trois mois que quelques fondeurs attendent en prison qu'il plaise au parquet de les envoyer devant un tribunal; voilà trois mois que des ouvriers laborieux et honnêtes sont logés, côte à côte avec le rebut de la société. Et c'est ainsi que l'on espère donner au peuple une haute idée de la justice! de cette justice impartiale qui ne devrait voir dans tout prévenu qu'un innocent; de cette justice qui doit une réparation quand elle a erré, et qui ne la donne jamais!

Les ouvriers dont nous parlons sont accusés d'un délit qui, s'il est prouvé, entraînera une condamnation à quelques jours de prison, et on fait subir, par anticipation, une peine de trois ou quatre mois d'emprisonnement à ces hommes qui, dans notre conviction, n'ont commis aucun délit! Ces mesures exaspèrent les ouvriers, et entretiennent une fermentation sourde qui peut éclater et se traduire à l'occasion en actes énergiques.

En prison, des ouvriers faibles de caractère peuvent se laisser influencer par les cyniques enseignements des voleurs auxquels on les assimile; le pouvoir s'inquiète fort peu de cela. Mais il est un autre genre d'enseignement auquel le pouvoir ne semble pas songer, et dont les résultats doivent cependant le toucher directement un jour, c'est celui qui résulte des réflexions faites par l'ouvrier détenu sur les injustices sans nombre dont il est victime dans notre société: d'un détenu pour coalition l'on fait presque toujours un soldat politique, car la lutte qu'il avait entreprise pour une question de salaire, il est conduit logiquement à la continuer dans un ordre plus élevé. C'est ainsi que le gouvernement recrute lui-même des adversaires ardents, aigris par d'iniques persécutions, et qu'il les force lui-même à chercher à leur situation un remède plus radical. Ce n'est pas d'aujourd'hui que ces réflexions ont été faites: ce n'est pas non plus d'aujourd'hui que date ce système violent de punitions préventives.

Si nous nous mettions au point de vue exclusif de l'intérêt de notre parti, nous nous réjouirions de ces faits, mais nous ne sommes pas de ceux pour lesquels tous les moyens sont bons quand il s'agit de faire des soldats: il y a plus, nous renoncerions bien volontiers à en faire si le gouvernement, comprenant enfin ses devoirs, imposait son autorité conciliatrice dans ces conflits entre maîtres et ouvriers, ou s'il prouvait du moins, par des enquêtes, par des études sérieuses, son envie d'être utile aux ouvriers. Mais des intérêts bien plus puissants le préoccupent: il s'agit en effet de savoir si M. Thiers l'emportera sur M. Guizot, et la question de vie ou de mort des travailleurs est bien peu de chose en comparaison de cet intérêt. On n'y songe donc pas, si ce n'est pour en arrêter quelques-uns de temps à autre, puis on les oublie dans leur prison. Pendant ce temps, l'orage se forme lentement, mais inévitablement, au sein des masses; puis un jour il éclate avec furie, au grand étonnement de ces aveugles qui n'ont rien su prévoir, et qui attribuent ces mouvements révolutionnaires aux prédications de la presse anarchique.

Nous le répétons donc afin que personne ne puisse en ignorer; l'armée des mécontents se grossit parmi nous de jour en jour, et les fautes seules du gouvernement en sont cause. Qui, du gouvernement ou de ses adversaires, s'est le plus occupé de ces grandes questions qui sont actuellement

à l'ordre du jour! Qui a proposé les moyens de conciliation par l'établissement des prud'hommes? Qui prêche l'établissement pacifique des associations d'ouvriers, et les tarifs de salaire librement consentis? Est-ce le gouvernement? lui qui interpose son autorité dans la question de la liberté du travail, et qui prête main-forte à l'arbitraire et à la cupidité des maîtres!

De quel côté est la franchise et la loyauté, l'intelligence des besoins du peuple? Qu'on ne trouve donc pas étonnant que le peuple soit tout naturellement porté à prendre parti pour ceux qui s'occupent sérieusement de son avenir, contre ceux qui, investis de la mission de veiller à sa conservation, à son honneur, à sa liberté, attentent continuellement à ces choses sacrées, et ne lui laissent, en échange de sa sueur et de son sang, que l'existence la plus précaire et la plus misérable, et la prison pour ses tentatives d'amélioration.

Nous ne voulons point aigrir ces débats, qui se sont envenimés d'eux-mêmes, et dont nous avons démontré la cause; mais les fautes du pouvoir servent ses adversaires, et ils doivent en profiter, non pour leur intérêt particulier, mais pour arriver à constituer un ordre meilleur fondé sur le concours de tous.

C'est donc au parti démocratique à prouver aux ouvriers mécontents, restés jusqu'ici étrangers au mouvement des affaires publiques, que lui seul possède assez de puissance et de force pour réaliser les améliorations que chacun désire, et qu'ils lui doivent leur concours dans l'œuvre à laquelle il s'est voué.

Nous avons à verser au *Siècle* 100 francs qui nous ont été envoyés de Londres par le rédacteur en chef de l'*Apostolato popolare*; ces fonds sont le résultat de la souscription ouverte à Londres pour la veuve et les enfants de Boyer; sur cette somme, 75 francs ont été donnés par les ouvriers italiens réfugiés en Angleterre; les 25 francs restant ont été donnés par M. J.-S. Mill, anglais.

La somme de 32 francs qui nous restait de la souscription ouverte à l'*Atelier* n'ayant été réclamée par aucun créancier, nous avons également à la verser au *Siècle*, comme nous l'avions annoncé.

VARIÉTÉS.

La première émeute de la Révolution.

Le 28 avril 1789, une grande agitation régnait dans le faubourg Saint-Antoine. Des rassemblements tumultueux, composés d'ouvriers en grande partie, d'une certaine quantité de femmes et de quelques boutiquiers, se formaient sur plusieurs points, et chacun de ces rassemblements avait ses orateurs, dont la parole énergique et ardente soulevait les passions populaires. A cette époque, la politique avait presque tout envahi; et cependant les ouvriers n'avaient pas encore directement pris une part active à l'immense mouvement qui se préparait. Ce jour-là il ne s'agissait encore pour eux que d'une question de subsistances et de salaires: le pain était horriblement cher; l'usage de la pomme de terre était à peine connu, et les travaux, assez mal rétribués déjà, venaient de subir, dans quelques professions, une diminution notable. En vain quelques ouvriers avaient depuis longtemps engagé leurs camarades à s'unir étroitement pour faire face à l'orage par une résistance passive bien combinée; en vain chacun avait compris que, subir une diminution de salaire lorsque la cherté des vivres augmentait de jour en jour, c'était commettre une action dont les suites devaient être funestes pour tous; il leur avait fallu céder devant la nécessité, et, disons-le franchement, le manque de courage et d'énergie de la masse y entraînait pour beaucoup. Ce n'était pas ce courage bouillant du guerrier qui leur manquait; tous auraient exposé leur vie dans une bataille sanglante, comme ils le prouvèrent dans la suite, mais ce qu'ils n'avaient pas, ce qui leur

manquait complètement, c'était cette opiniâtreté qui ne considère pas la durée de la lutte, et qui la soutient longtemps, pacifique, sans se laisser déborder par la colère et la passion. Ils avaient donc, dans certaines professions, subi le joug des diminutions de salaire; cette mesure venait d'atteindre les ouvriers en papiers peints d'un grand fabricant du faubourg, M. Réveillon, et c'était contre ce dernier que se trouvait dirigée en ce moment la fureur de la multitude. Ebénistes, forgerons, tisserands, et une infinité d'ouvriers des autres corps d'état étaient venus prendre part à cette manifestation de la place publique. Nous aurions tort de dire que la politique fut tout à fait étrangère à ce débat. Les idées révolutionnaires étaient représentées dans ces groupes par des hommes de la petite bourgeoisie et quelques ouvriers éclairés dont les espérances ne se bornaient pas à un mince abaissement dans le prix du blé ni dans le retour aux anciennes conditions du salaire. Il y avait là des artisans qui avaient deviné l'avènement de la bourgeoisie aux affaires, et qui considéraient les ouvriers comme un instrument puissant à employer pour y arriver : il y avait aussi des hommes de cette dernière classe qui songeaient à assurer à tout le monde une participation égale à l'administration de la chose publique, qui voulaient sérieusement l'abolition de tous les privilèges, ceux de la fortune aussi bien que ceux de la naissance. Mais nous l'avons dit, ces hommes étaient en petit nombre, et s'ils s'étaient mêlés à ce mouvement, c'était parce que l'occasion se présentait enfin d'exposer leurs idées.

La veille, un incident avait éveillé toutes ces haines qui fermentaient; nous allons le raconter en peu de mots. Les élections des députés des trois ordres aux états généraux se faisaient en ce moment à Paris, c'est-à-dire que, pour le tiers-état, tous les citoyens payant un certain cens venaient de nommer un nombre fixé d'électeurs, chargés ensuite de choisir les députés aux états généraux. Des réunions avaient eu lieu pour la rédaction des cahiers contenant les conditions à imposer aux candidats, et, dans l'une de ces réunions, plusieurs notables du faubourg Saint-Antoine, parmi lesquels M. Réveillon, s'étaient insolemment moqués du manque d'éducation et des idées démocratiques de quelques boutiquiers qui faisaient également partie des colléges.

L'irritation de ceux-ci passa aisément aux ouvriers, qui ne demandaient qu'une occasion pour témoigner leur mécontentement. De sorte qu'au moment dont nous parlons, la foule, après s'être livrée la veille à des menaces, et avoir pendu en effigie le fabricant Réveillon, paraissait disposée à agir plus énergiquement. Mais, comme il arrive toujours dans ces rassemblements impromptus, on n'avait pas de but arrêté; les électeurs voulaient seulement une manifestation contre l'homme qui les avait insultés; les ouvriers, exaspérés par la dureté hautaine de leur patron, voulaient en tirer une vengeance éclatante. — Triste satisfaction! disaient les politiques : le temps se perd en débats qui ont tout le caractère d'une vengeance privée; après tout, ce n'est pas Réveillon qu'il faut accuser, c'est le gouvernement, c'est ce pouvoir qui n'a plus la force de conduire la nation vers ses destinées, et qui recule devant l'accomplissement des progrès devenus nécessaires. Toutes ces idées se manifestaient principalement dans un groupe plus ardent, plus remuant que les autres, et qui semblait renfermer les chefs de l'émeute populaire. C'était au coin de la rue de Charonne : un ouvrier de la fabrique de M. Réveillon était monté sur une petite voiture à bras, et parlait ainsi à ceux qui l'entouraient :

— Est-ce à dire, camarades, que nous nous laisserons impunément ôter le pain de la main, sans réclamation, par un homme dont nous avons fait la fortune, et qui veut profiter aujourd'hui de notre misère pour acquérir encore, l'insatiable qu'il est? Ce n'est pas tout : il a insulté les électeurs du faubourg, qui nous représentent dans le Tiers : il leur a fait un crime de ne pas savoir

bien parler, oubliant qu'ils ont travaillé pour élever leurs enfants, ce qui ne leur a pas permis de s'instruire comme ils l'auraient voulu. Le misérable ! croit-il que la forme du langage donne le sens commun, le cœur et l'énergie nécessaires pour bien faire? Qu'il fasse donc amende honorable! qu'il demande pardon aux ouvriers de l'exploitation qu'il a fait peser sur eux, et puis après...

— Pendons-le, s'écria une voix.

— Oui ! oui ! à mort Réveillon ! répétèrent unanimement toutes celles du groupe.

Exceptons cependant de cette unanimité un ouvrier ébéniste, qui, du milieu du rassemblement, osa faire entendre des paroles étranges pour l'époque, et dont la hardiesse de langage fit presque peur aux assistants.

— Sans doute, disait-il, Réveillon, par sa dureté et son égoïsme, mérite toute notre haine. Mais est-il le seul de cette race infernale qui vit de nos sueurs et nous mesure le pain? Ne jetterons-nous donc pas un peu aussi nos regards plus haut? Cette noblesse, qui se vautre dans des orgies infâmes, qui consomme au sein de l'oisiveté des trésors immenses, et nous jette à la face les éclaboussures de ses équipages, croyez-vous donc qu'elle n'a pas mérité le châtimement? Et ce clergé cupide, qui prie du bout des lèvres, et qui a oublié que la religion du Christ c'est l'égalité; qui déserte la cause du peuple pour embrasser celle de la noblesse, croyez-vous donc qu'il n'est pas plus coupable encore que Réveillon! Et cette royauté stupide, qui ne sait plus à quel saint se vouer, et qui est jalouse à l'excès de son autorité, comme si elle possédait encore, croyez-vous qu'il n'y aura pas enfin un jour de justice pour elle? Nous sommes nombreux, nous qui souffrons; nous ne manquons pas de courage pour supporter les peines de notre état; ayons-en une bonne fois pour braver la mort! Emparons-nous de la capitale; les soldats nous aideront : nous n'avons à combattre que les étrangers, et rien à craindre que la Bastille. La Bastille ! eh bien, nous la démolirons. Mais, pour Dieu, n'usons pas notre énergie à nous venger d'un misérable individu pris au hasard; si du sang coule, que ce soit pour quelque chose d'utile, et non pour un acte qui, après tout, serait une lâcheté sans résultat.

A cette époque, la Bastille était encore un épouvantail, et la royauté une institution sacrée; aussi la harangue vigoureuse de l'ébéniste n'eut-elle pas le résultat qu'il en attendait. Un des rassemblements qui encombraient la rue, venant joindre celui-ci, l'entraîna vers la maison de Réveillon, lequel s'était, dès la veille, caché, ainsi que les gens de sa maison. La foule enfoua donc ses portes sans aucune résistance, puis brisa les meubles, jeta les débris par les fenêtres et y mit le feu. Deux maisons voisines furent également saccagées. L'ébéniste assista à cette exécution populaire, sans y prendre d'autre part que de se tenir au courant des nouvelles du dehors. Quand il apprit que les troupes approchaient, il pensa que le moment était venu de soutenir la lutte si imprudemment engagée; il rallia ses amis, et en un clin-d'œil ils se trouvèrent armés de fusils et de pistolets, et se retranchèrent dans la maison, où un combat acharné commença. Au bout de quelques heures; la victoire resta aux soldats, qui eurent douze morts et quatre-vingts blessés. Les pertes, du côté des ouvriers, s'élevèrent à deux cents morts et à trois cents blessés, qui reçurent dans le faubourg le nom de *défenseurs de la patrie*.

Telle fut la première bataille de la Révolution, alors que les ouvriers étaient encore en dehors du mouvement politique; mais ils firent depuis un rapide chemin, ces ouvriers du faubourg Saint-Antoine, car on les retrouva tous, moins de trois mois après cette première escarmouche, à la grande affaire, à la prise de la Bastille !

Le Directeur-Gérant : LENEVEUX.

IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET C^e, RUE DE SEINE, 32.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 27. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Nous croyons devoir rappeler à nos abonnés et à nos correspondants, ainsi qu'aux journaux qui veulent bien échanger avec nous, que le bureau de *l'Atelier* est transféré rue Saint-Germain-l'Auxerrois, 27, au second, où l'on reçoit, par lettres affranchies, toutes les réclamations et communications.

La plus grande négligence est apportée à la distribution de notre journal par l'administration des postes; malheureusement nos plaintes ne peuvent avoir aucun résultat. Nous prions donc instamment nos abonnés des départements d'insister auprès des directeurs, dès qu'un numéro ne leur est pas parvenu, et en cas de non résultat, de le faire réclamer à l'administration du journal par toutes les occasions possibles. Ces réclamations seront publiées; et peut-être un jour voudra-t-on bien y faire droit.

SOMMAIRE.

Introduction à la troisième année. — De la réforme sociale. — Revue de la presse. — Au *Moniteur des Prud'hommes*. — Fondateurs en caractères. — Rédaction de *l'Atelier*. — Faits divers.

TROISIÈME ANNÉE.

INTRODUCTION.

Il est une chose dont les classes ouvrières, en général, ne semblent pas encore assez pénétrées, et sur laquelle il est nécessaire que la presse populaire revienne souvent : c'est qu'il est absolument impossible que ces classes demeurent longtemps dans la situation présente; il faut ou qu'elles retombent plus bas qu'elles n'ont jamais été, ou qu'elles s'élèvent au rang des autres classes. Si elles se laissent entraîner dans la voie fatale où le régime industriel les pousse incessamment, elles arriveront avant peu à cet état d'abjection et de honteuse misère où est tombée, pour ne se relever jamais, peut-être, la population ouvrière de l'Angleterre. Que les salariés ne l'oublient pas ! l'industrie française suit une marche tout-à-fait semblable à celle des Anglais, et donnera infailliblement les mêmes résultats sociaux. Si elle n'a pas produit jusqu'à ce jour d'aussi grands ravages que chez nos voisins, c'est parce qu'elle date de moins loin; c'est encore, il faut le reconnaître, parce que son action malfaisante a rencontré

plus de résistance dans les travailleurs français. Mais nous n'en sommes pas moins sur la pente; et si nous ne nous hâtons d'obtenir des institutions qui garantissent notre égalité politique, et, par suite, notre existence matérielle, nous serons sans défense contre le fléau qui nous menace, qui nous atteint déjà d'une manière si effroyable, et nous descendrons rapidement dans le fond de cet abîme où se débattent vainement les ouvriers anglais. Et quand le jour sera venu, où, mourant de faim comme eux, nous voudrions nous soulever contre la plus abominable des oppressions, il ne sera plus temps : le mal sera trop grand pour être réparable; nous serons comme de vils troupeaux d'esclaves, dont les puissants ne craindront ni la colère ni la révolte, tant ils nous sauront affaiblis par la misère du corps et la corruption de l'esprit.

Que les ouvriers se pénètrent donc bien de l'idée que nous sommes poussés vers cet état de choses avec une persistance inouïe; pour voir où l'on nous conduit, il n'est pas besoin d'aller chercher des exemples de l'autre côté de la Manche; nous n'en avons malheureusement que trop chez nous déjà, et l'on peut aller voir à quel degré d'infériorité physique et morale sont tombées les populations employées dans les grandes fabriques de l'est et du nord de la France. Malheur à nous donc, malheur à la nation, malheur aux idées de progrès, si nous suivons la pente fatale, si nous consentons, par notre silence et notre servilité, à être les complices de notre propre déchéance !

La presse populaire doit donc signaler continuellement cette funeste tendance, afin de la faire apercevoir aux plus aveugles. Nous ne cesserons d'en appeler à la vieille énergie du peuple travailleur, jusqu'à ce qu'elle se manifeste de telle manière que les puissants soient convaincus de la nécessité d'instituer des garanties politiques et sociales pour les classes laborieuses.

Il n'entre pas dans notre pensée d'irriter ici les nôtres contre ceux qui les tiennent sous le joug; nous ne faisons point appel à la révolte matérielle. Mais s'il s'était trouvé en Angleterre depuis un siècle et demi des hommes qui eussent fait ce que veut faire aujourd'hui le parti populaire en France, l'Angleterre n'aurait pas cette plaie hideuse qui enveloppera certainement bientôt toutes les classes, et les fabricants français ne seraient pas obligés, pour soutenir la concurrence anglaise, de baisser continuellement nos salaires. Ces hommes eussent épargné aux deux nations ces grandes misères qui nous désolent. Ceux donc qui remplissent aujourd'hui ce difficile devoir, en poussant la classe ouvrière à obtenir des garanties, ceux-là font œuvre de prévoyance, et montrent qu'ils aiment la société, tandis que les opposants aux vœux populaires sont des anarchistes au plus haut degré.

Nous disons qu'il faut des garanties aux classes ouvrières; disons aussi ce qu'elles doivent faire pour les obtenir :

Il est plus que prouvé que les améliorations dans la condition du peuple ne peuvent être que l'ouvrage du peuple lui-même ! Ce

serait folie d'attendre que les privilégiés lui fassent le sacrifice de leurs privilèges. Donc, la première chose à faire dans ces temps-ci, la plus importante, c'est d'établir l'égalité politique, car, tant que le peuple n'aura pas exigé que l'article premier de la Charte soit une vérité (1), il manquera de la première garantie. Que l'égalité politique soit donc le but qu'il poursuive sans jamais s'en laisser détourner un instant ! Et de même qu'au moyen-âge, les bourgeois n'attendirent pas que les seigneurs vinssent se dépouiller du droit féodal au profit de leurs serfs, de même il faut qu'imitant nos devanciers, qui sont nos maîtres aujourd'hui, nous leur fassions une nécessité de céder.

Or, la chose n'est pas facile. Sans doute, la masse de la nation est mécontente, elle est fatiguée du régime actuel ; sans doute elle désire être représentée d'une manière plus digne ; mais elle hésite, elle craint l'anarchie, et ses désirs de réforme politique ne se manifestent que fort timidement. Eh bien, il faut amener l'opinion publique à se prononcer énergiquement entre le parti du progrès et le parti contre-révolutionnaire. C'est l'opinion publique qui est souveraine de fait, c'est devant elle que se débat le procès entre les partis, et c'est pour celui qui lui donnera le plus de garanties qu'elle se prononcera. Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a beaucoup à faire pour qu'elle se prononce avec énergie pour le parti démocratique. Il faut détruire l'effet des calomnies répandues contre les révolutionnaires, et changer l'hésitation de la nation en volonté bien arrêtée d'exiger la réforme. Telle est la tâche des hommes qui veulent s'imposer le devoir de préparer l'émancipation du peuple.

Pour arriver à ce résultat, pour inspirer une pleine confiance à la nation, le plus sûr moyen, c'est de montrer la sagesse et la modération des idées du parti populaire ; c'est de prouver que non-seulement les idées antipathiques au sentiment de la société n'ont nullement pris racine parmi la classe ouvrière, mais encore que c'est au milieu d'elle qu'on s'occupe surtout de parer efficacement aux maux de la société. C'est là un grand travail ; mais il est indispensable pour obtenir la réforme, et pour que cette réforme même porte ses fruits.

Désormais la force du peuple ne doit plus être seulement dans son grand nombre ; il doit prendre aux choses politiques une part à laquelle on ne le croit pas appelé, mais à laquelle il doit montrer qu'il a droit. Ce ne serait donc pas assez pour lui que d'avoir le droit d'élection, s'il ne pouvait aussi fournir des candidats pour la députation ; car, si dès demain nous étions appelés à élire une assemblée nationale, il nous faudrait nécessairement fixer notre choix sur des hommes de hautes classes, et il résulterait du suffrage universel une représentation qui serait toujours un peu aristocratique, qui ne ferait sans doute rien contre les intérêts généraux de la société, mais qui serait incapable de remédier aux maux présents. La représentation nationale ne sera selon nos vœux que lorsque nous la verrons retremée par la présence d'un certain nombre de travailleurs. C'est une ambition qui paraîtra fort ridicule à certaines gens. Cependant, à la rigueur, nous ne connaissons guère d'ouvriers qui ne puissent faire ce que font les trois quarts des députés actuels. Mais ce serait un triste résultat que d'avoir pu envoyer à la chambre des députés qui ne sussent dire que *oui* ou *non*. Il faut des tribuns au peuple, des hommes qui sachent ce qui est à faire et puissent le dire avec clarté et fermeté. Jusque là l'assemblée manquera d'un de ses éléments essentiels ; mais on ne doit pas se dissimuler non plus qu'il s'écoulera encore un long temps avant qu'on trouve, au sein des travailleurs, des hommes capables de lutter avec avantage contre ces sophistes bavards, échappés au barreau, et dont les assemblées sont et seront longtemps infestées.

Donc, en même temps que le parti populaire marche à la con-

quête du droit politique, il doit, par des études sérieuses, se rendre digne et capable de l'exercer. Nous savons mieux que personne combien ces études sont difficiles pour des hommes attachés tout le jour à un travail qui, en fatiguant le corps, ne laisse que très-peu de prise à l'esprit. Toutefois, il ne s'agit pas d'être savant, il s'agit tout simplement d'avoir des notions générales sur l'histoire, sur la politique et l'économie sociale ; puis d'être en état de trouver une solution satisfaisante aux questions de réorganisation dont les esprits sont tant occupés aujourd'hui. Ce savoir-là demande plutôt une bonne méthode que de longues études.

Il faut nécessairement que le peuple s'instruise ; son égalité avec les autres classes est à cette condition ; mais, nous n'en doutons pas, la condition sera convenablement remplie. On a dû remarquer déjà, par toutes les publications sorties du peuple, qu'un grand mouvement a lieu dans ce sens. Le peuple s'est fait une place dans la presse, et si modeste que soit cette place, elle ne s'amointrira pas ; au contraire, nous verrons bientôt une foule d'ouvriers se présenter pour la faire de plus en plus large. Sous tous les rapports, cette tendance des ouvriers révolutionnaires à faire des publications collectives, est une excellente chose ; ils sont ainsi détournés des conspirations, et leur propagande ne se borne plus à quelques sectaires elle est publique, et par cela même exempte de dangers si elle est mauvaise, et infiniment plus fructueuse si elle est bonne : c'est la conspiration au grand jour, la seule qui soit désormais raisonnable en France. Pour ce qui nous regarde particulièrement, nous pouvons affirmer que nous avons toujours écrit notre opinion sans réserve aucune, et, sauf la maladroite censure de notre précédent imprimeur, nous n'avons jamais été inquiétés, bien qu'avec les lois de septembre on pouvait nous arrêter dès l'apparition du prospectus, sous prétexte d'association illicite. On sait que ces lois sont une menace perpétuelle contre tout ce que l'on peut faire collectivement ; évidemment, elles sont une arme à la discrétion du pouvoir. Mais, soit qu'il n'ait rien trouvé à redire, soit qu'il n'ait point voulu servir à nous faire connaître, le parquet nous a laissés tranquilles, et quelle qu'en soit la cause, nous ne pouvons que le louer de son bon esprit. D'ailleurs, nous avons conscience d'avoir rempli un devoir utile, nous croyons avoir produit une réaction heureuse contre certaines idées socialement dangereuses ; enfin, nous avons cherché à faire de telle sorte que nous ne pussions avoir pour adversaires que les imbéciles et les fripons. Nous ne savons au juste si nous avons réussi, mais en tous cas nous invitons les ouvriers à faire comme nous, à se tenir en garde contre toute mauvaise suggestion, à ne rien écrire qui ne soit en parfaite conformité avec la morale, et surtout à ne point s'isoler. Les œuvres collectives sont les meilleures, sous le rapport de l'autorité et sous celui de l'enseignement mutuel qui en résulte. Que les ouvriers surtout se gardent de vouloir prendre la plume dans la seule pensée de se faire un nom ; c'est là que le ridicule les atteindrait.

Nous considérons la création de journaux ou revues populaires, exclusivement rédigés par des ouvriers, comme le meilleur mode d'étude et de propagande, et comme un notable progrès. Que ce mouvement continue et s'étende aux grandes villes ; ce sera le meilleur moyen de relation entre les diverses fractions du peuple ; la classe ouvrière s'élèvera ainsi graduellement par le côté intellectuel, le seul par lequel on puisse la trouver en défaut, et on ne pourra plus se servir d'elle comme d'un instrument.

Ainsi, en résumé, les classes ouvrières doivent exiger des garanties pour n'être pas entraînées dans de plus grands maux que ceux dont elles souffrent ; la première à obtenir est la participation à la souveraineté. Le droit politique ne leur sera donné que lorsque l'opinion publique se prononcera énergiquement en leur faveur ; le moyen, pour la partie active du peuple, d'amener cette opinion à elle, c'est de se montrer dévouée, unie, intelligente des

(1) Tous les Français sont égaux devant la loi.

besoins sociaux, et modérée par dessus tout. De ce moyen général en résulte un autre, c'est celui que nous employons pour nous former intellectuellement, et faire connaître les sentiments du parti purement populaire; en un mot, c'est la presse, mais la presse exclusivement ouvrière, quoi qu'en disent les sots ou les jaloux. La presse ouvrière, si chétive qu'elle puisse être, comparativement à celle de la bourgeoisie, n'en aura pas moins une très-grande influence sur les classes pour lesquelles elle sera créée, et sur la société entière. Déjà l'œuvre est en bonne voie, et, quelle que soit la durée des publications actuelles, il n'en est pas moins certain que les ouvriers savent comment, avec de la bonne volonté et de la persévérance, on vient à bout des choses les plus difficiles, et comment, avec une feuille imprimée, on peut obliger jusqu'à un certain point les puissants à tenir compte du droit des faibles.

DE LA RÉFORME SOCIALE.

On a fait en ces derniers temps, entre les mots *réforme politique* et *réforme sociale*, une distinction devenue nécessaire pour exprimer le degré de transformation que se proposent, d'une part, la fraction révolutionnaire de la bourgeoisie, d'autre part, le parti purement populaire.

Généralement, les bourgeois radicaux ne se préoccupent que d'un changement de formes, supposant que de ce changement naîtront successivement toutes les améliorations que l'on désire aujourd'hui, mais dont, à coup sûr, ils n'ont pas une idée bien nette; ils s'en tiennent donc à la réforme politique ou électorale, refusant d'aller au-delà, soit dans la crainte d'effrayer l'esprit conservateur, soit qu'eux-mêmes aient plus de haine contre les privilégiés que d'amour pour le peuple, ou soit qu'ils aient un plus grand désir de briller sur la scène politique qu'une volonté bien arrêtée d'être utiles.

De son côté, le parti purement populaire sait bien que la réforme électorale doit conclure à la réforme sociale; mais cette conclusion pourrait être longtemps attendue; la révolution de juillet, qui fut une réforme politique, ne produisit qu'un changement de personnes. Sans doute, une assemblée nationale ne pourrait rester indifférente aux misères du peuple; elle y chercherait un remède; mais saurait-elle le trouver, ce remède? Ne connaît-on pas d'avance les éléments probables, et, partant, l'esprit de l'assemblée qui sortirait du suffrage universel? Ne peut-on craindre qu'une telle assemblée n'ait ni la force de comprimer l'ardeur des partis, ni l'intelligence nécessaire pour créer les améliorations légitimes que le peuple aurait mille fois raison d'exiger? Ces craintes sont plus que fondées par tout ce que l'expérience et notre connaissance des hommes nouveaux a pu nous apprendre.

Le parti purement populaire s'attache donc à une généralité plus vaste; la réforme sociale, qu'il proclame, embrasse toutes les autres. Son but est plus reculé, plus difficile à atteindre; mais il est bon qu'il ne le perde point de vue, et qu'il y marche sans se laisser détourner par les partis contraires au bien public. La réforme politique, à ce point de vue, n'est qu'un but spécial; c'est le premier moyen d'arriver à l'autre. Le privilège politique est sur la voie de la réforme sociale comme un immense obstacle qui nous arrête immédiatement, et qui doit être surmonté au plus tôt. Mais la réforme électorale opérée, il ne faut point qu'au lieu de réaliser, on commence à ce moment seulement l'étude des moyens d'amélioration. Il est certain que si une nouvelle assemblée manquait d'énergie et d'intelligence, si elle hésitait à prendre immédiatement des mesures de haute prévoyance, elle serait sans autorité, et l'anarchie serait le résultat de son impuissance, ainsi que cela est arrivé en 92 à l'Assemblée législative. Il faut donc que la route soit tracée d'avance, que l'opinion soit fixée sur les mesures les plus générales à prendre, et que la nécessité en soit si bien sentie par tous les représentants, qu'une discussion sur le fond ne soit pas même possible. Ce sera bien assez pour l'assemblée de se tenir à la hauteur des difficultés qui surgiront chaque jour, sans avoir encore à faire des études sérieuses. Il est certain que les représentants, pressés par les événements, n'auront pas le temps d'étudier les moyens d'améliorations sociales; ils ne donneront que ce qu'ils savaient avant; et s'ils ignorent, il peut en résulter tous les maux imaginables.

Quel temps d'ailleurs fut plus propice que celui-ci pour étudier les questions sociales et pour préparer l'opinion publique? Nous ne pouvons donc accepter aucune des raisons qui nous ont été données pour passer

sous silence les questions de réforme sociale. Nous croyons que ce silence est moins fait pour rassurer l'esprit conservateur que pour l'exciter davantage à la résistance; car, nous l'avons dit ailleurs déjà, les classes opposées à la réforme électorale savent parfaitement qu'on ne s'arrêtera pas là; et la réserve des démocrates sur l'organisation à venir peut être interprétée par les opposants d'une manière très-fâcheuse; ces derniers, en effet, rejettent sur tous les révolutionnaires ce qui n'appartient qu'à quelques enfants perdus, et supposent que le parti réformiste a des projets secrets qui ne tendent à rien moins qu'à bouleverser de fond en comble la société tandis qu'au contraire, c'est précisément parce qu'en masse ce parti n'a pas de projet arrêté que nous nous plaignons. Si les craintes des conservateurs devaient avoir quelque fondement, ce serait plutôt par l'absence de projet ou de but bien défini que les réformistes conduiraient au désordre.

Nous n'avons rien à dissimuler; nous devons dire franchement toutes nos craintes à ceux qui forment la tête de la démocratie, comme nous devons exprimer loyalement toutes nos espérances, sans craindre de nuire à notre cause; car nous n'avons pas une espérance que la plus stricte morale ne justifie. Nous sommes révolutionnaires, mais nous voudrions que la révolution désirée ne renouvelât ni les erreurs, ni les mortelles hésitations, ni les réactions sanglantes de la grande révolution; nous voudrions qu'on n'exposât plus la nation à tant de misères et à tant de sacrifices pour des résultats qui devaient être tout autres. Nous ne voulons pas que la révolution prochaine conclue à l'anarchie ni au despotisme, et c'est pourquoi nous travaillons à nous former, comme peuple, aux idées d'ordre et de justice, et pourquoi nous exigeons de ceux qui veulent nous conduire qu'ils se montrent dévoués et intelligents, afin que la nation ait confiance, afin que chacun sache le parti qu'il veut prendre et à quoi il s'expose, afin, en un mot, que la révolution à venir ne soit pas un misérable avortement, et que le dévouement du peuple ne s'use plus à édifier la fortune des intrigants et des ambitieux.

Il est donc nécessaire que le but de l'activité révolutionnaire du peuple soit bien défini, et que les moyens d'arriver à ce but soient appréciés et connus de tout le monde. Nous allons essayer de donner cette définition du but, puis nous apprécierons les moyens.

Quand on examine attentivement l'œuvre de la France depuis les premiers temps de sa fondation, on est frappé de voir que ses quatorze siècles d'existence ne sont qu'une longue révolution, c'est-à-dire un travail réformateur incessant, entrepris et fécondé par une pensée unique. Le but de ce travail révolutionnaire, posé à l'humanité depuis dix-huit siècles, était, comme il est encore aujourd'hui, d'élever successivement les classes infériorisées au niveau des classes privilégiées, et d'instituer pour toutes un ordre nouveau qui les rendit moralement libres, politiquement égales, et socialement solidaires les unes à l'égard des autres; afin qu'il arrivât un jour où la famille humaine pût être constituée spirituellement par la reconnaissance universelle du droit de tous les hommes à la liberté et à l'égalité, et par l'acceptation du devoir imposé à chacun de considérer les autres comme ses frères, et de se dévouer pour les sauver de la misère et de l'oppression, comme dans la famille particulière le frère se dévoue pour son frère en danger.

Entre toutes les nations qui reçurent cette loi bienfaisante, la France fut la plus active, la plus persévérante, et sa situation actuelle en fait foi. Successivement la multitude des esclaves fut élevée à une condition moins mauvaise sous le rapport de la dignité; les esclaves passèrent à l'état de servage sous la féodalité. Puis bientôt les serfs, plus élevés par l'éducation, et par là même plus dévoués et plus forts, brisèrent la féodalité elle-même, en s'insurgeant dans chaque localité contre son seigneur, et en substituant dans les villes leur commune volonté à la volonté arbitraire de leur maître féodal. Les communes lièrent leur cause à celle de la royauté qui les protégeait, et depuis le XII^e siècle jusqu'au XVII^e, ce fut une longue lutte contre l'aristocratie, lutte qui eut pour résultat de la réduire à l'impuissance politique la plus complète, et qui prépara ainsi l'avènement de la classe moyenne. La révolution française qui, si elle n'avait été détournée de sa voie, pouvait terminer l'œuvre de l'égalisation politique des classes d'une manière définitive, ne fit malheureusement que consacrer les droits de la bourgeoisie; celle-ci abandonna le peuple, se contentant de lui laisser la liberté. Comme classe, la bourgeoisie a terni, dans ces derniers temps, la gloire de ses ancêtres des communes; elle a montré envers le peuple, qui seul lui a donné la victoire, la plus inqualifiable ingratitude, en le tenant dans une condition sinon tout à fait aussi inférieure qu'auparavant, du moins aussi misérable sous le rapport de la sécurité.

Le peuple est libre, dit-on; mais que signifie la liberté sans l'égalité? On

l'a reconnu *libre*, mais non *digne*. Il est libre, mais n'ayant ni propriété ni garantie contre l'exploitation, il faut qu'il subisse la loi que les privilégiés lui font, ou qu'il meure de misère. Ainsi donc, dans la condition actuelle, la liberté du peuple est illusoire, puisqu'il ne peut que choisir entre subir une loi injuste ou mourir. D'ailleurs, le peuple eût-il une garantie matérielle, la suffisante vie lui fût-elle assurée, le but ne serait pas encore atteint. On ne doit point voir les choses à ce point de vue étroit. Le peuple a droit à l'égalité sociale, comme il a droit à la sécurité matérielle. Il faut que tout le monde soit peuple, que les droits soient égaux pour tous, que les devoirs soient imposés à tous, et qu'il n'y ait d'autre différence que celle qui résultera du degré de valeur morale des individus; tel est le but que le parti populaire poursuit, et qui sera la dernière des transformations intérieures.

Or, tout commande aujourd'hui d'opérer au plus tôt possible cette dernière transformation. La morale l'exige et la nécessité en fait un devoir impérieux, nous ne saurions trop le redire; et c'est ici l'occasion de répéter ce que nous avons dit au commencement de cette feuille. Le peuple, moins que jamais peut rester dans l'immobilité; pressé, d'une part, par un immense besoin d'amélioration; d'autre part, poussé dans la voie fatale où l'entraînent incessamment les nécessités industrielles, il faut qu'il s'élève ou qu'il tombe. S'il s'élève, il donne un gage nouveau de puissance et de durée à la nation; s'il tombe, il entraîne la nation dans sa chute, comme le peuple anglais entraîne irrésistiblement l'Angleterre dans la sienne. On ne se fait pas impunément un jeu de la morale; partout où elle est méconnue il y a désordre, et le désordre commence chez nous, parce que nous sommes à une époque où les privilégiés la nient et où les exclus n'ont pas encore la force d'en réclamer l'application et le bénéfice. Mais, les hommes de bonne volonté aidant, le temps approche où le peuple comprendra qu'on n'a des droits que lorsqu'on sait les mériter par le devoir, et où il saura remplir le devoir de conquérir son droit.

C'est donc bien une réforme sociale qu'il s'agit d'opérer, une réforme qui ne donne pas seulement un titre vain à chaque homme du peuple, car la faculté d'élire les représentants ne lui donnerait qu'une égalité factice. Si donc la première chose à faire est d'obtenir le suffrage universel, la seconde est d'assurer une existence digne à tous les travailleurs par des améliorations matérielles immédiates et par une bonne éducation.

Le but étant posé, occupons-nous des moyens généraux de l'atteindre.

Evidemment, après la réforme électorale, dont nous avons dit les conditions dans le premier article, le premier des moyens de la réforme sociale, c'est l'organisation du travail. L'absence d'une organisation étant la plaie de l'époque, sa réalisation en sera le remède. Mais ce remède paraît si difficile à comprendre, que beaucoup de gens doutent de la possibilité de l'appliquer, et que ceux qui l'invoquent sont considérés comme des utopistes, quelquefois, et peut-être avec raison, comme des charlatans, car c'est un moyen de popularité.

Or, nous disons que le remède est facile à comprendre et qu'il peut être appliqué quand on voudra. Nous commençons d'abord par faire le raisonnement suivant :

La production est-elle suffisante pour subvenir convenablement aux besoins de toute la population ?

Les économistes répondent *oui*, dans l'état actuel, et ajoutent que cette production pourrait être augmentée d'une manière très-considérable.

Il s'en suit donc que le travail produit suffisamment pour la somme des habitants de la France, et que s'ils n'ont pas tous ce qui leur est nécessaire, c'est que la distribution des produits est mal faite. Or, il serait bien prodigieux que la production étant possible, une équitable distribution fût impossible. Quoi ! les marchandises abondent sur nos marchés, dans les magasins particuliers, si bien que les marchands n'en trouvent que difficilement l'écoulement, et l'on ne saurait trouver le moyen de les faire acheter par cette multitude qui en a besoin et qui s'en prive ?

Si l'on n'a pas trouvé le moyen de faire parvenir les produits aux producteurs, si la distribution est mal faite encore, si le peuple souffre et si le commerce languit, c'est parce qu'on n'a pas voulu sincèrement changer cet état de choses.

Puisqu'il y a pour tout le monde, il faut que tout le monde vive;

A la rigueur, s'il n'y avait pas assez pour tout le monde, c'est par les travailleurs qu'il faudrait commencer, sauf à ceux-ci à faire acte de charité envers les oisifs.

La question peut être ainsi résolue brutalement, et elle serait résolue selon la stricte justice. Nous ne cherchons pas cette solution; mais nous voulons montrer qu'il y a un vice énorme dans la distribution, nous disons qu'il faut le détruire en améliorant la condition actuelle des travailleurs.

Divers modes ont été proposés pour arriver à ce but; nous en avons déjà parlé dans *L'Atelier*; parlons-en encore :

Les libéraux et les philanthropes disciples de Franklin, désertant le terrain social pour se placer au point de vue de l'individu, ont conclu à la division infinie de la propriété, afin que chaque homme pût devenir propriétaire indépendant. Paul-Louis Courier applaudissait les bandes noires qui spéculaient sur l'achat des grandes propriétés pour en opérer le morcellement; d'autres poussaient de toutes leurs forces à l'établissement des caisses d'épargne, et M. Cormenin, dont le talent a tant de rapports avec celui de Paul-Louis, partage aussi ses idées, et pousse à la propriété individuelle, en nous conseillant *d'épargner*.

Ce moyen est jugé. Au point de vue social, les hommes qui reçoivent l'éducation des philanthropes et qui en profitent, deviennent de parfaits égoïstes; et l'on n'a jamais pu faire qu'un égoïste ne fût un très-mauvais citoyen. On dirait que le gouvernement comprend bien que telle doit être l'influence des caisses d'épargne, car il y pousse de toute sa force. Si on n'y mettait obstacle bientôt, la société serait gangrénée d'une foule d'avares, d'autant plus endurcis qu'on les aurait habitués à l'égoïsme dès leur plus tendre enfance : on enseigne maintenant l'épargne dans toutes les écoles.

D'ailleurs, ce moyen empêche-t-il la concurrence? Au contraire, elle l'augmente. Or, puisque la concurrence illimitée entre les maîtres et entre les salariés est dénoncée comme une grande cause de misère, il faut que le remède touche à la fois à la condition particulière du travailleur, et à la liberté industrielle même.

L'association des ouvriers est donc proposée par d'autres comme le meilleur moyen.

Mais il y a plusieurs sortes d'associations; ainsi, par exemple, voici des ouvriers qui s'associent aujourd'hui pour vingt ans; au bout de ce temps l'association se dissout, et il n'en reste rien. Cela n'est pas une institution, c'est un fait particulier, et lors même qu'il y aurait des milliers d'associations semblables, la concurrence ne serait pas diminuée; au contraire, elle serait d'autant plus acharnée qu'il y aurait plus d'intéressés nouveaux; le nombre des maîtres serait augmenté et la condition des ouvriers qui n'auraient pas le moyen de s'associer serait plus misérable, car, réunis par leur seul intérêt et pour faire leur fortune particulière, ces associés feraient des citoyens tout aussi précieux que les rentiers de la caisse d'épargne.

L'association des travailleurs est le moyen, sans doute; mais cette association doit avoir d'autres conditions que celle qui est temporaire et en participation complète; il faut qu'elle ait le caractère d'une institution sociale, c'est-à-dire qu'elle soit instituée, non au profit de l'individu associé, mais au profit de la masse des travailleurs. Toutes les lois civiles ont le défaut de ne garantir absolument que l'intérêt individuel; il est bien temps d'en faire qui garantissent les intérêts généraux contre les atteintes des individus.

L'association que nous proposons a beaucoup d'analogie avec l'institution des couvents d'autrefois, considérés sous le rapport matériel. Dans le couvent, en effet, la société était indissoluble, et son capital était inaliénable; il était la propriété de la communauté et non celle de chaque religieux. Ces propriétés, bien gérées, bien administrées, s'accroissaient rapidement, et l'on sait quelles richesses les couvents possédaient à la Révolution.

Si à cette époque on avait pu donner ces immenses propriétés à des associations de travailleurs, en leur appliquant la règle de l'indissolubilité, le peuple en masse serait à l'aise aujourd'hui, et la France serait et plus forte moralement et plus riche.

Dans l'association ouvrière il y a trois conditions de prospérité; 1° l'indissolubilité, 2° l'indivision du capital social, 3° l'augmentation indéfinie des travailleurs.

On ne doit pas induire de ceci que nous proposons l'affaire communiste. Nous disons : travail par associations, capital social inaliénable; mais tout n'est pas commun. Ainsi, les associés sont rétribués comme des ouvriers ordinaires; puis, à la fin de l'année, on estime les bénéfices, et on en fait le partage, moins un quart (plus ou moins), dont on fait l'abandon complet pour fonder et accroître indéfiniment le fonds social. Cet abandon d'une partie des bénéfices est un dévouement de la part des associés; c'est le moyen d'agrandir l'atelier et de recevoir de nouveaux associés sans exiger d'eux aucun apport de fonds.

Cette forme d'association est la seule qui soit féconde la seule qui pare à tous les inconvénients de concurrence, parce qu'elle diminuera successivement le nombre des entrepreneurs (la loi devra fixer plus tard des règles à cette concurrence), parce qu'elle répandra sur tous les travailleurs des avantages qui n'étaient jusque-là attribués qu'aux maîtres, parce qu'enfin l'association sera un moyen de moralisation, car tout pouvoir qui en al-

dera l'exécution devra imposer la condition de moralité, si les associés ne se l'imposaient eux-mêmes.

L'association est-elle applicable à toutes les espèces de travaux? Oui, car il n'y a pas une variété du travail où l'on ne puisse trouver un exemple d'association.

La difficulté consiste en trois points : la loi ne reconnaît ni l'indissolubilité des sociétés de commerce ou de travail, ni conséquemment l'inaliénabilité du capital social. — Ce n'est qu'une loi à faire qui reconnaisse ces deux premiers points.

Le troisième point est le plus important ; c'est le capital nécessaire pour établir ces associations. Mais en y réfléchissant, la difficulté n'est pas insoluble. On a bien donné un milliard à ces émigrés qui ont tant fait de mal à la France ; ne pourrait-on, nous ne disons pas donner, mais prêter quelques millions pour acheter des instruments de travail à cette classe qui nourrit la nation ?

Il y a encore en France une très-grande quantité de terres communales qui pourraient être données conditionnellement à des agriculteurs associés ; puis il y a la possibilité pour le gouvernement de garantir purement et simplement les emprunts des diverses sociétés, sauf à avoir dans ses agents ministériels des hommes qui surveillent l'action de ces établissements populaires.

Le travail peut donc être organisé ; mais de l'état actuel à l'association, il y a un assez long chemin. Il y aurait donc d'autres mesures préparatoires à prendre. Celles que nous avons proposées étaient parfaitement applicables ; on s'y est refusé : nous les remettons à un autre temps. Elles consistent à créer les Conseils de prudhommes sur un autre pied et avec des attributions plus larges. Les ouvriers y seraient admis en nombre égal avec les maîtres ; ils seraient présidés par un magistrat de l'ordre judiciaire, et fixeraient de temps à autre, selon la nécessité des temps, des tarifs pour chaque métier. Cet établissement aurait pour résultat de diminuer l'hostilité des ouvriers contre les maîtres, et réciproquement. Les coalitions ne seraient plus possibles ; les salariés y trouveraient quelques garanties ; et la classe ouvrière y gagnerait en dignité.

Voilà la partie la plus menaçante, la plus révolutionnaire de la réforme sociale que nous poursuivons : on a pu voir que nous ne troublions en rien le présent des propriétaires ; ce système pourrait seulement un jour réduire l'intérêt de l'argent à peu de chose, par suite du crédit des associations. Si cette crainte pouvait déterminer les rentiers à pourvoir leurs enfants d'un bon métier, nous nous féliciterions de l'avoir fait naître.

Pour compléter la réforme sociale, il reste à donner au peuple ainsi qu'aux autres classes, car elles en ont toutes un besoin urgent, une éducation commune, qui les élève par le cœur comme l'instruction doit les élever par l'esprit.

Nous reviendrons prochainement sur ces deux derniers points.

Nous ne cesserons donc de proclamer le but et d'indiquer les moyens les plus propres à opérer cette transformation dernière, par laquelle tous les Français jouiront au même titre de la liberté et de l'égalité ; nous désirons que tous les démocrates fassent comme nous, et fixent par avance les esprits sur la nécessité et la manière d'opérer la réforme sociale, afin que la révolution à faire porte ses fruits.

Revue de la presse.

Depuis la clôture de la session des Chambres, les questions politiques, qui défraient habituellement les grands journaux, ne sont plus à l'ordre du jour, et pendant quelque temps la plus grande monotonie a régné dans les colonnes de la grande presse, avec un si touchant accord, que personne ne pouvait plus lire un journal sans bâiller et s'endormir. Ennuysés cependant de ne raconter que des anecdotes plus ou moins somnifères, nos grands confrères, s'il nous est permis de les appeler ainsi, se sont mis à traiter les questions sociales les plus graves. Il n'est pas jusqu'à *la Presse* qui n'ait parlé de l'amélioration du sort des classes laborieuses (phrase consacrée), et qui n'ait indiqué le remède bénin de l'institution des caisses de pensions de retraite, dans laquelle les ouvriers verseraient leurs économies, si tant est qu'ils puissent encore en faire en ne mangeant que du pain. Remercions donc *le Courrier français* qui a montré l'insuffisance et le ridicule de ce moyen, et prions-le de remettre sur le tapis une idée qui n'est pas neuve, mais qu'il avait déjà exposée à une certaine époque, celle de la participation des ouvriers aux bénéfices de l'industrie à laquelle ils appartiennent. C'est peu de chose, mais enfin ce serait un progrès. Nous insistons donc ; et puisse notre faible voix être comptée pour quelque chose.

Il est une question plus grave encore qui vient d'être traitée par *le Siècle*, c'est celle de l'instruction primaire et de l'éducation nationale. Avouons-le franchement, nous n'étions pas habitués à voir à ce journal une allure aussi démocratique que celle qu'il a prise à cette occasion. Il a même été jusqu'à proclamer en principe le droit de vivre, sauf la condition, que nous acceptons comme lui, de la bonne volonté, et de la soumission à la loi morale qui exige de tout homme un travail proportionné à ses forces et à ses facultés. Il a très-logiquement déduit de là que si la société ne devait rien aux paresseux, elle devait à tous ses enfants indistinctement l'éducation et l'instruction. Nous regrettons seulement que *le Siècle* ne se soit pas prononcé plus fortement sur la question importante de savoir si l'éducation doit, dans l'ordre de l'enseignement, primer l'instruction. Nous allons dire en peu de mots notre avis à ce sujet. Suivant nous, l'instruction sans l'éducation est plus nuisible qu'utile, parce qu'elle donne aux individus des moyens plus puissants pour faire le mal si l'absence d'éducation les abandonne à leurs mauvais instincts. A tout prendre, s'il fallait choisir, nous demanderions donc, sans hésiter, que l'éducation nous fût donnée préférablement à l'instruction. Mais nous disons en outre que l'instruction est aussi le plus puissant des moyens pour faire fructifier les bons principes que l'on peut recevoir par l'éducation, et qu'à ce titre elle est indispensable aussi pour qu'une nation soit forte et grande. Nous voulons donc que chacun reçoive la plus grande part d'instruction possible, (et ici nous n'entendons nullement parler d' grec et du latin, mais bien des connaissances indispensables à chacun, suivant la voie à laquelle il est destiné, et en raison de ses aptitudes) ; mais nous voulons avant tout, comme le veut *le Siècle*, que tous les citoyens reçoivent une éducation commune, qu'ils soient inspirés du même esprit, guidés par les mêmes principes de morale, afin que tous comprennent l'œuvre à laquelle ils doivent se dévouer, afin que ce qui est le bien pour les uns ne soit pas le mal aux yeux des autres, ce qui n'arrive que trop souvent dans notre société actuelle.

Mais le plus difficile, et c'est ici que *le Siècle* nous a paru fort embarrassé, c'est de savoir à qui l'on doit confier l'éducation des citoyens. Il reconnaît bien que les instituteurs primaires, aujourd'hui chargés de l'éducation, sont tellement inaptes à cette importante fonction, qu'ils la négligent complètement ; qu'en un mot, ils exercent un métier là où il y a la fonction d'un véritable *sacerdote*. A cela *le Siècle* n'a vu d'autre remède, qui le croirait ? que d'augmenter les appointements des instituteurs primaires ! En vérité, cela était une singulière idée. Aussi la *Gazette de France* en a-t-elle facilement fait ressortir le ridicule. Ce dernier journal a parlé du dévouement des frères qui sont chargés en grande partie de l'éducation des enfants dans les grandes villes, et a demandé si l'on trouvait chez les maîtres d'école, faisant simplement leur métier, autant de garanties de moralité. Mais l'article du *Siècle* renfermait la réponse. — Avec la liberté des cultes consacrée par la Charte, disait-il, il est impossible, sans violenter les consciences, d'imposer aux citoyens l'éducation par les prêtres, comme cela se pratiquait autrefois. — Et cependant alors, sommes-nous forcés de dire, pas d'éducation commune, nationale, uniforme, si l'on ne parvient pas à s'entendre, à effacer les dissidences de doctrines. Malheureusement ce n'est pas nous qui pourrions décider la question ; elle est renfermée dans cet impasse, et nous ne croyons pas à l'efficacité des échafauds pour la trancher.

Si les écrivains du *Siècle* ont dû s'arrêter devant cet obstacle immense, à plus forte raison ne devons-nous pas aller plus loin non plus. Cependant il est un sentiment qui nous domine, c'est celui de l'unité. Or, sans unité de doctrine morale, pas d'unité dans les efforts ; pas de lien entre les hommes, pas de nation possible. Et en politique, il en est de même. En faisant l'éducation des citoyens, niera-t-on ou admettra-t-on la souveraineté du peuple, niée par les légitimistes et inappliquée par les hommes du pouvoir actuel ? Et si on laisse chacun libre de nier ou d'affirmer, si cette liberté surtout s'étend à ceux qui enseignent, comment les citoyens ne seront-ils pas ennemis en face de doctrines si diverses ?

Le Siècle a entrepris, nous le craignons, une tâche au-dessus de ses forces. Et c'est dans un jour de désespoir qu'il touche la question vitale, la question suprême, celle de l'éducation ! Il ne s'égare pas, il est vrai, dans les affaires de détail ; il demande, et tous nous sommes de son avis, que le gouvernement puisse forcer les citoyens à recevoir l'éducation commune et l'instruction dans ses divers degrés ; mais tout cela ne nous dit pas qui doit être chargé de l'éducation, et c'est là l'affaire capitale. Nous le prions donc, ainsi que la grande presse, de vouloir bien nous éclairer là-dessus.

Quant à nous, nous le répétons, nous désirons de tous nos vœux que la France adopte enfin un système d'éducation véritablement national ; que l'instruction se répande partout, que ces 4,196 communes qui n'ont point d'écoles en soient pourvues, et que ce grand nombre d'enfants qui ne re-

çoivent aucun enseignement soient forcés de se plier à la loi commune. Nous pensons que les instituteurs primaires ne réunissent pas les qualités requises pour exercer les fonctions si difficiles d'éducateurs nationaux; et, tout en rendant justice au dévouement modeste des *Frères de la Doctrine chrétienne*, nous croyons qu'ils se trouvent à peu de chose près dans les mêmes conditions. Il est, pensons-nous, de grandes réformes à opérer dans la direction qui leur est imprimée, et nous ne pouvons néanmoins les rendre personnellement responsables de cette mauvaise direction.

ASSOCIATION OUVRIÈRE.

Réponse au *Moniteur des Prud'hommes*.

Le *Moniteur des Prud'hommes*, dans son numéro de ce mois, contient un long article en réponse à celui que nous lui adressions dernièrement sur les associations ouvrières; nous devons faire quelques observations sur cet article, qui, du reste, est plein de bonne foi et de modération.

Nous reprocherons d'abord au *Moniteur des Prud'hommes* la situation dans laquelle il se trouve, et dont il se fait gloire à tort, il en conviendra, nous l'espérons, à moins que nous n'ayons mal compris sa pensée.

« Et comme nous n'avons, dit-il, aucun parti pris d'avance, aucun préjugé, nous sommes disposés à approuver ce qui nous sera démontré juste, vrai, applicable. »

N'avoir dans une discussion aussi sérieuse que celle-ci aucun parti pris d'avance, (non pas aucun préjugé, car il n'y a aucun rapport entre ces deux choses) est un désavantage dont on ne doit pas se glorifier, car cela suppose que l'on n'a fait à cet égard aucune étude antérieure, que l'on n'a point d'idée de la question que l'on veut traiter, et nous croyons sincèrement, en effet, que tel est le cas où se trouve le *Moniteur des Prud'hommes* pour les associations industrielles; c'est parce qu'il ne sait pas trop en vue de quel but à atteindre elles doivent être organisées, qu'il ne sait comment se tirer du pêle-mêle des divers genres d'associations dans la description desquelles il est tombé.

Avant de pousser plus loin cette discussion, rappelons en deux mots le principe qui doit la dominer. Le travail, c'est-à-dire l'effort combiné de la force et de l'intelligence humaine, est l'unique moyen de toute transformation de la matière; il ne s'accomplit que pour développer moralement et matériellement les forces de l'homme et le conduire au progrès; le travail, en un mot, est la loi donnée par Dieu à l'homme pour qu'il puisse devenir plus puissant et meilleur.

Ce qu'on entend par capital est un produit du travail; le capital n'est sorti des mains des travailleurs, de ceux qui l'ont produit, que par le manque d'organisation de l'industrie, et la science de l'économie nouvelle doit avoir pour but d'empêcher à l'avenir que le fruit du travail passe à l'oïveté, et que l'homme qui veut travailler puisse jamais manquer ni d'outils ni de matières premières.

Considérant ainsi le but que doivent remplir les associations industrielles, on arrive promptement à déterminer leur forme et les principales règles à leur appliquer. En effet, si le but de l'organisation du travail est d'empêcher pour l'avenir la domination de l'homme par l'argent, des ouvriers par les possesseurs de capitaux, il ne saurait être nullement question d'associer ensemble le capital et le travail, attendu que le premier n'est que la conséquence du second, et que cette association ne ferait que modifier et non détruire la servitude imposée au travail par les hommes d'argent. En effet, si dans une association industrielle les associés se partageaient les bénéfices, les uns en raison du travail par eux accompli, les autres en égard à leur mise de fonds, il en résulterait que la loi de cette association serait celle-ci : un homme par son travail rapportant 1,000 fr. de bénéfices par an, une somme de 20,000 fr., produisant aussi 1,000 fr. de bénéfices, 20,000 fr. valent un homme; et cette loi économique, la même qui régit notre monde industriel, nous la repoussons de toutes nos forces comme immorale parce qu'elle assimile l'homme à la matière, à un sac d'écus.

Nous n'avons donc, en étudiant l'association industrielle au point de vue de la loi morale, qu'à chercher par quels moyens elle peut garantir à tous les ouvriers leur liberté et leur indépendance par le travail, et elle ne peut atteindre ce but qu'à condition d'être accessible à tous sans aucune condition d'argent, de ne pouvoir être dissoute, et de n'admettre aucun partage dans son capital. Que le *Moniteur des Prud'hommes* ne vienne pas dire ici que personne ne voudrait traiter avec l'association sans avoir droit de

saisie sur son capital pour garantie; car, si l'association ne meurt pas, le fruit de son travail ne meurt pas non plus, et il forme une garantie perpétuelle pour ses créanciers. Examinons, du reste, cette objection sous le double point de vue du présent et de l'avenir. Tant que le régime des associations ne sera pas à peu près dominant dans l'industrie, les créanciers des diverses associations conserveront toujours recours sur leur capital, et, dans le modèle de contrat par nous donné, il n'y a pas une clause qui puisse faire supposer que nous ayons voulu nous soustraire à ce droit de saisie; mais, quand l'association sera la loi générale de l'industrie, quand les transactions industrielles n'auront plus lieu qu'entre des associations toutes instituées sur les mêmes bases et au même point de vue moral, l'association pauvre, honnête et viable, loin d'avoir à craindre la saisie de ses créanciers, pourra être aidée par eux; l'association insolvable et déshonnête pourra toujours être dissoute pour cause d'utilité publique par l'Etat lui-même. Toute garantie reste donc et dans le présent et dans l'avenir pour les créanciers des associations industrielles. Si nous demandons que le capital social soit indivisible et inaliénable, cela veut dire surtout qu'en aucun cas les associés ne peuvent, pour leur intérêt privé, le vendre ni le partager. Et cette inaliénabilité ne sera considérée par personne comme un empêchement à ce que l'association puisse vendre ses outils usés ou devenus inutiles, et faire, en un mot, toutes les opérations d'un négociant qui commerce. Nous ne prétendons lui rien interdire que la liquidation directe ou indirecte; et si, pour arriver à ce but, des égoïstes, maîtres d'une association industrielle, employaient la fraude, ils seraient toujours justiciables de la loi et de l'opinion publique; car nous le savons et nous le déplorons sincèrement, la loi actuelle, en autorisant chacun des associés à exiger la division, le partage, quand bon lui semble, enlève toute la puissance de l'association qu'elle met à la merci des fripons; aussi ne négligerons-nous jamais une occasion de demander l'abolition de cette loi.

Le *Moniteur des Prud'hommes* s'effraie de la possibilité de voir un jour dans le monde des milliers d'associations vivant et agissant comme des individus; à cela nous avons une réponse; la voici.

L'armée se compose d'armes distinctes, de régiments, qui sont aussi des êtres collectifs, vivant et agissant comme des individus, et cette organisation de l'armée ne gêne en rien la société. Nous demandons que, comme l'armée, l'industrie soit organisée, en conservant néanmoins à chaque homme toute liberté de choisir ou de changer, de vivre à sa manière, etc.

« L'association de l'Atelier est une personne civile, une sorte d'abstraction, et l'on se passionne peu pour les abstractions. »

Nous ne sommes nullement ici de l'avis du *Moniteur des Prud'hommes*; nous croyons fermement que l'on se passionne beaucoup pour les abstractions, dans les petites choses comme dans les grandes; témoin le compagnonnage, l'esprit de corps dans certaines professions, l'amour exclusif du soldat pour son arme, du marin pour sa fonction; et d'ailleurs le *Moniteur des Prud'hommes* appellera sans doute aussi les nations des abstractions; et, l'on se passionne pour son drapeau, pour sa nationalité, au point de s'immoler pour eux.

Nous avons dit que les associations d'ouvriers-maîtres oppriment leurs ouvriers; c'est, suivant le *Moniteur des Prud'hommes*, avoir « mauvaise opinion de ces hommes qui, ouvriers encore hier, ont dû par leur propre expérience apprendre à ne pas faire aux autres ce qu'ils n'eussent pas voulu qu'on leur fit. » A cette objection nous répondrons par une citation d'un économiste que ce journal ne répudiera pas, de M. Villermé :

« C'est parmi les hommes qui, formés dans les ateliers, sont devenus depuis peu entrepreneurs ou petits fabricants sans capitaux, que se trouvent les misérables qui les embauchent (les ouvriers) pour les laisser sans ouvrage au bout de quelques jours; ceux qui leur font les plus fortes retenues sur leurs salaires, etc..... Ainsi les nouveaux maîtres sortis de la classe ouvrière ne valent pas en général les anciens, etc..... »

A cette citation de M. Villermé, nous pourrions ajouter des faits; nous nous contenterons de rappeler celui cité par nous dans notre article, auquel répond le *Moniteur des Prud'hommes*, relatif à une société d'ouvriers-maîtres imprimeurs. C'est d'ailleurs un fait de notoriété publique.

Continuant cette observation, le *Moniteur des Prud'hommes* ajoute :

« Admettons qu'il en soit toujours ainsi; admettons que l'ouvrier devenu chef d'industrie sans cesser de travailler de ses mains, soit en effet plus exigeant, plus dur pour les ouvriers; il en faudrait conclure, non que cette forme d'association soit mauvaise, mais qu'elle gagne à être établie sur une plus grande échelle. »

Ou nous ne comprenons pas ce raisonnement, ou bien il est faux; car si des associations d'ouvriers-maîtres peu nombreuses nuisent aux ouvriers, devenant plus nombreuses elles nuiront davantage, puisqu'elles occuperont

à titre de salariés un plus grand nombre d'ouvriers; si au contraire le *Moniteur des Prud'hommes* veut dire par là qu'il faut faire entrer dans ces associations tous les ouvriers, nous lui répondrons qu'il demande une impossibilité, parce que ceux qui forment ces associations, n'agissant que par égoïsme, repoussent tous les nouveaux associés dont ils peuvent strictement se passer pour n'avoir point à diminuer d'autant leurs bénéfices.

« *L'Atelier* ne recherche pas le mieux relatif; il voudrait atteindre tout de suite le mieux possible. » Nous demandons humblement pardon au *Moniteur des Prud'hommes*; jamais *L'Atelier* n'a eu cette pensée. Nous lui rappellerons notre conduite en diverses circonstances. Ce que nous trouvons de plus avantageux et de plus moral pour l'industrie, c'est bien certainement le régime universel des associations ouvrières, avec capital indivisible et inaliénable. Nous n'avons jamais perdu de vue ce but de tous nos efforts, mais pour cela nous ne nous sommes jamais refusés à entrer dans la discussion de toutes les améliorations, si faibles qu'elles puissent être; nous l'avons montré dans la question des prud'hommes, dans celles des livrets, de l'apprentissage, des coalitions, du compagnonnage, etc.

Le *Moniteur des Prud'hommes* dit aussi que les associations industrielles auront besoin, pour s'établir, du secours des *Banques de crédit*, dont il désire la formation; il a raison en cela; mais qui formera ces banques? Les particuliers? il énumère longuement les obstacles, et nous sommes encore de son avis. Il ajoute: « Le gouvernement? S'il nous était permis de parler politique, nous n'aurions pas de peine à démontrer qu'il ne faut pas l'espérer. » Nous avons cru le *Moniteur des Prud'hommes* partisan du gouvernement tel quel; nous sommes obligés aujourd'hui de lui en faire nos excuses, et puisque, paraissant deux fois par mois, sans cautionnement, il ne peut achever sa pensée, nous l'achèverons, nous, qui pouvons parler politique.

Les associations ouvrières ont besoin d'argent; des Banques de crédit peuvent seules leur en fournir, et ces Banques de crédit ne peuvent être fondées par des particuliers. Le gouvernement doit donc intervenir, puisque lui seul en a la puissance; et quand bien même les particuliers pourraient créer des Banques de crédit, le gouvernement ne devrait pas les laisser agir seuls; il devrait les soumettre à sa surveillance et à sa direction. Mais parce que le gouvernement doit créer des Banques de crédit, parce qu'il ne le fait pas, s'ensuit-il qu'il faille désespérer? Le gouvernement ne remplit pas maintenant son devoir sur ce point comme sur beaucoup d'autres; notre rôle n'est pas de chercher à l'excuser; que tous ceux qui, comme nous, le voient manquer à ses devoirs, le mettent en demeure de les remplir en les lui rappelant sans cesse; et que, s'il néglige ces avertissements, il soit jugé d'après ses œuvres comme nous l'avons jugé. Etabli par l'argent et pour l'argent, n'existant que par des conditions d'argent en faveur des hommes d'argent, le gouvernement ne peut pas vouloir détruire l'état de choses qui l'a fondé et qui le soutient; lui dont le principe est l'argent, il ne peut pas même penser à arracher les ouvriers à l'esclavage industriel que leur imposent les capitaux; c'est pour cela que nous sommes peu zélés pour le gouvernement; c'est pour cela que nous avons toujours demandé et que nous demanderons sans cesse qu'il soit profondément réformé et modifié par l'application du principe démocratique. Nous sommes heureux de penser que le *Moniteur des Prud'hommes* partage à cet égard nos convictions, et nous espérons que, cela étant, il se rapprochera de nous de plus en plus.

« *L'Atelier* exige trop des ouvriers lorsqu'il veut qu'en formant une association ils n'aient point en vue leur intérêt particulier, et s'imposent des privations et des souffrances pour leurs successeurs. »

Les sacrifices que nous exigeons de nos camarades sont grands et difficiles, nous le savons, mais ils doivent être faits pour la réalisation d'une œuvre grande et sainte, l'affranchissement moral, politique et industriel du peuple. Nous ne demandons que des choses possibles: combien s'imposent des sacrifices aussi grands pour satisfaire leurs mauvaises passions: orgueil, avarice ou débauche, ou bien pour sortir de leur position honorable, que les préjugés des hommes sots et vains leur ont montrée humiliante, ou bien encore pour créer à leurs enfants des moyens de faire fortune. Nous demandons ce qui doit être fait, ce que chacun peut faire suivant sa force; ceux qui se refusent à agir en ont le droit, car l'homme est libre de bien ou mal faire; mais l'estime des honnêtes gens est toujours réservée à ceux qui font preuve de bonne volonté et qui savent sacrifier utilement leurs intérêts personnels à ceux de leurs frères, et les égoïstes ont droit, eux aussi, au mépris universel. Le *Moniteur des Prud'hommes* comprendra donc que nous exigeons beaucoup, et nous aimons à croire qu'il se montrera aussi exigeant que nous-mêmes.

Sans concevoir autant d'espérance que nous des heureux résultats de l'association ouvrière, le *Moniteur des Prud'hommes* déclare qu'il l'appuie de

tous ses vœux; s'il en est ainsi, nous tenons à le mettre à même de faire preuve de bonne volonté en donnant à ses lecteurs une exposition plus ample et surtout plus claire de nos idées d'association.

Les ouvriers fondeurs.

On nous pardonnera de revenir une dernière fois sur l'affaire des ouvriers fondeurs: nous avons beaucoup insisté, en effet, sur les détails de cette lutte, insignifiante si on la compare à la lutte générale de la démocratie, mais importante au premier degré, parce qu'elle est l'image, la reproduction en petit du travail souterrain qui se fait dans la population ouvrière. Nous nous proposons donc, chaque fois qu'une affaire de ce genre se présentera, d'instruire le public de ses différentes phases; car l'histoire de ces luttes présente des enseignements que nous ne pouvons négliger d'étudier attentivement.

Dans l'affaire qui nous occupe, par exemple, nous avons signalé, non-seulement l'incurie, mais la mauvaise volonté du pouvoir, sa complaisance à servir les intérêts bourgeois, alors même qu'il les trouvait souverainement oppressifs pour les ouvriers. Puis nous avons fait voir avec quelle insouciance la société est conduite, comment la vie matérielle des ouvriers d'une profession est assujétie aux écarts de la concurrence ou à la cupidité des chefs d'industrie, qui peuvent impunément, en quelques mois, doubler le nombre des producteurs de telle ou telle industrie, sans que la consommation ait augmenté d'un centième, mais pour le seul motif de résister à ce qu'ils appellent des *exigences*. Nous avons fait tout notre possible pour amener les grands journaux sur ce terrain, mais la question leur a sans doute semblé trop grave, et, de peur de porter un jugement précipité, ils ont préféré s'abstenir. Il n'importe; nous continuerons jusqu'au bout notre mission, et ce ne sera pas notre faute si un jour ces questions sont soulevées au milieu du tumulte de la place publique: on verra alors ce qu'on aura gagné en voulant temporiser.

Malgré les plus lourds sacrifices, les ouvriers fondeurs n'ont pu parvenir à se faire accorder leurs légitimes demandes: force est restée aux écus. Néanmoins, et par compensation, une ordonnance de non-lieu contre ceux d'entre eux qui étaient arrêtés et détenus est venue prouver que, conformément à ce que nous avons avancé, la résistance aux diminutions de salaire faite collectivement, et la demande d'augmentation de ce même salaire faite individuellement, que ces deux mesures, disons-nous, étaient parfaitement légales. Il a cependant fallu soixante-quinze jours à la justice pour trancher cette simple question: — Un ouvrier est-il libre de refuser le travail à un prix qui ne lui convient pas? Est-il libre aussi de profiter du besoin qu'on a de lui pour demander une augmentation?

Faut-il conclure de l'insuccès de cette tentative des ouvriers fondeurs qu'il faut se résigner à subir la loi du plus fort, c'est-à-dire, dans ce cas, du plus riche, et que les résistances que nous avons été les premiers à provoquer ne soient en réalité, comme quelques ouvriers le disent, que *la lutte du pot de terre contre le pot de fer*? Non, mille fois non, la résistance aux diminutions de salaire reste toujours un devoir, un devoir impérieux! Mais, dira-t-on, quand la faim commande, elle commande en souveraine, et il faut bien céder et se résigner. Soit; mais que cette leçon nous serve: cherchons quelles fautes, quelles fatales nécessités nous ont remis à la discrétion des maîtres, et une autre fois, connaissant l'endroit faible, parons-y, et nous aurons plus de chances de réussir. Cherchons aussi s'il n'est pas des moyens plus lents, mais plus sûrs, qui nous conduiraient non-seulement au but que nous voulons atteindre, mais même au delà; des moyens qui nous assureraient un salaire suffisant pour vivre, et qui nous délivreraient en outre de la domination du capital, de la rapacité des industriels, et des dangers de la concurrence illimitée.

Nous nous adressons aux ouvriers fondeurs, et nous leur faisons ce simple raisonnement. Une centaine d'entre vous sont restés environ trois mois sans travailler, et cependant il a fallu vivre. En portant à 50 fr. par mois ce qu'il vous en a coûté personnellement pour nourrir votre résistance, ce n'est certes pas exagérer. Cela fait donc 150 fr. par homme. Multipliez cette somme par 100, et vous trouverez que vous avez dépensé 15,000 fr. environ. Sans aucun doute, si vous aviez réussi, ces 15,000 fr. eussent été bien vite regagnés, mais, dans cette hypothèse même, il n'est pas moins vrai que les causes qui ont amené cette lutte n'en subsisteraient pas moins; la concurrence ne serait pas anéantie; vos intérêts resteraient néanmoins opposés à ceux des maîtres; en un mot, les mêmes causes devraient nécessairement ramener les mêmes effets. De là une guerre sans fin, guerre dans laquelle le gouvernement ne vous soutiendra pas; loin de là. Eh bien, ces 15,000 fr. qu'il vous a fallu trouver dans un moment de crise, vous pou-

viez les avoir facilement, à une époque meilleure, où vous vous endormiez, pour ainsi dire, dans une fausse sécurité sur votre avenir. Avec ces 15,000 fr., il vous était facile de former un établissement qui n'aurait occupé d'abord qu'une douzaine d'entre vous, il est vrai, mais qui pouvait, dans un temps plus ou moins rapproché, en occuper progressivement un plus grand nombre. Et dans cet établissement, votre travail pouvait être rétribué convenablement, parce qu'au lieu d'un maître à qui vous fournissez de gros bénéfices, vous n'aviez à payer qu'un gérant au prix ordinaire d'une journée d'ouvrier, ou du moins à un prix infiniment inférieur à celui que le maître prélève sur vous. Vous vous seriez relevé moralement en reconnaissant que vous n'aviez à obéir qu'à un chef de votre choix, toujours révocable. Vous auriez travaillé avec plus d'ardeur, parce que ç'eût été pour votre compte; votre travail eût été mieux fait, et par conséquent vous auriez pu, à prix égal, ruiner la concurrence, ou du moins lutter contre elle. Enfin, votre établissement prospérant, vous pouviez, au fur et à mesure des besoins, appeler vos camarades à l'œuvre que vous auriez préparée, et avec le temps le règne des maîtres aurait disparu.

Voilà ce que vous pouviez faire, ce que vous pouvez faire encore aujourd'hui, mais bien plus difficilement, à cause de la réduction de votre salaire. Prenez une bonne décision : que chacun de vous mette, s'il le peut, quelque chose de côté, individuellement, pour pouvoir recommencer, dans une occasion meilleure, ce que vous venez de tenter, car, nous le répétons, cela est de toute urgence; mais en même temps instituez une caisse commune, que vous emploieriez, comme nous venons de le dire, à l'établissement d'une association industrielle d'ouvriers fondeurs. Par le premier moyen, vous aurez fait une bonne œuvre, mais une œuvre de résistance pure et simple; par le second, vous aurez préparé l'émancipation pleine et entière des ouvriers; vous aurez détruit la dépendance honteuse dans laquelle nous vivons tous.

Vous serez des premiers à réaliser une institution dans laquelle est notre avenir : il y a déjà dans cette voie des sentinelles avancées; elles vous indiqueront les premières difficultés, difficultés immenses, mais non pas insurmontables pour ceux qui veulent avec énergie et persévérance, non pas leur bien propre, mais le bien de tous.

Rédaction de l'Atelier.

MM. Leneveux, typographe, gérant responsable. — Anthime Corbon, menuisier-sculpteur. — Lambert, teneur de livres. — Petit-Gérard, dessinateur. — Delorme, tailleur. — Pascal, typographe. — Danguy, typographe. — Fortin, toiseur. — Rousselot, mécanicien. — Gilland, serrurier. — Roze, charpentier. — Capron, teneur de livres. — Pineau, mécanicien.

Liste de souscription pour les familles des détenus.

Nous publierons tous les mois l'état des souscriptions reçues par la commission de secours pour les familles des détenus politiques. (Les ouvriers détenus sous prévention de coalition ou d'association illicite sont compris dans la répartition de ces secours.) Nous engageons donc de nouveau nos amis à contribuer de tous leurs efforts à cette œuvre d'humanité et de fraternité.

La commission de secours pour les familles des détenus politiques a reçu, depuis le 27 août, les sommes suivantes :

Produit d'une collecte faite au convoi de M. Huret.	29	30
Produit d'une collecte faite au convoi de Voyer d'Argenson, entre quelques patriotes.	5	20
Versé par des patriotes des 3 ^e , 8 ^e , 10 ^e , 11 ^e et 12 ^e arrond.	82	45
Produit net d'une médaille placée dans le 4 ^e arrondissement.	16	"
Produit net de deux médailles placées dans le 12 ^e arrond.	38	"
Produit net d'ouvrages vendus dans le 12 ^e arrondissement.	38	"
Versé à M. Lamennais par des citoyens, des étudiants et des gardes nationaux, et versé par lui.	72	50

Total, au 20 septembre. 281 45

La Commission a également reçu une somme de 50 francs, produit d'une souscription ouverte par des patriotes d'Angers.

L'Atelier a versé pour le même objet 10 fr. 10 c., provenant d'une sou-

scription faite entre ses fondateurs, et 5 fr., envoyés par un patriote du Havre.

FAITS DIVERS.

L'Echo de la Fabrique du 15 septembre rend compte de l'arrestation brutale d'un chef d'atelier de Lyon et de sa femme par un commissaire de police de cette ville, sur la dénonciation d'un négociant, et pour des faits de la juridiction des conseils de prud'hommes.

« Une réflexion, dit l'Echo. M. le commissaire de l'hôtel de ville aurait-il arrêté MM. Farge et Robert (les négociants plaignants) sur la plainte de l'ouvrier Gonnard? Cependant il est citoyen comme eux, et tous les citoyens sont égaux devant la loi. »

Nous allons prouver à notre confrère de Lyon que nos magistrats ne le cèdent en rien à ceux de sa ville. Un des ouvriers fondeurs dernièrement mis en liberté par une ordonnance de non-lieu, après *soixante-quinze jours de prévention*, avait passé *onze jours au secret*, sans sortir de sa chambre, et, sur la plainte qu'il fit au juge d'instruction, celui-ci répondit qu'il avait donné l'ordre de lever le secret dès le sixième jour de son arrestation. Par conséquent, il avait été *oublié*! Il est fort heureux qu'on n'ait pas oublié de lui donner à manger!

— Il paraîtrait que l'émeute qui a éclaté à Roubaix le mois dernier, et dans laquelle plusieurs ouvriers ont été grièvement blessés, n'avait pas seulement pour cause la conduite brutale du commissaire de police de cette ville, qui, comme on le sait, avait fait jeter en prison une jeune fille honnête, signalée par lui comme une prostituée. Nous tenons d'un témoin oculaire que, quelques jours déjà avant cette affaire, une certaine fermentation régnait parmi les nombreux ouvriers de cette ville, à cause de l'exiguïté du salaire, qui est en moyenne de 1 fr. 50 c. par jour, et que cette circonstance n'a pas peu contribué à entretenir une irritation qui n'est pas calmée, puisque son principal motif subsiste toujours. On conçoit même que les scènes sanglantes, amenées par cette répression impitoyable, n'aient pu qu'animer davantage les esprits.

— Une lettre de notre correspondant de Rouen nous apprend jusqu'où peuvent aller l'orgueil et la vanité de nos seigneurs féodaux de l'industrie, et à quel degré d'avilissement la misère peut conduire. On enterrait dernièrement dans cette ville une notabilité commerciale, et à cette occasion une distribution de pains de six livres avait été faite aux pauvres. Jusque-là on ne peut qu'approuver, puisque l'aumône est malheureusement une nécessité actuelle; mais ce qu'il y a d'ignoble dans la façon dont cette aumône a été faite, c'est que les pauvres vieillards qui en ont été l'objet ont dû traverser la ville à la suite du mort, et le conduire jusqu'au cimetière, en portant sous leur bras le pain de six livres et un clerge, afin que chacun fût témoin et de la misère des uns, et de la munificence des autres. Nous avions cru que l'aristocratie anglaise était seule capable de pareilles choses!

— Une pièce de théâtre, intitulée *les Noceurs*, a vivement chatouillé la susceptibilité de quelques ouvriers ciseleurs, qui ont écrit, dit-on, à l'administration du théâtre de la Gaîté qu'on ridiculisait leur profession dans cette pièce, en donnant aux ciseleurs un langage et des costumes qui ne pouvaient convenir qu'à des *maçons* ou des *couvreurs*. Nous ne pouvions croire à un pareil oubli de la fraternité de la part de ces ouvriers, et c'est avec le plus grand plaisir que nous avons lu une nouvelle lettre adressée à la Patrie par d'autres ouvriers, également ciseleurs. Cette lettre, pleine de convenance, proteste contre les expressions de la première, tout en maintenant néanmoins le blâme que leur paraît mériter la pièce en question. Ce n'est du reste pas d'aujourd'hui qu'on fait jouer aux ouvriers, sur nos théâtres, des rôles ridicules ou odieux, et nous nous proposons d'en parler plus longuement le mois prochain. En attendant, nous adressons un blâme public aux auteurs de la première lettre, s'il est vrai qu'elle ait été écrite, attendu que les maçons et les couvreurs sont nos égaux, et que, sous le rapport de l'utilité et du danger qu'offre leur exercice, leurs professions devraient marcher en première ligne. Tous les ouvriers, par cela seul qu'ils travaillent, sont égaux; les oisifs seuls sont nos inférieurs.

— On vient de mettre en vente chez M^{lle} Cocault, place Boucherat, 5, l'*Almanach de la Démocratie* pour 1843, et on annonce la prochaine publication de l'*Almanach populaire*.

Le Gérant : LENEVEUX.

IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET C^e, RUE DE SEINE, 32.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 27. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de un franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

RÉFORME SOCIALE: De l'Éducation et de l'Instruction. — Les Ouvriers français aux Chartistes anglais. — Les grands journaux et l'organisation du travail.

RÉFORME SOCIALE.

De l'Éducation et de l'Instruction.

De toutes les questions sociales dont nous avons cherché la solution, aucune ne nous a semblé plus délicate en elle-même, et plus difficile pour nous, que celle de l'Éducation et de l'Instruction; aussi, avant de dire notre avis, nous sommes-nous enquis de toutes les opinions, avons-nous demandé des conseils, et longuement discuté entre nous. Nous savons, du reste, à quoi nous nous exposons en publiant ce travail; nous savons qu'il paraîtra fort téméraire à certaines gens que nous essayons de traiter un pareil sujet, qui est, à leur avis, beaucoup trop au-dessus de notre portée; d'un autre côté, nous devons craindre aussi que plusieurs de nos conclusions ne froissent les sentiments de quelques-uns des hommes que nous comptons dans nos rangs. Cependant, pouvons-nous garder le silence, lorsque tous les esprits sont occupés des réformes à opérer dans l'enseignement public? Non, certainement, car ces réformes sont une des principales conditions de la transformation sociale que nous poursuivons; elles intéressent le peuple à un trop haut degré pour qu'il nous soit interdit d'en parler. Mais si nous prenons part à la discussion qui a lieu présentement, devons-nous, imitant la tactique des divers partis, nous borner à signaler le mal, et nous déclarer impuissants à trouver le remède, ou bien n'oser pas l'indiquer franchement, si nous le connaissons, dans la crainte de blesser certaines susceptibilités? C'était d'abord notre projet, espérant que la grande presse trancherait la question d'une manière claire pour tout le monde; mais on a fait tant de réserves d'un côté et l'on a mis si peu de franchise de l'autre, que le public ne peut être suffisamment éclairé. Or, rien n'est plus mauvais, à notre avis, que l'indécision sur des choses si graves; mieux vaudrait s'abstenir de critiquer, si l'on ne peut indiquer positivement le moyen de réformer. Nous ne savons si nous serons plus heureux; du moins nous dirons bien franchement comment nous entendons la question, et comment nous comprenons qu'on peut la résoudre.

I.

Occupons-nous d'abord de la définition de ces deux mots, Éducation et Instruction, qui servent à exprimer deux ordres d'enseignements distincts dans leurs moyens et leurs résultats :

L'Éducation, proprement dite, n'est autre que l'enseignement

de la morale, et l'Instruction n'est que l'enseignement des sciences:

L'Éducation s'adresse, sous mille formes diverses, au sentiment de l'homme, et l'Instruction à son intelligence; ou, si l'on veut, la première forme son cœur, et la seconde agrandit son cerveau.

L'Éducation a pour but de réprimer les tendances naturellement égoïstes de l'homme, et de lui faire connaître et pratiquer ses devoirs envers la société; — l'Instruction a pour but, en développant les aptitudes intellectuelles, de fournir à chacun les moyens de remplir ses devoirs.

L'Éducation est l'enseignement général de la fonction de l'homme sur la terre, soit pris à l'état d'individu, soit à l'état de société; — l'Instruction est l'enseignement particulier par lequel chacun se rend propre à la profession qu'il est dans son droit de choisir.

L'Éducation peut être donnée à tout le monde d'une manière complète, et indépendamment de l'Instruction; c'est une affaire de conduite privée et sociale que tout le monde peut conduire aisément, l'enfant et la femme aussi bien que l'homme, l'ignorant aussi bien que le savant, car c'est la règle du dévouement, et personne n'oserait dire que l'enfant, la femme et l'ignorant des sciences sont incapables de comprendre et pratiquer le dévouement. — Il n'en est pas de même de l'Instruction; tout le monde n'est pas également capable de la recevoir et d'en profiter; elle ne saurait être la même pour le médecin et l'avocat, pour le mécanicien et le laboureur. Elle n'est applicable à tous que par ses éléments les plus simples, tels que la lecture, l'écriture, le calcul, etc.; mais elle varie en étendue et en matières dès qu'il s'agit d'études relatives aux diverses professions.

L'Éducation bien entendue donne aux individus la plus précieuse des libertés, la liberté morale; c'est par l'éducation que les hommes apprennent qu'ils sont égaux et frères; c'est elle seule qui a la puissance de créer le lien qui les unit en corps de nation, qui les discipline, et en fait les serviteurs dévoués de la patrie. — L'Instruction, au contraire, a pour résultat de créer des inégalités; et, sans l'Éducation qui en détruit le danger, l'Instruction seule perpétuerait l'infériorité des hommes qui ne pourraient la recevoir ou la comprendre à tous ses degrés.

Nous insistons sur ces définitions, parce qu'une certaine caste de prétendus savants, exerçant malheureusement aujourd'hui une grande puissance sociale, ont confondu à dessein ces deux ordres d'enseignements, ou plutôt ils ont fait de l'Instruction supérieure la condition absolue de toute bonne éducation; en sorte que quiconque n'aurait pas reçu le haut enseignement universitaire devrait être considéré comme mal élevé, et partant comme inférieur. Cela ne tend à rien moins qu'à constituer une aristocratie

nouvelle, l'aristocratie des lettrés. Mais cette prétention n'est qu'une orgueilleuse folie; le temps des aristocraties est passé, surtout en France, et il suffit que l'immorale ambition de ces pédants soit dénoncée à l'opinion publique pour qu'il en soit fait promptement justice.

Nous n'entendons pas, Dieu merci, nier les bienfaits d'une instruction bien dirigée; mais il faut mettre les choses à leur place; or, l'Instruction ne peut avoir que la seconde, car si elle est une condition de progrès, l'Education est bien plus précieuse encore, elle est la condition absolue de l'existence de la société.

L'Education n'est pas resserrée comme l'Instruction dans l'enceinte de l'école, de l'atelier ou du foyer domestique; elle est partout; elle est dans tout ce que les oreilles et les yeux peuvent entendre et voir. Le domaine de l'Education est immense, les éducateurs fort nombreux, et enseignant à des titres et avec des moyens très-divers: ainsi, il y a les éducateurs directs, ayant mission spéciale d'enseigner dogmatiquement la morale; puis il y a tous ceux qui, sans mission spéciale, exercent néanmoins le droit d'agir sur les sentiments de la foule, soit au moyen de la presse, soit par des productions artistiques. L'art, en effet, exerce une prodigieuse influence sur les hommes, et il doit être considéré, après la parole dogmatique, comme le plus puissant moyen d'éducation, ou comme le plus dangereux moyen de corruption. Mais nous nous réservons de revenir une autre fois sur l'Education publique par l'art; aujourd'hui, nous sommes obligés de nous resserrer dans le cadre de l'enseignement officiel.

H.

La distinction étant faite, il s'agit de savoir si l'éducation et l'instruction de la jeunesse peuvent être abandonnées au libre arbitre des chefs de famille et des personnes qui voudraient se livrer à l'enseignement, ou si ces deux grands moyens de former les hommes doivent continuer d'être exclusivement confiés (sauf réforme) à des corporations spéciales?

Cette question de la liberté de l'enseignement ne pourra être résolue qu'autant qu'on aura trouvé la solution d'une question plus haute. Ainsi, nous demanderons à ceux qui réclament la liberté au nom de la Société, comme à leurs adversaires, ce que c'est, dans leur pensée, que la Société même? Il est de la plus haute importance qu'on comprenne enfin et qu'on formule nettement son caractère; car c'est de là que dépendra le fond et la forme de l'enseignement.—Il faut savoir si la Société n'est qu'une agglomération de quelques millions de famille, sans autre but que celui de vivre le moins mal possible, sans autre lien que ceux de l'intérêt et de l'habitude, — ou bien si c'est une vaste association de volontés humaines, instituée pour faire une œuvre dans le monde. En d'autres termes, il faut savoir si ce que nous appelons Société n'est que l'assemblage, sans cause religieuse ni morale, d'une multitude d'êtres sur un même sol, — ou bien si c'est une unité active engendrée par un principe moral, en vue d'un but déterminé par ce principe même... Telle est la question à résoudre d'abord. L'enseignement sera libre de droit ou ne le sera pas, selon qu'on se prononcera pour le premier ou le second caractère.

Car, s'il était vrai que la Société ne fût qu'un inutile troupeau, dont chaque individu aurait son but particulier, nous ne verrions nullement la nécessité d'un enseignement uniforme, surveillé, obligatoire. La seule doctrine rationnelle à enseigner serait celle de l'intérêt bien entendu; or, il est clair qu'on ne pourrait rien enseigner de pire. La surveillance ne serait justifiée dans ce cas qu'autant qu'on craindrait l'éducation du dévouement; car, à ce point de vue, le dévouement serait une erreur positive.

Mais s'il est vrai que cette doctrine matérialiste soit la plus grossière des erreurs; s'il est vrai que nous sommes les agents nécessaires de la société, que nous n'avons de valeur que par elle et

pour elle, il faut conclure de là qu'il y a nécessité d'un enseignement unique, surveillé et obligatoire. Le but étant commun, l'enseignement de ce but doit être identiquement le même pour tous. La liberté aurait pour conséquence de détruire cette unité nécessaire, et le désordre intellectuel, précurseur certain du désordre matériel, serait le résultat immédiat des enseignements contradictoires.

Nous demandons particulièrement à ceux qui veulent la liberté pure et simple de l'enseignement de se prononcer franchement pour l'une ou l'autre doctrine.

Quant à nous, depuis longtemps on nous a démontré dans quel sens il fallait trancher la question. Nous disons donc: La nation française est une association instituée, comme toutes les grandes nations, au nom d'un principe religieux, pour accomplir une fonction transformatrice dans l'humanité. Le but qu'elle se propose ne peut être atteint qu'autant que les générations nouvelles se considèrent comme obligées de continuer l'œuvre de celles qui ne sont plus, et qu'autant que la solidarité est rigoureusement et uniformément enseignée à tous les membres de la grande association. Si la discipline est nécessaire à cette unité qu'on appelle l'armée, à plus forte raison est-elle nécessaire à cette autre unité qu'on appelle la nation. D'où nous concluons que l'enseignement du but général de la société, des devoirs de chacun envers elle et des moyens de ces devoirs, doit être *un*, surveillé et obligatoire pour tous, faisant la réserve mentionnée plus haut pour certaines sciences, dont l'enseignement ne peut être ni commun ni obligatoire, mais qui demeure néanmoins soumis à la surveillance; car nous avons appris qu'on peut faire servir les sciences contre la morale même.

Les restrictions que nous demandons à la faculté d'enseigner ne sont pas contradictoires avec la liberté sociale que nous réclamons journellement. Nous croyons que sans nuire à la liberté de chacun, on peut n'accorder le droit si important d'enseigner qu'aux personnes qui en sont jugées dignes; mais chacun peut aspirer à cette haute fonction, en remplissant les devoirs exigés pour faire partie des corps enseignants.

III.

Il s'agit maintenant de savoir s'il est possible que les classes pauvres puissent recevoir l'enseignement aussi bien que les classes riches. Non-seulement nous croyons que cela est possible, mais nous disons que cela est nécessaire sous tous les rapports, sous celui de l'égalité aussi bien que sous celui de la prospérité sociale.

Il n'y a guère que l'éducation purement religieuse qui soit à peu près accessible à tout le monde aujourd'hui; il faut qu'à l'avenir tout enseignement qui n'est pas gratuit le devienne. Et, en fait d'instruction, il faut que tout individu puisse en profiter à ses divers degrés, s'il en est capable. Jusqu'ici ça été le privilège des riches, et certes la société n'y a pas gagné. Nous ne demandons pas que l'instruction supérieure soit donnée à tout le monde; mais nous voulons qu'au moyen du concours et de l'élection, chacun puisse parvenir à tous les grades. Il est de la dernière évidence que la société gagnerait immensément à ce que les hautes écoles ne fussent composées que d'élèves de choix, pris indistinctement dans toutes les classes, et ayant la vocation réelle de la fonction scientifique à laquelle ils se destineraient.

Nous allons au devant de deux objections qu'on ne manquerait pas de faire: la première est que cette mesure exciterait l'ambition des jeunes gens pauvres et les dégoûterait des travaux matériels, peu glorieux et toujours pénibles, en leur ouvrant la perspective, illusoire pour le grand nombre, d'un avenir brillant, ce qui causerait une grande perturbation sociale. Cette objection aurait quelque valeur si, en effet, toutes choses devaient demeurer dans la situation actuelle, c'est-à-dire, si la condition des travailleurs

devait être toujours aussi misérable, et celle des parvenus aux grandes fonctions aussi agréable qu'elle l'est maintenant; dans ce cas, sans doute, il y aurait perturbation. Mais toutes les réformes se tiennent, et cet inconvénient disparaîtra quand on voudra organiser et honorer le travail manuel; quand le laboureur, par exemple, ne sera plus considéré comme inférieur à l'avocat. En même temps donc qu'on créerait des distinctions honorifiques pour les travailleurs, on devrait mettre à l'exercice des fonctions élevées des conditions telles, qu'à moins d'être vraiment dévoué, on ne les rechercherait pas.

La seconde objection repose sur le moyen matériel. On nous dira que la jeunesse riche fait elle-même une bonne partie des frais de son enseignement; que si tout était gratuit, tout retomberait sur le trésor public, qui ne pourrait faire face à de pareilles dépenses qu'en augmentant l'impôt, et que cette mesure serait plus funeste aux pauvres qu'aux riches. Cette objection n'a pas plus de valeur que la précédente. D'abord, nous ne demandons pas qu'on fasse d'un seul coup cette réforme. D'ailleurs, ce n'est pas ici le lieu de nous occuper d'une question financière; il suffit que nous affirmions que cela peut être fait; nous démontrerons une autre fois comment on pourrait s'y prendre. Aujourd'hui, nous n'avons à nous occuper que de ce principe de justice qui veut que nulle fatalité ne pèse sur une classe plutôt que sur une autre; et nous disons que toutes ont un droit égal aux bienfaits de l'enseignement; aussi doit-il être *donné* et non *vendu*. Car, indépendamment de toute autre considération, si l'instruction, par exemple, était donnée à toutes les personnes qui pourraient la recevoir et en profiter, celles-ci contracteraient par cela même une dette envers la Société. Il serait bien entendu que plus il leur serait donné d'instruction, plus leur devoir serait grand — Tandis qu'au contraire, si l'instruction est vendue, l'individu qui l'achète ne se considère nullement comme obligé; bien loin de là, il est toujours porté à croire qu'il a acquis le droit d'exploiter la société à son profit. L'Instruction n'est réellement pour ce dernier qu'un capital intellectuel échangé contre un capital en numéraire, et qui doit rapporter le plus gros intérêt possible. — Qui oserait dire que cela n'est pas vrai pour la généralité des hommes qui ont acheté l'Instruction? Et si cela est vrai, est-il étonnant que les sciences ne progressent pas avec plus de rapidité? Peut-on espérer qu'avec un tel esprit d'égoïsme on ait la patience nécessaire pour se livrer à ces longues expérimentations qui produisent les découvertes scientifiques, mais qui ne sont pas toujours couronnées de succès? Que deviendrait l'intérêt du capital avancé? Mieux vaut donc faire du charlatanisme, et Dieu sait combien on en fait!... Autant cet état de choses est préjudiciable aux intérêts de la science et au bien-être social, autant celui que nous voulons serait avantageux sous tous les rapports.

Les deux objections demeurent donc sans consistance réelle, et nous persistons dans cette conclusion, que l'Éducation, l'Instruction, et même l'entretien des élèves des hautes écoles, doivent être tout à fait aux frais de l'État.

IV.

Il convient que nous parlions ici du principe même de l'enseignement.

Ce principe doit toujours être celui du christianisme: car tout ce qu'on peut faire en dehors de lui conclut à mal, et tout ce qui lui est conforme conclut à bien. Il n'y a donc pas lieu de discuter. Jusqu'à ce qu'une doctrine nouvelle nous enseigne quelque chose de plus grand que la fraternité universelle, quelque règle plus féconde que celle de la charité sans bornes, du dévouement de chacun à tous, nous persisterons à considérer le principe chrétien comme étant le générateur de tout progrès possible.

Que des sophistes aient cherché à substituer à cette sublime

doctrine leur doctrine particulière, parce qu'ils ne la comprennent pas, ou qu'elle leur semblait trop sévère, nous ne devons pas en être fâchés, puisqu'en définitive tous ces efforts destructeurs ont été vains, et n'ont fait que prouver la grandeur de l'idée chrétienne.

Quiconque aime l'humanité, et voudrait voir tous les hommes unis dans une même pensée fraternelle, doit donc être chrétien, car c'est le but et le devoir enseignés par l'Évangile; et quiconque se dit chrétien doit vouloir tout ce que le christianisme commande, c'est-à-dire la liberté, l'égalité, la fraternité et l'unité.

Tout est prévu dans la pensée chrétienne: la discipline et l'organisation du pouvoir social, qui n'est plus un droit, mais un devoir, en sorte que rien de ce qui touche à la pratique individuelle ou sociale ne peut être vague que pour les hommes ou les nations qui ignorent ou qui ont mauvaise volonté.

La société française a été engendrée par ce principe; c'est sous son inspiration qu'elle s'est développée jusqu'à l'état où nous la trouvons, état relativement fort supérieur à celui des sociétés qui n'ont point suivi si constamment la même inspiration. C'est en continuant la tradition que s'accompliront les progrès futurs; le principe chrétien doit donc être exclusivement celui de l'enseignement donné aux jeunes générations, afin de les rendre propres à l'œuvre des transformations successives qui amèneront le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité des hommes.

Ainsi, qu'il s'agisse tout simplement de moraliser ou bien d'enseigner les sciences, le principe doit toujours être invoqué; c'est toujours en son nom et pour son triomphe que chacun doit travailler, soit à se rendre ou à rendre les autres meilleurs, soit à demander à la science les moyens les plus rapides et les plus ingénieux d'être utile à la société.

Il peut bien être permis à des hommes sans mission officielle de professer une doctrine contraire à la doctrine chrétienne: il faut que l'humanité fasse des expériences, et qu'il soit permis à chacun de s'égarer; pour un peu de mal que cela peut faire d'un côté, cela sert après tout au triomphe de la vérité: c'est une manière de vérifier la bonté d'une doctrine; et si nous n'avions pu nous-mêmes profiter de cette expérience, nous serions peut-être encore hostiles au christianisme. Nous pensons donc que si la liberté d'émettre en public telle ou telle doctrine anti-chrétienne peut être jusqu'à un certain point donnée à chacun, cette liberté doit être refusée d'une manière absolue aux personnes qui font l'éducation et l'instruction de la jeunesse, précisément parce qu'elles enseignent avec autorité.

Le principe affirmé, il nous faut déterminer le caractère de chacun des enseignements.

Pour ce qui touche à l'éducation, si la France, par exemple, voulait se tenir séparée des autres nations ou les opprimer, comme faisaient les sociétés antiques, elle voudrait que l'enseignement civilisateur ne fût que pour elle. Mais au contraire, la France a ce grand caractère de générosité, qu'elle veut que toutes les nations participent au bénéfice de ses idées et de ses travaux. Il est bien évident qu'elle veut préparer la grande alliance des peuples commandée par l'Évangile, et qu'elle doit en vouloir l'indispensable moyen, qui est l'enseignement universel de son principe religieux et social.

Il y a donc encore une distinction à faire entre l'éducation qui s'adresse indistinctement à tous les peuples, et les prépare graduellement à l'alliance par la communauté d'idées religieuses, et l'éducation qui s'adresse particulièrement à la nation. L'une peut être appelée spirituelle, et l'autre temporelle. La première établit la solidarité humaine; la seconde la solidarité nationale.

Nous ne savons si l'on nous comprend bien. En d'autres termes, nous disons qu'il faut développer dans tous les hommes l'amour de l'humanité, et en même temps développer chez nous particu-

lièrement l'amour de la nationalité. Ces deux sentiments ne s'excluent pas pour des Français. Nous devons aimer l'humanité, et non d'un amour stérile; c'est-à-dire qu'il faut la délivrer successivement de la servitude morale et physique à laquelle elle est soumise en masse. Eh bien ! on doit savoir que la prédication ne suffit pas pour faire comprendre à des peuples barbares l'intérêt qu'ils ont à s'allier à nous ; il faut employer aussi la force pour les décider à accepter les bienfaits de la civilisation, et souvent se défendre contre leurs agressions. Il y a donc nécessité de constituer une grande puissance nationale pour faire triompher l'idée par les moyens matériels. L'éducation patriotique aura pour résultat de développer cet esprit de corps indispensable à toute nation militante. Il y aurait donc différence entre les deux éducations, mais non point contradiction.

Cette question est assez grave pour que nous insistions. Essayons encore d'établir les limites de l'une et l'autre éducation. Celle qui est humanitaire consiste uniquement dans l'enseignement uniforme du dogme religieux, et d'un certain nombre de pratiques, qui tendent à perfectionner les individus et les sociétés, et à les pousser dans la vraie voie. — Celle qui est purement nationale consiste surtout dans l'enseignement de la tradition sociale, afin d'attacher les générations nouvelles à l'œuvre entreprise par les précédentes. Enfin, l'une est générale, immuable ; l'autre est particulière, temporelle, c'est-à-dire relative au degré de développement de la société et à sa position au milieu des autres nations. Un exemple complétera, nous l'espérons, cette démonstration :

L'éducateur spirituel dit indistinctement à tous les peuples : « Vous êtes tous les enfants d'un Dieu unique ; vous êtes tous frères, que vous habitiez l'Europe ou l'Asie, que votre couleur soit noire, rouge ou blanche. Aimez-vous les uns les autres. Je vous le dis en vérité, il arrivera un jour où tous les peuples du monde, unis dans la même foi, ne formeront plus qu'une seule famille. Mais ce jour ne luira pour l'humanité que lorsque les hommes et les nations auront vaincu les passions égoïstes et orgueilleuses qui les séparent. Travaillez donc à l'œuvre que Dieu vous commande, en vous purifiant et en vous tenant toujours prêts à donner votre vie pour vos frères malheureux ou opprimés... »

L'éducateur temporel dira particulièrement à la jeunesse française : « Vos pères ont formé une grande nation pour faire triompher le principe chrétien d'abord en elle, puis parmi les autres nations. Autrefois, la Société était divisée en castes supérieures et inférieures ; il n'y en a plus maintenant, grâce à l'énergie chrétienne et révolutionnaire de vos pères. Le christianisme comptait de puissants ennemis, qui avaient soumis presque tout le monde ; vos pères les ont vaincus et rejetés au loin. Mais tout n'est pas fait ; il y a d'immenses améliorations intérieures à réaliser, et la nation est menacée par de nouveaux ennemis, semblables quant aux projets à ceux que la France a eu à combattre autrefois ; il est donc de votre devoir, de votre honneur, d'imiter vos ancêtres, en continuant la réforme sociale, et en exterminant ces ennemis nouveaux de notre nationalité. Conservons-la bien, cette nationalité, rendons-la redoutable par la force autant que puissante et glorieuse par la science, afin que les peuples désirent d'entrer dans notre alliance..... »

Quant à l'Instruction, elle ne donne point lieu à ces différences ; elle est purement scientifique.

V.

Cette distinction que nous venons de faire n'est que la constatation des faits existants ; il y a en effet deux grandes institutions fondées, l'une en vue de l'éducation spirituelle du genre humain, l'autre en vue de l'éducation et de l'instruction temporelle ou na-

tionale ; c'est d'une part l'Église, d'autre part l'Université de France.

Examinons d'abord si l'une et l'autre institution, abstraction faite du personnel, répondent à la haute fonction qui leur est attribuée.

Dès son origine, l'Église a pris le nom de catholique, qui signifie universelle, annonçant dès lors l'immensité de son but. L'Église est *une*, parce qu'elle obéit à un pouvoir unique, et qu'il n'y a qu'une seule interprétation, donnée par les conciles universels. L'Église est une sorte d'armée parfaitement disciplinée ; le prêtre est son soldat, il ne doit obéissance qu'à elle seule ; quel que soit le lieu de sa naissance ou de sa résidence, il n'a point de patrie, et il ne saurait sans injustice être soumis aux lois temporelles des diverses nations au milieu desquelles il se trouve, si ces lois sont contraires à l'institution et à la discipline de l'Église. Si, par exemple, le prêtre devait être soumis aux lois contraires des nations, il arriverait que l'unité d'enseignement et de but serait rompue immédiatement : le prêtre de Pologne reconnaîtrait Nicolas pour son chef spirituel ; de même, en Prusse, le prêtre catholique soutiendrait la papauté d'un roi protestant, et en Irlande il serait soumis aux caprices d'une jeune femme ou d'un ministère ennemi de tout progrès ; partout enfin on pourrait annuler l'action de l'Église ; en soumettant ses agents à des conditions qu'ils ne doivent point recevoir. Telle était la prétention des empereurs d'Allemagne, au moyen-âge, qui voulaient élire les papes et les évêques ; enfin telle était au commencement du christianisme la prétention des empereurs romains, pour étouffer l'idée naissante.

Toute hostilité contre l'Église et tout préjugé à part, chacun sera forcé de déclarer qu'elle ne pouvait conserver son unité qu'à condition de son indépendance des pouvoirs temporels ; et cette unité étant indispensable à l'universalité de son œuvre, il est donc bon qu'elle tienne à cette condition de sa force ; car il lui en faut une immense pour lutter contre tant d'intérêts contraires au but qu'il est dans son devoir de poursuivre.

On acceptera donc volontiers que l'institution elle-même, comme corps enseignant, est bien faite pour une fonction universelle ; mais on mettra en doute que la pensée catholique soit celle que nous aimons. Pour notre part nous affirmons qu'elle est identiquement la même ; elle fut la cause directe des progrès accomplis jusqu'à la fin du moyen-âge ; et la prédication des missionnaires actuels parmi les peuplades sauvages est encore empreinte du plus pur esprit évangélique.

Il ne faut pas que notre vieille haine contre le clergé nous rende injustes contre l'institution ; ce serait une faiblesse indigne d'hommes de progrès : jugeons sans passion. L'Église, par son institution, son unité, sa discipline, le grand nombre de ses agents, est donc parfaitement propre à faire l'éducation religieuse du genre humain ; c'est par elle que le sauvage d'Amérique et celui de l'Océanie, le Chinois, l'Indou, l'habitant du Liban, l'Arabe et tant d'autres, seront unis dans une pensée qui nous est commune ; c'est elle enfin qui ouvrira à notre politique des voies qui seront fermées pour toute autre nation. Ce sont là des considérations qu'il faut peser. Quand il s'agit d'intérêts si grands, il ne faut point se comporter comme ces enfants qui ont peur des fantômes. D'ailleurs nous ferons plus loin la part du personnel de l'Église.

L'Université est, pour l'éducation nationale et l'instruction, une institution aussi bonne qu'est l'Église pour l'éducation spirituelle. Nous n'avons pas besoin de nous appesantir sur son organisation, que tout le monde connaît. Il suffit que nous disions qu'elle exerce une surveillance sur les instituteurs de toute la France, et qu'on ne peut enseigner qu'après avoir reçu d'elle un diplôme. Il y a en elle, administrativement parlant, une parfaite unité. La

seule chose qui lui manque, comme institution, c'est une plus grande indépendance à l'égard du pouvoir. Il faudrait lui rendre son ancien caractère, où tout était donné à l'élection; c'est un principe que nous désirons voir appliquer partout, et là surtout: si la nomination aux fonctions élevées de l'Université appartient à un ministre, il doit y avoir nécessairement perturbation; c'est, sous une autre forme, la querelle de l'Eglise avec les empereurs d'Allemagne. Les dignitaires de l'Université, comme ceux de l'Eglise, devraient être élus librement par les fonctionnaires de chaque corps.

VI.

L'enseignement actuel du clergé et celui de l'Université sont-ils à la hauteur du principe chrétien? Il n'y a pas à hésiter: Non, mille fois non!

Le clergé paraît avoir oublié ce précepte de l'Evangile: «Celui qui se cherche se perdra» et l'Université semble ne l'avoir jamais connu, car l'égoïsme est enseigné des deux côtés; là, sous forme mystique, ici sous forme orgueilleuse et matérialiste.

«A la chaire de l'église, en effet, on ne cesse de nous dire: «Faites votre salut, sauvez-vous!» A la chaire de l'école, on dit à peu près ceci à la jeunesse: «L'homme doit chercher en lui-même la raison de toutes choses; c'est en se repliant sur lui-même qu'il a conscience du bien et du mal.»

Aussi, voyez quel est ce peuple qui fréquente l'église avec une si étonnante assiduité; voyez ce que sont, en général, ces gens qu'on appelle bigots; ce sont toutes personnes qui croient gagner le ciel par une multitude de pratiques minutieuses qui ne peuvent avoir aucune conclusion sociale; nous nous trompons: elles ont une conclusion très-mauvaise, puisqu'elles contribuent à faire de ces momiers des modèles d'égoïsme. Ce n'est certes pas parmi cette espèce d'individus, qui se détachent du monde, mais non de ses biens, que la patrie trouverait des défenseurs. Et cependant ce sont là les fidèles par excellence! Que penser d'un enseignement qui fait de tels disciples? car nous n'exagérons pas: la charité est ce qu'il y a de moins compris de ces gens-là; et s'ils font l'aumône, c'est moins pour soulager des misères que pour se racheter; aussi la font-ils sans discernement. Du reste, la prière est le grand moyen du salut, et l'égoïste le plus raffiné penserait sauver son âme rien que par des prières multipliées. Voilà cependant quelle est l'action de la majeure partie du clergé parmi nous, et cela est encore bien plus frappant en Italie et en Espagne qu'en France. Quant à son action générale ou politique, elle est nulle, complètement nulle. On dirait que le pouvoir spirituel ne croit plus en sa force; ou plutôt il n'ose pas se servir de sa puissance, même pour lancer l'anathème contre ces monstres qui dépouillent l'Irlande et la Pologne. Le chef de l'Eglise n'a guère de souci que pour son petit pouvoir temporel; et chez nous, comme en Italie et en Espagne, le clergé, imitant son chef, a beaucoup plus de zèle pour les puissances temporelles que pour le triomphe de la pensée chrétienne; il a mis, en un mot, le trône sur l'autel. Dans la ligne de l'orthodoxie, toutes les fois qu'un peuple fait un pas en avant dans la voie du progrès, c'est-à-dire dans la voie de l'égalité, le prêtre devrait lui être en aide; au contraire, il vient en aide à ses ennemis. Autrefois, il n'en était point ainsi; mais depuis la Ligue, le clergé se montre contre-révolutionnaire; aussi les révolutionnaires ont-ils une répulsion profonde contre lui.

S'il faut juger de l'arbre par ses fruits, l'Université est bien condamnable aussi. C'est par suite de l'enseignement du *moi avant tout*, du *moi juge de tout*, qu'elle a perverti tant d'hommes, qu'elle a produit tant de faux savants; c'est son enseignement qui a enfanté ce charlatanisme dans la science, qui fait qu'on se défie toujours des protestations de bonne foi des hommes de loi, et qu'on ne confie qu'en tremblant la vie des malades aux médecins

de notre temps. Quant à l'éducation nationale, elle n'est pas nulle, elle est plutôt anti-nationale.

Le personnel des deux corps est donc à contre-sens à peu près complet des deux grandes fonctions sociales de l'Education et de l'Instruction. Est-ce à dire qu'il faut détruire l'une et l'autre institution, excellentes en principe? Cela serait mille fois absurde! Il vaut mieux les réformer radicalement. N'imitons pas les protestants du XVI^e siècle, qui confondirent et condamnèrent tout ensemble les hommes avec le principe: le protestantisme a immobilisé les nations qui l'ont reçu. D'ailleurs, telles qu'elles sont actuellement, ces deux corporations sont de véritables puissances dont on ne fait pas facilement table rase. Il faut donc compter avec elles, et les faire rentrer dans la voie du progrès, en les contraignant à faire chacune son œuvre.

Nous dirons, dans un prochain article, comment nous croyons que la réforme religieuse et universitaire peut être opérée.

Aux Chartistes, les Ouvriers Français.

Vos souffrances et vos efforts pour renverser l'injustice qui pèse sur vous, vous ont offert au monde entier comme un haut enseignement de la providence; et nous qui, comme vous, souffrons, et qui, comme vous, ne voulons plus supporter l'oppression, nous avons résolu de renouveler avec vous une vieille alliance qui n'aurait jamais dû être brisée, car l'Angleterre et la France n'ont pas toujours été en guerre, ni même divisées d'intérêt comme elles le sont aujourd'hui; elles ont eu jadis presque les mêmes lois, les mêmes coutumes et la même langue: ceux qui, des deux côtés, ont amené cette profonde division, l'ont fait par égoïsme, et ils maintiennent maintenant leur œuvre de tous leurs efforts, car ils savent bien que lorsque nous nous serrerons étroitement la main, l'heure du peuple sera venue, et leur propre fin sera prochaine. Unissons-nous donc fraternellement, comme il convient à deux peuples qui se connaissent mutuellement, et qui savent que leur concours peut purger la vieille Europe des races impies qui l'oppriment, et jeter les bases de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité.

Nous nous adressons donc à vous avec confiance, persuadés que vous êtes les dignes fils de ces hommes qui tant de fois ont su souffrir pour le triomphe des principes que nous reconnaissons tous; vos pères ont suivi la bannière de Wicléf: ils ont marché sur Londres avec le couvreur Watt-Tylor, et s'il ne leur a pas été donné d'abattre à son origine la tyrannie odieuse qui pèse sur l'Angleterre, du moins vous ont-ils laissé comme un glorieux héritage le souvenir de leur héroïque résistance, et l'enseignement qu'ils vous ont transmis n'a point été entièrement perdu; il n'y a pas longtemps encore que vos plaintes et votre simple refus de travail ont fait trembler vos oppresseurs et ont appris au monde que la triple aristocratie du clergé, des marchands et des nobles d'Angleterre était sapée par sa base, et que bientôt elle tomberait à votre voix.

Car, vous avez besoin de faire peser sur elle un juste niveau: nos pères vous ont enseigné, il y a cinquante ans, comment il fallait s'y prendre, et s'ils nous ont laissé à renverser ici la puissance de l'argent, du moins ils nous ont délivré de celle d'un clergé et d'une noblesse corrompus. Vous avez chez vous ces deux fléaux aussi terribles que jamais ils aient pesé sur la France; vos nobles sont impitoyables; ils se nourrissent de vos sueurs et ils vous broient sous leur talon. Et votre clergé, n'a-t-il pas renoncé à tous les principes de l'Evangile pour le culte du veau d'or? N'a-t-il pas renié le Christ? Il a séparé sa foi du reste de celle de l'Europe pour vous isoler davantage; et, sûr de n'avoir plus à craindre votre alliance avec les autres nations, il a dit aux nobles: «Nous vous livrerons le peuple pour partager avec vous sa domination, nous le corrompons s'il le faut; nous lui enseignerons une religion à notre usage, nous lui apprendrons à courber la tête sans se plaindre.» Et c'est ce pacte infâme dont vous avez été les victimes qu'il faut briser aujourd'hui.

Mais ce n'était point encore assez pour vous de cette oppression: les marchands de Londres, les fabricants de Manchester et de Birmingham sont devenus vos maîtres; ils vous ont traités comme des esclaves, comme des machines vivantes: à vous le travail, la misère, le froid, la faim; à eux le repos, l'opulence et toutes les joies du monde. Ils veulent l'abolition de l'esclavage des noirs; ils ont raison: les esclaves blancs leur suffisent, ils sont

déjà même trop nombreux. Ils seraient heureux, ces infâmes spéculateurs, s'ils pouvaient faire périr de faim tous les ouvriers anglais, et remplacer leur travail par celui d'une immense machine qui, fonctionnant toute seule, leur assurât à la fois le monopole du commerce, l'argent du monde entier, et la tranquillité que leur a ravie l'effroi que vous leur inspirez ! Oh ! ils ont bien raison d'avoir peur ! car s'il y a sous le ciel un crime qui crie vengeance, c'est le leur. Quoi ! c'est vous, vous seul qui produisez tout par votre travail, et vous êtes pauvres et nus, et vos traits amaigris annoncent la faim qui vous dévore ! Que ces maux finissent, il en est temps ; renversez tout cela à ces cris mille fois répétés : *Vive la vieille Angleterre ! Vive la Charte du peuple !*

Ce n'est pas que nous veuillons vous exciter à employer immédiatement la force. Vous pouvez vous réunir en grandes masses, eh bien ! n'usez de ce moyen que lorsque votre pensée sera bien arrêtée sur une réforme quelconque, et que vous serez bien déterminés à l'obtenir, fût-ce même au prix de votre vie... Ne prenez point l'initiative de l'emploi de la force ; ne dévastez pas, ne brûlez pas ! Mais si l'on vous frappe, alors que vous ne demandez que de vivre, que votre antique respect pour des magistrats indignes ne vous arrête plus, et montrez à l'Europe attentive qu'il ne suffit plus d'une compagnie de dragons pour mettre en fuite dix mille hommes du peuple. Maintenant donc, c'est à vous unir étroitement, à vous discipliner que doivent tendre tous vos efforts ; ne craignez rien, le règne de la violence et de l'injustice ne saurait être de longue durée. Ayez bon courage, les persécutions passeront et la victoire vous restera. Sans redouter les haineuses et mesquines persécutions de vos oppresseurs, marchez droit au but : organisez-vous à la voix des chefs qui vous restent. Si ceux-là doivent succomber à leur tour, vous en choisirez d'autres ; et vous finirez par triompher.

N'oubliez jamais que vos misères tiennent à la fois à la désorganisation sociale et à la désorganisation politique, et frappez d'une main sûre ce double obstacle. Plus d'aristocratie et d'inégalité politique ; suffrage universel et gouvernement populaire, voilà pour la politique. Pour l'industrie, n'oubliez pas qu'il n'y a d'autre remède possible à appliquer à la condition des salariés que l'association dans le travail.

Quand vous aurez créé l'organisation qui vous manque, quand, de notre côté, nous aurons atteint le même résultat, nous toucherons à la fin de nos malheurs ; alors en effet, à la première bonne occasion, nous serons les maîtres de l'industrie comme de la politique, et notre accord commun fera triompher dans le monde entier la justice de nos demandes.

Si nous voulons la victoire, nous y avons droit, car nous ne cherchons à opprimer personne ; nous exhortons tous les peuples à partager avec nous les bienfaits de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité. Vous appelez à vous l'Irlande opprimée par vos propres tyrans ; la France se joint à vous, et elle a pour cortège tous les peuples qui croient en elle. Unissons-nous donc étroitement pour que tous ceux qui souffrent ici-bas espèrent la fin de leurs maux, en invoquant l'éternelle alliance des ouvriers de France et d'Angleterre.

Nous vous aimons de toute la haine que nous portons à la triple aristocratie qui vous dévore, nous voulons vous aider de toute notre force à l'abattre ; car, entre elle et nous, il y a un abîme creusé par toutes les trahisons et par toutes les violences qu'elle a faites au monde ; d'un bout de la terre à l'autre elle a soulevé par ses crimes la colère des nations, et si elle a été impitoyable pour vous, elle ne s'est montrée plus miséricordieuse ni pour ses ennemis ni pour ses alliés. Oui, nous réunissons dans une même pensée la haine éternelle que nous lui jurons et l'alliance sincère que nous venons vous offrir.

LES GRANDS JOURNAUX ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Premier Article.

(*Le Siècle, la Presse et la France.*)

Personne ne nie aujourd'hui l'influence des journaux sur les actes et les décisions des partis auxquels ils appartiennent, et chacun sait fort bien que tout en ne possédant aucun pouvoir matériel, la presse n'en exerce pas moins une véritable fonction directrice. Les diverses feuilles périodiques représentent assez fidèlement l'opinion de chacun des partis qui divisent le monde politique, pour que l'on puisse considérer ce qui émane d'elles comme devant acquérir force de loi dans le cas où l'opinion que chacune

d'elles défend viendrait à triompher. Ainsi, dans la question si grave de l'organisation industrielle, dans toutes les questions si importantes du domaine de l'économie politique, nous avons pu avec raison prendre acte des opinions des journaux qui les ont traitées, et nous sommes persuadés que chacun, dans sa sphère, nous a dit la pensée intime de son parti ou de sa nuance, car il est certain que les journaux ne produisent, dans les questions d'un ordre supérieur, que le plan des chefs dont ils reçoivent les confidences. C'est avec cette conviction que nous examinerons successivement les idées émises dans ces derniers jours sur les moyens de donner au travail la sécurité qui lui manque et les garanties qu'il réclame.

Plusieurs fois déjà cette importante question avait été traitée par la grande presse, mais avec tant de légèreté, avec une si complète ignorance du mal même, et à plus forte raison du remède, que nos récriminations contre son apathie et sa négligence n'en subsistaient pas moins. Depuis quelque temps, l'agitation qui se manifeste parmi les travailleurs en France, la situation épouvantable des ouvriers de l'Angleterre, et aussi l'absence des luttes parlementaires, ont forcé les journalistes à revenir sur ce terrain, où nous espérons les trouver mieux renseignés ; mais notre espoir à cet égard a été déçu : chacun des organes de la presse quotidienne a, nous devons le dire, traité l'affaire de son point de vue particulier, c'est-à-dire suivant son intérêt de parti ou de caste. C'est néanmoins un grand bonheur pour nous que de pouvoir apprécier à leur juste valeur et la bonne volonté et les moyens d'agir de nos charlatans politiques, dans les moyens qu'ils préconisent pour arriver au soulagement de nos misères, ce nœud gordien qu'il est donné à notre époque de trancher d'une façon ou d'une autre.

Nous nous occuperons donc aujourd'hui des articles publiés sur ce sujet par trois journaux qui représentent chacun une idée particulière, le *Siècle*, la *Presse* et la *France*.

Le premier de ces journaux est sans contredit, par l'immense publicité dont il dispose, le plus important organe de l'opposition dite dynastique, opposition doucereuse qui veut continuer le présent avec d'autres hommes, qui n'a véritablement d'autre maxime que celle-ci : *Ote-toi de là que je m'y mette*. On comprend qu'il y a peu à espérer de ces gens-là ; la politique des *Débats* est la leur, et s'ils ne disent pas en ce moment que tout est pour le mieux, c'est que leurs hommes ne sont pas chargés de la direction des affaires ; mais qu'on les y fasse venir, et tout est dit : en matière politique, le monopole électoral reste à peu près le même ; en économie politique, toujours le fatal *laissez faire, laissez passer*.

La *Presse* est, comme chacun sait, l'organe de cette fraction des souteneurs de la dynastie, qui, prévoyant des difficultés pour l'avenir, n'osent nier le mal, et prennent pour politique de crier aussi haut que les autres contre l'anarchie industrielle, tout en indiquant de misérables moyens qui sont jugés depuis longtemps et reconnus plus nuisibles qu'utiles. Ce parti, qui compte MM. Blanqui et Michel Chevalier parmi ses orateurs, et dont M. Lamartine est le poète, a reçu le nom de fraction des *conservateurs intelligents*. Nous l'avons depuis longtemps nommé le *parti des endormeurs*. En effet, si les écrivains de ce parti font une vigoureuse critique de l'état de choses où languit l'industrie, où se lamente l'agriculture ; si les idées de réorganisation les plus hardies reçoivent même quelquefois d'eux un encouragement apparent, ce n'est qu'un leurre ; car ces hommes n'ont qu'un but, celui de temporiser, de gagner quelques jours en paraissant céder au torrent. Cette tactique est assez habile pour tromper quelques hommes, mais pour le grand nombre, la vérité apparaît, et nous contribuerons aujourd'hui, pour notre part, nous l'espérons, à lui donner quelque relief, et à édifier les nôtres et l'opinion publique sur les idées prétendues avancées de ce parti.

A l'égard de la *France*, qui représente la portion *encroûtée* du parti légitimiste, nous ne savions vraiment d'abord si nous ne devions pas garder le silence. Ce qu'elle a dit de l'organisation du travail est si pauvre, ses idées sur les ouvriers tellement empreintes de l'ignorance la plus crasse ou de la mauvaise foi, qu'il a fallu le silence de la *Gazette* et de la *Quotidienne*, silence qui nous a semblé un acquiescement, pour nous décider à montrer qu'en fait d'industrie le parti légitimiste était encore plus arriéré qu'en politique, et que de ce côté aussi on pouvait dire qu'il n'avait rien appris ni rien oublié.

Cela dit, arrivons aux articles du *Siècle*. Pour ceux-ci comme pour les autres, nous nous contenterons d'analyser et de faire nos réflexions ; c'est seulement quand nous craindrons de nous tromper sur le sens que nous ferons des citations. S'il nous arrive, ce qui est possible, de mal comprendre ou de mal traduire les idées, nous serons prêts à réparer nos erreurs, dès qu'on nous aura mis en demeure de le faire.

Le *Siècle* invoque, comme moyen de calmer nos souffrances, les salles d'asile, la surveillance du travail des enfants, les conseils de prud'hommes (nous rappelons qu'il ne les veut pas avec représentation égale des parties), les sociétés de secours mutuels et les caisses de pensions de retraites. Il entre aussi dans quelques détails, infiniment obscurs, sur la question de l'épargne, dont il fait l'agent principal de la réforme industrielle. Il désirerait qu'au lieu de déposer ses économies à la caisse d'épargne, l'ouvrier pût les placer chez son patron, et faciliter ainsi la mise à exécution de nouveaux procédés de travail; en un mot, il voudrait associer l'ouvrier comme capitaliste aux chances de l'industrie qu'il exerce, afin que ses profits en cette qualité puissent balancer ses pertes comme ouvrier. Il voudrait aussi qu'une banque de crédit, aux mains du gouvernement, fit des avances aux ouvriers sans ouvrage, ayant de l'argent placé dans l'industrie, afin qu'ils n'eussent pas besoin de recourir à leur capital, ce qui les priverait des bénéfices qu'il aurait pu continuer à produire. Le *Siècle* croit que l'intérêt seulement de cet argent, placé chez les maîtres par les ouvriers, permettrait à ces derniers de supporter les chômages et balancerait la diminution croissante du prix des salaires; il ne s'inquiète nullement de savoir si ces chômages ne proviennent pas d'une mauvaise direction donnée à l'industrie, d'une surabondance de production, etc., auquel cas le prétendu remède ne remédierait à rien, puisque alors ces chômages iuraient toujours en augmentant, et qu'en outre les bénéfices seraient nuls. En vérité, nous avons peine à croire que ces moyens, si toutefois on peut leur donner ce nom, aient été proposés sérieusement. C'est pour la centième fois que nous répétons qu'ils manquent par la base, attendu que tout ce qui sera fondé sur l'épargne de l'ouvrier sera bâti sur une impossibilité absolue. Nous redirons à ces sots, qui semblent ne pas vouloir entendre, que l'ouvrier célibataire seul peut quelquefois faire de petites épargnes, en se réduisant à un régime très-sévère, et que dans bien des professions cela est même impossible. — Mais, dira-t-on, comment font ceux qui ont une femme et des enfants? cependant ils vivent. — Ah! messieurs les faiseurs de plans, vous ne vous faites pas même une idée de cette vie de misère et de privations continuelles : pour savoir cela, il faut être ouvrier, et ce que les ouvriers en racontent, vous ne voulez pas le lire; ou vous refusez d'y croire. Rien n'est cependant plus vrai que ce que nous vous répétons de nouveau : Conseiller l'épargne à la majeure partie des ouvriers, c'est une amère dérision!

Comment veut-on que l'ouvrier supporte les chômages; ceux, par exemple, causés par l'introduction des machines, avec l'intérêt seulement de ses épargnes mises dans l'industrie qui occupe ces machines? On veut qu'il profite; au moins d'un côté, du bénéfice que procure momentanément leur introduction, bien que ce soit plutôt le consommateur que le producteur qui touche les profits de ce genre, mais on ne s'aperçoit pas qu'on lui fait prêter les mains à l'établissement des instruments de sa ruine! On lui donne comme compensation sa part de bénéfices comme capitaliste, ce qui équivaut à zéro, nous l'avons prouvé.

Quand l'ouvrier peut amasser un petit capital, il ne le fait guère que pour parer aux chômages et aux diminutions de salaire. C'est avec ce capital qu'il fait grève ou qu'il met bas, et l'on croit qu'il va ainsi livrer sa seule garantie contre l'exploitation du maître, pour n'en toucher qu'un quinzième ou un dixième tous les ans. Il ne s'y trompera pas; il refusera tout net de s'associer à cette combinaison, et il fera très-prudemment.

L'ouvrier ne facilitera l'introduction des machines, il ne cessera ses hostilités contre elles que quand elles lui appartiendront; quand le bénéfice qu'elles procurent profitera à tous les ouvriers de la profession, quand elles leur épargneront réellement la partie brute du travail sans nuire à leurs moyens d'existence; alors seulement l'ouvrier comprendra et bénira les progrès industriels.

L'article du *Siècle* est terminé par un paragraphe où se révèle l'ignorance la plus complète des moyens proposés jusqu'ici pour organiser l'industrie. De tous les grands travaux faits sur cette matière, le *Siècle* a extrait ceci, dit-il.

« On dit : « Il y aura tant de manufactures, les salaires seront fixés, les prix de revient constants; chaque citoyen, par conséquent, aura droit à un certain nombre de chemises, de chapeaux, d'habits. » Et voilà le travail organisé. »

Les plus absurdes d'entre les communistes n'auraient pas osé dire de pareilles bêtises. M. Charles Dupin lui-même n'y croirait pas! Et voilà avec quelle gravité, avec quelle conscience un journal parle tous les jours à 10,000 lecteurs! L'économiste en herbe qui a trouvé ces conclusions et si bien analysé les projets émis de nos jours, a certes grand besoin d'aller à l'école, et nous l'y renvoyons de grand cœur!

Dans le même ordre d'idées, la *Presse* est parfois plus habile. Elle a sou-

vent préconisé l'épargne, et en cela elle a commis la même bêtise que le *Siècle*; cela tient, comme nous le disions, à l'ignorance où sont ces messieurs d'en haut de ce qui se passe en bas. Mais la *Presse* ne se borne pas aux banalités qui ornent les colonnes du *Siècle* : fidèle au plan que nous avons signalé, elle demande une réforme industrielle; elle parle d'affranchir le salaire de la dépendance du capital; elle veut que la concurrence devienne seulement un moyen d'émulation, et qu'elle ne ruine plus maîtres et ouvriers. Voilà un programme bien net : nous allons voir les moyens, et c'est là où nous retrouvons ce système qui consiste à parler beaucoup pour entortiller la question et arriver à ne rien conclure.

Et d'abord, la *Presse* a exposé un plan d'organisation du crédit qui, suivant elle, permettra d'arriver au but qu'elle a signalé; nous allons bien voir. Sa pensée intime n'est pas bien nette; néanmoins elle en a assez dit pour que nous ayons pu la deviner. Nous allons l'exposer telle que nous la comprenons; si nous nous trompons, nous sommes sûrs que ce ne sera pas de beaucoup. Voici donc la théorie de la *Presse* : nous la traduisons brutalement, pour qu'elle soit plus saisissable.

— Il est parmi les ouvriers des hommes intelligents et capables; la société ne leur fait point la part assez belle; ces hommes, ne se voyant pas classés comme ils devraient l'être, entrent en lutte contre elle et conduisent les masses à la spoliation des riches. Or, le seul moyen de se défendre contre cette invasion des prolétaires consiste à créer une banque de crédit administrée par le gouvernement, qui fournisse aux ouvriers qui ont de l'intelligence, de la bonne conduite, et l'amour du travail (on sait ce que veut dire la *Presse* par ces mots), les moyens de s'établir. Cela fait, la masse, moutonnière, n'étant plus excitée par les criaileries de ces ouvriers qu'on a mis à même de prendre part à la curée et d'exploiter à leur tour, reste tranquille et paisible dans ses ateliers. On conserve à ce prix la paix pour quelque temps, et c'est beaucoup. —

Nous venons de faire dire à la *Presse* ce qu'elle n'a pas écrit aussi crûment, mais ce qui est évidemment au fond de sa pensée, et ce que justifie ce qu'elle a déjà écrit. Nous sommes sûrs de ne pas nous tromper : il lui est d'ailleurs impossible de conclure autrement. Examinons maintenant, à part l'immoralité du moyen, quels effets il produirait. Il nous semble que la concurrence serait singulièrement détruite par cet encouragement donné à l'établissement de nouveaux maîtres; cela pourrait s'appeler mettre du bois pour entretenir le feu, voire même y verser de l'huile. Ensuite c'est une grande erreur de penser que les ouvriers obéissent machinalement comme des brutes à une direction égoïste. Le sentiment de leur misère, ils le possèdent tous, et ceux qu'ils choisissent pour les diriger dans leurs luttes ne sont pas toujours gens à se laisser corrompre. Le fait même admis, les ouvriers ne manqueraient pas de nouveaux chefs, et ils les choisiraient plus sévèrement ou ne les accepteraient qu'après un plus mûr examen. Toute cette tactique tombe donc d'elle-même; en l'adoptant, on n'aurait fait qu'augmenter le mal.

On dira probablement que nous prêtons aux conservateurs intelligents des idées qui sont bien loin d'eux, et que notre passion revêt d'un cachet d'abominable duplicité. On va voir si nous n'avons pas le droit de penser ainsi, quand on lira et qu'on commentera mot par mot les lignes suivantes, empruntées à ce même article de la *Presse*.

« Toute tentative qui, pour soulager l'ouvrier et augmenter son bien-être, ne s'en prendrait qu'à lui, ne songerait qu'à augmenter son instruction, qu'à développer son intelligence, qu'à accroître sa capacité, serait une grande imprévoyance, et ferait le plus grand mal aussi bien à l'ouvrier qu'à la société. »

Et pour qu'on ne s'y trompe pas, la *Presse* cite l'exemple de Lyon et de Paris, où l'on fait des efforts pour l'instruction et la moralisation des ouvriers, et où ceux-ci sont toujours en état de révolte ouverte, prêts à donner la main à tous les artisans de désordre et d'anarchie.

Aussi la *Presse* appelle-t-elle ces tendances à donner de l'instruction aux ouvriers des dispositions fâcheuses.

Nous nous dispensons de toutes réflexions. Nous laissons à nos lecteurs le soin de qualifier une pareille théorie : refuser l'instruction aux masses de peur d'être obligé d'augmenter leur bien-être en raison directe de leur intelligence. Les aristocrates les plus renforcés ne disaient pas pis avant 89.

Il y a mieux encore dans l'article de la *Presse*. Non contente de prononcer aussi brutalement l'exclusion des pauvres du banquet de l'intelligence, elle prétend aussi leur refuser les moyens de se soustraire eux-mêmes à la domination de leurs seigneurs et maîtres. Si le pouvoir doit se garder de les instruire, il doit aussi les empêcher d'établir un autre ordre industriel. Voici comment elle juge l'association industrielle entre ouvriers.

« Entre ouvriers qui n'ont rien, l'association est impuissante à leur pro-

« curer l'aisance, et ne sert qu'à les pousser à l'émeute, en leur fournissant l'occasion de se compter et les moyens de s'organiser. »

Avis à ceux d'entre nous qui préparent les voies du nouveau régime industriel; les voilà mis en suspicion. Ainsi, ce puissant moyen d'ordre et de moralisation que nous exposons tous les jours, c'est un moyen d'émeute!

Tout ceci est bien fait pour exciter notre indignation, et cependant nous ne nous en étonnons point. Nous connaissons depuis longtemps les intentions perfides de nos adversaires; mais jamais elles ne s'étaient montrées d'une façon aussi franchement cynique. Il est heureux du reste que nous sachions bien à quoi nous en tenir sur les théories politiques et industrielles de ceux qui se prétendent à tout jamais nos dominateurs; il faut espérer qu'une fois avertis, nous ne serons pas longtemps leurs dupes. En dépit de la *Presse* et de ses patrons, l'instruction, à laquelle nous avons un droit sacré, qu'on n'osera pas contester ailleurs que dans des colonnes de journaux, l'instruction continuera de nous être donnée, et nous en profiterons pour prouver à tous qu'elle n'a de danger que pour les ennemis du peuple: quant à l'association, nous prouverons aussi qu'elle n'est pas un moyen d'émeute, mais qu'elle amènera, nous l'espérons, une révolution complète, contre laquelle viendront échouer toutes ces réminiscences de l'ancien régime, qui troublent le cerveau de nos modernes seigneurs.

Bien que le parti légitimiste n'ait que fort peu de valeur comme théorie politique; bien que nous ne fassions pas grand cas de ce qu'il prône, et que nous l'honorions du respect que l'on porte aux morts, nous croyons que nos lecteurs seront bien aises de savoir comment on entend, là aussi, l'organisation du travail. On trouvera d'ailleurs dans cet exposé une certaine coïncidence des idées légitimistes avec celles de la *Presse*.

Toute la question consiste, suivant la *France*, à *étudier et à renouveler le passé*. Elle ne conçoit pas d'autre organisation du travail que celle qui a existé avant 1789. Le régime des corporations était ce qu'on peut voir de plus parfait; il n'y avait alors ni émeutes ni coalitions, et l'ouvrier habile et laborieux devenait maître à son tour. Son ambition, il est vrai, devait se borner là, dit la *France*, car en ce temps-là « les tailleurs ne devenaient pas consuls, et les maçons ne pouvaient être architectes. » Dans ce bon vieux temps, si regrettable pour ces messieurs, l'ouvrier ne jouissait pas de la liberté de passer la moitié ou les trois quarts de la journée au cabaret, et le maître ne le considérait pas comme une machine qu'il pût empêcher de fonctionner suivant son intérêt ou son caprice: on n'avait pas alors d'un côté une classe ouvrière *débauchée, paresseuse et dangereuse*, et de l'autre des maîtres durs et impitoyables. Les corporations n'étaient ni stationnaires ni rétrogrades; elles progressaient au contraire d'une façon admirable, et la preuve, c'est qu'au temps de Saint-Louis elles étaient toutes différentes de ce qu'elles devinrent sous Louis XV.

Où donc la *France* a-t-elle appris que l'ouvrier habile et laborieux devenait maître à son tour, alors que le nombre des maîtres était circonscrit dans une limite que l'égoïsme intéressé de la corporation rendait aussi étroite que possible? Et si encore, en raison du petit nombre des ouvriers d'alors, leur moralité était meilleure qu'à présent, s'ensuit-il qu'on puisse accuser ceux de nos jours de passer les trois quarts de leur temps au cabaret? Quant au progrès qu'avaient fait les corporations, il faut être bien ignorant pour ne pas savoir qu'elles reculaient au lieu d'avancer, et que la valeur qu'elles avaient dans l'origine avait complètement disparu lors de l'édit de Turgot. Nous avons plusieurs fois défendu les corporations, l'esprit d'association qui les fondait et la discipline morale qui les conservait; mais nous avons blâmé, et tous les gens sensés avec nous, leur esprit de corps exclusif, qui les poussait à se disputer entre elles, et ces viles considérations d'intérêt mal entendu qui les empêchait de faire face aux besoins de la consommation, dans la crainte d'augmenter le nombre de leurs ouvriers et de diminuer par là leurs chances de gain. Et ces impôts énormes à payer pour arriver à la maîtrise, ou seulement au grade de compagnon, les a-t-on oubliés? La *France* croit-elle qu'on ne se souvient plus qu'à ces époques le droit de travailler dans l'industrie manufacturière était qualifié de *droit royal*, et qu'il fallait payer pour l'exercer!

Ainsi donc, la *France* a trouvé le remède à nos maux: nos pères n'avaient qu'à ne pas se laisser entraîner par les idées révolutionnaires, et nous vivrions encore à l'heure qu'il est dans le meilleur des mondes possibles! En attendant, il faut, dit-elle, revenir au passé, et ne pas craindre de porter atteinte à cette liberté que possède l'ouvrier d'élire son domicile au cabaret. Comme on le voit, c'est toujours la même idée qui domine ces aristocrates incorrigibles: les ouvriers sont des bêtes brutes qui se vautrent dans la boue; c'est ainsi que les légitimistes entendent l'égalité morale et la fraternité prêchée par l'Evangile.

La *France* ne s'oppose pas tout-à-fait à l'établissement des salles d'asile, caisses d'épargne, caisses de pensions, etc.; mais outre que ce ne sont là que des palliatifs, elle y voit une taxe des pauvres déguisée. Or, suivant elle, et l'on va voir comment ces hommes religieux comprennent le précepte de charité, « prendre aux riches pour donner aux pauvres, c'est organiser le pillage et nullement le travail. »

Après avoir qualifié les essais des Saint-Simoniens et des Fourieristes de *dangereuses folies*, la *France* parle en ces termes des autres plans proposés pour l'organisation du travail:

« D'autres réformateurs veulent organiser le travail pour régulariser la production, et pour astreindre l'ouvrier à un travail plus uniforme; ils n'entendent fixer ni le taux des salaires, ni faire la part des bénéfices de chacun. Ceux-là sont très-peu explicites, et ils se meuvent en général dans un cercle *socialiste* où il y a plus de ténèbres que de lumières. »

N'est-ce pas bien le digne pendant du passage du *Siècle* que nous avons cité, et cela n'atteste-t-il pas au plus haut point les pénibles labeurs, les recherches studieuses des écrivains de la grande presse!

Nous nous arrêtons là pour aujourd'hui. Le mois prochain nous nous occuperons d'un article de la *Revue des Deux-Mondes*, article qui nous a paru plus sérieux que ceux dont nous venons de parler.

Le dernier numéro de la *Fraternité* contient l'éloge de Platon, qui, suivant elle, ne voyait d'autre principe à un gouvernement selon son cœur et son génie, d'autre idéal de toute justice, de toute morale, de toute beauté dans l'ordre intellectuel, que le communisme? Est-ce que les communistes prêcheraient maintenant l'esclavage? Si cela n'est pas, et cela ne peut pas être, nous renvoyons à la *Fraternité* cette phrase de son article: *Mais vous n'avez donc daigné lire ni sa République, ni ses Lois?*

Liste de souscription pour les familles des détenus.

Versé par l'Atelier, le mois dernier.	15	10
Les patriotes du 6 ^e , arrondissement.	17	50
Les patriotes du 10 ^e .	5	»
Les patriotes du 3 ^e .	5	»
Les patriotes du 11 ^e .	10	»
Un citoyen.	4	50
Collecte faite entre quelques patriotes.	17	50
Première souscription ouverte à Montluçon (Allier).	65	»
Deuxième souscription ouverte à Montluçon.	55	»
Les fondateurs de l'Atelier.	12	»
Versé à l'Atelier.	7	»
Total, pour le mois d'octobre.	213	60

L'abondance des matières nous force à renvoyer au prochain numéro la publication de deux lettres qui nous ont été adressées par deux ouvriers condamnés pour les coalitions de septembre 1840, et qui contiennent des faits à signaler sur le régime des maisons centrales.

Nous avons versé entre les mains de M^{me} veuve Boyer les 132 francs qui nous restaient de la souscription ouverte à son profit.

Nous recommandons à nos amis le *Lycée des Arts et Métiers*, dirigé par MM. Deligny et Duthoit, rue Neuve-d'Angoulême, 5, près du canal Saint-Martin. Les ouvriers peuvent acquérir dans cet établissement, ouvert de huit heures du matin à dix heures du soir, le dimanche excepté, des notions exactes sur l'arithmétique, le dessin linéaire, la géométrie élémentaire, la mécanique, la géométrie descriptive, la perspective, la trigonométrie, l'arpentage, la levée des plans, la sculpture, etc.

Les conditions sont faciles: on traite de gré à gré. Les liens d'amitié qui nous unissent aux fondateurs de cette institution populaire nous imposent le devoir d'être sobres d'éloges. Nous nous bornerons à dire que les études, joignant la théorie à la pratique, sont dirigées de manière à ce que leur résultat puisse être immédiatement appliqué aux professions qu'exercent les élèves.

Le Gérant: LENEVEUX.

IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET C^e, RUE DE SEINE, 32.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— COUR DU COMMERCE, 24 (PRÈS L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE). —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

De l'Éducation et de l'Instruction (deuxième article.) — De l'Union douanière avec la Belgique. — Épargne en commun. — Opinions de la presse sur l'organisation du travail. — Des accidents causés par les machines. — Régime des maisons centrales.

A partir du 1^{er} décembre prochain, le bureau de l'*Atelier* sera définitivement transféré Cour du Commerce, 24, près l'École de Médecine. — Tout ce qui concerne l'administration doit être envoyé franc de port à M. LAMBERT, au bureau du journal; c'est à son ordre que nos abonnés sont priés d'envoyer les mandats sur la poste.

Les avis et réclamations concernant la rédaction doivent être adressés au gérant.

RÉFORME SOCIALE.

De l'Éducation et de l'Instruction.

Comment les corps enseignants seront réformés.

Il est, dans l'ordre des idées, un fait très-remarquable, et que nous aimons à constater ici : c'est que l'esprit révolutionnaire est maintenant presque entièrement dégagé de ces préjugés matérialistes qui eurent un moment une si funeste influence sur notre grande révolution. On est trop actif, en France, on est trop réalisateur, pour que les doctrines d'un Hobbes, ou d'un baron d'Holbach, ou d'un Meslier, puissent y prendre racine. Aussi, à bien voir le fond de la pensée de nos vieux révolutionnaires, il est évident qu'elle était plus hostile aux ministres très-peu dignes de la religion qu'au principe religieux lui-même, et nous sommes convaincus qu'un grand nombre d'individus firent parade d'athéisme par esprit d'opposition beaucoup plus que par conviction. Il n'en est plus de même aujourd'hui; on sait distinguer enfin entre le principe et les hommes qui en abusent; et, en vérité, s'il fallait condamner toutes les idées dont on a abusé, il n'en serait pas une seule qui pût trouver grâce. Le préjugé consiste précisément à procéder de cette manière très-peu raisonnable. On juge de plus haut maintenant, et les hommes qui passaient naguère encore pour des esprits forts, parce qu'ils ne croyaient à rien, sont considérés aujourd'hui avec raison comme de très-faibles esprits.

Nous sommes donc heureux de pouvoir dire que le parti démocratique se dégage successivement des préjugés qui rendaient ses efforts stériles, pour se rattacher à la croyance nationale, comme à la seule idée qui puisse féconder ses œuvres. L'*Atelier* n'a fait que suivre la voie de ceux qui font autorité dans le parti; il n'a été qu'un écho; et si les conclusions de notre précédent article sur l'enseignement avaient pu paraître étranges à quelques-uns de nos lecteurs, nous leur dirions que nous n'avons pas conclu

autrement que le *National* et que le *Censeur de Lyon*, les principaux organes de la démocratie. Ces deux journaux ont déclaré, en effet, à propos de la question de l'enseignement, que l'éducation ne pouvait être bonne qu'autant qu'elle était faite au point de vue chrétien, et que, si le clergé comprenait mieux sa mission, nul autre corps ne serait plus capable d'inspirer à la jeunesse ces beaux sentiments de fraternité dont on trouve le commandement à chaque page de l'Évangile.

Il est donc admis que, sans principe religieux, il n'est point de bonne éducation, point de morale obligatoire pour les hommes; de plus, on a reconnu la nécessité de l'unité de croyance, d'où suit cette autre nécessité d'un corps spécialement chargé de conserver le principe moral et de l'enseigner d'une manière uniforme, c'est-à-dire d'où suit la nécessité d'un pouvoir spirituel indépendant.

On éprouve parmi nous une certaine répugnance à reconnaître ce pouvoir et à se soumettre à lui. Mais il est tout aussi peu raisonnable de ne point le reconnaître en principe, parce que ses agents actuels manquent de dévouement et d'intelligence, qu'il le serait peu raisonnable de nier le pouvoir politique, parce que ses représentants abusent de leur position. Il faut vouloir un et l'autre, parce que tous deux sont indispensables à l'existence sociale, parce qu'il n'y a point de société possible sans direction spirituelle et temporelle. Seulement il faut chercher à couper court aux abus; en un mot, il faut réformer et non détruire.

On ne sent bien la nécessité d'un pouvoir spirituel qu'autant qu'on envisage de haut la question des progrès humains. Le *National* la sentait bien, quand il disait : « Comme membres du « clergé, les prêtres appartiennent, non à la France, mais à l'Église universelle, qui est leur véritable patrie. Ce lien commun, « établi ainsi entre tous les ministres de la religion chez les différents peuples, pourrait être, nous en conviendrons volontiers, « une chose salutaire. Si Rome se servait de toute sa puissance « sur les différents clergés pour former des liens de fraternité « entre les nations, pour les réunir toutes en faisceau contre leurs « oppresseurs, nul doute qu'elle ne rendît par là un immense « service à l'humanité, nul doute qu'elle ne réalisât autant que « possible la pensée vraiment divine qui a présidé à la fondation « de la religion du Christ. Les prêtres pourraient alors sans nul « danger être les instituteurs des peuples, et ceux qui nous exploitent auraient seuls à redouter leur intervention... Mais malheureusement il n'en est pas ainsi. »

Malheureusement il n'en est pas ainsi ! répétera quiconque sait l'apathie du chef spirituel, et sa dépendance des puissances absolutistes, et son opposition manifeste aux idées de progrès. Mais quiconque se souvient de la réforme radicale opérée par le grand Grégoire VII et des œuvres de ses successeurs, pendant les

XI^e, XII^e et XIII^e siècles, sait qu'en ces temps il en fut ainsi ! et quiconque veut le bien de l'humanité doit dire : il faut que bientôt il en soit encore ainsi !...

La réforme du clergé est possible ! Nous n'en voulons pour preuve que ce qui s'est passé depuis 89. Ceux qui savent à quel degré de corruption il était tombé à cette époque, et qui jugent son état actuel sans prévention, doivent comprendre que les dures leçons qu'il a reçues n'ont pas été tout à fait perdues. Les deux révolutions auraient pu faire davantage à cet égard ; la première surtout n'eut vis-à-vis de l'Église qu'un caractère purement négatif ; elle n'exigea du prêtre que de s'effacer le plus possible ; en un mot, elle crut pouvoir se passer de son ministère ; et le prêtre, qu'on n'attaquait point par son côté vulnérable, c'est-à-dire par le côté où il manquait à ses devoirs religieux, le prêtre en prit prétexte pour se révolter contre la Révolution, qu'il appela une œuvre anti-chrétienne, alors qu'elle n'était cependant inspirée dans l'esprit des masses que par le plus pur esprit chrétien ; il se posa comme martyr, et il en eut l'apparence aux yeux de certaines populations catholiques chez lesquelles les nouvelles idées n'avaient point encore pénétré.

Toutefois, grâce à de nécessaires expiations, le clergé ne fait plus scandale, ses mœurs n'ont rien de comparable à celles du clergé du XVIII^e siècle ; mais la réforme s'est arrêtée là. Il faut une troisième révolution qui achève ce que les deux autres ont commencé ; mais elle devra procéder à l'égard du clergé d'une toute autre manière : autrefois, on attaqua les hommes non-seulement à cause de leurs vices, mais aussi à cause de leur fidélité à la discipline de l'Église ; maintenant, que ce ne soit plus pour cause d'infidélité à leur principe qu'on les accuse ; qu'on ne les poursuive plus parce qu'ils sont catholiques, mais parce qu'ils ne le sont pas réellement !

Que la révolution nouvelle proclame hautement qu'elle est chrétienne, qu'elle ne veut que ce que le christianisme commande, mais qu'elle veut tout ce qu'il commande, et le prêtre sera mis en demeure de servir l'œuvre révolutionnaire ou de s'y opposer. S'il s'y oppose, il est considéré comme hérétique et poursuivi comme tel : on frappera le clergé avec ses propres armes et au nom de sa propre doctrine. Mais cela n'arrivera pas, si la révolution future s'annonce avec le grand caractère qu'on devra lui imprimer, et le clergé ne pourra échapper à son influence. Après tout, les prêtres ne sortent point de l'aristocratie, mais du sein du peuple ; et il faudra bien que ce corps reçoive bon gré mal gré l'impulsion révolutionnaire.

On sera convaincu qu'il n'en pourra être autrement, si l'on réfléchit à l'état actuel de l'Europe. Les nations catholiques, moins l'Autriche, sont en même temps les plus révolutionnaires. Quelle sera donc la situation des différents clergés, lorsqu'avec la France l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Pologne, l'Irlande et la Belgique seront démocratisés ? Et ne sait-on pas qu'aussitôt l'œuvre politique largement commencée chez nous le mouvement est communiqué à toutes les nations catholiques, alliées naturelles de la France ? Et ne sait-on pas enfin qu'en Espagne, en Belgique, aussi bien Italie et en France, aussi bien qu'en Irlande et en Pologne, les peuples demandent au clergé de reprendre l'initiative transformatrice qu'il eut autrefois ? Peut-on croire que la réforme n'aura pas lieu, lorsque le pouvoir spirituel sera sans puissance temporelle, lorsqu'il sera enlevé au joug honteux de l'Autriche, lorsqu'il n'aura d'autre appui que la confiance des nations, et que le personnel des divers clergés sera en partie renouvelé par une génération nouvelle, toute remplie de cette énergie chrétienne que les peuples lui auront communiquée ? Ceci n'est ni l'affaire d'un siècle, ni d'un demi, ni d'un quart de siècle : la révolution française a opéré des transformations non moins grandes en quelques années. D'ailleurs, il ne nous semble pas que les choses

puissent se passer autrement que nous ne prévoyons ; et la réforme marchera d'elle-même avant le temps des changements politiques, quand, au lieu de le repousser, on voudra faire comprendre au clergé ce qu'on attend de lui, et ce qu'on exigera, au nom de son principe même.

Ainsi, nous croyons qu'il ne faut plus se borner à constater l'incapacité ou le mauvais vouloir du clergé après avoir dit toutes les grandes choses qu'il pourrait faire. Cela ne conclut à rien, si l'on s'en tient à l'expression d'un blâme ou d'un simple regret. Le clergé a des préventions contre nous ; nous en avons contre lui : il faut se garder de les nourrir plus longtemps. Il est un terrain sur lequel on peut se rencontrer de part et d'autre : c'est celui du principe ; plaçons-nous franchement sur ce terrain, reconnaissons l'autorité du principe, et le clergé sera bien obligé, par la force des choses, à faire retour aux idées progressives. Depuis longtemps il a consenti à n'être qu'un instrument de domination aux mains des despotes : il faut qu'il redevienne, comme aux premiers temps, l'instrument de la volonté de Dieu, c'est-à-dire le prédicateur de la liberté des peuples !...

Quant à la réforme de l'Université, elle nous semble possible de la même manière que celle du clergé. Nous n'avons pas, nous ouvriers, à nous occuper des modifications à apporter dans l'organisation de ce corps ; c'est aux savants à les proposer. Nous dirons seulement (et nous ne sommes encore ici que l'écho d'une opinion bien fondée) que les professeurs sont imbus d'idées fausses, socialement dangereuses, et qu'il faut leur ôter la faculté de corrompre la jeunesse qui reçoit leur enseignement. Le gouvernement pourrait faire cette réforme, mais il ne le veut pas, car il frapperait sur ses plus chers agents. Comment espérer la réforme de l'Université quand ses chefs sont en même temps aux premières fonctions politiques ? Et lors même que cela ne serait pas, le gouvernement a, dans la ligne qu'il suit, un intérêt trop positif à protéger l'enseignement individualiste et matérialiste de l'Université, pour avoir la pensée de le modifier. Ainsi, que le clergé catholique enseigne qu'il faut rendre à César ce qui n'appartient qu'à Dieu, et que l'Université pousse les individus à n'avoir souci que de leurs intérêts, c'est tout ce que veut ce gouvernement.

Concluons donc de ceci que la réforme de l'Université ne peut avoir lieu qu'après une réforme politique qui mette le pouvoir aux mains d'hommes qui aient le sentiment profond du devoir et du but de la France. Alors on formulera nettement et rigoureusement le principe qui devra être enseigné, et on appellera des hommes nouveaux pour remplacer les sophistes dont on se plaint avec tant de justice aujourd'hui.

Aussi, pour les deux corps enseignants, n'y a-t-il lieu à réforme sérieuse que lorsque le gouvernement lui-même sera réformé. Mais ce que nous croyons utile de faire à l'égard du clergé, nous croyons aussi qu'il faut le faire à l'égard des docteurs de l'Université ; c'est-à-dire qu'il faut prémunir l'opinion publique contre leur enseignement, et les contraindre ainsi à changer de route. Ce qu'on a fait déjà dans ce sens n'a pas été sans utilité, et les professeurs attaqués ont déjà moins d'assurance qu'ils n'en avaient autrefois. Nous n'entendons pas justifier ici toutes les attaques du parti légitimiste contre certains professeurs ; mais nous maintenons que la lutte engagée aura de bons résultats.

En résumé, notre travail avait pour but de démontrer : 1^o la différence entre l'éducation et l'instruction ; 2^o que l'éducation doit être commune, surveillée et obligatoire ; 3^o que tout enseignement doit être gratuit ; 4^o que le principe de l'enseignement doit être le christianisme ; 5^o que l'institution d'une Église universelle et d'une université nationale sont choses nécessaires pour faire l'Éducation et l'Instruction ; 6^o que, si les deux institutions sont bonnes en elles-mêmes, il n'en est pas ainsi du personnel ; 7^o que

la réforme politique des nations catholiques amènera nécessairement la réforme du clergé dans chaque pays, et redonnera une attitude plus digne au pouvoir spirituel ; 8° enfin, pour ce qui regarde l'Université de France, qu'elle ne peut être sérieusement réformée qu'à la même condition que le clergé ;

D'où suit la nécessité de s'attacher de plus en plus à faire triompher le principe politique de la souveraineté nationale, comme étant le premier pas vers ces indispensables réformes sans lesquelles aucun progrès réel ne saurait être accompli...

Insurrection de la Catalogne.

Nous ignorons encore quel est au juste le caractère qu'il faut attribuer à l'insurrection de Barcelone et des autres villes catalanes ; tout ce que nous savons, c'est que les insurgés manifestent une profonde haine contre les Anglais, et c'est assez pour mériter notre sympathie. Nous ne croyons pas à la durée du gouvernement d'Espartero ; nous ne croyons pas non plus à l'unité de l'Espagne ; il est évident qu'il y a au delà des Pyrénées une très-grande tendance au fédéralisme. Or, il est dans l'intérêt de la France de profiter de cette tendance, qui se manifeste de nouveau avec tant d'énergie aujourd'hui, et de se rattacher les provinces du nord de l'Espagne. Dans tous les cas, que la Péninsule Ibérique soit unie ou divisée, monarchique ou républicaine, il ne faut point la laisser tomber aux mains de l'Angleterre, et voici une occasion nouvelle d'aider la réaction espagnole contre le gouvernement d'Espartero, évidemment favorable aux Anglais.

Mais il est malheureusement certain que notre gouvernement manquera cette nouvelle bonne occasion de mériter la reconnaissance des patriotes espagnols par une intervention habile.

De l'Union douanière entre la France et la Belgique.

Nous n'avons point envie d'entrer dans les détails de cette question si importante, et qui, à bon droit, préoccupera l'attention publique jusqu'à ce qu'elle ait été résolue d'une manière nationale ; mais nous ne pouvons nous dispenser de l'examiner brièvement dans ses conséquences générales.

Notre double qualité d'ouvriers producteurs et de consommateurs n'entrera point dans nos considérations d'une façon étroite : nous savons bien que, d'une part, l'union douanière aurait pour résultat de diminuer le prix du charbon, du bois, des étoffes, de la viande, etc. ; d'une autre part, cette union pourrait bien détruire quelques industries factices que les restrictions douanières n'empêcheront probablement pas de mourir de consommation dans un avenir plus ou moins prochain ; ces industries occupent un grand nombre d'ouvriers, et la réunion des deux pays aura pour effet immédiat de les priver subitement de leur travail, de les obliger à se porter sur d'autres industries où déjà la concurrence des bras est trop grande ; les nombreuses imprimeries de Belgique, n'étant plus employées à la contre-façon, cesseront de fournir de l'occupation à leurs ouvriers, qui viendront à Paris, où l'imprimerie ne donne déjà que de trop faibles salaires. Nous connaissons tout cela, et bien d'autres arguments encore, qui, au point de vue de notre intérêt d'ouvriers, militent les uns pour, les autres contre le projet de réunion ; eh bien, que nous importe ? il ne s'agit point ici de nous, mais de la France. Nos préoccupations personnelles doivent donc cesser, et nous ne pouvons, sans nous ravalier au niveau de l'égoïsme des bourgeois et des marchands, compter liard par liard ce que nous perdrons et ce qui nous reviendra.

Au point de vue de l'intérêt national, l'union douanière nous rend une frontière d'hommes et de citadelles, une province de la France ancienne et de la France révolutionnaire : la Belgique en effet a toujours été liée d'affection et d'intérêt avec la France, dans le sein de laquelle elle a été longtemps et à diverses époques absorbée : les comtes de Flandre étaient les vassaux du roi de France ; les villes belges ont longtemps arboré avec gloire les drapeaux de notre République, et c'est à Waterloo en Belgique, où notre défaite a été consommée, que nous devons aller un jour proclamer notre émancipation et briser les entraves de la Sainte-Alliance.

Dans le passé, quels furent les partisans de l'union de la Belgique et de

la France ? les Communes, la Ligue, l'Assemblée nationale et la République. Si, en faveur de notre opinion, il nous faut rappeler les noms de quelques-uns des grands hommes qui ont gouverné la France sous le régime monarchique, nous dirons que Louis XI, que Richelieu, que Louis XIV, que Napoléon ont poursuivi de tous leurs efforts le but que nous cherchons à atteindre.

Avec ces hommes, avec les grandes époques que nous venons de citer, nous voulons la réunion de la Belgique à la France, et ceux qui nous sont opposés peuvent, s'ils aiment leur patrie, se demander comment il se fait qu'ils aient pu approuver la politique de la maison d'Autriche, des Anglais et de la Sainte-Alliance ?

En vain les marchands sophistes qui ne veulent pas de l'union nous objecteront qu'elle n'est point une fusion politique entre les deux peuples. Si la Belgique, malgré tous ses efforts, malgré les vœux de tous les patriotes, ne nous a point été rendue en 1830, c'est parce que l'intérêt de quelques fabricants français et belges s'y est trouvé opposé ; ils n'ont, alors comme aujourd'hui, consulté que leur intérêt particulier ; ces gens-là, s'ils l'osaient, demanderaient qu'on rendît la Lorraine et l'Alsace à l'Allemagne, le Poitou et la Normandie à l'Angleterre, pour diminuer d'autant le nombre de leurs concurrents. Au delà du cercle de leurs relations commerciales, il n'y a plus de France pour eux ; leur patrie commence à leur comptoir et finit à leur coffre-fort. Race de vendeurs, vous êtes bien les enfants de ceux qui voulaient fédéraliser la France ; et, pour mériter la punition due à vos pères, vous aurez quelque jour le honteux courage de reprendre leur œuvre de destruction !

Les journaux ont enregistré les protestations égoïstes de tous les clubs opposés à l'union, formés par nos seigneurs et maîtres les industriels. Si nous, ouvriers, dans une question exactement semblable, nous nous réunissons, nous nous adressons au gouvernement, après avoir constitué des comités permanents, pour exiger l'interdiction aux ouvriers étrangers de travailler en France, que dirait-on ? La presse nous traiterait de barbares, elle nous accuserait de détruire tout essor dans l'industrie ; qu'elle adresse donc tous ces reproches à ceux qu'elle loue aujourd'hui.

Nous voulons, nous, que les ouvriers étrangers puissent partager nos travaux, pourvu qu'ils deviennent, par notre influence (et cela se peut si nous le voulons), les apôtres de la France dans leur pays ; nous voulons que des unions de douane nous rendent commercialement, jusqu'à ce que les événements attendus nous les rendent politiquement, nos frontières du Rhin et des Alpes, et notre prépondérance en Suisse, en Italie et en Espagne. Pour atteindre ce but, nous ne comptons pas nos sacrifices, et s'il est des gens à qui l'égoïsme ou la peur ferment les yeux, nous leur dirons : Repousser la Belgique, c'est la jeter dans les bras de l'Allemagne, c'est par amour de la paix déclarer la guerre ; car le premier coup de fusil tiré par un douanier prussien sur un contrebandier français serait un signal de guerre qui retentirait bientôt de l'Escaut aux Pyrénées.

Par tous ces motifs, nous engageons le gouvernement à persévérer dans son projet ; s'il y renonce, nous aurons le droit de l'accuser d'avoir vu le bien qu'il devait accomplir et d'avoir reculé par impuissance ou par mauvaise volonté, et les gouvernements inhabiles et impuissants ne sont pas en France de longue durée.

DE L'ÉPARGNE EN COMMUN.

Tant que la classe ouvrière ne sera point en possession des instruments de son travail, il n'y aura pour elle ni sécurité possible, ni liberté, ni égalité.

Or, ces instruments, nous ne devons pas espérer de les acquérir au prix d'un bouleversement social ; et, d'autre part, quelles que soient les mesures de prévoyance qu'un gouvernement populaire pourrait prendre, il n'en est pas moins juste que nous ne comptions parvenir à la propriété qu'à la sueur de nos fronts.

Nous ne devons pas non plus chercher individuellement à échapper à la condition des salariés. Il est impossible que chacun de nous devienne riche isolément, et il est également impossible, en thèse générale, de s'élever de la pauvreté à la richesse sans manquer à la probité, ou au moins sans être profondément égoïste.

L'association d'efforts sera le grand, l'unique moyen de l'affranchissement progressif des classes ouvrières. Associons-nous donc ! que tous les ouvriers s'associent pour commencer cette transformation des salariés en propriétaires associés !

Cette révolution, si grande qu'elle paraisse, si longtemps qu'il faille pour la terminer, ne saurait plus être une utopie, car elle est commencée déjà avec succès, et nous avons la certitude que dans peu d'années les incrédules et les opposants seront forcés de la reconnaître et de l'accepter comme un fait dont aucune puissance ne pourra empêcher l'entier accomplissement. Le moyen de la transformation est maintenant bien connu parmi nous; la pensée d'association est bien arrêtée dans nos esprits, et beaucoup d'ouvriers s'apprêtent à cette heure à passer de la théorie à la pratique. Nous sommes heureux d'avoir à constater une si bonne disposition, et c'est pour qu'elle ne soit point détournée que nous croyons devoir rappeler de suite qu'il est des conditions hors desquelles toute association serait plutôt un mal qu'un bien. Il faut, en effet, qu'en formant une association les ouvriers n'aient pas la pensée d'y travailler pour eux seuls; quelques sociétés ont été fondées avec ce sentiment égoïste, et elles ont fourni la preuve que, si leurs membres avaient l'art d'exploiter les autres ouvriers mieux qu'aucun entrepreneur isolé, ils n'avaient pas le secret de vivre entre eux en bonne intelligence. Quand l'intérêt personnel est la base de l'association, il ne peut y avoir entre les associés d'autre relation que celle de la défiance; toujours il arrive que les plus habiles exploitent la société, et le nombre des sociétaires va toujours en diminuant. L'expérience nous dicte ce que nous avançons ici. L'association n'est fructueuse qu'autant que chaque associé a en vue le bien de toute la classe ouvrière, et qu'il veut sincèrement et énergiquement coopérer à la grande institution qui la mettra à l'abri de la misère et de l'exploitation. Il faut donc que les ouvriers qui veulent s'associer sachent bien que le dévouement seul peut fonder et que l'égoïsme ne peut que détruire; qu'ils déclarent donc que leur association n'aura point de fin; qu'ils s'engagent à abandonner une part quelconque de leur bénéfice net pour augmenter indéfiniment le fonds social, et que par ce moyen ils puissent recevoir de nouveaux associés sans exiger d'eux aucun apport de fonds. — Il est facile de comprendre qu'à ces conditions les associations ne peuvent que grandir, et qu'elles seront avec le temps le moyen du salut de tous les salariés, tandis que, par l'autre espèce d'association, on ne verrait s'élever que quelques maîtres de plus, des maîtres durs et avides cent fois plus que les nôtres.

Notre intention n'est pas, au reste, de nous arrêter longtemps sur les conditions du contrat social; nous en avons longuement parlé en cent autres endroits de notre feuille. Nous voulons aujourd'hui indiquer comment on peut résoudre en partie les difficultés que nous rencontrons quand nous voulons pratiquer l'association. Il en est trois principales sur lesquelles il convient que nous insistions: la première est en notre esprit, la seconde en notre pauvreté, la troisième est dans la loi qui n'a point prévu le cas d'associations perpétuelles.

La première difficulté est en notre esprit, en ce sens que nous avons contracté dans la lutte incessante contre nos maîtres, et même contre nos pareils, considérés comme concurrents, des habitudes de défiance et de jalousie que nous porterions malgré nous dans l'association, et qui ne manqueraient pas d'y jeter le trouble. Faut-il le dire? Les sentiments de liberté et d'égalité dominant trop exclusivement en nous pour laisser place au sentiment plus élevé de la fraternité. En un mot, nous n'avons pas les mœurs de l'association. Fort heureusement, il y a des exceptions à cette règle; mais elles ne sont pas assez nombreuses. Nous avons tous subi de fatales influences; on nous a fait une éducation qui n'a point suffisamment développé en nous ces habitudes de bienveillance si nécessaires entre associés. Eh bien, il faut réagir contre ces habitudes mauvaises; il faut que nous refassions notre éducation, et que nous nous préparions à devenir de dignes associés. Nous devons, en un mot, passer du moi à la chose, et prouver que nous avons la volonté réelle d'être utiles aux autres.

La seconde difficulté est en notre pauvreté. Vainement serions-nous disposés à nous associer, si nous n'avions des capitaux ou du crédit! Plusieurs fois déjà des ouvriers ont demandé à emprunter à des capitalistes qui avaient témoigné en quelques occasions de la sympathie pour nos misères; mais ces capitalistes ont refusé parce qu'on ne leur offrait, en définitive, aucune espèce de garantie. Et, de bonne foi, s'ils ouvraient leurs caisses aux ouvriers qui veulent s'associer, elles seraient bientôt vides, car le nombre des demandeurs serait grand. Mais les capitalistes ne pèchent point par excès de confiance, au contraire; en sorte que tout emprunt sollicité par les ouvriers, sans garantie offerte, a été et sera toujours refusé. Demander au gouvernement serait une folie. Qu'y a-t-il donc à faire alors? La chose est simple, il faut épargner; et quand nous voudrions nous associer pour travailler, nous aurons par notre épargne une double garantie à donner aux capitalistes; une garantie matérielle fondée sur ce que nous aurons acheté de nos propres deniers, et une garantie morale fondée sur

notre volonté de bien faire démontrée par notre persévérance à épargner. A cette condition, nous obtiendrons du crédit. Cette seconde difficulté peut donc être levée au moins par les ouvriers qui n'ont pas trop de charges.

La troisième difficulté est dans la loi, qui ne reconnaît pas la forme d'association que nous voulons. Mais, on le sait, les lois ne sont pas éternelles; elles prévoient pour un temps, puis arrive bientôt la nécessité de les modifier. Eh bien, il faut une loi qui reconnaisse l'indissolubilité de l'association, l'indivision du capital social, et qui protège l'association contre les atteintes individuelles, même contre les projets de toute majorité qui voudrait partager le fonds déclaré inaliénable. Cette loi, il est probable, il est certain que le gouvernement ni les Chambres ne voudraient la proposer ou la faire. C'est une des raisons qui doivent nous engager à ne pas perdre de vue la réforme électorale. Il est hors de doute qu'une assemblée nationale ne refuserait pas cette loi désirée, et sans laquelle nulle association ne sera réellement assise. En attendant, il faut toujours fonder des sociétés de travail, afin qu'au jour venu il n'y ait plus qu'à en légaliser l'existence. S'il n'en existait pas encore au temps où la réforme politique sera opérée, on perdrait le temps à en discuter la possibilité, tandis que, l'expérience étant faite, il n'y aura qu'à reconnaître et aider. Toutefois, nous ne devons pas négliger de mettre les pouvoirs actuels en demeure de faire le bien, et nous comptons adresser une pétition dans ce sens à la Chambre aussitôt qu'elle sera assemblée.

Il s'agit surtout maintenant de nous former graduellement aux mœurs de l'association et d'amasser une somme quelconque qui puisse servir, soit à fonder quelque nouvelle société, soit à aider les sociétés existantes. Nous avons déjà organisé une souscription dans ce but; mais elle a produit peu de chose. Nous modifions notre projet, et au lieu de donner, on prêterait à petit intérêt.

Ainsi, nous commençons entre nous, fondateurs de l'Atelier, une épargne commune. Nous confions à l'un de nos camarades tout ce que chacun de nous peut épargner, et ce dernier dépose à la Caisse d'épargne, en son nom seul, le produit de toutes nos petites sommes, au fur et à mesure qu'elles lui arrivent. Chacun des déposants conserve toujours le droit de retirer son dépôt dans un délai déterminé.

Nous trouvons à cette épargne commune une foule d'avantages moraux qu'on ne saurait trouver dans l'épargne individuelle. D'abord on s'habitue à avoir confiance dans la personne qui reçoit et dépose en son nom; on se forme à l'idée d'association, car elle sera le but de l'épargne commune. En effet, lorsque deux ou trois ou dix ouvriers d'une même profession auront à travailler pour leur compte, ils trouveront pour cela le fruit de leurs économies, et de plus le fruit de l'économie de ceux qui auront épargné avec eux. Car c'est une des conditions que nous nous imposons: toutes les fois qu'une association aura besoin d'argent, nous lui prêterons ce que nous pourrions sur garantie purement morale. C'est un avantage qui ne serait pas, si chacun épargnait isolément. Il sera pris les précautions nécessaires pour que l'argent prêté ne soit pas perdu; mais enfin il pourrait arriver qu'une association ne pût le rendre; dans ce cas, il ne nous conviendrait pas de la poursuivre; et, en définitive, ce serait encore une manière de nous former au dévouement. D'ailleurs, d'autres associations prospéreraient, et nous devrions nous estimer bien heureux si nous avons pu contribuer quelque peu à leur succès.

Nous invitons donc les ouvriers des diverses professions à faire comme nous. Qu'ils se mettent cinq, dix, vingt, n'importe le nombre; qu'ils choisissent l'un d'entre eux pour être dépositaire de leur épargne; que le dépôt de chacun soit écrit sur un livre, afin qu'on sache toujours ce qui lui est dû, et que la somme générale soit placée selon qu'il conviendra aux déposants; mais que leur but soit toujours d'arriver à s'associer ou à aider des associations! C'est là, nous le redisons, le meilleur moyen de nous former graduellement à ces bonnes habitudes de solidarité et de fraternité, nécessaires partout, mais dans l'association surtout; c'est là, de plus, le seul moyen de créer les indispensables garanties qu'il nous faudra offrir aux capitalistes auxquels nous demanderons du crédit.

En parlant de ce projet, plusieurs personnes nous ont dit que la police pourrait bien nous inquiéter; mais nous avons passé outre, par cette considération que nous ne faisons rien de secret ni rien d'illégal, et que la pensée qui nous domine est, nous pouvons le dire, une pensée de sage prévoyance et de haute moralité. Nous savons que ce n'est pas toujours une raison pour être à l'abri de la persécution, et que des ouvriers qui agissent en commun seront toujours suspects à la classe qui gouverne. Qu'y faire? marcher droit, avec cette conviction que, si nous ne voulons que le bien du grand nombre, et par les voies pacifiques, nous ne pouvons avoir pour adversaires que les adversaires du bien public.

OPINIONS DE LA PRESSE SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

LA REVUE DES DEUX-MONDES.

Nous avons démontré avec quelle ignorance des faits, avec quelle mauvaise foi certains journaux traitaient les différentes formes d'organisation industrielle qui se sont produites de nos jours. Nous avons prouvé jusqu'à l'évidence que, parmi les écrivains qui sont chargés de cette tâche dans la presse quotidienne, les uns ne savent pas le premier mot du sujet qu'ils ont à traiter, et que les autres, après une critique acerbe, dont le mobile est l'intérêt exclusif des classes riches, se bornent à proposer des moyens évidemment nuls, quand ils ne sont pas nuisibles.

Ces reproches peuvent s'appliquer également aux écrivains de la *Revue des Deux-Mondes*. Nous avons lu dans ce recueil de toutes les opinions (livraison du 1^{er} octobre) un travail destiné à l'examen des idées de réorganisation qui ont été produites en ces derniers temps par différents écrivains. Nous ne ferons pour le moment aucune réclamation sur la façon dont l'auteur a successivement combattu ou prôné les différents avis de MM. Eugène Buret, Tarbé, etc.; nous nous bornerons à répondre aux critiques qu'il a faites de l'association industrielle, dans son appréciation du livre de M. Louis Blanc. Cela nous procurera en même temps l'occasion de dire, nous aussi, notre opinion sur ce dernier livre, ce que nous avons promis de faire depuis longtemps.

Et d'abord, avant d'en venir là, nous avons trouvé, dans la première partie du travail dont nous nous occupons, un passage concernant de prétendues corporations ouvrières chez les Romains, du III^e au V^e siècle; ces corporations y sont comparées, à tort ou à raison, aux associations ouvrières dont nous avons tracé le plan, et, les défauts que révèle cette organisation, il semble que la *Revue* ait voulu également nous les attribuer. Le lecteur va au surplus en juger lui-même.

« Soit que le capital enfoui eût cessé de féconder le travail libre, soit que, par philanthropie, on eût voulu soustraire les travailleurs à l'agiotage, on imagina une organisation qui n'est pas sans analogie avec l'utopie que poursuivent les démocrates de nos jours. Le système des communautés ouvrières fut généralisé. On créa dans chaque localité autant de collèges qu'il y eut de fonctions, depuis les grandes exploitations jusqu'aux métiers infimes... — Chaque collège reçoit donc de la munificence des empereurs, ou par la cotisation des villes, une dot qui devient son premier fonds social et l'outil de son métier; il est autorisé à se réunir pour l'élection de ses syndics et pour la discussion des affaires de la communauté. Il paie l'intérêt de ce capital en produits ou en corvées, selon sa spécialité. Une révolution analogue s'accomplit dans les campagnes; l'ouvrier rural, esclave autrefois, transformé en colon, devient fermier perpétuel et inamovible, moyennant une redevance payée au propriétaire.

« A peine ce système est-il en vigueur qu'une sorte de paralysie se manifeste. En immobilisant le capital, on a asservi l'individu qui doit en faire usage. Le collégiate participe sans doute aux bénéfices dans la proportion de son aptitude; il jouit, mais il ne possède pas en propre; sa jouissance est subordonnée à d'onéreuses conditions; il perd ses droits acquis en quittant la communauté; son fils n'hérite de lui qu'à la charge de continuer ses fonctions. Dans la population rurale, la défense de déplacer les colons occasionne l'encombrement et la détresse sur certains points, tandis que d'autres restent déserts et stériles. Enfin, les propriétaires, n'ayant plus la liberté d'exploiter à leur gré leur patrimoine, deviennent oisifs et gaspillent leurs revenus. »

La question que soulève, en passant, M. Cochut, l'auteur de l'article en question, est assez difficile et assez nouvelle pour que nous ne puissions pas la discuter à fond. Quand M. Cochut s'expliquera plus clairement et plus complètement, nous pourrons essayer de lui répondre. — Aujourd'hui, nous nous contentons d'affirmer : 1^o que les corporations ou collèges des différents métiers, institués par les lois des empereurs romains, ne comprenaient que les *entrepreneurs*, et non pas tous les *ouvriers*; — 2^o que ces entrepreneurs se chargeaient séparément des travaux, dont les bénéfices leur appartenaient individuellement; — 3^o qu'il n'y avait association entre les entrepreneurs que pour les grands travaux d'utilité publique; — et 4^o que ces corporations n'avaient été organisées que dans les intérêts de l'État, et pour la plus facile perception des impôts.

Cela soit dit sans prétention à l'érudition, et sans que nous pensions discuter une thèse de droit romain avec les économistes-littérateurs de la *Revue des Deux-Mondes*. Laissons donc de côté la partie *historique* de l'article, et venons-en à l'appréciation qui y est faite de la théorie de l'association ouvrière poursuivie par nous et par d'autres.

« Sans parler des formules communistes, nous connaissons plusieurs combinaisons qui ne sont que des variantes d'une idée fort répandue aujourd'hui, et cette idée, la voici : remplacer les capitalistes particuliers en leur substituant, pour chaque industrie, un fonds social, impersonnel, inaliénable, de mainmorte en un mot, fonds extensible par l'accumulation d'une partie

réservée des bénéfices, de manière à former des associations ouvertes à tous les ouvriers de même métier, et au sein desquelles la direction des travaux et l'équilibre des intérêts seraient réglés en vertu du principe électif. »

Voici qui est bien nettement le plan que nous avons exposé, à l'exception des mots : *pour chaque industrie*, qui sembleraient indiquer qu'il n'y aurait qu'une seule association par chaque profession, ce qui constituerait un monopole et amènerait ainsi dans l'industrie une somnolence funeste, par l'absence de toute émulation. Ce que dit M. Cochut était autrefois, il est vrai, dans notre pensée; mais, après de mûres réflexions, nous avons modifié notre projet, en reconnaissant la nécessité d'une concurrence limitée. (Voir le N^o 12 de la première année.)

Au reste, ce n'est ni dans les ouvrages où cette idée d'association a été exposée pour la première fois, ni dans l'*Atelier*, qui la propage, que l'auteur est allé chercher la théorie; c'est à M. Louis Blanc, qui l'a empruntée à la même source que nous, mais en lui donnant une importance telle qu'elle dégénère en utopie, et se prête plus facilement, par cela même, aux coups de la critique. C'est donc avec le livre de M. Louis Blanc que M. Cochut s'est donné carrière pour essayer de démontrer de suite que l'association est une mauvaise chose. Or, il nous sera facile de prouver que les coups portent à faux, en établissant les différences qui existent entre notre théorie et celle de M. Blanc, que nous allons résumer en quelques lignes :

1^o Qu'un emprunt soit fait par le gouvernement pour fonder des associations; 2^o qu'une loi règle les statuts des associations; 3^o la condition unique de moralité pour l'admission de l'ouvrier dans les associations; 4^o une différence hiérarchique dans le salaire, jusqu'à ce que, un mobile plus noble remplaçant l'argent, les salaires puissent être égalisés; 5^o la fixation du salaire pour la première année par le gouvernement, puis après par les intéressés eux-mêmes, lequel salaire devrait suffire largement à l'existence des travailleurs; 6^o le partage du bénéfice en trois parts : une pour les malades, une pour aider les autres associations, une pour augmenter indéfiniment le capital social; 7^o l'abolition complète de la concurrence par l'établissement d'une seule association par branche d'industrie; 8^o la suppression du commerce, par l'établissement de vastes magasins appartenant à l'association et exploités à son compte par des employés salariés.

Sur le premier point, afin d'éviter toute équivoque, nous ne demandons que du crédit, rien de plus. Si c'est là ce que veut M. Louis Blanc, nous sommes d'accord.

Sur le second point, il y a peut-être divergence entre nous. Il nous semble que le pouvoir législatif devrait se borner à proclamer les principes généraux de l'association, et à faire les lois nécessaires pour favoriser son développement; en un mot, nous pensons que le pouvoir ne peut descendre dans les affaires de détail, que ce serait le détourner de sa fonction politique en l'absorbant dans des questions secondaires très-complicées, qu'il n'aurait ni le temps ni les moyens de résoudre.

Le troisième point est rigoureusement le nôtre : la condition de moralité doit être la seule exigée pour l'admission des ouvriers dans l'association; ils ne doivent être assujettis à aucun versement, quelle que soit la valeur du capital de l'association à l'époque où ils y entreraient.

Nous formulons ainsi le quatrième point : A chacun selon sa bonne volonté. Or, toutes les volontés n'étant pas également bonnes, il faut, pour que rigoureuse justice soit rendue à chacun des associés, que le salaire soit en raison seulement de ses œuvres, non jugées sous le rapport de la capacité, mais, encore une fois, sous le rapport de la bonne volonté.

Ce que nous avons dit du second point s'applique également au cinquième, quant à l'intervention du gouvernement. Pour ce qui est d'un salaire qui puisse suffire largement aux besoins des associés, cela peut être un désir, mais rien autre chose. Dans l'association, il n'y a plus de salariés, conséquemment plus de salaire. La part des associés sera large ou étroite, selon les conditions dans lesquelles sera placée leur association, et selon leur entente des affaires.

Sur les deux derniers points, enfin, nous différons encore beaucoup avec M. Blanc. Nous l'avons dit, une seule association par industrie conduirait au monopole et à l'immobilité; la concurrence doit être réglementée, mais non détruite; elle doit exister, parce que la société entière y trouve son profit; mais elle sera, disons-nous, soumise à des conditions qui empêcheront qu'elle ait, comme aujourd'hui, des conséquences si funestes pour les producteurs.

Nous pensons ensuite que le commerce peut être exercé par des associations spéciales, en dehors des associations manufacturières ou agricoles c'est une fonction tout à fait différente de la confection des produits, et les personnes que les associations mettraient probablement, dans le projet de M. Blanc, à la tête de leurs magasins, manqueraient souvent de moyens assez vastes pour stimuler la production sur une grande échelle. Il est néan-

moins, nous le reconnaissons, des industries où cela serait facile et avantageux.

Les points de la théorie de M. Louis Blanc que nous n'acceptons pas sont précisément ceux sur lesquels se fonde principalement la critique de M. Cochut; nous n'avons donc pas à ramasser le gant. Nous allons nous contenter de mettre rapidement sous les yeux de nos lecteurs les objections de la *Revue* qui sont à notre adresse, avec les réponses que nous y devons faire.

En parlant de la fixation des salaires par les associations, et de leur augmentation probable sur le taux actuel, on nous objecte que, si cette hausse ne devait avoir lieu que dans quelques professions, elle profiterait réellement, elle augmenterait sans aucun doute le bien-être des ouvriers de ces professions; mais comme ces associations doivent naturellement s'établir dans tous les métiers, il en résultera, suivant la *Revue*, que, toutes augmentant leur prix à l'envi l'une de l'autre, il s'ensuivra un équilibre semblable à celui qui existe maintenant, et qu'en résumé on n'aura rien fait, puisque, si le cordonnier hausse le prix de ses souliers, le tailleur suivra naturellement le même exemple, et ainsi de suite des autres travailleurs. Qu'importe alors que l'ouvrier gagne 10 francs par jour au lieu de 2 francs, s'il paie tous les objets cinq fois plus cher?

Cette objection est puérile. Sans doute, si tout le monde était producteur, l'équilibre serait bientôt tel qu'on dit. Mais il n'en est point ainsi : il y a grand nombre de gens qui consomment beaucoup et qui ne produisent exactement rien; c'est sur ceux-là que retomberait la différence. Ainsi, pour donner un exemple : si le cordonnier augmente sa marchandise et le chapelier la sienne, et que les deux corps de métiers ne fassent commerce qu'entre eux, l'augmentation ne conclut à rien. Mais, en dehors du cordonnier et du chapelier, il y a l'oisif qui achète la marchandise surhaussée de prix, et le bénéfice revient directement à ceux qui travaillent. Quand les choses consommables sont à bas prix, c'est le riche seul qui y gagne; quand elles seront chères, c'est lui seul qui perdra. Si le régime des associations était universel, et si aucun individu ne pouvait plus vivre en dehors d'elles, l'équilibre existerait à peu près; mais ce serait l'équilibre de l'égalité et de la justice, et tout profiterait à tous ceux qui voudraient travailler.

Ce serait un monstrueux privilège, ajoute la *Revue*, que d'accorder gratuitement l'emploi du capital social aux ouvriers de bonne volonté; ils devraient toujours en payer l'emploi, sous une forme quelconque.

Mais, comme on l'a pu voir dans notre projet, l'ouvrier n'est admis gratuitement à user des instruments de travail qu'à la condition d'abandonner une partie de ses bénéfices pour augmenter le capital social au profit de ses successeurs dans l'atelier. Il achète donc son droit à l'usage des instruments : seulement ce n'est pas à deniers comptants, mais par son travail journalier.

Voici encore une objection qui n'est pas plus solide que celles dont nous venons de parler : La part de bénéfice mise de côté est, suivant la *Revue*, insuffisante pour ouvrir largement l'atelier aux hommes de bonne volonté; et les ouvriers ne peuvent à la fois augmenter leur salaire et se rendre acquéreurs des instruments de travail.

Pourquoi cela? Un entrepreneur habile ne trouve-t-il pas le moyen, en dépensant beaucoup pour ses besoins particuliers, d'augmenter en même temps ses instruments d'exploitation? Reportez sur les associés ce que le maître dépense pour lui, et augmentez le matériel de ce qu'il attribue lui-même à cette augmentation, et la chose impossible sera réalisée.

De plus, dit encore la *Revue*, les ouvriers obtenant par ce moyen leur part intégrale de produits, et les dépensant (puisque l'argent ne porte plus intérêt ils n'ont plus, suppose-t-on, de mobile pour épargner), la nation s'appauvrira, et il sera fort difficile au gouvernement de trouver de l'argent dans les grandes crises, comme il l'obtient facilement maintenant au moyen de l'emprunt, lequel fait sortir l'argent des coffres par l'appât de l'intérêt qui lui est attribué.

Nous avons, en effet, prévu un temps où l'argent ne porterait plus d'intérêt. Mais ce temps est loin de nous. Cependant, quand on fait une doctrine, il faut la juger dans son application rigoureuse. Or, quand il serait vrai qu'il n'y aurait plus de rentiers, le gouvernement serait-il sans ressources? La société périrait-elle parce qu'il n'y aurait plus de cette espèce de sangsues? Et l'argent, ce signe, ce moyen d'échange, disparaîtrait-il parce qu'il ne serait plus le moyen de perpétuer des familles oisives? Permettez-nous de vous le dire, messieurs de la *Revue*, vous pouvez être de bons littérateurs, mais vous êtes de singuliers économistes. Rassurez-vous donc! les associations ne mangeront pas le signe monétaire, et le gouvernement à venir saura bien le moyen de le trouver là où il sera, et avec moins de difficultés qu'aujourd'hui, et surtout à des conditions moins onéreuses pour les pauvres travailleurs, qui paient, à la sueur de leur front, l'intérêt de l'argent que le gouvernement emprunte.

Enfin, dit la *Revue*, en payant la rente de la propriété foncière et l'intérêt du capital employé, les profits de l'entrepreneur, attribués désormais aux ouvriers associés, seront fort minimes, à cause de leur répartition sur un grand nombre (1). La *Revue* a fait des calculs approximatifs dans une industrie prise, suivant elle, parmi les meilleures, et elle a avancé que le salaire des travailleurs ne serait pas augmenté de plus de 10 centimes par jour. Cela n'est pas; mais lors même que cela serait, quand même l'augmentation ne serait que de 1 centime, il n'en est pas moins vrai que tous ces centimes réunis donnent aux maîtres le moyen d'exploiter les ouvriers, et ce moyen, ils ne l'auront plus. Ce n'est pas là un des moindres avantages de l'association, et nous concevons, du reste, que messieurs de la *Revue* ne veuillent pas s'en réjouir.

Le rédacteur de la *Revue* termine ses objections par une bouffonnerie incroyable, dont nous devons régaler nos lecteurs : c'est que le régime des associations dans tous les travaux aurait pour conséquence la suppression d'un grand nombre de professions. Voulez-vous savoir quelles sont ces professions? les voici : RENTIERS, PROPRIÉTAIRES, SPÉCULATEURS, HOMMES DE LOI ET D'AFFAIRES, DOMESTIQUES, etc. Et le pire de tout cela, c'est que ces pauvres gens, ruinés, seraient obligés de se faire ouvriers et augmenteraient ainsi la concurrence!!!

En vérité, que répondre à cela? Faut-il rassurer la *Revue*, et lui dire que ces utiles et respectables professions ne disparaîtront qu'avec le temps, et sans perturbation sensible. (Elle sait aussi bien que nous qu'une réforme de ce genre ne s'accomplit pas du jour au lendemain.) Au reste, si les rentiers et les spéculateurs, par exemple, pouvaient disparaître tout d'un coup comme par magie, la morale y perdrait moins et les classes ouvrières ne pourraient que s'en réjouir.

Aujourd'hui, nous nous sommes tenus sur la défensive; dans un prochain article, nous nous placerons sur le terrain même de notre critique; nous examinerons ses moyens d'améliorer la condition des classes ouvrières et sa doctrine touchant la production et la distribution des richesses.

Nécessité de venir au secours des ouvriers victimes des machines dans les manufactures.

Si, comme nous le réclamons sans cesse, l'organisation du travail se réalisait, des plaintes du genre de celle que nous élevons ici ne se feraient point entendre. Nos gouvernants, qui vivent au jour le jour, reculent devant toute amélioration; ils ne paraissent en rien songer à l'avenir; leur mauvais vouloir, les nécessités désastreuses de la concurrence illimitée, le désir immodéré du gain qui domine les possesseurs des instruments du travail sont les causes principales de l'effroyable confusion industrielle dans laquelle nous végétons, et de la misère dont nous cherchons à sortir.

Si le pouvoir était plus soucieux du sort du peuple, s'il n'avait pas les mêmes intérêts que ses exploités, il provoquerait lui-même des améliorations qui deviendraient de plus en plus nécessaires, il disposerait des moyens en son pouvoir pour diminuer les souffrances qui accablent les travailleurs. Mais, hélas! depuis longtemps ceux-là ont appris à ne compter que sur eux-mêmes, et c'est presque sans espoir que nous cherchons à indiquer les moyens d'apporter quelques palliatifs aux maux des ouvriers.

Au nombre des calamités qui pèsent sur les travailleurs dans une proportion toujours croissante, il faut surtout compter les accidents causés par les machines.

Employées dans l'intérêt de tous, du consommateur et du producteur, les machines seraient une source de bien-être pour l'un et de soulagement pour l'autre. Mais n'est-il pas déplorable de voir que ces merveilleux résultats de la science moderne n'aient contribué qu'à rendre encore plus triste le sort des ouvriers. Tant que l'organisation actuelle de l'industrie sera debout, les ouvriers continueront d'être exposés aux plus terribles accidents sans aucun dédommagement. Nous ne parlons pas des perturbations et des chômages causés par l'introduction continuelle des machines dans divers métiers : ce sont des malheurs que la classe ouvrière a toujours supportés avec patience et résignation, parce qu'elle sait que s'opposer à ces améliorations serait s'opposer à tout progrès, et que la nécessité de soutenir la concurrence étrangère demande l'emploi des moyens les plus prompts de production. Mais nous nous croyons en droit d'exiger que le désir des maîtres de s'enrichir le plus vite et le plus grandement possible, que l'indifférence que beaucoup d'entre eux semblent éprouver pour la vie de leurs ouvriers, ne les autorise pas à négliger les précautions les plus sim-

(1) Le *Siècle* du 22 novembre a répété cette objection.

bles pour éviter des accidents qui se multiplient chaque jour d'une manière véritablement effrayante. Voilà le mal auquel nous cherchons, sinon un remède complet, du moins un dédommagement qui donne aux malheureux, mutilés par les redoutables moteurs, le moyen de vivre autrement que du produit insuffisant et humiliant des aumônes.

Le soldat, le marin obtiennent un refuge dans des établissements entretenus par l'État, ou tout au moins une pension suffisante pour vivre. Nous reconnaissons que ce n'est que justice, mais nous demandons aussi justice pour les nôtres; car l'ouvrier tombé en travaillant a rempli son devoir social comme le soldat tombé sur le champ de bataille. Et pourtant, où sont les invalides du travailleur? où est sa pension? Nulle part.

On objectera peut-être que le soulagement d'un si grand nombre de misères est impossible, et que force est de les abandonner à elles-mêmes. Nous avons souvent entendu faire cette réponse; c'est bien celle d'égoïstes qui, ne voulant pas être troublés dans leur quiétude, et ne sachant ou ne voulant pas apporter de remèdes aux maux qu'on leur montre, se retranchent derrière une impossibilité. Il nous semble cependant qu'avec un peu de bon vouloir on parviendrait peu à peu à rendre moins désastreuses les suites des accidents causés par les machines.

Par exemple, l'autorité, en attendant qu'elle puisse mieux faire, ne devrait-elle pas dès à présent imposer aux fabricants un règlement sévère destiné à garantir la vie des ouvriers pendant l'action des machines. Dans chaque ville, dans chaque localité, ne pourrait-on pas instituer des commissions chargées de visiter les fabriques et les ateliers, et de signaler à l'autorité les maîtres qui n'exécuteraient pas ses prescriptions. Ces mesures, strictement exécutées, diminueraient sans aucun doute et de beaucoup les désastres. On peut être sûr que les maîtres seraient rendus prudents par la crainte d'être condamnés à de fortes amendes.

Lorsqu'un accident serait arrivé, une enquête serait faite immédiatement, et le maître serait responsable des suites, s'il avait négligé de se conformer en tous points au règlement. Tous les jours, les entrepreneurs des voitures publiques répondent des accidents arrivés loin d'eux et par la faute de leurs agents; pourquoi n'en serait-il pas de même envers les fabricants pour ce qui arriverait par leur faute et sous leurs yeux?

Enfin le pouvoir ne pourrait-il pas demander aux Chambres un crédit annuel pour secourir les victimes des accidents impossibles à prévoir? On a beaucoup demandé et beaucoup obtenu, tantôt pour les émigrés, tantôt pour les colons; on demande encore tous les jours pour les juges, pour les légionnaires, pour les employés, pour les réfugiés, pour les propriétaires inondés, etc., etc.; qu'on nous permette aussi à nous de réclamer pour les véritables nécessiteux, pour ceux qui succombent à la peine, et qui, estropiés, se trouvent privés des moyens de gagner leur vie.

Ce n'est pas être trop exigeant, nous pensons, que de réclamer l'organisation d'un secours légitime en dédommagement de la perte de la santé et de la force, seule richesse de l'ouvrier.

Notre faible réclamation ira-t-elle comme tant d'autres frapper de sourdes oreilles?

Régime des maisons centrales.

Les deux lettres suivantes, que nous venons de recevoir, donneront au public de nouveaux renseignements sur la manière infâme dont nos pauvres camarades coalisés en 1840 ont été traités par les exécuteurs de la justice. La publicité que nous donnons à ces ignobles persécutions en empêchera-t-elle le retour? adoucira-t-on le sort de ceux qui, comme Suireau et Troncin, ont encore quelques années de cette torture à subir? Nous ne l'espérons guère, mais nous devons vouer au mépris et à la haine publique ceux qui outrepassent les prescriptions de la loi, et dédommager, autant qu'il est en nous, nos malheureux amis, en leur témoignant les sympathies qu'ils se sont acquises par leurs souffrances imméritées.

Que leurs tentatives de septembre 1840 aient effrayé le pouvoir; que celui-ci ait cru, dans l'intérêt de sa conservation, devoir agir contre eux, nous le concevons facilement; mais que dans les peines prononcées par les tribunaux, et surtout dans l'application de ces peines, on ait assimilé ces ouvriers à ce que la société renferme de plus dégradé, voilà qui nous semble le comble de la méchanceté. Ainsi, dans la maison centrale de Melun, au milieu de douze cents détenus pour crimes, se trouvent trois ouvriers condamnés pour coalition. On aura une idée de leur situation par ce qu'on va lire.

Aux ouvriers rédacteurs de l'Atelier.

Permettez-moi d'avoir recours à la voie de notre journal pour signaler à l'opinion publique quelques faits dont je vous garantis l'authenticité.

Lors des événements de septembre 1840, qui eurent lieu dans Paris à la suite de quelques réunions d'ouvriers menuisiers, pour réclamer l'abolition du monopole appelé *marchandage*, si contraire aux intérêts de la classe ouvrière, et en même temps si nuisible à la belle confection des travaux, je fus, dis-je, arrêté et condamné quelques jours après à deux années d'emprisonnement comme moteur de coalition.

Je n'essaierai pas de justifier les motifs qui me déterminèrent à prendre part aux réunions, dont la manifestation toute inoffensive était d'attirer l'attention du gouvernement sur un point aussi important de notre existence. A d'autres plus éloquents et plus expérimentés que moi est réservé le soin d'une si noble tâche, au succès de laquelle se trouvent attachées tant de sympathies. Je n'essaierai pas non plus de vous démontrer avec quelle sévérité j'ai été frappé. Seulement je vous entretiendrai des injustes rigueurs et des vexations sans nombre dont j'ai été victime pendant ma longue captivité.

Au commencement du mois de janvier suivant, nous fûmes transférés, deux de mes coaccusés et moi, dans la maison centrale de Melun, où nous attendaient tant de souffrances. Votre numéro en date du même mois, et vos justes protestations contre cette mesure arbitraire, nous donnèrent une nouvelle preuve de votre bienveillante sollicitude, et nous démontrèrent en outre que le pouvoir venait de commettre une injustice à notre égard en nous confondant avec le crime et l'infamie. Mais là ne se bornèrent pas ces premières rigueurs; nous fûmes encore assujettis à toute la sévérité d'un *ridicule* système pénitentier, qui, sans utilité pour le moral, ne fait qu'aigrir le caractère, abrutit l'homme, et détruit surtout d'une manière effrayante ses facultés physiques. Vouloir m'élever contre les règlements *provisaires* qui régissent aujourd'hui l'intérieur des prisons, ce serait m'écarter du but que je me suis d'abord proposé. A vrai dire, si j'avais été un malhonnête homme, je n'eusse point osé élever la voix comme je le fais aujourd'hui. Cependant je ne puis passer sous silence les graves conséquences qui résultent pour les détenus d'une pareille innovation. On veut en effet les corriger, et on emploie des moyens de répression qui ne sont propres qu'à les irriter; on prétend réformer leurs penchants vicieux, et, pour y parvenir, on ne craint pas de leur imposer toutes espèces de privations. C'est ainsi qu'on a voulu les soumettre à un silence *impraticable*, alors que des rapports journaliers les forcent à parler, soit dans leurs ateliers, soit dans tous autres lieux. On ne leur accorde que du pain, de l'eau et du fromage, alors que de pénibles travaux nécessiteraient une nourriture plus fortifiante. On les prive de tabac; on leur interdit l'usage de l'argent et toutes sortes de distractions instructives, telles que la lecture et l'écriture, la faculté de correspondre avec des personnes autres que leurs proches parents; encore, dans ce dernier cas, à des époques déterminées et très-éloignées les uns des autres; en un mot on leur fait subir chaque jour de nouvelles vexations. Tous ces règlements, toutes ces mesures antiphanthropiques, outre qu'ils sont contraires au bon sens et aux lois de l'humanité, ne font qu'aggraver leur position malheureuse, sans utilité pour leur moral, et ne tournent au contraire qu'au profit des gardiens et autres personnes fréquentant les maisons centrales, qui, dans leur avidité cupide, font un commerce clandestin et très-lucratif avec les détenus, en leur vendant à des prix exorbitants des objets prohibés, tels que tabac, eau-de-vie, liqueurs et comestibles.

Placé dans un atelier d'ébénisterie, je fus employé à corroyer. C'est le moment de vous signaler un vice bien déplorable qui existe dans l'administration de cette maison. Les ateliers, comme dans les autres postes, sont dirigés par des contre-maîtres et chefs-ouvriers que l'on choisit, sans doute à dessein, parmi les détenus condamnés à de fortes peines, par conséquent parmi les plus coupables, et ce sont ces hommes, repoussés par la société et si faciles à gagner par les confectionnaires, qui sont chargés de représenter les intérêts des ouvriers. Aussi je ne tardai pas à m'apercevoir de la manière injuste et peu loyale avec laquelle les tarifs sont exécutés, et, pour prix de mes justes réclamations, je devins bientôt victime de nombreuses vexations. Sur ces entrefaites, j'eus le malheur de me fouler le pouce de la main droite, et, par suite de cet accident, je fus jugé incapable par M. le chirurgien de pouvoir pousser la varlope, et réformé de l'ébénisterie pour être employé à des travaux moins pénibles. Mais, contrairement à cette décision, et sans aucun motif, on m'a renfermé pendant *une année* dans un lieu malsain et humide, où j'ai eu à supporter la faim, le froid et tout ce qu'entraîne après soi le désespoir le plus complet. On m'a privé pendant ce laps de temps des consolations et des secours qui m'étaient envoyés chaque mois par ma famille, et, sans égard même pour les règlements affichés dans la maison, on n'a jamais voulu me permettre de toucher au tiers réservé à chaque détenu pour ses dépenses journalières, provenant du produit de son travail.

Tels sont les faits dont j'avais à vous entretenir. Puissent mes plaintes parvenir jusqu'à l'autorité supérieure, et obtenir qu'à l'avenir des ouvriers condamnés pour avoir cherché les moyens de ne pas mourir de faim ne soient pas confondus avec des voleurs, des escrocs et des faussaires.

SANREY, menuisier.

Voici la seconde lettre qui nous a été adressée :

Vous avez reçu une lettre d'un de mes coaccusés relative aux souffrances qu'il a éprouvées pendant sa captivité. Je pense qu'on ne lira pas sans intérêt ce qui s'est passé à mon égard.

Comme lui, je fus condamné par le tribunal correctionnel de la Seine à deux années d'emprisonnement, sous la prévention de coalition d'ouvriers, et comme lui je fus confondu parmi les criminels et transféré le 5 janvier 1841 dans la maison centrale de Melun, où je fus employé à vernir

dans un atelier d'ébénisterie. Peu de temps après mon arrivée, je ne tardai pas à m'apercevoir des ruses que l'on emploie pour frustrer les ouvriers d'une partie de leur salaire. Je m'empressai d'adresser mes réclamations à l'administration; mais M. le directeur (titre fastueux que l'on a substitué depuis quelques années au terme plus légal de *géolier*), le directeur, dis-je, éluda mes plaintes, et l'inspecteur me répondit que si, à l'avenir, elles n'étaient pas plus raisonnables, il m'enverrait en punition. Force fut de me taire et de noter mes observations pour les faire valoir en temps plus opportun. Le 7 septembre dernier, jour de ma sortie, n'ayant plus à redouter les châtimens, je fis de nouveau entendre mes plaintes, que je justifiai de la manière la plus évidente. Mais pour toute raison, on me mit les fers aux pie, et aux mains, on m'enleva mes papiers, et on me retint jusqu'à trois heures de l'après-midi. Quelle déplorable justice!... Aussitôt après ma sortie, je fis signifier au directeur un acte extra-judiciaire dans lequel je lui exposais les motifs de ma demande, avec sommation d'y obtempérer dans les vingt-quatre heures. Quelques jours après, j'eus une conférence avec M. le préfet de Seine-et-Marne, à la suite de laquelle je me vis obligé de remettre mes pièces entre les mains d'un avoué, avec ordre de poursuivre. Les choses en sont là depuis ce temps.

Que de malheureux, sans appui au dehors et sans ressources aucunes, se sont vus dans la nécessité de recevoir, bon gré mal gré, en recouvrant leur liberté, l'argent qui leur était offert pour prix de leurs pénibles labeurs, et de renoncer ainsi à l'objet de leurs nombreuses réclamations!

Je borne là mes réflexions, pour vous entretenir de la vie intérieure des prisons, ou du moins de ce qui s'est passé sous mes yeux dans la maison centrale de Melun.

Du pain, de l'eau, et cent grammes de fromage par jour, tel est l'*extra* accordé, en payant, à ceux qui se conduisent bien. Aux mauvaises têtes, la faim, les cachots, les fers, la vermine et les coups, voilà leur partage. Plus tard on retira tous les livres, ceux de religion exceptés; on défendit toute correspondance avec le dehors: celui qui n'a ni père ni mère, ni frère ni sœur, est privé de lettres et des consolations de ses amis et autres parents en ligne collatérale. Encre, plumes, papier et crayons, tout est prohibé. On essaya ensuite la marche à la queue du loup, c'est-à-dire la promenade un à un à la suite les uns des autres, afin qu'on ne puisse pas se parler; mais, soit décision contraire de la part du directeur, soit mauvaise exécution de la part des détenus, elle n'a pas été continuée, et ces derniers sont obligés, pendant leurs heures de repos, de demeurer assis et immobiles dans l'intérieur des cours. Vous pensez bien que je n'éprouve pas la moindre sympathie pour les escrocs et les voleurs qui subissent ce châtimement; mais qu'on nous l'ait appliqué, voilà ce que je dénonce de toutes mes forces à l'opinion publique!

J'éloigne loin de moi des souvenirs douloureux; je me contenterai de vous dire qu'un pareil système, tel qu'il est établi *provisoirement*, depuis plusieurs années, dans les prisons, est contraire aux lois de l'humanité et aux règles du bon sens; il détruit la santé, engendre des maladies, expose journellement les détenus à de dures privations, les prive surtout de cette nourriture fortifiante si nécessaire pour les pénibles travaux auxquels ils sont assujettis, et empêche chez eux, en les exaspérant, toute amélioration morale. En effet, on déclame contre la traite des noirs: comme eux, les détenus ne sont-ils pas vendus par les entrepreneurs et achetés par les confectionnaires à des prix fixes et convenus d'avance? Que résulte-t-il de ces marchés scandaleux, de ces sous-traités? Les prisonniers reçoivent-ils à cet égard des leçons de probité? Ne sont-ils pas démoralisés davantage par ces exemples d'abominable exploitation? Je passe sous silence l'immoralité de cette concurrence faite aux ouvriers du dehors.

CHARDENOT, menuisier.

Liste de souscription pour les familles des détenus.

Versé à M. Lamennais par des ouvriers, des étudiants et des gardes nationaux.....	52	50
Produit de médailles vendues dans le 2 ^e arrondissement.....	26	"
Souscriptions recueillies dans le 2 ^e arrondissement.....	28	75
Collecte faite au convoi du fils de M. Ducastel.....	4	50
Collecte faite au convoi du second fils de M. Ducastel.....	13	40
Collecte faite à un service pour un patriote.....	5	70
Deux patriotes du 8 ^e arrondissement.....	1	"
Collectes dans le 3 ^e arrondissement.....	47	70
Collectes dans le 11 ^e arrondissement.....	10	"
Collectes dans le 7 ^e arrondissement.....	15	"
Collecte faite au convoi d'un patriote du 12 ^e arrondissement.....	10	"
Versé au National par M. Carpentier, de Poitiers.....	10	10
Collecte faite dans une réunion de fondateurs du Parlement..	20	50
Humbert, de Meaux.....	3	"
Versé par l'Atelier.....	13	65
Total, pour le mois de novembre.....	261	80

L'approche de l'hiver augmente la détresse et les souffrances des malheureuses familles de nos prisonniers; nous n'hésitons pas à faire un appel à nos amis, qui tous comprendront, nous en sommes sûrs, que c'est un devoir pour nous de contribuer de tous nos efforts à l'adoucissement de ces saintes misères.

L'affaire des employés de la ville de Paris a vivement préoccupé l'attention publique. Chacun s'est demandé, à la lecture de ces scandaleux débats, quelles garanties la société pouvait obtenir de la probité de ses agents administratifs, puisque, dans le cas dont il s'agit, avec des inspecteurs, des contrôleurs, des vérificateurs, on ne vérifiait, on ne contrôlait, on n'inspectait rien.

L'improbité des administrateurs de la fortune publique est passée en proverbe depuis longtemps parmi nous; car depuis douze ans nous en avons eu des preuves dans tous les rangs de la hiérarchie sociale. En vain l'on veut faire croire que ce ne sont que des exceptions; le public persiste à penser que c'est par exception seulement que la justice intervient dans ces déprédations.

On a beaucoup disserté sur les causes de cette profonde dépravation dans nos mœurs administratives. On a osé dire que cela provenait de ce que les employés, desquels on exigeait *beaucoup de travail*, étaient rétribués *comme des laquais*. Le principal accusé lui-même s'est excusé de ses *spéculations* en disant qu'il avait une famille à soutenir (le pauvre homme avait 6000 francs d'appointements, plus 2000 francs de gratifications)! Nous rappellerons que *feu M. Lacenaire*, faisant la théorie du vol et de l'assassinat, accusait la société de l'avoir poussé au crime en ne lui donnant pas 15,000 francs de rente. Que voulez-vous? il avait des *besoins*; c'était à la société à les satisfaire! On va loin avec une pareille théorie.

Nous disons, nous, que la cause du mal est tout entière dans l'oubli du devoir qui règne partout, du haut en bas de l'échelle administrative. Tant que nos gouvernants chercheront le pouvoir pour eux-mêmes, pour satisfaire leur fortune ou leur ambition, les subalternes, endoctrinés par l'exemple, n'auront d'autre but que leur bien-être personnel; ils ne travailleront pas pour remplir un devoir, mais seulement pour s'enrichir. Pour arriver à leurs fins ils ne *voleront* pas précisément, ils *spéculeront*; or, comme dit le *Charivari*, c'est la même chose, mais c'est bien différent.

Ceci nous rappelle qu'à l'occasion d'un procès fameux en ce genre, jugé il y a quelques années, un ultra-conservateur disait, en parlant de l'accusé, qui occupait une haute position sociale: « Eh bien, sous ce brigand de Robespierre, il eût pourtant été pendu! » Et le ton dont il disait cela faisait voir clairement que dans sa pensée c'eût été justice.

Nous n'invoquerons certes pas aujourd'hui une pénalité aussi rigoureuse: les circonstances ne sont plus les mêmes; nous croyons que le meilleur moyen d'empêcher le retour d'aussi grands scandales, c'est d'avoir des gouvernants qui donnent l'exemple de la plus stricte probité et même du désintéressement le plus absolu. Nous rappellerons qu'à l'époque si peu comprise de la Terreur, les hommes du pouvoir ne possédaient pas même, sous le rapport du bien-être, une position médiocre, et que Robespierre, notamment, mourut dans une extrême pauvreté.

Dimanche dernier, M. le baron Charles Dupin, surnommé le *père des ouvriers*, a ouvert son cours d'optimisme politique et social, au Conservatoire des Arts et Métiers. Il a choisi, pour l'ouverture, un sujet qu'il affectionne par dessus tout: l'éloge des caisses d'épargne. Comme chacun doit être libre de ses opinions, nous laissons M. Dupin vanter tout à son aise sa magnifique institution, sa panacée universelle. On sait de reste que nous ne sommes pas de son avis.

Les autres cours doivent commencer immédiatement.

Un de nos amis, M. G., père des compagnons forgerons, vient de publier, sous ce titre (1): *Projet tendant à régénérer le compagnonnage*, une petite brochure sur laquelle nous appelons l'attention de tous nos lecteurs.

L'auteur de ce *Projet* n'a point essayé de percer les mystères dans lesquels s'enveloppent les différents *devoirs*; il s'est efforcé seulement de réunir sous forme de règlement les divers préceptes de conduite qu'il croit propres à réformer les abus qui se sont malheureusement glissés dans l'institution du compagnonnage; toutes les tendances généreuses de nos amis Agricol Perdiguier et Moreau se retrouvent dans ce projet.

M. G. a bien commis, il faut le dire, quelques erreurs; nous les lui signalerons avec d'autant plus d'empressement qu'il est un de nos amis; il conclut, par exemple, contre son intérêt personnel, il faut l'avouer, à la suppression du crédit collectif chez la Mère; nous savons que quelques compagnons abusent de cette ressource, qui pour cela n'en est pas moins bonne et fraternelle. Il faut éviter l'abus, le rendre impossible, mais ne pas détruire l'institution.

Nous avons remarqué avec peine que les condamnations pour coalitions et délits politiques aient pu être mises par l'auteur au nombre des motifs d'exclusion de la société.

Cette petite brochure se termine par un projet de fédération des divers compagnonnages, au moyen d'un comité central; c'est une bonne idée, bien formulée, à laquelle nous applaudissons; nous reviendrons quelque jour sur ce point.

Nous terminons en recommandant encore une fois ce petit livre à l'attention de nos amis; il n'est pas indigne de figurer à côté de ceux de Moreau et de Perdiguier.

(1) Se vend 10 centimes, chez l'auteur, rue Beaubourg, 7; au bureau de l'Atelier, et chez tous nos dépositaires et correspondants.

Le Gérant: LENEVEUX.

IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET C^e, RUE DE SEINE, 82.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

Le changement de domicile que nous avons annoncé dans notre dernier numéro n'a pu avoir lieu. — A partir du 8 janvier prochain le bureau de L'ATELIER sera établi rue Pavée-Saint-André-des-Arts, 11.

SOMMAIRE.

De l'enseignement du peuple depuis 89. — Réponse à une question de droit. — Aux économistes. — De la condition des femmes. — Les prud'hommes.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'ENSEIGNEMENT

QUI A ÉTÉ FAIT AU PEUPLE

DEPUIS LE DÉCLIN DE LA RÉVOLUTION JUSQU'À NOS JOURS.

Jusqu'en 89 le peuple ne reçut guère que l'éducation religieuse; l'instruction proprement dite était à peu près nulle, ce qui cependant n'empêcha pas ce peuple de se dévouer à la Révolution avec la plus grande énergie. Les noms des philosophes du siècle jouissaient sans doute d'une grande renommée dans toutes les classes de la société; mais leurs doctrines n'étaient connues que du petit nombre; la philosophie n'était point encore descendue parmi nous, et, pendant la grande période révolutionnaire, le peuple fut assez occupé du soin de sauver la patrie pour n'avoir point le temps de s'instruire. Pendant que les esprits forts des assemblées politiques perdaient des moments précieux à déclamer contre les choses du passé, le peuple ne voyait que les choses du présent et de l'avenir. Pour le présent, c'était le salut public; pour l'avenir, c'étaient la liberté, l'égalité et la fraternité universelles. Le peuple ignorant comprit parfaitement cela, et son sentiment ne l'égarait jamais, tandis que la science des beaux esprits les jeta dans les égarements les plus funestes pour la révolution qu'ils avaient la prétention de diriger.

Ce fut seulement lorsque l'action révolutionnaire fut comprimée, que le peuple put commencer à s'instruire, et à s'instruire seulement dans les livres faits avec l'esprit du temps, c'est-à-dire avec cette idée qu'on ne faisait que naître à la lumière, et que le passé pouvait se résumer par ces deux mots : barbarie et corruption. Les rois et les prêtres étaient des monstres avides de sang humain; ils étaient l'unique cause des misères de l'humanité, et toute croyance religieuse était une superstition au moyen de laquelle on retenait les peuples dans une éternelle enfance. L'histoire avait été refaite avec cet esprit dès le milieu du XVIII^e siècle; seulement, les rois y étaient plus ménagés; mais pendant la Révolution ces derniers furent nécessairement sacrifiés avec les prêtres par les écrivains vulgarisateurs de la pensée anti-religieuse. Or, sous l'Empire en-

core, le peuple avait autre chose à faire que de lire; il était aux armées, en sorte que l'enseignement en question n'atteignait qu'une assez faible portion des classes laborieuses; c'était à la bourgeoisie qu'il s'adressait; c'était elle qu'il formait aux *vertus* que nous lui voyons pratiquer aujourd'hui. L'enseignement du matérialisme ne fit une invasion complète parmi le peuple que sous la Restauration, et ne dut son succès qu'aux tendances de la royauté restaurée à faire de la religion un moyen plus sûr d'opprimer la société. Les éducateurs du peuple furent alors les hommes du parti libéral; ce furent eux qui, sous prétexte de faire la guerre aux préjugés, nous emplirent l'esprit de tant de préjugés que tout notre travail, depuis une douzaine d'années, consiste à peu près uniquement à nous en débarrasser, et certes la tâche est difficile! C'est de cet enseignement que sont sorties toutes ces théories politiques dont la pratique pourrait ruiner l'édifice social et retarder pour longtemps les progrès qu'on désire. C'est cet enseignement qui, en détruisant toute espèce d'autorité morale supérieure à l'homme, a proclamé la souveraineté de la raison individuelle, et par cela même a été la cause de cet esprit d'indiscipline qui a rendu stériles tous les efforts qu'on a faits pour réformer la société. C'est cet enseignement, enfin, qui, en brisant avec la tradition, a détruit le lien de solidarité entre les générations passées et les générations présentes, et qui, en niant toute autorité morale et en intronisant la raison individuelle, a affaibli le lien social, et l'aurait indubitablement rompu, si on n'avait réagi contre lui.

Mais, nous l'avons constaté plusieurs fois, il s'opère une heureuse réaction contre cet enseignement, faux en morale comme en histoire. Depuis 1830, il se fait un travail immense. Tout ce qui n'avait pu être exprimé en toute liberté sous la Restauration put se faire jour après Juillet. Toutes les affirmations et toutes les négations possibles s'entrechoquèrent; l'inflexible logique poussa toutes choses à ses dernières conséquences, et l'on commence à voir maintenant quelle peut être la valeur sociale de toutes ces théories individualistes et matérialistes.

Mais il n'est pas donné encore à tout le monde, surtout aux hommes du peuple, de savoir, au milieu de ce chaos, distinguer l'erreur de la vérité; les uns vivant loin du centre où tout s'élabore, les autres manquant du temps nécessaire pour s'instruire, d'autres, enfin, parce qu'ils sont soumis à des influences intellectuelles défavorables à la réaction. C'est pour obvier à ces inconvénients que nous avons fondé un journal populaire, consacré à l'examen de toutes les théories sociales. Notre devoir est donc d'accueillir les vérités, de quelque part qu'elles viennent, pourvu qu'elles nous soient bien démontrées; de même nous devons poursuivre sans relâche les erreurs qui nous frappent, et n'im-

porte où elles se manifestent ; nous avons surtout à cœur de voir les hommes actifs de la classe ouvrière affranchis du faux enseignement dont nous avons tous plus ou moins longtemps subi l'influence ; nous y tenons d'autant plus que nous sommes convaincus que le succès de la démocratie est à cette condition.

Pour faire comprendre la nécessité de notre entreprise, il nous suffira de reproduire ici quelques passages d'une lettre de l'un de nos correspondants, homme estimable sous plus d'un rapport, démocrate sincère, tout dévoué à la cause populaire et justement renommé parmi les ouvriers révolutionnaires, mais dont l'esprit s'est longtemps et exclusivement nourri de la lecture des livres antireligieux. Nous reproduisons d'autant plus volontiers les arguments de notre correspondant qu'ils résument parfaitement une opinion qui a encore un certain crédit dans la bourgeoisie aussi bien que dans le peuple révolutionnaire.

Nous citons textuellement, nous réservant de faire suivre chacun des arguments de quelques brèves observations :

« Je vous avouerai que j'ai vu avec peine vos deux articles sur l'enseignement ; la tendance de la presse vers les us d'autrefois, que ces articles me révèlent, m'a profondément affligé. Adjuger au clergé, réformé tant qu'on le voudra, la direction morale de l'humanité, c'est légitimer tous ses actes passés ; c'est consacrer son usurpation ; c'est réaliser le despotisme autocratique ; c'est vouloir enlancer les nations dans un réseau de fer qui les tiendrait toutes et les ferait périr. Vous dites que tel est l'avis de la presse démocratique ; tant pis, c'est un malheur, peut-être irréparable ; elle se condamne par là à perdre toute son action sur l'opinion publique ; car ces tendances ne sont pas dans le peuple, qui ne veut plus croire, qui veut raisonner ; qui, par instinct, est porté à ne reconnaître d'autre autorité que celle de la raison ; et si la presse persiste à vouloir lui faire remonter la pente des révolutions, il la répudiera. »

Il est bien évident, au contraire, qu'il s'opère dans l'opinion publique une réaction en faveur des idées religieuses, et que la presse démocratique ne peut que gagner en autorité en y aidant ; car, enfin, il faut savoir qu'en France les athées sont à peine comme un est à mille. Le peuple, croyez-le bien, le peuple veut encore croire en un être supérieur qui puisse juger les bons et les méchants : c'est la consolation des opprimés. Quant à l'autorité de la raison, nous avons dit plus haut à quoi cela concluait. En effet, de quelle raison veut-on parler ? Est-ce la raison de Pierre qui fera autorité, ou celle de Jacques ? Ni l'une ni l'autre. La raison est une faculté purement individuelle ; c'est la faculté de comprendre la loi qui nous est enseignée, et, si nous n'en reconnaissons point de supérieure à nous tous, chacun s'en fera une selon sa fantaisie, et ce sera le règne de l'anarchie.

« Vous rappelez le bienheureux temps où le clergé était dans toute sa puissance ; vous regrettez son apathie actuelle. Si, dans sa splendeur, il se jouait des potentats ; si les rois étaient ses *bedeaux*, comme dit une chanson populaire, les peuples étaient pour lui des instruments qu'il brisait à son gré, qu'il ruait les uns sur les autres ; il nageait dans leur sang ; il armait les nations, les cités, les hameaux, les hommes les uns contre les autres ; tout cela pour assurer sa domination. Mais, dans ce jeu terrible des destinées du monde, il a fini par s'user ; à force de violences, il s'est affaibli, et, après avoir commandé aux maîtres de la terre, il est devenu leur vassal ; il a subi le sort de tout ce qui passe. — Le clergé, dites-vous, n'a pas été ce qu'il devait être. Que le clergé n'ait pas été ce que vous pensez qu'il devait être, c'est possible ; mais il a été *tout* ce qu'il pouvait être. Son institution n'a pas été gênée dans son action ; elle a eu ses allures franches ; rien ne l'a fait dévier du but qu'elle devait atteindre. Donc elle a produit tout ce qu'elle devait produire, tout ce qu'il était dans sa nature de produire ; et la preuve, c'est qu'elle n'a pas produit autre chose ; car si elle eût pu donner d'autres résultats, et qu'elle n'eût donné que ce que nous voyons, l'état d'être du clergé eût été un effet sans cause, et vous n'admettez pas, j'espère, de ces effets-là. »

Nous examinerons plus bas le côté historique de ce raisonnement ; quant à la conclusion, elle est parfaitement fausse. Il n'est point d'absurdité qu'on puisse éviter quand on argumente de la sorte ; il est évident que le clergé n'a pas fait tout ce qu'il de-

vait faire, c'est l'éternel reproche qu'on lui adresse. Or, ce reproche n'implique-t-il pas qu'il pouvait faire mieux ? En raisonnant comme notre correspondant, chacun pourrait se justifier et dire : Je n'ai fait que ce qu'il était dans ma nature de faire, puisque je n'ai pas fait autre chose.

• Ne nous faisons pas illusion : l'institution qui a produit la Saint-Barthélemy, le massacre de douze millions d'hommes en Amérique, et les Croisades, où quatre millions de brigands religieux ont été, au nom du Christ, et par l'ordre du pape, se faire tuer et tuer les Sarrasins, qui ne leur avaient rien fait, ne peut être, par sa nature, qu'une institution malfaisante, qu'une institution atroce, je dirais infernale, si je croyais à l'enfer. Je sais bien que l'autorité cléricale a eu la cupidité pour complice dans les massacres d'Amérique ; mais elle commandait, elle dirigeait ; et d'ailleurs, pour avoir une telle complice, il fallait qu'elle fût digne de marcher de pair avec elle : un honnête homme ne se fait pas sciemment l'acolyte d'un assassin. Je sais bien encore que les Croisades ont amené l'ère de l'émancipation de l'Europe ; mais je n'en sais pas plus de gré au clergé que je ne sais gré aux rois d'avoir brisé la féodalité. »

Voilà comme on sait l'histoire, et comme on apprécie les grands événements du passé, quand, par exemple, on a étudié la guerre des catholiques contre les protestants dans la *Henriade* et dans la tragédie de Chénier, *Charles IX* ; l'histoire de Louis XI dans *Quentin Durward*, l'histoire de la conquête d'Amérique par les Espagnols dans le roman de Marmontel, *les Incas*, et généralement toute l'histoire, dans les livres écrits avec l'esprit du *Dictionnaire philosophique*, comme le *Citateur*, le *Bon sens du curé Meslier*, les *Histoires de Paris* de Dulaure et d'un M. Touchard-Lafosse, etc., etc.

Nous n'avons ici ni le temps ni la volonté de redresser les torts de ces prétendus historiens ; néanmoins, comme nous avons entendu des milliers de fois redire la même chose touchant les Croisades, la conquête d'Amérique et la Saint-Barthélemy, nous nous contenterons de relever en peu de mots de très-grossières erreurs.

On impute à crime à l'Église d'avoir prêché les croisades, et l'on appelle brigands les croisés ! Il est bien triste d'avoir à répondre à de pareilles choses ; mais nous le faisons par devoir et par sympathie pour ceux qui ont le malheur d'y croire encore.

Il y avait, au moyen-âge, deux idées en présence, aspirant l'une et l'autre à la souveraineté universelle : c'était d'une part le catholicisme, d'autre part le mahométisme. Celui-ci, après s'être rendu maître d'une grande partie de l'Asie et de l'Afrique, s'était avancé en Europe, avait conquis l'Espagne, ravageait les côtes d'Italie, et était entré jusqu'au cœur de la France, d'où il avait été refoulé par nos armes jusqu'aux Pyrénées. Mais il n'en restait pas moins menaçant à nos frontières. En un mot, devant un ennemi si puissant, dont la conquête était le but et la force l'unique moyen, il fallait ou se résigner à recevoir sa loi, ou soulever l'Europe entière contre lui, et aller l'attaquer au centre même de sa puissance. C'est ce que fit l'Église, et le mahométisme fut arrêté dans sa marche triomphante.

Regretterait-on, par hasard, de n'être point soumis aujourd'hui à la loi musulmane, et pense-t-on que l'organisation sociale sortie du Koran soit plus avancée que la nôtre, qui est sortie de l'Évangile ? Que ceux-là aillent donc se soumettre au joug du croissant ! Quant à nous, nous disons que c'est l'éternel honneur de l'Église d'avoir prêché la Croisade, comme c'est l'éternel honneur de la France d'avoir été la première et la plus dévouée des nations dans cette grande œuvre. L'Église était alors à l'apogée de sa puissance, et ce fut précisément l'époque la plus féconde en résultats sociaux ; ce fut, ainsi que le reconnaît notre correspondant, ce fut le commencement de l'ère de l'affranchissement des peuples, et, s'il faut faire un reproche aux chefs de l'Église qui vinrent ensuite, ce doit être précisément de n'avoir point eu l'énergie, l'activité et le dévouement de ceux qui dirigèrent le mouvement européen pendant la glorieuse époque des Croisades. Nous con-

«cevons què, dans les luttes terribles de la Révolution, nos pères aient pu s'abandonner à un profond sentiment de haine contre les prêtres et les rois ; mais qu'aujourd'hui on vienne dire que, quelque bien que l'Église et la royauté aient fait, on ne veut pas leur en savoir gré, c'est véritablement de la haine par trop persistante !

Le reproche qu'on fait aux Espagnols est tout aussi ridicule que celui que certains esprits faux adressent à la France pour sa conquête d'Afrique. Nous n'avons qu'un mot à dire pour justifier les Espagnols : c'est que, partout où ils se sont établis, il y a des indigènes en très-grand nombre, et jouissant de l'égalité au même titre que les Espagnols ; tandis que, partout où les Anglais se sont établis, ils ont agi de telle sorte avec les indigènes qu'il n'en existe plus ; aux États-Unis, par exemple, un indigène est presque une curiosité ; voilà le résultat. Les Espagnols faisaient la guerre ouvertement, d'une manière féroce, si l'on veut ; mais ensuite ils civilisaient. Les Anglais procédaient plus encore par la ruse que par la force ; ils séduisaient, affamaient, transportaient les peuplades en des pays où elles ne pouvaient vivre, leur communiquaient l'ivrognerie, si bien qu'ils sont venus à bout de détruire immensément plus d'indigènes que les Espagnols, et n'en ont pas civilisé un seul. Pourquoi donc toujours accuser les Espagnols, et n'avoir pas un mot d'indignation contre les Anglais ? Cette opinion absurde, odieuse, a sa source, qui le croirait ? dans la seule haine contre le catholicisme ! et c'est pour cela qu'on condamne tout ce qui a été fait en son nom ; mais c'est une conséquence de la *prétrophobie*.

Que dire de la Saint-Barthélemy ? Nous n'avons pas envie de la glorifier ; cependant, nous devons dire que la querelle entre les catholiques et les protestants était plus encore politique que religieuse ; c'était la guerre du peuple contre les grands seigneurs, pour lesquels le protestantisme était le moyen de s'émanciper ; c'était la guerre de l'unité contre le fédéralisme ; c'était la lutte entre les Jacobins et les Girondins du temps : la ressemblance est frappante. Enfin, ce n'est pas le clergé qui a fait la Saint-Barthélemy, mais bien la garde bourgeoise de Paris, et le cardinal de Lorraine n'a point béni les exécuteurs, ni ne leur a point promis la palme du martyr, comme dans *Charles IX*, attendu qu'il était à Rome.

Mais que voulez-vous ? il faut bien donner tort aux catholiques et raison à leurs adversaires, quand même ceux-là seraient le peuple et ceux-ci les ennemis du peuple. Quel gâchis !

« Oh ! mais le clergé a détruit le servage ! erreur ! Une institution ne se détruit pas ; elle s'use. Quand le servage a cessé, il avait fini son temps ; et si le clergé a concouru à le faire disparaître, c'était dans son propre intérêt, c'était pour se faire un immense troupeau d'esclaves. N'a-t-il pas commandé la soumission la plus entière, l'obéissance la plus aveugle ? Et les hommes n'avaient-ils pas autant de maîtres qu'il y avait au monde de prêtres et d'agents des despotes ? Et cette soumission, cette obéissance, ne les imposait-elle pas à la conscience asservie ? Oh ! celui qui pèse sur la conscience, qui l'écrase comme sous une masse de plomb, celui-là est de tous les tyrans le plus abominable ! »

Voilà comment, lorsque l'esprit est faussé, l'imagination crée des fantômes qu'on passe le temps à poursuivre en s'exposant à la risée des gens sérieux. Si le servage s'est détruit de lui-même, c'est parce qu'il avait fait son temps !... Mais, à ce compte-là, l'esclavage ne devrait plus exister en Chine depuis une quarantaine de siècles, et cependant il n'y est pas encore usé. Et puis, voyez ! si le clergé a fait donner la liberté aux serfs, c'était pour en faire un troupeau d'esclaves ! quel déplorable abus de mots ! faut-il que la prévention pousse à de tels excès ? Et puis comment peut-on écraser des consciences ? N'est-ce pas précisément là où nulle puissance humaine ne peut atteindre ? Sans doute on ne jouissait pas de toutes les franchises que nous avons conquises ; cependant on discutait beaucoup au moyen-âge, et avec une assez grande liberté. Enfin, on a produit des livres qui n'étaient pas très-ortho-

doxes, et cet écrasement des consciences n'était pas tel qu'il pût empêcher, dès le XVII^e siècle, la philosophie sceptique de se faire jour, et de triompher au XVIII^e. Il y a eu des époques de terreur, on ne peut le nier ; mais elles étaient nécessaires au salut public aussi bien que la terreur de 93. N'y aurait-il de justes que nos pères, et nos grands-pères avaient-ils toujours tort ?

« Vous en appelez au christianisme, vous répudiez le catholicisme. Vous vous appuyez sur la pensée chrétienne. Si le catholicisme a succédé au christianisme, c'est que celui-ci le contenait en germe et qu'il l'a alimenté ; car rien ne se fait de rien. Par pensée chrétienne je crois savoir ce que vous voulez dire. Il serait, je crois, plus exact de dire *pensée humaine*. Ce qui fait le fond de ce que vous appelez la pensée chrétienne n'est pas autre chose que le résultat du développement de la pensée humaine, que le sentiment social encore en germe ; et, longtemps avant le christianisme, les sages de l'antiquité l'avaient formulé. »

Cet alinéa contient toute la doctrine matérialiste ; aussi convient-il de l'examiner avec plus d'attention que les précédents. Disons d'abord que nous n'avons rien écrit qui puisse signifier que nous répudions le catholicisme. Le catholicisme, c'est le christianisme organisé, tandis que le protestantisme n'est autre que le christianisme désorganisé. Or, nous sommes chrétiens et unitaires ; le mot catholique ne signifiant pas autre chose que *universel*, nous devons être catholiques, à moins d'être trente-six fois absurdes. Nous voulons le catholicisme, c'est-à-dire la reconnaissance et l'application universelles du principe chrétien, entendu et défini au point de vue de la liberté, de l'égalité et de la fraternité universelles.

Ceci étant entendu, venons-en à la doctrine philosophique qui ressort de tout ce que nous avons cité.

Cette doctrine est celle du *progrès continu*. L'humanité est une sorte de plante, soumise à une loi fatale de développement. Elle contenait en elle, dès l'origine des temps, le germe de son développement, et elle se développe d'une manière continue conformément à sa loi ; voilà pourquoi notre correspondant disait haut que le servage avait cessé de lui-même parce qu'il était *né*.

Nous ferons remarquer que, dans cette doctrine, il n'y a pas plus de place pour la liberté humaine qu'il n'y a dans l'ordre végétal de place pour la liberté de la plante. Si donc le progrès a lieu de lui-même, il est fort inutile que nous fassions des sacrifices pour faire avancer la société, puisqu'elle avance d'elle-même, par l'effet d'une loi plus forte que la volonté humaine. L'égoïste, à ce point de vue, n'a pas moins de valeur que l'homme dévoué : il n'y a donc qu'à se croiser les bras et laisser faire la loi de développement. Voilà une conséquence pratique de cette doctrine, qui suffit à elle seule pour la juger.

D'un autre côté, si l'humanité est un être collectif, ce qui est propre à l'une de ses fractions doit être propre à toutes les autres ; en un mot, le développement doit s'opérer simultanément chez tous les peuples. Or, quand on se donne la peine de vérifier l'hypothèse, on la trouve tellement fausse qu'on se demande comment des gens sérieux (il y a beaucoup de gens à réputation qui professent cette doctrine) ont pu s'y arrêter ! Voyez, en effet : nulle pensée ne date de telle ou telle époque ; les noms que le *vulgaire* leur donne sont purement arbitraires ; il n'y a qu'une pensée dans le monde, c'est la pensée humaine se développant incessamment. Cependant voici un grand peuple dont nulle cause physique n'a pu empêcher le développement, et qui néanmoins demeure immobile depuis trois ou quatre mille ans : c'est le peuple chinois ; et si le mouvement doit bientôt lui être communiqué, ce mouvement lui viendra du dehors. Comment donc expliquer ce phénomène contradictoire ? Mais il y a plus : lors de la conquête d'Amérique, les Européens ont trouvé des peuples qui suivaient la route inversée du développement ; des peuplades sauvages, succédant à des nations qui laissaient des traces attestant un état social infiniment supérieur à ce qui était au moment

de la conquête. Comment encore expliquer cette contradiction à la loi *nécessaire* du développement humain ? La *pensée humaine* serait-elle le privilège exclusif des peuples chrétiens, par hasard, et tous les autres peuples sont-ils inférieurs ? Ou bien va-t-on attribuer le progrès, l'immobilité ou la décadence au climat ? Mais alors c'est une autre fatalité ; car le climat, c'est-à-dire une cause physique, serait la raison ou l'obstacle du progrès, et l'on pourrait dire : « Le progrès ne croît pas en Chine ; » ou : « Le climat de France est tout à fait propice au progrès. »

Prenons un autre côté de la doctrine : l'idée chrétienne existait dans la philosophie antique, dit-on. Nous demanderons alors pourquoi cette philosophie, admirée en son temps, n'a pas produit de société pour réaliser son idée ? Mais, nous dit-on, elle n'était qu'en germe ; le temps de la floraison n'était pas venu. Très-bien, mais cette philosophie est connue, tout le monde peut voir quel était son principe. Or, il est bien singulier qu'une doctrine qui consacre l'esclavage, qui affirme que l'esclave est un animal, qu'il n'a pas d'âme, qu'il n'a d'âme que celle de son maître, soit le fondement du christianisme ; il est bien singulier que la doctrine de l'inégalité la plus absolue contienne précisément le germe de la doctrine de l'égalité et de la fraternité entre les hommes. On a beaucoup crié contre l'argumentation sophistique des jésuites ; mais, à coup sûr, les jésuites ont trouvé des maîtres, en fait de sophismes, dans les partisans du progrès continu.

Nous comprenons que les grands seigneurs philosophes du dernier siècle aient cherché à détruire l'autorité du christianisme ; nous comprenons que tous les hommes immoraux fassent de même, pour avoir un moyen de se justifier aux yeux du monde ; mais que des hommes honnêtes, dévoués envers leurs frères, viennent se faire l'écho de ceux qui veulent détruire la loi des relations sociales, c'est là vraiment une chose bien déplorable !

Si vous voulez faire la guerre au christianisme parce que vous le croyez dangereux, dites-nous donc au moins en quoi il est dangereux ; ouvrez-nous les yeux ; montrez-nous qu'il est un obstacle au progrès, et nous l'abandonnerons immédiatement, comme on doit abandonner toute erreur. Mais s'il est vrai que le christianisme soit le générateur de la civilisation moderne, s'il est vrai qu'il commande cette fraternité universelle que vous aimez tant, et qu'il indique tous les moyens de perfectionnement individuel et social qui le feront réaliser, pourquoi donc alors s'obstiner à en détruire l'autorité ? Quel intérêt avez-vous à vouloir que ce soit une loi humaine plutôt qu'une loi divine ? Car enfin, si vous la déclarez humaine, elle n'est pas absolument obligatoire ; si vous la croyez divine, au contraire, vous la mettez en dehors de toute atteinte, vous la déclarez nécessairement obligatoire, et les progrès qu'elle commande seront infailliblement réalisés. Pour Dieu ! soyons donc logiques, et ne détruisons plus d'une main ce que nous voulons édifier de l'autre !

Il ne faut pas tirer de cette nécessité de se soumettre à la loi morale la conclusion qu'il n'y a plus de liberté, et que c'est donner la puissance absolue au clergé. Cette conclusion serait fautive, attendu que la puissance du clergé, surtout maintenant, ne peut plus être que purement spirituelle, et qu'il ne peut que *proposer*.

La place nous manque pour poursuivre. Mais, en terminant ici l'examen de la doctrine matérialiste qui nous est opposée, nous ferons une dernière réflexion sur la réaction religieuse qui s'opère aujourd'hui, et dont la constatation dans notre feuille afflige si fort notre correspondant.

Quelques personnes, plus ou moins imbuës des idées que nous venons de combattre, craignent que la réaction ne tourne au profit, soit du parti légitimiste, soit du parti qui gouverne actuellement, et il semble à ces personnes qu'il est possible de recommencer les scandales de la Restauration. A cela nous répondrons que le pouvoir qui imiterait celui de la Restauration aurait infail-

liblement son sort ; nous répondrons encore que la chose est impossible, attendu que le légitimisme est bien mort, et que, le pouvoir actuel, n'ayant de valeur que par la Chambre, et la Chambre par l'opinion publique, la crainte est mal fondée ; car l'opinion publique, toute favorable qu'elle se montre aux idées religieuses, n'entend pas qu'on les lui impose ; et ce n'est pas d'ailleurs notre Chambre, composée en masse de gens peu croyants, qui aidera le pouvoir à recommencer l'œuvre de la royauté déchue. D'ailleurs, il faut qu'on sache bien que le retour aux idées religieuses est moins dû encore au clergé qu'au parti démocratique lui-même : c'est de ses rangs que sont partis les premiers appels, c'est dans ses rangs que le christianisme a trouvé ses plus logiques défenseurs et qu'il trouvera ses plus ardents apôtres, ainsi que cela doit être, puisque l'état démocratique n'est qu'une déduction rigoureuse du principe chrétien. La réaction doit donc tourner nécessairement au profit du parti populaire ; s'il en était autrement, c'est qu'il aurait absolument manqué d'intelligence.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

DE L'ASSOCIATION OUVRIÈRE.

Réponse à une question de droit.

La question suivante nous a été posée, dans la prévision d'une dissidence entre associés :

« En principe, dans le cas de division entre les associés, sur un point quelconque, la minorité doit-elle se soumettre à la majorité, lors même que la majorité aurait tort et la minorité raison, ou cette minorité doit-elle renoncer à l'association ? »

« En d'autres termes, quand on a consenti à faire partie d'une association, a-t-on pris, par cela seul, l'engagement de soumettre ses convictions personnelles aux convictions de la majorité, quand même cette majorité serait dans l'erreur ? »

Au premier abord, il nous avait semblé que nous nous étions suffisamment prononcés sur le droit des majorités et des minorités, pour être dispensés de répondre à cette question autrement que par une simple affirmation ; mais, après avoir discuté plusieurs fois sur ce sujet entre nous, et avoir cherché toutes les raisons pour ou contre la minorité, nous avons reconnu que la question était plus importante que nous ne pensions d'abord, et nous allons y répondre de notre mieux.

En principe de droit civil et commercial, tout individu peut renoncer à l'association, quelle que soit d'ailleurs, à son égard, la prétention de la majorité. Le cas de renonciation doit toujours être prévu dans un contrat de société, et il doit toujours y être stipulé que le renonçant paiera un dédit fixé d'avance, ou des dommages et intérêts fixés par jugement au moment de la renonciation. Si l'individu ne peut s'acquitter immédiatement, il doit être considéré comme débiteur, et l'association ne peut pas faire plus contre lui que d'obtenir la contrainte par corps et le retenir en prison jusqu'à paiement : c'est la sanction pénale de tout engagement rompu.

Il est reçu en droit qu'on ne peut rendre, malgré lui, un individu solidaire dans une entreprise à laquelle il se refuse formellement à prendre part. En effet, une association peut se jeter dans une série de mauvaises affaires, et la minorité ne peut être tenue d'y suivre la majorité ; elle peut donc renoncer, sauf à satisfaire aux conditions prévues dans le contrat, et à payer sa part du déficit, s'il y a lieu ; c'est là tout ce que la loi exige.

Pouvons-nous être plus exigeants que la loi ?

La question de droit à laquelle nous répondons est formulée de telle sorte qu'elle paraît demander contre la minorité un droit plus considérable que la loi n'en accorde. La question, en un mot, semble invoquer un certain principe matérialiste, en vertu duquel les majorités sont souveraines absolues. Nous déclarons donc de suite que nous repoussons bien loin ce principe, pour cent raisons aussi puissantes les unes que les autres ; il nous suffit ici d'en énoncer une seule : Si le droit *absolu* des majorités était reconnu, il n'y aurait plus de progrès possibles, car, non-seulement les majorités n'inventent jamais, mais c'est presque toujours malgré elles que les inventions obtiennent droit de cité. Tel qu'il est constitué, le privilège des majorités est bien assez considérable, sans vouloir y ajouter encore. En effet, dans l'association, elles sont maîtresses de toutes les opé-

rations, et peuvent de plus révoquer la minorité, tandis que celle-ci n'a que le droit de remontrance ou de retraite, et encore n'exerce-t-elle cette dernière faculté qu'en subissant la sanction pénale dont il est parlé plus haut. Disons-le donc : vouloir donner à la majorité un droit plus considérable que celui de diriger souverainement l'association et de révoquer les membres qui lui déplaisent, c'est vouloir passer les bornes du possible, c'est tomber dans l'absurde.

Mais on a fait à notre raisonnement l'objection suivante : Si vous admettez en principe que toute minorité peut renoncer, vous rendez vous-mêmes l'association impossible ; car il n'y a jamais unanimité complète sur les décisions à prendre, et si la minorité opposante se retire aujourd'hui, demain il se formera une minorité nouvelle, qui renoncera à son tour, et ainsi de suite, jusqu'à dissolution de l'association.

A notre tour, nous disons que si cette objection était fondée, il faudrait sacrifier de deux choses l'une, ou le principe de la liberté ou la théorie de l'association. Mais elle est sans fondement, puisqu'il y a eu et qu'il y a encore de nombreuses et puissantes associations desquels les individus sont parfaitement libres de se retirer. Le mot *association* signifie d'ailleurs *union de volontés libres*. Les individus retenus malgré eux ne seraient donc plus des associés, mais de véritables esclaves.

L'objection n'est applicable qu'aux mauvaises associations, à ces associations dont les membres ne sont mus que par le sentiment de leur bien personnel, et où le sentiment du devoir est compté pour une niaiserie. De telles sociétés portent en elles-mêmes le principe de leur dissolution. En effet, il n'y a aucune raison de discipline, de confiance et d'unanimité, là où chacun est pour soi, ne travaille qu'en vue de soi, et ne croit qu'en soi. Voulez-vous avoir une image frappante d'une association d'égoïstes ? Voyez ces chiens autour d'une gamelle ; tant qu'il y a abondance de pâtée dans celle-ci, le désaccord ne se manifeste pas ; mais aussitôt qu'on approche du fond, les grognements commencent, et bientôt après les morsures. Tels sont les associés, au point de vue de l'intérêt personnel ; jamais il n'y a accord sincère entre eux, et la mésintelligence se manifeste aussitôt que l'intérêt de l'un ou de l'autre court quelque danger.

Au contraire, lorsque tous les associés reconnaissent un principe commun, lorsqu'ils sont moins préoccupés de leur intérêt que du triomphe de ce principe, l'association ne peut que grandir, et il y a toujours chance d'unanimité dans les délibérations des associés. Sans doute il y aura quelquefois différence d'avis sur des choses de détail ; mais cette différence ne constituera pas une minorité hostile à l'association même. D'ailleurs il est nécessaire que l'activité des sociétaires soit stimulée, et il est bon que chacun fasse valoir ses idées ; il résulte, des discussions contradictoires et des différences de vue sur des choses pratiques, que l'association gagne beaucoup plus qu'elle n'est exposée à perdre. L'opposition, quand elle n'est pas systématique, est une garantie contre les erreurs possibles des majorités. Tant qu'il y a unanimité sur le principe fondamental, la société ne court aucun danger.

Or, l'association, telle que nous l'entendons, a pour garantie de durée la communauté de principe et de but entre tous les associés, tandis qu'entre des associés égoïstes il n'y a qu'une analogie d'appétits et des buts particuliers ; il n'y a de communs que les instruments de travail ; c'est l'association purement matérielle, et celle-là, nous le répétons, n'a aucune espèce de garantie de durée ; il est même heureux qu'elle ne puisse vivre : cela sert d'enseignement.

Il est un travers dans lequel tombent très-facilement les personnes qui embrassent avec ardeur une spécialité quelconque, c'est qu'elles perdent souvent de vue la généralité, ou la sacrifient, sans s'en douter, à une affaire secondaire. Ceux qui, par amour de l'association, poussent le rigorisme jusqu'à compter pour rien la liberté des associés, ceux-là tombent dans le travers dont nous parlons : ils sacrifient la généralité à la spécialité. En effet, qu'est-ce que l'association ? à proprement parler, ce n'est pas un principe, mais un mode plus ou moins parfait d'organiser le travail ; c'est un système économique nouveau de production et de distribution des richesses. Considérée d'une manière générale, l'association est une grande chose, sans doute, et nous aimons qu'on se passionne pour elle ; mais il y a quelque chose de plus grand que l'association, c'est la nation elle-même, dont il ne faut pas oublier les intérêts.

Est-il raisonnable de vouloir aliéner la liberté de l'individu au profit d'une association de quelques personnes, parce qu'elles travaillent en commun ? mais ce ne pourrait être qu'au préjudice de la société-mère, dont nous sommes les serviteurs, avant d'être ceux d'une petite société commerciale ou industrielle ! Voudrait-on, par exemple, tombant dans l'utopie de Babeuf, fondre les associations diverses en une seule, qui embrasserait

toute la nation ? Alors, tant pis pour ceux qui se nourrissent encore de cette pauvre idée, car ils montrent par là qu'ils ne comprennent la société que comme un assemblage d'appétits matériels, puisque l'affaire économique domine et sacrifie toutes les autres. Et, si l'on ne veut pas relier toutes les associations en une seule, si on leur laisse la liberté d'action jointe à la faculté de retenir leurs membres, on tombe dans une autre erreur, et on institue le fédéralisme, car tel serait le résultat de l'institution de ces couvents de nouvelle espèce, que s'ils pouvaient s'établir, l'esprit de corps, qui est d'autant plus fort que les individus sont tenus pour un plus long temps, l'esprit de corps serait tel que les associés finiraient par être beaucoup moins préoccupés de l'intérêt national que de l'intérêt de leur association.

Il y a des cas où il est nécessaire que l'individu s'engage à perpétuité ; il doit en être ainsi pour le prêtre et pour les époux ; mais c'est bien assez de ces vœux sans en imposer de nouveaux et de plus difficiles cent fois. Si l'activité de l'homme est ainsi engagée de tous côtés, on lui enlève par cela même toute sa spontanéité et toute sa fécondité, et l'individu tenu de la sorte serait réduit bientôt à n'être qu'une machine. Avons-nous besoin de citer des exemples pour montrer que les individus ne doivent point aliéner leur liberté dans des associations particulières ? Franklin aurait-il inventé les paratonnerres s'il avait été retenu dans quelque association typographique ? Les pêcheurs qui quittèrent leurs filets pour suivre Jésus-Christ auraient-ils obtenu d'une association la faculté de renoncer ? Mais, sans remonter si loin, ne peut-il arriver qu'une association, sans être précisément égoïste, ne retienne malgré eux ceux de ses membres qui voudraient faire acte de dévouement envers la grande société ? Il y aura certainement, de la part des associations, une très-grande tendance à tomber dans le travers que nous avons signalé plus haut. Il existe, dans quelques parties de la France, des associations agricoles fondées par des sectaires anabaptistes ; elles ont au plus haut degré le vice dont nous voudrions garder les nôtres. Elles ne vivent que pour elles seules ; les associés pratiquent entre eux, il est vrai, la fraternité la plus exemplaire ; mais ils demeurent parfaitement étrangers au reste du monde ; ils refusent absolument le devoir militaire et font remplacer à l'armée leurs jeunes hommes appelés par la conscription.

Non, il ne faut point que l'associé s'engage d'une manière absolue ; car y a-t-il un homme qui sache à vingt ans ce qu'il sera capable de faire à trente, à quarante ans ? Y a-t-il quelqu'un qui soit assez certain de sa vocation pour s'attacher à tout jamais à un métier et à une association quelconque ? car il ne faut pas oublier que nos sociétés sont perpétuelles.

Si cette doctrine était convertie en loi, s'il était reconnu que l'individu, en entrant dans l'association, se soumet d'une manière absolue à la volonté de la majorité, l'institution que nous désirons si vivement serait reculée pour longtemps. En effet, qui voudrait entrer dans l'association sous une telle condition ? certes, nous ne serions pas assez téméraires pour nous engager de la sorte, et les personnes même qui professent cette doctrine n'oseraient s'engager non plus d'une manière si absolue.

D'ailleurs, il est une considération qui ruine de fond en comble cette idée : c'est que, dans le temps présent, l'association ne peut être qu'une affaire purement volontaire, et surtout une affaire de dévouement ; et il n'est ni dans la possibilité ni dans l'intérêt d'une société de retenir un associé qui renonce. Toute société qui s'établit doit prévoir le cas, et soumettre le renonçant à des peines pécuniaires ; c'est par là que celui-ci expie la faute qu'il commet en rompant son engagement.

Lorsque l'organisation que nous poursuivons sera un fait général, lorsqu'il y aura plus de sécurité à faire partie de l'une des associations qu'à rester en dehors d'elles, ce sera encore une raison de plus de ne point retenir les individus qui voudraient se retirer. Il suffira d'empêcher les renonçants, par une stipulation expresse, de porter leur savoir-faire à quelque association concurrente. Non-seulement, nous ne voudrions pas que l'individu pût être attaché absolument, mais encore nous voudrions qu'il ne s'attachât pas trop lui-même. Nous avons la certitude que les mutations fréquentes imprimeront aux diverses associations une activité plus grande que s'il n'y avait que de rares changements dans le personnel, et qu'on oublierait d'autant moins facilement les grands intérêts sociaux qu'on ne se croira pas exclusivement dévoué à un intérêt spécial. Pourvu qu'à l'avenir on ne puisse vivre sans travailler, et qu'il y ait avantage pour tout individu d'être membre d'une association quelconque, c'est là tout ce qu'on peut désirer.

Nous concluons donc que l'individu appartient à la société générale avant d'appartenir à la société particulière, et qu'il ne peut aliéner sans retour sa liberté en faveur de la petite sans porter préjudice à la grande. — Nous disons, en outre, que la liberté n'est pas un obstacle à l'établissement des asso-

ciations; qu'au contraire elle est utile en ce sens qu'elle peut les empêcher de s'immobiliser et de se détacher du mouvement général de la nation.

AUX ÉCONOMISTES.

L'économie politique est une science qui a pour but, suivant les économistes en renom, et particulièrement ceux de l'école anglaise, d'étudier les moyens d'augmenter la richesse publique des nations, c'est-à-dire de faciliter la production des choses nécessaires à la vie et au bien-être.

A vrai dire, les écrivains qui se sont occupés jusqu'ici de cette science, nous semblent avoir agi au rebours de leur mission. En effet, il semble raisonnable de penser que la richesse publique, que la prospérité matérielle d'une nation doit s'entendre de la richesse et du bien-être accordés à tous ses membres; qu'on ne peut dire, en un mot, qu'une nation est la plus riche que lorsque la majeure partie de ses citoyens est dans des conditions de bien-être relativement meilleures que celles où se trouvent les membres des autres sociétés.

L'économie politique, suivant nous, est donc une science qui doit s'attacher non-seulement à l'étude des moyens les plus propres à exciter l'activité humaine, et à augmenter de plus en plus les facultés de production des travailleurs, mais encore à rechercher les lois morales suivant lesquelles la répartition des produits doit être faite, et en faciliter l'application, afin que le travail des hommes puisse atteindre son véritable but.

Or, comme nous le disions tout à l'heure, les économistes n'ont jamais rien fait pour prouver qu'ils aient eu en vue de s'occuper d'autre chose que de l'organisation de la production (nous parlons ici de ceux qui font autorité dans la science, des A. Smith, des J.-B. Say, etc.). Ainsi, ils se sont préoccupés exclusivement des institutions qui ont pour but de faciliter le mouvement, la multiplication des capitaux, ils ont perfectionné les institutions de crédit; ils se sont occupés des questions de douanes, et dans cette voie la science économique pouvait rendre quelques services. Mais, justement à cause du reproche que nous venons de faire à cette science de ne pas vouloir aborder la question de la répartition, il faut compter presque pour rien les résultats des études économiques.

L'article de la *Revue des Deux Mondes*, auquel nous répondions dernièrement, nous en fournit une surabondante preuve. L'auteur, conséquemment avec la doctrine économique moderne, prétend d'abord que la richesse d'une nation se prouve par le grand nombre de débouchés que son industrie trouve au dehors d'elle, et par l'absence de toutes mesures prohibitives, etc. En un mot, suivant lui, une nation dont les frontières sont ouvertes, commercialement parlant, et dont les produits sont à plus bas prix que ceux de l'étranger, est la nation riche dans toute l'acception du mot. Certainement cela est vrai, sous un point de vue général, mais il reste à savoir si, par l'absence de toute règle dans la répartition, cette richesse si brillante en chiffres, si éclatante aux yeux des voisins, est aussi bien appréciée et aussi vraie quand on pénètre dans la vie intérieure de cette nation, si riche en apparence.

L'Angleterre offre, ce nous semble, un excellent point de comparaison. A coup sûr, au compte de l'écrivain de la *Revue*, c'est la nation la plus riche du monde; sa marine, ses colonies, la concurrence vigoureuse qu'elle fait à toutes les industries européennes la mettent évidemment au premier rang de prospérité commerciale. Eh bien! ne sait-on pas que le peuple anglais est un des plus misérables peuples de l'univers?

Ainsi, voilà une nation déclarée par la science économique une nation riche par excellence, quoique la majeure partie de sa population, que les agents même de cette production gigantesque, meurent de faim. Quelle est la cause de cette étrange anomalie? la cause, c'est tout simplement l'absence de règle dans la répartition. On produit beaucoup en Angleterre; mais quand il s'agit de répartir la valeur de ces produits, le capital se fait la part du lion; de là ces immenses fortunes, si salement acquises, si scandaleusement dépensées; le talent se donne ensuite, sur ce que le capital veut bien laisser, une part assez large pour ne donner au travail que le moyen de soutenir quelques jours encore sa misérable existence. Et voilà ce qu'on a l'infamie d'appeler richesse publique! c'est-à-dire abondance de Sardanapale pour quelques privilégiés qui se sont donné la peine de naître capitalistes; aisance de divers degrés pour ceux, en fort petit nombre encore, que la nature a doués d'une certaine *habileté*, qui mérite bien plutôt le nom d'*intrigue* que celui de *talent*; et enfin, misère et famine pour ces millions de travailleurs qui accomplissent dans les travaux humains ce qu'il y a de plus dur et de plus rebutant.

Voilà la conclusion de cette science économique; et ceci ne se passe pas seulement en Angleterre! c'est aussi celle des économistes français,

et l'écrivain de la *Revue des Deux Mondes* dit bien que la répartition doit se faire naturellement; d'où suivent les injustices et les misères dont nous avons parlé plus haut. Heureusement elle n'est pas arrivée en France à cette effrayante disproportion que nous venons de signaler comme dominante en Angleterre; néanmoins la chose arrivera si l'on n'y met obstacle.

On l'a dit depuis longtemps, nous marchons vers la féodalité industrielle. L'argent attire l'argent, dit un proverbe bien connu, c'est-à-dire que les gros capitaux pourraient finir par absorber les petits, et quelques-uns seulement les posséderaient. Ce jour-là, s'il devait arriver, nous serions retombés dans le servage, et nos maîtres n'auraient plus, comme au moyen-âge, l'obligation de nous nourrir et de nous défendre. Nous rappellerons plus loin par quels moyens nous pouvons échapper à cet affreux avenir.

Nous venons de combattre suffisamment, à notre avis, ce préjugé qui ne veut voir la richesse d'une nation que dans la prospérité des quelques individus qui la dominent, et nous croyons en avoir logiquement déduit qu'il ne suffisait pas d'organiser la production, mais que la science économique doit s'occuper plus encore de la bonne distribution des richesses; c'est à cette condition seulement qu'elle devra d'être une science utile.

Nous devons dire, pour rendre hommage à la vérité, que les économistes qui tiennent de près ou de loin aux écoles saint simonienne et phalanstérienne, tout en s'occupant principalement de la production, n'ont cependant pas négligé la répartition, mais ils se sont bornés à poser certaines limites aux prétentions de ce qu'ils appellent les trois éléments de production : *capital, travail, talent*. Or c'est régulariser l'injustice : nous l'avons dit souvent dans ce journal, il n'y a qu'un seul élément de production, le travail : faire la part du capital est une chose immorale en droit; en fait, il faut bien s'y soumettre, mais on doit faire tous ses efforts pour l'amoindrir progressivement, jusqu'à son entier anéantissement. Le talent n'est pas autre chose que le travail, car tous les travaux exigent une certaine dose d'intelligence. Le travail a donc seul droit à la répartition, et les différences qui peuvent exister dans ce droit ne devraient avoir lieu qu'en raison de la plus ou moins grande bonne volonté.

Ceci peut paraître très-rigoureux, mais n'en est pas moins conforme à la stricte justice; il n'est pas un honnête homme qui, en dehors de ses préoccupations d'intérêt personnel, n'en convienne avec nous. Les seules difficultés qui puissent s'élever rouleraient sur la mise à exécution. Or, nous avons dit mille fois que nous n'étions pas des utopistes et que nous reconnaissons bien que l'on ne pouvait briser tout d'un coup des habitudes si anciennes. Il nous suffira de voir, par des institutions de crédit, l'intérêt de l'argent descendre d'une manière lente, mais sûre. Nous serons également satisfaits de penser qu'enfin les intelligents de ce monde, animés de l'esprit de fraternité, et comprenant que les facultés qu'ils possèdent leur ont été données par Dieu pour servir la société et non pour se servir eux-mêmes, se résigneront à rogner la part qu'ils ont exigée jusqu'ici afin d'en laisser l'excédant à cette immense majorité pour laquelle la vie est trop souvent un lourd et cruel fardeau, et qui a supporté jusqu'à présent à elle seule presque toutes les misères humaines.

On croit souvent avoir beaucoup dit lorsqu'on nous prouve, chiffres en main, que la richesse actuelle de la France, partagée entre tous ses habitants, leur donnerait à chacun un revenu de 70 centimes à peine par jour, et que par conséquent ce serait réduire tout le monde à une misère affreuse que de chercher une plus équitable répartition. Une seule chose cependant ressort de tout ceci : c'est qu'il y a une infinité de gens, en France, et c'est l'immense majorité, dont le revenu est inférieur à ces 70 centimes! à cette *misère affreuse*! Sans aucun doute, il faut multiplier les moyens de production, de façon à obtenir dix fois plus des choses nécessaires à la vie, si c'est possible, mais il faut aussi se bien pénétrer de cette vérité, que les classes pauvres ne seront jamais soulagées si les riches ne renoncent à aucune de leurs jouissances, et si le capital n'est pas privé de l'exorbitante prérogative de prélever un impôt sur le travail. Au reste, cette sotte objection, basée sur un partage que nous n'avons jamais demandé, soulève une question économique très-intéressante, sur laquelle nous reviendrons prochainement.

Nous devons donc, en terminant, inviter les économistes à aborder enfin cette question si importante de la répartition des produits du travail, et à ne pas oublier que la vraie richesse des nations consiste plutôt dans une équitable distribution que dans une production gigantesque. Nous leur rappellerons aussi que les améliorations matérielles sont les moyens de l'affranchissement moral, de l'égalité politique, et que, pour arriver à ce but, il faut qu'elles profitent à tous ceux qui veulent travailler. L'ouvrier a droit d'arriver à s'assurer la suffisante vie, puisque c'est là un des moyens de sa moralisation.

ENQUÊTE.

DE LA CONDITION DES FEMMES.

Nous voulons combattre par tous les côtés le désordre industriel qui nous régit, car tous les abus qui existent prennent force l'un par l'autre, au point de n'y pouvoir toucher sans faire tomber tout l'édifice.

Sans vouloir ici faire un système nouveau, nous croyons utile d'exposer quelques idées sur la position malheureuse des ouvrières; bien d'autres sans doute en ont parlé avant et mieux que nous, d'autres en parleront encore après; mais nul ne pourra le faire avec plus de connaissance de cause que nous, et nous croirions manquer à notre devoir en n'essayant pas d'exposer les vices, les désordres que nous voyons autour de nous, et qui ont une si grande influence sur notre existence et sur notre avenir.

Une des grandes causes de démoralisation dans notre société, c'est la position des femmes, et surtout des ouvrières; bien que nous ne partageons pas les idées émises par quelques novateurs, nous pensons qu'on doit beaucoup s'occuper des femmes dans notre société où elles jouent un si grand rôle; car dans aucun autre pays elles n'ont autant d'influence dans la vie privée, nous dirons même dans la vie publique.

Pour toutes réformes morales possibles et réalisables, nous avons la conviction qu'il faut commencer par l'éducation, et certes, celle des femmes est beaucoup trop négligée, trop nulle, pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'en occuper au plus vite.

Une des plus puissantes causes de la démoralisation chez les ouvrières, c'est l'exiguïté des salaires et la rapacité des maîtres qui, spéculant sur leur misère et sur la facilité qu'ils ont à s'en procurer, les font travailler à tout prix, parce que les femmes étant isolées et ne consultant que l'extrême besoin qui les pousse, finissent toujours par consentir aux rabais qu'on veut leur faire subir sur leur salaire.

Bien que le travail des femmes soit moins productif pour la société que celui des hommes, il est encore cependant d'une certaine valeur, et, de plus, il y a des professions qui ne peuvent être bien exercées que par elles; elles y sont indispensables, comme à tous les travaux d'aiguilles, qui comprennent tant de spécialités, et à beaucoup d'autres qu'il est inutile d'énumérer. Eh bien, le croirait-on! ce sont les ouvrières de tous ces états nécessaires qui gagnent le moins et qui sont exposées à de plus grandes mortelles; comme elles n'ont gagné en travaillant beaucoup que très-juste de quoi vivre au jour le jour, il leur arrive alors qu'aux époques de chômage elles tombent dans une misère complète, et bien plus affreuse, quand elles ont des enfants, ce qui n'arrive que trop souvent.

Il ne faut pas penser qu'il n'y ait qu'à Paris où la misère des ouvrières soit grande; dans tous les grands centres manufacturiers, leur position est la même: beaucoup de travail, peu de gain; et elle est pire moralement dans les grandes manufactures, où les hommes et les femmes travaillent dans les mêmes ateliers, sortent aux mêmes heures, ce qui fait que les mœurs sont plus dissolues qu'ailleurs; et cela est si vrai, la dégénération est devenue si grande dans ces contrées, qu'on a peine à y trouver des hommes capables d'être soldats.

Qui n'a entendu parler des femmes travaillant aux soies à Lyon et dans toutes les contrées du Midi, travail sale, malsain et mal payé; des femmes des manufactures de filature et de tissage de l'Est et du Nord, travaillant quatorze ou seize heures (sauf une heure pour les deux repas); toujours debout, sans une minute de repos, et dépensant une activité accablante? Et encore beaucoup ont à faire matin et soir une lieue, quelquefois plus, pour regagner leur domicile, ce qui est souvent une cause de désordre moral. Nous ne devons pas oublier aussi de signaler le danger qu'il y a à travailler dans ces grandes manufactures, entouré de roues, d'engrenages, d'énormes lanières de cuir qui menacent toujours de vous saisir et de vous broyer. Il n'y a pas de manufactures où quelque accident ne soit arrivé; soit une ouvrière saisie par les cheveux ou par les vêtements, et broyée ainsi; soit quelque mutilation de doigts ou de mains. Qu'arrive-t-il alors? le maître paye le médecin; on fait une souscription dans l'atelier, et tout est dit; on ne s'inquiète pas davantage de la malheureuse qui souvent a perdu tout moyen d'existence.

N'est-il pas déplorable aussi de voir des femmes en état de grossesse obligées de faire des travaux bien au-dessus de leurs forces, porter des fardeaux, traîner des charrettes, etc., ce qui les expose à se blesser fort dangereusement et à gagner des maladies incurables?

On ne nous accusera pas d'exagération, car au contraire nous sommes

bien au-dessous de la réalité, et quand nous signalons et appelons de toutes nos forces des réformes sociales et industrielles, nous savons être dans la voie de la justice; nous savons que devant nous se trouvent des publicistes et des savants, et derrière nous tout un peuple de travailleurs demandant une réforme.

Il faut mettre aussi au nombre des causes de la misère des ouvrières la concurrence que leur fait le travail des prisons. On pourrait dire de ce travail qu'il n'est fait que pour ruiner la condition des femmes libres et honnêtes et les faire arriver à leur tour en prison. Cette concurrence a pour résultat de baisser les façons de telle sorte qu'il est impossible à l'ouvrière de vivre de son travail. Elle se laisse tomber dans la prostitution, elle devient la pâture des prisons, et c'est à son tour de faire la concurrence aux ouvrières du dehors, qui restent à peine libres de choisir entre la plus profonde misère, les plus grandes privations, ou la prostitution.

On peut se convaincre de la vérité de la misère chez les ouvrières en considérant les listes des pauvres des bureaux de bienfaisance (bien que ceux-ci ne soient pas les plus méritants) où leur nombre est bien plus grand que celui des hommes; on trouve souvent de vieilles ouvrières en proie à des maladies cruelles causées par un travail excessif, par des nuits passées qui leur ont fait perdre la vue, ou qui l'ont au moins affaiblie au point de ne pouvoir travailler que quelques heures; et, si on sortait du cercle des pauvres officiels, on verrait encore plus de véritable misère, de jeunes femmes et de jeunes enfants manquant de tout ce qui est nécessaire à la vie. Il est bien pénible de voir ces pauvres femmes, pâles, défaits, exténuées par un travail excessif de seize ou dix-huit heures et de trop longues veillées, dans des taudis mal clos, et où l'air est vicié au point de suffoquer ceux qui n'y sont point habitués; c'est surtout dans l'hiver, où l'air y est malsain et suffoquant, que ces pauvres femmes, sans feu et mal vêtues, ont bien soin de calfeutrer toutes les issues, afin de se garantir le plus possible du froid qui les engourdit; aussi les personnes qui ont mission de visiter ces pauvres grabats, ont-elles soin, en y entrant, de laisser la porte entrouverte et de rester sur le seuil, sans oser s'exposer aux miasmes fétides de cet air vicié. Aussi que sont les enfants qui naissent dans cette grande misère? Ils ne vivent pas, ils végètent, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge d'entrer en apprentissage.

L'existence des ouvrières qui travaillent en journée et qui sont obligées d'abandonner leur ménage et le soin de leurs enfants à des voisins indifférents n'est pas meilleure, au contraire; sous le point de vue moral elle est pire: c'est à l'abandon continu de toute la journée que quelques enfants du peuple doivent d'être de bonne heure entraînés sur les bancs de la police correctionnelle, ayant contracté des goûts de vagabondage et de paresse. On nous répondra qu'il y a des salles d'asile: c'est vrai; mais les parents qui vont à leurs travaux dès cinq ou six heures du matin n'y peuvent conduire leurs enfants.

Si le salaire de l'ouvrier était généralement suffisant à l'entretien de sa famille, comme cela devrait être, sa femme ne serait pas obligée de courir les ateliers; elle pourrait, en travaillant un peu chez elle, élever ses enfants, les envoyer à l'école, les soigner, éviter par là d'en faire plus tard des mauvais sujets; et alors la mère de famille serait relevée à ses propres yeux; elle comprendrait sa dignité et ses devoirs, elle élèverait ses filles dans les mêmes sentiments, pour qu'elles-mêmes pussent être un jour de bonnes mères de famille.

Mais malheureusement les choses ne se passent point ainsi, et d'ailleurs comment peut-on exiger de bon nombre d'ouvrières des habitudes d'ordre et de moralité, de vertu et de courage à résister à la misère, quand, par la faiblesse de leurs organes, par l'absence de toute éducation morale, de toute idée de devoir, de respect d'elles-mêmes, elles se trouvent lancées dès l'âge le plus tendre dans des ateliers, en contact avec des gens de tout âge, exposées à de mauvaises fréquentations, à entendre des conversations qui feraient rougir des hommes? Les bons penchants qu'elles peuvent avoir sont étouffés par les railleries, les injures des autres femmes, et surtout de certaines vieilles ouvrières qui, au lieu de prêcher et de montrer le bon exemple, se vengent de ne plus pouvoir mal faire en excitant à la débauche.

Les jeunes filles ainsi entourées ne tardent pas à se corrompre le cœur et l'esprit, parce que la nullité de leur éducation ne peut les mettre en garde contre toutes les grossièretés, les immoralités qu'elles entendent et qui, à force d'être dites autour d'elles, leur semblent être la vie ordinaire et habituelle qu'il faut mener pour être heureuse.

Il y a des états de femmes qui ont la plus mauvaise réputation, il est inutile de les nommer ici; mais les parents les connaissent bien et au

point que beaucoup d'entre eux rougiraient d'y mettre leurs filles; mais il en est beaucoup aussi qui ne peuvent choisir; et, soit insouciance, soit nécessité, y envoient leurs enfants en apprentissage; ce n'est pas pourtant que ces états soient immoraux en eux-mêmes, car il y a aussi de bons sujets dans ces ateliers; mais c'est la réputation, plus ou moins méritée, qui est mauvaise, et on connaît l'influence de la réputation dans le temps où nous vivons.

La condition si précaire et si déplorable des ouvrières n'est contestée par personne, et nous n'avons pas besoin de nous appuyer du témoignage d'écrivains bien connus pour constater ce qui existe; il est bien évident, pour tous ceux qui, comme nous, ont indirectement souffert de cet état de choses, qu'il ne faut attribuer les malheurs qui pèsent sur les ouvrières à l'absence de toute organisation industrielle, car dans l'industrie tout se passe au gré du hasard: le principe du mal est dans la constitution sociale.

Ainsi donc, pour nous résumer, nous voudrions qu'on dirigeât l'éducation de nos filles dans une meilleure voie, et qu'on augmentât les salaires de manière à ne froisser personne, ce qui pourrait très-bien se faire avec l'organisation des prud'hommes comme nous l'avons demandée, et que des tarifs pussent assurer aux ouvrières la suffisante vie.

Il faut leur rendre le mariage facile; il faut en faire des mères de famille qui élèvent leurs enfants dans l'amour de la patrie et le respect de leurs parents, et non en faire par la nécessité, comme nous le voyons dans nos promenades et dans nos maisons, des mendiants traînant leurs enfants pour exciter la pitié publique; ce vice, quoique peu commun, ne devrait pas exister; on doit pouvoir travailler et non mendier pour vivre.

On pourrait améliorer l'état des ouvrières en les appelant avec quelques modifications vers le système de l'association dans le travail, que nous avons exposé plusieurs fois et que nous défendons chaque jour. Nous sommes persuadés qu'il aurait de bons résultats; cependant nous croyons que la condition des femmes ne pourra vraiment s'améliorer que quand les ouvriers gagneront assez pour faire vivre leur famille, comme cela est de toute justice; la femme est tellement liée à l'homme que la position de l'un ne peut s'améliorer que par la position de l'autre; il faut donc que l'ouvrier conquière sa place, qu'il fasse enfin comprendre son véritable droit dans la société, et les femmes peuvent encore l'aider dans ce travail; notre conviction est qu'on ne pourra arriver à cette amélioration mutuelle que par l'association.

L'amélioration physique des ouvrières aurait une grande influence morale, car tout le monde sait que l'excès de la misère entraîne à la dégradation; et comment se fait-il que nos économistes, nos grands philanthropes du jour, n'aient pas cherché à appliquer quelque remède au mal, puisqu'ils savent si bien le constater! Mais ces messieurs sont plus désireux de leur propre gloire que du bien-être des masses et de la solution de ces questions. En cherchant toujours des économies à faire sur les hôpitaux, les hospices, les enfants trouvés, etc., ils auraient dû comprendre que, la condition des ouvrières devenant meilleure, plus stable, plus assurée, le nombre des enfants abandonnés décroîtrait dans une très-grande proportion, que les hospices pour la vieillesse seraient moins encombrés, et qu'il y aurait de cette manière grande économie pour le Trésor.

Mais nous le savons, nous n'avons rien à attendre de ces gens-là, c'est au peuple à méditer et à s'instruire, à faire de la propagande, à s'unir pour réclamer des garanties contre l'exploitation.

Nous avons adressé, la semaine dernière, la lettre suivante à M. Aubé, président du conseil municipal de Paris.

Messieurs les membres du conseil municipal,

L'année dernière, lorsque vous avez été appelés à donner votre avis sur l'établissement des prud'hommes à Paris, nous vous avons soumis, à ce sujet, les réclamations de près de 4,000 ouvriers des différentes professions qui s'exercent dans la capitale. L'accomplissement de la mesure que vous proposait M. le préfet de la Seine a été ajourné d'après votre désir. Nous venons d'apprendre qu'une nouvelle demande en faveur de cette institution vient de vous être faite par quelques-uns des principaux commerçants et fabricants de Paris, qui allèguent, à l'appui de leur réclamation, comme ils l'ont déjà fait il y a un an, l'excellence de ce tribunal pour aplanir les difficultés qui s'élèvent entre maîtres et ouvriers.

Nous prenons la liberté de rappeler à votre souvenir et notre pétition et

le Mémoire qui l'accompagnait. Nous pensons avoir prouvé clairement qu'il était injuste et immoral de constituer les fabricants juges et parties dans ces causes, ce qui arriverait inmanquablement avec l'institution actuelle.

On nous avait dit qu'un projet de loi plus en harmonie avec la justice et l'équité devait être présenté par le ministère; nous avons l'intention, quelle que soit la vérité à cet égard, d'adresser aux Chambres, dès qu'elles seront assemblées, une pétition tendant à demander qu'une loi soit faite sur cette importante matière.

Nous vous prions donc, messieurs, au nom des pétitionnaires de l'an dernier, de vouloir bien ajourner de nouveau une question qui peut être résolue par le corps législatif d'une façon plus conforme à la justice et à l'intérêt de tous.

En votant les fonds nécessaires à l'établissement des prud'hommes tels qu'ils sont définis par la loi actuelle, vous auriez fait adopter une mesure impraticable, injuste, et vous auriez retardé de vingt ans peut-être sa révision dans un sens plus conforme à l'esprit de la Charte et de nos lois civiles.

Agréez, messieurs, nos salutations respectueuses.

Les ouvriers rédacteurs de l'Atelier.

Liste de souscription pour les familles des détenus.

Produit d'une collecte faite dans le 1 ^{er} arrondissement.....	8	35
Reçu du 2 ^e arrondissement.....	19	50
Reçu du 3 ^e arrondissement.....	11	70
Reçu du 4 ^e arrondissement (produit de médailles).....	4	"
Reçu du 6 ^e arrondissement.....	6	"
Reçu du 10 ^e arrondissement.....	5	"
Produit de la vente de divers objets dans le 10 ^e arrondissement.....	25	"
Collecte faite dans une réunion d'actionnaires du Parlement.....	16	"
Versé par l'Atelier.....	7	25
Remis à l'Atelier par diverses personnes.....	4	20
Un négociant de la rue Saint-Martin a donné une pièce de rouennerie pour les familles des détenus politiques.....	"	"
Total, pour le mois de novembre.....	107	"

C'est vraiment un spectacle pénible de voir jusqu'à quel point la presse quotidienne est peu pénétrée de sa mission. Presque tous les grands journaux publient en ce moment des suppléments quotidiens de trois ou quatre pages pour rendre compte des débats d'un procès criminel qui se juge à Lyon, où il s'agit d'un domestique accusé d'avoir assassiné son maître. Il est vrai que les imaginations qui aiment à se repaître de ces sanglants détails trouvent dans cette affaire des délices inimaginables; le mystère, le scandale, le parjure des témoins, rien n'y manque pour lui imprimer un cachet éminemment *romantique*. Est-il possible que l'opinion publique (des lecteurs de journaux, s'entend) soit pervertie à ce point? Et quand même ce fait si déplorable existerait, ne serait-ce pas à la presse de combattre cette mauvaise tendance? Malheureusement nous nous croyons fondés à l'accuser de l'avoir encouragée; cela doit être de la part de gens qui n'ont souvent, après tout, qu'un intérêt de boutique, et qui vendent du scandale, parce que le scandale se vend bien!

Il viendra un jour, nous l'espérons, où, devenu plus fort, le peuple demandera à ces hommes un compte sévère de la mission qu'ils ont acceptée et qu'ils remplissent si mal. Nous leur rappellerons qu'il se passe en ce moment, à Lyon principalement, bien des drames ignorés, dont les victimes sont honnêtes, et que la publicité qu'ils devraient donner à ces malheurs immérités pourrait du moins être utile à quelque chose, soit en poussant le gouvernement à s'occuper enfin de secourir efficacement les travailleurs qui périssent de misère, soit même en stimulant, en leur faveur, les efforts de la charité publique et privée.

Le Gérant : LENEVEUX.

IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET C^e, RUE DE SEINE, 32.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

A l'auteur des lettres sur la situation intérieure de la France. — Adresse de l'association chartiste aux ouvriers de France. — 21 janvier. — Modèle de contrat d'association entre ouvriers.

A L'AUTEUR DES LETTRES

sur

LA SITUATION INTÉRIEURE DE LA FRANCE⁽¹⁾.

Monsieur,

Nous avons lu avec la plus grande attention les lettres que vous avez publiées sur la situation intérieure de la France. D'après la sensation qu'elles ont produite dans le monde politique, on peut les considérer comme étant le manifeste du parti libéral; on y trouve au moins l'expression la plus franche et la plus haute des idées de ce parti, en sorte que ses adversaires savent maintenant ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas.

Si nous avons bien compris votre travail, il nous semble pouvoir être divisé en trois parties: dans la première, vous avez voulu démontrer à la bourgeoisie qu'après ce qu'a tenté et accompli la Révolution, il n'est pas possible d'en faire une nouvelle; — la seconde partie est consacrée à l'appréciation des partis extrêmes, appréciation qui conclut à leur impuissance absolue; — enfin, dans la troisième partie, vous montrez à la classe riche toute la puissance de résistance dont elle dispose, et vous l'engagez à s'en servir tout à la fois contre les tendances rétrogrades du pouvoir et contre l'esprit d'innovation.

En publiant ces lettres, Monsieur, vous avez rendu un grand service à votre parti et porter en même temps un coup mortel aux partis contraires; eh bien, voyez la bizarrerie de l'esprit humain! ces derniers pourraient regarder la publication de vos lettres comme une véritable bonne fortune. En effet, après toutes les accusations d'égoïsme et d'étroitesse d'esprit qu'ils ont tant de fois lancées contre le parti libéral, que pouvaient-ils désirer de mieux que de voir l'un des plus éminents publicistes de ce parti venir justifier leurs accusations à la face de la France?

Examinons, en effet, la doctrine qui ressort logiquement de cette espèce de manifeste.

Au point de vue moral, votre doctrine est la justification du succès; car, à part quelques récriminations contre le pouvoir, vous n'en concluez pas moins à dire que le fait général actuel est bon et juste, et qu'il n'y faut point porter atteinte, encore cependant

que vous sachiez qu'il est le produit de l'usurpation par la ruse, et qu'il maintient la plus grande classe sociale dans l'infériorité.

Au point de vue philosophique, votre doctrine conclut à l'immobilité, puisqu'elle conseille de résister à la fois à l'esprit rétrograde et à l'esprit d'innovation. Elle est encore essentiellement matérialiste, puisqu'elle veut arrêter l'activité humaine au moment où la société *semble* jouir de plus de bien-être.

Au point de vue politique, votre doctrine conclut à la forme aristocratique et fédéraliste, puisqu'elle réclame en même temps le maintien du privilège électoral aux mains d'une faible minorité, et une plus grande indépendance locale; elle conclut encore à l'imprévoyance la plus absolue à l'égard de l'avenir, et c'est bien là ce qui caractérise le matérialisme en politique.

Maintenant, Monsieur, il s'agit de prouver avec vos propres paroles que tels sont les trois caractères de la pensée libérale.

Moralité de la doctrine. — « La révolution française a exercé une prodigieuse influence, non-seulement sur le sort de l'État, mais sur la destinée de chaque citoyen. C'est ce qui l'a rendue si terrible; mais, en même temps, c'est ce qui rend si difficile d'en faire une autre; car cette foule innombrable d'individus et de familles dont elle a changé la condition, et qu'elle a *poussée violemment*, à travers les ruines de la société, vers l'aisance, la richesse et le pouvoir, est toujours prête à défendre ses résultats contre d'autres novateurs. »

Ainsi, Monsieur, la Révolution n'eut, selon vous, d'autre but que de constituer l'aisance, la fortune et le pouvoir de cette *innombrable* foule qui fut *violemment poussée* à accepter ces bienfaits. Ainsi, la propriété de la noblesse et du clergé ne dut être confisquée que pour en faire part à cette foule; la Révolution ne devait pas vouloir moins ni plus, et il est tout aussi juste que la majeure partie des biens du clergé et de la noblesse aient passé aux mains de cette foule d'individus dont la révolution a changé la condition, qu'il est juste que la plus grande classe, la classe laborieuse, soit exclue non-seulement du partage matériel, mais encore du partage politique. Or, qu'est-ce que la Révolution ainsi présentée? ce n'est qu'une révolte d'une classe contre une autre pour avoir ses biens et son pouvoir. Qu'est-ce que la justification du fait présent, sinon la justification du succès?

Retournez-vous de quelque manière que vous voudrez, Monsieur; mais si vous ne pouvez assigner à la révolution française une cause plus noble que la jalousie et l'ambition des classes moyenne et inférieure; si elle ne devait avoir d'autre but que de satisfaire les passions de ces classes, non-seulement vous la ravaliez au plus bas degré possible, mais encore vous ne pouvez dire qu'elle est finie, puisque la classe inférieure n'a pas encore obtenu

(1) Voir le journal le *Siècle*, 30 décembre 1842, et 2, 4, 6, 12 et 13 janvier 1843.

satisfaction. Si vous prétendez que la Révolution est finie, vous justifiez tout à la fois l'abus de la force sur des droits anciens et l'abus de la force sur des droits nouveaux.

Si nous avions assez de place, nous pourrions citer votre travail entièrement pour prouver que nous ne forçons pas la conclusion: elle se présente tout naturellement. Ainsi, après avoir montré tout ce que la classe moyenne a gagné depuis un demi-siècle en aisance, richesse et pouvoir, et avoir montré combien il est de son intérêt de résister à des innovations qui pourraient ruiner tous ces biens, vous ajoutez: « La Révolution, par ses résultats, a tué l'esprit révolutionnaire. » Ce qui signifie bien clairement que l'égoïsme est à vos yeux l'essence de l'esprit révolutionnaire, et que cet égoïsme étant satisfait, il n'y a plus de révolutions à faire, ni même de révolutions possibles.

La moralité de la doctrine est donc bien la justification du succès.

Maintenant, Monsieur, permettez-nous de réclamer en faveur de la Révolution, que vous maltraitez si fort.

Il est vrai que pour bon nombre d'individus qui l'exploitèrent, elle ne devait avoir d'autre résultat que de déplacer et d'étendre un peu les privilèges sociaux; mais, pour la majorité des Français, elle devait, en détruisant tous les droits qui n'étaient point fondés sur des devoirs personnellement accomplis, inaugurer au profit de toutes les classes de la société le règne de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et de l'unité; et telle était dans le peuple la grandeur de la pensée révolutionnaire qu'elle ne s'arrêtait point seulement à la société française, mais qu'elle devait s'étendre dans l'avenir à toutes les sociétés humaines.

Or, qu'arriva-t-il? c'est que pendant que le peuple s'épuisait en efforts pour faire triompher la révolution contre ses innombrables ennemis du dedans et du dehors, il se trouva, en effet, une foule qui ne fut point violemment poussée à la richesse, comme vous le dites, mais qui ne prit part au mouvement révolutionnaire que pour le compromettre, que pour retirer de cette violente commotion sociale le plus de fruits possible. Et, en définitive, après quarante ans de lutttes et de sacrifices presque exclusivement soutenus et supportés par le peuple, la révolution est enfin arrêtée par votre foule au moment où elle pense en avoir tiré toute l'aisance, la richesse et le pouvoir qu'elle ambitionnait.

Si cette classe a bien fait, vous avouerez, Monsieur, que sa morale n'est pas celle de l'Évangile.

Philosophie de la doctrine. Nous avons dit qu'envisagé sous le point de vue philosophique, le manifeste libéral concluait à l'immobilité; cela ressort assez clairement de cette pressante invitation donnée à la classe qu'on appelle le *pays légal*, de résister en même temps à l'esprit rétrograde et à l'esprit d'innovation. Mais voici un passage qui révèle encore mieux le degré d'intelligence du parti: « Nous ne voulons point innover dans le sens de l'inégalité et du privilège; or, les seules inégalités qui existent encore sont de telle sorte qu'elles semblent tenir à la nature même de l'homme, tant elles ont été jusqu'ici la base commune et nécessaire sur laquelle les sociétés sont assises. » Cela est-il clair? Il ne faut donc ni reculer ni avancer.

Et, pour prouver qu'on ne peut plus avancer, vous faites, souffrez que nous vous le disions franchement, vous faites le plus monstrueux sophisme que jamais écrivain se soit permis.

« Les seules inégalités qui existent encore, dites-vous, sont celles qui résultent du mariage, de l'hérédité, de la famille, de la propriété, enfin Ces inégalités semblent tenir à la nature même de l'homme, tant elles ont été jusqu'ici la base commune et nécessaire sur laquelle les sociétés sont assises Pour faire une grande révolution nouvelle, il ne faut plus s'en prendre à des lois qui soient particulières à la France; il s'agit d'attaquer les institutions qui régissent tous les peuples depuis qu'il y a

« des peuples; ce n'est pas seulement de la constitution qu'il faut drainer, mais, pour ainsi dire, de l'humanité. »

Ainsi, Monsieur, la *nature même de l'homme* ne permettrait pas que l'artisan, par exemple, fût citoyen au même titre que le fabricant, c'est-à-dire qu'il pût comme ce dernier concourir à l'élection d'un député? Savez-vous bien, Monsieur, que si nous étions d'humeur à plaisanter, vous nous donneriez beau jeu? Mais nous supposons que vous n'avez pas songé à cette inégalité-là. Occupons-nous donc seulement de celles que vous avez nommées.

D'abord, vous vous êtes trompé en disant que l'inégalité résultait du mariage. Dans le mariage antique, la femme était possédée, sans doute; mais, dans le mariage chrétien, la femme est associée; elle est égale à l'homme.

La famille ne constitue pas non plus d'inégalité.

L'hérédité, au contraire, est le principe constitutif même de l'inégalité. Mais on a porté atteinte à ce principe des millions de fois sans que la nature de l'homme en ait été altérée. Quand vous justifiez la révolution française, Monsieur, vous justifiez la plus grande atteinte qui ait jamais été portée contre le droit héréditaire. Donc, sans nier absolument ce droit, on peut croire qu'il est possible de le modifier sans vouloir pour cela sortir des conditions d'existence de l'humanité.

Il en est de la propriété comme de l'hérédité; et c'est une chose remarquable que les grands défenseurs de la propriété ont toujours soin d'accoler ce mot à quelque grand principe social, poussés qu'ils sont par le même sentiment qui fait que l'homme de probité équivoque aime à passer pour l'inséparable ami de l'honnête homme; ainsi, dès qu'on dit que la propriété est menacée, on ne manque jamais d'ajouter: et la famille. Or il n'y a rien de commun entre ces choses-là. Car si la famille n'était qu'à la condition de la propriété ou de l'héritage, il s'ensuivrait qu'il n'y aurait pas de famille pour les pauvres.

Le passage cité ne contient donc pas seulement un gros sophisme, il en contient autant qu'il y a d'inégalités nommées. Aussi, en dépit de votre conclusion, Monsieur, croyons-nous que ce n'est point agir contre les lois de l'humanité que de vouloir instituer un ordre de choses qui sans doute est contraire à votre morale, mais qui est conforme à celle de l'Évangile, savoir: un ordre de choses où le droit soit la condition du devoir, et où le devoir soit personnel. La parole de Jésus-Christ a sur nous plus d'autorité que celle des publicistes libéraux, si éminents qu'ils soient; nous croyons que le Rédempteur savait mieux que les docteurs du juste-milieu à quelles conditions on était dans les voies ou hors des voies de l'humanité, et nous persistons à croire, malgré le persiflage des hautes intelligences du libéralisme, que le règne de la liberté, de l'égalité et de la fraternité universelles n'est pas une utopie; nous osons avouer que nous ne considérons le fait actuel que comme une halte après une longue marche, que comme le repos nécessaire après une longue fatigue, pour reprendre des forces, et continuer l'œuvre de ces transformations qui doivent avoir pour conclusion dernière l'unité humaine.

Mais vous ne pouvez croire à ces choses-là, vous, Monsieur, qui pensez, qu'à part quelques méfaits du gouvernement, tout est pour le mieux; qui affirmez que l'abîme des révolutions est fermé, qui concluez enfin que, la bourgeoisie étant riche et puissante, et le *pays bien heureux*, il faut résister à l'esprit d'innovation, c'est-à-dire immobiliser la société, sous peine de sortir des lois de l'humanité...

Au reste, Monsieur, votre philosophie est aussi vieille que le monde; elle fut celle de toutes les classes qui, après s'être emparées de la puissance sociale, voulurent comprimer l'activité humaine, ou la faire uniquement servir à satisfaire leurs intérêts du moment. Mais si elle a pu obscurcir l'intelligence des libéraux, Dieu merci! elle est trop absurde pour n'être point repoussée par le bon sens populaire.

Politique de la doctrine. — Nous avons dit que votre politique était aristocratique, fédéraliste, et, par-dessus tout, imprévoyante. Prouvons.

Votre politique est *aristocratique*, puisque vous ne voulez pas qu'on étende le droit électoral à tous les citoyens, et que vous persistez à le maintenir exclusivement aux deux ou trois cent mille censitaires qui forment le *pays légal*, et jouissent en réalité de la souveraineté. « Je pense que, dans l'état actuel du pays, quand l'opposition s'occupe à présenter de vastes plans de réformes électorales, lorsqu'elle parle de rendre la constitution beaucoup plus démocratique et plus libérale, elle met en péril la démocratie et la liberté. » Vous direz, et nous l'admettons, que ce n'est qu'une tactique pour résister plus avantageusement aux projets du gouvernement. Vous rappelez que la vieille opposition libérale de la Restauration ne fut jamais plus puissante que lorsque, « renonçant à demander plus ou moins que la Charte, elle s'est bornée à demander le maintien ou le rétablissement des garanties réclamées par elles. » Mais cela ne prouve pas que votre système ne soit pas essentiellement aristocratique dans le présent, et rien ne prouve que vous vouliez le modifier dans le sens démocratique; car, lors même que vous accepteriez les capacités dans le corps électoral, ce serait tout bonnement l'aristocratie des écus mêlée à l'aristocratie de la capacité. Ce mot *capacité* ne nous éblouit pas. Nous savons fort bien ce que votre parti entend par capacité, et l'admission des capables officiels ne ferait pas que le corps électoral ne fût toujours composé que d'une très-faible minorité, qui, par la puissance dont elle serait revêtue, formerait toujours une classe à part, une classe privilégiée. Or, qu'est-ce qu'une aristocratie, sinon une classe supérieure aux autres par la jouissance de certains privilèges? Mais on dira qu'ici il y a cette différence que le privilège n'est pas héréditaire. Et nous répondrons que s'il ne l'est pas en principe, il l'est en fait, puisque les riches seuls peuvent payer le cens ou acheter par l'instruction les titres à la capacité. Nous maintenons donc que le corps électoral actuel, et lors même qu'il serait grossi des capables, serait un corps aristocratique, naturellement porté à subalterniser les intérêts généraux de la société aux intérêts de sa classe.

Votre politique est *fédéraliste*; le fédéralisme est une conséquence de votre manière d'envisager la société. Celle-ci, en effet, n'est pas, à vos yeux, une union de volontés concourant à un but unique, placée en dehors d'elles; elle est tout simplement une réunion ou fédération d'intéressés: c'est une société en participation, pour nous servir d'une formule de droit; son but est en elle-même: c'est le bonheur de chaque individu ou du moins de la majorité des individus. Or, c'est là le pur fédéralisme. Aussi l'extrême centralisation, indispensable quand on se place au point de vue d'une œuvre sociale commune, paraît-elle un abus du droit des provinces, quand on est au point de vue étroit du libéralisme.

Nous disons que vous êtes fédéraliste, car vous réclamez en faveur des localités. « L'opposition elle-même, dites-vous dans la cinquième lettre, l'opposition elle-même a souvent prêté la main à ces innovations dangereuses (innovations qui restreignent la sphère d'action des localités), et plusieurs de ses membres ont fait voir qu'on pouvait être à la fois amant de la centralisation et de la liberté. » Aimer à la fois ces deux choses vous paraît être une contradiction, cela est tout simple.

Nous relèverons encore une de vos phrases pour montrer votre tendance fédéraliste: « S'il existait en France un grand parti qui, laissant la société reposer sur ses bases actuelles, voulût seulement changer la constitution politique du pays, et fonder parmi nous les institutions républicaines telles qu'on les a connues et qu'on les rencontre encore de nos jours chez plusieurs peuples, un parti semblable pourrait peut-être à la longue s'emparer du gouvernement. » Evidemment vous désignez comme modèle

cette constitution fédéraliste des Etats-Unis que vous avez si bien étudiée. D'ailleurs, au point où vous en êtes, vous devez aimer le fédéralisme, ou vous manquerez à la logique. Et il paraît que sur ce point, du moins, vous n'y manquez pas.

Enfin, Monsieur, votre politique est *imprévoyante* au plus haut degré, et nous allons le prouver par vos propres paroles, et ces paroles que nous allons citer ne prouveront pas seulement l'imprévoyance de la doctrine libérale, elles seront encore la plus flagrante contradiction de ces mots écrits dans la deuxième lettre: « On peut trouver que la France manque de grandeur, mais de bonheur, qui oserait le dire? » Vous-même, Monsieur! Après avoir démontré qu'en même temps que dans la grande société tout tend à égaliser les conditions, il se forme au sein de la société industrielle une aristocratie puissante, celle des chefs, qui tend à inférioriser de plus en plus la classe des salariés, en la plaçant de jour en jour dans une dépendance plus étroite. « De si choquantes disparates, ajoutez-vous, ne peuvent exister longtemps dans une même société sans faire naître bientôt un profond malaise. *La classe industrielle souffre tout à la fois des maux qu'elle endure et des biens qu'elle n'a pas.* Et comme ceux qui la composent s'accroissent sans cesse en nombre et se pressent de plus en plus dans les mêmes lieux de manière à pouvoir agir aisément de concert, malgré leur peu de lumière et leur multitude, ils deviendront tôt ou tard très-redoutables. C'est de là sans doute que sortiront les révolutions futures, dans tout le monde civilisé aussi bien qu'en France. *Mais ces dangers sont encore très-loin.* »

D'abord, selon vous, il n'était plus possible de faire des révolutions sans sortir des conditions humaines, et voici que vous reconnaissez que l'avenir est menacé d'une grande révolution; et second lieu, malgré ce bonheur dont vous disiez qu'on jouissait en France, vous avouez ici que la classe industrielle, c'est-à-dire la classe la plus nombreuse, puisque l'industrie s'empare de tous les bras, vous avouez que cette classe souffre des maux qu'elle endure et des biens qu'elle n'a pas. Vous osez donc dire vous-même que tout n'est pas pour le mieux, après avoir affirmé le contraire? Mais passons sur ces contradictions. Il s'agit de l'imprévoyance de la doctrine. Or, ce défaut capital en politique, ce défaut qui tue les partis comme les individus, est ou ne peut plus clairement exprimé par ces mots: *mais ces dangers sont encore très-loin!* D'autres diraient: Ne léguons pas à nos successeurs des maux dont nous pouvons détruire la cause. Si l'institution actuelle est vicieuse et peut avoir pour conséquence de grands bouleversements dans un avenir plus ou moins éloigné, modifions-la; ne souffrons pas un état de choses qui conclut à l'asservissement d'une grande classe; garantissons la liberté et la sécurité des salariés; faisons donc une révolution nécessaire, pour que l'avenir ne soit point ensanglanté par une réaction terrible; en un mot, soyons justes et prévoyants... Mais le parti libéral ne raisonne point ainsi, et ses publicistes lui disent: « Dors en paix, les dangers sont encore loin de toi!... » Louis XV disait, au milieu de ses orgies: « Pourvu que la monarchie dure autant que moi! » Le libéral dit: « Pourvu que le juste-milieu dure autant que moi! » L'ivrogne dit aussi: « Après moi, la fin du monde! » Ce ne sont là que trois variantes d'une même pensée.

En résumé, Monsieur, la doctrine que vous défendez et que nous connaissons parfaitement avant que vous prissiez la peine de la revêtir de votre style, est, sous ses trois aspects, et quoi que vous en disiez, celle du matérialisme pur. Le matérialisme, en effet, peut seul justifier la violence, l'ingratitude, l'usurpation, l'indifférence pour la misère des travailleurs, l'immobilité sociale, l'aristocratie, le fédéralisme, et l'imprévoyance à l'égard de l'avenir.

Digne doctrine que celle du parti libéral!

Mais laissons de côté ces misérables idées, et arrivons à votre appréciation des différents partis qui divisent le *pays* (1).

D'abord, vous affirmez que l'immense majorité des Français est *fermement* attachée au fait actuel, puis, vous démontrez à votre aise qu'en dehors de cette immense majorité se trouve une minorité que vous divisez en deux parties inégales, les républicains et les légitimistes ; les premiers étant, à votre avis, moins nombreux que les derniers.

« De tous les partis qui existent en France, le parti républicain est le plus faible. Sa violence, ses cris, sa présence au sein de la capitale, dans l'endroit le plus en vue du royaume, font illusion sur sa force. Je connais des provinces entières qui ne comptent pas un seul homme qu'on puisse réellement ranger sous cette bannière. Le parti républicain n'existe, à vrai dire, qu'à Paris et dans quelques grandes villes manufacturières... Le parti républicain n'est composé que d'hommes appartenant à la classe inférieure ; le parti légitimiste n'est composé que d'hommes appartenant à l'ancienne aristocratie... Les républicains représentent un avenir dont l'immense majorité de la nation ne veut pas. Les légitimistes, quoi qu'ils disent ou qu'ils fassent, restent aux yeux du *pays* la personnification d'un passé dont l'immense majorité de la nation ne veut plus... Les uns sont des soldats sans officiers ; les autres sont des officiers sans soldats. »

Ainsi le parti intéressé au maintien de l'ordre de choses présent aurait grand tort de s'inquiéter : il a pour lui l'immense majorité de la nation ; les républicains et les légitimistes sont réduits à l'impuissance la plus radicale, et par la faiblesse de leur nombre et par cette situation toute particulière qui fait que l'un forme un état-major sans corps d'armée, et l'autre un corps d'armée sans état-major, et encore celui-ci est-il inférieur en nombre à celui-là.

Il est vrai, que comme force active, les légitimistes ne forment qu'un corps d'officiers, et nous admettons avec vous qu'on n'a rien à en redouter. — Qu'il n'en soit donc plus question.

Quant au parti qui n'est composé que de soldats, que vous ayez l'air de ne pas le redouter, parce que vous le supposez extrêmement faible en nombre, cela se conçoit ; mais vous vous abusez fort, quand vous croyez qu'il a besoin d'être dirigé par des officiers d'une classe supérieure. En 1830, le peuple n'eut guère d'officiers qu'au moment où la victoire fut assurée à l'insurrection. Mais, d'ailleurs, si jamais les chances paraissaient tourner du côté de ce parti, il ne manquerait pas d'hommes élevés qui s'offriraient à le guider, les uns par conviction, la plupart par ambition ; car il est probable que le peuple sera encore exploité par plus d'une faction avant d'être arrivé à les dominer toutes.

Nous ne discuterons pas avec vous sur le nombre du parti républicain. Si faire croire qu'il est faible peut vous être utile, réduisez-le tant qu'il vous plaira ; en réalité vos chiffres ne tromperont personne, et ne lui enlèveront pas un homme.

Nous vous ferons seulement quelques observations sur la manière dont vous et les vôtres maltraitez les républicains. Il n'est point de passions anti-sociales auxquelles on ne les dise en proie ; à croire tout ce qu'on débite sur leur compte, ce sont de vrais sauvages, des barbares, sans foi ni loi, ne respectant ni mariage, ni famille, ni propriété, ni quoi que ce soit de respectable. « Le parti républicain n'est composé que de ces hommes pauvres, énergiques et grossiers, qui publient ces catéchismes de terreur

et d'anarchie, dont la nation est si fort effrayée... Je trouve que la nation a raison de ne point aimer ces hommes, etc. »

Eh bien, Monsieur, acceptons pour un moment que vous et les vôtres ayez raison, et que les extravagances de quelques individus, reniés hautement par le parti, soient en vérité le fait de tous les hommes qui composent ce parti. Avez-vous fait quelques efforts, vous et les vôtres, pour convertir ces sauvages ? pour civiliser ces barbares ? pour leur apprendre à respecter toutes les institutions auxquelles ils s'attaquent ? Quoi ! on envoie des missionnaires aux sauvages de l'Océanie, et l'on ne fait rien pour ces hommes pauvres, énergiques et grossiers, dont la présence au sein de la société effraie si fort les *honnêtes gens* ? Quoi, on ne trouve rien de mieux à faire que de les irriter tantôt par des calomnies ou des injures, et tantôt par la persécution ? Quoi ! vous trouvez que la nation a raison de ne point aimer des hommes que, selon vous tous, l'ignorance a égarés et qui sont livrés à toutes les suggestions de la misère ? Quoi ! ni sympathie, ni indulgence, ni enseignement ?

Douce philanthropie vraiment, que celle du parti libéral !

Mais, à vrai dire, Monsieur, vous et les vôtres, seriez fort embarrassés pour convaincre d'erreur les hommes dont vous repoussez si fort les projets de transformation sociale. C'est assurément des communistes que vous entendez parler ; car c'est toujours le communisme qui sert de prétexte aux calomnies contre le parti républicain. Eh bien, nous posons en fait que le communiste le plus exagéré, celui qui ne comprendrait la communauté que sous le rapport le plus grossier, celui-là vous battrait sur le terrain de la pure logique. — Ne souriez pas d'un air incrédule ! nous allons vous en donner la preuve par une démonstration fort simple :

Des trois termes de la belle formule inscrite sur le drapeau de la Révolution, *liberté, égalité, fraternité*, le premier convint particulièrement à la bourgeoisie, parce qu'étant riche et puissante elle n'avait plus à désirer que la *liberté* d'action. — L'*égalité des biens* fut particulièrement le terme des hommes pauvres, énergiques et grossiers que vous n'aimez pas ; la *liberté* pour eux étant illusoire sans l'égalité, ils s'attachèrent donc à celle-ci avec d'autant plus de passion que la bourgeoisie leur en refusait obstinément les avantages. En cela chaque parti réclamait le *droit* qui convenait à sa situation particulière. — Quant au troisième terme, la *fraternité*, comme il est un *devoir*, on s'occupa assez peu de le mettre en pratique.

Or, quel est le principe le plus général de la bourgeoisie ? pas autre que celui-ci : *Le but de l'homme sur la terre est de vivre le plus heureux possible.*

Quel est le principe fondamental du communisme ? pas autre que celui-ci : *Le but de l'homme sur la terre est de vivre le plus heureux possible.*

Ainsi donc, libéraux et communistes sont parfaitement d'accord sur le but de l'homme. Le désaccord ne commence que lorsqu'il s'agit de s'arranger pour être heureux ; mais ce n'est qu'une question de moyens. Les riches pensent qu'ils seront plus heureux en gardant pour eux seuls leur fortune ; les pauvres pensent qu'ils seraient plus heureux si l'on mettait tout en commun. N'est-ce pas agir avec autant de logique d'un côté que de l'autre ?

Tout au plus y aurait-il une question de possibilité à opposer aux uns et aux autres. Il faudrait savoir lequel des deux systèmes, du libéralisme pur ou du communisme pur, perdrait plus vite la société ? Les hommes de l'une et l'autre opinion sont, à notre avis, également incompétents pour décider cette question ; mais certainement les communistes pourraient obtenir l'avantage dans la discussion, en se plaçant au point de vue de l'intérêt du plus grand nombre,

(1) Le mot *pays*, appliqué à la société, ne se trouve que dans la langue du libéralisme. Or, ce mot ne sert, dans le langage ordinaire, qu'à désigner le sol ; mais, comme pour les libéraux le sol et la patrie sont la même chose, ils ont donné à celle-ci un nom qui n'est applicable qu'à celui-là. Évidemment, ces gens-là ne savent pas que la nationalité est un principe et non un terrain.

Quant au mariage, à l'hérédité, à la famille, à la propriété individuelle enfin, il est vrai que les communistes conséquents nient hardiment toutes ces institutions de *l'état civilisé*. Mais nous posons ce dilemme aux libéraux : Le mariage, l'hérédité, la famille et la propriété personnelle sont choses *conventionnelles* ou choses *sacrées*. Si ce sont choses conventionnelles, les communistes sont en droit d'y toucher ; si ce sont choses *sacrées*, retournez vos blasphèmes contre votre propre parti, car c'est lui qui les a niées avec le plus d'audace, qui leur a porté la première atteinte, et qui en a profité tout le premier. Oui, Monsieur, votre parti a porté atteinte à la famille en attaquant l'indissolubilité du mariage ; votre parti s'est mis au-dessus de la morale, et en demandant le divorce, il a voulu modifier une chose sacrée. Pourquoi donc les communistes ne pourraient-ils y ajouter une modification nouvelle : — Votre parti, vous l'avez avoué plus haut, a profité des dépouilles de la noblesse et du clergé. Nous ne lui en faisons pas un grand crime ; mais enfin, nous démontrons par là que les droits à l'hérédité et à la propriété ne sont pas *sacrés* quand il s'agit de les enlever à des adversaires. Pourquoi donc seraient-ils plus sacrés pour les communistes ?

A tout cela qu'auriez-vous à répondre, Monsieur ?

Mais nous ne plaçons pas ici la cause communiste, et de ce que ses adeptes se sentent fort devant la morale libérale, il ne s'ensuit pas qu'ils aient raison devant la morale véritable. La doctrine libérale n'est pas celle de la société française ; l'opinion publique repousserait le libéralisme avec indignation si elle était convaincue comme nous qu'il est la cause de tous les maux qui pèsent sur le peuple, et elle repousse de toutes ses forces le communisme, parce qu'elle sait où il conduirait, et que d'ailleurs ses apôtres ne reculent devant aucune des conséquences du principe. Pour nous, les deux théories sont mauvaises parce qu'elles excluent l'une et l'autre deux termes essentiels de la formule, et que toute doctrine qui ne voudra pas tout à la fois la liberté, l'égalité et la fraternité, sera dangereuse et condamnable.

Ceci étant bien entendu, savoir, que la doctrine libérale repose sur la même idée matérialiste que la doctrine communiste, et que les défenseurs de celle-ci ne sont pas plus mauvais, peut-être moins mauvais que les défenseurs de celle-là ; ce point essentiel étant démontré, il y a lieu d'espérer qu'à l'avenir vous mettrez un peu plus de réserve dans vos attaques contre ces hommes « pauvres, énergiques et grossiers » que vous trouvez bon qu'on n'aime pas.

Revenons maintenant à l'esprit de la majorité de la nation. Est-il bien vrai qu'elle tienne *fermement* à maintenir le fait actuel ? Cette affirmation de votre part n'est-elle pas un peu hasardée ? Nous avons quelques raisons pour le croire. En effet, on s'abuserait étrangement si l'on croyait que la masse de la nation est insensible à la politique de concessions au dehors et d'intimidation au dedans ; si l'on croyait qu'elle voit d'un œil satisfait ces actes de corruption qui se renouvellent incessamment, et tous ces abus de pouvoir, et tout ce vaste gaspillage de la fortune publique. On subit souvent des choses qu'on n'aime pas, vous devriez le savoir ; et une grande nation ne se jette pas dans les changements à tort et à travers. Si la majorité est patiente, il ne faut pas conclure qu'elle est contente. L'indifférence même qu'elle montre aujourd'hui pour tout ce qui touche à la politique pure prouve plus pour nous que pour vous. Il n'est pas vrai de dire qu'elle est exclusivement occupée de ses intérêts matériels, car si cela était vrai, elles'attacheraient au mouvement politique, précisément parce que tous les actes politiques ont pour résultat de servir des intérêts ou de leur nuire. Un traité d'alliance, une décision administrative, une modification ministérielle, doivent toujours avoir des résultats favorables ou défavorables à la société prise en masse. Si donc la majorité est indifférente, c'est qu'elle n'attend rien des di-

recteurs sociaux ; c'est qu'elle est convaincue de leur impuissance à faire le bien ; elle semble, en un mot, s'en remettre à un autre temps pour exiger ou faire de grandes choses. La masse de la société n'est pas indifférente ; elle est, au contraire, très-inquiète de l'avenir ; elle prévoit de grandes luttes dans un temps prochain, et elle ne désire rien tant que de pouvoir accorder sa confiance à quelque grand parti qui puisse garantir la France des maux dont elle est menacée par les factions plus ou moins libérales. C'est ainsi que nous la voyons. Ce dégoût si profond pour la politique que vous signalez dans vos lettres, ne prouve donc pas du tout un affaissement de l'opinion publique, mais tout simplement un profond dégoût pour la plus misérable des politiques. Qui pourrait, en effet, ayant un peu de sens, suivre avec assiduité cette fade polémique des journaux et ces pauvres discussions parlementaires ? Qui pourrait se passionner pour l'élection de Monsieur tel à la vice-présidence de la Chambre, parce qu'il appartient à la gauche-Barrot, ou pour Monsieur tel qui vote avec le centre droit ? Qui donc enfin prendrait plaisir à lire ces longues digressions sur une phrase des *Débats* ou sur un geste de M. Guizot, dont sont remplies les feuilles quotidiennes du libéralisme ? Ne disons donc pas que le public est indifférent aux choses politiques ; mais bien plutôt que les hommes qui font de la politique sont les plus ennuyeux et les plus légers d'idées qui aient jamais affligé une nation.

De tout cela, nous concluons, Monsieur, que c'est calomnier la majorité des Français que de dire qu'elle est fermement attachée au fait actuel ; et c'est s'exposer à plus d'un mécompte que de juger de la force des révolutionnaires sur leur avant-garde, et même sur des sentinelles perdues. Vous n'avez pas aperçu le gros de l'armée : nous allons vous le montrer.

Il existe, en dehors des partis que vous avez nommés, un autre parti dans lequel sont compris tous les démocrates, et qu'on pourrait appeler le *parti national*, tant à cause de son profond sentiment patriotique, qu'à cause de ses idées, qui ont leur source dans la véritable tradition française, c'est-à-dire dans le principe même de la nationalité. — Ce langage vous paraît étrange, n'est-ce pas ? Mais nos lecteurs comprendront fort bien. — Ce parti n'est pas et ne saurait être organisé ; mais il est facile d'en reconnaître les membres : il est composé de tous ceux qui voudraient que la France fût respectée au dehors et au dedans, et administrée avec vigueur, intelligence, justice et probité ; il est composé de tous ceux que l'égoïsme n'aveugle point, et qui voient l'abîme où les *habiles* du jour conduisent la société ; il est composé de tous ceux qui se passionnent moins pour de pures formes politiques que pour de sérieuses réformes ; il est encore composé, outre la masse du peuple, de tous ceux qui sont capables de sympathie pour les maux que le peuple endure, et qui ne se croient pas d'une nature supérieure à lui ; c'est-à-dire en un mot, qu'il compte dans ses rangs tout ce que la France a d'hommes honnêtes, dévoués et intelligents.

Vous voyez donc bien, Monsieur, pour en finir avec vous, que vous avez calomnié la majorité des Français en disant qu'elle tenait fermement au fait actuel !..

Nos lecteurs ont encore présentes à la pensée les agitations causées dernièrement en Angleterre par l'affreuse misère des travailleurs de ce pays. Ils se rappellent que nous avons saisi cette occasion pour témoigner aux ouvriers anglais la sympathie que nous ressentions pour leurs malheurs, et l'espérance que nous avions de les voir un jour s'affranchir de cette odieuse servitude. L'association chartiste, à laquelle notre adresse fut envoyée, nous fait parvenir une lettre en réponse ; en voici la traduction :

L'Association chartiste aux ouvriers de France.

Londres. — Décembre 1842.

Frères et amis,

Nous avons reçu votre journal (*L'Atelier*), numéro d'octobre. Nous vous remercions de grand cœur de la sympathie que vous y exprimez pour nos souffrances et pour les efforts que nous faisons afin d'en détruire les causes. Nous vous remercions aussi de n'avoir pas confondu le peuple de la Grande-Bretagne avec cette dominante et injuste aristocratie qui, en nous sacrifiant toujours à son propre agrandissement, n'en n'a pas moins été à l'affût de toute cause de discorde avec le monde, dans le but d'empêcher l'union des peuples, condition nécessaire du renversement des tyrans.

Nous vous remercions de nous avoir rappelé des noms dont nous avons le droit d'être fiers : ceux de Wicief et Wat-Tyler, le robuste forgeron, qui se levèrent pour le droit commun. Nous aussi nous vénérons les noms des grands hommes de la France, des destructeurs de la Bastille et des fondateurs de la constitution de 93 ; nous savons quelle opposition et quelles trahisons vous avez éprouvées, dans votre glorieux combat pour la liberté, de la part des hommes d'argent. C'est la même classe, l'aristocratie de la fortune, qui maintenant arrête les progrès de la liberté en France et en Angleterre. Il est vrai que nous gémissons encore sous deux fléaux dont vous vous êtes heureusement délivrés : — une Église de l'État et une aristocratie héréditaire ; mais *leur richesse seule fait leur puissance*. Elles n'ont pas de racine dans le cœur du peuple. C'est donc dans l'*aristocratie d'argent* qu'est le grand obstacle au progrès dans les deux pays. Quelle autre vous a vendus en 1830, et nous a vendus en 1832 ? quelle autre paralyse le travail de la démocratie en Amérique ? Nous voulons nous réunir à vous pour renverser cet obstacle.

Vous appréciez bien notre position d'esclaves des capitalistes ; esclaves affamés de ces hommes qui ont ajouté à nos fatigues, à nos misères, pour se faire appeler philanthropes, eux qui ont aggravé les horreurs de la traite. Notre nouvelle loi des pauvres ne suffit-elle pas pour prouver combien l'esclavage leur est odieux !

Nous reconnaissons avec vous que *maintenant* c'est une folie d'employer la force contre la toute-puissance et la tyrannie de nos maîtres ; avec vous nous repoussons toute pensée d'injustice et de violence. Nous dirons plus : nous voudrions ne jamais recourir à la force, nous voudrions être des hommes de paix. Convaincus que notre cause est une cause raisonnable, nous voudrions la faire triompher par la raison. Que nos maîtres choisissent donc ! nous souhaitons qu'ils préfèrent la voie de la justice, cette route qui, en nous menant au bien que nous désirons, ne causera que la moindre somme de maux ; mais s'ils en appellent à la force, eh bien, alors, suivant la parole de votre La Mennais : « que le pouvoir qui s'en remet à ce jugement barbare subisse la conséquence de sa propre folie ! » Notre force est dans une union qui doit être plus étroite qu'elle n'a jamais été. Nous osons nous donner pour les vrais compatriotes de cet Hampden qui jamais ne provoqua la violence, mais sut toujours courageusement la repousser.

Pour nous, l'affranchissement politique n'est pas le but, mais le moyen du but. Le but que nous poursuivons, c'est la destruction des misères et des iniquités sociales, et l'établissement d'une organisation qui assure la plus grande et la plus large diffusion du bien-être. La réforme politique n'est pour nous que la porte de la réforme sociale.

Vous le dites bien : « Nous avons droit à désirer la victoire, car nous ne cherchons à opprimer personne ; nous exhortons tous les peuples à partager avec nous les bienfaits de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. » Nous répétons avec joie vos paroles : « Unissons-nous fraternellement, comme il convient à deux peuples qui se connaissent mutuellement, malgré la division qu'a semée entre eux la fourberie égoïste de leurs gouvernants ; unissons-nous, pour que tous ceux qui souffrent puissent espérer la fin de leurs maux, en invoquant l'éternelle alliance des ouvriers de France et d'Angleterre. »

Oui ! cette triple aristocratie, — l'aristocratie du commerce, du clergé et d'une prétendue noblesse, — qui a foulé l'Europe aux pieds, qui, dans toutes les parties du monde, a toujours été l'alliée du despotisme et de l'iniquité, est autant notre ennemie que la vôtre. Sa chute nous vaudra les remerciements du monde. Pour ce grand œuvre, et pour la destruction de tous les obstacles qui s'opposent à la liberté et à la fraternité humaine, nous tendons amicalement la main aux démocrates de toutes les nations, et à vous d'abord comme à nos voisins. Jurons donc d'être unis comme des frères, par une affection mutuelle, et pour la défaite de l'ennemi commun.

21 Janvier.

Chaque année les légitimistes font retentir de leurs plaintes et de leurs gémissements ciel et terre au 21 janvier ; nous sommes vraiment fatigués de toutes ces hypocrites démonstrations : il convient peu à ces hommes, qui trois fois ont fait chasser de France les Bourbons, de venir ainsi déclamer sur la mort de leurs propres victimes.

Louis XVI fut entraîné dans l'abîme par les mauvais conseils de son entourage et par sa propre faute. Traître à sa patrie, il a subi un honteux supplice, et la France entière n'a fait, à son égard, qu'appliquer la loi qui punit encore maintenant de mort le coupable de haute trahison.

Il y a des instants suprêmes où la fiction royale s'évanouit, où le coupable, le front dépouillé de sa couronne, voit s'appesantir sur sa tête, dès ce monde, la main de Dieu qui punit toujours le crime.

Un orateur chrétien a dit : « Celui qui règne dans les cieux et de qui relèvent tous les empires, à qui seul appartient la gloire, la majesté et l'indépendance, est aussi le seul qui se glorifie de faire la loi aux rois et de leur donner, quand il lui plaît, de grandes et de terribles leçons. Soit qu'il élève les trônes, soit qu'il les abaisse, soit qu'il communique sa puissance aux princes, soit qu'il la retire à lui-même, et ne leur laisse que leur propre faiblesse, il leur apprend leur devoir d'une manière souveraine et digne de lui ; car en lui donnant sa puissance, il leur demande d'en user comme il le fait lui-même pour le bien du monde ; et il leur fait voir en la retirant que toute leur majesté est empruntée, et que, pour être assis sur le trône, ils n'en sont pas moins sous sa main et sous son autorité suprême. C'est ainsi qu'il instruit les princes, non-seulement par des discours et par des paroles, mais encore par des effets et par des exemples. *Et maintenant, rois, comprenez, corrigez-vous, vous qui jugez la terre.* »

Que cet incorrigible parti qui, sous le prétexte de la défendre, a tué la royauté, se taise donc maintenant, qu'il gémissse en silence, et sur ses propres fautes, et sur celles de ses maîtres ; et, quand revient le 21 janvier, qu'il se frappe la poitrine.

La France n'a pas besoin de larmes en ce jour ; loin de là, elle a sanctionné d'une manière terrible et juste l'égalité de tous les hommes devant la loi divine qui frappe le crime et récompense la vertu. Le 21 janvier n'est pas seulement l'expiation des maux causés par toute une dynastie, il est encore pour l'avenir un haut et terrible enseignement.

Dès les premiers mois de son apparition, notre journal a publié un modèle de contrat d'association industrielle entre ouvriers, qui résumait en peu d'espace toute la théorie de ces associations, vers le succès desquelles nos efforts ont été constamment dirigés. Dans une série d'articles qui a suivi cette publication, nous nous sommes attachés à développer ce sujet, soit dans sa généralité, dans ses bases, soit dans ses détails. Mais, comme on nous l'a fait observer avec raison, une grande partie de nos lecteurs actuels n'ayant pu se procurer les numéros de notre journal qui contiennent ce contrat et quelques développements, nous nous sommes décidés à en faire une seconde publication. Il y a deux ans, c'était un projet de contrat que nous livrions au public ; aujourd'hui, c'est la copie de l'acte qui lie entre eux quelques ouvriers de deux ou trois professions importantes, c'est une théorie en pleine voie d'exécution que nous allons mettre sous les yeux de nos abonnés.

Nous l'avons dit bien souvent, et nous le répétons encore, il s'agit d'établir, par des essais faits sur une petite échelle, un nouveau plan d'organisation du travail, afin que le pouvoir qui sortira de la réforme politique puisse juger, d'après les résultats déjà obtenus, si ce plan a quelque valeur pratique, et dans ce cas, nous aurions le droit de compter sur son aide pour une réalisation plus active et plus prompte.

Il est donc dans cette voie de grands efforts à faire. Le nombre de ceux qui cherchent à pallier les maux du présent grandit de jour en jour ; leur mission est d'une incontestable utilité ; mais il est bon aussi que quelques hommes de cœur préparent l'avenir par l'étude pratique de la vie d'association. L'expérience qui s'en fait en ce moment, et que nous cherchons à répandre, servira à

corriger, s'il y a lieu, les défauts qu'on y pourrait trouver, et dont aucune œuvre humaine n'est exempte.

CONTRAT D'ASSOCIATION OUVRIÈRE.

Les soussignés, ouvriers,

Considérant que l'association dans le travail est le véritable moyen d'affranchir les classes salariales, en faisant disparaître l'hostilité qui existe aujourd'hui entre les chefs d'industrie et les ouvriers;

Considérant que l'association est le meilleur moyen de mettre l'ordre et la paix dans l'industrie;

Considérant également qu'elle constitue la meilleure méthode pour établir comme pour conserver les sentiments de devoir et de moralité sur lesquels repose l'avenir de la société française;

Considérant que ce mode d'association constitue une simple application des principes moraux enseignés par le christianisme, qu'il est parfaitement conforme aux préceptes de la religion et autorisé par la loi civile;

Voulant enseigner leurs frères par l'exemple et leur donner une preuve de la possibilité et des avantages pratiques de l'association; s'étant cependant convaincus que l'association dans le travail doit être avant tout une œuvre de dévouement et de moralité, et qu'elle ne peut réussir aujourd'hui qu'à cette condition;

Etant par suite déterminés à faire tous les sacrifices personnels nécessaires pour la prospérité de l'entreprise;

Ont, en conséquence, dressé le présent contrat pour y déposer les bases principales de leur association, et tous s'engagent devant Dieu et sur leur honneur à exécuter scrupuleusement les conditions ci-après stipulées.

Entre les soussignés,

ARTICLE 1^{er}. — Conformément à l'art. 20 du Code de commerce, il y aura Société en nom collectif pour l'exploitation d'un atelier de , entre les soussignés et ceux qui, à l'avenir, en feront partie, comme il est dit plus loin.

La durée sera de trente années, à compter de ce jour. A l'expiration de ces trente années, la Société pourra être prorogée pour une nouvelle période de trente ans, et ainsi successivement; il suffira, pour cela, de l'assentiment de la moitié plus un des membres de la Société.

Son siège est établi à ; la raison sociale sera ; la gérance est confiée à

Du capital social et du fonds de réserve.

ART. 2. — Le capital social est formé par le prélèvement d'un cinquième des bénéfices nets faits chaque année par la Société; il pourra accroître aussi par les dons volontaires. Ce capital appartient à la Société et non pas aux associés; chacun de ceux-ci s'engage, lors de son entrée dans la Société, à laisser au fonds social un cinquième de son bénéfice net, et renonce à toute la partie dudit fonds provenant des donations, en compensation des avantages qu'il trouve dans la Société.

Nul ne peut être admis à réclamer une part de ce fonds.

ART. 3. — En outre, et par surcroît de son capital social, la Société dispose d'un fonds de réserve qui est formé des deux cinquièmes des bénéfices nets de chaque année, à la différence du capital social proprement dit.

Ce fonds de réserve ne cesse d'appartenir individuellement aux membres de la Société, dans la proportion de leurs droits; il produit des intérêts qui sont payés annuellement, et, en cas de dissolution de la Société, il sera remboursé aux associés; mais dans ce cas seulement, autrement il ne sera remboursé qu'à leurs héritiers ou ayant cause, comme il sera dit en l'art. 4.

ART. 4. — Le membre exclu de la Société, celui qui renoncerait à en faire partie, et celui qui en demanderait la dissolution, quand même elle serait prononcée sur sa demande, perdront tout droit à leur part dans le fond de réserve; la Société ne leur doit que le salaire de leur travail qui n'aurait pas encore été payé, et le remboursement des sommes qu'ils auraient pu laisser à la disposition de la Société, les bénéfices ou pertes de l'année courante devant profiter à la Société ou être supportés par elle.

Tout membre qui se retire pour cause de vieillesse, d'infirmité ou pour toute autre cause légitime, qui devra être admise par la Société, conformément au règlement, conserve ses droits au fonds de réserve. Il pourra laisser sa part de ce fonds à la Société, qui lui en servira les intérêts, ou en demander le paiement. Dans ce dernier cas, le remboursement de la somme déterminée revenir à l'associé sortant, soit pour l'objet dont il s'agit, soit pour prêt par lui fait à la Société, sera fait en cinq paiements égaux, de trois en trois mois, à compter du jour de la demande en remboursement.

ART. 5. — Les héritiers ou ayant-cause de toute personne décédée membre de la Société, ou qui se serait retirée pour une cause légitime, pourront réclamer sa part dans le fonds de réserve, outre ses droits au salaire encore dû et aux sommes qu'elles auraient pu laisser à la disposition de la Société, conformément au dernier inventaire, auquel ils devront s'en rapporter; les bénéfices ou pertes de l'année courante devront profiter à la Société ou être supportés par elle.

Dans aucun cas le membre exclu ou renonçant, ni celui qui se retirerait pour une cause légitime, ni les héritiers ou ayants cause du sociétaire décédé, ni les créanciers personnels des associés n'auront le droit de faire apposer les scellés sur les objets appartenant à la Société; ils devront s'en rapporter au dernier inventaire, conformément au règlement. Les bénéfices ou pertes de l'année courante devront profiter à la Société ou être supportés par elle.

Enfin, dans tous les cas où la Société, à quelque titre que ce soit, devra le remboursement d'une somme quelconque, soit à l'un de ses membres qui la quittera pour cause légitime, ou par suite d'exclusion ou de renonciation, soit aux héritiers d'un membre décédé; elle ne sera tenue de rembourser cette somme que par cinquième, et de trois en trois mois; le remboursement du premier cinquième devant avoir lieu trois mois après la sortie ou le décès du sociétaire.

De l'administration de la Société.

ART. 6. — Les opérations de la Société seront dirigées par un gérant qui sera élu suivant le mode déterminé par le règlement, lorsque les sociétaires seront au nombre de cinq.

Le gérant et les délégués seront munis de pouvoirs, et pourront obliger la Société envers des tiers; toutefois les billets souscrits par le gérant ou les délégués dont il est parlé plus loin, n'obligeront la Société que quand ils seront revêtus du cachet de la Société; les engagements des autres associés ne pourront que leur être personnels.

ART. 7. — Il sera nommé, d'après les formes déterminées par le règlement, un comité pour assister le gérant.

Le gérant ne pourra emprunter sur hypothèque sans l'autorisation de la Société, mais il pourra faire seul, au nom de la Société, toutes les opérations ordinaires du commerce.

Les membres du comité seront renouvelés tous les ans; le gérant n'est pas compris dans cette disposition, il continuera ses fonctions de plein droit, tant qu'il ne sera pas révoqué. Les formes de l'élection du gérant et des membres du comité seront déterminées par le règlement.

ART. 8. — Chacun des associés sera rétribué selon son travail, d'après l'usage adopté dans la profession et conformément au règlement (1).

Tous les ans, avant le renouvellement du comité, il sera dressé un état exact de la position de la Société; on fera un inventaire général de l'actif et du passif. La balance établie, la somme qui excédera le capital de l'année précédente formera le bénéfice net, qui sera partagé par parties égales aux membres de l'association (2).

Ce bénéfice sera employé ainsi qu'il suit: un cinquième accroîtra au capital social indivisible; deux cinquièmes seront partagés entre tous les associés de la manière établie par le règlement; les deux derniers cinquièmes seront partagés de même entre les associés, mais ne leur seront pas remis et accroîtront au fonds de réserve (3).

(1) La règle de répartition des produits du travail ne doit pas favoriser, en principe, la capacité, mais seulement et rigoureusement se baser sur la somme de travail produit. Les associations devront donc chercher les moyens d'arriver à ce que l'homme inhabile à une certaine partie du travail soit employé à une autre dans laquelle il rendrait de plus grands services, et à équilibrer en quelque sorte le salaire avec l'activité déployée. L'inégalité des salaires n'existe ici que comme punition et encouragement; la punition ne doit être infligée qu'à la paresse; l'encouragement n'est dû qu'au mérite provenant de la volonté. Néanmoins, il est des concessions à faire pour les premiers temps, car cette réforme sera une des plus difficiles.

(2) L'association sera libre de partager également les bénéfices ou de les proportionner au gain annuel de chacun des associés. Bien que le premier mode de répartition semble plus fraternel au premier abord, on doit cependant convenir qu'il est en contradiction avec la rétribution du travail, faite, comme nous l'avons dit, suivant la bonne volonté et non également.

(3) Cet emploi des fonds est facultatif pour les associations; pourvu qu'elles en laissent une partie quelconque au capital social, c'est là le point important. Qu'avec le reste elles établissent des caisses de secours pour les mala-

Toutefois, et par disposition transitoire, tant que la Société n'aura pas payé entièrement le prix du fonds du commerce qu'elle a acheté, et remboursé les sommes qu'elle a empruntées pour l'exploiter, les deux cinquièmes, à partager entre les associés, resteront à la disposition de la Société qui en paiera les intérêts, et ne pourra être forcée de les rembourser que quand elle sera libérée des susdites dettes. De même, en aucun cas, elle ne pourra être forcée de rembourser aucune portion du fonds de réserve jusqu'à cette libération.

Des admissions et renonciations. — Des exclusions et autres peines.

ART. 9. — La Société doit admettre dans son sein, selon la nécessité des travaux, tout ouvrier qui se présentera à elle, pourvu qu'il prouve son honnêteté et son habileté dans le métier. Les formes et les règles de cette admission seront déterminées par un règlement.

Jamais un nouvel ouvrier ne pourra être admis dans la Société s'il n'a travaillé pour elle pendant trois mois au moins.

On ne pourra jamais exiger de lui aucune mise de fonds; mais il devra faire abandon à la Société de ses premiers cinq cents francs de bénéfice (4).

ART. 10. — L'accession d'un nouvel associé n'opérera aucun changement dans les statuts sociaux; son acception vaudra adhésion à ces statuts, il aura les mêmes droits que ceux attribués à chacun des autres associés (5).

La nomination d'un nouveau gérant, ni les décès, ni l'exclusion, ni la renonciation, ni la retraite d'un ou de plusieurs des associés, n'entraîneront pas non plus la dissolution de la Société, ni n'apporteront aucun changement dans les statuts.

ART. 11. — La renonciation devra être faite de bonne foi, et non à contre-temps. Elle ne pourra, dans aucun cas, soustraire le renonçant aux travaux commencés, ni aux engagements pris avant la renonciation (6).

Les motifs d'exclusion sont les suivants : la paresse, la débauche, peu de zèle pour les intérêts de la Société, un acte contraire à ces mêmes intérêts, l'infidélité dans les opérations dont on aura été chargé; en un mot, tout acte contraire à la morale et au dévouement que la Société attend de ses membres.

ART. 12. — La renonciation et l'exclusion entraînent la peine portée en l'art. 4. En outre, le délégué placé par la Société à la tête d'un de ses établissements, qui aura tenté, soit par renonciation, soit de toute autre manière, de s'emparer personnellement d'un établissement, et de la clientèle qui y serait attachée, ou qui, par des manœuvres quelconques, aura détourné une partie de cette clientèle, et l'aura attirée soit à lui-même, soit à toute autre maison, paiera à la Société une indemnité de pour dommages-intérêts. Si plusieurs délégués ont concouru à cet acte, chacun d'eux sera proportionnellement et séparément passible de ladite indemnité de (7).

Toute personne déléguée, ou autre qui aura fait partie de la Société, ne pourra exploiter pour son compte propre dans la ville où elle aura été employée par la Société (ni dans la circonscription de lieues de ladite ville) qu'après années de la sortie de la Société, à moins de payer à la Société ladite indemnité de.

ART. 13. — A quelque époque et pour quelque cause qu'ait lieu la dissolution, la Société pourra être immédiatement rétablie, comme il est dit dans l'art. 1^{er}; il suffira pour cela de l'assentiment de la moitié, plus un, des membres qui la composent. Dans le cas où la dissolution serait définitive, le capital serait remis à l'autorité municipale pour servir à la fondation d'une salle d'asile ou à toute autre œuvre de bienfaisance.

ART. 14. — Dans le cas où les lois qui régissent actuellement les Sociétés commerciales viendraient à être modifiées et reconnaîtraient à ces Sociétés le droit d'exister perpétuellement, la Société profiterait aussitôt de cette faculté, et l'article concernant la durée de la Société serait considéré comme non avenu. Dans ce cas pourtant, s'il arrivait que la dissolution de la So-

ciété fût prononcée en justice, il serait fait du capital social l'emploi déterminé par l'article précédent.

ART. 15. — Toute contestation, soit entre les associés, soit avec leurs représentants ou ayant-cause au sujet de la présente Société, sera jugée par trois arbitres désignés par le notaire de la Société, ou, à son défaut, par le bâtonnier des avocats de Paris, ou le délégué qu'il indiquera; les parties ou leurs représentants, ou leurs ayant-cause, seront tenues d'exécuter leurs décisions comme jugement en dernier ressort, sans pouvoir en appeler ni se pourvoir en cassation, ni de toute autre manière.

Ce contrat règle les principales dispositions de la Société; il y sera joint un règlement supplémentaire et également obligatoire, mais qui pourra être modifié.

Nous rappelons à nos lecteurs que nous avons établi entre nous une caisse d'épargne dont le produit, quelque minime qu'il puisse être, à cause de notre pauvreté, n'en sera pas moins un moyen de venir en aide aux associations qui pourraient se former sous l'inspiration du contrat qu'on vient de lire. C'est principalement aux professions qui n'exigent qu'une faible mise de fonds que notre caisse pourra être utile, en leur prêtant, à faible intérêt, et avec facilité de paiement, de petites sommes qui rendent de bons services dans les commencements d'un établissement commercial.

On a reproché à notre feuille de ne pas s'occuper assez souvent des questions politiques à l'ordre du jour, des actes ordinaires du gouvernement et des discussions des chambres. Nos lecteurs comprendront qu'un journal qui ne paraît qu'une fois par mois ne peut, sans tomber dans d'ennuyeuses redites, aborder la plupart de ces questions, qui sont de droit l'affaire des journaux quotidiens. Notre journal ne peut donc être consacré qu'à l'exposition des idées générales du parti auquel il appartient, et à l'étude des moyens d'améliorer la condition de la classe qu'il représente.

Liste de souscription pour les familles des détenus.

Collecte faite entre les actionnaires du <i>Parlement</i>	42	40
Collecte faite à Rouen dans une réunion d'actionnaires du <i>Parlement</i>	30	26
Collecte faite entre quelques amis.....	15	50
Autre collecte faite entre les mêmes.....	13	"
Versé à M. La Mennais par des gardes nationaux, des ouvriers et des étudiants.....	95	"
Reçu du <i>National</i>	30	"
Reçu du <i>National</i> (envoi des ouvriers tailleurs de Blois).....	15	25
Id. (versé par M. Boissière, du Havre).....	18	65
Collecte versée par le 9 ^e arrondissement.....	12	"
Versé.....	1	"
Versé par un patriote.....	5	"
Total...	278	06

Erratum. — Dans la liste du mois dernier, on a imprimé par erreur que les patriotes du 6^e arrondissement avaient versé 6 fr.; c'est 15 fr. qui ont été versés par eux.

Le manque de place nous force à ajourner au mois prochain un article historique sur le siège et le bombardement de Lille en 1792.

Avis.

Les numéros suivants de notre journal, qui sont complètement épuisés, nous sont demandés pour compléter des collections. Ceux de nos lecteurs qui pourraient nous en céder, sont priés de les faire porter au bureau de *L'Atelier*, où ils leur seront payés au prix ordinaire. — Septembre et octobre 1840. — Janvier, février, mai et novembre 1841. — Mai et septembre 1842.

Le Gérant : LENEVEUX.

IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET C^e, RUE DE SEINE, 32.

des, de retraite pour les vieux ouvriers, rien de mieux, si elles le jugent nécessaire.

(4) Cet article est tout-à-fait facultatif.

(5) Il y aura des formalités légales à remplir, un acte notarié, et une publication au greffe du Tribunal de commerce et dans les journaux d'annonces judiciaires.

(6) Voir l'article inséré dans notre dernier numéro, ayant pour titre : *Réponse à une question de droit*.

(7) Il s'agit ici d'une association qui a acheté et qui exploite plusieurs fonds. Les délégués sont des espèces de sous-gérants, qui administrent les succursales pour le compte de la société.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAYÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

De la puissance française en Europe. — Du droit de pétition. — Du carnaval. — Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger. — De la discipline des ateliers. — Faits divers. — Un nouveau livre de M. Lamennais. — VANITÉ. Siège de Lille en 1792.

DE LA PUISSANCE FRANÇAISE EN EUROPE.

Les publicistes patriotes ont eu quelquefois l'imprudence de dire, par suite de découragement ou pour exciter l'opinion contre le moins patriote des gouvernements, que la France était descendue au rang de puissance de second et même de troisième ordre. Nous disons que c'est une imprudence, et une imprudence très-grave, de publier de pareilles assertions. Si ces publicistes se sentent découragés, qu'ils s'abstiennent; s'ils n'ont en vue que de soulever l'indignation publique, qu'ils s'abstiennent encore, car ce n'est pas en constatant un fait soi-disant accompli qu'on passionne la nation; ensuite, il est toujours dangereux de faire croire à un peuple qu'il est déchu; car, s'il s'accoutumait à cette idée, sa déchéance ne serait que trop réelle. Dire, dans ce temps-ci, à la face de l'Europe, qui a les yeux sur nous, que la France est déchuë, c'est, en définitive, desservir la nation plus encore que le gouvernement lui-même; enfin, cette assertion n'est pas seulement une imprudence, c'est encore la plus grande des erreurs.

Qu'on dise que dans les relations entre les gouvernements européens, le nôtre n'a presque point d'influence, cela n'est que trop vrai. Mais il ne faut jamais manquer d'ajouter que les puissances étrangères savent parfaitement distinguer entre la France et son gouvernement; elles peuvent bien faire trembler ce dernier, mais ce n'est qu'en tremblant elles-mêmes qu'elles pensent au jour où notre nation reprendra ses anciennes allures.

Sans doute, la France subit, jusqu'à un certain point, la solidarité des actes de ses gouvernants; mais cette solidarité ne l'a pas fait déchoir si bas qu'on le dit; la preuve, c'est que, quelles que soient les concessions que l'étranger ait arrachées à notre gouvernement, la politique armée n'a pas changé. La faiblesse et l'incapacité des hommes qui ont gouverné depuis 1830 n'ont pu faire oublier à personne qu'il a suffi de trois journées d'insurrection du peuple parisien pour remuer le monde, changer toutes les relations internationales, et forcer toutes les puissances européennes de se mettre sur pied de guerre; et celles-ci savent fort bien que la France ne s'est pas démise de son droit d'initiative révolutionnaire. Non! la grande nation n'a pas déchu; elle se repose, ou plutôt elle se dispose, car elle n'a pas cessé d'être active, sous le rapport militaire aussi bien que sous celui des idées. Nous avons fait une belle conquête et commencé un grand acte de civilisation en Afrique, et, par suite de ce fait, nous pouvons mettre en ligne l'ar-

mée la plus belle et la plus aguerrie de l'Europe; d'un autre côté, on a tant discuté sur toutes choses, on a passé au crible tant de théories, qu'il n'est pas permis de dire que, sous le rapport moral et intellectuel, la France ne soit pas toujours la tête de l'Europe savante.

Nous ne voulons pas dire que tout soit pour le mieux, tant s'en faut! car, aussi bien que personne, nous savons que, si le gouvernement n'avait eu la main forcée par l'opinion, nous n'aurions ni la conquête dont nous venons de parler, ni la force militaire en est la conséquence; dans l'ordre moral et intellectuel, si avait fait selon le vœu du pouvoir, la nation serait soumise à l'influence malfaisante d'une espèce de pédants dépourvus de réelle non moins que de foi morale; dans l'ordre industriel, les salariés seraient tombés sans ressources dans un servage nouveau plus terrible cent fois que le servage ancien, et, par suite de cet état de profonde abjection où nous voyons les classes ouvrières d'Angleterre. Mais il s'agit surtout ici de la puissance extérieure de la France. Or, il est évident qu'elle n'est pas, à beaucoup près, ce qu'elle pourrait être, ce qu'il faut absolument qu'elle soit bientôt; mais il ne s'ensuit pas que cette puissance soit maintenant d'un ordre inférieur. Qu'importe, après tout, que dans les conseils de la diplomatie, composés d'éléments aristocratiques, les représentants du juste-milieu soient mal regardés et ne sachent pas parler comme il conviendrait aux véritables représentants de la France! La question européenne peut bien être débattue dans ces conseils, mais elle n'y sera pas résolue! Elle ne sera résolue que sur le champ de bataille, car elle est posée entre deux partis qui sont ennemis l'un de l'autre comme le bien est ennemi du mal, et il n'est pas plus possible de concilier ces partis qu'il n'est possible de concilier le bien et le mal. Or, quand un parti veut se faire juste-milieu, c'est-à-dire être un peu du bon et un peu du mauvais côté, il s'expose d'abord au mépris général, et il finit infailliblement par être anéanti entre les deux forces qu'il a eu la prétention d'équilibrer. Nous disons donc qu'aucune des grandes questions européennes ne peut être résolue par la diplomatie, précisément parce que les gouvernements étrangers savent fort bien que la France ne ratifiera pas les traités qu'on ferait accepter aux agents de notre gouvernement; tout est provisoire, jusqu'au jour où la grande nation posera elle-même ses conditions.

Or, quelle est, en réalité, la cause de la France dans le conflit européen qui se prépare, et quels sont ses alliés?

La cause de la France est celle de la civilisation; c'est-à-dire qu'elle représente les idées de progrès contre les idées d'immobilité; les idées du droit des peuples contre les idées du droit des races; les idées de liberté contre celles de l'esclavage; les idées d'éga-

lité contre celles d'aristocratie; les idées de fraternité contre celles d'antagonisme; enfin les idées d'alliance universelle des peuples contre celles de séparation par groupes étrangers les uns aux autres. Enfin la France représente un intérêt humain, tandis que ses adversaires ne représentent que des intérêts individuels, pour la satisfaction desquels ils ne craignent pas de sacrifier tous les droits de l'humanité. De sorte que la guerre entre la France et ses adversaires sera bien réellement une guerre de principes.

Maintenant où sont les alliés et les ennemis de la France? On peut dire que ses alliés sont tous les peuples, et ses ennemis toutes les aristocraties. Mais ici il faut se borner à compter seulement les amis et les ennemis qui entreront en ligne de bataille. D'abord, au premier jour, la France sera seule en ligne contre l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Autriche; mais telle est la situation de ces quatre puissances, que chacune d'elles tient en oppression un ou plusieurs peuples dévoués à notre cause, et qui, pour se soulever, n'attendent que de nous voir sur la Manche, le Rhin et les Alpes. En effet, l'Angleterre a l'Irlande contre elle; la Russie a contre elle, outre les peuples qui la séparent de la Turquie, une grande partie de la Pologne; la Prusse une autre partie de cette malheureuse Pologne et les provinces rhénanes; l'Autriche a sur les bras, outre sa province polonaise, l'Italie presque tout entière; c'est-à-dire que les puissances auront plus à défendre leurs conquêtes qu'à nous attaquer. Chacune aura fort à faire avec les vaincus qu'elle tient sous son joug; car il faut remarquer qu'entre les oppresseurs et les opprimés il y a non-seulement la haine qui sépare le vaincu du vainqueur, mais encore la haine qui résulte de la différence de foi religieuse; et il faut remarquer de plus qu'entre la France et ces peuples opprimés il y a conformité parfaite de foi religieuse. En effet, les peuples les plus sympathiques aux idées révolutionnaires sont en même temps tous catholiques; il y a entre eux et nous les meilleures conditions d'alliance, de même qu'entre eux et leurs dominateurs il y a toutes les conditions possibles d'inimitié et de séparation. La France peut donc compter qu'elle a un camp en Pologne, un en Italie, un en Irlande, un dans les provinces rhénanes, etc. Sous différents noms, ce sont des peuples qui combattent pour la même cause, et qui n'attendent que le signal.

Aussi, quand l'homme du comité de salut public disait : « Nous voulons que la France devienne le modèle des nations, l'effroi des oppresseurs, l'espoir des opprimés, » il demandait pour sa patrie un privilège qui lui est définitivement acquis, malgré les revers qu'elle a subis. Toute l'Europe a les yeux sur la France : les uns attendent l'heure de la délivrance, les autres l'heure du combat à mort; mais si les premiers attendent impatiemment que notre nation manifeste sa volonté, les seconds vivent dans une inquiétude perpétuelle, intrigant de toutes manières auprès des hommes qui nous gouvernent pour les obliger à résister à l'élan national. Mais ils savent que la nation ne se résignera pas toujours à se laisser administrer par les commis de la contre-révolution, et cette certitude les remplit de terreur.

Non, la France n'est pas déchuë; elle est isolée, sans doute, parce que ses alliés naturels sont subjugués; mais, dans son isolement, elle est encore plus puissante que toute l'Europe aristocratique; elle n'est pas seulement au rang de grande puissance, elle est la plus grande puissance du monde, parce qu'elle dispose d'une force matérielle immense, et qu'elle a pour elle ce qui manque absolument à ses ennemis : la sympathie des peuples. Or, si les choses ne vont point au gré de notre légitime impatience, ne nous décourageons pas, entretenons-nous bien, au contraire, dans cette pensée que la France est toujours la grande nation, l'initiatrice du mouvement civilisateur, et que le jour ne saurait manquer d'arriver bientôt où la coalition des aristocraties sera définitivement anéantie par sa propagande et son épée.

DU DROIT DE PÉTITION.

Nous sommes bien loin aujourd'hui de cette mémorable époque où la grande voix du peuple se faisait entendre avec fermeté et autorité, de ce temps où l'initiative des grandes choses était pour ainsi dire le privilège des hommes de notre classe. Qu'est devenu le droit de pétition, cette arme si puissante entre les mains de nos pères? et qu'avons-nous fait de la dernière liberté qui ait survécu au naufrage général? de ce droit si important dont l'énergique exercice a contribué à sauver la France du fédéralisme? de cette initiative de chaque citoyen dans la direction des affaires publiques? de cette dernière et solennelle protestation de l'opprimé?

De nos jours la pétition tend à se faire humble et suppliante; elle a l'air de solliciter : ce n'est pas justice qu'elle semble demander, mais grâce. Aussi a-t-elle perdu tout crédit, toute autorité; on la traite avec le plus superbe dédain; elle n'est écoutée patiemment que quand elle demande des choses de peu d'importance; dans toutes les questions graves elle est repoussée avec des rires indécents, ou accueillie par le plus froid silence. Elle ne commande plus l'attention; elle n'attire plus de sympathies : elle semble faire pitié.

S'est-on bien rendu compte de cette dégradation, de cette dégénérescence d'un droit si important, si ancien? Sait-on pourquoi les *représentations* des gouvernés (car c'est là la véritable définition de la pétition) ne frappent que des oreilles distraites et indifférentes? Cela vient-il de ce que les réclamants manquent à leur mandat, ou bien du mauvais vouloir, ou de l'imprudente insouciance des pouvoirs vis-à-vis desquels ce droit s'exerce?

Sans aucun doute, on doit principalement attribuer ces fâcheux résultats aux mauvaises dispositions des pouvoirs. S'ils représentaient véritablement le peuple, ils auraient quelque souci de ses demandes, de ses *avertissements*; ils sauraient céder à la justice sans compromettre leur autorité; leur pouvoir en serait au contraire plus respecté, et le droit de pétition, encouragé, redeviendrait, non pas précisément ce qu'il a été dans les temps difficiles de la Révolution, mais il occuperait au moins sa place véritable; ce serait un droit sérieux, et en même temps un devoir que chacun s'empresserait de remplir. Bien des améliorations seraient amenées par lui; le gouvernement y trouverait un véritable thermomètre de l'opinion publique. Et c'est l'écueil des pouvoirs que l'ignorance où ils sont presque toujours des besoins des masses.

On ne peut pas dire que nous exagérons en accusant formellement le gouvernement d'avoir mis des entraves au droit de pétition. Dès la Restauration, on a commencé par le ridiculiser, et chacun se rappelle *cet infatigable M. Schiller*, dont les pétitions sur toutes sortes d'objets provoquaient le rire des Chambres. Avec ce rire on espérait décourager les pétitionnaires sérieux, et on y parvenait en effet. Depuis la révolution de juillet, il a été fait des pétitions collectives importantes, et l'on peut en citer jusqu'à deux qui ont eu un résultat satisfaisant. Mais que d'obstacles ont été suscités aux pétitionnaires? Tracasseries, intimidations, tout a été mis en œuvre pour détourner ou effrayer les signataires. Dans le procès Quémisset, des pétitions ont été saisies, contre tout droit, contre toute justice; on a fait une accusation contre des individus du fait d'avoir signé cette pétition pour la réforme électorale. C'est ainsi qu'on est parvenu à faire croire à quelques-uns de nous que signer une pétition c'était se compromettre gravement.

Nous le répétons, tout gouvernement franc et loyal aurait été le premier à encourager ces manifestations pacifiques de l'opinion publique. Loin de poursuivre, sous le prétexte illégal d'association illicite, les comités qui se sont formés pour faire signer des pétitions, on devait les encourager, en les surveillant si l'on craignait qu'ils fissent autre chose; mais tant qu'ils restaient dans leur droit, il était du devoir du gouvernement de leur assurer l'exercice de ce droit, le seul qui reste au peuple entier.

Or, c'est tout le contraire qui a été fait. Et nous dirons que c'est non-seulement un insolent déni de justice, mais encore une grande imprudence; car les plaintes qui ne peuvent s'exhaler sont exposées à se traduire en violences, et ces violences peuvent devenir excusables dès que le motif en est juste.

Nous ne désirons pas qu'on en vienne là; il est cependant un fait à remarquer : c'est que la pétition, à laquelle nous venons de reconnaître un caractère d'humble réclamation, prendra irrévocablement, sous l'influence que nous avons signalée, un caractère de *sommatton légale*. En un mot, voici ce qui arrivera, ce qui arrive déjà. Les pétitionnaires se disent : « Nous n'avons nulle confiance que les Chambres examinent nos demandes; encore moins avons-nous l'espérance qu'elles y fassent droit; néanmoins, nous ne voulons pas qu'on puisse nous reprocher de n'avoir pas employé, pour

faire triompher la justice de notre cause, tous les moyens que la loi met à notre disposition. Nous allons donc encore pétitionner; maintenant, messieurs les pairs et messieurs les députés, riez si bon vous semble, mais n'oubliez pas qu'il y a, dans ce monde ou dans l'autre, une responsabilité à laquelle vous n'échapperez pas.

Et maintenant que nous avons fait la part des uns, n'oublions pas ce que nous avons aussi à nous reprocher. Nous n'avons pas le courage civique : il faut l'acquiescer; pétitionner semble aux uns inutile, aux autres dangereux. Nous rappelons à ces derniers que l'article 45 de la Charte garantit formellement ce droit, et qu'ils doivent et peuvent l'accomplir sans crainte. Quant à ceux qui jugent cette démarche inutile, en raison de l'indifférence de nos gouvernants, nous leur dirons que c'est à notre peu d'énergie et de fermeté, à notre manque d'union, que nous devons attribuer le dédain qu'on a pour nos réclamations. Ce dédain cessera, n'en doutons pas, le jour où nous voudrons, tous réunis, faire entendre une voix calme, mais résolue, convaincue et ferme.

Du Carnaval.

Nous ne pensons pouvoir mieux protester contre les orgies du carnaval qu'en citant les lignes suivantes d'une petite brochure publiée il y a quelques années :

« A une époque déterminée, on donnait aux Ilotes (à Sparte) un jour de liberté entière, et, avec elle, tout ce qu'ils aimaient, tout ce dont ils pouvaient faire festin. Et lorsque ces esclaves et ces Ilotes, ivres de nourriture et de vin, se livraient aux désordres et aux mouvements des passions animales, qui sont dépourvues de frein, alors on montrait ce troupeau aux jeunes citoyens : Voyez, leur disait-on, ce ne sont pas des hommes, vos égaux, vos semblables; ce sont des bêtes; ils montrent les passions de la brute. Si toute l'année ils étaient libres comme ils le sont aujourd'hui, s'ils n'étaient pas enchaînés par la force à la voix du devoir et du travail, ils feraient toute l'année ce qu'ils font aujourd'hui. Ils sont sans prévoyance du lendemain, mus par leurs seuls instincts, à la manière des animaux, passant d'un appétit satisfait à un autre qui s'éveille, se disputant leur nourriture et leur femelle, s'unissant et se séparant par caprice, mais jamais en société. Ce ne sont pas des hommes; car l'homme est celui qui commande à ses passions, celui qui sait respecter la loi, la religion, les mœurs, lui-même et les autres, celui qui sait mourir pour sa patrie. »

Ce que ces antiques patriciens disaient de leurs esclaves, nous, peuple, nous pouvons le dire aujourd'hui d'une bonne partie des classes dites supérieures. Si donc nous voulons mériter notre affranchissement, gardons-nous d'imiter les exemples de corruption que nous donnent nos modernes patriciens, et quand nous voyons quelques-uns des nôtres tomber dans cette folie, rappelons-leur que, pour accomplir la tâche qui leur est imposée, les ouvriers de France auront besoin de toute leur vigueur de corps et d'esprit.

RÉFORME INDUSTRIELLE.

CELUI QUI NE VEUT PAS TRAVAILLER NE DOIT PAS MANGER.

(Saint Paul aux Thessaloniciens, chap. 3.)

Il y a des économistes qui ont entrepris de nous démontrer que l'application rigoureuse du précepte de saint Paul est chose impossible. Ces gens-là prétendent qu'il est absolument nécessaire à la prospérité sociale qu'une certaine classe puisse, au moyen du prêt usuraire, se dispenser de travailler pour vivre; ils soutiennent que toute organisation du travail et du crédit qui pourrait avoir pour conséquence d'enlever au capital la valeur de rapport qui lui est donnée aujourd'hui, serait une mesure non moins funeste aux classes laborieuses qu'aux possesseurs de capitaux eux-mêmes. D'où il suit que le précepte de l'apôtre est anti-social, et qu'il faut lui substituer celui-ci : « La récompense est en raison inverse du devoir accompli, c'est-à-dire que celui qui travaille plus doit manger moins et beaucoup plus mal. »

Voilà, en définitive, à quoi concluent rigoureusement les critiques que l'on a faites du plan d'organisation du travail et du crédit que nous avons adopté. Le *Moniteur des Prud'hommes* lui-même, aux bonnes intentions duquel nous

aimons du reste à rendre justice, trouve mauvais que nous voulions réduire le capital à sa valeur nominale; il pense qu'à moins de vouloir supprimer la propriété, il faut reconnaître la nécessité et la légitimité de l'usure; et le voilà qui cherche à prouver, d'une part, que l'argent doit être considéré comme producteur; et, d'autre part, que la suppression de l'intérêt aurait pour conséquence inévitable d'immobiliser les capitaux dans les bourses particulières. Il est partisan des associations; il veut bien qu'elles soient à long terme; mais il ne veut pas qu'elles soient perpétuelles, précisément parce qu'il entrevoit qu'il en résulterait une organisation puissante qui changerait les conditions du crédit, et réduirait l'argent à sa valeur de simple signe d'échange.

Nous sommes fâchés d'avoir à le dire au *Moniteur des Prud'hommes*, mais il soutient sur le capital une théorie qui n'est pas de l'école française; ce sont les Anglais qui ont affirmé que l'argent était productif, et les économistes français, dignes de ce nom, disent le contraire. Au reste, il n'est pas besoin d'être fort savant pour résoudre la question. Il s'agit de savoir si la société pourrait se passer d'argent? Tout le monde reconnaît que la chose est possible, et qu'on le remplacerait par un signe quelconque. Donc, en principe, l'argent n'est qu'un signe d'échange. Mais dans les conditions actuelles de l'organisation sociale, il a reçu une valeur plus grande, dirait-on; il représente du travail accumulé; et si tel individu a pu convertir le signe monétaire accumulé en une maison qui lui rapporte bon bénéfice, pourquoi tel autre individu qui donne à son signe monétaire un autre emploi, qui le loue, par exemple, à un fabricant, ne recevrait-il pas aussi un bénéfice? Nous n'allons pas à l'encontre, et nous savons fort bien que si, dans l'état actuel, on coupait court à l'intérêt, chacun emploierait ses capitaux à sa guise pour en tirer profit; l'argent se trouverait disséminé plus encore qu'il ne l'est aujourd'hui, et la réforme aurait produit plus de mal que de bien. Mais s'ensuit-il qu'il faille juger le système des associations avec cette préoccupation d'un fait essentiellement passager?

Quand on s'occupe d'économie politique, c'est-à-dire d'organisation sociale, il faut partir d'un point de vue plus élevé; il faut sortir du cercle étroit où s'agitent tant d'intérêts livrés à eux-mêmes. Que doit-on se proposer en économie politique? La plus grande prospérité sociale possible, et de même la plus grande sécurité individuelle possible touchant les moyens de conservation. Or, il est bien clair que cette prospérité ne peut exister qu'à la condition du travail; que plus il y a de bras occupés, plus il y a de produits, partant plus de moyens de bien-être. A ce point de vue, nul individu valide ne doit pouvoir s'abstenir de travailler. C'est bien assez des incapables et des infirmes, qui sont naturellement dispensés, sans qu'on ouvre la porte à la paresse. D'ailleurs, en bonne morale, et abstraction faite de ce qui a lieu sous nos yeux, un individu qui s'est croisé les bras a-t-il la valeur sociale de celui qui produit tout le jour, et peut-on soutenir qu'il a un droit égal au partage du fruit? La question étant ainsi posée, personne, à moins d'avoir oublié toute notion de justice, personne n'oserait soutenir, dans ce cas, le droit de l'oisif à partager le fruit du travailleur.

Cependant, quand on rentre dans le fait présent, on semble perdre immédiatement ces notions de justice, et l'on se fait le défenseur des intérêts de ceux qui ont trouvé le moyen d'avoir les plus doux fruits du travail sans faire œuvre de leurs dix doigts. Comment donc accorder cette contradiction? Comment donc ce qui est souverainement injuste en principe serait-il souverainement juste dans la pratique? Ne voyez-vous pas que vous manquez à la logique; car il résulterait de cette manière de raisonner que le bien moral est dangereux à appliquer, et que le mal moral est plus fécond que le bien, ce qui est passablement absurde.

En effet, de deux choses l'une; ou il est juste en principe que tout le monde prenne part au travail et à ses fruits dans la proportion de la bonne volonté dont on aura fait preuve, et ce principe doit être rigoureusement applicable; toutes les objections possibles ne sauraient prouver le contraire;

Ou bien, il est juste, en principe, que les uns se reposent tandis que d'autres travailleront continuellement; et comme la production sera moins considérable que si tout le monde produisait, les travailleurs en subiront encore les conséquences, et n'auront que le rebut des oisifs. Si ce principe est le seul applicable, il faut dire que la morale n'est pas faite pour régler les rapports entre les hommes; il faut dire qu'elle est une inutilité, en un mot, un enlèvement au point de vue économique.

Choisissez donc l'un ou l'autre des deux points du dilemme; il n'y a pas de milieu. Ou vous direz avec nous que le travail seul doit fournir le moyen de vivre, ou, si vous persistez à dire que le capital peut nourrir son maître, vous niez la justice. Encore une fois, choisissez.

Mon Dieu! nous ne parlons pas de réduire immédiatement les rentiers à

manger leur capital; nous savons bien que dans le désordre actuel, où chacun prévoit pour soi-même, où il n'y a absolument nulle espèce de prévoyance, chacun cherche son salut à sa manière: aux plus habiles la sécurité; ceux-là rejettent le fardeau du travail sur les épaules trop surchargées déjà des travailleurs. Nous ne nous en prenons pas, encore une fois, aux rentiers, mais à l'institution à l'ombre de laquelle ils vivent dans l'oïiveté. L'organisation du travail et du crédit que nous proposons ne peut les atteindre que d'ici à longtemps, et d'une manière si peu sensible qu'ils ne doivent pas être admis à réclamer; encore moins les économistes peuvent-ils être admis à réclamer en leur nom.

Nous disons en principe que l'argent n'est qu'un signe et qu'il ne produit pas; qu'il n'a la valeur d'aucune marchandise, car toute marchandise est positivement utile, tandis que l'argent n'est bon à rien. Une fois cela admis, il ne sera plus possible à un homme de dire: «Voilà 100,000 fr.; je vais les placer et vivre de la rente; je ne toucherai pas au fond; je pourrai m'en nourrir toute ma vie, et le transmettre encore intact à mes enfants.» Cela ne sera plus possible; il vivra sur le capital jusqu'à ce qu'il soit anéanti, et alors il travaillera; et en cela on n'aura en aucune manière porté atteinte à la propriété, mais seulement à un abus de la propriété.

Quant à cette autre objection par laquelle on prétend que, si on n'offre plus d'attrait aux possesseurs de capitaux, ou une compensation des chances de pertes, aucun ne voudra les prêter au commerce, et qu'il en résultera un défaut de circulation funeste à la prospérité sociale, nous pouvons la réfuter très-facilement:

La condition principale de la bonne et rapide production, c'est la concentration des capitaux en un petit nombre de mains. Or, supposons que le système des associations soit général; on aurait-on jamais vu capitaux en plus grandes masses et plus actifs qu'aux mains des producteurs associés? Par exemple, il y a souvent des crises factices dans l'état présent; alors toutes les bourses se resserrent ou ne s'ouvrent qu'à des conditions exorbitantes; les entreprises sont arrêtées, et les ouvriers sont forcés de chômer ou de consentir à des réductions de salaire. Quelque chose d'analogue aurait-il lieu sous le régime des associations, et peut-on supposer que des sociétés de travailleurs, indépendantes par la possession des grands moyens d'agir, se feraient peur à elles-mêmes et arrêteraient leurs travaux? La circulation serait donc plus active et la production plus considérable cent fois que maintenant, où les non-travailleurs possèdent tous les instruments du travail, et ne les louent que comme il leur convient; d'où il résulte que beaucoup d'instruments ne servent pas, et que beaucoup de bras sont inoccupés. Cela ne pourrait avoir lieu avec les associations; donc l'activité productrice serait plus considérable.

Quant à cette raison que chacun garderait ses épargnes et que cela ferait préjudice à la circulation, ou qu'il la dissiperait, et que ce serait encourager le vice, elle est mal fondée, et nos adversaires sont mal avisés de nous reprocher d'ouvrir la porte à la dissipation de fort médiocres bénéfices, eux qui demandent qu'on laisse à la classe des rentiers la faculté de dissiper le temps, qui est chose infiniment plus précieuse que l'argent. Qu'on sache donc que, si l'on en était arrivé à ce point que l'association fût le fait général, les associés auraient fort peu de bénéfices à dissiper ou accumuler, attendu qu'ils seraient obligés de laisser la plus grande partie de ces bénéfices en réserve pour le temps des infirmités et de la vieillesse; d'où il suit que la caisse de chaque société serait dépositaire de presque tout ce qui appartiendrait aux individus, et le leur rendrait en pensions, ou en *masse*, s'ils sortaient. Quoi qu'il en soit, les sommes qui pourraient être dissipées ou immobilisées seraient si faibles que la morale ni la circulation n'en souffriraient pas le moins du monde. D'ailleurs, l'argent, réduit à l'état de signe, ne serait plus tant un moyen de production; et celle-ci, se faisant avec un ordre tout nouveau et par grandes opérations, le signe monétaire serait naturellement moins souvent nécessaire, et les échanges en nature auraient lieu beaucoup plus fréquemment.

Nous disons que c'est tout un autre ordre de faits qu'il faut juger avec d'autres raisons que celles qu'on puise dans l'observation du fait actuel. Mais à nous en tenir à ce fait, et à l'objection touchant la circulation, nous maintenons que, par cela seul que les associations posséderont la masse des capitaux, jamais la circulation ne fera défaut, et que jamais moins d'argent n'aura été immobilisé.

On nous a posé aussi le dilemme suivant: Ou vous reconnaissez la valeur productrice du capital, ou vous niez la propriété et vous tomberez dans le communisme.

Ce dilemme ne prouve rien du tout. Nous ne nions pas le moins du monde la propriété. Nous ne voulons pas qu'on enlève à un homme ni son argent, ni sa maison, ni son champ; seulement nous ne voulons pas qu'il

puisse vivre à l'aide de son capital sans jamais l'entamer; il le dépensera comme l'ouvrier dépense sa semaine. Quant au propriétaire de maisons ou de terres, il sera bien obligé de s'occuper s'il veut vivre, car le revenu de ces choses aura baissé en proportion du revenu de l'argent. Mais si tout le monde est doucement amené à la nécessité de prendre part au travail, cela ne veut pas dire que le fruit de ce travail ne sera pas la propriété de chacun. Il y aura toujours, selon nous, propriété sociale des instruments de travail, et propriété individuelle des fruits gagnés par chacun; et c'est précisément cette propriété individuelle qui donne à chacun la liberté, en lui fournissant le moyen d'aller et de venir, de travailler ou de se reposer. Cette liberté-là ne peut nuire en rien; elle est limitée par la nécessité même de retourner au travail, car on ne gagnera jamais assez pour s'en dispenser longtemps.

C'est précisément en cela que nous nous séparons du communisme: dans la communauté, en effet, l'individu n'a rien en propre; tout y est réglé. On y dit, il est vrai: A chacun selon ses besoins. Mais les besoins sont variables à l'infini. Si, par exemple, un individu voulait voyager, lui en accorderait-on la faculté? Les communistes disent oui. Mais la communauté serait bientôt débordée par les besoins factices, et dans l'impossibilité de les satisfaire, et par respect pour l'égalité elle n'en satisferait aucun; d'où il n'y aurait plus liberté pour personne d'aller à droite ou à gauche; ce serait un état insupportable. Donne-t-on la liberté? alors tout le monde en profite pour s'abstenir des travaux fatigants et ennuyeux, et la communauté périclète. La communauté n'est possible qu'à la condition de supprimer la liberté de choisir, d'aller et de venir. Voilà ce qui constitue essentiellement la communauté dans l'ordre industriel, et c'est une des raisons pour lesquelles nous lui faisons la guerre.

Le système du capital producteur et le système de la communauté sont deux excès contraires: nous croyons être sur le bon terrain, nous, en demandant que chacun soit rétribué en raison de sa bonne volonté, et que nul ne trouve à manger s'il ne veut pas travailler.

DE LA DISCIPLINE DES ATELIERS.

Il n'est pas un seul ouvrier qui puisse mettre en doute la nécessité de mesures réglementaires à prendre pour assurer, dans le régime ordinaire des ateliers, la qualité du travail et la vitesse d'exécution; mais cependant l'immense majorité de ceux qui passent leur vie dans les ateliers se plaignent, et avec raison presque toujours, de la manière dont on y comprend cette nécessité. Non-seulement le maintien de la discipline du travail est confiée tout entière aux maîtres, et par délégation aux chefs d'atelier, mais encore ces personnes sont libres d'en formuler les prescriptions sans autre règle que leur caprice, leur bon plaisir, leur intérêt ou leur peur. C'est ainsi qu'on en est venu à assimiler les grandes manufactures, sur quelques points de la France, à de véritables prisons, régies par le système pénitentiaire du silence, et qu'on a frappé, dans quelques-unes, les petites imperfections du travail, souvent impossibles à éviter, d'amendes montant souvent au quart ou au tiers du prix payé à l'ouvrier pour la journée.

Sans aucun doute il est des travaux qui exigent beaucoup d'attention, et à la réalisation desquels les discussions d'ateliers pourraient nuire; on conçoit que l'intérêt du maître, et même celui de l'ouvrier, s'il est rétribué aux pièces, fasse une nécessité du silence, et par silence nous entendons seulement une certaine réserve dans les conversations. Cette réserve, nous la demandons même encore pour les travaux qui n'exigent que peu d'efforts d'attention. Mais qu'il y a loin de là au régime de certaines manufactures!

On nous accusera peut-être de favoriser cette tendance qu'ont les ateliers à devenir de petits *clubs*, où l'on agite, aux dépens du travail, les questions politiques et sociales, où souvent même on se corrompt peut-être plus que l'on ne s'instruit; car il est certains ateliers où les conversations ne sont alimentées que de saletés, ce qui donne aux raisons des partisans du silence absolu un certain air de justice. Nous n'avons pas besoin de dire que nous blâmons de toutes nos forces ces ignobles conversations; nous avons d'ailleurs notre pensée sur ce sujet, dans un récent article sur l'apprentissage. Mais nous sommes obligés de déclarer qu'on ne peut exiger des ouvriers, quels qu'ils soient les intérêts en jeu, qu'ils fassent abnégation complète de leurs sentiments et de leurs convictions, qu'ils se résignent à ne pas exprimer leurs pensées pendant les longues heures que durent leurs travaux. Nous allons en déduire les raisons.

Le travail de l'atelier absorbe presque la vie entière de l'ouvrier: il ne peut disposer que des heures de ses repas, et de celles qu'il trouve au delà

de ses veillées, s'il est assez robuste pour les prolonger. Ces heures, absorbées par les devoirs de la famille, il les passe chez lui, isolé du contact de ses camarades. C'est donc seulement le dimanche et pendant le travail qu'il peut compléter son éducation; et les conversations d'atelier, quand elles sont bien dirigées, peuvent avoir dans ce sens un excellent résultat. En vain les maîtres nous diront que notre travail, ou plutôt leurs bénéfices, doivent passer avant tout; il n'en est pas moins vrai que nous devons communiquer les uns avec les autres le plus qu'il nous est possible, afin de réagir contre les mauvaises tendances et de répandre les vérités utiles : tâchons seulement que le travail n'en souffre que peu ou point. Si quelque jour notre salaire nous permettait de gagner quelques minutes sur la durée de notre travail, nous pourrions alors suivre des cours, lire et étudier; mais puisqu'il n'en est point ainsi, gardons précieusement notre droit de cause, limité dans de justes bornes : ne nous laissons point assimiler aux voleurs, pour lesquels nos philanthropes ont imaginé cette torture du silence. Pour ce qui concerne les amendes, quand elles frappent les retardataires, nous ne pouvons que nous incliner devant leur utilité et leur justice si elles ne s'appliquent qu'aux ouvriers à la journée, et si elles ne dépassent pas la valeur de la portion de travail perdue; autrement, nous croyons que les ouvriers aux pièces ne peuvent être assujettis à des amendes semblables que lorsque l'atelier qui les emploie leur fournit régulièrement du travail; il y a alors obligation réciproque : si le maître donne exactement du travail, l'ouvrier doit être régulier dans ses habitudes. Les amendes ne doivent néanmoins profiter dans ces cas qu'aux caisses de secours pour les ouvriers : le maître n'éprouve aucun préjudice, ou il est libre de prendre d'autres ouvriers : il ne lui est donc pas dû d'indemnité.

Nous devons exprimer ici le regret de voir que les règlements qui régissent les ateliers n'émanent absolument que de la volonté des maîtres, et que les ouvriers ne soient en rien consultés, si ce n'est qu'ils sont libres d'accepter ou de refuser. Croit-on que si l'on appelait les ouvriers à la discussion de leur discipline d'atelier, les choses en iraient plus mal? Pense-t-on qu'ils ne s'imposeraient pas volontairement certaines règles, et qu'ils n'exécuteraient pas mieux ce qu'ils auraient librement consenti? Nous avons d'ailleurs des exemples de ce fait dans certaines professions, et les maîtres sont loin de s'en plaindre.

Il est un dernier point sur lequel nous appelons l'attention des ouvriers et du public. Nous avons souvent entendu déclamer, par des gens appartenant aux classes dites supérieures, sur le peu de dignité qui se révèle chez l'ouvrier. Ces personnes en jugeaient, soit d'après leur propre expérience, soit d'après le dire de fabricants leurs amis; elles en jugeaient, disons-nous, sur cette crainte, sur cet embarras qu'éprouvent la plupart des ouvriers en présence de leurs maîtres, sur cette absence totale de relations bienveillantes entre l'ouvrier et son maître ou son chef d'atelier. Cette situation, suivant elles, avait quelque point de comparaison avec celle d'écoliers vis-à-vis de leurs professeurs.

Nous ne pouvons nier que ce reproche n'ait une certaine valeur, mais il a bien aussi son correctif. Qu'on veuille réfléchir en effet qu'un maître exerce actuellement sur ses ouvriers l'influence la plus grande qu'il soit possible à un homme d'obtenir. Mettez un ouvrier en face d'un magistrat, d'un ministre, du chef de l'État même, et, si sa conscience ne lui reproche rien, ces grands pouvoirs ne lui feront éprouver aucune crainte, parce qu'il sait que la loi le protège contre toute violence de leur part. Vis-à-vis du maître, au contraire, il est en face d'un juge qui d'un mot, d'un geste, pour un *oui*, pour un *non*, peut le condamner à une misère au moins temporaire en le renvoyant de son atelier; car on ne retrouve pas facilement des ateliers ouverts à tout venant par le temps qui court. Voilà tout le secret de cette absence de dignité dont on ose nous faire un grave reproche.

Disons cependant qu'ici encore nous devons réagir contre nos craintes souvent mal fondées : il n'est que trop vrai que c'est cette pusillanimité qui rend tant de chefs d'atelier si osés à notre égard : obligeons-les à de la politesse, à des égards, en ne cédant rien de ce qui ne doit pas être cédé; et si nous avons enfin un jour une bonne institution de prud'hommes, ces rapports si insultants pour nous changeront de face : quand nous aurons nos représentants industriels, on les respectera et on s'habituerait aussi à nous respecter. C'est donc à nous à montrer assez de fermeté pour mettre un terme à cette espèce de dégradation à laquelle on voudrait nous faire descendre, dût-il nous en coûter quelquefois un morceau du pain qui nous est si chèrement mesuré.

Mais ce n'est que par l'association que cette distance aristocratique disparaîtra : là il n'y aura plus de cette crainte servile, et de ces haines qu'un tel état de choses fait souvent fermenter : nous aurons pour nos chefs le respect que tout homme doit à celui qu'il a élu, respect qui ne coûte aucun

effort. De leur côté, les chefs sauront que le commandement ne leur est dévolu qu'à condition de montrer eux-mêmes l'exemple de la discipline, et nous aurons ainsi l'assurance de la justice de leur conduite à notre égard.

FAITS DIVERS.

La Chambre des Députés a pris, dans une de ses dernières séances, une résolution que nous nous abstenons de qualifier; mais elle nous a paru tellement dénuée de bon vouloir pour le sort du peuple que nous croyons devoir élever de justes réclamations et demander qu'à l'avenir on s'occupe des classes ouvrières avec plus de sollicitude.

Un pétitionnaire avait soumis à MM. les Députés un projet destiné, disait-il, à soulager les misères des travailleurs; il s'agissait de la création d'un hôtel national des invalides pour les vieillards des deux sexes. Nous ne voulons pas nous rendre solidaires de ce projet, que nous ne connaissons que par le rapport fait à la Chambre; mais nous voulons constater que cette pétition, qui intéressait le peuple, — et seulement lui! — a été repoussée sans examen par l'assemblée. Sa lecture a été accueillie de quelques députés par des éclats de rire, mais d'autres se sont mis fort en colère, et ont reproché au rapporteur de leur faire perdre un temps précieux à entendre de pareilles réveries, ajoutant que l'on devrait faire un choix parmi les pétitions, et surtout n'en pas rapporter de semblables. — La Chambre, adoptant sans doute ces motifs, s'est empressée de passer à l'ordre du jour.

Nous disions dans notre dernier numéro que l'indifférence actuelle était due à la nullité de la grande majorité de la Chambre, et, chaque jour, des faits nouveaux viennent corroborer cette opinion. Oui! pour beaucoup de ces messieurs, les questions sociales ne sont que réveries, et l'humanité a dit son dernier mot! Aussi, à leurs yeux, ceux qui osent élever quelques réclamations ou soumettre quelques idées généreuses ou nationales à leurs hautes lumières ne sont que des rêveurs dignes tout au plus des Petites-Maisons, ou des esprits malfaisants qui ne savent que troubler le repos ou la tranquillité d'une grande nation, au bonheur de laquelle, eux, les représentants de la bourgeoisie, travaillent avec autant d'ardeur que de succès!

— La Chambre des Députés va recevoir dans quelques jours deux pétitions dont nous donnons le texte : l'une se signe en ce moment à Paris dans beaucoup d'ateliers; l'autre est faite par les ouvriers des différents métiers de la ville de Nantes. Toutes deux demandent la réorganisation des Prud'hommes dans un sens plus conforme à l'esprit de nos institutions. Quel que soit le sort réservé à ces deux pétitions, les ouvriers qui les font ont la conscience d'avoir rempli un devoir; ils auront protesté contre l'injustice, et ils sauront, en définitive, à quoi s'en tenir sur les bonnes dispositions de nos législateurs.

Les ouvriers-fondateurs de *l'Atelier*, indépendamment de la part qu'ils ont prise à ces démarches, préparent en ce moment un Mémoire à la Chambre des Députés sur la réforme des Prud'hommes. On pourra s'en procurer des exemplaires la semaine prochaine au bureau du journal.

PÉTITION DES OUVRIERS DE PARIS.

A MM. les membres de la Chambre des Députés.

Messieurs,

Depuis quelques années, le Gouvernement a manifesté l'intention d'établir dans la capitale des Tribunaux de Prud'hommes semblables à ceux créés à Lyon et dans d'autres villes manufacturières.

Nous venons vous soumettre, à cet égard, nos justes réclamations sur la composition des Conseils de Prud'hommes, d'après la loi qui régit actuellement cette institution.

Ces Tribunaux; appelés à concilier et juger les contestations entre maîtres et ouvriers, ne sont composés que de maîtres seuls, juges et parties dans leur propre cause.

En effet, Messieurs, les contr-maîtres, chefs d'ateliers et ouvriers patentés que les décrets et ordonnances sur les Prud'hommes admettent à faire partie de ces Conseils, ne peuvent se présenter aux élections que munis de leur patente, et la loi exempte de la patente l'ouvrier à livret; d'ailleurs, chefs d'ateliers, contre-maîtres ou ouvriers patentés, tous ont des ouvriers sous leurs ordres, et, par ce fait, représentent l'intérêt du maître et non celui de l'ouvrier.

Nous vous demandons, messieurs les Députés, conformément au principe de notre droit civil, qui dit que tous les Français sont égaux devant la loi et doivent être jugés par leurs pairs, de composer les Conseils de Prud'hommes, par une loi nouvelle, en nombre égal de maîtres et d'ouvriers véritables, d'ouvriers à livret, présidés par un magistrat inamovible, laissant à votre prudence de déterminer les formes et les conditions de l'élection, ainsi que les nouvelles attributions qu'il pourrait être utile de donner à cette institution, dont le but doit être de mettre un terme aux hostilités qui éclatent si souvent entre les chefs de l'industrie et leurs ouvriers.

PÉTITION DES OUVRIERS DE NANTES.

A M. le président et MM. les membres de la Chambre des Députés.

Messieurs,

Des ouvriers des différents corps d'état de la ville de Nantes, usant du droit que leur confère leur qualité de Français, viennent à ce titre solliciter de la représentation nationale la révision de la législation des conseils de prud'hommes, qui a pour point de départ la loi du 6 mars 1806.

S'adressant à votre justice, Messieurs, ils demandent que ces conseils soient formés d'un nombre égal d'ouvriers à livret et de maîtres patentés. Confiant dans les lumières et l'intégrité de la magistrature, ils désirent que la présidence de ces conseils soit dévolue à un de ses membres.

Convaincus de votre sollicitude pour le triomphe de tout ce qui est équitable, les ouvriers soussignés espèrent que vous ferez droit à la réclamation qu'ils vous soumettent.

Ils ont l'honneur, M. le président et MM. les Députés, de vous présenter leurs salutations respectueuses.

— La Société industrielle de Mulhouse, aux généreux efforts de laquelle on doit l'adoption de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, vient de réclamer auprès de la Chambre des Députés en faveur de son exécution, qui est illusoire ou nulle. Nous avions prévu ce résultat, et nos informations particulières nous avaient convaincu que dans la plupart des grandes villes manufacturières, notamment à Lille, Roubaix, Reims, Saint-Quentin et Rouen, cette loi n'avait pour ainsi dire pas été mise à exécution. La Société industrielle de Mulhouse propose, pour remédier aux abus, que les inspecteurs nommés en vertu de cette loi soient rétribués. Nous demandons, nous, que cette fonction soit attribuée aux prud'hommes, quand les prud'hommes seront ce qu'ils doivent être selon la justice.

— Dans quelques jours vont avoir lieu les élections de la garde nationale : à cette occasion nous devons exprimer de nouveau le désir de voir le plus grand nombre possible d'ouvriers remplir ce devoir, dont l'importance devient de plus en plus grave. Les difficultés, nous le savons, sont grandes, mais les résultats peuvent être immenses ; malheureusement le 12^e arrondissement de Paris est presque le seul où les ouvriers soient nombreux dans la garde nationale : c'est à peu près le seul aussi où les grades de tout rang leur soient accessibles. Et cependant notre émancipation se préparera bien plus vite si tous les arrondissements en faisaient autant.

Le *National* du 16 février dernier a publié des extraits d'un nouvel ouvrage de M. Lamennais. Nous avons choisi, dans cette citation, les morceaux suivants, dont notre faible voix serait impuissante pour faire un éloge convenable.

Mon Dieu, ayez pitié du pauvre prolétaire !

Quand je naquis, mon père n'était plus. Un jour, le spectre décharné qu'on appelle misère entra dans sa demeure ; il lutta contre lui corps à corps ; il lutta longtemps, mais enfin ses forces s'épuisèrent. Alors descendit l'ange qui délivre, et, se penchant sur son chevet : Tu as, dit-il, accompli ta rude tâche en ce monde ; maintenant passe à une meilleure vie.

Ma mère l'ensevelit de ses mains, puis elle resta seule. Seule, non ; le spectre était toujours là.

Son terme venu, elle m'enfanta avec de grandes douleurs en pleurant. Elle pleurait, ma mère, car elle manquait de langes pour envelopper son premier-né.

Après, elle pleura bien plus encore, voyant que son lait tarissait faute de nourriture, et que la chaleur de son sein et sa faible haleine ne réchauffaient qu'à demi les pâles membres de l'enfant.

A force d'amour, en me donnant de sa vie elle conserva la mienne. Travaillant le jour, la nuit, sans feu l'hiver, et l'été sous la tuile brûlante, son souci, durant ces longues heures, était de me préserver de tout ce qu'elle souffrait pour moi, et sa joie de me sourire.

Cependant, je croissais. Elle redoubla d'efforts pour qu'un peu d'instruction m'aplanit les sentiers où j'aurais à marcher plus tard. Oh ! comme son cœur battait, lorsqu'après l'école elle voyait l'enfant revenir content et gai, comme on l'est à cet âge, vêtu de sa petite blouse serrée d'une ceinture de cuir, un berret sur sa blonde chevelure, son carton suspendu à l'épaule par un bout de filet !

Puis vint le temps de l'apprentissage. Je me réjouissais dans la pensée que bientôt je rendrais, à celle de qui j'avais tout reçu, quelque chose de ce que sa tendresse inépuisable m'avait donné. Je me voyais, dans mes rêves, lui apportant le fruit de mon premier travail, et lui disant : Mère ! à moi le labeur maintenant, et à vous le repos.

Hélas ! elle avait épuisé en peu d'années sa vie entière. Celui qui, du

ciel, s'était fait le soutien, le consolateur de la pauvre veuve, la rappelait à lui. Son déclin fut rapide. Elle s'éteignit enfin dans mes bras. Près de passer, ses lèvres muettes me souriaient encore, et son regard mourant me bénit une dernière fois.

Lorsqu'on la descendit dans la fosse, et que la terre, en tombant, rendit un son toujours, toujours plus sourd, mon Dieu ! mon Dieu ! vous seul savez ce qui se passa en moi.

Désormais seul en ce monde, j'y étais comme n'y étant pas, me nourrissant de mes souvenirs, de vagues rêveries et d'espérances tristes.

Un jour, une lueur plus douce m'apparut au milieu de ces ombres. Sur ma route solitaire, la Providence guida une jeune fille, orpheline comme moi. La rosée du printemps est moins pure que n'était son cœur. Après un premier regard, nos yeux se baissèrent, et notre silence seul parla. Nos âmes se penchant l'une vers l'autre s'unirent en ce moment pour jamais.

Non, le ciel, dans ses plus saintes joies, n'a rien au-dessus des heures ravissantes qui s'écoulaient dans nos entretiens. Je lui disais : Nul ne s'intéresse ni à toi, ni à moi ; le monde est pour nous un désert. Pauvre petite tourterelle des bois, j'irai chercher ta nourriture, et te bâtirai un nid où tu reposeras à l'abri du froid et de l'orage.

Elle répondait : Et moi, occupée d'autres soins pendant ton absence, je te délaisserai, au retour, de tes fatigues par mes caresses : mais, ô mon bien aimé, reviens vite !

Je me consumais dans mes désirs ; elle, plus sage, réprimait mon ardeur, disant : Il faut songer à ceux qui viendront ; faisons-nous d'abord quelque épargne.

Le terme de cette longue attente approchait, lorsque voilà le travail qui manque. On retranche sur le salaire, on retranche encore : prends cela, ou meurs de faim.

Nous n'avons que nos bras, mais nos bras sont à nous ! Ainsi répondaient les prolétaires. Ils se concertèrent pour vivre : on les jette en prison.

Justice des hommes, comme tu trembleras dans ta peur quand se lèvera la justice de Dieu !

Le reste est un rêve funèbre.

Après des semaines de secret, je la revis deux fois, trois peut-être, à travers les grilles du cachot. La dernière fois, ses yeux creusés brillaient d'un feu étrange, ses genoux fléchissaient ; elle se soutenait à peine.

Puis je ne la revis plus.

O ma mère, ô ma bien-aimée ! est-ce vous que j'aperçois là-haut dans cette lumière ? Qui m'appelle ? Est-ce vous ? Ne me quittez pas, oh ! ne me quittez pas ! Je sens mes liens qui se brisent : un moment, un moment encore et nous serons réunis.

Mon Dieu, ayez pitié du pauvre prolétaire !

C'était un soir d'automne : une tiède brise venait du couchant, souffle léger des mers endormies. Le soleil flottait à l'horizon dans un océan de vapeurs diaphanes. Des nuages d'un bleu sombre, fleurs aériennes, étalaient sur leurs bords des corolles de mille formes, teintes de couleurs sans nombre dont les nuances mélangées se perdaient dans un fluide d'or. Le goëland effleurait de son aile les flots calmes, et, sur la grève, l'hirondelle marine poussait son cri plaintif, seul bruit qu'on entendait avec celui de la vague expirante au pied des rochers. Au dessus, la masse noire de la prison projetait au loin son ombre gigantesque.

Et peu à peu l'air devenait comme une eau qui se trouble, et le crépuscule étendait son voile toujours plus obscur sur le faite du mont.

Une voix sortait des entrailles de l'onde et s'élevait vague, immense, semblable aux soupirs de l'Esprit de l'abîme ; et des hauteurs du roc solitaire, une autre voix se mêlant à cette voix s'en allait à travers la nuit mourir sur la plage déserte.

Et celle-ci disait :

Ils ont enchaîné le corps, mais l'âme se rit d'eux : elle est libre !

Parce que je t'aimais, ô ma patrie, parce que je te voulais grande, heureuse, ceux qui te trahissent m'ont jeté dans ce cachot.

Ils ont enchaîné le corps, mais l'âme se rit d'eux : elle est libre !

Elle est libre et se rit d'eux, vils esclaves de leur bassesse même, serfs infâmes de la peur, à jamais ensevelis dans leur lâcheté et murés dans leurs crimes.

Ce qu'ils ont là en leur puissance, qu'est-ce ? Rien. Aujourd'hui un peu de chair, demain une poignée de cendres.

Leurs verroux arrêtent-ils ma pensée, mon amour ? M'empêchent-ils d'être au milieu de vous, frères ? Et votre vie n'est-ce pas ma vie ?

Quand vous souffrez, je souffre avec vous ; quand vous luttiez, je lutte

avec vous : il y a comme un souffle invisible qui passe de vous en moi, de moi en vous. Qu'ils le saisissent s'ils peuvent !

Ils ont enchaîné le corps, mais l'âme se rit d'eux : elle est libre !

La voix se tut quelques instants, ensuite elle reprit :

Comme au dehors tout se tait, tout repose ! Au milieu de ce silence, quelque chose en passant effleure l'ouïe attentive : est-ce un son, ou le rêve d'un son ?

Tandis que la terre, les eaux et les airs assoupis se peuplent de songes, que la vie se ranime au sein du sommeil, dans ses mols embrassements, mes souvenirs à moi se réveillent et m'emportent dans les temps qui furent et ne seront plus jamais.

Que le soleil était beau et la nature riante ! qu'elle était vive, et douce, et pure, la joie de l'enfant assis près de la haie d'églantiers et d'épine odorante, prêtant l'oreille au vague murmure des feuilles agitées, des jeunes rameaux qui ploient et se relèvent, en s'égarant dans le taillis épais, déchiré par les ronces, ou poursuivant, la main à demi avancée, tremblant et respirant à peine, l'insecte au long corsage, aux ailes transparentes, sur les joncs des bords de l'étang !

Nul regret dans le passé, nul souci dans l'avenir : de limpides horizons semés parfois de légers nuages, que bientôt chassaient des brises parfumées.

Tu souvient-il, ma sœur, de nos courses du matin sur l'herbe baignée de rosée, et de nos jeux dans les bois, et des nids auxquels, presque en larmes, tu me défendais de toucher, à cause de la pauvre mère ?

Et les jours et les ans coulaient, et retirée en elle-même, émue de tristesse et de joies inconnues, l'âme étendait ses ailes mystérieuses sur une vie nouvelle près d'éclorre.

Et après les rêves enchantés, les ardeurs, les tendresses, les enivrements du jeune âge, vinrent les sévères devoirs de l'homme, le grand, le saint combat où tomber c'est vaincre, où mourir c'est revivre.

Et ils sont tombés, et ils ont vaincu, ceux que je vis frappés de la balle ou percés à terre par l'épée du lâche.

Et ils sont tombés, et ils ont vaincu, ceux encore qui, en murmurant d'une voix éteinte le nom de la patrie, expirèrent, après de longues tortures, sur la paille des cachots.

Troupe glorieuse des forts, vous êtes là près de moi, et vous me dites : Entends-tu, frère, les vieux martyrs qui d'en haut nous appellent ? Couronnés de splendeur, ils vont, messagers divins, de sphère en sphère, chantant le cantique de l'avenir.

Une vertu émane d'eux, pénètre au cœur du peuple, et ses battements deviennent plus pressés, et la terre et les cieux tressaillent, et les mondes, palpitants au sein de l'immensité, se disent l'un à l'autre : Une grande justice va se faire ; avez-vous senti passer le souffle de Dieu ?

La voix se tut de nouveau, comme perdue dans le vague de l'espace. Puis tout à coup, vibrant avec force : Ils ont enchaîné le corps, mais l'âme se rit d'eux ; elle est libre !

F. LAMENNAIS.

VARIÉTÉS.

Le Siège de Lille en 1792.

La République française venait d'être proclamée ; Louis XVI, déchu de la couronne pour cause de haute trahison, commençait sa captivité, qui devait finir ignominieusement sur la place de la Révolution ; la patrie était en danger, la Convention appelait aux armes ; nos soldats, désorganisés de longue main et abandonnés de leurs chefs qui étaient passés à l'ennemi, avaient été forcés d'évacuer plusieurs villes françaises ; le territoire de la patrie était envahi : Paris, il est vrai, tout en armant ses bataillons de volontaires, avait fait à l'insolent manifeste de Brunswick une sanglante réponse. La France entière s'armait, mais cependant, nous l'avons déjà dit, la brèche était ouverte : l'ennemi, guidé par les émigrés, pouvait marcher sur la capitale ; l'inquiétude était grande ; la République ne pouvait compter que sur son courage et son bon droit.

Sur la route de l'ennemi se trouvait Lille, qui, bientôt investie, fut déclarée en état de siège, le 27 décembre 1792. Ce même jour, l'attaque commença. Quelques bombes furent lancées sur la ville, et ses courageux citoyens la défendirent avec ardeur, dignement secondés par leur garnison et par les habitants des environs, qui répondaient à coups de fusil à toutes les réquisitions de l'ennemi.

Le faubourg de Fives, où commençaient à se retrancher les Autrichiens, fut incendié par nos troupes, aidées des volontaires belges.

Le 29, les travaux de l'ennemi se trouvant terminés, Albert de Saxe écrivit au commandant de la garnison et au conseil municipal de Lille, pour leur intimer de se rendre. Voici les réponses qui lui furent faites ; elles ont été conservées, et nous aimons à les rappeler ici.

« Monsieur le commandant général,

« La garnison que j'ai l'honneur de commander et moi, sommes résolus « de nous ensevelir sous les ruines de cette place, plutôt que de la rendre à « nos ennemis, et les citoyens, fidèles comme nous à leur serment de vivre « libres ou de mourir, partagent nos sentiments et nous secondent de tous « leurs efforts.

Le maréchal de camp, commandant de Lille,

« RUAULT. »

La municipalité de Lille à Albert de Saxe.

« Nous venons de renouveler notre serment d'être fidèles à la nation, de « maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir à notre poste. Nous ne som- « mes pas des parjures.

« Fait à la maison commune, le 29 septembre 1792, l'an 1^{er} de la Ré- « publique française.

« Le conseil permanent de la commune de Lille,

« ANDRÉ, maire. »

L'envoyé d'Albert, en reportant à son maître ces deux patriotiques réponses, fut reconduit aux cris mille fois répétés de *vive la liberté ! vive la nation !* Aussi à peine eut-il atteint les premiers postes autrichiens que douze mortiers et vingt-quatre pièces de gros canon, tirant à boulets rouges, commencèrent à porter dans la ville l'incendie et la dévastation.

Le conseil municipal de Lille fit parvenir à la Convention et les sommations d'Albert et les réponses que nous venons de citer. Le conseil général du département, séant à Douai, auquel il avait fait le même envoi, lui adressa ces mots :

« Citoyens,

« Vous parlez en Lacédémoniens, vous agirez de même.

« Vous tenez une des clefs de l'empire ; elle ne peut être mieux confiée. »

De son côté, la Convention, qui, quelques jours auparavant, avait choisi dans son sein des commissaires pour diriger la résistance de Lille, les fit partir aussitôt.

La journée du 30 fut terrible : l'incendie, allumé par les bombes et les boulets rouges, dévora plusieurs quartiers ; le 1^{er} octobre, deux cents maisons étaient réduites en cendres, et plus de deux mille fortement endommagées ; ce même jour, il arriva quelques renforts de volontaires nationaux et de troupe de ligne. Les jours suivants, le bombardement continua avec la même barbarie : le 3 octobre, il avait été lancé sur la ville plus de dix mille bombes ou boulets rouges. De nouveaux renforts arrivèrent ; les villes voisines, Aire, Saint-Omer, Béthune, Dunkerque, envoyèrent leurs pompes pour aider à arrêter les progrès de l'incendie. Les assiégeants souffraient beaucoup, eux aussi, du canon de la ville, et dans la nuit du 4 au 5 ils commencèrent à ralentir leur feu.

Des provisions parvinrent dans la ville, où les subsistances, au commencement du siège, étaient peu abondantes ; la population, forte de 60,000 hommes, comptait 28,000 pauvres, et cependant, le 5 octobre, on n'avait encore distribué qu'environ 830 livres. Le conseil du district écrivait aux administrateurs : « Les ouvriers ont refusé les secours, disant qu'il leur restait de « quoi vivre pendant 4 à 5 jours, et qu'après ils viendront se réclamer de « nous. » Tout était devenu commun ; les habitants ouvraient leurs portes à leurs voisins, dont les maisons étaient brûlées : *Buvez, mangez, dit-on, tant que nos provisions dureront ; la Providence pourvoira à l'avenir.*

Tant de courage, tant de dévouement devait faire triompher la cité républicaine ; le 8 octobre, le siège était levé, l'ennemi s'enfuyait honteusement, laissant une partie de ses bagages en notre pouvoir, après avoir eu un grand nombre d'hommes tués ou faits prisonniers.

Les commissaires de la Convention adressèrent aux Lillois une proclamation dont voici les deux derniers paragraphes :

« Citoyens, n'oubliez jamais qu'un roi parjure et corrupteur est la cause « que ses satellites, que des rebelles ont porté le fer et la flamme sur le « territoire français ; qu'ils ont massacré vos frères ; qu'ils ont ravagé vos « maisons, qu'ils ont incendié vos habitations.

« Vouez à ces monstres altérés du sang humain une haine éternelle, et

« qu'ils sachent que les patriotes français, plutôt que de courber leur tête
« sous le joug affreux du despotisme, sont tous résolus à périr les armes à
« la main. »

Le 12 octobre, la Convention rendit à l'unanimité le décret suivant :

*La Convention décrète que les citoyens de la ville de Lille et sa garni-
son ont bien mérité de la patrie.*

La levée du siège de Lille changea la face de la guerre; les armées ré-
publicaines reprirent l'offensive, et quelque temps après remportèrent la
bataille de Jemmapes.

Le 8 octobre dernier, les habitants de Lille ont posé la première pierre
d'un monument élevé à la mémoire de leurs pères, et célébré le glorieux
jubilé de leur délivrance; à l'occasion de cette fête, où fut convoquée la
garde nationale des villes du département, la Société des Sciences, des
Arts et de l'Agriculture de Lille, a offert une médaille pour la meilleure
pièce de vers qui serait faite sur ce mémorable fait d'armes. Le prix a été
remporté par M. Bianchi, notre co-religionnaire politique.

Nos lecteurs nous sauront gré de reproduire en entier les vers de notre
ami.

Jubilé glorieux, auguste anniversaire,
Enfin tu vas placer le laurier populaire
Au front des plébéiens morts pour la liberté;
Tambours, battez aux champs!... La couronne civique,
Comme aux temps oubliés de notre République,
Couvre l'immortelle cité!

Honneur à vous, Lillois!... Françaises Thermopyles,
Vos murs, tout de granit, ont protégé nos villes
Que la ligue des rois menaçait en courroux;
Ici l'ère nouvelle a reçu son baptême;
Vous étiez sous le feu dans cet instant suprême,
Républicains, honneur à vous!!

L'infâme trahison veillait jusqu'à vos portes;
Du transfuge Condé les honteuses cohortes
Livraient Longwy, Verdun aux mains de l'étranger.
C'était pour la noblesse une brillante fête,
La France désolée avait voilé sa tête,
La patrie était en danger!

Debout, soldats d'un jour, la France vous regarde,
Du pays menacé vous êtes l'avant-garde,
Toujours aux plus vaillants sont dus les grands périls:
Il faut, fils courageux, défendre votre mère...
Lorsque ses ennemis ont franchi la frontière,
Diriez-vous donc : Combien sont-ils?

Non ! d'Albert le Saxon la voix s'est fait entendre;
Choisissez, citoyens : ou périr ou vous rendre,
L'opprobre avec la vie, ou la mort et l'honneur :
Votre choix est fixé, votre réponse est faite;
Sorti de vos canons, le boulet qu'on apprête
Sera le messager vengeur!

André calme se lève; en vos cœurs magnanimes,
Il fait vibrer soudain ces paroles sublimes :
« Nous, magistrats élus, au nom de la cité,
« Dussent nos murs détruits être nos sépultures,
« Combattons! les Lillois ne sont point des parjures,
« Nous mourrons pour l'Egalité!... »

Des bataillons nombreux ont envahi la plaine;
Trois fois a retenti la trompette germaine,
Et ses sons méprisés n'ont plus trouvé d'écho :
Qu'ils deviennent pour eux le glas des funérailles!
Ils croyaient, insensés, abattre nos murailles
Comme celles de Jéricho.

Bientôt sur nos remparts, roulant comme la foudre,
Le fer qu'ils ont rougi vient tout réduire en poudre,
Les bombes, les obus vomissent le trépas.
En vain de mille feux ils embrasent la ville;
Fidèle à son serment le Lillois meurt tranquille.
L'homme libre ne faillit pas!

Neuf jours, oui, neuf grands jours, la ceinture de flamme
Salua dans les airs la nouvelle oriflamme,
Le drapeau de Juillet devint un vieux drapeau,
Comptez des trois couleurs les larges déchirures;
L'étranger seulement imprima ces blessures.
Français, votre étendard est beau!...

Tout se tait.... on attend.... Pendant la nuit obscure,
Albert veut dérober sa honte et son injure;
Il fuit, abandonnant une armée aux abois,
Et l'univers apprend qu'un peuple sans défense,
Fort de son juste droit, son unique espérance,
A vaincu les suppôts des rois!

Sparte, la Grèce a vu, de tes malheurs touchée,
La dernière auréole à ton front attachée,
Et sur Léonidas elle a versé des pleurs;
Mais Lille, brave aussi, réclame ta couronne;
Plus heureuse que toi, lorsque son canon tonne,
C'est pour célébrer des vainqueurs!

Aux chefs des combattants, honneur de nos annales,
Décernons aujourd'hui les palmes triomphales :
André, Ruault, Rohart, Ovigneur et Bryan,
Enfin, l'heure a sonné, vos âmes satisfaites
Verront, avec orgueil, inscrire dans nos fêtes
Vos noms, grands par le dévouement!

La France entière, ô Lille! applaudit à ta gloire,
Du haut de la tribune un long cri de victoire
Répondit, et frappa le monde épouvanté :
De la Convention c'était la voix chérie
Qui proclamait à tous : Français, de la patrie
Les Lillois ont bien mérité!!

Mes frères, honorons ce jour dans notre histoire;
Il est pour les tyrans un jour expiatoire,
Pour nous un souvenir qu'en nos cœurs nous gardons;
Si l'ennemi vaincu compte sur nos alarmes,
S'il croit que nous avons brisé nos vieilles armes,
Qu'il vienne encor, nous l'attendons!...

A. BIANCHI.

Liste de souscription pour les familles des détenus.

Reçu d'un citoyen	5	»
Collecte faite entre quelques amis.....	13	»
Reçu du <i>National</i>	30	»
Reçu du 7 ^e arrondissement.....	12	»
Reçu du 10 ^e	5	»
Reçu du 11 ^e	12	»
Reçu du 12 ^e	20	25
Reçu du Mans.....	3	25
Versé par l' <i>Atelier</i>	24	80
Total...	126	30

Avis.

Nous rappelons à nos lecteurs que notre bureau a été transféré rue
Pavée-St-André-des-Arts, 11. Ceux de nos abonnés des villes où nous n'a-
vons pas de correspondant et dont l'abonnement est expiré, sont priés de
nous adresser, pour le renouveler, un mandat sur la poste, à l'ordre de M.
Lambert.

Les numéros suivants de notre journal, qui sont complètement épuisés,
nous sont demandés pour compléter des collections. Ceux de nos lecteurs
qui pourraient nous en céder, sont priés de les faire porter au bureau de
l'*Atelier*, où ils leur seront payés au prix ordinaire. — Septembre, octobre
et novembre 1840. — Janvier, février, mars, avril et novembre 1841. —
Mai, juillet et septembre 1842.

Le Gérant : LENEVEUX.

IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET C^e, RUE DE SEINE, 32.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE FAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

Les Révolutionnaires et le Clergé. — De la réforme pénitentiaire. — La Société et le Socialisme. — Si les ouvriers doivent se permettre d'écrire?

LES RÉVOLUTIONNAIRES ET LE CLERGÉ.

Nous avons appris que beaucoup de nos lecteurs désapprouvaient notre tendance religieuse. Cela ne nous étonne point : notre feuille n'est guère lue que par des démocrates ; et, quoiqu'il s'opère dans le parti une réaction très-prononcée contre le matérialisme, la vieille aversion des révolutionnaires contre le clergé et tout ce qu'il représente est loin d'être éteinte. On répète encore contre le clergé tous ces lieux communs d'un temps où les passions étaient justement soulevées contre lui ; on nous dit que le clergé n'a jamais eu d'autre but que de retenir la société dans une éternelle enfance, afin de la dominer plus facilement ; on lui fait un crime de toutes les guerres contre les ennemis du christianisme ; on parle des persécutions et des massacres qu'il aurait ordonnés ; on s'appuie surtout sur l'Inquisition et la Saint-Barthélemy. On dit encore que le clergé n'est composé que d'imbéciles et d'hypocrites ; que les premiers sont des fanatiques disposés à faire tout le mal qu'on leur commandera au nom de la religion, et que les seconds sont capables de tout oser pour arriver à leurs fins. — Il n'est donc pas étonnant qu'avec une telle opinion sur le clergé, les démocrates aient vu avec peine que nous préparions, nous ont-ils dit, les esprits à subir de nouveau le despotisme théocratique.

Si notre feuille était lue par le clergé autant qu'elle est lue par ses adversaires, nous aurions déjà reçu de nombreuses réclamations contre notre tendance démocratique. Les prêtres nous imputeraient à faiblesse notre sympathie pour les révolutionnaires, hommes sans foi ni loi, diraient-ils, qui ne peuvent supporter aucune espèce de joug, qui ne rêvent que désordre, anarchie et ruines ; hommes avides de jouissances, et qui, n'ayant rien, voudraient tout bouleverser pour se gorger de richesses ; hommes qui ne reculent devant aucun moyen, et sont toujours disposés à recommencer les massacres de septembre et les sanglantes proscriptions de 93 et 94 pour arriver à leur but.

Eh bien, en présence de ces deux opinions si profondément séparées, que devons nous faire ? Devons-nous imiter la généralité des démocrates, et, nous inspirant de leurs passions anti-catholiques, maudire le clergé et tout ce qu'il représente ?

Ou bien nous inspirerons-nous des passions contre-révolutionnaires du clergé, et maudirons-nous les démocrates, et avec eux le principe au nom duquel ils combattent ?

Qu'arriverait-il si, d'une part, toutes les personnes qui écoutent les démocrates acceptaient rigoureusement leur opinion sur le clergé, et si, d'autre part, les personnes qui écoutent le clergé acceptaient rigoureusement son opinion sur les révolutionnaires ? Il arriverait que la partie la meilleure de la société, celle qui est capable de croire à quelque chose, finirait par être divisée en deux parties ennemies à mort ; et tous les reproches que se renvoient mutuellement les révolutionnaires et les prêtres finiraient par être pleinement justifiés.

En effet, la haine contre la religion grandissant en raison de la haine contre le prêtre, les démocrates viendraient à tomber plus profondément que jamais dans le matérialisme, c'est-à-dire dans la doctrine qui nie le devoir, la liberté, l'intelligence, et ne reconnaît que la souveraineté des instincts. On finirait par arriver au degré d'abjection et de folie où l'ignoble Hébert et les siens voulaient conduire la société en 94, et où ils l'auraient infailliblement conduite, si Robespierre ne les eût terrassés.

D'un autre côté, la haine contre la démocratie grandissant en raison de la haine contre l'athéisme révolutionnaire, les catholiques finiraient par croire qu'en effet le règne de Dieu n'est pas de ce monde, que l'égalité et la fraternité sont de pures utopies, impossibles à réaliser sur la terre, et ces catholiques, tombant dans un mysticisme de plus en plus profond, arriveraient à un état de stupidité dont peuvent donner une idée ces dévots de l'Inde, qui demeurent toute leur vie en extase dans les positions les plus pénibles et les plus extravagantes.

Qu'on ne vienne pas dire que cela n'arriverait pas ainsi ! car le symptôme de ce mal est manifeste des deux côtés : la démocratie a ses communistes humanitaires, et le clergé a ses confréries de mystiques.

Or, nous ne travaillerons pas à creuser l'abîme davantage : il y a mieux à faire qu'à entretenir l'ignorance, les préjugés et la haine entre les hommes ; et, n'en déplaise à nos contradicteurs de la démocratie et du clergé, nous croyons qu'il est plus fraternel et plus chrétien de concilier que de séparer les partis. Les démocrates ne sont pas plus des monstres avides de sang et de richesses que les prêtres ne sont des monstres avides de domination et ennemis des lumières. De pareilles opinions sont atroces quand elles se manifestent en des temps où les passions sont soulevées, parce qu'elles poussent à commettre des crimes ; et dans des temps de calme comme aujourd'hui, elles sont parfaitement bêtes.

On réclame dans la démocratie contre notre tendance religieuse ; mais si nous avions voulu, rien ne nous eût été plus facile que d'éviter de froisser les sentiments de nos lecteurs ; nous

pouvions demeurer sur le terrain battu de la critique, et nous contenter de répéter les lieux communs en usage; nous pouvions nous dispenser de conclure jamais, ou du moins nous pouvions conclure en des termes si vagues, si embrouillés, que personne n'y pût rien comprendre, et conséquemment n'y rien reprendre. Mais si nous avons fondé une *publicité populaire*; si nous avons consacré à de pénibles études le temps que d'autres donnent au repos ou aux plaisirs, ce n'a pas été assurément pour entretenir les préjugés et flatter les passions des nôtres; nous n'avons pas de goût pour ce métier de renards, et, fussent quelques personnes renoncer à nous lire, nous ne dirons pas moins en toute franchise ce que nous croyons utile de dire. L'œuvre de ceux qui se placent à l'avant-garde de la démocratie doit être surtout de débayer la route, de travailler à détruire les obstacles de toute nature qui nous empêchent d'avancer. Or, ces obstacles ne sont pas seulement les ennemis déclarés de l'égalité, ce sont principalement les préjugés qui nous divisent, qui rendent nos efforts stériles, et qui nous font craindre de la société. Nous avons décidé de faire la guerre à ces préjugés avec autant de persévérance que nous la faisons aux ennemis de l'égalité, et nous ne devons pas craindre de froisser les démocrates, si nous voulons le triomphe de la démocratie.

Poursuivons donc !

La séparation des révolutionnaires et du clergé a plusieurs causes. La Révolution s'est séparée du clergé et de tout ce qu'il représente, parce que depuis longtemps il était asservi, et qu'il avait mis la religion au service du pouvoir le plus corrompu qui fût au monde; parce qu'au moment où la Révolution éclata, le clergé ne comprit pas que son devoir était de l'aider, et de sacrifier pour elle les biens immenses qu'il possédait. La Révolution se sépara aussi du clergé et de ce qu'il représentait parce que, depuis un demi-siècle déjà, une bonne portion de la bourgeoisie révolutionnaire était imbuë d'idées contraires à la religion, en sorte que le clergé s'appuya sur les tendances athéistes de la Révolution pour se séparer d'elle et lui faire la guerre. Depuis 1790 jusqu'en 1830, ces causes n'ont fait que grandir par l'enseignement qui était donné des deux côtés.

Le clergé, en haine d'une révolution qui lui avait été si fatale, s'obstina de plus en plus dans sa théorie de légitimité royale ou du droit divin, théorie essentiellement païenne, puisqu'elle constituait précisément une famille, une race particulière, maîtresse de tout un peuple. Or, cette doctrine monstrueuse, qu'aucun concile n'a jamais reconnue, qui par conséquent n'est pas une doctrine de ce qu'on appelle l'Église, qui n'est qu'une invention du clergé gallican du temps de Louis XIV, cette théorie, conservée traditionnellement parmi les prêtres, est, avec la peur de l'athéisme et des proscriptions, la cause de l'éloignement du clergé pour les institutions démocratiques.

Nous avons eu occasion (1) de dire ailleurs notre opinion sur l'enseignement contraire qui avait été donné au peuple depuis la Révolution jusqu'à nos jours. Cet enseignement, fait en haine du passé, peut être résumé ainsi : La société ne fait que sortir de l'obscurité profonde dans laquelle la retenaient, depuis quatorze siècles, le despotisme et la superstition. — Cette opinion singulière sur le passé de la société s'étendait à toute l'humanité. La philosophie du dix-huitième siècle avait posé en principe que l'homme n'avait d'autre but que de vivre le plus heureux possible. On s'empara de cette idée; elle servit de règle à tous les historiens; et il n'est pas étonnant que ces derniers aient été amenés à dire que jusqu'alors l'humanité n'avait été qu'un troupeau de dupes exploité par quelques fripons. — En effet, quand on est au point de vue du *Contrat social*, c'est-à-dire du droit naturel, in-

dividuel, imprescriptible et inaliénable, et qu'on considère le passé de l'humanité, il faut tout condamner; car l'humanité n'a jamais cru au principe posé par les philosophes du dix-huitième siècle. Au contraire de l'idée de bonheur, c'est l'idée de sacrifice qui domine dans tout ce passé; on voit les générations se succéder dans un travail incessant, et ne jamais se reposer. A voir la prodigieuse activité déployée dans la vie de l'humanité, à voir les œuvres immenses auxquelles se dévouaient les générations, sans que ces œuvres eussent pour but de donner le bonheur, on se demande si c'est l'humanité qui s'est égarée, ou si ce sont nos philosophes. Quand l'humanité croit qu'elle est créée pour faire une œuvre dans le monde, et quand, en effet, nous voyons le monde transformé par les efforts de tant de générations, peut-on être admis à appeler le genre humain du nom de vil troupeau de dupes et de fripons? et les philosophes qui parlent ainsi ne sont-ils pas plutôt dupes eux-mêmes du plus incroyable orgueil? Cette idée, au reste, est abandonnée complètement aujourd'hui par les esprits qui sont un peu au courant des nouveaux travaux historiques. Mais la masse des révolutionnaires s'obstine à ne croire que ce qui est dit par des historiens sans bonne foi ni intelligence. La même chose, au reste, arrive dans les écoles du clergé, et l'on connaît la fameuse histoire du Père Loricet. Le Père Loricet est pour les enfants des dévots ce qu'est Dulaure, par exemple, pour beaucoup de démocrates. Et il est à remarquer qu'aucun de ces derniers n'aime les *Esquisses* de Dulaure; aucun n'a foi dans Dulaure, historien de la révolution, parce qu'il est républicain fédéraliste, et nécessairement ennemi des jacobins; mais Dulaure est matérialiste, et son *Histoire de Paris*, faite en haine de la religion et de la royauté, est acceptée sans défiance aucune.

Il est bien temps, cependant, que les démocrates se dégagent de tant d'erreurs; il est bien temps qu'ils abandonnent cette idée fausse que les lumières ne datent que de 89. Il est bien temps enfin qu'ils sachent qu'avant 89 il y eut aussi des révolutionnaires tout aussi dévoués et tout aussi intelligents que ceux de notre temps; et que la révolution française n'eût pas été possible sans la révolution des communes, par exemple.

Les révolutionnaires du moyen âge ne s'étaient pas, il est vrai, séparés de l'Église; ils ne croyaient pas qu'elle fût l'ennemie jurée des lumières et de l'égalité. Comment auraient-ils pu le croire quand ils la voyaient à la tête du mouvement intellectuel du monde, et encourager dans toutes les directions les sciences et les arts, ces arts si merveilleux que les artistes de notre grande époque savent à peine les imiter? Comment les révolutionnaires d'autrefois auraient-ils pu croire l'Église leur ennemie, quand ils la voyaient fonder les républiques italiques, et quand eux-mêmes étaient toujours guidés par quelques prêtres dans leurs insurrections? — Au moyen âge, le peuple aimait la liberté, l'égalité et la fraternité; il en réalisa ce qu'il put, car il avait des ennemis autrement puissants que les aristocrates de 89. Nierons-nous aussi le grand dévouement des patriotes de la révolution parce qu'ils n'ont pu achever leur œuvre? Le but des révolutionnaires du moyen âge était celui des révolutionnaires de notre âge; les premiers préparaient le terrain pour les seconds; la devise était la même; seulement le drapeau des premiers était surmonté d'une croix, symbole du plus parfait dévouement; les seconds ont abattu la croix, comme le symbole de l'erreur et du despotisme. C'est là toute la différence: encore devons nous dire, à la louange du vrai peuple, que ce n'est pas lui qui rompit avec la tradition; au contraire, il persista longtemps dans sa foi, et il fallut, pour altérer son sentiment religieux, que le libéralisme bourgeois lui fit pendant longtemps l'enseignement du matérialisme.

Nous sommes les premiers à reconnaître que la mauvaise conduite du clergé n'a pas moins contribué que les livres de ses adversaires à détruire le sentiment religieux du parti révolution-

(1) Décembre 1842.

naire. Mais il ne s'agit plus maintenant de se laisser aller au courant des impressions qu'on reçoit de droite et de gauche. Quand on appartient à un parti qui se dit avancé, qui parle de progrès, il faut montrer qu'on voit plus juste et qu'on juge de plus haut que ses adversaires, et ne jamais donner aux ennemis de la Démocratie le prétexte de dire que ses partisans sont plutôt égarés qu'avancés.

On ne veut pas du clergé, ni de l'idée qu'il représente, parce que, dit-on, le clergé et son idée sont des obstacles au progrès. Pour prouver à ceux qui pensent ainsi qu'ils se trompent, nous les prions de suivre le raisonnement suivant.

Est-il vrai que la société européenne soit la plus avancée en civilisation de toutes les sociétés qui couvrent le globe? Sans doute.

Est-il vrai que l'Évangile contienne le principe générateur de la civilisation moderne? Sans doute, dira-t-on encore.

Eh bien, qui a enseigné l'Évangile aux peuples? Est-ce le clergé catholique, ou les prêtres de Bouddha, ou ceux de Jupiter? Quoi! voilà ce fait immense d'une grande société transformée par un travail pénible de quatorze siècles, et puis nous viendrons nier aujourd'hui le principe qui a produit ce dont nous sommes fiers, et nous persisterons à dire que les hommes qui, par leur enseignement, ont déposé ce principe dans les masses, sont des fourbes ennemis de tout progrès! Cela est trop fort. Maudissons le prêtre qui fait mal, maudissons le clergé qui, dans un temps donné, a offert l'exemple de la démoralisation; mais ne commettons pas l'énorme injustice d'étendre la solidarité des fautes des mauvais prêtres à la masse innombrable de ceux qui ont été dévoués.

En définitive, que le principe de l'Évangile vienne directement de Dieu, ainsi que le croit tout catholique, ou qu'il ne soit qu'une extension de la philosophie antique, la question n'est pas là, et la peur de la divinité d'origine ne doit pas troubler ici le cerveau du lecteur. Il doit se dire: Voilà un principe social qu'une corporation religieuse a fait pénétrer dans la société; à l'aide de ce principe, la société a progressé; elle a dépassé toutes les autres en forces, en lumières et en bien-être; donc, il est absurde de dire que les hommes qui ont fait l'enseignement de ce principe salubre sont de leur nature ennemis des lumières et du progrès.

Il en est qui se rendront à ce raisonnement, mais qui diront que depuis longtemps l'Église est sortie de ses voies; qu'elle n'y peut plus rentrer; que son œuvre est accomplie; — qu'au point de développement où sont les esprits le prêtre est inutile, et que d'ailleurs le dogme catholique est dépassé par les lumières du siècle; qu'il est usé, et que l'humanité doit bientôt en enfanter un plus parfait.

Cette opinion a aujourd'hui beaucoup de consistance, et, si nous voulions citer, nous n'aurions que l'embarras du choix.

Si donc nous nous rendons à cette opinion, savoir, que le clergé est une inutilité, il faut le supprimer partout, et rappeler les missionnaires qui évangélisent les peuples sur tous les points du globe; car il est évident que, si le dogme est usé, dépassé par les lumières du siècle, ces missionnaires n'enseignent que des erreurs: il faut les rappeler au plus tôt.

Mais, avant de nous rendre, nous nous demandons ce que c'est, en définitive, que le dogme enseigné par le missionnaire catholique? Nous ouvrons le livre de la prédication, et nous voyons que l'agent de l'Église dit à l'homme blanc comme au noir, à l'Océanien comme à l'Américain: — Vous êtes enfants d'un même père, qui est Dieu; vous êtes tous frères. — Et nous concluons qu'à moins de nier que tous les hommes aient une commune origine et qu'ils soient tous frères, l'œuvre des missionnaires, loin d'être inutile ou dangereuse, est au contraire parfaitement conforme au principe de la fraternité universelle désirée par les démocrates.

Où sont donc, après tout, ces grandes lumières du siècle qui ont dépassé le dogme chrétien? N'avons-nous donc pas d'yeux

pour les voir, ou bien les grandes intelligences qui les possèdent craignent-elles que nous en soyons éblouis? Nous ne savons; mais comme nous ne voyons en tout cela que des mots, nous persistons à dire que le dogme qui pose en principe la communauté d'origine des hommes, et leur égalité et leur fraternité, ne sera usé que lorsque le principe lui-même sera réalisé, et nous rejetons, comme poussant aux ténèbres, toute lumière qui irait à l'encontre de ce dogme.

Nous vivons dans un temps où l'on n'a déjà pas trop le sentiment du devoir, pas trop de courage ni de persévérance, pour venir jeter le doute dans les esprits, et les décourager en leur déclarant que les vérités d'hier sont aujourd'hui des erreurs, sans pouvoir dire quelle sera la vérité de demain. Il est toujours dangereux de détruire quand on ne sait pas comment on reconstruira. Et il est toujours mal de détruire d'une main ce qu'on voudrait reconstruire de l'autre, pour s'attribuer aux yeux du monde le mérite de l'invention.

Quand on dit que le principe du christianisme est usé, d'autres que nous seraient tentés de croire qu'on se révolte contre l'égalité et la fraternité; mais nous connaissons le sentiment qui dicte ces paroles; beaucoup de ceux qui disent le dogme chrétien usé aiment encore l'égalité et la fraternité; c'est l'institution de l'Église qu'ils attaquent; c'est la puissance cléricale qu'ils repoussent, parce qu'elle agit souvent en sens inverse de son principe. Mais là n'est pas la question. Il faut savoir si on peut se passer d'Église, c'est-à-dire si on peut se passer d'un corps ayant pour fonction spéciale d'enseigner les hommes d'une manière uniforme, d'après un principe unique?

Il ne s'agit pas ici d'échapper par un sophisme, et de faire des phrases creuses: veut-on, OUI ou NON, que toutes les nations soient enseignées au nom d'un même principe, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité universelles? Si l'on veut sincèrement cela, il faut, bon gré mal gré, conserver l'idée chrétienne, qui seule contient ce principe, et admettre la nécessité d'un corps enseignant, comme on admet la nécessité d'une armée; mais avec cette différence que l'armée ne peut être qu'à une nation, et que le corps enseignant est à toute l'humanité, et par conséquent doit être indépendant de toute puissance temporelle.

Nous défions qui que ce soit de nos contradicteurs d'échapper à cette nécessité.

Quant à la crainte si souvent manifestée d'un despotisme théocratique, avons-nous besoin de dire qu'elle est puérile? Il y aurait théocratie, si, par exemple, au lieu d'un roi ou d'un président, on mettait un prêtre ou un conseil de prêtres à la tête de la société, avec pouvoir absolu. Les prêtres de l'Inde et de l'Égypte, avant la révolte des castes guerrières, avaient cette puissance; mais jamais l'Église catholique ne l'a eue; l'Église ne peut avoir que l'opinion pour elle. À l'apogée de sa gloire, quand elle détrônait des rois, elle tirait sa force de son autorité morale seulement, et cette autorité n'était pas telle que les empereurs ne pussent s'emparer de Rome. La théocratie, c'est le pouvoir temporel aux mains du pouvoir spirituel. Or, quand on sait que ces pouvoirs sont nettement divisés, quand on veut la souveraineté du peuple, on ne peut pas, à moins de déraisonner, vouloir en même temps une théocratie.

Au reste, rien de ce qu'on nous oppose n'est nouveau pour nous; car nous avons passé par toutes ces opinions négatives, et nous sommes arrivés un jour à voir que nous ne connaissions pas même les choses auxquelles nous nous attaquions. Et ceux qui attaquent à tout propos le dogme et le clergé passé et présent ne savent pas plus le catholicisme que nous ne le savions nous-mêmes. D'abord ils l'ont mal appris dans leur enfance, et plus tard les sceptiques le leur ont montré travesti, en sorte que, dans la pensée des anti-catholiques, la religion n'est qu'une grande extravagance. Ce que nous disons de l'ignorance des incrédules, nous

pourrions le dire de beaucoup de dévots et de beaucoup de prêtres. Depuis qu'avec sa théorie du droit divin le clergé s'est égaré, il est peu de prêtres qui soient restés dans une orthodoxie rigoureuse. Mais si les laïques, et particulièrement les démocrates, voulaient se donner la peine d'examiner sans prévention, d'étudier, de suivre le mouvement des idées, ils comprendraient bientôt la grandeur du dogme chrétien; ils verraient la puissance qu'il peut donner même à des intelligences aussi peu cultivées que les nôtres; ils verraient que là est la vérité invincible, et ils s'y attacheraient, parce qu'ils comprendraient qu'il n'y a d'unité possible que par un lien spirituel, que par la reconnaissance d'un principe commun, obligatoire pour tous, et devant lequel tous sont égaux. C'est alors qu'ils pourraient faire honte au clergé de ses sottes idées, de son inactivité et de tous les défauts qu'il n'est que trop vrai qu'on peut lui reprocher. Mais des incrédules peuvent-ils être admis à exiger du clergé une foi plus active?

Nous nous arrêtons ici pour cette fois, en invitant les réclameurs à sortir un peu du cercle de leurs idées. Nous savons bien qu'il nous sera difficile de les convaincre; mais du moins nous voulons les pousser vivement à discuter. Qu'ils veuillent donc bien nous écrire, et en user avec nous comme nous en usons avec eux-mêmes, c'est-à-dire avec toute franchise. Et afin que la discussion puisse être fructueuse, nous les prions de répondre positivement aux deux questions suivantes:

I. La société peut-elle se conserver et progresser, indépendamment d'une foi religieuse commune à tous ses membres?

II. La nécessité d'une religion étant admise, l'interprétation de la doctrine religieuse sera-t-elle laissée au libre arbitre de chacun, comme chez les protestants, ou y aura-t-il un corps élu, spécialement chargé de cette interprétation et de l'enseignement, comme chez les catholiques?

Si l'on croit pouvoir répondre oui à la première question, il faudra démontrer clairement: 1° d'où l'homme tire la certitude de sa fonction sur la terre; d'où peut venir l'idée du devoir de l'humanité et des progrès qu'elle doit réaliser; 2° comment la loi humaine pourra avoir autorité sur les esprits, c'est-à-dire comment elle pourra comprimer les passions, atteindre et juger les actions secrètes.

Sur la seconde question, si on croit pouvoir se passer d'un pouvoir spirituel, c'est-à-dire d'une Église ayant autorité pour interpréter et enseigner, il faudra démontrer comment, avec le système de liberté d'interprétation, on évitera les inconvénients qu'on remarque dans les pays protestants, c'est-à-dire la division infinie des hommes en sectes ennemies.

C'est en étudiant nous-mêmes ces questions au point de vue du progrès et de la fraternité universelle que nous sommes arrivés aux conclusions qui ont choqué un certain nombre de nos lecteurs. Que ceux-ci nous prouvent donc que nous avons mal raisonné. C'est d'ailleurs un devoir que nous les sommons de remplir (qu'ils nous permettent de parler ainsi), dans l'intérêt de la vérité et de l'unité du parti. Les colonnes de notre journal leur sont ouvertes, et s'ils veulent que le public soit juge entre leur opinion et la nôtre, nous ne demandons pas mieux; qu'ils ne désertent donc pas le terrain de la discussion; c'est le champ de bataille des temps de calme; profitons-en au plus vite; car les tems orageux peuvent venir, et ce serait un grand malheur si nous n'étions pas unis de cœur et d'esprit.

DE LA RÉFORME PÉNITENTIAIRE.

Les principes anti-sociaux qui ont été répandus parmi le peuple dans ces derniers temps, plus encore que la situation malheureuse à laquelle l'a réduit notre ordre industriel, ont multiplié d'une manière véritablement inquiétante pour la société le nombre des délits et des crimes. Le pouvoir

lui-même se montre préoccupé de ces effrayants symptômes de démolition, et il va incessamment soumettre au vote des Chambres le remède qu'il croit pouvoir apporter à la situation, et qu'il a préparé depuis quelques années par l'étude des différents systèmes de correction pénale en pratique déjà chez les autres nations civilisées. La question d'une réforme dans la pénalité est une chose trop grave pour que nous ne l'examinions pas avec beaucoup d'attention.

Nous devons commencer par rechercher sérieusement la cause première de cette recrudescence de méfaits sociaux qui se révèle de jour en jour: nous devons aller au fond des choses, et faire à chacun sa part de responsabilité. Est-il d'abord vrai, comme on l'a dit très-souvent, que la misère et l'ignorance soient les deux principaux mobiles des infractions à la morale et aux lois de la société? Assassinera-t-on, volera-t-on nécessairement parce qu'on n'aura pas de pain? Commettra-t-on des crimes atroces sans en sentir la portée, et cela parce qu'on ne sait pas lire, écrire et calculer? Il est impossible de ne pas voir l'absurdité d'un tel raisonnement; cela reviendrait à dire que plus de la moitié de la population française, qui souffre de la faim et gémit du défaut d'instruction, serait une pépinière de voleurs et d'assassins! Or, on doit savoir que les criminels se recrutent en plus grande quantité, proportion gardée, parmi les lettrés et les riches que chez les ignorants et les pauvres, et cela ne conclut ni pour ni contre la fortune et l'instruction; cela veut dire simplement que l'absence d'éducation morale dans toutes les classes amène les crimes et les perturbations sociales du genre de celles dont on se plaint aujourd'hui.

Qu'un cultivateur, qu'un ouvrier des fabriques ne sache ni lire ni écrire; rien n'est encore malheureusement plus commun, mais ces hommes simples ont dû recevoir de leur famille, ou des éducateurs religieux, et cela dans un âge dont les impressions sont pour ainsi dire ineffaçables, des notions précises sur le bien et le mal, sur le juste et l'injuste. Ces premiers instituteurs ont dû leur apprendre que dans la vie il y avait bien des peines à supporter, bien des tentations à éviter; qu'on devait aimer son prochain comme soi-même, rendre le bien pour le mal, et que la richesse était un obstacle à la vertu. Quelle que soit donc devenue la situation de ces hommes, si les premiers principes qu'ils ont reçus n'avaient été détruits par un enseignement contraire, leur moralité eût été presque toujours assez forte pour les arrêter à temps sur la pente qui conduit au crime, en admettant même que la misère la plus affreuse les y ait poussés. Car le nombre de ceux qui s'éteignent silencieusement, au milieu des angoisses de la faim, sans que la pensée leur vienne de transgresser les lois de la société, est assez grand encore pour attester la puissance des premières leçons de morale du foyer domestique et de l'église de village, si toutefois les éducateurs ont rigoureusement rempli leur devoir.

Mais ceux qui ont puisé leur instruction dans les collèges, ceux à qui l'on n'a enseigné que la science du doute, dont les facultés ont été dirigées vers un but tout personnel; ceux à qui l'on a appris, et par la parole et par l'exemple, que la société était divisée en deux classes: les dupes et les habiles; qu'il fallait aux premiers une religion, une croyance, un fétichisme, pour les maintenir dans la soumission et les exploiter, plus à l'aise; que les seconds avaient été créés et mis au monde pour la satisfaction de tous leurs instincts: orgueil, avarice, domination, gloutonnerie et débauche; quelle force veut-on que possèdent ces malheureux pour résister à la pensée d'un crime, si ce crime est nécessaire à la satisfaction de leurs désirs? Qui les arrêtera? La crainte des châtimens humains? mais s'y soustraire n'est qu'une affaire d'habileté: ces hommes feront servir à cacher leurs mauvaises actions l'instruction qu'ils ont reçue. Aussi sommes-nous persuadés que, dans les régions instruites de la société, la justice humaine est impuissante à poursuivre la majeure partie des infractions à la morale et aux lois.

Si l'ouvrier, si le cultivateur dont nous avons parlé, ont été privés du premier enseignement; si le cultivateur a été élevé par des parents ivrognes et débauchés; si l'ouvrier a été jeté dès l'âge le plus tendre dans une manufacture, victime d'une abominable exploitation, jouet de quelques malheureux abrutis eux-mêmes par la mauvaise éducation, ces deux hommes seront au même niveau de moralité que les jeunes gens riches dont nous avons parlé; seulement, la société pourra punir ces hommes du peuple quand ils feront mal, car leur misère intellectuelle les empêchera de prendre, pour être découverts, les précautions à l'abri desquelles se cachent les habiles.

Conclusion qui peut sembler étrange: l'instruction fait plus de tort à la société que l'ignorance, en l'absence de l'éducation!...

Nous avons voulu prouver par ceci que la meilleure réforme pénitentiaire serait celle qui attaquerait le mal dans sa racine, qui préviendrait

les crimes par l'éducation plutôt que de borner ses efforts à empêcher les récidives par des moyens de torture physique. Mais, nous l'avons déjà dit, cette réforme morale devrait commencer par s'en prendre au gouvernement lui-même. Ce n'est donc pas lui qui la tentera : il appliquera aux criminels le régime qu'il inflige à ses ennemis politiques ; il fera de l'intimidation, et rien de plus. Néanmoins, bien que l'intimidation n'ait guère d'effet que sur les inhabiles, comme il ne viendra à la pensée de personne de les amnistier, nous allons examiner la question des peines et de leur application.

Quel but se propose la société en punissant les coupables ? Est-ce un sentiment de vengeance qui l'anime ? Mais la société ne peut être supposée accessible à cette basse passion. Est-ce pour arriver à la réparation du tort commis ? Mais le plus souvent la réparation est impossible : l'exécution d'un assassin ne rend pas la vie à sa victime, et les voleurs ne sont presque jamais en mesure de restituer le produit de leurs vols. La punition du coupable ne peut donc être considérée que comme une mesure préventive, que comme un exemple destiné à empêcher la faute d'avoir des imitateurs. On conçoit alors la nécessité des peines physiques, et l'on aurait tort, dans ces cas, d'accuser de cruauté la loi, qui frappe bien moins pour punir que pour enseigner. Quand l'échafaud se dresse sur une place publique, au grand jour, au milieu d'une population immense, c'est comme une grande voix qui s'élève pour rappeler le peuple au sentiment des devoirs sociaux ; c'est aussi pour influencer, par la terreur du plus grand des châtiments, ceux dont la mauvaise éducation n'a fait qu'accroître les penchants vicieux, et qui seraient sourds à tout autre chose qu'à la menace. Bien que ces terribles moyens soient souvent impuissants, nous ne croyons pas que leur emploi doive être abandonné. Une bonne éducation, l'instruction et le bien-être peuvent considérablement diminuer le nombre des crimes, mais alors les coupables devront être, ce nous semble, plus sévèrement punis.

Dans les peines des degrés inférieurs, la société, indépendamment de l'exemple qu'elle veut donner, se propose aussi de se débarrasser, soit à toujours, soit momentanément, des individus coupables, et de les empêcher ainsi de continuer leurs crimes. Et c'est dans les mesures qui ont été prises jusqu'à présent dans ce but que le gouvernement veut introduire des réformes dont l'expérience a démontré l'absolue nécessité. Les bagnes sont devenus des séjours supportables ; et, avant l'introduction du système cellulaire dans les maisons centrales, la situation en était si peu terrible que les publicistes qui s'occupaient de ces questions en étaient venus à comparer la situation des malheureux ouvriers des grands centres industriels avec celle des criminels, et que cette comparaison était tout à l'avantage de ces derniers. Combien en effet de ces pauvres ouvriers n'auraient-ils pas été satisfaits d'avoir une nourriture comme celle des prisons, un lit, du linge toutes les semaines, un chauffage en hiver, et surtout pas d'inquiétude du lendemain ; tout cela à la condition d'un travail modéré, tempéré par des heures de récréation, et en échange d'une liberté dont leur misère eût bien facilement fait le sacrifice ? C'était là quelque chose de terrible à penser, qu'il fallût devenir criminel pour que la société vous assurât un asile et du pain. Maintenant la prison est devenue une véritable peine, et nous ne ferons aucune réclamation à ce sujet : à ceux qui parlent des droits de l'humanité pour réclamer en faveur des prisonniers, nous répondrons toujours qu'il y a de très-honnêtes gens dans une pire situation, et qu'on ne s'en préoccupe guères. Qu'on pense d'abord à ceux-ci ; nous ne nous opposerons pas ensuite à ce qu'on s'occupe d'améliorer les autres.

C'est ici le lieu de parler d'un abus dont nous supportons tout le poids. Les maisons centrales de détention font à certaines branches d'industrie une concurrence qui les ruine. Chaque nouvelle profession qui s'implante dans une prison est un métier perdu pour les ouvriers qui l'exercent, et la peine des crimes retombe ainsi en partie sur des innocents. Il serait donc urgent que l'administration y avisât en passant ses marchés avec les entrepreneurs à des conditions telles que ceux-ci ne puissent plus livrer au commerce leurs produits au-dessous du cours.

L'emprisonnement cellulaire est une peine excessivement sévère : aussi les habitués des prisons la redoutent-ils au delà de toute expression. Ce n'est pas là un de ses défauts ; néanmoins, nous devons dire qu'appliquée dans toute sa rigueur, c'est-à-dire avec l'inaction et le silence forcés, elle est une barbarie inutile ; c'est une véritable torture physique et morale. Nous concevons très-bien que la société doive isoler le prisonnier de ses compagnons, parce que l'expérience a démontré qu'ils se corrompaient mutuellement, qu'ils faisaient école de crimes, et que la plupart de ces associations de bandits qui désolent les grandes villes naissent là. Mais il nous semble qu'on ne doit jamais désespérer de l'avenir d'un criminel, et

qu'il faut toujours tenter de le ramener : pour cela, s'il est indispensable de l'isoler de ses acolytes, il est utile de le mettre en communication avec des personnes dont la conduite et les habitudes morales puissent avoir sur lui quelque influence.

On s'est plaint plusieurs fois de l'inégalité qui semble exister, dans l'application de la même peine, suivant qu'elle est infligée à tel ou tel individu. Ainsi l'on disait que le séjour du bagne était une peine bien plus grave pour un homme des hautes classes que pour l'homme du peuple qui n'a connu aucune des aisances de la vie. Cela est vrai, mais on oublie que la loi, qui prononce la même peine pour tous les délits semblables, quel que soit le rang du coupable, est très-intelligente en ceci que la différence réelle qui existe dans la pénalité fait équilibre à celle qu'on trouve dans la criminalité. L'homme des hautes classes, en raison de son instruction et de sa position, est infiniment plus coupable : aussi est-il puni bien plus rigoureusement, malgré l'égalité mathématique de la peine.

Tous ces moyens d'emprisonnement cellulaire, de travail forcé, de silence absolu, etc., pèchent encore par bien des points. Un des résultats les plus importants à obtenir serait de forcer les détenus d'être utiles à la société. Or, ils sont actuellement pour elle une source de dépenses improductives : le travail qu'on obtient d'eux est loin de compenser les dépenses qu'ils occasionnent. Ne protégerait-on pas mieux la morale publique et les intérêts matériels de la société en utilisant le travail des prisonniers d'une autre manière ? Nous allons émettre une proposition à laquelle on pourra opposer les difficultés d'exécution, mais dont à coup sûr personne ne contestera la justice.

On s'occupe de coloniser l'Algérie : les premiers travaux de défrichement sont très-dangereux, à cause des miasmes qui s'échappent de ces terres, remuées après un si long repos. Pourquoi, au lieu d'exposer la vie d'honnêtes gens à ces défrichements, n'essayerait-on pas d'y employer la population de nos bagnes, en maintenant une surveillance et une discipline sévères ?

Il est, dans l'industrie, une série de professions dont l'exercice est extrêmement dangereux : les malheureux ouvriers qui y sont pour ainsi dire condamnés sont de véritables soldats devant l'ennemi : la mort les décime, tantôt par des accidents, tantôt par des maladies presque inévitables. Tels sont les ouvriers en produits chimiques, ceux qui font le blanc de céruse, les mineurs, les carriers, les verriers, etc. Ne pourrait-on pas faire en sorte qu'à la longue ces travaux dangereux fussent exécutés par des prisonniers ?

Et cela ne se fait-il pas déjà ? Les compagnies de discipline n'ont-elles pas desséché des marais, creusé des canaux dans la Bretagne, au milieu des exhalaisons dangereuses qui menaçaient la vie des travailleurs ? Et ce que l'on a fait faire à de pauvres soldats dont la condamnation n'avait rien d'infamant, ce que font tous les jours, avec une si admirable résignation et un si grand dévouement, une quantité d'ouvriers laborieux et remplissant tous leurs devoirs envers la société, ne serait-il pas juste d'en rejeter le fardeau sur ceux qui ont fait mépris de ces devoirs ? Cela n'empêcherait en aucune façon de chercher à rendre ces professions moins dangereuses ; mais enfin nous ne croyons pas qu'on puisse jamais faire que le travail des mineurs s'exécute à l'air et au soleil, et c'est bien une sorte de châtimement que de travailler sous terre, exposé aux inondations, aux éboulements, aux explosions de gaz, etc.

Nous le répétons, nous croyons très-grandes, mais non pas insolubles, les difficultés d'exécution, et nous voudrions voir adopter le principe.

Nous ne pouvons terminer sans protester, au nom de la morale publique, contre l'assimilation que le gouvernement a faite des ouvriers détenus pour fait de coalition aux voleurs et aux escrocs. C'est une grave responsabilité qu'il a assumée : il serait possible, en effet, qu'au milieu d'une pareille tourbe, les détenus pour coalition ne subissent quelque peu l'influence si redoutable de cette fréquentation. Les assujettir au système cellulaire, c'est être inutilement barbare : ces ouvriers n'ont pas besoin d'être ramenés vers le bien, puisqu'ils n'ont rien fait qui lui soit rigoureusement contraire ; le châtimement ne peut que les exaspérer ou les hébéter. Le délit de coalition doit être rangé dans la catégorie des délits politiques, et c'est au gouvernement à juger, à l'égard des uns et des autres, s'il est humain, s'il est prudent de martyriser, de torturer des hommes qu'on craint, mais qu'il est défendu de mépriser. Le gouvernement, en agissant comme il l'a fait dans ces derniers temps à l'égard de nos amis, a violé la loi ; il a attiré sur ses victimes jusqu'aux sympathies de leurs adversaires ; car c'est en vain qu'il voudrait donner le nom de justice au triste sentiment de vengeance qu'il a manifesté.

LA SOCIÉTÉ ET LE SOCIALISME.

Tel est le titre d'un très-long article inséré dans la *Revue des Deux Mondes* (1^{er} mars), et dirigé contre le *socialisme*. Selon l'auteur, le socialisme est né de l'esprit de révolte contre les institutions sociales et surtout contre les institutions morales; le socialisme est une doctrine qui conclut à rejeter sur la société tout entière la responsabilité des misères, des vices et des crimes individuels; une doctrine, en un mot, qui nie tout devoir personnel et toute espèce de sanction morale et légale. L'auteur compare le socialisme à ces hérésies dangereuses qui désolèrent autrefois l'Eglise, et jetèrent la perturbation dans les sociétés où elles surgirent; d'où cette conclusion: le socialisme est essentiellement anti-social.

Présenter le socialisme sous de telles couleurs, c'est assurément user du meilleur moyen de vouer ses partisans au mépris public. Il faut reconnaître, cependant, qu'appliquée à certaines sectes qui ont la prétention de transformer complètement la société, la définition est parfaitement juste. Il est très-vrai que le saint-simonisme, le fouriérisme et le communisme ont élevé « contre la société un concert de récriminations et d'anathèmes, » et qu'au fond de leurs déclamations « un même sentiment se retrouve: il s'agit d'alléger la responsabilité individuelle de tous les torts que l'on impute au régime social. » Aussi nos lecteurs pensent-ils que, si la définition donnée ici du socialisme ne regarde pas exclusivement les trois sectes citées, l'auteur n'a pu vouloir étendre la dénomination de *socialistes* qu'à cette espèce de journalistes qui n'a d'admiration que pour les grands criminels, ou à ces romantiques du barreau qui auraient volontiers sollicité l'honneur de presser la main d'un Lacenaire, ou enfin à cette foule de romanciers qui se complaisent dans la peinture de mœurs abjectes. Or, de toutes ces espèces de socialistes avérés, une seule est nommément attaquée, celle des romanciers; il n'est pas fait mention des autres: mais, en revanche, l'auteur ne craint pas de faire entrer dans la classe des socialistes toutes les personnes qui réclament une réforme quelconque des institutions sociales, et c'est à cela qu'on reconnaît son intention secrète. Le langage si religieux et si austère, les formules sur le sentiment du devoir, sur la morale et la sanction des actes humains, dont se sert l'auteur, sa définition flétrissante du socialisme, ne sont que des moyens d'art pour faire prendre le change au public, et lui faire croire qu'il doit confondre dans la même réprobation, et sans réserve aucune, tous les hommes qui, pour une raison ou pour une autre, travaillent à réformer la société.

De deux choses l'une, penseront nos lecteurs: ou l'auteur de cet article est un homme d'une mauvaise foi insigne, ou c'est quelque moraliste provincial, qui ne connaît, du mouvement qui s'opère au sein de la société, que le côté impur, et qui conclut légèrement à l'impureté de l'ensemble. Eh bien, nous qui savons quel est l'homme, nous pouvons affirmer qu'il n'a pas péché par ignorance: l'auteur est journaliste de profession, non de ces simples journalistes qui sont exclusivement attachés à la feuille qui convient à leurs convictions; mais bien de cette espèce nomade, indifférente, et par-dessus tout sceptique, qui dit *oui* le matin, et le soir dit *non*, sans attacher à son affirmation ou à sa négation d'autre importance que celle du rapport pécuniaire. Toutefois, une réserve est ici nécessaire: quand cette espèce est pauvre, et abandonnée à elle-même, elle n'est point hostile à des bouleversements qui pourraient lui être favorables; quand elle vit dans l'aisance, elle devient tout naturellement conservatrice, sans pourtant que ce sentiment puisse l'empêcher de servir, moyennant salaire, une opinion révolutionnaire; mais en se réservant la faculté de critiquer dans les feuilles conservatrices les idées qu'elle aura défendues dans les feuilles du mouvement. L'auteur de l'article paraît être dans ce dernier cas: c'est M. Louis Reybaud pour la *Revue des Deux Mondes*, et quand M. Reybaud est au service de la démocratie, il a nom L. Durocher.

M. Reybaud-Durocher, dont le flexible talent sait prendre tous les tons, et que nous trouvons si hautement moral à la *Revue*, si sévère à l'égard des socialistes plus ou moins dignes de ce nom, M. Reybaud est l'auteur d'un livre sur les *Réformateurs modernes*, qui a été couronné par l'Académie. Nous n'avons pas le moindre mal à dire de ce livre; seulement, nous ferons remarquer à son auteur que la grande indignation dont il fait parade aujourd'hui paraît bien surprenante, quand il s'est montré si peu sévère, dans ce livre, à l'égard de ces sectes plus haut nommées, qui ont hardiment fait la théorie de l'irresponsabilité individuelle. L'ouvrage de M. Reybaud a eu un grand succès dans le monde; mais ce n'est pas à sa critique, très-superficielle et très-indulgente, qu'est dû ce succès, c'est bien plutôt aux citations du texte des utopistes, et notamment de Fourier. Quant aux sectaires eux-mêmes, M. Reybaud a été tout à fait impuissant à leur prouver la fausseté du principe philosophique sur lequel ils s'appuient.

Et cela est tout simple: pour juger à fond une doctrine, il faut partir soi-même d'un principe, il faut avoir une certitude morale; or, nous savons que, sur ces questions, M. Reybaud est très-peu solide; M. Reybaud ne connaît que la superficie des doctrines qui sont actuellement en discussion. C'est ce qui explique la forme peu sévère de son livre sur les réformateurs, et les déviations philosophiques, dans les compte-rendus qu'il a faits au *National* des œuvres des philosophes radicaux; se montrant tantôt pour et tantôt contre, traînant l'un d'eux dans la boue quelques jours après l'avoir porté aux nues. Nous ne nous occupons au reste de ces choses que pour prouver que M. Reybaud n'a point de principe arrêté sur la religion, et conséquemment point de certitude morale; d'où il suit que son langage d'aujourd'hui est un langage d'emprunt quant au fond, et même quant à la forme.

Nous devons maintenant protester contre la définition du socialisme donnée si cavalièrement par M. Louis Reybaud. De ce que quelques sectaires ont abusé du mot *social*, il ne s'ensuit pas que le socialisme puisse être défini une révolte contre la société; parce que quelques prétendus socialistes sont pervers, il ne doit pas être permis de dire que la généralité des hommes qui veulent réformer la société soit pervers. Si nous voulions raisonner ainsi, et conclure de quelques exceptions à la généralité, nous serions amenés à dire à notre tour: Voilà des écrivains qui font les moralistes, et qui outragent la morale en cherchant à tromper le public sur le compte d'honnêtes gens; donc le *moralisme* est ennemi de la morale. Mais cette manière d'argumenter n'est pas la nôtre, et nous disons qu'il y a deux termes pour exprimer les deux tendances opposées des esprits de notre époque; l'un, le *socialisme*, est le terme de ceux qui se préoccupent beaucoup plus de la société que des individus. Cela ne veut pas dire qu'on rejette sur la société la responsabilité des fautes individuelles, mais seulement qu'il faut organiser la société de telle sorte que le *devoir* soit imposé à tous, sans exception, et qu'une sanction morale ou pénale soit immédiatement appliquée à quiconque refuserait de l'accomplir, et cela, sans gêner le moins du monde la liberté individuelle, en tant que cette liberté ne voudra pas s'exercer aux dépens de la société; voilà ce que veulent en général les socialistes, et bien qu'ils sachent que beaucoup d'individus sont, dans l'état présent, *poussés* au vice et au crime, ils ne les amnistient pas pour cela; mais, en les condamnant, ils font la part des circonstances, et la charité leur fait un devoir de réclamer une réforme qui détruise toutes les causes fatales du vice, du crime et de la misère.

L'autre terme, qui est l'antipode du premier, est l'*individualisme*; l'individualisme a pour caractère général de considérer la société comme l'instrument du bien-être individuel. Toute personne qui ne pense qu'à elle, qui sacrifierait tout à son bien-être, qui servirait en même temps Dieu et le diable, pourvu qu'elle en retirât profit, doit être rangée dans la catégorie des individualistes, autrement dits égoïstes.

Examinons maintenant l'article de M. Reybaud, et voyons quelle est la valeur de sa critique.

Pour se donner aux yeux du monde l'apparence d'un moraliste sévère, M. Reybaud s'en prend d'abord aux philanthropes qui ont plus de sympathie pour les prostituées et les voleurs que pour les honnêtes gens qui défendent ou nourrissent la nation. Si ce début n'était pas un prétexte pour porter plus sûrement des coups perfides à d'autres personnes, nous ne pourrions qu'adresser des éloges à l'auteur, encore qu'il ne fasse que répéter ici des choses qui ont été dites avant lui. Après ces philanthropes mal avisés, M. Reybaud arrive aux économistes qui ont fait des statistiques sur les misères des classes laborieuses. M. Reybaud n'aime pas qu'on s'appesantisse sur ces misères; il aimerait mieux qu'on jetât dessus un épais voile, afin que la vue des heureux n'en fût point troublée; car, si égoïstes que puissent être ces derniers, le sombre tableau de tant de misères pourrait peut-être, nous ne dirons pas réveiller en eux quelque sentiment de charité, mais jeter quelque inquiétude dans leur esprit. M. Reybaud fait l'office de ce valet qui chasse à coups de bâton le pauvre dont les plaintes troublent le dîner de son maître: M. Reybaud se sert de sa plume en guise de bâton, voilà toute la différence.

M. Reybaud présente comme des socialistes, dans la mauvaise acception du mot, les hommes qui, s'adressant aux classes élevées, leur disent: Voyez quels sont les effets de l'organisation actuelle; voyez quelles sont les conséquences de votre dureté à l'égard des classes laborieuses; un tel état de choses ne vous montre-t-il pas la nécessité absolue de changer de route, et de sacrifier quelques parties de vos richesses, quelques-unes de vos garanties, pour sauver cette multitude qui végète dans la plus affreuse misère physique et morale, pour vous sauver vous-mêmes? Car si cette multitude se révolte un jour, malheur à ceux qui auront été sourds à ses plaintes!

M. Reybaud fait la contre-partie, et sous une forme moins sèche que la nôtre, il dit à peu près ceci : Riches, n'écoutez pas ce que disent les socialistes. Ce sont des intrigants qui cherchent la popularité, et qui voudraient faire croire au peuple qu'il est extrêmement malheureux, afin de le pousser à la révolte contre vous; mais ils n'y réussiront pas : soyez donc sans inquiétude. — Le riche, ne demandant pas mieux, ferme les yeux, se couvre les oreilles, et s'endort paisiblement.

M. Reybaud prétend que jamais les classes laborieuses n'ont joui de plus de bien-être qu'aujourd'hui; jamais, dit-il, elles n'ont été ni mieux logées, ni mieux vêtues, ni plus substantiellement nourries. Donc on a tort de réclamer en leur faveur. Voici un homme qui était enterré jusqu'au cou; on l'a élevé un peu, et sa poitrine est presque découverte : donc il est bien, puisqu'il est moins mal. Ah ! que nous serions bien aises de pouvoir infliger à ces bavards, pendant quelques années, le moyen bonheur du peuple ! Comme on les verrait bientôt se révolter, et dépasser, dans la violence de leurs déclamations, tout ce que le communisme le plus immédiat a pu dire et vouloir !...

Les classes ouvrières sont mieux logées qu'autrefois, dit-on; ce n'est certes pas dans les pays de manufactures; car jamais on n'a vu, sous ce rapport, une indigence qui fût comparable à celle-là. Or, les manufactures occupent la grande masse des salariés. Que ces optimistes aillent donc à Mulhouse, à Lyon, à Lille, à Rouen, etc., etc., voir dans quels taudis logent pêle-mêle les familles ouvrières ! Est-ce de Paris seul qu'on veut parler ? Eh bien ! à Paris, les loyers sont augmentés du double depuis trente ans : le salaire de l'ouvrier a-t-il augmenté dans la même proportion ? En général, l'ouvrier n'est donc pas mieux logé; rigoureusement même, il est plus mal logé qu'avant la grande invasion de l'industrie.

Les classes ouvrières sont mieux vêtues, dit-on aussi. Il est vrai qu'à les voir les jours de fêtes on serait tenté de croire qu'elles jouissent de plus de bien-être qu'autrefois. Mais c'est encore là une erreur. La parure est aujourd'hui devenue un besoin, et ce besoin est une cause nouvelle de misère. On ne sait pas à combien de privations s'exposent les ouvriers pour être convenablement vêtus le dimanche. Autrefois, on trouvait dans le ménage de l'ouvrier du linge de toile, et en assez grande quantité; aujourd'hui on ne trouve que quelques loques. Sous la veste de l'ouvrier, on trouvait autrefois une bonne chemise; il n'en est plus de même aujourd'hui. Enfin, si l'ouvrier porte habit et redingote le dimanche, c'est parce que, toute la semaine, il se contente d'une méchante blouse.

Enfin, dit-on, elles sont mieux nourries. Nous ne dirons pas que c'est là une erreur; c'est un énorme mensonge ! car on sait fort bien que la viande est extrêmement chère aujourd'hui, que la consommation de cet aliment précieux a diminué continuellement depuis la révolution, et que la part de l'ouvrier est excessivement réduite, grâce à l'octroi et à la loi contre l'introduction des bestiaux étrangers.

Si donc il y a une différence entre la condition de la classe ouvrière d'avant la révolution et la classe ouvrière d'aujourd'hui, elle est uniquement dans les apparences, c'est-à-dire dans le vêtement : quant à l'apparence physique, elle est moindre qu'elle était il y a trente ans seulement.

Au reste, M. Reybaud veut bien reconnaître que tout n'est pas encore pour le mieux; mais il prétend que tous ceux qui réclament sont des imbéciles, ou des socialistes selon sa définition. Il veut aussi une réforme. Il ne perd pas le temps à déclamer, lui; il est positif, il va droit au but : écoutez plutôt : « Plus de dévouement et de meilleurs modèles dans les rangs élevés, afin d'amener plus d'aisance et de moralité dans les rangs inférieurs; » voilà, dit-il modestement, une formule plus courte et plus sérieuse que « ne le sont les » formules chimériques. »

Donc, vous tous qui pensez à organiser le travail afin d'offrir aux salariés le moyen d'échapper à l'exploitation; vous qui dites aux ouvriers de s'associer; vous qui demandez à être gouvernés par des hommes dévoués et intelligents, et qui réclamez le droit de concourir à leur élection, vous êtes des niais ou des socialistes; vos formules sont trop longues et trop chimériques. Quoi de plus simple à réaliser, en effet, que la réforme de M. Reybaud ? Il n'y a qu'à la demander pour l'avoir ! Nous allons donc, au premier jour, adresser à la Chambre la pétition suivante :

Messieurs les Députés,

Nous, classes inférieures, attendu que le moyen le plus court et le moins chimérique de répandre l'aisance et la moralité dans nos rangs, c'est de faire que dans les rangs élevés il y ait plus de dévouement et de meilleurs modèles, nous prions en conséquence de faire une loi par laquelle toute personne de la classe supérieure sera tenue d'avoir du dévouement pour nous, et de nous offrir l'exemple de toutes les vertus. — Nous sommes, en attendant, etc.

Malgré le sérieux de la formule, nous craignons bien que Messieurs de la Chambre ne puissent garder le leur. Au reste, M. Reybaud croit que sa formule, si courte et si sérieuse qu'elle soit, ne sera pas obéie. Et pourquoi cela ? Vous désespérez donc ? vous ne croyez donc pas que le bien soit possible ? Prenez garde ! vous parlez là en communiste ou en fouriériste ; car il faudrait conclure que, puisque la bonne société n'obéira pas à la plus courte et à la plus excellente des formules, c'est que cette société est radicalement mauvaise ! Assurément, votre plume a écrit ce mot sans la participation de votre esprit : votre formule sera obéie ! Quoi de moins chimérique, en effet, que d'amener les classes supérieures à répandre l'aisance et la moralité parmi nous, que de les amener à partager leurs richesses avec nous, et à nous donner l'exemple du travail et de la sobriété ? Il est vrai que Jésus-Christ a dit que le câble passerait dans le trou de l'aiguille avant qu'un riche pût entrer dans le royaume de Dieu; mais Jésus-Christ ne connaissait pas toutes les vertus dont serait un jour capable la classe riche !

M. Reybaud n'est pas d'avis que les ouvriers s'associent pour travailler à leur compte, ni qu'ils soient admis dans les conseils de prud'hommes; et cela, parce qu'il veut laisser à la classe élevée le mérite de faire le sacrifice complet en faveur des ouvriers; il veut que l'élévation des petits ne puisse être attribuée qu'aux grands; et, bien que M. Reybaud doute qu'on obéisse à sa formule, il n'en conclut pas moins à dire que nous devons attendre patiemment qu'il plaise à ceux qui nous exploitent de se sacrifier pour nous. D'ailleurs, nous ne sommes pas propres à l'association; il y a trop peu de temps que nous sommes affranchis pour n'être plus amoureux de la liberté. L'association nous trouverait dociles un jour, le lendemain rebelles. Il faut que nous subissions l'épreuve complète du régime d'affranchissement; jusque-là nous ne serons pas disciplinables. Mais quand l'habitude de l'indiscipline sera invétérée en nous, alors nous songerons à nous discipliner, à moins qu'en ce temps-là il ne se trouve quelque publiciste, aux gages du parti anti-populaire, qui ne prouve que l'épreuve de l'affranchissement n'est pas complètement subie, et que les salariés ne sont pas encore suffisamment indisciplinables pour être facilement disciplinés...

A aucune époque de l'histoire les classes dominantes n'ont manqué de cette espèce de conseillers; et nous avons connaissance d'un poème du douzième siècle, dans lequel on critique fort les manants qui avaient la prétention d'échapper à la tutelle des seigneurs féodaux et d'établir des communes. On y dit qu'ils sont incapables de se conduire. A la forme près, c'est exactement ce que dit M. Reybaud des serfs de notre temps, qui veulent s'affranchir de la féodalité industrielle par l'établissement des associations. L'école des sophistes, on le voit, ne date pas d'hier.

M. Reybaud, qui crie fort contre les statisticiens qui veulent tout prouver avec des chiffres, et qui ne parviennent, dit-il, qu'à tromper les gens crédules, M. Reybaud ne trouve rien de mieux à faire que de les imiter, et le voilà qui, avec une longue série de chiffres, nous prouve que les Conseils de prud'hommes sont une institution excellente; que, si Paris en était doté, il en ressentirait immédiatement les bons effets. M. Reybaud prétend que, par cela même que ces Conseils ne sont composés que de chefs d'industrie, leur justice sera favorable aux ouvriers. La position délicate de juge obligera tout chef d'industrie à ménager l'intérêt opposé au sien propre. Au contraire, si l'on admettait dans ces Conseils les salariés, en nombre égal à celui des maîtres, on n'obtiendrait que de mauvais résultats; d'un tribunal de famille, on ferait une arène où la passion des ouvriers rendrait toute justice impossible, et, plutôt que d'avoir recours à de tels tribunaux, les maîtres aimeraient mieux épuiser, à grands frais, tous les ressorts supérieurs. Voilà comment M. Reybaud juge la chose. C'est-à-dire que si dans un Conseil se trouvaient, par exemple, cinq maîtres et cinq ouvriers élus, et au milieu d'eux un président choisi dans la magistrature inamovible, il n'y aurait pas moyen de s'entendre ! Autant vaut dire de suite que les ouvriers sont de véritables animaux !

Cependant, voici un fait qui va dérouter un peu M. Reybaud et les siens. Les chefs de la première des industries parisiennes viennent d'inviter leurs ouvriers à discuter avec eux un projet de tarif. De part et d'autre, on a nommé des commissaires; les choses se sont passées avec l'ordre le plus parfait : les rapports entre maîtres et ouvriers ont été on ne peut plus courtois, et ce seul fait a produit sur l'esprit des uns et des autres le meilleur effet. Le vieil esprit de défiance et d'hostilité qui les séparait s'est évanoui. Les maîtres sont contents d'avoir trouvé les ouvriers raisonnables, et ceux-ci ont montré qu'ils étaient moins jaloux d'obtenir des garanties matérielles que la reconnaissance de leur dignité. — Mais, évidemment, ces maîtres et ces ouvriers sont imbus d'idées socialistes; ce sont des révoltés contre le devoir, et M. Reybaud n'a que son mépris à offrir à de pareilles gens.

Nous n'irons pas plus loin : ce qui, dans l'article de M. Reybaud, est dirigé contre les philosophes du parti démocratique est tellement embarrassé, tellement obscur, que nous n'y avons vu que la mauvaise intention de l'auteur. Après les philosophes, viennent les romanciers feuilletonistes. Ici M. Reybaud a beau jeu, et il n'y aurait rien à redire à sa critique, si elle ne venait mal à propos, si elle n'était un moyen d'assimiler d'honnêtes gens à de vils corrupteurs. Mais, nous le répétons, l'auteur a voulu, par cette tactique, que le lecteur, non prévenu, fût frappé du caractère de haute moralité de l'article, et qu'il fût amené à réprouver au même titre ceux qui sont en révolte ouverte contre la morale, et les réformistes sincères qui portent ombrage au parti conservateur.

En somme, sous le voile de la morale, M. Reybaud a commis une mauvaise action. Il a voulu servir tout à la fois la Démocratie et l'Aristocratie, le Mouvement et la Résistance. Mais le Mouvement est pauvre d'argent; au contraire, la Résistance a des écus; elle donne des prix de vertu; mais, tant pis pour ceux qui n'ont rien, et vivent les conservateurs! Ainsi a raisonné M. Reybaud, ainsi raisonne l'espèce de journalistes nomades et sceptiques dont nous avons parlé plus haut; espèce sans vergogne, à laquelle on pourrait appliquer avec plus de justice qu'à qui que ce soit le nom de *socialiste*, s'il était vrai, comme le prétend M. Reybaud-Durocher, que le socialisme fût l'esprit de révolte contre le devoir et la morale.

Si les ouvriers doivent se permettre d'écrire ?

La petite presse populaire ne laisse pas que de causer d'assez graves inquiétudes aux classes privilégiées; aussi les écrivains qui appartiennent à ces classes, ou qui en ont les appétits, ou qui sont à leurs gages, se montrent-ils fort courroucés contre les ouvriers qui se permettent d'écrire; et, s'ils osaient, ils demanderaient une loi qui défendit à tout travailleur de publier sa pensée par la voie de la presse. En attendant, ils ne se font faute d'attaquer et de ridiculiser les ouvriers-écrivains. D'après ces messieurs du haut journalisme, les écrits populaires n'ont presque jamais ni rime ni raison; on y reconnaît seulement, disent-ils, le profond dégoût de leurs auteurs pour le travail; on y voit un sentiment de révolte bien prononcé contre la condition d'ouvrier, une présomption énorme, un immense désir de jouir et de briller, etc. Il n'est pas jusqu'à de malheureux fouriéristes qui ne veuillent prendre vis-à-vis de nous le ton des écrivains conservateurs, et ne disent que les ouvriers-écrivains rêvent d'aristocratiques loisirs! Eh! messieurs les fouriéristes, ne vous souvient-il donc plus des leçons de votre maître, et faut-il que nous vous rappelions que la passion des aristocratiques loisirs sera non moins fructueuse *en harmonie* que la passion pour les volailles faisandées et les femmes septuagénaires et au delà, « toutes originalités distribuées par le créateur selon les convenances » de l'ordre sociétaire. Les écrivains fouriéristes pourraient répondre que nous ne sommes pas encore *en harmonie*. Au fond, c'est moins par sentiment de supériorité qu'ils parlent ainsi que par jalousie de métier : ils craignent les effets d'une concurrence trop grande, et voilà tout. Laissons-les donc de côté, et occupons-nous seulement des écrivains systématiquement hostiles à la presse populaire. Or, ceux-ci savent fort bien que, du jour où la partie active du peuple aura conscience de sa valeur intellectuelle comme elle a conscience de sa valeur productive, elle sera bien près d'avoir définitivement gagné son procès; ils savent qu'au fur et à mesure que grandira la presse ouvrière, celle des hautes classes perdra de son influence sur le peuple; ils savent, en un mot, que la presse populaire est le meilleur moyen de relever les classes ouvrières de l'infériorité dans laquelle on voudrait les maintenir à tout jamais, et ils travaillent autant qu'ils l'osent à déprécier les efforts des écrivains du peuple.

Pour que les ouvriers fussent bien vus des classes hautes, et ne s'attirassent jamais les sarcasmes des écrivains de ces classes, il faudrait qu'ils se soumissent humblement à toutes les conditions qu'on voudrait leur imposer; qu'ils ne pensassent jamais ni à l'emploi de la force, ni à l'emploi de la discussion, pour obtenir justice; et qu'ils ne demandassent jamais ni garantie contre les abus de l'exploitation, ni organisation quelconque du travail; à ces conditions, on daignerait ne pas s'occuper d'eux; on ne leur reprocherait même plus leur défaut d'intelligence, et leur amour de l'oisiveté, et leurs habitudes de débauche et de dissipation. Car ces reproches viennent toujours sous forme de réponse à des réclamations populaires. Ainsi, demandons-nous la réforme électorale : nous sommes trop bêtes pour comprendre quelque chose aux affaires politiques et pour apprécier la capacité des candidats à la députation. — Est-ce l'organisation du travail que nous voulons, c'est-à-dire l'association libre des travail-

leurs : — Y pensez-vous ? nous dit-on ; est-ce que des ouvriers sont capables de faire quoi que ce soit sans maîtres ? — Exposons-nous notre dénûment : nous sommes des paresseux. Et si nous disons que nous n'avons pas de travail, on nous réplique que nous n'avons pas été prévoyants quand nous en avions; que nous n'avons pas su amasser pour les temps de chômage, et que notre dénûment ne doit être attribué qu'à nos habitudes de dissipation.

C'est ainsi qu'on répond à toute demande de réforme; mais, nous le répétons, si nous voulions nous résigner et subir en silence les inconvénients de notre position, on ne nous ferait jamais honte de notre inintelligence, ni de ces prétendus défauts qu'on attribue avec tant d'impertinence à la généralité des ouvriers. Au contraire, plus nous réclamerons notre droit, plus on dira que nous sommes indignes de l'exercer. Cela est tout simple; les avocats de la noblesse tenaient autrefois le même langage envers la bourgeoisie : celle-ci a vaincu la noblesse, et veut en jouer le rôle; mais patience : le tour du peuple viendra.

Les ouvriers doivent donc se permettre d'écrire, n'en déplaise aux avocats du parti conservateur! Envisagé sous un rapport général, tout ce que les ouvriers ont écrit a produit un effet favorable. On s'accoutume en effet à dire : la presse des ouvriers : on lit leurs chansons, leurs poèmes, leurs journaux, leurs livres, enfin; on peut critiquer tout cela, mais tout cela prouve que l'intelligence populaire est moins inculte qu'on ne voudrait le croire.

Il est donc bon, sous ce premier point de vue, que les ouvriers écrivent, mais il serait encore meilleur qu'ils n'écrivissent que de bonnes choses; car nous ne nous dissimulons pas qu'en effet on a pu voir, dans quelques écrits sortis de plumes ouvrières, des sentiments de dégoût pour l'humble profession de travailleur, et des désirs de jouir et de briller. C'est là un travers que nous ne voulons pas excuser, mais qui cependant n'est pas plus condamnable, chez des hommes soumis à toutes sortes de privations, que chez les écrivains des classes élevées.

Mais, précisément parce qu'on a les yeux sur eux, précisément parce qu'on ne leur pardonnera aucun écart, les ouvriers-écrivains doivent bien se garder d'imiter leurs maîtres de la grande presse! Pour avoir raison aux yeux du monde, il faut qu'ils aient vingt fois raison aux yeux du sens commun et de la morale; c'est pourquoi, tout en excitant les nôtres à étudier et à produire leur pensée, nous les supplions de ne point chercher dans la littérature des satisfactions de vanité. Il s'agit bien moins ici d'illustrer des noms propres que d'illustrer le nom collectif de Peuple. D'ailleurs, il est bien rare qu'un ouvrier puisse faire un livre à lui seul, et plus rare encore qu'il puisse faire les sacrifices nécessaires pour le publier, car les libraires n'achètent pas nos manuscrits. C'est pour avoir voulu marcher seul, et parler en son nom, qu'un de nos malheureux camarades a été conduit à se donner la mort. Si l'association dans le travail est chose excellente, l'association pour les œuvres intellectuelles ne l'est pas moins. Les revues et journaux sont aussi les meilleures formes de publication, et n'ont pas l'inconvénient des livres; un livre, en effet, est ordinairement consacré à l'exposition d'une idée, et ne peut guère être fait que par une seule personne; au contraire, les revues et journaux sont des recueils d'articles variés, où toutes les manières de faire peuvent être utilisées. D'où il résulte que le nombre des rédacteurs de chaque revue ou journal peut être aussi étendu qu'on le veut, et que le travail littéraire de chacun ne peut porter grand préjudice à son travail manuel; d'où il résulte surtout que l'œuvre de chacun est soumise, avant l'impression, à la critique des autres, et que c'est une garantie contre les erreurs individuelles.

Que les ouvriers écrivent donc! Qu'ils s'associent pour publier leurs vœux, leurs idées, leurs plans de réforme! Qu'ils ne craignent pas l'incorrection de leur style! Qu'importe le style! pourvu qu'ils sachent dénoncer les projets des fourbes, et faire pénétrer dans les hautes classes cette pensée que bientôt il faudra faire place au peuple partout où les questions sociales devront être résolues.

Nous prions instamment ceux de nos camarades qui ont entre les mains des exemplaires de la pétition relative aux Prud'hommes, de nous les faire parvenir dans le plus bref délai.

Nous sommes forcés de renvoyer au mois prochain la publication des souscriptions recueillies pour les familles des détenus politiques.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie de A. René et comp., 32, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

A nos lecteurs. — Du développement industriel en Europe. — Des inégalités du salaire. — Les bourgeois philanthropes. — Faits divers. — VARIÉTÉS. Le Faubourg Saint-Antoine.

Nos lecteurs n'ont pas oublié sans doute que nous avons adressé à ceux qui désapprouvent nos conclusions sur l'enseignement une pressante invitation de répondre à cette question : *La société peut-elle se conserver et progresser indépendamment d'une foi religieuse commune à tous ses membres?* etc. Jusqu'à présent, nous n'avons reçu que trois lettres, que nous n'insérons pas dans ce journal, pour les raisons suivantes. La première, venue de Nantes, sans signature, ne répond nullement à la question posée, et ne contient guères que des injures. — La seconde a besoin d'être expliquée par son auteur, et nous ne le connaissons pas. — La troisième, au contraire, est fort bien faite, mais trop longue pour être insérée dans le journal. Nous la publierons bientôt avec notre réponse, sous forme de supplément ou de brochure.

Nous invitons de nouveau ceux de nos lecteurs qui improuvent nos tendances à répondre à la question que nous leur avons posée.

DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN EUROPE

CONSIDÉRÉ SOUS LE RAPPORT DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DU BIEN-ÊTRE DES PEUPLES.

Nous nous proposons de prouver ici, et la chose n'est certes pas difficile, que le développement industriel a dépassé en beaucoup de points les limites du nécessaire, surtout en Angleterre, en France et en Belgique; qu'il est résulté de ce développement exagéré une concurrence effrénée, qui est devenue une cause nouvelle et puissante de séparation entre les nations européennes, et la plus grande cause de la misère des peuples au sein desquels ce développement s'est opéré.

La preuve que le développement industriel a dépassé en beaucoup de points les limites du nécessaire, c'est l'encombrement des produits et les efforts inouïs qu'on fait de toutes parts pour trouver des débouchés. Autrefois toute l'Europe était sous le rapport industriel tributaire de l'Angleterre; sous d'autres rapports l'Angleterre était elle-même tributaire des autres nations, notamment de la France, et les productions de chaque pays avaient un cours naturel. Mais les immenses richesses de l'aristocratie anglaise excitaient depuis longtemps la cupidité des capitalistes du continent, et le blocus imposé par Napoléon à toute l'Europe

continentale, pour ruiner l'Angleterre, fut une belle occasion pour les spéculateurs. C'est surtout de cette époque que date cette idée funeste que chaque nation doit chercher à produire tout ce qui lui est nécessaire, afin d'être indépendante de toutes les autres. Nous disons que ce fut une idée funeste, car si chaque nation produit à peu près tout ce qui lui est nécessaire, les échanges n'ont plus lieu et les relations internationales deviennent moins nécessaires; si chaque nation produit au-delà de sa propre consommation, et porte le surplus sur les marchés étrangers, il se trouve là, par le fait, une foule de produits de même nature, et ce n'est plus avant tout un commerce d'échange, c'est surtout une concurrence. Or la concurrence est une lutte qui ne peut avoir d'autre résultat que d'aigrir les relations entre les nations concurrentes.

Les résultats démontrent assez aujourd'hui combien la pensée du blocus continental et du développement industriel dans chaque pays fut une pensée imprévoyante. Puisqu'il s'agissait de combattre l'Angleterre, mieux valait, coûte que coûte, poursuivre les plans de Hoche ou ceux de la grande invasion préparée à Boulogne, que de vouloir tuer indirectement notre vieille ennemie, en fermant tous les ports d'Europe à ses produits. Le Comité de salut public n'eût certainement pas commis cette faute : sans cesser de tenir en respect les puissances du Nord, il eût bien trouvé le moyen de réduire l'Angleterre à n'être que l'atelier industriel de l'Europe! Mais il n'en a pas été ainsi, et le blocus n'a eu d'autre résultat que de gêner tout le monde, d'amener la guerre la plus désastreuse des temps modernes, et de pousser toutes les nations dans cette voie de rivalité industrielle qui a déjà causé tant de misères aux peuples, suscité tant de querelles entre les divers gouvernements, et qui doit infailliblement amener en Europe une crise plus terrible que toutes celles dont nos pères ont été témoins depuis la fin du dernier siècle.

Qu'arrive-t-il déjà en effet? C'est que chaque nation, poussant l'idée de blocus à ses conséquences extrêmes, manifeste une tendance à se l'imposer à elle-même. La grande question à l'ordre du jour en Europe, celle qui domine aujourd'hui toutes les autres, est une question de douanes. Il ne s'agit plus que d'unions ou de désunions douanières. La Prusse, qui veut étendre sa domination sur tous les États allemands au profit de son industrie naissante autant que de sa politique, la Prusse établit un système de douanes qui fermera bientôt l'Allemagne aux produits du reste de l'Europe. La France ne peut faire alliance avec la Belgique, parce qu'il y a des deux côtés des intérêts rivaux qui s'y opposent; et elle ne peut souffrir que la Belgique s'unisse d'une manière sérieuse à quelque autre nation rivale de la nôtre; d'où la nécessité pour la Belgique de demeurer isolée. L'Espagne; sollicitée par la France

et l'Angleterre, n'ose s'allier ni à l'une ni à l'autre, de peur de s'attirer la guerre avec celle dont elle aura refusé l'alliance; et d'ailleurs il y a chez elle aussi un parti de spéculateurs qui la pousse à entrer dans la voie industrielle et à se rendre indépendante. D'un autre côté la rivalité industrielle entre la France et l'Angleterre a si bien creusé l'abîme qui les sépare déjà depuis si longtemps, qu'une alliance sérieuse est plus que jamais impossible entre les deux nations; et la cause nouvelle de séparation entre elles est aussi celle qui les empêche de faire d'autres alliances. Chaque débouché que l'une s'ouvrira sera un débouché fermé pour l'autre. Or, l'Angleterre est dans une telle situation, qu'il faut absolument qu'elle trouve des débouchés; c'est une question de vie ou de mort pour elle, et l'on peut savoir qu'elle ne recule devant aucun moyen pour arriver à son but. Bien que de son côté la France soit loin d'être réduite aux mêmes nécessités, il y a néanmoins chez nous trop d'intérêts en jeu et par-dessus tout une haine trop prononcée contre l'Angleterre, pour qu'on la laisse faire des alliances telles qu'elle les voudrait avec les nations du continent.

Ainsi donc partout ce sont des intérêts industriels qui s'opposent aux traités de commerce entre nations, et qui poussent les plus faibles à s'isoler et les plus fortes à se faire la guerre. Nous le demandons, cette guerre sourde aurait-elle lieu, et cette tendance à l'isolement serait-elle aussi grande, si, au lieu de vouloir produire toutes choses, chaque nation s'était tenue à ne produire que ce qui convenait spécialement à son sol? Non, sans doute, car chacune n'eût pu vivre qu'à la condition de l'échange avec les autres, et les relations internationales eussent été absolument nécessaires et eussent pu être amicales. Cependant il faut reconnaître qu'il y a d'autres puissantes causes de division entre les peuples, et que les intérêts dynastiques ou aristocratiques n'ont pas moins contribué que le développement industriel à pousser les sociétés dans la voie fatale où elles sont aujourd'hui. Mais l'expérience sera bientôt complète; bientôt les systèmes politiques et industriels auront produit leurs conséquences extrêmes; alors les peuples sentiront partout le besoin de réagir contre toutes les causes qui les séparent et les réduisent à la misère.

Mais ne cherchons pas à savoir comment s'opérera la réaction avant d'avoir examiné le mal dans toute sa profondeur, et voyons quels ont été les mobiles et les conséquences du développement industriel, en France particulièrement.

L'industrie française avait été fort empêchée par les crises de la révolution et de l'empire; mais sous la restauration elle prit un essor désordonné. Le gouvernement d'alors, comme celui d'aujourd'hui, recherchait l'appui des gros capitalistes, et ceux-ci, participant tous plus ou moins à la direction sociale, eurent l'art de séduire l'opinion publique et de colorer leurs spéculations d'un vernis de patriotisme. On exploita habilement la vieille inimitié contre l'Angleterre; et, quand on mettait des droits à l'importation de ses produits, on ne faisait que donner à nos spéculateurs le moyen de placer leurs propres produits à des prix élevés, et les consommateurs français payaient la différence. L'industrie alors, aux moyens des lois prohibitives des produits étrangers, rapportant de bons bénéfices aux spéculateurs, les capitaux et les bras affluèrent en masse de ce côté, l'agriculture fut négligée plus que jamais, et l'on fut amené ainsi à sacrifier les produits d'un sol fertile, c'est-à-dire les moyens positifs de l'existence et de la richesse de la France, pour faire prospérer des industries factices. Ce n'est pas tout; comme on avait mis des droits à l'importation de l'industrie étrangère qui pouvait gêner notre propre industrie, l'étranger usa de représailles, et frappa d'un droit énorme nos produits agricoles ou vinicoles. D'où il résulta qu'après avoir enlevé à la terre les capitaux et les bras, notre malencontreuse industrie était encore la cause que nos produits naturels ne trouvaient pas d'écoulement, ou n'en trouvaient qu'à des conditions ruineuses.

On se sent indigné quand on pense que la France est depuis une trentaine d'années livrée à l'exploitation d'une bande de spéculateurs qui la pressurent, la ruinent et la démoralisent! Quand on pense que cette race a fait ou fait faire des lois pour protéger ses spéculations! Voulait-elle produire ici quelque chose que la France tirait à bon compte de l'étranger? vite, une loi de prohibition. Voulait-elle exporter, bien que la chose exportée fût moins demandée sur les marchés étrangers qu'à l'intérieur? vite une loi qui accorde une prime d'exportation. Et l'on connaît des millionnaires, qui le sont devenus pour avoir exporté avec prime, une quantité de fois, des produits qu'ils avaient l'art de faire rentrer en contrebande! Or, qui payait les frais de tout cela? La France tout entière, et, par-dessus tout, les classes ouvrières!

Si l'étranger cependant n'avait eu à user de représailles, les produits de notre sol, et notamment les produits vinicoles, cette grande richesse de la France, eussent trouvé un facile écoulement; sans les droits exorbitants dont ils sont frappés, il se seraient vendus à des prix plus élevés, et les producteurs seraient dans l'aisance, tandis qu'ils sont dans la plus profonde indigence. Si, d'un autre côté, la concurrence contre l'Angleterre avait été moins acharnée, la masse de sa population ne serait pas réduite à l'état où elle est aujourd'hui, et elle consommerait de nos produits si nous usions des siens.

Si tous ces résultats du système industriel dans lequel on s'est jeté depuis une trentaine d'années ne suffisent pas encore pour le faire condamner, les faits qui nous restent à signaler sont tels qu'on ne pourra se défendre de le maudire.

Nous avons dit que pour favoriser l'industrie on avait sacrifié l'agriculture, et que par suite de cette funeste tendance les populations agricoles étaient plus que jamais bornées dans leurs moyens d'existence. Mais que dire des populations occupées par l'industrie! Nous ne disons pas que leur indigence est extrême; le mot indigence ne signifie que dénuement des moyens d'existence; or, les populations des centres industriels ne sont pas seulement dénuées de moyens d'existence, elles sont encore dénuées de moralité et de forces physiques; en un mot, elles sont dégradées; elles sont réduites à l'état de bétail. Quand nous avons pris des renseignements sur ces populations dans l'intention d'y faire pénétrer quelques idées morales, on nous a toujours dit qu'il n'y avait plus en elles ni intelligence pour comprendre le bien, ni volonté pour résister à la démoralisation. Enfin les forces physiques se sont amoindries là comme l'intelligence, au point que dans certains arrondissements industriels l'État ne trouve plus assez d'hommes capables d'être soldats!

Eh bien! le spectacle désolant qu'offrent les populations des grands centres industriels est celui qu'offre la masse de la population anglaise. Enfin la misère, c'est-à-dire l'indigence dégradée, est, en Europe, en raison exacte du développement du système industriel.

Ne semblerait-il pas, à voir comment on sacrifie les populations, que l'industrie soit une forme d'expiation? Ne semblerait-il pas que, loin d'avoir pour but la conservation de l'espèce humaine, elle n'ait d'autre but que d'en sacrifier la plus grande partie pour sauver la plus petite? Mais non, l'industrie est bien réellement le moyen de conserver l'homme et de lui donner la force d'accomplir son œuvre dans le monde; s'il n'en est point ainsi, si l'homme est séparé de l'homme, si l'homme fait abus de son semblable, ce n'est pas à l'industrie elle-même qu'il faut s'attaquer, c'est au système qui donne les abominables résultats que nous avons montrés.

Or, le remède à appliquer doit être proportionné à la grandeur du mal. Vainement la France entrerait seule dans la voie des réformes; elle ne pourrait se relever si les autres nations conti-

nuaient le système. Il faut que chacune des sociétés européennes en vienne à la division des fonctions, et produise avant tout ce qui convient particulièrement à sa position géographique et à son sol; il faut que le système des prohibitions soit détruit, que la concurrence ait des limites; que nulle part on ne puisse abuser des travailleurs jusqu'à pouvoir donner à vil prix les produits du travail; c'est-à-dire en deux mots qu'il faut constituer l'association des sociétés européennes, et garantir partout la sécurité des travailleurs par une bonne organisation du travail.

On voit donc qu'il ne s'agit pas moins que de révolutionner l'Europe politiquement et socialement. Cette révolution, si grande, si difficile qu'elle puisse paraître, n'est cependant pas impossible. La république était sur la voie, et Napoléon aurait pu la faire sans difficulté, cette révolution, s'il en avait compris la grandeur et la nécessité. Mais ce que la république aurait fait sans la réaction thermidorienne, ce que l'empire pouvait faire, la démocratie future le fera à coup sûr.....

Dans un prochain article nous chercherons quelles peuvent être les bases de l'association politique et commerciale entre les sociétés européennes.

DES INÉGALITÉS DU SALAIRE

DANS LES DIFFÉRENTES PROFESSIONS INDUSTRIELLES.

Nous nous sommes demandé souvent d'où pouvaient provenir ces différences si variables qui existent entre le salaire des ouvriers de plusieurs professions, bien que dans ces professions l'apprentissage fût d'une égale durée, et que les conditions des uns ne fussent pas plus difficiles que celles des autres. Nous voyons tous les jours, comme exemple de ce que nous avançons ici, des métiers bien rétribués, et dont l'exercice n'est pas plus malsain, n'exige pas plus de temps de travail, et n'offre pas plus de difficultés pratiques que d'autres dont les salaires sont extrêmement bas. Pourquoi ces inégalités? Sont-elles justes? Si elles ne le sont pas, que faire pour les combattre? Voilà les trois faces de la question.

La science de l'économie politique nous apprend à résoudre le premier point. Les salaires d'un métier sont élevés lorsque les ouvriers qui l'exercent sont en assez petit nombre pour ne pas satisfaire complètement aux exigences des demandes commerciales, et ils sont bas lorsque le public n'achète pas et que les ouvriers sont nombreux.

Que, dans les industries de luxe, par exemple, une certaine chose devienne à la mode, à l'instant même des ateliers s'ouvrent pour satisfaire à ce besoin; mais, comme les ouvriers ne se forment que lentement, qu'il faut au moins une année pour leur apprendre à exercer une profession nouvelle, ils sont fort rares dans les premiers temps. Alors ces ouvriers se font payer le plus qu'ils peuvent: on a besoin d'eux; il faut en passer par leurs exigences, et, pendant qu'ils gagnent, par exemple, de 5 à 6 fr. par jour, d'autres ouvriers, qui confectionnaient des objets que le caprice de la mode a délaissés, sont réduits à une misère affreuse. Et cependant nous pouvons supposer des deux côtés une somme égale d'activité, de capacité et de bonne volonté. C'est une veine de bonheur pour les uns, de malheur pour les autres; c'est un jeu, une loterie qui amènent la misère et le désespoir chez les uns, et trop souvent l'imprévoyance chez les autres. Car cet état de choses est de courte durée; ces ouvriers qui gagnaient 6 francs se figurent qu'ils doivent toujours avoir un salaire semblable, et ils se créent des besoins en harmonie avec leur position présente; puis, les apprentis nombreux qu'on a faits viennent grossir le nombre des ouvriers, et, pour peu que la mode commence à se lasser du produit qu'ils lui livrent, ce qui arrive

presque toujours, c'est au tour de ceux-ci à subir les chômages et les réductions indéfinies du salaire.

On nous reprochera d'avoir choisi le genre de production le moins nécessaire, le plus inconstant qui existe. Soit, mais il n'en est pas moins vrai que cette production occupe des milliers d'ouvriers dans les grandes villes, à Paris surtout, le centre du monde entier pour le luxe et la mode.

Et puis ensuite nous trouverons des exemples analogues et aussi tristes dans les autres professions. La fabrication du sucre de betterave n'est-elle pas aujourd'hui dans le même cas? Si l'on prenait l'habitude de couvrir les maisons en zinc ou en dalles, les ardoisiers, les tuiliers et les couvreurs ne seraient-ils pas dans une situation analogue?

En abordant le second point: à savoir si de ces inégalités de salaire il peut résulter quelque bien pour la société en général, et partant si elles sont justes, nous nous sommes de plus en plus convaincus de cette idée qu'on n'a jamais dirigé avec zèle et intelligence la science économique vers son véritable but, et que les savants en cette matière se sont simplement bornés à raconter les faits sans en tirer aucun enseignement. Le cas qui nous occupe en ce moment a cependant une certaine gravité; rétablir l'équilibre du salaire entre les différentes catégories de travailleurs est une chose conforme en tous points à notre programme.

Qu'on nous permette de rappeler en peu de mots les idées que nous avons émises dans toutes les occasions sur la distribution des produits du travail, dont le salaire actuel est une forme. Nous avons dit et nous répétons toujours que la répartition doit être en proportion seulement de la bonne volonté témoignée, que la richesse ne doit donner aucun droit à obtenir davantage, de quelque prétexte qu'elle se couvre, que la capacité qui ne provient pas d'un travail réel ne doit donner lieu à aucun supplément de rétribution, et qu'en conséquence les travaux les plus rudes, les plus dangereux, les plus malsains, ont seuls en bonne justice le droit d'obtenir des avantages sur ceux dont l'exécution est plus douce. Personne ne dira que ceci est immoral: on nous objectera seulement le fait actuel, qui subsiste et qu'on ne peut détruire qu'à la longue.

Nous resterons donc, tout en nous basant sur le principe que nous venons d'exposer pour la centième fois, dans le fait actuel, et c'est de ce point que nous allons rechercher s'il est permis à l'homme d'amoindrir ou de détruire ces inégalités de salaire.

Qu'on ne nous accuse pas de communisme: les communistes veulent une rétribution *égale* quand même, et sans égard à la bonne volonté: la rétribution, suivant eux, ne doit pas être précisément mathématique, mais ils veulent accorder à *chacun suivant ses besoins*, et demander à *chacun selon ses forces*, ce qui complique infiniment la question pratique, comme on peut le penser. Qu'on ne nous accuse pas conséquemment de vouloir *tarifier* le talent, et le réduire au salaire des professions manuelles, car nous n'avons pas dit que les hommes de lettres, les savants, les artistes, etc., n'exerçaient pas des professions très-dures, très-fatigantes et très-ingrâtes: d'ailleurs, nous apaiserons ces craintes par un dernier mot: nous ne voulons pas, nous ne pouvons même pas sortir de ce principe social: *Chacun est libre de choisir la profession qui lui plaît*, ni de cet autre principe économique: *Le prix d'une chose est en raison de la demande*. Et si un jour l'application rigoureuse de ces deux principes amène, comme nous n'en doutons pas, un équilibre constant, une égalité vraiment proportionnelle entre le salaire des professions *libérales* et celui des professions *manuelles*, il faudra s'en prendre à d'autres qu'à nous.

Ainsi donc, ces inégalités de salaire ne subsistent que parce qu'il n'y a pas de direction suprême qui sache coordonner les efforts de la production et les besoins de la consommation; elles

sont souverainement injustes, parce que l'inégalité qui en résulte n'a pour cause que le hasard et pour effet que l'oppression et la misère du plus grand nombre, et que nulle inégalité ne peut se justifier qu'autant qu'elle peut être profitable à la société.

Ce mal est-il susceptible d'être combattu avec succès? Peut-on organiser l'industrie de manière à éviter ces jeux si dangereux pour les ouvriers, ces hausses et ces baisses, ces inégalités si désastreuses pour nous?

Il est évident que, pour y couper court, il faudrait des mesures trop énergiques et trop difficiles pour le temps présent : comme nous le répéterons en parlant des machines dans un article spécial, il est des progrès sociaux dont les ouvriers doivent se résigner à être les instruments, et pour l'accomplissement desquels ils auront encore bien des misères à endurer; mais un temps viendra où chacun partageant la peine, les sacrifices individuels seront moins lourds. Nous devons dire seulement ce qu'on pourrait faire dès maintenant; nous exposerons ensuite quelles améliorations le régime des associations ouvrières pourrait apporter à cette situation.

Dans le temps présent, on ne peut trop signaler l'incurie du gouvernement. Il sait que l'industrie est abandonnée au hasard, que le caprice des spéculateurs crée des ouvriers pour des genres de travaux où souvent les bras regorgent, et cela par ignorance et cupidité, car ces capitalistes avides, qui croient faire ainsi leur fortune, n'arrivent qu'à la ruine. Il n'intervient pas pour empêcher ce trafic des bras du pauvre, auquel on donne souvent un métier qui n'a que deux ou trois ans encore à se soutenir, qu'on jette dans la fabrication du sucre de betteraves, par exemple, cette industrie qu'une loi peut supprimer au premier jour.

Le gouvernement possède, dans l'institution des prud'hommes réformée, un instrument capable de faire beaucoup de bien dans cette voie. On peut les charger d'un travail d'enquête et de statistique, dont les résultats constateraient clairement la situation de chaque industrie et ses chances d'avenir, le nombre exagéré, suffisant ou trop minime des ouvriers qu'elle emploie, le degré d'élévation du salaire et les difficultés de la profession. Par la publication populaire et annuelle de ces documents, le gouvernement, sans gêner en rien la liberté que doit avoir chacun de choisir sa carrière, pourrait du moins guider sûrement les parents et les jeunes gens eux-mêmes dans ce choix, abandonné aujourd'hui aux hasards du voisinage de telle ou telle industrie, ou aux fanfaronnades de quelques ouvriers qui, exagérant leur gain, attirent par là dans leur profession une multitude d'apprentis. On saurait au juste à quoi s'en tenir; les ouvriers se dirigeraient naturellement vers les professions qui manquent de bras : on déserterait celles qui sont encombrées jusqu'à ce que leurs salaires fussent remontés à un taux équitable; de cette façon, il est facile de comprendre qu'on pourrait amener un certain équilibre de salaire entre les professions : ce serait un peu aux dépens, il est vrai, des professions avantagées, mais du moins ces dernières ne seraient plus exposées aux fâcheux soubresauts dont nous avons parlé.

Le *Moniteur des Prud'hommes* est, à cet égard, complètement de notre avis. Il rappelle, dans un de ses derniers numéros, qu'une des obligations des prud'hommes est de tenir un *registre statistique de l'industrie*, et que les résultats de cette mesure pourraient être des plus importants.

L'article 29 de la loi du 18 mars 1806, dit le *Moniteur*, veut qu'il soit tenu par les prud'hommes un registre exact du nombre des métiers existant dans le ressort du conseil, et du nombre d'ouvriers employés dans les fabriques; à cet effet, il les autorise à faire une ou deux inspections par an pour recueillir les informations nécessaires.

D'où vient qu'une disposition si importante et si utile, dont le législateur avait si bien apprécié et indiqué la haute portée, soit

tombée presque partout en désuétude? Plusieurs causes y ont concouru. D'abord le gouvernement n'a point tenu la main à son exécution, et jamais il n'a songé à utiliser les précieux renseignements qui pourraient être ainsi recueillis; dès-lors, à quoi bon les conseils de prud'hommes se seraient-ils donné la peine de tenir ce registre et de faire ces inspections? La loi voulait aussi que ces renseignements fussent tenus à la disposition des chambres de commerce, pour les éclairer dans leurs travaux et les mettre à même de connaître d'une manière certaine et de mieux apprécier la situation, les besoins et les vœux des industries à l'égard desquelles le gouvernement les consulte; mais les chambres de commerce ont négligé d'invoquer à l'appui de leurs avis l'autorité de ces documents, dont la précision et l'authenticité eussent été pour tant d'un grand poids.

Les fabricants, de leur côté, ne virent qu'avec répugnance les inspections que la tenue de ce registre rendait nécessaires, et paralysèrent, par leur mauvais vouloir et la force d'inertie, une mesure conçue dans l'intérêt même de l'industrie, et dont les résultats eussent été si féconds pour tous. Enfin les prud'hommes, peu édifiés sur l'utilité d'un tel travail, ne firent rien pour triompher des résistances. De sorte qu'à part quelques villes où le registre est tenu à peu près au courant par le secrétaire du conseil, et sans inspection, on ignore partout, et le nombre des personnes employées au travail industriel, et le nombre de métiers, et la quantité de matières premières mises en œuvre.

Il ne faut pas croire que ces détails statistiques soient dénués d'intérêt : d'abord, par leur comparaison, on pourrait voir si la somme de travail effectué dans une localité n'est pas hors de proportion avec le nombre des personnes employées, si la somme des salaires à partager n'est pas au-dessous des besoins réels des ouvriers occupés, quel nombre de métiers ou de bras restent oisifs, et pendant combien de temps; quelles pertes il en résulte pour la production nationale, pour les capitaux engagés, pour le salaire des ouvriers, etc.

A qui s'en prendre de cette négligence constatée par le journal que nous venons de citer? N'est-ce pas au pouvoir, qui refuse constamment d'organiser sérieusement les prud'hommes, ou qui veut les instituer de telle sorte qu'aux abus qui viennent d'être signalés d'autres plus graves viendraient encore se joindre?

Ce que le gouvernement devrait faire en ce sens, nous allons le mettre en demeure de l'exécuter : si son inaction et son mauvais vouloir restent les mêmes, il faudra essayer de le faire avec nos propres forces, car il est dit : Aide-toi, le ciel t'aidera. Ce travail a été imparfaitement ébauché dans nos articles d'enquête industrielle, que la difficulté de se procurer les documents nécessaires nous a forcé de suspendre. Nous reprendrons ce travail si l'on repousse définitivement toute réforme des prud'hommes, et nous ferons alors appel à l'activité et à la bonne volonté des ouvriers qui concourent à notre œuvre.

Nous venons de dire comment le pouvoir actuel pourrait, s'il le voulait, favoriser une bonne direction des forces productrices de notre pays, et rendre ainsi à la fois meilleures et la situation publique et la nôtre propre. Nous allons dire maintenant ce que pourraient faire les associations, dans les cas de pénurie ou de mort d'une industrie quelconque, pour soulager les souffrances de ses ouvriers. C'est une chose très-simple et très-facile à concevoir, c'est le principe de solidarité appliqué sur une grande échelle. On secourerait alors une industrie entière avec autant de facilité qu'on vient en aide aujourd'hui à un individu malheureux, et ce secours n'aurait pas le moins du monde le caractère humiliant de l'aumône. Si, par suite d'inventions nouvelles, ou même de simples variations des caprices ou des besoins de la société, une profession venait à périr, un secours pourrait d'abord être accordé par les chambres, comme cela vient d'être fait pour les victimes du tremblement de terre de la Guadeloupe, et une caisse spéciale, fondée et entretenue par les associations de tous états, compléterait les fonds nécessaires pour permettre aux ouvriers d'apprendre un nouveau métier qui puisse les faire vivre. Cela serait, à la rigueur, possible aussi maintenant; mais, si nous

hasardions cette demande, nous verrions nos députés, les uns rire, les autres demander pourquoi on laisse parvenir jusqu'à eux de semblables réclamations? Au palais Bourbon, cela s'appelle des utopies : il est vrai que nous ne sommes ni maîtres de forges, ni fabricants de sucre de betterave, ni enfin exploiters d'esclaves ! et que nous ne pouvons ni ne voulons solder de députés pour défendre nos intérêts.

LES BOURGEOIS PHILANTHROPE.

Il y a déjà longtemps, bien longtemps, que nous avons entretenu nos lecteurs d'un magnifique projet de caisse destinée à donner, aux travailleurs avancés en âge, une pension qui pût assurer la subsistance de leurs vieux jours. Quand nous disons *donner*, nous nous trompons ; il s'agissait simplement de favoriser l'épargne chez les ouvriers, pour arriver ensuite au but indiqué par le moyen d'une espèce de tontine. L'auteur de ce projet, dont nous connaissons au reste les bonnes intentions, ne pouvait seul le mettre à exécution ; il confia donc la rédaction des règlements et statuts, ainsi que la mise en pratique, à tout ce qu'il put trouver dans Paris de philanthropes éclairés et sincères (style consacré), lesquels ne trouvèrent rien de mieux que de promettre à la caisse une petite aumône, et se débarrassèrent ensuite du projet en invitant une commission, composée de la crème des philanthropes, à se charger définitivement de cette besogne. MM. les philanthropes se réunirent d'abord assez fréquemment, et firent de longs et superbes discours ; puis, les choses n'avancant guère plus, les réunions devinrent de plus en plus rares, jusqu'à ce qu'elles passassent totalement. On croyait le projet mort et enterré, mais c'était une atroce calomnie ; ce long intervalle avait été jugé nécessaire pour agir avec maturité, et la commission vient enfin de décider... qu'elle ne décidait rien ; mais qu'attendu qu'il y avait assez longtemps qu'elle avait le projet sur les bras, elle jugeait nécessaire d'en confier le fardeau à d'autres. Elle a donc de nouveau chargé une autre commission de continuer son travail, ce qui ne sera pas difficile. C'est du reste l'agrément de toutes les besognes philanthropiques : si elles rapportent beaucoup de considération, en revanche elles ne coûtent généralement qu'une promesse de payer non suivie d'effet, attendu la déconfiture de l'institution.

Nous avons bien deviné pourquoi les philanthropes avaient abandonné si vite leur œuvre de la caisse des pensions de retraite pour les ouvriers. Ils avaient extrait de cette dernière combinaison tout ce qu'ils en pouvaient tirer, c'est-à-dire le plaisir de voir leurs noms imprimés en gros caractères sur la liste de souscription : quant à la caisse en elle-même, c'était le moindre de leurs soucis. Une nouvelle création venait d'apparaître sur l'horizon philanthropique ; elle avait nom *Société pour le patronage des enfants pauvres du département de la Seine*, avec bureau complet, présidents, vice-présidents, secrétaires, fondateurs, donateurs, souscripteurs, etc., etc., sous le patronage de MM. tels et tels, pairs de France, députés, etc., ce qui nous rappelle involontairement ces saltimbanques qui mettent toujours leurs monstruosités sous la protection de *M. Dubois* et de *M. Dupétrin*.

Les philanthropes en question ont donc bien vite abandonné la *caisse invalide de l'industrie* pour entrer au plus tôt dans cette société, dont l'esprit nous paraît du reste plus véritablement charitable que bien d'autres combinaisons de la philanthropie à la mode ; elle aurait pour objet de maintenir dans les habitudes d'une vie honnête et laborieuse les jeunes garçons pauvres du département. Pour atteindre ce but, elle s'occuperait de donner ou de compléter l'instruction morale, religieuse et professionnelle de ces enfants, en leur procurant un apprentissage ou en les confiant au patronage des membres de la Société désignés à cet

effet. Pour être admis comme patroné, il faudrait être âgé de douze ans au moins et de seize au plus. A vingt ans, le patronage cesserait de droit. Chaque année une inspection générale serait faite par des commissaires choisis parmi les membres de la Société. Des encouragements et des récompenses seraient alors distribués.

Voilà à peu près ce que contiennent de sérieux les statuts de l'association ; il n'est question partout ailleurs que de son organisation intérieure, des titres et des droits que ses membres se donnent mutuellement, des récompenses même qu'ils se distribuent à l'avance, car un des articles décide que les noms des cinq cents premiers souscripteurs seront inscrits à perpétuité sur un tableau déposé au lieu des délibérations de la Société. Il n'en coûte que 20 francs, payables en quatre années, pour être proclamé à perpétuité bienfaiteur de l'humanité. On ne saurait passer à la postérité à meilleur marché.

Mais si du moins ils tenaient seulement la centième partie de leurs promesses, les philanthropes qu'ils sont ? Pourront-ils atteindre le but qu'ils se proposent, et ce résultat sera-t-il profitable à la classe pauvre ? C'est ce dont nous doutons, pour être polis. Nous voyons bien des patrons, mais les statuts de l'association ne nous font pas connaître les moyens qu'elle emploiera pour se procurer des *clients*. Si, en vertu d'une loi, l'état déclarait vouloir s'occuper du sort des enfants pauvres, nous souscririons volontiers à une mesure que nous croyons nécessaire, et certainement les moyens d'exécution ne lui manqueraient pas. Mais qu'une Société vienne proposer une tutelle que personne ne réclame et qu'elle ne peut imposer, nous ne comprenons pas cette prétention, et pour notre part nous devons nous y opposer ; ce serait reconnaître un droit de protection, de supériorité, que nous contestons d'une manière absolue. Quels moyens emploierait-elle pour réaliser son projet ? Compte-t-elle sur la confiance qu'elle croit inspirer ? C'est probable, et cependant cette confiance nous paraît très-problématique. Mais, en supposant que la Société découvre un certain nombre d'hommes assez faciles ou assez insoignants pour remettre l'avenir de leurs enfants en des mains étrangères, quelle sera la position de ces enfants vis-à-vis de leurs protecteurs ? Ne sera-ce pas comme une réminiscence de l'esclavage antique, auquel est emprunté le nom même de l'institution ? voilà ce qu'il faut surtout envisager. Il est triste de le dire, mais, derrière tous ces projets indigestes enfantés chaque jour par les philanthropes semi-officiels, nous apercevons une tendance manifeste à assurer la prépondérance de la classe moyenne, en préparant les enfants du peuple à devenir, comme l'avouent naïvement les trois-quarts des philanthropes, *de bons valets de ferme, des domestiques intelligents et dévoués*, le tout au meilleur marché possible. Jamais il n'est venu à l'esprit de ces prétendus amis de l'humanité de s'annoncer aux pauvres comme à leurs frères ; ils se sont toujours présentés comme des protecteurs. Voilà ce que l'on reconnaît chaque jour davantage, et la dignité de chacun défend et défendra toujours d'accepter, et par conséquent de reconnaître la supériorité bienveillante que proposent doucereusement les philanthropes en question.

Du reste, tous leurs efforts seront inutiles, et viendront se briser contre l'esprit d'égalité si profondément enraciné dans le cœur de la nation française. Le peuple ne demande la protection ni le secours de personne ; il veut, il désire qu'une plus juste rétribution de ses labeurs lui permette de supporter plus aisément ses misères en les amoindrissant. Il réclame avec ardeur la réorganisation du travail et la possibilité de l'association ; que ceux qui se prétendent ses amis unissent leurs efforts aux siens pour atteindre ce but, et bientôt on aura fait droit à ses réclamations. C'est le moyen le plus prompt, le plus juste et le plus digne de faire disparaître les maux qui accablent les travailleurs.

Mais nous le prenons sur un ton trop sérieux avec ces gens-là ; à tous leurs projets il faut répondre le mot si spirituel et si vrai de Chateaubriand : Votre philanthropie n'est que la fausse monnaie de la charité. En veut-on une preuve nouvelle ? Voici des bourgeois de Lyon qui, sous le rapport philanthropique, en revendraient à tout le monde. Ils ne s'attendrissent pas, ceux-là, sur l'ouvrier qui gagne à peine de quoi vivre au jour le jour, ni sur les enfants qui sont abandonnés dans la rue aux mauvais conseils de l'oisiveté et de la misère. Est-ce que c'est là une situation digne d'attention ? Ils ont découvert quelque chose de bien plus affreux dans l'organisation industrielle, et vite ils ont adressé une pétition au ministre pour que le *gouvernement paternel qui nous régit* (textuel) y avise promptement. Voulez-vous savoir pourquoi la population ouvrière lyonnaise est si misérable ? Écoutez les prud'hommes de Lyon ; c'est parce que la caisse d'épargne ne reçoit pas de dépôt au-dessus de trois mille francs, et que le malheureux ouvrier qui possède cette somme à la caisse se voit obligé de la retirer et de l'abandonner aux chances du commerce, si mieux il n'aime la convertir en rentes sur l'État, ce qui est une situation terrible, comme vous voyez.

Voilà les hommes qui font la prétention de connaître les vœux et les besoins de la classe ouvrière ! Où sont donc les ouvriers, à Lyon, qui profiteront de ce que demandent les prud'hommes, que le gouvernement autorise les caisses d'épargne à recevoir de *petits dépôts*, jusqu'à concurrence d'une somme pouvant produire *six cents francs d'intérêt* ! Voudraient-ils faire croire, ces philanthropes, que c'est la faute des caisses d'épargne si l'ouvrier n'a pas, au bout de ses vingt ou trente ans de travail, six cents francs de rente ? A qui espèrent-ils faire avaler de semblables choses ?

A vrai dire, les philanthropes de Paris ne vont pas si loin, en fait de fausse monnaie de charité, que ceux de Lyon ; mais, somme toute, nous prions Dieu de débarrasser à tout jamais la France des uns et des autres !

FAITS DIVERS.

Nous lisons le récit des deux faits suivants dans les journaux de tribunaux :

« Le 15 novembre 1840, un sieur Nathan avait fourni aux époux Astier, quai de la Mégisserie, pour 26 francs de bois. Jugement du tribunal de paix du 4^e arrondissement, qui condamne les époux Astier au paiement de cette somme. Signification, saisie des meubles de la malheureuse famille, composée du père, de la mère et de six enfants, dont l'aînée, âgée de 12 ans à peine, porte tous les caractères d'une phthisie scrofuleuse.

Mû par un sentiment d'humanité, un sieur Bréon, principal locataire, intervient, et s'oppose par voie de revendication à la vente des meubles qu'il prétend lui appartenir, comme lui ayant été cédés en garantie de trois années de loyer ; il succombe devant la 5^e chambre. La somme principale de 26 francs s'élevait dès lors avec les frais à 237 francs ; nouvelle saisie, mais cette fois l'huissier ne dresse qu'un procès-verbal de carence, encore qu'un gardien eût été nommé le 10 juin 1842.

Vaincu par une misère si persistante, le chef de famille Astier avait fui, abandonnant sa femme et ses six enfants à leur malheureux sort. Interrogée par le juge d'instruction, la femme répondit : « Mon mari a vendu pièce à pièce notre chétif mobilier, pour reculer d'autant l'époque à laquelle nous devons tous mourir de faim. Quant à moi, si j'ai vendu personnellement quelque chose, je l'ai fait sur l'ordre et sous la responsabilité de mon mari. »

Plainte en police correctionnelle par le sieur Nathan, pour détournement d'objets saisis sur la famille Astier. Il était facile de voir le dégoût qu'une pareille cause inspirait au tribunal. M. l'avocat du roi s'est empressé de déclarer que la culpabilité de la femme Astier n'était point démontrée, et que son mari, bien que légalement coupable, avait droit à beaucoup d'indulgence. Le

tribunal, s'associant à ces généreux sentiments, a renvoyé la femme Astier des fins de la plainte, et a condamné son mari, encore que faisant défaut, à huit jours de prison seulement.

M. Nathan aura à payer, sauf son recours, les frais de ce nouveau jugement qu'il a eu le malheur d'obtenir.

« A deux habitués des geôles succède un pauvre diable à la figure hâve et amaigrie, et sur tous les traits duquel se peint le plus morne désespoir. C'est aussi un voleur, et une peine l'attend, car le tribunal n'a pas même besoin d'appeler des témoins. Le pauvre malheureux avoue en pleurant : il a volé un pain de 2 kilogrammes sur la hotte, un instant abandonnée, du porteur.

M. le président : Qui a pu vous porter à cette mauvaise action ?

Le prévenu : La faim, monsieur ; et ce n'est pas ma faim, c'est celle de trois pauvres petits enfants. Pour moi, je n'aurais pas volé ; c'est la première fois que cela m'arrive.

M. le président : Est-ce bien vrai que vous avez volé du pain pour vos enfants ?

Le prévenu : Hélas ! monsieur, ce n'est que trop vrai. On ne vend pas un pain qu'on vole ; on le mange, et quand on vole pour manger, il faut qu'on ait bien faim.

M. le président : Vous ne travaillez donc pas ?

Le prévenu : Regardez-moi, je n'ai pas besoin de certificat de maladie ; je suis faible et malade, et il y a des ouvriers vigoureux et bien portants qui n'ont pas d'ouvrage.

Le prévenu est condamné à huit jours d'emprisonnement.

On lit dans *l'Émancipation* : « Les ébénistes de Toulouse signent, en ce moment, une pétition par laquelle ils demandent au conseil municipal de créer un droit d'octroi sur l'entrée des meubles confectionnés. Le directeur de la maison centrale de Ville-neuve-d'Agen a établi, en effet, à Toulouse, un dépôt de ce genre de produits, qu'il peut livrer, vu le bas prix de la main d'œuvre, à 40 pour 100 au-dessous des prix ordinaires ; ainsi le gouvernement se constitue le concurrent de tout un corps d'état. »

— M. Vavin a déposé ces jours derniers, sur le bureau de la Chambre des Députés, la pétition des ouvriers de Paris relative aux prud'hommes. Nous informerons nos lecteurs de l'accueil qui lui sera fait.

Liste de souscription pour les familles des détenus.

Reçu du 2 ^e arrondissement.....	24	»
Reçu du 7 ^e »	7	»
Reçu du 9 ^e » en deux versements.....	10	»
Reçu du 10 ^e » en deux versements.....	10	»
Reçu du <i>National</i> , pour les mois de mars et d'avril	60	»
Collecte faite au convoi du citoyen Leroi.....	15	45
Remis à M. Lamennais, au nom des patriotes d'Autun et de Châlons-sur-Saône	147	»
Versé à M. Lamennais par des citoyens gardes nationaux, étudiants et ouvriers.....	139	»
Total...	412	45

VARIÉTÉS.

LE FAUBOURG SAINT-ANTOINE.

Nous n'avons pas perdu le souvenir de certaine lettre dans laquelle un sentiment de crainte et de haine se manifestait à l'égard de la population laborieuse de la capitale, qu'on y désignait sous le nom des *aimables faubourgs*. Cette manière d'indiquer la partie la plus pauvre et la plus révolutionnaire du peuple n'appartient pas seulement à l'auteur des fameuses lettres ; elle est aussi celle de cette coterie aristocratique dont la peur est toujours et partout le principal mobile.

Le faubourg Saint-Antoine a acquis une réputation bien méritée par ses luttes révolutionnaires ; la terreur qu'il inspire à

certaines gens est, nous le croyons, utile sous plus d'un rapport, et ce n'est pas nous qui voudrions la nier ni l'amoindrir.

Mais, à côté de ce sentiment de terreur qu'il inspire à ceux dont les intentions ne sont pas pures, et dont les actes sont répréhensibles, il ne faut pas qu'un sentiment de dégoût et de mépris pour le peuple vienne s'ajouter. C'est à ces reproches, qui ne sont pas mérités, c'est à ces calomnies intéressées que nous venons répondre aujourd'hui.

Nous croyons que le faubourg Saint-Antoine a gardé toute sa force et sa moralité; nous croyons aussi qu'il aura toujours l'initiative des grands mouvements populaires, parce qu'il renferme tous les éléments de progrès et de civilisation, parce qu'il garde une foi inaltérable dans la justice de sa cause et dans la destinée de son avenir.

Examinons-le donc dans ses allures, dans ses aspects, dans les détails de sa vie privée, en un mot, dans tout ce qui peut donner prétexte aux banales accusations dont il est l'objet; peut-être arriverons-nous à découvrir les motifs de la crainte, de la terreur ou du dégoût qu'il inspire; — car le rude besogneur fait naître bien des sentiments contraires.

Si nous y entrons par la place de la Bastille, nous trouvons d'abord une belle rue, bien large, bien garnie; des maisons très-hautes, toutes pleines, toutes remplies d'activité, d'où s'échappent mille bruits divers, confus et discordants. Aux heures où commence le travail, il n'y a plus ni repos ni paix; il faut agir toujours, toujours: on n'existe qu'à cette condition-là.

Nous avons dit que les maisons étaient toutes pleines; dans ces maisons il n'y a que des chambres ou des ateliers: des chambres qui renferment quelquefois une famille entière, des ateliers où la place d'un homme est marquée au compas. Qu'on juge de la multitude qui y est entassée! Et tout cela travaille, tout cela souffre des fatigues inouïes, tout cela vit dans l'insécurité et les privations....

Si les regards s'élèvent jusqu'aux étages supérieurs, on devine aisément qu'il y a là plus de dénuement qu'ailleurs. On ne voit plus de rideaux aux fenêtres, plus d'apparence d'ordre ni de bien-être, plus de ces physionomies mâles, à demi-heureuses, que la curiosité attire, et qui sourient à tout passant. C'est vers les combles que demeurent les infirmes, les vieillards. Par la lucarne du toit on voit souvent des hardes rapiécées qui sèchent au soleil, — ou c'est la tête d'un petit enfant qui n'a que ce trou pour prendre l'air, tandis que sa mère s'occupe de soins intérieurs ou de la tâche ardue qui aide à nourrir la famille. — Quelquefois aussi, c'est une fleur qui s'y balance, gracieuse et isolée: on l'a apportée en présent à la pauvre couturière, pour distraire un peu son existence de recluse; ou à ses voisins, de grands parents, le jour d'une fête patronale. C'est une tradition qui ne se perd pas parmi nous, et qui prouve combien l'esprit religieux se perpétue et préside à nos actes malgré tous les mauvais enseignements que nous avons reçus. Ces jours-là, les familles se rassemblent, s'embrassent, se félicitent: c'est une bonne foi et une cordialité admirables. Les épargnes individuelles sont mises en commun pour la fête; on improvise un banquet où la gaieté préside et où la bonne humeur fait tous les frais de l'esprit; les têtes s'échauffent, les cœurs s'épanouissent, et l'on chante encore, comme au bon vieux temps.

Mais cela ne vient qu'une fois par année!

Maintenant, redescendons aux boutiques. Quelle profusion! que d'objets divers! que de meubles, que de ferrures, que de tissus! Comme là-dedans tout s'occupe et trouve son emploi! La demoiselle de magasin entasse chiffres sur chiffres dans les colonnes du *grand-livre*, l'apprenti est harcelé par tout le monde, l'homme de peine brosse, essuie, dérange et replace tout: il sue tant que la journée dure, et on le rudoie. Le commis, lui, est

respecté: ce sera peut-être un confrère un jour, et c'est une considération: on l'appelle *Monsieur*. L'autre, c'est Louis ou Jean, et ce n'est rien que cela; — comme le chien, qu'on appelle César.

Voici le maître qui commande la besogne à un ouvrier. Toute l'organisation du travail actuel se résume dans ces deux personnages. L'un est pâle, maigre, affaissé quoique robuste; beaucoup de fatigue se décèle dans son regard morne et sur ses traits flétris. Il a les bras nus jusqu'au-dessus du coude, les cheveux en désordre et pleins de poussière. Sa physionomie est intelligente, et malgré l'espèce de contrainte qui résulte de sa situation sociale, il reste pur dans son indigence, digne dans son humiliation. Il sait ce qu'il vaut; il apprécie son talent; il connaît sa véritable place. La nécessité le rend parfois humble où il aurait droit d'être fier, mais jamais on ne l'a vu ni servile ni rampant.

L'autre est un être non moins actif, mais tout-à-fait opposé à celui-ci. Il est replet, mobile, sarcastique; son visage enluminé est plein jusqu'à la bouffissure; il a du feu dans l'œil et de l'éclat dans la voix; quand il commande, surtout: — on aime tant l'autorité! Et puis il faut bien qu'on sache qu'il est le maître, et à cet effet il le répète vingt fois par jour, de crainte qu'on ne l'oublie, ou que quelqu'un n'aille le prendre pour l'égal de ceux qui lui obéissent. Il appelle *des gens sans tact* les personnes qui prennent tous les hommes pour des hommes. Il aime le travail; — cela ne veut pas dire qu'il aime travailler; — entendons-nous: il aime *faire travailler*. Son affaire, à lui, c'est la surveillance. Triste privilège! misérable emploi qu'il n'ose confier à personne, sans cesse préoccupé qu'il est de l'idée qu'on le trompe ou qu'on lui veut du mal. Voilà ce qu'ont produit les belles maximes qui ont cours aujourd'hui, et que nous n'avons pas besoin de répéter: d'un côté la peine, les privations et l'insécurité de l'avenir; de l'autre une activité inutile ou nuisible, la défiance, la crainte, et toutes les suggestions démoralisatrices.

En remontant le faubourg, la première chose qui appelle l'attention, c'est la fontaine Charonne. Quelle foule! que de pauvres gens! quelle avidité pour une goutte d'eau! Il faut que le besoin soit bien pressant, bien impitoyable chez ces créatures qui attendent des heures entières, exposées au vent d'hiver et à la pluie glaciale, pour reporter chez elles un peu de cette eau impure. Il y a là, qui le croirait! de tout petits enfants qui ont à peine la force de traîner leur fardeau. Un jour nous en abordâmes un qui pleurait; il se tenait debout devant une cruche de grès à moitié pleine qu'en vain il essayait de soulever. Ses petits membres engourdis avaient presque perdu le mouvement: il était bleu de froid.

— Quel âge as-tu, mon pauvre enfant?

— J'ai huit ans.

Puis, avec un sourire qui nous demandait notre assistance, il ajouta:

— Je crois que je vous connais; vous êtes peut-être des camarades de papa.

— Il se peut. Demeures-tu loin d'ici?

— Non pas bien loin, mais c'est si lourd!

Et il nous montrait son eau. Nous l'en débarrassâmes, et chemin faisant, voici quel fut notre entretien.

— Viens-tu souvent à la fontaine?

— C'est la première fois aujourd'hui; d'habitude c'était ma mère.

— Et où donc est-elle, ta mère?

Nous crûmes qu'elle était morte, car les larmes de l'enfant coulaient abondantes et amères.

— Elle est chez nous, mais il y a longtemps qu'elle est malade, et aujourd'hui elle n'a pas pu se lever.

— N'as-tu pas des frères et des sœurs plus âgés que toi?

— Nous étions six; à présent j'ai deux frères. Il y en a un à l'hôpital depuis trois mois; il s'est blessé en travaillant; ses deux

maines ont été broyées sous un laminoir, et il n'y en a encore qu'une de guérie !

— Mais l'autre frère travaille, sans doute ?

— Mon autre frère est soldat ; il a été blessé en Afrique. C'est cette nouvelle qui a tant fait de mal à ma mère ce matin.

— Et ton père, que fait-il ?

— Il travaille, mon père, tous les jours, et souvent le dimanche encore ; aussi je ne le vois pas souvent. Il faut qu'il parte le matin à cinq heures, et il ne revient le soir qu'à neuf. Je voudrais bien l'attendre, mais on me couche pour que je n'aie pas si froid.

Voilà ce que nous dit l'enfant. Et ces misères sont nombreuses parmi nous ; il nous serait facile d'en citer mille et de montrer la place où elles gémissent. Mais à quoi bon ! pourrions-nous les soulager ? et ceux qui le peuvent l'ont-ils jamais fait convenablement ? Quand nous leur exposons nos besoins, ils font les incroyables pour se dispenser d'y pourvoir, ils nous calomnient pour nous repousser. — Allez au bureau d'indigence, disent-ils ; là on vous connaît ; on vous donnera tout ce dont vous aurez besoin, si vous le méritez. Amère dérision ! Et d'ailleurs ce n'est pas l'aumône que nous demandons ; c'est du travail qui nous fasse vivre ; c'est une répartition plus juste des charges de la société, des biens qui appartiennent à tous ceux qui accomplissent rigoureusement le devoir. C'est bien assez de faire la tâche des autres sans être encore en butte à des humiliations.

Mais pénétrons plus avant dans la grande rue. Voilà le ruisseau d'une pompe à feu ; c'est de l'eau chaude qui coule sous une porte cochère exposée à tous les courants d'air. Des petites filles sont accroupies à la file, et y lavent des haillons qu'elles appellent chemises, jupons, tabliers, etc. On en voit tous les jours, et quand vient le samedi, souvent on se dispute les places. Si le désordre devient trop grand, on les chasse, car elles n'ont pas le droit de venir ni de rester...

Arrivons à la rue Sainte-Marguerite, véritable cloaque d'impuretés et de démoralisation. Elle est étroite, sombre, boueuse ; son aspect est repoussant, et inspire le dégoût et la crainte. On n'y voit que des débitants d'eau-de-vie, des garnis hideusement sales, et des maisons équivoques, dont les volets restent fermés une grande partie du jour, comme pour voiler les abominations qui s'y commettent.

Là viennent se réfugier les vagabonds de toute espèce ; les sexes, les âges, tout y est pêle-mêle et confondu : les prostituées sans emploi, les chanteurs ambulants, les joueurs d'orgue, qui y dorment pour deux sous, les bateleurs de place publique, les tireurs de carte, ces voleurs privilégiés, tout cela grouille, rampe, hurle des imprécations ou des chants obscènes, et se livre sans aucune honte aux actes du cynisme le plus révoltant. Tantôt les mâles se disputent leurs femelles comme des chiens ; d'autres fois, c'est le jeu qui fomenté les querelles ; alors ils se frappent à coups de couteau comme des brigands ; ils se mordent comme des bêtes féroces...

Il y a encore plusieurs endroits semblables, et si nous visitions certains lieux des barrières, nous retrouverions les mêmes scènes et les mêmes personnages.

Mais qu'on n'aille pas croire que c'est là le peuple du faubourg. Ceux qui le pensent se trompent extrêmement : ils prennent l'écume pour les flots, la lie pour la liqueur. Non, non, jamais il ne descendra à ce degré d'abjection et d'avilissement ! Le peuple, c'est à l'œuvre qu'il faut l'apprécier ; c'est dans les ateliers qu'on le trouve et non ailleurs ; qu'on y vienne, et l'on verra l'homme des rudes labeurs et non l'homme de la paresse et de la débauche. Qu'on n'aille plus donc le chercher où il n'est pas et affecter de le voir où il n'a jamais été.

C'est en vain que la misère le décime ; c'est en vain qu'on l'assimile à tout ce qu'il y a de bas et de repoussant au monde ; il

restera pur, puissant et fort. Il sait bien qu'on s'énervé dans la débauche, qu'on se corrompt dans l'oisiveté, et que ses éducateurs actuels, hommes de rapine, de paresse et de ruse, ne le poussent au mal que pour le réduire à l'impuissance. Mais chez lui l'énergie est surabondante ; qu'on s'en tienne pour averti, et qu'à l'avenir on la dirige au lieu de la comprimer.

Aujourd'hui il fait une halte, mais il ne faut pas le croire découragé : il s'instruit, il pense. Il frappera plus tard, non pour détruire, mais pour édifier, pour ramener la sécurité et la justice pour tous. S'il se plaint de ses fatigues, c'est parce qu'elles sont stériles, c'est parce que pour lui rien ne fructifie ni ne croît : il n'est las que d'une chose, c'est d'engraisser des loups qui se disent les gardiens du troupeau. Les qualifications odieuses dont on le gratifie à tout propos n'ont jamais excité sa colère ; elles le font sourire de mépris, et voilà tout. C'est qu'à tous ces mensonges il peut opposer des faits d'une éloquence admirable, qui confondent toutes les impostures : quand un assassin est venu se mettre dans ses rangs et l'appeler à la consécration de son crime, aussitôt mille bras se sont levés sur sa tête comme une protestation solennelle contre cet acte abominable.

Le peuple, lui, n'est pas hypocrite : il ne fait pas comme ceux qui pressent la main de l'homme qu'ils pensent à étrangler. Quand il a de la haine, il ne la dissimule pas, il se lève, s'arme à la face du soleil, et renverse la Bastille comme en 89, ou prend le Louvre comme en 1830 !

Les nombreux cabarets qu'on voit dans le faubourg, et qui sont ouverts à l'ouvrier comme un lieu de tentation, ne sont guère fréquentés qu'un jour de la semaine, et d'ailleurs nous pensons que ce n'est pas à ceux qui jouissent de tous leurs aises de nous reprocher ce vin que nous buvons de temps à autres, eux dont la table en regorge, et qui ne s'en font nulle faute à tous leurs repas ! Il ne faut pas induire de ceci que nous tolérons l'ivrognerie. Point : c'est un vice, et tous les vices sont hideux. Nous ne sommes pas de ceux qui croient que l'on boit l'oubli des douleurs. On a beaucoup vanté le vin ; presque tous nos poètes lui ont consacré quelques-uns de leurs refrains, et ce ne sont certes pas les meilleurs, à en juger par le résultat. Qu'un ivrogne dise : « Quand j'ai bu j'ai tout oublié » ; qu'est-ce que cela prouve ? L'insensibilité absolue ; pas autre chose. C'est comme celui qui ne souffre plus parce qu'il est mort.

Ouvriers, restons sobres : la sobriété est une vertu. Ayons nos moments de plaisir et de joie après nos journées de labeurs et de peines, mais gardons toujours parmi nous la décence et la politesse, qui rendent les relations plus affectueuses et plus douces. Méprisons les égoïstes qui nous disent de vivre seuls, sous le prétexte que nous valons mieux que les autres. Il n'y a qu'une famille sous les regards de Dieu : c'est l'humanité, dont chacun de vous est membre. Que la fraternité reste au nombre des plus purs sentiments de nos cœurs : aimons-nous, soyons bons et indulgents les uns envers les autres ; que le fort aide le faible, que le grand attende le petit ; que celui qui sait répande son savoir sans morgue et sans suffisance, afin qu'on en recueille les fruits avec reconnaissance et amour. L'instruction ! voilà la source des biens futurs où chacun de nous peut aller puiser. Bon courage ! ouvriers, nous avons déjà nos héros et nos poètes ; plus tard nous aurons nos artistes et nos orateurs !

Avis. — Nous prévenons nos lecteurs des villes où nous n'avons pas de correspondant, et dont l'abonnement est expiré, qu'il leur sera présenté, dans le courant de ce mois, une quittance de quatre francs, pour leur réabonnement de cette année.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie de A. René et comp., 32, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

Situation de l'Irlande. — Révolution d'Haïti. — L'enquête électorale. — Les Jésuites et les éclectiques. — Le clergé. — ENQUÊTE INDUSTRIELLE. Le travail aux pièces. — Bibliographie. — Faits divers.

SUPPLÉMENT. Discussion sur la certitude morale et religieuse.

La publication d'un Supplément de 12 pages, consacré à résumer la discussion qui s'est élevée entre quelques démocrates et nous au sujet des tendances morales et religieuses de L'ATELIER, a été la cause d'un retard de quelques jours dans l'apparition de notre journal.

SITUATION DE L'IRLANDE.

L'Irlande compte près de neuf millions d'habitants. Si cette population était unie tout entière dans une même volonté, elle pourrait défier toutes les forces de l'Angleterre, son ennemie, et conquérir une existence nationale. Malheureusement, il n'en est point ainsi : en Irlande, il n'y a pas un peuple, il y en a deux. L'un ne comprend guère que le huitième de la population ; mais il est le maître du sol ; il a absorbé toutes les richesses : à lui reviennent la plupart des droits politiques, c'est lui qui juge et qui administre. L'autre a pour lui le nombre, mais il est sujet et il obéit ; c'est lui seul qui porte le fardeau du travail ; il ne participe pas à la propriété : à lui la pauvreté, le dénuement, dénuement si absolu que rien de ce que nous voyons chez nous ne peut lui être comparé. L'Irlande, cependant, est une terre très-fertile ; mais là moins que partout ailleurs les fruits de la terre sont pour ceux qui la cultivent. Le paysan irlandais ne mange pas de viande, ni même de pain : la pomme de terre, voilà sa nourriture. Heureux encore quand il en a ; car, tous les ans, la famine sévit en Irlande pendant plusieurs mois, et nombre de gens y meurent littéralement de faim.

Disons en quelques mots quelles sont les causes du déplorable état du peuple irlandais.

L'aristocratie, en Irlande, c'est le parti anglais. Ses membres ne sont pas Irlandais, ce sont les fils de l'étranger. Leurs ancêtres sont venus, il y a deux ou trois siècles, s'établir sur cette terre qu'ils ont ravagée ; ils ont couru sus aux natifs d'Irlande, comme des chasseurs sur du gibier ; ils les ont massacrés, proscrits, envoyés dans leurs colonies comme esclaves ; ils leur ont pris leurs biens ; et chaque aventurier anglais s'est fait adjuger d'immenses domaines, réduisant les propriétaires légitimes à n'être que leurs fermiers. Voilà l'origine de la richesse et de la puissance de cette

aristocratie, la plus cruelle, la plus cupide et la plus lâche de toutes celles qui ont jamais pesé sur un peuple. Il n'y a pas d'histoire aussi triste que celle d'Irlande ; c'est une série de conquêtes sanglantes et d'insurrections vaincues. Il y a bien des siècles déjà que les premiers soldats anglais ont mis le pied dans cette île ; mais jusqu'au seizième siècle une grande partie du territoire avait conservé son indépendance. C'est de cette époque que date surtout le commencement de la lutte d'extermination contre l'Irlande, et il a fallu aux Anglais cent cinquante ans pour achever leur conquête. Élisabeth, Cromwel, Guillaume III y ont également employé tout ce que la cruauté et la ruse peuvent donner de force. Quand l'Irlande fut vaincue, la persécution ne s'arrêta pas ; au lieu d'être ouverte et sanglante, elle fut silencieuse et hypocrite ; ce fut tout le changement. La grande masse de la population fut réduite à un état d'ilotisme complet ; la propriété lui fut interdite : elle dut bêcher la terre au profit des vainqueurs ; elle ne put même jouir de la tranquillité du foyer domestique, sans cesse troublé par mille lois humiliantes ; elle n'eut pas même la consolation de prier Dieu en paix.

La guerre de l'Angleterre contre l'Irlande ne fut pas seulement une guerre de peuple à peuple ; ce fut encore une guerre de religion. L'Angleterre avait rompu depuis longtemps le lien religieux qui faisait de l'Europe comme un peuple ; elle s'était fait une religion pour elle seule ; l'Irlande persista dans la foi de ses pères, et cette audace irrita surtout les Anglais ; ils s'étonnaient de trouver tant d'insolence chez un peuple qu'ils méprisaient, et firent tout au monde pour étouffer ce foyer d'opposition religieuse allumé à leurs portes. Leurs efforts ont été vains. L'aristocratie seule professe la religion anglicane, et sauf dans quelques districts du nord, habités par des presbytériens d'origine écossaise, on ne rencontre partout en Irlande qu'une oligarchie protestante superposée à un peuple catholique.

Qu'on le comprenne donc bien, les luttes politique, nationale, religieuse, qui agitent l'Irlande, ne sont, en réalité, qu'une seule et même lutte. Le parti national, c'est le parti démocratique, c'est le parti catholique ; le parti de l'étranger, c'est le parti aristocratique, c'est le parti protestant. Il faut pourtant dire que depuis quelques années une fraction des églises presbytérienne et anglicane, celle qui profite le moins des privilèges concédés aux protestants par le gouvernement britannique, a fait taire ses animosités religieuses, pour se ranger du côté de la nation et l'aider dans ses efforts d'émancipation. Si cette union peut se consolider, le jour de l'indépendance irlandaise luira bientôt.

Depuis un demi-siècle, il est vrai, quelques-unes des lois portées contre le peuple irlandais ont été abolies, et les catholiques

ont été émancipés. Ce n'est pas que le cabinet de Londres se soit repenti de ses crimes, seulement il a eu peur et il a cédé : il faut que l'Angleterre soit en danger pour que l'Irlande obtienne quelque justice. Mais si le grand édifice d'iniquité qu'on avait mis deux siècles à construire a été entamé, il n'a pas été démoli, tant s'en faut. D'une part, l'Église anglicane qui, sur neuf millions d'âmes, ne compte guère que cinquante mille sectateurs, possède toujours des richesses immenses, et lève encore des dîmes considérables sur la population catholique qui, volontairement déjà, entretient son propre clergé. En second lieu, l'aristocratie, qui possède à elle seule presque tout le territoire irlandais, et qui dépense en Angleterre ou sur le continent ses prodigieux revenus, a conservé ses privilèges politiques et civils, entre autres le droit d'aînesse et les substitutions, qui sont sa sauve-garde.

L'Irlande a donc encore à faire sa révolution de 89. Pour détruire tant de monstrueux abus, pour donner du pain à ceux qui sont affamés, pour vêtir ceux qui sont nus, il faut un remaniement général dans toutes les institutions et dans toutes les lois. Les patriotes irlandais paraissent sentir parfaitement ces nécessités ; ils ne reculeront pas devant une tâche dont ils ont apprécié les périls, mais dont ils connaissent l'utilité. Dans ce pays, comme dans le nôtre, la réforme sociale doit être précédée par la réforme politique. L'Irlande avait obtenu le droit d'avoir un parlement à elle ; elle n'en a plus, son union législative avec la Grande-Bretagne lui a été arrachée en 1800 par la force et par la ruse : c'est à Londres que se règlent les destinées de la malheureuse vassale de l'Angleterre. Tant que cet état de choses durera, il n'y a pas d'amélioration sérieuse à espérer. Le gouvernement britannique ne consentira jamais à détruire le privilège d'une aristocratie qui a toujours été son soutien ; c'est ce que tout le monde sait en Irlande. Aussi les patriotes concentrent-ils maintenant tous leurs efforts pour obtenir le rappel de l'union et un parlement national. O'Connell a fondé dans ce but une grande association qui compte déjà plus d'un million de membres ; il parcourt tout le pays pour semer l'agitation pacifique, grâce à laquelle il a déjà obtenu un certain nombre de concessions de la part du pouvoir. Partout se tiennent des assemblées immenses au cri de : A bas l'Union ! Le clergé catholique, qui jouit dans toute l'île d'une popularité méritée, s'est associé en masse à ce mouvement, et l'on connaît ces belles paroles d'un évêque : « Je suis du peuple, et de la classe la plus humble du peuple ; je ne dois rien à aucun aristocrate, et j'en suis fier, rien que le profond mépris dont je suis pénétré pour la classe aristocratique tout entière ! »

Voilà où en est actuellement l'Irlande ! l'agitation y est extrême, et si l'on peut avoir une crainte, c'est que le volcan n'éclate trop tôt, et que le gouvernement anglais ne profite d'une occasion qu'il aura fait naître pour écraser l'insurrection d'un peuple désarmé ! Nous croyons que la prudence commande aux patriotes irlandais de ne point pousser à la lutte ouverte, et qu'ils doivent attendre, avec tant d'autres peuples opprimés, le jour où la France sera en mesure de leur prouver toute sa sympathie.

RÉVOLUTION D'HAÏTI.

L'île d'Haïti, ancienne colonie française, une des plus grandes îles connues, d'un sol très-fertile et favorisée d'un climat magnifique, était autrefois un foyer immense de richesses, que des milliers d'esclaves alimentaient de leur pénible travail, pour le bonheur de quelques oisifs colons ; mais ce foyer qui était souillé d'injustice s'est éteint, et ne se rallumera, nous l'espérons, que sur les principes de justice et de liberté.

En 1789, la guerre ayant éclaté entre les anciens esclaves af-

franchis et les colons, il fut envoyé de France des commissaires pour rétablir la paix, mais ils ne purent y parvenir. Les colons, se voyant les plus faibles et n'étant pas du tout favorisés par les commissaires qui, au contraire, protégeaient les opprimés, appelèrent l'Angleterre à leur secours. Les commissaires profitèrent de cette circonstance pour émanciper tous les noirs ; ceux-ci, choisissant alors pour chef un homme de tête et de cœur, Toussaint Louverture, chassèrent les Anglais et les colons de l'île, et tentèrent de faire renaître, mais pour tous, l'abondance et la prospérité, dont leurs maîtres seuls jouissaient autrefois.

C'est alors que Bonaparte conçut et fit exécuter la fâcheuse expédition de Saint-Domingue, dont le but, qui ne fut heureusement pas atteint, était de replonger les noirs sous la domination des anciens colons. Cette malheureuse expédition n'eut d'autre résultat que la perte d'une armée de seize mille hommes et de son chef, le général Leclerc, à qui elle avait été confiée. Tous ces braves périrent autant par les maladies que par la guerre.

Les noirs résistèrent avec énergie, et quoiqu'on leur eût pris Toussaint Louverture pour l'envoyer en France mourir en prison, ils n'en proclamèrent pas moins leur indépendance le 1^{er} janvier 1804. Quelques mois après, le général Dessalines prit le titre d'empereur, sous le nom de Jacques I^{er}. C'était un homme de beaucoup d'énergie, ayant des talents militaires, mais incapable d'organiser son pays. Du reste, il n'en aurait pas eu le temps, car il mourut bientôt après assassiné par des troupes que les mulâtres Gérin et Pétion avaient soulevées contre lui.

Henri Christophe fut alors nommé chef du gouvernement, et il en était digne ; mais n'ayant pas voulu accepter la nouvelle constitution qui lui était offerte, il fut déclaré déchu par l'assemblée constituante, qui nomma Pétion à sa place. Celui-ci n'était pas de force à se mesurer avec Christophe, aussi lui abandonna-t-il le nord de l'île, où il s'était retiré, et se contenta de garder le sud et l'ouest.

C'est alors que commença pour la jeune république un misérable système, mêlé de faiblesse et de despotisme, et qui l'aurait infailliblement conduite à sa perte si une révolution proclamant d'autres principes n'était venue abattre le continuateur de cette politique implantée par Pétion. Nous voulons parler de Boyer.

Le général Jean-Pierre Boyer, mulâtre très-foncé, était secrétaire de Pétion. A la mort de ce dernier qui arriva à la fin de mars 1818, il parvint à se faire nommer président, suivit la voie tracée par son prédécesseur et l'agrandit même beaucoup, à tel point qu'il détruisit le jury, étouffa la liberté de la presse, flatta les goûts paresseux des nègres pour se les rendre favorables (1), et se crut tout permis. Nous devons dire ici en passant que c'est lui qui fit reconnaître l'indépendance d'Haïti par la France, moyennant une somme de 150 millions pour indemniser les colons.

Enfin, les dernières élections ne lui ayant pas été favorables, il fit éliminer de la chambre une dizaine de députés, en fit mettre deux en prison, et allait continuer sans doute ses exactions, lorsqu'un soulèvement qui avait été organisé aux Cayes, sur ces entrefaites, éclata en janvier dernier. Les insurgés se mirent en marche ayant Hérard Dumesle à leur tête, et créèrent un gouvernement provisoire. Des troupes furent envoyées par Boyer pour les combattre ; mais après plusieurs petits combats elles se joignirent à eux, et marchèrent ensemble sur Port-au-Prince, où se trouvait le président Boyer ; celui-ci ne jugea pas prudent de les attendre, et décampa avec une trentaine de ses créatures et 900,000 gourdes fortes (près de 5 millions de francs) après avoir fait une proclamation par laquelle il abdiqua le pouvoir, parle de ses bonnes intentions, de la prospérité croissante, et autres mensonges du même genre.

(1) Les nègres sont en très-grande majorité à Haïti.

Le 15 mars les révolutionnaires firent leur entrée à Port-au-Prince, sous les ordres des généraux Rivière, Hérard et Lazare, aux acclamations de toute la ville. L'ordre le plus parfait fut maintenu. Un comité de salut public composé de sept membres fut à l'instant formé, et il adressa au peuple la proclamation suivante dont le bon esprit nous fait bien augurer pour l'avenir :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, RÉPUBLIQUE D'HAÏTI,
LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC.

« Habitants de Port-au-Prince,

« Nous avons détruit le vieux système qui pesait sur nous depuis longues années. Nous avons tous agi fermement et résolument avec le concours des révolutionnaires, qui se sont rendus dignes de la liberté que nous avons conquise, et que nous conserverons en respectant les personnes et les propriétés.

« Que le mal retombe sur ceux qui le font et qui voudraient encore empêcher la marche glorieuse et progressive de notre régénération *sociale, politique et morale* !

« Le comité se repose sur la garde nationale du maintien de l'ordre public.

« Signé : BROUARD, COURTY, JEANTON, DARET, MERLET,
NAU, LILLA VOIS. »

Les dernières nouvelles s'arrêtent là.

Puissent les Haïtiens mener à bien l'œuvre révolutionnaire si bien commencée par leurs pères, et donner à leurs frères noirs ce que nous voulons donner à nos frères blancs : la liberté et l'égalité ! C'est pourquoi nous désirons de tout notre cœur l'alliance si naturelle d'Haïti avec la France.

L'Enquête électorale.

Nous avons encore présentes à la mémoire les récriminations passionnées qui venaient assaillir la presse patriote, avant que les lois de septembre l'eussent baillonnée, à cette époque où un peu de liberté lui restait encore, et où elle en usait pour signaler au peuple les turpitudes de ses gouvernants. Quand elle dénonçait la corruption éhontée qui présidait aux élections des députés ; quand elle montrait du doigt ce scandaleux trafic de places données en échange de votes, ces ténébreuses intrigues d'une coterie incorrigible, oh ! alors on la représentait comme une infâme calomniatrice dont la bave, empoisonnée par la passion politique, flétrissait tout ce qu'elle touchait, et dont la haine et l'envie transformaient en crime la vertu la plus pure, dénaturaient les faits, scrutaient les consciences et interprétaient à mal les actes les plus innocents. A entendre les conservateurs, les peines les plus sévères étaient trop douces pour de pareils diffamateurs. Aussi profita-t-on de l'attentat Fieschi pour essayer de les réduire au silence, et l'on y parvint en partie, grâce surtout à cette interprétation de la loi qui permet aux fonctionnaires publics attaqués de se faire défendre par les tribunaux de police correctionnelle, et qui leur offre en outre la satisfaction de réparer les brèches faites à leur honneur par la mise en poche de dommages-intérêts, que paient ceux qui ont le courage de déchirer le manteau dont ils se couvrent.

Il est donc bien entendu que ce n'est qu'avec les plus grandes précautions que la presse patriote peut remplir son devoir aujourd'hui, et aussi que ce n'est qu'au prix des plus grands sacrifices qu'elle peut y parvenir. Il semblait devoir résulter de là que les corrupteurs et les corrompus jouiraient enfin d'une paix durable, et que, nul ne les tourmentant à l'avenir, le métier deviendrait plus lucratif et plus profitable, comme aussi le peuple, ignorant désormais les faits et gestes de ses maîtres, ne devait plus avoir occasion de réclamer et de se plaindre, une faute cachée devant être, dit le proverbe, à demi pardonnée.

Mais nos conservateurs avaient mal calculé. En effet, ils n'ont pas pensé que, n'ayant plus l'hydre de l'anarchie à combattre, la seule chose qui eût le pouvoir de les mettre d'accord pour un temps d'ailleurs très-restreint, ils allaient être forcés de se faire la guerre entre eux, comme cela est arrivé. Les élections dernières ont éveillé toutes les ambitions, et elles ont souvent mis en lutte des concurrents dont la valeur morale était des deux parts à peu près égale, et qui ne se sont pas trop gênés pour arriver à leur but, c'est-à-dire à la Chambre, par des moyens que nous n'avons pas besoin de qualifier. Autrefois, du temps où la *mauvaise presse* inspirait un peu de terreur, ces choses-là se faisaient encore sous le manteau de la cheminée, et cette hypocrisie ressemblait presque à un reste de pudeur. Mais en ces derniers temps les choses se passaient au grand jour, à la face du soleil ; on achetait des voix par l'appât d'une place promise à une vingtaine d'électeurs ; on spéculait sur le besoin qu'éprouvait un oncle de se débarrasser d'un « coquin de neveu » dont il ne pouvait rien faire ; on prétendait même, pour un million, *acheter* les électeurs d'un arrondissement tout entier, et leurs femmes et leurs propriétés par-dessus le marché.

Ces petites manières, importées d'Angleterre, ne pouvaient cependant passer inaperçues ; dans un pays comme le nôtre, c'était encore de la nouveauté, et la nouveauté attire l'attention. Cela fit quelque bruit dans certaines localités où les choses avaient été poussées un peu plus loin que la prudence la plus vulgaire ne le permettait, c'est-à-dire où l'on pratiquait trop publiquement ce qui se faisait ailleurs avec plus d'*expérience des affaires*. Aussi, à la vérification des pouvoirs qui se fait pour chaque élection, trois nominations de députés parurent-elles fortement entachées de fraude, et par ce mot on n'a sans doute voulu parler que de la publicité fâcheuse donnée aux manœuvres électorales. Qu'il en soit de la valeur de ce mot, les représentants, effrayés, se dirent que le public pourrait bien finir par voir tout à fait clair, si l'on mettait ou laissait mettre tant de franchise dans les manœuvres électorales, et, pour que personne ne pût les soupçonner d'avoir employé, eux aussi, des moyens immoraux pour se faire élire, ils firent comme ces femmes suspectes, qui pensent se donner un brevet de vertu en criant plus fort que les autres, quand les méfaits de l'une d'elles viennent par hasard à la connaissance du public. La fable des animaux malades de la peste pourrait également donner une idée des scènes qui eurent lieu dans le sein du parlement, sous le nom pompeux et sévère d'enquête électorale.

Sur les trois élections entachées d'immoralité, deux ont été annulées. Croit-on maintenant que le peuple ait plus de confiance dans la moralité de ceux qui le représentent ? Pense-t-on qu'il considère ces annulations comme l'expulsion des deux uniques brebis galeuses qui menaçaient la santé et la vie du troupeau ? On se tromperait fort si l'on croyait cela ; le peuple sait très-bien qu'avec le mode d'élection actuel, qui va chercher électeurs et élus dans le sein d'une seule classe, et lorsque cette classe est l'aristocratie d'argent, la pire de toutes, il n'y a que de très-minces garanties de moralité dans les élections. Ajoutez à cela un pouvoir qui, loin de contrebalancer ces mauvais instincts de satisfaction d'intérêts matériels et cupides, loin de rappeler les électeurs au sentiment du devoir social, exploite ces instincts, s'il ne les fait naître, pour amener au pouvoir ses créatures, disons mieux, ses complices, et dites-nous ce qu'on peut faire de bien avec une pareille base ?

Le peuple sait très-bien qu'en appelant tous les citoyens à l'exercice des droits politiques, ces scènes scandaleuses, ces ignobles marchés que l'enquête électorale nous a révélés, ne pourraient plus se reproduire. Cela serait impossible, d'une part, parce qu'il y a un obstacle matériel qui s'oppose à ce qu'on puisse corrompre ou tenter de corrompre sept ou huit millions d'électeurs, bien qu'en Angleterre cela se pratique jusqu'à une certaine limite : (il

n'y a pas, Dieu merci, en France, une aristocratie assez riche pour arriver à ce but). Mais il y a, d'autre part, un obstacle moral immense, et le seul sur lequel nous comptons ; il est dans la probité, dans la moralité des masses. Si la corruption a gagné la classe moyenne, le peuple, lui, à part quelques exceptions, est resté pur et honnête ; et c'est pour cela qu'au peuple appartient l'avenir, c'est pour cela que, quels que soient les obstacles, il ne doit rien craindre : en face de pareils adversaires, la question est jugée : la réforme politique n'est plus qu'une question de temps.

LES JÉSUITES ET LES ÉCLECTIQUES.

Quand on veut flétrir quelque surnois, quelque adroit hypocrite, quelque individu enfin qui ne se sert que de moyens détournés, honteux souvent, pour arriver à un but qui n'est pas toujours avouable, on l'appelle *jésuite*. Cela est reçu dans l'opinion publique depuis longtemps déjà, et cela est la condamnation, sans appel possible, de l'ordre religieux qui, par ses actes, s'est attiré à un si haut point la crainte ou le mépris public, que son nom seul équivalait à une grosse injure. Il va sans dire cependant que l'opinion publique ne doit pas étendre sa réprobation jusque sur les jésuites des premiers temps, ni sur ceux qui accomplissent l'œuvre si périlleuse des missions parmi les peuples barbares et sauvages. Cette exception étant faite, il ne faut plus voir dans la compagnie des jésuites, en Europe, qu'une armée dont le but est de façonner toutes les intelligences à l'obéissance passive envers les pouvoirs, et, en dominant elle-même ceux-ci, de devenir maîtresse absolue de la société. Organisés eux-mêmes d'après le système de l'obéissance passive, les jésuites ne s'appartiennent plus ; ils sont des machines intelligentes qui doivent faire tout ce qui leur est commandé, *leur commandait-on le péché*, et Dieu sait s'ils ont reculé devant ce commandement ! Aussi, tels ont été les résultats de leur action sur une grande partie de l'Europe que dans le sentiment des peuples la *compagnie de Jésus* est considérée comme étant bien plutôt la *compagnie du Diable*.

Il faut espérer que prochainement, quand on voudra flétrir quelque sot orgueilleux, quelque sophiste, quelque pédant démoralisateur, on ne se servira pas d'autre épithète que celle d'*éclectique*. Les éclectiques ne forment pas un ordre religieux, mais tout simplement une secte philosophique. Ils sont beaucoup moins bien disciplinés et beaucoup moins actifs que les jésuites, mais ils ont pour eux l'appui complet du pouvoir, et, par le fait, ils sont immensément plus puissants aujourd'hui que ceux-ci, attendu qu'ils ont la direction de tout l'enseignement universitaire en France. Soit par système, soit par inconséquence, le but des éclectiques est de briser le lien moral qui unit en un seul corps tous les membres de la société, en enseignant à la jeunesse que chaque individu ne relève que de lui-même, et que c'est en lui-même, dans sa raison particulière, qu'il puise toute sa certitude morale, et une foule d'autres choses qui ne développent que l'orgueil et l'amour de soi-même.

En d'autres termes, un éclectique est un homme qui ne se soumet à aucune doctrine d'une manière complète, mais qui choisit dans toutes les doctrines ce qui convient le mieux à sa raison. Ainsi, y a-t-il dans la morale chrétienne quelque commandement qui lui déplaît ? et bien ! il le rejettera ; et soyez persuadé qu'il rejettera tout ce qui pourrait l'obliger envers le prochain. Dans l'éclectisme chacun se fait donc une morale particulière, et toutes ces morales particulières peuvent donc se résumer en un seul précepte : Charité bien ordonnée est de commencer par soi-même. Cet enseignement répond trop bien aux instincts de l'homme pour ne pas réussir : il a donc eu un très-grand succès. Nous n'attaquons

pas en ceci la jeunesse des écoles, nous la plaignons ; mais nous accusons hautement l'éclectisme de les avoir rendus égoïstes et sceptiques, au point que jamais on n'avait vu les écoles témoigner une si profonde indifférence pour les choses sociales.

Les jésuites voulaient rendre le gouvernement facile en préparant les esprits à la soumission la plus absolue ;

Les éclectiques rendent le gouvernement facile en faisant que chacun ne pense qu'à ses intérêts ou à ses plaisirs.

Telle est la différence entre ces deux corps célèbres, qui se disputent la direction des intelligences.

Les jésuites et les éclectiques sont en rivalité depuis le premier jour de la Restauration. Les premiers furent imposés à la France par la Sainte-Alliance pour extirper de l'esprit du peuple les idées révolutionnaires ; et les seconds se firent les courtisans des souverains étrangers, afin d'avoir leur part de la curée. Les jésuites et les éclectiques étaient deux nouveaux fléaux qui allaient s'abattre sur la France, comme si elle n'avait pas eu assez de malheurs déjà !

La Restauration écouta particulièrement les jésuites : les éclectiques furent tenus sur le second plan ; aussi se montrèrent-ils fort jaloux de leurs rivaux, et remuèrent-ils ciel et terre pour les renverser. Ils trouvèrent dans le sentiment public un puissant auxiliaire, et ils eurent si bien l'art d'identifier leur cause à celle de la nation, en lui parlant de gloire et de liberté, qu'ils se rendirent populaires, et atteignirent enfin leur but. Depuis 1830, les éclectiques, maîtres absolus de l'enseignement et toujours en possession de quelques ministères, se trouvent maintenant vis-à-vis des jésuites dans la position puissante, plus puissante peut-être, où étaient, sous la Restauration, les jésuites vis-à-vis des éclectiques.

Mais, bien que peu nombreux, et sans autre appui que celui d'une partie du clergé et d'une poignée de légitimistes, les jésuites ne sont pas hommes à laisser tranquillement les éclectiques faire leur œuvre de démoralisation : ils en veulent faire leur part ; et, depuis quelques années, ils attaquent sans relâche l'Université, demandant à grands cris la liberté d'enseignement. Le gouvernement ne pouvait, sans se dessaisir d'un grand moyen de former la jeunesse selon ses vues, abandonner son monopole universitaire ; car, en accordant la liberté d'enseigner, les partis contraires à l'établissement de juillet pourraient user de cette liberté pour élever la jeunesse dans le mépris du juste-milieu. Le gouvernement ne pouvait donc céder sur cette question : un bon gouvernement, d'ailleurs, ne le devrait pas. Seulement il ne permettrait pas que l'enseignement officiel fût celui des éclectiques ni celui des jésuites.

Il fallait donc trouver un moyen de mettre le public du côté de l'Université ; et, sûrs de réveiller la vieille hostilité contre le jésuitisme et de se délivrer d'un ennemi dangereux en lui volant son arme habituelle, les universitaires dénoncèrent les projets *contre-révolutionnaires* des jésuites. Les agents de ceux-ci sifflèrent les éclectiques, la jeunesse des écoles défendit ses professeurs, et l'on vint à bout de faire un petit scandale qui ne profitera qu'à la secte philosophique.

Que la jeunesse ne se laisse donc pas tomber dans le piège, et qu'elle sache bien que les jésuites, réduits à leurs propres forces, ne peuvent rien de sérieux en France qu'autant qu'ils s'appuient sur le pouvoir. Or on sait bien que le pouvoir actuel ne veut pas se laisser dominer par eux, qu'il ne les aime pas, et qu'il n'en a pas besoin, puisqu'il a ses éclectiques. Ce n'est pas que nous voulions dire qu'il faille laisser aux jésuites leurs coudées franches ; au contraire, nous nous associerons très-volontiers à toute mesure qui pourrait avoir pour résultat de les faire disparaître à tout jamais. Le jésuitisme est un arbre qui a porté énormément de mauvais fruits en Europe : il faut le couper au plus tôt et le

jeter au feu. Nous n'entendons pas par ces mots réclamer des persécutions contre les individus, mais simplement l'anéantissement de l'ordre. Les jésuites ne sont chrétiens ni dans le principe de leur organisation, ni dans leur but, ni dans leurs moyens; les jésuites sont aussi dangereux pour la religion chrétienne que les hébertistes le furent pour la révolution française; et, pour notre part, nous détestons le jésuitisme avec autant d'énergie que nous aimons le christianisme.

Mais il faut faire justice à tout le monde, et si la jeunesse qui crie : *A bas les jésuites*, veut se montrer conséquente, elle doit ajouter : *et les éclectiques!* Car il ne faut pas laisser le champ libre à ceux-ci, qui ne valent pas mieux que les autres. Disons donc en même temps : *Ni jésuites ni éclectiques!* car les uns et les autres sont les ennemis des réformes que nous désirons; et, plutôt que d'abattre un parti pour laisser l'autre dominer à l'aise, il vaut mieux, si l'on ne peut les abattre tous deux, les laisser tous deux se disputer à la face du public, afin qu'il sache à quoi s'en tenir sur leur compte. Ils avaient déjà bien commencé, et si la jeunesse n'avait donné, comme une étourdie, dans le piège que lui ont tendu les universitaires; si elle avait été plus patiente; si elle avait écouté de ses deux oreilles, elle aurait su bientôt quel degré d'estime elle devait accorder à l'une et à l'autre secte. Mais la jeunesse (celle qui est instruite) s'est laissée prendre, et cela se conçoit : elle a sucé le lait de l'éclectisme, elle est presque éclectique elle-même; elle est donc mauvais juge, et elle répétera avec ses maîtres que quiconque attaque l'Université est jésuite.

Mais nous qui, Dieu merci, sommes du vrai peuple; qui, par conséquent, n'avons pu recevoir l'enseignement universitaire (à quelque chose malheur est bon), et qui en voyons tous les jours les résultats, nous disons que, de même que le jésuitisme, l'éclectisme a porté de mauvais, de très-mauvais fruits, et qu'il faut le couper comme l'autre et le jeter au feu, si l'on ne veut arriver à une irrémédiable corruption de toute la jeunesse qui subit son influence.

LE CLERGÉ.

Nous avons réglé nos comptes avec les Jésuites et avec les éclectiques; il convient que nous les réglions aussi avec le clergé, auquel on croit que nous sommes ralliés quand même. Jusqu'à présent nous ne sommes ralliés qu'au principe de l'institution catholique; mais aux personnes, nous ne nous y rallierons que lorsqu'elles nous sembleront dignes de la haute mission d'enseigner le christianisme. Nous donnerions beaucoup, certes, pour que tous les membres du clergé entendissent les plaintes qui nous reviennent continuellement sur leur manière peu édifiante d'exercer le saint ministère. Si quelquefois ces reproches sont empreints d'exagération, le plus souvent ils sont parfaitement fondés; et il faut le dire, le clergé nuit peut-être plus qu'il ne sert à la réaction religieuse; et pour en donner immédiatement une preuve, n'a-t-il pas, en paraissant faire cause commune avec les jésuites, fourni récemment à la secte éclectique une occasion de raviver la vieille haine du parti libéral contre l'Eglise?

Nous ne voudrions pas récriminer contre le passé du clergé; il ne serait pas raisonnable de rendre les prêtres d'aujourd'hui responsables des fautes des prêtres du dernier siècle; cependant, quoiqu'en masse ils soient moins attaquables, ils n'en sont pas moins toujours disposés à faire plier la religion aux exigences des intérêts temporels, et à rendre à César ce qui n'appartient qu'au peuple et à Dieu.

Si le clergé n'a pas mis tout à fait la lumière sous le boisseau, au moins est-il incapable de la faire briller; et quand il affiche la

prétention d'instruire la jeunesse, on pourrait peut-être lui dire avec raison qu'il ferait bien de commencer par s'instruire lui-même, et surtout d'exercer la fonction spéciale du culte et de l'enseignement religieux avec plus d'intelligence et de dignité.

Si jamais reproche fut fondé, c'est bien celui que nous venons de faire concernant le culte; il est fait, à Paris surtout, de telle manière que les incrédules qui y assistent, loin d'être touchés, sortent du temple plus incrédules encore qu'en y entrant.

Il semble, à voir ce qui se passe dans les grandes églises de la capitale, que le clergé n'ait plus l'intelligence du culte chrétien. Autrefois, tous les assistants pouvaient s'unir au chœur; il n'en est plus de même aujourd'hui : au chant grave et simple à la fois des offices on a substitué une musique qui dispose plus à danser qu'à prier, et qui ne peut être chantée et exécutée que par des artistes. Sous ce rapport l'église est transformée en une salle de concert, et le chanteur du théâtre y attire le public beaucoup plus que le prêtre officiant n'y attire les fidèles.

Si le peuple ne peut plus que fort rarement s'associer aux chants religieux, il ne lui est plus guère donné non plus d'entendre la prédication. La prédication est pour l'église un moyen de recettes, et quiconque ne peut payer une place n'entend pas prêcher. Au reste, tel est, en général, le caractère étroit de la prédication, que le peuple ne gagnerait que fort peu à l'entendre.

Nous tombons si bien dans le système païen que, dans un temple grec (la Madeleine), destiné au culte chrétien, on a poussé l'imitation jusqu'à fermer l'unique nef à qui n'en peut payer l'entrée, comme chez les Grecs on interdisait l'entrée du temple à la *populace*. Dans les églises ordinaires, si l'on réserve quelquefois la grande nef pour le beau monde, du moins les pauvres ont pour eux les petites, et peuvent entendre gratuitement la messe aux chapelles latérales; mais, quoi qu'ils en aient, les pauvres de la paroisse de la Madeleine sont exclus. Puisque l'on dit si complaisamment qu'il faut une religion pour le petit peuple, au moins devrait-on lui laisser la faculté d'en remplir les devoirs.

Tous ces scandales, et beaucoup d'autres que nous nous réservons de signaler plus tard, font plaisir aux ennemis du christianisme; ce sont autant d'armes que le clergé leur fournit, et certes ils ne négligent pas de s'en servir. Nous avons donc raison de dire que le clergé, une bonne partie du moins, est un obstacle très-réel à la réaction religieuse. Mais si les incrédules cherchent dans les fautes du clergé des sujets de moquerie, les hommes qui tiennent sincèrement au christianisme doivent, par cela même, se montrer excessivement sévères envers les membres du clergé qui manquent à leur devoir; sans chercher, comme les incrédules, le scandale pour le scandale, ils doivent néanmoins circonvenir partout les mauvais prêtres et les dénoncer au mépris public. Plus la fonction du clergé est élevée, plus on doit exiger de lui; et c'est ainsi que la prêtrise devenant difficile, on ne la recherchera plus que par une véritable vocation.

Nous savons qu'il existe dans le clergé des hommes qui accomplissent leur devoir avec un véritable dévouement; mais ces hommes sont rares. La masse du clergé n'a pas de mauvaises mœurs, mais on ne saurait se dissimuler qu'elle est de beaucoup au-dessous de sa mission; et cela tient surtout à l'organisation de l'Eglise de France, depuis le concordat surtout. Elle n'est pas organisée, en effet, de manière à laisser au prêtre assez de liberté; elle ressemble à une armée; les évêques en sont les généraux; chacun de ceux-ci est souverain dans son diocèse, et tout prêtre lui est soumis comme le soldat à son officier. Supposez l'évêque mauvais chrétien, tous les prêtres de son diocèse subiront son influence, se courberont devant sa volonté sans pouvoir en appeler, comme autrefois, à un tribunal ecclésiastique. Pour les évêques, étant tous choisis par le pouvoir temporel, ils lui sont soumis et lui soumettent tous leurs subordonnés; voilà la grande cause du

servilisme du clergé envers les pouvoirs : s'il y a des légitimistes parmi les prêtres, c'est parce qu'il y a encore des évêques de la Restauration ; le reste est juste-milieu parce que le reste des évêques est juste-milieu.

Le bas clergé, comme en tout temps, beaucoup meilleur que le haut, réclame depuis longtemps contre cette organisation tyrannique ; il veut aussi sa réforme démocratique ; il demande une part dans l'élection de ses évêques, et des tribunaux compétents pour juger de ses différends. Il en était autrefois ainsi, et non-seulement tout prêtre avait droit d'élection, mais le peuple lui-même jouissait de ce droit, sauf confirmation. Le clergé valait beaucoup mieux alors, et à toutes les époques de sa longue histoire où il a été mauvais, c'était parce que les pouvoirs temporels, s'étant emparé des droits du peuple et des prêtres, choisissaient eux-mêmes les évêques.

Eh bien, nous qui persistons à croire que le clergé peut être réformé, comme nous croyons que la représentation politique peut l'être, nous nous associons aux membres du bas clergé qui réclament leurs droits comme nous réclamons les nôtres, et, soit qu'il s'agisse du pouvoir spirituel, soit qu'il s'agisse du pouvoir temporel, il faudra bien qu'un jour toutes les mauvaises volontés soient vaincues, et que soit rigoureusement réalisé le précepte : Celui qui veut être le premier parmi ses frères doit être le serviteur de tous.

ENQUÊTE INDUSTRIELLE.

Le Travail aux pièces.

En attendant qu'une nouvelle organisation du travail nous permette de réaliser les améliorations indispensables que nous réclamons et que l'on nous refuse avec une déplorable opiniâtreté, nous chercherons à prouver à ceux qui doutent encore de la légitimité de nos plaintes, comment l'exploitation rapace qui nous enserre de plus en plus a su fausser ce qui, dans le principe, était juste et équitable.

Il est certain que la rétribution du travail aux pièces semble être le seul mode de salaire qui puisse garantir et préserver les ouvriers de toute exploitation ; le contraire, cependant, est un fait facile à démontrer, et nous espérons faire voir clairement comment, à l'aide de la désorganisation industrielle que nous subissons, on est aisément parvenu à changer le bien en mal.

Des industriels, s'emparant de ce mode de rétribution en usage dans certains métiers, en ont fait la base d'un système aussi funeste aux travailleurs que propice à leurs égoïstes intérêts. Calculant que leurs risques diminueraient grandement s'ils parvenaient à faire supporter aux ouvriers une notable partie de leurs non-valeurs, ils résolurent de payer aux pièces la plupart de leurs travaux ; par ce moyen, ils se trouvaient débarrassés de la nécessité de faire confectionner à l'avance, afin d'avoir des ouvriers sous la main pour être en mesure de satisfaire immédiatement aux demandes commerciales. Mais ce n'était qu'un commencement d'exécution ; les travailleurs manquant d'occupation pouvaient quitter leurs ateliers pour chercher de l'ouvrage ailleurs, et il fallait les y fixer malgré les chômages souvent répétés. Sachant que plus le nombre des ouvriers augmenterait, plus ils en auraient à leur disposition, ces spéculateurs assurèrent le triomphe de leurs calculs intéressés en faisant autant d'apprentis qu'ils le purent, et en jetant dans l'industrie le double peut-être de bras nécessaires aux besoins de la consommation.

De ce calcul il est résulté deux choses : d'abord les maîtres, ne faisant plus d'avances au moment des chômages, et prélevant souvent un droit sur le salaire des apprentis, ont vu leurs bénéfices s'augmenter chaque jour davantage, et ensuite les ouvriers,

manquant d'ouvrage une partie de l'année, ont vu leurs gains diminuer proportionnellement.

Voilà, sans être à même de prévoir où elle s'arrêtera, où nous a déjà conduits cette concurrence sans limites et sans contrôle que la loi reconnaît et protège, cette guerre ténébreuse et déloyale de nation à nation, d'industrie à industrie, de fabricant à fabricant, quelquefois même d'ouvrier à ouvrier ; et l'on observera que cette concurrence, souvent cause de ruine pour les fortunes les mieux assises, est aussi ce qu'il y a de plus terrible et de plus désastreux pour la classe ouvrière, qui ne peut avoir quelque chances de bien-être que dans la continuité et la stabilité de ses labeurs.

Nous devons parler aussi des discussions continuelles entre le maître et l'ouvrier, causées par le mode de paiement de l'ouvrage aux pièces, tant pour les prix nouveaux à établir que pour le maintien des prix existants, discussions sans cesse renouvelées, et à cause desquelles l'ouvrier, qui ne peut plus supporter de diminution, et auquel très-souvent on ne tient compte ni de ses besoins ni de ses fatigues, est forcé de quitter l'atelier où il avait du travail, et exposé à rester longtemps sans occupation. Ici nous devons blâmer énergiquement les maîtres qui cherchent à diminuer les salaires afin de rendre leur concurrence redoutable ; c'est du reste le calcul le plus faux qu'il puissent faire, car chaque diminution dans leurs maisons est immédiatement suivie d'une diminution semblable chez leurs concurrents, et ce moyen ne sert qu'à diminuer le prix de main d'œuvre, et partant leurs bénéfices, sans aucune compensation. En dernier résultat, ces immorales spéculations sur les misères du travailleur ne profitent à personne, car ce n'est pas en agrandissant le cercle des malheureux qu'on augmentera le nombre des consommateurs.

Nous ne nous appesantirons pas ici sur l'incommodité et l'insalubrité des ateliers où l'on parque, pour ainsi dire, les ouvriers travaillant aux pièces : que, faute d'espace, ils respirent un air vicié, germe de tant de maladies, ou que le froid, engourdissant leurs membres, les force de suspendre leurs travaux, peu importe aux maîtres : il ne paiera toujours que ce qu'ils auront pu gagner. On ne saurait trop insister sur l'insalubrité de la majeure partie des ateliers de Paris et sur la difficulté que, faute d'espace, les ouvriers aux pièces y trouvent pour travailler ; et pourtant il est certain que si ces mêmes ouvriers, payés à la journée, étaient dans l'impossibilité de gagner le prix convenu, le maître alors s'empresserait d'y remédier, ce qu'il ne fait point, ses intérêts n'étant pas compromis.

Nous croyons avoir fait sentir les principaux inconvénients du travail aux pièces, et prouvé que si ce mode de rétribution est juste en principe, en ce qu'il établit la répartition suivant les œuvres, l'exploitation actuelle a complètement faussé ses résultats, et n'en a fait qu'un nouvel instrument d'oppression. Le travail à la journée, bien que soumis lui-même à des vicissitudes bien grandes, doit donc être maintenu par nous partout où il existe encore ; à l'association seule il appartient de faire que le travail aux pièces favorise à la fois le producteur et le consommateur. C'est ce que nous démontrerons dans un prochain article.

Bibliographie.

Des Monts-de-Piété et des Banques de prêt sur nantissement, par M. A. BLAIZE (1). — *Union ouvrière*, par Mme Flora TRISTAN (2).

Un de nos amis et co-religionnaire politique, M. Blaize, vient de publier son livre *des Monts-de-Piété et des Banques de prêt sur nantissement* ; c'est un trésor de documents, c'est le fruit du

(1) Un vol. in-8°, chez Pagnerre. Prix : 6 fr.

(2) Un petit vol. in-12, chez Rouanet et Prévot. Prix : 50 cent.

travail de plusieurs années de pénibles et laborieuses recherches, c'est un livre plein de faits, de sciences, de chiffres incontestables. Tout s'y trouve réuni, depuis les exactions commises au moyen âge par les Juifs et les Lombards, jusqu'aux déprédations des usuriers modernes, jusqu'aux vols indignes des prêteurs sur gages des premières années de ce siècle, jusqu'aux usures légales du Mont-de-Piété actuel qui, pour soulager la misère des pauvres, veut bien leur prêter de l'argent à 16 ou 18 pour 100.

Le cœur saigne en lisant le récit de toutes ces déprédations commises par les riches et infâmes usuriers depuis tant de siècles. M. Blaize a mis le doigt sur une des plaies les plus douloureuses peut-être de l'humanité : l'usure ; mais le cœur lui a failli en mesurant la profondeur de cet ulcère ; il n'a pas osé tailler dans la chair vive, demander l'abolition de l'intérêt de l'argent ; il s'est contenté de chercher des palliatifs. Mais ce n'est pas un reproche que nous voulons adresser ici à M. Blaize ; il a voulu surtout présenter un plan d'amélioration que personne ne pût traiter de chimérique ; il a voulu que ces améliorations fussent immédiatement réalisables, et il a montré par là que les démocrates véritables, loin d'être, ainsi qu'on s'est plu à le dire, des utopistes et des rêveurs, sont des hommes essentiellement pratiques qui comprennent que le progrès peut aussi s'accomplir lentement par des améliorations successives et continues.

Nous regrettons vivement de ne pouvoir donner du livre de M. Blaize une analyse complète et proportionnée à son importance ; mais dans l'impossibilité où nous sommes de le faire, tant à cause du peu d'étendue de notre feuille que de la difficulté d'un tel travail, nous ne pouvons qu'engager nos amis à l'étudier, et nous-mêmes, dans un prochain article sur les Monts-de-Piété, nous nous servirons largement de ses travaux ; car l'auteur s'est proposé d'abord, entre tous ces sujets si importants, complètement neufs jusqu'à ce jour, d'appeler sur les Monts-de-Piété l'attention de tous les hommes sérieux, et par là arriver à tirer de cette institution le plus d'avantages possibles par la réforme des abus et l'introduction de toutes les améliorations praticables maintenant.

Nous remercions donc M. Blaize du travail que ses opinions démocratiques lui ont fait entreprendre, et nous l'engageons vivement à continuer ses recherches, tant sur cette question que sur celles du même genre qui préoccupent si vivement l'attention publique et dont la solution importe tant à l'affranchissement des ouvriers et à l'organisation du travail.

Pendant que nous nous occupons de l'Irlande, où de graves et sérieux événements se préparent par les soins d'O'Connell et de l'association nationale, nous ne nous doutons guères que l'on se prépare ici à nous donner une parodie de tout cela : nous allons cependant avoir enfin notre Union, notre O'Connell, nos meetings et nos houras.

C'est là une nouvelle ébouriffante, incroyable, tout ce que vous voudrez, nous en convenons, mais ce n'en est pas moins une nouvelle bien sûre, bien certaine ; c'est-à-dire, il est sûr et certain que le projet existe, mais, hélas ! qu'est-ce qu'un projet par le temps où nous sommes ! c'est quelque chose de plus mince et de plus délié qu'une toile d'araignée, c'est quelque chose enfin de plus léger qu'une plume, que le moindre souffle emporte.

Cependant, que l'on n'aille pas nous accuser de vouloir exciter une tempête pour détruire le projet de madame Flora Tristan. — Comment, de madame Flora Tristan ! mais qu'est-ce donc que cette dame qui veut faire ici de l'agitation ? Est-ce là ce nouvel O'Connell ? — Ami lecteur, n'allez pas si vite, car vous ne nous laisserez plus rien à vous apprendre, et nous en serions fâchés, pour vous et nous, parce que cela vous amusera et ne vous attristera guère. Oui, madame Flora est peut-être bien notre

O'Connell, O'Connell en jupons ; qui sait ? Ne serait-ce pas plutôt la femme libre, la femme Messie qu'Enfantin, le révélateur, nous a annoncée, qu'il a été chercher dans l'Orient, bien loin, bien loin, si loin qu'il s'est perdu en route ? à moins que certain ingénieur d'Afrique, qui vient de faire paraître un projet d'*enrégimentation* des ouvriers, et qui lui aussi s'appelle Enfantin, ne soit le même homme, ce dont il est permis de douter, attendu qu'il ne ressemble guère par ses écrits au Père ; et comme nous ne l'avons pas encore vu, nous ne savons s'il a le regard fascinateur du Dieu de Ménilmontant. Mais laissons là le Dieu Économiste-Philanthrope, pour en revenir à notre O'Connell féminin ; oui, ami lecteur, l'O'Connell de la France sera peut-être madame Flora. Nous aimerons la voir montée sur des hustings, une main dans la poitrine, et de l'autre montrant le poing, l'œil en feu, le sourcil froncé, et nous faisant à tous crier hurra ; mais tout cela gentiment, en femme bien apprise ; car un tribun, au dire des aristocrates, c'est une vilaine chose, ça ressemble à un homme du peuple en colère. Mais une *tribune*, c'est différent ! ça doit être bien plus joli. C'est ce que nous verrons bientôt, à moins, cher lecteur, que l'ambition ne vous pousse à ce point de vouloir être notre O'Connell, car, si vous le vouliez absolument, cette place pourrait peut-être vous être donnée : écrivez pour cela un mot à madame Flora, et vous en recevrez sans doute une réponse encourageante, car elle aimera probablement autant rester femme incomprise, femme-Messie, et vous saluer notre O'Connell. D'ailleurs, l'emploi n'est pas mauvais, il rapporte de bons appointements, — une véritable petite liste civile, 500 bons mille francs par an, — payables en or, — par douzième — et d'avance. — Eh bien ! lecteur, vous ne nous écoutez plus, où donc courez-vous ? — Chez madame Flora, pour qu'elle me fasse son O'Connell ! — Là, là, modérez-vous, attendez un peu, que nous vous disions d'abord ce que vous aurez à faire, ce qu'il vous faudra dire au roi, au clergé, à la noblesse, aux chefs d'usines, aux financiers, aux propriétaires, aux bourgeois, aux ouvriers, ouvrières, etc., etc. ; car, pour être O'Connell, il vous faut des poumons solides. De grâce, écoutez-nous donc, et nous vous dirons tout cela.

Madame Flora veut faire une *union ouvrière* ; nous donnerons chacun 2 francs par an, nous, nos enfants, surtout nos femmes et nos filles, car madame Flora, vous le savez, veut l'*émancipation de la femme*, de la femme qui est maintenant esclave, comme vous le savez tous, esclave par la loi civile, et surtout par la loi religieuse. Vous savez, du reste, que nous n'avons pas de prêtres femmes, pas de députés femmes, pas de capitaines de dragons femmes ; mais tout cela nous viendra avec l'*union* et du temps. Nos 2 francs par an, à nous, sept ou huit millions d'ouvriers, cela fera, si nous comptons bien, de 14 à 16 millions ; avec cela nous payerons 500 mille francs à notre O'Connell, quelques centaines de millions serviront à bâtir de grands et beaux palais, où logeront six cents personnes, hommes et femmes, vieillards et enfants ; enfin le reste sera employé à faire des journaux, des députés même, car nous en ferons, et nous n'aurons pas besoin de la Réforme pour cela ; nous achèterons des voix, nous payerons des votes, non pas comme ces pauvres diables, si maladroits, que les députés viennent de mettre à la porte de la Chambre ; non, nous ferons les choses en grand, à l'anglaise, et si la Chambre y trouve à redire, nous l'achèterons, elle, à moins que nous n'aimions mieux lui faire trois grognements et la faire crier hurra avec nous.

Nous aurons partout des registres, sur lesquels seront inscrits les noms... — Ta, ta, ta ; que nous comptez-vous là ! vous allez faire tout cela ? — Oui ! — Quand ? — Mais, tout de suite ; madame Flora annonce qu'elle va se mettre en route et commencer son tour de France pour la fondation de l'*union ouvrière*. — Mais,

dites donc, votre union, c'est, sauf la charge, une association illégale depuis septembre; le procureur du roi vous menacera. — Vaines craintes que cela, cher ami; le procureur du roi! mais lisez donc le livre de madame Flora Tristan; vous y verrez comme quoi le roi, le roi lui-même sera membre de l'union, comme quoi il mettra son nom sur notre registre, comme quoi il passera galamment la plume à la reine, aux princesses, aux princes, pour qu'ils signent tous avec lui; comme quoi il nous donnera un de ses domaines, peut-être les Tuileries, pour y fonder notre premier palais. Après cela son procureur serait vraiment bien venu à nous dire quelque chose! — Ah ça, dites-nous donc ce que veut dire tout ce que vous nous comptez là. — Eh bien, nous vous donnons l'analyse du projet et du livre de madame Flora. A propos, nous oublions de vous donner sa recette pour l'impression de ses livres; on commence par donner soi-même quelque chose, pour l'exemple, pour mettre les autres en train; on fait cotiser ses parents, son porteur d'eau, sa marchande de lait, et les collectes sont portées sur une belle liste, en tête de laquelle on a d'abord eu soin d'écrire, en gras et gros caractères :

APPEL A TOUTES LES PERSONNES D'INTELLIGENCE ET DE DÉVOUEMENT;

Nous leur demandons leur concours pour faire imprimer le livre de L'UNION OUVRIÈRE (ou tout autre livre).

Et il faudrait, comme dit Bilboquet, n'avoir pas deux sous, deux misérables sous dans sa poche, pour se refuser le plaisir de voir son nom imprimé sur la liste de toutes les personnes d'INTELLIGENCE et de DÉVOUEMENT.

L'abondance des matières nous force à renvoyer au mois prochain l'examen d'un nouveau travail de notre correspondant Moreau, serrurier d'Auxerre, sur le compagnonnage, et une petite brochure de notre ami Agricole Perdiguier, sur le même sujet.

Liste de souscription pour les familles des détenus.

Collecte faite dans le 10 ^e arrondissement.....	8	50
Id. Entre quelques amis des départements.....	13	45
Id. Au convoi de la mère de M. Jules Delarue.....	9	30
Versé par l'Atelier :		
A. Humbert, de Meaux, 5 fr.; — J., du Havre, 5 fr.; — Rédaction de l'Atelier, 3 fr. 75 c.; — Collecte faite par M. Moreau (d'Auxerre), 6 fr.....	19	75
Total...		51 00

Le versement de l'Atelier, pour février, devait être ainsi détaillé : — M^r Dumont, de Gournay, 3 fr. 50 c.; — Bianchi, de Lille, 4 fr.; — Moreau, d'Auxerre, 2 fr.; — Humbert, de Meaux, 1 fr. 50 c.; — Rédaction de l'Atelier, 13 fr. 80 c. — Total, 24 fr. 80 c.

La commission de secours pour les familles des détenus va publier sous ce titre : *Les détenus du mont Saint-Michel*, une petite brochure où seront retracées toutes les souffrances des prisonniers du mont Saint-Michel. Nous recommandons à tous nos amis la lecture de cette brochure, qui se vendra au profit des familles des détenus.

FAITS DIVERS.

On lit dans le *Progressif Cauchois* : L'hiver dernier, le sieur Deshayes, ouvrier menuisier, ne trouvant pas d'ouvrage, sans autre ressource que ses bras, ne savait comment se procurer du pain. Lui et sa femme allaient être obligés de mendier, lorsque par bonheur se trouva sur leurs pas le sieur Duval, aussi ouvrier menuisier. La détermination de celui-ci fut bientôt prise, et, avec cette franchise du cœur que l'on rencontre plus souvent chez l'artisan en veste que chez l'homme en paletot ouaté, il prit la main de son vieux camarade, et lui dit : « J'ai de la besogne, moi, et

mon maître, M. Bauguin, me paie bien; le salaire n'est pas fort, mais enfin, tant que la varlope marchera, je ne veux pas que tu mendies : partageons ensemble! Pendant ce temps-là, tu chercheras du travail et peut-être réussiras-tu. — Une offre si franchement faite ne pouvait être refusée. Pendant quelque temps, il partagèrent en frères; puis le sieur Deshayes obtint de l'ouvrage. Pour lui, il ne s'agissait plus seulement de gagner de l'argent pour vivre, il fallait encore amasser de quoi indemniser son ami; aussi en prenait-il peut-être plus que ses forces ne le permettaient.

Or, il y a de cela environ trois semaines, le sieur Deshayes reçoit par la poste une lettre qui lui annonce qu'il hérite de *trente mille francs*! Vite il court trouver Duval, et, répétant les mots dont celui-ci s'était servi quelque temps avant : « Part ensemble, s'écrie-t-il, je ne veux plus que tu travailles! »

Quel est le plus noble de ces deux hommes?....

— Un conseil de prud'hommes vient d'être établi à Roanne pour l'industrie des tissus de coton. Il est composé de sept membres : quatre fabricants et trois chefs d'atelier, contremaîtres ou ouvriers patentés.

— M. Garnier-Pagès a déposé sur le bureau de la Chambre des députés une pétition des ouvriers de Nantes, qui demandent, comme ceux de Paris, la réforme de l'institution des prud'hommes.

— Les faits se produisent chaque jour pour montrer combien il serait urgent d'arrêter l'abus que l'industrie moderne a fait du travail des enfants dans les manufactures. A Amiens, lors des dernières opérations du conseil de révision, il a fallu, dans un canton qui devait fournir un contingent de 38 hommes, aller jusqu'au numéro 125. Ces faits ne sont-ils pas d'une extrême gravité, et n'imposent-ils pas au pouvoir de veiller à ce que la plaie qui, depuis vingt-cinq ans, a fait tant de ravages dans nos grandes villes industrielles, ne s'étende pas davantage? Mais le gouvernement est arrêté par la crainte de contrarier un certain nombre de manufacturiers qui siègent dans l'une et l'autre Chambres, et qui, dans certaines circonstances, pourraient témoigner de l'humeur si on appliquait à leurs fabriques une loi qui pourtant devrait être égale pour tous les citoyens. (Censeur.)

— On mande de Saint-Quentin :

« La belle saison n'améliore pas nos affaires et la crise sévit toujours avec la même intensité. S'il reste encore quelque possibilité de transaction dans les articles de coton, ceux de laine restent dans le plus complet abandon. Ici comme à Amiens, comme à Roubaix, les deux tiers de nos ouvriers sont au repos et sans salaires.

« Les meilleurs d'entre eux, gardés par les fabricants, sont proportionnés dans le travail, de manière à faire languir la production qui est réduite de trois quarts. Heureusement les travaux de terrassement vont occuper et nourrir ces nombreux infortunés qui, sans ce secours, n'auraient pas un morceau de pain pour eux et leurs familles. »

— Les ouvriers du port de Brest, mécontents de la nouvelle position que venait de leur faire l'autorité et qui consistait à les payer à la journée, ont abandonné leur travail; ils ont forcé la sortie de l'arsenal et parcouru les rues de la ville.

L'amiral Grivel a fait afficher dans tous les ateliers du port l'ordre du jour suivant :

« Ouvriers de l'arsenal, plusieurs d'entre vous se sont présentés ce matin en tumulte à quelques issues du port, demandant à sortir en masse. Ce mouvement est coupable, puisqu'il est reconnu que vous n'êtes retenus dans le port que par votre propre volonté. La mesure qui supprime momentanément les entreprises est toute dans l'intérêt de la masse des ouvriers, dont il eût fallu congédier sur-le-champ un très-grand nombre si elle n'eût pas été prise. Vos chefs n'ont pu se décider à un tel sacrifice. Il vaut mieux que chacun supporte une petite perte que d'enlever subitement le pain de 800 familles. Retournez à vos travaux. »

— Les chemins de fer ne sont pas pour le peuple : il faut le croire en voyant les tarifs du prix des places des chemins d'Orléans et de Rouen, et les ignobles tombereaux qui, deux fois seulement par jour, sont destinés au transport des personnes peu aisées. Nous demanderons aussi pourquoi on a augmenté le tarif du transport pour Versailles les dimanches et jours de fêtes, les seuls jours dont l'ouvrier puisse disposer pour voir le Musée ou respirer un peu d'air.

DISCUSSION

SUR

LA CERTITUDE MORALE ET RELIGIEUSE.

La situation d'esprit des gens du peuple, surtout de ceux qui, comme nous, se mêlent un peu au mouvement social, est fort embarrassante. D'un côté on leur dit : « Croyez en la religion de vos pères ! car elle seule est féconde ; elle seule est le principe générateur de la civilisation moderne ; elle seule commande positivement tous les progrès qu'il est raisonnable de concevoir, et c'est par elle seule qu'il sera possible de réaliser cette fraternité humaine que vous aimez tant. » — D'un autre côté, des voix nombreuses crient au peuple : « Gardez-vous de croire en cette religion ! car c'est par elle que vos pères ont été tenus si longtemps en servitude ; c'est par elle encore que des pouvoirs iniques voudraient vous faire retourner sous leur joug. Croyez-nous : rejetez bien loin ces croyances usées ; elles ne sauraient d'ailleurs convenir à une nation dont la raison est développée comme est la nôtre. »

Que faire entre ces deux opinions extrêmes ? A quoi faudra-t-il croire, lorsque nous aurons rejeté la croyance de nos pères ? Comme on ne répondait pas d'une manière positive à cette question, nous nous prononçâmes pour le *Credo* chrétien, au grand déplaisir de bon nombre de démocrates, qui réclamèrent vivement contre cette détermination. Ces réclamations, au reste, n'étaient que l'expression d'un sentiment hostile au clergé, et ne prouvaient rien quant au fond de l'affaire. Cependant nous tenions à être éclairés sur d'aussi graves questions ; d'ailleurs nous n'étions pas tous convaincus au même degré, et c'était une raison de plus pour pousser les adversaires du christianisme à s'expliquer nettement (1). Les deux questions suivantes leur furent donc posées :

« I. La société peut-elle se conserver et progresser indépendamment d'une foi religieuse commune à tous ses membres ? »

« II. La nécessité d'une religion étant admise, l'interprétation de la doctrine sera-t-elle laissée au libre arbitre de chacun, comme chez les protestants, ou y aura-t-il un corps élu, spécialement chargé de l'interprétation et de l'enseignement, comme chez les catholiques ? »

« Si l'on croit pouvoir répondre *oui* à la première question, il faudra démontrer clairement, 1° D'où l'homme peut tirer la certitude de sa fonction sur la terre ; d'où peut venir l'idée du devoir de l'humanité et des progrès qu'elle est appelée à réaliser ; 2° Comment la loi humaine aura autorité sur les esprits, c'est-à-dire comment elle pourra comprimer les passions, atteindre et juger les actions secrètes. »

« Sur la seconde question, si l'on croit pouvoir se passer d'un pouvoir spirituel, c'est-à-dire d'une Église, ayant autorité pour interpréter et enseigner, il faudra démontrer comment, avec le système de la liberté d'interprétation, on évitera les inconvénients qu'on remarque dans les pays protestants, c'est-à-dire la division infinie des hommes en sectes ennemies. »

En demandant qu'on répondît d'une manière positive à ces questions, nous ne voulions rien de plus que la certitude, qu'à tort ou à raison le christianisme donne au plus simple des hommes. Notre intention, nous nous exprimons de le déclarer ici, n'était nullement d'embrasser des questions au-dessus de notre portée. Toujours placés au point de vue moral et pratique, comme il convient à des ouvriers, nous pensions qu'on pouvait répondre à nos questions sans entrer dans de grandes considérations métaphysiques : nous nous trompions. La plus complète des réponses que nous ayons reçue, la seule que nous publions, parce qu'elle

contient toutes les autres, vient d'une personne qui a tout à fait oublié qu'elle s'adressait à des hommes beaucoup plus habitués à tailler du bois, à limer du fer ou à aligner des lettres de plomb, qu'à faire de la philosophie et de la théologie.

Voici, au reste, cette réponse :

Aux rédacteurs du journal L'ATELIER.

Messieurs,

Dans votre article intitulé *Les Révolutionnaires et le Clergé*, vous sommez formellement, et *au nom du devoir*, les démocrates qui désapprouvent, non pas, comme vous le dites à tort, vos tendances religieuses, mais bien vos tendances catholiques, de motiver leur dissentiment, afin que la vérité jaillisse d'un débat contradictoire, et ramène, s'il se peut, l'unité parmi nous.

Je ne me propose point de répondre entièrement à votre appel ; je ne songe nullement à envahir vos colonnes, à attaquer vos convictions, ni même à exposer les miennes ; je ne veux qu'indiquer les motifs qui m'empêchent invinciblement, ainsi sans doute que beaucoup d'autres démocrates, d'obéir à l'impulsion que, dans un but infiniment louable d'ailleurs, vous tentez de nous donner.

Je tâcherai d'être aussi bref que possible ; votre intelligence suppléera aisément une foule d'omissions. — Du reste, et quelle qu'ait été parfois la vivacité de vos attaques contre nous, je m'abstiendrai avec soin de tout ce qui pourrait ressembler à des représailles. — Je ne suivrai pas d'autre ordre que celui que vous avez suivi vous-mêmes dans votre article.

I. Après avoir constaté l'antipathie profonde et réciproque des révolutionnaires et du clergé, vous dites que, si l'on ne met pas un terme à cet état de choses, il arrivera, d'une part, que les démocrates tomberont de plus en plus dans le matérialisme, dans l'état d'abjection où Hébert et les siens auraient conduit la société en 92, si Robespierre ne les eût terrassés : — et, d'un autre côté, que les prêtres finiront par regarder le règne de Dieu en ce monde, le culte de l'égalité et de la fraternité sur la terre, comme de pures utopies, et iront s'abîmer dans les extravagances d'un mysticisme effréné. — Enfin, vous ajoutez qu'il est de votre devoir, en de telles circonstances, de travailler à éteindre de vieilles haines uniquement fondées, à votre avis, sur de puériles préventions.

A cela je réponds, d'abord, qu'il ne m'est pas donné de voir pourquoi la séparation entre le clergé et les démocrates entraînerait ceux-ci dans le matérialisme. On peut fort bien, ce semble, être spiritualiste sans être catholique (témoins les protestants), et même sans être chrétien (témoins la plupart des philosophes). Il n'y a heureusement point d'indivisibilité entre spiritualisme et christianisme, non plus qu'entre matérialisme et démocratie, et vous le reconnaissez vous-même, monsieur, en rappelant que le matérialisme d'Hébert a été vaincu par Robespierre, qui, pour être spiritualiste, n'était pas, que je sache, un catholique bien fervent.

Je n'examine pas, quant aux prêtres, si, séparés des démocrates, ils finiront par tomber, comme vous le croyez, dans des superstitions idiotes ; permettez-moi de taire à cet égard ma pensée ; mais ce que je puis dire, c'est qu'il y a bien longtemps, hélas ! qu'ils ont très-décidément renoncé à réaliser en ce monde le règne de Dieu et de l'égalité, et c'est pour cela même surtout que les démocrates se sont éloignés d'eux. — Pendant des siècles, les prêtres ont exercé une puissance souveraine, une domination presque illimitée, et, quoi qu'en puissent dire MM. Buchez et Ott, ce n'est pas le règne de Dieu, mais le règne de Satan, que l'on a vu sur la terre à ces tristes époques dont toute l'histoire se résume dans le sombre tableau d'une barbarie profonde, d'un fanatisme féroce, et d'une oppression universelle. — Et plus tard (car je néglige de m'arrêter sur des événements historiques présents à tous les esprits), plus tard, quand les révolutionnaires français ont voulu constituer dès cette vie cette égalité et cette fraternité que les prêtres ne font entrevoir que dans la vie future, n'ont-ils pas constamment rencontré dans ceux-ci leurs plus ardents, leurs plus opiniâtres ennemis ? Est-ce là un fait inventé par Voltaire, qu'il vous a plu d'appeler un *prétendu* historien, ou par Dulaure, dont vous parlez avec tant de mépris ? — Et aujourd'hui, l'influence du clergé nous est-elle favorable ou funeste ? est-ce le mouvement ou la résistance

(1) Voir dans *L'Atelier* de mars 1843 un article intitulé : *les Révolutionnaires et le Clergé*.

qu'organisent vos curés? soutiennent-ils les forts ou les faibles? — Considérez, je vous prie, ce que le clergé a pu faire et ce qu'il a fait autrefois, ce qu'il peut et ce qu'il fait à présent, et jugez, comme cela est juste, de ce qu'il doit être à l'avenir par ce qu'il a été jusqu'ici. — Oh! si les quarante mille prêtres qui couvrent la France étaient remplacés par quarante mille démocrates, revêtus, comme eux, d'un caractère public, disséminés, comme eux, sur tous les points du territoire, en contact continuel, comme eux, avec toutes les familles, ayant, comme eux, dans chaque village, une tribune publique, et obéissant, comme eux, à une direction centrale et unique, croyez-vous, dites-moi, qu'ils laisseraient, comme eux, la France faire *halte dans la boue*, et s'engourdir tristement dans un plat égoïsme? Croyez-vous que ces démocrates (fussent-ils, Dieu me pardonne! des matérialistes) ne feraient pas germer et mûrir en trois mois plus d'idées généreuses, plus de sentiments fraternels que ne l'ont fait et ne le feront jamais vos prêtres catholiques?

Il est à coup sûr plus louable de rapprocher des classes ennemies que d'aggraver leurs haines et leurs divisions; et, si cette conciliation était possible, nous regarderions comme un devoir impérieux et doux d'y concourir selon nos forces; nous n'avons pas, croyez-le, plus de fiel que vous dans le cœur. Mais la conciliation des personnes implique la conciliation préalable des doctrines; or, c'est là qu'est l'obstacle, l'obstacle infranchissable.

II. Je passe à des parties plus capitales de votre article. Il est absurde, selon vous, de considérer le catholicisme comme une entrave au progrès, puisque, dites-vous, il prêche l'Évangile, lequel contient le principe générateur de la civilisation moderne.

Oui, sans doute, le catholicisme renferme le principe civilisateur par excellence. Mais ce principe, veuillez le remarquer, ne lui est point essentiellement inhérent. Il est antérieur au christianisme et il lui survivra; il a été proclamé plus ou moins explicitement bien avant Jésus-Christ, par plus d'un philosophe et par plus d'un législateur. L'égalité de nature entre les hommes n'était-elle pas virtuellement reconnue, longtemps avant notre ère, dans cette loi des Égyptiens qui assimilait le meurtre d'un *esclave* à celui d'un *homme libre*? La légitimité de l'esclavage n'était-elle pas positivement contestée, chez les Grecs, dès le temps d'Aristote? L'idée de la fraternité des hommes n'est-elle pas formulée d'une manière précise dans ces paroles de Confucius : « L'Être souverain est le principe de tout ce qui existe. Il est le père de tous les hommes; tous les hommes sont les enfants du Ciel »? et dans celles-ci : *Faites ce qui est convenable entre frères et sœurs de différents âges*? Le principe de la charité, enfin, n'est-il pas enseigné et développé dans le passage suivant du même philosophe avec autant de force et plus de poésie peut-être que dans l'Évangile : « On s'approche de Dieu, dit Confucius, en perfectionnant sa raison et en servant l'humanité. Aimez votre prochain comme vous-même; aimez, aimez, voilà le premier point. L'amour d'un homme pour ses semblables est la source de perfection de toutes les vertus sociales. La charité est cette affection constante et raisonnée qui nous immole au genre humain, comme s'il ne faisait avec nous qu'un seul individu, et qui nous associe à ses malheurs et à ses prospérités. Il n'y a qu'un seul principe, c'est de se conformer de toute son âme et de toutes ses forces à la mesure universelle : ne faites pas à autrui ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse. Ne vous contentez pas d'oublier les injures, répondez-y par des bienfaits. Imitiez le palmier qui donne son ombre et ses fruits au voyageur qui lui jette des pierres. Imitiez le coquillage qui enrichit de ses perles ceux qui l'ont écrasé. » (V. au surplus d'autres textes analogues dans la *Théorie nouvelle d'économie sociale*, par C. PECQUEUR, § 10.)

Ainsi, je le répète, le principe sacré de la fraternité n'est point inhérent au christianisme; il est d'origine humaine et non chrétienne. Le christianisme a sans doute contribué beaucoup à le répandre, et en cela il a servi longtemps la cause du progrès et de l'humanité; mais l'heureuse révolution qu'il a glorieusement poursuivie dans le monde des esprits, il est impuissant désormais, une trop longue expérience le prouve, à la continuer dans le monde matériel, à la faire pénétrer dans les institutions politiques, tellement que Lamennais a pu prononcer en toute vérité contre lui cette éclatante condamnation : *Après dix-huit siècles de christia-*

nisme, nous sommes encore sous le système païen ! (De l'Esclavage moderne.)

Loin d'être maintenant un instrument de progrès, le catholicisme n'y est plus dès longtemps qu'un obstacle. Voyez le rôle que l'Église a joué depuis des siècles; voyez celui qu'elle joue encore aujourd'hui. N'est-elle pas de tous côtés l'aveugle et docile instrument des pouvoirs établis, quels qu'ils soient? La voyez-vous s'agiter pour d'autres intérêts que pour ceux de sa puissance temporelle? N'a-t-elle pas laissé égorger sans mot dire l'héroïque Pologne? N'est-elle pas sans entrailles pour la malheureuse Irlande? Ne retient-elle pas l'Italie dans un long abaissement? Ne regarde-t-elle pas avec indifférence s'exercer encore l'esclavage au dix-neuvième siècle? N'a-t-elle pas laborieusement épuisé toutes ses ressources, tout son génie, à empêcher la diffusion et l'application des principes proclamés par le Dieu qu'elle prétend adorer? N'est-ce pas précisément dans les pays où elle règne avec autorité (en Autriche, par exemple) que ces principes ont le moins fructifié, et que les distinctions féodales, insolemment éversives de toute égalité, se maintiennent avec le plus d'empire? N'avez-vous pas vu enfin la stérilité complète, la vanité absolue des efforts qui ont été tentés pour l'intéresser à la sainte cause des peuples, livrés partout comme des troupeaux à une exploitation odieuse, impitoyable, impie?

Vous espérez que, sortie de ses voies, elle pourra y rentrer. — Je comprends cette opinion de votre part, puisque vous croyez aux miracles. Pour moi, qui n'y crois pas, je ne puis attendre des tentatives des démocrates catholiques que le triste résultat d'une expérience galvanique. — Et la raison en est que le mal que vous voulez combattre n'est pas seulement dans les personnes, mais dans les choses. — Il est dans ces paroles du Christ : *Mon royaume n'est pas de ce monde*. Paroles fatales, paroles de démission, mal interprétées peut-être, mais dont l'effet a été d'altérer profondément la valeur politique du principe de la fraternité. — Il est dans ces maximes de saint Paul, si constamment invoquées par tous les despotes : *Obéissez aux puissances, car toute puissance vient de Dieu*. — Il est dans le dogme fondamental du christianisme, je veux dire dans celui du *péché originel*, puisque, d'après un tel dogme, la vie terrestre ayant pour but l'expiation du péché par la douleur, le vrai devoir de l'homme n'est pas d'éviter celle-ci, mais bien de courir au devant (comme l'atteste la conduite des plus sincères chrétiens), et la pratique de la fraternité consiste moins à détourner de nos semblables les maux qui les menacent qu'à les aider par des secours spirituels à les subir avec résignation, en vue de plaire à Dieu. — Il est surtout, il est irrémédiablement dans les erreurs qui l'Église a mêlées à la doctrine du Christ, et dont la foi des peuples se détache tous les jours, parce qu'il n'est donné qu'à la vérité seule d'exercer sur l'esprit humain une autorité éternelle. Mais ceci m'amène à un ordre d'idées que j'indiquerai plus loin.

III. « Que le principe de l'Évangile vienne directement de Dieu, ainsi que le croit tout catholique, ou qu'il ne soit qu'une extension de la philosophie antique, la question, dites-vous, n'est pas là, et la peur de la divinité d'origine ne doit pas troubler ici le cerveau du lecteur. » Voilà, ce semble, des paroles étranges dans votre bouche, et dont, si j'étais catholique, je serais fort scandalisé. Le principe de la fraternité est-il un produit du développement naturel de la raison que Dieu a mise en nous, ou bien est-il le fruit d'une révélation surnaturelle? Toute la question entre nous est là, quoique vous en disiez, car s'il dérive naturellement de la raison, comme je le pense, le christianisme, qui nie cela, et qui même a sa racine dans l'impossibilité prétendue de ce fait, devient alors une erreur manifeste; il perd le caractère de religion, et n'est plus qu'une opinion philosophique erronée qu'il faut s'empresse de rejeter; car autant la vérité est utile et progressive, autant l'erreur est rétrograde et funeste; autant celle-là éclaire l'esprit humain, autant celle-ci le trouble, l'affaiblit et le dégrade. La question de la divinité d'origine est donc bien entre nous la question fondamentale, et ce n'est pas sans motifs qu'elle me trouble le cerveau.

IV. Il n'est pas vrai, suivant vous, que le dogme catholique soit dépassé par les lumières du siècle, attendu, dites-vous, que le dogme qui pose en principe la communauté d'origine des hommes et

leur égalité et leur fraternité ne sera usé que lorsque le principe lui-même sera réalisé. — Pour que ce raisonnement fût concluant, il faudrait établir que le principe de la communauté d'origine et de la fraternité humaine est essentiellement inséparable du catholicisme, et même qu'il le constitue tout entier. Or, rien n'est moins vrai. Il n'est nullement lié au catholicisme, puisque, comme on l'a vu, il lui est antérieur, et que d'ailleurs il est admis par une foule d'esprits entièrement rebelles à toute idée de révélation surnaturelle. — Il ne constitue pas non plus tout le catholicisme, car il n'a aucun véritable rapport avec la plupart des dogmes de cette religion, avec le dogme, par exemple, du péché originel, avec celui de la Trinité, de l'incarnation de Jésus-Christ, de sa mort, de sa résurrection, de sa présence dans l'Eucharistie, avec celui des peines éternelles, avec la croyance aux démons, aux miracles, etc., etc.

S'il suffit, à votre avis, pour être catholique, de croire à la fraternité humaine, certes je cesse alors de prétendre que le catholicisme soit dépassé par les lumières du siècle, et moi-même je suis depuis longtemps, sans m'en douter, parfaitement orthodoxe. Mais si, comme je le pense, il faut, en outre, pour avoir droit à la qualification de catholique, adorer ce qu'on ne comprend point; s'il faut admettre que nous sommes responsables de la prétendue désobéissance d'un premier homme; que, pour nous laver de ce péché originel, il a fallu qu'une des personnes divines passât dans le sein d'une vierge, y devînt homme par l'effet d'une immaculée conception, et périt ensuite sur une croix; s'il faut admettre que, nonobstant cet immense et inexplicable sacrifice, il y aura néanmoins peu d'élus, et que par conséquent la grande majorité des êtres humains ira, par la volonté immuable de l'être infiniment bon, gémir éternellement dans d'abominables supplices; s'il faut admettre tout cela, alors, je ne crains pas de le répéter, le catholicisme est dépassé, la majorité des démocrates ne s'y ralliera jamais, pas plus qu'aux antiques religions de l'Inde et de l'Égypte, et un sentiment pénible, dont je ne puis exprimer ici ni la nature ni l'énergie, nous éloignera invinciblement du clergé. Ni les efforts d'une érudition fourvoyée, ni les prestiges de l'éloquence de quelques prédicateurs, glorieux triomphateurs d'adversaires absents, ni l'éclat des cérémonies du culte, ni l'exemple que nous ont donné quelques esprits exaltés et mystiques, ne prévaudront, croyez-le bien, contre la force de l'évidence et l'obstination du bon sens.

Oui, l'on aura beau faire, le dogme catholique est, je le répète, dépassé par l'esprit humain, et c'est pourquoi les plus hautes intelligences des derniers siècles n'ont pu y croire; c'est pourquoi, de nos jours, les Lamartine et les Lamennais s'en sont également détachés, malgré les mille liens qui les y unissaient.

Oui, le dogme incompréhensible d'une trinité, non pas d'attributs réunis en une personne unique, mais de personnes confondues en une seule, de personnes engendrées l'une de l'autre, et pourtant de même âge, a cessé d'obtenir un aveugle assentiment.

Oui, le dogme du péché originel, base du christianisme, a cessé d'être en harmonie avec l'idée épurée que l'homme a aujourd'hui de la justice divine; et il n'y a personne qui ne puisse facilement donner de la question du mal une solution plus satisfaisante que celle contenue dans la doctrine chrétienne, en démontrant la nécessité absolue de ce même mal en ce monde pour la création de la personnalité humaine.

Oui, le dogme de l'incarnation de Dieu dans le sein d'une femme, d'une vierge mariée, ne saurait concorder avec l'idée que nous avons de la grandeur et de la majesté infinies du créateur des mondes (1).

Oui, il faut renoncer à faire croire longtemps encore que Dieu, qui avait donné l'intelligence à l'homme, lui avait néanmoins défendu de s'en servir, en lui interdisant de goûter du fruit de l'arbre de la science du bien et du mal; — que l'homme ne pouvait ainsi devenir un être moral sans préalablement désobéir à Dieu, — et qu'il a pu même désobéir sans avoir aucune notion de bien et de mal.

Oui, il faut renoncer à faire admettre que la désobéissance d'un homme a pu offenser Dieu et vicier de péché toute la race humaine; — que, pour effacer cette prétendue offense, il a fallu que le Fils de Dieu, qui est Dieu lui-même; se fit homme et mourût sur une croix; — qu'il expiât ainsi, dans un supplice infâme, une offense commise envers lui-même, et fût tout à la fois l'offensé et l'expiateur.

Oui, il faut renoncer à persuader que l'immolation du Fils de Dieu n'a pas été, envers la Trinité divine, une offense plus monstrueuse mille fois que le fait d'avoir mangé du fruit défendu; ou, si cette seconde offense égale en effet et surpasse la première, il faut renoncer à faire comprendre pourquoi elle ne s'est pas étendue, comme celle-ci, à toute l'humanité, et ne nécessite pas à son tour de la part de Jésus-Christ un nouveau sacrifice expiatoire, lequel en exigerait lui-même un troisième, et ainsi de suite à l'infini.

Oui, le dogme de la présence réelle de Dieu dans l'Eucharistie sera de jour en jour plus en plus abandonné à mesure que grandira l'esprit d'examen. Le bon sens des enfants eux-mêmes (combien de nous le savent par leurs propres souvenirs!) résiste avec un effroi naïf à la pensée d'un Dieu que l'on avale dans un morceau d'hostie.

Oui, le dogme de l'éternité des peines est insurmontablement repoussé de notre esprit et de notre cœur par l'idée que nous avons de la miséricorde suprême. Tout notre être est soulevé d'horreur à la pensée d'un Dieu sévissant contre une faible et vaine créature, par des tortures sans nom et sans terme, par des tortures qui, ne pouvant plus avoir pour objet d'améliorer le coupable dont le sort est irrévocablement fixé, ne sont dès lors qu'une épouvantable et inexplicable vengeance.

Oui, enfin, le dogme qui, après le jugement dernier, après la séparation finale des élus et des pécheurs, brise à jamais entr'eux tout lien, toute solidarité, toute sympathie; étouffe dans ceux-là jusqu'au désir d'intercéder pour ceux-ci auprès de Dieu, et les rend indifférents aux douleurs, au désespoir de malheureux autrefois leurs frères, leurs parents, leurs amis; un tel dogme est dorénavant condamné par la conscience humaine. La parabole de Lazare, je ne crains pas de le dire, est impie.

Essayer de redonner la vie à de tels dogmes, en France, au dix-neuvième siècle, est une tentative qui, grâce à l'ambitieuse activité et à la forte organisation du clergé, grâce à la béate indifférence que les questions religieuses inspirent encore à nombre de personnes, grâce à la protection intéressée de nos gouvernants incrédules, grâce à la puissance des habitudes anciennes, des pratiques consacrées, grâce à la crainte d'un avenir inconnu, grâce enfin à des efforts d'esprit qui rappellent ceux des derniers défenseurs du polythéisme mourant, peut sans doute obtenir une apparence de succès. Mais ce succès, à coup sûr, ne saurait être de longue durée dans un temps de liberté intellectuelle comme le nôtre, dans un pays de discussions, et chez un peuple qui lit Voltaire; Voltaire, si vainement décrié; Voltaire, prodigieux mélange de bon sens, d'esprit et de génie; Voltaire, que les clameurs parties des sacristies n'empêchent point d'être la plus haute, la plus belle, la plus étincelante de nos gloires nationales.

V. Veut-on, oui ou non, demandez-vous, que toutes les nations soient enseignées au nom du principe de l'égalité et de la fraternité? Si l'on veut cela, il faut, bon gré mal gré, conserver l'idée chrétienne, qui seule contient ce principe, et admettre la nécessité d'un corps enseignant. Tout ce raisonnement repose sur la supposition, que non seulement la religion catholique contient et contient seule le dogme de la fraternité, mais que leurs existences respectives sont indissolublement liées, la ruine de l'une entraînant de toute nécessité celle de l'autre. Or, cette prétendue indivisibilité, cette inévitable communauté de destinées, cette sorte d'unité de substance, vous n'alléguez rien, absolument rien pour la prouver, et dès lors vous me permettez de m'obstiner à la méconnaître.

Quant à ce que vous dites de la nécessité d'un corps enseignant, cela est incontestable et incontesté. Mais est-ce qu'il n'y a pas de corps enseignant possible hors du catholicisme, comme il n'y a point de salut hors de l'église? Le principe saint auquel se rattachent notre foi et nos communes espérances est sorti du christianisme, comme l'enfant du sein de sa mère; on ne l'y ferait pas

(1) Spinoza a dit que, lorsqu'il entendait certaines Eglises alléguer que Dieu s'est fait homme, il ne savait nullement ce que cela pouvait signifier, et qu'elles ne lui semblaient pas moins absurdes que si elles prétendaient que le cercle est le carré. Je ne puis m'empêcher de penser comme Spinoza sur ce point.

rentrer sans l'étouffer; c'est dans un autre milieu qu'il grandit et qu'il grandira désormais.

VI. J'arrive aux deux questions posées à la fin de votre article. Je reconnais avec vous l'immense utilité sociale d'un dogme religieux généralement admis. Et c'est pour cela encore que je rejette le catholicisme, qui n'est plus à mes yeux que l'ombre d'une religion. — Mais alors, dites-vous, d'où l'homme pourra-t-il tirer désormais la certitude de sa destinée et de ses devoirs? — Il les tirera, comme il l'a toujours fait, de la *raison* que Dieu lui a donnée précisément pour cet usage. Ce n'est pas la première fois qu'une religion s'éteint sur la terre, et jamais néanmoins la conscience humaine n'est restée sans direction et sans espérances; elle a trouvé en elle-même sa règle et sa boussole. Pensez-vous donc que cette foule de démocrates qui ont cessé, comme moi, de croire au catholicisme, soit pour cela un troupeau d'êtres sans foi ni loi? — Qu'est-ce après tout que la chute d'un dogme? Est-ce la ruine de toutes les vérités qu'il avait recueillies, proclamées? Non, c'est seulement l'abandon des erreurs qu'il y avait mêlées. — Parce que ma raison se refuse absolument à reconnaître que Dieu se soit fait homme et soit mort sur la croix pour effacer un péché imaginaire, s'ensuit-il que je n'aie plus dès lors aucun motif raisonnable de croire à l'égalité et à la fraternité humaines, principes de toute morale? S'ensuit-il que je sois destitué dorénavant de toute notion de bien et de mal, de droit et de devoir, de mérite et de démerite? Permettez-moi, Monsieur, de protester contre de pareilles conclusions. Une religion n'est point destinée à dominer et à *suppléer* la raison, mais seulement à lui prêter aide et appui. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir pour l'homme d'autorité supérieure à sa raison; car alors même qu'il en reconnaît une autre, c'est toujours et nécessairement en vertu d'un acte préalable et souverain de sa propre intelligence, qui admet la possibilité, l'existence et la supériorité de cette autre autorité extérieure à laquelle il se soumet. Que l'on cesse donc de s'élever vainement contre la souveraineté inévitable, inamissible, de la raison individuelle. Cette souveraineté dérive de notre nature même d'êtres raisonnables; elle est donc voulue de Dieu. Essayer de la violer en autrui, c'est tyrannie; tenter de l'abdiquer soi-même volontairement est un acte immoral, car c'est tenter de s'anéantir en tant que *personne* pour se réduire à l'état de simple chose.

Ceci répond, je crois, à votre question : *Comment la loi humaine aura-t-elle autorité sur les esprits?* J'ajouterai néanmoins que les règles de conduite que l'auteur de mon être a gravées dans ma conscience ne sont pas, à proprement parler, des lois *humaines*; qu'elles puisent leur autorité sur moi dans leur conformité avec ma raison, et dans le sentiment par lequel Dieu me révèle leur caractère obligatoire, et qu'enfin le défaut de foi au catholicisme n'exclut point de mon esprit, au cas d'infraction aux prescriptions de ma conscience, la menace d'une peine en une autre vie (mais d'une peine simplement morale et temporaire). — Sans doute, le catholicisme, quand on y croit, donne à la loi du devoir une sanction plus terrible (si terrible même que son exagération n'a pas peu contribué à compromettre le dogme tout entier). Mais n'a pas la foi qui veut; on ne se la donne pas à son gré, et je n'ai pu encore trouver pour ma part les moyens de l'acquiescer.

VII. Vous demandez encore, messieurs, si, dans l'opinion de vos adversaires, la nécessité d'une religion une fois admise, l'interprétation de la doctrine religieuse sera laissée au libre arbitre de chacun, ou réservée à un corps élu? — A mon avis, l'enseignement religieux, dans un Etat bien ordonné, serait réglé et surveillé avec soin par l'autorité suprême. — Mais, en même temps, comme tout me porte à penser que les sociétés humaines, et par conséquent les doctrines religieuses qui sont l'expression de l'état de ces sociétés, sont susceptibles de perfectionnements continus, je ne voudrais interdire à aucun citoyen le droit de proposer des modifications à ces doctrines, modifications dont il appartiendrait au pouvoir supérieur d'apprécier la valeur avant qu'elles pussent être introduites dans l'enseignement.

Du reste, et sans m'arrêter à des idées dont la réalisation ne saurait manquer de vous paraître chimérique, je vous dirai, en rame-

nant vos regards sur l'état présent des choses, que, bien différent de vous en cela, la diversité des sectes observée dans les pays protestants me scandalise et me blesse infiniment moins, quand je vois surtout leur hostilité s'affaiblir par la diffusion des lumières et l'adoucissement des mœurs, que la tyrannie inquisitoriale et abrutissante au moyen de laquelle l'unité de doctrine est maintenue par le catholicisme dans les pays où il exerce encore une domination, non pas seulement nominale comme en France, mais réelle comme en Italie et en Autriche.

VIII. Il faut craindre enfin, dites-vous, surtout à une époque de découragement comme la nôtre, d'entretenir le doute dans les esprits, en déclarant que les vérités d'hier sont aujourd'hui des erreurs, sans pouvoir dire quelle sera la vérité de demain. Je n'admets point ces maximes : il faut, en tout temps, suivant moi, exprimer, après réflexion, bien entendu, ses opinions avec sincérité. Agir autrement ne me semble ni moral ni utile; c'est trahir la vérité et se manquer à soi-même. Le moyen de conquérir la vérité de demain, ce n'est pas de nier l'erreur d'aujourd'hui, mais de la reconnaître. Quand la voix du peuple, qui est la voix de Dieu, repousse un dogme ancien, c'est que Dieu inspire à ce peuple des sentiments et des besoins nouveaux qu'il aura sans doute la volonté de satisfaire. Les premiers chrétiens n'ont pas attendu, que je sache, pour attaquer le polythéisme, l'élaboration complète du dogme catholique, laquelle a duré plusieurs siècles. Ah! ceux qui travaillent aujourd'hui à la réhabilitation de croyances condamnées par nos pères, par tout le dix-huitième siècle, jettent dans les esprits plus de trouble et de découragement que ceux qui, résistants à ces tentatives déplorables, refusent de quitter la route de l'avenir pour retourner vers le passé!...

Agréez, etc.

D.....S.

Vous voyez, lecteurs, que notre correspondant n'y va pas de main morte, et vous avez jugé, à la netteté de l'expression, que nous avions affaire à une plume autrement exercée que la nôtre. Quant au fond même de la réponse, s'il en est parmi vous qui ne vont pas aussi loin dans leur hostilité envers le christianisme, il n'en est point, certes, dont l'ardeur anti-chrétienne puisse dépasser celle de M. D.....s. Rien de ce qui constitue la croyance de nos pères n'a trouvé grâce devant son inflexible raison : péché originel, révélation, Trinité, sacrements, tout est déclaré faux, incroyable, absurde. Si bien que nous serions honteux, nous, pauvres ignorants, de nous être dits chrétiens, si les absurdités chrétiennes n'avaient eu crédit dans l'esprit d'un grand nombre de personnages auxquels notre époque veut bien reconnaître quelques qualités intellectuelles et morales. Cependant nous ne voulons pas dire que la raison de ces personnages était développée de la même manière que celle de Voltaire et de ses disciples, et jamais les saint Paul, les saint Jérôme, les saint Augustin, les saint Thomas, ni les Christophe Colomb, les Copernic, les Kepler, les Newton, les Corneille, et tant d'autres qui croyaient au péché originel, à la Trinité et à la révélation, toutes choses incroyables, ne seront dans notre estime sur le même rang que l'auteur de *la Pucelle*, le grand industriel de Ferney, « ce prodigieux mélange de bon sens, d'esprit et de génie, que les clameurs parties des sacristies n'empêchent point d'être la plus haute, la plus belle, la plus étincelante de nos gloires nationales!... (1) »

Qu'on ne s'attende donc pas à nous voir suivre pas à pas notre

(1) Voici quelques-uns des titres de cette gloire étincelante à l'amour du peuple :

Voltaire avait pris une action de cinq mille livres sur un bâtiment négrier armé à Nantes. Il écrivait à ce sujet à M. Michaud, armateur, la lettre suivante, publiée comme autorité en faveur de l'esclavage par M. Villemain, frère du ministre : « Je me félicite avec vous du succès du navire *le Congo*, qui est arrivé fort à propos sur la côte d'Afrique pour soustraire à la mort tous ces malheureux noirs. Je sais d'ailleurs que les nègres embarqués sur vos bâtiments sont traités avec autant de douceur que d'humanité, et dans

correspondant pour discuter tant de négations accumulées dans sa lettre. Nous n'avons ni la science, ni le temps, ni la place pour une telle entreprise. Ce n'est pas de nous qu'on saura si Dieu avait défendu au premier homme de se servir de son intelligence, si Adam ne pouvait devenir un être moral qu'à la condition de désobéir, et s'il a pu désobéir avant d'avoir la notion du bien et du mal, et une foule d'autres points non moins intéressants dont nous devons laisser aux théologiens et aux philosophes le soin de donner des explications satisfaisantes. Quant à la révélation et à la sanction, ce sont là sans doute des questions de première importance; mais que pourrions-nous opposer à la mordante critique de notre correspondant? Le plus simple n'est-il pas de céder et de déclarer, avec M. D..... et l'école d'où il procède, que le catholicisme est une monstrueuse erreur? Sans doute, c'est là le plus court parti; nous devons nous humilier, et rejeter bien loin nos vieilles et absurdes croyances.

Mais il ne s'agit pas seulement de faire table rase! Il faut qu'à la croyance qu'on vient d'arracher de notre esprit on substitue une croyance mieux fondée et plus féconde; il faut qu'à cette doctrine chrétienne, si contraire au bon sens de l'homme et aux lois générales du monde, on oppose une doctrine qui soit en conformité parfaite avec ces lois, avec l'expérience universelle, et qui ne répugne en rien à notre raison: il faut enfin remplacer l'erreur par la vérité. Il est bien entendu que nous ne voulons plus entendre parler ni de mystères, ni de choses inexplicables! Il est bien entendu que la doctrine conclura, d'une manière plus nette, plus rigoureuse que le dogme chrétien, à la liberté, à l'égalité, à la fraternité et à l'unité humaines! — Car, s'il en était autrement, si la doctrine opposée au christianisme était impuissante à produire les résultats que nous attendions de notre vieille croyance, nos nouveaux éducateurs auraient assumé sur leur tête une bien grave responsabilité!...

Nous allons donc examiner la doctrine que nous propose notre correspondant, et qu'il se contente d'affirmer en quelques mots; mais c'est bien moins M. D. ... que nous allons prendre à partie que les maîtres mêmes de l'école d'où il procède, et dont nous avons les livres sous les yeux. Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous entrons dans la discussion qui va suivre, et, n'était la position particulière où nous nous trouvons, nous aurions, certes, laissé à de plus instruits la tâche que nous entreprenons à notre corps défendant; mais on nous sollicite de toutes parts pour que

cette circonstance j'ai à me réjouir d'avoir fait *une bonne affaire* en même temps qu'une *bonne action*.

— « Les manœuvres ne vivent que du travail de leurs mains, et cela est ainsi dans tous les pays du monde, où le grand nombre doit vivre de sa peine..... Le manœuvre, l'ouvrier, *doivent être réduits au nécessaire pour travailler*; telle est la nature de l'homme: il faut que ce grand nombre d'hommes soit pauvre; mais il ne faut pas qu'il soit misérable. (*Siècle de Louis XIV*, c. 30.)

— « Je crois que nous ne nous entendons pas sur l'article du peuple, que vous croyez digne d'être instruit. J'entends par peuple la populace qui n'a que ses bras pour vivre. Je doute que cet ordre de citoyens ait jamais le temps ni la capacité de s'instruire. Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous faisiez valoir comme moi une terre, si vous aviez des charrués, vous seriez de mon avis. Quand la populace se mêle de raisonner, tout est perdu. » (*Lettre à Damilaville*, publiée par Capéfigue; *Hist. de Louis XV*.)

— « Le genre humain, tel qu'il est, ne peut subsister, à moins qu'il n'y ait une *infinité d'hommes utiles qui ne possèdent rien du tout*. Car certainement un homme ne quittera pas sa terre pour venir labourer la vôtre; et si vous avez besoin d'une paire de souliers, ce ne sera pas un maître des requêtes qui vous la fera. L'égalité est donc à la fois la chose la plus naturelle et la plus chimérique. » (*Dictionnaire philosophique*.)

— « Que deviennent et que m'importent l'humanité, la bienfaisance, la modestie, la tempérance, la sagesse, la douceur, la piété, tandis qu'une demi-livre de plomb, tirée de six cents pas, me fracasse le corps, et que je meurs à vingt ans dans des tourments inexprimables? » (*Id.*)

— « Chacun met son bien où il peut, et en a autant qu'il peut à sa façon. » (*Ibid.*)

— « Ce monde-ci est une grande table où les gens d'esprit font bonne chère; les miettes sont pour les sots. » (*Lettre au P. Renou, jésuite*)

nous acceptons la doctrine *de la raison principe de toute certitude*: nous ne pouvons l'accepter en aveugles; voyons donc ce qu'elle est.

I.

Dieu, en créant l'homme, a disposé en lui la notion du bien et du mal. Cette notion fut déposée en un germe qui devait, avec le temps, recevoir tous ses développements, et se transmettre, dans l'ordre naturel, par voie de génération. L'homme a la liberté du choix entre bien et mal faire. Le mal est de céder outre mesure aux sollicitations des instincts; le bien est d'écouter et d'obéir à la conscience, qui est dépositaire du germe divin.

Tel est en peu de mots le fondement de la doctrine, qui n'est autre que celle du déisme pur. Il est fort inutile que nous nous étendions sur le principe, car il n'est pas un de nos lecteurs qui ne le connaisse et ne puisse en compléter de lui-même l'exposition.

II.

Dieu a créé l'homme! Voilà déjà un point qui a besoin d'explication. Dieu a-t-il créé l'homme tout d'une pièce, comme dit la Bible; ou l'homme est-il le produit d'un engendrement progressif dans le règne animal?

Dans le premier cas, Dieu aurait troublé l'ordre naturel des choses, et l'on tient beaucoup dans le déisme à ce que cet ordre ne soit point troublé; cela répugnerait autant à la raison que la révélation même; car il faudrait dire si l'homme a été créé enfant ou adulte. Enfant, qui lui aurait servi de nourrice? Adulte, toute sa génération devait venir adulte, c'est-à-dire semblable à lui; car la loi qui l'a fait adulte du premier coup devait être la même pour ses descendants, et cela n'est pas. Donc, d'une ou d'autre manière, le fait reste inexplicable, ou du moins inexplicable.

Dans le second cas, nous sommes entraînés un peu loin. En effet, d'après le système du progrès continu et de l'engendrement progressif, l'homme sortirait de quelque animal, comme le chien, le phoque ou le singe. Cette opinion a pour elle de nombreux partisans; elle en compte de célèbres dans la philosophie et les sciences naturelles. Plusieurs des savants de cette école se sont demandé si tels êtres qu'on appelle humains dans la langue chrétienne, malgré leur état d'abrutissement, ne sont pas plus près du singe que de l'homme? D'où il suivrait que le mot humanité serait très-vague, qu'on ne saurait pas si le Cafre, le Hottentot, le Papou, etc., appartiennent à l'espèce homme ou à l'espèce singe. A ce point de vue, toute classification est d'ailleurs purement arbitraire: il y a une échelle qui commence à la matière pure et s'élève jusqu'à l'homme par une progression continue d'êtres qui s'engendrent les uns les autres, en sorte que, rigoureusement, ils sont tous de la même famille (1).

Pour être conséquent, il faudrait donc étendre la fraternité à tous les êtres sans exception, ou la borner à la famille immédiate. C'est trop, vraiment, ou trop peu!

Mais, outre cette conséquence inacceptable, le système a encore de ces mystères dont on devait nous débarrasser. En effet, dans l'ordre ordinaire, le chien produit un chien, le phoque un phoque, le singe un singe. Jamais personne, que nous sachions, n'a vu l'un de ces animaux, ou tout autre, produire un homme. Ce serait un fait surnaturel, quoi qu'en dise le système, un miracle du premier ordre. Cependant nous connaissons une foule de personnes dont la raison ne se révolte pas à cette idée, qui y croient même très-fermement, et qui jettent les hauts cris quand on leur parle du Verbe de Dieu s'incarnant dans une nature humaine. On ne veut pas accorder à Dieu la puissance de faire sortir un organisme humain du sein d'une vierge, quand on lui accorde de faire sortir un homme d'une chienne ou d'une guenon!...

Ainsi, que l'homme soit créé selon la tradition biblique ou qu'il sorte d'un animal, il y a mystère des deux côtés; il y a transgression de la loi naturelle que notre intelligence aperçoit, et « notre raison repousse invinciblement » les deux hypothèses.

(1) Voir, entre autres ouvrages où la théorie est exposée, l'*Encyclopédie nouvelle* de MM. Pierre Leroux et J. Reynaud.

III.

Dieu a créé l'homme libre. Pour qu'il soit libre, il faut qu'il sache distinguer la voix de sa conscience de celle de ses instincts. Mais comment peut-il faire cette distinction? Il faudrait prouver que l'enfant en est capable, car la conscience n'est pas une chose matérielle, elle n'a pas d'âge; elle doit exister dans l'enfant pleine et entière au point de vue où nous sommes: cependant l'enfant ne paraît pas savoir faire cette distinction. On pourra objecter que l'organisme de l'enfant n'est pas suffisamment développé. Soit; mais il en est de même de l'homme dont l'éducation morale est presque nulle: c'est là un fait incontestable; d'où il suit que, tant que l'homme n'a pas reçu une éducation suffisante, il ne jouit pas de son libre arbitre, et cette conséquence détruit complètement la théorie de la *conscience naturelle*.

En effet, si l'homme n'avait une notion distincte du bien et du mal qu'à la condition de l'éducation, il s'ensuivrait que ce qu'on appelle *conscience* ne serait plus qu'une *habitude acquise* sous l'influence de certain enseignement. La conscience se transmettrait *par la parole* et non par la génération.

(Que le lecteur veuille bien suivre attentivement le raisonnement qui suit; car il nous semble détruire de fond en comble la doctrine qu'on nous propose.)

Si l'homme ne savait distinguer entre le bien et le mal que par suite d'un enseignement, on se demande qui le lui aurait fait? S'il avait pu se le faire à lui-même, il faudrait conséquemment dire qu'il s'est *créé* à lui-même son libre arbitre en se donnant la notion du bien et du mal; or, c'est là le comble de l'absurdité.

Ainsi, de deux choses l'une: ou la conscience est *naturelle, innée*, conséquemment indépendante de toute éducation: — ou elle est un résultat de l'éducation.

Dans le premier cas, il faut expliquer pourquoi cette conscience parle d'autant moins à l'homme qu'il a moins reçu, par la parole, de notions morales, à ce point que la loi admet, comme circonstance atténuante, le défaut d'éducation. Il faut nous expliquer cette contradiction.

Dans le second cas, si l'homme n'est libre, c'est-à-dire ne sait distinguer entre le bien et le mal, que par suite de l'enseignement qu'il *reçoit*; si c'est là une loi *absolue*, de qui le premier homme a-t-il reçu cet enseignement, qui est toujours *oral*? — Il faudrait donc admettre que Dieu a fait à l'égard du premier homme ce que fait la nourrice à l'égard de l'enfant? Mais nous retomberions dans le vieux dogme. Ainsi nous voilà placés dans l'alternative, ou d'accepter une monstrueuse contradiction, ou ce principe catholique de la révélation qui répugne tant à la raison des déistes.

IV.

Nous demandons pardon à nos lecteurs de les entraîner dans cette aride discussion; mais nous y sommes obligés. D'ailleurs ces questions méritent qu'on les étudie, car elles ont une importance pratique très-grande. Continuons donc, comme si nous n'avions encore rien trouvé d'explicable dans la doctrine du *déisme*.

La notion du bien et du mal, déposée en la conscience de l'homme dès l'origine, et transmissible par la génération, doit être transmise sans altération, puisqu'on la déclare *innée* en nous. Si elle pouvait s'altérer, l'homme n'aurait plus de certitude; vainement il voudrait savoir ce qui est juste ou injuste, si la notion lui avait été transmise impure, il n'y parviendrait pas. Notre correspondant paraît bien l'entendre ainsi, quand, répondant à cette question: En dehors de la loi révélée, d'où l'homme pourra-t-il tirer la certitude de son but et de ses devoirs, il répond: « Il la tirera, comme il l'a toujours fait, de la raison que Dieu lui a donnée précisément pour cet usage... Que l'on cesse donc de s'élever vainement contre la souveraineté inévitable, *inamissible*, de la raison individuelle. Cette souveraineté découle de notre nature même d'êtres raisonnables: elle est donc voulue de Dieu. »

Voici une autre formule d'un écrivain célèbre: « La raison ne peut, sans s'abjurer, reconnaître entre elle et le vrai aucun intermédiaire. »

Écoutons maintenant M. Pecqueur, qui est certainement l'écrivain qui a le mieux exposé la doctrine:

« La raison est son critérium à elle-même; et il est évident que ce critérium ne saurait être ailleurs sans déplacer ou anéantir aussitôt la raison. On ne comprend pas comment elle sortirait d'elle-même pour se vérifier et se juger. Ce serait un cercle vicieux perpétuel. Que diriez-vous d'un homme qui sortirait de sa chambre et regarderait par la fenêtre pour savoir s'il y est? » (*Théorie nouvelle d'économie sociale*.)

M. Pecqueur dira tout ce qu'il lui plaira, mais nous sommes dans le cas de l'homme en question, car dans ce moment même notre raison se vérifie et se juge; elle regarde en elle-même pour savoir si elle a bien la puissance d'invention et le caractère de souveraineté qu'on lui attribue.

Mais suivons notre raisonnement. La raison est déclarée souveraine; c'est en elle que chacun de nous puise sa certitude, et jamais hors d'elle, sans quoi elle ressemblerait à l'homme qui sort de sa chambre et regarde par la fenêtre pour voir s'il est chez lui.

Appliquons donc la théorie au fait universel.

Or, que voyons-nous? Que la théorie n'est pas plus conforme à l'expérience universelle que le trou de l'aiguille est en conformité avec la grosseur du câble. L'expérience nous montre, en effet, que telle chose admise comme très-bonne par un peuple est rejetée comme très-mauvaise par un autre peuple. De plus, on voit au sein d'une même société des guerres civiles et religieuses, soutenues de part et d'autre par des hommes parfaitement convaincus, parfaitement dévoués.

La raison ou la conscience naturelle, *inamissible*, innée, ne parlait donc pas le même langage des deux côtés?

Il ne s'agit pas ici d'alléguer la liberté de prendre l'un ou l'autre parti, puisque des deux côtés on croyait bien faire, et que chacun portait en soi son critérium de certitude.

Il ne faut pas non plus venir parler de superstitions. Une croyance, si superstitieuse qu'on la suppose, est toujours un fait de l'ordre spirituel; il faut que la raison y adhère. Comment, s'il est vrai que la raison ne puisse s'altérer ou se perdre, puisqu'on la déclare *inamissible*, comment n'a-t-elle pas prémuni tous les peuples du monde contre les superstitions qui répugnent tant aux esprits forts de notre temps?

Et, sans aller chercher si loin, comment se fait-il qu'il y ait chez nous quatre ou cinq écoles philosophiques qui se nient les unes les autres, alors qu'il n'est pas permis de douter ni de l'intelligence ni de la sincérité de leurs chefs? M. Lamennais a-t-il donc une raison d'une nature différente de celles de M. Buchez et de M. Pierre Leroux, et chacun de ceux-ci une différente nature de raison de celle des deux autres? Enfin M. Pecqueur, qui croit avoir un système plus parfait que celui des autres, a donc aussi une raison qui voit autrement que celle des philosophes que nous venons de nommer?

Nous posons donc encore ce dilemme aux déistes: Ou chacun a sa certitude particulière, et il n'y a point de certitude commune; — ou, s'il y a une certitude commune, elle n'est ni dans la raison de chacun de nous, puisque chacun de nous pense différemment des autres, ni dans la masse des raisons, puisqu'il n'en résulte qu'une immense contradiction.

Le premier point du dilemme conclut à dire qu'il n'y a point de but commun pour les hommes, puisque les certitudes sont contradictoires.

Le second point nous pousserait à cette conséquence que, pour qu'il y eût unité entre les hommes, il faudrait qu'ils renoncassent à leurs opinions individuelles, ou plutôt les soumissent à un principe reconnu supérieur à toute conception humaine. Mais nous retomberions encore dans l'abîme de la révélation, et ce n'est pas pour y revenir si tôt que nous en sommes sortis.

Donc, pour éviter une conséquence qui répugne à la raison des déistes, il nous faut accepter une conclusion qui répugne à notre sentiment, savoir qu'il n'y a point de but commun pour les hommes. Imposons donc silence à ce sentiment, qui ne peut être qu'un reste de préjugé, et tâchons de voir où nous mène le *déisme*.

V.

Le fait universel prouve que l'homme le plus instruit et le

plus intelligent peut tomber dans les plus grandes erreurs, non pas seulement quand il est à la recherche de choses qui paraissent être hors du domaine de la science humaine, mais dans l'ordre de la morale pratique même : ce qui prouve que l'instruction proprement dite n'est pas une sauve-garde pour la raison. Tout le monde sait aussi qu'avec la volonté de bien faire, des peuples entiers, ou des fractions de peuple, ou des individus, ont fait des actions que nous trouvons abominables, et qu'ils croyaient parfaitement saintes. S'il est d'ailleurs un mot que les déistes aiment à prononcer, par esprit de critique, c'est le mot de *superstition*, qui, dans leur bouche, signifie *erreur*. Or, puisque la raison humaine, de leur propre aveu, a été entraînée dans l'erreur, et comme, de plus, il n'est pas un peuple au monde qui ne soit tombé dans l'abîme des superstitions, il s'ensuit que la raison humaine est faillible et peut s'altérer.

Ainsi voilà déjà un point essentiel acquis à la discussion, savoir que la raison ni la conscience ne prémunissent pas contre l'erreur et la superstition. En sorte que lorsqu'on nous dit que la raison est son critérium à elle-même, on dit une chose parfaitement fautive.

Mais ce n'est pas tout :

Si la notion du bien et du mal peut s'altérer et se perdre, comme elle semble altérée ou perdue aujourd'hui pour plus des deux tiers du genre humain ; si, par le fait de cette altération ou de cette perte, qui doit être attribuée aux ancêtres, des milliers de générations croupissent dans l'immobilité, le malaise, la barbarie, l'abrutissement, et subissent ainsi la peine d'une faute qu'elles n'ont point commise, on tombe dans la théorie du péché originel, cette monstruosité de la tradition biblique et de toutes les traditions humaines, qui répugne tant à la raison de nos esprits forts !

Pourquoi donc accepterions-nous comme raisonnable ici, comme juste, ce que vous trouvez absurde et souverainement injuste dans la tradition chrétienne ? Qu'importe que ce soit Adam qui ait désobéi ou que ce soit un peuple entier, si les descendants supportent la peine d'un côté comme de l'autre ! Faites donc que le fait universel n'existe pas, s'il est contraire à votre théorie, ou tâchez d'accommoder votre théorie au fait universel ! — Mais poursuivons.

Si la notion peut s'altérer et même se perdre dans une grande partie de l'humanité, elle peut aussi se perdre dans l'humanité tout entière. Qui donc la recréera ?

Il y a plusieurs réponses.

La première qui nous vient est fort vague : — Dieu n'abandonne jamais l'humanité ; il veille sur elle, et jamais le progrès ne s'arrête ; les diverses sociétés humaines en sont tour à tour les ouvrières. Tandis que quelques-unes s'arrêtent, d'autres, reprenant l'œuvre, la continuent pendant un temps, puis s'immobilisent à leur tour, et d'autres encore recommencent, et cela aura lieu ainsi jusqu'à la fin des siècles.

Cette manière d'envisager le progrès n'explique pas le moins du monde pourquoi certaines sociétés s'immobilisent. Est-ce à dire que toutes les sociétés ne puissent être actives à la fois ? Et pourquoi d'ailleurs ce repos, plus funeste mille fois que le travail ? Cette hypothèse est contraire à l'unité et à l'égalité humaines. Il y a en tout cela quelque chose de fatal qui ne nous satisfait pas. En tout cas, les grandes contradictions précédentes ne sont pas expliquées. Ensuite comment Dieu inspire-t-il le mouvement, le besoin d'aller en avant, à certaines sociétés ? Comment les membres de ces sociétés ont-ils la certitude du devoir que Dieu leur impose ? Est-ce purement une chose instinctive ? Alors la raison n'est pour rien en tout cela.

Est-ce une inspiration qui frappe soudainement l'esprit des masses ? Mais l'expérience démontre que les meilleures idées, celles qui ont le plus contribué au développement des peuples, ont été longtemps proposées par des individus, et n'ont été que successivement et très-lentement reçues par les masses ; et les propagateurs de ces idées les ont toujours enseignées comme ayant positivement une origine divine. L'expérience est donc encore ici contraire à cette première explication.

En voici une seconde. Dieu veille sur l'humanité ; et, afin qu'elle ne périclite point, il suscite de temps à autre des *spontanés* ou des hommes de génie aux peuples, soit pour épurer la notion altérée, soit pour retrouver la notion perdue, soit enfin pour annoncer une idée nouvelle. Or que fait cette spontanéité ? Elle refait et

perfectionne ce que Dieu seul avait pu faire à l'origine ; elle est *recréatrice d'un germe divin altéré ou perdu* ; ou *créatrice*, en ce sens qu'elle donne au germe divin un développement qui paraissait être arrêté. Dieu se sert de cette *spontanéité* pour remettre l'humanité dans la bonne voie, et lui assigner un but nouveau. Est-ce bien ainsi que vous l'entendez ? Eh bien, voilà que vous nous entraînez encore dans l'absurdité chrétienne ! voilà l'inexplicable mystère de la révélation, à peu près tel que l'Eglise l'entend. C'est toujours le Verbe de Dieu qui se sert d'un organisme humain : ce sont toujours les deux natures, l'une divine et l'autre humaine, celle-ci étant, comme l'humanité, soumise à la douleur et à la mort. Et Spinoza aurait aussi bien l'occasion de se moquer de vous que des chrétiens, et de vous dire qu'il ne vous comprend pas davantage que si vous prétendiez que le *cercle est le carré* (V. la note de la page 75). On pourrait toutefois, ce nous semble, demander aux *Spinozistes* s'il n'est pas possible d'inscrire un *carré dans un cercle*, et s'il est impossible à l'Infini en puissance de se manifester sous une forme finie à un être fini lui-même ?

Quoi qu'il en soit de la manière dont Dieu fait connaître sa volonté, les déistes n'en sont pas moins forcés d'admettre :

1° Que la notion du bien et du mal, c'est-à-dire ce qu'ils appellent la conscience naturelle, innée, inaltérable, inamissible, peut néanmoins s'altérer et se perdre : première grande contradiction ;

2° Que par le *fait universel* de cette altération de la notion du bien et du mal, toutes les parties de l'humanité ont porté (et la plupart portent encore) la peine d'un péché originel ; d'un péché de désobéissance de la part des ancêtres à la voix de leur conscience : seconde grande contradiction ;

3° Enfin que la raison n'est pas sa règle à elle-même ; qu'elle ne trouve pas en elle-même la certitude des devoirs et du but, et qu'elle est obligée de reconnaître, entre elle et le vrai, des intermédiaires, tantôt sous le nom de sages ou de philosophes, tantôt sous le nom d'inspirés, de spontanés ou de révélateurs proprement dits, — ce qui constitue la troisième et la plus grande des contradictions du déisme.

VI.

Maintenant, puisque entre notre raison et le vrai il faut absolument des intermédiaires, à quel signe les reconnaîtra-t-elle ? Nous avons vu que les masses n'étaient pas soudainement inspirées, puisqu'il fallait un long temps de préparation pour qu'elles acceptassent les idées les plus favorables, les plus propres à les élever ; tant il est vrai que la raison naturelle ne comprend pas facilement ce qui lui est bon !

La révélation par les philosophes plaît assez généralement aux *intelligences d'élite*, à celles qui n'acceptent pas sottement l'incarnation pure et simple. En effet, s'il y a nécessité absolue que Dieu maintienne ou rappelle l'humanité dans la voie du progrès, voie d'où il est prouvé qu'elle est souvent sortie, ne convient-il pas mieux de dire que Dieu choisit des hommes de génie, comme Confucius, Moïse, Jésus-Christ, « pour être ses principaux instruments pour le gouvernement du monde, » que d'admettre un révélateur avec puissance miraculeuse ? Si l'on admettait au révélateur la puissance de faire un miracle quelconque, et de montrer par là à quelques hommes qu'il parle avec autorité, il faudrait considérablement restreindre le nombre des envoyés de Dieu. Au contraire, si le caractère du révélateur n'est pas absolu, on peut dire que sa révélation n'est pas parfaite ; et il est permis à chacun de se poser en révélateur à son tour, et de se croire appelé à compléter et perfectionner la morale ainsi vaguement révélée. Aussi fait-on de Jésus-Christ (quand on ne conteste pas son existence) un homme intelligent, qui a fait un corps de doctrine avec des lambeaux d'anciennes doctrines ; et l'on est même si sévère envers lui qu'on en fait la plupart du temps un véritable plagiaire ; car il n'est pas, dit-on, un précepte de sa morale qui n'ait été enseigné longtemps avant lui par Confucius et une foule d'autres philosophes, qui avaient beaucoup plus que lui le caractère de révélateurs. Aussi n'est-il que les philosophes qui sont étroitement chrétiens qui ne se permettent pas de changer sa morale ; les autres ne s'en font pas défaut. Et pourquoi nos philosophes ne la perfectionneraient-ils pas si elle leur semble *immorale* en quelques points ? Evidemment, dans le cas de

révélation par les intelligences d'élite, ils en ont le droit : chacun d'eux peut croire, et beaucoup croient, en effet, qu'il leur est donné d'être « le phare qui, à travers les siècles, éclairera la marche ascendante du progrès. »

Mais il ne nous est pas donné, à nous, intelligences inférieures, de savoir lequel des nombreux phares du monde philosophique nous conduira plus sûrement au port, chacun nous indiquant une route particulière. Ce qui est certain pour nous, c'est que le système de la révélation par les intelligences d'élite a deux conséquences sociales qui nous répugnent considérablement : — La première, c'est qu'il constitue l'aristocratie des grands esprits, auxquels il faudrait admettre que Dieu envoie une grâce toute particulière ; — la seconde, c'est qu'on arriverait à l'anarchie la plus complète, attendu que les philosophes n'étant jamais d'accord entre eux, on ne saurait plus auquel entendre, et chaque individu finirait par se faire une révélation pour son usage particulier.

Donc, tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen de faire que les intelligences supérieures puissent s'accorder, nous ne les considérons pas comme les *phares* de l'humanité, mais seulement comme des pilotes plus ou moins habiles.

VII.

Voyons donc si la révélation directe, et particulièrement la révélation chrétienne, peut être la meilleure lumière.

Et d'abord, les adversaires du Christianisme démontrent par une foule de citations que Jésus-Christ n'a rien inventé, et on lui oppose surtout Confucius. D'où il n'aurait pas révélé, mais simplement propagé une doctrine prêchée plus de cinq siècles avant lui.

Voyons donc.

Nos lecteurs se souviennent du passage de Confucius cité dans la lettre de notre correspondant. Dans ce passage, en effet, est contenu le principe de l'égalité et de la fraternité universelles. Cela nous a beaucoup étonnés, à vrai dire, et nous sommes allés chercher le livre de M. Pecqueur, d'où ce passage est tiré, pour savoir où il l'avait pris ; mais M. Pecqueur a oublié de le dire. Nous avons cherché dans d'autres livres quelle était la doctrine de Confucius, et nous n'y avons rien trouvé de semblable. Confucius y est présenté, à la vérité, comme un réformateur rationaliste, s'appuyant sur la raison de l'homme, en un mot faisant de la morale au point de vue individuel, mais n'enseignant nulle part un but nouveau à l'activité humaine.

Mais il ne s'agit pas ici d'opposer version à version ; si l'une peut nous être suspecte, l'autre peut être suspecte aux *confuciusiens*. Il est un autre moyen, et beaucoup plus simple, de savoir à quoi s'en tenir. S'il n'y a qu'un très-petit nombre de personnes qui sachent un peu débrouiller les livres sacrés des Chinois, en revanche tout le monde connaît maintenant, ou peut connaître, les institutions et l'état social de la Chine. Nous avons donc un infailible moyen de vérification. Ce moyen, toutefois, n'est pas du goût de M. Pecqueur, qui pose en principe « qu'il ne faut point juger des mœurs par les préceptes, ni des préceptes par les mœurs. » Par Dieu ! M. Pecqueur, ce serait là une doctrine par trop commode ! Et si nous disions que Confucius a inventé le daguerréotype, que nous diriez-vous ? Nous disons, nous, ne vous en déplaise, qu'on peut juger des préceptes par les mœurs, et des mœurs par les préceptes, quand ils sont acceptés.

Admettons donc que Confucius ait enseigné cinq cents ans avant Jésus-Christ ce que cite notre correspondant, d'après M. Pecqueur, savoir, l'égalité, le dévouement au prochain, sans acception de races ou de nations, en un mot la fraternité universelle.

Si cela est vrai, comme l'enseignement était fait au peuple alors l'un des plus avancés du globe, les Chinois doivent être au moins de cinq cents ans en avance sur nous. Nous admettons toutes les causes possibles de retard ; nous savons qu'un peuple n'est pas toujours actif, les pouvoirs sociaux toujours dévoués ; nous ne demandons pas une image parfaite de la société telle que la voudrait l'enseignement en question ; mais puisque la doctrine de Confucius a été acceptée par toutes les intelligences en Chine, puisqu'elle est la doctrine officielle de l'empire, puisque depuis deux mille trois cents ans elle n'a pas cessé d'être enseignée, il faut bien qu'elle convienne

à ceux qui l'ont reçue, et ils ont dû subir son influence ; si elle ne leur avait pas convenu, ils auraient pu la refuser, comme les Juifs ont refusé la doctrine chrétienne ; il n'y a donc aucun sophisme à faire ici : il faut que les mœurs répondent au précepte, ou nous dirons que le précepte ne pouvait faire d'autres mœurs que celles qu'il a faites.

Donc, si l'égalité règne quelque part, ce doit être chez le peuple chinois ; si quelque part la femme est l'égale de l'homme, et l'enfant une chose sacrée, ce doit être chez le peuple chinois ; s'il est une nation au monde où le peuple soit souverain, où le pouvoir soit donné au plus digne, ce doit être la nation chinoise ; s'il est une nation qui ait perdu le préjugé de la race, et chez laquelle l'étranger soit bien reçu, ce doit être la nation chinoise ; s'il est une doctrine morale qui ait inspiré aux hommes l'amour de l'humanité, et qui ait envoyé des apôtres dans toutes les parties du monde pour y prêcher aux peuples la bonne nouvelle, certainement ce doit être la doctrine de Confucius.

Voyons si le *fait*, l'inflexible fait, répond à l'affirmation des admirateurs de Confucius.

S'il est un peuple qui soit arriéré, c'est le peuple chinois (1) ; s'il est un peuple où l'inégalité existe sous toutes les formes, où l'homme pauvre soit plus avili, où la femme soit plus infériorisée, où l'infanticide soit permis, c'est chez le peuple chinois ; s'il est un peuple où le pouvoir soit plus despotique et de droit divin, c'est en Chine, où l'empereur est *fil du ciel* ; s'il est une nation qui ait une haine et un mépris profonds pour l'étranger, c'est le peuple chinois, et particulièrement le corps des lettrés, disciples et représentants fidèles de la doctrine de Confucius ; s'il est une doctrine qui n'ait point inspiré l'amour de l'humanité à ceux qui l'ont reçue, c'est la doctrine de Confucius ; enfin, s'il est des apôtres d'une doctrine qui l'aient gardée pour eux seuls, ce sont certainement les disciples de Confucius, attendu que le peuple chinois ne la connaît pas, et qu'elle est la doctrine exclusive de l'aristocratie lettrée ou militaire.

Eh bien ! nous disons qu'il est faux que la doctrine de Confucius contienne le principe de la fraternité universelle ! Si quelque traducteur, entraîné par esprit d'opposition au christianisme, avait cru voir quelque chose de semblable dans le moraliste chinois, il aurait fait ce que font beaucoup de traducteurs : il aurait voulu à toute force comprendre des choses qu'on dit être presque incompréhensibles, qui sont en tous cas comprises différemment, et il aurait prêté à Confucius son propre sentiment d'Européen et de chrétien.

Regardez maintenant la société chrétienne. Jésus-Christ n'a qu'un très-petit nombre de disciples, tous gens de condition inférieure. Aussitôt qu'ils ont reçu la loi du maître, et que le *symbole des Apôtres* est formulé, les voilà qui se mettent à l'œuvre, se dépouillant de leurs préjugés de races, et se répandant parmi toutes les nations. Si bien qu'il n'est pas un coin du monde aujourd'hui qui n'ait été visité par eux ; pas une nation qui n'ait été sollicitée par leur enseignement.

Un auteur dont nous honorons le caractère a dit : « Après dix-huit siècles de christianisme, nous vivons encore sous le système païen ! » Ce n'est là qu'une exagération échappée à un légitime sentiment de colère contre les pouvoirs qui voudraient arrêter le mouvement. Mais l'auteur de ces paroles sait fort bien lui-même, et il l'a écrit souvent, que la société chrétienne est aujourd'hui la tête de l'humanité ; et quoiqu'elle soit peu nombreuse relativement au reste des hommes, il n'en est pas moins vrai qu'elle est aux peuples qui n'ont point encore accepté sa foi ce que l'homme est à l'enfant. La pensée chrétienne a pénétré partout dans les institutions civiles, et malgré la mauvaise volonté des pouvoirs spirituels et temporels, l'Europe, et particulièrement la France, est bien près d'une réalisation complète. Encore quelques grands efforts, et les *mœurs justifieront complètement les préceptes chrétiens*.

Mais, que voulez-vous ? il y a des gens qui disent aimer la liberté, l'égalité, la fraternité, qui parlent de dévouement, et qui font tout leur possible pour enlever son autorité au seul livre qui commande positivement toutes ces choses. Ils croient, ces gens-là,

(1) Voyez une lettre publiée par la *Revue indépendante* (10 mars), et tous les Voyages en Chine.

que nous serons beaucoup mieux disposés à nous dévouer dès que nous serons convaincus avec eux que Jésus-Christ n'avait pas le caractère que les chrétiens lui reconnaissent; ils tiennent à en faire un plagiaire et même un imposteur, et ils s'évertuent à lui trouver des maîtres dans les philosophes des diverses nations. M. Pecqueur lui-même, que nous aimons à prendre à partie, parce qu'il est le dernier venu des écrivains déistes, et qu'il montre une ardeur toute particulière à détrôner Jésus-Christ, M. Pecqueur prétend qu'il suffisait à l'auteur de l'Evangile d'être logicien et d'aimer l'humanité pour dire ce qu'il a dit. Il semble à l'entendre, que, s'il avait vécu du temps de Jésus-Christ, et qu'il eût connu quelque peu les idées qui avaient cours alors, il en aurait certainement déduit la conséquence chrétienne, et c'est à peine s'il aurait eu le droit d'en être fier. Cependant nous ferons observer qu'il y avait alors, non pas en Judée, mais à Alexandrie, en Grèce et en Italie, des écoles philosophiques célèbres, dont les chefs devaient connaître aussi bien que Jésus-Christ, sinon mieux, toutes les grandes idées sociales; comment se fait-il donc que ces grands philosophes n'aient pas trouvé cette conséquence si simple? Et comment se fait-il qu'ils ne l'aient pas reconnue immédiatement vraie quand elle leur a été présentée? Comment se fait-il qu'elle ait été admise par des ignorants, quand elle était refusée par les grandes intelligences du temps, juives, grecques ou romaines? Comment se fait-il, si la doctrine répondait si bien au sentiment des peuples, que ces peuples se soient plu, pendant plus de trois siècles, à martyriser les propagateurs de la bonne nouvelle? Comment se fait-il enfin que, parmi les nations non christianisées, il ne se soit pas encore trouvé un homme pour inventer quelque chose de semblable à l'Evangile? Nous serions bien aises qu'on répondît à ces diverses questions.

Il résulte donc de ce qui précède que tous les efforts d'érudition de certains écrivains pour prouver que Jésus-Christ n'est pas l'auteur de ses œuvres ne sont pas plus heureux que ceux qu'on a faits pour prouver qu'il n'avait jamais existé. Il suffit d'un peu de bon sens pour faire justice de ces tristes efforts.

Mais, dit-on encore, lors même qu'on admettrait que Jésus-Christ a prêché le premier l'unité et la fraternité humaines, il ne s'ensuivrait pas qu'il faille le considérer comme portant en lui le Verbe de Dieu; tous les jours on fait des découvertes, et les inventeurs n'ont pas la prétention d'être révélateurs.

Un instant! s'il y a jamais eu une révélation, on doit pouvoir la reconnaître à un signe quelconque. Nous croyons, par exemple, que le caractère de la révélation morale doit différer de celui de l'invention scientifique.

La révélation doit avoir pour caractère principal de ne pouvoir être perfectionnée que lorsque le but qu'elle propose est atteint, et encore faudrait-il logiquement un nouveau révélateur.

L'invention de l'homme doit avoir pour caractère d'être indéfiniment perfectible par l'homme.

Révéler, au point de vue moral, c'est annoncer une vérité nouvelle qui confirme les vérités passées et y ajoute quelque chose, c'est-à-dire indique un devoir et un but nouveaux à l'activité humaine; *inventer*, au point de vue scientifique, c'est trouver un moyen du but. Le révélateur propose le but, et donne les règles générales de conduite pour l'atteindre. L'homme se met à l'œuvre, cherche et découvre dans l'ordre scientifique les moyens matériels d'avancer vers ce but, et toujours on apporte de nouveaux perfectionnements à ses découvertes.

Toute révélation doit faire progresser une société, ou ce ne serait pas une révélation. Or nous n'avons pas besoin d'insister pour faire comprendre que les sociétés qui ont accepté le christianisme ont laissé les autres immensément en arrière.

Le mahométisme, par exemple, n'a pas les caractères que nous sommes en droit d'exiger d'une révélation. Il est venu après le christianisme; il en a pris quelques préceptes, et s'est complété avec d'autres préceptes empruntés à d'antiques religions. Ce qu'il avait de chrétien l'a rendu supérieur au vieux paganisme; mais ce qu'il avait de païen l'a condamné à rester de beaucoup en arrière du christianisme. Le mahométisme ne fut pas une révélation; il aurait fallu pour cela qu'il contint le christianisme et quelque chose de plus, puisqu'il venait après; ensuite l'expérience ne lui est pas favorable.

Il s'agit maintenant, pour dernier signe, de savoir si la morale chrétienne est tellement parfaite que depuis les dix-huit siècles qu'on l'enseigne il ne s'est pas trouvé quelqu'un qui ait pu la perfectionner.

Certes, les critiques ne lui ont pas manqué dès son premier jour, et chaque année de sa longue existence a pu compter quelques savants qui eurent la volonté de la réformer. Quelques-uns de ces réformateurs ont pu même faire accepter leur idée à des peuples entiers. Or y a-t-il, en dehors des peuples qui ont l'Evangile de Jésus-Christ, d'autres peuples qui aient un Evangile plus capable de les faire avancer dans la voie du progrès?

Nous n'en connaissons pas, et nous n'imaginons pas que les anti-chrétiens en connaissent.

D'après ce qu'on peut savoir du passé du christianisme, il ne s'est point trouvé, parmi tant de générations de savants, un seul homme qui soit parvenu à proposer mieux: les plus illustres même furent ceux qui crurent le christianisme parfait, et qui se contentèrent de le faire fructifier, et il n'est pas d'exemple d'une hérésie qui n'ait conclu à mal.

Une telle expérience pourrait peut-être suffire pour d'autres que pour nous; mais on a tant fait pour ébranler nos convictions; on nous a dit tant de fois que les lumières du siècle avaient dépassé de beaucoup le dogme chrétien, qu'il nous faut demander sérieusement aux Intelligences d'où ces lumières émanent en quoi consiste l'avancement qu'elles ont obtenu sur le christianisme.

On nous répondra que c'est déjà faire un pas en avant que de débarrasser le christianisme de tout ce qu'il contient de surhumain, de tout ce qui semble transgresser la loi naturelle. Mais on oublie toujours de dire ce que c'est que la loi naturelle. Quand on pourra édifier un système quelconque sur le monde sans trouver de mystères et de choses inexplicables, on sera admis à repousser les faits dont on ne se rend pas compte; mais jusque-là on ressemble à cet être éphémère qui, voyant marcher une montre par un mouvement régulier, aurait crié à la transgression de la loi naturelle, si on lui avait dit qu'une main puissante avait remonté la veille le rouage arrêté de cette montre. — Avant de crier contre ce qui ne tombe pas sous leurs sens, les déistes en progrès sur l'Evangile devraient commencer par expliquer les énormes contradictions que nous avons rencontrées dans l'examen de leur doctrine, et notamment celle d'une *conscience naturelle, innée*, qui ne parle à l'homme que lorsqu'on lui a fait son éducation, si bien qu'il n'y aurait pas de libre arbitre pour qui n'aurait pas d'éducation, si bien que les hommes se seraient dit un jour: Si nous nous faisons un libre arbitre?

L'écrevisse doit être le symbole de cette école-là.

Il en est qui ont prétendu être en progrès sur l'Evangile, en déclarant qu'il n'y a ni bien ni mal absolu dans le monde; que l'esprit humain est *un*; que tous les individus, ou plutôt toutes les apparences d'individus, renaîtront dans l'humanité, sous des formes de plus en plus perfectionnées, et s'approcheront de plus en plus du vrai bonheur. Dans cette doctrine, on fait venir l'homme du singe, le singe d'un autre animal; puis, en descendant l'échelle, on arrive à la plante, puis au minéral. En un mot, c'est une sorte de panthéisme, que nous avons entendu dire être renouvelé d'une vieille doctrine indoue. Les savants en jugeront. Quant à la morale qui en découle, quelques personnes la trouveront peut-être plus agréable que celle de l'Evangile; mais nous la croyons fort inférieure. D'abord, si *l'esprit humain est un*, il ne peut y avoir de responsabilité individuelle, ni conséquemment de sanction. L'individu n'est qu'une des milliards de milliards de formes qu'affecte le *tout*; l'individu n'est rien; et ce n'est pas avec une telle pensée qu'il ira se sacrifier pour le triomphe d'une idée généreuse. D'ailleurs, il est un autre précepte qui conclut directement à ce que chaque individu rapporte tout à lui-même: *Aime l'humanité en toi; aime-toi dans l'humanité*. De quelque manière qu'on cherche à interpréter ce précepte, comme il est fort difficile de faire croire que: « Aime l'humanité en toi, aime-toi dans l'humanité, » veuille dire: Aime ton prochain plus que toi-même, et comme on est toujours enclin à l'égoïsme, on aimera beaucoup mieux l'interpréter dans le sens de: *aimer soi*, que dans le sens de: *aimer les autres*. Et c'est encore-là du progrès à reculer.

Nous n'en finirions pas si nous voulions montrer toutes les lu-

mières nouvelles. Cependant il en est encore que nous ne pouvons nous dispenser de regarder.

Il est un principe de la morale chrétienne sur lequel on bat en brèche depuis bien longtemps : c'est l'indissolubilité du mariage. Il n'est si petit homme qui ne se soit cru en droit de l'attaquer. Les uns demandent la suppression complète du mariage, d'autres se contentent de la faculté de divorcer avec plus ou moins de conditions restrictives. M. Pecqueur lui-même déclare l'indissolubilité *immorale*, et le progrès qu'il propose est que les époux feraient un bail, comme pour une boutique ou une ferme.

Nous aurons bientôt l'occasion de nous expliquer sur ce point dans un travail sur le mariage. Nous nous contenterons de dire aujourd'hui que, si l'on veut absolument trouver un moyen d'inférioriser la femme, c'est d'établir le divorce ; car toute femme qui, des bras d'un homme, est exposée à passer aux bras d'un autre, est bientôt méprisée physiquement et moralement. Enfin, si l'on veut trouver des sujets de scandale pour les enfants, on n'a qu'à demander la faculté du mariage à temps. Nous nous bornons à ces simples observations, seulement pour avoir l'occasion de dire à M. Pecqueur que l'*immoral* précepte de l'Evangile est beaucoup plus avantageux à la société en général, et à la femme en particulier, que la *moralité* de celui qu'il propose.

Autre correction à la morale chrétienne. L'Evangile dit que tous les hommes ont une commune origine, contrairement à toutes les idées sur les races reçues dans l'antiquité.

Et voici une foule d'hommes de progrès qui reprennent la pensée séparatrice de l'antiquité et établissent de nouveau le système des races au milieu d'une société qui veut la fraternité universelle ! C'est bien le cas de dire « qu'après dix-huit siècles de christianisme nous sommes encore sous le système païen. » Nous ne pouvons mieux faire que de montrer à ces hommes de progrès comment saint Augustin entendait la question :

« Pourquoi Dieu voulut-il que tous les hommes naquissent d'un seul ? — Il n'est pas malaisé de voir que Dieu a beaucoup mieux fait de ne créer d'abord qu'un homme dont les autres descendissent, que d'en créer plusieurs ; car les autres animaux, soit sauvages et solitaires, soit privés ou aimant la compagnie, il ne les a pas fait sortir d'un seul, il les a créés plusieurs à la fois. Mais, pour l'homme, qui devait tenir le milieu entre les anges et les bêtes, il a jugé à propos de n'en créer qu'un, non pour le laisser sans compagnie, mais pour faire aimer davantage par là à ses descendants l'union et la concorde, en faisant qu'ils ne fussent pas seulement unis entre eux par la ressemblance de la nature, mais aussi par les liens de la parenté ; si bien qu'il ne voulut pas même créer la femme comme il avait fait l'homme, mais la tirer de l'homme, afin que tout le genre humain sortît d'un seul. » (*Cité de Dieu*, liv. XII, chap. 21.)

Disons à la louange de M. Pecqueur, et à la honte des autres, qu'il est peut-être le seul de son école qui veuille l'unité d'origine. Au point de vue de la science naturelle, les personnes compétentes disent que rien ne justifie l'opinion de la diversité des races. Toutes les différences physiques s'expliquent par l'influence du climat et surtout les habitudes morales. Ce qui prouve que tous les hommes sont de la même espèce, c'est qu'un couple choisi parmi les deux variétés les plus éloignées engendre des enfants qui engendrent à leur tour. C'est, en science naturelle, le signe auquel on reconnaît l'espèce à laquelle il faut rattacher l'individu. Mais nous devons surtout considérer cette opinion au point de vue moral. Que dirait un démocrate partisan des races à un maître d'esclaves, pour lui démontrer l'immoralité de l'esclavage ? Sur le terrain de la logique il serait certainement battu. Le maître d'esclaves lui répondrait : « Pourquoi voulez-vous unir ce que vous reconnaissez séparé par Dieu lui-même ? Pourquoi voulez-vous égaliser ce que Dieu, de votre propre aveu, a fait inégal ? Assurément Dieu avait son but en créant plusieurs races d'hommes et en donnant plus d'intelligence aux unes qu'aux autres, et j'en tire la conclusion que moi, qui suis de race supérieure, j'ai le droit naturel de me servir du noir, qui m'est naturellement inférieur. Vainement vous me direz que le noir est un humain ; il ne l'est pas au même titre que moi, et je le subjugué. Je ne blâme pas votre sentiment philanthropique, mais il est frappé de stérilité par votre science. Je ne veux l'égalité

qu'avec mes semblables. D'ailleurs, prouvez-moi que la volonté de Dieu est contraire à mon opinion. Il n'y a qu'une croyance religieuse qui lui soit opposée, et vous la niez vous-même. Donc, vous êtes mal venu de me reprendre de mettre en pratique votre propre théorie. »

Quel bénéfice trouve-t-on, après tout, à vouloir sortir de la tradition chrétienne sur ce point ? La science prouve-t-elle le fait ? Non ; ce n'est qu'une hypothèse démentie par toutes les vérifications. — La politique démocratique en a-t-elle besoin ? Non ; au contraire, elle a besoin qu'on soit convaincu qu'il n'existe bien qu'une seule famille humaine. — Alors, quelle nécessité d'affirmer un fait dont on n'a aucune preuve, qui, en aucun cas, ne peut conclure à bien, et justifie, au contraire, toutes les théories inégalitaires et séparatrices ? — Quelle nécessité ? Celle de trouver un argument pour justifier le retard de certains groupes humains. En effet, au point de vue de la conscience *innée*, *inaltérable*, on ne pourrait pas expliquer pourquoi tant de peuples sont actuellement dans la barbarie, s'ils sont de même origine et de même nature que nous ; et, plutôt que de chercher la raison du retard dans des raisons purement morales, on trouve plus commode de dire que ces peuples sont inférieurs ou qu'ils ont été créés plus tard que nous, sans s'inquiéter des conséquences qu'une telle affirmation peut avoir. Il est cependant avéré que les peuples sauvages sont tout simplement des peuples dégénérés : les traditions et les monuments l'attestent partout.

Ce ne sont donc pas les partisans des races qui ont fait un progrès sur l'Evangile.

Nous examinerons, pour en finir avec les lumières qui ont dépassé le dogme chrétien, une dernière modification proposée par la masse des déistes. Ils trouvent le christianisme trop sévère, surtout en ce qui touche la sanction. La parabole de Lazare est déclarée impie, et le cœur se serre à la pensée que le mauvais riche entrera moins facilement dans le royaume des cieux que le chameau ne passera par le trou de l'aiguille. L'idée qu'après le jugement dernier les bons seront séparés des méchants à tout jamais répugne excessivement aux déistes purs, et ils feraient tout au monde pour persuader aux bourreaux de l'Irlande, par exemple, ou à celui de la Pologne, ou à tout autre criminel couronné, que la damnation éternelle est une bêtise, inventée pour faire peur aux enfants ou aux ignorants. En sorte que, si les personnages que nous avons en vue peuvent se garantir de la sanction humaine, ils auront peu à craindre de la sanction divine et s'en trouveront plus à l'aise. Il est si commode de croire, quand on fait le mal, qu'après la mort tout est fini, ou que du moins il n'y a rien de bien terrible à redouter !

Sans doute l'esprit de tolérance extrême des déistes n'engage pas la justice de Dieu : mais leur opinion sur la sanction peut avoir sur tout le monde une influence fâcheuse. Ils exagèrent, d'ailleurs, la rigueur de l'Evangile, et ils interprètent mal cette phrase : Il y aura beaucoup d'appelés et peu d'élus. Ce sont les jansénistes qui, se persuadant avoir la grâce et devoir être les élus, aimaient à reléguer le reste du monde dans l'enfer. L'Eglise ne l'entend pas ainsi ; seulement, comme il est dit qu'il y a plusieurs demeures dans le ciel, elle pense que ceux qui sont aux premiers degrés sont les saints ou les élus. — Quelques prêtres, animés d'un esprit étroit, ont dit aussi : *Hors de l'Eglise, point de salut*, et les ennemis de l'Eglise lui ont fait un crime de cette exclusion. Or, il n'est pas vrai que les peuples qui ignorent la loi soient condamnés : l'Eglise, aussi bien que le Code, admet des circonstances atténuantes. Dans tous les cas, et sans nous jeter dans des questions qui ne sont pas de notre compétence, nous disons qu'il faut une sanction ; que, plus elle sera rigoureuse, mieux elle vaudra, car il est nécessaire d'en imposer aux méchants ; et, au lieu de discuter sur la nature des peines et de faire mal à propos de la sympathie pour des êtres qui toute leur vie n'ont pensé qu'à mal faire, il vaut mieux respecter la rigueur salutaire du précepte et s'en rapporter à la justice infallible de Dieu.

Encore une fois, ce n'est pas sans un danger très-réel que l'on fait de la tolérance à propos de la sanction, car, si les uns veulent qu'elle soit moins terrible, d'autres viendront après qui nieront la sanction elle-même, ainsi que cela a toujours lieu, et les passions n'auront plus d'autre frein que la loi humaine, à laquelle il est si

facile d'échapper. — Sur ce point encore les déistes ne sont pas plus heureux que sur les autres.

Ainsi, quelques efforts que nous ayons faits pour échapper à la nécessité de la révélation, la logique la plus rigoureuse nous y ramène toujours, et quelques efforts qu'on ait faits pour déprécier l'Évangile, on est obligé, tout compte fait, de reconnaître que la loi chrétienne a tous les caractères que la raison a droit d'exiger pour y croire et s'y soumettre, puisqu'elle est en progrès sur le passé, puisqu'elle a élevé, sous tous les rapports, les peuples qui l'ont acceptée, enfin puisque l'esprit humain n'a pu rien trouver de mieux quant au but, et qu'il est certain que toute modification aux préceptes pratiques de l'Évangile aurait pour conséquences non-seulement d'affaiblir l'autorité du commandement, mais encore de détourner positivement du but vers lequel aspirent les démocrates, et qu'ils n'atteindraient jamais s'ils rompaient sérieusement avec le christianisme.

VIII.

Si nous acceptons l'Évangile comme loi absolue sacrée, nous sommes forcés d'admettre toutes les conséquences organiques qui en découlent. En effet, si la raison ne puise pas en elle-même sa certitude, mais si elle la reçoit par l'enseignement; si d'un autre côté il faut accepter l'Évangile comme étant la loi parfaite des relations humaines, qui donc sera chargé de l'interpréter ou de l'enseigner? Chacun se fera-t-il à lui-même son propre enseignement? Mais il faudrait d'abord faire en sorte que chacun fût également capable de comprendre. Si l'unité de croyance est nécessaire pour obtenir l'unité sociale et l'unité d'action, ne convient-il pas mieux qu'il y ait un corps élu, spécialement chargé de l'interprétation et de l'enseignement unitaire du dogme et de la morale? Si l'on veut la fraternité universelle, il faut aussi enseigner l'universalité du genre humain; il faut donc que le corps des éducateurs soit en dehors de tout intérêt national, et n'ait à se préoccuper que de sa fonction morale, sans jamais être soumis à un pouvoir temporel quelconque. Car le pouvoir temporel, c'est l'administration matérielle, et l'administration morale doit être au-dessus, comme l'esprit est au-dessus de la force; mettre le pouvoir temporel au-dessus du pouvoir spirituel, ce serait faire que le bras pût commander à la tête. Ainsi la nécessité nous ramène forcément à l'institution catholique, non à celle dont les abus nous frappent les yeux, mais à l'institution telle que Jésus-Christ a entendu la faire, telle qu'elle a été pendant plusieurs siècles, où les hauts degrés de la hiérarchie n'étaient ouverts qu'au mérite, et où tout candidat était proposé par les fidèles, clercs ou laïques.

IX.

Quoi! nous voilà déjà revenus à notre point de départ! Après un parcours rapide sur le chemin du déisme, terrain plein d'abîmes, terrain qui fuit sous les pas, où l'intelligence est rebutée par les plus énormes contradictions, où la foi ne peut trouver un lieu pour s'abriter, nous voilà déjà ramenés sur le vieux terrain de ce qu'on appelle les superstitions populaires!

Quoi! on trouvait ridicule notre croyance en des choses que nos yeux ne voient pas, que notre main ne touche pas; on devait nous donner une doctrine rationnelle, qui devait tout expliquer, rendre compte de tout; et non-seulement elle est radicalement impuissante à rendre compte d'aucun fait, non-seulement elle est pleine de mystères et de choses inexplicables, mais encore toutes les conclusions pratiques qui en découlent sont tellement anti-sociales que pour y échapper, et par inconséquence, ses plus savants propagateurs nous poussent précisément à accepter le grand mystère de la doctrine chrétienne, celui de la révélation!...

Nous voilà revenus à notre point de départ! et cependant nous n'avons fait que suivre pas à pas les écrivains les plus renommés du déisme; ils nous ont ramenés, par des chemins détournés, jusqu'au seuil du christianisme; mais ils n'en ont pas moins conclu à dire qu'il fallait bien se garder d'y rentrer! C'est-à-dire qu'après avoir affirmé que la raison puisait en elle-même sa certitude, ils ont avoué que l'humanité pouvait perdre la notion du bien et du mal, et qu'il fallait une intervention de Dieu pour la ramener dans la bonne voie.

Voilà l'aveu qui nous ramène à la pensée chrétienne! Mais si nous demandons comment à lieu cette intervention, nous n'obtenons que des réponses tellement embarrassées, tellement vagues, qu'on ne saurait rien de positif si on ne les serrait de près. Or, nous l'avons reconnu, il n'y a que trois espèces d'interventions possibles: ou Dieu inspire les masses, ou il inspire les philosophes, ou il intervient par l'incarnation de son Verbe. — Quant aux masses, faut-il répéter ce que nous avons dit deux fois déjà? La voix du peuple n'est la voix de Dieu que lorsque le peuple lui-même a reçu l'enseignement du bien et du progrès. — Quant aux philosophes, ne leur en déplaît, nous ne pouvons les croire inspirés; autrement il faudrait dire que Dieu leur souffle la contradiction. — Reste donc le troisième mode, qui répond seul aux exigences de la raison la plus difficile; et il faut l'accepter avec toutes ses conséquences, ou ne croire à rien du tout; attendu qu'en dehors de ce moyen de connaître avec certitude la volonté de Dieu, l'homme est abandonné à sa propre raison; et, ne sachant quels sont ses devoirs et son but envers l'humanité, il s'enferme en lui-même et n'écoute que la voix de ses instincts, qui, pour lui, devient la seule certitude possible. — Aussi, quoi qu'en disent les déistes, est-ce là où arrivent tôt ou tard tous ceux qui subissent leur influence. « Le déiste est un athée poltron, » a dit un écrivain célèbre; et cela est parfaitement vrai. En effet, qu'il y ait un Dieu ou qu'il n'y en ait pas, le résultat est le même pour l'homme qui n'a d'autre moyen de certitude que sa propre raison.

Quant à nous, si nous ne retournions purement et simplement au christianisme, nous deviendrions matérialistes, et nous ne nous occuperions plus que de satisfaire nos instincts. La sagesse veut que dans le doute on s'abstienne; or ce serait pour nous le cas de nous abstenir, et au lieu de pousser la société vers l'inconnu, nous nous en tiendrions au connu, et nous tâcherions d'en profiter; ce que font tous les incrédules conséquents.

Mais, Dieu merci! nous étions trop bien prémunis contre ce côté funeste du déisme, et, au lieu de nous décider à l'incrédulité, nous avons poussé la démonstration avec le désir d'arriver à connaître la source de nos devoirs et de notre but; conséquemment nous sommes revenus à justifier la foi de nos pères.

Peut-être les déistes diront-ils que nous avons forcé la conclusion. Nous nous sommes demandé plusieurs fois à nous-mêmes si quelque côté de la doctrine ne nous aurait pas échappé; car bien que les déistes insistent tant pour prouver l'infailibilité de la raison, nous nous défions fort de la nôtre. En tous cas, pour juger la doctrine, nous nous sommes servis de la faculté que Dieu donne, plus ou moins grande, à chaque homme pour comprendre les idées qu'on lui propose (1); si donc on n'est pas de notre avis, si l'on pense que nous avons manqué de logique, on nous obligera beaucoup en nous en donnant la preuve.

Mais, qu'on y prenne garde! si l'on dit que notre raison n'est pas suffisamment éclairée ou développée par la science pour comprendre et juger sainement des principes moraux, il faudra en conclure que les ignorants ne sauraient avoir de certitude morale, et qu'ils doivent s'en rapporter sur ce point aux savants; et, outre que nous retomberions toujours dans la difficulté de savoir quels savants il faudrait écouter, cette doctrine conclurait à faire penser du peuple ce qu'Aristote pensait de l'esclave, qui, disait-il, n'avait pas une âme de même qualité que celle du maître.

Si l'on repousse cette conséquence, c'est que nous serons compétents pour juger des questions de morale, c'est qu'on reconnaîtra que notre raison est tout aussi infailible que celle des déistes, et

(1) Quand les déistes disent que la raison puise en elle-même les idées, c'est exactement comme si l'on disait que l'estomac puise en lui-même les aliments. La raison est bien évidemment dans l'ordre spirituel ce qu'est l'estomac dans l'ordre matériel. Donnez une vérité fondamentale à la raison de l'homme, et la voilà qui se met à l'œuvre, et qui tire de cette vérité une foule de trésors. Donnez un aliment substantiel à l'estomac, et le voilà qui se met à l'œuvre également, qui le décompose, et en tire une foule de choses nécessaires à la vie. Supposez un individu qui n'aurait reçu aucune espèce d'éducation: sa raison, c'est-à-dire sa faculté de recevoir et de comprendre ne serait point développée; elle serait comme si elle n'était pas, et il n'y aurait point, à proprement parler, d'existence spirituelle pour cet individu. De même l'individu n'existe matériellement qu'autant que son estomac reçoit des aliments pour les transformer à l'usage des divers organes du corps.

l'on nous expliquera alors pourquoi nous nous serions trompés.

Il faut qu'on nous réponde. C'est un défi que nous portons à quiconque, lisant ceci, ne sera pas de notre avis.

X.

Nous avons dit en commençant, aux personnes qui voulaient détruire nos convictions, qu'elles assumeraient une bien grande responsabilité sur leurs têtes si elles étaient impuissantes à nous en faire accepter de mieux fondées et de plus fécondes. N'avons-nous pas le droit maintenant de nous montrer sévères? car il n'a pas tenu aux déistes que, cédant aux critiques plus ou moins spirituelles qu'ils ne se lassent de faire contre le christianisme, et que repoussant en même temps les niaiseries du déisme, nous ne devinssions sceptiques. Vainement ils parlent de devoir, d'amour, de dévouement, on ne voit rien de plus en leurs formules que des opinions individuelles, qui se contredisent perpétuellement, et ne laissent que le découragement dans l'esprit de ceux qui ont le malheur de subir leur influence.

« Tout devoir vient de Dieu, lisons-nous dans la *Théorie nouvelle d'économie sociale*; tout devoir vient de Dieu; car le Créateur seul peut obliger sa créature.... Otez Dieu, chacun de nous devient à soi-même son autorité. Nos passions les plus cruelles ont leur sanction en elles-mêmes, et nos désirs, nos besoins, nos fantaisies d'individu, sont notre *boussole de révélation*; tout ce que nous voulons est bien et licite; l'humanité n'est plus qu'une espèce animale, qui se gouverne par instinct, comme l'ours et le tigre. »

Eh bien, vous tous qui prenez à tâche de détruire nos croyances, vous tous qui niez le moyen par lequel nous croyions que Dieu faisait connaître à l'homme son devoir; vous qui placez Dieu dans la raison de chacun, ou qui le faites se manifester sous tant de formes contradictoires que les hommes de bonne volonté ne savent plus à quel signe le reconnaître, vous faites que Dieu est pour nous comme s'il n'était pas; vous voulez que chacun de nous devienne à soi-même son autorité en proclamant la souveraineté de la raison individuelle; alors nos passions les plus cruelles trouveront leur sanction en elles-mêmes, et nos désirs, nos besoins, nos fantaisies d'individu seront notre unique boussole de révélation; tout ce que nous voudrions sera bien et licite; l'humanité ne sera plus qu'une espèce animale, se gouvernant par l'instinct comme l'ours et le tigre.

Voilà comment, avec un sentiment honnête au fond, on peut faire beaucoup de mal, quand on veut à toute force être révélateur à un titre quelconque, alors qu'on ferait beaucoup mieux d'employer son temps et son talent à faire appliquer d'une manière plus rigoureuse la morale chrétienne. Ceci soit dit pour d'autres que pour notre correspondant.

XI.

Quant à nous, qui ne sommes point des philosophes; qui sommes toujours, toujours placés au point de vue pratique; qui ramenons à la pratique positive toutes les propositions qu'on peut nous faire; qui savons par expérience que la raison n'est bonne conseillère qu'autant qu'elle s'est soumise à un principe supérieur à elle-même; que, affranchie de la règle que ce principe lui impose, la raison ne saurait même empêcher l'individu de se détruire d'une manière lente ou violente; — nous sommes bien obligés de reconnaître que la morale est le meilleur moyen de conservation individuelle et sociale, le meilleur moyen d'unité, ainsi que la source de tous progrès, et nous ne devons pas souffrir qu'on en affaiblisse l'autorité, ni qu'on en retranche quelque chose si nous voulons sincèrement que l'humanité arrive un jour au but que l'Évangile propose, c'est-à-dire la réalisation de la liberté, de l'égalité et de la fraternité universelles.

Nous ne nous flatons pas, certes, d'avoir convaincu nos adversaires; personne ne sait mieux que nous combien il est difficile d'amener un homme à faire violence à ses préjugés, à se débar-

rasser, même pour un instant, de ses préventions, pour écouter la justification d'une opinion contraire à la sienne; mais ces difficultés ne nous décourageront pas: nous avons nous-mêmes passé par là; nous nous sommes nourris longtemps des erreurs que nous combattons, si bien que nous pouvons aller au-devant de toutes les objections qu'on serait tenté de nous faire. Autrefois, nous pensions, comme nos adversaires, qu'il fallait être stupide pour croire aux choses que nous défendons aujourd'hui; et depuis qu'avec grand-peine on nous a fait ouvrir les yeux, nous avons quelque honte de notre état passé, et nous croyons que c'est pour nous un devoir rigoureux de ne pas plus céder à nos adversaires qu'on ne cède aux enfants. Que cette comparaison ne les humilie point: notre intention, en disant ceci, n'est point de les blesser, mais de les pousser au moins à réfléchir, à étudier, et à tenir compte un peu de ce qu'on leur oppose. Ces dissidences entre eux et nous ne prouvent-elles pas, plus victorieusement que tous les raisonnements du monde, qu'il faut quelque chose au-dessus de la raison des hommes pour les mettre d'accord? Eh bien, vous tous qui voulez qu'on soit unis, cherchez-en donc les moyens! et quand vous serez assurés qu'il n'y a point d'unité possible, d'unité d'idée et de but, avec la souveraineté de la raison, vous serez bien obligés d'en venir à notre principe, ou alors nous croirons que vous avez peu de souci pour ce qui tient à une organisation meilleure de la société.

Encore une fois, veuillez réfléchir, et que la robe noire du prêtre n'excite pas votre colère au point d'obscurcir votre intelligence. Si peu dignement que soit portée cette robe, elle ne justifie pas une si profonde hostilité. Le prêtre, après tout, est un homme, et l'institution catholique n'en fait pas un monstre. Une fois pour toutes, exhalez votre juste colère contre les clergés qui sont mauvais, comme vous l'exhaleriez contre la soi-disant représentation nationale, et, laissant pour un moment la représentation religieuse de côté, comme si elle n'existait plus, donnez-vous donc la peine de voir sérieusement s'il est possible d'organiser une société humaine sans enseignement, et s'il est possible que cet enseignement soit fait avec unité sans un corps d'éducateurs discipliné et hiérarchisé.

Mais ici la question du clergé n'est que secondaire; la question fondamentale est celle de la doctrine. Or nous prions nos adversaires de reprendre la discussion, et de voir comment ils répondraient aux difficultés que nous avons montrées dans l'examen du déisme. S'ils ne se sentent pas assez habitués à ces sortes de raisonnements, qu'ils demandent à d'autres personnes ce qu'elles répondraient à leur place, jusqu'à ce que la difficulté soit vaincue ou soit reconnue invincible. C'est ainsi que font les personnes qui ont sérieusement à cœur de connaître la valeur d'une doctrine, et nous recommandons fort cette méthode. — Qu'on ne vienne pas dire que ces questions sont oiseuses: ce serait là un sophisme au premier chef. Ces questions sont plus morales que philosophiques, et elles ont une conclusion immédiate dans la politique. D'ailleurs, il est remarquable qu'aujourd'hui personne ne se fait faute d'affirmer ou de nier hardiment les principes fondamentaux de la religion et de la morale. Est-ce à dire qu'on a le droit d'affirmer ou de nier sans être tenu de dire pourquoi? Ceux qui, par exemple, déclarent que le Christianisme repose sur des absurdités ont dû, assurément, étudier toutes les questions philosophiques et historiques que contient cette doctrine, ou leur déclaration serait elle-même absurde. Eh bien, craint-on de porter un jugement sur le dogme chrétien et de le condamner, alors même qu'on ne le connaît pas, et qu'on ne sait pas comment on le remplacera? Ces questions ne sont donc pas indifférentes; nous n'en voulons d'autre preuve que la passion qu'elles soulèvent dans le camp des incrédules comme dans celui des croyants. — Puisse donc notre travail déterminer les démocrates sincères à juger moins promptement, à étudier davantage, et surtout à ne plus se faire, comme notre correspondant, l'écho de cette *belle gloire*, qui croyait que tout serait perdu si la populace se mêlait de raisonner.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie de A. René et comp., 32, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE:

Rapport de la pétition des ouvriers de Paris relative à l'organisation des prud'hommes.
— La démocratie selon M. de Lamartine. — La Revue synthétique contre l'Atelier.
— Aux travailleurs des campagnes. — Les actes des philanthropes. — Bibliographie. — Faits divers.

RAPPORT DE LA PÉTITION DES OUVRIERS DE PARIS RELATIVE AUX CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

On se souvient qu'une pétition, signée de plus de trois mille ouvriers de Paris, tendant à obtenir une réforme des Conseils de Prud'hommes et leur établissement dans la capitale, fut, dans le courant de la session, déposée sur le bureau de la Chambre par le député du 11^e arrondissement. On se souvient que, dans cette pétition, les signataires s'élevaient contre les dispositions de la loi de 1806, qui régit actuellement ces Conseils, dispositions contraires au principe de notre droit civil, puisqu'elles établissent les ouvriers justiciables de ceux-là même qui les exploitent. Ils demandaient donc que, conformément à l'art. 1^{er} de la Charte, qui dit que « tous les Français sont égaux devant la loi », on fit une loi nouvelle qui fût également protectrice des deux grands intérêts en présence, c'est-à-dire une loi qui admît l'égalité des droits, en faisant entrer dans ces Conseils autant de salariés que de salariants. Les pétitionnaires laissaient à la prudence de la Chambre le soin de déterminer le mode d'élection, les conditions d'éligibilité, le choix d'un président pris en dehors des maîtres et des ouvriers, et enfin les attributions nouvelles qu'il pourrait être utile de donner à ces tribunaux industriels.

Cette pétition, on le sait, était très-importante, et par la qualité des pétitionnaires, et par leur grand nombre, et surtout par la question même qui était agitée. Il ne s'agissait de rien moins, en effet, que d'élever les classes ouvrières en dignité, de leur donner une garantie légale contre la tendance incessante à l'abaissement du salaire, de détruire dans leur source toutes les causes de coalition, d'établir un contre-poids aux funestes effets d'une concurrence illimitée, presque aussi fatale à la généralité des maîtres qu'à la classe ouvrière elle-même; en un mot, de faire un grand pas dans la voie de cette organisation du travail qui est aujourd'hui la question à l'ordre du jour pour tous les esprits sérieux. La pétition était donc très-importante; et, en y faisant droit, on pouvait, par une simple disposition législative, calmer l'irritation de la classe ouvrière, amoindrir la plaie profonde dont elle souffre, et conjurer l'orage qui, tôt ou tard, doit fondre sur la société. Sans se faire illusion sur la bonne volonté de la Chambre, on pouvait croire que ceux de ses membres qui élevaient leur pensée jusqu'aux choses de gouvernement vou-

draient bien s'occuper un peu de cette question, et il était permis d'espérer que, la presse sérieuse aidant, le corps législatif finirait par en comprendre la portée. Il n'en a pas été ainsi.

Plusieurs députés avaient promis d'appeler l'attention de la Chambre sur cette pétition, et celui qui avait bien voulu se charger de la déposer, devait veiller sur elle d'une manière particulière, savoir quand elle serait rapportée, et avertir les pétitionnaires de l'accueil qu'elle recevrait. Ceux-ci attendaient avec impatience, lorsque l'un d'eux apprit par hasard, le 22 de ce mois, qu'elle avait été rapportée devant les banquettes de la Chambre, quinze jours auparavant; et le député s'en doutait si peu qu'il avait, le matin même du jour où l'on apprit cette nouvelle, conseillé de retirer la pétition pour la représenter à la session de 1844. D'un autre côté, hormis *le Moniteur*, pas une des grandes feuilles politiques n'en avait dit mot. — Mais qu'est-ce pour la Chambre, et en particulier pour l'opposition, qu'une question où il ne s'agit que de la dignité et du salaire du peuple? Cela vaut-il que l'on s'en occupe? Ah! s'il était question de plus ou moins de soldats à envoyer garder les possessions françaises de l'Océanie, à la bonne heure! tout le monde serait à son poste et le gouvernement n'aurait qu'à bien se tenir! — Et quant à la presse opposante, est-ce qu'elle a le temps de s'occuper de ces misères? N'a-t-elle pas assez d'effrayer la France sur les sinistres projets des douze Jésuites de la rue des Postes, et de raconter combien de chiens sont noyés ou écrasés chaque jour!

Mais laissons l'opposition de la Chambre et de la presse, et voyons ce qu'on a fait de la pétition.

Le rapporteur de la commission, M. Terme, a commencé par s'étendre avec complaisance sur une autre pétition d'un M. Amadien (1) sur le même sujet que celle des ouvriers de Paris, mais tendant à l'application pure et simple de la loi de 1806, — et, parlant de la grande pétition des travailleurs, le rapporteur s'est exprimé ainsi:

« Plusieurs centaines d'ouvriers demandent que la loi modifie la composition des Conseils de Prud'hommes, et y introduise les ouvriers à livrets en nombre égal à celui des ouvriers patentés. »

Le rapporteur dit que cette modification proposée est fort grave et digne d'un examen attentif; il ajoute que la commission ne s'est pas prononcée à ce sujet, mais qu'elle propose de renvoyer les deux pétitions au ministre du commerce. — Le renvoi au ministre est voté.

(1) Nous devons dire que si les journaux ont dédaigné de parler de la pétition des 3,000 ouvriers, en revanche, ils ont scrupuleusement rapporté ce qui a été dit de celle de M. Amadien, qui conclut en faveur des maîtres.

Nous demandons maintenant dans quel but le rapporteur de la commission s'est permis de dissimuler l'importance de la pétition des ouvriers, en amoindrissant le nombre des signataires, et en leur faisant dire qu'ils ne demandent que l'égalité avec les ouvriers patentés, tandis qu'il n'y avait pas moyen de s'y tromper, puisque la pétition n'établissait que deux catégories : celle des salariés et celle des salariants, et demandait qu'il y eût autant d'ouvriers à livret que de maîtres, à quelque titre d'ailleurs qu'ils fussent maîtres.

Mais cette supercherie sera fort innocente dans ses effets ; car il est probable que les quelques députés qui étaient présents ne se souviennent déjà plus du rapport de M. Terme, et le public n'ira guère le chercher dans le troisième supplément du *Moniteur*. Quant au ministre, les pétitionnaires sauront bien lui rappeler qu'il doit s'occuper de leur pétition, et d'ailleurs ils ont la ferme intention de revenir chaque année reposer la question à la Chambre et au gouvernement, afin qu'il ne soit pas dit que les pouvoirs n'ont pas été mis en demeure, et qu'avant de songer aux moyens révolutionnaires le peuple n'a pas épuisé toutes les formes de la réclamation humble et pacifique.

Si le gouvernement veut passer outre et instituer les Conseils de Prud'hommes tels que le veut la loi de 1806, qu'il le fasse donc ! qu'il le fasse, s'il veut ajouter à son impopularité ! Certes, si les hommes qui poussent le gouvernement à cela avaient entendu ce que disaient la plupart des ouvriers quand on leur présentait la pétition à signer, ils changeraient bien vite d'avis ! — Sait-on bien pourquoi cette pétition n'est signée que de trois mille quatre cents noms, au lieu de l'être par une vingtaine de mille ? C'est parce que la plupart des salariés trouvaient que ce n'était pas une garantie suffisante que d'être de moitié dans les Conseils de Prud'hommes !...

Eh bien, donnez-leur donc, à ces ouvriers, vos Conseils composés de maîtres seulement, et vous verrez ce qu'il en adviendra !

DE LA DÉMOCRATIE SELON M. DE LAMARTINE.

Le brillant discours qu'a prononcé M. de Lamartine au banquet de Macon est maintenant connu de tout le monde, et nous venons trop tard pour en faire l'éloge, car nous ne pourrions que répéter ce qui a été dit à plusieurs reprises par toute la presse réformatrice ; notre faible voix n'ajouterait donc absolument rien au succès du célèbre orateur, et, pour ce qui est de notre sentiment personnel, personne ne doutera que nous n'applaudissions de grand cœur à des paroles telles que celles-ci :

« Etes-vous convaincus que les gouvernements ne sont, en réalité, que des instruments dans les mains de la nation, au service des idées ou des intérêts que chaque nation ou chaque époque a pour mission de faire triompher dans le monde ? Que si cet instrument fonctionne bien, il faut le conserver ; que s'il fonctionne mal, il faut le redresser ; et qu'enfin, s'il se tourne contre les idées et contre le peuple, il faut.... »

L'orateur n'ose achever ; il espère que Dieu et notre sagesse écarteront à jamais de nous les inexorables nécessités révolutionnaires ; mais, quoi qu'il en soit de son sentiment sur ce point, sa définition du pouvoir n'en est pas moins parfaitement juste, parfaitement conforme au principe de la souveraineté nationale. Il y a dans le discours de M. de Lamartine beaucoup d'autres passages qui méritent d'être loués sans réserve, non que les pensées en soient neuves, mais parce qu'elles ont dans la bouche du poète un éclat qui ne peut qu'ajouter à leur puissance ; écoutons encore :

« Quelle est donc la pensée vraie, profonde, persévérante, j'oserais dire la pensée sainte et divine de la démocratie et de la révo-

lution française, puisque cette pensée au fond n'est qu'une émanation de l'idée chrétienne appliquée à la politique ? Est-elle donc si coupable, cette pensée ? — Si coupable ! eh ! c'est la pensée du christianisme ! Ce n'est pas autre chose que la tendance, que l'aspiration à l'unité ! la passion de l'unité ! l'unité du peuple avec lui-même, par la suppression des privilèges des castes, des préjugés même, qui nous divisaient ! l'unité du peuple avec son gouvernement ! La démocratie, c'est l'unité ! La révolution, c'est l'unité ! Le vrai libéralisme, c'est l'unité ! la fusion des conditions, des castes, des professions en une seule et compacte individualité nationale !

« Voilà ce que veut la France, même à son insu. Voilà ce que ses divers gouvernements s'obstinent si malheureusement à ne pas vouloir ! La démocratie veut unir, et le pouvoir veut diviser ! Il le veut par des pairies héréditaires, qui ne seraient, au fond, que des gouvernements par droit de naissance ! Il le veut par une élection restreinte à une véritable oligarchie électorale ! Il le veut par ce qu'il appelle un pays légal en opposition avec un pays de trente millions de citoyens hors la loi électorale. Il le veut jusque dans une institution de conseillers privés qui s'interposeraient entre les corps élus et la couronne. Il le veut par une loi de régence qui déposse la nation du droit inaliénable de pourvoir à son salut dans les interrègnes ! Il le veut, enfin, par l'isolement d'un trône qu'il veut faire porter sur la base étroite d'une aristocratie de gouvernement, au lieu de le poser, inébranlable, sur la base large d'un peuple organisé tout entier ! »

Quoique toutes ces choses aient été dites avant M. de Lamartine, comme elles ne sont pas encore assez généralement comprises, il est heureux que des hommes comme lui s'en fassent les vulgarisateurs ; et certes, à ce titre, le député poète a bien mérité de la démocratie ; répétons aussi que la démocratie ne s'est point montrée ingrate, et que sa dette a été largement payée par ses organes dans la presse, si largement payée que, tout reconnaissants que nous soyons envers M. de Lamartine, nous croyons cependant devoir faire quelques sérieuses réserves. Il y a, en effet, dans le discours dont nous nous occupons, un passage qui fait tache, qui enlève toute leur valeur à ceux que nous avons cités, et qui est l'expression d'une opinion qui n'ose se formuler nettement, mais qui conclut à toute autre chose qu'à la démocratie réelle. Ce passage, le voici :

« Puisque ce mot de démocratie revient si souvent dans notre langue politique, définissons-le bien, une fois pour toutes, afin qu'il n'y ait pas plus tard de confusion et de malentendu entre nous. Entendons-nous par démocratie ce gouvernement tombé de haut en bas, arraché aux classes qui, par leurs loisirs, leur élévation, leur fortune, ont le plus d'aptitude à se dévouer à la chose publique, pour le donner exclusivement, et par un privilège renversé, aux classes les plus rapprochées du sol, et les moins exercées aux pensées générales ? Eh non, sans doute ! ou nous calomnie en nous attribuant cette chimère ; vous n'en voudriez pas vous-mêmes : ce serait de la démagogie, ce serait donner la puissance à ceux qui ne sauraient avoir ni les lumières pour la comprendre, ni le temps pour l'exercer. La société politique est ce qu'elle doit être : une ; la tête sera toujours la tête : malheur à une nation qui se décapiterait ! Ce que nous voulons, ce que nous entendons, c'est que la démocratie se compose de la tête, du corps et des membres, c'est-à-dire de toutes les forces de l'Etat ; de cette aristocratie des souvenirs, des noms, des illustrations, qui décorent le sommet de la population sans peser sur elle, qui a ses noms dans l'histoire, son sang dans nos batailles, et dont ce qu'on appelle la noblesse n'est que l'éclat très-légitime des grands services rendus au pays ! de cette classe moyenne, active, intelligente, propriétaire, qui par les industries, le commerce, l'agriculture, les travaux intellectuels, a tant conquis depuis cinquante ans, mais à qui pourtant nous ne laisserons pas tout usurper ; et enfin de cette classe innombrable de la population laborieuse, qu'on appelle les masses, d'où sortent vos soldats, vos ouvriers, vos travailleurs, et où vont se rajeunir et se retremper tour à tour, comme dans leur élément primitif, toutes les autres classes de la société, pour en ressortir de nouveau par une rotation éternelle, sans autre privilège que le travail, la probité, le talent. »

Cette définition, quoi qu'en dise son auteur, est fort peu satisfaisante dans le fond et dans la forme, et nous avons bien peur que sous ces phrases plus embarrassées que brillantes ne se dissimule une pensée aristocratique. En effet, M. de Lamartine veut qu'aux plus hauts degrés de la hiérarchie sociale soient de droit les hommes qui, par leurs loisirs, leur élévation ou leur fortune, sont supposés avoir le plus d'aptitude à se dévouer à la chose publique; c'est-à-dire que si jamais le peuple a droit d'élection, il ne pourra choisir ses représentants que parmi les hommes de loisir, ou ceux qui sont déjà élevés en dignité, ou ceux qui sont riches; parce qu'ils ont, plus que les hommes qui travaillent, au dire de l'orateur, l'aptitude du dévouement à la chose publique. Or, c'est précisément là le système qui nous régit, et contre lequel M. de Lamartine lui-même se révolte. Qu'importe qu'au lieu d'être de deux cent mille, le corps des électeurs se compose de tous les Français, si, en définitive, le corps des éligibles demeure à peu près le même qu'il est aujourd'hui?

Si telle n'est pas au fond la pensée de M. de Lamartine, s'il repousse, avec les vrais démocrates, toute espèce de classe aristocratique, s'il veut la fusion des classes, et leur droit égal à la souveraineté, la définition qu'il a donnée de la démocratie était tout à fait inutile; elle était tout à fait hors de propos, puisqu'elle devait précisément jeter la confusion dans les esprits.

Une fois pour toutes, les démocrates n'entendent pas que par un privilège renversé, les classes les plus rapprochées du sol et les moins exercées aux pensées générales, puissent à l'avenir gouverner la société à l'exclusion des autres classes; les démocrates ne demandent pas de privilèges pour le peuple, ils demandent qu'il n'y ait pas de privilèges du tout. Le mot d'*exclusion* (qu'on veuille donc bien y réfléchir) n'a plus de sens avec l'idée de souveraineté nationale et d'égalité de droits. En effet, comment accorder l'idée d'exclusion avec celle de suffrage universel? Comment croire que lorsque les citoyens de toutes les conditions seront assemblés pour nommer ceux qui dirigeront la société, à un titre quelconque, ils iront choisir les incapables plutôt que les capables? Laissez donc faire le peuple souverain! laissez-le choisir ses hommes où bon lui semble; et s'il lui plaît d'en prendre un certain nombre parmi les classes laborieuses, c'est qu'il aura reconnu en eux ces aptitudes de dévouement à la chose publique que vous ne leur supposez pas. Il faut se préoccuper un peu moins de ces puériles craintes de démagogie, et compter un peu plus sur le bon sens national. L'épreuve a déjà été faite une fois, et les hommes que le peuple a envoyés à la Convention n'étaient pas si mal choisis qu'on soit admis à croire qu'avec le suffrage universel le gouvernement tomberait aux mains des incapables.

Quant à la hiérarchie, que M. de Lamartine se rassure! Il n'est pas une fraction du parti démocratique qui n'en veuille; personne ne songe à décapiter la société; mais on veut pouvoir composer sa tête de tout ce que le corps contient de plus dévoué et de plus intelligent, et certainement on serait loin de compte si l'on était réduit à ne pouvoir choisir que parmi les hommes d'argent et de loisirs. Quant à cette aristocratie des souvenirs, des noms, des illustrations, la société la respectera en tant qu'elle ne voudra point peser sur elle. Jamais le peuple ne s'est montré ingrat envers ceux qui ont servi la patrie d'une ou d'autre manière; mais il n'entend plus que le dévouement des pères donne aux enfants le droit de se dispenser de faire œuvre à leur tour. Il veut que le devoir soit imposé à tous, et que le droit ne soit que la sanction ou le moyen du devoir. Il veut la hiérarchie, mais il veut aussi que la voie soit ouverte à quiconque a bonne volonté; enfin il veut la démocratie, parce que s'il est une forme sociale qui permette aux intelligences de se développer, et surtout aux bonnes volontés de faire leurs preuves, c'est la forme démocratique!

Pour le redire, nous ne croyons pas que M. de Lamartine veuille

de la démocratie selon nous; le sentiment aristocratique n'est pas suffisamment éteint en lui; mais il demande avec nous le suffrage universel, et nous devons lui en savoir gré, car le suffrage universel conclura nécessairement contre toute espèce d'aristocratie.

La Revue Synthétique contre l'Atelier.

Nous avons eu dernièrement occasion de signaler le mauvais vouloir de certains écrivains de la grande presse à l'égard de la petite presse du peuple; et, faisant allusion à une opinion exprimée dans un article de la *Revue synthétique*, nous disions qu'il n'était pas jusqu'à de malheureux fouriéristes qui ne se permit de avancer que les ouvriers-écrivains rêvaient d'aristocratiques loisirs. Ces mots: *malheureux fouriéristes*, paraissent avoir blessé l'auteur de l'article, et nous lisons dans la dernière livraison de la même revue:

« De ce que nous avons indiqué en passant quelques-unes des illusions contre lesquelles de jeunes existences viennent se briser, de ce que nous avons dit que le déclassement qui s'opère dans toutes les régions de la société s'opère en sens inverse au sens commun et à l'utilité sociale, on en a conclu que nous n'étions pas partisan de l'émancipation intellectuelle du peuple, et que nous faisons cause commune avec les obscurantistes. »

L'auteur se défend de ce reproche en disant qu'au contraire il voit avec joie les ouvriers participer au travail intellectuel de notre époque; il dit même que c'est là un moyen de salut pour nous; il ajoute qu'il se rappelle avec orgueil que la presse ouvrière a été sa première tribune, et qu'il se ferait encore et toujours honneur d'y élever la voix.

Après cette justification, l'écrivain fouriériste ajoute:

« Si, à côté de ce port de salut, nous voyons un écueil, pour quoi ne l'indiquerions-nous pas? Est-ce que la classe ouvrière ne doit pas subir le contrôle des esprits sincères et bienveillants avec bienveillance et courage? Est-ce que ce nouveau roi qu'on appelle peuple, et qui n'a pas encore gagné son trône, voudrait déjà des courtisans, et en serait arrivé à ne plus endurer la remontrance humble et bien intentionnée? »

Non, monsieur, nous ne voulons pas de courtisans; veuillez croire que nous savons endurer la remontrance humble et bien intentionnée; plus d'une fois, notre feuille en fait foi, nous avons sollicité le contrôle des esprits sincères et bienveillants. Mais, monsieur, est-ce bien à vous à nous reprendre? N'êtes-vous donc plus un partisan de l'homme qui a posé en principe que toutes les manifestations humaines sont bonnes en elles-mêmes? N'êtes-vous donc plus de ceux qui justifient toutes les passions, qui disent que le mal n'existe pas, que la morale est une contrainte fâcheuse, et le devoir une creuse idole? Si vous êtes sorti du fouriérisme, veuillez nous le dire, et nous faire savoir en même temps quels sont les nouveaux principes au nom desquels vous voulez nous faire la leçon. Mais rien ne peut nous faire supposer que vous ayez changé, et nous trouvons fort ridicule, pour ne pas dire plus, que des gens en révolte ouverte contre la morale se permettent de prendre vis-à-vis de nous le ton de moralistes; ce sont les rôles renversés.

Mais continuons à citer:

« Nous sera-t-il permis de déclarer que l'organe spécial auquel nous répondons n'est rien moins que la représentation simple et vraie des besoins, des instincts et des espérances de la classe ouvrière? A l'heure qu'il est, l'*Atelier* n'est plus qu'une succursale de l'*Européen*, dans laquelle de jeunes esprits, dignes d'un meilleur sort, viennent abdiquer leur libre arbitre au profit d'une abstraction aussi vide qu'elle est gonflée, et non moins tyrannique qu'impuissante, qui n'a guère saisi du catholicisme que son plus mauvais côté, son intolérance et ses incommensurables prétentions, son esprit de contrainte et de domination, esprit antichrétien s'il en fut, qui confierait volontiers le gouvernement du monde à quelque Danton contemporain, pourvu que celui-ci voulût bien s'asseoir au trône de saint Pierre, sans doute pour cumuler, par le plus monstrueux amalgame, le despotisme révolutionnaire au despotisme sacerdotal! — L'*Atelier* n'est ni l'écho ni la peinture de ce qui se passe dans le champ du travail, c'est tout simplement un journal de M. Buchez, rédigé par des ouvriers convertis à son intraitable utopie. »

Voyez comme la remontrance est humble! Comment douter qu'elle vienne d'un esprit sincère, bienveillant, et même éclairé! Ce n'est au reste pas la première fois que ces reproches nous sont

adressés, et de plus graves encore. On avait tout simplement commencé par nous accuser de nous être faits les éditeurs responsables d'idées dont le fond ni la forme ne nous appartenaient pas; on ne nous accordait même pas de les avoir copiées ou pillées; nous y avions seulement, disait-on, apposé notre signature. Aujourd'hui on nous refuse toujours la propriété de l'idée, mais en accordant que nous l'avons revêtue d'une forme particulière; on veut bien enfin que nous soyons des vulgarisateurs. Or, nous acceptons comme un éloge le reproche qui nous est fait de n'avoir jamais élevé nos prétentions plus haut.

Notre adversaire prétend que *l'Atelier* n'est rien moins que la représentation simple et vraie des désirs et des besoins des ouvriers. Nous devons répondre, moins pour notre critique que pour d'autres personnes qui nous ont fait le même reproche, que *l'Atelier* n'a pas été précisément institué pour être l'écho et la peinture de ce qui se passe dans le champ du travail; c'est là un rôle tout passif qu'il n'a aucunement prétendu accepter. Un journal qui se bornerait à remplir ces conditions serait fort peu intéressant et son utilité très-problématique. Le nôtre est l'organe des plaintes qui s'élèvent des ateliers contre la désorganisation industrielle, et cela parce qu'il est l'œuvre de ceux-là même qui souffrent, car il leur est ouvert à tous sans exception; il est donc, sous ce rapport, la représentation aussi fidèle que possible de la classe ouvrière. Quant aux idées religieuses et politiques qu'il prêche, elles sont certainement celles de l'immense majorité des gens de notre classe. Nous voulons la liberté, l'égalité, l'ordre, l'organisation du travail, la gloire de la France; nous voulons continuer l'œuvre de nos pères, et leur foi est la nôtre; et quoi qu'on veuille dire, nous avons la certitude d'être la représentation fidèle des besoins et des espérances de la classe ouvrière.

Lorsque nous avons fondé ce journal, nous avions le choix entre les diverses théories philosophiques qui ont cours dans le parti démocratique. Dira-t-on que nous pouvions laisser de côté ces abstractions, et ne nous mêler que de ce qui nous intéressait directement, à savoir les questions de salaire et de subsistances, celles des relations entre maîtres et ouvriers, celles de l'examen de la législation qui régit le travail? Mais oublie-t-on qu'à moins d'être un imbécile complet, tout homme, quelque dépourvu de science qu'on le suppose, doit au moins avoir, sur les idées morales, une opinion faite, une idée arrêtée? Est-ce qu'on peut s'occuper de quoi que ce soit sans remonter aux causes premières? Pouvions-nous réclamer l'égalité politique, sans nous appuyer sur le principe religieux de l'égalité entre tous les hommes? Pouvions-nous blâmer ceux qui ne font pas leur devoir, sans savoir quel est ce devoir, et d'où il découle? Qu'aurions-nous répondu à un aristocrate, qui, dès l'apparition de notre premier numéro, nous aurait dit: « Vous voulez votre part de souveraineté; mais cela ne se peut pas, car vous êtes de la race qu'on gouverne, et non de celle qui peut gouverner. Vous êtes inférieurs à l'aristocratie nobiliaire; vous êtes encore infiniment au-dessous de la classe bourgeoise, qui a su s'enrichir. Vous dites que les hommes sont égaux: c'est une absurdité au point de vue de la raison humaine. » Aurions-nous pu lui répondre que nous étions chrétiens, et que notre religion, c'est-à-dire l'autorité la plus sacrée parmi les hommes, nous donnait raison contre lui, sans entrer dès l'abord dans des questions qu'on déclare aristocratiquement être inintelligibles pour nous, ou qu'on veut naïvement écarter comme oiseuses? Nous avons donc dû chercher un principe qui contint et justifiait nos demandes; c'est alors que nous avons usé de ce libre-arbitre qu'on prétend être abdiqué par nous, pour adopter l'idée qui nous a paru la plus féconde en résultats sociaux; celle qui, suivant nous, n'est autre que l'idée démocratique par excellence; celle qui nous a faits ce que nous sommes et dans laquelle nous avons été élevés. Et parce que, pour cette tâche, nous nous sommes appuyés de travaux historiques dont le mérite n'est contesté par personne, voici qu'on nous accuse de nous être passionnés pour « une abstraction aussi vide que gonflée et non moins tyrannique qu'impuissante, » nous attendons qu'un nouveau Danton vienne s'asseoir au trône de saint Pierre pour cumuler, par le plus monstrueux amalgame, le despotisme révolutionnaire au despotisme sacerdotal!

Comment ne céderait-on pas à des remontrances si sincères, si bien intentionnées, et surtout si humbles!

Chose étrange! beaucoup de personnes nous ont reproché nos croyances, et lorsque les communistes y ont cru voir la confirmation de leurs doctrines, on n'a pas cherché à les blâmer le moins du monde. Loin de là, on les a encouragés dans cette tendance. Est-ce parce que les communistes ou autres prétendus chrétiens interprétaient le christianisme d'une manière favorable à leurs passions, et que nous n'y avons trouvé, nous, qu'un devoir rigoureux à accomplir par tous sans exception? Est-ce pour cela que certaines personnes nous font la guerre? Nous sommes tentés de le croire: les égoïstes préfèrent la jouissance au sacrifice; les riches n'aiment pas qu'on leur dise de donner leurs biens aux pauvres pour suivre le Christ; les maîtres n'aiment pas à se croire les égaux de leurs serfs; les rois enfin ne veulent pas être les serviteurs des serviteurs de Dieu. Et si tout cela se révolte et nous jette la pierre, il n'y a rien là qui doive nous étonner.

Ah! si à notre début, au lieu de choisir le christianisme, nous avions adopté les idées des centaines de révélateurs qui se sont levés depuis quelque temps pour enterrer le christianisme et pourvoir à son remplacement, c'est-à-dire pour en supprimer tout ce qui blesse leurs passions, tout ce qui gêne leurs mauvaises inclinations; si nous avions prêché une de ces doctrines suivant lesquelles on ne trouve pas d'hommes criminels, quels que soient leurs forfaits (auxquels on s'ingénie à trouver des excuses; heureux encore si on ne cherche pas à prouver qu'ils auraient pu être utiles dans un état social mieux ordonné); si nous avions, au lieu de combattre l'orgueil, l'avarice, la colère, la paresse, etc., cherché à transformer ces vices en autant de passions utiles et bienfaisantes, l'avarice en épargne, l'orgueil en noble émulation, la colère en louable énergie; la paresse en nous ne savons trop quoi, peut-être alors eussions-nous trouvé grâce devant l'écrivain de la *Revue synthétique*.

Notre adversaire a l'air de croire que le peuple souverain, comme il l'appelle ironiquement, veut des courtisans; mais fièrement il déclare qu'il ne remplira jamais cet office. Il s'est, à notre sens, un peu trop avancé en disant cela; car ses discours aboutissent à exciter notre vanité, trop paresseuse pour nous pousser à détrôner ces vieux us d'autrefois, auxquels on donne encore le nom de morale. Il ne veut pas être courtisan; mais il nous fait la guerre parce que nous soumettons « nos jeunes esprits, dignes d'un meilleur sort, » à des idées que nous n'avons pas inventées. Il nous pardonnerait de ne point vouloir être fouriéristes, si nous voulions abandonner « l'intraitable utopie » que nous avons adoptée, et si chacun de nous, usant et abusant de son libre arbitre, voulait se faire une philosophie, une religion, et une morale particulières. Il est évident que, débarrassés de toute règle et de toute autorité supérieures, chacun, ne relevant plus que de soi, ne manquerait pas de se faire une philosophie, une religion et une morale conformes à ses appétits. C'est là sans doute où l'on voudrait nous voir venir, car nous serions, en fait, de véritables fouriéristes.

Cette manière détournée ne manque pas d'habileté; cela est mieux que de dire tout crûment: Vous avez tort d'être attachés au christianisme; le fouriérisme vaut mieux. Mais quoi qu'il en soit de la manière, c'est toujours de la courtoisie que l'on fait à notre égard, et la preuve que nous ne l'aimons pas, c'est que nous ne nous y laissons pas prendre.

Nous terminerons ici la discussion avec la *Revue synthétique*; nous ne pourrions d'ailleurs jamais nous entendre; car nous ne parlons pas la même langue; nous appelons mal ce qu'elle appelle bien, et réciproquement; entre elle et nous il y a un abîme qu'il ne nous est pas donné de pouvoir combler.

AUX TRAVAILLEURS DES CAMPAGNES.

Nous nous sommes souvent demandé, pauvres travailleurs des villes, ce qu'il y avait d'attrayant dans notre position pour la rendre désirable; quel est le bonheur de notre existence, pour qu'elle puisse faire envie, et quels sont les motifs qui déterminent tant de nos frères à abandonner le travail de la terre pour venir parmi nous mourir de misère au coin d'une borne, ou exténués sur le grabat d'un hôpital. Nous avons comparé les deux tâches et les différents labeurs, l'atelier et le champ; partout nous avons trouvé les mêmes fatigues et le même résultat: — accomplissement

de devoirs pénibles; misère incessante, cruelle, inouïe, pour ceux qui accomplissent ces devoirs. Nous avons vu les vignerons et les laboureurs exposés douze heures du jour au vent, à la pluie, au soleil, à toute l'intempérie des saisons; ils mangeaient leur pain noir, debout ou accroupis dans les sillons que leur sueur féconde, et où il ne croît presque rien pour eux, où il ne se trouve pas un arbre pour les abriter pendant l'orage, ni une pierre sur laquelle ils puissent se reposer un moment. Nous avons vu les moissonneurs, barassés, brûlés, haletants sous la chaleur, se disputer l'eau de la source comme les voyageurs du désert, et, quand ils n'en trouvaient pas, se désaltérer dans l'ornière du chemin, où étaient venus avant eux les chiens errants et les animaux des bois!

Nous avons vu le bûcheron brandir sa cognée, et l'homme de la grange manœuvrer son fléau. Tous deux travaillent dans la solitude; tous deux sont âpres et rudes comme tout ce qui vit loin du contact du monde. Mais il y a des cœurs excellents sous cette dure enveloppe, et beaucoup de douceur sous cette âpreté. Dans leur bonté naïve, ils ne peuvent attribuer l'exploitation qui les torture à des hommes que l'Évangile appelle leurs frères. En face de leur pauvreté, parfois ils s'accusent de faiblesse; laborieux besogneurs, ils ont déjà beaucoup fait, mais ils voudraient faire plus encore. — Et pourtant, se disent-ils, et les autres! il y a tant de bras inoccupés! Alors ils croient le monde trop plein, et ils pensent à la destruction, comme s'il ne pouvait y avoir ici la place et la suffisance pour tous. Quelquefois, égarés et impies à force de souffrir, ils doutent de la Providence, qu'ils ne peuvent plus reconnaître, ils blasphèment Dieu, comme des maudits qui s'en croient abandonnés.

Puis est venu le berger, non pas garni de rubans, comme on le montre encore au théâtre, non avec le prisme poétique dont l'entourent nos faiseurs de romances; mais, tel qu'il est, avec son bâton ferré et son sarreau de toile, avec sa figure hâve, ses jambes nues, et ses pieds déchirés par le chaume et les broussailles. Dans différentes contrées, il partage avec son troupeau certaines herbes des prairies; puis on le voit rôder à l'entour des haies pour y cueillir le fruit vert des arbrisseaux épineux, ou cet autre fruit de la ronce qui donne la fièvre à l'homme, parce que, dans les desseins de la nature, il n'a peut-être été mis là que pour la subsistance des petits oiseaux. — Oui, le pauvre berger se nourrit presque de racines et de fruits sauvages; puis, quand vient la vieillesse, si on lui ôte son emploi, ses ressources précaires sont bientôt épuisées; alors il ne lui reste plus qu'à mourir, sans consolation, sans secours, seul et abandonné comme il a vécu!...

Nous avons aussi vu des femmes dans des conditions intolérables, employées à ce qu'il y a de plus repoussant et de plus abject: c'était des *filles de basse-cour*, retroussées jusqu'aux genoux dans les ordures d'une ferme, pour donner leurs soins à l'étable ou approprier les pourceaux. Elles faisaient pitié tant par leur état que par leur faiblesse, car leur travail réclame la condition et la force de l'homme; et pourtant il y a des indignes qui les raillaient, que leur impuissance ou leur avilissement faisait pouffer de rire, excitait au sarcasme cruel. Pauvres filles! plutôt que de les assister ou de les plaindre!

D'autres servantes, — il vaudrait mieux dire esclaves, — allaient casser la glace en hiver pour blanchir le linge du maître; après avoir employé des années de leur peine pour l'enrichir, souvent il les déshonorait pour récompense, et les chassait avec ignominie. Ces exemples sont nombreux.

Cela n'est pas étonnant; ces hommes imitent leurs pères: la plupart ont été élevés aux leçons du matérialisme. Ils n'ont ni scrupules de conscience, ni délicatesse de sentiment, ni aucun respect pour la dignité humaine.

Nous avons vu encore d'autres femmes; celles-là sont le plus à plaindre: ce sont de pauvres mères réduites à exploiter leurs propres enfants! Bien avant que l'aube paraisse, on va les éveiller, on les arrache au sommeil si doux, si nécessaire à leur âge; puis, sous la conduite d'un bourru grossier et malveillant, on les envoie dans les plaines, alors que le blé lève, pour ramasser les cailloux et extirper les chardons. Quand les malheureuses petites créatures reviennent le soir, tristes, morfondues, ruisselantes de rosée et la fièvre dans le sang, elles rapportent six sous à leur mère! six sous pour acheter du sel, ce sucre de l'indigence.

Nous avons vu les manouvriers, ces *hommes de peine* (si logiquement qualifiés, hélas!) creuser les canaux, aplanir les routes, vider les carrières, employés enfin à tout édifier, à tout produire, et quelquefois manquant d'asile et de pain, volés qu'ils étaient par les entrepreneurs, ou demeurant un seul mois sans occupations. Et parmi tous ces travailleurs, quand ceux qui avaient une famille revenaient le soir à leur chaumière misérable, si le nourrisson venait embrasser leurs genoux pour demander le baiser paternel, ils le contemplaient long-temps avec un sourire amer, et des larmes mouillaient leurs yeux aux pressentiments sinistres de ses destinées futures.

Mais bientôt revenait l'espérance apporter son baume à ces cœurs ulcérés, et tout en baisant la petite tête blonde avec amour, on lui rêvait un avenir meilleur.

L'homme disait à sa compagne: — Il ne faut pas que notre enfant souffre comme nous; il nous manque bien des choses, mais imposons-nous d'autres privations encore pour lui donner un peu de bonheur, il nous en récompensera plus tard. Dès qu'il saura lire, nous l'enverrons à la ville apprendre un bon métier; il sera ouvrier, indépendant, considéré, bien nourri, bien vêtu, et se rappelant nos sacrifices, il travaillera pour mettre notre vieillesse à l'abri du besoin.

..... Erreur, frères! nous sommes les ouvriers de la ville, et nous ne possédons rien de plus que vous; l'exploitation, cette lèpre du pauvre, nous ronge ici comme elle vous ronge là-bas, et quand on nous appelle des hommes libres, la rougeur nous monte au front, car c'est une ironie.

Il est vrai que parmi nous il en est qui acquièrent un certain bien-être, mais cela est si rare qu'on les cite, et les moyens qu'ils ont employés pour en venir là sont parfois si blâmables qu'il faut se donner de garde de les imiter.

Il est vrai aussi qu'il y a des ouvriers pour qui les maîtres ont des égards, mais ce n'est toujours qu'en considération de leur talent, et parce qu'on a besoin d'eux. Dès qu'on leur trouve un concurrent, chose qui n'est pas très-difficile, on n'en fait pas plus de cas que du dernier manœuvre. On était poli; on devient arrogant; on sollicitait, maintenant on impose. — N'est-ce pas, travailleurs, que c'est là notre histoire à tous?

Habitants des campagnes, croyez-vous qu'il soit moins pénible d'endurer l'ardente chaleur de nos forges que les rayons de votre soleil? Croyez-vous qu'il soit plus doux de fixer le métal en fusion que le sable de la plaine? L'air des ateliers où nous sommes enfermés quatorze heures du jour est-il plus pur à respirer que celui qui souffle à vos toits de chaume? Avez-vous vu le boulanger à son pétrin, le teinturier sur sa chaudière, le foulon dans sa buée suffocante? Y a-t-il des acides qui vous rongent la poitrine et qui vous attaquent les nerfs? Emploie-t-on dans votre ouvrage la céruse, pour vous empoisonner, comme nos peintres? le mercure, pour vous tuer, comme nos doreurs? Allez-vous mendier votre pain après avoir eu un membre arraché dans les usines? Vos vieillards vont-ils, comme les nôtres, balayer la fange des rues, peupler les dépôts de mendicité, et garnir les dalles de la Morgue?

Vous pleurez sur le sort de vos enfants. Et les nôtres! savez-vous comme on les traite? Savez-vous que la plupart des apprentis sont battus comme des chiens, qu'il y en a qu'on estropie, qu'on abrutit, qu'on rend fous!...

— Ah! vont dire des incrédules, mais il y a des lois, pourtant! — Des lois, pour nous! dérision! Pour sévir, oui: mais pour protéger, jamais! Quels sont donc les ateliers que l'on visite? Quels sont donc les maîtres mis à l'amende, ou seulement réprimandés? Il y a des victimes, pourtant; comme Dieu qui nous entend, il y a des victimes...

Toutes les villes surabondent d'ouvriers, et les campagnes manquent de bras pour la culture; nulle part la misère et la corruption ne sont si affreuses que dans les grands centres industriels, et tout tente d'augmenter encore cette agglomération funeste. Nous voudrions que nos frères les agriculteurs comprissent tout le mal qui en résulte, et qu'ils se gardassent d'y rien ajouter.

D'ailleurs, s'ils aiment la France, ils savent bien qu'elle est essentiellement agricole, et que les conditions de sa force résident presque seules dans son sol et son climat. L'industrie ne devant occuper que le second rang dans son activité, il est donc de notre de-

voir à tous de nous opposer à l'abandon de la première pour la seconde, à cette migration continue qui ne sert qu'à entasser des malheureux sur un point sans en soulager sur un autre. Nous qui savons cela par expérience, nous qui pouvons observer les faits et prévoir les conséquences, si nos bras affaiblis étaient également aptes à manier la charrue comme la varlope ou la lime, nous n'hésiterions pas à changer notre condition, et par cela seul, à produire un peu de bien dans le monde, en établissant un équilibre nécessaire, et que nous voyons dévier de plus en plus avec une rapidité vraiment effrayante.

Notre tâche est rude et notre mal est grand partout, travailleurs; toutefois il ne faut pas désespérer de l'avenir. L'association, si féconde; si réalisable; affranchira le travail, et nous rendra la sécurité. Propageons ses principes, soumettons-nous à ses devoirs par anticipation, pour l'édification de nos frères; pour donner l'exemple à nos enfants.

Jusqu'ici on est parvenu à reculer les réformes; mais il est impossible de les éviter; leur réalisation est sans doute plus prochaine qu'on ne pense. Mettons-nous tous à l'œuvre, et, sans sortir des voies légales, que notre journal devienne la tribune populaire où chacun puisse exposer ses griefs et réclamer hautement ses droits. Agissons avec discernement, avec équité, et ne demandons rien qu'au nom des devoirs accomplis. Plus d'indifférence, car elle devient coupable: plus de résignation, car c'est une lâcheté. Malheur à ceux qui acceptent avec un visage tranquille le sophisme et le doute, l'injustice et l'erreur, la corruption et la vénalité.

Il ne faut plus que toutes les charges de la société pèsent sur les pauvres, et sur eux seulement: pourquoi donc cette exclusion des possesseurs? Il ne faut plus qu'on puisse dire à des individus: — Qui êtes-vous? pour qu'ils viennent exhiber des titres qui, selon eux, doivent les dispenser des devoirs communs. Non, mais il faut les interpeller ainsi: — Que faites-vous? que produisez-vous? A quel titre consommez-vous? Avez-vous tout donné pour tant recevoir? Où sont les produits de vos labeurs et les résultats de vos œuvres? et s'ils n'ont rien à répondre, il faut les flétrir par l'indignation et le mépris, car leur sourire nous coûte des larmes, leur joie des sueurs, leur jouissance du sang! car ils basent leur félicité sur nos malheurs. C'est notre activité qui berce leur indolence; c'est sur les ruines de nos espérances, sur nos déceptions qu'ils élèvent leur nullité superbe. Allons donc, c'est par trop fort!...

Il faut que cela cesse; aussi bien nous serions des niais véritables, des êtres stupides, indignes de porter le nom d'homme, indignes de posséder une place dans la grande famille de l'humanité.

Resserrons donc de plus en plus les liens fraternels qui déjà nous unissent. Les temps sont tranquilles, profitons-en pour nous instruire et nous moraliser. Des luttes terribles leur succéderont peut-être; il faut qu'elles nous trouvent prêts, dévoués et intelligents et forts.

Quand la mer est calme, les marins ne s'endorment pas dans une coupable sécurité; ils savent que l'orage peut éclater d'heure en heure, et ils appréhendent tout ce qui est nécessaire pour le combattre. Dès que le vent souffle, chacun est à son poste, prêt à secourir les autres de ses efforts, prêt à se dévouer, à mourir pour eux; c'est ainsi qu'ils parviennent à braver les tonnerres qui les foudroient, les flots qui veulent les engloutir.

Criez à l'envi, insignes fainéants; faites-nous insulter par vos grimauds mercenaires, par vos publicistes sans cœur; ouvrez les cachots de vos forteresses, aiguisez les baïonnettes de vos sbires, tout cela n'empêchera pas la justice d'arriver. Oh! nous concevons bien vos craintes, vous êtes si coupables! vous avez fait tant de mal sciemment, par égoïsme et par orgueil! Rassurez-vous pourtant: quoi qu'il arrive, nous ne vous imiterons jamais; nous détestons l'abus de la force, et s'il n'y a plus de miséricorde dans vos cœurs desséchés, les nôtres ont conservé le sentiment profond de la charité humaine. Que votre faiblesse ne s'épouvante plus de notre puissance: nous ne vous demandons rien; seulement, nous ne voulons plus rien vous donner non plus; vous êtes des mendiants trop présomptueux et pas assez reconnaissants. Vous avez laissé avilir la France pour des intérêts mercantiles, trafiquants que vous êtes! Elle s'en est indignée et vous en a laissé la flétrissure. Tâchez de laver cette tache, pour que la nation ne vous reconnaisse plus, quand nous l'aurons rendue heureuse, belle de gloire, d'union et

de liberté; quand, exaltés de ses triomphes, et partageant l'enthousiasme du poète, nous pourrions l'appeler REINE DU MONDE!

Les Actes des Philanthropes.

« Bertrand! faites cuire deux œufs à la coque pour mon déjeuner; vous donnerez le bouillon aux pauvres. — Mais, monsieur, le bouillon ne sera pas très-gras... — Eh bien! mettez quatre œufs. »

La commission philanthropique chargée d'examiner le fameux projet relatif à l'organisation d'une *Caisse de retraites pour les classes laborieuses*, vient enfin de publier son rapport par l'organe de l'un des ex-papes saint-simoniens, M. Olinde Rodrigues.

Voici les conclusions de ce rapport:

« 1^o Que l'institution qu'il s'agit de fonder doit présenter aux classes laborieuses une entière sécurité, combinée avec le placement le plus avantageux de leurs pénibles économies;

« 2^o Que le montant des retraites, aussi bien que celui des secours à donner aux familles des décédés, doit être invariablement fixé, pour chaque individu, en raison de son âge et de la quotité de ses versements annuels ou mensuels;

« 3^o Qu'en conséquence, le système des sociétés d'assurances mutuelles sur la vie doit être écarté, aussi bien que celui des tontines;

« 4^o Qu'aucune compagnie particulière ne pourrait réunir un capital suffisant pour garantir l'accomplissement des garanties sus-énoncées, sans réserver pour les actionnaires de ce capital une portion notable des bénéfices, à prélever nécessairement sur le fond des retraites à servir;

« 5^o Que l'État peut seul assumer la responsabilité de la fondation projetée, et garantir le chiffre des pensions et des secours. »

Pour la réalisation de ce projet, la commission propose d'adopter une mesure prise il y a dix ans par le gouvernement anglais, c'est-à-dire que l'État contracterait envers les classes laborieuses l'obligation de payer une rente viagère à tout ouvrier qui en aurait acquis le droit, soit par un seul paiement, soit par des dépôts successifs. La rente viagère serait immédiate ou différée, et dans tous les cas, relative à la somme déposée, ainsi qu'à l'âge de l'ouvrier.

« Les tarifs... seraient essentiellement modifiables pour l'avenir, sous le rapport du taux de l'intérêt, de l'appréciation des chances de mortalité, et de la quotité du *maximum* des pensions à servir sur chaque tête: les risques courus par l'État seraient donc toujours très-limités. »

Ainsi la chose est claire: le gouvernement ne fera aucun sacrifice; au contraire.

« ... Entrepreneur de grands travaux, il appréciera financièrement une mesure qui lui permettrait de recevoir et de consacrer à des travaux de longue haleine les économies qui lui seront conficées pour quinze et vingt années en moyenne. »

Nos lecteurs doivent comprendre quelle est la portée de cette conception philanthropique. Il résulte de ce qui vient d'être cité que, loin de faire contribuer les classes aisées au soulagement des classes pauvres, on a trouvé un moyen nouveau de faire contribuer celles-ci à l'augmentation des jouissances de celles-là. En effet, l'État ne donnerait rien aux travailleurs, et ceux-ci lui donneraient le moyen d'entreprendre ces grands travaux, qui sont, en définitive, beaucoup plus profitables aux riches qu'à ceux qui sont tenus sous le joug.

— Mais, diront les philanthropes, s'il résulte de notre projet que les classes aisées gagneront à sa réalisation, il n'en est pas moins vrai que les classes ouvrières y gagneront bien plus encore; et, puisqu'il est profitable à tout le monde, notre projet est donc excellent.

— Erreur, Messieurs; votre projet, encore une fois, ne pourrait être profitable qu'à l'intérêt actuel des classes riches, ainsi que nous venons de le dire; ensuite, et c'est là la pensée fondamentale du projet, le « gouvernement, en assurant aux classes laborieuses le pain et le repos de leurs vieux jours, trouverait à son tour, dans les conséquences politiques d'une telle assurance, une immense garantie de stabilité sociale. » C'est-à-dire, en termes brutaux, que les ouvriers ne songeraient plus à renverser un gouvernement qui

serait dépositaire de leurs épargnes; et, comme ce gouvernement est dominé lui-même par les classes riches, il s'en suivrait que les classes ouvrières seraient plus que jamais à la merci des possesseurs des instruments du travail.

Voilà pour le côté politique.

Sous le rapport du bien-être, le projet n'est pas plus favorable. En effet, le salaire peut à grand-peine satisfaire aux plus rigoureux besoins de la classe ouvrière; les ouvriers qui peuvent épargner sans se priver du strict nécessaire sont à peine à ceux qui ne le peuvent comme 1 est à 30; si donc on déterminait la masse des ouvriers à épargner, ce serait aux dépens du nécessaire et des forces physiques. Qu'on ne vienne plus se faire une arme de la dissipation à laquelle se laissent aller un certain nombre de travailleurs, car c'est aux dépens de la nourriture, et par suite aux dépens du travail du reste de la semaine, que ceux-là font la débauche le dimanche et le lundi. Si l'ouvrier seul gagne à peine pour se suffire et parer aux inconvénients des maladies et des temps de chômage, veut-on que l'ouvrier marié et père de famille puisse épargner? Alors, non-seulement il devra jeûner lui-même, mais encore imposer le jeûne à sa femme et à ses enfants. Il y a parmi nous un petit nombre d'ouvriers qui n'ont absolument que leur salaire pour vivre, et qui trouvent néanmoins le moyen d'épargner d'assez fortes sommes, mais on ne sait pas assez que ce ne peut être qu'à des conditions toujours funestes à leur existence, à celle de leurs femmes et de leurs enfants.

Ensuite, il y a la question morale : il s'agit de savoir s'il est bien de développer l'égoïsme et tous les vices qui en résultent; il s'agit de savoir si, en développant l'avarice parmi les classes ouvrières, on y trouverait long-temps des citoyens dévoués?

Mais que parlons-nous de citoyens dévoués! Les citoyens dévoués sont l'effroi des philanthropes. — Tant mieux donc, diront-ils, si chaque ouvrier pouvait ne s'occuper que de soi; car nous n'aurions plus à craindre de les voir se lever en masse; nous pourrions les tarifier à notre aise! Oui, l'égoïsme des classes ouvrières peut seul assurer notre salut! Et qu'importe qu'en se privant, le travailleur abrège ses jours; qu'importe qu'il fasse des enfants chétifs, ou qu'il n'en fasse pas du tout! il y a plus d'ouvriers que nous n'en avons besoin, et leur grand nombre nous embarrasse.

Voilà certainement quelle est la pensée secrète des philanthropes; quelques-uns même l'ont dite tout haut; cela ressort clairement de tous les actes de ces dignes disciples de Malthus.

Quelle que soit après tout le sentiment secret qui pousse les philanthropes qui ont fait le projet dont nous nous occupons, il n'en est pas moins vrai :

1^o Que les classes aisées ne pourraient que gagner à sa réalisation en sécurité et en puissance;

2^o Que les classes ouvrières ne pourraient qu'y perdre, attendu qu'on les attacherait à un ordre de choses qui leur est défavorable, en ce sens qu'il tend à perpétuer leur infériorité sociale, en les détachant du mouvement politique, et en développant en elles tous les vices qui naissent de la préoccupation exclusive de l'intérêt personnel.

Si ce projet était réalisable, nous ferions tout notre possible pour engager les ouvriers à le repousser, et ils le repousseraient certainement pour la raison même qui l'a fait adopter aux membres de la commission; mais si philanthropiquement (nous allions dire jésuitiquement, si nous n'avions fait la réflexion que les jésuites auraient pu réclamer), si philanthropiquement donc que soit conçu le projet, il n'est pas réalisable pour deux raisons péremptoires : la première, parce que les ouvriers en masse n'ont rien à épargner; la seconde, parce que, eussent-ils quelque chose, ils ne le confieraient pas au gouvernement. Ils ne sont point du tout disposés à s'imposer de dures privations pour prêter de l'argent à un gouvernement qui, au su de tout le monde, gaspille la fortune publique, et ne s'engagerait à servir la rente viagère que selon la difficulté des temps, les causes de mortalité, etc. Les ouvriers savent fort bien qu'après avoir long-temps travaillé pour la société, elle doit au moins les nourrir dans leur vieillesse; ils savent que c'est leur droit, et ils attendent justice d'un ordre de choses tout autre que celui-ci.

Si nous considérons maintenant le projet en question sous le point de vue économique, nous sommes obligés de dire, n'en dé-

plaise aux illustres économistes qui font partie de la commission philanthropique, que c'est une véritable niaiserie, une bêtise de première qualité.

En effet, voilà une population ouvrière immense que l'industrie a appelée à elle, et qu'elle est impuissante à occuper continuellement, et conséquemment à nourrir. Par suite de cette agglomération des bras dans les centres industriels, le prix de la main-d'œuvre a baissé sans que les produits de première nécessité baissent dans la même proportion, attendu que l'agriculture était et est toujours négligée; de cet état de choses est né le profond malaise dont souffrent les classes ouvrières. Or, quel remède propose-t-on? On propose aux ouvriers d'économiser et de se faire des rentes!

Dieu! que les gens d'esprit sont.... naïfs! Ou plutôt ne serait-ce pas nous qui serions ce que la politesse nous empêche de dire à ces messieurs? Sans doute, l'esprit d'opposition nous aveugle, et nous ne voyons pas qu'aussitôt que nous voudrions épargner, les blés pousseront sans culture dans les landes, les bestiaux se multiplieront comme par enchantement; et, pour ce qui regarde l'industrie, nos maîtres nous fourniront de l'ouvrage autant que nous en pourrions faire, et jamais ils ne seront tentés ni de diminuer nos salaires ni d'augmenter les heures de travail, si bien que jamais la faim ne nous poussera à subir de dures conditions, et rien alors de plus facile que d'amasser de bonnes rentes viagères.....

Mais, messieurs les philanthropes de toutes les commissions et de tous les pays possibles, quoi que vous disiez pour nous montrer votre vive sympathie, nous ne pouvons croire que ce que vous dites soit parole d'Évangile; au contraire, et nous croyons tout simplement que vous voulez nous nourrir avec le bouillon dans lequel vous faites cuire vos œufs à la coque. Permettez-donc que nous n'en usions pas.

Un acte de bonne charité transformé en acte de fausse charité par messieurs les philanthropes.

Dernièrement, un délégué d'une des sociétés de secours mutuels de Paris recevait de la Société Philanthropique (leur patronne) une lettre dans laquelle on lui disait qu'un M. Wolf lui ayant laissé le soin de partager trois mille francs entre des ouvriers de différentes professions, il ait à lui envoyer le nom de celui qui, par sa moralité, méritait une partie de cette somme. — Mais où donc est le mal? direz-vous : donner au plus moral d'une corporation, n'est-ce pas se montrer intelligent ami du peuple? Oui, mais, lecteurs,

Chacun se dit ami, mais fou qui s'y repose :

Rien n'est plus commun que le nom,

Rien n'est plus rare que la chose.

a dit La Fontaine, et ce ne sont pas nos philanthropes qui auraient pu le faire changer d'avis; car, dans la lettre en question, et sans qu'aucune des dispositions testamentaires de M. Wolf pût justifier leur décision, messieurs de la Société Philanthropique ajoutaient que l'habitude de déposer à la caisse d'épargne supposant de l'ordre et de l'économie chez l'ouvrier, il faudrait que le titulaire ait un livret de caisse d'épargne sur lequel seraient inscrits plusieurs versements, et cela avant le 1^{er} avril.

Vous ne vous seriez jamais douté, n'est-ce pas, que pour recevoir l'aumône, il fallût avoir de l'argent placé, et que la probité, le dévouement, qui parmi nous créent souvent des indigents, ne fussent rien en présence d'un livret de caisse d'épargne, que la cupidité et l'égoïsme ont souvent rempli? Mais vous n'êtes pas philanthropes!

Maintenant voyez comme il était facile et agréable à un délégué de faire accepter ces sophismes philanthropiques à ses camarades assemblés. — Quoi! dirent-ils, nous avons parmi nous, sur quatre cents que nous sommes, quarante pères de famille au moins à qui cela apporterait un grand soulagement, et nous choisirions un célibataire qui n'en aurait pas besoin, à la place de

l'un d'eux ! Non, nous ne pouvons faire cela ; ce serait une lâcheté d'accepter à de pareilles conditions. — Mais il semble dangereux au délégué de refuser le bien qu'on a la prétention de faire, et il décide l'assemblée à nommer un candidat. Voilà bien autre chose ; maintenant on en trouve deux, dont un a déjà fait quatre versements, tandis que l'autre n'en a fait que deux, dont un le 2 avril. Pour être conséquent avec la lettre, qui dit que plus on a plus on mérite avoir, c'est donc le plus riche qui aura. Mais heureusement la plupart des ouvriers désignés se sont engagés à remettre la somme, non aux philanthropes, mais aux sociétés de secours mutuels, pour être distribuée, selon le vœu probable du donateur, à des vieillards nécessiteux, ou à des ouvriers infirmes.

Oh ! bons philanthropes, vous exercez la charité avec trop d'intelligence pour qu'on ne vous en charge pas !

Bibliographie.

De la réforme des abus du Compagnonnage, par Pierre MOREAU, ouvrier serrurier (1). — *Lettre à M. Moreau, sociétaire-serrurier*, par AGRICOL PERDIGUIER (2). — *Réponse à M. Agricola Perdiguier*, par M. MOREAU.

Notre ami Moreau, ouvrier serrurier d'Auxerre, auteur d'une brochure intitulée : *Un mot aux ouvriers sur le Compagnonnage*, vient de faire paraître un petit volume ayant pour titre : *De la réforme des abus du Compagnonnage*. Ce livre nous semble malheureusement plutôt destiné à faire une guerre à mort au compagnonnage qu'à en réformer les abus ; cela tient à une cause qu'il faut immédiatement expliquer : M. Moreau est membre d'une société nouvelle (l'Union), fondée vers 1830 par des aspirants serruriers qui se séparèrent à Toulon des compagnons, par suite d'une querelle survenue entre ces derniers et leur mère.

La Société de l'Union a été pour le compagnonnage une sorte de protestantisme. Au lieu de la réforme des abus que ses membres devaient surtout poursuivre, ils se sont tout d'abord séparés des hommes qu'ils pouvaient convaincre ; le mal est fait maintenant, mais il n'est pas irrémédiable. Nous avons déjà eu occasion de signaler la tendance des divers compagnonnages à se réunir, à se fédérer ; nous croyons que les sociétaires de l'Union voudront mériter le titre qu'ils ont pris en travaillant de tous leurs efforts à amener cette réconciliation si désirable. Le compagnonnage ancien a rendu de très-grands services ; les professions qui ont un *Devoir* ont maintenu leurs salaires à un chiffre à peu près raisonnable, ce que n'ont pu faire les ouvriers des métiers non organisés ; la fraternité qui règne sur le tour de France a produit aussi d'heureux résultats. Le compagnonnage peut rendre encore les mêmes services ; nous croyons donc qu'au lieu de le renverser il faut lui donner plus de force en corrigeant les abus qui s'y sont introduits ; de son côté, l'Union peut contribuer à atteindre les mêmes résultats ; nous encourageons donc aussi ses efforts vers ce but qui, nous le répétons, ne peut être complètement atteint qu'à la condition de la fédération des divers compagnonnages ; aussi devons-nous blâmer ici Agricola Perdiguier et Moreau de la querelle publique et trop personnelle qu'ils ont entamée dans leurs écrits.

Défenseurs de deux sociétés rivales, après avoir vanté, l'un la supériorité de l'Union, l'autre celle du *Devoir de Liberté*, ils en sont malheureusement venus à se faire une guerre personnelle. Le livre du *Compagnonnage* contient une lettre de Moreau et une réponse de Perdiguier, dans lesquelles règne une irritation trop vive. Moreau revient sur cette querelle, qu'il détaille longuement. Perdiguier a cru devoir répondre, et il a fait paraître une lettre adressée à Moreau. Cette lettre n'est pas aussi conciliante, il faut bien le dire, que nous aurions pu le désirer ; aussi Moreau s'est-il cru dans la nécessité de répliquer à la réponse de Perdiguier. Ce dernier écrit contient bien encore quelques passages un peu vifs : cependant le ton général et les derniers paragraphes surtout montrent que Moreau est résolu à terminer cette fâcheuse querelle. Nous aimons à croire Agricola Perdiguier dans les mêmes senti-

ments ; aussi espérons-nous qu'il ne répliquera point à la dernière lettre de Moreau, et que tout ce débat sera éteint.

Nos deux amis sentiront que des ouvriers qui prennent la plume ne peuvent le faire que pour la défense de notre cause ; nos ennemis sont trop nombreux et trop puissants pour qu'il nous soit accordé de dépenser dans des débats personnels de l'argent, du temps et de l'intelligence, que nous devons consacrer à soutenir les droits de notre classe tout entière.

Un dernier mot encore : il ne faut pas que les compagnons se tiennent en dehors des autres ouvriers et du reste de la nation ; qu'ils s'habituent donc à considérer leur *devoir* non comme une loi qui les éloigne de tout ce qui n'est pas eux, mais bien plutôt comme une organisation qui les met à même de mieux remplir leur devoir envers la société.

Dans son livre, Moreau fait la théorie d'une sorte d'ateliers nationaux qu'il voudrait voir établis et dirigés par le gouvernement ; nous avons déjà eu plusieurs fois occasion de combattre cette idée, parce que nous croyons que la mission du pouvoir est surtout de gouverner, de diriger, de surveiller et d'encourager, mais non pas de descendre jusqu'aux derniers détails des travaux de chaque industrie, en se faisant entrepreneur.

FAITS DIVERS.

Le fait suivant pourra donner une idée de l'état de dépendance absolue où sont les ouvriers de certaines professions vis-à-vis des maîtres.

Un de nos amis, voulant apprendre le métier de cambreur, s'adressa à un maître corroyeur que nous pourrions nommer. — Dans cette profession, l'apprentissage coûte ordinairement 50 francs, payés au maître, et six semaines de temps, dont le profit est attribué à l'ouvrier chargé de montrer le métier à l'apprenti. On juge de l'exiguité de cette compensation quand on réfléchit surtout que l'ouvrier chargé de cette pénible fonction est rétribué lui-même aux pièces, et qu'ainsi tout le temps qu'il consacre à son apprenti est à peu près perdu pour lui ; car il faut compter presque pour rien le travail informel d'un élève aussi nouveau. — Notre ami était convenu d'abord de 50 francs et de six semaines de temps, suivant l'usage ; mais, sur la proposition du maître, il accepta moyennant 60 francs et un mois de temps, après lequel il devait gagner 1 fr. 25 c. par jour. — L'ouvrier auquel était échue la corvée de le former au travail se plaignit de n'avoir pas même le profit du labeur de son apprenti pendant six semaines, comme cela s'est toujours pratiqué. — Sait-on ce qui lui fut répondu ? — Que non-seulement il devait se contenter d'un mois, mais encore qu'il aurait à payer de sa poche les 1 fr. 25 c. par jour promis à l'apprenti un mois après son entrée. — Pour le coup, c'est trop fort ! répondit l'ouvrier. — C'est à prendre ou à laisser, répliqua le maître. — Et le malheureux, craignant de manquer d'ouvrage, s'est exécuté. En vain notre camarade a proposé d'en rester aux conditions accoutumées dans le métier ; le maître, qui probablement y trouve son profit, n'a rien voulu entendre.

— La commission de secours pour les familles des détenus politiques a publié, ces jours derniers, une brochure contenant les détails les plus pénibles sur la captivité des républicains au Mont Saint-Michel, et qui confirme ce que nous avons dit en plusieurs occasions de la froide cruauté de leurs adversaires. Dans quelques années, on se refusera à croire qu'au milieu de la paix intérieure dont nous jouissons, des hommes auxquels on ne peut reprocher que l'exaltation des plus nobles passions aient été abominablement torturés au mépris de toute loi divine et humaine, quand les ex-ministres de la branche aînée ont été mis en liberté après quelques années d'une captivité fort douce.

Les familles de nos pauvres prisonniers ont de grands besoins, et les ressources dont la commission peut disposer sont très-précaires. La vente de cette brochure est un moyen de soulager ces misères ; nous comptons en cette occasion sur le concours de nos amis.

— Les prisons centrales commencent à s'ouvrir pour les détenus des coalitions de septembre. — Ces jours derniers, nous avons pu presser la main de notre camarade Whary, tailleur, emprisonné depuis le milieu de l'année 1840 pour avoir tenté de réaliser une association industrielle d'ouvriers !

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie de A. René et comp., 32, rue de Seine.

(1) Un vol. in-18, chez Rouanet et Prévost, et au bureau de l'Atelier. Prix : 1 fr.

(2) Une petite brochure in-32. Chez les mêmes.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

D'une fédération européenne. — L'Irlande. — L'Espagne. — Le gouvernement des chambres. — Des différents modes de rétribution du travail. — Variétés. Des fêtes publiques.

D'UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE.

Voici encore une de ces questions qu'on trouvera au-dessus de notre compétence, et plus d'un ouvrier même, en lisant le titre de cet article, pensera que nous serions mieux de nous mêler des questions qui concernent les classes laborieuses, de l'organisation du travail, par exemple, que de nous occuper de politique générale. Eh bien, soit! parlons d'organiser le travail, et nous verrons si, à ce point de vue, nous pouvons demeurer étrangers à cette haute question d'union européenne.

Supposons que, le gouvernement aidant, nous soyons parvenus à organiser le travail en France; que nous ayons obtenu, soit par le système des associations, soit par tout autre système, le moyen de garantir un prix convenable pour la main-d'œuvre; supposons qu'au lieu de gagner un franc vingt-cinq centimes pour quatorze ou quinze heures de travail, le tisserand de Rouen gagne ce qui est strictement nécessaire pour vivre à Rouen, c'est-à-dire deux francs cinquante centimes à trois francs par jour, et qu'il en soit de même dans toutes les industries: qu'arrivera-t-il de cette élévation de la main-d'œuvre? Il arrivera que les fabricants, qu'ils le soient à titre d'ouvriers associés ou simplement, comme capitalistes, seront forcés d'augmenter le prix des marchandises dans la proportion de l'augmentation de la main-d'œuvre; et tel tissu qu'on offre à l'Amérique, par exemple, à un franc le mètre, il faudra le vendre deux francs. Or, la Belgique, l'Angleterre surtout, venant concurrence apporter d'autres tissus qu'elles offriront pour un franc, les nôtres seront repoussés du marché. Alors les fabricants, désirant en compensation l'écoulement de leurs produits dans l'intérieur, demanderont des garanties contre la concurrence étrangère, et l'on frappera d'un droit énorme l'introduction des tissus étrangers, afin qu'ils ne puissent être vendus chez nous qu'à un prix supérieur au nôtre. Que fait l'étranger? il use de représailles, et ne laisse entrer nos produits chez lui qu'à des conditions exorbitantes. C'est d'ailleurs ce qui a lieu maintenant, bien que la main-d'œuvre en France soit déjà à très-bas prix, et nous avons montré, dans un travail publié en avril dernier, quelles conséquences funestes la concurrence entre nations faisait naître pour les classes ouvrières de tous les pays.

Que faire donc? Faut-il prohiber tous les produits étrangers, et nous résigner à ne produire que pour nous-mêmes? Mais cela ne

peut pas être: il y a des produits étrangers dont nous avons absolument besoin, de même que l'étranger a besoin de quelques-uns des nôtres, naturellement trop abondants chez nous. Outre cette nécessité absolue d'échanger les produits, le système d'isolement des nations oblige chacune d'elles à produire certaines choses qui ne conviennent que fort peu à ses aptitudes et à son sol, mais qu'elle doit néanmoins produire, parce que la guerre peut, d'un jour à l'autre, l'isoler de la nation qui les lui fournirait. Ainsi, l'Angleterre peut nous fournir le fer brut ou travaillé à meilleur compte qu'il ne nous revient, mais force a été pour la France d'encourager l'industrie des fers, en prévision d'une rupture avec l'Angleterre. Dans le système d'isolement, il faut donc que chaque nation, si elle ne peut produire tout ce qui est nécessaire à ses besoins, produise du moins une grande quantité de choses, par suite de nécessités purement politiques, c'est-à-dire pour être autonome, que possible indépendante des autres nations, ensuite pour entretenir sa marine et son influence au dehors par un commerce actif.

En sorte que, pour en revenir à notre exemple des tissus, il faut de trois choses l'une: ou faire à un aussi bas prix que les autres pays avec lesquels nous sommes en concurrence, et renoncer à l'augmentation de la main-d'œuvre, — ou abandonner toute industrie qui ne pourrait (la main-d'œuvre étant augmentée) soutenir la concurrence étrangère, et par là même s'ôter à peu près tous moyens de relations extérieures et d'influence européenne; — ou enfin; arriver à faire un pacte fédératif entre les diverses nations d'Europe, par suite duquel l'existence des travailleurs étant partout garantie par l'élévation de la main-d'œuvre, et la concurrence étant limitée, aucune d'elles ne pût jeter sur les marchés étrangers des produits à moitié prix des nôtres.

Donc, on aura beau vouloir organiser le travail en France, on ne réussira jamais à assurer la suffisante vie des travailleurs tant que la suffisante vie des travailleurs des autres pays ne sera pas assurée. Aussi longtemps que la fabrique anglaise aura à sa disposition cette masse de malheureux ouvriers qui travaillent presque pour rien, il y aura nécessité absolue pour la fabrique française de tendre à baisser la main-d'œuvre, ou du moins à la maintenir au bas prix où elle est actuellement; — si bien qu'on ne peut songer aux moyens d'organiser le travail, sans remonter plus haut, et arriver à cette conclusion que les classes ouvrières ne peuvent espérer d'améliorations sérieuses que lorsqu'un pacte fédératif aura lié en un seul corps les nations européennes, ou du moins les plus avancées en industrie, et que les droits du travail seront partout garantis.

Si ce lien fédératif existait, la concurrence entre nations pourrait

être limitée sans danger. Supposons en effet que la France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, la Suisse, etc., conviennent de former un congrès central, et de s'y faire représenter par des députés élus, en nombre proportionné à la population de chaque pays, en sorte que la représentation soit relativement égale, et l'union est fondée à jamais; car ce congrès, à peu près semblable à celui des États-Unis d'Amérique, serait le tribunal suprême qui réglerait les rapports internationaux, les devoirs et les droits de chaque peuple; et la paix entre ces États-Unis d'Europe étant assurée par le fait, il n'y aurait plus nécessité pour chaque nation d'avoir des industries factices comme à l'état d'isolement; le système des douanes disparaîtrait successivement, et de là naîtrait, par la seule force des choses, la division des fonctions, c'est-à-dire que chaque nation négligerait de produire ce qu'une autre pourrait donner à meilleur marché, et produirait ce qui convient à son sol. Le commerce extérieur serait fait sous la protection et le pavillon des nations unies, et naturellement tous les produits européens auraient un écoulement prompt et facile.

Revenons maintenant aux conséquences du régime actuel :

Il résulte de l'état de prétendu équilibre ou d'isolement des nations avancées en industrie, une tendance fatale à inférioriser les classes ouvrières, à abuser d'elles mille fois plus que des animaux domestiques, et à les faire tomber dans un degré d'abjection et de misère dont elles ne pourraient jamais se relever, si cela devait durer encore une cinquantaine d'années.

Il résulte encore de l'état d'isolement une conséquence aggravante de misère; nous voulons parler du système des douanes. Nous avons dit que les douanes étaient faites pour protéger les produits nationaux contre les produits étrangers, et que c'est surtout un système de représailles. Nous avons dit que, pour protéger les fers français, on avait mis un droit sur les fers anglais; l'Anglais s'est vengé, et a mis un droit sur nos vins et nos eaux-de-vie. A qui tout cela profite-t-il? A personne, ou tout au plus à quelques-uns des grands industriels dont les produits sont protégés par la prohibition; mais en revanche, cela nuit à tout le monde; nous payons les fers plus cher, et les Anglais paient trois fois nos produits vinicoles, une fois au vendeur, deux fois à la douane. Il en est de même de tous les produits qui n'entrent pas en franchise partout. Or, cela entrave la production, enlève au travail une bonne partie de son droit, et augmente à tel point les frais de consommation, que certains produits, les produits vinicoles du midi de la France, ne trouvent pas d'écoulement à l'étranger, à cause des droits dont, par représailles, ils sont frappés, ni d'écoulement à l'intérieur, à cause du mal-être général résultant de la mauvaise organisation politique et économique.

Si nous voulions poursuivre, au point de vue économique, l'examen de ce que coûte le système d'équilibre ou d'isolement, nous trouverions des pertes bien autrement considérables; nous aurions en première ligne ces armées immenses, toujours sur pied de guerre, les unes dans le but de maintenir l'équilibre européen, les autres dans le but secret de le rompre. Mais la place nous manque pour les développements que cette question comporte, et nous nous contentons d'indiquer sommairement les conséquences les plus visibles et les plus fâcheuses de l'isolement.

Cependant, quoique nous soyons des premiers sur qui pèsent ces conséquences, nous reconnaissons qu'il est à peu près impossible d'en détruire la cause, tant que la constitution de l'Europe ne sera point changée. Oui, dans les conditions actuelles, il est impossible d'organiser définitivement le travail; car, nous le répétons encore, la condition des travailleurs français est absolument dépendante de la condition des travailleurs des pays qui nous font concurrence. Oui, il faut des douanes ruineuses; oui, il faut une armée immense

qui enlève au travail les bras les plus vigoureux, et qui absorbe une bonne partie du revenu public, il faut tout cela pour végéter dans le système actuel. Disons toutefois que, si entre toutes ces nécessités pour conserver un tel état de choses, l'armée occupe une grande place, il ne faut pas oublier qu'elle peut aussi servir (nous entendons parler de l'armée française) pour le changer en un état meilleur, et c'est pour cette raison qu'il faut désirer de la voir nombreuse; c'est pour cette raison qu'il faut redoubler de patriotisme, puisque c'est par notre patrie que doit cesser cette division funeste.

Par ces quelques considérations économiques sur les impossibilités pour la France de s'organiser sans s'occuper des nations qui lui font concurrence, les ouvriers qui nous lisent peuvent donc voir maintenant qu'en abordant la question de fédération européenne, nous abordions un sujet plein d'intérêt pour nous. Mais, lors même que la fédération n'aurait pas les conséquences que nous en attendons, lors même qu'il serait possible d'organiser le travail en France sans que la désorganisation d'ailleurs pût être un obstacle, devrions-nous pour cela demeurer étrangers à la pensée d'une union des nations européennes? N'y a-t-il pas là une haute question morale, et les questions morales ne doivent-elles pas avoir place dans la pensée des ouvriers aussi bien que dans celle des écrivains de profession? Parlons donc de la fédération européenne, et envisageons-la du point de vue le plus élevé.

La France est une association dont la pensée chrétienne est l'âme. Détruire toutes les causes fatales qui empêchent les hommes de s'associer librement au mouvement social, et les rattacher à un même principe moral et politique, tel est le devoir et le but de la nation française; et c'est avec raison qu'aux jours où elle a voulu opérer de grandes et décisives réformes, elle a écrit sur son drapeau : liberté, égalité, fraternité et unité. Or, la France n'entendait pas vouloir pour elle seule le bénéfice de la liberté, ni de l'égalité, ni de la fraternité, ni de l'unité; la France entendait qu'elle devait d'abord donner l'exemple, et elle l'a donné autant qu'elle a pu, autant que l'ont permis les circonstances au milieu desquelles elle a été placée et les passions soulevées contre elle.

La formule de la France est une formule religieuse et morale avant d'être nationale. — Quand donc on dit : liberté, égalité, etc., on n'entend pas que les Français seulement, mais que tous les hommes doivent être libres et unis; d'où le devoir pour la France, après avoir réalisé la liberté et l'unité en elle, d'en étendre les bienfaits à l'Europe, comme l'Europe aura pour devoir de le faire à l'égard du reste du monde.

La fédération européenne est donc avant tout une nécessité morale, et comme la morale est la loi sociale par excellence, il résulte que toute organisation politique ou économique n'est féconde en bienfaits qu'autant qu'elle est conforme à cette loi; et si l'état de rivalité et d'isolement n'est fécond qu'en misères, c'est parce qu'il est un fait immoral, maintenu au profit seulement des dynasties ou des aristocraties.

Il est des esprits grossièrement positifs pour lesquels l'unité humaine est un rêve, encore qu'il soit évident qu'il se fait dans ce sens un progrès immense; mais nous tenons fort peu à l'opinion de ces gens-là. Il est d'autres hommes, des écrivains qui appartiennent à la presse radicale, qui, comprenant mal l'idée d'unité, publient des opinions qui, si elles devraient triompher, concluraient directement contre le but qu'on se propose. Appliquant l'idée d'unité à la politique étrangère, ils croient agir d'une manière parfaitement conforme aux révolutionnaires de France en poussant les nations voisines à se constituer d'une manière plus unitaire. Ce n'est pas la boule de neige qui, par une succession d'aggrégations, finit par tout contenir en son unité; ils veulent former plusieurs

boules; et les unités nationales qu'ils poussent à constituer seraient tout aussi difficiles à fondre en une seule unité, qu'il serait difficile à l'une des boules de neige de s'emparer, en passant, d'une autre boule. Ainsi, les publicistes en question ne parlaient que d'unité relativement à l'Espagne, et dernièrement nous lisions dans une feuille radicale, qu'en vertu du principe moderne d'unité, l'Irlande ne devait pas espérer de se séparer de l'Angleterre. En lisant ce passage, il était clair qu'il en ressortait un blâme pour l'Irlande. On semblait vouloir dire qu'elle devait réclamer des droits, mais non se séparer. Or, en suivant ce raisonnement, il faudrait dire que la Grèce a eu tort de se séparer de la Turquie, que l'Italie aurait tort de repousser l'Autriche, et enfin, que la Pologne peut réclamer des droits, mais qu'elle ne doit point se séparer de l'unité russe.

Il suffit de faire ce rapprochement pour voir combien cette opinion est fautive. C'est se montrer ennemi de l'unité que de vouloir constituer de grandes unités qui ne pourraient être que rivales. Quand on veut faire de la politique, qu'on est Français, et qu'on veut sérieusement arriver à une fédération européenne, il faut en savoir les conditions. Or, il est bien avéré que parmi les puissances, la France est la seule qui veuille cette fédération, et qui la veuille dans un intérêt humain. Eh bien! pourquoi ne pas attirer autant que possible dans le cercle d'activité de la France ces peuples ou ces fractions de peuples qui tendent à se séparer? pourquoi les inviter à se relier à une force nationale qui n'est pas nôtre, qui peut nous être contraire, si elle ne l'est déjà? Sera-t-il plus facile d'amener l'Espagne à l'idée de fédération, c'est-à-dire à perdre considérablement de son caractère national, si, au lieu d'être à l'état de provinces, elle est à l'état d'unité compacte? Sera-t-il plus facile d'amener l'Angleterre à cette nécessité, si l'Irlande, lui demeurant soumise, peut doubler ses forces? Ne peut-on comprendre que, dans la fédération, une seule nationalité survivra dans la reconnaissance des peuples, que ce sera celle qui aura eu l'initiative de l'union, qui en aura été l'ardente ouvrière, et que les autres nationalités consentiront d'autant moins volontiers à s'effacer devant la fédération qu'elles seront mieux constituées et plus puissantes?

Mais laissons ces politiques imprudents, et revenons à la fédération elle-même.

Est-elle si difficile à réaliser qu'il n'y faille penser que comme d'une chose qui ne puisse avoir lieu que dans bien longtemps? Nous ne le croyons pas, et répétant ce que nous avons dit ailleurs, il nous semble que si Napoléon l'avait voulu, il aurait pu la réaliser, par un seul acte de sa volonté, au temps où il commandait à presque toute l'Europe. La Pologne, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Espagne et la France, unies par un pacte fédératif, représentées, dans un congrès central, par des députés librement élus dans chaque pays, auraient soumis bien vite les nations rebelles; l'Angleterre et la Russie eussent été forcées d'y entrer, et l'Europe ne formait plus qu'un seul corps. On dit que cette pensée a été nourrie par Napoléon; nous pensons que ce fut quand il n'était plus temps: mais pendant sa puissance aurait-il voulu s'effacer devant un tribunal suprême comme celui de la fédération?

Mais les temps sont encore propices, et d'ailleurs tout marche mystérieusement vers ce but. Si notre gouvernement était capable d'une conception pareille, et qu'il eût un peu d'énergie, il jetterait les premières bases de cette grande institution, il la ferait comprendre et désirer aux peuples, et même il pourrait la réaliser en partie sans tirer l'épée. Il lui suffirait de montrer aux puissances jalouses qu'il commande à une nation qui n'aspire qu'à se mesurer avec elles, qu'elle est plus en mesure que jamais de leur tenir tête et de vaincre toutes les coalitions possibles; et son attitude imposant aux gouvernements contraires, le nôtre pourrait contracter des al-

liances avec plusieurs peuples qui nous tendent les bras. Mais, outre que nos gouvernants ne comprennent pas d'autre politique que celle de l'isolement et de l'équilibre, c'est vraiment vouloir l'impossible en leur demandant d'avoir de l'énergie vis-à-vis les grandes puissances. Nous ne les avons pris pour exemple que pour montrer que la fédération n'est pas chose si difficile qu'on pourrait le croire.

Qu'on n'oublie pas que la France, outre ses propres forces, peut compter sur la bonne volonté et les sympathies d'une bonne moitié du reste de l'Europe. Elle a dans l'Irlande un auxiliaire précieux pour réduire l'Angleterre; dans la Pologne, pour maintenir la Russie, et même la Prusse, les provinces rhénanes aidant; dans l'Italie, pour maintenir l'Autriche. Il n'y a en Europe que ces quatre puissances, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie, dont la coalition pourrait être dangereuse pour nous, si chacune d'elle n'avait à craindre le soulèvement d'un des peuples qu'elle tient en oppression, et qui n'attendent qu'une difficulté pour se soulever.

Et la France réussira, certainement, et triomphera, par son dévouement à l'humanité, des préjugés qu'un nationalisme étroit pourrait soulever à l'étranger contre son projet de fusion; car la France ne veut pas conquérir l'Europe; elle veut en unir toutes les parties, non sous sa loi, mais sous la loi qu'elle les appelle à se faire elles-mêmes. Elle demande à servir les nations et non à les exploiter; les peuples le savent, et ils ont les yeux tournés vers elle. Elle n'aurait qu'à dire résolument: Je veux que la fédération soit! et elle serait bientôt. Espérons donc que, débarrassée des pâles courages et des lourdes intelligences qui la retiennent dans une funeste inaction, elle dira bientôt: Je veux!

L'IRLANDE.

Les efforts que fait O'Connell pour délivrer et surtout pour régénérer l'Irlande ne paraissent pas être suffisamment compris par nos politiques de la tribune et de la presse. Parmi les plans proposés par l'illustre réformateur, il en est un dont l'importance n'est pas moins grande que celle du rappel lui-même, plus grande peut-être puisqu'elle conclut à modifier assez profondément les droits de la propriété. Cette proposition a passé inaperçue, et ce n'est que longtemps après qu'un journal, *le Siècle*, en a parlé dans sa correspondance anglaise, et en a parlé comme aurait fait un pur Anglais.

La réforme proposée par O'Connell est relative aux conditions auxquelles les fermiers tiennent les terres des propriétaires. Pour comprendre la nécessité et la valeur du projet du Libérateur, il convient de dire en deux mots quelle est la condition du fermier irlandais.

On se souvient que lors de la conquête de l'Irlande par l'Angleterre toute la propriété foncière a été enlevée à ses légitimes propriétaires pour être distribuée aux vainqueurs, de sorte que les possesseurs actuels du sol irlandais le sont par droit de brigandage. Au temps de la conquête, les Irlandais dépouillés étaient encore très-heureux quand on ne les envoyait pas comme esclaves dans les colonies anglaises, et qu'ils avaient le privilège de cultiver leurs propres terres pour le compte de leurs spoliateurs. Voilà comment un certain nombre de familles anglaises sont devenues maîtresses du sol irlandais, et comment les anciens possesseurs sont devenus les fermiers des Anglais.

Il faut savoir maintenant quelles sont en général les conditions du fermage.

Le mode de fermage en Irlande ne ressemble en rien à celui de l'Angleterre ni à celui de la France; en Irlande, ce sont de très-grandes propriétés comme en Angleterre, mais au lieu d'un seul fermier pour chaque terre il y en a un très-grand nombre; et il se fait à propos de ces fermages des spéculations dont on n'a point d'idée en France. Les propriétaires du sol n'habitent point l'Irlande;

ils dépensent, avons-nous dit ailleurs, leur revenu sur le continent, ce qui appauvrit le pays de plus en plus. En effet, une bonne partie de ce que le sol produit est exporté en Angleterre, et l'argent de ces produits passant aux mains des propriétaires qui vivent hors de l'Irlande, il s'ensuit que ce malheureux pays donne toujours sans recevoir d'échange. Si les propriétaires dépensaient leurs revenus en Irlande, l'argent y serait moins rare, et les paysans souffriraient un peu moins. Mais revenons au fermage : les propriétaires se contentent d'avoir des intendants sur les lieux. Ceux-ci divisent d'ordinaire la propriété en un petit nombre de parts, et les louent au plus offrant. Ce ne sont point de véritables cultivateurs qui les prennent à ferme, mais des spéculateurs qui, les divisant de nouveau, les sous-louent à d'autres spéculateurs moins riches ; puis ceux-ci, divisant encore, spéculent aussi sur le loyer, en sorte qu'entre le véritable fermier et le propriétaire il y a d'ordinaire trois, quatre et même cinq intermédiaires, qui tous ont bénéficié, en élevant toujours de plus en plus les conditions du fermage.

Cet agiotage sur les terres est la grande cause de la profonde misère du paysan irlandais. On spéculé sur sa faim ; on sait que la faim le poussera à prendre une portion de terre à quelque prix qu'on la mette ; et en effet, à chaque renouvellement de bail, ces malheureux sont réduits à se faire concurrence ; c'est à qui d'entre eux offrira plus d'avantages aux agioteurs ; et, outre que le prix est exorbitant, le bail est toujours pour un temps très-court, car la nécessité obligeant chaque petit fermier à améliorer la terre pour en tirer plus de fruits, les spéculateurs la lui retirent le plus souvent possible pour la louer plus cher à d'autres paysans.

Or voici, d'après cet état de choses, où en est réduit le malheureux cultivateur irlandais. N'ayant uniquement que ses bras pour vivre, il lui faut un bout de terre à cultiver, n'importe à quelles conditions, ou mourir de faim. Pour acquitter son fermage (s'il ne le faisait rigoureusement, il serait chassé), il sait d'avance combien de privations il devra s'imposer. Il ne mange jamais de viande, presque jamais de pain. Il réserve un coin de terre dans lequel il fait venir sa provision de pommes de terre, et toujours la plus mauvaise qualité de pommes de terre ; car s'il en avait de bonnes, il les vendrait pour payer le maître. Il n'a donc que ce légume pour se nourrir, et encore en manque-t-il d'ordinaire pendant les trois ou quatre mois qui précèdent la récolte : alors la famine existe dans toutes les campagnes d'Irlande, et grand nombre de gens y meurent littéralement de faim.

Voilà quelle est la condition de toute la population agricole de l'Irlande, voilà l'état dans lequel la cupidité anglaise entretient tout un peuple !

Or, c'est cette condition que le régénérateur de l'Irlande veut améliorer. Il veut d'abord qu'on enlève au clergé anglican les immenses propriétés qu'il possède, et qu'on les consacre à des établissements de bienfaisance ; il veut ensuite que les intermédiaires entre le fermier réel et le propriétaire soient supprimés, tout en conservant le mode de division des terres, afin que chaque paysan puisse continuer d'en prendre à ferme ; il veut encore que tout bail soit fait pour une durée de vingt-un ans, et si, à l'expiration, le propriétaire ne voulait pas renouveler, il serait tenu de payer au fermier sortant toutes les améliorations qu'il aurait apportées à la terre, et le prix en serait fixé, ainsi que le fermage lui-même, par un jury composé en majorité de fermiers.

On voit que, par cette proposition, les droits des propriétaires reçoivent une atteinte assez grave, et que, d'un autre côté, on coupe court à l'agiotage. Il est certain qu'à ces conditions le prix du fermage diminuerait considérablement, puisque les spéculateurs auraient disparu, et que le revenu des terres serait fixé par un jury principalement composé de cultivateurs ; l'existence des paysans serait assurée, et successivement ils pourraient arriver à acheter les portions de terre qu'ils tiennent en fermage.

Cette réforme indiquée par O'Connell est trop importante, trop radicale, pour que jamais les puissants propriétaires du sol irlandais y consentent : ils la subiront. On voit même des gens parfaitement désintéressés dans cette question, des gens qui font parade de leur sympathie pour l'Irlande, et qui néanmoins, par un pur instinct de propriétaires, déclarent qu'il « faudrait plus qu'une révolution pour opérer une telle réforme, il faudrait renverser les plus simples notions de justice et de bon sens. » C'est le *Siècle*

qui raisonne ainsi ; nous tenons pour peu l'opinion du journal le moins intelligent qui soit au monde, mais ici ce n'est pas une opinion isolée ; il y a en effet beaucoup de gens qui ne considèrent pas seulement la propriété comme un moyen d'existence, mais comme le but ; et la preuve, c'est que, dans la question qui nous occupe, ils disent : Mieux vaut que le peuple irlandais périsse de faim, plutôt que de modifier en quoi que ce soit les droits de la propriété, même d'une propriété volée à ceux-là mêmes qui meurent de faim ! — Toutefois, si l'Irlande vient un jour (et nous espérons que ce jour arrivera bientôt) à purger son sol de ses spoliateurs, et à reprendre son bien sur l'ennemi ; une fois le fait accompli, bien accompli, les individus qui raisonnent comme le *Siècle* ne manqueraient pas de dire que la propriété des Irlandais est parfaitement légitime : ils le diraient encore si, poussant plus loin, les Irlandais faisaient à leur tour subir à l'Angleterre les maux qu'ils en ont endurés en lui prenant de force toutes ses richesses, tant les faits accomplis ont de force sur les esprits de cette classe à laquelle le *Siècle* appartient.

Nous qui croyons qu'il n'y a point de prescription pour une action criminelle permanente ; nous qui croyons l'humanité plus précieuse que la propriété, nous disons que le peuple irlandais est excessivement modéré quand, au lieu de demander vengeance et restitution, il se contente de faire des demandes comme celle qu'O'Connell a formulée. Et quand, en présence des profondes misères qui accablent tout un peuple, on vient dire qu'une réforme tendant à le faire vivre en restreignant un peu les privilèges d'un petit nombre de gros propriétaires, propriétaires de par l'abus de la force ; quand, disons-nous, en présence de ce qui a lieu en Irlande, on vient déclarer la proposition d'O'Connell subversive des plus simples notions de bon sens et de justice, on ne fait rien autre chose que prouver qu'on a perdu soi-même, radicalement perdu, ces simples notions.

Mais l'opinion du *Siècle* et de ses pareils touchant la propriété en Irlande, ou même la mauvaise volonté des intéressés directs, n'empêcheront pas la réforme proposée par l'illustre tribun de l'Irlande d'avoir ses effets dans un temps peu éloigné, et telle est la situation des choses que l'Angleterre pourrait s'estimer heureuse si elle en était quitte pour si peu.

L'ESPAGNE.

L'Espagne, à proprement parler, n'est plus une nation, car ce qui constitue véritablement une nation, c'est un principe d'action et un esprit public. Or, dans la Péninsule, il n'y a à cette heure ni l'un ni l'autre ; mais des provinces qui veulent briser le faible lien qui les attachait, mais des soldats ambitieux et intrigants qui veulent élever leur fortune particulière sur les ruines que fait la guerre civile. L'Espagne, ou du moins les provinces d'Espagne, ne peuvent sortir d'elles-mêmes du triste état où elles sont tombées ; l'Espagne est un pays destiné désormais à vivre sous l'influence de la France ou celle de l'Angleterre. La question serait résolue déjà en faveur de la France, si le gouvernement l'avait voulu, mais il faut toujours dire la même chose : le gouvernement n'a pas osé. La question serait résolue, disons-nous, car les Espagnols sont beaucoup mieux disposés pour nous que pour les Anglais ; ils sont fatigués de guerres civiles, et rendraient grâce à l'intervention qui leur rendrait un peu de sécurité. Quant aux partis qui agitent l'Espagne, trois sur quatre tiennent à la France ; un seul, celui d'Espartero, est aux Anglais. Or, dans l'état actuel des choses, il ne s'agit pas, pour juger la question espagnole, de se placer au point de vue libéral, mais au point de vue français. Qu'importe que l'Espagne soit gouvernée par un système plus ou moins juste-milieu ! Mais ce qui importe pour le moment, c'est que l'Espagne ne soit point anglaise. Voilà la question, et nous ne comprenons pas l'entêtement de certaines feuilles à soutenir l'homme des Anglais.

Sauvons d'abord l'Espagne de la guerre civile et des Anglais ! la réforme politique viendra quand la France aura opéré la sienne.

LE GOUVERNEMENT DES CHAMBRES.

Les Chambres viennent de clore leur session ; c'est donc main-

tendant le moment de dresser bon et fidèle inventaire de leurs travaux et de leurs actes, d'approuver les mesures puissantes qu'elles ont prises pour relever la moralité de la France abaissée, et pour protéger ses intérêts négligés. Et vraiment c'est avec tristesse que nous remplissons cette tâche, car il nous faut bien reconnaître et déclarer que gouvernement et législature, ministère et opposition, tout a été privé de puissance et d'énergie, de volonté et d'initiative; car il nous faut avouer que chaque jour se creuse davantage le bournier où s'est arrêtée la révolution.

Qui donc prévoyait cela il y a aujourd'hui treize années, alors que, la poitrine nue, le peuple faisait reculer les vieilles phalanges de la monarchie, alors que le boulet qui, parti de l'Hôtel-de-Ville, chassait de France la Restauration, enlevait, en passant sur les Tuileries, le velours usé qui recouvrait les quatre planches du trône, que l'on croyait bonnes alors tout au plus à faire le cercueil de l'ancien régime? Combien toutes les espérances ont été trompées! Hélas! il faut le dire, c'est la faute du peuple, qui s'est endormi dans sa victoire. On a remis en place les pavés qu'il avait arrachés, et tout a été dit; le passé du pouvoir est revenu, et avec lui la nécessité pour le peuple de défendre pied à pied le terrain qu'il a conquis en 1830.

Mais laissons là les regrets que nous cause le rapprochement entre la situation actuelle et le souvenir de la révolution, il est trop douloureux, et revenons-en à la session.

Six mois entiers le ministère s'est traîné sur les deux genoux devant les Chambres, pour obtenir d'elles un peu de pitié et la permission de vivre encore quelques jours de plus; six mois entiers les députés ministériels ont sué sang et eau pour qu'aucun souffle ne vint renverser ce ministère, né au milieu de la violence de la réaction, et qui s'éteint au bout de deux années sous le poids de sa décrépitude physique et morale.

Et la Chambre, hélas! elle aussi ne sait trop que devenir; six mois entiers elle nous a donné le spectacle d'une vaste moutonnière, où chaque brebis suit celle qui la précède, sans s'inquiéter du lieu où elle va ni du motif qui l'y appelle; et cette situation est bien celle de toute la Chambre, composée en grande partie d'hommes habiles, intelligents: comment se fait-il donc que cette réunion d'hommes remarquables se montre si peu intelligente, si inhabile! C'est que, malgré leurs talents, ou plutôt peut-être même à cause de leurs talents, ces hommes sont à eux-mêmes leur but, leur univers; aussi, quand ils viennent tous ensemble s'asseoir sur ces bancs, il y a là une somme d'égoïsme qui pourra longtemps, peut-être longtemps encore, étouffer en France toute généreuse pensée, tout désir d'émancipation.

L'opposition à la Chambre, l'opposition radicale est, nous voulons le croire, placée en dehors de cette couche épaisse d'égoïsme; comment se fait-il donc que les hommes qui la composent n'aient pu jusqu'à présent se relier étroitement et formuler un programme, en vertu duquel ils puissent prendre en main les affaires de la démocratie? Nous espérons que les députés de l'extrême gauche sentiront enfin le besoin de se discipliner, de s'unir, et que, mettant de côté tout mauvais sentiment, toute velléité d'égoïsme, ils comprendront que, pour être les chefs de l'opinion, il n'est pas besoin pour eux d'avoir à la Chambre la majorité des boules noires, mais bien plutôt de ne pas oublier qu'ils sont à la Chambre les représentants de la révolution, et que, quand ils voudront donner des preuves non équivoques de sacrifice et de dévouement, ils seront en droit de compter sur l'appui de la nation, qui ne leur manquera pas alors. Nous espérons donc que cette partie de la Chambre sortira bientôt de sa torpeur actuelle.

Par ce tableau de la situation morale de la Chambre, il est trop facile de voir ce qu'elle a fait; elle a fonctionné comme une machine inintelligente, votant les lois habituelles comme elle a l'habitude de les voter, et parce que telle est son habitude, semblable à un wagon qui glisse sur les rails en avant comme en arrière, au moindre effort étranger, mais qui serait pour l'éternité cloué à la même place si on ne l'en poussait pas dehors.

Et cependant il n'a pas manqué de sujets de graves et importantes discussions: cette année, comme tous les ans, on est monté à cette tribune, pour y jouer la prospérité de la France, et pas un parti qui ait été assez habile ou assez fort pour réveiller cette as-

semblée endormie, pour lui rappeler qu'elle a des devoirs sérieux à accomplir, et que par sa faute l'avenir de la nation se trouve compromis. Les questions extérieures, toutes graves qu'elles sont, ont à peine été abordées. Y a-t-il eu un seul homme qui soit monté à cette tribune pour y étaler l'oppression de l'Irlande, pour y réclamer, au nom de la religion de la majorité des Français, au nom de notre vieille alliance avec les braves Irlandais, que la France intervienne moralement en leur faveur, en attendant mieux? Leur sang a coulé cependant déjà plus d'une fois pour nous dans nos guerres avec l'Angleterre, leur vieille ennemie et la nôtre? Y a-t-il eu un homme qui, en face des convulsions de l'Espagne, soit venu dire: C'est nous, gouvernants de la France, qui, par douze années de refus d'assistance, par douze années de ténébreuses intrigues, avons été la cause du sang répandu; venons donc en aide à l'Espagne qui souffre, hâtons-nous de réparer le mal qui lui a été fait? Et l'Italie, qui se souvient encore d'avoir été française, est-elle donc débarrassée de la domination dure de l'Autriche? a-t-elle pu réunir les lambeaux que se partagent tous ses roitelets? Et la Pologne, cette sœur aînée de la France, opprimée par un nouveau Néron, doit-elle donc subir jusqu'au bout le dernier supplice? n'y a-t-il donc plus rien à espérer pour elle des hommes ou de Dieu? L'Orient est-il donc régénéré? Avons-nous donc dit notre dernier mot à ce petit tyran qui, dans un coin de l'Amérique, viole impunément les traités qu'il a faits avec nous, poursuit nos alliés et ne recule point à verser le sang français? N'y a-t-il donc plus en ce monde une seule nation qui souffre! n'y a-t-il donc plus aucun progrès à accomplir, pour que la France s'endorme ainsi?

Hélas! la France elle-même n'est point gouvernée; ceux qui la dominent aujourd'hui ne savent que pressurer son or, qu'étouffer sa puissance; ils sont incapables de la gouverner, car ils ignorent que la science du gouvernement est de diriger une nation dans la voie de l'accomplissement de son développement moral et matériel, et au profit de l'humanité entière.

Dans les derniers six mois qui viennent de s'écouler, on n'a rien fait pour cela; pas une loi qui consacre l'affranchissement du peuple, qui détermine comment il doit intervenir dans la direction des affaires; pas une loi non plus qui le soulage de ses nombreuses misères. Qu'est-ce donc que le peuple pour valoir qu'on s'en occupe? disent sans doute nos législateurs: un vaste troupeau d'êtres qui n'ont ni notre intelligence ni notre habileté. C'est une race inférieure que nous avons le droit de dominer, qui n'est sur terre que pour travailler pour nous et nous obéir. Prenez garde, car le peuple voit ce qu'il vaut et ce que vous êtes, et jamais il n'y a eu de tyrannie sans lendemain.

L'opposition dynastique, nous le savons, veut être mise à part; elle a, chacun le sait, une foule de petites réformes à nous apporter: à chaque instant elle en tire une de sa poche pour nous en faire la lecture; elle nous en promet merveille, tout en ayant bien soin de faire comprendre aux conservateurs que ces réformes modérées ne remédieraient en rien à la situation actuelle, et que c'est une pure satisfaction à accorder à l'opinion. Mais la cour, qui n'aime des réformes ni la chose ni le nom, impose silence à la gauche qui, de sa nature bonne personne et amie de la cour, remet ses projets de réforme dans sa poche jusqu'à la session suivante, où elle recommence cette éternelle scène de comédie.

Et pendant tout cela, la France, ballottée par les partis, par les ambitieux, car c'est à peine s'il existe encore des partis, la France souffre et demeure sans gouvernement vivant et réel, ne sachant plus trop bien ce qu'il lui faut pour être une nation et pour garder son rang, elle, l'aînée des nations. Cependant cette anarchie ne peut durer longtemps: le calme plat au milieu duquel nous sommes a toujours été dans notre patrie l'avant-coureur de l'orage. Devenez donc plus intelligents, vous que le hasard de la naissance ou la puissance des écus ont placés au pouvoir; apprenez enfin que la France veut être gouvernée; et, si vous n'êtes pas de force à remplir cette tâche, allez-vous-en, laissez à d'autres ce soin, et n'attendez pas que le peuple s'arme de fouets pour chasser les marchands du temple, et pour flétrir votre domination du nom de *gouvernement fainéant!*

DES DIFFÉRENTS MODES DE RÉTRIBUTION DU TRAVAIL.

Nous avons promis de démontrer que, dans une bonne organisation industrielle, le paiement du travail *aux pièces*, c'est-à-dire la rétribution suivant les œuvres, devenait bien autrement fructueux pour la société que le paiement des travaux à la journée.

C'est là une opinion qui paraîtra hardie à quelques-uns; elle blessa peut-être même bon nombre d'entre nous au premier abord, et, cependant, nous la croyons fondée en principe, et bonne dans les résultats.

Et à ce propos, disons en passant à ceux qui nous reprochent d'être autre chose que l'écho servile de ce qui se dit et se pense dans notre classe, disons-leur qu'en cette occasion, si nous avons suivi la marche qu'on nous indiquait comme la seule à adopter, si nous nous étions strictement bornés à refléter l'opinion de la majeure partie des ouvriers sur cette question : « Quel est le meilleur mode de rétribution du travail : à la journée, ou aux pièces ? » nous aurions dû, avec cette majeure partie, nous prononcer pour la rétribution à la journée.

Et cependant le sentiment de la justice nous indiquait que cette opinion était fautive. Fallait-il mentir à notre conscience, au bon sens ? Pouvions-nous isoler cette question des problèmes si graves qu'elle soulève ?

Il nous a donc fallu en cette occasion, comme en bien d'autres, nous mettre au-dessus des idées étroites qui peuvent avoir cours parmi nous ; nous ne nous sommes préoccupés d'aucun intérêt particulier, et si nos conclusions paraissent trop absolues, qu'on veuille bien se souvenir que nous n'imposons pas nos opinions : c'est le public qui est juge. Voici donc nos raisons.

Nous avons déjà dit que le salaire était un des moyens de la répartition des produits du travail commun ; nous avons démontré combien ce mode de répartition, tel qu'il est pratiqué, était inique et injuste, puisque des impôts énormes, sous les noms de *capital* et de *talent*, venaient absorber les grosses parts, et ne laissaient à l'ouvrier que juste pour lui permettre de supporter une existence remplie des privations les plus dures. Nous disions qu'il n'en serait pas ainsi sous le régime des associations, où la part du capital se trouverait d'abord amoindrie, puis définitivement supprimée, et où la part du talent serait telle qu'elle ne ferait qu'exciter l'émulation, sans pouvoir attirer à elle au point de la réduire à presque rien celle du travail, comme cela se pratique de nos jours.

Dans le modèle de contrat que nous avons publié, nous avons cru nécessaire, pour faciliter la mise en pratique, de laisser aux associations la faculté de rétribuer le travail suivant les usages adoptés dans la profession, soit aux pièces, soit à la journée. Dans notre article du mois de mai dernier sur le travail aux pièces, nous avons signalé l'abus qui a été fait de ce mode de paiement du travail, et nous avons engagé nos camarades à faire tous leurs efforts pour maintenir le prix des travaux à la journée dans les métiers où c'était encore l'usage ; mais nous avons déduit les raisons de cette dérogation à notre principe de la rétribution suivant les œuvres. Ces raisons, on se les rappelle, c'est que le paiement aux pièces devient la source, entre les mains des maîtres, d'une suite de chômages, de discussions pour les prix, et qu'en outre les maîtres n'ont plus d'intérêt à ce que leurs ateliers soient propres, clairs et salubres ; ce qui est une cause de misère de plus pour les ouvriers.

Les motifs qui nous font désirer si vivement le maintien du travail à la journée sont donc excellents, et devront avoir la même valeur tant que durera l'exploitation du travail par les capitaux ou la soi-disant intelligence ; mais ils perdront toute raison d'être dès que les ouvriers travailleront pour leur propre compte, et non pour celui d'autrui. Les choses changeront alors de face ; il s'agira d'un état régulier, pacifique, et non d'un état de guerre sourde comme celui où nous vivons. Il convient donc de voir la chose de haut, et d'examiner une à une les questions qui dominent celle du salaire, et en vue desquelles cette dernière doit être résolue.

Nous ne pensons pas que personne trouve à redire à ceci : que le mode de rétribution du travail doit se proposer d'exciter la production, et faire en sorte qu'elle soit poussée au plus haut point possible. Les sociétés actuelles ont des besoins matériels immenses, besoins pressants, et nullement factices, qui ne sont pas satisfaits, et ne pourront l'être même qu'à la condition d'un travail

aussi immense que ces besoins. Nos agriculteurs manquent des premières choses nécessaires à la vie ; dans beaucoup de localités ils n'ont pas tous du pain de froment ou de seigle, tant s'en faut ; leurs maisons, ou plutôt leurs huttes, ne sont ni carrelées ni parquetées ; les meubles leur manquent totalement, et les habits chauds sont pour eux un grand luxe. Or, toutes ces choses sont nécessaires, et il faudra les produire dès que la réforme politique aura mis ceux qui en sont privés au rang de citoyens, dès qu'ils compteront pour quelque chose dans l'État. D'où la nécessité d'un travail actif de la part de tous les membres de la société, travail plus actif qu'il ne le fut jamais.

Eh bien, nous disons que de ce point de vue seulement, de satisfaire *aux premiers besoins de tous*, la rétribution à la journée nous semble devoir être un obstacle assez grave à l'activité du travail. Et ici il faut courber la tête sous un reproche qui est commun à toute l'humanité, nous voulons parler de la répugnance instinctive que chacun éprouve pour le travail, pour le travail *réel* et *fructueux*. Nous ne réfuterons pas de nouveau la théorie du travail attrayant des phalanstériens ; nous nous en tenons à la vieille idée religieuse qui nous *impose* le travail ; or, un plaisir n'a pas besoin d'être imposé. Le bon sens et l'expérience sont d'ailleurs là pour nous donner raison, à défaut de l'autorité religieuse. Nous passons donc légèrement sur cette objection, et nous nous bornons à en appeler à tout le monde, à tous ceux dont le travail est rétribué, soit à la journée, soit à la semaine, au mois ou à l'année. Bien que la majeure partie exécute ces travaux avec toute la conscience et la probité possibles, il n'en est pas moins vrai que jamais ce travail n'a la vigueur et l'activité d'un travail rétribué aux pièces ? N'est-il pas hors de doute que nulle invention importante tendant à diminuer la somme du travail ne peut raisonnablement sortir du cerveau d'un travailleur à la journée ? Et la raison en est bien simple ; il faudrait que le travailleur à la journée fût inspiré par le désir de la gloire, ou excité par le plus noble et si rare mobile du bien public, pour suivre une autre voie que la routine à laquelle sa paresse naturelle le convie. Or c'est là qu'est l'exception, et la nature humaine est ainsi faite que ces exceptions sont malheureusement trop rares.

Nous accusera-t-on, comme l'ont fait quelques communistes, de chercher à stimuler les hommes par le hideux appât de l'argent ? Ici l'accusation est spécieuse ; elle ne manque pas d'une certaine apparence sentimentale qui la rend plus difficile à combattre. Nous ne croyons pas, en effet, que les actes utiles, et surtout ceux de l'ordre moral, puissent en principe avoir pour but le gain ; nous sommes de ceux qui trouvent abominable ce trait d'un général qui offrait une somme d'argent à des soldats pour les exciter à enlever une redoute ; mais s'il leur avait promis la croix ou la reconnaissance de la postérité, nous y aurions applaudi ; et cependant ce sont là aussi des appâts égoïstes, bien que d'un ordre supérieur. Il ne faut pas non plus ne voir que l'individu, il faut examiner et agir en vue de la société. Or, dans l'ordre industriel, est-il bon que le travail fasse des progrès en perfection et en vitesse ? Non-seulement cela est bon, mais aussi cela est de la plus grande nécessité. En provoquant ces progrès par l'espoir de récompenses honorifiques, en obtiendra-t-on ? Certainement. En y joignant une récompense pécuniaire, en obtiendra-t-on davantage ? Nul ne peut le nier. Maintenant, la société aura-t-elle perdu en moralité, en stimulant l'amour de l'argent, ce qu'elle y aura gagné en perfection industrielle ou agricole, et conséquemment en bien-être ? Nous ne le croyons pas, car ce n'est pas ce qu'on gagne qui démoralise, mais l'emploi qu'on en fait. La société doit donc, suivant autant que possible le précepte de l'Évangile, accorder la rétribution suivant les œuvres. Que si, par ce moyen, vous devenez relativement riche, l'Évangile est là, la loi morale est là qui vous indique l'usage que vous devez faire de vos richesses ; et les institutions sociales étant aussi combinées de manière que, fussiez-vous un mauvais riche, votre fortune ne puisse devenir entre vos mains un moyen d'exploitation, la société n'a rien à craindre de vous voir récompensé selon vos mérites.

Telles sont les raisons qui nous persuadent que le travail doit être, sous le régime des associations, rétribué aux pièces autant que faire se pourra ; nous pensons que c'est une des principales conditions des perfectionnements à obtenir, et dans la vitesse d'exécution

et dans la bonté des produits ; nous disons que c'est la seule manière d'opérer conformément à la justice et à la véritable égalité ; car la rétribution égale pour un certain nombre d'heures de travail peut constituer, chacun le sait, une énorme inégalité, puisque les bonnes volontés sont loin d'être égales.

Il nous reste à combattre une dernière objection, qui consiste en ce que les hommes que Dieu a créés faibles et débiles, ou même incapables de certains travaux qui exigent plus ou moins d'intelligence, sont condamnés par nous à une position inférieure, ce qui blesserait effectivement toute idée de justice distributive. Nous répondrons, pour ce qui concerne les faibles et les débiles, que, dans toute société bien ordonnée, celui-là seul qui ne *peut pas* travailler ne doit pas manger. Quant à celui qui ne le *peut pas*, c'est à la société à y pourvoir ; mais il peut arriver que le débile puisse être employé à des travaux doux et néanmoins aussi bien rétribués que d'autres, comme aussi celui qui n'est pas capable d'exercer une certaine fonction peut très-bien être employé utilement dans une autre ; toute la question est donc de favoriser le classement des uns et des autres ; c'est le rôle de la société, qui ne doit jamais néanmoins blesser la liberté de l'individu. A ce dernier appartient donc la responsabilité de son choix, et il aura à supporter les conséquences qu'il entraîne, mais la société doit l'avoir préalablement averti, dirigé et prémuni contre les obstacles.

Cette objection disparaît donc comme les autres ; nous regrettons seulement que l'espace nous manque pour développer plus grandement cette démonstration, sur laquelle nous aurons du reste fréquemment occasion de revenir.

Qu'on n'oublie pas que ce que nous venons de poser en principe ne peut et ne doit s'appliquer qu'au régime régulier des associations industrielles et agricoles ; que, sous le régime actuel, les conséquences en sont désastreuses, et que nous devons faire tous nos efforts pour empêcher le développement de son application dans le temps présent, car elle tournerait alors au profit de quelques-uns et au détriment du peuple entier.

Le treizième anniversaire de la révolution de Juillet a été célébré cette année par les citoyens, sans la participation du pouvoir. Un grand nombre de gardes nationaux, d'ouvriers et d'étudiants se sont rendus à la colonne monumentale de la place de la Bastille, autour de laquelle ils ont défilé en chantant la *Marseillaise*.

Un grand nombre de banquets et réunions partielles ont eu lieu dans les différents quartiers de la capitale.

VARIÉTÉS.

DES FÊTES PUBLIQUES.

Le gouvernement s'est enfin décidé à compléter l'escamotage peu adroit qu'il prépare depuis si longtemps ; il a supprimé, cette année, ce que l'on appelait les *fêtes de juillet*. Nous pouvons sans doute regarder cette suppression comme définitive ; et comme un prétexte spécieux le motif dont on a voulu le couvrir ; car si la douleur de la famille royale n'a pas empêché la fête du 1^{er} mai, nous ne voyons pas pourquoi elle aurait plutôt porté sur celles de Juillet. Certes nous ne regrettons pas la pauvre fête que faisait à la révolution le gouvernement que les grands journaux appellent le Gouvernement de Juillet. Ce n'est pas quelques misérables boutiques de foire, ornées de manière à les faire prendre pour des échopes de fripier ; de pauvres saltimbanques et des espèces de théâtres en plein vent où sont représentées des pantomimes, deux mâts de cocagne et un feu d'artifice, sans compter les illuminations de rigueur, ce n'est pas cela que le peuple accepte comme une fête nationale, un souvenir de dévouement à la patrie, et un enseignement pour la jeunesse.

Les fêtes publiques doivent suivre les progrès politiques et sociaux, être l'expression complète du mouvement national de leur époque ; il faut au peuple des fêtes qui parlent à son imagination, qui lui rappellent les grands faits des générations passées, et qui en même temps lui apprennent à continuer l'œuvre de ses pères, à faire marcher l'humanité par le sacrifice et le dévouement.

Mais malheureusement il n'en a pas toujours été ainsi ; il est souvent arrivé que, comme aujourd'hui, le pouvoir n'ayant pas conscience du sentiment national, ou craignant et sa manifestation et son développement, ait voulu remplacer les fêtes vraiment populaires par des programmes insignifiants, composés de bateleurs et de lampions ; alors aussi il est arrivé que, comme aujourd'hui, le peuple a préféré s'abstenir et travailler plutôt que de prendre sa part de réjouissances sans valeur et dégradantes.

Dans les premiers temps de la monarchie française, on faisait des *champs de mai* des fêtes guerrières, où le peuple était admis ; c'était là que se réglaient les affaires de la nation, la paix ou la guerre, les lois à proclamer et les expéditions guerrières à faire : ces grandes réunions tenaient en éveil les sentiments d'unité et de patriotisme. Plus tard, au moyenâge, le peuple eut ses fêtes religieuses, d'une signification profonde ; ces fêtes de saints qui nous paraissent aujourd'hui une superfétation, et que l'Eglise, dans sa sagesse, ne pouvant faire plus alors, avait instituées pour que le pauvre paysan, le pauvre ouvrier, eussent quelques jours de repos et ne fussent pas brisés sous les travaux que commandaient les seigneurs d'alors ; ces cérémonies, si bien appropriées aux mœurs et aux habitudes du temps, et qui pour un moment égalisaient tous les rangs, devaient, dans la haute prévision des hommes qui les instituaient, préparer les transformations morales et sociales des siècles futurs. Qui ne sait la grande puissance qu'exerça, pendant un temps, Jérôme Savonarole, le grand dominicain de Florence ? Les fêtes qu'il avait instituées avaient en cinq ans tellement changé l'aspect de la ville qu'elle semblait méconnaissable, au dire d'un contemporain. Et que l'on ne s'y trompe pas, l'œuvre que Savonarole tentait était toute révolutionnaire et catholique, car elle lui a valu la persécution des grands et des puissants, persécution couronnée par le martyre.

Dans les temps qui ont précédé la révolution française, il n'y avait plus de fêtes populaires dans le sens où nous l'entendons. Quel enseignement aurait-on pu donner au peuple ? on croyait l'avoir abruti et inferiorisé. La Convention fit voir combien on s'était trompé ; elle sentit immédiatement le puissant levier qu'elle pouvait trouver, et le grand comité de salut public institua les quatre grandes fêtes nationales.

Le 14 juillet devait rappeler la destruction du despotisme : ce jour-là, la Bastille avait été détruite, et sur ses ruines on avait élevé un écriteau avec cette inscription : *Ici l'on danse* : le peuple se livrait à la joie en voyant revenir le jour qui avait salué l'aurore de sa liberté. — Le 10 août, les Tuileries avaient été prises, et, suivant l'énergique expression écrite sur la porte pendant la bataille par un des combattants, *la royauté avait été abolie en France*. — Le 21 janvier était la grave commémoration du grand acte de justice nationale ; ce n'était pas précisément une fête, c'était l'adhésion que faisaient les fils à l'œuvre accomplie par leurs pères : *Quelque pénible que soit ce devoir*, disait-on, *si c'était à recommencer, nous le ferions aussi*. — Le 31 mai était le renouvellement de la protestation pour l'unité française ; on pouvait se redire ces mots d'un conventionnel, à qui des fédéralistes, qui voulaient laisser démembrer la France, criaient : *Avez-vous donc fait un pacte avec la victoire ?* — *Non*, dit-il, *mais nous en avons fait un avec la mort*.

Dans ces fêtes, tout le monde était acteur ; c'était ordinairement David le peintre qui était l'ordonnateur, et l'on ne peut s'empêcher d'en admirer la touchante simplicité en même temps que la grandeur, malgré les souvenirs romains dont elles sont mêlées, et qui malheureusement étaient dans les habitudes du temps. Donnons-en quelques descriptions pour mieux en faire juger nos lecteurs.

La seule fête patriotique qui eut lieu avant la Convention fut celle de la Fédération, à l'anniversaire du 14 juillet. Cent quatre-vingt-dix mille fédérés, venus de tous les départements, y jurèrent sur l'autel de la patrie de mourir pour la constitution. Les patriotes et la cour semblaient réunis, l'espoir paraissait renaître, et la France, devenue pour un moment entièrement révolutionnaire, avait vu tous ses enfants, sans distinction de rang, d'âge, ni de sexe, travailler d'enthousiasme aux préparatifs de la fête.

Aussi, quand, le jour venu, le peuple entier fut rassemblé au Champ-de-Mars, quand le roi, debout et découvert, jura fidélité à la constitution, quand l'évêque d'Autun, revêtu de ses habits ponti-

ficaux et ceint de l'écharpe nationale, commença à célébrer la messe sur l'autel de la patrie, il y eut un instant d'enthousiasme, de fraternité et d'espoir impossible à dépeindre.

Hélas ! fallait-il donc que cette fête, la seule du régime monarchique constitutionnel, fût sans lendemain ! fallait-il donc que ce roi si fêté achevât de mériter le supplice qui lui ôtait la vie après la couronne ! fallait-il donc que ce prêtre révolutionnaire fût Talleyrand, l'apostat de toutes les croyances, de tous les régimes !

Plus tard, quand fut abolie la royauté, d'autres fêtes succédèrent. Nous citerons celles du 10 août 1793, la fête de l'acceptation de l'acte constitutionnel : David en avait tracé le programme. La cavalerie et l'infanterie ouvraient la marche, puis était portée la statue de la Liberté ; venaient les quarante-huit sections de Paris, avec des bannières sur lesquelles on remarquait l'œil de la surveillance, puis la Convention arrivait, chacun de ses membres portant à la main un bouquet d'épis de blé et de fruits, et autour d'eux les envoyés des assemblées primaires formant une chaîne ; liés ensemble par un cordon tricolore, ils tenaient d'une main un rameau d'olivier, de l'autre une pique. Devant l'assemblée marchaient huit députés portant, dans une arche, l'acte constitutionnel et la déclaration des droits de l'homme.

Des groupes de peuple suivaient, et, confondus avec eux, tous les fonctionnaires, le conseil exécutif, les juges, etc.

Les héroïnes des 5 et 6 octobre, assises sur les canons qu'elles avaient pris ; sur un char les élèves de l'institution des jeunes aveugles faisaient retentir l'air de leurs chants ; sur une charrette, chargée en char de triomphe, un vieillard et sa vieille épouse étaient trainés par leurs enfants ; plus loin huit chevaux blancs conduisaient un char de guerre sur lequel reposait l'urne cinéraire des citoyens morts pour la cause de la République ; enfin la marche était fermée par un tombereau chargé des attributs de la royauté et de l'aristocratie, qui furent brûlés sur la place de la Révolution.

Nous citerons encore la fête de l'Etre suprême, le 20 prairial an II (9 juin 1794), dont l'ordonnance, aussi simple que magnifique annonçait que le génie de David avait parfaitement conçu le caractère de la cérémonie.

Jamais le ciel ne brilla d'un éclat plus radieux. Au lever du soleil, la musique militaire, les salves d'artillerie annoncent la solennité ; les maisons s'ornent de drapeaux tricolores, de guirlandes de fleurs et de verdure ; les groupes se forment ; les hommes tiennent en mains des branches de chêne, les femmes et les enfants des bouquets de fleurs : ils se rendent au jardin national.

Les membres de la Convention sortent du palais des séances et prennent place sur une estrade adossée au pavillon du centre ; Robespierre, président de l'assemblée, monte à la tribune et prononce une variante de son magnifique discours sur les rapports des idées religieuses et morales avec les principes républicains, qu'il avait lu l'avant-veille à la Convention, au milieu des applaudissements de tous ses collègues.

Une symphonie religieuse se fit ensuite entendre, et Robespierre s'avança, armé d'une torche, jusqu'au bassin circulaire, situé dans le parterre, en face de l'entrée du palais. On y avait élevé une sorte de pyramide entourée des figures allégoriques de l'athéisme, de l'ambition, de l'égoïsme, et de la fausse simplicité ; arrivé à ce groupe, il y mit le feu ; tous ces emblèmes, toutes ces figures des passions et des vices de l'humanité disparurent, et de l'épaisse fumée qui enveloppait les groupes, on vit sortir, saluée d'applaudissements unanimes, la statue de la Sagesse. Robespierre remonta alors de nouveau à la tribune et adressa au peuple une seconde harangue, qu'il termina par ces mots :

« Français, vous combattez des rois, vous êtes dignes d'honorer la Divinité. Etre des Etres, auteur de la nature, nous n'avons point à t'adresser d'injustes prières ; tu connais les créatures sorties de ta main, leurs besoins n'échappent pas plus à tes regards que leurs plus secrètes pensées ; la haine de la mauvaise foi et du despotisme brûle dans nos cœurs avec l'amour de la justice et de la patrie. Notre sang coule pour l'humanité, voilà notre prière, voilà le culte que nous t'offrons. »

La cérémonie terminée aux Tuileries, les membres de la Convention, suivis du peuple, partagé en deux colonnes, se dirigèrent vers le Champ-de-Mars, nommé alors le Champ-de-la-Réunion.

La fête continua par des cérémonies emblématiques ; on chanta des hymnes patriotiques, composés par Chénier et Desvignes, et mis en musique par Méhul, Cherubini, Lesueur, Gossec, et de jeunes républicains, l'épée nue à la main, vinrent jurer devant les vieillards de vaincre ou de mourir pour la liberté et la patrie.

La fête se termina par des danses et des repas fraternels dans les rues et sur les places publiques.

Mais quelques jours après cette fête viennent les fatales journées de thermidor ; les hommes honnêtes, purs et sincèrement patriotes, ayant été mis à mort par les aristocrates de tous les partis, il n'y eut plus en France de fêtes vraiment nationales, vraiment populaires ; les gouvernements qui suivirent le grand comité de salut public, étant tous formés de contre-révolutionnaires, prirent à tâche d'étouffer tout sentiment patriotique : il n'y eut même plus, pour ainsi dire, de fêtes publiques.

Sous l'Empire, le peuple c'était l'armée ; l'empereur se faisait adorer par elle ; aussi toutes les fêtes ont-elles eu alors l'empereur pour but et ont-elles été militaires ; la victoire, la conquête étaient ce que l'on y célébrait ; il n'y avait pour le peuple que les *réjouissances publiques*, comme il y en a eu dans tous les temps, même sous la Restauration, ou l'on n'avait rien trouvé de mieux pour régaler et amuser le peuple que de lui jeter des vivres et du vin, comme aux esclaves antiques. Ces temps ignobles sont loin, et c'est presque une conquête de juillet.

Toujours défiants, les gouvernements mauvais s'efforcent d'étouffer dans le peuple tout sentiment national ; ils cherchent bien plutôt à le corrompre qu'à le diriger vers les grandes choses ; aussi s'empressent-ils toujours de supprimer tous les anniversaires des grands événements du passé, toutes les solennités vraiment populaires. Ils comprennent cependant que le peuple, en qui réside le sentiment du beau, aime les fêtes publiques : aussi, quand il y a dans une famille princière baptême ou mariage, on s'empresse d'ordonner des cérémonies publiques auxquelles on s'efforce de faire participer le peuple, qui n'y va guère alors, ou qui n'y va du moins que pour rire tout haut de la sottise de ses gouvernants, qui lui donnent en spectacle leurs joies et leurs douleurs domestiques.

Mais, on l'a vu, tous les gouvernements populaires et nationaux ont eu grand soin de surveiller tout ce qui touchait le peuple, tout ce qui pouvait l'impressionner ou le passionner vivement ; et toujours les fêtes, les cérémonies dans lesquelles il était acteur, ont été considérées par eux comme le plus puissant moyen d'éducation sociale. Que conclure de là ? c'est que notre pouvoir n'a pas le vrai sentiment populaire. Eh ! mon Dieu, tout le monde sait cela. Ne nous plaignons donc pas...

Il y a eu cependant de notre temps deux fêtes que nous devons citer : à Strasbourg l'inauguration de la statue de Guttemberg, mais il est vrai de dire que le gouvernement n'y avait rien organisé ; c'était une fête vraiment populaire, et elle a laissé un grand souvenir en Alsace ; elle pourra servir un jour de modèle à toutes les villes qui auraient à célébrer ainsi une gloire de leur cité en même temps qu'un progrès tout social.

La fête de l'anniversaire du siège de Lille a été aussi toute populaire et patriotique, le pouvoir ne s'y est pas joint ; bien mieux, comme c'était un anniversaire révolutionnaire, il a tout fait pour s'y opposer ou du moins pour l'entraver. La fête a donc eu lieu malgré lui, et, comme à Strasbourg, elle n'a été troublée par aucun sergent de ville, par aucun emploi inutile de la force, et partant par aucun désordre.

Et maintenant, puisque, sentant son impuissance, craignant le réveil de l'enthousiasme populaire, et voulant étouffer tout souvenir révolutionnaire, le gouvernement supprime l'anniversaire des trois jours, nous devons l'avouer, nous préférons cet oubli de son origine à la manière dont il y rendait hommage. Le peuple, lui, qui n'a rien à voir dans les joies et dans le deuil des cours, se souviendra que juillet a été témoin de deux révolutions, et quand viendront des jours meilleurs, débarrassé alors de toutes les entraves qui pèsent sur lui, il célébrera dignement les anniversaires de nos combats pour la liberté.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie de A. Réué et comp., 52, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît à la fin de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 franc, en échange de laquelle on reçoit quatre exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

De l'éducation et de l'instruction du peuple par le journalisme. — Attaques contre *L'Atelier* : — M. Dérains; — *le Nouveau Monde*. — Où en est l'institution des prud'hommes? — VARIÉTÉS. Les chansons des rues.

DE L'ÉDUCATION ET DE L'INSTRUCTION DU PEUPLE PAR LE JOURNALISME.

(EXAMEN D'UN PROJET DE M. DE LAMARTINE.)

Les journaux ont publié récemment une réponse de M. de Lamartine à une lettre que lui avait écrite M. Chapuis-Montlaville, pour lui demander son avis sur un projet de publication populaire d'un *Plutarque français*. Cette réponse touche à des questions trop importantes pour que nous soyons dispensés d'en parler. Nous allons en présenter une rapide analyse.

M. de Lamartine approuve fort qu'on s'occupe de moraliser le peuple. Jusqu'à ce jour on n'a fait que le flatter, parce qu'on avait besoin de lui pour soulever les gouvernements ou conquérir les nations voisines; mais, dès qu'on pouvait se passer de lui, on le replaçait dans son infériorité, en lui disant : « Obéis, et travaille ! » Le peuple se laisse trop facilement séduire; il a des goûts dépravés, mais il a aussi des sentiments généreux : il faut développer ceux-ci, et réagir contre ceux-là. Quand on s'occupe de moraliser le peuple, on ne doit pas craindre de l'aborder de front, de lui dire franchement la vérité, et de lui faire comprendre que, s'il a pour lui le nombre, on a pour soi la force morale, et qu'on ne le craint pas. Il faut réagir contre les passions des masses, et c'est ici qu'il est important de s'entendre : leur parlera-t-on de gloire, les entre-tiendra-t-on dans le patriotisme, ou sacrifiera-t-on ces deux points de vue à celui de la civilisation? « Si vous écrivez au point de vue de la gloire, vous plairez beaucoup à une nation guerrière, qui a été éblouie bien avant d'être éclairée, et que cet éblouissement a aveuglée bien souvent sur la valeur réelle des hommes et des choses qui brillaient sous son horizon. Si vous vous placez au point de vue exclusif de son patriotisme, vous passionnerez beaucoup un peuple qui a pour son sublime égoïsme l'excuse même de son salut et de sa grandeur, et qui, en se sentant si grand et si fort, a pu croire quelquefois qu'il était seul, et que l'Europe se résuait en lui. Mais ni l'un ni l'autre de ces points de vue ne vous donneront la vérité vraie, c'est-à-dire la vérité générale; ils ne vous donneront que la vérité française; or, la vérité française n'est vraie qu'à Paris : passez la frontière, c'est un mensonge. » Le 18 brumaire est donné comme exemple. Envisagée au point de vue de la gloire, l'usurpation de Bonaparte serait justifiée, car il est glorieux de voir

un soldat parvenu s'emparer du pouvoir suprême avec une compagnie de grenadiers; envisagée au point de vue du patriotisme, elle serait encore justifiée, car Bonaparte usa de sa puissance pour vaincre les ennemis de la France; mais envisagée au point de vue de la civilisation et de la moralité pure, elle serait condamnée, car Bonaparte fit avorter la révolution, et priva le monde de tous les fruits qu'elle devait porter. Il faut donc se garder d'entretenir dans le peuple ces passions étroites et égoïstes, les passions françaises de gloire et de patrie, et n'enseigner que des vérités qui soient admises pour telles chez toutes les nations.

Pour arriver à éteindre ces passions, M. de Lamartine a depuis longtemps conçu un projet dont le gouvernement et le parti conservateur ne se sont point souciés, et qu'il confie aujourd'hui au public; le voici : « Créer un journal des masses, quotidien, à grand format, à un prix d'abonnement qui ne dépasse pas cinq journées de travail; attacher à la rédaction de cette œuvre, sans acception d'opinion ou de parti, par le sentiment même du bien à faire, et par de hautes et honorables rétributions de leur travail, tous les hommes qui, en France ou en Europe, marchent à la tête de la pensée, de la philosophie, de la science, de la littérature, des arts, et même des métiers; demander à chacun d'eux un certain nombre d'articles sur chacune des hautes spécialités où ils règnent : à celui-là la philosophie morale, à l'un la science, à l'autre la philosophie, à un autre la politique, mais la politique générale seulement, etc. » C'est par ce moyen qu'on peut instruire et moraliser le peuple, et préparer son règne en l'élevant en dignité réelle. Pour réaliser ce projet, il suffirait d'un million par an, et si un million de personnes voulaient donner annuellement cette petite pièce qui glisse si facilement entre les doigts, on opérerait la plus pacifique et la plus salutaire des révolutions. M. de Lamartine ne peut réaliser ce projet parce qu'il n'a pas le million à lui seul; mais que les bons citoyens trouvent ce million, et il se charge de trouver les hommes; en attendant il offre « un cœur, une foi et une voix. »

Si les idées et le projet que nous venons d'analyser portaient de quelque écrivain vulgaire, nous nous serions abstenus d'en parler; mais les opinions des hommes célèbres ont toujours une grande portée, soit pour le bien, soit pour le mal, et il faut que nous agissions à l'égard de ces hommes comme le député-poète veut qu'on agisse à l'égard du peuple. Sans doute un écrivain ne parvient pas à la célébrité sans avoir quelques mérites réels, mais il est peu d'écrivains en renom qui n'aient ces deux goûts dépravés que M. de Lamartine a trouvés dans le peuple, savoir, l'adulation et le mensonge; et puisqu'il ne faut plus se laisser éblouir sur la valeur

des hommes qui brillent sous notre horizon d'un éclat plus ou moins pur, nous aurons le courage de les aborder franchement, et de leur dire face à face quelques dures vérités.

Disons d'abord à M. de Lamartine qu'il commet une grave, très-grave erreur, quand il prétend qu'en France l'amour de la gloire et celui de la patrie sont exclusifs de l'amour de la civilisation et de la moralité pure. L'usurpation de Bonaparte au 18 brumaire ne fut jamais populaire; elle ne fut vantée que par les complices et les courtisans du soldat usurpateur; et tout le monde savait fort bien que Bonaparte pouvait avoir une grande influence sur le gouvernement, qu'il pouvait se mettre à la tête des armées et gagner des batailles sans commettre l'attentat de brumaire. Si la nation l'a excusé plus tard, c'est parce qu'elle espérait de lui de grands actes civilisateurs, et c'est parce qu'il n'a pas assez fait, sous ce point de vue, que le peuple s'est retiré de lui.

Si M. de Lamartine, qui ne voit point de frontières dans le ciel (1), vivait un peu moins dans les nuages, il saurait que le patriotisme français n'a rien de comparable avec le patriotisme antique; il saurait que le but du patriotisme antique était de subjuguier l'ennemi, et que le but du patriotisme français est d'affranchir les nations subjuguées. Que M. de Lamartine veuille donc bien se rappeler le cri des volontaires de 92 et des glorieuses années qui suivirent, et il saura si l'amour de la patrie excluait alors l'amour de la civilisation! Les guerres de l'Empire ne prouveraient pas contre notre opinion; car si elles sont racontées avec bonheur par le peuple, c'est qu'il croit fermement qu'elles eurent aussi un but civilisateur. Et de nos jours, qui donc fait au gouvernement un crime de n'avoir pas secouru les nations qui voulaient s'émanciper, si ce ne sont ces masses populaires où vit si profondément l'amour de la gloire et de la patrie? Allez donc demander à la Pologne, à l'Irlande, à l'Italie, à la Grèce, c'est-à-dire aux peuples les plus intéressants de l'Europe, si la vérité française est mensonge chez eux! La vérité française n'est mensonge, ne l'oubliez pas! que pour les oppresseurs des peuples, et pour quelques-unes de ces populations allemandes, dans l'esprit desquelles les despotes d'outre-Rhin ont suscité une stupide jalousie contre la France. L'amour de la gloire et l'amour de la patrie sont, en France, inséparables de l'amour de la moralité pure; la passion dominante des Français, c'est de répandre la civilisation en tous lieux; leur formule chérie, c'est : fraternité universelle. Pour réaliser cette fraternité universelle, pour arracher les peuples à l'oppression, ne faut-il pas un corps puissant, une nation qui soit, comme disait un révolutionnaire fameux, l'effroi des oppresseurs et l'espoir des opprimés? Si cette nation n'existait pas, où donc les Polonais, les Irlandais, les Italiens et tant d'autres peuples placeraient-ils leur espoir?

Or donc, en présence des maux qui affligent l'Europe actuelle, venir travailler à amoindrir le sentiment national en France, c'est commettre la faute la plus grave qu'un homme puisse commettre; c'est servir les puissances ennemies; c'est briser le moyen de la civilisation; c'est éteindre le foyer des progrès futurs.

Sans doute, M. de Lamartine n'a pas conscience de la faute qu'il commet; mais une seule réflexion suffira pour la lui faire comprendre : c'est que le journal qu'il se propose de faire ne sera pas admis dans les États où les idées françaises passent pour mensonges, à moins qu'il n'y enseigne au peuple la soumission absolue à ses dominateurs; mais les idées du journal en question seraient réputées fausses dans ces États, si elles tendaient à l'affranchissement des classes subjuguées. Pensez-vous, monsieur le député-poète, que vous auriez partout le droit de dire, et qu'on accepterait partout comme vérités, ce que vous avez dit récemment à vos

électeurs de Mâcon? Allez donc, allez un peu parler de liberté, d'égalité et de fraternité universelles en Prusse, en Autriche, en Russie, etc.; et lorsque vous serez jeté dans quelque profond cachot, vous vous prendrez alors à souhaiter qu'il se trouve quelque part une nation qui aime ces idées, et qui soit assez puissante pour arracher les peuples au joug qui les écrase.

Que Dieu préserve donc le peuple du journal projeté! car, alors même qu'on n'aurait pas le parti pris de réagir contre l'amour de la gloire et de la patrie, on ne pourrait que constituer une vaste *Babel* littéraire, qui jetterait la confusion dans l'esprit du peuple, et lui ferait perdre son vieux et gros bon sens. Voyez-vous, en effet, un journal populaire fait par des hommes de tous pays et d'opinions diverses? Voyez-vous des catholiques, des protestants, des panthéistes, des matérialistes, réunis pour l'instruction du peuple? Voyez-vous les uns nous disant que nous devons nous soumettre à une autorité morale extérieure; d'autres, qu'il faut nous révolter contre elle, et ne reconnaître d'autre autorité que celle de notre raison? Voyez-vous ceux-ci nous enseignant que nous sommes des parties de Dieu, et ceux-là qu'il n'y a point de Dieu du tout? d'autres encore disant gravement au peuple que toutes les religions sont usées, et qu'il faut attendre, pour croire à quelque chose, que l'humanité ait enfanté une nouvelle religion?

Eh! messieurs, laissez le peuple à sa simplicité! mieux vaut être simple et ignorant que d'être absurde. Sans doute il serait très-beau que des hommes d'élite voulussent verser leurs lumières sur lui; mais encore faudrait-il qu'ils eussent des lumières réelles, et qu'ils s'entendissent sur ce qui doit faire la base de tout enseignement, savoir, la religion et la morale. Or, il n'en est rien maintenant; M. de Lamartine devrait le savoir, et, tout le premier il aurait dû commencer par formuler son *credo*, et nous dire s'il pensait retourner au catholicisme, ou enseigner le panthéisme de sa *Chute d'un Ange*.

Quant à la partie financière du projet, elle n'est pas réalisable : c'est un véritable château en Espagne. On trouverait sans doute des rédacteurs moyennant hautes et honorables rétributions; mais on ne trouvera pas le million : les pauvres ne souscriront pas, parce qu'ils n'ont pas confiance, et les riches ne se priveraient pas d'un verre de champagne pour si peu de chose que l'instruction du peuple; ils se contenteront de faire des vœux pour son amélioration.

Ainsi donc, bon gré mal gré, il faut renoncer à l'idée de moralisation des classes inférieures par les classes supérieures; mais le peuple n'est pas ingrat, et ce qu'on désire pour lui, il est depuis longtemps disposé à le faire pour les autres. En effet, les plus actifs d'entre ses enfants s'occupent sérieusement de rechercher par quels moyens on pourrait opérer la moralisation des classes supérieures par les classes inférieures. Nombre de gens, même parmi les bien élevés, prétendent que l'urgence est plutôt pour cette réforme-ci que pour l'autre. Mais on ne se dissimule pas qu'elle est bien difficile, car il ne suffit pas ici d'offrir « un cœur, une foi et une voix », il faut plus, beaucoup plus! il faut offrir tout ce que comporte le dévouement le plus complet.

Si M. de Lamartine veut coopérer à cette réforme, il sera le bienvenu.

Attaques contre l'Atelier.

Que diriez-vous, lecteurs, d'un homme qui, ayant un procès avec son voisin, s'en irait trouver un autre juge que celui qui aurait déjà entendu les premières raisons des deux parties, et qui, plaidant sa propre cause en l'absence de la partie adverse, prêterait à celle-ci des intentions auxquelles elle n'aurait jamais songé, des prétentions absurdes, dangereuses, et, sans produire de pièces à l'appui de ses dires, demanderait au juge de prononcer? Le mot

(1) Voir sa réponse à T. Becker (*Revue des Deux-Mondes*, 1840).

que vous trouvez est dur pour ce plaideur, n'est-ce pas? Eh bien, vous serez fort tentés de l'appliquer à l'auteur d'une brochure qui vient d'être publiée, quand nous vous aurons montré sa manière de procéder à l'égard de ses adversaires.

En avril dernier, nous reçûmes de M. Dérains, avocat de Paris, une lettre qui contenait un essai de réfutation de nos doctrines. Avant de livrer cette lettre et notre propre réponse à la publicité, nous voulûmes nous assurer que nous comprenions bien la pensée de notre correspondant, et nous l'invitâmes à venir au milieu de nous, pour répondre à un certain nombre de questions que nous avions à lui adresser. Nous étions heureux d'avoir enfin à qui parler; nous n'aurions pas hésité, lors même qu'il se serait agi de discuter avec les plus habiles adversaires du christianisme, par cette raison toute simple que nous voulions soumettre nos croyances aux plus dures épreuves, persuadés que, si notre doctrine était la vraie doctrine, elle devait donner, même à des ignorants comme nous, la force nécessaire pour vaincre ceux de ses ennemis qui passent pour avoir le plus de science.

M. Dérains voulut bien accepter. Mais, soit qu'une première et fort courte discussion ne lui ait point donné le résultat qu'il s'en promettait, soit qu'il lui ait déplu de discuter avec des ouvriers, il refusa obstinément de revenir, ou de continuer ailleurs la discussion avec des personnes plus instruites. Nous lui rendîmes alors sa lettre pour y faire telles corrections qu'il lui plairait; il la recorrigea une seconde fois, et l'augmenta considérablement, après quoi nous exposâmes franchement aux lecteurs de *L'Atelier* le pour et le contre sur la question de la certitude morale, dans un supplément qui parut avec le numéro de mai dernier.

Voilà quelle fut notre manière d'agir envers M. Dérains. Voyons maintenant comment il s'est comporté envers nous.

M. Dérains, qui n'aime pas la discussion contradictoire, a jugé plus convenable d'imiter le plaideur dont est question plus haut, en s'adressant à un autre public, et en ne lui faisant entendre, qu'une cloche et qu'un son. Il fit republier sa lettre, toute seule, dans une petite revue; elle fut ensuite recommandée dans la *Revue indépendante*, toujours sans qu'il y fût question de la réponse. Enfin il vient de publier une brochure dans laquelle il reproduit de nouveau et sa première lettre et une réponse à notre travail sur la question de la certitude, sans se donner la peine de mettre le public qu'il choisit en état de juger, en exposant, à notre exemple, le pour et le contre. Au contraire, il cherche à lui faire prendre le change. Il opère sur nous à peu près comme le maître à chanter du *Barbier de Séville* opère sur ses ennemis; ou, si on le préfère, il fait, du travail auquel il prétend répondre, une sorte de mannequin contre lequel il s'escrime avec non moins d'ardeur et de succès que le guerrier des théâtres en plein vent contre l'innocent Bédouin qui doit se laisser battre.

Voyons en effet :

La brochure porte le titre suivant : *Courtes réponses à deux articles du journal L'ATELIER*, par E. Dérains. Au-dessous du titre, l'auteur a placé trois épigraphes, dont voici la première :

« ... Ils voudraient persuader que la liberté politique est possible sous la tyrannie religieuse. » Michelet, *Des Jésuites*.

Ce qui veut dire : Les ouvriers de *L'Atelier* voudraient persuader que la liberté politique est possible sous la tyrannie religieuse; mais ils sont comme les jésuites; ils veulent prendre le peuple au piège.

Mais quoi! monsieur l'avocat! les éclectiques décidément ne font donc la guerre aux jésuites que par un pur sentiment de jalousie? Ils sont donc réduits à voler aux jésuites la manière d'insinuer une calomnie? Nous ne nous trompons donc pas quand nous disions, il n'y a pas longtemps, qu'il fallait mettre l'éclectisme et le jésuitisme dans le même sac?

Ah! messieurs les ouvriers! vous voulez soumettre vos croyances à l'épreuve d'une discussion libre! Vous voyez bien que vous voulez étouffer les lumières et la liberté, jésuites que vous êtes! — Ah! vous voulez que nous autres lettrés nous allions poser devant vous, et laisser voir à des illettrés toute la pauvreté de nos idées! Quelle autre preuve pourrait-on donner de votre tyrannie, jésuites que vous êtes!

Mais passons de l'épigraphe à la préface.

« Parmi les hommes dévoués à la cause démocratique; il en est quelques-uns qui, *désertant* les rangs des révolutionnaires de 89, ont été se ranger sous les drapeaux du catholicisme. »

Voilà une preuve qu'on peut être avocat, éclectique, et même écrire avec art, sans savoir ce qu'on dit; à moins que l'auteur ne procède encore ici à la manière du maître à chanter de la pupille de Bartholo; et il est concevable que, dans l'un ou l'autre cas, il n'aime pas à discuter en présence de ses adversaires.

Nous avons déserté les voies des révolutionnaires de 89! Mais ces révolutionnaires étaient, nous l'imaginons, ceux qui prirent la Bastille. Or, après cette immense victoire, il y eut de grandes cérémonies religieuses dans les églises de Paris, et notamment à Saint-Étienne-du-Mont, où les vainqueurs vinrent en foule rendre grâce à Dieu et à sainte Geneviève, la patronne de la vieille cité, du triomphe qu'ils avaient obtenu sur les ennemis du peuple. Ce n'est donc pas nous qui avons déserté les voies des révolutionnaires de 89! — pas davantage celles des révolutionnaires de 1830, et si M. Dérains et les siens avaient assisté à la cérémonie funèbre qui eut lieu devant le Louvre, le lendemain de la bataille, il aurait pu voir avec quel recueillement profond, avec quel attendrissement les soldats des trois jours écoutaient les paroles du prêtre récitant l'office des morts!

Par révolutionnaires de 89, voudrait-on parler de cette faction de bavards, d'intrigants, de disciples fidèles de Voltaire, qui voulurent arrêter le mouvement transformateur dès qu'il leur eut permis de s'emparer de la direction sociale; de cette faction qui voulait fédéraliser la France; qui, repoussée du pouvoir, se vengea en allumant partout la guerre civile, et qui enfin parvint, à force d'actions honteuses, à enrayer pour longtemps la révolution? Si l'on veut parler de ces révolutionnaires, nous n'avons pas eu, Dieu merci, à désertar leurs voies!

Vient-on, par révolutionnaires de 89, parler de ce groupe d'hommes qui, sous le nom de Jacobins, dirigèrent le mouvement en 92, 93 et 94? Mais ces hommes-là vous auraient repoussé, vous qui persistez à être le plus grand admirateur de Voltaire, et qui défiez la raison individuelle. Écoutez ce que Robespierre disait de l'école voltairienne : « On lui doit cette philosophie pratique qui, réduisant l'égoïsme en système, regarde la société humaine comme une guerre de ruses, le succès comme la règle du juste et de l'injuste, la probité comme une affaire de goût et de bienséance, le monde comme le patrimoine des fripons adroits. » Souvenez-vous de plus avec quel acharnement Robespierre poursuivit cette autre faction, imbue aussi d'idées voltairiennes, qui voulut élever des autels à la Raison. Mais il est probable qu'à vos yeux les hébertistes furent les vrais révolutionnaires : ils montrèrent en effet la même haine que vous contre tout ce qui touchait à la religion; et eux aussi accusèrent Robespierre de désertar les voies révolutionnaires et de retourner aux superstitions catholiques. Mais nous avons pour les hébertistes un mépris non moins profond que pour les girondins, et certes nous aurions déserté leurs voies, si nous avions jamais eu le malheur d'y tomber!

Mais quoi! parce que nous voulons rester fidèles à la foi du peuple qui prit la Bastille; parce que nous voulons éviter ce vague déisme qui, au jour des plus grands dangers, fut impuissant à empêcher les chefs jacobins de tomber dans un fatal découragement, on prétend que nous faisons fausse voie! Mais qui donc vient ici nous accuser de désertion! Qui sont-ils, ceux qui se permettent un tel langage? d'où viennent-ils, et qu'ont-ils donc fait pour le peuple qui leur donne le droit de parler ainsi de nous? — Ils ont fait de notre temps tout ce qu'il fallait pour troubler les esprits, pour les désunir, pour faire que chacun ne reconnût d'autre autorité que celle de sa raison dans les questions de morale et de politique; en un mot, ils continuent l'œuvre de ceux qui firent avorter la révolution, en jetant parmi nous des germes de désunion, de doute et de découragement. Il faut être dans notre position pour juger de ce qu'ils ont fait, pour savoir combien il est difficile de trouver des hommes qui veuillent se soumettre à une discipline, et qui ne disent pas : — Moi, j'ai un autre système; ou — Je conçois une autre morale; ou — Je ne crois plus à rien! Qui sait mieux que nous qu'en dehors de ceux qui admettent une autorité morale extérieure il n'y a pas deux hommes d'accord!

Mais passons.

On se souvient que, dans notre appréciation des doctrines qui se prétendent en progrès sur l'Évangile, nous avons parlé contre l'opinion qui veut qu'il y ait plusieurs espèces ou races d'hommes. Nous disions que c'était précisément sur cette opinion qu'était fondé, dans l'antiquité, le droit de certaines races à subjuguier certaines autres; que l'un des grands principes du christianisme était qu'au contraire tous les hommes descendaient d'un père commun, qu'ils étaient tous de la même espèce, de la même race, de la même famille, conséquemment, qu'ils étaient tous égaux et frères. Nous disions que, si les démocrates partisans de la pluralité des races humaines discutaient avec un maître d'esclaves, ils seraient impuissants à prouver à celui-ci qu'il fait mal. Savez-vous ce que répond M. Dérains? Vous ne l'imaginerez jamais. Il dit que c'est nous qui justifions l'esclavage. L'esclavage est la conséquence rigoureuse de notre doctrine; car s'il arrivait qu'un jour on reconnût qu'il y a réellement plusieurs espèces d'hommes, nous serions forcés de conclure que les espèces les plus faibles doivent être subjuguées par les plus fortes.

« Je suis fondé à prétendre, dit notre avocat, que c'est vous, oui, vous-mêmes, qui justifiez l'esclavage en consacrant le droit du plus fort, la tyrannie du plus intelligent, et non-seulement vous sanctionnez l'asservissement d'une race par une autre, mais encore, dans la même race, celui des hommes inférieurs par les hommes supérieurs; car si j'ai le droit, à titre de plus fort et de plus intelligent, de subjuguier un homme d'une autre race que la mienne, j'aurai également, au même titre, le droit de subjuguier tout homme de ma propre race que je surpasserai en intelligence et en force. »

Et, trouvant plus prudent de prêcher la diversité des races, qui, dit-il, ne l'empêche pas de croire à l'identité de nature et à l'égalité (comme si son dire pouvait avoir autorité sur les partisans de l'esclavage), il s'appuie précisément sur l'opinion d'un naturaliste que les maîtres d'esclaves aiment à citer. Ce naturaliste est M. Bory de Saint-Vincent, l'un de ceux qui penchent à croire qu'une guenon fut la mère du genre humain, et voici ce que nous lisons de lui dans un passage rapporté par M. Dérains :

« Ce n'est point de la couleur seulement que les espèces empruntent leurs différences; elles se distinguent encore les unes des autres par leur structure, et par plusieurs traits de leur organisation intime, dont l'influence s'étend jusque sur les facultés intellectuelles, et, conséquemment, qui déterminent le degré de développement moral où chacune peut atteindre. »

Voilà les autorités de M. Dérains! Et il est fier d'en avoir trouvé une si grande en faveur de l'égalité des hommes. Quoi de plus concluant, en effet, contre les partisans de l'esclavage que ceci : *Les races sont différentes par leur structure et par plusieurs traits de leur organisation intime! — L'organisme de chaque race détermine le degré de développement moral qu'elle peut atteindre?* Voilà comment on prouve l'identité de nature!

Les réflexions sont inutiles. Passons à un autre sophisme.

En parlant de la sanction dont la religion menace les hommes qui ne remplissent pas leur devoir, et contre laquelle les déistes se récrient si fort, nous disions « qu'au lieu de faire mal à propos de la sympathie pour des êtres qui toute leur vie n'avaient pensé qu'à mal faire, il valait mieux respecter la rigueur salutaire du précepte et s'en rapporter à la justice infallible de Dieu. » Tout le monde a compris que nous entendions parler de ceux qui font le mal avec connaissance de cause; nous avions même désigné directement les oppresseurs des peuples. Mais l'avocat était en verve. (Un avocat qui plaide sa propre cause peut-il en manquer?) Après avoir cité la moitié de notre phrase, il s'écrie, plein d'une sainte indignation :

« Froides et cruelles paroles, qu'il ne faut pas réfuter, mais transcrire. Oui, c'est bien là l'esprit du catholicisme; on ne peut s'y méprendre! Soyez damnés, vous tous qui n'avez pu croire à des dogmes qui révoltaient votre raison et soulevaient votre cœur! soyez damnés, vous tous, juifs, protestants, incrédules! Soyez damnés, vous tous qui avez plus ou moins persévéré dans le mal, et qui n'avez pas reçu la faveur d'une grâce d'en haut à votre moment suprême; soyez damnés à jamais! Que parlez-vous de bonne foi, de fragilité de l'homme, de faiblesse de la chair? vains mots que tout cela! Il faut que vous brûliez, que vous brûliez éternellement : la justice divine ne saurait être satisfaite à moins. Ne songez pas à invoquer l'intercession de Dieu auprès de ceux qui furent

autrefois vos parents, vos amis : témoins de vos supplices, ils y sont fort indifférents; ils ne s'avisent pas de faire de la sympathie mal à propos; cela troublerait leur bonheur!... »

Et continuant sur ce ton, l'avocat ne s'arrête que lorsque ses forces trahissent son courage.

Eh bien, lecteurs, comment trouvez-vous ce nouveau tour? Croyez-vous maintenant que notre plaideur ait mérité ce mot que vous tenez en réserve? Voyez-vous d'ici notre éclectique grossissant la voix et disant de l'air le plus solennel : « Soyez damnés! juifs, protestants, et vous tous qui avez eu quelques faiblesses, soyez damnés! Ne demandez pas aux catholiques de prier pour vous, cela troublerait leur bonheur! soyez damnés! soyez damnés! »

Évidemment, si M. Dérains ne veut pas se moquer de ses lecteurs, c'est que la peur de l'enfer le fait divaguer; s'il en était autrement, il se souviendrait que l'Église a institué des prières pour les pécheurs, pour la conversion des infidèles, et pour les hommes qui sont morts en état de péché; il se souviendrait que tous les ans, le lendemain de la fête des saints, il y a le jour des morts!

Il est beaucoup d'autres hommes comme M. Dérains, dont la sympathie ne peut supporter l'idée d'une sanction aussi rigoureuse que celle du catholicisme, et qui disent qu'on est froidement cruel parce qu'on veut que l'homme tenté de commettre un crime puisse être arrêté par la peur du châtement! Mais vous tous qui parlez ainsi, si vous avez une si grande sympathie pour ceux qui font le mal, quelle doit donc être celle que vous réservez aux innocents et aux dévoués! A vous dire notre pensée, ces grandes phrases sympathiques sont de pures grimaces. Si vous avez réellement de la sympathie, montrez-la exclusivement à ceux qui sont nus et qui ont faim, et vous n'en aurez pas encore assez. D'ailleurs tous vos bavardages sur la sanction détermineront-ils Dieu à la modifier selon vos désirs? Et croyez-vous que la société irait beaucoup mieux si vous étiez parvenu à la convaincre que la sanction n'a rien de redoutable?

M. Dérains se croit aussi en droit de nous faire des reproches : nous aurions fait dire à M. Pecqueur, à propos du mariage, une chose qui est tout à fait contre sa pensée. Il est vrai que nous avons dit qu'il voulait que les époux fissent un bail, et nous nous sommes trompés. M. Pecqueur s'élève avec force dans son livre contre cette idée de bail; au lieu de bail, c'est contrat qu'il faut lire. « En principe et en justice, le contrat doit pouvoir être plus ou moins long, au choix des parties. — *Théorie d'économie sociale et politique*, p. 308. C'est la même chose; mais, comme on dit, c'est bien différent. Au reste, M. Pecqueur a été mis en demeure de nous dire verbalement ou par écrit si nous nous étions trompés. Il n'a pas jugé à propos de le faire : nul n'est donc en droit de réclamer pour lui.

Le reste de la brochure est consacré à combattre notre opinion contraire à la souveraineté de la raison. Nous ne nous en occupons pas, premièrement pour ne point ennuyer nos lecteurs, secondement parce qu'on ne discute pas avec des gens qui procèdent à la manière de M. Dérains. Toutefois, parmi les arguments qu'il nous oppose, il en est un que tous les partisans de la souveraineté de la raison individuelle regardent comme fondamental; nous devons nous y arrêter pour ceux de nos lecteurs qu'il peut embarrasser.

« J'avais eu l'honneur, écrit-il, de vous dire dans ma lettre : Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir pour l'homme d'autorité supérieure à la raison; car alors même qu'il en reconnaît une autre, c'est toujours et nécessairement en vertu d'un acte préalable et souverain de sa propre intelligence, qui admet la possibilité, l'existence et la supériorité de cette autre autorité extérieure à laquelle il se soumet. C'est à cet argument, que vous pouvez voir très-fortement développé dans les *Discussions philosophiques et religieuses* de Lamennais, qu'il fallait répondre, mais vous n'avez pas daigné le faire. »

Il est vrai que nous avons eu le tort de n'y répondre qu'indirectement; nous pouvions nous épargner beaucoup de peines en dirigeant toute notre critique sur cet argument fondamental, car rien n'est plus facile que de le démolir. Nous allons le prouver en peu de mots.

Tout le monde reconnaît que la raison est soumise à la loi du développement, puisqu'on dit communément que tel enfant ne jouit pas encore de la raison, qu'il n'est pas en âge de raison, ou enfin qu'il est parvenu à l'âge de raison. Il est donc un âge où la raison

n'est point formée, où conséquemment elle n'est point souveraine, où elle n'est pas capable d'apprécier les choses qui sont proposées à l'intelligence; et la preuve, c'est que partout la loi ne sévit pas contre l'enfant de la même manière que contre l'homme : on admet partout qu'il est un âge où l'on agit sans discernement. — Ce premier point est bien acquis à la discussion.

Or, c'est précisément dans l'âge où l'enfant manque de la puissance de discerner qu'on le forme par l'éducation et par l'instruction, qu'on le modèle, pour ainsi dire, et qu'on emplit sa mémoire de choses qui lui seront utiles plus tard. Aussi dit-on généralement que, par l'éducation et l'instruction, on peut faire *ce qu'on veut* d'un enfant. Or, *ce qu'on veut* n'est pas *ce qu'il veut*. Il y a là quelque chose de fatal, et c'est pourquoi les pères de famille craignent tant de voir leurs enfants tomber entre les mains d'instituteurs immoraux. Si la raison de l'enfant était souveraine, et qu'il ne se soumit à une autorité extérieure qu'après en avoir apprécié la valeur, l'utilité, la nécessité, à quelque état de développement qu'on la suppose, on ne pourrait lui faire croire que blanc est noir, et cela se fait tous les jours. Donc il faut dire avec tout le monde (sauf les fous toutefois) que l'enfant *reçoit* une foule d'idées sans pouvoir en discerner la valeur. — Est-ce bien entendu?

Maintenant, voici l'homme formé physiquement, et spirituellement par un enseignement quelconque. Qu'est-ce que sa raison? Pas autre chose que *la connaissance*, la connaissance de ce qu'on lui a enseigné dans l'âge où il ne discernait pas, ou discernait mal. Or, quand on dit : la souveraineté de la raison, on dit tout simplement la souveraineté des connaissances acquises par l'enseignement.

Présentez à cet homme une doctrine quelconque. Pour qu'il vous comprenne, il faut d'abord qu'il sache parler. Or, est-ce lui qui a inventé la langue et toutes les idées qu'elle contient, ou bien est-ce la société qui la lui a donnée? Il faut donc que cette raison prétendue souveraine emprunte à la société le *moyen* de sa souveraineté, et si la société le lui avait refusé, la souveraineté prétendue ne serait pas.

Quand vous faites à un homme une proposition quelconque, avec quoi la juge-t-il? avec les principes d'affirmation qu'il a reçus dans l'âge qui n'est pas celui de la raison. Donc il y a une autorité plus haute que celle de l'individu, et à laquelle il est soumis malgré lui dans son jeune âge, et même dans son âge mûr : c'est la connaissance sociale; c'est une certaine somme d'axiomes à lui enseignés, et qui servent de base à tous ses raisonnements. Et tout individu qui prétend sa raison indépendante de la société commet à la fois un acte de déraison et d'ingratitude; car pour exprimer même sa négation, pour dire : Je suis indépendant, il se sert encore du bien social!

Donc, vous tous qui prétendez que votre raison est souveraine, commencez par rendre à la société tout ce qu'elle vous a donné, tous les moyens de juger que vous avez; et lorsque vous aurez fait table rase, vous viendrez nous montrer (vous inventerez une langue pour cela), vous viendrez nous montrer ce que vaut votre raison. Jusqu'à ce que vous ayez fait cette épreuve, vous ne serez pas admis à donner votre opinion sur la source de la certitude.

Eh bien, lecteurs, que dites-vous du fameux argument?

Quoiqu'il nous reste beaucoup à dire sur ce sujet, nous en resterons là pour cette fois; mais assurant nos adversaires (nous entendons parler des adversaires loyaux et sérieux) que nous sommes toujours prêts à leur tenir tête, non pour le vain plaisir de discuter, mais pour leur prouver qu'en dehors de notre croyance tout est vide, tout est faux; tellement vide, tellement faux que rien ne résiste à la plus simple vérification.

Quant à M. Dérains, tous comptes faits, il est encore plus à plaindre qu'à blâmer; les dernières lignes de sa brochure le prouvent assez :

«... S'il est vrai, comme le dit encore de Maistre, que Voltaire soit le dernier des hommes après ceux qui l'admirent, nous nous hâtons de reconnaître qu'il y a peu de personnes placées sous ce rapport au-dessous de nous dans l'échelle humaine. »

Nous avons eu dans le temps maille à partir avec un journal phalanstérien qui avait pour titre *le Nouveau Monde*. Cette feuille étant morte, sur ces entrefaites, par suite de *l'harmonie* qui existait entre ses rédacteurs, nous avions prononcé sur elle les mots sacramentels : « Que la terre lui soit légère! » Mais pour notre malheur, elle est ressuscitée, et son premier bégaiement a été, à notre égard, une dénonciation en bonne forme, peu polie, et encore moins française, de ce qu'elle appelle nos machinations pour détourner l'esprit des travailleurs de leurs vrais intérêts.

Nous nous contenterons, pour toute vengeance, de donner à nos lecteurs un petit échantillon de la valeur d'appréciation que possède la feuille en question. Dans la dernière page du numéro de juillet, et à quinze ou vingt lignes de distance, on lit les deux phrases suivantes, à propos du projet drôlatique de madame Flora Tristan.

Madame Flora Tristan a dû s'apercevoir, d'après l'accueil que lui a fait la presse, que, dans le siècle où nous vivons, il n'est pas facile de faire adopter les vérités les plus utiles, les plus faciles à réaliser.

Nous avons examiné le travail de madame Tristan; nous avons dit franchement que la constitution de la classe ouvrière n'est ni une pensée *heureuse*, ni une pensée *réalisable*.

On conçoit après cela que nous ne nous offensions pas de ce que peut dire *le Nouveau Monde*, et qu'agissant en *simplistes*, pour parler son patois, nous demeurions PHOSOPHOBES pendant tout le temps que durera la période *lymbique*.

Si le lecteur ne comprend pas, qu'il s'adresse au *Nouveau Monde*, qui lui expliquera ces belles choses, et ses rédacteurs, qui cultivent le somnambulisme et le magnétisme animal, pourront, par-dessus le marché, lui faire lire leur feuille par le coude, et arriver, sans trop d'efforts, à rendre le patient aussi *lucide* que le plus fort d'entre eux.

OU EN SONT LES PRUD'HOMMES?

Il y a déjà quelques années que le *Moniteur des Prud'hommes* s'est mis en tête de gourmander périodiquement tous ceux qui ne partagent pas son engouement pour les prud'hommes *actuels*; dans son premier numéro d'août, il prend à partie le préfet de la Seine, et le blâme de n'avoir rien dit de l'établissement des prud'hommes à Paris dans son discours aux notables commerçants réunis pour l'élection des juges au tribunal de commerce.

Quelques journaux sont venus en aide au *Moniteur des Prud'hommes*, et tous, animés d'un beau zèle, ont sommé le ministre de tenir « ses promesses à la classe laborieuse, qui tant de fois lui a instamment réclamé cette garantie. » Ces journaux sont *la Presse*, *le Siècle* et *le Courrier*.

Ces organes de la presse auraient fort bien pu se dispenser d'élever la voix en notre nom, car ils doivent savoir aussi bien que nous que personne parmi les ouvriers, à Paris où ailleurs, n'a jamais demandé l'établissement des prud'hommes, et que toutes les demandes de ce genre ont été faites par des maîtres dont la plupart sont en fort mauvaises relations avec leurs ouvriers, et dont pas un seul peut-être n'a su ni voulu s'attirer leur estime et leur affection.

Nous ne perdons pas de vue que les règlements et décrets sur les *livrets*, les *coalitions* et les *prud'hommes* ont été enfantés à la fois par le gouvernement impérial, et cela dans le but de soumettre à la bourgeoisie, dont il avait besoin, les ouvriers, qu'il n'aimait pas, et dont il redoutait l'ardeur révolutionnaire. Loin de demander comme une garantie la création impériale, partout les ouvriers l'ont repoussée, à Nantes, à Lyon, etc. Les réclamations de quatre mille ouvriers de Paris ont été favorablement accueillies du conseil municipal, lequel n'a plus voulu, depuis ce moment, quoi qu'on en puisse dire, des conseils de prud'hommes pour Paris.

Enfin, le renvoi récent au ministre du commerce de la pétition des ouvriers de Paris à la Chambre sera du moins pris au sérieux par nous, et nous ne négligerons rien pour qu'il porte fruit. Nous demanderons donc à la loyauté du *Moniteur des Prud'hommes* d'ap-

payer nos réclamations; il doit comprendre que deux années de retards volontaires de la part de ceux qui avaient pouvoir pour prendre l'initiative dans l'installation des prud'hommes de Paris prouvent que cette magistrature est loin, par sa composition actuelle, d'offrir les garanties de bonne justice et de conciliation qu'il croit y voir. Il doit encore comprendre que le moment est favorable pour obtenir une réforme dont il a lui-même plus d'une fois reconnu la justice. A défaut de cette intelligence de l'état actuel de la question, que nos contradicteurs n'oublient pas ceci : dans tous les ateliers de Paris, lorsqu'on demandait à nos camarades de signer la pétition à la Chambre, un grand nombre d'entre eux s'y refusait, craignant de n'y avoir pas assez de garanties par une représentation égale. Plus d'une fois, à ce propos, on nous a cité la constitution des états généraux, où le tiers état, comme le plus nombreux, avait le plus de voix. La modération excessive de notre demande a fait même qu'un corps d'état entier, qui occupe à Paris un grand nombre d'ouvriers, a refusé de prendre part à la pétition, en déclarant que jamais il ne se laisserait imposer le joug des prud'hommes actuels.

Que ces faits ouvrent enfin les yeux de ceux qui s'imaginent bonnement qu'une douzaine de maîtres auront, en vertu d'une installation plus ou moins légale, la puissance de soumettre les ouvriers aux lois que veulent leur dicter les fabricants. Nous le déclarons avec sincérité, nous redouterions que les décisions de ces magistrats ne fussent la cause d'agitations plus vives, plus dangereuses et plus déplorables que les coalitions de septembre 1840. La seconde des villes de France nous a déjà fourni un malheureux exemple des fâcheuses conséquences que peut amener cette institution. — Veut-on absolument faire un essai dans la capitale ? Qu'on le fasse ! et l'on verra alors d'où seront venus les plus mauvais conseils !

TRIBUNAUX.

La cour d'assises du Nord vient de condamner seulement à trois ans de prison un malheureux ouvrier de Lille, qui, sans ouvrage, sans pain, à bout de toutes ses ressources et menacé d'être jeté hors de son domicile par son propriétaire, a tué d'un coup de couteau le commis d'une maison dans laquelle il venait solliciter un emploi, et qui l'avait brutalement repoussé, a-t-il dit.

Nos législateurs comprendront-ils enfin l'avertissement sévère que vient de leur donner la justice, en changeant, à cause des circonstances fatales dans lesquelles s'est trouvé ce malheureux, la peine de mort, qui l'attendait, en trois années de prison ! Attendront-ils que l'exaspération de la misère amène un massacre périodique et en détail des riches par les pauvres ?

La cour d'assises de la Haute-Garonne s'occupe en ce moment du prétendu complot communiste qui embrassait, dit l'accusation, tout le midi de la France. Quand on voit ces débats, les pauvretés de l'accusation, les saletés de la police toulousaine, on est vraiment indigné de la façon barbare dont les prévenus, presque tous ouvriers intelligents et honnêtes, ont été traités depuis l'époque de leur arrestation : secret, cachot, on ne leur a rien épargné, et tout cela pour aboutir, probablement, à une condamnation à quelques mois de prison, pour le délit banal d'association illicite. Qui ne condamnerait-on pas sous ce prétexte ? Il n'est pas un homme de cœur, en France, qui soit à l'abri de cette accusation.

VARIÉTÉS.

LES CHANSONS DES RUES.

Nous étant imposé le devoir de signaler à la méditation de nos lecteurs chacune des causes qui nous semblent avoir amené ou entretenir la condition mauvaise dans laquelle est tombée la classe des pauvres et des faibles, — notre classe, — nous croyons néces-

saire d'appeler aujourd'hui l'attention sur les faits qui vont suivre, bien qu'ils puissent au premier abord paraître frivoles et indignes de sollicitude. Nous voulons parler des *chansons des rues*.

Quelque incomplète, disons mieux, quelque cruelle que soit la mélodie de ces instruments nomades, à bon droit appelés *orgues de barbarie*, nous confesserons humblement pour eux notre sympathie, — nous allions presque dire notre reconnaissance !... Eh ! mon Dieu ! n'est-elle pas justifiée ? Impérieusement privés, comme nous le sommes, de toute musique qui s'achète ; le temps où nous suivions au pas, enfants joyeux, les symphonies militaires des régiments en marche, étant, hélas ! déjà loin derrière nous ; les concerts des jardins royaux étant *fruits verts* pour la casquette et la blouse, et les représentations gratuites supprimées, que nous reste-t-il ? l'orgue ! bourru bienfaisant qui passe sans façon sous les fenêtres de l'atelier, n'exigeant d'attention de ceux qu'il égale que ce qu'on veut bien lui en donner ; l'orgue, au maintien peu cérémonieux, assez brutal d'allures, même à la voix éraillée, soit ! qui chante faux, d'accord ! — mais il chante ! et....

Quand on n'a pas ce que l'on aime,
Il faut aimer ce que l'on a.

Merci donc, orchestre populaire, merci à toi.... et à M. le préfet de police, dont la tolérante bienveillance t'autorise pour nos *plaisirs* !

Toutefois, après l'expression de notre gratitude, nous demanderons à M. le préfet si sa mansuétude de dilettante n'a pas quelque peu nui à sa vigilance comme magistrat, à propos de notre lyrisme en plein air. — Et d'abord, nous constaterons, pour la louer, la vigilance qui préside aux actes de sa juridiction en ce qui concerne la circulation et l'état sanitaire de la ville ; mais il est fâcheux que cette impartialité de notre part nous conduise à signaler ce que nous croyons une anomalie.

Ainsi nous avons eu maintes fois occasion d'apprécier le zèle et la salubre sévérité avec lesquels les agents préposés à la surveillance des halles et marchés, par exemple, analysent et contrôlent les denrées de première nécessité qui s'y achètent ; car, ceci est triste à dire, il s'est trouvé des marchands qui, sous prétexte de fruits, poisson ou viande, délivraient aux consommateurs le rebut des étaux, le fond invendu de leurs magasins, les *funérailles*, comme disent énergiquement les soldats. Mais la providence veille !... tri-corne en tête, épée au flanc, œil exercé, odorat fin, voyez-la, cette équitable providence, au moindre indice d'altération, prohiber l'objet suspect, le jeter au ruisseau, le fouler aux pieds ! C'est justice ! — Mais pourquoi donc la prudente intervention de ces agents s'arrête-t-elle là ? Pourquoi l'édilité parisienne montre-t-elle tant d'indifférence à l'égard de cette autre denrée, — les chansons, — qui se vend à la halle aussi ? Est-ce que la nourriture de l'esprit mérite moins de souci que celle du corps ?... Comment ! vous veillez avec une précaution sagace à ce que les citoyens n'empoisonnent pas leurs entrailles avec des aliments avariés, des substances pourries, et vous les laissez insoucieusement s'infecter le cœur ? Pourquoi ce vice dans la répression, active ici, inerte là, quand il y a identité dans le méfait, quand il s'accomplit au même lieu ! Car c'est le plus souvent à côté du marchand qui tient à bas prix des articles nuisibles que s'établit le ménestrel qui, sous prétexte de chansons, débite, lui, et à plus bas prix encore, le rebut de l'imagination, les *funérailles* de l'intelligence !

Voici les circonstances dans lesquelles ces réflexions nous ont été suggérées.

Nous traversions la pointe Saint-Eustache ; un orgue y était établi ; nous vîmes grossir le cercle qui l'entourait. — La vente avait été fructueuse : la plupart des spectateurs tenaient à la main des cahiers de chansons, et suivaient des yeux ou fredonnaient à mi-voix ce qu'exécutait l'organiste. — Nous écoutions avec complaisance... mais bientôt une surprise douloureuse s'empara de nous : voici ce que l'on chantait :

Nos belles du temps passé
Marchaient les yeux baissés,
D'la sagesse suivaient le code ;
Maintenant elles attrapent dans l'bois
Des hydropisies d'un neuf mois.
Que voulez-vous ? c'est la mode !
Au lieu d'en être désolées,

A présent les jeunes filles
Surpassent les femmes mariées
Au joli jeu de l'écarté... (1)

Encouragé par les éclats de rire de quelques auditeurs, le virtuose passa à une chanson du même goût; celle-là était intitulée *le Mariage à la mode*; après quelques banalités stupides où il était question de mariage *en détrempe*, ou quelque sottise approchant, le poète s'exprimait ainsi :

Qu'est commode, en vérité!
L'on n'a pas besoin de messe,
Ni d'municipalité;
Le soir, au lit, on s'confesse.

.....
S'il vous vient un nouveau-né,
De peur qu'il vous embarrasse,
Vite à la Maternité,
On lui donne un air de chasse!

.....
La p'tite ravaudeuse de bas,
Pour briller, cette fillette,
Fait chiffonner ses appas
Tous les soirs, dans sa chambrette.

Ici se trouve un couplet que nous ne pouvons nous résoudre à imprimer; l'ordure s'y couvre à peine du manteau de l'équivoque; et quelle équivoque!... Enfin, le couplet final disait :

Ce mariage me convient,
Mais je n'veux pas d'un' coureuse,
Car j'lui s'couerai l'casaquin,
Et j'ferais sauter sa baïgeuse.

Une hilarité bruyante couronna cet outrage au goût et à la morale, et la désopilation de l'auditoire fut profitable au vendeur; il plaça dix exemplaires de cette seule tournée.

Se sentant en veine de triomphe, il vida les mains par le *Dimanche d'un ouvrier*, élucubration inqualifiable, qu'on dirait émanée de quelque sentine policière, et dont nous nous bornons à donner une rapide analyse, car nous aurions scrupule d'arrêter longtemps l'attention de ceux qui nous lisent sur une aberration de ce genre.

Un ouvrier a fait une bonne semaine, ce qui ne lui arrive pas souvent (jusqu'ici l'auteur est dans le vrai, et nous le constatons, car, hélas! c'est la seule vérité de toute son œuvre). Notre ouvrier se propose, *en conséquence*, d'aller se réjouir à la barrière, et dit à sa femme, qu'il appelle courtoisement *Gigolette*, de *nettoyer sa face*, de *mettre sa limace*, et les voilà partis au Grand-Vainqueur. Ici, *Gigolette* se métamorphose en *Ph'lipote*; — il fallait à l'auteur une rime à *gibelote*. — On invite *Ph'lipote-Gigolette* à danser, et son mari, qui reste à *faire la noce* et à *se remplir la bosse*, lui recommande de la décence, parce qu'il n'aime pas, dit-il, à la voir *chahuter*. Le cavalier se permet nous ne savons quelle incartade envers sa danseuse, et le mari lui donne un coup de poing sur la tête.

C'est ainsi que j'me chausse :
Comment trouv's-tu la sauce?

Sortis pour se battre dans la rue, *par respect* pour le lien où ils se trouvent, sans doute, l'ouvrier campe le muscadin à *queue de morue* sur son *péteux*, lui *dégomme* ses habits, et lui *contrôle la figure du talon de sa chaussure*!... Rentrant au bal après cet atroce exploit, il surprend sa femme *en exercice* avec un voltigeur; il lui *soulève quelque chose* (à sa femme, bien entendu); puis ivre, furieux, il rentre chez lui, *sans le sou*, et depuis ce jour, où il s'est tant amusé, il n'a pas revu *Ph'lipote*, qui conserve décidément ce nom — pour faire pendant à *ribotte*!

Qui l'emporte ici de l'horrible ou de l'ignoble? — Nous jetâmes les yeux sur un cahier, voulant nous assurer que le titre était le *Dimanche d'un ouvrier*, et non le *Dimanche d'un voleur*... — C'était bien ouvrier!

(1) Nous avons dû, quoiqu'avec répugnance, mettre ces citations sous les yeux de nos lecteurs, qui comprendront la nécessité où nous nous sommes trouvés de faire les preuves, pour échapper au reproche de délicatesse ridicule ou de pruderie de petite-maitresse. Toutefois, nous déclarons ici que la sobriété la plus rigoureuse a présidé à ces reproductions.

Nous ne saurions comprendre l'impunité qui protège (n'est-ce pas les protéger que de les souffrir?) de semblables productions, de nos jours où la censure se montre si passionnée, si atrabilaire à l'égard de toute publication, si nous ne savions que nos Aristarques grands seigneurs ont bien d'autres soucis que la décence et la moralité des classes infimes. Peut-être même ces écrits ont-ils été revêtus du visa d'un de ces messieurs, superbement dédaigneux de la portée dégradante et des résultats perturbateurs qu'ils peuvent avoir, et qui aura calmé ses scrupules à l'aide de cet aphorisme : « Bah! c'est assez bon pour ces gens-là! »

Oh! notre cœur se gonfle lorsque nous songeons à ceci, que parmi les reproches fondés ou immérités que les privilégiés nous adressent, et au moyen desquels ils justifient leur oppression ou leur indifférence, l'accusation la plus fréquente se formule ainsi d'ordinaire : — « Qu'espérer du peuple?... Voyez-le, livré à ses propres instincts, à ses inspirations naturelles! Dans ses passions, il est féroce; dans ses plaisirs, il est cynique. Quelle est pour lui la limite du bon et du mauvais, du juste et de l'injuste... La connaît-il? Et qu'on ne nous accuse pas de prévention : les idées actuelles ont si déplorablement mélangé les rangs et les distances que force nous est de parler en connaissance de cause! Ne le voyons-nous pas chaque dimanche, lorsque nous traversons telle barrière en allant à notre campagne, — ou quand nous siégeons comme jurés à la cour d'assises, etc., etc. »

Certes! ce n'est pas le *Dimanche d'un ouvrier* qui changera cette opinion!

Nous en voici venu à la partie la plus délicate de notre travail, et nous avons longtemps hésité avant de l'entreprendre : c'est qu'il ne s'agit plus seulement de niaiseries plus ou moins mal élaborées, de gaudrilles ou de platitudes voilées ou non : c'est la débâche crue qui nous reste à dire, celle qui ne respecte ni goût, ni délicatesse, ni convenances, ni principes! — Et cela devait être; — n'étant ni comprimée, ni combattue, la poésie de ces faiseurs ténébreux a tout chanté, c'est-à-dire tout sali. — Qu'on en juge,

La Bonne, — qui, cherchant une place, fait l'énumération de ses qualités : *A tout on pourra l'employer*; on voit seulement ce dont elle est capable *lorsqu'on la connaît à fond*; de plusieurs fils de famille elle a fait l'éducation; il faut voir comme elle remue une omelette, *ainsi qu'un lit de garçon*; fiez-vous à elle, célibataires blasés, pour remonter la machine, et flatter vos goûts usés; elle offre des garanties de sa propriété....

Pour le prouver, je suis prête
A montrer ce que je sais;
Même une personne honnête
Pourra me prendre à l'essai....

Elle offre des certificats; sa cassette en est pleine; elle a servi, non sans peine,

Trois courtiers et six curés,
Deux emballeurs, un ermite,
Cinq fourreurs, un cabotin;
Enfin, l'homme que je quitte
Était, je crois, Florentin!...

La Lorette, — actualité qui, après avoir initié le lecteur, ou plutôt la lectrice, aux avantages de sa position, aux secrets de son métier, se drape dans son infamie, se couronne de sa honte pour rail-ler agréablement les exigences et les conventions sociales :

Vous qui prêchez la vertu, la morale,
De vos leçons je ne profite pas;
De mon bon temps gaiement je me régale.

.....
Dans mon boudoir, vrai boudoir de lorette,
Tout est amour, plaisir et volupté;
Mais j'ai fait faire une porte secrète
Pour recevoir avec sécurité.

Je vous l'avoue, et sans avoir de honte,
Pour contenter mes goûts toujours nouveaux,
J'ai ruiné trois marquis, puis un comte,
Sans oublier trois épiciers en gros!

Ce couplet n'est-il pas à lui seul la plus sanglante épigramme, en même temps que la plus dégoûtante peinture de certaines mœurs de notre temps?

Enfin, la lorette finit par ce scepticisme consolant :

Je ne sais pas si je deviendrai sage!

— Eh bien, à toutes les causes qui entretiennent une des plaies les plus sinistres de notre époque, — la démoralisation chez les femmes, — ne pensez-vous pas qu'on puisse joindre l'influence déplorable de pareilles maximes, d'autant plus pernicieuses que ces paroles, appliquées à des airs agréables pour la plupart, invitent à *s'en orner la mémoire*, qu'elles se présentent à l'esprit avec tout le prestige de la mélodie, qu'elles y pénètrent note par note, mot par mot, harmonieuses, sonores, pleines de charmes!... Et puis l'oreille s'habitue à la chanson, le cœur s'accoutume à ce qu'elle dit, et de là à la tentation, à la chute, qu'y a-t-il?...

Nous pourrions multiplier à l'infini les citations de cette série spécialement consacrée aux femmes; nous terminons par les *Amours d'aujourd'hui* :

Quels plaisir,
Quand on est fille gentille!
Quels plaisirs!
On peut charmer ses loisirs!
Oui, chaque jour, c'est nouvelle conquête;
On les reçoit toutes, mais en cachette,
Sous l'air décent d'une aimable grisette;
Mais sans argent
Que faire d'un amant!
Quand un monsieur vient, d'une ardeur brûlante,
Nous déclarer ses feux et son amour,
Il faut savoir imiter l'innocente.
C'est le moyen de lui jouer le tour!
Mais s'il venait
Un freluquet
Nous tracer une douce ivresse,
Examinons
S'il a des fonds,
Et sans cela point de maîtresse!
Que nous sert la délicatesse?
.....
Combien de fois n'ai-je pas de Cythère
Vendu la fleur qu'on ne vend qu'une fois?
Le sort pourtant un jour me fut contraire;
Dans le Midi je fus passer deux mois!...

Nous n'osons achever.... mais c'est assez!... vénalité, corruption, dégoût.... c'est bien assez, n'est-ce pas!

Nous terminons ces lignes, lorsqu'une nouvelle production de cette école nous a été remise, humide encore des presses dont elle sortait. Elle a pour titre : *le Jeune et le Vieux*. En voici quelques échantillons :

J'ai deux amants, en vérité,
Ce n'est pas trop pour une femme.
.....
Le plus jeune paie en amour,
Et le vieux fournit en finance.
.....
Ce n'est pas mon vieux, mon vieux que je préfère;
Ce n'est pas mon vieux
Que j'aime le mieux!
Ce n'est pas mon vieux, mais comment donc faire?
Il paie si bien
Qu'on ne peut lui refuser rien!

Qu'on juge, d'après cette donnée, de ce qui peut, de ce qui doit suivre?

Eh bien, croira-t-on après cela à la nécessité impérieuse d'un contrôle à exercer sur ces recueils?... Constamment sous les yeux, dans les mains de pauvres filles du peuple, comme distraction, croit-on impossible que leur usage quotidien, l'image qu'ils présentent des plaisirs et des succès acquis par les moyens qu'ils indiquent, mis en regard de la situation intolérable dont elles sont victimes, croit-on impossible, disons-nous, que de tels enseignements ne finissent par jeter la perturbation dans leur esprit, le doute dans leurs convictions? — Aux besoins de luxe et d'aisance qui travaillent aujourd'hui la population des villes, à ces aspirations de bien-être qui deviennent de jour en jour plus contagieuses dans nos rangs, ajoutons, pour elles, cette révélation de la possibilité de les satisfaire, et dites si la femme qui se résigne à la médiocrité misérable que nos institutions lui ont faite, dites si cette femme qui, jeune et belle, aux prises avec ses instincts de coquetterie, son amour de la parure, son désir de plaire et d'être aimée, se trouve exposée aux tentations surhumaines qui l'assiègent, à ce spectacle

éblouissant d'élégance, de richesses et de joies que lui offrent ses compagnes parvenues, en face de la glorification incroyable dont la jeunesse dorée entoure les grandes courtisanes, au bruit des hommages que provoquent ces vierges folles, dites-nous si elle n'accomplit pas le plus amer, le plus pénible des sacrifices, celle-là qui, sollicitée intérieurement par son mauvais ange, peut-être pressée par l'exemple, circonvenue d'offres et de séductions, n'aurait qu'un pas à faire pour fouler un tapis, dormir sur la soie, se vêtir de velours; — qu'un mot à dire, elle qui est *filie gentille*, pour voir *charmer ses loisirs*, avoir un *boudoir* comme la *lorette*, où tout est *amour, bonheur, volupté!* et qui reste sage, cependant, se cramponnant pure, mais délaissée et affamée parfois, à la paille de son lit, plutôt que de tomber flétrie, mais adulée et repue, sur une couche somptueuse!

Oh! songez à ceci, messieurs de la morale publique!... Donnez vos éloges à la vertu des femmes; elles en sont dignes, miraculeusement dignes! Exaltez celles qui restent honnêtes au milieu de tant d'appels pour faillir! Donnez des prix de vertu, saluez des rosières, soit!... mais faites en sorte qu'on ne raffine pas le martyre qu'il leur faut subir pour être couronnées!... Otez de leurs mains, de leurs regards, de leur esprit, ces préceptes immondes! — De même pour l'ouvrier, à qui vous reprochez la rudesse de ses manières et le cynisme de son esprit! Où voulez-vous qu'il polisse les unes, qu'il élève l'autre?... Est-ce avec les infects aliments intellectuels que nous venons de signaler à l'indignation publique?

Eh quoi! vous avez dans votre formidable arsenal de codes des lois qui punissent les attentats à la pudeur, qui vengent les atteintes à la morale; vous avez une censure ombrageuse jusqu'au despotisme, des juges pudibonds jusqu'à la pruderie, une armée d'agents fanatiques, des hommes enfin dont au besoin vous faites des *bravés*, et c'est sous votre règne que de pareilles choses s'impriment, se vendent et se lisent! Voulez-vous fortifier encore plus la croyance où nous sommes que votre respect des principes n'est qu'une comédie? que vous n'avez de pudeur dans vos actes qu'autant qu'elle vous est commandée par l'opinion publique? Législateurs imprévoyants! vous avez attendu les clameurs de la famine pour supprimer la loterie! Il a fallu que le vampirisme industriel ait décimé des enfants pour que vous vous soyez décidés à réglementer leur travail dans les grands ateliers! Qu'attendez-vous pour balayer les ordures que nous vous signalons?

En attendant, partagez-vous la honte, vous qui commettez, et vous qui autorisez ce commerce infâme! car, voilà qui est incroyable! il faut être autorisé pour débiter cela, entendez-vous, il faut être *autorisé*, par le bureau duquel relèvent sans doute les filles de joie?... Eh! mon Dieu! n'est-ce donc pas même marchandise? débauche du corps, débauche du cœur! — Oui, à jour et heure marqués, la marchande d'amour va chercher sa dispense, et le marchand de chansons son *autorisation!*...

Détournons-nous de ces turpitudes pour remercier, pour encourager ces nobles et gracieuses natures populaires chez lesquelles la poésie est bercée comme une enfant aimée, adulée et couronnée de fleurs comme une madone; poésie tendre et rêveuse, qui inspire :

Giroflée, au printemps....
muse chaste et naïve, qui chante :
Maman, secourons la voisine,
La voisine n'a pas de pain!...

A celles-là, merci!... — Mais les autres!...
Quelque généreux que nous puissions être, il nous est impossible d'appeler indifférence l'impunité qui protège les muses sur lesquelles nous avons appelé l'indignation des hommes de bien, muses éhontées, impudiques, qui hurlent sur nos grands chemins et vocifèrent dans nos foules; et en considérant les franchises coupées que le pouvoir laisse au mal, et les obstacles qu'il suscite au bien, nous croyons décidément que sa maxime favorite est celle-ci :

« Le plus sur moyen d'opprimer un peuple, c'est de l'énerver par la corruption! »

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie de A. René et comp., 52, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 fr. 50 c., en échange de laquelle on reçoit trois exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

Introduction à la quatrième année. — Fortifications de Paris. — La presse nouvelle. — Exposition des produits de l'industrie. — Organisation du travail (premier article). — Établissement des prud'hommes dans l'imprimerie. — Banquet d'ouvriers et de maîtres. — Faits divers. — Variétés. Un jour de paye.

A nos abonnés de Paris et des départements.

Les sympathies qui ont accueilli *l'Atelier* à son apparition ne l'ont pas abandonné dans la carrière qu'il a parcourue ces trois dernières années; elles sont telles aujourd'hui qu'elles lui permettent d'augmenter son format et d'accroître sa publicité et son importance.

Les ouvriers fondateurs de *l'Atelier*, en s'imposant les sacrifices nécessaires pour arriver à donner une plus grande extension à l'organe des vœux et des besoins de la classe laborieuse, espèrent qu'ils seront aidés dans cette tâche par tous ceux qui prennent intérêt à la cause populaire.

A partir d'aujourd'hui, le format de *l'Atelier* est doublé.

L'abonnement est augmenté d'un tiers pour Paris, d'un quart pour les départements.

Le prix est en conséquence de 4 francs par an pour Paris, et de 5 francs pour les départements.

Les abonnements de six mois coûtent moitié.

On peut s'abonner, pour Paris, par lettre affranchie à l'adresse de l'administrateur du journal, qui se charge de faire recevoir à domicile le prix de l'abonnement.

Pour les départements, on peut s'adresser aux journaux de l'opposition radicale, ou expédier un mandat sur la poste à l'ordre de M. Lambert.

Nos abonnés des départements où nous n'avons pas de correspondants sont prévenus qu'on leur présentera à domicile des quittances de renouvellement sans frais.

Il est bien entendu que les abonnements non terminés seront servis sans augmentation jusqu'à l'époque de leur renouvellement.

S'il est vrai qu'au mépris de toute justice, et de la prudence la plus vulgaire, le ministère fasse en ce moment préparer, par le préfet de la Seine, l'organisation des prud'hommes pour Paris, nous pouvons, de notre côté, assurer nos camarades que nous ne négligerons rien pour éclairer le conseil municipal sur les suites désastreuses de ce projet, deux fois ajourné par lui sur nos justes observations.

INTRODUCTION A LA QUATRIÈME ANNÉE.

Nous commençons cette quatrième année sous la préoccupation très-vive (mais non point exclusive, toutefois) de la pensée d'une réforme autre que celles que poursuit officiellement le parti radical, et qui, certainement, doit être désirée en secret par tout ce que la cause populaire compte de partisans désintéressés.

Cette réforme, il ne convient pas encore que nous la nommions; mais si le lecteur veut bien nous suivre avec quelque attention, nous la lui ferons bientôt toucher du bout du doigt, et il la nommera avant nous, s'il ne l'a nommée depuis longtemps déjà.

Ce n'est pas sans avoir longtemps hésité que nous nous décidons à mettre le public qui nous lit dans la confidence de la pensée qui nous préoccupe; mais l'état du milieu où s'exerce notre activité nous en fait un devoir, devant lequel il y aurait faiblesse indigne à reculer.

Si nous demandions à la foule des hommes qui se rangent sous le drapeau démocratique de nous dire sur quel point doivent se concentrer à cette heure les plus grands efforts de toute feuille populaire, personne n'indiquerait le point que nous avons en vue, soit par discrétion, soit par indifférence ou même par ignorance; mais il serait implicitement indiqué par les conseils contradictoires qui nous seraient donnés.

D'une part, on nous dirait que c'est sur les améliorations matérielles de la condition des travailleurs qu'une feuille populaire doit concentrer exclusivement ses efforts.

D'autre part, on ne manquerait pas de dire qu'il faut remettre la question du travail à d'autre temps, et que le plus pressé est d'opérer la réforme politique.

Ces deux conseils exclusifs nous ont été déjà donnés bien des fois: l'un par des hommes de notre condition, plus occupés de ce qui les touche immédiatement que de l'intérêt général; — l'autre, par des bourgeois plus ardents à changer la forme politique qu'à chercher les moyens d'améliorer l'état des classes laborieuses.

Nous n'avons tenu et nous ne pouvions tenir nul compte de ces conseils. Car, pour ce qui est du premier, lors même que nous concentrerions exclusivement nos efforts sur la question du travail, il ne nous serait pas donné d'entrer d'une manière sérieuse dans la voie d'application; il ne nous serait pas donné de faire les lois

nouvelles que nécessite la moindre organisation du travail, et ce serait prêcher dans le désert que de se borner absolument à exposer des théories économiques. Il faut aussi s'enquérir des moyens d'application : or, si la réforme politique est un moyen, pourquoi la négliger ? D'un autre côté, l'ouvrier n'est-il donc que ce qu'en voudraient faire les maîtres de l'industrie : une machine à travailler ? N'y a-t-il donc pour lui que deux choses : l'atelier et le ratelier ? Veut-il donc renoncer à son titre de membre de la société ? Non, cela n'est pas ! L'opinion dont nous nous occupons ici n'est qu'une exagération née de trop nombreuses déceptions politiques.

Quant à l'autre opinion, à moins qu'on ne veuille faire croire qu'elle n'a d'autre but que de satisfaire des ambitions, elle ne peut méconnaître plus longtemps la nécessité d'étudier les moyens d'organiser le travail avant de dresser ses batteries contre le privilège électoral. Faut-il répéter le lieu commun, qu'avant de démôler on dresse ordinairement un plan de réédification, afin de ne point laisser les gens sans abri ?

D'ailleurs, si l'une et l'autre opinion persistaient chacune dans son système exclusif, elles se condamneraient par cela même à l'impuissance. Enfin, il faut, de part et d'autre, avoir l'intelligence peu ouverte pour ne pas comprendre que, dans l'ordre de conception, la question de l'organisation du travail précède la question de réforme électorale, mais qu'il est indispensable qu'à son tour celle-ci reçoive sa solution pratique avant l'autre.

Au reste, démontrons rapidement que la chose économique et la chose politique ne sont que des moyens d'un même but ; cela nous mènera tout naturellement à reconnaître que la réforme, dont il est parlé au commencement et qui n'est pas encore nommée, est la clef des deux autres.

Quelle est, en effet, la plus grande plaie de l'époque ?

C'est évidemment l'état de misère et d'infériorité de l'immense classe des travailleurs.

Quel en est l'effet ?

La démoralisation, le désordre, l'insécurité, et par suite l'affaiblissement social.

Quelle en est la cause ?

La cause est bien connue : c'est l'absence des lois protectrices du salaire ; c'est surtout le défaut de possession des instruments du travail.

Bien ; voilà le mal constaté, ses effets connus et prévus, sa cause signalée. Que doit-on faire maintenant ? chercher un remède. Or, ce remède, la cause du mal elle-même l'indique : il faut des lois protectrices du salaire ; il faut surtout des institutions à l'abri desquelles les travailleurs puissent parvenir à la possession des instruments du travail. Mais ce ne sont encore là que des indications générales. Il faut trouver des moyens positifs : alors on proposera, pour garantie du salaire, l'organisation de conseils de prud'hommes également composés de salariés et de salariants ; on proposera, en second lieu, l'établissement de caisses de crédit, à bas intérêt, ouvertes aux ouvriers entrepreneurs ; enfin, le grand moyen sera l'association ouvrière, indissoluble, avec capital inaliénable, et accroissant incessamment, afin d'embrasser le plus grand nombre possible de travailleurs.

Supposons que ce plan, qui est celui que *l'Atelier* ne cessera

d'exposer, soit le meilleur, ainsi que nous le croyons fermement. Ne faut-il pas chercher à le faire appliquer ? Sans doute, il le faut. Mais ce n'est pas nous qui faisons les lois, et ceux qui font les lois ne sont pas le moins du monde disposés à faire le sacrifice du privilège d'user et d'abuser de nous jusqu'à miséricorde. Quand on ne leur demanderait que l'institution des prud'hommes comme nous l'entendons, ce ne serait pas leur demander moins que de décréter l'abolition du servage industriel. On a eu d'une telle abnégation quelques exemples au temps de la grande féodalité ; mais c'était alors le sentiment chrétien qui inspirait ces renoncements au droit d'opprimer. Aujourd'hui ce sentiment est tout à fait éteint chez nos seigneurs les marchands, et il serait parfaitement ridicule d'attendre quelque chose d'une représentation exclusivement composée des hauts barons de l'industrie. Une telle assemblée ne représente et ne fait les affaires que de sa classe.

On trouverait donc là une fin de non-recevoir.

Que faire alors ? La chose est bien simple : c'est de renverser l'obstacle qui se dresse devant nous. Il faut, aux représentants d'un intérêt spécial, substituer des représentants de l'intérêt général ; et, comme cela ne peut être qu'en étendant le droit d'élection et même d'éligibilité à tous les Français, il faut s'attacher à ce que nous appelons la réforme électorale. Sans doute, il est beaucoup d'autres motifs puisés dans l'ordre moral et national qui font un devoir de s'y attacher ; mais c'est avant tout la réforme des conditions du travail qui la commande.

Maintenant nous demandons pourquoi la réforme électorale demandée depuis si longtemps n'est pas encore commencée ? pourquoi le privilège n'a pu être entamé ? pourquoi les privilégiés ont pu tenir contre les réclamations tant de fois réitérées du parti populaire ? en un mot, nous demandons comment il se fait que l'armée du mouvement, beaucoup plus nombreuse et active que l'armée de la résistance, a usé sans succès ses forces contre celle-ci ?

La raison de cet insuccès, il faut la dire, quoi qu'il en coûte.

Le parti démocratique se pose comme étant, dans la voie du progrès, l'avant-garde de la nation. Il a pensé que, lorsqu'il attaquerait le privilège au nom de l'intérêt général, la masse de la nation se lèverait à son appel et lui prêterait son irrésistible appui. Or, la nation n'ayant point répondu aux appels qu'il lui fit à plusieurs reprises, il eut l'apparence d'une minorité turbulente, et la résistance des privilégiés n'eut pas le caractère d'une désobéissance à la volonté nationale.

Mais pourquoi la masse de la nation n'a-t-elle point manifesté le désir d'exercer sa souveraineté alors qu'elle y était formellement appelée par le parti démocratique ? Car il est bien prouvé qu'elle est mécontente ; qu'elle a été froissée dans ses sentiments non moins que dans ses intérêts ; il est bien démontré qu'elle professe pour les pouvoirs actuels toute autre chose que de l'estime. Pourquoi donc, encore une fois, lorsqu'elle était appelée à mettre sa volonté dans la balance, n'a-t-elle point répondu ?

Les réformistes peuvent se faire illusion sur ce point. Ils peuvent se croire trop avancés pour être compris des masses ; ils peuvent se rejeter sur l'ignorance et l'apathie de la foule, sur les menées des agents du pouvoir ; mais là ne se trouve pas la vraie

cause du petit nombre d'adhésions qu'a obtenue l'idée d'une réforme électorale.

La vraie cause, c'est que le parti n'offre pas encore assez de garanties à la nation pour qu'elle lui confie ses destinées ; car il était bien démontré pour elle que le suffrage universel devait donner la plus haute influence politique au parti qui avait l'initiative de la réforme.

Oui, là est la vraie cause. Placée entre l'alternative, ou de supporter encore longtemps un système sous lequel elle gémit, ou de se jeter aux bras du parti démocratique, elle n'a pas osé faire l'épreuve d'un changement ; elle a craint de tomber de mal en pis.

La main sur la conscience, cette crainte est-elle fondée ?

A dire franchement ce que nous pensons, c'est une crainte qui n'est qu'exagérée.

Retournons-nous enfin sur nous-mêmes ; passons-nous en revue, et jugeons-nous !

Nous disons que nous sommes, dans la voie du progrès, l'avant-garde de la nation. Mais est-il bien sûr que nous soyons en avant plutôt qu'à côté ou en arrière du gros de l'armée ? A quelles conditions pouvons-nous être avant-garde ? aux conditions évidemment d'être l'expression vivante, complète, énergique, des besoins légitimes et des idées morales de la masse. Or, avons-nous réellement, dans notre ensemble, ce caractère ?

D'abord, la première condition pour un parti qui veut être l'avant-garde de la société dans la voie du progrès, c'est d'avoir un principe général ; et nous n'en avons pas.

La deuxième condition, c'est l'unité d'action ; et nous n'agissons pas avec unité, précisément parce que nous ne reconnaissons pas de principe général obligatoire pour tous.

Si bien que nous sommes une avant-garde sur laquelle le grand corps ne peut compter ; car nous embrouillons plus la marche que nous ne l'éclairons. Comment veut-on que la nation nous suive, nous qui ne savons pas marcher unis ? Comment pourrait-elle nous suivre, quand elle voit notre fractionnement, quand elle nous voit divisés en une foule de petits corps distincts, suivant chacun une direction particulière, et l'appelant chacun de son côté ?

En quoi donc le parti est-il l'expression vivante, complète, énergique, des besoins légitimes et des idées morales de la nation ? Est-ce par le communisme, ou par le fouriérisme, ou par le libéralisme, etc. ?

Oui, sans doute ; et nous avons le droit de le dire, on peut trouver au sein du parti l'expression vivante et énergique de tout ce qu'il y a de bon et d'élevé dans le sentiment public. Mais pour cela, il faut faire un triage, et séparer le bon grain de l'ivraie. Or, tout cela apparaît confus à l'esprit de la nation ; et ce qui la frappe, c'est bien moins le bon que le mauvais côté du parti. Il n'en pouvait être autrement d'ailleurs : les partis contraires avaient trop d'intérêt à mettre en relief les erreurs du nôtre pour ne pas le faire, et il faut dire que, lors même qu'ils auraient négligé ce moyen de se consolider, le public eût été mis sur ses gardes ; car il s'est trouvé dans notre camp des individus et même des factions qui n'ont rien négligé pour faire croire que le parti démocratique pourrait passer le but, et arriver jusqu'à mériter le nom d'anarchique.

Non, nous n'avons pas de principe commun, et par conséquent nous ne pouvons avoir d'unité. Nous n'avons de commun que des négations ; le nom même de notre parti n'est qu'une expression négative. On dit en effet démocratie par opposition à aristocratie ou à monarchie ; mais ce mot n'implique ni une idée morale, ni conséquemment une théorie du devoir. C'est un nom sous lequel s'abritent les opinions les plus opposées ; et, à proprement parler, ce n'est pas le parti, mais bien les partis démocratiques, qu'il faut dire, pour désigner tous ces groupes qui, sous tant de sous-appellations diverses, se rattachent au terme général de démocratie.

Là où il n'y a point de principe commun, il ne saurait y avoir de discipline, et ce que nous appelons le parti démocratique n'est qu'un royaume divisé contre lui-même. Est-il étonnant, après cela, qu'il soit impuissant à obtenir une réforme quelconque ? Comment pourrait-il fonder quelque chose, lorsqu'on voit chacune de ses divisions avoir sa théorie particulière sur la religion, la morale, sur le droit et le devoir, sur la société et le gouvernement ? Et comment ne pas craindre quand on a vu jusqu'où pouvait aller la hardiesse des groupes appelés assez mal à propos socialistes ?

La France, nous le demandons, trouve-t-elle dans le reste du parti de suffisantes garanties contre les tentatives d'expérimentations de ces socialistes ? C'est une question à résoudre : car enfin les écoles socialistes se sont formées au sein du parti ; les idées fondamentales de leurs doctrines, le parti les leur a fournies ; elles n'ont fait qu'en tirer toutes les conséquences possibles. Elles ne sont ce qu'elles sont que par pure logique. Aussi est-il arrivé que le gros du parti n'a pu les combattre, et qu'elles sont restées, vis-à-vis de lui, les maîtresses sur le terrain de la discussion. Or, si le gros du parti a été impuissant à prouver aux socialistes l'erreur dans laquelle ils sont tombés, comment aurait-il la puissance de leur résister au milieu d'une transformation comme celle que nécessitent l'organisation du travail et l'exercice de la souveraineté nationale ?

Mais supposons les socialistes maintenus dans l'inaction, et voyons ce que représente pour la France la portion du parti qui ne s'est point jetée dans ce qu'on appelle le socialisme, c'est-à-dire dans les doctrines qui font table rase des croyances et institutions sociales ; voyons quelles garanties cette portion, qui est de beaucoup la plus considérable, peut offrir à la nation ; quelle est sa foi religieuse et morale, quelle est sa capacité politique, quelles sont ses vues sur le pouvoir et la nationalité ?

Nous nous plaçons ici au point de vue du public, et le public ne jugeant d'un parti que d'après les opinions de ceux qui forment sa tête, c'est à la tête que nous allons nous en prendre.

Voltaire, ce malin sceptique, a dit plus d'une fois qu'il ne confierait pas sa bourse à qui n'aurait point de foi religieuse, et l'on peut dire que, sur ce point du moins, la masse du peuple pense comme Voltaire, et n'aimerait pas à confier ses destinées à des hommes qui ne reconnaîtraient pas d'autorité supérieure à eux-mêmes. La foi religieuse est une grande garantie, et l'on pense avec quelque raison que qui n'a pas de foi, est bien près, s'il est conséquent, de n'avoir pas de loi : la chose, malheureusement, ne s'est vue que trop souvent. Or, quelle garantie le parti, dans sa tête, donne-t-il à la nation ? La tête, à très-peu d'exceptions près, fait parade d'incrédulité. La tête est tombée dans le scepticisme ; elle critique les vieilles croyances sociales ; elle les déclare

usées ; mais elle n'en affirme point de nouvelles. A la foi elle a substitué la raison. Mais la raison n'est pas un frein , et la nation voudrait que la foi religieuse fût un frein aux passions des chefs du mouvement.

Quelle est sa capacité politique ? Parmi ceux qui forment la tête, s'il en est qui sont fermement attachés au principe de l'unité, il en est aussi qui n'en comprennent pas le moins du monde la nécessité, et qui conséquemment serviraient les passions fédéralistes, qui ne manqueraient pas de se faire jour.

Il en est d'autres qui sacrifieraient la sûreté nationale à leur crainte du despotisme, et qui estiment la liberté d'un moment plus précieuse que la nationalité même. Il en est d'autres encore qui vont plus loin, et qui appellent le patriotisme un restant de barbarie, un préjugé, un vice populaire !

Une des craintes de la nation, c'est de voir sortir du suffrage universel un pouvoir tirailé par une foule d'ambitions, un pouvoir impuissant à gouverner dans l'intérêt général et à maintenir les factions dans l'obéissance. La nation a également en horreur et la dictature et l'anarchie, deux choses qui tendent toujours à se manifester aux époques de transformations.

Or, sur ce point encore, quelles garanties donne la tête du parti ? Ses publicistes ont dit leur opinion sur le pouvoir ; et l'opinion de quelques-uns des plus célèbres est qu'il faut lier au pouvoir bras et jambes. Le pouvoir recevra l'initiative en toutes choses et ne la prendra jamais ; sa fonction sera d'obéir à la multitude. Cette théorie du pouvoir, il faut le dire, n'est admise que par un petit nombre de démocrates ; mais malheureusement, elle répond à une idée fort accréditée dans le public. On dit communément en effet que les hommes ne sont pas assez sages pour vivre en pure démocratie, entendant par là que la forme démocratique n'admet pas de pouvoir. Or, il était important pour le parti de montrer qu'il voulait un pouvoir stable et fort, et cependant les théories contraires n'ont pas reçu de démenti.

Est-il donc étonnant, après tout cela, que la nation ne se lève pas à l'appel du parti ? Non ; elle ne l'avouera pour son avant-garde, elle ne lui prêtera son appui pour opérer les réformes sollicitées, que lorsqu'il offrira les garanties qu'elle doit exiger, et sur lesquelles la classe laborieuse doit surtout insister.

Maintenant que nous avons constaté les causes de faiblesse de notre parti, viendra-t-on dire que nous avons donné des verges pour le fouetter ? Mais quoi ! l'état du parti est-il donc un secret pour nos adversaires ? Ne savent-ils pas aussi bien que nous nos divisions ? Est-ce nous qui avons publié les monstrueuses théories qui ont cours parmi quelques-uns des nôtres ? Et le scandale de l'opposition de boutique qui a été faite dans ce dernier temps au plus ancien des organes de la démocratie, dépend-il de nous qu'il ne soit pas connu ?

Et d'ailleurs à qui donnerions-nous des verges pour nous fouetter ? Quel parti vaut mieux que le nôtre, malgré tout ce qu'on peut lui reprocher ? Laissons les théories de côté, et considérons le personnel. N'est-ce pas encore ce que la France a de plus dévoué, de plus énergique ? Comprimé qu'il est depuis longtemps, son activité a débordé à tort et à travers, et comme parti de gouvernement il s'est compromis aux yeux de la nation ; mais si elle n'ose se confier à lui, elle sait bien qu'elle trouverait en lui les plus vigoureux défenseurs ; elle sait bien aussi qu'il est, du

moins, un obstacle aux mauvais vouloirs du gouvernement. Oui, malgré tant d'erreurs accréditées, on s'étonnerait encore de ne point trouver de générosité et de patriotisme dans un démocrate. Le défaut de générosité étonnerait-il dans un conservateur ? le défaut de patriotisme étonnerait-il dans un légitimiste ?

Ceux de nos adversaires qui voudraient profiter de l'aveu de nos faiblesses auraient à s'en repentir ! Il n'y a pas de verges à donner à d'autres ; mais il y a des verges à prendre nous-mêmes pour nous en frapper. Le temps est venu où il faut châtier vertement ceux qui font du dévergondage ou de la spéculation sous le manteau de la démocratie ; il s'agit de secouer les apathiques, d'extirper de funestes préjugés, et de discipliner le parti autour d'un principe général nettement formulé. Le temps est venu d'opérer une épuration telle que les jacobins nous en ont donné l'exemple, et de prouver ainsi à la nation que le parti a une foi et une loi, et qu'il ne transige point avec qui n'en a pas !

Que les démocrates sérieux et désintéressés y songent bien : cette rénovation du parti est la condition absolue sans laquelle il n'aura jamais qu'une valeur négative, un caractère purement critique ; sans laquelle enfin nulle réforme dans le travail ni dans la politique ne pourra être opérée.

Quant à nous, simples ouvriers, qui sommes revenus aux idées du peuple de 89, nous sommes aujourd'hui comme des soldats qui voient l'ennemi s'avancer, et qui cherchent des chefs qui sachent diriger leurs efforts. Que ceux des démocrates qui sont en position d'exercer quelque influence sur le parti, et par suite sur l'opinion publique, sortent donc de la voie stérile où ils sont ! car on pourrait leur dire, à eux qui critiquent si bien les gouvernants, qu'ils devraient aussi faire en sorte d'exercer plus convenablement la part de royauté que leur donne leur position. En nos temps de publicité, la puissance de fait appartient à qui, pouvant faire entendre sa voix, tient les plus sages discours. Quiconque pouvant parler de haut n'a pas d'influence sur une nation aussi enthousiaste que la France est jugé : il ne la mérite pas ! — Méritez-la donc, vous qui êtes haut placés, et qui pouvez faire de nous un corps puissant contre les mauvais pouvoirs ! qui pouvez faire de nous l'avant-garde avouée de la nation !

On sait maintenant si c'est à raison que nous étions préoccupés d'une autre réforme que celle du travail et de la politique. Notre pensée étant franchement exprimée, nous allons continuer l'œuvre entreprise par nous depuis trois ans ; continuant de suivre attentivement les progrès de la plaie qui dévore notre classe, ne cessant de rechercher toutes les occasions d'arrêter les esprits sur le remède ;

Mais aussi continuant de secouer ferme ceux d'entre nous qui s'engourdissent dans la misère comme, au désastre de notre grande armée de Russie, nos soldats se laissaient engourdir par le froid, et mouraient. Nous les stimulerons de toutes nos forces ; mais nous n'oublierons pas la question morale : c'est la première de toutes, c'est la plus importante ; c'est par elle qu'on agit avec unité, c'est par elle qu'on a de la force, qu'on exerce de l'influence, et qu'en définitive on triomphe !

Sans unité morale, point de parti, partant point de réformes ! Aussi terminons-nous en disant (et puissent nos paroles être entendues des hommes influents et désintéressés du parti !) que, de toutes les réformes, la plus pressante, la plus impérieuse, celle

qui est la clef des autres, c'est la réforme du parti réformateur lui-même.

Fortifications de Paris.

Le journal *la Réforme*, qui a pris l'initiative d'une protestation contre le principe même de la fortification de Paris, ayant annoncé que, sur les cinq journaux radicaux qui se publient à Paris, un seul, *le National*, ne s'était pas rallié à cette protestation, nous avons dû réclamer contre l'oubli qui avait été fait de *l'Atelier* dans cette récapitulation, et ajouter que nous ne pouvions qu'adhérer à la pétition nantaise. C'est ce qui a été fait par une lettre qu'a adressée notre gérant au rédacteur en chef du journal *la Réforme*. Nous sommes encore à attendre une rectification ou une réponse quelle qu'elle soit; l'article suivant nous la vaudra peut-être.

L'exemple de Barcelone, deux fois mitraillée et incendiée par d'odieus chefs militaires, a produit sur la population parisienne le plus désastreux effet moral, et un grand nombre de citoyens poussent la panique jusqu'à demander, par une pétition à la chambre, non pas des garanties contre l'abus qui pourrait être fait des fortifications, mais la démolition complète de tous les travaux de défense exécutés autour de Paris.

Le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour créer et entretenir cette panique, car c'est de la menace bien plutôt que de l'exécution d'un acte de férocité sauvage qu'il espère se servir pour intimider et comprimer ses adversaires. Bien qu'il soit poltron à l'excès, ce qui est synonyme de cruel, on ne peut sérieusement s'arrêter à la pensée de lui voir incendier et détruire Paris, — non que nous le supposions accessible à un sentiment d'humanité, si son pouvoir était menacé, — mais parce que c'est un acte devant la responsabilité duquel reculeraient évidemment des officiers et des soldats français, et que, dans cette hypothèse, les révoltes militaires achèveraient la perte du gouvernement assez infâme pour oser un pareil attentat.

Voici donc, en peu de mots, notre opinion sur le mouvement actuel des esprits : nous déplorons cette facilité à s'alarmer, qui engendre si vite le découragement ; nous croyons que c'est donner maladroitement dans le piège tendu par le pouvoir à l'aide des fortifications, qui ne sont réellement entre ses mains, ainsi que nous l'avons dit, qu'une menace impossible à exécuter, et que, par conséquent, la première chose à faire est de remettre au cœur des citoyens la confiance en la bonté de la cause populaire, ainsi que le sentiment de leur force collective, qu'ils semblent perdre ou du moins qui paraissent gravement s'altérer en eux. C'est ce devoir que nous allons remplir, nous réservant ensuite d'examiner la question elle-même de la fortification de Paris.

Il est une chose remarquable, c'est que l'universalité des citoyens en France est d'accord sur ce point : savoir que le gouvernement se défie de la nation, et surtout de Paris ; et que la loi des fortifications de la capitale, dont le principe lui plaisait peu, a été acceptée par lui parce qu'il espérait surtout y trouver un moyen de comprimer, non-seulement les partis populaires, mais même la bourgeoisie, dont l'opposition pourrait devenir gênante. Il n'y a à cet égard qu'une voix dans le public. Touchante confiance ! bienveillants rapports entre les gouvernants et les gouvernés ! Et le gouvernement souffre l'injure d'un pareil soupçon ! et il se tait ! il endure patiemment, on dirait presque avec joie,

l'affront le plus sanglant qui puisse être fait à un pouvoir ; il s'incline en silence devant ceux qui l'accusent de conspirer contre la nation...

Ah ! s'il paraît si indifférent en cette occasion, croyez qu'il a de bonnes raisons pour cela. Nous l'avons dit : peu soucieux des injures, mais craignant beaucoup les actes, il voit avec un secret plaisir l'opinion publique s'exalter à la vue d'un danger imaginaire. Que lui fait qu'on le croie capable de toutes les atrocités possibles, s'il trouve sa sûreté personnelle dans la terreur causée par cette persuasion ? Il a atteint son but : avec sa couardise ordinaire, il a les bénéfices de la position sans en avoir les charges sanglantes : il ne bombardera pas, mais il veut qu'on le croie capable de le faire : cela lui suffit. Et en effet, le moral des citoyens peut s'énervier : bien persuadés que nos ministres ne reculeront pas devant cet emploi de la force, auront-ils, eux, l'énergie et le courage nécessaires pour défendre, le cas échéant, nos libertés menacées par le canon des forts ?

Et cependant, un bombardement n'est qu'une des formes de la guerre, et le peuple, parce qu'il aurait à surmonter de plus grands obstacles, devrait puiser par cela même de nouvelles forces. D'ailleurs, dans cette hypothèse, sur qui frapperaient le plus les mortiers et les obusiers ? Ne serait-ce pas sur cette riche classe qui a constitué et qui soutient l'ordre de choses actuel ? Et si nos gouvernants suivaient l'exemple d'Espartero et de Prim, n'incendieraient-ils pas plutôt leurs amis que leurs adversaires ?

Barcelone, enfin, qui sert de texte à toutes ces craintes exagérées, a-t-elle subi la loi des barbares qui l'ont à demi détruite ? L'exaltation patriotique n'est-elle pas au contraire montée au plus haut degré à la suite de ces événements !

Persuadons-nous bien que la question des fortifications de Paris n'a d'importance que celle qui lui a été donnée par le manque de réflexion : sachons donc, une fois pour toutes, que les fortifications ne sont que des tas de moellons surmontés de tubes de bronze, et que ces objets inertes ne feraient pas même peur à des enfants. L'armée seule, qui peut mettre en action ces instruments de destruction, pourrait devenir un véritable épouvantail. Or, lui ferait-on l'injure de la considérer comme un levier absolument passif, auquel la discipline ôterait tout jugement et toute liberté ? Sommes-nous donc si loin de 1830 qu'on ne se rappelle plus la conduite de la troupe de ligne à cette époque ?

Croit-on aussi que, retiré dans ses forts, le petit noyau de garde resté fidèle à Charles X eût pu guerroyer une semaine au milieu de la France, tout entière soulevée contre lui ? La branche aînée eût été écrasée dans ce conflit sauvage.

Si la liberté pouvait être menacée par des monceaux de terre, son plus grand ennemi serait à coup sûr la butte Montmartre, de laquelle on pourrait, bien mieux que de tout autre point, et à l'abri de quelques travaux faits en quelques heures avec la pioche et la brouette, tenir Paris sous le joug des bombes et des obus, si l'on trouvait, nous le répétons, des officiers qui voulussent attacher leur nom à cette œuvre de Vandale, et des soldats pour exécuter leurs ordres infâmes !

Contre une émeute, on l'a dit souvent, le gouvernement a ses sergents de ville, et au besoin sa garde municipale ; contre une révolution, c'est-à-dire contre l'explosion du sentiment général, il ne possède aucune ressource, pas même celle des forts ! tant que l'armée sera formée de citoyens, tant que l'institution de la garde nationale sera comprise et en vigueur. Les véritables dangers pour la liberté sont dans les tentatives que fait le pouvoir pour s'inféoder l'armée, en la peuplant de remplaçants, en cherchant à faire un métier de la fonction militaire, au lieu d'un de-

voir temporaire imposé à tous ; ils sont encore bien plus dans l'indifférence des citoyens pour l'institution de la garde nationale et pour le droit de pétition. Si le règne de la force brutale pouvait s'impatroniser quelques semaines en France, c'est que les institutions dont nous venons de parler auraient été abandonnées par les citoyens eux-mêmes, et dans ce cas le despotisme aurait trouvé sa justification.

Si de ce que nous venons d'exposer on conclut, comme nous, que le danger des forts n'est pas sérieux, est-ce à dire qu'une nation comme la nôtre doit se laisser offenser aussi gravement, par les illégalités sans nombre dont la loi sur les fortifications a été entachée dans son exécution ? Avons-nous prétendu, en pré-munissant le peuple contre les entraînements irréfléchis de la panique à l'ordre du jour, justifier ce que fait le gouvernement, qui détourne de leur véritable destination les fonds mis à sa disposition ? Pense-t-on que nous ne voyions pas avec peine les millions se dépenser pour certains travaux qu'il faudrait démolir au plus vite si jamais Paris était menacé par l'étranger ? Assurément on ne nous fera pas une telle injure ! Si nous nous rattachons au principe de la fortification de Paris, nous allons dire pourquoi et comment.

En 1792, l'ennemi était à 40 lieues de la capitale, et les inquiétudes étaient grandes : une bataille perdue, et en quatre jours il entrerait à Paris, alors privé de toute défense. Le gouvernement devait, il est vrai, se retirer derrière la Loire ; mais quel effet démoralisateur n'eût pas produit la prise de Paris, le centre, le pivot de la révolution ? Paris perdu, le fédéralisme dominait dans l'opinion, et c'en était fait du reste de la France. Plus tard, les deux invasions de 1814 et 1815 ont été une triste punition de la faute qu'on avait faite en ne mettant pas au moins Paris à l'abri d'un coup de main. Chacun connaît les détails de ces désastreuses campagnes ; on ne saurait néanmoins trop les relire en ce moment pour bien s'éclairer sur la question. Rappelons seulement que c'est sur l'assurance positive de l'impuissance où se trouvait Paris de se défendre seulement vingt-quatre heures que les généraux ennemis exécutèrent cette pointe audacieuse sur la capitale, manœuvre qui les perdait complètement si Paris eût été en mesure de soutenir seulement un siège de deux jours, car il ne serait pas alors sorti de France un seul des soldats de Blücher.

Paris fortifié n'est pas imprenable ; il est *inassiégeable*. Loin d'exposer la capitale aux horreurs de la guerre, les fortifications en éloignent au contraire toutes les chances.

Il s'agit maintenant de savoir si dans l'avenir la France révolutionnaire peut être menacée comme elle l'a été dans le passé ; il est important d'examiner si, comme le pensent les *démocrates pacifiques*, sa mission, toute morale, ne s'exécutera plus désormais que par la persuasion ; si, en un mot, les aristocraties européennes verront tranquillement la propagande des idées françaises pénétrer chez leurs peuples ; ou bien si, fidèles à leurs vieilles haines et aux traités de la *sainte-alliance*, conclus pour s'opposer à l'envahissement de l'esprit révolutionnaire, elles ne formeront pas de nouveau une coalition imposante, et contre laquelle notre nation ne saurait prendre d'avance trop de précautions ? Les *démocrates pacifiques* sont du premier avis ; nous sommes du second. Nos adversaires reconnaissent néanmoins qu'au point de vue d'une France guerrière, la fortification de Paris est une chose de première importance, pour l'offensive comme pour la défensive.

Maintenant il nous reste à dire comment nous entendons la fortification de Paris. Nous ne sommes pas des hommes spéciaux ; mais tous les avis ont été exposés, nous avons pu nous instruire,

et nous ranger en faveur d'une enceinte continue, aussi forte que possible, protégée par des ouvrages avancés à Charenton et à Saint-Denis. Quant à la citadelle du Mont-Valérien, c'est une magnifique position militaire, et nous ne la craignons nullement comme *bastille*.

Pour ce qui concerne les forts détachés, qui sont en très-grand nombre, nous dirons que c'est pitié de voir les millions s'engouffrer aussi stupidement dans des travaux qui n'ont pas seulement le tort d'être improductifs. Non-seulement les forts sont pour les citoyens timides un sujet perpétuel d'inquiétude, mais encore, de l'avis des hommes du métier, ils pourraient devenir tellement nuisibles à la défense nationale, que le gouvernement sera obligé de les raser, sous peine de dévoiler une trahison complète. Nous citerons comme preuve de ce que nous avançons les travaux immenses faits au fort de Vincennes pour y renfermer tout le matériel d'approvisionnement, qui devrait être renfermé dans la place. Contre ces illégalités, il n'y a pour le moment d'autre recours que la pétition : peut-être la chambre des députés comprendra-t-elle que les forts sont plutôt une menace pour elle que pour nous. La pétition dont les Nantais ont pris l'initiative nous paraît poser la question de la manière la plus convenable, en demandant que l'enceinte et les forts ne soient armés qu'en cas de guerre étrangère et en vertu d'une loi. Nous nous y rallions, sous toutes réserves quant à la démolition des forts et à la réorganisation de l'artillerie de la garde nationale, deux mesures qui, nous l'espérons, ne seront ajournées que pour peu de temps.

Nonobstant, nous n'en sommes pas moins tranquilles sur la menace qui nous est faite par les tas de pierres qui entourent la cité révolutionnaire : les ouvriers de Paris n'ont pas plus peur de la guerre contre les pouvoirs qui trahissent que contre les armées étrangères. Ils savent qu'en 1814, leurs pères voulurent défendre Paris, et qu'ils ne purent que se faire tuer sans aucun résultat. Ils espèrent être plus heureux, et c'est afin de pouvoir plus facilement interdire à l'étranger l'accès du foyer des révolutions passées et futures qu'ils acceptent le principe de la fortification de Paris. Ils sont au reste plus convaincus que qui que ce soit des mauvaises intentions du pouvoir, mais personne ne se préoccupe moins qu'eux de ces menaces sans valeur, qui achèvent de déconsidérer et font mépriser de plus en plus ceux qui les font ou les laissent insinuer en leur nom.

LA PRESSE NOUVELLE.

A notre époque, le plus puissant moyen de propagande est incontestablement la presse ; c'est un fait dont l'exactitude est doublement prouvée, d'une part par la haine systématique que nos gouvernants professent pour les journaux, d'une autre part par l'avidité avec laquelle on accueille tout nouvel organe de publicité.

Nous qui, les premiers dans notre classe, avons senti tout l'avantage que nous pouvions tirer du journalisme, nous ne devons pas laisser passer inaperçue la création de nouvelles feuilles destinées à jouer un rôle dans la propagande des idées bonnes ou mauvaises qui s'élaborent maintenant en France ; c'est pourquoi nous croyons nécessaire de parler ici de la *Réforme*, de la *Démocratie pacifique*, de la *Nation*, du *Bien public* et de la *Démocratie*.

Nous entrons de suite en matière, résolus à donner franchement notre avis sur ces journaux, sans crainte d'être accusés de partialité ou d'opposition systématique.

D'abord il est un reproche commun que nous devons adresser à ces feuilles nouvelles, c'est, pour quelques-unes, de n'avoir pas donné de profession de foi : pour les autres, d'en avoir fait une trop incomplète et trop peu claire surtout. Nous croyons, en effet, que, quand des hommes ont senti la nécessité de parler à la nation, ils doivent d'abord lui déclarer et ce qu'ils veulent, et le principe sur lequel ils s'appuient ; car on ne peut leur accorder raisonnablement aucun degré de confiance sans connaître les motifs qui les font agir et le but qu'ils veulent atteindre. Cela dit, nous commençons.

D'abord *la Nation*. Pour tout prospectus, ce journal a publié trois discours d'hommes politiques appartenant à des opinions bien tranchées et bien opposées même, et ces honorables orateurs ont dû être fort étonnés de se voir collectivement parrains d'un journal dont ils ignoraient probablement la création. Et d'ailleurs, ces discours formaient si peu un exposé de principes que les avis les plus divers circulaient sur la ligne politique que devait suivre la nouvelle feuille : les uns la disaient démocratique ; d'autres, au contraire, l'annonçaient inféodée au parti légitimiste. Les derniers avaient raison ; et, sous la signature légale qui la couvrait, on n'a pas tardé à voir paraître les vues et les intentions de ses véritables créateurs. Il y a dans le parti légitimiste quelques hommes intelligents qui ont compris que leur cause était à jamais perdue sous les sophismes des royalistes quand même, et que, si leur parti s'obstinait à ne pas sortir de son utopie de réédification d'un passé impossible à recomposer, il était mort à toujours. Ces hommes avaient depuis longtemps pour organe *la Gazette de France*, mais elle ne remplissait pas complètement leur but, parce que son passé éloignait d'elle les hommes du progrès. Ils ont donc créé un nouveau journal destiné, d'une part, à doubler, à seconder *la Gazette* dans le sein du parti légitimiste, et, d'une autre part surtout, à faire des prosélytes parmi les ouvriers, auxquels son bon marché l'adressait spécialement. Nous croyons que ce dernier but, le plus important dans la pensée des meneurs, est manqué ; car entre nous, peuple, et la monarchie de droit divin, il y a tout un abîme, bien grand déjà avant 89, et qui depuis n'a fait que grandir. Quant au rôle de *la Nation* parmi les légitimistes, nous n'avons point à nous en occuper. Cependant, tout en nous réservant d'examiner une autre fois plus longuement l'état actuel du parti royaliste, nous devons constater que, pour essayer de se faire une ère nouvelle, la presse légitimiste est obligée de reconnaître le principe de la souveraineté du peuple et de s'occuper de réorganisation sociale. Si ce n'était là une affaire de tactique, il semblerait certainement singulier que les hommes de la Restauration fussent obligés de défendre le progrès et la liberté contre les libéraux repus. *La Nation* a recueilli sa part de la défaveur attachée en France au vieux royalisme, et si elle n'a pas donné une déclaration de principes bien nette, bien complète, elle a sans doute compris que sa position lui recommandait sur ce sujet une prudence extrême.

En résumé, si ce n'est pas sous le rapport de la bonne foi que faillissent les légitimistes qui parlent de souveraineté nationale, assurément c'est sous celui de la logique. S'il est vrai que la nation soit souveraine, il n'y a de légitime que sa volonté, soit qu'elle élève, soit qu'elle rejette les dynasties. Que les légitimistes cessent donc de l'être, ou qu'ils cessent enfin de parler démocratie !

Un autre journal, semi-quotidien, existait depuis longtemps sous le titre de *la Phalange*. Rédigé avec un incontestable talent par des disciples de Fourier, il avait acquis une importance réelle. Espérant jouir d'une influence plus grande encore, les directeurs de *la Phalange* ont rendu leur feuille quotidienne sous ce

titre : *la Démocratie pacifique, organe des intérêts des gouvernements et des peuples*.

La publication du premier numéro de *la Démocratie pacifique* a été précédée d'un long manifeste, bien habilement rédigé ; mais ce manifeste ne nous a point paru suffisamment clair. En effet, la tâche principale de *la Démocratie pacifique* est la vulgarisation de la doctrine de Charles Fourier ; comment se fait-il donc que dans ce manifeste elle ait parlé de son attachement pour le christianisme ? Nous croyons que, comme tout le monde, *la Démocratie pacifique* entend par christianisme l'application de la morale du Christ, bien plutôt qu'une forme de culte, de pratique mystique. Eh bien, le christianisme veut que l'on soumette la chair à l'esprit, c'est-à-dire que l'on domine la passion par la puissance morale, et la loi de Charles Fourier établit, au contraire, que les appétits, que les passions doivent jouir de leur libre essor, de leur franc développement, pour amener l'harmonie par leur équilibre ; d'un autre côté la loi chrétienne proclame l'égalité des hommes, le dévouement obligatoire des chefs, qui doivent être les serviteurs du peuple, et *la Phalange* a toujours soutenu que les droits appartenaient aux classes supérieures ; que celles-ci doivent bien, il est vrai, travailler pour le peuple, c'est-à-dire qu'elles doivent manœuvrer avec assez d'habileté pour lui accorder d'elles-mêmes en temps opportun tout ce que le lendemain il pourrait bien exiger par la force. Nous demandons à *la Démocratie pacifique* de vouloir bien s'expliquer nettement avec nous sur ces deux points.

Une place était restée vide dans les rangs de la presse démocratique depuis la mort du *Journal du Peuple* ; cette place vient d'être prise par *la Réforme*, et nous nous en félicitons, bien que nous ayons à faire à ce nouvel organe radical quelques observations qu'il accueillera, nous en sommes sûrs, avec bienveillance, comme nous les lui adressons avec pleine et loyale franchise.

La publication de *la Réforme* a été précédée d'un prospectus que nous regrettons de ne pas trouver assez explicite : la plupart des feuilles radicales se sont absorbées complètement dans leurs préoccupations politiques ; il semblerait en les lisant que tout ira pour le mieux quand on aura opéré une révolution nouvelle ; elles oublient que nous en avons déjà fait beaucoup, et que notre position, à nous peuple, n'en a pas été sensiblement améliorée. *La Réforme* a annoncé qu'elle s'efforcerait de mener de front les questions sociales et les questions politiques ; c'est là une résolution dont nous la félicitons, mais nous regrettons de ne pas savoir encore comment elle entend ces réformes sociales, quel système de modifications elle veut introduire dans les lois qui régissent la société.

Une autre observation encore : le parti démocratique ne se range pas sous une seule bannière ; les uns adoptent les principes de M. Pierre Leroux ; les autres suivent en tout point les idées de M. Lamennais ; d'autres enfin comprennent avec nous que la démocratie n'est et ne peut être autre chose que la réalisation sociale de la doctrine évangélique, l'introduction sur la terre du royaume de Dieu, c'est-à-dire le développement de la liberté par l'égalité et la fraternité en vue de la réalisation de l'unité humaine. *La Réforme* n'a point encore déclaré si elle se rattache à l'une de ces doctrines ou si elle en avait une nouvelle à nous annoncer ; nous ne lui demandons point, il s'en faut, de se lancer dans l'étude des questions métaphysiques ; mais à notre époque on aime à connaître complètement la pensée des hommes qui rédigent un journal, car il n'y a pas une question pratique qui ne se relie étroitement à un principe moral. Et à ce propos nous dé-

clarons que nous verrions avec regret *la Réforme* se laisser aller à suivre *le Constitutionnel* dans sa prêtraphobie; sans être tenu à louer et à estimer des hommes qui ne comprennent guère la sainteté de leur fonction, et qui, par conséquent, la remplissent mal, il ne faut pas non plus se créer un épouvantail chimérique. Soyons sévères, nous en aurons le droit si nous sommes justes.

Une question de haute importance préoccupe en ce moment tous les hommes dévoués à la démocratie; cette préoccupation si vive et si ardente peut amener dans le sein de notre parti des divisions funestes. Nous déplorons donc sincèrement que, pour cette grave question, *la Réforme* ait cru devoir, à côté de la manifestation provoquée par *le National de l'Ouest* et appuyée par *le National*, proposer une pétition nouvelle, dans laquelle elle se refuse à adopter même le principe national de la loi de 1840. Il est malheureux en effet que, ne comptant à Paris que deux journaux quotidiens radicaux, l'un d'eux, le plus récent, soit venu imprudemment apporter la division dans le parti. Les patriotes veulent que Paris soit défendu, tout en repoussant ce qui ne peut que servir d'armes au despotisme; il était donc bien facile de rallier sur ce terrain tous les démocrates; pourquoi faut-il que *la Réforme* ait cru devoir aller plus loin? Elle devait sentir que sa conduite pouvait devenir une cause de démoralisation, en donnant un corps aux vagues craintes qui circulent dans le public, et qu'il était de son devoir d'examiner la question avec sang-froid, au lieu de dire: « Nous sommes perdus si les fortifications s'achèvent! »

La Démocratie est une revue mensuelle que publient, depuis quelques mois, des disciples de M. P. Leroux; nous leur demandons de suppléer à leur oubli d'un programme complet. Nous avons eu successivement le communisme matérialiste pur et le communisme icarien; voici maintenant le communisme *panthéistique* et *métempsychosiste*. Nous désirons vivement qu'il se formule nettement et complètement; nous le désirons d'autant plus qu'il est la conséquence des principes philosophiques émis par M. Pierre Leroux, principes que nous avons hâte de soumettre à la double épreuve de la discussion et de la pratique, afin que chacun puisse les juger sans prévention et sans entraînement.

M. de Lamartine vient de contribuer à la transformation du *Progress* de Saône-et-Loire, qui, en agrandissant son format, a pris pour titre *le Bien public*. Les premiers numéros de cette feuille ont attiré l'attention de la presse par l'importance que lui donne l'appui de M. de Lamartine. Nous pensons, avec tout le monde, que *le Bien public* contiendra les développements successifs de la pensée de l'illustre orateur, et nous espérons qu'il aura hâte d'exprimer complètement ce qu'il veut; car il ne suffit pas maintenant à un homme de dire ce qu'il ne veut pas; on ne devient pas un homme d'Etat, un homme pratique, quand on n'a que des idées négatives. Pour que M. de Lamartine atteigne la haute position qu'il envie, il faut qu'il s'empresse de formuler nettement quelles sont les améliorations sociales et politiques qu'il veut réaliser et quels sont ses moyens: c'est seulement à cette condition qu'il pourra acquérir une influence positive et profitable.

EXPOSITION DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE.

Une ordonnance royale, datée du 7 septembre dernier, vient de fixer l'ouverture d'une exposition publique des produits de l'industrie, à Paris, pour le 1^{er} mai 1844.

Les expositions publiques de l'industrie, comme presque toutes nos grandes institutions actuelles, sont une des créations de la Ré-

publique. Dans un de nos prochains numéros nous tracerons leur historique depuis 1798 jusqu'à 1834; nous montrerons comment, à chacune d'elles, il y a eu accroissement et dans le nombre des exposants et dans celui des objets exposés; nous examinerons les avantages réels que l'industrie en a retirés, et nous signalerons quelques améliorations qui sont encore à y introduire; aujourd'hui nous nous contenterons de faire ressortir quelques-unes des observations morales que l'on doit en retirer.

Aux yeux de nos économistes modernes, la plus grande perfection industrielle à atteindre, c'est le bon marché, c'est-à-dire la possibilité de vendre à vil prix. Mais comment obtient-on ce bon marché? Est-ce par une meilleure entente des procédés de fabrication? par une division de travail plus habile? par un système de répartition plus juste, qui, faisant profiter tous les producteurs dans les bénéfices du travail, les amène à économiser avec intelligence la matière, le temps, les outils, etc.? Non, rien de tout cela. Toutes ces conditions nécessiteraient plus de soins, d'études et de dévouement que n'en possèdent les industriels, et demanderaient de la part du pouvoir une sollicitude continuelle, une surveillance active, un protectorat éclairé; et cela ne peut pas être maintenant, chacun sait pourquoi. On se contente donc de faire à bas prix, mais on en donne au consommateur pour son argent, moins encore, et, en combinant bien ses frais de fabrication, on arrive à faire des ouvriers de pauvres machines éphémères et inintelligentes dont le travail est moins payé que le vent qui souffle et que le clapotement d'une chute d'eau. Aussi devons-nous rappeler ici quelques paroles prononcées à la dernière exposition par un haut personnage, paroles qui nous disposeraient à faire bien peu de cas de l'intelligence qui les a enfantées, si nous ne savions pas qu'elles ont été l'expression franche et complète du mépris que certains hommes professent pour nous.

Quelques fabricants avaient exposé, les uns des indiennes et des cotonnades, d'autres de la coutellerie, etc., à des prix tellement bas que, si nous les rappelions ici, on aurait besoin de recourir aux rapports du jury d'exposition pour ne pas être accusé d'exagération mal intentionnée; eh bien, le personnage dont nous parlons félicitait les exposants du *progress par eux atteint*, sanctionnant ainsi ces paroles du rapporteur:

« La classe ouvrière trouve dans le commerce des indiennes, des châles, des mouchoirs, des étoffes de laine, des draps, dont le bas prix excite l'étonnement. »

Le rapporteur n'aurait pas dû dire « excite l'étonnement, » mais bien *fait naître l'indignation*, et ce mot, tout dur qu'il aurait été, rend encore à peine notre pensée. En effet, sait-on ce que valent ces produits si vantés? Une locution triviale parmi nous le dit: il y en a pour un déjeuner de soleil; car ces tissus trouvés si avantageux, pour l'usage des classes ouvrières, nous en convenons, sont faites avec des matières dont autrefois personne n'aurait voulu; ces indiennes sont bonnes tout au plus à faire des châssis pour garantir du soleil les caves humides où s'étiolent les malheureux tisserands qui les font. Ces étoffes de laine si convenables pour notre usage ne seraient pas bonnes à faire des couvertures d'écurie pour les chevaux de nos maîtres; et ce sont là des produits que l'on exalte; car l'ouvrier, qui n'a jamais qu'une bien faible somme à dépenser pour ses vêtements, est trop souvent obligé de s'en servir et de renouveler à chaque instant ces habits de pacotille.

Et maintenant, vous qui louez cette industrie à vil prix, ces indiennes à 30 centimes le mètre, savez-vous comment on les obtient pour si peu? Non, cela n'est pas possible, vous l'ignorez; car, si méchants et oppresseurs que vous soyez, il ne serait pas

crovable que vous puissiez à ce point vous réjouir de voir la misère tuer lentement nos plus laborieuses populations. Eh bien, pour qu'à l'avenir vous ne puissiez plus répéter par ignorance d'aussi odieuses paroles, nous vous le dirons. Les hommes qui font ces tissus gagnent, à Chollet, 40 centimes par jour quand le travail donne ; quand vient le chômage ils rôdent dans les campagnes par bandes affamées de tout âge et de tout sexe, et les fermiers, qui ont pitié de tant de misère, leur laissent ça et là, dans les champs, quelques pommes de terres à ramasser, quelquefois même ils ferment les yeux quand ces malheureux, épuisés de froid et de besoin, enlèvent, jusque dans leurs cours fermées, une légère bourrée de mauvais bois, pour ne pas geler tout à fait.

Et cela n'a point lieu seulement à Chollet ; à Lille, il est arrivé plus d'une fois qu'abattues par la misère et trop affaiblies pour préférer la mort à la honte, de pauvres filles, sortant de travailler, se soient offertes au passant pour un morceau de pain. Vous, gouvernants de ce monde, vous qui félicitez des industries qui portent de tels fruits, si vous ne connaissez pas ces faits, vous êtes par votre ignorance volontaire indignes de la puissance que Dieu laisse entre vos mains, et si vous connaissez toutes ces misères, nous n'avons pas de mot pour exprimer toute l'indignation et tout le mépris que vous méritez !

Pourquoi faut-il que nous n'ayons que des plaintes à exprimer, même quand vous êtes chargés de remplir une mission facile et honorable, qui vous a été transmise par des hommes dévoués et intelligents ? Vous avez des récompenses pour l'industrie ; rien ne vous manque, mentions honorables, médailles de bronze, d'argent, d'or, décorations ; et certes, vous êtes prodigues à ce point de toutes ces récompenses que bientôt elles n'auront plus de valeur ni pour le public qui les voit si mal décerner, ni pour ceux même que vous en comblez. Eh bien, malgré cette inondation de récompenses, il n'en arrive jamais rien à qui les a méritées. Nous ne voulons pas rappeler ici que bien souvent entre les exposants vous choisissiez le moins méritant ; mais vous ne perdez jamais cette couche superficielle d'exploiteurs qui se parent des travaux de leurs ouvriers. A la dernière exposition, il y a eu, parmi ceux qui ont obtenu des premières récompenses, des hommes qui de leur vie n'ont jamais manié un outil, des capitalistes qui pourraient à peine expliquer comment se fabriquent les produits pour lesquels vous les avez récompensés. Quand un ouvrier, par de longues veilles, par d'incessantes recherches, a produit quelque nouveau perfectionnement, quand il a découvert quelque invention de haute valeur, profit et renommée, tout retourne à son maître. Quand, par des soins collectifs, par le travail de tous, les ouvriers d'une manufacture en sont venus à placer hors ligne les produits de leur industrie, pour qui le profit ? pour le maître avide ; pour qui la gloire ? pour le maître ignorant. Et c'est là une injustice flagrante que vous commettez sciemment. Si dans l'armée un homme se distingue par son courage et son dévouement, quel que soit son grade, il est récompensé ; si une compagnie, un régiment entier a fait une action d'éclat, il reçoit une récompense collective (on a quelquefois décoré le drapeau d'un régiment) ; mais cette justice qu'on rend au soldat courageux, à l'homme qui défend la patrie, ne peut-on la rendre au travailleur qui pourvoit aux besoins de la société ?

Que l'on ne s'étonne point de l'amertume de nos paroles, car cette amertume règne dans notre âme, blessée des misères qui nous accablent, et du mépris sous lequel on voudrait nous étouffer ; que l'on ne soit pas surpris de voir la douleur que les fêtes de l'industrie réveillent en nous, qui sommes les créateurs de cette industrie dont la France est si fière à bon droit ; mais que ceux qui

comprennent et qui sentent nous aident de toute leur puissance à renverser le règne de l'injustice et de l'oppression.

Un moyen facile de remédier aux injustices que nous signalons spécialement ici existe, et personne ne veut en faire usage. A chaque exposition des renseignements sont demandés aux exposants sur le nombre de leurs ouvriers, renseignements qui sont toujours fournis volontairement inexacts et mensongers ; nous dirons un autre jour pourquoi. Serait-il donc si difficile, en interrogeant les maîtres, d'interroger aussi les ouvriers ? Ne pourrait-on pas profiter de cela pour avoir tous les cinq ans une grande et utile enquête industrielle ? Si l'on voulait se donner la peine de s'enquérir de ce que coûtent ces produits si vantés de maux perpétuels, de fatigues intolérables, qu'endurent leurs créateurs, on cesserait de se féliciter si haut d'un progrès industriel qui recouvre tant de souffrances.

Et pour la justice des récompenses on pourrait savoir par les soins de qui chaque amélioration a été obtenue, par qui chaque découverte a été faite : alors on serait à même de faire justement la part du maître et celle de l'ouvrier.

Que, si on est fermement résolu à ne récompenser que le capitaliste, on ait au moins le courage de l'avouer ; que l'on dise hautement : Nous n'avons plus besoin d'un jury examinateur pour décerner les récompenses ; notre envie n'est point d'encourager le travail esclave du capital, mais bien de récompenser celui-ci, qui ne fait rien, qui ne mérite rien. A l'avenir plus d'expositions ; nous prendrons pour mesure les livres du collecteur d'impôts ; les fabricants les plus riches seront décorés, les autres obtiendront suivant leur fortune des médailles d'or, d'argent ou de bronze.

Que les hommes auxquels nous parlons comprennent bien l'étendue de nos plaintes, et s'ils n'ont plus aucun sentiment du juste et de l'injuste, aucun souci des souffrances humaines, qu'ils se souviennent que l'injustice et l'oppression finissent toujours, même ici-bas, par être durement châtiées d'une manière ou d'une autre.....

ORGANISATION DU TRAVAIL.

(Premier article.)

« Vous êtes bien heureux, vous qui avez faim maintenant, parce que vous serez rassasiés. Vous êtes bien heureux, vous qui pleurez maintenant, parce que vous serez consolés. » (Saint Luc, ch. 6, v. 21.)

La tâche que nous poursuivons est immense. Elle est au-dessus des forces d'un homme, au-dessus des forces d'un gouvernement ; de longues années, des siècles peut-être ne suffiront pas pour l'accomplir. Et pourtant elle a commencé, elle grandit : chaque homme en s'y vouant y dépose quelque chose de cet élément impérissable qui fait sa propre vie ; tout pouvoir qui voudra lui venir en aide y puisera la jeunesse et la sève que porte avec elle toute institution neuve et forte, et ce germe fécond de l'avenir est dans nos efforts de chaque jour, de chaque heure. Redoublons donc de persévérance et de zèle. Un grand écrivain l'a dit : « L'homme fait sa destinée. »

L'organisation du travail est une œuvre d'humanité, car elle a pour but d'arracher toute la classe la plus nombreuse de la société, celle qui travaille et qui souffre, aux misères qui épuisent et son corps et son âme. Elle est une œuvre de justice, car elle vient créer un ordre de choses où chacun sera vraiment rétribué selon ses œuvres, où la richesse n'aura plus d'autre source possible que le travail, où la pauvreté ne sera désormais qu'un résultat de l'oi-

sivété ou du vice, jamais de l'isolement et de l'abandon, qui aujourd'hui pèsent fatalement sur tant d'hommes. Elle est une œuvre de haute prévoyance sociale, car elle détruit dans sa racine cette haine vieille comme le monde, cette guerre à mort entre les deux grandes fractions de la société, les ouvriers et les maîtres, les pauvres et les riches. Elle est une œuvre éminemment sociale, car elle tend à reconstituer la société tout entière, aujourd'hui livrée à tous les vents du hasard, à toutes les crises qu'enfantent l'intérêt, le caprice, l'égoïsme de chacun. Elle est éminemment religieuse; car religion veut dire *ce qui relie*: or, que venons-nous faire, sinon relier tous les travailleurs dans une grande communion d'esprit et de corps? Disons plus; elle est éminemment catholique: catholicisme veut dire *ce qui est universel*; or, l'association que nous fondons est, dans sa nature et son principe, destinée à devenir universelle.

Ce ne sont point là de ces prétentions folles que la vanité et l'aveuglement inspirent: au contraire, plus notre tâche est grande, et plus nous nous sentons petits devant elle. Ce n'est point à plaisir et pour flatter une vaine satisfaction d'amour-propre que nous prêtons à cette œuvre des proportions gigantesques. Notre intention est plus sérieuse: si nous mesurons le plan entier de l'édifice à construire, c'est pour connaître la disposition et la place de chaque pierre que nous ou d'autres doivent y apporter. Autant nous croyons nécessaire de préciser nettement et dans toute son étendue le but définitif que nous nous proposons d'atteindre, autant nous nous faisons un devoir rigoureux de ne demander et de n'essayer que ce qui est immédiatement praticable, ce qui est en harmonie avec les tendances et les idées de notre époque, le respect des droits légitimes, les ressources du présent, les espérances de l'avenir.

Si cet esprit de sage modération n'est qu'un titre à l'indifférence, s'il faut le bras sanglant d'une révolution pour éveiller de leur sommeil ceux qui dorment sur le volcan, qu'ils n'en accusent qu'eux-mêmes et non pas nous, qui, vigies attentives, venons signaler l'écueil et montrer la route de salut. Quant aux hommes graves, à tous ceux pour qui le dévouement n'est pas un vain mot, nous réclamons leur sérieuse attention, leur concours actif, car nous méritons l'un et l'autre.

L'exposé de la question tout entière est long, difficile, compliqué, chargé de détails sans nombre; l'objection est toujours facile, souvent elle se présente d'elle-même; la réponse, au contraire, exigerait presque toujours que l'on retraçât à chaque instant la théorie complète de l'organisation du travail; c'est-à-dire, en un mot, que chaque proposition particulière ne s'explique que par la connaissance de l'ensemble. Aussi prions-nous nos lecteurs de suspendre leurs objections jusqu'à ce que nous ayons développé notre doctrine dans toutes ses parties. Alors nous serons les premiers à provoquer la polémique, car elle nous fournira l'occasion d'éclaircir tous les points demeurés obscurs.

I.

« Ne désirez point qu'on vous appelle maîtres, parce que vous n'avez qu'un seul maître, qui est Jésus-Christ, et que vous êtes tous frères. » (Saint Matthieu, ch. 23, vers. 8).

Nous commencerons par une question simple et facile: chacun, pour la résoudre, n'aura besoin que de descendre en soi-même et d'interroger sa conscience sans prévention comme sans haine! C'est une question de morale et de justice: il s'agit d'établir un principe et non d'incriminer tels hommes ou de répondre à telles

difficultés. L'examen des moyens d'application viendra plus tard.

Est-il moral, est-il juste que le travail, et partant l'existence de cette immense majorité de la nation qu'on nomme *ouvriers*, soit à la merci des intérêts, du caprice, souvent même des passions et des vices de quelques hommes, *les maîtres*? Y a-t-il humanité, y a-t-il justice à faire dépendre notre pain et celui de nos familles de la volonté de ceux que vous avez déclarés nos égaux devant Dieu et devant la loi? N'est-ce pas un défi à la probité, un déni de justice, en même temps qu'une menace terrible pour l'avenir, de placer ainsi face à face, et dans des camps rivaux, deux classes d'hommes, dont l'une, après avoir épuisé dans le travail jusqu'à la dernière goutte de son sang, meurt d'abandon et de misère; dont l'autre, pour avoir commandé quelques années peut-être, va jouir dans le repos de toutes les délices d'une existence opulente. Aux premiers tous les mépris; aux seconds toutes les gloires. Y a-t-il quelque sentiment de morale et de fraternité à placer tous les intérêts en guerre ouverte au lieu de les unir, à tourner tous les besoins, toutes les facultés en rivalités, en haines, au lieu de les associer par un lien d'échange et de bienveillance mutuelle; à faire du travail un duel à mort, et de la misère toujours croissante la condition d'une misère plus grande encore? Où donc vous arrêterez-vous sur cette pente? Est-ce parce que vous avez été baptisés chrétiens que, suivant la pauvreté ou la fortune, vous avez départi à l'un l'obéissance et l'abjection, à l'autre l'élévation et le commandement? Et pourquoi nommez-vous maître celui que l'Évangile appelle notre frère? Est-ce un homme de labour? qu'il s'associe avec nous, car sa cause est la nôtre. Est-ce un oisif qui veuille s'enrichir de notre travail? Pourquoi subissons-nous son humiliant patronage? Nous vous le demandons une seconde fois: la vie, et partant la liberté, la propriété, l'avenir de toute une grande majorité de la société, les ouvriers, doivent-ils être à la merci du bon plaisir de quelques hommes, les maîtres? Dieu nous a-t-il livrés à eux comme un vil métal, afin qu'ils battent monnaie de notre chair et de notre sang? N'avons-nous d'hommes que le nom, ou le sommes-nous au même titre qu'ils le sont? Oui ou non, répondez; un tel état de choses est-il selon la justice, selon l'humanité, selon la morale, selon la religion?

Nous le répétons pour qu'on le sache bien: il n'est point, il ne peut être dans notre pensée d'incriminer aucun maître personnellement. Fussent-ils tous aussi généreux que la plupart sont cupides, aussi bienveillants et justes que quelques-uns sont injustes et hautains; chacun d'eux eût-il plus de dévouement que tous ensemble n'ont d'égoïsme, le mal que nous signalons n'en serait pas moins odieux, moins abominable en principe. Certes, plus d'un maître lui-même, et ceux-là surtout dont les ressources sont faibles, c'est-à-dire le grand nombre, n'ont pas moins à se plaindre que nous de cette condition de l'industrie, qu'ils acceptent et subissent, mais dont les bénéfices profitent à quelques riches capitalistes seulement. Nul doute que, dégagés de toutes fausses préventions et de craintes chimériques, ils n'acceptent, avec la connaissance peut-être, une organisation où chacun serait toujours sûr d'être rétribué selon ses œuvres. Loin d'exclure personne, l'association fait appel à tous, et ceux des maîtres anciens qui s'y engageraient pourraient lui rendre de signalés services. Il faut, il est vrai, qu'ils acceptent la simple position de travailleurs et qu'ils entrent au même titre que tout autre associé, qu'ils se résignent à n'avoir que la rétribution de leur travail et leur part proportionnelle dans les bénéfices communs: s'ils deviennent gérants ou directeurs, ils ne pourront le devoir qu'à l'élection. Mais ces conditions sont-elles donc si dures pour ceux qui ont conscience de la dignité du travail et qui comprennent les avantages

inestimables de l'association ? Quant aux autres, pour qui le travail n'est point une habitude, ou dont la vanité serait blessée de nous appeler leurs pairs, ils ont tout le temps de s'enrichir avant que l'association ne les ait débordés. Mais comment pourraient-ils trouver mauvais que leurs fils subissent un jour l'état social auquel nous travaillons, comme nous aurons subi nous-mêmes celui que nous avaient fait leurs pères.

Pour quelques hommes, nous le savons, c'est peu de leur démontrer qu'une chose est injuste, inhumaine, immorale, impie ; ils se contentent de répliquer froidement qu'elle est nécessaire. C'est là aussi ce que les anciens disaient de l'esclavage, ce que les sauvages disent encore de l'anthropophagie : avec ce seul mot il n'est aucune monstruosité qui n'ait été justifiée. Nous disons, nous, que ce qui est contraire à la justice, à l'humanité, à la morale, à la religion, ne peut jamais être nécessaire. La Convention disait, en abolissant l'esclavage : Périssent les colonies plutôt qu'un principe. Nous dirions, nous, volontiers : Périssent vingt peuples, plutôt que la justice, l'humanité, la religion et la morale ; car sans elles le genre humain lui-même périrait tout entier.

Mais non-seulement un tel ordre de choses n'est rien moins que nécessaire ; il est au contraire en contradiction formelle avec la nature, les tendances et les besoins de l'homme et de la société. S'unir, s'associer pour une œuvre commune afin de multiplier la force productrice par l'ensemble et la division du travail ; voilà la première et la seule nécessité qui se présente à l'individu comme à la société : le nom même de société signifie *ce qui associe*. Eh bien, c'est là précisément ce que nous poursuivons. En disant que l'état actuel est nécessaire, on ne dit donc au fond qu'une chose : c'est que cela est ainsi. Mais nous le savons trop, et c'est pour cela que nous le voulons changer.

Battus sur tous les points, les conservateurs quand même ont recours à un dernier argument toujours sûr. Ils prennent l'idée nouvelle dans sa réalisation complète et définitive, et, l'opposant à ce qui existe de leur temps, ils épouvantent les esprits en leur montrant la société bouleversée de fond en comble. C'est là une objection sérieuse contre ceux qui prétendent réaliser tout d'une pièce, et du jour au lendemain, quelquefois même par une révolution violente, la réforme qu'ils ont conçue. Quant à nous, au contraire, qui ne voulons avancer que peu à peu, légalement et avec ordre, dans tout ce qui sera présentement praticable, qui ne demandons à chaque jour, à chaque institution, à chaque homme que ce qu'ils peuvent donner, que nous opposera-t-on ? Que nous nous sacrifions à une œuvre dont nos enfants seulement recueilleront les fruits ; qu'au lieu de vivre dans l'égoïsme du présent nous semons pour l'avenir ; que nous comprenons que nous ne sommes sur la terre que pour léguer à ceux qui nous suivront un sort meilleur ; que nous sentons profondément nos misères morales et physiques, non pour maudire Dieu, notre siècle et nos frères, mais pour en racheter les générations qui sortiront de nous. Veut-on nous en faire un crime ? et qui d'entre vous l'oserait ? C'est là sans doute une folie pour les heureux du siècle ; mais n'était-ce pas une folie bien plus grande encore que celle de ces douze pauvres de la Judée partant au nom du Crucifié, sans un vêtement, sans une obole, pour convertir la terre tout entière. Et cependant c'est cette folie qui a renversé l'esclavage antique et créé le monde moderne. C'est la folie de l'association qui, à son tour, détruira l'esclavage moderne et fondera une société nouvelle, société véritablement chrétienne, car tous y seront frères.

L'association, si bien en rapport avec la nature et les besoins de l'homme et ceux de la société, n'est pas moins dans l'esprit et les tendances de notre époque. Aujourd'hui, chacun comprend

que là est le terrain de l'avenir, la clef de nos grandes questions sociales, le point de ralliement de toutes les intelligences fortes et de tous les cœurs dévoués. Le peuple a planté là sa bannière ; chaque jour l'enracine plus avant dans le sol, et bien osé qui tenterait de l'en arracher ! Il en est peut-être qui la salueront d'un sourire d'ironie ; mais les hommes passent et le peuple reste.

Pour atteindre le but qu'elle se propose, l'association doit remplir trois conditions fondamentales dont voici la première : *Il faut qu'elle soit une et indivisible dans son essence, bien que se subdivisant à l'infini selon la libre volonté des travailleurs, les nécessités de l'œuvre, les besoins des temps, des lieux et des circonstances.* Autrement vous n'auriez fait que substituer la lutte, la tyrannie des sociétés particulières à celle des individus. La maîtrise aurait passé d'un seul à plusieurs, et n'en deviendrait par là que plus odieuse et plus intolérable encore. La plaie se serait agrandie au lieu de se fermer.

Bien que l'association soit destinée à devenir universelle, il n'est pas moins évident qu'elle ne peut se former que peu à peu, par des associations partielles, et qu'il faudra un temps nécessairement long pour qu'elle embrasse tous les travailleurs. Mais il est indispensable que ces associations partielles ne soient chacune en réalité qu'un embryon, un germe de l'association universelle, qu'elles la contiennent dans leur sein, la développent, la préparent, l'édifient. Pour cela, il faut que, loin de s'isoler et de s'exclure l'une l'autre, elles se mettent directement en rapport entre elles et s'engagent toutes formellement à s'unir et se fondre, à une époque déterminée, en une seule et même association générale. Cette fusion devra naturellement s'opérer d'abord entre les sociétés particulières de chaque profession, qui arriveront ainsi à ne plus former dans la suite qu'une seule association générale une et indivisible dans son principe. Les associations générales de chaque corps d'état devront à leur tour se mettre en rapport direct entre elles et s'engager toutes formellement à s'unir et se fondre, à une époque déterminée, en une association unique qui, représentant et embrassant enfin dans son indivisible unité les travailleurs de toutes les spécialités diverses, sera l'association universelle elle-même qui viendra redonner à toutes les sociétés générales et partielles le mouvement et la vie qu'elle en aura reçus. C'est l'eau tombant de la source goutte à goutte pour former un grand fleuve, puis tous les fleuves se réunissant en un seul océan qui, à son tour, alimente et les sources et les fleuves.

Mais si le corps est un, il y a plusieurs membres. Si l'association est une et indivisible en principe, elle n'en doit pas moins se diviser à l'infini selon la libre volonté des travailleurs, les nécessités de l'œuvre, les besoins des temps, des lieux, des circonstances. L'association universelle se partage donc naturellement en autant de branches qu'il y a de spécialités diverses, et les associations générales de chacune de ces spécialités, bien que reliées et harmonisées entre elles, doivent avoir leur mouvement, leur vie propre, la franchise de leurs allures, la liberté et la responsabilité de leurs opérations, liberté qui s'arrête cependant là où elles peuvent se nuire, car cette liberté n'existerait plus du moment où l'indépendance de l'une deviendrait l'oppression de l'autre. De même, l'association générale de chaque profession se partage à son tour en un nombre infini de sociétés partielles qui, bien que reliées et harmonisées entre elles, doivent avoir également leur mouvement, leur vie propre, la pleine et entière disposition d'elles-mêmes, la liberté et la responsabilité de leurs opérations, liberté qui s'arrête néanmoins là où elles peuvent se nuire ; car si la liberté est pour toutes, il faut faire en sorte que l'indépendance de celle-ci ne soit pas une atteinte à l'indépendance de celle-là. Il est indispensable en-

core que, pour s'entretenir dans une émulation profitable, elles se fassent une concurrence toujours active, mais qui, s'exerçant selon des règles et dans des limites déterminées d'avance, ne puisse jamais devenir désastreuse ni dégénérer en hostilité. Enfin l'association partielle elle-même ne se compose que de travailleurs qui en font partie volontairement, par un contrat librement consenti, qui en débattent en commun les statuts, la marche, les opérations principales, qui sont toujours maîtres de la quitter sous les conditions qu'ils ont acceptées, soit pour entrer dans une autre société, soit même pour travailler seuls, s'ils le peuvent. Tout émulation utile s'accroît parmi eux au lieu de s'éteindre, et la concurrence des salaires n'offre plus d'abus possible du moment où un minimum et un maximum lui sont fixés.

Nous ne le dissimulons pas, c'est là tout une *charte industrielle* à faire. Aussi n'essayerons-nous point d'entrer dans les détails sans nombre dont l'analyse minutieuse et compliquée ferait perdre de vue les aperçus généraux, les données principales sur lesquelles il importe de fixer avant tout l'attention. D'ailleurs il ne faut point s'exagérer les exigences du moment, vouloir tout dire, tout prévoir, tout régler de suite, comme si l'organisation du travail devait être complètement achevée dès demain. Il faut se garder aussi de trop donner à la théorie, de ne pas laisser une assez large part à la diversité des circonstances et des faits, et d'oublier qu'il s'agit bien moins de les supposer que de les amener et de les produire. Pendant quelque temps au moins, les associations peuvent se suffire à elles-mêmes et marcher dans la voie qui leur est tracée par la seule force de leurs statuts. L'association a, par elle-même, une telle valeur, une telle fécondité, qu'il lui est possible de braver toutes les entraves et de s'établir même en dépit du régime qui lui est le plus directement hostile. Lorsque les sociétés auront grandi, qu'elles seront devenues nombreuses et puissantes, alors il faudra bien, bon gré mal gré, tenir compte de leur existence et leur accorder officiellement droit de cité. Poursuivons donc l'établissement d'une charte industrielle, mettons tous les gouvernements en demeure, afin que l'avenir ne nous fasse pas défaut, mais hâtons-en surtout l'avènement en réalisant et développant sans relâche l'association qui doit la rendre inévitable.

La seconde condition fondamentale à laquelle l'association doit satisfaire pour atteindre son but est celle-ci, qui découle de la première : *Il faut qu'elle soit* **INDISSOLUBLE ET PERPÉTUELLE de sa nature**; autrement les travailleurs retomberaient, après un temps plus ou moins long, dans le même état d'où l'association est destinée à les affranchir pour jamais. Mais où sera cette perpétuité, cette indissolubilité? Sera-ce dans le contrat qui liera chaque membre à telle association partielle? Non, certes; car les associations partielles doivent se fondre entre elles jusqu'à ce qu'elles aient embrassé tous les travailleurs sans exception dans une seule et indivisible unité. D'ailleurs il serait nuisible, il serait injuste de lier un homme pour toute sa vie, et même pour un temps trop long; et, voulût-on le faire, la mort des associés y mettrait toujours ordre. L'indissolubilité est donc avant tout un fait moral, un résultat de l'union intime et croissante des associés entre eux, une conséquence de la force et des avantages de l'association qui, s'agrandissant de jour en jour et se recrutant sans cesse de nouveaux membres, transmet ainsi de génération en génération une œuvre toujours plus grande et plus impérissable. La perpétuité est dans le principe même qui oblige les associations partielles à se fondre, à un terme indiqué, dans une seule association générale, et de la sorte substitue peu à peu aux difficultés et aux vicissitudes d'une société peu nombreuse les ressources et la puissance d'une société

de plus en plus vaste et forte, transforme et ressuscite les associations viagères qui passent en une association éternelle qui ne meurt jamais. L'indissolubilité et la perpétuité se trouvent surtout dans la constitution du capital de chaque association partielle, qui, comme nous l'expliquerons plus tard, revient de droit, à l'expiration de chaque société, aux membres de ces sociétés qui se fondent en association générale. De la sorte, l'intérêt se joint au devoir, et ceux que n'aurait pas entraînés le dévouement céderont à l'égoïsme.

La troisième condition fondamentale de l'association est celle-ci, qui résulte des deux autres : *Le nombre des membres doit être illimité en principe*. N'a-t-elle pas en effet pour but d'absorber un jour en elle tous les travailleurs sans exception, de soustraire à la dépendance des maîtres non pas quelques-uns d'entre eux seulement mais tous, jusqu'au dernier? En fait, il est certain que les besoins de chaque association particulière et la quantité des travaux dont elle disposera fixeront nécessairement le nombre de ses membres, mais elle se réservera toujours le droit de s'en adjoindre de nouveaux, et il est évident que, par sa nature et son propre intérêt, elle doit tendre sans cesse à augmenter ce nombre en augmentant celui de ces travaux. Enfin, les associations diverses se fondant en association générale, et multipliant ainsi indéfiniment leur capital, leur relations, leurs ressources de toute sorte, en même temps qu'elles perfectionnent le mode et la division du travail, tendent rapidement à embrasser tous les ouvriers de chaque profession. C'est la boule de neige lente et difficile à former dans les commencements, mais qui bientôt entraîne tout sur sa route.

Nous demanderez-vous maintenant ce que l'association changera? Nous vous demanderons, nous, ce qu'elle ne changera pas?

Au lieu de deux classes ennemies qui se maudissent en attendant le jour de se combattre, plus qu'une société d'amis et de frères! Au lieu de l'ouvrier courbé sous l'humiliation du salaire et le dédain du maître, et qui, conduit par le mépris des autres au mépris de soi-même, va trop souvent se dégradant et s'abrutissant dans le vice, le travailleur libre, honoré, ne relevant plus que des lois de l'association qu'il a volontairement consenties, reprenant toute sa dignité d'homme, toute la conscience de sa valeur morale, conduit par le respect des autres à se respecter soi-même, à se réhabiliter, à s'anoblir par la pratique des vertus! Tous étaient forcément adversaires acharnés; c'était à qui supplanterait son rival par une plus basse sujétion aux volontés du maître, par l'offre d'un salaire plus vil, par la déloyauté peut-être; et voilà qu'ils ne font plus qu'un, que l'intérêt de chacun est devenu l'intérêt de tous; qu'ils sont comme un seul et même corps, et que quiconque blesse l'un blesse l'autre. En fondant l'association des travailleurs, c'est tout un monde nouveau que vous leur révélez: ils rentrent véritablement dans la société, d'où ils étaient exclus. Le germe du dévouement et des nobles choses, auparavant étouffé dans leur âme, se trouve développé, fécondé chaque jour, à chaque heure, par la vie d'association. C'est tout une moitié de l'humanité que vous rachetez de son indigence morale en lui donnant le pain de l'âme.

Au travailleur seul vous avez départi tous les bénéfices du maître, et vous l'avez fait riche de toutes les richesses qu'on prélevait sur lui; en utilisant par l'association tant de forces perdues, en stimulant par un intérêt direct tant de volontés autrefois rebelles, en remplaçant partout la défiance, le désordre et la lutte par la confiance, l'union, l'harmonie, vous avez accru cette opulence encore. Et la classe entière des travailleurs, tirée de sa misère, centuple la consommation et augmente ainsi ses travaux comme ses bénéfices tout en augmentant son bien-être. C'est tout une

moitié de l'humanité que vous rachetez de l'indigence en lui donnant le pain du corps. Et, le fardeau de sa vie matérielle allégé, le travailleur pourra donner plus de place à la vie intellectuelle et morale, s'initier aux révélations de l'art, aux joies de la pensée, vivre enfin de la plénitude de l'existence humaine.

Vous n'avez pas seulement fait de chaque ouvrier un homme nouveau, vous avez édifié tout un ordre social. Là où régnait le hasard, vous avez placé une providence humaine. En organisant le travail, vous avez mis à la place de l'inextricable chaos d'une concurrence aveugle, désordonnée, brutale, le corps vivant d'une institution complète, fonctionnant avec ordre, régularité, harmonie. C'est la civilisation après la barbarie, la lumière au lieu des ténèbres, la vie au lieu de la mort. Chaque maître travaille isolément, au hasard, seul contre tous les autres, impuissant à connaître, au milieu du tourbillon industriel qui l'emporte, la route même où il marche. Pourvue de la connaissance de tous les besoins, de toutes les ressources, de tous les débouchés, l'association procède avec science, sûreté, méthode; le travail entier s'organise sur un plan sagement médité; tous les perfectionnements utiles, toutes les découvertes de la science sont en un instant appliqués par elle et répandus de toutes parts. Elle est dans tous les temps, dans tous les lieux, partout, et, semblable à la providence de Dieu, dont elle est le bras visible, elle éclaire chaque travailleur, le nourrit et le guide.

Réclamons donc, réclamons incessamment, dans tous les lieux, par toutes les voies, sous toutes les formes, la CONSTITUTION DU TRAVAIL. Quoi! profonds législateurs, vous avez décrété un code des eaux et des forêts, et ce que vous faites pour vos fleuves et vos bois vous ne pouvez le faire pour nous, ouvriers, qui formons les deux tiers de l'État, qui en sommes l'élément primitif et la force! Vous n'avez su trouver, dans vos lois, que quelques lignes d'une répression brutale, quelques mots bien dédaigneux sur *le louage des gens de travail*. Sortez donc enfin de cette barbarie païenne, et si la condition d'ouvrier vous paraît trop infime pour mériter votre sollicitude, rappelez-vous au moins que le premier chef de votre religion était un pêcheur, le plus grand des apôtres un constructeur de tentes, le Christ lui-même un charpentier. Ayez enfin le courage d'être chrétiens, et si c'est trop pour vous, si l'*utopie* de l'Évangile vous effraie, cessez donc de nous commander au nom de la religion et de la morale, proclamez bien haut le droit de la force brutale et de l'injustice: alors nous nous lèverons debout, et quand vous aurez compté notre nombre, la prudence au moins vous suggérera de plus sages conseils. Rappelez-vous le drapeau de l'insurrection lyonnaise: Vivre en travaillant ou mourir en combattant. Eh bien, ce qu'ils demandaient nous le demandons: nous aussi nous voulons vivre; nous voulons tous les droits du travail, parce que nous en remplissons tous les devoirs; nous voulons l'association, parce que là est notre salut et celui de la société tout entière. Nous voulons aujourd'hui notre constitution sociale comme 89 a voulu sa constitution politique, et nous l'aurons; car il y a quelque chose de plus puissant que le mauvais vouloir et l'égoïsme de quelques hommes: c'est la volonté du peuple, c'est le bras de Dieu.

(La seconde partie au prochain numéro.)

ÉTABLISSEMENT DES PRUD'HOMMES DANS L'IMPRIMERIE.

Si quelque chose peut consoler de l'apathie funeste qui caractérise la partie privilégiée de la nation, c'est l'activité opiniâtre, incessante, de ceux qui se sont dévoués à la rude et laborieuse

tâche d'améliorer la condition précaire du peuple, et qui, tout en poursuivant une réforme industrielle, réclament aussi l'organisation du travail, le seul moyen de faire disparaître des misères qu'il n'est plus permis de nier aujourd'hui, et qui, en s'augmentant encore, nous mèneraient inévitablement à l'anarchie. Nous nous empressons donc de signaler un premier pas dans cette voie d'organisation.

Ce fait, grave et satisfaisant sous plus d'un rapport, nous semble mériter toute l'attention des travailleurs. Dans l'imprimerie, l'une des branches les plus importantes de l'industrie parisienne, les maîtres et les ouvriers ont discuté un tarif des prix de main d'œuvre, et, après de nombreuses réunions, ils ont, d'un commun accord, adopté un contrat qui stipule les droits réciproques des deux parties.

Ce résultat, auquel nous applaudissons sincèrement, a dû être prévu du reste par ceux qui s'occupent des questions industrielles, et chacun sait que, lorsqu'une idée juste et vraie parvient à se vulgariser, on peut assurer que ses conséquences ne tarderont pas à se développer. Cette vérité vient encore de recevoir une nouvelle confirmation en ce qui concerne ce que nous appellerons les conseils de prud'hommes typographiques, et elle prouve en même temps combien nos prétentions étaient fondées et faciles à satisfaire lorsque nous demandions l'établissement des conseils de prud'hommes sur un pied d'égalité complet, puisque les maîtres imprimeurs, qu'on peut considérer comme placés au premier rang de la bourgeoisie, ont spontanément donné sur ce point satisfaction entière à leurs ouvriers.

Remarquons en passant que, si le droit commence à triompher, ce n'est pas que les raisons spécieuses ou injustes aient manqué de se produire, bien au contraire.

Et lorsque, dernièrement encore, nous en appelions à l'opinion publique et aux Chambres, il semblait, à entendre beaucoup de gens, que cette égalité était impossible, et que sa réalisation ne ferait que constater, de la part des ouvriers, des prétentions exorbitantes, capables à elles seules d'arrêter l'essor de l'industrie; d'autres, nous déniaient tout droit, nous déclaraient inhabiles à débattre, à comprendre même nos véritables intérêts, et prétendaient agir en notre faveur en continuant à nous imposer une tutelle contre laquelle nous protestions; ceux enfin qui faisaient les concessions les plus grandes consentaient à choisir les quelques ouvriers à leur dévotion qu'ils auraient bien voulu s'adjoindre. Nous avons toujours repoussé ces diverses prétentions; forts de notre droit, nous avons toujours réclaté l'égalité la plus complète; l'événement qui nous occupe, en venant nous donner entièrement raison, convaincra nos adversaires que, quelque habiles et puissants qu'on soit, on est toujours obligé de céder à la vérité et à la justice lorsque leur moment est venu.

C'est donc avec une satisfaction véritable que nous constatons ce qui vient de se passer dans l'imprimerie parisienne; mais c'est bien moins à cause du résultat obtenu que de l'exemple qu'il donne aux différents métiers. C'est surtout dans la pensée que les autres corps d'état, stimulés par cet exemple, s'empresseront aussi d'atteindre le même but, qui peut seul, dans les conditions actuelles, arrêter la ruine de leur industrie, que nous puiserons le zèle nécessaire pour continuer les efforts que nous avons faits, et dont, nous l'espérons, la ténacité et la constance auront quelquefois dissimulé la faiblesse.

Nous reconnaissons du reste tout ce que l'établissement d'un tarif offre de difficultés, et, dans l'espoir que de semblables tentatives ne tarderont pas à se multiplier, nous ne saurions trop recommander la fermeté et la modération si nécessaires pour

arriver à mettre d'accord des intérêts diamétralement opposés. Il faut savoir, pour se faire de mutuelles concessions, envisager la situation d'un point de vue élevé, tenir compte surtout de l'avenir de l'industrie; et de mûres réflexions convaincront chacun que ces compromis deviennent de plus en plus des nécessités impérieuses. D'un côté, les maîtres comprendront qu'en continuant à pousser à la diminution des salaires pour soutenir une concurrence ruineuse, ils mettent tout simplement entre les mains de leurs rivaux une arme dont ceux-ci se serviront immédiatement, et qui, en augmentant la gêne de leurs ouvriers, ne leur procurera aucun avantage; de l'autre, les ouvriers ne soutiendront pas des prétentions exagérées, qui pourraient forcer leurs patrons, soit à avilir le prix du travail en formant un grand nombre d'apprentis, soit à porter leur industrie à l'étranger. Que chacun fasse preuve de bonne volonté, et l'union complète dont la typographie vient de nous donner l'exemple ralliera les maîtres et les ouvriers, et, alors, se serrant les uns contre les autres, ils opposeront un obstacle infranchissable à l'avidité de ces spéculateurs qui exploitent les industries qu'ils envahissent, peu soucieux d'augmenter la peine et la misère s'ils parviennent à augmenter leurs richesses.

Nous croyons que ces pensées avaient souvent préoccupé ceux des maîtres imprimeurs qui ont accepté le concours de leurs ouvriers pour l'établissement d'un tarif des prix de main d'œuvre, et que, bien inspirés, ils ont adopté le moyen le plus juste et le plus capable de soutenir une industrie ébranlée par des spéculations du genre de celles que nous venons de signaler.

Nous avons encore l'intime conviction que, si ce travail a été mené à bonne fin et s'il a quelque chance de durée, c'est qu'il a été librement discuté et adopté par les deux parties. Sachant chacune jusqu'où elles pouvaient céder, elles ont pu atteindre sans la dépasser l'extrême limite du possible : ainsi le maître et l'ouvrier, l'un en contact permanent avec le consommateur, l'autre juge compétent des besoins journaliers, ont arrêté de concert des conditions de prix de main d'œuvre, ce qui ne serait certainement pas si l'une des deux parties avait voulu établir un tarif sans la participation de l'autre.

Sans préjuger cependant de la valeur réelle de ce travail, nous ne pouvons qu'applaudir à un résultat qui doit, si le tarif est exécuté loyalement, mettre un terme aux discussions et aux luttes si fréquentes dans les ateliers, et particulièrement dans l'imprimerie, entre maîtres et ouvriers, luttes qui entravent le travail et qui causent aux uns et aux autres un préjudice considérable.

Dans la pensée où nous sommes que beaucoup de métiers chercheront aussi à établir un tarif, nous devons signaler un écueil que les commissaires imprimeurs ont su éviter : la multiplicité des détails. Ils ont pensé avec raison que chercher à évaluer à l'avance les mille difficultés plus ou moins dissemblables que présente la pratique d'un métier serait s'égarer dans un labyrinthe inextricable, et, après avoir posé les bases fondamentales, arrêté les principaux prix de main d'œuvre, ils ont laissé à l'appréciation d'une commission choisie parmi les deux parties, et toujours en nombre égal, à résoudre à l'amiable et souverainement les difficultés qui pourraient se produire à l'avenir. Nous croyons qu'ils ont agi sagement : quand on veut tout prévoir, tout régler, on est dans l'obligation de formuler une multitude de dispositions qui ne font que rendre l'application d'un semblable travail extrêmement laborieuse, impossible peut être, et, aux mains de ceux qui ne cherchent que des prétextes pour cacher leur mauvais vouloir; ces détails seraient devenus une arme

victorieuse. Il faut se rappeler, en temps utile, que quelquefois le mieux est l'ennemi du bien.

Nous devons signaler encore une clause que nous approuvons entièrement, et qui, elle aussi, doit être insérée dans tous les actes de même nature qui se réaliseront. Prévoyant, malgré les soins les plus consciencieux, tout ce qu'un semblable travail devait avoir d'imparfait et les modifications que la marche de l'industrie obligerait d'y apporter, les commissaires, avant de se séparer, ont décidé qu'au bout de cinq ans une commission, nommée de la même manière que la première, procéderait à la révision du tarif et y introduirait les améliorations que le temps et l'usage auraient indiquées.

En faisant connaître à nos lecteurs l'heureuse innovation dont l'imprimerie vient de nous donner l'exemple, nous nous sommes abstenus d'entrer dans des détails techniques n'intéressant que les gens du métier; il nous reste à signaler les conséquences qui en découlent naturellement, conséquences qui intéressent tous les travailleurs.

Nous demanderons si l'on peut songer désormais, en présence de pareils faits, à nous faire accepter les prud'hommes tels que la loi encore en vigueur les a constitués, c'est-à-dire entièrement composés de marchands ou de fabricants patentés, lorsque, sans y être forcée, la bourgeoisie éclairée a reconnu, en dépit des raisonnements les plus captieux, en dépit de la mauvaise disposition d'une partie des maîtres, et nous dirons presque en dépit de la loi, la bourgeoisie, disons-nous, a reconnu qu'il était impossible d'établir quelque chose de durable sans le concours des ouvriers? Après de tels enseignements, vouloir établir à Paris de conseils de prud'hommes semblables à ceux que nous voyons fonctionner dans les départements, ce serait pousser l'entêtement jusqu'à l'absurdité.

Un banquet a été offert, le 3 septembre, par les ouvriers typographes de Paris, à la commission mixte chargée par eux de préparer le tarif des prix de main d'œuvre dont nous avons parlé plus haut. Cette commission, composée de neuf maîtres et de neuf ouvriers compositeurs, occupait la place d'honneur, et plus de deux cents convives se pressaient autour d'eux, dans une salle trop petite pour permettre l'admission d'un plus grand nombre. Une vingtaine de toasts, presque tous consacrés à l'expression des idées de conciliation et de justice qui doivent animer les maîtres et les ouvriers, ont été prononcés, tant par ces derniers que par les commissaires maîtres, et bien que le spectacle de cette réunion fût nouveau pour les uns comme pour les autres, aucune gêne ne s'est manifestée, et tout s'est passé dans l'ordre le plus parfait et avec une convenance exquise.

Parmi les toasts dont il vient d'être parlé, nous ne pouvons passer sous silence celui qu'a porté un chef d'industrie, M. Duverger. En voici les principaux passages :

« Tandis que des écrivains, animés de l'amour du bien public, provoquent par une discussion de tous les jours cette grande amélioration (l'organisation du travail) dans le sort des classes laborieuses, nous, messieurs, nous agissons, et le succès couronne notre entreprise, parce que, maîtres et ouvriers, nous avons confondu nos intérêts, et formé de nos forces, naguère dispersés, un faisceau que maintenant nul effort ne pourrait briser.

« L'organisation du travail dans la typographie, tel est le but que nous nous sommes proposé. Le tarif des prix de main d'œuvre est un premier pas dans la voie où nous nous sommes engagés. Il a fait cesser tout éloignement entre nous; il est ainsi devenu le solide fondement de notre union.

« Oui, messieurs, maîtres et ouvriers, nous sommes entrés dans une carrière nouvelle. Les espérances qui viennent d'être exprimées ne seront pas déçues; et, qu'il me soit permis de le dire, c'est à nous, hommes de la typographie, qu'il appartient de les réaliser. Les premiers, en juillet 1830, nous nous sommes levés pour renverser ce qui restait d'un régime suranné : à nous maintenant à poser, les premiers, les bases d'un ordre nouveau.

« A l'organisation du travail ! »

Les réflexions nous viennent en foule à cette occasion, et cette réunion nous a convaincus plus que jamais de la puissance qu'acquiert chaque jour le peuple ouvrier. Les événements de ce genre sont fort rares, et il faudrait remonter aux époques de révolution pour trouver quelque chose de semblable; encore, en ces occasions, était-ce un sentiment de peur qui rapprochait le maître de l'ouvrier. Aujourd'hui c'est en pleine paix, à propos de transactions consenties à l'amiable, sur le pied le plus complet d'égalité, qu'ouvriers et maîtres se réunissent ensemble, *dans un banquet, chez un restaurateur, à l'une des barrières de Paris*, et ces chefs d'industrie sont, tout le monde le sait, au nombre de ce que la bourgeoisie compte de plus intelligent dans ses rangs.

A qui donc ferait-on croire maintenant que les temps du peuple ne sont pas venus !

Le jury de rédaction de *l'Atelier* est maintenant composé de MM. Anthime Corbon, sculpteur sur bois, Lambert, teneur de livres, Pascal et Leneveux, compositeurs d'imprimerie, Quénot, chapelier, Gilland, serrurier, Supernant et Danguy, compositeurs, Petit-Gérard, dessinateur, Capron, commis, Antoine Viez, Ronce et Alfred Pelletier, compositeurs, Bourdin, mécanicien, Abraham, relieur, Senet, bijoutier.

VARIÉTÉS.

LA PAYE DE L'OUVRIER.

« Que veux-tu, mon enfant ? — Monsieur, ma pauvre mère Et ma petite sœur ont faim. — Que fait ton père ? — Mon père ?.... Un soir ma mère en pleurant nous porta Chez la voisine en face, et depuis ce temps-là Je ne l'ai plus revu. » Je compris. Et, timide, L'enfant, les yeux baissés, tendait sa main avide. J'avais reçu ma paye, et ce jour-là, ma foi ! Pour m'amuser un peu je sortais de chez moi. « Bah ! me dis-je ; après tout, ma bourse en sera-t-elle, Si je lui refusais, moins légère et plus belle ? Tiens ; sois bien sage ; espère, et crois que, si je puis Pour toi faire encor plus, je le ferai. » Depuis, J'avais entièrement oublié ma parole, Quand, un jour de printemps, passant devant l'école Où l'on m'avait appris à lire et calculer, J'entendis une voix doucement m'appeler. C'était lui : sur son col, en boucles ondoyantes, Tombaient ses cheveux blonds ; de ses lèvres riantes La joie et le bonheur, comme du sein des bois La fraîcheur et la paix s'échappent à la fois, S'exhalaient ; et sa blouse, à la teinte azurée, Par une bande en cuir autour de lui serrée, Bien propre, et ses bas blancs et sa toque en velours Décelaient que l'enfant connaissait d'heureux jours.

« Que te voilà grandi ! lui dis-je, et que ta mère, De toi, mon cher enfant, doit être heureuse et fière ! » Il rougit ; puis, tournant sa toque entre ses doigts : « Pour vous trouver, monsieur, j'ai cherché bien des fois ! Venez : maman serait de vous voir si contente ! Si vous la connaissiez, vous l'aimeriez. Ma tante, Le soir, me dit souvent, en attisant son feu : « Travaille et sois honnête ; entends-tu, mon neveu ? Tu seras homme un jour ; puisses-tu me comprendre ! Travaille avec courage, afin de pouvoir rendre Ce que jusqu'à présent ta mère a fait pour toi. C'est une digne femme ; aussi, Léon, crois-moi, Dieu veillera sur toi si tu soignes ta mère. » Et moi j'irais au feu si je savais lui plaire ! N'ai-je pas raison ? — Oui ; le Seigneur n'aime pas Les enfants paresseux ni les enfants ingrats. A nos œuvres un jour il pèsera nos âmes. » C'est ainsi qu'en causant tous deux nous arrivâmes A la place Maubert, quartier triste et boueux, Humide, et sillonné par des ruisseaux fangeux. Là, je suivis l'enfant dans une sombre allée. Au quatrième étage une porte isolée S'offrit à nous : l'enfant y frappa ; l'on ouvrit ; Et j'entrai dans ce chaste et modeste réduit. La capucine en fleurs, en guirlandes tressée, D'un rideau de verdure égayait la croisée. Quelques chaises de paille, un buffet en noyer, Une table et deux lits formaient le mobilier. Près de la table assise, et maniant l'aiguille, Travaillait une femme encor jeune ; et, tranquille En nous apercevant, vers nous elle leva Ses yeux d'un bleu d'azur. « Mon cher fils, te voilà ! D'où viens-tu ? Qu'as-tu fait ? Allons, que je t'embrasse ! Monsieur m'excusera si je reste à ma place, Mais je suis si pressée, et j'ai si peu de temps ! Et puis, pour vivre, il faut travailler si longtemps ! Asseyez-vous. » Alors, se penchant à l'oreille, L'enfant lui dit un mot. Elle devint vermeille, Se leva tout à coup, et, me prenant la main : « Grâce à vous, mes enfants n'ont point connu la faim ! Que Dieu vous récompense, et veuille de la vie Vous épargner, monsieur, l'amertume et la lie ! » Elle dit, et, tirant d'un petit coffre en bois Un rouleau : « Votre argent est là depuis trois mois, Et je désespérais de pouvoir vous le rendre. » Je voulus refuser ; elle, de sa voix tendre, Reprit en souriant : « Voulez-vous m'obliger ? De ma dette envers vous laissez-moi m'alléger. » Et, honteux, je reçus de ses mains amaigries Le fruit laborieux de ses économies. « Permettez-moi, lui dis-je en sortant, de venir Quelquefois près de vous causer de l'avenir De votre fils Léon : ma joie en serait grande. De grâce, accordez-moi ce que je vous demande ! — Soit ; je vous le permets, me dit-elle tout bas ; Venez nous voir, monsieur ; mais n'en abusez pas. » Un an s'était passé : j'allais chaque semaine, Près d'elle, une heure ou deux, échanger joie et peine, Souvent ne disant rien ; mais quand je la voyais Se fatiguer toujours sans reposer jamais,

En moi naissait pour elle un sentiment plus tendre,
Et mon cœur de l'aimer ne sut plus se défendre.
Un jour que longuement nous avions tous les deux
Parlé de ses enfants, de l'état que pour eux
Il lui faudrait choisir, j'aperçus une larme
Couler de ses doux yeux. Je ne sais pas quel charme
Une femme qui pleure a pour nous; mais enfin
Je me sentais ému de son profond chagrin.
A l'instant, malgré moi, sa douleur fut la mienne:
Ma main, sans le savoir, se trouva dans la sienne.
Honteuse, elle voulut la retirer en vain:
« Pourquoi trembler? lui dis-je; Anne, accepte ma main;
Sois ma femme, et formons une seule famille;
Que ton fils ait un père, et ma mère une fille!... »

FAITS DIVERS.

A l'exemple de leurs confrères les marchands de draps, de fers, de sucres, etc., les marchands de vin viennent aussi de poser leur *ultimatum* au pouvoir; ils veulent :

« Que toutes les surtaxes au profit des villes soient immédiatement supprimées;
« Que tous droits d'entrée et d'octroi sur les vins et alcools soient supprimés dans le plus bref délai et par une marche progressive;

« Que la ville de Bordeaux donne l'exemple, en supprimant la première le droit d'octroi sur les vins. »

Jusqu'ici c'est très-bien : les marchands ont certainement le droit de se réunir pour discuter de leurs intérêts; ce n'est pas là une réunion de *meurt-de-faim* d'ouvriers qui demandent un salaire suffisant pour vivre; non, ce sont des marchands, ils sont du nombre de ceux qui font les députés! Mais voici qui devient peu agréable; les marchands de vin se sont dit : Qui veut la fin veut les moyens; or, nous vous avertissons que :

« L'assemblée prend la résolution de n'appuyer dans les élections que des candidats qui, par leurs opinions économiques bien connues, et surtout par leur position matérielle, aient un intérêt réel et considérable au succès des réformes réclamées par les propriétaires vinicoles, et qui s'engagent à déclarer au ministère qu'ils ne l'appuieront qu'à la condition qu'il prenne immédiatement l'initiative de ces réformes. »

C'est cruel; mais voici qui comble la mesure : à l'unanimité :

« Les électeurs ici présents prennent l'engagement d'honneur de ne solliciter aucune faveur du gouvernement par l'organe de leurs députés. »

Parlez-nous de l'histoire romaine maintenant! Pour des marchands, qu'en dites-vous, messieurs du pouvoir? Voyons, exécutez-vous; satisfaites ces appétits : vous le devez, vous l'avez promis, et vous êtes trop honnêtes gens pour manquer à votre parole. Finissez-en donc et passez à d'autres.

— Un procès récent vient encore de révéler à quelles atrocités peut entraîner la cupidité stimulée par l'exploitation du travail des apprentis : une condamnation sévère est venue frapper une famille, accusée d'avoir abusé au dernier point des forces et de la vie d'une jeune fille à elle confiée par l'administration des hospices. Cette pauvre enfant, à qui l'on donnait à peine à manger, était condamnée à un travail de 16 à 18 heures par jour, sans aucun relâche; arrivée à l'âge de quatorze ans, elle ne savait pas même compter les jours et les mois! Aucune instruction, aucun principe de morale ne lui avaient été donnés, et telle était la terreur que lui inspiraient ses bourreaux qu'elle a souffert ainsi plusieurs années sans oser se plaindre.

La vindicte publique a été satisfaite en partie par la condamnation de ces exploiters éhontés; mais n'y a-t-il pas encore d'autres coupables? Est-ce que l'on ne serait pas fondé à demander à l'administration de l'hospice des Enfants-Trouvés si elle n'a pas manqué en cette occasion à ses devoirs les plus sacrés? Cette pauvre enfant est sortie de l'hospice à onze ans; que savait-elle, alors? ce qu'elle sait aujourd'hui : rien. Et l'administration a-t-elle rem-

pli à son égard les fonctions de paternité dont elle est chargée? Si elle s'était informée seulement une fois, en deux ans, de la situation de l'enfant, ces atrocités n'auraient-elles pas été dénoncées, et leur fin n'aurait-elle pas été immédiate?

Un journal disait dernièrement, en parlant de faits relatifs aux enfants trouvés : « Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'inqualifiable incurie de l'administration à l'égard des enfants trouvés est signalée à la France. L'année dernière, un préfet, en plein conseil général, déclarait que, sur 400 enfants trouvés confiés à son département, 59 avaient disparu sans que l'on pût en retrouver aucune trace. »

Si l'opinion, à défaut de la loi, flétrit les parents insoucieux de l'avenir de leurs enfants, elle doit également flétrir ceux qui ont accepté d'être les parents de ces infortunés repoussés de tous, et qui remplissent ce rôle d'une façon aussi dérisoire.

— *Le Siècle* du 8 octobre raconte des faits de barbarie révoltants commis sur un jeune apprenti imprimeur sur étoffes, et demande à ce propos que l'on prenne enfin des mesures pour faire exécuter la loi sur le travail des enfants.

— Quelques arrestations ont été faites ce mois chez les charpentiers et les corroyeurs, sous prétexte de coalition. Nous donnerons le mois prochain quelques détails à ce sujet.

SOUSCRIPTION EN FAVEUR DES FAMILLES DES DÉTENUX POLITIQUES. (Sommés versées depuis le mois de Mai.)

Reçu du <i>National</i> , pour avril, mai, juin, juillet, août et septembre.	180 fr.	» c.
Reçu du 2 ^e arrondissement.	10	»
Reçu du 3 ^e —	10	»
Reçu du 4 ^e —	3	»
Reçu du 7 ^e —	19	»
Reçu du 10 ^e —	17	50
Reçu du 11 ^e —	18	50
Collecte faite par des patriotes.	4	45
Collecte faite au convoi de M ^{me} Hautreux, mère.	5	10
Collecte faite dans un banquet, à Rouen.	10	»
Collecte faite dans un banquet démocratique, à Paris, le 27 juillet.	76	10
Versé par le président de la société dissoute des Enfants de Béranger, à Lille.	27	»
Collecte faite le 28 juillet entre des patriotes.	17	20
Collecte faite dans une réunion d'actionnaires de la Réforme.	25	48
Collecte faite le 1 ^{er} août à la cérémonie anniversaire de Voyer d'Argenson.	52	65
<i>Id.</i> <i>id.</i> <i>id.</i> entre des patriotes du 7 ^e arrondissement.	6	»
<i>Id.</i> <i>id.</i> <i>id.</i> entre des patriotes du 12 ^e arrondissement.	9	»
Collecte faite, à Valenciennes, le 29 juillet à un banquet.	115	50
Collecte faite, à Paris, à un banquet de la 2 ^e compagnie du 4 ^e bataillon de la 3 ^e légion.	25	»
Somme versée par l' <i>Atelier</i> , et dont voici le détail : Jean Barbié, 2 fr. — Schneider, 1 fr. — Martin, 1 fr. — Chapelier, 50 c. — Pelletier, 1 fr. — Frauenbergèr, 2 fr. 50 c. — Collecte, 2 fr. — Vente de la brochure <i>les Détenus au Mont-Saint-Michel</i> , 45 fr. — En tout.	55	»
Total.	686 fr.	48 c.

L'abondance des matières nous force d'ajourner la publication de plusieurs articles, dont un, entre autres, sur le dernier roman-feuilleton de M. E. Sue.

L'administration du journal reprend au prix coûtant les numéros de septembre, octobre, novembre et décembre 1840; janvier, février, mars et avril 1841; mai et septembre 1842.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 32, rue de Soine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 fr. 50 c., en échange de laquelle on reçoit trois exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

Le parti radical et le parti légitimiste. — M. Cordier, réformiste. — *La Ruche populaire*. — Le radical et le phalanstérien. — Le clergé et l'organisation du travail. — De l'instruction de l'ouvrier. — De l'enseignement fait au peuple par la presse. — *Les Mystères de Paris*. — Les marchands fraudeurs. — Faits divers.

LA CONCILIATION ENTRE LE PARTI RADICAL ET LE PARTI LÉGITIMISTE EST-ELLE POSSIBLE?

Telle est la question qu'on s'est posée dans les deux camps; et dans les deux camps deux opinions se sont immédiatement formées : l'une a nettement répondu *non* ! l'autre a dit timidement *oui*. Mais tel est, aux yeux du public, l'abîme qui sépare les radicaux des légitimistes, que la seconde opinion a paru fort entachée de niaiserie ou d'hypocrisie, et que la première seule a paru avoir le caractère de la sincérité.

Pour juger de l'impossibilité de cette conciliation, il suffit, en effet, de se demander ce que représentent les partis qui se disputent la direction sociale; et l'on ne tarde pas à voir que les légitimistes représentent le passé, les conservateurs le présent, et les radicaux l'avenir, c'est-à-dire que le premier parti représente l'esprit de rétrogradation, le second l'esprit d'immobilité, le troisième l'esprit de progrès.

Cela étant, la conciliation entre les partis extrêmes ne pourrait avoir lieu qu'en supposant la possibilité des deux conditions suivantes :

Dans la première, il faudrait que les légitimistes fissent un immense pas en avant et entrassent dans la voie des radicaux, ou que ceux-ci fissent un pas immense en arrière et entrassent dans la voie des légitimistes. Alors il n'y aurait plus deux, mais un seul parti opposé à celui de la conservation, et le mouvement aurait lieu dans le sens de la rétrogradation ou du progrès, selon le parti qui aurait absorbé l'autre.

Dans la seconde condition, il faudrait que les deux partis consentissent à se faire de mutuelles concessions; que l'un voulût bien avancer un peu, et l'autre revenir d'autant sur ses pas; chacun alors ayant fait la moitié de la distance qui les sépare, ils se rencontreraient précisément sur le terrain du juste-milieu, et il n'y aurait plus qu'un parti, celui de l'immobilité, ou, pour parler plus rigoureusement, il n'y aurait plus de partis.

Est-il besoin de dire que ni l'une ni l'autre conditions ne sont acceptables? La conciliation est donc impossible, impossible à jamais.

Les trois partis qui sont aujourd'hui en présence ont existé sous des noms divers partout et presque toujours, et ils existeront bien longtemps encore. Ils sont un résultat en quelque sorte fatal de la constitution humaine.

Expliquons notre pensée.

L'histoire de l'humanité n'est que le récit d'une longue lutte entre l'égoïsme et le dévouement, c'est-à-dire entre les hommes qui voulaient remplacer Dieu sur la terre, en s'appropriant tous les biens de ce monde, et ceux qui voulaient faire triompher avant tout la loi morale. C'est d'ailleurs une conséquence de la liberté humaine que l'homme puisse être volontairement l'obstacle ou le moyen du progrès. C'est donc en elle-même, plus encore que dans la nature extérieure, que l'humanité trouve la résistance à ses développements; et l'on peut dire que chaque pas qu'elle fait vers son but est une violence exercée contre une partie d'elle-même. Voilà le grand fait qui ressort de l'histoire du genre humain.

Il est aussi d'expérience universelle que plus une société est active, plus les partis sont vigoureux, et conséquemment nettement tranchés.

Or, la société française, qui est active entre toutes, et dont l'histoire n'est qu'une suite de révolutions ou de transformations, doit, de toute nécessité, être divisée en trois partis ennemis, lesquels représenteront, l'un, l'égoïsme dépossédé et tendant toujours à ressaisir ses anciens privilèges; — l'autre, l'égoïsme possesseur qui veut s'immobiliser dans la jouissance d'un droit usurpé; — puis enfin un troisième, qui représentera le côté dévoué et progressif de la société. En d'autres termes, le regret d'un passé qu'on voudrait réédifier, l'amour d'un présent dont on est satisfait, le désir d'un avenir meilleur, tels sont les trois sentiments constitutifs des trois partis qui s'agitent au sein de la société.

Les partis sont donc, ainsi que nous l'avons dit plus haut, un résultat en quelque sorte fatal de la nature humaine; ils sont la personnification des qualités et des vices de l'homme. Or, les qualités et les vices sont inconciliables.

Est-ce à dire que cette division des hommes en partis ennemis doive exister toujours? Nous ne le pensons pas; mais enfin elle durera aussi longtemps que l'égoïsme fera obstacle au progrès. Quand on croit à la fraternité universelle, on affirme par cela même que l'égoïsme peut être vaincu; mais ce but est bien loin; et dans les circonstances présentes, la seule chose à faire est de convaincre les hommes, en attendant qu'on puisse vaincre les partis contraires.

Voilà comment nous entendons la conciliation.

Maintenant, est-il vrai que le parti de la rétrogradation et celui de l'immobilité représentent rigoureusement le mal, et que le parti du mouvement soit la pure expression du bien? Cela ne peut être dit sans faire de réserves. Nous savons qu'il y a de bonnes et de mauvaises volontés dans les trois partis, et que chacun d'eux se nourrit, dans des proportions inégales, il est vrai, de vérités et d'erreurs.

Si, en effet, les partis hostiles au progrès n'avaient quelque côté un peu respectable, ils seraient trop facilement vaincus; et si le parti du progrès n'avait quelque côté faible, serait-il où il en est? Mais que les questions soient bien posées de part et d'autre, que les radicaux se débarrassent de quelques préjugés, qu'ils se montrent plus exigeants envers leurs partisans, et bientôt un échange aura lieu. Les hommes de dévouement des autres partis se rallieront à celui du progrès, et les égoïstes qui se cachent sous le manteau de la démocratie iront se réfugier là où l'on promet satisfaction à l'égoïsme.

Mais ici nous n'avons pas à supputer les mérites et les vices du personnel des partis. Il s'agit de considérer ceux-ci dans leurs tendances générales. Or, à ce point de vue, nous maintenons que les légitimistes et les conservateurs ne représentent que des intérêts, et que l'égoïsme est leur principe, tandis que le dévouement est la règle du parti radical, représentant seul le principe de la nationalité française. Le parti radical, on peut le dire, est dans la voie du bien beaucoup plus que dans celle du mal; les autres partis, au contraire, sont dans la voie du mal beaucoup plus que dans celle du bien.

Si l'appréciation du bon et du mauvais côté des partis ne devait pas nous rejeter trop loin, nous l'aurions entreprise ici; mais le temps et l'espace nous manquent, et nous le ferons plus à l'aise une autre fois. Peut-être pourrions-nous indiquer le véritable terrain sur lequel les hommes qui sont sincèrement français pourraient se donner la main.

En attendant, nous disons que si les partis peuvent se modifier dans leur personnel, ils ne sauraient se modifier dans ce qui constitue leur généralité: il y aura toujours des hommes qui regretteront le passé, toujours des hommes qui s'attacheront au présent, toujours enfin des hommes qui aspireront vers l'avenir.

Cela étant entendu, nous ajouterons que nous ne croyons que très médiocrement à la sincérité des paroles de conciliation qui ont été échangées par des personnes qui, de leur autorité privée, ont prétendu engager les deux partis extrêmes dans une alliance qu'on peut appeler monstrueuse.

C'était le passé et l'avenir qui essayaient de se donner la main pour écraser le présent, sauf à savoir après à qui profiterait la victoire. Sous prétexte de s'unir contre l'ennemi commun, chacun des alliés se promettait probablement tout bas de ne rien négliger pour faire faire à l'autre métier de dupe. Et certes il ne faut

pas avoir la vue bien longue pour voir que les plus fins, dans cette affaire, n'étaient pas les radicaux.

Il est de fait que le parti démocratique n'a pas besoin des secours des légitimistes pour arriver à ses fins; il n'a qu'à se discipliner et à vouloir; tandis que les légitimistes ont absolument besoin du parti démocratique; il faut qu'il soit leur instrument, et il a déjà consenti à l'être. En effet, ils sont parvenus à faire demander par certaines feuilles radicales deux choses parfaitement favorables à leur projet de restauration, savoir: la destruction de toute espèce de fortification autour de la capitale, puis la décentralisation.

Or, supposez les provinces administrativement indépendantes du centre, et le pouvoir perd immédiatement son action, même politique. Alors, en flattant les intérêts locaux, on jette la France dans l'anarchie; et à la faveur du désordre, on soulève quelques provinces, et l'on recommence l'œuvre de Henri IV; ajoutez à cela que la capitale étant sans défense, on n'aura pas, comme le Navarrais, à subir les chances d'un siège.

Cette tactique des légitimistes est la seule qui soit raisonnable; aussi les radicaux qui leur viennent en aide ne donnent-ils pas de grandes preuves de sagacité.

En résumé, lors même que les légitimistes ne demanderaient pas aux radicaux de leur faire ces honteuses concessions, il y aurait encore danger et immoralité à s'unir à eux. Qu'on soit bienveillant avec les personnes, malgré leur opinion, rien de mieux; mais dès qu'il s'agit de parti, la question change et s'agrandit: ce ne sont plus des hommes en présence, ce sont des armées ennemies qui s'observent et se disposent à la lutte. Il n'y a d'ailleurs qu'un parti qui veuille sincèrement la liberté, l'égalité et la fraternité. Ce parti est celui du peuple, c'est le parti du progrès; et de même que le blanc ne peut être mêlé au noir sans être sali, de même les radicaux ne peuvent s'allier aux légitimistes sans s'exposer à en subir l'influence nécessairement corruptrice.

M. Cordier, réformiste.

M. Cordier, député du Jura, rédacteur du journal légitimo-démocratique *la Nation*, a publié récemment plusieurs articles tendant à démontrer l'urgence d'une réforme électorale. Nous ne savons quelle impression ces articles ont pu faire sur le public; mais après les avoir lus, nous avons plus que jamais senti la nécessité de chercher les représentants de la nation ailleurs que dans la classe des éligibles actuels.

M. Cordier est réformiste parce que l'administration publique est centralisée.

M. Cordier voudrait que chaque département pût élire son préfet, chaque arrondissement son sous-préfet, et que toute commune pût nommer son maire sans la sanction du pouvoir central.

En un mot, M. Cordier voudrait que tous les agents de l'administration centrale fussent remplacés par des « magistrats gratuits » de la localité, ce qui évidemment mettrait l'administration aux mains des seuls riches.

M. Cordier voudrait aussi que les jeunes gens ne fussent pas obligés d'aller chercher l'enseignement dans les grandes villes, ce qui leur fait perdre, dit-il, l'esprit de famille, de province et même de patrie.

Peut-on mieux prouver que ne le fait M. Cordier la nécessité de chercher des éligibles ailleurs que dans la classe des imposés à 500 fr. et au-dessus? Car ce que dit le député du Jura, la plupart des députés des autres localités le pensent.

M. Cordier est encore réformiste parce que l'administration centrale se montre rigoureuse, impitoyable même envers les grandes compagnies.

Que vous en semble, lecteurs?

Mais ce n'est pas tout.

Savez-vous quelle est, selon M. Cordier, la vraie cause de la centralisation administrative? Nous vous le donnerions en cent mille que vous ne devineriez pas. Nous allons donc vous le dire pour vous épargner le temps.

Le fléau de la centralisation est dû à cette circonstance que, depuis cinquante ans, la France n'a eu pour législateurs que des orateurs, brillants disciples de l'école de Justinien... Dédaignant et méconnaissant les sciences exactes, la gloire de la France et du siècle actuel et du siècle précédent, ils ont prétendu et obtenu de faire passer en lois leurs improvisations hasardées et leurs réminiscences justiniennes... Ces orateurs, hors d'état de discerner la nature et les propriétés si différentes de la fumée et de la vapeur, de distinguer la projection horizontale et verticale sur un projet d'édifice, de résoudre les plus simples problèmes d'arithmétique, de calculer les intérêts composés, et même de connaître les différences entre des grains et des plantes de blé et de seigle, entre des terres argileuses, siliceuses, marneuses, calcaires, etc., ont eu l'audace d'ambitionner, et par fatalité ont conquis, par des séductions de la parole, les ministères les plus importants, ceux des travaux publics, des finances, de l'instruction publique, de l'agriculture, etc. Parmi les milliers de fonctionnaires sous leurs ordres, tous plus instruits qu'eux, ils choisissent à leur image les beaux parleurs et de nécessité les plus ignorants, repoussent les plus dignes en raison de leur noble indépendance, caractère du vrai mérite, et manquent rarement de persécuter et de proscrire les hommes de génie, etc.

Voilà pourquoi la France est centralisée!

Ceci nous rappelle une opinion de M. la Gingeole, qui n'était député d'aucune localité, mais tout simplement baladin. M. la Gingeole, disons-nous, avait pour opinion qu'un homme doit être d'autant plus fort sur la danse de corde qu'il est plus faible sur la conversation. M. Cordier justifie bien le dire de M. la Gingeole, non que nous ayons la témérité de croire que l'honorable député du Jura soit fort sur la danse de corde! Nous voulons dire seulement qu'il raisonne de la même manière que M. la Gingeole, avec cette différence toutefois qu'à entendre parler ce dernier, on ne pouvait le croire fort sur la danse de corde, tandis qu'on peut induire du style de M. Cordier qu'il doit être très fort sur la distinction de la fumée et de la vapeur, des grains et des semences, voire surtout sur le calcul des intérêts composés.

Et nul ne pouvait montrer mieux que lui l'absolue nécessité de chercher des éligibles ailleurs que dans la classe des imposés à 500 fr. et au-dessus; classe dans laquelle on est beaucoup plus fort sur le calcul des intérêts personnels que sur la conversation.

Quant à voir M. le député du Jura dans nos rangs, et crier avec nous *réforme*, cela nous réjouit peu, à vrai dire, et nous n'y pensons jamais sans qu'il nous vienne à l'esprit cette moralité du fabuliste :

Mieux vaudrait un sage ennemi...

La Ruche populaire.

Un de ces derniers dimanches, en lisant le *Journal des Débats*, ce qui n'est pas la plus agréable partie de notre tâche, nous avisâmes, à l'extrême queue des *Mystères de Paris*, une réclame de M. Eugène Sae en faveur d'un journal rédigé par des ouvriers, et portant pour titre *la Ruche Populaire*. Il nous fut aisé de voir, à la lecture de ce prospectus, qu'il avait été mendié près de l'écrivain à l'aide d'une flatterie apologétique des susdits *Mystères*. Il nous semblait néanmoins étrange, à nous qui avons connu feu *la Ruche Populaire*, rédigée par des ouvriers saint-simoniens, fouriéristes, communistes, owénistes et autres, et dans laquelle perçait, de temps à autre, le sentiment révolutionnaire, il nous semblait étrange, disons-nous, que le grave *Journal des Débats* lui eût prêté l'appui de son patronage. De la part de M. Eugène Sae, la réclame se comprenait, puisqu'enfin il n'est si grossier compliment qui ne fasse plaisir; mais comment l'organe des conservateurs-bornes avait-il pu se décider à l'admettre dans ses colonnes?

Sur ces entrefaites, *la Ruche Populaire* nous parvint, et sa

lecture nous offrit l'explication de l'énigme. Quoiqu'il nous en coûte de déverser le blâme sur ceux de notre classe, nous devons protester contre l'idée étroite et mesquine qui se manifeste dans ce journal; nous n'avons pas besoin de dire que là est un des motifs de la condescendance des *Débats*.

Voici ce que s'est dit le grave journal des bornes : « On réclame de toutes parts en faveur des ouvriers; on va jusqu'à dire qu'ils peuvent et doivent exercer les droits politiques, qu'ils sont assez éclairés, assez intelligents pour cela : on les a représentés comme plus purs et plus moraux que leurs maîtres; on a dit que leur but, leurs tendances étaient toutes en vue du développement de la fraternité humaine; que ce n'étaient pas ceux-là qui préconisaient les intérêts matériels, puisque, au contraire, ils étaient prêts à tous les sacrifices, eux qui en ont déjà tant fait ! On prétend aussi qu'ils sont les adversaires du gouvernement, qu'ils le considèrent comme un obstacle au progrès, et qu'enfin ils forment une masse imposante tant par le nombre que par l'unité de leurs sentiments. Or, voici un de leurs journaux qui me paraît répondre victorieusement à toutes ces billevesées. »

Et, sans s'arrêter davantage à approfondir l'importance et la valeur de ce journal, sans savoir l'influence qu'il exerçait sur les ouvriers, ni quels étaient ceux qui se chargeaient de cette espèce de représentation de leurs camarades, il a recommandé à ses abonnés bourgeois la lecture de *la Ruche*, où l'on trouve une longue pétition à Louis-Philippe I^{er}, roi des Français, dans laquelle sont énumérés, il est vrai, tous les griefs du peuple touchant le *bien-être* matériel, mais rien que ceux-là, et dont la conclusion peut se formuler dans les lignes suivantes, empruntées à cette pétition :

« Allons, sire, procédons à la réalisation pratique de l'industrie organisée,.... et, à ce prix, conservez toute la société que vous aimez et que vous gouvernez : le travail nous étant garanti, *tout ira bien pour nous*, nous serons partisans des *bien-pensants* et de *la bonne presse*. — Et le peuple français vous aimera, il vous défendra, croyez-le bien, car il recherchera votre salutaire ou libérant despotisme..... — Et ce peuple reconnaissant vous remerciera, il vous placera dans son cœur auprès de Henri IV, ce généreux prince qui voulait, au lieu de nos misères, nous voir mettre *la poule au pot* tous les dimanches. »

Ce que les lecteurs des *Débats* traduiront très-bien par ces mots :

Sire, on vous dit que nous réclameons notre part de l'activité sociale, que nous voulons fondre les classes de la société en une seule, que nous exigeons l'égalité politique comme une conséquence de l'égalité morale; on vous trompe, sire, nous voulons un gouvernement qui nous assure à *manger*, voilà tout : nous ne connaissons que *l'atelier* et *le ratelier*. On soigne les nègres et les chevaux; qu'on en fasse autant pour nous; c'est tout ce que notre dignité réclame.

Le *Journal des Débats* avait-il donc si tort !

Et n'est-il pas de notre devoir de renier hautement, comme représentant même une infime partie de la classe ouvrière, celui qui se permet d'émettre une semblable opinion en notre nom.

« Nous venons réparer le passé de *la Ruche*, » est-il dit dans le dernier numéro. Nous disons, nous : « Vous êtes venu le compléter. » *La Ruche* que nous avons connue était une *Babel*; chacun était libre de raconter tout ce qui lui passait par la tête : ce n'est pas ainsi qu'on fait un enseignement. A chaque doctrine sa tribune, rien de plus simple. Quant à la signature des articles par leurs auteurs, nous avons déjà dit que c'était une prime offerte à la vanité, sentiment qui rend insupportable l'humble condition d'ouvrier, et en a conduit plus d'un au suicide. Voilà deux fautes qui pèsent sur le passé de *la Ruche* et que vous avez acceptées dans son héritage. Vous y avez joint la mauvaise tendance que

nous venons de signaler ; vous n'avez pas craint non plus d'attirer le ridicule sur les travailleurs en écrivant les lignes suivantes que, pour votre châtement, nous allons reproduire. Dans votre compte-rendu des *Mystères de Paris*, après avoir fait de M. Eugène Sue un *intrepide marin*, vous avez dit, en parlant de son livre :

« La lecture en est attrayante, toujours variée et saisissante : aussi tout le monde le voudrait-il avoir en propre et le conserver comme un des livres les plus chers à son cœur.

« Mais il n'est pas que les ouvriers qui soient avides de cette peinture attachante ; outre certains magistrats, qui avouent y trouver eux-mêmes d'utiles enseignements, nous citerons une dame (le nom y est) qui en fit, durant une maladie de langueur, sa consolation spirituelle et sa dernière lecture ; après sa mort, on retira le sixième volume des *Mystères* de dessous son oreiller ! »

Nous conseillons à M. Sue et à l'auteur de cet article la lecture de *l'Ours et l'amateur des jardins*. Quel pavé, en effet, pour M. Eugène Sue ! Quelle oraison funèbre pour la dame en question !

Nous nous consolons en pensant que *la Ruche* n'est que l'expression d'opinions individuelles et complètement isolées, ce qui leur ôte heureusement toute leur valeur. La signature des articles aura du moins ce bon résultat, et chacun doit être libre de se montrer ridicule ou niais. Jusqu'à ce que *la Ruche* soit devenue une œuvre collective et unitaire, nous lui nions le droit de représenter une portion quelconque du peuple travailleur.

LE PHALANSTÉRIEN ET LE RADICAL.

(Dialogue.)

— Eh bien ! Pierre, tu poursuis donc encore le cours de tes rêveries politiques ? Tu travailles donc toujours pour assurer à nos pauvres camarades, que la misère torture, que la faim accable, une carte d'électeur, voire même d'éligible ? Vous resterez donc éternellement, toi et les tiens, dans l'aveuglement révolutionnaire ? Ce qui se passe autour de vous ne vous éclaire donc pas ? L'indifférence de ce peuple pour ce qu'il vous plaît d'appeler pompeusement ses droits ne vous crève donc pas les yeux ? En vérité, si vous n'avez rien de plus solide à lui offrir pour calmer sa faim, vous feriez mieux de vous reposer. Crois-moi, Pierre, cherche ailleurs le remède à nos souffrances ; les révolutions ne font que des dupes en masse et des fripons en assez belle quantité, et les formes diverses de gouvernement ne changent rien au pot-au-feu populaire. Rappelle-toi cette réponse d'un vieil ouvrier à qui l'on demandait pour quel parti il était : « J'ai vu quatorze gouvernements ; il n'y en a pas un qui m'aie donné un sou. » C'est brutal, j'en conviens, mais c'est ça. Cherche, si tu veux, les conditions du bonheur des sociétés ; mais cherche-les en dehors des mouvements politiques, qui ne servent que des ambitions ou des cupidités personnelles. C'est à la science à résoudre le problème ; ce n'est pas le peuple qui sera appelé jamais à sauver ou à garantir lui-même son existence ; il est trop ignorant pour cela ; ce sont les savants qui, trouvant dans les lois naturelles de l'humanité les conditions de son existence, prépareront par leurs travaux l'application de ces conditions telles que la nature les a indiquées, ce que la méchanceté de quelques hommes et l'ignorance des autres ont empêché jusqu'à ce jour de réaliser. C'est à la science sociale qu'il faut recourir, et non aux réformes politiques.

— La science sociale, comme tu l'appelles, je crois l'avoir trouvée, et bien d'autres aussi. Toi, peut-être, tu as pris parti pour une théorie quelconque, et tu penses posséder en elle la vérité. Je ne te dis pas en ce moment quelle est la pensée qui me dirige, l'idée à la réalisation de laquelle je consacre mes efforts ; je ne te

demande pas non plus quelle est, suivant toi, la condition du développement parfait de la société : cela amènerait probablement entre nous une discussion qui peut se remettre à un autre jour. Dis-moi seulement maintenant comment l'idée sociale dont tu parles pourra faire son chemin dans le monde, en dehors des mouvements politiques, sans révolution, sans perturbations ?

— Cela tient à l'essence même de la doctrine dont je suis l'apôtre. Elle concilie tellement tous les intérêts qui paraissent opposés ; elle accorde avec tant d'harmonie tous les instincts et développe si heureusement toutes les passions humaines, que...

— Que je l'ai reconnue de suite ; mais, je te le répète, nous la discuterons un autre jour. Dis-moi comment elle se réalisera ?

— Rien de plus simple. Elle se propagera par la presse ; elle sera comprise et aimée de tout le monde, et alors les gouvernants, *quels qu'ils soient*, y trouvant leur profit aussi bien que celui de leurs administrés, s'en empareront et la mettront en pratique.

— Je te vois venir. Si je voulais te faire une mauvaise chicane, je te dirais que tu viens de faire invasion dans le domaine de la politique en reconnaissant qu'un gouvernement, *quel qu'il soit*, il est vrai, se chargerait de la mise à exécution de ton idée. Seulement, il me plaît à moi de te dire que tu t'aventures beaucoup en prétendant que ta théorie séduira tout le monde. A commencer par moi, je te déclare qu'elle ne me satisfait nullement. Comment vaincras-tu mon aveuglement ? comment me persuaderas-tu de sa bonté ?

— Par l'expérience qui s'en fera sous tes yeux, mon cher, et qui forcera de plus incrédules et de plus savants que toi à reconnaître leur petitesse et leur pauvreté d'esprit.

— Bien. Mais tu ne comptes pas faire une expérience semblable dans une chambre comme la tienne ou la mienne par exemple ; il te faudra l'appui moral, ou tout au moins la *tolérance* du pouvoir *quel qu'il soit*. Et si ce pouvoir, pensant comme moi ou autrement, te refuse les moyens de ton expérience ?

— Ah ! un pouvoir brutal, ignorant, imbécile et barbare pourrait seul entraver une expérience dont les résultats sont si importants et serviraient d'ailleurs ses intérêts.

— Merci du compliment, qui peut aussi bien s'appliquer à moi qu'au susdit pouvoir. Mais à cela près, passons. Je te dirai donc que les gouvernements insoucieux et fainéants, opposés à tout progrès, ne sont malheureusement pas rares. Et si tu avais à faire à un de ceux-là ?...

— De semblables pouvoirs ne peuvent avoir de durée. Nous attendrions leur chute inévitable.

— Les bras croisés, mais priant Dieu qu'elle arrive au plus vite. Sans vouloir tremper dans les révolutions, tu serais forcé de les désirer et de les bénir : c'est faire beaucoup de chemin en peu de temps. Ne vaut-il pas mieux, voyons, infiltrer ta doctrine à ceux qui font et défont à leur gré les gouvernements, afin que dans un de ces changements ils fassent enfin ce que le pouvoir précédent aurait refusé de faire ; qu'ils secondent, en un mot, ton expérience ; qu'ils forcent même au besoin la réalisation.

— Certainement, et, par exemple, en agissant sur la bourgeoisie, qui est aujourd'hui souveraine maîtresse, on serait sûr d'un pouvoir favorable.

— *Aujourd'hui*, est bien dit, mais n'oublie pas *demain*, car demain il n'y aura plus de bourgeoisie. Il n'y aura que la nation, qui aura absorbé en elle toutes les classes.

— Sans doute je pense comme toi à cet égard. Je suis un *démocrate pacifique*. Eh bien ! nous prêcherons le peuple ; nous lui apprendrons à quelles conditions il peut être heureux sans nuire à aucun des intérêts qui sont en dehors de lui, et le peuple, qui a du bon, après tout, pourra bien un jour faire acte de sa souve-

raïne volonté et dire : Je veux que la société soit *harmonisée*.

— A merveille. Tu lui refuses les droits politiques, mais tu seras charmé qu'il les acquière et qu'il s'en serve en faveur de ton idée favorite. A la bonne heure; retire donc ce que tu disais en commençant, car, entre nous, vois-tu, on pourrait soupçonner que tu ne disais cela que par peur du peuple.

— Peur! la vérité, mon cher, n'a peur de rien!

— Le peuple te dira, en dernier ressort, si tu possèdes la vérité.

— Il est trop ignorant.

— Cela ne l'empêche pas, crois-moi, d'avoir plus de bon sens que beaucoup de tes savants. Tu en feras peut-être un jour l'expérience à tes dépens.

— Quand il sera instruit à fond, je ne craindrai pas son jugement; jusque-là je le récuse.

— Est-ce que tu penserais qu'il fallût être bachelier ès sciences et ès lettres pour savoir discerner le vrai du faux, le bien du mal?

— Je pense que le libre arbitre n'existe qu'à la condition d'une instruction très-développée, et c'est cette raison qui me fait repousser pour le moment la souveraineté du peuple.

— Tu nourris donc le fol espoir qu'un jour les intelligences humaines seront toutes également parvenues au plus haut point de perfection, et qu'alors la raison de chacun étant aussi élevée que possible par l'instruction et les connaissances les plus variées, on pourra faire participer tous les individus au pouvoir, parce que le libre arbitre sera alors complet en eux?

— Tu me fais dire en ce moment une sottise empruntée à je ne sais quelle secte babouviste ou rationaliste; ce n'est pas cela; je prétends seulement que, pour exercer la souveraineté, l'homme doit être *libre et intelligent*; or il n'est pas libre quand il est réduit à la condition du salarié; il n'est pas intelligent quand il ne sait pas même lire et écrire. Occupons-nous donc de faire en sorte que le peuple mange d'abord suivant sa faim, qu'il n'ait pas froid l'hiver, qu'il ne couche pas dans la rue, qu'il respire un air pur, et qu'il travaille modérément. Voilà, jecrois, l'important, et ceci obtenu, j'ai bien peur qu'il ne se dégoûte complètement de l'envie de jouer au législateur, et qu'il n'accepte bien doucement et bien tranquillement le despotisme habile qui lui assurerait la poule au pot.

— Ta conclusion est fautive de tout point, parce que l'homme ne vit pas seulement de pain, et que quand on aurait satisfait le corps, qui n'est qu'un instrument de l'esprit, celui-ci se réveillerait. Tous ces efforts n'aboutiraient, en définitive, qu'à rendre plus actives et plus impérieuses les prétentions du peuple à la souveraineté. Mais ce n'est pas à cela que je veux m'arrêter aujourd'hui. Tu dis que l'exercice de la souveraineté demande de la liberté et de l'intelligence; je te l'accorde volontiers; alors dis-moi comment tu donneras la liberté et l'intelligence au prolétaire opprimé par un pouvoir dont l'intérêt est précisément contrarié par ces deux tendances? comment obtiendras-tu d'un mauvais gouvernement qu'il établisse des écoles gratuites, où l'enfant du peuple qui aurait des aptitudes spéciales puisse les développer au plus haut point, comment aussi ce pouvoir pourrait-il être forcé d'apporter des améliorations au sort des pauvres?

— C'est, comme je te le disais tout à l'heure, par la conviction où nous l'aurions amené que son véritable intérêt consiste à empêcher la misère et ses suites désastreuses, et cela parce que la misère croissante engendre des crimes de toute sorte et finirait par aboutir à un massacre des riches par les pauvres. Son intérêt, tu le vois, est pressant; c'est de sa sûreté qu'il s'agit.

— J'accorde que ce que tu dis soit vrai : cela me semble évident comme à toi. Néanmoins tu ne peux ignorer que les hommes qui nous régissent ne voient pas l'avenir de même. Rappelle-toi

ce qu'a dit M. Guizot, qu'un travail *incessant*, tenant l'ouvrier occupé sans relâche à assurer le jour le pain du lendemain, était la condition indispensable pour garantir *la société* (c'est-à-dire la bourgeoisie) des bouleversements politiques. Est-ce clair, cela? Et comment veux-tu que des hommes ayant ces idées puissent adopter la tienne, qui est diamétralement opposée?

— Certainement, j'ai moi-même reconnu et déploré leur inintelligence et leur stupide tranquillité; et je me prends parfois à désespérer de les convaincre. Une réforme politique qui introduirait dans le gouvernement de nouveaux éléments ne serait pas repoussée par ceux qui pensent comme moi. Aujourd'hui on a affaire à un ignorant, à un arriéré; demain on trouve l'homme de génie qui comprend et qui exécute. Ah! si le duc d'Orléans n'était pas mort!

— M. Guizot n'est point un ignorant ni un encrebûte; c'est un logicien inflexible. Pour lui, il y a deux espèces d'hommes, la classe supérieure, la bourgeoisie, destinée au commandement et à tous les avantages qu'il procure; puis les classes inférieures, destinées à l'obéissance et à être exploitées. N'essaye pas de lui prouver qu'il ne suit pas son droit chemin en partant de cette idée, tu serais battu; ne lui prouve pas non plus que son idée est folle, immorale et dangereuse pour les siens, il te répondrait qu'elle le maintient au pouvoir, et un *fait accompli*, c'est pour lui une raison. Ensuite, tu serais impuissant à lui prouver qu'il a tort, car il obéit aux instincts, aux passions de la bourgeoisie, et obéir aux instincts, c'est ta loi.

— Tu m'as promis de ne pas entamer aujourd'hui de discussion sur le fond de la doctrine que je professe. Contente-toi donc de me dire à ton tour comment tu pourrais faire sortir du principe de la souveraineté populaire un gouvernement soucieux des misères du peuple?

— Ne t'étonne pas de me voir adhérer à ce que tu as dit de raisonnable dans notre entretien. Sans doute, pour qu'un bon gouvernement sorte de l'élection populaire, il faut que cette bonté réside elle-même dans les électeurs; mais si l'intelligence et la liberté sont nécessaires pour faire de bons choix, cela ne veut pas dire que nous soyons, nous, peuple, dénués complètement d'intelligence et de liberté. C'est l'éducation qui forme les hommes; l'instruction n'est qu'un moyen de l'éducation, et de l'absence de ce moyen il ne faut nullement inférer le manque de jugement. Je conclus donc en disant que le gouvernement qui sortirait de l'élection populaire dans les conditions actuelles, bien qu'il ne soit pas aussi parfait qu'il pourrait l'être si chacun de nous était indépendant et possédait tous les moyens qui accroissent l'intelligence, ce gouvernement, dis-je, vaudrait infiniment mieux que celui sous lequel nous souffrons, parce que, je le répète, tout ignorant qu'il est, le peuple a conservé ce que la bourgeoisie a complètement perdu, le sentiment du devoir et des hautes destinées de la société française. Crois-moi, tout gouvernement qui sera l'expression pure du sentiment populaire aura bientôt fait justice, après examen, des systèmes sociaux qui courent aujourd'hui le monde politique; il n'organisera point contre les tiens la conspiration du silence; il écouterà chacun, et tu verras alors le bon sens public se manifester en tendant la main aux améliorations raisonnables, comme aussi tu le verras repousser vigoureusement tout ce qui ne porterait pas le cachet du véritable amour du peuple, tout ce qui laisserait passer un bout d'oreille quelconque. Une autre fois, nous causerons de ta théorie, et je te dirai ce que j'en pense.

D'UN PROJET D'ORGANISATION DU TRAVAIL

SOUS LA DIRECTION DU CLERGÉ.

Nous avons reçu d'un écrivain de profession, autrefois hardi sceptique, aujourd'hui catholique plus qu'ardent, un long article que nous n'avons pas jugé à propos d'insérer, et dont nous n'aurions probablement jamais parlé sans les vives instances de l'auteur.

Cet article est une réponse à la question suivante, posée par nous dans *l'Atelier* de mars : *La société peut-elle se conserver et progresser indépendamment d'une foi religieuse commune à tous ses membres ?*

Aux yeux de l'auteur de la réponse, la société française, vue d'ensemble, ne constitue pas une unité, mais tout simplement une pluralité de buts, de doctrines, de moyens; de sorte que, selon lui, il n'est pas possible de répondre à notre question par *oui* ou par *non*. Pour lui la société est une foule dans laquelle il distingue deux grandes parties, celle qui est dans l'ordre et celle qui est dans le désordre, c'est-à-dire, celle qui croit et se soumet à l'Eglise, et celle qui ne croit pas ou ne reconnaît pas d'autorité. Celle-ci doit demeurer en arrière, tandis que l'autre progressera.

Cette appréciation, que nous présentons ici dépourvue de tous vêtements qui la fassent briller, nous paraît tout à fait fautive. Il est bien vrai que la société est un mélange de croyants et d'incrédulés, mais il est impossible de les séparer en deux parties, l'une progressant, l'autre s'immobilisant ou périssant. Au point de vue de la conservation et du progrès, la société est bien véritablement *une*, car croyants et incroyants y subissent les conséquences du progrès ou de l'immobilité.

Cette manière de diviser la société en deux parties est particulière au clergé; et c'est dans ses fréquents rapports avec les prêtres que notre auteur est tombé dans l'erreur. Pour le commun de nos prêtres, en effet, il y a deux espèces de gens dans la société, ceux qui les écoutent et ceux qui ne les écoutent pas ou les repoussent : les fidèles et les impies. Ceux-ci ne sont rien, il n'y faut pas faire attention, ou plutôt il faut se détourner d'eux. Les autres sont tout, et c'est à les conserver sous son aile que le clergé met tous ses soins.

Cette pensée étroite est celle de notre auteur. Il pense qu'il faut avant tout s'occuper des croyants; puis, laissant de côté cette question pour entrer dans celle de l'organisation du travail, il propose une sorte de réorganisation des corporations, sous le patronage du clergé.

Le plan qu'il propose serait une pyramide ayant le prêtre au faite, le peuple à sa base, et, dans les degrés intermédiaires, les riches qui viendraient aider les corporations de leur bourse et de leurs conseils. Cela s'appellerait la paroisse organisée.

C'est ainsi que chaque corporation relevant du prêtre, le prêtre de l'évêque, et l'évêque relevant du pape, l'unité sociale serait réalisée.

Telle est à peu près la substance de l'article en question. Le lecteur peut voir que nous aurions eu grand tort de nous arrêter au projet qu'il contient, et qu'il trouve sans doute avec nous parfaitement hors de saison.

Le temps des corporations et des confréries est passé; c'est d'association qu'il faut s'occuper aujourd'hui; c'est une question d'organisation temporelle, économique, et non une question de hiérarchie religieuse.

Que le prêtre, affligé des misères qui pèsent sur la classe laborieuse, vienne lui offrir son secours et réclamer des droits pour elle, c'est là rigoureusement l'un de ses plus grands devoirs.

Mais qu'il veuille, de nos jours, avoir la haute direction de l'organisation du travail, c'est là une prétention par trop plaisante, et qui serait inadmissible lors même que le clergé serait tel que nous voudrions le voir.

Que le prêtre laisse à la société temporelle le soin des choses temporelles, et qu'il fasse en sorte d'accomplir un peu moins mal sa fonction spirituelle, pour laquelle, s'il voulait bien s'employer, il n'aurait jamais trop de temps et de dévouement.

Et puisque nous en sommes sur ce chapitre, nous examinerons dans un prochain article ce que valent ces sociétés de jeunes gens que le clergé a formées sous le nom de Saint-Vincent-de-Paul, Saint-François-Xavier, etc.; nous verrons là ce qu'il a pu faire de mieux, et nous jugerons de la grandeur de ses idées.

DE L'INSTRUCTION DE L'OUVRIER.

Nos lecteurs se rappellent sans doute la définition de l'éducation et de l'instruction que nous avons donnée dans les numéros d'octobre et de novembre 1842. Nous disions : « L'éducation a pour but de réprimer les tendances naturellement égoïstes de l'homme, et de lui faire connaître et pratiquer ses devoirs envers la société; — l'instruction a pour but, en développant les aptitudes intellectuelles, de fournir à chacun les moyens de remplir ses devoirs. » Nous avons ensuite démontré que l'éducation doit être commune, surveillée, obligatoire, et que tout enseignement doit être gratuit. Si nous avons cru devoir subordonner l'instruction à l'éducation, c'est que nous considérons cette dernière comme indispensable, d'une manière absolue, à la conservation de la société. Nous n'avons pas prétendu néanmoins qu'on dût négliger l'instruction; nous nous sommes efforcés seulement de prémunir contre les conséquences funestes qu'elle peut avoir en de mauvaises mains ou puisée à des sources dangereuses. Souvent, on le sait, des connaissances incomplètes ou mal digérées, aveuglant certains individus sur leur valeur réelle, ont porté des fruits amers pour la société et pour eux-mêmes. Loin de nous toutefois la pensée que ces inconvénients, attachés à l'abus de toute chose, dussent faire repousser une culture convenablement dirigée de l'esprit du travailleur. Nous déduirons plus loin nos motifs à cet égard. Mais comme une instruction telle que nous la désirons, commune et gratuite pour tous, nous paraît nécessairement dépendante de la réforme politique, nous avons cru devoir examiner si nous devions, en attendant, nous engourdir dans l'apathie, continuer de subir certains enseignements corrupteurs, et si toute étude profitable nous était réellement interdite. Nous avons recherché si quelques moyens transitoires n'étaient pas à notre disposition pour développer notre intelligence avec fruit, nous rendre plus aptes à l'accomplissement de nos devoirs et nous préparer pour le jour de l'émancipation. Tel est l'objet de cet article. Nous n'avons pas la pensée de nous ériger en directeurs de l'enseignement de nos camarades; nous leur adressons avec mesure quelques conseils, dont nous sommes prêts à profiter nous-mêmes, et que nous soumettons à leurs lumières. Nous serions heureux qu'ils voulussent bien en faire avec nous le sujet d'une discussion approfondie, qui ne saurait manquer d'être avantageuse pour tous.

« Le peuple ne doit pas être instruit », disent parfois nos seigneurs en petit comité, « l'instruction lui fait sentir trop vivement ses misères : il supporte alors impatiemment le joug. » Ce raisonnement revient au fond à celui-ci : Le travailleur devant être éternellement misérable, il est bon qu'il ignore qu'il pourrait ne l'être point. Quant à nous, qui sommes peu touchés des secrets motifs de ces messieurs, examinons attentivement quelles sont les conditions et l'utilité d'un savoir véritable, d'une instruction pratique. Nous verrons ensuite quels moyens sont en notre pouvoir pour l'acquérir.

Nous nous adressons plus particulièrement à ceux de nos camarades qui partagent nos convictions. Dans leur bonne volonté reposent toutes nos espérances. Ils ont compris, en méditant ce qui se passe, les conditions nouvelles de la lutte du travail contre le privilège. Les balles ou les boulets ne sont pas la raison suprême, il faut surtout l'appui des idées, la puissance et la pureté des doctrines. Leurs efforts devront donc tendre à conquérir pour le peuple une place digne sur le terrain de la discussion. C'est à ce but, selon nous, que doit correspondre à l'avenir l'enseignement populaire.

Les hommes de dévouement seuls sauront faire comprendre à

la masse des travailleurs, par leur exemple et leurs préceptes, la nécessité de s'élever par l'éducation et l'instruction à la hauteur de la mission que l'avenir nous réserve. Ces mêmes hommes sauront diriger les efforts et leur donner l'harmonie si utile au succès. Ils inspireront, par leur active persévérance, cette ferme volonté qui triomphe des fatigues et des obstacles multipliés que rencontre l'artisan qui veut échapper à l'état d'infériorité dans lequel on espère en vain pouvoir le retenir.

Il existe malheureusement parmi nous des hommes qui se sont engourdis dans les ornières de la vie; à leurs yeux la routine de la veille suffit à la tâche du lendemain : comme leur œuvre, pas plus que leur savoir, ne saurait s'agrandir, tout ce qui progresse, tout ce qui dépasse leur niveau leur paraît insupportable, odieux. S'ils sont capables parfois d'efforts passagers, c'est en vue de grossir le budget de leurs plaisirs, dont ils sont plus touchés que des besoins de leur famille, des souffrances de leurs frères. Ils dérobent sans rougir les heures précieuses du travail au profit de l'orgie; ils ne sauraient consacrer de courts loisirs à des choses sérieuses et profitables. Pour eux le dévouement, le devoir même sont autant de chimères; la lecture, l'étude, des occupations insipides. Nous sommes impuissants à prouver à ces hommes la possibilité d'améliorer notre condition par le travail intellectuel. La misère de l'ouvrier est à leurs yeux un fait accompli, nécessaire. Ils prétendent sans doute que le soleil tournera toujours pour l'égoïste comme pour le bon citoyen; nous nous bornerons toutefois à les prévenir que l'association sera fondée malgré leur indifférence ou leur mauvais vouloir, et qu'un jour, qui n'est peut-être pas très éloigné, ils seront rejetés comme indignes.

En attendant l'heure où les hommes de bonne volonté se rallieront à notre tâche, nous essayerons, selon nos forces, de tracer la route de notre affranchissement par la pratique du dogme évangélique de *liberté, égalité et fraternité*, et de notre émancipation intellectuelle par un enseignement des sciences approprié à notre condition de travailleurs. Dans une suite d'articles, nous étudierons les avantages et les moyens de l'instruction de l'ouvrier; les bienfaits du principe de l'association appliqué à l'enseignement, et l'utilité de celui de la division du travail pour la mise en œuvre de cette même instruction.

Nous devons en prévenir d'abord, nous ne tenterons pas de présenter une démonstration rigoureuse de la nécessité d'un enseignement bien dirigé pour le travailleur; elle doit être généralement sentie. Disons seulement qu'en général, savoir, aussi bien que vouloir, c'est pouvoir. Qui d'entre nous n'a pas reconnu que l'insuccès de nos plus chères tentatives n'est souvent dû qu'à notre ignorance de certaines théories, de certaines notions, de certains faits? Et qu'auraient, dites-nous, à répondre ceux qui nous refusent le droit électoral pour cause d'incompétence, si nous leur prouvions que la majorité d'entre nous possède une capacité théorique supérieure à celle de la plupart des commerçants et de beaucoup de propriétaires? Nos maîtres oseront-ils nous estimer à l'égal d'un moteur mécanique, le jour où nous compterons comme intelligences? où, entre eux et nous, quelques pièces d'or feront la seule différence?

Ah! réjouissez-vous, frères, car ce jour est proche.

Déjà la soif du savoir s'est emparée de beaucoup d'entre nous : la lecture a conquis une grande place dans les loisirs de l'ouvrier. Nous n'en voulons pour preuve que cette masse d'ouvrages en livraisons qui s'écoulent par milliers dans la fabrique ou dans l'atelier. Nous souscrivons tous, sans grand discernement, il est vrai; mais l'étude enlève maintenant une prime qu'autrefois... Plusieurs d'entre nous, par leurs connaissances en histoire, en littérature, dans les sciences, dans les arts, nous forcent à rougir secrètement

de notre ignorance. L'école du soir se peuple d'ouvriers courageux, qui arrachent au sommeil des heures que la fatigue a rendues précieuses. C'est qu'ils ont éprouvé, ceux-là, que l'étude a par elle-même des charmes ineffables, qu'elle nous rend plus forts et par conséquent meilleurs. Ils savent qu'elle est un gage de sécurité pour l'avenir de leur famille; qu'elle les met en position de rendre service à leurs camarades moins bien partagés, et qu'au jour de l'association elle fécondera leurs travaux. Ils ont reconnu que nous ne sommes si méfiants, parfois si divisés, que parce que nos connaissances sont imparfaites..... De combien d'habitudes honteuses, de préjugés nuisibles, l'amour de l'étude ne sait-il pas triompher? On s'éloigne le cœur vide et sali de l'ancre du distillateur, on sort plein d'idées et d'espérances de la bibliothèque et du cabinet de lecture. Si le manque d'ouvrage, si la misère viennent nous frapper, l'étude, intarissable volupté, nous soutient, nous console et nous prépare des jours meilleurs.

Nous avons entendu souvent dans nos ateliers railler nos camarades studieux et frapper leurs efforts d'une espèce de dédain. Tu auras beau faire, leur disait-on, tu ne seras toujours qu'un ignorant! Ceux qui se permettaient ces faciles plaisanteries avaient sans doute oublié que, parmi les génies dont l'humanité s'honore, et les auteurs de grandes et d'utiles découvertes, on rencontre beaucoup de simples ouvriers. Si nous n'avions pas craint d'allonger outre mesure cet article, nous leur en aurions dressé une liste aussi complète que glorieuse.

Si l'un d'entre nous sort de ligne par son mérite, on commence par s'en défier; on le suspecte, on murmure à ses oreilles le nom d'ambitieux. Ce sentiment de crainte, cela est triste à avouer, n'est pas sans quelque fondement. Nous avons vu quelques-uns des nôtres, par la bonne tenue, le zèle et l'application, se faire distinguer du maître, puis désertir notre cause, sortir de nos rangs, et, promptement oublieux de leur passé, devenir pour nous des tyrans d'autant plus dangereux qu'ils nous connaissaient mieux, qu'ils avaient été nos amis et nos frères. Ils sont devenus arrogants et cruels : ils avaient à se faire pardonner du patron leur infériorité récente, et de nous leur égalité de la veille. Honte éternelle pour ceux-là! Mais, rassurons-nous, ces douloureux exemples deviendront de plus en plus rares, à mesure que nous nous éclairerons tous davantage. Quand nous serons bien convaincus que la fraternité, qu'une complète solidarité sont notre intérêt le plus cher et le plus pressant, l'égoïste sera facilement démasqué par ses œuvres.

Si l'individualisme a fait de si profonds ravages dans le cœur d'un trop grand nombre de nos camarades, la faute ne nous appartient pas tout entière. Une certaine littérature, dont nous sommes inondés, peut en revendiquer sa bonne part. Nous voulions fuir le roman, le roman vient nous trouver. Ces feuilletons, ces livraisons, ces drames, mis à la portée des bourses les plus modestes, sont entre les mains de chacun, jeune ou vieux. Si ces lectures n'étaient qu'un mauvais emploi d'un temps précieux, ce ne serait rien encore; elles sont un poison qui fausse notre intelligence, qui stimule et débilite tour à tour notre âme. Quel est celui d'entre nous qui n'a pas subi l'influence de ces productions, et ne s'est surpris parfois à rêver une de ces existences qui passent sans travail, sans de longs sacrifices, sans devoirs accomplis, de la misère complète à l'extrême opulence? Qui a rendu parfois notre tâche de chaque jour pénible, notre humble condition repugnante, nos privations douloureuses, sinon ces excitantes peintures d'un monde élégant et délicat, où la seule fantaisie est la loi suprême, où l'ardeur de la passion rend tout excusable, où les obstacles disparaissent devant le joueur audacieux? Ah! loin de nous. Loin de nos enfants et de nos femmes, ces corrosives glo-

rifications des journées perdues des heureux du monde ! N'apprenons pas aux nôtres à rougir de leur médiocrité : épargnons-leur cette épreuve. Qu'ils sachent que tous ces sentiments passionnés tiennent une petite place dans la vie réelle, qu'il n'est pas pour l'honnête homme de chances aléatoires, d'heureux coups de dé, et qu'il n'y a de misère honteuse que celle qui est le fruit de nos œuvres ! Faisons rentrer leur âme dans les conditions du vrai, sous peine de les voir trouver leur sentier trop rude et finir par y déchirer leurs pieds.

Ce genre de lectures a pour effet certain de nous ôter le goût d'une étude sérieuse, d'une nourriture de l'esprit saine et fortifiante ; nous y puisons l'attrait de ce qui est amusant, à l'exclusion de ce qui est profitable ; et plus tard, quand viennent la satiété et le dégoût de pareilles œuvres, notre esprit frivole a perdu le moyen de plus sérieuses occupations.

Nous voyons aussi avec peine les nôtres préférer à l'enseignement de l'histoire ces romans prétendus historiques, où les notions les plus certaines, les faits les plus avérés, les caractères les mieux connus sont faussés pour le besoin du drame. Il n'est sorte de préjugés et de faux jugements qui ne découlent de cette source. Mieux vaut mille fois ne pas connaître que de puiser l'erreur dans ces infidèles tableaux !

Que nous faut-il donc apprendre ? à lire, à écrire, à calculer ? — D'abord. Sans ces connaissances, nous allions presque dire sans ces outils, le travailleur, ilote volontaire, compte à peine comme citoyen : c'est un aveugle qu'il faut conduire. — Ce qu'il nous faut donc étudier avant tout, c'est notre langue française, si belle que les hommes instruits de toutes les nations se piquent de l'écrire, et qu'il n'est permis à personne de l'ignorer. Ne la pas savoir, c'est se priver de parler, c'est se priver de penser, c'est se priver de vivre ! — Puis l'histoire, la nôtre au moins : c'est notre glorieux héritage, la trace féconde de nos erreurs, de nos vertus, de nos droits ; le livre de nos grandes destinées futures. — Notre littérature, dans ses chefs-d'œuvre, que l'antiquité n'a point égalés, qui échauffent le cœur, éclairent l'esprit et consolent les douleurs jusque sur les plages les plus éloignées de la France. — Ne vous laissez pas ! — un peu notre législation. Nous devons savoir pour nous et les nôtres nos devoirs et nos droits. — Enfin, chacun doit étudier, selon sa profession, les quelques principes des sciences sur lesquels cette profession s'appuie. L'ouvrier mécanicien apprend le dessin linéaire, la géométrie complète, la résolution des équations du premier et du second degré, les principes élémentaires de la mécanique, les parties de la physique et de la chimie qui ont trait à la résistance et au changement d'état des métaux et des bois. Ces acquisitions, qui ne sont point au-dessus des efforts d'une ferme volonté, trouvant à toute heure leur application, se gravent profondément dans l'esprit ; elles fournissent des moyens d'abréger, de simplifier le travail, d'en diminuer les dangers. Si la gloire des Arkwright, des Watt, des Jacquart, des Granger, ces illustres artisans, n'est le partage que d'un petit nombre, du moins l'étude met sur la voie des déductions heureuses, des utiles perfectionnements. — L'ouvrier du bâtiment, à quelque branche de la construction qu'il appartienne, joindra à la plupart des connaissances théoriques du mécanicien la géométrie descriptive, le lavis, la coupe des pierres, la charpente. La règle, le compas, la planche à dessiner, voilà ses compagnons favoris, qui rempliront avec profit les longues journées de chômage. Le maçon, trop souvent considéré comme manœuvre, comme force brute, s'élève par le savoir au rang d'artiste. — A l'ouvrier de la manufacture et de l'usine, la physique, et surtout la chimie, vont livrer le secret des transformations sans nombre de la matière, des produits si divers que l'industrie enfante dans ses mer-

veilleuses conquêtes sur toute la nature ; là les découvertes sont sous la main de chacun : il faut combattre au profit de tous les exhalaisons délétères de certaines substances, la funeste action de tant de procédés industriels qui moissonnent le pauvre habitant de la fabrique. — L'artisan dont la profession se rattache aux arts du dessin, s'initiant à la figure, à l'ornement, à la perspective, donnera la vie à son ciseau, son burin ou son ébauchoir. Peut-être une vocation sérieuse va-t-elle se révéler en lui ; peut-être est-il destiné à faire son œuvre dans la rénovation de l'art que nous promet l'avenir ; peut-être saura-t-il nous montrer, au lieu de ces productions fades et mesquines étalées devant nos yeux, l'œuvre d'art vraiment populaire qui, traduisant les grandes pensées, les belles actions, saura les rendre impérissables.

Il serait impossible d'énumérer tous les métiers dans lesquels l'étude des sciences d'application peut rendre de véritables services ; nous avons dû nous contenter d'en faire une grossière esquisse.

Chacun sait qu'il existe dans tous les arrondissements de Paris et dans les grandes villes des cours du soir, élémentaires et gratuits, de lecture, d'écriture, de grammaire, de calcul, de dessin, etc., à l'usage des ouvriers. On trouve de plus à Paris les cours du Conservatoire des Arts et Métiers, ceux de l'Association Polytechnique et quelques autres, qui ont lieu dans la semaine le soir, et le dimanche dans la matinée. On serait tenté de se demander au premier abord pourquoi le nombre des auditeurs de notre classe qui fréquentent ces cours n'est pas plus considérable, quand on remarque qu'ils nous offrent le programme d'un enseignement industriel assez élevé et presque complet. La réponse à une semblable question serait facile. Un grand nombre d'entre nous sont tout disposés à sacrifier plusieurs heures de leur repos, à faire une course, assez longue pour quelques-uns, si un tel enseignement pouvait être tant soit peu fructueux ; mais l'expérience nous a appris qu'un cours public, qui s'adresse à un grand nombre d'auditeurs, ne peut avoir quelque résultat qu'autant que chaque leçon est suivie d'explications, de développements, de répétitions qui suppléent à ce qui échappe toujours à la première audition. Les arts graphiques ne sont étudiés avec succès que quand on répète sur le papier, avec la règle et le compas, toutes les épreuves que le professeur a tracées sur le tableau. La physique et la chimie, qui occupent une si grande place dans l'enseignement professionnel, ne nous présentent dans un cours public qu'une série de phénomènes qui passent devant nos yeux sans pénétrer dans notre esprit. Les instruments, les appareils, les livres nécessaires pour répéter ces dessins ou ces manipulations sont tout à fait hors de notre portée. En outre il n'existe pas, que nous sachions, de cours de littérature et d'histoire à l'usage des ouvriers. Nous considérons cependant l'enseignement de cette dernière science comme indispensable. Elle est pour nous la meilleure introduction à l'étude de la science sociale, dont l'ignorance est pour le travailleur la cause de l'abandon de ses intérêts et de ses droits.

Il résulte de tout ce que nous venons de dire que l'utilité de cet enseignement public ayant été jusqu'ici presque nulle pour l'ouvrier, il a été entraîné, à tort il est vrai, à nier l'influence des idées théoriques sur ses progrès industriels. — Que faut-il donc faire ? Voici la série de mesures transitoires que nous croyons devoir proposer.

1° A ceux de nos camarades qui manqueraient des premières notions, telles que la *lecture*, l'*écriture*, la *grammaire*, le *calcul*, nous ne pouvons rien conseiller de meilleur que la fréquentation assidue des écoles du soir d'adultes des *Frères de la Doctrine chrétienne* ou des écoles communales. Quels que soient leur âge

et leur peu d'aptitude, ils ne manqueront pas, s'ils ont de la bonne volonté et le bon esprit de ne pas rougir d'aller à l'école plutôt que de rester ignorants, d'acquiescer cette première instruction indispensable à la vie en société. Ils trouveront de plus dans ces écoles des cours de dessin de la figure et de l'ornement, de dessin linéaire, de géographie, de composition française, de tenue de livres et de chant.

Il est digne, selon nous, d'esprits raisonnables et généreux de revenir sur d'injustes préventions, sur d'odieux préjugés, et de ne point se laisser abuser par cette épithète de *Frères ignorants*, faussement infligée aux Frères de la Doctrine chrétienne par des sceptiques d'une certaine école qui ne les connaissent pas. Ces hommes, modestes et dévoués, accomplissent dignement, pour un salaire infime, une œuvre aussi féconde pour nous qu'elle est ingrate pour eux-mêmes. Ils ont acquis par leur conduite, nous osons l'affirmer, des droits au respect de tous. Il en est qui possèdent un fond de connaissances solides et variées que leur modestie ne parvient pas toujours à dissimuler. L'affection et la reconnaissance de leurs élèves, qui ne leur font pas défaut, sont leur plus beau titre et leur meilleure apologie. Ils ont su, par la dignité de leur caractère, sans punition d'aucun genre, maintenir dans la soumission des jeunes gens considérés partout ailleurs comme indisciplinables. Il est juste de convenir toutefois que les Frères subissent une direction qu'il n'est pas en leur pouvoir de décliner, que l'instruction religieuse n'est pas faite entre leurs mains au point de vue de la fraternité, et que les pratiques d'un catholicisme étroit et personnel et d'une mystique dévotion remplacent le plus souvent chez eux l'enseignement de la morale pure et féconde de l'Evangile. Nous croyons cet écueil peu à redouter pour le bon sens de nos camarades. On tenterait vainement d'en faire des bigots, et les habitudes studieuses qu'ils viennent contracter dans ces écoles ne seront pas sans fruits pour leur avenir et celui de leurs camarades.

2° Ceux qui auront acquis l'instruction préliminaire dont nous venons de parler devront, avant de songer à l'enseignement professionnel, acquiescer une connaissance aussi approfondie que possible des sciences suivantes : *géométrie, comptabilité, géographie, histoire universelle, histoire de France, économie politique et sociale*. Ici il n'est pas d'enseignement public qui convienne ; il faut nous le faire à nous-mêmes. C'est dans le principe de l'association, germe fécond des grandes choses de l'avenir, que nous irons chercher la solution du problème. Nous ne pouvons ici qu'indiquer la question ; les développements viendront dans d'autres articles. Nous demandons que, dans chaque atelier un peu considérable, les plus habiles, les plus dévoués, les plus studieux d'entre les ouvriers se chargent, après avoir bien étudié une des sciences mentionnées plus haut, de la mettre à la portée de leurs camarades dans ce qu'elle a de précis et d'applicable. Pour cela on formerait le soir chez l'un d'eux des conférences où, à l'aide de quelques sacrifices faits en commun, on pourrait se procurer les livres indispensables. On ne se réunirait jamais qu'en petit nombre, et une discussion toujours profitable pourrait avoir lieu sur les matières de l'enseignement. De cette manière les travailleurs acquerront sans beaucoup de peine des connaissances qui auront coûté beaucoup d'efforts à leurs camarades professeurs, et le mouvement d'idées qui aura lieu dans cette conférence développera l'intelligence des élèves et les exercera au maniement de la parole. Nous reviendrons plus tard sur les avantages de l'association dans le travail intellectuel, et nous donnerons une liste d'ouvrages que nous croyons propres à servir de guide au travailleur studieux.

3° Reste l'enseignement industriel, qui se compose de la *géométrie descriptive*, de la *coupe des pierres*, de la *charpente*, des *éléments d'algèbre*, de la *mécanique*, de la *chimie* et de la *physique appliquées*. On peut voir un modèle très-développé de cet enseignement dans l'excellent programme des cours de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, au Marais. Cet ensemble d'études, nous sommes dans l'impossibilité de l'aborder seuls, il nous faut le concours du gouvernement. En attendant, nous nous occuperons de demander à ceux d'entre les chefs d'industrie qui occupent dans leur manufacture un grand nombre d'ouvriers de vouloir bien concourir avec eux à la création, dans l'atelier, d'un cours pratique d'une ou plusieurs des sciences ci-dessus, relatives à l'industrie qui s'y exerce. Une telle mesure ne saurait manquer d'être aussi profitable aux intérêts du maître qu'à ceux de l'ouvrier, en même temps qu'à l'avenir de la fabrication.

Nous nous proposons en outre d'adresser une pétition au gouvernement pour lui demander de créer, dans un quartier industriel, un établissement où les apprentis suffisamment préparés et les ouvriers pourraient, à de certaines heures, recevoir un pareil enseignement et s'exercer aux travaux graphiques et aux manipulations sous la direction d'un professeur. Les apprentis pourraient spécifier dans leur contrat d'apprentissage quelques heures pour cette destination, et les ouvriers pourraient faire des conventions à ce sujet, de gré à gré, avec le maître.

L'espace nous manque pour développer davantage ces idées : nous y reviendrons ultérieurement. Nous devons faire observer toutefois que, si nous avons cru devoir donner un cadre aussi étendu de l'enseignement populaire, chacun est libre d'y faire les retranchements que sa position particulière pourrait nécessiter.

Nous devons nous excuser d'être entrés dans de si longs développements pour indiquer les avantages d'une bonne instruction et les dangers d'une mauvaise pour le travailleur. Nous essaierons ensuite de montrer la route, à notre avis, du progrès immédiat. Nous rappellerons toutefois que nous n'avons voulu nous adresser qu'aux ouvriers qui ont accepté nos doctrines sur le devoir et la fraternité. Dans tout ce qui suivra nous supposons l'éducation comprise et appliquée comme nous l'avons définie dans de précédents articles. Si l'on prétendait considérer l'instruction comme un moyen de faire ses affaires et d'exploiter son semblable, si elle ne devait servir qu'à introniser l'aristocratie du *talent*, nous la répudierions de toutes nos forces.

DE L'ENSEIGNEMENT FAIT AU PEUPLE

PAR LA PRESSE, LES FEUILLETONS, LES ROMANS, ETC.

Si nous nous occupons de littérature dans notre feuille ouvrière, ce n'est certes pas pour afficher des prétentions de critiques ni pour apprécier autrement qu'au point de vue moral les productions intellectuelles. On pourrait contester notre compétence, et l'on aurait bien raison sous certains rapports ; mais qu'il nous soit permis d'observer, et, notre observation faite, de dire ce que nous avons vu de mauvais dans ce que la pensée des écrivains élabore pour tout le monde. C'est un droit qui, nous l'espérons, ne peut nous être dénié.

En ces temps de corruption profonde et de spéculations ignobles, où tant de consciences se vendent, où tant de plumes mercenaires se font les complaisantes des plus indignes passions, nous croyons qu'il est de notre devoir de prémunir les ouvriers contre des lectures qui ne peuvent que leur être nuisibles, et par le temps qu'elles leur prennent, et par l'enseignement qu'ils en ti-

rent. Aujourd'hui, les ouvriers lisent beaucoup; la jeunesse laborieuse est studieuse aussi; mais elle n'a personne pour la diriger dans ses lectures. Ensuite elle ne peut lire que des ouvrages que lui fournit par location le cabinet de lecture, et qui ne font que la distraire au lieu de l'instruire, qui souvent cachent des idées immorales sous une forme attrayante et facile, ce qui fait que la mémoire les garde, que souvent les actions y répondent, et que par eux on arrive insensiblement à perdre ce qu'on avait de juste et de bon dans l'esprit et dans le cœur.

Parmi les auteurs modernes, les uns, s'érigeant en philosophes consommés, font des théories scientifiques sur l'humanité, et se constituent les défenseurs du vice en accusant la société des délits individuels; les autres, plus artistes peut-être, mais non moins coupables, cherchent à vulgariser ces monstrueuses doctrines, poussent les masses à l'abrutissement, à l'abandon de toute noble faculté, de tout sentiment généreux et pur, en leur insinuant qu'il est possible d'organiser le mal pour en tirer le bien, de réaliser tous les désirs physiques, tous les appétits charnels, en un mot, d'effacer toute trace de morale sur la terre, et d'encenser tout ce que la dignité humaine réprouve. Ils ne manquent pas de logique relativement à leur système et à leurs hypothèses; aussi leurs adeptes les nomment-ils des hommes *très-avancés*. Avancés, soit, mais c'est sur une route où nous ne voudrions pas les suivre. Nous ne nions pas qu'il n'en soit parmi eux qui croient sincèrement avoir travaillé à l'amélioration de la condition humaine; ils peuvent avoir été poussés par un sentiment de compassion ou de justice né du contact de nos misères et de la vue des iniquités qui se commettent à notre égard, et que chaque jour voit apparaître plus nombreuses et plus révoltantes que jamais; mais, avec le défaut absolu de toute conviction honnête, leur éloquence a perdu sa valeur efficace, et avec l'intention du bien ils pourraient peut-être pousser aux dernières conséquences du mal.

Ce qui fait que nous élevons hautement la voix pour les blâmer, c'est qu'ils n'ont de pitié que pour les créatures déchues; c'est que chaque oubli des devoirs est comme un appel à leurs louanges; c'est qu'ils sont miséricordieux pour la perversité et injustes envers la probité qui court les rues; c'est qu'ils ne témoignent aucune espèce de sympathie pour ceux qui luttent courageusement toute leur vie contre leurs mauvais penchants, pour mourir délaissés et nus, mais dignes d'estime; c'est qu'enfin il en est qui appellent l'honneur un préjugé, et pour lesquels la vertu n'est que l'impuissance.

Ils veulent anoblir ce qui est vil et honorer ce qui est abject : nous ne les imiterons pas.

Libre à eux de dire — qu'ils ont découvert des parfums dans la fange, des modèles de candeur et de bonté dans tout ce que la corruption a de plus hideux et la débauche de plus infâme. — Pour nous, notre odorat n'est pas si fin ni notre vue si perçante; dans la buée des égoïsmes il n'y a rien qui nous attire, et là où il se trouve des ordures et de la boue, nous ne voyons que des ordures et de la boue.

C'est peut-être notre amour du bien qui nous a donné la haine du mal, ce sont peut-être de magnifiques espérances de perfectibilité et de progrès humain qui nous font repousser tout ce qui peut être nuisible à leur réalisation complète et immédiate. Si l'on nous accusait de nouveau d'intolérance et de dureté, nous répondrions qu'il est des souffrances glorieuses pour lesquelles notre pitié ne reste jamais froide, que la réprobation que nous attachons à tout ce qui nous paraît criminel n'exclut point la vénération que nous devons aux martyrs de nos luttes politiques et industrielles, aux victimes de notre organisation sociale; nous savons aussi faire la part des circonstances fatales avant que de jeter

le blâme sur des destinées malheureuses, et nous nous rappelons que Jésus, qui pardonna à la femme adultère, prit une corde pour frapper les trafiquants du temple.

Quand on signale des abus ou des crimes, ce n'est pas à la société qu'il faut s'en prendre, car c'est faire injure à tout ce qu'elle a de généreux et de bon, — à ces sentiments si dominants chez le peuple. — C'est aux pouvoirs directeurs de la société qu'il faut faire des reproches; ce sont eux qui veulent l'immobiliser; ce sont eux qui arrêtent tout progrès civilisateur par une résistance volontaire et coupable; ce sont eux qui ne cessent de dire que tout est pour le mieux, que toute chose est à sa place, parce que la leur est bonne et qu'ils veulent la garder, à l'exclusion de tout ce qui a le droit d'y prétendre par le dévouement, l'abnégation, le savoir et le travail. C'est à eux qu'on peut dire : — Puisque les lois que vous avez faites permettent à quelques-uns d'hériter de richesses immenses, pourquoi ne leur en prescrivent-elles pas un noble usage? Où sont les devoirs que ces lois enseignent aux enfants des riches? quelle est la tâche qu'elles imposent à leur âge viril? quelle sont les limites qu'elles tracent aux dérèglements de ces hommes qui nous prennent toujours, à nous travailleurs, sans jamais rien nous rendre que la dérision et le mépris? quelle protection accordent-elles à tous ces pauvres gens avilis et perdus? Pourquoi vos lois permettent-elles qu'on fournisse aux oisifs, avec un luxe de générosité odieux et stupide, des serviteurs et des prostituées? pourquoi laisser mettre, aider même à mettre au cou d'un homme le collier d'un chien? pourquoi avilir la femme jusqu'à la faire servir de jouet à la brutalité des plus honteux plaisirs? pourquoi souffrir les orgies, l'oisiveté et la dissipation d'une certaine classe? dites, directeurs de la société. N'est-ce pas que vous-mêmes vous leur avez ouvert la porte de la débauche en la tolérant? n'est-ce pas que vous leur inspirez le dégoût du travail en l'abandonnant, en ne l'honorant plus, en le rétribuant à peine? n'est-ce pas, enfin, que vous leur donnez aussi l'exemple de la prodigalité, et celui du mépris pour le peuple, dont la position humble et modeste est considérée par vous comme basse et vile? Et en effet, pour que la fainéantise soit en honneur, il faut bien que le travail soit méprisé.

Mais revenons à la littérature, ou à la presse, si l'on aime mieux, en commençant par les journaux que les ouvriers lisent, qu'ils s'arrachent aux heures des repas, et qui souvent sont leurs récréations du dimanche. Que contiennent ces journaux? à quelques rares exceptions près, une polémique oiseuse, des discussions sans valeur, des nouvelles puériles, souvent fausses, et toujours exagérées.

Après vient le *feuilleton* tant goûté, le *feuilleton*, qu'on donne à lire même aux enfants, aux jeunes filles, le *feuilleton*, que tous les regards convoitent et que dévorent toutes les curiosités.

Là règnent comme autant de divinités impures offertes aux hommages et à l'adoration de la foule, — la prospérité insolente et vaine, — la luxure effrénée, — le mépris de toute pudeur, — les hypocrites déclamations, la fourberie, la fausseté insigne.

Mais cela amuse; c'est si *intéressant*, et pourvu qu'on rie, on ne regarde point si on se déprave. D'ailleurs, les modestes auteurs de ces *spirituelles* productions, tous du journalisme, se prêtent la main et se donnent gratuitement la louange, quel que soit le mérite de l'œuvre. Et le bon public prend cela pour argent comptant. Mais nous, qui connaissons le petit manège de ces messieurs, nous tenons à leur faire savoir que nous ne sommes point leurs dupes, et que quand on voit leurs *réclames* et leurs analyses, on fait chez nous comme à la chambre des députés quand on lui propose des améliorations pour le sort des vieux ouvriers, on rit.

Ce qui fait que notre pauvre classe est si facile à abuser, c'est que son honnêteté est toute simple, toute naïve ; c'est qu'elle persiste à croire bons des gens qui valent fort peu de chose ; c'est qu'elle prend toujours des noms célèbres pour des noms respectables, erreur qui prouve du reste en sa faveur, mais qui pourtant a besoin d'être combattue pour remettre à leur véritable place tant de réputations usurpées.

Nous avons peu de chose à dire des romans, si ce n'est que tout ce que la dépravation du dernier siècle a produit de bêttement ordurier et de corrupteur, nos romanciers modernes l'ont dépassé.

Nous ne pouvons signaler tous les mauvais livres de cette catégorie ; disons seulement que les plus pernicioeux sont aussi ceux qui sont les plus répandus ; on en multiplie les éditions, on les illustre, on en remplit les librairies et les cabinets de lecture, on les fait colporter dans les ateliers, on les étale jusque dans la rue. — Chaque fois néanmoins que nous trouverons l'occasion de combattre leur dangereuse influence, nous ne manquerons pas de le faire, nous préoccupant fort peu de la réputation et de la célébrité de leurs auteurs.

Que dire de la plupart de nos poètes, pour lesquels nous ne paraissions pas même exister ? A l'exception de Béranger et de quelques autres, soit oubli, soit dédain, ils n'ont jamais rien senti pour notre cause. Quand il nous est arrivé par hasard d'ouvrir un de leurs livres, nous avons vu leur poésie perdre l'esprit de l'homme au lieu de l'élever au niveau des idées grandes et généreuses ; elle n'a plus de foi, plus de patrie, plus d'élans sublimes pour exalter les âmes et faire naître les héros. Elle semble, au contraire, se complaire à désoler le monde réel ; elle fait toute vie amère, pauvre, inutile, déplorable ; si bien que les intelligences précoces deviennent insensées en l'écoutant, et s'usent en efforts criminels et stériles pour échapper aux choses positives, à l'existence de tous, à la seule vie qui soit utile et belle, puisqu'elle commande l'amour, la réciprocité dans les sacrifices, et les sentiments qui font qu'on se rapproche et qu'on s'aide au lieu de s'isoler pour souffrir et se perdre à jamais.

Nous avons déjà dit que nous n'avions pas la présomption de porter un jugement littéraire sur les productions des auteurs de nos jours. Sans prendre donc parti pour ou contre ce qu'on a nommé les *classiques* et les *romantiques*, nous croyons néanmoins devoir faire observer que, malgré la popularité dont semble jouir cette dernière école, elle n'a rien produit jusqu'à présent, en poésie surtout, de populaire ou de patriotique, et que c'est à notre dernier classique, à Casimir Delavigne, que nous devons cet hymne si touchant et si énergique de *la Varsoviennne*, qui nous faisait pleurer sur la malheureuse Pologne quand on nous empêchait de la défendre.

Si de la poésie nous tournons nos regards vers le théâtre (1), nous aurons encore bien plus à nous plaindre. — Quand un ouvrier apparaît sur la scène, il est ivre, grossier ou ridicule. L'oubli des convenances, la stupidité des idées, la bassesse de l'expression, l'obscénité du geste, rien n'y manque. Ce qui nous afflige profondément, c'est de voir des ouvriers rester impassibles devant ces insultes quotidiennes, et quelquefois même y applaudir comme à la peinture spirituelle et vraie de leurs mœurs.

C'est surtout sur les scènes du dernier ordre, dans ces petites salles des boulevards, si combles, où la modicité du prix des places attire les moins malheureux de nos enfants, que ces choses se

passent et bien d'autres encore. Cela est affreux à voir ; il n'y a rien au-dessous. C'est un oubli incroyable de toute morale, de toute décence et des moindres notions de délicatesse et de goût. C'est là que nous avons entendu, il y a quelques années, Robert-Macaire, dans une pièce intitulée : *l'Émeute au Paradis*, chanter le couplet suivant :

J'ai démontré l'*chahut* aux anges
Et les ai tous rendus farceurs,
Jusqu'au p'tit saint Michel-Archange.
Qu'appelait l'bon Dieu vieux blagueur (1).

Les gardiens de la morale publique étaient là cependant, chargés de faire respecter les arrêts de la censure, et quiconque, indigné, eût sifflé cette abominable ordure, eût été sans nul doute expulsé ou conduit au corps-de-garde.

Braves gens ! ils sont là dans leur loge ; ils ont bien dîné et ils dorment ; ils font leur sieste, et quand ils se réveillent, leur face rubiconde s'épanouit à quelque saillie graveleuse, et ils pouffent de rire afin de donner le bon exemple. Ah ! l'on fait bien de grassement vous rétribuer, car si vous avez mission, de concert avec la censure, de laisser le peuple s'abrutir et se corrompre, vous remplissez parfaitement les devoirs de votre charge : on n'a qu'à se louer de votre bon vouloir et de votre zèle, vigilantes sentinelles... Quand on voit de tels soldats, que penser des chefs !... Que peuvent être ceux qui les paient ?... Honte et abjection !

Voilà donc les hommes, peuple, que tu crains et que tu sers !!!

Relève ton âme, et tu retrouveras ton énergie, ta grandeur et ta force.

Relève ton âme, peuple, et tu retrouveras ta dignité, ta gloire et ta puissance, et tu n'arracheras plus le pain de la main de tes enfants pour le donner aux chiens de tes maîtres, qui le dédaignent, et tu ne donneras pas la paille de ton grabat pour servir de litière à leurs chevaux, qui te jettent en passant la fange des chemins à la face, et qui t'écrasent dans leur course orgueilleuse.

Relève ton âme, peuple, et tes filles garderont pour toi leur candeur virginale, tout l'amour que Dieu leur a mis au cœur et que tu vois profaner aujourd'hui par la libertinage des puissants, et elles ne se vendront pas au plus offrant pour fuir la misère, car alors tu pourras les nourrir et les protéger.

Relève ton âme, peuple, et toutes souillures disparaîtront de toi ; tu seras bon, généreux, humain et doux.

Il est un touchant symbole que le monde antique a légué aux sociétés modernes, et qui doit toujours être présent à ton souvenir comme le plus beau des exemples : — c'est un oiseau qui se déchire la poitrine pour donner la vie à sa progéniture, et qui va mourir après l'accomplissement de ce sublime sacrifice. — N'oublie pas ce symbole, peuple ; sois généreux jusqu'à donner tout ton sang pour les tiens. Ne crains pas la mort ; tu peux vaincre et tu ne saurais succomber ; la vie éternelle t'appartient par la vénération de ceux qui vont te suivre, et l'avenir te garde un baptême d'éternité, la sanction des âges futurs.

LES MYSTÈRES DE PARIS,

roman philanthropique.

En venant, nous aussi, donner notre avis sur un livre dont la partie sceptique et superficielle du public a fait seule le succès, nous voulons surtout prémunir les travailleurs qui pourraient se

(1) Nous traiterons plus spécialement, dans un prochain article, la question de l'éducation du peuple par le théâtre, et nous examinerons comment cet enseignement est fait aujourd'hui.

(1) Nous demandons de nouveau pardon à nos lecteurs de faire de pareilles citations, mais ils comprendront que cela est indispensable.

laisser prendre à cette nouvelle mystification philanthropique, en les mettant en garde contre les faux semblants de charité chrétienne répandus à profusion dans cette production soi-disant humanitaire.

Que nos lecteurs ne s'attendent pas à trouver ici une critique littéraire; nous voulons seulement apprécier, surtout à cause d'un succès qui nous étonne, la moralité et la valeur sociale d'un livre que l'auteur prétend avoir écrit avec l'intention d'améliorer le sort des classes laborieuses, et qui nous a paru, après mûre réflexion, destiné bien plutôt à procurer des distractions aux oisifs qu'à faire obtenir quelque bien-être aux malheureux.

Nous le déclarons tout d'abord, c'est avec peine que nous avons entendu des gens du peuple, abusés par la lecture de ce roman, essayer de le présenter comme l'Évangile des prolétaires, et que nous avons vu *la Ruche populaire* féliciter M. Sue d'avoir peint avec vérité « des gens qui, par représailles, livrent enfin à l'ingrate société haine pour haine, guerre pour guerre, » et écrire, en parlant de l'auteur, ces mots au moins étranges : « Ce qu'on peut demander à Dieu, c'est qu'il envoie souvent des hommes pareils sur la terre! »

Il nous a semblé d'autant plus nécessaire de nous occuper des *Mystères de Paris*, qu'ils ont obtenu le meilleur accueil dans la classe bourgeoise, que des magistrats même les ont cités complaisamment à l'appui de leurs réquisitoires, et que publiés, pour ainsi dire, sous le patronage du gouvernement, ils préconisent quelques-unes de ces demi-mesures qu'imaginent journellement les philanthropes, insignifiants palliatifs que l'on serait peut-être disposé à nous concéder un jour, en place des améliorations sérieuses que nous réclamons.

Examinons donc ce qui a pu donner à cette production, bien plus dangereuse que profitable, une vogue que la morale et le bon goût doivent également réprouver. Il faut d'abord reconnaître que le besoin d'émotions violentes, ressenti aujourd'hui par une certaine partie du public, a trouvé dans la lecture de cet ouvrage à se satisfaire amplement, et que les abonnés des journaux judiciaires, les amateurs des drames sanglants qui se dénouent en cour d'assises, ont dû se réjouir à la lecture de ces pages, arrachées, pour ainsi dire, aux plus hideuses causes des annales criminelles. Or, en satisfaisant ces goûts déréglés, en renchérisant sur les cyniques mémoires d'anciens forçats, en faisant connaître le langage des voleurs et des meurtriers, et les moyens qu'ils emploient pour arriver à leurs fins, on peut avoir beaucoup de lecteurs, mais les suffrages et la sympathie des gens raisonnables et sensés feront certainement défaut. — Passons néanmoins sur ces taches trop communes aujourd'hui : l'auteur, pour mieux débiter sa marchandise, a sans doute cru devoir l'arranger au goût du plus grand nombre. Nous sommes du reste assez embarrassés, en face d'un engouement presque général, pour blâmer comme ils le méritent ces chapitres inqualifiables où l'auteur nous montre, avec une complaisance et une hardiesse inimaginables, ce que la débauche et la luxure peuvent enfanter de plus horrible, et nous ne concevons pas que la pensée seule que cet ouvrage pouvait tomber entre les mains de nos femmes ou de nos enfants ne l'ait pas arrêté au moment de tracer ces repoussantes scènes, que l'on chercherait peut-être en vain dans les livres licencieux défendus par la loi. Quoi! parce qu'il existe des êtres aussi abominables que quelques-uns de ses

héros, le romancier pourra insister avec une complaisance outrée, et décrire avec un soin minutieux le vice dont il veut signaler la laideur. Cela n'est pas admissible, et nous croyons que s'il est justement défendu d'exposer aux yeux du public des gravures obscènes, qui ne sont aussi que la représentation de ce qui est, il ne devrait pas être permis à l'écrivain, même sous prétexte de moralité, d'outrager la pudeur publique, en mettant en relief les passions les plus honteuses, et en faisant toucher du doigt les infamies les plus révoltantes. Et nous insistons d'autant plus sur ce point, que, selon nous, ce qui s'adresse au cœur et à l'esprit a une influence beaucoup plus réelle sur les mœurs que ce qui frappe seulement les yeux.

Nous nous élèverons encore contre ce que nous croyons être une des plus dangereuses erreurs de M. Sue, erreur partagée du reste par beaucoup de gens; nous voulons parler de la prétention souvent formulée dans ce livre, de rendre la société responsable des fautes ou des crimes que commettent quelques-uns de ses membres. Il semblerait, à entendre l'auteur, que certains criminels, poussés par une nécessité irrésistible, n'ont pu recourir à leur libre arbitre, et que, victimes d'une aveugle fatalité, ils sont beaucoup plus à plaindre qu'à blâmer. Il nous semble qu'il serait de bon goût de ne plus répéter des banalités dont on a si souvent démontré le peu de valeur, et d'abandonner des sophismes invoqués comme moyen justificatif par les assassins de profession. Persuadés que, dans notre société, tout homme a pu et a dû choisir entre le bien et le mal, et que chacun doit supporter (à divers degrés, il est vrai) la responsabilité de ses actes, nous ne pouvons partager cette indulgente sensiblerie qui a des larmes pour tous, bons ou méchants; et, en approuvant complètement la punition infligée à celui qui a pris la mauvaise route, nous réservons toute notre sympathie pour ceux qui, au milieu de tant d'écueils et de tentations, ont fait preuve de bonne volonté et de dévouement, en choisissant la bonne voie. Raisonner autrement nous paraît absurde et conduire à la négation de tout crime et de toute vertu.

Mais arrivons à ce qui nous concerne particulièrement, à la peinture de la misère des classes laborieuses, et voyons s'il se trouve dans cet ouvrage de quoi faire oublier les passages plus que hasardés qu'on y rencontre trop souvent. Ici nous devons reconnaître l'énergique vérité de ces descriptions. Oui, voilà bien la vie d'un grand nombre d'entre nous, et le sort de l'ouvrier Morel, les malheurs de la journalière Dufour, feront certainement l'impression la plus forte sur chacun, et plus encore sur ceux qui, comme nous, sont appelés chaque jour à voir de près ces misères sans pouvoir les soulager. Qu'on ne s' imagine pas non plus que ces chapitres soient exagérés; beaucoup d'entre nous, durant leur pénible existence, ont passé par ces crises terribles, au milieu desquelles se termine souvent une vie de souffrances et de privations.

Nous protesterons cependant contre ce qui ressort évidemment de la pensée de l'auteur; ces malheurs qu'il a retracés avec tant d'énergie ne semblent être à ses yeux que de rares exceptions; c'est, selon lui, l'état anormal du travailleur, car les misères qui accablent ses personnages sont amenées par des causes fatales et exceptionnelles. Il y a là une grave erreur: sans être causées par des accidents imprévus, ces misères nous frappent journellement les yeux, et si l'auteur avait voulu visiter nos villes manufac-

turières, ou seulement les extrémités des faubourgs de Paris, il aurait vu que les souffrances supposées dans son livre sont au moins égalées par la réalité.

Nous devons aussi reprocher à l'auteur, qui frappe souvent juste dans ses critiques, d'avoir négligé, lorsqu'il parle des hôpitaux de Paris, d'en blâmer sévèrement l'administration : nous pensons que c'est là surtout que doivent porter les censures. Et puisque l'auteur voulait faire connaître les griefs du peuple, il aurait dû surtout reprocher aux administrateurs le mauvais emploi des fonds de leur énorme budget, et leur faire comprendre, par exemple, que lorsqu'on veut remuer des pierres et des moellons, se passer en un mot des fantaisies de grands seigneurs, on ne doit pas le faire avec l'argent destiné aux malades nécessiteux. Il aurait pu dire encore que l'économie bien entendue est ce que chacun désire le plus, mais que lorsqu'on en vient à économiser sur la nourriture et sur les médicaments, cette parcimonie cruelle ne sert qu'à donner plus de force aux plaintes portées contre l'administration (1).

Si la meilleure partie de ce livre, la critique des abus, est loin de nous contenter, nous croyons que la classe moyenne, une fois son engouement passé, sera loin d'en être satisfaite. Il s'y trouve en effet des types bourgeois dessinés avec une telle vérité que chacun peut en reconnaître les modèles, et l'auteur, en supposant les crimes du notaire Ferrand, les ridicules du commandant Robert, l'infâme métier de l'élégant Saint-Remi, etc., a fait naître, à son insu sans doute, des pensées certainement peu favorables à la classe qui nous gouverne, et surtout peu capables de relever sa valeur et sa considération.

Mais c'est surtout dans la partie théorique du livre que se dévoile toute l'impuissance des idées bâtarde tant vantées par les philanthropes. Nous pensions que l'auteur n'avait pris la plume, et cherché à sonder l'étendue et la profondeur des misères populaires que soutenu par la conviction qu'il avait à exposer un plan fécond en résultats sociaux. Nous laissons nos lecteurs juges de ce qu'il propose pour arriver à calmer tant de maux. Qu'on nous pardonne de ne pas garder notre sérieux en transcrivant de pareilles puérilités. Voici la manière de procéder : vous vous emparez d'un riche voleur ; qui est-ce qui ne connaît pas un riche voleur ? nous en connaissons tous. Quand vous tenez votre voleur (nous allions oublier de dire qu'il en fallait un par arrondissement, mais cela est encore facile à trouver), il ne s'agit plus que de lui faire rendre gorge ; pour cela, vous vous emparez des papiers qui prouvent ses crimes, et qu'il porte ordinairement sur lui, dans son portefeuille ; vous le menacez du procureur du roi, et le tour est fait. Le voleur, effrayé, s'empresse de fonder un mont-de-piété gratuit et une banque de prêts sans intérêts, avec un directeur aux appointements de 4,000 francs, car tout est prévu (place destinée sans doute à un philanthrope ayant fait de mauvaises affaires). En possession de ces deux grandes institutions, si heureusement découvertes par M. Sue, nous pensons que les travailleurs, n'ayant bientôt plus rien à désirer, se-

raient bien peu reconnaissants s'ils ne s'empressaient de proclamer l'auteur de ces puissants moyens de soulager leurs misères, le plus grand philanthrope de ces temps-ci, comme il en est déjà le romancier le plus humanitaire.

Voilà pourtant, avec l'aumône (singulier moyen encore de relever le moral et la dignité des ouvriers, et qui est très-souvent conseillée aux riches comme propre à les désennuyer), avec la demande d'un chauffer public destiné à abriter les ouvriers qui font *grève*, voilà tout ce que nous avons trouvé dans un livre que l'on nous avait dit être fait dans une pensée de justice. Il est vrai que nous connaissons mieux qu'avant les mœurs et le langage des voleurs (cette classe si intéressante) ; nous avons fait aussi connaissance avec quelques assassins (classe bien plus intéressante encore) ; mais pour des idées, des projets ayant de l'avenir, pour des moyens énergiques propres à soulager les souffrants et les faibles, nous en avons vainement cherché, et nous avons acquis la certitude que, dans les romans aussi bien que dans la vie réelle, les pauvres palliatifs proposés par les philanthropes étaient frappés de l'impuissance absolue que nous avons si souvent signalée.

A PROPOS DES MARCHANDS FRAUDEURS.

Satire.

La hausse sur les vins a donné, cette année, une activité effrayante à la fraude. (*National* du 16 octobre.)

On continue à poursuivre activement l'affaire de la falsification des vins. (*Mémorial de Rouen*.)

Jusqu'à présent on évalue à deux mille pipes le vin saisi, et, sans aucun doute, on n'en restera pas là. (*National* du 13 octobre.)

Eh bien ! qu'en dites-vous ? — Obstinés optimistes,
Osez-vous encor, nous traitant d'alarmistes,
Affirmer froidement que tout est pour le mieux ?
Le mal cette fois-ci vous brûle-t-il les yeux ?
Le port de Saint-Bernard (1) témoigne assez du crime !...
Vous l'avouez enfin ; la plainte est légitime !
Deux milliers de tonneaux saisis de par la loi !
Plus, un bateau de vin... ou de... l'on ne sait quoi ;
Car comment appeler la boisson assassine
Qu'ils brassaient pour du vin dans leur sombre officine ?
Deux mille !... On nous aurait à moins édifiés.
Le chiffre vous effraie, et vous vous récriez :
« Il ne faut, dites-vous, rien croire à la légèreté ;
« Dans le premier moment souvent on exagère... »
La ville aux entrepôts, Rouen, n'est pas loin d'ici (2) ;
Si de vous éclairer vous avez le souci,
Par le chemin de fer essayez le voyage.
Les gens qui sont pressés préfèrent le roulage,
Mais pour vous ce sera peut-être un agrément
Qu'être en un tombereau traînés paisiblement
L'espace du chemin qu'avec la diligence
On faisait en un jour — avant la concurrence,
Mais que sur leur rail-way, dont ils font tant de bruit,
Vous pourrez faire en trois, — si vous n'en mettez huit.
Et là, renseignez-vous sur ces clameurs sinistres ;
Interrogez l'octroi, consultez les registres,

(1) Voici un exemple du contrôle exercé par messieurs les philanthropes du conseil de surveillance des hôpitaux :

En 1803, il y avait, dans les hôpitaux de Paris, 3,620 lits, coûtant annuellement 7 millions ; aujourd'hui il y en a 6,140, 520 de plus, et les dépenses annuelles dépassent 16 millions. Il résulte de ces chiffres que ces 520 lits, en 1803, auraient coûté annuellement 700,000 francs, et qu'ils coûtent aujourd'hui 9 millions !

Bénis soient les philanthropes !

(1) Un bateau chargé a été arrêté au port Saint-Bernard.

(2) La spéculation a été établie sur la plus vaste échelle. Rouen a été choisi pour servir de siège à l'opération.

Voyez les magasins : vous serez convaincus,
 Quand vous aurez fouillé ces antres de Cacus,
 Quand vous serez forcés comme nous de maudire,
 Que c'est, au lieu de deux, dix mille qu'il faut dire !
 Non ! de ce qu'on a dit rien n'est exagéré ;
 Leur forfait est patent et pour tous avéré.
 Et c'est si vrai, cela, que même la justice,
 Qu'on aurait jusqu'ici pu croire leur complice,
 Tant sur leurs précédents elle a fermé les yeux,
 Enfin veut mettre un terme au vol audacieux
 Des bandits patentés, de ces marchands vandales
 Dont sont empoisonnés nos marchés et nos halles (1) ;
 Qui, de tout comptoir pur honteusement bannis,
 Dans leur caisse empilant leurs crimes impunis,
 Sont au commerçant probe — infâme disparté ! —
 Ce qu'au brave marin est l'ignoble pirate.

Ils ont donc mis le comble à leur iniquité,
 Que le *pays légal* se soit épouvanté
 Cette fois ? Aujourd'hui leur industrie impure
 A-t-elle donc enfin dépassé la mesure
 Que les juges, devant leurs essais insensés,
 Se sont armés du glaive en s'écriant : Assez ?....
 — Plaise à Dieu !... mais hélas ! nous avons en mémoire
 Des faits qui sont récents dans notre triste histoire :
 L'expérience au peuple a déjà bien appris
 Qu'il n'inspire plus rien... que terreur ou mépris.
 Et que sa race soit, messieurs, vivace ou morte,
 Il sait qu'on dit de lui chez vous : — Que nous importe ?
 Aussi nous disons haut ce qu'il pense bas, lui :
 S'il ne s'était agi que du pauvre aujourd'hui,
 Si l'on eût, à sa faim, toujours inassouvie,
 Offert quelque aliment menaçant pour sa vie,
 — Non les restes prisés de vos plats superflus,
 Qu'on lui vend quand vos chiens gorgés n'en veulent plus, —
 Mais ces mets fabuleux que le bas prix renomme,
 De ces choses sans nom et que lui seul consomme ;
 S'il n'eût été question que de cela, vraiment,
 N'est-il pas vrai, messieurs, répondez franchement :
 Vous n'auriez pas montré tant de sollicitude ?

Mais que nous comprenons la grave inquiétude
 Que reflète en ce cas votre front courroucé ;
 C'est que chacun de vous se trouve intéressé
 A punir le marchand qui cette fois vous triche :
 C'est du vin de Bordeaux (2). Peste ! du vin de riche !
 Votre vin ! frelaté, dur, insipide, amer !
 Du vin beaucoup moins bon, mais aussi bien plus cher !
 Plus cher ! à vous !... — Messieurs, cet homme est bon à pendre.
 — Entre nous, vous deviez cependant vous attendre
 Des Bordelais un jour à quelques mauvais coups ;
 D'abord, voilà long-temps qu'ils se plaignent de vous,
 Et puis ces habitants du pays viticole
 Prisent fort les leçons dont vous tenez école ;
 A Londres ils n'auraient pas commis cette noirceur :
 Les faiseurs de claret sont Anglais par le cœur.

(1) Le tribunal de simple police a dernièrement condamné trois marchands de vin, dont les liquides falsifiés devront être répandus sur la voie publique. Ce sont les sieurs Chape, rues du Bac, 86, et Saint-Honoré, 207, Blondel, rue Transnonain, 29, et Dupuy, rue de Bièvre, 20.

(2) Il a été question d'une saisie de 700 pièces de vin estimé vin de Bordeaux blanc, opérée dans les magasins de M. Pardon, l'un des commissionnaires-entrepôts les plus honorables du commerce de Bercy.

Mais voici maintenant qu'on a donné l'alarme :
 Juges, dans votre main les lois ont mis une arme
 Qui ne doit reposer qu'après le jugement,
 Et quand le criminel saura son châtement.
 De votre apostolat les devoirs sont augustes ;
 Pour tous, sans différence, il vous faut être justes ;
 Du mal si vous frappez les plus obscurs fauteurs,
 Agissez-en de même avec les grands acteurs,
 Pour que l'on voie en vous l'influence divine.
 Et qu'on ne dise plus en frappant sa poitrine :
 Les juges sont trop haut, et les faibles en bas
 Ont beau crier justice ! — on ne les entend pas !

Ces marchands !... — qu'ont-ils fait de la France si belle,
 Depuis qu'ils l'ont surprise et qu'ils règnent sur elle ?...
 — Oh ! quand elle marchait devant l'humanité,
 Sous chacun de ses pas semant la liberté,
 Comme un phare géant elle guidait le monde !
 Qu'est-elle devenue ? — Une boutique immonde
 Où ce que l'on fabrique, et dont tout ce qui part,
 Frappé de discrédit, revient pour la plupart.
 Du commerce aujourd'hui compulsez les annales,
 Vous serez effrayés ! — Entreprises vénales,
 Faux poids, viles mesures, *erreurs*, mauvais aloi,
 Tout s'y trouve, excepté pourtant la bonne foi !
 De notre honneur lui-même ils ont fait marchandise (1) ;
 Le vieil honneur !... De plus que voulez-vous qu'on dise ?
 Leur rappellerons-nous leur toile au Sénégal (2),
 Leur elbeuf à Canton (3) ? — ça leur est bien égal !
 Dirons-nous les envois qu'ils font aux colonies
 De produits et d'objets dignes des gémonies (4) ?
 Ou chez les Havanais leurs larcins scandaleux (5) ?
 A quoi bon ? — seront-ils jamais plus scrupuleux ?
 « Laissons crier les sots, diront ces Barnabotes (6),
 « Ce qu'il faut au marchand, c'est du foin dans ses bottes. »

O France, ces gens-là maintenant sont tes rois !
 Ils gouvernent ton peuple et lui donnent leurs lois !
 Ils font avec orgueil mentir tes destinées !

(1) Nous avons une telle réputation à l'extérieur qu'il n'arrive pas une expédition de France qui ne soit visitée par le destinataire avec la plus scrupuleuse attention. Les factures ne font plus foi ni de la longueur ni de la largeur des étoffes ; on est obligé de vérifier les pièces une à une. Un capitaine français, appelé comme expert à Lima, a été obligé d'avouer que, dans l'expédition soumise à son examen, on avait commis des fraudes énormes. Les soieries n'étaient pas autrefois obligatoirement pliées sur une largeur d'un mètre, eh bien, dans ce temps-là certains fabricants *volaient*, c'est le mot, jusqu'à 8 centimètres par aune. Les rubans, au lieu d'être de la longueur généralement adoptée, présentaient toujours un déficit de 2 ou 3 mètres par pièce.

(2) Il n'est personne qui ne se rappelle l'épisode des toiles connues sous le nom de *guindées*.

(3) Autrefois les draps en usage en Turquie, dits *londrins seconds*, jouissaient d'une telle réputation qu'ils étaient débarqués, par exemple, à Beyrouth, et qu'on n'ouvrait les ballots qu'à Damas ou à Bagdad. Les choses ont singulièrement changé depuis. Pour réaliser de plus grands bénéfices et soutenir la concurrence, les fabricants ont fait détirer les pièces mouillées jusqu'à les déchirer ; mais une fois décatie, l'étoffe se retire et reprend sa longueur naturelle. Un pantalon fait de ce drap devient une culotte après une averse. Cette délicate façon d'agir s'appelle une *espéglerie*.

(4) Les colonies ne devant échanger qu'avec la métropole, servent, par ce fait, de refuge aux rebuts que celle-ci ne peut écouler sur aucun autre marché. On a assez parlé des fraudes commises à leur égard dans les fournitures de fers, et notamment d'instruments aratoires.

(5) On a poussé l'audace jusqu'à envoyer à la Havane des caisses de vin contenant des bouteilles vides !

(6) Nom donné aux nobles marchands de Venise, du quartier Saint-Barnabé, où ils logeaient.

Tes nobles passions, ils les ont enchaînées!
 Ils t'ont fait — et Dieu seul sait par quels arguments —
 Manquer à tes devoirs et trahir tes serments
 Envers ceux qui dans toi mettaient leur espérance!
 Ils ont osé te dire, ô glorieuse France!
 D'étouffer en ton sein ta soif de liberté,
 De laisser au hasard aller l'humanité
 Sans lui porter secours en sa douleur profonde;
 Oubliant qu'en tes mains est le destin du monde,
 Ils t'ont dit : « C'est assez faire pour ton honneur;
 « Il te faut désormais songer à ton bonheur.
 « Pour réparer les maux qu'a soufferts la patrie,
 « Nous allons à la paix demander l'industrie,
 « Le commerce, les lois, les arts et leurs bienfaits. »
 Tu les crus!... et comme eux tu demandas la paix!
 Et depuis!... — oh! le rouge au visage nous monte! —
 Savais-tu que leur paix voulait dire la honte?

— Que te sert-il alors d'avoir pendant trente ans
 Jeté par l'univers tes soldats triomphants;
 De savoir qu'il n'est pas une terre occupée
 Où n'ait étincelé l'éclair de ton épée;
 D'avoir mis un trésor dans chacun des sillons
 Que creusaient sur le sol tes ardents bataillons;
 Quand, voyant les vaincus à ton bras rendre grâce,
 Les envoyés des rois t'apportaient leur menace,
 Pour répondre en vaillante à leurs folles ardeurs,
 D'avoir de tes boulets fait tes ambassadeurs;
 A la gloire, au bon droit, tes idoles aimées,
 D'avoir sacrifié plus de quarante armées;
 Attaquant l'égoïsme, ennemi tout-puissant,
 De l'avoir pris au corps et noyé dans ton sang;
 Et d'avoir inondé mille champs de batailles
 De héros, de martyrs sortis de tes entrailles?
 Que sert-il d'avoir fait en tout temps, en tout lieu,
 Rayonner le flambeau que tu tenais de Dieu,
 Si le nom de ton peuple, après sa longue tâche,
 Pour synonyme — horreur! — n'a que FRIPON OU LACHE?

Voilà ce qu'ils ont fait, ces hommes impudents!
 Voilà ce qu'ils ont fait au dehors. — Au dedans
 Ils se sont, s'il se peut, ô France! montrés pires:
 Les fraudeurs de là-bas ici se font vampires;
 Ils dévorent le fruit de nos rudes labeurs;
 Spéculateurs-vautours, il n'est pas de misère
 Qui, par eux pressurée et tordue en leur serre,
 De leur avidité sauve son maigre flanc,
 Et ne leur laisse encor quelque lambeau sanglant!

De loin en loin pourtant, s'il est quelques apôtres
 Qui s'arment, indignés, contre eux et pour nous autres,
 Qui leur dise : « Malheur! maîtres, malheur à vous!
 « Craignez, traitant ainsi ceux qu'il créa vos frères,
 « Que sur vos fronts le ciel n'amasse ses colères!
 « Un jour viendra!... Malheur! » —

Les nobles usuriers

S'émeuvent à l'aspect des cent mille ouvriers
 Que la ville au matin dégorge dans la rue;
 Dont l'atelier absorbe une part exigüe,
 Mais dont le reste, hélas! sans travail, énervé,
 Reste errant et sans pain le jour sur le pavé:
 Les vieux — il en est peu! La fatigue et le jeûne

Font que le travailleur d'ordinaire meurt jeune! —
 Les vieux tendent la main; mais les autres, mon Dieu!
 A qui l'orgueil n'a pas tout à fait dit adieu!...
 — Marchands, dans leur regard qui vous fixe avec peine,
 N'apercevez-vous pas déjà poindre la haine?

« Le peuple, disent-ils, le peuple est trop nombreux;
 « Pour lui c'est un malheur — et pour nous, dangereux!
 « Il souffre, c'est fâcheux, mais qu'y pouvons-nous faire?
 « Il a froid, il a faim!... ce n'est pas notre affaire;
 « Qu'il avise; on nous dit que les travaux vont mal,
 « Eh bien! ne peut-il pas entrer à l'hôpital?
 « Si l'hôpital est plein, dame!... il faut qu'il travaille!
 « On ne peut pas pour lui se mettre sur la paille!
 « Qu'il attende! on verra... — Voici la session,
 « Qu'il adresse à la chambre une pétition.
 « Nos sources de bienfaits sont toutes épuisées;
 « Les recettes des bals nous les avons usées.
 « C'est qu'il s'accroît aussi par chiffres affligeants:
 « Les sots! qu'ont-ils besoin de faire tant d'enfants!
 « — Cependant qu'il soit calme, honnête, et qu'il espère;
 « Ou s'occupe de lui. — Si nous avions la guerre!...
 « La guerre! diable! non! — les fonds qui baisseraient!...
 « La peste ou la famine encor nous souriraient;
 « — C'est-à-dire, la peste... a cela d'effroyable
 « Qu'elle frappe partout, heureux ou misérable.
 « — Il faudra bien pourtant qu'on trouve les moyens
 « De faire part égale à tous les citoyens.
 « Jusque-là, peuple grand que chacun de nous aime,
 « Comme par le passé sois digne de toi-même;
 « Reste dans le chemin de la légalité,
 « Et respecte le droit de la propriété!
 « Nous cherchons à tes maux le souverain dictame... »

— Eh bien! ils l'ont trouvé!... — Mais la pensée infâme
 Qui, depuis qu'ils sont rois, nous traite sans merci,
 S'est révélée encor, peuple, cette fois-ci;
 Mais elle se trahit acharnée et terrible:
 Cette fois, c'est sans nom! cette fois, c'est horrible!
 Il semble qu'à leurs mains le don soit attaché
 De corrompre ou salir tout ce qu'ils ont touché!
 Reste-t-il en honneur, en gloire, en industrie,
 Une chose, ô mon Dieu! que leurs mains n'aient flétrie?...
 Rien! rien! — L'amour du gain, monstrueux, dépravé,
 Sur les dons les plus saints sans pudeur a bavé!
 Même ce que le ciel fait croître sur la terre,
 Étant cueilli par eux, se corrompt et s'altère!

Vous dites, en voyant sur le flanc des coteaux
 Luxuriants et verts les splendides rameaux
 Des ceps qu'un blond raisin abondamment surcharge:
 — Nous aurons du vin! — Oui! s'ils manquent de litharge,
 Ou bien si le campêche avait doublé son prix;
 Cet homicide opium qui décime Paris! (1)

Savez-vous, quand leurs doigts empilent quelque somme,
 Ce que vaut chaque écu? — L'existence d'un homme!

Vous avez vu parfois, dans les soirs du printemps,

(1) L'emploi de la litharge et du campêche dans les boissons que les deux tiers des cabaretiers débitent au peuple est de notoriété publique. Les moins après n'emploient que de l'eau à leur lavage ou étendage, comme cela s'appelle, mais ils s'en servent alors dans des proportions inouïes. Croirait-on qu'on évalue, pour la seule ville de Paris, à 500,000 hectolitres la quantité d'eau vendue comme vin!

Ces vaches aux flancs ronds qui reviennent des champs ;
 Vos regards, n'est-ce pas, admiraient tout en elles ?
 Leurs ventres rebondis et leurs roses mamelles ?
 Et vous disiez : Pour ceux condamnés sans recours
 A donner au travail seize heures tous les jours,
 Le lait est onctueux et bon à la poitrine...
 — Qu'est-ce au fond de ce seau ? de l'eau... de la farine...
 Des cervelles (1) ?... Dégoût ! — Phthisique, il faut souffrir !
 — Un malheureux de moins, — laissez-le donc mourir.

« — Nous avons vu la plaine, et les blés sont superbes !
 « Les moissonneurs pliaient sous le poids de leurs gerbes ;
 « Béni soit le Seigneur que nos maux ont touché !
 « Nous aurons cet hiver le pain à bon marché.
 « Aux femmes, aux vieillards le vin et le laitage.
 « Nous sommes vigoureux, robustes ; bon courage !
 « Quelques mois de travail, de l'eau claire et du pain,
 « Avec ça, vive Dieu ! l'on ne meurt pas de faim ! »

Trois mois après, son teint était jaune et livide,
 Son œil cave et plombé, son haleine fétide ;
 Ses deux mains se portaient avec accablement
 A son sein qui brûlait : — « Quel horrible tourment !
 Disait-il ; qu'ai-je fait pour souffrir de la sorte ?
 Je n'ai bu de longtemps ni vin ni liqueur forte ;
 J'ai vécu tous les jours de mon pain sec et d'eau... »
 — Deux jours plus tard sur lui se fermait le tombeau.

Ils mettent dans le pain du sulfate de cuivre (2) :
 — Mais parce qu'on est pauvre, on ne doit donc pas vivre !
 Jusqu'ici les marchands n'étaient que des voleurs :
 — Il ne leur manquait plus que d'être empoisonneurs !

FAITS DIVERS.

Le *Moniteur des prud'hommes* se cramponne avec plus de furie que jamais à l'établissement des tribunaux dont il s'est fait par avance le sténographe. Las de gourmander le conseil municipal, il s'en prend encore une fois au conseil général, qui, dans une session de quinze jours, a eu 68 questions à examiner, et nous ne croyons pas que celle des prud'hommes y soit comprise. Le conseil général a fait cette année comme l'année dernière, il s'est abstenu, au grand déplaisir du *Moniteur des prud'hommes*, et à notre vive satisfaction.

Le *Moniteur des prud'hommes* est un journal fort sensé, et dont nous n'avons eu qu'à nous louer dans toutes les questions que nous avons soulevées ensemble, sauf cependant sur celle qui lui est spéciale, celle de laquelle il emprunte son nom. Quand il est sur ce terrain, il n'entend et ne connaît plus rien. Il brave le bon sens jusqu'à s'écrier :

« Conteste-t-on les avantages de l'institution des prud'hommes, même dans l'état actuel de la législation ? »

Et il répond hardiment : « Non sans doute. »

Il pousse l'hyperbole jusqu'à dire que « si l'on ajournait encore la solution demandée, Paris demeurerait privée d'une institution qui n'est connue que par ses bienfaits, et qui lui serait si utile

(1) On fabrique du lait avec des cervelles, de l'eau, de la farine et de la craie.

(2) L'autre jour on signalait un marchand de blé qui mêlait du sable aux recoupes ; l'année dernière, c'était de la sciure de bois qu'on vendait pour du son. Il faudrait un volume pour énumérer les fraudes commises dans la préparation des drogues et des produits chimiques. A chaque instant on saisit des sels destinés aux usages alimentaires qui sont falsifiés avec du sel de varech, qui contient de l'iode et du sel de cuivre. Nous ne parlerons pas du commerce des thés, dont, à propos du *Reliance*, toute la haute presse s'est occupée. — Hélas ! le peuple ne prend pas de thé ! — Mais devons-nous taire que, dans la confection du pain, on a été jusqu'à faire entrer du sulfate de cuivre !

pour l'ordre, la discipline et le bon accord dans ses nombreux ateliers. » De grâce, laissez cela aux *Débats* : le *Siècle* lui-même n'en userait pas. Feu le *Capitole* n'aurait pas osé imprimer cette opinion, que « l'Empire, peu favorable aux institutions électives, a pourtant institué les prud'hommes, ce qui prouve qu'il était beaucoup plus libéral qu'on ne le croit dans ses institutions non politiques. »

Vous appelez cela du libéralisme, *Moniteur des prud'hommes* ? parlons d'autre chose, cela vous mettra en demeure de prouver que quand vous n'êtes plus préoccupés de l'institution qui doit vous donner un caractère-semi-officiel, on peut causer avec vous.

— Dans la période de 27 ans qui s'est écoulée de 1815 à 1841, dix-sept récoltes ont été insuffisantes et ont rendu nécessaire l'introduction du blé étranger. En 1832, ces blés ont concouru pour 1,725 à la consommation ; cette année, la France a payé à l'étranger, rien que pour le froment, 92 millions ; elle en avait acheté en 1817 pour 72 millions. L'importation s'est élevée une seule fois (en 1832) à 4 millions d'hectolitres ; elle a été en moyenne de 800,000 hectolitres par an, dans la période de 27 ans, de 1815 à 1841. C'est, en 27 ans, 464 millions de francs dépensés en achat de blé à l'étranger, auquel nous payons pour le froment un tribut annuel d'un peu plus de 47 millions de francs.

Ce déficit peut être comblé par la culture en froment de 163,000 hectares de plus que le nombre d'hectares actuellement consacré à cette céréale. (*Démocratie Pacifique.*)

— Voici une preuve de cette prospérité inouïe, de cet immense accroissement de bien-être pour les populations laborieuses, dont la Presse bien pensante a fini par stéréotyper en quelque sorte l'assurance dans ses colonnes.

Les admissions dans les différents hospices du royaume ont été, en nombres ronds, de : 450,000 en 1836 ; 452,000 en 1837 ; 484,000 en 1838 ; 497,000 en 1839 ; 531,000 en 1840 ; 567,000 en 1841.

Il y a donc eu, en 1841, 117,000 entrées de plus aux hospices qu'en 1836. C'est un accroissement de 26 pour cent en six ans. La progression de la mortalité a été encore plus considérable ; elle a dépassé 60 pour cent. En revanche, si les malades et les morts ont considérablement augmenté, les moyens de les secourir ont considérablement diminué. (*Impartial du Nord.*)

— Nous avons annoncé le mois dernier que des arrestations avaient été faites, à l'occasion de discussions de salaires, chez les charpentiers et les corroyeurs (drayeurs). Neuf de ces derniers ont été condamnés à quelques jours de prison, pour coalition. Ce délit a été constitué par des violences exercées par deux ouvriers sur ceux de leurs camarades qui avaient accepté le travail au rabais. Que ceci serve donc encore une fois d'enseignement : toute violence devient le motif d'une condamnation, non-seulement contre ceux qui y ont pris part, mais même contre ceux qui n'ont fait qu'user de leur droit en refusant un travail à de mauvaises conditions.

Quelques mots maintenant sur la cause de ce conflit. C'est à une nouvelle invention, qui diminue le travail à faire pour le corroyage des peaux, que les ouvriers doivent d'avoir vu réduire leur salaire de 1 fr. 75 c. à 1 fr. 25 c. par peau. On comprend qu'il est devenu impossible d'accepter une diminution qui équivaut à près d'un tiers du salaire, et l'on ne s'explique que par la misère la plus nécessaire ou la stupidité la plus complète l'acquiescement de quelques ouvriers à ces conditions.

Les drayeurs doivent donc tous individuellement se préparer à conjurer des diminutions qui ne s'arrêteraient pas là, et ils peuvent compter sur la sympathie des ouvriers de tous les états. Mais qu'ils n'oublient pas que la violence perd et gâte tout.

Vingt-un charpentiers ont été condamnés à plusieurs mois d'emprisonnement pour le même délit de coalition. Cette affaire a soulevé de nouveau la question si importante du marchandage, et nous ne pouvons, dans les quelques lignes qui nous restent, entrer dans les détails nécessaires pour prouver la justice de la résistance des ouvriers en cette occasion. C'est ce que nous ferons le mois prochain. Bornons-nous à faire remarquer seulement que c'est une lettre collective qui a constitué le délit, et invitons nos camarades à ne jamais oublier que tout refus de travail doit être individuel.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 52, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 3 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 fr. 50 c., en échange de laquelle on reçoit trois exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

Les prud'hommes. — Lettre à M. de Lamartine. — Réponse à *la Nation*. — Revue du mois. — De l'association dans les travaux intellectuels. — Enquête. Situation des ouvriers peintres. — Les ouvriers charpentiers et leurs maîtres. — De l'exécution de la loi sur le travail des enfants. — 70,000 pauvres! — Faits divers.

LES PRUD'HOMMES.

Nous venons trop tard pour pouvoir prendre part à la vive discussion qui a eu lieu entre les divers organes de la presse quotidienne à propos de l'établissement projeté des conseils de prud'hommes à Paris. Au reste, notre cause n'a pas manqué de défenseurs : *la Patrie*, *la Réforme*, et surtout *le National*, ont soutenu le droit des travailleurs beaucoup mieux que nous n'aurions pu le faire, s'il nous avait été donné de prendre part au débat. Nous nous contenterons donc aujourd'hui de quelques très-courtes réflexions.

Les prôneurs de l'organisation actuelle des prud'hommes ne manquent jamais de se fonder sur le chiffre très-considérable des conciliations obtenues pour prouver que son action est bienfaisante aux classes ouvrières. Or, il est un fait qui doit fermer la bouche à tous ceux qui parlent ainsi, s'ils ne sont des fourbes; ce fait, le voici : Les villes qui jouissent des *bienfaits* de l'institution sont précisément celles où la misère des travailleurs est plus grande, celles où le salaire a subi le plus de diminutions. D'où il suit qu'il n'y a pas conciliation entre le maître et l'ouvrier, mais tout simplement *résignation* de la part de ce dernier.

Rien de plus facile encore que de fermer la bouche à ceux qui prétendent que l'établissement des conseils de prud'hommes à Paris, tels qu'ils existent à Lyon, Rouen, etc., serait le plus sûr moyen de mettre fin aux coalitions d'ouvriers, à l'hostilité des salariés contre les salariants. Ceux qui disent cela ne connaissent nullement l'esprit de la classe ouvrière parisienne. Nous qui en faisons partie, et qui sommes parfaitement bien placés pour la connaître, nous affirmons que l'hostilité des ouvriers envers les maîtres augmentera en raison même de la puissance nouvelle qui sera donnée à ces derniers. Quant à dire que les maîtres n'abuseront pas de leur autorité, il faut nous prendre pour des imbéciles, ou l'être soi-même, pour avancer une telle absurdité. Comment croire, en effet, que lorsque deux intérêts sont en lutte, on puisse

faire l'un juge de l'autre sans exposer aussitôt celui-ci à être sacrifié à celui-là?

Les ouvriers de Paris sont si bien convaincus que la chose est impossible, que le plus grand nombre refusa de signer les pétitions adressées à la Chambre, en donnant pour raison qu'à nombre égal d'ouvriers et de maîtres, le conseil ne leur offrait pas encore assez de garanties, attendu que les maîtres, étant plus habiles, trouveraient toujours le moyen d'influencer les ouvriers.

Or, s'il résulte d'une enquête faite plusieurs fois que la masse des ouvriers soient en défiance, même du projet que nous avons proposé, on peut savoir à coup sûr comment ils accueilleraient l'institution telle quelle.

Mais il n'est pires sourds que ceux qui ne veulent pas entendre, et c'est perdre son temps que de vouloir amener à raison la classe qui nous gouverne. C'est un parti pris chez elle de ne pas se laisser déborder sur aucun point par l'élément populaire. Aussi cherche-t-on tous les moyens de l'attacher plus fortement au joug et de le confiner plus que jamais dans son infériorité de condition. On veut se fortifier contre ce qu'on appelle « l'invasion des barbares », et, outre l'organisation projetée des prud'hommes selon le décret impérial, on doit, dit-on, proposer à la Chambre une loi nouvelle sur les livrets, au moyen de laquelle tous les ouvriers seront sous le coup d'une surveillance rigoureuse et incessante, ni plus ni moins que des forçats libérés, déclarés par arrêt en état de suspicion pour tout le reste de leur vie.

Croit-on qu'à propos de ces beaux projets nous allons jeter feu et flammes? Point. Que nos gouvernants suivent leur inspiration, et nous battons des mains. Oui, à nos demandes ne répondez plus seulement par de simples refus, agissez en sens contraire : soumettez-nous davantage à nos maîtres par votre institution des prud'hommes; donnez à la police une action plus immédiate et plus certaine sur nous par une bonne loi sur les livrets. Ayez une bonne fois raison de cette populace révolutionnaire qui a l'audace de réclamer le bénéfice de la loi commune, qui argue de ses droits, comme s'il y avait des droits pour qui n'a rien sous les pieds! Oui, oui, faites tout cela, faites vite, et nous vous applaudirons. Nous sommes un peu engourdis par ce temps de laisser-faire et de calme plat : un peu de despotisme ne nous ferait pas de mal. Allons, nos très-loyaux maîtres, nos très-intelligents et très-pru-

dents maîtres, allons, nos maîtres très-redoutables, réveillez le lion qui dort, puisqu'il est dit que les traces de sa griffe sur la Bastille, sur le Louvre, et même sur les Tuileries, ne vous font pas peur.

L'OPPOSITION ET L'OPINION PUBLIQUE.

A M. DE LAMARTINE.

Monsieur,

La grande presse dépendante et indépendante vous a dit ce qu'elle pensait de vos articles sur la marche du gouvernement et sur le caractère de l'opposition, de celle, bien entendu, qui, aux yeux de la France, forme la tête du parti démocratique; souffrez qu'à son tour la petite presse populaire vienne placer aussi son mot dans la discussion que vous avez soulevée, et vous soumettre quelques simples observations. Vous avez fait appel à l'opinion publique; vous devez donc tenir compte de toutes les voix, même de la nôtre; car si ce n'est celle du peuple, c'est du moins une des siennes, et qui a l'habitude de s'inspirer beaucoup plus du sentiment des masses que de l'esprit de parti.

Vos articles, Monsieur, tendent à prouver deux choses à l'opinion publique; — la première, c'est que le gouvernement est complètement à contresens des nécessités de l'époque et des idées proclamées par la révolution française; — la deuxième, que l'opposition porte en elle ces idées, et qu'il faut qu'elle gouverne, si l'on veut que la société soit replacée dans les conditions de son développement normal. En un mot, vous vous êtes chargé du rôle d'accusateur du parti gouvernant et d'avocat de l'opposition devant le tribunal de l'opinion. Il s'agit maintenant de savoir quel sera le verdict du grand jury.

Quant à nous, autant que nous pouvons être un écho de l'opinion publique, nous disons qu'elle est parfaitement disposée à faire droit à vos conclusions touchant les méfaits du gouvernement; mais nous devons dire aussi qu'elle nous semble beaucoup moins bien disposée à faire droit à vos conclusions touchant les mérites de l'opposition.

Ce n'est pas, certes, qu'on puisse reprocher à l'opposition de n'avoir point les idées de la révolution; au contraire, c'est précisément parce qu'elle les a toutes qu'on n'ose se confier à elle.

Qui donc, en effet, ignore aujourd'hui que les idées proclamées pendant la révolution française ne découlèrent pas d'une source unique, et qu'elles furent négatives les unes des autres au point d'engendrer des partis entre lesquels il n'y eut ni paix ni trêve possibles? Qui donc ignore que s'il y eut des idées inspiratrices des nobles dévouements et des grandes œuvres de la révolution, il y eut aussi des idées inspiratrices des ignobles passions et des œuvres honteuses dont cette grande époque fut souillée? Ne sait-on pas que si l'esprit chrétien peut revendiquer sa part de la transformation de la fin du dix-huitième siècle, l'esprit d'incrédulité philosophique de ce siècle peut revendiquer la sienne aussi? Ne sait-on pas que cette philosophie, matérialiste plus ou moins, a couvert la révolution de son manteau, et qu'elle a fini même par la rendre hostile au principe religieux qui, depuis tant de siècles, la préparait? N'est-ce pas elle qui a poussé les partis révolutionnaires à rompre avec la tradition et à dater de 89 l'ère des lumières? N'est-ce pas elle, enfin, qui a jeté le trouble dans les esprits et suscité tous les désordres, en niant tout principe extérieur

d'autorité, en tuant le devoir dans sa source morale, et en ne laissant subsister que le droit individuel?

L'esprit chrétien, c'est particulièrement dans le peuple que vous le trouverez; vous le trouverez encore, nous osons le dire, si vous étudiez la révolution avec un esprit libre de tous préjugés, vous le trouverez dans ce parti fameux qui fut l'énergique expression de la volonté et des passions populaires, dans ce parti qui sauva la France de l'étranger, du fédéralisme et de l'athéisme; dans ce parti qui fut tant calomnié à cause de la terreur qu'il inspira à tous ceux qui voulurent arrêter ou dérouter la révolution; dans ce parti, enfin, qui, le premier, inscrivit l'immortelle devise sur le drapeau de la révolution, et qui voulait que la France devînt « le modèle des nations, l'effroi des oppresseurs, l'espoir des opprimés... »

L'esprit philosophique, vous le trouverez, Monsieur, dans la fameuse déclaration des droits sans devoirs de la Constituante; vous le trouverez, poussé à ses conséquences dernières chez les hébertistes; vous le trouverez surtout, à l'état de système social, chez les Girondins, cette faction de beaux esprits dont on dit que vous écrivez l'histoire. Vous verrez, dans leur projet de constitution, la maxime suivante, qui suffit à elle seule pour juger les hommes qui l'exprimaient et la philosophie qui l'inspirait : « On ne doit pas sacrifier le bien-être certain de la génération présente au bien-être incertain de la génération à venir... »

Vous voyez, Monsieur, par ces deux seules citations, qu'il y a lieu à distinguer, lorsqu'il s'agit des idées qui eurent cours pendant la période révolutionnaire, et qu'on doit avoir le bon esprit de n'en accepter l'héritage que sous bénéfice d'inventaire. Si vous avez eu cette précaution, nous vous en félicitons; mais l'opposition en masse ne l'a point eue, et l'on trouve en elle toutes les idées révolutionnaires; celles qui concluent à bien comme celles qui concluent à mal; les idées chrétiennes et les idées de la philosophie matérialiste; et encore celles de la première source étant données comme sœurs de celles de la seconde, ainsi qu'on le faisait en 94 ou 95. Oui, en nos temps de froide raison, l'opposition conserve presque tous les préjugés qu'engendrèrent les terribles luttes de la révolution contre les abus de l'ancien régime; l'opposition s'est faite esprit fort; et, comme si cela devait lui valoir la faveur de l'opinion publique, elle fait journellement parade de ce scepticisme philosophique qui fut la source ou la justification de tout ce qui contribua à détourner la révolution de son but.

Aussi, Monsieur, malgré le grand caractère que vous attribuez à l'opposition, êtes-vous forcé de reconnaître sa faiblesse et ses divisions, et d'en gémir. Toutefois, vous vous consolez en pensant combien elle est riche en hommes et puissante en principes. Riche en hommes de hautes capacités spéciales, personne ne pense à le nier; mais puissante en principes, nous le nions formellement. C'est précisément, au contraire, sa faiblesse en principe qui est la cause de sa faiblesse en pratique et de ses divisions. Qu'est-ce donc, en effet, Monsieur, que l'opposition, abstraction faite des capacités individuelles et spéciales? Peut-on dire que c'est un corps ayant pour lien une commune doctrine, poursuivant un but commun, et marchant avec ensemble à la conquête de ce but? Pas le moins du monde; et quoique « le gouvernement lui envoie tous les jours des forces nouvelles », sa puissance en principe sera longtemps encore contestable. L'opposition n'a pas un principe commun, supérieur, qui soit son moyen de discipline,

et, par suite, d'influence sur le pouvoir et sur la société. Dans l'opposition, on a ses principes à soi, sa manière de voir particulière; aussi, pas de commune doctrine, par conséquent pas de but commun, par conséquent encore pas d'unité, sinon lorsqu'il s'agit de nier quelque proposition du pouvoir.

C'est, de notre part sans doute, une témérité grande que d'oser exprimer une opinion si peu favorable à la tête du parti populaire. Mais cependant, si l'opposition présente bien réellement l'état que nous venons de décrire, faudra-t-il, par respect pour les convenances, garder le silence et feindre de croire à ses mérites? Si, au lieu d'être le moyen des améliorations désirées par l'opinion publique, l'opposition en est plutôt l'obstacle, faudra-t-il se taire de peur de la déconsidérer aux yeux des partis contraires? Mais ce serait conclure à l'ajournement de toutes les réformes; car tant que l'opposition demeurera en l'état où elle est, elle sera sans influence sur l'opinion, sans autorité sur le pouvoir.

Savez vous bien, Monsieur, quel souvenir et quel sentiment réveillent dans l'esprit public les prétentions de l'opposition à continuer l'œuvre révolutionnaire? Interrogez un peu autour de vous, au-dessous de vous, toutes les personnes que ne troublent point les préoccupations de parti : vous verrez que ce n'est pas toujours le souvenir des grandes choses de la révolution et l'espoir de les voir continuées; mais que, le plus souvent, et par malheur, c'est le souvenir des grandes extravagances et des sanglantes réactions, joint à la crainte de les voir renouvelées.

Or, si l'état actuel de l'opposition est quelque peu de nature à réveiller de fâcheux souvenirs et à faire naître des craintes non moins fâcheuses, ne faut-il pas passer outre à de puériles convenances, et s'attaquer résolument au côté vicieux de l'opposition? Si, telle qu'elle se montre aux yeux des masses, l'opposition est plutôt une menace qu'un bienfait, ne doit-on pas la forcer de changer de caractère, et faire que son avènement au pouvoir soit désiré et voulu même?

Ah! Monsieur, que n'avons-nous, avec l'énergie de nos sentiments, l'éloquence de votre plume! nous dirions à l'opposition, et de manière à faire impression sur ses esprits, qu'elle ne saurait être admise à rejeter toutes les fautes du temps sur le pouvoir, et que c'est vainement qu'elle le grandit pour justifier ses défaites : elle a manqué de courage. Nous lui dirions qu'elle ne peut arguer de son petit nombre; car c'est moins par le nombre qu'on acquiert de l'autorité que par la grandeur des idées, la persévérance et l'unité d'action. Or elle a failli sous tous ces rapports. A l'opposition, qui se plaint de sa faiblesse numérique, nous montrerions pour exemple cet homme sur qui l'Europe a les yeux en ce moment; ce seul homme qui, par l'unique force de sa volonté, par les seuls moyens de la parole, tient en échec et fait trembler l'une des plus grandes puissances du monde! C'est que cet homme sait ce qu'il veut, quoi que vous en ayez dit, Monsieur; c'est que chacune de ses paroles répond parfaitement au sentiment du peuple auquel il s'adresse, tandis que notre opposition semble avoir pris à tâche de froisser la masse de la société dans ses idées les plus chères. Ah! que n'avons-nous votre éloquence! nous ferions monter le rouge au front de cette opposition qui ne sait pas même accomplir sa fonction négative! Nous lui ferions une telle honte de son ignorance des nécessités politiques et sociales, de son incurie, de ses divisions, de ses misérables va-

nités; nous la blesserions enfin si profondément au cœur, qu'il faudrait bien, vrai Dieu! qu'elle se réformât ou se reformât!...

Mais, Monsieur, cette puissance que nous vous envions, pourquoi ne vous en serviriez-vous pas dans le même but? Si votre position vous oblige à des réserves auxquelles, Dieu merci, nous ne sommes pas condamnés; si vous ne pouvez prendre ouvertement le rôle de critique, personne n'est mieux placé que vous pour dogmatiser. Posez à l'opposition une doctrine bien formulée, bien complète, et si elle contient la pensée-mère de la révolution, la pensée-mère de notre nationalité, soyez certain que les hommes de bonne volonté qui sont dans l'opposition (et il y en a encore un assez bon nombre auxquels on ne peut reprocher que de ne pas savoir ce qu'il faut penser et faire) se grouperont autour de vous, non pour vous, mais pour la doctrine que vous leur aurez enseignée. Il faut une doctrine et un chef à l'opposition; une doctrine pour constituer son unité spirituelle, un chef pour déterminer son unité d'action. Enseignez l'une, et soyez l'autre. C'est là un but que votre ambition peut se proposer. L'ambition n'est un vice que lorsqu'on n'a en vue que le triomphe de soi-même. D'ailleurs, que ce soit vous, ou que ce soit tout autre, il faut absolument à l'opposition une tête quelque peu trempée de l'esprit de saint Paul, une tête qui joigne l'exemple au précepte, qui sache discipliner l'opposition, extirper ses préjugés, et la faire telle qu'on puisse dire qu'elle est « le sens vrai de la révolution. »

Il ne faut pas oublier, Monsieur, que tout a été mis en question par certains révolutionnaires, la religion, la morale, et par suite tout ce qui constitue le devoir de l'individu envers la société, de la société envers l'humanité; de sorte que le parti de la révolution ne doit pas aujourd'hui se borner à quelques formules politiques pour satisfaire l'opinion; cela signifie peu pour elle : il faut que le parti de la révolution se prononce sur tout ce qui a été mis en question, et commence par dire quelle est sa foi et sa loi.

Il faudra donc qu'à cet égard vous sortiez du vague dont vous avez enveloppé votre pensée sur la religion. Si, à vos yeux, le catholicisme est dépassé, si vous connaissez une religion meilleure, de grâce! veuillez le dire; sinon demeurez catholique, et ne craignez pas de le dire et de le faire dire à tant d'autres, qui ne sont esprits forts que par faiblesse d'esprit.

Ceci nous amène tout naturellement à relever une grave erreur qui vous est échappée dans l'un de vos articles. A propos de la question religieuse, vous imputiez au gouvernement le tort de reconnaître une religion d'Etat. Votre conclusion était que le gouvernement devait abandonner à elles-mêmes toutes les religions, et qu'il fallait que le prêtre vécût de l'autel. Nous disons que c'est là une grave erreur : vous en conviendrez bientôt.

Et d'abord, Monsieur, nous vous ferons remarquer que, bien que vous ayez dit ne vouloir pas encore aborder les questions philosophiques et religieuses, vous posez cependant ici, et fort nettement, la doctrine de l'indifférence en matière religieuse. Si le gouvernement consentait jamais à ce que vous demandez, il donnerait à penser de lui ce que vous donnez à penser de vous-même, et il ne ferait autre chose qu'introniser le scepticisme. Il donnerait lui-même l'exemple de l'incrédulité, du mépris pour toutes les croyances, et bientôt la société entière deviendrait sceptique : or, du scepticisme à l'athéisme et aux mœurs qu'il engendre la distance est à peine sensible. Aussi ne craignons-nous pas de dire

que mieux vaudrait un gouvernement passionné pour l'idée religieuse la plus fausse, la plus stupide qui jamais ait été enseignée, qu'un gouvernement qui se montrerait systématiquement indifférent; car la société, froissée à vif, se révolterait. Mais avec l'indifférence comme principe gouvernemental, la société, mécontente d'abord, se laisserait ensuite doucement aller au courant de l'esprit de négation. — A moins donc qu'une société d'athées ne vous semble préférable à une société de croyants, vous conviendrez, Monsieur, qu'il faut renoncer à votre proposition; vous devez surtout y renoncer si vous voulez attirer sur l'opposition l'estime de la partie croyante de la société, qui est bien, après tout, la partie la plus nombreuse.

Quant au prêtre qui, selon vous et quelques autres, doit vivre de l'autel, c'est une conséquence naturelle de la proposition précédente, et qui doit disparaître avec elle. Une seule réflexion vous y fera renoncer d'ailleurs. Si le prêtre vivait de l'autel, c'est-à-dire de dons volontaires, il résulterait de là qu'il serait beaucoup plus à la disposition des riches qu'à celle des pauvres. Il ne faut pas comparer la France à l'Irlande. En Irlande, aux États-Unis même, le catholicisme est ou persécuté, ou mal vu; et là où il y a persécution on trouve aussi du dévouement à lui opposer. Il n'en serait pas de même en France, avec le système d'indifférence, et le prêtre serait le serviteur de ceux qui pourraient le nourrir. Supposez un village dont la moitié des habitants seraient indifférents, à l'exemple du gouvernement: le reste pourrait-il rétribuer suffisamment un ministre du culte? — C'est donc une idée fausse et malheureuse sous tous les rapports.

Si donc vous n'êtes pas suffisamment édifié sur la question religieuse, gardez-vous de vous prononcer. Étudiez-la d'abord, étudiez-la, si vous voulez donner une bonne direction à l'opposition; et nul doute qu'après avoir médité sur ce point, vous ne conveniez que l'État doit reconnaître la religion du grand nombre, la religion génératrice de la société française et de la civilisation moderne. Faire autrement, c'est insulter au vœu de la majorité, c'est insulter à l'histoire et au bon sens. Il n'y a pas deux vérités d'ailleurs, et toutes les religions ne peuvent être égales aux yeux du pouvoir. Il doit donc protéger d'une manière particulière celle qui est la vraie. Cela ne conclut nullement à persécuter les autres; au point de vue de la propagande, ce serait un moyen absurde; non seulement il ne faut pas les persécuter, mais encore il faut leur donner la liberté et les moyens de se manifester, afin que tout le monde puisse comparer, et se ranger là où est la vérité.

Au reste, Monsieur, vous êtes un homme de progrès, et vous ne tenez pas à une idée par cela seul que vous l'avez exprimée: la preuve, c'est que vous ne pensez pas aujourd'hui comme vous pensiez il y a deux ans, comme vous pensiez il y a deux mois peut-être. Il y a donc lieu d'espérer que vous complèterez votre doctrine en lui donnant une base solide, et que, lorsqu'il s'agira de ses applications sociales, vous ne reculerez devant aucune de ses conséquences.

Lors donc, Monsieur, que vous ferez un nouveau programme pour l'opposition, un programme définitif, vous devrez formuler d'une manière nette, précise, le principe religieux qui est celui de la nation. Puis, de ce principe, vous déduirez une théorie des devoirs et des droits de l'individu à l'égard de la société et de la société à l'égard de l'humanité.

Ce travail ne vous sera pas difficile: vous n'avez qu'à donner pour base à vos opinions démocratiques actuelles le principe religieux qui fut le vôtre en un autre temps, et qui est leur base naturelle.

Quant à la politique, puisque vous voulez avec nous la souveraineté nationale, puisque vous avez déclaré que le pouvoir était un service et non un privilège, nous n'en demandons pas davantage. Il n'y a qu'un point sur lequel nous différons un peu, mais il nous est défendu de le discuter; toutefois, vous nous comprendrez fort bien, et vous serez de notre avis si, nous servant de la formule consacrée, nous demandons qu'on puisse toujours dire du roi qu'il tient son droit du vœu de la nation: la logique fera le reste.

Vous aurez aussi à vous prononcer sur les moyens d'organiser le travail. Jusqu'ici vous n'avez rien avancé qu'on ne répète chaque jour dans les rangs de l'opposition. Il ne suffit pas de poser la question, il faut la résoudre; autrement on ne satisfait pas plus les classes ouvrières, qui attendent, qu'on ne rassure la classe des propriétaires, que le gouvernement a si bien effrayés à propos de cette question. Il faudrait donc vous enquérir des diverses théories qui ont été proposées en ces derniers temps, et vous prononcer pour celle qui vous semblera la plus facilement réalisable et la plus conforme aux idées d'égalité et de fraternité.

Nous vous ferons encore remarquer, à propos des améliorations à créer, que vous vous êtes trop engagé sur la question de division de la propriété et sur celle des biens de main-morte. Vous ne voulez point de ceux-ci; mais vous voulez une division aussi grande que possible de celle-là. Or, il est bien reconnu que si la division a pu être une bonne chose dans un temps donné, aujourd'hui ce n'en peut être qu'une fort mauvaise. Nous n'avons pas la place nécessaire pour nous étendre sur cette question; mais il est connu que la division poussée trop loin a pour conséquence de diminuer les produits. Ensuite, au point de vue de la concurrence, toute petite propriété doit être nécessairement absorbée par la grande propriété. — Votre pensée est-elle de faire que tous les travailleurs possèdent? Eh bien, faites précisément le contraire de ce que vous vouliez d'abord: condamnez la division infinie de la propriété, et attachez-vous aux fonds de main-morte. C'est par ce moyen qu'il sera possible de créer des instruments de travail aux salariés, des fonds inaliénables, grandissant toujours, et toujours à la disposition des travailleurs.

Nous nous arrêtons ici, Monsieur, certain que vous tiendrez compte de nos observations et que vous formulerez une doctrine qui contiendra les bonnes idées de la révolution, qui répondra à toutes les nécessités de l'ordre moral, politique et économique, qui enfin sera le moyen de discipliner l'opposition et d'en faire un parti de gouvernement offrant toutes les garanties que la nation exige pour lui confier ses destinées.

A propos de la *souveraineté du peuple*, le journal *la Presse* a posé aux radicaux une question dont la solution est fort importante. Dans notre prochain numéro, nous répondrons à la feuille doctrinaire.

Réponse à *la Nation*.

Dans un article du mois passé, nous nous demandions si la conciliation entre le parti radical et le parti légitimiste était possible, et notre réponse fut, comme dit *la Nation*, formellement négative.

tive, ce qui a fort courroucé la feuille qui s'est donné pour but la conciliation de tous les partis.

Notre conclusion était fondée sur des raisons que *la Nation* n'a pas comprises ou n'a pas voulu comprendre. Nous allons les reproduire en peu de mots.

Nous disons qu'à moins d'être immobile à jamais, toute société doit offrir le spectacle de trois partis, qui, sous des noms divers, sont l'expression du passé, du présent et de l'avenir. Le progrès, en effet, n'est qu'une série de transformations. Or on sait comment ont lieu les transformations sociales : par des révolutions plus ou moins sanglantes. Toute transformation opérée suppose donc un parti déchu qui voudrait ressaisir ses privilèges, un parti vainqueur qui veut se maintenir et tend toujours à immobiliser la société, puis enfin un parti qui veut continuer la série des transformations.

Veut-on un exemple pris chez nous ?

Quel était le but de cette noblesse turbulente qui, depuis le treizième siècle jusqu'au dix-septième, causa tant de guerres civiles ? Son but avoué était de ressaisir les privilèges féodaux que la royauté, aidée des communes, lui avait enlevés. La noblesse était donc bien l'expression du passé. Sans doute elle a beaucoup moins de prétentions aujourd'hui ; mais ce sont toujours des prétentions de même nature. *La Nation* prétend que le parti légitimiste représente l'élément monarchique. Nous le nions encore formellement ; il ne représente qu'un intérêt aristocratique. Pour lui la monarchie n'est qu'un moyen, et son but est de reconquérir une portion quelconque de ses privilèges. S'il représentait en réalité le principe monarchique, il n'aurait qu'à se rallier purement et simplement au gouvernement actuel. Mais cela ne fait point son affaire ; car, outre que dans la monarchie actuelle il n'y a point de place pour une noblesse, il y a encore ce fait qu'elle est de droit national, tandis que l'autre est d'origine féodale. Le parti légitimiste ne représente donc bien que le regret du passé, et il ne peut, sans cesser d'être, se placer sur le terrain où *la Nation* l'appelle, à moins que ce ne soit pour jouer le parti radical.

Quant au parti conservateur, composé de la bourgeoisie, et qui depuis plus de six siècles travaillait à se faire sa place, il ne représente pas autre chose qu'un intérêt satisfait, l'intérêt du présent.

Or, la société ne peut s'immobiliser ; il y a encore une classe dépossédée d'ailleurs, et il faut procéder à une transformation nouvelle, pour laquelle s'est formé un parti qui est l'expression des choses à réaliser ; c'est le parti de l'avenir. Ce parti pourrait être flétri du nom d'égoïste, comme les deux autres, s'il ne se proposait que de satisfaire l'intérêt exclusif d'une classe, mais il réclame justice pour tous, participation de tous aux charges comme aux bénéfices sociaux : il est donc le parti du dévouement en même temps que celui du progrès.

La Nation appelle cela des subtilités métaphysiques. A ses yeux, si le parti légitimiste représente la monarchie, le parti conservateur représente l'ordre, et le parti radical représente la liberté. Or, ce sont là trois éléments qu'on ne peut séparer, dit *la Nation*, sans les plus grands dangers ; car, ajoute-t-elle, la monarchie seule, c'est le despotisme ; l'ordre seul, c'est l'immobilité ; la liberté seule, c'est l'anarchie. Conclusion : mêlez la légitimité au juste-milieu et à la démocratie, et vous avez un ordre de choses parfait.

Nous autres, nous n'appelons pas cela des subtilités métaphysiques, mais tout crûment des sophismes, et des plus monstrueux.

Où *la Nation* a-t-elle vu que le parti démocratique ne représentât que la liberté, c'est-à-dire la tendance anarchique ? Où

a-t-elle vu qu'il n'y eût ni hiérarchie, ni stabilité de pouvoir, ni ordre possibles dans un état démocratique ?

Le sophisme est d'autant plus frappant que *la Nation* elle-même ne fait chaque jour que réclamer la forme démocratique, puisqu'elle veut le suffrage universel, puisqu'elle admet la souveraineté nationale. Les radicaux ne demandent pas davantage, et ils se soumettront à la forme de gouvernement qu'aura choisi la nation souveraine.

La Nation nous a encore appris une autre chose non moins nouvelle : elle prétend que, du moment où l'on ne veut pas faire cause commune avec les légitimistes et avec les conservateurs, on rompt avec la tradition, on nie tout le passé de la France ; et *le National*, par exemple, qui est le principal organe du parti qui ne veut ni rester en place ni retourner en arrière, *le National* n'a pas le droit de s'appeler de ce nom ; *la Nation* seule justifie son titre, dit-elle modestement, car elle seule représente le principe de la nationalité. Or, nous avons une réponse bien simple à faire à *la Nation* : c'est que le principe de la nationalité était défini dans *le National* et même dans *l'Atelier* bien longtemps avant que M. de Genoude ou ses collaborateurs en eussent la moindre idée, ou du moins l'eussent exprimée. Si ces messieurs veulent se donner la peine de lire, dans notre feuille du mois de mars 1841, un article intitulé *Nationalité française*, ils pourront se convaincre que ce n'est pas d'eux que nous avons appris à nous rattacher à notre vieille et glorieuse tradition.

Ne semblerait-il pas qu'on ne puisse modifier la forme d'un gouvernement sans rompre avec la tradition et nier le passé ? Quoi donc ! rejeter ce qui est faux, ce qui est usé, est-ce rompre avec la tradition, quand d'un autre côté on conserve le principe moral au nom duquel la société s'est constituée ?

La Nation aurait dû s'enquérir un peu mieux de nos doctrines.

Nous n'ajouterons plus qu'un mot. *La Nation* est dans une position qui ne saurait manquer d'éveiller les soupçons de tout homme qui appartient franchement à l'une ou à l'autre des trois grandes opinions. Pour notre part, nous craignons bien qu'elle ne mette en pratique cette maxime fameuse : « La fin justifie les moyens, » et nous serions bien aises qu'elle nous fournisse des preuves du contraire. Ainsi nous croirions qu'elle n'est pas au service d'un intérêt individuel, et qu'elle ne rêve pas une restauration à la manière de l'autre, si elle voulait : 1° cesser de réclamer la décentralisation ; 2° cesser aussi de demander la suppression de l'enceinte continue autour de la capitale ; 3° ne plus nous entretenir de ce jeune homme issu d'une famille que la France a repoussée à jamais. A ces conditions, nous croirions à sa sincérité.

REVUE DU MOIS.

Le mois qui vient de finir a été bien stérile d'événements politiques en France, où rien de nouveau n'a eu lieu, à part l'affaire des conseils municipaux. Depuis la Révolution les conseillers municipaux sont élus, les maires et adjoints sont choisis parmi eux par le roi et les préfets ; cette double organisation satisfait à la nécessité de donner à la commune le libre essor dont elle a besoin, en même temps qu'elle empêche, par le moyen du maire et des adjoints, délégués du pouvoir central, tout abus local, toute tentative de fédéralisme. Avec son inhabileté accoutumée, le ministère qui a causé les scènes violentes du recensement compromet aujourd'hui la loi municipale et porte un échec à l'esprit de centralisation. Nous ne nous faisons point d'illusion à ce sujet ; nous savons bien qu'il y a dans beaucoup de départements des germes de fédéralisme qui se développeront peut-être à la pre-

mière occasion, et qui, sans causer à la France aucun danger semblable à celui dont les Girondins la menacèrent sous la Convention, ne laissera peut-être pas que d'amener de douloureuses et violentes agitations. Le devoir du gouvernement doit donc être d'amener, par toutes les voies honnêtes en son pouvoir, tous les esprits à la bonne et sage organisation de la centralisation. Loin de là, les ministres, en prenant dans un grand nombre de villes les maires et les adjoints parmi les membres de la minorité qui leur est dévouée, amènent des refus de concours déplorables. A Angers, où la lutte est la plus vive, la majorité du conseil municipal persiste à n'accorder l'examen d'aucune affaire à l'homme impopulaire qu'on lui a donné pour maire; mais espérons que le conseil municipal de cette ville, persistant comme il l'a fait dans le maintien de son droit, demeurera toujours dévoué au principe de la centralisation, tout en poursuivant l'abus qu'en veulent faire des hommes qui ont peur de toute espèce de libertés.

Aucun autre fait politique important n'a eu lieu dans ce mois; nous n'en exceptons pas même la condamnation par appel comme d'abus prononcée contre l'évêque de Châlons par le conseil d'État. En examinant avec soin cette phase nouvelle du débat déplorable entre le clergé et les universitaires, on demeure tristement pénétré de l'incapacité de ces hommes qui, de la chaire du prêtre comme de celle du professeur, ne peuvent faire entendre que des paroles qui prouvent à tous leur manque d'intelligence sociale et de bonne volonté.

Les légitimistes font grand bruit du voyage à Londres de leur prétendant; nous les laisserons volontiers à leur folle joie, nous contentant de leur déclarer que ce qu'ils regardent comme une source d'espérances nous paraît bien plutôt l'une des premières scènes du drame chanté par notre poète populaire :

En l'an deux mil, date qu'on peut débattre.....

Toutefois le juste milieu s'est effrayé ou a voulu paraître effrayé des sympathies accordées au petit-fils de Charles X par les aristocrates d'Angleterre; il a voulu le contre-carrer en envoyant chez sa magnanime alliée le futur régent. Du reste, voici comment les deux cousins occupent le temps de leur voyage : le duc de Bordeaux plante des arbres et boit à sa restauration dans des banquets féodaux, et le duc de Nemours court le renard avec la reine d'Angleterre.

Le peuple d'Angleterre s'occupe assez peu, lui, de tous ces chercheurs de royaumes; en fait de prétendants, la France lui a fourni tant de visiteurs depuis 89 qu'il est devenu fort peu désireux de voir toutes ces majestés en herbe; n'avait-il pas, dernièrement encore, le bouffon spectacle d'un prétendu Louis XVII abandonnant, comme gage à ses créanciers, tous ses droits au royaume de France? Mais si les démocrates d'Angleterre dédaignent tous les princes que nous leur expédions *franc de port*, en revanche ils s'occupent de s'organiser sérieusement; en les admettant à l'alliance de l'Irlande, O'Connell leur donne des exemples qu'ils devront suivre s'ils ont à cœur de voir l'Angleterre prendre place parmi les nations initiatrices des peuples.

Bien que les meetings et les banquets-monstres aient cessé à Dublin, l'Association du Rappel continue vigoureusement son œuvre; le peuple irlandais est désarmé devant le Saxon fier de ses nombreux régiments; aussi évitera-t-il prudemment toute occasion de lutte prématurée. Un jour viendra où l'Angleterre aura à compter avec la France régénérée, et, ce jour-là, ceux qui méconnaissent en France l'habileté et le dévouement du libérateur sauront pourquoi il s'est borné à se défendre judiciairement, à soutenir la guerre d'avocasseries que lui font les procéduriers saxons. Tout à l'heure nous déplorions l'incapacité et le mauvais vouloir du clergé français; celui d'Irlande lui enseigne son devoir

par la courageuse initiative qu'il a prise dans l'agitation du Rappel; espérons encore qu'il comprendra bientôt cet enseignement.

En Pologne aussi les prêtres catholiques meurent martyrs de leur foi politique comme de leur foi religieuse; il pèse sur cette malheureuse terre une immense oppression. Pourquoi faut-il qu'au lieu de prêcher la croisade contre le Barbare, le successeur des Grégoire VII et des Innocent III se borne à de tardives et timides réclamations?

C'est que la croix du pape s'est changée en un sceptre, c'est que la couronne des Etats romains écrase le front du premier ministre de celui qui a annoncé aux hommes la bonne nouvelle, la loi de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Puissent bientôt les patriotes italiens réunir en un seul peuple libre et indépendant cette multitude d'Etats dont les tyrans oppriment l'Italie! Quelle sera, au jour du triomphe de ce peuple, la terreur de celui qui, du fond du Vatican, entendra les hommes lui demander compte de son règne, lui reprocher de s'être fait oppresseur, lui, *le serviteur des serviteurs de Dieu!*

A deux pas de l'Italie, qui s'éveillera bientôt, la Grèce s'agite; là encore est un peuple qui a dû à sa persistance dans la foi de ses pères de ressusciter après quatre cents ans d'esclavage, et de redevenir jeune au moment où la race épuisée de ses tyrans s'éteint sous le mépris de l'Europe. La Grèce et la Pologne se font un double enseignement : Varsovie enseigne à Athènes que l'ennemi de la liberté est à Saint-Pétersbourg, et la croix qui brille au drapeau des Hellènes est pour la Pologne un signe d'espérance.

En Espagne se déroule une nouvelle phase de la révolution; la coalition qui renversa Espartero est maîtresse de toute la Péninsule; Barcelone, trois fois bombardée depuis deux ans, a ouvert ses portes; la guerre est finie; aussi déjà commence la dissolution : on ne s'entend plus parmi les vainqueurs. Qui les mettra d'accord? la reine Christine? non; *l'innocente Isabelle*. Car cette jeune fille, à qui personne ne reconnaîtrait la raison de se conduire elle-même si elle ne portait une couronne, cette jeune fille, déclarée majeure avant l'âge, se trouve à douze ans l'arbitre de l'Espagne agitée d'une révolution qui dure depuis bientôt un demi-siècle. Oui, l'Espagne a le droit d'espérer dans le courage, la prudence, l'expérience et l'habileté du chef que lui impose aujourd'hui la loi d'hérédité monarchique! Combien d'années faudra-t-il à cette jeune fille, si fêtée aujourd'hui, pour que, dépopularisée par les intrigues de ceux qui l'entourent, elle suive sur la terre de l'exil Charles V, Christine et Espartero?

L'aveuglement de ceux qui nient l'intervention divine dans le gouvernement de ce monde est bien grand! Chez tous les peuples d'Europe il y a une chose attaquée aujourd'hui : c'est la royauté non élue, et partout nous voyons des prétendants et des rois déchus; et partout où luttent les peuples contre le pouvoir royal, celui-ci est confié à des mains trop faibles pour le défendre : en Grèce, un étranger sans énergie ni dignité, en Angleterre et en Portugal, deux jeunes femmes, plus occupées, nous aimons à le croire, de leurs devoirs de femme et de mère que de leur couronne; en Espagne, une jeune fille qui voit à regret sa poupée se changer en un sceptre; et peut-être nous-mêmes demain serons-nous exposés à tous les tiraillements d'une régence.

DE L'ASSOCIATION DANS LES TRAVAUX INTELLECTUELS.

Avant de poursuivre nos études sur l'enseignement de l'ouvrier, nous éprouvons le besoin de parler de quelques principes qui, nous le croyons, doivent avoir une heureuse influence pour le succès de diverses parties de cet enseignement et sa mise en œuvre.

Une étude sérieuse doit nous mettre en mesure, non-seulement

d'appliquer la théorie à la pratique de nos travaux, mais encore de produire des œuvres socialement utiles. C'est pourquoi nous pensons qu'il n'est pas sans intérêt de développer quelques-unes des conséquences de l'association dans les travaux intellectuels.

Ce qui manque le plus souvent, selon nous, à l'accomplissement de grands travaux, de la nature de ceux qui ont de l'influence sur le progrès d'une époque, c'est moins l'étendue et même la bonne direction des efforts individuels, que le concours méthodique des intelligences diverses. Chacun sait que ce qui a fait la force de tant de sociétés religieuses, politiques ou savantes, ce n'est pas seulement la valeur intrinsèque de chacun de leurs membres, mais bien plutôt la grandeur résultant de la réunion des lumières de tous. Une société de ce genre, appuyée sur une base homogène, ne peut manquer d'avoir une action puissante, féconde si son principe est moral, désastreuse s'il ne l'est point. Il en est, qu'on nous permette cette image, d'une telle association comme d'un faisceau de lumière. Les rayons lumineux, dispersés dans l'espace, éclairent simplement les objets d'une manière médiocre. Donnez-leur une direction convergente, réunissez-les au foyer d'une forte lentille; ils vont briller du plus vif éclat; ils embraseront même, et peuvent devenir, si l'on n'y prend garde, la cause d'un immense incendie.

Le but qu'une association se propose donne la mesure de ses destinées futures. Rome dut en partie sa grandeur, souvent compressive, souvent civilisatrice, à l'institution de son sénat. L'Église primitive est redevable à l'unité de son organisation, à l'union de ses principaux membres, à l'influence salutaire des conciles, d'avoir résisté, plus forte après chaque lutte, aux attaques d'ennemis puissants et acharnés. L'Université, les parlements, la Convention ne durent-ils pas au même principe, parfois bien compris, cette part, souvent si large, qu'ils ont conquise dans le progrès de nos libertés et de notre civilisation? Les grands corps judiciaires, les académies, malgré leur organisation aristocratique ou fédérative, ont sur les idées une part d'action plus profonde qu'on ne le pense généralement. Aucune de ces institutions n'engendre le bien ou le mal à demi. Cette puissance, qu'on ne saurait contester, elles l'ont empruntée au principe de l'association. Nous n'insisterons pas davantage, de peur d'accumuler de trop vulgaires exemples de la force de ce principe dans le domaine moral, et nous entrons dans les proportions plus restreintes de notre sujet.

Ce qu'il faut d'abord bien constater, c'est ceci : un individu isolé, quel qu'il soit, n'a sur son époque qu'une action bornée, incomplète. Les grands génies eux-mêmes, à la limite des efforts de toute leur vie, n'ont jamais pu entrevoir qu'un point de vue du sujet, qu'un côté de la question. La faculté indispensable de vulgariser, inhérente à l'association, leur a presque toujours fait défaut; il n'en est aucun qui puisse revendiquer pour lui seul l'élaboration complète et la mise en pratique d'une théorie neuve et féconde. Newton lui-même eut dans Kepler un précurseur nécessaire, et ce dernier n'avait pu que continuer l'œuvre des savants qui l'avaient précédé. Si une telle investigation ne sortait pas des bornes que notre condition nous impose, nous aurions pu facilement montrer que l'isolement du travail est aujourd'hui la principale cause de la lenteur du progrès des sciences.

L'erreur, l'incertitude, le découragement se rencontrent à chaque pas du travailleur isolé, parce qu'il lui manque une puissance qui ne se trouve que dans le concours des volontés de tous, dans la simultanéité de l'action de facultés diverses. Notre activité individuelle se compose d'une certaine somme de forces vives, dispersées, détruites dans l'antagonisme ou l'isolement, réunies, rendues convergentes par l'association. Ainsi, à cause de

l'imperfection de notre entendement, de la spécialité même de nos facultés, de la complication de toute œuvre élevée et de la persévérance qu'elle nécessite, les efforts individuels sont stériles comparativement à ceux d'une réunion de travailleurs utilisés d'une façon convenable.

Il est à regretter vivement, pour la cause du progrès, que Fourier et les prétendus disciples de Saint-Simon se soient emparés du principe d'association, et l'aient fait entrer dans leurs systèmes chimériques d'organisation sociale. Ils ont compromis par là le vrai en l'unissant au faux. Ces philosophes sont encore à nos yeux un exemple frappant de l'impuissance, de la faiblesse du génie dans le domaine des choses sociales. Ils ont voulu tout expliquer par leurs systèmes, tout organiser, tout enrégimenter, enfermant la société tout entière dans le cadre de leur association théorique. Leurs ingénieuses conceptions ont dû échouer devant l'épreuve de la pratique, parce que la base de toute association, le sentiment religieux et moral, leur a manqué. La société, quoi que puissent dire leurs disciples, ne doit à l'individu que les moyens de travailler le plus utilement pour elle. Toute autre société, ne l'oublions jamais, qui se propose pour but la satisfaction de tous nos instincts, de nos passions égoïstes, est une Babel assise sur le sable. Ainsi que nous l'avons développé dans le cours de ce journal, le travail est une obligation, le devoir un sacrifice. Chacun doit abandonner, dans l'association comme dans la société, une part de ses goûts, de sa volonté, au profit de l'œuvre commune. On prétend se servir des penchants, des passions, rendus à toute leur énergie naturelle, comme d'un ressort puissant pour l'association; nous ferons voir que ce sont les plus communes de ces passions qui y sont encore le plus grand, presque le seul obstacle. Et, en effet, n'est-ce pas l'amour de la possession exclusive, l'égoïsme, en un mot, qui empêche l'individu de se fondre dans une collection et de consentir à partager le mérite et le bénéfice de ce qu'il considère comme sa propriété? Qui a ruiné, depuis si longtemps qu'on s'occupe de ces idées, toutes les tentatives de ce genre, si ce n'est l'égoïsme, cette passion dissolvante du lien social? Il n'a pas été rendu, nous dira-t-on, à son action complète, à sa liberté naturelle! Examinons sur ce point ce qui se passe depuis environ un demi-siècle.

Après avoir tenté d'éteindre toute idée d'autorité morale, après avoir soumis à une discussion passionnée les traditions et les croyances, les philosophes ont livré la jeunesse, sans notion du devoir, à toutes les sollicitations de ses désirs; aussi avons-nous vu les jeunes hommes de nos jours s'élancer avec une ardeur fébrile à la poursuite de la fortune et de la renommée. Une éducation religieuse n'avait pas épuré les caractères en réprimant la sensualité des penchants, et bientôt les médiocres comme les habiles, le pauvre comme le riche, se sont disputé tous les genres de tribunes afin d'occuper d'eux la foule. Qu'y avait-il, en effet, de plus attrayant que ces triomphes de l'orgueil, ces enivrements de la vanité, ces larges profits que la publicité réalise, pour ces hommes dont la seule vocation était de jouir? Il fallut alors produire vite, bon ou mauvais, aliment ou poison, afin de satisfaire le public, ce tyran capricieux et frivole. Dans l'immense conflit des ambitions avides, dans la compétition générale des positions élevées, les spéculations honteuses ont eu bientôt leur tour, et nous avons tous vu le déplorable emploi qu'on a fait du privilège d'être écouté du peuple. Combien se sont perdus dans cette mêlée, et que de fois n'avons-nous pas eu nous-mêmes à gémir des profondes atteintes que le découragement avait laissées dans le cœur d'humbles artisans qui avaient porté leurs lèvres à cette coupe décevante des succès littéraires, et que la défaite avait rejetés, froissés et misérables, au milieu de nos rangs!

Qu'on nous dise, si ces faits sont vrais, quelles limites ont été imposées à cette passion de l'orgueil, devant quels excès l'égoïsme a reculé, quelles bornes la cupidité n'a pas franchies ? Peut-être soutiendra-t-on que les vices des habiles de notre temps n'ont pas eu un théâtre assez vaste, et que, pour être concluante, l'expérience doit être faite plus en grand ? Libre à vous, disciples du révélateur, et c'est votre devoir, de faire l'essai d'une association reposant sur le principe de la liberté absolue des passions ; quant à nous, nous bornerons nos efforts à la mise en pratique de l'association basée sur le dévouement, et nous avons lieu de croire qu'entre les mains d'hommes encore plus dévoués que nous, et dans des circonstances politiques plus favorables, elle portera de plus heureux fruits.

Ce n'est pas aux hommes d'un labeur sans conscience, dont la maxime est : « Parvenir », que nous proposerons d'abandonner une part, si mince qu'elle soit, du mérite ou du profit de leur œuvre. Nous sommes bien éloignés, nous le savons, des ouvriers artistes du moyen âge qui élevèrent ces majestueuses basiliques, objet de l'admiration des siècles, et qui ont oublié d'y inscrire leurs noms ! Nous oserons seulement soumettre les considérations suivantes à ceux d'entre les nôtres qui croient que l'intelligence et le talent sont une obligation envers la société que nul ne veut décliner.

Il n'est pas nécessaire d'en appeler à l'histoire de l'esprit humain pour constater que, dans le domaine des sciences comme dans celui des lettres, dans les arts comme en industrie, nous sommes tous pour une large part tributaires de nos devanciers ; nulle invention, nulle découverte n'est sortie complète et tout armée du cerveau d'un seul penseur, et les plus beaux génies, tout en dépassant le niveau de leur époque, ne fournissent jamais qu'une assise à l'immense édifice du savoir commun. Ce talent, si l'on pénètre au fond des choses, est un produit social dont le milieu qui l'entoure a fourni les matériaux et développé les précieux germes. L'homme le plus merveilleusement pourvu, abandonné aux mains de la nature, reste inférieur au dernier des hommes civilisés. Plus nos facultés sont belles, plus nous avons reçu, plus notre dette est grande. Que conclure donc de tout ceci ? C'est que le devoir nous oblige à employer de la manière la plus fructueuse pour la société le talent qui nous a été départi.

Eh bien, quelle est la meilleure manière d'apprendre à nous connaître, de nous préparer à réaliser des œuvres fécondes, sinon de nous réunir en associations toutes volontaires pour essayer des études communes qui nous conduiront à tenter plus tard des travaux que notre isolement actuel nous rend impossibles ? Quelle est la meilleure préparation à l'association industrielle, si ce n'est ce commerce moral où nous apprendrons à diriger nos forces, à sacrifier nos amours-propres ? Qui sait même si l'unité de doctrine, qui doit nécessairement jaillir d'un tel enseignement, ne donnera pas une grandeur inespérée à des efforts qui autrement fussent restés à jamais stériles ?

Nous objectera-t-on que des hommes vraiment capables doivent chercher leur voie en dehors de l'association ; que le stimulant des grandes entreprises intellectuelles est l'espoir de la reconnaissance de l'époque ou de la postérité ; que l'inventeur consentira difficilement à partager la mise en œuvre de ce qu'il veut rendre sa propriété, sa création, son titre personnel ? Mais tous les jours, dans une sphère plus modeste, il est vrai, un habile ouvrier voit l'honneur et le profit des chefs-d'œuvre qu'il exécute échoir à son maître : là ce n'est pas seulement partage, mais abandon total. Que l'on considère d'un autre côté que ceux qui tentent d'exploiter seuls leurs découvertes voient presque toujours avorter leur tentative, dont le fruit est perdu pour eux. Quant au petit nombre de privilégiés qui réussissent à créer seuls, leur sort n'est

guère digne d'envie. L'histoire est là pour attester les souffrances et les sacrifices de ces illustres misérables. Leur vie est une lutte prolongée contre le mépris, la faim, la persécution, lutte qu'ils achèvent à l'hôpital, unique refuge, dernier asile pour le génie méconnu. Dans des régions plus humbles, les résultats sont mieux indiqués. Pour les capacités secondaires, les imaginations mal gouvernées, pour cette légion d'esprits souffrants qui sentent et n'exécutent pas, l'association est la voie féconde, la seule voie possible. Ces faibles combattants trouvent le champ-clos plein de dangers. Victor Escousse et Lebas, vous dont le nom échappe à l'oubli, grâce à l'admirable chant du poète ; et vous aussi, Boyer, ne méconnûtes-vous pas la puissance d'une sainte et fraternelle union, le jour où vos mains allumèrent le funeste brasier ? Évoquons-nous la pâle pléiade de tous ces enfants perdus, sans amis ou sans mères ; de ces muses chétives, Gilbert, Malfilâtre, dont le misérable trépas fait la seule fortune ; de vous enfin, morts pour la défense d'une gloire qu'on n'eût pu dérober, parce qu'elle n'existait pas encore ?... Non, laissons en paix leurs cendres. Mais disons aux vocations adolescentes que l'apologue du fabuliste est toujours vrai, et qu'il est quelque chose au monde de plus faible encore que l'enfance : l'isolement orgueilleux. Que tous l'apprennent : c'est au contact, au frottement dans la communion des travailleurs que s'échauffe, s'éclaire, s'épure, grandit l'intelligence ; car si les pensées fécondes germent dans la solitude et le silence de la nuit, c'est sous le feu de la discussion qu'elles se traduisent, se développent, s'appliquent et s'achèvent.

Avons-nous besoin de parler des déceptions qui ont accueilli ces artistes avarés qui, voulant suffire seuls à l'accomplissement d'une grande tâche, ont oublié que la pensée et l'art veulent circuler librement dans l'air, comme le sang dans les veines, comme la lumière dans l'espace ? Les montrerons-nous sortant de leur thésaure pour ressaisir de leurs débiles mains une découverte déjà vulgaire ? Disons-nous qu'un de ces chercheurs mystérieux, aux prises avec le découragement, le désespoir, la ruine, va succomber peut-être faute d'un principe, d'un point de vue, d'une idée, d'un mot, d'un rien, qu'on lui eût donné *gratis*, qui eût complété l'œuvre, et qui lui a manqué ?

Nous conviendrons toutefois que c'est une préoccupation assez excusable chez le pauvre que celle d'être dérobé. A l'heure où l'on commence à produire, on est malheureusement plus frappé du danger d'être dépouillé que de celui de voir échouer l'œuvre. Mais, littérateur ou publiciste, que peut-on sérieusement vous ravir ? Peu de chose, après tout. Si vous êtes doué de rares facultés, et surtout d'une volonté consciencieuse et désintéressée de bien faire, quel tort réel pouvez-vous craindre même du plagiaire le plus effronté ? Les facultés de sentir, de concevoir, d'émettre ne vous sont-elles pas exclusivement propres ? Nul ne saurait porter les mains sur ce genre de capital. En effet, on peut prendre à l'abeille une part de son miel, mais le pouvoir d'en produire encore, d'en produire sans cesse, Dieu ne l'a pas permis !

Disons, pour nous hâter d'en finir avec le travail intellectuel, que si vous avez longtemps étudié ; mûri, approfondi votre sujet, le mérite vous en est assuré. N'est-il donc plus, parmi vos amis, vos camarades, vos associés, de voix généreuses pour proclamer vos titres à notre reconnaissance ? A cette époque de diffusion extrême, n'apprécie-t-on pas autant qu'on puisse le désirer, sinon des aptitudes, du moins une œuvre d'une valeur réelle ?

De grands avantages, ainsi que nous espérons l'avoir montré plus haut, sont donc attachés au travail en commun. Comme nos facultés et notre organisation sont fort diverses, une œuvre très-complète, qui eût excédé les forces d'un esprit supérieur, peut, divisée d'une façon convenable, être heureusement accomplie par

un petit nombre de capacités ordinaires. Dans une réunion d'hommes sérieux, un aperçu, une notion qui manquait à l'un est fournie spontanément par un autre ; bientôt l'idée s'élève, la conviction s'affermi, et tel, qui n'eût pu parvenir seul à dompter la paresse de sa pensée, devient précis, éloquent même, par la nécessité de se traduire et de convaincre. On voit alors se produire ce que nous avons remarqué tous dans les réunions musicales de notre classe : les faibles sont entraînés, soutenus par le mouvement des forts, et les voix qui s'égarent, les dissonances, se perdent et s'effacent dans l'harmonie de l'ensemble.

Nous croyons devoir redire, avant de terminer, et nous insistons sur ce point, qu'une association pour une œuvre spirituelle, comme pour un travail matériel, quelles qu'en soient les bases, ne peut obtenir de bons résultats qu'à la condition de se proposer un but légitime, une fin morale, et de maintenir une parfaite égalité entre les associés. C'est pour ces motifs que nous n'avons pas parlé de ce qu'on appelle la collaboration. Le secret de la perfection d'une telle œuvre, nous le connaissons, nous essayons de le pratiquer, autant que nous le permettent nos forces ; ce secret, bien simple toutefois, se résume par ces mots : Abnégation de l'individu, dévouement de chacun à l'œuvre !

Nous nous proposons de montrer dans de prochains numéros les applications de ces principes à l'enseignement des ouvriers ; nous dirons à quelles conditions l'association est légale et bienfaisante, et nous indiquerons par quels moyens, combinée avec la division du travail, elle conduira les hommes de notre classe à l'exécution de fécondes entreprises.

ENQUÊTE.

SITUATION DES OUVRIERS PEINTRES.

Il existe contre certains corps d'état des préventions que nous devons combattre, préventions d'autant plus fâcheuses qu'elles attaquent la moralité de l'ouvrier. S'il est bien de flétrir le vice, ce ne doit être qu'après l'examen le plus scrupuleux, pour peu qu'on ait à cœur de ne pas faire de jugements iniques.

Ces réflexions ne devaient pas manquer de nous venir à l'esprit en parlant des peintres en bâtiments, car ce sont les plus maltraités dans l'opinion publique. Nous allons donc tâcher de détruire les préjugés qui règnent à leur encontre, en exposant leur situation comme travailleurs.

Dans la peinture en bâtiments, on distingue particulièrement les peintres d'impression et les peintres de décor.

Les peintres d'impression forment la plus grande partie ; ce sont eux qui font les peintures unies des murs, des boiseries, des plafonds, etc. On leur reproche habituellement peu d'activité dans le travail et une certaine tendance à la débauche. Nous dirons, pour répondre au premier de ces griefs, que les personnes qui réfléchissent peu supposent toujours la fatigue du travailleur en rapport avec le mouvement qu'il se donne. A ce point de vue, on aurait quelquefois raison à l'égard des peintres ; mais c'est dans leurs positions, dans leur immobilité même, que se trouve la source de leurs fatigues ; et, en effet, voyez-les toute la journée sur leur échelle, dans les attitudes les plus pénibles, les plus périlleuses, partageant toute leur attention entre le danger de se casser un membre, de se briser le crâne sur le carreau, et le soin qu'exige l'exécution de leur travail ; voyez-les exposés à toute l'ardeur d'un soleil d'été (et c'est dans cette saison qu'est le fort de leurs travaux), et vous jugerez alors s'ils font un métier de paresseux ! Nous ne parlons pas de leurs travaux rudes, tels que de faire les plafonds, les ouvrages où il faut manier une brosse

à peindre qui pèse trois livres étant pleine de couleur, de frotter le parquet et le carreau des appartements, etc., etc.

Nous ne voulons pas dire pour cela que la peinture soit le métier le plus pénible du bâtiment, mais seulement qu'il a ses mauvais moments, et que l'on peut fort bien n'avoir pas l'air extrêmement actif en l'exerçant, bien qu'on remplisse avec conscience son devoir d'ouvrier.

Pour ce qui concerne la réputation de débauchés qu'on leur a faite, nous sommes en droit de dire qu'elle ne s'appuie que sur les propos plus que légers de gens qui, voyant quelques exemples d'ivrognerie chez les peintres, concluent du particulier au général. Elle peut venir aussi de la sottise d'autres observateurs qui, entendant les peintres chanter toute la journée à gorge déployée, se figurent que c'est au cabaret qu'ils ont été prendre cette gaîté prolongée, laquelle n'a d'autre cause que la facilité avec laquelle ces ouvriers sont entraînés à développer leur voix dans les appartements vides où ils travaillent, et où elle prend une puissance inaccoutumée. Ces accusations sont donc mensongères et offensantes ; mais il en est d'autres qui ont plus de fondement, et que nous mentionnerons en terminant cet article.

Ce n'est certes pas nous qui chercherons noise à nos camarades les peintres s'ils témoignent une humeur joyeuse ; c'est une bonne habitude qu'ils devront soigneusement conserver, car elle devient de plus en plus rare chez nous tous. Au reste, sans l'explication que nous avons donnée, on serait d'autant plus étonné de cette bonne humeur que l'on trouve chez eux qu'il n'est peut-être pas de métier où l'on coure plus de dangers divers que dans le leur. Les couvreurs, les charpentiers, les maçons s'exposent chaque jour à faire une chute qui peut leur coûter la vie ; les doreurs sur métaux, les étameurs de glaces, par l'effet du mercure, et les ouvriers de bien d'autres métiers, par l'emploi de substances malsaines, gagnent des maladies ou des infirmités : chaque état a ses périls et ses dangers spéciaux ; mais les peintres sont menacés de presque tous : ils peuvent rentrer chez eux ou blessés ou empoisonnés !

On connaît assez les coliques dites *coliques de plomb* ou des peintres, causées par le blanc de céruse. Nous avons assisté aux souffrances de plusieurs de nos amis, en proie à ce mal cruel ; nous les avons vus se rouler, se tordre sur le lit de l'hospice, et ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'on parvenait à les soulager. Malheur au pauvre ouvrier qui a une fois ressenti les coliques, car elles attaquent de préférence celui qui en a déjà été atteint, et plus on les ressent, plus elles sont vives et fréquentes. Il faut donc qu'il abandonne son métier ! Mais que faire ? Pourra-t-il servir les maçons, ou travailler à la terrasse, affaibli, épuisé qu'il est par la maladie et le traitement ?

On doit dire pourtant que l'on s'occupe depuis longtemps à chercher les moyens les plus actifs de guérison pour cette maladie ; mais sans cesser de tendre à détruire les effets, ne devrait-on pas essayer aussi d'en éloigner les causes ? On semble cependant faire tout le contraire. Le blanc de céruse s'obtient ordinairement par la décomposition du plomb ; on en fait maintenant avec du zinc, ce qui le rend, dit-on, encore plus dangereux à employer (1). La peinture s'est jusqu'ici faite à l'huile ; il devient d'usage, dans beaucoup de travaux, de la faire à l'essence, ce qui est aussi très-pernicieux pour la santé. Nous signalerons encore, comme

(1) Nous devons mentionner ici avec reconnaissance le nom de M. de Ruolz, inventeur d'un procédé de dorure sans mercure, et qui s'occupe en ce moment même de retirer tout danger à la fabrication et à l'emploi du blanc en l'obtenant d'autres matières que celles qu'on a employées jusqu'ici. — De pareilles découvertes ne sauraient être trop encouragées.

une cause active de maladie chez les peintres, le trop long intervalle de temps qui s'écoule entre leurs repas. A 6 heures ils commencent leur journée et ne déjeunent qu'à 11 ; puis, reprenant leur travail de midi à 6 heures, ils ne peuvent guère dîner qu'à 7. Ils restent donc cinq heures le matin et sept l'après-midi, sans prendre de nourriture. Les médecins disent, ce qui du reste est facile à comprendre, que, pendant ce temps, le poison que l'ouvrier respire à l'état d'évaporation agit sur ses organes avec bien plus de vigueur que s'il restait moins longtemps sans manger.

Il serait à souhaiter que les maîtres peintres, écoutant moins leur intérêt particulier, voulussent enfin donner à leurs ouvriers la facilité de faire deux repas dans le courant de la journée. Plusieurs entrepreneurs ont déjà pris l'initiative de cette juste mesure : il ne dépend que des ouvriers de la faire adopter généralement.

Dans le discours d'ouverture d'un de ses cours de géométrie, au Conservatoire des Arts et Métiers, M. Charles Dupin, parlant des prétendus bienfaits de la caisse d'épargne, déplorait le peu d'empressement que la classe ouvrière met à en jouir ; alors, pour faire croire qu'il n'y avait que la mauvaise volonté qui les en empêchait, il citait le prix des journées de certains métiers, et disait notamment : « Voyez les peintres en bâtiments, qui gagnent quatre francs par jour, journée énorme pour un ouvrier : ce sont eux pourtant qui mettent le moins à la caisse d'épargne. » Si M. le baron avait daigné prendre sur les journées de travail pour fournir aux mortes-saisons, qui durent si longtemps dans cet état, il aurait vu se réduire considérablement la journée de 4 francs, qu'il trouve énorme. Nous trouvons, nous, quelque chose d'énorme dans monsieur le géomètre : ce sont les exagérations dont il ne se fait pas faute quand il veut prouver le bien-être présent des travailleurs.

Les mortes-saisons des peintres sont la plaie la plus vive du métier. Elles sont ordinairement de trois à quatre mois, et justement en hiver, où la misère se fait le plus vivement sentir. C'est une rude saison à passer pour ceux qui n'ont pu faire d'économies ; on les voit alors au coin de la place du Châtelet, lieu où l'on embauche, une heure ou deux avant le jour, attendre une journée à faire par hasard. Mais ce n'est plus 4 francs ni même 3 francs qu'ils gagnent ; les jours étant plus courts, ils ne sont payés qu'à raison de 4 francs 75 cent. à 2 francs 50 cent.

Les peintres de décor sont ceux qui font les imitations de bois, de marbres, de bronze, etc. Le prix de leur journée est de 5 fr., terme moyen, mais comme ils fournissent leurs outils, et que leurs mortes-saisons sont encore plus longues que celles des peintres d'impression, il suit de là qu'au bout de l'année il ne leur reste guère plus qu'à ces derniers ; de plus, ils sont menacés dans leurs intérêts à venir. Comme leur métier touche à l'art, et jouit par conséquent d'une certaine considération, et qu'en outre ceux qui l'exercent ont la réputation de gagner de bonnes journées, beaucoup de parents sont flattés de faire de leurs enfants des peintres de décor ; de leur côté, les maîtres trouvent un grand bénéfice à faire beaucoup d'élèves, qu'ils mettent bien vite en état de remplacer des ouvriers dans différents ouvrages. De cette façon ils font de très-bonnes affaires.

On peut facilement s'imaginer le tort considérable que cette multiplicité d'ouvriers va causer à cette partie, où l'on commence déjà à en sentir les conséquences.

Nous ne terminerons pas cet article sans formuler un reproche qui ne sera certainement fait aux peintres ni par leurs maîtres ni par M. Charles Dupin, car il porte sur une tendance que ces messieurs encourageraient plutôt. Soit à cause de cette gaîté qu'on leur reconnaît, soit à cause du goût que témoignent beaucoup d'entre eux pour le luxe et les plaisirs coûteux, toujours est-il

qu'il est peu de professions où l'on s'occupe moins de l'étude des moyens d'améliorer la condition du peuple. Et cependant, c'est, de toutes les professions du bâtiment, celle qui possède le plus de moyens d'étudier et de s'instruire. Les lecteurs les plus assidus du feuilleton du *Siècle* et des *canards* de l'*Audience*, ce sont en général les peintres. C'est déjà quelque chose que de lire ; on lit aussi ce qu'on peut, et non pas ce qu'on veut ; mais néanmoins il faut autant que possible faire un choix de lectures, et ne pas chercher toujours, comme des enfants, à s'amuser purement et simplement.

Il n'est plus permis à aucun ouvrier qui se sent du cœur d'ignorer les questions qui se rattachent à l'organisation du travail. Dans notre intérêt aussi bien que dans celui de la société tout entière, nous devons tous savoir au moins d'où vient notre misère, et chercher ensemble les moyens de l'amoindrir. Le compagnonnage, les prud'hommes, le refus légal du travail, voilà qui doit nous occuper, et si nous voulons quelques distractions à ce travail intellectuel, l'histoire est là pour nous les donner, l'histoire de France surtout, autrement intéressante et dramatique que *la Ferme de l'Oseraie* ou *les Yeux verts de la Morgue*.

Nous invitons les ouvriers qui nous lisent à vouloir bien nous transmettre tous les renseignements relatifs à l'exercice des professions auxquelles ils appartiennent, et de nous signaler les abus qui s'y commettent, ainsi que les essais d'amélioration qui s'y tentent.

Les ouvriers charpentiers et leurs maîtres.

Le temps et l'espace nous manquent, disions-nous dans notre dernier numéro, pour prouver la justice de la réclamation faite par les charpentiers condamnés récemment par le tribunal correctionnel pour coalition. — Aujourd'hui cette lacune sera comblée ; nous examinerons attentivement la valeur des questions soulevées par ce procès ; nous ferons justice des accusations partiales qui se sont produites contre le compagnonnage à cette occasion, et nous établirons autant que possible quel était dans cette affaire le droit de chacun.

Le sujet du procès est fort simple en lui-même : un maître, imité plus tard par deux ou trois autres, contrevient aux conventions arrêtées en 1833 entre les maîtres et les ouvriers, en faisant faire certains travaux par des *marchandeurs*, espèces de sous-entrepreneurs qui prennent des ouvriers à leur solde, au plus grand rabais possible, bien entendu. Les ouvriers de ces ateliers, connaissant l'importance de cette partie de la convention mutuelle, protestent contre la violation de cette convention en quittant les chantiers pour s'embaucher ailleurs. Cette détermination n'aurait point eu de mauvais résultats pour les ouvriers si une circulaire n'avait été adressée à tous les patrons pour les avertir de ce qui se passait, joignant à cette nouvelle la menace de désertifier les chantiers dont les patrons seraient tentés de se soustraire en quoi que ce soit aux conventions de 1833. Le tribunal a vu dans cette lettre (dont on n'a pu trouver l'auteur, et qui du reste peut être aussi bien une œuvre isolée qu'une œuvre collective, puisqu'elle est anonyme) un indice suffisant du délit de coalition. De plus, le tribunal a prétendu que la convention de 1833 ne faisait nulle mention du *marchandage* ; qu'ainsi les ouvriers élevaient des prétentions non recevables et fort oppressives : il a cherché aussi à constater chez les charpentiers un sentiment de mépris et de haine contre la profession de menuisier et ceux qui l'exercent.

Voici donc, en définitive, à quoi conclurait le procès intenté aux ouvriers charpentiers, si les réflexions que les débats ont

inspirées à certaines feuilles, qui ne demandent pas mieux que de faire des ouvriers un épouvantail, étaient laissées sans réclamation. (Nous ne parlons pas du délit de coalition, reconnu constant par le tribunal : il ne nous appartient pas de discuter la chose jugée).

1^o Les ouvriers charpentiers auraient eu la mauvaise foi de supposer, dans la convention de 1833, un article qui ne s'y trouverait pas même énoncé.

2^o Ils manifesteraient en toute occasion leur dépit de voir faire un travail analogue au leur (la façon des escaliers, par exemple) par des ouvriers d'une profession autre, telle que la menuiserie, et prétendraient que les menuisiers leur sont de beaucoup inférieurs en capacité. En un mot, la peur de perdre une portion quelconque du travail qu'ils ont fait jusqu'ici les pousserait à une guerre sauvage contre leurs concurrents.

Nous ne croyons pas nous tromper en disant que le compte-rendu des débats de cette affaire, tel qu'il a été fait par plusieurs feuilles, a pu donner aux personnes qui ignorent les choses du métier cette fausse idée. Combattre ces préventions, détruire ces appréciations mensongères, ces insinuations calomnieuses, voilà ce que nous allons faire en répondant aux deux griefs ci-dessus énoncés.

Et d'abord la preuve matérielle que la convention de 1833 ne contenait aucune clause relative au marchandage a totalement manqué, car ceux des ouvriers qui ont signé cette convention n'ont point été appelés (on n'eût pu, au reste, que difficilement les trouver, dispersés qu'ils sont depuis dix ans dans toutes les directions), et la preuve morale ne peut s'acquérir non plus à cet égard du dire de quelques maîtres, de ceux surtout dont la position de plaignants rendait en ce cas le témoignage fort suspect.

Les plus fortes présomptions font pencher au contraire vers l'opinion que les ouvriers disent vrai relativement à cette clause. Leur témoignage est unanime : tous déclarent savoir traditionnellement que les maîtres charpentiers se sont interdit le marchandage; mais comme c'est le témoignage d'une des parties seules, nous insistons moins sur ce fait que sur la raison suivante : c'est que la convention de 1833 n'a été que la consécration de conventions antérieures; que les ouvriers y ont stipulé leurs avantages passés en même temps qu'on leur en accordait de nouveaux, et qu'au premier rang de ces avantages, antérieurs à 1833, se trouve l'interdiction du marchandage, droit auquel les ouvriers n'auront certes pas renoncé à cette époque, où leur grève a été couronnée d'un succès complet.

Quant au mépris qu'on leur reproche d'affecter pour certaines professions, et surtout pour celles desquelles ils peuvent craindre quelque concurrence, il faut faire une distinction. Supposer à une corporation dont les principes sont essentiellement fraternels de pareils sentiments, c'est certes faire injure au peuple tout entier. Les boutiquiers nous donnent, il est vrai, de continus exemples de ces étroites et hideuses luttes de l'intérêt privé; mais sans prétendre que quelques ouvriers ne soient pas accessibles à ces basses passions, nous ne saurions permettre qu'on en fît un chef d'accusation contre notre classe entière.

Hâtons-nous de dire que ce qui a pu confirmer quelques-uns dans cette opinion du mépris des compagnons pour d'autres corps d'état, c'est qu'il y a réellement, chez tous les ouvriers qui possèdent une organisation, si imparfaite qu'elle soit, un sentiment de conviction de leur supériorité morale sur leurs frères isolés par l'égoïsme, divisés par l'intérêt mal entendu. Et il peut arriver aussi qu'en pensant aux maux que cette situation isolée de beaucoup d'ouvriers fait à la masse entière, ceux qui font tous leurs efforts pour amener l'union, et qui rencontrent un grand nombre

de volontés stupidement rebelles, se laissent aller jusqu'au mépris pour ceux dont l'aveuglement prolonge la détresse générale et l'augmente même chaque jour. Sans doute, c'est là un sentiment blâmable; c'est manquer au devoir que de ne pas redoubler d'efforts et de courage pour ramener nos frères dans la voie de salut, mais qu'il y a loin de ce sentiment à celui duquel nous nous défendions en commençant!

Si le mépris est une punition trop forte pour les indifférents, nous ne saurions en dire autant pour ce qui concerne les exploiters de haut et bas étage. Si notre répulsion la plus vive se manifeste pour ces capitalistes avides qui usent la vie des hommes et se font des enfants mêmes un marchepied à la fortune, nous ne manquons pas non plus d'anathèmes pour ceux des nôtres qui, imitant grossièrement ces exemples d'en haut, cherchent aussi à exploiter les leurs. Les premiers ont au moins cette excuse qu'ils ont été façonnés dès l'enfance à spéculer sur le travail d'autrui, et que leur éducation leur a soigneusement dissimulé ce que cela pouvait avoir d'odieux. Mais les seconds, les *ouvriers patentés*, les *marchandeurs*; ceux-ci faisant faire à de pauvres diables des journées de 16 heures pour 2 fr. et 2 fr. 50 c., sous le prétexte qu'ils n'ont pas d'outils; ceux-là quêtant partout des enfants pour les faire travailler à leur profit, sous condition de les *nourrir*. (Dieu sait comment cette condition est remplie!) Ces hommes, disons-nous, quelle excuse pourront-ils donner à leur conduite? La misère? Mais sauf les exceptions, la plupart gagnent pendant leur jeunesse d'assez bonnes sommes, et s'ils ne s'enrichissent pas tous, c'est que la débauche est souvent la compagne de l'égoïsme dégoûtant qui les pousse à se faire exploiters en sous-ordre.

A de tels hommes notre mépris tout entier : ils sont l'obstacle le plus puissant à notre force et à notre union; ils nous démoralisent en nous faisant travailler au rabais, profitant pour cela de toutes les situations dont ils ont le secret; ils font mépriser l'ouvrier, avec lequel on les confond (on daigne, il est vrai, les décorer du nom d'*intelligents*); ils ouvrent la porte à toutes les exploitations. Aussi poursuivrons-nous ardemment la radiation des *ouvriers patentés* des conseils de prud'hommes; aussi approuverons-nous fortement toutes les résistances d'ouvriers contre la plaie hideuse du marchandage.

Que les charpentiers tiennent donc fermement la main à l'exécution des articles de 1833; qu'ils fassent tous leurs efforts pour qu'une commission de maîtres et d'ouvriers soit nommée pour juger toutes les contestations du genre de celle qui vient de se manifester. Qu'ils n'oublient pas surtout que leur union doit être toute morale et non matérielle; que s'il est urgent que tous pensent comme un seul homme, la loi ne veut pas qu'ils agissent autrement que comme individus. Qu'ils évitent donc comme autant de pièges toutes les déclarations et les actes collectifs, quand ils ne sont pas absolument nécessaires. A ces conditions, ils serviront leur cause et celle de leurs camarades des autres états, et c'est ainsi qu'ils prouveront que, s'ils n'ont que du mépris pour ceux qui font mal, ils font volontiers des sacrifices pour ceux qui, par leur bonne volonté, se montrent véritablement leurs frères.



DE L'EXÉCUTION DE LA LOI SUR LE TRAVAIL DES ENFANTS.

M. le ministre du commerce adressait le mois dernier une circulaire aux préfets pour appeler leur attention sur l'exécution de la loi qui régit le travail des enfants dans les manufactures. On connaît notre avis sur cette loi mal conçue, mal digérée. Le gouvernement manquant de moyens pour l'appliquer, elle est par cela même encore plus impuissante à prévenir ou à réprimer le mal social causé par l'industrialisme et le capital, ces deux vau-

pires modernes, qui, aidés de la misère, de la faim même, transforment l'enfant chétif en machine à produire, et font ainsi du père l'exploiteur de ses enfants.

Nous disons qu'ils sont bien coupables ou bien malheureux ces hommes qui, ayant sondé cette plaie hideuse, puis l'ayant si énergiquement dépeinte, n'ont pu trouver qu'une aussi pauvre loi, qu'ils ont encore empruntée aux Anglais, à la philanthropie de ce peuple dont les plus graves écrivains ont pu commenter et discuter sérieusement la question de savoir « s'il ne serait pas « nécessaire d'asphyxier tous les enfants des familles ouvrières, « passé le troisième, sauf à récompenser les mères de cet acte de « patriotisme ! »

Oui, ils sont coupables au moins d'imprévoyance, car, hésitants, incertains, ils se sont bornés à poser en principe qu'un système de surveillance devait être organisé, laissant à l'administration, si peu soucieuse des besoins du peuple, et d'ailleurs si entravée par les intérêts bourgeois, le soin de faire exercer cette surveillance !

Aussi voyez-la à l'œuvre ! M. le ministre du commerce croit devoir essayer d'abord de comités locaux chargés d'inspecter les manufactures. Le mal cesse-t-il ? Non : de nombreuses réclamations arrivent, et leur écho retentit jusqu'à la tribune. Évidemment ces comités sont insuffisants. Pourquoi ? parce que les membres (honorables, nous le voulons bien) qui les composent n'ont pas les lumières nécessaires, ou manquent d'indépendance, soit à cause de leurs rapports d'intérêt, soit parce qu'il leur faut ménager ces relations de bon voisinage ou de convenance qui sont obligatoires entre gens « faits pour s'entendre et non se faire une sottise guerre. » Aussi, qu'en résulte-t-il ? une condescendance coupable, cachée sous un semblant de zèle à remplir le vœu de la loi ; et pendant ce temps le mal s'accroît toujours, toujours, et le père, complice forcé de l'exploiteur, voit toujours étioiler le corps, dégrader l'esprit de son enfant.

Ainsi on fait une pauvre loi et on ne peut pas même l'appliquer.

Mais, nous dira-t-on, cette loi, si incomplète qu'elle soit, peut cependant rendre des services.

N'eût-elle pour résultat que de faciliter la recherche de documents statistiques, sanitaires et autres, par le droit qu'elle donne aux inspecteurs d'entrer dans les manufactures ; ce n'est pas nous qui en contesterons l'urgence ; seulement nous dirons plus loin par qui il faudrait que ces rapports fussent faits pour qu'ils offrisent toutes les garanties désirables.

Et puis, la composition du personnel des inspections peut être changée. Si l'on chargeait des inspecteurs salariés, par exemple, de veiller à l'exécution de la loi ? *Le Commerce*, qui a traité la question, n'est pas du tout de cet avis. « Nous avons peu de goût, dit-il, pour ces agents subventionnés qui remplissent leurs fonctions en courant ; il y a d'ailleurs déjà trop de preneurs au budget et la clientèle du pouvoir est assez grande pour qu'on ne cherche pas à l'augmenter encore. » *Le Commerce* a raison s'il s'agit de créer des *places* d'inspecteurs ; mais, en principe, il aurait tort de reponsser d'une manière absolue la rémunération des fonctions publiques, parce que l'on prend prétexte de ce qu'elles peuvent être exercées gratuitement par les gens riches pour en interdire complètement l'accès aux hommes du peuple, bien qu'ils soient les plus intéressés dans les questions de ce genre. Nous n'insisterons pas davantage, car le *Journal des Débats* pourrait nous reprocher encore une fois d'ambitionner les *jetons de présence*.

Le Commerce continue : « Il nous semble qu'on pourrait conserver les comités, en ne les localisant pas autant que l'a fait M. le ministre du commerce. Ne pourrait-on pas, par exemple, faire appel au bon vouloir des membres des conseils généraux ? »

Évidemment il y a là inconséquence, et de pareils moyens ne remédieraient à rien du tout. Quiconque a suivi les travaux des conseils-généraux sait par cela combien l'intérêt général est souvent sacrifié à l'intérêt local, et rejettera cette combinaison, qui serait évidemment impuissante.

Est-il besoin de preuves ! Une seule doit suffire : elle a précisément trait aux enfants. — Dernièrement le conseil général de la Loire-Inférieure, considérant l'insuffisance des secours affectés aux enfants déposés à l'hospice, et pensant que le chiffre en était augmenté par ceux apportés des départements voisins, émettait le vœu d'une enquête à faire pour retrouver les parents de ces pauvres petits abandonnés, et leur faciliter autant que possible les moyens de les élever chez eux. Ce qui veut dire en d'autres termes (un peu plus brutaux, il est vrai) : En présence de la misère toujours croissante des travailleurs, les centimes additionnels menacent de s'augmenter indéfiniment ; il faut cependant qu'ils suffisent, et surtout que les départements voisins n'en profitent pas.

Maintenant revenons au *Commerce*, suivant lequel le meilleur moyen de perfectionner les inspections serait de rédiger un rapport annuel sur les travaux. « Combien n'est-il pas à regretter, ajoute-t-il, que nous ne connaissions pas, pour pouvoir raisonner avec précision sur cette loi, le nombre de manufactures qui y sont soumises, le nombre d'enfants qu'elles occupent, l'état de leur instruction et de leur santé ? »

Certes tout cela est d'une impérieuse nécessité ; mais, pour bien connaître de toutes ces choses, il faut des inspections où l'intérêt manufacturier et l'intérêt ouvrier soient représentés ; sans cela, rien de durable, rien de juste ne peut être fait. Ainsi donc, si nos législateurs veulent sérieusement mettre un frein à l'exploitation des enfants, ils doivent en vouloir les moyens. Or, pour cela, il leur faut faire une loi qui change l'organisation des tribunaux de prud'hommes, en y faisant entrer, en nombre égal aux maîtres, les ouvriers à livret. On épuiserait en vain toutes les combinaisons possibles pour faire un choix d'inspecteurs qui offrissent autant de garanties que les membres de ces tribunaux. On comprend l'intérêt de l'ouvrier à empêcher l'exploitation des enfants du peuple, et si l'on craignait de sa part l'exagération, la présence des manufacturiers dans le personnel des inspections serait une garantie suffisante. De même pour tous les renseignements à obtenir, qu'on ne pourrait plus taxer d'inexactitude ou de partialité. Enfin le principe de l'élection serait la plus forte garantie de la moralité des inspecteurs, et si l'on pensait que la prérogative du pouvoir central serait annulée, c'est qu'on aurait oublié que le président des prud'hommes devrait être un magistrat au choix du pouvoir, et qu'on pourrait également donner à ce magistrat la présidence de la commission d'inspection.

Nous l'avons répété à satiété, les bienfaits de l'organisation de pareils tribunaux sont incalculables pour les tarifs, les contestations de salaire, les engagements, etc. Y joindre la surveillance du travail des enfants serait un nouveau bienfait pour les classes laborieuses comme pour l'État.

Nous ne le savons que trop, la majorité des chambres législatives n'a rien à refuser aux ministres. Si donc M. le ministre du commerce veut prouver aux hommes de labeur qu'il a pour eux quelque sollicitude, s'il veut leur prouver qu'il répudie ces écrivains éhontés qui proclament que la misère et l'oppression des masses sont des nécessités sociales absolues et éternelles, qu'il se fasse le réalisateur des vœux que nous venons d'émettre, et les ouvriers cesseront de désespérer du pouvoir dont il est un des représentants.

70,000 pauvres.

Telle est la pénurie des bureaux de bienfaisance de la capitale que les douze maires adressent aujourd'hui les plus instantes prières à leurs administrés pour qu'ils s'empressent de venir en aide aux 70,000 malheureux qui se trouvent en ce moment dans la capitale, sans pain, sans habits, sans chaussure et sans feu. (National du 19 octobre 1845.)

Oui ! soixante-dix mille ! — O misère effroyable !
Fleuve qui tous les ans s'accroît, impitoyable,
Et, faute d'une digue opposée à son cours,
Le fleuve débordé grossit..... grossit toujours !....
Et tant ! — qu'on ne sait plus de main assez puissante
A pouvoir détourner son onde envahissante !

Et pourtant tous les jours on entend discourir
De larmes à sécher, de maux à secourir ;
Sur le pauvre affamé, sur les enfants malades,
Tous les jours il s'écrit de superbes tirades.
Nous avons des grands mots jusqu'à satiété :
— Avocats du malheur, anges de charité,
Apôtres dévoués de la philanthropie.....
Et tant d'autres bavards, dont le nom rime en *pie* !
Et tous nos bienfaiteurs ! tous désintéressés !....
Tous prodiguant leur temps et leurs soins empressés
A combattre en nos rangs le mal qui nous accable !....

— Mais soixante-dix mille est un chiffre implacable !

Devant ce résultat, on le doit avouer,
Des moyens qu'on a pris on ne peut se louer ;
Mais quand la plaie encor de s'agrandir menace,
Chacun y doit chercher le remède efficace,
Et non pas l'engourdir par un palliatif :
L'aumône ! — Ce qu'il faut, c'est trancher dans le vif !

Oh ! qui que vous soyez, ou bourgeoise, ou comtesse ;
De l'arrondissement, vous, dame patronesse,
Pour qui, nous le croyons, l'œuvre de charité
Est mieux qu'un passe-temps à votre vanité,
Une distraction à vos goûts sédentaires,
Comme l'a conseillé l'écrivain des *Mystères*,
Pensez-vous avoir bien rempli tous vos devoirs,
Parce que vous irez danser un de ces soirs
Au *bal des indigents* de votre préfecture ?
Et parce que demain vous irez en voiture,
— Pour faire prendre l'air à vos coursiers si beaux, —
Porter à quelques gueux des bas et des sabots ;
A quelque mère veuve offrir une layette ;
Ou verser au bureau le produit d'une quête ?
Ou, dans ces jours d'hiver, quand, les mains au manchon,
Le visage caché dans votre capuchon,
Vous allez le dimanche à pied jusqu'à l'église,
Et qu'en votre chemin, madame la marquise,
Vous avez *secouru* huit ou dix malheureux,
En leur distribuant... — qui sait?... — un franc ou deux ?
Pensez-vous, dites-nous, que votre tâche est faite ?
Et le soir, en priant, dites-vous, satisfaite :
« Le pauvre aura du moins quelque soulagement ! »

Savez-vous ce que c'est qu'un pauvre, seulement ?

— « C'est, nous répondrez-vous, un homme qui mendie.... » —

Soit ! la thèse contraire au moins serait hardie ;
Mais, madame, on en voit, et presque à chaque pas,
Que la misère tue — et qui ne mendient pas !
— De plus d'une douleur incroyable, inconnue,
L'histoire même, à vous, n'est jamais parvenue ?
On pourrait vous en dire une ou deux dans ces vers,
N'étaient votre migraine, ô madame ! et vos nerfs !
— « Conte ! ne craignez rien : je suis folle du drame. »
— En est-ce ainsi, vraiment ? Écoutez donc, madame.

Le ciel l'a créé fort, dispos, sobre et joyeux ;
Mais, dès trente ans, la faim a ridé son visage,
Courbé son front, brisé sa force et son courage,
Éteint le regard dans ses yeux.

Il marche en s'appuyant aux murs, tant la faiblesse
Est grande en son cœur énérvé ;
Il marche, — et quand son pied gercé s'avance, il laisse
Une empreinte rouge au pavé.

Il va tous les matins, le pauvre homme, à la Grève,
Caressant les plus doux espoirs :
Du travail et du pain ! — voilà tout ce qu'il rêve...
Hélas ! il revient tous les soirs !

L'atelier s'est fermé quand a baissé l'ouvrage ;
Voilà quatre mois aujourd'hui !
— Et voilà quatre jours qu'il n'a pas le courage,
Le malheureux, d'entrer chez lui !...

Oh ! c'est qu'il n'est pas seul ! — Il a là, dans sa chambre,
Sa femme et son fils à nourrir ;
Et depuis le mois d'août... nous sommes en novembre !
— Quatre mois qu'il les voit mourir !

Il s'est laissé tomber tremblant sur une borne ;
Ses yeux, errants à l'horizon,
Interrogent la nuit d'un regard sombre et morne :
Car il est devant sa maison.

Il frissonne !... — A travers la bise âpre et glacée,
Il lui semble, du haut du toit,
Entendre murmurer d'une voix oppressée :
« Nous avons faim !... nous avons froid ! »

Il se relève ; il va... le hasard le dirige ;
Il marche droit, — sans savoir où ?
Il marche, n'écoulant que la voix du vertige ;
Il marche, il marche... — Il était fou !

Et mille visions, filles de la démence,
Devant lui dansaient par essaim,
Tandis qu'il fredonnait en air de contredanse :
« Nous avons froid ! nous avons faim ! »

Il se prit à penser à ses démarches vaines ;
A penser que le pain est cher !
Et la fièvre brûlait tout son sang dans ses veines,
Et ses doigts meurtrissaient sa chair !

Puis soudain il poussa, dans la nuit froide et noire,
Un éclat de rire infernal !...

.....
— Il était au bord du canal !

Voilà ! — « Le malheureux !... c'est une horrible histoire !
« Paris renferme-t-il de tels pauvres, vraiment ;

« Ou de gaîté de cœur faites-vous un roman ? »
 — Un roman !... plutôt à Dieu ! Cette Iliade sombre
 N'est que trop vraie, hélas !... et pour le plus grand nombre !
 Mais n'en existât-il qu'un seul comme argument,
 Un dans cette misère et dans ce dénûment,
 Un qui jusqu'à la lie eût vidé ce calice ;
 Au nom de celui-là nous demandons justice !

Penser que de nos jours, et dans notre pays,
 Où l'on voit s'enrichir jusques à des Laïs ;
 Où maint industriel, qui de l'honneur se joue,
 Se couronnant d'un or ramassé dans la boue,
 Devenu millionnaire on ne sait trop comment !
 Peut d'un bien mal acquis user insolemment ;
 Où même les laquais, oisives créatures,
 Sont repus et dorés sur toutes les coutures ;
 Penser qu'il est des gens au bras robuste et fort,
 Que la misère atteint comme un arrêt de mort ;
 Pour lesquels le malheur est comme une invective !
 Des gens qu'on a placés dans cette alternative :
 — Ou d'être en guerre ouverte avec la société ;
 Ou, martyrs du devoir et de la probité,
 De mourir ! — nus ainsi que Dieu les a fait naître ;
 Des gens qu'un pain volé pourrait sauver peut-être !...
 — Mais le vol est ignoble !... et mendier est vil !
 Ils sont pauvres, mais purs ! — Or, que leur reste-t-il ?
 A ces fiers dédaigneux, dans leur pudique morgue,
 De l'aumône et du baignement ? — Il leur reste la Morgue.

Et cet homme étendu sur ce froid marbre noir
 Dort d'un sommeil profond, — car il n'a plus à voir
 Ce qui, lorsqu'il vivait, épouvantait son âme
 Et lui brisait le cœur : — son enfant et sa femme...
 Qui l'attendent... depuis quatre jours aujourd'hui !
 — Mon Dieu ! pitié pour eux ! mon Dieu ! pardon pour lui !

Que sont-ils devenus ? — Nous allons vous le dire...
 Ou plutôt suivez-nous ; nous allons vous conduire.
 Sachez, ô vous d'en haut, ce qui se passe en bas ;
 Car, à moins de le voir, vous ne le croiriez pas !

—
 L'escalier noir et rude est gravi jusqu'au faite ;
 Entrez — mais chapeau bas ; entrez, courbant la tête ;
 Ce n'est pas sans péril
 Que l'on vient visiter le pauvre dans sa bauge ;
 Il a, du sol au toit, dans le trou qui le loge,
 La hauteur d'un chenil.

Sur la vitre, la neige en flocons amassée,
 Laisse à peine un rayon de lumière glacée
 S'infiltrer jusqu'à nous ;
 Plongez vos yeux au sein de ce jour terne et sombre ;
 Maintenant, répondez : à travers la pénombre,
 Dites, que voyez-vous ?

— Des murs gris, lézardés, où quelques haillons pendent,
 Des tuiles en débris dont les supports se fendent ;
 Fantôme de plafond,
 Par où le vent du nord sans merci gronde et passe ;
 Et l'eau sous les pieds nus se convertit en glace,
 Lorsque la neige fond.

Sentez-vous à vos reins, comme un suaire humide,

Lentement s'attacher l'air épais et morbide ?...

— C'est que, dans ce réduit,
 De deux sœurs tour à tour l'influence est subie :
 L'agonie et la mort ! — Hier, c'était l'agonie ;
 — Et c'est l'autre aujourd'hui !...

— Là, dans cet angle obscur, cette femme étendue,
 Dans un fumier terreux à grand'peine perdue,
 C'est la femme du mort ;
 Et l'enfant qu'elle tient d'un bras maigre et livide,
 C'est son fils — qui s'acharne à sa mamelle vide,
 La dessèche et la mord.

— Hier, à la fin du jour, une étrange chimère
 Traversa le cerveau de cette pauvre mère :
 Lasse d'avoir gémi
 Sur son époux *absent*, sur leur longue détresse,
 Son œil s'illumina d'un regard de tendresse
 Pour son fils endormi.

Quand elle eut contemplé sa pâle tête blonde,
 Son corps hâve couché sur cette paille immonde,
 Et couvert de haillons,
 Et ses petites mains par la bise gercées,
 Une voix s'éleva du sein de ses pensées,
 Qui lui disait : « Allons !

« Le mal croît ; le temps fuit ! l'heure sonne et t'appelle !...
 Jadis on te disait : — « Femme, vous êtes belle !

« Vos yeux sont bleus et doux :
 « Il n'est pas, ici-bas, de prince sur son trône
 « Qui ne donnât son rang, ses trésors, sa couronne,
 « Pour être aimé de vous ! »

— « Dis ! n'as-tu pas assez de ta misère infâme ?
 Pourquoi lutter ainsi ?.., qu'attends-tu, faible femme ?
 Que vas-tu devenir ?...
 Pour t'aider, maintenant, personne... — il n'est personne !
 Te voilà seule ici ; — ton époux t'abandonne,
 Et ton fils va mourir !

« Et tu peux, si tu veux, finir son agonie,
 — Ton fils à ton amour devra deux fois la vie !...
 Ecoute !... il parle bas !...
 Il te dit, expirant dans une angoisse amère :
 — « Vous pouvez me sauver, et vous hésitez !... Mère,
 « Vous ne m'aimez donc pas ? » —

Elle se lève alors, et, la tête perdue,
 A l'enfant moribond elle veut, éperdue,
 Dire un dernier baiser...
 Quand elle se pencha glacée et frissonnante,
 — Sur le front de l'enfant une larme brûlante
 Vint seule se poser.

Puis elle s'éloigna blanche comme une morte ;
 Elle jette à son fils, prête à franchir la porte,
 Un long regard d'adieu !...
 Mais soudain, retrouvant une sainte énergie,
 — Elle tombe à genoux, joint les mains et s'écrie :
 « Oh ! je ne puis... mon Dieu !

« O mon Dieu, soutenez ma vertu chancelante !
 « Faites taire en mon cœur cette voix qui le tente !
 « C'est celle du démon

Qui dans nos mauvais jours nous leurre et nous amorce :

« — Mais nous sauver ainsi... je n'en ai pas la force !

« O mon enfant ! pardon !

« — Pauvre enfant du malheur !... demandait-il à naître ?

« Devait-il donc, hélas ! partager et connaître

« Le destin condamné

« Qu'avec tant de douleur déjà sa mère endure ?...

« — Pauvre enfant, de mon cœur la joie et la torture,

« Pourquoi donc es-tu né ?

« Mais plus de désespoir !... le Seigneur le réproûve ;

« Il récompensera les êtres qu'il éprouve ;

« Et je le prierai tant

« Que tôt ou tard ses mains, de nous punir lassées,

« Nous rendront en bienfaits nos souffrances passées !

« Espérons, cher enfant ! »

Tandis qu'elle parlait, Dieu prenait pitié d'elle.

L'enfant sur qui pleurait son âme maternelle

Expira sous ses yeux !

— Comme elle avait fini sa tâche sur la terre,

Dieu permit que l'enfant fût rejoint par sa mère,

Sur la route des cieux.

Et pour de pareils maux qu'ont-ils trouvé ? — l'aumône !

Dégradante pour tous, qu'on reçoive ou qu'on donne !

L'aumône !... ce moyen transitoire, insensé,

Qui répugne à tout cœur honnêtement placé ;

Qui fera de la France une seconde Irlande,

En plaçant pour toujours le pauvre qui demande

Sous le pouvoir du riche ; à sa discrétion.

— L'aumône est un forfait de lèse-nation ! —

C'était peu qu'exploiter notre longue ignorance,

Il fallait spéculer encor sur l'indigence ;

Qu'à ceux par qui le peuple aux abois est aidé,

Par la vie ou la mort il soit inféodé !

— Eh quoi ! dans l'avenir il se peut qu'on achète

Un peuple comme nous au prix d'un pain par tête !

Il se peut qu'un seul homme, au caprice inhumain,

Pour nous affamer tous, n'ait qu'à fermer la main !

— Comment se trouve-t-il un penseur qui s'applique

A soulager ainsi la misère publique ?

Qu'on inflige l'aumône, outrage immérité !

A ce peuple au cœur noble et plein de dignité !

D'une façon ou d'autre il faut qu'on le maîtrise !

— Quand on ne le craint pas, c'est donc qu'on le méprise,

Et que comme une brute on le prend à merci ?

— Le pain qu'on jette aux chiens, c'est une aumône aussi !

Honte à l'aumône, alors ! à cette œuvre vandale,

A ce reste insultant de l'ère féodale !

— Si les grands aujourd'hui veulent sincèrement

Accorder aux petits quelque soulagement,

Ils en ont dans les mains le moyen salulaire :

— C'est de faire au travail appliquer un salaire

Qui donne au travailleur le moyen de pouvoir

Comme homme et citoyen accomplir son devoir ;

Dans le chemin du droit loin de vouloir nous nuire,

C'est de nous éclairer et de nous y conduire ;

C'est de réglementer la loi des ateliers ;

De prendre au sérieux le sort des ouvriers ;

D'organiser enfin ceux qui doivent connaître

Des désaccords fréquents entre nous et le maître ;

De songer, disposant de près de deux milliards,

A fonder un asile aux travailleurs vieillards ;

— Comme le vieux soldats aux glorieuses rides,

L'ouvrier vétéran a droit aux Invalides ! —

Voilà, de nous aider s'ils sont vraiment jaloux,

La seule charité digne d'eux — et de nous !

Et d'ailleurs il est temps que pour tous on y songe !

L'ombre de pauvreté qui sur nos fronts s'allonge

Pourrait bien tôt ou tard obscurcir leur soleil !...

— Le réveil de la faim est un sombre réveil ! —

La misère est, pour ceux dont les jours sont des fêtes,

Un volcan sous leurs pieds, un glaive sur leurs têtes :

— Le sol est dès long-temps profondément creusé ;

Le fil qui tient l'épée est bien près d'être usé...

Et ce sera peut-être une immense hécatombe,

Si le volcan éclate et si le glaive tombe !

C'est le 19 novembre que se sont ouverts les cours gratuits du Conservatoire des Arts et Métiers. M. le baron Charles Dupin, sous prétexte de *géométrie appliquée aux arts*, et de *statistique*, a fait pour la cinquantième fois l'éloge des caisses d'épargne, pour la création desquelles le peuple, suivant lui, élèvera dans les siècles futurs une statue à Louis-Philippe. M. le baron gagne ainsi son argent chaque dimanche, de 11 heures à 2. — Les mardis et vendredis, à 7 heures et demie du soir, M. Blanqui prêche la liberté absolue du commerce et l'abolition des douanes. — M. Moll, les lundis et jeudis, à 7 heures, et M. Leclerc-Thouin, les mercredis et jeudis, à la même heure, enseignent *l'agriculture* à des gens qui n'auront jamais à cultiver qu'un pot d'oignon ou de réséda sur leur fenêtre. — M. Wolowski, professeur de *législation industrielle*, les mercredis et samedis, à 8 heures du soir, au lieu d'aborder la question des prud'hommes et celle du livret, renarrera sans doute encore l'éternel récit de la lutte entre les rôtisseurs et les pâtisseries, ou de celle des tailleurs contre les fripiers.

Les cours de *chimie appliquée aux arts* sont faits par M. Payen, les dimanches et jeudis, à 11 heures du matin, et par M. Peligot, les mêmes jours à 9 heures et demie du matin ; les ouvriers en sont conséquemment privés le jeudi. — Les mêmes jours, à 3 heures, M. Pouillet professe la *physique appliquée* et la *démonstration des machines*. — Le cours de *géométrie* et celui de *mécanique* sont faits les lundis et jeudis, le premier par M. Olivier, à 7 heures du soir, le second à 8 heures, par M. Morin.

L'ouverture des cours de l'association polytechnique a eu lieu le 25 novembre, dans la salle de l'Ecole des filles, à la Halle-aux-Draps. On nous rapporte qu'un des ouvriers qui a obtenu un des premiers prix de chant a été fort désagréablement surpris en recevant de M. Delessert, au lieu d'une médaille ou d'un livre..., un livret de caisse d'épargne avec le dépôt d'une somme de 50 francs.

FAITS DIVERS.

— Des informations prises dans les départements de l'Aube, de la Haute-Marne, des Vosges et de la Côte-d'Or, il résulte que la moyenne du prix des journées est, dans ces départements, de 1 fr. en hiver et de 1 fr. 50 en été. Dans quelques localités fort rares, on paye quelquefois des journées jusqu'à 3 fr., mais les travaux qui motivent ce prix exceptionnel ne durent que peu de jours.

Dans les environs de Monthureux-sur-Saône (Vosges), les fem-

mes tricotent à la main des chaussettes de lin ; les plus habiles gagnent à grand'peine de 12 à 15 centimes par jour.

La concurrence a fait tellement baisser le prix de la coutellerie qu'à Nogent-le-Roi et dans les environs beaucoup d'ouvriers ne gagnent pas plus de 50 ou 60 centimes par jour. Encore sont-ils obligés de fournir leurs outils.

— Nous recevons une observation qui nous paraît d'une grande justesse et que nous soumettons à l'examen de l'autorité compétente. Il s'agit de la taxe du pain, pour laquelle on fractionne les centimes d'une manière qui ne correspond point aux monnaies en usage. En effet, comment payer 500 grammes ou 250 grammes, emplette ordinaire du pauvre, sur une taxe de 38 centimes, par exemple ? Il y a nécessairement un denier fort, toujours au profit du vendeur. Ne serait-il pas plus équitable de ne fixer que des prix concordants avec la monnaie en circulation, et, si le cas exige une petite fraction, ne conviendrait-il pas de l'éviter, en donnant l'avantage pendant un mois alternativement au vendeur et à l'acheteur ?
(Spectateur de Dijon.)

— Les sociétés de secours mutuels instituées en faveur des ouvriers et de leurs familles sont au nombre de 83 à Lyon ; elles comprennent plus de 3,000 sociétaires et possèdent ensemble environ 170,000 fr. placés au Mont-de-Piété, avec intérêt à 3 pour 100. Ce fonds est constitué au moyen de rétributions qui sont généralement de 1 franc par mois. (Courrier de Lyon.)

— Nous empruntons au *National de l'Ouest* le passage suivant de la biographie d'un des plus ardents jacobins de 93.

« Jean-Marguerite Bachelier, ancien président du comité révolutionnaire de Nantes, vient de terminer en cette ville sa longue carrière. Il était né sur la paroisse de Sainte-Croix, au mois de décembre 1751 : il n'était donc pas âgé de 93 ans, comme on l'a dit, pour faire de l'effet, en supposant une triple coïncidence entre son âge, le numéro de sa demeure et l'époque de sa puissance, et en présentant ce nombre 93 comme une fatalité qui, après l'avoir poursuivi constamment, l'aurait définitivement atteint ; mais en revanche il est mort le 10 août, anniversaire d'une journée mémorable de la révolution française. Il vivait depuis longtemps en commensal, comme Robespierre chez le menuisier Duplay, au milieu d'une famille de jardiniers. Sa fortune se composait uniquement des arrérages d'une rente viagère annuelle de 1100 fr. Son intelligence n'était point affaiblie, malgré son âge avancé ; sa mémoire elle-même était rarement en défaut. Il manifestait habituellement de grands sentiments de religion, qu'il accordait parfaitement avec ses opinions démocratiques. Pour lui l'Évangile était synonyme de liberté. Il s'était aperçu que la politique de l'égalité était essentiellement chrétienne, et il voyait dans les premiers mots de la prière enseignée par le Christ : *Notre Père, qui êtes aux cieux*, etc., la plus admirable formule de fraternité des hommes. En un mot, il croyait, avec le cardinal Chiaramonti, devenu pape sous le nom de Pie VII, que, *si tous les hommes étaient chrétiens, ils seraient d'excellents démocrates*. Aussi, quoique ses préoccupations n'eussent plus guère trait à ce monde, et que l'idée de Dieu fût devenue comme le lien de son esprit, était-il facile de le reporter aux diverses époques de sa vie, de le ramener même, par une véritable concordance, à ses vieux sentiments révolutionnaires, et alors on pouvait encore reconnaître dans son langage l'accent d'un de ces montagnards qui, sous la Convention, avaient entrevu la solution d'un problème économique, et s'étaient ralliés dans le but traduit par ces mots : *Amélioration morale et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre*. »

Le *National de l'Ouest* ajoute, en répondant aux détracteurs de la grande devise républicaine, *égalité, fraternité ou la mort* !

« Égalité, fraternité, tels furent les premiers mots du christianisme, tels seront encore les derniers ; et les paroles terribles que la Révolution y a ajoutées ne sont que la traduction du mot de dévouement ; car lorsque les premiers chrétiens vinrent, au milieu d'une société où le droit civil reposait sur la possession de l'homme par l'homme, porter ces paroles d'affranchissement, ils savaient mourir pour confesser leur foi, puisque la force était en dehors d'eux ; mais, en 93 et 94, que la force était du côté de ceux qui avaient foi dans cet affranchissement, le châtement, par conséquent, était pour ceux qui osaient y opposer une résistance aveugle. »

TRIBUNAUX.

Une pauvre femme qui tient dans ses bras une jolie petite fille de six mois, fraîche, rose et souriante, pleure au banc des prévenus, et ses larmes tombent sur le front épanoui et insouciant de l'enfant.

A l'appel de sa cause, la pauvre mère veut se lever.

M. le président, avec bonté : Restez assise ; vous avez un enfant sur les bras, vous serez moins fatiguée.

La prévenue : Merci, monsieur le président.

M. le président : Il paraît que vous avez demandé l'aumône ; les agents vous ont arrêtée.

La prévenue : Oui, monsieur, c'est vrai. Mon mari était depuis neuf mois sans ouvrage ; nous n'avions plus de pain, plus d'argent, et plus rien à vendre dans la maison. Alors je suis sortie pour demander l'existence de mes pauvres enfants.

M. le président : Vous avez beaucoup d'enfants ?

La prévenue : J'en ai six, Monsieur, et l'aîné a huit ans.

Un homme se levant au fond de l'auditoire et s'avançant à la barre avec une troupe de petits-enfants : Les voilà, messieurs, les voilà tous....

Le brave homme pleure à chaudes larmes, et l'on remarque au fond de la salle une bonne et vénérable figure de grand'mère qui sanglote en regardant ses pauvres petits-enfants.

M. le président à l'homme : Vous êtes le mari de la prévenue ?

L'homme : Oui, monsieur, c'est ma femme... J'étais sans ouvrage... Les petits mouraient de faim ; à présent je travaille, elle ne le fera plus.

M. le président : Vous la réclamez ?

Le mari : Je crois bien ! Dieu ! ma pauvre femme ! rendez-la moi ! Voilà six semaines qu'elle manque dans la maison... les petits pleurent matin et soir de ne plus voir leur maman... Rendez-la moi, messieurs !

Le pauvre mari, suffoqué par ses larmes, ne peut plus parler ; les petits enfants pleurent, et la vieille grand'mère tend des bras suppliants vers le tribunal.

Les juges, émus par cette scène touchante, d'accord avec l'avocat du roi, qui déclare abandonner la prévention, acquittent la pauvre femme.

L'avocat du roi donne des ordres pour que l'écrou soit levé immédiatement. La pauvre mère rentrera donc ce soir au milieu de sa famille, et pourra presser ses enfants et sa vieille mère sur son cœur.

Ces braves gens, ajoute le *Droit*, sortent tous de l'audience en bénissant le tribunal.

Nous dirons pourtant qu'il est de la dernière inhumanité qu'une mère de famille, dans cette position, soit restée six semaines sous les verroux pour un délit qui ne pouvait être puni que de vingt-quatre heures de prison.

SOUSCRIPTION POUR LES FAMILLES DES DETENUS.

(Mois d'octobre et de novembre.)

Versé par la <i>Réforme</i>	123 fr.	» c.
Versé par le 2 ^e	16	»
Versé par le 10 ^e	4	50
Collecte faite dans un banquet le 28 novembre	105	»
Excédant des recettes pour le banquet sur la dépense, sommes reçues jusqu'à ce jour	52	15

(SUIVENT LES LISTES DE L'ATELIER.)

Reçu au bureau de l'Atelier.

G., du Havre, 5 fr. — Bordes, 1 fr. — L'Atelier, 6 fr. — Corbon, 2 fr. — Viez, 2 fr. — Alfred, 2 fr. — Guiland, 2 fr. — Pascal, 2 fr. — Abraham, 2 fr. — Danguy, 2 fr. — Gauthier, 2 fr. — Leneveux, 2 fr. — Lambert, 2 fr. — Bourdon, 2 fr. — Supernant, 2 fr.	36	»
Total	336 fr.	50 c.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 52, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 fr. 50 c., en échange de laquelle on reçoit trois exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

Droit de souveraineté (premier article). — Lettre à M. le rédacteur en chef du *Bien public* sur les caisses d'épargne. — Confréries religieuses. — Cours de M. Volowski au Conservatoire. — Opinion d'un fonctionnaire belge sur la libre concurrence. — Revue du mois. — Des hôpitaux de Paris. — De l'ivrognerie. — Aux utopistes, poésie. — Le journal *la Nation*. — *Le Magasin Pittoresque*. — Faits divers.

DE LA SOUVERAINETÉ.

(Premier article.)

La question de la souveraineté a fourni en ces derniers temps à la presse politique le sujet d'une discussion pleine d'intérêt. Notre intention n'est point de la résumer ici; nous dirons seulement qu'elle fut soulevée par le *Siècle*, qui, tout en persistant dans son opposition au suffrage universel, déclara néanmoins que la souveraineté résidait dans la nation tout entière. Cette conséquence ne pouvait passer inaperçue, et plusieurs journaux, d'opinions opposées, tels que le *National* et la *Presse*, sommèrent le *Siècle* de dire pour quelles raisons il s'opposait au suffrage universel, puisqu'il affirmait la souveraineté de la nation. Le journal de l'opposition dynastique ne put se tirer de l'impasse où son défaut de logique l'avait jeté, et il fut laissé de côté. La *Presse* alors, espérant avoir aussi bon marché des radicaux que des dynastiques, revint sur le suffrage universel, et essaya de prouver qu'il était impossible en fait et absurde en droit. C'est au *National* que s'adresse la *Presse*; voici ses propres paroles :

« Si les questions que pose le *National* sont insolubles pour le *Siècle*, le *National* lui-même est-il plus conséquent et pourrait-il à son tour répondre aux questions suivantes : 1° Comment entend-il le suffrage universel? Admet-il la participation, sans distinctions ni réserves, de tous les membres du corps social à l'exercice du pouvoir souverain, ou soumet-il la jouissance de leurs droits naturels à des conditions quelles qu'elles soient? 2° Comment concilie-t-il les droits inaliénables des individus avec la constitution de l'État et la loi sociale des majorités? Comment distingue-t-il le pouvoir législatif du pouvoir souverain, et admet-il que les actes de celui-ci soient obligatoires pour les générations futures; que les prescriptions du premier soient exécutoires si elles n'ont pas été ratifiées par le second? »

« Si, par hasard, le *National* venait à répondre à son tour, comme on l'a fait souvent, qu'il est absurde de donner à un prin-

cipe toutes ses conséquences; que la nécessité exige la soumission des minorités; que le droit est inséparable de l'intelligence; que la raison veut, etc.; nous prendrions la liberté de lui dire que, pour se jeter un peu plus avant dans l'erreur, il n'est pas moins inconséquent que le *Siècle*; que l'intelligence et la raison n'ont rien à faire là où il s'agit d'un droit naturel, absolu, inaliénable, attaché à la seule qualité de membre de l'espèce humaine; qu'il n'y a pas plus de sexe ou de citoyens mineurs dans les nations, devant la nature, que de nations mineures dans l'humanité devant la logique, et que quiconque, après avoir établi en principe souverain que tous les hommes ont un droit égal au gouvernement de la société dont ils sont membres, impose des conditions à l'exercice de ce droit, n'est pas moins inconséquent que ne le serait celui qui prétendrait justifier le régime des castes ou diviser de nouveau les hommes en citoyens libres et en esclaves. »

Si la *Presse*, qui se pique d'avoir la vue plus haute que tous les autres journaux, était un peu mieux au courant du mouvement intellectuel qui s'opère au sein de la société et surtout du parti radical, elle se serait abstenue d'adresser au *National* les questions que nous venons de rapporter; elle aurait su que le rédacteur en chef de la feuille radicale avait publié dans le *Dictionnaire politique* un article sur la souveraineté, dans lequel il est dit que le droit a sa source, non dans le fait de l'existence, mais dans la volonté divine, dont la morale est l'expression. — La *Presse* a donc commis une bévue; et elle n'a pas à dire que le rédacteur du *National* fait exception; car, outre un grand nombre d'ouvrages de l'école radicale, où la souveraineté est placée au-dessus des individus, une autre feuille du parti, la *Réforme*, a répondu immédiatement au journal conservateur que la nation n'exerçait pas la souveraineté en vertu de ce qu'on appelle le droit naturel, mais bien en vertu d'une idée morale. Enfin, nous qui sommes les petits du parti, il y a longtemps que nous avons formulé notre opinion sur ce point, opinion conforme à celle des grandes feuilles radicales; et, de plus, avant que la *Presse* y songeât, nous avons démontré nombre de fois l'absurdité de la doctrine du droit naturel, inaliénable et imprescriptible, de l'homme. — La *Presse* fera donc sagement de rabattre un peu de ses prétentions et de faire en sorte de se maintenir au moins au niveau des petits du parti radical.

Ceci étant dit, rien ne nous empêche de reconnaître que, dans l'hypothèse du droit naturel, le raisonnement de *la Presse* était parfaitement logique. En effet, un droit naturel ne peut ni s'aliéner ni être sujet à prescription. Pour comprendre cette doctrine, il faut bien se pénétrer de l'esprit de ceux qui l'enfantèrent. Dans la pensée de ses auteurs, une société humaine ne pouvait avoir d'autre but que de vivre le mieux possible. Or, tout le monde ayant intérêt à bien vivre, tout le monde, par conséquent, doit être admis à la discussion des choses qui touchent à l'existence commune. A ce point de vue, on ne saurait, sans déni de justice, refuser à la femme, par exemple, l'exercice de sa part de souveraineté; et, quant à l'âge, toute limite posée serait une limite arbitraire. Pour être pleinement logique, il ne faudrait mettre aucune condition d'âge ou de sexe à l'exercice de la souveraineté. Si ces conséquences sont absurdes, il faut en accuser le principe lui-même, et l'abandonner. — Au reste, cette doctrine n'a jamais fait de prosélytes sérieux; elle n'est plus guère défendue aujourd'hui que par un petit nombre d'esprits obtus. Nous le répétons, *la Presse* a commis une bévue en l'attribuant au parti démocratique; puis elle en a commis une autre non moins grande lorsque, toute triomphante du succès qu'elle croyait avoir remporté, elle en est venue à donner sa propre opinion sur la souveraineté.

« Voilà, poursuit-elle, l'inconséquence où l'on tombe, en effet, du moment où l'on refuse de reconnaître qu'au-dessus des pouvoirs constitués, au-dessus de la souveraineté de fait de la puissance législative, il n'y a d'autre règle que la souveraineté divine de la raison; du moment où l'on cesse de dire, avec Bossuet, que c'est la raison qui fait tous les droits des souverains et des peuples; avec Locke, que la liberté de l'homme est fondée sur la raison, et que « celui qui a de l'intelligence pour lui doit gouverner pour lui; » avec Rousseau, que « l'ordre le meilleur et le plus naturel est que les sages gouvernent la multitude, » et que les voix doivent être pesées; avec nous, enfin, que l'intelligence seule est souveraine, et que toutes les institutions d'un peuple libre doivent être combinées de manière à faire prévaloir, en tout et partout, non les prétendus droits politiques naturels, qui ne sont qu'une dangereuse chimère, mais la capacité, le représentant de Dieu sur la terre. »

Maintenant, lecteur, courbez-vous devant l'Intelligence; c'est elle qui est la souveraine absolue de la société. Mais qu'est-ce que l'Intelligence, direz-vous? Je sais bien qu'il y a des individus fort intelligents tandis que d'autres le sont fort peu; je sais bien qu'on peut dire de telle nation qu'elle est plus intelligente que telle autre; mais l'Intelligence n'est pas une chose déterminée, c'est une faculté purement individuelle: faudra-t-il donc que je me courbe devant toutes les intelligences? Que répondrait à cela M. le rédacteur de *la Presse*?

Il répondrait probablement qu'il entend par souveraineté de l'Intelligence le gouvernement des plus capables. Nous prendrons alors la liberté de lui demander par quels moyens il fera arriver les plus capables au pouvoir. Quant à nous, il nous semble qu'il n'y a que deux moyens: ou bien le chef de l'État appellera à lui tous les capables, ou ils seront élus par des capacités d'un ordre inférieur. Dans le premier cas, il y a certitude que le choix du chef de l'État ne tomberait pas juste; dans le second cas, si les capacités sont élues, quels seront les électeurs? Il faudrait donc établir une hiérarchie de capacités; mais comment l'établir?

Qui sera juge? A quel degré pourra-t-on s'arrêter sans commettre de déni de justice, sans que la limite posée ne soit une limite arbitraire?

Nous voudrions bien savoir comment *la Presse* sortirait de là, elle qui est si habile.

Mais supposons les plus grandes capacités appelées au gouvernement de la société; supposons que le souverain se compose de MM. Arago, Lamartine, Lamennais, Chateaubriand, Guizot, Cousin, Thiers, Molé, et cent autres intelligences d'élite parmi lesquelles nous pourrions comprendre même le rédacteur de *la Presse*. — Que résulterait-il de cette réunion des plus hautes capacités, en supposant que chacune ne relevât que d'elle-même? Il en résulterait *oui* et *non*, *blanc* et *noir*; un bruit semblable à celui qu'on dut entendre dans la tour de Babel: voilà la souveraineté devant laquelle le peuple devrait courber la tête.

Pour que la souveraineté de l'intelligence fût admissible, il faudrait d'abord prouver deux choses: premièrement que la vérité sociale n'est pas accessible aux esprits vulgaires, c'est-à-dire à la masse de la nation; secondement, que les esprits d'élite arrivent *nécessairement* à la connaissance de cette vérité. Certains écrivains ne craignent pas d'affirmer que cela est ainsi; mais il est plus facile d'affirmer que de prouver. Si de telles affirmations étaient fondées, on concevrait parfaitement la possibilité de l'accord entre les capacités (en supposant résolu le système de leur élection); car, ayant toutes le don de voir la vraie lumière, ce qui serait blanc aux yeux de l'une ne saurait être noir aux yeux des autres. Dans ce cas, la souveraineté absolue ne serait pas encore dans la réunion des capacités, elle serait dans la vérité perçue; mais à la capacité seule appartiendrait la souveraineté de fait, le droit à la direction sociale, aussi légitimement qu'au clairvoyant appartient le droit ou plutôt le devoir de diriger l'aveugle. Le peuple, la foule des aveugles, n'aurait donc qu'à se laisser conduire par les capacités clairvoyantes. Mais, malheureusement pour les partisans de l'aristocratie de l'intelligence, et heureusement pour la foule des esprits vulgaires, la théorie est complètement à rebours de l'expérience. — D'abord il n'est pas vrai que la vérité sociale soit inaccessible à la foule, car la vérité sociale est tout entière dans la morale, et la foule, n'en déplaît aux doctrinaires de toutes les nuances, connaît et pratique la morale beaucoup mieux que la plupart de nos Capacités; ensuite il est faux que les intelligences d'élite, une fois affranchies des croyances communes, puissent jamais être d'accord sur ce que nous appelons la vérité sociale, c'est-à-dire sur le principe et le but de la société. Quiconque est un peu au courant de ce que veulent celles de nos intelligences qui se sont affranchies des *préjugés* populaires, doit savoir que toute chose affirmée par l'une d'elles est presque toujours niée par les autres. De tous les miracles, le plus difficile à opérer serait certainement celui qui donnerait l'unité de vue morale et politique à des intelligences qui auraient la prétention de ne relever que d'elles-mêmes. Nous disons donc que les capacités, si hautes qu'on les suppose, seraient absolument impuissantes à diriger la société dans la voie du progrès, à moins qu'elles ne reconnussent une loi supérieure à elles-mêmes et ne s'y soumissent. Alors l'intelligence serait sujette, et non souveraine.

On conçoit, par exemple, que la souveraineté spirituelle réside dans un concile œcuménique, non parce que là sont réunies les plus hautes capacités de l'Église, mais parce qu'au-dessus de ces

capacités il y a un principe devant lequel elles se croient obligées. Le concile n'est souverain qu'en vertu de ce principe.

De même, dans l'ordre temporel, pour que l'assemblée des capacités pût avoir autorité et produire quelque chose, il faudrait qu'elle reconnût un principe supérieur à elle-même. Alors la souveraineté serait non dans la capacité, mais dans le principe qui unirait et féconderait les capacités individuelles.

Pourquoi faut-il qu'on soit obligé de dire tant de paroles, de noircir tant de papier, pour prouver un fait aussi évident que la lumière ! Placez-vous, en effet, au sein de l'assemblée des députés : voici un orateur qui monte à la tribune, et qui plaide en faveur de l'esclavage aux colonies, insistant sur les avantages que la métropole en retire ; l'assemblée allait peut-être donner raison à cet orateur, lorsqu'un autre lui succède et ramène l'assemblée à d'autres sentiments, en flétrissant au nom de la morale l'abus qu'on fait des malheureux noirs. — Est-ce seulement la capacité du second orateur qui a déterminé le retour de l'assemblée ? Non ; c'est le principe qu'il invoquait et qu'une assemblée, si puissante qu'elle soit, ne braverait pas impunément.

Voilà donc la vraie souveraineté trouvée : c'est la morale, à laquelle l'assemblée elle-même est soumise. En effet, au nom de quoi rappelle-t-on à l'ordre les puissances de tous les degrés ? Au nom de quoi soulève-t-on l'opinion publique, si ce n'est au nom de la morale. Il est donc clair qu'il y a, au-dessus du pouvoir de fait, au-dessus des capacités, au-dessus même de la multitude, une puissance supérieure, une souveraineté réelle. Qu'une société tente de s'affranchir de cette souveraineté, et elle périclité immédiatement ; car il n'y a pas de société là où il n'y a pas de morale ; il n'y a plus qu'un troupeau livré à des passions que rien ne comprime plus. — Que les capacités, si grandes qu'on les suppose, veuillent s'affranchir de cette loi suprême, et, si la puissance politique leur est donnée, elles perdront infailliblement la société.

Ainsi donc, encore une fois, la souveraineté réelle ne réside pas ailleurs que dans la morale ; les directeurs sociaux ne sont que ses agents ; et la preuve, c'est que l'autorité exercée par eux est précisément en raison de leur soumission au principe souverain.

Ce sont là des choses si simples que nul homme du peuple ne les mettrait en doute. Il n'en est pas de même parmi la classe des intelligents, et nous connaissons plus d'un homme *avancé* que nos explications ne satisferaient nullement. Il en est, par exemple, qui prétendent que notre morale est perfectible, et qu'à une assemblée nationale appartient légitimement le droit de la perfectionner ; qu'en conséquence, si la chose avait lieu, cette assemblée serait supérieure à la morale même, comme l'ouvrier est supérieur à son œuvre. — Si cette objection avait de la valeur, il faudrait retomber dans le système de la souveraineté de l'intelligence, c'est-à-dire dans le système qui consacre l'infériorité de la foule. En effet, voici une assemblée qui croit avoir le droit de modifier la morale, c'est-à-dire, en réalité, de changer les notions reçues du bien et du mal. Or, qu'arrive-t-il ? Il arrive d'abord que la morale reconnue imparfaite, modifiable, perd immédiatement son autorité sur les esprits ; puis l'opinion publique est déroutée ; elle n'a plus de critérium fixe pour apprécier les actes des pouvoirs ; pour mieux dire, elle n'existe plus ; car l'opinion publique, c'est l'expression du sentiment moral de la nation, et du jour où l'on aurait impunément porté atteinte aux notions de juste et d'injuste qui sont dans l'esprit des masses, on aurait dé-

truit du même coup l'unité de l'opinion publique et par suite l'influence salutaire qu'elle exerce sur les individus comme sur les pouvoirs. En un mot, la foule aurait perdu son arme la plus puissante en même temps que son droit de sanction. Supposons en effet qu'il plaise à une assemblée sortie du suffrage universel, comme la Convention, d'imiter cette autre assemblée, lorsqu'en 1795 elle restreignit les droits du peuple ? Où sera la puissance qui lui imposera, et l'obligera à se maintenir dans les lois de la justice, quand on aura dérouté, quand on aura tué l'opinion publique ? Et d'ailleurs, serait-il logique de vouloir qu'une assemblée souveraine se maintînt dans la loi du juste, après lui avoir reconnu le droit de refaire la justice même ?

L'objection n'est donc qu'un sophisme ou une bêtise, selon qu'elle vient des partisans de l'aristocratie intellectuelle ou des partisans de l'égalité.

Maintenant que nous savons où réside le principe de la souveraineté absolue, il faut savoir où doit résider la souveraineté relative. Et d'abord, où réside-t-elle en fait ? Nous l'avons déjà dit plus d'une fois : elle réside dans cette puissance qu'on appelle l'opinion publique. Or, qu'est-ce que l'opinion publique, sinon l'opinion de tout le monde, l'opinion nationale ? En fait, c'est donc la nation qui est souveraine, et si bien souveraine que les partis mêmes qui s'opposent au suffrage universel sont les premiers à solliciter les faveurs de l'opinion publique, sachant bien qu'il n'y a pas de pouvoir qui puisse avoir durée sans son appui, pas de pouvoir qui ne doive tomber quand elle l'aura condamné.

De quoi donc s'agit-il alors ? Il s'agit tout simplement de régulariser la souveraineté de fait de l'opinion publique ; il s'agit de mettre la nation en état de prévenir, par une surveillance plus active, les méfaits des pouvoirs, afin qu'elle ne soit point obligée d'avoir recours aux insurrections et aux révolutions pour forcer ses directeurs à remplir leurs devoirs.

Nous aurons, dans un autre article, à nous occuper de la question d'application. Nous exposerons les motifs qui font donner aux hommes seuls le droit de suffrage ; puis nous dirons comment nous voudrions que la société fût hiérarchisée, afin de limiter les ambitions, afin d'empêcher les perturbations sociales, et surtout afin de faciliter aux capacités dévouées (à celles-là seulement) le moyen d'arriver aux plus hauts degrés de la hiérarchie pour mieux servir la société.

DES CAISSES D'ÉPARGNE.

A Monsieur le rédacteur en chef du BIEN PUBLIC.

Monsieur,

Votre numéro du 10 décembre contient un article adressé particulièrement aux ouvriers, et consacré à la défense ou mieux à l'apologie des caisses d'épargne, institution dans laquelle se trouvent en germe, suivant vous, « le travail, l'économie, le crédit populaire, la propriété et la liberté du peuple. »

En faisant de ce numéro un tirage extraordinaire, afin de le pouvoir distribuer gratuitement aux ouvriers, vous avez voulu attirer leur attention sur une question qui les intéresse ; vous avez fait appel à leur bon sens. Souffrez donc que quelques-uns d'entre eux, qui depuis plusieurs années se sont consacrés à la défense des intérêts de leur classe comme à l'examen de tous les moyens

proposés pour apporter quelque soulagement à la misère des leurs, viennent vous exposer franchement l'opinion qu'on a des caisses d'épargne dans les rangs où ils vivent.

Il nous est impossible de dire avec vous que « cette institution est une des plus belles et des plus libérales pensées dont notre époque ait à s'honorer devant Dieu, devant la postérité et devant le peuple, et que c'est peut-être le seul acte véritablement empreint de charité sociale qui ait été exécuté depuis treize ans. » Cette opinion nous a semblé la plus fausse appréciation d'une création que ses auteurs eux-mêmes, qui certes ne péchent pas par la modestie, ont été loin de présenter sous des couleurs aussi brillantes.

Qu'est-ce, après tout, que l'institution des caisses d'épargne ? C'est une administration qui reçoit les dépôts des petites sommes qu'on veut bien lui confier, et qui ne prélève aucun droit pour ce dépôt. Les remboursements sont garantis par l'Etat, qui se sert de l'argent, et en paie l'intérêt à un taux moindre que pour ses emprunts aux autres particuliers. Voilà la caisse d'épargne : rien de plus, rien de moins. Un don de quelques milliers de francs pour les frais de premier établissement ; quelques heures consacrés à une espèce de surveillance pendant les premières années, voilà aussi, ce nous semble, à quoi se sont bornés les actes des quelques hauts barons de la finance et de la politique qui ont jeté les bases de l'institution.

Ne nous accusez pas d'ingratitude, Monsieur, avant d'avoir examiné plus attentivement avec nous si cette institution a été créée dans une véritable pensée de progrès, et si les résultats sont empreints, comme vous le dites, d'un caractère de charité sociale et de haute moralité ; car, s'ils étaient tels, notre reconnaissance aurait honte de calculer si les efforts de sa fondation ont été si peu de chose, et elle ne se mesurerait que sur les bienfaits de l'œuvre.

Pour juger si les caisses d'épargne sont l'exécution d'une belle et libérale pensée, il faut d'abord connaître le but pour lequel elles ont été créées. Et cela ne suffit point encore ; car, leur objet une fois reconnu sans conteste, il est de plus nécessaire de s'assurer si elles l'ont convenablement rempli, ou si du moins elles sont en bonne voie d'y arriver. Or, suivant vous, Monsieur, et nous croyons encore qu'ici vous avez coloré en beau l'intention de leurs fondateurs, l'institution des caisses d'épargne s'est proposé de « préparer l'émancipation des prolétaires, en les délivrant de la servitude sans contre-poids des capitalistes, comme les ouvriers de l'agriculture ont été délivrés de la servitude de la glèbe par la division des propriétés. » Nous serions curieux de savoir si M. Delessert pense à ce sujet comme vous ; nous avons lieu d'en douter.

Nous avons eu déjà occasion d'exprimer notre pensée à cet égard, dans ce journal, que nous avons fondé ; nous disions à ce propos que l'idée fondamentale des caisses d'épargne nous paraissait être de détourner le peuple des questions politiques et sociales, en stimulant chez lui l'appât du gain et le désir d'amasser, passion qui exclut toutes les autres, et démoralise complètement l'individu qui y cède. Nous ajoutions que l'on espérait parvenir ainsi à arrêter les tendances qui se manifestaient vers l'association des travailleurs entre eux, car l'épargne surexcitée rend égoïste ; enfin, Monsieur, nous avons poussé la défiance jusqu'à voir dans cette création une des ramifications du vaste système de corruption et d'abrutissement que nous supposons être suivi avec persistance contre le peuple. On ne nous a pas poussés, Monsieur, à cette défiance ; elle nous est venue à la seule vue des résultats produits parmi nous par les caisses d'épargne, qui n'ont pas supprimé un seul ivrogne ni un seul débauché, mais qui ont fait de quelques honnêtes ouvriers des avarés et d'abominables égoïstes.

Voilà, Monsieur, ce qu'on pense chez nous des caisses d'épargne, et, en vérité, l'apologie qu'en font les prôneurs officiels n'est pas faite pour nous les faire aimer. Dernièrement encore, M. Ch. Dupin, sans doute pour faire apprécier la moralité de l'institution, mettait au nombre des bienfaits de l'épargne ce fait que « les cuisinières, dans cet âge à la fois critique et respectable de quarante à cinquante ans, trouvaient dans l'épargne les moyens d'épouser des jeunes gens, alléchés par leurs économies. » Qu'à jouter à un tel éloge !

Si vous pensez, monsieur, que le jugement porté par nous est faux, nous nous bornerons à envisager la question sous un autre point de vue, celui de savoir si l'épargne isolée a pu ou pourra, non pas atteindre, mais seulement aider au but pour lequel, suivant vous, la caisse a été créée. Ainsi donc nous admettons complaisamment que vous avez fidèlement rendu le vœu de ses prôneurs et de ses fondateurs ; c'est une immense concession que nous faisons : malgré cela, nous essaierons de vous prouver, si vous voulez bien nous écouter jusqu'au bout, que, loin d'aider les ouvriers à sortir de la misère, les caisses d'épargne contribuent peut-être encore à les y maintenir plus que jamais.

Et d'abord nous soutiendrons que les ouvriers ne peuvent être affranchis par elles de la servitude des capitalistes, et cela par la raison bien simple qu'il leur est impossible, dans l'état actuel, de faire des épargnes, puisqu'ils sont bien loin d'obtenir la suffisante vie. Et cet état de choses n'est pas près de sa fin, pour peu que le régime industriel et politique dont nous souffrons ait encore quelque durée. Vous trouverez peut-être, Monsieur, que nous tranchons hardiment et cavalièrement la question ; mais n'oubliez pas que nous parlons ici de choses qui nous sont parfaitement connues, qui nous sont personnelles, et dont nous allons, du reste, administrer la preuve.

L'immense majorité des déposants aux caisses d'épargne appartient au peuple, cela est vrai, mais elle ne se recrute pas dans la partie du peuple qui fournit les ouvriers de l'industrie, encore moins dans celle qui comprend les agriculteurs. Les déposants actuels sont des personnes qui se trouvent dans des conditions à peu près satisfaisantes d'existence, en raison de la sécurité de leur situation ; en première ligne on trouve des employés des administrations, dont les appointements sont fixes ; des chefs d'atelier, dont le salaire est régulier, et plus élevé que celui de la masse ; de petits boutiquiers, qui épargnent leurs bénéfices, quand ils en font ; des marins, qui ne peuvent dépenser leur traitement à bord ; quelques militaires des armes privilégiées, dont la suffisante vie est assurée, et enfin la presque totalité des domestiques des deux sexes, qui sont nourris, logés, chauffés, etc., souvent vêtus, et dont beaucoup n'ont qu'à avoir de l'ordre pour pouvoir économiser. Si la caisse d'épargne est un bienfait pour ces catégories d'individus, qui ne représentent qu'une minime portion du peuple, vous nous accorderez bien que ce bienfait ne s'étend pas aux ouvriers, car le nom d'ouvriers ne convient nullement aux professions que nous venons d'énumérer, et vous nous permettrez de faire remarquer que l'institution de l'épargne, qui devait, si elle était réellement œuvre de charité sociale, venir en aide d'abord aux plus souffrants, à ceux dont la position est incertaine et précaire, n'a eu pour résultat que d'adoucir le sort de ceux-là qui en avaient le moins besoin, et cela encore aux dépens de la masse des nécessiteux, comme nous le prouverons plus loin.

Ainsi, nous le répétons, les ouvriers ne peuvent considérer la caisse d'épargne comme une institution qui leur soit profitable ; ils peuvent même contester qu'elle ait la prétention de s'adresser à eux, et considérer cela comme une dérision. En effet, à part quelques ouvriers employés à l'année, d'autres qui sont

taïres, d'autres encore qui pratiquent les quelques rares professions où le salaire n'est pas encore avili, à part ces exceptions si rares, auxquelles il faut joindre quelques avarés, malheureuses victimes de l'esprit égoïste qu'on a éveillé en eux, pauvres hères qui pensent avec M. Ch. Dupin que la viande de boucherie est une nourriture *aristocratique*, il faut convenir que les ouvriers ne mettent pas à la caisse d'épargne. Le pourquoi, nous le disons pour la troisième fois, c'est qu'ils n'ont rien à y mettre.

Avant d'en venir à la preuve de ce fait, permettez-nous de bien éclaircir s'il est vrai que très-peu d'ouvriers mettent à la caisse d'épargne. M. Ch. Dupin, qui a inventé « la langue de l'investigation », et dont les chiffres « sont des raisons », s'est évertué en vain à prouver que le nombre des ouvriers déposants était assez considérable. Il a divisé les déposants en classes : tant pour les employés ; tant pour les militaires ; tant pour les domestiques ; tant pour les ouvriers. Ses chiffres se trouvaient combinés de manière que le nombre de la dernière catégorie était fort respectable, comparé à celui des autres. Mais nous connaissons cet art de grouper les chiffres et d'en tirer de fausses conclusions. Pour exposer loyalement la situation respective des déposants, il eût fallu tout simplement poser les chiffres de la manière suivante :

Il y a *tant* d'ouvriers et d'agriculteurs non-propriétaires en France ; sur ce nombre, *tant* mettent à la caisse d'épargne, ce qui met les déposants et les non-déposants de cette catégorie dans la proportion de x à x ;

Puis faire le même relevé pour les autres catégories, et les comparer entre elles.

Par ce calcul, que M. Ch. Dupin se gardera bien de faire, nous sommes à peu près certains qu'on serait arrivé à conclure que dans les domestiques, par exemple, il y avait un déposant sur quatre, tandis que chez les ouvriers on n'en trouverait certes pas un sur quarante ou cinquante. Voilà ce que nous appelons de la statistique claire et loyale, voilà des chiffres qui pourraient mériter le nom de *raisons*.

Au reste, M. Ch. Dupin est lui-même forcé d'en convenir : le chiffre des déposants ouvriers ne s'accroît pas ; *il diminue*. Ce chiffre, quel qu'il soit, est composé ainsi que nous l'avons dit plus haut ; il faut considérer en outre qu'une foule de dépôts faits par des ouvriers ne sont qu'accidentels et temporaires ; les uns épargnent pour les frais de couches de leurs femmes ; les autres pour acheter des meubles et du linge ; beaucoup pour les dépenses que nécessite l'approche de l'hiver, et pour vivre dans cette saison si féconde en chômages (c'est ce qui explique la quantité des retraits en septembre et octobre). Il en est enfin, et c'est la seule catégorie à laquelle nous appartenions personnellement, qui font tous leurs efforts pour amasser de quoi chômer un mois ou six semaines, s'il le faut, plutôt que d'accepter de mauvaises conditions de travail.

Dans tout cela, nous ne voyons guère que cette dernière combinaison qui nous rapproche du but : *délivrance de la servitude du capitaliste* ; encore sommes-nous bien certains que les fondateurs de la caisse d'épargne n'avaient pas compté sur celle-là, car ils n'auraient pas travaillé pour nous donner les moyens de soutenir une lutte contre eux-mêmes.

Vous le voyez, Monsieur, l'immense majorité des ouvriers ne participe ni de fait ni d'intention à la grande panacée de l'épargne ; il ne reste plus qu'à savoir s'il y a de leur part impossibilité ou mauvaise volonté.

Nous savons que M. le baron Dupin ne se gênerait pas pour dire que l'inconduite, la paresse et la débauche sont encore tellement enracinées chez un grand nombre d'entre nous que c'est la petite partie seulement qui, parvenue à vaincre ses mauvais penchants,

consacre à l'épargne ce qu'elle a arraché à la dissipation. C'est un peu aussi votre pensée, Monsieur, quand vous dites : « Chaque fois que l'ouvrier porte une épargne à ces caisses, c'est un vice qu'il y jette avec son écu, et c'est une vertu qu'il y achète avec son économie. »

Eh bien, Monsieur, malgré que la misère abrutisse au dernier point, malgré que le travail manufacturier corrompe les mœurs des populations ouvrières, c'est néanmoins une calomnie que d'attribuer à ces causes le peu d'empressement des nôtres pour l'épargne. Elle trouve chez nous un obstacle matériel : le dénûment ; et, si celui-là n'existait, il y en aurait peut-être un autre, tout moral, et qui se traduit chez nous par ce proverbe : *Le cœur sur la main*.

Ne nous arrêtons qu'à l'obstacle matériel. — Les ouvriers mariés ; ceux qui ont une famille plus ou moins considérable ; ceux qui travaillent aux pièces, et ce sont les plus nombreux ; ceux qui ont des chômages à supporter, et le nombre en est, hélas ! immense ; tous ceux-là, Monsieur, c'est-à-dire les quatre cinquièmes de la population ouvrière, ne gagnent pas de quoi se nourrir convenablement, et, en cette saison, beaucoup sont vêtus d'une simple blouse de toile. Si l'économie la plus stricte préside à leur ménage, ils pourront mettre sous leur blouse un gilet de coton ou de laine ; s'ils gagnent quelques liards de plus que les premiers dont nous avons parlé, ils y ajouteront une veste de drap. Ceux dont le gain est un peu plus élevé voudront avoir un vêtement propre pour le dimanche ; enfin, les *heureux* mangeront de la viande au lieu de pommes de terre et de haricots. Voilà les raisons qui empêchent l'ouvrier de *comprendre* l'admirable institution de l'épargne. Veuillez nous dire, Monsieur, si elles vous paraissent concluantes.

Il n'est qu'un moyen de nous répondre : c'est de nier la misère du peuple des campagnes et des ouvriers des manufactures. Autrement, on doit reconnaître que ce qu'il y avait à faire avant d'organiser l'épargne, c'était de la rendre possible.

Vous nous permettez donc, Monsieur, d'opposer cette fin de non-recevoir au projet d'organisation que vous avez proposé pour les caisses d'épargne, dans un but qu'assurément nous ne saurions trop louer. Quant à la valeur de ce projet sous le rapport financier, *le National* en a trop bien fait la critique pour que nous ayons pu y rien ajouter, si nous avions dû nous en occuper.

Comme vous, Monsieur, nous nous préoccupons des désastreux effets que produirait une demande en remboursement presque générale, événement qui peut se produire d'un jour à l'autre. Il est pour nous hors de doute que l'établissement de la régence en France causera une perturbation grave dans les affaires, tant industrielles que politiques ; nous n'en voulons pour preuve que les dispositions peureuses que prend de toutes parts le pouvoir. A cette époque, il est impossible que la caisse d'épargne puisse rembourser tous les déposants à la fois : tout ce qu'elle pourra faire, ce sera de laisser aux déposants la faculté de vendre ou d'aliéner leurs titres ; et alors on verra l'agiotage le plus scandaleux s'établir ; le malheureux, inquiet, échangera son livret de caisse contre un morceau de pain ; d'avidés capitalistes se substitueront à lui dans la possession des dépôts, à des conditions d'autant plus onéreuses que l'inquiétude et la panique seront grandes. Ainsi se renouvellera peut-être le désastre des assignats.

En fin de compte, Monsieur, dans l'état présent des choses, non-seulement le but charitable que vous avez indiqué n'est pas atteint, mais, comme nous l'avons dit, c'est le contraire qui se produit. En effet, le *bienfait* de l'institution, appliqué à un petit nombre, devient fléau pour les autres ; si l'employé, si le domestique deviennent rentiers au moyen de la caisse, ils vont augmenter le

Nombre des *capitalistes*, et peser sur nous de tout leur poids, car c'est le peuple qui paie l'intérêt de la rente. Et ce qui est pis encore, c'est que la caisse d'épargne, en fournissant à quelques ouvriers les moyens de devenir *maîtres*, contribue ainsi à alimenter de plus en plus cette effrénée concurrence qui nous écrasera tous si l'on n'y met ordre.

Vous l'avez dit, les caisses d'épargne tendent à nous délivrer de la servitude du capitaliste de la même manière que les ouvriers de l'agriculture ont été délivrés de la servitude de la glèbe par la division des propriétés. Ce qui veut dire, malgré votre opinion et contre votre vœu, nous le savons, que sous ce régime, les bénéfices de l'industrie iront à ceux d'entre nous qui se montreront les plus *habiles*, les plus égoïstes, les plus insensibles aux douleurs de la masse, mais que cette dernière sera juste aussi libre, aussi heureuse sous le rapport matériel que l'est aujourd'hui la majeure partie des ouvriers de l'agriculture.

M. Charles Dupin pourra vous dire, Monsieur, que les trois quarts de la propriété immobilière en France sont grevés d'hypothèques et écrasés sous le poids des emprunts usuraires. D'autres pourront vous demander ce qu'est devenue la culture avec le morcellement infini des propriétés, et quelle est la situation de ces malheureux *propriétaires* de quelques mètres de terrain, qui ne connaissent, pas même de nom, aucune des *aisances* de la vie des plus malheureux habitants des villes.

Le remède, Monsieur, ne nous paraît pas plus dans la division des propriétés pour les uns que dans la diffusion des rentes pour les autres, car c'est la mise en pratique la plus complète du *chacun pour soi, chacun chez soi*. Nous croyons que le temps est venu où chacun doit marcher à la conquête du bien-être général et non du sien propre, et l'association dans les travaux industriels et agricoles nous paraît le moyen à la fois le plus moral et le plus sûr d'y arriver.

Un jour aussi nous prêcherons l'épargne, quand nous aurons obtenu la suffisante vie ; mais ce que nous demanderons alors, ce n'est pas la faculté d'amasser solitairement quelques francs pour nous livrer à un *commerce* ou à une *exploitation* quelconque à notre profit individuel : non, Monsieur, ce n'est pas de cet étroit et antisocial point de vue que nous stimulerons les privations, que nous préconiserons l'ordre et la stricte économie ; c'est au profit des hommes de bonne volonté sans exception, et non au nôtre propre, que nous proposerons l'épargne. Nous demanderons qu'elle soit *commune*, et obligatoire pour tous les membres des associations de travail, et nous ferons tous nos efforts pour que le produit en soit consacré à des établissements de prévoyance sociale, au profit de ceux qui ont fait leur devoir, y compris ceux qui n'auraient pu épargner.

Pour terminer, Monsieur, permettez nous de vous demander quelques éclaircissements sur cette phrase de votre article :

« Les caisses d'épargne sont bien plus que le pain des ouvriers : elles sont leur morale. »

Nous ne pouvons croire, Monsieur, que vous ayez voulu vous faire un des grands-prêtres du culte des intérêts matériels ; nous ne pouvons penser que vous ayez oublié l'Évangile, si contraire au sens apparent de cette phrase. Nous vous supplions donc, si vous voulez bien nous honorer d'une réponse, de nous donner, à cet égard, une explication qui dissipera, nous l'espérons, la fâcheuse impression qui nous en est restée.

Agréez, Monsieur, l'assurance de notre respect.

DES CONFRÉRIES RELIGIEUSES.

La religion catholique a deux espèces d'ennemis, d'abord ses ennemis systématiques, puis ses amis excessifs, ceux qui prennent

Les intérêts du ciel plus qu'il ne veut lui-même.

En un mot, la religion a ses ennemis extérieurs et ses ennemis intérieurs, et certainement la seconde espèce est la plus dangereuse, car c'est elle qui fournit à la première tous les prétextes de ses attaques quotidiennes contre l'Église.

Ainsi, pour citer quelques exemples, à qui doit-on l'éclat extraordinaire donné aux leçons de MM. Michelet et Quinet contre les Jésuites ? aux sifflets imprudents autant qu'impudents d'une douzaine de ces zélés à la façon de l'ours de la fable.

Et toutes ces publications dirigées contre l'Université, et rédigées par les Père-Duchesne du clergé, ont-elles servi la religion ? Elles l'ont servie à peu près comme le journal d'Hébert servait la révolution.

Et ces livres sur les cas de conscience, faits tout exprès pour initier de jeunes séminaristes à tous les secrets de la débauche, sous prétexte de les rendre aptes à confesser ; ces livres infâmes, à quoi d'abord ont-ils servi ? à exciter les sens et à pervertir l'esprit des jeunes hommes auxquels ils étaient destinés. Ensuite qui ont-ils servi ? Les adversaires du catholicisme.

Et ce traité de philosophie soi-disant catholique qu'un évêque a forgé, et dans lequel sont justifiés et l'esclavage et l'assassinat politique ; ce traité, outre le mal qu'il fait directement, n'était-il pas une bonne fortune pour ceux qui font la guerre au « parti prêtre ? »

Non, ce n'est pas en dehors d'elle que l'Église doit chercher ses ennemis les plus dangereux ; c'est en elle-même : elle les porte dans son sein. Si elle veut que ses ennemis du dehors soient réduits à l'impuissance, qu'elle commence donc par empêcher que les armes leur soient fournies par ses propres membres ; qu'elle impose donc silence ou rejette ceux des siens par qui le scandale arrive. Car il est à remarquer que c'est moins par le dogme qu'on attaque la religion que par les scandales produits par une certaine faction qui est au catholicisme exactement ce qu'à la Révolution fut la faction des hébertistes ou des ultra-révolutionnaires. Les hébertistes, cela est bien connu, ont fait beaucoup plus de mal à la révolution que toute la puissance des contre-révolutionnaires. Il en est de même des ultra-catholiques ; la religion n'est sérieusement compromise que par eux.

Cette faction veut profiter de la réaction religieuse qui s'opère au sein de la société. Elle intrigue, elle se démène, tantôt attaquant l'enseignement laïque, moins parce qu'il est réellement mauvais que parce qu'il n'est pas totalement en ses mains ; tantôt cherchant à attirer à elle la jeunesse, pour former des associations mystiques et la tenir ainsi sous sa main. De là ces confréries qui se multiplient dans toutes les paroisses.

Ce n'est pas, nous devons nous empresser de le dire, que toutes les confréries religieuses soient organisées par ceux que nous appelons les hébertistes du catholicisme ; loin de là ; nous nous proposons ici d'examiner les principales, et si nous sommes déterminés à ne point ménager ce qu'on appelle aujourd'hui les jésuites, c'est-à-dire les intriguants, les dévots par égoïsme et fanterie, nous n'avons nullement le parti pris de dissimuler le bien qu'on peut trouver quelquefois dans certaines associations religieuses.

Au reste, nous ne nous occuperons que de trois grandes confréries : d'abord celle qui fut fondée par le curé de l'église Notre-Dame-des-Victoires, et qu'il appelle *Archiconfrérie du très-saint*

et immaculé Cœur de Marie ; ensuite de celle de Saint-François-Xavier, fondée depuis peu par les pères jésuites, dans les caveaux de Saint-Sulpice ; enfin celle de Saint-Vincent-de-Paul.

La première est purement mystique ; son nom l'indique suffisamment. Au moyen âge, dans la grande époque de la foi naïve, on ne voyait point de ces « dévotions au sacré cœur de Marie ou de Jésus, » on ne matérialisait pas la religion, on ne faisait pas de l'idolâtrie : ces choses étaient réservées pour notre époque rationaliste. Ce sont des inventions de jésuites. Quand, dans leurs missions lointaines, les jésuites s'adressaient aux sauvages, ils s'appliquaient à rendre sensibles tous les objets du culte, et tout entre leurs mains prenait une forme matérielle. De là l'adoration du cœur de la Vierge, de là aussi les médailles et scapulaires miraculeux, etc. Nous ne décidons pas si ce moyen employé pour des sauvages était bon ou mauvais ; nous disons seulement que les jésuites s'imaginent que nous sommes aussi à l'état intellectuel des habitants des forêts d'Amérique, puisqu'ils prétendent nous convertir par les mêmes moyens. Il faut croire qu'ils pensent des Français du dix-neuvième siècle qu'ils ne sauraient comprendre la religion et les devoirs qu'elle impose si on ne les prenait par de petites pratiques bigotes, par des adorations de cœurs en argent ; si on ne leur rappelait qu'ils sont chrétiens en leur passant au cou une petite médaille ou quelque petite pièce d'étoffe ! En vérité, les jésuites peuvent donner la main à ceux qui instituèrent le culte à la Raison.

L'archiconfrérie « du très-saint et immaculé cœur de Marie » augmente chaque jour, et ses médailles font de nombreux miracles. Le fondateur publie des livres et un journal dans lesquels il raconte ces miracles au public. Cela ressemble fort à ces petites brochures publiées par certains individus qui, à la faveur d'un diplôme de médecin, exploitent la crédulité publique par le récit des cures miraculeuses qu'ils ont faites, allant jusqu'à donner les lettres des malades guéris, jusqu'à donner les noms et adresses, jusqu'à mettre le public dans le secret d'un mal que la pudeur commande de tenir caché. Nous trouvons dans le livre de M. le curé de Notre-Dame-des-Victoires, fondateur de l'archiconfrérie, des histoires de guérisons non moins miraculeuses que celles des médecins dont nous venons de parler. Nous en prenons deux au hasard :

Un homme sage et chrétien avait une femme débauchée. Quelque effort qu'il ait fait cet homme pour ramener sa femme dans la bonne voie, il avait toujours échoué. « Tout ce que vous me dites, répondait-elle, est inutile : je ne crois pas même en Dieu. » Le mari, alors, sollicita les prières de l'association ; « il n'en résulta aucune conséquence ; » alors il eut l'idée de faire inscrire sa femme, promettant de réciter tous les jours pour elle la prière des associés : *Ave, Maria*, etc. C'était un samedi ; le dimanche suivant, la prière publique fut en l'intention de la femme débauchée, et le lendemain, lundi, à 8 heures et demie, la brebis égarée venait tout en pleurs se jeter aux pieds de son mari.

On ne saurait faire son salut et celui des autres à meilleur marché. Allons, grosse caisse, en avant ! faites force tapage, et appelez sur la religion les sarcasmes de la foule des sceptiques !

Un jeune homme de vingt-trois ans avait reçu de ses parents l'éducation la plus religieuse ; mais le séjour d'une année à Paris lui fit perdre les principes dans lesquels il avait été élevé. Les prières et les exhortations de sa mère furent inutiles : il persistait dans son incrédulité. Sur ces entrefaites, cette dame vient à Paris, se fait inscrire sur la liste de la confrérie, conte son malheur au fondateur, puis retourne à son pays. Rien n'opère encore ; au contraire, le jeune homme, ayant eu l'occasion de lire les *Paroles d'un Croyant*, devient pire que jamais. « A peine

eût-il lu ce libelle qu'il devint fanatique d'impiété ; son physique fut aussi altéré que son moral. Une fièvre ardente s'empara de lui, le tint dans une agitation continuelle, mina ses forces et le dessécha. Ses yeux, ordinairement doux, devinrent et restèrent furieux. Il était devenu pâle et maigre d'une manière effrayante. Il était entièrement privé de sommeil et ne pouvait plus prendre aucune nourriture. » Un jour, au souper, la désolée mère décida son fils à se laisser passer la petite médaille au cou, à réciter, en la mettant, la petite prière qui est gravée dessus, et à la garder toute la nuit. Le lendemain matin, le jeune homme se montra plus tard qu'à l'ordinaire, dit sa mère, et « avant de m'aborder, il m'appela Maman ! » Le miracle était opéré. — Allons, musiciens, faites tapage !

Quant à vous, lecteurs, qui avez certainement lu et relu les *Paroles d'un Croyant*, tenez-vous pour avertis ; si vous voulez recouvrer le sommeil, avoir de l'appétit, l'œil doux, et pouvoir appeler votre mère « Maman, » prenez la médaille, faites-vous inscrire !

Après ceci, est-il permis de parler sérieusement ? Avons-nous besoin de dire que la lecture des *Paroles d'un Croyant* fit sur beaucoup d'entre nous, qui étions plongés dans le matérialisme, l'effet contraire à celui dont parle M. le curé de Notre-Dame-des-Victoires, et que de ce livre date notre retour aux idées chrétiennes ? — Quant à la médaille, nous avons de bonnes raisons de croire qu'elle ne guérit ni de la bêtise, ni de l'esprit d'intrigue, ni de l'esprit de calomnie, ni de la cupidité ! L'archiconfrérie n'a peut-être pas pensé encore à prier le très-sacré cœur pour qu'il déracine ces vices de l'esprit de plus d'un de ses membres qu'il ne serait pas bien difficile de désigner. Qu'elle y pense donc ! Nous verrons si le miracle opère.

En résumé, dans cette archiconfrérie, il ne s'agit, pour chaque individu, que de faire son salut par des pratiques mystiques fort aisées. Porter la médaille, dire une prière chaque jour, et assister aux réunions, voilà tout. En un mot, on peut être un parfait égoïste sans que cela empêche d'être un excellent membre de l'archiconfrérie.

Occupons-nous maintenant de la confrérie de Saint-François-Xavier, fondée depuis peu dans les caveaux de Saint-Sulpice par les jésuites. On s'assemble le dimanche soir, on chante les petites vêpres, puis on fait une instruction toujours dans l'esprit bien connu des jésuites. Les membres de l'association peuvent prendre la parole ; mais jamais discussion intéressante ne peut s'y élever. Le père jésuite qui l'a instituée récréait l'assemblée par des expériences de physique amusante. Mais le père est parti, et les récréations avec lui. Le but avoué de cette confrérie est, en appelant à elle la jeunesse, et particulièrement les jeunes ouvriers, de les détourner des mauvais lieux où le désœuvrement les conduit ordinairement le dimanche. Si tel était le but réel, il n'y aurait pas mal en cela ; mais d'abord il est à remarquer que le but est manqué, car les ouvriers qui assistent à ces réunions religieuses ne sont pas ceux qui font d'ordinaire la débauche le dimanche. Ensuite le but réel est tout autre : c'est, pour les jésuites, un moyen de ressaisir leur influence sur le peuple, et surtout sur cette partie du peuple qui joue le premier rôle aux époques révolutionnaires.

Au reste, le but qu'ils se proposent n'est pas si facile à atteindre qu'ils ont pu le croire avant de commencer. En effet, dans les conférences organisées dans plusieurs paroisses de Paris en ces dernières années, il s'est élevé des discussions telles qu'on aurait pu se croire dans un petit club où l'opinion démocratique aurait dominé. Il en sera toujours ainsi dans les réunions d'ouvriers, quels que soient d'ailleurs leurs sentiments religieux. Quand on vit la

tournure que prenaient les conférences, on les ferma, ou bien on y établit des lois de septembre en coupant court à la politique. D'où il résulte que les meneurs sont pris, et n'osent rien dire sur ce point, de peur de froisser leur auditoire ou de s'exposer à des objections désagréables. La confrérie dont nous nous occupons en est là. Pour tout le reste, elle est modelée sur celle de Saint-Vincent-de-Paule, dont nous allons nous occuper.

La société de *Saint-Vincent-de-Paule* est la plus nombreuse; elle a des ramifications dans presque toute la France. Placée sous le patronage de l'un des saints les plus actifs, les plus animés de l'esprit de charité, les plus dévoués dont la religion s'honore, il ne manque à la société de Saint-Vincent-de-Paule qu'une seule chose, c'est de s'inspirer des vertus de son patron. C'est une société philanthropique, ni plus ni moins. Les milliers de jeunes hommes qui composent cette association n'ont pas fait à eux tous, depuis qu'elle existe, ce qu'aurait fait saint Vincent-de-Paule tout seul en un mois.

L'association dont nous nous occupons n'a pas un caractère purement mystique comme celle du *Sacré-Cœur* : elle se propose de faire des œuvres; mais quelles œuvres! Elle réunit des souscriptions et distribue aux ouvriers malades quelques faibles secours. Saint Vincent-de-Paule aurait pensé à faire autre chose s'il avait vécu de nos jours. L'organisation du travail n'aurait pas été un mot pour lui; il n'aurait point pris de repos qu'il n'eût jeté les bases d'une institution en faveur des travailleurs. Mais malheureusement l'esprit de l'association n'est, comme dirait Chateaubriand, que la fausse monnaie de la charité, c'est l'esprit philanthropique; c'est encore, pour beaucoup, l'intérêt bien entendu. On se pique, dans l'association, d'être indifférent aux choses politiques; on donne sa part de souscription en vue de son salut ici-bas aussi bien que là-haut. Nous pourrions citer des faits qui démontreraient que beaucoup entrent dans la société par calcul; s'il en était autrement, si c'était une pensée de charité et de dévouement qui réunît une si grande quantité de jeunes hommes, l'association aurait édifié quelque chose; et en définitive elle n'a rien édifié. Elle se fait l'aumône à elle-même, voilà tout.

Voilà quel est le caractère de chacune de ces trois confréries. Dans la première, l'influence exercée sur ses membres est mauvaise; dans les deux autres, en pesant le bien et le mal, on conclut à nullité. Elles font toutes plus de bruit que de besogne; mais, à vrai dire, la première seule fait scandale avec ses miracles quotidiens, et si l'autorité ecclésiastique remplissait mieux ses devoirs, elle réduirait à l'inaction ces prêtres qui sont des arguments vivants pour les ennemis de la religion.

COURS DE M. WOLOWSKI AU CONSERVATOIRE.

Décidément la salle des cours du *Conservatoire des Arts et Métiers* est un lieu qu'il est dangereux de hanter. On y essaie sur l'esprit des ouvriers une opération analogue à celle des marchands qui altèrent les denrées de bouche : les uns se chargent d'en fuir avec notre corps, les autres avec notre esprit.

M. Wolowski est un de ceux qui jouent avec le plus de chaleur leur rôle d'éteignoir; quelles que soient les craintes que l'avenir inspire, on le quitte bercé par de douces espérances, et, grâce à son éloquence toujours croissante, on va se reposer en paix.

M. Wolowski veut persuader ses auditeurs qu'au moyen de quelques petites réformes opérées dans quelques petits détails du système industriel qui nous régit, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Rassurez-vous et soyez calmes,

vous, acheteurs; l'autorité veillera désormais à ce que les produits de l'industrie ne soient point falsifiés... pourvu que les commerçants le veuillent bien, cependant, ajoute prudemment, et en manière d'acquit de conscience, notre professeur de législation industrielle. Et vous, ouvriers, vous qui géissez sous le poids de tant de misères, espérez, car nous avons entendu vos plaintes. Vous travaillez, dites-vous, et vous ne mangez pas, tandis que beaucoup ne travaillent pas et mangent; sans doute, ceci est une injustice; on avisera. En attendant, croyez que le gouvernement s'occupe de vous et qu'il consacre une large part de ses travaux à l'amélioration de votre sort, si peu digne d'envie. Surtout n'écoutez point la voix de ces perpétuels détracteurs de notre ordre social, qui vous disent de ne compter que sur vous-mêmes. Attendez, attendez; combien vous seriez reconnaissants si vous saviez tout ce que le gouvernement vous prépare; il sera pour vous un bon père!

Encore un peu, et il nous aurait dit, comme l'un de ses collègues, M. Blanqui, que, dans un temps plus rapproché qu'on ne le pensait, le travail serait régularisé, la durée de la journée fixée à huit heures, et que de plus, ô réjouissance! la semaine aurait alors deux dimanches. Il est vrai qu'il a ajouté : *peut-être*; mais nous aurons sûrement tout cela si nous sommes bien sages.

Non-seulement il y a tout profit à débiter ces discours frelatés, qui paralysent l'esprit des simples tout aussi bien que l'opium paralyse les sens; mais il paraît qu'il y a encore tout honneur. Les écrivains bourgeois n'en sentent pas d'aise.—Ah! notre grand professeur, dit l'un; — nous vous devons la vie, dit l'autre; — nous nous souviendrons de vous, reprennent-ils tous en chœur.

Ah! messieurs les conservateurs, vous avez bien raison de manifester cet enthousiasme plus ou moins sincère; oui, vraiment, vous êtes très-logiques : le riche a droit à vos respects et aux fonctions sociales par cela seul qu'il est riche; pourquoi, en effet, le discoureur n'aurait-il pas droit aussi à vos louanges, par cela seul qu'il fait des discours? Permettez que nous vous exprimions toute l'admiration que votre esprit nous inspire.

Il faut cependant, afin que l'on ne nous taxe pas d'injustice, que nous disions les raisons sérieuses qui nous font rejeter l'enseignement du professeur officiel.

Le commerçant voit aujourd'hui s'accroître sa fortune en raison inverse de sa probité commerciale : qu'il falsifie sa marchandise de manière à ce qu'elle défie les regards des plus fins connaisseurs, et il donne pour 50 francs ce que les autres ne peuvent donner que pour 100 francs, et il ruine ses concurrents honnêtes, et il acquiert une fortune scandaleuse; alors on lui accorde toutes les louanges; il n'y a pour lui ni rang, ni places assez honorables dans la société. Dieu! que cet homme est grand! comme il a su mener habilement ses affaires! s'écrie-t-on de toutes parts; et l'on dit à ses amis, à ses enfants : Faites comme lui si vous tenez à être heureux; ce n'est que de l'habileté, ce n'est pas du déshonneur.

« Voulez-vous que les hommes soient justes et honnêtes, a dit « l'*Encyclopédie du XVIII^e siècle* : faites qu'ils aient intérêt à « l'être. »

Or, quoi qu'en dise M. Wolowski, nous sommes précisément dans le cas contraire; les plaintes que soulèvent nos relations commerciales en général le prouvent.

L'homme qui se livre aujourd'hui au commerce, dit-on, a tout intérêt à ne point être honnête; ceux mêmes qui veulent rester dans les voies de la probité sont contraints, pour ne pas être chassés du marché, de se rendre complices des méfaits qu'ils déplorent; ils voudraient fabriquer loyalement, que la concurrence les force à devenir fripons.

Certes, on nierait difficilement que ces paroles ne soient rigou-

reusement vraies ; mais admettons avec les plus indulgents que nous sommes seulement sur la voie qui mènera bientôt à la justification de ces paroles. Il faut donc qu'une volonté autre que la volonté individuelle du commerçant intervienne ; il faut qu'une autorité supérieure mette ordre à cet abus dangereux que l'on fait de la liberté individuelle ; il faut concilier l'intérêt de la société avec cette liberté, c'est-à-dire restreindre cette dernière autant que la société l'exige. Si l'on ne fait cela, avant dix ans le nom de *commerçant* sera dans toutes les bouches le synonyme de *voleur*.

Eh bien, M. Wolowski se révolte à cette seule idée que l'autorité viendrait gêner en ce sens la liberté des commerçants ; il veut bien que l'on empêche la fraude, mais il n'en veut pas les moyens. On pourrait peut-être citer quelques-unes de ses phrases qui sembleraient faire contradiction à ce que nous avançons ici ; mais, au fond, il n'en est rien. Dépouillons ses idées de l'innombrable quantité de mots dont il les environne, et nous trouvons :

1^o Que, pour prévenir les fraudes dans le commerce, il faut que le commerçant adopte certaines *marques* qui avertiront le public par des signes distincts de quelle matière et comment est composée la marchandise ;

2^o Que le commerçant sera libre de désigner sur ses *marques* le lieu de fabrique, le mélange, la qualité de confection, etc., des objets qu'il met en vente, ou bien l'une de ces indications seulement ;

3^o Enfin, et ce sont les paroles textuelles, « que les *marques* ne seront point obligatoires, mais simplement *facultatives*. »

Lecteurs, que dites-vous de ces derniers mots, preuve manifeste du culte outré de notre professeur pour la liberté individuelle du commerçant ? M. Wolowski émet en premier lieu une bonne idée, celle des *marques significatives* pour tous les objets qui peuvent être marqués ; car, en indiquant le lieu de fabrique, la largeur de l'étoffe (chose importante), le plus ou moins de mélange qu'il y a dans un tissu ou dans un objet en métal, la qualité de fabrication, etc., l'acheteur ignorant est mis à l'abri de toute tromperie, et la défiance n'est plus permise. Mais peu à peu l'amour de notre professeur pour la liberté du commerce l'emporte ; il s'attache à détruire ce que les *marques obligatoires* pourraient avoir de gênant pour le commerçant, et il conclut à ce que leur emploi soit facultatif. En vérité, ceci est-il un enseignement sérieux ?

C'est que si l'on abordait franchement et librement surtout (car M. Wolowski est forcément l'apologiste de l'ordre de choses présent) cette grande question de l'organisation industrielle, on serait entraîné à de trop graves conséquences ; il faudrait beaucoup faire. Or, nul de ceux qui ont actuellement le pouvoir ne veut faire quelque chose ; on ne veut que conserver ce qui est, donc il faut justifier quand même ce qui est. Convenons de bonne foi que M. Wolowski s'en est acquitté aussi adroitement qu'il l'a pu, mais voilà tout.

Il est deux états possibles pour l'industrie : le premier, c'est la liberté telle qu'elle existe aujourd'hui, où chacun ne relève que de soi-même et peut fabriquer sans aucune direction ce qui lui convient et comme il lui plaît, où aucun contrôle n'est exercé par un pouvoir supérieur ; celui-là, nous le condamnons parce qu'il entraîne avec lui trop d'abus. Le second est celui où la liberté de chacun serait combinée avec l'intérêt de tous ; où un système de lois, provoquées et appliquées par un pouvoir spécial et électif, servirait de guide tutélaire à l'industrie et la moraliserait en disant au producteur fourbe et insensé : *Tu peux aller jusque-là ; tu n'iras pas plus loin.*

Mais c'est un régime de fer que vous nous proposez là, s'écrieront les partisans du système actuel ; c'est la réglementation du travail ; vous voulez donc détruire la liberté de l'industrie !...

M. Wolowsky prendra aussi la parole pour nous rappeler ce qu'était la réglementation du travail au moyen âge, sous le régime des corporations ; il nous racontera ses abus, les dommages qui en résultaient pour les paysans ; les luttes entre les rôtisseurs et les pâtisseries, et celles des tailleurs contre les fripiers, et il nous dira ensuite avec bonhomie : « Vous voulez donc ramener tout cela ? »

Aujourd'hui nous répondrons seulement ceci : la liberté dans l'industrie a produit en cinquante années de plus fâcheuses conséquences que la réglementation du travail pendant tout le moyen âge ; jamais on ne vit autrefois quelque chose de pareil à la misère de ces milliers d'ouvriers de nos villes manufacturières ; le salaire fut toujours moins variable et plus respecté qu'il ne l'est maintenant, et l'on ne fabriquait point ces étoffes qui changent de couleur au soleil, de longueur et de largeur dans les endroits humides, et qui se déchirent au plus petit effort. Nous reconnaissons, cependant, que l'état industriel qui naquit en 1789 fut relativement un bien ; car avant notre grande révolution tout était gangrené par les privilèges de la noblesse et de la haute bourgeoisie ; les abus les plus criants arrêtaient les développements de notre industrie.

Mais si les anciens abus ont disparu, il en est de nouveaux et de terribles qui se sont déjà introduits parmi nous. Or, ce n'est point en ramenant les abus du moyen âge que nous voulons guérir ceux d'aujourd'hui ; c'est en appliquant le principe de la réglementation du travail et du commerce, pur de tout privilège, que nous y mettrons un terme. Entre la liberté désordonnée et les abus de la réglementation, c'est à-dire le privilège, il est un milieu raisonnable ; là est la vérité. Et que signifieraient donc ces mots que tout le monde accepte : *organisation du travail* ? Ce n'est pas en laissant à chacun la liberté de faire tout ce qu'il lui plaira qu'on pourra l'organiser ; c'est donc en réglementant l'industrie que l'on y parviendra.

Dire jusqu'où la liberté individuelle sera restreinte est chose impossible ; mais il n'est pas moins vrai que tous ceux qui se proposent d'améliorer notre ordre industriel doivent partir de ce principe, qu'il faut toujours une tête à un corps pour que celui-ci agisse avec discernement. Or, c'est cette tête qui manque au grand corps de l'industrie.

En terminant, nous croyons devoir donner à nos lecteurs de nombreux extraits d'une brochure de M. Jobard, fonctionnaire belge (1). On ne saurait mettre en relief avec plus de vérité les vices de l'état actuel de l'industrie et du commerce, et faire sentir plus profondément la nécessité d'une réforme radicale dans nos rapports commerciaux. La position éminente de l'auteur donne une autorité incontestable à tout ce qu'il dit sur la libre concurrence, et nous assure de la véracité des faits qu'il dénonce au public.

« La libre concurrence a fait des pays constitutionnels une arène où les industriels et les commerçants, semblables aux cailloux roulés par le flux et reflux, se fracassent et s'usent entre eux jusqu'à n'être bientôt plus qu'un sable aride, qu'une vaine poussière.

« . . . Les crises industrielles et commerciales sont nécessaires, inévitables et périodiques, nous dit-on ; mais comment se fait-il qu'elles ne ravagent que les *pays de liberté* ? C'est ainsi que l'on nomme les pays constitutionnels, où chacun est seul

(1) *Création de la propriété intellectuelle. De la nécessité et des moyens d'organiser l'industrie, de moraliser le commerce et de discipliner la concurrence.*

contre tous et jouit de l'étrange privilège de pouvoir ruiner son voisin par une concurrence à mort, dans laquelle la victoire reste toujours du côté des *gros monceaux d'or*.

« La libre concurrence n'est autre chose qu'une guerre où les soldats sont remplacés par des écus. Les résultats en sont les mêmes; mais le champ de bataille n'est pas seulement à la frontière, il est partout; ce n'est pas seulement une guerre internationale, c'est une guerre intestine, de province à province, de ville à ville, d'homme à homme! une guerre de buissons et d'embuscades, une guerre de vrais sauvages qui n'épient que l'occasion de se scalper les uns les autres.

« Quelle différence y a-t-il en effet entre la vie de nos producteurs et de nos marchands qui ne cherchent qu'à détruire leurs concurrents, et la vie des cannibales qui ne pensent qu'à tuer et dévorer leurs ennemis?

« Sophistication, adultération, contrefaçon, falsification, frelatage de tous les produits quelconques de l'industrie, fraudes, tromperies, maquignonnage dans les transactions du commerce; voilà ce que la libre concurrence encourage, exige même aujourd'hui, sous peine de ruine; et vous appelez cela un ordre de choses naturel et fécond! Au lieu de la noble émulation que vous attendiez du *laissez-faire*, vous n'avez recueilli qu'un ignoble et désastreux antagonisme.

« La libre concurrence a donné naissance à plus d'ingénieuses inventions, pour falsifier les produits de tout genre, qu'il n'en eût fallu pour enfanter des milliers de chefs-d'œuvre.

« Les fabricants feraient un admirable livre de toutes les curieuses conceptions qui leur ont été suggérées par les spéculateurs et les marchands, pour falsifier des commandes à bon marché qu'ils sont forcés d'accepter, sous peine de perdre leurs pratiques.

« Pour n'en citer que deux exemples qui donneront une idée des autres, nous dirons que d'indignes pacotilleurs ont forcé plus d'un fabricant d'aiguilles à leur livrer, à bon compte, et bien emballées, plusieurs millions d'aiguilles à coudre, à tête dorée, mais non percées, pour l'exportation d'outre-mer!

« Souvent les fabricants d'armes du continent reçoivent des commandes de fusils de traite à 6 fr. la pièce; ces spéculateurs ont soin de les marquer d'un faux poinçon, et font, par ce moyen, une épouvantable réputation à l'étranger à nos marchandises, au profit de leurs pays.

« Que voyons-nous à la place de ces honnêtes commerçants d'autrefois? D'avidés et rusés spéculateurs, qui travaillent dans l'ombre à la fabrication, en serre chaude, d'une immense quantité de produits frelatés, séduisants en apparence et de peu de valeur en réalité, dont ils inondent un beau jour tous les marchés à la fois.

« Les consommateurs se précipitent dessus, par l'appât du bas prix *extraordinaire*, *inouï*, *inconcevable*, auquel on les livre; tandis que l'adroit *faiseur d'affaires* s'esquive comme un voleur qui vient de faire un mauvais coup, et disparaît de la scène, avant que ses dupes aient eu le temps de se reconnaître, pour aller recommencer ses tours sur un autre terrain, ou sur un autre objet.

« Voilà la peinture exacte du *commerçant avancé* de notre époque.

« Il en est beaucoup d'autres qui, prenant la presse pour complice de leurs fourberies, remplissent les journaux de pompeuses annonces; qui font croire aux badauds (et tout le monde l'est un peu) que leurs drogues doivent posséder de bien merveilleuses qualités pour avoir été récompensées par un brevet

accordé par *Sa Majesté* le Roi, ou protégées d'un rapport approbatif d'une célèbre Académie quelconque.

« Avec cent mille francs d'annonces je me fais fort, disait un de ces preux de la réclame, de vendre pour deux cent mille francs d'eau de la Seine non filtrée.»

« Les lois, la police, et à leur défaut le blâme et le mépris public ne sauraient arrêter de pareils attentats, puisqu'ils ne sont pas *définis*; ce serait d'ailleurs *porter atteinte à la liberté* du commerce et de l'industrie, cette précieuse conquête de la Révolution, ou plutôt ce noble *palladium* de la fourberie organisée et triomphante.

« Vous n'y pensez pas! Réglementer l'industrie et le commerce! mais ce serait détruire la *libre concurrence*, *source féconde de progrès infinis*; ce serait aller à l'encontre de la maxime évangélique des apôtres du *laissez-faire* et du *laissez-passer*.

« Laissez-les donc faire et ils vous en feront de belles! Laissez-les passer et ils iront loin, ces chevaliers errants du haut négoce!

« Il est temps, à leur gré, que le reste des stupides honnêtes gens disparaisse du commerce et de l'industrie, qu'ils ne fassent qu'embarrasser de leurs ruineux scrupules! Laissez-les faire, et avant peu les domaines de la spéculation seront aussi sûrs que ceux de la Forêt-Noire. Les chevaliers d'industrie en seront les *burgraves*; du haut de leurs positions dans la presse, ils battront le plat pays, et détrousseront parfaitement les caravanes débonnaires qui auraient encore la prétention de traverser impunément leurs châtellenies féodales!

« Ah! oui, il est plus que temps qu'il apparaisse un autre Louis XI pour nous débarrasser de ces chefs de *routiers*, de ces *trente mille diables*, de ces vils *malandrins*, de ces infâmes *chauffeurs* du commerce et de l'industrie!

« Les *doubles emplois* sont la grande plaie de la libre concurrence. Tout le monde se met à fabriquer le même produit, souvent sans le savoir; de là, pléthores et crises commerciales périodiques, déconfitures, faillites et banqueroutes sur banqueroutes.

« Qu'importe, disent nos amateurs intrépides du *laissez-faire* et du *laissez-passer*, qu'importe la ruine d'un individu, d'une maison, d'une famille, si l'atelier ne périclite pas?...

« Ah! si l'industrie était délicate, si les concurrents étaient consciencieux, si la lutte ne s'engageait que sur la perfection des produits et la modération des prix, le mal ne serait pas grand; mais quand nous avons tous les jours la preuve que le champ de bataille n'est placé que sur le terrain de la fraude, de la falsification, de l'adultération et du maquignonnage, comment voulez-vous qu'un honnête commerçant s'expose, la poitrine découverte, contre ces chevaliers d'industrie, bardés de dol et de ruse, qui ont envahi le champ de toutes les foires?

« Nous le disons avec peine, tout fabricant consciencieux, tout marchand probe et franc qui ne connaît pas l'art de *travailler la marchandise*, de vendre à faux poids et à fausse mesure, est un homme ruiné; il lui est impossible de soutenir la lutte, il faut tôt ou tard qu'il abandonne la place aux bédouins du commerce.

« Ouvrez les prisons et les bagnes, supprimez les tribunaux, les gendarmes et les bourreaux, et vous aurez un spécimen visible de ce qui se passe dans le domaine de l'industrie et du commerce libres et accessibles à tous les fripons, à tous les escrocs, à tous les bandits du monde, pour lesquels les pays constitutionnels sont la terre de promission.

« Nous avons des lois et des tribunaux, direz-vous, pour réprimer le dol et la fraude! Les fripons le savent bien; aussi connaissent-ils les lacunes du code et savent-ils en profiter. Les succès

nombreux qu'ils obtiennent contre les gens de bonne foi leur ont appris que, pour gagner un procès, la forme est tout, et le fond moins que rien.

« Il en est des lois comme des passeports : ceux des criminels sont toujours mieux en règle que ceux des honnêtes gens, et ce sont ces derniers qu'on arrête et que l'on condamne le plus souvent pour défaut de forme.

« . . . Les falsifications du commerce libre commencent à prendre un tel développement dans la droguerie et les produits chimiques qu'un des plus habiles manipulateurs de Paris, M. Chevallier, publie un journal en partie consacré à dévoiler toutes ces innombrables adultérations qui menacent de faire tomber la pharmacie à néant ; car un médecin ne peut presque plus compter sur l'effet des remèdes qu'il prescrit, depuis que les malades font colporter d'officine en officine les ordonnances du docteur, pour trouver le pharmacien qui les exécutera au rabais.

« Il est des drogues fort rares et fort chères dont peu de pharmaciens sont pourvus ; mais fort peu refusent de confectionner les prescriptions les plus excentriques, sans en posséder les moindres éléments, qu'ils remplacent par des substances inertes. Aussi le malade n'en éprouve-t-il pas plus d'effet que quand on donne à un fiévreux de la salicine pour de la quinine, substances qui sont très-difficiles à distinguer, mais dont les prix sont fort dissimulables.

« Partout où vous prendrez la peine de fouiller, la fraude s'est introduite, par suite de cette *admirable bétise*, la liberté du commerce et de l'industrie.

« Il n'y a plus ni règlement d'ordre, ni police qui gêne, ni punition qui réprime, ni moralité qui retienne, ni respect humain qui arrête ; on se moque de la *clientèle ancestrale*, pourvu qu'on ait un achalandage momentané, une vogue éphémère ; on ne travaille plus, comme autrefois, à fonder une bonne maison pour ses enfants ; on ne sème plus, on ne récolte plus ; — on maraude, on ravage, on pille ; le commerce libre tourne à la rapine et au brigandage, comme la liberté sans frein tourne à l'anarchie.

« . . . La fabrication des drogues étant une chose très-lucrative, elle a particulièrement fixé la rapacité des falsificateurs, qui s'attachent particulièrement aux produits d'un prix élevé, tels que la cochenille, la quinine, etc. . . . Ils font des onguents mercuriels sans mercure et des extraits où il ne manque que la substance dont ils portent le nom.

« Les farines de lin et de moutarde sont mélangées de tourteaux et de son ; il y a des pâtes et des sirops de guimauve sans guimauve ; il y a du miel-sirop de fécule, de la mauve-glucose, des poudres pour tout faire, des pilules toutes faites pour tout, etc.

« . . . Ménagères, achetez donc du savon fabriqué avec des pierres à fusil ! des huiles d'olive et des vins naturels, si vous pouvez en découvrir. On fait du lait avec des cervelles de veau, du beurre avec de la farine et du saindoux, du pain avec de la fécule et du sulfate de cuivre, des crêpes de coq avec des palais de bœuf, de l'ivoire avec des os blanchis ; on met du plâtre dans le papier, des fèves dans la farine, du sel dans le tabac, de la poussière dans les crayons de Brockmann, de l'eau dans la houille ; c'est enfin à qui vous vendra de l'étain pour de l'argent et du cuivre pour de l'or.

« C'est assez dire que la liberté de l'industrie et du commerce a ouvert la porte à toutes les fraudes imaginables ; et, en bonne conscience, il ne pouvait guère en être autrement, quand on offre une fortune pour prime aux falsificateurs, et une ruine assurée aux commerçants de bonne foi.

« Il faut en convenir, si notre ouvrier libre n'appartient à personne, rien aussi ne lui appartient : esclave, il avait le droit de vivre ; libre, il n'en a plus la possibilité.

« C'est-à-dire qu'il est libre de chercher du travail ou du pain, que chacun est libre de lui refuser ; et il ne faut que trois jours sans pain et sans abri, dans nos climats, pour tuer un homme. — Personne ne meurt de faim ! s'écrient nos philanthropes de cabinet. — Vous vous trompez, il en meurt beaucoup qui ne viennent pas vous le dire ; mais savez-vous combien succombent dans trois semaines, dans trois mois, dans trois ans, d'une suite de misères sans intermittence ?

« Toutes les petites créations bienfaisantes de la philanthropie particulière ne sont que des chevilletes fichées dans le flanc d'un navire pourri qui fait eau de toute part ; vous pourrez retarder sa perte de quelques heures peut-être, — mais vous ne l'empêcherez pas de sombrer. »

REVUE DU MOIS.

Bien que le mois qui vient de s'écouler ait passé sans événement politique important, nous ne pensons pas que le pouvoir ait grand sujet de s'en réjouir ; pour nous, nous tenons le mois pour bon et très bon : ce ne sont pas les coups de fusil qui font les révolutions, mais l'opinion publique, et chaque jour elle se prononce dans la presse, qui est son organe.

De toutes parts on discute les questions de droit et de souveraineté. Le gouvernement construit des forts dans Paris, augmente sa garde municipale et ses agents de police ; c'est la preuve évidente qu'il comprend où est son droit ; mais la raison et la justice se rient de ces précautions.

M. Arago a publié trois lettres sur les fortifications de Paris ; le caractère et le savoir de leur auteur donnent à ces lettres une très-grande importance. M. Arago, s'appuyant de l'opinion des hommes les plus compétents, déclare que l'enceinte continue, avec quelques nouvelles combinaisons qu'il décrit, rendrait Paris imprenable, et que, au contraire, les forts détachés, qui peuvent devenir un instrument d'oppression et de tyrannie dans les mains du pouvoir, seraient nuisibles à la défense de la place : en conséquence, il demande que les citoyens envoient des pétitions à la Chambre pour réclamer la destruction des forts, moins ceux de Charenton et de Saint-Denis.

Quoique nous partagions les opinions de M. Arago sur les fortifications, nous ne pouvons laisser passer, sans faire une réserve, cette phrase de sa première lettre : « Le parti qui succomba le 9 thermidor disposait d'une force armée assez nombreuse, mais mal commandée ; cette force, quelques discours la dispersèrent. Placez les soldats d'Henriot, les séides de la commune, dans une ceinture de citadelles, et tout change de face, et Robespierre triomphe peut-être. »

Si les hommes qui succombèrent en thermidor avaient voulu employer la force, ils n'auraient pas eu besoin d'assiéger Paris, attendu que toutes les sections armées s'offraient à les défendre. Que M. Arago veuille bien se rappeler que Robespierre répondit : « Je ne veux pas être un nouveau Cromwell. »

Immédiatement après les lettres de M. Arago, nous devons signaler celle que M. Gustave de Beaumont, député de la gauche-Barrot, écrivit au *Siècle* : il est bon de constater le degré d'estime que les dynastiques professent pour le système.

M. de Beaumont n'est pas éloigné de croire à une conspiration du pouvoir contre les libertés publiques. « Je ne sais, dit-il, si, au mépris des leçons terribles du passé, le système qui nous ré-

« git conspirer la ruine de nos institutions, et s'il a, soit ambition, soit peur, conçu le fatal dessein de se fortifier ou de se grandir sur les débris de la liberté; mais, ce qui m'apparaît clairement, c'est que, s'il avait formé ce projet néfaste, il ne s'y prendrait pas pour l'accomplir autrement qu'il ne fait. » L'auteur examine la moralité du système : « Ce ne sont plus des principes qui cherchent à s'emparer du pouvoir, ce sont des intrigues.... Chacun s'isole, se retire dans son égoïsme, travaille à se pourvoir soi et les siens, et d'ailleurs laisse faire le gouvernement.

« Une corruption savante et chaque jour perfectionnée travaille à l'avance le corps électoral dans tous les départements, et pare le suicide du pays par le pays; le fait est patent, général... Les procédés scandaleux par lesquels se font les majorités dans la Chambre élective sont connus de tout le monde... Jamais les emplois publics ne furent comme aujourd'hui distribués au mépris du vrai mérite et du bon droit. » M. de Beaumont nous montre ensuite l'institution du jury faussée par la confection des listes laissée aux préfets; la presse, étouffée par les lois de septembre et des annonces judiciaires; les conseils municipaux, qu'on dégoûte et qu'on achète; les gardes nationales désorganisées. Enfin M. de Beaumont avoue que le pays est las de son gouvernement, et qu'il doute de sa durée.

Le pouvoir, ainsi attaqué sous toutes les formes et de toutes les façons, qui l'a défendu? quelle est la plume non salariée qui ait combattu pour lui? Aucune; une telle cause n'a donc plus de défenseurs.

C'est à peu près à cela que se bornent les nouvelles politiques du mois. Il y a bien encore l'histoire d'un ministre intègre qui s'est retiré du cabinet, ne voulant plus participer aux dilapidations en matière de travaux publics. En se retirant, pourtant, il s'est pourvu d'une petite place de président à la Cour de cassation et d'un fauteuil à la pairie. Le pauvre homme! Il y a des médisants qui trouvent cette conduite-là très-adroite. Enfin nous avons eu la cérémonie de l'ouverture des Chambres, tout aussi intéressante que l'année dernière et que l'année prochaine, s'il y a lieu.

Pendant qu'on discute chez nous, en Espagne les événements passent avec une telle rapidité qu'on a peine à les suivre. Nous demandions, le mois dernier, combien il faudrait d'années pour dépopulariser et renvoyer sur la terre d'exil cette enfant si fêtée; demandez aux courtisans, ces parasites de la royauté, ce qu'ils ont fait en quelques jours de sa popularité et de son innocent prestige!...

LES HOPITAUX DE PARIS.

L'administration des hôpitaux possède un budget de 12 à 13 millions. Avec un pareil revenu elle peut amplement satisfaire aux dépenses des 7 ou 8,000 malheureux qui viennent réclamer ses secours : le bon sens le dit et l'arithmétique en fait foi. D'où vient cependant que les malades se plaignent, que la plupart font à leur sortie de l'hôpital un affreux tableau des souffrances qu'ils y ont endurées, et que tous, remplis d'aversion pour ces demeures, attendent à la dernière extrémité pour s'y faire admettre? Leurs plaintes seraient-elles mensongères, et leurs reproches sans fondement? Que le lecteur ne le croie pas : nous avons nous-même souffert des faits contre lesquels réclament les malades, et il en est de vraiment incroyables. Nous nous faisons un devoir de les révéler aujourd'hui, et d'apprendre au public comment les administrateurs philanthropes s'appliquent à mériter la reconnaissance du pauvre, et dépensent ses deniers.

Ce n'est pas d'aujourd'hui ou d'hier seulement que le mal existe. Il y a dix ans et plus que le public a pu connaître et juger les dés-

ordres ou l'incurie de l'administration des hôpitaux; et, pour preuve, voilà ce que disait en 1836, dans l'assemblée générale du bureau de bienfaisance du cinquième arrondissement de la ville de Paris, l'un des membres de cette assemblée :

« Cependant, messieurs, si toutes les âmes honnêtes et douées de quelque sensibilité se révoltent à l'idée d'hôpital; si ce mot, au lieu de sa signification douce et rassurante, est devenu une menace affreuse; si l'a pris place dans le vocabulaire des malédictions du peuple; si l'on voit tant de pauvres tomber en délire à l'aspect du brancard qui vient les transporter dans ces demeures redoutées, il faut reconnaître, ce me semble, que les hôpitaux ne répondent pas à leur destination, et qu'une aversion si profonde, si générale, doit être justifiée par de grands abus dans le régime de ces établissements. »

Ces paroles graves firent une impression profonde dans l'assemblée, et, comme elles allaient directement à l'adresse de l'administration, on dut espérer qu'elle y répondrait par des travaux et des améliorations. Eh bien, elle n'en a tenu aucun compte, et après sept ans, pendant lesquels elle eût pu manifester son bon vouloir, nous affirmons que la direction des hôpitaux est toujours des plus déplorables, et que les nombreux abus qui y existent justifient pleinement l'aversion qu'ils inspirent au peuple. Pour prouver au lecteur la vérité de nos assertions, nous lui ferons connaître, sans aucune exagération et avec toute l'impartialité dont nous sommes capables, la situation réelle des hôpitaux, telle qu'elle se trouve exposée dans un rapport fait au conseil général des Hospices par la commission médicale de 1843. Nous y joindrons en outre quelques faits dont nous garantissons l'authenticité, et qu'il importe de signaler au plus tôt, tellement ils nous paraissent répréhensibles.

Occupons-nous d'abord du régime alimentaire, et voyons quelles réclamations la commission médicale adresse à ce sujet à l'administration centrale.

Depuis quelques mois, l'administration a repris l'usage du beurre salé, qu'elle avait abandonné, sur les réclamations des précédentes commissions, pour le beurre frais. La commission actuelle sollicite avec instance que la fourniture du beurre frais ne soit plus interrompue. Si c'est une pensée d'économie qui a dicté ce changement, l'on avouera qu'elle est bien mal placée, puisque, de l'avis des médecins, elle est préjudiciable aux malades.

La manutention du pain a fait de notables progrès; il ne reste plus qu'à exiger des fournisseurs de *meilleure* farine, et en quantité suffisante, afin de ne pas voir la portion de chaque malade varier d'un jour à l'autre.

Quant au vin, il ne ressemble pas mal à celui que d'honnêtes négociants fabriquent dans leurs greniers : il en a la couleur, le goût, et s'il n'est point le résultat de cette fraude ignoble, au moins peut-on affirmer qu'il est de qualité très-inférieure. L'administration ne l'ignore pas; on lui a adressé des réclamations nombreuses à ce sujet. Elle sait aussi que les fournisseurs la trompent, qu'ils bénéficient déloyalement sur elle; cependant les choses en restent là; les marchands livrent tous les jours de mauvais vin, et les malades en souffrent. Les vins liquoreux et fortifiants, ceux de Bagnols et de Collioure, dont on fait un usage journalier, sont rendus méconnaissables par les mélanges qu'on y ajoute. Cependant il est du plus grand intérêt qu'on les ait purs. Nous voudrions bien savoir aussi pourquoi les vins de Bordeaux prescrits aux malades sont faibles et débilitants, et leur sont accordés avec tant de peine, de difficulté, souvent même refusés, quoique le médecin l'ordonne et que la guérison y

soit attachée. Nous pensions que l'administration inscrivait au chapitre des dépenses quelques milliers de francs pour en avoir : si cette somme ne suffit pas, qu'elle l'augmente, car dans ce cas l'économie est une impardonnable lésinerie.

Le lait a été jusqu'à ce jour l'objet de vives et incessantes réclamations. L'administration a laissé réclamer sans s'émouvoir le moins du monde; puis se ravisant, et pensant qu'il y avait peut-être quelque chose à faire, elle a ordonné l'analyse du lait, et dès que les chimistes eurent terminé leur travail, elle en resta là, pensant qu'il devait suffire aux malades d'apprendre que le lait qu'on leur donne est écrémé, largement étendu d'eau, aigre, et très-souvent falsifié. Plusieurs de ces pauvres malades accusaient de violentes coliques après l'avoir bu, et souffraient d'épreintes et de dégoûts jusqu'à ce que de douloureux vomissements les en eussent débarrassés. D'autres, ne pouvant boire du vin, car il leur était funeste, refusaient le lait qu'on leur offrait, aimant mieux calmer leur soif avec cette tisane commune que la malpropreté du pot ou la poussière du dortoir rendent si dégoûtante.

Cet état de choses, fort préjudiciable aux malades, tient à un seul fait, l'économie; économie mal entendue, cela se comprend de reste. Quelles sont en effet les prétentions de l'administration? Depuis dix ou douze ans, elle s'est mis en tête de n'offrir aux fournisseurs de lait qu'un prix vraiment dérisoire de leur marchandise. Les marchands l'ont d'abord refusé net; mais se rappelant bientôt que l'administration tenait médiocrement à la qualité, et que sur la quantité (528,000 litres environ) ils feraient encore leurs affaires, le marché fut conclu, et depuis douze ans on vend aux hôpitaux de Paris un lait qui n'a presque rien de sa nature première, et dont ne voudrait pas le plus pauvre d'entre nous.

Et il serait si facile à l'administration de s'en procurer du bon et à bon marché! Elle possède des fermes dans les environs de Paris; pourquoi ne pas y établir des vacheries, au lieu de les laisser incultes et de n'en retirer qu'un fermage improductif? La ferme de Sainte-Anne, par exemple, que lui a désignée plusieurs fois la commission des hôpitaux, pourquoi ne pas l'utiliser? Probablement les administrateurs, occupés de leurs affaires privées, n'ont pas le loisir de penser à celles des pauvres!...

C'est bien autre chose encore pour le bouillon. Voilà ce qu'en dit le rapport que nous avons déjà cité: «Après de nombreux essais, on est parvenu à obtenir du bouillon d'une qualité convenable dans les hôpitaux, et bien certainement les résultats seraient encore supérieurs si les marmites étaient partout demi-sphériques et d'une moindre capacité (de 50 à 60 litres, au lieu de 150). Mais ce qui serait bien désirable, ce serait qu'on pût faire dans chaque hôpital la totalité du bouillon nécessaire au service des malades qu'il contient.»

Ce n'est pas là l'affaire de l'administration, et elle répond aux médecins que beaucoup de malades étant au bouillon, aux soupes et aux potages seulement, la quantité de viande bouillie serait trop considérable pour les besoins de la maison, et serait perdue, ou qu'alors il faudrait ne donner que ce bœuf bouilli aux malades qui commencent à manger, ou en faire la nourriture exclusive des gens de service, ce qui n'est pas possible. Aussi, pour obvier à cet inconvénient, elle achète une certaine quantité de bouillon préparé par la Compagnie hollandaise. Le transport le décompose, altère ses propriétés, et il arrive aux hospices dans un état d'aigreur d'autant plus grand que l'éloignement de la Compagnie hollandaise est plus considérable et la chaleur atmosphérique plus élevée. La commission médicale dit en avoir goûté à dix heures du matin dans divers hôpitaux, en été; il était acide et d'une saveur désagréable. On ne sera plus étonné, après cela, si

les malades le prennent avec répugnance, et si le plus souvent ils le refusent, dans la crainte de se faire du mal.

Et l'administration croit être à l'abri de tout reproche quand elle a exposé les raisons que nous avons reproduites! Comme si elle ne pouvait céder ou vendre l'excédant de la viande qui aurait servi à faire la quantité de bouillon nécessaire dans chaque hôpital, soit à la préfecture de police, pour les prisons, soit à tout autre établissement public; comme s'il lui était impossible encore de s'entendre avec les bureaux de bienfaisance pour que cet excédant fût distribué aux indigents!..

Nous passons rapidement sur beaucoup d'autres faits qu'une administration soucieuse de ses devoirs ne saurait tolérer. Souffrirait-elle en effet que le médecin n'obtienne qu'à grand-peine, à force de réclamations, et souvent après de longs retards, tel ou tel régime, tels ou tels aliments, par cela seul qu'ils ne sont pas compris dans les achats quotidiens et qu'ils sortent des prescriptions ordinaires? On nous a rapporté qu'une pauvre femme à peine convalescente d'une maladie de poitrine, qui avait mis sa vie en danger, a été obligée de quitter l'hôpital, où elle ne pouvait se procurer les aliments que réclamait sa position, et de se rendre dans sa famille nécessiteuse, quoiqu'elle en fût séparée par une distance de quinze à seize lieues. Et personne n'oserait nier assurément qu'un pareil voyage, fait en novembre, ne fût très-préjudiciable à sa santé. Nous espérons que la publication de pareils faits suffira pour en prévenir le retour.

Mais ce n'est pas sur la nourriture et le régime alimentaire seulement que les pauvres sont en droit d'adresser des reproches à l'administration actuelle. A l'Hôtel-Dieu, premier hôpital de Paris, croirait-on que la pharmacie seule reçoit de l'eau filtrée? L'eau qui est distribuée dans les différents services est telle qu'elle sort de la rivière. Dans les grandes eaux, elle est tellement bourbeuse qu'elle inspire le dégoût, et que les malades qui préféreraient l'eau à toutes les boissons ne peuvent en boire.

A l'hôpital des Enfants, les bâtiments tombent en ruines, les salles de malades sont placées dans des rez-de-chaussée humides, malsains et carrelés, ou dans des mansardes que six mois de l'année la chaleur ou le froid rendent inhabitables, même pour des personnes bien portantes. Dans le même hôpital, les logements sont insuffisants, à ce point qu'on refuse, faute de place, la moitié des enfants présentés chaque jour.

Enfin, à la Charité, les bains sont dans le plus déplorable état. Et parce que l'administration recule devant la dépense de quelques centaines de francs pour la construction d'un amphithéâtre, le chirurgien est obligé de faire presque toutes les opérations au lit du malade, au milieu des autres qui attendent leur tour en frémissant. Est-il rien de plus propre à compromettre le succès des opérations et à effrayer les malheureux malades?

Nous nous arrêtons ici pour aujourd'hui. Dans un prochain numéro, nous signalerons les faits de mauvaise administration qui ont lieu dans les hospices civils. Nous essaierons, en terminant, d'indiquer quelles garanties on pourrait donner aux pauvres d'une meilleure gestion de leurs biens.



DE L'IVROGNERIE.

Nous ne sommes pas de ceux qui cachent et dissimulent les vices de la classe à laquelle ils appartiennent. Nous ne nous bornons point à montrer ce qu'il y a dans le peuple de sentiments élevés, de généreux dévouement et de résignation; nous cherchons plus encore à flétrir par la publicité les basses et sales passions dont il est parfois l'esclave, et dans lesquelles on le laisse à

dessein se traîner et s'avilir; car nul n'apprécie mieux que nous les résultats déplorables qu'elles engendrent.

L'ivrognerie, qui faisait la honte et l'abjection des anciens esclaves; l'ivrognerie, qui tue l'intelligence et le corps, qui use la vie et la raison, qui nous ravale au niveau de la bête en nous privant de toute noble faculté; l'ivrognerie est encore de notre siècle et de notre pays. Et il y a des ouvriers qui se *soulent*; — il faut dire le mot pour les faire rougir, puisque du fait ils n'en rougissent pas.

Ceci avoué, nous allons chercher les moyens d'effacer cette tache de notre civilisation, cette lèpre de toutes les sociétés que des gouvernements inintelligents ou mal intentionnés laissent s'étendre et progresser en détournant l'attention des peuples des grands mouvements d'activité sociale, des idées grandes et généreuses qui les font si forts et si beaux, si passionnés et si puissants! Déplorable aveuglement, erreur funeste, crime peut-être devant l'humanité et sous les regards de Dieu.

Quand ils se voient à la tête d'un peuple dont l'âme est ardente et généreuse, ils lui imposent le frein au lieu de lui donner l'élan, et s'ils pressentent en lui quelque chose de sensible à l'outrage et à l'injustice, de compatissant à la souffrance, ils se disent que, dans un tel peuple, ils ne trouveront pas un complaisant facile, mais un censeur austère, et ils cherchent à faire de lui ce qu'ils font de tous ceux dont la fierté les blesse ou les gêne; ils cherchent à l'abrutir, à le corrompre, à effacer en lui toute notion du bien et du mal, à émousser par d'ineptes enseignements toute généreuse impulsion, toute aspiration vers un avenir meilleur pour tous; et ils s'applaudissent en secret de l'habituer à vivre brutalement, sans estime d'autrui ni de soi-même, sans sympathies, sans confiance, sans amitié; en un mot, ils préfèrent le voir pervers et stupide qu'intelligent et vertueux.

On a proposé divers moyens pour extirper l'ivrognerie. Certains gens, qui n'ont jamais travaillé, sans doute, ont pensé que l'eau crue devait nous suffire. Assimilant les hommes raisonnables aux débauchés, ils se sont dit « que le vin ne pouvait que nous être nuisible, puisque nous n'avions pas la raison de nous en abstenir à propos ni d'en user modérément, » et, partant de ce beau raisonnement, ils ont proposé l'accroissement de l'impôt sur les boissons, afin qu'aucun de nous ne pût se procurer un breuvage qui peut seul ranimer nos forces épuisées après nos labeurs si rudes et nos journées si longues, et suppléer au manque d'aliments substantiels. D'autres personnes, sinon plus généreuses, au moins plus humaines, ont considéré la chose sous un autre point de vue et ont proposé un moyen tout contraire. Elles se sont dit : « Si les pauvres pouvaient avoir du vin chez eux, comme les riches, cela les habituerait à en faire un bon usage; leurs femmes, leurs enfants en profiteraient; ils pourraient passer les jours de fête en famille et offrir une bouteille de vin à leurs amis sans sortir de chez eux; alors il est très-probable qu'ils perdraient le goût et la funeste habitude du cabaret. Donc, plus d'impôt sur les boissons, — ou qu'on en dégrève les qualités inférieures dont use le pauvre pour ses *besoins*; ceux-là paieront leur luxe qui ont des *caprices* à contenter. Tout y gagnera : les mœurs et la morale, l'hygiène et la société. » Ces personnes pouvaient bien avoir raison, mais l'octroi n'y trouvait plus son compte. On en resta là.

Du reste, nous, ouvriers, nous craignons que ce dernier moyen, tout juste, tout charitable qu'il paraît, ne soit qu'un palliatif; il faut que le remède vienne de nous; il faut nous réformer nous-mêmes, et que le devoir opère chez le travailleur ce que les lois fiscales et la philanthropie sont impuissantes à faire partout. Eh quoi! nous laisserions-nous dominer par un penchant vil quand nous pouvons obéir à tant d'instincts élevés et purs? Pourquoi nous

inférioriser volontairement? pourquoi nous courber sous le joug de la plus dégradante des servitudes en nous abandonnant à la sollicitation d'un besoin que la dépravation seule veut perpétuer en nous? Savez-vous, vous qui fréquentez les cabarets, savez-vous ce que disent nos maîtres, en passant devant les marchands de vins à une heure avancée du dimanche, ou près de quelque sale maison des barrières, quand vous allez vous mêler à la foule cynique qui les encombre?

Nous en avons entendu un jour; ils s'étaient arrêtés un instant devant le bouge, et là nous les avons vus sourire d'ironie et de pitié, — peut-être de dégoût; puis ils échangèrent un signe d'intelligence et s'éloignèrent en crachant; et ce crachat vous allait droit au visage, car ils avaient dit : « Tenez, voilà ce peuple qui réclame des droits et qui se plaint de sa pauvreté... Jadis, dans les fêtes publiques, on lui jetait la pâture comme aux chiens, et il ne s'en indignait pas; il est toujours le même : voyez. Tel il était hier, tel on le retrouvera demain. Le voilà qui a secoué le frein du travail; eh bien, il ne se préoccupe d'aucune pensée utile; il se rue dans l'orgie et il va y rester maintenant jusqu'à ce qu'on l'en chasse. Il en est là qui ne pourront pas regagner leur demeure et qui vont dormir ce soir au coin d'une borne, sur les immondices, comme des pourceaux repus!!! »

Pauvre travailleur! c'est ainsi qu'on te ravale et qu'on t'assimile à ce que la société renferme de plus impur, toi qui en es le soutien et la force, l'âme et la vie.

Mais laissons déclamer les fainéants; nous valons mieux qu'eux; devenons meilleurs encore. Quand nous n'aurions que nos bras à opposer à leur oisiveté, la plus belle place dans l'estime publique nous serait déjà due; mais cela ne suffit pas. Travaillons, travaillons sans cesse à nous épurer, à nous instruire; soyons persévérants dans le bien, malgré les déceptions et les ingratitude; propageons les faibles lumières que nous aurons acquises. Tout germe doit produire, toute semence promet des fruits. Rendons évidents à tous les yeux ces principes de charité et de justice universelle que toutes les tyrannies s'efforcent de réprimer et qu'elles voudraient punir comme des crimes quand elles ne les dédaignent pas comme des rêves.

Plaignons ces égoïstes insensés qui ont peur de nous, qui nous repoussent au lieu de nous tendre les bras; laissons-les se débattre comme des torturés dans la sécheresse et la stérilité de leur cœur; ils sont trop punis : la crainte, la défiance, le remords peut-être, voilà les compagnes de leur mauvaise conscience, celles qui les rendent inquiets au milieu des fêtes, celles qui les font frissonner pendant leur sommeil. Tâchons de rester exempts de haines. Si la miséricorde n'était point un des attributs de la Divinité, ce serait une des plus belles vertus de la terre. Ne repoussons jamais; appelons à nous; faisons parler le bon droit toujours et forçons les méchants à rougir de notre misère, dont souvent ils sont la seule cause et dont leur orgueil nous a fait un opprobre.

C'est de la porte de l'atelier que souvent nous partons, le lundi, pour perdre une journée dans les cabarets. Nous étions venus pour travailler; un camarade fait la proposition d'une *goutte*; on va la boire et l'on ne revient plus. Il faut résister à cela. Dès qu'il y a réunion d'hommes quelque part, il en est toujours un qui les domine et qui peut exercer sur eux une salutaire influence. Que celui-là les rappelle au devoir chaque fois qu'ils voudront s'en écarter; mais qu'il le fasse avec bonté et douceur, sans reproches amers, sans humiliantes comparaisons. Si aucun d'eux ne l'écoute; qu'il reste seul au travail : ce sera un exemple, ce sera même une protestation qui, tôt ou tard, doit avoir de bons résultats. Il se peut bien que les premiers jours il soit en butte aux railleries,

mais peu à peu il faudra bien qu'on revienne à lui; car on s'apercevra que sa conduite est la seule honorable. Et plus tard on l'aimera, et l'on recherchera sa compagnie, parce qu'alors on pourra goûter ses conseils et partager ses joies honnêtes, qui sont si douces et si attrayantes en comparaison des joies forcées et brutales auxquelles on se livrait auparavant. Les dimanches soirs (puisque le travail nous prend encore une grande partie de cette journée!), on se rassemblera en famille autour du foyer de la petite chambre; les femmes et les enfants seront là. Alors il y aura moins de rudesse dans nos expressions, plus de décence dans nos entretiens; chacun pourra se réjouir l'esprit et épancher son cœur librement; on ne sera plus des camarades qui se voient et qui se quittent avec indifférence; on sera des amis sur lesquels on pourra compter au besoin et s'appuyer tous les jours de la vie. Ce sera aussi une bonne forme d'éducation pour nos enfants; ils grandiront avec des idées de concorde, d'amour et de sollicitude fraternelle; ils ne seront plus les parias d'une société, mais les membres d'une patrie qui les aimera, qui en sera glorieuse et fière, car on pourra tous les appeler des hommes.

Les femmes ne seront plus les victimes délaissées qu'on livrait, pauvres créatures méconnues, aux suggestions mauvaises du dénûment et de l'abandon; elles seront enfin délivrées des inquiétudes, des appréhensions horribles qui les assiègent quand elles nous attendent et que nous ne revenons pas. Étant à nos côtés, elles seront à leur place: leur faiblesse a besoin de notre secours. Nous serons entourés de leurs soins, de leurs prévenances, de leurs caresses chastes, qui font tant de bien qu'elles nous font oublier nos maux et nos fatigues. Ah! puisque jusqu'ici nous n'avons pu leur procurer ni sécurité ni bien-être, tâchons au moins qu'elles vivent d'affections et d'espérance.

AUX UTOPISTES.

Chaque jour, au siècle où nous sommes,
Pour tracer une voie aux hommes,
L'un d'eux vient se dire inspiré.
Il se lève, il parle... il succombe,
Et l'oubli laisse sur sa tombe
Un livre, un manteau déchiré.

Contempteur des divins mystères,
Dans ses haillons héréditaires
Un autre apparaît à son tour;
Mais, malgré l'élan qui l'enflamme,
Rien de pur ne sort de son âme:
Il s'efface au soleil d'un jour.

Puis, avec l'aurore nouvelle
Vient leur successeur plein de zèle.
« Nos efforts sont donc superflus!
« En vain tonnent vos Jérémies,
« Dans l'abjection endormies,
« Nations, vous n'écoutez plus!... »

LA VOIX DU PEUPLE.

Pour changer les destins du monde,
Il faut la sagesse profonde
De ceux que bénit l'Éternel;
Il faut cette voix du prophète,
Cet éclat d'une blanche tête
Que couronne un rayon du ciel.
Il faut, comme le vieux Moïse,
Montrer une terre promise
À ceux dont le cœur est soumis,

Et, par un prodige sublime,
Séparer les eaux de l'abîme
Pour engloutir leurs ennemis.

Plein de sa mission suprême,
Il faut, comme le Christ lui-même,
Vivre saintement et mourir,
Plaindre la main qui nous outrage;
Et, si l'on nous crache au visage,
Pardoner au lieu de punir.

Il faut enfin prêcher d'exemple,
Pour que chaque homme nous contemple
Comme un être meilleur que soi;
L'aimer comme on aime son frère,
Être le flambeau qui l'éclaire,
Et par l'amour montrer la foi.

Sinon, la plus sainte morale,
Comme en une nuit infernale,
Va se perdre dans la clameur
Que hurle, impie et corrompue,
La caste orgueilleuse et repue
Qui se rit des lois du Sauveur.

Si l'humanité s'inquiète,
Si la foi redevient muette,
Cherchons avec sincérité
Le bien sans systèmes étranges;
Contions-nous à deux bons anges:
La Justice et la Charité.

On lit dans *la Nation* du 29 décembre les lignes suivantes :

« Un de nos lecteurs, impatienté sans doute de nous voir si mal jugés par *l'Atelier*, prit la peine d'écrire la lettre suivante au rédacteur principal de ce petit journal, afin de le mettre à même à l'avenir de discuter franchement et en connaissance de cause avec nous, etc »

A la suite de ce préambule vient une lettre qui nous fut en effet envoyée manuscrite il y a environ deux mois, et dans laquelle on nous expliquait la doctrine de *la Nation* et celle de sa sœur aînée *la Gazette*. Nous invitâmes l'auteur à venir au milieu de nous, pour deux motifs : le premier, pour lui prouver une chose dont il avait paru douter, savoir : que *l'Atelier* est fait par des ouvriers exclusivement, et que tous sont rédacteurs au même titre. — Le second motif était de montrer à notre correspondant qu'en discutant avec *la Nation*, ce n'était pas tout à fait sans connaissance de cause. Nous aurions été flattés que M. le docteur ***, en donnant de la publicité à sa lettre, fit un résumé de notre réponse, afin que le public pût juger, lui aussi, en connaissance de cause. Au reste, nous ne nous plaignons pas, car la lettre est toute bienveillante pour nous; mais nous devons dire qu'elle n'a nullement modifié notre opinion sur *la Nation* et *la Gazette*, et que les explications verbales de son auteur n'ont pas eu plus de succès, bien qu'elles nous aient été données de la manière la plus engageante.

LE MAGASIN PITTORESQUE.

Le *Magasin pittoresque* est un recueil que nous recommandons fort à nos camarades. Il est fait en vue de ceux qui, comme nous, savent peu et ont peu de temps à donner à l'étude. Sans doute il ne tient pas lieu de tout, sans doute l'instruction qu'il donne est fort superficielle, et le défaut d'ordre dans la distribution des matières fait qu'on oublie facilement ce qu'on a trop fa-

cilement appris. C'est là tout le mal qu'on en peut dire. Et, d'un autre côté, on en peut dire beaucoup de bien si l'on veut comparer cette publication à toutes celles que les industriels de la librairie jettent en profusion dans le commerce. D'abord, si toutes les connaissances auxquelles le *Magasin* veut initier ses lecteurs ne restent pas dans leur mémoire, toujours est-il qu'il en reste quelque chose, et, si peu que ce soit, cela vaut mieux que rien; ensuite, et c'est là le plus important, la pensée générale qui préside à la rédaction a un caractère de moralité qu'on ne saurait trop louer.

Le *Magasin pittoresque* pourrait servir de modèle aux journaux qui publient des feuilletons-romans. Les *nouvelles* du *Magasin* ont le triple mérite d'être courtes, instructives, et par-dessus tout encourageantes; toutes qualités qui manquent absolument aux feuilletons. Nous avons lu avec un grand intérêt une série de ces nouvelles consacrées à représenter, sous une forme dramatique très-habile, les conditions diverses par lesquelles le travailleur a passé depuis l'antiquité jusqu'à nos temps, c'est-à-dire les conditions d'esclave, de serf et de salarié. La nouvelle où est décrite la condition du salarié est contenue dans les livraisons de novembre et décembre 1843; elle a pour titre : *Souffrance et Progrès*. Le but de l'auteur a été de montrer, d'une part, les souffrances et les misères affreuses que le système industriel actuel fait peser sur les salariés, et, d'autre part, comment il est possible de relever les travailleurs de la condition d'instruments de travail qui leur a été faite, pour les élever à celle d'associés. Dans la nouvelle, la *souffrance* est le résultat de la guerre des bras contre les machines; le *progrès*, c'est l'admission du travailleur au partage des bénéfices donnés par la machine. La scène commence donc par des coalitions d'ouvriers contre un maître qui veut diminuer le nombre des bras et baisser le salaire de ceux qu'il gardera, pour les faire contribuer au paiement d'une machine qui leur enlève le pain. Avant d'en venir aux moyens violents, les ouvriers vont trouver le maître pour lui exposer leur détresse et le supplier de ne pas baisser le salaire. Le maître résiste, bien entendu. Sa réponse ressemble, à s'y méprendre, à ces leçons d'économie politique que font au Conservatoire ou au Collège de France nos professeurs officiels; nous la citons :

« Ce sont là des déclamations qui ne prouvent rien, dit-il; il est évident que vous êtes placés, pour juger votre position, à un point de vue tout à fait faux. Vous prétendez que les intérêts de l'ouvrier sont sacrifiés à ceux du fabricant... eh bien, vous allez voir votre méprise et la toucher au doigt. L'industrie repose sur deux bases : le capital et le travail. Le capital, c'est l'argent amassé qui permet à un spéculateur d'acheter les matières premières, laine, soie ou coton, de monter une fabrique, de payer des ouvriers, etc. Mais le travail, à son tour, qu'est-ce autre chose qu'un capital, une marchandise que nous sommes forcés d'acheter à beaux deniers comptants? C'est la force vive qui met nos fonds en valeur, et au commerce de cette denrée-là tous les profits sont pour vous, tous les risques pour nous. Vos capitaux ne craignent ni les incendies, ni les faillites, ni les non-valeurs; tandis que les nôtres sont exposés à mille chances désastreuses. L'industrie est une loterie où le fabricant hasarde le tout pour le tout; il y joue sa fortune, son honneur, tandis que l'ouvrier, n'ayant pour capital que ses bras, ne perd rien...., etc. »

M. Charles Dupin parlerait-il autrement?

Nous regrettons vivement que le défaut d'espace ne nous permette pas de citer davantage.

FAITS DIVERS.

Les ouvriers des Flandres ont adressé récemment à la Chambre des représentants de Belgique une pétition dans laquelle, après avoir exposé leur profonde détresse, ils demandent : 1° qu'on

viennne à leur secours en leur accordant les moyens de pourvoir à leur existence; 2° qu'on les décharge de toute imposition quelconque; 3° qu'on donne aux ouvriers le droit de voter dans les élections, aux Chambres et aux conseils provinciaux et communaux. La Chambre a passé à l'ordre du jour sur cette pétition.

— Les contre-maîtres et ouvriers mécaniciens du [Pas-de-Calais, se joignant à ceux de Paris, du Creusot et des autres départements, viennent d'adresser une pétition à la Chambre des Députés pour réclamer la chose la plus nationale et la plus juste. Les pétitionnaires demandent que, dans les grandes entreprises publiques concédées à des compagnies, le travail des constructions mécaniques soit entièrement exécuté dans les ateliers nationaux.

Voici les considérations présentées par les pétitionnaires à l'appui de leur réclamation :

« Si l'Etat exploitait par lui-même, comme en Belgique, les lignes de chemins de fer qui ont été votées, les ouvriers français se croiraient assurés, comme nos voisins le sont par leur gouvernement, de toutes les constructions mécaniques dont se compose le matériel de ces voies de communication.

« Mais dans le mode de concession à des compagnies, l'exemple est là pour démontrer que l'obtention des différents privilèges, subventions, prêts, garanties d'intérêts, accordés à la charge de chaque membre de la société française, ne suffisent pas toujours pour animer les concessionnaires d'une juste réciprocité envers le pays, et leur faire rendre en travail, à la classe ouvrière, la part de sa contribution au budget dont ils profitent.

« Nous osons le dire, Messieurs, parce que cela peut être et est malheureusement à craindre; il suffirait de quelques hommes avides, dans des entreprises aussi vastes, pour qu'un travail de bien des millions fût arraché au pays en faveur de l'étranger, et que l'application d'une loi d'utilité publique fit le désespoir d'une classe entière de citoyens.

« Oui, Messieurs, le désespoir! c'est le seul mot qui puisse peindre notre position, si à la pénurie qui nous tourmente venait se joindre la honte de nous voir enlever, par quelques spéculateurs anti-nationaux, ce travail, notre plus grande, notre seule ressource actuelle.

« L'Etat entre pour la plus grande part dans la dépense d'établissement des chemins de fer. Or, l'Etat, c'est nous, c'est nous aussi; et ce que nous demandons n'est point une faveur gratuite, c'est une compensation. »

— Dans une commune appartenant à l'un des pays les plus riches d'un département au nord de Paris, sur 2,362 habitants, il y a 644 propriétaires répartis selon la liste suivante :

126	ont un revenu de 100 fr. et au-dessus.
118	— de 50 à 100
125	— de 25 à 50
122	— de 10 à 25
85	— de 5 à 40
38	— de 1 à 5

La première catégorie contient quelques familles pouvant vivre du revenu de leur propriété; les propriétaires de la seconde catégorie sont encore assez sensiblement aidés par un revenu de 50 à 100 fr. ajoutés au salaire de leur travail. C'est un total de 244 propriétaires sur 2,384 habitants; c'est une *vingtaine de familles* aisées, sur une population formant environ 400 familles.

— Nous lisons dans une lettre écrite d'Alger :

« Je vous ai déjà parlé de l'établissement des Trappistes; vous ne pouvez rien imaginer de plus admirable. Ces religieux ont entrepris l'œuvre toute chrétienne de coloniser par la religion : trois cents pauvres jeunes gens arabes, rendus orphelins par la guerre, et qui erraient dans la montagne, ont été recueillis par eux. Ils les nourrissent, les instruisent dans la langue française, et en font des agriculteurs instruits. Puis, à mesure que ces enfants grandiront, les Trappistes les établiront autour d'eux dans les villages. — N'êtes-vous pas tout ému d'admiration au simple récit de cette noble entreprise? »

— Le conseil municipal va sous peu de temps être appelé à décider, en dernier ressort, une grande affaire. Il s'agit de la création d'un hôpital modèle de 600 lits dans le quartier nord de la capitale. C'est l'emplacement du clos Saint-Lazare qui a été choisi par le préfet et par le conseil des hospices.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris, — Imprimerie d'A. René et comp., 32, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 fr. 50 c., en échange de laquelle on reçoit trois exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

Question des prud'hommes. — De la souveraineté (deuxième article). — Revue du mois. — La Chambre et les questions économiques. — Quelques objections à M. Gustave de Beaumont sur la libre concurrence. — De la résistance aux diminutions de salaire. — Colonie de Petit-Bourg. — La Société de Saint-Vincent-de-Paule. — Bibliographie. — A Molière, poésie. — Faits divers.

QUESTION DES PRUD'HOMMES.

L'établissement des tribunaux de prud'hommes ayant été sollicité de nouveau d'une façon pressante auprès du Conseil municipal, et d'actives démarches ayant été faites en faveur de ce projet par des fabricants de Paris, la lettre suivante a été adressée par nous à tous les membres du Conseil.

Monsieur,

Le Conseil municipal sera appelé dans quelques jours à prendre une décision définitive sur l'organisation des conseils de prud'hommes à Paris, aux termes des décrets impériaux de 1806 et 1809.

Vous ne devez pas vous dissimuler, Monsieur, que de toutes les questions sur lesquelles le Conseil a été appelé à se prononcer depuis longtemps, celle qui va l'occuper est certainement la plus grave; car c'est plus qu'une question industrielle, c'est une question politique; c'est plus encore qu'une question politique, c'est une question sociale. De quoi s'agit-il, en effet? il s'agit de marcher à l'encontre de l'esprit et des nécessités du temps; il s'agit de consacrer un principe d'inégalité sous l'empire d'une Charte qui proclame que tous les Français sont égaux devant la loi; il s'agit enfin de rendre l'immense classe des travailleurs justiciables de leurs maîtres, comme si les droits de ceux-ci sur ceux-là n'étaient pas déjà assez considérables! comme s'il n'y avait pas, dans la condition actuelle de la classe salariée, assez de causes d'irritation!

Les décrets impériaux, en excluant de la fonction de prud'hommes les salariés, les *simples salariés*, ont toujours été un contre-sens moral; appliqués aujourd'hui à la capitale, ils seraient, en même temps qu'un contre-sens moral, un énorme contre-sens politique.

C'est vainement d'ailleurs qu'on se fonde sur les conciliations obtenues et les prétendus bons effets produits, pour dire que l'institution est un bienfait pour les localités où elle existe. Le

mot *conciliation* dont on se sert est un pur mensonge; les ouvriers se *résignent*, et voilà tout. Quant aux bons effets, les voici: nulle part les salaires n'ont subi de si grandes réductions que là où les prud'hommes fonctionnent; d'où on est autorisé à croire qu'ils ne font guère autre chose que légaliser les réductions imposées au prix de la main-d'œuvre.

La classe ouvrière de Paris sait parfaitement toutes ces choses, et elle considère le projet comme une menace pour ses intérêts non moins que pour ses droits généraux et sa dignité.

En conséquence, nous vous prions, Monsieur, comme nous prions chacun de vos collègues, de déterminer le Conseil municipal à ~~se~~ seoir sur cette question, et à faire faire une enquête auprès des classes ouvrières, hors de l'influence des maîtres. Il s'assurera, par ce moyen, s'il est prudent de céder aux obsessions des chefs d'industrie.

Quant à nous, qui depuis plusieurs années nous occupons de la question, qui avons déjà réclamé, d'accord avec quatre mille ouvriers de Paris, auprès du Conseil municipal; qui avons aussi réclamé auprès de la Chambre, d'accord avec les mêmes ouvriers, d'accord avec ceux de Lyon, de Rouen, de Nantes, nous qui avons fait deux enquêtes sérieuses, et qui sommes mieux placés que personne pour connaître les sentiments de notre classe, nous croyons faire œuvre de bons citoyens en vous disant que mieux vaut laisser les choses en leur état actuel que de les empirer.

Ce devoir accompli, agréez, etc. *Suivent les signatures.*

Nous avons retardé la publication de notre journal afin de pouvoir instruire nos lecteurs de la décision prise par le Conseil, réuni aujourd'hui vendredi 2 février, pour délibérer sur cette question. — La séance a été employée presque tout entière à la lecture d'un long rapport de M. Périer sur le projet du gouvernement, modifié par la préfecture de la Seine, et la discussion a été renvoyée à quinzaine.

Nous regrettons beaucoup que l'espace et le temps nous manquent pour reproduire et combattre les arguments d'une lettre adressée par les fabricants dont nous avons parlé aux membres du Conseil; mais nous y reviendrons.

Ces messieurs prétendent qu'ils sollicitent la mesure en question bien moins dans leur intérêt que dans l'intérêt des ouvriers. Qu'on écoute donc un peu ces derniers lorsqu'ils parlent eux-mêmes.

DE LA SOUVERAINETÉ

(Deuxième article (1).)

N'est-ce pas une chose déplorable qu'après dix-huit siècles de prédication de la doctrine d'égalité, qu'après quatorze siècles d'existence de notre nation dans la voie chrétienne, qu'après la grande révolution de 92 et celle de 1830, il soit encore nécessaire de discuter sur la question de souveraineté!

Voilà pourtant où nous en sommes! Oui, la question n'est pas encore résolue pour tout le monde, et moins peut-être pour les lettrés que pour les illettrés. Oui, il y a encore nécessité de discuter contre des gens qui prétendent que la souveraineté appartient exclusivement, et par droit de naissance, à la personne royale; — contre d'autres, qui font de la souveraineté le privilège d'une caste ou d'une classe. On est obligé de combattre des partis qui veulent que la souveraineté soit aux intelligents, par cela seul qu'ils sont intelligents; — d'autres partis qui veulent que la souveraineté soit au grand nombre, par cela seul qu'il est le grand nombre, etc. On peut compter qu'il y a au moins une demi-douzaine d'opinions formulées sur la souveraineté, sans y comprendre la bonne. Les hommes qui défendent avec bonne foi les fausses théories sur la souveraineté ressemblent à ce distrait affairé qui cherche en tous lieux un objet qu'il tient en sa main : ils cherchent la souveraineté là où elle n'est pas, là où elle ne saurait être, en même temps que dans la pratique ils la reconnaissent tacitement et exigent que le monde s'y soumette.

En effet, posez au premier venu de ces faux théoriciens la question suivante : « Croyez-vous qu'il puisse être permis au roi de trahir, de tuer, de violer, etc.? » — ou bien : « Croyez-vous qu'une classe aux mains de laquelle la puissance politique serait remise pourrait opprimer le reste de la société? » — ou bien encore : « Croyez-vous que les intelligents puissent se permettre tout ce que leur esprit leur suggérera, fût-ce même la promiscuité? » — ou bien enfin : « Croyez-vous que la majorité ait le droit d'asservir la minorité? » A chacune de ces questions, nous sommes assurés que tout Français répondrait : Non ! sans hésiter.

Mais encore, pourquoi le roi ne doit-il ni trahir, ni tuer, ni violer? Pourquoi une classe privilégiée ne doit-elle pas exploiter les autres classes? Pourquoi les intelligents ne pourraient-ils se permettre la promiscuité? Pourquoi enfin la majorité ne pourrait-elle asservir la minorité? — Parce que cela serait injuste, immoral ! répondrait-on.

Or, répondre ainsi, c'est tout simplement affirmer la vraie souveraineté, celle que nous nous efforçons de faire comprendre : c'est affirmer qu'il y a une loi de justice qui pèse sur toutes les têtes sans exception. Eh bien, pourquoi se jeter en des raisonnements à perte de vue et hors de sens commun pour savoir où réside le principe de la souveraineté, quand dans nos moindres actions nous affirmons qu'elle réside dans la morale?

Nous n'insisterons pas davantage sur ce point déjà longuement développé dans le précédent article. S'il y avait encore des individus qui, étant ramenés à cette idée si simple, ne voulussent pas s'y arrêter, il ne nous resterait qu'à les mépriser, ou tout au moins à les plaindre.

Le principe absolu de la souveraineté réside donc dans la mo-

rale. La morale est la loi suprême de la société. Il s'agit maintenant de savoir à qui appartient, dans la pratique, l'expression constante, légitime, de cette souveraineté.

Dans notre précédent travail nous avons démontré (et la chose n'était pas difficile) que l'opinion publique était la grande puissance devant laquelle tout fléchissait, qu'en conséquence la souveraineté de la société, relativement à ses gouvernants, était un fait, un fait incontestable.

Il convient aujourd'hui, pour compléter autant que possible l'expression de notre pensée, que nous prouvions que le *droit* est en accord avec le *fait*.

Le mot *société*, employé comme synonyme du mot *nation*, implique que tout individu est *associé*. Et si la loi suprême, la loi morale déclare que tous les hommes sont égaux, ils sont conséquemment tous associés au même titre; et toute loi politique qui contredirait ce droit serait une loi mauvaise, injuste. Mais, chez nous, en tête de la loi politique qui devrait servir de fondement aux autres, il est dit que tous les Français sont égaux : ils sont donc en droit tous associés au même titre.

Mais de même qu'il n'y a pas de corps sans tête, il ne saurait y avoir de société sans pouvoir. Or, le pouvoir peut-il être indépendant de l'association? peut-il s'imposer à elle? Evidemment, non, car il se placerait en dehors de la loi, en dehors du droit; l'association serait rompue; elle descendrait au rang d'un troupeau. Le pouvoir donc, quel que soit son mode d'élection, est l' élu de la société, et il dépend d'elle; il la dirige dans la voie de son but; mais elle le surveille, le maintient s'il marche droit, le renverse s'il dévie. Dans le fait, les choses se passent ainsi; dans le droit, c'est ainsi qu'elles doivent se passer. La nation est donc supérieure à son gouvernement; c'est donc justement que réside en elle la souveraineté relative.

Tout autre raisonnement serait superflu; car lors même qu'on viendrait s'inscrire contre notre conclusion, on ne changerait pas un fait que la morale sanctionne, et qui, à cause de cela, défie tous les efforts des sophistes.

Cependant, il est un argument qu'en passant nous voulons réduire à néant. Les esprits aristocratiques croient triompher quand ils disent que la foule est trop ignorante pour être capable de surveiller le pouvoir et de comprendre où celui-ci peut la mener; ajoutant qu'un pouvoir mal intentionné pourrait toujours mal faire, tandis qu'un pouvoir bien intentionné pourrait être empêché par l'ignorance du peuple souverain. D'où il y aurait danger, au point de vue du but à atteindre, à laisser à la foule l'exercice de la souveraineté. Cet argument est misérable, et les hommes qui en font usage prouvent qu'ils ne comprennent pas le moins du monde la question; il leur semble que, du moment où l'on admet que le peuple est souverain, les moindres actes des gouvernants doivent avoir sa sanction directe, immédiate. Or, cela n'est que dans la pensée des adversaires de la démocratie; ils s'épargneraient ces vaines objections s'ils réfléchissaient que la nation est représentée.

Mais on va jusqu'à nier à la masse la capacité du choix de ses représentants. Vous verrez bientôt qu'il faudra être bachelier ès-lettres pour être capable de savoir si un homme est honnête et capable de représenter dignement la nation! Ceux qui pensent ainsi sont précisément des lettrés; d'où il faudrait conclure que, s'il y avait quelque part de mauvais juges de la capacité, surtout

(1) Voir le numéro précédent.

de la capacité morale, ce serait dans la classe de nos lettrés actuels. A l'absurde objection que nous venons de rapporter, nous opposerons toujours le même fait : la Convention était le produit du suffrage universel ; oserait-on bien dire que la Convention manquait d'intelligence ?

Nous ne demandons pour la grande société politique que ce qui a lieu pour les simples sociétés commerciales : les associés nomment un gérant et un conseil de surveillance. La société politique nomme le roi et la représentation nationale. Il est vrai que dans certaines sociétés commerciales, tous les associés ne le sont pas au même titre, et le droit d'élection n'est donné qu'aux plus gros actionnaires. Mais n'oublions pas ce que nous avons reconnu plus haut, savoir, que, d'après la loi morale comme d'après la loi politique, tous les associés de la nation française sont égaux, et qu'ils ont tous par conséquent le droit de concourir à l'élection.

Sur ce point, nous ne relèverons plus aucune objection. Nous affirmons purement et simplement que la souveraineté appartient à la nation, et que le droit national est inaliénable. La souveraineté, dans la pratique, est exprimée par la majorité. Mais la minorité a pour garantie une souveraineté plus haute que celle de la majorité : c'est la morale même. Du moment où la majorité n'y est plus soumise, son action est illégitime ; c'est à la minorité à obliger la majorité, au nom du grand principe souverain, à rentrer dans la voie de la justice.

Arrivons maintenant au suffrage universel, et entendons-nous une bonne fois sur cette formule.

On a dit aux démocrates : Vous trouvez injuste qu'on n'étende pas le droit d'élection à tous les citoyens ; vous réclamez continuellement le *suffrage universel*, et puis aussitôt vous faites vous-mêmes de l'injustice en excluant une partie des membres de la société ; vous mettez des conditions de sexe et d'âge à l'exercice du droit électoral : votre suffrage universel est donc un mensonge. Quelques écrivains ont répondu : les uns ont dit qu'on ne pouvait raisonnablement admettre les personnes qui n'étaient pas en âge de raison ; mais que l'exclusion de la femme ne pouvait pas se justifier. — D'autres ont repoussé l'enfant et la femme pour cause d'incapacité ; mais, il faut le dire, sans appuyer leur opinion de raisons concluantes.

Mais revenons à l'objection. La formule des démocrates n'est nullement un mensonge, même lorsqu'ils excluent les femmes et les enfants. Cette formule ne date pas d'hier ; elle a un sens déterminé depuis longtemps : par suffrage universel, on a toujours entendu dire suffrage de tous les hommes arrivés à l'âge de raison. Le mot universel est juste en ce sens que *tous* les hommes sont appelés. Le mot doit être pris dans un sens politique, relatif, et non dans un sens philosophique et absolu.

Ceci étant entendu, nous devons dire pour quelles raisons la femme est exclue ; nous n'imaginons pas qu'il soit besoin de décliner les motifs de l'exclusion de l'enfant.

Pour bien comprendre nos raisons, il faut que le lecteur se place exactement à notre point de vue. Ce point de vue, le voici : Toute société est instituée pour faire une œuvre ; cette œuvre est commandée par le principe moral qui a engendré la société. Toutes les institutions sociales doivent dès lors être combinées pour le plus grand et le plus rapide succès de l'œuvre nationale. Devant le but proposé, tous les intérêts s'effacent ; et s'il y avait

danger à faire participer à la souveraineté quelques classes d'hommes, si leur intervention dans la politique devait faire dévier la société de la bonne voie, il serait parfaitement légitime de les exclure. Nous allons même jusqu'à dire que, s'il était reconnu que la souveraineté exercée par un seul homme fût encore un moyen d'atteindre plus sûrement le but, le pouvoir absolu serait légitime.

Mais une expérience beaucoup trop longue et trop complète a montré suffisamment que la souveraineté attribuée à une caste ou à un homme conduirait toujours à mal. D'un autre côté, on est d'autant mieux fondé à exiger que la nation entre définitivement dans l'exercice légal, permanent, de la souveraineté, que jamais elle n'a dévié de la ligne progressive tracée par la loi suprême. La nation est moins tentée de s'égarer que les gouvernants, et c'est pourquoi il est nécessaire qu'ils dépendent d'elle. La participation à la souveraineté de tous les hommes faits est donc voulue parce qu'il est prouvé que c'est le meilleur moyen d'empêcher les pouvoirs d'immobiliser la société ou de la détourner de son but. La participation des femmes dans les choses politiques est refusée parce qu'il est reconnu qu'elles seraient un obstacle. Placez les femmes dans les assemblées délibérantes, et elles y exerceront la plus fâcheuse des influences, l'influence des sens.

Il est bien inutile de nous étendre longuement sur l'incapacité politique de la femme. Tout le monde comprend que sa place est ailleurs qu'au forum ; sa place est au foyer domestique. A l'homme les fonctions publiques, à la femme les fonctions privées, fonctions non moins honorables, non moins difficiles que celles qui sont dans la nature de l'homme. Refuser à la femme le droit électoral, ce n'est nullement l'inférioriser, c'est la soumettre à une nécessité sociale, qui veut la division des fonctions. Sortez d'ailleurs la femme de la fonction à laquelle elle est destinée, portez-la sur le théâtre politique, donnez-lui la parole, et vous avez tous les inconvénients du babillage des enfants et de l'influence sensuelle.

Le lecteur ajoutera très-facilement aux raisons que nous donnons celles qu'il ne convient pas de placer ici. Nous croyons toutefois en avoir dit assez pour justifier l'exclusion de la femme.

Il nous faut arriver maintenant au suffrage lui-même. Comment aura lieu l'élection ? sera-t-elle directe, ou bien y aura-t-il deux degrés ? Nous avons déjà examiné cette question dans *l'Atelier*, et nous avons conclu à l'élection à deux degrés : nous concluons de même aujourd'hui.

On est convenu que l'élection devrait avoir lieu au chef-lieu du département. Or, il est matériellement impossible de réunir à certains jours donnés, dans une seule ville, l'immense quantité d'électeurs que peut fournir un département. Les déplacements seraient trop difficiles, trop coûteux ; et si l'on tentait ce mode d'élection, un très-grand nombre d'électeurs seraient certainement défaut.

Cette difficulté a été sentie par les partisans de l'élection à un degré, et ils ont pensé la tourner en proposant d'autres moyens. Ainsi, un certain nombre de villages viendraient un dimanche, d'autres viendraient le dimanche suivant ; on ne ferait que passer dans la ville, les électeurs se bornant à voter pour des candidats désignés d'avance, et dont la liste serait présentée aux électeurs de passage. Ce moyen a été trouvé défectueux : il offrait tous les inconvénients du déplacement sans donner aucun des avantages

qu'on attend de la réunion au chef-lieu, car chaque village n'entrait point en relations avec les autres. On a proposé le vote à domicile. On colporterait de maison en maison la liste des candidats, et chacun voterait pour qui bon lui semblerait.

Aucune de ces combinaisons ne nous semble heureuse. La première, celle de la réunion de tout le département, est, on l'a reconnu, à peu près impossible. Mais en supposant qu'on veuille en essayer, ce serait sans fruit. L'avantage qu'il pourrait y avoir à réunir des électeurs de tout le département serait dans la relation qui pourrait s'établir entre eux et les candidats. Or, comment les candidats pourraient-ils réunir dans des assemblées préparatoires vingt, trente, quarante mille électeurs? et si l'on divise ceux-ci par groupe de douze à quinze cents, combien faudra-t-il les retenir de temps hors de leurs foyers? La chose est impossible.

Ce que veulent les partisans de l'élection directe, c'est échapper aux influences locales, aux influences des gros bonnets du clocher. Or, par les deux autres moyens dont nous avons parlé plus haut, on n'y échappe nullement. Que chaque village aille à son tour voter sur une liste, ou bien que la liste soit colportée de maison en maison, cela n'empêche nullement les gros bonnets d'exercer leur influence; au contraire, les candidats étant connus d'avance, les influents du village auront beau jeu.

Ainsi donc, on n'évite pas ce qu'on voulait éviter, et l'on tombe dans un inconvénient bien autrement grave. C'est que jamais homme nouveau n'aurait chance de se produire; c'est qu'il faudrait tourner continuellement dans le cercle des célébrités. — Le grand mal! nous demandait quelqu'un à qui nous disions cela. — Grand mal, certainement, car de notre temps plus qu'en tout autre la célébrité s'allie souvent à l'intrigue. Chaque département ferait sa liste; mais quels noms s'y trouveraient? qui aurait l'initiative en tout cela? On aurait sur cette liste une douzaine de noms, et parmi ces noms, les plus connus, à tort ou à raison, auraient seuls la chance. Supposez un homme sérieux, capable, dévoué, qui vivrait en dehors de toute coterie, qui ne solliciterait les réclames d'aucun journal, supposez cet homme se faisant mettre sur la liste des candidats (en supposant qu'il puisse le faire), et puis colportez cette liste dans tous les villages du département. Qui donc le nommera, puisque personne ne le connaît?

En serait-il de même si cet homme avait pu parler en toute liberté aux électeurs, leur faire entendre de bonnes pensées? Devant le langage austère et ferme de cet homme, les concurrents connus auraient bien pu s'évanouir. C'est vainement qu'on nous oppose l'avocasserie. Ouvrez le champ à la parole, nous dit-on, et la victoire demeure aux avocats. Nous avons plus de confiance dans les auditeurs. Nous commençons d'ailleurs à voir que les avocats exercent moins d'influence qu'ils n'auraient pu se le promettre. Mettez dans une nombreuse assemblée un de vos bavards du barreau et un homme sérieux, un homme qui aura des idées, et l'avocat aura perdu sa cause. Partout où les avocats brillent, on peut affirmer sans crainte qu'ils n'ont rencontré que des adversaires qui au défaut de la parole joignaient le défaut des idées.

Nous avons des célébrités par-dessus la tête, et si nous demandons la réforme politique, c'est pour avoir des hommes nouveaux, des hommes qui aient secoué le voile de plomb qui pèse sur l'intelligence de la plupart de nos libéraux. Or, ce que nous vou-

lons ne peut être réalisé qu'à une condition: c'est que le candidat puisse être mis en rapport d'idées avec les électeurs, avec tous les électeurs réunis en un seul endroit, dans une assemblée préparatoire, où tous les candidats devront faire leur profession de foi et seront tenus de répondre aux questions qui leur seront adressées par les électeurs. Nous repoussons absolument tout mode d'élection qui ne donnerait pas l'avantage à tout électeur de questionner le candidat, à tout candidat de parler librement aux électeurs réunis. Et comme des impossibilités insurmontables s'élèvent contre l'élection directe, nous concluons à l'élection à deux degrés. Une élection semblable a eu lieu en 92, et, pour revenir à notre exemple favori, la Convention n'était pas si mal choisie qu'on doive tant craindre.

Au reste, si nos aînés de la presse démocratique pensent que nous avons tort, nous abandonnerons volontiers ce mode d'élection, à condition qu'ils nous prouveront que l'élection directe peut donner les avantages que nous exigeons.

Disons maintenant quel est à nos yeux le caractère du représentant élu.

On s'est élevé plus d'une fois et avec raison contre l'appellation commune de *député* donnée aux représentants. Ce mot emporte en effet avec lui une idée mauvaise; un député, dans la rigueur du terme, est une sorte d'ambassadeur chargé de défendre auprès du gouvernement les intérêts de la localité qui le nomme. Le mot *député* pouvait convenir, sous la monarchie absolue, aux personnes que les bonnes villes envoyaient quelquefois pour aider le souverain, ou réclamer près de lui dans l'intérêt de leurs commettants. Il pouvait convenir surtout à un État formé de provinces fédéralisées; mais, quand on admet que la nation est *une* et *souveraine*, le mot *député* devient un non-sens.

Cependant, ce mot, avec l'idée mauvaise qu'il emporte, est pris au sérieux par la majorité de ce qu'on appelle le *pays légal*, c'est-à-dire la classe qui jouit légalement du droit politique. En nommant son député, chaque localité entend réellement nommer un avocat chargé de défendre ses intérêts au parlement, et beaucoup de Députés n'imaginent pas être autre chose; d'où cette habitude du Député d'ajouter toujours à sa qualité le nom de *l'endroit qu'il représente*, d'où ce respect des commettants, les comptes-rendus, etc.

Ainsi donc, il n'y a pas seulement nécessité d'opérer la réforme électorale, il y a encore nécessité de réformer la doctrine sur la représentation; il suffit, au reste, sur les deux points, de retourner purement et simplement à ce qu'on faisait et croyait en 1792.

Les hommes qui furent envoyés à la Convention ne se disaient pas députés de tels ou tels départements, ils se disaient membres de la représentation nationale, agissant au nom du souverain, c'est-à-dire de toute la nation; ils s'occupaient des affaires de la France, et non de celles de leur clocher.

Ce n'est pas de leur bouche qu'on aurait entendu sortir ces phrases aujourd'hui banales: « Je dois compte à mes commettants... Je ne suis justiciable que de mes commettants, etc. » Ils croyaient devoir compte à toute la France, et être ses justiciables.

En effet, au point de vue de la souveraineté du peuple, les représentants ne doivent s'occuper que de choses générales. La fonction de la représentation nationale est de faire les lois qui lui sont présentées par le pouvoir directeur; de surveiller et de vérifier les actes de ce pouvoir, et de le maintenir dans la bonne voie. Quand

le représentant sort de ces hautes généralités et veut s'occuper des intérêts spéciaux de sa province, à moins que ce ne soit tout simplement pour dénoncer une injustice, il descend de son rôle de représentant national, il fait du fédéralisme en substituant l'intérêt particulier à l'intérêt général, et dès lors il doit être considéré comme anarchiste.

S'il était possible que tous les représentants fussent nommés par l'universalité des électeurs, cela n'en vaudrait que mieux. Mais de ce qu'il a fallu diviser la nation, et appeler chaque portion à faire acte de souveraineté en élisant un ou plusieurs représentants, il n'en est pas moins vrai qu'une fois nommé l'élu représente toute la nation et ne se doit qu'à elle. Les électeurs d'un arrondissement ne sont pas plus en droit de réclamer de bons offices de l'homme qu'ils ont élu que de tout autre membre de la représentation.

Ce n'est qu'à ces conditions que le régime représentatif peut être un moyen de prospérité et de grandeur.

Nous nous arrêtons là. Il y a encore bien des choses à dire sur la souveraineté ; mais nous y reviendrons. Nous y reviendrons ; c'est notre tâche à nous, hommes exclus, à nous, hommes du peuple, c'est notre tâche de faire la théorie de la souveraineté nationale, comme ce sera notre devoir d'en exiger la réalisation pleine et entière.

REVUE DU MOIS.

L'événement important du mois est la discussion de l'Adresse, et, dans ce débat, la discussion relative aux légitimistes, et surtout la condamnation morale de M. Guizot, le transfuge. Nous glissons donc légèrement sur les quelques nouvelles extérieures que nous avons reçues, pressés que nous sommes d'arriver à la mémorable séance qui nous préoccupe. En Espagne, la guerre civile est suspendue ; le fort de Figuières s'est rendu ; Amettler et ses compagnons sont entrés en France : puissent-ils avoir plus à se louer de l'hospitalité de notre gouvernement que les milliers de proscrits qui sont venus inutilement, depuis treize années, demander à notre patrie un peu de repos. L'Espagne, pour être délivrée momentanément du bruit des armes, n'en est que plus près d'une nouvelle révolution ; partout le parti révolutionnaire s'agite, et la réaction des modérés ressemble trop à un gouvernement de furieux, et, comme si les Espagnols n'avaient point encore assez de dissensions parmi eux, Christine, leur Catherine de Médicis, rentre auprès de sa fille. Personne ne doute que bientôt cette reine, déjà si justement chassée du trône, ne retourne promptement dans l'exil, où cette fois elle pourrait bien être suivie de toute sa famille.

La Grèce semble s'amortir dans ses discussions d'Assemblée Constituante. Nous signalons à regret ces déplorables résultats de la révolution de septembre ; cependant, nous ne désespérons point : il y a sur cette terre de la liberté antique une foule d'hommes dévoués à la patrie, comprenant l'avenir de la Grèce ; ils savent bien que la capitale réelle de leur nation, c'est la ville sainte de Constantin, et non la molle cité des Périclès et des Laïs ; ils savent que la Grèce, sans les îles qui bordent ses côtes, est le lion à qui l'on a coupé les griffes, et que leur nation ne sera véritablement constituée que quand elle aura rejeté en Asie les restes abâtardis des sectateurs de Mahomet. La Grèce a deux ennemies, d'autant plus dangereuses qu'elles se disent ses alliées, qu'elles veulent être ses protectrices : l'Angleterre, qui ne voit partout

que des marchés à faire, qui a volé les îles Ioniennes pour en faire des entrepôts, et qui de la tombe de Thémistocle ferait la porte d'un bazar. L'autre ennemie des Grecs, c'est la Russie, qui cherche à les abuser par des analogies trompeuses de culte ; la Russie, dont le Néron invente chaque jour un nouveau moyen d'étouffer la liberté politique par la tyrannie religieuse.

En Angleterre, rien que le procès d'O'Connell, à qui nous pardonnons ses sympathies bourbonniennes elles-mêmes pour son dévouement à la cause sainte du Rappel. Il est aujourd'hui devant ses juges ; il répond des actes glorieux de l'Union Nationale à un jury tout entier composé d'hommes vendus aux Saxons. Sera-t-il condamné ? Nous ne le désirons pas, mais nous le verrions sans regret ; son emprisonnement serait la dernière goutte dans le vase déjà plein des iniquités de l'Angleterre ; et, malgré les sympathies de certaines gens, nous l'espérons, la France n'oublierait point que déjà ses enfants et ceux de l'Irlande ont ensemble versé leur sang sous l'épée saxonne aidée de la trahison.

La France n'a point eu d'événements politiques intérieurs, mais elle est tout entière encore agitée de la discussion de l'Adresse.

A la prospérité de la France, on a opposé la stagnation du commerce, l'encombrement de l'industrie, les souffrances du peuple ; mais tout cela est peu ; on a, de par les boules blanches, déclaré notre prospérité toujours croissante.

A cette aveugle félicitation sur l'état de nos ressources financières, on a opposé le gouffre toujours grandissant du déficit, le budget doublé presque sous le gouvernement à bon marché. Mais qu'importe ? le fisc rapporte plus à nos Députés fonctionnaires qu'il ne leur coûte.

Faute d'idées, faute de principes, le gouvernement et l'opposition ont sagement renoncé à s'occuper maintenant de la discussion sur la liberté d'enseignement : puissent-ils étudier consciencieusement cette question pour ne point donner à la France, lors de la discussion de la loi annoncée, une nouvelle preuve d'incapacité et de mauvais vouloir.

Enfin est venu le point culminant de l'Adresse, le paragraphe relatif aux promenades légitimistes à Belgrave-Square.

Certes, nous n'approuvons point les menées ridicules et peu loyales des hommes de ce parti ; ils ont beau s'en défendre, la loi sainte du serment a été violée par eux. Que sont-ils, en effet ? des hommes séparés du gouvernement actuel par une simple question de personnes ; où est Louis-Philippe ils veulent Henri V, et cependant ils ont juré fidélité à Louis-Philippe, qui, si le duc de Bordeaux venait à mourir demain, serait, d'après leur principe même, leur roi de droit comme il l'est de fait aujourd'hui. Eh bien, ils sont allés en Angleterre, chez l'alliée, non de la France, mais de nos gouvernants ; ils ont été, eux, gentilshommes français, se mêler, dans les salons britanniques, à la vieille aristocratie anglaise, sans nul souci, sans nul souvenir de Poitiers, de Crécy, d'Azincourt et de Bouvines, et saluer ensemble du titre de *Roi de France* un homme qui, si sa race ne s'était pas abâtardie, n'aurait jamais dû abriter son exil sous le pavillon anglais. Aussi, comprenant combien était fausse leur position, au premier moment, les Députés de la droite se sont trouvés embarrassés, et déjà le ministère comptait sur un facile triomphe. Mais son espérance a été déçue ; ce n'est pas en effet au cabinet où se trouve le transfuge de Gand qu'il appartenait de parler d'honneur, de sainteté du serment, de patrie, de devoir. Nous avons vu avec joie se réveiller dans cette Chambre, d'ordinaire si calme, le sentiment national ; nous avons vu avec bonheur l'accusateur fougueux devenir accusé, trembler et balbutier devant ses collègues devenus ses juges. Nous l'avons vu, cet homme à la parole mordante, ne pouvoir que répéter ce mot de Gand qui

brûlait sa langue comme un fer rouge. La justice de Dieu n'est point une chimère; elle a son cours même ici-bas; voilà un homme qui, il y a vingt-huit ans, a commis l'action la plus infâme, a lâchement trahi sa patrie, l'a foulée aux pieds pour frayer un chemin, à travers la boue et le sang, à son ambition; vingt-huit années entières n'avaient fait que grandir sa fortune, et c'est aujourd'hui, au moment où son pouvoir semble certain, que la main de Dieu s'appesantit sur lui. Cet homme, qui représente la France au dehors, eh bien, il y a vingt-huit ans, il était l'agent des étrangers, le fourrier de l'invasion; cet homme, qui parle de morale, n'a jamais connu que l'égoïsme; il vante la foi du serment, et les petits enfants eux-mêmes savent tous qu'il s'est joué de tous les serments qu'il a prêtés.

Aussi, cet homme, dont les syllogismes froids, dont l'esprit systématique dominant ordinairement la Chambre, a été bafoué par elle; la tribune est devenue pour lui un pilori du haut duquel sa honte a été étalée à tous les regards. Qu'il se repente maintenant; sa tête s'est courbée sous la condamnation, ses genoux fléchissants n'ont pu supporter le poids de ses crimes politiques, et sa voix émue, tremblante, n'a pas même pu balbutier, malgré tout son orgueil, un mot complet de justification ou de repentir.

C'est là pour lui le jugement de la terre; puisse-t-il, à son dernier jour, quoi qu'il en ait dit, ne pas trembler sous le jugement de sa conscience.

La Chambre et les questions économiques.

Le temps nous a manqué, lors de la publication de notre précédent numéro, pour donner un libre cours aux réflexions qui nous ont été suggérées par une certaine phrase du discours d'ouverture des Chambres, relative à la situation du peuple en France. Chacun se rappelle cet audacieux sophisme : « La condition de toutes les classes de citoyens s'améliore et s'élève. » A défaut de notre voix, de nombreuses protestations se sont fait entendre : la presse et l'opinion publique ont fait justice de ce complaisant optimisme. Nous n'avions pas douté un seul instant qu'un éclatant démenti ne lui fût donné; nous espérions même, et l'événement est venu justifier nos prévisions, qu'au sein de la Chambre les populations accablées de misère trouveraient encore quelques éloquentes défenseurs, et que l'occasion serait saisie de soulever un coin du voile que l'on s'obstine à jeter sur leur situation.

Un député nouveau a eu le courage de démontrer qu'il n'était pas pour le mieux. M. Bethmont ne recevra ici nos remerciements que pour avoir enfin abordé ces questions si dédaignées dans l'assemblée dont il est membre; qu'il soit bien persuadé au reste que le peuple lui gardera un reconnaissant souvenir de ses bonnes intentions.

De ses bonnes intentions ! c'est tout ce que nous pouvons dire; car, hélas ! notre unique défenseur dans la séance du 18 janvier ne connaissait pas, il faut bien l'avouer, les premiers éléments de la cause à laquelle il avait consacré sa bonne volonté. Il sera probablement fort étonné d'apprendre que, lorsque, amené sur le terrain des améliorations pratiques à obtenir pour les classes ouvrières, il a réclamé pour elles l'établissement à Paris de l'institution impériale des prud'hommes et une loi sur le livret, ces classes ouvrières repoussaient avec la plus énergique persistance ces moyens, ces réformes qu'il a proclamées comme immédiatement praticables, parce qu'elles les considéraient comme un nouveau anneau ajouté à la chaîne qui les rive à la misère et à l'exploitation.

Et ce reproche que nous ne formulons qu'avec le plus amer regret, mais qu'il nous est impossible de laisser dans notre cœur,

ce reproche s'applique moins encore peut-être à M. Bethmont qu'à tous les membres de l'opposition siégeant à la Chambre, et qu'aux représentants de cette même opinion dans la grande presse, lesquels, eux, aussi, sont presque tous dans la plus profonde ignorance des moyens d'organisation de la société au point de vue économique.

Il résulte de cet état de choses des inconvénients fort graves : c'est là qu'il faut chercher les causes de la défiance avec laquelle on accueille parmi nous toutes les protestations de bonne volonté de sympathie et d'amour pour le peuple, protestations qui se renouvellent souvent, et qui trop souvent aussi passent inaperçues. C'est à cette ignorance des choses fondamentales de l'économie politique que les chefs du parti radical, ou du moins les hommes nouveaux qui aspirent à en prendre la direction, doivent attribuer le peu d'influence qu'il leur est donné d'exercer sur le gros de l'armée démocratique.

Est-ce de leur part négligence ou mauvaise volonté ? Le peuple devra-t-il se résigner à croire ce qu'on lui répète tous les jours de ceux qui s'intitulent ses amis : que c'est par ambition, par vanité ou par le désir de la popularité, que quelques-uns des favoris de la fortune ou de la science daignent jeter parfois sur lui un regard de commisération, et réclamer ou menacer en son nom ? Pourra-t-il penser qu'on ose ainsi se servir de sa misère et de ses souffrances pour échafauder des réputations individuelles, et se persuadera-t-il qu'il est pris pour dupe, dans la plus complète acception du mot ?

Le peuple n'est pas dupe : il connaît ses amis et ses ennemis. Il sait que des gens se font les avocats de sa cause, qui ne servent en réalité que celle de leur vanité, ou même de leur cupidité; si l'on veut connaître les masques, il montre du doigt les *philanthropes*, religieux ou mondains. Il sait aussi qu'il en est d'autres qu'à la rigueur il peut appeler ses amis, car la pensée fondamentale de leurs actes indique de bons sentiments à son égard; mais ce sont souvent des amis dans le genre de l'ours de la fable : témoin l'honorable député dont nous parlions en commençant, qui, voulant inaugurer son début à la Chambre par une bonne action en faveur de la classe ouvrière, s'en vient justement invoquer deux réformes que le gouvernement ne demande pas mieux que d'accorder, et que les ouvriers repoussent de toute l'énergie de leurs intérêts menacés et de leur dignité profondément blessée.

Nous sommes loin d'exiger, comme certains socialistes, que les questions de production et de répartition priment les questions morales, les hautes questions nationales, les questions de principes; mais nous avons le droit de les classer bien au-dessus des questions traitées aujourd'hui d'importantes par les Députés, et qui peuvent cependant rester en souffrance pour laisser place à la solution des questions économiques. Le terrain est brûlant, en effet, pour ces dernières : il s'agit de savoir si nous suivrons la voie dans laquelle l'Angleterre est engagée jusqu'à sa ruine, ou si nous donnerons au monde le grand exemple de la suffisante vie assurée à tous les citoyens; si nous importerons ici les maisons de travail forcé, ou si nous instituerons les associations d'ouvriers.

Nous ne nous adressons pas en ce moment à ceux qui vivent de l'exploitation, et qui, dans la Chambre comme ailleurs, font tous leurs efforts pour empêcher son règne de finir. De ceux-là, nous n'espérons qu'une chose : c'est que leur mauvais sentiment se fasse jour le plus possible, afin qu'il vienne un moment où la nation rougissera d'avoir souffert des lois qui tolèrent de pareils faits, et qu'elle fasse au plus tôt disparaître de nos mœurs cette hideuse plaie morale.

Mais nous pouvons dire à ceux que l'égoïsme n'a pas gangrenés, à ceux qui ont encore le sentiment du devoir à remplir en-

vers les pauvres, les opprimés et les faibles, qu'ils doivent, avant toute chose, se bien pénétrer de la situation du peuple, la bien connaître, et étudier avec persévérance les moyens les plus propres à le soulager. Nous les conjurons de remplacer les paroles par des actes, et de ne pas se contenter de faire de vagues appels aux sympathies publiques et à l'attention du gouvernement, à l'égard de sujets auxquels ils avouent peu connaître.

L'étude des questions économiques est, nous le savons, fort difficile. Mais nous avons cependant acquis le droit de dire que ceux qui nous aident n'y ont pas mis toute l'ardeur désirable. Nous rappellerons, entre autres faits, que nous avons fondé ce journal pour faciliter le travail à faire dans cette voie, et que, si les lumières qu'il a pu jeter sur certaines questions se sont répandues dans l'opinion par le bon vouloir de quelques organes de la presse, et si ses réclamations ont pu parvenir jusqu'au sein du conseil municipal, les enquêtes que nous avons faites, les faits que nous avons accumulés se sont brisés contre la porte du Palais-Bourbon : le discours de M. Bethmont en est la meilleure preuve.

Aussi aspirons-nous ardemment vers le temps où les continuateurs de notre œuvre, naturellement plus instruits, plus capables que nous, pourront trouver dans la réforme électorale, que nous espérons conquérir, le moyen d'aller agiter à leur tour, dans l'assemblée du peuple, des questions qu'eux seuls, nous le disons avec conviction, auront la puissance et la volonté de faire résoudre.

QUELQUES OBJECTIONS

A M. GUSTAVE DE BEAUMONT

SUR LA LIBRE CONCURRENCE.

M. Gustave de Beaumont, député, vient de publier une série de lettres dans lesquelles il émet quelques bonnes idées que nous partageons entièrement, et dont nous désirons autant que lui l'application la plus complète et la plus prompte. Mais nous avons vu avec déplaisir qu'il se faisait le champion de la libre concurrence, et qu'il ne voulait pas que l'on y portât la plus légère atteinte. Voici ses paroles :

« Le pays où la concurrence serait non pas détruite, mais seulement *gênée*, serait immédiatement à la merci des autres. Il n'y a point à organiser le travail, qui est tout organisé par le contrat existant entre le maître et l'ouvrier, et dont nulle loi ne doit gêner la liberté. Toute intervention du pouvoir dans les choses de l'industrie est funeste, car l'industrie vit surtout de liberté.

« Au lieu donc d'allanguir l'industrie nationale, ou de la réglementer, ce qui revient au même, il faut stimuler son émulation et l'exciter au succès. »

Nos lecteurs s'apercevront aisément que M. G. de Beaumont n'est qu'écrivain ; s'il était ouvrier comme nous, il n'aurait sûrement point parlé ici de ce *contrat*, prétendu libre, qui existe entre le maître et l'ouvrier, car il aurait eu à subir les dures conditions que le maître nous impose. Un contrat, pour être valable, doit être consenti librement des deux parties contractantes ; or, nous prouverons que l'une des deux parties est *entièrement* soumise à l'autre, et qu'en définitive elle est contrainte d'accepter toutes ses conditions. Nous le répétons, si M. G. de Beaumont était ouvrier, il n'aurait point conseillé au gouvernement de stimuler, d'exciter encore la concurrence, car il aurait eu vingt fois l'occasion d'en maudire sur son grabat les funestes conséquences.

S'il est un fait démontré, évident comme le soleil, c'est bien celui-ci : partout où s'établit la libre concurrence, il s'ensuit immé-

diatement une baisse énorme dans les salaires, tellement que le salarié ne peut plus acheter les objets qui lui sont nécessaires, quel que soit le prix auquel on les lui donne. Or, lorsqu'on est chaque jour témoin de ce malheur, est-il permis de vanter le système industriel qui en est la cause, et de proclamer que la libre concurrence est la mère nourricière des nations ? Non ; faire cela, c'est tomber dans une erreur étrange.

En trois questions on peut prouver la fausseté du système de la libre concurrence.

Pourquoi l'ouvrier manque-t-il d'ouvrage ?

C'est parce que la production ne trouve pas d'écoulement, et que, par suite, on ne fait pas de commandes.

Pourquoi l'ouvrier ne facilite-t-il point lui-même par des achats l'écoulement des produits ?

C'est parce que son salaire est insuffisant à le faire vivre, et qu'il achète seulement ce qui lui est nécessaire pour végéter.

Pourquoi donc l'ouvrier reçoit-il un salaire insuffisant, puisque cela frappe de langueur la société presque entière ?

C'est parce que les exploiters, luttant entre eux à qui donnera à meilleur marché, baissent le salaire afin de pouvoir soutenir la concurrence.

Si l'on nous demandait où cela s'arrêtera, nous répondrions : Regardez l'Angleterre et l'Irlande ; les travailleurs de ces pays s'estiment heureux de pouvoir manger les herbes cuites des prairies, car la pomme de terre elle-même est devenue pour eux une denrée de luxe ; et, quoiqu'à côté de ces infortunés vous trouviez d'immenses magasins remplis jusqu'aux toits de tout ce qui est nécessaire à la vie, ils n'en jouiront point, parce que leurs maîtres ont jugé convenable de ne leur donner qu'un mince salaire en échange du travail qui a produit toutes ces richesses. Contraste abominable ! digne fruit de l'égoïsme érigé en système ! Et l'on nous vante encore une loi qui porte avec elle de tels fruits, et l'on nous dit que la libre concurrence est la mère nourricière des nations... Mensonge ! la libre concurrence n'est qu'une marâtre qui atrophie le corps social tout entier, et qui fait subir aux travailleurs le supplice de Tantale. La preuve de ce que nous disons ici est inscrite sur la figure des malheureux ouvriers de toutes nos villes manufacturières.

Et maintenant, si nous jetons les yeux autour de nous, sur quoi cette loi monstrueuse n'a-t-elle point étendu ses ravages ? Dans le commerce, le vol, surexcité par une concurrence sans bornes, est devenu chose usuelle ; dans les objets fabriqués, tout a été employé pour dissimuler les mélanges ; et cette vieille probité qui honorait tant le commerce français d'autrefois, qu'est-elle devenue ? C'est à qui s'ingéniera pour falsifier et empoisonner les substances qui servent à notre nourriture, et l'on menace d'assassiner ceux qui s'efforcent de dévoiler ces crimes (1) ; les ressources que l'ouvrier tire de son salaire deviennent de plus en plus restreintes, à ce point qu'elles ne subviennent plus à ses nécessités de chaque jour, et souvent il s'abstient du mariage et se prive des joies de la famille par la crainte qu'il a d'accroître autour de lui une misère que seul il supporte déjà avec peine.

(1) M. Chevalier, membre du Conseil de salubrité publique, ayant fait connaître qu'il rassemblait dans un ouvrage toutes les fraudes qui se commettent aujourd'hui dans le commerce, a reçu des lettres anonymes dans lesquelles on le menace de mort. Il a dénoncé au public cet acte d'odieuse sauvagerie en faisant insérer une lettre dans les journaux.

Chaque fois que nous nous arrêtons sur ces tristes sujets, notre cœur se serre, et nous nous demandons ce que nous avons fait aux hommes qui ont le pouvoir suprême pour qu'ils persistent à maintenir sans modifications un système qui nous est si fatal. Alors nous voyons combien est profond leur égoïsme : s'ils maintiennent d'une manière absolue la libre concurrence, c'est parce qu'ils veulent garder la faculté de spéculer sur notre salaire ; souvent par ce moyen ils ont fait des coups de fortune considérables. On en voit tous les jours maints exemples.

Ainsi donc l'on accroît continuellement par son travail la fortune des maîtres, et pour toute récompense ils calculent froidement et sans cesse combien de bénéfices ils tireront de vous, de votre femme et de vos enfants, en diminuant vos salaires et en augmentant vos heures de travail. Si vous leur faites quelques remontrances : « Apprenez, vous répondent-ils, que la concurrence nous y contraint ; nous ne voulons point nous ruiner pour vous ; travaillez aux conditions nouvelles que nous vous offrons, ou sortez de nos ateliers. » Et vous acceptez, car un jour sans travail c'est un jour sans pain. Mais le lendemain c'est à recommencer. Alors, si quelques-uns d'entre vous ont l'audace de se réunir pour dire au maître : « Les conditions nouvelles que vous nous offrez sont exorbitantes ; nous ne pouvons les accepter, » la loi les frappe impitoyablement, car ils se sont communiqué leurs misères, et ils se sont coalisés pour se soustraire aux nouveaux malheurs qui les menaçaient... Il n'est pas un de nous qui n'ait été témoin ou victime de pareils événements.

Voilà quelle est notre liberté à nous : c'est de faire notre corvée, si dure qu'on nous l'impose. Il n'est donc pas vrai de dire que le travail est bien organisé, et que l'on doit laisser tels qu'ils sont aujourd'hui les rapports qui existent entre l'ouvrier et le maître.

Il faut que l'on établisse des règlements qui garantissent au travailleur un *minimum* de salaire correspondant aux besoins ordinaires d'un homme.

Nous savons que cette idée répugnera à tous ceux qui considèrent l'ouvrier comme étant une machine bonne seulement à être exploitée ; mais nous ne doutons pas que ceux qui s'intéressent sincèrement à son avenir ne fassent tous leurs efforts pour poser enfin des bornes à cette spéculation indigne que l'on fait sur son salaire, et qu'il n'est pas en son pouvoir d'empêcher.

Les conséquences de l'établissement d'un *minimum* de salaire assurant au travailleur une rétribution suffisante, seraient celles-ci :

1^o L'ouvrier achèterait, pour satisfaire ses besoins, les objets qui restent sans débit dans les dépôts de nos manufactures, et rétablirait et entretiendrait ainsi une immense activité dans le commerce.

2^o La spéculation ne pouvant plus s'établir sur le salaire, elle se reporterait tout entière sur l'économie de fabrication qui peut résulter de la perfection des machines, de la combinaison des matières premières, de la distribution plus ou moins intelligente du travail, de l'habileté relative des ouvriers, etc. ; enfin elle pourrait s'efforcer d'attirer le consommateur en produisant des objets de bonne qualité.

Certes, le champ qui serait laissé à la concurrence aurait assez d'étendue, ce nous semble, pour qu'elle puisse s'y développer à l'aise, et l'activité de l'homme n'en serait nullement ralentie ; au

contraire, nous avons la conviction qu'elle en serait accrue ; cette concurrence, qui est si fatale aujourd'hui, même aux maîtres les plus habiles lorsqu'ils sont honnêtes, serait ainsi transformée en une noble émulation, en une loi bienfaisante et normale.

Généralement on nous fait beaucoup de concessions sur tout ce qui précède ; on nous dit : « Cela serait très-bien ; mais on ne peut l'appliquer. » On recule devant les obstacles qui s'opposent à la réalisation d'un *minimum* de salaire, parce que les difficultés viendraient non-seulement de l'intérieur, mais encore de l'extérieur. — Ainsi, disent les opposants, comment parviendra-t-on à vaincre les résistances des maîtres ? Comment pourra-t-on établir l'assiette nouvelle qui sera donnée aux intérêts de chacun ? Et puis, lors même que l'on serait parvenu à surmonter toutes les difficultés intérieures, n'y aurait-il pas encore celles de l'extérieur, la concurrence de l'Angleterre, de la Belgique, etc. ? Ces pays, qui paieraient leurs ouvriers à meilleur marché que nous, ne ruineraient-ils pas tout notre commerce en cotant leurs marchandises au-dessous des nôtres ? Conséquemment, nous objectent-ils, d'une part vous seriez contraints d'abandonner complètement notre commerce extérieur aux nations étrangères, et, de l'autre, vous devriez fermer hermétiquement nos frontières à toute importation qui pourrait nuire à notre commerce intérieur.

A Dieu ne plaise que nous abandonnions jamais une idée dont nous aurons reconnu la justice, parce que les difficultés qui en entravent la réalisation sont grandes. Nous arrêterons-nous au pied d'une montagne qui nous barre le passage ? Point, nous la percerons. On ne peut donc opposer une fin de non-recevoir à nos demandes de réformes parce qu'elles offrent plus ou moins de difficultés ; les hommes de progrès qui méritent ce nom se mettront avec nous à la recherche des moyens de les surmonter, et ils ne se retrancheront pas derrière des allégations craintives qui décèlent l'impuissance.

Pour répondre à la première objection : comment parviendra-t-on à surmonter les difficultés intérieures ? nous n'avons besoin que de raconter un fait récent, dont nous avons déjà parlé (1843, n^o 1).

— Les maîtres imprimeurs de Paris et leurs ouvriers (composeurs), ayant nommé, chacun de leur côté, quelques-uns d'entre eux à l'effet de former une assemblée qui devait discuter un tarif des prix de main-d'œuvre et établir ainsi un *minimum* de salaire, ce règlement fut discuté et voté ; maintenant il est presque partout en vigueur. — Que faut-il faire pour que cette innovation devienne générale ? Il faut simplement que l'autorité provoque dans tous les corps d'état des assemblées composées mi-partie d'ouvriers et de maîtres ; qu'elle prenne sous sa protection les décisions qui auront été résolues dans ces assemblées à la majorité des voix, et qu'elle les rende obligatoires pour tous. Un tribunal de prud'hommes, composé toujours par moitié de maîtres et d'ouvriers élus par leurs pairs, en surveillerait l'exécution, et, sur sa demande, ce *minimum* de salaire pourrait toujours être modifié par l'assemblée selon les nécessités des temps, afin qu'il fût toujours en accord avec la justice. Osera-t-on dire que cela est impossible, lorsqu'on le pratique aujourd'hui dans un corps d'état, sous nos yeux, et sans le concours de l'autorité ?

Il y aurait sans doute encore beaucoup d'autres difficultés à résoudre ; mais ce ne sont plus que des difficultés de second ordre qui n'arrêteraient point un pouvoir bien intentionné.

Quant à la seconde objection, celle qui repose sur la concurrence que l'étranger ferait à notre commerce, nous ne dirons point, avec M. Louis Napoléon, que la France peut vivre des seules ressources qu'elle tire de son sein, et qu'elle doit se passer des produits extérieurs. En réalisant cette idée, on pourrait abandonner presque entièrement notre commerce d'exportation; mais il faudrait s'envelopper d'une ligne de douanes infranchissable aux produits étrangers. Or, il n'est point de système plus vicieux que le système de prohibition; nous le prouverons une autre fois.

Ce n'est donc point dans la prohibition ni dans l'abandon de notre commerce extérieur que nous chercherons la solution du problème, car il n'est pas vrai que les nations puissent et doivent se passer les unes des autres; elles sont solidaires dans le monde comme les individus dans les nations, et ce que l'une a de la difficulté à produire, l'autre le lui fournit immédiatement; de là l'échange. Il nous semble qu'une alliance sincère entre les principales nations de l'Europe pourrait seule atteindre le but.

Il est vrai qu'une alliance *sincère* est chose très-difficile à obtenir, surtout lorsqu'il s'agit d'intérêts commerciaux. Ainsi, l'Angleterre, qui ne souffre de concurrence nulle part, entrerait difficilement dans cette alliance. Mais si l'on en arrivait là en France, si l'on avait besoin de l'alliance anglaise pour améliorer le sort des classes laborieuses de tous les pays, ne pourrait-on point utiliser les forces dont on dispose pour contraindre cette ennemie de toutes les nations à entrer dans l'*accord européen*? Ne serait-ce point remplir une haute et noble mission que de ramener les peuples de la grande famille européenne à cette unité dont ils n'auraient jamais dû s'écarter?

Il faudrait donc, sous ce double intérêt moral et physique, unir les diverses fractions européennes par des liens de plus en plus étroits au lieu de les séparer; il faudrait, en un mot, faire pour elles quelque chose d'analogue à ce que Louis XI fit pour la France, les réunir sous un haut pouvoir, sorte de congrès perpétuel qui réglerait intelligemment les rapports qui doivent exister entre elles, au lieu de les laisser aller aux chances d'un aveugle hasard ou de la force et de la brutalité d'un empire.

Ceci n'est point une idée nouvelle; elle a été développée par les esprits les plus éminents de notre époque; elle fera son chemin; chaque jour elle trouve des adhérents. Une chose, du reste, nous assure qu'un jour elle sera réalisée: c'est qu'il est de l'intérêt et dans le but civilisateur de la France que cela soit, et cela sera.

Or donc, s'il était reconnu dans le congrès que l'établissement de l'institution d'un *minimum* de salaire fût utile au bien des nations, on conçoit à merveille que ce qui se ferait en France pourrait se faire aisément en Angleterre ou en Belgique, puisque les intérêts sont les mêmes dans ces pays.

Que l'on y songe bien, les réformes que nous proposons pourraient être réalisées successivement et sans secousse par un pouvoir intelligent, s'il voulait sincèrement améliorer le sort de la classe ouvrière. Ce pouvoir ne dirait point que la tâche est au-dessus de ses forces, mais il la commencerait immédiatement, quitte à en laisser l'achèvement à ses successeurs. Alors, sous l'influence d'une législation nouvelle, on verrait diminuer peu à peu les ravages que la libre concurrence exerce au sein des populations, et s'éteindre les justes irritations qui naissent des misères dont elle est la cause. Si l'on n'entre dans cette voie, le

mal deviendra de plus en plus difficile à réparer, et l'on ne léguera à nos descendants qu'un avenir plein d'embarras et peut-être de violentes secousses.

M. Blanqui, dont l'opinion, certes, est de quelque poids en ces matières, prononçait, il y a quelques jours, à son cours du *Conservatoire*, quelques paroles pleines de sens au sujet de la libre concurrence. Il déplorait ses écarts, et il déclarait qu'il y avait nécessité absolue d'une réforme. « Lorsque vint la Révolution, disait-il, on était fatigué de tous ces règlements, qui contenaient au moins autant de mal que de bien, et contre lesquels s'étaient accumulées toutes les haines: on les balaya sans qu'il restât trace de leur existence, et ce fut une grande faute; il eût fallu garder ce qu'il y avait de bon et ne rejeter que ce qu'il y avait de mauvais. Vous verrez, messieurs, a-t-il répété plusieurs fois, vous verrez que l'on reviendra aux règlements. »

Il n'est pas jusqu'à M. Wolowsky dont nous n'ayons à enregistrer quelques bonnes paroles; nous le faisons avec d'autant plus d'empressement que nous ne nous y attendions pas. Il compare la libre concurrence à un fleuve débordé qui porte partout ses ravages; que l'on élève quelques digues, et le fleuve rentre dans son lit naturel, et il porte de toutes parts la richesse et l'abondance. Or, les abus de la libre concurrence portent la désolation dans la société, ils ravagent le champ de l'industrie et du commerce: il faut donc lui enlever cette trop grande liberté dont elle abuse; il faut lui prescrire les limites qu'elle ne doit pas dépasser en la plaçant entre deux digues formées par des lois ou règlements.

DE LA RÉSISTANCE AUX DIMINUTIONS DE SALAIRE.

Persuadés que la décroissance du salaire est une des causes principales de la misère du peuple, nous nous proposons d'examiner ici s'il n'est pas possible d'arrêter en partie cette tendance qui se généralise de plus en plus aujourd'hui. Pour être mieux compris, nous dirons d'abord quelle pensée nous a guidés lorsque nous avons écrit ces lignes: c'est la conviction où nous sommes qu'il existe entre les membres de la grande famille ouvrière une communauté d'intérêts si entière, si complète, qu'aussitôt qu'une partie d'entre eux souffre ou éprouve seulement un malaise passager, les autres s'en ressentent immédiatement. Cette solidarité est visible surtout quand on considère les résultats des crises journalières qu'éprouve le travail; il arrive fréquemment, par exemple, que le malaise excessif de quelques classes de travailleurs les oblige à restreindre la satisfaction de leurs besoins à un point tel qu'ils finissent par ne plus compter parmi les consommateurs, et qu'alors d'autres industries, ne trouvant plus l'écoulement de leurs produits, donnent le triste spectacle de ces suspensions déplorables de travaux, causes principales des misères de l'ouvrier, chaque gêne qu'éprouve le peuple, le véritable, le grand consommateur, réagissant nécessairement sur les industries nombreuses qui ne vivent que par lui et pour lui.

Cet état de choses existe déjà depuis longtemps; nous ne savons, pour notre part, si, lorsqu'on a voulu faire de la France un pays exclusivement manufacturier, lorsque l'on a voulu, à l'aide de douanes, de protections exagérées, de primes, d'encouragements, etc., tout produire, et pour la consommation intérieure et pour l'exportation; nous ne savons, disons-nous, si les capitalistes promoteurs de ces mesures ont réalisé de beaux bénéfices; mais nous sommes certains que cette surexcitation de fabrication, en arrachant continuellement à l'a-

griculture un nombre considérable de bras, et en les abandonnant ensuite les uns après les autres au milieu de nos villes, a été une des causes de l'accroissement du paupérisme, cette plaie des contrées manufacturières. Il est un fait incontestable : c'est que le bien-être des ouvriers, qui s'était sensiblement amélioré à la suite de la Révolution, et qui, malgré les guerres continuelles de l'Empire, n'avait pas cessé (sauf dans quelques industries seulement) de prospérer, a été diminuant chaque jour depuis la Restauration, époque à laquelle les spéculateurs, envieux des fortunes colossales de l'Angleterre, ont donné à l'industrie française un développement que ne pouvaient longtemps satisfaire des débouchés qui n'étaient et ne pouvaient être que momentanés.

Ceci établi, examinons maintenant si les ouvriers eux-mêmes n'ont pas, faute de réflexion et d'expérience, contribué à l'avisement des salaires, et surtout s'ils ne doivent pas désormais repousser avec la plus grande persistance les diminutions qui leur sont journellement imposées; car, de concessions en concessions, ils arriveront bientôt à une condition plus dure que celle des nègres, souvent mieux nourris que beaucoup d'entre nous et surtout plus ménagés.

Si nous nous décidons à adresser à nos frères quelques conseils à cet égard, c'est que, frappés des misères industrielles qui vont augmentant chaque jour, et du danger de l'engourdissement qui semble dominer les travailleurs, nous avons cru nécessaire de leur faire entendre, sauf même à froisser quelques-uns d'entre eux, des avis que nous croyons utiles à tous, et dont l'opportunité n'a certes pas besoin d'être démontrée.

Lorsque nous considérons la triste condition du travailleur, si nous réprouvons la conduite du maître qui, exploitant la malheureuse position que la présente organisation industrielle a faite à son subordonné, veut imposer les conditions de travail les plus défavorables, nous en sommes du reste peu surpris; c'est une conséquence naturelle de la concurrence illimitée, du *laissez-faire* érigés en système. Combien ne devons-nous pas blâmer aussi ceux d'entre nous qui, par imprévoyance, faiblesse ou égoïsme, acceptant des travaux à des prix au-dessous de ceux généralement payés, contribuent à amener la ruine et la misère dans leur profession, lorsque tant de raisons devraient les empêcher d'accepter d'onéreuses conditions de main d'œuvre. Examinons donc quelques-uns des motifs qui font que les ouvriers cèdent parfois à des prétentions monstrueuses, et tâchons d'en démontrer le peu de fondement et les malheureuses conséquences.

Lorsque des ouvriers, s'appuyant sur la justice et l'usage, refusent un travail au-dessous du cours, acceptent ce travail, et souscrire à une diminution que les premiers n'avaient pas voulu supporter, nous semble non-seulement un acte qui répugne à toute conscience honnête, mais une action mauvaise pour tous, puisque le résultat est d'encourager des maîtres souvent sans talents, sans connaissances pratiques dans leur métier, à soutenir une concurrence presque toujours ruineuse, aux dépens de leurs ouvriers.

Beaucoup d'entre nous sont amenés à supporter des diminutions de salaire par des promesses d'occupation continue, comme si, aujourd'hui que l'industrie est une spéculation, un jeu que le hasard fait aller à sa fantaisie, l'on pouvait compter sur de semblables engagements. D'autres, jeunes, vigoureux, sans famille à soutenir, croient trop souvent, parce qu'ils ont de moindres charges, pouvoir accepter des travaux à des prix réduits, sans penser qu'un jour, lorsqu'ils seront pères de famille, et que mille besoins les harceleront, ils se repentiront amèrement de leur imprudente condescendance. Il est encore parmi nous des hommes que nous ne saurions trop signaler au mépris de chacun; ce sont ceux qui,

poussés par l'envie et comptant sur les mauvais instincts des maîtres, ne reculent pas devant l'offre de leurs bras à des prix moins élevés que ceux obtenus par leurs camarades, afin de ravir à ceux-ci les travaux qu'ils convoitent; pour ces gens-là, heureusement rares dans nos rangs, que le dédain et l'aversion de tous continuent d'être la punition de leurs viles et honteuses actions.

Voilà quelques-uns des pitoyables motifs qui font que, par la faute de certains ouvriers, la baisse des prix de main d'œuvre marche d'un pas si rapide et menace de devenir un principe de droit commun dans l'industrie; et cependant, pour consentir à des concessions dans l'état actuel des salaires, il ne faut songer ni à son avenir ni à celui des siens, et c'est malheureusement ce que les ouvriers, habitués qu'ils sont à vivre au jour le jour, observent trop peu, et c'est peut-être aussi leur tort le plus grand. L'ouvrier habile, dans la force de l'âge, et ne songeant pas au lendemain, consent facilement à une diminution qui ne le force pas à restreindre ses dépenses sensiblement, oubliant que plus tard, lorsque sa main débile ne pourra plus produire autant de travail, il ne pourra plus alors subvenir à son existence. D'autres aussi, envisageant avec effroi les misères qu'engendrent les chômages, manquant de fermeté, et, croyant se mettre à l'abri du besoin, cèdent en gémissant aux exigences de leurs patrons, et s'aperçoivent plus tard, lorsque le mal est sans remède, que leur faiblesse égoïste a laissé pénétrer, et pour toujours, la misère dans leur foyer; car chacun sait qu'une diminution établie dans un atelier est bientôt obligatoire dans les autres.

Nous dirons en résumé que ce qui nous a surtout frappé, ce qui ressort de ces observations, c'est que les ouvriers doivent agir désormais en sens inverse de leur conduite passée; leur intérêt présent et celui de l'avenir leur en fait une loi inexorable, et leur sauvegarde est dans la connaissance et dans la ferme volonté d'assurer leurs droits à une suffisante vie.

Dans une situation semblable, quelle idée doit guider les travailleurs? quel sentiment doit les animer? N'est-ce pas, si cela est possible, de réparer le mal fait, et surtout d'empêcher qu'il n'augmente encore. Il faut donc chercher à atteindre ce but.

Si le gouvernement avait à cœur d'améliorer le bien-être du peuple, les travailleurs ne tarderaient pas à obtenir des réformes qu'appelle si instamment leur situation présente; mais convaincus de l'impuissance de ceux qui sont à la tête de la nation, nous ne cesserons de dire aux ouvriers qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes. Le seul moyen de maintenir aujourd'hui le salaire est entre leurs mains: c'est la résistance aux injustes prétentions des maîtres; c'est le refus, au prix des plus grands sacrifices, de tout travail ne donnant pas à celui qui l'exécute la suffisante vie. Voilà le devoir sacré que chaque travailleur doit accomplir avec autant de résignation que de fermeté. Que chacun d'eux songe qu'il doit vivre en travaillant, et non végéter, s'étioier et mourir de besoin. Que l'avenir des siens, celui de tous, le préoccupe plus que jamais: c'est là ce qui seul peut mettre une digue provisoire à l'exploitation qui, s'il n'y prenait garde, lui ferait en très-peu de temps une existence semblable à celle de l'ouvrier anglais.

Le devoir que nous engageons chacun à remplir est difficile sans doute, mais c'est le seul efficace. Nous avons la conviction que toute faiblesse, toute hésitation, en assurant la prépondérance illégitime des capitaux sur le travail, compléterait la ruine et l'abrutissement de tout ce qui n'a que ses bras pour vivre. Que chacun soit donc préparé, et nous ajouterons: s'il est parmi nous quelques hommes assez favorisés par les circonstances pour faire des épargnes, qu'ils aient toujours en vue le moment où ils seront obligés de refuser un salaire insuffisant; le pécule le

plus mince, en leur donnant une certaine indépendance, leur permettra de supporter plus aisément le chômage, et peut-être d'aider ceux que la misère pourrait faire faiblir. Malgré notre peu de confiance dans les ouvriers thésauriseurs, qui, de crainte de toucher à leurs économies, sont ordinairement aujourd'hui les premiers à supporter toutes les conditions mauvaises qu'on veut leur faire subir, nous espérons qu'à l'avenir, plus prévoyants et plus généreux, ceux qui épargneront le feront désormais dans un meilleur but, dans une bonne intention, le maintien des prix de main d'œuvre.

Oui, que les ouvriers y songent sérieusement, leur avenir dépend en grande partie du plus ou moins de bonne volonté qu'ils apporteront à la défense d'un suffisant salaire; qu'ils repoussent les suggestions d'un étroit et coupable égoïsme, et que le sacrifice de quelques avantages passagers ne les arrête pas. Que l'émulation qui doit les animer ne dégénère pas en une concurrence acharnée semblable à celle que leurs patrons se font entre eux, et qui produit parmi ceux-ci tant de tromperies, de fraudes, puis de ruines. Qu'une observation attentive des résultats de la liberté ainsi entendue leur fasse abandonner ce triste moyen d'obtenir du travail, cause de misère pour tous, et les rappelle à des idées plus sociales et plus fraternelles, qui seules peuvent assurer leur existence et leur avenir.

Colonie de Petit-Bourg.

Tous les journaux ont, dans ces derniers temps, longuement parlé de la colonie agricole de Petit-Bourg, et tous en ont fait l'éloge; éloge pompeux et illustré, éloge trop hardi même pour avoir été fait gratis. *L'Atelier* jusqu'à présent a gardé le silence, et, en cela, nous avons agi prudemment. Il est pas bon de s'enthousiasmer ainsi follement pour les choses neuves, et de faire naître dans la pensée publique de fausses espérances qui, ne se réalisant point, enlèvent aux esprits déçus tout germe de confiance pour les créations nouvelles, alors même qu'elles sont réellement nécessaires, et que leur succès est assuré. Après avoir ainsi expliqué pourquoi nous n'avons rien dit jusqu'ici de Petit-Bourg, nous devons déclarer que, instruits de faits graves concernant cette fondation philanthropique, nous nous empressons de les communiquer à nos lecteurs. Notre publicité servira peut-être à corriger quelques abus; et, s'il n'en doit pas être ainsi, nous aurons du moins rappelé de nouveau combien les œuvres des philanthropes sont d'apparence trompeuse.

Nous ne voulons point entrer ici dans l'étude des questions que soulève la fondation des colonies agricoles; c'est là un sujet qui sera traité en son lieu. Nous aborderons donc directement les reproches que nous avons à adresser à la direction de Petit-Bourg.

M. Allier, qui dans le monde philanthropique a bientôt acquis autant d'importance que l'inventeur du bouillon de gélatine ou le grand distributeur des soupes économiques, M. Allier, disions-nous, a été le plus zélé des fondateurs de la colonie de Petit-Bourg; aussi a-t-il été tout naturellement désigné pour en être le directeur. Suivant l'usage, il a débuté par un acte de générosité; devant consacrer tous ses soins à l'œuvre dont il acceptait la direction, personne n'eût trouvé mauvais qu'il acceptât un salaire, une rétribution modérée, proportionnée au peu de ressources de la colonie naissante et à la nécessité de ses besoins personnels. Mais lorsqu'il fut question de fixer le chiffre des appointements du directeur, M. Allier se récria, déclarant que c'était de sa part œuvre de pure philanthropie, et qu'il n'accepterait rien. Cependant les premiers colons installés à Petit-Bourg furent les mem-

bres de la famille de M. Allier. Voici le point où les choses en venues maintenant: il y a à Petit-Bourg seulement vingt enfants, lesquels sont en quelque sorte parqués dans une seule et unique pièce, qui leur sert à la fois de dortoir, de réfectoire, d'atelier et de classe. C'est, dit-on, dans un but de prévoyance que cette distribution a été ordonnée. On a voulu ménager la place le plus possible, afin que, les ressources de la colonie augmentant, on pût y admettre un plus grand nombre d'enfants. Ce motif paraît plausible d'abord, mais si l'on avait réellement eu l'envie de ménager la place pour les colons à venir, M. le directeur aurait réfléchi qu'il n'était pas nécessaire que son logement pour lui et sa famille absorbât les riches et spacieux appartements du banquier Aguado. Les journaux nous ont vanté les moyens ingénieux mis en œuvre pour qu'une seule salle du vaste château de Petit-Bourg fût appropriée à tous les besoins des colons actuels; nous avons vu sur cette admirable invention de magnifiques images; nous aimons à croire que l'on a pris toutes les mesures indiquées par la science hygiénique pour que la clausturation presque continuelle de vingt enfants en une seule salle ne devienne pas nuisible à leur santé; cependant, si l'on voulait dans les collèges appliquer le même procédé aux enfants des riches, on entendrait bientôt s'élever de nombreuses réclamations contre cette triste parcimonie. Les enfants du peuple ont-ils donc moins besoin d'air et de place que ceux de la bourgeoisie?

Les jeunes colons entrés à Petit-Bourg sont ou des orphelins ou des enfants pris dans de pauvres familles; il eût donc été bon de raviver dans la colonie le sentiment de la famille et la pratique de tous les devoirs qu'elle impose; à ce titre, nous aurions compris l'introduction dans la colonie de la famille du directeur, nous aurions aimé le voir rendant la vie commune entre ses propres enfants et ceux que lui a confiés la Société de patronage, se faisant également leur père à tous, en les traitant tous comme des frères, partageant leurs travaux, leur nourriture, leurs vêtements même; certes, cela eût été beau. Pourquoi donc faut-il qu'au lieu de cela il y ait deux poids et deux mesures, deux sociétés dans la colonie, l'une riche et l'autre pauvre, l'une protégée et l'autre protégeant tout haut? C'est sans doute afin de préparer ces pauvres enfants à la dure vie du monde, où ils ne seront point étrangers à leur sortie d'un asile ainsi organisé. Pourquoi, à côté de la table parcimonieuse des élèves, le confort des repas du directeur et de sa famille, quand toutes les dépenses sont acquittées par la caisse de l'œuvre, aussi bien pour la cuisine du directeur que pour celle des élèves? Pourquoi ces pauvres petits font-ils à la table du directeur le service comme des valets gagés? A-t-on donc voulu que Petit-Bourg fût une école pour former de *bons domestiques* et de *bons pauvres*? C'est bien là une pensée philanthropique.

Certes, nous qui sommes des hommes de labeur, nous ne blâmerons pas qu'on enseigne le travail aux enfants; seulement il nous semble que les sueurs de l'enfance doivent être courtes et douces. Pourquoi donc a-t-on fait aux jeunes colons la journée de travail matériel si longue? Oublie-t-on qu'à leur âge il faut des jeux, des distractions, et que surtout il est nécessaire de consacrer de longues heures à l'instruction et à l'éducation? Quant à la nature des travaux, malgré le titre d'*agricole* donné à la colonie, les occupations sont bien plus industrielles qu'agricoles, et encore a-t-on choisi parmi les métiers enseignés aux enfants les plus encombrés, les plus mauvais sous le rapport du salaire, et les plus malsains à exercer, tels que ceux de tailleur et de cordonnier, etc. Cependant si l'on avait, dans le choix des professions, considéré l'avantage particulier des enfants à leur sortie de la colonie, on leur eût donné des métiers plus lucratifs; si l'on avait eu égard à

leur santé, on leur eût choisi des professions moins sédentaires, et si l'on avait eu en vue le bien de la société, on aurait tourné leur activité du côté des travaux de l'agriculture, où il aurait toujours été facile de créer à ces enfants, devenus hommes, des ressources certaines et indépendantes, soit en France, soit dans nos colonies africaines. Et, sur ce sujet du choix des professions, nous ne savons pas encore si le marché suivant est conclu ; mais toujours est-il que l'on s'en est sérieusement occupé : il a été question, entre le directeur de Petit-Bourg et un imprimeur des environs, de dresser les enfants à la composition typographique. Les enfants devraient recevoir chacun une journée de 75 centimes, à verser dans la caisse de l'établissement ; par ce moyen, loin de coûter à la caisse de la colonie, ils se trouveraient à son égard dans la même position que les enfants qui enrichissent les manufacturiers par leur travail, et le maître imprimeur gagnerait à ce marché de faire exécuter son travail avec une diminution des deux tiers du salaire. Les philanthropes ont bien eu raison de laisser de côté ce vieux mot de charité, car leurs œuvres ne sont guères charitables ni fraternelles.

Nous parlions tout à l'heure du peu de temps consacré à l'enseignement et à l'éducation des enfants ; nous regrettons de dire que sous ce double rapport l'organisation de Petit-Bourg laisse beaucoup à désirer.

Les reproches que nous avons à adresser à la direction de Petit-Bourg sont graves, comme on le voit ; aussi, quoi qu'il en coûte d'avoir à blâmer ce que tant d'autres ont loué, nous avons cru indispensable de remplir ce devoir, et nous espérons que ces abus étant maintenant signalés, on s'occupera, tant dans la presse que dans l'administration, des réformes à y apporter, et que ces réformes seront appliquées avec fermeté, sans ménagements de personnes. Nous serons contents d'avoir, pour notre part, contribué par nos observations à ce résultat si désirable.

LA SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAULE.

De très-vives réclamations nous ont été adressées à propos de ce que nous avons dit de la société de Saint-Vincent-de-Paule, dans un article du mois passé, intitulé : *Des confréries religieuses*. Nous devons dire en passant que personne n'a osé se faire l'avocat de l'archiconfrérie du très-saint et immaculé cœur de Marie. Au dire des membres de la société de Saint-Vincent-de-Paule qui ont réclamé, nous aurions commis une faute très-grave en affirmant que cette société fait plus de bruit que de besogne, qu'elle ne fait rien de bon, etc. C'est le contraire qu'il aurait fallu dire : on prétend qu'elle fait moins de bruit que de besogne, et que sa besogne est excellente, sinon à tous égards, du moins à beaucoup d'égards.

Nous allons voir.

La société de Saint-Vincent-de-Paule est très-nombreuse ; elle prend chaque jour des développements nouveaux à Paris, et elle étend ses ramifications par toute la province. C'est la plus vaste association qui de longtemps se soit formée en France, et il est à remarquer qu'elle est presque exclusivement composée de jeunes hommes. Cependant le gouvernement, d'ordinaire si défiant à l'égard des associations, ne s'inquiète nullement de celle-ci ; il la tolère, il la protège même. Pourquoi ce privilège ? Le gouvernement est-il revenu à de meilleurs sentiments, qu'il voit avec plaisir se développer cette grande association de jeunes gens ? ou bien l'association exerce-t-elle sur cette jeunesse une influence telle que le gouvernement doive s'en réjouir ?

Nous avons de bonnes raisons de croire que le système gouvernemental n'a subi aucune modification, et les lois restrictives de

la liberté des travailleurs qui vont être proposées prochainement, prouveront si le gouvernement entend céder quelque chose aux nécessités de notre temps. Non, l'esprit du système n'est point changé !

Si donc la société de Saint-Vincent-de-Paule a ses coudées franches, c'est qu'elle sert d'une manière ou d'une autre les projets du gouvernement ; c'est qu'elle exerce sur ses propres membres une influence favorable à l'esprit d'immobilité du système qui nous régit ; c'est qu'elle dirige l'activité de la jeunesse dans une voie qui ne menace en rien l'égoïsme conservateur. On pourrait affirmer que cela est ainsi, alors même qu'on ne connaîtrait rien de l'organisation de la société dont nous nous occupons ; mais tous les renseignements que nous avons pris nous ont prouvé que cela était ainsi. Il est dit dans le règlement que *l'esprit de charité* et la prudence chrétiennes font un devoir de bannir à jamais de la société les discussions politiques. De ce que saint Vincent désirait que ses prêtres ne se mêlassent point aux intrigues politiques de son temps, on conclut qu'à plus forte raison les membres de la Société « doivent s'abstenir de se préoccuper des affections politiques qui poussent les partis les uns contre les autres, d'agiter entre eux les questions irritantes qui divisent le monde. » La Société « est toute de charité ; la politique lui est tout à fait étrangère. »

Ces extraits du règlement suffisent pour expliquer les motifs de l'appui tacite que le pouvoir prête à l'association. Le pouvoir compte pour ennemis tous les hommes qui, s'occupant des choses politiques, n'ont pas un intérêt positif au maintien de ce qui est ; il doit donc voir favorablement tous ceux qui se montrent indifférents ; tous ceux qui, de parti pris, ne le contrarieront en quoi que ce soit ; ceux-là sont les amis de l'ordre.

Mais nous ne sommes pas précisément placés au même point de vue que le gouvernement, et il arrive presque toujours que ce qui lui convient ne nous convient nullement. Or, le plus grand bien que puisse désirer le gouvernement actuel, c'est que la jeunesse tombe dans l'indifférence des choses politiques ; pour nous, c'est le plus grand mal ; et comme la société de Saint-Vincent-de-Paul produit ouvertement ce mal, nous croirons bien faire en lui faisant la guerre. C'est vainement qu'on nous offrira en compensation les œuvres dites de charité faites par l'Association ; nous nous plaçons à un point de vue plus élevé, et nous disons que, détacher la jeunesse des choses politiques, faire une vertu de l'indifférence nationale, c'est donner le plus détestable enseignement, c'est exercer la plus funeste influence.

La Société recommande l'amour du prochain et défend qu'on se préoccupe des questions politiques. C'est là une belle et bonne contradiction ; et il arrivera nécessairement de deux choses l'une : ou l'on s'occupera de politique, ou l'on renoncera au véritable amour du prochain. Aimer le prochain, ce n'est pas aimer les quelques personnes que l'on touche, c'est aimer tout le monde. Or, la politique établissant les conditions des relations sociales, et étant susceptible de progrès, y renoncer, c'est renoncer au progrès social, c'est renoncer aux améliorations dont on peut obtenir la réalisation. Renoncer à la politique, c'est renoncer au droit de faire rendre justice à ceux qui ne l'obtiennent pas, c'est enfin manquer au véritable amour du prochain. Veut-on un exemple ? Il existe une classe qui forme l'immense majorité de la nation, et qui, ne possédant rien autre chose que ses bras, se trouve à la merci d'une minorité qui possède toutes les richesses sociales et tous les instruments de travail. Il résulte de cet état de choses que la classe ouvrière souffre généralement d'un malaise profond, et, en certains points, d'une misère effroyable. Tous les bons esprits ont senti la nécessité d'améliorer la condition de la

classe ouvrière, en réclamant pour elle des garanties légales contre l'abus qu'on en fait; en un mot on se préoccupe vivement des moyens d'organiser le travail et surtout d'élever la classe ouvrière au rang politique des autres classes, condition sans laquelle elle serait toujours infériorisée. Ceux donc qui aiment leur prochain, ceux qui veulent de bonne foi imiter Jésus-Christ en se dévouant aux pauvres et aux humiliés, ne craignent pas de se mêler avec ardeur aux choses politiques; ne craignent pas de poursuivre les pouvoirs de leurs plaintes, et d'exiger que justice soit faite. C'est ainsi qu'on prouve son amour du prochain. — Mais qu'est-ce que ces gens qui viennent faire parade de leur amour du prochain, et qui s'interdisent les moyens de le prouver? Qu'est-ce que cet amour stérile qui consiste à amoindrir la faim de quelques pauvres isolés, tout en laissant croire qu'il va fermer la plaie du paupérisme? Les sociétés d'aumônes sont un argument vivant à l'usage des pouvoirs qui ne veulent rien faire pour les classes ouvrières.

N'est-ce pas une chose désolante de voir une association qui compte vingt mille membres, presque tous jeunes, presque tous instruits, ne pouvoir, ne vouloir faire autre chose que l'aumône! s'associer pour faire en commun une chose que chacun ne saurait se dispenser de faire isolément! Vingt mille jeunes gens associés pour un si maigre résultat, et à condition de s'interdire la politique, et se l'interdisant par système! Oui, cela est déplorable, et nous ne comprenons pas que des gens sérieux et capables de dévouement (car telles sont les personnes qui ont réclamé) aient pu nous faire un reproche de nos conclusions touchant cette société!

Veut-on savoir au juste à quoi se bornent les œuvres de la société? Le voici :

La société est divisée; chaque division est appelée *conférence*, et celle-ci a son siège autour d'une paroisse. Les membres d'une conférence se réunissent d'ordinaire une fois par semaine; on récite quelques prières, puis on fait une quête. Le produit des quêtes sert à acheter des secours en nature que l'on distribue aux pauvres qui sont recommandés à la société. Ces pauvres sont visités par les jeunes gens de l'association, qui doivent leur porter en même temps des secours matériels et des secours spirituels.

La société prétend qu'en mettant ainsi des jeunes gens aisés en relation avec les pauvres, il en résulte un bien pour les uns et pour les autres. Nous disons le contraire; nous disons qu'il est fort ridicule qu'un jeune homme de dix-huit à vingt ans soit transformé en ministre de charité, et soit chargé de faire l'aumône du pain et de la parole auprès des familles pauvres; celles-ci ne peuvent qu'être humiliées, et la vanité du philanthrope blanc-bec ne peut qu'être flattée. Parmi la douzaine d'associés que le hasard nous a fait connaître, nous en savons tout au plus trois qui soient capables de remplir avec discrétion cette mission excessivement délicate; les autres, bons garçons au demeurant, auraient grand besoin pour eux-mêmes de ces secours spirituels qu'on les oblige à donner à d'autres. Nous sommes assez bien renseignés pour croire que ce fait est le plus général.

Certes, nous sommes plus que personne partisans de l'association; mais cependant toute association n'est pas bonne; c'est par le but qu'elle se propose qu'on la doit juger. Ainsi, que, vis-à-vis d'une grande œuvre à faire, d'un grand mal à réparer, une association se fonde, et pour première condition s'interdise les moyens généraux de son œuvre, nous dirons qu'elle est mauvaise, d'autant plus mauvaise qu'elle est plus nombreuse, qu'elle annihile une plus grande masse d'activité, d'autant plus mauvaise qu'elle peut donner le change en faisant croire aux esprits superficiels qu'elle peut atteindre le but. Nous aimons l'association, et cependant s'il dépendait de nous que celle de Saint-Vincent-de-Paul

fût dissoute, elle n'existerait plus dès demain, ou elle serait transformée. Oui, tout compte fait, mieux vaudrait qu'elle n'existât pas que d'être ce qu'elle est; car les jeunes gens qui en font partie ne pourraient faire moins sans elle qu'avec elle, et ils n'auraient pas du moins cette consolation qu'on leur donne, en les persuadant qu'ils font tout ce qu'ils doivent, et qu'ils sont de parfaits chrétiens.

Nous finirons en relevant un reproche qui nous a été adressé.

De ce que nous nous sommes récriés plusieurs fois contre l'aumône comme d'une chose humiliante pour celui qui la reçoit, comme d'une chose qui, d'ailleurs, ne peut que perpétuer la misère, on n'a pas craint de nous demander si nous étions des disciples de Malthus. Ce célèbre économiste anglais s'élevait aussi contre l'aumône; il voulait qu'on supprimât tous les établissements de bienfaisance, même les hôpitaux; il voulait que rien n'empêchât les pauvres de mourir, afin d'en diminuer le nombre. Il proposa, en outre, pour arrêter la multiplication, qu'on défendît le mariage à tous individus qui n'auraient pas le moyen d'élever leurs enfants. — Voilà quelle était la doctrine de Malthus, et l'on nous a demandé si nous étions ses disciples, puisque nous nous élevions contre l'aumône!

Puisqu'il est nécessaire de nous expliquer sur ce point, faisons-le.

Nous ne trouvons pas mauvais, au contraire, nous trouvons bien que, lorsqu'on rencontre sur ses pas une douleur, on la soulage, qu'on donne de sa bourse à l'enfant qui grelotte au coin de la borne. On fait mieux encore quand on cherche les douleurs cachées pour les secourir. Nous ne trouvons pas mauvais qu'il y ait des maisons connues où des sœurs distribuent des secours à des familles nécessiteuses, et, pour le dire en passant, la Société de Saint-Vincent devrait porter là le produit de ses souscriptions, au lieu de les faire distribuer par ses jeunes membres; mais toutes ces aumônes ne font guère plus pour la plaie du paupérisme que ne ferait une livre de sucre dans un étang. Ce que nous trouvons mauvais, c'est qu'au lieu de s'occuper d'organiser le travail, qui couperait le mal dans sa source, et élèverait en dignité la classe ouvrière, on s'occupe d'organiser l'aumône, qui, encore une fois, ne peut fermer la plaie, humilie celui qui la reçoit, et dégrade celui qui s'habitue à la recevoir.

Ce n'est pas avec l'aumône qu'on a fait cesser l'esclavage antique, ce n'est pas avec l'aumône qu'on a fait cesser le servage du moyen âge, ce n'est pas davantage avec l'aumône qu'on affranchira les salariés du servage industriel. Et voilà pourquoi nous maudissons l'aumône organisée, dont le but, bien connu et presque avoué, est de faire supporter aux ouvriers, le plus longtemps possible, leur condition inférieure.

Nous comprenons, maintenant?

Pour en finir avec la société de Saint-Vincent-de-Paul, nous ne pourrions l'approuver que lorsqu'elle déclarera que ses membres ne doivent point se montrer indifférents aux choses sociales, que lorsqu'elle montrera qu'elle veut faire autre chose que de l'aumône individuelle, que lorsqu'elle consacrera les fonds des souscriptions à quelque institution d'utilité publique.

Bibliographie.

Le Livre de l'Ouvrier, par A. EGRON, ancien maître imprimeur.

« Qui nous délivrera des Grecs et des Romains! » s'écriait-on avant l'invasion de la littérature romantique. Dans le peuple, on s'écrie aujourd'hui, et à meilleur droit : « Qui donc nous délivrera des pères des ouvriers! » C'est qu'en effet le nombre des pères des ouvriers augmente en raison de la misère; nous ou-

riens presque renverser la phrase, et dire que la misère augmente en raison de l'augmentation du nombre de *nos pères*. Les pères des ouvriers pullulent ; il n'est si mince philanthrope qui ne se décore de ce titre, qui n'en réclame les honneurs et les bénéfices, se gardant bien d'en remplir les devoirs. La philanthropie est un véritable cauchemar, qui pèse d'un poids énorme sur la poitrine des classes ouvrières, et grand bien leur ferait-on, ma foi ! si l'on pouvait les en délivrer.

De quels éléments se compose, en effet, ce cauchemar qu'on appelle la philanthropie ? de rentiers et de fabricants. Or, à quelle condition un rentier vit-il sans rien faire ? A condition de prélever une dîme sur le produit du travail. A quelle condition le fabricant mène-t-il joyeuse vie (car, quoi qu'on en dise, la masse des fabricants mène joyeuse ou fastueuse vie) ? à condition des prélèvements qu'il fait sur le salaire des ouvriers. Eh bien, combien y a-t-il de philanthropes, de pères des ouvriers, qui aient renoncé à vivre des sueurs de leurs enfants d'adoption ? On serait fort embarrassé de nous en montrer un sur mille, sur dix mille. Est-il donc étonnant que les ouvriers veuillent être délivrés d'une paternelle paternité ?

Le philanthrope père des ouvriers est encore cauchemar en un autre sens : il s'efforce de cacher la plaie qui dévore la classe ouvrière, et, se tournant vers les hautes classes, il leur dit : « La plaie est guérie, ou : elle est en voie de guérison ; soyez donc sans inquiétude, j'ai le secret de rendre le peuple heureux, humble et obéissant. » Et les hautes classes, de lui décerner des honneurs, et, ce que le philanthrope ne dédaigne pas, des récompenses positives, sous forme de places grassement rétribuées, ou au moins un prix Monthyon. — Et la plaie grandit, grandit toujours. Qui donc délivrera les ouvriers du cauchemar philanthropique ?

Quand nos pères de contrebande s'adressent à nous, voici en général ce qu'ils nous disent : « Vous dites que vous êtes malheureux, et nous en convenons ; mais ce n'est qu'à vous-mêmes que vous devez attribuer votre misère. Si vous aviez plus d'ordre, si vous aviez la raison d'économiser, pour les jours de chômage, pour les temps de maladie, ou pour l'époque de la vieillesse, vous seriez parfaitement heureux ; mais au lieu de cela, vous vivez dans un désordre perpétuel. Vous ne pouvez donc imputer qu'à vous-mêmes votre état de malaise. » Voilà le langage qu'on nous tient tous les jours ; tous les jours, on dit à des gens qui se plaignent de l'insuffisance de leur salaire et du manque de travail : « Que n'épargnez-vous ? » Et quand on a fait cette stupide et infâme réponse, on se redresse, on est content de soi, on dit qu'on a droit à la sympathie publique, aussi bien que si l'on avait fondé quelque grande institution, au sein de laquelle la classe ouvrière fût assurée de travail et de pain. — « Mon Dieu ! délivrez-nous du mal ! »

Un jour, plusieurs d'entre nous étaient allés voir un honorable député, philanthrope et père des ouvriers, bien entendu. Nous lui demandions d'appuyer nos réclamations relatives à l'établissement des conseils de prud'hommes. Ce père nous dit à peu près ceci : « Vous parlez d'institution, d'institution ; cela ne sert à rien pour les ouvriers. Il n'y a pas besoin d'institution ; faites tous comme moi... J'ai été ouvrier, moi, et je suis millionnaire : vous pouvez tous le devenir. — Quoi ! vous pensez, monsieur, lui répartîmes-nous humblement, vous pensez que tout ouvrier peut devenir millionnaire ? — Oui, certainement ; je le suis bien devenu, moi !... Mon père est venu à Paris en sabots, il a fondé une maison ; j'ai travaillé de mes mains chez mon père, et je suis millionnaire. Je maintiens que tout ouvrier a dans son sac un bâton de millionnaire. Ainsi, messieurs, je crois que le mieux pour vous est de laisser toutes les idées d'institutions, de réforme, et de faire

votre chemin. » — Le peuple n'est-il pas bien heureux d'avoir de tels pères !

En voici encore un qui réclame la paternité ; c'est un honnête bourgeois, qui, plein de reconnaissance de se trouver rentier, grâce au travail des ouvriers qu'il a employés pendant longues années, a voulu acquitter sa dette envers la classe ouvrière, en consacrant ses loisirs à faire un livre qui fût le guide de l'ouvrier. Dans ce livre, publié tout récemment, l'auteur, M. A. Égron, croit résoudre le problème posé de l'organisation du travail, en conseillant aux ouvriers d'être sobres, économes, doux et humbles envers les maîtres, et de ne point se mêler des choses qui sont en dehors de leur sphère, comme la politique, etc. ; aux maîtres, M. Égron conseille d'être affectueux envers leurs ouvriers. — On n'est pas plus innocent.

Le livre en question forme un volume grand in-18 compacte, c'est-à-dire qu'il contient beaucoup de matières. C'est là son seul mérite. Il est fait sans plan, sans méthode, et tout ce qui est dit dans les quatre cents pages du volume pouvait être dit dans vingt pages. M. Égron a voulu réhabiliter le travail, et il s'est évertué à montrer que des princes et princesses avaient daigné quelquefois s'occuper de travaux manuels : Louis XVI était serrurier ; S. M. Louis-Philippe n'est jamais si heureuse que lorsqu'elle est sur l'échafaud des maçons ; ses augustes filles travaillent de leurs mains, etc. — Donc, l'ouvrier doit se trouver content, puisque les rois et les princesses travaillent aussi.

On nous assure que M. Égron n'a pas fait ce livre seulement par reconnaissance pour la classe ouvrière, mais qu'une pensée philanthropique s'est glissée dans sa tête : M. Égron ambitionne la gloire ou le bénéfice (le bénéfice avec la gloire, probablement) d'un prix Monthyon, et l'on ajoute qu'il a des chances.

Vous voyez, lecteurs, que la philanthropie rapporte plus aux philanthropes qu'aux malheureux. Heureux encore si ces derniers ne payaient pas toujours directement ou indirectement les bénéfices philanthropiques !

Qui donc nous délivrera de la paternité philanthropique ?

A MOLIÈRE.

Salut ! génie ! — Aux pieds de ta sévère image,
Nous pouvons donc enfin apporter notre hommage ;
Nous étions là le jour de ton couronnement ;
Mais la foule était grande autour du monument ;
Mais là, comme partout, paraît le cortège
Des hommes *comme il faut*, des gens à privilège,
Qui, pour avoir plus d'aise à prendre leurs ébats,
S'étaient fait escorter par un gros de soldats.
— La fête ainsi gagnait un air tout littéraire ! —
Nous, jetés en dehors du cordon sanitaire
Chargé de faire honneur et large place aux grands,
Nous étions refoulés jusques aux derniers rangs.
— Qu'importe, nous voici ! pleins de la certitude
Que tu ne nous as pas taxés d'ingratitude,
Et que ces vœux obscurs du cœur du peuple issus
N'en seront pas de toi, maître, moins bien reçus.
Ta royauté, génie, à toi, n'est pas de celles
Dont il faille à l'oubli donner quelques parcelles ;
Dont les premiers soutiens sont plus tard méconnus,
Ainsi que font, dit-on, les valets parvenus,
Qui tâchent d'oublier leur source clandestine.
Tu ne renieras pas, toi, ton humble origine ;
Et le front orgueilleux, nous, peuple, nous voici,
Te saluant, ô roi ! — qui sors du peuple aussi !

Quel temps a-t-on choisi cependant, ô Molière !
 Pour rendre à ton grand nom l'éclat et la lumière ?
 Ils sont bien imprudents ou bien audacieux,
 Alors que la sottise éblouit tous les yeux,
 Alors que la raison sous les travers succombe,
 Ces gens qui sont allés t'exhumer de la tombe,
 Toi, terrible joûteur, dont les rudes assauts
 Décimaient les méchants, les fripons et les sots.
 Si c'est de bonne foi qu'ils ont eu cette idée,
 La cause du bon sens nous paraît décidée ;
 Qui, s'ils n'ont pas compris, ces hommes à l'évent,
 Que ta vue est pour nous un reproche vivant,
 Que ton nom de nos mœurs est l'amère satire,
 La vertu délaissée, hélas ! n'a rien à dire,
 Si ce n'est qu'on peut être, ignorant son devoir,
 Sot, méchant et fripon sans s'en apercevoir.
 — Ce n'est pas que l'on n'ait bien hésité, Molière !
 Ce n'est pas qu'on n'ait vu surgir de leur tanière
 Le peuple indécrottable et toujours insoumis
 Des faquins de tout poil, tes anciens ennemis ;
 Ton souvenir brûlant, chez ses vieux adversaires,
 Excite autant de haine et d'ardentes colères ;
 Chacun d'eux, quelque nom dont tu les ais flétris,
 Sent encor sous ton fouet frémir ses reins meurtris !
 « — Dieux ! disait Harpagon, l'œil en feu, le teint blême :
 « Tant d'argent pour *cela* !... quelle folie extrême ! »
 Puis venait, d'un ton rogue et de daigneux, Jourdain :
 « — Quoi donc ! un monument à ce vil baladin !
 « Un homme sans aïeux !... sommes-nous en délire ?... »
 Et mons de Pourceaugnac appuyait d'un sourire.
 Et puis venait Tartufe, haut en couleur, les yeux
 Dévotement baissés sur son sein bilieux :
 « — Que fait-on ? — disait-il de sa voix douceuse :
 « Cette décision est grave... et dangereuse !
 « Décerner un triomphe à l'impie histrion
 « Qui corrompt les mœurs et la religion !!
 « *Laurent, pour que le ciel ici les illumine,*
 « Apportez-moi *ma haine... avec ma discipline* !... »
 « — *Le pauvre homme !* » disait en soupirant Orgon :
 « — Appuyé ! » s'écriaient Diafoirus et Purgon...
 — Oh ! combien c'était là, pour ta muse hardie,
 Vieux Molière ! un sujet fécond de comédie !
 Les rôles, le théâtre, un peuple spectateur,
 Rien n'y manquait... — Hélas ! il y manquait l'auteur !

Pourquoi, lorsqu'un penseur, sur la terre où nous sommes,
 Se lève, résolu de corriger les hommes,
 De leur rendre la foi, la vertu, l'amitié,
 Tombe-t-il, quand son œuvre est à peine à moitié ?
 Mais non ! ce que Dieu fait est bien fait ! — et peut-être
 Il a prévu le temps qui te suivrait, ô maître !
 Ce temps triste, où don Juan devait tant s'enhardir ;
 Le mal partout s'étendre et le vice grandir ;
 Où l'égoïsme affreux de sa voix souveraine
 Devait, et jusqu'au sang, pourrir la race humaine !
 Et comme il te savait courageux, noble et bon,
 A vouloir assainir l'ulcère jusqu'au fond ;
 A dépenser ton cœur généreux, secourable,
 Pour nettoyer en vain cette plaie incurable ;
 Sachant comme déjà tu t'étais prodigué,
 Et jugeant ta main lasse et ton bras fatigué,
 — De ces enseignements donnés à larges doses, —

Il ouvrit le cercueil, ô maître, où tu reposes !

C'est qu'il en est ainsi ! — l'esprit et la raison
 N'ont plus droit de cité dans ce sombre horizon :
 L'époque est déjà loin de nous, de nos usages,
 Où Lafleur bâtonné rendait les laquais sages ;
 Où d'une chiquenaude au traitant financier,
 D'un sarcasme au marquis, d'un mot au chevalier,
 D'une bourrade ici, là d'une croquignole,
 Où d'une scène austère, où d'une pointe folle,
 D'un type qu'à ses yeux on avait vu poser,
 On pouvait espérer plaire — et MORALISER !
 Mais, Molière ! aujourd'hui qu'en ce pays qui croule,
 Le type un de jadis est, à présent, la foule !
 — Oni ! la foule entraînée à la corruption ;
 Que l'honneur à présent forme l'exception ;
 Aujourd'hui que le mal nous emporte en sa course ;
 Qu'il trône au Parlement, à l'Eglise, à la Bourse,
 — Si, pour nous convertir, un homme se montrait...
 — On te fit malheureux ? — on le lapiderait !
 Non ! non ! le rire est mort à nos lèvres rieuses ;
 Notre front est pensif, nos âmes soucieuses :
 Le présent est fatal, l'avenir importun...
 — Sur ton siège de marbre assis comme un tribun,
 Quand tu verras paraître à tes pieds Sganarelle,
 Digérant maintenant, fort doux dans sa cervelle,
 Ce qu'il considérait jadis comme un affront
 A lui faire dresser les cheveux sur le front ;
 Le sot Marphurius, pédant, cuistre et sceptique,
 Aujourd'hui reconnu professeur électique ;
 Araminte et Bélise au style langoureux,
 Précieuses jadis, nous revenir bas-bleus ;
 Oronte et son sonnet à l'allure momie,
 Ayant trouvé tous deux place à l'Académie ;
 Les Sottenville encor plus fiers, plus triomphants ;
 Agnès sachant Lorette où viennent les enfants ;
 Dis ! lorsque tu verras ce progrès qui recule
 Au delà du prévu l'arène ridicule,
 Un grand éclat de rire, un mépris souverain,
 Peut-être éclateront de tes lèvres d'airain !...
 Mais si les visions devant toi se prolongent ;
 Si plus avant chez nous tes yeux ardents se plongent
 Si Dandin, revenu de son âpre douleur,
 Pour mener bonne vie exploite son malheur,
 Et, de niais qu'il fut, se changeant en infâme,
 Trafique maintenant des faux pas de sa femme !
 Si Jourdain parmi nous, au sérieux traité,
 Comme magistrat juge, ou vote député !
 De nos hommes d'Etat compulsant le registre,
 Si tu vois en passant Mascarille ministre !
 Si ce rêve, réel pourtant quoiqu'infernal,
 Te faisait voir Tartufe évêque et cardinal !
 Et si, montant toujours à cette échelle étrange,
 Tu voyais Harpagon !... — Mais c'est assez de fange !
 N'est-ce pas, ô statue ! à ces tableaux honteux,
 A ces choses sans nom, à ces faits scandaleux,
 Qui font dans notre histoire une épisode vile,
 Tu cesserais, réponds ! de rester immobile ?
 Et nous verrions tes yeux de brouze tressaillir
 Pour les pleurs irrités qui voudraient en jaillir !
 Non ! l'on ne peut plus rire à présent dans ce gouffre
 Où l'espoir est éteint, où l'humanité souffre !

Et jugeant que ta verve y serait sans effet,
Dieu t'en a fait sortir! — Ce qu'il fait est bien fait!

Non! l'on ne peut plus rire aujourd'hui dans ce monde;
Lorsque l'on porte au cœur une douleur profonde;
A voir ce qu'on y voit d'amer et d'odieux,
On a le fiel au sein et les larmes aux yeux!

Non! l'on ne peut plus rire alors que sur l'abîme
Le vice radieux domine par le crime;
Quand les cris de l'orgie aux accents enflammés
Etouffent les clameurs des pauvres affamés.
Pour calmer de nos maux la gangrène croissante,
La causticité seule, hélas! est impuissante!
— Mais, pour nous réveiller, mon Dieu! n'est-il plus rien?
Plus rien!... Que si, Seigneur! — Oh! si l'on cherchait bien!...

Les ouvriers rédacteurs du journal *l'Union* (autrefois la *Ruche populaire*) ont pris l'initiative d'une pétition à la Chambre en faveur de l'abolition de l'esclavage. Nous nous associons de tout cœur à cette démarche, et nous espérons, avec nos confrères de *l'Union*, qu'une question aussi éminemment sociale ne peut manquer d'ébranler toutes les classes de la société en France.

Voici le texte de cette pétition :

« Messieurs les Députés,
« Les soussignés, ouvriers de la capitale, ont l'honneur, en vertu de l'article 45 de la Charte constitutionnelle, de venir vous demander de vouloir bien abolir, dans cette session, l'esclavage. Cette lèpre, qui n'est plus de notre époque, existe cependant encore dans quelques possessions française. L'esclavage dégrade autant le possesseur que le possédé. C'est pour obéir au grand et religieux principe de la fraternité humaine que nous venons vous faire entendre notre voix en faveur de nos malheureux frères, les esclaves. Nous éprouvons aussi le besoin de protester hautement, au nom de la classe ouvrière, contre les dires des souteneurs de l'esclavage, qui osent prétendre, eux qui agissent en connaissance de cause, que le sort des ouvriers français est plus déplorable que celui des esclaves. Aux termes du Code noir, édit de 1685 (art. 22 et 23), les possesseurs doivent nourrir et habiller leur bétail humain. Il résulte des publications officielles faites par le ministère de la marine et des colonies (exécution de l'ordonnance royale du 5 janvier 1840, publications de 1841, pages 30, 37, 46, 48, 51, 61, 92, 102, etc.) qu'ils se déchargent de ce soin en concédant le samedi de chaque semaine aux esclaves; ceux de la Guyane-Française n'ont même qu'un *samedi nègre* par quinzaine, contrairement aux défenses de l'article 24 du Code noir et aux pénalités de l'article 26. Quels que soient les vices de l'organisation actuelle du travail en France, l'ouvrier est libre, sous un certain point de vue, plus libre que les salariés défenseurs des possesseurs de la propriété pensante. L'ouvrier s'appartient; nul n'a le droit de le fouetter, de le vendre, de le séparer violemment de sa femme, de ses enfants, de ses amis. Quand bien même les esclaves seraient nourris et habillés par leurs possesseurs, on ne pourrait encore les estimer heureux; car, comme l'a si bien résumé M. le duc de Broglie (Rapport fait à M. le ministre de la marine et des colonies, 1843, page 5), « il faudrait autant dire que la condition de la bête est préférable à celle de l'homme, et que mieux vaut être une brute qu'une créature raisonnable. »

« Fiers de la sainte et généreuse initiative que nous prenons, nous sommes sûrs que notre pétition aura de l'écho dans notre patrie, et nous avons confiance dans la justice des Députés de la France.

« Agrérez, etc. »

Suivent les signatures.

FAITS DIVERS.

Dans le cours de l'année 1843, le tribunal de commerce de la Seine a prononcé 737 jugements déclaratifs de faillites, savoir : 64 en janvier, 49 en février, 64 en mars, 58 en avril, 72 en mai (le mois le plus chargé), 65 en juin, 66 en juillet, 64 en août, 67 en septembre, 55 en octobre, 46 en novembre (chiffre le moins élevé) et 67 en décembre. Il n'en avait été déclaré que 649 en 1842.

— On sait que dans le département du Nord, comme dans les quartiers pauvres de Paris, il faut compter 1 indigent officiel sur 6 habitants. D'après le dernier recensement fait à Cambrai, les pauvres reconnus étaient au nombre de 4,405, sans compter 150 familles inscrites pour les médicaments seulement.

A Saint-Quentin, le bureau de bienfaisance a assisté, en 1839, 1,125 familles; pareil nombre en 1840. Dans le cours du dernier exercice clos, 1,436 familles, représentant 5,796 individus, ont pris part aux secours d'hiver, c'est-à-dire au moins 1 indigent officiel sur quatre habitants. Les recettes ordinaires et extraordinaires du bureau de bienfaisance n'atteignent pas 40,000 francs, année commune!...
(*Guelteur de Saint-Quentin.*)

— Une pauvre mère de famille, enfant de Roanne, veuve depuis dix-huit mois, âgée de trente-deux ans, qui a trois enfants en bas âge, gagne au maximum sept sous par jour pour nourrir, chauffer, loger et vêtir quatre personnes. Cette femme est brodeuse : il lui faut quinze jours pour broder une pièce de mousseline de huit aunes, qui lui est payé 6 francs au bout de la quinzaine. Pendant les quinze jours il faut vivre, et les marchands ne font pas crédit aux pauvres : cette malheureuse femme, poussée par ses enfants qui criaient la faim, s'est enfin décidée à sortir de chez elle et à s'introduire comme une coupable dans une maison bourgeoise dont elle n'osait pas monter l'escalier ; le hasard l'a conduite à notre porte, où elle nous a raconté en sanglotant sa détresse.

Quelques personnes, qui ont des yeux pour ne pas lire et des oreilles pour ne point entendre, nous demandent ce que nous entendons par *l'organisation du travail* : nous entendons une *organisation* qui permette à chaque travailleur de gagner suffisamment pour vivre et élever sa famille; une organisation qui ne mette pas tous les bénéfices du côté des fabricants et la misère du côté des travailleurs; une organisation qui offre à la malheureuse femme dont nous parlons le moyen de gagner quinze sous par jour au lieu de sept : voilà toute l'ambition de cette pauvre mère, qui se croirait trop heureuse, dit-elle, si quelque âme charitable consentait à lui avancer une mesure de blé.

Le travail est-il organisé quand il manque au travailleur ou qu'il n'est pas suffisamment rétribué pour vivre? Non, mille fois non; donc il faut l'organiser.
(*Echo de la Loire.*)

— Pellière, ouvrier tisseur, âgé de trente et un ans, est accusé de vagabondage. Il était sorti la veille de l'hospice, il n'avait ni ressource, ni ouvrage, ni force. Comment aurait-il pu payer un gîte?

Le président. — Avez-vous demandé l'aumône? — R. Je n'ai pu vivre que de secours, puisque je n'ai rien et que je suis encore malade.

D. Que feriez-vous si le tribunal vous mettait en liberté? — R. Que pourrais-je faire? Je n'ai pas de force et personne ne peut m'assister.

D. Vous désireriez entrer au dépôt? — R. Ce serait bien heureux pour moi.

D. Consentez-vous à être jugé pour délit de mendicité? — R. Faites pour le mieux, mes bons messieurs!

Le tribunal acquitte le prévenu sur le chef de vagabondage, et le condamne, comme ayant mendié, à huit jours de prison, à l'expiration desquels il sera conduit au dépôt.

— Le juge de paix de Saint-Quentin vient de condamner par défaut, à 5 francs d'amende et aux frais, le sieur Auguste Paillette, filateur en cette ville, déclaré coupable de contravention à la loi du 22 mars 1841, en faisant travailler dans sa filature des enfants de huit à douze ans pendant *douze heures* par jour au lieu de huit.
(*Argus soissonnais.*)

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 39, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 3 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les trimestres par les fondateurs, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Il suffit, pour participer à cette œuvre, d'être ouvrier, de présenter des garanties de moralité, et de payer une cotisation mensuelle de 1 fr. 50 c., en échange de laquelle on reçoit trois exemplaires du journal.

SOMMAIRE.

La politique du parti conservateur. — De l'influence malfaisante de l'Angleterre sur le salaire. — Le droit au travail et le droit du travail. — Comment le ministère entend l'organisation du travail. — Revue du mois. — QUESTION DES PRUD'HOMMES : I. Réponse au *Moniteur des prud'hommes*. II. Lettre des fabricants au conseil municipal. III. Dernière lettre de *L'Atelier*. — Les philanthropes et les sociétés de secours mutuels à Rennes. — Bibliographie. — Le Carnaval. — Faits divers.

Paris, 7 mars.

Nous avons attendu, pour mettre le journal sous presse, la décision du Conseil municipal relativement aux prud'hommes. Hier, ce Conseil a pris la délibération suivante :

« Art. 1^{er}. Il y a lieu, quant à présent, de n'établir, à Paris, qu'un seul des quatre conseils de prud'hommes indiqués dans les mémoires de M. le préfet. — Art. 2. Le conseil émet le vœu que le conseil des prud'hommes à instituer d'abord soit le deuxième, celui indiqué pour les *Métaux* et les industries qui s'y rattachent. — Art. 3. Le conseil se réserve de voter les fonds nécessaires à l'établissement et au service de ce conseil de prud'hommes, aussitôt que l'administration supérieure aura statué sur la présente délibération et fait rendre l'ordonnance royale qui doit créer l'institution demandée. »

Nous n'en publions pas moins, page 89, notre dernière réponse aux arguments des prôneurs de cette institution, et nous renvoyons au numéro prochain nos réflexions sur la mesure adoptée par le Conseil municipal.

LA POLITIQUE DU PARTI CONSERVATEUR.

La conclusion de l'affaire de Taïti, si injurieuse pour la France, n'est, après tout, qu'un acte parfaitement conséquent de la politique adoptée depuis 1830. Le ministère a rigoureusement suivi la tradition qui remonte au jour où la souveraineté fut attribuée aux écus, au jour où une prime fut offerte à l'égoïsme habile, au jour enfin où l'on proclama le triomphe des intérêts matériels.

Pour comprendre tout ce que le gouvernement peut être entraîné à faire dans la voie qui lui a été tracée, il suffit de savoir quelles sont ses conditions d'existence.

Le gouvernement a été fondé par cette classe opulente qui se donne le nom de conservatrice; il a été fondé par elle et pour elle. Or, cette classe, composée de capitalistes, de négociants, de chefs d'industrie, n'a de passion que pour ses intérêts particuliers, et ses intérêts particuliers exigent exactement la politique suivie par le gouvernement depuis 1830, c'est-à-dire la paix à l'extérieur, l'immobilité à l'intérieur.

La paix à l'extérieur, car, dans les circonstances toutes extraordinaires où se trouve actuellement la France vis-à-vis de l'Eu-

rope, une fois la guerre commencée, nul ne sait quand ni comment elle finira, ni les entraves qu'elle apportera au commerce extérieur, ni les obligations qu'elle imposera aux riches. Or, aux yeux des conservateurs, toute question d'humanité, de progrès, d'honneur, de dignité, s'efface devant la question des intérêts matériels, de leurs propres intérêts; et le gouvernement devra éviter, coûte que coûte, tout cas de guerre.

L'immobilité à l'intérieur est l'autre face de la politique conservatrice. Or, pour s'assurer cette immobilité dans un temps où bouillonnent les passions révolutionnaires, où se manifestent si haut des nécessités de réforme, ce n'était pas trop de toute la puissance militaire dont le gouvernement peut disposer.

Aussi règle générale : au dehors, la paix sera maintenue par les concessions; au dedans, par l'intimidation. L'intimidation ne peut être à la fois employée à l'extérieur et à l'intérieur; si l'on voulait intimider l'étranger, il faudrait faire des concessions au sentiment révolutionnaire; et c'est précisément là ce qu'on ne veut pas : d'où il suit que les caresses sont pour les ennemis de la France, les menaces pour nous.

Nous ne rappellerons pas ici toutes les lâchetés qui ont été commises par suite du système conservateur; elles sont toujours présentes à l'esprit de ceux qui ont le sentiment de la dignité nationale; mais, pour montrer que le gouvernement ne saurait être autre chose que ce qu'il est, il suffit de rappeler qu'un ministère est tombé seulement pour avoir montré quelque envie de résister par les armes aux empiétements des Anglais dans les affaires d'Orient; et si le ministère actuel doit tomber à son tour, ce ne sera nullement à cause de ses lâchetés : il ne tombera que sous le coup d'animosités personnelles; car la grande majorité du parlement est conservatrice dans toute l'acception du mot, et, quels que soient les hommes, qui succéderont à ce ministère, la même marche sera suivie.

Le gouvernement est sur une pente fatale, qu'il ne pourrait remonter qu'en niant son passé, qu'en se révoltant contre la faction qui le domine, et qu'en s'appuyant sur la nation même : ce qui lui est bien impossible.

Les choses étant ainsi, les patriotes n'ont plus qu'un désir à former : c'est que la mesure soit comblée au point d'amener une explosion du sentiment populaire. Aux grands maux les grands remèdes.

DE L'INFLUENCE MALFAISANTE DE L'ANGLETERRE

SUR LE SALAIRE.

Il n'est pas de plus lourde erreur que l'indifférence en matière de politique et surtout de politique extérieure ; on aura beau désirer des réformes, changer tel ou tel vice de notre ordre social, tout cela sera de nul effet si l'on ne s'occupe activement de ce qui se passe à l'étranger, et si l'on n'imprime à l'extérieur en même temps qu'à l'intérieur un mouvement favorable à la réforme qu'on voudra faire. Cela est d'une vérité absolue pour la question des salaires : nous défions qui que ce soit de nous prouver que l'on puisse établir chez nous un mode satisfaisant de rétribution du travail sans que l'on fasse intervenir en première ligne des considérations de politique extérieure.

Nous savons que certains d'entre nous persistent à rester dans cette erreur. Quoique nous les ayons avertis qu'ils faisaient fausse route, ils n'en continuent pas moins à prêcher l'indifférence sur tout ce qui leur semble ne pas avoir un rapport bien direct avec la réforme industrielle.

Mais, si le succès couronnait vos efforts, quel résultat auriez-vous donc obtenu, vous qui prétendez élever le salaire du travailleur sans vouloir vous préoccuper des rapports qui doivent exister entre les diverses nations de l'Europe ? Vous n'auriez réussi qu'à tuer l'industrie française et notre commerce d'exportation ; et, par suite, nos vaisseaux de commerce devenant inutiles, notre puissance sur les mers serait anéantie ; vous auriez placé au dernier rang notre marine militaire, parce qu'elle ne trouverait plus cette armée de marins sur qui elle fonde sa force, ces hommes expérimentés qui affrontent continuellement les dangers des mers en transportant nos marchandises dans les pays éloignés ; il nous faudrait aussi abandonner nos colonies, car l'Angleterre ne tarderait point à s'en emparer, et nous devrions renoncer à toute influence sur ce qui ne nous touche pas immédiatement sur le continent. Nous aurions signé notre arrêt de mort.

Certes, tels ne sont point les résultats que vous désirez ; nous avons la certitude que vous voulez, au contraire, conserver à la France sa grandeur et sa toute-puissance. Mais pourquoi ne voyez-vous point que la concurrence règne entre les nations plus terrible encore que d'ouvrier à ouvrier et de fabricant à fabricant ? Quoi ! vous comprenez qu'un marchand se ruine s'il vend plus cher que son voisin, et vous ne voyez pas qu'il en est exactement de même entre l'Angleterre et la France ?

Arrêtons-nous sur ce point, afin de bien connaître les obstacles que nous aurons à surmonter ; car l'homme qui sait prévoir ne recule jamais devant ce qu'il entreprend ; il sait à quoi il s'engage, et il n'a pas à craindre le découragement qui saisit toujours l'imprévoyant qui rencontre des entraves là où il n'avait vu qu'un chemin facile.

De toutes les nations de l'Europe, l'Angleterre seule est sérieusement à craindre, envisagée au point de vue de notre commerce extérieur ; car, dans une telle question, nous avons peu à redouter la Belgique, la Hollande, la Prusse, la Russie ou l'Autriche.

L'Angleterre, en effet, est admirablement organisée pour la production des objets manufacturés ; on pourrait la comparer à un immense atelier où les matières premières entreraient pour en sortir toutes fabriquées, et être portées chez les consommateurs. Là on entreprend l'exploitation sur une large échelle, et

l'on rencontre fréquemment des maisons qui ont plus de 20 millions engagés dans les entreprises commerciales. Facilité par l'extrême multiplication des machines, le travail s'y fait avec la plus grande économie, et un petit nombre d'agents suffit pour conduire l'exploitation de ces vastes maisons, où, en quelques instants, la balle de coton passe de l'état brut à l'état de marchandise confectionnée.

Mais de tous les moyens que les fabricants anglais possèdent pour produire à bon marché, on peut ranger sans contredit parmi les plus puissants l'infime salaire qu'ils donnent à leurs ouvriers ; ils ont poussé la diminution du salaire jusqu'à l'extrême limite du possible, et le possible chez eux serait pour nous l'impossible, si nous ne connaissions la misère qui accable déjà les ouvriers des villes de Mulhouse, de Lille, de Rouen, de Lyon, etc. Nous tracerons un jour la situation de ces malheureux qui vont presque nus, qui sont plus mal nourris que les chiens, heureux encore si, après un travail de seize à dix-huit heures, ils ont autre chose que de la paille pour reposer leurs membres fatigués ! Aussi, pour eux, la vieillesse c'est trente-cinq ans ! Qu'importe ! les fabricants ont toujours assez de ces hommes voués à la souffrance ; c'est là tout ce qu'ils désirent.

Tout concourt à assurer la prospérité du commerce des Anglais : voyez cette immense marine, voyez comme les relations commerciales sont facilitées avec intelligence ; partout des colonies, des points de relâche, des agents qui protègent efficacement les relations de leurs nationaux avec les étrangers ; partout des traités conclus à notre détriment et pour leur plus grand avantage. Ne voulaient-ils point soumettre notre commerce à leur bon plaisir dans le traité qui vient d'être fait avec la Chine ? Mais l'empereur n'a point consenti à établir de distinction entre les étrangers admis à commercer dans ses États.

Le seul but de la politique extérieure des Anglais, c'est de contraindre les marchés étrangers à ne recevoir que leurs produits, et ils ont déployé pour cela un machiavélisme et une fatale adresse qu'il n'est donné à nul autre gouvernement d'Europe d'imiter. Ils ne reculent jamais devant l'emploi de la force lorsqu'ils savent que cela n'entraînera point une guerre générale. Lorsqu'un de leurs navires se plaint de nous, il obtient immédiatement satisfaction ; car nous serions révoltés d'apprendre que notre gouvernement tracasse les étrangers : chez eux, c'est le contraire ; le ministère le plus populaire est celui qui nous hait le plus et qui commet envers nous le plus d'injustices. Nous pourrions citer une foule d'exemples à l'appui de nos paroles.

Pour faire face à ce pays si puissamment organisé pour la concurrence, nous n'avons que des manufactures imparfaitement montées, presque point de colonies, une protection insuffisante de la part du gouvernement, quelques lois prohibitives, et 14 millions de primes d'exportations. C'est avec ces faibles armes qu'il faut défendre notre commerce contre les coups que lui porte celui de nos voisins : aussi les Anglais, venant offrir partout à un prix inférieur au nôtre, nous remplacent sur les marchés étrangers, quand les vexations de toute nature qu'ils font subir à nos commerçants ne suffisent point pour les en éloigner.

Ainsi donc l'Angleterre nous place dans cette triste alternative, ou abandonner le globe entier à son exploitation et nous replier sur nous-mêmes, ou soutenir opiniâtrément la concurrence contre elle. Or, en supposant que nous parvenions à créer

de vastes établissements servis par de nombreuses machines, il faudrait encore, pour lutter à armes égales, diminuer le salaire des ouvriers français au niveau de celui des ouvriers anglais, et nous réduire à leur effroyable misère.

Certes, cela ne sera pas ! Il y a ici plus qu'une question d'intérêt national, c'est une question d'humanité. Non, il ne peut se faire qu'il soit réservé à l'avenir de voir soumettre la masse des travailleurs à un abrutissement semblable à celui des ouvriers anglais : croyons plutôt que les nations, éclairées par l'exemple de la malheureuse Angleterre, ne se précipiteront point de gaité de cœur dans la voie où l'égoïsme d'une caste l'a plongée elle-même, voie qui la conduira infailliblement à sa ruine.

Nous le répétons ici, et nous le dirons en toute occasion, dissions-nous le proclamer mille fois : les peuples européens ne trouveront leur salut que dans une *fédération* politique et commerciale (V. n° 11, 1843). L'isolement ne convient pas plus aux nations qu'aux individus. De même que le *minimum* des salaires sera la limite posée à la concurrence entre les individus, de même aussi le pacte européen régularisera la concurrence entre nations, parce qu'il permettra d'appliquer chez les divers peuples des lois qui équilibreront leurs rapports commerciaux. Avec ce nouvel ordre de choses, il ne sera plus possible qu'une nation empêche une autre d'effectuer en son sein les réformes qui seront devenues nécessaires.

Voilà cependant où l'on arrive lorsqu'on examine de près ces questions qui semblent tout d'abord étrangères à la réforme industrielle de notre pays ; on touche immédiatement à des questions de politique générale, et l'on demeure convaincu que le plus grand obstacle à l'amélioration du sort des classes laborieuses de toutes les nations, c'est l'Angleterre.

Il ne nous a point été difficile de faire comprendre que la concurrence anglaise, loin de permettre l'accroissement des salaires, oblige au contraire les fabricants français à les baisser, puisque c'est pour eux comme pour nous une question de vie ou de mort. Nous ferons-nous comprendre aussi facilement lorsque nous dirons qu'il faudra *contraindre* le gouvernement anglais à nourrir ses ouvriers ? Il est évident que par ce moyen la concurrence entre les nations rentrerait dans des limites supportables ; nous ne serions point obligés de nous réduire à la misère pour la soutenir, et nous aurions guéri l'Angleterre de ce paupérisme effrayant qui la ronge, et qui se répand au dehors comme une maladie contagieuse.

Nous avons dit qu'il faudra *contraindre* : justifions ce mot. D'abord cela sera nécessaire, indispensable, parce que autrement jamais les exploiters anglais ne voudraient consentir à rétribuer convenablement leurs ouvriers ; cela affaiblirait trop leur puissance. Puis on ne peut raisonnablement méconnaître ce principe qu'on a le droit d'empêcher un propriétaire de brûler sa maison ; pourquoi n'aurait-on point aussi le droit d'empêcher une classe d'hommes de maintenir un système qui consume si rapidement les forces des travailleurs, et qui menace d'étendre partout son influence malfaisante ? Mais contraindre, dira-t-on, c'est la guerre. — Eh ! oui, c'est la guerre ! aimez-vous mieux mourir de misère et de faim ?

Nous le disons ici avec une conviction dégagée de toute haine : il faut réduire l'Angleterre au rang d'une puissance secondaire en renversant de fond en comble son gouvernement et le prin-

cipe sur lequel il repose. Ce sera justice. N'est-il pas vrai que ce gouvernement agit depuis des siècles envers le reste du monde comme un maître impitoyable, qui ne voit dans les autres hommes que des êtres à exploiter ? N'a-t-il pas toujours sacrifié à son orgueilleuse individualité le droit des nations ? La mémoire de chacun n'est-elle pas chargée des souvenirs de sa déloyauté ? Enfin, lorsque nous combattons pour la liberté des peuples, n'est-ce pas lui qui a multiplié sous nos pas les champs de bataille, afin de s'asseoir sur notre ruine ? Oui, de tout temps, l'aristocratie anglaise a troublé, pour son intérêt, le repos du monde. Cette aristocratie s'est non-seulement rendue coupable aux yeux de toutes les nations par sa perfide conduite envers elles, elle a encore abruti le peuple qui est sous sa dépendance, en le livrant à une exploitation qui n'a d'égale que celle des esclaves chez les Romains.

Vous qui voulez échapper à cette pente fatale et rapide qui nous conduit à la misère, vous qui mettez le principe de la fraternité bien au-dessus de l'intérêt de quelques individus, reconnaissez donc la pernicieuse influence que ce petit nombre d'égoïstes exerce sur les populations. Si vous voulez assurer aux travailleurs la suffisante vie, si vous souhaitez que l'antagonisme des nations cesse pour faire place au principe bienfaisant de la concorde, ne craignez pas de répéter le vieux refrain populaire : Guerre à l'Anglais ! Un jour viendra où l'épée de la France sera tirée ; soyez sûr que vous verrez en face celle de l'Angleterre : alors le jour de la justice sera arrivé ; nous combattrons nos ennemis au nom de l'humanité, au nom de l'intérêt même de ceux que l'on aura armés contre nous, et nous donnerons au monde un grand exemple en enlevant à cette nation un pouvoir dont elle fait un si funeste usage.

Le droit au travail et le droit du travail.

L'*organisation du travail* était une formule usée ; il fallait en trouver une de rechange, et qui ne fût pas moins à effet. Les démocrates pacifiques ont trouvé le *droit au travail*, et, à notre grand étonnement, cette formule nouvelle fait fortune parmi beaucoup d'écrivains de la démocratie non pacifique.

« Les ouvriers ont droit au travail » ; tel est maintenant le mot d'ordre d'une foule de personnes qui ne veulent pas de ce droit pour elles-mêmes. Cela nous rappelle une caricature bien connue, où l'on voit un caporal faisant ainsi la leçon à une recrue : « Chauvin, écoute ton caporal, qui te veut du bien : vois-tu, mon garçon, tu as le droit de faire ta corvée ; le ministre même n'a pas celui de l'en empêcher. » Nous aussi, nous avons l'incontestable droit de faire notre corvée.

Cependant voici des personnes qui ont l'air de croire que ce droit nous est contesté. Erreur profonde ! Personne au monde ne nous conteste le droit de nourrir la société ; le droit qu'on nous conteste indirectement, c'est celui d'être nourris.

Car, à prendre rigoureusement le fait actuel, on peut dire que tout travailleur pourrait trouver de l'occupation en tout temps, s'il voulait donner son travail à vil prix ; car, outre qu'il se trouve toujours des entrepreneurs disposés à profiter du dénûment de l'ouvrier, celui-ci, s'il voulait faire un travail quelconque, fût-ce au prix de 10 centimes par jour, trouverait certainement, nous

le répétons, à exercer ce qu'on appelle son « droit au travail. »

« Mais ce n'est pas ainsi que nous l'entendons, va-t-on s'écrier. Nous voulons le droit à un travail qui fasse vivre l'ouvrier. » — Ah ! c'est ainsi que vous l'entendez, messieurs ! Eh bien, votre formule est absolument insignifiante : c'est *le droit du travail* qu'il vous faut dire.

Car remarquons bien ceci : le droit *au* travail, réclamé par certains démocrates de la classe aisée, ne conclut nullement au droit *du* travail, tandis que ce dernier conclut nécessairement à donner satisfaction au premier.

En effet, il n'est pas impossible d'occuper et de faire vivre tant bien que mal toute la classe ouvrière, sans pour cela que cette classe cesse d'être tenue dans l'infériorité. Assurer le droit à un travail passablement rétribué serait de l'intérêt bien entendu des classes dites supérieures. Aussi la formule en question serait-elle beaucoup mieux placée dans la bouche d'un aristocrate que dans celle d'un démocrate.

Le *droit du travail* emporte une idée bien autrement large, bien autrement radicale et bienfaisante. Ici, en effet, le travail n'est plus considéré comme un droit, mais comme un devoir auquel correspond un droit proportionnel. « Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger, » ou, retournant le grand précepte de l'apôtre : « les droits sociaux appartiennent à ceux-là seulement qui remplissent des devoirs. » Telle est l'idée contenue dans ces mots : *les droits du travail*.

Le *droit du travail* contient le *droit au travail* ; car il serait absurde de penser que, lorsqu'on en sera venu à honorer le travail, comme il doit l'être, il sera possible qu'on ne trouve pas à travailler.

Le droit au travail n'exclut pas le moins du monde l'idée d'exploitation ; le droit du travail, au contraire, l'exclut positivement.

Nous croyons que ces quelques réflexions suffiront pour faire comprendre la stérilité de la formule que nous attaquons, et qui n'aurait jamais été produite si les personnes qui s'en servent étudiaient un peu plus sérieusement les grandes questions économiques qui sont à l'ordre du jour.

COMMENT LE MINISTÈRE ENTEND L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

C'est un spectacle bien pénible et bien honteux en même temps pour une nation de voir ses destinées confiées à des hommes qui n'ont même pas le sentiment de ses besoins les plus impérieux, et qui, pour toute réponse aux réclamations de ceux qui souffrent, se bornent à nier absurdement le mal. Certes nous savons combien, dans le temps où nous vivons, le bien serait difficile à faire par un gouvernement sans autorité ; dominé constamment par les exigences de ceux qui le soutiennent à leur profit, ce gouvernement ne pourrait, sans s'exposer à être renversé, faire quoi que ce soit qui portât le moindre préjudice aux intérêts et à la puissance de ceux desquels il tient le pouvoir ; mais nous ne croyons pas même que les hommes qui sont à la tête de l'administration française puissent invoquer cette excuse (si toutefois cela pouvait mériter ce nom), et témoigner, au moins par parole, de leurs bonnes intentions, puisque les actes leur sont interdits. Non, il est plus avéré que jamais pour nous que les hommes du pouvoir ne sont là que pour faire leurs affaires propres et un peu celles de leur classe ; qu'ils n'ont d'autre science politique que

celle de l'intrigue, et que leur temps se passe en des luttes sans nom pour conserver le pouvoir. Relations extérieures, cultes, justice, instruction publique, agriculture, commerce et industrie, toutes ces choses qui constituent la vie morale et matérielle de la nation, tout cela est subordonné à une chose bien supérieure selon nos gouvernants, la perpétuité du pouvoir dans la dynastie et dans leurs personnes. Aussi la plupart sont-ils d'une ignorance honteuse sur les questions dont ils sont les arbitres ; et cela se conçoit, puisque leur temps est consacré tout entier à mendier ou à acheter des voix, et à intriguer pour surmonter les *embarras* que leur suscitent ceux qui veulent se mettre à leur place. Ajoutons à cela que les ministres sont choisis dans la classe dominante, qu'ils en ont tous les instincts et tout l'égoïsme, et qu'au lieu de servir de contrepoids à l'oppression des classes supérieures sur les classes inférieures, ils aident au contraire à les maintenir dans leur situation respective, et trop souvent même à donner de nouvelles armes aux premières.

L'an dernier une pétition, signée par M. Deloin, ingénieur civil à Paris, demandant qu'un hôtel des invalides fût établi pour la classe ouvrière, avait été accueillie à la Chambre des Députés par des rires indécents. Le pétitionnaire, non convaincu, comme on le pense, s'est adressé cette année à la Chambre des Pairs, où, sans recevoir un accueil aussi maladroit, sa pétition a donné lieu à une discussion entre M. Dubouchage et M. le Ministre du commerce, discussion dont nous rendons compte d'après *le Moniteur*, et qui s'est terminée par l'ordre du jour. Nous donnerons au long le discours du Pair et la réponse du Ministre ; le discours, pour rendre justice à l'honorable sentiment qui l'a dicté, la réponse, pour témoigner de ce que nous avançons en commençant, touchant l'ignorance, le mauvais vouloir et la maladresse des hommes d'Etat qui nous administrent.

Dans la séance du 20 février, M. le comte Tascher, rapporteur, après avoir rendu compte de la pétition de M. Deloin, a proposé l'ordre du jour.

M. LE VICOMTE DUBOUCHAGE. Je viens m'opposer à l'ordre du jour. Ce n'est pas que j'approuve le projet qui est présenté par le pétitionnaire, car je crois qu'il y a impossibilité de créer un hôtel des invalides pour la classe intéressante des ouvriers de l'un et l'autre sexe, âgés et infirmes. S'il y a eu possibilité de créer un hôtel des invalides pour l'armée, c'est que l'armée n'est qu'un nombre très-faible relativement aux ouvriers de l'un et de l'autre sexe. Vous avez un hôtel des invalides de 4 à 5,000 individus sur une armée de 300,000 hommes, tandis que, dans l'autre cas, vous auriez un hôtel des invalides pour une population d'environ 10 à 15 millions de travailleurs.

C'est impossible, et cependant je dis qu'il y a quelque chose à faire.

M. le Rapporteur, organe de la Commission, a pensé très sagement que la ressource de ces malheureux ouvriers devait être dans les caisses d'épargne. Je le pense aussi, mais jusqu'à un certain point seulement, car s'il y a 358 millions dans les caisses d'épargne, je dois dire qu'à ma connaissance la moitié de cette somme, et même plus de la moitié, peut-être, n'appartient pas aux ouvriers. Ce sont de petits capitalistes, ou bien des domestiques qui placent là leurs épargnes. Mais les industriels, les travailleurs, ne font pas de ces économies. Voici pourquoi : c'est que, surtout

pour les femmes ouvrières, les journées sont insuffisantes. C'est là qu'est le mal.

Je me suis informé du prix moyen des journées de femmes à Lyon, et on m'a dit 50 centimes. Or, Messieurs, elles ne peuvent pas vivre avec un pareil salaire. Ici, à Paris, ce prix est de 60 centimes, terme moyen. Et remarquez encore que le gouvernement leur vient en concurrence par le travail qu'il fait faire dans les prisons au-dessous de ce prix.

Je dis, Messieurs, qu'il faut se préoccuper, à l'occasion de cette pétition, des besoins de la classe ouvrière.

Vous savez que les ouvriers ne peuvent se réunir (cela leur est défendu par la loi, et je crois que la loi a des intentions politiques en cela), ne peuvent, dis-je, se réunir pour se concerter sur l'augmentation de leurs journées. Cependant ils devraient avoir le droit de demander un salaire plus élevé dans certaines circonstances. De ce qu'ils ne peuvent pas faire parvenir leurs réclamations à l'autorité, parce que la loi le leur défend, cela prouve-t-il qu'ils n'en ont pas à faire? Messieurs, on a détruit l'association désintéressée, on a tout individualisé en France; il ne parvient au pouvoir que des réclamations individuelles; et quand les individus d'une même profession feraient parvenir leurs réclamations individuelles, on dirait à chacun d'eux : c'est vous qui vous plaignez, mais la corporation, si je puis parler ainsi, ne se plaint pas. Je le crois bien, elle n'a pas un organe.

Loin de moi l'idée de rétablir les corporations avec leurs jurandes, leurs maîtrises, tout cela est vieux, décrépi, aboli, en poussière; mais je dis qu'il faut pourtant donner un organe aux réclamations de ces malheureux ouvriers. Lorsqu'ils ont des plaintes à former, il faut qu'ils puissent ne pas aller sur la grève indûment, illégalement, se faire jeter en prison; et on a raison d'agir ainsi puisque ces réunions sont contraires à la loi; mais il faut qu'ils puissent faire arriver à l'autorité leurs équitables plaintes.

Je dis qu'il y a quelque chose à faire. Je ne puis pas formuler de proposition, je n'étais pas préparé sur cette question; mais je dis, en présence de la Chambre et de M. le Ministre, qu'il faut enfin se préoccuper de l'organisation du travail.

C'est bien de s'occuper de politique, mais la grande masse en France s'intéresse peu à la politique; 30 millions sur 34 s'intéressent au travail. Fournissez du travail à la classe ouvrière et nous serons tranquilles, nous aurons moins d'agitations; que les ouvriers puissent produire leurs justes réclamations, je crois que nous nous acheminerons alors vers l'ordre, vers une paix stable. Je dis, dans la sincérité de mon âme et même de mon opinion politique, je dis qu'il faut se préoccuper des questions sociales, le temps en est venu.

Je demande le dépôt de la pétition au bureau des renseignements. Ce n'est pas que je croie qu'il soit possible d'avoir jamais un hôtel des invalides pour les ouvriers âgés et infirmes; 15 millions, 20 millions d'ouvriers fourniraient une population de 2, 3 ou 400,000 individus.

Mais on pourrait trouver dans cette pétition des vues utiles; elle est dictée par des vues charitables; il ne faut pas passer brusquement à l'ordre du jour sur de pareilles pétitions, il faut les encourager.

Voilà pourquoi j'insiste sur le dépôt au bureau des renseignements.

Quant aux caisses d'épargne, j'en dirai un mot.

Chacun sent, dans l'intérêt du gouvernement, dans l'intérêt de nos finances, le besoin de les remanier. Je dois saisir cette occasion pour dire toute ma pensée.

Il existe une caisse d'épargne qui n'est pas dans les mains du gouvernement; cette caisse d'épargne est dans une ville de l'est; elle a une expérimentation d'environ quarante-cinq ans. On y a mêlé cette double combinaison des monts-de-piété et des caisses d'épargne, de sorte que la même administration reçoit les épargnes de l'ouvrier, et en même temps leur fait des prêts quand ils sont dans le besoin.

Que résulte-t-il de cette combinaison? Que les ouvriers placent leurs épargnes à 5 pour 100, tandis que l'Etat ne donne que 4 pour 100, sans retenue, et qu'il emprunte à 7 pour 100. Je mets cette idée en avant, elle a été expérimentée. Lorsqu'on a voulu mettre les caisses d'épargne sous la main du gouvernement, en 1836, j'ai produit cette idée; il y a eu également des mémoires sur ce point distribués aux Chambres. Les caisses d'épargne ont été placées dans les mains du gouvernement : il se trouve aujourd'hui embarrassé d'une somme de 358 millions. Il faut pourtant que l'ouvrier, pour ses besoins usuels, pour ses nécessités imprévues, pour ses maladies, puisse retirer ses épargnes dans les dix jours.

J'ai cru devoir produire ces réflexions sur les caisses d'épargne, parce que je sais que le gouvernement se préoccupe d'une nouvelle organisation pour les caisses d'épargne; l'année dernière il nous a dit que ce serait dans cette session que l'on ferait quelque chose à cet égard.

M. CUNIN-GRIDAIN, *ministre du commerce et de l'agriculture*. Il semblerait, Messieurs, à entendre l'honorable préopinant, que la classe ouvrière, en France, ne trouve aucune espèce de protection lorsqu'elle a des réclamations à présenter.

M. LE VICOMTE DUBOUCHAGE. Je n'ai pas dit cela.

M. LE MINISTRE. Permettez; je dois faire observer à l'honorable préopinant que la création des caisses d'épargne est une des institutions qui ont le plus contribué à moraliser en général la classe ouvrière; elle y a introduit des idées d'ordre, d'économie, de prévoyance pour l'avenir.

J'ajouterai qu'il ne serait pas exact de dire que les caisses d'épargne ne reçoivent que les épargnes d'individus autres que ceux pour lesquels elles sont instituées. Il est vrai que quelques propriétaires déposent à la caisse d'épargne, que des domestiques aussi sont en grand nombre parmi les déposants; mais nous voyons, et j'ai grand plaisir à l'annoncer, que la classe ouvrière, plus instruite, plus moralisée, songeant à son avenir et à celui de ses enfants, augmente chaque jour son petit pécule pour le déposer aux caisses d'épargne.

Ainsi ces caisses d'épargne reçoivent les épargnes des ouvriers, qui éprouvent, dans nos grands centres manufacturiers, les égards bienveillants de ceux qui les emploient.

De même, dans l'agriculture, les ouvriers qui s'y livrent sont, dans leurs rapports avec ceux qui les occupent, l'objet d'une sollicitude croissante. Voilà ce que j'entends par l'organisation du travail.

L'organisation du travail, mais c'est là une chose très-vague, et il serait, je crois, impossible à l'honorable préopinant de dire ce qu'il entend par cette expression.

Voici, Messieurs, comment je comprends l'organisation du tra-

vail, où je la puise. Je la puise dans l'ordre, dans le respect des lois (très-bien !); c'est par là que le travail est non pas organisé mais qu'il s'accroît tous les jours; c'est ainsi que se développe le bien-être de la classe ouvrière, classe à laquelle nous portons un intérêt très-grand, l'intérêt qu'à tous égards elle mérite. C'est alors qu'elle trouve cette aisance que vous réclamez pour elle, et qui ne résulterait pas d'une prétendue organisation que je ne comprends pas et que l'on se garde bien de définir. Il y a dans les classes ouvrières de la moralité, de la subordination aux lois, du respect pour les personnes qui les occupent, comme aussi, de la part de ceux qui les emploient, elles sont l'objet d'égards et de considération.

M. LE VICOMTE DUBOUCHAGE. Je n'ai pas dit un mot de ce que M. le Ministre me fait dire; il est très-aisé de répondre lorsqu'on suppose des idées qui n'ont pas été émises.

Ai-je dit que la classe ouvrière ne fût pas morale? Je n'ai pas dit un mot de cela. J'ai dit que, si quelques ouvriers avaient la faculté d'épargner, il y en avait une infinité qui ne le pouvaient pas; et, pour preuve, j'ai cité le travail mal rétribué des femmes. Comment voulez-vous faire des épargnes sur 50 et 60 centimes de journée? C'est impossible.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. Je demande la parole.

M. LE VICOMTE DUBOUCHAGE. Que l'on ne me fasse pas dire ce que je ne dis pas. Le gouvernement me dira sans doute qu'il y a des ouvrières qui peuvent gagner jusqu'à 3 fr. et même davantage; mais les ouvrières de Lyon, je le tiens des fabricants de cette ville, ne gagnent, terme moyen, que 50 centimes.

Le gouvernement, je le répète, vient, dans ses prisons, en concurrence à ce salaire, car il fait fabriquer à moins de 50 centimes des chemises, d'autres ouvrages; et alors c'est nécessairement une concurrence fatale pour ces malheureuses ouvrières.

J'ai dit qu'il fallait mettre les ouvriers à même de faire des épargnes, que rien n'était plus moral. Mais, pour atteindre ce but, il faut leur donner le moyen de produire leurs réclamations devant l'autorité, lorsque leur salaire est insuffisant.

M. le Ministre dit que je n'ai fait aucune proposition à l'appui de mon opinion; c'est que je n'ai pas le droit de formuler une proposition à l'occasion d'une pétition. Mais j'ai dit que je voyais dans l'organisation d'association de la même profession, avec un syndicat vénérable à la tête, un moyen de pouvoir produire les justes réclamations des ouvriers.

Voilà ce que j'ai dit. Je ne vois rien de contraire dans la Charte constitutionnelle. J'y vois seulement le moyen d'empêcher des émeutes sur la place de Grève, qui n'amènent que l'emprisonnement et la ruine de pauvres ouvriers; j'y vois un moyen de produire de justes plaintes lorsque le salaire est insuffisant. C'est une mesure d'ordre.

Quant aux caisses d'épargne, je n'ajouterai rien. Je crois avoir répondu aux trois observations de M. le Ministre.

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. Je demande la permission de relever une erreur qu'a commise très-involontairement, sans doute, l'honorable préopinant.

Il n'est pas exact que la moyenne des salaires des femmes ouvrières ou employées dans la fabrique de Lyon ne soit que de 50 centimes.

M. LE VICOMTE DUBOUCHAGE. Ce sont des fabricants qui me l'ont dit.

M. LE MINISTRE. Les renseignements qui sont fournis au ministère du commerce, et qu'il a le devoir de recueillir, portent ce salaire en moyenne à 1 fr. et même plus. Il y a des ouvrières qui, à Lyon, gagnent 1 fr. 50 c., 2 fr. et 2 fr. 50 c.; d'autres, moins. Mais, en moyenne, le salaire des femmes de Lyon n'est pas au-dessous de 1 fr.

A Paris, je ne sais pas comment on pourrait établir une moyenne. Il y a des femmes qui gagnent beaucoup plus, et d'autres moins. Et, quoique à Paris je sois à même de recueillir beaucoup de documents à cet égard, je n'ai pas encore pu établir de moyenne.

Mais il y a un fait qui ressort des rapports qui me sont parvenus, et que je suis heureux de pouvoir faire connaître à la Chambre.

Une des premières maisons d'imprimerie de Paris, la maison Didot, a établi aux portes de la capitale un très-vaste établissement. Des enfants y sont occupés, et la moyenne des salaires de ces enfants est de 1 fr. 25 c.

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. Ce sont des petites filles!

M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE. Oui, de petites filles.

Il n'est donc pas exact de dire que le travail des femmes en France n'est pas assez rétribué.

Je profiterai encore de la circonstance pour dire, que lorsque l'industrie en France a pris un très-grand développement; lorsqu'on a apporté dans la fabrication de tous les produits de très-grandes économies; lorsque les prix ont été abaissés, et que par cela même les objets ont été mis à la portée d'un plus grand nombre de consommateurs, je dois dire et affirmer sur l'honneur que cela n'a pas eu lieu au préjudice du salaire des ouvriers.

Voici ce que j'entends par l'organisation du travail: produire beaucoup; mettre à la portée du plus grand nombre possible de consommateurs les objets fabriqués; respecter le salaire de l'ouvrier; laisser à lui et à sa famille les moyens de subsister, tel est le but que nous devons nous proposer; c'est là la protection que nous devons accorder à l'ouvrier, et il n'est pas nécessaire pour cela que le gouvernement fasse sentir son action; car l'initiative est prise par les premiers chefs d'établissements, qui généralement en France honorent l'industrie (Très-bien!).

M. LE VICOMTE DUBOUCHAGE. Je n'accuse pas le gouvernement de ne pas protéger les ouvriers, mais il ne peut le faire qu'avec l'aide des lois existantes, et ces lois sont insuffisantes.

J'ai dit qu'il fallait donner aux ouvriers des organes pour produire leurs plaintes. Tous les jours on a une réclamation à faire, comment la produire? impossible. J'ai dit que c'était un très-grand vice.

Je ne m'étendrai pas sur les caisses d'épargne; nous sommes d'accord avec M. le Ministre. Les caisses d'épargne moralisent les ouvriers; mais il faut nécessairement organiser cette institution d'une autre manière que celle qui existe à présent, car le gouvernement ne pourrait rembourser 350 millions en dix jours. Ce n'est pas possible.

J'appelle sur ce sujet l'attention du gouvernement et des Chambres.

Quant aux salaires et à la moyenne de 50 c. que j'ai citée, ce sont les dames des bureaux de charité qui m'ont dit qu'il y avait de malheureuses ouvrières réduites à gagner 5 et 6 sous

par jour. Comment voulez-vous qu'elles fassent des épargnes?

Je sollicite l'attention du gouvernement. Sans doute il a de bonnes intentions, je ne le conteste pas, mais les choses ne peuvent demeurer dans l'état actuel. Il ne faut pas dire que c'est au fabricant à fabriquer; que plus il produit plus le consommateur consomme. Non; il arrive un terme à cette production, il y a pléthore, et c'est précisément parce que les produits ne peuvent être consommés que l'ouvrier est obligé de travailler à meilleur marché.

Quelques mots maintenant sur les arguments de M. le Ministre, qui voit l'organisation du travail dans l'ordre, dans le respect des lois, et qui prétend que cela suffit, non pas pour organiser le travail, mais pour l'accroître. Depuis 1834, l'ordre a-t-il été troublé à Lyon? les lois y sont-elles moins respectées? et cela a-t-il donné du travail aux ouvriers en soie? C'est intervertir à plaisir l'enchaînement des choses: le travail ne naît pas de l'ordre; c'est l'ordre qui naît du travail, du travail rétribué convenablement.

Quant aux égards bienveillants des maîtres, le raisonnement le plus simple fait justice de cette sensiblerie ridicule. S'il en est chez lesquels le sentiment de l'humanité est plus fort que l'intérêt, ce n'est pas là la situation du plus grand nombre. Chez la plupart, et de plus en plus cette tendance se manifeste, les ouvriers sont considérés sous le seul point de vue de leur *santé*, de leur *activité* et de leur *bon marché*. Nulle autre considération n'entre en ligne de compte; toutes les fois qu'un de ces *éléments de placement* manque à l'ouvrier, il faut qu'il n'y ait plus de bras pour qu'on emploie les siens. Nous n'avons pas besoin d'accumuler les faits: cela ressort du plus simple calcul fait par le maître, qui calcule ordinairement très-bien. Si l'ouvrier tombe malade, on le porte à l'hospice et on le remplace, parce qu'en bonne économie un métier et une place dans l'atelier ne doivent pas rester inoccupés, et l'ouvrier, une fois guéri, retrouve rarement sa place, puisqu'il faudrait pour cela renvoyer celui qui s'y est installé, ce à quoi le maître répugne toujours, attendu qu'un convalescent ne travaille pas autant et si bien que celui qui est bien portant. Quant un ouvrier vieillit, chez les maîtres humains, on lui fait entendre qu'il doit laisser abaisser son salaire, et cela a lieu progressivement, au fur et à mesure que l'âge brise ses forces. Chez les autres, c'est-à-dire chez presque tous, quand l'ouvrier vieillit, il commet nécessairement quelques fautes dans son travail, ou bien il y met une certaine lenteur qui servent de prétexte pour le renvoyer et couvrir l'inhumanité de ce renvoi. Quand nous disons inhumanité, nous ne pouvons toutefois en laisser peser la responsabilité entière sur le maître, auquel, dans l'état actuel des choses, on ne peut imposer la charge de nourrir des vieillards qui sont quelquefois depuis peu d'années chez lui, mais enfin le fait subsiste, et ne peut cependant se qualifier de rapports bienveillants, de sollicitude, d'égards et de considération.

Venons-en à la moyenne des salaires des femmes, sur laquelle il y a eu désaccord entre M. Dubouché et M. le Ministre. En général, une moyenne de salaire ne signifie pas grand-chose, et ne donne pas clairement une idée de la situation; car il faudrait savoir comment sont prises ces moyennes, pour qu'elles aient une valeur. Il n'y a qu'une seule manière de les prendre, c'est de dire, par exemple: 600 femmes des fabriques de telle localité,

faisant le même travail au même prix, ont gagné entre elles, pendant *un an* (les mortes-saisons sont comprises forcément), la somme de.... Or, nous doutons fort que la moyenne invoquée par M. Cunin-Gridaine ait été prise de cette façon: nous pourrions même affirmer qu'elle ne peut être ni officielle ni exacte, car les négociants ne sont nullement tenus de donner des renseignements à cet égard, et ils peuvent impunément les donner faux, ce à quoi ils ont souvent intérêt, pour augmenter la valeur apparente de leurs prix de fabrications, et, diminuant d'autant leurs bénéfices, attirer sur leur industrie, c'est-à-dire sur eux, la sollicitude du gouvernement.

M. le ministre prétend avoir obtenu une moyenne pour Lyon, et pour Paris, il déclare qu'il lui paraît impossible d'en établir une. Nous croyons, nous, à l'impossibilité pour les deux villes, mais nous prendrons la liberté de rappeler ce que les rédacteurs de *l'Union* imprimaient le mois dernier sur certains prix de travaux de femmes à Paris:

Confection d'une chemise d'homme.	30 c.
Pour ourler, coudre et marquer douze torchons. . .	20
Ourler et surjeter une paire de draps, 4 mètr. 8 cent.	40
Ourler, coudre et marquer un tablier.	05
Façon d'un pantalon de coutil pour la troupe. . . .	30
— d'une douzaine de paires de pattes de bretelles.	10
— d'une chemise de militaire.	20
Tresser une paire de chaussons de tresse.	20

En ajoutant à ce tableau que les malheureuses sont obligées de fournir le coton et les aiguilles, qu'elles n'ont de cette besogne que quand les prisons et les communautés de femmes en regorgent, on peut aisément se faire une idée de leur position.

Un mot, en terminant, pour faire voir combien M. le Ministre est heureux dans le choix des faits qu'il cite, et avec quelle intelligence il reçoit les renseignements et en tire les conclusions. La preuve, suivant lui, que les salaires des femmes sont assez élevés à Paris, c'est que des petites filles gagnent 1 fr. 25 c. par jour, dans l'imprimerie de M. Firmin Didot, aux environs de Paris. On conviendra que c'est tomber malheureusement, quand on saura que ce salaire de 1 fr. 25 c. accordé à de petites filles prive un égal nombre d'hommes, exerçant le même métier, d'un salaire de plus du double; c'est-à-dire il arrive souvent qu'un père de famille, gagnant 3 fr. par jour, a dû renoncer à son métier et envoyer à sa place sa fille aînée; celle-ci rapportera à la maison 1 fr. 25 c. pour les besoins du ménage, pendant que le malheureux compositeur ne pourra pas même la suppléer dans ses occupations habituelles.

Voilà les bienfaits de la liberté dans l'industrie: le salaire des femmes s'améliorera un peu quand elles auront remplacé les hommes dans une infinité de travaux qu'on leur fera exécuter tant bien que mal. Quant aux hommes.... qu'en fera-t-on? Et un Ministre, un homme éminent par sa position, un homme qui doit connaître son économie politique, a l'insigne maladresse de citer un pareil fait comme concluant en faveur de la prospérité publique. C'est mentir au bon sens plus encore qu'à la vérité. Et ce qu'il y a de remarquable, c'est que, de tous les hommes qui l'entouraient, pas un n'en savait davantage sur ce chapitre. A quoi sert-il donc d'avoir des économistes?

La domination d'une classe sur l'autre ne s'établit et ne se

maintient que lorsque la première a l'art de prouver ou de persuader à l'autre qu'elle possède seule l'intelligence et la capacité.

Nous ne croyons plus aveuglément à l'intelligence du pays légal ; et tous les jours les preuves de son inconséquence, de son incapacité, de son inintelligence s'accroissent et s'accumulent.

Il faudra donc bien un jour ou l'autre que ses rangs s'ouvrent.

REVUE DU MOIS.

L'anarchie continue toujours à déchirer l'Espagne. Le retour de Christine dans ce pauvre pays ne fait qu'augmenter l'agitation : on verse le sang, on se fusille, on s'épuise pour satisfaire l'intérêt anglais, ou bien celui de Christine, ou de quelques autres grandes familles. Et tout cela est inutile à la cause du progrès... Aucune voix ne s'élève pour détourner les Espagnols de cette guerre sauvage ! Ah ! s'il y avait encore un peu d'intelligence et de courage à la tête de la France, ne se ferait-on pas un devoir d'intervenir pour faire cesser ce spectacle sanglant ?

La constitution hellénique s'achève laborieusement, mais non sans danger peut-être pour cette nation ressuscitée d'hier. En éloignant de la souveraine puissance tout prince catholique, les Grecs ont cru se débarrasser de la tyrannie de la Bavière ; et c'est là un pas involontaire vers la Russie ; la France, qui, au détriment des intérêts de sa politique, a combattu pour la Grèce, doit l'engager à moins craindre Rome que Pétersbourg. Des voix se sont élevées dans la Constituante d'Athènes pour déclarer que la nation des Hellènes ne se considérerait comme définitivement constituée que du jour où Constantinople serait sa capitale. Nous applaudissons à ce noble sentiment : aux Grecs tout l'empire des Grecs. Mais s'ils veulent reconquérir leur patrie, qu'ils songent que leurs pères se sont perdus par de vaines et futiles controverses théologiques, et que, pour n'avoir pas voulu entrer dans la grande famille de l'Europe occidentale, ils ont succombé sous le cimeterre de Mahomet !

Le mois dernier, nous parlions de la condamnation d'O'Connell ; nos prévisions n'ont point été déçues : le libérateur de l'Irlande a été déclaré coupable ; dans deux mois on lui infligera sa peine. En attendant, O'Connell est retourné en Angleterre ; il a repris sa place au Parlement, et là même il a recueilli de nombreuses sympathies pour l'Irlande. Il est allé visiter l'association des Réformistes ; il a, au milieu des applaudissements, déclaré qu'il se ralliait à la cause du suffrage universel, et le peuple anglais l'a salué comme le libérateur des trois-royaumes. Puisse enfin l'Angleterre se purger elle-même de l'infâme aristocratie qui la dévore, car elle finirait par partager le mépris et la haine qui, dans le monde entier, s'attache au nom de ses tyrans.

En France la vie politique se concentre de plus en plus dans le gouvernement et les Chambres, et certes, par les résultats, il n'y a pas de quoi se féliciter. A aucune époque l'on n'a jamais eu moins de souci de la prospérité et de la dignité nationales. On peut en juger : les Députés, à propos de chasse, ont disserté pendant deux semaines sur les canards et les lapins ; ils ont manqué mettre ces derniers hors la loi, comme animaux dangereux. Ils avaient bien raison ; la veille, l'un des honorables avait appelé le loup *animal malfaisant*. Le gouvernement avait cherché à faire de cette loi de chasse une loi de désarmement des sus-

pects et de rétablissement des droits féodaux ; la majorité de la Chambre a eu peur de devenir suspecte à son tour, et de ne pas jouir de tous les droits féodaux qu'on lui demandait de reconstituer ; elle a modifié un peu cette loi, qui, devenue moins mauvaise, est forcée d'aller encore se faire châtier sur les bancs de la Pairie.

Là, les discussions n'ont pas été moins graves et moins sérieuses qu'au palais Bourbon ; tous les nobles hôtes du Luxembourg, armés de compas et de bascules, ont mesuré les jantes des roues, jugé la profondeur des ornières, pesé les voitures, et la loi sur le roulage a été faite ; faite, non pas : il faut qu'elle aille ainsi modifiée se faire reconnaître par l'autre Chambre, qui lui donna le jour l'an passé. C'est ainsi que nos deux Chambres législatives comprennent leur pouvoir : l'une raccourcit les lois, l'autre les rallonge. Il n'y a pas de malheureux projet, si ébouriffé qu'il paraisse d'abord, qui, en sortant de cette double épreuve, ne soit devenu comme l'homme entre deux âges, épilé par ses deux maîtresses.

A la Chambre des Députés, s'est livré un combat parlementaire ; on voulait renverser le ministère Guizot, et, à défaut de sentiment national, on avait choisi la question des incompatibilités. Cette malheureuse proposition, tant de fois déjà enterrée à la Chambre, renaît sous une nouvelle paternité à chaque session. Disons ici rapidement notre avis sur ce point. Est-il bon que l'on puisse être à la fois député et fonctionnaire public ? Si les devoirs du fonctionnaire absorbent tout son temps, il ne pourra pas être député ; s'il a le temps d'être député, c'est que sa fonction consiste dans un simple émargement au budget, et nous ne voyons pas alors pourquoi, par ce moyen, on salarierait ainsi les Députés *dévoués*, pendant que les autres ne reçoivent aucune rétribution. La proposition des incompatibilités est incomplète ; elle ne mérite pas à ce titre de préoccuper autant les Députés de la Gauche. S'ils veulent sérieusement mettre fin à la corruption qui menace tout en France, qu'ils préparent une loi de réforme, qu'ils abolissent tout cens et rétablissent le suffrage universel ; jusque-là, qu'ils se tiennent pour avertis que la France s'inquiète peu du résultat de leurs manœuvres parlementaires, et que peu lui importe quelle sera la signature ministérielle du système, si ce système n'est pas changé.

La démission de M. de Salvandy avait donné un nouvel attrait au débat qui s'élevait à la Chambre, en en faisant, en quelque sorte, une querelle personnelle entre le roi et l'opposition. M. Thiers avait porté la discussion sur ce terrain ; M. Guizot refusa de répondre, et M. de Salvandy, qui veut bien faire un peu d'opposition, mais qui ne veut se mettre mal avec personne, prit la parole pour ne rien dire, n'osant pas même répéter une anecdote que tout le monde connaît depuis longtemps. Malgré ce récent exemple de tentative de corruption sur les Députés, la Chambre a enterré de nouveau la proposition Rémusat et sauvé encore une fois la vie du Ministère, ce dont nous nous soucions bien peu.

Cependant, hâtons-nous de le dire, nous aimerions mieux, pour l'honneur et la dignité de la France, voir au ministère n'importe qui, plutôt que le traître de Gand ; car avec lui la France ne peut que recevoir des humiliations, que s'abaisser chaque jour davantage dans l'estime des peuples et dans sa propre opinion. En effet, cet homme que nous poursuivrons sans cesse et partout de notre mépris, tant qu'il sera au pouvoir, ne vient-il pas encore

d'avilir la France par un acte de lâche obéissance à l'Angleterre? Quand nous avons vu la France occuper quelques îles de l'Océanie, nous ne nous sommes point follement laissés prendre de vertige; nous savions que, si ces terres étaient fertiles, elles sont peu étendues et menacées de tous côtés par les possessions anglaises. Néanmoins elles pouvaient servir de point de relâche à nos navires et assurer aux commerçants français une protection nécessaire. Nous avons donc espoir que notre gouvernement, qui laisse l'Angleterre semer le monde de ses colonies, lui ferait reconnaître nos nouvelles possessions. Eh bien, loin de là, il a eu la faiblesse, la lâcheté de céder à la volonté de notre ennemie, son alliée, l'Angleterre, et cela aussi honteusement que possible. Résumons en quelques mots les faits qui se sont accomplis. Depuis une vingtaine d'années, l'Angleterre, par ses négociants-missionnaires, a réussi à s'introduire à Taïti; par l'esprit étroit, tracassier et égoïste de ses agents, elle a altéré en grande partie le bon naturel des Taïtiens. Pomaré, reine de Taïti, voyant son peuple divisé en factions par les intrigues anglaises, exposée à perdre sa couronne, a imploré le secours de la France; elle s'est mise sous la protection de notre gouvernement, auquel elle a prêté hommage, juré fidélité. Devenue plus tard victime des intrigues d'un certain Pritchard, négociant, chef des missionnaires protestants anglais à Taïti, elle a méconnu les liens qui l'attachaient à la France, dont elle a décliné la suzeraineté. L'amiral Dupetit-Thouars, jaloux de maintenir l'honneur du drapeau qui lui était confié, a sommé cette femme de rétablir en son île le pavillon français et de remplir les conditions du traité qui lui assurait la protection de la France. Pomaré ayant refusé et consommé sa défection en se retirant chez les missionnaires anglais; l'amiral Dupetit-Thouars proclama la déchéance de la Reine et la réunion de Taïti aux possessions françaises de l'Océanie; puis il expédia ces nouvelles au gouvernement français. Ces faits étaient connus, et cependant *le Moniteur* n'en parlait pas. On craignait une nouvelle lâcheté du pouvoir: on ne se trompait point. Les Anglais, apprenant ces événements, avaient demandé dans leurs Chambres si le cabinet de Robert Peel les approuvait; la réponse des ministres anglais laissait entrevoir que ceux-ci attendaient de l'obéissance de nos gouvernants un nouveau triomphe. Hélas! tout s'est accompli ainsi: le gouvernement a rappelé l'amiral Dupetit-Thouars et réinstallé la reine de Taïti.

La nouvelle de cette honteuse décision avait indigné tout le monde; par suite des interpellations de M. de Carné, la Chambre avait à examiner cette grave affaire. La discussion a duré deux jours; à la fin de la première séance, le ministère paraissait renversé; mais, le lendemain, sans daigner même fournir à la Chambre les documents qu'il avait promis, le ministère a osé lui demander un vote de confiance, et il a obtenu 22 voix de majorité! peu nous importe par quels moyens.

L'Opposition a encore abdiqué par sa faiblesse; ce n'était point un blâme indirect que méritaient MM. Guizot et consorts; leur conduite en cette affaire motivait une demande de mise en accusation, et quel qu'eût pu en être le résultat, il n'eût pas du moins été clair pour tout le monde que la Chambre accepte tous les actes de gouvernants vendus aux Anglais.

Nous savons bien que tout cela prépare une catastrophe favorable aux principes démocratiques, mais nous ne nous en réjouissons pas; si l'on veut en finir, qu'on fasse de la tyrannie à l'inté-

rieur, mais que l'on n'aille plus avilir devant l'étranger le nom que la France porte glorieux depuis quatorze cents ans!

Les journaux légitimistes ont fait grand bruit d'une adresse signée de 1220 ouvriers, qui aurait été envoyée à M. de Laroche-Jaquelein. Un pareil acte a d'autant plus lieu de nous étonner, que, malgré tous les renseignements que nous avons pris à cet égard auprès de nos nombreux camarades des ateliers de la capitale, nous n'avons pu recueillir un seul fait qui dénotât l'existence d'une démarche à laquelle le caractère connu des ouvriers de Paris semble donner un formel démenti.

Le mépris de la classe ouvrière pour le ministère de l'étranger ne va pas jusqu'à lui faire amnistier le légitimisme.

QUESTION DES PRUD'HOMMES (1).

I.

RÉPONSE AU *Moniteur des Prud'hommes*.

Dans son numéro du 1^{er} février, *le Moniteur des Prud'hommes* revient sur la question de l'installation des prud'hommes à Paris. Ce nouvel article de l'organe des fabricants nous force à répondre de nouveau sur des points que nous avons déjà examinés plusieurs fois. D'abord il s'adresse au *National*, qu'il accuse d'avoir dit que les prud'hommes réglementent et tarifent le taux des salaires. Il s'adresse ensuite à *l'Atelier*, et lui reproche de *FEINTES et ridicules préoccupations* sur les conséquences funestes de l'établissement à Paris des conseils des prud'hommes d'après la loi actuelle; puis il attaque les conventions passées entre les maîtres imprimeurs et les compositeurs, conventions qu'il dénonce, en quelque sorte, comme manœuvres de coalition illégale; enfin il revient rapidement sur quelques observations générales émises contre la justice de l'institution, et termine en accusant le conseil municipal de faiblesse et de pusillanimité.

Sans vouloir entrer ici dans de longs développements, nous ferons justice en quelques mots des étranges raisonnements du journal des fabricants.

Pour ce qui concerne *le National*, dont il dénature la pensée, deux mots suffisent: *le National* prétend comme nous que, par leurs décisions, les prud'hommes amènent insensiblement une baisse continue des salaires; que, par conséquent, leur intervention dans ces questions est souverainement injuste, puisque, juges et parties dans leur propre cause, leurs décisions finissent toujours par amener la ruine de l'ouvrier.

Le National n'a point prétendu ni que les conseils des prud'hommes tarifent actuellement la main d'œuvre, ni que les prud'hommes réformés par la loi nouvelle que nous sollicitons devront fixer le prix de la main d'œuvre d'une manière absolue, générale, sans s'occuper de la concurrence étrangère.

Le National veut que la France répande sur le monde ses idées, ses principes; aussi ne demande-t-il pas que nous fassions de nos douanes et de nos tarifs une muraille de la Chine qui enserme la France, et qui, par une compression absolue de tout développement, l'atrophie lentement. *Le National*, nous le répétons, en proclamant l'intervention des prud'hommes dans la fixation des salaires, n'a fait que constater les funestes effets de leur jurispru-

(1) Voir en tête de ce numéro.

dence. Examinons un peu : si les prud'hommes n'amènent point la baisse des salaires, comment se fait-il que les villes pourvues depuis longtemps de Conseils de prud'hommes soient celles où la condition des ouvriers est la plus malheureuse ? Qui donc ne sait la misère de la fabrique de Lyon, de celles de Rouen, de Lille, etc. ? car nous pourrions citer autant de villes qu'il y a de Conseils de prud'hommes. Si *le Moniteur* insiste, nous lui donnerons quelques exemples de la manière dont les salaires se réduisent sous la *paternelle et bienfaisante* juridiction des prud'hommes. Il arrive souvent que, prenant un ouvrier sans avoir arrêté préalablement avec lui le prix de son travail, au moment de le payer, c'est-à-dire souvent après trois semaines, un mois, le fabricant lui offre un salaire trop faible de beaucoup pour l'ouvrage fait et le temps passé ; de là contestation : l'ouvrier, qui ne rencontre guère de sympathies parmi les prud'hommes, tous maîtres, est souvent obligé de céder, pressé qu'il est par le besoin d'argent ; et non-seulement il lui faut accepter cette diminution pour le travail déjà fait, mais il est encore, d'après l'usage de la fabrique et la jurisprudence du conseil des prud'hommes, obligé de travailler au même prix pour une semaine ou une quinzaine. Dans le cas même où on lui donne gain de cause, le maître recommence la même manœuvre avec un deuxième, puis avec un troisième ouvrier ; au bout de quelque temps, il s'établit que le prix offert par le fabricant est bien le prix normal de sa maison ; partant les ouvriers deviennent forcés de le subir. Les voisins du fabricant, pour lui faire concurrence, adoptent ses prix, qui, de proche en proche, deviennent ceux de toute la même industrie, tant dans la juridiction du conseil qui a vu naître le débat, qu'en dehors.

Dans d'autres industries on arguera de mal-façons provenant plus ou moins de la faute de l'ouvrier, mais toujours mises à sa charge ; on négligera de tenir compte des difficultés imprévues que présente son travail, et on lui refusera ainsi de lui accorder l'augmentation juste par lui réclamée sur le prix convenu. Il arrive souvent aussi que les prétentions du maître sont tellement exagérées que, tout en faisant des concessions sur son premier mot, il se réserve encore un notable bénéfice sur les prix ordinaires ; alors le Conseil, faisant valoir ces prétendues concessions, engage l'ouvrier à les accepter et à s'arranger à l'amiable ; et celui-ci cède, craignant de se faire dans la fabrique une réputation de mauvaise tête, ses juges étant tous des fabricants qui pourront un jour ou l'autre lui fournir des travaux ; et d'ailleurs, il espère que sur une autre commande le fabricant lui laissera un salaire plus considérable, oubliant que jamais on ne relève un salaire abaissé, et que les diminutions consenties sur le passé deviennent la règle de l'avenir. Si nous voulions énumérer toutes les ruses employées pour faire baisser le prix de la main d'œuvre sous la protection et l'autorité des conseils des prud'hommes, un volume entier aurait peine à y suffire. Que si *le Moniteur des prud'hommes*, se refusant à l'évidence, persiste encore à déclarer de nul effet l'intervention des prud'hommes dans la baisse des salaires, nous lui offrirons de nous ranger à son avis s'il peut nous prouver 1° que sur cent affaires soumises à un même conseil, n'importe lequel, la majorité des décisions a été favorable aux ouvriers ; 2° si, dans le cas où l'ouvrier a gagné, il n'en a pas moins, par le fait, et comme nous l'avons dit plus haut, reçu un salaire inférieur à celui d'usage.

Pour ce qui est de nos craintes sur les dangers politiques de

l'institution des prudhommes, *le Moniteur* en parle à son aise ; à lui permis de railler là-dessus. Si, comme nous, il vivait de la vie des ateliers, il saurait combien de haines les violences du maître sur l'ouvrier ont fomenté partout ; dans tous les ateliers il entendrait répéter cette parole : « Notre ennemi, c'est notre maître. » Alors peut-être aurait-il peur, comme nous, de voir combler la mesure, et de voir la révolte succéder au mécontentement ?

Les agitations de septembre 1840 (nous ne cherchons point à en faire un épouvantail), qui ont tant inquiété les gens les plus endormis dans leur béatitude de conservateurs-bornes, ne peuvent-elles plus renaître ? N'est-il donc pas à craindre que ne pouvant, comme le disait ces jours derniers un Pair de France, que ne pouvant pas avoir de représentants légaux de nos intérêts, parlant au Pouvoir en notre nom, nos troupes nombreuses n'acceptent un jour quelques chefs hardis et entreprenants ? Alors, que deviendrait cet ordre social où l'on s'inquiète si peu de nous ? C'est parce que nous ne voulons pas être contraints à l'emploi de la violence que nous demandons un soulagement à nos maux, une magistrature qui nous protège au lieu de nous opprimer.

Pour l'accusation portée contre l'Imprimerie par *le Moniteur*, nous en montrerons facilement le ridicule. Sans que nous soyons tous ouvriers imprimeurs, ainsi qu'il le dit, il y a parmi nos rédacteurs et nos fondateurs assez d'hommes de cette profession pour que nous puissions lui répondre avec connaissance des faits. Depuis longtemps les maîtres imprimeurs et les compositeurs recherchaient, chacun de leur côté, quel remède apporter aux souffrances de leur industrie ; cette recherche amena un rapprochement ; l'on comprit que l'antagonisme des uns contre les autres était en réalité nuisible à tous ; une commission mixte fut chargée de faire un tableau du prix moyen des salaires de l'imprimerie de Paris : les maîtres résolurent de payer leurs ouvriers d'après cette base, et ceux-ci acceptèrent. De plus, pour terminer à l'amiable toutes les contestations qui pourraient surgir, on créa une commission de prud'hommes-arbitres, composée d'un nombre égal de maîtres et d'ouvriers à livret ; ces prud'hommes-arbitres fonctionnent, leurs décisions sont adoptées avec confiance par les parties opposées ; par ce moyen, bien que n'ayant sous leurs ordres aucune sorte de gendarmes ou d'huissiers, ils rendent à tous prompte et bonne justice, comme pourront le faire les conseils de prud'hommes quand on les aura reconstitués sur cette même base.

Voilà ce que *le Moniteur des Prud'hommes* signale comme une *coalition sous le poids d'une instruction criminelle* ! Et cependant *le Moniteur* sait, aussi bien que nous, la véracité des faits que nous affirmons ici, puisque lui-même, dans un de ses derniers numéros, faisait l'éloge des mesures adoptées dans l'imprimerie. Comme nous, il sait bien que toutes les bonnes et fortes imprimeries de Paris ont accepté cette convention ; comme nous, il sait quelle est la nature de la maison dont le chef a cru devoir se faire le dénonciateur de ses ouvriers et de ses confrères, et comme nous, encore, il connaît le résultat de cette délation. Pourquoi donc s'obstiner ainsi à être l'écho complaisant de quelques fabricants philanthropes qui réclament, dans notre seul intérêt, le droit de nous contraindre à accepter leurs paternelles décisions, et de nous envoyer en prison pour trois jours chaque

fois que nous aurons manqué de respect à leur bienfaisant et paternel tribunal ?

Ne voulant point rentrer ici dans la discussion générale, nous terminerons cet article par la citation de la conclusion de celui du *Moniteur des Prudhommes* : « *Le National* seul et les rédacteurs de *l'Atelier* réclament l'ajournement : que le conseil municipal décide ; il est impossible d'admettre qu'il baisse pavillon devant eux. » A cette ridicule forfanterie, nous répondrons au *Moniteur des Prudhommes* que par ce moyen grossier il n'a pas dû plus intimider le conseil municipal que les ouvriers protestant devant lui ?

II.

LETTRE DES FABRICANTS AU CONSEIL MUNICIPAL.

Pendant que nous cherchions par tous les moyens à éclairer l'opinion publique sur le véritable sens et sur les effets certains de l'établissement des prud'hommes à Paris, une activité plus grande était déployée dans un sens opposé par le parti industriel dont le *Moniteur des Prudhommes* est l'organe. Il n'est pas une de nos démarches qui n'ait provoqué immédiatement deux ou trois démarches de messieurs les gros fabricants. Nous avons visité quelques membres du conseil : ils ont envoyé des délégués auprès de tous ; nous avons écrit une lettre : ils en ont écrit deux. Nous avons réclaté l'appui du *National* et de *la Réforme* : ils ont appelé à leur secours toutes les ressources de la réclame. *Le Siècle*, *le Commerce*, et d'autres encore, dont l'avis un moment nous avait été favorable, ont enregistré à peu près textuellement, sous la dictée du *Moniteur des Prudhommes*, les récriminations les plus singulières contre le conseil municipal, dont « les ajournements extraordinaires prolongent un état d'incertitude fâcheux pour nos fabriques. »

La plus curieuse, sans contredit, des démarches de nos adversaires, c'est la lettre adressée par eux à tous les membres du Conseil municipal trois jours après la nôtre, le 30 janvier. Nous nous proposons de l'analyser, et nous espérons qu'il en ressortira la preuve la plus complète des intentions et du but de messieurs les gros fabricants lorsqu'ils demandaient l'institution des prud'hommes pour Paris.

Ces messieurs débutent en annonçant qu'ils se sont réunis en assemblée générale, au nombre de plus de soixante, pour examiner les objections produites contre l'établissement du paternel tribunal, et qu'ils ont reconnu à l'unanimité qu'elles n'avaient aucune sorte de gravité.

Voici qui commence d'une façon très-divertissante. Nous reconnaissons naïvement qu'une assemblée de soixante fabricants n'a pu trouver que très-juste d'attribuer exclusivement à la classe dont ils font partie le jugement des contestations industrielles entre maîtres et ouvriers. Nous ferons seulement observer que ceux-ci, au nombre de plus de quatre mille, il est vrai, n'ont pas suivi la même marche lorsqu'ils ont reconnu qu'il était juste que maîtres et ouvriers fussent en nombre égal dans ce tribunal. Il suffirait de cette comparaison pour faire apprécier aux esprits les plus prévenus de quel côté sont le bon droit et la justice.

Ces messieurs disent ensuite que les autorités, ministres, chambre et tribunal de commerce, etc., *la presse tout entière* et l'opinion publique se sont prononcés pour les prud'hommes. Une

petite note au bas de la page fait cette restriction au mot *la presse tout entière* : « un seul excepté. » Nous présumons qu'on veut parler d'un journal, *le National* ; on aurait dû aussi ajouter *la Réforme* ; on aurait également dû ne pas oublier *la Démocratie pacifique* ; et enfin il eût été de la plus vulgaire loyauté de mentionner *l'Atelier*, qui représente en cette occasion, plus encore que les grands journaux dont nous venons de parler, l'opinion d'une immense quantité d'intéressés dans la question. On ne l'a pas fait, et nous qualifions cela comme il convient, en disant que c'est mentir à sa conscience, au bon sens et à la vérité.

Quant à l'opinion publique, où ces messieurs l'ont-ils vu se prononcer si chaudement en faveur de l'institution des prud'hommes, quand ils savent que c'est une création tout à fait inconnue des gens étrangers à l'industrie, c'est-à-dire aux deux tiers de la population ; quand ils savent aussi que la majeure partie des ouvriers eux-mêmes n'a pu la connaître et l'apprécier que par ce que nous en avons dit et par ce que ces messieurs en ont affirmé ? En face d'opinions si contraires, quel parti l'opinion publique peut-elle prendre ?

Voici une des plus fortes raisons qui aient encore été données : M. le Ministre du commerce, dont ces messieurs « connaissent tous la haute expérience (voir à la page 87 notre avis motivé à ce sujet), a prononcé à la Chambre ces paroles remarquables (textuel) : « *Je m'afflige* que Paris ne soit pas encore doté de cette institution. »

Quelle profondeur de vues ! Quel tact ! Quelle connaissance des hommes et des choses ! Combien la France en général, l'agriculture et l'industrie en particulier, doivent se réjouir de posséder un homme aussi éminent, le Turgot de notre siècle !

Aussi les signataires de la lettre ajoutent-ils qu'il serait superflu désormais de contester l'utilité du projet en principe, puisque le ministre s'est *affligé*. Ils passent donc aux objections sur l'exécution, et ils s'indignent de ce qu'on ait mis en doute que la mesure fût sérieusement demandée ou nécessaire, après les sollicitations écrites et les démarches personnelles de MM. Denière, Froment-Meurice, etc. Effectivement l'objection n'était pas polie : seulement elle pouvait bien n'en être pas moins bonne.

Ces messieurs demandaient donc l'institution, parce qu'il n'y a point à Paris, disent-ils, de justice pour l'industrie, puisque l'accès des tribunaux de paix et de commerce est interdit aux ouvriers par la perte de temps et l'énormité des frais à déboursier. — Laissons de côté l'accès de philanthropie, qui reparaitra plus loin avec plus d'énergie, et examinons la valeur de l'argument en lui-même.

Si c'est une raison valable quant aux tribunaux de commerce, elle est nulle, ou à peu près, quant aux tribunaux de paix, où les ouvriers ne perdent guère plus de temps et d'argent qu'ils n'en perdraient devant les prud'hommes.

Mais nous ne chicanerons pas sur ce point : comme les fabricants en question, les ouvriers désirent les prud'hommes ; seulement il y a prud'hommes et prud'hommes. On sait du reste quelle est la différence de nos désirs à cet égard. Continuons donc l'examen de la lettre.

La seule différence qui subsiste suivant ces messieurs, la voici enfin :

« On craint l'intervention des ouvriers dans l'exécution de la mesure, dans les élections et en dehors des élections. »

Il y a trois pages pour combattre cette crainte, qu'il était si

facile cependant de calmer par la lecture pure et simple de l'article du projet qui porte le chiffre des électeurs fabricants (ou gros maîtres, à 5,742, et celui des ouvriers patentés (ou petits maîtres) à 2,629. Puisqu'il n'y a pas d'ouvriers appelés, leur intervention n'est nullement à craindre.

Cette persistance à faire prendre le change sur la valeur du mot *ouvrier* constitue toute la partie habile de la lettre. Là, en effet, roule, sur un *quiproquo* continuel, toute la péroraison. Les fabricants en question savent cependant, mieux que personne, ce que c'est qu'un ouvrier patenté, et eux, qui parlent continuellement de leurs ateliers et des ouvriers qu'ils occupent, nous les mettons au défi de nous y faire voir *un seul ouvrier patenté*. Nous reviendrons toujours sur ce point, dans lequel nos adversaires témoignent une mauvaise foi qui tourne, bien justement du reste, à notre avantage.

Ces messieurs prétendent donner plus loin une explication sur ce grief, en disant qu'ils ont déjà répondu sur ce sujet, ce qui ne nous paraît pas très-concluant pour le moment, et qu'ils n'ajoutent qu'un mot, c'est que les patentés ont toujours grand soin de conserver leur qualité d'ouvrier, pour se placer au dernier rang du tarif de l'impôt. — Nous ne connaissons pas la première partie de la réponse, mais si elle est de la force de la seconde, à coup sûr, ces messieurs ont bien fait d'économiser le papier en ne la reproduisant pas. Qu'ont-ils prouvé, en effet, sinon que les petits maîtres, pour ne pas payer l'impôt aussi lourd que les gros-maîtres, usent de la faculté que leur laisse la loi de prendre le titre d'ouvriers patentés, qui leur diminue l'impôt. Mais en payent-ils moins une patente ? Et paye-t-on une patente pour exercer un métier avec des instruments de travail fournis par le maître ? Nous défions l'administration des contributions indirectes de nous fournir un seul exemple de ce fait. Ainsi donc, une fois pour toutes, on appelle ouvrier patenté, bien que ces deux mots jurent ensemble, un petit fabricant travaillant pour un fabricant d'une classe supérieure ; la seule différence entre eux est dans la position de fortune, qui permet à celui-ci de faire valoir ses capitaux sans qu'il ait besoin de se mêler par lui-même du travail industriel, tandis que l'autre joint son industrie à l'emploi de petits capitaux. Tous ceux qu'on appelle ouvriers en industrie sont dans une situation tout autre. Ces messieurs le pensent ainsi, et voici comment ils traduisent cette différence :

Les ouvriers patentés ont un domicile fixe, tandis que les autres n'en ont pas le plus souvent. — A cette gentillesse, qui paraît constituer la partie la plus nombreuse, la plus utile et la plus dévouée de la population industrielle en état permanent de vagabondage, nous ne pouvons répondre que par l'expression du mépris le plus absolu.

Nous trouvons plus loin un nouvel exemple de la bonne foi de nos adversaires. Ils prétendent reproduire ainsi nos griefs sur la représentation :

« Les fabricants sont juges et parties, parce que, dans la composition du tribunal, la loi leur accorde *la moitié plus un* des membres qui doivent le composer. »

Si, au lieu des mots *la moitié plus un*, ces messieurs avaient mis *la totalité*, ils auraient fidèlement reproduit le grief principal des ouvriers contre le projet. Suivons néanmoins leur raisonnement jusqu'au bout ; il en résultera encore un point de comparaison avec la modération des demandes de ceux qu'on appelle brouil-

lons, anarchistes, qui ne s'opposent aux projets que pour contrarier le gouvernement.

« Est-ce que l'inégalité des juges n'est pas forcée dans un tribunal quelconque, pour opérer le départage des votes ? Fallait-il prendre le départageant parmi les ouvriers plutôt que parmi les fabricants ? Et si la loi eût appelé un tiers étranger aux fabriques, la juridiction n'aurait-elle pas perdu son caractère essentiel de spécialité ? Dans cette alternative, la loi, obligée d'opter, a pensé que les fabricants devaient obtenir la préférence, et cela était juste, parce qu'ils apportent de plus que les ouvriers l'argent qui fait marcher la fabrique et les risques qu'elle entraîne à sa suite. »

Eh bien, dans le même cas, ces ouvriers, ennemis de tout pouvoir, n'ont cependant pas hésité à demander que le gouvernement intervînt en investissant un magistrat inamovible de la présidence des prud'hommes, afin de départager les voix. De quel côté se trouve donc le renoncement à l'intérêt de classe, dans le but supérieur de l'ordre et de l'autorité, grands mots dont se servent nos adversaires quand il s'agit de nous dominer, et auxquels ils oublient constamment de se soumettre pour leur part ?

« On feint d'ignorer, dit la lettre, que nous sollicitons la mesure bien moins dans notre intérêt que dans l'intérêt des ouvriers. »

Pour des philanthropes, le tour n'est pas adroit ; invoquez la tranquillité, la paix à tout prix ; parlez des caisses d'épargne, on vous croira peut-être ; mais en grâce, et dans votre intérêt, ne parlez plus au nom des ouvriers ; nous avons vu vos amis sourire involontairement à la lecture de cette phrase, qui gâte tout par excès de zèle.

Pour terminer, enfin, et ceci n'est pas le moins significatif des arguments à l'appui de leur demande, ces messieurs n'hésitent pas à déclarer que de nouveaux ajournements seraient aussi *offensants pour leurs personnes* que contraires aux intérêts de l'industrie.

Oh ! nous vous connaissons bien, messieurs ! Derrière vos signatures s'abrite et se cache cette tourbe bourgeoise qui maintient notre pays dans l'immobilité quand ses intérêts égoïstes sont menacés ! Nous vous connaissons bien ; vous êtes les adversaires de l'union douanière ; c'est vous qui faites et défaites les députés et les membres du conseil général et municipal ; votre dernier mot est une menace de non réélection. Si l'on vous refuse de nouveaux moyens de domination sur nous, vous choisirez mieux à l'avenir vos instruments ; voilà votre argument le plus fort.

Nous n'avons pour nous que le bon droit : c'est peu de chose par le temps qui court ; mais la justice est impérissable, et si elle nous fait défaut en ce jour, il nous restera toujours l'espoir d'un meilleur avenir, auquel nous ne cesserons jamais de travailler.

III.

DERNIÈRE LETTRE DE l'Atelier AU CONSEIL MUNICIPAL.

Messieurs,

Nous venons, pour la dernière fois, faire un nouvel appel à votre impartialité et à votre justice, relativement à la question des prud'hommes. Nous sommes certains que vous comprendrez et excuserez l'insistance que nous mettons à défendre notre droit, car vous savez comme nous combien les démarches contraires à nos vœux ont été actives et persistantes.

De toutes les réponses qui ont accueilli nos demandes, de toutes les réfutations tentées contre nos objections, aucune n'a su ni voulu aborder la question capitale, celle de la représentation des véritables ouvriers, des salariés, dans les conseils de prud'hommes. On a continuellement tourné à côté de la question, qui, à la vérité, était fort embarrassante, et les détours les plus ingénieux, les sophismes les plus hardis ont été employés pour changer la valeur du mot *ouvrier*. On a persisté, malgré nos réclamations et nos protestations incessantes, à vouloir faire représenter la classe ouvrière par les plus durs, les plus cupides, les plus inhumains de ses maîtres, par les petits entrepreneurs auxquels on a donné le nom si bizarre d'*ouvriers patentés*. On a dit que les ouvriers patentés, travaillant pour le compte de gros fabricants, avaient nécessairement des intérêts à débattre avec ceux-ci ; et que, par conséquent, contrairement à ce que nous avançons, leur situation respective n'était pas la même.

Or, nous n'avons jamais prétendu autre chose, sinon que, vis-à-vis des salariés, gros ou petits fabricants représentaient le même intérêt, un intérêt opposé à celui de l'ouvrier, et que, dans toutes les questions où il s'agirait de ce dernier, les conseils de prud'hommes, composés de gros et de petits maîtres, ne seraient pas meilleurs que s'ils étaient exclusivement formés de l'élite des riches manufacturiers.

On a prétendu que les ouvriers à livret n'ont pas, pour la plupart, de domicile légal, et qu'une grande partie se compose d'émigrants venus à Paris pour cinq ou six mois seulement, après lesquels ils retournent dans leurs départements. Ces deux faits ont été allégués comme un obstacle insurmontable à la représentation des ouvriers à livret.

On a oublié d'abord que les ouvriers de l'industrie parisienne, pour la majeure partie, dès qu'ils sont mariés, ont un domicile légal, puisqu'il n'est guère de maisons dans Paris où l'on n'en trouve un certain nombre. On a trop généralisé, en second lieu, les émigrations d'ouvriers, lesquelles n'ont guère lieu que dans les professions de bâtiments et quelques autres peu nombreuses, savoir les chaudronniers, étameurs, etc. Toutes ces raisons ne prouvaient rien, puisque dans leur pétition à la Chambre des Députés, les ouvriers de Paris s'en rapportaient à elle du soin de déterminer les conditions de moralité, d'ancienneté dans la profession, de domicile, etc., qu'elle jugerait convenables pour l'admission des ouvriers à une représentation égale. Quelque restreint qu'ait été le nombre des électeurs ouvriers, ils n'en eussent pas moins représenté le véritable intérêt de l'ouvrier à livret.

Quant aux autres difficultés énoncées, si c'était notre métier de faire des lois, nous sommes certains que, en cherchant un peu, nous trouverions moyen de les aplanir facilement. Mais de ce que nous démontrons l'injustice d'une institution qu'on veut établir, il ne s'ensuit pas que nous soyons obligés de présenter à la place un plan complet d'organisation.

Nous vous prions instamment de ne pas oublier que l'installation des prud'hommes actuels à Paris a été demandée par les fabricants exclusivement, et que pas un seul ouvrier, bien qu'on nous ait tous engagés plus ou moins officieusement à le faire, n'a voulu signer cette demande. Veuillez aussi, messieurs, ne pas perdre de vue que si une pétition des ouvriers de Paris s'était bornée à protester contre l'institution des prud'hommes, ce n'est pas 4,000 signatures que vous auriez reçues, c'est 40,000. Ceux d'en-

tre eux qui ont cru l'institution bonne en principe, l'ont plutôt envisagée sous le point de vue de la dignité de l'ouvrier, que sous celui de son propre intérêt, car ils savent, avec ceux qui n'ont pas voulu pétitionner, que, sous ce dernier rapport, même avec la représentation égale, l'influence du maître pourra bien être encore longtemps dominante.

Permettez-nous, en terminant, Messieurs, de vous répéter ce que nous disions dans notre dernière lettre, c'est que si nous étions, comme on l'a prétendu, systématiquement hostiles au gouvernement, nous ne pourrions que nous réjouir de l'établissement d'une institution dont les résultats ne peuvent qu'aigrir davantage les rapports déjà si peu bienveillants entre les maîtres et les ouvriers, et augmenter une désunion dont la responsabilité remonterait directement au pouvoir.

Agréé, etc.



Les philanthropes et les sociétés de secours mutuels à Rennes.

Décidément la philanthropie laisse voir le bout de l'oreille : son but se dessine clairement ; il ne lui suffit plus de faire sonner bien haut les actes de mesquine charité qu'elle a pu faire, il lui faut encore, sous le nom de bienfaisance, prendre un pied de plus dans la domination qu'elle prétend exercer sur les classes pauvres. Hier, c'étaient les fondateurs de Petit-Bourg qui se préparaient de bons domestiques et de bons valets de ferme ; c'étaient les sociétés soi-disant religieuses de Saint-Vincent-de-Paule, Saint-François-Xavier et autres, qui tentaient de ressusciter le patronage antique au nom de l'égalité chrétienne ; aujourd'hui c'est le conseil municipal de Rennes, qui vient, par un arrêté philanthropique, de transformer les sociétés de secours mutuels formées entre les ouvriers de cette ville en bureau de charité, en société d'aumône. Le but est bien clair : la classe dominante veut maintenir son pouvoir et sa suprématie politique et sociale par les lois qu'elle fait, d'une part, puis par les quelques aumônes qu'elle distribue de façon à se faire des créatures. Elle tient surtout à prouver au peuple qu'il est incapable de pourvoir par lui-même à ses besoins et de mener ses propres affaires ; elle prétend lui imposer de la reconnaissance, parce qu'au lieu de l'aider à se suffire par lui-même en organisant le travail d'une façon plus productive pour tous, elle daigne lui jeter quelques miettes de ses splendides festins. Mais le peuple ne s'y laisse pas prendre : la mendicité lui est en horreur ; malgré les exemples qui lui sont donnés et les excitations de la misère, il préfère vivre pauvrement et dignement. Il ne veut que la part qu'il a réellement méritée, mais il ne souffre pas qu'on la lui octroie.

La ville de Rennes possédait, depuis longtemps déjà, plusieurs sociétés de secours mutuels ; et, il faut le dire, cet état de choses n'était pas des meilleurs. Sans aucun lien entre elles, et restreintes chacune à un trop petit nombre de membres, ces sociétés vivaient au jour le jour, sans cesse exposées à une dissolution par suite d'épuisement des caisses ; le simple bon sens, à défaut des faits, en tirerait facilement cette conséquence. Il y avait donc quelque chose à faire à cet égard. L'autorité municipale conçut le projet bon en soi de créer sous son patronage une société dans laquelle viendraient bientôt se confondre toutes les autres, non par la violence, mais par le simple exposé des meilleurs résultats que pourrait produire une société unique, dont le plus grand nombre d'adhérents pouvait permettre de diminuer les charges et d'augmenter les secours

à donner. Jusque-là il n'y avait rien à critiquer au projet du conseil municipal de Rennes, sinon qu'il en voulait la direction, indépendamment du patronage. Or, il est évident qu'une société de secours *mutuels* doit être administrée par les mandataires de ceux qui se garantissent en commun contre les misères de la vie. Que l'autorité municipale surveille, qu'elle aide d'une certaine façon, soit en procurant un local pour les réunions, soit en rétribuant le trésorier sur les fonds de la commune et en prenant la caisse sous sa responsabilité, rien de mieux.

Mais tel n'était pas le plan de la municipalité rennoise. Elle voulait faire ce que nous avons dit plus haut, et pour arriver à ses fins elle appela, moyennant une cotisation annuelle de 12 fr. au moins et dont le chiffre le plus élevé n'est pas limité, les riches de la ville à faire partie de la société de *secours mutuels* qu'elle voulait créer, en leur donnant le titre de sociétaires *bienfaisants*, renonçant bien entendu à tout droit à la répartition des secours.

Nous ne pouvons certes blâmer ceux qui consentiraient à faire ainsi un don purement gratuit à la société; mais notre réponse est tout entière dans l'effet produit par cette innovation. En effet, les ouvriers qui font partie des sociétés actuelles ne veulent pas, et avec raison, dissoudre leurs associations, où rien ne ressemble à une aumône, pour entrer dans celle qu'on veut fonder, et qui en porte le caractère humiliant. Ils refusent également de partager avec les sociétaires bienfaisants l'administration d'une institution dans laquelle ils ont agi en toute liberté jusqu'ici, se souciant peu de mettre une portion du public dans la confiance de la situation malheureuse de quelques-uns d'entre eux, et c'est une susceptibilité honorable que tous les ouvriers comprendront.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'esprit de charité qui a inspiré les termes du règlement adopté par le maire de Rennes, et entre autres choses nous signalerons l'inhumanité de l'article qui exclut de la société les malheureux atteints de maladies chroniques. Cette exclusion, qui s'explique à peine quand il s'agit d'une petite société naissante, abandonnée à ses propres forces, ne peut s'expliquer en aucune façon dans un projet qui a la prétention de réformer les abus des petites sociétés.

Qu'on laisse subsister à Rennes le bureau de bienfaisance; que les riches continuent d'y porter leurs dons, et que ces aumônes soient distribuées à ceux qu'un état précaire force à l'affreuse nécessité de la mendicité. C'est là sans doute une situation que nous désirerions de tout notre cœur voir changer; mais nous savons que cela n'est pas faisable en un tour de main, et mieux vaut encore, après tout, le riche qui donne que celui qui resserre les cordons de sa bourse. Mais si, sous prétexte de venir en aide à la classe ouvrière *valide*, on veut essayer de lui imposer un humiliant patronage, si l'on cherche à dénaturer une institution qui porte le caractère de la mutualité et de l'égalité dans les devoirs et les droits, cette tendance nous semble devoir être signalée, et c'est pour cela que nous adhérons complètement à la protestation par laquelle les ouvriers de Rennes ont répondu à cette tentative empruntée à une autre époque.

Bibliographie.

Des moyens d'améliorer le sort des classes laborieuses,

PAR G. DE MOLINARI.

L'auteur nous paraît animé des meilleures intentions, et c'est

avec un désir bien sincère de voir s'établir la conciliation de l'intérêt du maître et de celui des ouvriers qu'il a indiqué certains moyens qui doivent opérer, suivant lui, « la fusion de ces deux classes. »

Il veut augmenter le prix des salaires. Mais trois causes, dit-il, empêchent ce résultat; ce sont : « 1° l'extrême concurrence qui règne entre les travailleurs; 2° l'inégale répartition des bras sur le territoire; 3° l'ignorance, l'incapacité des ouvriers. »

Il est bien vrai que la concurrence entre les ouvriers et l'introduction spontanée d'un grand nombre de machines ont amené la baisse des salaires; ces machines et l'accroissement de la population jettent chaque jour hors des ateliers une foule de bras qui s'offrent à travailler à tout prix.

M. de Molinari veut enlever ce surcroît d'ouvriers à la métropole en les transportant dans des colonies. Par ce moyen, les ouvriers deviendraient rares et on les payerait plus cher.

Nous dirons à l'auteur que la colonisation qu'il indique ici comme un remède efficace peut tout au plus passer pour un palliatif.

Voyez, en effet. Par vos établissements coloniaux, vous créeriez à la mère-patrie une concurrence dont elle périrait infailliblement lorsque les colonies auraient des ouvriers en surabondance. Vous n'auriez fait qu'étendre le mal, puisque vous voulez, en définitif, maintenir le même système industriel qui produit dans la métropole de si déplorables résultats.

De l'avis de tous les économistes, la France peut nourrir infiniment plus d'habitants qu'elle n'en contient; ce n'est donc point à une dépopulation régulière qu'il faut recourir, car en faisant ainsi on ressemblerait à un homme qui, voulant empêcher sa nacelle de sombrer, perd son temps à rejeter l'eau dehors, au lieu de boucher l'issue par laquelle elle s'introduit. C'est à la cause réelle de toutes les misères qu'il faut s'attaquer, et non point à ses conséquences.

Nous sommes les partisans de la colonisation; mais nous ne la voulons qu'autant que l'on y commencera l'organisation du travail, et que l'on y appliquera l'association ouvrière. En un mot, nous désirons l'association dans les colonies, parce qu'elle serait plus facile à établir à cause des terrains libres que l'on y trouve, et que ce serait là le commencement de l'extinction de ces deux dénominations : *ouvrier* et *maître*.

Quoi qu'il en soit, et lors même que la colonisation sans l'association ouvrière serait compatible avec l'intérêt de la France, cela servirait-il à faire élever le prix du salaire? Nous ne le croyons nullement. Le grand régulateur du salaire, c'est la concurrence, et non-seulement la concurrence entre les ouvriers et entre les fabricants, mais encore celle qui existe entre les nations. L'Angleterre est là, prête à inonder nos marchés de ses produits si nous élevons nos prix de vente, et, loin de nous permettre d'élever nos salaires, elle nous pousse fatalement à les baisser de plus en plus. Si donc on parvenait à faire subir une hausse aux salaires en diminuant le nombre des ouvriers, on tomberait sous les coups de la concurrence anglaise. Nous renvoyons à l'article de ce numéro, intitulé : *De l'influence de l'Angleterre sur le salaire* (p. 82).

Voici l'idée fondamentale sur laquelle repose la brochure de M. de Molinari : pour maintenir les salaires à un taux équitable, il faudrait établir une juste proportion entre le nombre des ouvriers et le travail disponible; et cette idée fondamentale est

détruite, puisque cela est impossible avec la concurrence anglaise.

Vient ensuite l'inégale répartition des bras sur le territoire. Selon l'auteur, le gouvernement devrait indiquer aux ouvriers inoccupés les villes où ils pourraient trouver de l'ouvrage, et leur rendre faciles les communications en abaissant le tarif des chemins de fer; il faudrait aussi créer des *Bourses de travail*, où chaque jour le prix des salaires serait affiché et coté d'après les engagements qui auraient été effectués pendant la journée.

Oui, le gouvernement devrait indiquer les points du territoire où le besoin d'ouvriers se fait sentir, et il devrait aussi proportionner le tarif des chemins de fer aux ressources de la population ouvrière. Mais lorsque M. de Molinari prétend que, par l'établissement des *Bourses de travail*, « le prix des salaires se trouverait tout à coup relevé et uniformisé, » il commet là une erreur complète. Le prix des salaires est fixé par la concurrence; on n'afficherait donc dans ces Bourses que les prix fixés ainsi, et, pour qu'ils pussent être relevés, il faudrait modifier la concurrence elle-même; or l'auteur la veut libre. Le prix des salaires pourrait être seulement uniformisé, et ce serait, nous le croyons fermement, aux conditions les plus désavantageuses.

Enfin, en dernier lieu, M. de Molinari croit que le peuple devrait s'instruire davantage, et il charge le gouvernement de ce soin. Nous croyons aussi que l'on a trop négligé les études dont les enfants du peuple ont besoin, surtout celles des sciences qui pourraient être utiles aux diverses professions qu'ils embrassent; mais nous ne pensons point que les hommes du gouvernement soient bien désireux de voir se développer beaucoup l'intelligence de la classe ouvrière; généralement ils trouvent qu'elle en a assez; d'ailleurs, disent-ils, si elle en avait davantage, elle voudrait gouverner: il vaut donc mieux qu'elle reste dans son ignorance.

En résumé, cette brochure atteste une intention bienveillante de la part de son auteur, et nous le remercions de l'intérêt qu'il porte à notre classe.

Le Carnaval.

Depuis le commencement de notre publication, nous n'avons pas manqué chaque année de protester, au nom de la morale, contre ce qui se passe à Paris dans ces jours de dévergondage et de profonde immoralité que l'on appelle le Carnaval.

Si l'on ne nous a point entendus, ce n'est pas notre faute; si nos seigneurs de la grande presse ne nous imitent point, nous n'y pouvons rien encore; il ne nous reste qu'à prêcher d'exemple, désireux que nous sommes de faire germer un peu de bien en ce monde, où nous voyons tant de mal. Nous savons bien que les gens qui rient de tout nous en sauront peu gré, et qu'ils ne manqueront pas d'attribuer à l'état précaire de nos finances ce qu'ils appellent « une abstinence forcée; » mais à eux nous n'avons rien à dire ni à répondre; comme nous nous adressons aux travailleurs avant tout, ceux-ci apprécieront la pensée qui nous dicte ces quelques lignes. Il faut des hommes à la France pour qu'elle soit toujours digne de son nom, pour qu'elle préside encore aux destinées du monde, et que tous la qualifient, avec l'un de ses puissants chefs, de belle, d'héroïque, de grande nation. Ses enfants laborieux le savent, et ils n'iront pas s'amollir et se corrompre dans des fêtes scandaleuses pour devenir semblables à ces Romains dégénérés

qui n'avaient plus la force de soulever une lance lorsque la barbarie est venue les envahir.

Au milieu du laisser-aller incroyable qui préside à ces jours à la fois si abominables et si funestes; encore jeunes et pleins d'avenir, mais déjà, pour la plupart, usés par la débauche et glacés par l'égoïsme, il est, parmi les classes dites supérieures, des hommes qui abjurent toute dignité, tout sentiment honnête, et font de l'orgie monstrueuse où ils se vautrent quelque chose de si ignoble et de si vil, de si bas et de si sale, qu'on ne trouve rien à y comparer, même dans les derniers rangs des animaux. Oui, c'est à cette jeunesse soi-disant d'élite, c'est à ces fils de famille qu'il est donné de faire renaître parmi nous tout un monde d'antiques turpitudes, et d'offrir en spectacle à nos enfants l'effronterie des cyniques unie à la lubricité des satyres. Nous avons pourtant un fait à constater à leur louange, ainsi qu'à celle de ceux qui les prennent pour modèle; maintenant ce n'est plus en plein jour qu'ils étalent les peintures de leurs vices et les souillures de leur imagination, c'est au milieu des ténèbres, à l'heure où se commettent les mauvaises actions et les crimes, que ce Paris de l'égoût se lève, aujourd'hui, pour recommencer son immonde bacchanale; si le soleil du lendemain ne venait pas éclairer la scène et montrer les acteurs épuisés et couverts de fange, on n'en verrait rien que ce que l'ombre laisse deviner ou révéler: l'impudicité et la luxure, les instincts vils et les penchants honteux.

C'est un grand crime du Pouvoir que sa tolérance pour des excès si pernicieux et si funestes; si un mauvais génie avait pour mission de détruire l'espèce humaine, il nous semble qu'il ne choisirait pas d'autre voie.

Nous ne pouvons faire autrement que de dire quelque chose de ces jours de délire, mais nous n'entrerons dans aucun détail; notre plume s'y refuse, notre conscience nous le défend. Dans ces réunions honteuses qui se multiplient à l'infini et qui envahissent aussi bien la guinguette que le salon, le théâtre que le cabaret, chacun se voile le visage, non de crainte de rougir, mais pour ne pas être connu. Ailleurs on est hautain, prétentieux, poli avec ses égaux, dédaigneux envers ses inférieurs; là, tout le monde se serre la main, s'embrasse, se tutoie: c'est l'égalité dans toute sa latitude, mais c'est l'égalité du vice. C'est là que l'homme abjure toute retenue, et la femme toute pudeur. Quiconque sera le plus effronté doit être le plus applaudi; et, qui le croirait? on brigue les applaudissements! Tout est bas, faux, trompeur, dans ce tourbillon impur. Les voix se ressemblent et n'ont plus rien de l'organe humain: c'est quelque chose de glapissant, de flûté, d'aigre, comme ces cris que font entendre les bêtes fauves dans les bois. Puis quand la bande est bien repue, quand les liqueurs spiritueuses fermentent dans ces cerveaux vides, alors le désordre est à son comble; c'était affreux, cela devient horrible: ce sont des hurlements prolongés, délirants, frénétiques, qui font que la pitié vous serre le cœur quand on les entend de loin, et qui, de près, feraient croire à une saturnale des démons.

Qui peut dire combien de germes de corruption, de maladie et de mort on va chercher là? D'où viennent tant de maux honteux? Pourquoi tant de jeunes femmes infécondes? Pourquoi tant de jeunes hommes qui se sentent mourir à vingt-cinq ans?

Et dans les fortes natures que la mort épargne, en est-il qui reviennent pures, même de pensée? Leur mémoire n'est-elle point salie de ces exaltations libidineuses, de ces récits infâmes qu'on

ne craint pas de faire entendre même devant les enfants dont se font accompagner des mères dépravées; femmes sans entrailles et sans cœur! Et, dans les familles, quel désordre! Combien sacrifient des épargnes qui, ailleurs, eussent été employées au bien pour ces colifichets d'un jour, pour ces oripeaux dont on croit se parer et qui avilissent!

Toute femme qui quitte son ménage et qui insinue à son époux de la conduire à ces réunions avilissantes aura bientôt besoin de lui fermer les yeux sur sa conduite. Quels attraits ces lieux peuvent-ils lui offrir? Quelle âme honnête et chaste n'éprouvera pas de répulsion pour de telles horreurs? Celle donc qui méconnaît ainsi son devoir n'a plus droit à aucune sorte de respect ni d'égard, car elle se fait, par induction, l'égale des prostituées, dont elle envie les plaisirs obscènes et la licence affreuse. Quant à l'homme qui provoque et reçoit sans dégoût et sans honte l'injure que la dernière des créatures peut lui cracher à la face, nous ne lui ferons point de reproches, c'est une de ces âmes sales, pétries de boue et d'ordure comme les désigne La Bruyère, qui ne sauraient s'imaginer à quoi peuvent servir les nobles facultés et la vie de l'honnête homme. On nous reprochera peut-être d'être bien rigides et de faire du puritanisme, en ce siècle, et chez les Français surtout. Ce n'est point à dire que nous repoussions pourtant toute distraction et tous plaisirs, parce que ceux dont nous avons parlé nous répugnent. Il y a de nobles fêtes dont la France a montré l'utilité et la beauté sans égale à une de ces époques glorieuses dont elle aura toujours le droit d'être fière, et à ces fêtes nous serions bien heureux de participer; il y a aussi des réunions intimes et douces, pleines de décence et d'abandon fraternel auxquelles on peut toujours prendre part, puisque les bonnes mœurs ne font qu'y gagner. Quant aux autres, nous les considérerons toujours comme nuisibles et funestes pour les hommes d'une grande nation; car, dans ses joies comme dans ses peines, il ne faut jamais qu'un peuple oublie qu'il est sous les regards de Dieu.

FAITS DIVERS.

— Il y a quelque temps, à Paris, un jeune enfant est mort, après deux jours de cruelles souffrances, empoisonné par du vert-de-gris et d'autres substances pernicieuses qui entrent dans la composition des couleurs. Ceci a eu lieu dans une fabrique de papiers, dans laquelle sont exploités quinze ou vingt enfants que l'on emploie à broyer et à mélanger les couleurs, ou à d'autres travaux non moins fatigants que dangereux pour ces pauvres petits qui, n'ayant pas assez de raison pour éviter les dangers dont ils sont menacés à chaque instant, ont continuellement la figure et les mains couvertes de couleurs dans lesquelles il entre du vert-de-gris; on ne les fait pas seulement se laver pour prendre leurs chétifs repas composés d'un morceau de pain et d'un sou de poires ou de pommes assaisonnées avec la couleur qui s'est attachée à eux. Oh! c'est un triste tableau que de voir ces petits malheureux, le teint pâle et livide, étiolés par les tortures physiques et morales qu'ils éprouvent; ce sont là de rudes souffrances pour ces enfants qui, à demi nus dans l'hiver, sont obligés de commencer à travailler avant le jour jusqu'à huit heures du soir. Ils ne reçoivent jamais aucun principe de morale ni d'instruction; on ne leur fait connaître que le travail, et parfois les coups.

— Un ouvrier, travaillant chez MM. Picot et Bureau, filateurs à Nantes, vient de mourir bien déplorablement. En broyant du minium, ce malheureux en a respiré et s'est empoisonné; il a été transporté à l'hôpital, où il est mort. (*National de l'Ouest.*)

— Le 9 janvier dernier, seize ouvriers balayant la chambre dite de plomb, dans la fabrique de produits chimiques de Rennes, une

poussière sulfureuse essentiellement délétère s'est produite; elle les a fortement incommodés. Quatorze d'entre eux ont eu la présence d'esprit d'abandonner aussitôt la besogne, et en seront quittes pour une indisposition, grâce à d'habiles soins de l'art médical; mais deux autres ont persisté à demeurer quelques instants encore. La poussière qu'ils ont respirée en plus grande abondance les a rendus très-malades. L'un d'eux a pris, dit-on, une boisson qui lui a été peu favorable dans son état morbide et a augmenté ses souffrances; enfin ces deux hommes ont succombé au bout de quelques jours. Ils seront, on l'assure, les seules victimes de cette expérience. (*Breton.*)

Les sympathies de la presse ne font point défaut à notre œuvre, et nous remercions ici les journaux qui veulent bien, par des reproductions de nos articles et par l'examen de nos réclamations et de nos vœux, contribuer à les faire connaître. Nous regrettons de ne pouvoir reproduire ce qu'ils ont écrit touchant notre feuille; l'espace nous manque pour cela, et ces citations seraient d'ailleurs trop louangeuses pour que nous puissions les insérer.

Voici la liste des journaux qui, par un échange où l'avantage est tout de notre côté, veulent bien aider à la rédaction de *l'Atelier*.

A PARIS.

Le National.
La Réforme.
La Démocratie pacifique.
La Nation.

Le Moniteur des Prud'hommes.
Le Journal des Travaux publics.
La Vigie Industrielle.
Les Variétés Industrielles.
L'Illustration.
Le Frondeur, journal de la banlieue.

Le Populaire.
L'Union, bulletin des ouvriers.
La Ruche populaire.
La Démocratie.
Le Nouveau-Monde.
Le Journal de la Liberté religieuse.
L'Apostolato popolare, journal des proscrits italiens.
Le Bulletin politique.
Le Bien social.
Le Correspondant.

DANS LES DÉPARTEMENTS.

Le Censeur (Lyon).
L'Écho de la Fabrique (Lyon).
Le National de l'Ouest (Nantes).
L'Émancipation (Toulouse).
Le Persévérant (Limoges).
Le Bien public (Mâcon).
La Tribune des départements du Nord (Lille).
Le Libéral du Nord (Douai).
L'Impartial du Nord (Valenciennes).
L'Éclaireur (Saint-Omer).
La Vigie du Morbihan (Vannes).
Le Progrès (Rennes).
Le Patriote Vendéen (Bourbon-Vendée).
Le Porte-Voix (Redon).
Le Français de l'Ouest (Saint-Brieuc).
Le Progrès de l'Oise (Beauvais).

Avis. — Ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire ce mois sont priés de le renouveler immédiatement afin de ne point éprouver de retard dans l'envoi de leurs numéros.

Le Gérant : LENEVEUX.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 32, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les semestres par les actionnaires ouvriers, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Tout ouvrier peut participer à la rédaction de *l'Atelier*, sous les deux conditions suivantes : 1° justifier qu'il est bien l'auteur des articles qu'il propose ; 2° se soumettre aux corrections indiquées par le jury.

SOMMAIRE.

De la querelle entre le parti libéral et le parti prêtre au sujet de la liberté d'enseignement. — Les légitimistes et les ouvriers. — Revue du mois. — Les Mystères du travail. — Affaire des prud'hommes. — De la caisse de retraite pour les vieux ouvriers. — Les ouvriers peintres (association Le-claire). — Procès des ouvriers boutonnières. — Salon de 1844. — De niais discours à propos de fleurs et de fruits. — Faits divers.

Par acte passé le premier de ce mois chez M^e Meunier, notaire à Paris, une société en commandite par actions a été constituée dans le but d'assurer plus fortement la position que *l'Atelier* a acquise dans la presse, et de lui préparer les moyens d'une plus large et plus fréquente publicité.

La plus grande partie des actions a été souscrite par les ouvriers qui ont fondé ce journal, et, par une clause spéciale du contrat de société, la rédaction en demeure exclusivement confiée à un jury nommé par les ouvriers actionnaires seulement, et choisi parmi eux, à l'exclusion des actionnaires non-ouvriers.

Rien n'est donc changé dans la situation de *l'Atelier*; comme par le passé, tous les ouvriers peuvent soumettre des articles au jury de rédaction, chargé de maintenir le journal dans la ligne qu'il a suivie jusqu'à ce jour : tout ouvrier peut également faire partie de ce jury, s'il en est jugé digne par ses camarades.

M. Pascal, ouvrier typographe, gérant de la société de *l'Atelier*, est en même temps gérant du journal. En conséquence, c'est à lui qu'on devra s'adresser pour tout ce qui concerne les abonnements, les souscriptions d'actions, etc., pour les réclamations relatives au service du journal, et c'est à son ordre que les mandats sur la poste devront être adressés.

Pour ce qui intéresse exclusivement la rédaction, les lettres devront être adressées au comité de rédaction de *l'Atelier*, au bureau du journal.

Les souscriptions reçues par *l'Atelier* pour l'épée d'honneur à offrir au contre-amiral Dupetit-Thouars ont été versées au *National*.

DE LA QUERELLE

ENTRE LE PARTI LIBÉRAL ET LE PARTI PRÊTRE,
AU SUJET DE LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT.

Nous assistons à la lutte de deux partis qui tout à coup ont changé de route, et se sont mis en contradiction avec leurs tendances, leur manière d'être habituelles. C'est ainsi que nous voyons le parti libéral se constituer le défenseur ardent de l'institution la plus despotique que nous ait laissée l'Empire; — c'est ainsi qu'on voit le parti du clergé, si connu pour sa profonde hostilité contre les idées libérales, se déclarer le champion de la liberté.

Il y a dans cette position respective des deux partis quelque chose de si faux, de si inusité, de si contraire au but qu'ils se proposent, qu'on est parfaitement autorisé à dire que la bonne foi fait défaut d'un côté aussi bien que de l'autre.

Le parti libéral ne défend l'Université que parce qu'elle est attaquée par le clergé; le parti libéral a peur de la robe noire au moins autant que d'une invasion de l'Europe absolutiste; il a peur de la robe noire comme l'enfant a peur de Croque-Mitaine; il ne veut pas retomber sous le joug des idées superstitieuses, et l'Université, fût-elle cent fois plus attaquable, il la défendrait encore plutôt que de la laisser entamer par le parti-prêtre. La règle constante de cette masse de libéraux, « qui ont l'esprit libre de tous préjugés religieux, » est de vouloir en tout, et partout, et toujours, le contraire de ce que veut la robe noire.

Le parti-prêtre se comporte exactement de la même manière, ne se faisant faute d'appliquer l'épithète d'anarchistes aux libéraux qui, se conformant à leur principe, renversent les despotes; puis les appelant suppôts de despotisme lorsqu'ils s'avisent de défendre une institution sur laquelle César aime à avoir la haute main, parce que ce n'est pas le César de son choix. La règle politique du parti-prêtre, c'est de vouloir ce que ne veut pas le parti libéral, ou de ne vouloir pas ce que veut ce dernier.

Assurément, il y a mauvaise foi des deux côtés; il y a aussi inintelligence, nous allons le prouver.

Montrons d'abord comment le parti libéral, qui veut être le parti du progrès, se fourvoie en défendant l'Université, telle qu'elle est, ou à peu près.

Au point de vue de l'égalité, du développement intellectuel et de la morale, trois grands griefs sont à articuler contre le système universitaire actuel :

- 1° Tendance à constituer une aristocratie de lettrés ;
- 2° Méthodes d'instruction qui obligent l'élève à certaines études fatales à son intelligence ;
- 3° Enseignement philosophique exaltant la raison individuelle et justifiant l'égoïsme.

En peu de lignes nous prouverons que ces trois griefs sont bien réels.

Nous ne savons pas d'abord qui oserait nier que le système universitaire tende à constituer une aristocratie de lettrés. Il suffit de savoir qu'un jeune homme qui aurait appris, d'une personne non gradée, les matières de l'enseignement, ne serait pas admis aux examens. Tout individu qui veut obtenir ce grade doit justifier qu'il a passé un certain temps dans un collège, ou qu'il a eu des précepteurs gradés ; d'où cette conséquence : quiconque n'est pas assez riche pour aller au collège ou avoir un professeur à ses ordres ne peut obtenir les grades, quel que soit d'ailleurs son savoir. Or il arrivera bientôt que, si l'on n'est au moins bachelier, on ne pourra prétendre à aucune fonction publique ; car on a été jusqu'à proposer que nul ne soit admis dans les administrations de l'État, même comme expéditionnaire, s'il n'a le premier titre universitaire. Le projet de loi sur l'enseignement secondaire, qui est soumis à la Chambre des Pairs, contient d'ailleurs des dispositions telles que la tendance à constituer en France une classe de mandarins y est on ne peut plus manifeste. D'après ce projet, l'enseignement supérieur sera plus que jamais interdit aux enfants des familles peu fortunées.

La statistique nous fournit d'ailleurs une preuve suffisante de la tendance à constituer une aristocratie de lettrés. Il est en effet prouvé par des chiffres incontestables, puisqu'ils viennent du ministère même, qu'avant la révolution, sous l'ancien régime, alors que la population était moindre d'un tiers, le nombre des individus qui recevaient l'enseignement secondaire était beaucoup plus considérable qu'il ne l'est aujourd'hui. Le système doctrinaire qui régit l'enseignement depuis la chute de l'empire, c'est-à-dire depuis qu'on a pu étudier en paix, a constamment tendu à mettre l'instruction au plus haut prix possible. Voilà comment après la révolution on a entendu la diffusion des lumières !....

Le second grief est que les méthodes d'instruction obligent les élèves à certaines études fatales à leur intelligence. En effet, les efforts que l'on fait faire aux élèves sont purement des efforts de mémoire ; il semble qu'on ne se propose autre chose que d'en faire des perroquets savants. Pour s'en convaincre, il suffit d'assister une fois seulement à des examens. Jamais on n'adresse de questions générales aux aspirants, mais toujours des questions de détails, et de détails tellement minutieux que quiconque n'a pas une excellente mémoire, la mémoire des mots plus que celle des choses, se verra repoussé ; il se verra surtout repoussé s'il s'agit d'un grade supérieur ; car, plus le grade est élevé, plus la minutie des questions est poussée loin. Ce ne sont pas des appréciations qu'on demande, ce sont des noms et des dates. Si vous n'êtes pas capable de dire sans hésiter le jour de la mort du plus mince héros de l'antiquité, si vous ne savez pas son âge et le lieu de sa naissance, si en un mot vous faites la plus légère faute de chronologie, vous êtes exposé à être déclaré incapable.

Aussi, qu'arrive-t-il ? C'est que, dans toutes les directions, les études sont faites en vue de satisfaire aux questions d'examen ; c'est qu'au lieu d'étudier l'histoire, ou toute autre science d'un point de vue élevé, on ne se meuble la mémoire que de dates et de nomenclatures ; et c'est ainsi que l'intelligence s'appauvrit. Aussi, qu'est-ce que ces hommes qui subissent avec succès les examens ? de véritables cuistres, pour la plupart, qui, devenus à leur tour examinateurs, exagéreront encore cette méthode d'examen, et rendront les études encore plus arides, plus stériles, plus fatales au développement de l'intelligence.

Ainsi donc, il ne serait pas juste de dire que le système universitaire tend à constituer l'aristocratie des intelligents ; car vraiment on peut être lettré sans être intelligent ; c'est donc l'aristocratie des pédants que tend à former le système, l'aristocratie des faux esprits, des historiens qui ne savent du passé de l'humanité qu'une foule de dates, des savants qui ne savent de la science que des détails et des nomenclatures ; en un mot, c'est l'aristocratie des Trissotins. Voilà la gent appelée à dominer la société, et par droit de richesse et par droit de savoir ! voilà la gent devant laquelle les pauvres et les ignorants devraient courber la tête ! C'est au moins ce que voudraient les échappés de l'Université qui écrivent dans les journaux du libéralisme.

Arrivons au troisième grief, celui qui concerne l'enseignement philosophique.

A la tête de l'Université sont depuis longtemps déjà des hommes qui professent une doctrine qu'on peut dire être celle de tous les agents universitaires, et qui est enseignée officiellement dans les chaires aux grands élèves par les hauts professeurs, officieusement aux jeunes élèves par les professeurs subalternes. Depuis le dernier maître d'études jusqu'au grand-maître de l'Université, tous sont éclectiques. Or, l'éclectisme n'a plus besoin d'être défini, puisqu'il est rigoureusement mis en pratique par ses défenseurs les plus logiques et les plus illustres. Les chefs universitaires qu'on a constamment vus aux plus hautes fonctions sociales depuis 1830 ont suffisamment prouvé par leurs actes ce que vaut l'éclectisme. L'éclectisme, en effet, est une doctrine extrêmement commode : elle n'oblige à rien ; elle laisse l'individu choisir ce qui lui est bon. Un éclectique qui ferait taire son orgueil et son égoïsme, qui serait humble et dévoué, manquerait de logique. Or, nous ne savons que trop combien les maîtres sont de parfaits logiciens.

Quelques-uns des Trissotins qui se sont glissés dans les journaux de l'opposition ont avoué qu'il y avait quelques vices dans le système universitaire ; par exemple, ils ont dit que l'éducation dans les collèges était à peu près nulle.

Cet aveu est tout bonnement une niaiserie. Il n'est pas vrai qu'il y ait absence d'éducation dans les collèges. Du moment où des enfants sont soumis à une discipline quelconque, du moment où ils sont en relation avec des personnes qui ont autorité, tout ce que font et disent ces personnes sert d'enseignement. Or, nous l'avons dit, et nous sommes assez bien renseignés pour l'affirmer, l'éclectisme coule à pleins bords depuis les degrés les plus inférieurs jusqu'aux plus élevés de l'institution universitaire ; et comme l'éclectisme est facile à comprendre, non moins facile à pratiquer, il n'est pas besoin de leçons bien assidues pour que les élèves s'y conforment. S'il s'agissait de la morale vulgaire, à la bonne heure ! Il faudrait des soins immenses, un en-

seignement incessant pour y faire croire et en déterminer la pratique; car cette morale oblige continuellement l'individu à songer aux autres, à réprimer ses instincts, à sacrifier ses passions, tandis que la morale éclectique peut se résumer en cette seule maxime : « Fais ce qui te plaira; » et il n'est guère probable que les jeunes élèves se montrent rebelles à une morale si facile. Au point de vue éclectique, donc, il est faux de dire qu'on néglige l'éducation dans les collèges; seulement la morale qui y est enseignée officieusement n'est pas la morale chrétienne; et les Trissotins dont nous parlons doivent s'en réjouir; car ils ont déclaré d'une manière plus ou moins franche, mais enfin ils l'ont déclaré, que la doctrine chrétienne n'aurait pas de réalité sur la terre, que le royaume de Dieu ne serait jamais de ce monde; ce qui veut dire que la prière tant recommandée par Jésus-Christ, dans laquelle on trouve ces paroles : « Que *votre règne arrive*, que *votre volonté soit faite sur la terre comme au ciel*, » est une absurdité. D'où il suit que si cette promesse est fausse, la morale chrétienne n'a que fort peu à voir dans les choses de ce monde. D'ailleurs un de ces Trissotins a déclaré qu'il se faisait fort de montrer que les préceptes de l'Évangile étaient des contradictions les uns des autres. Ainsi donc l'autorité et la bonté de l'Évangile étant mises en doute par ces pédants, et l'éclectisme étant réservé, il s'ensuit que cette seconde doctrine vaut mieux; et puisqu'en définitive elle est enseignée partout, dans tous les rangs universitaires, il y a donc éducation; seulement quelques-uns, et nous sommes de ce nombre, la trouvent fort dangereuse.

N'en déplaise donc aux libéraux qui défendent le système ainsi que la philosophie et la morale universitaires contre les attaques du clergé, ils font en cela preuve éclatante d'inintelligence; et si nous avions la capacité et l'honneur d'avoir quelque autorité dans une des grandes feuilles de la presse indépendante, nous ne permettrions certes pas qu'elle devînt une tribune pour les avocats de l'éclectisme; mais, prenant les devants, nous dirions son fait à l'Université tout aussi bien qu'au clergé. En un mot, nous ferions en grand et avec autorité ce qu'ici nous faisons en petit et avec peu d'espoir d'être écoutés.

Il n'importe! et puisque nous venons de régler nos comptes avec les mandarins et leurs partisans, arrivons au clergé. Nous avons dit qu'il y avait dans son fait, comme dans celui de ses adversaires, absence de bonne foi et d'intelligence. L'absence de bonne foi se montre dans ses cris à la liberté, alors qu'on a mille preuves pour une qu'il n'a qu'une chose en vue, qui est de s'emparer de tout l'enseignement, et qu'il ne demande maintenant le libre exercice que pour arriver à faire passer le monopole des mains des éclectiques en ses propres mains. Sur ce point personne en France ne prendra le change.

Quant à l'inintelligence, elle n'est pas moins notoire. S'il était intelligent, il saurait que ses prétentions ne peuvent avoir d'autre résultat que de réveiller contre lui les vieilles hostilités de l'époque révolutionnaire, et de mettre de nouveau son existence même en question. S'il était intelligent, il comprendrait que le pouvoir actuel ne peut lui céder sans compromettre son existence; le pouvoir sait fort bien qu'il donnerait, par la liberté d'enseignement, des verges à ses ennemis de droite et de gauche pour le fouetter.

Si le clergé était intelligent, il se contenterait des immenses moyens d'enseignement et d'influence dont il dispose à cette

heure. Mais il n'est pas tel, il faut bien le reconnaître. Accomplissant d'une manière fort peu satisfaisante la fonction du culte et de la chaire, il veut tout embrasser, sans se rendre compte ni de sa capacité, ni de la rivalité puissante qu'il va se susciter, ni de l'hostilité révolutionnaire mal endormie, et qui déjà se réveille menaçante. Le clergé, ou du moins cette partie du clergé qui s'agit au nom de la liberté d'enseignement, ressemble à une de ces femmes qui ont des nerfs, et par suite des prétentions et des volontés contre lesquelles échouent tous les raisonnements possibles. « Je veux l'enseignement, moi! » Il veut l'enseignement! que voulez-vous! il le voudra si bien qu'il déterminera quelque nouvelle assemblée constituante à lui imposer une autre constitution civile, et puis de là des proscriptions et des désordres sans fin. La société, par réaction, sera encore une fois jetée hors de sa voie religieuse, par la faute de ceux qui précisément devaient l'y maintenir.

Oui, certes, la partie du clergé dont nous parlons manque d'intelligence; elle en manque par ses prétentions, que ne justifient ni son dévouement ni sa science; elle en manque surtout par son alliance avec un parti que le sentiment populaire repousse.

Après 1830, et pendant les quelques années où, tenu dans la crainte, le clergé se montra modeste, la vieille hostilité contre le catholicisme s'évanouissait rapidement; les livres antireligieux, qui eurent tant de cours sous la Restauration, n'étaient plus recherchés, et une heureuse réaction s'opérait dans les esprits. Mais le pouvoir ayant songé à profiter de l'influence du clergé, celui-ci, aussitôt qu'il se vit recherché, commença à croire que « l'abîme des révolutions » était à tout jamais fermé, et ses prétentions croissant avec une rapidité qu'on peut appeler folle, il est venu aujourd'hui à être presque menaçant. En vérité, le clergé se fait d'étranges illusions sur ses forces! Qui donc lui fera comprendre que l'avenir n'appartient pas au parti avec lequel il se démène? qui donc lui fera comprendre que sa conduite présente ne peut que causer une explosion dont il sera la première victime? qui donc enfin lui fera comprendre que c'est bien assez de la puissance qui lui est donnée, et qu'elle serait assez grande pour avoir la direction morale de la société, s'il était un peu plus pénétré du véritable sentiment chrétien?

Nous blâmons le clergé de ses prétentions, nous ne le blâmons nullement de ses attaques contre les doctrines des chefs de l'Université; c'était son droit de dénoncer à l'opinion l'immoralité de ces doctrines; c'était plus, c'était son devoir. Ce devoir, il l'a rempli maladroitement, par la raison toute simple qu'il ne le faisait pas avec un sentiment dégagé d'envie; et s'il a quelque peu découvert la plaie universitaire, il a montré la sienne en même temps, et certes la religion n'y a rien gagné.

De tout ce que nous venons de voir, il doit résulter, pour qui nous a suivi, que, bien qu'elle fût grosse de conséquences désastreuses, la querelle entre les libéraux et les prêtres est misérable, en ce sens qu'elle est dépourvue de bonne foi et d'intelligence. Nous concluons en disant que les démocrates sérieux n'y doivent prendre part que pour blâmer les deux opinions. Il faut que le parti démocratique se prononce enfin sur cette grande question, qu'il se prononce autrement qu'il ne l'a fait jusqu'à ce jour. Que de puériles préventions ne lui fassent plus fermer l'oreille à ce qu'il y a de fondé dans la critique de l'enseignement universitaire, même

lorsqu'elle est faite par des prêtres ; cela ne l'empêchera nullement de maîtriser l'ambition du clergé.

Le parti démocratique, du moins nous le croyons, ne doit pas demander la liberté d'enseignement ; il ne l'obtiendrait pas d'ailleurs de ce gouvernement ; et si jamais un pouvoir réellement démocratique était constitué, il ne voudrait pas non plus de cette liberté. En cela il ne faut pas imiter le clergé et les légitimistes. La liberté doit être subordonnée à l'intérêt national, et cet intérêt exige l'unité d'enseignement, mais d'un enseignement véritablement moral. Donc, dès aujourd'hui, il faut préparer le terrain en dénonçant les vices de l'enseignement universitaire, en forçant au plus tôt les éclectiques à la retraite. On doit, il nous semble, demander aussi que le chef de l'Université soit élu, et ne soit point soumis aux caprices ou aux exigences ministérielles, afin de redonner à l'institution cet ancien caractère d'indépendance et de dignité que lui avait enlevé le despotisme impérial. Il faut demander encore que tout individu puisse passer les examens sans qu'on ait droit de s'enquérir de la manière dont il a appris ; que l'abrutissante méthode d'interroger soit radicalement changée ; que les maîtres d'études soient revêtus d'un caractère plus digne, et qu'on puisse exiger d'eux davantage, surtout sous le rapport de l'exemple à donner aux élèves ; qu'enfin tout enseignement qui serait en contradiction avec la morale chrétienne soit sévèrement proscrit des maisons d'éducation. Ce n'est pas là, certes, toute la réforme à opérer ; il y a beaucoup d'autres points importants sur lesquels nous reviendrons prochainement ; mais ce que nous venons d'indiquer peut se faire dès aujourd'hui, et on l'obtiendrait bon gré mal gré, si l'on voulait parler haut et ferme ; car on aurait pour soi toute la nation.

En tout cela nous n'avons rien stipulé pour les enfants de notre classe ; mais le temps n'est pas venu encore. En ce moment nous n'avons qu'à nous occuper de cette génération qu'on élève si mal pour nous diriger ; et puisqu'il est probable que nous subirons quelque peu son influence, nous voulons au moins que cette influence soit aussi peu que possible funeste.

Quant au clergé, il faut l'obliger à demeurer dans les bornes de sa fonction. Qu'il célèbre le culte, qu'il enseigne du haut de la chaire, qu'il appelle la foule au sein de l'Eglise par de bonnes paroles, par des paroles inspirées par l'esprit chrétien, l'esprit de charité, de liberté, d'égalité et de fraternité ; qu'il fasse que la volonté de Dieu soit faite sur la terre comme au ciel, et, au lieu de le repousser, le peuple le bénira.

Mais, en principe, nous croyons qu'il est tout à fait nécessaire que l'enseignement universitaire soit fait par des laïcs. Il est bon qu'il y ait division de fonctions ; car si tout l'enseignement était dans les mains du clergé, il n'y aurait plus ni critique, ni, par suite, émulation et progrès. Plus d'une fois, d'ailleurs, le clergé s'est montré inférieur dans les questions scientifiques. L'affaire du clergé, après la haute fonction qui lui est assignée, c'est de surveiller l'autre corps enseignant, et de le maintenir par cette surveillance dans la bonne ligne morale. L'Université, de son côté, ne manquerait pas de faire de même à l'égard du clergé, et de l'obliger à marcher droit.

Voilà comment nous entendons la question de la séparation du clergé et de l'Université.

Les Légitimistes et les Ouvriers.

Dans une petite note insérée dans notre dernier numéro, nous avons témoigné notre étonnement d'une démarche faite par des ouvriers de Paris auprès de M. de Larochejaquelein ; et, il faut le dire, à ce premier sentiment s'étaient joints quelques doutes sur l'authenticité du fait en lui-même.

M. A. de M..., secrétaire de M. de Larochejaquelein, nous a offert la communication d'une Adresse dont il est dépositaire, et qui est couverte de 1472 signatures d'ouvriers des 12 arrondissements de Paris, qui l'ont, nous dit-il, « approuvée de leur plein gré. » Nous n'avons pas cru qu'il fût poli de déferer à cette invitation, qui suffit à elle seule pour établir à nos yeux le fait matériel de 1472 noms apposés au bas d'une Adresse.

Nos doutes éclaircis ne font pas néanmoins cesser notre étonnement ; cela ne nous a pas fait non plus obtenir le plus petit renseignement sur la manière dont les signatures ont été obtenues, et, en fin de compte, nous croyons toujours avoir le droit de contester la valeur d'un acte dont il ne nous paraît pas que des ouvriers aient eu l'initiative, d'une Adresse dont il ne nous sera prouvé qu'ils sont les rédacteurs que lorsqu'on nous aura mis en communication avec ceux qui l'ont rédigée.

Nous regrettons beaucoup enfin que des motifs que nous craignons bien d'avoir devinés aient empêché la publication des signatures, et nous aurions insisté sur ce point si le *Journal des Débats* n'avait témoigné le même désir, dans un tout autre but assurément. Nous ne pouvons néanmoins nous empêcher de faire remarquer que jamais le parti radical n'a reculé devant l'expression complète de ses sentiments, et qu'en fait de signatures rendues publiques il n'a jamais péché par excès de prudence.

La note que nous avons publiée se terminait ainsi :

« Le mépris de la classe ouvrière pour le ministère de l'étranger ne va pas jusqu'à lui faire amnistier le légitimisme. »

Cette conclusion n'est nullement modifiée par le fait dont nous parlions tout à l'heure ; et nous allons la développer, en nous appuyant simplement sur des faits irrécusables. On sera mal fondé à alléguer que *L'Atelier* ne représente qu'une fraction de la classe ouvrière, car c'est l'histoire de cette classe tout entière que nous opposerons à celle des partisans de la légitimité pour prouver qu'il ne peut y avoir aucun lien, aucun rapprochement entre deux classes dont les sentiments et les intérêts sont si antipathiques.

Et d'abord quelle signification a ce mot *ancien régime*, pour la classe ouvrière ? Ne rappelle-t-il pas l'époque la plus dure de sa misère et de son oppression, alors que le droit de travailler était une propriété royale, qui ne se conférait que moyennant une redevance en argent ? Et si en ce temps le peu de développement de l'industrie épargnait aux ouvriers quelques angoisses de misère, qu'avait-on fait de sa dignité ? S'il n'était rien dans la société politique, il était moins que rien dans la société civile : de grands obstacles le séparaient de la bourgeoisie ; mais encore celle-ci lui ouvrait-elle parfois ses rangs, tandis qu'une barrière infranchissable s'élevait entre la classe noble et la sienne. Y avait-il une justice pour lui ? sa propriété, sa liberté étaient-elles garanties sous le régime des confiscations et des lettres de cachet ? De quelle nature étaient ses rapports avec les hautes classes ? et de quel caractère se revêtait jusqu'à la *bienveillance* de celles-ci ? L'homme du peuple n'était-il pas alors tenu pour être d'une nature

inférieure? Ces préjugés absurdes ne remontent pas si haut que nos grands pères n'en aient encore mémoire.

Lorsque la grande révolution vint abolir cet état de choses intolérable, qui prit les armes pour la défense de ces abus? Qui mit la France à deux doigts de sa perte, en lui suscitant à la fois la guerre civile et la guerre étrangère? Qui plus tard essaya la contre-révolution par la corruption dans l'intérieur? Qui profita de nos désastres pour rétablir en France la dynastie maudite des Bourbons? Sont-ce les légitimistes, oui ou non?

Quant à la classe ouvrière, n'a-t-elle pas sa part dans la prise de la Bastille? Et au 20 juin et au 10 août, oublie-t-on le rôle qu'elle a joué? Au 13 vendémiaire, alors que les royalistes avaient armé une partie de la garde nationale, dans quels rangs étaient les ouvriers? Et qui donc encore arrosa de son sang les champs de bataille de toute l'Europe, voire ceux de la Vendée, si ce n'est le peuple, le peuple agricole et industriel? Était-ce pour ou contre les royalistes? En vérité, en face de ces sanglants souvenirs, de ces haines traditionnelles que rien n'effacera tant que les mêmes causes et les mêmes prétentions subsisteront, on ne sait comment décider, à voir la tactique des légitimistes, s'ils manquent de bonne foi ou bien d'intelligence. A coup sûr il leur manque une de ces deux qualités.

Faut-il que nous rappelions, nous, jeunes hommes de la génération actuelle, les souvenirs de la lutte à laquelle nos pères nous préparaient enfants? 1830 est-il déjà si loin de nous pour qu'on oublie l'unanimité des ouvriers de Paris dans cette grande colère qui renversa un trône? Et parce que nous avons retrouvé sous une autre forme presque tous les abus des gouvernements de droit divin; parce qu'une bourgeoisie orgueilleuse veut se substituer à l'ancienne noblesse; parce que nous souffrons enfin, comme nous avons souffert autrefois, on se figure que nos nouvelles misères nous ont fait oublier les anciennes, et qu'il suffira de redorer le bât pour nous l'appliquer. C'est ici le cas de répéter le mot célèbre qui disait des Bourbons : « Ils n'ont rien appris, » avec cette variante : « Ils feignent d'oublier. »

Les légitimistes jouent en ce moment un rôle dont nous ne nous plaindrons pas : ils préparent le suicide de leur parti en voulant à toute force faire croire à leur alliance avec le parti national. La fraction active de leur parti en est venue à rompre avec tout son passé, à renier ses traditions, à abandonner ses principes, qui avaient au moins droit au respect qu'inspirent toujours de vieilles ruines, pour prêcher la réforme électorale, la souveraineté nationale, le pouvoir constituant, etc.

Ces légitimistes auraient poussé les choses, pour en venir à une alliance avec le parti populaire, jusqu'à accepter sans murmurer, nous a-t-on dit, la décision de la nation, dût-elle exclure du trône leur prétendant et proclamer la république. Si cela est, ils peuvent mettre leur drapeau dans leur poche : dès ce jour-là, en effet, si leur déclaration est sincère, il n'y aura plus en France de parti légitimiste; car la légitimité est un principe absolu, qui doit primer tous les autres, ou ne pas exister.

Quant aux ouvriers, leur opinion en ceci est que les royalistes sont toujours les mêmes, et qu'il faut se défier d'eux plus encore que de qui que ce soit. C'est d'ailleurs avec une grimace assez significative que les blasonnés tendent la main au peuple, et cela ne les empêche pas de laisser passer le bout de l'oreille

lorsqu'ils rencontrent sous leur plume un des hommes célèbres de la Révolution, ou un des faits glorieux de cette époque : aux hommes que le peuple vénère, ils prodiguent la calomnie et l'injure; la gloire historique dont il s'honore, ils la nient.

Avant donc que le peuple puisse croire à la conversion sincère des légitimistes au principe de la souveraineté nationale, il faudra que ces derniers, par des épreuves décisives, fassent oublier tout un passé de cinquante années, et surtout le récent voyage à Belgrave-square, qui n'était autre chose qu'une insolente protestation contre un arrêt de la nation.

Pour en finir avec les Adresses des ouvriers à M. de Larochejaquelein, nous dirons que le langage qu'on faisait tenir à ces ouvriers était, sauf l'amnistie du royalisme vendéen, un langage qui semblerait ne devoir appartenir qu'à des démocrates. Evidemment on a voulu que ces ouvriers parussent appartenir à notre opinion politique. Or, il est bien singulier, nous le répétons, que nul d'entre nous n'ait entendu parler de cette Adresse.

Expliquera ce fait qui pourra.

REVUE DU MOIS.

Les nouvelles de l'étranger n'offrent en général que peu d'intérêt; il ne s'est passé aucun événement remarquable ou inattendu, en exceptant toutefois l'insurrection italienne.

La jeune Italie vient de se lever encore une fois; elle frémit sous la tyrannie qui l'opprime; elle se révolte contre le joug de l'étranger. C'est du royaume de Naples, cette fois, qu'est partie la flamme de l'insurrection; il y a eu des engagements entre le peuple et la troupe dans plusieurs villes, et la révolte se propage dans les Calabres. Toutes nos sympathies sont acquises aux Italiens; dès qu'un peuple souffre et qu'il a encore en lui l'énergie de se lever pour combattre ses oppresseurs, la France a toujours accepté de le soutenir dans cette sainte entreprise. Encore si nous avions conservé Ancône! Mais notre gouvernement ne comprend pas plus l'honneur et la dignité de la France que sa mission révolutionnaire et civilisatrice.

La nation italienne est tombée bien bas dans la hiérarchie européenne; elle aura besoin de grands actes de courage et de dévouement pour chasser l'étranger et reconquérir sa nationalité; mais qu'elle ne désespère pas, car le soleil de la liberté luira un jour pour tous les peuples à la fois.

Pour compléter notre bulletin extérieur, nous parlerons de la mort de Bernadotte (Charles-Jean), roi de Suède et de Norvège. Nous n'avions que du mépris pour cet homme : l'ambition personnelle lui avait fait trahir sa patrie et sa religion. Nous dirons en deux mots qu'il fut un fils ingrat de la Révolution, traître envers sa patrie, qui l'avait fait général pour la servir, et contre laquelle il a porté les armes. Il fut un roi inintelligent et à vues bornées, comme Suédois; en s'alliant à la Russie, son ennemie naturelle, il n'a voulu qu'une seule chose, consolider sa dynastie. Son fils Oscar I^{er} lui a succédé au trône. Par la mort du roi de Suède, Louis-Philippe devient le doyen des rois de l'Europe.

Nous avons été attristés, en assistant à une séance de la Chambre des Députés, de voir nos honorables aussi peu occupés des questions qui s'y décident et qui deviennent lois pour toute la France, de les voir aller et venir d'un banc à l'autre pour causer, comme on fait à la Bourse ou dans une loge à l'Opéra. Les uns entrent

dans la salle, font un tour, rencontrent un ami et s'en vont bras dessus bras dessous ; d'autres regardent une minute l'orateur, l'aspect de la Chambre, et regagnent la porte très-tranquillement. Demandez à tel Député qui a passé une heure à la Chambre ce qui s'y est fait, ce qui s'y est dit ; il sera bien embarrassé de vous répondre. C'est surtout aux membres de la gauche que nos reproches s'adressent. L'aspect de la Chambre ressemble à tout endroit public qu'on pourra imaginer, excepté à une assemblée de législateurs. Ah ! s'il s'agissait d'une question ministérielle, ce serait bien différent ; mais il ne s'agissait que de la loi des patentes, loi qui intéresse tout le monde, excepté ceux qui la font ; aussi n'a-t-elle été entendue et discutée que par une dizaine de membres, auxquels répondaient M. le ministre des finances et M. le rapporteur. Le reste des Députés ne prenait même pas la peine de voter, c'eût été trop de dérangement pour ces messieurs.

Enfin, on l'a déjà dit, et nous sommes obligés de le répéter encore, parce que nous sommes convaincus que cela est vrai, les Députés vont à la Chambre pour faire leurs affaires, et non celles du pays. On ne répètera jamais assez cela, parce qu'il faut que, après avoir bien considéré ce qui se passe, on ne soit plus ni indifférent, ni incrédule, mais bien convaincu que ce ne sera qu'avec une réforme radicale, le suffrage universel, qu'on viendra à bout de faire quelque chose de sérieux et d'utile.

La loi sur les patentes, rédigée dans un sens politique pour faire et défaire des électeurs, a été adoptée sans grandes modifications ; nous la considérons encore comme une loi sans valeur ; le principe en est mauvais. Ce n'est pas que nous soyons de ceux qui pensent qu'il est injuste d'imposer le commerce et l'industrie, mais nous voudrions qu'on le fit plus équitablement. Cette loi n'admet point d'ouvriers patentés ; que diront donc les défenseurs de la vieille organisation des prud'hommes, qui s'armaient de cette disposition de la loi ancienne pour nous dire suffisamment représentés à ces tribunaux ?

La discussion sur les fonds secrets, cette grosse immoralité gouvernementale, a donné lieu à M. Ledru-Rollin de faire un discours sur la politique réactionnaire suivie par le gouvernement, ou plutôt sur L'INFLUENCE qui gouverne sous la responsabilité des ministres : les centres étaient furieux ; ils criaient, vociféraient ; mais le Député de l'extrême gauche a été ferme et hardi à la tribune. Nous voudrions entendre plus souvent les Députés de cette partie de la Chambre : quand on est sur la brèche, c'est pour combattre.

La seconde loi importante a été celle sur le recrutement ; pour les améliorations qu'elle apporte, c'est si peu de chose que M. Soult aurait pu se dispenser de la présenter aux Chambres ; mais le vieux maréchal se croit obligé de mettre son nom à tout ce qui touche l'organisation de l'armée. Pour nous, nous y remarquons une aggravation à ce qu'on exigeait dans la précédente loi, puisque le temps du service est de sept ans à partir du mois de juillet ; c'est six mois de plus que nous aurons à donner de notre temps, qui est notre seul capital ; au lieu de sortir du service à vingt-sept ans, on aura vingt-sept ans et six mois. Pourquoi augmenter un impôt déjà si lourd et si onéreux pour l'ouvrier des villes et des campagnes ? car c'est lui qui fait l'armée, et non les fils de bourgeois, qui peuvent se faire remplacer. N'aurait-il pas été plus juste pour le jeune soldat, et plus salubre pour la France en cas de guerre, d'adopter l'amendement du général Subervie, qui deman-

dait huit ans de service, quatre années sous les drapeaux et quatre en réserve ; le remplacement aboli. Tous les citoyens passaient sous les drapeaux, et c'est alors qu'on pouvait compter sur une réserve sérieuse et instruite, soutenue encore par la garde nationale mobile.

Par la loi actuelle on n'a pas de réserve réelle, puisqu'une partie du contingent peut ne jamais passer sous les drapeaux, tandis que la partie appelée fera sept ans et demi. Si cette partie de la loi est mauvaise, le reste ne vaut pas mieux ; nous allons voir comment.

La loi admet les remplaçants, soit civils, soit militaires ; le contrat doit être passé devant notaire, et le prix de la vente placé dans une caisse publique. Toute somme reçue ou donnée en dehors du contrat est déclarée nulle ; cette clause pourra très-facilement être éludée. Le militaire pourra contracter un remplacement dans la dernière année de son service, qu'il doit finir pour son compte préalablement.

En admettant le principe injuste du remplacement, on a voulu lui ôter son côté hideux, ce que nous appelons la traite des blancs. Les marchands d'hommes n'existeront plus, mais ce sera tout comme ; il y aura des courtiers marrons, des intermédiaires qui mettront le remplaçant et le remplacé en rapport, et qui pourront encore recevoir une prime de chacun : ce sera toujours du rattachement.

Le remplaçant pourra recevoir des à-comptes sur le prix de sa vente, et, à sa sortie du service, on lui remettra le solde de son compte. Ceci ira bien pour les premiers mois de la libération ; mais que veut-on qu'un militaire, qui a passé quinze ans au service, et qui a par conséquent trente-cinq ans, fasse de 12 ou 1500 fr., lui qui n'aura pas d'état ? Il dépensera son argent pour vivre, et, au bout, il n'aura que la ressource de se faire domestique, car il sera trop vieux pour rentrer au service.

Un Député avait proposé que les parents riches ne pussent faire jouir leurs enfants de la faveur qu'on accorde aux fils de veuves ou de pères aveugles, etc., etc. Cette proposition très-juste a fait trépigner les centres. Les avarés ! ils ne veulent même pas payer !

Cette loi du recrutement cache encore un autre motif. C'est que le gouvernement n'est pas jaloux de voir le peuple instruit et dressé au maniement des armes, ce qui arriverait en faisant passer tout le monde au service militaire ; il voudrait en même temps se créer une armée de vieux militaires, détachés le plus possible de tous les liens de la famille, et en dehors du mouvement social.

Pour toutes ces raisons, et surtout pour le principe du remplacement, qui consacre encore par là l'inégalité des charges publiques et l'aristocratie des écus, nous disons que, si la Chambre n'était pas un instrument dans la main des ministres, elle aurait dû rejeter la loi.

Trois propositions ont été présentées à la Chambre : la première, de M. de Saint-Priest, sur la taxe uniforme des lettres. Malgré la modération de la taxe proposée par l'auteur, nous n'osons compter sur les bonnes dispositions de la Chambre ; il serait cependant très-juste qu'on égalisât, pour la France, cet impôt, qui rapprocherait les grands centres de la capitale : c'est le complément obligé de la communication par les voies de fer. Le port de l'argent est exorbitamment cher, et exige impérieusement une réforme. La seconde, de M. Chapuys-Montlaville, sur l'affranchissement du timbre pour les écrits périodiques, a eu les honneurs de la prise

en considération. Mieux aurait valu, ce nous semble, s'attacher au cautionnement, qui est l'obstacle le plus sérieux opposé à la liberté de la presse ; à cause de lui les journaux actuels sont obligés d'être la propriété de capitalistes qui leur imposent leur volonté ; ils ne sont pas libres dans leur marche et dans leur doctrine, ils subissent l'influence de ceux sans lesquels ils ne peuvent vivre. Que l'on affranchisse du cautionnement toutes les publications périodiques, et la presse véritablement populaire pourra être créée ; les riches n'auront plus seuls la faculté d'émettre leurs pensées. La proposition de M. Chapuys Montlaville est, en cela, une amélioration, car elle amoindrit les frais de publication.

La proposition de M. Garnier-Pagès, sur la conversion des rentes 5 pour 100, a été repoussée par une majorité de quelques voix, due à la négligence des Députés de l'opposition.

La Chambre a adopté une loi sur la falsification des boissons ; nous désirons qu'elle apporte un remède salutaire à tous les empoisonnements qui se font. Mais le vin n'est pas la seule chose qu'on fraude et altère : il faut que l'autorité soit vigilante et sévère ; il faut que les fraudeurs de tous genres soient retenus par une terreur salutaire pour la santé publique.

L'armée n'est pas assez docile au gré du gouvernement qui veut se faire obéir par le plus absurde des moyens, la terreur. On a vaguement parlé de conspiration, le fait est qu'il y a eu des arrestations dans un régiment en garnison à Vincennes ; ces jeunes soldats ont été enchaînés et dirigés, comme des criminels, sur les compagnies de discipline en Afrique ; nous sommes très-convaincus qu'il faut une forte discipline à l'armée, mais cependant nous demanderons de quel droit on traite ainsi des militaires qui n'ont subi aucun jugement ? Y a-t-il encore des lois dans notre pays ?

Le *National* a pris l'initiative, et 62 journaux patriotes se sont joints à lui pour offrir, au moyen d'une souscription nationale, une épée d'honneur au brave amiral Dupetit-Thouars et au capitaine Bruat, pour avoir, à 4,000 lieues de leur pays, défendu l'honneur de la France. Cette souscription a éveillé encore une fois le vieux sentiment national français ; c'est toujours ainsi qu'on le retrouve à toutes les occasions : c'est un blâme énergique de la conduite lâche du ministère Guizot. Nous avons vu sur les listes des pairs de France, des députés, des prolétaires, des soldats, des jeunes gens de toutes les écoles ; toute la France enfin s'associe à cette manifestation, même les Français à l'étranger.

Le mois qui vient de s'écouler a vu mourir les généraux Bricqueville et Pajol ; l'autre mois c'étaient Bertrand et Drouet-d'Erlon ; chaque jour les rangs de ces vieux braves s'éclaircissent ; bientôt nous n'aurons plus que le souvenir des hauts faits de ces fils de la République, qui se sont élancés jeunes et ardents sur les champs de bataille, pour combattre les rois et délivrer les peuples du vieux jong monarchique. . . .

Les Mystères du travail.

Il y a quelques semaines, le *Magasin Pittoresque* publiait une série de faits abominables sur l'exploitation des enfants par les manufacturiers anglais. Un des numéros du *National* de ce mois a traité ce sujet dans un article intitulé *les Mystères du travail*, et nous croyons devoir consacrer quelques colonnes à la reproduction d'une partie des faits signalés dans cet article. C'est à notre avis un des meilleurs moyens de montrer au peuple où

peuvent conduire ces théories économiques anglaises qu'on nous vante tous les jours, et à quel prix une nation peut se dire la première du monde pour l'industrie et le commerce.

.
« Un enfant de cinq ou six ans, le *trapper*, réveillé deux heures avant le jour, quitte sa dure couchette au premier cri du travail qui l'appelle. La nuit est glacée, la pluie tombe à torrents ; il est transi de peur ou de froid, peu importe ; il faut aller de sa cabane à l'ouverture de la mine, se risquer dans le panier, à la merci d'un câble qui peut casser, d'une pierre qui souvent se détache et tombe, et, cheminant ainsi, se laisser descendre au fond des souterrains.

« Là, son poste lui est assigné dans une niche étroite, à côté d'une porte dont il est le gardien invisible et aveugle. L'obscurité l'environne, et pour tout le jour. Pendant quinze heures consécutives, il faudra qu'il demeure immobile et attentif. Chaque fois qu'un bruit de roues viendra frapper son oreille, il ouvrira la porte ; le charriot passé, il la refermera. S'il s'est endormi, s'il a oublié sa consigne, — un pauvre enfant ! — il reçoit du conducteur un vigoureux coup de fouet. Ne vous hâtez pas de blâmer cet homme et sa cruauté : sa vie et la vie de ses camarades peut dépendre d'une étourderie, d'une négligence du *trapper*, d'une porte qui reste fermée trop longtemps ou qui s'ouvre mal à propos.

« Telle est la destinée du *trapper*, jusqu'à ce qu'il devienne à son tour conducteur de chariot. Passé huit ou neuf ans, on n'aurait garde de laisser inactives des forces que la nature a développées en lui malgré l'étrange vie qu'il a menée jusque-là. Donc, aussitôt qu'on l'en juge capable, il passe *driver*, c'est-à-dire bête de somme. Attelé à une corbeille roulante, la tirant des épaules ou la poussant du front, il châtie à son tour, il tyrannise le *trapper* oublieux de son devoir, et se console, en le frappant, des coups et des injures qu'il a reçus jadis. Voulez-vous maintenant connaître les effets de ce travail précoce et violent ? En exagérant la croissance musculaire, il rapetisse la stature des enfants, il déforme leurs cuisses ; il courbe leur épine dorsale, il les prédispose à l'anévrisme, à l'asthme ; il leur ôte l'appétit, il les dessèche, et, dix fois sur vingt, les fait mourir avant l'âge.

« Après le *trapper*, il faut signaler le *teerer*, son frère en souffrances. Le *teerer* est employé dans les fabriques de toiles peintes à broyer et assortir les couleurs employées par les ouvriers adultes. Il peut avoir de cinq à neuf ans. Son travail est ordinairement fixé à douze heures par jour ; mais, continue le *report*, comme on ne les laisse partir que lorsque l'ouvrier adulte n'a plus besoin d'eux, il n'est pas rare de voir des enfants de cinq ou six ans constamment occupés pendant quatorze ou seize heures consécutives.

« Que l'ouvrage presse, et cette limite, qui semble extrême, sera inexorablement dépassée.

« Thomas Sidbread, imprimeur, parlant d'un enfant par lequel il se faisait aider la nuit, après sa journée de travail, donne les détails suivants : — Nous commençâmes à travailler le mercredi, sur les huit à neuf heures du soir ; mais l'enfant avait été occupé depuis le matin à balayer les ateliers. Vous ne me croirez peut-être pas, et pourtant c'est l'exacte vérité : je ne quittai mon métier que le samedi matin à six heures, n'ayant

pas cessé de travailler, si ce n'est pendant une heure ou deux. L'enfant ne m'avait pas abandonné une minute. Alors, je tombai d'épuisement (*I was knocked up*), et l'enfant avait presque perdu connaissance. *

.....
 • A Birmingham, à Wolverhampton, à Sheffield, vous retrouverez des milliers d'enfants de huit à douze ans, passant douze et quinze heures par jour dans de vieilles maisons ruinées, sans fenêtres, serrées l'une contre l'autre, aux deux côtés de quelque étroit passage : brûlantes en été, même durant la nuit, à cause du gaz qui les éclaire alors, elles sont glaciales en hiver. Le jour n'arrive dans les pièces servant d'ateliers que par d'étroits couloirs, pratiqués pour servir d'égouts à ces misérables habitations, auxquelles les reporters ne savent quel nom donner (*houses, hutches, hovels*).

• Au contact du fer et de l'acier, les fabricants pour le compte desquels ces enfants effilent les clous, polissent les épingles, donnent aux aiguilles leur pointe acérée, aux lames de couteau leur fine trempe et leur brillant éclat, ces fabricants, disons-nous, semblent s'endurcir et prendre une cruelle rigidité. Nulle part les traitements ne sont aussi mauvais, nulle part les châtiments aussi féroces. • Le fouet de poste, les étrivières, un bâton, un marteau, une lime, le premier instrument venu sert à la colère du maître, déchaîné contre ses apprentis. Il les assomme à coups de poing ou à coup de pied quand ces armes lui font défaut.

• On a vu (nous craindrions de n'être pas croyables, et nous copions), on a vu des enfants frappés avec un fer rouge, meurtris et brûlés du même coup. Au moment où il retire de la fournaise un morceau de fer chauffé à blanc, l'ouvrier, avant de le placer sur l'enclume, le secoue et en fait tomber une pluie d'étincelles ardentes, qui vont s'éteindre sur le sol humide ; quelquefois il dirige cette pluie sur l'enfant qui lui sert d'aide et qu'il veut punir. Elle tombe sur ses mains, sur sa figure, sur sa poitrine à moitié nue : les parcelles embrasées se logent dans les plis de sa chemise entr'ouverte, et c'est à lui de s'en débarrasser comme il peut.

• Le plus dangereux travail dans les manufactures d'objets métalliques, c'est celui du *grinder* (émouleur). La poussière fine de la meule et du métal qu'elle affine se mêle à l'haleine de l'ouvrier, pénètre dans ses poumons et les affecte mortellement. Un émouleur à sec (*dry grinder*) ne vit guère au delà de trente-cinq ans ; la meule humectée (*wet grinder*) tue dix ans plus tard. C'est un compte fait, un tarif statistique, une sorte de contrat passé entre l'ouvrier et la mort. Celui qui consent à émouler des fourchettes, — les fourchettes anglaises sont en acier, comme on sait, — celui-là sait qu'il hâte encore sa fin ; et l'influence de cet horrible travail est si positive que les ouvriers qui résistent le plus longtemps sont les ivrognes. Ceci vient de ce qu'ils s'absentent de la meule plus fréquemment que l'ouvrier sobre ; et mieux vaut pour leur poitrine les flots brûlants de l'alcool que la poussière âpre et sèche mêlée à l'air qu'il respire.

• Maintenant, sachez qu'on a inventé une sorte de soufflet, un tuyau pneumatique (*dust-flue*), qui chasse et emporte cette poussière, à mesure qu'elle se produit, loin du malheureux qu'elle empoisonne, et que, loin d'adopter avec reconnaissance ce moyen de salut, il le repousse, il le blasphème, il le maudit. Son raisonnement est simple. Le travail, par cela même qu'il était périlleux, valait quelques pences de plus. Supprimez ces dangers, la

concurrence augmente, le salaire baisse. Et ne vaut-il pas mieux vivre, avec quelques jouissances de plus, quelques années de moins ? Ils le pensent ainsi ces misérables. Partout où s'élève à grands frais l'appareil sauveur, les ouvriers s'insurgent pour le renverser, et dansent ensuite sur les débris.

• Toutes ces horreurs pâlisent, dit-on, auprès de ce qui se passe dans les ateliers de modes, à Londres. Il y a là près de trente mille jeunes filles dont le travail est, absolument parlant, illimité. Selon les circonstances, elles restent à l'ouvrage de quinze heures par jour, — c'est le moins, — jusqu'à dix-huit et même vingt-deux heures. Jamais elles ne dorment plus de six heures ; le plus souvent elles n'ont que quatre heures de sommeil : il n'est pas rare qu'on diminue de moitié cette dernière nuitée.

• Dans les magasins bien réglés, où l'on prend souci de la santé des ouvrières, elles sont à l'ouvrage dès quatre heures du matin pour ne le quitter qu'à onze heures du soir. Si la reine reçoit, s'il se donne quelque fête splendide, si un deuil de cour est ordonné, il est bien entendu que les nuits et les jours ne comptent plus. La besogne est là, il faut la faire. Le repos dominical lui-même n'existe pas ; le précepte religieux cède aux fantaisies de la mode, et cela chez le peuple qui se vante le plus de son respect pour le culte national. Tel mariage aristocratique a coûté la vie à trois ou quatre pauvres filles du peuple, et quand la riche fiancée montait à l'autel, couverte des parures sorties de leurs mains, elles s'en allaient, elles, expier dans quelque hôpital, et plus tard au fond de la tombe, le malheur de leur naissance, le crime de leur pauvreté !

• Il resterait à examiner, après toutes ces souffrances physiques, les misères morales ; et dans quels abîmes de corruption ne descendrions-nous pas alors ? Car ces créatures pliées sous le joug industriel ne livrent pas seulement à Mammon leur pauvre corps, dont le vampire industriel épuise les veines, dont il infecte le sang, dont il tourmente et ploie la frêle charpente, mais aussi leur âme qu'il énerve, qu'il prive de lumière, qu'il abâtardit et qu'il souille. Lisez ces enquêtes, et vous verrez. Ici, un enfant de seize ans qui pour la première fois entend le nom de Jésus-Christ. Plus loin, c'est un citoyen anglais, en âge de voter aux élections, qui ne sait pas au juste si l'Écosse fait partie des Trois-Royaumes. Un autre n'avait jamais entendu parler de la France (*I never heard of France*). Un autre n'avait jamais entendu parler de Dieu. Et sur ce propos :

LE MANUFACTURIER (au commissaire) : Vous avez paru surpris que Thomas Mitchell (on venait de l'interroger) n'ait jamais entendu parler de Dieu ; mais je pense que bien peu de ses camarades en savent là-dessus plus long que lui. *

DISCUSSION DU CONSEIL MUNICIPAL,

AFFAIRE DES PRUD'HOMMES.

Au moment de mettre sous presse notre numéro de mars, nous apprenions la décision prise le 6 du même mois par le conseil municipal ; nous avons publié cette décision sans pouvoir la faire suivre d'aucune réflexion, sans entrer dans aucun détail ; nous venons aujourd'hui, conformément à notre promesse, communiquer à nos lecteurs les renseignements qui nous ont été transmis.

Il s'agissait, on s'en souvient, de déclarer qu'il y avait lieu à installer à Paris un conseil de prud'hommes, celui de l'industrie

des métaux ; car la commission spéciale du conseil municipal avait réduit ainsi la proposition de l'administration. Ce biais seul a pu donner gain de cause aux solliciteurs de prud'hommes ; on n'a pas voulu leur refuser le plaisir de leur accorder une expérience.

Cependant la proposition n'a point été immédiatement adoptée : loin de là ; la discussion a duré tout le jour, et si la victoire nous a fait défaut, du moins nous avons trouvé, dans le sein du conseil, d'honorables et habiles défenseurs. La majorité a été bien faible ; si l'on avait dû voter à la majorité absolue des voix, le projet officiel aurait été rejeté ; 18 votants se sont prononcés pour son adoption, 11 l'ont repoussé.

Nous aimons à remercier ici les honorables membres du conseil municipal qui ont bien voulu défendre l'intérêt des ouvriers, comprenant que l'équité et la prudence étaient dédaignées par les auteurs du projet.

Les membres de cette minorité appartenaient, pour la plupart, à l'opposition ; cependant plusieurs conservateurs intelligents en faisaient partie, et si un député radical bien connu nous a défendus avec habileté et chaleur, un conservateur nous a aussi appuyés de toutes ses forces ; il n'y a point eu, par conséquent, de vote politique dans cette question, ainsi que l'auraient désiré les solliciteurs de prud'hommes, qui nous avaient représentés, nous et tous les ouvriers opposés à leurs projets, comme des *insurrectionnistes* dangereux. Le conseil municipal, dédaignant ces misérables clameurs, a senti que l'établissement d'un conseil de prud'hommes à Paris est d'une tout autre importance ; c'est un des points du grand débat qui amènera bientôt une réforme sociale complète, réforme si les puissants veulent être à la fois justes et humains, mais révolution terrible s'ils refusent d'ouvrir leurs oreilles aux conseils de la prudence, si leur cœur reste fermé à toute sympathie pour nos misères.

Examiné de ce point de vue, le débat du conseil municipal est d'une haute importance ; sept votants seulement ont décidé de la majorité, alors qu'il s'agissait de défendre le bon droit des ouvriers, de repousser une demande faite par ceux qui élisent le conseil municipal, appuyés de toutes les protections du pouvoir et de ceux même qui, amis imprudents, sollicitaient pour nous une institution dangereuse que, dans leur inexpérience des choses de l'industrie, ils croyaient favorable à nos intérêts.

Le débat a été long et sérieux au sein du conseil municipal ; nos défenseurs ont longuement remontré combien il est ridicule de prétendre vouloir établir un tribunal de conciliation, quand l'une des parties est exclue du choix des arbitres ; combien il est injuste et contraire à nos lois fondamentales d'établir des tribunaux composés d'hommes qui, juges et parties dans leur propre cause, peuvent toujours être soupçonnés de rendre des arrêts conformes plutôt à leurs intérêts propres qu'à l'équité ; combien il est absurde de prétendre donner à l'industrie des juges habiles, quand les prud'hommes sont composés de maîtres seuls, maintenant que la plupart des gros industriels, véritables capitalistes, n'ont souvent pas même les premières notions de la profession qu'ils exploitent ; combien il est imprudent de semer parmi nous de nouvelles causes de discordes, alors que les griefs des pauvres sont déjà si nombreux. Tous ces motifs ont été inutilement développés à la majorité du conseil municipal, qui d'avance avait un parti pris, et qui, pour toute réponse aux objections qu'on lui faisait, répondait : *Nous voulons faire un essai, une simple expé-*

rience. Comme si la justice était une chose sur laquelle on peut s'amuser à expérimenter.

Voici les principales propositions faites par la minorité :

« Il n'y a pas lieu d'établir le conseil demandé. » L'assemblée délibère sur cette proposition, et paraît quelques instants décidée à l'adopter ; un membre propose d'ajouter le mot *quant à présent* et de rédiger ainsi l'amendement : « Il n'y a pas lieu, quant à présent, d'établir le conseil demandé. » Des membres de la majorité font remarquer que cet amendement constitue, outre le rejet, un blâme sur les auteurs de la mesure proposée, et une demande indirecte de réforme dans la législation. Cette observation amène une longue discussion, à la suite de laquelle l'amendement et le sous-amendement sont rejetés.

Il est ensuite proposé de déclarer que la juridiction des prud'hommes sera facultative, c'est-à-dire que les parties auront le droit de choisir entre le conseil des prud'hommes et le juge de paix ; cette nouvelle proposition, d'abord vivement appuyée comme mesure de transaction, est enfin repoussée, attendu que le jugement des prud'hommes, devenant facultatif, cesse d'être obligatoire et exécutoire par les voies de droit.

Enfin, après toute une journée de débat, la proposition officielle est adoptée dans les termes que nous avons fait connaître par notre dernier numéro.

Maintenant reste à paraître l'ordonnance royale décrétant l'institution, à Paris, d'un conseil de prud'hommes pour les industries métallurgiques ; à la suite de cette ordonnance, le conseil municipal sera de nouveau convoqué pour voter les fonds nécessaires à l'installation du conseil. Puis paraîtront les listes électorales, et enfin aura lieu l'élection des prud'hommes, suivie de leur installation. En supposant, ce qui est probable, que l'ordonnance d'établissement ne se fera point attendre, que les fonds seront votés par le conseil municipal, une difficulté nouvelle s'élèvera au moment des élections. En effet, on s'est appuyé sur ce que les ouvriers patentés font partie du conseil pour déclarer que l'intérêt des ouvriers s'y trouvait suffisamment représenté ; or, d'après la loi nouvelle sur les patentes, il n'y a plus d'ouvriers patentés. Ne résulte-t-il pas de là qu'il n'y a plus même le moyen de faire une équivoque, pour chercher à établir que l'intérêt des ouvriers n'est pas sacrifié à celui des maîtres, et que, l'un des éléments constitutifs des conseils de prud'hommes venant à manquer, la loi actuelle des prud'hommes devient maintenant inexécutoire, et que chacun, jusqu'à sa révision, a le droit de décliner la compétence des conseils de prud'hommes ? Nous ne nous étendrons pas aujourd'hui plus longuement sur ce point, mais nous nous réservons d'y revenir : seulement, nous recommandons cette observation au conseil municipal : quand il y aura lieu pour lui de voter les fonds demandés, il aura la possibilité de revenir sur une première décision, et ce retour est même un devoir pour lui ; car il est incontestable que si, dans la formation actuelle des conseils de prud'hommes, il n'y avait pas eu une place réservée à ce que l'on appelait les ouvriers patentés, le vote du 6 mars aurait été bien différent.

Tant que la discussion a pu être utile, *l'Atelier* n'a reculé devant aucune démarche à accomplir ; tant que les protestations seront possibles, *l'Atelier* en prendra sans crainte l'initiative, et quand les tribunaux de prud'hommes seront en fonctions, les colonnes de notre journal seront ouvertes à toutes les réclama-

lions de nos camarades, et, par un compte-rendu aussi complet que possible des débats, nous mettrons le public à même de juger si nos réclamations sont fondées.

Nous savons bien que, pour se faire pardonner l'odieux et l'injustice de leur formation, les prud'hommes commenceront d'abord par se montrer bienveillants pour les ouvriers; ils se donneront l'air de nous juger paternellement; mais ils ne seront pas longtemps sans se laisser entraîner par l'égoïsme et l'esprit de caste. Et si (ce qui n'aura pas lieu, l'avenir le prouvera) les jugements des prud'hommes étaient exempts de tout soupçon de partialité, nous n'en protesterions pas moins contre leurs arrêts, au nom de notre dignité, qui ne nous permettra jamais de subir la prédominance légale, le patronage judiciaire d'hommes dont tous les intérêts sont opposés à ceux de notre classe, c'est-à-dire aux droits de dix millions de citoyens.

De la caisse de retraite pour les vieux ouvriers.

Nos lecteurs n'ont pas oublié une critique assez vive que nous fîmes, il y a quelques mois, d'un projet de caisse de retraite en faveur des ouvriers. Nous avions pensé que ce projet, remis par son auteur entre les mains d'une commission de philanthropes très-connus, pouvait être considéré comme à peu près enterré. Il n'en a rien été; la commission, présidée par M. le comte Molé, a présenté sur cette institution un rapport au ministre, et l'a accompagné du texte d'un projet de loi destiné à la réaliser. Force nous est donc de revenir sur ce sujet, au risque d'être exposés à redire la même chose en d'autres termes.

On se tromperait fort si on pensait que nous incrimions le moins du monde les intentions du véritable et unique auteur de la proposition, M. Macquet: nous sommes au contraire les seuls qui lui rendions assez de justice pour le nommer. On tomberait également dans une grande erreur si l'on nous supposait capables de trouver la création d'une caisse de retraite une chose détestable, parce que Messieurs tels et tels, adversaires de nos idées en politique, ont collaboré avec M. Macquet, à peu près comme M. Scribe collabora avec les jeunes écrivains qui travaillent pour le théâtre. On nous permettra de dire cependant qu'il est de certains noms qui ne doivent pas être attachés à aucun acte de ce genre, sous peine de mort pour l'œuvre qu'on veut tenter. Tel est le cas dans lequel s'est trouvée l'institution de la caisse des pensions de retraite, dont la pensée première, toute sympathique aux souffrances de notre classe, a dû se trouver bien étonnée de l'appui de quelques hommes qui, dans les questions de même nature, notamment dans celle des prud'hommes, n'ont certes pas prouvé qu'ils aient grand souci de notre bien-être ou de notre dignité.

Au surplus, tout ce que nous pourrions ajouter n'empêcherait pas, on le pense bien, nos gouvernants de réaliser ce projet de caisse, surtout s'ils entrevoyaient que cela pût les décharger un peu de l'inquiétant dépôt des caisses d'épargne, en en capitalisant une partie, dont le remboursement ne serait pas plus exigible que celui de la dette publique. C'est sous un point de vue seulement, celui de sa tranquillité, que le gouvernement envisagerait les bienfaits de l'institution, et non autrement; il a fait ses preuves de sympathie pour les ouvriers, et il ne s'élèvera pas le moindre doute parmi nous sur le mobile de sa décision, quelle qu'elle soit.

Nous pouvons contribuer à lui faire prendre une décision négative en lui disant que les sommes déposées aux caisses d'épargne par les heureux d'entre nous peuvent difficilement être transformées en versements réguliers et non remboursables, puisqu'ils n'ont eu pour la plupart d'autre but que d'assurer l'ouvrier contre les maladies et les chômages, fléaux qui suffisent de reste pour absorber l'épargne. Les rares ouvriers qui peuvent mettre de côté ne pourront guère parer à la fois à la maladie et au chômage par la caisse d'épargne, et à la vieillesse par la caisse de retraite. Ils préféreront le dépôt remboursable à volonté, persuadés qu'ils sont de son incontestable utilité, à un versement continu, pendant vingt ans, de sommes dont ils ne sont aucunement sûrs de toucher l'intérêt, et dont leurs familles, s'ils venaient à mourir, ne pourraient recueillir que quelques débris. L'institution, en définitive, profiterait donc encore à ceux qui sont déjà les principaux et importants déposants de la caisse d'épargne, les employés, les officiers de l'armée et quelques domestiques; encore ces derniers, qui ont souvent de longs chômages à redouter, goûteraient-ils médiocrement la nouvelle panacée.

Telles sont les critiques que nous ferions au projet si nous étions mus par l'esprit étroit et égoïste des partisans de la caisse d'épargne, et nous sommes persuadés qu'elles se produiront dans des rangs opposés au nôtre; mais il en est d'autres que nous avons déjà émises en partie, et sur lesquelles nous devons insister; car presque tout ce que nous avons dit des caisses d'épargne peut s'appliquer à la caisse des pensions, sous le rapport surtout de l'impossibilité où se trouve l'immense majorité des hommes du peuple, aussi bien agriculteurs qu'ouvriers, d'y faire le moindre versement.

Si, quand la mitraille a criblé un bataillon, le chirurgien pansait d'abord les égratignures, puis soignait ensuite les contusions avant de songer aux blessures graves, une telle conduite ne serait-elle pas justement blâmée et punie? C'est pourtant depuis longtemps la marche adoptée par un petit nombre d'esprits honnêtes, dont la bonne volonté ne saurait être mise en doute, mais auxquels on peut sans crainte adresser le reproche de ne pas connaître les maux qu'ils veulent guérir, et qui ressemblent tous à ce médecin ordonnant du Bordeaux et de bonne viande grillée à un pauvre ouvrier, malade de n'avoir pu vivre que de pain et de fromage.

Nous nous adressons donc à ces quelques hommes qu'on rencontre encore de temps à autre parmi les riches, et qui s'occupent de rechercher les moyens d'améliorer le peuple au physique comme au moral; à ceux qui ne font l'aumône que dans le secret le plus absolu, qui ne font pas partie de toutes les sociétés ou comités de bienfaisance, qui ne dansent pas au profit des pauvres, qui ne se font les protecteurs de personne; nous nous adressons, disons-nous, à ces hommes rares, persuadés que leur cœur nous comprendra, quand nous leur dirons que, les maux du peuple qu'il importe le plus de secourir, ce sont ceux de cette immense quantité d'ouvriers jetés à demi nus et sans pain sur le pavé des grandes villes; qu'il leur faut, à ceux-là, non-seulement du travail, mais du travail libre, honoré, et rétribué de façon à ce que leur corps ne s'étiolle plus, et que leur esprit ne soit plus exposé à la corruption qu'amène l'extrême misère. Puis il faudra penser à ces pauvres paysans, si malheureux aussi, serfs de la grande propriété territoriale, comme nous sommes serfs de la féodalité marchande et

manufacturière. Ces travaux d'Hercule accomplis, alors, mais seulement alors, nous verrons avec plaisir se multiplier les institutions de prévoyance et de solidarité, qui naîtront de l'esprit d'association, et la caisse des pensions de retraite aura son tour, à la condition seulement qu'elle sera combinée de manière à ce que personne ne soit tenté de désirer la mort de ses co-associés pour avoir une plus grosse part.

Ceux qui conviendront que nous avons raison nous demanderont sans doute si nous pouvons les mettre du moins sur la trace des moyens à employer pour effectuer ces immenses transformations. Nous pourrions leur recommander de tirer de ce que nous avons déjà écrit sur ce sujet tout le parti convenable, en examinant la valeur de nos demandes et en nous mettant à même de répondre aux objections qu'on y peut faire. Nous annonçons en outre l'intention où nous sommes de rassembler prochainement et de résumer dans une série d'articles le produit de nos recherches sur ces réformes, ce qui ne nous empêchera pas de dire aux hommes de bonne foi, qui travaillent pour le peuple : « Commencez par le commencement, » et aux philanthropes : « Nous ne sommes pas vos dupes. »

LES OUVRIERS PEINTRES (ASSOCIATION LECLAIRE).

Le Siècle et quelques autres journaux ont sonné de la trompette en faveur d'une soi-disant association fondée récemment entre un maître et ses ouvriers ; à les en croire, le problème de l'organisation du travail était résolu : M. Louis Blanc avait les honneurs de l'invention, et M. Leclaire, entrepreneur de peinture, ceux de la mise en pratique. Nous nous sommes mis en quête, et le premier résultat de nos recherches nous a convaincus que M. Louis Blanc, dont nos lecteurs connaissent les théories, n'était absolument pour rien en cette affaire, qui n'est que la simple spéculation d'un entrepreneur.

Les éloges quelque peu risqués dont cette association a été l'objet dans la presse, nous ont engagés à examiner attentivement quels services elle pouvait rendre et quel pas elle pouvait faire faire à l'organisation du travail. Nous le déclarons tout d'abord, nous sommes loin d'être satisfaits du résultat de nos investigations, puisque nous avons acquis la triste certitude que, si les ouvriers trouvent dans cette société quelques améliorations matérielles, ils ne les paient que trop largement par l'abandon qu'ils sont obligés de faire de leur dignité et de leur indépendance.

M. Leclaire, tout en appelant ses ouvriers au partage des bénéfices du travail, n'a pas voulu faire le sacrifice du plus mince des droits que les maîtres s'attribuent ; bien au contraire, et le règlement qu'il a rédigé pourrait servir d'argument à ceux qui voudraient prouver que l'infériorité des travailleurs est reconnue par eux-mêmes. En effet, nul droit n'est stipulé pour les ouvriers ; nul recours contre le caprice ou l'arbitraire du maître n'est possible ; c'est la tutelle la plus entière, le patronage le plus complet que l'on puisse imaginer, tutelle et patronage qui ne se manifestent que trop aujourd'hui dans l'industrie, mais auxquels du moins l'ouvrier n'a pas donné son adhésion.

Notre intention n'est pas de faire l'analyse critique du règle-

ment de la maison Leclaire ; nous voulons seulement, en insistant sur quelques points, appeler l'attention des travailleurs sur les tendances des contrats dressés par les semi-philanthropes. Contrats qui arriveront insensiblement, tout en affectant une feinte bienveillance, à enchaîner la volonté et le libre arbitre de ceux qui n'ont d'autres ressources que le travail de leurs bras. Du reste, nous nous sentons à l'aise en examinant ce règlement ; M. Leclaire du moins a le mérite de déclarer hautement qu'il est spéculateur. Il ne se pose pas en *père des ouvriers* ; son but, dit-il, n'est autre que de faire une bonne opération commerciale ; aussi ne nous appesantirons-nous pas sur les avantages qu'il s'est réservés, bien que 6,000 francs par an, le partage dans les bénéfices au prorata des appointements et le paiement des intérêts du capital nous paraissent des avantages énormes. M. Leclaire était parfaitement dans son droit lorsqu'il s'attribuait la part du lion ; comme nous sommes parfaitement dans le nôtre en faisant connaître au public, aux ouvriers peintres surtout, la valeur réelle de l'association en question.

Sans analyser ici les statuts de la maison Leclaire, contentons-nous d'examiner si, comme l'a dit la presse *libérale*, l'avenir des travailleurs se trouve intéressé au succès de cette entreprise. La société Leclaire a pour mobiles l'intérêt, l'amour du gain ; de dévouement et de fraternité, il n'en est pas question. Là, pour obtenir un salaire plus élevé, mérité ou non, il n'y a qu'un moyen, celui de plaire au maître ; et malheureusement la logique prouve que, pour atteindre ce but, des rivaux envieux ne reculeront devant aucune manœuvre. En effet, que leur importe l'opinion de leurs compagnons dont ils n'attendent rien ? Ils sentent qu'ils ne seront pas rétribués selon leurs œuvres, mais bien suivant qu'ils auront su capter la bienveillance de leur patron ; il faut donc l'acquiescer à tout prix. Que résulte-t-il d'un tel état de choses ? C'est que, loin d'unir les hommes entre eux par un sentiment fraternel de bienveillance réciproque, on les conduit directement à l'antagonisme le plus complet. Il ne pourrait jamais en être ainsi dans une véritable association ouvrière, où le principe de l'élection peut seul donner des droits et des avantages aux plus méritants. L'espèce d'association que M. Leclaire a conçue n'a, au contraire, aucune chance d'avenir ; déchirée intérieurement par les mauvais sentiments qui la constituent, pour ainsi dire, elle tombera dès que la main qui l'a formée se retirera d'elle. Pour nous ce n'est donc qu'un fait sans puissance, et sur lequel on n'ira certainement pas se modeler. L'antagonisme tuera, selon nous, toutes les sociétés qui, comme celle des peintres en bâtiment, par exemple, n'en auront pas soigneusement éliminé le germe dans leurs bases constitutives ; ce vice radical leur retirera, partout et toujours, toute fécondité.

Nous signalerons encore, à propos de la société Leclaire, quelques dispositions qu'il est bon de ne pas passer sous silence. Ainsi, par exemple, tout en déclarant déplorable l'usage habituel des industriels de renvoyer les ouvriers qui ont usé chez eux et pour eux leurs forces et leurs années, on ne trouve pour y remédier qu'un moyen, et il n'est pas nouveau : c'est d'opérer une diminution sur le salaire des vieillards. Ce n'est certainement pas ainsi qu'agirait une association ouvrière ; elle saurait bien trouver à employer avantageusement l'expérience et le savoir des vieux ouvriers, et, si la nécessité la forçait à recourir à quelques restric-

tions, quelle que fût leur nature, elles ne consisteraient certes pas à retirer aux vieillards et aux infirmes les soins et les égards que la justice et l'humanité leur attribuent impérieusement.

Constatons encore dans ce règlement quelques clauses qui indiqueront à nos lecteurs le cas que son auteur y fait de la liberté et de l'intelligence de ceux qui sont contraints de les observer : Tout ouvrier qui, pour une affaire politique quelconque, aura été mis en prévention, sera remercié; il va sans dire qu'il en est de même pour les coalitions, etc.; il existe de plus un article qui donne au directeur le droit de faire souscrire ses ouvriers, sans les consulter, à telles œuvres charitables qu'il juge convenable, etc.

Il faut avoir cette charte sous les yeux pour reconnaître, dans les mille petits détails qu'elle renferme, comment, en assujettissant les travailleurs à une complète dépendance, en traçant d'avance la ligne inflexible qu'on leur impose, on amène les ouvriers à n'être plus que des machines à production, ne jouissant pas même de la liberté que la discipline militaire laisse encore aux soldats. Et l'on voudrait nous faire croire qu'avec de pareils moyens on espère arriver à l'émancipation des classes ouvrières ! Cela n'est pas possible; non, ce n'est pas en les abrutissant moralement, par la confiscation pour ainsi dire de toute initiative, ce n'est pas en leur disant : « Vous êtes incapables, laissez faire vos maîtres, contentez-vous de songer au boire et au manger, » qu'on peut les affranchir; ce qu'on veut, c'est, en les leurrant, s'assurer une lucrative domination.

A ce propos, s'il était nécessaire de donner une nouvelle preuve du bon vouloir de certains journaux à notre égard, et de la manière dont la plupart d'entre eux comprennent encore aujourd'hui l'amélioration du sort des travailleurs, nous n'aurions qu'à citer leurs réclames en faveur de l'association qui nous occupe, réclames qui, faites par l'un d'entre eux, ont été, suivant l'habitude paresseuse d'une partie de la presse parisienne, copiées et répétées sur tous les tons pendant une huitaine de jours. Nous nous en abstenons dans l'espoir qu'un jour enfin ils se donneront la peine d'aborder sérieusement ces questions sérieuses d'organisation et d'association, et qu'alors les rares voix sur lesquelles les ouvriers peuvent compter dans la presse leur donnant l'exemple, la cause du véritable producteur, unanimement défendue, sera bien vite gagnée. Nous aimons mieux croire à la prochaine réalisation de cet état de choses, que de dire, avec beaucoup des nôtres, que, la pensée intime de ces prétendus amis du peuple, c'est la crainte de voir les *barbares*, en s'aidant de l'association véritable, marcher rapidement à leur affranchissement, c'est la crainte de voir luire le jour où, prenant place dans la vie active et faisant leurs affaires eux-mêmes, ces barbares forceront les spéculateurs à donner leur démission.

Pour terminer avec la société Leclaire, nous dirons en peu de mots que ce n'est pas ainsi que nous entendons l'association. Pour notre part, nous repoussons de toutes nos forces, entre autres choses, la prépondérance du capitaliste dans les associations; nous voulons la surveillance complète, soit directe, soit par délégation de tous les associés, et surtout que la gérance, confiée par l'élection au plus digne et au plus capable, soit certaine de l'appui et du concours de tous. C'est à ces conditions seulement que nous pouvons reconnaître une association sérieuse

et moralisante; c'est par elles, nous l'espérons, que l'on arrivera à l'affranchissement des travailleurs; hors d'elles, nous ne voyons que des réunions d'hommes plus ou moins égoïstes, mais sans aucune pensée de libération et de fraternité.

En résumé, la société Leclaire, qui ne s'appuie sur aucune des conditions qui nous paraissent impérieusement nécessaires pour donner de bons résultats, n'est autre chose, à nos yeux, qu'une maison habilement organisée pour faire une concurrence dangereuse aux autres entrepreneurs; lesquels se verront bientôt obligés de baisser les salaires; elle ne peut avoir d'autre but, et nous sommes certains que, dans ces temps de misère et de spéculations, M. Leclaire trouvera promptement des imitateurs. C'est surtout dans cette prévision que nous avons cru de notre devoir d'avertir les travailleurs du piège dans lequel on pourrait chercher à les faire tomber, en abusant du mot association.

PROCÈS DES OUVRIERS BOUTONNIERS.

Au commencement de l'hiver dernier, M. Lefèvre, fabricant de boutons, voulut diminuer les salaires, et fit afficher dans ses ateliers un tarif par lequel, au dire des déposants, les ouvriers boutonniers ne pouvaient plus gagner que 12 à 13 francs en six jours de travail. Les ouvriers s'opposèrent à son application aussitôt qu'ils le connurent, et comme leur cause était commune, ils crurent ne point être dans l'illégalité en agissant en commun pour empêcher cette nouvelle réduction qui allait augmenter leur misère. C'est là le fait pour lequel six ouvriers étaient traduits, le 27 mars, devant la 7^e Chambre. Trois d'entre eux ont été condamnés : Hanroy à un mois d'emprisonnement, Charbonnier et Ballandard à dix jours de la même peine.

Nous ne récriminons point contre cette condamnation; nous devons respect à la chose jugée; seulement nous ferons remarquer qu'à l'occasion de ce jugement on a calomnié les ouvriers. Selon l'habitude, on s'est efforcé d'établir qu'ils s'étaient réunis dans des cabarets pour s'exciter par des libations; qu'ils avaient eu recours à la violence, et qu'ils avaient fait entendre des menaces contre le fabricant Lefèvre. Qui ne reconnaît ici le grossier mensonge renouvelé chaque fois qu'il se présente un fait de même nature? Pour toute réponse à ces attaques déloyales, nous n'avons besoin que de citer les paroles adressées franchement par l'un des prévenus à M. le président, qui demandait pourquoi l'on faisait des quêtes parmi les ouvriers. — M. ADAM : « J'ai fait une collecte comme d'habitude aux approches de l'hiver pour venir au secours des ouvriers qui n'avaient pas de pain, qui étaient sans ouvrage. Ceux qui travaillaient donnaient deux francs par semaine pour les autres. La coalition devant accroître le nombre des ouvriers inoccupés, mon zèle de collecteur devait donc augmenter. »

Peut-on interdire à un ouvrier la faculté de venir en aide à celui qui abandonne les ateliers d'un maître qui avilit les prix du travail? Non; l'ouvrier qui travaille peut donner une partie de son salaire à son camarade inoccupé, quelle que soit d'ailleurs la cause de son chômage; non-seulement il le peut, mais nous disons hautement que c'est son premier devoir. Les ouvriers doivent se donner entre eux, mais *individuellement*, les moyens de résister à ces tendances continuelles de baisser le salaire; ils serviront ainsi l'intérêt public en même temps que leur intérêt

privé, puisque ces tendances sont préjudiciables, en définitive, à l'industrie tout entière. Nous engageons vivement les ouvriers à imiter M. Adam; c'est le seul moyen de résistance que nous laissons une législation ombrageuse.

Dans l'affaire des boutonniers, la vérité est qu'ils se sont entr'aides par tous les moyens qui étaient en leur pouvoir; c'est là le fait général qui a existé depuis la sortie des ateliers. Maintenant, si l'un d'entre eux emploie la violence, faut-il faire retomber cette faute sur ses camarades? En pareil cas, c'est la tactique que l'on emploie pour induire en erreur les juges, et attirer une condamnation sur la tête des ouvriers qui résistent à la diminution du salaire; mais il n'y a que des hommes dépourvus de toute idée de justice qui puissent mettre en usage un moyen aussi odieux.

Citons encore une partie de l'interrogatoire, car il en ressort que le véritable coupable c'est le promoteur de cette malheureuse affaire, c'est celui qui, dans une pensée de lucre, n'a pas craint, en suscitant dans un corps d'état tout entier une baisse générale des salaires, de jeter dans la misère les familles des ouvriers, et de les exciter par là à l'emploi de moyens illégaux.

M. LE PRÉSIDENT : Quel motif, monsieur, avez-vous eu pour réduire vos prix?

M. LEFÈVRE : Nous nous étions réunis onze fabricants boutonniers en société; les affaires étaient excessivement basses à cause du travail dans les prisons. Nous avons maintenu nos ouvriers mouleurs à 4 fr. 50 c. par jour, tant que nous avons pu vivre. Enfin, à la suite d'un conseil tenu par mes associés et par moi, nous réduisîmes les prix du travail.

M. LE PRÉSIDENT : De combien était la diminution?

M. LEFÈVRE : Deux ou trois francs par semaine environ. Voilà la réduction.

Mais voici un de ses collègues, M. Greffau, qui déclare devant le tribunal que, chez M. Lefèvre, un ouvrier, travaillant six jours consécutifs, ne peut gagner que 12 à 13 fr., et que le salaire est, en résumé, diminué d'un cinquième. M. Meunier, autre fabricant, déclare aussi que chez M. Lefèvre les ouvriers ne peuvent plus gagner que 12 à 13 fr. « Le tarif est vraiment trop bas ! » s'écrie-t-il. Il résulte évidemment des plaintes des ouvriers et du dire de ces deux fabricants que la déposition de M. Lefèvre, relativement à la rétribution de ses ouvriers, n'est pas exacte, et que la tentative de diminution était injuste et blâmable.

Et cependant M. Lefèvre est ici dans son droit; qui pourra le condamner et faire la critique de cet acte privé sans être poursuivi immédiatement comme diffamateur? La loi le protège, et, puisque l'industrie est libre, on veut qu'il puisse agir librement dans l'exercice de son état. Nous ne regrettons point que les tribunaux interdisent la critique des personnes, car peu importent les personnes dans une telle question; ce qui importe, c'est la loi qui règle et maintient un ordre de choses aussi vicieux; c'est elle qu'il faut critiquer, et dont il faut demander sans cesse le changement.

À voir ce qui se passe autour de nous, il nous semble qu'il faut être bien peu intelligent pour ne pas sentir combien une cause comme celle qui nous occupe aujourd'hui fait naître d'irritation au sein de la classe ouvrière. Croit-on qu'une condamnation asservisse l'esprit de ceux qui sont condamnés? Point du tout; ils deviennent plus circonspects, et tout en faisant en sorte de se main-

tenir dans les termes de la loi, ils s'attachent à d'autres moyens de résistance. Il est vrai que l'autorité peut les leur enlever par une nouvelle mesure législative; mais cette mesure n'aurait d'autre résultat que de grossir le nombre des mécontents.

En outre, les condamnations font ouvrir les yeux des ouvriers sur la plaie de notre époque; ils maudissent un ordre de choses qui permet aux hommes de se réduire mutuellement dans la plus extrême misère, et ils se prennent à désirer l'établissement de lois nouvelles qui puissent garantir le salaire : le plus souvent, d'un homme qui était indifférent on en fait un homme qui s'occupe activement de politique. Une fois entrés dans cette voie, les ouvriers ne tardent point à comprendre que cette prétendue liberté de l'industrie n'est qu'une monstrueuse indépendance de toute règle qui ne produit que l'anarchie, et qui engendre une guerre perpétuelle de tous les intérêts; et il devient visible à leurs yeux que si cette guerre plaît à certains chauds partisans de l'ordre, c'est parce qu'elle ne peut se soutenir avec avantage que par ceux qui ont le plus d'écus.

Nous avons demandé l'institution d'un tribunal spécial où seraient représentées les deux parties, parce que, disions-nous, il est injuste de livrer pieds et poings liés un intérêt à l'intérêt qui lui est contraire; beaucoup ont repoussé notre demande avec hauteur et dédain. Qu'ils marchent donc librement, ces aveugles partisans d'un faux système, qu'ils emploient rigoureusement tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour maintenir des privilèges qui causent parmi nous de si tristes effets, et ils ne tarderont point à montrer aux plus incrédules que leur *liberté de l'industrie* n'est autre chose pour nous qu'un dur esclavage.

Salon de 1844.

Que nos lecteurs se rassurent. Ces quelques lignes n'auront d'ambitieux que leur titre. Dieu nous garde, en effet, de vouloir trancher du connaisseur, n'ayant aucune des notions pratiques nécessaires à parler sciemment des *tons*, du *clair-obscur*, etc., etc. Mais si, au point de vue de l'exécution, force nous est de décliner humblement toute compétence, il reste néanmoins à l'art une face par laquelle il relève du jugement de tous : celle de l'influence heureuse ou fatale qu'il exerce sur le public auquel il s'adresse. Et en cela les attributions sont équitablement réparties, les droits également partagés. Si l'expert a l'avantage de l'analyse savante, de la critique éclairée, s'il peut à juste titre déverser la louange ou le blâme, le peuple, qui n'est initié ni aux imperfections de détails que porte la toile, ni aux jalousies, ni aux passions, ni aux mystères d'atelier qu'elle cache, le peuple a pour lui une prérogative non moins puissante : l'impartialité; l'effet de l'ensemble est de son ressort; il ne disserte pas, il éprouve; et lorsqu'il formule l'impression produite sur lui par la peinture, — cet enseignement par les yeux, — il est rare que sa sentence ne frappe pas juste. Il jouit sur ce point de la supériorité de perception que possède surtout l'homme dont les raffinements de la vie ou de l'éducation n'ont altéré ni transformé la nature primitive : chacune de ses paroles est l'écho d'une voix qui parle dans son cœur.

C'est avec cette seule puissance d'expérimentation que nous avons exploré le Musée; et, faut-il le dire, notre examen nous a laissés froids, car nous avons, et tout d'abord, retrouvé là cet im-

muable système commercial qui s'est superposé à tout en ce temps. Ce que nous avons vu est, non une galerie de tableaux, mais un bazar; — ce n'est pas que le talent y manque : c'est la pensée. — Oui, sans doute, nous avons reconnu des touches habiles, des conceptions hardies, des idées ingénieuses, mais l'impulsion marchande se laissait pressentir sous presque chacune d'elles; à peine si, dans l'énorme quantité de toiles déposées, nous avons rencontré quelqu'une de ces œuvres sérieuses et sévères qui accusent une méditation consciencieuse, une mûre réflexion; mais à chaque pas du caprice, de la fantaisie, des frivolités offerts en appât aux esprits chétifs. Cette école est de celles qu'on pourrait appeler *buissonnières*, car, comme ces enfants imprévoyants que le rudiment rebute, elle semble de gaité de cœur désertir toutes les questions graves qui s'élèvent, s'agitent et dominent aujourd'hui les intelligences, sans songer que, bien qu'elle en ait, quoi qu'elle fasse, tôt ou tard, — qui sait si ce n'est pas demain! — poussée, pressée, entraînée par le mouvement intellectuel, elle y sera impérieusement ramenée. Or, comment se prépare-telle à cette heure? Et, d'ailleurs, est-il de la dignité de l'art de se laisser remorquer? Sa place est-elle en tête ou en queue de son époque? Cela est triste à dire, mais il s'égare, et, nous le craignons, en connaissance de cause. Voyez : encore ces épisodes empruntés à la vie de quelques *Antonys* romanesques, qui ne sauraient émouvoir parce que le type ne se trouve nulle part; toujours ces intérieurs de certaines existences intimes dont nul ne se soucie, parce que les exceptions, à moins qu'elles ne soient sublimes, n'ont pas droit de cité dans la foule; puis, brochant sur le tout, ces éternels portraits de toutes les célébrités inconnues, — ou, qui pis est, de ces illustrations burlesques que vous savez! — que leur vanité condamne annuellement à la peine de l'exposition, et dont est complice le peintre-commerçant qui spéculé sur son *sujet* du Louvre pour se faire une clientèle.

Si nous passons aux morceaux officiels, que dire? C'est là que le système marchand se révèle dans toute sa plénitude. Abstraction faite des intérêts et du lucre, où donc est la sympathie pour la reproduction des festivals anglais du château d'Eu? où donc celle pour M. le chancelier *en simarre*, etc.? Que nous font, à nous, ces pages qu'on dirait autant de feuillets arrachés au livre de comptes d'une boutique, tant l'achat et la vente y jouent leur rôle? Que nous importent ces fragments d'une histoire de famille royale ou princière, quelque vernissés qu'ils soient d'une flatterie qui ne se contente pas d'être vénale, mais qui, parfois, abuse de l'absurde même; comme cet *Incendie de Péra*, par exemple, où l'on voit avec une angoisse douloureuse ce pauvre jeune homme, que le peintre laisse si impitoyablement se vitrifier au foyer même du sinistre? Etrange procédé de courtisan, que celui qui condamne son idole au supplice du feu!

La *Fédération* nous avait alléchés par son titre. Quand nous y sommes arrivés... hélas! nous l'avons vainement cherchée dans ces quelques groupes qui n'ont pas même l'entrain d'une kermesse de Téniers? Si l'auteur n'a voulu peindre qu'une série de costumes, une friperie en plein air, il y a réussi; oui, il y a là des mannequins heureusement drapés; des arbres, un ciel, un sol fidèlement reproduits; il y a de tout, — sauf de la vie! et, en face de ce *quadre* sans vigueur, nous nous sommes involontairement rappelés une de ces villes de marbre dont parlent les *Mille et une Nuits*. Mais est-ce que cela aurait la prétention d'être une page

d'histoire, par hasard? De l'histoire étriquée donc, amoindrie, à la portée des myopes pour lesquels elle est faite; de l'histoire travestie alors, à l'instar de ces prétendus quadrilles historiques dont on orne les bals masqués; à la bonne heure! Qu'on ne veuille se rattacher au passé, si grand qu'il soit, que par de petites choses; qu'on ne veuille rien voir en deçà ou au delà de certain rayon visuel, nous le comprenons, comme nous comprenons l'histoire autrement aussi; celle-là, surtout, car elle fut toute autre! Mais on oublie donc que cette journée n'est pas si loin déjà que nos vieillards ne s'en souviennent! C'est que nous avons eu la bonne fortune d'en connaître un, des personnages de cette scène gigantesque; nous avons vu sa face hâve se colorer, ses rides disparaître, ses regards éteints s'allumer au souvenir de ce jour où la France, jetant bas ses brassières, commençait à s'émanciper dans sa force; et la voix du vieux patriote retrouvait une mâle sonorité, ses paroles étaient passionnées et vibrantes pour nous peindre, à nous, attentifs et avides, ce drame magique dont il était un des acteurs jeunes et ardents, alors! Que M. Coudere n'assistait-il à ce récit tout du cœur, et sublime comme un des chants de l'Homère antique! Cet enthousiasme, pénétrant sa pensée, eût, nous n'en doutons pas, rejaili sur sa toile!... — Après tout, bien des indiscretions se sont commises à propos des précédents de ce tableau; bien des choses croyables se sont dites, desquelles il ressort que, là comme ailleurs, on doit divorcer avec l'*inspiration* dès qu'on se soumet à la *commande*. Pour conclure charitablement, disons qu'une œuvre trop parfaite eût couru le risque de faire disparaître dans la collection de Versailles, à laquelle est destinée la *Fédération*; et c'est au moins un acte de générosité que d'avoir ménagé la susceptibilité de MM. les tapissiers ordinaires de ce vaste magasin de peinture à la toise.

En somme, un seul sujet nous touche directement; sujet majestueux et terrible à la fois, où le peuple joue son rôle, mais le peuple vrai, le peuple des grandes choses; — le peuple de la patrie en danger! — Nous remercions l'artiste qui s'est souvenu du *Vengeur*, au milieu de tant de gens qui ne se souviennent de rien.

Cette sobriété, disons mieux, cette stérilité de pensées, dans une exposition qui compte environ 1800 envois, nous a suggéré d'amères réflexions. Ainsi, après les désertions à l'ennemi, après l'ingratitude de ces hommes, qui, devant tout au pays dont ils sont les enfants, en ayant tout reçu, la fortune, la gloire et les honneurs; après ces artistes sans cœur qui n'ont pas rougi de se faire les sycophantes de Nicolas et de Wellington; qui se sont soumis sans scrupules aux commandes de Saint-Petersbourg ou de Londres, — l'une, ennemie de la civilisation; l'autre de l'humanité; — après ces Français qui ont fait taire toute considération devant les roubles russes et les guinées anglaises, après ceux-là, disons-nous, l'époque actuelle!... Les apostasies portent fruit! — Il faut qu'on y songe, cependant; lorsqu'il n'y a plus chez l'artiste ce sentiment religieux et national qui est sa force, l'art n'est plus en progrès, mais en décadence. Que, s'il fallait des preuves de ce que ce typhus marchand, qui tend chaque jour à infecter nos mœurs, nous a fait perdre de notre supériorité, nous dirions, pour ne parler que de l'art seulement : Jetez les yeux sur tout ce qu'on se plaît à décorer du nom de beaux-arts; dans quelque spécialité que ce soit, voyez ces mesquines métamorphoses qui s'opèrent sous l'influence d'un système qui n'a confiance ni dans sa force, ni dans sa durée; en peinture, l'anarchie succéder à l'ordre, la fougue suc-

céder à la raison, l'hyperbole à la science; en sculpture, la statuette lascive détrôner la pureté des lignes, la chasteté plastique que nous avait léguée la Grèce; en architecture, le plâtre se substituer au marbre! Voyez triompher partout la sordide économie de l'air, du soleil, de l'espace et du terrain; voyez l'art du salon descendre au trafic; l'art de la place publique jaugé, toisé, mesuré comme matière à impôts et justiciable des exigences du fisc, et dites, vous qui aviez cru à l'alliance du grandiose et du bon marché, dites, en reconnaissant que les imaginations les plus riches en arabesques, les artistes les plus fertiles en fantaisies, n'en sont venus, après tout, qu'à l'exaltation de l'argent et à la glorification du pôt-au-feu, — car là est le secret de la comédie, — dites s'il y a lieu de se frotter les mains avec satisfaction, de lever le front avec orgueil?

Pour notre part, nous déplorons, sans l'excuser, la nécessité qui pousse certains hommes à abdiquer ainsi la gravité de leur tâche en se résignant à des conditions où leur talent, mal à l'aise, ne peut que produire des œuvres médiocres; mais nous sommes inexorables à l'égard de ceux qui, assez heureux pour être indépendants, désertent sans pudeur la voie austère et noble que les maîtres ont tracée, pour se jeter dans celle des fadaises et des pastiches de convention ou de complaisance, dont une renommée éphémère, comme tout ce qui est de mode, doit être le seul prix; œuvres qui, indignes de la mission de l'artiste, ne tardent pas à tomber dans le domaine du brocanteur. Le fait constaté, nous leur demanderons quel avenir est réservé à ces inspirations empruntées aux romans, aux chimères, aux excentricités de tous les temps. N'ont-ils donc pas là, sous leur main, l'histoire de la France, cette mine riche, immense et féconde à enivrer les imaginations les plus vastes, à assouvir les talents les plus exercés? Quelles leçons seraient plus éloquentes que ces reproductions dramatisées des hauts faits, des actions éclatantes, des grands événements que l'on rencontre à chaque pas en remontant nos âges? Quel historien serait plus saisissant qu'une toile qui, à la lucidité du livre, joindrait toute la pompe de la mise en scène? Et que, si leur verve leur inspirait des excursions dans la satire, ils le peuvent encore; car, hélas! les trahisons et les vices sont assez souvent le revers des vertus et des dévouements, dans l'histoire des peuples; or, glorifier les *mieux faisant*, comme disaient nos aïeux, stigmatiser les autres, voilà comme nous concevons l'utilité d'un art dont l'action peut être si puissante sur le moral des masses, en ce qu'il transforme à son gré une toile inerte en apothéose ou en pilori.

Jusque-là, jusqu'à ce que notre époque de transition soit arrivée à terme, c'est-à-dire jusqu'à l'avènement de la génération studieuse et grave qui se forme à nos épreuves, et que nous promet un avenir prochain, lorsque la plupart des questions qui s'agitent auront reçu leur solution, lorsque les idées seront assises et les positions nettement accusées, jusque là, disons nous, nous n'avons que des vœux à faire pour que tant de talent, follement prodigué dans une fausse route, s'efforce enfin de rentrer dans la voie large et profonde de la vérité; car ce sera de cette transformation seulement que datera en France la régénération de l'art populaire, en d'autres termes, de l'art national.

De niais discours à propos de fleurs et de fruits.

A la suite d'une exposition d'horticulture au palais du Luxem-

bourg, le dimanche 22 mars, on décernait des prix aux jardiniers qui avaient présenté les plus beaux produits; il y avait beaucoup de monde, et surtout beaucoup d'ouvriers jardiniers. Avant la distribution, comme c'est l'usage, on fit des discours: le président parla des admirables dons de Flore et de Pomone; puis il prit un ton dogmatique, et dit que l'homme avait sur terre *le bonheur pour but*; que conséquemment l'horticulture, augmentant ses jouissances, était, par cette raison, devenue un art d'utilité.

Un secrétaire vint après, et commença son discours en disant que les jardiniers n'avaient pris leur rang d'artiste que depuis peu; qu'autrefois on ne les considérait pas plus que des manœuvres ou des terrassiers; et il y avait tant de mépris dans ces mots qu'il aurait été impossible de prendre une autre inflexion de voix pour dire voleur ou forçat.

Enfin, le duc Decaze termina la séance en parlant de la sagesse du roi, de la bonté de la reine, de la douleur de la duchesse d'Orléans, de l'indisposition de Mme Adélaïde, de la grâce toute orléanienne de la duchesse de Nemours, de l'accouchement prochain de la princesse Clémentine; enfin, avec une émotion qui n'appartient qu'à l'espèce, il s'écria: Répétez-tous avec moi: Vive le roi! vive la reine! vivent les princes! etc.

Si nous relevons ces paroles, qu'on nous comprenne bien; ce n'est pas que nous y attachions la moindre importance, mais parce qu'elles s'adressaient à des ouvriers, et que nous ne voulons pas que ces Messieurs croient que nous partageons leurs idées, ou que nous sommes dupes de leurs jongleries.

Donc nous répondrons au président: Non, monsieur, le bonheur n'est pas *le but de la vie*; c'est là une idée fausse et funeste au dernier point; si nous la mettions en pratique, nous aurions peut-être aussi la face rubiconde, mais nous serions des égoïstes et des hommes méprisables: vous nous permettrez donc de mettre le devoir avant le bonheur.

Au secrétaire, nous dirons: Nous n'avons pas de mépris pour les manœuvres et les terrassiers; nous pensons que pour toute chose il est toujours difficile de bien faire, et qu'au contraire, ayant plus de fatigue et de souffrances que nous, c'est de tous nos camarades ceux pour lesquels nous avons le plus de sympathie.

Quant aux platitudes courtoisanesques, qu'en pourrions-nous dire?

FAITS DIVERS.

— Il circule en ce moment dans tout le canton de Zurich une pétition par laquelle on demande au grand conseil de rendre une loi qui limite la liberté d'industrie et organise convenablement les différents métiers. Cette pétition se couvre partout de nombreuses signatures. (Fédéral.)

— L'Académie d'Arras vient de mettre au concours la question suivante: « Quelles seraient les institutions de bienfaisance les plus favorables pour recueillir et élever les enfants trouvés, et quelles améliorations ou quelles modifications devraient subir à cet égard la législation de 1791 et les lois qui l'ont suivie? » Le prix, consistant en une médaille d'or de 300 francs, sera décerné à la fin de l'année.

— La falsification du sel à Paris se continue avec une audace incroyable, au grand préjudice de la santé publique et du trésor lui-même. Tous les ans, Paris consomme 27 à 30,000,000 de kilogrammes de sels. Eh bien! sur cette quantité, il a été constaté que les deux tiers provenaient de falsifications. Les industriels falsifient cette substance: 1° avec de l'eau pour en augmenter le

poids ; 2° avec de la terre ; 3° avec le sel marin des salpêtriers ; 4° avec le sel marin extrait des soutes de warech ; 5° avec le sulfate de soude ; 6° avec le sulfate de chaux ou de plâtre.

— Le *Journal de Saint-Etienne* nous apprend que les ouvriers mineurs de Rive-de-Gier viennent de cesser leurs travaux et de former une coalition pour empêcher leurs camarades de descendre aux mines. Le motif de cette coalition est la crainte, — crainte d'ailleurs fondée, — d'une réduction de salaire. Les autorités civiles et judiciaires, accompagnées d'un bataillon de ligne, se sont aussitôt transportées sur les lieux pour procéder à une enquête ; et le préfet a fait afficher un arrêté interdisant tout attroupement et menaçant des tribunaux quiconque tenterait d'interdire le travail dans un atelier ou d'empêcher les autres ouvriers de s'y rendre. Après avoir entendu la lecture de l'arrêté, faite par un des leurs, les ouvriers se sont écriés : « Il ferait bien mieux, M. le préfet, de nous promettre que la Compagnie générale ne réduira pas notre paie ! Qu'on nous promette ça, et nous allons tout de suite travailler. » D'après le *Journal de Saint-Etienne*, Rive-de-Gier ressemble, en ce moment, à une place prise d'assaut. Outre un bataillon d'infanterie, il y est arrivé de la cavalerie de Vienne.

Le *Mercurie ségusien* annonce que le sang a coulé ; l'autorité a recouru à la force pour dissiper un attroupement qui réclamait la mise en liberté de quelques ouvriers arrêtés préventivement. Plusieurs ouvriers ont été blessés de coups de feu ; l'un d'eux est mort des suites de sa blessure. C'est ainsi que l'on tranche la question, et c'est toujours avec le même concours de circonstances que se renouvellent ces déplorables événements. D'abord le maître apprend à ses ouvriers qu'il veut réduire le prix de la journée ; les ouvriers se rassemblent et se concertent inévitablement ; de là des pourparlers, des paroles vives échangées de part et d'autre. Aussitôt on arrête ceux qui ont pris l'initiative et qui ont la confiance de leurs camarades ; là commence l'émeute, les têtes se montent ; on veut délivrer ceux qui se sont chargés de la défense de l'intérêt commun ; on emploie la violence, et les soldats fusillent ces *récalcitrants*. Pareille chose arriverait-elle si les ouvriers étaient représentés à un tribunal auquel ils pourraient recourir avec certitude d'y trouver justice ? Toujours est-il que ce qui soulève ces masses d'hommes et ce qui apporte la perturbation dans le pays, c'est encore et toujours l'immense question de l'époque résumée en trois mots : la *concurrence*, le *salaire*, le *travail*, tout le problème de l'organisation industrielle.

— Le *Journal de la Mayenne* expose dans les termes suivants la situation des fabricants et ouvriers tisseurs de ce département :

« Nous avons esquissé nos misères, nous avons dit le prix du salaire payé à nos ouvriers, mais nous n'avons pas rendu cette vérité saisissable pour tous, et c'est là la mission affligeante que nous nous imposons aujourd'hui.

« Commençons par établir la situation du fabricant, aussi à plaindre que les ouvriers qu'il emploie, et si les souffrances de celui-ci n'amoin-drissent pas celles des autres, constatons bien sa position fâcheuse, ne serait-ce que pour édifier l'ouvrier sur une vérité qu'il importe de populariser.

• Le calicot vaut aujourd'hui sur place 25 c. le mètre.
• Les coupes sont de 48 mètres, soit 12 fr.
• Il entre dans une coupe de calicot 3 kilogr. 500 grammes de coton filé,
• Qui coûtent en moyenne 2 fr. 65 c. le kilogr. soit 9 fr. 30 c.
• Il est alloué au tisserand pour chaque coupe..... 2 »
• Le dévidage, l'ourdissage, l'apprêt, etc., coûtent 1 »

Total..... 12 30

• Le fabricant perd donc au moins 30 c. par chaque coupe sortant de ses ateliers.

• Voici pour le fabricant.

• Passons au développement du salaire de l'ouvrier.

• Celui-ci reçoit, pour tisser 48 mètres de calicot, 2 fr. Il lui faut une grande semaine pour terminer sa coupe.

• L'ouvrier gagne donc 2 fr. pour prix d'un travail pénible, assidu, de son séjour constant pendant une semaine tout entière dans des caves humides, insalubres.

• Mais cette somme de 2 fr. est loin de revenir intégrale aux malheureux à qui elle est si légitimement due, car il doit prélever sur ces 2 fr. le loyer d'une cave, qui n'est pas moindre de 12 fr., soit 25 c. par semaine ; le coût de l'entretien du métier, de

la fourniture de la colle, de l'huile, de brosses, des navettes, etc. Il ne lui revient pas net 1 fr. 60 c.

• Le dévidage est confié aux femmes. Celles-ci reçoivent 6 kilogr. de coton, et ce travail leur est payé 1 fr. Une dévideuse ne peut pas en faire plus de 6 kil. dans sa semaine, et encore elle est loin d'être fournie de la quantité qu'elle peut dévider. Souvent elle fait cinq lieues pour rapporter son coton, et en lui payant son modique salaire le fabricant est obligé de la renvoyer à la semaine suivante pour en avoir. Il faut alors que la malheureuse fasse cinq lieues pour retourner chez elle, et que, huit jours après, elle parcoure les mêmes distances pour obtenir la faveur de travailler une semaine pour gagner 1 fr.

• Somme toute, l'homme qui tisse et dont la femme dévide peut gagner une semaine 2 fr. 60 c., la deuxième 1 fr. 60 c., soit 8 fr. 40 c. par mois pour eux et leurs deux, ou trois, ou quatre enfants.

— Nous empruntons à la *Démocratie Pacifique* les lignes qui vont suivre, en lui laissant toutefois la responsabilité du chiffre qu'elle indique pour le salaire actuel des ouvriers doreurs, et dont nous n'avons encore pu vérifier l'exactitude :

• Jusqu'à ces dernières années, on dorait les objets d'argent, de bronze et de cuivre, au moyen d'un amalgame d'or et de mercure dont on revêtait soigneusement les pièces. On passait ensuite les objets au feu, de manière à en chasser le mercure et à ne garder à leur surface que l'or qui leur donne son brillant si recherché. Mais le mercure liquide et les vapeurs délétères de ce métal entouraient de toutes parts les malheureux ouvriers doreurs, qui, respirant ce poison par tous les pores, ne tardaient pas à en éprouver les terribles effets.

• Un art aussi insalubre a attiré depuis longtemps l'attention des sociétés savantes. L'Académie des Sciences de Genève a couronné, en 1793, un mémoire de H. A. Gosse, qui s'était appliqué à augmenter le tirant des cheminées pour entraîner plus vite et plus complètement les émanations mercurielles. En 1818, un prix de 3,000 fr., fondé par un ancien fabricant de bronze, M. Ravrio, a été décerné par l'Académie des sciences de Paris à M. d'Arcet, qui avait aussi introduit plusieurs modifications importantes dans les ateliers des doreurs. En 1841, cette dernière Académie, soucieuse d'encourager tous les progrès qui apportent du soulagement aux souffrances des ouvriers, a décerné des récompenses, dont la somme s'élevait à 15,000 fr., à MM. de La Rive, de Ruolz et Elkington, qui ont attaqué l'insalubrité de l'art du doreur dans son point capital, l'emploi du mercure. Les nouveaux procédés sont de deux sortes : l'un inventé par M. Elkington, et qu'on appelle dorure par immersion, n'est propre qu'à recouvrir d'or les bijoux en cuivre ; l'autre procédé, fondé sur l'emploi de la pile voltaïque, est d'une importance plus générale. Nous ne nous occuperons aujourd'hui que de la dorure par immersion.

• L'invention de ce procédé, quoiqu'il soit restreint aux bijoux de cuivre, a complètement changé l'industrie et le commerce de la dorure. C'est en 1836 que M. Elkington, de Birmingham, prit en France un brevet d'importation de 15 ans pour sa découverte déjà pratiquée dans ses ateliers d'Angleterre. Une société fut fondée pour l'exploitation de ce nouveau procédé, et les avantages qu'il présentait furent tels que tous les anciens doreurs sur bijoux furent forcés de fermer leurs ateliers et d'abandonner la fabrication aux cessionnaires de M. Elkington. Avant 1836, il existait à Paris 12 établissements de dorure sur bijoux employant au plus 200 ouvriers, dont le salaire maximum était de 3 fr. par jour. Aujourd'hui, plus de 1,200 ouvriers travaillent pour les cessionnaires de l'inventeur, et reçoivent un salaire quotidien de 5 à 6 fr. Les derniers ouvriers ont en outre cessé d'être les victimes des terribles maladies engendrées par le mercure. La nouvelle invention a donc incontestablement amélioré le sort des ouvriers ; elle a aussi apporté des perfectionnements nombreux dans la fabrication. Elle produit beaucoup et à peu de frais ; les nouveaux bijoux sont donc magnifiquement dorés en même temps qu'à très-bon compte.

Le Gérant : PASCAL.

Paris, — Imprimerie d'A. René et comp., 32, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORAUX ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est *exclusivement* rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les semestres par les actionnaires ouvriers, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Tout ouvrier peut participer à la rédaction de *l'Atelier*, sous les deux conditions suivantes : 1° justifier qu'il est bien l'auteur des articles qu'il propose; 2° se soumettre aux corrections indiquées par le jury.

SOMMAIRE.

Rive-de-Gier. — Revue du mois. — Discours de M. Dubouchage. — Ce qu'on veut faire de l'armée. — Pétition des ouvriers lyonnais. — Les dames du grand monde économistes et philanthropes. — Bulletin philanthropique. — VARIÉTÉS. Les Goguettes.

Messieurs les actionnaires de *l'Atelier* sont invités à se rendre à l'assemblée générale, qui aura lieu le dimanche, 26 mai, à trois heures précises, au bureau du journal, rue Pavée-Saint-André-des-Arts, n° 11.

Cette assemblée, quel que soit le nombre des actionnaires présents, nommera les membres du conseil de surveillance.

Nous nous empressons d'annoncer à nos amis et lecteurs que les réclamations, avis, renseignements, communications, etc., relatifs à la rédaction ou à l'administration de *l'Atelier*, seront reçus tous les dimanches, au bureau du journal, de dix heures du matin à trois heures.

Nous avons choisi ce jour, parce que c'est le seul dont les travailleurs puissent disposer librement. Nous les prions donc instamment d'en profiter : ceux qui voudront nous faire le plaisir de nous visiter trouveront toujours au bureau l'administrateur et un membre du jury de rédaction.

ÉVÉNEMENTS DE RIVE-DE-GIER.

N'est-il pas déplorable que les questions qui tiennent à l'économie politique ne soient soulevées et mises à l'ordre du jour, dans notre pays, que lorsque de sanglantes scènes de meurtre, amenées par la cupidité des uns et la misère des autres, sont venues prouver aux plus aveugles la vérité des amères critiques qui, depuis longtemps, se font jour contre l'organisation actuelle des conditions du travail ?

Et pourquoi faut-il que, dans les luttes engendrées par l'anarchie industrielle, nous ayons à nous plaindre autant encore du pouvoir que de l'égoïsme cruel des capitalistes ? Pourquoi faut-il à chaque instant montrer comment la force publique est mise aveuglément et facilement à la disposition de ceux qui nous mesurent le pain ?

Encore, si les événements de Rive-de-Gier étaient les seuls de cette nature, nous pourrions consoler les mineurs, soulager leurs

blessures, adoucir leurs misères, et les encourager dans l'attente de temps meilleurs. Mais, depuis quatorze ans, combien de semblables malheurs n'avons-nous pas eus à déplorer ? Notre mémoire garde toujours le souvenir des fusillades lyonnaises ; plus d'une famille déplore encore la captivité d'un des siens arrêté en septembre 1840, et, depuis lors, à chaque instant les ouvriers ne sont-ils pas atteints par de nouvelles condamnations ?

Que l'on y prenne garde, si ce système continue, on aura la guerre du salaire, guerre civile plus terrible encore que toutes celles enfantées par les querelles politiques ou religieuses ; et qui peut prévoir les dernières conséquences d'une aussi terrible lutte ?

Ce n'est point là une menace que nous faisons au pouvoir, à la société moderne : Dieu nous garde d'un tel sentiment. Quels que soient les maux que l'on fasse subir aux ouvriers, quelles que soient nos douleurs, nous ne cherchons point la vengeance : le mal ne rachète pas le mal ; d'ailleurs, au dessus des intérêts de notre classe, nous plaçons bien haut la force et la puissance nationales. Mais nous sommes mieux placés que personne pour annoncer au pouvoir que bientôt la mesure des maux du peuple sera comblée, aux classes riches que leur dure exploitation doit cesser, et qu'un jour viendra, jour prochain peut-être, où nul frein ne pourra arrêter des masses qui ont trop souffert.

Fasse le ciel que cet avenir qui nous effraie ne nous soit point réservé. Que les événements de Rive-de-Gier soient la dernière page sanglante de l'histoire des ouvriers de France ! Que ceux qui nous gouvernent, à défaut de sympathies pour nous, aient du moins l'intelligence de ne plus faire naître, par leur faiblesse, de semblables collisions ! Que, prévoyants de l'avenir, ils ne viennent plus mettre, au service de la cupidité des maîtres, un aveugle et absolue complaisance ! Que l'*Organisation du travail* ne soit plus pour eux un fantôme qui les effraie, et que, s'ils ne sont pas assez intelligents pour accomplir cette œuvre, ils le soient assez du moins pour ne point créer chaque jour de nouveaux empêchements à ceux qui s'en occupent !

Pour bien faire connaître la part qui revient à chacun dans les événements de Rive-de-Gier, analysons rapidement les faits qui les ont précédés. Le bassin houiller de Saint-Etienne, le plus riche de France, favorisé par les magnifiques voies que lui fournissent la Loire, le Rhône, la Saône, le Rhin et la Seine, dont le

uns le bordent, et les autres lui sont accessibles par de nombreux canaux, jouissait jadis d'une grande prospérité; il écoulait ses produits sur l'Ouest, le centre et le Sud, la Méditerranée et l'Océan. Les mines, possédées alors par de nombreuses compagnies, voyaient rarement leurs puits chômer, et les ouvriers, à peu près assurés de leur travail, qui leur donnait un salaire peu élevé, mais régulier, ne songeaient point à demander à la violence ou à l'agitation la sécurité que leur procuraient leurs fatigues. Si pendant trois mois de l'année le soleil ne se levait point pour eux, du moins il y avait pour leurs femmes et leurs enfants du pain, et cela leur faisait oublier leurs travaux et leurs dangers.

Mais les lois financières qui ont livré, sous la Restauration, les canaux à des compagnies de marchands d'argent, n'ont pas tardé à porter leurs fruits; partout des tarifs excessifs ont rendu impossibles les transports de la houille de Saint-Etienne. Depuis 1665, Paris tirait de là ses houilles; mais, par suite des charges onéreuses imposées à leur transport, il dut s'approvisionner ailleurs, et les mines de Belgique et celles d'Anzin, propriété de la maison Périer, vinrent remplacer complètement celles de Saint-Etienne.

La maison Rotschild et ses associés Talabot, propriétaires de mines dans le Midi, et concessionnaires des chemins de fer d'Avignon, de Beaupré, etc., se sont arrangés pour ne laisser passer sur leurs chemins que leurs charbons.

D'autres banquiers, toujours au moyen de leur droit de propriété sur leurs voies de communication, sont venus enlever aux mines de Saint-Etienne les marchés de l'Est et de l'Alsace.

De tous ces obstacles il est advenu que les charbons de Saint-Etienne n'ont pu trouver d'écoulement qu'à Lyon, Saint-Etienne et dans les usines environnantes, dans un rayon de 50 à 60 kilomètres. A ces causes de détresse pour les compagnies houillères se joignaient la mauvaise administration, qui coûtait des sommes énormes sans bons résultats, les intérêts toujours grandissant à payer aux actionnaires et aux banquiers, et les dilapidations de toutes sortes qui sont dans les habitudes des sociétés industrielles: ces dernières causes étaient pour beaucoup dans la ruine des compagnies.

Alors a commencé pour toutes les compagnies une époque de ruine, et leurs directeurs ont cherché, par tous les moyens possibles, à éviter les désastres qui les menaçaient.

Les frais augmentant chaque année et la vente diminuant, les compagnies, fondées par la soif du gain, songèrent à diminuer d'un commun accord leur extraction pour éviter l'encombrement, à rendre leurs prix égaux pour empêcher que nul ne pût, par une concurrence habile, ruiner tous les autres à la fois; enfin, à enlever le plus possible sur le salaire des ouvriers pour accroître d'autant le bénéfice du capital.

Mais l'emploi de toutes ces mesures nécessitait l'unité de direction, et d'ailleurs la loi sur les coalitions pouvait devenir un obstacle qu'il fallait tourner. On proposa donc d'organiser une réunion des diverses sociétés propriétaires des mines; cette décision fut adoptée par un certain nombre de compagnies, qui, pour amener les autres à se joindre à elles, employèrent diverses mesures; entre autres, des marchés furent passés avec la compagnie du chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon, qui garantirent aux compagnies réunies des conditions telles que les opposants ne pouvaient plus supporter leur concurrence. Un procès contre la

compagnie du chemin de fer s'ensuivit, et bientôt les opposants durent céder. Dès lors la direction unique des Sociétés réunies régla la quantité de houille qui devait être tirée de chaque puits; les frais d'expédition étant les mêmes, ceux d'administration devenus communs, et l'intérêt des diverses compagnies concilié, on ne livra plus à la consommation que la quantité nécessaire, afin d'empêcher la dépréciation des puits devenus uniformes.

Nous avons soigneusement et longuement expliqué les causes de la décadence des compagnies propriétaires de mines, parce que nous ne voulions pas qu'on pût venir dire que les luttes engagées entre elles et les ouvriers étaient la conséquence fatale de leur position, et non un acte libre de leur volonté, une mesure d'oppression dictée par la cupidité seule. En effet, on vient de voir par le récit des faits que les mesures prises par les compagnies pour leur réunion, pour l'extraction et la fixation des prix de la houille avaient déjà apporté une grande amélioration à leur situation financière. Si leurs intérêts n'étaient point encore satisfaits, au lieu de s'en prendre au salaire de leurs ouvriers, ne pouvaient-elles s'entendre avec eux, et adresser d'un commun accord au gouvernement d'énergiques réclamations pour obtenir l'abolition des lois qui mettent la circulation à la merci des marchands d'argent, et, nous le savons tous, en pareil cas, devant un semblable accord, le gouvernement aurait hésité à maintenir le *statu quo*.

Mais, loin de là, les compagnies, alléchées par les bénéfices certains que leur réunion assurait, ne songèrent plus qu'à s'en créer de nouveaux plus faciles à obtenir, et dont la source était plus près d'eux: on avait promis une augmentation de revenus de 60,000 francs; on résolut d'enlever cette somme au salaire des ouvriers. Déjà des diminutions avaient eu lieu sur plusieurs points; il restait encore à réduire, au taux fixé par le nouveau tarif, les ouvriers de l'une des Sociétés réunies; on leur signifia que cette diminution allait avoir lieu. A cette menace, rien ne fut répondu par les ouvriers; seulement, quelques jours après, le lundi 1^{er} avril, ils abandonnèrent leurs travaux; leurs camarades des autres puits attendirent encore quelques jours; puis tous laissèrent là leurs outils, et bientôt les mines furent complètement désertes. Tous sentaient, en effet, que cette tendance à baisser le salaire ne s'arrêterait pas là, et que de nouvelles diminutions les atteindraient encore, bien que 3 fr. 50 c., prix fixé par le nouveau tarif, ne soit pas une journée suffisante pour des hommes exposés à autant de dangers, enfouis tout le jour dans les entrailles de la terre, et qui d'ailleurs ont là, comme partout, des jours de chômage devenus encore plus nombreux par la fusion des compagnies, qui avaient amené, ainsi que nous l'avons dit, une diminution dans l'extraction de la houille, c'est-à-dire dans le travail des mineurs. Un bien juste motif encore augmentait, si nous sommes bien informés, le mécontentement des ouvriers: les diminutions opérées portaient plus durement sur le salaire des blessés (dans les travaux des mines, les explosions, les irruptions d'eau, les chutes, les éboulements et une foule d'autres accidents occasionnent souvent des blessures qui, rendant les ouvriers impropres à leurs travaux anciens, leur permettent cependant certaines fonctions que, par justice autant que par humanité, à défaut de retraite, on leur a réservées); aussi tous les ouvriers furent-ils indignés de voir rogner encore le gain déjà si faible de ces malheureux.

Tous ces motifs étaient bien suffisants pour amener les ouvriers à abandonner tous à la fois de semblables travaux, sans qu'il fût besoin, pour cela, qu'un petit nombre d'entre eux enlevât tous les autres *par la menace*, ainsi que n'a pas craint de l'imprimer le journal bien pensant de l'endroit. Ce journal déclare, du reste, qu'il n'y a point eu de machines brisées, que personne n'a été maltraité, et que dans toute cette multitude soulevée, sans direction ni sans surveillance étrangère, il ne s'est glissé aucun malfaiteur ; pas une pièce de tout le nombreux matériel d'exploitation des mines de Rive-de-Gier n'a été perdue, ni égarée, ni soustraite.

Les griefs des ouvriers étaient si justes et si bien appréciés par tout le monde que personne ne s'est présenté pour les remplacer. Ce fait est à remarquer ; car, dans de précédentes cessations de travail, les ouvriers des campagnes environnantes venaient toujours offrir leurs bras pour remplacer ceux qui chômaient ; eh bien, loin qu'il en fût ainsi, cette fois, ce sont les ouvriers mineurs qui ont trouvé du travail dans les campagnes, et qui y ont reçu bon accueil de ceux qui y travaillent ordinairement. Des bandes nombreuses parcouraient Rive-de-Gier et les environs, et, au dire même des journaux conservateurs, il n'y avait d'autre délit à leur reprocher que celui si vague d'attroupement.

Un convoi du chemin de fer amena des troupes ; la population entière les regarda défiler avec curiosité, ne pouvant pas prévoir, tant elle était forte de la justice de sa cause, que ces armes allaient bientôt se tourner contre elle, et donner ainsi un poids nouveau aux décrets de ceux qui exploitent le travail des mineurs. Nulle part il ne fut fait de manifestations hostiles contre les soldats, et rien ne donnait lieu de présager les scènes sanglantes qui allaient suivre. Le soir du même jour, la foule stationnait, encore nombreuse, près de l'hôtel Saint-Jacques, aux fenêtres duquel apparaissaient de temps en temps le préfet, le procureur général et le procureur du roi.

Des démarches furent faites, dans lesquelles ces fonctionnaires, réunis au juge de paix de Rive-de-Gier, semblaient vouloir amener une conciliation entre les maîtres et les ouvriers ; l'on espérait des deux côtés un bon résultat de ces tentatives, mais de nouvelles difficultés s'élevèrent et tout fut rompu.

Le mercredi soir un bataillon était arrivé de Saint-Etienne ; on publiait un arrêté du préfet, et de nombreuses patrouilles sillonnaient les rues ; déjà, comme on le voit, se préparaient les mesures d'intimidation : on voulait mâter les ouvriers par la peur. Toutes ces démonstrations, propres seulement à augmenter l'irritation de nos camarades de Rive-de-Gier, étaient encore demeurées sans résultats fâcheux ; la tranquillité publique n'en avait point été troublée.

Le lendemain la foule continuait d'être calme, les rassemblements étaient presque dissipés ; l'autorité espérait que, de guerre lasse, les ouvriers, intimidés par la vue des troupes et menacés par la faim, allaient se rendre.

Cependant un nouveau détachement de cavalerie arrive ; les ouvriers se rassemblent de nouveau sur la place du Teny ; on se résout alors à accroître les mesures d'intimidation ; le commissaire de police se présente devant la foule, lui ordonne de se disperser : des murmures de mécontentement, des plaintes se font entendre. Le commissaire de police croit devoir procéder à un acte de vigueur ; il opère lui-même une arrestation ; les emprison-

nements commencent. Comme si ce n'était pas assez déjà, le procureur du roi ordonne que les hommes arrêtés soient conduits en prison au travers de la foule, pour l'effrayer par cet exemple. Une compagnie de soldats, formée en carré, entoure les détenus, et l'on se met en marche vers la prison. En vain la foule réclame la liberté des captifs, le cortège continue sa route. Arrivé à la porte de la prison, le cortège, toujours suivi par la foule qui s'est grossie à chaque pas depuis l'hôtel-de-ville, est entouré ; les cris des femmes et des enfants qui réclament leurs pères et leurs maris, des clameurs s'élèvent de toutes parts. Le procureur du roi, qui avait voulu conduire lui-même les prisonniers, fait charger les armes et ordonne au commissaire de police de faire les sommations. A la première, la multitude effrayée et indignée de cette menace se disperse. De nouvelles troupes arrivent ; on en remplit la ville, on les échelonne sur la route de Rive-de-Gier à Saint-Etienne.

Le lendemain, vers midi, les prisonniers étaient conduits à Saint-Etienne ; arrivé à un lieu nommé la Grand' Croix, le cortège est entouré par un rassemblement de trois ou quatre cents personnes : on veut délivrer les prisonniers ; les chevaux sont arrêtés, la troupe est serrée de près, les tombereaux des prisonniers sont abandonnés par leurs conducteurs, des pierres sont jetées par les femmes et les enfants ; les cavaliers parviennent enfin à se dégager, les chevaux et les voitures sont lancés au galop ; l'infanterie, laissée en arrière et un peu débarrassée, charge ses armes et fait feu ; une compagnie de grenadiers, postée dans les environs, arrive au pas de course et fond sur les ouvriers qui se dispersent, laissant sur la place plusieurs des leurs grièvement blessés.

Un médecin, un maire des environs, un prêtre arrivent ; ils prodiguent tous les secours aux malheureux qui sont tombés ; les femmes et les enfants poussent des cris de douleur et de désespoir.

Ah ! les hommes qui, par leur cupidité et leur envie de faire de la force, ont causé tous ces malheurs, que n'étaient-ils là ! C'eût été pour eux une terrible leçon ; ils auraient, nous aimons à le croire, versé des larmes sur les suites de leur faute et sur leurs victimes. Les environs furent dans la consternation en apprenant cette triste nouvelle.

Ce terrible emploi de la force n'a cependant point eu les résultats que certaines gens en attendaient ; forts de leur bon droit, les ouvriers mineurs ont persisté dans leur refus de reprendre les travaux, malgré que le contraire ait été déjà annoncé plusieurs fois ; ils attendent patiemment et avec résignation que l'on veuille enfin faire droit à leurs justes réclamations ; ils demandent que, sous le nom de conseil de prud'hommes, une commission, composée en égal nombre d'administrateurs des compagnies et d'ouvriers mineurs, soit chargée de fixer à l'avenir le tarif des journées. Que ces mesures leur soient accordées, et ils reprendront leurs travaux ; jusque-là ils persisteront.

Au moment où nous écrivons ces lignes on vient de juger vingt-cinq prisonniers. Les plaintes des avocats nous ont appris déjà que l'on avait tellement précipité le jugement qu'il ne leur avait pas été possible de bien connaître les faits qui se rattachent à la cause. On s'est servi à Paris du même système, lors des coalitions de septembre 1840, parce qu'à Paris alors, comme on le voit à Rive-de-Gier aujourd'hui, on cherchait, par l'effet des jugements, à effrayer les ouvriers coalisés et à les ramener ainsi à leur travail. Les réponses des témoins, même de ceux employés par les

compagnies, prouvent que les réclamations des ouvriers étaient fondées, et malgré que quelques-uns d'entre eux se soient laissés aller à des mesures violentes que la loi défend aux ouvriers d'employer, nous espérons qu'ils auraient été acquittés par le tribunal, comprenant leur juste indignation : il aurait dû protester ainsi contre le sang versé.

Mais il n'en a point été ainsi; appréciant les faits d'un tout autre point de vue que nous, le tribunal a prononcé de nombreuses condamnations; en voici la liste :

Luc Cortial (non détenu), réputé chef de la coalition, à deux années d'emprisonnement (1);

Goëpe, comme principal moteur, six mois;

Robert et Beaujolin, trois mois;

Mativet, Berne et Garat, deux mois;

Rossary, un mois;

Bonjour, Gontaret, Massard, Marat et Cognet, quinze jours;

Mattret (Philibert) et Dubouillon, vingt jours;

Mattret (C.-François) et Liversin, six jours;

Ces quatre derniers condamnés seulement sur le fait de rébellion.

Sept prévenus ont été acquittés; ce sont :

Desvignes, Rousset, Maillerat, Prunier dit Souverain, Grand, Durand et Laval.

Nous avons pour les décisions des tribunaux tout le respect exigé par la loi; cependant nous espérons que cet arrêt sera cassé par la Cour royale. Nous engageons donc les ouvriers condamnés à former appel, persuadés que ce tribunal, exempt de toute influence locale, comprendra toute l'importance des faits qui se sont passés à Rive-de-Gier, et rendra justice.

Dans le cours de ce procès, quelques faits se sont passés que nous devons signaler ici; d'abord la déposition d'un témoin employé de la compagnie générale, et qu'à ce titre on ne peut accuser de partialité pour les ouvriers :

Le sieur Craponne, gouvernant au Puits-Saint-Martin (Flaches), déclare, sur la question de M^e Duché, que s'il y avait une différence entre les salaires des ouvriers des Flaches-Maniquet et ceux des autres concessions, cela tenait à ce que leur travail était un peu plus difficile. M. Imbert, directeur de la Société Générale, déclare que cette différence existait depuis 1836.

Nous avons trouvé étrange le réquisitoire prononcé par le même magistrat que nous avons vu jouer le rôle du pouvoir exécutif, en se mettant à la tête du détachement qui a conduit en prison les mineurs d'abord arrêtés. Comment se fait-il que, parlant des événements douloureux de la Grand-Croix, il dise : « Plusieurs assaillants sont frappés mortellement, et *paient de leur vie leur coupable audace* ! » Cette dureté de langage, en face du sang versé, n'était point commandée à l'avocat du roi par ses fonctions, et nous déplorons l'effet produit par de semblables paroles.

Comment aussi a-t-il cédé à cette triste manie de mêler dans tous les procès, quelle qu'en soit la nature, des écrivains qui y sont complètement étrangers. Ainsi il a désigné sérieusement, comme ayant aggravé l'irritation des mineurs, une petite brochure dont il a été trouvé quelques exemplaires entre leurs mains; cette brochure, intitulée *le Proletaire et le Bourgeois*, a été publiée à Paris il y a bientôt quatre ans. M. l'avocat du roi aurait dû se montrer moins courtisan et meilleur magistrat, en se renfermant dans les faits de sa cause.

(1) Celui-ci, condamné comme on le voit par contumace, a pu échapper à ses gardiens au milieu du tumulte de la Grand-Croix.

Malgré les plaintes des avocats, qui n'avaient pas eu le temps de connaître la cause, et qui réclamaient un délai pour ce jugement, le tribunal, pressé de prononcer son arrêt, a passé outre; il n'a pas même écouté la requête de l'un des défenseurs qui, malade, demandait à remettre sa plaidoirie au lendemain. Bien plus, ce même défenseur, obligé de prendre la parole, s'est vu condamner au silence, pour avoir dit que *l'autorité locale a fait de la terreur*; les avocats, ayant vu leur défense entravée, ont renoncé à plaider, et le tribunal a rendu, le lendemain, son verdict de condamnation.

Nous espérons, nous le répétons, que cet arrêt sera cassé par la Cour royale.

Maintenant, chacun des ouvriers mineurs qui ne voudra pas continuer à travailler pour la compagnie générale n'y peut être contraint; les refus demeurant individuels et les ouvriers s'abstenant de tout rassemblement, les choses peuvent demeurer dans leur état actuel, jusqu'à ce que les directeurs de la compagnie générale, ramenés à la prudence et au bon sens, consentent à accorder aux ouvriers un tarif et des conditions raisonnables.

En faisant un appel à la sympathie publique en faveur de nos frères, les mineurs de Rive-de-Gier, nous avons voulu surtout secourir les familles des victimes de ce triste événement, et pratiquer la fraternité, qui nous rend tous solidaires de leurs misères. « Fais aux autres tout le bien que tu voudrais qu'il te fût fait. »

De nombreuses condamnations ont été prononcées, et beaucoup de familles se trouvent privées de leur chef, ou d'un frère, ou d'un fils, de celui enfin qui apportait le pain quotidien; il y a des blessés, il y avait déjà des infirmes, qui ne seront plus secourus, le travail étant interrompu. Nous avons vivement senti cette triste situation, nous travailleurs, exposés aux mêmes calamités; notre première pensée a été celle de leur venir en aide.

Nous voulons donc, autant qu'il dépendra de nos forces, soulager ces grandes misères, consoler les femmes et les enfants, qui pleurent l'absence de leur époux ou de leur père, victimes d'une mauvaise organisation sociale, et, quoique nos moyens de publicité soient restreints, et que nous nous adressions surtout aux pauvres, nous sommes fondés à croire que notre voix sera suffisamment entendue.

Et puis, au denier de la veuve se joindront les offrandes de quelques riches, et ces dons, cent fois répétés, apaiseront toujours un peu de vives douleurs, de poignantes misères, la faim, l'horrible faim qui fait crier les enfants autour de leur mère désolée. Que tous nos camarades répondent donc au pressant appel que nous faisons à leur bon cœur; entre la main du frère qui donne et la main du frère qui reçoit, il ne peut y avoir qu'amour et douce consolation.

Les souscriptions sont reçues le dimanche, de 10 à 3 heures, au bureau du journal; nous prions les personnes qui veulent répondre à notre circulaire d'accélérer les rentrées, afin que nous puissions faire promptement des envois. Nous publierons dans notre prochain numéro la liste des souscriptions.

REVUE DU MOIS.

L'insurrection italienne, dont nous avons parlé le mois dernier, n'est pas comprimée, malgré le déploiement de force et l'activité du gouvernement de Naples; cependant rien d'important n'a été fait que nous sachions.

L'Orient se débat toujours dans la terrible position que lui a faite le mahométisme; cette religion a porté ses fruits; la dépopulation de ces contrées, attribuée à juste titre à la polygamie, est arrivée à ce point que le recrutement de l'armée ne peut plus se faire par la voie ordinaire: le gouvernement turc a été obligé de recourir à la violence pour enrégimenter des soldats. Le jeudi 18 avril, il rassembla dans les mosquées, sous un prétexte de recensement, toute la population de Constantinople; sur un

signe particulier on fit ensuite sortir tous ceux qui furent jugés bons ; puis on les mit en sûreté dans une île voisine. Vingt mille portefaix, bateliers, etc., ont été ainsi incorporés dans l'armée régulière. Quel contraste avec les populations chrétiennes d'Orient ! Quoique soumises à la dure oppression des pachas turcs, et décimées régulièrement par des massacres, leur nombre s'accroît sans cesse : encore quelque temps, et les opprimés seront plus nombreux que leurs oppresseurs. En ce moment, des hordes d'Albanais, excités par le fanatisme musulman, portent l'incendie et la dévastation dans ces contrées malheureuses.

Et cependant la diplomatie européenne n'aurait qu'à dire : *Je veux*, pour faire cesser ce désordre fatal à la civilisation et à la prospérité de ce pays ; mais elle se montre pusillanime, et elle demeure impuissante vis-à-vis de ces peuples où la force est la raison souveraine. On a obtenu à grand-peine que les chrétiens abjurant l'islamisme après l'avoir embrassé ne seraient plus mis à mort ; toutefois, ils pourront être condamnés aux travaux forcés. Le mahométisme, cette religion de fatalité, est le dernier représentant de la barbarie en Europe : la politique des peuples européens doit être d'agir activement pour la faire disparaître du monde.

Jusqu'à présent la session a été féconde en beaucoup de choses : la quantité n'est pas, il est vrai, la qualité. Enfin nous avons eu des propositions et présentations de lois ; les unes sont mortes, les autres ont été renvoyées à l'examen de commissions ; nous en parlerons à leur tour de discussion.

Depuis longtemps le besoin se faisait généralement sentir (style consacré) d'une loi sur les brevets d'invention ; la Chambre vient d'en adopter une en cinquante et un articles ; on ne peut l'accuser de paresse, pour une loi se réduisant à être une loi d'impôt et ne garantissant rien au public. La seule modification introduite à la législation ancienne est le paiement du brevet par annuités de cent francs ; la durée est toujours de cinq, dix ou quinze années.

La discussion de cette loi a été souvent interrompue par les interpellations sur l'affaire de Taïti ; le ministère n'a pas caché son mauvais vouloir relativement à la communication des pièces ; tous les moyens lui ont été bons ; l'hypocrisie et le mensonge sont, maintenant plus que jamais, les moyens de gouverner employés par M. Guizot et ses collègues. C'est grâce à cela qu'ils ont pu ajourner les interpellations sur cette honteuse affaire du désaveu de l'amiral Dupetit-Thouars.

M. Guizot, qui a sans cesse à la bouche les mots de loyauté, de sincérité, a encore été convaincu de mensonge ; déjà on se rappelle que par un mensonge il fit remettre au lendemain, lors de la discussion de l'Adresse, le vote sur cette affaire, sous prétexte d'explications à donner, et que le lendemain, sans donner de nouvelles raisons, il obtint une majorité qu'il n'aurait pas eue la veille. Cette fois encore, poussé, traqué par quelques membres, il déposa le rapport de l'amiral Dupetit-Thouars, et les interpellations furent fixées au vendredi 19.

La curiosité était excitée à un haut degré sur ce qui allait se passer ; la Chambre présentait au dehors et au dedans une animation comme, de plusieurs années, on n'en avait vue de pareille ; les trente-trois places de la tribune publique et toutes les autres tribunes étaient pleines jusque dans les couloirs, avant l'arrivée du président, chose inusitée dans la police de la Chambre. Le ministère, prévenu sans doute de l'opinion qui se manifestait ainsi, recula, et en cela il fut fidèle à ses habitudes de faiblesse devant

la force, même morale, du pays ; M. Mackau vint déposer trente-six nouvelles pièces, ce qui renvoya encore le débat des interpellations.

La lecture de ces pièces fait voir que les Anglais ne voulurent pas reconnaître le traité conclu entre nous et la reine Pomaré, et qu'ils employèrent tous les jours de nouveaux moyens pour détruire, par des empiétements successifs, notre influence et l'exécution du traité de protectorat.

Pendant tous ces débats, M. Reine, lieutenant de l'amiral Dupetit-Thouars, est arrivé, porteur de dépêches ; en apprenant le désaveu dont le gouvernement avait frappé la conduite de son chef, il s'écria, dit-on : *Cela est impossible, c'est une infamie !* Il a pu se convaincre qu'il n'était rien dont le ministère de l'étranger ne fût capable.

La loi sur la chasse, amendée par la Chambre des Pairs, est revenue à celle des Députés ; il s'agissait tout simplement de mettre les domaines de la couronne au dessus de la loi ; car MM. les Députés avaient eu l'irrévérence d'y soumettre les princes, et de les priver ainsi des plaisirs de la chasse, plaisir de roi s'il en fut jamais. Les nobles pairs, meilleurs courtisans sans doute, ne l'ont pas permis, et la Chambre basse, piquée d'émulation, s'est empressée d'accorder le monopole du gibier à la liste civile.

Une loi très-importante est venue ensuite occuper la Chambre, la loi sur les prisons ; depuis longtemps nos philanthropes s'occupaient de cette question ; aussi, que de brochures, de systèmes, et à l'appui que de chiffres n'a-t-on point fait valoir !

Ce que nous savons du régime cellulaire de jour et de nuit ne nous engage pas à approuver complètement ce système ; sans doute la communication des détenus, d'hommes sans éducation morale, habitués à faire le mal, est dangereuse ; sans doute, il faut empêcher ces complots de prison contre la société ; mais nous ne voudrions pas de système absolu : ce n'est pas là qu'est le remède ; enfin nous voudrions, ce qui a toujours été reconnu juste et équitable, que la peine fût proportionnée au délit.

Il peut être utile de s'occuper des voleurs, des faussaires, des assassins ; mais ne serait-il pas mieux que l'on s'occupât de ceux qui enrichissent lesol, l'arrosent de leurs sueurs et le défendent au prix de leur sang ? Quand donc la fibre philanthropique cessera-t-elle de s'émouvoir pour de misérables forçats, et ne restera-t-elle plus muette pour ces hommes de labeur qui forment l'immense majorité des malheureux ? On veut construire des cellules qui coûteront chacune 2,000 fr., et l'on ne songe à créer aucune institution sérieuse pour mettre les travailleurs à l'abri de la misère. Quelle inconséquence !

M. Charles Lafitte a eu le triste courage (nous sommes parlementaires) de se représenter à la Chambre pour la troisième fois : il n'y a pas de raison pour qu'il ne se présente ainsi quatre, cinq, et même dix fois. Il a une audace à la Guizot ; car entre l'homme qui supporte impassiblement les épithètes de *lâche* et de *traître*, et celui qui vient s'exposer de gaîté de cœur à s'entendre appeler sur tous les tons *corrupteur*, par l'assemblée nationale, il y a une confraternité d'effronterie bien digne de se prêter appui et de siéger sur les mêmes bancs. La Chambre, par dignité, a encore renvoyé M. Ch. Lafitte à ses amis et féaux électeurs de sa bonne ville de Louviers.

La Chambre des Pairs a adopté une loi sur la police des chemins de fer, et aussi celle des fonds secrets. A l'occasion de

cette dernière, M. de Boissy a pu donner cours à son humeur turbulente : il a été fait des interpellations au ministère sur l'affaire Dupetit-Thouars, et ici encore le ministère est venu démentir ce qu'il avait dit dans l'autre Chambre. M. Dubouchage a pensé qu'un ministère qui demande la confiance des Chambres pour disposer des fonds secrets, affectés, dit-on, à l'ordre public, devrait bien aussi, par mesure d'ordre, s'occuper un peu des travailleurs. Nous remercions M. Dubouchage de la vive sympathie qu'il professe pour notre classe, quoique nous sachions d'avance que sa réclamation n'aura pas d'effet immédiat.

La grande querelle entre l'université et le clergé a été portée devant la noble Chambre par la voix de M. de Broglie, qui a lu un énorme rapport sur cette importante loi de l'enseignement secondaire. La Chambre se livre avec une très-vive ardeur à cette discussion ; chaque jour elle entend un ou deux orateurs pour et contre, ce qui fait que la question est toujours au même point. Dans le premier article de notre dernier numéro nous avons dit notre opinion sur cette question : la discussion ne l'a pas fait changer.

Au sujet de cette discussion, nous sommes bien aises de faire une très-sincère observation aux grands journaux, et surtout à ceux du libéralisme ; nous voulons parler des comptes-rendus des séances des deux Chambres. Chaque journal, avec une partialité flagrante, ne donne que le discours des orateurs qui lui plaisent, sans s'occuper le moins du monde des autres orateurs, et à moins de lire *le Moniteur*, on ne peut savoir ce qui s'est dit à la Chambre. Tout en faisant la part de la difficulté qu'il y a de tout dire, il nous semble qu'on devrait plus s'occuper des idées et moins des hommes ; et quand un orateur vient apporter à la tribune le résultat d'un travail sérieux, ou la défense des intérêts du peuple, il importe que ses paroles ne restent pas sans écho. Sans doute il est nécessaire que les journaux aient une opinion ; mais aussi le public veut et doit être libre de former la sienne.

Il appartenait au ministre qui se vante d'être impopulaire de souiller l'une de nos plus glorieuses et de nos plus populaires institutions, la Légion-d'Honneur. Il vient d'envoyer le grand-cordon de l'Ordre à Gonzalès Bravo et au général Castanos, *duc de Baylen*. Baylen ! chacun se souvient avec tristesse de ce nom néfaste dans les annales de l'Empire : une capitulation livrait aux Espagnols des milliers de Français ; mais elle portait que nos troupes devaient être transportées hors d'Espagne, avec leurs armes ; cette clause fut indignement violée par le gouvernement espagnol, qui fit périr de misère nos soldats en les jetant dans des pontons et dans l'île Cabrera. Si le général Castanos eût été un homme d'honneur, il n'eût point servi complaisamment un gouvernement qui venait de se déshonorer ainsi par la plus insigne des trahisons ; il eût rejeté loin de lui ce titre de duc de Baylen, dont il se pare, et qui prouve qu'il s'est fait, à notre égard, le complice d'une lâcheté. Tel est celui que le ministre Guizot vient de décorer du signe des braves.

A côté des tristes événements de Rive-de-Gier, que nous racontons dans un article spécial, nous dirons deux mots de ce qui s'est passé à Sainte-Mitre, commune de douze mille habitants, dans les marais des Martigues. Le Pourra, mare pestilentielle, moissonne chaque année, par les fièvres, les malheureux habitants de ce pays ; depuis longtemps le conseil de préfecture demandait qu'on

laissât écouler l'eau ; mais un intérêt bien grand empêchait d'assainir cette commune. Une fabrique de produits chimiques, placée au dessous du marécage, s'opposait au desséchement, et là encore l'intérêt individuel et le droit sacré de la propriété condamnaient une population à être décimée par les maladies. Les habitants, las enfin de payer de leur vie la coupable tolérance du ministre des travaux publics et les bénéfices de l'usine, ont ouvert un passage à l'eau et placé un drapeau noir à cet endroit. Le préfet n'a pas trouvé d'autre expédient que d'envoyer deux cents hommes de Marseille ; mais les habitants étaient décidés à défendre leur ouvrage aux dépens de leur vie. Alors l'autorité a décidé qu'on laisserait provisoirement couler l'eau : maintenant la mare est presque à sec. Ces malheureux habitants sont très-contents d'avoir enfin gagné une cause aussi juste ; ils espèrent n'avoir pas le fléau des fièvres cet été. Mais, la saison prochaine, l'administration des ponts et chaussées s'occupera-t-elle de ces travaux afin de prévenir le retour de cette espèce de peste ?

Le sous-officier Thiébault, du 17^e de ligne, et le caporal Bach, du 11^e léger, ont été, comme des criminels, dirigés sur les compagnies de discipline en Afrique : le premier avait fait quelques vers sur l'affaire de Taïti, et le second avait pris part à la souscription Dupetit-Thouars.

Le pouvoir ne pourra jamais, quoiqu'il le désire ardemment, isoler tout à fait l'armée du peuple dont elle est sortie. Il suffira de dire qu'une souscription en faveur du caporal Bach a été faite sur son passage, et que cette marque de sympathie ne lui est pas seulement personnelle, mais qu'elle est aussi un acte de fraternité pour l'armée.

La pétition des ouvriers de Paris, relative à l'affranchissement des esclaves dans nos colonies, a occupé entièrement la séance du 4 mai. Le rapporteur de cette pétition a proposé l'ordre du jour, après avoir fortement insisté sur ce point, que les esclaves sont moins malheureux que beaucoup de nos cultivateurs. A l'en croire, on prendrait soin de plus en plus de la population noire.

Malheureusement les faits répondent du contraire, et ces faits sont prouvés par les résultats. Où en est la civilisation des esclaves dans nos colonies ? Qu'a-t-on fait pour préparer cette immense réforme ? Rien ; la nouvelle génération noire ignore même les premiers principes sans lesquels il ne peut y avoir pour elle de liberté !... « On a institué, a dit M. Ledru-Rollin, des missions chargées d'annoncer l'Évangile aux esclaves, et les prêtres se sont vu fermer la porte des ateliers. » En outre, on ne veut point pour les nègres du mariage, qui les habituerait cependant à la vie de famille.

M. de Gasparin a, du reste, fort victorieusement répondu au rapporteur. « On invoque sans cesse, a-t-il dit, cet argument du bonheur des esclaves ; mais, ce bonheur existât-il, ne serait-il pas l'argument le plus fort contre l'esclavage ? Ce bonheur, qui n'a souci du présent ni de l'avenir, c'est le bonheur de l'animal ; sa joie est comme la joie du fou, qui n'a pas la conscience de lui-même ; cette joie inspire plus de douleur à ceux qui en sont témoins que ne feraient les larmes d'un être intelligent, car c'est la joie de la brute. Rappelez-vous le mot d'un nègre des États-Unis qu'on félicitait sur sa position heureuse, et qui répondait à son interlocuteur : « Monsieur, ma douleur est de ne pouvoir mettre

« ma main sur mon cœur et de ne pouvoir dire : Ma chair est à moi. »

Par la voix du ministre Guizot, le gouvernement du roi a déclaré « qu'il avait le ferme dessein d'abolir l'esclavage. » Nous croyons peu à la sincérité de ces paroles; le gouvernement ne voudra point s'inquiéter de l'accomplissement d'une œuvre aussi difficile, lui qui recule devant les plus minces réformes en faveur de notre classe, même lorsqu'elles sont déclarées urgentes par des hommes éminents. Quelques rapports infidèles suffiront pour faire avorter toutes ces promesses. « Vous allez entamer le droit sacré de la propriété; vous allez perdre à jamais les colonies! » s'écrieront les colons; et le gouvernement ne demandera pas mieux que de les croire; il aura l'air de céder à une nécessité fatale.

La pétition a été renvoyée au conseil des ministres.

Pour affranchir les noirs il faudrait en même temps les civiliser, c'est-à-dire leur inculquer la connaissance des devoirs que tout homme libre est indispensablement tenu de remplir dans une société. Une génération suffirait incontestablement pour atteindre ce beau résultat, et cela sans employer aucun moyen violent et incompatible avec l'existence de nos colonies, qu'il faut conserver précieusement.

Si telles sont les véritables intentions du gouvernement, qu'il se mette donc immédiatement à l'œuvre en s'élevant à la hauteur du but qu'il faut atteindre; car si l'on persiste à rester dans ce *statu quo* honteux, nous supporterons tous un jour les fatales conséquences soit d'un soulèvement général de la population noire, soit d'une guerre avec l'Anglais, qui s'empresserait d'armer les esclaves contre nous.

Discours de M. Dubouchage.

Dans la séance de la Chambre des Pairs du 17 avril, M. Dubouchage a noblement pris la défense des ouvriers, à propos de l'événement de Rive-de-Gier; deux fois interrompu par M. Pasquier, il a constaté l'état d'isolement forcé dans lequel la société maintient les ouvriers, et a conclu en demandant pour eux des associations par corps d'état, des syndicats, des tribunaux de prud'hommes mi-partie maîtres et ouvriers, ainsi que des lois contre la falsification des substances alimentaires, et contre les fraudes commerciales et les abus de la concurrence.

Voici les principaux passages de son discours, sur les conclusions duquel nous reviendrons prochainement.

« Quoi! dans ce siècle de progrès, de lumières, de philanthropie, toutes ces individualités, tous ces millions d'êtres n'auraient pas en France la faculté légale d'avoir des associations d'état et de métier, qui se nomment des syndicats pour produire leurs réclamations, et des prud'hommes pour les juger! Ces réclamations produites et jugées, on conçoit alors, mais seulement alors, l'emploi de la force pour la répression d'une mutinerie devenue sans excuse.

« Mais auparavant ayons, messieurs, recours au droit commun, invoqué si souvent, et ici jamais en vain, qui veut que nul ne puisse être molesté sans avoir eu la faculté de réclamer.

« Vous voyez, messieurs, comment la question se généralise. Il y a nécessité, je ne cesserai pas de le dire tant que cette tribune me sera ouverte, il y a nécessité pour chaque état, pour chaque métier, pour chaque profession, d'avoir légalement des associations se nommant des syndicats et des prud'hommes.

« L'Assemblée constituante a supprimé toutes les institutions qui réglaient et assuraient le travail de chacun en France, et cela parce qu'il s'était glissé des abus dans ces institutions. Ce faisant, les abus disparurent, on n'en saurait disconvenir. Mais quelles

institutions a-t-elle mises à la place de celles qu'elle renversait? Aucune; elle se contenta de décréter la liberté illimitée du travail.

« Mais ces institutions, sauf les abus qu'il fallait réformer, étaient la sauvegarde des travailleurs; c'étaient leurs chartes à eux; et aujourd'hui, dans leur isolement, dans leur individualisme, en l'absence de toute protection égale, livrés à une concurrence effrénée, après une attente d'un demi-siècle, ils réclament à grands cris des institutions qui les arrachent à l'arbitraire des exploitants, et leur assurent ce droit au travail que la société est tenue de leur garantir avec un salaire suffisant. Sans nul doute, il faut faire des institutions suivant les mœurs de notre époque; il ne faut songer ni aux jurandes ni aux maîtrises: ce qui n'empêche pas de régler au plus tôt une liberté qui dégénère en licence et en attroupements réputés séditieux. Il faut, et je dis ceci à propos de la loi sur la police du royaume, faire cesser la confusion et le chaos. Il faut régler la liberté du travail par des institutions. Que dirait-on d'une liberté de la presse abandonnée à elle-même? Que dirait-on d'une liberté d'enseignement non surveillée par l'Etat? Que dirait-on d'une liberté commerciale non protégée par des lois de douanes? Eh bien, il faut que la liberté de travail et de fabrication soit protégée et réglée par des institutions, si ces institutions nous manquent. En un mot, il est temps d'organiser le travail. »

L'orateur rappelle que, dans une autre circonstance, il dit à M. le ministre du commerce qu'il y avait un moyen de remédier à tout ce mal, et qu'il fut à ce propos très-peu écouté. Sous l'ancienne monarchie, il y avait au moins des institutions sociales.

« Je ne prétends pas traiter ici ces questions: ce n'est ni l'occasion ni le moment; je dirai seulement que déjà, en Belgique, un ministre a prouvé la nécessité de ces institutions sociales à la tribune même du corps législatif de ce royaume. Pourquoi notre gouvernement se laisserait-il devancer dans la carrière? Faudrait-il encore des événements comme ceux de Lyon en 1831 et 1834, comme ceux de Rive-de-Gier, pour qu'il se préoccupe enfin d'un sujet si fondamental, et qui intéresse trente millions d'êtres en France?

« Pénétré de ces pensées, mu par une profonde conviction puisée et dans mon cœur et dans cette charité chrétienne, principe de notre divine religion, je rappelle à la noble Chambre les paroles que j'avais l'honneur de prononcer devant elle, il y a un an, à cette tribune. Ce que veulent les ouvriers de toutes sortes, disais-je, dans la société, c'est de vivre en travaillant; c'est d'avoir constamment du travail et un salaire suffisant. J'ajoutai que le bras de l'ouvrier était toute sa propriété, et que c'est une propriété qui veut être incessamment exploitée. Je ne le dissimulerai pas, ces paroles m'attirèrent des murmures qui s'élevèrent de plusieurs bancs de la Chambre. Ainsi averti, j'ai voulu savoir si j'étais dans l'erreur. J'ai étudié de nouveau, et j'ai trouvé des autorités irrécusables. (Rires et chuchotements.)

« Messieurs, il n'y a pas là de quoi rire; c'est une question brûlante. « Dieu, disait Louis XVI dans son édit de 1776, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée, la plus imprescriptible de toutes. » Je n'en avais pas tant dit, et mes faibles paroles, expirant aux pieds de cette tribune, n'avaient pas l'autorité d'un édit royal promulgué souverainement par toute la France.

« Ce n'est pas tout. Un siècle avant, Bossuet écrivait: « La société est tenue de rendre la vie commode à tous. » Et Mirabeau s'écriait au sein de l'Assemblée constituante: « Le travail seul constitue une nation. »

« Je conclus en cette matière, que j'ai à peine effleurée, et j'ai l'honneur de demander au ministère, qui, dans son exposé des motifs (j'ai eu soin de le dire en commençant), a déclaré prendre pour bases de sa politique intérieure son respect pour tous les droits et les intérêts légitimes, s'il se préoccupe de ce droit au travail, de ce droit de vivre en travaillant, et de toutes les lois et institutions qui s'y rattachent, et dont la France est privée depuis cinquante-cinq ans. J'attendrai sa déclaration franche et loyale pour motiver sur ce point ma confiance en sa politique. »

CE QU'ON VEUT FAIRE DE L'ARMÉE.

A propos de la souscription pour l'épée à offrir à l'amiral Dupetit-Thouars, le colonel du 11^e léger a adressé à ses soldats un ordre du jour que tous les journaux ont reproduit, et que nous

nous décidons à reproduire aussi, pour que l'on retrouve partout ce *digne* témoignage des sympathies de l'un de nos chefs militaires pour l'honneur et la dignité de la France.

Ordre du jour de M. François.

« Une souscription est ouverte pour offrir une épée, soi-disant d'honneur, au brave contre-amiral Dupetit-Thouars, à l'occasion d'un fait qui n'a reçu l'approbation ni du gouvernement ni des chambres. Cette manifestation des républicains est faite dans un but évidemment hostile au gouvernement et au roi lui-même, et nullement pour rendre hommage à la conduite de M. le contre-amiral Dupetit-Thouars, qui, du reste, a trop de loyauté et de patriotisme pour sympathiser avec ceux qui prétendent lui offrir une épée qu'il ne saurait accepter sans se déshonorer. Les militaires du 11^e léger sont animés d'un trop bon esprit pour prendre part, de quelque manière que ce soit, aux attaques dirigées contre les ministres qui ont la confiance du roi, ou contre nos institutions, et je suis persuadé qu'à la voix de leur chef ils éviteront toujours les dangers où leur inexpérience pourrait les entraîner. C'est pourquoi j'ai cru devoir leur ouvrir les yeux sur les nouvelles manœuvres mises en jeu par ces éternels artisans de désordre, qui, couverts du masque de la liberté, et sous les prétextes les plus spécieux, dissimulent leurs vues criminelles, abusent le peuple, et feraient revivre, pour la France, des jours d'anarchie et de terreur, si une armée dévouée et fidèle n'était là pour les arrêter. »

Et nous, nous dirons à notre tour :

Soldats de la France, généreux enfants de la plus noble et de la plus glorieuse des nations, restez ce que vous avez été jusqu'à ce jour : braves et justes. S'il se trouve à votre tête des hommes plus propres aux services de laquais qu'à celui de capitaine, laissez-les se ravalier et ne les imitez pas ; qu'ils portent seuls le poids de leur honte. L'opinion publique se réserve de vous glorifier et de les flétrir ; à côté de la hiérarchie des grades elle peut placer une hiérarchie des mépris. On cherche à vous éloigner de nous, à élever entre l'armée et le peuple des préventions qui les divisent ; on parle de désordre, d'anarchie et de factions, comme si les travailleurs que vous avez quittés hier étaient devenus tout à-coup des fomenteurs de troubles ; comme si nous avions deux intérêts, deux buts opposés, deux devoirs différents ; comme si les liens qui nous unissent n'étaient et ne devaient pas être toujours ceux de la concorde et de la fraternité ! Vraiment c'est un piège trop grossier pour qu'un seul de nous s'y laisse prendre. Il est évident qu'une pensée odieuse dicte les actes rigoureux qu'on exerce envers quelques-uns de nos malheureux soldats, et qu'on veut intimider ceux à qui l'on pressent quelque fierté et quelque commisération dans le cœur, pour n'avoir à sa disposition que des instruments dociles, prêts à obéir à tous les ordres comme à seconder tous les projets. Si l'armée ne se recrutait que parmi ces hommes auxquels la paresse et la dépravation n'ont laissé que les ressources du remplacement, nous concevions quelque crainte ; mais jamais, non, jamais, on ne parviendra à nous faire des ennemis de nos enfants devenus soldats, et, quelques soins qu'on prenne de les séparer du travailleur, jamais on ne fera qu'ils se retournent sur nous comme ces bêtes féroces qui cherchent à dévorer la main qui les nourrit.

En 89, les gardes françaises aidèrent à faire le siège de la Bastille ; en 1830, on vit la troupe fraterniser avec les citoyens dès les premiers jours ; il ne faut pas oublier ces exemples que nous

ont donnés nos devanciers ; car de cet oubli résulteraient des catastrophes funestes à la France, et peut-être à ceux-là mêmes qui croient trouver leur salut dans nos divisions.

Pétition des Ouvriers lyonnais.

Des ouvriers de Lyon ont adressé la pétition suivante à M. le ministre du commerce :

Monsieur le ministre,

Menacés dans notre existence de chaque jour par la déplorable concurrence que se font entre eux les chefs de l'industrie manufacturière, laquelle, tendant à livrer de plus en plus à vil prix les produits industriels, amène progressivement la diminution du salaire, en même temps que l'augmentation toujours croissante de l'impôt, et l'état de souffrance dans lequel se trouve l'agriculture sur plusieurs points de notre territoire, et qui enchérit les denrées de première nécessité, nous mettant dans l'impossibilité, pour la plupart, de satisfaire à tous nos besoins par la réduction du prix de notre travail ;

Frappés surtout de l'effrayante disproportion qui existe entre la production et la consommation de certains produits, dont le résultat entraîne inévitablement la cessation du travail pendant plusieurs mois de l'année ;

Blessés dans notre dignité d'homme par des secours humiliants accordés par la société à ceux d'entre nous que l'âge ou les infirmités mettent dans l'impossibilité de gagner leur vie ;

Justement indignés d'une organisation qui, faisant passer la plus forte part de nos bénéfices entre les mains de quelques hommes, nous laisse sans ressources pour nos mauvais jours et ne nous permet pas de donner à nos enfants la plus indispensable éducation ;

Nous vous prions, au nom de la justice et de l'humanité, de vouloir bien présenter au gouvernement un plan d'organisation du travail tel que le fruit de nos sueurs ne devienne pas le partage exclusif de quelques privilégiés.

Cette mesure, en procurant une aisance légitime à nos familles, augmentera la consommation et facilitera l'écoulement d'une foule de produits que l'état de gêne incessante où nous nous trouvons ne nous permet pas de consommer.

Jusqu'à l'entière réalisation de cette réforme, nous demandons que désormais toute invention nouvelle de machines appliquées à l'industrie, et dont la mise en activité amènerait la suppression d'un certain nombre de bras, ne puisse recevoir son application qu'après que l'autorité aura pourvu par des moyens suffisants à l'existence des ouvriers que ces machines sont destinées à remplacer.

Nous vous prions aussi de faire constater immédiatement, s'il est possible, quels sont les produits industriels de fabrique française qui surabondent chaque année, soit sur nos marchés, soit dans nos manufactures, et indiquer l'excédant de ces produits, ainsi que le nombre de bras employés à leur confection, afin de parvenir à établir l'équilibre entre la production et la consommation, de manière à éviter dans l'avenir ces grandes crises commerciales qui se renouvellent si souvent, nous jettent sans ouvrage et sans pain sur le pavé, et portent la misère et la désolation dans nos rangs.

Telles sont, monsieur le ministre, les mesures que les nou-

veaux besoins de notre époque et le sentiment de nos justes droits nous autorisent à vous faire connaître.

Éclairés aujourd'hui sur nos véritables intérêts, nous avons fait taire pour toujours les vieilles haines qui nous ont divisés jusqu'à présent, et, nous serrant fraternellement la main, nous venons sans crainte comme sans violence réclamer une part du bien-être que notre travail répand sur les classes opulentes de la société.

Agréez, monsieur le ministre, l'assurance de notre parfaite considération, et veuillez nous croire pour la vie

VOS FRÈRES LES TRAVAILLEURS.

Toutes nos sympathies sont acquises aux signataires de cette pétition, à laquelle nous nous associons de grand cœur, et d'autant plus que, comme nos camarades de Lyon, nous avons déjà protesté contre la concurrence désordonnée que se font entre eux et à notre détriment les propriétaires des instruments de travail.

Comme eux nous avons demandé qu'on dégrevât de l'impôt tous les objets de première nécessité, qu'on honorât l'agriculture et qu'on organisât des banques de crédits qui la délivreraient de l'usure, cette plaie hideuse.

Comme eux, victimes de *l'effrayante disproportion qui existe entre la production et la consommation de certains produits*, nous avons dit aux économistes officiels et officieux : « Il y a longtemps que, sur la production et la consommation, vous entassez chiffres et raisonnements ; n'avez-vous donc point encore trouvé le moyen d'une juste et morale rétribution ? » Cependant, après l'énergique protestation des Lyonnais, en 1831, lorsque Casimir Périer disait solennellement : « Désormais la base de l'économie politique est changée, » nous devions espérer autre chose que le *statu quo*.

Comme eux, nous avons argué de notre dignité d'homme, de producteurs surtout, pour repousser cette charité dégénérée, méprisante, qu'on appelle l'aumône.

L'enquête qu'ils demandent, combien de fois l'avons-nous demandée ? N'en avons-nous pas même donné les moyens ? Ne l'avons-nous pas réalisée dans plusieurs industries, incomplètement, il est vrai ? Combien de fois n'avons-nous pas dit aux hommes du gouvernement : Si vous voulez seulement faire croire que vous avez quelques soucis de la misère publique, organisez une enquête dans l'industrie, et publiez-en les résultats une fois par an, et alors les encombrements de produits et de travailleurs diminueront ; car, sachant sur quels marchés il y a surabondance, on évitera la plupart des spéculations hasardeuses : alors nous, ouvriers, pères de familles, nous saurons où est le trop plein, et nous ne mettrons pas nos enfants dans des industries qui ne pourraient pas les faire vivre.

Peut-être nos camarades s'illusionnent-ils sur les moyens à employer pour remédier au tort que font actuellement les machines appliquées à l'industrie ; toujours est-il qu'ils font bien de signaler un mal qu'on pourrait amoindrir.

Maintenant, que nos camarades veuillent bien entendre quelques observations touchant le cas que l'on fera, ou qu'on aurait pu faire de leur pétition.

Et d'abord qu'est-ce que leur pétition ou plutôt qu'une pétition ? C'est tout à la fois un *avertissement*, une *sommation légale*, une représentation des gouvernés aux gouvernants. Or, pour

qu'elle ait, selon nous, ces caractères, il faut : 1° que le plus grand nombre de citoyens possible y prennent part ; 2° que toutes les voix de la publicité lui viennent en aide ; 3° qu'elle soit adressée à des gens en position de pouvoir directement mettre le gouvernement en demeure d'y faire droit, ou du moins de lui faire motiver ses résistances. Or, à notre avis, celle de nos camarades de Lyon manque de quelques-uns de ces moyens de succès et de publicité.

Cela vient surtout de ce qu'elle a été ou sera envoyée à un ministre. En effet, si, au lieu de l'adresser à un ministre (qui trouve le travail suffisamment organisé, et qui, — nous désirons nous tromper, — en fera tout juste assez de cas pour la mettre dans un de ses nombreux cartons), ils l'avaient adressée à la Chambre des Députés, tous les journaux en auraient fait mention, au moins dans le compte-rendu de la séance où elle aurait été déposée ; puis la modération de la forme, la justesse du fonds auraient provoqué la discussion dans les bureaux ; enfin elle eût pu être prise en considération. On le voit, adressée à M. Cunin-Gridaine, elle a perdu de ses avantages ; nous désirons qu'elle ne les perde pas tous.

Quoi qu'il en soit, nous supplions nos camarades des départements de ne pas oublier que le droit de pétition est le seul qu'on nous ait laissé, qu'on peut l'exercer sans danger, et que ne pas en profiter serait une faute impardonnable. Nous espérons donc qu'ils ne donneront pas raison à ces égoïstes qui, ne se remuant que pour se conserver des privilèges, disent du peuple pour lequel on réclame des droits : *Il ne sait pas ni ne veut pas même se servir de ceux qu'on lui a laissés*.

Que nos pétitions soient dignes ; qu'empreintes de sentiments moraux elles aient cependant toute l'énergie qu'on acquiert par ces principes ; que l'esprit de métier ne heurte jamais l'intérêt général ; enfin, qu'elles soient couvertes du plus grand nombre de signatures possible, afin que le pouvoir comprenne enfin que c'est souvent un avertissement salutaire que le peuple veut bien lui donner.

LES DAMES DU GRAND MONDE

ÉCONOMISTES ET PHILANTHROPIQUES.

Il existe, dans ce que l'on est convenu d'appeler *le monde*, certaines petites femmes nerveuses et impressionnables, qui ne peuvent voir, sans un profond dégoût, qu'elles prennent pour de la pitié, le spectacle de la misère mendicante qui s'étale plus particulièrement aux abords des églises, et c'est pour elles une belle occasion de mettre en pratique (du moins le croient-elles ainsi) les leçons du prédicateur qu'elles viennent d'entendre, et qui leur a commandé la charité envers le prochain. Quand les plus riches d'entre elles ont fait la répartition d'une pièce de cinq francs entre une vingtaine de ces pauvres hères, quand elles ont affronté la vue des infirmités réelles ou feintes qu'ils ne manquent jamais d'étaler, elles sont intimement persuadées qu'elles ont *secouru le pauvre*, et savourent le vif plaisir qu'on éprouve à faire *une bonne action*. La plupart d'entre elles, il faut le dire, ne comprennent pas autrement leurs devoirs religieux : elles ne savent pas ou elles feignent d'ignorer que les véritables pauvres ne mendent pas, et que, de toutes les manières dont il faut aider le prochain, l'aumône est la dernière qui doit être employée.

Si nos dévotes modernes avaient un peu de ce qui seul peut engendrer la véritable charité, c'est-à-dire le sentiment intime de

leur égalité morale avec les pauvres, si leurs nerfs et leurs préjugés ne s'opposaient à ce qu'elles voient dans ces derniers des membres de l'humanité en tout semblables à elles, et souvent plus méritants, certes, elles agiraient tout autrement qu'elles ne le font.

Si nous recherchons les causes d'une si mauvaise pratique des devoirs imposés par le christianisme, nous les trouvons facilement d'une part dans l'égoïsme de ces soi-disant croyantes, et un peu aussi dans l'incurie et la faiblesse des ministres du culte.

Nous ne sommes pas de ceux qui prétendent que dans la société actuelle les femmes sont esclaves; nous reconnaissons au contraire qu'elles y possèdent une influence immense, dont se servent celles de notre classe presque toujours pour le bien, mais dont celles des classes supérieures usent au contraire trop souvent pour le mal. N'est-il pas vrai que, dans le ménage de l'ouvrier, l'influence de la femme, toute bienfaisante sous le rapport de l'économie domestique, a des résultats et une puissance dont nul ne saurait contester l'utilité présente? Chez les femmes riches, au contraire, l'oisiveté absolue n'engendre-t-elle pas ce besoin d'intrigues que trop, hélas! ne satisfont qu'aux dépens de leurs devoirs et de leur honneur! Les entraînements de la coquetterie et du luxe, interdits aux femmes pauvres, laissent-ils aux fortunées une place assez large aux sentiments de famille? Ces questions ont été faites mille fois, et mille fois résolues par l'affirmative en des termes plus éloquentes qu'il ne nous serait donné de le faire.

Cela ne veut pas dire qu'il y ait une grâce d'état pour les femmes du peuple : cela signifie seulement que leur situation, conforme au précepte qui veut que chacun vive de son travail, ne leur laisse pas de ces loisirs obligés qui donnent naissance à toutes les tendances égoïstes, et que leur position les force, pour ainsi dire, à employer au service de la société une activité que nos élégantes croient devoir employer en sens contraire, ne fût-ce que par ton, et pour ne pas imiter tout le monde.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'oisiveté de la richesse n'engendrât chez les femmes que des passions subversives : cet esprit de continuel changement, qu'on nomme *la mode*, et qui règne en souverain chez toutes, prend pour se satisfaire les formes les plus diverses et va de réactions en réactions. Ainsi, à certaines époques, il sera de très-bon ton de s'occuper d'intrigues et d'amourettes; puis après on tombera dans les excès de la bigoterie; les dames occupées hier de bals costumés assisteront aujourd'hui à un *concert religieux*; demain elles iront à Notre-Dame entendre un célèbre jésuite. Mais ces aspects si divers de la mode ne changeront rien au fond des choses : ennuyées, lassées de créer des costumes de bals, ces dames imagineront quelque toilette nouvelle pour le concert ou pour le sermon. Si, pendant le carnaval, elles ont dansé pour elles, pendant le carême elles iront entendre chanter au profit des pauvres; elles se feront philanthropes comme leurs pères ou leurs maris.

Ainsi donc il est aujourd'hui reçu qu'une femme à la mode doit être dévote et philanthrope, philanthrope surtout dans toute l'acception du mot, car ces dames ne se contentent pas de jouir du plus grand luxe possible, et de s'en laver au moyen de quelques aumônes; elles ont leurs écrivains pour justifier la nécessité et l'utilité de ce luxe au point de vue moral et économique : vous voyez donc bien qu'il ne leur reste rien à envier à leurs maris en fait de philanthropie.

Un de ces écrivains, qui cache dans le feuilleton de *la Presse*, sous le pseudonyme du *vicomte Delaunay*, une des directrices de la mode et du suprême bon ton, a mis tout l'esprit qu'on lui connaît à justifier ce sophisme, que les riches doivent rendre aux pauvres une partie de ce qu'ils leur empruntent en étalant le plus grand luxe possible. Nous avons déjà eu occasion de réfuter cette mauvaise plaisanterie; mais nous devons y revenir jusqu'à ce qu'elle ne se renouvelle plus. Nous insisterons, parce que c'est d'abord une question économique très-importante, et parce qu'ensuite le vicomte Delaunay a fait intervenir, à l'appui de sa doctrine, un révérend père jésuite.

« Il est avec le ciel des accommodements, »

disait Tartufe; le Père de Ravignan, s'il faut en croire le feuilletoniste de *la Presse*, aurait conclu dans le même sens en permettant à ses auditeurs du beau sexe les brillantes parures, qui font travailler les ouvriers, et en disant qu'on pouvait prier Dieu en toute humilité avec un front chargé de diamants.

« Vous devez aimer votre prochain plus que vous-même, » dit l'Évangile : « vous devez lui donner jusqu'à votre existence. » — « Vous pouvez acheter et porter de beaux habits, de belles robes, de magnifiques dentelles, des bijoux et des diamants, » dit le jésuite; « cela fait travailler les couturières, les tisseurs, les orfèvres et les lapidaires, les ouvriers en soieries, etc., etc. »

Au jésuite nous n'avons à dire qu'une chose : les instincts de la nature humaine sont assez forts à eux seuls pour introduire tous les tempéraments possibles à la pratique rigoureuse du précepte évangélique. et ce n'est pas au ministre de la religion à les provoquer ainsi. Il ne doit, il ne peut, dans son enseignement, faire aucune restriction, accepter aucun moyen terme : le devoir est tracé, c'est à celui qui pratique à l'atteindre plus ou moins complètement. Si ceux qui sont chargés de le lui enseigner ne lui en commandent que le tiers ou le quart, ils s'exposent à ne lui en voir faire qu'un dixième. Et d'ailleurs ces tolérances ne sont permises qu'aux riches : quand les jésuites prêchent au peuple la résignation, sous le nom de soumission aux décrets de la Providence, ils la lui commandent d'une façon absolue, sans tergiversations; et cependant il nous semble plus facile à un riche de se dépouiller complètement en faveur du pauvre qu'à celui-ci de dévorer en silence les injustices, la misère et l'oppression qui pèsent sur lui, sur sa famille, sur tous ceux de sa condition. C'est ainsi qu'on en est venu à faire de la doctrine du Christ, cette glorification de la pauvreté, cette condamnation impitoyable de la richesse, une religion facile à l'usage des grands, rigoureuse pour les petits, à en faire enfin un des instruments les plus puissants de la domination des aristocraties sur les peuples.

Quant à ces dames, que nous ne pensons pas pouvoir rappeler, non plus que les jésuites, à la pratique complète de la fraternité enseignée par le Christ, nous essaierons de leur faire voir la fausseté de leurs théories économiques, et, nous bornant à invoquer l'intérêt du plus grand nombre, nous leur prouverons en peu de mots que le luxe, dont elles font aujourd'hui une parade sentimentale, est un malheur pour nous et une honte pour elles.

On donnait dernièrement un concert à l'Hôtel-de-Ville en faveur de la colonie de Petit-Bourg. C'était la réunion de ce que Paris renferme d'élégant : les dames étaient en très-grand nombre. Il y avait là des femmes de banquiers et de grands manu-

facturiers, étincelantes de diamants et chamarrées de broderies. Telle de ces parures pouvait, autant qu'il nous est donné d'estimer ces choses, dépasser souvent quelques milliers de francs. Si nous avions pu aborder quelqu'une de ces dames à idées philanthropiques, voici à peu près le langage que nous leur aurions tenu :

« Un sentiment de haute charité, madame, vous a amenée à ce concert. Indépendamment des 10 francs que coûte votre billet, et qui sont destinés à élever de pauvres enfants d'ouvriers, vous avez daigné aussi penser à leurs parents ; et, par une attention délicate, au lieu de leur faire l'aumône, c'est du travail que vous leur avez donné. Votre bienfaisante coquetterie a contribué à répandre un peu de bien-être au sein de ces pauvres familles qui allaient peut-être bien souffrir de la faim sans cette circonstance, et c'est ainsi que le riche devient une providence pour le pauvre ; c'est ainsi que les inégalités sociales deviennent supportables dans nos rangs. Telle est probablement votre opinion, madame ; c'est celle de votre délicieux écrivain, M. le vicomte Delaunay, et plusieurs prédicateurs en renom pensent aussi comme vous à cet égard. Cependant, bien qu'il nous en coûte de détruire cette brillante illusion, qui alliait si bien votre goût et vos fantaisies avec la bonté de votre cœur, nous devons vous dire que vous vous êtes complètement trompée. Vous ignorez, madame, ce que ces brillantes dentelles que vous portez ont coûté de travail et de peine ; vous ne vous doutez pas du prix dérisoire dont la façon en a été payée. De pauvres jeunes filles ont usé leurs yeux jour et nuit pour vous procurer ce plaisir, et cela à raison de vingt sous par journée de dix-huit heures. Cette étoffe de soie dont est faite votre robe, ceux qui l'ont tissée habitent par douzaines les mansardes les plus infectes de la ville de Lyon, et, sans l'économie qui résulte de l'habitation et de la nourriture en commun, ils ne pourraient pas vivre. L'hiver, ils vont chanter sur les places et dans les cafés en mendiant leur pain. Les délicates chaussures dont vos pieds sont ornés assurent à l'ouvrier qui les fait une journée de 2 francs pour quinze heures de travail. Vos bijoux, en compensation, ont fait gagner 4 fr. par jour à quelques ouvriers très-habiles, et vos diamants ont procuré un salaire encore plus élevé à quelques autres ; ce sont les seuls objets de votre parure que vous n'avez pas à regretter complètement. Ne vous récriez pas, madame ; ce sont là des faits malheureusement trop positifs et qu'il ne vous est pas possible de nier, car nous vous en fournirons la preuve si vous le désirez. Mais il faut dire cependant que vous avez fait faire une assez bonne affaire au fabricant de dentelles, au fabricant d'étoffes, au maître cordonnier, et que vous avez pu avancer la fortune de l'orfèvre et celle du juif qui vous a vendu ces diamants. En voulant secourir l'ouvrier, vous avez aidé à enrichir ceux qui l'exploitent : vous vous êtes trompé de route, voilà tout. Vous avez donné à ceux qui avaient le moins besoin : vous n'êtes pas la seule.

« Vous nous direz qu'après tout, si vous n'aviez pas fait ces achats, les ouvriers n'eussent pas même obtenu ce misérable salaire que je viens de vous raconter. Cela est vrai ; mais ce qui est vrai aussi, c'est que, sans cette soif de luxe qui dévore la haute société, ces pauvres ouvriers fussent restés agriculteurs, charpentiers, menuisiers, ébénistes, etc. ; sans ce luxe, la valeur de vos diamants eût pu être employée à stimuler quelque travail de première utilité ; l'or de vos bijoux, converti en monnaie, eût rempli une fonction analogue, et, au lieu que vous seule trouvez quelque plaisir à sentir ces cailloux sur votre front et sur vos épaules, beau-

coup eussent trouvé le bien-être dans les richesses positives que leur valeur en argent eût contribué à produire.

« Vous ajouterez aussi que, dans l'état actuel des choses, il vaut mieux dépenser son argent que de l'enfouir. Si ce n'est que cela qui vous embarrasse, priez tout simplement M. votre mari d'en moins gagner, car c'est là qu'est toute la question. Si les hauts barons de la finance n'absorbaient pas une énorme part de la richesse publique, si les grands industriels diminuaient leurs prétentions au lieu de les augmenter, si les commerçants se résignaient à ne rechercher qu'une modeste aisance pour prix d'une vie de travail, si les maîtres étaient moins nombreux et moins cupides, peut-être y aurait-il moins de luxe, et ne seriez-vous pas obligée de supporter le poids de ces pierreries ; mais aussi les pauvres que vous voulez soulager verraient leur salaire augmenter ; vos robes de soie coûteraient plus cher, car ceux qui les font deviendraient plus rares, occupés qu'ils seraient à tisser des draps pour vêtir le peuple qui va nu, à faire des meubles pour toute cette population immense qui en est privée, enfin à cultiver la terre et à engraisser des bestiaux pour donner du pain et de la viande à ceux qui vivent encore de lait caillé et de farine de châtaigne ou de sarrasin.

« Vous souriez, car il vous semble que, à moins d'un miracle, on ne pourra jamais forcer les riches à rogner leurs bénéfices. Il n'y a pas très-longtemps, madame, qu'une noblesse imprévoyante et qu'un clergé cupide souriaient aussi quand on leur disait qu'il faudrait tôt ou tard qu'ils rabattissent de leurs prétentions et qu'ils participassent aux charges de l'État ; et cependant en quelques jours ils furent réduits à ne plus rien avoir, parce qu'ils avaient voulu tout garder. L'exemple que je cite nous est garant qu'une pareille folie ne se renouvellera pas ; elle doit vous rassurer aussi contre le retour des terribles procédés qu'on fut obligé d'employer pour arriver à ce résultat, qu'on peut atteindre, d'ailleurs, par des moyens plus lents, mais plus sûrs. »

Voilà ce que nous aurions dit à ces dames ; n'ayant pu le faire, nous l'avons imprimé, afin qu'elles le lisent et prient leur charmant vicomte d'imposer silence à nos barbares réclamations, si faire se peut.

BULLETIN PHILANTHROPIQUE.

L'accueil sympathique que les idées philanthropiques rencontrent dans les rangs de la haute bourgeoisie est un fait incontestable ; aussi n'est-ce pas sans quelque appréhension pour l'avenir que nous voyons se propager des tendances que nous croyons impuissantes à réaliser de véritables améliorations. La mode les impose, et de même qu'il a été de bon ton d'être, tour à tour, négrophile, philhellène, etc., de même aujourd'hui la vogue veut que l'on soit philanthrope. Il n'est si mince bourgeois qui ne songe à imiter l'homme au petit manteau bleu, et les noms si souvent répétés de grandes dames, patronesses obligées d'une œuvre quelconque, a dû causer plus d'une insomnie à la femme ou à la fille du marchand enrichi, envieuses de trôner dans de brillantes réunions. La littérature elle-même, en se traînant à la remorque de l'auteur des *Mystères de Paris*, a contribué à cet engouement, et, chaque matin, les journaux de la classe moyenne, en approuvant les fantaisies de leurs abonnés, n'ont fait que l'augmenter. Fiers de ces succès inattendus, les philanthropes affirment plus que jamais que leurs tentatives d'améliorations sont

l'expression des sentiments les plus purs et les plus éclairés, et qu'ils tendent franchement à augmenter le bien-être du peuple et à préparer son affranchissement. A ces affirmations, sincères ou non, nous nous proposons de répondre par l'examen des expérimentations philanthropiques qui sont ou qui viendront à notre connaissance; nous croyons que de l'appréciation de ces essais et de leur tendance il résultera pour nos lecteurs, et la justification de nos répugnances, et la preuve du peu de valeur et d'avenir de ces tentatives bâtarde qui ne font que retarder le moment d'une véritable rénovation. Nous sommes disposés à croire cependant que, parmi ceux qui s'intitulent philanthropes, il se trouve des gens dont les bons sentiments ne sauraient être mis en doute; mais, en examinant ce qu'a produit le philanthropisme jusqu'à ce jour, on sera forcé de convenir, ou que le zèle de ce petit nombre était bien mal éclairé, ou que, jusqu'à présent, ils n'ont pas eu voix prépondérante. *L'Atelier* a déjà fait connaître sa pensée sur plusieurs combinaisons philanthropiques réalisées ou encore à l'état de projet; nous n'y reviendrons pas; nous examinerons seulement quelques faits récents et qui ont été déjà élogieusement cités.

On lit dans la *Vie du Morbihan* :

« Une association charitable, composée de tous les enfants de la ville qui voudront en faire partie, s'est formée à Vannes sous les auspices de monseigneur l'évêque. Le but de cette société est de fournir des aliments aux enfants pauvres de la salle d'asile. Un certain nombre de jeunes filles seront désignées pour être chefs de section; elles devront réunir vingt-cinq souscriptions à 10 centimes par mois. A cette condition, elles auront le droit de placer et de faire nourrir un enfant à la salle d'asile. Les noms des chefs de section seront inscrits sur un tableau placé dans l'établissement, et des prières seront dites chaque jour, par les enfants, pour leurs jeunes bienfaiteurs. Une messe sera célébrée, une fois chaque année, pour obtenir de Dieu qu'il bénisse cette association. »

Certes on ne peut nier, en lisant ceci, que la philanthropie ne soit en progrès; jusqu'à présent elle n'avait été professée que par des majeurs, et voilà maintenant que les bambins de la bourgeoisie sont appelés à la pratiquer. En récompense aussi, et sans doute pour flatter tout d'abord la vanité paternelle, les noms des patrons en jaquette seront inscrits sur un tableau, ce qui fait que, plus tard, ces philanthropes au biberon pourront, aussitôt qu'ils sauront épeler, se croire de grands personnages. Quant aux enfants du pauvre, obligés de subir ce patronage, on les habituera à considérer ces tuteurs d'une nouvelle espèce comme de seconds pères, et à mêler, dans leurs prières, leurs noms à celui de Dieu. — Il est fâcheux de voir un prélat encourager ces petites combinaisons, aussi puériles qu'orgueilleuses; nous croyons qu'aux temps de la foi chrétienne le clergé aurait, au contraire, sévèrement blâmé l'emploi de moyens aussi naïvement vaniteux.

« Un ouvroir a été créé à Vaugirard, rue de Sèvres, n° 119, par les dames de l'Œuvre des prisons, dans le but de sauver des dangers de la misère et des mauvaises relations les ouvrières sans ouvrage et les femmes libérées. Une surveillance active et dévouée, des instructions religieuses régulières, une administration toute maternelle, ont déjà produit les heureux résultats qu'on pouvait en attendre : c'est une association pour le travail et la bonne conduite qui vient remédier aux tristes conséquences de l'immoralité et du bas prix des ouvrages. En même temps qu'elle diminue sa dépense, fixée à 85 c. par jour pour loyer, nourriture, chauffage, éclairage, blanchissage, l'ouvrière reçoit intégralement le produit de son travail, qui est, journée moyenne,

de 1 fr. 10 c., et elle apprend à remplir ses devoirs d'honnête femme et de bonne chrétienne. »

Nous ne savons qui doit le plus nous stupéfier ou de l'inconvenance, de l'indignité qu'il y a à assimiler la femme pauvre, mais honnête, à celle qui a encouru les rigueurs de la justice, ou de l'ignorance qui fait vanter l'œuvre dont il s'agit, sinon comme propre à augmenter le salaire, du moins à le rendre suffisant. Nous n'insisterons pas sur le premier point. Nous ne perdrons pas notre temps à convaincre des gens qui pensent que les indigents ne doivent pas être si près regardants lorsqu'ils trouvent à subvenir à leurs besoins, mais nous insisterons sur le second point; car nous ne savons pas comment une association qui, en produisant à bon marché, augmentera la concurrence, pourra remédier au bas prix de la main d'œuvre. Nous croyons le contraire, car si un petit nombre de femmes trouve dans cette association quelque soulagement, un beaucoup plus grand nombre de mères de famille se trouvera sans ouvrage et sans pain. Tels sont, en définitive, les résultats de toutes ces petites associations qui, créées au point de vue étroit du bien-être de quelques-uns, aidées et soutenues par des dons volontaires, peuvent produire à bon marché des travaux que l'ouvrier, abandonné à ses seules ressources, ne peut accepter aux mêmes prix, et qui amènent précisément, avec l'avilissement des salaires, la misère au foyer du travailleur. A Lyon, déjà, des réclamations semblables des ouvrières en soie ont été parfaitement accueillies; elles ont présenté à l'archevêque de cette ville une pétition qui le priait de défendre le travail pour l'extérieur dans les communautés religieuses de Lyon; sentant tout ce qu'une pareille demande avait de juste, l'autorité ecclésiastique s'est empressée de faire droit à la réclamation, et le travail pour le dehors a été interdit.

On lit dans le *Courrier du Haut-Rhin* : « Une députation des maîtres de tous les métiers de Colmar s'est rendue chez M. le maire, pour solliciter le concours de l'autorité municipale dans la fondation d'une caisse de secours et de retraite pour les ouvriers. La réunion des maîtres a prouvé qu'une institution aussi importante ne pouvait avoir de succès qu'autant qu'elle serait organisée et gérée sous la direction de la municipalité, dont l'action, sans écarter le concours des maîtres et même des ouvriers, devra cependant être prépondérante. Le conseil municipal se compose des pairs de la commune, des élus de tous les corps de métier; il présente donc les véritables garanties de lumières et d'impartialité nécessaires à l'organisation et à la direction d'une pareille œuvre, qui, surtout comme mesure préventive contre la mendicité, rentre d'ailleurs tout à fait dans les attributions municipales.

Ces idées, M. le maire les a parfaitement exprimées, et la députation y a adhéré unanimement. Ainsi, c'est le conseil municipal qui, après s'être entouré des renseignements et des documents nécessaires, discutera et arrêtera les statuts de l'association; c'est l'administration municipale ou une délégation du conseil qui veillera, concurremment avec les intéressés, à la gestion de la caisse. Du moins tel est le plan proposé; et nous sommes portés à croire que ce plan sera adopté par l'assemblée municipale. »

Ici, comme partout, les philanthropes de Colmar se sont attribué un droit qu'ils ne possèdent pas, celui de tuteurs de leurs ouvriers. Ils veulent, aidés de l'autorité, stipuler pour ceux qu'ils emploient, et leur faire accepter ensuite ce qu'ils auront résolu. Cette prétention se renouvelle partout et toujours, et, tout en s'y opposant énergiquement, les ouvriers ne sauraient trop s'habituer à faire leurs affaires eux-mêmes; il faut songer surtout à se débarrasser de ce patronage que, sous toutes les formes, l'on veut transformer en prérogative incontestable, afin sans doute de pou-

voir réprimer plus facilement toute tentative d'émancipation. Il est temps que les ouvriers, forts de leur droit et de leur dignité, prennent l'initiative dans les mesures qui les concernent, et repoussent toutes conditions, mêmes celles avantageuses, qui, faites sans qu'ils aient été consultés, consacraient de fait la protection que les philanthropes veulent s'arroger.

Nous finirons notre revue d'aujourd'hui par des renseignements sur une des inventions les plus vantées et les plus prônées par la philanthropie ; nous voulons parler de la gélatine, cette étourdissante découverte, dont les qualités nutritives sans pareilles devaient suppléer si avantageusement aux aliments les plus nourrissants. A son apparition, l'engouement fut général ; les philanthropes la patronèrent, et l'usage en fut immédiatement prescrit dans les hôpitaux. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que les résultats n'étaient rien moins que satisfaisants, et les plaintes unanimes des malades sur lesquels on expérimentait obligèrent les savants à s'occuper de nouveau de cette substance. Une commission fut choisie parmi les membres de l'Académie des Sciences ; mais, éclairés par l'expérience de chaque jour, et sans attendre les conclusions de cette nouvelle enquête, les médecins des hôpitaux (ceux de l'hôpital Saint-Louis exceptés) défendirent partout l'emploi de la gélatine ; et bien leur en a pris, car, depuis *quatorze* ans, la commission nommée pour décider cette question n'a pas encore donné signe de vie. Nous mettons sous les yeux de nos lecteurs, et pour leur édification, un extrait d'une des dernières séances de l'Académie ; ils y verront avec quelle légèreté et quelle négligence on procède, lorsqu'il ne s'agit que des intérêts, de la santé, de la vie, peut-être, d'une foule de malheureux forcés d'avoir recours aux établissements, dits de bienfaisance, fondés et entretenus à si grands frais par l'État.

« A propos du rapport négatif de l'Institut des Pays-Bas sur les propriétés nutritives de la gélatine, M. Bergama vient en aide à M. Darcey pour soutenir l'efficacité de cette substance comme aliment. Aussitôt M. Gay-Lussac prend la parole pour rappeler à l'Académie que, depuis quatorze ans, une commission a été nommée pour résoudre une question qui intéresse aussi vivement l'humanité, et qu'il est malheureux que cette commission n'ait pas encore fait un rapport circonstancié à ce sujet.

Cette observation, pleine de justesse, donne lieu à un débat animé, qu'il nous semble intéressant de reproduire, comme un des épisodes les plus curieux de la question.

M. THÉNARD. Je suis président de la commission, et je dirai à l'Académie que, s'il n'a pas été fait de rapport, si l'on n'est pas arrivé à une conclusion, cela tient uniquement au grand nombre de commissaires. Deux ou trois membres auraient travaillé ; sept académiciens n'ont rien fait.

M. DUPIN. Que la commission nomme une sous-commission de trois membres, et la difficulté sera levée.

M. THÉNARD. Deux sous-commissions de deux membres ont été nommées pour travailler chacune de son côté ; elles n'ont rien fait.

M. GAY-LUSSAC. Il est impossible que la commission garde plus longtemps le silence sur un tel sujet ; car, en attendant, plusieurs établissements publics donnent de la gélatine aux malades.

M. THÉNARD. Je demande que M. Gay-Lussac soit adjoint à la commission pour la rajeunir et la retremper.

M. GAY-LUSSAC. Vous avez dit que la commission était trop nombreuse.

M. THÉNARD. Il y a longtemps que j'ai indiqué l'expérience à faire. Faire maigrir des chiens...

M. POINSOT. Pauvres bêtes !

M. THÉNARD. Faire maigrir des chiens, ajouter alors de la gélatine à leurs aliments insuffisants, et constater si leur poids continue à diminuer. Dans ce cas, la gélatine ne serait pas nutritive. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si le poids augmentait, j'en

concluerais que cette substance est réellement nutritive, ce que je crois fermement.

M. POINSOT. Je ne le crois pas.

M. THÉNARD. Pourquoi ne le croyez-vous pas ?

M. POINSOT. Parce que les rats eux-mêmes ne veulent pas en manger.

M. THÉNARD. Je rassemblerai la commission, mais auparavant je demande l'adjonction de M. Dutrochet.

M. Dutrochet est adjoint à la commission, qui est donc composée de huit membres, quoique sept soient déjà trop nombreux. Les huit membres avanceront-ils la question ? la résoudre-ils ? Il est encore permis d'en douter.

Ce n'est pas à Rive-de-Gier seulement qu'il y a eu ce mois des troubles pour le salaire ; le Mans et Grenoble ont eu aussi leurs coalitions. Grâce à Dieu, les faits ont été moins graves là qu'à Rive-de-Gier, mais la cause est la même : c'est partout la lutte du travail contre l'argent ; la guerre sourde ou violente du salaire. Quand donc pensera-t-on à s'occuper enfin du sort des ouvriers ? Que faut-il que nous fassions ? Devons-nous, comme ces malheureuses populations d'Angleterre et d'Irlande, ne manger que de deux jours l'un une faible ration de pommes de terre, et nous coucher quand la faim presse ? ou bien, au mépris des lois et de la tranquillité publique, nous lancer dans toutes les horreurs d'une guerre sociale ?

Les ouvriers tailleurs du Mans sont en lutte contre leurs maîtres ; deux ouvriers ont déjà été mis en prison. Nous manquons de détails sur cette affaire.

A Grenoble, les ouvriers tailleurs, appuyés, soutenus par les maîtres, se sont présentés chez le maire pour lui représenter que les confectionneurs forains, qui viennent de débiter en cette ville, leur enlèvent tout travail par le bas prix dû à la qualité inférieure de leurs marchandises, et surtout à ce que ces vêtements sont fabriqués à vil prix dans les prisons et dans les maisons religieuses ou de charité.

Le maire a répondu que la loi ne mettait aucun moyen à sa disposition pour remédier à cela ; alors les ouvriers se sont portés en foule au magasin d'un des marchands forains ; là, les vitres ont été brisées, les marchandises lacérées et traînées dans la boue ou jetées dans la rivière. Alors les ouvriers ont été invités à se rendre à la mairie pour y conférer sur les moyens de leur assurer leur travail ; quinze d'entre eux se sont rendus à cette invitation, qui n'était qu'un piège de police.

Une pétition, revêtue de la signature d'une centaine d'ouvrières tailleuses, a été présentée par le maire au conseil municipal. Les pétitionnaires, que l'on ne peut accuser d'envie de causer des troubles, exposent au conseil que leur position, si malheureuse déjà, est rendue intolérable par la concurrence mortelle des marchands forains, qui font confectionner à vil prix dans les ateliers de charité, les prisons et les maisons religieuses ; elles demandent que des mesures soient prises pour ne pas jeter en proie à la misère elles, leurs filles et leurs familles, et elles terminent en implorant la pitié pour les prisonniers.

Le conseil municipal s'est réuni et n'a rien su trouver pour soulager ces infortunes.

On a voulu de nouveau détruire les marchandises des confectionneurs forains ; mais un fort détachement stationnait aux environs. Comme on le voit, cette affaire n'est pas finie ; cependant croyons que là s'arrêteront de part et d'autre les mesures de violence, et que Grenoble n'aura point, comme Rive-de-Gier, des scènes de meurtre à déplorer.

VARIÉTÉS. — Les Goguettes.

Nous avons espéré, lorsqu'il y a quelques mois nous appelions l'attention de l'autorité sur la littérature des carrefours, qu'elle interviendrait d'une façon prompte et salutaire ; et — faut-il avouer jusqu'où allait notre confiance ? — il nous semblait, tant on est disposé à croire ce qu'on désire ardemment, que le fléau que nous avons signalé à l'indignation publique avait perdu de son audace ; qu'une réaction pudique s'était opérée en lui, et nous nous réjouissions de bonne foi de ce que nous appelions un succès obtenu. « La police, nous étions-nous dit, la police, après tout,

est une meilleure chose qu'elle ne le paraît; malgré toute sa vigilance, il est impossible que, dans un centre comme Paris, — cette métropole du monde, — il n'y ait pas quelques abus qui lui échappent; ce que l'on qualifie chez elle indolence ou incurie peut bien parfois n'être que de l'impuissance. Un mal existait qu'elle n'avait pas aperçu: il a suffi de le lui indiquer pour qu'elle le réprimât. — Eh bien, là encore, comme toujours, comme dans tout ce qui tient aux classes inférieures, — sauf leur oppression! — là, comme dans tout ce qui n'intéresse que le bien-être physique ou moral du peuple, nous nous étions trompé! — Que le peuple se corrompe, que son malaise s'accroisse, que sa dépravation soit telle qu'elle seule puisse lutter avec sa misère, voilà ce qu'ils attendent, ce qu'ils espèrent, ce qu'ils veulent!

Qu'on en juge par ce dernier échantillon lyrique qui nous a été remis voilà quelques jours: c'est de l'infection du dernier produit; — de la pourriture fraîche. — C'est sur l'air de *la p'tite Javotte*, autre saleté que nous avons eu la douleur d'entendre chanter sur nos places par des petits ramoneurs, de jeunes Auvergnates, et qui l'articulaient à plein gosier, la face réjouie, l'œil pétillant, comme de joyeux rossignols du bon Dieu! — Pauvres enfants! ils n'avaient pas conscience des obscénités qu'ils débitaient avec une assurance que possèdent seuls ces doux innocents; cela ne sortait ni de leur cœur, ni de leur esprit, et ils n'étaient pas responsables des infamies dont on avait souillé leurs lèvres:

Joséphine est encor
En couches retenue;
Enceinte continue,
Elle a fait choix d'un fort!
Le fort, sans crainte,
Soutient l'enceinte...

.....

Lundi, j'ai vu de loin
Matelots, matelottes,
Sans cottes ni culottes,
Dans l'île Saint-Ouen;
Mis en sauvages,
Quelques feuillages
Servaient d'ombrages
A ce qu'on ne dit point.

.....

Giselle, dans mes bras!
Ne crains rien, ma petite,
C'est le droit de visite
Que j'exerce tout bas.
Allons, Giselle,
Sois moins rebelle,
Puisque, ma belle,

..... (1).

Comme on voit, c'est de l'actualité toute vive: — les fortifications, le droit de visite; l'écrivain a touché à deux des questions qui tiennent en éveil l'attention du pays. Mais quel but a pu se proposer cet homme en rapetissant ainsi ces grands intérêts aux limites de son imagination ordurière? Qu'a-t-il espéré, en les traduisant dans son langage de mauvais lieu?... les ridiculiser? les faire prendre en pitié par ses auditeurs et les amener à hausser les épaules chaque fois que ces graves sujets seraient traités devant eux?... Ignorait-il que c'est là une de ces missions officielles que l'on confie aux littérateurs-policiers de bas étage? Ignore-t-il qu'il a fait là un de ces dégoûtants *canards* comme ceux qui s'élaborent dans les sentines d'esprit public de la rue de Jérusalem? — Après tout, il le sait peut-être mieux que personne.

Eh bien, nous le demandons: en face de ce vice effronté, de ce cynisme outrecuidant; en présence de l'apathie coupable de l'autorité, que reste-t-il à faire? — Parfois, sous l'influence d'une irritation qui sera comprise de toute âme honnête, on serait tenté de suivre l'exemple donné naguère à Londres par un gentilhomme anglais, qui, trouvant sur son chemin un libraire dont l'étalage était garni de livres obscènes et d'images licencieuses, ne put maîtriser la violence de son indignation; il renversa la boutique

immonde et brisa sa canne sur le visage du marchand qui spéculait ainsi impudemment sur la débauche et la démoralisation. — Qu'advient-il ici d'un semblable épisode? une arrestation, une traduction en police correctionnelle; — car, de notre temps mercantile, ce n'est pas sans péril qu'on s'attaquerait à quoi que ce soit, homme ou chose, qui fût susceptible de se vendre ou d'être vendu. — Mais, croit-on que ces conséquences extrêmes n'auraient pas été prévues par l'homme intelligent qui s'y dévouerait? Que sait-on même si, fatigué de ce que ses clameurs honnêtes ne sont pas entendues, si reconnaissant l'inutilité de ses accusations sans écho, il ne se serait pas proposé ce but: de pouvoir enfin formuler ses plaintes légitimes dans une occasion solennelle, en face d'un tribunal, devant des juges qui, s'ils ne pouvaient l'acquitter, parce que c'est leur devoir de protéger la propriété et les individus, l'absoudraient néanmoins dans leur conscience; car c'est leur devoir aussi de protéger la morale et le respect dû à la société. — Eh bien, que ceux dont c'est la tâche y prennent garde; que ceux que la confiance publique a investis du droit de veiller au maintien des mœurs y songent: ils ont à craindre que quelque noble susceptibilité ne s'éveille dans ce peuple si fécond en généreuses idées, dans ce peuple si souverainement prédisposé à toute initiative honorable et utile, qui pourrait à juste titre confondre dans son haro les marchands d'infamie et ceux qui les autorisent. C'est qu'on est bien fort et bien hardi quand on a derrière soi la sympathie de tout ce qui est bon et digne, quand on s'appuie sur la partie saine et vigoureuse de la nation; et, encore une fois, les mœurs ne pourraient que gagner à un semblable débat, quelle qu'en soit l'issue.

Quant à nous, que ce soit ou non parti pris de nous laisser nous suicider par la corruption et l'avilissement, nous sommes résolus à ne pas laisser se réaliser cette stupide espérance, et nous ne cesserons de mettre nos moralistes en demeure d'accomplir leur mandat en persistant à appeler leur sollicitude, que nous sommes prêts à aider de tous nos efforts, sur les améliorations nécessaires, que nous attendons d'ailleurs depuis si longtemps avec assez de longanimité et de patience.

Nous signalions naguère le cynisme des mélomanes de la place publique; ce n'est là qu'un symptôme que ceux auxquels nous adressions notre requête auront considéré sans doute comme trop frivole pour daigner y accorder leur attention: — comme s'il y avait rien de frivole dans tout ce qui tient à la moralisation du peuple; comme s'il y avait rien de plus grave que ce qui se rattache directement aux délabrements de son intelligence! — Nous nous sommes décidés, pour qu'on ne pût pas nous reprocher de n'avoir touché cette question qu'à sa surface, à y revenir, et à la creuser jusqu'à ce que nous soyons arrivés au siège du mal. Cette étude nous conduit en première analyse à la *goguette*. — Si nous recherchons quels sont son esprit, ses tendances, son but, nous sommes de prime-saut amenés à l'analyse de ses œuvres; or, les œuvres de la goguette peuvent se distinguer en deux catégories: la *gaudriole* et la *chanson sociale*.

Nous ne jetterons qu'un coup d'œil rapide sur le passé de la première, qui est incontestablement la créatrice du genre; c'est elle, en effet, qui défraie, sinon pour tout, du moins pour la plus grande partie, les recueils et les anthologies; nous ne nous arrêterons pas, disons-nous, à l'étude approfondie du *Caveau*, parce que d'abord, nous le confessons, nous l'avons peu lu, — mais nous n'avons ensuite nulle envie de le lire. — Puis nous avons hâte d'arriver à l'époque où la gaudriole a dû se transformer; car nous voulons croire, pour l'honneur de ses fondateurs, qu'elle a subi une métamorphose en passant à leurs descendants; c'est que si nous jugions de ce qu'elle fut par ce qu'elle est, nous aurions peine à nous défendre d'un sentiment opposé à la vénération pour la mémoire des Désaugiers, des Piis, des Armand Gouffé, etc.; noms qu'à tort ou à raison on est accoutumé à environner d'une sorte de joyeux prestige, d'une espèce de renommée allègre que nous ne voulons pas discuter ici, parce que, indépendamment de ce qu'il n'est pas en notre pouvoir de faire que ce qu'ils ont semé n'ait porté fruit, il nous répugne de troubler la cendre des morts.

Et d'ailleurs, que dire de ces hommes, — lorsqu'on les évoque à jeun? — Quel sentiment provoque dans l'esprit la lecture et l'appréciation de leurs écrits? N'est-ce pas quelque chose comme une souveraine pitié, lorsqu'on s'est convaincu que des êtres organisés, des créatures douées d'une âme, d'un cœur, d'une tête, — de ce qui constitue l'homme enfin! — ont usé leur vie à enchâsser proprement *bouteille* au-dessus ou au-dessous de

(1) Nous n'osons transcrire le dernier vers.

treille; à accoler le vin à l'entrain divin; ivresse à maîtresse; Vénus à Bacchus ou Comus? et cela sur tous les tons, sur tous les modes, sur tous les rythmes? N'est-il pas triste à la fois et burlesque de reconnaître qu'ils ont asservi leur verve à la seule glorification du sensualisme et du bien-être matériel? qu'ils se sont honorés d'être les propagateurs zélés de Bérchoux, les apôtres pratiques des maximes de morale culinaire formulées par Brillat-Savarin? Et si la fatigue ne vous prend pas tout d'abord, si vous vous résignez à feuilleter au long ces pages écrites avec de la lie et desquelles s'exhale comme une vapeur vineuse, la pitié fait place à un sentiment plus âcre, à une émotion plus amère, à un dédaigneux mépris, — car on se rappelle l'époque où ont vécu ces hommes, et on a le droit de leur dire, à eux qui n'ont su que composer des poèmes en l'honneur du vin au milieu d'un peuple que la gloire seule altérait alors; à eux qui n'enseignaient dans leurs odes que l'art du bien vivre, quand autour d'eux la France multipliée montrait aux nations à noblement mourir sur les champs de bataille; on a le droit de leur dire qu'il leur a manqué la taille nécessaire à vivre dans ces temps héroïques; qu'un sens leur a failli, celui de l'à-propos; qu'ils n'ont compris ni l'ère géante au sein de laquelle Dieu leur avait accordé la faveur de naître, ni les événements qui s'accomplissaient sous leurs yeux! Oh! quand l'Europe tressaille à votre approche et frémit dans votre attente; quand le sol tremble au choc des armées; quand les villes se prennent d'assaut et les royaumes au pas de course; quand la France harangue le monde par la voix de ses cent mille canons, refait la géographie avec son épée; quand la France, volcan de liberté, répand par l'univers sa lave de gloire et ses torrents de soldats victorieux, avoir en soi l'étoffe d'un Tyrtée, rien qu'à s'écouter battre le cœur, et n'y trouver, dans ce cœur, que ces cris discordants: — *la faridondaine! la faridondaine!*... — Etre fils d'une patrie qui déborde sur l'univers et y imprime sa main puissante comme trace de son passage, y plante son drapeau comme un gage d'affranchissement, y inscrit son nom comme un symbole d'espoir pour les opprimés, être, soi, enfant gâté de cette mère majestueuse, tout juste assez robuste pour fonder... le Caveau! — Et si l'on songe, lorsque des jours néfastes eurent remplacé cette période fabuleuse de succès et de triomphes, si l'on songe que, dans Paris même, ces gens ont fait un instant opinion, qu'ils ont été quelques jours le point de mire de l'attention publique; si l'on se souvient que les comptes-rendus des séances de ce cercle de beaux-esprits a pu balancer quelque temps dans la curiosité générale les bulletins désastreux des dernières années de l'Empire, alors, ce n'est plus de la pitié, de l'amertume qu'on éprouve!... car on se demande si les élucubrations permanentes de ces illustres viveurs, si l'exaltation de leur culte exclusif à la *bonne chère*, si leurs provoquantes maximes de matérialisme et leur morale gastronomique, aidant à ce qu'on a appelé faussement la lassitude du pays et qui n'était que la lâche fatigue des goujats parvenus, des ambitions repues et des faquins enrichis; on se demande si les discours dépravants de ces hommes n'ont pas contribué à abâtardir le sentiment national, à énerver la fièvre patriotique qui seule pouvait, comme en 93, nous préserver des calamités de 1815?... — Mais non! ce serait donner à ces natures mesquines des proportions qu'elles n'ont pas eues, une importance qu'elles n'avaient pas, même à leurs propres yeux! Celui d'entre eux qui enfanta cette idée merveilleuse :

Qui termine la guerre?
Le Roi.
Qui nous aime en bon père?
Le Roi...
... Qui sauva la patrie?
Le Roi.
A qui doit-on la vie?...
Au Roi!...

n'eut probablement pas conscience de ce qu'il écrivit, — sans doute à la suite de nombreuses rasades, à la suite desquelles, après cette exclamation grégorienne: *Que le vin est bon!* il ne trouva que *Bourbon* à rimer; — ce qui prouve qu'un dithyrambe monarchique est, plus qu'on ne croit souvent, d'une nature bachique, — surtout quand l'auteur est ivre. Le vin joue de ces tours! — Dormez donc en paix, ô vous dont la muse ne créa qu'un long pot-pourri, dont l'existence ne fut qu'une éternelle ivresse! dormez, Ramponneaux anacréontiques, qui ne respiriez

d'encens que les émanations des plats, dont l'oreille ne s'emplissait que de mélodies en flon! flon! et de choc de verres; dormez donc, épicuriens, sur les lauriers culinaires que vous vous êtes prudemment conquis pour le moment où, vos jambes avinées ne pouvant plus vous soutenir, vous y deviez tomber rassasiés et gorgés, y digérer votre vie et y cuver votre âme.

De cette gaudriole épicée de gingembre et de noix muscade, nous passons à celle de nos jours.

Les sujets les plus complaisamment traités sont nécessairement ceux pour lesquels les auteurs ont le plus de vocation, c'est-à-dire ceux qui sont le plus en rapport avec leurs facultés et leur manière de voir, et surtout ceux dans la facture desquels ils excellent assez pour être proclamés les rois du genre par leurs auditeurs, dont provoquer l'entraînement et l'enthousiasme est leur but constant: — ce sont, du reste, toujours l'amour, la famille, le vin, — pour la gaudriole; — l'honneur, la patrie, la gloire, etc., pour la chanson sérieuse: deux mots bien surpris de se trouver côte à côte; — quelquefois des excursions dans ce qu'on appelle la *chanson de genre*.

Que si, ne connaissant pas la goguette, vous demandiez ce que c'est? ses séides — la goguette a des séides, nous dirons plus loin quels ils sont; — ses séides vous répondraient: C'est un divertissement agréable et de bon goût qui ne peut qu'avoir les meilleurs résultats sur l'esprit du peuple, en ce sens que nos joûtes littéraires, mises à sa portée, tiennent son intelligence en éveil et polissent à la longue le fruste de ses manières, en leur donnant un vernis de poésie, etc., etc.

Or, en admettant qu'elle soit un passe-temps agréable, est-elle une inspiration de bon goût, la gaudriole bachique qui suit? — Un ivrogne revient d'un cabaret de la banlieue, et se trouve arrêté à la barrière par un commis d'octroi:

— Holà! que m'dit l'homme à la sonde,
N'avez-vous rien à déclarer?
— Oui! que j'ai dit, et j'ai débordé
Tout l'vin que j'venais d'savourer...
Le gab'lou, qui r'çoit la denrée,
Prétend qu'la régie est frustrée!
— Nom de D!... nom de D!... d'nom de D!...
Les renards ne paient pas d'entrée!
Nom de D!... etc.
Qu'est-c' qu'on dira? etc.

Comme on le voit, le

Vive le vin,
Vive ce jus divin! etc.

de nos aïeux est amplement dépassé; aussi, les émotions violentes ont saturé les esprits, comme les boissons fortes ont émoussé les palais; — ces poètes l'ont compris et ont fait subir à leurs productions un certain travail que jusqu'à eux nous avions cru exclusivement du ressort des débitants d'eau-de-vie: — ils les ont poivrées.

Comment pense-t-on que la famille ait été considérée par eux? — dans son ensemble patriarcal, biblique, solennel? Vous vous attendez à la glorification de cette sainte et douce hiérarchie ascendante de l'enfant à la mère, de l'épouse à l'époux, de l'homme à l'aïeul? Allons donc! Berquin et Bouilli, perruques! — Voilà de l'intérieur:

Voisine, j'suis désolée
D'mon coquin d'garçon.
Chaque jour j'y donne un volée;
C'est un vrai démon!
Tant que j'peux sur sa carcasse
J'tap'!... sans faire semblant!
Derrière, y m'fait la grimace...
Quel cochon d'enfant!

Il appell' sa tant' vieux masque!
Son pèr' grand pantin!
J'dit que j'suis une harpie,
Et puis l'insolent
Trait' sa grand'sœur de toupie!
Quel cochon! etc.

Depuis trois mois j'ai l'estime
D'un sapeur-pompier,
Qui m'donn... des leçons d'escrime
En particulier.
— Tiens ! v'là pour ach'ter une pomme,
Dis-je en l'envoyant,
I' conte ça l'soir à mon homme !...
Quel cochon ! etc.

Vous connaissez la p'tite fille
A la mèr' Chibout ;
Tout chacun la trouv' gentille :
Moi j'l'estime comm' tout !
Il a beau r'cevoir des danses,
Quand il la surprend,
Il lui fait des indécences !
Quel cochon ! etc.

.....
Il est tapageur, colère,
Ivrogne et *faignant* !
C'est ben tout l'portrait d'son père...
Quel cochon d'enfant !

Voilà la nature ! voilà la famille pittoresque ! — Est-ce la leur
qu'ils ont fait poser pour la peindre?...

La gaudriole n'a jamais eu de cœur ; elle a des sens, voilà tout.
Cette cause des pauvres filles du peuple séduites, abusées et
trahies ; cette douleur de ces enfants trompées, de ces anges dé-
chus, qui de tous côtés frappe nos regards et attriste notre pen-
sée ; cette plaie vivace qui s'agrandit chaque jour, si contagieuse,
si impitoyable, si profonde, qu'il semble qu'en l'invoquant, Dieu
lui-même doit inspirer des paroles pour la calmer, la plaindre
ou la venger ; cette éloquence de l'indignation ou de la pitié que
le poète doit à toutes les fautes et à tous les malheurs, la voulez-
vous traduite en style de goguette ? — écoutez : — La victime
s'adresse à son séducteur :

J'avais beau t'dire : Pas d'imprudence !
Qu'ton amour n'aille pas nous trahir.
Voilà qu'au beau milieu d'la danse,
Monsieur tournait d'un œil sans m'prév'nir.
Non content d'perdre mon innocence,
Quell' vilain' polisson' de chance !
Pour un' fois qu'ça m'est arrivé,
J'en suis pour un enfant trouvé.
T'as fait,
T'as fait
L'malheur de ton objet.

Vous savez comment la gaudriole comprend l'amour, voici
comment elle comprend la vertu. — L'amant de Manon s'extasie
sur les qualités de son objet :

Un jour que j'étais dans l'besoin,
Et que j'implorai son assistance,
C'te fill', malgré son abstinence,
De m'soulager prit vil' le soin.
La pauvrell', voyant ma démence,
Pour rach'ter mon amour perdu,
Vendit jusqu'à son innocence !
Faut-il qu'une fille ait d'la vertu ! (1)

Il nous restera, dans un prochain article, à aborder la chanson
sérieuse, comme nous l'avons appelée : la catégorie de l'honneur,
la patrie, la gloire, etc. ; — quelques chansonniers vineux font
bien parfois entrer, bon gré mal gré, quelques bribes de cette
dernière dénomination dans leur domaine, mais il en est de la
gloire comme des fagots, à ce qu'il paraît ; car à quel titre, de
quel droit, dans quelles conditions un buveur peut-il se croire

glorieux ? — C'est sans doute, dans un assaut de bouteilles, de
n'être que gris lorsque ses adversaires sont saouls ? — comme ici,
par exemple :

J'n'ai pourtant bu qu'dix-huit litres !
Ah ! j'suis-t-y pochard !

Les règlements de goguettes contiennent tous un article inva-
riablement rédigé dans ces termes : « Toutes chansons, politique
ou autre, tendant à offenser le roi ou les membres de la famille
royale, sont sévèrement interdites ! »

Et à propos de ce règlement, nous ferons observer que les au-
teurs ont commis une aberration inqualifiable. Comment ! leur
sollicitude s'est inquiétée du respect dû à la majesté royale, et
ils n'ont eu nul souci d'une majesté bien autrement vénérable, —
la majesté divine ! — Comment, ils tolèrent les quolibets les plus
saugrenus, les lazzi les plus outrageants, qu'ils aillent où ils
veulent, qu'ils s'adressent à quoi que ce soit, pourvu qu'ils
passent assez loin ou assez au-dessus du monarque pour qu'il n'en
soit pas éclaboussé ; — comme ici, par exemple :

Un certain jour le bon Dieu,
Sur un gros tas d'merveilles,
Dans un des coins du saint lieu
Dormait sur les deux oreilles ;
Un ang' l'éveillant, dit : — De quoi ! de quoi !
Est-ce donc pour dormir qu'on vous a fait roi ?
— Bah ! dit le bon Dieu, je suis las des veilles ;
Et puis, vois-tu bien, si j'suis fainéant,
Je m'en f... pas mal ! après moi l'néant !

A notre sens, la prohibition spécifiée aux statuts lyriques laisse
encore une marge assez consolante aux verbes excentriques qui
peuvent, sans trop souffrir, se résigner à respecter les susceptibi-
lités princières, puisqu'il leur reste la faculté de s'attaquer inso-
lément à Dieu.

(La suite prochainement.)

Nous lisons dans le *National* du 19 avril :

« Un des représentants les plus dignes de l'industrie française,
Jean-Louis Raoul, ancien fabricant de limes, vient de mourir à
Paris, âgé de 94 ans.

« Les limes Raoul ont circulé dans le monde entier ; elles ont
été pour la France une véritable conquête : les Anglais ont été
obligés, en s'en servant, de payer ainsi un tribut légitime à notre
patrie. »

AVIS.

Les numéros ci-après indiqués de notre journal, qui sont com-
plètement épuisés, nous sont demandés pour compléter des
collections. Ceux de nos lecteurs qui pourraient nous en céder
sont priés de les faire porter au bureau de *L'Atelier*, où ils leur
seront payés au prix ordinaire. — Septembre et octobre 1840. —
Janvier et février 1841. — Mai, juin et septembre 1842.

Ceux de nos abonnés des villes où nous n'avons pas de corres-
pondant, et dont l'abonnement est expiré, sont priés de nous
adresser, pour le renouveler, un mandat sur la poste, à l'ordre
du gérant.

Le Gérant : PASCAL.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 52, rue de Seine.

(1) Nous pourrions, par nos souvenirs et en compulsant les documents
qui nous ont été fournis, multiplier ces citations, mais nous nous arrêtons
ici, ayant conscience de la dignité de nos lecteurs ; d'ailleurs, ce que nous
avons dit doit suffire pour les édifier ; et il est une limite où l'indignation ne
suffit plus ; mais nous ne voulons pas la franchir, car c'est celle où le dégoût
commence.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est *exclusivement* rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les semestres par les actionnaires ouvriers, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Tout ouvrier peut participer à la rédaction de *l'Atelier*, sous les deux conditions suivantes : 1^o justifier qu'il est bien l'auteur des articles qu'il propose ; 2^o se soumettre aux corrections indiquées par le jury.

SOMMAIRE.

Exposition des produits de l'industrie (2^e article). — Des brevets d'invention. — Quelques mots sur l'Italie. — Revue du mois. — De la loi sur les prisons dans ses rapports avec les ouvriers. — De la résistance des ouvriers anglais aux diminutions de salaire. — Souscription de Rive-de-Gier. — Poésies de Poncy. — Faits divers.

EXPOSITION PUBLIQUE DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE (DEUXIÈME ARTICLE).

Dans notre numéro d'octobre dernier (page 8) nous avons commencé à examiner au point de vue général les expositions publiques de l'industrie ; nous avons rappelé que le bon marché s'obtenait surtout par la mauvaise qualité des produits et plus encore par l'abaissement continu des salaires ; nous avons aussi exprimé nos plaintes sur la déplorable habitude des jurys qui accordent toutes les récompenses au capital et laissent dans l'oubli le nom du producteur véritable. Nous allons aujourd'hui commencer par tracer un rapide historique des expositions ; puis nous compléterons nos observations générales, nous réservant d'examiner plus tard, séparément, les diverses séries de l'exposition de 1844.

On se rappelle que la première Exposition des produits de l'industrie eut lieu sous la République ; il s'agissait de célébrer l'anniversaire de sa fondation. Au lieu de ces stupides fêtes publiques que nous donnent nos gouvernants, au lieu de ces misérables parades dans lesquelles nos vieux soldats montent sur des tréteaux pour y jouer un rôle de bateleur, le ministre du Directoire, François de Neufchâteau, conçut l'idée de donner à la France une haute pensée de sa puissance industrielle.

C'était au milieu des luttes que nous soutenions contre l'Europe coalisée, et surtout contre l'Angleterre, et il était bon d'apprendre à notre vieille ennemie que toutes nos forces n'étaient pas employées sur les champs de bataille, que nous serions bientôt aussi en mesure de la battre avec les armes industrielles comme alors nous le faisons avec nos armées et nos corsaires.

L'ouverture de cette première exposition n'eut pas lieu comme aujourd'hui, sur un simple roulement de tambours, ainsi que pour une foire de village, mais avec toute la pompe des fêtes républicaines. C'était le troisième des jours complémentaires de l'an VI (19 septembre 1798). Dès dix heures du matin le ministre de l'intérieur et son cortège se rendirent au Champ de-Mars où avait lieu l'ex-

position ; la marche s'ouvrait par l'école des trompettes ; suivaient un détachement de cavalerie, puis deux pelotons d'appariteurs, des tambours, une musique militaire à pied, un peloton d'infanterie, les hérauts, le régulateur de la fête, les artistes inscrits pour l'exposition, les membres du jury, le bureau central, le ministre de l'intérieur, et derrière lui un peloton d'infanterie.

L'exposition avait lieu sous soixante portiques au milieu desquels une place où s'élevait un temple à l'industrie ; ce temple n'ayant pu être achevé pour le jour de l'ouverture, le ministre, après avoir fait avec son cortège le tour de l'exposition, monta sur un tertre, et là il prononça un discours.

Presque tous les objets fabriqués dans nos ateliers et nos manufactures furent représentés à cette exposition, qui dépassa tout ce que l'on en attendait, et nos ennemis purent voir avec déplaisir que les soucis et les dépenses de la guerre n'avaient point tari chez nous le développement industriel. Et cependant, quoique la France fût composée alors de quatre-vingt-dix-huit départements, seize seulement purent être admis à l'exposition, et fournirent à eux seuls cent dix exposants. On put constater nos progrès dans la belle horlogerie, les instruments de précision, la filature et le cardage mécanique des cotons, la fabrication des cotonnades et la bonneterie. De grandes améliorations furent signalées dans nos porcelaines, cristaux, etc. ; les progrès des arts chimiques furent apparents à tous les yeux, et la typographie y fut représentée par d'admirables impressions.

Le règlement avait excessivement limité le nombre des récompenses : elles n'en eurent que plus de prix ; il fut accordé douze distinctions honorables du premier ordre, et treize mentions honorables du deuxième ordre. Plus tard (1801), les premières distinctions furent assimilées aux médailles d'or et les deuxièmes aux médailles d'argent.

Les expositions, d'après le projet de François de Neufchâteau, devaient avoir lieu tous les ans ; mais les événements politiques qui se passaient alors y mirent obstacle. Cependant la République eut encore deux autres expositions sous le Consulat, en 1801 et 1802 ; elles durèrent environ une semaine ; elles eurent lieu dans la grande cour du Louvre, sous cent quatre portiques d'architecture romaine.

En 1801, il y eut quatre genres de récompenses : médailles d'or, d'argent, de bronze et mentions honorables. En 1802, on donna

vingt médailles d'or, trente et une d'argent et quarante-deux de bronze. Ces expositions furent surtout remarquables par les progrès des arts chimiques et mécaniques.

L'Empire, absorbé par les guerres européennes, n'eut qu'une exposition, en 1806, sur l'esplanade des Invalides, sous cent vingt-quatre portiques et dans onze salles des Ponts-et-Chaussées, dont l'administration était alors établie dans le voisinage. Cette exposition dura vingt-quatre jours; le jury décerna vingt-sept médailles d'or; soixante-trois d'argent, de premier ordre, cinquante-trois d'argent, de deuxième classe, remplaçant les médailles de bronze, trois cent vingt-six mentions honorables et quarante-quatre citations simples.

Sous la Restauration il y eut trois expositions (1819, 1823, 1827); une ordonnance royale du 15 janvier 1819 en avait fixé le retour périodique à quatre années. Elles eurent lieu dans les salles et galerie du premier étage du Louvre: on y remarqua surtout les mérinos, les soies lisses, les laines peignées, les fers travaillés à la houille, les filatures de coton et les machines à vapeur.

Préoccupé entièrement des difficultés qu'il éprouvait dans ses efforts de consolidation, le gouvernement de 1830 laissa passer le retour de l'exposition de 1831, et ce fut seulement en 1833, le 1^{er} octobre, que fut publiée l'ordonnance royale fixant l'ouverture d'une nouvelle exposition au 1^{er} mars 1834. Depuis cette époque il y en eut une tous les cinq ans; celle de 1834 eut lieu sur la place de la Révolution, celle de 1839 aux Champs-Élysées, à la même place que celle de 1844.

À chacune de ces expositions on a vu se multiplier le nombre des exposants, excepté à la sixième, qui en eut quatorze de moins que la précédente; à la dernière, 1839, il y a eu trente fois plus d'exposants qu'à la première. Voici le chiffre de chacune de ces expositions:

La 1 ^{re}	réunit	110	exposants	en	1798.
2 ^e	—	220	—	1801.	
3 ^e	—	540	—	1802.	
4 ^e	—	1422	—	1806.	
5 ^e	—	1662	—	1819.	
6 ^e	—	1648	—	1823.	
7 ^e	—	1795	—	1827.	
8 ^e	—	2447	—	1834.	
9 ^e	—	3381	—	1839.	

Le chiffre de la dixième s'élève à 3963, c'est-à-dire 36 fois plus haut que celui de 1798. Nous avons constaté avec plaisir cet accroissement, car il est le signe évident des progrès accomplis par l'industrie française; cependant nous ferons remarquer que l'on se montre trop facile pour l'admission, qui devrait être elle-même déjà une récompense accordée aux industries en progrès, et les fabricants le comprennent ainsi; car tous ceux qui ont été admis à exposer ont bien soin de l'annoncer sur tous leurs produits; nous aimerions que cette simple mention pût être un gage de progrès pour le consommateur.

Nous reconnaissons tous les avantages que l'industrie retire de ces grands concours périodiques, c'est une sorte de lutte où chacun s'efforce de surpasser ses concurrents; pourquoi faut-il que pour un grand nombre d'industriels ce soit tout bonnement un moyen de publicité, de réclame?

Nous avons sous les yeux une circulaire signée, qui montre jusqu'à quel point d'effronterie est arrivé le charlatanisme indus-

triel; nous regrettons de ne pouvoir reproduire tout entière cette circulaire, car elle est digne de demeurer comme une preuve irrécusable de la niaiserie des uns et de la duperie des autres; nous ne pouvons cependant nous dispenser de citer le passage suivant de cette curieuse pièce: « Depuis quatre années nous avons entrepris la « publication des *articles industriels, scientifiques, etc.*, dans les « grandes feuilles politiques... Ce n'est pas une annonce qu'il « faut à l'exposant... ce sont des articles de fonds, émanés de la « rédaction, insérés dans les colonnes, signés du rédacteur... « Chaque exposant pourra venir, aux heures indiquées, soumet- « tre aux rédacteurs ses notes et ses documents sur sa propre in- « dustrie, leur dicter la pensée qui doit former le *beau* de la « rédaction, car il est reconnu que les articles faits d'office (le « mot est joli) par les journaux, sans que la personne intéressée « soit entrée en explication avec le rédacteur, *ne donnent que* « *des notions imparfaites.* » Les auteurs de cette circulaire don- nent la liste des journaux où s'exerce leur honnête industrie; dési- rant être agréable à ces journaux, nous reproduisons cette liste; ce sont: *Les Débats, la Quotidienne, le Galganis, la Gazette de France, le Commerce, le Siècle et l'Estafette.*

Nous avons encore vu une circulaire du directeur d'un journal, qui dit à tous les exposants: *Abonnez-vous pour un an à mon journal et je vous ferai un article.*

Nous n'en finirions pas si nous voulions citer toutes les ruses employées par nos charlatans industriels pour *faire chanter* les exposants et pour tromper le public.

Nous désirerions que le jury pût mettre hors de concours et même expulser des salles les produits de tous les exposants qui ne rougissent point d'employer des moyens dignes des marchands d'orviétan.

Il faut avouer toutefois que, sans avoir complètement cessé, les distributions de prospectus sont bien moins nombreuses et bien moins éhontées qu'aux précédentes expositions; mais il faudrait les supprimer complètement, chaque exposant pouvant avoir, sur le tableau qui porte son nom, l'adresse de sa fabrique ou de son dépositaire. Pourquoi aussi, malgré les nombreuses réclamations du public, les exposants ne sont-ils pas astreints à marquer de leurs prix chacun des objets exposés? Cela servirait évidemment au public et au jury de base et d'appréciation.

En effet, pour qu'une industrie progresse il faut que, le prix de vente restant le même, ses produits soient notablement réduits, sans que la qualité, la bonne confection et la main d'œuvre en souffrent, ou que, sans augmenter les prix, les produits soient améliorés sous tous ces rapports; hors de là il n'y a pas de progrès industriel.

C'est toujours avec déplaisir que nous voyons ouvrir les salles à des objets de pure fantaisie, à des chefs-d'œuvre créés à grands frais et qui se trouvent complètement en dehors du commerce ordinaire; nous ne comprenons pas en quoi ces produits peuvent servir dans une exposition publique. Qu'importe que l'on puisse à grands frais établir de petits chefs-d'œuvre si l'industrie véritable est en décadence; et si, comme à notre époque, l'industrie étend chaque jour son domaine, à quoi sert de nous montrer des produits fabriqués exprès pour l'exposition? Nous avons assez à admirer dans les travaux accomplis chaque jour au profit de la société par l'industrie; que l'on accroisse son domaine dans toutes les choses utiles, mais que l'on renonce à éblouir nos yeux par des

produits que leur prix de revient met en dehors des conditions ordinaires de la vente : ce sont, si l'on veut, des objets d'art, mais ce ne sont pas des produits industriels.

On a signalé comme une amélioration la réduction du prix du livret, vendu cette année 50 centimes ; c'est encore là un bon marché trompeur, car ce livret est un effroyable chaos où l'on trouve dans un pêle-mêle incroyable seulement les noms et les professions des exposants. Voici comment nous comprenons que doit être un livret d'exposition publique : il devrait être divisé par genre d'industrie, indiquer le but des produits, leur source, leur mode de fabrication, leur prix de vente, le nombre des ouvriers employés par chaque exposant, les conditions de leur travail, donner les noms de tous ceux qui auraient concouru à l'amélioration des objets exposés, et alors ce livret, devenu un volume d'enquête utile et sérieux, serait un complet exposé de la situation de notre industrie ; et quand le prix de vente serait quatre à cinq fois plus fort que celui du méchant catalogue aujourd'hui mis en vente, personne ne s'en plaindrait.

Nous reconnaissons que ce livret ne pourrait plus, comme maintenant, être rédigé au hasard ; que les notes transmises par les fabricants eux-mêmes, sans contrôle, sur le nombre de leurs ouvriers, etc., ne suffiraient plus ; il faudrait, avant d'admettre un produit, le juger sous tous les rapports ; il faudrait que les assertions du maître fussent vérifiées, contrôlées par celles des ouvriers ; il faudrait en un mot que l'exposition fût le résultat d'une enquête officielle, que son livret fût le rapport d'un jury éclairé et impartial, et que le pouvoir fût résolu à tirer un bénéfice pour la société des immenses renseignements que produiraient tous les cinq ans l'enquête et l'exposition nationale des produits de l'industrie.

(La suite au prochain numéro.)

DES BREVETS D'INVENTION.

Si l'on considère l'invention au point de vue d'une organisation normale, il est incontestable qu'elle est un service immense rendu à l'humanité : par elle les hommes doublent les produits qui servent aux nécessités de la vie ; par elle les mystères de la nature sont approfondis, les distances sont comblées, les relations sociales deviennent plus rapides et se multiplient, les besoins physiques sont plus aisément satisfaits. La législation doit donc avant tout avoir pour but d'exciter l'invention ; elle doit lui rendre les voies faciles, et non la délaisser comme une chose peu importante, en l'abandonnant aux faibles efforts de quelques hommes.

Jusqu'à présent les lois n'ont point récompensé d'une manière convenable les travaux de cette partie méritante de la société qui invente, et qui indique aux hommes le bon, le beau, l'agréable et l'utile. Ainsi, la loi de 1791, tout en accordant à l'inventeur le droit d'exploiter sa découverte pendant cinq, dix et quinze années au plus long terme, exigeait de lui, en échange de ce privilège, la somme de 300, 800 ou 1,500 fr., selon la durée du brevet accordé. Aujourd'hui, cette loi a été remise en discussion devant la Chambre des Députés, qui n'a rien trouvé de mieux à faire que de conserver les bases de l'ancienne loi. Cependant une modification quelque peu avantageuse a été introduite dans la loi nouvelle ; au lieu d'être acquittée immédiatement, la taxe sera payée

par annuités de 100 fr. pendant toute la durée du brevet ; seulement, l'interruption du paiement de ces annuités établira pour l'auteur une entière déchéance.

Néanmoins cette persistance que l'on met à lever un lourd impôt sur toutes les découvertes est fâcheuse, et décourage le génie inventif plutôt qu'il ne l'excite ; on fait peser sur l'inventeur une charge onéreuse qui empêche souvent l'application d'une découverte, et qui retarde les développements et les améliorations qu'elle comporte ; car il ne faut pas oublier que presque tous les inventeurs sont pauvres, et qu'ils ont besoin de toutes les ressources dont ils peuvent disposer pour mettre à profit leurs inventions.

Mais, dira-t-on, les capitalistes fourniront toujours l'argent nécessaire pour exploiter les bonnes inventions.

C'est une erreur ; le capitaliste court difficilement les hasards d'une entreprise qui n'a point de précédents heureux, surtout quand il faut les courir avec un homme qui est sans ressources : en général, les craintes qui assaillent toujours les riches les empêchent de comprendre tout l'avenir qu'il y a dans une invention, et, lors même qu'ils le comprennent, ils reculent encore, parce que souvent il faut semer longtemps avant de récolter ; or, de nos jours, on veut récolter presque aussitôt après avoir semé : on veut s'enrichir par des voies promptes et sûres. Il y a plus encore ; si l'inventeur demeure deux années sans exercice, il est déchu de son privilège ; ainsi le pauvre n'a pas même le temps de trouver le moyen d'exploiter sa découverte. De combien peu ne s'en est-il pas fallu qu'Arkwright, Watt et tant d'autres ne perdisent par ces causes tout le fruit de leurs inventions ?

Nous sommes persuadés que ces fâcheuses dispositions de la loi restreignent considérablement le nombre des découvertes en France, et si le champ des inventions réellement utiles est à peine effleuré, c'est à elles assurément qu'il faut l'attribuer. Cette loi donne, en outre, une mauvaise tendance au génie créateur, en le mettant dans la nécessité de s'exercer presque exclusivement sur des objets de luxe, sur ces mille petits riens qui embellissent la vie du riche, parce que là il y a chance de faire rapidement de bons bénéfices : aussi une immense activité est-elle consacrée à produire sans cesse de la nouveauté en ce genre ; le talent délaisse les occupations sérieuses, où il ne trouve pas de l'eau à boire, pour créer ces objets futiles qui le font vivre. Cette fâcheuse tendance prend chaque jour du développement.

On évalue le nombre des inventions à brevet à trois cent ou trois cent cinquante par chaque année : une bonne législation les ferait éclore par milliers.

Comment veut-on, en effet, que le véritable esprit inventif soit très-développé dans notre pays, où il est passé en proverbe que les premiers inventeurs meurent presque toujours pauvres ? N'est-ce point une honte pour notre époque que l'on n'accorde aucune récompense aux auteurs de bonnes inventions ? Quoi ! voici un homme qui aura poursuivi pendant toute sa vie une idée ; il se sera usé dans des efforts inouïs pour trouver la solution d'un problème utile, et, lorsque le but sera atteint, il n'aura le plus souvent d'autre perspective que la misère ; il mourra de faim comme Blanc, l'inventeur de l'extraction de la soude du sel marin, laissant une source inépuisable de richesses à la génération qui n'a peut-être point voulu se donner la peine d'examiner sa découverte.

Partout dans notre société nous retrouvons ces inégalités choquantes que le gouvernement ne veut même pas essayer de faire

disparaître, de peur, dit-il, d'être entraîné trop loin; on prend beaucoup de soin pour assurer à l'oisif sa rente, et toute proposition sur ce sujet est bien reçue; mais lorsqu'on demande que l'on accorde une juste récompense au travail, on nous accuse d'être des *ambitieux*! Prenons patience: le peuple trace le long mémoire de ses griefs, et propose les moyens de les redresser; il faudra bien qu'un jour justice lui soit rendue!

Diverses réformes ont été proposées relativement à la question qui nous occupe; les unes n'apportent que des palliatifs impuissants, et de ce nombre nous rangeons le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, parce qu'il maintient les bases constitutives de l'ancienne loi; les autres renferment en elles le germe de vices plus grands encore. Nous parlerons de celle que M. Jobard, fonctionnaire belge et économiste distingué, nous a fait connaître dans sa brochure intitulée : *Création de la propriété intellectuelle*.

Cet économiste change radicalement la constitution du brevet: il voudrait que l'on assimilât la propriété des œuvres de génie à la propriété foncière; en d'autres termes, qu'une invention quelconque, un livre, un tableau, une machine, etc., fût possédée au même titre qu'un champ, et transmissible perpétuellement par voie d'héritage.

Nous concevons fort bien que les fruits du travail doivent appartenir à celui qui les fait pousser; et nous combattons l'idée de M. Jobard en nous appuyant d'abord sur cet argument, qu'il invoque lui-même sans cesse en faveur de son plan de réforme.

L'inventeur doit incontestablement plus à la société qu'à ses propres parents; quelle que soit sa condition, il lui doit les connaissances sans lesquelles il n'aurait pu inventer, lors même qu'il ne tiendrait d'elle que le langage. Mais, en dehors de ces considérations générales, il y a des considérations particulières qui limitent les droits de l'inventeur. Ainsi, combien d'essais ne fait-on pas avant d'arriver à la découverte d'une chose? Pendant plusieurs générations on cherche infructueusement la solution d'un problème, on expérimente, on accumule des faits, on prépare en quelque sorte l'invention; vient un homme qui, profitant de tous ces travaux, brise souvent avec effort la dernière enveloppe qui cachait la connaissance du secret tant désiré. L'inventeur n'a donc point un droit exclusif à sa découverte. Sans doute on doit de la reconnaissance à cet homme, car il a rendu un service à l'humanité; il a mérité une récompense; mais il ne faut point oublier que le travail a été fait pour ainsi dire en commun, et que la société a des droits bien autrement fondés que ceux d'une famille qui s'est efforcée, peut-être, de prouver à l'homme de génie que le but qu'il poursuivait n'était qu'une utopie.

D'un autre côté, nous croyons que rien ne serait plus nuisible aux progrès des sciences et des arts que ce privilège perpétuel accordé à l'inventeur et à sa descendance: ce serait fermer la porte à presque toutes les améliorations que le libre usage apporte toujours aux inventions nouvelles; car c'est surtout à la pratique que l'on aperçoit les défauts d'un instrument nouveau, et que l'on conçoit aisément une multitude de perfectionnements. Il ne faut donc point accorder des concessions perpétuelles de brevets, ni restreindre l'usage d'une invention utile, car nous retournerions ainsi rapidement aux privilèges vicieux de l'ancien temps, dont nous avons eu tant de peine à nous débarrasser, et auxquels, certes, nous n'avons jamais voulu revenir, ni ne reviendrons, Dieu merci,

jamais. On peut, ce nous semble, concilier l'intérêt de l'individu avec l'intérêt de la société d'une manière plus conforme au bien de l'un et de l'autre.

Nous avons dit que le résultat du libre usage d'une invention était d'amener une foule de perfectionnements; remarquez aussi que cela provoque d'autres inventions rendues nécessaires par l'application d'un nouveau procédé à une industrie quelconque: si nous prenons pour exemple les chemins de fer, nous voyons une foule d'inventions et de travaux déjà faits pour diminuer les dangers d'une grande vitesse; les machines de toute espèce, la création d'un livre, d'un objet d'art, nous fournissent d'autres exemples aussi concluants.

Il faut donc faire tomber dans le domaine public toutes les inventions reconnues utiles, et organiser pour cela un conseil qui serait chargé d'appliquer à ces inventions la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique, avec indemnité préalable à l'auteur. Ce conseil pourrait dépendre immédiatement du corps académique et s'éclairer de ses lumières: il serait composé d'hommes spéciaux représentant les diverses branches des sciences. Sa fonction serait de rechercher les belles œuvres du génie, et de prononcer sur toutes celles que les inventeurs eux-mêmes voudraient lui présenter; il prononcerait l'expropriation lorsqu'il y aurait lieu, et fixerait la quotité de l'indemnité qui serait accordée à l'inventeur à titre de récompense nationale.

On doit comprendre que, nulle invention n'échappant à l'examen des hommes éminents qui composeraient le conseil des brevets, l'inventeur sentirait s'accroître ses forces en songeant que des juges éclairés prononceraient infailliblement sur ses travaux, et ne les laisseraient point ignorés et oubliés de son vivant, s'ils étaient utiles. La réussite lui donnerait une foule d'imitateurs parmi ses camarades les ouvriers, et chacun gagnerait à cela au moins une plus grande capacité, une instruction professionnelle plus étendue.

Cette création d'un conseil n'empêcherait nullement l'existence des brevets, même dans les conditions actuelles; chaque auteur d'une découverte, d'un nouveau procédé, bon ou mauvais, pourrait prendre un privilège et en disposer à son profit, jusqu'à ce que le conseil l'expropriât. Cependant nous désirerions que la loi actuelle fût modifiée en ce qui touche les sommes qu'il faut verser pour le prix d'un brevet; nous voudrions que l'on ne payât d'autres droits que ceux d'inscription de la patente; la pauvreté traditionnelle des inventeurs en fait une nécessité. Cela serait d'autant plus facile que l'État pourrait combler le vide que l'abolition des droits sur les brevets produirait dans les recettes du Trésor, par le prélèvement d'une part des amendes qui seraient prononcées contre les contrefacteurs.

Il n'y aurait aussi aucun inconvénient à fixer la durée du brevet à un plus long terme; par exemple, on pourrait en assurer la jouissance aux inventeurs pendant toute leur vie, et à leurs familles dix années après leur mort.

Les fonctions du conseil le rendraient aussi éminemment propre à donner au gouvernement certains renseignements qui sont indispensables pour bien gouverner un Etat: ainsi il saurait combien de bras se trouveraient inoccupés par l'introduction spontanée d'une machine, et il pourrait indiquer les mesures qu'il faudrait prendre pour empêcher ou amoindrir considérablement les perturbations qui en résultent, et qui sont loin d'être

nécessaires, quoi qu'en disent les optimistes ou fainéants de haut lieu.

Cet ensemble de dispositions nouvelles nous paraît plus avantageux sous le double point de vue social et individuel. D'abord, une meilleure direction serait imprimée à l'esprit inventif par le conseil des récompenses nationales, qui n'accorderait de récompenses qu'aux auteurs des bonnes inventions, à celles qui portent avec elles un cachet incontestable d'utilité publique ; puis, chaque fois qu'une invention deviendrait la propriété de tous, elle subirait immédiatement, par la libre expérimentation de chacun, une foule de perfectionnements qui restent longtemps inconnus lorsque l'exploitation en est laissée aux mains d'un nombre restreint de fabricants ; la pauvreté ne serait plus, comme aujourd'hui, le partage probable de l'inventeur, puisque celui-ci recevrait une récompense approximativement équivalente aux difficultés et au mérite de l'œuvre qu'il aurait accomplie ; enfin, notre supériorité sur les autres nations prendrait de notables développements sous l'influence d'une législation aussi favorable à la production des œuvres du génie.

Le gouvernement fera-t-il quelque chose dans ce sens ? Nous ne le croyons pas, car il est antipathique à toute réforme qui tend à lui imposer de nouveaux devoirs ; il aimera mieux s'en reposer sur son hâtif projet de loi que d'aviser sérieusement aux moyens de réformer notre législation imparfaite, qui est la cause de tant de misères, et par là même de beaucoup de découragements ; il laissera s'éteindre à sa source le génie inventif plutôt que de l'exciter par d'honorables récompenses.

Nous attendons de la loyauté du *National de l'Ouest* une simple mention de la réclamation que nous avons faite auprès de lui relativement à quelques lignes, évidemment étrangères à sa rédaction, qui se sont glissées dans ses colonnes, lors de l'annonce qu'il a faite de la souscription des ouvriers de Nantes en faveur des mineurs de Rive-de-Gier.

Quelques mots sur l'Italie.

Le pape pourrait offrir au monde un magnifique exemple en gouvernant ses Etats selon la liberté, et en montrant à tous les résultats de l'application des principes de progrès contenus dans l'Evangile. Eh bien, les Etats romains, loin d'être un modèle salubre, sont au contraire un sujet de scandale permanent pour le monde chrétien et civilisé ; le despotisme le plus brutal y règne en souverain, et à sa suite viennent tous ces abus administratifs qui détruisent sans rémission les ressources et la force des peuples.

S'il est un endroit où le pauvre devait rencontrer un bras tutélaire pour le guider et le protéger, c'était en Italie ; s'il est un peuple qui devait être en avant dans la route du progrès, c'était le peuple romain ; s'il est enfin un gouvernement dont l'administration devait être paternelle et délivrée de tout vice, c'était bien le gouvernement du pape. Rien, non rien de tout cela n'existe en Italie : le peuple est malheureux et soumis à une sorte d'aristocratie cléricale inintelligente et paresseuse ; nulle garantie n'existe pour lui, et point de liberté, car la discussion est interdite sur tout ce qui regarde l'administration papale ; les décisions du maître doivent être pour tous des décrets irrévocables, et, si elles

rencontrent des réclamations et des obstacles, les prisons s'ouvrent pour se refermer indéfiniment sur les récalcitrants, lorsqu'on ne les envoie pas aux galères ou à la mort.

C'est ainsi que le gouvernement du pape procède dans les Etats romains ; loin d'inspirer de la reconnaissance aux malheureux Italiens par l'établissement de quelques institutions libérales, il les pousse à la révolte en imitant le despotisme autrichien et en les accablant sans cesse de ses vengeances cruelles. Six des plus braves hommes de la jeune Italie viennent encore d'être offerts en holocauste à ce système impie ; ils ont été fusillés par derrière le 7 mai au matin, à Bologne, et vingt-sept autres Italiens ont été condamnés aux galères perpétuelles. Un autre jugement, rendu le 13 mai contre quarante et une personnes, condamne les unes aux galères à vie, les autres aux galères à temps et à la détention.

Nous savons que le pape n'est point indépendant et qu'il subit lui-même la domination de l'Autriche ; mais il n'en est pas moins responsable de ces actes, contre lesquels nous protestons de toute notre force. Et d'ailleurs, si sa volonté est contrainte, pourquoi reste-t-il dans ce *statu quo* honteux ? Ne vaudrait-il pas cent fois mieux qu'il perdît ses Etats en luttant contre une fatale influence, que de laisser s'avilir la tiare pontificale en la faisant servir aux coupables projets d'un gouvernement despotique ?

Non, la liberté, ce fruit saint de l'Evangile, ne sera point étouffée dans le sang par ceux dont elle gêne l'ambition ; les Italiens ne se laisseront point dominer comme s'ils étaient des esclaves ; ils se souviendront des paroles du grand saint Grégoire VII, qui, parlant des princes et des rois, disait à leurs sujets : « Ces hommes, qui manquent de l'esprit de Dieu, ont osé, par une aveugle passion et une intolérable audace, se faire les maîtres de leurs égaux, à savoir les autres hommes » ; ils se rappelleront aussi que ce même Grégoire VII ne craignait pas de briser le despotisme dans la personne de ses représentants, lors même que leur tête était couverte du diadème. Que tous les Italiens s'unissent donc dans une commune pensée, et qu'ils fassent cesser cette domination injuste ; car le Christ a maudit ceux-là qui font porter des fardeaux qu'ils ne voudraient point eux-mêmes toucher du bout du doigt.

L'Autriche est le principal auteur de cet état de choses ; c'est elle qui provoque toutes ces mesures qui amènent des troubles, dans l'espoir sans doute de rendre nécessaire son intervention active dans les affaires de ce pays, qu'elle aspire depuis longtemps à dominer. Or, si l'Italie échappait au joug de ses gouvernements, ce ne serait sûrement que pour retomber sous celui de l'Autriche. Mais ce serait aussi peut-être le signal de la délivrance des peuples opprimés. La France attend avec impatience l'occasion de sauver sa sœur bien-aimée la malheureuse Pologne, qui se débat courageusement sous la domination sauvage de l'autocrate russe ; l'Irlande se lèverait tout entière contre l'aristocratie anglaise ; les souverainetés allemandes en finiraient avec leurs principicules, despotes au petit pied ; et l'Italie enfin pourrait former un Etat indépendant, intimement lié par des traités à la France.

Espérance ! le jour viendra où les despotes ligués contre les peuples verront s'échapper la puissance terrible qui réside en leurs mains ; ils recevront alors la juste punition de leurs méfaits. Les nations paraissent faibles lorsqu'elles sont dominées ; mais elles sont toute-puissantes lorsqu'elles se lèvent pour conquérir la liberté.

Les chefs du catholicisme, s'ils en avaient la ferme volonté, pourraient préserver l'Europe des malheurs qui menacent de fondre encore une fois sur elle. Mais leur ineptie et leur mauvaise volonté sont trop évidentes : ils laisseront se former l'orage jusqu'à ce qu'il éclate sur leurs têtes ; alors seulement ils chercheront à l'arrêter ; mais alors il ne sera plus temps...

REVUE DU MOIS.

Les événements qui viennent de se passer en Italie ne font pas présager la fin de la crise qui afflige ce malheureux pays ; le gouvernement papal continue d'appliquer son système de terreur avec persévérance, et les autres gouvernements d'Italie s'empressent de l'imiter. Nous parlons, dans un article sur ce pays, des condamnations qui viennent d'y être prononcées ; nous ajouterons que les arrestations semblent être à l'ordre du jour. En Sicile, le gouvernement a interdit l'exportation des blés pour donner une espèce de satisfaction au peuple, qui meurt de faim ; les patriotes tiennent toujours dans les Calabres, et le gouvernement de Naples, aussi mal organisé que celui des Etats du pape, a peine à contenir le mouvement insurrectionnel.

La Suisse vient encore de voir s'accomplir en son sein un de ces événements déplorables qui ne manquent jamais d'arriver dans les Etats dépourvus de gouvernement unitaire : le Haut et le Bas-Valais en sont venus aux mains, et, après un combat sanglant, le Haut-Valais vainqueur a soumis le vaincu à une taxe de guerre. Des atrocités révoltantes ont été commises par le vainqueur ; les journaux du pays nous apprennent que cette lutte a pris sa source dans une divergence d'idées politiques.

La sentence contre O'Connell et ses co-accusés a été rendue le 30 mai, à Dublin. O'Connell a été condamné à un emprisonnement d'une année, à 50,000 fr. d'amende, et à fournir 125,000 fr. de cautionnement, et deux cautions de 62,000 fr. chacune.

M. Duchâtel n'en a pas eu le démenti ; il a obtenu sa philanthropique loi sur les prisons. Ce n'est pas que la Chambre des Députés soit convaincue de la bonté de son œuvre ; la majorité, indécise au milieu des affirmations contradictoires des orateurs, a donné un vote de confiance au ministère qu'elle soutient, et c'est de guerre lasse qu'elle a adopté cette loi informe.

Voici en substance ce qu'elle contient :

Toutes les prisons non militaires sont placées sous l'autorité du ministre de l'intérieur. Les prévenus seront soumis au régime cellulaire de jour et de nuit ; cependant ils peuvent communiquer avec leur conseil, leurs parents et amis ; ils pourront travailler, et le produit de leur travail leur appartiendra.

Les condamnés seront soumis à trois classes de peines, *l'emprisonnement, la réclusion et les travaux forcés* ; le régime cellulaire de jour et de nuit leur sera aussi appliqué.

Le régime cellulaire comptera pour un quart de la durée de la peine pour tous les condamnés ; ce régime ne sera appliqué ni aux délits politiques, ni aux délits de presse.

La pétition que nous adressons à la Chambre des Pairs demande que les délits de coalition soient compris dans cette exception.

Les peines disciplinaires sont : 1° la cellule obscure, qui ne pourra excéder cinq jours ; 2° la privation du travail ; 3° la mise au pain et à l'eau, qui ne pourra excéder cinq jours ; 4° une re-

tenue d'argent ; 5° l'interdiction de communiquer avec ses parents et amis.

La loi a créé deux mots nouveaux ; après cinq années d'*encellulement* vient la peine de la *transportation* ; on a pensé que l'homme ne pourrait pas subir un plus long temps de séquestration ; quant à cette nouvelle pénalité, elle sera fixée par une nouvelle loi sur la déportation. Cet article détruit le principe de la loi sur la déportation ; car une condamnation à vingt ans, réduite à quinze ans par un article de la loi, se trouvera encore réduite à cinq années.

Les ministres ont été interpellés plusieurs fois sur le barbare traitement infligé aux prisonniers politiques du Mont Saint-Michel ; ils ont gardé le silence. M. de Tocqueville a reconnu que les peines disciplinaires *ont été souvent d'une cruauté inouïe*.

« Il est arrivé au Mont Saint-Michel, a-t-il dit, pour des choses graves, je ne le nie pas, mais enfin il est arrivé au Mont Saint-Michel de placer momentanément, disciplinairement, pour un temps assez long, des détenus dans ces affreux cachots du moyen âge sur lesquels la forteresse semble peser. Il est arrivé, au Mont Saint-Michel, de placer dans de petites cellules en haut de l'édifice, pendant soixante-six jours, des détenus, en les laissant une partie de ce temps sans travail, livrés à cet ennui destructeur de la solitude inoccupée. Il est arrivé plus, il est arrivé de soumettre un grand nombre de détenus au régime du pain et de l'eau pendant vingt-huit jours, vingt-huit jours consécutifs, lorsque la loi, en Angleterre, la loi elle-même a pris soin de dire qu'on ne pouvait pas livrer à ce régime un détenu pendant plus de trois jours.

« J'ai lieu de croire que ces rigueurs, assurément exagérées, chacun le reconnaîtra, ont profondément altéré, non-seulement la santé, mais la raison de quelques-uns des détenus ; car vous le savez, messieurs, et cela se voit dans tous les naufrages, la faim est peut-être l'excitant le plus énergique à la folie, etc. »

Nous ne citerons pas la liste des victimes de ce régime inhumain ; les journaux l'ont donnée plusieurs fois ; on se rappelle qu'il y a eu des suicides, des cas de folies, des maladies incurables.

Au moment de voter la loi, M. Duchâtel est monté à la tribune pour répondre à M. Lherbette, qui lui avait adressé ces paroles : « Que les prisonniers aient ou non des torts graves, qu'ils se soient ou non révoltés, est-ce là de la justice ? est-ce là de la discipline ? est-ce là de l'ordre ? Non c'est de l'assassinat (*murmures au centre*) ; et quand on énumérait ces sévices, M. le ministre a gardé le silence, un silence d'aveu (*mouvement*). Vous avez désapprouvé, M. le ministre, mais avez-vous puni ? »

M. le ministre a répondu que les républicains étaient des gens violents et indisciplinables ; qu'il fallait les empêcher de se *déchirer*. Cette accusation fût-elle vraie, nous pourrions répondre encore que cela ne justifierait point leurs bourreaux de la froide cruauté avec laquelle ils font endurer à ces prisonniers des souffrances qui leur enlèvent la raison, la santé et la vie.

M. Joly a répondu à M. Duchâtel en lisant un règlement du préfet du département de la Manche, pour le régime du Mont Saint-Michel, approuvé par M. le ministre, et contraire aux dispositions du Code pénal. Ce règlement prononce d'abord : 1° la privation des secours en argent déposés au greffe ; 2° la privation de la promenade ; 3° la privation du droit de communiquer avec ses parents, puis le cachot, les fers, autorisés par l'art. 614.

« Mais, ajoute M. Joly, ce que le Code pénal n'autorise pas : c'est, lorsque ces peines auront été infligées sans résultats, la mise au pain et à l'eau. » — « Si elle est bonne ! » s'est écrié un centripète. — « Non, a répondu M. Joly, elle n'est ni bonne, ni salubre. »

Toutes ces tortures ont été appliquées illégalement, puisque la loi qui autorise l'isolement non-seulement n'est pas encore adoptée par les deux Chambres, mais qu'elle en exempte les condamnés politiques ; il n'appartient qu'au Système, lâche et peureux devant les ennemis de la France, de se montrer aussi cruel envers des ennemis vaincus.

M. Ledru-Rollin a voulu adresser au ministère des interpellations au sujet des tristes événements de Rive-de-Gier ; la Chambre a passé à l'ordre du jour.

Quelques députés ont émis la singulière proposition qu'on ne pourra élire un domicile électoral que là où on aura au moins 50 fr. de cote d'impôt. Cette proposition tendrait encore, si elle était adoptée, à rendre plus mauvais notre système électoral. On ne cesse de démontrer chaque jour que la plupart des députés ne sont que des représentants de clochers, d'intérêts de bourg, et l'on vient proposer d'empirer cet état de choses, et cela quand M. Charles Laffitte va se représenter pour la cinquième fois devant la Chambre (laquelle, il faut bien l'espérer, le renverra encore d'un coup de raquette, comme un volant, à ses électeurs). La proposition a été prise en considération par la Chambre.

La Chambre des Pairs a enfin adopté la loi sur l'instruction secondaire, ce n'est pas sans peine et sans débats ; de rudes champions ont rompu plus d'une lance ; il y a eu des manifestes catholiques, des défenses de l'Université, puis les mandements de MM. les évêques : on pourra faire des volumes de la discussion de cette loi. En résumé, personne n'en est satisfait ; c'est une loi de juste milieu, qui ménage l'un et l'autre parti, et qui, par cela même, déplaît à tout le monde.

Paris est encore tout ému des funérailles de M. Laffitte. Malgré ses fautes nombreuses en politique, malgré des tendances qui dénotaient plutôt en lui l'homme de la bourgeoisie que celui du peuple, le fils du charpentier de Bayonne a laissé des souvenirs véritablement populaires. On s'est souvenu, dit *le National*, que, lors de l'invasion, Blücher était à l'Hôtel-de-Ville, menaçant de livrer Paris au pillage, si on ne lui payait sur l'heure une contribution de guerre de 300,000 fr. ; lessouscriptions ouvertes à cet effet n'atteignirent pas à beaucoup près le chiffre exigé ; Laffitte paya la somme entière. On n'a pas oublié non plus que, nommé en 1814 gouverneur de la Banque, il accepta la fonction et refusa pendant sept ans les 100,000 fr. de traitement annuel.

La capitale entière s'est portée à son convoi, et ses amis politiques ont prononcé des discours sur sa tombe. L'un d'eux, M. Garnier-Pagès, a résumé en quelques lignes éloquentes le programme du parti auquel l'illustre mort s'était rattaché dans les derniers temps de sa vie. Nous croyons devoir reproduire cette partie du discours de M. Garnier-Pagès, qui a excité au plus haut point l'enthousiasme de l'immense assemblée qui l'écoutait.

« Les enfants de la démocratie n'entendent pas séparer le peuple en catégories. Ils ne veulent pas diviser ; ils veulent unir. Ils ne veulent pas détruire ; ils veulent organiser. Ils ne veulent pas arrêter le développement de la richesse nationale ; ils veulent qu'elle soit équitablement répartie. Ils ne veulent pas prendre aux uns pour donner aux autres ; mais ils veulent que le plus pauvre soit le plus secouru, que la loi lui vienne en aide et ne soit pas faite contre lui. Ils ne veulent pas de religion nouvelle : ils ont foi

dans la religion de nos pères, cette religion sainte qui a proclamé la première les grands principes de la liberté, de l'égalité, de la fraternité. (Applaudissements.)

« Comme toi, Laffitte, nous ne voulons pas que le faible soit écrasé par le fort, le pauvre exploité par le riche ; nous voulons pour chacun égale protection dans la loi commune : qu'elle soit faite pour tous ; que tous enfin aient les mêmes droits comme ils ont les mêmes devoirs.

« Comme toi, Laffitte, nous voulons arriver au bien par le bien, nous voulons donc la paix au dedans et au dehors. Mais, au dedans, nous réclamons le respect de la souveraineté du peuple ; et le jour où l'on violerait ouvertement la loi, nous saurons prouver que la souveraineté du peuple n'est pas un vain mot dont on puisse se jouer impunément. (Oui ! oui !)

Au dehors, nous voulons que la France soit respectée, et nous ne voulons pas d'une paix qui serait le prix de la honte et de l'infamie. Là où l'honneur de la France serait engagé, aucun de nous n'hésiterait à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang. (Vives acclamations.)

« Tels sont, Laffitte, les idées, les principes, les sentiments qui animaient ton cœur et qui nous animent tous ; nous consacrerons nos efforts à les faire triompher ; le souvenir de ce que tu as fait nous guidera sans cesse dans ce que nous avons à faire, et nous garderons pour ta mémoire une reconnaissance éternelle.

De la concurrence faite par le travail des prisonniers.

Les travailleurs en général négligent un grand enseignement ; s'ils suivaient avec attention les débats des deux Chambres, s'ils examinaient mûrement la plupart des actes du pouvoir, la nécessité d'une réforme leur serait parfaitement démontrée, et alors l'unanimité de leurs réclamations ne tarderait pas à obtenir une satisfaction complète. Nous ne saurions trop insister pour les engager à entrer dans cette voie, et, pour notre part, en continuant à enregistrer dans notre feuille tous les faits qui les concernent, nous les mettrons à même, autant que nous le pourrons, de juger de la bonne volonté de nos gouvernants.

Nous examinerons aujourd'hui la récente discussion, à la Chambre des Députés, du projet de loi sur la réforme pénitentiaire ; plusieurs fois, durant cette discussion, les représentants officiels de la nation ont été mis en demeure de se prononcer sur des questions qui intéressaient vivement les travailleurs, et chaque fois, il faut l'avouer, leurs décisions nous ont été contraires. Il semble que, de la part des membres de la majorité, il y a parti pris de repousser toute mesure pouvant apporter quelque soulagement aux masses, et qu'ils aient pris pour devise cette sentence du président de la Chambre : « Ce n'est pas à nous à donner du travail aux ouvriers. » Un aperçu de ses derniers votes dans les questions concernant spécialement les ouvriers prouvera la vérité de ce que nous avançons.

On sait que la pensée qui a enfanté la loi nouvelle est complexe, et que, tout en cherchant à moraliser et à intimider le criminel par l'isolement, on a voulu aussi améliorer les conditions de son existence, que l'on déclarait détestables. Nous ne voulons pas apprécier ici la loi pénitentiaire dans son ensemble, mais nous ne pouvons cependant nous empêcher d'insister sur ce point, et de blâmer cette niaise sollicitude philanthropique qui a pour but l'augmentation du bien-être, du confortable des criminels que renferment les prisons et les bagnes, et qui néglige de s'occuper de la situation de ce peuple de travailleurs honnêtes, qui n'a, lui, pour prix de fatigues continuelles, ni la nourriture, ni les vêtements qu'une charité ridicule trouve insuffisante pour des malfaiteurs. La justesse de ces censures ne saurait être niée, chacun l'avoue, et M. le ministre de l'intérieur l'a publiquement

reconnu à la tribune de la Chambre des Députés en constatant le malaise de la classe ouvrière. Voici ses paroles :

« Depuis quelques années, le régime des prisons a été amélioré ; il est infiniment supérieur à celui qui était pratiqué il y a trente ou cinquante ans ; on a pourvu à la salubrité, à l'hygiène des maisons centrales. Je ne regrette pas ces améliorations, mais il en est résulté que les peines ont perdu de leur efficacité sur les criminels, et aujourd'hui même qu'on a rendu plus de sévérité au régime, l'intimidation n'est pas suffisante. Entrez dans une de nos maisons centrales, et vous croirez entrer dans une manufacture ; le prisonnier, enfin, est mieux traité que l'ouvrier, qui, lui, n'est assuré ni d'une infirmerie en cas de maladie, ni du pain de chaque jour. La liberté est la seule différence entre eux. »

Il nous eût paru naturel qu'après ces paroles le ministre eût fait connaître, au moins, l'intention de donner quelque satisfaction aux réclamations de ceux qui ne croient pas encore qu'il soit nécessaire de faillir pour devenir intéressants, mais il n'y a seulement pas songé ; ce qu'il a dit de la classe ouvrière était tout simplement un moyen de défense, un expédient employé pour repousser les reproches que les philanthropes, amis des prisonniers avant tout, adressaient à son administration ; quant aux travailleurs, il n'y pensait guère.

La concurrence que le travail intérieur des prisons fait au travail libre est un des principaux griefs des ouvriers. Les travaux des prisons ne profitent ni à l'Etat, ni au public, ni même aux prisonniers, et n'ont d'autre résultat que de ruiner certaines industries en enrichissant quelques spéculateurs et les employés des prisons qui participent aux bénéfices. Il y a là un abus criant qu'il est du devoir d'un gouvernement prévoyant de faire disparaître ; qu'a dit M. le ministre pour répondre à ce besoin, à cette nécessité ? D'accord avec la commission qui a examiné le projet, il n'a été préoccupé que d'une idée : c'a été de solliciter la sanction de la loi pour un état de choses dont on réclame l'abolition ; il a demandé enfin l'organisation du travail dans les prisons, c'est-à-dire une concurrence plus désastreuse encore.

Les réclamations cependant ont été pour ainsi dire universelles de la part des producteurs, car le nombre d'industries menacées est considérable. Nous citerons, entre autres, pour les femmes, la lingerie et la broderie ; par suite de cette concurrence monstrueuse, les ouvrières ne peuvent trouver dans l'exercice de ces métiers des moyens suffisants d'existence ; puis viennent les tailleurs, les cordonniers, les chapeliers, les menuisiers, les typographes et une foule d'autres que nous pourrions signaler ici, mais dont nous nous occuperons dans un article spécial ; tous les travaux sont faits à des prix tels que l'ouvrier libre, lorsqu'il trouve de l'occupation, ne pouvant plus subvenir à ses besoins par un travail modéré, est obligé d'accepter à vil prix des journées de quatorze à seize heures de labeur, et, toujours dans la misère, vieilli avant l'âge, ne tarde pas à succomber sous le poids de ses fatigues.

Un député cependant, M. Lherbette, a compris, en voyant cette concurrence formidable augmentée encore par une population de vingt ou de trente mille forçats, toute l'aggravation funeste qui allait en résulter pour les travailleurs libres, et il a demandé que les produits du travail des prisons fussent consommés par l'Etat, ou, en d'autres termes, que les prisonniers ne fussent employés qu'à des travaux dont profiterait la société tout entière ; mais cet honorable député, abandonné par ses collègues de la gauche, à peine écouté par les centres, a vu rejeter, sans discussion, un

amendement qui pouvait donner quelque satisfaction aux intérêts lésés des producteurs.

Plus tard, lorsqu'on en est venu à stipuler les exemptions au système proclamé par la loi, les intérêts ouvriers se sont trouvés une seconde fois en face de la majorité. D'assez bonne grâce, d'abord, elle a décidé que les condamnés pour crimes ou délits politiques ne seraient pas soumis au régime cellulaire ; mais lorsque M. Joly lui a proposé la même exception en faveur des condamnés pour association ou coalition, elle s'est empressée de repousser cette proposition toute en faveur d'hommes qui, souvent, n'auront enfreint la légalité que par ignorance ; il est vrai qu'elle a fait des réserves expresses en faveur du condamné pour dettes ; ainsi l'escroc, par exemple, qui, avec connaissance de cause, aura enfreint, à l'aide d'odieuses tromperies, les lois de la probité, est protégé par une loi qui frappe aveuglément le travailleur coupable d'une illégalité.

Ainsi, comme nous le disions en commençant, les intérêts des masses ne sont ni compris, ni appréciés par cette Chambre fruit du monopole électoral ; elle ne procède à notre égard que par une continuité de dénis de justice. La classe ouvrière doit être convaincue que désormais elle ne peut rien espérer que d'une réforme électorale ; c'est là que doivent tendre tous ses efforts, et chaque loi nouvelle en démontre tellement la nécessité que l'on dirait que la Chambre elle-même prend à tâche de fournir sans cesse de nouveaux arguments.

En attendant que le pays sorte de sa somnolence et couvre ses demandes de réforme de millions de signatures, nous adressons à la Chambre des Pairs la pétition suivante, afin de la mettre à même de réparer les erreurs volontaires de la Chambre des Députés :

« Les soussignés, ouvriers de Paris, soumettent à la Chambre des Pairs quelques observations qu'ils croient de nature à amener des modifications dans la loi sur la police des prisons, récemment adoptée par la Chambre des Députés.

« Les dispositions de cette loi, qui forcent les condamnés à un travail industriel sédentaire, introduisent dans l'industrie la plus immorale de toutes les concurrences, créant dans certains métiers, déjà peu avantagés sous le rapport du salaire, vingt-cinq à trente mille ouvriers nouveaux, dont les produits peuvent être donnés, en raison du bas prix de revient, à un taux auquel ne peuvent jamais descendre les ouvriers honnêtes exerçant ces métiers. D'où il suit que ces derniers sont réduits à une situation bien plus misérable que les condamnés, qui, assurés du pain quotidien, peuvent en outre faire des épargnes, situation que les ouvriers honnêtes sont réduits à envier.

« Les soussignés considèrent un pareil état de choses comme une espèce de prime accordée au vice, et déplorent cette philanthropie qui, ne s'exerçant que sur ceux qui ont contrevenu aux lois de la société, non-seulement laisse en oubli la situation des ouvriers honnêtes, mais encore fait peser sur eux, par la concurrence industrielle des prisonniers, une misère qui surpasse la peine que ceux-ci doivent encourir.

« Les soussignés ont aussi vu avec douleur l'assimilation des délits de coalition et d'association illicite, qui sont des délits purement politiques, et auxquels ne s'attache aucun caractère de déloyauté, aux crimes et aux délits contre les personnes et les propriétés.

« Pour se résumer, les soussignés demandent que l'on inflige aux détenus, soit la privation du travail, soit l'exécution des travaux insalubres et dangereux de l'industrie et de l'agriculture.

« Ils demandent aussi que les délits résultant des luttes, si fréquentes de nos jours, entre l'ouvrier et celui qui l'emploie, soient assimilés aux délits politiques. »

La Réforme a reproduit cette pétition, et cette reproduction a été suivie d'un article destiné à la développer. Le National en a également fait une analyse approbative. Le Commerce l'a sim-

plement annoncée en quatre lignes. *La Presse* l'a publiée en entier, et, tout en reconnaissant la justice de nos réclamations en ce qui concerne la concurrence des prisons, elle n'a approuvé ni nos conclusions à cet égard, ni la protestation que nous avons fait entendre contre l'assimilation qu'on veut faire des détenus pour coalition et association illicite aux criminels ordinaires. Nous devons en quelques mots faire justice de ses critiques, déjà habilement rétorquées par *la Réforme*.

La Presse prétend que la privation absolue de travail, combinée avec le régime cellulaire, est une peine trop sévère. Pourquoi donc y a-t-on soumis les détenus politiques? Quant à son application temporaire aux grands criminels, nous la croyons possible et juste, quoi qu'on en dise.

Elle voit une impossibilité matérielle absolue à ce que les condamnés soient appliqués aux travaux dangereux et insalubres, sauf une exception pour les travaux des mines. C'est déjà quelque chose qu'une telle exception; nous pourrions ajouter qu'il est bien des travaux insalubres qui peuvent s'exécuter avec le régime actuel, ne fût-ce que la fabrication de la céruse et la dorure au mercure. Et nous ne sommes pas les seuls à penser ainsi. *La Démocratie pacifique* dit avec raison, en parlant des travaux de défrichement et de colonisation :

« Ces travaux, souvent mortels, sont accomplis dans ce moment par des soldats et des colons volontaires. Quelle fausse pitié craindrait de les faire exécuter par des condamnés? Si l'on nous accusait à ce sujet d'une froide inhumanité, nous ne nous laisserions pas émouvoir par les cris d'une philanthropie méticuleuse et nous demanderions si le sang de nos soldats et d'honnêtes travailleurs, les premiers forcés ouvertement, les seconds invités doucereusement à aller en Afrique, où ils doivent presque tous trouver une mort prématurée; nous demanderions si ce sang est plus précieux que celui des criminels, dont l'existence est désormais dégradée, avilie? Ces criminels, vous les faites mourir à petit feu en prison dans des travaux inutiles; nous, au contraire, nous demandons que leur vie soit employée à quelque chose de grand et d'utile, et qu'au besoin elle soit donnée pour sauver la vie à d'autres hommes.

La Presse nous demande pourquoi nous ne nous sommes pas ralliés à l'idée de M. de Girardin, qui voudrait que les prisonniers fussent condamnés à payer de leur travail non-seulement leurs frais de nourriture et d'entretien, mais encore ceux de surveillance et de logement. Nous lui répondons que cela ne satisfait pas encore la société, et qu'il faudrait ajouter à ce chapitre la restitution de la valeur des vols pour les voleurs, et une indemnité stipulée pour les autres crimes, en faveur de ceux qui en ont été victimes. Hors de là il n'y aurait que demi-justice, et, de plus, la concurrence serait encore désastreuse, car les ouvriers sont aussi obligés de payer tous ces frais, qui sont bien plus élevés à cause de l'isolement de la famille et des charges qu'elle entraîne.

Enfin, *la Presse* affecte de croire que nous craignons le contact des voleurs et des assassins avec les condamnés pour coalition, et sous ce rapport, elle est de l'avis qu'elle nous suppose. Or, dit-elle, ce danger n'est plus à craindre avec le régime de l'isolement. Sans insister sur ce que cet aveu renferme de condamnation contre la loi qui nous a jusqu'ici régis, nous lui dirons que nous craignons peu ce contact, surtout pour les chefs de coalition, qui sont toujours les plus probes et les plus dévoués d'entre les ouvriers. Mais nous lui dirons que notre réclamation a principalement pour but d'empêcher cette confusion d'idées que peut amener dans le peuple l'application d'une seule et unique loi pénale

à des délits qu'il amnistie toujours et à des crimes qu'il condamnera également toujours. Si vous voulez que l'infamie s'attache à la peine, tâchez de ne jamais appliquer cette peine qu'à des actes infamants. Tel n'est certes point le cas des délits politiques; or, en bon français, les coalitions sont des délits politiques. Cette similitude est pour nous une question d'honneur et de dignité, de vérité et de justice. Si les délits politiques devaient être punis de peines plus graves que les autres délits, notre langage resterait le même.

DE LA RÉSISTANCE DES OUVRIERS ANGLAIS

AUX DIMINUTIONS DE SALAIRES.

En proie à une misère beaucoup plus profonde que la nôtre, les ouvriers anglais auraient trouvé, dans les lois qui chez eux permettent les associations, le moyen de conjurer pour quelque temps les malheurs de leur situation, s'ils n'avaient cherché trop tard à arrêter ce qui est devenu un torrent fougueux, auquel rien ne peut résister, et qu'un effort terrible peut seul vaincre. Nous allons faire l'historique de leurs efforts depuis vingt ans, et il en ressortira clairement que si, dès l'origine, ils avaient compris leur véritable intérêt, la force dépensée pour les luttes immenses qu'ils ont eues à soutenir contre les capitalistes eût suffi complètement, dirigée qu'elle eût été dans la voie où ils sont entrés tardivement, pour les faire arriver à un affranchissement graduel par la possession des instruments de travail, conquête bien autrement importante que celle qui consiste à empêcher à grand-peine le salaire de baisser.

Nos lecteurs trouveront une grande similitude entre les ligueurs des ouvriers anglais et les tendances du compagnonage français, quant aux résultats matériels; nous n'en insisterons que plus sur la nécessité absolue où nous nous trouvons de profiter de l'expérience qu'ont acquise si chèrement nos camarades d'outre-Manche, et de ne pas user comme eux vingt ans de nos efforts à tourner dans un cercle vicieux. Cela ne veut pas dire qu'il faille renoncer au principe rigoureux de la résistance à la dépréciation du salaire; c'est là au contraire la première partie de notre tâche; c'est la plus facile, et à laquelle tout le monde doit prendre part; mais nous disons que parallèlement à ces luttes passives, où la force d'inertie est la seule force à employer, il est urgent que les plus actifs, les plus dévoués d'entre les ouvriers consacrent à une série d'actes d'une plus haute portée sociale la force morale et intellectuelle dont ils peuvent être dotés. C'est ce qu'ont tardivement compris les ouvriers anglais, grâce aux efforts de l'association chartiste, et aujourd'hui toute leur activité est tournée vers les réformes sociales, dont la réforme politique est le moyen.

La terrible crise industrielle qui frappe l'Angleterre ne remonte guère au delà du rétablissement de la branche aînée en France. Jusqu'à cette époque, en effet, l'Angleterre n'avait point eu en industrie de concurrents sérieux: elle avait pour elle la supériorité de main-d'œuvre, jointe au bon marché des matières premières; la France et la Belgique, occupées de grands travaux militaires, ne pouvaient lutter avec elle sous ce rapport comme elles le font aujourd'hui. Mais quand une paix forcée vint imposer un autre mobile à l'activité de notre nation, la soif des richesses et l'anglomanie firent chercher cet aliment dans l'industrie, et l'on sait combien les progrès industriels furent rapides chez nous.

A dater de ce moment, la fortune commerciale de l'Angleterre se trouva sur une pente qu'elle n'a depuis jamais pu remonter : pour soutenir la concurrence sans rien diminuer de ses bénéfices, son infâme aristocratie a exploité l'existence des hommes de son peuple, et cette exploitation a suivi une marche uniforme, par l'augmentation successive des heures du travail et la diminution croissante du salaire presque dans une même proportion.

Dès le début de cet état de choses, et sans chercher dans la politique extérieure ou intérieure quelles en étaient les causes, les ouvriers les plus actifs résolurent de chômer plutôt que d'accepter du travail dont la rétribution pouvait cependant encore les faire vivre tant bien que mal. Ils comprenaient, en effet, que s'ils consentaient à de premières diminutions, ce serait indiquer un point faible chez les ouvriers, point qu'on ne cesserait de battre en brèche sans relâche. Ils avisèrent donc, dans quelques industries, à l'organisation d'une résistance inerte à ces prétentions. Des ligues furent formées volontairement entre un certain nombre d'ouvriers d'un même métier, qui fondèrent, au moyen de cotisations hebdomadaires peu élevées, une caisse destinée à alimenter ceux d'entre eux qui sortiraient des fabriques plutôt que de subir une baisse de salaire. Faut-il l'avouer ? Il se trouva dans les premiers temps des ouvriers assez infâmes pour profiter de ces vides que le refus de travail faisait dans certains ateliers, et s'y introduire au rabais. Et ces ouvriers n'étaient pas seulement des lâches de spéculer ainsi sur le travail de ceux qui se dévouaient de la sorte pour la cause de tous en général, c'étaient aussi de stupides calculateurs, puisqu'ils étaient forcés par une première faiblesse de condescendre à d'autres plus grandes. Quelques prédications dans les réunions et par la voie de la presse, quelques corrections sévères infligées aux plus endurcis, et le mépris de leurs camarades, firent en peu d'années justice de ces désolantes oppositions, et l'on put croire un instant que les exactions des seigneurs de l'industrie allaient enfin cesser.

Mais la concurrence étrangère augmentait toujours, et certaines industries ne pouvant, sans se ruiner, continuer à payer le salaire sur le même pied, force fut bien aux sociétés de céder en masse. Ici les regards des ouvriers commencent à se porter sur les relations extérieures, sur la manière dont se font les lois et dont s'acquiert la propriété : les socialistes viennent de naître. Nous dirons plus loin le chemin que les ouvriers anglais ont déjà parcouru dans cette voie.

Pour les industries qui n'avaient pas tant à souffrir de la concurrence étrangère, les prix de main-d'œuvre se maintinrent quelque temps, et s'augmentèrent même dans quelques-unes, mais au prix de quelle activité ? de quelle patience ? Tantôt les maîtres se coalisaient, et formaient des caisses pour permettre aux plus pauvres d'entre eux de supporter quelques mois de chômage forcé ; tantôt l'administration intérieure des ligues ouvrières se trouvait jetée par diverses causes dans des divisions mortelles pour le corps d'état.

Mais bientôt la multiplicité des machines et la réduction qu'elles amenaient dans la quantité du nombre d'ouvriers à employer et dans la force humaine à dépenser, mirent à bout les ressources qu'avait accumulées l'esprit d'association. Désormais les hommes sont remplacés par des femmes, puis par des adolescents, puis enfin par de tout petits enfants. Comment associer des femmes et des enfants à la lutte contre la baisse des salaires, lorsque les

premières, accoutumées à gagner fort peu, trouvent de leurs bras un prix qu'elles n'auraient pas osé espérer ? lorsque les seconds sont utilisés par leurs parents forcément oisifs ? Les rôles sont changés : sur l'homme autrefois reposait l'espoir du gain qui nourrit la famille ; aujourd'hui, la femme et l'enfant vont à la fabrique voisine gagner un salaire des plus chétifs ; l'homme vague, en pleurant de rage, aux soins du ménage et à la préparation des aliments.

Ce n'était pas assez pour cette cupide aristocratie d'avoir fomenté une pareille misère : ils trouvèrent les moyens de l'exploiter. Une horrible hypocrisie leur fit instituer les maisons de travail forcé (*work-house*), dernier asile, ou plutôt dernier piège tendu au vagabondage et à la faim. Là de malheureux ouvriers travaillent pour un prix qui ne peut s'appeler un salaire, pour une nourriture qui n'a pas de nom, pour un réduit qu'un porc trouverait à peine à sa convenance. Et avec tous ces moyens la concurrence étrangère est vaincue pour un jour. Mais demain ?

Un grand nombre des ouvriers anglais a néanmoins conservé ses ligues de métiers. Quand ce n'est plus contré la baisse des salaires que peut lutter la caisse des ouvriers, elle se réserve pour la vengeance, et cette vengeance porte le caractère de la passion qui l'a engendrée : elle est cupide ; c'est l'amour de l'or qui a causé le mal ; c'est à l'amour de l'or que les ligues portent les plus rudes coups. Ici, un maître connu par ses tendances à faire baisser les prix est mis en interdit, et au bout de quelques mois il est ruiné ; là, des propriétaires de terres sont inexorables sur le paiement des fermages, dont ils augmentent le taux de jour en jour, et leurs propriétés sont incendiées, leurs moissons ravagées.

Au milieu de ces luttes inutiles, et dont les coups portent à côté du mal, se prépare petit à petit une organisation plus intelligente. Les corps d'état comprennent enfin qu'ils sont solidaires les uns des autres : une caisse centrale est fondée pour venir en aide aux industries les plus menacées ; les industries moins malheureuses paient fraternellement cet impôt. Un prélèvement d'un dixième, d'un vingtième des recettes de chaque ligue est envoyé à Londres ; des délégués actifs étudient l'économie politique, et leurs recherches aboutissent à ce résultat : *Le mal est dans le gouvernement, dans l'organisation politique et sociale*. Des journaux se publient, des brochures populaires se répandent, et le mouvement chartiste commence. Nous avons enregistré il y a quelque temps une de leurs pétitions, qui portait un million et demi de signatures.

Les timides (ils sont partout en majorité) se voient déjà transformés en conspirateurs, et cependant l'opposition des chartistes anglais ne s'attaque pas à la reine, que tout Anglais a coutume de vénérer ; c'est aux ministres, c'est à l'aristocratie que s'adressent leurs récriminations. En dépit des timides, dont les yeux finissent par s'ouvrir, toutes les ligues nomment des délégués qu'elles envoient à Manchester pour rédiger le programme de l'association chartiste (Convention nationale des classes ouvrières industrielles de la Grande-Bretagne).

Dans une réunion qui a eu lieu au mois de mars, le programme suivant a été adopté :

Organisation de l'association nationale des Chartistes.

BUT. — Préparer et assurer la réalisation de la charte du peuple par des moyens pacifiques, légaux et constitutionnels.

PRINCIPES. — Le riche et le pauvre étant de même espèce, sou-

mis aux mêmes lois de nature, sont également intéressés à ce que les lois sociales soient strictement conformes à la justice ; ils ont donc le même droit dans l'élection des législateurs. Pour défendre ses droits à sa propriété, le riche a son influence ; il a la richesse, qui lui permet de recruter, de soudoyer des auxiliaires. Le pauvre, lui, n'a d'autres garanties que la bonté des lois, d'autres moyens de défense et de sécurité que ses droits électoraux, sa participation au choix des législateurs. Le pauvre a donc autant de droits au moins que le riche à élire les représentants chargés de voter les lois. En conséquence, il est de droit, il est juste que tout habitant mâle de la Grande-Bretagne et de l'Irlande (les enfants, les insensés et les criminels exceptés) jouissent librement, pleinement, de la franchise électorale.

Nous demandons : 1° le suffrage universel ; 2° le vote au scrutin secret pour protéger le pauvre électeur contre la tyrannie ; 3° un parlement annuel ; 4° la suppression de tous les privilèges électoraux attribués à la propriété ; 5° la division de tout le royaume en districts électoraux, division uniquement basée sur le chiffre de la population ; 6° un salaire ou une rétribution pour tous les représentants du peuple.

MOYENS. — Pour rallier l'opinion publique à ces principes, nous proposons : 1° des meetings ; 2° des pétitions au parlement ; 3° des discussions ; 4° des prédications et des lectures ; 5° la publication à bon marché de petits livres, de brochures et de journaux ; 6° enfin la formation de comités électoraux destinés à préparer les élections politiques, municipales, les élections à tous les emplois et à toutes les fonctions de la paroisse.

Pour couvrir les dépenses de propagation, nous proposons des souscriptions volontaires.

Un système d'agitation locale sera organisé dans tout le royaume. Des lecteurs, des orateurs seront attachés à chaque meeting pour la nomination des délégués. Des prédicateurs seront chargés de propager partout les principes du chartisme ; on enverra dans les villes, dans les villages, dans les hameaux, des missionnaires payés par l'association ; on fera partout distribuer le plan de l'organisation, son système et ses moyens ; on répandra à profusion les journaux et les brochures. Tout vrai chartiste s'efforcera de propager les idées de l'association.

Avant de se séparer, cette assemblée a rédigé la proclamation suivante aux travailleurs de la Grande-Bretagne :

Amis et compatriotes ! chargés par vous d'organiser l'opinion publique contre le système injuste que nous subissons, nous venons vous soumettre le résultat de nos travaux. Nous avons vu partout, dans la société actuelle, le capital foncier attelant le travail à son char de triomphe, et broyant le cultivateur ; nous avons vu la détresse de l'industrie ; les dons de la nature monopolisés par les oisifs et les dissipateurs ; la richesse créée par le travail, et ravie au travail qui la crée ; le contentement, la joie chassés de nos demeures, et remplacés par la misère ; enfin notre pays déchu de son ancienne splendeur, et plongé dans la dégradation. Nous avons cherché les causes qui avaient produit ces funestes effets ; nous avons remonté le torrent jusqu'à la source, et nous avons trouvé qu'il prenait naissance dans les eaux fangeuses d'une législation aristocratique. Pour vous arracher, pour arracher notre pays à une destinée fatale, et en quelque sorte inévitable, nous en appelons à vous-mêmes. Nous nous réjouissons d'avoir à vous annoncer que vos délégués, réunis en convention nationale, ont été unanimes sur les mesures à adopter.

L'adresse se termine ainsi :

Courage donc et à l'œuvre ! L'apathie a causé notre ruine ; l'énergie et la persévérance sont désormais notre seul espoir. Êtes-vous jaloux de devenir les régénérateurs de votre pays ? Êtes-vous bien assez convaincus que notre détresse provient de nos mauvaises lois ? S'il en est ainsi, agissez du cœur et des bras pour favoriser le triomphe de la charte. Unissez-vous pour défendre le droit du travail et ne vous arrêtez que lorsque vous aurez obtenu une part au pouvoir politique, égale à celle des autres classes. Alors, non pas avant, vous pourrez vous attendre à jouir du bien-être qui est le résultat naturel d'un bon gouvernement.

Au nom de la Convention,

Le président,
PHILIP M'GRATH.

Quant à nous, ouvriers de France, nous pouvons hardiment tirer notre horoscope. Ne faisons pas de doute que le sort des ou-

vriers anglais ne nous soit réservé ; comme eux, nous avons à faire à une classe d'exploiteurs sans entrailles ; comme eux, les machines nous débordent ; comme chez eux, nos femmes et nos enfants tendent à devenir bientôt nos seuls pourvoyeurs. Si nous n'y prenions garde, les maisons de refuge se multiplieraient, et ce serait alors le dernier degré de la misère et de l'abjection : la démoralisation s'emparerait de nous ; peut-être nous n'aurions plus la force de lutter courageusement ; peut-être aussi, qui sait ! chercherions-nous à ruiner les maîtres, briserions-nous les machines, incendierions-nous les fabriques ?

Suivrons-nous fatalement, pas à pas, la filière où se sont engagés les ouvriers anglais ? Mais outre que leur exemple serait perdu pour nous, il ne faut pas oublier qu'en France le droit d'association est sévèrement proscrit, que des peines iniques atteignent le refus de travail dès qu'il n'est pas *individuel*. Hélas ! tout ce que nous osons espérer, c'est que si nous ne pouvons fuir cette douloureuse expérience, nous la ferons au moins assez rapidement pour que les malheurs qui ont atteint les ouvriers anglais ne fondent pas tous sur nous ; il est aussi de bons enseignements dans la création des ligues : les hommes du peuple y apprennent à se former à la vie publique, à l'exercice du droit d'élection ; ils s'y trouvent aussi forcés de rechercher les causes de leur misère, et l'intelligente aptitude des ouvriers de France n'attendra pas vingt ans pour se rallier à ceux d'entre eux qui les précèdent dans la voie des réformes politiques et sociales.

Car c'est là en définitive que sont venus aboutir les tâtonnements des ouvriers anglais : c'est là que la partie active des ouvriers de notre pays s'efforce d'attirer les regards de la masse ; c'est dans le droit d'élection et d'éligibilité donné à tous, dans le suffrage universel enfin, que nous aurons l'espérance d'un bon gouvernement. Or, un bon gouvernement est le seul agent possible des réformes à opérer dans la situation si précaire des travailleurs. Le moment n'est pas éloigné où tous les ouvriers s'occuperont de la chose publique, et où leurs délégués feront valoir, dans la presse et à la tribune, les principes d'immortelle justice qui doivent guider les nations dans leurs relations et diriger les citoyens vers l'amélioration et l'affranchissement du peuple de l'industrie et des manufactures.

SOUSCRIPTION DE RIVE-DE-GIER.

L'appel que nous avons fait à la sympathie de nos camarades n'a pas été stérile, et le but que nous nous proposons tous aura été convenablement rempli. Il était impossible, nous le savions à l'avance, de soulager toutes les misères engendrées par le chômage des ouvriers de Rive-de-Gier ; nos efforts ne pouvaient qu'adoucir les plus grandes de ces misères. Les familles des morts, des blessés et des prisonniers, tels sont ceux que l'humanité nous prescrivait d'abord de secourir. La position des détenus devait également attirer notre sollicitude.

Un premier envoi a été fait, et sa répartition a eu lieu dans le sens que nous venons d'indiquer. Nous dirons le mois prochain quelles étranges difficultés a rencontrées cette répartition.

Nous avons eu surtout en vue d'établir de plus en plus entre les ouvriers une solidarité fraternelle, lorsque d'aussi graves événements viennent les frapper, et si notre pauvreté ne nous a pas permis de contribuer d'une manière plus efficace au soulagement

de tant de misères, nous savons du moins quels sentiments d'espoir dans un avenir meilleur a fait naître chez les ouvriers de Rive-de-Gier la démarche de leurs frères de Paris et d'autres villes. Ce sentiment de solidarité qu'on voudrait étouffer se réveille plus que jamais : les coups qui frappent les ouvriers d'une profession sont vivement ressentis par tous leurs camarades.

Les travaux ont repris à Rive-de-Gier, et cet avortement de la résistance des ouvriers n'a rien qui doive étonner, car cette résistance était plutôt instinctive que calculée. Rien n'était préparé à l'avance pour lui donner un aliment : pas d'épargnes individuelles ou communes qui pussent nourrir l'ouvrier en chômage, une complète ignorance des formes légales qui doivent accompagner le refus de travail, une certaine exaspération dans les esprits, nuisible au dernier point dans les circonstances de ce genre ; en voilà certes plus qu'il n'en fallait pour faire perdre la meilleure des causes.

Que les mineurs de Rive-de-Gier n'oublient pas non plus que la cause de leur malaise remonte plus haut que les compagnies, et qu'en résistant de toutes leurs forces aux diminutions de salaire, ils travaillent aussi, dans les voies légales, à la réforme des mauvaises lois, dont ils ressentent les funestes effets. Qu'ils usent du droit de pétition, le seul qui nous soit resté, pour en appeler à l'opinion publique de l'indifférence coupable de nos législateurs ; qu'ils réclament haut et ferme une organisation du travail dans laquelle les ouvriers ne soient pas sacrifiés à la cupidité des capitalistes ; qu'ils se joignent à nous pour demander que les tribunaux de prud'hommes soient composés par égale portion de maîtres et d'ouvriers. Et lorsque ces demandes seront bien formulées par les hommes de notre classe, la révolution sera faite : qui oserait alors ne pas faire droit à ces justes réclamations ?

PREMIÈRE LISTE DE SOUSCRIPTION.

La rédaction de l'Atelier,	20 f. »	Report. . .	224	90
Morat,	1 »	M. Chevalier, graveur, et	1	»
Victor Pelletier,	» 50	M ^{me} Chevalier,	1	»
Déchaux,	» 50	M***	»	50
F. P., étudiant,	» 75	Les ouvriers de l'imprimerie Fain,	41	45
3 ouvrières et 2 ouvriers,	1 75	L. C. E.	1	»
rue N ^e -S.-Eustache, 12,	4	Un atelier d'ouvriers en doré,	46	»
D'Orléans,	2 »	Les ouvriers chapeliers des ateliers suivants :		
13 ouvriers de la fonderie	3 50	Hipp. Roussel, 1 fr.,		
Petitbon,	3 50	Leclerc, 1 fr., Duclos,		
4 anonymes,	2 50	40 fr. 25 c., Chenard,		
Le correcteur et la composition de la Démocratie pacifique,	43 »	4 fr. 45 c., Pagès, 2 fr.,		
Frauenberger,	2 »	Vasselin, 2 fr. 90 c.,		
E. J. L.,	5 »	Colliard, 2 fr. 50 c.,		
M., entrepreneur de maçonnerie,	2 »	Chevronney, 1 fr., Digne,		
Collecte entre quelques ouvriers,	3 35	2 fr. 75 c. Total,	27	85
Les ouvriers fondeurs de la maison Marcellin,	41 30	Les ateliers de tailleurs dont les noms suivent :		
J. L. H....t,	400 »	Schortz, 1 fr. 25 c.,		
Comte, Rigolo, Peureur,		Doux, 2 fr. 25 c., Ser-		
Lang, Tellier, Beaudé,		veille, 1 fr., Ragneau,		
Fauverte, un ami des réformes, Rimet, Leroux, Berthet, tous lithographes, chacun 50 c.	5 50	2 fr. 45 c., Ramelot,		
Les ouvriers tailleurs de l'atelier Pomadères,	4 »	3 fr. 90 c., Minguet, 1 fr.		
Baron Desportes,	5 »	50 c., Gossaur, 5 fr.,		
Un anonyme,	5 »	Petit-Alfred, 5 fr. 45 c.,		
Les ouvriers de l'imprimerie Lacrampe,	36 25	Bonnefous, 1 fr., Hum-		
		mann, 3 fr. Frogé, 2 fr.		
		30 c., Chevreuil, 10 fr.,		
		Sentis, 4 fr. 75 c., Le-		
		Pellerin, 1 fr. 40 c.,		
		Boëlmer, 3 fr. 70 c.,		
		Servieu, 1 fr. 55 c. Mou-		
A reporter. . .	224	A reporter. . .	282	40

lin-Gérard, 1 fr. 40 c.,	Report. . .	282	40
Burle, 1 fr. 60 c., Mou-			
ton, 1 fr. 40 c., Ger-			
mond, 1 fr., Heilbrof-			
fer, 1 fr. 60 c., Har-			
baum, 1 fr. 15 c.,			
Doton, 3 fr. 70 c., Stock,			
1 fr., Goupit, 1 fr. 85 c.,			
Théodore, 1 fr., Vagon,			
40 c., Decoster, 2 fr.,			
65 c., Boussard, 1 fr.			
50 c., Diesny, 2 fr., Ja-			
cob, 1 fr., Valentin,			
95 c., Lecoute, 90 c.,			
Moulin-Gros, 1 fr. 80 c.,			
Keil, 2 fr. 85 c., Coras,			
1 fr. 80 c., Lebois, 2 fr.,			
Ledive - Prevot, 1 fr.			
80 c., Dagbert, 2 fr.,			
Lion, 1 fr. 50 c., Vin-			
kler, 2 fr., Duval, 1 fr.			
50 c., Courtray, 1 fr.			
30 c., Niegodsky, 1 fr.			
85 c., Petit - Mayeur,			
2 fr. 20 c., Arnoud,			
2 fr. 35 c., Jansens,			
2 fr. 50 c., Elling, 80 c.			
Dussaut, 95 c., Marest,			
1 fr. 25 c., Neumann,			
2 fr., Deker, 1 fr. 25 c.,			
Pigal, 2 fr. 80 c., Bas-			
tide, 1 fr. 35 c., Rosier,			
35 c., Renard, 7 fr.,			
Vaudeau, 3 fr. 25 c.,			
Fischer, 2 fr. 20 c.,			
Graffer, 6 fr. 50 c., Cor-			
roy, 45 c., Patissier,			
40 c., Dusautoy, 11 fr.			
15 c., Reblot, 4 fr.			
25 c., Evrard, 1 fr.,			
Verbaugé, 80 c., Aretz,			
80 c., Dervis, 1 fr. 30 c.,			
Monmeillant, 2 fr., Pied,			
2 fr., Masquillier, 1 fr.			
75 c., Ducros, 50 c.,			
Blesson, 2 fr. 20 c.,			
Loizeau, 1 fr. 20 c.,			
Soumet, 1 fr. 50 c., Cha-			
land, 1 fr., Debois, 2 fr.			
50 c., Blain, 8 fr. 50 c.,			
Languillet, 1 fr. 50 c.,			
Briard, ouvrier, 1 fr.,			
Perrochin, id., 1 fr.,			
Produit d'une collecte			
faite dans une réunion			
d'ouvriers qui a eu			
lieu à Montmartre, à			
l'Amitié, 8 fr. 50 c.			
Total.	188	45	
Lefèvre,	»	50	
Fortin,	2	»	
Paul Dupont,	5	»	
E. Gagnois,	»	50	
Ambroise,	45	»	
Imprimerie de Béthune et			
Plon : 30 imprimeurs,	45	50	
79 compositeurs,	21	»	
Jaquemin, Bugeard, De-			
veyay, J. Parthenay,			
A reporter. . .	530	35	

Report. . .	530	35
Bouwens, L. Romey,		
Lefebvre, Fabvre, G. Sé-		
vin, L. Michaud, Mir-		
guet, J.-B. Demoraine,		
Albert père, Edme De-		
faux, Philippard, Fran-		
çois, Alph. Lucas, Al-		
bert fils, Defaux, Du-		
bois, Maillard, Doucet,		
Léon, Pierre Charles,		
tous compositeurs d'im-		
primerie,	12	20
Des ouvriers de divers ate-		
liers de la rue Stanislas,	6	20
Muratet, fondeur, au nom		
de 20 de ses camarades,	41	30
L***,	1	»
Imprimerie Bourgogne,	10	50
Imprimerie Belin - Le-		
prieur,	14	20
Imprimerie Leclère,	5	20
Emile Varin,	3	»
Fontaine Froger,	»	50
Henri Feugueray,	3	»
Atelier de bijouterie Savart,	2	50
Humbert,	2	50
Imprimerie Schneider,	9	40
Un anonyme,	10	»
Vicomte Dubouchage,	5	»
Un abonné,	2	»
M***,	1	»
Un ouvrier cordonnier,	»	50
Un anonyme,	1	»
Chardenot,	1	»
Jean, menuisier,	1	»
Les ouvriers fondeurs en		
caractères de tous les		
ateliers de Paris,	150	»
Un étudiant patriote et ca-		
tholique,	2	»
A. Ott, docteur en droit,	4	50
L. Viellard, commis-négo-		
ciant à Lille (Nord),	1	»
Pineau, mécanicien,	»	50
F. B., cordonnier,	»	50
8 ouvriers mécaniciens,	2	75
Un anonyme,	1	»
Un anonyme,	4	»
62 ouvriers de l'imprime-		
rie Fournier,	25	»
Montalan (de Rive-de-		
Gier), compositeur,	5	»
Les ouvriers et ouvrières de		
l'imprimerie Renée et C ^e ,	6	40
Théotiste Lefèvre,	1	50
Les compositeurs du Na-		
tional,	6	»
Remis par la commission		
de secours pour les dé-		
tendus politiques,	48	»
Ade,	1	»
Une première liste de sous-		
cription des ouvriers de		
Paris, publiée dans la		
Réforme du 11 mai,	113	40
Une seconde liste des ou-		
vriers de Paris et de		
Rouen (Réforme du 2		
juin),	90	40
TOTAL. . .	1,093	»

La Réforme du 11 mai contenait l'appel suivant adressé aux ouvriers de Paris par quelques-uns de leurs camarades :

* Conséquences lamentables d'un régime industriel et social qui méconnaît les droits du travail, les déplorables événements de Rive-de-Gier imposent d'impérieuses obligations aux hommes sincèrement paternels, et particulièrement aux ouvriers qu'une étroite solidarité d'intérêts doit unir dans un même sentiment. Là,

de poignantes douleurs, d'extrêmes misères réclament sympathie et soulagement. Aussi, profondément émus par l'affreuse situation de tant de familles réduites à la dernière extrémité, les ouvriers soussignés considèrent-ils comme un devoir de répondre à l'appel fait aux travailleurs en faveur d'aussi grandes infortunes.

* Ouvriers, nos frères, de toutes les professions, aucun de vous ne déclinera l'honorable obligation de venir au secours de frères malheureux. Par le travail, source unique de toute richesse, nous avons droit de prendre rang dans la société, sachons y marquer notre place, en montrant, par la pratique d'une fraternelle solidarité, que la grande famille des travailleurs est digne de la jouissance des droits qu'elle réclame, et que nous obtiendrons, si chacun de nous sait confondre ses intérêts dans l'intérêt commun. *

Poésies de Poncey.

Nous regardons comme une bonne fortune d'avoir à appeler l'attention des lecteurs de *l'Atelier* sur un second livre de M. Poncey, car dans cette nouvelle œuvre du poète maçon l'inspiration s'élève souvent à un rare degré de puissance. Mais si nous sommes fiers du talent d'un des nôtres, c'est surtout pour les bonnes pensées qu'il sait si bien exprimer, comme dans ces vers adressés aux ouvriers maçons, le jour de leur fête *patronale* :

Que nous sommes heureux d'être ouvriers, mes frères !
Qu'il est beau de remplir, pour narguer les misères,
Des épargnes du mois le budget fraternel,
Comme l'abeille emplit la ruche de son miel !
Oh ! ce fruit du travail est un trésor sublime !
Lorsque la mort choisit l'un de nous pour victime,
Lorsque la maladie attache sur son lit
Le père exténué, qui râle et qui pâlit,
La faim, l'horrible faim aux prunelles hagardes,
Monstre qui veille au seuil de toutes les mansardes,
O frères, ne vient pas, dans ses bras étouffants,
Eteindre notre épouse et tuer nos enfants.
Cet or est toujours là pour sauver nos familles,
Pour vêtir l'orphelin, pour que nos jeunes filles
N'aillent pas, pour du pain, vendre en être effronté
Le calme de leurs jours et leur virginité.

Que nous sommes heureux d'être ouvriers ! La vie
A pour nous des douceurs que plus d'un prince envie.
Le matin, sur les toits, avec les gais oiseaux,
Nous chantons le soleil qui sort du sein des eaux,
Qui, submergeant ces toits d'une mer de lumière,
Change en corniches d'or leurs corniches de pierre,
Et semble réchauffer, de ses rayons bénis,
La tuile, frêle égide où s'abritent les nids.

.....
.....

Célébrons, bénissons le jour qui nous éclaire,
Car le Christ le choisit pour s'enfuir de la terre,
Pour aller, dans le ciel, offrir au Tout-Puissant
Le cœur du genre humain, qu'il lava dans son sang.
Nous, nous l'avons choisi parce que nos échelles
Nous rapprochent aussi des voûtes éternelles ;
Parce que, sur nos ponts aux façades pendus,
Nous semblons des oiseaux dans l'espace perdus.

Il ne se contente pas seulement de glorifier le travail ; il montre à ses frères le but où chacun doit tendre, et c'est son meilleur titre pour en être écouté :

Notre divin patron, frères, veut des apôtres
Qui sachent, comme lui, vouer leur vie aux autres,
Qui sachent flageller les tyrans, les ingrats
Que l'or de nos sueurs rendit riches et gras.
Aimons le Christ, afin que de ses faux ministres
Son bras fasse avorter tous les desseins sinistres ;
Prions, pour ne plus voir le soir, sur les pavés,
L'ivresse et la misère aux regards dépravés ;
Prions, pour que son souffle éteigne, dans nos villes,
L'incendiaire feu des discordes civiles ;
Prions, prions le Christ ! demandons-lui qu'un jour
Nos femmes n'aillent plus prostituer l'amour ;
Que de saintes vertus il dote nos compagnes,
Et qu'il rende déserts nos prisons et nos bagnes ;
Et, pour consolider cet avenir naissant,
N'épargnons ni nos bras, frères, ni notre sang.

Instruisons-nous : les maux sont fils de l'ignorance ;
Travaillons, le travail sonne l'indépendance !
Amis, je ne suis pas un de ces insensés
Qui prêchent le labeur avec les bras croisés ;
Mon travail me nourrit, et mon plus bel éloge
C'est le bruit sourd que fait ma truelle dans l'auge.

Le soir, quand vous voyez s'envoler tour à tour,
Sur les flots du tabac, les fatigues du jour,
Que des livres choisis de science et d'histoire
De leurs trésors féconds ornent votre mémoire ;
Puisse-y le secret de vos droits ! Les tyrans
Ne foulèrent jamais que des fronts ignorants !
L'ignorance enraya le char de l'industrie.
En cultivant l'étude, aimons bien la patrie ;
Songeons que sur la mer des mondes en travail,
Du vaisseau des progrès Dieu tient le gouvernail.

Nous attachons un grand prix à de telles exhortations, parce qu'au précepte s'ajoute le mérite de l'exemple, seul moyen fructueux d'enseigner avec autorité.

Nous ne saurions trop, non plus, l'encourager dans la voie qu'il se trace dans ces vers adressés à notre Béranger, son maître :

Rien ne glacera mon délire,
Car mon enthousiasme est saint, car Dieu m'inspire ;
Car je chante le peuple, et je trouve dans lui
Le phare du bonheur qui sur mon aube a lui ;
Car le peuple, ô mon maître, est le berceau sublime
Des plus grandes vertus, des plus grandes douleurs !
Car il faut réchauffer tout cœur pusillanime,
Il faut jeter la boue et l'anathème au crime,
Guérir ses maux, tarir ses pleurs.

.....

Maître, que sur ma brune joue
Le char du riche fasse éclabousser la boue ;
Que la misère, aux jours sans travail de l'hiver,
Me fasse du besoin sentir le dard amer ;
Que le mistral, qui siffle en charriant ses glaces

Et s'engouffre en râlant dans nos chantiers sans toits,
Fasse saigner nos doigts ciselés de crevasses,
Et tende sur nos cœurs si forts et si vivaces
Le deuil qu'il tend au fond des bois.

Toujours mon âme rajeunie
Par ces quatre foyers d'où me vient le génie :
Le peuple, Béranger, l'Océan, le ciel bleu,
Exhalera sa vie en cantiques de feu ;
Toujours, maître, toujours dans nos soirs de silence,
De ceux où l'ouragan met la mer aux abois,
Au nom des ouvriers, des guerriers de la France,
Au nom du monde entier, dont tu fonds la souffrance,
Tu seras béni par ma voix.

Et si nous applaudissons à cette résolution du poète :

Et je reste maçon, bien que chacun me dise
Que Dieu me réservait un rôle moins obscur,

nous lui répondrons aussi : Non, ce n'est point s'astreindre à un rôle obscur que de rester attaché à la grande famille ouvrière par les liens du travail ; c'est au contraire se préparer une abondante moisson pour la seule gloire qu'on puisse envier légitimement ; soyez toujours voué de cœur à votre double tâche de poète-ouvrier, et les suffrages des hommes honnêtes, ceux-là seuls qu'on doit briguer, ne vous manqueront pas. D'ailleurs, puisque vous comprenez la grandeur de votre mission, vous savez trop que c'est un devoir que vous devez remplir pour tomber dans le travers que vous signalez dans cette strophe :

Car plus d'un poète s'égare,
Plus d'un glorieux barde, hélas ! nouvel Icare,
Après avoir nagé dans un ciel azuré,
Sans ailes, sur le sol tombe chauve et brisé ;
Car de divines voix par les vices tuées
Ont ici-bas laissé leur hymne inachevée,
Et bien d'autres, après s'être constitués
Les Memnons du Seigneur, se sont prostitués
Aux richesses des réprouvés.

Le poète qui, s'adressant à Béranger, dit :

Maître, je t'ai pris pour modèle ;
Les orages humains peuvent à tire d'aile
S'étendre dans mes cieux et tourner sur mon front,
Ils peuvent m'abreuver d'ironie et d'affront,
Ces hommes qui voudraient terrasser dans l'arène
Tout cœur de barde libre, au sein du peuple éclos ;
Je suis sourd comme Ulysse à leurs voix de sirène,
Et ma douce nacelle, à la frêle carène,
Vogue bien loin de leurs brûlots.

Le poète qui pense ainsi des glorificateurs de l'égoïsme ne peut se laisser surprendre par leurs sophismes, quelque artificieux qu'ils soient, et il aura constamment présents à son souvenir les sages conseils de celui qu'il prend pour modèle : « Se faire un poste de la littérature pour désertir son métier, c'est faire croire qu'on méprise la classe dans laquelle on est né, c'est ne plus vouloir être peuple, et ce peuple, comment le relèvera-t-on, si dès qu'on s'en distingue par quelque rare talent on se hâte de s'en séparer ? Si cela est possible, mon enfant, restez maçon, sans rien

négliger pour devenir grand poète. Sachez que toute ma vie j'ai regretté d'avoir été forcé par mes parents de quitter la profession d'imprimeur ; cet état eût assuré mon indépendance, et il faut être indépendant pour être poète. » Nous ne saurions rien ajouter à ce que notre grand poète national recommande à M. Poncey, si ce n'est que la morale évangélique, source intarissable et unique des bonnes inspirations, nous semble la seule où on puisse retremper son imagination si on veut atteindre au beau par excellence. Plusieurs morceaux du second livre de M. Poncey nous ont fait pressentir qu'il avait déjà compris cette vérité. Tant mieux s'il en est ainsi, car notre maçon-poète, en persévérant dans cette bonne voie, apportera quelque compensation à ce sentiment pénible partagé entre la pitié et l'indignation que nous fait éprouver le ridicule de ces faux frères qui, se traînant à la remorque des littérateurs charlatans, s'en vont, pour se hisser sur les tréteaux de l'industrialisme littéraire, mendier l'auxiliaire de la première célébrité boiteuse qu'ils rencontrent.

Confiants dans la bonne volonté de M. Poncey d'accomplir saintement sa mission, nous l'attendrons à l'œuvre pour apprécier définitivement ses tendances ; car quoique le livre duquel nous rendons compte ici laisse assez loin derrière lui le premier, et prouve avantageusement en faveur de son auteur, nous ne pouvons le considérer que comme la deuxième partie d'un beau prélude. On comprendra facilement que, sous le rapport littéraire, nous n'ayons rien à dire après les opinions émises par les juges les plus compétents en cette matière.

Comme œuvre d'enseignement, il nous appartenait d'en juger selon notre conscience, et nous l'avons fait ; mais nous devons dire aussi que, quant au passé, nous ne saurions exiger d'un aussi jeune homme que M. Poncey beaucoup plus qu'il n'a fait. C'est donc à ses œuvres futures que nous en appelons pour nous éclairer sur lui, et nous espérons que le genre descriptif, qui est le côté le plus saillant de son talent, le portera à répandre les charmes de sa belle poésie sur les beaux faits dont notre histoire nationale offre tant d'exemples. Du moins c'est à quoi nous le convions instamment, persuadés que la richesse du coloris qu'il jette à profusion sur des sujets quelquefois insignifiants, prodiguée à propos sur de grands sujets historiques, ne pourrait qu'ajouter au grandiose des nobles actions qu'il voudrait populariser. Mais nous devons dire aussi que là est un écueil contre lequel nous ne pourrions le voir se heurter sans que cela nous fût pénible : c'est la déplorable habitude qu'ont la plupart des poètes, surtout ceux de l'aristocratie, de reproduire sous un faux jour, de donner une interprétation menteuse à presque tous les faits et actes qu'ils prétendent rappeler fidèlement à notre souvenir. Cette funeste manie, les uns la pratiquent par le besoin d'aduler certains hauts personnages desquels ils convoitent les faveurs ; d'autres, c'est par ignorance. Mais nous ne saurions conserver cette appréhension en ce qui regarde M. Poncey, vu qu'il sait trop bien que la condition essentielle de la valeur d'un poète enfant du peuple est d'être aussi judicieux penseur et juge éclairé que dispensateur habile des formes poétiques.

En résumé, comme œuvre de poésie, ce livre se recommande par de forts jolis morceaux, et nous reproduisons en finissant une pièce intitulée : *Sur un bal donné aux Anglais*, non point parce qu'elle est signalée comme la plus belle, mais parce que c'est un noble hommage rendu au patriotisme.

Sur le bal donné aux Anglais à Toulon, en 1838.

Tu mourras là, Titan ! Parmi les noirs flots,
Sous des cieux enflammés, harcelés par les flots,
Il en est un surtout dont les hideuses têtes
Servent de point de mire aux fureurs des tempêtes.
Jamais ce roi, noirci par le simoun ardent,
N'a frémi de plaisir sous l'amoureuse haleine
Du zéphir qui soupire aux bords de l'Occident :
Regarde-le ! c'est lui qu'on nomme Sainte-Hélène !

Tu mourras là, Titan ! Souveraine des mers,
Trop longtemps l'Angleterre a redouté tes fers ;
Trop longtemps, cœur d'airain, sur l'Europe vassale
Ton astre projeta ton ombre colossale.
Les glaces de Moscou gardent tes légions ;
Ton aigle à l'œil brûlant, aux serres foudroyantes,
Atteint par les boulets de quatre nations,
Traîne à terre le vol de ses ailes sanglantes.

Et le Titan mourut, et son aigle puissant
N'effraya plus les rois de son bec menaçant.
Géné dans l'univers comme dans une cage,
Il mourut étouffé sur cet flot sauvage ;
Et son râle, pareil au tonnerre vengeur
Qui réveille l'écho des sommets qu'il foudroie,
Arracha parmi nous de longs cris de douleur,
Et parmi ses bourreaux d'ignobles cris de joie !

Aujourd'hui des Français, fiers de s'humilier,
A leurs vieux ennemis ont osé s'allier.
Ainsi le sang versé par la Sainte-Alliance
Sous le froid Mont-Saint-Jean disparaît sans vengeance,
Et je vois, dans nos murs incendiés par eux,
Aux drapeaux d'Albion marier nos bannières ;
Et nos jeunes beautés, dans un bal odieux,
S'entrelacer aux bras qui tuèrent leurs pères !

Des concerts et des bals à ces vautours des mers,
Dont la cupidité pressure l'univers !
A ceux qui, redoutant la vengeance française,
Tirent de notre port une large fournaise !
Des tapis d'Orient et des fleurs sous leurs pas !
Sur leurs fronts insolents, des lustres, des couronnes ;
De l'or à pleines mains, car il ne s'agit pas
De voter au malheur quelques maigres aumônes !

Un bal à des Anglais ! Ce soir-là je crus voir
Un incendie affreux porter le désespoir
Dans tous ces cœurs joyeux, brûler ces riches tentes,
Et les lancer au ciel en gerbes éclatantes.
Je crus y voir, signant de solennels arrêts,
La main qui, pour la mort d'une foule alarmée,
Avec du feu traça : *Mané, Thécel, Pharès*,
Ecrire sur leurs fronts : *France, tête d'armée*.

La Démocratie Pacifique apprécie dans les termes suivants le rapport de la commission des philanthropes sur le projet des caisses de retraite pour les ouvriers :

« Après une année d'études, la commission vient enfin de publier un mémoire, la montagne a enfanté... Ce mémoire, loin de

dissiper nos prévisions, les confirme de tous points ; — c'est bien là ce que nous attendions.

« Les membres de la commission peuvent protester de la générosité de leurs sentiments et de leurs intentions, nous ne les contredirons pas : mais leur projet ne fait pas grand honneur à leur science économique.

« En définitive, le projet se réduit à ceci :

« L'Etat se substitue, en faveur des ouvriers, aux compagnies particulières d'assurances sur la vie, sans modifier sensiblement les conditions imposées aux assurés.

« Pour avoir droit à une retraite, il ne suffit pas d'avoir travaillé vingt ans ou trente ans, d'avoir été mutilé sur le champ de l'industrie, d'avoir perdu un bras, une jambe, d'avoir perdu même la santé au service de la production, il faut encore avoir acheté par des économies successives le droit à la retraite. L'Etat enfin s'engage à payer les arrérages d'un capital qui lui a été abandonné à fonds perdu, et il prend les précautions les plus minutieuses pour ne pas se trouver dupe de la spéculation. Voilà en deux mots la caisse des retraites. En vérité, c'est dérisoire !

« Nous concevions qu'on eût stipulé de droit une retraite en faveur de l'invalidé de l'industrie, comme en faveur de l'invalidé de l'armée, sans exiger que le soldat fit lui-même le fonds de sa pension sur sa solde ou sur son salaire ; nous concevions que, pour faire face aux dépenses, on eût frappé un impôt spécial sur tous les produits de l'industrie au sortir de la fabrique ou de l'atelier ; mais demander au salarié, qui ne gagne pas de quoi vivre, une part de son salaire insuffisant, et mettre la retraite à cette condition impossible, ce n'est point de la générosité, ce n'est point même de la justice.

« Nous serons toujours disposés à blâmer sévèrement cette fausse philanthropie qui veut donner le change sur la valeur de ses recettes économiques, et qui, sans rien faire, veut avoir l'air de faire beaucoup pour le pauvre et pour le travailleur. Nous dirons aux hommes généreux : Ne vous abusez point ; vous croyez avoir fait quelque chose, vous n'avez rien fait, pas même la moitié de votre devoir. Ne demandez donc point des *Te Deum* et des actions de grâces, vous n'avez point encore droit à la reconnaissance ! »

Une pétition, tendant à affranchir le clergé secondaire de France du régime despotique des *articles organiques*, vient d'être adressée par le journal *le Bien Social* à la Chambre des Députés. Le défaut de place nous empêche de la reproduire en son entier.

Cette pétition demande l'inamovibilité de tous les curés ; l'établissement d'un jury ecclésiastique pour juger les causes disciplinaires des prêtres, et l'élection des candidats à l'épiscopat dans des assemblées paroissiales.

Nous souhaitons vivement que cette réclamation soit entendue des hommes intelligents de la Chambre ; car si les prêtres, en général, éprouvent de l'éloignement pour les idées de progrès dont ils auraient dû les premiers se faire les propagateurs, il faut l'attribuer à la discipline tyrannique qui pèse sur le clergé de France.

Lorsque le clergé secondaire pourra choisir ses chefs dans des assemblées paroissiales, de même que les gardes nationaux et les communes choisissent les leurs ; lorsque le corps clérical aura retrempé ses forces à la source démocratique de l'élection, alors seulement nous verrons se manifester beaucoup de vie dans ce corps immense, qui descend languissamment chaque jour vers la tombe ; il reprendra sûrement sa fonction civilisatrice au lieu de faire retentir les temples de discours vagues ou inutiles pour la plupart, mauvais quelquefois, et jamais dans le sens véritablement réformateur.

Oui, nous désirons bien sincèrement que la volonté des prêtres soit plus indépendante, et que les nobles sentiments qui peuvent et doivent les animer tous ne soient plus subordonnés à l'intérêt

mesquin de tel ou tel par la volonté inflexible et toute-puissante des évêques.

Que l'on sache cependant que nous reconnaissons toute l'utilité d'une sévère discipline ; mais nous condamnons celle qui étouffe l'activité de l'esprit humain sous le prétexte de réprimer ses écarts.

Les ouvriers actionnaires de l'Atelier ont procédé, le 26 mai, à l'élection du jury de rédaction, qui se compose de MM. Pascal, Danguy et Leneveux, compositeurs ; Anthime Corbon, sculpteur sur bois ; Capron et Lambert, teneurs de livres ; Antoine Viez et Supernant, compositeurs ; Gilland, serrurier ; Petit - Gérard, dessinateur ; Quénol, chapelier ; Humbert, menuisier ; Roze, charpentier ; Murat, bijoutier ; Abraham, relieur.

FAITS DIVERS.

— L'autorité municipale de Paris vient de publier un avis d'une haute importance pour les classes pauvres et ouvrières ; cet avis prévient les habitants du cinquième arrondissement que trois classes d'adultes, une pour les hommes, deux pour les femmes, sont ouvertes tous les soirs ; celle pour les hommes est établie rue des Vinaigriers, 17 : elle tient de huit à dix heures. On y enseigne la lecture, l'écriture, l'arithmétique, la grammaire, l'orthographe, l'analyse grammaticale, tous les jours de la semaine ; la musique vocale, les mardis, jeudis et vendredis ; les lundis, mercredis et vendredis, le dessin linéaire, la géométrie théorique et pratique, l'analyse logique, la composition et la narration.

Les deux classes pour femmes sont situées rue du faubourg Saint-Martin, 99, et cour des Miracles ; elles ont lieu de sept à dix heures. On y enseigne l'écriture, la grammaire, l'orthographe et l'arithmétique.

L'autorité municipale espère que la classe ouvrière s'empressera de profiter des moyens d'instruction qui lui sont offerts dans ces trois classes, entièrement gratuites. On inscrit les mardis et vendredis.

— M. le général Bem, délégué du comité central d'instruction primaire pour l'introduction de la méthode mnémonique franco-polonaise dans les écoles communales de Paris, nous prie d'annoncer qu'il va ouvrir pour les ouvriers un cours gratuit de cette méthode, appliquée à l'histoire, à la géographie, à la statistique et à la cosmographie. Nous avons entendu dire que ce procédé aidait beaucoup la mémoire ; on peut se faire inscrire chez M. Caron, rue de Condé, 19, où il leur sera délivré des cartes personnelles indiquant les jours et le lieu du cours. La seule condition exigée jusqu'ici est de savoir lire et écrire couramment.

Nous dirons quelques mots sur ce cours dès qu'il sera ouvert.

— Le conseil municipal vient de voter les fonds nécessaires à l'établissement du conseil de prud'hommes dont il a adopté la création, pour l'industrie des métaux, à titre d'essai. On pense que l'ordonnance d'établissement ne se fera pas attendre.

— Nous avons dernièrement reproduit, d'après la *Démocratie Pacifique*, un article sur la dorure par le procédé Elkington, et qui contenait les plus grands éloges de cette découverte. Nous avions néanmoins fait nos réserves sur les chiffres du salaire des ouvriers de cette fabrication, ainsi que sur leur nombre. Bien nous a pris de cette prudence, car des réclamations nous ont été adressées par des personnes dignes de foi et d'ailleurs fort compétentes (leurs travaux nécessitant l'emploi de la dorure) ; il résulte de ces réclamations :

1° Que le nouveau procédé de dorure, bien que fort beau en apparence, n'offrirait pas les avantages de la dorure au mercure, qui supporte bien mieux la ciselure et le brunissage ;

2° Que les ouvriers qui dorent par le nouveau procédé, bien que débarrassés du dangereux contact du mercure, verraient néanmoins leur santé menacée par les acides qu'ils emploient ;

3° Enfin, les cent vingt ouvriers indiqués comme se livrant à

ce travail seraient réduits au nombre infiniment plus modeste de vingt hommes et trente-deux femmes ; les premiers gagnant de 4 à 5 fr. par jour, les secondes de 1 fr. 50 c. à 2 fr. 50 c.

La *Démocratie Pacifique*, dit-on, a été victime d'un puff commercial ; ses rédacteurs pourront s'en assurer en prenant des renseignements auprès des fabricants qui font dorer. Jusqu'à plus ample éclaircissement, nous ne pouvons que regretter qu'il soit encore besoin de dorer au mercure, et que ce travail ne soit pas un de ceux qui s'exécutent dans les prisons et les bagnes.

— Il y a en ce moment en France, cette antique terre de la liberté, vingt-sept gérants et rédacteurs de journaux en prison.

Depuis 1830, le journalisme a payé pour SEPT MILLIONS CINQ CENT MILLE FRANCS d'amende, et CENT QUATRE-VINGT-QUATRE ANNÉES et DIX MOIS de prison. (*Bien public.*)

— M. le procureur du roi de Saint-Étienne qui, après avoir présidé aux sanglantes répressions de Rive-de-Gier, a soutenu, avec une rare obstination, l'accusation contre les ouvriers, a été décoré. Tout la presse l'a déjà dit ; elle aurait pu dire aussi que le brigadier de gendarmerie qui a frappé à mort un ouvrier exaspéré par la force brutale que l'on déployait contre des femmes et des enfants, avait aussi reçu la croix d'honneur.

— Le *Publicateur* de Saint-Malo publie le triste fait suivant :

Un honnête ouvrier, père de deux enfants, fut trouvé gisant sur le chemin qui conduit de Saint-Joseph à Paramé. Aux questions qui lui furent adressées, cet infortuné ne put faire que des réponses vagues et insaisissables ; enfin, un mot prononcé avec effort vint toucher d'une vive compassion les quelques personnes charitables qui l'entouraient. *J'ai faim!*... dit-il. Des secours furent promptement accordés, mais la faiblesse était telle chez ce malheureux qu'il ne put avaler les aliments qui lui furent offerts. Craignant les funestes suites d'un pareil état, un bon fermier recueillit chez lui le pauvre Lazare, puis il alla quérir un médecin, qui lui donna tous les soins que réclamait sa triste position.

Remis de ses douloureuses émotions, le malade raconta comment, ne trouvant pas d'occupation à Rennes, son pays, il était venu à Saint-Malo, le 14 février dernier, pour trouver un travail rare aujourd'hui partout ; comment, après avoir vu l'inutilité de ses démarches, n'ayant plus, depuis trois longues journées, le pain nécessaire à la vie, d'autre abri que le ciel, et d'autre lit que la terre humide, il s'était résigné à mourir...

Quelles pénibles réflexions ne fait-on pas devant de pareils faits?... Si cependant le sentiment de l'honneur n'avait pas été aussi puissant qu'il l'est chez cet homme, où l'eût conduit l'excès de sa misère?... Au bagne... peut-être, hélas ! à l'échafaud!...

N'y a-t-il donc pas quelque moyen d'améliorer le sort des déshérités de la grande famille?... Faut-il qu'ils soient réduits à envier le pain du prisonnier ? à regarder comme un bienfait l'affreux séjour des cachots ?... à s'appliquer cette exclamation douloureuse d'un illustre écrivain : « Qui me l'eût dit, ô mon Dieu ! que j'aurais pleuré d'être homme ! »

— On lit dans le *Journal de l'arrondissement du Havre* :

Le 21 mai, un suicide a eu lieu à Pitres, dans de bien tristes circonstances. Une pauvre femme, privée de travail, manquant de tout, poussée par la plus affreuse misère au désespoir, s'est précipitée dans la Seine. Son cadavre a été retrouvé le lendemain.

— Une pauvre femme, annonce la *Réforme*, est tombée aujourd'hui d'inanition dans la rue de l'Université. Elle était récemment sortie de l'hospice, et n'avait pas mangé depuis près de deux jours.

— Avant-hier, un homme dans la force de l'âge gisait étendu à terre dans la rue Saint-Martin. Quelques passants s'étant approchés l'interrogèrent ; il répondit d'une voix faible qu'il *avait faim*. On s'empressa de le conduire en le soutenant dans une maison où on lui donna un bouillon ; après l'avoir pris avec peine, le malheureux expliqua qu'il était sans ouvrage et qu'il n'avait pas mangé depuis deux jours. Sa sincérité a paru évidente et une petite collecte lui fut remise (*Idem*, 13 mai).

Le Gérant : PASCAL.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 32, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les semestres par les actionnaires ouvriers, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Tout ouvrier peut participer à la rédaction de l'Atelier, sous les deux conditions suivantes : 1^o justifier qu'il est bien l'auteur des articles qu'il propose; 2^o se soumettre aux corrections indiquées par le jury.

Les personnes qui auraient des réclamations à adresser ou des communications à faire à l'administration ou à la rédaction de l'Atelier, sont invitées à se présenter au bureau les dimanches, de 10 à 3 heures, où elles trouveront l'administrateur et un membre du jury de rédaction.

Il suffit d'écrire franco à l'administration pour recevoir un abonnement pour Paris. La quittance est touchée à domicile.

Pour les départements, on est prié d'envoyer un mandat par la poste, ou de s'adresser au journal patriote de la localité.

SOMMAIRE.

La question du travail devant le parlement anglais. — La concurrence au delà du Rhin. — Les princes publicistes. — Revue du mois. — Conséquences de l'exploitation des apprentis. — Rive-de-Gier. — Les chambres syndicales. — Le piano-type (machine à composer). — Falsification des substances alimentaires. — Faits divers.

La question du travail devant le parlement anglais.

L'industrie anglaise, dont on vante partout les progrès, marche de plus en plus vers sa conclusion dernière : elle poursuit son œuvre lente de destruction, et chacun de ses pas la rend plus impitoyable envers ses victimes. Les manufacturiers de ce pays se sont lancés dans l'arène industrielle avec la devise du *chacun pour soi, chacun chez soi*; comme l'animal indompté, ils ont rejeté loin d'eux tout frein, toute règle; ils ont voulu parcourir librement la carrière; mais cette course désordonnée a produit un résultat depuis longtemps prévu : elle a laissé derrière elle des populations entières de malheureux.

Aujourd'hui, les maîtres des destinées de la Grande-Bretagne commencent à s'effrayer de cette fausse situation; des cris menaçants de détresse sont montés jusqu'à eux, et ils cherchent les moyens de réparer un peu les maux que leur égoïsme et leur imprévoyance ont causés à des millions d'hommes. Mais comme si la Providence voulait les punir de leur égoïsme, ils restent impuissants devant le danger; ils sont menacés de la guerre civile sans qu'ils puissent entrevoir les moyens de l'éviter.

Que cela serve au moins de leçon aux imprudents qui veulent nous engager dans cette voie dangereuse; qu'ils préservent notre pays d'un si triste avenir.

Écoutons la voix de l'Angleterre qui gémit, écrasée par cette libre concurrence tant prônée par nos économistes; elle voit, elle

sent le mal; mais elle n'a ni la volonté ni le courage de s'en débarrasser.

On sait que la nécessité de triompher de la concurrence des nations rivales a excité considérablement la découverte des moyens propres à abrégé le travail en Angleterre, et à le rendre surtout moins coûteux : presque tous les agents de production ont été changés; beaucoup d'hommes ont été renvoyés des ateliers, et les machines, desservies en grande partie par les enfants et les femmes, ont régné souverainement dans les fabriques. Ceci a porté un coup fatal aux salaires et à la moralité des familles, et suscité parmi les travailleurs anglais une misère effrayante contre laquelle ils se débattaient vainement depuis longues années.

Lord Ashley s'est fait leur défenseur, et il soutient les pauvres contre les abus de l'exploitation. Dans le courant du mois de mai, il a réclamé vivement auprès du Parlement pour que l'on apportât quelques améliorations à leur sort; mais les ministres, qui comprennent la situation de l'Angleterre, et qui prévoient qu'il faudrait transformer entièrement son système économique si l'on entrait dans la voie des réformes; les ministres, disons-nous, ont repoussé inflexiblement toutes ces demandes. Sir J. Graham a surtout insisté pour faire remarquer à la Chambre « qu'il fallait prendre garde de frapper à la racine l'arbre des abus, parce que cet arbre portait les fruits qui font la grandeur de l'Angleterre. » Nous ajoutons qu'ils feront aussi sa ruine. « Une souffrance morale, a dit encore sir J. Graham, ne saurait constituer un droit politique. Si le peuple souffre, c'est à la charité à adoucir ses souffrances. Ne laissons pas croire au peuple que la loi peut régler les salaires, peut améliorer la condition des travailleurs : ce serait un précédent funeste, une erreur dangereuse. » Ceci nous donne la mesure de ce que les travailleurs ont à attendre de leurs maîtres.

Suivons un peu cette discussion, car jamais question plus intéressante pour la classe laborieuse ne fut portée aussi solennellement à la tribune.

Sir J. Graham, ministre de l'intérieur, ayant proposé une loi pour organiser le travail dans les manufactures de soie, de laine, de coton et de toile, lord Ashley proposa un amendement afin de réduire à dix heures le travail des femmes et des enfants, qui est maintenant de douze heures, et de supprimer le travail de nuit en général. Cet amendement fut adopté à la majorité de neuf voix.

Les ministres, soutenus par presque tous les fabricants, qui

prétendaient que le principe de la liberté individuelle était violé en eux, attaquèrent aussitôt ce vote dans l'espoir de le faire révoquer.

« Le système industriel anglais est comme un château de cartes, s'écria sir J. Graham; vous ne pouvez y toucher sans le faire crouler du haut en bas. » Puis il s'efforça de démontrer comment une diminution de cinq cents heures par chaque ouvrier, ou sept semaines de travail par an, mettrait les industriels anglais hors d'état de lutter avec les pays où le travail resterait libre. « Si nos manufacturiers, dit-il, sont forcés à ne travailler que dix heures par jour, quand leurs rivaux étrangers en travaillent quatorze; si nos ouvriers sont limités à soixante heures par semaine, quand leurs concurrents, en Amérique, en France, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, en ont quatre-vingt-quatre, je dis que la concurrence sur de pareils termes doit nécessairement aboutir à une défaite, et que tôt ou tard les manufactures anglaises seront inévitablement ruinées. »

En principe, de telles raisons étaient faciles à réfuter. Nous citons quelques extraits du discours de lord Russell :

« Si la concurrence étrangère est tout ce qui vous préoccupe, si vous tenez uniquement à encourager la production industrielle, alors décrétez que la durée du travail sera, non plus de soixante-quatre heures, mais de soixante-douze, de quatre-vingts, de quatre-vingt-dix heures comme chez nos rivaux de l'étranger. Des millions d'enfants, il est vrai, seront sacrifiés; la maladie et la mort ravageront la population industrielle; le vice et la démoralisation feront d'immenses progrès; mais vous aurez atteint votre but, vous aurez augmenté la production manufacturière !

« Pour neutraliser la concurrence extérieure, pour compenser la diminution des salaires, on vous a proposé un moyen auquel vous n'avez rien répondu; on vous a proposé de réduire les droits à l'importation sur les marchandises, sur les denrées et sur les matières premières; on vous a proposé enfin de diminuer le prix des subsistances, de diminuer, au besoin de supprimer les droits sur les blés étrangers. (Applaudissements.)

« Si vous étiez tellement pressés, menacés par la concurrence étrangère que vous fussiez contraints, bon gré mal gré, de diminuer les droits sur les subsistances, de supprimer même toute espèce de droits sur les céréales, voudriez-vous encore faire travailler les enfants au delà de leurs forces, jusqu'à l'épuisement, jusqu'à la mort? Diriez-vous encore ce que vous disiez la semaine dernière : « La Chambre a à choisir entre ces deux mesures : faire travailler le peuple deux heures de plus par jour, pour maintenir la loi actuelle des céréales, ou rapporter la loi sur les céréales pour diminuer le travail de deux heures? » En posant cette alternative, considérez quelles malédictions vous attirez sur cette loi des céréales, qui force le peuple à travailler deux heures de plus ! » (Tonnerre d'applaudissements.)

Malgré cette vive réfutation, les ministres maintinrent qu'il fallait choisir entre « l'existence du commerce et de l'industrie de la Grande-Bretagne, et une diminution de deux heures de travail. » Immédiatement la Chambre se prononça pour le maintien du travail de douze heures, et par un nouveau vote elle annula sa décision précédente.

Il résulte de cela une preuve manifeste d'impuissance : les maîtres anglais comprennent bien qu'ils se trouvent dans la nécessité de réformer certains abus; mais ils voudraient le faire sans sacrifice, et c'est ici que se trouve la raison de leur impuissance.

Sans doute il y aurait danger pour l'Angleterre si la production de ses manufactures diminuait; mais n'y a-t-il donc rien à faire? Ne peut-on sortir de cette fausse voie? Le *Journal des Débats* reconnaît que « la cause première du mal c'est la concurrence, source mystérieuse où l'industrie puise à la fois le principe de vie et le principe de mort. » Mais il ajoute : « Pourquoi le travail de l'Angleterre s'arrêterait-il quand celui du continent ne s'arrête pas? »

Quoi! gouvernants, ne trouvez-vous donc aucun moyen de sortir de l'impasse où votre imprévoyance nous a jetés? — Non, rien, votre silence nous l'indique; vous jetterez avec dédain quelques sous dans la main du pauvre; mais jamais vous ne chercherez à créer de grandes institutions, capables d'éteindre un jour toutes les misères involontaires.

Nous avons prouvé dans notre dernier numéro que les ouvriers anglais s'organisaient pour rendre leurs réclamations plus importantes; ils se réunissent en assemblées de trente ou quarante mille hommes, et quoiqu'ils aient été jusqu'à présent très-pacifiques, ils deviendront plus impérieux dans leurs demandes à mesure que les idées de réforme seront mieux formulées parmi eux. D'autre part nous venons de montrer qu'ils ont trouvé parmi les membres du Parlement des orateurs de talent qui ont défendu chaleureusement leur cause; nul doute que cette agitation n'aboutisse tôt ou tard à une conflagration générale, car la majorité écoutera toujours ceux qui lui parleront au nom de l'intérêt personnel pour lui faire prendre des décisions irritantes contraires à tout principe d'humanité et de justice.

MM. Muntz et Duncombe ont semblé vouloir le faire pressentir au Parlement, surtout lorsque M. Duncombe s'est écrié : « Prenez garde, le peuple a pour lui la force et le nombre. Si vous refusez de reconnaître ses droits, il pourrait bien un jour vous demander compte de votre mauvais vouloir. » « N'y a-t-il pas danger, a dit aussi M. Buller, à laisser le peuple désespérer de la loi et prendre en haine les législateurs? N'y a-t-il pas danger à lui laisser croire que vous êtes ici uniquement pour défendre les intérêts des riches, des landlords et des capitalistes? Est-il dans votre intention de persuader au peuple que les classes laborieuses ne sont pas protégées par la loi, et que dès lors elles doivent se défendre et se protéger elles-mêmes? »

Il existe encore d'autres ferments de discorde très-dangereux pour la Grande-Bretagne; la loi des céréales, sur l'importation desquelles pèsent de lourds impôts, met en présence trois intérêts inconciliables : l'intérêt de l'ouvrier, qui payerait moins cher sa nourriture si on abolissait les lois sur les céréales; l'intérêt du grand propriétaire foncier, qui verrait décroître considérablement ses bénéfices par l'abolition de ces lois; enfin l'intérêt des chefs de manufactures, qui pourraient, si les ouvriers vivaient à meilleur marché, diminuer plus facilement encore les salaires et lutter avec avantage contre la concurrence étrangère. Ainsi donc les propriétaires des manufactures demandent sans relâche la suppression des droits d'entrée sur les céréales; ils sont appuyés par les ouvriers qui ne voient point où les manufacturiers veulent en venir, et les grands propriétaires fonciers opposent au sein du Parlement une vive résistance, et ils demandent, par représailles, la diminution du travail dans les manufactures.

Les lois sur les céréales finiront sans doute par être rapportées. Qu'en résultera-t-il? C'est que l'Angleterre pourra encore se

maintenir en paix pendant quelque temps, grâce à la diminution du pain. Mais la concurrence reprendra fatalement sa marche ; elle abaissera les salaires à un niveau intolérable, et alors les fabricants anglais seront acculés à une difficulté sans issue.

Quant aux conséquences de tout ceci pour les autres nations, elles peuvent être facilement prévues ; si l'Angleterre trouve encore le moyen de produire chez elle à meilleur marché, nos fabricants et ceux des autres pays manufacturiers devront, pour soutenir la concurrence, abaisser les salaires de leurs ouvriers déjà si malheureux, ou bien fermer leurs ateliers ; or, nous savons qu'ils ne prendront point ce dernier parti. Les efforts des ouvriers anglais pour obtenir l'abolition des lois sur les céréales sont donc nuls pour l'avenir ; ils n'auront réussi qu'à prolonger leur misère et à augmenter celle de leurs frères en souffrance, les ouvriers des autres nations.

Quand voudra-t-on comprendre enfin que le seul moyen d'améliorer efficacement l'état moral et matériel de toutes les classes, c'est de faire cesser cette divergence d'intérêts qui sépare depuis si longtemps le maître et son ouvrier, c'est de détruire cet antagonisme en jetant les bases d'une institution qui, se développant avec le temps, ne laisserait plus subsister qu'un seul intérêt, celui du travailleur, et qu'un seul principe de rétribution fondée sur ce précepte : *A chacun selon ses œuvres ?*

La concurrence au delà du Rhin.

Là, comme en Angleterre, comme en France, comme partout enfin, où ce système d'extermination qu'on appelle la concurrence illimitée est en pratique, nous n'avons à enregistrer que des cris de douleur des travailleurs, que des suicides occasionnés par la faim, et quand il arrive que la question de salaire s'agite chez un peuple qui ne porte pas aussi haut que nous le respect de la propriété, nous avons, comme aujourd'hui, à déplorer des scènes où la colère va jusqu'à la dévastation.

Voici, d'après différents organes de la presse allemande, les motifs qui ont occasionné l'émeute des tisserands en Silésie, et les détails affligeants qu'ils en donnent.

Suivant eux c'est la faim qui en est la seule cause, et ce n'est que la plus profonde misère, causée par la révoltante dureté des riches, qui a porté à ces actes de désespoir les tisserands, si malheureux et si patients jusqu'à présent.

Voici les faits dans toute leur nudité. En Bohême, en Saxe, en Silésie, la misère résultant de l'oppression des ouvriers par le fabricant est affreuse. Par suite de cette misère les négociants peuvent donner à très-bas prix des produits dont le travail et la matière première sont d'une grande beauté ; ils peuvent braver et même étouffer la concurrence anglaise ; mais les ouvriers meurent de faim. Ainsi on a fait le calcul qu'un homme, avec sa femme et son enfant, ne peut gagner que 16 gros (à peu près 2 fr.) par semaine. Ces malheureux, à la fin de la semaine, font souvent un voyage de six à sept lieues pour rapporter leurs travaux au fabricant qui leur a fourni le fil et le coton, et qui, de plus, les force d'acheter chez lui seul les objets de première nécessité, tels que pain, pommes de terre, etc. Depuis quelque temps, les fournisseurs et fabricants de la Silésie, dont plusieurs habitent de véritables palais, ont encore diminué le salaire de 2 gros par semaine.

Nous n'exagérons pas en disant qu'en Silésie plus de quatre-vingt mille habitants sont dans cette insupportable position, et on ne le croirait pas si tous les journaux ne l'attestaient : tout récemment un honnête père de famille, faute de pouvoir nourrir ses enfants, les a étranglés, et s'est pendu ensuite lui-même.

Depuis deux ans cette affreuse position était un sujet de discussion pour la presse allemande. Enfin elle proposa... devinez quoi ? L'aumône, moyen transitoire qui n'apaise même pas le premier cri d'un estomac vide et qui assimile le producteur à un mendiant paresseux. Oui, l'aumône, au moyen de quêtes faites sous le patronage des banquiers philanthropes, paraît aussi aux Allemands le *nec plus ultra* des moyens à employer. Mais ne dirait-on pas que c'est un malheur particulier aux philanthropes de toutes les nations que, sitôt qu'ils veulent tirer les gens d'un mal, ceux-ci tombent dans un autre qui est pire ? Voyez plutôt.

Le produit de ces quêtes a été employé à des commandes directement faites aux tisserands par les sociétés de bienfaisance, afin de soustraire ces malheureux à l'exploitation des fabricants. Ceux-ci ont vu avec déplaisir enlever les instruments de leur fortune ; et comme la plupart des tisserands leur devaient de l'argent, ils les ont menacés de faire saisir leurs métiers.

Sur ces entrefaites un ouvrier tisserand composa un pamphlet en vers dans lequel il leur reprochait toute leur dureté, et cela en termes excessivement vifs, comme on pourra en juger par le couplet suivant :

Il est ici une cour de justice,
Plus odieuse que la justice secrète du moyen âge :
Là on ne prononce pas de jugement
Pour vous ôter la vie ;
Là on tourmente l'homme à petit bruit ;
Là est la chambre de tortures,
Et là les soupirs mêmes
Sont autant de témoignages contre l'accusé.
Fripons, engeance de Satan,
Démonstrations infernaux,
Vous mangez le bien du pauvre :
Mangez-le donc lui-même,
Et que sa malédiction vous serve de dessert.

Ce pamphlet, contenant vingt-cinq couplets, tous conçus dans le même style, fut affiché vers la Pentecôte sur la porte de Peterswalden, où chaque jour une foule d'ouvriers venaient le lire. Une explosion était imminente : le 4 juin, un chef de manufacture la fit éclater en faisant arrêter quelques ouvriers dont les cris l'importunaient. Aussitôt un tumulte effroyable eut lieu, et une foule de tisserands arrivèrent des villages voisins au secours de leurs camarades. L'exaspération était à son comble : des manufactures furent dévastées, et la foule, qui grossissait à chaque instant, se porta à des actes de vengeance tels que, pour en trouver des exemples chez nous, il faudrait remonter jusqu'aux excès de la Jacquerie du moyen âge.

La maison du manufacturier fut démolie de fond en comble ; tous les livres furent détruits, toutes les marchandises jetées à l'eau, vingt métiers à la Jacquart mis en pièces, les meubles brisés en mille morceaux. Enfin la plupart des commis furent blessés, et le fabricant et sa famille, errant de village en village, repoussés de tous les maires qui craignaient que leur présence ne causât de nouveaux troubles, furent contraints de fuir jusqu'à Breslau.

Les scènes de démolition ont duré vingt-quatre heures. Rien

ne fut volé d'abord, mais plus tard il se mêla aux ouvriers des malfaiteurs attirés par l'espoir de profiter du désordre. Lorsque les soldats arrivèrent, plusieurs maisons étaient déjà démolies ; les premières compagnies furent même repoussées. Quand les ouvriers eurent assouvi leur vengeance, ils déclarèrent qu'ils étaient prêts à se retirer, mais en masse, et sous la réserve de ne pas avoir à rendre compte de leurs actions. Après les sommations voulues, et après quelques décharges en l'air, les soldats firent feu sur plusieurs groupes. Les ouvriers se sont battus avec fureur ; les femmes et les enfants leur apportaient des pierres. Rien que dans la cour d'un fabricant, treize tisserands ont été tués. Il s'y est passé un événement affreux : un soldat, voyant tomber au nombre des ouvriers son propre frère, a jeté son fusil en maudissant sa vie et ce qui venait de se passer.

Les soldats ont été alors attaqués avec des cris de vengeance et repoussés vers Reichenbach. On ignore encore quel a été des deux côtés le nombre des tués : beaucoup de soldats blessés gravement ont été transportés à l'hôpital de Frankenstein. Le major qui avait le premier commandé le feu a eu la tête fracassée d'un coup de fourche à faner.

Nous avons dit que tous les districts manufacturiers souffraient ; il était donc probable que les désordres ne s'arrêteraient pas aux trois villages de Peterswalden, Langenbielau et Mechenbach.

En effet, à Lentmaundorf on a démolé une fabrique, et en Bohême, des scènes analogues ont eu lieu. Les villes de Landshut et de Sewedberg se sont également livrées à des excès, et les troubles ont recommencé à Breslau le 8 au soir. D'un autre côté on écrit de Prague (Bohême), à la date du 20 juin, que trois mille ouvriers imprimeurs des fabriques de coton de la ville avaient suspendu leurs travaux et détruit des machines dans quelques fabriques.

Cependant on assure qu'actuellement, et sur des promesses d'augmentation de salaire, tous les tisserands silésiens avaient repris leurs travaux. Nous espérons que les fabricants comprendront qu'il faut qu'ils tiennent parole, sous peine de voir recommencer ces fâcheux excès. Nous disons qu'ils sont fâcheux ; car bien que nous aussi nous souffrions des effets de la concurrence illimitée et du fonctionnement des machines appliquées à l'industrie, nous ne pouvons approuver la manière dont les ouvriers allemands ont soulevé la question. Détruire n'est pas édifier.

Ceci nous est encore une occasion de faire remarquer combien sont imprévoyants les gouvernements qui encouragent l'application des machines, et qui repoussent en même temps loin d'eux toute pensée d'organisation du travail. Ils sont chargés de veiller aux intérêts de tous leurs sujets, et il leur importe peu que l'existence d'un grand nombre de familles laborieuses soit compromise ; ils ne chercheront même point à leur assurer la suffisante vie, au moins pendant le temps qui leur est nécessaire pour être appliqués à d'autres travaux. Nous le demandons ; n'est-il pas temps de mettre un frein à la cupidité et à la rapacité des possesseurs des instruments de travail, qui estiment bien plus haut une faible poignée d'écus que l'existence d'un homme ?

LES PRINCES PUBLICISTES.

Si l'on veut une nouvelle preuve que le sentiment démocratique a pris en France des racines que rien ne pourrait extirper, on peut la trouver dans ce fait récent de l'invasion des sommités

nobiliaires dans la polémique de la presse. Un prince du sang, un neveu de Napoléon, un gentilhomme de la vieille roche viennent tour à tour payer leur tribut à la démocratie, le premier, en indiquant les moyens de relever la nationalité française et de combattre à outrance l'ennemie du genre humain, l'Angleterre ; le second, en proposant à l'opinion publique l'extinction du paupérisme ; le dernier enfin, en demandant hardiment la participation de tous aux droits politiques. Quand on voit MM. de Joinville, Louis Bonaparte et de Clermont-Tonnerre s'efforçant de se faire pardonner leurs positions de hasard en cherchant à rendre des services à la cause publique, on peut dire de cette dernière qu'elle est en très-bonne voie, non pas précisément par les bons offices de ces messieurs, mais parce que l'offre qu'ils lui font de leurs services est un symptôme non équivoque de son ascendant et de sa force. Nos grands seigneurs d'autrefois daignaient bien aussi quelque peu servir la patrie dans les armées, mais c'était avec les grosses épaulettes, avec tous les avantages du commandement ; et si aujourd'hui leurs successeurs sont encore en possession d'une partie de ces privilèges dans la carrière des armes et des emplois civils, il est un camp où ils sont obligés de conquérir leurs grades, une armée où ils entrent en qualité de simples soldats, et où le public est juge des mérites et distribue les galons : c'est le corps pacifique des hommes de la presse, le camp de la discussion.

Nous savons qu'il est encore malheureusement bon nombre de gens pour lesquels la parole d'un prince ou d'un duc et pair est toute dorée, et que la courtoisie n'est pas assez morte pour que justice entière et rigoureuse soit rendue aux œuvres principales ; mais nous avons foi dans l'excellent jugement du peuple, qui se formulera plus complètement dès qu'il aura eu plus d'occasions de s'exercer. A partir de ce jour, et dans le domaine de la discussion, nous n'aurons plus à apprécier les sentiments et la capacité des princes à travers les éloges ampoulés d'un rapport du maréchal Bugeaud ; rien ici ne nous sépare du champ de bataille, et ne nous empêche de voir par nous-mêmes.

Si nous sommes loin d'être des courtisans, nous ne voudrions pas non plus qu'on nous crût capables de n'examiner de semblables travaux qu'à travers une lunette haineuse de toute supériorité (ce sont là, nous le savons, des sentiments qu'on nous prête à plaisir). On pourra, du reste, en juger en nous lisant jusqu'au bout.

Nous avons à rendre compte aujourd'hui de deux de ces publications : la *Note sur les forces navales de la France*, par M. le prince de Joinville ; et le petit livre de M. le prince Napoléon-Louis Bonaparte, détenu au château de Ham, sur l'*Extinction du paupérisme*.

La *Note* de M. de Joinville a été insérée dans la *Revue des Deux-Mondes*, et des indiscretions nombreuses en ont fait connaître le véritable auteur. C'est un récit quasi-officiel, un aveu humiliant du délabrement de la marine en France, accompagné de chiffres d'une triste éloquence : notre situation est mise en regard de celle de l'Angleterre, et le parallèle n'est pas à notre avantage. Si l'auteur, par position, proteste de son amour pour la paix, il ne peut se dissimuler qu'une lutte terrible peut s'engager demain entre l'Angleterre et la France, et il indique les moyens qu'il croit les plus propres pour parer à cette menaçante éventualité.

Il ne nous est permis de juger ce travail qu'au point de vue du sentiment général qui y est exprimé : nous ne serions pas meilleurs contrôleurs des chiffres qui donnent l'exposé de la situation actuelle que bons juges des moyens théoriques d'amélioration maritime de la France. Une seule chose est résultée pour nous de cette lecture : — la situation maritime de la France n'est pas à la hauteur du rôle de notre nation, et on doit y remédier au plus vite.

Nous venons bien tard, sans doute, pour donner notre avis sur la *Note* de M. de Joinville ; néanmoins ce retard nous donnera occasion de dire que ce travail a été très-diversement apprécié. Dans notre camp, on s'est demandé si, en raison de la position de l'écrivain, la *Note* était une œuvre loyale, sans arrière-pensée : on a cherché à voir si elle ne cachait pas une justification de la lâcheté ministérielle, puisqu'en effet elle tend à prouver que nous ne sommes pas *aujourd'hui* en mesure de résister à l'Angleterre. Mais il ne faut pas perdre de vue la conclusion et le but de cette *Note*, qui est de stimuler par tous les moyens l'augmentation de notre marine, afin de la porter sur un pied respectable, et elle n'en contient pas moins implicitement un grave reproche d'inaction adressé à ce même ministère. Nous ne chercherons pas à dissimuler ni à repousser l'accusation de mollesse portée contre l'écrivain : nous ne ferons pas non plus difficulté de reconnaître qu'il a emprunté à d'autres les faits qui forment la base de son travail ; cela ne nous empêche en rien de dire qu'il a fait, selon nous, un acte utile, et que nous nous expliquons du reste par le sentiment énergique qui anime toute la marine française, et dont le prince de Joinville n'a pu éviter l'influence dès qu'il a mis le pied sur un bâtiment. Nous bornerons là ce qui concerne le fils de Louis-Philippe, dont la *Note* nous paraît au reste un très-mince titre pour justifier le rang d'amiral auquel on l'a élevé.

Nous avons une tâche épineuse à remplir dans l'examen du livre du prisonnier de Ham. Si le fils du représentant de la *paix* a cherché à organiser la guerre, le neveu du plus grand guerrier des temps modernes s'occupe des questions d'amélioration intérieure, et se préoccupe surtout des procédés qui peuvent tendre à faire disparaître la misère. *Extinction du paupérisme* (1), tel est le but de son écrit, et il espère l'atteindre par des moyens empruntés au parti démocratique. Nous n'aurions donc pour ainsi dire que des éloges sans restriction à adresser à M. Louis Bonaparte, n'était sa position de prétendant, qui nous impose la plus grande réserve. On nous dira peut-être qu'il est complètement guéri de la fâcheuse envie de refaire des 20 mars ; mais il nous est difficile d'y croire, car son livre n'indique pas le moins du monde les sources auxquelles il a puisé, et, ainsi présentés comme résultats de ses efforts individuels, les moyens qu'il propose semblent appeler l'inventeur à présider à leur exécution. Donc, le sentiment intime qui nous est resté de ce livre est que l'auteur veut se faire des partisans parmi ceux qui veulent l'organisation du travail, et ce, aux dépens du parti démocratique qu'il a mis à contribution largement, comme on va le voir par l'analyse que nous allons faire de son livre.

— Il y a en France 9,190,000 hectares de terres incultes. Que le gouvernement vende ceux de ces terrains qui lui appartiennent

à une immense association ouvrière, composée des habitants pauvres de la campagne et de tous ceux qui chôment aujourd'hui dans l'industrie, qu'il lui donne de grandes facilités pour le paiement, qu'il lui avance en outre les fonds nécessaires pour s'alimenter dans les temps improductifs du travail de défrichement, et voici la grande propriété reconstruite sans que personne ait été dépouillé ; voilà une immense quantité de prolétaires qui passent à la situation de propriétaires associés, et la mère nourrice du pays, l'agriculture, qui s'enrichit par la conquête d'un territoire nouveau.

Telle est la base du projet proposé par M. Louis Bonaparte ; nos lecteurs se rappelleront bien que c'est absolument ce que nous avons demandé avec insistance en maintes occasions ; et si nous réclamons, ce n'est pas pour revendiquer l'honneur d'un projet dont nous avons nous-mêmes emprunté l'idée première, mais pour faire rendre à chacun stricte justice. L'idée du défrichement des terres incultes n'est pas neuve ; mais la propriété commune des terres défrichées est, nous sommes fiers de le dire, une idée démocratique. Remercions néanmoins M. Louis Bonaparte, qui lui a donné un défenseur de plus, et qui est entré plus avant dans les détails, ainsi que nous allons le prouver en continuant notre analyse.

— Une somme de 75 millions serait nécessaire chaque année pendant quatre ans seulement pour les avances dont nous avons parlé. Au bout de dix ans, ces terres pourraient supporter un impôt de plusieurs millions, et rembourser à l'État par annuités les avances qu'il aurait faites. L'État pourrait-il hésiter à se charger de ces avances ? Laissons parler M. Louis Bonaparte.

« Cette avance de 300 millions ne serait donc pas un sacrifice, mais un *magnifique placement*. Et l'État, en songeant à la grandeur du but, pourrait-il se refuser à cette avance, lui qui dépense annuellement 46 millions pour prévenir ou punir les attaques dirigées contre la propriété, qui sacrifie tous les ans 300 millions pour façonner le pays au métier des armes, qui propose aujourd'hui 120 millions pour construire de nouvelles prisons ? Enfin le pays qui, sans périr, a donné deux milliards aux étrangers qui ont envahi la France ; qui, sans murmurer, a payé un milliard aux émigrés ; qui, sans s'effrayer, dépense 2 ou 300 millions aux fortifications de Paris ; ce pays-là, dis-je, hésiterait-il à payer 300 millions en quatre ans pour détruire le paupérisme, pour affranchir les communes de l'immense fardeau que leur impose la misère, pour augmenter enfin la richesse territoriale de plus de 1 milliard ? »

« Et que faut-il, pour réaliser un semblable projet ? Une année de soldes de l'armée, quinze fois la somme qu'on a donnée à l'Amérique, une dépense égale à celle qu'on emploie aux fortifications de Paris. »

« Et cette avance rapportera au bout de vingt ans à la France un milliard, à la classe ouvrière 800 millions, au fisc 37 millions ! »

L'utilité du but reconnu, la facilité de fournir à la dépense constatée, restait à entrer dans les détails d'organisation que comporte une semblable association. Ce difficile travail a été très-lucidement exposé dans la brochure que nous examinons.

— L'auteur propose d'abord, et avant tout, une organisation générale de prud'hommes prolétaires dans l'industrie et dans l'agriculture (un prud'homme sur dix ouvriers ou cultivateurs non propriétaires). Ces prud'hommes seraient élus par leurs camarades, sous l'unique condition de *bonne conduite*. Un salaire double leur serait attribué.

— Des colonies agricoles se fonderaient petit à petit sur tous les points de la France où il y a des travaux de défrichement à exé-

(1) Chez Pagnerre, 50 cent.

cuter. Les familles pauvres de l'agriculture en seraient le noyau permanent, chargé d'entretenir et de cultiver les terres déjà défrichées ; de temps à autre, des bataillons d'ouvriers chassés des villes par le chômage viendraient défricher de nouvelles terres et bâtir des villages, puis retourneraient dans l'industrie si le besoin de bras se faisait de nouveau sentir. Dès lors, la concurrence entre ouvriers, engendrée par le manque de travail, cesserait presque complètement, et la population étiolée des manufactures pourrait se retremper physiquement par les travaux des champs qu'elle aurait ainsi occasion d'exécuter.

— Les prud'hommes de l'industrie auraient, de concert avec les maires des communes, le choix des ouvriers qu'il deviendrait nécessaire d'envoyer aux colonies agricoles. Les prud'hommes des colonies seraient chargés de renvoyer dans l'industrie la quantité d'ouvriers nécessaire à ses besoins. Nous présumons bien que, dans la pensée de l'auteur, la liberté de l'ouvrier est complètement garantie.

— Les colonies agricoles seraient organisées militairement, au moins pour les premiers temps, en ce sens que la nourriture, le campement, l'habillement, la solde, etc., seraient juste ce qu'ils sont dans l'armée actuelle ; mais il y aurait cette différence immense que les chefs de ces régiments agricoles seraient électifs et révocables. Les directeurs chargés d'enseigner la culture des terres seraient choisis, parmi tous ceux qui auraient la capacité requise, par les ouvriers et les prud'hommes réunis : le gouverneur de chaque colonie serait nommé par les prud'hommes et les directeurs réunis. L'administration serait composée d'un tiers de directeurs et de deux tiers de prud'hommes.

— Ces associations, indépendamment des terres qu'elles achèteraient du gouvernement, pourraient prendre à ferme celles appartenant à des particuliers, jusqu'à ce qu'elles fussent assez riches pour les acheter. Puis la propriété commune pourrait s'étendre à l'infini en destinant à de nouveaux achats les bénéfices de l'association, bénéfices immenses si l'on considère l'économie qui résulte de la vie en commun adoptée pour les temps de la création de l'œuvre. L'attrait de la solde ne serait pas assez grand pour priver l'industrie de bras, mais au moins tous nos ouvriers qui chôment trouveraient là du travail et une alimentation que beaucoup d'entre eux sont souvent réduits à envier, celle du soldat.

• Ces institutions charitables, dit l'auteur, au milieu d'un monde égoïste livré à la féodalité de l'argent, doivent produire le même effet bienfaisant que ces monastères qui vinrent, au moyen âge, planter au milieu des forêts, des gens de guerre et des serfs, des germes de lumières, de paix et de civilisation. •

L'auteur est entré dans les calculs les plus minutieux de la dépense et des recettes présumées des colonies agricoles : nous aurions aimé le voir porter le même esprit de détail sur les difficultés politiques d'exécution. Nous qui croyons le projet très-praticable au point de vue pécuniaire, nous sommes persuadés qu'une immense révolution politique doit s'accomplir avant que le principe de la propriété commune et inaliénable puisse s'implanter en France. La division infinie de la propriété est un des corollaires pratiques de la maxime : *Diviser pour régner*. Diviser les esprits est bien, diviser les intérêts est mieux, pour qui veut pêcher en eau trouble et régner sans encombre.

En somme, nous devons nous trouver très-satisfaits de voir un des représentants du système impérial s'incliner devant le prin-

cipe de l'élection : puisse-t-il ne jamais se départir de ce principe, et ne pas oublier que si, comme il le dit dans sa préface, « il est naturel dans le malheur de songer à ceux qui souffrent », il n'est que trop naturel aussi de les oublier quand on est au pouvoir, cette difficile mission que nous ne souhaitons pas à M. Louis Bonaparte.

Nous ne pouvons terminer cet article sans faire de douloureuses comparaisons sur la situation de l'auteur de cette brochure et celle de nos malheureux amis du mont Saint-Michel et de Doullens ; car eux aussi ont du cœur et de la bonne volonté ; ils ont prouvé qu'ils songeaient à ceux qui souffrent avant même que le malheur ne se fût appesanti sur eux, et cependant les bonnes idées qu'ils pourraient apporter dans la discussion, leurs théories sur la suppression de la misère, tout, jusqu'au simple récit de leurs douleurs propres, tout cela est arrêté au passage par un geôlier. Egalité devant la loi ! tu n'es bien qu'une lettre morte !!!

Nota. A présent que la branche cadette et la dynastie impériale sont entrées en lice dans la discussion, nous espérons que la branche aînée voudra bien aussi apporter son tribut. A l'œuvre donc, Monsieur le comte de Chambord ! Vous pouvez compter sur notre impartiale critique !

REVUE DU MOIS.

Le voyage que l'empereur Nicolas vient de faire le mois dernier à Londres a fait grand bruit parmi les hommes politiques. Ce voyage a été une magnifique courtoisie du czar pour la vieille aristocratie anglaise : il a honoré de sa visite les principales familles de la vieille Angleterre ; il a vu Wellington et parlé de la campagne de 1815. Cela a dû ranimer chez tous ces personnages les sentiments de haine et de colère qu'ils nourrissent contre la France. On a sans doute parlé de la nécessité de résister aux idées de liberté et de progrès qui pénètrent partout, même en Russie.

Cette visite nous donne la mesure de l'entente cordiale dont le ministère est si glorieux ; on conçoit que M. Guizot sympathise avec l'Angleterre, laquelle sympathise avec la Russie ; mais la France n'est pour rien dans tous ces pactes liberticides.

Le peuple anglais non plus ne prend aucune part à ce pacte, et nous n'en voulons pour preuve que le voyage que fit, lors du couronnement de la reine, le maréchal Soult et celui du grand czar de toutes les Russies ; en les comparant nous trouvons l'expression de ses sympathies. Le premier fut longtemps un ennemi, il combattit l'Angleterre ; le peuple anglais le reçut avec la plus vive curiosité, avec enthousiasme ; tandis que le second, un ancien allié, qui a fait la campagne de France, est reçu par lui avec froideur et même sans exciter sa curiosité : bien plus, il proteste contre sa présence dans Londres dans un grand meeting public tenu à cet effet ; il ne voit en lui que le bourreau de la Pologne ; aux paroles des orateurs, il répond par les cris en français de *A bas Nicolas !*

Dans ces deux actes, il y a ce fait que les idées françaises, quoique fort mal représentées à coup sûr, sont comprises en Angleterre : nous nous rappelons encore l'effet prodigieux que notre révolution fit sur le peuple anglais, qui sut en profiter pour obtenir le reform-bill. Ainsi donc, si les rois se coalisent, les

peuples se coalisent aussi ; ils s'unissent, quoique instinctivement, dans le but de développer leur indépendance.

Depuis plusieurs années Montevideo (les centralistes) et Buenos-Ayres (les fédéralistes) se disputent le pouvoir de la république orientale par une guerre sauvage et féroce.

Nous avions toujours protégé Montevideo, c'était naturel, l'intérêt d'un très-grand nombre de Français qui y résident nous dictait notre conduite ; depuis, la protection du gouvernement étant impuissante, une légion de trois mille Français, portant la cocarde française, s'était formée pour défendre la ville contre les cruautés de Rosas ; chaque fois que cette légion sortait elle repoussait l'ennemi loin de la ville, et la sauvait des horreurs d'une prise d'assaut.

Maintenant, le gouvernement a changé d'avis ; il ne veut plus agir, il désavoue nos compatriotes, qu'il avait encouragés autrefois, et les menace de les dénationaliser s'ils ne se licencient immédiatement. Mais eux, ne pouvant consentir à cet ordre, ont pris la résolution de marcher sous le drapeau montevidéen.

La conduite de nos ministres, dans cette affaire comme dans toutes les autres, est un modèle d'inintelligence et de lâcheté ; ils abandonnent, ils sacrifient plus de trois mille Français et leurs familles, déterminés courageusement à faire respecter la France qu'ils représentent et qui ne les désavoue pas, pas plus qu'elle n'a désavoué l'amiral Dupetit-Thouars, parce qu'elle voit là une question d'honneur national, d'humanité et d'intérêt.

Le fol entêtement de vouloir rendre les princes populaires en les envoyant cueillir des lauriers en Afrique fait chèrement payer à nos soldats, à l'honneur de nos armes, ces vaines satisfactions de dynasties. On se rappelle le duc de Nemours et la déroute de Constantine ; hier c'était M. d'Aumale, jeune homme sans expérience, qui, dans une circonstance, a montré ce défaut si dangereux chez un commandant en chef. La trahison de Biskara, qu'on aurait pu éviter, a coûté la vie à des braves, et a livré à l'ennemi de l'argent et des munitions.

La guerre avec le Maroc a commencé ; deux rencontres ont eu lieu, et nous avons fait éprouver à l'ennemi de grandes pertes qui peuvent l'engager peut-être à la prudence. Une flotte sous le commandement de M. de Joinville est dirigée sur les côtes de ce pays. Espérons que l'on agira assez vigoureusement pour terminer promptement cette guerre.

La Chambre a voté quelques lois de finances ; elle a voté aussi des travaux pour l'agrandissement des ports de Marseille et du Havre, avec des travaux de fortifications pour ce dernier port.

Des lois d'un intérêt plus général, celles pour l'exécution des voies de fer, sont encore en discussion. Déjà les chemins de Paris à Bordeaux, à Lyon, à Nantes, à Rennes, à Lille, à Strasbourg, sont adoptés. Nous déplorons la détermination qu'a prise la Chambre d'en laisser l'exploitation aux sordides mains des capitalistes.

Pour le chemin de Lyon le gouvernement se réserve la pose des rails, c'est-à-dire que c'est la Chambre qui lui a imposé ces travaux ; ce jour-là l'opposition avait fait son devoir ; mais le lendemain les centres sont restés fixes à leur banc, et la Chambre a décidé qu'elle ne donnerait pas d'argent. Si cela n'arrivait pas si souvent on le trouverait extraordinaire, mais la Chambre n'est pas obligée d'être conséquente.

De même pour le chemin de Lyon, elle s'est arrêtée dans l'iti-

néraire de la route, seulement elle s'est engagée à le faire arriver à Dijon.

Pour être juste, il faut dire que la discussion à la tribune et dans la presse a tellement éclairé la question des chemins de fer que la Chambre a adopté de meilleurs moyens d'exécution ; ainsi, pour le chemin de fer du Nord, elle a adopté la pose des rails et même au besoin l'exploitation par l'Etat.

Mais, que dire de ce vote qui accorde à une compagnie anglaise (puisque'elle est seule jusqu'à présent), pour quatre-vingt-dix-neuf ans, le chemin d'Amiens à Boulogne ? N'est-il pas ridicule ? Et de celui pour le chemin de Strasbourg, qui ajourne à l'année prochaine la question de savoir si on en laissera l'exploitation à l'Etat ou aux compagnies ? C'est que la Chambre flotte dans une pensée d'indécision continuelle ; elle n'a pas la conviction nécessaire pour vouloir le bien ; elle veut satisfaire tout son monde, et, comme dans son sein elle a des banquiers, des capitalistes, des administrateurs, elle sacrifie l'intérêt général à l'intérêt particulier.

M. Arago a voulu, par un amendement, protéger l'industrie nationale en demandant que les machines employées par les compagnies fussent faites dans des ateliers français, dans la proportion de neuf dixièmes. La Chambre, quelque temps indécise, a rejeté.

Voici les diverses lignes déjà adoptées par la Chambre des Députés :

De Paris à la frontière d'Espagne, par Tours et Bordeaux ;

De Paris à la Méditerranée, par Dijon et Lyon, avec embranchement de Montereau à Troyes ;

De Paris à l'Océan, par Tours et Nantes ;

De Paris à Rennes, par Chartres et Laval ;

De Paris à la frontière de Belgique, par Amiens et Lille, avec embranchement sur le littoral de la Manche, comme il suit :

Sur l'Angleterre, par Calais, Dunkerque et Boulogne. Les lignes sur Calais et Dunkerque se détacheront à Lille, et se dirigeront, savoir : sur Calais, par Hazebrouck et Saint-Omer ; sur Dunkerque, par Hazebrouck et l'ouest de Cassel ; sur Boulogne la ligne se détachera à Amiens, et se dirigera par Abbeville et Etaples ;

De Paris sur le centre de la France, par Orléans, Vierzon et Châteauroux, et de Bourges à Clermont ;

De Paris sur la frontière d'Allemagne, par Epernay, Châlons, Bar-le-Duc, Toul, Nancy et Strasbourg, avec deux embranchements, un sur Reims et l'autre sur Metz.

Le Moniteur du 30 juin a publié un manifeste curieux, qui restera comme pièce historique dans le procès que la postérité fera au système qui nous gouverne. Cette pièce, rédigée sous l'inspiration de la pensée qui domine au conseil des ministres, est une pétition, ou encore un ballon d'essai en faveur de la loi de dotation. Elle établit que le roi est trop pauvre pour doter ses enfants, qu'il fait des dettes ; et cependant, dit l'article : « Aucune prodigalité personnelle ne porte dans l'administration, soit de la liste civile, soit du domaine privé du roi, aucun désordre. » Nous reconnaissons cette naïveté, mais c'est une raison de plus pour qu'on soit riche.

L'essai n'a pas été heureux ; le public et les journaux n'ont eu qu'une voix, qu'un cri d'indignation et de mépris pour cette demande d'argent, cette aumône qu'on veut obtenir de la nation et des Chambres.

M. Lherbette a interpellé le ministère avec la vigueur et l'indignation qu'une pareille demande, faite pour la quatrième fois, doit exciter ; nous citons un passage de son discours.

... Je vous dirai d'abord que la valeur des biens du domaine privé s'élève à plus de 571 millions ; qu'il y a là en forêts le tiers de l'étendue des forêts de l'Etat. Est-on si pauvre avec cela ? (Sensation.)

Autre question soulevée par *le Moniteur*, et qui est beaucoup plus délicate à traiter. L'article nous dit que le roi, en recueillant la succession de son père, l'a trouvée obérée, et en a payé les dettes. Ecoutez les chiffres.

M. LE PRÉSIDENT. Ce n'est pas la question.

M. LHERBETTE. M. le ministre avait demandé que l'opinion publique fût éclairée.

M. LE PRÉSIDENT. Il n'y a pas de discussion ouverte là-dessus.

M. LHERBETTE. Je vous demande pardon : je réponds à une assertion de l'article du ministère. On a renoncé à la succession du duc d'Orléans, qui était obérée de plus de 43,000,000 fr. de dettes et n'avait qu'environ 5,600,000 fr. d'actif, et on en a accepté d'autres dont l'actif s'élevait à 34,000,000 de fr. et le passif à 5 millions et demi ; en sorte qu'en définitive, dans les indemnités des émigrés, la famille royale a touché 28 millions et demi. (Mouvement.)

Vous voyez donc bien que l'article du *Moniteur*, dont on accepte la responsabilité, était un article tout à fait erroné. (Dénégation au banc des ministres.)

M. DUPIN, en se tournant vers le banc des ministres. Vous faites souffrir la royauté de l'imprudence de l'article. (Agitation.)

M. GUIZOT, ministre des affaires étrangères. Le ministère en accepte la responsabilité.

M. LHERBETTE. La responsabilité de la publication est acceptée ; que le ministère en recueille l'honneur, si l'article est bon, et le blâme si l'article est mauvais. Mais pour le savoir, il fallait bien le discuter.

En voilà bien assez sur ce point. En voilà bien assez de cette discussion ; nous la reprendrons plus tard, plus en détail, si cela convient au ministère. (Agitation. Très-bien ! très-bien !) Je vais terminer par une simple considération.

Je vous disais, messieurs, qu'on avait bien tort de nous offrir au public comme les ennemis de la royauté, parce que nous combattons les dotations. C'est précisément en cela que nous nous montrons ses amis éclairés. Oui, nous attachés à la royauté et à l'hérédité de la couronne, nous considérons cette hérédité comme le tombeau des ambitions particulières, comme une barrière contre les troubles. (Très-bien ! très-bien !) Et c'est précisément parce que nous lui sommes attachés que nous la voulons forte et puissante, forte dans les limites de la constitution, et surtout forte de cette force, la première de toutes, la force morale. (Très-bien ! à gauche.)

Messieurs, regardez quelle est la situation de la France, voyez que ce qu'il y a de plus effrayant pour l'avenir, c'est qu'à présent il n'y a plus de prestige sur rien ni sur personne. (Mouvement en sens divers.)

Par suite de tous nos mouvements politiques, de toutes nos révolutions, tout a perdu son prestige, et permettez-moi de citer une parole qui me revient en mémoire d'un célèbre publiciste : « Qui de nous, disait-il, depuis cinquante ans n'a pas été conseiller d'Etat, membre de la Chambre des Pairs, membre de la Chambre des Députés, ministre, roi, empereur ou quelque autre chose comme cela ? » (On rit.)

Dès lors, plus de prestige possible ; plus d'ascendant possible que celui du mérite et surtout celui de la moralité (Très-bien !) et malheureusement c'est de ce dernier prestige qu'on paraît aujourd'hui faire le moins de cas. (Adhésion à gauche.)

Je sais, monsieur le ministre, qu'à vos yeux, et aux yeux des hommes politiques, la responsabilité de l'article porte et reste tout entière sur le ministère ; je le sais. Mais croyez-vous que dans le pays l'effet déplorable de ces incessantes demandes d'argent s'arrête sur le ministère ?

Pourquoi le pays s'est-il montré si fortement attaché à Napoléon, plus fortement attaché au jour de ses désastres qu'au jour de ses victoires, pourquoi ? C'est parce qu'on sentait que Napoléon, tout oppresseur qu'il ait été de nos libertés, avait avant tout le sentiment de la dignité du pays. (C'est vrai !)

Le sentiment de toutes les dignités, le sentiment de générosité,

le sentiment de l'abnégation, le sentiment d'identification avec le pays. (Très-bien ! très-bien !)

Voulez-vous que je vous parle de l'ancienne dynastie ?

M. DUPIN. Laissez là les dynasties.

M. LHERBETTE. Non, quand il en ressort des leçons.

L'ancienne dynastie avait dilapidé le domaine extraordinaire ; elle avait épuisé le trésor, elle avait grevé, sur-grevé les contribuables, pour donner à ses partisans, pour donner à des hommes qui étaient vos adversaires ; elle prenait, prenait toujours, mais pour donner dans un but politique que nous désapprouvons ; mais pour donner, non pour garder... On a eu le droit de la combattre, on n'a pas eu celui de la mépriser.

Vous, ministère d'une dynastie qu'il faudrait environner d'éclat, de prestige, vous demandez incessamment de l'or, toujours de l'or. (Au banc des ministres : Allons donc. — A gauche : Oui, oui, c'est vrai !) De l'or, toujours de l'or. Est-ce du moins pour donner ? Non, non, c'est pour garder, toujours garder !... (Vive agitation.)

Lorsque la couronne demande de l'argent, il est curieux de voir avec quelle promptitude les bourgeois sont prompts à sacrifier le respect absolu qu'ils veulent que l'on ait pour elle. Pour ne pas donner quelques écus, ils briseraient plutôt le trône qu'ils ont entouré de tant de protestations de reconnaissance et d'amour.

Conséquences de l'exploitation des apprentis.

Un procès déplorable vient de révéler au public quelques-unes de ces nombreuses misères dont les apprentis sont trop souvent les victimes, et qui n'attirent jamais aucune punition sur leurs auteurs.

Le jeune Pottier, accusé d'avoir assassiné son maître, vient d'être traduit, le 29 juin, devant les assises de la Seine.

Voici comment les faits sont établis par l'acte d'accusation et les débats devant le tribunal.

Pottier, orphelin âgé de dix-huit ans, avait un caractère doux et s'était bien conduit pendant toute sa jeunesse. Sa sœur l'ayant placé en apprentissage chez le sieur Pontady, sculpteur sur bois, il se fit bientôt remarquer par son intelligence, son adresse et une grande ardeur au travail. Il sut se faire aimer de tous ses camarades, et il montrait aussi envers sa sœur beaucoup de reconnaissance de ce qu'elle avait fait pour lui.

Avec de telles dispositions, ce jeune homme, dirigé par un bon maître, pouvait évidemment devenir un jour un honnête ouvrier : voici les circonstances qui lui suggérèrent la funeste pensée du crime qui le conduit aujourd'hui au bagne.

Le sieur Pontady, contrairement aux termes des contrats d'apprentissage, surchargeait d'ouvrage les enfants placés chez lui ; jamais on ne posait l'outil avant neuf heures du soir, et assez souvent on taillait le bois jusqu'à onze heures ou minuit. Lorsque l'ouvrage n'allait pas assez vite au gré du maître, il leur faisait attendre la nourriture du soir, dit la veuve Pontady, et il leur refusait du pain. En outre, il les battait, les prenait aux cheveux ; quelquefois même il faisait usage d'un hachoir pour les frapper, et cela pour des motifs peu graves ; ainsi Pottier fut battu plusieurs fois parce qu'il avait usé un peu trop de papier en travaillant.

Ces veilles prolongées, les mauvais traitements et la nourriture insuffisante influèrent d'une fâcheuse manière sur la santé de ces pauvres enfants, qui étaient dans l'âge du développement et de la croissance ; et ceci n'est que trop prouvé par la présence des apprentis cités comme témoins, dont on ne peut voir l'aspect chétif et rachitique sans se sentir douloureusement impressionné.

Dès 1841, selon Pottier, le jeune Bellamy était mort à l'hospice des suites de cette dure exploitation ; puis ce fut au tour de son camarade Gourlin, qui y fut transporté dans un fâcheux état, et qui n'est point encore hors de danger. Pottier lui-même contracta une maladie qui résultait d'un excès de travail ; il avait les jambes toutes contournées. Ne pouvant se faire soigner chez sa sœur, il entra aussi dans un hôpital.

Mais la maladie ayant paru devoir être longue à guérir, et craignant que sa sœur ne fût tourmentée par Pontady pour le paiement d'un dédit stipulé dans son contrat d'apprentissage, Pottier se décida à rentrer à l'atelier. Il ne quitta l'hôpital qu'après avoir reçu du docteur Bérard la recommandation expresse de travailler assis, s'il ne voulait devenir plus malade encore.

Pottier revint donc chez son maître ; mais on ne tarda pas à remarquer en lui un profond changement : il paraissait mécontent et chagrin ; il se plaignait souvent, et son travail se ressentait de sa mauvaise humeur. Pendant quinze jours il travailla assis ; mais le sieur Pontady ayant remarqué qu'il faisait ainsi moins d'ouvrage, il l'astreignit à travailler debout. Cette obligation ne fit qu'accroître son irritation ; il répondait à peine, il murmurait tout bas, et chaque jour il semblait devenir plus sombre et plus morose. Ce fut alors qu'il dut concevoir des projets de vengeance.

Enfin une dernière circonstance décida Pottier à commettre son crime. « Le 9 février, dit-il, je suis allé voir Gourlin ; il était si malade qu'il pouvait à peine me répondre. Il me dit cependant que c'était le bourgeois qui l'avait mis dans cet état. Furieux, je dis alors : Tu ne le porteras pas loin. »

En effet, il rentra chez son maître, fit semblant de se coucher, et, lorsqu'il jugea que Pontady était endormi, il saisit une hachette, s'approcha de son lit, et lui en porta sur la tête cinq ou six coups, qui amenèrent la mort dès le lendemain. Exalté au suprême degré, Pottier sortit immédiatement de la maison ; mais n'ayant pas d'argent, il rentra, prit 60 fr. dans un placard, après l'avoir forcé, et sortit de nouveau pour aller se livrer de lui-même entre les mains de la garde municipale, au poste de la Bastille.

Le tribunal a compris tout ce qu'il y avait d'atténuant dans cette triste affaire, et il a condamné seulement à vingt années de travaux forcés le malheureux Pottier. Mais que fera-t-on pour préserver les autres enfants qui, comme lui, sont placés chez des maîtres insouciants de leur avenir, et qui ne songent à retirer d'eux qu'un bon bénéfice ? — N'ont-ils point, nous dira-t-on peut-être, la loi du 12 germinal pour les protéger ?

Chacun sait combien cette loi est inefficace : les parents n'ont jamais l'argent nécessaire pour se porter partie civile contre un maître brutal, vicieux ou ignorant ; par conséquent, la loi n'est jamais appliquée ; et puis nous savons tous combien les tribunaux ordinaires sont impropres à juger de telles questions.

Un tribunal de prud'hommes, mi-partie ouvriers et mi-partie maîtres, pourrait seul terminer convenablement ces différends, et exercer sur les ateliers une surveillance active et efficace pour les enfants : sa justice facile, prompte et peu coûteuse en permettrait l'abord aux plus pauvres et aux plus ignorants, et l'on ne verrait plus se perpétuer ces traités monstrueux qui accolent pendant plusieurs années de pauvres enfants à côté de maîtres indignes, qui les exploitent avidement, gâtent leur bon naturel, et les rendent à la société mauvais ouvriers, lorsqu'ils n'en font pas des

coupables comme celui dont nous venons de raconter la pénible histoire.

SOUSCRIPTION DE RIVE-DE-GIER.

On se ferait difficilement une idée des difficultés qui se sont présentées lorsqu'il s'est agi de la répartition des fonds qui nous ont été versés pour les ouvriers de Rive-de-Gier. La plupart des personnes qu'on pouvait croire en position de faire convenablement cette répartition, tant à cause de leurs relations que de leurs sentiments, ont dû reculer devant l'espèce de terreur organisée dans tout le canton par les autorités de la compagnie houillère, qui, par le monopole qu'elle exerce, a la haute main sur presque toute la population. Il a donc fallu que celui de nos coreligionnaires qui avait accepté la difficile mission de rechercher les misères à secourir s'acquittât seul de cette tâche et affrontât les ridicules menaces de l'autorité. Ce n'est pas sans peine qu'il est parvenu à se mettre en relation avec les familles des détenus et des blessés ; enfin, après beaucoup d'efforts il est parvenu à connaître les plus malheureux d'entre eux, et il a pu leur distribuer quelques faibles sommes. Mais que pourront faire quelques écus à ces malheureuses familles composées de cinq enfants et d'un père ou d'une mère malade ; à celles qui ont à leur charge leurs vieux parents, ou dont le chef, celui qui apportait le pain de chaque jour, est jeté en prison ? Ce sera tout au plus une goutte d'eau jetée sur un brasier ardent. Les femmes continueront à gagner 25 centimes en travaillant toute une journée sur la soie grège, et les *enfants*, qui soutiennent leurs familles, n'en seront ni plus occupés, ni mieux rétribués.

Non, il faut autre chose que des secours volontaires pour tarir ces misères accablantes ; la libéralité du public fût-elle mille fois plus grande, elle ne suffirait point pour les calmer : c'est comme la tête de l'hydre sans cesse renaissante. Celui qui voit ces grandes misères de près sent qu'il faut y appliquer un grand remède.

Nous avons reçu de M. Agricol Perdiguier, 5 fr. ; — M. Laity, 5 fr. ; — un ouvrier cordonnier, 35 c. ; — les ouvriers de l'imprimerie Henry, 5 fr. ; — un anonyme, 1 fr. 50 c. ; — M. Jean, du Havre, 5 fr. ; — les ouvriers de l'imprimerie Cosson, 6 fr. 50 c.

Total. 28 35
Montant de la souscription au mois précédent. . . . 1,093

Total. 1,121 35

Les Chambres syndicales.

S'il est une influence prépondérante aujourd'hui, c'est certainement celle des industriels et des commerçants, car c'est surtout sur eux que s'appuient les bourgeois systématiques qui nous gouvernent. Les industriels peuplent les Chambres, fournissent des ministres, rédigent nos lois, et décident toutes les questions générales à leur point de vue intéressé. Aussi doit-on attribuer à leur esprit étroit et peureux cette politique mesquine et poltronne, qui préside à toutes les transactions de nos gouvernants.

Eh bien, malgré cette influence et tous les avantages qu'ils en retirent, les chefs de l'industrie s'aperçoivent que rien ne leur est moins profitable que ce système de privilège qu'ils ont établi avec tant de peine. Leurs prévisions sont de plus en plus déçues, leurs intérêts et leurs bénéfices continuellement compromis, réduits

même par la concurrence étrangère, et cela en dépit des lois de douanes rédigées par eux-mêmes ; à l'intérieur, leurs prétentions exorbitantes, que révèlent des réductions incessantes sur le prix du travail, ravivent énergiquement la lutte des salaires, cette guerre permanente au milieu de la paix. Telle est la situation industrielle créée par le système actuel.

Il est vrai que ce que nous consignons ici est considéré par la plupart des économistes comme l'état normal de l'industrie, et que, selon eux, l'intérêt et la liberté du commerce le veulent ainsi. Nous n'aurions rien à répliquer si l'on nous prouvait que cette anarchie légale donne des résultats satisfaisants pour tous ; mais, au contraire, tout ce qui tient à l'industrie ne cesse d'accabler le pouvoir de réclamations. Les ouvriers, pour leur part, demandent sans relâche des garanties dont l'expérience de chaque jour démontre la justice et la nécessité ; demandes vaines, nous le craignons, mais que nous ne cesserons de reproduire, afin de mettre au grand jour la bonne ou la mauvaise volonté des hommes qui nous gouvernent. C'est ce sentiment qui nous engage à signaler encore un moyen nouveau de domination employé par nos maîtres, à qui tout est bon pour soutenir la concurrence qui les pousse fatalement vers leur ruine.

Dans un grand nombre d'industries, les entrepreneurs et les fabricants, qui cherchent aujourd'hui à garantir leurs intérêts par l'association, ont fondé ce qu'ils appellent des chambres syndicales ; ce sont des commissions formées dans le but avoué de représenter et de défendre les intérêts généraux de l'industrie qu'elles représentent. Nous ne voulons pas nous élever contre la tolérance de l'autorité pour ces réunions ; nous concevons très-bien qu'il serait absurde, quoi qu'en dise la loi, de refuser à des gens paisibles le droit de se réunir pour trouver des moyens d'amélioration en s'aidant et en s'éclairant mutuellement ; nous savons aussi tout ce que la fabrication gagnerait par la connaissance plus répandue des procédés les meilleurs, de moyens d'écoulement plus prompts, et de tous les renseignements généraux qui doivent nécessairement résulter de réunions fréquentes entre les chefs d'une même industrie. Mais n'est-il pas souverainement injuste de permettre aux uns ce que l'on défend aux autres, et ne sommes-nous pas dans notre droit lorsque nous demandons la réciprocité ? Si l'on reconnaît aux capitalistes (car les entrepreneurs ne sont pas autre chose) le droit de veiller à leurs intérêts, nous ne concevons pas qu'on puisse le contester aux ouvriers, les véritables producteurs. Ceux-ci depuis longtemps ont demandé le droit de pouvoir nommer des délégués chargés d'exposer leurs besoins, de généraliser leurs réclamations, et de parvenir à convaincre officiellement les plus incrédules de l'étendue de leur malaise, et ce serait pour les ouvriers d'une nécessité d'autant plus grande que leurs intérêts, mal compris, souvent plus mal défendus, ne semblent toujours être, par suite de l'isolement dans lequel on a soin de les tenir, que la plainte plus ou moins fondée de quelques individualités, ce qui lui retire toute puissance et toute autorité.

Nous le répétons, puisque l'on tolère les réunions des maîtres, il est de la plus stricte justice de permettre aux ouvriers d'avoir aussi leurs représentants. Si l'autorité veut parvenir à la connaissance de la vérité, c'est le seul moyen qui lui reste ; les assertions des deux partis lui serviront, si elle a quelque bonne volonté, à prendre des mesures équitables, qui, sans cela, seront toujours entachées de partialité. Puisse ce vœu être entendu enfin,

et amener, entre les capitalistes et les travailleurs, une trêve, une conciliation, qui serait un premier pas vers l'organisation du travail.

Mais revenons aux chambres syndicales. Telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui, elles représentent sans contrôle un seul intérêt. Indépendamment du but avoué que nous avons signalé plus haut, elles en poursuivent un autre dans l'ombre. Non contents de posséder le moyen de faire prévaloir leurs prétentions auprès des gouvernants, nos maîtres ont voulu profiter aussi de la tolérance qu'on leur accorde pour arriver à une fin qu'ils cherchent depuis longtemps, la réglementation des salaires selon leur volonté. Les chambres syndicales leur ont paru un excellent moyen, et ils se sont empressés de l'employer. Ce but, que les ouvriers surveillent, se trahit par les quelques actes de ces réunions qui arrivent à leur connaissance. Ainsi, généralement, la première mesure prise par ces assemblées, c'est l'établissement d'un tarif des prix de fournitures et de main-d'œuvre, et jamais, pour cette dernière partie du travail (excepté dans l'imprimerie), les ouvriers, qui sont les plus intéressés dans la question, n'ont été consultés. Si nous connaissons peu les questions qui se débattent dans ces réunions, ce que nous en savons nous suffit pour appeler l'attention des travailleurs sur les tendances des chambres syndicales. Voici un exemple de ce qui s'y passe.

La chambre des entrepreneurs de maçonnerie, dans une de ses réunions, a voulu établir un prix de journée d'après un système nouveau. On a proposé de payer la journée à l'heure, et de prendre pour base la journée d'été : cette demande, juste en apparence, aurait eu cependant pour résultat de réduire le prix actuellement payé pour la journée d'hiver, et ce n'est que grâce à l'énergique opposition de deux ou trois de ses membres que l'assemblée a remis à statuer sur cette proposition. Ainsi les ouvriers maçons, c'est-à-dire quinze ou vingt mille travailleurs, sont aujourd'hui sur le point de voir le prix de leurs journées d'hiver diminué d'un douzième (1).

Ainsi, en créant les chambres syndicales, les entrepreneurs et les fabricants poursuivent un double but : ils veulent, tout en cherchant à faire prévaloir leurs intérêts près de l'autorité, assurer et généraliser les diminutions de salaires qu'il leur conviendrait de décréter dans le sein des chambres syndicales. Ces deux prétentions ressortent clairement de tous les faits venus à notre connaissance. Que l'autorité tolère, approuve même ces réunions, sans s'enquérir de ce dont elles s'occupent, nous le concevons : elle ne veut pas froisser ceux qui la soutiennent ; mais nous demanderons s'il ne serait pas du devoir d'un gouvernement juste et vigilant d'exercer sur ces assemblées une surveillance qui pût modérer l'ardeur d'intérêts qui n'ont pas de contre-poids, et de rappeler aux capitalistes que, les salariés n'ayant pas de représentants parmi eux, leurs intérêts ne peuvent y être réglés. Cette surveillance n'est cependant pas suffisante pour arrêter ces funestes prétentions ; nous croyons qu'il est un moyen plus sûr de mettre fin à ces menées ténébreuses : ce serait d'obliger les chambres syndicales à publier les procès-verbaux de leurs séances,

(1) La journée d'été est payée 4 fr. en moyenne ; elle est de 10 heures, soit 40 c. l'heure ; la journée d'hiver est, en moyenne, payée 3 fr. 50 c. ; elle est de 8 heures. La proposition de payer à l'heure, faite à la chambre syndicale, réduirait donc le prix moyen de la journée d'hiver de 50 c., et cela au moment même où la rigueur de la saison multiplie les dépenses.

procès-verbaux dont l'autorité certifierait la véracité. Si l'autorité le voulait, à l'aide de ces faciles mesures, elle calmerait immédiatement les craintes de beaucoup de travailleurs, qui ne voient qu'avec la plus grande inquiétude ces associations dirigées tout d'abord contre le salaire nécessaire à leur suffisante vie. Enfin ces dispositions mettraient l'autorité à même de réunir des matériaux nécessaires à l'élaboration de la grande question de l'organisation du travail, question dont tout gouvernement jaloux de son existence devrait s'occuper avec la plus grande sollicitude, car il s'agit là, pour tout pouvoir, d'être ou de n'être pas.

MACHINES.

Pianotype de MM. Young et Delcambre.

Depuis longtemps les inventeurs qui s'occupent de l'imprimerie cherchent à résoudre ce problème : *Assembler les lettres en mots plus promptement et à meilleur marché que par les procédés ordinaires.* Jusqu'à présent beaucoup de tentatives ont été faites, mais toutes ont échoué.

Cependant MM. Young et Delcambre ont paru un instant avoir atteint le but que l'on proclamait impossible. Dès le premier essai le bruit s'était répandu dans le public qu'une machine merveilleuse avait été construite par eux, et qu'elle faisait, dans le même laps de temps, huit fois plus d'ouvrage qu'un homme. Aussitôt des essais sur une grande échelle furent opérés, sous la direction de M. Delcambre, dans trois des principales imprimeries de Paris ; plusieurs machines fonctionnèrent, et il fut démontré qu'il était impossible de s'en servir avec avantage. Tous ceux qui assistèrent à ces expériences prolongées durent rester convaincus qu'il fallait encore s'en tenir aux procédés ordinaires, et il en fut réellement ainsi, car les imprimeurs rendirent les machines à leurs inventeurs.

Néanmoins, MM. Young et Delcambre ont envoyé à l'Exposition des produits de l'industrie cette machine *pianotype*, et, malgré les essais infructueux dont elle a été l'objet, ils prétendent toujours qu'ils ont résolu le problème. Il convient que nous examinions jusqu'à quel point sont fondées leurs espérances, d'autant que nos remarques pourront intéresser bon nombre de nos lecteurs, et que peut-être elles désabuseront ceux qui avaient cru sincèrement à une révolution dans la typographie. Nous n'avons pas besoin de protester ici de notre impartialité ; l'article de notre dernier numéro, relatif aux inventeurs, assure de la sympathie que nous éprouvons pour les hommes de génie : or, ce ne serait point par une critique imméritée que nous voudrions montrer l'exemple des encouragements que l'on doit accorder à tous les hommes qui font servir leurs talents au développement des sciences et des arts.

Afin d'aider l'intelligence de nos lecteurs, disons quelques mots des procédés ordinaires mis en usage.

En terme d'imprimerie, on nomme *composer* l'action de rassembler les uns à côté des autres des petits morceaux de plomb très-réguliers, de la hauteur de 24 millimètres ; chacun de ces morceaux de plomb représente à l'une de ses extrémités, et en relief, une des lettres de l'alphabet. Pour former un mot, il faut donc prendre habilement, avec les doigts de la main droite, les

lettres qui sont nécessaires pour sa construction, et les dresser successivement en les rapportant dans un outil nommé *compositeur*, que l'on tient dans la main gauche.

Considérant la lenteur de cette opération, MM. Young et Delcambre perfectionnèrent une idée émise depuis plus de vingt années, et ils créèrent la machine dont nous allons essayer de donner une description générale.

1° Ils placèrent devant eux un clavier composé de touches portant l'empreinte de toutes les lettres ; 2° au-dessus de leur tête, ils disposèrent les réservoirs qui devaient contenir les lettres de l'alphabet ; 3° derrière cet appareil, ils inclinèrent fortement un plateau en fer creusé de profondes rainures, ces rainures tenant d'un côté à la partie inférieure des réservoirs, et aboutissant toutes à une rainure unique destinée à conduire chaque lettre dans l'outil nommé *composteur*, qui est adapté à l'extrémité du plateau ; 4° enfin une petite roue à excentrique, mue sans relâche par une pédale, fut établie à l'embouchure du composteur, pour presser légèrement et rapidement chaque lettre à son arrivée, afin de laisser libre la place pour la lettre suivante.

Maintenant, voici comment cette machine fonctionne.

Lorsque l'on pose légèrement le doigt sur l'une des touches du clavier, il s'échappe du réservoir correspondant à cette touche une lettre qui, trouvant une issue par l'une des rainures du plateau en fer, glisse rapidement sur ce plan incliné, arrive dans la rainure centrale, puis de là dans le composteur. Si l'on continue de promener ses doigts sur les touches, d'autres lettres succèdent rapidement à la première, et elles s'étendent le long du composteur par l'effet de la pression que la petite roue à excentrique exerce sur elles aussitôt qu'elles arrivent. Ainsi disposées en une ligne d'une longueur indéfinie, ces lettres, formant des mots, sont prises par un second ouvrier, qui les dispose en lignes d'une longueur déterminée. En termes d'imprimerie, cette seconde opération se nomme *justifier*.

Nos lecteurs doivent comprendre que l'action de *composer* est en effet plus rapide par ce procédé que par le mode ordinaire, puisqu'il suffit de frapper rapidement sur une touche pour disposer une lettre, tandis que, autrement, il faut prendre la lettre et la retourner dans ses doigts en l'apportant dans le composteur.

Si nous pouvions borner ici notre exposé, l'invention, selon le dire de MM. Young et Delcambre, serait excellente. Mais voyons quelles sont les difficultés capitales qui se sont déclarées à l'essai ; nous les examinerons successivement afin d'éviter, autant que cela nous sera possible, toute confusion.

La première difficulté vient du retard que l'on éprouve par la lenteur de la *justification*, c'est-à-dire que la personne qui a pour fonction de réduire les mots en lignes d'une longueur déterminée ne peut le faire que dans la proportion d'environ 4,500 lettres à l'heure (1). Cette fonction ne pouvant être remplie que par un seul homme, le *toucheur* au clavier serait donc obligé de subordonner la vitesse de la touche des lettres à la lenteur forcée de la justification, s'il pouvait dépasser le chiffre que nous venons d'indiquer.

Pour faire ce travail on prit les hommes les plus habiles, et, pendant les essais, la vitesse ayant été quelque temps de près de 4,000

(1) Les typographes comprendront que par *lettres* nous voulons désigner les *mn*.

lettres à l'heure, la marche du clavier fut interrompue plusieurs fois par le justifieur. Mais on a supposé que le justifieur et le toucheur acquerraient un peu plus d'habileté à une longue pratique, et, pour faire la part belle à la machine, nous accordons qu'ils pourraient arriver l'un et l'autre à 4,500 lettres à l'heure, ce qui, multiplié par 10 heures, nous donne un total de 45,000 lettres par jour (1).

Les inventeurs avaient compté sur 80,000 lettres; ainsi qu'on le voit, la différence est grande. Selon nous, elle peut être plus grande encore, et les typographes le comprendront, car la justification est encore arrêtée par la mise des *cadrats* aux alinéas, ou bien quelquefois par la *mise en pâte*, c'est-à-dire le bris de la ligne par un faux mouvement.

D'autre part, nous comptons qu'un ouvrier peut justifier 4,500 à 5,000 lettres, seulement lorsque les lignes comportent dans leur longueur plus de 57 *nn* (justification des journaux); mais si l'on suppose une ligne moins longue ou l'emploi d'un caractère un peu plus fort, l'espace de temps nécessaire pour justifier une ligne de 50 *nn* étant le même que pour en justifier une de 57 *nn*, il est évident qu'il faudra faire un plus grand nombre de lignes pour obtenir le même nombre de lettres; et si nous supposons encore une plus petite justification, telle que celles in-32, in-18, in-12 ou même in-8°, avec un caractère un peu fort, l'emploi de la machine serait impossible, par ce seul fait que l'ouvrier pourrait alors justifier à peine 2, 3 à 4,000 lettres à l'heure.

Nous croyons que cette difficulté est insurmontable, attendu qu'elle provient de la nature même de l'homme.

Examinons maintenant quelle est la seconde difficulté.

Elle résulte de la multiplicité des personnes qui sont nécessaires pour le bon service de la machine. Nous allons les énumérer, en désignant quel est l'emploi de chacune d'elles.

1° *Un toucheur au clavier.* Cette personne lit la copie qui est placée devant ses yeux, et touche les lettres qui sont nécessaires pour former les mots que sa mémoire a retenus.

2° *Un justifieur.* Il réduit en lignes les lettres assemblées par la machine; il doit aussi relever le toucheur, afin d'éviter, en alternant, la trop grande fatigue de ces deux pénibles fonctions.

3° *Un surveillant à l'entrée de la lettre au composteur.* Il arrive souvent que l'entrée du composteur s'engorge; alors on doit s'arrêter immédiatement si l'on ne veut remplir les rainures; puis il faut arracher avec des pinces les lettres qui ont produit l'engorgement. La présence d'un enfant est donc indispensable; car le toucheur et le justifieur ne peuvent se déranger, l'un parce qu'il faudrait faire le tour de la machine, l'autre parce qu'il ne suffit point à sa besogne: du reste, l'un et l'autre pourraient ne point s'apercevoir assez promptement de l'engorgement.

(1) Il ne faut point croire que le toucheur ait atteint le chiffre de 4,500 lettres à l'heure; 3,650 lettres à l'heure a été le *maximum* de la touche dans toutes les expériences un peu prolongées qui aient été faites jusqu'à ce jour, et la moyenne constante est loin d'avoir atteint le chiffre de 3,000 lettres. Nous insistons sur ce point, car nous désirons que l'on sache bien que nous avons préféré établir nos calculs d'après un résultat que l'avenir même ne nous laisse point entrevoir.

Un compositeur habile ayant été placé au pianotype dans l'une des imprimeries où l'on a fait des essais, il entreprit de livrer la composition de 1,000 lettres à 35 c.; il opérait ainsi sur le prix actuel un rabais de 15 c. par 1,000 lettres. Après six jours d'un travail assidu, il compta qu'il avait gagné 11 fr.; et si le paiement de divers travaux tels que la *distribution* et une partie de la *correction*, avait été mis à sa charge, il lui serait resté pour tout salaire environ un franc par jour.

4° *Un chargeur des réservoirs.* Il a pour fonction de saisir avec des pinces à charnières une certaine quantité de lettres d'une même espèce, assemblées déjà dans un composteur en bois; il doit les placer avec précaution dans les réservoirs de la machine. La surveillance qu'exige l'alimentation de tous les réservoirs et le travail que nécessite le placement de 45,000 lettres par jour, exige l'emploi continu d'un enfant.

5° *Deux distributeurs.* Ils sont chargés de séparer par *sortes* (terme d'imprimerie qui signifie: même genre de lettres) les lettres qui sont dans une page; ainsi tous les *a* ensemble, les *b* de même, etc. Il faut qu'ils en séparent 45,000 par jour. Considérant que ce travail fatigant sera donné à des enfants, et qu'ils ne pourront certainement distribuer régulièrement chacun plus de 23,000 lettres en dix heures, il faut donc deux distributeurs.

6° *Deux personnes pour la mise en composteur.* Ces deux personnes sont indispensables pour rassembler dans des composteurs en bois chaque *sorte*, afin de pouvoir la placer symétriquement dans les réservoirs. Les femmes habiles des fonderies de Paris ne lèvent pas au delà de 22 à 23,000 lettres par jour, et il faut remarquer que l'on place devant elles les lettres à composer, tandis que, dans le cas présent, elles sont obligées d'aller les chercher au fur et à mesure dans les cassetins des distributeurs. Les essais ont prouvé la nécessité de ce personnel que les inventeurs avaient oublié en partie; ainsi, ils n'avaient compté que deux personnes pour les deux fonctions précédentes, et, dans leur ignorance des détails de l'imprimerie, ils avaient omis les deux employés dont nous allons démontrer encore la nécessité.

7° *Un correcteur.* C'est ici que l'invention a rencontré un des plus graves embarras; on ne saurait croire quelle multitude de fautes sont causées par la promptitude de la touche et l'impossibilité de la rectification à la justification. Nous avons vu des épreuves de composition sorties d'une main déjà bien habituée à ce travail, et cependant elles étaient horribles à voir. La mauvaise confection de l'ouvrage n'est pas un des moindres reproches que l'on puisse adresser au pianotype, et sous ce rapport, loin de faire progresser la typographie, il la ferait reculer d'un pas immense. Arrêtons-nous un peu sur les causes qui contribuent à déterminer un grand nombre de fautes dans la composition par la machine.

La personne qui est au clavier doit toucher sans hésitation et avec la promptitude de l'éclair; il faut donc qu'elle connaisse bien l'orthographe des mots de la langue française, car elle n'a pas la ressource de pouvoir fixer les yeux sur sa copie, toute son attention devant se reporter sur le clavier. Or, chacun sait qu'il est impossible d'avoir la construction de tous les mots parfaitement fixée dans la mémoire. Par les procédés ordinaires on peut s'entraider mutuellement sans que cela fasse éprouver du retard; on demande l'orthographe du mot sur lequel on hésite, et, revenant sur son travail, on corrige très-facilement l'erreur. Mais avec la machine, cela est impossible; une fois la faute commise on ne peut la réparer qu'à l'épreuve: alors le travail est fort long. Les fautes peuvent encore être produites par une touche involontaire, souvent par des mots doublés ou oubliés, très-souvent par des omissions de touches, quelquefois par l'engorgement de la sortie d'un réservoir. Lorsque ce dernier cas a lieu, les lettres ne tombent plus dans la rainure, ce qui produit alors un singulier effet; ainsi l'on nous a montré quelques pages où les é

manquaient totalement. On remarque aussi que la ponctuation est très-vicieuse ; et si l'on composait un manuscrit quelque peu difficile, la nécessité de lire vite augmenterait considérablement le nombre des fautes.

Lorsqu'on fit les essais on composa sur de la copie déjà imprimée ; eh bien, une triple lecture des épreuves fut toujours nécessaire, et Dieu sait ce qu'il advint de la *justification*, déjà bien mauvaise à cause de la promptitude avec laquelle on avait dû l'exécuter.

Pour ces causes, la présence d'un habile correcteur est donc ici indispensable. Des enfants ne pourraient faire ce travail ; car dans les imprimeries, où l'on utilise autant que cela est possible les apprentis, on ne le leur confie point, même lorsqu'ils sortent d'apprentissage. C'est un travail qui exige beaucoup de soin ; un homme peut seul l'exécuter d'une manière satisfaisante, et les essais tenaces auxquels on s'est livré pour le faire faire autrement ont été sans bons résultats.

8° Enfin, *un ouvrier à la journée*. Il nous reste à justifier l'adjonction de cet homme, dont la nécessité nous a été démontrée jusqu'à l'évidence. Mais nous ne pouvons entrer ici dans tous les détails techniques du métier. Il nous suffira de dire qu'autour d'une machine il y a un grand mouvement de matériel, à la direction duquel les employés ne peuvent se consacrer sans nuire à l'ensemble des mouvements ; or, cet homme est établi comme aide et surveillant ; il pourvoit à tout ; il fonctionne et manipule la composition, que le *justifieur* n'a pas le temps de lier en *paquets*. En somme, cette fonction exigerait un homme laborieux ayant beaucoup d'ordre, consciencieux, en un mot, et connaissant bien l'état. N'oublions pas aussi que le correcteur serait souvent obligé de recourir à son aide. Peut-être un homme suffirait-il pour deux machines. Mais la différence qui résulterait de cette économie serait comblée par l'augmentation du prix de lecture des épreuves de la composition aux machines. L'adjonction de cet homme reste donc entière.

Maintenant quelle sera la rétribution de tout ce personnel ?

Dans leurs calculs, les inventeurs promettent de faire gagner 5 francs par jour ; nous n'irons point jusque-là, et, afin de constater tout le désavantage de la machine et de le bien prouver, nous évaluerons les salaires à un taux de beaucoup inférieur. Les fonctions du toucheur et du justifieur (femmes) et celles du correcteur et de l'ouvrier à la journée (hommes) seront les plus fatigantes ; le travail automatique du toucheur et du justifieur, entre autres, qui courbature le corps et qui affecte sensiblement la vue en quelques mois, ne serait point assez payé selon notre évaluation ; nous savons aussi que ce ne serait qu'après un apprentissage assez long que ces ouvriers pourraient travailler convenablement. Mais nous répétons que notre évaluation n'a d'autre but que de bien démontrer l'infériorité du pianotype. Nous attribuons donc 2 fr. 50 c. au toucheur, de même au justifieur ; 8 fr. aux deux hommes employés à la correction et aux fonctions générales (1) ; 1 fr. 75 c. à chaque metteur en composteur (femmes) ; 1 fr. 50 c. à chaque distributeur (enfants d'au moins quinze ou seize ans), et enfin 2 fr. pour les deux autres enfants.

(1) Actuellement on ne trouverait pas un homme habile en imprimerie qui voulût remplir l'un de ces emplois à moins de 5 fr. par jour, ou 50 c. par heure, salaire habituel d'un homme qu'on emploie à la journée.

Récapitulons :

Deux hommes à 4 fr. • c., ci.	8 fr. • c.
Deux femmes à 2 50 ci.	5 •
<i>Idem</i> à 1 75 ci.	3 50
Deux enfants à 1 50 ci.	3 •
<i>Idem</i> à 1 • ci.	2 •

Total. 21 50

Nous devons joindre ici à la dépense du personnel, l'intérêt de l'argent consacré à la machine, qui est de 1 fr. par jour, soit 22 fr. 50 c. de dépense journalière.

Or, ces dix hommes, femmes et enfants ne peuvent composer au delà de 45,000 lettres (en admettant toutefois que les expériences futures soient plus favorables que celles qui ont eu lieu jusqu'à présent), ce qui, au prix de 50 c. le mille (prix actuel), nous donne un résultat de 22 fr. 50 c. en production, valeur égale à la dépense.

Nous ne faisons point l'injure aux inventeurs ni à nos lecteurs de supposer qu'ils chercheront à constituer un bénéfice en réduisant les salaires que nous venons d'évaluer déjà si mesquinement, et quoique l'on dise qu'en industrie il faut mettre de côté tout sentiment de sympathie, nous croyons que l'on jugera avec nous que ceci est une infamie ; car c'est avec ce raisonnement que l'on a habitué les malheureux Irlandais à supporter la vie en mangeant chaque jour trois livres de pomme de terre.

La dépense égale donc déjà la valeur de la production. Mais il y a plus encore, et ceci est la troisième difficulté.

L'accroissement des frais qui résultent pour l'imprimeur de l'emploi d'une machine est énorme : aucune partie de son matériel, déjà si coûteux, n'est supprimée ; au contraire, il est augmenté, et dans des proportions ruineuses. En première ligne vient l'achat de la machine, qui coûte 6,500 fr., l'établissement et l'entretien d'une quantité d'ustensiles accessoires, et l'entretien de la machine elle-même ; puis vient l'agrandissement du local, car une machine tient trois fois plus de place que les cinq compositeurs qu'elle prétend remplacer. Ensuite la détérioration du caractère est beaucoup plus grande ; il s'use par le frottement, et plusieurs lettres sont détruites par les pinces à chaque engorgement. Enfin si l'on veut éviter les dérangements longs et onéreux d'un changement de caractère, il faudra avoir des fontes plus considérables pour entretenir la machine sur le même travail. Il n'y a pas de maisons à Paris qui puissent satisfaire à ces exigences. Remarquons aussi qu'une machine peut servir à peine pour trois corps de caractère.

La quatrième difficulté qui s'oppose à l'application du pianotype, c'est qu'il ne peut servir à composer les ouvrages où il y a beaucoup d'italique, ni ceux qui traitent de l'arithmétique, de l'algèbre, etc., à cause de la fréquence des signes particuliers à ces sciences. L'emploi des petites majuscules est impossible, parce qu'elles ne peuvent s'adjoindre au clavier, déjà si compliqué, sans nécessiter en même temps une prolongation du plateau qui nuirait à la combinaison du parcours des lettres ; ce parcours doit être calculé de telle façon que les lettres fortes ne devancent point les lettres fines, qui sont moins pesantes. Les ouvrages en langue étrangère et ceux dont la copie manuscrite serait mauvaise, ralentiraient la production dans la proportion de 40 à 60 pour 100.

Puis viennent les difficultés secondaires qui contribuent encore à ralentir la marche de la machine ; ainsi, pour en dire quelques-

unes, nous avons remarqué que, si les lettres étaient huileuses sur toutes les parois par l'effet du clichage ou d'un long tirage, il se formerait immédiatement sous le passage de la lettre une couche de crasse qui interdirait l'usage de la machine en quelques heures; les lettres minces et espaces se couchent assez fréquemment dans le composteur, ce qui rend inadmissible l'emploi du pianotype pour les petits caractères, etc.

On doit déjà comprendre que les pianotypes ne pourront être employés dans les journaux, car ici les difficultés sont plus grandes encore. Nous nous contenterons de les indiquer sommairement. Ainsi les écrivains n'alimenteraient point les machines, d'où il s'ensuivrait de longs repos qui sont actuellement remplis par le travail régulier des compositeurs. — Les grands journaux occupant vingt ouvriers des plus habiles, il faudrait au moins six machines pour les remplacer; car, par un détail qui est particulier aux journaux, la copie n'arrivant très-souvent que fort tard, tous les ouvriers redoublent de vitesse et lèvent chacun plus de quinze cents lettres à l'heure, ce qui fait un total de trente mille lettres par chaque heure, résultat que ne nous donnerait pas le travail de six machines. — En outre, il pourrait survenir des accidents à ces instruments si fragiles; il faudrait donc adjoindre encore au moins une machine supplémentaire. Or, cet achat de machines, avec les accessoires et le local, constituerait pour l'imprimeur une dépense de plus de 50,000 fr. en pure perte. — Et si nous ajoutons que presque toutes les copies des écrivains des journaux sont difficiles à lire; que l'on ne peut les faire transcrire sans causer des retards et créer de nouveaux frais; qu'en outre l'on perdrait beaucoup de temps lorsqu'on procéderait à l'opération lente de la correction des fautes nombreuses des machines; et qu'enfin il serait plus difficile de faire marcher avec entente un personnel de soixante travailleurs, nous resterons persuadés que l'usage du pianotype ralentirait la production des journaux plutôt qu'il ne l'accélérerait. Nous avons vu précédemment qu'il n'y aurait pas économie.

De même le piano-type ne pourrait être appliqué dans les départements, quoique la main-d'œuvre y soit à meilleur marché. La moyenne du prix des compositions est de 40 c. pour mille lettres autour de Paris, et de 30 ou 35 c. dans l'immense majorité des départements. Mais prenons pour moyenne celle des environs de Paris; la main-d'œuvre est donc de deux dixièmes moins chère que dans cette ville. Si nous supposons que l'on ne donne plus que 6 fr. aux deux hommes portés pour 8 fr. à Paris, 1 fr. 75 c. à chacun des deux fonctionnaires que nous avons payés 2 fr. 50 c. pour Paris; 1 fr. 25 c. aux quatre autres personnes, et 75 c. à chaque enfant, ceci nous donnera un total de 17 fr. par jour. La machine ne produisant, au *maximum*, que 45,000 lettres payées actuellement 40 c. le mille, nous aurons un total de production de 18 fr. Ainsi qu'on le voit, l'imprimeur serait encore en perte s'il additionnait, avec le dégât de son matériel, qui s'opère dans une proportion quatre fois plus grande, l'intérêt que lui rapporterait l'argent placé dans l'achat des machines.

Et puis les travaux qui se font dans les départements ne sont point considérables; les grandes entreprises de librairie se font presque toutes à Paris; or, nous avons déjà dit qu'une machine ne pouvait être appliquée aux petits travaux sans être soumise à de nombreux dérangements longs et coûteux.

En résumé, l'invention du pianotype est curieuse, et elle atteste

beaucoup de patience de la part de ses auteurs; mais elle n'atteint pas le but désiré, car d'aucune façon l'emploi de cette machine à composer n'est économique. Pour qu'elle eût des chances de réussite, il faudrait qu'elle assurât au moins un bénéfice *net* de 20 à 25 pour 100 sur les procédés ordinaires.

Nous croyons qu'il y a encore beaucoup à faire dans l'intérêt de l'industrie typographique; des perfectionnements nombreux seront certainement apportés aux procédés actuels; mais nous pensons que ces perfectionnements n'amèneront pas un bouleversement dans le personnel de l'imprimerie, comme celui que semblait devoir opérer le pianotype Young-Delcambre. La science de la mécanique a ses bornes.

Un danger plus réel menaçait la typographie: c'était l'introduction d'un grand nombre de femmes dans les ateliers. Elles travaillaient déjà de beaucoup au-dessous des prix de main-d'œuvre actuel. Mais l'intérêt des maîtres imprimeurs suffira, nous l'espérons, pour préserver la typographie d'un avilissement général des salaires. Plusieurs de ceux qui avaient fait des essais ont renoncé, après avoir reconnu que la difficulté de faire et de conserver des ouvrières était plus grande qu'ils ne le pensaient d'abord.

Nous terminerons en blâmant cette tendance générale des inventeurs, qui calculent toujours sur le travail des femmes et des enfants pour mettre en œuvre leurs inventions. Que pourront faire les hommes si on leur suscite partout de tels concurrents? Faudra-t-il donc qu'ils abaissent leur salaire jusqu'à 75 c. ou 1 fr. par jour?...

Si un comité des brevets d'invention était créé tel que nous l'avons demandé dans notre dernier numéro, il déclarerait dangereuses et nuisibles à la société toutes les machines qui ne pourraient fonctionner qu'en exploitant indignement les enfants et les femmes.

Bibliographie.

Des falsifications des substances alimentaires et des moyens chimiques de les reconnaître, par MM. J. GARNIER et Ch. HAREL.

Ce livre nous semble d'une grande utilité tant pour les renseignements qu'il donne que par l'instruction qu'on en peut tirer, en même temps que ses procédés d'analyse, la plupart d'une simplicité extrême, facilitent pour tout le monde l'appréciation de toutes les productions commerciales. Nous ne pouvons mieux faire que d'en donner à nos lecteurs le plus grand nombre d'extraits qu'il nous sera possible.

Après s'être occupé des falsifications des farines, et indiqué les substances qu'on y emploie et les moyens de les découvrir, les auteurs arrivent au pain et s'expriment ainsi :

« On a peine à comprendre comment le pain, cette substance de première nécessité, cette substance indispensable à l'alimentation de tous, du pauvre comme du riche, a pu servir de but à la cupidité des fraudeurs. Jusqu'ici nous n'avons parlé que des farines, et les fraudes qui y ont rapport, excepté deux, ne sont pas dangereuses; ne sont pas en un mot des poisons; mais maintenant nous avons à faire connaître des fraudes odieuses, des fraudes infâmes, commises à ce qu'il paraît en Belgique par un grand nombre de boulangers, et qui consistent dans l'introduction dans le pain de diverses matières plus ou moins délétères, telles que : 1° le sulfate de cuivre; 2° l'alun; 3° le sous-carbonate de magnésie; 4° le sulfate de zinc; 5° le sous-carbonate d'ammoniaque; 6° le bicarbonate et

le carbonate de potasse ; 7° la craie, le plâtre, la chaux, la terre de pipe.

• En 1841, un épicier de Rouen ayant engagé l'administration municipale à faire surveiller plusieurs pâtisseries qui fabriquent des biscuits façon de Reims et qui étaient alors soupçonnés d'y introduire des substances étrangères et capables de nuire à la santé des consommateurs, M. Girardin fut invité par le maire à analyser les biscuits employés tant à Rouen qu'à Paris. Il constata d'abord que les vrais biscuits de Reims ne renferment absolument rien d'étranger à leur nature ; puis il reconnut que les biscuits de trois fabriques de Paris et de Rouen contenaient de l'alun dans la proportion de 1 pour 100 environ de leur poids, et que les biscuits des deux autres fabriques de Paris renfermaient de 1 à 2 pour 100 de carbonate de potasse, avec ou sans alun. M. Girardin terminait ainsi son rapport au maire de Rouen : « Bien que l'alun et le carbonate de potasse n'entrent qu'en faibles proportions dans les biscuits de Paris et de Rouen, leur présence dans cet aliment constitue une fraude qu'il serait utile de faire cesser ; car alors même qu'il serait reconnu que ces sels introduits habituellement dans l'estomac à petites doses ne peuvent troubler l'exercice des fonctions de cet organe et apporter aucun dérangement dans la santé des enfants et des personnes d'une constitution malade ou débile, point qui est encore à éclaircir, il y aurait toujours un grave inconvénient à souffrir que des gens sans instruction chimique, tels que les boulangers, les pâtisseries et autres, puissent ajouter aux produits alimentaires qu'ils confectionnent des substances minérales autres que celles qui sont nécessaires à une bonne fabrication. En tolérant ces abus, la salubrité publique est continuellement compromise, car des gens ignares peuvent un jour remplacer l'alun et le carbonate de potasse par des substances vénéneuses, sans savoir quelles peuvent être les conséquences fatales de l'emploi de ces poisons.

• Je propose donc à l'administration municipale, dit M. Girardin, en terminant son rapport, de prévenir le public qu'il y a actuellement dans le commerce trois espèces de biscuits secs, les uns confectionnés à Reims et ne renfermant rien d'étranger, les autres de Paris, de Rouen et d'ailleurs, dans lesquels il y a une quantité notable d'alun et de carbonate de potasse, qui *n'ajoute rien à leur qualité*, et qui peuvent nuire dans plusieurs cas.

• On a aussi, tout récemment, constaté la présence de l'alun dans les échaudés. Le pâtissier qui faisait usage de ce sel agissait dans un but d'économie ; c'était, a-t-il avoué, pour remplacer les œufs.

Les procédés chimiques qui servent à reconnaître la falsification de ces sortes de pâtisseries sont les mêmes que pour le pain. Nous n'en reproduisons aucune parce que cela nous conduirait à trop de détails et la place nous manque. Nous nous bornerons donc ici à signaler le mal, afin que chacun soit en garde contre lui, et nous renvoyons au livre pour ce qui est du reste.

• La commission de salubrité de la ville de Paris a provoqué une saisie opérée par la police chez plusieurs pâtisseries, connus sous la dénomination de *darioleurs*, qui se livrent exclusivement à la préparation des brioches et gâteaux communs et débités en quantité sur les promenades publiques et particulièrement destinés aux enfants.

• Le public ne connaît point, en général, le genre d'intérêt qui porte les pâtisseries à mêler à la pâte du sulfate de cuivre. Cette substance, poison des plus dangereux, comme tous les sels de cuivre, étant ajoutée à la pâte pendant sa fermentation, se décompose et dégage de l'acide sulfureux. L'acide sulfureux agit sur la farine de telle sorte qu'il devient impossible de distinguer au goût ni à la vue la pâte faite avec des farines inférieures ou même avariées et celle pour laquelle on a employé la fleur de farine, seule propre à la pâtisserie où il n'entre pas de sulfate de cuivre. La différence entre le prix de ces deux qualités est de 25 et même de 30 pour 100. C'est pour gagner cette différence que bien des pâtisseries ne craignent pas d'empoisonner le public (1), comme ne l'ont que trop prouvé déjà nombre de condamnations.

(1) On comprend que c'est surtout le public pauvre qui souffre de ce commerce criminel ; lui pour qui l'on prouve que tout est bon parce qu'il n'a pas le moyen de payer. En voici une des mille preuves : « Une gargotière de Paris fut prévenue de complicité de vol pour avoir acheté d'un enfant, moyennant 25 centimes, vingt-cinq maquereaux. Comme le président lui faisait observer que des poissons offerts à ce prix devaient lui avoir paru des poissons volés, elle a répondu : « C'est désolant de le dire, mais ça tient à la maison. J'ai souvent acheté du maquereau meilleur marché que cela.

On voit fréquemment à Paris des enfants atteints de graves lésions digestives. Ces malheureux languissent et dépérissent sans causes connues. Nous sommes convaincus que ces lésions ont souvent pour cause la pâtisserie empoisonnée.

• *Vins fabriqués.* — Ces deux mots accolés ensemble indiquent pour tout honnête homme et de sens une opération immorale et dégradante. Cette fabrication est pourtant admise légalement par la loi du 27 juin 1841. Depuis quelques années la falsification des vins a acquis une extension considérable ; des grands centres de consommation elle s'est propagée dans les campagnes presque sous les yeux de l'administration. On n'estime pas à moins de cinq cent mille hectolitres par an, dans Paris seulement, la quantité de vin produit de la fraude.

• Le vin porte avec lui un poison ou un auxiliaire de la digestion, selon les doses du mélange. Or, l'excès peut résulter de notre peu d'habitude ; tel vin fait pour ce buveur est trop fort pour une personne du sexe qui n'en a pas l'habitude. Calculez par là l'effet que doit produire, le dimanche, sur l'estomac du pauvre ouvrier, buveur d'eau pendant six jours de la semaine, cet alcool de pomme de terre que le marchand a étendu la veille avec de l'eau de puits et qu'il a coloré à la hâte avec de la myrtille ! Vous concevrez encore pourquoi l'ouvrier du midi de la France n'est presque jamais ivre et que l'ouvrier de Paris l'est plus fréquemment en sortant de chez le marchand de vin : dans le midi le vin est excellent et il est à bon marché ; nul n'en manque, et partant nul ne le fraude ; l'homme en a l'habitude, et il n'est jamais forcé par la cherté du produit à en interrompre l'usage. Un illustre académicien, qui travaille la statistique avec des additions et des soustractions seulement, faisait un jour observer à son auditoire, pour lui prouver combien les mœurs du peuple étaient corrompues, qu'on voyait tous les vingt pas un cabaret dans la rue Mouffetard, et que dans la Chaussée-d'Antin on rencontrait à peine un marchand de vin au coin des rues. Un ouvrier, qui faisait de la statistique avec du bon sens, lui répondit : « Cela vient de ce que dans la Chaussée-d'Antin chaque habitant a sa cave, et des meilleurs vins fournie, et que, dans la rue Mouffetard, le peuple n'a d'autre cave que le cabaret. Mais dans la Chaussée-d'Antin chaque riche consomme plus à lui seul en un repas qu'un pauvre diable ne parvient à le faire au bout de trois semaines. » Tout l'auditoire, y compris le professeur, conçut parfaitement bien la justesse de cette *contre-statistique*.

Les auteurs terminent ainsi leur article sur les vins :

• Tant que l'industrie vinicole sera écrasée par les impôts, on verra d'indignes spéculations ; ce qu'il faut pour faire disparaître tous les rogommés, tous les vins sans nom, c'est diminuer les frais de transports par le perfectionnement des voies de communication et abaisser considérablement les droits d'octroi, qui triplent la valeur des vins les plus ordinaires. Achetez du vin de Bordeaux de qualité inférieure, à 20 fr. ; le transport et autres frais vous coûteront au moins 15 fr. ; ajoutez-y les 45 fr. d'entrée à Paris et vous aurez un total de 80 fr. pour un produit dont la valeur intrinsèque n'atteint pas le tiers. Le dégrèvement donc, et l'impôt proportionnel à la valeur du liquide ! Essai difficile, mais nécessaire. Le pauvre pourra alors avoir des boissons généreuses, et s'il continue, ce qui est douteux, à faire des excès, ce sera au moins avec des produits sains. Le mal est plus grand qu'on ne croit ; M. Villermé a constaté que la seule population ouvrière d'Amiens absorbait quotidiennement trente-six mille petits verres d'eau-de-vie, et de laquelle, bon Dieu ! de l'eau-de-vie de grains et de pommes de terre, alcools qui portent sur les nerfs et abrutissent en peu d'années la constitution la plus vigoureuse. On ne met pas à l'amende le marchand de vin convaincu d'avoir versé à boire à un homme jusqu'à ce qu'il soit devenu furieux ou stupide ; il peut *tuer* sa pratique à force d'échanger des petits verres contre de l'argent ; seulement il lui est recommandé, lorsqu'il fermera, le soir, de déposer l'ivrogne non au milieu de la chaussée, mais le long d'un mur, entre deux bornes !!!

Nous ne pouvons pas fournir de *primeurs* aux pratiques, et il ne s'agissait pas de primeurs. J'ai cru qu'il s'agissait de denrées jetées au tas d'ordures dans le beau quartier, et qui pourraient encore passer dans notre rue. » Ainsi il y a des sentines à Paris où l'on fait manger aux pauvres ce qui est jeté au tas d'ordures des beaux quartiers ! Et cette hideuse spéculation vient cyniquement s'étaler devant la justice comme chose toute naturelle et toute loyale.

Dangers des liqueurs alcooliques. — « Les dangers de l'usage habituel des liqueurs alcooliques sont immenses. Espérons qu'à l'exemple des Américains nos ouvriers abandonneront peu à peu ces fâcheuses habitudes, qui minent tout à la fois leur bourse et leur santé. » Monsieur, disait un riche marchand d'eau-de-vie de Dantzick, on ne se doute point en France de l'importance du commerce que nous faisons de père en fils depuis plus d'un siècle. J'ai observé avec attention les ouvriers qui viennent chez moi ; quand ils s'abandonnent au penchant, trop commun chez les Allemands, pour les liqueurs fortes, ils arrivent à leur fin tous de la même manière. D'abord ils ne prennent qu'un petit verre le matin, ensuite ils doublent la dose, c'est-à-dire qu'ils prennent un petit verre le matin et autant à midi ; puis après ils en boivent régulièrement le matin, à midi et le soir. Bientôt ils en viennent prendre à toute heure ; mais lorsqu'ils en sont là, il y a certitude qu'ils ont tout au plus six mois à vivre ; ils se dessèchent, s'abrutissent ; la fièvre les prend, ils vont à l'hôpital, et on ne les revoit plus.... »

Quand il est question des viandes dans ce livre, les auteurs laissent parler M. Gisquet, qui décrit d'une manière fort pittoresque une visite faite à Montfaucon.

..... « Nous allâmes visiter la boucherie. Là je vis une pièce assez spacieuse aux murs de laquelle étaient suspendus, proprement dépouillés et parés avec tout le soin possible, des chiens, des chats, de petits poulains extraits du ventre de juments abattues, des portions de cheval dont on avait enlevé les fractions pourries, enfin tous les résidus d'animaux trouvés au moment de l'abattage dans un état à peu près satisfaisant de conservation. C'était là une des boucheries ayant la clientèle des amateurs parisiens aussi bien que de ceux de la banlieue ; c'est là qu'on leur vend de prétendus lapins, de prétendus quartiers de chevreuil bien faisandé, du filet de bœuf, des côtelettes d'agneau, de veau et de mouton, et autres morceaux de choix non moins friands. Les équarrisseurs ne commettent pas de fraude ; les acheteurs savent très-bien ce qu'on leur vend, et s'ils veulent absolument se faire illusion sur la qualité du gibier et des viandes, ce n'est pas la faute du marchand, etc., etc. »

« La viande de cheval, qu'on croit réservée uniquement à la nourriture des gros chiens de garde et hôtes du Jardin des Plantes, sert aussi quelquefois à préparer cette belle gelée tremblotante qui attire les regards aux étalages des charcutiers. On a trouvé les lois de Moïse trop sévères en ce qui concerne l'alimentation ; il est certain cependant que rien ne contribue plus à faire naître des maladies que l'usage des viandes fournies par des animaux qui n'étaient pas, quand on les a tués, dans un état parfait de santé. »

Les mémoires de M. Gisquet disent aussi que, dans une seule des visites faites par les préposés de la police on confisqua plus de dix mille livres de charcuterie avariée. « Des gargots font conduire directement chez les charcutiers les viandes nuisibles à la santé publique ; elles sont livrées à la consommation des prisons, des séminaires, des pensions, des casernes et des quartiers populeux, auxquels on sait que la viande de porc est principalement destinée. »

Nous continuerons un autre jour les emprunts que nous avons faits au livre de MM. Garnier et Harel, croyant en cela être utiles aux ouvriers, et correspondre ainsi à l'intention des auteurs, que nous remercions ici au nom des malheureux qu'ils ont eu en vue de prémunir contre les empoisonnements commerciaux.

FAITS DIVERS.

Il s'est élevé, entre la *Démocratie pacifique* et l'*Atelier*, une contestation sur la valeur des procédés nouveaux de la dorure par immersion et par la pile voltaïque, comparée au système, si funeste pour les ouvriers, de la dorure au mercure. Nous avons accueilli avec joie et reproduit dans nos colonnes un article de la *Démocratie pacifique* sur les avantages immenses des procédés Raolz et Elkington, lorsque des réclamations nombreuses, émanant d'ouvriers bijoutiers, nous forcèrent, pour rendre hommage à la vérité, de contester les mérites de ces procédés, malgré nos sympathies avouées pour toute invention qui assainit l'exercice

d'un métier. La *Démocratie pacifique* conteste à son tour la vérité de nos assertions. Nous devons cependant y persister, en posant néanmoins la question de manière à éviter tous les malentendus qui ont eu lieu jusqu'ici dans ce débat.

L'article que nous avons cité en premier lieu ne s'occupait que de la dorure par immersion, et indiquait un chiffre de 1,200 ouvriers (et non 120, comme nous l'avons imprimé par erreur dans notre réclamation du mois dernier), occupés à cette exploitation. Le chiffre que nous avons donné ne s'appliquait qu'au travail de la dorure par immersion.

La dorure au mercure exige l'emploi des acides comme celle qui se fait par les procédés nouveaux, mais en bien moins grande quantité et dans des conditions moins nuisibles à la santé.

Enfin, si la dorure nouvelle est plus belle, pénètre mieux les creux, et coûte beaucoup moins cher, il n'en est pas moins vrai qu'elle est loin d'avoir la durée de celle au mercure, et qu'elle ne supporte pas le poli à beaucoup près comme celle dernière.

Que la *Démocratie pacifique* soit bien persuadée, du reste, que c'est avec chagrin que nous avançons ces faits, puisque notre intérêt le plus cher s'en trouve blessé ; nous avons seulement en vue de stimuler le génie des inventeurs de ce procédé, afin qu'ils ne se reposent pas dans l'œuvre d'humanité qu'ils ont entreprise, puisqu'elle n'est pas encore arrivée à supprimer la moitié des douleurs au mercure.

Ce sont des ouvriers associés pour la fabrication des bijoux qui nous ont communiqué ces renseignements : ils désirent plus que personne que la dorure ne coûte plus la vie à leurs confrères ; mais leur expérience de tous les jours les a malheureusement convaincus qu'il restait encore beaucoup à faire dans cette voie. Dans l'espoir qu'un appel à la publicité ne peut qu'avoir de bons résultats pour la solution de cette immense question, ils se mettent à la disposition des rédacteurs de la *Démocratie pacifique*.

— Une collision qui a failli devenir sanglante a éclaté le mois dernier sur le port de Châlons-sur-Saône. Voici, d'après le *Patriote de Saône-et-Loire*, à quelle occasion : Les porteurs d'effets des bateaux à vapeur sont organisés en compagnie et munis de médailles. Comme ils paient une légère rétribution pour la délivrance de cette médaille, ils se croyaient des droits au monopole du débarquement des effets. Cependant, les employés des bateaux leur faisaient concurrence. Après s'en être plaints inutilement à l'autorité municipale, les porteurs voulurent se faire justice eux-mêmes, et c'est alors qu'ils en vinrent à des voies de fait, qui eurent pour résultat final un déploiement de force militaire et l'arrestation de sept ou huit des plus mutins parmi les porteurs.

Le *Patriote* donne, sur l'organisation de ces porteurs, les détails suivants, qui ne seront pas sans intérêt pour nos lecteurs :

« Ils sont en tout quarante-deux qui forment une association solidaire, régie par un règlement qu'on dirait émané des chrétiens primitifs. Tous ceux qui ont de l'ouvrage en ville ne viennent point au débarquement des bateaux à vapeur, qui est réservé à ceux qui n'ont pas trouvé d'autre travail. Si l'un d'eux a assisté au premier ou au deuxième débarquement, et qu'il ne paraisse pas au dernier, il n'a point de dividende dans le produit du débarquement, parce qu'on suppose qu'ayant trouvé du travail ailleurs il gagne sa vie, tandis que les autres n'ont pour vivre que ce débarquement. — Chacun rapporte à la masse ce qui lui a été donné par les voyageurs, et cette masse est divisée également par le nombre des travailleurs. Si l'un d'eux avait distrait à son profit une partie de son salaire, il serait impitoyablement exclu comme ayant forfait à l'honneur et volé ses frères. »

« Dites-nous si vous trouverez, dans votre société égoïste, beaucoup d'associations aussi morales, aussi religieusement fraternelles ? Voilà cependant à quels hommes on se hâte de jeter la pierre. Et, si nous ajoutons que, jour par jour, terme moyen, ces malheureux ne gagnent pas 50 centimes dans cette répartition, que diront ceux qui prétendent qu'ils veulent gagner dans une heure de quoi vivre grassement sans plus rien faire ? »

Un jugement du tribunal correctionnel de Châlons a condamné six de ces ouvriers à la prison, et un brasseur de la ville, soupçonné de socialisme, paiera les frais du procès, comme Dupoty dans l'affaire Quénisset.

Le Gérant : PASCAL.

Paris, — Imprimerie d'A. René et comp., 33, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

— RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est exclusivement rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les semestres par les actionnaires ouvriers, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Tout ouvrier peut participer à la rédaction de l'Atelier, sous les deux conditions suivantes : 1^o justifier qu'il est bien l'auteur des articles qu'il propose ; 2^o se soumettre aux corrections indiquées par le jury.

Les personnes qui auraient des réclamations à adresser ou des communications à faire à l'administration ou à la rédaction de l'Atelier, sont invitées à se présenter au bureau les dimanches, de 10 à 3 heures, où elles trouveront l'administrateur et un membre du jury de rédaction.

Il suffit d'écrire franco à l'administration pour recevoir un abonnement pour Paris. La quittance est touchée à domicile.

Pour les départements, on est prié d'envoyer un mandat par la poste, ou de s'adresser au journal patriote de la localité.

SOMMAIRE.

Quatorzième anniversaire de Juillet 1830. Banquet d'ouvriers. — Revue du mois. — Réforme politique et réforme sociale. — Le National de l'Ouest, les Icariens et l'Atelier. — De la publicité des débats judiciaires. — Falsifications des substances alimentaires. — VARIÉTÉS. Les Goguettes (suite). — Faits divers.

14^e Anniversaire de Juillet 1830.

BANQUET D'OUVRIERS.

Nous avons à plusieurs reprises manifesté notre opinion sur l'impuissance où se trouve le pouvoir actuel de donner un noble caractère aux fêtes populaires : et pour ce qui concerne celles de Juillet, nous comprenons qu'elles soient pour lui un fardeau et un remords. C'est pourquoi nous avons invité et invitons encore nos camarades à se réunir par petits groupes pour célébrer cet anniversaire, en attendant que les solennités publiques présentent à l'esprit d'autres enseignements que ceux du hideux mât de cocagne et des ignobles danses en plein vent.

Plusieurs réunions populaires ont donc eu lieu cette année comme les années précédentes, en commémoration de la victoire du peuple en 1830. Nous croyons devoir reproduire les toasts qui ont été prononcés dans la réunion à laquelle nous assistions, persuadés que cette publication donnera la véritable mesure des sentiments et des espérances qui inspirent les ouvriers à notre époque. Les professions les plus diverses étaient représentées à ce banquet : charpentiers et tailleurs, typographes et chapeliers, menuisiers et commis, bijoutiers et serruriers, mécaniciens et fondeurs, étaient

fraternellement confondus. Après le repas, les toasts, soumis préalablement à l'examen d'une commission dont la censure n'a pas eu à s'exercer, ont été portés dans l'ordre suivant :

Par un ouvrier menuisier :

Au dévouement du peuple! — cet infatigable besogneur qui, malgré le faix écrasant qui a constamment pesé sur lui, n'a jamais faibli devant un surcroît de tâche, chaque fois qu'il a été appelé à l'œuvre par l'imminence d'un danger public. Oui, que notre hommage proclame bien haut l'abnégation de cet intrépide et fidèle champion de la loi de justice enseignée par l'Évangile ; car tous les actes qui sont son œuvre, il ne les a jamais accomplis qu'au prix d'un entier sacrifice. Chaque fois que les hordes ennemies ont profané notre sol, lui donc, dans l'exaltation d'un saint enthousiasme, courut pour effacer cette souillure ? Le peuple, qui, soldat de la veille et sans autre stimulant que la conscience d'un devoir sacré à remplir, prodigua sa vie, son sang, partout où il y avait une tache à laver. Et dans toutes les circonstances difficiles où le salut intérieur de l'État réclamait l'auxiliaire de son vigoureux bras, citons, pour nous en tenir aux faits contemporains, 89-93, d'immortelle mémoire, et les héroïques journées en commémoration desquelles nous sommes réunis ici. Dans ces moments de crise où l'État glissait rapidement sur la pente d'un abîme incommensurable, est-ce l'appât des grandeurs, est-ce le prestige des honneurs qui le fit descendre sur la place publique ? sont-ce les hochets dont font si grand cas les fils du privilège, qui le poussaient à braver la mitraille pour déposséder les gouvernants parjures ? Oh ! non, jamais il ne fut entraîné dans ces luttes déplorables, mais inévitables, par l'instigation d'un vil égoïsme ; il fut partout et toujours magnanime, parce que, dans ces moments où le mal déborde, il obéit à sa conscience honnête. Il suit les inspirations de cette voix mystérieuse qui lui crie : Peuple, tu es l'élu de Dieu pour amener le règne du bien sur la terre !

Convaincus que le règne de fraternité annoncé par le Christ devra se réaliser un jour, que nos constants efforts soient donc sans cesse tendus vers ce but tant désiré : c'est une terre promise vers laquelle nous devons à nos enfants de marcher sans halte ni trêve, quels que soient les écueils à heurter sur la route.

Au dévouement du peuple!

Par un ouvrier compositeur :

Aux morts de Juillet !

Ecoutez ! — écoutez le glas sourd qui résonne !...

— O frères ! savez-vous d'où vient l'heure qui sonne

Et qui, triste et sonore, emplit notre cité ?

— De l'horloge où le temps compte l'éternité !

De ce jour sans égal pour l'orgueil populaire,

Le voici revenu, le saint anniversaire !

Au livre d'or où Dieu marque les grands exploits,

— Livre où le nom du peuple est inscrit tant de fois ! —

Où, sur treize feuillets, brille ce jour suprême,

Le destin aujourd'hui tourne le quatorzième !

O juillet ! ô juillet ! que ce mois révéral,

Mes frères, soit pour nous un talisman sacré !

De nos pères à nous arrivé d'âge en âge,

Nous l'avons accepté comme un noble héritage,

Et ce mois qu'ils ont fait plein d'exploits fabuleux,

— Le passé l'a prouvé ! — nous inspira comme eux,

Et la tradition, ce livre de famille,

Dans l'histoire unira le Louvre et la Bastille !

Oh ! sous un beau soleil, le sein et les pieds nus,

Qui les a vus passer, ces soirs inconnus,

Lorsque la tyrannie audacieuse et vile

Croyait impunément pouvoir dompter la ville ?

Comme les flots amers par le vent soulevés,

Qui les a vus surgir d'entre les noirs pavés ?

Et les valets royaux criaient : — Sus ! sans alarmes !

Quels sont ces ennemis ? ont-ils des chefs, des armes ?

Que redouterions-nous de ces abandonnés ?

Rien ! pas même des cris, puisqu'ils sont baillonnés.

... Mais soudain s'arrêta la horde sycophante ;

Son ardeur eut bientôt fait place à l'épouvante,

Quand elle eut vu quels cœurs battaient sous les haillons,

Et qu'on la défait en dépit des baillons !

Le peuple, secouant son indolente écorce,

Et daignant, ce jour-là, vivre un peu de sa force,

Avait tordu ses fers, ô bourreaux imprudents !

Et brisé son baillon rien qu'en grinçant des dents.

Comme un lion géant à la robuste taille,

Dont les naseaux ouverts aspirent la bataille,

Qui, la griffe tendue et l'œil étincelant,

Fouette l'air de sa queue et fait bondir son flanc,

Et, frémissant enfin sous sa mâle crinière,

S'élance dans un flot de sable et de poussière,

Et du rocher brûlant dans l'arène s'abat !...

Tel le peuple en fureur bondit pour le combat !

.

Victoire ! ils ont vaincu ! — Dieu leur devait justice !

Il permit que trois jours l'intrépide milice

Résistât, le front nu, sans pâlir ni plier,

Au choc herculéen des bataillons d'acier !

Oh ! sans doute, la mort hagarde, échevelée,

Décima rudement la sanglante mêlée :

Bien des blessés ont dû sentir craquer leurs os

Sous l'essieu des canons et les pieds des chevaux ;

Les boulets meurtriers et les balles avides

Ont, dans les rangs pressés, fait bien des places vides,

Et, le troisième jour, plus d'un ne l'a pas vu !

La guerre a ses martyrs ! — Qu'importe ! ils ont vaincu !

Cette mort, après tout, et si grande et si belle !

Qui, comme un sûr jalon trace une ère nouvelle ;

Et qui laisse après vous, quand vous la recevez,

La tyrannie éteinte et vos frères sauvés ;

Cette mort, d'un grand cœur éclatant témoignage,

Et qu'à votre bon droit vous offrez comme un gage ;

Cette mort, affrontée en faisant son devoir,

Comme une palme, heureux qui peut la recevoir !

Heureux l'élu du ciel qui de son sang inonde

La terre du pays et qui la rend féconde !

Heureux celui qui tombe en frayant le chemin

Qui vers la liberté conduit le genre humain !

Par un auteur de livres :

Aux nations révolutionnaires, sœurs de la France ! — A la France du Nord, à la Pologne ! à son affranchissement prochain. Nous avons tous foi en la résurrection de cette héroïque nation ; jamais elle n'a cessé de lutter pour la liberté du monde contre les barbares du Nord ; aujourd'hui que son épée est brisée, que tant de ses enfants sont proscrits, elle résiste encore ; hier elle tombait en républicaine, maintenant elle souffre en martyre chrétienne. Dieu et la liberté ne l'abandonneront pas. A la Pologne, avant-garde de la France contre la Russie !

A l'Irlande, qui, depuis trois siècles, ne cesse de protester contre l'hypocrite et cruelle tyrannie de l'aristocratie anglicane. A cette nation qui, dépouillée de tous ses biens, proscrite tout entière par les fanatiques de Cromwell, a tant de fois répondu, par des coups de fusils, à l'oppression des tyrans du monde. Aux fils des hommes qui combattirent à côté de nos soldats républicains contre les Anglais ; au rappel de l'Union, à la séparation complète de Dublin et de Londres ; à l'Irlande, liée à l'Angleterre comme un brûlot aux flancs d'un navire !

A l'Espagne, à sa délivrance de toutes les oppressions qui l'accablent, à sa fusion avec le Portugal, à sa transformation en république fédérative, à l'expulsion des Anglais de Gibraltar !

A l'Italie, dévorée maintenant par mille tyrannies, à son affranchissement ! Puissent les généreux efforts des patriotes italiens obtenir un prompt succès, et puissent-ils bientôt secouer le joug hypocrite que des prêtres et un pape infidèles à leur mission de paix et de fraternité font peser sur une nation digne d'être libre !

Aux nations révolutionnaires, sœurs de la France !

Par le comité de rédaction du journal *l'Union* :

A l'affranchissement immédiat des nègres ! — A l'émancipation et à l'association fraternelle de tous les travailleurs des deux mondes. — A l'organisation du travail dans l'intérêt de tous. — A l'union dans cette sainte pensée.

Amour et liberté pour tous !

Par un ouvrier lithographe :

A l'émancipation intellectuelle, à la liberté de la presse, notre sauvegarde, et bienfaitrice du genre humain !

C'est le cœur agité par des émotions diverses que nous nous réunissons pour célébrer l'anniversaire de notre victoire populaire, victoire qui, en nous dégageant d'une charte octroyée qui viciait nos institutions, devait avoir pour conséquence naturelle la réalisation sincère des grands principes proclamés par nos pères en 89. Bénissons donc ce jour qui vient nous rappeler et nous donner dans cette enceinte la preuve que tout lien fraternel n'est pas brisé dans cette classe laborieuse à laquelle nous avons l'honneur d'appartenir.

Par un ouvrier imprimeur :

Droit à l'instruction ! — Puissent les travailleurs bien comprendre que l'instruction peut seule les rapprocher du but que tout homme de cœur doit se proposer, la véritable égalité.

Hommes de tous les états, faisons tous nos efforts pour nous instruire les uns par les autres, et pour arriver ainsi à comprendre ce qui nous est bon ou mauvais. C'est par ce moyen seulement que nous pourrons un jour nous voir dignement représentés en face du pays. Travailleurs, à nous l'avenir ! redoublons de courage et de persévérance ; que l'instruction nous serve à faire de nos fils des défenseurs de la cause de l'humanité !

A l'instruction !

Par un correcteur d'imprimerie :

A la liberté ! — L'histoire de ce seul mot, c'est l'histoire entière de l'humanité. Qu'elle fut grande, cette idée, pour les peuples esclaves, alors que les mères apprenaient à leurs jeunes fils à bégayer cette grande hymne de l'espérance, le nom de la liberté, admirable synthèse des droits, des devoirs, des mérites de l'homme ! Ah ! courez, pauvres opprimés, courez offrir vos poitrines meurtries et nues à la lance des oppresseurs, votre généreuse offrande ne sera pas stérile ; vous aurez conquis à vos fils le devoir sublime de sauver la patrie, et vous leur aurez légué l'avenir.

Mais, pensée douloureuse, l'abus vient souiller toutes les grandes choses. Vous avez présentes à la mémoire les iniquités sans nombre que la liberté a couvertes de son égide. C'est au nom de la liberté qu'on met l'unité en péril ; c'est au nom de la liberté de l'individu qu'on dénie la liberté sociale ; c'est au nom de la liberté du commerce et de l'industrie qu'on asservit les bras du travailleur. L'égoïste et le despote s'abritent incessamment sous le manteau de la liberté.

Nous, le peuple, sachons ne pas la méconnaître, quoique son image soit obscurcie : pour l'aimer, pour la vouloir, pour la posséder, efforçons-nous de la bien discerner, afin d'épargner des convulsions à la patrie et des douleurs à nos frères.

Ayons foi en la liberté. Non, ce n'est point pour une fiction vaine, pour une dangereuse rêverie que tant de générations ont sacrifié leur sueur et leur sang ! ils n'étaient pas le jouet d'une illusion, ces martyrs généreux qui sont tombés en murmurant ton saint nom, ô liberté ! Non, ce qu'ils ont voulu, ce que nous voudrions comme eux et après eux avec une persévérance invincible, c'est le droit et le pouvoir de faire notre œuvre, en accomplissant

tout ce qui doit profiter à la morale et à la nation, et réaliser enfin le règne immortel, divin, de la fraternité.

A la liberté !

Par un ouvrier chapelier :

A l'égalité ! — S'il n'est point de liberté civile sans la liberté politique, il n'est pas, il ne peut point y avoir non plus d'égalité de droit sans égalité de devoirs. Mais dès que ce principe sera proclamé, tous les privilèges de la *force*, de la *noblesse* et de la *richesse* disparaîtront. Subordonnés eux-mêmes à ce principe de justice qui veut que chacun soit jugé selon ses œuvres, les droits de l'*intelligence* ne seront considérés qu'autant qu'ils serviront l'intérêt suprême de la société.

Alors le paresseux n'insultera plus, par sa morgue, son faste et son opulence, à la misère, au désespoir de l'homme actif. Alors l'égoïsme, si puissant de nos jours, si haut placé sur tous les degrés de la hiérarchie sociale, sera obligé de fuir honteusement, de se cacher avec tout son bagage philosophique devant l'homme probe et dévoué, devant l'intelligence modeste et désintéressée, qui, n'espérant rien pour elle, ne devra faire, ne fera que des choses utiles à la société. En revanche, celle-ci donnera à tous ses membres la liberté morale par l'enseignement, afin de faciliter la participation active de chacun à la liberté politique.

A l'égalité des devoirs, conquise par la liberté selon la morale, divin moteur qui nous doit conduire à la fraternité universelle !

Par un ouvrier serrurier :

A la fraternité ! fille de l'Evangile, et propagatrice de toutes les vertus ; à ses martyrs sublimes ; à ses fervents apôtres ; à l'avènement prochain de son règne d'amour, de force et d'équité !

Par un ouvrier typographe :

A l'unité !

Par le comité de rédaction de l'*Atelier* :

A la France ! — Resserrons en ce jour les liens qui nous unissent à notre belle patrie ; que toutes nos pensées, que toutes nos actions soient pour celle à qui nous fûmes consacrés dès notre naissance.

La France, Messieurs, tient en ses mains le flambeau de l'humanité ; elle ne peut faire un pas sans répandre autour d'elle la lumière ; et partout où elle passe, elle laisse des traces éclatantes et impérissables de civilisation : oui, partout où se fait sentir la puissance de son génie ou celle de son glaive, disparaissent l'ignorance et l'oppression. N'en doutons point, son action persévérante sur l'esprit de ceux qu'elle approche hâtera le moment où vingt peuples divers sympathiseront ensemble dans une même communion d'idées.

Aimer la France, c'est donc aimer l'humanité ; c'est obéir à la loi de Dieu, qui a prescrit aux hommes de réaliser l'unité humaine par la fraternité universelle.

La France est l'arche sainte qui renferme en son sein l'avenir de l'humanité ; tout intérêt étranger doit être sacrifié au maintien de son unité, pour assurer sa grandeur et son indépendance : appelons à elle tous les hommes de bonne volonté, et défendons-la contre toute attaque extérieure ou intérieure, fût-ce au prix de notre vie.

Répetonssans cesse ces admirables paroles : « Nous voulons que la France devienne le modèle des nations, l'effroi des oppresseurs et la consolation des opprimés. » Saluons-la donc aujourd'hui, et disons tous ensemble :

A la France !

A l'organisation du travail ! — Cette réforme, que nous demandons tous, et qui ne doit être que la réalisation de cet axiome : « A chacun selon ses œuvres, » ne peut se faire attendre longtemps encore ; mettons-nous donc à l'œuvre, et, le jour arrivé, soyons en mesure de profiter des avantages qui nous sont promis. Essayons, dès à présent, en nous associant, à marcher de nous-mêmes et à faire disparaître les obstacles qui s'opposent au contact immédiat du consommateur et du producteur véritable. C'est à l'aide de l'association, Messieurs, que l'organisation que nous réclamons peut véritablement améliorer le sort des prolétaires. Par association, nous n'entendons pas parler de ce mode qui substitue quelques individualités à un seul maître, et qui ne fait qu'aggraver le mal en augmentant le nombre des exploités ; nous avons en vue ces agglomérations de travailleurs dévoués, appelant successivement dans leur sein tous ceux qui font preuve de bonne volonté. C'est l'association seule qui affranchira les ouvriers du joug des capitalistes, cause principale de nos misères ; c'est dans l'association que le travailleur puisera le sentiment de sa dignité et de ses droits ; c'est en la pratiquant qu'il se moralisera, et se trouvera à même de profiter des réformes que nous réclamons et que nous obtiendrons. A l'œuvre, Messieurs ; souvenons-nous que le laboureur travaille longtemps à l'avance pour assurer l'abondance de la moisson ; de même nous devons travailler et nous préparer, afin de ne pas nous trouver pris au dépourvu lorsque le moment de récolter arrivera.

A l'organisation du travail, à la Charte tant désirée des travailleurs ; à l'association, premier jalon de la voie nouvelle qui doit nous conduire à l'affranchissement !

A l'intervention du peuple dans le gouvernement ! — Tant que le peuple ne participera aux révolutions que par la force, tant qu'il ne fournira à sa cause que des combattants, les réformes tentées par cette voie ne seront guère que d'insignifiants palliatifs, trop souvent même de simples substitutions de personnes. Le temps est venu où les pouvoirs doivent se retremper dans l'élément populaire : il faut que ceux qui ne possèdent rien, que les bras avec lesquels ils nourrissent la nation, se préparent à fournir leur contingent de lumière et de bonne volonté pour la haute direction et l'administration de la société politique. Le droit d'élire les représentants de la France, celui de les choisir indistinctement dans tous les rangs de la société, telle est aujourd'hui la devise inscrite sur le drapeau du peuple.

Consacrons les quelques années qui nous séparent encore du but désigné, à nous mettre en mesure d'exercer dignement les devoirs nouveaux que nous imposera l'égalité politique. Moralité dans les électeurs, moralité et capacité chez les éligibles, telles sont les conditions qu'il nous faut atteindre. Que le dévouement sublime de nos pères soit notre unique règle de conduite, et nous serons aptes à bien discerner l'homme de bonne volonté du charlatan politique. Que ceux d'entre nous qui ont la noble ambition de servir plus activement la cause populaire se préparent par l'étude aux grandes choses qui leur seront commandées ; qu'ils

unissent les moyens de la science aux principes de la morale, et qu'ils n'oublient jamais que leur devoir est de se faire non les premiers, mais les serviteurs de tous.

A l'intervention du peuple dans le gouvernement !

A l'affranchissement du peuple par la presse ! — Désormais le peuple ne sera plus l'instrument passif de révolutions faites au profit de quelques hommes : désormais il pourra être en même temps le bras qui frappe et la tête qui pense ; il ne se passionnera plus que pour des questions bien comprises et nettement posées.

Les ouvriers défendent leur cause eux-mêmes, tel est le fait le plus capital, la conséquence la plus révolutionnaire de Juillet 1830. Aux combats de la rue ont succédé les luttes de la presse ; l'œuvre de démolition, pour avoir changé d'instrument, n'en est pas moins active.

Mais en même temps qu'elle exécute son travail destructeur, la presse a pour devoir de préparer les esprits aux améliorations possibles et justes : c'est à elle d'éclairer la nation sur les réformes qu'exige la situation du peuple, à elle de porter la lumière jusque dans les plus petits détails de ces immenses questions, à elle enfin d'amener à l'unité de vues la portion active et dévouée de la nation française. C'est la presse qui dirige l'opinion, et l'opinion publique est la reine du monde.

Le peuple, il faut l'avouer, est encore novice dans l'exercice de ce redoutable pouvoir. Il ne suffit pas toujours d'apporter dans la discussion un sentiment droit et honnête : il faut aussi acquérir, par l'instruction la plus étendue, des moyens plus puissants de persuasion pour le public qui écoute, des armes plus acérées pour combattre ses adversaires.

Il y a aujourd'hui quatorze ans que des hommes du peuple mouraient intrépidement pour nous assurer le plus puissant moyen de notre affranchissement. Ce ne sont pas des larmes qu'il faut à leur mémoire : il n'y a qu'un moyen de l'honorer dignement, c'est d'user à notre tour, en faveur des générations qui nous succéderont, de l'instrument qu'ils ont conquis pour le peuple au prix de leur sang, et de le défendre avec autant d'énergie si jamais on voulait nous l'enlever.

A l'affranchissement du peuple par la presse !

Le défaut d'espace nous force d'ajourner au mois prochain la reproduction d'une pièce de vers intitulée *Avenir*, également lue à cette réunion.

A onze heures, les convives se sont séparés, après avoir fait une collecte en faveur des détenus politiques.

SOUSCRIPTION DE RIVE-DE-GIER.

Nous publions aujourd'hui la dernière liste de souscription en faveur des ouvriers de Rive-de-Gier : sauf un don de 100 francs fait par un anonyme, la somme totale ne s'est formée qu'avec l'obole du travailleur ; la misère seule a secouru la misère. Pour obtenir que le riche délie le cordon de sa bourse, il faut lui tendre la main, et c'est un rôle que nous n'accepterons jamais.

Nous ne pouvons toutefois nous empêcher de faire de pénibles réflexions sur l'inconséquence qui règne dans la distribution des dons de la charité publique. Il y a quelques mois, un malheureux artiste, que la misère avait rendu fou, a grièvement blessé sa

femme et s'est tué ensuite, laissant deux enfants presque orphelins. Une souscription au profit de cette malheureuse famille a produit 10,000 francs, et nous ne pouvons qu'applaudir à cette bonne action. Mais à Rive-de-Gier ce n'est pas une famille, ce sont *des centaines* de familles qui sont dans une affreuse situation : eh bien, la souscription ouverte pour elles n'a pas produit 1,500 fr.

Des milliers d'ouvriers y ont pris part cependant, et c'est là qu'est notre consolation et notre espoir. Aussi bien nous ne nous étions adressés qu'à eux seuls : aux autres nous ne demandons pas l'aumône, mais justice.

Dans notre numéro du mois de juin, nous avons omis une liste de souscription publiée par *la Réforme*, le 2 juin, ci. 113 fr. 10 c.

Liste du 18 juin.	60	»
— du 21 juin.	16	05
— du 24 juin.	24	80
— du 4 juillet.	93	»
Versé par le comité du journal <i>l'Union</i>	14	»
M. Th. Faure.	1	»

Total.	321	95
Montant de la souscription au mois précédent.	1,121	35

Total général. 1,443 30

REVUE DU MOIS.

Nous avons peu d'événements à noter : l'époque est stérile comme les esprits qui la dirigent. Néanmoins ce qui se passe en ce moment sur plusieurs points de l'Europe ne nous paraît pas de nature à rassurer les gouvernants qui ont fondé l'espoir de leur sécurité à venir sur leurs mystérieuses alliances avec les ennemis du progrès.

A l'étranger, ce qui se manifeste, ce sont des insurrections ; là, où même l'ombre de la liberté de la presse n'existe pas, les questions industrielles se recommandent aux préoccupations des pouvoirs par des manifestations plus dangereuses.

Divers points de l'Allemagne ont encore été le théâtre de désordres graves qui ont pour origine l'insuffisance des salaires. A Prague, capitale de la Bohême, les ouvriers du chemin de fer se sont présentés par bandes en réclamant une augmentation du prix des journées. Des préparatifs de répression avaient été faits : les ouvriers ont été reçus par la troupe. Une charge de cavalerie devint le signal d'un engagement très-sérieux, dans lequel, assure-t-on, plus de vingt personnes ont péri. Les ouvriers, armés seulement de pierres, ont fait battre en retraite un détachement, qui se réfugia sous une porte fortifiée. Enfin, les troupes ayant repris le dessus, les ouvriers, en se retirant, jetèrent aux pieds des militaires les cadavres mutilés de leurs camarades. Une partie du chemin de fer et le bâtiment de la douane ont été détruits ; l'aigle impériale a été arrachée et foulée aux pieds.

En Saxe, à Reichenberg, ville de fabrique, les tisserands se sont coalisés et ont brisé les machines et démolé plusieurs édifices. Trois mille hommes de troupes ont aussitôt été mis en marche pour réprimer le désordre. Plusieurs centaines d'ouvriers ont, dit-on, été arrêtés. L'ordre règne : la police et les tribunaux font leur œuvre.

Toutefois, comme ces renseignements parviennent en France par des sources tout à fait suspectes, telles que la *Gazette d'Augsbourg* et autres organes de la Sainte-Alliance, ne nous trouvant

pas suffisamment informés, nous nous abstenons de prononcer un jugement précipité sur ces événements.

La question du Maroc se traîne péniblement ; la politique anglaise entrave toute entreprise sérieuse contre ce pays, qui nous a déjà attaqués trois fois si déloyalement.

A l'intérieur, l'attention du cabinet se porte sur les petits complots qu'organisent les légitimistes. M. Duchâtel ne cesse de frémir à la vue des petites images en plâtre du prétendant, et de la petite monnaie frappée à son effigie. On a peut-être raison de dire que les petits-cousins sont une sorte de parents parfois nuisible et toujours importune. Outre les arrestations dont tous les journaux ont parlé, on citait ces jours-ci des bruits de conspirations ou de coalitions à Lyon ; des arrestations à Neuilly.

Messieurs les députés, fatigués d'une longue session et pressés de jouir des dernières douceurs de la campagne, se sont hâtés de voter le budget, qui demeure en déficit comme toujours. Deux tentatives infructueuses ont été faites par des hommes généreux pour appeler l'attention des représentants sur la position des travailleurs. Ce sont MM. Ledru-Rollin, et M. de Bourgoing, agriculteur.

M. Ledru-Rollin, qui sait affronter la dédaigneuse impatience de la Chambre en présence des questions qui intéressent le peuple travailleur, est venu traiter la situation des classes laborieuses en face de l'impôt. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que d'extraire de son discours les passages suivants :

M. LEDRU-ROLLIN : Toutes les fois que le parti démocratique a demandé la diminution d'un impôt onéreux, accablant, d'un impôt indirect enfin, celui qui pèse plus particulièrement sur les classes pauvres, on n'a jamais manqué de lui répondre que ces plaintes étaient légitimes, mais qu'il y avait impossibilité d'allègement, que les ressources du trésor étaient taries et les balances du budget équilibrées de telle façon, qu'il serait impossible de retirer d'un côté sans à l'instant même creuser un déficit de l'autre. Ces raisons étaient loin de nous paraître suffisantes ; mais elles peuvent bien moins prévaloir encore aujourd'hui.

Que venons-nous de voir, en effet ? On vient de nous apprendre qu'une loi récente, la loi des patentes, venait tout à coup, d'une façon inattendue, d'apporter un dégrèvement d'impôts de 7 millions. Ce dégrèvement, a-t-on ajouté, n'a laissé aucun vide dans les coffres de l'Etat ; d'autres ressources l'ont comblé et fait disparaître.

Je m'en félicite, Messieurs, à un certain point de vue, c'est que cet essai peut vous rassurer et vous démontrer que le désordre et le chaos ne sont point au bout des plus urgentes améliorations. L'impôt qui frappait sur certaines classes moyennes a pu être diminué impunément et sans danger pour l'Etat ; n'aurait-il pas pu, n'aurait-il pas dû l'être préférentiellement au profit des classes les plus pauvres, les plus réellement misérables ? Telle est la question que je soumets à la sollicitude du pays et de la Chambre. De l'aveu de tous, l'impôt indirect n'est-il point arrivé, pour les classes ouvrières, aux dernières limites ? Peut-il être supporté plus longtemps par l'immense majorité du pays sans danger, sans danger imminent pour le pays même ?

L'orateur rappelle les promesses qu'avait faites le gouvernement aux époques des coalitions d'ouvriers, et continue ainsi :

En 1840, j'en conviens, le gouvernement a été tellement effrayé des progrès du paupérisme qu'il a ordonné une enquête. Mais, il faut le dire aussi, les résultats de cette enquête l'ont alarmé à ce point qu'il n'a pas voulu les faire connaître.

Si cependant les résultats de l'enquête n'ont pas été officiels, connus, n'est-il pas possible de les suppléer ? Il est des statisticiens appartenant au parti conservateur qui se sont livrés aux travaux les plus sérieux à cet égard, et ils établissent que le chiffre de l'indigence, pour les localités urbaines et pour les campagnes, s'élève à huit millions au moins. (Dénégations au centre.)

M. LEDRU-ROLLIN : Messieurs, cela est incontestable.

M. DUPRAT : Mais les caisses d'épargne démentent cette assertion.

M. LEDRU-ROLLIN : Les caisses d'épargne, elles sont bonnes pour ceux qui ne meurent pas de faim, comme les huit millions d'indigents dont je parle, et si vous niez l'exactitude du chiffre, je vous renvoie à M. de Morogues, dont vous ne suspecterez pas le témoignage. (Silence au centre.)

Le chiffre accepté, et, je le répète, il ne peut pas être raisonnablement contesté, voyez, Messieurs, combien la progression du paupérisme a été effrayante.

En 1790, l'Assemblée constituante avait ordonné un relevé des classes indigentes; le respectable M. de Larochefoucauld-Liancourt fut nommé rapporteur; il arriva à ce résultat qu'il y avait trois millions de pauvres en France. Eh bien, depuis cette époque, la population s'est accrue de neuf millions sur lesquels il y a cinq millions de misérables. (Mouvement prolongé.)

Une voix au centre : Cela n'est pas probable.

M. LEDRU-ROLLIN : Cela n'est pas possible ! hélas ! je le voudrais; mais je n'ai que ceci à répondre : Vous avez fait une enquête officielle, publiez-la, si vous l'osez, je vous en porte le défi. (Mouvement.)

Mais vous allez vous convaincre vous-mêmes qu'il ne peut en être autrement. Des esprits graves, des cœurs généreux ont recherché quelle était en France la moyenne de salaire par jour de travail. Avant 1789, Herbin et les statisticiens de l'époque l'ont unanimement évaluée à 1 fr.; on s'est efforcé de fixer la moyenne d'aujourd'hui; M. de Morogues a établi que, par suite des chômages continuels et applicables à toutes les industries, elle était de 98 centimes au plus. M. Charles Dupin l'a portée à 1 fr. 15 c. Or, les impôts ont augmenté, les objets de première nécessité ont augmenté dans la proportion du quart au tiers au moins, la main-d'œuvre n'a pas suivi cette progression, d'où la conséquence tirée par plusieurs économistes, que l'ouvrier gagne à peine aujourd'hui en sept jours ce que l'ouvrier d'avant 1789 gagnait en six.

L'orateur fait remarquer que cet état alarmant n'est pas particulier à la France, et que, dans toute l'Europe, les questions de salaires sont à l'ordre du jour. Il poursuit en ces termes :

Vous semblez, il y a un instant, trouver exagérées les statistiques que je citais, mais considérez, je vous prie, qu'elles sont fortifiées par mille autres documents.

Ainsi, ne savez-vous pas aussi bien que moi d'où sortent la plupart des malheureux que la prison réclame? De quelques grands centres d'industries. Les départements manufacturiers fournissent aux cours d'assises un nombre d'accusés double de celui que présentent les départements agricoles. Or, que penser de l'organisation actuelle du travail, si le bagne se recrute dans les ateliers?

Tout mariage est un accroissement de charge ! Voilà donc la famille faisant place au concubinage. De là tant d'infortunés enfants trouvés morts au coin des bornes, et jusque sous le péristyle de ce palais. La statistique vient encore ici nous apprendre que le chiffre des infanticides provenant de nos quatorze départements industriels, est le tiers de celui fourni par le reste de la France.

Toujours les plus grands maux où l'industrie a choisi son théâtre !

Il est un autre fait non moins significatif et qui frappe bien péniblement tous nos administrateurs; je ne serai démenti, à cet égard, par aucun des militaires qui siègent dans cette enceinte, c'est la dégénérescence de nos classes, l'abâtardissement de nos milices.

M. Charles Dupin disait à la Chambre des pairs... (Interruption.)

Messieurs, vous avez tout intérêt à m'entendre; d'abord ce sera beaucoup plus court.

M. Charles Dupin disait donc que, sur 10,000 jeunes gens appelés à supporter les fatigues de la guerre, les dix départements les plus manufacturiers de la France en présentaient 8,980 infirmes ou difformes, tandis que les départements agricoles n'en présentaient que 4,029. En 1837, pour avoir 100 hommes valides, il fallut en repousser 170 à Rouen, 157 à Reims, 168 à Elbeuf, 100 à Mulhouse.

Ayez donc le courage de reconnaître que le paupérisme a fait des progrès effrayants, que son invasion nous menace, qu'il n'est pas un instant à perdre, et qu'il faut l'arrêter. J'ai proclamé en commençant que c'était une question de justice et d'humanité, et depuis le temps seulement que j'ai parlé, j'ai presque le droit de dire que c'est devenu pour vous une question de sécurité. (Mouvement.)

M. Ledru-Rollin termine au milieu de l'irritation des centres en proposant plusieurs mesures législatives qui apporteraient quelque remède au mal présent. Nous les examinerons lors des discussions que la grande presse a promis de consacrer, dans l'intervalle des sessions, à la question de l'organisation du travail.

Il faudrait avoir pu assister aux séances des Chambres pour se faire une idée du dédain avec lequel sont accueillies les pétitions, surtout celles qui n'ont point en vue un intérêt purement individuel. Le droit de pétition est le seul droit politique qu'on veuille reconnaître aux prolétaires, et leurs réclamations, si elles échappent au ridicule de la forme sous laquelle les présentent messieurs les rapporteurs, sont écartées par l'indifférence de nos législateurs.

M. de Bourgoing, président du comice agricole de l'arrondissement de Cosne, département de la Nièvre, avait adressé une pétition en faveur des travailleurs et des indigents de la classe agricole des communes rurales de France, avec un mémoire à l'appui. Ce travail, qui joint le mérite du fond à celui de la forme, paraissait avoir obtenu une lueur sinon de sympathie, au moins d'intérêt de la part de la Chambre. Cependant, malgré les conclusions favorables de la commission des pétitions et les efforts du rapporteur, M. Dezeimeris, la Chambre a passé à l'ordre du jour. Un renvoi au ministre du commerce, renvoi qui ne tire guère à conséquence, eût été plus habile, ce nous semble. Les travailleurs des campagnes, qui ne sont pas suspects de turbulence ou de socialisme, apprendront le cas que l'on fait ici de leur abnégation, et l'intérêt que les conservateurs professent pour leurs souffrances et les moyens d'y remédier. Nous livrons ce fait à leurs méditations et nous leur laissons le soin d'en tirer les conséquences.

Quant à l'estimable travail de M. de Bourgoing, nous en donnerons une analyse prochainement.

Depuis quelques jours il s'est élevé entre plusieurs journaux une polémique assez vive sur les effets de l'extension de la petite presse ouvrière, sa valeur et ses tendances. Le journal *la Presse* appelle toute la sollicitude de ses patrons du juste-milieu sur la propagande active qui se fait parmi les classes laborieuses de doctrines et de projets de réforme sociale qui passent sans contradiction, grâce à l'indifférence des grands journaux. *La Presse* promet de consacrer à ces sortes de petites feuilles une attention sérieuse, et de fournir bientôt ses idées sur la question des réformes industrielles. Nous accueillons avec un sincère plaisir cette promesse et nous l'en remercions vivement, car elle nous fournira de nouveau l'occasion de constater l'ignorance des conservateurs intelligents vis-à-vis des questions de travail, avec non moins d'évidence que celle des autres conservateurs, ignorance dont la réponse de M. le ministre du commerce à M. Dubouchage, dans la séance du 20 février, était un si précieux échantillon.

Le Commerce, *la Démocratie Pacifique* et plusieurs autres journaux ont répondu à *la Presse*, et ont trouvé, en faveur de la presse ouvrière, des paroles bienveillantes dont nous sommes reconnaissants pour notre part, et que nous enregistrons lors des études qu'on promet de faire, dans l'intervalle des sessions, du problème de l'organisation du travail. *Le National* et *la Réforme*,

dont la sollicitude pour le sort des ouvriers est incessante, sont depuis longtemps dans la lice ; ainsi la cause des classes laborieuses ne pourra manquer d'habiles et généreux défenseurs. |

A propos d'ouvriers, il s'est passé ces jours derniers une scène attendrissante dont nous voulons faire profiter nos lecteurs. Un banquet offert par les exposants au ministre du commerce a eu lieu dans l'orangerie du Louvre. Après divers toasts adressés, le premier au roi, protecteur de l'industrie (Sa Majesté a fait une dizaine de visites à l'Exposition); le deuxième aux princes, autres protecteurs de l'industrie (les princes ont visité aussi l'Exposition), enfin aux ministres et aux membres du jury, un fabricant, M. L. Biétry, se lève et s'exprime en ces termes :

« Aux ouvriers !

« Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer un toast qui, j'en suis convaincu d'avance, sera non-seulement accueilli par vous avec bienveillance, mais encore réunira toutes vos sympathies.

« Aux ouvriers, mes anciens camarades, qui sont restés mes amis, aux ouvriers intelligents qui aiment le travail et l'économie, aux ouvriers dévoués au roi, à nos institutions et au respect dû aux lois. »

Le coup était hardi, vous le voyez ; l'allocution, quoique courte, était chaleureuse ; on devait être très-ému, et nous en connaissons quelques-uns qui n'eussent pas été fâchés de voir le jeu des physionomies dans cette circonstance délicate. Après un témoignage d'estime et d'affection si plein de franchise, d'abandon, de cordialité, on comprend que les ouvriers ne pouvaient, sans manquer aux plus vulgaires convenances, même sans faire acte d'ingratitude, se dispenser de répondre, comme tous ceux à qui de précédents toasts avaient été adressés. Tout le monde l'entendait bien ainsi ; mais il y avait une petite difficulté à cela : les ouvriers n'ayant, comme chacun sait, contribué en aucune façon à la gloire de l'industrie, n'avaient pas dû être représentés au banquet. Comment faire ? Pas un seul ouvrier !... Dans cet embarras extrême, un des commissaires avait déjà guigné un des hommes de service ; par malheur, ce dernier avait un habit noir... Mais, inutile souci, les ouvriers n'avaient-ils pas là un représentant naturel, et dont ils ont bien sujets d'être fiers ? Vous savez bien, M. le baron Ch. Dupin, qui joint à ses quatorze fonctions le titre de père des ouvriers, et celui de représentant des colons pour combattre ici l'émancipation des ouvriers noirs ; il était là, ce bon père !... Il s'est levé, et d'une voix altérée par l'émotion il a remercié M. Biétry, il a remercié tout le monde, en notre nom, dans un discours que nous vous aurions donné, chers lecteurs, si nous avions pensé vous faire plaisir : il nous suffira de vous dire que c'est une charmante réduction de la leçon d'ouverture de son cours du Conservatoire, déjà appréciée par nous.

Vous voyez qu'après de pareilles marques de généreuse sympathie, nous serions vraiment bien mal appris et bien ingrats d'oser nous plaindre.

Du reste, nous aurons l'occasion d'étudier la nature des sympathies que ce bon M. Dupin affiche pour notre classe, et qu'il vient de mettre encore en évidence dans son rapport d'une pétition de 300 ouvriers de Roanne, relative à l'organisation du travail.

LA RÉFORME POLITIQUE DOIT-ELLE PRÉCÉDER LA RÉFORME SOCIALE ?

De temps à autre, lorsque l'aliment quotidien de la presse fait défaut, lorsque les questions du moment sont à peu près épuisées, il s'élève, entre certains organes de la publicité, une discussion

qui se renouvelle presque toujours dans les mêmes termes, où de part et d'autre on se sert des mêmes arguments, et dont le résultat est toujours le même, c'est-à-dire nul. D'où il suit que la question est remise à l'ordre du jour chaque fois que s'en trouve l'occasion, et que les deux camps usent beaucoup de papier et d'encre dans une discussion qui paraît interminable.

Essayons donc si nous ne pourrions pas à notre tour poser la question de telle sorte qu'elle pût enfin être vidée, au moins pour les auditeurs.

Cette fameuse question est en effet d'une haute importance ; il s'agit de déterminer laquelle des deux natures de réformes à opérer en France, la réforme sociale et la réforme politique, doit être tentée et posée la première. Suivant les uns, il faut avant tout s'occuper de la réforme sociale ; il faut organiser le travail, assurer la subsistance des citoyens, leur donner les moyens de s'instruire, éloigner d'eux enfin toutes les causes matérielles d'ignorance, de misère et de démoralisation, avant de les appeler à l'exercice des droits politiques, dont ils pourraient, sans cette préparation, faire un funeste usage pour leurs intérêts et leur liberté. De son côté, la grande presse radicale veut la prédominance des réformes politiques. Elle est convaincue que du suffrage universel seul sortira un gouvernement animé d'un assez bon vouloir pour aborder enfin les questions d'organisation matérielle, ce qui ne l'empêche pas de reconnaître que le bien-être du peuple serait pour celui-ci une nouvelle garantie d'indépendance et de moralité. En un mot, si elle ne pense pas que l'universalité des citoyens se serve des droits politiques, dès le commencement, à un point de vue aussi élevé que par la suite, elle est néanmoins persuadée que la réforme sociale ne peut s'exécuter que par un gouvernement populaire, et qu'un gouvernement populaire ne peut naître que du suffrage universel.

Inutile de dire que nous sommes complètement de son avis.

Ceux qui pensent autrement pourraient être convaincus s'ils voulaient se défaire d'une illusion et d'un préjugé.

Leur illusion consiste à croire naïvement à la bonté native de nos gouvernants, à se figurer qu'on peut leur prouver mathématiquement qu'il est de leur intérêt bien entendu de songer aux misères du peuple, et d'éviter ainsi les révoltes, les massacres et les pillages auxquels il peut être conduit par leur excès ; elle consiste encore plus à croire que la part du peuple peut être faite sans que celle des riches en soit diminuée, et à dire que ces derniers ne perdraient aucun des avantages du commandement et de la suprématie dont ils ont le privilège.

Leur préjugé est contre le peuple dont ils suspectent la moralité à cause de sa misère et de son ignorance, et dont ils craignent par cette raison l'avènement dans les conditions actuelles.

Un des meilleurs arguments à invoquer contre ceux qui appellent les riches au secours des pauvres, au nom de l'intérêt bien entendu des premiers, c'est bien sans contredit les actes et les opinions des riches. En vain est-ce au nom d'une science qu'on cherche à les endoctriner ; en vain essaye-t-on de remuer chez eux jusqu'à la fibre vaniteuse et ambitieuse, en leur montrant la gloire attachée à leur nom s'ils veulent entrer dans cette voie ; on a beau s'y prendre de toutes les façons pour trouver l'endroit sensible chez ces hommes qui ne sont cependant ni ignorants, ni misérables : on perd sa science et son temps. Si vous prétendez éveiller leur ambition, ils vous diront qu'elle est satisfaite de tout

point dans l'état actuel, qu'ils ont des historiens gagés qui leur font faire de grandes choses sans qu'il leur en coûte ni ennui, ni fatigue. Si vous les prenez par l'intérêt, ils vous diront : N'avons-nous pas la banque, les fournitures et les chemins de fer que nous nous adjugeons. Avec l'or, nous manque-t-il aucune des jouissances de la vie ? et n'avons-nous pas par-dessus tout l'indiscutable plaisir du monopole des bonnes et des belles choses ? L'industrie et l'agriculture ne sont-elles pas à nos ordres, pour nous donner exclusivement le superfin de leurs produits ? Si vous évoquez devant eux la fantôme des révolutions sanglantes, des proscriptions et de la confiscation, ne disent-ils pas, par la bouche de M. Guizot, que *le travail incessant* est une excellente garantie de tranquillité pour les classes moyennes ? Et n'ont-ils pas l'habileté de faire juste assez d'aumônes et de philanthropie pour maintenir le vase dans sa plénitude, tout en l'empêchant de déborder ? Comptez-vous aussi pour rien leur système de corruption envers ceux qui sont tentés d'élever la voix en faveur du peuple ? Tenir ce dernier dans une situation telle qu'il n'ait pas assez d'énergie pour se révolter, pas assez de misère pour tenter un coup de désespoir, n'est-ce pas chose faisable et chose faite ? Elever les enfants de la bourgeoisie pour le commandement et la jouissance, n'est-ce donc pas le rôle des professeurs éclectiques ? Préparer ceux du peuple à une vie de résignation et d'obéissance, n'est-ce pas là ce que font maints directeurs ecclésiastiques dévoués au gouvernement ? Tout cela ne préserve-t-il pas de bien des inquiétudes ? Et les lois contre les associations ! et le monopole de la presse entre les mains des riches ! et tant d'autres précautions ! Malgré tout cela, notre sentiment intime est que les plus sanglantes catastrophes peuvent résulter de cette indifférence des hautes classes envers le peuple. Seulement nous sommes persuadés que l'aveuglement des gouvernants et du pays légal est à cet égard à la hauteur de sa coupable incurie. L'événement seul les réveillerait comme d'un songe, et ce ne sont pas tous les avertissements de la presse *pacifique* qui pourront leur faire voir l'abîme.

Nous qui ne tenons pas à voir la foudre éclater sur les sommets de la société, nous appelons de tous nos vœux des réformes politiques qui préparent lentement, intelligemment, les transformations sociales devenues nécessaires ; nous demandons que le peuple soit appelé à donner enfin son avis sur les réformes à opérer, persuadés que nous sommes que rien de juste et de raisonnable ne peut être fait sans que le plus intéressé dans la question ne soit librement consulté. A ces conditions seules un bouleversement terrible peut être conjuré.

Il est encore une raison pratique à invoquer en faveur de la prédominance de la question politique sur la question sociale : c'est que la classe qui gouverne concentrera plutôt ses résistances sur celle-ci que sur celle-là. La question sociale, en effet, est grosse de transformations inquiétantes pour les riches, qui ne croient pas plus que nous au décuplement de la production promis par Fourier, et qui se disent, avec non moins d'intelligence, que pour donner aux uns il faudra nécessairement amoindrir la part des autres, conclusion désastreuse à leur sens. La réforme politique ne leur plaît certes pas, mais ils céderont devant une volonté fermement exprimée, n'ayant pas la ressource de crier : *au voleur !* comme dans la question sociale, et d'ameuter en leur faveur tous les honnêtes imbécilles.

Il reste encore à combattre ce préjugé qui consiste à déclarer

le peuple incapable. On est incapable, politiquement parlant, quand on manque de moralité d'abord, de capacité ensuite. Si, sous ce dernier rapport, la situation des masses laisse beaucoup à désirer, il n'en est pas moins vrai qu'il se fait tous les jours, dans le sein du peuple ouvrier, des efforts qui prouvent son vif désir d'acquiescer ce qui lui manque à cet égard.

Quant à sa moralité, nul ne peut nier qu'elle ne soit supérieure à celle des autres classes, malgré les causes énumérées plus haut, causes que nous voudrions voir disparaître, et qui ne disparaissent que lorsque l'état social aura été régénéré par un pouvoir politique issu du peuple. Nous l'avons dit plusieurs fois et nous le répétons : le peuple se tromperait peut-être dans ses premiers choix, mais il acquerrait bientôt l'habileté d'appréciation qui lui manque. En tout état de cause, nous maintenons qu'une chambre de représentants issue demain du suffrage universel serait de beaucoup supérieure à celle qui nous gouverne, et qu'avec des renouvellements successifs, elle arriverait en peu de temps à constituer un gouvernement honnête, dévoué et progressif. Alors les réformes sociales pourraient être discutées ; des tentatives d'association industrielle et agricole pourraient être faites. Alors on pourrait espérer voir mettre un terme à la croissante misère des hommes de labour ; et, ces réformes aidant, la moralité des électeurs pourrait enfin être telle que ceux qui dirigeraient alors la France la mettraient en mesure de continuer les grandes choses de son passé.

C'est donc par une réforme politique, qui retremperait la haute direction de la société dans la force populaire, que l'on pourra entamer sérieusement la réforme sociale, et rentrer dans la voie du progrès, d'où la faiblesse de nos gouvernants égoïstes, et, nous dirons plus, leur incapacité, nous éloignent chaque jour davantage.

Le National de l'Ouest, les Icariens et l'Atelier.

Au mois de mai dernier, *le National de l'Ouest* publia la note suivante :

« L'appel fait aux ouvriers de Nantes en faveur des malheureux ouvriers de Rive-de-Gier a été entendu : plusieurs corps d'état ont ouvert des souscriptions, dont nous donnerons les listes et le résultat. Plusieurs ouvriers sont venus nous donner cet avis, mais tous ceux qui se sont présentés à notre cabinet nous ont déclaré que nous voudrions vainement chercher dans la classe ouvrière de Nantes un correspondant de *l'Atelier* qui, le premier, a eu la philanthropique idée de cette souscription.

« Le journal *l'Atelier*, nous dit-on, s'est trop montré partisan des doctrines religieuses ultramontaines pour exciter de la sympathie dans la classe ouvrière de Nantes : on croit savoir qu'il a des correspondants en dehors des ouvriers et parmi les hommes que guident les seuls principes du culte romain. Les ouvriers de Nantes ont des idées religieuses, mais larges et libérales ; ils veulent la liberté des cultes, et un journal qui se voue uniquement aux doctrines romaines ne leur convient pas autant que *le Populaire* de M. Cabet.

« Quoi qu'il en soit, *l'Atelier* a pris une initiative qui lui fait honneur, et la souscription ouverte en faveur des malheureux ouvriers de Rive-de-Gier a été vivement accueillie par les ouvriers nantais. »

A la lecture de cette note, il nous fut facile d'en reconnaître la source. *Le National de l'Ouest* tenait la queue de la poêle pour le compte de M. Cabet. D'imprudents actionnaires du *Populaire* tentaient de renouveler une vieille calomnie de leur demi-dieu, oubliée et invendue. Dans la *Réfutation de l'Atelier* par M. Cabet, on trouvait en effet les lignes suivantes :

« Les hommes de lettres sont exclus comme fondateurs et ne peuvent être admis pour élire les rédacteurs, ni pour être élus, ce qui n'empêche pas les membres les plus influents du comité de rédaction de consulter clandestinement soit M. Buechez, soit les rédacteurs du *National*, soit tous autres hommes de lettres, et d'apporter comme rédigés par eux des articles rédigés par d'autres. »

Repoussée par le plus énergique démenti, cette accusation *infâme*, c'est ainsi que nous l'avions qualifiée, n'avait plus osé se reproduire dans *le Populaire* ni ailleurs, et voici que la note du *National de l'Ouest* la ramène sur le tapis, bien amoindrie, il est vrai, par le jésuitique *on croit savoir*. Nous croyions assez connaître les sympathies du *National de l'Ouest* envers *l'Atelier* pour supposer qu'il était étranger à la rédaction de cette note, et que son insertion était due à une lecture inattentive. Nous adressâmes donc une réclamation à M. le rédacteur en chef du *National de l'Ouest*, qui ne nous fit pas l'honneur de nous répondre : seulement une lettre d'ouvriers communistes-icariens, rédacteurs de ladite note, nous apprit que nous avions à Nantes un correspondant non ouvrier, appartenant à nous ne savons quelle congrégation religieuse, et que ce monsieur écrivait dans *l'Atelier*. Sur quoi ces ouvriers nous prodiguaient les épithètes les moins polies, marchant en cela fort agréablement sur les traces de leur chef. Il ne nous semblait pas convenable de chercher à détromper des gens qui voulaient absolument être trompés ; nous ne fîmes donc guère plus d'attention à l'accusation des disciples qu'à celle du maître. Nous tenions seulement à éclairer la religion surprise du *National de l'Ouest* ; et nous fîmes un nouvel appel à sa loyauté, en déclarant sur l'honneur faux et calomnieux tous les faits avancés par les ouvriers qui nous avaient écrit, en insistant pour qu'une rectification de la note fût insérée dans *le National de l'Ouest*. Nouveau silence de la part de ce journal, mais nouvelle missive des ouvriers communistes, qui nous apprennent une seconde fois que nous avons à Nantes un correspondant, etc., etc., qui *a dit* qu'il écrivait dans *l'Atelier*. A quoi, impatientés, nous avons répondu : « Dites-lui de notre part qu'il en a menti ; dites la même chose à M. Cabet. » (1)

Nous comptons bien en avoir fini encore une fois avec ces accusations qui n'ont pour but que de fournir à M. Cabet l'occasion de répéter sur tous les tons : « Le peuple ne peut pas se défendre » lui-même : il a besoin d'un truchement pour exprimer ses idées » et exposer sa misère et ses souffrances : abonnez-vous au *Populaire*, et le reste vous sera donné par surcroît ! »

Nous demandons pardon à nos lecteurs de les avoir entretenus de ces détails : ils comprendront avec nous de quelle importance il est que notre bonne foi, notre seule arme, ne soit pas suspectée. Quant au *National de l'Ouest*, nous espérons qu'il cessera enfin à notre égard un silence que nous pourrions considérer comme un déni de justice.

Relativement au jugement porté sur nos principes par ladite note, ce serait faire injure à ceux qui nous lisent sérieusement que d'essayer d'y répondre.

(1) On nous donne avis que M. Proudhon, l'auteur d'écrits sur la *Propriété*, a imprimé deux fois cette calomnie : si cela est, qu'il fasse dorénavant son profit de ce qui vient d'être dit.

DE LA PUBLICITÉ DES DÉBATS JUDICIAIRES.

Si le stupide engouement du public pour les récits sanglants des crimes qui se commettent dans les quatre-vingt-six départements suit une proportion croissante (et l'histoire de ces dernières années ne nous permet guère d'en douter), il est sérieusement à craindre que les journaux, sans aucune exception, ne soient plus par la suite que des gazettes de tribunaux. — Quels scandales n'ont pas été donnés dernièrement par presque tous les organes de la presse, à l'occasion des procès Donon-Cadot et Lacoste ? L'un annonçait pompeusement à ses abonnés que les mesures qu'il avait prises lui permettaient de publier les débats de la cour d'assises d'Auch vingt-quatre heures avant les autres journaux ses confrères ; l'autre vantait le talent de ses sténographes pour reproduire *la physionomie* de l'audience ; un troisième expédiait sur les lieux un dessinateur et un romancier, dont nous verrons sans doute un de ces jours les *impressions de voyage*. Le *Journal des Débats* supprimait la *tartine* obligée sur la naissance d'un fils du duc de Nemours afin de réserver ses colonnes au célèbre procès. Les débats des Chambres étaient *traduits* en quelques lignes, le jour même où M. Grandin essayait tardivement de réagir contre l'exploitation des chemins de fer par les compagnies. Mais de quelle importance cela pouvait-il être, je vous prie, en face de la déposition de Jaquette Larrieu ? Quelle comparaison oserait-on établir entre cette ennuyeuse question des chemins de fer, qui amènera probablement l'explosion d'une révolution sociale, et la lettre si intéressante et si dramatique dans laquelle la *victime* raconte l'état fâcheux de ses intestins ? Est-ce que la réforme électorale à rebours dont s'occupait la Chambre, à propos de la proposition Couture, pouvait lutter avec l'attrayant récit des phases de la hernie de M. Lacoste et le mystérieux de sa ponniade inconnue ? Les journaux démocratiques eux-mêmes, nous avons honte de l'avouer, ont été forcés de payer le tribut à cette inqualifiable curiosité. Hâtons-nous de dire qu'ils en rougissent, et qu'eux du moins n'ont publié de suppléments d'aucune espèce, afin de pouvoir raconter la toilette de madame Lacoste et la pose de M. Meilhan.

Et cependant nous serions loin de désirer qu'on mît la plus petite entrave à la publicité des débats judiciaires. C'est une garantie contre les mauvais juges, et par elle l'opinion publique, prononçant son inflexible arrêt, condamne quelquefois juges et accusés, proteste contre certains jugements ou quelquefois les complète. Mais il importe pour cela que le compte-rendu des débats soit aussi exact et aussi impartial que possible ; il ne faut pas qu'il soit tronqué par les uns dans l'intérêt de l'accusation, par les autres dans le sens de la défense, comme cela ne se voit que trop, à la honte de certains journalistes, que la cupidité ou les haines privées ou politiques mènent à exercer cet indigne métier. Il ne faudrait pas non plus que la publicité ne fût accordée qu'aux procès les plus intéressants au point de vue romantique, c'est-à-dire à ceux qui ne fourmillent que de scandale sans fournir de grands enseignements.

Si nous cherchions, comme on nous en accuse souvent, à attiser les haines des classes pauvres contre les riches, nous ne réclamerions pas contre une publicité qui s'attache plus généralement aux crimes de ces derniers. Nous pourrions y faire voir la preuve que le vice n'est le privilège ni de la misère ni de l'ignorance, et

que la moralité des hommes ne saurait être appréciée à leur fortune : peut-être bien même pourrions-nous soutenir la thèse opposée sans trop manquer de logique.

Quoi qu'il en soit, nous ne pensons pas que ce soit le rôle des journaux politiques de condescendre aux mauvais désirs d'un certain public blasé par la littérature de ces derniers temps; ce serait donner de pitoyables raisons que de dire qu'on y est forcé *pour vivre*. Mieux vaudrait en effet ne pas vivre, si cela ne se pouvait pour un journal, qu'à la condition de servir à ses abonnés tout ce que leur goût dépravé pourrait désirer. En un mot, et une fois pour toutes, est-ce le journal qui doit donner la direction morale à ses abonnés, influencer sur eux par un enseignement? ou bien les abonnés, forçant la main à leurs professeurs, peuvent-ils les obliger à leur raconter des détails obscènes ou sanguinaires, sous prétexte que cela leur fait plaisir? Nous n'hésitons pas à placer les journalistes qui acceptent ces abjectes conditions dans la catégorie des marchands de la pire espèce, et ce n'est pas de leur œuvre qu'on a pu dire qu'elle est le quatrième pouvoir de l'Etat.

Une organisation nouvelle du journalisme pourrait seule remédier à cet état de choses qui traîne après lui de si tristes conséquences, qui contribue à augmenter l'indifférence pour les choses sérieuses, et qui réveille les plus mauvais instincts au lieu de les combattre. En attendant, c'est à ceux qui font du journalisme un sacerdoce moral à ne pas faire plier leurs convictions devant des considérations de caisse, et à réagir contre le sentiment de leurs lecteurs, quand ce sentiment est de nature à altérer profondément les mœurs publiques.

Bibliographie.

Des falsifications des substances alimentaires et des moyens chimiques de les reconnaître, par MM. J. GARNIER et Ch. HAREL.

(DEUXIÈME ARTICLE.)

Nous continuons aujourd'hui, suivant notre promesse, les citations de l'ouvrage de MM. Garnier et Harel sur les falsifications des substances alimentaires.

Lait. — « Le lait est presque l'aliment universel de tous les peuples. Un bon lait est le meilleur des aliments; un mauvais lait est le plus détestable des aliments. Le premier est celui que la nature présente aux êtres trop faibles encore pour élaborer une nourriture plus énergique. Quand le corps est usé par la souffrance ou par un âge avancé, c'est encore au lait que le vieillard et le convalescent demandent de nouvelles forces. On sait qu'on ne peut pas élever les enfants au biberon à Paris. Il est plus que probable que la mauvaise qualité du lait est une des plus grandes causes de la mort de ces enfants. Les nourrisseurs qui tiennent constamment leurs vaches dans des écuries peu aérées et dans des étables chaudes pour qu'elles donnent plus de lait les rendent ainsi phthisiques. On trouve des tubercules dans les poumons de presque toutes les vaches des nourrisseurs de Paris et de ses environs.

« Quand il s'agit de confier un enfant à une nourrice, on a grand soin de la choisir bien portante, et l'on se garderait bien de le donner à celle à qui l'on reconnaît le plus léger symptôme de phthisie pulmonaire; et cependant nous nous nourrissons, ainsi que nos enfants, avec le lait de vaches qui ont souvent le poumon rempli de tubercules (1). L'opinion générale est que dans les grandes villes, où la consommation du lait est très-considérable,

et supérieure, dit-on, à la quantité que fournissent les vaches de l'intérieur et des campagnes environnantes, on n'en vend pas qui n'ait subi, dit-on encore, quelque addition frauduleuse. Après l'avoir débarrassé d'une partie de sa crème, on y ajouterait toujours de l'eau, ou mieux, une émulsion de graines de chènevis, qui change moins la couleur que l'eau pure. En effet, on a quelquefois occasion d'observer sur certains laits chauffés des gouttelettes huileuses d'une saveur plus ou moins rance; ces gouttelettes proviendraient de l'émulsion d'amandes ou de chènevis employés pour allonger le lait. Comme ce liquide a moins de consistance et une saveur plus aqueuse, les laitiers y ajouteraient en outre de la cassonade, ou de la farine crue ou cuite, ou des jaunes d'œufs, ou de la gélatine, et, pour lui donner l'apparence du lait très-crèmeux, ils le coloreraient soit avec du safran ou des fleurs de souci, soit avec le jus de réglisse, soit enfin avec le suc de la carotte ou la racine de curcuma. Qu'on veuille bien se figurer que notre but n'est pas seulement de faire la critique, de jeter le blâme à tort et à travers, d'enregistrer tous les dit-on au hasard, mais bien d'aller aux vraies sources de chaque plainte et de peser attentivement les *oui* et les *non*.

« Oui, le lait vendu à Paris varie infiniment en qualité; souvent il est mauvais, mais presque toujours par des causes d'altération de même nature : soustraction de crème et addition d'eau, moyen de coloration pour lui donner une teinte jaunâtre, mais point ou peu de substance pour en changer la densité à cause des difficultés que cela présente ou de la facilité avec laquelle on les découvre. Sans doute on a pu quelquefois chercher par différents moyens à corriger la saveur aqueuse, sans arôme, le goût plat, la fluidité et la teinte bleuâtre que donne l'eau au lait quand elle y est ajoutée en forte proportion; mais tout ce qu'on dit à ce sujet est au moins exagéré. On conçoit que diverses décoctions végétales, comme celles de son, d'orge, de riz, etc., seraient plus ou moins propres à remplir cet objet, mais elles ne changeraient presque rien à la densité du lait; le lactomètre indiquerait aussi exactement sa valeur comme si l'on ne se fût servi que de l'eau pure; et, du reste, un peu de teinture d'iode versée dans le sérum signalerait de suite la présence de ces substances.

« Nous avons été quelquefois témoin d'un spectacle qui ne laissait pas que de nous attrister profondément... Le jeudi, aux barrières de la capitale, de la ville ogre, des milliers de bestiaux sont conduits à l'abattoir. Dans le nombre de ces malheureux nous avons remarqué quelques vaches. Mais ces animaux ne doivent pas mourir avec une goutte de lait dans les mamelles; des troupes de vieilles femmes en haillons se disputent les pis de chaque vache, et leur arrachent goutte à goutte par la torture les maigres restes de leur fécondité passée!... Ce lait est souvent vendu aux environs des barrières! Quoi de plus navrant que ce triste spectacle qui se renouvelle tous les huit jours (1)?

« *Beurre.* Depuis longtemps plusieurs marchands fraudent le beurre : or cette fraude est d'autant plus coupable qu'elle semble favorisée par la confiance que les consommateurs ont, en général, dans la droiture des habitants des campagnes. Des parties hétérogènes sont introduites dans ce comestible; tantôt c'est de la fécule de pomme de terre cuite, tantôt de la farine de blé noir, tantôt du lait durci par l'action du feu, tantôt enfin du suif. Pour augmenter le poids du beurre, on y a encore mis des poires : parfois on y mêle de la craie et autres matières analogues pesantes. On peut s'en assurer à l'aspect granuleux du beurre, à son craquement sous les dents, ou mieux en le faisant bouillir avec 10 parties d'eau; les matières terreuses se déposent au fond du vase. — Lorsque le beurre est altéré par le suif, on le reconnaît à sa saveur. On mêle quelquefois trop de sel au beurre pour augmenter son poids; cet excès de sel peut devenir nuisible aux personnes qui digèrent faiblement. — La rancidité du beurre se distingue par sa vétusté : un tel beurre peut avoir des propriétés dangereuses.

« Une fermière de la Beauce nous assurait que, si elle ne colorait pas son beurre, elle serait fort embarrassée de le vendre.

(1) Les maladies tuberculeuses moissonnent au moins un quart de la population des grandes villes.

(1) Les mémoires de Gisquet attestent qu'on a vu des malheureux repêcher parmi la matière fécale des viandes empoisonnées et des poissons pourris pour s'en nourrir, au point qu'il fallut par la suite hacher très-menues les denrées qu'on saisissait pour les soustraire à l'avidité de cette multitude affamée. De tels faits prouvent à quel degré la misère s'accroît chez le pauvre monde; et ceci se passe en des temps où le langage officiel de nos ministres dit que la situation de toutes les classes de la société s'améliore et s'élève.

« Vous autres Parisiens, nous disait-elle, si l'on vous donnait du lait pur, vous le trouveriez trop épais; on l'étend d'eau uniquement pour vous contenter. Le beurre blanc! fi donc! on vous en ferait cadeau, vous ne l'accepteriez pas; vous exigez que nous l'arrosions avec un liquide quelconque, pourvu qu'il communique une couleur jaune. — Diverses matières sont employées à cet usage: tantôt c'est la fleur de souci, tantôt le jus de carotte, tantôt c'est une infusion de rocou. Ces produits ne sont pas nuisibles. Mais quelquefois on emploie le suc de chélidoine: ce moyen est évidemment vénéneux. La *Gazette de Francfort* a démontré les effets dangereux du beurre coloré par les fleurs jaunes de renoucles. »

Sels. — « La falsification des sels vendus pour les usages culinaires est une des fraudes les plus communes. Il a été démontré par de nombreuses expériences, que sur vingt-quatre échantillons de sel, prélevés à diverses époques dans un quartier de Paris, seize provenaient de sels falsifiés. En 1832, l'essai fait sur 3,023 échantillons de sels prélevés dans le département de la Seine fit reconnaître que 309 de ces sels étaient tirés de sels fraudés. L'introduction de substances étrangères dans le sel peut avoir de graves inconvénients pour la santé publique. En 1829, du sel sorti d'un des magasins de Paris contenait un sel d'arsenic, et l'usage de ce sel détermina dans les cantons de Sézane, de La Fère et de Vitry-le-Français, une maladie qui frappa quatre cents personnes, presque à la fois, dont plusieurs moururent. L'introduction du plâtre dans le sel peut donner la pierre, d'après l'opinion des médecins. Il n'y a pas longtemps que deux épiciers ont été condamnés pour un pareil mélange. Les débats ont fait connaître qu'il s'était établi une fabrique exprès pour livrer au commerce de l'épicerie le plâtre divisé en poudre impalpable. La falsification du sel est une des conséquences déplorables de l'impôt qui pèse sur ce condiment. Si, au lieu d'appartenir à l'Etat, le sel appartenait à chacun, personne n'aurait intérêt à en augmenter le poids, à le mélanger avec des substances étrangères; enfin personne ne songerait à employer le sel provenant des eaux-mères de la fabrication des salpêtres, industrie qui répand dans le commerce, frauduleusement, beaucoup de chlorure de sodium mélangé de sels à base de potasse, de chaux et de magnésie. La quantité de sel fabriqué à Paris par les salpêtriers, en 1830, s'est élevée de 17 à 18,000 kilogrammes. »

Vinaigre. — « Le vinaigre vendu dans le commerce contient souvent des substances étrangères; déjà plusieurs chimistes se sont occupés de ces altérations. M. Chevalier, chargé, comme professeur à l'Ecole de Pharmacie, de faire des visites chez les épiciers de Paris, a vu que, sur 120 échantillons de vinaigre, 97 avaient été prélevés sur des vinaigres purs, 17 sur des vinaigres rehaussés par de l'acide sulfurique, 3 sur des vinaigres contenant des substances âcres, enfin 3 sur des vinaigres contenant de petites quantités de cuivre et de plomb. En présence de tels faits, ne serait-il pas nécessaire que l'autorité fit rédiger une instruction détaillée, qui permettrait à ceux qui s'occupent de la vente des vinaigres de reconnaître la pureté de ces liquides et leur valeur acide? Ne serait-il pas nécessaire aussi que des pharmaciens fussent chargés légalement par les préfets d'examiner les vinaigres vendus dans les départements, vinaigres qui, pour la plupart du temps, sont falsifiés, parce que les falsificateurs ne craignent pas, comme à Paris, les recherches qui sont faites par des membres du conseil de salubrité et par les professeurs de l'Ecole de Pharmacie.

« Lorsqu'il est pur et qu'il a été préparé avec du vin de bonne qualité, le vinaigre doit être clair, limpide, avoir une odeur particulière alcoolique, une saveur franchement acide et qui plaît généralement au goût. »

Sucre. — « Les marchands ne se font pas scrupule de mélanger les cassonades avec des substances étrangères, du sable, du plâtre, de la craie, de la farine et de la fécule de pommes de terre. Ces fraudes sont heureusement reconnues par la dissolution dans l'eau froide d'une petite quantité de ces cassonades. La falsification la plus généralement pratiquée aujourd'hui, consiste dans l'emploi de la *glucose* (sucre de fécule). C'est un nouveau genre d'industrie qu'il faut dévoiler, parce qu'il n'est pas assez connu. Les fabricants de glucose ne se contentent pas de vendre ce produit pour ses applications, ils s'attachent à lui donner une apparence trompeuse; ils en font à leur gré un produit que l'on

confond aisément avec le sucre brut, un sirop qui a l'apparence du miel, etc. Une usine, située non loin de la barrière de l'Etoile, fournit la plus grande quantité de sucre de fécule qui soit destinée à la fraude. La glucose entre aussi dans la préparation du pain d'épices; on s'en sert pour édulcorer la tisane des malades dans les hôpitaux. Elle forme un dépôt au fond des vases dans lesquels on la fait fondre; sa saveur est peu prononcée, et le malade est bientôt dégoûté de ces tisanes fades qui lui pèsent sur l'estomac. On trouve encore de la glucose dans le miel, la manne et dans plusieurs produits pharmaceutiques. Avant que des escrocs cherchassent à frauder le sucre au moyen de la glucose, ou le falsifiait déjà avec des gommés et d'autres substances à bas prix. »

Huiles. — « Les huiles pour la table sont presque toujours falsifiées; il est fort difficile, pour ne pas dire impossible, aujourd'hui, de se procurer une seule sorte d'huile, même la plus commune, qui ne soit mélangée. Rappelons à ce sujet qu'il s'est formé une société de négociants en huiles pour faire des essais propres à constater le mélange d'huiles pour la table, l'éclairage, etc.; elle est arrivée à reconnaître le mélange de deux huiles, mais pas au delà. Il reste donc beaucoup à faire; car il paraît qu'on trouve des huiles qui sont le mélange de huit espèces différentes. Malheureusement nous craignons bien (et ce fait donne une mesure exacte de la bonne foi de plusieurs marchands de notre époque) que la société en question ne soit formée plutôt dans le but d'acheter pures les huiles et de les vendre mélangées comme bon lui semble, que pour les livrer plus pures aux consommateurs. »

Café. — « Qui ne sait que le café est allongé avec des substances torréfiées et réduites en poudre; telles sont les racines de chicorée, de betterave, de carotte, les semences de fèves, de pois pointus, etc. On vend sous le nom de café cédé des pois chiches rôtis, que l'on veut faire passer pour du café excellent au goût et favorable à l'entretien de la santé. Ce n'est pas tout à fait la pilule de mie de pain qui purge, mais c'est quelque chose d'analogue. On dira: Mais pourquoi ne pas acheter le café en grains? L'ouvrier qui est obligé d'acheter en détail, qui vit au jour le jour, ne peut en prendre à la fois que pour quelques sous; il paye plus cher et a plus mauvais.

« Le café en poudre est encore allongé par la graine de seigle torréfiée, connue sous le nom de *pointu*. On a aussi falsifié la chicorée avec une poudre contenant beaucoup de charbon animal, non pas neuf, mais du noir épuisé, du noir résidu des sucreries. Cette fraude a donné lieu, il y a quelques mois, à des poursuites judiciaires à Gray et à Lille. On nous a assuré que bon nombre de débitants de tabac se servaient de cette poudre pour falsifier celui de la régie. »

Avant de terminer nos citations, nous devons encore prévenir le public que la plupart des sucreries colorées le sont avec des couleurs pour la plupart très-dangereuses; les papiers mêmes qui les enveloppent ne sont pas toujours exempts de véritables poisons. Au mois de janvier 1843, M. Boutigny d'Evreux écrivait à M. Chevalier :

« Ces jours derniers j'ai remarqué entre les mains de mes enfants un papier d'un vert magnifique, dans lequel étaient des bonbons et une sorte de macaron; j'ai pris un morceau de ce papier pour en faire immédiatement l'analyse, et j'y ai trouvé une énorme quantité d'arsenic et de cuivre. »

Sous forme d'avis, les auteurs enregistrent encore que des accidents graves ont été causés par l'emploi des papiers peints dont se servent les charcutiers, les épiciers, les fruitiers et autres marchands de comestibles. Les papiers les plus dangereux sont ceux qui sont peints en vert, en bleu clair, car ils sont ordinairement colorés avec des préparations métalliques. Ces papiers mis en contact avec des substances molles et humides, ou grasses, telles que le saindoux, le beurre, le fromage, etc., leur communiquent une portion de la matière colorante; il peut en résulter des conséquences très-graves.

« On a vu des tourneurs employer des matières colorantes pour peindre les joujoux d'enfants, sans savoir que ces corps sont des

poisons. Les enfants portent souvent ces joujoux à la bouche, surtout les trompettes, etc., d'où il résulte qu'ils peuvent s'empoisonner. »

Que de réflexions pénibles sont suggérées par ce tableau ! Quelles conséquences désastreuses engendrées par la cupidité et propagées par la concurrence ! Et que faire pour préserver la santé publique de pareils fléaux ? Il est impossible que les victimes puissent elles-mêmes, nous ne disons pas arrêter, mais seulement constater les falsifications ; il est besoin pour cela de connaissances spéciales qu'elles ne peuvent acquérir, d'instruments et d'agents chimiques qui coûtent fort cher. — Aussi nous sommes-nous bornés à citer les faits principaux du livre de MM. Garnier et Harel, sans entrer dans le détail des opérations à l'aide desquelles ils ont constaté la présence de substances malfaisantes dans les aliments.

Quant à présent, une législation pénale sévère pourrait seule ralentir cette ardeur de fraude qui saisit les commerçants ; si la loi sévissait activement contre les falsificateurs, on n'aurait certainement point à déplorer ces vols multipliés qui font du champ du commerce une véritable Forêt Noire. Mais il en est tout autrement aujourd'hui ; les peines que l'on applique à ce genre de vol (que l'on pourrait qualifier avec raison de *vol de confiance*) sont véritablement inefficaces : si un boulanger ou un marchand de vin trompent le pauvre ouvrier en fraudant sur la quantité ou la qualité du pain ou du vin qu'ils lui vendent, on les condamne à deux ou trois jours d'emprisonnement et à quelques francs d'amende. De quel exemple veut-on que soit pour le public une peine aussi légère ? Certes, elle est loin d'égaliser la faute, car ces commerçants ont volé très-souvent de fortes sommes, et altéré la santé d'un grand nombre d'acheteurs avant qu'on se soit aperçu de leurs opérations criminelles. Non, il ne suffit point de soumettre les marchands fraudeurs à une amende, de briser leurs mesures ou leurs balances, et de répandre sur la voie publique les marchandises empoisonnées ; il faudrait encore frapper les coupables d'une amende spéciale en faveur des institutions de charité, les condamner en outre à placer devant leurs portes, pendant un temps déterminé, un tableau mentionnant les nom et prénoms des condamnés, la nature du vol et le jugement rendu ; enfin tous les récidivistes devraient être frappés, comme étant incorrigibles, d'une peine en harmonie avec la sûreté publique : ils devraient être condamnés à fermer leurs boutiques, et le droit de commercer leur être retiré pendant quelques années. Ceci, nous n'en doutons pas, rassurerait le public en protégeant l'acheteur et les opérations du vendeur honnête contre les bandits du négoce.

Pour appliquer avec succès les lois contre les marchands fraudeurs, il faudrait qu'il y eût dans chaque arrondissement un bureau permanent où l'on recevrait toutes les plaintes, lesquelles seraient transmises à qui de droit ; des chimistes en nombre suffisant devraient être nommés par le gouvernement pour exercer une surveillance active et continuelle sur les marchandises mises en vente dans les marchés et boutiques, et leurs procès-verbaux donneraient lieu à des poursuites.

Nous savons que l'on peut énumérer de nombreuses difficultés, et la plus grave, c'est que les marchands en sous-ordre pourraient être trompés eux-mêmes en achetant des marchandises déjà falsifiées par les marchands en gros. On peut répondre à ceci que, lorsqu'un homme se livre à une spécialité dans le commerce, il doit

la connaître ; qu'ainsi il n'est pas acceptable qu'un boulanger ignore la qualité de la farine qu'il achète, un marchand de draps le mélange qu'il y a dans ses étoffes, un charcutier ou un boucher la qualité des viandes qu'ils débitent, etc. On pourrait donc, sans commettre une injustice, condamner comme fraudeur celui même qui vend les substances falsifiées, s'il ne fournissait pas la preuve qu'elles lui ont été vendues telles par un autre marchand. Du reste, les experts-chimistes seraient toujours là, soit pour expertiser chez les marchands en gros dénoncés, soit pour dire si les marchands au détail pouvaient s'apercevoir de la falsification. Ensuite, il est des marchandises qui se vendent sans passer par plusieurs mains, et dont la qualité pourrait être aisément constatée ; la falsification du lait, par exemple, serait rendue entièrement impossible si l'on venait prélever des échantillons jusque dans les boîtes des paysans, sous les portes cochères.

Maintenant il nous reste à remercier de nouveau MM. Garnier et Harel du bien que nous les croyons destinés à faire. Nous avons beaucoup extrait de leur livre, mais c'était un moyen de faire son éloge et d'être utile à ceux des nôtres qui n'ont pas la possibilité de l'acquérir ; et, comme il est malheureusement trop probable que des marchands continueront longtemps à vouloir s'enrichir par des procédés criminels, nous espérons que les savants que nous venons de nommer poursuivront leur tâche laborieuse, en dévoilant toutes les sophistications qui ne peuvent échapper aux investigations de la science, et qu'ils auront toujours à la pensée ces quelques mots qui leur servent d'épigraphe :

« Il appartient à la science d'éclairer le monde, et chacun de ses efforts doit tendre au bien-être de l'humanité. »

VARIÉTÉS. — Les Goguettes.

(DEUXIÈME ARTICLE.)

Nous voici venus à la chanson sérieuse, que nous subdivisons en *guerrière, politique et sociale*.

Notre intention n'est pas toutefois de nous appesantir sur la première, qui ne nous offrirait en somme que des redites surannées, telles que ces éternels *guerriers* qui cueillent *d'immortels lauriers*, ces *soldats volant aux combats*, etc. ; tous lieux communs dont ne se repaissent même plus les vaudevilles. D'ailleurs, notre époque, assez peu belliqueuse, n'offre aucun aliment à la muse des batailles, qui eût été condamnée à un jeûne absolu, n'était l'épisode de Mazagran, dont elle s'empara, l'affamée ! pour — après mainte incursion dans la couleur locale : *burnous, boudjous ; en l'air les yatagans !* — constater que le commandant Lelièvre était *un fameux lapin !* Quelle bonne fortune pour elle, la pauvre délaissée, que les bulletins de M. Bugeaud !

La chanson politique, elle, eut un instant d'ébullition ; ce fut dans les premières années qui suivirent la révolution de juillet. On se rappelle alors que la rivalité ardente des partis semblait avoir embrasé l'atmosphère au sein de laquelle ils se débattaient ; cette fièvre qui bouillonnait dans toutes les têtes, qui passionnait tous les esprits, qui se traduisait sur la place publique par une polémique à main armée, se formulait dans les goguettes par des chants parmi lesquels, si nos souvenirs sont exacts, nous pourrions en signaler de remarquables. Mais depuis que, grâce à la salubre émancipation qui s'est opérée dans l'intelligence des masses, à

l'argument violent du sabre et du fusil a succédé l'argumentation calme et plus efficace de la discussion, la chanson politique, d'exaltée qu'elle était, s'est bizarrement métamorphosée en complaints qu'on pourrait croire sorties de la rue de Jérusalem. Qui la reconnaîtrait accoutrée de la sorte :

Royauté, république,
A vos luttes sans frein,
A votre politique
J'oppose mon refrain :
Accents de la goguette, etc.

ou ainsi :

Foin de la politique!
Pour faire une chanson,
Ma muse, sans façon,
Prend un refrain bachique :
Des flacons vivent les glouglous,
Des belles les baisers si doux, etc.

Comme on le voit, la chanson *politique* consiste à ne l'être pas. Qu'elle persévère, du reste, dans cette fin de non-recevoir, qui peut donner la mesure du tact et de l'à-propos dont sont doués ses auteurs. En effet, quel moment ont-ils choisi pour abdiquer? Celui juste où la politique semble s'être assimilée à tout. Qu'on en juge : pour quiconque veut voir et se rendre compte, qu'est-ce que cette grande question qui s'agite de toutes parts, cette lutte des intérêts, des besoins, des droits, qui nous travaille? Qu'est-ce que ces efforts persévérants d'un côté, de l'autre cette résistance qui tend chaque jour à s'organiser, entre les salariants et les salariés? Qu'est-ce, enfin, que cette balance de la production et de la consommation, dont chacun cherche l'équilibre, et à laquelle nul ne peut porter la main sans toucher en même temps à toutes les lois de l'équité, à toutes les conditions de l'existence, à toutes les exigences sociales, des plus infimes aux plus graves, sinon une preuve évidente, irrécusable que la politique est intimement liée à chacune des causes par et pour lesquelles la société existe, qu'elle intéresse tout le monde, qu'elle est une science de droit commun? Et c'est à l'heure où, comme disent les prospectus, « le besoin s'en fait généralement sentir », c'est à ce moment que des hommes considérés à tort ou à raison comme les plus intelligents de leur classe, des vœux de laquelle ils devraient s'inspirer; c'est au milieu de cette agitation morale dans laquelle se remuent tant d'intérêts lésés, tant d'espérances légitimes, qu'ils répondent par ce veto absurde : — *Foin de la politique!*

Chacun sait qu'il est une race d'individus qui voient de très-mauvais œil le peuple se disposer à faire ses affaires lui-même. La longue insouciance dans laquelle nous avons vécu de nos droits et de nos devoirs semble les avoir habitués, bonnes gens! à cette douce sinécure, où, sous prétexte de défendre les intérêts généraux, ils savent si merveilleusement pourvoir à leurs satisfactions particulières; et Dieu sait comme de tout temps ils se sont évertués à nous démontrer que nos affaires n'étaient pas *notre affaire*. Beaucoup les ont crus, les uns par indifférence, le reste par bêtise. — *Foin de la politique!*

Mais au point où en sont les faits, quand les différends ont pris tous les caractères de la passion, lorsque les mauvais vouloirs se sont aigris jusqu'à la violence, et que la guerre industrielle paraît imminente (et devoir être acharnée, si l'on tient compte de symptômes sinistres que nous ne voulons pas évoquer ici), persister

dans cette quiétude est une folie; chercher à endormir notre vigilance serait.... quelque chose comme de la perfidie.

A la rigueur, cette renonciation, qui nous est prêchée, à toute connaissance de la chose publique, ne pourrait-elle pas être considérée comme la paraphrase d'un mot d'ordre donné, par les parvenus qui se trouvent si bien de la diriger seuls et sans contrôle de l'opinion, à ceux de notre sphère qu'ils jugent devoir jouir parmi nous d'une certaine prépondérance. — « Maintenant que les prétentions intellectuelles se sont fourrées partout, se seront dit quelques-uns de nos barons bourgeois; aujourd'hui que la littérature fourmille, que le peuple a ses poètes à lui, ne cherchons pas à lutter violemment contre cette conquête des basses classes. Tant que le nombre de leurs Pindares s'est borné à quelques phénomènes *incompris*, comme ils disaient, nous avons pu les étouffer sous notre dédain; mais aujourd'hui, peste! la phalange sacrée s'est accrue, à ce point qu'il nous faut compter avec elle; les muses populaires sont devenues une puissance, sinon par leurs effets, au moins par leur nombre. Quelle ville la plus petite, quel corps d'état le plus infime, quel atelier le plus obscur n'a pas de nos jours son *verailleur* et son écrivassier? Acceptons-la donc, cette puissance, mais pour l'utiliser à notre point de vue, pour propager nos idées, répandre nos principes : la chanson a de l'écho dans notre pays; emparons-nous de la chanson. Le peuple aura d'autant moins de défiance que les prédicants sortiront de son sein; est-ce donc si difficile de s'attacher ces Tyrtées plébéiens? Eh! mon Dieu! écoutez-les pour la plupart : ce sont des aspirations ardentes à sortir de leur obscurité, des regrets amers sur la condition où le sort les a fait naître, etc., etc. Des louanges à la vanité des uns, aux puritains (ce sont sans doute les plus misérables) quelque satisfaction plus substantielle, et ils sont à nous. Ce n'est ni difficile ni coûteux! » Supposez maintenant ce raisonnement d'en haut s'accouplant à quelque vanité d'en bas, et vous voyez éclore le précepte :

Foin de la politique!

Est-ce que par hasard l'auteur aurait fait de sa production une question de nourriture?

Après tout, il y a peut-être plus à se réjouir qu'à s'attrister de la défection de cet auxiliaire négatif, car si l'on admet l'influence de la chanson sur certains esprits paresseux, à qui elle tient lieu de toute instruction d'un ordre élevé, en ce qu'ils préfèrent, à la lecture aride, puiser là leur philosophie, par exemple; si l'on admet, disons-nous, son influence, nous ne pouvons qu'être émerveillés, pour ne pas dire autre chose, des bizarres préceptes qu'elle enseigne, des notions inouïes qu'elle donne, des principes incroyables qu'elle défend, en y rattachant des conséquences plus incroyables encore : ainsi la chanson *politique*, puisque c'est d'elle que nous parlons, comprend impérieusement l'histoire dans ses attributions. Or, combien ne l'a-t-elle pas outrageusement habillée, cette pauvre histoire! Pour n'en donner qu'un exemple, voici en quels termes certains poètes de goguettes appréciaient les hommes de notre première révolution :

Par la pensée, en remontant l'histoire,
Reportons-nous aux temps de la Terreur,
Où des tribuns, d'odieuse mémoire,
D'un peuple entier stimulaient la fureur.

Allez, chanson ma mie, abdez, abdez la politique, car,

dite de cette façon, elle a trop des allures de l'agent provocateur. Tenez-vous-en au *foin* ! et, en fait d'histoire, continuez à penser comme Grégoire.

Nous abordons la chanson *sociale*.

Nous croyons avoir dit que la chanson tient à la fois du caméléon et du protégé ; — elle s'imprègne des influences et se fait volontiers l'écho des nouveautés qui s'agitent dans le milieu où elle bourdonne. La longue et étrange paix dont nous jouissons a, comme chacun sait, fait éclore plus d'utopies pour réaliser le parfait bonheur dans notre France qu'il n'en faudrait pour donner la félicité surhumaine à toute la terre. Quoi qu'il en soit du plus ou du moins de valeur de ces divers systèmes humanitaires, leurs fréquentes apparitions n'ont pas lieu d'étonner : la position qu'on nous a faite nous condamnant à l'inaction, la pensée, violemment comprimée pour tout ce qui touche aux graves intérêts du dehors, a dû se replier sur elle-même, et s'absorber dans une contemplation absolue des plaies intérieures, de leurs causes et de leurs effets, jusqu'au moment où, sollicitée par ce besoin d'activité endémique à toute nature humaine, elle produit extérieurement, sous forme de livres, de brochures, de journaux, son travail interne. Ce sont ces théories qui ont déteint sur la goguette ; ce sont elles qui ont enfanté la chanson *sociale*.

Là encore, là surtout nous avons reconnu un symptôme grave, une tendance malheureuse. Nous aurions à signaler, si nous voulions approfondir le sens de la plupart des chansons que nous avons entendues, un sentiment âcre et haineux qui, nous le disons à regret, pourrait n'être pas sans laisser des traces fâcheuses dans les esprits auxquels elles s'adressent, chez les pauvres dont elles provoquent énergiquement les griefs ; — et Dieu et nous pouvons dire s'ils sont fondés ! — Dans presque toutes ce sentiment se manifeste amer, lamentable, fatal. Tantôt c'est une protestation plaintive dans la bouche d'un galérien :

Pauvre forçat ! je gémis dans les chaînes ;
Je suis partout un objet de pitié :
Pas un ami, pour soulager mes peines,
Ne vient me dire un seul mot d'amitié....

.....
Nous étions cinq, et nous mourions de faim !

.....
Oui, j'ai volé pour nourrir ma famille !...

Ils m'ont jugé ! — mais sans vouloir m'entendre :
Tel est l'abus que l'on fait de nos lois.
Dans sa douleur, pour se faire comprendre,
Le malheureux n'a pas même ses droits.
Loin de frémir aux yeux d'une victime,
La conscience, hélas ! ne leur dit rien ;
Et d'une faute ils en ont fait un crime :
Plaiguez ! plaiguez le pauvre galérien !

tantôt c'est un paradoxe éhonté, comme dans la chanson intitulée : *Un voleur*, où l'on excuse le vol, comme dans l'œuvre ci-dessus on tentait presque de le justifier. Un jeune ouvrier est conduit au crime pour satisfaire aux caprices de luxe de nous ne savons quelle fille perdue dont il s'est enamouré ; il lui a donné progressivement des fleurs, puis des diamants, puis une voiture... Par Dieu ! le style de cette bucolique de bague est assez curieux pour que nous en donnions un échantillon :

Quand de ses pieds je baisais la poussière,
Pouvais-je donc les lui laisser meurtrir
Par des cachots faits d'une peau grossière (textuel) ;

Dans leur enceinte elle aurait pu souffrir !
Au grès jamais le satin ne s'allie :
D'un char il veut la soyeuse paroi... etc.

Pour contenter ses désirs de coquette,
La probité ne me suffisait pas :
Une nuit donc.... j'avais perdu la tête !
Je dérochai.... Lise avait tant d'appas !

Que dites-vous de l'excuse !.... *Lise avait tant d'appas* ! — Et se repent-il, ce larron par amour ? Écoutez :

.... Oh ! je le crains ! si j'étais libre encore,
Peut-être irais-je encor *me retenir* !
Mon Dieu ! pardonnez-moi :
Celle que j'aime est si jolie !...

Connaissez-vous un plus grossier démenti, nous ne dirons pas à la morale, à la justice, aux devoirs sociaux, mais au sens commun ? et convenez que si quelque chose l'emporte sur l'absurdité de la pensée, ce n'est que la niaise impudence avec laquelle elle est dite !

Enfin nous arrivons à des chants où la fatigue du malaise se traduit par une ironie âpre et mordante, où le défi s'exalte jusqu'à la menace :

A vous verser la débauche se lasse,
Riche ! et Lazare agonise à vos pieds.
Vous lui comptez les miettes qu'il ramasse :
Comptez-vous donc vos mets multipliés ?
— Loin du festin chassez ce misérable !
— Non ! car voici le doigt de Balthazar...
Faites-nous place, ou nous brisons la table !
Il est bien temps que chacun ait sa part !

Ici, on ne peut se le dissimuler, c'est un esprit de révolte nettement accusé, l'impatience de tout frein, la rébellion contre toute discipline ; ce n'est pas le libre exercice des droits que l'on réclame, ni la répartition plus équitable des charges et des bienfaits de la société, ni la participation aux devoirs civiques pour les classes violemment exherédées, ni l'amélioration progressive du sort de ceux qui souffrent sans justice, c'est la satisfaction des appétits, c'est l'indépendance sans plus, l'indépendance absolue. Quel que soit l'aspect sous lequel se présente cette idée fixe, la face qu'elle adopte, le masque qui soit en scène, esclave, contrebandier, fille de joie ou vagabond, c'est toujours le même drapeau au nom du même dogme : le libre arbitre du loup dans le bois, de l'Indien dans son wigwam, du bandit dans sa caverne !

Eh bien ! cet esprit est affligeant, nous le répétons ; il peut, dans un temps donné, avoir les résultats les plus sinistres. Le public des goguettes, il faut le reconnaître, est généralement intelligent : et quoi de plus ennemie d'elle-même qu'une intelligence faussée aux jours de calme ? quoi de plus redoutable pour autrui aux jours de la tempête ? Quel moyen de la ramener ou de la contraindre sans qu'elle puisse, à l'aide de quelque paradoxe, crier à la tyrannie et à l'oppression ? Encore une fois, les récriminations sans résultat sont oiseuses, quand elles ne sont que cela : des défis n'ont jamais valu des raisons ! Quiconque a la puissance de penser et d'écrire doit avant tout se bien pénétrer de la noblesse de cette faculté et s'inspirer des devoirs qu'elle lui impose ; s'il irrite les passions au lieu d'éclairer les esprits, il forfait à la mission que Dieu lui a confiée en le dotant d'un trésor dont il n'est que le dépositaire, et qu'il doit dépenser loyalement à secourir toutes les indigences intellectuelles qu'il rencontre sur son chemin dans ce monde. Qu'il songe, celui-là, qu'il lui sera demandé compte de l'emploi de ces richesses de son âme, et que leur mau-

vais usage, s'il les a prodiguées en maximes frivoles ou dangereuses, lui sera imputé à crime plus sévèrement encore que s'il les avait avarement mises en pratique et conservées pour lui seul !

Et dans quel but, et au nom de quels principes ces prédications de découragement, ces théories du désespoir ? C'est méconnaître étrangement les destinées et les affections du peuple que de lui prêcher la conquête des réformes d'une manière insolite et brutale ! car aujourd'hui qu'il comprend toute sa tâche, aujourd'hui qu'il est éclairé sur sa mission véritable, sa ligne de conduite est toute tracée dans sa conscience. La première réforme à accomplir, c'est de nous rallier, de nous éclairer, de nous secourir, c'est de réprimer nos faiblesses, de façonner nos mœurs, et nous, qu'on a faits humbles et petits, de commencer notre ascension en nous élevant d'abord par l'âme !

Chose bizarre ! la plupart des chansonniers goguettiers ont éternellement aux lèvres le nom du poète le plus complet de ce temps-ci : Béranger ! — Ils l'ont lu : soit ; ils le citent : bien ; — c'est-à-dire, bien, d'aucuns le citent fort mal. — Mais l'avoir médité, compris ? il est plus que permis d'en douter. Car enfin quel sentiment, quelle intention avez-vous daigné manifester de vouloir marcher sur les traces de ce maître ? Que voit-on à chacun de ses feuillets ? à chaque ligne ? à chaque mot ? — La gloire dans le passé ; l'espoir pour l'avenir ! — c'est l'espoir incarné que ce vaste génie qui a pris toutes les formes, traité tous les genres, et s'est montré tour à tour majestueux, touchant, ironique, supérieur partout, d'une vérité sublime toujours ! — Oh ! si vous le saviez *par cœur*, comme vous prétendez, est-ce que vous n'auriez pas sans cesse dans vos chants la patrie et le peuple, — ce qui est bon et beau — pour mobiles ? est-ce que vous n'auriez pas de l'exaltation pour elle ? est-ce que vous le décourageriez, lui ? Est-ce que l'espérance n'est pas la corde la plus sonore, la plus mélodieuse du luth de notre Homère populaire, enthousiaste sans emphase, tendre sans fadeur, et d'un naturel si délicat ! O goguettiers, qui tous le reconnaissez pour maître, que ne le prenez-vous sérieusement pour modèle ? Il vous en a laissé dans tous les genres, ô disciples rétifs ! — Et, dites-nous : est-ce que votre Dieu, *qui s'en f... pas mal*, est de la même espèce que son vieillard placide qui consent à ce que le diable l'emporte s'il comprend rien à la manière dont on se comporte sur la terre en général, et dans les goguettes en particulier ? Sont-ils frappés de la même infortune, ce pauvre vieux vagabond qui n'en veut pas aux riches malgré tous leurs dédains, car *il a bien dormi sur leur paille*, et votre misérable forcené qui vient briser la table de leur banquet pour jouir à leur place ? Son mendiant est chrétien, le vôtre est odieusement égoïste ! Ses *Bohémiens* sont franchement fatalistes, mais votre galérien, qu'est-ce autre chose qu'un lâche et lamentable mensonge ?

Mais qui donc oserait établir une similitude quelconque entre ses originaux et vos copies ? quelle parenté si lointaine peut-il exister entre ses œuvres et celles qui prétendent l'imiter, sinon le continuer ? quel rapport entre ses hymnes et les vôtres, ses odes et les vôtres, ses satires et les vôtres ? ses appréciations, ses caractères, ses peintures de mœurs, et les vôtres ; enfin, si nous poussons cet examen jusqu'à son extrême limite, nous dirons, quoiqu'il nous répugne, entre sa gaïdriole et les choses cyniques et abominables que vous appelez de ce nom ? Que si vous nous répondiez *Zirzabelle* ou *madame Barbe-Bleue*, nous dirions que,

grâce à Dieu, ce n'est pas à ces bluettes oubliées qu'il doit d'être célèbre, et qu'il faudrait une absence bien complète de pudeur et de tact pour oser justifier les turpitudes d'un sot en arguant des erreurs d'un esprit d'élite. Eh ! mon Dieu ! ces erreurs, est-ce que l'engouement inepte et grossier auquel elles ont dû leur publicité éphémère ne leur est pas une suffisante expiation ?

Au moment de clore cette seconde série des œuvres de la goguette, nous devons cependant rendre justice à quelques efforts tentés pour imprimer une meilleure direction à ce genre de plaisirs ; mais que sont quelques tentatives sans écho, quelques protestations isolées à opposer aux obscénités triomphantes dont nous avons donné de rares échantillons dans notre premier article ?

Nous nous étions proposé, à notre point de départ, d'étudier l'esprit de la goguette, ses tendances, son but ! — et nous en sommes arrivés à ce triste résultat : que l'esprit général en est pernicieux. — Nous en avons fourni la preuve.

On nous accusera de n'avoir cité que ce qui pouvait justifier nos plaintes ; peut-être dira-t-on qu'il existe de ces œuvres *badines*, décemment gazées, qui ne doivent être considérées que comme d'innocentes joyeusetés, d'agréables plaisanteries. Nous répondrons que rien de ce qui est contraire à la morale, légèreté, équivoque, double sens, etc., ne saurait être innocent ni plaisant ! Il y a là des jeunes gens qui applaudissent, des femmes qui entendent, des enfants qui rient ! Après tout, doit-on faire si bon marché du respect humain ? vivons-nous à une époque tellement puritaine, sommes-nous si vertueux que des images immodestes, des peintures lascives, puissent traverser notre âme sans y laisser leur souillure : croit-on aussi que les corruptions et les scandales au milieu desquels nous vivons soient bien faits pour nous fortifier dans la voie d'une austérité rigoureuse ? Croit-on que ces alluvions incessantes de maximes égoïstes, vénales et dépravées qui nous viennent de toutes parts, d'en haut, des côtés et des couches intermédiaires, ne doivent pas tôt ou tard nous laisser enfouis sous leur limon, puisque, comme on l'a dit, nous sommes les *bas-fonds* de la société ! et n'est-ce pas un devoir, un devoir sacré que d'opposer une digue à cette monstrueuse avalanche ? Il est temps encore ! Sans contredit les turpitudes que nous avons traînées jusque dans nos colonnes ont été jusqu'ici sans dangers réels pour nos mœurs ; sans doute les types qu'elles représentent sont sans modèles parmi nous ; ce ne sont que de hideux fantômes qui peuplent des imaginations en délire, des cerveaux déformés par les excès de l'orgie nocturne ! Sans conteste, il n'est pas d'homme qui consentît à vivre de *l'innocence vendue* de Manon chez ceux qui pensent ce que nous écrivons. Mais il y a de nos jours et dans nos adversaires des hommes qui ont intérêt à croire que ces personnifications monstrueuses sont nos portraits véritables ; il est des gens pour lesquels ces infamies sont une bonne fortune, qui les colportent, les répandent, et disent : « Que voulez-vous attendre du peuple ! Le voilà peint par lui-même ! » Et c'est contre cela surtout que nous protestons ; c'est en prévision du mal qui peut en advenir que nous dénonçons au mépris les sots de notre classe, qui par vanité ou par aveuglement se font à leur insu les complices de nos ennemis !

Quelle gloire ou quel profit retirent ces troubadours ténébreux de leurs fangeuses prouesses ? De ce qu'une femme que la curiosité a conduite dans leur entourage aura rougi à la révélation des mœurs de certains bouges ; de ce qu'un enfant, amené là par

l'ignorance, aura ri d'une gravelure plutôt pressentie que comprise ; de ce qu'ils auront terni ces deux innocences, en seront-ils purifiés ? Nous ne sachions pas que le manque de respect pour soi-même autorisât le dédain envers les autres : quand on porte en soi l'infection, on se condamne au lazaret. Oui, dans de pareilles conditions, l'esprit de la goguette est pernicieux et mauvais : nos lecteurs le comprendront, si, après cette rapide analyse des œuvres, ils veulent nous suivre dans la revue qui nous reste à faire du personnel des goguettes.

(La fin à un prochain numéro.)

FAITS DIVERS.

— On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

« Depuis quelque temps, les ouvriers en papiers peints, qui sont en si grand nombre dans le faubourg Saint-Antoine, se sont coalisés pour obtenir tout à la fois une augmentation de salaire et le renvoi de plusieurs ouvriers allemands. Les entrepreneurs avaient cherché par tous les moyens de douceur et de conciliation à les faire rentrer dans le devoir ; mais voyant que cet état se prolongeait, ce qui leur causait le plus grave préjudice, ils se sont déterminés à réclamer l'intervention de l'autorité judiciaire. Sur la plainte portée par eux, une instruction a commencé et a été confiée à M. Legonidec. Déjà, sur mandats décernés par ce magistrat, plus de soixante ouvriers, signalés comme les meneurs de la coalition, ont été arrêtés. Tout porte à croire que cet acte fera cesser cet état de choses aussi préjudiciable aux fabricants qu'aux ouvriers et à leurs familles. »

Ces faits sont évidemment dictés par l'esprit de partialité qui distingue la *Gazette des Tribunaux* ; elle donne comme vraie une relation que nous nous croyons fondés à démentir presque de tous points. Ce journal peut d'autant mieux altérer la vérité des faits que les ouvriers ne réclament jamais, d'abord parce qu'ils lisent peu les journaux, ensuite parce qu'ils n'ont pas le moyen de faire connaître leurs réclamations au public. Nous répétons donc à tous les ouvriers qui se trouveront dans le cas des ouvriers en papiers peints qu'ils sont invités à nous apporter directement au bureau tous les renseignements qu'ils croiront utiles, afin que nous puissions les défendre, soit dans notre journal, soit en réclamant auprès de quelques organes de la presse quotidienne.

— La loi sur le travail des enfants dans les manufactures est loin d'être rigoureusement exécutée. Le *Glaneur du Haut-Rhin* signale une contravention à cette loi, pour laquelle le tribunal correctionnel de Belfort, vient de condamner à une amende de 350 fr. M. Danieleck, fabricant à Cernay, et à une amende de 20 fr. seulement M. Kambly, fabricant d'allumettes chimiques. Le moyen employé pour constater ces fraudes, ajoute le *Glaneur du Haut-Rhin*, consiste à interroger les enfants, non sur la durée réelle de leur travail (les instructions qu'ils reçoivent à cet égard leur enjoignent de répondre suivant l'esprit de la loi), mais sur l'heure où ils arrivent à l'atelier et sur celle où ils en sortent. Comme ces malheureux obéissent machinalement, il n'est pas difficile de les circonvenir et de tirer d'eux la vérité.

A Paris même cette loi n'est nullement exécutée ; nous pourrions citer vingt filatures de laine où l'on emploie beaucoup de jeunes enfants contrairement aux prescriptions de la loi.

— Une excuse souvent alléguée par certains boulangers pour se dispenser de livrer des pains ayant le poids légal, c'est que ce sont des pains de fantaisie. Cette excuse ne peut cependant prévaloir sur les termes formels d'un règlement de l'autorité municipale, qui détermine le poids que doit avoir indistinctement tout pain mis en vente. C'est ce que vient de juger la cour de cassation, en cassant un jugement du tribunal de Maubeuge, qui avait acquitté un boulanger prévenu d'avoir vendu du pain qui n'avait pas le poids légal.

Le *Bourdon* s'exprime ainsi sur cette question, qui est d'un grand intérêt pour les ouvriers :

« Sur la totalité du pain qui se vend, il n'y en a pas un sixième qui soit pesé. Sans parler du nombre de boulangers qui se servent de faux poids (ce que justifient les contraventions qui sont publiées journellement et dont la plupart passent inaperçues), il y a

le portage à domicile et les personnes qui n'osent pas pousser la mesquinerie jusqu'à forcer le marchand à peser le pain devant eux, et cet abus durera aussi longtemps que le système actuel de vendre le pain.

« Dans cette situation, que reste-t-il à faire ? — Nous allons répéter le moyen que nous avons déjà proposé : mettre la vente du pain dans la catégorie de tout ce qui se vend au poids, tels que la viande, le sucre en pains, etc. ; vendre le pain selon le poids qu'il comporte, et au prix fixé par la taxe ; punir selon toute la rigueur des lois ceux qui, pour forcer le poids, ne le livreraient pas de bonne qualité, et ceux qui tromperaient volontairement sur le prix par la combinaison des poids ; recommander une surveillance active aux autorités ; et enfin, ce qui serait plus efficace que un franc d'amende, faire afficher, dans les localités, le nom des marchands qui ont subi une condamnation pour avoir trompé le public. Ce dernier moyen pourrait s'appliquer à tous les marchands en général avec le plus grand succès. »

— Voici les curieux résultats des comptes-rendus par les deux bureaux de charité de la Corse, et publiés dans le tome 1^{er} de la *Statistique de la France* (administration publique) :

	Recettes des bureaux de charité.	Dépense des bureaux. (Administration, personnel et matériel.)	Secours distribués.
1833.....	12,914 fr.	7,962 fr.	4,845 fr.
1834.....	12,728	12,400	100
1835.....	13,595	13,556	•
1836.....	13,384	13,258	200
1837.....	10,884	10,217	230
1838.....	9,981	9,953	236
1839.....	10,445	10,318	20
1840.....	11,566	11,427	20
1841.....	12,665	13,653	•
	108,162	102,744	5,651

Le nombre des indigents secourus a été de 25 à 30 ; la moyenne des secours accordés a été de 2 fr. 32 c. en 1834, et 80 c. en 1839.

Nos lecteurs tireront eux-mêmes de ces chiffres étranges une conclusion ; ils comprendront comme nous ce que vaut la philanthropie de nos gouvernants, lesquels nous semblent avoir mis parfaitement en pratique, surtout pendant les années 1835 et 1841, cette maxime : *Charité bien ordonnée commence par soi-même.*

— Les communes des environs de Paris envoyaient autrefois leurs infirmes et leurs aliénés à l'administration des hospices ; mais cette administration exigeant maintenant une somme de 200 à 300 fr. par chaque individu, à la charge des dites communes, les employés donnent aux malheureux qui leur réclament des secours le conseil d'aller mendier à Paris. Là, disent-ils, un sergent de ville vous arrêtera, vous passerez en police correctionnelle, et l'on vous enverra au dépôt de mendicité de Saint-Denis.

— On lit dans la *Sentinelle de la Marine* du 24 :

« On a congédié depuis deux mois près de quatre cents ouvriers d'Indret, établissement consacré à la construction des machines à vapeur de la marine de l'État. »

— Quelques journaux donnent la nouvelle suivante :

« Parmi les maisons que l'on doit abattre autour du palais de Justice, l'une d'entre elles sera respectée par cela seul que Voltaire y a reçu le jour ; en outre, une inscription rappelant la date de sa naissance sera placée au-dessus de la porte d'entrée. »

On ferait bien d'ajouter à cette inscription les deux phrases suivantes, que cet homme célèbre, dans ses moments d'épanchements, écrivit au confident de ses pensées intimes, d'Alembert :

« Je mourrai bientôt et ce sera en détestant la France, ce pays « des singes et des tigres, où la folie de ma mère me fit naître. » (7 août 1766.)

« Je vous recommande beaucoup de mépris pour le genre humain. » (8 avril 1771.)

Le Gérant : PASCAL.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 32, rue de Seine.

L'ATELIER,

ORGANE DES INTÉRÊTS MORaux ET MATÉRIELS DES OUVRIERS.

—• RUE PAVÉE-SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 11. —•

Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger.

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Cette feuille, qui paraît du 5 au 10 de chaque mois, a été fondée et est *exclusivement* rédigée par des ouvriers de toutes professions; un jury de rédaction, élu tous les semestres par les actionnaires ouvriers, est chargé de l'examen des articles à insérer. — Tout ouvrier peut participer à la rédaction de *l'Atelier*, sous les deux conditions suivantes : 1^o justifier qu'il est bien l'auteur des articles qu'il propose ; 2^o se soumettre aux corrections indiquées par le jury.

SOMMAIRE.

Guerre à l'aristocratie anglaise. — Revue du mois. — Luites du travail contre le capital : Angleterre, Allemagne, France. — M. Ch. Dupin et l'organisation du travail. — Le compagnonage et les journaux. — Avenir, poésie. — Faits divers. — Table des matières contenues dans le journal depuis sa fondation.

GUERRE A L'ARISTOCRATIE ANGLAISE.

Dans la situation actuelle de l'Europe, les moindres événements peuvent amener une conflagration générale, un nouveau choc sanglant des nations révolutionnaires contre celles qui défendent l'absolutisme. Les affaires de Taïti et du Maroc en sont un témoignage ; elles ont amené pour la France une situation à peu près semblable à celle de 1840, et, comme à cette dernière époque, on a pu croire un instant que la lutte allait s'engager entre l'Angleterre et nous, malgré les répugnances invincibles des hommes qui nous gouvernent pour une guerre qu'ils ne savent que trop bien être au-dessus de leurs forces. Une guerre européenne, c'est en effet la ruine du juste-milieu. Seule, la passion révolutionnaire aurait le pouvoir d'organiser une résistance sérieuse à la nouvelle coalition qui se formerait ; la guerre de propagande, la guerre de principe est la seule qui pourrait être faite, et nos hommes d'Etat auraient beau se coiffer du bonnet rouge et entonner *la Marseillaise*, nous doutons fort qu'ils fussent pris au sérieux : les nations qui se sont levées en 1830 à leur voix ont appris quel fond on pouvait faire sur leurs promesses.

Tôt ou tard cependant la question de la guerre se posera irrévocablement : l'énergie nationale saura bien alors préparer les conditions de la lutte, de manière à laver la France de l'abandon involontaire dans lequel elle a laissé en 1830 ceux qui généreusement ont péri en voulant l'imiter, et dont les cadavres amoncelés lui ont servi de rempart contre ses ennemis extérieurs. La guerre contre l'Angleterre est populaire en France, et, quoi qu'en disent quelques conservateurs qui prétendent que c'est là de la brutalité et de la férocité (leur raison intime est que la guerre coûte, et qu'il faudrait payer), le peuple a de sérieux et graves motifs pour se préparer à un combat qu'il ne provoquera pas d'ailleurs, mais qu'il acceptera avec ardeur et confiance.

Ce ne sera pas, comme on le dit quelquefois poétiquement et sentimentalement, deux nations libres et intelligentes qui vont

se ruer l'une sur l'autre comme des barbares, alors qu'elles pourraient être d'accord et s'associer pour faire triompher par toute la terre les idées de justice et d'humanité. Non, l'accord entre le *peuple* français et le *gouvernement* britannique est impossible. Nous nous servons à dessein des mots *peuple* et *gouvernement* pour bien spécifier la nature de nos haines nationales ; nous isolons le peuple anglais de l'aristocratie qui l'accable en le gouvernant, et cette distinction n'est pas un produit de notre imagination ni de nos passions. La plus complète expression du peuple anglais, la partie active de la nation, l'association chartiste enfin, a blâmé solennellement les idées de guerre que manifestait dernièrement le *gouvernement* anglais : elle a très-bien reconnu que dans cette guerre *le peuple anglais serait l'instrument d'une faction oppressive de tous les peuples* ; elle a seulement, par un sentiment que nous comprenons et que nous partageons, fait des réserves pour le cas très-improbable d'une invasion de son pays par une armée française.

Nous tenions à établir ce point, que la haine populaire chez nous s'adresse exclusivement à l'aristocratie britannique : il nous reste à justifier cette haine. — Non, répétons-nous, un accord est impossible entre nous et l'Angleterre, tant que cette nation sera exploitée par la plus infâme aristocratie qui ait jamais opprimé un peuple. Non, la France n'aura pas de repos qu'elle n'ait purgé la terre d'un pareil gouvernement. Non, il n'y aura pas de relations amicales possibles entre les nations tant qu'existera une diplomatie pour laquelle tous les moyens sont bons. Non, il n'y aura pas espérance d'organiser le travail tant que la propriété anglaise torturera des millions d'hommes pour faire concurrence à toutes les nations industrielles. Non, la misère des peuples ne pourra être amoindrie que par la chute du système anglais : les ouvriers anglais en conviennent eux-mêmes. — Et l'on parle d'accord possible ! de la direction morale du monde à partager entre la France et l'Angleterre !...

Ces aristocrates anglais sont incorrigibles : une guerre européenne les détrônera. Où donc serait aujourd'hui leur puissance alors que leur oppression révolte contre eux leurs victimes ? Ecoutez l'Irlande : elle frémit de joie en voyant la guerre s'approcher ; car c'est pour elle le signal de la liberté ! Elle fait partie de l'Angleterre encore, et déjà elle dicte les conditions auxquelles

elle défendrait la nationalité qu'on lui a imposée. Ces conditions, c'est la séparation de l'Irlande, c'est la désertion de cette nationalité dont elle a honte, et peut-on croire qu'une fois sa liberté obtenue, l'Irlande ne voudrait pas rentrer en possession de son sol ! *L'Irlande aux Irlandais*, a dit O'Connell, et ce n'est pas seulement le gouvernement qu'il veut pour ses compatriotes, c'est aussi la propriété. L'Irlande oublierait-elle aussi qu'elle est catholique comme la France, et que l'Angleterre est protestante ?

Et ces millions d'hommes que l'industrie anglaise abrutit et énerve par l'excès du travail ou de la misère, le gouvernement anglais réfléchit-il que ce sont des adversaires et non des soutiens de sa cause ? Pense-t-il que ces masses, au sein desquelles pénètrent les idées sociales, ne profiteront pas de ses embarras extérieurs pour essayer un soulèvement, et changer l'organisation politique qui consacre leur abominable exploitation ? Et les agriculteurs anglais, dont les haines contre les abus de la propriété ont été jusqu'à l'incendie et à la dévastation des récoltes, espère-t-il calmer leurs souffrances par l'annonce d'une guerre ?

Oh ! l'Angleterre est trop sourdement minée par les cris de détresse de ses enfants déshérités pour qu'elle puisse continuer longtemps son œuvre de domination oppressive ; elle tentera encore de remuer l'Europe en semant l'or : la corruption, voilà le seul moyen qui lui reste. Elle l'essaiera sur la Russie, qui pourra peut-être faire taire un moment son esprit de conquêtes lointaines et sa rivalité, en face des dangers auxquels les aristocraties européennes sont exposées par le contact du foyer révolutionnaire de la France ; mais la Pologne n'est pas morte, et elle peut encore combattre avec la France en se relevant, si celle-ci a à sa tête des hommes qui aient à cœur de payer nos vieilles dettes. Quant à l'Allemagne, l'élément révolutionnaire est dans son sein : le problème de l'organisation du travail la tourmente à son tour ; ses peuples, d'ailleurs, soulevés en 1815 contre la France au nom de la liberté, savent ce qu'ils ont gagné à soutenir leurs despotes, et l'on peut penser qu'ils ne s'y laisseront point reprendre une seconde fois.

Une coalition nouvelle se formera cependant, nous n'en doutons pas, contre la France révolutionnaire : celle-ci y est préparée. Elle n'a pas reculé alors que ses adversaires étaient bien plus forts et bien plus nombreux ; elle les attendra encore de pied ferme, et la guerre, que les conservateurs appellent un fléau ou un jeu sanglant de la force et du hasard, sera un véritable bienfait pour l'humanité, puisqu'elle détruira la puissance de ses plus iniques exploiters. Le succès n'est pas douteux : d'un côté les aristocraties de l'Europe, les privilégiés de la naissance et de la fortune, aidés par des mercenaires imbéciles que le bâton seul maintient sous la discipline ; de l'autre, un peuple tout entier, rompu au métier des armes, et qui défend ce qui lui a été de tout temps plus cher que ses foyers mêmes, ses idées et le rang auquel elles l'ont porté.

REVUE DU MOIS.

Chaque mois nous venons constater les tristes actes du gouvernement papal et des autres gouvernements de l'Italie : c'était, le mois dernier, Joseph Gardenghi, accusé d'avoir pris part à la dernière insurrection, et condamné à être fusillé par derrière ; Rafaël Minelli, veuf avec enfants, condamné à dix ans de galère et à la confiscation, pour avoir donné asile à l'un des insurgés. Quinze

exécutions de patriotes ont aussi eu lieu en Calabre, dans le mois de juillet : on rapporte, à cet égard, des détails d'une insigne cruauté. La malheureuse Italie, arrosée tant de fois du plus pur sang de ses fils, ne deviendra-t-elle donc pas féconde pour la liberté ? Dans l'attente du jour glorieux de la délivrance, puisse, à travers les Alpes, lui arriver l'écho des larmes sympathiques que répand la démocratie française sur le sort de ses généreux enfants !

Joseph Bonaparte est mort. Que le silence d'oubli qui se fait autour de cette tombe soit la leçon des hommes qui seraient tentés de désertir la cause sainte de la nationalité !

En France, l'opinion publique est encore vivement agitée par l'affaire de Taïti. Voici les faits. On se rappelle que notre protectorat, demandé et accepté avec reconnaissance par les naturels, avait été bientôt tellement compromis par les intrigues et les menées de M. Pritchard, consul anglais, et des missionnaires anglicans, que M. Dupetit-Thouars, après avoir pris l'avis de son état-major, avait été forcé de changer ce protectorat en prise de possession. La conduite ferme de nos marins et les travaux imposants accomplis à la suite de cet acte ne découragèrent pas M. Pritchard et ses dignes acolytes ; seulement ils continuèrent leurs coupables manœuvres sur des points de notre conquête plus éloignés. Ils y organisèrent des complots permanents contre l'autorité française. D'abord ils essayèrent de nous chasser par la famine en créant une disette factice ; ensuite ils déchaînèrent contre nous des criminels déportés, qu'ils chargèrent d'allumer la révolte parmi les indigènes. Le gouvernement prit des mesures énergiques et rendit un arrêt dans le but d'empêcher le détournement des subsistances. Cet arrêté fut foulé aux pieds par les chefs qui s'insurgèrent. Sur ces entrefaites, un émissaire, saisi par les Français, fut trouvé porteur d'une missive qui dévoilait la part que Pomaré et M. Pritchard avaient prise à ces actes hostiles. L'ex-reine, prévenue à temps, se réfugia en toute hâte sur le navire anglais *Basile* ; mais l'intrigant Pritchard, qui s'était dépouillé de son titre de consul, sans doute pour conduire l'insurrection en toute liberté, fut arrêté par l'ordre de M. d'Aubigny, commandant par intérim des îles de la Société, et gardé à vue, dans un blocus, durant quelques jours, jusqu'à l'arrivée de M. Bruat, qui consentit à le remettre au commandant de la station britannique, sur sa promesse formelle de ne le débarquer sur aucun point de nos possessions. Ceci se passait le 3 mars. Quelques jours après, les conséquences déplorables de l'odieuse conduite de ces missionnaires se sont produites : il s'est élevé une révolte, et le sang français a coulé dans une lâche embuscade.

Tels sont les faits qui ont d'abord causé une si vive émotion en Angleterre et en France. Nos voisins ont aussitôt crié qu'on avait attenté à l'inviolabilité de leur consul, et M. Pritchard, récemment débarqué, est venu exalter les passions haineuses des vendeurs de bibles. La conduite ferme, courageuse, des marins français, en présence des basses intrigues de ses agents, a froissé l'orgueil britannique, et d'anciennes rivalités nationales se sont envenimées. Le gouvernement a déclaré à la tribune, par l'organe de ses ministres, qu'une réparation devait être faite à l'Angleterre de la grossière injure faite à son agent ; qu'il allait adresser une demande formelle, à ce sujet, au cabinet français. « Déjà, sur notre première réclamation, disait lord Aberdeen, ce gouvernement s'est empressé de désavouer MM. Dupetit-Thouars et Bruat. »

On voit quel degré de hardiesse avaient communiqué à no-

tre alliée magnanime les sacrifices incessants faits par le Système à la cordiale entente. Mais bientôt l'affaire de Taïti s'est compliquée d'une série de faits qui touchent à la question de la souveraineté maritime de l'Angleterre, tandis que cette affaire n'intéresse que son amour-propre national. On se rappelle que, le mois passé, une phase nouvelle de notre occupation de l'Algérie s'était produite. L'émir Abd-el-Kader, repoussé par nos armes, s'était jeté dans le Maroc, y avait prêché la guerre sainte, organisé une armée et bientôt réussi à nous faire attaquer sur notre territoire par un peuple habitué, depuis longues années, à transmettre à nos ennemis les secours britanniques. Après plusieurs attaques, auxquelles le fils de l'empereur avait pris part, notre gouvernement s'était décidé à envoyer une escadre dans la Méditerranée, sous les ordres du prince de Joinville. Les nouvelles de l'expédition et le langage du cabinet firent longtemps croire à une solution pacifique du différend. Cependant M. de Nion, notre consul, avait présenté un ultimatum auquel il devait être fait droit le 2 août. Ce jour, aucune réponse n'était parvenue. L'amiral n'attendait, pour commencer le feu, que la certitude que M. Hay, consul anglais à Tanger, était en sûreté. Le 4, cependant, parvint une lettre qui, plus humble que les précédentes, renouvelait toutefois des propositions inacceptables. Le prince jugea que cette missive avait pour but de nous amuser et de gagner ainsi du temps jusqu'à la mauvaise saison. Enfin, le 5, parvinrent à la fois la nouvelle de la présence du consul anglais à Mogador, et l'ordre du gouvernement de commencer les hostilités, si la réponse à notre ultimatum n'était pas satisfaisante. Le 6 au matin, les batteries de Tanger furent attaquées. L'amiral avait ordre de respecter la ville. En deux heures on avait fait cesser le feu des batteries, celui de la côte, et ruiné les fortifications. L'ennemi accuse une perte de cent cinquante hommes et quatre cents blessés; de notre côté, il y a eu trois morts et seize blessés. Cette expédition s'est accomplie en présence de bâtiments de toutes les nations, venus pour assister au combat, et, après l'affaire, les commandants des navires étrangers se sont présentés en personne pour complimenter l'amiral français. Le chef des forces anglaises s'étant contenté d'envoyer son second, le prince a reconnu là une intention blessante pour notre marine et a refusé de le recevoir.

De Tanger l'escadre s'est rendue à Mogador, à l'autre extrémité du Maroc. M. de Joinville explique dans ses rapports que le but de cette seconde expédition est de frapper l'empereur Abderrhaman dans sa fortune, et d'arriver ainsi à une plus prompte cessation de la guerre. Parvenue le 11 août, la flottille est restée mouillée plusieurs jours en vue de la ville; car la mer était si mauvaise que nos bâtiments ne pouvaient pas même communiquer entre eux. Le 15, le temps s'étant calmé, on a commencé l'attaque. Après un bombardement de quatre heures, opération que la position du port rendait très-difficile, on a opéré le débarquement dans l'île, énergiquement défendue par les Marocains et les Kabyles; il en a péri un grand nombre; cent quarante d'entre eux, enfermés dans une mosquée, ont fini par se rendre. Nous avons eu dans cette journée quatorze hommes tués et soixante-quatre blessés. Le surlendemain, cinq cents hommes ont été débarqués. Les canons ennemis ont été ou pris ou jetés à la mer, les poudres noyées, les barques défoncées ou emmenées. L'amiral, pour éviter le pillage, s'est abstenu de pénétrer dans Mogador. Cette prudence est restée sans fruit, car le lendemain la

ville a été pillée, dévastée, incendiée par les Kabyles de l'intérieur qui en avaient pris possession. Une garnison française a été placée dans l'île et le port mis en état de blocus. Le prince a en outre conclu l'échange de ses prisonniers arabes contre des commerçants anglais qu'on retenait pour une dette assez importante.

Ces deux affaires navales montrent ce que pourrait faire la marine française aux mains d'un gouvernement fort et dévoué aux intérêts de la France. On s'aperçoit facilement que si nos braves marins s'en sont tenus là, s'ils n'ont pas poursuivi leurs succès, c'est que leurs instructions s'y opposaient formellement.

Le jour même où l'amiral de Joinville envoyait son rapport sur cette affaire, le maréchal Bugeaud en expédiait un autre non moins important: un beau triomphe avait été remporté par notre armée d'Afrique sur les troupes de cavalerie et d'infanterie d'Abderrhaman en nombre trois fois supérieur et commandées par son fils en personne. Tout le monde connaît le résultat de cette glorieuse journée: artillerie, drapeaux, bagages sont restés en notre pouvoir. L'ennemi a perdu de deux à trois mille hommes. Nous avons eu vingt-sept hommes tués et une centaine de blessés. Il faut lire dans le remarquable rapport du maréchal le récit des épisodes divers de cette brillante victoire, qu'il a nommée *bataille de l'Ysly*.

L'annonce de ce succès avait suivi de sept à huit jours la nouvelle du bombardement de Tanger, et précédé d'un jour seulement celle de la prise de l'île de Mogador. Ces bulletins de triomphe, presque successifs, avaient causé dans notre pays une grande joie, et quelques personnes confiantes ont pu croire que nous étions enfin sortis de la longue période d'abaissement continu. La France dilatait fièrement sa belliqueuse poitrine, et recommençait à se sentir vivre. Mais la peur, qui domine en souveraine dans les hautes régions, a communiqué le mot d'ordre aux organes de l'opinion conservatrice; et tous, à l'exception d'un seul (nommons *la Presse*, car c'est pour elle un titre d'honneur), ont commencé à plat ventre de très-humbles excuses à nos bons alliés, les priant d'être bien convaincus que nous n'avions jamais cessé de vouloir leur être agréables. La passion avec laquelle le peuple britannique a accueilli nos victoires explique parfaitement l'attitude basse de ses courtisans de la presse parisienne. Nous allons tracer l'historique des impressions d'outre-Manche pour éclairer la situation.

Nous avons dit que le ministère anglais avait solennellement promis du haut de la tribune qu'une réparation serait faite à l'Angleterre à l'occasion des disgrâces de M. Pritchard. La presse, qui est, dit-on, l'organe du sentiment public, commençait à mesurer, dans l'hypothèse d'un conflit, les forces respectives des deux nations; les passions religieuses, intéressées par la participation des missionnaires aux troubles de Taïti, s'étaient émues. Aussi la nouvelle de l'affaire de Tanger, tombée au milieu de l'irritation produite par les événements de Taïti, causa-t-elle une surexcitation singulière de la mauvaise humeur britannique. Plusieurs journaux de Londres, forts de la déclaration honteuse qu'avait faite ici le ministère, qu'aucun point du Maroc ne serait occupé, défendaient insolemment à nos marins de débarquer, sous peine de la guerre immédiate avec l'Angleterre. Le *Times*, entre autres, publia des lettres adressées par des officiers à bord de la frégate *Warspite*, présente au bombardement de Tanger. Ces lettres contenaient des imputations tellement outrageantes pour

notre marine et pour la France qu'une notable partie de la presse anglaise elle-même gôûrmanda le journal d'avoir fait cette publication. Ici le sentiment national fut si profondément blessé de ces lâches provocations, que bon nombre de conservateurs (jugez par là quelle devait être la dose d'insolence de ces messieurs du *Wasp*) eussent consenti en ce moment à tirer l'épée hors du fourreau. On ne devait pas s'attendre en effet à de tels procédés, car le langage de la presse française n'était jamais sorti des bornes à l'égard de la marine anglaise, même au sujet de la guerre de la Chine, que le sentiment unanime de l'Europe a flétrie. On assure que le gouvernement de Londres se dispose à faire une enquête pour découvrir les correspondants du *Times*.

Nous citons en note un extrait de l'un des journaux les plus importants de Londres, le *Morning-Post* : après l'injure vient la menace (1).

Il faut reconnaître néanmoins que, de l'autre côté du détroit, toute la presse ne s'est pas rendue coupable de ces excès d'insolence et de forfanterie ; quelques feuilles reconnaissent volontiers les torts de Pritchard et consorts, et déclarent que la question de Taïtin'est au fond qu'une chicane. Quant aux journaux d'Irlande, ils font pressentir que ce peuple verrait avec une secrète joie une lutte qui lui fournirait l'occasion d'obtenir de l'Angleterre le redressement de ses griefs.

Pendant ces démonstrations diverses de la presse, le cabinet britannique faisait à la hâte de grands préparatifs maritimes, et tout semblait faire présager des événements prochains.

Eh bien, nous avons honte de le dire, c'est de la France, c'est de Paris qu'est parti le premier cri de *saue qui peut* : deux journaux conservateurs ont eu le triste courage d'être lâches. L'un, le grand journal, prépare le sentiment public à accepter l'évacuation immédiate de Mogador, insistant pour que le gouvernement fasse droit aux promesses données à l'Angleterre ; l'autre journal, organe des

(1) « La plupart des Anglais croient que l'heure de la rupture définitive ne peut être que retardée, et le moment actuel est certainement le plus propice pour frapper. Examinons la situation de l'Europe. Sur le continent, les forteresses et toute la rive gauche du Rhin sont hérissées des canons et des balonnets de ceux qui doivent payer à la France la rétribution insuffisamment soldée jusqu'ici pour ses anciennes agressions. A peine la France aura-t-elle déclaré la guerre que l'Autriche concentrera une armée sur les Alpes pour protéger ses sujets contre les fausses doctrines que la France, semblable à Mahomet, a toujours propagées, les mains rouges de sang. Par delà les Pyrénées, une rude expérience a appris aux Espagnols à se méfier des sympathies françaises ; ajoutons que nous aurons pour notre ferme allié le souverain dont la volonté absolue régit les plus grands et les plus mobiles empires : la Russie sera notre second dans la lutte.

« Notre guerre avec la France se réduira à une guerre toute maritime de notre part. Nous disposons de la plus grande force de vapeur qui existe ; cela assure notre supériorité sur mer. Les bateaux à vapeur qui transportent les habitants de Londres aux villes du littoral, armés de canons et pourvus de fusées à la Congreve, suffiraient pour défendre nos côtes et dévaster le côté opposé du canal ; nos grands armements maritimes balayeraient dans les mers lointaines les bâtiments de la marine royale et commerciale de la France, et trouveraient à Gibraltar, à Malte et aux îles Ioniennes de quoi renforcer notre puissance ; nous couperions toute communication à quatre-vingt mille Français que nous prendrions par la famine dans un pays qu'ils n'ont pas cessé de dévaster. Notre commerce, qui s'améliore, et la taxe du revenu, qui produit beaucoup, nous aideraient à subvenir aux frais de la guerre.

« En faisant la guerre actuellement, nous forcerions les Français à rendre gorge et à restituer ce qu'ils ont pris en Afrique, et nous les empêcherions d'augmenter dans la Méditerranée une puissance qui devient chaque jour plus dangereuse pour notre commerce et nos possessions dans ces régions. Nous recommandons ce tableau aux Français ; les conditions de la paix, qu'assurément nous préférons à tous les maux de la guerre, sont bien simples : la France rappellera ses troupes chez elle ; on ne saurait se fier à ses assurances à l'égard de Mogador, parce que nous avons pour nous guider sa duplicité dans l'affaire d'Alger. En outre, l'Angleterre et beaucoup d'autres nations de l'Europe sont fatiguées d'écraser de taxes leurs sujets, pour tenir sur pied des armements destinés à surveiller les folies belliqueuses de la France. »

sentiments *patriotiques* de la rue de Jérusalem, a réclamé avec force injures le désaveu de M. d'Aubigny, dont il a séparé la cause de celle de M. Bruat, et qu'il a couvert de ses aînénités habituelles. Il est donc vrai que l'on trouve des écrivains pour faire ces basses œuvres de la presse !

M. d'Aubigny a été blâmé par le gouvernement français : ce digne officier, quoiqu'il fût avéré qu'il n'avait mis en prison qu'un agent de troubles qui avait abusé de sa double position de consul et de missionnaire pour soulever la population contre nous, a été offert comme victime expiatoire à la cordiale entente. — Mais, dit-on, il a usé de mauvais procédés... Oh ! Escobar !

En résumé nous ne savons pas ce qui doit sortir de tout ceci ; mais il est certain que, sur la pente fatale où le Système est entraîné, il ne lui est plus permis de faire halte. La politique de concessions sans terme, qui remonte aux premiers jours de la révolution, s'explique par la peur qui a précipité dans une alliance antipathique aux sentiments et aux intérêts de la nation. Quand même nos gouvernants en reconnaîtraient le danger, ils sont trop faibles pour savoir réparer leur erreur.

— La chambre des lords a cassé le jugement d'O'Connell ; en conséquence, il va être mis en liberté.

— L'école Polytechnique a été licenciée à la suite d'un conflit entre l'Académie des Sciences et le ministère. Le gouvernement a voulu imposer aux élèves un examinateur qui, remplissant déjà à l'école les fonctions de directeur des études, ne leur présentait pas les garanties d'impartialité et de libre jugement auxquelles ils ont droit. La division qui devait subir l'examen s'est retirée, et les élèves de la division de deuxième année, qui allaient passer dans les services publics, ont voulu être solidaires de leurs camarades et se sont retirés également. Cette conduite fraternelle est tout à fait digne de cette belle institution, et il est à souhaiter que le gouvernement réintègre d'une façon honorable ces élèves, qui n'ont fait que résister à une violation de leurs droits.

— Dernièrement a eu lieu le jugement du complot légitimiste. La justice n'avait négligé aucun moyen de se procurer des correspondances compromettantes pour les chefs du parti. En effet, plusieurs d'entre eux, quoique n'étant pas mis en cause, ont vu le ministère public leur infliger le petit supplice de placer le public dans la confidence de leurs pensées intimes, mais moins patriotiques que quelques-uns ne l'auraient voulu en ce moment. A l'occasion de cette affaire, qu'on nous permette de le dire, si grand seigneur que l'on puisse être, quelle que soit l'ancienneté de son blason, on n'est cependant pas dispensé, à une époque comme la nôtre, de faire preuve de tact et d'intelligence. Il ne devrait donc pas être permis à certains personnages de se tromper si lourdement que de croire que le peuple parisien consente à rétablir leur légitimité et leurs privilèges. Que le jeune homme de Goritz le sache bien : ses amis pourront lui vendre le concours des ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel, mais ils ne le lui livreront jamais.

Deux pauvres diables, qu'on avait envoyés embaucher quatre sapeurs du génie, leur payaient à boire au nom du *petit*. Le trou-pier buvait. L'un des conspirateurs, soupçonnant adroitement l'origine d'un des soldats, possesseur d'un accent méridional très-prononcé, lui disait : « N'êtes-vous pas de Bordeaux ? — Oui. — Alors vous devez aimer le duc de ce nom. » Conséquence judiciaire. On exhibait ensuite des médailles, des autographes du

prince, et les petits bustes que s'amuse à fabriquer le noble duc d'Escars.

Les embaucheurs, simples instruments, ont été seuls condamnés à deux années d'emprisonnement : aux gueux la besace. D'un autre côté les dénonciateurs ont été nommés caporaux.

C'est bien mal connaître son pays que de penser faire des révolutions par de tels moyens, et malheur aux jeunes gens crédules qui se confieraient à des hommes auxquels les révolutions n'ont rien appris, pas même à ranger leurs papiers.

Nous avions demandé, dans un des derniers numéros, si, à l'exemple des jeunes princes de son temps, M. de Chambord s'occupait des réformes sociales. Dans une lettre qu'il a adressée récemment à M. de Bourgoing, pour le remercier de sa brochure, le prince déclare que tous les travaux qui intéressent le sort du peuple font l'objet de sa constante sollicitude.

— On va être forcé de convenir que *l'Atelier* est un peu prophète. Il a prédit que M. Egron serait couronné par l'Académie pour son *Livre de l'Ouvrier* (1). Un prix Montyon vient en effet de lui être décerné. Ah ! messieurs les philanthropes, votre amour pour la classe laborieuse doit être bien grand s'il égale les récompenses dont vous vous gratifiez les uns les autres à tout propos...

LUTTES DU TRAVAIL CONTRE LE CAPITAL.

ANGLETERRE.

Nous avouons ne pas comprendre le silence des grands journaux de l'opinion radicale sur la lutte que soutiennent en ce moment les mineurs anglais des comtés de Durham et de Northumberland contre les propriétaires-unis des mines de houille de ces localités. La guerre à outrance qui s'engage entre le travail et le capital dans tous les pays industriels de l'Europe mérite cependant d'être méditée, car c'est un des symptômes les plus graves de la situation périlleuse où nous mènera bientôt le système de la concurrence illimitée.

Ces détails prennent aussi de la situation actuelle un nouveau caractère d'intérêt : ils font voir quelle plaie intérieure rouge et menace l'Angleterre, et quels seront les obstacles qu'elle trouvera dans son sein lorsque la lutte qui menace depuis si longtemps sera engagée.

La Démocratie pacifique est le seul journal qui se soit jusqu'ici sérieusement préoccupé de ces manifestations, qui prennent en quelque sorte un caractère permanent. Nous nous bornerons pour aujourd'hui à analyser ce qui se passe en Angleterre, nous réservant de compléter l'article que nous avons publié dernièrement sur la résistance des ouvriers anglais aux diminutions de salaire, par de nouveaux et plus amples détails sur l'organisation des ligues de métiers.

Au mois d'avril dernier, les mineurs de Durham et de Northumberland ont résolu de ne plus travailler aux conditions du passé : ils ont demandé une augmentation de salaire, motivée sur l'insuffisance notoire de celui qu'ils recevaient; et, afin que chacun pût juger de la valeur de leurs réclamations, il les ont formulées dans une adresse à tous les travailleurs des trois royaumes unis.

La société centrale de leur corps d'état a approuvé leurs motifs et a invité tous les autres métiers à leur prêter aide et assistance. L'association chartiste a provoqué la résistance par tous les moyens : souscriptions dans son sein d'abord, puis dans toutes les industries ; concerts, bals, prêches même, rien n'a été épargné. En même temps, les ouvriers en chômage de toute cette partie du pays s'engageaient dans des réunions à ne pas travailler dans les mines abandonnées, témoin la pièce suivante, qui peut donner une idée de l'esprit de solidarité qui anime en ce moment les ouvriers anglais en face de l'ennemi commun.

« Samedi 26 mai. — Nous tous, ouvriers de Sunderland, actuellement sans emploi, nous nous engageons solennellement, quelques offres qui puissent nous être faites, et malgré notre état de misère, à ne point travailler dans les mines de Durham et de Northumberland, à rejeter résolument toute proposition de la part des propriétaires de mines. Les mineurs de Durham sont nos frères, leur cause est la nôtre. »

Le marquis de Londonderry, l'un des principaux propriétaires de mines, et ses collègues, les autres propriétaires, n'eurent d'abord pas d'inquiétude : ils raillaient agréablement, et ne se gênaient pas pour dire et pour imprimer que les douleurs d'entrailles (*hungry guts*) auraient bientôt apaisé la coalition. Au bout de deux mois, leur assurance était considérablement diminuée : les mines étaient toujours désertes et les souscriptions suffisantes pour assurer une paye régulière aux mineurs. Alors le noble marquis, qui dispose des forces du comté, et qui possède presque toutes les maisons de Durham, fit aux ouvriers la notification suivante :

Aux mineurs de Pensher, Rainton et de Pitlington, et à tous les hommes de peine du marquis de Londonderry.

« 16 juin 1844. — Le marquis de Londonderry charge M. Hunter de réunir immédiatement tous les piqueurs, surveillants et contre-maîtres, et de faire savoir que Sa Seigneurie voit avec le plus profond regret que ses ouvriers abusés ont ouvertement depuis six semaines révoqué en doute la juste et paternelle sollicitude dont elle est animée à leur égard. Sa Seigneurie signifie aux mineurs que si, dans quinze jours, pour tout délai, ils n'ont pas repris leurs travaux, elle se verra à regret contrainte d'employer les mesures les plus énergiques et les plus pénibles pour sauver ses propriétés de la ruine. Sa Seigneurie ne peut être dupe plus longtemps du caprice de ses employés ; elle ordonne en conséquence à M. Hunter et aux surveillants de chasser de ses maisons les mineurs qui refusent de travailler, et qui n'ont plus, après dix semaines de patience de la part de lord Londonderry, aucun droit à occuper ses habitations et à demeurer sur ses propriétés. Lord Londonderry se rendra à Pensher demain pour voir si ses ordres ont été exécutés.

« Signé : VANE LONDONDERRY, lord-lieutenant. »

Les mineurs redoublèrent d'énergie en cette circonstance. Ils proposèrent à plusieurs reprises aux maîtres coalisés de soumettre le différend à un tribunal d'arbitres, devant lequel les deux parties exposeraient leurs griefs. Le marquis répondit au nom des propriétaires-unis qu'ils n'avaient point à s'occuper d'une telle proposition ; et alors une pétition de 29,000 ouvriers mineurs pria le gouvernement de s'interposer comme conciliateur. Inutile de dire qu'il n'y fut pas fait de réponse.

Une seconde sommation fut faite aux ouvriers par le marquis de Londonderry ; en voici les termes :

« Une fois encore, et pour la dernière, je m'adresse à vous. Après dix semaines de coalition, les plus obstinés et les plus égarés d'entre vous (victimes que vous êtes des desseins de quelques meneurs habiles) doivent comprendre qu'ils ne peuvent devenir

(1) Voir le compte rendu de ce livre, 4^e année, n^o 5, pag. 77.

maîtres du champ de bataille et dicter la loi aux propriétaires de mines.

« Environ 3,639 ouvriers sont employés dans l'intérieur des houillères. Sur ce nombre, 766 *hommes raisonnables* ont abandonné l'union et sont revenus aux ateliers. Leur travail produit chaque jour 5,117 hectolitres. En face d'un pareil résultat et du nombre des étrangers qui arrivent chaque jour demander de l'ouvrage, les mineurs âgés, respectables, sensés, peuvent-ils s'imaginer, en restant encore à l'état de rébellion, qu'ils pourront retrouver de l'emploi ?

« Mineurs, je vous ordonne, je vous conjure de songer à la misère que vous allez attirer sur vos femmes et sur vos enfants, sur votre canton et sur votre pays. Encore douze semaines et les houillères seront peuplées d'*étrangers*, et vous n'aurez plus ni travail, ni asile. Pendant qu'il en est temps encore, réfléchissez. Je ne vous accorderai point d'autre délai, d'autre concession.

« J'ai été au milieu de vous, je vous ai démontré la folie, les funestes conséquences de votre union stupide. Je vous avais donné quinze jours pour reprendre vos travaux, quinze jours de réflexions avant de vous faire chasser de vos maisons. Je suis revenu à Pensher, et je vous ai trouvés enragés, obstinés, déterminés, indifférents à mes avis paternels et aux traditions de vos pères, les mineurs de Vane et de Tempest, qui ont travaillé dans mes houillères pendant des siècles. J'ai été forcé de mettre mes menaces à exécution, forcé par mes devoirs de propriétaire, de père de famille et par ma position. J'ai fait jeter à la porte plusieurs de vos camarades, et vous n'avez pas profité de la leçon. Je vous ai prévenus dernièrement que j'importerais de mes domaines d'Irlande des centaines de travailleurs, et vous n'avez pas tenu compte de mes avis. J'ai maintenant quarante Irlandais dans mes mines ; et si, le 13 de ce mois, une grande partie d'entre vous n'a pas repris ses travaux, je ferai venir cent autres Irlandais et je jeterai dehors cent d'entre vous qui occupent illégalement et injustement mes habitations, et chaque semaine j'en chasserai une centaine encore. Je serai là moi-même ; j'aurai l'autorité civile et la force militaire pour protéger les bons ouvriers et les étrangers, et, quoi que vous puissiez faire, force restera à la loi et les droits de la propriété prévaudront.

« Croyez-moi votre ami sincère,

« VANE LONDONDERRY. »

On voit par cette pièce qu'un certain nombre d'ouvriers (non pas précisément aussi grand qu'il est dit) travaillaient dans les mines. Il convient de dire à quel prix on s'était procuré ces ouvriers. Les maisons de travail (*work-house*) ont prouvé en cette occasion quelle arrière-pensée elles cachaient : c'est dans ces maisons qu'on recrutait de pauvres hères dans la dernière misère, aux yeux desquels on faisait briller de l'or, et qu'on enivrait et expédiait pour les mines, qu'ils désertaient au bout de quelques jours. Alors les propriétaires ont envoyé partout des agents chargés d'embaucher à tout prix des ouvriers. Les embaucheurs recevaient 25 fr. par recrue. A force de promesses, ils en séduisaient un certain nombre, qui se laissaient payer à boire, et les abandonnaient ensuite. Dans une ville, sur cinquante qui avaient été ainsi entraînés à force de libations, neuf seulement ont consenti à travailler.

Rien de tout cela ne suffisait. Le marquis, infatigable dans ses proclamations, résolut de pousser les choses à l'extrémité. En conséquence, le 20 juillet, on put lire sur les murs de Durham l'avis suivant :

« Le marquis de Londonderry a donné des ordres pour qu'il soit expressément défendu à tout mineur, à tout ouvrier ou à tout membre de leur famille, de mettre le pied dans sa ville de Seaham-Harbour, pour acheter ou vendre quoi que ce soit. Sont exceptés de la mesure les ouvriers fidèles qui travaillent dans les mines de Sa Seigneurie.

« Le marquis de Londonderry prévient les marchands et les boutiquiers de sa ville de Seaham que tous ceux qui feront crédit aux ouvriers scissionnaires seront notés et marqués par ses

agents, qu'ils ne seront plus employés par lui. Le marquis de Londonderry les chassera de ses domaines et fera tout ce qu'il pourra pour nuire à leur industrie.

« Le marquis prévient encore les marchands et boutiquiers qu'il a, depuis plusieurs années, beaucoup fait pour le commerce de Seaham ; mais que si les commerçants font un indigne usage de leur crédit en venant en aide aux mineurs récalcitrants, en prolongeant ainsi la lutte et la guerre, il est fermement résolu à les chasser de ses possessions, à leur interdire même la ville de Newcastle.

« Car il n'est ni juste ni convenable que les marchands qui résident dans la ville de Sa Seigneurie assistent les travailleurs entêtés, et les aident à prolonger leur état de misère, leur lutte insensée, leur révolte, enfin, envers leurs *propriétaires et maîtres*. »

Ce ne sont plus seulement les ouvriers que poursuit la haine cupide, ce sont des commerçants assez malavisés pour donner à manger à crédit à de pauvres ouvriers qui souffrent de la faim. On ne s'arrête pas là : on chasse tous les mineurs de leurs habitations : ils élèvent des tentes et campent dans les champs incultes. Là, on les traque encore ; on leur fait procès sur procès pour avoir bivouaqué sur la propriété d'autrui. — Mais ce sont des terrains non cultivés ! — Peu importe : 3 fr. de dommages-intérêts et 8 fr. de frais, ou quatorze jours de détention : choisissez. — C'est tout choisi. La prison est un domicile, au moins. Si nous nous établissions sur les grandes routes, la *propriété* nous chasserait encore. — C'est une femme, la comtesse de Durham, qui a fait poursuivre les mineurs pour avoir couché sur son terrain. D'autres ont été condamnés à la *déportation*, non pour coalition, qui n'est pas un délit en Angleterre, mais pour d'épouvantables machinations (*fearful combination*).

Voilà la nation qui défend si chaudement la question de l'émancipation des noirs ; voilà ces institutions anglaises tant vantées, où la liberté du citoyen est, dit-on, entourée de tant de protection par la loi. N'est-ce pas la pleine féodalité, au dix-neuvième siècle ?

Voici la réponse qu'ont faite les mineurs à ce qu'ils appellent le second *ukase* de l'autocrate :

« Durham, 22 juillet. — Marquis, nous avons reçu votre seconde lettre qui nous invite à abandonner l'union et à reprendre nos travaux. A notre tour, nous vous disons : O marquis ! laissez là la coalition des propriétaires de mines, et la houille baissera de prix, et les mineurs auront de l'ouvrage en abondance.

« Vous nous accusez de coalition. Mais, marquis, notre crime est aussi le vôtre. Vous vous êtes coalisés tous ensemble, les propriétaires de mines, pour monopoliser la sueur de nos fronts ; vous appartenez, vous, à la coalition des maîtres, organisée pour faire hausser le prix des houilles, pour dominer tout le marché. Ainsi donc, les capitalistes pourraient s'entendre et se coaliser, et les travailleurs ne pourraient pas s'unir entre eux !

« Vous nous conjurez de réfléchir à la misère que nous allons attirer sur nos femmes, sur nos enfants, sur le comté et sur le pays ! — En retour, nous vous conjurons de considérer la misère, la détresse, les souffrances que les pauvres de Londres ont à endurer chaque hiver, par suite de la coalition des propriétaires de charbon, par suite de l'accaparement qui élève les prix, qui fait du feu un objet de luxe auquel des milliers de familles ne peuvent atteindre.

« Vous nous dites que vous viendrez au milieu de nous pour procéder aux *ejectments* (expulsions, déménagements forcés), et vous prenez soin d'ajouter que vous aurez à votre disposition l'autorité civile et la force militaire ! O père ! est-ce donc ainsi que vous entendez prouver votre amour paternel à vos enfants les charbonniers ?

« Venez au milieu de nous, marquis ; venez, nous vous en prions ; mais n'allez pas vous imaginer qu'il soit nécessaire de faire intervenir le pouvoir civil et la force militaire pour mettre

fin au différend qui existe entre vous et nous. Non ; ne craignez rien, après quelques mots d'explication, nous deviendrons des amis sincères. Vous abandonnez votre coalition, et nous abandonnerons la nôtre.

« Dans cette espérance, cher père, nous sommes vos affectionnés enfants,
LES MINEURS. »

Cet excellent père, comme ils le nomment dérisoirement, en a fait traduire dans une seule semaine 130 devant les tribunaux.

Les souscriptions, les collectes, les sermons de charité, les meetings se multiplient dans toutes les villes. Les associations particulières des différents corps d'état continuent d'appuyer efficacement et financièrement les charbonniers. Les journaux populaires entretiennent l'enthousiasme et exaltent le courage de tous les travailleurs. — Le *Northern-Star*, feuille populaire, est à la tête de l'agitation.

« La crise est arrivée, dit-elle, et chaque tailleur, cordonnier, charpentier, menuisier, briquetier, maçon, peintre, couvreur, en un mot tous les hommes vivant de leurs sueurs, doivent bien être persuadés que, s'ils laissent succomber les charbonniers, le sort de ces frères sera bientôt le leur.

« Encore une fois, nous sonnons l'alarme ! Hommes et femmes du nord et du sud, de l'est et de l'ouest, levez-vous, venez au secours de vos frères, et le travail triomphera. Persistons, et nous serons vainqueurs ; si nous reculons, nous serons asservis. »

Les ouvriers ont triomphé dans une localité, à South-Siels. Les maîtres se sont entendus avec la société centrale. — A Durham la résolution suivante a été prise :

« Nous nous engageons tous solidement à persister dans notre noble, notre courageuse union, à demeurer inébranlables, à soutenir la lutte jusqu'au bout. »

Que fait le gouvernement ? On l'a vu : il répond d'abord aux réclamations par le silence : puis il livre les mineurs à ses tribunaux. Enfin, il a pris une grande mesure, dont l'énergie va arrêter sans doute le développement de la résistance : il a fait au sujet d'un défaut de timbre une misérable chicane à un petit journal intitulé *l'Avocat des Mineurs*, dans lequel ceux-ci exposent leurs griefs. Dérision !

Encore quelques jours, et, il ne faut pas se le dissimuler, les travaux seront repris. Est-ce une raison pour que les ouvriers se lassent d'attirer l'attention publique sur leur position par ces sortes d'agitations ? On se trompe fort quand on croit que les ouvriers qui cèdent ainsi sont découragés de ces tentatives, dans lesquelles on croit qu'ils perdent immensément. Pour les ouvriers anglais surtout, cela est hors de bon sens. Ils étaient en travaillant dans la plus profonde misère : leur chômage ne les a pas rendus plus misérables, et il a fait éprouver aux propriétaires de mines des pertes qui leur sont sensibles à un tel point, qu'ils regarderont dorénavant à deux fois avant d'entamer de nouveau une semblable lutte, que les ouvriers, eux, peuvent recommencer quand ils le voudront. De plus, l'agitation des mineurs a des résultats plus graves encore : elle en a fait des chartistes, c'est-à-dire des adversaires politiques du gouvernement. Voilà ce que gagne ce dernier à se montrer indifférent ou partial. L'aristocratie anglaise tout entière supportera un jour la peine de son infâme avidité : avec quelques concessions, elle eût pu retarder le mouvement qui doit éclater ; une révolution eût pu ne s'attaquer qu'aux privilèges nobiliaires, ne réclamer que l'égalité politique ; au lieu de cela, le caractère de la révolution anglaise sera tout social, et la propriété verra examiner ses titres de si près qu'elle

sera bien heureuse si elle en peut conserver quelques bribes.

Quant à l'enseignement qui peut résulter de ces faits pour nous, nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit en maintes occasions : c'est que le sort de l'Angleterre nous serait infailliblement réservé si notre situation industrielle ne devait pas au plus tôt subir de profondes modifications, et si nous continuions à suivre la même pente ; nous disons la même, car il n'est aucun des faits que nous venons de raconter qui n'ait eu, sauf la gravité, son correspondant en France (voir les procès récents des ouvriers en papiers peints, la résistance des ouvriers fondeurs, l'affaire des mineurs de Rive-de-Gier, etc.) ; c'est aussi que les gouvernements qui négligent d'assurer des relations de justice entre les différentes classes de la société portent la peine de leur incurie, parce que les ouvriers qui luttent pour leur pain quotidien prennent la voie politique quand ils sont battus sur le terrain de la résistance pure ; c'est enfin que, pour avoir voulu comprimer l'esprit révolutionnaire, on a engendré le communisme, dont on aura des nouvelles dans un demi-siècle, si l'on ne fait droit aux réclamations du peuple. Et nous ne parlons pas ici du communisme icarien, qui prétend naïvement amener par la persuasion riches et pauvres à l'égalité mathématique de travail et de jouissances, mais bien du communisme véritable, qui porte dans ses flancs la guerre, la guerre à mort, sans pitié, des pauvres contre les riches, et qui peut faire de l'Europe industrielle un vaste amas de ruines.

ALLEMAGNE.

Nos lecteurs doivent se rappeler un article inséré dans notre numéro de juillet, dans lequel, après avoir exposé la position misérable des ouvriers silésiens et raconté les collisions sanglantes, les excès déplorables où l'abaissement des salaires, produit par la concurrence illimitée, avait porté les tisserands, nous disions qu'il n'était pas probable que les désordres et les suspensions de travail s'arrêteraient à quelques villages, puisque tous les districts manufacturiers allemands étaient en souffrance par les mêmes causes. Nos prévisions ne nous avaient pas trompés.

Après la Silésie, la Bohême, puis la Saxe ; enfin, dans ces derniers temps, l'Autriche et la Prusse étaient tellement tourmentées par les questions de salaires qu'on disait généralement en Allemagne que le voyage du roi de Prusse avait pour but direct de se concerter avec le gouvernement autrichien sur les moyens à prendre pour prévenir de nouveaux troubles. On craignait que l'entrevue du roi de Prusse avec le prince Metternich à Ischl ne fût suivie de mesures réactionnaires et coercitives contre les ouvriers. Ce n'était pas sans quelques raisons, car de nombreuses arrestations avaient été opérées parmi les ouvriers, et une sorte de complicité morale pesait sur les écrivains qui les défendaient.

Ainsi M. Pelz, qui, avec l'autorisation de la censure, avait publié des brochures où il était question de l'effroyable misère des Silésiens, et qui s'était rendu à Berlin pour défendre les prolétaires, fut arrêté et conduit en prison. D'un autre côté, à la frontière de Saxe, on arrêtait un autre écrivain, M. Rant, qui avait publié quelques tableaux de mœurs populaires. Tout cela était peu propre à calmer l'irritation des esprits ; mais, que voulez-vous ? il paraît qu'il est dans la nature des gouvernants de toutes les nations industrielles de faire de la force, ou plutôt de la brutalité avec

les salariés, quand il serait si facile, et d'ailleurs si juste, de faire au moins de la conciliation.

Cependant le mécontentement grossissait de plus en plus; en Silésie, les ouvriers du chemin de fer de Groszligan quittaient encore en masse leurs travaux et se rendaient dans la ville pour obtenir des directeurs une augmentation de salaire, sans se livrer toutefois à aucune voie de fait. A Vienne, l'autorité a eu beaucoup de peine à empêcher des collisions entre les ouvriers d'un des faubourgs de cette capitale. A Pilsen, de nouveaux troubles ont éclaté, et cette fois les ouvriers s'en prennent aux nobles qui exploitent des travaux industriels. En général on a fait la remarque que les mécontents s'attaquent de préférence aux fabricants et manufacturiers qui maltraitent leurs subordonnés. En Prusse, les imprimeurs sur étoffes se plaignent de l'emploi des jeunes filles dans les fabriques; ils demandent le renvoi de ces jeunes filles. A Berlin, ils sortent des fabriques en demandant une hausse du salaire; à quoi le préfet de police répond par la proclamation suivante :

« La situation des imprimeurs d'indienne est depuis quelques années déjà un sujet d'études et d'attention pour les autorités communales de notre ville. Il en est résulté que le principe de la libre concurrence n'a jamais été violé à leur égard, et que les embarras partiels n'étaient que les suites inévitables de conjonctures fortuites.

« Dans ce moment le travail abonde, les prix des denrées de première nécessité sont très-modiques, et les ouvriers n'ont aucun sujet de se plaindre. Cependant une grande partie d'entre eux, probablement excités par l'exemple d'un pays voisin, ont refusé de continuer leurs travaux et ont nécessité l'intervention de la police. Celle-ci a été forcée de leur appliquer la rigueur de la loi en peines et emprisonnements. Il n'y a pas eu d'autres désordres.

« DE PUTTKAMMER, préfet de police. »

Nous ne savons rien de plus hideux, de plus révoltant pour la dignité des ouvriers que l'article du Code prussien que le préfet s'est vu forcé de leur appliquer : c'est celui par lequel *l'ouvrier qui chôme dans les jours ouvrables sans motifs graves est puni de trois à huit jours de prison au pain et à l'eau.*

On croit peut-être qu'avant d'appliquer cette pénalité inqualifiable un tribunal est juge du délit? Point. La police est assez compétente en pareille matière, et la déclaration du maître suffit.

Pendant qu'en Prusse on ne faisait que sévir, en Autriche on procédait d'une tout autre manière.

L'archiduc gouverneur de la Bohême nomma une commission d'enquête pour rechercher un moyen de résoudre les difficultés présentes. Cette commission déploya une grande activité, et, concurremment avec les fabricants, qu'elle avait convoqués en assemblée, elle régla les mesures à prendre en attendant qu'une ordonnance générale fût rendue relativement à la police des fabriques.

Remarquons en passant qu'il n'est question dans aucun organe de la presse allemande que des ouvriers aient été appelés au sein de cette commission; c'est ce qui explique pourquoi celle-ci a déclaré qu'il n'était point en son pouvoir, non plus qu'en la volonté de l'autorité supérieure, de supprimer les machines ni d'en empêcher l'introduction dans les nouvelles fabriques; que, de plus, la question du salaire ne pouvait être soumise à aucun règlement déterminé.

Cette commission avait clos ses travaux en proposant au gouvernement de décréter par ordonnance une espèce de code de po-

lice sur les industriels, afin d'empêcher à l'avenir toute contestation et toute secousse. Le gouvernement autrichien crut devoir prendre la proposition en considération, et il s'empressa de promulguer une sorte de charte à l'usage des fabricants et des ouvriers de Prague. Voici cet essai de réglementation.

« Tout fabricant qui renvoie un ouvrier, tout ouvrier qui désire quitter une fabrique, sont tenus de l'annoncer huit jours avant celui du renvoi ou de la sortie; ce jour doit toujours être un samedi.

« Le fabricant ne peut renvoyer à la fois que la dixième partie du nombre de ses ouvriers. Les ouvriers, à leur tour, ne peuvent se retirer non plus qu'au nombre de dix sur cent à la fois.

« Les fabricants qui embauchent des ouvriers imprimeurs dans une autre fabrique seront punis d'une amende de 100 florins (250 fr.).

« Le fabricant est lui-même tenu de s'arranger avec l'ouvrier sur le salaire; il ne peut se faire remplacer ni par des sous-maîtres, ni par des tâcherons.

« Si, pour de nouveaux modes de travail, pour de nouvelles marchandises, le maître et l'ouvrier ne s'accordent pas sur le salaire, ils choisiront deux ouvriers imprimeurs et deux sous-maîtres, qui jugeront en arbitres. Si la contestation persiste, les ouvriers peuvent invoquer la justice communale.

« Il est interdit aux maîtres et aux sous-maîtres de chercher à bénéficier sur les ouvriers par des ventes de marchandises et de denrées; ils doivent même éviter toutes relations intimes avec les ouvriers.

« Si le travail manque, les ouvriers qui restent aux fabriques après le renvoi du dixième d'entre eux ont droit à une occupation qui leur rapporte par semaine 6 fr. 50.

« Si le maître fait une réduction sur le salaire pour des dommages que l'ouvrier lui aurait causés, ce dernier a le droit d'exiger la présence de deux arbitres, et, en dernier lieu, il peut invoquer la justice.

« Il est défendu aux ouvriers de suspendre le travail par des promenades, des orgies et des jours de chômage. Le maître est tenu d'annoncer à l'autorité la moindre contravention à cette règle.

« Le fabricant fixera un jour de la semaine pour recevoir les griefs des ouvriers : ces griefs, s'ils sont fondés, doivent avoir cessé au bout de trois jours.

« Les ouvriers ne peuvent en aucune manière suspendre les travaux. En cas de griefs, ils éliront deux d'entre eux qui s'en feront les interprètes auprès des fabricants; mais ils sont tenus de continuer leurs travaux durant le cours de la discussion. Toute coalition, tout attroupement sont sévèrement punis. »

Les ouvriers de Prague ont, dit-on, refusé d'accepter cette charte, qui, du reste, si elle renferme des dispositions favorables aux ouvriers, comme, par exemple, celle qui oblige le fabricant de traiter lui-même avec l'ouvrier (ce qui évite par là à ce dernier l'exploitation du tâcheron); ou cette autre qui établit une espèce de tribunal de prud'hommes où les ouvriers sont représentés; ou cette autre encore qui interdit aux fabricants la vente de toute espèce de denrées et marchandises, et qui défend les prêts usuraires au moyen desquels les maîtres faisaient subir arbitrairement toute sortes de diminutions de salaire, elle en contient d'autres aussi où la liberté et la dignité de l'ouvrier sont tout à fait sacrifiées, où on l'infériorise d'une façon brutale vis-à-vis même d'un contre-maître. Remarquons aussi qu'elle ne renferme aucune sanction pénale à l'égard des maîtres.

Le principal but de cette charte est d'empêcher tous les chômages; ils sont rigoureusement défendus aux ouvriers, et les maîtres eux-mêmes sont chargés de faire observer strictement cette défense. On veut évidemment par là enchaîner l'ouvrier à son atelier, et lui enlever la seule arme qu'il possède pour défendre son salaire, la cessation du travail. Il eût fallu, pour donner un caractère de justice à cette défense, garantir en même temps le sa-

laire de l'ouvrier; or, on a vu que les mesures prises à cet égard étaient dérisoires, puisque les maîtres, les exploiters sont juges en dernier ressort.

FRANCE.

RIVE-DE-GIER. — GRENoble. — LYON. — SAINT-DENIS. — PARIS.

Notre pays n'est pas plus à l'abri que ses voisins des agitations produites par les questions de salaire ! Ici seulement nous avons lieu d'espérer que l'énergie de ceux qui souffrent ne cessera pas de creuser le problème de l'organisation du travail jusqu'à ce que la solution en soit obtenue.

C'est le cœur serré que nous enregistrons les condamnations qui viennent de frapper, dans différentes villes, des ouvriers prévenus de coalition. Ne considérant que le fait, et non les causes, les tribunaux de police correctionnelle condamnent sans pitié des hommes qui ne veulent et ne demandent qu'une chose : vivre en travaillant; et, au nom de la liberté, ils frappent les victimes de la libre concurrence. Le pouvoir, qui nous abandonne sans défense, espère-t-il, à l'aide de la terreur que causent les rigueurs de la loi, faire accepter, de guerre lasse, l'inorganisation industrielle actuelle comme un fait accompli sur lequel il n'est plus permis de revenir ? Ce serait une étrange erreur, et les réclamations incessantes, unanimes, des mineurs de Rive-de-Gier, des ouvriers en soie de Lyon, des tisserands de Chollet, etc., doivent lui prouver que l'heure de la réforme s'avance rapidement et que ces réclamations ne sont pas de celles qu'à défaut de mitraille on étouffe sous les jugements des tribunaux.

La presse, elle aussi, fait défaut aux travailleurs, et les journaux, si l'on en excepte ceux de l'opinion radicale, gardent le plus profond silence, ou se laissent aller à des sentiments hostiles contre les ouvriers. Et cependant de quelle utilité, de quel secours ne seraient pas les discussions de la presse pour débayer le terrain et préparer les bases du code industriel que réclament les travailleurs ! Quel plus beau rôle que celui qui a pour but de rechercher les moyens d'améliorer le sort de trente millions de citoyens ! Mais pour cela il faudrait une réforme dans la presse elle-même. Qu'importe, en effet, à ses propriétaires, l'avenir des masses ! Des questions sociales, sérieusement débattues, n'amuseraient pas les lecteurs, et ce qu'ils cherchent, avant tout, c'est leur distraction, n'importe par quel moyen. Aussi ne reculent-ils devant aucun sacrifice, soit pour faire connaître les détails ridicules, repoussants ou atroces, des procès qui se déroulent devant les cours d'assises, soit pour se procurer les romans nouveaux des faiseurs à la mode. Cette voie où la presse s'est engagée est stérile et mauvaise, et c'est en y persistant qu'elle voit se retirer d'elle les sympathies du peuple, et qu'elle est obligée, pour vivre, de recourir à l'habileté des hommes d'affaires et au charlatanisme du feuilleton.

Mais laissons ces considérations et abordons les faits. Toutefois, avant de parler des dernières condamnations pour coalition, nous ferons connaître la situation présente des mineurs de Rive-de-Gier, et ce qui, aujourd'hui, renouvelle encore leur mécontentement. On se rappelle leur procès récent; dans cette affaire, jugée, mais non plaidée, la coalition des maîtres, habilement mise sous l'égide de la loi, ne fut même pas censurée, et les ouvriers seuls furent poursuivis et condamnés. On se souvient en-

core que, parmi les nombreuses réclamations de ceux-ci, beaucoup s'élevaient contre la mauvaise gestion de leurs caisses de prévoyance. Il était permis d'espérer que, frappées de la nécessité d'accorder quelques concessions, les compagnies satisferaient à ces justes demandes; il n'en a rien été, et les pauvres mineurs, livrés, pour ainsi dire, pieds et poings liés à leurs exploiters, ne peuvent obtenir le redressement du moindre de leurs griefs, et voient leurs caisses de prévoyance toujours administrées d'une manière déplorable. Voici un exposé sommaire de ces griefs, particuliers aux caisses de l'exploitation de Rive-de-Gier et de ses environs.

1° Il est fait, au profit de la caisse, une retenue par jour à l'ouvrier, lors même qu'il n'aurait travaillé qu'une demi-journée.

2° L'ouvrier a le droit de se faire traiter aux frais de cette masse, quand il est malade; — mais, entendons-nous, — quand il est malade seulement par suite de blessures reçues dans le puits. La caisse ne lui doit rien pour toute autre affection contractée même pendant les travaux. Les humeurs froides et les catarrhes pulmonaires chroniques de toute espèce abondent parmi ces malheureux, et alors, à l'âge de trente ou quarante ans, ils sont à la charge de leurs familles pliant déjà sous le fardeau; la masse, qui n'a rien fait pour eux avant, s'ils ne se sont pas cassé un bras ou une jambe, ne fait rien après. Encore est-il que, lorsque l'ouvrier a été blessé, il a souvent beaucoup de peine à obtenir des secours.

3° La caisse donne aux veuves de 25 à 75 centimes par jour, lorsque l'exploitation marche.

4° Elle est administrée par la compagnie, qui ne doit aucun compte de sa gestion.

5° Si l'exploitation vient à cesser, l'argent est distribué aux..... membres de la compagnie dissoute.

6° Si elle passe en d'autres mains, les nouveaux venus recommencent la masse.

Voilà les abus, disons plus, les vols qui se commettent au grand jour, sans que l'autorité, gardienne née de la morale, intervienne pour les faire cesser ou les punir. Et comprend-on qu'en présence de pareils faits les plaintes des ouvriers soient toujours restées sans échos ? Il est impossible que, rendus publics, de semblables désordres puissent se perpétuer, et que la demande des mineurs d'administrer eux-mêmes leurs propres deniers soit toujours repoussée. Il est temps de se rendre enfin à des requêtes aussi justes et aussi modérées. On le doit et on le fera, ne serait-ce que par pudeur.

A Grenoble, les neuf ouvriers tailleurs, traduits devant les assises, à la suite de l'émeute que causa, dans cette ville, la vente publique d'effets confectionnés, ont été acquittés par le jury; le procureur du roi s'est même publiquement désisté. Ainsi voilà des innocents dont une détention préventive de quatre mois a peut-être causé la ruine, et qui, grâce à la loi sur les coalitions, ont subi une peine plus grave que celle infligée à des escrocs de profession.

* A Lyon, dans le courant du mois de mars dernier, M. le commissaire central de police fut informé qu'un certain nombre de chefs d'atelier et d'ouvriers en soie se trouvaient réunis chez le sieur Monery, cabaretier à la Croix-Rousse. Une visite domiciliaire ayant été pratiquée immédiatement chez ce dernier, on constata qu'en effet deux chambres du premier étage étaient remplies l'une

par dix-huit et l'autre par treize personnes qui semblaient discuter. Deux feuilles de papier écrites à la main par l'un des assistants furent saisies par le commissaire de police, qui dressa immédiatement procès-verbal. A raison de ces faits, une minutieuse et longue information a eu lieu, et ce n'est qu'après plus de quatre mois que les prévenus ont été traduits devant le tribunal pour délit d'association non autorisée. Ce sont les sieurs Raffin, Villars, Nigay, Desperries, Béal, Forrest, Deschelette, Giraud, Champal et Fourneaux, la plupart chefs d'atelier, quelques-uns ouvriers en soie. Trois cabaretiers, dans le domicile desquels plusieurs réunions avaient eu lieu, étaient aussi compris dans la prévention; ce sont les nommés Monery, Duc et Bertholon.

Les inculpés ont convenu qu'ils avaient eu l'intention de former une société toute de bienfaisance, laquelle n'avait d'autre but que de se procurer mutuellement du travail et des secours en toutes circonstances. Toutefois, ils ont ajouté que la société n'était point encore constituée, qu'il y avait eu seulement quelques réunions pour préparer les statuts, qui devaient être soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

Le tribunal a rendu un jugement par lequel il a déclaré constant le délit d'association, en admettant cependant des circonstances atténuantes.

Raffin, Fourneaux et Champal ont été condamnés à quinze jours d'emprisonnement, et les cabaretiers Monery, Duc et Bertholon à 50 francs d'amende.

Les autres prévenus se sont vus simplement infliger l'amende de 16 francs.

Le même jour, cinq autres chefs d'atelier ont été condamnés, pour coalition, deux à quinze jours de prison, trois à 16 francs d'amende.

En présence de ces faits sans cesse renouvelés, nous le demandons, ne serait-il pas juste et humain de statuer rapidement sur ces sortes d'affaires? n'est-ce pas un acte digne de la barbarie des sauvages, que d'exposer des familles entières à mourir de faim, en détenant provisoirement leur chef, celui qui les nourrit, et souvent pour un délit dont on ne retrouve pas les traces? Si la liberté est un bien pour tous, elle est de plus, pour le travailleur, une condition d'existence, lui dont le capital qui fait vivre les siens est tout entier dans l'emploi de ses bras. Que la loi permette au riche oisif, dont les bras inutiles ne travaillent pas plus en liberté qu'en prison, de sortir sous caution, nous le concevons; mais que cette loi n'accorde pas la même faculté à l'ouvrier prévenu de coalition, c'est là une des plus graves insultes que la loi puisse faire à la justice, à l'équité; c'est une disposition injuste et tyrannique qui ne peut avoir été dictée que par le mauvais vouloir de ceux qui s'efforcent d'asservir et terrifier les travailleurs.

A Paris, des poursuites ont été exercées contre les ouvriers de différents corps d'état, et les tribunaux ont aussi prononcé des condamnations sévères.

M. Guillaume, chef de l'une des fabriques d'impression sur étoffes de Saint-Denis, avait remplacé une partie de ses ouvriers par des ouvrières gagnant moitié moins. Alarmés de cette concurrence, une partie de ces ouvriers quittèrent les ateliers de M. Guillaume pour aller demander de l'ouvrage dans les fabriques où l'on n'admettait pas les femmes à travailler concurremment avec les hommes, notamment dans celles de MM. Desprunaux, Legault et compagnie.

Le ministère public crut voir, dans la manifestation de ces justes inquiétudes, une coalition de la part des ouvriers. Des poursuites furent dirigées contre eux; mais une ordonnance du conseil du 10 mai dernier déclara qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

Il y a quelques jours, trois de ces ouvriers comparaissaient devant la sixième chambre de police correctionnelle, prévenus d'avoir dirigé une nouvelle coalition dans le but de faire abandonner par leurs camarades les ateliers de M. Guillaume. Ils ont été condamnés, un à trois mois de prison, et deux à deux mois.

Nous avouons pour notre part, avec tout le respect que l'on doit à la chose jugée, ne pas pénétrer les motifs qui ont déterminé les juges à rendre cet arrêt; et, quoi que semble vouloir dire cette décision, nous croyons toujours les ouvriers libres de quitter individuellement les ateliers où leur présence serait plus nuisible qu'utile à leur intérêt bien entendu. C'est là, nous le croyons, une erreur judiciaire que la Cour royale s'empressera de réparer.

Le même tribunal a aussi jugé l'affaire des imprimeurs en papiers peints, prévenus de coalition. Si l'indifférence presque générale de la grande presse à l'égard des travailleurs nous afflige, que dirons-nous, à propos des procès où figurent des ouvriers, des mauvaises dispositions que témoignent les journaux judiciaires à notre égard? Ainsi, dans cette affaire, exposition partielle de la cause, compte-rendu inexact, faits présentés sous le jour le plus défavorable aux accusés, voilà ce que nous avons trouvé dans ces feuilles; pas la moindre intention bienveillante. On dirait que, pour ces journaux, le peuple n'est en général composé que de ces tristes pantins éclos du cerveau de leurs rédacteurs, et auxquels ceux-ci font tenir le plus souvent un langage trivial, où l'odieux le dispute au ridicule dans les comptes-rendus imaginaires qu'ils forgent pour la plus grande jubilation de leurs lecteurs. Mais passons.

Le procès des imprimeurs en papiers peints intéressait vivement la classe ouvrière, non-seulement à cause de l'attitude que prendrait le tribunal appelé à prononcer sur deux coalitions, l'une en cause (celle des ouvriers), et l'autre établie par des pièces (celle des maîtres); mais aussi par l'intérêt qu'elle prenait naturellement à des travailleurs, hommes, femmes et enfants, qui, depuis trois mois, attendaient en prison le jour de leur jugement. Ces débats, qui devaient, disait-on, prouver toutes les exigences outrées et toute la brutalité et la violence des ouvriers, n'ont établi qu'une chose, la flagrante coalition des patrons; ils ont fait connaître que la plus grande partie des fabricants de papiers peints se réunissaient à époques fixes, et que dans ces réunions la résolution a été prise de diminuer le salaire; on a même été jusqu'à signifier à l'un d'eux, M. Séveste, qui ne voulait pas adhérer à cette décision, qu'il ne faisait plus partie de la société des maîtres; on a prouvé que des circulaires avaient été adressées aux fabricants pour les engager à ne pas occuper les ouvriers sortis des ateliers où l'on diminuait les salaires; l'un des fabricants les plus acharnés contre les ouvriers, M. Riottot, a reconnu cela devant le tribunal. Enfin, si jamais coalition de maîtres a été patente et prouvée, c'était dans cette affaire. Eh bien, un commissaire de police a refusé de recevoir la plainte que des ouvriers voulaient déposer entre ses mains, et ces derniers seuls ont été poursuivis. Enfin, après des débats qui ont occupé quatre séances, et durant lesquels M. l'avocat du roi a fait entendre, en s'adres-

sant aux ouvriers, les étranges paroles que nous consignons ici : « *Ce sont vos maîtres qui vous donnent du pain* », le tribunal a prononcé un jugement acquittant les femmes Milcent, Thiéry et Boudon, ainsi que les prévenus Thomas, dit Poulot, Pannier, Guillot, Fosse, Martin et Lecart.

Les autres prévenus ont été condamnés, savoir : Fontaine, à huit mois de prison ; Mantou, Bouchet, Bourrelet, à trois mois ; Hubert, Rossignol, Harteaux, Troupelle, Royer, Boudon, Sainte-Lanne, à deux mois ; Henri, à un mois ; Daudet, Maréchal, Chauvet, Henrion, à quinze jours ; Piouffe, dit Jambon, Moreau, Cochot, à huit jours de la même peine. Il a été formé appel de ce jugement devant la Cour royale.

Voilà les seules réponses que, par l'organe des tribunaux correctionnels, le gouvernement ait daigné faire aux demandes de réforme et d'organisation que les travailleurs ne cessent de lui adresser. Nous terminerons par un simple rapprochement. Si quelques ouvriers se réunissent, fidèle à son système, qui est de faire de la force avec les faibles, le gouvernement les fera prendre et jeter en prison ; mais si des capitalistes, des fabricants, des avocats, des gens de lettres, etc., s'associent et se coalisent dans un intérêt quelconque, faible avec les puissants, il laissera faire, et se gardera bien de tourmenter sa chère bourgeoisie. Croira-t-on qu'en France, ce pays d'égalité par excellence, un aussi pitoyable système puisse se soutenir longtemps ?

M. Ch. Dupin et l'organisation du travail.

M. Charles Dupin est sans contredit pour notre cause un homme infiniment précieux ; il la sert admirablement en personnifiant le calme du conservateur, qui, repu, s'écrie qu'il n'y a que des factieux qui puissent avoir faim. Si nous avons les économistes endormeurs, qui se font volontiers l'écho de certaines de nos misères, pourvu que nous n'allions pas plus loin que la plainte touchante, nous avons par compensation l'économiste optimiste, qui vient réveiller de temps à autre le bon sens public en le révoltant par des affirmations où l'assurance est portée à un tel point qu'elle ferait presque douter s'il fait jour en plein soleil ! C'est aux paroles de M. Charles Dupin que nous renvoyons les phalanstériens quand ils croient par moment à la possibilité de convaincre les conservateurs de la nécessité des améliorations ; c'est son rapport sur la pétition des habitants de Roanne à la Chambre des Pairs que nous leur conseillons de lire et de méditer.

Du reste, convenons que si M. Charles Dupin, notre baron-père, emploie pour nous parler le langage et les arguments les plus niais, croyant sans doute ainsi se mettre à notre niveau, il déploie au contraire toutes ses grâces et ses petits talents devant ses collègues de la Chambre des Pairs. Il faut voir avec quel aplomb il leur raconte ce qu'ils sont au reste fort disposés à croire, à savoir que les pétitionnaires qui demandent le droit au travail sont des ambitieux qui s'efforcent d'égaler par des sophismes l'esprit de la classe ouvrière : il rappelle avec habileté à ces vieux aristocrates les souvenirs de 93 et la loi du *maximum*, à laquelle il compare la fixation d'un *minimum* de salaire demandé par les pétitionnaires.

Notre cher baron a formé le projet d'en finir une bonne fois avec ces intrigants politiques (nous parlons des pétitionnaires, ne

l'oubliez pas), et de les démasquer en faisant appel au bon sens public. Le bon sens public jugera donc, si le *Moniteur* lui tombe sous la main, qui a dit vrai, des pétitionnaires qui prétendent que les droits d'égalité et de liberté reconnus par la Charte n'existent pas en fait, puisque le droit de vivre en travaillant n'est pas même garanti aux hommes du peuple, dont des millions n'ont pas suffisamment de quoi se nourrir, se vêtir et se loger, ou de M. Charles Dupin, qui, après avoir prouvé par la statistique que les centres industriels menaçaient de ne plus pouvoir fournir d'hommes capables pour les armées, affirme aujourd'hui, toujours d'après la statistique, que Paris (les pétitionnaires sont de Roanne) voit chaque jour diminuer le nombre des cas d'exemption pour infirmités. D'où il commence à conclure que le peuple est aussi heureux qu'il lui est permis de l'être, et il ajoute, comme preuve surabondante, que dans notre pays les *haillons sont à jamais disparus*, et qu'à Paris enfin (les pétitionnaires sont de Roanne) *l'eau pure coule partout gratuite pour le peuple* ! A ce dernier trait nous reconnaissons notre digne père.

Que peut-on encore demander, s'écrie M. Dupin, lorsque l'Etat assure la libre circulation des choses et des hommes ? lorsqu'il fait *les plus grands sacrifices* pour l'enseignement *gratuit* des enfants pauvres (il oublie que l'Etat, c'est nous aussi bien que lui, et que l'impôt nous est plus lourd qu'à lui) ? lorsque la loi garantit l'enfance contre toute exploitation dans les manufactures (voir la pétition de la société de Mulhouse) ? lorsque enfin des citoyens bienveillants aident l'autorité municipale dans l'établissement des salles d'asile ? La démagogie peut seule s'écrier : on ne fait rien pour le peuple !

Nous avions cru remarquer que, dans cette longue énumération des immenses efforts du gouvernement pour améliorer notre sort, notre cher baron avait oublié les caisses d'épargne. Était-ce véritablement oublié ? ou bien l'institution commençait-elle à tomber en discrédit, même aux yeux de son plus ardent ami ? Telle est la question que nous nous adressons, lorsque plus bas nous avons trouvé une toute petite apologie de la susdite invention, avec une nouvelle manière de s'en servir. Mulhouse, dit M. Dupin, possède un million dans sa caisse d'épargne ; voilà la ressource assurée de ces travailleurs quand viennent les jours de chômage (il y a donc des chômages ?) ou quand l'industrie est forcée, pour quelque temps, *d'abaisser le taux des salaires*. Pauvre caisse d'épargne, tu étais destinée à nous enrichir, il y a quelques années ; aujourd'hui, te voilà réduite à la condition infiniment plus modeste de suppléante au salaire. Si cela continue, à quoi seras-tu bonne demain ?...

En attendant, tenons-nous pour convaincus que toute demande de notre part sera considérée comme factieuse ; car au milieu de la prospérité dont nous jouissons et lorsque l'eau pure coule partout gratuite pour le peuple, que pouvons-nous donc désirer ?

On nous pardonnera de rire un peu de nos misères ; il ne nous était pas possible d'ailleurs, on le comprend, de réfuter sérieusement M. Dupin. Nous ne pouvons que recommander de nouveau la lecture du *Moniteur* du 4 août 1844 à ceux qui fondent encore quelques espérances sur la bonne volonté des privilégiés qui fabriquent les lois.

Servons-nous néanmoins du droit de pétition chaque fois que l'occasion s'en présente : l'accueil qu'on fait aux demandes du peuple a toujours, comme on le voit, son côté instructif.

LES COMPAGNONS ET LA PRESSE DU GOUVERNEMENT.

Des collisions de la nature la plus fâcheuse ont éclaté à Lyon et Avignon entre des ouvriers, sous prétexte de compagnonage. Déjà nous avons signalé à nos camarades les fâcheuses préventions que ces faits déplorables entretiennent dans le public : nous leur avons dit en outre que certains journaux en exagéraient avec complaisance les détails. Nous revenons encore aujourd'hui sur la nécessité où se trouvent les chefs des compagnonnages d'intervenir sévèrement pour empêcher le renouvellement de pareilles scènes, contraires à toutes les règles des sociétés d'ouvriers, contraires au bon sens, à la justice, à la prudence la plus vulgaire. Nous savons bien qu'on ne peut raisonnablement imputer à un corps d'état tout entier les désordres et les violences de quelques hommes ; mais, en face des calomnies auxquelles ces violences servent de prétexte, il est de la dernière importance que des mesures vigoureuses soient prises pour en prévenir le retour. Si l'on ne peut supprimer les rixes individuelles, on peut toujours empêcher ces espèces de batailles qui nous font considérer comme des barbares, et qui retardent l'union si indispensable entre les ouvriers. Pour arriver là, il faut agir avec fermeté, et punir les délinquants par l'expulsion temporaire : l'effet d'une telle mesure serait de séparer complètement le compagnonage des hommes qui abusent de son nom pour satisfaire des haines privées, et de repousser hardiment la solidarité de tous actes contraires aux principes de fraternité et de justice qui sont la base de toutes les associations compagnonales.

Nous ferons remarquer aux journaux qui accueillent et propagent le récit de ces faits avec un sentiment d'hostilité contre la classe ouvrière, qu'ils ne sont pas aussi sévères quand des faits semblables, engendrés par ce qu'on appelle *l'esprit de corps*, se manifestent ailleurs que chez nous. Dans l'armée, par exemple, il arrive souvent que des rixes collectives ont lieu, soit entre les diverses armes, soit même entre des régiments différents. Ces feuilles en accusent-elles l'organisation même de l'armée ? Nous les engageons donc à l'avenir à juger les compagnons avec moins de passion, et à nous aider à leur faire sentir que l'esprit de corps peut être dirigé dans un sens tout contraire à celui de la guerre. L'émulation qu'excite ce sentiment peut être utilisée pour le bien ; les ouvriers des différentes corporations peuvent avoir la louable ambition de vouloir être les premiers : qu'ils soient les plus dévoués, les plus fraternels, les plus intelligents, les plus patriotes ; qu'ils le prouvent par des actes, et non par des coups à leurs camarades des autres métiers, et nul ne leur contestera leur valeur et leur supériorité.

Le défaut d'espace nous oblige à retrancher quelques strophes de la pièce suivante, que nous avions promise à nos lecteurs le mois dernier.

A VENIR :

Avenir, avenir ! salut ! ô voix sublime,
Qui, du gouffre profond où ma douleur s'abîme,
Me rappelle soudain comme un beau souvenir ;
Viens rendre l'espérance à mon âme abattue,
Voix des anges, du ciel ici-bas descendue,
Avenir ! avenir !

.

De nos maux les plus grands l'ignorance est la cause.
Que de ses courts loisirs l'homme qui sait dispose
Pour instruire avec soin ses frères travailleurs ;
A des plaisirs plus purs que sa voix les ramène ;
Que surtout il leur montre une morale saine
Pour les rendre meilleurs.

Qu'il leur dise comment l'union fait la force,
Qu'avec le vice immonde il faut faire divorce ;
Qu'il leur apprenne encore à s'entre-soulager.
Que de l'homme souvent la dignité soit peinte
En son discours, pour mieux leur inspirer la crainte
D'y jamais déroger.

Sans écouter les cris de la tourbe envieuse,
Quand il prêchait la foule avide et curieuse
Par toute la Judée et dans Jérusalem,
Etait-ce par la peur ou la force brutale
Qu'il gravait dans les cœurs sa divine morale,
L'Agneau de Bethléem ?

Aimez-vous, aimez-vous, frères, les uns les autres,
Répétait bien souvent le Christ à ses apôtres ;
Vous êtes tous égaux devant le roi des rois.
Et nous, bravant aussi supplices et bastille,
Proclamons hautement à la grande famille
Ses devoirs et ses droits.

Mais quoi ! — C'est conspirer, ont hurlé sur leurs trônes
Tous ces nains écrasés du poids de leurs couronnes ;
Contre ces factieux lançons de durs arrêts.
— Vous pouvez assouvir votre haine insensée
En nous assassinant ; mais tuer la pensée !
Non, jamais ; non, jamais !

Voyez-la, voyez-la, comme elle vous déborde ;
D'un affreux désespoir que votre cœur se torde,
Car son rapide flot frappe déjà vos pieds.
Et le temps n'est pas loin peut-être où votre race
Pourrira sous sa vague et sans laisser de trace
Des lieux où vous étiez.

Nous, comme les martyrs, factieux d'un autre âge,
Des tyrans contre nous lignés bravons la rage.
Que nous font leurs cachots et leur glaive impuissant ?
Marchons ! marchons toujours, et laissons en arrière
Ceux qui jusqu'à présent refusent la lumière.
En avant ! en avant !

En avant ! Que des arts l'élégant assemblage
Du riche seulement ne soit plus le partage,
Et réjouisse aussi le pauvre en ses travaux.
A leur emploi qu'un but plus utile préside ;
Que pour lui leur aspect magnifique et splendide
Soit comme un doux repos.

Et toi qui charmes tant ma solitaire vie,
Seul baume à mes douleurs, ô sainte poésie
Dédaignée en nos jours par un monde orgueilleux,
Ton absence nous fut de trop longue durée ;

Ah ! parmi nous reviens enfin ; transfigurée,
Apparais à nos yeux.

Laisse là, laisse là la villageoise idylle,
Et la tendre romance, et le gai vaudeville,
Les ailes de Zéphyre et le carquois d'Amour ;
Plus grave maintenant, sur ta harpe sacrée,
Instruis les nations, et par toute contrée
Annonce le grand jour.

Et puis, quand il aura brillé sur notre terre
Ce grand jour de réforme, et que Dieu, notre père,
Aura par le succès couronné nos efforts,
O Poésie ! alors plus d'hymnes de tristesse ;
Tu n'auras plus pour nous que des chants d'allégresse,
D'harmonieux accords.



Par suite de la publicité donnée à notre réclamation du mois dernier par le *National de l'Ouest*, la personne à laquelle s'adressait conditionnellement notre démenti a écrit à ce journal qu'elle n'avait jamais dit avoir publié d'articles dans *l'Atelier*, et que ses relations avec notre feuille consistaient simplement à y être abonnée. Cette lettre était signée J. F. ; elle a provoqué le lendemain une déclaration signée de quatre ouvriers, qui affirment que l'allégation en question a été faite par M. J. F., chez lui, en leur présence.

Ce débat paraît en être resté là. La calomnie est-elle jésuite ou icarienne ? Il nous semble que la déclaration de quatre ouvriers, qui ne se cachent pas sous des initiales, a un peu plus de valeur que celle de leur antagoniste ; c'est du moins notre opinion, jusqu'à parfait éclaircissement.

Cela ne lave en aucune façon le chef de l'icarisme du fait d'avoir avancé le premier cette indigne fausseté que *l'Atelier* n'est pas l'œuvre exclusive de ceux qui s'en déclarent les auteurs. Aussi répétons-nous encore une fois : Quiconque, n'étant pas ouvrier, affirme avoir participé à la rédaction de *l'Atelier*, ment. Quiconque avance que *l'Atelier* reçoit des articles de personnes n'appartenant pas à la classe ouvrière ment également.

FAITS DIVERS.

Les ouvriers de l'imprimerie parisienne ont eu l'heureuse idée de venir en aide aux familles des ouvriers en papiers peints du faubourg Saint-Antoine. Nous concourons de tout notre pouvoir à cet acte généreux, et nous engageons vivement nos amis des autres métiers à faire de même et à provoquer des collectes dans leurs corps d'état. Une longue détention préventive et des condamnations sévères ont plongé quelques familles dans le plus grand dénûment. Il est de notre devoir de leur venir en aide. Nous amoindrirons d'autant les douleurs que supportent les condamnés lorsqu'ils sauront que l'on pourvoit aux besoins de leurs enfants. Qu'une solidarité fraternelle nous unisse, et la difficulté la plus grande qui s'oppose à notre affranchissement sera levée.

Nous annonçons avec plaisir que les ouvriers fondeurs ont fait parvenir aux familles des ouvriers en papiers peints la somme de 268 francs.

— Une brochure intitulée : *Ligue nationale contre la misère des travailleurs*, vient de paraître à la librairie Paulin ; nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

— Les sommes suivantes ont été versées au comité de souscrip-

tion pour les détenus politiques. MM. M., N., D., 15 fr. — M. Jean, du Havre, 5 fr. — M. Tellier, 1 fr. — M. Huileric, 2 fr. — *L'Atelier*, 5 fr.

— Mardi, la 6^e chambre de la police correctionnelle, présidée par M. Perrot de Chezelles, était encore saisie d'une affaire de coalition ; il s'agissait des ouvriers tourneurs. Vers le commencement de l'année, M. Anot, fabricant de chaises, avait pris une mesure par laquelle les ouvriers travaillant dans son atelier devaient lui payer une somme de 3 fr. par mois, pour les étaux dont ils avaient l'usage gratuit auparavant. De plus, ils devaient aussi fournir à leurs frais l'huile, la colle et autres accessoires ; comme toute cette innovation portait à chaque travailleur un préjudice de 8 fr. par mois, huit ouvriers sur quinze quittèrent en même temps M. Anot ; c'est alors que des tentatives furent faites pour embaucher ceux des compagnons qui travaillaient encore chez M. Anot. De là la plainte en coalition.

Le tribunal a condamné tous les prévenus, chacun à quinze jours d'emprisonnement.

— On lit dans un journal :

« L'abolition de la mendicité est une fort belle chose, assurément ; mais voiler cette plaie sociale n'est pas la guérir. La disparition des mendiants de toute nature serait une fort belle chose aussi. On doit applaudir, sans doute, aux essais qu'une charité bien inspirée tentera, pour amoindrir les souffrances des classes nécessiteuses, et détruire le désolant spectacle de la misère qui court les rues. Mais, en empêchant le mal d'une manière, et en le tolérant et même l'aggravant de l'autre, on manque le but qu'on s'est proposé. S'il est sage de défendre à une infirmité sexagénnaire d'exciter, sur la place publique, la pitié des passants, est-il raisonnable d'autoriser des êtres jeunes et bien portants à tendre partout la main, pourvu qu'ils soient munis d'un instrument quelconque ou d'un gosier charivarique qui devra stimuler la compassion ? »

« Mais, le pire, c'est de voir mendier, dans tous les cafés de l'intérieur de Paris pendant l'hiver, et aux Champs-Élysées pendant l'été, des jeunes filles de huit à douze ans, qui servent de moyen d'exploitation à des mères infâmes. On en voit journellement qui chantent des chansons ou récitent des dialogues les plus obscènes, qui, sans y être provoquées, tiennent, au premier venant, des propos monstrueux de dévergondage et d'immoralité révoltants pour leur âge, et, lorsqu'on s'enquiert à elles des personnes qui les ont si bien instruites, elles répondent : « C'est ma mère !... » Ce sont leurs mères, en effet, qui trouvent excellent ce hideux moyen d'exciter les passions honteuses pour en tirer profit.... »

— Le nombre des suicides a continué de s'accroître en 1842 : il s'est élevé à 2,866, tandis qu'en 1841 on en comptait 2,814, et 2,752 en 1840. Le département de la Seine a fourni à lui seul 516 suicides, près du cinquième du nombre total. Les départements qui en offrent, après celui-ci, le nombre le plus élevé, sont : la Seine-Inférieure, 111 ; le Nord, 107 ; Seine-et-Oise, 95 ; l'Oise, 82. Dans l'Aveyron et le Cantal, il n'y en a eu que 2 ; 3 dans la Corse, 4 dans la Haute-Loire et la Lozère.

— Une note placardée dans Paris, émanant de la préfecture de police, constate que, dans le cours de 1843, les cochers de place de Paris ont remis à l'administration 18,097 fr. 50 c. d'argent laissé dans leurs voitures, et d'objets précieux pour 22,719 fr. 30 c. Total : 40,816 fr. 80 c.

— On parle, dit le *Courrier charentais*, de la constitution d'une société en commandite pour la création, à Confolens, d'un vaste établissement industriel destiné à fournir du travail aux indigents de cette localité.

— Les commis du roulage de Lyon, afin de se prémunir contre les chômages résultant de cessation de commerce, de réduction dans le personnel des maisons de commission ou de toute autre cause, viennent de former une société de bienfaisance dans le but de procurer des emplois à ceux qui en manqueront, de les assister en cas de chômage et en cas de maladie.

Le Gérant : PASCAL.

Paris. — Imprimerie d'A. René et comp., 52, rue de Seine.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LES ANNÉES I, II, III ET IV, FORMANT LE PREMIER VOLUME.

ALGÉRIE (colonisation de l'). — Système d'association semblable à celui de l'*Atelier*, appliqué à l'Algérie, année I, pages 86-95.

ANGLAIS (condition des travailleurs), II, 70-83. — De la résistance des ouvriers anglais aux diminutions de salaire, IV, 137.

ANGLETERRE. — Soulèvement des Chartistes (août 1842), II, 91. — Influence malfaisante de l'Angleterre sur le salaire, IV, 82. — Question du travail devant le parlement anglais, IV, 145. — Guerre à l'aristocratie anglaise, IV, 177. — Lutte des mineurs, IV, 181.

APPRENTIS (condition des), II, 85. — Conséquences de l'exploitation des apprentis, IV, 152.

ART. — Définition de l'art et examen de l'exposition de 1841, I, 55. — Salon de 1844, IV, 109.

ASSOCIATION dans les travaux intellectuels, IV, 38.

ASSOCIATION OUVRIÈRE. — Transformation du marchandage en association, I, 5. — Des différents modes d'association ; de l'association perpétuelle avec capital inaliénable, I, 11. — Exposé et contrat d'une théorie d'association d'ouvriers, I, 37. — Comparaison des théories fouriériste et communiste avec celle de l'association publiée par l'*Atelier*, I, 43. — Discussion avec le journal phalanstérien *le Nouveau-Monde*, et examen par articles du contrat d'association, I, 51. — Moyen de commencer immédiatement l'organisation du travail, I, 57. — Dialogue entre un président de tribunal correctionnel et un ouvrier accusé de coalition, I, 72. — D'une association d'ouvriers au XVII^e siècle, I, 77. — Entretien sur l'association, II, 4. — Un procès entre ouvriers associés, II, 31. — Appel à la presse radicale, II, 52-59. — Discussion avec le *Moniteur des prud'hommes*, II, 94. — III, 6. — Discussion avec la *Revue des Deux-Mondes* ; appréciation de la théorie de M. L. Blanc, III, 21. — Droits de la majorité sur la minorité dans l'association, III, 28. — Réalisation : Contrat de plusieurs associations d'ouvriers nouvellement fondées, III, 39. — Constitution du travail par l'association, IV, 9. — Critique d'une association au point de vue égoïste, IV, 107.

ATELIERS (discipline des), III, 44.

ATTENTAT. — Réprobation de l'assassinat politique (affaire Darmès), I, 9. — Lettre à la Cour des Pairs, II, 17. — Sociétés secrètes, II, 25.

BIBLIOGRAPHIE. — De l'état des ouvriers et de son amélioration par l'organisation du travail, par A. Boyer, I, 63-78. — Colonisation de l'Algérie, par l'abbé Landmann, I, 86-95. — Organisation du travail, par M. L. Blanc, II, 32 ; — III, 21. — Avertissement aux propriétaires, par M. Proud'hon, II, 45. — Poésies de Poncy, ouvrier maçon, II, 71. — Catholicisme et Démocratie, par Chevè, II, 79. — Régénération du compagnonage, par M. G., III, 24. — Amschaspands et Darvands, III, 46. — La Société et le Socialisme, par M. L. Reybaud, III, 54. — Monts-de-piété, par M. A. Blaise ; — Union ouvrière, par M^{me} Flora Tristan, III, 70-71. — Lettres de Perdiguier et Moreau sur la réforme du compagnonage, III, 92. — De l'apparition de quatre nouveaux journaux, IV, 6. — Ruche populaire, IV, 19. — Les Mystères de Paris, IV, 27. — Le Magasin pittoresque, IV, 63. — Le Livre de l'Ouvrier, par M. A. Egron, IV, 77. — Des moyens d'améliorer le sort des classes laborieuses, par M. G. de Molinari, IV, 94. — Nouvelles poé-

sies de Poncy, IV, 141. — Les princes publicistes : brochures du prince de Joinville et du prince Louis Napoléon, IV, 148. — Falsifications des substances alimentaires, par M. J. Garnier et Ch. Harel, IV, 158-170.

BOYER. — Son livre, I, 63-78. — Sa mort, II, 41. — Sur les réflexions des journaux relativement à Boyer, II, 49. — Souscription pour sa famille, II, 23-64. — Extrait de l'*Apostolato popolare*, II, 44.

CAISSES D'ÉPARGNE (critique des), II, 68. — Lettre à M. de Lamartine sur l'insuffisance des caisses d'épargne, IV, 51.

CAISSE DE RETRAITE pour les vieux ouvriers (un projet de), II, 76. — III, 90. — IV, 106. — IV, 143.

CARNAVAL (saturnales du), I, 43. — III, 43. — IV, 95.

CATHOLICISME. Voyez année III, pages 9-25-73-102.

CERTITUDE. — Discussion sur la certitude morale et religieuse, III, 73. — Attaques contre la doctrine de l'*Atelier*, III, 102.

CHAMBRES SYNDICALES. — Leurs tendances à diminuer les salaires, IV, 153.

CHANSONS DES RUES, III, 106.

CHARTÉ DE 1830 (examen de la), I, 67.

CHARTISTES (adresse des ouvriers français aux), III, 13. — Réponse des Chartistes, III, 38.

CLERGÉ (les révolutionnaires et le), III, 49. — Esprit étroit du clergé, III, 69. — D'un projet d'organisation du travail sous la direction du clergé, IV, 22.

COALITIONS D'OUVRIERS. — Caractères de la grande coalition de 1840, I, 3. — Conseils aux ouvriers à propos des articles 414, 415 et 416 du Code pénal définissant la coalition, II, 35. — Les ouvriers charpentiers et leurs maîtres, IV, 42. — Affaire des ouvriers mineurs de Rive-de-Gier, IV, 112-113. — Souscription pour les familles des victimes de Rive-de-Gier (affaire de la coalition de mai 1844), IV, 139-153-164. — Portefaix de Chalon-sur-Saône, IV, 160. — Coalition des ouvriers en papiers peints, IV, 176-186. — Luites du capital contre le travail : Angleterre, Allemagne, France, IV, 181. — Voyez TRIBUNAUX, SALAIRE.

COMMUNISME. — Aux ouvriers communistes (premier article), I, 73. — Deuxième article, II, 1. — Quelques mots au journal *la Fraternité*, I, 75. — De la création de plusieurs feuilles communistes, I, 82. — Polémique avec M. Cabet, II, 10-28-52-60-88. — Pamphlets de communistes se disant amis du peuple, II, 10. — Les rationalistes, II, 50. — Polémique avec le *National de l'Ouest* et les Icaris de Nantes, IV, 168. — Suite, IV, 189.

COMPAGNONAGE (réforme du), II, 7. — Organisation actuelle du compagnonage, II, 54. — Les compagnons et la presse du gouvernement, IV, 188.

CONFRÉRIES RELIGIEUSES, IV, 54. — IV, 76.

CONCURRENCE (libre). — La concurrence n'est guère moins fatale aux maîtres qu'aux ouvriers (extrait du *Livre du Compagnonage*, d'Agricol Perdiguier), I, 7. — Pétition des ouvriers de Cologne, II, 56. — Opinion de M. Jobard, publiciste belge, sur les abus de la libre concurrence (voyez cours de M. Volowski), IV, 56-57. — Objections à M. Gustave de Beaumont, IV, 71. — IV, 135. — IV, 145. — Concurrence au delà du Rhin, IV, 147.

CONSERVATEURS, I, 90. — IV, 84.

CORPORATIONS (du régime des); leurs bienfaits et leurs abus, II, 61.

COUR DES PAIRS (lettre à la), à propos de l'attentat Quénisset, II, 47.

COURS du *Conservatoire des Arts et Métiers*. — Législation industrielle, mécanique, dessin des machines, II, 30. — Cours d'économie industrielle (1842), de M. Blanqui, II, 63. — Cours de M. Volowski sur les marques de fabrique et la libre concurrence (1843), IV, 56.

DÉMOCRATES, I, 94.

DÉMOCRATIE (qu'est-ce que la)? II, 9.

DEVOIR (définition du), I, 25.

DÉVOUEMENT (définition du), I, 41.

DÉISME. *Voyez* ann. III, pag. 73.

DIMANCHE (travail du), II, 68.

DROIT (définition du), I, 33.

ÉCONOMIE POLITIQUE. — Réponse à un écrit publié lors de la grande coalition de septembre 1840, I, 7. — A M. Ch. Dupin, à propos de ses *Conseils aux ouvriers parisiens*, I, 13. — Réponse à quelques objections; pourquoi le capitaliste ne peut être accepté à titre d'associé, I, 19. — Les instruments du travail doivent appartenir aux travailleurs, I, 28. — D'un nouvel écrit de M. Ch. Dupin, I, 34. — Le luxe des riches est une cause de misère pour les pauvres, I, 50. — Opinion d'un avocat sur l'usure, I, 53. — De l'octroi sur les bestiaux et de leur entrée en franchise, I, 60. — L'intérêt de l'argent est un impôt prélevé par l'oisiveté sur le travail, I, 62. — Production et répartition, I, 84. — Association et concurrence, I, 92. — Réponse à l'*Echo des Halles et Marchés*, sur la distribution des profits du travail, II, 41. — Moyens d'accroître la production des substances alimentaires, II, 92. — Union douanière entre la France et la Belgique, III, 49. — Secours publics aux ouvriers blessés, III, 22. — Contre les économistes qui ne veulent pas s'occuper de la distribution des richesses, III, 30. — Celui qui ne veut pas travailler ne doit pas manger, III, 43. — Du développement industriel en Europe, III, 57; — Même sujet et nécessité d'établir une fédération européenne, III, 93. — La Chambre et les questions économiques, IV, 70. — IV, 74. — Discours de M. Dubouché: réclamations en faveur des classes laborieuses, IV, 449. — M. Ch. Dupin et l'organisation du travail, IV, 487. — *Voyez* Cours du Conservatoire des Arts et Métiers.

ÉGALITÉ (définition de l'), I, 66.

ÉLECTION (modes d'), II, 58. — IV, 66.

ENQUÊTES sur la situation des ouvriers des divers métiers. — Utilité de l'enquête, I, 44. — Situation présente des ouvriers ébénistes, I, 29. — De la condition misérable des hommes, femmes et enfants dans les manufactures, I, 35. — Agents de placement des garçons boulangers, I, 62. — Imprimerie et fonderie en caractères, I, 70-76. — Nécessité de continuer l'enquête, I, 76. — Situation des ouvriers chapeliers, II, 6. — Grosse et petite mécanique, II, 31. — Situation des ouvriers en soie de Lyon, II, 69. — De la condition des femmes dans l'industrie, I, 76; — III, 34. — Aux travailleurs des campagnes, III, 88. — Situation des ouvriers peintres, IV, 41.

ENSEIGNEMENT POPULAIRE. — Son caractère depuis la révolution jusqu'à nos jours, III, 25. — Les ouvriers doivent-ils se permettre d'écrire? III, 56. — De l'instruction de l'ouvrier, IV, 22. — De l'enseignement fait au peuple par la presse, les feuilletons et les romans, IV, 25.

ENSEIGNEMENT (question de l'). — Définition de l'éducation et de l'instruction, III, 9. — Réforme des corps enseignants, III, 47. — III, 401. — De la querelle entre le parti libéral et le parti prêtre, IV, 97.

ÉPARGNE en commun, III, 49.

FALSIFICATIONS des substances alimentaires, IV, 96. — IV, 458-470.

FÉDÉRALISME. — Souveraineté du peuple, II, 41. — Définition du fédéralisme, II, 67. — Opinion de M. Cordier contre la centralisation, IV, 48.

FÉDÉRATION EUROPÉENNE, III, 93.

FÊTES PUBLIQUES. — Translation des restes mortels de Napoléon, I, 27. — Ce que doivent être les fêtes publiques, III, 99. — Quarantième anniversaire de la révolution de Juillet 1830 (banquet d'ouvriers), IV, 461.

FORTIFICATIONS DE PARIS. — Acceptation de l'enceinte continue, I, 46. — Utilité des fortifications de Paris au point de vue de la défense nationale, IV, 5.

FOURIÉRISME. — Discussion avec la *Phalange* sur l'organisation du travail, II, 4. — Dialogue sur le travail attrayant, II, 79. — Polémique avec la *Revue Synthétique*, III, 87. — Un mot au *Nouveau-Monde*, III, 405. — Le phalanstérien et le radical (dialogue), IV, 20.

FRANCE. — De sa puissance en Europe, III, 44.

FRATERNITÉ (définition de la), I, 66.

GARDE NATIONALE. — Les ouvriers ne doivent point se dispenser d'en faire partie, I, 5.

GOGUETTES. — Caractère de ces réunions bachiques et lyriques, IV, 425-472.

HAÏTI (révolution de), III, 66.

HISTOIRE. — Des conséquences de l'attentat du 9 thermidor, I, 34.

— Le 21 janvier 1793, I, 39. — Journées de germinal et de prairial an III, I, 45. — Insurrection au moyen âge (Marcel-Jacquerie), I, 79-87. — Conditions d'une histoire de France, II, 8. — Jeanne d'Arc, II, 38. — Episode des guerres d'Italie en 1798, II, 47. — Première émeute de la révolution de 1789, II, 95. — Siège de Lille en 1792, III, 47.

HOPITAUX ET HOSPICES (régime des), II, 77. — Des vieillards pauvres, II, 84. — Mauvaise administration des hôpitaux de Paris, IV, 60.

INDIFFÉRENCE (de l') en matière politique, II, 26.

INDUSTRIE (exposition des produits de l'), IV, 8. — (Deuxième article), IV, 429.

INDUSTRIE (réforme de l'). *Voyez* les mots ASSOCIATION, ÉCONOMIE POLITIQUE, ENQUÊTES, PRUD'HOMMES, SALAIRE et TRAVAIL.

INSURRECTION (du droit d'), II, 25-58.

INTRODUCTION à la première année: De la nécessité et de l'utilité de créer un organe à la pensée populaire, I, 4. — **INTRODUCTION à la deuxième année**: L'*Atelier* a pour but spécial de préparer, selon le degré de son influence, l'émancipation complète des classes ouvrières, II, 4. — **INTRODUCTION à la troisième année**: La presse populaire doit signaler aux masses laborieuses la funeste tendance de l'état actuel de l'industrie et les pousser à exiger des garanties politiques, III, 4. — **INTRODUCTION à la quatrième année**: Le parti du progrès manque d'autorité parce qu'il manque d'unité de vues; d'où cette conclusion: De toutes les réformes à opérer, la plus pressante, la plus impérieuse, celle qui est la clé de toutes les autres, c'est la réforme du parti réformateur lui-même, IV, 4.

INVENTION (des brevets d'), IV, 434.

IRLANDE (situation de l'), III, 65. — Condition des fermiers irlandais, III, 95.

ITALIE. — Répression de l'esprit patriotique et révolutionnaire par l'Autriche et le Saint-Siège, IV, 433.

IVROGNERIE, IV, 61.

JÉSUITES ET ÉCLECTIQUES, III, 68.

LAMARTINE (M. de). — Comment il entend la démocratie, III, 86.

— D'un projet de M. de Lamartine pour la fondation d'un journal populaire, III, 401. — Lettre à M. de Lamartine sur l'opposition et l'opinion publique, IV, 34. — Réfutation de son opinion sur les caisses d'épargnes, IV, 51.

LÉGITIMISTES, I, 89. — 21 janvier, III, 38. — IV, 47. — IV, 63. — Réponse à la *Nation*, IV, 36. — Les légitimistes et les ouvriers, IV, 89-100.

LETTRES attribuées au Roi, I, 67.

LIBÉRALISME. — Réponse à un manifeste libéral publié par le *Sûreté*, III, 33.

LIBERTÉ (définition de la), I, 65.

LIBERTÉ individuelle, I, 58.

LIVRET. — Le livret n'est qu'une mesure préventive à l'égard de la classe laborieuse, I, 21; — II, 43.

MŒURS POPULAIRES. — Le faubourg Saint-Antoine, III, 62.

MORALE (de la), I, 81. — Réponse à l'*Indicateur de Bordeaux*, I, 83. — *Voyez CERTITUDE.*

NATIONALITÉ FRANÇAISE, I, 49. — Principe de la nationalité, I, 65.

NOURRITURE DU PEUPLE. — Moyen de l'améliorer, I, 60; — II, 92.

OPINION RELIGIEUSE d'un président du tribunal révolutionnaire de Nantes, IV, 48.

OPPOSITION PARLEMENTAIRE (caractère de l'), II, 73. — Lettre à M. de Lamartine, IV, 34.

ORGANISATION DU TRAVAIL (opinions de la grande presse sur l'), III, 14-21. — IV, 84. — *Voy.* les mots ASSOCIATION, ÉCONOMIE POLITIQUE, ENQUÊTES, PRUD'HOMMES, SALAIRE et TRAVAIL.

PARTIS POLITIQUES. — Il n'y a réellement que deux grands partis : celui du progrès et celui de la résistance, I, 2. — Les partis devant le sentiment public, I, 89. — La conciliation entre le parti radical et le parti légitimiste est-elle possible? IV, 17.

PÉTITION (du droit de), III, 42.

PÉTITION des mécaniciens du Pas-de-Calais, de Paris et du Creusot, relative à la prohibition des machines étrangères, IV, 64. — Pétition pour l'abolition de l'esclavage dans les colonies, IV, 80-118. — Pétition d'ouvriers lyonnais demandant au gouvernement une organisation du travail, IV, 120. — Pétition tendant à affranchir le clergé secondaire, IV, 143. — Pétitions relatives aux prud'hommes, *voyez* PRUD'HOMMES.

PHILANTHROPIE. — Les bourgeois philanthropes, III, 61. — Les actes des philanthropes, III, 90. — Colonie de Petit-Bourg, IV, 75. — Les philanthropes et les sociétés de secours mutuels à Rennes, IV, 93. — Les dames du grand monde économistes et philanthropes, IV, 121. — Bulletin philanthropique, IV, 123.

PIANOTYPE, machine à composer, IV, 155.

POÉSIES. — Siège de Lille, III, 47. — La paye de l'ouvrier, IV, 15. — Les marchands fraudeurs, IV, 29. — 70,000 pauvres! IV, 45. — Aux utopistes, IV, 63. — A Molière, IV, 78. — Aux morts de Juillet, IV, 162. — Avenir, IV, 188.

POLICE. — Défense faite aux ouvriers imprimeurs de se réunir pour jeter les bases d'une association, I, 77.

POLITIQUE. — Revue politique du mois de septembre 1840, I, 9. — Pétition relative aux affaires d'Orient, I, 10. — Revue d'octobre 1840, I, 17. — Question d'Orient (1840), I, 26. — M. Lamennais en prison, I, 34. — Recensement, I, 92. — Revue d'août 1841, II, 3. — Revue de septembre 1841, II, 11. — Revue d'octobre 1841, II, 19. — Conséquences de la mort du duc d'Orléans, II, 81-83. — Le gouvernement et les Chambres (juillet 1843), III, 96. — Revue de novembre 1843, IV, 37. — Revue de décembre 1843, IV, 59. — Revue de janvier 1844, IV, 69. — Politique du parti conservateur, IV, 81. — Comment le ministère entend l'organisation du travail, IV, 84. — Revue de février 1844, IV, 88. — Revue de mars 1844, IV, 101. — Revue d'avril 1844, IV, 116. — Ce qu'on veut faire de l'armée, IV, 119. — Revue de mai 1844, IV, 134. — Revue de juin 1844, IV, 150. — Revue de juillet 1844, IV, 165. — Revue d'août 1844, IV, 178.

PROPRIÉTÉ. — Extension de la propriété à tous les travailleurs, II, 65.

PRUD'HOMMES (Réforme des conseils de). — Pétition des ouvriers de Nantes, I, 12. — But, formation et juridiction des conseils de prud'hommes suivant la justice, I, 44. — Organisation actuelle (extrait du *Code des ouvriers*), I, 62. — Conséquences de l'établissement des

prud'hommes à Paris, I, 94. — Opinion des journaux sur la question des prud'hommes, II, 12-13. — Pétition des ouvriers de Paris au conseil municipal, II, 15. — Liste des conseils de prud'hommes en 1831, II, 16. — Réponse à la *Gazette des Tribunaux*, aux *Débats*; contradictions du *Siècle*, et extrait du *Censeur* de Lyon, II, 20. — Revirement de la presse, II, 29. — Pétition de 4,700 chefs d'ateliers de Lyon, II, 37. — Désespoir du *Moniteur des prud'hommes*, II, 45. — Nouvelle polémique avec la presse, II, 53. — Pétition des fabricants nantais, II, 56. — Lettre de l'*Atelier* au Conseil municipal, III, 32. — Pétitions des ouvriers de Paris et de Nantes à la Chambre des députés, III, 45-46. — Rapport à la Chambre de la pétition des ouvriers de Paris, III, 85. — III, 105. — Établissement des prud'hommes (mi-partis maîtres et ouvriers) dans l'imprimerie, IV, 13. — IV, 32-33. — Nouvelle lettre au Conseil municipal, IV, 65. — IV, 81. — Dernières démarches de l'*Atelier*, IV, 89. — Discussions du Conseil municipal, IV, 104.

RECRUTEMENT. — D'un projet de loi proposé en 1841, I, 59.

RÉFORME ÉLECTORALE. — Dialogue sur la nécessité d'une réforme, I, 10. — De la pétition pour la réforme électorale, I, 75. — II, 58. — Enquête (mai 1843), III, 67. — La réforme politique doit-elle précéder la réforme sociale? IV, 167.

RÉFORME INDUSTRIELLE. *Voyez* les mots ASSOCIATION, ÉCONOMIE POLITIQUE, ENQUÊTES, PRUD'HOMMES, SALAIRE et TRAVAIL.

RÉFORME PÉNITENTIAIRE. — Régime des maisons centrales III, 23; son amélioration, III, 52.

RÉFORME SOCIALE. — De l'opposition aux réformes et de ses conséquences, II, 33. — Caractères de la réforme sociale, III, 3; — III, 9.

SALAIRE. — Résistance des ouvriers fondeurs, II, 56-78-87-95; — III, 7. — Fixation d'un *minimum*, II, 75. — Vol de salaire par un marchand, II, 78. — Des inégalités du salaire, III, 59. — De la rétribution aux pièces, III, 70. — Des différents modes de rétribution du travail, III, 98. — Banquet typographique; toast sur un tarif des prix de main-d'œuvre, IV, 14. — De la résistance aux diminutions de salaire, IV, 73. — IV, 87.

SAINT-SIMONISME. — Quelques mots à la *Ruche populaire*, II, 28.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (statistique des), II, 31.

SOCIÉTÉS SECRÈTES (impuissance des), II, 25.

SOVERAINETÉ DU PEUPLE (de la). — Premier article, II, 41. — Deuxième article, II, 49. — Troisième article, II, 57. — Considérations nouvelles, II, 89. — De la souveraineté (2^e série), premier article, IV, 49. — Deuxième article, IV, 66.

TRAVAIL. — Dispositions de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures, II, 86. — De l'exécution de la loi sur le travail des enfants, IV, 43. — Niaiserie de la formule: *Droit au travail*, IV, 83. — Les Mystères du travail, IV, 103. — De la concurrence faite par le travail des prisonniers, IV, 135.

TRIBUNAUX. — Sévérité des tribunaux à l'égard des ouvriers coalisés en septembre 1840, I, 5. — Condamnation des ouvriers tailleurs Suireau et Troncin, I, 14. — Condamnation d'ouvriers pour délit de coalition, I, 45. — Condamnation des ouvriers tailleurs Wahry et Weimans pour délit de coalition, I, 69. — Coalition de septembre (condamnation), I, 83. — Cour royale, jugement contre les comités réformistes, I, 84. — Condamnation des ouvriers rubaniers associés de Saint-Étienne, II, 37-44-56. — Misère, II, 84. — III, 106. — Misère, IV, 48. — Procès des ouvriers boutonnières, IV, 108. — De la publicité des procès scandaleux, IV, 169.

UNITÉ (Définition de l'), I, 67. — II, 67.